CORPS UNIVERSEL DIPLOMATIQUE DU DROIT DES GENS;

CONTENANT UN

RECUEIL DES TRAITEZ

D'ALLIANCE, DE PAIX, DE TREVE,

DE NEUTRALITÉ, DE COMMERCE, D'ÉCHANGE, de Protection & de Garantie, de toutes les Conventions, Transactions, Pactes, Concordats, & autres Contrats, qui ont été faits en EUROPE, depuis le Regne de l'Empereur CHARLEMAGNE jusques à présent;

AVEC

LES CAPITULATIONS IMPERIALES ET ROYALES;

les Sentences Arbitrales & Souveraines dans les Causes importantes; les Déclarations de Guerre, les Contrats de Mariage des Grands Princes, leurs Testamens, Donations, Renonciations, & Protestations; les Investitures des grands Fiefs; les Erections des grandes Dignités, celles des grandes Compagnies de Commerce, & en général de tous les Titres, sous quelque nom qu'on les désigne, qui peuvent servir à fonder, établir, ou justifier

LES DROITS ET LES INTERETS DES PRINCES ET ETATS DE L'EUROPE;

Le tout tiré en partie des Archives de la TRES-AUGUSTE MAISON D'AUTRICHE, *& en partie de celles de quelques autres Princes & Etats; comme aussi des Protocolles de quelques Grands Ministres; des Manuscrits de la Bibliotheque Royale de* BERLIN; *des meilleures Collections, qui ont déja paru tant en* ALLEMAGNE, *qu'en* FRANCE, *en* ANGLETERRE, *en* HOLLANDE, *& ailleurs; sur tout, des Actes de* RYMER; *& enfin les plus estimés, soit en Histoire, en Politique, ou en Droit;*

PAR

MR. J. DU MONT, *BARON DE CARELS-CROON,*

ECUIER, CONSEILLER, ET HISTORIOGRAPHE DE SA MAJESTE IMPÉRIALE ET CATHOLIQUE.

TOME VIII. PARTIE I.





A AMSTERDAM,

Chez P. BRUNEL, R. ET J. WETSTEIN, ET G. SMITH, HENRI WAESBERGE, ET Z. CHATELAIN.

A LA HAYE,

Chez P. HUSSON ET CHARLES LEVIER.

MDCCXXXI.

TABLE CHRONOLOGIQUE

DES PIECES

CONTENUES.

Dans la I. Partie du VIII. Tome.

ANNO 1704. *du Cercle. A Stockholm le 28. Avril* 1704. Avec *les* ARTICLES SEPARE'S *pour la commune Defense & Assistance de la Maison Ducale de* SLESWICH-HOLSTEIN *contre la Couronne de* DANNEMARC, *& pour maintenir la Tranquilité dans le Cercle de la Basse Saxe, dudit jour 28. Avril* 1704. *Et un* ARTICLE SEPARE' *pour la Defense particuliere du Pais de Hadeln, dudit jour 28. Avril* 1704. 151

30. Avril. *Declaration de Guerre de* PHILIPPE V. *Roi d'Espagne, contre le Roi de* PORTUGAL, *l'Archiduc* CHARLES *d'*AUTRICHE *& leurs Alliez. Donnée à Placentia le 30. Avril* 1704. 154

12. Juill. *Garantie de* FREDERIC *Roi de Prusse sur le Compromis, & sur la Sentence Arbitrale rendue entre les Comtes de* BENTHEIM. *A Cologne sur la Sprée le 12. Juillet* 1704. 155

25. Août. *Traité entre* LOUIS XIV. *Roi de France, &* LEOPOLD *Duc de Lorraine & de Bar, pour le Partage des Terres dont la Souveraineté étoit demeurée en surséance entre le Duché de Lorraine & le Comté de Bourgogne, & le Reglement des difficultez & pretentions qui étoient entre Sa Majesté T. C. & Son Altesse Royale, sur plusieurs Villages mi-partis, & autres situés sur les Frontieres desdits Duché & Comté. Fait à Besançon le 25. d'Août* 1704. S'ensuivent *la* RATIFICATION *du Roi, du 15. Sept.* 1704. *Celle de S. A. R. de Lorraine du 20. Octobre de la même année.* Et *les* ARRESTS *d'Enregistrement du Parlement de Besançon du 8. Janvier, & à la Cour Souveraine de Lorraine du 20. Mars* 1705. ibid.

1704. 2. Octob. — 1705. 21. Mai. *Deux Traitez faits entre* LOUIS XIV. *Roi de France, &* LEOPOLD *Duc de Lorraine & de Bar &c. pour reconnoître & distinguer les Sujets du Roi, & ceux de Son Altesse Royale, dans les Villages de Burey en Vaux, Badonvillers, Gonsaincourt, d'Espiney, Saint Germain, Lezeville, & Dainville, dont la Souveraineté est indivise entre Sa Majesté à cause de ses Prevôtez de Vaucouleurs, de Grand, & d'Andelot, & S. A. R. à cause de ses Prevôtez de Gondrecourt, & de Foug, le Premier Traité fait à Vaucouleurs le 2. Octobre* 1704. Et *le second à Chalons le 21. Mai* 1705. S'ensuivent, *la* COMMISSION *du Roi T. C. Donnée à Versailles le 12. Decembre* 1702. *&* CELLE *de S. A. R. de Lorraine; donnée à Luneville le 13. Septembre* 1704. 160

7. Nov. *Traité conclu entre* JOSEPH *Roi des Romains &* THERESE, *Electrice de Baviere. Fait à Ilbersheim le 7. Novembre* 1704. 163

26. Nov. *Recès entre la Maison Archiducale d'*AUTRICHE *& le Cercle de* SUABE, *touchant l'Imposition d'une certaine Gabelle sur le Sel, comme aussi au sujet des Marchandises de Contrebande sur lesquelles chaque Prince & Etat veillera diligemment en son propre Territoire & pourra les faire confisquer à son profit. A Eslingen le 26. Novembre* 1704. 164

1705. 2. Août. *Accord & Transaction entre* JEAN GUILLAUME *Electeur Palatin &* LOUIS *Evêque de Worms, par laquelle au moyen de certaines Renonciations, les anciens differents qu'ils avoient au sujet de la Possession de la Ville de Ladenbourg, & de quelques autres Lieux du Païs, sont entiérement accommodés & terminés. A Dusseldorp le 2. d'Août* 1705. 166 — ANNO 1705.

Revers donné par FREDERIC GUILLAUME *Duc de Mecklenbourg-Swerin, au Duc* ADOLPH FREDERIC *de Mecklenbourg-Strelitz, par lequel il lui promet le payement des Arrerages de 9000. Ecus, qui lui devoient revenir annuellement du Peage de Boitzenbourg, en conséquence du Recès fait entr'eux. A Hambourg le 8. Mars* 1701. *& de ne point le troubler à l'avenir dans la perception du même Péage. Donné à Swerin le 15. Septembre* 1705. 169 — 15. Sept.

Acte du Parlement d'Angleterre pour la plus grande sureté de la personne & du Gouvernement de Sa Majesté BRITANNIQUE *& de la Succession à la Couronne dans la Ligne Protestante de* HANOVER; *passée* anno quarto & quinto ANNÆ REGINÆ, *de la Premiere Session, qui commença le 25. d'Octobre* 1705. 170 — 25. Octob.

Fœdus perpetuum inter CAROLUM XII. *Regem Sueciæ &* STANISLAUM LESZEZYNSKI *in Regem Poloniæ contra* AUGUSTUM II. *in defectione electum. Actum Varsoviæ die 18. Novembris* 1708. Cum RATIFICATIONIBUS CAROLI *24. Novembris;* STANISLAI *5. Decembris, & Senatoribus aliisque Adhærentibus 5. Decembris datis Anno* 1705. 173 — 18. Nov.

Recès conclu entre FREDERIC I. *Roi de Prusse & Electeur de Brandebourg d'une part, &* JEAN GUILLAUME *Electeur Palatin d'autre part, au sujet de la Liberté de conscience & d'Exercice public pour ceux de la Religion Reformée dans l'Electorat Palatin. A Dusseldorp le 21. Novembre* 1705. Avec *la* DECLARATION *de Son Altesse Electorale Palatine publiée à ce sujet dans ses Etats en faveur des trois Religions dans l'Empire; par laquelle il est pourvû, entre plusieurs autres choses, au partage des Temples & au rétablissement de l'Academie de Heidelberg, & du Conseil Ecclesiastique. A Dusseldorp le même jour.* 179 — 21. Nov.

Fœdus inter Rempublicam VENETAM *ab una, & inclytas Civitates* TIGURUM *atque* BERNAM *ab altera parte, ad duodecim annos & amplius, quo mutuum sibi invicem auxilium promittunt, & quidem ex parte Reipublicæ Venetæ pecunia, & ex parte Civitatum Militibus præstandum. Actum 12. Januarii* 1706. 184 — 1706. 12. Janv.

Reglement des Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, *touchant la Discipline Militaire. Fait à la Haye le 15. Mars* 1706. 187 — 15. Mars.

Lettres Patentes de l'Empereur JOSEPH *pour mettre au Ban de l'Empire le Prince* JOSEPH CLEMENT *de Baviere, Electeur & Archevêque de Cologne. Données à Vienne le 29. Avril* 1706. 191 — 29. Avril.

Lettres Patentes de l'Empereur JOSEPH *pour mettre au Ban de l'Empire* MAXI- — 29. Avril.

MI,

Ex-

Ma-

Traité

Par

ANNO 1718. *eis eisdem propositas, nec non si eas acceptare renuerint, de modis & mediis ad Pacem vi & Armis procurandam. Articulus unus de præsenti Tractatu & Fœdere inter Partes contrahentes servando, suumque effectum sortiendo, licet Ordines Fœderati Belgii Generales eorum consociationem denegarint.* Cum RATIFICATIONIBUS *Cæsarea, Gallica & Britannica.* 531

FIN DE LA TABLE DE LA I. PARTIE DU TOME VIII.



CORPS



CORPS DIPLOMATIQUE

DU

DROIT DES GENS;

OU

RECUEIL

DES

TRAITEZ D'ALLIANCE,

DE PAIX, DE TREVE, DE NEUTRALITÉ,

DE COMMERCE, D'ÉCHANGE, &c.

Faits entre les Empereurs, Rois, Princes, & Etats de l'Europe, depuis CHARLEMAGNE jusques à présent.

ANNO 1701. 20. Janv.

I.

Traité d'Alliance entre les Rois de la GRANDE BRETAGNE *& de* DANNEMARC *& les Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas. Fait à Odensée le 20. Janv. 1701.*

NOTOIRE soit à tous qui y ont interêt Apres que les Affaires de l'Europe sont changées par la mort du Roi Catholique, Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne & leurs Hautes Puissances les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, d'une part, & Sa Majesté le Roi de Danemarck d'autre part, ont meurement consideré, que pour la sûreté de leurs Roiaumes & Provinces, il seroit d'une grande utilité que leur ancienne Amitié & Confiance fût retablie, en sorte qu'il y eût une parfaite union d'Interêt & de Convenance, & une confidente communication entr'eux, à l'égard de toutes les Affaires qui pourroient arriver en Europe, & qu'on s'y entreprétât les mains fidelement, & qu'on convînt pour cet effet d'une Alliance Defensive; & Sa M. le Roi de Danemarck étant informée que Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne & Leurs Hautes Puissances auroient envoié ordre à leurs Ministres à Sa Cour, d'entrer en Conference avec les Ministres, qu'il plairoit à S. M. de nommer pour travailler à une telle Alliance Defensive, a pareillement donné ordre à ses Ministres; sçavoir, le Sieur Conrad Comte de Reventlow, Seigneur de Frisenwoldt, Loystrup, Callöe & Clausholm, Chevalier, Conseiller Privé, & Grand Chancelier de S. M. le Roi de Danemarck; le Sieur Siegfried de Plessen, Seigneur de Parin & Hoickendorff, Chevalier, Conseiller Privé de S. M. le Roi de Danemarck; le Sieur Knudt Thott, Seigneur de Knudstrup & Gaunoe, Chevalier, Conseiller Privé, & Député dans la Chambre de Finances de Sa Majesté le Roi de Danemarck; le Sieur Christian de Lente, Seigneur de Sarlhausen, Chevalier Conseiller Privé & Premier Secretaire de Guerre de Sa Majesté le Roi de Danemarck; & le Sieur Christian de Schested, Premier Secretaire & Conseiller d'Etat de S. M. le Roi, pour entrer en Négotiation sur ce sujet avec le Sieur Hugo Greg Resident de S. M. le Roi de la Grande-Bretagne à la Cour du Roi de Danemarck, & avec le Sieur Robert Goes Seigneur de Bouchhorstburg, Resident de Leurs Hautes Puissances à la Cour du Roi de Danemarck, lesquels après diverses Conferences, & après la Communication & Echange de leurs Plein-pouvoirs, sont convenus des Articles suivants.

I. Les Alliances Defensives conclues entre S. M. le Roi de la Grande-Bretagne, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, d'une part, & S. M. le Roi de Danemark d'autre part, le 3. de Novembre 1690. & le 3. de Decembre 1696. demeureront en leur vigueur, & sont confirmées & renouvellées en tous leurs Points & Clauses horsmis ce qui sera changé par le present Traité.

II. Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne, & Leurs Hautes Puissances promettent de paier sans aucun rabais, faute, ou delai, les sommes stipulées par la susdite Alliance de l'an 1696., en bonne monoïe d'Hollande à Amsterdam; la moitié aussi-tôt que les Troupes dont il est parlé dans le dixiéme Article de ce Traité commenceront à marcher vers les Frontieres de Leurs Hautes Puissances, & l'autre moitié, six mois après: desquelles sommes il se trouvera une Liquidation exacte à la fin de ce Traité.

ANNO 1701.

ANNO 1701.

III. Et comme il importe beaucoup pour les Trafiquans, que la Mer soit libre & sûre, *S. M. le Roi de Danemarck promet à S. M. le Roi de la Grande-Bretagne, & aux Etats Généraux que pour la sûreté du Commerce, en cas qu'on vienne à une Guerre, Elle fermera tous les Ports & Havres de son Obéïssance aux Armateurs & aux Vaisseaux de Guerre, à moins* que ces Vaisseaux de Guerre ne viennent pour convoier une Flotte de Vaisseaux Marchands; auquel cas ils auront libre entrée dans les Ports & Fleuves de S. M. mais non pas quand ils convoieront des Vaisseaux particuliers & detachez; Or une Flotte Marchande ne sera reputée pour telle, que quand elle sera de quarante Vaisseaux, ou au delà; & il suffira qu'elle ait été de ce nombre, en passant à la hauteur de la Pointe de Jutlande, sans qu'il soit besoin, qu'elle soit si nombreuse, quand les Vaisseaux de Guerre entreront dans les Ports de Sa Majesté, puisque les Vaisseaux Marchans étant arrivez à cette hauteur, tirent vers le Sond, ou se dispersent en plusieurs Ports de Norvegue. Pour le reste, on se rapporte au quatriéme Article Secret de l'an 1696.

IV. Sa Majesté le Roi de Danemarck ne s'opposera plus contre le 9. Electorat; mais Elle promet de se conformer au contenu du 3. Article du Traité de 1696., & du 7. Article Secret dudit Traité.

V. S. M. le Roi de Danemarck ne prendra aucun Engagement, ni n'entrera en aucun Traité, par lequel la Paix du Nord puisse être troublée, ou par lequel un troisiéme Parti se puisse former, soit dans le Nord, soit en Allemagne, ni ne fomentera de tels troubles, sous pretexte d'y être engagé par des Traites précedens: mais au contraire, S. M. tâchera d'empêcher, que des Traitez de cette nature ne se fassent point en conformité du 4. Article de la susdite Alliance.

VI. S. M. le Roi de Danemarck stipule expressement la Liberté du Commerce pour ses Sujets, en cas qu'on en vienne à une Guerre, & ne voulant pourtant pas permettre que des Etrangers commettent des fraudes, en se servant des Passeports Danois, on est convenu, qu'immediatement après la signature de ce Traité, on examinera la Convention qui fut faite l'an 1690. entre Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne & Leurs Hautes Puissances d'une part, & Sa Majesté le Roi de Danemarck d'autre part, au sujet du Commerce en France, afin de changer cette Convention autant qu'il sera necessaire, pour mieux prevenir les fraudes; & jusques à ce qu'on soit convenu d'un commun accord de ce changement, ladite Convention sera retablie dans sa premiere vigueur, & servira de Loi & de Regle pour ledit Commerce.

VII. Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne & Leurs Hautes Puissances promettent de païer à Sa Majesté le Roi de Danemarck, trois cens mille Ecus de Subsides par an, tout le tems *que la Guerre durera*; & le paiement s'en fera en bonne monoïe de Banque à Hambourg, tous les trois mois un quart de la somme stipulée. Et en cas qu'on n'en vînt pas à une Guerre, mais que les dissensions presentes fussent assoupies par un Accommodement, & que pourtant les Troupes de Sa Majesté le Roi de Danemark fussent actuellement en marche vers les Frontieres de l'Etat; Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne & Leurs Hautes Puissances *ne lairront pas de païer en tel cas, toutes les Levées desdites Troupes.*

Et si un Accommodement se faisoit après la Ratification de ce Traité, mais avant la marche actuelle desdites Troupes vers les Frontieres de L L. H H. PP. S. M. le Roi de Danemarck se contentera d'un an de Subside & d'un quart de la somme stipulée pour les Levées.

VIII. Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne promet aussi en particulier, de païer à Sa Majesté le Roi de Danemarck ce qui lui est dû encore en vertu de la Convention de 1689., tant pour le transport des sept mille Hommes en Irlande, qu'à l'égard de ce qui reste à païer encore auxdites Troupes de leur solde en cas qu'on trouve par la Liquidation, qui s'en fera, que tout n'a pas été paié; & le decompte de l'un & de l'autre sera fait dans un an après la Ratification de ce Traité; & le paiement ensuite sans aucun delay, dans la Ville de Hambourg.

IX. Et pour ôter toute pierre d'achoppement, Sa Majesté le Roi de Danemarck veut bien desister de toutes les pretensions, qu'il pourroit avoir à la charge de LL. HH. PP. à condition que LL. HH. PP. s'obligent à païer pour S. M. les sommes que la Province d'Hollande & la Ville d'Amsterdam pretendent d'Elle; & à restituer à sadite Majesté les obligations, que feu S. M. le Roi FREDERIC III. de glorieuse memoire a données à la susdite Province & à la susdite Ville.

ANNO 1701.

X. S. M. le Roi de Danemarck promet de faire marcher au secours de S. M. le Roi de la G. B. & de LL. HH. PP., aussi-tôt que le present Traité sera signé, trois mille Cavaliers, mille Dragons, & huit mille Fantassins du Roiaume de Danemarck & du Païs de Holstein, lesquelles Troupes seront dûement montées & armées & pourvûes de leurs Officiers & Généraux. Lesdites Troupes feront serment de fidelité à S. M. le Roi de la Grande-Bretagne & à LL. HH. PP. tout de même que les 7000. Hommes des Troupes Danoises firent ci-devant à Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne quand elles entrerent en son service. La Collation des Charges vacantes, & l'Administration de la Justice se fera sur le même pied, qu'il a été pratiqué à l'égard desdits 7000. Hommes. Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne & LL. HH. PP. paieront pour la Levée desdites Troupes, 80. Ecus pour chaque Cavalier, 60. Ecus pour chaque Dragon, & 30. Ecus pour chaque Fantassin. La moitié de cet argent se païera aussi-tôt que lesdites Troupes seront effectivement en marche vers les Frontieres de LL. HH. PP. & l'autre moitié quand elles seront effectivement arrivées sur lesdites Frontieres. La Solde & le traitement de ces Troupes sera sur le même pied, que des autres Troupes de LL. HH. PP., à sçavoir celle des Regimens ordinaires Danois, comme celle des autres Regimens ordinaires de l'Etat. Ce païement sera mis entre les mains des Commissaires Danois pour en faire la distribution sans aucun rabat ou diminution, & commencera du jour que lesdites Troupes se mettront en marche vers les Frontieres de l'Etat. Et s'il arrivoit qu'on trouvât à propos de transporter les Troupes qui doivent venir du Danemarck & du Païs de Holstein en tout ou en partie par Mer vers le Païs de l'obeïssance de l'Etat, ce transport se fera aux depens de S. M. le Roi de la G. B. & de LL. HH. PP.: & en cas de necessité, il sera permis de se servir des Vaisseaux de S. M. le Roi de Danemarck, ou de ceux de ses Sujets, pour faciliter & pour hâter ledit Transport. S. M. le Roi de la G. B. & LL. HH. PP. pourront garder lesdites Troupes en leur service, aussi long-tems qu'ils le trouveront à propos; & quand ils les voudront renvoier, ils le feront sçavoir à S. M. le Roi de Danemarck trois mois auparavant. Cependant si quelque Rupture ou Guerre survient, lesdites Troupes continueront, nonobstant cela dans le service de S. M. le Roi de la G. B. & de LL. HH. PP. autant que la Guerre durera; à moins que S. M. le Roi de Danemarck ne fût attaqué dans ses Roïaumes & Etats, pour leur avoir fourni lesdites Troupes, auquel cas S. M. le Roi de Danemarck se reserve le droit & le pouvoir de les rapeller, aussi-tôt qu'il le trouvera nécessaire.

XI. En cas que par malheur, un, ou plusieurs Regimens ou Compagnies desdites Troupes viennent à être ruinées, S. M. le Roi de la G. B. & LL. HH. PP. promettent de païer sans aucun delai, aux Colonels, ou aux Capitaines des Regimens ou Compagnies ruinées les Levées nécessaires, pour les remettre sur le même pied qu'auparavant. Et sur la fin de la Campagne, les mêmes Recrûes seront païées aux Officiers Danois qui se païent aux autres Officiers de LL. HH. PP. afin que lesdites Troupes se puissent toûjours conserver en bon état, pour être renvoïées un jour sur un aussi bon pied qu'elles ont été reçuës.

XII. Pareillement, S. M. le Roi de la G. B. & LL. HH. PP. promettent, que si S. M. le Roi de Danemarck sera attaqué, ou troublé dans la possession de ses Roïaumes, Provinces, Terres, Prérogarives, Peages, Navigations, Commerce, ou autres Droits, ils renvoieront promptement lesdites Troupes, en leur paiant un mois de Gage pour les frais de leur retour; lequel paiement d'un mois de Gage sera fait de même quand après la Paix, lesdites Troupes seront renvoïées; & outre cela, ils envoieront à S. M. le Roi de Danemarck le secours par Mer & par Terre stipulé dans les Articles Secrets du Traité de l'an 1690.; lesquels secours ils entre-

ANNO 1701.

entretiendront durant la Guerre à leurs propres dépens, S. M. le Roi de Danemarck n'étant obligé de fournir à ces Troupes, que le Pain & le Fourage.

XIII. Et pour rendre cette Alliance & Union d'autant plus parfaite, & pour ne laisser aucun scrupule aux Parties sur la certitude du secours qu'ils ont à esperer l'un de l'autre, de la maniere qu'il a été arrêté ci-dessus, on est convenu expressément, que pour juger à l'avenir, si le cas de cette Alliance existe, ou non; il suffira que quelqu'une des Parties soit actuellement attaquée par la force des Armes, sans qu'elle ait usé auparavant de force ouverte contre celui qui l'attaque : Mais cet Article ne sera applicable qu'aux occasions qui arriveront ci-après. Pour le present, le secours de 12000. Hommes marchera vers les Frontieres de LL. HH. PP. aussi-tôt que ce Traité aura été signé, comme il est dit dans l'Article X.

XIV. Et afin qu'il ne puisse à l'avenir arriver aucune brouillerie entre S. M. le Roi de Danemarck & LL. HH. PP. au sujet du Commerce, on est convenu aujourd'hui, que le Projet du Traité de Commerce & de Peage de l'année 1692. sur lequel on a traité premiérement à Copenhague, & puis après à la Haie, sera reassumé, ajusté, conclu & signé en même tems que celui-ci.

XV. Cette Alliance durera pendant l'espace de dix ans, à compter du jour de la signature de ce Traité; & les Alliances de 1690. & 1696., étant renouvellées par ce Traité dureront le même tems de dix ans.

XVI. On conviera l'Empereur à entrer en cette Alliance; & si le Roi de Prusse, la Maison de Lunebourg, ou celle de Hessen-Cassel demanderont à y être compris, il sera libre aux Hauts Contractans d'y consentir; quand ils seront convenus entre eux, des Conditions sur lesquelles lesdites Puissances y pourront être reçuës.

XVII. Pour le meilleur éclaircissement de toutes les Clauses de ce present Traité, qui concernent les Frais de la Levée, de l'Entretien, du Transport, de la Marche, des Recrues, & du Retour des Troupes mentionnées dans l'Article X., il est expressément stipulé, que S. M. le Roi de la G. B. patera tous ces Frais, lorsque lesdites Troupes seront dans son service, & que les Etats Généraux les paieront, lorsqu'elles seront dans le Service de LL. HH. PP.

XVIII. Les Ratifications du present Traité seront échangées à Copenhague à compter du jour de la signature de ce Traité en six semaines, de la part de Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne & en quatre semaines de la part des Etats Generaux.

En foi de quoi nous avons signé ce Traité, & y fait mettre les Sceaux de nos Armes.

H. GREG. (L. S.)

Fait à Odensée ce 20. de Janvier 1701.

II.

10. Fev. *Acte de Parlement pour étendre la Succession de la Couronne* d'ANGLETERRE, *& pour mieux assurer la Liberté des Sujets. Du 10 Fevrier 1701.*

D'AUTANT que dans la premiere année du Régne de Vôtre Majesté & de feuë nôtre très-gracieuse Souveraine la Reine MARIE d'heureuse Mémoire, un Acte de Parlement avoit été fait, intitulé, *Acte pour declarer les Droits & Libertez des Sujets & pour établir la Succession à la Couronne*, dans lequel, entre autres choses, il avoit été établi, déclaré, & passé en Loi, que la Couronne, & le Gouvernement Roïal des Roiaumes d'Angleterre, de France, & d'Irlande, & des Domaines qui en dependent, seroient & continueroient dans Vôtre Majesté & ladite feue Reine, pendant qu'ils vivroient conjointement & pendant la vie de celle qui survivroit, & qu'après le decès de Vôtre Majesté & de ladite Reine, ladite Couronne & Gouvernement Roïal seroient & demeureroient aux Héritiers issus du Corps de ladite feue Reine, & au defaut d'une telle Lignée à son Altesse Roïale la Princesse ANNE de Dannemark & aux Héritiers issus de son Corps, & au defaut d'une telle Lignée aux Héritiers procréez par Vôtre Majesté. Et il fut d'ailleurs par là passé en Loi que toutes & chaque personne ou personnes, qui seroient alors ou dans la suite reconciliées au, ou qui auroient Communion avec le Siége ou l'Eglise de Rome, ou qui feroient profession de la Religion Papiste, ou qui se marieroient à des Papistes, seroient exclus & rendus incapables pour toûjours d'hériter, posseder ou jouir de la Couronne & du Gouvernement de ce Roiaume, de l'Irlande & des Domaines qui en dependent, ou d'aucune partie d'iceux, & d'avoir, se servir, ou exercer aucun pouvoir, autorité ou Jurisdiction Roiale dans iceux. Et que dans tous & chacun lesdits Cas, les Peuples de ces Roiaumes seroient & sont par là absous de leur fidelité, & ladite Couronne & Gouvernement descendroient successivement & seroient possedez par telle personne ou personnes, qui étant Protestans, auroient hérité & joui d'iceux, au cas que ladite personne ou personnes, ainsi reconciliées, aiant communion, professant, ou se mariant comme dessus, fussent naturellement mortes.

Après avoir fait un tel Statut, & l'établissement qui y est contenu, les bons Sujets de Vôtre Majesté, qui ont été retablis dans l'entiére & libre possession & jouïssance de leur Religion, de leurs Loix & de leurs Libertez par la Providence de Dieu, qui a beni d'un heureux succès les justes entreprises, & les infatigables efforts que Vôtre Majesté a fait pour cela, n'avoient point à esperer ou à souhaiter un plus grand bonheur temporel, que celui de voir une Roiale Lignée venant de Vôtre Majesté (à laquelle, après Dieu, ils doivent leur tranquillité, & dont les Ancêtres ont été pendant une longue suite d'années, les principaux apuis de la Religion Reformée, & des Libertez de l'Europe) & de nôtre dite très-gracieuse Souveraine la Reine MARIE, dont la Mémoire sera toûjours precieuse aux Sujets de ces Roiaumes. Et comme il a depuis plû au Tout-Puissant de prendre à lui nôtre dite Souveraine, comme aussi le Prince GUILLAUME Duc de Glocester, qui faisoit toute nôtre esperance, & qui étoit le seul rejetton vivant de son Altesse Roïale la Princesse ANNE de Dannemarck, au deplaisir & au regret inexprimable de Vôtre Majesté, & de vosdits bons Sujets, qui reflechissant avec douleur par de telles pertes, qu'il depend entierement du bon plaisir du Tout-Puissant de prolonger les Vies de Vôtre Majesté & de son Altesse Roiale, & d'accorder à Vôtre Majesté, ou à son Altesse Roiale une Lignée qui puisse hériter la Couronne & le Gouvernement Roial, comme dessus, selon les établissemens respectifs contenus dans l'Acte ci-dessus mentionné, implorent la Misericorde Divine, pour obtenir ces benedictions : Et lesdits Sujets de Vôtre Majesté aiant une experience journaliere du soin & de l'interêt que Vôtre Majesté prend pour la prosperité presente & future de ces Roiaumes, & particulierement par la recommandation que Vôtre Majesté a fait étant assise sur son Throne pour étendre la Succession de la Couronne dans la Ligne Protestante, pour le bonheur de la Nation & la sûreté de nôtre Religion : Et étant absolument necessaire pour la sûreté, la Paix, & la tranquillité de ce Roiaume de prevenir en icelui tous les doutes & disputes, qui pourroient y survenir à cause de quelques pretendus titres à la Couronne, & de maintenir une certitude dans la Succession d'icelle, à laquelle vos Sujets puissent surement avoir recours pour leur protection, au cas que la Succession, établie par l'Acte susmentionné, vînt à finir. A ces causes pour une plus ample provision de la Succession de la Couronne dans la Ligne Protestante, Nous les très-obeissans & très-fideles Sujets de Vôtre Majesté les Seigneurs Spirituels & Temporels, & les Communes assemblez en ce present Parlement, suplions Vôtre Majesté qu'il soit établi & declaré, ainsi qu'il est établi & declaré par Sa Majesté le Roi, par & avec l'avis & consentement des Seigneurs Spirituels & Temporels, & des Communes, assemblez en ce present Parlement & par l'autorité d'iceux, que la très-Excellente Princesse SOPHIE Electrice & Duchesse Douairiere d'Hannover, Fille de la feuë très-Excellente Princesse ELIZABETH Reine de Boheme, Fille de feu nôtre Souverain Seigneur le Roi JAQUES Premier d'heureuse Mémoire, soit, & est par celles-ci declarée

ANNO 1701.

clarée être la plus prochaine à la Succession dans la Ligne Protestante à la Couronne Imperiale, & à la Dignité desdits Roïaumes d'Angleterre, de France, & d'Irlande, & des Domaines qui en dependent, après Sa Majesté & la Princesse ANNE de Danemarck & à defaut respectivement de Lignée de ladite Princesse ANNE, & de Sa Majesté. Et que dès & après le deces de sadite Majesté à present nôtre Souverain Seigneur, & de son Altesse Roïale la Princesse ANNE de Dannemarck, & à defaut respectivement de Lignée de ladite Princesse ANNE de Dannemarck & de Sa Majesté, la Couronne & le Gouvernement Roïal desdits Roïaumes d'Angleterre, de France, & d'Irlande, & des Domaines qui en dependent avec l'Etat & Dignité Roïale desdits Roïaumes, & avec tous les Honneurs, Qualitez, Titres, Regales, Prerogatives, Pouvoirs, Jurisdictions, & Autoritez qui en dependent, & qui leur apartiennent, sera, & continuera à ladite très-Excellente Princesse SOPHIE, & aux Héritiers issus de son Corps, étant Protestans: Et c'est à quoi lesdits Seigneurs Spirituels & Temporels & les Communes, au nom de tout le Peuple de ce Roïaume, se soumettent très-humblement & loïaument tant eux, que leurs Héritiers, & Posterité, & promettent fidellement, qu'après le deces de Sa Majesté, & de son Altesse Roïale, & à defaut d'Héritiers issus de leurs respectifs corps, ils soutiendront, maintiendront, & defendront ladite Princesse SOPHIE, & les Héritiers issus de son corps, étant Protestans selon la limitation & la Succession à la Couronne ci-specifiée & contenue, de tout leur pouvoir, & aux depends de leurs Vies & de leurs Biens contre toute Personne que ce soit qui attentera quelque chose au contraire.

Bien entendu toûjours, ainsi qu'il est établi par celles-ci, que toutes & chacune personne ou personnes, qui hériteront ou pourront hériter ladite Couronne, en vertu de la Limitation de ce présent Acte, qui est, sont ou seront reconciliées ou qui auront communion avec le Siége ou Eglise de Rome, ou qui feront profession de la Religion Papiste ou qui se marieront à des Papistes, seront sujets aux incapacitez, lesquelles, dans tous & chacun desdits cas sont declarées, statuées, & établies par ledit Acte susmentionné. Et que chaque Roi ou Reine de ce Roïaume, qui viendra ou succedera à la Couronne Imperiale de ce Roïaume en vertu de ce présent Acte, prendra le serment du Couronnement qui sera administré à lui, à Elle, ou à Eux à leurs respectifs Couronnemens, selon l'Acte de Parlement, fait en la prémiere Année du Régne de Sa Majesté, & de ladite feuë Reine MARIE intitulé, *Acte pour établir le serment du Couronnement*; & sera, souscrira, & répetera la Déclaration mentionnée dans ledit Acte raporté en prémier lieu ci-dessus, en la maniere & forme qui y est prescrite.

Et d'autant qu'il est requis & necessaire de pourvoir plus amplement à la sûreté de Nôtre Religion, de Nos Loix, & de Nos Libertez, dès & après le decès de Sa Majesté, & de la Princesse ANNE de Dannemarck, & à défaut de Lignée respective, issuë du corps de ladite Princesse ou de Sa Majesté, il est statué par Sa Majesté le Roi, par & avec l'avis & consentement des Seigneurs Spirituels & Temporels & des Communes assemblez en Parlement, & par l'autorité d'iceux.

„ Que quiconque viendra ci-après à la possession de cette Couronne, se conformera à la Communion de l'Eglise Anglicane, ainsi qu'Elle est établie par les Loix.

„ Qu'au cas que la Couronne & la Dignité Impériale de ce Roïaume, vienne à tomber à quelque Personne, qui ne sera pas native de ce Roïaume d'Angleterre, la Nation ne sera point obligée de s'engager dans aucune Guerre pour la défense de quelques Etats ou Territoires qui n'apartiendront point à la Couronne d'Angleterre, sans le consentement du Parlement.

„ Que nulle Personne qui viendra ci-après à la possession de cette Couronne, ne sortira des Domaines d'Angleterre, d'Ecosse ou d'Irlande, sans le consentement du Parlement.

„ Que dès & apres le tems que cette plus ample Limitation faite par cet Acte, aura lieu, toutes les matieres & Affaires relatives au bon Gouvernement de ce Roïaume, qui sont proprement par les Loix & Coûtumes de ce Roïaume du ressort du Conseil Privé, y seront traitées & toutes les Résolutions qui y seront prises dessus, seront signées par ceux du Conseil Privé qui y donneront leurs avis & leur consentement.

„ Qu'apres que ladite Limitation aura lieu, nulle Personne née hors des Roïaumes d'Angleterre, Ecosse, & Irlande, ou des Domaines qui en dependent, quoi qu'Elles soient naturalisées ou denisées, excepté ceux qui seroient nez de Pere & Mere Anglois, soit capable d'être du Conseil Privé, ou Membre de l'une ou l'autre des Chambres du Parlement, ou de jouir d'aucun Office ou Poste de confiance soit Civil ou Militaire, ou d'avoir aucune concession de Terres, Maisons, ou Héritages de la Couronne, pour lui-même, ou pour aucune autre ou autres en commission pour lui.

„ Que nulle personne qui a un Office ou Charge de profit sous le Roi, ou qui reçoit une pension de la Couronne, sera capable de servir comme Membre de la Chambre des Communes

„ Qu'après que ladite Limitation aura lieu, ainsi que dessus, les Commissions des Juges seront faites, *tandis qu'ils se comporteront bien*, & leurs salaires assurez & établis: mais il sera loisible de les deplacer sur une Adresse de l'une & l'autre Chambre du Parlement.

„ Que nul Pardon sous le Grand Seau d'Angleterre ne sera reçû contre une Accusation des Communes en Parlement.

„ Et d'autant que les Loix d'Angleterre, sont les Droits naturels du Peuple d'icelle, & que tous les Rois & Reines qui monteront sur le Trône de ce Roïaume, doivent le gouverner conformement auxdites Loix, & que tous leurs Officiers & Ministres doivent respectivement les servir selon les mêmes Loix: à ces causes lesdits Seigneurs Spirituels & Temporels & les Communes suplient aussi avec humilité que toutes les Loix & Statuts de ce Roïaume qui tendent à assurer la Religion établie & les Droits & les Libertez du Peuple d'icelui, & toutes autres Loix & Statuts dudit Roïaume, qui sont à present en force, puissent être ratifiez & confirmez: Et suivant cela les mêmes sont par Sa Majesté, par & avec l'avis & consentement desdits Lords Spirituels & Temporels & des Communes, & par l'autorité d'iceux, ratifiez & confirmez.

Protestation de la Duchesse de SAVOYE *contre l'Acte precedent.*

„ ANNE D'ORLEANS, Duchesse de Savoïe, Reine de Chypre, Princesse de Piémont, &c. & Princesse du Sang d'Angleterre par la Princesse Roïale de la Grande-Bretagne, HENRIETTE sa Mere, fait une si haute estime de cette Prérogative, qu'Elle profite bien volontiers de l'occasion qu'Elle a de la faire valoir aux yeux de toute la Nation Angloise, comme un témoignage de la gloire qu'Elle en tire, d'avoir Droit à cet Auguste Trône.

„ C'est pourquoi, étant informée qu'on a déliberé de régler l'ordre de la Succession à la Couronne d'Angleterre, dans le Parlement presentement assemblé, Elle represente au Roi, & à ce même Parlement, qu'en qualité de Fille unique de la feue Princesse Roïale HENRIETTE sa Mere, Elle est la premiére apellée, après le Roi GUILLAUME, & la Princesse de Dannemarck, suivant les Loix & les Coûtumes d'Angleterre, qui ont toûjours préféré la Ligne la plus proche à la plus éloignée. Son Droit, étant ainsi reconnu de tout le monde, & incontestable, n'a point besoin de plus grandes preuves; mais Elle ne laisse pas de protester contre toute deliberation & decision contraire, en la meilleure & plus efficace maniére qui se puisse pratiquer en semblables cas: En quoi elle suit plûtôt la coûtume que la necessité, parce qu'Elle a une si haute idée de la sagesse & de la justice du Roi & du Parlement, qu'Elle ne doit rien craindre de leur part qui puisse jamais nuire à elle & à ses Enfans

ANNO 1701.

III.

29. Mars. Vergleich zwischen Herrn Fridrich Wilhelms zu Mechlenburg Schwerin / und der verwittibten Frau Hertzogin zu Mechlenburg Güstraw Durchl. Durchl. / wegen dieser ex Pactis dotalibus & Testamento dero Hochseel. Herrn Gemahls und sonsten habenden prætensionen. Hamburg den 29. Martii 1701. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. II. Abtheil. VI. pag. 1055. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum* Tom. XVI. pag. 185.]

C'est-a-dire,

Transaction entre FREDERIC GUILLAUME, *Duc de* MECKLENBOURG SUERIN, *& la Duchesse* DOUAIRIERE *de* MECKLENBOURG GUSTRAUW, *sur les Pretentions qu'elle avoit en vertu de son Contract de Mariage, du Testament du feu Duc son Epoux, & autres. A Hambourg le 29. Mars 1701.*

VON GOttes Gnaden Friedrich Wilhelm Hertzog zu Mecklenburg / cum tot tit.

Thun kund und bekennen hiemit / und in Krafft dieses für Uns / Unsere Erben und nachkommende Hertzogen zu Mecklenburg ꝛc.

Demnach von der Röm. Kayserl. Majest. Unserm allergnädigsten Kayser und Herrn / wegen des durch den tödtlichen Hintritt des Durchl. Fürsten / Herrn Gustaph Adolphen / Hertzogen zu Mecklenburg / cum tot. tit. Unsers in GOtt ruhenden Vetters Lbd. vacant gewordenen Hertzogthumbs Mecklenburg Gustrow den 1/2 Jan. 1697. ein rechtliches Decisum ertheilet / und Uns die Possession besagt erledigten Fürstenthumbs cum omni causa darinn allergnädigst zuerkandt worden / wie auch dieselbe in besagtem Monath würcklich erlanget haben / seithero aber darüber sowohl mit dem Nieder-Sächs. Creyß-Directorio, als Unsers Herrn Vetters Hertzog Adolphs Friederichs zu Mecklenburg Lbd. in eine weitaussehende Mißverständnüß gerathen / welche nunmehro durch GOttes Gnade den 8ten dieses Monaths Martii glücklich terminiret worden / und dannenhero wir aus Freundvetterlichen Gemüthe bedacht seyn / wie wir Uns mit der Durchl. Fürstin / Frauen Magdalena Sibilla, verwittweten Hertzogin zu Mecklenburg / gebohrner zu Schleswig Holstein ꝛc. cum tot. tit. Unser freundlichen lieben Muhme / wegen dero ex Pactis dotalibus & Testamento vorerwehnten dero Hochseel. Herrn und Gemahls Lbd nach Maßgebung der Keyserl. Rescriptorum de dato den 12 Jan. und 15. Febr. 1697 und sonsten zu fordern habenden prætensionen / vergleichen und abfinden mögen / daß wir darauf deßfalls mit Ihr. Lbd. und sie sich wieder mit Uns / nach zu dem Ende gepflogenen Tractaten / in aller Freundschafft auf Maaße und Weise völlig verglichen und vertragen / wie folget / nemlich: und

1.

Wollen wir die zwischen Ihr. Lbd. und dero Hochseligen Herrn und Gemahls Lbd. zu Gottorff den 27. Novembr. Anno 1654. vollenzogene / und von Unsers Groß-Herrn Vaters Gnaden / dem Durchl. Fürsten / Hn. Adolph Friedrichen / Hertzogen zu Mecklenburg cum tot. tit. Christmildesten Gedächtniß / sub dato Schwerin den 22. Martii Anno 1655. confirmirte Pacta dotalia hierdurch wissend- und bedächtlich confirmiret und bestätiget haben. Als denn

2.

Ihrer Lbd. aus geregten Urkunden zu dero F. Unterhalt jährlich an Witthumbs-Geldern 12000. Rthlr. und wegen der Morgengabe-Gelder gleichfalls jährlich 300. Rthlr. an Zinsen zu fordern haben / so lassen wir es auch bey gedachter Summa der 12300. Rthlr. schlechter Dings bewenden / und werden selbige a die geschehener würcklichen evacuation, als termino a quo nachfolgend paciscirter massen passiret und angerechnet. Ob nun gleich

3.

Ihrer Lbd. zu dero Witthumb die bereits hiebevor in possession und völligen Besitz gehabte Aempter / Dargun und Stavenhagen mit allen deren pertinentien assigniret und eingeräumet worden / um erwehnte Gelder aus deren Nutzungen oder Einkommen zu erheben / dennoch aber gedachte Summe daraus bey weiten nicht abgeführet werden kan; so soll der Mangel aus andern Aembtern und gewissen Revenuen Unsers Hertzogthumbs Güstrau nachfolgender Gestalt ergäntzet und ersetzet werden. Allermassen es

4.

Derentwegen also verglichen / daß Ihr. Lbd. die Aempter / Dargun und Stavenhagen / mit allen deren Abnutzungen / Einkommen und Gefällen / wie dieselbe immer Nahmen haben / und genossen werden mögen / nichts überall / als das Jus superioritatis oder territoriale, und was davon dependiret / nemlich Contributiones und Monath-Gelder davon ausgenommen / jedoch daß / an statt itztgedachter Monath-Gelder / Ihr. Lbd. von denen aus dem Zoll zu erheben habenden Geldern 400. Rthlr. Ihro decourtiren lassen / und dahingegen bemächtiget seyn sollen / solche Monath-Gelder / nach ihrem eigenen Belieben von denen Unterthanen einheben zu lassen / und zwar das Ampt Dargun für 3500. Rthlr das Ampt Stavenhagen aber für 1600. Rthlr. jährlicher Abnutzungen auf Abschlag obgedachter dero Witthumbs-Gelder annehmen und Ihro decourtiren lassen / wir denn auch den vor Güstrau belegenen Bau-Hoff ad dies vitæ, zumahlen Ihr Lbd. sich erkläret / die Wohnung zu Güstrau Zeit ihres Lebens behalten zu wollen / an statt jährlicher pension für 1400. Rthlr. behalten / und also diese Aempter und Bau-Hoff insgesampt für 6500. Rthlr. annehmen / und dieselben auch so hoch angeschlagen worden. Was nun

5.

Ihrer Liebden Wohnung anlanget / lassen wir geschehen / daß sie dieselbe Zeit ihres Lebens auf dem Schlosse zu Güstrau gegen dero freund-muhmliches Erbieten / daß wir auf dero Witthumbs-Sitz dem Ampte Dargun Ihro die Wohnung nicht aptiren dörffen / behalten möge / wir dann Ihr Liebden darin weder von Uns noch den Unserigen auf keinerley Weise oder Wege turbiret oder beunruhiget werden sollen / und auf gleiche Arth und Weise behalten ad dies vitæ, auch Ihr Liebden den Stall / Wagen- und Reit-Hauß zu dero Besitz

ANNO 1701.

um Einhabung/ jedoch/ daß für Uns Unsere Zimmer und die gewöhnliche Logementer und Gewölbe/ für Unsere Cantzelleyen allezeit/ der Marstall/ Wagen- und Reit-Hauß aber/ wenn wir da seyn/ für Unsere Pferde und Wagen offen bleiben; Uber dem wollen wir Ihrer Liebden alles zu dero Hoff-Statt benöthigte Brenn-Holtz/ ohne einiges Entgeld/ frey und zu rechter Zeit einfahren lassen/ wozu gleichwohl auch die Unterthanen von dem Bau-Hoff/ nach billiger proportion die Fuhren mit zu thun haben/ die bis anhero zur Hoff-Stat gelieferte gewöhnliche Fische/ sollen Ihrer Liebden/ wann wir mit Unserer Hoff-Statt nicht zugegen seyn/ zu geniessen haben/ zu Anschaffung des Heues auch/ so dieselbe zu dero Marstall benöthiget seyn werden/ wollen wir 20. Fuhren von Dargum ab nach Güstrau jährlich verrichten/ desgleichen was an Streu-Stroh vom Bau-Hoff nicht kan genommen werden/ von andern Höfen Ihrer Liebden anschaffen lassen Solten sich

6.

Auch einige Casus fortuiti Zeit währenden Witthumbs-Besitzes/ als Krieg/ Mißwachs/ Hagel-Schaden und dergleichen/ welche durch Menschliche Fürsorge nicht können abgewandt und verhütet werden/ zutragen/ wodurch Ihr Liebden an den Intraden der Aempter und des Bau-Hofes einen Abgang oder Schaden leiden möchten/ so soll es damit also gehalten werden/ wie solches die Pacta dotalia anzeigen/ und sonsten die Rechte verordnen. Alldieweil

7.

In Pactis dotalibus wörtlich enthalten/ daferne etliche Zinsen und Nutzungen oder andere Stücke/ so zu dem Witthumb gehörig/ versetzet/ oder sonst mit Pensionen oder andern Bürden beschweret wären/ daß solche Witthumbs-Güter solcher und aller andern darauf stehenden Bürde entfreyet werden sollen. Und dann das Ampt Stavenhagen nicht allein mit einer Schuld beleget/ und deßfalls zum Theil würcklich verhypotheciret/ so daß es nicht völlig frey und ohngehindert genossen werden kan/ sondern auch einige nutzbare pertinentien davon gar veräussert worden; Alß lassen wir geschehen/ daß Ihr Lbd. solche veräusserte pertinentien/ nach dero Belieben und Gefallen/ reluiren/ wie wir dann auf Ihr. Lbd. Begehren mit denen possessoribus solcher pertinentien das pretium von Unser Cammer behandeln lassen/ und in Krafft dieses/ Uns anheischig und verbindlich gemacht haben wollen/ daß wir oder Unsere Fürstliche Erben und nachkommende Hertzogen zu Mecklenburg künfftig/ bey wieder Abtretung dieses Amptes/ Ihr Lbd. oder dero Erben das dafür gezahlte Geld und alle nach Billigkeit zu designirende extantes necessarias & utiles meliorationes bezahlen wollen und sollen. Alß

8

Nach Behandlung der Abnützungen der Aempter Dargum und Stavenhagen/ wie auch des Bauhofes/ so sich von Dargum 3500. Rthlr. von Stavenhagen 1600. Rthlr. und von dem Bauhoff 1400. Rthlr und also in allen 65000 Rthlr. beträget/ annoch 5800. Rthlr. im Nachstande bleiben/ und von andern Intraden Unsers Hertzogthumbs Mecklenburg-Güstrau ergäntzet werden müssen; So versprechen wir hiemit/ daß solcher Nachstand aus Unsern Zoll zu Boitzenburg genommen/ und quartaliter, nach proportion desselben in guter groben im Hertzogthumb Mecklenburg gäng- und gebiger Müntze/ Mecklenburgischer Wehrung/ den Rthlr. zu 48. Lßg. gerechnet/ bezahlet werden soll. Wir wollen auch

ANNO 1701.

9.

Bloß aus sonderbahrer gegen Ihr Lbd. tragenden Zuneigung/ jedoch nicht als Hæres die 12000. Rthlr. species Capital, wofür Unser Elb-Zoll zu Boitzenburg bereits hafftet/ durch diese Versicherung dergestalt mit übernehmen/ daß die jährliche Zinsen auch an spec. Rthlr. richtig und unweigerlich bezahlet werden sollen. Damit aber auch

10.

Ihr Lbd. vorbesagter dero Prætensionen halber gesichert seyn mögen; Als verhypotheciren wir und setzen Ihr Lbd. zu einem wahren und unstreitigen Unterpfande das Hertzogthumb Mecklenburg Güstrow/ und in specie Unsern Elb-Zoll zu Boitzenburg/ und dessen Einkünffte/ so weit nöthig/ als woraus sie solche zu erheben haben/ cum constituto possessorio & sub pacto executivo, auf allen Säumnis-Fall dero Vergnügung daraus auf alle Ihr Lbd. bequehm und zuträglich fallende Ahrt und Weise zu suchen/ und sich selber bezahlt zu machen.

Letzlich versprechen wir hiermit über diesen Vergleich und Versicherung Ihro Kayserlichen Majestät allergnädigsten Consens und Confirmation, auf gemeine Kosten/ allerunterthänigst zu erbitten/ und solchen binnen 3. Monath anzuschaffen und einzureichen.

Wie denn auch Uhrkundlich wie diesen Vergleich und Versicherung für Uns und in Vormundschafft Unserer Herren Brüder Liebden Liebden und Unser eigenhändigen Unterschrifft vollenzogen/ und mit Unserm Fürstlichen Insiegel corroboriret und bekräfftiget haben/ und davon zwey gleichlautende Exemplaria verfertigen lassen. So geschehen zu Hamburg den 29den Martii 1710.

IV.

Sententia duplex Arbitralis, & quidem valde discordans per Plenipotentiarios LEOPOLDI *Romanorum Imperatoris ab una, &* LUDOVICI XIV. *Regis Franciæ ab altera parte, in Causa Successionis Palatinæ inter* JOANNEM GUILLELMUM *Electorem Palatinum, &* ELISABETHAM *Ducissam Aurelianensem natamque Principissam Palatinam agitata. Dat. Francofurti ad Mœnum die* 26. *Aprilis* 1701. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. IV. Absatz I. pag. 747. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum* Tom. XVI. pag. 244. en Allemand sous la date du 16. Avril. THUCELII *Acta Publica* Tom. III. pag. 358. en Latin. Continuation des *Actes & Memoires de la Paix de Ryswick* pag. 668. en François.] 26. Avril.

SACRA Cæsarea Majestas, & Sacra Regia Majestas Christianissima, Pacis in Palatio Riswicensi trigesima die Mensis Octobris Anno Domini millesimo sexcentesimo nonagesimo septimo conclusæ, Articulo octavo electi & denominati Arbitri, ut sub hac qualitate, de Juribus seu prætentionibus Serenissimæ Dominæ Ducissæ Aurelianensis contra Serenissimum Dominum Electorem Palatinum judicarent, vertentemque inter Serenissimas hasce Partes litem, secundum formulam Compromissi, Articulo separato ejusdemque Pacis Riswicensis Tractatui subjuncto,

ac

ANNO 1701.

ac eadem quinque die acceptato, subscripto ac subsignato comprehensi, juxtaque Leges & Constitutiones Imperii deciderent; Postquam de loco congressus inter utrosque altememoratos Arbitros convenisset, & Parti utrique locus ille, Civitas nimirum Imperialis Mœno-Francofurtensis, significatus fuisset, præfataque Sacra Cæsarea, & Sacra Regia Majestas Christianissima eodem misissent delegatos & specialibus ad id Mandatis instructos Plenipotentiarios suos, Fridericum Binder, Consiliarium Imperialem Aulicum, & Ulricum Obrechtum, Reipubl. Argentoratensis Prætorem Regium: Coram quibus die 26. mensis Octobris anni millesimi sexcentesimi nonagesimi noni, nomine Dominæ Ducissæ Libellus prætensionum seu petitionum suarum, adversus Dominum Electorem, designationem complexus, exhibitus, ac deinceps intra terminos Compromisso præfixos Fundamenta Partium deducta, atque ad eadem utrinque responsum, denique ad conclusionem causæ processum, ejusque decisio Sententiæ Arbitrii submissa, & Scripta illhæc respectivè ad deducendum, respondendum, concludendumque, Conclusio vero & Submissio ad notitiam, præscripto itidem modo ac terminis, vigore Decretorum à prædictis delegatis Plenipotentiariis interpositorum, Partibusque communicata, Actaque præsentibus earundem Plenipotentiario & Procuratore inrotulata fuerunt; Viso tandem & examinato utriusque Partis jure, de præfatis Dominæ Ducissæ Aurelianensis prætensionibus, secundum Leges & Constitutiones Imperii, juxtaque exhibita Acta & probata compromissoriali hac Sententia arbitrantur ac pronunciant:

Ex parte Sacræ Majestatis Cæsareæ.

I. Serenissimum Dominum Electorem Palatinum, Reum conventum à prætensionibus Serenissimæ Dominæ Ducissæ Aurelianensis, Actricis, in Libello suo 26. Octobr. 1699. ad Arbitrium expositis, absolvendum.

II. Annuam, juxta Pacis Riswicensis Articulo VIII. solutam summam centum millium florenorum pro rata temporis à ratificata dicta Pace acceptorum Serenissimo Reo convento intra sex menses restituendam.

III. Serenissimam Dominam Ducissam Aurelianensem à Serenissimi Domini Electoris in sua 26. Febr. 1700. exhibita Responsione ad Libellum §. *Feuda emta &c.* institata reconventione absolvendam.

IV. Eique, si aliquid, quod non ratione & respectu Electoratus, Principatuum & Ditionum Palatinarum à Sereniss. Fratre comparatum tanquam Patrimonium privatum prætendere velit, via juris ordinaria, in Foro competente & præscripto in Imperio modo petendi, liberam facultatem relinquendam esse.

Ex parte Sacræ Regiæ Majestatis Christianissimæ.

I. Cum inter Serenissimas Partes utrinque in confesso sit, post obitum Serenissimi Electoris CAROLI ab Executoribus Testamenti ab eodem relicti, permittente Serenissimo Electore PHILIPPO GUILIELMO, Inventarium quoddam Bonorum Allodialium confectum esse, id vero in hoc Arbitrali processu productum non sit, ideo de ejus validitate vel invaliditate, itemque an plenam vel minus plenam Allodialium descriptionem contineat, judicari non potest; ejus tamen, undecunque recuperari poterit, Serenissima Domina Ducissa Aurelianensis copiam exigendi jus habet: Serenissimus vero Dominus Elector Palatinus modernus, ad novum Inventarium sive conficiendum, sive exhibendum jure non tenetur.

II. Si quæ Allodialia mobilia ejus generis ac qualitatis, prout in Libello Aurelianensi enumerantur, à Serenissimo Electore CAROLO tempore obitus sui possessa fuerunt, & vel adhuc penes Serenissimum Dominum Electorem Palatinum extant, vel in ejusdem aut Serenissimi Parentis sui rem usumve conversa, neque pretio soluto per eosdem redemta sunt, ea Dominæ Ducissæ Dominus Elector, sub fide Principis restituat, vel pecunia numerata solvat.

III. Sub eadem fide Principis Serenissimus Dominus Elector Serenissimæ Dominæ Ducissæ exhiberi & tradi curabit obligationes, Instrumenta, & Documenta literaria quævis alia, quibus ad exigenda debita, formandas prætensiones instituendasque & persequendas in Foro competenti Actiones contra quosvis debitores particulares Hæreditatis ab Electore. Carolo relictæ opus habet: hisque debitoribus etiam annumerantur Communitates & Provinciæ Palatinatus ratione nominum obligationumque, ex privatis & peculiaribus Contractibus titulisque provenientium: Pecunia vero, quæ ab Electoribus CAROLO LUDOVICO ET CAROLO, ex eorundem privato Patrimonio & redditibus ordinariis, Cameræ Electorali mutuo data, vel in earundem Communitatum & Provinciarum conservationem utilitatemque expensa, uti & illa, quæ ex assignationibus à Sacra Cæsarea Majestate vel aliunde prædictis Electoribus concessis, ab iisdem Communitatibus debita est, eam secundum Constitutiones & observantiam Imperii justum est, ut cum usuris in Imperio consuetis Serenissimus Dominus Elector Palatinus per modum Collectæ extraordinariæ à prædictis Communitatibus & Provinciis exigat, ac Dominæ Ducissæ solvat: connumeratis etiam frumenti, vini aliarumque rerum fungibilium quantitatibus, quæ ex eisdem redditibus ordinariis Militi ad Palatinatum tuendum adhibito præstitæ sunt. Incumbit etiam Serenissimo Domino Electori Palatino, ut quæ apud Collectores Palatinatus tempore obitus Serenissimi Electoris Caroli reliqua, vel ab iisdem ex præcedentium annorum administratione debita fuerunt, Serenissimæ Dominæ Ducissæ præstet; eoque intuitu & ad debitorum istorum publicorum calculum subducendum; rationes sub regimine duorum prænemoratorum Electorum confectas, item colligendas, Registra aliaque Documenta huc facientia eidem exhibeat.

IV. Quod ad immobilia attinet, Libello Aurelianensi inde ab Articulo incipiente: *Allodialia immobilia:* usque ad Articulum: FEUDA PIGNORATITIA: inclusive comprehensa; Cum in Actis Arbitrii, ex parte Serenissimæ Ducissæ Aurelianensis deductum sit, præter Palatinatum inferiorem Rheni eique annexum Electoratum, qui per Pacem Westphalicam Electori CAROLO LUDOVICO, cum pertinentiis suis restitutus, & vigore Aurearum Bullarum CAROLI IV. ET SIGISMUNDI Impp post extinctam Lineam Simmerensem ad Lineam Neoburgicam devolutus est, Electorem CAROLUM alias insuper Ditiones tum Hæreditarias sive Allodiales, tum Allodialibus permixtas, nominatim Ducatus Simmerensem & Lauterensem, partemque Comitatus Sponheimensis possedisse, quæ à Principibus prædictæ Lineæ Simmerensis, ante & post adeptum Electoratum, partim acquisitæ, aut in Feudum novum ac promiscuum receptæ, partim novis accessionibus, incrementis, & juribus auctæ, atque Principibus Simmerensibus per eandem Pacem Westphalicam separatim ab Electoratu & Palatinatu Inferiori Rheni restitutæ sunt: Serenissimus autem Elector Palatinus, Scriptis à sua parte Arbitrio exhibitis exceperit, hasce Ditiones perinde ut ipsum Palatinatum Inferiorem Rheni, successionis sive Electoralis sive Fidei commissariæ cum exclusione perpetua fœminarum, partem facere; allegatis in eam rem, sed non productis Investituris Cæsareis, itemque Familiæ Palatinæ Pactis, Dispositionibus testamentariis, Consuetudinibus & Statutis: quæ ex adverso tanquam dubiæ fidei partim rejecta, partim aliorum defectuum nomine impugnata sunt: ut Serenissimæ Dominæ Ducissæ Aurelianensi ratione tum Allodiorum illorum, sive Ditionum Hæreditariarum, tum acquisitionum, accessionum & incrementorum, satisfiat, & simul secundum tenorem Pacis & Compromissi Riswicensis, litis inter Serenissimas Partes longius protrahendæ occasio præscindatur; rejecta ulteriori liquidatione, & Investituris illis Cæsareis, Pactis, Dispositionibus testamentariis & Statutis Familiæ Palatinæ, utpote quæ durante processu coram Arbitrio producta non sunt, suo loco relictis: medietas prædictorum Ducatuum Simmerensis, & Lauterensis partisque illius Comitatus Sponheimensis eatenus Dominæ Ducissæ adjudicatur, ut in ejus possessionem pro indiviso, ad æqualem fructuum juriumque & redituum perceptionem tantisper mittatur, donec ea medietas pecunia numerata redimatur: pretio inter Partes amicabili Conventione statuendo, vel si Partes de eo convenire nequeant, per Arbitros, quibus Compromisso Riswicensi executio Sententiæ demandata est, definiendo.

V. Denique reditus anni ultimi Serenissimus Dominus Elector Palatinus Serenissimæ Dominæ Du-

cissæ

ANNO 1701.

cissæ Aurelianensi, detractis oneribus ordinariis restituere jure tenetur: cæteros quidem indistinctè; Civiles verò, quorum tempore obitus Electoris CAROLI dies cedere incepit.

Deducentur autem à superius adjudicatis, atque inprimis etiam à publicis Communitatum debitis, pensiones illæ annuæ ducentarum millium librarum Turonensium, seu Centenorum millium florenorum Rhenensium, quæ à Domino Electore Palatino Dominæ Ducissæ Aurelianensi hactenus solutæ sunt, & usque ad executionem Sententiæ compromissorialis sive ab Arbitris, sive à Super-Arbitro latæ deinceps solventur.

Præsens hoc Laudum Sacræ Cæsareæ & Sacræ Regiæ Christianissimæ Majestatum nomine & jussu supra memorati Cæsareus, & Regius ad hanc caussam delegati Plenipotentiarii, Juramento prius, secundum Legem Compromissi, corporaliter præstito, in loco Congressus publicaverunt, manibusque & Sigillis suis subscripserunt & subsignarunt. Actum Francofurti ad Mœnum die 26. Aprilis 1701.

FRIDERICUS BINDER,
Sacræ Cæsareæ Majestatis Consiliarius Imperialis Aulicus.

(L. S.)

ULRICUS OBRECHTUS,
Juris utriusque Doctor, & Sacræ Regiæ Majestatis Christianissimæ in Republica Argentoratensi Prætor.

(L. S.)

V.

6. Mai. Associations-Reeess zwischen beeden Löblichen Fränck- und Schwäbischen Creyssen, worinnen einer des andern Nutzen und Wolfarth zu beföderen / and das gemeinsame Interesse mutuo zu secundiren / und zu dem Ende ein gewisses Corpo zu unterhalten alle beyde versprechen. Geschehen auf denen zu Nürnberg und Ulm gehaltenen Creyß-Conventionen den 6. May. 1701. Mit dem Articulo Separato sub loco & dato eod. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part Spec. Abtheil. II. pag. 374. d'où l'on a tiré cette Pièce qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum* Tom. XVI. pag. 8. & dans THUCELIUS in *Actis Publicis* Part. I. pag. 642.]

C'est-à-dire,

Recès d'Association entre les Cercles de FRANCONIE *&* de SUABE *par lequel ils se promettent de s'aider & secourir l'un l'autre, de prendre à cœur leurs Interêts communs, & à cette fin d'armer & d'entretenir toujours sur pied un certain nombre de Troupes. Fait & conclu dans leurs Assemblées Circulaires à Nuremberg & à Ulme le 6. Mai 1701.* Avec l'ARTICLE SEPARE' *Daté du même lieu & du même jour.*

ZU wissen: Nachdem die beede löbl. Fränck- und Schwäbische Crayse nicht nur von geraumer Zeit in guter Correspondenz miteinander gestanden / sondern auch solche durch gewisse in Annis 1691. und 1692. errichtete Tractaten mehrers stabiliret / und sich in ein auf die Reichs-Satzungen und Executions-Ordnung gründendes Special-Fœdus mit der Condition eingelassen / daß solches so lang dauren solte / bis die damahlige höchstgefährliche Conjuncturen sich milderen und zu einem sichern reputirlichen Frieden anliessen / da man so dann / der utrinque befindenden Convenienz nach / sich miteinander weiters zu vernehmen hätte; und nun zwar durch Gottes Gnade noch mit Ausgang des 97. Jahres der Fried zu Ryswick erfolget / dadurch aber diese Ober-Reichs-Crayß und Lande des im währenden Krieg erlittenen grossen Schadens und Ruins halber keineswegs ergötzet / sondern mehrers als vorhin exponirt gelassen und zu äussersten Gräntzen des Reichs gemachet worden; die dermahlige Conjuncturen auch mißlich und weitaussehend / daß man mehr als jemahln Ursach hat / sich in beeden löblichen Fränck- und Schwäbischen Craysen / zu Beybehaltung des so theuer erworbenen Ruhestandes / wohl mit einander zu verstehen / und disfalls getreulich zusammen zu halten; als ist nach verschiedenen hinc & inde hierüber gepflogenen Communicationen / eine Zusammenschickung beeder erstgedachter löbl. Crayse Hochfürstl. Ausschreib-Aembter und der dazu bevollmächtigten Gesandschafften anfänglich nacher Heydenheimb veranlasset / und sich daselbst am 22. Novemb. 1700. auf gesambter Fürsten und übriger sothaner beeder löbl. Crayse Herrn Mit-Stände bedungene Ratification, gewisser Puncten mit einander verglichen / nachgehends aber auf davon erstatteten Bericht mit allerseitig durchgehendem Belieben fest gestellet / und zu Associationsmäßigem Schluß gebracht worden / wie hernach folget: Und zwar soll

1. Jeder Crayß des andern Nutzen und Wohlfarth beföderen / das gemeinsame Interesse mutuo secundiren / und an dem nichts unterlassen / was zu verbindlicher Cultivirung dieser so vertraulichen Zusammensetzung dienet / anforderist aber solle man einander in allen Nothfällen beystehen / and communibus consiliis & auxiliis Gefahr und Schaden / äussersten Fleisses / abzuwenden trachten / vornehmlich auch alles dahin richten / und mit Schicken / und Schreiben / behöriger Orten / alles dienliche aufs nachdrücklich- und beweglichste vorstellen / daß

2. Der Ruhestand in denen beeden Craysen durch nichts troubliret / noch dessen Fürsten und Stände in neue Motus, welche die obschwebende Zeit und Läuffte leichtlich nach sich ziehen dörfften / eingeflochten / sondern in Ihrer Consistenz ohne jemands Hinderniß verbleiben / und dabey gelassen werden mögen. Zu dem Ende dann

3. Zu dessen desto kräfftigern Manutenierung / nicht aber zu einiges Menschen Offension / noch fernee eine proportionirte militarische Verfassung von 14200. Mann dergestalt beyzubehalten / daß

4. Der löbl. Fränckische Crayß seine dermahlige 5. Regimenter als Erffa / Schnebelin und Schönbeck zu Fuß / jedes 1600. Dann Bayreuth zu Pferd und Auffseß Dragoner / jedes von 600 Köpffen / also zusammen 6000 Mann; der löbl. Schwäbische Crayß aber seine 7. Regimenter / als Baaden-Baaden / Baaden-Durlach / Fürstenberg und Würtz zu Fuß / jedes gleichfals von 1600. dann Erb-Printz Würtenberg / und Stauffenberg zu Pferde und Zollern Dragoner / jedes von 600. Köpffen / also zusammen 8200. Mann an guten geworbenen Leuten effectivè auf den Beinen haben / und was auch ein und andern Orts davon abgehen möchte / forderist auffstelle / auch nach erstgedachter Proportion, bey ereigneter Necessität / dieselbe augmentire / und darinn jedesmahls a Concerto, zwischen beeden löbl. Craysen verfahren / auch um mehrerer zuverlässig- und Gewißheit willen / die reciprocirliche Musterung der beederseits übernommenen Contingenten / auf Verlangen / nicht difficultirt werde.

5. Die Eintheilung der Compagnien / wie auch die Verpflegung der Mannschafft / und dis-

falls

ANNO 1701.

falls errichtende Ordonnanz, bleibet eines jeden Crayses Convenienz anheim gestellet/ doch daß/ so viel möglich/ auch hierian eine Gleichheit gehalten/ und dadurch denen sonst bey erheischenden gleichen Diensten/ aus der Ungleichheit entstehenden Klagen und Confusionen vorgebogen werden möge; So bleibet auch

6. Jedem löblichen Crayß über seine Völcker die eigene Justiz bevor.

7. Wegen des Rangs der subalternen Generalität aber lässet man es bey der Kriegs-üblichen Observanz bewenden/ nach welcher in Commando und sonsten die Ancienneté zwischen beeder löbl. Craysen Officiers, so in gleicher Charge stehen/ zu beobachten/ und der Rang darnach zu reguliren/ in allen wichtigen Vorfallenheiten und bey haltendem Kriegs-Rath aber das Concerto gemeinschafftlich zu fassen; Belangend

8. Das Commando, solches hat ein jeder löbl. Creyß/ wann beyderley Trouppes nicht beysammen stehen/ durchaus allein/ und zu freyer Disposition; Wann aber eine Conjunction beederseitiger Mannschaffe geschähe/ ist deme gemäß sich zu bezeigen/ wie der Reichs-Abschied de Anno 1555. §. 78. diesfals mit sich führet. Nach Maßgab deren sich auch

9. Bey sich äussernder Gefahr dem nothleidenden Crayß alle Assistenz mit zusammen gesetzten Kräfften zu leisten/ und alle der gemeinen Ruhe zu wider lauffende und schädliche Sequelen auch sich ziehende Zumuthungen und Beeinträchtigungen conjunctis viribus abzuwenden/ welches auch

10. Auf die Land-verderbliche March, Remarch, Still-Lager und Quartier zu verstehen/ und hierinn dem den 18. Febr. dis Jahrs mit der löbl. Kayserl. Hoff-Cammer zu Wien errichteten March-Reglement nachzugehen/ auch so wohl bey beyder löbl. Crayse eigenen/ als andern Troupes, zu beobachten/ und gleichwie

11. Dis gantze Associations-Werck auf den Faß der Executions-Ordnung üblichen Constitutionen sich gründet/ also solle auch Krafft deren die Hülff-Leistung unentgeltlich/ und auf des succurrirenden Crayses alleinige Kosten geschehen/ und deswegen eines jeden Crayses Contingent an Mannschafft und Pferden aus seinen eigenen Mitteln mit dem Ordonnanz-mäßigen Brod und Haber/ desgleichen dem behörigen Monat-Sold/ woraus der Soldat sich die übrige Nothdurfft anzuschaffen hat/ richtig versehen/ und durch sein eigenes Commissariat verpfleget/ mithin den Soldaten alle Ursach und Gelegenheit benommen werden/ aus Mangel der nöthigen Provision und Solds/ die Unterthanen und Landes-Ingesessene/ in diesem oder jenem Crayß zu belästigen/ unter dem Vorwand der Fouragirung allerhand Excesse zu verüben/ wie dann das Landverderbliche Fouragiren auf die Früchte im Felde/ nebst dem cantoniren und refraichiren in denen Dörffern/ Flecken und Städten/ gäntzlich verbotten seyn/ das fouragiren aber auf Graß nicht anders/ als mit guter Ordnung/ nach der commandirenden Generalität/ und jedes Orts Herrschafft Anweisung/ geschehen solle; Und hat dahero ein jeder Crayß sich bey jedesmahl bevorstehender Conjunction, in Zeiten mit nothdürfftigen Mehl-Haber-und Heu-Magazinen in einem bequemen Ort zu versehen/ und auch zu ordentlicher Beybringung des Proviants zu denen Regimentern/ bey seinen Trouppen ein Proviant-Fuhrwerck zu halten/ um den Lands-Unterthanen mit Anschaffung ein-und anderer Land-Fuhren nicht zu beschwehren/ welche auch auf ein und andern sich äussernden veritablen Nothfall) nicht anders/ als gegen Præstirung billigmäßiger Bezahlung/ zu fordern/ auch nicht eigenmächtig von denen Officiren oder Commissariaten zu ergreiffen/ sondern von eines jeden Orts Magistrat oder denen Beambten manierlich zu suchen/ und nach derselben machenden Repartition anzuschaffen sind/ doch solle dem helffenden Crayß von demjenigen/ dem die Hülffe zukomt/ auf vorhergehende geziemende Requisition, Plätze zu vorgedachten Magazinen/ an einem sichern und verschlossenen Ort/ unentgeltlich eingeräumet/ und von dem Magistratu loci angewiesen/ keine Prætension über der freyen Quartier oder Services, vor die Commissarien/ Proviant-und Magazins-Bediente/ noch auch freye Stallung und Futter für die Pferde/ und dergleichen gesucht werden/ immassen solches alles/ wann dergleichen geschähe/ für Excess zu achten/ und von dem/ der etwas erpressen oder geniessen solte/ zu bezahlen/ und hat man einander reciprocè versprochen/ daß/ umb mit denen Magazinen desto besser auszukommen/ die Vivres und Fourage bey vorseyenden Kriegs-Operationen für die zu halten kommende Mannschafft einzukauffen wären/ gegen des associirten löbl. Crayses Angehörige nicht gesteigert/ sondern denen Frembden/ wie denen Einheimischen/ in gleichem billichen Preiß und Anschlag gegen richtige Bezahlung geliffert/ deswegen dienliche Anstalt gemacher/ und all solche in die Magazinen nomine publico verordnete Nothdurfft/ jedoch daß damit von denen Privatis kein eigennütziger Unterschleiff zu Schulden komme/ von denen Lands-Herrschafften/ gegen Vorzeigung beglaubter Attestaten/ Zoll-und Mautfrey passiret werden sollen. Gleichwie dan nun

12. Mit dieser abgeredeten Verfassung es vornemlich diese Meinung hat/ daß solche bey entstehenden Motibus für allen andern zur Defension der beeden Crayse employiret/ und so lange sie deren hierzu von nöthen/ nicht ausser denenselben gezogen werden sollen; Also will man sich hingegen weder freye Winter-Quartier vor frembde/ oder in solche Crayß nicht gehörige Trouppen/ noch sonst einen anderwärtigen weitern Last mit Geld-Præstationen/ oder wie es immer Nahmen haben mag/ aufbürden lassen/ sondern hat sich gegeneinander dahin verbunden/ daß/ im Fall dergleichen Zumuthungen geschehen solten/ man mit Rath und That einander reciprocè assistiren/ und solches von dem nothleidenden Theil abzuwenden/ sich aufs kräfftigste bearbeiten wolle. Wie dann

13. Da bey schon öffters erwehnter würcklicher Conjunction der Trouppen/ noch ein und anders mehrere Erläuterung erforderte/ so solle dasselbe durch gütliche Zusammentretung geschehen/ und auch sonst in allen eine vertrauliche Correspondenz zwischen beeden löblichen Creysen gepflogen/ desgleichen sich von keinem Theil/ ohne Vorwissen des andern/ in weitere Associations-Tractaten mit jemand eingelassen/ noch einseitig hierunter etwas alterirt/ oder davon/ absque præscitu & consensu beeder Theile abgewichen werden.

Zu urkund und steter Vesthaltung dessen allen ist gegenwärtiger Recessus in duplo gefertiget/ Creyß-gewöhnlicher massen/ bey allgemeiner Creyß-Versamlung/ von denen allerseitigen Landes-Vorsitzenden besiegelt/ auch jedem löblichen Creyß ein Exemplar davon zugestellet worden: So geschehen bey beederseits annoch zu Nürnberg und Ulm vorwehrenden allgemeinen Creyß-Conventen den 6. Maji 1701.

(L. S.) (L. S.) (L. S.) (L. S.)

Joh. Lorentz Scharff. G. L. Treher.
Joh. Christoph Stand. G. L. Vülcker. Dr.

ANNO 1701.

Articulus Separatus.

Nachdem in dem fünfften Artticul des zwischen denen beeden löbl. Fränck- und Schwäbischen Creyß-Deputirten / den 23. Nov. 1700. zu Heidrubeim entworffen / hernach mehrers extendirten und von beeden löblichen Creyßen genehm gehaltenen Recess, versehen / daß bey ereigender Necessität das verglichene Assossociations-mäßige Quantum augmentiret / und darin zwischen erstgedachten beeden löblichen Creyßen à concerto verfahren werden solle / und nun der dermahligen Zeiten und Läufften so bewand / daß den / durch die Association intendirenden Zweck zu erreichen / eine Verstärckung der beyderseits auf den Beinen habenden Miliz, ohne fernern Aufschub / vorzunehmen / vor nothwendig befunden worden; Als hat man sich noch weiters mit einander verstanden / vorher erwehntes Bundsmäßige Quantum der respectivè 6000. und 8200. Mann noch mit einem Drittel / und zwar den löblichen Fränckischen Crayß en Gemeinen / den löbl. Schwäbischen Creyß aber mit Aufstellung noch eines Regiments zu Fuß / von 1800. Köpffen / zu erhöhen / und die übrige 4. Regimenter zu Fuß / auch auf diese Anzahl zu setzen / bey solcher erhöhenden Verfassung aber von dato an 2. Jahr zu bestehen / und falls inzwischen die Conjuncturen sich nicht mildern solten / sich der Extension halber so dann fernerweit mit einander zu vernehmen. So geschehen zu beederseitig annoch zu Nürnberg und Ulm fortwährenden allgemeinen Creyß-Conventen den 6. Maji 1701.

VI.

Juin. *Manifeste de la Maison d'*AUTRICHE, *qui demontre clairement ses Droits à la Couronne d'Espagne.* [Sur l'Imprimé en feuille volante.]

DEPUIS la mort du Roi Catholique PHILIPPE IV., toutes les fois qu'on a parlé de la Succession à ses Royaumes & Etats, il n'y a eu personne, tant soit peu versé dans les Affaires du Monde, si ce n'est quelques François, accoutumez selon le génie de la Nation à flater lâchement leurs Rois, qui n'ait été très-persuadé que le Roi Très-Chrétien & tous ses Descendans étoient exclus à perpétuité de tous les Royaumes & Etats de la Monarchie d'Espagne. Les fameuses Renonciations, faites depuis long-tems par les deux Infantes d'Espagne ANNE & MARIE-THERESE, dont la premiere qui étoit Fille de PHILIPPE III. fut mariée à LOUIS XIII., & la seconde qui étoit Fille de PHILIPPE IV., à LOUIS XIV., l'un & l'autre Roi de France; ont toûjours été tenuës par un chacun pour si claires, si amples, & si valides, que leur seule lecture, sans rien plus, a suffi à ceux qui aimoient la justice, pour les confirmer dans ce sentiment. Et si la curiosité a poussé quelques personnes à rechercher plus soigneusement les autres apuis qui par une plus grande precaution avoient été ajoûtez par les Rois d'Espagne & de France, par lesquels la chose étoit contractée, persone de bon sens n'a pû comprendre avec quelle assurance aucun homme, non seulement instruit de la veritable Religion & ayant la crainte de Dieu devant soi, mais doué du seul bon sens, & qui ne voudroit pas renverser fondamentalement tous les Droits de l'humanité, ait pû ouvertement temoigner le moindre panchant d'attaquer, même legerement, tant de Conventions & Confirmations repetées des Traitez. Qui plus est, le même Roi Très-Chrétien, après que la Guerre qu'il avoit entrepris depuis la mort du Roi PHILIPPE IV. contre quelques Provinces des Païs-Bas Espagnols fut assoupie, semble avoir souvent reconnu la validité de ces Renonciations, & s'être absolument defait de toute esperance à la moindre partie de la Monarchie d'Espagne, tant pour lui que pour ses Enfans; laissant le soin d'entrer en son tems dans cet héritage à ceux, auxquels il pouvoit échoir par differens cas, plus proches ou plus éloignez, selon l'ordre de la Succession reçû dans la Famille d'Espagne. C'est pourquoi, ce fut d'autant plus contre toute attente que l'on aprit il n'y a pas long-tems que du vivant même du Roi CHARLES II. le Roi Très-Chrétien sollicitoit avec instance le Roi de la Grande-Bretagne, & les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, d'obliger conjointement Sa Majesté Imperiale de partager avec lui la Succession d'Espagne, en cas de mort du Roi CHARLES SECOND sans posterité, & qu'il avoit même obtenu, suivant un Traité fait entre Eux pour cela, que Sa Majesté Imperiale y seroit appellée de leur part, & que tous les Princes & Etats de la Chrêtienté seroient invitez à joindre leurs forces pour garantir ce Partage. Mais depuis très-peu de tems il n'y a eu persone, qui n'ait été surpris & étonné de la Nouvelle qui a été bien-tôt verifiée par l'évenement, que le Roi CHARLES II. déja affoibli d'esprit, avoit été induit, comme étant le seul remede pour empêcher le Demembrement de la Monarchie Espagnole, de souscrire, de quelque maniére que cela ait été fait, un Testament, que d'autres lui avoient presenté contre son gré, par lequel, raportant les Rénonciations, dont on a parlé, au feu Dauphin de France & à son Fils aîné, le Duc D'ANJOU son second Fils étoit appellé à la Succession d'Espagne; que le Roi Très-Chrêtien avoit aussi acquiescé à cette telle quelle disposition, & que par son Autorité son Petit-Fils avoit commencé d'agir comme Roi d'Espagne, & s'en étoit allé dans ce Royaume-là, pour en envahir le Trône; Qu'aussi plusieurs Gouverneurs des Royaumes & Etats annexez ou sujets s'étoient soûmis à ses ordres, non sans un grand deplaisir secret de plusieurs, tant parmi les Espagnols que parmi les autres Sujets qui s'attendoient à toute autre chose. Depuis ce tems-là, presque tout le monde, depuis le plus grand jusques au plus petit, n'a également parlé que du tort extrême & sans exemple qu'on a fait, non seulement au Très-Auguste Empereur, à sa Très-Illustre Famille, & aux autres Maisons, qui selon l'ordre doivent succeder, mais à toute l'Europe ou plûtôt à tout le Genre humain. C'est pourquoi, joignant ensemble les Armes & les Conseils de tous les Etats & même de tous les hommes, sous la protection du Tout-Puissant, quand même l'Empereur ne le voudroit pas ou qu'il y resistât, il faloit vanger ce tort, & en même tems tâcher de garantir le salut public de l'extrême danger où il étoit reduit. Toutes ces choses sont tellement avoüées & connues à tous ceux qui ne negligent pas tout-à-fait les Affaires publiques, & dont l'esprit déreglé ne les a pas encore fait égarer, que si l'on devoit seulement avoir égard à ceux qui sont à present en vie, il ne seroit point du tout necessaire de travailler ou d'amasser avec soin les Raisons & Piéces necessaires pour publier davantage l'injustice des François, & pour prouver que la Serenissime Maison d'Autriche est la plus proche à la Succession d'Espagne, par le principal Droit, entre tous ceux qui de bon droit étoient proches parens du feu Roi CHARLES, tant à l'égard de la Parenté que des Alliances. Mais, comme il peut facilement arriver, que quelques circonstances, quoique très-dignes d'être sçûes, ne sont pas encore venües à la connoissance de tout le monde, & qu'il faut aussi en cette Affaire avoir de l'égard pour tous les simples ou les ignorans, & pour la posterité après nous, on exposera très-palpablement tout ce qui est arrivé, & on rendra éternelle la memoire des choses qui peuvent servir, tant à connoître de premier abord la justice de cette Cause, qu'à donner de la confusion & de la honte aux François mêmes & à leurs Adherans, & qui du moins peuvent reveiller les autres à éviter leurs piéges continuels, avec certaine esperance qu'étant lûes ou connües, ceux qui sont imprudemment tombez dans les filets par la tromperie d'autrui, tâcheront d'abord ensemble de s'en délivrer, & peut-être même que ceux qui ont brassé l'iniquité ou ceux qui sont connus y avoir donné volontairement les mains, reviendront de leur égarement. Et afin de plûtôt y parvenir, il sera bon de raporter en peu de mots pour premier fondement, comme une chose commune parmi les hommes, & qui est prise de la Raison naturelle même, & aprouvée parmi toutes les Nations, savoir qu'attendu la nécessité de l'introduction de la Vie Civile comme d'une forme, selon laquelle elle devoit être gouvernée par un seul ou par plusieurs, il a été dans une très-

ANNO 1701.

[illegible] de chaque Nation, là où la Puissance [illegible] arrivé, de la [illegible] à un [illegible] à toute la Famille [illegible] en de [illegible]. En ce cas, la Succession de la Famille Roiale étant perpetuellement établie, selon l'ordre des degrez ou les lignes, soit avec l'exclusion [illegible] Femmes, après l'extinction de tous les Mâles [illegible] du [illegible] qui auroient été en la même ligne & le même degré, soit par leur admission, ou avec l'adoption [illegible] consentement [illegible] aux [illegible] Royaumes, [illegible] état ou leur [illegible] qu'il auroit été trouvé plus à propos, il n'est pas moins [illegible] que la forme de la Succession [illegible] tant une fois agréée, les Peuples & la Famille Roiale ne sont pas tenus en sorte [illegible] par le consentement mutuel de ceux qui surviennent dans un tems, [illegible] en partie alterée, de sorte qu'on n'y puisse substituer ou une nouvelle forme de Roiaume que ou une autre maniere de [illegible], [illegible] la posterité est successivement obligée [illegible] d'un consentement ou en au de [illegible] une autre.

Or nul Roi, ni autre Membre de la Famille Roiale, ni le Peuple, ne doit ou peut ôter à un Membre survivant de la Famille Roiale le Droit qui lui est actuellement devolu par la premiere ou la seconde Convention faite avec le Peuple, ni le frustrer malgré lui de l'esperance qu'il a acquise par sa Naissance. Au reste, ce seroit être depourvû de toute raison, que d'oser revoquer en doute que les Princes & Etats qui se font la Guerre, renoncent, cedent, & transportent, pour l'amour de la Paix, & selon l'usage de tous tems & parmi toutes Nations, des Provinces & Royaumes, des Biens, & tous autres Etats presens, possedez par les Parties qui sont en Guerre & par leurs Sujets, ce qui s'étend même à des choses au delà de l'esperance, & même demandées à tort ou par Droit, & que les Traitez & Transactions s'apuïent du Droit des Gens, & qu'elles n'ont jamais été violées sans la ruine & l'execration du Genre humain. Par où semblablement il paroit, & l'usage de tous les siécles l'enseigne, qu'un Roi d'un Royaume peut aussi acquerir d'autres Royaumes & Etats, ensorte qu'ils soient unis ou assujettis au premier Royaume, & que les uns & les autres échoient à un & même perpetuel Successeur, ou qu'ils soient possedez selon l'ancienne raison de Succession qu'il y a dans chacun d'iceux, & selon aussi les autres Droits, & suivant cela ils parviennent souvent à differens Successeurs. Et qui plus est, qu'il y a souvent des Domaines ou Biens, de quelque prix qu'ils soient, qui apartiennent à un Roi ou à un Prince, par Droit d'un Domaine particulier ou de Patrimoine, dont ou lui même de sa propre volonté, ou en cas de sa negligence ou de sa remise, quelqu'un de ses Successeurs peut disposer, & même les attacher à sa Famille pour son utilité, par le lien d'un Fidei-Commis éternel, ce qui ne peut être ôté, enfraint, ou changé en aucune maniere que ce soit successivement par aucun des Successeurs, au dommage de ceux qui y sont appellez, sans l'intervention de leur consentement. Enfin, il n'y a aucun de ceux qui savent les Droits connus sur les Terres qui apartiennent à la Sainte Eglise Romaine, ou au Sacré Empire Romain, soit par Fief ou par d'autres raisons, qui puisse douter que toutes les Familles Nobles, & sur tout les Illustres, pour conserver ou augmenter leur lustre & pour prevenir toute dispute, en conservant en son entier & sans changement le Droit de Domaine direct ou Souverain, n'aïent accoutumé de faire entre Elles certaines Conventions pour la Succession, qui sont ou pour toûjours, ou à tems, ou personnelles, sans qu'aucun s'y oppose, & qu'elles sont souvent confirmées par les souverains Pontifes & par les Empereurs, & qu'elles ne laissent pas aussi de subsister sans leur confirmation particuliére, pourvû qu'on n'y trouve rien qui tende à frauder l'Eglise ou l'Empire, & que par-là aussi les reservations qu'on appelle des Fiefs, leur apartiennent. Or en ces lieux-là les Renonciations des Filles nobles & illustres faites lors de leur Mariage, soit qu'elles soient générales ou limitées, & même connuës ailleurs, restent dans leur vigueur, & sont exactement observées, quoi qu'avant lesdites Conventions, il y ait dans la Famille une autre forme de succeder. Or, [illegible] l'on vient de dire sur les premiers Principes tirez du Droit, étant suffisant pour décider la Question dont on traite, il faut [illegible] en second lieu examiner succinctement [illegible] maniere de succeder qui a été introduite dans la Monarchie d'Espagne, après qu'elle est venue, comme de plusieurs parties ou membres, comme en un corps, que qu'il semble qu'on ne doive point aussi tout-à-fait negliger ce qui a été particulierement établi de ces [illegible] qui sont tenues en Fief par le Roi d'Espagne. Or en [illegible] nous devons raporter en même tems les [illegible] differens & même opposez dont les Espagnols & les François selon la coûtume de ces deux Nations [illegible] toute autre chose se sont servis pour établir la Succession, puisque ceux-ci ont depuis long-tems soûtenu [illegible] par diverses raisons la Succession Masculine de la Famille Roiale selon les lignes à l'exclusion de toutes les Femmes, non seulement du Royaume de France, mais même des Etats qui seroient venus en possession des Rois de France par le moïen des Femmes. Et qu'au contraire les Espagnols après les Mâles de la même ligne & du même degré, ont aussi [illegible] les Femmes [illegible] de la Famille Roiale, qui se marieroient cependant à tout autre, excepté qu'à aucun de ceux de la Famille de France; auquel cas, tant pour conserver l'égalité entre l'un & l'autre Royaume, que pour d'autres motifs, elles étoient éternellement éloignées avec toute la posterité Françoise, du [illegible] même de la France; la prerogative de l'âge subsistant aussi dans ces autres, tout de même que dans les Mâles de la Famille Roiale. Et comme à present [illegible] tout le monde convient de la partie principale de ce qu'on vient de raporter, & de son dernier usage, (quoique les Aragonois aïent par [illegible] passé communément soûtenu le Droit de la Parenté Masculine, ce qu'à présent on ne doit pas negliger, [illegible] superflu de s'y arrêter davantage pour le prouver, on rapportera & on soûtiendra seulement la verité de l'exception qui a été ajoutée, à laquelle il a plû aux François de s'opoter, en violant le Droit, par la convoitise d'étendre leur Domination, & laquelle tout recemment quelques Espagnols poussez par de pareils principes ont entrepris d'obscurcir & même de renverser, s'il avoit été possible, non seulement par écrit, mais par les Armes, contre les coûtumes propres & anciennes: ce que nous ferons successivement & amplement d'abord que nous aurons rapporté en troisiéme lieu, aussi brievement qu'il sera possible, la liaison de la Parenté & de l'Alliance qu'il y a entre l'une & l'autre Branche d'Autriche, assavoir d'Allemagne & d'Espagne. Il n'est pas même necessaire d'en faire ici une suite & un détail long & exact, mais il suffira de dire en abregé que tout de même que le Roi CHARLES a tiré son origine de l'Empereur CHARLES-QUINT, né en Flandres, & l'aîné de la Famille, ainsi Sa Majesté Imperiale LEOPOLD I. descend, par un ordre successif des deux côtez par des Parens presque toûjours de la même Famille, de l'Empereur FERDINAND I., Frere dudit CHARLES-QUINT, Infant & rejetton d'Espagne, qui faisoit les delices de leur Aïeul FERDINAND le Catholique; & l'un & l'autre tiroient leur origine de PHILIPPE, à cause de sa beauté, surnommé le Beau, Fils de MAXIMILIEN I. & de MARIE, Heritiere de Bourgogne, & de JEANNE Fille de FERDINAND & d'ISABELLE les Catholiques. C'est une chose encore assez recente que la Mére de Sa Majesté Imperiale, étoit MARIE Fille du Roi PHILIPPE III. & Sœur de PHILIPPE IV., mariée à l'Empereur FERDINAND III. Pere de Sa Majesté Imperiale. Et sadite Majesté Imperiale a eu en Mariage MARGUERITE, seconde Fille du même PHILIPPE IV., & de sa Femme MARIE-ANNE d'Autriche, propre Sœur de Sa Majesté Imperiale, de laquelle il a eu MARIE-ANTOINETTE mariée à l'Electeur de Baviére, qui lui a enfanté un Fils, qui aïant à peine survecu six années à sa Mere, l'a suivie au Ciel. Et sa Sacrée Majesté Imperiale, après le decez de MARGUERITE d'Espagne a eu de l'Imperatrice MAGDELAINE Palatine plusieurs Enfans de l'un & de l'autre sexe que Dieu par sa bonté divine veuille conserver. Et comme l'on n'a pû se dispenser de cette courte Narration pour montrer le Droit de Sa Majesté Imperiale & de toute son Auguste Posterité Masculine & Feminine à la Succession d'Espagne; aussi le Roi Très-Chrétien & ses Enfans ou son Frere n'en sont pas rejettez, comme

ANNO 1701.

si l'on nioit qu'ils fussent venus de Filles d'Autriche d'Espagne, puisque nous-mêmes en avons amplement parlé, mais parce que, ainsi que nous l'allons prouver, par ces mêmes Mariages François, sa Mere ANNE, & MARIE-THERESE Femme du Roi Très-Chrétien, desquelles on a parlé, ont été éternellement excluses avec toute la Posterité de France de quelque ordre, degré, ou sexe qu'Elle fût à l'infini, même en cas de Veuvage, de quelque partie que ce soit de la Monarchie Espagnole, par les Loix & Coûtumes d'Espagne, par les dispositions des Rois precedens & par les Conventions faites & jurées tant par Elles-mêmes, que par leurs Maris. Ceux qui savent comment par les plus anciennes Histoires Espagnoles, les Royaumes d'Espagne ne doivent jamais s'unir à la France, ni être gouvernez par aucun François ou Françoise, ne trouveront pas que ce soit une chose nouvelle, que par le passé les Peres & les Etats du Royaume, même par les Avis solemnels des Juges, très-célébres par la sainteté de leur vie, par leur doctrine & par la pratique des Affaires, & enfin par la volonté & concurrence de toute la Nation, ont preferé la Cadette à la Fille aînée des Rois d'Espagne mariée en France, & à ses Enfans, & ont pareillement donné la preference aux Enfans des Freres & Sœurs, nez de la Famille d'Espagne sur les Filles Roiales mariées aux François, & à leur Posterité, les excluant par ses Loix, par des Testamens & des Renonciations. Tant les Espagnols soigneux de la Liberté & de l'Honneur de la Patrie, avoient déja alors si ardemment à cœur qu'un Prince François ne devoit ni pouvoit commander aux Espagnols avec plus de Droit, que les François n'en donnent chez eux aux Espagnols pour y regner, & ce sous quelque nom ou preteste que ce fût, & qu'on ne devoit même épargner aucun travail ni danger pour detourner les machinations contraires s'il y en avoit. Ce fut donc sur ce fondement que la soigneuse & sage prevoiance de PHILIPPE III. Aïeul Maternel de Sa Majesté Imperiale, poussé même par plusieurs autres nouvelles raisons, pour laisser d'autant moins de sujet de dispute, fit en sorte qu'il fut dressé un Contract de Mariage à Madrid en 1612. entre ANNE d'Autriche & LOUIS XIII. Roi de France, par les Ministres Espagnols & l'Ambassadeur d'Espagne, en presence de l'Archevêque de Caponë de l'Illustre Famille des Gaetans & Legat du Pontife, de l'Ambassadeur du Grand Duc de Toscane comme Mediateur & Entremetteur, & de plusieurs Grands d'Espagne, Conseillers d'Etat, & d'une foule de Nobles, lequel Contract est de la teneur suivante.

AU Nom de la Sainte Trinité, du Pere, du Fils, & du benoit Saint Esprit, trois Personnes en un seul & vrai Dieu, pour sa gloire & service, & pour l'avancement de ces Royaumes. Soit notoire à tous ceux qui verront cette presente Ecriture & Instrument, contenant l'Accord & Traité de Mariage qui s'ensuit.

Comme ainsi soit qu'en la Ville de Madrid, Cour de Sa Majesté Catholique, en son Palais Roial, le Mercredi 20. d'Août de l'An 1612. en la presence de l'Illustre Don Antoine Cayetan, Archevêque de Capoüe Legat à latere de nôtre Saint Pere le Pape PAUL V. *son Nonce Apostolique en ces Royaumes au nom de sadite Sainteté; & en la presence du Seigneur Comte Orso Delci, Ambassadeur du Grand Duc de Toscane en ce qu'il possede; & en la presence des Seigneurs Ducs de l'Infantado & d'Albuquerque, des Marquis de Castel-Rodrigo & de Villa-Franca, tous quatre du Conseil d'Etat de Sa Majesté Catholique, du Duc d'Uzeda, Amiral de Castille, Prince de Vinges, du Duc de Maqueda, Duc de Peñaranda, du Duc d'Alba, du Duc Sessa, Duc de Feria, Duc de Montalto, Duc de Villa-Hermosa, Duc de Varagnas, de Don Juan de Idiaque Grand Commandeur de Leon, du Conseil d'Etat de sadite Majesté & President des Ordres, de Don Augustin le Mexie aussi du Conseil d'Etat, & du Licentié Don Diego Lopez de Ayala, aussi du Conseil d'Etat & Grand Chambellan de Sa Majesté, & de plusieurs autres Seigneurs & Chevaliers. Par devant moi Antoine d'Arostegny, Chevalier de l'Ordre de St. Jaques, Secretaire d'Etat, Ecrivain & Notaire de Sa Roiale Majesté Catholique: comparant l'Excelentissime Seigneur Don François de Sandoval, du lignage de Rozas, Duc de Lerma &c. &c. du Conseil d'Etat de Sa Majesté &c. &c. Gouverneur & Premier Maître d'Hôtel de Très-Haut & Triomphant* PHILIPPE *Prince d'Espagne &c: Au nom & comme Procureur de Très-Haut, Très-Excellent, & Très-Puissant Prince Don* PHILIPPE III. *de ce nom nôtre Seigneur, par la Grace de Dieu Roi de Castille &c: En vertu du Pouvoir que ledit Sieur Duc de Lerma a reçû de Sa Majesté Catholique, par Brevet & Provision signées de sa Roiale main, scellées de son Seel Roial, & contre-signées par moi susdit Secretaire Roial, fait & passé à Saint Laurens de l'Escurial le 30. Juillet audit An, comme Roi, Pere, & legitime Administrateur de la Serenissime Infante sa Fille, & de la Majesté de la Reine* MARGUERITE *sa legitime Femme & Epouse, d'une part. Et d'autre part, comparant l'Excellentissime Seigneur* HENRI DE LORRAINE, *Duc de Mayenne & d'Eguillon, Pair & Grand Chambellan de France, & avec lui pour l'assister, sont personnellement presens & comparans le Sieur Vicomte de Pusieux &c, son Ambassadeur Extraordinaire d'autre part, exprès pour cet effet vers Sa Majesté Catholique; & le Seigneur Baron de Vancelas, Conseiller d'Etat de Sa Majesté Très-Chrétienne: pour & au nom de Très-Haut, Très-Excellent, & Très-Puissant Prince* LOUIS XIII. *par la Grace de Dieu Roi Très-Chrétien de France & de Navarre, & de Très-Haute, Très-Excellente, & Très-Puissante Dame* MARIE, *Reine Très-Chrétienne de France & de Navarre sa Mere, Tutrice, & Regente en ses Royaumes. En vertu de leurs Pouvoirs qu'ils ont exhibez, & representez, écrits originairement en Langue Françoise, signez de leurs Roiales mains & scellez de leurs Sceaux Roiaux, donnez & octroiez en leur Roiale Ville de Paris; c'est assavoir celui du Roi Très-Chrétien le 17 du mois de Juillet de la presente année, & celui de ladite Reine Très-Chrétienne du 19. desdits Mois & An; les Originaux desquels Pouvoirs dessus-dits demeurent par devers moi present Secretaire d'Etat, pour être inserez conséquemment après le present Ecrit. Ledit Duc de Lerme, au nom de Sa Majesté Catholique; & lesdits Sieurs Duc de Mayenne, Vicomte de Pusieux, & Baron de Vancelas, au nom de leurs Majestez, comme Rois Très-Chrétiens & Catholiques, auxquels touche le bien de leurs Royaumes, & pour assûrer la Paix de leurs Couronnes & de toute la Chrétienté, laquelle a été observée depuis qu'elle fut concluë & arrêtée entre Sa Majesté Catholique le feu Roi Don* PHILIPPE II. *nôtre Seigneur, & Sa Majesté Très-Chrétienne deffunt le Roi* HENRI IV. *Péres de Leurs Majestés Catholique & Très-Chrétienne à present Regnants, desirans qu'Elle se perpetue & continue, non seulement durant la vie de Leurs Majestez; mais aussi de celle de leurs Descendans & Successeurs, Elles n'auroient estimé plus propre ni plus convenable moyen que celui des Mariages, ni qui fut de plus grande efficace, quand ils se peuvent accomplir par doubles & renforcez liens, moyennant la grace de Dieu, à l'augmentation de son divin Service; & même qu'avec le Mariage de l'Infante, & avec la benediction de nôtre Très-Saint Pére le Pape* PAUL V. *& l'entremise aussi du Grand Duc de Toscane, sont déja traitées & accordées les Epousailles & Mariages du Serenissime Prince d'Espagne Don* PHILIPPE, *avec la Serenissime* ISABELLE, *Sœur & Fille aînée de Leurs Majestez Très-Chrétiennes: Comme aussi du Roi Très-Chrétien* LOUIS XIII. *avec la Serenissime Infante, Dame* ANNE, *Fille aînée de Sa Majesté Catholique. Afin qu'avec ces nouveaux liens s'allient plus étroitement, & se confirme davantage, l'Amour, l'Amitié, & Fraternité qui est & qu'on desire être conservez entre Leurs Majestez, afin aussi qu'elles ressortissent leur plein & entier effet, lesdits Seigneurs Commissaires et Noms ci-dessus, en ce qui concerne le Mariage du Roi Très-Chrétien avec la Serenissime Infante Dame* ANNE, *ont capitulé & consenti ce qui s'ensuit.*

Qu'avec la grace & benediction de Dieu, prealablement obtenue Dispense de sa Sainteté, à raison des Proximitez & Sanguinitez qui sont entre le Roy Très-Chrétien & la Serenissime Infante, si tôt qu'Elle aura atteint l'âge de douze ans accomplis, ils fassent celebrer leurs Epousailles & Mariage, par paroles de present, selon la forme & en la solemnité prescrite par les Sacrez Canons & Constitutions de l'Eglise Catholique, Apostolique, & Romaine: Et se feront lesdites Epousailles & Mariage en la Cour, Palais, & Maison de Sa Majesté Catholique, où sa Serenissime Infante, Dame ANNE *fait sa residence; & ce en vertu du Pouvoir & Commission du Roi Très-Chrétien, & comme il sera fait, le Roi Très-Chrétien le ratifiera & accomplira en Personne, quand la Serenissime Infante Dame* ANNE, *sera amenée & arrivée en France, Sa Majesté se joignant*

ANNO 1701.

comme avec Son Altesse ; & se fera ladite solemnité des Epousailles, ... par Pouvoir special ou ... presence, quand le tems de l'accomplir sera concerté & arrêté entre Leurs Majestez.

Que Sa Majesté Catholique promet & demeure obligée de donner, & donnera à la Serenissime Infante, Dame ANNE *en dot & en faveur de Mariage avec le Roi Très-Chrêtien de France, & payera à Sa Majesté Très-Chrêtienne ou à celui qui aura pouvoir & commission d'Elle, la somme de cinq cens mille Ecus d'or de la valeur de seize reales la piéce, & ce en la ville de Paris un jour avant la celebration dudit Mariage.*

Que leurs Majestez Très-Chrêtiennes s'obligeront d'assûrer, & assûreront le dot de la Serenissime Infante, Dame ANNE, *sur rentes bien assûrées & bonnes, & sur fonds & assignations valables &c.*

Que la Serenissime Infante Dame ANNE, *se tiendra pour contente & contentera du susdit dot, sans que par ci-après Elle puisse alleguer aucun sien autre Droit, ni intenter aucune autre Action ou Demande, pretendant qu'il lui appartienne ou puisse apartenir autres plus grands Biens, Droits, Raisons, & Actions pour cause des Heritages, & de plus grandes Successions de Leurs Majestez Catholiques ses Pére & Mére, ni pour contemplation de leurs Personnes considerables en quelle autre maniére, ou pour quelque cause & titre que ce soit, soit qu'Elle le sçut ou qu'Elle l'ignorât; attendu que de quelque qualité & condition que lesdites Actions & choses ci-dessus soient, Elle pourtant ne laissera d'en faire la Renonciation en bonne & due forme, & avec toutes les assûrances, formes, & solemnitez qui y seront requises & necessaires, laquelle dite Renonciation Elle fera avant que d'être mariée par Parole de present. Qu'Elle aussi-tôt après la celebration du Mariage approuvera & ratifiera conjointement avec le Roi Très-Chrêtien, avec les mêmes formes & solemnitez qu'Elle aura fait à la susdite premiere Renonciation, voire avec les clauses qu'ils verront être les plus convenables, & necessaires à l'effet & accomplissement: de laquelle Renonciation Leurs Majestez demeureront & demeurent dès à present comme pour lors obligées. Et au cas qu'Elles ne fassent ladite Renonciation & Ratification en vertu du present Contract par Capitulation, icelles susdits Traitez, Renonciation & Ratification sont tenuës & censées dez à present, comme pour lors, pour bien & deuëment faites, passées, & octroiées. Ce qui se fera en la forme la plus authentique, & efficacieuse que faire se pourra pour être bonnes & valables, ensemble avec toutes les Clauses derogatoires des derogatoires, de quelconques Loix, Jurisdictions, Coûtumes, Droits, & Constitutions au contraires, ou qui empechassent du tout ou en partie lesdites Renonciation & Ratification, auxquelles à l'effet & validité que dessus Leurs Majestez Catholique & Très-Chrêtienne dérogeront, & dez à présent Elles y derogent entierement; & pour l'Aprobation & Ratification qu'Elles feront dès à present comme dès lors Elles entendent & entendent avoir dérogé à toutes exceptions ci-dessus.*

Que d'autant que Leurs Majestez Catholique & Très-Chrêtienne sont venus & viennent à faire ces Mariages, afin de tant plus perpetuer & assûrer par ce fort nœud & lien la Paix publique de la Chrêtienté; & entre Leurs Majestez l'amour & la fraternité que chacun espere entre Elles; & en contemplation aussi des justes & legitimes causes qui montrent & persuadent l'égalité & convenance desdits Mariages, par le moien desquels, & moyennant la faveur & la grace de Dieu, chacun en peut esperer de très-heureux succès, au grand bien & augmentation de la Foi & Religion Chrêtienne, au bien & benefice commun des Royaumes, Sujets, & Vassaux des deux Couronnes, comme aussi par ce qui traite & importe au bien de la chose publique & conservation d'icelle. Consideration de telle importance qu'il seroit à craindre que les occasions qui se presentent de tels Mariages, ne fussent prévenus ou ôtez : donques attendu la qualité des susdites & autres justes raisons qui se pourroient dire ou alleguer : Leurs Majestez accordent & arrêtent par contract & pache conventionelle entre-Elles qui sortira & aura lieu, force, & vigueur de Loi ferme & stable à tout jamais, en faveur de leurs Royaumes & de toute la chose publique d'iceux. Que la Serenissime Infante d'Espagne, Dame ANNE *& les Enfans procréez d'Elle, soient mâles ou femelles, & leurs Descendans premiers ou seconds, troisiémes ou quatriémes, nez ci-aprés en quelque degré qu'ils se puissent trouver, voire à tout jamais, ne puissent venir ni succeder ès Royaumes, Etats, Seigneuries & Dominations qui apartiennent & apartiendront à Sa Majesté Catholique, & qui sont compris au dessous des Titres & qualitez mentionnées en cette presente Capitulation, ni en aucun de ses plus Grands Royaumes, Etats, Seigneuries, Provinces, Isles adjacentes, Fiefs, Capitaineries, ni ès Frontieres que Sa Majesté Catholique possede dès à present ou qui lui apartiennent, ou pourront apartenir dedans & dehors le Royaume d'Espagne, que par ci-devant Leurs Majestez Catholiques & leurs ascendans Predecesseurs eurent, possederent, & leur apartinrent, ni en tous ceux qui sont inserez en iceux ou dependans d'iceux, ni même en tous ceux qui par ci-aprés en quelque tems que ce soit, Elles pourroient aquerir ou accroître, ou ajouter aux susdits siens Royaumes, Etats & Dominations, ou qu'Elles pourroient retirer, ou qui leur pourroient échcoir par dévolus ou par quelques autres titres, Droits ou raison que ce soit ou qui puisse être; encore que ce fut durant la vie de la Serenissime Infante, Dame* ANNE, *ou aprés sa mort, ou celle de qui que ce soit de ses Descendans premiers, seconds, ou troisiémes nez, ou en quelque maniére qui puisse avenir; ou que le cas ou les cas par lesquels ou par Droit ou par Loix & Coûtumes desdits Royaumes Etats & Dominations, soit par disposition du titre, par lesquels ils puissent succeder ou pretendre pouvoir succeder ès dits Royaumes, Etats, & Dominations; en tous lesquels susdits cas dès à present ladite Dame* ANNE *Infante, dit & déclare être & demeure bien & deuëment excluse, ensemble tous ses Enfans & Descendans, mâles & femelles, encore qu'ils se voulussent dire ou pussent dire, & pretendre qu'en leur Personne ne concent ni ne se peuvent & doivent considerer icelles raisons comme de nulle valeur de la chose publique, ni autres esquelles ladite Exclusion se pourroit fonder, ou qu'ils voulussent alleguer (ce qu'à Dieu ne plaise) que la succession du Roi Catholique ou de ses Serenissimes Princes & Infantes, & d'abondant des mâles qu'il a, ou pourra avoir pour ses legitimes Successeurs, eût manqué & defailli, par ce que comme en aucun cas ni en aucun tems, ni en quelque maniére qu'il pût avenir, Elle ni eux, ses Hoirs & Descendans n'ont à succeder ni pretendre pouvoir succeder sans prejudicier aux dites Loix, Coûtumes, Ordonnances, & dispositions en vertu desquelles il a succedé en tous ses Royaumes, Etats, & Seigneuries, que ce ne soit prejudicier aussi à toutes les Loix des Lieux & Coûtumes de la Couronne de France; lesquels au préjudice des Successeurs en icelle n'empechent cette susdite Execution, aussi bien à present comme en tems, & en cas qui deferent lesdites Successions. A toutes lesquelles considerations ensemble & à chacune en particulier d'icelles Leurs Majestez derogent en ce qu'elles contrarient ou empêchent le contenu en ce Contract, ou l'accomplissement & execution d'icelui. Et que pour l'Aprobation & Ratification de cette presente Capitulation, Elles y derogeront & derogent, veulent & entendent que la Serenissime Infante, & les Descendans d'icelle, demeurent à l'avenir & pour jamais exclus de pouvoir succeder en aucun tems ni en aucun cas ès Etats du Païs de Flandres, Comté de Bourgogne & de Charolois, leurs apartenances & dependances, lesquels Provinces & Etats furent donnez par Sa Majesté Catholique à la Serenissime Infante Dame* ISABELLE, *& qui doivent retourner à Sa Majesté Catholique & à ses Successeurs. Pareillement aussi ils declarent très-expressément qu'en cas que la Serenissime Infante demeurât veuve (ce qu'à Dieu ne plaise) sans Enfans de ce Mariage, qu'Elle demeurera libre & franche de la susdite Exclusion, & partant declarée Personne capable de ses Droits, & de pouvoir succeder en tout ce qui lui pourra apartenir ou écheoir, en deux cas seulement: si Elle demeurant veuve de ce Mariage & sans Enfans, venoit en Espagne: l'autre, si par raison d'Etat pour le bien public & pour justes considerations Elle se ramarieroit par la volonté du Roi Catholique son Pére ou du Prince des Espagnes son Frére, esquels deux cas Elle demeurera capable & habile à pouvoir succeder & heriter.*

Que si tôt que la Serenissime Infante, Dame ANNE, *aura accompli l'âge de douze ans, & avant que de celebrer le Mariage par paroles de present, Elle donnera, promettra, & octroyera son Ecrit, par lequel Elle s'obligera, tant pour Elle que pour ses Successeurs, à l'accomplissement & observation de tout ce que dessus, & de son exclusion & de celle de ses descendans, aprouvant le tout selon comme il est convenu en ce present Contrat & Capitulation, avec les clauses & juremens necessaires & requis: & en jurant cette presente Capitulation & la susdite Obligation & Ratification, que son Altesse aura faite & donnée, Elle en fera une autre pareille & semblable*

ANNO 1701.

semblable exemple Roi Très-Chrêtien, si tôt qu'Elle sera mariée & épousée, laquelle sera enregistrée au Parlement de Paris selon sa forme & teneur; comme aussi dès à present Sa Majesté Catholique fera aprouver & ratifier ladite Renonciation & Ratification en la forme accoûtumée, la fera aussi enregistrer en son Conseil d'Etat, & fois que lesdites Renonciations, Ratifications, & Aprobations soient faites dès à present en vertu de cette Capitulation & present Contrat, & du Mariage qui s'ensuivra, & en contemplation de [illegible] susdites, Elles soient tenues & censées pour bien faites & dûement octroiée & pu[illegible]

Que Leurs Majestez Très-C[illegible] donneront à la Serenissime Infante, Dame ANNE *pour ses bagues & joiaux jusques à la valeur de cinquante mille Ecus sol &c. &c.*

Que Leurs Majestez Très-Chrêtiennes selon l'ancienne & louable Coûtume de la Maison de France, assigneront & [illegible] à la Serenissime Infante, Dame ANNE, *[illegible] Douaire vingt mille [illegible] d'or [illegible] par chacun an. &c. &c.*

Que Sa Majesté Très-Chrêtienne donnera & assignera à la Serenissime Infante, Dame ANNE, *pour la dépense de sa Chambre & entretenement de son Etat & [illegible] sa Maison somme convenable & telle qu'apartient à Fille & Femme de tant de Grands & Puissans Rois &c.*

Que la Serenissime Infante aiant accompli les douze ans de son âge, ils épouseront & marieront par Procureurs qu'envoiera le Roi Très-Chrêtien & la Serenissime Infante par Paroles de present. Ce qu'étant fait, Sa Majesté Catholique la fera mener à ses frais & dépens jusques à la Frontière du Royaume de France &c. &c.

Qu'en cas que le Mariage se dissolve & rompe entre Sa Majesté Très-Chrêtienne & la Serenissime Infante, Dame ANNE, *& que Son Altesse survive Sa Majesté Très-Chrêtienne, en ce cas Elle s'en pourra retourner & retirer librement & sans aucun empêchement ès Royaumes d'Espagne &c. &c.*

Qu'attendu que le Traité & Pourparlé du present Mariage a été desiré & puis concerté & promeu par Nôtre Saint Pére, & par ses entremises acheminé en l'état où il est à present: sera bien à propos de suplier ladite Sainteté, comme dès à present Leurs Majestez la suplient, de trouver bon & avoir agreable d'en donner la benediction & intervenue de son Autorité Apostolique; & ce present Contrat & Capitulation la vouloir aprouver & inserer dans ses Bulles, ensemble les approbations qu'en auront faites Leurs Majestez & Son Altesse: aussi avec les Ecritures & juremens qui sont données & octroiées; Bref tout ce qui a été fait & passé pour l'accomplissement & sureté d'icelui.

Que Leurs Majestez Catholique & Très-Chrêtienne aprouveront & ratifieront cette presente Capitulation, promettront sur la Parole & Foi de Roi, de la garder & accomplir inviolablement, delivreront à cet effet leurs Brevets en la forme accoûtumée avec les derogatoires à quelconques Loix, Justices, & Coûtumes qui sont ou seroient à ce contraires, & étans raisonnable. Lesquels dits Brevets de Ratification de la presente Ecriture, ils bailleront & delivreront l'un à l'autre respectivement dans deux mois, à compter du jour & de la date de la presente, & ce par le moien des Ambassadeurs Ordinaires, ès Cours de Leurs Majestez Catholique & Très-Chrêtienne.

De tout ce que dessus lesdits Sieurs Commissaires ès dits Noms, promirent, consentirent, & accorderent selon qu'il est contenu en la presente Capitulation, s'y étans obligez Leurs Majestez Catholique & Très-Chrêtienne, ensemble son Altesse avec l'obligation & le lien de leur Foi & Parole de Roi qu'ils effectueront & garderont: commanderont qu'il soit gardé & accompli entiérement, sans qu'en tout ou en partie il faille ou manque chose quelconque, ni iront ni viendront au contraire; même ne consentiront aller ni venir directement, ou indirectement, de quelque façon ou maniere que ce soit: car ainsi l'ont promis lesdits Commissaires en vertu des Pouvoirs qu'ils ont de Leurs Majestez, à quoi furent present lesdits denommez au commencement de cette Capitulation; & lesdits Seigneurs, promettans & octroians ce que dessus, l'ont signé de leurs mains & de leurs noms [illegible] me requierent que de toute cette Capitulation, je leur en baillasse Copie, & de toutes celles qui seront traduites & translatées qui leur seront necessaires.

Ainsi signé, LE DUC DE LERME &c.
HENRI DE LORRAINE &c.

Par lesquels Articles l'exclusion illimitée à la Succession d'Espagne, non seulement d'un Successeur prochain au Royaume de France, mais de tout autre du Sang de France venant de ce Mariage & même du dernier & du plus éloigné de la Succession de France, ou de celui absolument rejetté à cause du Sexe feminin sans aucune distinction de Sexe, ordre ou degré, ne pouvoit être plus clairement exprimée, ni l'obligation qui y est attachée, pouvoit être plus etroitte. Aussi [illegible] confirmée avant & après la consommation du Mariage par l'Infante [illegible] par le Roi Très-Chrêtien même par de [illegible] & [illegible] été enregistrée entre les Loix éternelles d'Espagne & de France, dans les Actes publics de l'un & l'autre Royaume, Elle n'a jamais depuis été revoquée en doute par aucun homme vivant. Au contraire, son utilité & sa necessité ayant été murement considerée lorsque les Etats ou Ordres Generaux du Royaume s'assemblerent [illegible] Madrid en [illegible] tent & supplierent le Roi PHILIPPE, [illegible] confirmât de nouveau par une Loi perpetuelle cette Renonciation; & qu'en vertu d'icelle tous les Enfans en general de l'un & de l'autre Sexe, qui étoient venus ou viendroient de ce Mariage, fussent éternellement exclus de toute la Succession d'Espagne. Et alors le Roi PHILIPPE, après avoir derechef examiné & murement pesé la chose, fit & publia la Loi qu'on avoit demandée, dans laquelle sont repetées, ainsi qu'il est rapporté dans le nouveau Code des Loix, imprimé à Madrid en 1640., l'exception faite en cas que le Mariage fut dissout, & que l'Infante fut restée sans Enfans, & la Renonciation jurée, ainsi qu'on l'a dit, de tout Droit à la Succession dans les mêmes mots & termes dudit Contract de Mariage, & de la Renonciation qui y étoit relative sous le titre qui suit.

Loi douzieme. Que Dame ANNE *Reine Très-Chrêtienne de France, & ses Enfans & Descendans de son Mariage avec* LOUIS XIII. *Roi Très-Chrêtien, ne puissent succeder aux Royaumes d'Espagne & ses Dependances: Excepté le cas contenu dans cette Loi.*

Ce qui est exprimé dans le Contract de Mariage fait en 1659. entre l'Infante MARIE-THERESE, Fille de PHILIPPE IV. & LOUIS XIV. à present Regnant en France, s'accorde entierement & est de pareille efficace avec celui qu'on vient de raporter, pour exclurre, par plusieurs raisons, tous Descendans François à l'infini, Mâles ou Femelles, de toute portion de la Monarchie d'Espagne; de sorte que le Contract precedent suffiroit seul d'être vû, n'étoit qu'on a ajouté quelques nouvelles Clauses pour declarer avec plus de force la volonté des Contractans, & pour faire, s'il étoit possible, de plus étroits engagemens dans le Contract suivant.

„ AU nom de la très-Sainte Trinité, Pere, Fils, &
„ St. Esprit, trois personnes en un seul Dieu
„ veritable, à son honneur & gloire & au bien de
„ ces Royaumes; soit notoire à tous ceux qui ces
„ presentes Lettres verront, & cet Accord de Maria-
„ ge: Que comme en l'Isle appellée des Faisans,
„ située dans la Riviere de Bidassoa, à demi lieue
„ du Bourg d'Andaye, Province de Guyenne, &
„ autant de la Ville d'Irun, en la Province de Gui-
„ puscoa, & dans la Maison qui a été cette année
„ bâtie en ladite Isle, pour y traiter de Paix, entre
„ leurs Majestez Très-Chrêtienne & Catholique,
„ ce jourd'hui septiéme du mois de Novembre de
„ l'année que l'on compte, depuis la naissance de
„ Jesus Christ, Nôtre Seigneur & Redempteur, mil
„ six cent cinquante neuf. Par devant moi Pedro
„ Coloma, Chevalier de l'Ordre de Saint Jaques,
„ Seigneur des Villes de Chozas, de Cavales, & de
„ Junchillers, du Conseil des Indes, Secretaire d'E-
„ tat, Escrivain, & Notaire de la Catholique Ro-
„ yale Majesté; ont comparu, très-Eminent Sei-
„ gneur Messire Jules Mazarini, Cardinal de la Ste.
„ Eglise Romaine, Duc de Mayene, Chef de tous
„ les Conseils du très-Excellent, & très-Puissant
„ Prince LOUIS XIV. par la grace de Dieu Roi
„ Très-Chrêtien de France & de Navarre, en vertu
„ du Pouvoir qu'il a de Sa Majesté Très-Chrêtien-
„ ne, écrit en Langue Françoise; signé de sa Royale
„ main.

ANNO 1701.

main, & feelé de son Sceau Royal, contresigné par son Secretaire d'Etat, le Sieur de Lomenie; donné à Paris le vingt uniéme jour de Juin 1659. lequel Pouvoir est demeuré en mes mains, & dont la copie sera inserée à la fin des presentes, d'une part. Et de l'autre, très-Excellent Seigneur Don LOUIS Mendez de Haro & Guzman, Marquis de Carpio, Comte Duc d'Olivarez, Gouverneur perpetuel des Palais Royaux & Arsenal de Seville, Grand Chancelier perpetuel des Indes, du Conseil d'Etat de Sa Majesté Catholique, Grand Commandeur de l'Ordre d'Alcantare, Gentilhomme de la Chambre de sadite Majesté, & son Grand Escuyer. Et au nom du Très-Haut, très-Excellent, & très-Puissant PHILIPPE IV. aussi par la grace de Dieu Roi de Castille, Leon, Arragon, des deux Siciles, de Jerusalem, de Portugal, de Navarre, & des Indes, &c. Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, & de Milan, Comte de Hasbourg, de Flandre, & de Tirol, &c. & en vertu du Pouvoir qu'il a de Sa Majesté Catholique, par Acte signé de sa main Royale, seelé de son Sceau Royal, & contre-signé par Don Fernand de Fonseca Ruyz de Contreras, son Secretaire d'Etat; fait à Madrit le cinquiéme jour de Juillet de la presente année; comme Roi, Pere, & legitime Administrateur de Serenissime Infante Dame MARIE-THERESE, la Fille aînée de sa Majesté de la feue Reine ELISABETH sa legitime Espouse. Et le dit Seigneur Cardinal Mazarini, au nom de Sa Majesté Très-Chrétienne; & le dit Marquis Comte d'Olivarez, au nom de Sa Majesté Catholique, usans de leurs Pouvoirs susdits, ont dit & déclaré que leurs Maîtres, comme Rois Très-Chrétien & Catholique, qui ont fort à cœur le bien de leurs Royaumes, & d'affermir la Paix, qui s'établit aujourd'hui entre les deux Couronnes; desirans que la durée de cette Paix ne s'etende pas seulement à celle de la vie de leurs Majestez, mais passe avec la même fermeté à leurs Successeurs & Descendants; & jugeant que le plus efficace moyen pour parvenir à cette sainte fin, c'est de renouer étroitement leurs Alliances par le lien d'un Mariage: leurs Majestez avec la Grace de Dieu, & à son service ont traité & accordé les Epousailles & Mariage de Sa Majesté le Roi Très-Chrétien, avec la Serenissime Infante Dame MARIE-THERESE, Fille aînée de Sa Majesté le Roi Catholique; afin de confirmer davantage, par ce nouveau nœud, l'amour, l'amitié, & l'union qui est, & que l'on desire conserver entre leurs Majestez. Et pour cet effect, lesdits Seigneurs Plenipotentiaires, aux noms susdits, ont traité & accordé les Articles qui suivent.

I. QU'avec la grace & benediction de Dieu, & prealablement obtenüe Dispense de sa Sainteté, à raison de proximité & consanguinité, qui est entre le Roi Très-Chrétien, & la Serenissime Infante, ils fassent celebrer leurs Espousailles & Mariage, par paroles de present, selon la forme & solemnité prescrite par les sacrez Canons, & Constitutions de l'Eglise Catholique, Apostolique, & Romaine. Et se feront lesdites Espousailles & Mariage en la Cour de Sa Majesté Catholique, où Elle sera, avec la Serenissime Infante Dame MARIE-THERESE; & ce en vertu du Pouvoir & Commission du Roi Très-Chrétien, qui le ratifiera & accomplira en personne, quand la Serenissime Infante Dame MARIE-THERESE, sera amenée en France; Sa Majesté se joignant avec son Altesse, & recevant les benedictions de l'Eglise: Et la conclusion & ratification dudit Mariage, soit par Pouvoir special, ou en presence, se fera quand & dans le tems accordé & concerté entre leurs Majestez.

II. Que Sa Majesté Catholique promet & demeure obligée de donner, & donnera à la Serenissime Infante Dame MARIE-THERESE, en Dot & en faveur de Mariage avec le Roi Très-Chrétien de France, & payera à Sa Majesté Très-Chrétienne, ou à celui qui aura Pouvoir ou Commission d'elle, la somme de cinq cent mille Escus d'or sol, ou leur juste valeur, en la Ville de Paris. Et la dite somme sera payée en la maniere suivante: le tiers, au temps de la consommation du Mariage; l'autre tiers, à la fin de l'année depuis la dite consommation; & la derniere troisiéme partie, six mois après: en sorte que l'entier payement de ladite somme de cinq cent mille Escus d'or sol, ou leur juste valeur, sera faite en dix huit mois de tems, aux termes & portions, qui viennent d'être specifiées.

III. Que Sa Majesté Très-Chrétienne s'oblige d'assûrer, & assûrera le Dot de la Serenissime Infante Dame MARIE-THERESE, sur rentes bonnes & bien assûrées & sur fonds & assignations valables.

IV. Que moyennant le payement effectif fait à Sa Majesté Très-Chrétienne des dits cinq cent mille Escus d'or sol, ou leur juste valeur, aux termes qu'il a été ci-devant dit, ladite Serenissime Infante se tiendra pour contente, & se contentera dudit Dot, sans que par ci-après elle puisse alleguer aucun sien autre Droit, ni intenter aucune autre action ou demande, pretendant qu'il lui appartienne, ou puisse appartenir autres plus grands Biens, Droits, raisons, actions, pour cause des heritages & plus grande succession de leurs personnes en quelque autre maniere, ou pour quelque cause & titre que ce soit, soit qu'elle le sceut, ou qu'elle l'ignorât; attendu que de quelque qualité & condition que lesdites actions & choses ci-dessus soient, elle en doit demeurer excluse, & avant l'effectuation de ses Espousailles, elle en fera la Renonciation en bonne & deüe forme, & avec toutes les assûrances, formes, & solemnitez qui sont requises & necessaires: Laquelle dite Renonciation elle fera avant que d'estre mariée, par parole de present; qu'elle, aussi-tôt après la celebration du Mariage, approuvera & ratifiera conjointement avec le Roi Très-Chrétien, avec les mêmes formes & solemnitez qu'elle aura fait à la susdite premiére Renonciation, voire avec les clauses qu'ils verront estre les plus convenables & necessaires: A l'effect & accomplissement de laquelle Renonciation, Sa Majesté Très-Chrétienne & Son Altesse demeureront & demeurent dès à present, comme pour lors obligez; & au cas qu'elles ne fussent ladite Renonciation & Ratification, en vertu du present Contract, par Capitulation, Iceux susdits Traitez, Renonciation & Ratification, seront tenus & censez dès à present, comme pour lors, pour bien deüement faits, passez & octroyez. Ce qui se fera en la forme la plus autentique & efficace que faire se pourra, pour être bonnes & valides; ensemble avec toutes les Clauses derogatoires de quelconque Loi, Jurisdiction, Coûtume, Droits, & Constitutions, à ce contraires, ou qui empéchassent du tout, ou en partie, lesdites Renonciations & Ratifications; Auxquelles, à l'effet & validité que dessus, leurs Majestez Très-Chrétienne & Catholique derogeront, & dès à present elles y derogent entierement: Et par l'Approbation & Ratification qu'elles feront de ce present Contract & Capitulation, dès à present comme dès lors, elles entendront & entendent avoir derogé à toutes exceptions ci-dessus.

V. Que d'autant que leurs Majestez Très-Chrétienne & Catholique sont venues & viennent à faire ce Mariage afin de tant perpetuer & assûrer par ce nœud & lien la Paix publique de la Chrétienté, & entre leurs Majestez, l'amour & la fraternité, que chacun espere entre elles; & en contemplation aussi des justes & legitimes causes, qui montrent & persuadent l'égalité & convenance dudit Mariage, par le moyen duquel & moyennant la faveur & grace de Dieu, chacun en peut esperer de très-heureux succez au grand bien & augmentation de la Foi & Religion Chrétienne, au bien & benefice commun des Royaumes, Sujets, & Vassaux des deux Couronnes; comme aussi pour ce qui touche & importe au bien de la chose publique, & conservation des dites Couronnes; lesquelles étant si grandes & puissantes, ne puissent être reünies en une seule, & que dès à present on prenne les occasions d'une pareille conjonction: Donques, attendu la qualité des susdites & autres justes raisons, & notamment celle de l'égalité qui se doit conserver, Leurs Majestez accordent & arrêtent, par Contract & Pacte conventionel entre Elles, qui fortira, & aura lieu, force, & vigueur de Loi ferme & stable à tout jamais, en faveur de leurs Royaumes, & de toute la chose publique d'iceux; que la Serenissime Infante d'Espagne, Dame MARIE-THERESE, & les Enfans procréez

ANNO 1701.

„ créez d'elle, soit mâles ou femelles, & leurs Descendans, prémiers ou seconds, trois ou quatre, nez ci-après, en quelque degré qu'ils se puissent trouver, voire à tout jamais, ne puissent succeder, ni succedent és Royaumes, Etats, Seigneuries, & Dominations, qui appartiennent & appartiendront à Sa Majesté Catholique, & qui sont compris au dessous des Titres & Qualitez mentionées en cette presente Capitulation, ni en aucun de ses autres Royaumes, Etats, Seigneuries, Provinces, Isles adjacentes, Fiefs, Capitaineries, ni és Frontieres que Sa Majesté Catholique possede dès à present, ou qui lui appartiennent, ou pourront appartenir, tant dedans, que dehors le Royaume d'Espagne; & qu'à l'avenir sa dite Majesté Catholique, ou ses Successeurs, auront, posséderont, & leur appartiendront; ni en tous ceux qui sont compris en iceux, ou dependent d'iceux; ni même en tous ceux qui par ci-après, en quelque tems que ce soit, elle pourroit acquerir, ou accroitre, & ajouter aux susdits siens Royaumes, Etats, & Dominations, ou qu'elle pourroit retirer, ou qui lui pourroit échoir par devolution ou par quelques autres Titres, Droits, ou Raisons que ce puisse être, encore que ce fut durant la vie de la dite Serenissime Infante Dame MARIE-THERESE, ou après sa mort, en celle de qui que ce soit de ses descendants, premiers, seconds, troisiémes nez ou ulterieurs, que le cas ou les cas, par lesquels, ou de Droit, ou par les Loix & Coûtumes desdits Royaumes, Etats, & Dominations, soit par dispositions de Titres, par lesquels ils puissent succeder, ou prétendre pouvoir succeder és dits Royaumes, Etats, ou Dominations, leur dût appartenir la Succession, en tous lesquels susdits cas, dès à present ladite Dame MARIE-THERESE Infante dit & declare être & demeure bien & deuement excluse, ensemble tous ses Enfans, & descendans Mâles ou Femelles, encore qu'ils *se voulussent ou peussent dire & pretendre, qu'en leurs personnes ne courent, ni ne se peuvent & doivent considerer lesdites raisons de la chose publique, ni autres és quelles ladite exclusion se pourroit fonder*, ou qu'ils voulussent alleguer (ce qu'à Dieu ne plaise) *que la Succession du Roi Catholique, ou de ses Serenissimes Princes & Infantes & d'avondant des Mâles, qu'il a & pourra avoir les legitimes Successeurs, eût manqué & defailli*; parce que comme il a été dit en aucun cas, ni en aucun tems, ni en quelque maniere qui peut advenir, ni elle, ni eux, ses Hoirs & ses Descendans n'ont à succeder; nonobstant toutes Loix, Coûtumes, Ordonnances, & Dispositions en vertu desquelles on a succedé en tous lesdits Royaumes, Etats, & Seigneuries: Et nonobstant aussi toutes les Loix & Coûtumes de la Couronne de France, qui au prejudice des Successeurs en icelle, s'opposent à cette susdite exclusion, aussi-bien à present, comme aux tems à venir, & aux cas qui auroient long-tems différé lesdites Successions; à toutes lesquelles considerations ensemble, & à chacune en particulier d'icelles, leurs dites Majestez derogent, en ce qu'elles contrarient ou empêchent le contenu en ce Contract, ou l'accomplissement & execution d'icelui: Et que pour l'Approbation & Ratification de cette presente Capitulation, elles y derogent, & les tiennent pour dérogées: Veulent & entendent, que la Serenissime Infante, & les Descendans d'icelle demeurent à l'avenir & pour jamais exclus de pouvoir succeder en aucun tems, ni en aucun cas, és Etats du Pais de Flandres, Comté de Bourgogne & de Charolois, leurs appartenances & dependances. Pareillement aussi ils déclarent très-expressément, qu'en cas que la Serenissime Infante demeure veuve (ce qu'à Dieu ne plaise) sans Enfans de ce Mariage, qu'elle demeurera libre & franche de ladite exclusion; & partant declarée personne capable de ses Droits, & pouvoir succeder en tout ce qui lui pourra appartenir ou escheoir en deux cas seulement: L'un, si elle demeurant veuve de ce Mariage, sans Enfans, venoit en Espagne; l'autre, si par raison d'Etat, pour le Bien public, & pour justes considerations, elle se remariât, par la volonté du Roi Catholique son Pere ou du Prince son Frere: Esquels deux cas elle demeurera capable & habile à pouvoir succeder & hériter.

„ VI. Que la Serenissime Infante Dame MARIE-THERESE, avant que de celebrer le Mariage, par paroles de present, donnera, promettra, & octroyera son Ecrit, par lequel elle s'obligera, tant pour elle, que pour ses Successeurs, & Heritiers, à l'accomplissement & observation de tout ce que dessus, & de son exclusion, & de celle de ses Descendans; approuvera le tout selon comme il est contenu en cette presente Capitulation avec les Clauses & Juremens necessaires & requis. Et en inserant la susdite Obligation & Ratification, que son Altesse aura donnée & faite à la presente Capitulation, & elle en fera une autre pareille semblable conjointement avec le Roi Très-Chrêtien, si-tôt qu'elle sera enregistrée au Parlement de Paris, selon la forme accoutumée, avec les autres Clauses necessaires. Comme aussi de la part de Sa Majesté Catholique, elle fera approuver & ratifier la Renonciation & Ratification en la forme & force accoutumée avec les autres Clauses necessaires; la fera aussi enregistrer en son Conseil d'Etat. Et soit que lesdites Renonciations, Ratifications, & Approbations soient faites, ou non faites, dès à present, en vertu de cette Capitulation & du Mariage qui s'ensuivra, & en contemplation de toutes les susdites choses, elles seront tenues & censées pour bien & deuement faites & octroyées, & pour passées & enregistrées dans le Parlement de Paris, par la publication de la Paix dans le Royaume de France.

„ VII. Que Sa Majesté Très-Chrêtienne donnera à la Serenissime Infante Dame MARIE-THERESE, pour ses Bagues & Joiaux, la valeur de cinquante mille Ecus d'or sol. &c.

„ VIII. Que Sa Majesté Très-Chrêtienne, suivant l'ancienne & louable coûtume de la Maison de France, assignera & constituera à la Serenissime Infante Dame MARIE-THERESE, pour son Douaire, vingt mille Ecus d'or sol &c.

„ IX. Que Sa Majesté Très-Chrêtienne donnera & assignera à la Serenissime Infante Dame MARIE-THERESE, pour la dépense de la Chambre & entretenement de son Etat, & de sa Maison, une somme convenable, telle qu'appartient à Femme & Fille de si grands & Puissans Rois &c.

„ X. Que le Roi Très-Chrêtien & la Serenissime Infante Dame MARIE-THERESE, s'épouseront & marieront par Procureur, qu'envoyera le Roi Très-Chrêtien à la Serenissime Infante par parole de present. Ce qu'étant fait, Sa Majesté Catholique la fera mener à ses fraix & dépens jusques à la Frontiere du Royaume de France &c.

„ XI. Qu'en cas que le Mariage se dissolve entre Sa Majesté Très-Chrêtienne & la Serenissime Infante Dame MARIE-THERESE, & que son Altesse survive Sa Majesté Très-Chrêtienne, en ce cas elle s'en pourra retourner librement, & sans autre empêchement quelconque, au Royaume d'Espagne &c

„ XII. Ce Traité & Contract de Mariage a été fait, avec dessein de suplier nôtre Saint Pére le Pape; comme dès à present Leurs Majestez l'en supplient, qu'il ait agréable de l'approuver, & lui donner sa Benediction Apostolique; comme aussi d'en approuver les Capitulations & les Ratifications qu'en auront faites Leurs Majestés & son Altesse, & ces Ecritures & Juremens qui se feront & octroyeront pour son accomplissement, les inserant en ses Lettres d'Approbation & Benediction; Que Leurs Majestez Très-Chrêtienne & Catholique, aprouveront & ratifieront cette presente Capitulation, & tout ce qu'elle contient; prometront & s'obligeront sur leur foi & parole Royale, de la garder & accomplir inviolablement, délivreront à cet effect leurs Brevets, ou Lettres, en la forme accoûtumée, avec les derogatoires de quelconques Loix, Justices, & Coûtumes qui seroient à ce contraires, & auxquelles il convient déroger. Lesquels susdits Brevets ou Lettres de Ratification de la presente Ecriture, ils se délivreront l'un à l'autre respectivement dans trente jours, à compter du jour & date de la presente, par le moyen des Ambassadeurs ou Ministres qui resideront dans les Cours de Leurs Majestez Très-Chrêtienne, & Catholique; avec l'obligation & lien de leur foi & parole Royale, & qu'ils effectueront & garderont; commanderont qu'il soit observé & accompli entierement, sans qu'en tout, ou en partie, il y manque chose quelconque, & qu'ils n'iront, ni consentiront aller ni venir au contraire directement

„ ni

ANNO 1701.

„ ni indirectement, ni en autre façon, ni maniere aucune, car ainsi l'ont promis & stipulé lesdits Seigneurs Plenipotentiaires, en vertu des Pouvoirs qu'ils ont de Leurs Majestez. A quoi furent presents, de la part de la France, Messieurs le Duc de Guise, Comte d'Harcourt, Grand Escuier de France, & Gouverneur d'Alsace & de Philisbourg; le Mareschal de Clerembaud, Gouverneur de Berri; le Duc de Créqui, Premier Gentilhomme de la Chambre dudit Seigneur Roi Très-Chrêtien; le Baili de Souvré, le Comte d'Olonne, le Marquis de Vardes, Capitaines de cent Suisses de la Garde de sadite Majesté; le Marquis de Soyecourt, Maître de la Garderobe de sadite Majesté; de Lyonne, Ministre d'Etat; Courtin, l'un des Maîtres des Requestes de l'Hôtel de Sa Majesté; d'Avaux, aussi Maître des Requestes dudit Hôtel: & plusieurs autres Seigneurs & Cavaliers. Et de la part d'Espagne Messieurs le Marquis de Mondejar, Gentilhomme de la Chambre dudit Seigneur Roi Catholique; le Duc de Naxara & de Maqueda, le Marquis de los Balbazez, Capitaine-Géneral des Gens d'Armes de l'Etat de Milan: le Licentié Don Joseph Gonçalez, du Conseil & Chambre de sadite Majesté & President de ses Finances; le Licentié Don Francisco Ramos de Mançano, du Conseil de sadite Majesté, dans le Souverain de Castille; le Baron de Vateville, du Conseil de Guerre de sadite Majesté, & son Capitaine-Général dans la Province de Guipuscoa; Don Rodrigo de Moxica, du Conseil de Guerre de sadite Majesté & Mestre de Camp Général de l'Armée d'Estremadure: & plusieurs autres Seigneurs & Cavaliers. Et lesdits Seigneurs contractans l'ont signé de leurs mains & noms; & m'ont requis que de toute cette Capitulation je leur en baillasse copie, & de toutes celles qui seront traduites, & translatées, qui leur seront necessaires.

Signé,

Le Cardinal MAZARINI,

Et Don LOUIS MENDEZ.

Fait & passé par devant moi Secretaire ci-dessus-dit, Ecrivain & Notaire public, les ans & jours susdits.

Signé,

PEDRO COLONNA,

Pour témoignage de verité,

PEDRO COLONNA, *avec Paraphe.*

L'Infante MARIE-THERESE a satisfait exactement & autant qu'il étoit bienseant à une Princesse du Sang d'Espagne à cette Convention, avant que d'être soûmise au Pouvoir de la France & qu'Elle fût obligée d'obeïr à ses Commandemens: & ayant atteint l'âge de vingt ans, & étant bien versée dans les Affaires du Monde, Elle la confirma (ce qui est digne de remarque) par deux Instrumens ou Actes souscrits de sa main, & qui sont avec le Contract de Mariage entre les Actes publics des Conseils d'Espagne, dont un est un Acte de Renonciation de tout l'Heritage, & de tous Droits & Demandes; & l'autre est un Acte de Ratification pour l'Exclusion & Cession de toutes les Provinces & Royaumes, & les confirma par serment, & abjura absolument en même tems toute faculté de demander ou usurper aucune exception, restitution, absolution, ou dispense Papale ou autre, qui seroit demandée volontairement par Elle, ou par d'autres. Le premier Acte de Renonciation est en ces termes.

„ MAdame MARIE-THERESE Infante des Espagnes, & par la grace de Dieu Reine future de France, Fille aînée du Très-Haut, Très-Excellent, & Très-Puissant Prince PHILIPPE IV. par la même grace Roi Catholique des Espagnes Monseigneur, & de la Très-Haute, Très-Excellente, & Très-Puissante Princesse Madame ISABELLE Reine Catholique qui soit en gloire; par cet Instrument & Acte de Renonciation, & du surplus qui y sera contenu, soit notoire & manifeste à ceux qui en auront connoissance, de quelque façon que ce soit, que par les Articles 2. & 4. du Traité de mon Mariage promis avec le Très-Haut, Très-Excellent, & Très-Puissant Prince LOUIS XIV. Roi Très-Chrêtien de France, conclu dans l'Isle nommée des Faisans dans la Riviere Vidasoa, du ressort de la Province de Guipuscoa & confin de ces Royaumes avec celui de France, le sept Novembre de l'année passée 1659, il a été resolu & arresté que le Roi Monseigneur (à cause & au regard de ce Mariage, & afin que j'y porterois mon dot & mes biens propres) a promis qu'il me donneroit cinq cent mille écus d'or au Soleil, qui se payeroient & delivreroient au lieu, & aux termes specifiez dans ledit Article, au Roi Très-Chrêtien, ou à la personne qui auroit son Pouvoir, & qu'avec iceux je me devrois contenter, & tenir pour contente de tous & quelconques Droits, & Actions qui m'appartiennent, ou pourroient appartenir à present ou à l'avenir, sur les Biens & Hoirie de la Serenissime Reine Madame ISABELLE ma Mere, & sur la future Succession du Roi Monseigneur, (que Dieu ait en sa garde) & sur tout ce qui me pourroit competer & appartenir comme à Fille & Heritiere de leurs Majestez Catholiques, & pour leur Droit, & Chef, & pour quelconque autre Titre pensé, ou non pensé, sçû, ou ignoré, tant pour la Ligne Paternelle, que Maternelle, droite ou transversale, mediatement & immediatement, & que devant de celebrer le Mariage par parole de present j'aurois à ceder, & renoncer tous mes Droits, & Actions au Roi Monseigneur, & aux personnes qui auront sa séance, & que Sa Majesté voudra, & aura agréable, ainsi qu'il est stipulé & declaré plus particulierement par lesdits Articles 2. & 4. que j'ai lû, & ouï lire plusieurs fois devant que de consentir à ce que l'on formeroit cet Acte, lesquels je veux qu'ils y soient inserez & mis de lettre à autre, & de mot à autre, dont la teneur est la suivante.

„ Que Sa Majesté Catholique promet, & demeure obligée de donner, & qu'elle donnera à la Serenissime Infante MARIE-THERESE, en dot & Mariage avec le Roi Très-Chrêtien de France, & payera à Sa Majesté Très-Chrêtienne, ou à qui aura son Pouvoir & Commission, cinq cent mille Ecus d'or au Soleil, ou leur juste valeur dans la Cité de Paris, & cette somme se payera en la façon suivante; le tiers au tems de la consommation du Mariage, l'autre tiers à la fin de l'Année après ladite consommation, & le dernier tiers six mois après; de sorte que l'entier payement de ladite somme de 500. mille écus d'or au Soleil se fera dans dix huit mois, aux termes & portions qui sont specifiées.

„ Que moyennant le payement effectif à Sa Majesté Très-Chrêtienne, ou à la personne qui le devra recevoir par son ordre, desdits 500000. écus d'or au Soleil, ou leur juste valeur dans les termes susmentionnez, la Serenissime Infante Madame MARIE-THERESE aura à se contenter, & se contente avec le dit dot, sans qu'il lui reste aucun recours, Action, ni Droit, pour demander, ou pretendre qu'ils lui appartiendroient, ou pourroient appartenir d'autre Bien, ou Droits sur les Hoiries de leurs Majestez Catholiques ses Parens, soit au regard de leurs personnes, soit en quelconque autre façon, ou quelque autre titre, sçû ou ignoré; parce qu'elle doit demeurer *excluse de tous Droits de quelconque condition, nature, ou qualité qu'ils soient*; & devant d'effectuer les Fiançailles, elle en fera Renonciation en forme avec toutes les assûrances, fermetez, & solemnitez qui sont requises, & necessaires, ce qu'Elle fera avant de se marier par paroles de present, & après elle l'approuvera, & ratifiera conjointement avec le Roi Très-Chrêtien, aussi-tôt qu'elle aura celebré son Mariage, avec les mêmes assurances & solemnitez, avec lesquelles elle aura fait *la premiere Renonciation* & celles qui sembleront plus convenables & necessaires; à quoi doivent demeurer, & demeurent obligez dès à present & pour lors Sa Majesté Très-Chrêtienne, & son Altesse, & qu'en cas qu'ils ne fassent pas ladite Renonciation, *elles la tiennent pour faite & expediées dès maintenant comme pour lors, seulement en vertu de ce Traité*: lesquelles devront être en la forme la plus efficace & convenable que faire se pourra pour leur validité, & fermeté avec toutes les Clauses, Derogations, & Abrogations

ANNO 1701.

„ de toutes queleonques Loix, Usages, & Coûtumes, Arrêts, & Constitutions y contraires; ou qui l'empêchent en tout, ou en partie, auxquelles à cet effet *Leurs Majestez Catholique & Très-Chrétienne doivent deroger, & que l'on entendra demeurer derogées dès à present comme pour lors par l'Approbation qu'elles feront de ce Traité.*

„ Et comme, par la grace de Dieu, je me trouve en âge majeure de plus de vingt ans, & que dans peu de jours, s'il plait à Dieu nôtre Mariage se doit effectuer par paroles de present, & que je suis certaine, advertie, & informée à mon entiere satisfaction de la substance, & effet desdits Articles, & reconnois, & ai reconnu que de la future Succession du Roi Monseigneur, & de l'Hoirie de la Serenissime Reine ma Mere, il ne me pourroit competer, ni appartenir en rigueur, pour Heritage & Legitime ladite somme de 500. mille écus d'or au Soleil, & que quand même elle me pourroit appartenir, c'est un dot fort competent, & le plus grand que l'on ait donné jusques à present a aucune Infante d'Espagne, & que le Roi Monseigneur s'est incliné & porté à me le donner si grand pour me gratifier, & en consideration & contemplation de la personne du Roi Très-Chrétien, afin que par le moyen de ce Mariage l'on obtiendroit les effets mentionnez dans ledit Traité de Mariage, lesquels sont si importans au bien public de la Chrétienté, & au contentement & satisfaction de ces Royaumes-ci. Partant, de ma certaine science, & sçavoir, & d'agreable & spontanée volonté j'approuve & veux, que l'on observe & accomplisse ce qui a été resolu & arrêté par lesdits deux Articles, & que l'on entende, que ce Mariage se devra conclurre & effectuer sous les conditions y contenues, & declarées, & que sans icelles conditions il n'auroit pas parvenu à l'état, où il est ce jourd'hui, & dès maintenant je me tiens pour contente & pour payée entierement, absolument, & satisfaite de tout ce qui m'appartient, ou pourroit appartenir, à present ou à l'avenir, par quelconque Droit sçû ou ignoré, de la future Succession & Hoirie de leurs Majestez Catholiques mes Parens, & à cause de la Legitime Paternelle & Maternelle, ou pour leur supplement, ou à cause des Alimens, ou de dot, tant des biens libres comme de ceux de la Couronne de leurs Royaumes, Etats, & Seigneuries, sans qu'il me reste à moi, ou aux miens aucune action ou recours contre Sa Majesté, ou ses Successeurs, pour demander ou pretendre que je devrois avoir une plus grande valeur & importance que lesdits 500. mille écus, & je veux que cette Renonciation s'entende aussi de quelconque autre Droit, ou Actions, qui me pourroient competer, ou appartenir par Hoirie, ou Succession de quelques Droits, ou parent de Ligne droite ou transversale par tête, ou par personnes, comme à Fille de leurs Majestez, & que je les abandonne & quitte *tous les uns & les autres, de quelconque condition, nature, qualité, valeur, & importance qu'ils soient, & les cede, renonce, & transporte au Roi Monseigneur & à ses Heritiers, & Successeurs universels & singuliers, lesquels auront son Droit*, & afin qu'il en puisse disposer comme il lui plaira, & que bon lui semblera tant par donation entre vifs, comme par Testament, & derniere volonté, sans que Sa Majesté soit obligée *de m'instituer, ou laisser son Heritiere, ou Legataire, ou de faire mention de moi*, parce que pour lesdits effets je me déclare, & dois être tenue & reputée pour *Estrangere*, & comme à telle il ne m'y doit demeurer aucun recours; afin de pouvoir reclamer, ou proposer quelque complainte, nonobstant que l'Hoirie que laissera la Majesté de mon Pere, soit très-opulente, & de si grande valeur & importance que d'icelle, & comme un de ses Enfans, que nous sommes à present, ou serons à l'avenir, il m'en pourroit appartenir une somme plus grande, & plus haute que celle desdits 500 mille écus, *pour si grand, & extraordinaire que soit l'excès*; & encore que le cas arriveroit (ce que Dieu ne permette pas) qu'au tems de sa mort je demeurerois & viendrois à être *sa Fille unique*, à cause que mes Freres, & les autres siens Descendants legitimes, seroient morts auparavant, afin qu'en nul cas, ni pour aucun évenement l'on ne puisse demander ni prendre pour moi, ou en mon nom, ni sur le Droit de ma personne, aucune autre portion plus grande de Legitime des Biens, & Hoiries du Roi mon Seigneur, je promets qu'en nul tems, ni pour aucune raison, soubs quelconque pretexte que ce soit, je ne consentirai ni permettrai, que l'on agisse contre cette mienne Renonciation & Désistance que je fais de mesdits Droits, Actions, ou pretensions; & je desiste conjointement, & renonce *à tous, & quelconque remede, ordinaires, & extraordinaires*, qui m'appartiennent, ou pourroient appartenir par Droit commun, & Loix de ces Royaumes, ou par special Privilége, & particulierement à celui *de la restitution in* Integrum, *fondée sur le manquement de mon âge, ou sur la Lesion enorme, ou très-enorme, ou sur dire que le dot auroit été cause de ce Contract, ou sur l'incertitude de ce que je renonce*, afin que nul desdits remedes & recours susmentionnez me servent, ou puissent servir en voye de Justice, ou en contestation, ni que par iceux moi & mes Enfans & Héritiers puissions y être ouïs, & admis, & que l'on nous en denie & ferme l'accès, pour les pouvoir deduire & proposer judicielement, ou extrajudiciellement, ni par voie de grief, ou de recours, ou de simple complainte, ainsi que toûjours & en tout tems l'on observe & accomplisse ce qui est disposé par lesdits Articles susmentionez, & ce que j'ai promis par cet Acte touchant leur confirmation & approbation, & promets en foi de ma parole Royale, qu'il sera maintenu, accompli, & observé en tout tems inviolablement, sous l'obligation que je fais de mes biens & rentes que j'ai, & aurai, & je donne Pouvoir au Conseil de Sa Majesté, & aux Seigneurs Rois ses Successeurs, & aux personnes auxquelles ils enchargeront l'execution de cet Acte, à ce qu'ils le fassent observer & executer: & pour plus grande validité, je jure par les Saints Evangiles contenus dans ce Missel, (sur lequel je mets ma main droite) qu'en tout tems, & autant qu'il pourra dépendre de moi, je l'observerai, & accomplirai, sans dire, ni alleguer, que pour le faire & accorder j'ai été induite, attirée, ou persuadée par le respect ou veneration que je dois & porte au Roi mon Seigneur, lequel m'a tenu, & me tient encore soubs sa puissance paternelle, d'autant que je declare que Sa Majesté s'est toûjours remise à mon franc arbitre, & volonté, & que je l'ai eu libre, & nullement respective, en tout ce qui a touché à ce Contract, & je promets de ne point demander dispense de ce Serment à nôtre très-Saint Pere & au Saint Siege Apostolique, ni à son Nonce, & Legat à *Latere*, ni à autre Personne qui ait Pouvoir ou faculté de me l'octroyer, & que si elle venoit à être demandée à mon instance, ou de quelque Personne tierce, ou à être octroyée *motu proprio*, je n'en userai point, ni ne m'en prevaudrai, encore que ce ne seroit seulement que pour entrer en justice, sans toucher à la force & substance desdits deux Articles de Mariage, ni à celle de cet Acte que je fais pour les confirmer, nonobstant que ce soit avec quelconque Clause derogatoire de ce Serment. Et en cas que l'on me l'accorde, une ou plusieurs fois, je fais de nouveau d'autres Serments, & tant qu'il y en demeure toûjours un sur toutes lesdites dispenses, & sur le même je declare & promets, que je n'ai fait ni ferai aucune Protestation, ni Réclamation en public, ou en secret, contraire à cette mienne promesse & obligation, pour l'affoiblir, ou diminuer sa force, & que si je venois à la faire, encore que ce fût avec un autre Serment contraire à celui-ci, qu'elle ne me puisse point servir, ni être d'aucun avantage; & je promets, & m'oblige, qu'aussi-tôt que l'on m'aura menée, & que je serai en Compagnie du Roi Très-Chrétien, ensuite desdits Articles, ferai conjointement avec Sa Majesté un autre Acte, avec toutes les Clauses, Serments, & Obligations necessaires, avec Insertion & Ratification de celui-ci, qui a été fait en cette Cité de Fontarabie, où se trouve à present le Roi mon Seigneur avec sa Cour, & Palais, le 2. jour du mois de Juin de cette année 1660. en presence du Roi nôtre Maître, lequel en continuation de l'Octroi susmentioné dit, que Sa Majesté Catholique supleoit avec sa Royale Autorité, & vouloit que l'on tint pour suppléez quelconques deffauts, ou omissions de Fait, ou de Droit, de substance, ou de qualité, de stile, ou de Coûtume, qu'il y pourroit avoir dans la formation de cet Acte de Renonciation des

ANNO 1701.

ANNO 1701. ,, des Legitimes, & futures Successions qu'a fait, & accorde la Serenissime Infante Reine promise de France, sa très-chere & très-aimée Fille, & que de sa pleine & absolue puissance, comme Roi, qui ne reconnoissoit aucun Superieur dans le temporel, elle la confirmoit, & approuvoit, & la confirma, & approuva avec dérogation pour cette fois de quelconques Loix, Ordonnances, Usages, & Coûtumes qu'il y auroit au contraire, lesquels pourroient empêcher son effet & execution, & pour plus grande assûrance commanda que l'on le scelleroit avec le Seel Royal, étant temoins a ce appellez, & requis Don Louis Mendez de Haro, Marquis del Carpio, Comte-Duc d'Olivares; Don Ramiro Nunez de Guzman Duc de Medina de las Torres; Don Gaspar de Haro, Marquis de Eliche; Don Jean Dominicq de Guzman, Comte de Monterey; Don Diego de Aragon, Duc de Terranova; Don Guillen Ramon de Moncada, Marquis de Aytona; Don Pedro Puerto Carrero, Comte de Medellin; Don Pedro Colon de Portugal, Duc de Veraguas; Don Antonio de Peralto Hurtado de Mendoza, Marquis de Mondejar; Don Alonso Perez de Guzman, Patriarche des Indes; Don Alonso Perez de Vivero, Comte de Fuensaldagne, du Conseil d'Etat; Don Jean de Caravajal, & Sardi, du Conseil & Chambre; Don Diego de Tajada, Evêque de Pampelune; & plusieurs autres Seigneurs & Cavaliers qui se trouverent presens.

Etoit signé,

JE LE ROI, MARIE-THERESE.

,, JE Don Fernando de Fonseca Ruiz de Contreras, Marquis de la Lipalla, Chevalier de l'Ordre de Saint Jaques, des Conseils de Guerre, des Indes, & Chambre d'Icelles, de Sa Majesté Catholique, Secretaire d'Etat, & de la Dépêche Universelle, & Notaire dans ses Royaumes & Seigneuries, qui ai été present au Serment, Octroi, & à tout le surplus ci-dessus contenu, en fais foi, & que lesdits Articles 2. & 4. du Mariage ainsi qu'ils sont ci-dessus mentionnez, ont été tirez fidellement, & collationnez avec l'Original qui est en mon Pouvoir. En témoignage de verité je l'ai signé & soûscript de mon nom.

DON FERNANDO DE FONSECA RUYZ DE CONTRERAS

L'autre Instrument ou Acte d'exclusion & de cession des Royaumes & Etats d'Espagne, dans lequel l'Infante MARIE-THERESE, comme un Juge juré, assis dans son Tribunal, a prononcé cette belle Sentence : *Que toute usurpation, ou attentat au contraire, doit être tenuë pour une violence illicite, une invasion injuste, faite contre la raison & la conscience, & pour une usurpation tirannique; & qu'au contraire, ce qui se feroit pour y resister, seroit qualifié de force juste, licite & permise, & que tous les Sujets d'Espagne ou de ses dependances ayent à faire tous leurs efforts pour cela*; est conçû, sans aucune Condition de dot ou autrement, en ces mêmes mots & termes qui suivent.

,, MAdame MARIE-THERESE Infante des Espagnes, & par la grace de Dieu Reine future de France, Fille ainée du Très-Haut, très-Excellent, & très-Puissant Prince, PHILIPPE IV., par la même grace Roi Catholique des Espagnes mon Seigneur, (que Dieu ait en sa garde & prospere très-heureusement) & de la très-Haute, très-Excellente, & très-Puissante Princesse Madame IZABELLE Reine Catholique, de glorieuse Memoire, ma Mere & Dame (qui est au Ciel); par la Relation & Notice de cet Instrument & Acte d'Approbation, Confirmation, & Ratification, & du surplus qu'il s'y contient, & afin qu'il demeure en éternelle memoire, je fais notoire & manifeste aux Rois, Princes, Potentats, Republiques, Communautez, & Personnes particulieres, qui sont ou seront aux Siécles à venir, que d'autant que le très-Haut, très-Excellent, & très-Puissant Prince LOUIS XIV. Roi Très-Chrêtien de France, mon Cousin Germain, & en son nom & avec Ambassade particuliére le Maréchal Duc de Gramont, demanda & proposa mes Fiançailles & Mariage pour ledit Roi Très-Chrêtien mon Cousin au Roi Catholique, mon Seigneur, & que Sa Majesté Catholique faisant une juste estime de cet office & proposition, & ayant les égards dûs aux sujects de decence, égalité, & convenances publiques, qui concourent en ce Mariage, l'accorda & y consentit, ayant à preceder la Dispense de sa Sainteté pour le Parentage & Consanguinité que j'ai avec le Roi Très-Chrêtien mon Cousin, & que par aprés ensuite de cet Octroi & Accord, & avec Pouvoir des deux Majestez, Catholique & Très-Chrêtienne, l'on a arrêté & signé nôtre Traité de Mariage le 7. Novembre de l'année passée 1659. dans l'Isle nommée des Faisans, située sur la Riviere de Vidassoa du ressort de la Province de Guipuscoa, & confins de ces Royaumes avec celui de France, & que dans les Articles 5. & 6. dudit Traité il a été resolu, & arrêté de commun accord, & de même volonté, & comme une chose très-convenable, aprés l'avoir considerée attentivement, & avec meure deliberation, que moi & les Enfans & Descendans, que Dieu nous donnera de ce Mariage, soions & demeurions inhabiles & incapables, & absolument exclus du Droit & espoir de succeder à aucuns des Royaumes, Etats, & Seigneuries dont se compose cette Couronne & Monarchie d'Espagne, & a ceux qui s'y pourroient agreger par Sa Majesté Catholique, & (aprés ses longs, & heureux jours) par les Rois ses Successeurs; & quoi que pour s'être reduit à paction conventionelle par des Princes & Rois Souverains (lesquels dans le temporel ne reconnoissent aucun Superieur) par grace, & en faveur de la cause publique des deux Royaumes, & en condescendant a ceci avec le desir, & souhait commun de leurs Sujets, Vassaux, & Naturels, qui veuillent, qu'il ait la force, & vigueur de Loi, & Sanction Pragmatique, & qu'elle soit reçûë & observée comme telle; & pour ce sujet sembloit, que pour sa fermeté il ne seroit pas besoin d'aucune autre solemnité, mais toutes fois leurs Majestez voulurent, que si mon Approbation pouvoit être convenable pour quelque consideration, je l'aurois à faire incontinent, que le cas arriveroit, que le Mariage accordé se devroit celebrer, & traiter par paroles de present, & que mon Approbation fut avec toutes les Clauses & solemnitez necessaires, selon, & comme il est stipulé & declaré, particulierement par l'Acte de dix Articles dont la teneur du 5. & 6. tirée de son Original est inserée ici de mot à autre, & est la suivante. ANNO 1701.

,, V. Que d'autant que Leurs Majestez Catholique, & Très-Chrêtienne, ont consenti, & consentent à ce Mariage, afin de rendre perpetuelle par ce lien, & assûrer davantage la Paix publique de la Chrêtienté, & l'amour & fraternité qui se souhaite entre Leurs Majestez, & en consideration des justes causes, qui font connoître, & persuadent les convenances dudit Mariage, moyennant lequel & avec la faveur & grace de Dieu, on peut esperer des heureux succés, au grand Bien & Accroissement de la Foi & Religion Chrêtienne, & au benefice commun des Royaumes, Sujets, & Vassaux des deux Couronnes; eu égard à ce qu'il importe à l'Etat public, & à leur conservation, qu'étant si grandes, elles ne viennent pas à se joindre, & que l'on previenne les occasions qu'il y pourroit avoir de les joindre, & en consideration de l'égalité, & autres justes raisons, l'on arrêta par Accord conventionel, que leurs Majestez veulent, qu'il ait force & vigueur de Loi établie en faveur de leurs Royaumes, & interêt public d'iceux, que la Serenissime Infante Madame MARIE-THERESE, & les Enfans qu'elle aura, Mâles ou Femelles, & leurs Descendans, tant Fils ainez, comme 2. 3. & 4. & de-là en avant en quelconque degré qu'ils se trouvent, pour toûjours, & à jamais, ne puissent succeder, ni succedent aux Royaumes, Etats, & Seigneuries de Sa Majesté Catholique, specifiez dans ce Traité, ni aucun de tous les autres Royaumes, Etats, & Seigneuries, *Provinces*, Isles adjacentes, Fiefs........ & Frontieres, que Sa Majesté Catholique a, & possede à present, & qui lui appartiennent, ou puissent appartenir, tant en Espagne que hors d'icelle, & qu'à l'avenir Sa Majesté Catholique, & ses Successeurs auront, posséderont, & qui leur appartiendront, ni à tous ceux

„ y compris, inclus, & aggregez à iceux, ni à tout ce qui s'aquerra en quelconque tems que ce soit, & s'accroitra auxdits Royaumes, Etats, & Seigneuries, & qui se recouvrera ou y sera devolu, pour quelconque titre ou cause que ce soit ou puisse être, encore que pendant la vie de la Serenissime Infante Madame MARIE-THERESE, ou après pendant celles de quelconques siens Descendans, aînez, seconds, ou autres arriveroit ou eschoiroit le cas, & les cas, auxquels par Droit, Loix, ou Coûtumes desdits Royaumes, Etats, & Seigneuries & par les dispositions, & titres par lesquels on succede & pretendroit y succeder, la Succession leur devroit apartenir, parce que l'on declare dès maintenant que ladite Serenissime Infante MARIE-THERESE demeure excluse d'icelle, & du Droit, & de l'espoir de pouvoir succeder à ces Royaumes, Etats, & Seigneuries & à chacun d'iceux, & tous ses Enfans, & Descendans, Mâles & Femelles, nonobstant qu'ils diroient, ou pourroient dire, ou prétendre qu'en leurs personnes ne concourroient, & ne se pourroient considerer les raisons de la cause publique, ni autres sur lesquelles se pourroit fonder cette exclusion, & qu'ils voudroient alleguer que la Succession de Sa Majesté Catholique, & des Serenissimes Princes & Infantes, & des autres Enfans qu'il a, & aura de tous les Legitimes Successeurs (ce que Dieu ne veuille, ni permette) seroit venuë à manquer, d'autant que ce nonobstant ils ne devront pas succeder, ni pretendre de succeder en aucun cas, tems, ni accident, ni évenement, Elle ni ses Enfants, ni Descendans, sans avoir égard auxdites Loix, Coûtumes, Ordonnances, & Dispositions, en vertu desquelles l'on a succedé, & se succede à tous lesdits Royaumes, Etats, & Seigneuries, & à quelconques Loix, & Coûtumes de la Couronne de France, lesquelles empêchent cette Exclusion au prejudice des Successeurs d'icelle, tant à present, comme aux tems & cas que la Succession se differeroit, à toutes lesquelles, & à chacune d'icelles Leurs Majestez devront deroger, & abroger en tout ce qu'elles seront contraires, & empêcheront le contenu en ces Articles, & son accomplissement, & execution, & que l'on entende, que par l'approbation de ce Traité elles y derogent, & les tiennent pour derogées, & que le même soit, & s'entende, que Madame l'Infante & ses Descendans demeurent excluse & exclus de pouvoir succeder en aucun tems, ni cas aux Etats, & Païs-Bas de Flandres & Comté de Bourgogne & de Charolois, avec tout ce qui y est adjacent, & leur appartienent. Mais aussi on declare expressément, que s'il arrivoit (ce que Dieu ne veuille, ni permette) que la Serenissime Infante viendroit à être veuve, sans avoir Enfans de ce Mariage, qu'en ce cas elle demeurera libre de l'Exclusion susmentionnée, & pourra joüir des Droits de succeder à tout ce qui lui pourroit appartenir en deux cas. L'un, si elle s'en retournoit en Espagne étant veuve de ce Mariage, & sans Enfans; l'autre si pour convenance du bien public, & pour justes considerations elle se remarioit du consentement du Roi Catholique son Pere, & du Prince d'Espagne son Frere; auxquels cas Elle demeurera capable, & habilitée à pouvoir heriter & succeder.

„ Que la Serenissime Infante Madame MARIE-THERESE aura à faire depêcher un Acte, avant de celebrer & contracter le Mariage par parole de present; s'obligeant pour soi, & ses Successeurs, à l'accomplissement, & observance de ce que dessus, & de son Exclusion, & de ses Descendans; approuvant le tout selon, & comme il est contenu en ce Traité avec les Clauses necessaires, & serment, & à ce qu'inseran ce Traité, & l'Acte d'obligation & approbation, que son Altesse aura fait faire, elle en fera un autre semblable conjointement avec le Roi Très-Chrêtien aussi-tôt qu'elle sera mariée avec Sa Majesté, lequel devra être enregistré, & passé par le Parlement de Paris, en la forme, & avec les Clauses accoûtumées, & Sa Majesté Catholique devra approuver ladite Renonciation & Ratification en la forme, & avec les Clauses accoûtumées & autres necessaires, la faisant aussi passer & enregistrer par le Conseil d'Etat: & lesdites Renonciations & Approbations étant faites, ou obmises de faire, dès à present, en vertu de ce Traité, & du Mariage qui s'ensuivra en vertu d'icelui, on les tient pour faites & expediées, pour passées, & enregistrées par le Parlement de Paris par la publication de la Paix en ce Royaume-là.

„ Et d'autant qu'après le Traité susmentionné, nôtre très Saint Pere ALEXANDRE VII, a dispensé pour les degrez de Parentage, qu'il y a entre ledit Roi Très-Chrêtien & moi, & approuve par son Autorité & Benediction Apostolique nôtre Traité de Mariage, & les Articles, & que le cas & tems est venu, que le Mariage se doit celebrer, & contracter avec la Benediction de Dieu, & à ce que l'on doit esperer pour sa gloire & service, exaltation de la Sainte Foi, & tranquillité de la Republique Chrêtienne; moiennant quoi le cas, & tems est aussi arrivé, que je dois accomplir pour ce qui me touche (avant mes Epousailles & Mariage) le contenu aux Articles 5. & 6. qui sont inserez en cet Acte, & qu'il est ainsi que je me trouve en âge majeure de 20. Ans, & que dans icelle il a plû à nôtre Seigneur de me donner capacité & discretion, pour entendre, & comprendre la substance & l'effet desdits Articles, dont je suis certaine & advertie, d'autant que je m'en suis souvent informée, & de leur convenance pendant le tems de six mois, qu'il y a que l'on les a arrêté & publié, & qu'ils ont été resolus & arrêtez, & qu'il suffisoit, afin que j'aurois la satisfaction que je dois, de leur justification, de sçavoir que ç'a été une affaire examinée & accordée par le Roi mon Seigneur, lequel souhaite & procure mon contentement, & mon bien, avec tant d'amour, & de soin, prenant conjointement égard au public & commun des Royaumes que Dieu lui a enchargé, lesquels & ceux de France sont également interessez, à ce que la Grandeur & Majesté qu'ils soûtiennent, & conservent en eux-mêmes depuis tant d'années & avec tant de bonheur, & de gloire du nom de leurs Rois Catholiques & Très-Chrêtiens, ne soit point diminuée & ne décheoit point, comme necessairement elle se diminueroit & deschetoit, si par le moyen, & à cause de ce Mariage ils se viendroient à unir, & conjoindre dans quelques-uns des Enfans & Descendans, dont le succès causeroit aux Sujets & Vassaux le mecontentement & affliction, qui se peut considerer, & dont justement on pourroit craindre qu'il resulteroit les dommages & inconveniens qui se rencontrent & se reconnoissent plus facilement avant qu'ils arrivent, qu'ils ne les repareroient & remedieroient, après qu'ils seroient arrivez, & que l'on les auroit experimentez; & partant il a convenu prevenir les remedes à ce qu'ils n'arriveroient pas, & que ce Mariage ne soit cause d'effets contraires à ceux que l'on se promet, & que l'on doit esperer, que l'on obtiendra par icelui; outre qu'avec cet exemple, & à son imitation on facilitera d'orenavant les Mariages reciproques entre mes Enfans, & Descendants, & ceux du Roi Mon Seigneur, ce qui m'est une consideration de particuliere consolation, & contentement, d'autant que ce sera le moyen d'étroicir, & renouveller plusieurs fois le lien du sang, & du Parentage, & d'assûrer, & affermir plus fortement & efficacement les Alliances, Amitiez, & bonne correspondance, lesquelles ont été liées par de si heureux Principes, & contractées entre ces deux Royaumes, & se continueront à la gloire de Dieu, & demeureront glorieusement entre iceux, & les Rois Catholiques & Très-Chrêtiens, ce qui étant, le bien public & commun se doit par bonne raison preferer au mien particulier, & à celui de mes Enfans & Descendans; lequel dans l'état present doit être tenu peu en consideration, d'autant qu'il est fort éloigné, ainsi qu'il se reconnoit; A quoi il concourt pour ma plus grande satisfaction, & Acte, que je me conforme & suis, en l'accordant, l'exemple de celui qu'octroya pour son Mariage, & avant icelui, la Très-Haute, Très-Excellente, & Très-Puissante Princesse Madame ANNE Infante d'Espagne, & aujourd'hui Reine Très-Chrêtienne de France, & ma très-aimée, reverée Tante & Dame, & qu'outre les considerations, & causes publiques susmentionées, & celle de conserver & assûrer la Paix entre les deux Couronnes (lesquelles concoururent aussi, & s'allegueront dans ledit Traité, & Renonciation) il a concouru dans l'état present, & a été consideré comme cause publique, la plus principale, & la plus grande, pour la Renonciation accordée dans mon

„ Traité

Anno 1701.

„ Traité de Mariage, que l'Accord de mon Mariage auroit été notoirement le moyen & cause plus principale de la Pacification d'une Guerre de vingt & cinq ans entre les deux Couronnes, Catholique & Très-Chrétienne (dans laquelle s'étoient interessés, par Alliance ou Dependance les plus grands Potentats de la Chrêtienté) & son bien universel & la cause publique, & supreme de la Religion Catholique; le tout ayant pati notablement par la Guerre, & ne s'y pouvant remedier que par la Paix accordée par le moyen, & à cause de ce Mariage, lequel ne s'accorderoit point, & le Roi Monseigneur n'y consentiroit point sans la Renonciation accordée, ainsi qu'il a été consideré dans l'Article premier de mon Mariage, & dans le 33. de la Paix des deux Couronnes, lequel en cette consideration se refere au Traité particulier fait sur les Conditions de mon Mariage, & tous deux ont été signés en même jour & date, & dans ledit Article 33. de la Paix, l'on a declaré que ledit Traité, fait sur les conditions de mon Mariage, nonobstant qu'il fût separé, auroit la même force, & vigueur que celui de la Paix; comme en étant la partie plus principale, & les Arrhes plus precieuses pour sa plus grande sûreté, & durée. Partant de mon propre mouvement, libre, spontanée, & agreable volonté, & ayant certaine science, & connoissance de l'Acte que je fais, & de ce qu'il importe, & peut importer mon consentement, j'aprouve, confirme, & ratifie en la voye, & forme que mieux je puis, & dois, ledit Accord selon, & de la façon qu'il est contenu plus particulierement dans ledit Article 5. & en cas qu'il sembleroit necessaire, & convenable, je donne mon Pouvoir absolu & suffisant au Roi Mon Seigneur, & au Roi Très-Chrêtien, à ce qu'ils le puissent arrêter, & accorder de nouveau. Quoi qu'en vertu, & accomplissement dudit Article je me declare & tiens pour excluse, eloignée, & les Enfans & Descendants de ce Mariage exclus, & inhabilitez absolument, & sans limitation, difference, ou distinction des personnes, degrez, sexes, & tems de l'Action & Droit de succeder aux Royaumes, Etats, Provinces, Terres, & Seigneuries de cette Couronne d'Espagne exprimez, & declarez par icelui, & que je veux, & consens pour moi, & pour lesdits miens Descendants, que dès maintenant comme pour lors l'on les tienne comme cedez, & transferez à celui qui se trouvera le plus proche en degré (à cause que moi, & eux sommes exclus, inhabiles & incapables) & immediat au Roi par la mort duquel il vaquera, & se devra regler, & deferer la Succession desdits Royaumes, & afin qu'il les tienne & possede comme legitime, & vrai Successeur de même façon que si moi, & mes Descendants ne fussions pas nez, ni étions au Monde, parce que nous devrons être tenus, & reputez pour tels, afin qu'en ma personne, & en la leur l'on ne puisse considerer, ni faire fondement de representation active ou passive, principe, ou continuation de lignée effective, ou contentive de substance, de Sang, ou de qualité, ni tirer la Descendance, & computation des degrez de celle du Roi Monseigneur, ni de celle des Glorieux Rois ses Predecesseurs, ni pour aucun autre effet, afin d'entrer en la Succession, ou preoccuper le degré de proximité, & d'en exclurre la personne qui se trouvera (comme dit est) proche en degré; & je promets, & m'oblige en foi & parole Royale, qu'en tout ce qui dependra de moi, & de mes dits Enfants & Descendants, l'on procurera tout & en tout tems, que l'observation, & accomplissement dudit Article, & de ce mien Acte, que je fais pour son approbation, & confirmation, soit inviolable, sans permettre, ni consentir que l'on aille, ou agisse au contraire, directement, ou indirectement, en tout, ou en partie; & je desiste, & cede tous, & quelconques remedes sceus, ou ignorez, ordinaires, ou extraordinaires, & qui nous pourroient appartenir par Droit commun, ou Privilege special, à moi ou à mesdits Enfants & Descendans pour reclamer, dire, & alleguer contre ce que dessus, & je renonce à tous, & specialement à celui de la Restitution *in integrum*, fondée sur l'ignorance, ou inadvertence de ma Minorité, ou sur la Lesion évidente, enorme & très-enorme que l'on pourroit considerer, être intervenüe dans la Desistance, & Renonciation du Droit de pouvoir succeder en aucun tems à tant, & à de si grands Royaumes, Etats, & Seigneuries, & je veux que nul desdits remedes, ni aucuns autres de quelconque nom, caractère, importance, & qualité qu'ils soient, nous servent ou nous puissent servir judiciellement, ou extrajudiciellement, & que si nous les intentions, ou tachions de les deduire en voye de justice & contestations, l'on nous denie, & ferme toute sorte d'audiance, & si de fait ou sous quelconque couleur mal pretendue, defaut de la Justice (parce que nous n'en avons aucune pour succeder aux dits Royaumes) nous les voulussions occuper par force d'armes, faisant, ou mouvant Guerre offensive, que dès maintenant comme pour lors, l'on la tienne, juge, & declara pour illicite, injuste, & mal attentée, & pour violence, invasion, & usurpation tirannique & faite contre raison, & conscience; & qu'au contraire on juge, & qualifie pour juste, licite, & permise celle qui se viendroit à faire, ou mouvoir par celui qui y devroit succeder, à mon Exclusion, & de mes dits Enfants & Descendans, lequel les Sujets & Habitans devront recevoir & obeir, lui faire, & prêter serment, & l'hommage de fidelité, & le servir comme à leur Roi & Seigneur legitime; & j'affirme, & certifie, que pour octroyer cet Acte, je n'ai été induite, attirée, ni persuadée par le respect, & veneration que je dois, & ai pour le Roi Monseigneur, comme à Prince si puissant, & comme à Pere qui m'aime tant, & que j'aime, & qui me tient, & m'a tenue sous sa Puissance Paternelle, parce que veritablement en tout ce qui se passe, & s'est passé au regard de la conclusion, & effet de ce Mariage, touchant ledit Accord, & Article de mon Exclusion, & de celle de mes Descendans, j'ai eu toute la liberté que j'ai pû souhaiter pour dire, & declarer ma volonté, sans que de sa part, ou d'aucune autre personne l'on m'ait fait aucune peur ni menace, pour m'y induire, ou attirer à faire aucune chose contre elle, & que pour plus grande validité, & assûrance de ce qui est dit, & promis de ma part, je jure solemnellement par les Evangiles contenus en ce Missel (sur lequel je mets ma main droite) que je le garderai, maintiendrai, & accomplirai en tout, & par tout, & que je ne demanderai point de dispense de ce Serment à nôtre très-Saint Pere, ni au Saint Siege Apostolique, ni à son Legat, ou à aucune Dignité qui auroit faculté de me la pouvoir octroyer, & que si l'on me l'octroyeroit à mon instance, ou de quelconque Université, ou personne particuliere, ou *motu proprio*, encore que ce seroit seulement afin de pouvoir entrer en jugement sans toucher à la substance desdits remedes, & de la force de cet Acte, & du Traité, que j'approuve par icelui, je ne me prevandrai point, ni m'en servirai; au contraire, en cas que l'on me l'octroyeroit, je fais un autre semblable serment, afin qu'il y en ait, & demeure toûjours un sur toutes les Dispenses qui me seront octroyées, & sous le même je dis, & promets que je ne fais, ni ferai aucune Protestation, ou Reclamation en public, ou en secret, qui puisse empêcher, ou diminuer la force du contenu en cet Acte, & que si je la fais (encore qu'elle soit sous serment,) qu'elle ne sera d'aucune valeur, & ne puisse avoir aucune force, ni effet, & je supplie sa Sainteté, que puisque ce Mariage, & son Traité, a été conclu, & accordé avec sa Sainte & Apostolique Aprobation, & se doit effectuer, & celebrer avec sa Benediction, elle soit servie d'accroitre la force du lien, & Religion de ce Serment par l'autorité de sa confirmation Apostolique: & je promets, & m'oblige qu'en conformité, & accomplissement de l'Article 6. susmentionné, aussi-tôt que j'arriverai au lieu, où le Roi Très-Chrêtien me doit recevoir, je ferai & ferai faire avec son intervention, & autorité, & conjointement avec Sa Majesté Très-Chrêtienne, & avec toutes Clauses, Sermens, & Conditions necessaires, & convenables, un autre semblable Acte de Confirmation, & Ratification de celui qui a été fait, & depêché dans cette Cité de Fontarabie, où se trouve à present le Roi Catholique Monseigneur, avec sa Cour, & Palais, le second jour de Juin de cette Année, mille six cent & soixante, en presence du Roi nôtre Maître. Et pour plus grande solemnité, autorité, & validité de cet Acte, Sa Majesté Catholique a dit pour

ANNO 1701.

„ l'accompliſſement des Articles 5. & 6. y inſerez, que pour ce qui regarde la cauſe publique & le bien commun de ſes Royaumes, Sujets, & Vaſſaux d'iceux, elle confirmoit, & a confirmé cet Acte ſelon & en la forme que l'a fait, & fait dépêcher la Sereniſſime Infante Madame MARIE-THERESE, Reine promiſe, & future de France, ſa très-chere & très-aimée Fille; & que de ſon propre mouvement, certaine ſcience, pleine, & abſolue Puiſſance & comme Roi & Seigneur, qui ne reconnoit point de Superieur dans le temporel, elle ſuppleoit, & vouloit que l'on tint pour ſupléez par ſa Royalle autorité quelconques défauts, ou omiſſion de fait, ou de Droit, de ſubſtance, ou de qualité, de ſtile, ou de Coûtume, qu'il y pourroit avoir en cet Acte, & qu'elle confirmoit, & approuvoit ſpecialement & particulierement ledit Article 5. & ce qui eſt reſolu, & arrêté par icelui entre Sa Majeſté Catholique, & Très-Chrétienne de France, & qu'elle vouloit, & commandoit qu'il auroit force & vigueur de Loi, & de Sanction Pragmatique, & que comme tel il feroit reçû, & ſe garderoit, & obſerveroit & executeroit dans ſes Roiaumes, Etats, & Seigneuries, ſans prendre garde aux Loix, Ordonnances, Uſages, & Coûtumes qu'il y auroit, ou pourroit avoir au contraire, auxquelles elle derogeoit, & veut que pour cette fois elles ſoient tenuës pour abrogées, & derogées, encore qu'elles ſeroient telles, & de telle qualité, que pour leur derogation ſeroit requiſe, & neceſſaire, une autre plus expreſſe, & ſpeciale mention, & commanda que l'on le ſcelleroit avec ſon Seel Royal, & qu'il ſeroit enregiſtré, & publié en ſon Conſeil de Chambre & dans les autres auxquels il appartiendra; de tout quoi ont été témoins à ce appellez, & requis, Don Louis Mendes de Haro, Comte-Duc d'Olivares: Don Ramiro Nannez de Guzman, Duc de Medina de las Torres: Don Gaſpar de Haro, Marquis de Eliche: Don Juan Domingo de Guzman, Comte de Monterey: Don Diego d'Aragon, Duc de Terranova: Don Gillen Ramoſi de Moncada, Marquis de Aytona: Don Pedro Portocarrero, Comte de Medellin: Don Pedro Colon de Portugal, Duc de Veraguas: Don Antonio de Peralta Hurtado de Mendoza, Marquis de Mondejar: Don Alonço Peres de Vivero, Comte de Fuenſaldagne, du Conſeil d'Etat: Don Juan de Caravajal & Sandi du Conſeil, & Chambre: Don Diego de Teada, Evêque de Pampleune, & pluſieurs autres Seigneurs, & Cavaliers, & Domeſtiques de Sa Majeſté qui ſe trouverent preſens.

Signé,

JE LE ROI, JE MARIE-THERESE.

JE Don Fernand de Fonſeca Ruyz de Contreras, Marquis de la Lapille, Chevalier de l'Ordre de St. Jaques, des Conſeils de Guerre, Indes & Chambre d'icelles, Secretaire d'Etat & de la Depêche Univerſelle, & Notaire dans ſes Royaumes & Seigneuries qui ai été preſent au Serment, Octroi, & tout le ſurplus ci-deſſus contenu, en fais foi, & que les Articles ci-deſſus écrits, ont été copiez fidelement, & collationez avec l'Original qui eſt en mon Pouvoir. En temoignage de la verité, je l'ai ſigné & ſouſcrit de mon Nom.

DON FERNAND DE FONSECA RUYZ DE CONTRERAS.

Cet Acte a encore été fortifié par la Paix des Pirenées, dont il étoit non ſeulement la partie principale & plus digne, ſelon l'Article 33., mais auſſi le plus grand & le plus precieux gage de la ſûreté de ſa durée. Auſſi le Contract de Mariage & ſon obſervation y ont été exprimez, comme s'ils y étoient mot à mot. De ſorte que tout ce qui a été mis en uſage par les deux Rois pour apuyer & fortifier la Paix, doit être cenſé avoir donné une nouvelle force & vigueur au Contract de Mariage, comme auſſi l'abdication, ceſſion & tranſport de tous les Droits, contenus dans le Contract de Mariage & dans la Renonciation, doivent être entendues pour faites & repetées dans le Traité de Paix; & par conſequent de tout ce qui a été rapporté ci-deſſus touchant la force de la Paix, fondée ſur le Droit des Gens, doit pareillement avoir lieu en cette occaſion. On trouve à propos de rapporter ici tout ledit Article 33. avec la Concluſion du Traité.

ANNO 1701.

ARTICLE XXXIII.

ET afin que cette Paix & Union, Confederation, & bonne Correſpondance, ſoit, comme on le deſire, d'autant plus ferme, durable, & indiſſoluble; leſdits deux Principaux Miniſtres Cardinal-Duc, & Marquis-Comte-Duc, en vertu du Pouvoir ſpecial qu'ils ont eu à cet effet des deux Seigneurs Rois, ont arrêté & accordé, en leur nom, le Mariage du Roi Très-Chrétien, avec la Sereniſſime Infante, Dame MARIE-THERESE, fille aînée du Roi Catholique: & ce même jour, date des Preſentes, ont fait & ſigné un Traité particulier, auquel on ſe remet touchant les conditions reciproques du dit Mariage, & le tems de ſa celebration: Lequel Traité à part & Capitulation de Mariage, ſont de la même force & vigueur que le preſent Traité de la Paix, comme en étant la partie principale & la plus digne, auſſi bien que le plus grand & le plus precieux gage de la ſûreté de ſa durée.

Concluſion du Traité de Paix des Pirenées.

ET pour plus grande ſûreté de ce Traité de Paix & de tous les Points & Articles y contenus, ſera ledit Traité verifié, publié, & enregiſtré en la Cour du Parlement de Paris, & en tous autres Parlemens du Royaume de France & Chambre des Comptes du dit Paris: Comme ſemblablement ſera ledit Traité verifié, publié, & enregiſtré tant au Grand Conſeil, & autres Conſeils & Chambre des Comptes dudit Seigneur Roi Catholique, aux Païs-Bas qu'aux autres Conſeils des Couronnes de Caſtille & d'Arragon: le tout ſuivant & en la forme contenuë au Traité de Vervins de l'an 1598., dont ſeront baillées les Expeditions de part & d'autre, dans trois Mois après la publication du preſent Traité.

Leſquels Points & Articles ci-deſſus enoncez, enſemble tout le contenu en chacun d'iceux, ont été traitez, accordez, paſſez, & ſtipulez entre les ſuſdits Plenipotentiaires deſdits Seigneurs Rois Très-Chrétien & Catholique, au nom de Leurs Majeſtez: leſquels Plenipotentiaires, en vertu de leurs Pouvoirs, dont les Copies ſont inſerées au bas du preſent Traité, ont promis & promettent, ſous l'Obligation de tous & chacun les Biens & Etats preſens & à venir des Rois leurs Maîtres, qu'ils ſeront par Leurs Majeſtez inviolablement obſervez & accomplis, & de les leur faire ratifier purement & ſimplement, ſans y rien ajoûter, diminuer, ni retrancher, & d'en bailler & delivrer reciproquement l'un à l'autre Lettres authentiques & ſcellées, où tout le preſent Traité ſera inſeré de mot à autre, & ce dans trente jours, du jour & date de ces preſentes, & plûtôt ſi faire ſe peut. En outre ont promis & promettent leſdits Plenipotentiaires, auſdits Noms que leſdites Lettres de Ratification étant échangées & fournies ledit Seigneur Roi Très-Chrêtien, le plûtôt que faire ſe pourra, & en preſence de telle perſonne ou perſonnes, qu'il plaira audit Seigneur Roi Catholique deputer, jurera ſolemnellement ſur les Croix, Saints Evangiles, Canon de la Meſſe, & ſur ſon honneur, d'obſerver & accomplir pleinement, réellement, & de bonne foi tout le contenu aux Articles du preſent Traité. Et le ſemblable ſera fait auſſi, le plûtôt qu'il ſera poſſible par ledit Seigneur Roi Catholique, en preſence de telle perſonne ou perſonnes qu'il plaira audit Seigneur Roi Très-Chrêtien deputer. En temoin deſquelles choſes leſdits Plenipotentiaires ont ſouſcrit le preſent Traité de leurs Noms, & fait apoſer le cachet de leurs Armes. Dans l'Iſle appellée des Faiſans le 7. Novembre 1659.

Signé,

CARDINAL MAZARIN,

ET DON LOUÏS MENDEZ DE HARO.

Il auroit veritablement ſuffi, pour confirmer auſſi la Renonciation de MARIE-THERESE par le Conſentement des Etats d'Eſpagne, de ce que la Paix des Pirenées & le Contract de Mariage furent faits & publiez en preſence de tant de Grands

&

& d'autres personnes, & qu'ils furent enregiltrez dans les Actes des Conseils. Cependant on se servir d'une solemnité plus particuliere & plus expresse dans les Etats du Royaume, assemblez en 1662., & dans la suite pour le faire plus autentiquement. Et comme on en a parlé ci-dessus en traitant de la Renonciation d'ANNE, pour éviter la longueur, nous le passerons sous silence, nous contentant d'y renvoier le Lecteur.

Il est tems à present de traiter du Consentement & de la Ratification de la personne même du Roi Très-Chrétien, qui ne manquerent pas, quoi qu'Elles ne fussent point du tout necessaires pour donner de la force aux Actes de l'Infante MARIE-THERESE qui n'étoit pas encore liée avec ce Roi. Car Elle a pû toute seule avant de contracter le Mariage par le Droit commun de Nature & des Gens, s'obliger de faire en toute liberté, ce qui après le Mariage pouvoit tendre au bien de la Maison Paternelle, & à la sûreté & à l'honneur de la Patrie; d'autant plus qu'avant Elle d'autres Infantes d'Espagne, qui devoient être mariées dans la Famille Françoise, avoient fait la même chose, par l'approbation & applaudissement des Etats de l'un & de l'autre Royaume, & de tous les Peuples, & par la congratulation même des Princes Etrangers; & qu'Elle savoit d'ailleurs, que la même chose avoit été souhaitée ci-devant par ses Ancêtres, & qu'elle étoit pratiquée communement dans les Païs Etrangers. Or, pour ce qui regarde le Consentement du Roi Très-Chrétien, nous ne pouvons assez nous étonner, de l'Imprudence, ou pour mieux parler de l'Impudence des Ecrivains François, qui ont osé mettre en avant que le Cardinal Mazarin avoit consenti à la Renonciation & à l'Exclusion sans en avoir d'ordre; puisque l'ordre général qu'il avoit, quoique illimité & avec une clause de supplement pouvoit suffire pour une Affaire de si grande consequence qui requerroit un ordre particulier s'il n'y avoit d'autres expressions. D'ailleurs, le même Contract de Mariage montre que tout ce qui y est contenu a été fait en vertu des Pouvoirs & Ordres de l'un & de l'autre Plenipotentiaire; & le Roi Très-Chrétien a inseré dans sa solemnelle Ratification le même Contract, & même mot à mot. Nous parlons à present de la Ratification particuliere du Contract de Mariage, dont le commencement & la fin sont en ces termes.

LOUÏS, *par la Grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront : salut.*

Comme ainsi soit que le Traité de Mariage d'entre nous & la Serenissime Infante d'Espagne, Dame MARIE-THERESE *Fille ainée de nôtre très-cher & très-aimé Frere & Oncle le Roi des Espagnes Don* PHILIPPE IV. *de ce nom, ait été conclu, arrêté, & signé, par nôtre très-cher & très-aimé Cousin le Cardinal Mazarin de nôtre part, & le Seigneur Don Louis Mendez de Haro de la part dudit Roi d'Espagne, le septiéme jour de Novembre dans l'Isle dite des Faisans, dans la Riviére de Bidassoa, aux confins des deux Royaumes, de France & d'Espagne, en vertu de leurs Pouvoirs & Commissions : par le dernier Article duquel Traité nôtre dit Cousin le Cardinal Mazarin, aiant promis & stipulé en nôtre Nom, de faire fournir nos Lettres de Ratification, en la forme & maniére accoûtumée, & de la faire delivrer en trente jours, avec les derogatoires à quelconques Loix, Coûtumes, & Dispositions, qui seroient au contraire dudit Traité, duquel la teneur ensuit.*

„ Au nom de la très-Sainte Trinité &c. &c. „ Tout le Contract de Mariage est rapporté mot à mot; &, après avoir aussi rapporté les Pleins-Pouvoirs des Rois Très-Chrêtien & Catholique, le Roi LOUÏS XIV. continuë de la sorte.

NOus *de l'avis de la Reine, nôtre très-honorée Dame & Mere, de nôtre très-cher & très-aimé Frere unique le Duc d'Anjou, plusieurs Princes, Ducs, Pairs, & Officiers de nôtre Couronne & autres Grands & notables Personnages de nôtre Conseil : après nous être fait lire de mot à autre ledit Traité, avons icelui, en tous & chacun ses Points & Articles agréé, aprouvé, & ratifié, agréons, aprouvons, & ratifions par ces presentes signées de nôtre main : promettant en bonne foi & parole de Roi, de l'accomplir, faire garder, & entretenir inviolablement, sans jamais aller & venir au contraire, directement ni indirectement, en quelque sorte & maniére que ce soit, derogeant à cette fin comme nous derogeons à toutes Loix, Coûtumes, & Dispositions au contraire : car tel est nôtre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre nôtre séel à ces dites Presentes. Donné à Thoulouse le vingt-quatriéme jour de Novembre, l'an de Grace mil six cent cinquante neuf, & de nôtre Régne le dix-septiéme.*

ANNO 1701.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas,

Par le Roi,

DE LOMENIE.

Ce Contract de Mariage fût ratifié de la même maniére dans tous ses Points & Articles par le Roi Catholique, pour lui & ses Successeurs, ses Royaumes & Etats, derogeant à toutes Loix, Coûtumes, & Dispositions au contraire, à Madrid le 10. Decembre 1659.

ON ne sauroit même disconvenir, que ce Contract n'ait encore été ratifié une seconde fois par le Roi Très-Chrétien, & par une autre raison solide, puisque nous avons dit ci-devant que le Contract ayant été rapporté dans le Traité de Paix des Pirenées, il en faisoit la principale partie, & ainsi en ratifiant ladite Paix, on le ratifioit en même tems & de la même maniére. Cette Ratification de la Paix fut faite en ces termes.

LOUÏS, *par la Grace de Dieu, Roi de France & de Navarre : A tous ceux qui ces presentes Lettres verront : salut. Comme en vertu des Pouvoirs respectivement donnez par Nous, & Très-Haut, Très-Excellent, & Très-Puissant Prince le Roi Catholique des Espagnes, nôtre très-cher & très-aimé Frere & Oncle, à nôtre très-cher & très-aimé Cousin le Cardinal Mazarin, & au Seigneur Don Louis Mendez de Haro Gusman : ils aient dans l'Isle dite des Faisans, en la Riviére de Bidassoa, aux Confins des deux Roiaumes, du côté des Pirenées, le septiéme du present mois de Novembre, conclu, arrêté, & signé le Traité de Paix & Reconciliation, duquel la teneur ensuit.*

La Paix des Pirenées suit tout du long.

NOus *ayant le Traité susdit agreable, en tous & chacun les Points & Articles, qui y sont contenus & declarez : avons iceux, tant pour nous que pour nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Païs, Terres, Seigneuries, & Sujets, accepté, aprouvé, ratifié, & confirmé, acceptons, aprouvons, ratifions, & confirmons, & le tout promettons en foi & parole de Roi, & sous l'obligation & hypoteque de tous & chacuns nos biens presens & à venir, garder, observer, & entretenir inviolablement, sans jamais aller ou venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque maniére que ce soit : En temoin de quoi nous avons signé ces presentes de nôtre main, & à icelles fait mettre & apposer nôtre séel. Donné à Thoulouse le vingt-quatriéme Novembre l'an de Grace mil six cent cinquante-neuf & de nôtre Regne le dix-sept.*

Signé,

LOUIS

Et plus bas;

Par le Roi,

DE LOMENIE.

Et séellé du Grand Sceau de Cire jaune.

A ces choses, faites avant la consommation du Mariage, furent ajouter les Sermens de la Paix, qui furent enjoints à l'un & à l'autre Roi, & qui furent prêtez aussi-bien par le Roi Très-Chrétien que par le Roi Catholique, avec toutes les formalitez si solemnelles qu'on ne pouvoit en trouver ni penser

de

ANNO 1701.

de plus grandes entre des Rois Chrêtiens, & même entre des hommes, lesquelles neanmoins il seroit superflu de rapporter ici, puis qu'il y a déja long tems qu'elles sont connues, & qu'elles ont été par le passé en usage en pareilles occasions.

On étoit de plus convenu par les Articles susdits du Contract de Mariage, qu'au tems des Epousailles, ils seroient de nouveau ratifiez, & confirmez, par Serment, tant par le Roi Très-Chrêtien, que par l'Infante MARIE-THERESE, & qu'ils seroient enregistrez dans les Actes du Parlement de Paris. Nous ne desavouons pas, mais plûtôt nous nous plaignons avec le Roi PHILIPPE IV. (qui étoit presque à l'Article de la mort, & qui ne songeoit plus qu'aux choses éternelles, ce que nous recommandons pour l'éclaircissement de la suite à la memoire des Lecteurs ou des Auditeurs,) que le Roi Très-Chrêtien, ni son Epouse, n'ont rien fait de tout ce qu'ils avoient promis par deux ou trois fois réiterées. Cependant nous soûtenons en même tems, que cela n'a point diminué la vigueur & la force du Contract de la Renonciation, & de l'Exclusion, non seulement parce que personne n'est aquité d'une obligation par sa propre negligence, ou par sa perfidie; mais aussi parce que dans le premier Contrat ratifié, on avoit expressement énoncé, qu'une telle omission, si elle arrivoit, ne prejudicieroit en aucune maniére aux Conventions & aux Actes; & que nonobstant cette omission, le tout resteroit en sa vigueur & force, & qu'à cette fin on devoit tenir le tout pour accompli par la publication même de la Paix. Mais, afin que ces choses fassent plus d'impression dans l'esprit des gens, il ne sera pas hors de propos de rapporter les paroles mémes du Roi PHILIPPE, qu'il prononça non pas avec la langue d'un demi-mort, mais d'un esprit exempt de toute dissimulation & hipocrisie, & déja tout disposé pour aller au Ciel, en ces termes.

J'Ai promis par une autre Clause de ladite Capitulation à l'Infante ma Fille, cinq cent mille Ecus d'or sol pour dot, y compris sa Legitime Paternelle & Maternelle, & tout autre Droit; & cela fut fait sous condition que ladite Renonciation seroit aprouvée & ratifiée par Serment & avec toutes les Clauses necessaires par Elle, ensemble avec le Roi Très-Chrêtien d'abord après la celebration de son Mariage, & qu'Elle seroit acceptée par le Parlement de Paris en la forme & manière accoutumée, & qu'on en envoieroit des Actes à moi ou à mon Successeur; ce qui cependant jusques ici n'a pas été accompli par le Roi Très-Chrêtien & par ma Fille, par où j'ai été & suis degagé de l'Obligation de payer le dot que j'avois promis. Neanmoins, parce que j'espere que le Roi Très-Chrêtien, & ma Fille, s'aquiteront de cette Obligation, ainsi qu'ils y sont tenus en justice & en conscience, puis qu'il est hors de doute que je n'aurois jamais consenti audit Mariage, que sous lesdites Conditions; j'ordonne & veux, que quoique le Roi Très-Chrêtien & ma Fille n'aient satisfait à leur devoir, le dot que j'ai promis soit payé, toutes & chacunes des Conditions exprimées dans la Capitulation restant, ainsi qu'elles doivent rester, fermes & valables, ainsi qu'il est expedient pour une plus grande gloire de nôtre Religion Catholique, & pour la Paix & la Tranquillité entre l'une & l'autre Couronne.

Or, regardant tout ce que nous avons jusques ici rapporté pour prouver l'Exclusion de tout le Sang de France à la Succession Universelle d'Espagne, & qui est déja trop étendu, nous nous empêcherions volontiers d'en parler davantage, n'étoit qu'il reste encore des choses qui contiennent un Abregé des Statuts precedens, & qui montrent en toute évidence & en paroles precises le Droit incontestable de la Maison d'Autriche. La premiere chose est tirée de la Convention de la Dot faite entre l'Empereur FERDINAND II. & le Roi PHILIPPE III., pour FERDINAND III. pour lors Roi d'Hongrie & de Boheme & l'Infante MARIE, qui ont été les Pere & Mere de l'Empereur LEOPOLD en 1628. en ces termes.

ET parce que la Serenissime Reine de France, Dame ANNE *Infante d'Espagne, en vertu du Contract de Mariage & de la Renonciation faite par consentement & permission du Serenissime & Très-Chrêtien Prince* LOUIS XIII., *Roi de France, son Mari, est & reste excluse en sorte de tout Droit de Succession que tous ses Enfans qui viendront d'Elle, tant males, que femelles, & tous ses Descendans tant premier, que deuxiéme & troisiéme né, même à l'infini, en quelque degré qu'ils soient à tout jamais, ne peuvent ni doivent, sous quelque titre ou pretexte que ce soit, succeder dans aucun Royaume, Etat, Province, Domaine, ou Lieu du Serenissime Roi Catholique, & ses Heritiers & Successeurs legitimes, tant dans les Royaumes d'Espagne, que dehors d'icelle dans les autres Provinces, & Royaumes que le même Serenissime Roi Catholique & ses Successeurs possedent, ou possederont ou leur apartiendront ci-après; c'est pourquoi la Serenissime Infante Dame* MARIE, *se reserve son Droit naturel, ensemble avec celui qu'Elle a acquis par ladite Renonciation faite par la Reine de France sa Sœur, sous l'aprobation & confirmation qu'en a fait le même Serenissime Roi Catholique pour lui & tous ses Heritiers & Successeurs, ce que doit tenir lieu & avoir force & vigueur d'une Loi stable, incontestable, & inviolable; excepté neanmoins le Droit qui lui convient, & qui est reservé dans ledit Heritage & Succession, dans les deux cas raportez dans ledit Contract de Mariage fait entre lesdits Serenissimes Roi & Reine de France; assavoir le premier, si ladite Serenissime Reine de France survecut au Roi Très-Chrêtien son Mari, & qu'Elle étant veuve sans avoir aucun Enfant, retournât en Espagne; & l'autre si pour le maintien du bien public & pour d'autres justes causes ou considerations, Elle vint à se remarier par la volonté & consentement du Serenissime Roi Catholique, son Frere ou de ses Successeurs.*

Toutes & chacune desquelles choses ont été traitées & arrêtées entre les susnommez Serenissimes & très-Puissans Princes & Seigneurs, le Seigneur FERDINAND III. *Roi d'Hongrie & de Boheme, & de la Serenissime Dame* MARIE *Infante d'Espagne, leurs respectifs Fils & Sœur, en vertu des Pleins Pouvoirs ci-dessus raportez, avec promesse reciproque & stipulation solemnelle, en parole d'Empereur & de Roi de tenir pour établi & ratifié tout le contenu dans lesdits Articles, & de faire qu'ils seront pareillement aprouvez & ratifiez par les Serenissimes Roi* FERDINAND, *& l'Infante Dame* MARIE, *afin qu'ils aient un plein & entier effet. En temoin de quoi ils ont signé les Presentes de leur propre main, & y ont fait aposer leurs Seaux, en presence de Don Ramire Philippe de Guzman, ainé de la maison des Guzman, Duc de Medina de las Torres, Marquis de Toralse &c. Grand Echanson du Roi Catholique d'Espagne, Grand Chancelier des Indes, Capitaine des cent Nobles &c., Tresorier General du Roi & du Royaume d'Aragon; de Don Augustin Messie, Conseiller d'Etat de Sa Majesté Catholique &c. &c. Don Juan de Mendoza & Luna &c. &c. Gentilhomme de la Chambre du Roi Catholique, Conseiller d'Etat, & premier President du Conseil Souverain d'Aragon &c. &c. Don Philippe de Guzman Marquis de Leganez, Gentilhomme de la Chambre de Sa Majesté, Conseiller d'Etat, Capitaine General de la Cavalerie legere de Flandres & de l'Artillerie d'Espagne: & Melchior de Molina, Conseiller de la Chambre & d'Etat du Royaume de Castille &c. &c. Donné à Madrid dans le Palais Roial le Dimanche 3. de Septembre, l'an de Grace mil six cent & vingt-huit.*

Une autre Instruction de celles qui appartiennent à nôtre Affaire est la partie du Testament fait par PHILIPPE III., qui s'y accorde tout-à-fait du 30. Mars 1621., & qui est d'autant plus remarquable, parce qu'elle exprime clairement qu'après la Renonciation ou Abdication d'ANNE mariée au Roi Très-Chrêtien, & laquelle selon sa naissance étoit l'ainée, MARIE sa Sœur mariée à FERDINAND III. doit être censée l'ainée, ou comme si Elle fut restée seule. Ce qui est traduit mot à mot de l'Espagnol ainsi.

ET puis qu'il a plû à Dieu de me donner deux Filles, dont l'ainée l'Infante Dame ANNE, *par de justes Considerations du bien public de ces Royaumes & de la Chrêtienté, a été donnée en Mariage au Roi Très-Chrêtien de France, sous les Conventions & Conditions qu'on peut voir dans les Articles du Contract de Mariage & de la Renonciation. C'est pourquoi, à l'instance de ces miens Royaumes, une Loi fut faite suivant lesdits Articles stipulez dans le Contract de Mariage, auxquels ladite Serenissime Infante a consenti à Burgos le 16. Octobre 1615. Ainsi confirmant, consentant, & aprouvant les choses susdites, & ladite Loi, je commande & declare qu'on doit conserver en tout & par tout les-*

dites

ANNO 1701.

dites Conditions du Contract de Mariage, & les autres Ecrits d'Aprobation faits à Burgos, aussi-bien que ladite Loi, car ainsi est convenable pour le bien de ces Royaumes & de la Chrêtienté, aussi pour plusieurs autres raisons exprimées plus amplement dans le Contract de Mariage, que je ne raporte pas, les supposant connues, & par d'autres raisons.

Par où par consequent l'Infante Dame MARIE *resteroit dans l'état present comme ma Fille aînée & unique, laquelle je déclare & commande devoir succeder en ces Royaumes & Etats, Elle & toute sa Posterité legitime après l'extinction des Personnes & Descendans desdits Princes Don* PHILIPPE, *& des Infans Don* CHARLE *& Don* FERDINAND *& de leurs Descendans.*

La troisiéme Instruction, qui peut tenir lieu de tout, & qui doit suffire à nôtre intention, est le Testament du Roi PHILIPPE IV. non seulement pour l'autorité & la Puissance de celui qui l'a fait, fondées sur les Loix & les Conventions; mais parce qu'il a été fait avec une Deliberation plus grande, plus meure, & plus pesée qu'aucun autre qui ait jamais été fait; & qu'il explique très-clairement la pensée la plus interieure & la volonté la plus efficace du Roi & Legislateur en ces termes.

SI cependant, ce qu'à Dieu ne plaise, le Prince mon Fils vient à mourir avant ou après qu'il auroit succedé à ces Royaumes, sans laisser d'Enfans ou autres Descendans legitimes Mâles ou Femelles; j'institue pour mon Heritier Universel dans tous mes Royaumes, Etats, & Seigneuries, le second Fils mâle que Dieu me donneroit par ce Mariage ou par un autre, & ses Descendans legitimes, & nez & procréés d'un legitime Mariage, Mâles & Femelles selon le même ordre d'ainesse: & à defaut d'icelui ou d'iceux, j'apelle le troisiéme Fils mâle de ce Mariage ou de quelque autre, & ses Enfans & Descendans, Mâles ou Femelles, legitimes & nez d'un legitime Mariage, afin qu'ils succedent selon l'ordre d'ainesse. Ce qui doit être aussi entendu des Enfans mâles legitimes, & nez d'un Mariage legitime, que Dieu m'auroit donné, même après ma mort, si je laissois la Reine enceinte, & qu'un mâle fut né, afin qu'il succede en son lieu & selon son degré.

Si le Prince, ainsi qu'on vient de dire, vient à mourir, ce qu'à Dieu ne plaise, sans laisser d'Enfans ou Descendans Mâles ou Femelles, legitimes & venus d'un Mariage legitime, ou si Dieu m'aiant donné plusieurs Enfans mâles du Mariage present ou de quelque autre, ils vinssent aussi à mourir, sans laisser d'Enfans ou Descendans, selon ce qui a été dit, à leur defaut j'institue pour mon Heritiére Universelle de tous mesdits Royaumes, Etats, & Seigneuries l'Infante Donna MARGUERITE *ma Fille & de la Reine Dame* MARIE-ANNE *ma très-chere & très-aimée Epouse, & ses Fils & Filles & Descendans Mâles & Femelles, legitimes & nez d'un legitime Mariage, que Dieu lui donneroit: & Elle & eux venant à faillir, j'appelle la troisiéme Fille & ses Descendans; & de la même maniere & ordre, j'appelle à heriter les autres Filles legitimes & venantes d'un legitime Mariage, que Dieu m'auroit donné, & même les posthumes de ce present Mariage, ou de quelque autre, & les Descendans legitimes de chacune d'icelles, qui succederoient dans le même ordre d'ainesse, preferant l'ainé au cadet, & le mâle à la femelle de la même ligne & degré.*

Et venant à manquer mesdits Enfans, Mâles & Femelles, de ce Mariage present ou de quelque autre à l'avenir, que j'appelle, je declare que la Succession de tous mesdits Royaumes, Etats, & Seigneuries doivent appartenir & appartiennent aux Enfans & Descendans legitimes Mâles & Femelles de l'Imperatrice Infante MARIE *ma très-chere & très-aimée Sœur, qui est deja decedée, & en la même maniére que j'ai declaré dans l'Institution de mes Fils & Filles.*

Et à defaut des uns & des autres de sa Ligne, je declare aussi que la Succession de mesdits Royaumes, Etats, & Seigneuries appartient à la Ligne de l'Infante Dame CATHERINE *ma Tante, Duchesse de Savoye, & à ses Enfans & Descendans legitimes, & venus par un legitime Mariage, tant Mâles que Femelles, preferant la ligne de l'ainé aux autres, en la maniére qu'on a dit ci-dessus.*

Dans tous les tems & âges passez on s'est servi d'une particuliere circonspection en faisant les Mariages des Infantes d'Espagne avec les Rois de France, à cause des inconveniens qui resulteroient de la conjonction & de l'union de ces deux Couronnes; car, l'une & l'autre & chacune à part étant si grandes qu'Elles ont conservé leur grandeur avec tant de gloire de ses Rois Catholiques & Très-Chrêtiens, étant unies leur élevation se diminueroit & tomberoit, & en resulteroit d'autres grands inconveniens pour les Sujets & Vassaux & pour le bien public & l'état de l'un & l'autre Royaume & de toute la Chrêtienté. Ce que pour éviter, & pour faciliter les Mariages entre les deux Couronnes, pour l'utilité des Vassaux reciproques & des Etats en général, on a empêché leur Union par une Convention qui a force de Loi stable & ferme en faveur des Royaumes & du bien public d'iceux; & particulierement dans le Contract de Mariage, fait à cette Cour le 22. d'Août 1612. entre le Roi Mon Seigneur & Pére, & LOUIS XIII. Roi Très-Chrêtien de France, à cause du Mariage, que j'ai contracté avec la Reine Dame ISABELLE *de Bourbon ma très-chére & aimée Epouse & de celui que ledit Roi a contracté avec la Reine Très-Chrêtienne Dame* ANNE, *ma très-chére & aimée Sœur, il fut convenu & établi, que les deux Couronnes ne se joignissent ou pussent se joindre, & qu'à cet effet l'Infante ma Sœur dût renoncer & renonceroit pour Elle & ses Descendans de ce Mariage à tous & chacun des Droits qui lui apartiendroient ou pourroient lui apartenir de succeder à mes Royaumes, en sorte qu'en nul cas pensé ou ignoré Elle y succederoit, & que la Succession passeroit à l'ordre qui suivroit, puis que la dite Infante Dame* ANNE *& tous ses Descendans Mâles & Femelles a été declarée excluse de cette Succession, & de toute esperance de succeder, Leurs Majestez Catholique & Très-Chrêtienne aiant abolí toutes Loix, Droits, Coûtumes, Dispositions, & Titres desdites deux Couronnes, par lesquels on succede ou on peut pretendre de succeder auxdits Royaumes, Etats, & Seigneuries, tant à present qu'aux tems à venir, & aux cas de deferer la Succession, en tant qu'elles seroient par quelque raison contraires ou d'empêchement à ladite Renonciation & Exclusion de ladite Infante Dame* ANNE, *avec l'addition d'une Declaration, que Leursdites Majestez devoient par l'aprobation dudit Contract de Mariage, y deroger & les avoir pour derogées. Et en execution de ce Contract ladite Reine Très-Chrêtienne ma Sœur, avant les Epousailles par paroles de present, fit une Renonciation de la maniére la plus solemnelle & par Serment en la Ville de Burgos, le 17. Octobre 1615. en presence du Roi Monseigneur & Pére qui l'aprouva par devant Antoine d'Aréstigui son Secretaire & Notaire public de ces Royaumes, & moiennant cette dite Renonciation, le Mariage eut son effet, & le Roi Monseigneur & Pére commanda qu'Elle fût gardée, & accomplie, & mise en execution par une Loi générale, qu'il fit & publia à l'instance & priere de ces Royaumes le 3. de Juin de 1619. & par la Clause 38. de son Testament, par laquelle il declara que ladite Reine ma Sœur, & ses Enfans Descendens de ce Mariage, Mâles & Femelles, étoient exclus de tous lesdits Royaumes, Etats, & Seigneuries. Et suivant cet exemple, aussi bien que d'autres, on a ajouté entre autres les deux Chapitres 5. & 6.* (qu'on a raporté ci-dessus) *aux Traitez contractez par moi & par le Roi Très-Chrêtien* LOUIS XIV. *mon très-cher Neveu par ma Sœur, touchant la Paix & le Mariage, qui a été contracté, entre l'Infante Dame* MARIE-THERESE *ma très-chére & aimée Fille & le même Roi, moiennant la Grace de Dieu & à son plus grand honneur, & pour le bien général des Couronnes, & pour leur repos & leur tranquillité; ainsi qu'il conste par ledit Traité de Mariage, qui a été contracté pour moi & à mon nom par Don Louis Mendez de Haro, Comte-Duc d'Olivarez, mon Grand Ecuyer d'une part, & de l'autre au nom du Roi Très-Chrêtien par le Cardinal Jule Mazarin, en vertu de l'ordre donné le 7. de Novembre 1659. souscrit par Pierre Coloma mon Conseiller de Guerre, & Secretaire d'Etat, Notaire public de ces Royaumes. Et dans le Traité de Paix fait par les mêmes Plenipotentiaires le même jour par devant ledit Pierre Coloma, il a été mis un Chapitre sous le nombre 33. de la teneur suivante* (on peut voir ce Chapitre 33. ci-dessus.) *Et pour l'accomplissement de ces Traitez, ladite Infante Dame* MARIE-THERESE *ma Fille a en effet fait & juré ladite Renonciation dans la Ville de Fontarabie le 2. de Juin 1660. sous le témoignage du Sieur Ferdinand de Fonseca Ruyz de Contreras mon Conseiller de Guerre, Secretaire d'Etat & des Depêches Universelles, & Notaire public de ces Royaumes. Et quoique j'espere que l'Infante ma Fille & le Roi Très-Chrêtien son Mari accompliront & observeront tout ce qui a été raporté, & tout le*

ANNO 1701.

le contenu dans ledit Traité de Mariage, & dans la Renonciation, puis que la justice & la conscience le veut; neanmoins, puisque la Paix & la tranquilité de la Chrétienté en dépend, afin que l'accomplissement soit assûré par tous les moiens connus par les Loix, comme Pére & Maitre naturel de tous mes Royaumes, Etats, & Seigneuries, en vertu du Souverain Pouvoir, dont je me sers & que j'ai de disposer & d'ordonner pour le bien de mes Vassaux & de la Cause commune, comme aussi de pourvoir à sa bonne administration, & d'éviter les dommages, qui pourroient resulter de la conjonction des deux Couronnes, des Royaumes & Etats, à chacune d'icelle, de mon propre mouvement, de certaine science, & par un plein Pouvoir Roial absolu, dont je veux me servir & me sers, étant pleinement instruit des exemples de mes Predecesseurs, qui ont disposé, changé, & renversé l'ordre de la Succession de mes Royaumes & Etats par l'exclusion des Ainez & de leurs Descendans; en vûë & à cause des Traitez de Paix & de Mariage, *& par autres justes considerations, Je declare que ladite Infante* MARIE-THERESE *ma Fille, & tous ses Descendans de ce Mariage, tant Males que Femelles, seront, resteront, & sont exclus, & autant qu'il est necessaire je les exclué de tout Droit ou esperance qu'ils pourroient avoir, ou ont, par quel cas que ce soit, de succeder dans chacun de mes Royaumes, Etats, & Seigneuries, à perpetuité, tout de même que* s'ils n'étoient pas nez; *& je declare que cette Exclusion & tout ce que j'ai disposé & dispose touchant icelle à l'égard de ladite personne de l'Infante Dame* MARIE-THERESE *ma Fille & de ses Descendans de ce Mariage, tant Mâles que Femelles, doit être observé, & où il seroit necessaire, je veux, commande, & ordonne d'être observé, accompli, & executé à l'égard de la Reine Très-Chrétienne Dame* ANNE *ma Sœur & ses Descendans, suivant ses Traitez de Mariage & la Renonciation qu'Elle fit, & suivant la disposition du Roi Don* PHILIPPE III. *Mon Seigneur & Pére, raportez dans ladite Loi & dans son Testament, dont le tout a eu vigueur de Loi stipulée entre l'une & l'autre Couronne, & laquelle j'aprouve avec & sous la même qualité qui est dans les Loix conventionelles entre les Princes Souverains, usant de mon Plein-Pouvoir, & restant abolies & annullées toutes les Loix, Statuts, Droits, Dispositions, & Coûtumes autant qu'il sera necessaire, & qui pourroient en quelque maniere que ce soit empêcher ladite Exclusion, ni plus ni moins que si chacune d'elles étoit ici exprimée, & qu'il en fut faite une mention particuliére. Je declare neanmoins, je veux, & commande, que si (ce qu'à Dieu ne plaise) le Mariage de l'Infante* MARIE-THERESE *ma Fille venant à être dissout sans Enfans, restant veuve Elle revint en Espagne, ou si restant veuve, en vûë du bien public & par de justes considerations, Elle passât à de secondes noces par mon consentement, ou aprés ma mort par celui du Prince mon Fils, l'Exclusion & la Renonciation ne lui seront point contraires, & qu'Elle & ses Enfans & Descendans de ce second Mariage, pourvû que ce ne soit point en France, seront capables de succeder auxdits Royaumes & Etats.*

Par une autre clause de ladite Capitulation j'ai promis pour dot à ladite Infante ma Fille cinq cent mille Ecus d'Or au soleil avec le reste raporté dans le Contract de Mariage. Toutes lesdites quelles choses je commande qui soient accomplies, gardées, & executées dans la Succession de mes Royaumes & Seigneuries, par tous mes Sujets & Vassaux de quelque qualité qu'ils soient, & par tous mes Royaumes, Etats, & Seigneuries, & qu'ils l'observent & gardent en force comme une Loi, & un Statut fait dans l'Assemblée des Etats, & qui sera publié selon la forme & les solemnitez ussitées dans chaque Royaume, Etats, & Seigneuries.

Tout ce qu'on a rapporté jusques ici, & qui a été répété à cause de la pluralité des Instructions qui contiennent la plus part la même chose, regarde la Monarchie Universelle d'Espagne & n'admet point le moindre Droit du Sang François à la moindre ni à aucune de ses parties: aussi, tout le Sang de France en général est, non pas une fois, ni en un lieu particulierement, exclus de tous les Fiefs, soit qu'ils ayent été conferez à d'autres par les Rois d'Espagne, soit qu'ils les tiennent d'autres: entre lesquels, sans aucun doute, les principaux étant ceux qu'ils ont reçû de la Sainte Eglise Romaine & du Sacré Empire Romain, personne ne niera qu'ils ne soient compris dans la translation de toute la Succession d'Espagne en faveur de Sa Majesté Imperiale & de ses Enfans, sous ce nom, par la disposition exclusive des François, & par ce qui la suit. Par où on voit clairement, que rien ne peut être allegué au contraire ni pretexté par les termes des Investitures, soit Pontificales ou qui regardent le Royaume de Naples, soit Imperiales du Duché de Milan, le Marquisat & Port de Final, la Principauté de Piombin, le Vicariat de Sienne, & les Fiefs de Montfort, &c, qui ont été accordées; soit que ces Investitures soient tant vieilles que nouvelles, qui selon l'ordre d'ainesse deferent la Succession tant aux mâles qu'aux femelles: au contraire, ces termes doivent plûtôt être interpretez de la sorte, assavoir que les Traitez particuliers contractez par l'Autorité des Papes, & les Loix publiées pour exclurre le Sang de France natif ou intrus, restant en leur force, le Droit qui en est transporté à d'autres doit toûjours être gardé en son entier. Enfin, par la même raison on dira derechef, selon le Testament de PHILIPPE III. rapporté ci-dessus, que les Infantes ainées d'Espagne, mariées en France, cessent d'être telles par les Loix & les Contracts; & que ceux ou celles qui sont plus proches aux Princes du Sang d'Espagne entrent en leur lieu & place, s'aquerant en même tems le nom d'ainez, ou d'ainées: c'est de la sorte que le Patriarcha Jacob, qui étoit le jumeau puîné, & qui devoit cependant devenir le Pere des autres Patriarches & de St. Joseph, aprés qu'Esaü son Frere aîné lui eût vendu son Droit d'ainesse pour un potage de lentilles, il répondit à Isaac son Pere qui l'interrogeoit qui il étoit? il repondit, dis-je, à bon droit qu'il étoit son Fils aîné Esaü, ainsi que cela passe pour une verité incontestable tant auprès des Juifs que des Chrêtiens, & que la benediction divine obtenuë par Isaac son Pere, & qui même rejaillit sur nous, le montra. Il faut plûtôt avertir l'Empereur, quoi qu'il voulut negliger les Affaires de sa Maison, de ne pas prodiguer mal-à-propos les Affaires de l'Empire, en conferant ou laissant les Fiefs Imperiaux à une Famille qui depuis long-tems lui a été ennemie, & lui a ravi de ses principales parties par des voyes injustes & par des tromperies qui lui sont naturelles, & qui sous le pretexte de l'obéïssance dûë à cause du Fief, n'aspire pas à moins que de dépouiller l'Empire de tous ses Fiefs d'Italie, & de mettre à la fin toute l'Italie sous le joug, & d'arracher aux Allemans la Dignité même Imperiale, pour la transporter aux Successeurs de Capet. La même chose s'entend de la Flandre, & des Provinces qui lui sont annexées, dont il est souvent parlé dans les Instructions ci-dessus rapportées, tant parce qu'elles sont avantageuses, non seulement pour donner lieu aux François de subjuguer les Peuples voisins, que pour inspirer de la terreur aux éloignez & leur enlever leurs commoditez, que parce qu'outre le lien du Fief de quelques-unes qui sont par là attachées à l'Empire, & la Succession reçûë anciennement en icelles des seuls mâles même les plus reculez, elles appartiennent toutes tellement à l'Empire & à la Maison d'Autriche, qu'Elles sont un Cercle particulier de l'Empire, appellé de Bourgogne, & n'appartiennent aux Rois d'Espagne leurs Possesseurs que sous le titre d'Archiduc d'Autriche, & c'est par là qu'Elles ont seance & voix avec les autres prerogatives de l'Auguste Maison d'Autriche aux Assemblées de l'Empire. Une preuve très-évidente qu'Elles n'ont appartenu aux Rois d'Espagne par d'autre raison, qu'elles ne peuvent échoir qu'aux Archiducs d'Autriche sont, pour passer sous silence d'autres, les termes & mots mêmes de la Transaction connuë faite à l'Assemblée d'Augsbourg le 26. de Juin 1548 entre l'Empire & l'Empereur CHARLES V. touchant la Flandre & les Provinces qui y sont annexées; & que CHARLES V., comme Empereur & Seigneur de ces Provinces, & au nom de l'Empire les l'Electeurs de Mayence & Palatin, l'Archevéque de Saltzbourg & le Duc de Baviere, l'Abbé de Wingartz, le Comte de Furstemberg, & le Magistrat de la Ville d'Augsbourg, pour eux & pour les autres Electeurs, Princes, Ecclesiastiques & Seculiers, Prelats, Comtes, & les Villes immediatement Imperiales, à la requisition de l'Assemblée de tous les Etats, signerent, & mirent parmi les Statuts de l'Empire, & qu'enfin comme éternelle fut enregistrée & acceptée par la Chambre Imperiale, qui est restée à Spire jusques au tems de la ruine de cette Ville, & qui est à present à Vezlar, & qui fut aussi pareillement ratifiée par les Etats desdites Provinces, en ces termes.

ANNO 1701.

Nous

ANNO 1701.

NOUS CHARLES V., par la Grace de Dieu, Empereur des Romains, toûjours Auguste, Roi d'Allemagne, de Castille, d'Arragon &c. &c. Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne &c. &c. faisons savoir &c. &c. Nous sommes aussi convenu en vertu de ces Presentes, en la meilleure maniere &c. &c. Que nous comme vrai Heritier & Seigneur territorial de nos dites Hereditaires Provinces de Flandres, pour nous, nos Heritiers & Successeurs, ensemble avec nos Provinces de Flandres qu'on nommera successivement, savoir &c. &c. sont à l'avenir & perpetuellement sous la protection, defense, garantie, & secours des Empereurs, des Rois des Romains, & du sacré Empire, & qu'Elles jouissent de ses Privileges & Droits, & seront toûjours par lesdits Empereurs, Rois, & Etats du Sacré Empire, de même que ses autres Princes, Etats & Membres protegées, defenduës, & aidées avec fidelité, & qu'Elles sont aussi invitées & appellées à toutes les Assemblées de l'Empire, Et aussi & eux avec les autres Etats d'avoir le pouvoir d'y comparoître, ou selon qu'on le trouve à propos d'y envoier; & Nous, & nos Heritiers & Successeurs, nos Deputez & les leurs devons être admis à la Seance, & y avoir voix à cause desdites Provinces, comme Archiduc d'Autriche, & sous le nom d'Archiduc d'Autriche. De plus aussi Nos Heritiers & Successeurs de nôtre dite Province, avec tous les Princes qui leur appartiennent ou dependent &c. &c. devons l'eriger & constituer en un Cercle particulier sous le nom de Cercle de Bourgogne, sous lequel Elles seront toutes comprises, quoi que quelques unes d'entre Elles aient été ci-devant comprises dans d'autres Cercles de l'Empire &c. &c. Cependant toutes lesdites Principautez & Provinces qui sous le nom & la qualité de Fiefs conferez par l'Empire ont été ainsi possedez ou possedées, iceux & icelles doivent être reçeus & possedez à l'avenir tout de même qu'il a été pratiqué par le passé &c. &c. C'est pourquoi nous promettons & donnons nôtre parole Imperiale pour Nous, nos Heritiers, & nos Successeurs, & toutes nosdites Provinces Hereditaires de Bourgogne, que cette Transaction, Composition, & Convention dans toutes & chacune partie, Points, Clauses, & Decrets qui nous concernent nous ou les nôtres, seront par nous & par Elles, fermement, perpetuellement, & inviolablement observées & executées, & on n'y contreviendra en aucune maniére que ce soit, ni on permettra que cela se fasse par les nôtres ou par d'autres. Toutes les choses pareillement qui ont été tentées, ordonnées, établies, & obtenues contre ce Traité, qui pourront être tentées, ordonnées ci-après &c. &c. sont & doivent être cassées, annullées, & invalidées &c. &c.

Ce que PHILIPPE III. & PHILIPPE IV. ont eu soin de faire par leurs Testamens par precaution pour les Provinces de Flandres qui appartiennent aux Rois d'Espagne entant qu'ils sont de la Maison d'Autriche, & est conçû en des termes si conformes qu'une Clause prise du Testament de PHILIPPE IV. peut servir pour les deux, & elle est en ces termes.

ET je declare particuliérement que les Etats de Flandres & tous autres, qui ont été possedez ci-devant par la Serenissime l'Infante Dame ISABELLE *ma Tante & lesquels étant ensuite devolus à ma Couronne, j'ai possedé & possede, doivent selon ma volonté rester toûjours unis avec mes autres Roiaumes & Seigneuries, & qu'ils ne doivent être divisez ou separez par aucun cas que ce soit. Je charge aussi & commande à mes Successeurs qui seront en quelque tems que ce soit ci-aprés qu'ils protegent serieusement, assistent de tout leur pouvoir, & defendent lesdits Etats, & leurs Vassaux, puisque cela regarde beaucoup l'exaltation de la Foi Catholique, la conservation & la Paix de mes autres Roiaumes, Etats, & Seigneuries, &* les Droits de la Maison d'Autriche, *dont je possede la qualité d'aîné ainsi qu'il est connu par tout le monde.*

Enfin, pour mettre la derniere main à cette partie de nôtre Deduction, nous avons trouvé à propos d'ajouter que comme toutes ces choses inserées dans les Traitez de Paix, dans les Conventions, & Sanctions, ont été confirmées & ratifiées & munies d'un Pouvoir suffisant, tant par les Souverains Pontifes que par les Empereurs, les uns & les autres sont obligés à la vangeance & à la defence desdites Conventions, aussi bien que les autres Garands de tous les Traitez de Paix ou des Conventions particuliéres; & ce d'autant plus que non seulement selon les Contracts de Mariage raportez, les uns & les autres Contractans l'ont demandé avec une reverence filiale aux Souverains Pontifes, mais aussi parce qu'Eux mêmes ont volontiers accepté ces priéres selon le temoignage des Clauses des Renonciations, & ont réellement confirmé les Contracts par l'Autorité Apostolique : Pour ne pas repeter avec ennui ce qu'on a déja dit des Empereurs qui ont stipulé ces choses pour eux & leur Posterité.

ANNO 1701.

Aprés toutes ces Conventions, Sanctions, Renonciations, Cessions, & Sermens, personne n'auroit pû se mettre en tête, ou si par hazard cela étoit arrivé à quelqu'un, sans doute il lui auroit aussi paru incroiable, que le Roi Très-Chrêtien & ses Enfans, negligeant & méprisant ce que dessus, ne se seroit fait aucun scrupule, le cas arrivant, de chicanner Sa Sacrée Majesté Imperiale & ses Enfans sur la Succession d'Espagne, ou de s'en aproprier quelque partie, si l'experience ne l'eut fait voir. La couleur, dont on s'est servi pour pallier cette injustice, ne pourroit être mieux découverte que dans les Ecrits que les François ont ci-devant mis en lumiére, comme aussi d'autre côté les Réponses qui y furent faites par les Espagnols mêmes font très-bien voir, combien ces couleurs Françoises étoient alterées de leur nature : Aussi on trouve fort à propos de raporter en abregé ce qui a été imprimé de part & d'autre, & d'ajouter à la fin une Clause prise du Testament, qui aiant été fait par le Roi CHARLES, a donné un nouvel Argument à la France, & dont cependant le seul recit peut servir de Refutation.

Aprés la mort de PHILIPPE IV., le Païs-Bas Catholique ayant été envahi, les François mirent toute leur application, quoi qu'en vain, pour persuader aux autres ce qu'eux-mêmes ne croyoient pas : savoir que les Heritages des Péres & Méres appartenoient aux Enfans par le Droit de Nature, & par le Droit Divin, Humain, & Civil, & particuliérement par le Droit Romain; & qu'on ne pouvoit sans un très-grand tort en priver les Filles. Que c'étoit contre les bonnes mœurs de faire des Conventions sur l'heritage d'une personne vivante, parce que les Renonciations des Filles repugnent autant à icelles qu'à la justice, puis qu'Elles doivent être contentes de leur dot, sans pouvoir esperer ni demander quelque chose des biens Paternels; c'est pourquoi elles n'ont point été admises par le Droit Romain. Qu'il est vrai qu'enfin le Pape Boniface huitiéme les avoit confirmées, lors qu'elles étoient jurées, pourvû qu'elles ne fussent pas frauduleuses ou violentées; mais que sous le pretexte de maintenir le serment, c'étoit réellement pour sa propre utilité, & pour étendre l'Autorité Pontificale sur le bien d'autrui, non sans avoir laissé par tout une mechante renommée. Neanmoins, que cette demesurée Decretale étoit exorbitante & absurde, & que sa force ne s'étendoit pas sur les Rois & les Princes ou sur les Principautez & Empires qui sont hors de prix. Que nommément cette Renonciation dont il s'agit, quoi qu'Elle ait été fardée par plusieurs raisons inventées par le Conseil d'Espagne, & munie de Clauses non accoûtumées, étoit destituée de tout Droit & équité à cause de la Minorité de celle qui renonçoit, & de son énorme lesion : mais principalement qu'elle n'a dû dès le commencement subsister, ou qu'elle a été de nulle valeur, ou qu'elle est dans la suite tombée, & le premier Droit revenu à MARIE-THERESE, parce qu'on n'avoit pas païé la dot au tems dont on étoit convenu. Cependant, il a déja été demonstré avec solidité par les Ministres & les Ecrivains d'Espagne, & il a été prouvé par l'évidence des choses, qu'on ne demande pas avec plus de Droit la decision des questions publiques par le Droit Civil ou Romain, reçû par tout presque en toutes choses, ou par quelque autre, fait pour les affaires privées des Sujets, que les differens publics entre les Princes Souverains puissent être decidez ou jugez par leurs Tribunaux particuliers : on peut même plus appliquer à ceux-ci les finesses des Juris-Consultes Privez. Il y a à la verité dans les Contracts de Mariage diverses Clauses abrogatoires & derogatoires des Loix particuliéres, & des Coûtumes municipales, qui selon l'écorce des mots auroient peut-être semblé contraires, touchant la devolution usitée entre des particuliers dans quelques Provinces du Païs-Bas. Mais tout cela n'a été fait seulement que par une plus grande & surabondante precaution, & afin que

les

les Contractans emploiassent leur plus grand soin pour ôter ou prevenir avec plus de clarté tous les pretextes possibles; non pas que ces Loix eussent pû autrement être appliquées à la succession des Princes plus convenablement que les Ecrivains François voudroient adopter ici les Decrets des Papes. Mais il seroit très absurde de raporter les choses qui ont été mises pour valider la disposition des Contractans, ou plûtôt qui ont été ôtées pour la renverser. Au contraire, il faut considerer selon ce qu'avoient les Ecrivains même les plus sages parmi les François, le Statut, qui a eté fait dans chaque Royaume touchant sa Succession, par ceux qui avoient le pouvoir de le faire, & ce qui a été transigé pour l'utilité mutuelle des Peuples, & le repos commun entre des Rois ou Princes, qui ne sont sujets qu'à Dieu, & par le consentement du Peuple, de la Succession duquel il s'agissoit. Comme il suffit pour cela un âge capable d'actions humaines, & telle qui est convenable à la Dignité Royale tant en Espagne qu'en France, sans compter celle qui est estimée en plus d'un lieu de la Monarchie d'Espagne, capable d'administrer les Affaires d'une famille, & que les Anciens ont appellé un âge prochain à une jeunesse très-robuste, on peut recueillir très-clairement des formules des Renonciations l'âge que l'Infante MARIE-THERESE avoit lors de son Mariage. Il a été permis à la France, & à d'autres Royaumes, même à de moindres Etats, & à des familles, toutes fois qu'ils le trouvoient convenable à leurs interêts, de changer la maniere, receuë d'ancienneté, tant de l'Election que de la Succession, & par des Loix, même par des Traitez, là où ils avoient lieu & où on n'ôtoit le droit competant aux autres contre leurs volontez, & par des Testamens d'unir comme en une masse, ou en un assemblage, & d'incorporer tous les biens ou les Provinces qu'on possedoit, quoi qu'elles fussent auparavant de different ressort, & qu'Elles fussent aquises par differentes Successions, & par d'autres titres, & tant d'exclurre d'icelles toutes sans distinction les deuxiémes nez & Cadets, par une assignation d'alimens, ou par les apanages, qui en tiennent lieu, que d'en forclorre à jamais les femmes & leur posterité en donnant une dot modique, ou de designer la Succession sous d'autres conditions. La France s'est servi de ce Droit contre l'Espagne & contre d'autres Royaumes & Etats aussi bien que contre leurs Princes, mêmes par des Renonciations expresses faites de tems en tems par ses Filles, & particulierement dans le Contract de Mariage d'ELIZABETH DE BOURBON, Première Femme de PHILIPPE IV. Roi d'Espagne, laquelle a été exclue à perpetuité, avec tous les Enfans & Descendans de ce Mariage là, de la Succession de tous les Royaumes, & Seigneuries Paternelles, & de celles-mêmes, auxquelles après l'extinction des Mâles les Femmes ont droit de succeder, aussi-bien que de tout l'heritage de la Reine de France sa Mére. Or pourquoi n'est-il ou n'a-t-il pas été permis à l'Espagne de faire la même chose contre la France? puis qu'Elle y étoit non seulement portée, mais contrainte, non pas par une seule, mais par plusieurs particuliéres raisons, publiques & privées, comme pour ne pas separer ou diviser, mais pour transmettre par une Succession unie & indivise, à la posterité future, tant de Royaumes & Etats qu'Elle possede, & ainsi par consequent d'exclurre de tous & chacun d'iceux les Filles de ses Rois qui se marieroient en France, & toute leur Posterité masculine & feminine. Bien loin que le Droit de Nature prescrive quelque chose, qui doive être perpetuellement observé touchant les heritages des Péres, Méres, & Fréres ou autres parents, ou que les Conventions & Loix qui en établissent les maniéres, soient contraires au Droit de Nature, tout le monde convient que par ce Droit-là, les Péres & Méres ne sont tenus à rien autre envers leurs enfans, qu'à l'éducation & aux alimens; & le Droit Divin, publié aux Israelites, a non seulement exclu les Filles du Royaume & du Patrimoine public; mais il a même donné dans les Successions privées ou des particuliers le principal Droit aux Mâles. Les Anciens Romains ont été beaucoup plus rigides, qui outre les très anciens Droits des acquisitions qu'ils avoient retenus, & les autres Droits de la puissance paternelle, aussi-bien que les pleins Droits des emancipations d'une famille, & l'eloiguement perpetuel des femmes de toutes les Charges, par la Loi faite par le Sénat Romain à la persuasion de Caton, ont éloigné lesdites femmes des heritages, en sorte, que nul denombrement des Censeurs ne pouvoit faire heritiére aucune Vierge ou Femme, mais pas même le Pere ne pouvoit faire heritiere sa fille unique, même dans le tems que le pouvoir de faire des Legs ou de tester de ses biens, étoit en sa force entiére dans le Pere de famille. Il est vrai que cette severité fut de tems en tems tant soit peu adoucie: cependant, à l'égard des heritages les femmes & leurs Descendans ont toûjours été de pire condition que les Mâles & leurs Enfans, jusques à ce qu'enfin la voye etant ouverte aux femmes, non pas de prendre le soin de l'Empire ou d'aspirer aux Charges de la Republique, mais d'avoir part aux Heritages privez, on ôta la difference du sexe & des Enfans qui étoient sous puissance & tutele. Cependant un Soldat pouvoit faire un Testament inofficieux ou desavantageux à ses Enfans, soit par un Droit Militaire ou Civil, ainsi qu'il lui plaisoit, & alors ses Fils ne pouvoient se plaindre de ce que le Pere ne leur avoit rien laissé du tout; par où on pouvoit à plus forte raison exclurre ou impunément desheriter les Filles. C'est une chose assez connue, sans qu'il soit necessaire d'en faire un detail, combien, après l'introduction des Fiefs, la diversité d'y succeder a été differente parmi divers Peuples; & combien le Droit des Femmes a été limité, particulierement dans les Fiefs qui viennent de l'Empire; ce qui prouve évidemment qu'on n'a arrêté là dessus aucune chose par le Droit de Nature. Si ce n'étoit la verité de ce dogme, les Loix & Coûtumes qui tant en plusieurs autres Païs, que dans la Sicile aussi-bien qu'en Italie, & nommement dans le Duché de Milan, privent les Voiageurs ou les Enfans nez ailleurs ou les Etrangers des Successions privées, ne seroient point exemptes de crime: du moins l'avidité des François connuë par tout le monde seroit tant moins excusable dans ces Heritages que le Fisc s'attribue par le Droit d'Aubaine, excepté dans les lieux où l'utilité plus grande & plus frequente, l'usage du commerce journallier, ou de quelque autre commodité, a extorqué quelque moderation. Pendant quelque tems les Conventions faites sur les Heritages des personnes vivantes ont été tenues par quelques Loix Romaines être contre les bonnes mœurs, parce qu'elles excitoient le desir de leur mort: mais ce n'étoit que celles qui se faisoient sans le sû ou contre le gré de la personne de qui l'Heritage dépendoit, & qui lui ôtoient le pouvoir de tester, & non pas celles qui se faisoient de son gré, & lors qu'elle perseveroit dans la même disposition jusques à la fin de ses jours; non plus que celles qui se faisoient entre les Soldats par une propre faveur des Princes Romains, ou par lesquels l'Heritage seroit abdiqué. On a même beaucoup plus accordé à la suite des tems, & non seulement les Fiefs ont été transportez, ou cedez entre vifs, à d'autres compris dans la premiére investiture, & que ceux-ci ont toûjours pû recevoir; mais les autres biens & leur esperance sont aujourd'hui accoûtumez d'être remis, transportez, & aquis par des Traitez & des Contracts tant de Mariage qu'autrement, particulierement entre les Personnes illustres. Il y a des volumes étendus des Jurisconsultes François du premier calibre, par lesquels il paroit qu'en France aussi-bien qu'ailleurs, même entre les Nobles ordinaires, les Droits d'ainesse des Mâles sont en force, aussi-bien que les Renonciations des Filles, & que c'est là-dessus, plus que sur toute autre precaution, bâtir le maintien des familles nobles dans leur entier. On voit aussi par les sentimens des mêmes Jurisconsultes que les Arrêts Souverains de France ont prononcé plus d'une fois, que les Renonciations de cette nature, même entre les particuliers, ne peuvent point être revoquées, ni à cause de la minorité de l'âge, ni à cause d'une lesion énorme, particulierement si elles tendent à la conservation des Familles Illustres ou des Familles nobles privées. Il conste amplement par les Canons & Loix Romaines, que tous les sermens des Femmes qui sont en minorité, ne doivent pas moins être accomplis que ceux des autres, lors qu'on les peut garder sans danger de damnation éternelle, & on appelle perfidie & parjure lorsqu'un Mineur pretextant l'âge pretend pouvoir retracter le serment qu'il avoit fait pour ses affaires, ou qu'il demande seulement d'en être delié, & que pour cela il ne doit pas être entendu. Mais quand même on ad-

ANNO 1701.

admettroit en certains cas, soit à l'égard des Princes ou des Particuliers la nullité d'une Renonciation, à cause de la petitesse de la Dot, cependant dans le cas que nous avons entre les mains, on ne doit pas avoir égard à la somme de la Dot, quoi qu'Elle ait été la plus grande de toutes celles d'Espagne, & à ce qui d'ailleurs a été alors donné, ou fourni auparavant, à l'Infante MARIE-THERESE, mais à cause de l'Union de la Paix des Pirenées & du Mariage, estimée necessaire & inseparable par les Contractans, il faut en même tems considerer les biens immenses & inestimables qui ont été transportez & cedez à la France par l'Espagne par cette Paix en vûë de ce Mariage, ce qui même a servi d'un moien très-propre pour avancer & conclurre la Paix. La faute de ce que, comme la Dot n'a pas été demandée par les François, n'a pas aussi été paiée par l'Espagne au jour designé, ou en autre tems, vient de la France, parce que l'Acte de Ratification qui devoit être fait par le Roi & la Reine de France incontinent après la célebration de leurs noces, n'a pas été fait avant le jour de la representation de la Dot, ainsi que les Traitez portoient, ni celui de la Renonciation qu'on devoit reiterer, & faire enregistrer dans les Monumens & Actes publics du Parlement de Paris, n'a pas été delivré au Roi PHILIPPE jusques à sa mort; ni, selon l'aveu des François, cette Ratification promise, ou la reiteration, ni la publication n'ont point été accomplies, & l'Invasion de la Flandre a été preferée à la dot qui avoit été offerte de son propre mouvement par PHILIPPE QUATRIEME dans son Testament; & cette faute de la France, ou plûtôt selon qu'on aperçoit clairement par les Ecrits des François, cette fourberie premeditée de longue main, la violation de son propre Serment mechamment concertée, & l'Invasion violente sur le bien d'autrui, ne doit en aucune maniére lui donner de l'avantage, ou nuire à l'Espagne. Et quand même on pourroit par un Droit très-severe, assavoir très-desavantageux, imputer quelque chose à l'Espagne, ce que pourtant, après avoir bien consideré toutes les circonstances, ceux qui cherchent avec soin les pointilleries des syllabes, & qui tendent des pieges aux actions de tout le monde, font voir qu'ils n'aiment pas de suivre les intentions ni l'équité, ne sauroient faire sans se couvrir de honte, elle pourroit être justifiée par la pratique journalliere, puisque dans les autres promesses faites pour un jour limité, sur tout pour le payement de la Dot, on peut, & il arrive d'ordinaire, de se servir de quelque delai, lequel ne sauroit faire autre chose qu'imposer quelque sorte de peine avec le payement dû, ou obliger le debiteur de reparer le dommage, qu'on auroit reçû par le delai, & non pas d'abolir tout-à-fait la convention même & toute l'obligation mutuelle. On ne peut sous-entendre ou suppléer dans aucune convention une Loi de devolution : mais pour être valable, il faut l'exprimer en termes exprès, & alors même elle est odieuse, ou selon les propres termes de la Loi, elle doit déplaire & être reprimée. Nous ne trouvons dans toute la suite des Affaires que nous avons raporté ci-dessus aucune Clause pareille, ou qui y tende, mais plûtôt un Pouvoir reservé seulement de demander la dot promise, jusques à ce qu'Elle soit paiée, & qu'avant ledit payement celle qui a renoncé ne peut point être obligée de se tenir en repos & d'être contente. On voit clairement par les Articles 5. & 6. du Contract de Mariage, que la promesse de la dot & la demande ou payement étant énoncée dans l'Article deuxieme, ce n'a pas été en vertu d'icelle, mais par d'autres raisons très-justes & de très-grande importance, dont une partie étoit la tranquillité universelle de la Chrétienté, qu'a été faite l'Exclusion du Sang de France de tous les Royaumes & Etats de la Monarchie d'Espagne, non seulement par une Renonciation arbitraire de la Fille, & d'ailleurs éternelle, immuable, presente, & absolue, & qui ne pouvoit être suspenduë par la promesse ou le payement de la Dot, mais même confirmée separement par une Loi qui étoit déja en usage. L'Infante MARIE-THERESE, ainsi qu'on l'a apris ci-dessus, a souscrit avant la consommation du Mariage deux Actes tant de Renonciation que d'Exclusion ou Cession. Par l'un Elle abandonna toutes les Successions, & par l'autre elle abdiqua les Royaumes & Principautez, sans faire la moindre mention de la Dot, ou plûtôt Elle se soûmit à la Loi établie là-dessus qui l'autorisoit. C'est pour cette raison qu'en premier lieu l'Article 33. de la Paix des Pirenées, conçû de la maniére que nous avons dit ci-dessus, & la Renonciation, & la Cession & Transport repeté en icelle, & tout ce qui a été transigé de la sorte ont été reçûs, conjointement & separément en diverses occasions dans le nombre des Loix perpetuelles. Pour faire ces choses, quoique dans le Transport mutuel des Droits des Sujets, afin de finir la Guerre & de faire la Paix, on ait de coutume de prendre rarement garde à leur consentement ou à leur opposition, l'Infante MARIE-THERESE n'a point été poussée par un Pere, non seulement très-complaisant & plein d'Amitié, mais même très-doux avec tout le monde, ni jamais il n'a paru en aucune occasion le moindre indice d'une pareille chose; mais selon tout ce qui s'est passé, & d'ailleurs par sa Déclaration même on voit que le tout a été fait de sa très-libre volonté, & pareillement le même Roi Très-Chrétien a confessé sans doute volontiers que toute crainte & force étoit bannie, lors qu'il a contracté, & ratifié tous ces Actes : Hormis peut-être que pour rompre & éluder toutes les Conventions, Transactions, & Pacifications, il ne veuille appeller crainte, violence, & force, defenduës par les Loix, ce que nous avons indiqué ci-dessus, assavoir que sans cette Renonciation, Abdication, & Cession, non seulement le Mariage n'auroit pas eu son effet, mais la France n'auroit pas aussi acquis par la Paix tant d'avantages; & qu'il n'ait eu en vûë de recevoir & retenir les avantages & cependant de decliner ou rejetter ce qu'il y avoit d'incommode dans les obligations mutuelles & reciproques. On ne sauroit entendre ou comprendre plus aisément que par la lecture des Ecrivains François combien sont legers, vains, & frivoles tous les subterfuges, les objections, interpretations, detours, & pour parler plus juste, les tromperies, avec lesquelles, selon le genie & la pratique de la Nation, ils s'efforcent, quoi qu'en vain d'attaquer serieusement, de refuter, invalider, & renverser tous les Traitez, Conventions, Alliances, Promesses, Dispositions, Testamens, Clauses, Loix, Canons, Sermens, & Imprecations; & comment chicanant sur un petit mot ils tâchent de le tordre, de l'éluder, & souvent même de lui donner un sens contraire, ou de s'en moquer ouvertement & de le calomnier; jusques là qu'ils se glorifient de leur tromperie, & de ce qu'ils ont faussé leur foi, & ensuite ils n'ont point de honte de s'en servir pour defendre leur cause. A present pour une plus grande explication nous ajoutons en peu de mots, comme cette Affaire regardoit non seulement le Roi PHILIPPE, mais tous les parens de Droit incontestable, & tous les Royaumes & Provinces qui lui étoient sujettes, & que selon la coûtume, qui a été toûjours observée dans la Serenissime Maison d'Autriche de l'une & l'autre Branche, Sa Sacrée Majesté Imperiale ou ses parens, n'ont point consenti aux Mariages de France qu'on devoit faire avec les deux Rois LOUIS, autrement qu'en conservant toûjours cette Loi dans son entier, & qu'on n'y contrevint jamais, le Droit de la Famille d'Autriche de la Branche d'Allemagne, & particulierement de Sa Sacrée Majesté Imperiale & les Enfans & des autres Familles parentes, leur étant une fois acquis & ayant été en suite souvent renouvellé, n'a pû & ne peut leur être arraché par aucune demarche faite ensuite, soit par PHILIPPE ou ses Ministres, ou par quelques autres, & encor moins par leur omission ou faute, ou par quelque delai que ce soit, n'a pû & ne peut être changé au prejudice des Royaumes d'Espagne & des Etats annexés; mais non obstant toutes omissions ou faits des autres, auxquels tous & chacun des Parens, appellez à la Succession, aussi bien que les Royaumes d'Espagne & leurs Etats n'ont point donné de consentement, tous leurs Droits qui leur apartiennent, & tous leurs avantages, sont toûjours restez, & resteront à jamais en leur entier.

Il reste en dernier lieu de rapporter & examiner les paroles qui regardent cette Affaire, & qui sont tirées du Testament qui a été publié sous le nom du Roi CHARLES, & cela avec une très-grande moderation & autant que la chose peut souffrir d'être quelquefois appellée par ses noms, quoi que ceux qui, selon le bruit public, les ont machinées en soient estimez indignes. Elles sont de la teneur suivante.

ANNO 1701.

Aiant remarqué, conformement au resultat de toutes les Consultations tenuës par Nos Ministres d'Etat & de Justice, que les raisons, pour lesquelles les Infantes Dame ANNE *& Dame* MARIE-THERESE, *Reines de France, mes Tante, & Sœur, ont renoncé à la Succession de ces Royaumes, n'étoient fondées que sur le danger & le préjudice si ce Royaume venoit à être uni avec celui de France; & aiant consideré que la Raison fondamentale ne subsistoit plus, le Droit de la Succession étoit devolu au plus proche Parent selon les Loix de ces Royaumes, & que ce cas est maintenant vérifié en la personne du second Fils du Dauphin de France. C'est pourquoi me reglant sur lesdites Loix, je déclare pour mon Successeur, si Dieu me retire sans avoir laissé d'Enfans, le Duc d'Anjou, second Fils du Dauphin, & en consequence de ce je l'établis & le nomme pour succeder dans tous mes Royaumes & Etats, sans en excepter aucun. Je commande & ordonne à tous mes Sujets & Vassaux de tous mes Royaumes & Etats que le cas arrivant que je meure sans laisser d'Enfans, qu'ils le reconnoissent & le reçoivent pour leur Roi & Seigneur naturel, & que sans delai ils le mettent actuellement en possession d'iceux, pourvû qu'il fasse & prête les sermens accoûtumez d'observer les Loix, Ordonnances, & Coûtumes de mesdits Roiaumes & Etats. Et mon intention étant que pour le bien de mes Sujets, & pour maintenir la Paix de la Chrêtienté & de toute l'Europe, cette Monarchie soit toûjours separée de la Couronne de France, je declare que si ledit Duc d'Anjou venoit à mourir, ou à être appellé à la Succession de France, preferant la jouïssance de cette Couronne à celle d'Espagne, alors la Succession de la Monarchie soit sous les mêmes Conditions devoluë au Duc de Berry, troisiéme Fils du Dauphin. Et en cas que le Duc de Berry vint à mourir ou à heriter la Couronne de France, je déclare & je nomme à la Succession l'Archiduc second Fils de l'Empereur mon Oncle, excluant par les mêmes raisons, & par les mêmes inconveniens, contraires à l'interêt de mes Sujets, le Fils aîné dudit Empereur mon Oncle; Et en cas que l'Archiduc vint aussi à mourir, je déclare & nomme à ladite Succession le Duc de Savoye & ses Enfans. Et c'est ma volonté que ceci soit executé par tous mes Sujets de la maniere que je l'ordonne; car il est expedient pour leur bien qu'ils ne souffrent pas que la Monarchie soit partagée ou diminuée, mais qu'Elle demeure dans le même état que mes Ancêtres l'ont glorieusement fondée. Et comme j'ai beaucoup à cœur & que je souhaite uniquement le maintien de la Paix & de l'Union si profitable à la Chrêtienté entre l'Empereur mon Oncle & le Roi Très-Chrêtien, je les prie & exhorte que cette Union soit plus fermement cimentée par le lien d'un Mariage entre le Duc d'Anjou & l'Archiduchesse afin que l'Europe jouïsse du repos qui lui est si necessaire &c. &c. le 2. d'Octobre 1700.*

Personne ne lira ou entendra ces choses, qui ne plaigne en même tems le sort d'un Prince d'ailleurs très pieux, &, pendant qu'il étoit en santé, très-tendre pour sa Maison, en ce que peu de personnes, attachez seulement à s'enrichir, ou sacrifiant le tout à la haine & l'envie, ou d'ailleurs méchans en eux mêmes, ayent pû tellement abuser de sa maladie, & de la foiblesse de son esprit, que de commettre une méchante action sous son nom, & de le faire devant tout le monde coupable non seulement d'ingratitude, mais d'injustice la plus criante de toutes à l'égard de sa propre Famille qui a toûjours obligé sa Personne & son Etat, laquelle tâche ne sauroit être effacée par aucune longueur de tems. Car comment peut-il paroitre vraisemblable que ce Prince, s'il avoit été dans son bon sens & qu'il eut pesé le contenu de la Clause ci-dessus rapportée, ou qu'il l'eût même legerement sçûe, eut pû être induit à faire une chose si indigne contre les innombrables promesses & assurances qu'il avoit saintement faites & même plus d'une fois, en plusieurs rencontres, & peu avant le Testament qu'on lui attribuë, & ce de bouche & par des Lettres écrites; & qu'il eut voulu en même tems par peu de mots pleins de fausseté renverser tant de Traitez & Sanctions dressées avec tant de soin par les communs Ancêtres, & rachetées par beaucoup de Sang de la Maison en général, & par la perte de plus d'une Province entre celles qui lui appartiennent d'ancien Droit. *Aiant remarqué*, dit-il, *conformement au resultat de toutes les consultations tenuës par les Ministres d'Etat & de Justice* (savoir de ceux qui étoient ou des Prevaricateurs connus, ou des Transfuges, ou des gens qui degenerent de leur noble Famille, ou autres dont les Ancêtres, ou peut-être eux-mêmes, sont nommez dans les Contracts de Mariage & dans les Testamens des precedens Rois d'Espagne, & ont été presens à l'Assemblée des Etats du Royaume, ou se sont emploiez à refuter & rejetter les pretensions precedentes des François) *que la raison pour laquelle les Infantes Dame* ANNE *& Dame* MARIE-THERESE *&c. ont renoncé à la Succession* (valide même selon lui & qui ne doit en aucune maniere être attaquée, ni renversée) *la raçon en que se funda la Renuncia n'étoit fondée que sur le peril de l'Union de la Monarchie d'Espagne avec la France.* Cependant son Grand-Pere & son Pere, par l'approbation & l'applaudissement de tout le Royaume, & même de tout l'Univers, de l'aveu même des Ecrivains François, dans les Contracts de Mariage & ailleurs, disent ouvertement que ce n'étoit pas par la seule cause d'éloigner l'Union & d'éviter les occasions qui y tendoient, mais aussi pour retenir l'égalité de la Succession entre l'un & l'autre Royaume, & qu'outre les autres raisons sus-alleguées, il y en avoit eu encore d'autres, qui les avoient portez à établir cette Exclusion. Certainement si la raison d'éviter l'Union eut été la seule, elle n'auroit jamais persuadé l'Exclusion des Femmes de France & de leurs Descendans de la Succession d'Espagne, puisqu'Elles ne sont pas moins excluses des Royaumes d'Espagne, que les Mâles de France. Le Roi CHARLES continuë ainsi: *qu'aiant consideré que la raison fondamentale ne subsistoit plus, le Droit de la Succession étoit devolu au plus proche Parent, selon les Loix d'Espagne, & que ce cas est verifié en la personne du second & troisiéme Fils du Dauphin*, assavoir parce que d'autres avant eux, sont appellez à la Succession de France, & cessant ou manquant la raison de la Loi, la même Loi doit aussi cesser. Mais qui est-ce qui a jamais fait place à cette commune regle du Droit là où plusieurs raisons concourent en établissant une Loi, lesquelles, à juger par cette Loi-là du present cas, sont connues, ne pas cesser toutes? Ou qui est-ce qui affirmera aussi à son peril que cette crainte d'Union est éloignée du second & troisieme Fils du Dauphin? Que répondra-t-on enfin au Pere & Grand-Pere, qui étoient sans contredit de très-bons Interpretes de leur volonté, de leurs Conventions, & des Loix qu'ils faisoient, ou plûtôt que répondra-t-on sans calomnie & impieté à l'une & à l'autre Parties des Contractans qui ont clairement exprimé dans les Contracts de Mariage & ailleurs, *que tous les Enfans & Descendans Mâles ou Femelles des Infantes mariées en France devoient être exclus, & tenus pour exclus, quoique ceux-ci ou quelqu'un d'eux voulussent ou pussent pretendre que dans leurs personnes ne courent, ni se peuvent & doivent considerer les raisons expresses ou autres, esquelles ladite Exclusion se pourroit fonder.* Au reste, nous ne nions point qu'on ne doive suivre les Loix d'Espagne pour la Succession du Royaume, comme si nous voulions nous faire fort sur leur prescription, mais en même tems nous soûtenons que par de nouvelles on deroge aux anterieures, & que ces nouvelles Loix sont tant contenues dans les Contracts de Mariage suivant les paroles expresses qui y sont de *Loi stable & ferme à jamais*, que trouvées dans le nouveau Code des Loix d'Espagne, publiées dans les Assemblées plus recentes des Etats du Royaume. C'est très-mal, & contre la Teneur de ces Loix; que CHARLES ensuite continue: *que par cette raison, venant à mourir sans Enfans, il declaroit & appelloit pour Successeur dans les Royaumes le Duc* D'ANJOU *second Fils du Dauphin; & en cas de mort dudit Duc, le troisieme Fils dudit Dauphin.* Puisque par ces mêmes Loix, non pas une mais plusieurs fois, les *Infantes* mêmes, non seulement le Mariage François subsistant; mais même étant dissout non sans Enfans, *& tous leurs Enfans François Mâles & Femelles, & leurs Descendans, premier, 2. 3. & 4. nez & tous à l'infini, sans aucune distinction de degré, quand même la race, non seulement masculine, mais en général des Rois Catholiques qui seroient alors, ou qui succederoient en quelque tems que ce soit, viendroit à être éteinte, sans aucune exception de cas pensé ou ignoré, de tems & de maniere, sont exclus & declarez exclus de toutes les parties de la Monarchie d'Espagne, presentes, passées, ou à venir, même des parties feodales, tout de même que s'ils n'étoient jamais nez.* Mais, pourquoi suivant cette vaine maniere d'argumenter, n'a-t-on pas aussi appellé par le même moyen le Duc d'Orleans à la Succession,

mais

ANNO 1701. mais pourquoi a-t-il été absolument negligé, si la verité même n'avoit pas obligé d'avouer, qu'on n'a pas eu d'égard à son ordre le plus éloigné pour succeder en France & que cependant il est aussi-bien que le Roi Très-Chrêtien, le Dauphin & son Fils ainé, entierement exclus de la Succession d'Espagne, par la validité illimitée des Renonciations? On peut plûtôt inferer selon la Régle du Droit citée par le Roi CHARLES que, quoique cette Disposition ou Declaration eut été en son pouvoir, ainsi qu'on voit qu'Elle n'y étoit pas, selon les Testamens contraires; & selon le Grand-Pere, & le Pere, & selon tant de Loix opposées, & de Conventions jurées; & confirmées par le Siége Apostolique; lui-même n'auroit pas voulu qu'Elle fut valable, s'il avoit pû clairement voir, que la raison qu'il rapportoit, & sur laquelle seule la Declaration étoit fondée, ne subsistoit pas clairement; ainsi, ni le Duc d'ANJOU, ni le Duc de BERRY, ne doivent être censez avoir été par lui appellez. Ce qui est encore la chose la plus injuste & la plus absurde de toutes, est *que l'Archiduc second Fils de l'Empereur est appellé, avec l'Exclusion de l'Ainé le Roi des Romains & ses Enfans, par la raison ci-devant rapportée, & pour conserver l'egalité*, & les Filles d'Autriche sont absolument omises, *en substituant enfin à l'Archiduc en cas de mort, le Duc de Savoye & ses Enfans.* Nous comptons aussi ce Duc entre les Successeurs d'Espagne, mais après la Maison d'Autriche: c'est pourquoi nous tenons pareillement qu'on lui a fait tort, en preferant deux Princes François qu'il faloit exclurre, ainsi qu'ils le sont. Or quand même nous resterions dans le silence, il n'y a personne qui ne voie que de ne vouloir admettre d'une autre maniére la Maison d'Autriche de l'un & l'autre Sexe, & de quelque dignité que ce soit à la Succession d'Espagne, & d'en ouvrir l'entrée à la Famille de France, selon les rares Auteurs d'un nouveau Droit, n'est autre chose que dire & confesser ouvertement; qu'ils ne veulent pas, s'il dépendoit d'eux que pas une des Loix d'Espagne, anciennes ou modernes, pas une des Dispositions des Rois precedens, & pas un des Contracts de Mariage, aussi-bien que d'autres Conventions, plus même qu'ils ne voudroient, soient favorables à la Maison d'Autriche, & nier enfin contre les exemples anciens & modernes que les Rois d'Espagne n'ont jamais été revetus de la Dignité Imperiale, ou n'y ont jamais pensé, ou n'ont jamais pû y aspirer. On ajoute à la fin, *non seulement pour conserver la Paix & la bonne intelligence entre l'Empereur & le Roi Très-Chrêtien, mais aussi pour mieux les cimenter par son Mariage.* Il étoit necessaire au Roi CHARLES de faire ce qu'on vient de rapporter pour donner quelque couleur, comme si par ce Conseil & cette instance il eut amplement satisfait à sa conscience lesée, & que tout le tort qu'il venoit de faire à la Maison d'Autriche, eut été par-là pleinement reparé: mais personne n'ignore quelle est l'obligation de chacun pour exercer la justice, & à qui elle doit être renduë; non plus que ce qu'un Pere doit à ses Enfans, & un legitime Prince à ses Sujets, aussi-bien que ce que l'Empereur doit faire, quoique très-affectionné pour la Paix, afin d'en jouir honorablement. Or quelque tromperie ou violence qui ait été faite jusques ici, ou qui sera faite à l'avenir, Dieu qui est l'Auteur, le Temoin, & le Conservateur des Traitez assistera par son secours la justice de la Cause: les Princes & Etats de l'Europe, & particulierement les Protecteurs & Garands de la Paix des Pirenées, & des autres Traitez, s'éleveront pour reprimer la convoitise demesurée de la Maison de Bourbon pour plus d'un Monde. Les Peuples mêmes, qui à present ne cherissent pas plus qu'ils detestent la main étrangére, qui les opprime, se souvenant de la douceur d'Autriche, qu'ils ont éprouvée par tant de Siécles, & en même tems de leur devoir, retourneront bien-tôt ouvertement à leur premiére obéissance, & les perfides Violateurs & Infracteurs de la Justice, & les Tyrans, avec tous leurs Adherens, Satellites, & Ministres, n'échaperont certainement pas aux punitions divines & humaines. ANNO 1701.

VII

Extrait de l'Alliance Offensive & Défensive, concluë entre le Roi d'Espagne PHILIPPE V, *& le Roi de Portugal Don* PEDRO. *En Juin.* Juin.

I. QU'ON renouvelle tous les Traitez faits ci-devant entre l'Espagne & le Portugal, & particulierement celui qui a été fait avec le Roi D. SEBASTIEN devant la Réunion & avec le Roi D. ALPHONSE VII. en l'année 1668.

II. Que le Roi d'Espagne donnera satisfaction à la Compagnie Portugaise, touchant le Commerce des Negres, de la maniere qu'on conviendra dans un Traité separé.

III. Que le Roi d'Espagne renoncera à tout son pretendu Droit sur St. Gabriel, proche los Buenos Ayres, & que les Portugais y reiteront dans la paisible possession.

IV. Que le Roi de Portugal garantira le Testament du feu Roi d'Espagne CHARLES II. touchant la Succession du Roi PHILIPPE V.

V. Que le Roi de Portugal se déclare Ennemi de ceux qui feront la Guerre pour ladite Succession au Roi PHILIPPE V., en refusant ses Ports à leurs Vaisseaux tant Marchands que de Guerre.

VI. Que le Roi d'Espagne, & celui de Portugal, ne protégeront pas les Rebelles ou Criminels de l'une ou de l'autre Couronne; & qu'on les renvoiera à la premiere requisition. Que ceux qui fraudent les Droits du Tabac, & dont il n'est pas fait mention dans les anciens Concordats, y seront compris maintenant.

VII. Que si le Bled manque en Portugal, le Roi d'Espagne fera lever les défenses, pour pouvoir y en transporter.

VIII. Que cette Alliance sera pour 20. ans, & garantie par le Roi de France.

Le Traité touchant les Negres doit contenir XIV. Articles, dont les principaux sont, Que le Roi d'Espagne payera du premier argent qui viendra avec la Flote 300000. Ducats, monnoye de Portugal, à la Compagnie, pour la dédommager; Que la Compagnie renonce au Contract des Negres, non-obstant qu'il devoit encore durer deux ans; & le Roi d'Espagne en fait autant, en faisant restituer les 200000. Ecus avec les Rentes, que la Compagnie a été obligée de payer à la signature dudit Contract. Cet argent sera remboursé au retour de la seconde Flote, ou des Galions, ou de la Flotille, avec 8. pour cent d'interêt, jusques au jour du payement; Que tous les Arrêts & Saisies sur les Biens de la Compagnie Portugaise dans les Ports de l'Amerique seront d'abord levez, & que tout l'argent qu'on lui doit pour la vente des Negres, ou autrement, sera paié dans deux mois de tems, & qu'il lui sera libre d'emporter tous ses Effets dans un terme convenable, pour les faire transporter à Lisbonne, ou ailleurs.

Le Traité, qui contient les Articles Secrets, doit limiter le cas de la Guerre & les *præstanda* en Troupes & en Vaisseaux de part & d'autre.

VIII.

15. Juin. *Tractaat van Vriendschap, Goed-Verstand en Commercie tusschen zyne Majesteit* FREDERIC *de* IV. *Koning van Denemarken, en de Hoog Mogende Staaten Generaal der* VEREENIGDE NEDERLANDEN, *door welke 't Tractaat van 't jaar* 1645. *vernieuwt en tot fondament van 't tegenwoordige gestelt zynde, men omstandig eens word, niet alleen aangaande al 't geene de vryheid van Commercie en Navigatie in de Zeen, Havens en Revieren van wederzydse Partyen betreft; maar ook wegens de Regten die de Nederlantsche Schepen en Koopmanschappen zullen moeten betaalen, en over de Exemptien die deze in Denemarken en Noorwegen zullen moeten genieten. Gedaan in* Coppenhage *op den* 15. *Junii* 1701. *Mitsgaders een afgezonderde Artykel betreffende de Exemptie aan de Nederlandsche Schepen toegestaan van 't Regt genaamt* Defensions-Schepen, *van den zelven Dag, Maand en Jaar als boven. Als mede een Extract van de Tol-Lyst, of Tarif der Regten in 't jaar* 1691. *door den Koning van Denemarken geordonneert.* [Getrokken uit de Handt-Schriften van Haar Hoog Mogende de Heeren Staaten Generaal der Vereenigde Nederlanden.]

Exhibitum den 23. *Juny* 1701.

ALSO 'er van alle oude tyden tusschen de Koningen van Denemarcken en Noorwegen &c. ter eenre, ende de Hoogh Mogende Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden ter andere zyde Tractaten en Onderhandelingen syn geweest tot vaststellinge van een seeckeren voet, volgens dewelcke de Onderdanen van wederzyden, ende principalyck de Ingezetenen van de Nederlantsche Provincien haere Commercie op de respective Rycken van Denemarcken ende Noorwegen, ende andere Landen en Furstendommen van de Hoogstged. Koningen, als oock door de Zont, met vrugt en voordeel souden kunnen dryven ende voortsetten ende den Alder-Doorlughtigsten, Grootmaghtigsten Koningh en Heer, Heer FREDERICE de IV. Koningh van Denemarcken ende Noorwegen, der Wenden en Gotten, Hertogh van Schleswyck, Holstein, Stoermarn en Dithmarsen, Graaf van Oldenburgh en Delmenhorst &c. ende de Hoog Moog. Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden nu als nogh (niet min genegen synde het wel zyn ende nut van haere respective Onderdanen soo veel mogelyck te bevorderen) in soo loffelycken gebruyck hebben willen continueeren, soo syn van wegens hoogstged. syne Koninckl. Majest. gecommitteert de Hooggeboren, en Hoogh en Wel Geboren Heeren, Heer CONRAD, Graef van Reventlauw, Heer van Frisenwaldt, Loystrup, Calloe en Clausholm, Ridder, Geheyme Raed en Groot Cancelier van syne Koninckl yeke Majesteit; de Heer CHRISTIAEN SIEGFRIED van Plessen, Heer tot Parin en Hoyckendorff, Ridder en Geheyme Raed van syne Koninckl. Majest.; de Heer KNUDT THOTT Heer tot Kundstrup en Gavnoe, Ridder, Geheyme Raed en Gedeputeerde over de Finantien van syne Koninckl yeke Majest.; de Heer CHRISTIAEN VAN LENTHE, Heer tot Barlhausen, Ridder, Geheyme Raed en Over-Crygs-Secretaris van syne Koninckl. Majest.; ende de Heer CHRISTIAEN VAN SCHESTEDT, Over-Secretaris en Estats Raed van syne Coninckl. Majest.; En van wegens Hoogstgemelde Haer Hoogh Mogende de Heer ROBERT GOES, Heer van Bonckhorstburg &c. Resident van haer Hoog Moog. by Hoogstged. syne Koninckl. Maj., om aengaende de voorsz. Vaert, principalyck op Denemarcken ende Noorwegen, mitsgaders op andere Landen ende Furstendommen van hoogstgemelde syne Koninckl. Majest. als oock door de Zont,

VIII.

Traité d'Amitié, de bonne Intelligence & de Commerce, entre FRIDERIC IV. Roi de Dannemarc & les Seigneurs Etats Généraux des PROVINCES-UNIES des Païs-Bas, par lequel le Traité de l'an 1645. étant renouvellé, & posé pour fondement de celui-ci, on convient fort en detail de tout ce qui regarde non seulement la Liberté du Commerce & de la Navigation dans les Mers, Ports & Fleuves de l'une & de l'autre Partie; mais aussi des Droits que les Vaisseaux ou Marchandises des Hollandois devront payer, & des Exemptions dont ils devront jouïr, en Dannemarc, & en Norwege. Fait à *Coppenhague* le 15. Juin 1701. Avec un Article Separé concernant l'Exemption accordée aux Vaisseaux Hollandois du Droit appellé *Defensions-Schepen*, du même jour, mois & an que ci-dessus. Comme aussi un Extrait du Rolle ou Tarif des Droits, ordonnés par le Roi de Dannemarc en 1691. [*Tiré des Archives de L. H. P. les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies.*] 15. Juin

Exhibé le 23. Juin 1701.

COMME il y a eu de tout tems entre les Rois de Dannemarc & de Norwege &c. d'une part, & Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, d'autre part, des Négociations & Traitez pour regler & établir sur quel pied les Sujets de part & d'autre, & principalement les Habitans des Provinces-Unies des Païs-Bas, pourroient avec fruit & avantage exercer & pousser leur Commerce dans lesdits Royaumes de Dannemarc & de Norwege, & autres Païs & Principautez de Sadite Majesté, comme aussi par le Sond; & comme le Très-Illustre & Très-Puissant Roi & Seigneur FREDERIC IV. *Roi de Dannemarc, de Norwege, des Vandales & des Goths; Duc de Slesvic, de Holstein, de Stormaren & de Ditmarsen, Comte d'Oldenbourg & de Delmenhorst &c. & lesdits Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, ont encore voulu continuer un usage si louable, (les uns & les autres étant également portez à avancer, autant qu'il est possible le bien & l'avantage de leurs Sujets); à cette fin de la part de Sadite Majesté ont été nommez Commissaires les Très-Nobles Seigneurs, Mr.* CONRAD *Comte de Reventlauw, Seigneur de Frisenwaldt, Loystrup, Calloë & Clausholm; Monseigneur* CHRISTIAEN SIEGFRIED VON PLESSEN, *Seigneur de Parin & Hoyckendorff, Chevalier & Conseiller Privé de Sa Majesté; Mr.* KNUDT THOTT, *Seigneur de Kundstrup & Gavnoë, Chevalier, Conseiller Privé & Député sur les Finances de Sa Majesté; Mr* CHRISTIAN VON LENTHE, *Seigneur de Burlhausen, Chevalier, Conseiller Privé & Premier Secretaire de Guerre de Sa Majesté; & Mr.* CHRISTIAN VON SCHESTEDT, *Premier Secretaire & Conseiller d'Etat de Sa Majesté: Et de la part desdits Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, Monsieur* ROBERT GOES, *Seigneur de Bouckhorstburg &c. Resident de L. H. P. auprès de Sadite Majesté, pour convenir à l'amiable de ce qui concerne ladite Navigation, principalement vers le Dannemarc & la Norwege, aussi bien que vers les autres Païs & Principautez de Sadite Majesté, de même que par le Sond,*

Zont, en specialyck over de Tollen, die aldaer souden moeten werden betaelt, inder minnen te convenieeren, gelyck deselve Heeren, na communicatie ende exhibitie van wederzyds volmagten in den naem en van wegen haere Hooge Principalen syn geconvenieert in manieren als volgt.

Articul I.

Eersteleyck, sal tusschen syne Majesteyt en desselfs Koninckryeken, Vorstendommen, Landen en Onderdanen aen de eene zyde, en haere Ho: Mo: Heeren Staten Generael, haere Provintien, Landen en Onderdanen aen de andere zyde, allenthalve soo te water als te Landen een opregte en bestendige Vrundschap en Nabuurschap gehouden en gepleegt werden, den een den anderen getrouwelyck meynen, ende niet wat tot des anderen nadeel of schade strecken magh, nog door hem selfs of door quade practyequen van anderen uytwercken, maer veel meer elkanderen voordeel soo veel doenlyck bevorderen, met dat verstand, dat door dese Conventie de Tractaten, die syn Koninckl. Majest. en haer Ho. Mo., met andere Koningen, Republicquen, Princen ende Potentaten hebben gemaeckt (den inhoud van dit Tractaet niet contrarierende) niet sullen gederogeert ofte gepræjudicieert werden.

II.

Den Tol in den Orizond sal vande Ingezetenen der Vereenigde Nederlanden conform de Letter van het Christianopels Tractaat in den jaere 1645. gemaeckt, en volgens de Lyst ofte Tol-rolle doenmaels geaccordeert, ook met wederzyds handteeckeningen en Zegels voltrocken, ende welke Tolrolle mits desen werd gerenoveert, ende aen het ejnde deses is geinsereert, voortaen voor den tyd van twintigh agter een volgende Jaeren, te reeckenen van den dagh van de uytwisselinge der Ratificatien van het jegenwoordige Tractaet, geheven en betaelt werden, wel verstaende, dat de lasten, maten en gewigten van Waaren en Koopmanschappen, welcke volgens den voorsz. Tol-rolle by 't Last, Maat of Gewigt, moeten betalen, sullen werden geconsidereert en genomen op een en deselve voet als die werd gereeckent ter plaatse, daer die Waaren, die vertollen, syn geladen; Ende omme dat geen verschil sal vallen van de uytreeckening van Wynen, soo sal een vat Bourdeause Wyn in de Zond geestimeert werden op twee-en-vyftigh Ryxdaelders, en een vat Nantoise op vyf-en-veertigh Ryxdaelders. Spaensche Wynen aengaende, een pype Mallagacie of andere Spaensche Wynen, op vyf-en-veertigh Ryxdaelders, ende sal volgens dese tauxatie den tol betaelt werden naer de Christianopelsche Tol-Lyste, dat is den dertighsten Penning.

III.

En wat aengaet de Waeren of Goederen, die in de voorsz. Tol-rolle van Ao. 1645. niet gespecificeert zyn, dat selve den Orizontsche Tol na haere waerde sullen betalen, ende dat die waerde sal werden gereeckent na de plaetsen, van waer deselve komen, en een van het hondert van die waerde betaelt.

IV.

Nademael in het 2. en 3. Articul is gestipuleert, op wat voet den Tol in den Orizond in de volgende twintigh jaeren sal geheven werden, ende betaelt, soo sullen oock geduurende dien tyd geen andere bytollen geheven nogh eenige verhogingе geintroduceert worden, onder wat prætext het soude mogen wesen; En soo 'er eenige mogten geheven syn, sullen deselve cesseren, en de Tollenaers en de Tolschryvers oock sigh niet onderstaen, de Schippers meer, als zy na uytwysen van de letter van dit Tractaet schuldigh zyn af te dwingen, ofte voor 't schryven der Tol-Cedullen, 't zy in de Rycken van Denemarcken en Noorwegen, of in de Zont iets meer te neemen, als de Extracten uyt de respective Ordonnantien van syne Majesteit op dat subject, beide aen het eynde deses geinsereert expresselyck mede brengen. Op pœne, dat die geene, die dese contrarie sal komen te doen, metter daed

Sund, & particulierement des Péages qu'on y devront payer; lesquels Seigneurs, après s'être de part & d'autre communiqué & présenté leurs Plein-pouvoirs au nom & de la part de Leurs Seigneurs & Maitres, sont convenus ensemble de ce qui s'ensuit.

Article I.

Premierement on observera & maintiendra entre Sa Majesté & ses Royaumes, Principautez, Pais & Sujets d'une part, & entre L. H. P. les Seigneurs Etats Généraux & leurs Provinces, Pais & Sujets d'autre part, tant sur Mer que sur Terre, une parfaite & durable Amitié comme bons Voisins, & avec de sinceres intentions les uns pour les autres, qu'on ne fera rien directement ni indirectement, par soi ni par de mauvaises pratiques de qui que ce soit, qui puisse tendre au préjudice ou dommage des uns ou des autres; mais que plûtot on travaillera autant qu'il sera possible à l'avantage mutuel; bien entendu, que par cette Convention on ne dérogera ni préjudiciera aux Traitez que Sa Majesté & L. H. P. ont faits avec d'autres Royaumes, Républiques, Princes & Potentats, & lesquels ne sont pas contraires à la teneur de ce présent Traité.

II.

Le Péage dans le Sund se levera & sera payé desormais par les Habitans des Provinces-Unies des Païs-bas (conformement à la Lettre du Traité de Christianstadt fait dans l'année 1645. & selon la Liste ou Rôle de Péage dressé alors & parfait par les Seings & Sceaux de part & d'autre, lequel Rôle ou Tarif des Droits de Péage est ainsi renouvellé & est inseré à la fin du présent Traité), pendant le tems de vingt années consécutives, à compter du jour de l'Echange des Ratifications du présent Traité, bien entendu, que les Lestes, Mesures & Poids des Denrées & Marchandises, lesquelles doivent payer selon ledit Rôle de Péage par Lest, Mesure, ou Poids, seront considerez & pris sur le même pied qu'on les compte sur les lieux où ces Denrées & Marchandises ont été chargées: Et pour qu'il ne survienne aucune contestation sur la supputation des Vins, un Tonneau de vin de Bourdeaux sera taxé dans le Sund à cinquante-deux Richsdales, & un Tonneau de Vin de Nantes à quarante-cinq Richsdales; à l'égard des Vins d'Espagne, une Pipe de Vin de Malaga ou d'autres Vins d'Espagne à quarante-cinq Richsdales; & selon cette Taxation on payera le Péage suivant le Rôle de Péage de Christianstadt, c'est-à-dire, le trentième denier.

III

A l'égard des Denrées ou Marchandises, qui ne sont pas specifiées dans ledit Rôle de Péage de l'année 1645., elles payeront la même chose au Péage du Sund selon leur valeur, & cette valeur sera comptée selon les endroits d'où elles viennent, & elles payeront un pour cent de cette valeur.

IV.

Comme l'on a stipulé dans le 2. & 3. Article, sur quel pied on levera & payera le Péage dans le Sund durant les vingt années suivantes, aussi pendant tout ce tems-là, on n'introduira aucun nouveau Péage ni aucune nouvelle augmentation, sous quel prétexte que ce puisse être: Et s'il arrivoit qu'il en fût levé quelques nouveaux, on les discontinuera, & le Douanier & les Ecrivains de la Douane ne seront pas si hardis que de contraindre les Maîtres de Navires de payer plus qu'ils ne sont obligez selon la Lettre du présent Traité, ni de prendre pour l'Ecriture des Billets de Péage, tant dans les Royaumes de Dannemarc & de Norwege que dans le Sund, plus que les Extraits des Ordonnances de Sa Majesté faites sur ce sujet & qui sont à la fin du présent Traité, n'ordonnent expressément: Sous peine, que quiconque viendra à faire le contraire, perdra

ANNO 1701.

ſal verliezen ſyn Ampt en Bedieninge daer inne hy is, en gedogende, conniverende of aenſiende, dat ſulx by anderen ſoude mogen werden gedaen, ſal deſelve voor de eerſtemael van ſyn Ampt, ende het inkomen daer toe ſtaende, werden geſuſpendeert, voor den tyd van drie maenden, voor de tweedemael voor den tyd van negen maenden, ende voor de derdemael metter daeden effectivelyck ſyn Ampt ende Bedieninge verlieſen.

V.

Sullen oock de Tolbedienden tot meerder gerief ende ſpoediger expeditie van de Schippers gehouden ſyn op de Oriſondſche Tol-Camer te vaceeren alle wercktdagen, des Somers van Paeſſchen tot Michiels des voormiddags van ſes uuren tot elf, ende des naermiddaghs van een uur tot ſeven, des Winters van Michiels tot Paeſſchen van agt uuren tot elf, ende des naermiddags van een uur tot vier. Maer die buyten die tyd of des Sondaghs en andere heylige dagen, om ſigh van de goede wind te bedienen, haere expeditien verlangen, ſullen daer voor een Ryxdaelder aen den Armen geven, ſonder meer.

VI.

De uytreeckeninge van de Tollen ſal in 't toekomende door die, dewelcke ſyne Majeſteit daer toe verordineert heeſt, niet in een ſomme of in 't gros, maer ſpecifiquelyck, ende van ieder parthye goeds in het byzonder gedaen, aen de Schippers gegeven werden, ten eynde daer uyt mag werden geſien, of de Tollen conform de Letter van 't jegenwoordige Tractaet gevordert werden.

VII.

De betalinge van de voorſz. Tollen ſal moeten geſchieden als van ouds gebruyckelyck is geweeſt met ſpecie banco Ryxdaelders. Dogh alſoo de Neerlandſche Schippers klagen, dat de Tollenaers, inſonderheid in Noorwegen, ſeer difficil ſyn in het ontfangen van deſelve banco Ryxdaelders, onder prætext, dat ſy haer volle wigt niet houden ende andere uytvlugten, en daer door de Schippers meenigmael noodſaecken deſelve Ryxdaelders weerom te rugh te neemen, ende ſoo doende tweemael het periculi van de Zee te lopen, ſal ſyne Majeſt. ordonneren, dat de Tollenaers ſoo wel in Denemarcken als in Noorwegen ſonder onderſcheid alle ſoorten van Ryxdaelders ſullen aennemen, die voor banco Ryxdaelders bekent zyn, ten waere dan dat men evidentelyck konde aenwyſen dat ſy beſnoeyt waeren; En aengeſien het oock by verſcheide toevallen ſou kunnen geſchieden, dat de Schippers geen gelegentheid vonden om haer op haere reys na deſe Rycken van banco Ryxdaelders te voorſien, of dat het perikel van de Zee of van den Vyand te groot was, om die over te voeren, ſullen zy mogen volſtaen, met het betalen in Deenſche Croonen, mits gevende tot opgeld voor ieder Ryxdaelder het geen, waer over men nader ter goeder trouw ſal convenieren, na dat men het regte onderſcheid tuſſchen de banco Ryxdaelders en Deenſche Croonen, de ordinaris cours van de wiſſel en andere omſtandigheden ſal hebben geexamineert, en daer op ingenomen het ſentiment van Luyden hen des verſtaende.

VIII

De Waeren en Koopmanſchappen eenmael inden Oriſond vertolt, welcke by het blyven ofte aen de grond raecken van de Scheepen op eenige plaetſen aen de Schoonſe Kuſt, het Cattegat, de Eylanden Anout of Leſouw, of elders daer omtrent, of wel de Ooſt-Zee ingezeylt weſende, genoodſaeckt ſyn de Zond weder in te komen, ſullen niet ſubject mogen werden gemaeckt, om ſoo wanneer die voor de tweede reys den Oriſond in of uytgaen, noghmaels den Oriſondſchen Tol of eenige andere ongelden te betalen, ſullende 't ſelve oock alſo verſtaen werden van Scheepen die door ſtorm of contrarie wind genoodſaeckt werden de Zond weder in te komen.

IX

Sullen oock de Scheepen welcke van elders in den Oriſond

d'abord l'Emploi & l'Office qu'il a; & s'il permet connive & voit commettre ladite chose à quelque-autre, il sera la premiere fois suspendu de son Emploi & de ses Gages pendant trois mois, la seconde fois pendant neuf mois, & la troisieme fois il perdra entierement son Emploi & Office.

V.

Pour plus grande commodité & plus prompte expedition des Maîtres de Navires, les Officiers de la Douane seront aussi obligez de vaquer au Bureau de la Douane tous les jours ouvriers, l'Eté depuis Pâques jusqu'à la S. Michel, le matin depuis six heures jusqu'à onze, & l'aprés midi depuis une heure jusqu'à sept, l'Hyver depuis la S. Michel jusqu'à Pâques, le matin depuis huit jusqu'à onze heures, & l'aprés-midi depuis une heure jusqu'à quatre. Mais ceux qui hors de ce tems, ou le Dimanches & autres jours de Fête, souhaitteront leur Expedition pour profiter du vent favorable, donneront une Richsdale aux Pauvres sans plus.

VI.

La supputation des Droits de Péage sera donnée à l'avenir aux Maîtres de Navires par ceux que Sa Majesté a établis à cette fin, non en somme ni en gros, mais sera specifiée & faite de chaque Portion de Marchandise en particulier, afin qu'on puisse voir par là, si les Droits ont été exigez conformement à la Lettre du present Traité.

VII.

Le payement desdits Droits de Péage se fera, selon l'ancien usage, en Richsdales de banque en espece. Mais comme les Maîtres de Navires Hollandois se plaignent que les Douaniers, particulierement ceux de Norwege, font trés-grande difficulté de recevoir ces Richsdales de banque, sous prétexte qu'elles ne sont pas de poids & autres deffautes, & que par là ils obligent souvent les Maîtres de Navires de reprendre leurs Richsdales & de courir deux fois les perils de la mer, Sa Majesté ordonnera que les Douaniers, tant de Dannemarc que de Norwege, accepteront sans distinction toute sorte de Richsdales qui sont connues pour des Richsdales de banque, horsmis qu'on puisse faire voir évidemment qu'elles sont roguées: Et d'autant qu'il pourroit arriver en certains cas, que les Maîtres de Navires n'auroient pas occasion de se pourvoir de Richsdales de banque pour leur voyage vers ces Royaumes, ou que les perils de la Mer ou des Ennemis seroient trop grands pour les transporter, ils pourront satisfaire en payant en Croonen ou Ecus Danois, pourvû qu'ils ajoutent pour chaque Richsdale le surplus dont on conviendra de bonne foi, aprés qu'on aura consideré la differente valeur des Richsdales de banque & des Croonen ou Ecus Danois, aussi bien que le cours du Change & autres circonstances, & que sur cela on aura pris l'avis des Personnes à ce entenduës.

VIII.

Les Denrées & Marchandises, dont on aura une fois payé les Droits de Péage dans le Sond, étant obligées d'y rentrer aprés que les Vaisseaux auront fait naufrage ou auront échoué sur quelques endroits de la Côte de Schonen, du Cattegat, des Iles d'Anont ou Lesouw, ou des environs, ou bien aprés avoir fait voile vers la Mer Baltique, seront obligées de rentrer dans le Sond, ne pourront être sujettes, rentrant dans le Sond ou en sortant une seconde fois, à payer de nouveau le Péage du Sond ou autres Droits; ce qu'on entendra aussi des Vaisseaux, qui par tempête ou vent contraire seront obligez de rentrer dans le Sond

IX.

De même les Vaisseaux, qui viendront d'autres lieux dans

ANNO 1701. Orizond aenkomen, 't sy om voor storm of onweer een bequame Ree of wel andersints in cas van oorlogh om Convoy te soecken, ende welcke mitsdien het Casteel van Croonenburgh voor by zylen, om met te meer veyligheid voor Elseneur te ankeren, schoon sy de wille niet hebben van verder te gaen, niet mogen werden aengesproocken, of gemolesteert om den Orizondsen Tol.

X.

Insgelyx sullen oock de Nederlandsche Schippers ingeladen hebbende Waeren en Coopmanschappen na Coppenhagen gedestineert, aengaende de Tol in de Zond, op den selven voet getracteert werden als syne Majesteyts eygene Onderdanen.

XI.

Het visiteren der Scheepen en Goederen, den Ingezetenen der Geunieerde Provintien toebehorende, ende door de Zond passerende, sal geduurende de voorgem. jaeren in de Zond geen plaets hebben, ende de Schippers, wanneer sy haere opregte Convoy ende de Pond-Cedallen toonen, daer op geloost werden, ende sullen deselve, wanneer sy daer na hebben vertold, sonder ophouden, ofte molestatie passeeren, oock sonder te setten voor den drooge voor Coppenhagen. Edogh soo wanneer in 't toekomende wierde bevonden, dat syne Konincklycke Majest. door dese bewilliginge in het heffen van syne Tollen, met Lorrendraeyerye of bedrogh sou werden verongelyckt, soo sullen haer Ho: Mo: wanneer deselve daer van werden onderrigt, ende des versoght, alle mogelycke middelen bedencken, ende soo veel doenlyck ordre stellen, dat syne Koninckl. Majesteit anders niet als wat recht en billyck is wedervaren moge. Haer Ho: Mo: sullen oock tot te meerder præcautie die ordre stellen, dat de Commisen de visitatie hebbende gedaen, in derselver Certificatien niet met Cyffer-Letters, maer met Woorden het getal van de Paspoorten sullen uytdrucken.

XII.

Verders sal het den Ingezetenen der Vereenigde Nederlanden vrystaen allerhande Waeren en Coopmanschappen, wat naem die oock souden mogen hebben, door de Zond onverhindert te voeren, maer in tyd, dat syne Koninckl. Majesteit van Denemarcken in oorlogh mogte wesen, sullen sy syne Vyanden geen Waeren van Contrebande toevoeren, *& sic vice versa.*

XIII.

Onder suleke Waeren van Contrabande sullen alleen verstaen werden allerhande Vuurwerken, ende daer toe behorende saecken, als Canon, Musquetten, Mortieren, Petarden, Bomben, Granaten, Saucissen, Pek-kransen, Affuyten, Fourquetten, Bandelieren, Polver, Lont, Salpeter, Kogels, Pieken, Degens, Stormhoeden, Helmen, Curassen, Helbaerden, Paerden, Zadels, Holsters, Draegbanden, Zeylwerck, Touwerck, Pick, Teer en Hennip, mitsgaders die tot de Equipage ter Zee ende den Oorlogh te Lande dienen, sonder eenige verdere Waeren van wat natuur die syn daer onder te comprehenderen; Maer sal het wederzyds Onderdanen vry staen deselve Waeren nae Vyanden Landen te mogen vervoeren, en van daer af te halen, uytgezondert in ende nae belegerde Steden, Fortressen, Casteelen en Havenen.

XIV.

Nederlandse Goederen, die in andere als Nederlandse Schepen souden mogen ingescheept wesen, sullen vermogen de Zont vry en onverhindert passeeren, mits betalende den Tol, dewelcke van Nederlandse Goederen werd gegeven, dogh dat zy met opregte Certificatien van de Nederlandsche of andere aen de Oost-Zee gelegene Steden bewysen dat die Goederen niemanden anders als Nederlandsche Inwoonderen toebehooren.

 XV.

dans le Sond, pour y chercher une bonne Rade contre la tempête ou orage, ou bien pour y prendre du Convoi en cas de Guerre, & qui à cette fin passeront devant le Château de Croneuburg pour aller ancrer avec plus de sûreté devant Elseneur, s'ils n'ont pas l'intention d'aller plus loin, on ne pourra leur rien demander ni les molester pour le Péage du Sond. ANNO 1701.

X.

De même encore les Maîtres de Navires Hollandois, qui auront chargé des Denrées & Marchandises destinées pour Coppenhague, seront traitez, à l'égard du Péage du Sond, sur le même pied que les propres Sujets de Sa Majesté.

XI.

La visitation des Vaisseaux & Effets appartenant aux Habitans des Provinces-Unies, & passant par le Sond, n'aura point de lieu dans le Sond pendant toutes les susdites années; & les Maîtres de Navires, dès qu'ils auront presenté leurs véritables Billets de l'Amirauté, seront crus là-dessus; & après qu'ils auront payé le Péage, ils pourront passer outre sans être empêchez ni molestez, ni sans s'arrêter devant Coppenhague. Mais s'il se trouvoit dans la suite, que Sa Majesté reçut, par ce consentement & complaisance au sujet de la levée de ses Droits de Péage, quelque préjudice par quelque Commerce caché ou autre fraude, en ce cas L. H. P., lorsqu'elles en seront informées & priées, ne manqueront pas de pourvoir aux moyens, & de mettre ordre autant que faire se pourra, qu'il ne soit fait à Sa Majesté que ce qui est juste & équitable. L. H. P. donneront aussi ordre pour plus grande précaution, que les Commis ayant fait leur visitation, expriment dans les Certificats le nombre des Passeports non en chiffres, mais en termes exprès.

XII.

En outre les Habitans des Provinces-Unies auront la liberté de faire passer sans aucun obstacle par le Sond toutes sortes de Denrées & Marchandises, quel nom qu'elles puissent avoir; mais que dans un tems auquel Sa Majesté pourroit être en Guerre, ils ne porteront à ses Ennemis aucunes Marchandises de Contrebande; & ainsi vice versâ.

XIII.

Sous ce nom de Marchandises de Contrebande; on entendra seulement toutes sortes de Feux d'artifice & ce qui y appartient, comme Canons, Mousquets, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Saucisses, Cercles poissez, Affuts, Fourchettes, Bandoulieres, Poudres, Meches, Salpetre, Boulets, Piques, Epées, Pots en tête, Casques, Cuirasses, Halebardes, Chevaux, Selles, Fourreaux de Pistolet, Ceinturons, Voilage, Cordage, Poix, Goudron & Chanvre, outre tout ce qui sert à l'Equipement par Mer & à la Guerre par Terre, sans y comprendre aucune autre Marchandise de quelle nature qu'elle puisse être; mais il sera permis aux Sujets de part & d'autre de transporter lesdites Marchandises dans des Pais ennemis & d'y en aller querir, excepté dans les Villes, Forteresses, Châteaux & Ports assiegez.

XIV.

Les Effets de Hollande, qui seront chargez dans d'autres Vaisseaux que ceux des Hollandois, pourront passer le Sond librement & sans empêchement, pourvû qu'ils payent le Péage qui se donne pour les Effets de Hollande, mais que par de bons Certificats des Villes de Hollande ou de celles de la Mer Baltique ils prouvent que ces Effets n'appartiennent à aucun autre qu'à des Habitans des Provinces-Unies.

XV.

ANNO 1701.

XV.

Alle Nederlanders, dewelcke sigh in de Oostersche Steeden ophouden, het zy voor haer selfs of in Commissie en factorie, wanneer sy haer eygen ofte andere Nederlandsche Inwoonders Goederen in Schepen door de Zont passeeren, deselve sullen even werden getracteert, gelyck andere Onderdanen der Geunieerde Provintien, mits dat sy met behoorlycke Certificatien van de Magistraet van de plaets daer sy resideeren bewysen, dat dese Goederen haer of andere Neerlandse Ingezetenen tochoren.

XVI.

Vorders sullen oock de Scheepen in de Vereenigde Nederlanden 't huys horende, eenige Waaren of Coopmanschappen in de Rycken van syne Majesteit brengende, het zy dat deselve Waeren en Coopmanschappen gebragt werden directelyck uyt de eerste hand, ofte van de plaetse daer se syn gevallen, dan niet, of wel eenige Waeren ofte Coopmanschappen uit syne Majesteits Rycken elders willende vervoeren, geen hoger of meerder Tol betalen, als de eygen Inwoonders ofte Onderdanen van syne Majesteit, ende sal dienvolgende oock cesseren de vier dubbelde Tol gelegt op Waeren en Coopmanschappen, die niet uit de eerste hand, of van de plaetse daer se zyn gevallen, met Nederlandsche Scheepen in syne Majesteits Rycken worden gebragt. Gelyck mede ophouden sal het verbod voor de Nederlandsche Scheepen, omme Waeren of Coopmanschappen tusschen de Rycken van syne Majesteit, ofte tusschen Provintien, Stiften, ofte Steden te vervoeren, gelyck mede sullen ophouden de voorregten ende immuniteyten en exemptien aen de soo genaemde exemptions, ende diergelycke Scheepen, soo ten respecte van de Tollen, die op het inkomen en uytgaen werden betaelt, als ten opsigte van de Orizondsche Tol, door syne Koninckl. Majesteit geaccordeert, en sullen oock de Ingezetenen van syne Koninckl. Majesteits Rycken en Landen in de Vereenigde Nederlanden geene swaerder Tol en lasten betalen, als haer Ho : Mo : eyge Onderdanen.

XVII.

Indien de Onderdanen van syne Majesteyt of eenige andere Natien eenige verligtinge souden mogen hebben of na desen verkrygen in syne Majesteits Rycken en Landen, soo sullen de Ingezetenen der Vereenigde Provintien het selve mede genieren (uytgezondert de Tol vryheid in de Zont, die de Sweeden is toegestaen) ende indien oock de Onderdanen van haer Ho : Mo : of eenige andere Natien eenige verligtinge souden mogen hebben ofte verkrygen in de Vereenigde Nederlanden, soo sal het selve oock syne Majesteits Onderdanen toegestaen werden.

XVIII.

Nederlandsche Scheepen den Tol in eenige Haven van Denemarcken of Noorwegen betaelt hebbende ende daer op gevisiteert synde geworden, sullen in geene andere Haven het zy in Denemarcken of Noorwegen, soo wanneerse daer niet laden of lossen, gevisiteert werden, maer sullen vry passeren, maer om alle sluykeryen voor te komen, soo werd gestatueert ende vastgestelt, dat de voornoemde Schippers haere expeditie van den Tollenaer of Tolbedienden bekomen hebbende, den wind dienende, sigh aenstonts onder zeyl ende in de ruyme Zee sullen moeten begeven, ten zy sulx hun door contrary wind, of andere regtmatige beletzelen mogte werden verhindert, ofte zy om op Convoy te wagten, ofte uyt vrees voor Capers, langer genoodsaeckt waeren aen de plaetsen daer sy haere ladinge hebben ingenomen te verblyven, ofte in andere Havens te moeten inlopen; Het selve werd verstaen van de Scheepen van syne Koninckl. Majest. Onderdanen die in differente Havens van haer Ho : Mo : mogten komen te havenen.

XIX.

De Oorlogh-Scheepen van syne Majesteyt en haer

ANNO 1701.

XV.

Tous les Hollandois, qui résident dans les Villes de la Mer Baltique tant pour leurs propres affaires qu'en Commission ou comme Facteurs, lorsqu'ils passeront par le Sond dans des Vaisseaux leurs propres Effets ou ceux d'autres Habitans des Provinces-Unies, seront traitez tout comme les autres Sujets des Provinces-Unies, pourvû qu'ils fassent voir par des Certificats convenables du Magistrat du lieu où ils résident, que ces Effets leur appartiennent ou à d'autres Habitans des Provinces-Unies.

XVI.

De plus les Vaisseaux appartenans à ceux des Provinces-Unies, portant dans les Royaumes de Sa Majesté quelques Denrées ou Marchandises, qu'elles y soient portées directement de la premiere main, ou de l'endroit où elles auront abordé, & ne voulant pas transporter ailleurs aucune ni quelques Denrées ou Marchandises hors des Royaumes de Sa Majesté, en ce cas ces Vaisseaux ne payeront pas un plus haut Péage que les propres Habitans ou Sujets de Sa Majesté, & par conséquent cessera aussi le quadruple Péage imposé sur les Denrées & Marchandises qui ne seront pas transportées par des Vaisseaux Hollandois dans les Royaumes de Sa Majesté hors de la premiere main ou du lieu où elles auront abordé. De même cessera la défense aux Vaisseaux Hollandois de transporter des Denrées ou Marchandises dans les Royaumes, Provinces, Diocèses & Villes de Sa Majesté; comme aussi cesseront les Priviléges, Immunitez & Exemptions accordées par Sa Majesté aux Vaisseaux nommez Exemptions-Schepen, *& autres pareilles, tant à l'égard des Péages qu'on paye pour l'entrée & la sortie, qu'à l'égard du Péage du Sond, de même aussi les Habitans des Royaumes & Pais de Sa Majesté ne payeront pas dans les Provinces-Unies un plus gros Péage ni de plus gros Impôts que les propres Sujets de L. H. P.*

XVII.

Si les Sujets de Sa Majesté ou si quelques autres Nations venoient à avoir ou à obtenir dans la suite dans les Royaumes & Pais de Sa Majesté quelque soulagement ou diminution, alors les Habitans des Provinces-Unies en jouïront de même (excepté l'exemption du Péage du Sond accordée aux Suedois); de même aussi si les Sujets de L. H. P. ou quelques autres Nations venoient à avoir ou à obtenir dans les Provinces-Unies quelque soulagement, la même chose sera aussi accordée aux Sujets de Sa Majesté.

XVIII.

Les Vaisseaux Hollandois ayant payé le Péage dans quelque Port de Dannemarc ou de Norwege, & ayant été là-dessus visitez, ne seront plus visitez dans aucun autre Port de Dannemarc ou de Norwege, pourvu qu'ils n'y chargent ni ne déchargent pas, mais ils passeront librement; & pour prévenir qu'on ne fraude les Droits de Péage, on statue & ordonne que lesdits Maîtres de Navires, ayant reçu leur Expedition du Douanier ou Officier de la Douane & le vent étant favorable, auront à mettre aussi-tôt à la voile & à se retirer en haute mer, sinon qu'ils en fussent empêchez par le vent contraire ou par quelque autre empêchement légitime, ou que pour attendre le Convoi ou de crainte des Capres ils fussent obligez de rester plus long-tems aux lieux où ils auroient pris leur charge, ou de devoir entrer dans quelque autre Port: La même chose s'entend des Vaisseaux des Sujets de Sa Majesté, qui viendront à entrer dans les differens Ports de L. H. P.

XIX.

Les Vaisseaux de Guerre de Sa Majesté & ceux de L.

ANNO 1701.

haer Ho . Mog : fullen den een des anderen fyne Reeden, Stroomen, Rivieren, Bayen en Havenen ten allen tyden open fyn en blyven, om daer inne en uyt te lopen, ende foo lange voor ancker te blyven leggen, als het de noodfaeckelyckheid vereyscht, fonder gevifiteert te worden, ende fullen foo haest de Capiteynen van wederzyden aldaer aengekomen fyn, het felve aen den Gouverneur, ofte de Commanderende Officieren met reden fyner aenkomste en verblyvens bekent maecken, ende niet meerder als fes Oorlogfchepen telkens ofte te gelyck aen een plaetfe mogen komen, dogh foo het nodigh waer meerder getal nae de een of andere plaetfen te fenden, foo fal fulx alvorens behoorlyck aen fyne Majesteit ofte haer Ho : Mo : (op welcke Rivieren, Bayen ende Havens fodanige Scheepen komen) genotificeert werden, omme derfelver goedvinden ende vergunstiging daer op te vernemen.

XX.

Gelyck oock fulcke Scheepen, foo lange zy aldaer verblyven, figh stil en vriendelyck fullen moeten hooden, foo als het onder Hooge Geallieerden betaemt, oock geen de minste hostiliteyt, tegen wie het oock is ondernemen, oock geen andere Scheepen, fchoon fy oock haere Vyanden waeren, van daer uyt vervolgen, ten zy dan dat fyfe eerst vieren-twintigh uuren hadden laten voor afgaen.

XXI.

Sal oock de paffage ende navigatie door de Zont als oock de trafieq in fyne Koninckiycke Majesteits Rycken en Landen vry en onverhindert blyven, ende derhalven by continuatie mede cefferen het verbot tegens den invoer van verfcheyde Waeren, Manufacturen ende Coopmanfchappen by ofte van wegen fyne Majesteit voorheen geemaneert, en fullen fyne Koninckiycke Majesteits Onderdanen reciproquelyck op defelve voet in de Vereenigde Nederlanden gehandelt werden.

XXII.

Verders is verdragen en geconvenieert, dat binnen fes maenden na het uytwiffelen van het jegenwoordige Tractaet tot onderling vernoegen en fatisfactie een exacte en pertinente manier van metinge van defelve Scheepen, die facil en accuraet en op de tegenwoordige Fabriquen applicabel is, uytgevonden fal werden, ende ondertuffchen fal de metinge der Scheepen gereguleert blyven na het geen des wegen in den jaere 1669, is geconvenieert.

XXIII.

De houtlasten der Schepen, volgens de metinge in het even voorgaende Articul gearresteert begroot en uytgevonden fynde, heeft fyne Koninckl. Maj. belieft dat van die Scheepen, die met haeren opregten ondergefchreven Maatbrieven voorfien fyn, ende hout uyt Noorwegen voeren, voor des Koninghs Tol gevordert en betaelt fal werden een en een agste Ryxdaelders van yder last, fullende geen onderfcheyd ondet het hout, het welcke vergunt is om uyt te voeren wegens den Tol werden gemaeckt, maer alles by lasten, als nu eeven gemelt, werden gereeckent, fonder dat het daer en boven eenige andere Tollen of bytollen, wat naem die oock mogen hebben, geduurende den tyd van dit Tractaet gevordert fullen mogen werden, ende derhalven oock metter daed fullen moeten cefferen, en ophouden alle by-lasten, onder wat voorwendfel ofte praetext het foude mogen wefen, ende de Tollenaers en de Tol-Schryvers in Noorwegen foo wel als in Denemarcken figh exactelyck moeten reguleren naer 't geen Articulo IV. hier vooren is ter nedergestelt.

XXIV.

Een Schip het welck hout geladen heeft, magh wel op de Houthavens andere Waeren, als Pick, Teer, Huyden, Talk (ofte het gunt anders kan werden uytgevoert) inneemen, noghtans fal daer af na het stuck ofte gewight, volgens fyne Koninckl. Majesteits Tolrolle in gelyckheid van fyne Majesteits eygen Onderdanen den behoorlycken Tol werden

ANNO 1701.

L. H. P. s'ouvriront mutuellement & s'accorderont en tout tems leurs Rades, Ancrages, Rivieres, Bayes & Havres pour y entrer & en sortir, & y pouvoir rester à l'ancre auffi long-tems que la néceffité le demande, sans être visitez; & dès que les Capitaines des uns ou des autres seront arrivez en ces endroits-là, ils le feront savoir au Gouverneur ou Officiers Commandans avec la raison de leur arrivée & de leur séjour, & qu'il ne pourra y venir dans un même endroit pas plus de six Vaisseaux de Guerre en un même tems; mais que s'il étoit néceffaire d'en envoyer un plus grand nombre vers l'un ou l'autre endroit, on notifiera auparavant duëment à Sa Majesté ou à L. H. P. dans quelles Rivieres, Bayes ou Havres tels Vaisseaux sont destinez, pour avoir là-deffus leur agrément & leur contentement.

XX.

Et d'autant que de tels Vaisseaux, auffi long-tems qu'ils restent dans ces endroits, s'y doivent tenir paisiblement & comme Amis, ainsi qu'il convient entre de Hauts Alliez, ils ne doivent auffi entreprendre aucune hostilité contre qui que ce soit, ni poursuivre de là aucuns autres Vaisseaux quoi qu'Ennemis, horsmis qu'ils n'ayent auparavant donné à ces Vaisseaux ennemis le tems de vingt-quatre heures pour se retirer.

XXI.

Le Paffage & la Navigation par le Sond, auffi bien que le Trafic dans les Royaumes & Païs de Sa Majesté, resteront libres & sans opposition, & par consequent ceffera auffi desormais la défense émanée ci-devant de Sa Majesté contre l'Entrée de diverses Denrées, Manufactures & Marchandises; & les Sujets de Sa Majesté seront traitez reciproquement sur le même pied dans les Provinces-Unies.

XXII.

En outre on est convenu, que dans le court de six mois après l'Echange du présent Traité, on travaillera à trouver, pour le contentement & satisfaction reciproque, une maniere convenable & exacte de mesurer ces Vaisseaux, & qui soit aisée, juste & applicable aux presentes Fabriques; & que cependant le mesurage des Vaisseaux restera reglé selon ce qu'on en est convenu dans l'année 1669.

XXIII.

Les Lestes de Bois dans les Vaisseaux étant reglez & trouvez selon le mesurage arrêté dans l'Article précedent, Sa Majesté a trouvé à propos, que des Vaisseaux qui auront leurs véritables Billets de Mesurage signez & qui seront chargez de Bois de Norwege, sera exigé & payé à la Douane de Sa Majesté pour chaque Leste une Risch-dale & un huitieme; & qu'à l'égard du Péage on ne fera aucune difference entre le Bois qu'il est permis de tirer de Norwege, mais que tout sera compté par Lestes, comme on vient de le dire, sans qu'on puisse exiger aucun autre Péage ou Droit, quel nom qu'il puisse avoir, pendant la durée du présent Traité; que par consequent cefferont & discontinueront, comme en effet doivent ceffer & discontinuer toutes autres Impositions sous quel prétexte que ce soit; & que les Douaniers & Officiers de la Douane en Norwege auffi bien qu'en Dannemarc se devront regler exactement selon l'Article IV. couché ci-deffus.

XXIV.

Un Vaisseau, qui aura chargé du Bois, a auffi permission de prendre dans les Ports à Bois, d'autres Marchandises, comme de la Poix, du Goudron, des Peaux, du Suif, ou autres choses qu'on peut transporter; cependant on en payera le Droit convenable de Péage par piece ou par poids, sur le pied que les propres Sujets de Sa Majesté le payent selon le Rôle de Péage: De plus

ANNO 1701.

den betaelt; oock sullen sodanige Scheepen, dewelke meer als hout inladen, nopende de voorst. andere Waeren, die sy daer nevens innemen, de visitatie, als billik subject en onderworpen zyn, al even wel sullen van de taxatie van 't Schip soo veele lasten afgetrocken werden, als de Goederen komen te belopen, dewelcke buyten dien en in 't byzonder vertolt syn.

XXV.

In 't vorderen van den Tol sal geen onderscheyd gemaeckt werden, of de Scheepen met de beste, slegtste, ofte middelbatige soorten van hout-waeren beladen mogten wesen, nogh ten reguarde van dien, ofte op præsumptie, datse eenige onvrye ofte verboodene houtwaren ingeladen mogten hebben, eenige visitatie, recherche, veel min retardement werden gedaen, Maer sullen alle de verbodene ofte onvrye houtwaren aengehouden werden, soo wanneer deselve om te laden buyten de Schepen werden gevonden, boven het welck de Ingezetenen der Vereenigde Nederlanden onder geenderley prætext ter oorsaeck van dien, eenige de minste molestatie ofte ongelegentheid aen haer Personen ofte Goederen toegevoegt sal mogen werden, maer sullen na de betalinge van de hier voorgestelde Tol vry en onverhindert mogen vertrecken ende haere reyse vorderen.

XXVI.

De Scheepen, welcke in het Koningryck Noorwegen haere volle ladinge in een Haven hebben ingenomen, ende aldaer respectivelyck ende voor soo verre by de voorgaende XXIII. en XXIV Articulen is toegelaten, syn gevisiteert, ende vertolt, sullen verder niet gevisiteert werden, het sy in deselve, ofte wat Haven die oock mogten inloopen, maer sullen die Schippers toonende hunne Tol-Cedullen, vry passeeren; ende wanneer sy haere ladinge in verscheide Havens innemen, sal in de Havens alwaer die lading ingenomen werd, den inhouden van de bovengeroerde drie en vier-en-twintigste Articulen werden geobserveert.

XXVII.

De Nederlandsche Schippers en Coopluyden sullen in Noorwegen niet godwongen werden Deele of andere Houtwaeren van seeckere luyden aen te nemen of te kopen, maer het sal hun vry staen deselve te koopen van wien ende waer 't hun best beleft. Dogh sal de afladinge niet anders mogen geschieden, als op sulcke plaetsen, die jegenwoordigh actuelyck voor ladingh-plaetsen werden gebruyckt, en hier na nogh verder tot ladingh-plaetsen bequaem gemaeckt en gebruyckt sullen werden.

XXVIII.

Oock sal het de Onderdanen van de Vereenigde Nederlanden toegelaten wesen in Noorwegen allerhande soorten van hout, wat naem het selve mogte hebben, te handelen ende uyt te voeren, uytgesondert het geene syne Majesteit tot desselfs particuliere of publicq gebroyck soude mogen van noden hebben; soo noghtans, dat in sulcken cas het verbod van uytvoer van sodanige noodwendigheden sal moeten wesen generael, ende niet particulier voor de Ingezetenen en Onderdanen der Geunieerde Provintien, blyvende nogtans 't geen in 't voorgaende XXV. Articul is ter nedergestelt in syn volle kragt ende valeur.

XXIX.

Boven de betalinge van de voorst. Tol, sullen de Nederlantsche Schepen, die Hout, ofte andere Waeren in Noorwegen geladen hebben, niet beswaert werden met eenige oncosten, die aldaer tot gerief ende verseeckeringe van de Scheepen soude mogen aengewend werden, en sulx oock niet met eenige ringgelden, ten waere de ringen aen de klippen niet by ofte van wegen syne Majest., maer alleen by particuliere op haer eygen kosten tot commoditeyt van de Schepen souden mogen syn gemaeckt, ende verders nog anders niet; Des dat de Schippers van de

tels Vaisseaux, qui chargent plus que du Bois, savoir les autres susdites Marchandises qu'ils prennent aussi, seront sujets à la Visitation comme étant juste; cependant on déduira de la Taxation du Vaisseau autant de Lestes, auxquels pourront monter les Effets dont le Droit de Péage est déja reglé à part.

XXV.

En exigeant les Droits de Péage on ne fera aucune distinction, si les Vaisseaux sont chargez de la meilleure, de la moindre, ou de la moyenne sorte de Marchandises de Bois, à l'égard de laquelle il ne se fera aucune visitation ni recherche, moins encore donnera-t-on du retardement sous présomption qu'ils pourroient avoir chargé quelques Marchandises de Bois défenduës; mais toutes les Marchandises de Bois non permises ou défenduës seront arrêtées, si on les trouve hors des Vaisseaux avant de les charger; outre cela on ne fera aux Sujets des Provinces-Unies, sous aucun prétexte à ce sujet, le moindre chagrin ou empêchement tant à l'égard de leurs Personnes qu'à l'égard de leurs Effets, mais ils pourront partir & faire leur voyage librement & sans empêchement aprés avoir payé le susdit Péage.

XXVI.

Les Vaisseaux, qui auront pris toute leur charge dans un Port du Royaume de Norwege & qui y auront été visitez & auront payé le Droit de Péage conformement & selon les précedens Articles XXIII. & XXIV., ne seront plus visitez, s'ils viennent à rentrer dans le même Port ou dans quel autre que ce soit, mais ces Maitres de Navires ayant montré leurs Billets de Péage, passeront librement, & lorsqu'ils prendront leur charge dans differens Ports, la teneur desdits Articles XXIII. & XXIV. sera observée.

XXVII.

Les Maitres de Navires & Marchands Hollandois ne seront pas contraints en Norwege de prendre ou d'acheter de certaines Personnes des Planches ou autres Marchandises de Bois, mais ils auront toute liberté de les acheter de la Personne & à l'endroit qu'il leur plaira; mais la charge ne se fera qu'aux lieux qui servent présentement & actuellement de lieux à charger & qu'en ceux qui dans la suite seront rendus propres & serviront aussi de lieux à charger.

XXVIII.

Il sera aussi permis aux Sujets des Provinces-Unies de faire en Norwege commerce de toute sorte de Bois quel qu'il soit, & de l'emporter, excepté celui dont Sa Majesté pourroit avoir besoin pour son usage particulier ou public; bien entendu cependant, qu'en un tel cas la défense du transport de telles choses nécessaires devra être générale, & non particuliere pour les Habitans & Sujets des Provinces-Unies; ce qui est couché dans le précedent Article XXV. eestant pourtant dans son entiere force & vigueur.

XXIX.

Outre le payement dudit Droit de Péage, les Vaisseaux Hollandois, qui ont pris en Norwege du Bois ou autres Marchandises, ne seront chargez d'aucun frais qu'on y pourroit faire pour la commodité & sureté des Vaisseaux, ni même du Droit d'Anneaux, à moins que les Anneaux n'ayent point été attachez aux Rochers par Sa Majesté ou par ses ordres, mais seulement par des particuliers à leurs propres dépens pour la commodité des Vaisseaux, & point autrement; qu'aussi les Maitres de Navires, qui

ANNO 1701.

ANNO 1701.

de Schepen, welcke liever willen blyven leggen op de Reede voor haer anker als de ringen te gebruycken, van de betalinge der voorsz. Ringgelden sullen syn en blyven bevryd; Ende dat onder de naem of titul van andere Commoditeyten, ofte onder hoedanigh ander prætext het oock soude mogen wesen, geen oncosten van wat natuur die oock souden mogen wesen, deweleke souden mogen werden aengewend tot commoditeyt ofte conservatie der Schepen, 't haeren laste gebraght sullen mogen werden; Maer dat aen deselve tot voortsettinge van den handel alle hulp bewesen, ende de nodige Commoditeyten verschaft sullen werden, sonder haer daer over met eenige uytgaft te beswaeren.

XXX.

Dat oock voor haven-geld van de Scheepen die op eenige Ree ofte Havenen van syne Majesteit komen ofte overwinteren, niet meer sal mogen afgevordert werden als van syne Majesteyts Onderdanen na de laetste Toll-rolle van Ao. 1691, werd gegeven, ende van gelyken sal het wesen met de Schepen van syne Majest. Onderdanen, die in haerer Ho: Mo: Havenen inlopen. Ende sal geen Schip, dat op de Reede wil blyven leggen, gedwongen werden in te lopen, soo verre hy in behoorlycke distantie van de Casteelen sigh onthout, maer die Scheepen, die uyt nood gedwongen werden een Haven aen te doen, sullen maer de helft betalen, soo wanneer sy niet lossen of laden.

XXXI.

Is mede tot voorkominge van alle onheylen by syne Majesteit belooft, dat in 't toekomende de Tonnen, Vuuren en Baken, behoorlyck sullen onderhouden werden, ende soo daer omtrent eenige nalatigheid is gepleegt, neemt hoogstged. syne Maj. op sigh daer in behoorlyck te laten voorsien; Gelyck oock is toegeseyt dat een nieuwe Ton op den Trindel met een klock daer op sal geleyt werden: Waer tegen het vuur-en baeckgeld geduurende dit Tractaet conform het voorige van Ao. 1647. te weeten vier Ryxdaelders voor een geladen, ende twee Ryxdaelders voor een ballast Schip, als van ouds sal betaelt werden; Maer als men eenige nieuwe Vuoren ofte Baeken begeert, daer over sal men in 't byzonder convenieeren.

XXXII.

De Privilegien en Geregtigheden der respective Steden in de Vereenigde Nederlanden, in het Spierse Tractaet vermelt, ende andersints by de voorige Koningen van Deenemarcken verleent, ofte by syne Majest. van Denemarcken en Noorwegen selfs voor desen uytgegeven, sullen niet verstaen werden door dit Tractaet verkort of in eenigerley manieren geprajudicieert te syn, gelyck oock met desen alle voorige Tractaten met den Staet gemaeckt werden gerenoveert, soo verre deselve dit Tractaet niet contrarieeren

XXXIII.

De Ratificatie van dit Tractaet sal te gelyck met die van de Defensive Alliantie, insgelycx op huyden gesloten hier tot Coppenhagen uytgewisselt worden ende twee jaeren voor de expiratie van het selve sullen syne Majest. en haer Ho: Mo: door haere Ministers wederzyds by den anderen komen, om te convenieren over de Prolongatie van 't selve Tractaet.

Aldus gedaen tot Coppenhagen den 15. Juny 1701.

Geteekent,

C. G. v. REVENTLOUW.

C. S. v. PLESSEN.

KNUDT THOT.

C. VON LENTEN.

C. SCHESTEDT.

Articul

qui aiment mieux rester à l'ancre dans la Rade que de se servir des Anneaux, seront & demeureront déchargez du Droit d'Anneaux; & que sous le nom ou titre d'autres commoditez, ou sous quel prétexte que ce puisse être, on ne leur imposera la charge d'aucuns frais de quelle nature qu'ils soient, lesquels pourroient être faits pour la commodité ou sûreté des Vaisseaux; mais qu'on leur donnera pour l'avantage du Commerce toute assistence & toutes les commoditez nécessaires, sans les charger pour cela d'aucun déboursement.

XXX.

Qu'aussi pour le Droit d'Ancrage des Vaisseaux qui viennent ou hyvernent dans quelques Bayes ou Ports de Sa Majesté, on n'exigera pas plus que les Sujets de Sa Majesté en donnent selon le Rôle de Péage de l'année 1691.; & il en sera de même des Vaisseaux des Sujets de Sa Majesté qui entreront dans les Ports de L. H. P.; & aucun Vaisseau, qui voudra rester à la Rade, ne sera contraint d'entrer dans le Port, pourvû qu'il se tienne à une distance convenable des Châteaux; mais les Vaisseaux, qui sont obligez par nécessité d'aborder à un Port, ne payeront que la moitié s'ils ne chargent ou ne déchargent pas.

XXXI.

Sa Majesté promet aussi, que pour prévenir tout malheur & tout fâcheux accident, les Tonnes, Fanaux & Balises seront à l'avenir exactement entretenus; & si à cet égard il y a eu quelque négligence, Sa Majesté se charge d'y faire pourvoir comme il convient; l'on promet aussi qu'on mettra sur le Trindel une nouvelle Tonne avec une cloche dessus; & l'on payera comme autrefois pour les Droits de Fanaux & de Balises pendant la durée du présent Traité conformément à celui de l'année 1647. savoir quatre Richsdales pour un Vaisseau chargé, & deux Richsdales pour un qui sera sans charge; mais si l'on desire quelques nouveaux Fanaux ou Balises, l'on en conviendra en particulier.

XXXII.

Les Priviléges & Prérogatives des Villes des Provinces-Unies, dont il est parlé dans le Traité de Spire, & qui ont été accordez par les précedens Rois de Dannemarc ou consentis autrefois par Sa Majesté de Dannemarc & de Norwege elle-même, ne seront pas entendus être restreints, ni diminuez, ou recevoir aucun préjudice de quelle maniere que ce soit par ce présent Traité; par lequel tous les précedens Traitez faits avec L. H. P. sont renouvellez, pour autant qu'ils ne contrarient pas à ce présent Traité.

XXXIII.

La Ratification du présent Traité sera échangée en même tems que celle de l'Alliance Défensive, concluë aussi ce jourd'hui à Coppenhague; & deux années avant son expiration, Sa Majesté & L. H. P. confereront ensemble par leurs Ministres pour convenir de la Prolongation dudit Traité.

Fait à Coppenhague le 15. de Juin 1701

Signé,

C. G. v. REVENTLOUW

C. S. v. PLESSEN.

KNUDT THOT.

C. VON LENTEN.

C. SCHESTEDT.

Article



Articul Secret.

AEngehen 'er in het XVI. Articul van het jegenwoordige Tractaet wel werd gesproken van het doen ophouden der Voorregten, Immuniteyten en Exemptien van de soo genaemde Exemptions-Schepen; Maer in het selve Articul niets en werd gestatueert ten opsigt van het afschaffen der Voorregten, Immuniteyten en Exemptien van de soo genaemde Defensions-Scheepen, waer op haer Ho: Mo: egter niet minder insisteren als op die van de Exemptions-Schepen; heeft syne Majest. van Denemarcken by dit Secrete Articul sigh wel willen verpligten, de gedagte Voorregten, Immuniteyten en Exemptien van dewelcke de voorsz. Defensions-Scheepen, nu eenige jaren aen den ander hebben geprofiteert, haer van nu af aen te ontnemen en te doen ophouden. Dogh ingevalle haer Ho: Mo: nae de expiratie van het Commercie Tractaet, het welck sy jegenwoordigh met Sweeden hebben, aen deselve Croon de Voorregten, Immuniteyten en Exemptien van de Sweedsche Defensions-Scheepen op nieuws quamen te cederen of conniveren, in sulcken geval sullen soo wel syne Majest. als haer Ho: Mo: desen aengaende wederom in haer geheel syn. Dat. ut s.

Getekent,

C. G. v. REVENTLOUW.
(L. S.)

C. S. v. PLESSEN.
(L. S.)

KNUDT THOTT.
(L. S.)

C. VON LENTE.
(L. S.)

C. SCHESTEDT
(L. S.)

Article Secret.

COmme dans le XVI. Article du présent Traité, il est bien parlé de faire cesser les Privileges, Immunitez & Exemptions des Vaisseaux appellez Exemptions-Schepen; *mais que dans ce même Article il n'est rien statué à l'égard de la suppression des Privileges, Immunitez & Exemptions des Vaisseaux nommez* Defensions-Schepen, *sur lesquels L. H. P. n'insistent pas moins que sur ceux des* Exemptions-Schepen; *Sa Majesté a bien voulu s'obliger par cet Article Separé à lever & faire cesser dès à présent lesdits Privileges, Immunitez & Exemptions dont lesdits* Defensions-Schepen *ont joui pendant quelques années consecutives. Mais en cas que L. H.P., après l'expiration du Traité de Commerce qu'elles ont présentement avec la Suede, vinssent à ceder ou conniver à cette Couronne les Privileges, Immunitez & Exemptions des* Defensions-Schepen *Suedois, en ce cas-là tant Sa Majesté que L. H. P. ne seront tenues en rien sur ce point. La Date comme ci-dessus.*

Signé,

C G. v REVENTLOUW
(L. S.)

C. S. v PLESSEN.
(L. S)

KNUDT THOTT.
(L. S.)

C. VON LENTE
(L. S)

C. SCHESTEDT.
(L. S)

Extract uyt de Koninckl. Tolrolle de Anno 1691.

EN vermits sommige Tollenaers en Tolbedienden aen de Tolplaetsen in beyde de Rycken (den Orizond uytgesondert) sigh souden onderstaen tot het waernemen van haere functien aen de Tolplaetsen, dewelcke haer selfs aenbetrouwt syn, Clerquen en Dienaers te houden, dewelcke van de trafiquerende Coopluyden en Schippers tot derselver niet geringe beswaernisse en oncosten, een deel geld voor haere moeyte op een onbillycke manier eysschen en ontfangen, ende op de bestemde uuren in de Tolhuysen selfs niet soo neerstig opwagten als haer is gelast en aenbevolen geworden, en daer en boven niet in gebreecke blyven, van de trafiquerende Coopluyden en Schippers meer als tot hier toe haer gepermitteert is, te nemen, onder voorwendinge dat het de Coopluyden en Schippers selfs vrywillig en ongedwongen vereeren, soo sal hier mede ernstelyck en strengelyck bevolen syn, dat niemand van de gemelte Tollenaers en Tolbedienden, meer als aen het eynde deses is gespecificeert sal mogen aennemen, ende wel by verlies van hunne bedieningen, en restitutie van tweemael soo veel aen die geene, die bewysen sullen, dat sy boven het geaccordeerde quantum van hen ontfangen hebben, en daer en boven even soo veel aen den Armen; Veel min sullen sy magt hebben eenige Dienaers tot dese ofte geene opwagtinge te houden, behalven de Tollenaers binnen Coppenhagen, Christiania, Bergen, Drontheym en Drammen, dewelke alleen gepermitteert sal zyn een Schryver te houden om de trafiquerende des te spoediger te expedieren, indien sy de expeditie niet selfs kunnen waernemen; Edogh sal hen voor sodanigen Dienaer, veel min aen de Dienaer selfs gepermitteert syn, iets van de trafiquerende te ontfangen, al was het oock, dat de Coopluyden, of de Schippers 't selve aen haer vrywilligh wilden geven, alles onder de bovengemelte pœne, op dat onder sodanigen prætext niet iets anders en onbehoorlyx mede moge bedreven worden. Aen de verdere bedienden, dewelcke niet expresselyck tot het bedienen van de Tolhuysen aengestelt syn,

Extract du Rôle ou Tarif des Droits ordonnez par Sa Majesté le Roi de Dannemark en 1691.

ET comme quelques Douaniers & Officiers de la Douane pourroient entreprendre de tenir aux endroits où est la Douane dans les deux Royaumes (excepté dans le Sund), des Clercs ou Serviteurs pour exercer leurs Fonctions aux Douanes qui sont confiées à eux-mêmes, lesquels Clercs ou Serviteurs exigent pour leurs peines d'une maniere injuste & reçoivent de l'argent des Marchands trafiquans & des Maîtres de Navires à leur grand dommage & frais, & ne sont pas presens aux Douanes aux heures ordonnées aussi assidûment qu'il leur est enjoint & recommandé, & qu'outre cela ils ne manquent pas d'exiger des Marchands trafiquans & Maîtres de Navires au delà de ce qui leur a été permis jusqu'à present, sous prétexte que les Marchands & Maîtres de Navires le leur donnent eux-mêmes volontairement & sans contrainte; ainsi il sera presentement ordonné sérieusement & séverement, qu'aucun desdits Douaniers ou Officiers de la Douane ne prendront pas plus que ce qui est specifié à la fin de cette présente, & cela sous peine de la perte de leurs Emplois & de restitution du double à ceux qui prouveront qu'ils auront reçu d'eux au delà de la taxe reglée, & outre cela encore autant aux Pauvres; encore moins auront-ils le pouvoir de tenir des Serviteurs pour ladite ou autre Vacation, exceptez les Douaniers de Coppenhague, de Christiania, de Bergen, de Drontheym & de Drammen, qui seuls auront la permission de tenir un Ecrivain pour expedier d'autant plus promptement les Négocians, s'ils ne peuvent pas vaquer eux-mêmes à l'Expedition: Cependant il ne leur sera pas permis de prendre pour un tel Serviteur, encore moins licite au Serviteur même de prendre quelque chose des Négocians, quand même les Marchands ou Maîtres de Navires le leur voudroient donner volontairement, le tout sous la peine susdite, afin que sous un tel prétexte il ne se commette pas aussi quelque autre chose d'injuste. On défend absolument l'entrée dans le Bureau de la Douane aux autres Officiers ou Serviteurs qui ne sont pas expressement éta-
blis

ANNO 1701.

syn, sal de Tolkamer ten eenemael verboden syn, op pœne van gevangenisse in die naest gelegene Coopstad wanneerse aldaer betrapt sullen werden, ende sullen mede betalen de boeten daer toestaende, en gehouden werden voor sodanige, dewelcke sigh onbehoorlycke middelen hebben aengematigt. Ende indien iemand van de Civile of Magistraets Bedienden ofte militaire Personen, dewelcke gelast syn de wagt aldaer te houden, sigh souden verstouten de Trafiquerende Coopluyden op te houden, of eenigh schryfloon of drinckgeld, of voor sigh selfs, ofte voor haer onderhoorige iets af te eysschen en te nemen soo sullen deselve bedienden van haere bedieningen ontset syn, ende tot een boete het duplum geven aen den armen, als mede aen die geene van dewelcke sy iets genomen hebben, alles als boven gemelt, ende haere Luyden en bedienden by de Tolhuysen betrapt werdende op deselve maniere getracteert werden, als boven van de bedienden der Tol-Officianten is gemelt. Maer de militaire Persoonen, dewelcke sigh hier in sullen komen te vergrypen, sullen naer het Krygsrecht ende de Zee-Articuls, gelyck als ten opsigte van andere onbetamelycke dingen gestraft werden; Werdende derhalven aen de aengestelde Bedienden tot een Schryfgeld van ieder Schip, soo wel inkomende als uytgaende te samen bewillige.

blis pour servir aux Douanes, sous peine, quand on les y trouvera, de prison dans la Ville la plus prochaine, & ils payeront aussi les amandes ordonnées & seront regardez comme s'étant arrogez des biens illicites. Et si quelqu'un des Officiers Civils, ou de la Magistrature, ou Personnes Militaires, qui sont chargez d'y faire la garde, viennent à s'enharder à retenir ou amuser les Marchands trafiquans, ou à leur demander & prendre quelque recompense pour leurs Ecritures ou quelque argent pour boire, pour eux-mêmes ou pour ceux qui dépendent d'eux, alors ces Officiers seront demis de leurs Emplois, & pour amande ils donneront le double aux Pauvres, comme aussi à ceux de qui ils auront reçu ou pris quelque chose, le tout comme il est dit ci-dessus; & leurs Gens ou Valets étant surpris près des Douanes seront traitez de la même maniere qu'il est marqué ci-dessus à l'égard des Serviteurs des Officiers de la Douane. Mais les Personnes Militaires, qui se seront oubliez sur cet Article, seront punis selon le Droit de la Guerre & les Articles de la Mer, de la même manieré qu'on les punit pour d'autres actions défendues: Par consequent l'on accorde aux Officiers établis, pour Argent d'Ecriture de chaque Vaisseau, tant entrant que sortant conjointement, ce qui suit.

	Van en	50 Last daer boven	Van tot	49 Last 20.	Van 5	19 tot Last	Van 4	tot 1 Last
	met de lading	Ballast en ander gering goed als Bootsman voering ende andere lading tot ⅓ deel.	met de lading	Ballast en ander slegt goet als Bootsmans voering en andere lading tot ⅓ deel.	met de lading	Ballast en andere geringen goederen als Boots mansvoering ende andere ladinge tot ⅓ deel.	met de lading	Ballast en anderen slegte goederen als Bootsmansvoering en andere lading tot ⅓ deel.
Een Tollenaer....	6	3	2	1	2	12	12	6
Controlleur en Visiteurs wanneer twee aen een plaets aengestelt syn, geniet een ieder apart.	3	2	1	1	6	6	4	4
Maer waer Controlleur, en meer als twee Visiteurs aengestelt [illegible] plaets van het geene in de boven [illegible] is t'samen gegeven werden	[illegible]	5	3	2	12	8	6	

	De 50 Lestes & au dessus.		De 40 Lestes jusqu'à 20.		De 19 Lestes jusqu'à 5.		De 4 Lestes jusqu'à 1 Leste.	
	Avec la Charge	Balast & autres choses de peu de valeur, comme l'équipage & agreils du Bosseman, ou Contre-maistre, & autre charge à ⅓ partie.	Avec la Charge	Balast & autres choses de peu de valeur, comme l'équipage & agreils du Bosseman, & autre charge à ⅓ partie.	Avec la Charge	Balast & autres choses de peu de valeur, comme l'équipage & agreils du Bosseman, & autre charge à ⅓ partie.	Avec la Charge	Balast & autres choses de peu de valeur, comme l'équipage & agreils du Bosseman, & autre charge à ⅓ partie.
Un Douanier......	6	3	2	1	2	12	12	6
Controlleur & Visiteurs, lorsque deux sont établis en un même lieu, chacun aura pour soi	3	2	1	1	6	6	4	4
Mais là où il y a un Controlleur & plus de deux Visiteurs établis, on leur donnera ensemble à la place de ce qui leur est assigné plus haut dans la ligne, savoir.	9	6	3	2	12	8	6	

TRANSLAET.

WY FREDERIK de vierde, door Gods genade Koningh van Denemarcken ende Noorwegen, der Wenden en Gotten, Hertogh van Sleswyck Holsteyn, Stormarn en Ditmarssen, Graef van Oldenburgh en Delmenhorst &c. Doen kond hier mede, dat Wy allergenadigst goedgevonden hebben een seeckere Ordonnantie voor onse Tolbedienden in de Zond te maken, hoe veel een ieder voor

TRADUCTION.

NOus FRIDERIC IV. par la Grace de Dieu Roi de Dannemarc, de Norwege, des Vandales & Goths; Duc de Sleswic, de Holstein, de Stormaren & de Dismarsen; Comte d'Oldenbourg & de Delmenhorst &c. faisons savoir par la Présente, que de notre grace speciale Nous avons trouvé à propos de faire une Ordonnance pour nos Officiers de la Douane dans le Sond, combien

ANNO 1701.

voor sigh in het toekomende van een ieder Schip de Zond passerende te ontfangen sal hebben;

Namentlyck.

Onsen Tol-Directeur. . . . . ½ Ryxd.
Voor de vier Tol-Cameniers à een Ryxoort te samen. . . . . 1 Ryxd.
De Zegelklopper, dewelcke te gelyck het gestempelde Papier tot de Paspoorte moet besorgen, ende de Bode van het Tolhuys, dewelcke soo wanneer de Schippers aenkomen, en wanneer iets anders van onsentwegen te verrigten voorvalt, het selve aenseyt en bekent maeckt, genieten te samen en voor het gestempelde Papier in alles. ½ Ryxd.

Waer naer sigh alle de geene, die het aengaet aller onderdanigst sullen hebben te richten, ende voor schade te wagten, indien se op de een ofte andere wyse iets meer als voorgemelt souden komen te ontfangen, en sal dit Patent tot een ieders narigtinge in de Tolkamer aengeplakt worden.

combien chacun aura à recevoir à l'avenir de chaque Vaisseau passans par le Sond; Savoir:

Notre Directeur de la Douane. . . . ½ Richsd.
Pour les quatre Commis de la Douane, à un quart de Richsdale chacun. . . . 1 Richsd.
Le Frappeur du Sceau, qui doit aussi fournir le Papier timbré pour les Passeports; & l'Huissier de la Douane, qui lorsque les Maitres de Navires arrivent, & lors qu'il survient de devoir executer quelque autre chose de Notre part, l'annonce & fait savoir, jouissent ensemble & pour le Papier timbré, en tout. . . . . . ½ Richsd.

Selon quoi tous ceux que cela regarde auront à se regler exactement, & à se donner de garde de ne pas prendre d'une ou d'autre maniere plus qu'il n'est marqué ci dessus; & cette Présente sera affichée dans le Bureau de la Douane pour l'instruction de chacun.

TRANSLAET.

NAerdemael syn Koninckl. Majest. van Denemarcken en Noorwegen, &c. alleronderdanigst is voorgedragen, in wat voegen de Schippers en Bootsluyden met Hollandsche Scheepen de Zond passerende, tot hier toe een seecker tantum per cento, soo betalinge van de Orizondse Tol van ieder Schip en desselfs ladinge onder de naem van Bootsmans voering uyt Konincklycke Genade genoten hebben, soo heeft syn Koninckl. Majest. allergenadigst declareren en verklaren willen, invoegen deselve hier mede is declarerende en verklarende, dat de voorsz. Schippers en Bootsluyden van de Hollandsche Schepen de Zont passeerende deselve begenadiginge nog verder ende soo lange het Tol-Tractaet tusschen syne Koninckl. Majest. en de Heeren Staten Generael den 15. Juny 1701. gesloten sal duuren, sullen hebben te genieten, ende dat dit syn Koninckl. Majest. Declaratoir sal syn van die selve kragt, als of het in het voorsz. Tol-Tractaet selfs geinsereert ware.

TRADUCTION.

COmme on a très-humblement représenté à Sa Majesté le Roi de Dannemarc & de Norwege &c., comme quoi les Maitres de Navires & Bossemans (ou Contre-Maitres) passant le Sond, avec des Vaisseaux Hollandois, ont joui jusqu'à présent par sa grace Royale d'un certain tantum pour Cent dans le payement du Péage pour chaque Vaisseau & pour sa Charge sous le nom d'Equipage & Agreils du Bosseman, Sa Majesté a bien voulu par grace speciale déclarer & ordonner, comme Elle déclare & ordonne par la Présente, que lesdits Maitres & Bossemans des Vaisseaux Hollandois passans par le Sond jouiront de la même grace & faveur encore & aussi long-tems que durera le Traité de Péage conclu le 15. de Juin 1701. entre Sa Majesté & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, & que cette Déclaration de Sa Majesté aura la même force & vigueur que si elle étoit inserée dans ledit Traité de Péage.

IX.

2. Juny Vergleich zwischen Hertzog Fridrich Wilhelm zu Mechlenburg-Schwerin und der Mechlenburgs. Ritter-und Landschafft wegen der Garnisons-Legations-Kosten zu Reichs-Deputations-und Creystägen, auch Cammer Zielern. Geben Schwerin den 16. July 1701. Mit Käyserl. Majest. Leopoldi Confirmation. Geben Luxemburg den 2. Juny 1702. [LUNIGS Teutsches Reichs-Archiv Part. Spec. Contin. II. Abtheil. IV. Absatz VI. pag. 601. d'où l'on a tiré cette Piece, qui se trouve aussi dans FRANC. FRIDER. AB ANDLERN *Corporis Constitut. Imperial.* Tom. II. pag. 1352. dans le *Theatrum Europæum* Tom. X. pag. 180. & dans THUCELIUS *in Actis Publicis* Part. II. pag. 273.]

C'est-à-dire,

Convention entre FRIDERIC GUILLAUME, *Duc de* MECHLENBOURG-SWERIN *& les Nobles, Landsasses, & Sujets Provinciaux de sa dependance; sur ce qu'ils devront lui payer, & en quels termes, pour la depense des Forteresses & des Garnisons, & pour celle des Ambassades, des Dietes, & des Deputations aux Assemblées Circulaires. A Swerin le 16 Juillet 1701.* Avec *la* CONFIRMATION IMPERIALE, *donnée à Laxembourg le 2 Juin 1702.*

WIR Leopold von GOttes Gnaden, erwehlter Römischer Käyser, zu allen Zeiten Mehrer des Reichs &c. Bekennen öffentlich mit diesem Brieffe, und thuen kund allermänniglich, was massen an Unsern Käyserlichen Reichs-Hof-Rath N. N. Ritter-und Landschafft beeder Hertzogthümer Mecklenburg, Schwerin und Güstrow, so wohl mit denen Letztabgelebten, Hertzogen Christian Ludwig, und Gustav Adolph, Hertzogen zu Mecklenburg, und nach deren respectivè erfolgtes Absterben, mit des darauff in der Regierung gefolgten Hertzog Friedrich Wilhelms zu Mecklenburg Ldd. wegen verschiedener Gravaminum in langwierigen Rechts-Streit begriffen gewesen, worinnen dann auch nach allerseits beschehener gerichtlichen Handlung und vorgegangener Relation der Acten, und reiffer Erwegung derselben, an obgedacht Unsern Käyserlichen Reichs-Hof-Rath, in specie wegen der Garnison-und Legations-Kosten, zu Reichs-Deputation-und Crayß-Tägen, auch Cammerzielern, am Siebenden Julii, Sechzehen hundert Acht und neunzig eine Sententia definitiva ausgefallen, und Sie Ritter-und Landschafft solches alles zu bezahlen condemniret worden; Nachdeme aber selbe gegen sothane Urtheil das Beneficium Revisionis ergriffen, darzu auch nach Præstirung all deren in Krafft des letzten Reichs-Abschieds erforderlichen Præstandorum admittiret worden, und wir zu verspühren gehabt, daß beede streitende Theile in noch weiters ihnen

und

ANNO 1701.

und dem gantzen Lande höchstschädliche Mißverständnissen verfallen und gerathen würden: So haben wir zu Abwendung dessen / vor allerhöchsten Käyserl. Amts wegen / eine Commission zur Güte und Untersuchung deren obbemeldten Garnisons-Kosten und sonsten / angeordnet / und selbige Unsern Generalen der Ober- und Vorder-Oesterreichischen Landen / daselbstigen geheimen Rath Feld-Marschall-Lieutenanten / bestellten Obristen und des Reichs lieben Getreuen / Johann Martin Geschwind von Peckstein unterm Dato den dreyzehenden Septembris / Siebzehenhundert auffgetragen / welcher denn auch balden darauff in Person in das Mecklenburgische sich begeben / und nach vielfällig angewandter Mühe und Fleiß / obgedachten Hertzogs Friedrich Wilhelm zu Mecklenburg Lbd. mit Ritter- und Landschafft beeder Hertzogthümer Schwerin und Güstraw / in denen zwischen ihnen bißhero obgeschwebten Differentien / also und dergestalt verglichen / wie solches von Wort zu Wort hernach geschrieben stehet / und also lautet:

Von GOttes Gnaden Wir Friedrich Wilhelm / Hertzog zu Mecklenburg / Fürst zu Wenden / Schwerin und Ratzeburg / auch Graff zu Schwerin / der Lande Rostock und Stargard Herr; Uhrkunden und bekennen öffentlich Krafft dieses / vor Uns / Unsere Erben und Nachkommen / regierende Hertzogen zu Mecklenburg / daß / nachdem durch einige Jahre her / zwischen Uns / und Unserer ehebaren Ritter- und Landschafft / verschiedene Mißhellig- und Streitigkeiten / sonderlich derer Garnisons-Legations-Kosten zu Reichs-Deputations- und Creyß-Tägen / auch Cammer-Zielern / sich erhoben / und bey einem Hochlöbl. Käyserlichen Reichs-Hof-Rath in Wien durch Rechten / würcklichen sich anhängig gemacht / und biß anhero angehalten haben / also zwar / daß in erstbesagten Puncten der Garniloos-Legations-Kosten zu Reichs-Deputations- und Creyß-Tägen / und Cammer-Zielern / in vorwohlgedachten Hochlöbl. Käyserl. Reichs-Hof-Rath ein Urtheil unterm dato 7. Jul. An. 1698. vor Uns ausgefallen / und durch dieses Unsere Ritter- und Landschafft / solche Unkosten zu bezahlen / und zu erstatten schuldig erkennt / und verdammt; Hierauff aber von Ritter- und Landschaffe nicht allein das Remedium Revisionis eingewandt / vollkommen erhalten / und in Revisorio fordersamst wiederum gesprochen werden sollen / sondern auch von Ihro Käyserl. Majest. unter andern zu güttlicher Hinlegung derer obberührten Streit-Sachen eine Commission ex officio allergnädigst verordnet / und dieselbe dero würcklichen Cämmerern / Ober-Oestreichischen Geh. Rath / Generalen der Ober- und Unter-Oesterreichischen Landen / Feld-Marschall-Lieutenant / und bestellten Obristen über ein Regiment zu Fuß / Herrn Johann Martin Geschwind von Peckstein ist auffgetragen worden. Wie in Ansehung dessen angewandten vielen Sorgen / und unverdrossenen Bemühung / besörderist Ihro Käys. Maj. zu allerunterthänigsten Ehren / Uns dahin bewegen lassen / und folgender Gestalt verglichen haben.

1. Als gönnen und geben wir allen Mißhelligkeiten / welche durch den obhanden gewesenen Proceß sich ereignet haben / eine Amnestie / und ewige Vergessenheit / unter welcher Amnestie und Vergessenheit / ingleichen Befreyung von Processen in genere und in specie, gesammte Ritter- und Landschafft / sonderlich die Stadt Rostock mit eingeschlossen / auch selbe auff des Landes Bediente / und Consulenten mit verstanden ist: Solcher gestalt / daß denenselben / weder directè noch indirectè wegen ihrer dem Land geleisteten Diensten einiges Mißvergnügen erwecket werden / oder ausgenommen seyn / sondern durch diesen Vergleich zwischen Uns und Unserer getreuen Ritter- und Landschafft ein respectivè gnädigstes und unterthänigstes Vernehmen hiemit wiederum hergestellt / und es dabey sein beständiges und ewiges Verbleiben haben soll.

2. Begnügen wir Uns / daß von E. E. Ritter- und Landschafft Unserer beeden Hertzogthümer Mechlenburg-Schwerin / und Güstraw / wegen mehrbemeldten Garnisons-Legations-Kosten / zu Reichs-Deputations- und Creyß-Tägen / und Cammer-Zielern / einhundert und zwantzig tausend Reichs-Thaler / von beyden Hertzogthümern / den Stargardischen District mit eingeschlossen / jährlichen im October in der / annoch dieses lauffende 1701. Jahr / gleich nach der Erndte / gegen Anfang des Herbsts / im gantzen Lande Mecklenburg einzuführenden uniformen gangbaren Müntz und Werth / als die alten ein- und zwey drittel vor voll / die neuen respectivè zu funffzehen / und dreyßig Schilling / Uns abgetragen werde. Massen E. E. Ritter- und Landschafft des Mecklenburg-Schwerinischen Gestads ihres Theils dasjenige / was in diesem Jahr / das ist vom Octobr. 1700. biß Oct. 1701. zu rechnen / verfallen / und welches vor Uns vor erst hir vorangemerckten Jahr dem Mecklenburg. Gustraw. Hertzogthum nachgesehen worden / mit sechtzig tausend Reichsthalern / (worvon Unsere Fürstl. Schwerinische Dominia dißmahl den dritten Theil / und künfftig hin in beeden Hertzogthümen / nach den beliebenden uniformem modum contribuendi, das Ihrige beyzutragen haben /) à dato inner neun Wochen / ohnfehlbar und richtig erlegen / hinführo aber das behandelte gantze Quantum derer Einhundert und zwantzig tausend Reichsthl. jährlichen vom Octobr. dieses 1701. Jahrs anzufangen / von beyden Hertzogthümern / in kurtz vorbedeuteter im gantzen Lande gleich gangbahren Müntzen und Werth / nach Maaßgebung des Ascecurations-Revers de dato 23. Febr. Anno 1621. §. 18. in den Land-Kasten nach Rostock gebracht / und von daraus ferner an Unsere Fürstl. Cammer so fort bezahlet / und die dabey sich befindende Ubermaaß zu gemeinem Besten des Landes / auff die in erstermeltem §. 18. enthaltene Weiß / und Anzeig / solle gelassen / gebraucht und verwendet werden.

3. Ausser oberwehnt-behandeltem Quanto derer jährlichen Einhundert zwantzig tausend Reichsthaler wollen wir ex capite vel causa derer Guarnisons-Legations-Kosten zu Reichs-Deputations- und Creyß-Tagen / auch Cammer-Zielern / zu keinerley Zeit / Weiß / und Wegen von E. E. Ritter- und Landschafft Unserer beeden Hertzogthümer Schwerin und Güstraw / ein mehrers fordern / oder unter keinerley Vorwand / Nahmen / weniger via facti zu mehrerm Erlag sie nicht anhalten / auch soll dieselbe ex hoc fundamento vel causa, derer Garnisons-Legations-Kosten zu Reichs-Deputations- und Creyß Tägen / auch Cammer-Zielern / ob gleich mehr oder weniger Vestungen im Land Mecklenburg-Schwerin und Güstraw itzo / oder in künfftiger Zeit seyn / und angelegt / viel- oder weniger Mannschafft / Proviant, Munition, oder andere Kriegs-Requisiten zu des Landes / und derselben Beschütz-Erhalt-Besserung und Bau / oder sonst darzu nöthig möchten erfunden werden / nicht verbunden / sondern von solchen allen und jeden / unter was Nahmen / Vorwand / Concession, Indulto generali vel speciali, aut horum extensione, gegenwärtig oder zukünfftighin / per novas Constitutiones Imperii, es beschehen könte / durch Erlag mehr angeregten jährlichen Quanti derer einhundert und

zwantzig

ANNO 1701. zwantzig tausend Reichsthaler (welches E. E. Ritter- und Landschafft eigenem Erbiethen nach in Unserer freyen/ zu des Landes Sicherheit abzielenden Disposition gestellt/ und gelassen wird) gäntzlichen und überall befreyet seyn und bleiben/ über diesen auch zu keinen andern Collecten/ als die im Lande rechtlich/ gewöhnlich und üblich seyn/ gehalten seyn. Hierunter jedoch

4. Wird Quartier- und Lagerstadt vor dem Soldaten ausgenommen/ und nicht verstanden/ Sondern gleichwie Ritter- und Landschafft/ nach hievor gesetzten Einhalt/ von Bezahl- und Verpflegung derer Soldatesca befreyet/ und solche von dem behandelten quanto zu unterhalten wir übernehmen; also auch kan und soll das Land und Städte/ dem Soldaten Dach und Fach/ ohne Service zu geben/ nicht sich entziehen; mit Uns aber jederzeit sich vergleichen mögen/ ob solche Einquartierung effectivè zu leisten/ oder davor Geld abzutragen/ wir thunlich oder nöthig befinden. Und

5. Zumahlen bey der unterm dato 22. Jan. instehenden Jahrs gehaltenen Conference von gesamter Ritter- und Landschaffe angezeiget worden/ wie daß von der gantzen Summa des zu behandelnden Quanti, pro rata die Stargardische Quota abzuziehen seyn würde/ wann/ wie verlauten wolle/ bey geendigter Successions-Sache/ der Stargardische Creyß vom Güstrauischen Hertzogthum solte separiret werden/ und nunmehro nach Innhalt des/ unterm dato Hamburg den 8. Martii a. c. getroffenen Vergleichs/ dieser Stargardische District an des Herrn Hertzogs Adolph Friedrichs Ldn. abgetreten worden ist: Als wird Ritter- und Landschafft unterthänigstem Bitten nach/ die gnädigste Versicherung andurch gegeben/ und lassen wir gnädigst geschehen/ daß die Stargardische Quota dem gesambten Land/ und von der gantzen Quota der Einhundert und zwantzig tausend Reichsthaler jährlichen mögen abgetragen/ und daran einbehalten werden. Im Fall Ihro Kayserl. Maj. wider Unser unterthänigstes Vermuthen/ dafür halten würden/ daß des Herrn Hertzogen zu Strelitz Ldden. an diesem in sententia fundirten und darüber transigirten Garnisons-Legations-Kosten/ und Cammer-Zieler/ einige Rechtsbefügte Ansprache haben können.

6. Solches dermahlen behandelte Quantum der einhundert und zwantzig tausend Reichsthl. Garnisons-Legations-Kosten zu Reichs-Deputations- und Creyß-Tagen/ auch Cammer-Zieler/ soll jährlichen auf einen Land-Tag welchen wir alternatim zu Sternberg und Malchim/ vermöge der letzten Reversalien de Anno 1621. ob es gleich nunmehro nicht nöthig wäre/ aus Gnaden wollen halten lassen) wie gebräuchlich/ per Edictum kund gemacht/ von Ritter- und Landschafft der Modus contribuendi zu Unserer Censur und Approbation übergeben/ die etwan sich befindende Lands-Gravamina von Uns angehört/ und nach Recht und Billichkeit (jedoch daß die Erlegung der Contribution an diese Anhör- und Erledigung deren Gravaminum nicht gebunden ist) abgethan; die Steuer oder Contribution von Unserm Dominio, wie von Ritter- und Landschaffe/ nach hievor puncto 2. beschriebener Weiß/ Maaß/ Müntz und Werth/ in den Land-Kasten nach Rostock gebracht/ und von daraus weiters gehörig bezahlt und verwendet werden. Auch

7. Zu Answeich- und Verhütung aller Stritt- und Mißvernehmen/ welche wegen des Modi Contribuendi, des Land-Kastens und Exemption derer Contribuenten ferners hin sich ereignen könten/ so soll es bey freywilligen/ wie bey Reichs- und Creyß-Steuern/ in specie auch bey diesem jetzo behandelten Quanto derer Garnisons-Legations-Kosten zu Reichs-Deputations- und Creyß-Tagen/ und Cammer-Zielern/ nach Maaßgebung des Assecurations Revers de Anno 1621. §. 18. gehalten seyn und bleiben/ nehmlichen daß bey Uns und Unsern Nachkommen/ regierenden Hertzogen zu Mecklenburg/ jederzeit zween Schlüssel/ und bey Unserer getreuen Ritter- und Landschaffe ingleichen zween Schlüssel/ als einer bey denen von der Ritterschaffe/ und der ander bey denen Städten hinführo seye/ auch die Einnehmer in Unsern und gemeiner Landschafft Nahmen bestellet und beeydet/ und die eingekommene Gelder in Unser Verordneten/ und der von der Landschaffe Deputirten Beyseyn gebührlich berechnet/ und was übrig/ ohne der Landschaffe unterthänige Beliebung nicht in Unserm/ sondern allein zu des Landes/ und gemeinen Besten gebrauche und verwendet werden. Wobey von Abtrag dieses behandelten Quanti derer jährlichen Einhundert und zwantzig tausend Reichsthlr. wir nicht allein keine andere/ als welche de jure eximiret seyn/ befreyen wollen/ sondern es sollen auch Unsere eigene Fürstl. Domania juxta uniformem modum contribuendi, hierzu jedesmahl steuren/ und vor diesmahl der jetzige modus contribuendi interimisticus gebraucht/ ehe und bevor aber eine weitere Contribution erleget wird/ ein neuer modus contribuendi dergestalt vest gestellt seyn soll/ daß/ wann Ritterschaffe und die Städte darunter inner 6. Monaten à dato des geschlossenen Vergleichs/ nicht sich vereinigen könten/ wir so dann solchen modum pro æquitate determiniren mögen/ und wo Ritterschaffe und Städte sich diesesfalls vergleichen/ wir die bishero übliche Approbation darüber Uns bevor behalten/ utroque casu aber der immunitati Nobilium quoad personas, und der wahren alten Ritter-Fürsten (wogegen ingleichen die Freyheit Unserer wahren alten Mayer-Höffe Uns offen bleibet/ und ausnehmen) so viel an Uns/ nicht allein nicht wiedersprechen/ sondern auch bey Ihro Kayserl. Maj. beystehen wollen. Von dem Abtrag derer Reichs- und Creyß Steuern aber ist niemand befreyet/ sondern wie es die Reichs-Constitutiones wegen der Hoff Bedienten/ Cleri, und Gerichts-Verwandten Erlag in denen Reichs-Steuern belieben/ also soll es hierinn ferner gehalten werden. ANNO 1701.

8. Und damit Unsere gnädigste Neigung und Wille zu Aufhebung aller bisherigen und künfftigen Mißhelligkeiten und vollständiger Herstellung respectivè gnädigst und unterthänigstens Vernehmens und Ruhestandes Unsere Erb Ritter- und Landschaffe so vielmehr dancknehmig erkennen mögen; Als haben wir nicht allein alle dermahlen in lite hangende/ und bey gegenwärtiger Kayserlicher Commission angebrachte Gravamina (worüber ein à parte Recess unter heutigem dato aufgerichtet worden) nach Billigkeit gnädigst abgethan; Sondern auch diejenigen Resolutiones, so bey der in Anno 1684. bis 1685. vorgewesenen Kayserl. Commission, und darauf weiter An. 1686. vor die Hand genommenen Handlung/ sind ertheilet worden/ gnädigst confirmiret/ und wollen selbe/ nach über diesen Vergleich eingelangter Kayserl. allergnädigsten Confirmation, innerhalb 4. Wochen publiciren lassen/ und so fort durch zulängliche Mandata die gnädigste Anstalt dahin verfügen/ daß denenselben extra & in Judiciis in allen nachgelebet werde. Massen überhin die Lands-Reversalien/ überall in ihrem Vigore bleiben/ und denenselben hierdurch nichts benommen werd.

9. Das behandelte Quantum der jährlichen

abzu-

ANNO 1701.

abzutragenden einhundert und zwantzig tausend Reichsthlr. soll Ritter- und Landschafft / ingleichen die Domanial-Unterthanen bey Einquartierung und Kriegs-Pressuren / jedesmahl und so lange abführen / als dieselbe bey dem Ihrigen ruhig wohnen / und desselben zu ihrem Unterhalt und Behuff geniessen können. Und bleibt es wegen der sich ereigneten Marchen und Remarchen bey der Anno 1685. abgefaßten Schwerinischen Resolution ad gravam. polit. 11. & 12.

10. Wann Reichs- und Creiß-Steuern separatim oder conjunctim in dem Reich und Creyß sollen verkündiget und abgegeben werden / lassen wir in Gnaden geschehen / daß von dem verglichenen Quanto derer jährlichen einhundert und zwantzig tausend Reichsthlr. der aus dem gleich hiernach stehenden Schemate zu ersehende Abzug Uns gemacher werde.

ANNO 1701.

Schema.

Wann Reichs- und Creyß-Steuern separatim oder conjunctim auf die hernach gesetzte Römer-Monaten steigen / und so viel Geld dazu aufzubringen erfordert wird / lassen wir Uns folgender gestalt von dem behandelten Quanto den Abzug machen.

Bis einhundert Römer-Monate / welche funffzig tausend Reichsthl. ertragen / lassen wir Uns von dem behandelten Quanto der jährlichen einhundert und zwantzig tausend Reichsthlr. nichts abziehen.

1. Wann in dem Reich bewilliget werden einhundert und zwantzig Römer-Monat /	Welche ertragen am Geld sechtzig tausend Reichsthaler.	So lassen Wir an dem beliebten Quanto der einhundert und zwantzig tausend Reichsthaler abziehen zehen tausend Reichsthlr.	Und geben Uns Ritter- und Landschafft; den Stargardischen District mit eingeschlossen / nur einhundert und zehen tausend Reichsthl.
2. Wann beliebet werden ein hundert und viertzig Römer-Monat.	Welche ertragen siebentzig tausend Rthlr.	Lassen wir Uns abziehen zwantzig tausend Reichsthaler.	Und geben Uns Ritter- und Landschafft einhundert tausend Reichsthaler / den Stargardischen District mit eingeschlossen.
3. Wann beliebet werden einhundert sechtzig Römer-Monat.	Welche ertragen achtzig tausend Reichsthlr.	Lassen wir Uns abziehen dreyßig tausend Rthlr.	Und geben Uns Ritter- und Landschafft neuntzig tausend Reichsthaler / der Stargardische District mit eingeschlossen.
4. Wann beliebet werden einhundert und achtzig Römer-Monat.	Welche ertragen neuntzig tausend Reichsthlr.	Lasset wir Uns abziehen viertzig tausend Reichsthlr.	Und geben Uns Ritter- und Landschafft achtzig tausend Reichsthlr. der Stargardischen District mit eingeschlossen.
5. Wann beliebet werden zweyhundert Römer-Monat.	Welche ertragen einhundert tausend Rthlr.	Lassen wir Uns abziehen funffzig tausend Rthlr.	Und geben Uns Ritter- und Landschafft siebentzig tausend Reichsthaler.

Dergestalt / daß diese siebentzig tausend Reichsthaler Uns allemahl netto verbleiben / und Ritter- und Landschafft solche siebentzig tausend Reichsthaler / ohne Abzug der Stargardischen Quotæ, Uns allemahl abzutragen übernehmen / im Fall / wider Unser allerunterthänigstes Vermuthen / Kayserliche Majestät dafür halten würden / daß des Herrn Hertzogen Adolphs Friedrichs Lbd an diesen in sententia fundirten / und darüber transigirten Garnisons-Legations-Kosten und Cammer-Zieler / einige Rechtsbefugte Ansprache haben können; Als bey welchen es zu jederzeit / in allen sein Verbleiben haben / und das Quantum der Einhundert und zwantzig tausend Reichsthlr. solcher gestalt nicht soll überschritten werden.

11. Denen jetzigen An- und Gegenforderungen / welche so wohl wir an Unsere Erb-Ritter- und Landschafft ex capite der Garnisons-Legations-Kosten zu Reichs-Deputations- und Creyß-Tagen und Cammer-Zieler / als hinwiederum an Uns Ritter- und Landschafft / sonderlich der vorgewesenen Executionen und prætendirter Restituendorum halber gestellet haben / diesen allen und jeden gesamt und sonders begeben sich Ritter- und Landschafft krafft dieses nunmehro völlig / gleichwie wir vor Uns und Unsere Nachkommen / regierende Hertzogen zu Mecklenburg / solchen allen / so wie gedachter Garnisons-Legations-Kosten zu Reichs-Deputations- und Creyß-Tägen / auch Cammer-Zieler in verflossener / bis auf gegenwärtige Zeit gemacht haben / andurch völlig renunciiren / also daß alle sothane gegen einander gestellte Prætensionen und Rechnungen hiemit abgethan / völlig aufgehoben / und hierum weder wir an Unsere ehrbahre Ritter- und Landschafft / weder diese an Uns oder Unsere Nachkommen / regierende Hertzogen zu Mecklenburg / weiter was / es seye viel oder wenig / fordern mögen / sollen und wollen. Nechst dem

12. Und schließlichen wie dem / dis- und anderer wegen annoch obschwebenden Processui in genere und in specie mit der Stadt Rostock wie den Ritter- und Landschafft unter einem anjetzo beschicht) überall hiemit kräfftigst entsagen / auch allen und jeden Exceptionibus, solche mögen Nahmen haben / wie sie wollen / in specie der Exception læsionis, rei non transigibilis, rebus in eodem statu non permanentibus, novæ constitutionis ex causa derer Garnisons-Kosten / persuasionis, rei non sic, sed aliter gestæ, restitutionis in integrum, und der gemeinen Rechts-Regul / generalem renunciationem non valere, nisi specialis præcesserit, in Krafft und Macht dieses / jetzo und fürohin / ein vor allemahl in das gesamt / und besonders Uns gäntzlichen begeben haben wollen / und wissentlich und wohl bedacht hiemit begeben / also daß hierwider keinem Theil was zustatten kommen / sondern da wir dagegen

ANNO 1701. gen was vornehmen würden / derley Actus contraventionis eo ipso kraftloß / todt- nd- und nichtig seyn sollen; Und hierauff vor Uns und Unsere Erben / und nachkommenden regierenden Hertzogen zu Mecklenburg / bey Fürstl. Ehren / Würden / wahren Worten und Glauben / diesen Vergleich / stet / vest / unabbrüchlich / und auffrichtig zu halten / und noch durch Uns / noch durch Unsere Räthe und Bediente / noch jemand andern dagegen zu handeln / oder was vorzunehmen / in keinerley Wege / Weiß und Zeit zu gestatten / so wohl versprechen / als auch gerne geschehen lassen / daß in omni casu Contraventionis, hac edocta & probata, so gleich Mandata poenalia S. C. erkandt / und ergehen / nicht weniger / du dieser ungeachtet / wie die Paritioo nicht leisten würden / ad Mandatum Cæsareum, der Creyß / oder wer von denen Reichs-Ständen hierzu allergnädigst möchte beliebet werden / Unsere Erb- Ritter- und Landschafft bey dem Vergleich handhaben soll. Zu mehrer Versicherung dessen allen Ihr. Kayserl. Majest. Unser allergnädigster Herr / diesen Vergleich / nach eigenen allergnädigsten Gefallen / Befinden und Willen / auf das kräfftigst- und verbindlichste confirmiren mögen. Alles treulich und ohne Gefährde.

Zu diesem Ende / und steter Vesthaltung dessen allen / haben wir diesen Vergleich vor Uns / Unsere Erben und Nachkommen / auch Tutorio oomine dor Unserer Herren Gebrüderer Lbdn. Lbdn. mit eigener Hand unterschreiben / und mit Unserm Fürstl. Insiegel fertigen und bekräfftigen lassen / So geschehen in Unserer Residenz, und Vestung Schwerin / den sechzehenden Monats- Tag Julii, des Eintausend / siebenhundert und ersten Jahres.

Friedrich Wilhelm.

(L. S.)

Demnach durch Ihro Kayserl. Majestät allergnädigste und allergerechteste Vorsorge vor die Beruhigung Unsers Vaterlandes / und die Wiederherstellung eines respectivè gnädigsten und unterthänigsten Wohlvernehmens / zwischen dem Durchleuchtigen Fürsten und Herrn / Herrn Friedrich Wilhelm / Hertzogen zu Mecklenburg / Fürsten zu Wenden / Schwerin und Ratzeburg / auch Grafen zu Schwerin / der Lande Rostock und Stargard Herrn / Unserm gnädigsten Lands-Fürsten und Herrn; auch Uns von Ritter- und Landschafft Seiten / eine Commission ex officio auf den Hochwohlgebohrnen Herrn / Herrn Johann Martin Geschwindt / Baron von P ckstein / der Römischen Kayserlichen Majestät würcklichen Cammer- Herrn / Ober- Oesterreichischen geheimbden Rath / Generalen der Ober- und Vorder- Oesterreichischen Lande / Feld-Marschall- Lieutenanten / und Obristen über ein Regiment zu Fuß rc. gegeben / auch durch dessen unermüdete Officia, die Sache / vermittelst göttlicher Hülffe / den 16. Julii dieses Jahres zu einem gedeylichen Schluß dergestalt gebracht worden / daß zween Recessus errichtet / und von Ihro Hochfürstl. Durchl. gnädigst unterzeichnet seyn. So bezeugen wir Endes Unterschriebene / als dazu per Mandatum cum libera, welches von Uns den.. Jul. ad Protocollum des Kayserlichen Herrn Commissarii Excell. sub sigillo eingereichet ist / von Ritter und Landschafft gnugsam Gevollmächtigte / nicht allein Unsere unterthänigste Annehmung vorgedachter Recessen / und aller derer Einhalts hiemit / besondern wir statten auch desfalls Ihro Kayserl. Maj. und Ihro Hochfürstl. Durchl. Unsere respectivè allerunterthänigste Dancksagung hiemit ab / mit geziemender Ansuchung an des Kays. Herrn Commissarii Excell., daß er ferner bemühet seyn wolle / die allergnädigste Kayserl. Confirmation über mehrerwehnte zweene Recesse mit dem fordersamsten auszuwürcken / gleichwie Ihro Fürstl. Durchl. Unser gnädigster Landes- Fürst und Herr / solches eben wohl in denenselben gnädigst bewilliget haben / und wir umb des Kayserl. Herrn Commissarii Excell. mit geziemender gegenwärtigen und künfftigen Dancknehmung jederzeit zu erkennen beflissen seyn werden. ANNO 1701.

Uhrkundlich ist dieserwegen von Uns dieses nicht allein sub sigillo der Ritter- und Landschaffe / offtberührten Herrn Kayserl. Commissarii Excell. ausgestellet / besondern auch mit absonderlicher Unser Nahmens Unterschriffe und angedruckten / angebohrnen Pittschafft bestätiget; So geschehen Schwerin / den sechzehenden Tag Julii Anno Eintausend / siebenhundert und eins.

(L. S.) von R. u. L.

August von Lutzow. (L. S.)

H. V. Molzahmen. (L. S.)

D. V. Plessen.

P. C. V. Bassevitz. (L. S.)

Jost Heinrich Behr. (L. S.)

Bülow. (L. S.)
Wegen Schwerinischen Ambts. (L. S)

Joachim Friedrich Vieregge. (L. S.)
Wegen des Ambts Güstraw.

J. D. Bülaw. (L. S.)

S. V. Bülaw / (L. S.)

Raben G. B. Gülaw. (L. S.)
Wegen des Ambts Buckow. (L. S.) (L. S.)

E. Molthe. (L. S.)
Wegen des Ambts Stackenhagen.

L. S. St. Lesten, (L. S.)

Ch. Molthe, (L. S.)
Wegen des Ambts Knoyen.

J. J. B. Sperling. (L. S.)

Bartold Heinrich Schackh. (L. S.)

Christian von Blüchern. (L. S.)
Diese wegen des Ambts Mecklenburg.

Adam Renner Koppelow / (L. S.)

Joachim Hartwig von Ditten rc. (L. S.)
Wegen des Ambts Grabaw.

Gustav Pritzbuer, (L. S.) (L. S.)
Wegen des Ambts Wendenhagen und Lübz

L. S. B. Meerheim. (L. S.)

B. Barner. (L. S.)
Wegen des Ambt Schwan.

M. F.

ANNO 1701.

M. F. Berner, (L. S)

Isperling. (L. S.)
Wegen des Ambts Crinwiz.

J. V. Bülow/ (L. S.)
Aus dem Ambt Sternberg.

E. V. Knesebeck, (L. S.)
Wegen Boitzenburg.

H. von Restorff.

G. Du Puis. (L. S.)

J. D. Preens. (L. S.)
Wegen des Ambts Ridniz.

S. S. V. Halberstad. (L. S.)

Nicolaus Schmidt/ (L. S.)
Wegen der Stadt Parchim und nomine der gesamten Städte Schwerinischen Antheils.

J. Vick, (L. S.)
Nomine der Städt Güstraw/ und sämtl. Städte Güstrauisch. Antheils.

C. H. Poggenberg. (L. S.)
Wegen der Stadt Schwerin.

Und Uns nun so wohl obgedachten Hertzog Friedrich Wilhelms zu Mecklenburg Liebden als auch ermeldte Ritter- und Landschafft/ diesen unter Ihnen Authoritate Commissionis nostræ Cæsareæ getroffenen Vergleich notificiret/ und beederseits respectivè selbst/ und durch ihren ad Acta legitimirten Procuratorem, um Ertheilung Unserer gnädigsten Kayserlichen Confirmation angeruffen und gebeten; Als haben wir angesehen/ nicht nur solch allerseits im Streit begriffenen gewesenen Theilen unterthänigstes/ an sich selbsten höchstbilliches Gesuch/ sondern auch daß hierdurch dieselbe dermahleinst in Ruh und Fried gesetzt/ und denen bey Continuation dieses Processus zu allerseits interessirten Theilen unwiederbringlichen Schaden/ zu befahren habenden vielfältigen gefährlichen Weiterungen gäntzlich abgeholffen werde/ und dahero mit gutem Rath/ rechtem Wissen/ und wohlbedächtiger Uberlegung aller dieser Sachen halber/ Uns von Unserer Kayserlichen Commission eingeschickten Relationen und geführten Protocolli so wol/ als auch von denen verglichenen Theilen/ und sonderlich von einigen gegen diesen Vergleich sich angegebenen Adelichen Mit-Gliedern eingelangten Nothdurfften/ obinserirten Vergleich/ in allen seinen Puncten/ Clausulen/ Inhalt/ Mein- und Begreiffungen/ des ersterwehnter massen von einigen Adelichen dagegen beschehen unbefugten Einwendens ungehindert/ gnädigst confirmirt/ bestätiget/ und all das jenige/ was in Krafft obtragenden allerhöchsten Kayserlichen Ambts dabey zu præstiren seyn kan oder mag/ præstiret haben wollen. Thun das/ confirmiren und bestätigen denselben hiemit von Römischer Kayserlicher Macht/ Vollkommenheit wissentlich in Krafft dieses Briefes/ und meinen/ setzen und wollen/ daß obinserirter Vergleich alles seines Innhalts/ gültig und kräfftig seyn/ stet/ vest/ und unverbrüchlich gehalten und vollzogen/ und darwider in keinem Punct ichtwas vorgenommen/ sondern demselben von allerseits interessirten Theilen insgesampt/ und einem jeden insonderheit völlig nachgelebet und erfüllet werden soll. Und gebieten darauff allen und jeden Churfürsten/ Fürsten/ geistlichen und weltlichen/ Prälaten/ Grafen/ Freyen/ Herren/ Rittern/ Knechten/ Land-Voigten/ Hauptleuten/ Vitzdomben/ Voigten/ Pflegern/ Verwesern/ Amtleuten/ Land-Richtern/ Schultheissen/ Bürgermeistern/ Richtern/ Räthen/ Burgern/ Gemeinden/ und sonst allen andern Unsern und des Reichs Unterthanen und Getreuen/ in was Würden/ Stand oder Wesen die seynd/ ernstlich und vestiglich mit diesem Brief/ und wollen/ daß Sie die sämtlich verglichene Theile/ wieder obeinverleibten Vergleich und Recess und diese Unsere darüber cum plenissima causæ cognitione ertheilte Confirmation und Bekräfftigung nicht irren oder hindern/ sondern sie deren/ wie obstehet/ ruhiglich und unperturbiret freuen/ gebrauchen/ nutzen und geniessen lassen/ insonderheit aber Wir seiner des Hertzog Friedrich Wilhelms zu Mecklenburg Ldn/ wie auch Ritter- und Landschafft des Hertzogthums Mecklenburg/ Schwerin und Güstrowischen Antheils insgesambt/ und einem jeden derselben/ insonderheit deren Erben und Nachkommen/ daß Sie auch Ihres Orts obstehenden Vergleich in allen Puncten/ Articulen/ Clausulen/ Innhalt/ Mein- und Begreiffungen/ gestracks nachkommen/ und geleben/ darwider nichts thun/ handeln oder fürnehmen/ noch das jemand andern zu thun gestatten/ in keinerley Weiß noch Weg/ als lieb einem jeden sey/ Unsere Kayserliche Ungnad und Straff und darzu eine Poen/ nehmlich funfftzig Marck löthigen Goldes zu vermeiden/ die ein jeder/ so offt er freventlich hierwieder thäte/ Uns halb in Unsere Kayserliche Kammer/ und die andere Helffte denen interessirten Theilen/ oder welcher von Ihnen hierdurch beleidiget würde/ unnachläßig zu bezahlen verfallen seyn solle. Mit Uhrkund dieses Brieffs besiegelt/ mit Unserm Kayserlichen anhangenden Insiegel/ der geben ist zu Laxenburg/ den underten Monats-Tag Junii/ nach Christi Unsers lieben HErrn und Seeligmachers gnaden-reichen Geburth/ im Ein tausend siebenhundert und anderten/ Unserer Reiche des Römischen im vier und viertzigsten/ des Hungarischen im Sieben und viertzigsten/ und des Böhmischen im viertzigsten Jahr.

Leopold.

(L. S.)

Vt Dominicus Andreas, Graf von Kaunitz.

Ad Mandatum Sac. Cæsar. Majest.
proprium. C. F. Consbruch.

X.

16. Juillet

Herrn Hertzogs Fridrich Wilhelms von Mecklenburg-Schwerin Resolution der Ritter- und Landschafft ertheilt/ Wodurch Er die von seinen Vorfahren Hertzog Christian Ludwig in Schwerin/ und Hertzog Gustav Adolph zu Güstraw ertheilte und extradirte Resolutiones auf gewisse Art und Maaß confirmiret/ und in eben der Maaß den völligen effect von Landes-Fürstlichen Constitutionibus denselben beyleget/ und gerne zu zu lassen verspricht/ daß in casu Contraventionis Mandata pœnalia sinè Clausula wider ihn erstattet/ und da er die parition nicht leysten würde/ ad Mandatum Cæ-

sareum

ANNO 1701.

fareum der Creyß / oder wer von Reichs-Ständen hier zu beliebet würde / die gemelte Ritter- und Landschafft bey denen Resolutionen handhaben solle. Schwerin den 16. July 1701. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. II. Abtheil. IV. Absatz. VI. pag. 630. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans THUCELIUS *Acta Publica d. Rom. Imp.* Part. II. pag. 273.]

C'est-à-dire,

Resolution de FREDERIC GUILLAUME *Duc de Mecklenbourg Swerin en faveur de sa Noblesse & du Païs, par laquelle il confirme toutes les Resolutions accordées par ses Predecesseurs* CHRISTIAN LOUÏS *Duc de Swerin, &* GUSTAVE ADOLPHE *Duc de Gustrau, voulant qu'elles ayent la même force, & le même effect que les Constitutions Ducales & Territoriales; & consentant qu'en cas de Contravention de sa part, on puisse obtenir contre lui des Mandements peinaux* sine Clausula, *& que s'il manque d'y obeir, quelqu'un des Etats du Cercle soit choisi par Commandement de l'Empereur pour les executer, & pour maintenir sa dite Noblesse & le Païs dans la pleine jouissance desdites Resolutions. A Swerin le 16. Juillet* 1701.

VON GOttes Gnaden / wir Fridrich Wilhelm / Hertzog zu Mecklenburg / Fürst zu Wenden / Schwerin und Ratzeburg / auch Graf zu Schwerin / der Lande Rostock und Stargard Herr. Uhrkunden und bekennen hiemit / Demnach bey jetzo vorseynder Käyserl. Commission Unsere getreue Ritter- und Landschaffe beyder Hertzogthümer Mecklenburg unterthänigst zu erkennen gegeben / wie daß die in Annis 1684. und 1685. bey damahls vorgewesener Käyserl. Commission und darauff weiter in Anno 1686 erfolgten weitern Handlung / von Unseren Vorfahren / Herrn Hertzog Christian Ludwigs / und Herrn Hertzog Gustav Adolphs / Ldn. Ldn. nunmehro Hochseel. Andenckens / gnädigst respectivè ertheilet / und extendirte Resolutiones nicht publici juris geworden / auch daher dieselbe bey Unseren Regierungen / Land- und Hof-Gerichten und andern Gerichten / in judicando und sonsten nicht observiret werden können / mit dem gehorsamsten Ersuchen / Wir sothane Resolutiones nicht allein gnädigst zu confirmiren / besondern auch den völligen Effect von Fürstl. Landes-Constitutionibus denenselben beyzulegen / und darnach in Unsern Gerichten sententioniren und sprechen zu lassen / in Gnaden geruhen möchten; Und dann solchem Unser getreuen Ritter- und Landschafft unterthänigstem Gesuche / Wir in Gnaden dergestalt deferiert / daß / nachdem dieselbe bey nunmehro consolidirten Schwerin- und Güstrowschen Hertzogthümern Uns vorher zu freyer Wahl gelassen / von denen so genandten Schwerin- und Güstrowschen commodibus Resolutionibus zu nehmen / welche Uns gnädigst beliebig / Wir darauf auf Maaß und Weise / wie das nachfolgende darleget / die Güstrowsche / da aber von selben keine / ob cessans gravamen Gustrovlense vorhanden / die Schwerinische Resolutiones an dero statt solcher gestalt erwehlet haben / daß nichts desto minder bey denen Schwerinischen und Güstrowschen so genandten Specialibus & Specialissimis Resolutionibus von Adel und Städten es / wie gleicher gestalt nachstehet / sein Verbleiben haben solle / Jedennoch / daß / so weit die bey gegenwärtiger Käys. Commission gnädigst abgegebene Resolutiones ad additamenta, welche hiebey angefüget seyn / in ein und andern von denen vorangeführten abstimmig seyn möchten / diese Letztere denen Ersteren derogiren / und darauff / der vorhergehenden andern Resolutionen ungeachtet / in judicando und sonsten reflectiret werden solle.

Was die so genannte wenige Excepta Gostroviensia belanget / weiln man darunter sich nicht hat vergleichen können / sind dieselbe zu Ihro Käyserl. Majest. allerhöchsten Decision ausgesetzet / indessen zur Nachricht gleichfalls hiebey / und zwar vor denen bey gegenwärtiger Commission übergebenen Additamentis annectiret / daß solchem nach alles in nachfolgender Ordnung / also / daß das Gravamen an der einen / und die Resolution an der andern Seiten gegen über gesetzet werden.

Zu dessen mehrern gnädigsten Versicherung Wir allen und jeden Exceptionibus, sie mögen Nahmen haben wie sie wollen / hiemit kräfftigst entsagen / in specie der Exceptioni Læsionis, rei non transigibilis, rebus in eodem statu permanentibus, novæ Constitutionis ex causa der Guarnisons-Kosten / Persuasionis, rei non sic sed aliter gestæ, restitutionis in integrum, und der gemeinen Rechts-Regul Generalem renunciationem non valere, nisi specialis præcesserit, in Krafft und Macht dieses / jetzo und fürohin / ein für allemahl / in das gesambte und besonders / Uns gäntzlichen begeben haben wollen / und wissentlich und wohl bedacht hiemit begeben / also / daß hierwieder keinem Theil was zustatten kommen / sondern / da wir dagegen was vornehmen würden / derley Actus contraventionis eo ipso Krafftloß / todt / ab / und nichtig seyn sollen. Und hierauff vor Uns / Unsere Erben und nachkommende regierende Hertzogen zu Mecklenburg / bey Fürstlichen Ehren / Würden / wahren Worten / und Glauben / diese Resolutiones stet / fest / unabbrüchlich und auffrichtig zu halten / und noch durch Unsere Räthe und Bediente / noch jemands andern dagegen zu handeln / oder was vorzunehmen / in keinerley Wege / Weise und Zeit zugestatten / so wohl versprechen / als auch gerne geschehen lassen / daß in omni Casu contraventionis, hâc edoctâ & probatâ so gleich Mandata pœnalia sine clausula erkant und ergehen / nicht weniger / da dieser ungeachtet / Wir die Parition nicht leisten würden / ad Mandatum Cæsareum der Creyß / oder wer von denen Reichs-Ständen hiezu allergnädigst möchte beliebet werden / Unsere Ehrbare Ritter- und Landschafft bey denen Resolutionibus handhaben solle.

Zu mehrer Versicherung dessen allen Ihro Kays. Majestät / Unser allergnädigster Herr / diese Resolutiones nach eigenen allergnädigsten Gefallen / befinden und Willen auf das kräfftigste und verbindlichste confirmiren mögen. Alles treulich und ohne Gefährde; Zu diesem Ende und steter Festhaltung dessen allen / haben Wir diese Resolutiones vor Uns / Unsere Erben und Nachkommen / auch Tutorio nomine vor Unsere Herren Gebrüdere Lbden Lbden mit eigener Hand unterschrieben / und mit Unserm Fürstlichen Innsiegel fertigen und bekräfftigen lassen. So geschehen in Unserer Residentz und Vestung Schwerin den sechszehenden Monaths-Tag Julii des Eintausend Siebenhundert und Ersten Jahres.

Friedrich Wilhelm.



Eccle-

ANNO 1701.

Ecclesiastica Gravamina.

1. Membrum 1 § 1. Reversal. Ist einer Ehrbahren Ritter- und Landschaffe versprochen / daß Sie ohne einige Aenderung in Doctrinalibus & Ceremonialibus geruhiglich gelassen / und (2.) das Consistorium neben dem Jure Episcopali gemein bleiben / und dasselbe die Inspection haben / inquiriren / die dahin gehörige Sachen cognosciren / und darein sprechen soll.

Membr. 2. Wogegen im Lande geklaget wird / daß zu mercklicher Gefahr der Kirchen-Sachen / theils Consistorial-Sachen nach Hofe gezogen / particular Synodi gehalten /

Membrum 3. Einseitige Verordnungen gemacht / und per subsequentia Mandata Emseitig haben wollen introduciret werden / und zwar

Membr. 4 Inter alia die Kirchen-Gelder insciis, & invitis dotantibus Patronis, als dotes Ecclesiarum. 1. Zur Superintendenten-Kutschen / 2 Erbauung anderer Kirchen und Priester-Häuser. 3. Zehrung der Superintendenten bey den Synodis. 4. Ausgabe an die Superintendenten bey denen Priester-Præsentationen / und andern dergleichen verwendet / Executiones desfalls ertheilet / und so wohl in diesem / als in dehme / daß zu Belegung der Kirchen-Gelder und Auffnahm der Kirchen-Rechnung dem Patrono, ohne Vorbewust und Beyseyn des Superintendenten, dem Herkommen nach / zu verfahren wil verbothen werden.

Membr. 5. Bey sothanen Rechnungen so gar dem Superintendenti und Visitations-Notario jedem 1. Reichsthaler gereichet werden soll / wodurch dem Patrono höchlich præjudiciret / und denselben als wieder das Herkommen / Policey-Ordnung / und Fürstl. Versprechen in der Kirchen-Ordnung / da niemand an seinem Jure Patronatus Eintrag geschehen soll / diese von dem löbl. Vorfahren hergebrachte / und biß diese Zeit geruhiglich gehabte Jura genommen / und das Land besorgen müssen / daß bey denen Religions änderjahmen Läufften männiglich in die äuserste Seelen-Gefahr gesetzet / und verwüstete Kirchen erfolgen werden / um so viel mehr / da

Membr. 6. Patroni nicht liberam præsentationem der Prediger / wie vor Alters behalten / dessen Effect zum theil die Chur-March Brandenburg zeigen kan / wofür man aber / wenn die so sorgfältig von denen Antecessoribus eingerichtete Functiones der Patronorum (von denen Sie ja ohne dem zu aller Zeit auff gnädigstes erfodern des Episcopi, Rede und Antwort zu geben schuldig seyn) mit Beystande eines wohlbesetzten Consistorii allenfalls der gnädigsten Landes-Herrschaffe Assistentz versichert seyn kan.

2. Daß

Resolutiones.

ANNO 1701.

Ad Grav. I. Membr. 1. Daß in Ecclesiasticis in beyden Hertzogthümern Mecklenburg / nach Innhalt der Kirchen- und Consistorial-Ordnung eine Conformität beybehalten / und solchem nach auch in specie die General-Fast-Buß und Beth-Tage / aller Orthen gantz und zu gleicher Zeit gefeyret werden sollen.

Ad Membr. 2. Daß / wie das Consistorium nebst dem Jure Episcopali vermöge Assecurations-Revers de Anno 1621. §. 3. nach wie vor gemein bleibet / also auch die ans Consistorium vermög der Consistorial Ordnung und Reversalen, auch sonsten de Jure gehörige Sachen nicht sollen einseitig an die Fürstl. Höfe gezogen / sondern bey dem Consistorio, als einem geistlichen Gerichte zu rechtlicher Cognition und Decision unbehindert gelassen werden.

Ad Membr. 3. Daß auch bey Einseitigen Synodis nichts erörtert / weniger concludiret werden möge / was Innhalts der Kirchen-Ordnung / oder sonsten de Jure dahin nicht gehöret / die Relationes so viel der Prediger und Zuhörer Leben und Wandel betrifft / und die Reversalen, und Superintendenten-Ordnung etwas nicht erfordert / dem Consistorio eingeschicket werden sollen.

Ad Membr 4. Wollen Ihro Hoch-Fürstl. Durchl. dahin sehen / daß die Kirchen-Gelder conserviret werden / und lassen es bey dem Innhalt der Superintendenten-Ordnung §. 7mo vers. So sollen ingleichen die Oeconomi &c. allerdings bewenden.

Ad 5. Membr. Es lassen auch Ihro Durchl. geschehen / daß die Patroni der Kirchen / sambt dem Pastore von denen Kirchen-Vorstehern laut der Policey-Ordnung jährlich Rechnung fordern und nehmen mögen / jedoch ohne Nachtheil oder Abbruch weiterer Untersuchung / und gehöriger Revision der Superintendenten.

Ad 6. Membr. Ferner auch die Patroni bey ihrem Jure Patronatus in specie bey Nomination, wie auch Præsentation gewisser subjectorum zum Predig-Ambte / nach Innhalt der Superintendenten- und Kirchen-Ordnung / alten Christlichen Herkommen und Gewohnheit gemäß / zu sambt dem Jure vocandi geschützet werden sollen. Wie dann J. Fürstl. Durchlauchtigkeit wegen der Küster-Wahl es auch bey obgeregter Superintendenten Ordnung bewenden lassen / und daß / wenn desfalls zwischen denen Patronen und Predigern einige Streitigkeiten entstehen / welche der Superintendens in Güte nicht heben könte / dieselbe beym Consistorio ausgemachet werden mögen; Jedoch wollen Ihro Durchl. Ihrem Juri Episcopali nichts abgebrochen / weder præjudiciret / sondern dasselbe expresse reserviret und vorbehalten haben.

G

Ad

ANNO 1701.

2. Daß das Consistorium so langt Jahre nicht vollenkommen/ absenderlich mit JCtis besetzet/ wodurch viele vorkommende geistliche ans Consistorium gehörige Sachen weitläufftig gemacher/ und ihrer Wichtigkeir nach/ nicht befodert werden können.

3. Daß der Appellation vom Consistorio ans Hoff-Gericht per specialin Relcriptn ihr freyer Lauff gehindert wird.

4. Daß nach Maaßgebung der Fürstlichen Erbverträge und Reversalen keine gemeine einmüthige Visitation von beeden hohen Fürstlichen Häusern angeordnet/ weniger dieselbe nach gnädigstem Versprechen §. 11. Reversalen ans Coosistorium eingeschicket/ und dadurch einmüthige Verordnungen in Behörung beeder Theile/ der Lehrer und Zuhörer/ auch sonsten in Ceremoninlibus gemachet/ sondern bey den Special-Visitnrionibus mehrmahlen auff einseitigen Bericht der Prediger mit einer grossen Ungleichheit senderliche Verordnungen inaudita utraqnc parte gemachet/ den Pnstnreo zu allerhand Excessen, auch denen andern Religionen diese Unsere Religion zu verlästern Anlaß giebet.

5. So findet sich in denen meisten Städten/ daß die Oecooomeyen die grösten Theile der Städte Aecker an sich gebracht/ und dieselbe dem gemeinen Oneri entziehen/ sich auch den gewöhnlichen Schoß von sothanen Aeckern/ als ein Onus fundo inhærens, abzustatten verwegern/ wodurch das Pnblicum defraudiret/ und die Städte nimmer wieder angebauet werden können/ sondern da Sie sothane Aecker wieder häuren müssen/ bey ruinirtem Zustande in weitere Schuld gerathen/ und endlich gar verwüstet/ also bey fürfallenden Unglücks-Fällen ihren Kirchen und Prediger-Häusern in Erbauung hinwieder zu Hülffe zu seyn incapabel gemachet werden.

6. Wenn die Patroni bey nöthigem Kirchen-Bau wollen angehalten werden/ zuforderst Reluition abzustatten/ wodurch der Bau mercklich verhindert/ und

7. Wenn die Ausbleibende bey der Catechismus-Lehre von denen Pastoren mit Geld-Buß beleget/ und solche der Direction des Predigers gelassen werden wollen/ da doch die Geld-Straffen ad brachium seculare gehören.

8. Wenn bey Ausleihung der Kirchen-Gelder der Superioreodens mit interessiren will/ so doch dem Herkommen nach den Vorstehern gebühret/ mit Zuziehung des Pastoris.

9. Wenn wegen der verwüsteten Husen Würste/ Eyer/ Opffer-Geld 2c. von den Pastoren und Küstern gefodert/ und solche Præstationes den übrigen Miteingepfarten auffgebürdet werden wollen/ welches sehr beschwerlich/ und zu remediren gebeten wird.

Gravamina Politica.

1. Daß die versprochene und so vielfältig sollicitirte Lehn- und Land-Rechte/ nachdem Sie so mühesahm ausgearbeitet/ und das erste der gnädigsten Herrschafft Censuræ übergeben/ nicht zur Publication wollen gedeyen/ und dadurch vielen Processibus und Unkosten vorgebeuget werdin.

2. Daß

Ad Grnv. 2. Werden Jhro Fürstl. Durchl. nicht ermangeln/ die vacirende Theologische und Juristen-Stellen im Consistorio mit tüchtigen Snbjectis fodersambst zu besetzen.

Ad Grnv. 3. Auch den Appellationibus vom Consistorio, an das Land- und Hoff-Gerichte ihren rechtlichen Lauff Innhalts der Reversnlen gnädigst gönnen/ und

Ad Grnv. 4. Wenn Jhro Durchl. befinden/ daß eine General-Visitation nöthig sey/ wollen Sie sich darüber mit dem Fürstl Schwerinischen Hause vereinbahren/ und können ihres Orths wohl mit geschehen lassen/ daß innerhalb Jahres-Feist damit der Anfang gemachet werde/ wollen auch im übrigen gehörige Vorsehung thun/ daß so wohl bey Generul- als Specinl Visitationibus niemand wider Recht/ und wohlgegründetes Herkommen grnviret/ noch unerhöret wozu verurtheilet werde/ und dafern dergleichen bißhero geschehen/ solches gnädigst ändern/ und wieder auffheben.

Ad 5. Grav. Es werden auch Jhro Durchl. denen Oeconomeyen und andern geistlichen Stifftungen/ wegen an sich gebrachter Städte Aecker oder Häuser/ den Schoß nach Proportioo, und andere Onern Regalin hinkünfftig abzuführen/ nach Recht und Billigkeit auferlegen/ und wegen des Præteriti gerichtliche Handlung beyden Theilen verstatten/ gleicher massen auch wegen der Bau-Aecker und Häuser/ da Ooera Realin darauff hafften solten/ es also halten lassen.

Ad Grav. 6. Ihr Durchl. verstatten gnädigst/ daß zu Ersparung der Unkosten die Patroni jedes Orths mit Zuziehung Pastoren und Kirchen-Jnraten, auch Zimmer- und Mauer-Leute/ die baufällige Kirchen und geistliche Gebäude besichtigen/ und so weit es nöthig befunden wird/ bessern lassen mögen.

Ad Grav. 7 Die Bestraffung derjenigen/ welche bey der Catechismus Lehre ausbleiben/ kan zwar per modum implorationis brnchii secularis der weltlichen Obrigkeit jedes Orths verstattet werden/ die daher fliessende Geld-Strafe aber ist dem Pastori zur Berechnung/ und Anwendung ad pias causas zuzustellen/ und muß

Ad Grav. 8. Die Ausleyhung der Kirchen-Gelder von dem Pastore und Vorstehern/ mit verwissen und Einwilligung des Superintendenten, und der Patronen geschehen/ diese auch selbst ohne Consens der Superintendenten solche nicht auf Zinse nehmen.

Ad Grav. 9. Endlich sind wegen der wüsten Husen keine Würste/ Eyer oder Opffer-Geld zu fodern; Jedoch ist das Mißkorn davon zu entrichten/ und werden dahin vorige Constitutiooes hiemit declariret.

Refolntiones.

Ad Gravamen 1. Jhro Durchl. werden nicht ermangeln/ das exhibirte Concept eines Lehn-Rechts/ mit denen dabey von Ritter- und Landschafft angemerckten unvorgreifflichen notis zu revidiren/ und innerhalb den nechsten zweyen Jahren zur Publication zu befodern/ auch innerhalb sol-

2. Daß die Land-Räthe-stellen nicht wieder besetzet / und deren gutes Einrathen dem Lande in so weit entzogen worden / zumahlen bey Unserer Vorfahren / auch noch Unsiren Zeiten bey jedem Fürstenthum zugleich Viere gewesen.

3. Daß die ausgestorbene Lehne zum Theil nicht wieder conferiret:

4. Die Fürstliche Domainen (wovon Mirow und Grabow Exempel nehmen) ab Oneribus publicis, in specie die neue Meyereyen / welche von Adelichen Güthern gemachet / eximiret werden / cum tamen res transeat cum onere.

5. Einseitige Müntz-Schäffer-Gesind- und andere Ordnungen / (auch obgleich dabey Ritter- und Landschafft Schaden oder Vortheil zu empfinden hat) dennoch ohne deren Inziehung wieder der Vorfahren Gebrauch publiciret.

6. Gemeinschaffts-Oehrter einseitig oneriret / absonderlich Rostocker Dörffer / die sonst ihr Contingent bey Collectis immediatè in den Kasten gebracht / eine Zeit hero an die Aembter gezogen worden.

7. Die Städte mit Einspennigern belegt.

8. Die gedachten Städte / wenn gleich keine Contributiones im Lande gehen / dennoch mit der

folgenden andern zweyen Jahren ein teutsches Land-Recht nach Inhalt der Reversalen, wie sie schon längst gnädigst intentionirt gewesen / verfertigen zu lassen / und beydes ante publicationem einigen Deputirten von Ritter- und Landschafft communiciren / jedoch Ihro Durchlaucht. an dero hohen Jure statuendi unpræjudicirlich.

Ad 2. Wollen Ihro Fürstliche Durchl. die Stellen der Land-Räthe / so offt dieselbe vaciren / gnädigst wieder besetzen.

Ad 3. Die wieder-Conferirung der eröffneten Lehn betreffend / welche sonsten nach bekandten Lehen-Rechten Ihro Durchl. als Domino Feudi wieder anheim fallen / da zweiffeln Ihro Durchlauchtigkeit nicht / daß dero Hochlöbliche Vorfahren / und Ihro Durchlauchtigkeit selbst sich also bezeuget / daß die von dero getreuen Ritterschafft sich dessen werden dancknehmig zu erinnern haben / wollen auch hinführo sich also gegen dieselbe bezeigen / daß die Meriten getreuer Landes-Patrioten unvergessen bleiben sollen / jedoch können Ihro Durl. sich hierinn nicht vorschreiben lassen.

Ad Grav. 4. Membr. 1. Wie infra ad Grav. 2. & 3. ex Processibus.

Ad 2. Membr. Daß die restirende Collecten von Mirow / ausser jedoch / was bey Anwesenheit der Fürstlichen Frau Wittwen aus gewissen Uhrsachen in Annis 1677. 78. & 79. remittiret und nachgelassen / die Eintheilung auch desfalls von denen Fürstl. Aembtern / wie auch Ritter- und Landschafft unter sich gemachet / und Grabow gleich andern executivè eingetrieben werden sollen.

Ad 1. Membr. Um daß die Æquabilität bey den Collecten / so Aemterweise aufgebracht werden / statt finde / wenn von Ritter- und Landschafft ein oder ander Pertinentien von dero Gütern an Ihro Fürstl. Durchl. und wiederum von Ihro Durchl. Domainen etwas an Ritter- und Landschafft transferiret / sollen solche Stücke gegen einander quoad dictas Collectas compensiret / oder da kein æquivalent in einem und andern Ambt zu finden / demjenigen Theil / welchem solcher gestalt etwas abgangen / billige satisfaction wiederfahren / und von dem abgegangenen pertinenti die gewöhnliche Onera præstiret werden / biß ein æquivalent erfolget / es wäre denn / daß man sich in den Aembtern schon verglichen hätte / oder auch negsthin mit Vorwissen der Fürstlichen Cammer anders vergleichen könte.

Ad 5. Wegen der Müntz-Schäffer-Gesind- und anderer Ordnung inhæriren Ihro Hoch-Fürstl. Durchlaucht. ihren Regalibus und Juri constituendi, lassen es aber doch wegen der Müntz-Ordnung bey den Reversalen, und wollen wegen der Schäffer-Gesinde und anderer dergleichen Landes-Ordnungen ante publicationem die Land-Räthe vernehmen

Ad 6. Wollen Ihro Durchl geschehen lassen / daß die Collecten von dero Ambts-Unterthanen / wie auch aus denen also genandten Rostockischen Dörffern immediatè in den gemeinen Kasten würcklich geliefert werden / jedoch / daß Ihr auch daraus ohne Verzug die Nothdurfft abgefolget werde. Bey militarischen Einquartierungen aber lassen Ihro Durchlaucht. es bey dem Herkommen / Krafft welches die Rostockschen Dörffer zu denen Aembtern / worinn Sie belegen / gezogen werden müssen / allerdings bewenden.

Ad 7. Ist schon inter specialia Gravamina der Städte zulänglich resolviret.

Ad 8. Wegen der Accise sind Ihro Hoch-Fürstl. Durchlauchtigkeit gnädigst gemeinet / daß die

ANNO 1701.

der Accise Erlegung beschweret werden.

9. Wenn in der Dobbertinschen Jagt-Gerechtigkeit auff den Sand-Probstey-Kloster-Dörffern das Kloster vom Ambte Mirow turbiret / kein Forum im Lande will agnosciret / besondern solcher massen status in statu gemachet werden.

10. Wenn auch über vielfältiges sollicitiren die Executiones wieder die alten Kasten-Restanten nicht nachdrücklich wollen verliehen werden.

11. Da auch bey frembder Völcker Durch-March der gnädigsten Herrschafft keine Caution de damno gestellet / noch den Gravirten nach den Reichs-Satzungen Zahlung geschiehet.

12. Keine Gleichheit bey den Kriegs-Oneribus an Contribution, Marchen und Einquartierung bey den eingesessenen Einwohnern ohne Unterscheid gehalten / sondern offt denen Commissariis und sonst eine Exceptions-Verordnung gegeben wird / Krafft deren entweder Aempter oder sonst einige Ministri befreyet seyn.

13. Durch welches Verfahren nicht auff die nechsten Wege die Marchen geführet / sondern diejenige / welche sonst conserviret verbleiben können / öffters allein ruiniret / und dem Lande zum Beytrag feinee inutil gemachet werden.

14. Ist höchst beschwerlich / daß denen Schäfern / welche zum Adel ziehen / Zoll abgefodert / die aber in die Fürstliche Aembter ziehen / damit verschonet werdin / weil dadurch die Schäffer schwierig gemachet / häuffig davon gehen / und ihr Vieh in benachbahrte Lande heimlich hinweg treiben.

15. Item, Daß die den Land-Begüterten competirende Jagt-Gerechtigkeit allzusehr beschwerte werde durch die ergangene Interdicta und Verbothe / unter andern / indem 1. die Fürstlichen Jäger und Beambten das in der Policey-Ordnung enthaltene Verboth / zu gewissen Zeiten das Wild zu fällen / gar nicht respectiren / und gleichwohl Einer Edlen Ritter- und Landschafft allein dieses Verboth zu halten angemuthet / und wieder dieselbe executivè verfahren wird / 2. Daß besagtes Verboth bey den Gerichten wieder die Reguln und Gebräuche der Jagt / und Oeconomey gedeutet und expliciret / als in der besten Zeit / wenn man diejenigen Thiere / welche nicht allezeit bey uns bleiben / verboten werden wollen / e. g. Die Auer- und Berghahnen in der Boltzzeit / die Endten und Gänse umb die Oster-Zeit / die Ringel-Tauben in der Fasten / und dergleichen / 3. Daß die dem Guts-Herrn zustehende / und in der Policey-Ordnung gelassene Freyheit zu Ehren- und Nothfällen / ungeachtet der verbothenen Zeit ihr Wild

die Städte damit unbillig nicht beschweret werden sollen / wollen auch in solcher Consideration keine in den Land-Kasten gehörige Accisen von Ihnen fordern / jedoch ist hiemit nicht gemeinet / weniger auffgehoben die Accise, welche à part die Städte ex pacto Jhro Durchlaucht. geben.

Ad 9. Wegen Mirow hat es jetzo eine andere Bewandniß / und wird es also / was wegen der Dobbertinschen Jagt-Gerechtigkeit prætendiret wird / juxta §. zum dritten rc. in dem Assecuration-Revers de Anno 1621. per litis pendentiam in foro competenti untersuchet / und allda remediret werden können.

Ad 10. Wollen Jhro Durchlauchtigkeit die alten und neuen Restanten unverlängt und ohne Unterscheid eintreiben lassen / doch daß beym Land-Kasten die Billigkeit observiret / also daß niemand über Vermögen angestrenget und ruiniret werde.

Ad 11. Ratione der Durchzüge auch Lauff-Plätze / als des 11ten Gravaminis lassens Jhro Fürstliche Durchlaucht. bey dem Assecurations-Revers de Anno 1621. §. 38. bewenden / in andern Fällen / jedoch / da vis major herrschet / wollen Jhro Durchlauchtigkeit sich eines solchen gewaltigen Verlauffs bey publiquen Reichs- und Creyß-Diæten / auch sonsten andern dienlichen Orthen Landes-väterlich annehmen / daß dem Lande des zugefügten Schadens halber Satisfaction geschehen / auch bessere Securität / denen Reichs-Satzungen / in specie der Executions Ordnung gemäß / wiederfahren möge.

Ad 12. Es soll überall im gantzen Lande die Billigkeit observiret werden / daß keiner für dem andern mit Einquartierung / Contribution und Marchen beschweret / die Marchen den geradesten Weg dirigiret und geleitet / auff welchen Fall jedoch dem beschwerten Orth von denen übrigen verschoneten billiger Beytrag geschehen / welcher gestalt aber / und wie der Abtrag zu machen / desfalls kan bey Jhro Fürstlichen Durchlauchtigkeit Eine Edle Ritter- und Landschafft mit Ihrer unterthänigsten Erinnerung einkommen.

Ad 13. Beziehet sich auff vorige Resolution ad 12 num.

Ad 14. Gehet Jhro Durchlauchtigkeit gnädigste Resolution dahin / daß von den Schaffen / die im Lande bleiben / und von einem Orth zum andern bey Abwechselung der Schäffer / und nicht zum Verkauff getrieben werden / kein Zoll gefodert werden soll.

Ad 15. Bey dem 15. Gravamine, die Jagt zu verbotener Zeit belangend / inhæriren Jhro Durchlauchtigkeit bloß und lediglich dem Buchstab publicirter Policey-Ordnung de Anno 1572. vom 2. Julii, und bleibet das Verboth des Termini à quo & ad quem von Fastnacht biß Jacobi / und weiter nicht / ausgestellet / jedoch lassen Jhro Hoch-Fürstliche Durchl. biß zu dero anderwärtigen Resolution gnädigst geschehen / daß das Feder-Wildpret / doch mit gebührender Moderation, unter solchem Verboth nicht gemeinet seyn soll / ob auch zwar E. E. Ritter- und Landschafft hiebey unterthänigste Instanz gemachet / Jhro Hoch-Fürstliche Durchlauchtigkeit ihren Jägern und Forstmeistern / auch andern davon dependirenden Bedienten per Edicta injungiren wollen / sich des Schiessen und Jagens zu verbothener Zeit zu enthalten / so hat es zwar die Meinung keines Weges ex parte Jhro Fürstlichen Durchlauchtigkeit / daß sothanen ihren Bedienten auff expressen Befehl nicht erlaubet seyn solte / so

ANNO 1701.

ANNO 1701. Wild zu schiessen / beschrencket werden will / indem sie angewiesen werden wollen / vorhero per Supplicam Concessionem zu suchen dessen / welches Ihnen ohne dieselbe vergönnet ist / da der Abusus, wenn er sich ergiebet / ohne dem gestraffet und verhütet werden kan.

16 Daß von denen Adelichen und andern de Jure freyen Güthern Zoll gefodert wird.

17. Daß verschiedene Adeliche Güther an die Aembter gezogen / und in oneribus publicis dem Lande entzogen werden.

18. Daß in denen Aembtern contra morosos unter der Ritterschafft und Städte / welche ihr Contingent zu den Unkosten der Depurirten und sonst nicht entrichten / die Execution verweigert wird.

19 Daß die Visitatores mit Leib- und Lebens-Gefahr ihr Ambt wegen der an Seiten Schwerin / Fürstlichen Bauren verrichten / auch denenselben verbothen wird / ohne Beyseyn der Beambten ihre Function zu verrichten / solchem nach denenselben Schutz gehalten werde.

Judicialia Gravamina.

1. Indeme bey denen Cantzeleyen den Appellationibus nicht also / wie vor Alters und verglichen / wil deferiret / noch die Appellantes ad præstationem solennium admittiret / hingegen im Hoff-Gerichte vor dem Beweiß keine Processe erkandt / auch unter andern die Caulæ mulctarum vor inappellabel gehalten werden.

2. Wenn diese Schwirigkeit überstiegen / findet sich eine anderwärtige in ipsa Executione derer im Hof-Gerichte publicirter Urthel / indem post instantiam restitutionis in integrum, welche nach der Hof-Gerichts-Ordnung die Letzte ist / und kein Remedium suspensivum weiter admittiret / neue Revisiones bey Hofe gesuchet / die Executiones dagegen gehemmet / und lites immortales oder effectu carentes gemachet werden / zu Bedruck der Armen und der Justiz selbst.

3. Gra-

so viel des Wildprets bey der Hoffstatt nöthig / anzuschaffen / ausser solchen Fällen aber wollen Ihro Durchlauchtigkeit obbemeldten ihren Bedienten expresse und alles Ernstes bey Straffe hiemit anbefehlen / Ihre Fürstlichen Edicta gehorsamlich zu respectiren ; Im übrigen so wollen Ihro Fürstliche Durchlaucht. mit denen Beambten wie auch der Ritterschafft einerley modum tractandi halten / daß nicht weniger denen Beambten verboten seyn solle / ohne expresse Concession zu verbötlichen Zeiten kein Wildpråt zu schiessen und zu fällen ANNO 1701.

Ad 16. Ihro Fürstliche Durchlauchtigkeit wollen die alten Zoll-Register nachsehen lassen / und von den Güthern / welche von Alters Zollfreen gewesen / keinen Zoll exigiren lassen / nach Innhalt des Assecurations-Revers de Anno 1621. §. 15.

Ad 17. Lassens Ihro Durchl. bey der Resolution ad Grav 4ti Membr. 3. gnädigst bewenden.

Ad 18. Ihro Durchlauchtigkeit wollen auff unterthänigstes Anhalten / contra morosos unter der Ritterschafft und Städte / welche ihr Contingent zu den Unkosten der Deputirten nicht entrichten (jedoch ausserhalb Land-Tagen und dergleichen / da ein jeder von der Ritterschafft in Persohn erscheinen muß / und keine Deputatio statt hat) die Execution ergehen lassen.

Ad 19. Ihro Durchl. wollen / wie bißhero ihres Orths auch geschehen / denen Visitatoren bey Ihren Verrichtungen gehörigen Schutz und Sicherheit verschaffen.

Resolutiones.

Ad 1. Ihro Hoch-Fürstliche Durchlauchtig. erklären sich gnädigst dahin / daß Sie denen Appellationibus von der Cantzley ans Land- und Hoff-Gerichte / vermöge des Assecurations-Revers de Anno 1621. § 5to ihren rechtlichen Lauff gönnen / auch dem Judici ad quem die cognition super relevantia gravaminum in puncto devolutionis überlassen / und die Acta, præstitis prius solennibus, aus besagter ihrer Justiz-Cantzley ediren lassen / jedoch in Casum succumbentiæ die Ahndung reserviret / und vorbehalten haben wollen. Ob aber / wenn des Appellanten Unfug ex Actis prioribus erhellet / das Juramentum ad evitandum periculum perjurii auszusetzen / solches wird billig dem Richterlichen Ermessen / pro circumstantiis causarum, weil auch des Gegentheils Interesse darunter mit versiret / heimgestellet / in Causis Fiscalibus sive mulctarum aber lassen Ihro Durchlauchtigkeit den anmaßlichen gravirten Theil / an statt der Appellation, das beneficium Supplicationis zu / wollen auch auff dessen Begehren die Transmission der Acten an eine unpartheyische Facultät zu Einholung eines Rechtlichen Responsi verstatten.

Ad 2. Gleichwie Ihro Durchlauchtigkeit Intention niemahln gewesen / dem Land- und Hoff-Gerichte in Administrirung der Justiz hinderlich zu seyn / als werden Sie auch / wenn künfftig bey derselben sich jemand über einem und andern von erwehnten Gerichte gethanen Spruch beschwehren wird / von Richter und Assessoribus nur ihren Bericht cum rationibus decidendi erfordern / und nach Befindung darauf die Nothdurfft Ihnen rescribiren / jedoch fernerer Untersuchung und Revision der Acten / da nöthig / bey anzustellender Visitation, nach Innhalt der Land- und Hoff-

Ge-

ANNO 1701.

3. Graviret die Partes, daß indiſtinctè wieder die Appellantes, wenn Sententia prior confirmiret / mit Execution und Fiſcaliſcher Straff verfahren wird / inſonderheit wenn expenſæ in ſecunda Inſtantia compenſiret / Sententia allda limitiret / und nicht purè oder gar nicht ad exequendum remittiret wird / dahero per declarationem Conſtitutionis dieſem Gravamini Wandel zu gönnen.

4. Graviret das Land zum höchſten / daß die Vorbeſcheide promiſcuè bey nahmhaffter Poen angeſetzet / und in Entſtehung der Comparition, nullis attentis Circumſtantiis, darauff exequiret wird.

5. Ein hartes Landes-Gravamen iſt / daß nach Vergönnung ungehinderter Appellation, viele Juſtitz-Sachen von der Juſtitz-Cantzelley (wohin Sie de Jure alle gehörig) an die Geheimbte / Ambts-Rent- und Lehn-Cammer genommen werden / und dazu davon keine Appellation geſtattet werden will.

6. Wenn auch die Cognitio ſuper Gravaminibus beym judice à quo, ſub prætextu cognitionis ſuper admiſſione ad juramentum in denen Cantzeleyen vorgenommen werden wil / und

7. Die Verhöhung der Gerichtes-Sportulen über das was dieſer wegen in der Hoff-Gerichts-Ordnung und Reverſalen verordnet / und verſprochen worden / bey den Lehn- und Juſtiz-Cantzeleyen verhöhet / ſo wird das Land auch durch beedes beſchwehret / und die Proceſſe ſchwer gemachet.

8. So ſeyn ferner die Articulirte Libelli, welche per Receſſum Imperii noviſſimum de anno 1654 in Camera auffgehoben / im Hoff-Gerichte ſehr beſchwerlich.

9. Wie denn auch die Proceſſus Appellationis zu des Landes Beſchwerde ſehr protrahiret werden / wenn das à practicis ſo hoch recommendirte beneficium, daß man Inſtrumentum Appellationis loco libelli repetiren / und ſimiliter ad Acta priora ſubmittiren möge / nicht admittiret werden will.

10. Höchſt beſchwerlich iſt auch / wenn Documenta appellationis von Fürſtl. Hn. Hn. Räthen bey Land-Tagen nicht wollen angenommen werden / da juxta diſpoſitionem Receſſus Imperii de anno 1654. innerhalb 4. Wochen Appellatio intimiret werden muß / ſub pœna deſertionis, auch wenn

11. Conſenſe geſuchet werden ſollen von denen / die Jure Crediti Lehne beſitzen / cum tamen Creditum ſit allodiale quid.

12. Wenn die Muth-Zettel der Vorfahren zu produciren / und

13. Alle Poſſeſſores der Lehne nun allererſt titulum poſſeſſionis zu dociren / contra Reverſales, wollen angehalten werden.

14. Daß promiſcuè keine Supplicationes in theils Gerichten angenommen werden wollen / es ſey denn /

Gerichts-Ordnung part. I. Tit. 1. §. gemeldte Unſere Land-Richter / & ſeqq. vorbehältlich. ANNO 1701.

Ad 3. Jhro Durchl. werden hiebey genädigſt conſideriren / ob die geſprochene Urtheil pro nova, wenigſt in Expenſis limitata, oder pro purè confirmata anzuſehen / da auff letzten Fall allein Appellantes mit der Straffe billig / auff jenem Fall aber damit nicht zu belegen ſeyn.

Ad 4. Jhro Fürſtliche Durchlauchtigkeit ſeyn Krafft dieſes reſolviret / verfügen auch hiemit ſine ulteriore juſſione ſo wohl an das Cantzelley als Land- und Hoff-Gericht / in denen Citationibus zur mündlichen Verhör circumſpectè zu verfahren / und in denen Juſtitz-Sachen allein / worinnen die Comminationes pœnæ de Jure ſtatt finden / ſich derſelben / ſonſten aber nicht / zu gebrauchen / wie dann keine Vorbeſcheide ohne Apparence eines ſonderbahren Nutzens für die Partheyen anzuſetzen.

Ad 5. Sollen die Sachen / welche contentioſæ Juriſdictionis ſind / und worinn die Partheyen wegen ihres privat-Intereſſe mit einander zu ſtreiten haben / bey der Juſtitz-Cantzelley gelaſſen / und dafern etliche derſelben bey dem Geheimbden Lehn- oder Cammer-Collegio anhängig ſeyn / von dannen dahin verwieſen werden.

Ad 6. Jſt ſchon oben ſub Imo gravamine begriffen.

Ad 7. Seind Jhro Fürſtl. Durchl. Jhres Orts geneigt eine neue billige Taxt-Ordnung ſo wohl in dem gemeinen Land- und Hoff-Gericht / als in der Juſtiz-Cantzelley noch innerhalb Jahres-friſt verfertigen zu laſſen / und vor deren Publication R. und L. mit ihren unvorgreifflichen Monitis darüber zu vernehmen.

Ad 8. & 9. Hierüber wollen Jhro Hoch-Fürſtl. Durchl. ſalvis articulis probatorialibus bey dem Land- und Hoff-Gerichte eine ſolche Verordnung machen laſſen / die ſich mit dem letztern Reichs-Abſchiede de anno 1654. vergleiche.

Ad 10. Die Documenta Appellationis gehören nicht auff die Land-Tage / darzu die Fürſtl. Räthe reſtrictim committiret; Zu Hofe aber ſollen dieſelben bey gezientender Inſinuation, der Billigkeit nach angenommen werden.

Ad 11. Conſenſe müſſen billig geſuchet werden / und iſt ſolch Lehn-Rechtens und Herkommens; Jm übrigen wie infra inter addit. grav. Claſſ. 6. ad 13. Grav.

Ad 12. Jhro Fürſtl. Durchl. haben an Dero Lehn-Räthe Befehl ergehen laſſen / wegen der Muth-Zettel und deren Producirung nichts / als was den Rechten gemäß / zu verordnen / und in ſpecie, daß Sie bey Suchung neuer Muth-Zettel den vorhergehenden letzten in Conſideration nehmen ſollen.

Ad 13. Jhro Fürſtl. Durchl. laſſen es dißfals bey dem Buchſtäblichen Jnnhalt §. 19. des Aſſecurations Revers de Anno 1621.

Ad 14. Sey bey allen wolbeſtalten Gerichten gebräuchlich / und dienet die Advocatos zu hinter-

trei-

ANNO 1701. denn/ daß Sie von einem Advocato unterschrieben seyn.

:

Gravamina ex Processibus.

1. Daß dem Außschuß und dem Eingesessenen in Aemtern potestas conveniendi verbothen / und Sie des fals mit harten Mandatis beschweret / auch deren Supplicationes und Schreiben verworffen.

2. Daß auff Land-Tagen schrifftliche Handlungen nicht völlig zugelassen / und schrifftlich nicht allemahl / wenn es nöthig / geantwortet werden wollen.

3. Daß die Gravamina, so altioris indaginis etwa gehalten werden möchten / nach Maaßgebung der Reversalen vor einen nieder gesetzten Gerichte annoch nicht abgethan / noch dazu resolviret.

Additamenta Gravaminum.
Class. 1.

1. Wenn bey denen Land- und Deputation-Tagen Serenissimi von denen Reichs- und Crayß-Conclusis keine vollständige Abschrifft / sondern / wenn desfals Steuren erfordert werden / nur bloße Extracte / und solche nichte einmahl vollständig ertheilen. Non obstante, daß die Reichs-Abschiede wollen / daß den Land-Ständen eigentliche und vollständige Abschrifft ertheilet werden soll / wie sie steuren sollen.

2. Wenn Serenissimi difficultiren / die Land-Räthe and Land-Marschalle zu defrayren / non obstante, daß es anders hergebracht / und die Herrschafft versprochen / es bey dem Herkommen zu lassen / und solche Bediente und Ministri die Land-Tage auff eigene Kosten zu beziehen nicht schuldig seyn.

3. Wenn R. und L. von Land- oder Deputation-Tagen einige an die Fürstl. Hoff deputiret / dieselbe daselbst nicht allemahl gehöret / noch Briefe und Supplicationes angenommen werden wollen.

4. Ob

treiben / daß Sie die öffters eingeschobene anzügliche Schrifften zurück lassen / und also wie nomine tecto zugeschehen pfleget / keine personalia tractiret / unterdessen sollen die extrajudicial Supppliquen / wenn der Principalis Sie eigenhändig unterschreibet / und dieselbige gehöriger maßen sonst eingerichtet sind / angenommen werden. ANNO 1701.

Resolutiones.

Ad 1. Wegen der Conventen lassen Ihro Durchl. gnädigst geschehen / daß der Außschuß vermöge vor diesen ertheilter Fürstl. Confirmation bey dem Land-Kasten zu Rostock / um die dahin gehörige Geld-Sachen zu expediren / zusammen kommen möge / und wollen an statt der durch Tode / oder sonst abgehenden Persohnen andere von R. und L. zu benennende / auff gehöriges Ansuchen / gnädigst confirmiren. Wenn auch auff Land Tagen etwas vorfallen solte / daß wegen R. und L. an einen oder beyde Höfe auß ihren Mittel Deputatos zu schicken vor nöthig befunden würde / wollen Ihro Durchl. dieselbe gnädigst admittiren und hören / und sich auff ihr anbringen nach Befinden erklähren / solte es aber eine Sache seyn / darüber mehrmahlige Zusammenkünffte der Deputirten erfordert wurden / hat R. und L. solcher Deputation halber zuforderst unterthänigste Anzeige / mittelst Exprimirung der Materie and Benennung der Personen zuthun; und genädigste Confirmation darüber zu suchen / und lassen Ihro Durchl. ratione der etwa vorfallenden Process-Sachen es bey dem Kays. Rescripto vom 27. Febr. 1681. auch übrigens bey der Disposition §. 3 der letzten Kayserl. Wahl-Capitulation bewenden.

Ad 2. Ihro Durchl. werden diesfals den kürtzesten und richtigsten Weg observiren / gleichwohl der R. und L. Schrifften auff Land-Tägen und andern Diæten / so weit / und so offt es die Nothwendigkeit erheischet / annehmen lassen / und darüber sich hinwiederum schrifftlich erklähren.

Ad. 3. Wissen sich Ihro Fürstl. Durchl. des Innhalts der Reversalen wohl zu erinnern / und wenn künfftig einige Gravamina entstehen solten / denen sonsten nicht abgeholffen werden könte / wollen Ihro Durchl. darunter nach Befindung verfahren lassen.

Resolutiones.
Class. 1.

Ad 1. Wollen Ihro Durchl. bey Indicirung Reichs- und Crayß-Steuren / das jenige in acht nehmen / waß diesfalls die Reichs-Abschiede im Munde führen / und die Hülffe nahmentlich und eigentlich exprimiren lassen.

Ad 2. Wollen Ihro Durchl. die Defrayrung der Land-Räthe und Land-Marschälle auff Land- und Deputations-Tage / wie bißhero geschehen / übernehmen / und da ein Rückstand von voriger Zeit sich findet / denselben entrichten lassen / es wäre dann / daß man sich dieses Puncts halber anders vergleichen könte.

Ad. 3. Es wollen auch Ihro Durchl. nicht minder / wenn von Land- und Deputation-Tagen an dieselbige einige Deputirte abgeschicket werden / selbige / wie bißhero geschehen / gnädigst hören / ihre Brieffe und Supplicationes, wenn dieselbe geziemend eingerichtet / annehmen / und darüber gehörige Resolutiones ertheilen lassen.

Ad 4.

ANNO 1701.

4. Ob zwar in den Landes-Reversalen ausdrücklich versehen / daß wenn die gnädigste Herrschafft auff Land-Tägen selbst nicht erscheinen könte / sie alsdenn die Ihrigen mit gebührender Instruction dahin schicken und abfertigen wolten / da aber wichtige Sachen vorkämen / da deroselben Gegenwart erfordert würde / Sie sich so dann dergestalt bezeigen wolten / wie es dero Land und Leuten erspriesslich ist. Diesem zu wieder ist von beyderseits gnädigsten Herrschafft in so vielen Jahren keiner zu den Land-Tägen gekommen / wie doch dero Löbl. Vorfahren gethan / besondern es sind die abgeschickte Räthe solcher gestalt gebunden / daß sie das geringste mit R. und L. nicht ausmachen wollen / besondern von allen referiren müssen / worüber denn Zeit und Kosten verlohren gehen.

5. Wenn die Fürstl. Resolutiones nicht ehe und bevor der Modus contribuendi extradiret / ertheilet werden wollen.

6. Beschweret das Land sehr / daß zu den Land-Tagen einige Zeit her / so hart und ungewöhnlich clausulirte Ausschreiben ausgelassen / darinn die Stände nicht allein bey ihren Eyden und Pflichten / damit sie der Herrschafft verwandt / sondern auch sub præjudicio, und uber dem bey nahmhaffter Straffe beschrieben werden / und angehalten werden wollen / Ihr Aussenbleiben per Supplicam zu entschuldigen / auch von Land-Tagen / ohne Special Erlaubniß / sich nicht weg zu begeben / da doch ein jeder / dem es müglich ist / und seine Gelegenheit zugiebet / gerne bey Land Tagen erscheinet / eines jeden Gelegenheit aber nicht zugiebet / Supplicas zu verfertigen / und den Schluß abzuwarten.

Class. 2.

1 Wenn die Land-Räthe ad Negotia publica in Land-Sachen / dazu das Land etwas beytragen soll / oder wobey es sonst interessiret ist / solcher gestalt nicht gezogen werden / wie es die Landes Reversalen erfodern. Innhalts §. 37 de anno 1621. ibid. §. 22. item anno 1572. Assecurat. art. Imo.

2. Wenn in Bestellung der Land-Räthe dem Herkommen nicht gefolget wird / indem aus denjenigen / welche das Land vorschlägt / mehrmahlen keiner von der gnädigsten Herrschafft gewählet / auch von Serenissimis dem Lande kein Subjectum zur Wahl vorgeschlagen werden / non obstante, daß es also Herkommens / wie im Lande notorium, aus den Protocollis zusehen / und da nöthig / mit Fürstl. Schreiben zu bestärcken.

3. Wenn die Land-Räthe nicht in Gegenwart ihrer Collegen beeydiget / und in der Formula Juramenti oder andern Verpflichtungen von dem Herkommen abgegangen wird.

Class. 3.

Ad 1. Wenn die Hertzogthümer Mecklenburg bey Reichs- und Crayß-Anlagen weder durch Bewerbung gäntzlicher Verschonung / noch durch moderation der Matriculæ subleviret werden; non obstante, daß dieses Land mehr / als andere / durch den Krieg verdorben / andern diese Sublevation wiederfähret und solches in den Reichs-Abschieden verordnet.

2. Daß grössere Summen diesem Lande auf Reichs- und Crayß-Tagen zugetheilet werden / als es ohne weitern Ruin ertragen kan.

3. Daß der von der R. und L. ausgestelleter modus contribuendi zu dero Schaden ohne Noth geändert werden.

4. Wenn

Ad 4. Wird lediglich bey dem Inhalt Art. 23. Reversal. de Anno 1621. gelassen.

Ad 5. Wegen der Extraditung der Fürstl. Resolutionen auff Land-Tägen lassen es Ihro Fürstl. Durchl. bey dem Herkommen bewenden.

Ad 6. Mit Einrichtung der Ausschreiben zum Land-Tage / und deren Clausulen wollen Ihro Durchl. nach der Sachen und Zeiten Umständen verfahren.

Class. 2.

Ad 1. Ihro Fürstl. Durchl. lassen es desfals allerdings bey den Reversalen bewenden.

Ad 2. In Erwehlung der Land-Räthe behalten sich Ihro Durchl. die freye Hand / aus der Ritterschafft dazu zunehmen / welche sie wollen.

Ad 3. Ihro Fürstl. Durchl. haben die formulam Juramenti der Land-Räthe so gelassen / wie Sie dieselbe gefunden / und finden dieselbe sonsten nicht / daß bey Beeydigung der Land-Räthe die übrige zugegen seyn müssen.

Class. 3.

Ad. 1. Ihro Durchl. wollen sich angelegen seyn lassen / wie Sie schon ohne diese Erinnerung aus gnädigster Propension gegen Dero Land und Leute es vorgehabt / gleich andern Reichs-Ständen auch eine moderationem Matriculæ zu erhalten.

Ad 2. Dahin auch das 2te Gravamen zu referiren und auszustellen.

Ad 3. Wie ad Grav. 16. hujus Classis, und wenn bey dem von R. und L. producirenden modo Con-

ANNO 1701.

4. Wenn unter dem Namen der Reichs- und Cräyß-Steuren auff denen Land-Tagen mehr vom Lande gefodert wird/ als das wahre Quantum erfodert.

5. Wenn vor den Restanten-Kasten Fürstl. Schlösser geleget / wider das Herkommen und Reversalea de anno 1621. §. 18.

6. Wenn die freye Disposition zu des Landes Nothdurfft über die Contributions-übermasse E. E. Ritter und Landschafft wider die Reversales und bekandte Rechte will entzogen werden/da doch dieselbe von jeher und noch anietzo in Possessione vel quasi begriffen seyn.

7. Daß wegen der Fräulein-Steuer ein mehrers als die Einfache Land-Bethe träget/ prætendiret wird/ non obstante, daß es wieder das Herkommen / und die Reversalen anläufft.

8. Daß der Fürstlichen Aembter Specificationes zu rechter Zeit dem Kasten nicht eingeliefert werden.

9 Wenn das Fürstliche Contributions-Contingent immediate ad cassam nicht geliefert wird.

10 Wenn die zu dieser Materie Collectarum gehörige von dem Engern Ausschuß im Februario Anno 1683. der gnädigsten Herrschafft zugefertigte Monita nicht in Gnaden attendiret/ noch auf die Neuen/ so der Kayserl. Commission übergeben / reflectiret werden / wie der Ausschuß sub A. & B. besaget.

11. Wenn die dem Engern Ausschuß zustehende Disposition und Direction über die Visitation und Execution der Contribuenten / und Ratione der Executoren gehindert / und was desfalls beym Ausschuß geschehen solte / an die Fürstlichen Höfe gezogen worden. Non obstante des Schwanschen Land-Tags Concluti de Anno 1668. der formulæ Juramenti Executorum, eorumque instructionis.

12. Daß die Executiones zuweilen ohne Noth kostbar gemachet werden / zu augenscheinlicher Ruin der Contribuenten.

13. Wenn auf diese Landes-Restanten angewiesen worden / solche zu bezahlen / die aus den Fürstlichen Rent-Cammern ihre Bezahlung haben sollen / non obstante der Disposition in den Reversalen de Anno 1621. §. 16. und des Herkommens.

Contribuendi Ihro Fürstl. Durchl. etwas desideriren / wollen sie solches E. E. und L. eröffnen/ welche dann die defectus zu endern und zu bessern hat / damit alles auff dem Land-Tage ausgemachet werden könne.

Ad 4. Ihro Fürstl. Durchl. begehren ein mehrers nicht zu fordern / als so hoch sich die Reichs- und Cräyß-Steuren eigentlich betragen / und lassen es im übrigen bey der Resolution ad Grav. Imum Class. Imæ.

Ad 5. Lassens Ihro Fürstl. Durchl. bey den Reversalen de anno 1621. §. 18. unter der Distinction des freywilligen und des Reichs- und Creyß-Kastens / seines Inhalts / bewenden / und wollen / wenn Sie wegen der Reichs- und Cräyß-Steuren völlig befriediget / das Schloß für dem einen Kasten wegnehmen lassen.

Ad 6. Es geben Ihro Fürstl. Durchl. aus gnädigsten Willen zu / daß ratione præteriti die etwa befindliche übermasse von Reichs und Cräyß-Steuern R. und L. um selbige zu des Landes und gemeinen Besten anzuwenden / jedoch auff gebührliche Berechnung / verbleibe.

Rationa futuri aber soll es mit gedachter übermasse also gehalten werden / daß davon nur die necessaria zur Besoldung der gemeinen Kasten-Bedienten / und zu Entrichtung der Unkosten so sonsten beym Kasten vorfallen / zu nehmen / was aber als denn noch übrig / davon ist der gnädigsten Herrschafft ihre rata, respectu des aus den Aemtern beygebrachten Quanti Contributionis auszufolgen / oder alles in den Kasten der nächstfolgenden Contribution zu Hülffe zu lassen.

Ad 7. Diesen Punct das Quantum der Fräulein-Steuer betreffend / wollen Ihro Fürstliche Durchl. biß zu nächstkünfftigen Land-Tage ausgestellet seyn lassen.

Ad 8. Die Specificationes aus den Aembtern sollen zu rechter Zeit erfolgen.

Ad 9. Wie ad Gravamen 6tum in Politicis.

Ad 10. Wegen der Fürstl. Ambts-Unterthanen Contribution erinnern sich Ihro Fürstliche Durchl. des zu Schwan auf damahligem Land-Tage verwilligten modi exequendi, ob Sie zwar annoch nicht resolviret / daß derselbe beständig bleiben soll / gar wohl; Wie aber Ihro Fürstl. Durchl. die Beybringung der Contribution durch zulängliche Execution gerne facilitiret sehen / als werden Sie auff die dahin abzielende Monita ehender reflectiren / und dero gnädigste Resolution darüber fordersambst ertheilen.

Ad 11. Werden Ihro Fürstliche Durchl. die Visitatoren und Executoren an Einschickung der Relationen bey den Kasten / secundum formolam Juramenti, und nach der eventualiter approbirten Instruction keines wegens hindern / sondern Sie vielmehr dahin gnädigst remittiren / und zu Instruction-mäßiger Verwaltung ihres Ambts anweisen.

Ad 12. Wollen Ihro Fürstliche Durchlauchtigkeit alle dem gemeinen besten schädliche Executiones abstellen lassen / und hiemit gänzlich verbothen haben.

Ad 13. Ihro Fürstliche Durchlauchtigkeit werden auf die Contributions-Restanten weiter / als Sie befugt / keine Assignation ertheilen / und lauffet dieser Punct mit hinein in Grav. 6tum dieser Class. woselbst mehrere Resolution darüber zu finden.

ANNO 1701.

14. Wenn die Contributiones de Anno 1678. & 79. ohne vorher gehaltene Land-Tage ausgeschrieben und eingetrieben / non obstante, daß es in Reversalibus anders verordnet / item daß es in dem Land-Tages-Schluß de Anno 1677. anders versprechen.

15. Wenn die gnädigste Herrschafft den Modum Contribuendi in Annis 1678. 79. und 80. auch 82. und 83. gegen R. und L. Intention setzet und ausschreibet / und den von R. und L. zu letzt übergebenen Modum Contribuendi ohne Ursache verworffen / non obstante, daß der Modus Contribuendi ad Regalia nicht / sondern den Contribuenten zu setzen gehöret.

16. Wenn in dem Contributions-Edict de Anno 1682. n. 5. asseriret werden will / ob wäre der Modus Capitationis vor mehr als 30. Jahren continuiret / adplacitiret und kein füglicher Modus beyzubringen.

17. Daß in Sammlung der Contribution nicht allein die vorhin gedachte hactenus streitige / vom Käyser aber verbothene Exemptiones, sondern auch noch andere kleinere gegen die publicirte Edicta selbst lauffende Exemptiones e. g. bey denen Pest-Barbierern / Hof-Gerichts-Apotheckern / und dergleichen / auch anderer Artz-Leute verordnet / gebrauchet / oder doch tacitè zugelassen werden.

18. In dem Assecurations-Revers de 23. Febr. Anno 1621. wird gemeldet / daß der gnädigsten Herrschafft damahlu obliegende Schulden abzuweltzen / von E. E. Ritter- und Landschafft zugesaget und versprochen / von sothanen Fürstlichen Schulden Zehenmahl hundert tausend Gulden sambt den Zinsen anzunehmen / und also der gnädigsten Herrschafft Schulden abzutragen &c. Und haben diesem zu folge vor hochgedachte gnädigste Landes-Herrschafft in dem Erb-Vertrage de 3. Martii Anno 1621. verglichen / daß wenn einer unter ihnen in währender Contribution mit Tode abgehen solte / so solte nichts desto weniger desselben restirende Quota jetzt berührter Contribution in seine nachgelassene Schulden verwandt werden / und graviret dahero das Land / wenn die gnädigste Herrschafft diese ihre Schuld der 1000000. Gulden mit den Zinsen durch dero getreueste R. und L. nicht haben abtragen lassen / sondern das meiste von diesem Gelde zu sich baar genommen / und dennoch viele im Lande gesessene Creditores unbezahlet / und verschiedene Bürgen in Ungelegenheit stecken lassen.

19. Es ist bekannt / daß wegen der Reichs- und Crayß-Verfassung des nächst abgewichenen Jahres die Hoch-Fürstlichen Häuser Mecklenburg annoch eine ziemliche Summa restiren / unangesehen R. und L. ihr dazu schuldiges Contingent bezahlet hat / so wird darunter das Land unschuldig graviret / und derenthalben unterthänigst gebeten / durch Bezahlung des Residui das Land zu liberiren / und ins künfftige dergleichen zu verhüten / daß zu dem Ende diejenige / welche die Reichs- und Crayß-Verfassungs-Gelder haben solten / immediatè ad Cassam, mittelst der gnädigsten Herrschafft Assignation, verwiesen werden mögen.

Class. 4.

Ad 1. Wegen der Vor-Jagdten wollen Ihro Fürstl. Durchlauchtigkeit ihren Edictis einen gewissen Terminum, laut der Reversalen de Anno 1621. §. 19. inseriren lassen / und soll nach solcher

Ad 14. Ob zwar Ihro Fürstl. Durchl. daran keine Schuld haben / so sind Sie doch damit einig / daß / was diesfalls geschehen / Ritter- und Landschafft unpræjudicirlich seyn müsse.

Ad 15. Können und wollen Ihro Durchl. geschehen lassen / daß R. und L. auff Land-Tagen den Modum Contribuendi verfassen möge / jedoch der gnädigsten Herrschafft die Ermäßigung und Approbation vorbehältlich / und bleibet es im übrigen bey der Resolution ad Grav. 3. Class. 3.

Ad 16. Wollen Ihro Durchl. gestatten und zugeben / daß ein ander billiger Modus extra Capitationem begriffen werde.

Ad 17. Ist schon rechtliche Verordnung gemachet / und werden Ihro Durchlauchtigkeit niemand / so dem herkommen nach für seine Persohn steurbar ist / oder steurbare Güter hat / darunter verschonen lassen / wiewol jedoch zu gemeinem besten und Conservirung aller Einwohner des Landes / Leben und Gesundheit / und in andern dergleichen Casibus necessitatis einige Exemption gewissen Persohnen zu ertheilen / der hohen Obrigkeit nicht verboten seyn kan.

Ad 18. Ihro Fürstliche Durchlaucht. sind der gnädigsten Intention ihren väterlich n Creditoren von dem noch befindlichem Nachstande der freywilligen Landes-Contribution, auch sonsten mit billigmäßiger Satisfaction zubegegnen. Wissen unterdessen sich nicht zu erinnern / daß ihrenthalben noch einige Bürgen im Lande unter der Last stecken solten.

Ad 19. Wird sich nicht finden / daß Ritter- und Landschafft die Reichs- und Crayß-Steuren von nächsten Jahren ab Anno 1682. her völlig bezahlet haben. Wenn aber solches wird geschehen seyn / wollen Ihro Durchl. Sie von fernern Anspruch liberiren und befreyen / und müssen diese Rechnungen dieser Sachen den Ausschlag geben / deren Auffnahm Ihro Fürstliche Durchl. fordersamst veranlassen wollen.

Class. 4.

1. Wenn die Vor-Jagdten nach den Erb-Verträgen und Herkommen nicht / sondern auf ungewisse Zeiten zu Schaden der Landbegüterten angestellet werden / und so lange des Guths Herrn

ANNO 1701. Hirsch-Jagdt durch dieses Mittel verbothen wird / so lange es den Jägern gefälle.

2. Daß in den Jährlichen Fürstl. Schwerinschen Jagdt-Ausschreiben die Hirsch Jagdt indistincte denen Landbegüterten verbothen wird / und also auch an denen Orthen / woselbst die gnädigste Herrschafft keine Vor-Jagdten hat.

3. Da auch in den Ausschreiben expresse gesetzet / daß Jhro Durchl. vermöge des Forst-Rechts sich der Jagdt-Gerechtigkeit auch in der verbothenen Zeit überall zu gebrauchen hätte / welches aber wieder das Herkommen / und expresse Disposition der Reversalen.

4. Daß in Ehren- und Nothfällen durch Particulier-Concessiones einem mehr Freyheit in der Jagdt für andern gegönnet werde / als was die Policey-Ordnung in Ehren- und Noth-Fällen ohne dem verordnet.

5. Daß auch an verschiedenen Orthen die Ausschreiben zur Vor Jagdt geschicket und insinuiret werden / da Jhro Durchl. die Vor-Jagdt gar nicht haben.

Class. 5.

1. Daß Fürstl. Güstrowscher Seiten wegen des Closters Ribnitz / und Fürstl. Schwerinischer Seiten wegen Liberirung der Bürgen / denen Contracten nicht gefolget / auch sonst in dergleichen das Credit-Wesen mercklich gehindert wird.

2. Wenn wegen der Müntze und deren Gültigkeit und Werth keine Gleichheit in beyden Hertzogthümern gehalten / und darüber denen Commerciis grosser Schade zugefüget wird / non obstante, daß es gantz anders Herkommens und verglichen.

3. Wenn neue Zölle angeleget werden.

4. Wenn nicht allein von Adelichen Gütern Zoll gefodert / sondern auch mehr andere Güter / auch Zollfrey/ [illegible] mit beleget werden / unter andern zu Dassau / [illegible]mühlen / Neuen Buckow / Dobbrahn / bey denen zu Güstrow / und sonst anhaltenden Jahr-Märckten / non obstante daß es ander-

solcher verflossener Zeit / denjenigen / welche die Jagt-Gerechtigkeit auf ihren Gütern haben / sich des Jagens und Schiessens zu gebrauchen frey stehen.

Ad 2. Seynd Jhro Fürstliche Durchlaucht. gnädigst gewilliget / so viel die Hirsch Jagt / nicht weniger auch die Vor-Jagdt belanget / denen Reversalen in Anno 1621. in allen nachzugehen E. E. R. und L. daran keines weges einig Praejudicium zufügen zu lassen / massen dahin Jhro Fürstliche Durchlauchtigkeit Edicta, welche dem alten Stylo gemäß eingerichtet werden sollen / allerdings interpretiret / und damit alle fergliche Neuerungen abgestellet werden / solcher gestalt denn dem die Hirsch-Jagt bey denen Gütern / allda selbige über Rechts-verwehrter Zeit hergebracht / keine Behinderung oder Einhalt Krafft dieses geschehen soll.

Ad 3. Daß freylich das Forst-Recht von dem Jure Territoriali dependire / nichts desto weniger aber auch obgemeldten 19. §. angezögener Reversal. den gebührenden Nachdruck zu geben / gnädigst reflectiren / jedoch hat es dabey diesen Verstand / da Jhro Fürstliche Durchlauchtigkeit gleich zu verbothlichen Zeiten / das Jagen in ihren Aembtern durch ihre Jäger verrichten lassen würden / daß Sie in solcher verbothlichen Zeit E. E. R. und L. Felder nicht berühren lassen / sich auch der Vor-Jagdt andergestalt nicht als wie es der 19. §. in den Reversalen besaget / gebrauchen wollen.

Ad 4. Wollen Jhro Fürstliche Durchlaucht. ausser Ehren- und Noth-Fällen / deshalber ad Resolut. ad Grav. 15. Polit. hiemit bezogen wird / niemand / ausserhalb / was zu dero eigenen Hofstatt nöthig ist / in der verbothenen Zeit / etwas zu jagen und zu schiessen / ohne bewegende Ursach erlauben.

Ad 5. Jhro Durchlauchtigkeit wollen in Puncto der Vor-Jagdt niemand wieder das alte Herkommen beschweren / noch auch die Ausschreiben wegen der Vor-Jagdt auf andere und mehr Güter / als woselbst Jhro Fürstl. Durchlauchtigkeit die Vor-Jagdt zukommet / extendiren.

Class. 5.

Ad 1. Das Credit-Wesen haben Jhro Fürstliche Durchlauchtigkeit niemahl gehindert / sondern es vielmehr denen Reversalen gemäß zu befordern getrachtet / daß es aber damit zur Würcklichkeit nicht gekommen / daran ist R. und L. selbst schuldig; Jhro Durchlauchtigkeit aber werden darauf bedacht seyn / daß dennoch die Sache ihren Effect, nach Jnnhalt der Reversalen erreiche. Jm übrigen wie ad Grav. 18. Class. 3tiae und was das Closter Ribnitz anbelanget / wie ad specialissima.

Ad 2. Jhro Fürstliche Durchl. seynd ihres Orths allezeit bereit gewesen / aus der Müntz ein commun Werck zu machen / und Gleichheit darinn zu halten / dabey sie noch beharren.

Ad 3. Wird Fürstlicher Güstrowscher Seiten in facto nicht zu erweisen stehen / und begehren Jhro Fürstliche Durchlauchtigkeit keine ungebührliche neue Zolle zu introduciren.

Ad 4. Wie es mit dem Zoll zu Güstrow bewandt / dessen wollen sich Jhro Fürstl. Durchlauchtigkeit erkundigen / und wieder das Herkommen niemand damit beschweren lassen.

ANNO 1701.

weiten Herkommens/ und den Reversalen, Fürstl. Resolutionen, und Privilegien zuwieder.

5. Wenn E. E. Ritter- und Landschafft die Mittel/ die Landes-Schulden zu bezahlen/ entzogen/ oder nicht vergönnet werden/ und dennoch die Ursachen/ daß sothane debita nicht bezahlet werden/ nomine der gnädigsten Herrschafft E. E. Ritter und Landschafft imputiret werden will/ non obstante des Participations-Vergleichs/ und des Landes Zustand/ der bey grossen Contributionen nicht zulässet/ die Schulden zugleich abzuführen.

6. Wenn R. und L. oder dero Deputirte ohne Verschulden in Schrifften oder mündlich durch die Fürstliche Ministros mit anerweißlichen Imputationibus, als ob jene gegen Fürstlichen Respect, oder das Fürstliche wahre Interesse handelten/ indignè tractiret werden/ und desfalls mit ihrer Nothdurfft nicht einmahl gehöret werden wollen.

7. Wenn die Schäffer bey denen Fürstlichen Aembtern zu rechter Zeit nicht erlassen/ sondern zu Schaden der Landbegüterten aufgehalten werden.

8. Daß die Kloster-Rechnungen zu Dubberthien in so langen Jahren nicht auffgenommen/ sondern von einer Zeit zur andern verschoben.

Class. 6.

1. Wenn die Hoff-Gerichts-Præsidenten und Vice Præsidenten an die Fürstlichen Höfe abgefodert/ daselbst geraume Zeit aufgehalten/ auch wohl ausser Landes verschicket/ und dadurch/ wider die Hoff-Gerichts-Ordnung/ von den Quartal-Rechts-Tagen so wohl/ als andern Gerichtlichen Handlungen abgehalten werden.

2. Wenn der Hof-Gerichts-Præsident zugleich/ als geheimter Rath bey Fürstl. Höfen bestellet wird/ non obstante, daß solches dem Herkommen zu wider/ und der Hoff-Gerichts-Ordnung nicht gemäß.

3. Wenn das bey dem Landes-Herrn gemeine und in den Reversalen bestättigte Land- und Hof-Gerichte mit versprochener Besoldung der Præsidenten/ Vice Præsidenten und Assessoren/ nicht richtig unterhalten wird. Non obstante, daß dadurch das Gerichte in Verachtung gebracht/ und viele gute Leute davon abgeschrecket werden/ item, daß hiedurch bey der verstorbenen Gerichts-Bedienten Wittwen und Wäysen viele Klagen und Seufftzen verursachet werden/ mehr andere schädliche effectus zu geschweigen.

4. Wenn die Ritter- und Landschafft Appellationes intimiret/ und Acta requiriret/ die dazu nöthige Schrifften nicht wollen angenommen werden/ wie in puncto Commercii Salis zu Güstrow und sonst dem Engern Außschuß mehr mahls wiederfahren.

5. Wenn post interpositam appellationem, pendente lite von den attentatis nicht abgestanden/ sondern in præjudicium Appellationis die Land-Stände weiter beschweret werden/ non obstante, daß es den Rechten/ der Land-Gerichts-Ordnung und den Reversalen zuwider.

6. Wenn bey der Lehn-Cammer die Fürstl. Consense über die Contractus und Obligationes, wie auch die Muth-Zettel wider das Herkommen auffgehalten/ und nicht ausgefertiget wer-

Ad 5. Jhro Fürstl. Durchl. sind gleichfalls des gnädigsten Erbietens/ nach cessirenden andern nöthigen Collecten/ den Kasten freywilliger Contribution wieder anrichten zu lassen/ damit die auff dem Lande hafftende Schulden daraus bezahlet werden können.

Ad 6. Diese Beschwer-führung wird Fürstlicher Güstrowischer Seiten nicht agnosciret/ wie dann auch Jhro Durchl. daran keinen Gefallen tragen; Wenn nur hingegen die von R. und L. sich auch in gebührenden Terminis halten.

Ad 7. Muß specificiret werden/ welche Beambten solches gehindert/ und approbiren Jhro Fürstliche Durchlauchtigkeit/ wenn es ohne rechtmäßige Ursachen geschicht/ solches nicht/ lassen es auch ihres Orths bey der publicirten Schäffer-Ordnung bewenden

Ad 8. Die Auffnahm der Dobberthienschen Kloster-Rechnung halten Jhro Fürstliche Durchlauchtigkeit vor nöthig/ und wollen dazu gehörige Anstalt verfügen.

Class. 6.

Ad 1. Gehet Jhro Fürstliche Durchlauchtigkeit Resolution dahin/ wie dieselbe die Processe im Land- und Hof-Gerichte an ihrem Lauff nicht zu behindern/ eben so wenig den Præsidenten oder einige der Assessoren davon abzuhalten gemeinet/ excepta necessitate.

Ad 2. Erinnern sich Jhro Fürstl. Durchl. zwar wohl/ daß sie den ietzigen Hoff-Gerichts-Præsidenten mit dem Titul eines Geheimen Raths begnadiget/ welches aber der Hoff-Gerichts-Ordnung unabbrüchig geschehen/ allermassen Jhro Fürstl. Durchl. Jhn auch mit einem absonderlichen Eyde desfals nicht beleget.

Ad 3. Die Bestellung wie auch die Besoldung des Præsidenten/ Vice-Presidenten/ und der andern beyden Assessoren/ wie auch der übrigen Bedienten/ gehöret ad Curam Jhrer Fürstl. Durchl. und wollen Sie gnädigst darauff bedacht seyn/ auch die Verfügung thun/ daß Selbige ihre Besoldung bekommen.

Ad 4. Sind Jhro Fürstl. Durchl. der gnädigsten Intention, nach intimirter Appellation, auch Requisition der Acten/ die desfals übergebende Schrifften an gehörigen Orten ad Acta nehmen zu lassen.

Ad 5. Jhro Fürstl. Durchl. werden dißfals nach Jnnhalt der Reichs-Satzungen/ Käyserl. Wahl-Capitulation auch gemeinen Rechten procediren.

Ad 6. Wollen Jhro Fürstl. D[illegible]l. daß die bey der Lehn-Cammer gesuchte und e[illegible]te Consensus, wie auch die Muth-Zettel denen Requirenten ausgefolget/ und selbige damit nicht auff-

ANNO 1701.

werden wollen / wie eine zithero am Fürstl. Gustrowischen Hofe geschehen ist.

aufgehalten werden.

7. Wenn die Formalia in den Lehn-Briefen nach der alten Form nicht eingerichtet / sondern wider Willen der Interessenten darin etwas ausgelassen / oder verändert wird.

Ad 7. Wollen Ihro Fürstl. Durchl. in den Lehn Briefen die alte gewöhnliche Formalien und Clausulen beybehalten lassen.

8. Wenn die Consens zu suchen indistinctè denen Vasallis und übrigen Possessoribus der Lehne auffgedrungen werden will. Non obstante, daß hiesige Mecklenburgische Lehne auch ohne Consens Schulden tragen / item : daß theils Possessores Jure Crediti die Lehne besitzen / worüber in Grav. Judicial. 12. gehandelt / item non attentà distinctione inter dominium revocabile & irrevocabile, und daß jenes keinen Consens bedarff.

Ad 8. Resolviren sich Ihro Fürstl. Durchl. dahin / daß Sie nur allein in denen Fällen die Consensus erfodern werden und wollen / da selbige de Jure Feudali & communi, nach Innhalt der Reversalen zu erbitten nöthig seyn

9. Beschweret die Ritterschafft und Begüterte / daß ihre Unterthanen und andere / so in ihrer Bothmäßigkeit wohnen / wenn die Beamte und andere / so Ansprache an Sie zu haben vermeinen / irrequisito Judice competente, darunter Sie wohnen / für Gerichte gezogen / und daselbst wider Sie erkant wird / da doch dem Adel und Landbegüterten / weil Sie die Jurisdiction haben / prima instantia gebühret.

Ad 9. Erklähren sich Ihro Durchl. gnädigst / daß Sie E. E. Ritter- und Landschafft bey der Ihnen cum Feudo und übrigen Gütern verliehenen Jurisdiction und deren Instanz, durch die Beamte / oder andere beeinträchtigen zu lassen / nicht gemeinet / solcher gestalt Ihro Fürstl. Durchl. einem jedweden seine jurisdiction, um die Sache zu erst / dafern Er anders selbst dabey nicht interessiret / wider die unter seiner Jurisdiction befindliche / zu verhören und zu entscheiden / gnädigst lassen / vorher aber die Cognition für die Justiz-Cantzelley / Land- und Hoff-Gerichte / und Consistorio (es möchten dann simpliciter Consistorialia, oder solche Sachen seyn / welche quoad primam instantiam ans Consistorium, und jetzgedachte hohe Gerichte gehören) zu ziehen nicht verstatten wollen; Es müssen aber auch die von R. und Landschafft den Partheyen gebührlichen und fordersamsten Rechts verhelffen.

10. Daß auch mehrmahlen ex injuria privata Fiscalische Processe gemachet werden / zu mercklichem Schaden und Nachtheil der Interessenten.

Ad 10. Sey klaren Rechtens / daß in denen Injurien-Sachen actio civilis & criminalis erlaubt / solte nun der Fiscalis an der letzten kein Theil haben / noch keine atrocitas injuriarum sich befinden / will vielmehr denen Klägern obliegen / ohne zuthun Fiscalis die actionem Injuriarum Criminalem für sich selbst auszuführen.

11. So beschweret auch das Land sehr / daß die Creditores, welche Jure Crediti entweder durch Adjudication, oder durch einen Kauff / oder sonst durch andern rechtmäßigen Titul Lehn-Güter besitzen / die Güter zu Lehn anzunehmen gezwungen werden wollen / da doch solches den Rechten und Herkommen zu wieder / wie imgleichen.

Ad 11. Ihro Durchl. wissen zwar von keinem Zwang / Sie lassen es aber desfals bey denen Gemeinen und Lehn-Rechten.

12. Daß den meisten Contributions-Abscheiden inseriret / daß die Creditores, welchen die Güter adjudiciret / schüldig seyn sollen / über die Ihnen adjudicirte pertinentien particulier Fürstl. Consense zu bitten.

Ad 12. Ihro Fürstl. Durchl. verstatten gnädigst / und lassen gnug seyn / daß wegen der Güter / so per Distributionem verscheidenen Creditoribus zugeschlagen / nur in genere über die geschehene Distribution, nicht aber von einem jedweden Creditore ein particulier Consens seiner ratæ halber noch gesuchet werde / wie denn auch Ihro Fürstl. Durchl. bey particular adjudicationibus die Verordnung in dero Lehn-Cammer stellen wollen / daß deßwegen das sonst gewöhnliche Consens-Geld (es möchte dann seyn / daß derjenige / welcher das Adjodicatum erhalten / solches an andere wieder veräusern wolte) nicht / sondern nur das Schreib-Geld dafür genommen werden solle.

13. Beschweret die Ritterschafft absonderlich / daß durch concedirte Accis-Hebung der Stadt Rostock / die daselbst wohnende von der Ritterschafft / mit unter die Accise gezogen werden.

Ad 13. Hierüber wollen Ihro Fürstl. Durchl. zuforderst Bürgermeister und Rath der Stadt Rostock vernehmen / und folgends in der Sache / was billig und recht ist / verordnen.

A. MONITA des Engern Ausschusses/ de dato Rostock im Februario, Anno 1683.

Bey diesem Creys-Kasten fällt zu erinnern:

Daß nicht/ wie Herkommens/ die Crayß-Einnehmer/in Beyseyn derer gevollmächtigen Deputirten des Engern Ausschusses von R. und L. an den Kasten und dessen Einnehmer/ besondern wider R. und L. vorhin geschehenes unterthänigstes Ansuchen jeden Fürstl. hohen Orts einseitig angewiesen seyn.

2. Die Executores auch nicht nach dem Land-Tags placito de dato Schwan 1668. und wie solches nach der Zeit allhie in Rostock geschehen/ in præsentia R. und L. Deputatorum, sondern theils einseitig beeydiget/ auch nicht von R. und L. vorgeschlagen worden/ und ihre instructiones in verschiedenen Puncten differiren.

3. Die Restanten nicht/ wie R. und L. bey jüngstem Land-Tage mit beweglichen Remonstrationibus gebeten/ alle/ sondern nur von Anno 1677 biß 80. erfodert/ solcher gestalt aber die Summa so hoch nicht würde heraus kommen können/ daß man des in Edicto gedruckten andern Termins nicht bedürffe/ wie R. und L. allemahl zu höchst-nöthiger Sublevation der Armuth intendiret und verhoffet hat.

4. Daß ob wohl R. und L. beym Land-Tage denen Fürstl. abgeordneten Herren Räthen kund gemachet/ daß Sie dem gesammten Engern-Ausschuß die Vollmacht bey dieser Crayß-Steuer auffgetragen hätten/ dennoch demselben von Fürstlich-Schwerinischer Regierung gar keine Notification von dieser Diæte geschehen/ sondern dieserwegen ein gantz ungewöhnliches Schreiben an die Deputirte der Aemter ubgangen/ wesfalls Namens R. und L. man billig de præjudicio bey bedingen müssen. Solte auch das an Fürstl. Güstrowischer Seiten inserirte Beding vor dißmahl citra omnem consequentiam wider verhoffen zu R. und L. Nachtheil gemeinet seyn/ würde man solches gleichfals bedencklich zu verbitten gemüßiget werden.

5. Daß propter angustiam termini weder denen Engern-Außschuß Deputirten/ noch auch also Restantibus, weniges in specie nahmentlich die Zeit der Erscheinung kund worden/ und dahero sich zur Liquidation besorglich fast wenige einfinden dörfften/ welches jedoch wann an Seiten gnädigster Herrschafft ante terminum Solutionis vel potius Executionis R. und L. offtmahliges unterthänigstes Desiderium wegen Exequirung der Restanten hätte mögen statt finden/ anjetzo seine Richtigkeit ohne alle Beschwerde hätte haben/ und daraus Geld beyhanden seyn können. Wie denn auch kein Zweiffel/ wenn diese dringliche überhäuffte Einnahme nur vorbey seyn wird/ etwa ohnmaßgeblich in 14. Tagen oder 3. Wochen nach gnädigst angeordneter Verwarung durch die Visitatores die Sache sich ohnschwer zur Richtigkeit wird anschicken können/ wenn nur die gnädigste Herrschafft als Gerechtigkeit liebende Landes-Väter die sämmliche eingesandte Restanten einfordern zu lassen gnädigst belieben werden. In welcher dann die Einnehmer der überhäufften Arbeit sich entladen/ und was zu Ihrer Function in einem und andern gehörig herbey gebracht werden müste/ desto füglicher werden præstiren können/ weil sonsten die jüngere Restanten/ und welche biß dahin das Ihrige willig beygetragen/ sich desto höher beschweren dürfften/ daß man Sie allein vornehmen/ und die Alten verschonen wolte/ welche doch billig am ersten exequiret werden solten; damit aber hier bey alle etwa besorgende Unbilligkeit/und rigueur verhütet werde/ so wird nochmahlen hiebevoriges Erbieten wiederholet/ nemlich/ daß befindlichen Umständen nach solche Moderation könne gebrauchet/ und alles in die Wege gerichtet werden/ damit niemand mit fuge sich hierunter zu beschweren haben/ mithin auch alle Confusion zwischen Land- und Creyß-Kasten verhütet werden möge.

6. Weil auch die Executio continua & sine intervallo das Land arm/ und nur die Executores reich zu machen scheinet/ anerwogen denen Contribuenten/ welche absque omni mora seyn/ wann Sie ihre Specificationes und Geld nach dem Kasten bringen/ und wider ihren Willen nicht expediret werden können/ und deren theils das Geld allhie deponiren müssen/ dennoch beydes wegen der unterdessen Sie bedrückenden continuirlichen Execution, als auch Zehrung sehr gravirt zu seyn fast evidenter erscheinen; So müssen hierdurch E. E. Hoch-Fürstl. Hoch-Fürstl. Durchl. Durchl. R. und L. Engern Ausschusses Deputati unterthänigst bitten/ dieselbe wollen geruhen/ denen armen Leuten im Lande zum besten/ an die Executores solche Verordnung ergehen zu lassen/ daß Sie diejenige/ welche sich in opera solutionis absonderlich schon auff der Rostocker Reise befinden/ zur Bezahlung/ oder vorhin ihre Contribution allda zu Verhütung grosser Zehrungs-Kosten/ und Versäumniß zu Hauß erweißlich deponirt und parat haben/ in der Zeit mit keiner Execution-Gebühr zu belegen befugt seyn/ sondern/ da Sie keine andere Oerter zu besuchen haben solten/ mit Futter und Mahl vorlieb nehmen/ oder eine Zeit von 14. Tagen befristen müsten/ auch da Sie propter excessum überwiesen werden solten/ Ihro Ihro Durchl. Durchl. schwere Ahndung zugewarten haben solten.

7. Als auch ratione der Müntze dem Lande ein unbeschreiblicher Schade zuwächset/ und bey nahe guten Theils die Ausgabe bey der Contribution zum fünfften Theil höher kömt/ als andern im Lande wohnenden/ So werden Ihro Ihro Durchl. Durchl. unterthänigst ersuchet/ solches Fürstlich zu behertzigen/ und zu Abwendung dero Landes Ruin die harte Müntze und Marckstücke gleich andern benachbarten Landen voll gelten zu lassen/ damit sich dadurch die kleine Sorten verliehren/ und die Beybehaltung des Landes möge befördert werden/ weil sonsten kein ander Expediens auszusinnen/ in welchem nicht das Remedium ärger/ als die Kranckheit selbst zu seyn fast allänglich zu mercken sey.

8. Weil auch bey Liquidation der Restanten in Anno 1677. die Fürstl. Aemter nicht wollen zum Vorschein noch Liquidation gebracht werden/ damit man auch daselbst die völlige Richtigkeit erhalten möge; So wird unterthänigst gebeten/ hierunter den Edictis und Herkommen nachgehen zu lassen/ und die Restanten der Aemter nicht dissortes von den andern werden zu lassen/ sondern zugleich adjoustiren.

9. Als auch von verschiedenen Jahren die Rechnungen von den Einnehmern nicht auffgenommen/ und wegen Sterblichkeit der Persohnen/ auch anderer Incidentien es hochnöthig seyn will/ mit Auffnahm solcher hinterstelligen Rechnungen zu verfahren/ so wird es zu Fürstgnädigster Verordnung gestellet/ was vor einen bequemen Terminum im bevorstehenden Früh-Jahr Sie dazu bestimmen/

ANNO 1701. stimmen / und dem Engern Ausschuß bey Zeiten solchen notificiren lassen wollen.

10. Weil auch der 14te Febeuar. eventualiter nach Malchin wieder einzukommen von den Fürstl. abgeordneten Räthen / R. und L. damahls intimiret worden / aber nicht zu wissen / ob rebus sic stantibus, und da ein jeder mit der Contribution beschäfftiget ist / sondern auch sich andere impedimenta finden möchten / das Ziel in solchem Termino zu erreichen; So wird gleichfals von Fürstl. Herrschafft in Unterthänigkeit verlanget / sich dessfals nachrichtlich zu expectoriren. ANNO 1701.

Lit. B. Auch ad Additamenta Classis 3tiæ, Grav. 1.

DAmit die Contributions-Visitatores bey währender Käyserl. Commission nach dem Herkommen und Schwanischen Land Tags Concluso de Anno 1668. wiederum bestellet / und instruiret werden mögen / So ist nöthig

1. Weilen einer von den Güstrowschen Visitatoren legitimè, die übrigen beyde aber wieder die Verträg und das Herkommen beym Fürstl. Hofe / und nicht in Beyseyn R. und L. Deputirten beeydiget / daß dieselbe nunmehro in gewöhnliche Pflicht genommen werden.

2. Weil auch ein Güstrowscher Visitator mangele / und die übrigen 3. des 4ten Districkt nicht füglich bereiten können / wenn kein neuer bestellet werden solte / daß derowegen einer in der Stadt Malchin wohnhaffte / Wüsthoff genannt / zu dem Ende / daß er den 4ten itzo vacanten Platz der Executoren bekleide / und dessfals beeydiget werde / anhero beschrieben werden möge.

3. Weil an Schwerinischer Seiten nur 5. Executores seyn sollen / itzo aber sich befindet / daß der gedachter Wüsthoff zum 5ten Executore wider des Land-Tags Conclusum de Anno 1668. und wider das Herkommen bestellet worden / daß derowegen dieses wieder auffgehoben / und der gedachte Wüsthoff der Schwerinischen Pflicht und Bestallung zuforderst wieder erlassen werde.

4. Daß denen Executoren und Visitatoren deutlich vorgelesen werde / die zu Schwan Anno 1608. festgestellete instruction und formula Juramenti, damit Sie sich darnach bey Vermeidung der in gedachter Instruction exprimirten Strafe richten müssen.

5. Weil aber in gedachter Schwanschen Instruction die angedrohete Geld Straffe nicht eben exprimirt / so würde zu mehrem Nachdruck dienen / daß dieselbe determiniert / und auff jedes dergleichen in der Instruction mit Geld-Buße belegtes Verbrechen / der Verlust des Viertentheils des dem Verbrecher sonst gebührenden Salarii gesetzet werde.

6. Uber das / was in besagter Schwanschen Instruction und formula Juramenti enthalten ist / hat sich in praxi befunden / daß nachfolgendes ferner denen Visitatoren und Executoren vorzustellen / und zu injungiren nöthig sey.

1. Daß die Visitatores denen Contribuenten die Specificationes nicht machen / vielweniger die Contribution von den Contribuenten einnehmen.

2. Daß die Visitatores die laut Edicti von den Contribuenten verwirckte Straffe nicht endern / weniger deßwegen mit enzelen Personen / oder gantzen Communen und Dorffschafften einige Handlung pflegen sollen.

3. Daß die Visitatores niemand mit ihren Visitationibus übersehen / sondern alle und jede Contribuenten visitiren.

4. Daß die Visitatores bey denen Executionen sich nicht gantz / oder auff gewisse Maße sollen ablauffen lassen.

5. Wenn aber nicht thunlich fallen solte / bey einen oder andern Contribuenten / daß die Executores so lange bey Ihnen liegen bleiben / biß er völlig bezahlet habe / daß Sie so dann für die Zeit / da Sie anderwärts hinreiten / die Executions-Gebühr fodern sollen.

6. Vornehmlich / daß die Visitatores die jenige Contribuenten mit Abforderung der Executions-Gebühr verschonen sollen / die würcklich ihre Contribution zu bezahlen auff der Reise bewißlich begriffen seyn / oder ihr Geld unter Wegens haben.

7. Daß die Executores, insonderheit diejenige Contribuenten / welche keine Specificationes eingeschicket haben / so lange exequiren / und doppelte Execution fodern sollen / biß Sie die benante Specificationes beym Kasten eingebracht und justificiret haben.

8. Daß die Visitatores ihre Visitationes unverwarneter Sachen vollstrecken / und vorhero nicht kund werden lassen / an welchem Orthe Sie visitiren wollen.

9. Weil dessfalls geklaget wird / daß theils Fürstl. Beambten die Visitatores zwingen wollen / daß denen Beambten vorhero angemeldet werden solle / welche Zeit und Stunde die Visitation bey den Ambts-Bauren geschehen soll / solches aber zu grossem Unterschleiff Anlaß giebet / daß dahero bey denen Beambten dieses gäntzlich verboten / und denen Visitatoren in diesen und dergleichen dem Contributions-Wesen schädlichen Dingen / der Beambten einseitigen Befehlen / nicht zu pariren injungiret werde.

10. Wenn sichs zutrüge / daß von einem oder andern Orthe die Contribution oder Specification nicht erfolgen könte / daß so dann solches und dessen Uhrsachen die Executores denen Deputirten beym Kasten ohnverlängt schrifftlich anzeigen sollen / damit in Zeiten / was hierunter ferner nöthig sey / beobachtet werden könne.

11. Weil auch geklaget / daß die Visitatores, wann Sie in den Fürstl. Dörffern ihre Visitationes verrichten / an der ihrer Ambts-Verrichtung offtmahls gewaltthätiger weise verhindert / und sothane Excessus guten Theils ungestraffet bleiben / also daß Sie endlich ihres Lebens nicht sicher seyn / daß hierunter zureichende Anstalt zu machen / daß dergleichen nicht mehr zu besorgen / die Fürstliche Höfe und Beambten bewogen werden mögen / die Executores aber / wenn Ihnen dergleichen Gewalt wiederfähret / schuldig seyn sollen / solches denen Deputirten beym Kasten alsobald anzumelden / damit durch dieselbe behörig scharffe Straffe der Verbrecher beworben werden könne / pro ratione delicti wäre wohl nöthig / daß die pœna exasperiret würde.

12. Weil bey denen Fürstlichen Höfen zuweilen Inhibitiones ertheilet / die Restanten an theils Orthen nicht einzutreiben / desgleichen einige Persohnen von der Contribution einseitig eximiret werden / solches aber denen Reversalen, Schwanschen Land-Tags-Schluß / auch dem Herkommen und dem Contributions-Werck selbst zuwieder läufft / daß dahero dieses gäntzlich abgestellet werden möge.

ANNO 1701.

Gravamina Specialia Sverinensia.

1. Ist bey dem in Anno 1677 zu Rostock gehaltenem Land-Tage ad Grav. spec. 3tium gnädigst versprochen/ daß/ wenn die Candidati Ministerii præsentiret/ und von Superintendenten examiniret worden/ so dann unverzügliche Verordnung wegen Ordination und Introduction geschehen soll. Weil aber sich nach der Zeit befunden/ daß/ wenn dieses alles geschehen/ die neuerwehlt- und ordinirte Prediger über dieses alles annoch Confirmationem bey Hofe zu suchen angehalten werden wollen/ solches aber dem Herkommen zugegen/ und grosse Unkosten causiret/ so wird unterthänigst gebeten/ auch hierunter gnädigsten Wandel R. und L. zu gönnen.

2. Währet auch das Gravamen annoch/ so dicto Anno sub No. 4. wegen Retaxation der Güter geführet worden/ ob gleich gnädigste Remedirung versprochen.

3. Ereuget sich eine neue Beschwerde/ indem die Consense über die Lehne difficultiret werden wollen/ sub prætextu einiges Laudemii, welches jedoch dem Herkommen zugegen/ auch in den Rechten in alienationibus necessariis nicht statt findet/ auch dieses inconveniens nach sich ziehet/ daß ein jeglicher lieber die adjudicirte Güter Jure Crediti besitzen/ als dieselbe zu Lehen nehmen/ und also allendlich die Lehne von nicht Lehensfähigen werden occupiret werden.

4. Weil auch contra Jura & consuetudinem provincialem der Abschuß im Lande wil introduciren werden/ wenn Lehen-Leute ihre Lehne cum consensu, quorum interest, verkauffen/ und entweder ausser Landes/ oder auch nur aus einem Fürstenthum ins andere ziehen.

5. Auch ist eine grosse Landes-Beschwerde/ daß die Abscheide bey Vorbescheiden von allen Partheyen/ die ultra rationem an der Sache interessiret/ absonderlich/ und in Fiscalischen Sachen von dem beklagten Theil in duplo ausgelöset werden mussen.

6. Wer-

Resolutiones.

Ad 1. Lassen es Ihro Fürstl. Durchl. bey der in Anno 1677. ad gravamen tertium dero getreuesten R. und L. ertheilten gnädigsten Resolution bewenden/ solcher gestalt/ daß/ wenn zuerst das Mandatum an den Superintendentem oder Seniorem ad examinandum, die Relation von Ihm ad Episcopum wegen des examinirten Habilität ergangen/ gestracks/ und zu einem mahl die Confirmation, wie auch der Befehl ad ordinandum & instituendum erfolgen soll/ und keine mehrere Confirmation zu verlangen.

Ad 2. Hat man je zwar vermeinet/ es bey der alten Taxa zu lassen/ wornach die Güter indifferenter zu steuren hätten/ dieweiln aber nunmehro ein neuer Modus contribuendi erfunden/ Ihro Fürstliche Durchlauchtigkeit darüber einen absonderlichen Recess ertheilet/ so ist derselbe fordersamst ad generalem praxin zu bringen/ gestaltsam Ihro Fürstliche Durchlauchtigkeit auch solches bey der Königlichen Dänischen Præstation, und zwar nächst künfftigen Michaelis exequiret wissen wollen. Weiln aber der Adel im Schwerinschen Ambte/ wegen bißheriger Collecten/ mit Gottfried Erivitzen streitig/ dieser/ wie asseriret wird/ ein höhers und mehrers nicht/ als das provisionale remedium austragen kan/ præstiret und beygetragen/ hingegen der Adel geklagter massen des Erivitzen übrige Portion übernehmen müssen/ so ist wegen dieses Præteriti, da das Futurum unter den neuen Modum Contribuendi gehöret/ die Fürstliche Resolution dahin gerichtet/ transmissionem Actorum ergehen zu lassen.

Ad 3. Mit dem Landemio werden Ihro Fürstliche Durchlauchtigkeit ander gestalt nicht/ als nach den Rechten verfahren/ und weilen die Ritterschafft vornehmlich in Feudis die Landemia in casum necessariæ alienationis verbittet/ und die Exempeln nicht allein ex antiquo, sondern auch dem Fürstenthum Güstrow anziehet/ und dann Ihro Fürstliche Durchlauchtigkeit die Ritterschafft wieder das Herkommen zu beschweren nicht gemeinet/ vielmehr æquabilem tractatum, wie an Seiten Güstrow/ als auch in dero Landen verlangen/ so wird es noch zur Zeit darauff beruhen/ ob ein ander Herkommen ex antiquo die Fürstliche Regierung darthun möge/ worüber jedoch die Ritterschafft/ wie billig/ gehöret/ und ein Responsum Juris von einer Juristen-Facultät eingeholet/ biß dahin das Landemium in casu necessariæ alienationis suspendiret seyn soll.

Ad 4. Ob das jus detrahendi in Feudis einen oder keinen Platz habe/ davon hat das erste die Fürstliche Regierung per contrarium zu behaupten/ ein Responsum Juris, wenn Ritter und L. zuforderst darüber gehöret/ einzuholen/ biß dahin der Adel billig damit zu übersehen.

Ad 5. Soll die gedoppelte Præstation von dem beklagten Theil in causis Fiscalibus keinesweges hinführo bey der Justitz-Cantzeley gefordert/ in denen übrigen Sachen die Abscheids-Gebühr von Klägern/ Intervenienten und Beklagten/ weiter aber nicht/ exigiret werden; Solten aber die Intervenienten in mehrer Anzahl unam, non diversam causam foviren/ hat man von allen denen nicht mehr/ denn vor einen Abscheid zufordern.

Ad 6.

ANNO 1701.

6. Werden auch einigen Gemeinen gegen die Rechte und Gewohnheit Prediger angedrungen / die Sie vorhero nicht gehöret / noch ihrer Lehre / Lebens und Wandels zur Gnüge versichert seyn.

Ad 6. Wie in solchen Fällen die Præsentatio bey dem Patrono, dem darunter nicht vorgegriffen werden soll / Commissio ad examinandum, eventualis confirmatio bey dem Episcopo, so erklähren sich Jhro Fürstliche Durchlauchtigkeit gnädigst dahin / und lassen es dabey bewenden / was desfalls in denen Reversalibus de anno 1621. §. 12. gesetzet / solcher gestalt / daß auch bey denen die das Jus Patronatus nicht haben / nicht allein denen Gemeinen gegen die Recht und Gewohnheit keine Prediger sollen angedrungen werden / die Sie vorher nicht gehöret / noch ihrer Lehre / Lebens und Wandels zur Gnüge versichert seyn / sondern auch / und da hinkünfftig einer von Adel / oder die Räthe in den Städten eine Persohn / die Er / oder Sie / zu seinem oder ihrem Seelsorger aus erheblichen Ursachen gerne haben / und befördert sehen möchten / nominiren / und um unsere gnädige Bewilligung und Confirmation unterthänigst anhalten werden / daß Jhro Fürstliche Durchlauchtigkeit dem in gedachten Reversalen gnädigst gethanen Erbieten nachkommen wollen.

7. Wobey wegen der verwüsteten Ambts-Dörffer die Præstationes, so den Kirchen / geistlichen Häusern / Pastoren und Küstern gebühren / den übrigen Eingepfarreten mit auffgebürdet werden / welches sehr beschwerlich und zu remediren gebeten wird.

Ad 7. Sey billig / daß die vorhin unter den Eingepfarreten gewöhnliche proportio præstandorum conserviret und beybehalten / keiner der Eingepfarreten Onere Tertii behelliget / sondern es von denen wüsten Hufen nach als vor genommen / und hierinnen denen Fürstlichen Verordnungen unterm 4. Octobr A. 1641. und 28. Maji 1645. nachgegangen / jedoch / daß dieselbe / was die Hebung und Salaria der Priester betrifft / weiter nicht wegen der wüsten Hufen extendiret werde / als allein auff das Mißkorn und stehende Pächte an den Orthen / da dieselbe von Alters gegeben / da dann alle übrige Præstationes personales gäntzlich cessiren.

8. Daß einige Adeliche Güter an die Aember gezogen / und denen von der Ritterschafft keine Versicherung geschehen / daß dieselbe Güter dem Adel in denen Aembtern in den Collectis zu Hülffe kommen / oder auch denenselben anderwärts desfalls Satisfaction verschaffet werden soll.

Ad 8. Wie es mit denen Collecten der Adelichen zu der Fürstlichen Cammer ex emto sonsten gelegter Güter künfftig zu halten / das ermessen Jhro Fürstliche Durchlauchtigkeit für billig / wenn Sie ihres hohen Orths bey Veräusserung einiger Pertinentien aus dem Ambte der Collecten halber ihr voriges Jus, daß auch ex æquabili ratione die Ritterschafft ihre Gerechtsame nicht weniger zu reserviren / es wäre dann / daß man sich eines andern verglichen hätte / oder auch bey einer befindlichen inæqualität Satisfaction anderwärts geschehe / welche dann auf befindlichen Fall utrinque zu verschaffen.

Specialia de 26. May.

1. Haben Schwerinische Herren Land-Räthe Uhrsache sich zu beschweren / daß mehrmahlen / wenn Jhnen etwas zu verrichten vom Hofe anbefohlen wird / gantz harte und ungewöhnliche Comminationes angehänget werden / als daß / daferne Sie dieses oder jenes nicht beschaffen / Sie dafür respondiren / item daß Sie den Schaden / so dadurch entstehen möchte / wieder zu erstatten gehalten seyn sollen / und dergleichen / da doch / was solcher gestalt von Jhnen begehret wird / in Jhrem Vermögen nicht ist / und von Jhnen begehrter massen nicht præstiret werden kan.

Ad 1. Wegen der Land-Räthe in puncto scharffer Mandatorum öfftere unmögliche Dinge auszurichten movirender Beschwerde / seynd Jhro Fürstl. Durchl. gnädigst gemeint / die Rescripta an dieselbe dergestalt in gnädigsten Terminis abzufassen / dabey subjectam materiam nicht weniger anzusehen.

2. Beschweret sich Berend Friedrich von Bülowen Witwe / daß in der Passeeschen Concurs Sache / alle andere attentata zu geschweigen / wegen eines geringen Postens von 490. Gulden der Rentmeister zu Schwerin sich des Guthes Passee angemasset / retaxation und adjudication erhalten / da doch Sie und mehr Creditores durch den neuen Taxt mercklich lædiret / und in Occupirung des Guths gedachte Wittwe höchst graviret / indem Jhr als posteriori Creditrici das Jus offerendi nicht zugestan-

Ad 2. Auff das 2te Gravamen was von seel. Berend Friedrich von Bülowen Wittwen wegen des Guthes Passee vorgebracht / expliciren sich Jhro Fürstliche Durchlaucht. gnädigst dahin / daß Sie ungesäumte Nachricht von dero Justiz-Cantzeley erfordern / und der Wittwen die Justiz wiederfahren lassen wollen.

den

Ad 3.

ANNO 1701.

den werden wollen / da doch solches in Jure Communi fundiret / auch durch einen in Fürstl. Justiz-Cantzeley publicirten Abschied Ihr expresse zugewilliget.

3. Beschweret sich gedachte Wittwe von Bülowen / daß Ihr das auf Fürstl. Ordre behandelte / und zu bezahlen anbefohlne Quantum von 4000. Gulden Capital nicht wolle bezahlet werden / ob Sie es gleich zum höchsten benöthiget und dawieder nichts eingewandt werden könne.

Ad 3. Geben Ihro Fürstliche Durchlauchtigkeit gedachter Wittwen diese gnädigste Erklärung / wo dieselbe allbereit eine Fürstliche Anweisung von Ihro Fürstlichen Durchlauchtigkeit an dero Cammer erhalten / daß Sie gemelter Ihrer Cammer gnädigst befehlen wollen / sich mit der Wittwen Ihrer Forderung halber und wie bey jetzigen Zeiten müglichst zu Ihrer Befriedigung gelangen möge / zu vergleichen.

4. Ist eine überaus harte Beschwerde / so die Flotowen zum Stuhr drucket / indem Sie wegen einer wüsten Feld-Marck Bistorff / im Stifft Bützow belegen / von Ihren Güthern allhier im Lande die Contribution abzustatten gezwungen werden / und desfalls harte Executiones übertragen müssen / da doch dieselbe sich erbothen / jetztberührte Feldmarck fahren zu lassen / und für die prætendirte Contribution hinzugeben.

Ad 4. Der Flotowen Beschwerde belangend / ist dieselbe wieder Recht und gantz unbillig / von denen im Fürstenthum Schwerin belegenen unbeweglichen Gütern im Hertzogthum Mecklenburg zu steuren / welches / da es sich also befindet / Ihro Fürstliche Durchl. gäntzlich abgeschafft wissen wollen.

5. Beschweret sich die Ritterschafft des Amtes Gadebusch gantz sehr / daß Sie zwar vielfältig gesuchet / daß Ihnen das Guth Lovitz / welches vor Jahren ein Dorff gewesen / so theils nach Grevismühlen / theils nach Gadebusch gehöret / möchte beygeleget und incorporiret werden / da doch Ihnen bereits verschiedene Stückt abgegangen / als Steinbeck / Jarmstorff / und dergleichen / überdem auch notorie der Adel des Ambts Gadebusch nur klein wäre / und das Guth bis dato keinem Ambte zugeleget.

Ad 5. Was von der Ritterschafft des Amts Gadebusch wegen des Guthes Lövitz angeführet / erheischet die Æquabilität / vermöge Ihro Fürstlichen Durchlaucht. ad Gravamina generalia allbereit ertheilten Resolution, weiln verschiedentliche Stücke / als Steinbeck und Jarmstorff dem Fürstlichen Ambte zugefallen / daß auch ex reciproco die Collecte von besagtem Guthe Lövitz der Ritterschafft hinwiederum zuwachsen müsse / und nächsthin der Ritterschafft im Ambte Gadebusch incorporiret seyn soll.

6. So befindet sich die Ritterschafft des Ambts Mecklenburg auch sehr beschweret / indem Ihnen das den Schabbels Erben zustehendes Dorff Wendorff vor etzlichen Jahren wieder entzogen / so an statt Blumenhagen / das von Alters ein Adelich Guth gewesen / und allezeit bey der Ritterschafft gesteuret / gedachten Erben cediret worden. Und ob gleich desfalls per Supplicam bey Hofe Remonstration geschehen / dennoch biß dato keine Remedirung darauf erfolget.

Ad 6. Die Ritterschafft des Ambts Mecklenburg / in specie das Dorff Wendorff / denen Schabbels Erben zuständig / betreffend / desfalls wollen Ihro Fürstliche Durchlauchtigkeit der Fürstlichen Cammer gemessenen Befehl ertheilen / warum man der Ritterschafft besagtes Dorff Wendorff aus der Ritterschafft Collecten gezogen / darüber denn der Küchmeister zu Mecklenburg Rede und Antwort zu geben / auf welchen ergangenen Fall die Fürstliche Cammer darinn billichmäßige Verfügung ergehen lassen soll.

7. Findet sich auch dieses Jahr de novo die Beschwerde wegen Umziehung der Schäffer / indem der Herr Obrister Schack zu Prischendorff einen Schäffer / der jetzo bey dem Hofe Neuschendorff im Amte Schönberg sich auffhält / zu rechter Zeit gemiethet / der Schäffer auch das Gottes-Geld 4. Wochen bey sich behalten / und hernach wieder zurück gesand hat / unterm Vorwand / daß Fürstl. Beamte ihn nicht erlassen wolten / durch welches der Beambten unziemliches Auffhalten grosse Confusion entstehet / und das Land grossen Schaden leydet.

8. Desgleichen hat Daniel Friedrich von Plessen zu Dönckendorff im Amte Rehna einen Schäffer gemiethet / der sein eigen Unterthan / und dennoch von den Fürstl. Beamten nicht erlassen werden will.

Ad 7. & 8. Was vom dem Obristen Schacken zu Prischendorff / und Daniel Friedrich von Plessen zu Dönckendorff in Unterthänigkeit vorgestellet / desfals lassens Ihro Fürstl. Durchl. bey der publicirten Schäffer- und Gesinde-Ordnung / als darin befindlichen Modulo allerdings bewenden / wornach man sich allenthalben zu reguliren.

9. Der Stadt Sternberg Beschwerde ist auch / daß die Kirchen / Oeconomeyen und Hospitalien von denen an sich gebrachten / zu Stadt-Recht liegenden Gütern und Aeckern den Schoß sich wegern abzuführen.

Ad 9. Wegen der Kirchen-Oeconomeyen und Hospitalien von der Stadt Sternberg an sich gebrachten zum Stadt-Recht liegenden Gütern und Aeckern / als des 9ten Gravaminis, haben sich Ihro Fürstl. Durchl. allbereit dahin gnädigst resolviret / daß solche adjudicirte Güter und Aecker nothwendig cum onere gemeldten Kirchen / Oeconomeyen und Hospitalien zufallen müssen.

10. Drücket das Land sehr hart / daß die Scharffrichter sich eine zeithero unterstanden / nicht allein Ihre Execution-Gebühr so hoch zu stei-

Ad 10 So erklären sich auch Ihro Fürstl. Durchl. fuer rote der Scharffrichter und Ihrer bey denen Executionen vornehmenden Excessen hal-

ANNO 1701. steigern/ als sie immer können/ sondern auch wohl in gewissen Fällen gedoppelt zu fordern/ und noch dazu verwehren wollen/ daß die Obrigkeit nicht Macht haben soll/ einen Scharffrichter aus andern und frembden Orten in der Nähe zu nehmen/ sondern ihrer gemachten Austheilung nach denselben offt auff viele Meilweges/ und das mit grosser Ungelegenheit holen müss.n.

Grav. Nobilium Special.

Uber dasjenige/ was bereits in denen vorhin verschiedentlich übergebenen Gravaminibus angeführet/ ist von der gnädigsten Herrschafft dero Mecklenburgische Ritterschafft absonderlich graviret/ und zwar

1. Wider die der Mecklenburgischen Ritterschafft de jure & consvetudine totius Germaniæ, so aus den Reversalen/ aus allen Lehen-Rechten/ und sonst competirende Steur-Freyheit/ in dem 1. Die gedachte Ritterschaffe wider ihren Willen Anno 1678. und hernach mit Steuren belegt/ und sothane Steuren zu bezahlen mit harten Executionen gezwungen/ 2. Zu der Adelichen Lehen Leute noch mehrer Verkleinerung andere nicht mehr/ als sie de Jure exempti aus deme in Comitiis Anno 1677. von den Mecklenburgischen Land-Ständen gebührend übergebenem Modo Contribuendi an Seiten der gnädigsten Herrschafft und in dero Namen ausgestrichen/ und in gedacht- und folgenden Jahren/ gegen das Herkommen/ Reichs-Abscheide und Käys. Decreta von der Steur befreyet worden/ so dann 3. indeme Nahmens der genädigsten Herrschafft in öffentlichen Scriptis beym Käyserl. Reichs-Hoff-Rath nicht anders/ als mit-contribuirende Unterthanen/ die Mecklenburgische Ritterschafft angegeben werden wollen/ da doch solches in facto gantz irrig/ und des Adels Steur-Freyheit zuwider ist. Die Hoch-Fürstl Resolution darauff wird ohnmaßgeblich folgender Gestalt unterthänigst gebeten.

Daß die Mecklenb. Ritterschafft bey der derselben obangezogener massen competirender Steur-Freyheit gnädigst geschützet/ und hinführo ohne ihre Bewilligung mit einigen Steuren nicht beleget. Wenn auch der Modus Contribuendi von Ritter- und L. universal gemachet wird/ derselbe nicht verändert/ sondern darnach/ nemine excepto, ins künfftige gesteuret/ und was in Processu ad Acta gebracht/ der Mecklenburgischen Ritterschafft Steur-Freyheit zu Nachtheil nicht gedeutet werden soll.

2. Hat die gnädigste Herrschafft in dem Modo Contribuendi selbst dero getreueste Ritterschafft beschweret/ indem deroselben wider Ihren Willen in annis 1678. 79. 80. &c. Der Modus Capitationis, unangesehen er des Adels Steur-Freyheit/ und gemeinem besten in viele Wege nachtheilig ist/ dennoch imponiret/ und in dem Edicto de anno 1682. asseriret worden/ daß der Modus Capitationis über 30 Jahr lang in Mecklenburg continuiret/ und kein füglicher Modus einzuführen gewesen/ welches sich aber in facto weit anders befindet/ wenn nur die Acta und Steur-Edicta nachgesehen/ und die Requisita præscriptionis dabey attendiret werden; hierauff wird die Resolution folgender gestalt einzurichten ohnmaßgeblich gebeten: Daß die Mecklenburgische Ritterschafft mit dem Modo Capitationis hinführo nich beschweret/ vielmehr dieser Modus abgeschaffet/ und was desfals in vorigen Edictis dem zuwiedern gesetzet seyn mag/ zu Nachtheil der Ritterschafft Steur-Freyheit nicht verstanden werden soll.

3. Fin-

halber gnädigst dahin/ daß Sie die Executions-Gebühr allerdings beym Alten lassen sollen/ kein gedoppeltes aus einer Urtheil zu fordern/ in denen Aemtern/ worinnen keine Scharffrichter befindlich/ von denen nechst belegenen Oertern und Städten nach Belieben zu nehmen. ANNO 1701.

Ihro/ Herrn Christian Ludwigen/

Zu Mecklenburg Fürstliche Durchlauchtigkeit ertheilte gnädigste Resolution. auff die von E. E. Ritterschafft absonderlich movirte Gravamina, und zwar

Ad 1. Erinnern sich Ihro Fürstl. Durchl. gnädigst/ wie es denn dero vorige gnädigste Resolutiones nd Communia von selbsten zu Tage legen/ daß E. E. Ritterschafft mit ihren Ritterlichen Gütern für einen freyen Stand/ vermöge der Reversalen billig zu achten/ so beruh.t es dennoch lediglich hier auff/ daß aus dem vorigen Modo Capitationis, an Ihm selbsten ohne das verfänglich/ ein ander und besser Modus, welcher sich mit E. E. Ritterschafft zustehender Freyheit vergleichen könne/ vorbehältlich jedoch Ihro Fürstl. Durchl. gnädigsten approbation, erfunden werde/ damit E. E. Ritterschafft solcher Freyheit fähig seyn möge/ wie denn allbereit bey hiesiger Diæt ein ander Modus Contribuendi mit E. E. Ritterschafft erfunden/ welchem aber die Landschafft völlig bißher nicht beygefallen/ des fals Ihro Fürstl. Durchl. vigore Ihres über den Modum Contribuendi ausgegebenen sonderlichen Recessus der festen Entschliessung/ dem allen/ was in gedachten Recess befindlich/ gebührenden Nachdruck zu geben/ und die Jura Magistratus dabey zu adhibiren.

Ad 2. Weilen die Stände unter sich in einigen Jahren super Modo Contribuendi nicht einig werden können/ habe man bey voriger Capitation verbleiben müssen/ es soll aber solches nicht in Consequence gezogen werden. Auff die allegirte præscription wird gar nicht reflectiret/ dieweilen aber nunmehro ein neuer Modus Contributionis erfunden/ so cessiret das Gravamen billig.

Ad 3.

ANNO 1701.

3. Findet sich die Ritterschafft ratione der Lehen-Dienste beschweret/ indeme auff die biß-hero in grosser Unbilligkeit gestanden: Lehen-Rollen nicht reflectiret/ und die tractu temporis dahin verursachte inæqualitæt/ und prægravationes nicht redressiret/ da doch solches von Rechtswegen geschehen solte/ und vorhin auff Land-Tägen versprochen.

Die RESOLUTIO hierauff wird gebeten.

Daß Ihro Durchl. die Rectificirung der Lehn-Dienste allerfordersamst in diesem Jahre beschaffen wollen.

Ad 3. Wegen der Lehen- und Mann-Dienste habe es diese bewandniß/ daß dieselbe denen Pactis familiæ annectiret; dieweiln nun dieses ein gemeines Werck/ und auff eine beyderseits Fürstl. Resolution beruhen will/ so wollen Ihro Fürstl. Durchl. nach geschehener Communication mit Güstrow sich hierüber weiter vernehmen lassen.

4. Beschweret die Ritterschafft/ daß eine zeithero wenig aus dem Adel ad officia publica gezogen/ und der Noblesse viele Gelegenheit ihre der gnädigsten Herrschafft zu Dienst tragende sonderbahre Begierde in der That zu erweisen/ gleichsam benommen/ welches jedoch anders in vorigen Zeiten zu der gnädigsten Herrschafft mit dero Lande Nutzen gehalten worden. Loco resolutionis wird gebeten,

Daß Ihro Durchl. dero getreuste Ritterschafft ad officia publica, und zu ihres Fürstlichen Hauses Diensten bey verfallender Gelegenheit gnädigst zu befördern geneigt seyn.

Ad 4. Sey zwar die Constitutio ad officia publica Juris Territorialis, und zu Ihro Fürstl. Durchl. freyer dispositinn juxta subjecta gestellet/ daram aber Ihre Fürstl. Durchl. gantz nicht gemeinet/ den Adel hievon zu excludiren/ wie dann so wohl die Exempla Majnrum, als ihre eigene bey dero Fürstl. Cantzeley-Gerichten und sonsten bezeugen: Solcher gestalt denn E. E. Ritterschafft sich Ihro Fürstl. Durchl. gnädigster Inclinatinn nach befindlichen Qualitäten in Begebenheiten erfreuen mögen.

Gravamina Specialissima Suerinensia.

1. Beschweret sich der Adel des Amts Lübtz/ daß der Stadt-Voigt zu Parchim sich eine zeithero ungemasset/ von denen durchgehenden Wahren einen Schilling ohn Unterscheid zu erfordern; Weil aber solches wider das Herkommen/ und nur neuerlich zur Ungebühr introduciret/ so wird gebeten/ dem Stadt-Voigt solches bey nahmhaffter Pön zu inhibiren/ und was hoc nomine gehoben/ hinwieder zu restituiren.

Resolutiones.

Ad. 1. Wegen der Klagten vom Adel aus dem Amt Lübtz/ daß dieselbe von dem Stadt-Voigt zu Parchim angehalten/ und zu Erlegung eines Schillings neuerlich constringiret worden/ so soll/ dafern es sich berichteter massen verhält/ der Stadt-Voigt zur Restitution des zur Ungebühr abgenommenen angehalten/ und demselben sich dessen ins künfftig zu enthalten bey nahmhaffter Straffe anbefohlen werden/ und der Effect dessen/ in termino 3. Wochen à dato an zu rechnen/ erfolgen.

2. Es beschweret sich Herr Hauptmann Bischwang von Köchow/ daß sein Schäfer Ihm durch sein Vieh in der Saat grossen Schaden zugefüget/ und als er denselben betroffen/ und ihm solches verwiesen/ da hätte derselbe ihm mit importunen Worten also begegnet/ daß er auch endlich dadurch bewogen worden/ ihm etliche Streiche zu geben/ worauff aber der Schäffer ihn so fort beym Fürstl. Fiscal in Schwerin verklaget/ und auff sein Vorbringen so viel erhalten/ daß ihm 100. Reichsthaler Fiscalische Straffe dictiret worden/ und ob er zwar seine Gegen-Nothdurfft wider dessen falsches Angeben eingewendet/ so hätte doch solches nichts verfangen wollen/ sondern es wäre bey dem Ersten geblieben/ ja man hätte Ihm auch hinwieder nicht einmahl die Appellation, vielweniger daß er solches mit dem Schäffer per ordinarium Processum ausführen möchte/ verstatten wollen

Ad 2. Et quidem Membr. 1. Zum Fall dem von Bischwangen noch zur Zeit keine Satisfaction gegeben/ so soll demselben annoch frey stehen und zugelassen seyn/ seine Befugniß nochmahls ad Acta anzuführen/ da dann/ und wann zuforderst das Gegentheil darüber gehöret/ darinn von einer auswertigen Juristen-Facultät gesprochen/ und da derselbe bey solcher ausgesprochenen Urtheil zu acquiesciren nicht gemeinet wäre/ darin verfahren werden/ wie in Resolutione ad Gravamina generalia, sonderlich ratione mulctarum, befindlich.

2.) Es beschweret sich der Major Peterswald/ daß wie er vor 4. Jahren sein Haußgeräth/ so er des Krieges wegen nach Lübeck fahren lassen/ habe wollen durch 6. Wagen abholen lassen/ der Zollner zu Zarrenthien dessen Wagen/ ungesehen des Passes/ so sie unter des Majors Hand und Pittschafft bey sich gehabt/ angehalten/ von jedem ein Dütgen gefordert/ auch seinen Diener/ weil er ihm das geforderte nicht geben wollen/ 2. Stühle vom Wagen genommen/ und biß dato behalten.

Ad 2. Hierüber soll der Zollner zu Zarrenthien so fort vernommen/ die Neuerung abgeschaffet und das Abgenommene und vorenthaltene in termino drey Wochen restituiret werden.

ANNO 1701.

3.) Es beschweren sich einige von der Ritterschafft / daß di Zöllner sich unterstehen / von den Kaleeurschen-Hünern / so Sie nach den Städten zu verkauffen senden / allemahl eins / auch wohl aus den besten nehmen / und also einem / der viel Zölle zu passiren hätte / wenig übrig bleiben würden.

Ad 3. Was wegen Abnehmung der Kaleeurschen Hüner geklaget / soll als eine Neuerung der Zöllner bey nahmhaffter Straffe verboten / und dieselbe zu Bezahlung der Hüner in termino 3. Wochen angehalten werden.

4.) Beschweret sich Hencke Lützow zu Dunkel ganß sehr / daß vor Jahren von den Schwerinischen Beamten die alte Sude ihm abgegraben und umgeleitet / wodurch ihm seine Wiesen überschwemmet / und die Fisch Gerechtigkeit grossen Theils abgeschnitten worden / darüber er / wie dieses von denen Beambten zur Hand genommen / so fort bey Fürstl. Cammer geklaget / und hiebevor auff den Land Tagen um Assistenz gebeten / aber biß dato nicht die geringste Satisfaction erhalten können / da doch dem Herrn Obrist Leutenant Hundten zu Bandelau / vermöge Fürstl. Abschieds / bereits in Anno 167. Satisfaction gegeben worden.

Ad 4. Membr. Das Gravamen soll so fort und unverhindert durch billige Wege zum längsten innerhalb Monaths-Frist abgethan werden.

5.) Hauptmann Bülow zu Wöltzow beschweret sich / daß durch einen Fürstl. Corporal und 2 Einspänniger Ihm sein Voigt mit Gewalt vom Hofe genommen / und nach Schwerin in Arrest geführet / unter diesem Prætext, ob hätte er einiger in Hagenow passirter Schlägerey beygewohnet / da doch der Voigt daran unschuldig / das mahl zu Hagenow nicht gewesen / sich aber dennoch mit einem Eyde purgiren / und in 7. Tage zu Schwerin in der Corps de Garde sitzen / und sein Geld verzehren müssen.

Ad 5. Soll der Schwerinischen Justiz-Cantzeley so fort injungiret werden / wegen der von dem Hauptmann Bülow zu Wöltzau geklagten Beschwerden in Wegnehmung seines Voigts von seinem Hofe Red und Antwort zu geben / dabey sich der gravirte Bülow anzumelden / und dieser geklagten Beschwerde forderlichste Abhelffung / so ihm hiemit asseriret wird / zu suchen.

3. Beschweret sich Ulrich Negendanck zu Eggersdorff / daß seine Leute von seinem Viehe / so er durch Bützow und Tessin treiben lassen / den Zoll zu erlegen angehalten worden.

Ad 3. Wegen Ulrich Negendancken Beschwerde / daß nemlich von seinem Viehe zu Butzow und Tessien der Zoll gefordert / befindet es sich dieser Gestalt / daß daselbst durchaus kein Zoll befindlich / sondern allein ein Dam Geld / wovon sich keiner eximiren kan / gefordert wird.

4. Beschweren sich die Schwerinischen Städte zum höchsten daß Sie mit den so genannten Lagerstat und Quartier-Geldern prægraviret werden.

Ad 4. Wegen der Lagerstat-Gelder / wovon / so viel die Gelder an ihm selbsten belanget / eigentlich die Frage / erklären Ihro Fürstl. Durchl. sich gnädigst dahin / dieser movirten Beschwerde gnädigsten Wandel zuschaffen / und die Städte damit zu übersehen / auch sich sonsten ad gravamina generalia zu der Städte Satisfaction und Abnahm erklären wollen.

5. Imgleichen beschweret sich die Stadt Parchim / daß wegen der Oeconomeyen und Geistlichen Schulden vor etlichen Jahren auff anhalten der Herrn Geistlichen eine Fürstliche Verordnung gemachet worden / daß die geistliche Schulden dem Schoß / der doch ein onus fundo inhærens wäre / solten vorgezogen werden / Ja auch von denen wüsten Städten / so den Geistlichen in solutum zugeschlagen / kein Schoß erleget werden wolle / und bittet / daß dieses remediret / und in vorigen Stande / wie es vor alters gewesen / gesetzet werden möge.

Ad 5. Wegen der Stadt Parchim geklagten præferenz in puncto des Stadt-Schosses halten Ihro Fürstl. Durchl. gantz billig und recht / daß der Stadt Schoß zu præferiren / darum denn die Ecclesiastici demselben nachzusetzen / hiemit und in Krafft dieses angewiesen werden.

6. Beschweret sich die Stadt Grabow über den vorhin zu Dömitz gewesenen / vorietzo aber zu Eldena sich befindenden Amtmann Krullen / so einige Jahre hero monopolia exerciret / wenn derselbe nicht nur alles an sich gezogen / indem die Bauren ihm Honig und dergleichen Wahren zuführen / und andere von Ihm annehmen müssen / b. sondern er hat ein Brauwerck zugelegt / daß niemand in solchem Amte gehöriger Bauren eine Tonne Bier / wofern Sie nicht von ihm geholet / es sey auch auff Hochzeiten / Kerchgängen und Kindtauffen / ob ihnen gleich eine geschencket würde / bey Straffe auszupissen dürffen / wodurch hiesiger Stadt die Nahrung gar entzogen wird / weil dieselbigen Amts-Bauren sonsten von hinnen das Bier geholet / und hat die Stadt in Eldena 3. Krüge gehabt / wird dahero um Remedirung gebeten

Ad 6. Wegen der Stadt Grabow wider den Amtmann Krullen geführtee Klage in puncto monopolii, soll dem Amtmann / weil Ihro Fürstl. Durchl. gantz keine Neurung verstatten wollen / das angelegte neue Brauwerck / und Auffkauffung des Korns / da dieselbe bey angestellter Nachfrage befindlich / in termino 3. Wochen nieder zulegen und auffzuheben / anbefohlen / und demselben mit Ernst Nachdruck gegeben werden.

7. Beschweret sich die Stadt Dömitz / daß Sie für

Ad 7. Der Stadt Dömitz von der Guarnison und

für andern Städten wegen der Garnison zum höchsten prægraviret / allermassen die wenige annoch verhandene und ausgemergelte Bürgerschafft / derselben nicht allein das Lagerstadt / Feur und Licht geben und reichen / besondern und über das auch die gantze hierin liegende Compagnie mit benöthigter Grasung für ihre Pferde ohn Entgeld unterhalten muß / da sonsten die Stadt für den Ort / so ihnen zur Weyde eingeräumet werden müssen / 30. biß 40. Reichsthaler Heuer haben könte / zugeschweigen der grossen Beschwerde / so das Lagerstatt dieser gedoppelten Einquartierung mit sich führet / denn wenn die Soldaten fast mehrentheils verweibet / und viele Kinder haben / hat mancher Wirth fast keinen Raum in seinem eigenen Hauße / weßwegen er dann seine Nahrung nicht der Gebühr abwarten kan / sondern dieselbe fahren lassen / und nahrloß sitzen muß / und wo in hoc passu der Stadt keine Sublevation geschicht / wird derselben Ruin nicht ferne seyn / in mehrer Erwegung dieselbe von der Soldatesque nicht die geringste Nahrung hat / sondern alles / was zu derselben Sustentation von nöthen / es sey Brod / Bier oder andere Victualien / ihnen von der Vestung gereichet wird.

8. Beschweret sich die Stadt Schwerin / daß zum grossen Abbruch der Bürgerlichen Nahrung gereiche / daß ihrer unterschiedlich dazu privilegiret werden / frembdes Bier feil zu haben / und auszuschencken / gestalt denn erweißlich / daß jährlich mehr denn 1000 Tonnen frembdes Bier in die Stadt hinein geschleppet werden / dahero die Einwohner gäntzlich um ihre Nahrung gebracht werden / hingegen die andern Städte Ihnen Ihr Brodt dadurch hinweg nehmen.

2. Daß man zu den Jahrmarckt-Zeiten / da alsdann ausserhalb der Stadt das Viehemarckt gehalten wird / denen Bürgern und Einwohnern nicht verstatten wolle / eine eintzige Tonne Bier ohne Abstattung 3. Schilling Accise hinaus zuführen / und unter die frembden Jahr-Marckts-Leute auszuschencken / welches vorhin nie herkommens gewesen / welche Neuerung denn der Stadt höchst beschwerlich und præjudicirlich fällt / gestalt ohne dem die gewöhnliche Præstationes an Accise, Matten- und Mahlgeld für das Maltz entrichtet werden / und dahero unbillig ein Ding mit doppelter Accise zu belegen und zu beschweren.

3. Memb. Daß die Einquartierung der Guarnison und Reuter diese Stadt dermaßen hart drücke / daß es in die Länge nicht mehr zu ertragen / gestalt man die Guarnisons-Last nicht allein schon viele Jahre her / auch zu Friedens-Zeiten / da andere Landes Stände von dergleichen Beschwerden nichts empfinden / getragen / sondern selbige sich auch von Tage zu Tage ergrössert / und jetzo die monatliche respectivè Service und Quartier-Gelder effectivè schon auf 70. Thaler baaren Geldes hinan lauffen / dahingegen die Bürgerschafft / so diese harte Last ob dem Halse hat / gar wenig und an der Zahl sich kaum auff 130. Mann erstrecket / unter denen doch nicht 20. zu finden / die noch ein Stück Brodes haben / ohne daß auch die arm-selige Bürgerschafft / ungeachtet der verhandenen vielen Soldaten / dennoch auch selbst / mit Hindansetz- und Versäumung ihrer Nahr- und Handthierung auf die Wache gehen / selbsten die Vices der Soldaten vertreten / und wenn sie daheeo für sich und die ihrigen nichts erwerben noch gewinnen können / dennoch nichts desto weniger denen Soldaten ihre monatliche Service verschaffen müssen / dahero es denn kömmt / daß die Bürger allgemählig verlauffen / die Soldaten zum Theil der Bürger-Häuser an sich bringen / und noch darzu / weil unterschiedene / und fast allerhand Art Handwercker darunter

und Reuter empfundener / und doppelter Beschwerde halber / soll in gleiche Moderation, wie mit Schwerin verfahren werden.

Ad 8. Wegen geklagter Beschwerde der Stadt Schwerin ad 1.) Jhro Fürstl. Durchl. competiret Krafft Landes Fürstl. Obrigkeit / Privilegia zu ertheilen / und gereichet es zum gemeinen besten / daß Städte mit frembden Bier und Wein versehen werden. Der Frembden Bier- und Weinschenck aber soll allein denen Bürgern / keines Weges aber denen Exemptis, Sie hätten sich denn zuvor mit Bürgermeister und Rath billigmäßig verglichen / beygeleget / und vergönnet werden.

Ad 2. Sey allbereit auff jüngstem Viti-Marck desfalls nach Bürgermeister und Raths Gesuch die Nothdurfft verfüget / und soll alle Neuerung cum effectu abgeschaffet werden.

Ad 3. Membr. Mit den Reutern in Fürstl. Residenz und denen dieserwegen prætendirten Lagerstadts Geldern / hat es gleiche Bewandniß / wie ad Grav. 4tum bereits resolviret / und weilen im übrigen die Moderation eine nöthige Sache / deren sich dann die Stadt auch wegen der Musquetirer, nach jetziger Anlage zur Helffte zu erfreuen haben soll / so wollen auch Jhro Fürstliche Durchl. die Bürgerschafft in der Stadt ausser Nothfällen mit der Wacht nicht beschweren / der Militz durchaus keine Handthierung / noch weniger die Erkauffung einiger Häuser verstatten / sie hätten sich denn des Raths Jurisdiction unterworffen / wollen auch bey Abforderung der Militz nach andern Orten / kein Lagerstat-Geld in ihrer Abwesenheit von der Bürgerschafft erfordern und einziehen lassen.

Ad 4

Anno 1701.

unter sind / mit Betreibung solcher Handwercker denen Bürgern in- und ausserhalb der Stadt grossen Abbruch an der Nahrung thun / und ihnen das Brodt gleichsam für'm Maul wegreissen.

4. Daß in der Stadt Schwerin so viele Privilegirte and Eximirte sich befinden / welche zwar die bürgerliche Nahrung mit Braaen / Mültzen / Herbergieren / Ackerbau / Viehezucht / und andern dergleichen bürgerlichen Gewerben mehr / aufs beste und stärckeste treiben / hingegen aber sich denen Stadt-oneribus tam realibus, quam personalibus durchaus entziehen / und der bedrengten Bürgerschafft wieder aller Völcker Recht / da ein jeder der das Commodum hat / billig / und de Jure Naturæ auch das incommodum zu sustiniren schuldig / mit keinem Heller die Last tragen helffen wollen / dahero sie / die wenige Bürgerschafft ohnfehlbar zu Grunde gehen muß / hingegen die Eximirte und Privilegirte mit deren Schaden sich bereichern und empor steigen.

Ad 4. Memb. Die Eximirte / welche bürgerliche Nahrung treiben / sollen baden / so wol in der Stadt Schwerin / als übrigen Städten nach gnädigster billigmäßiger Verordnung zum gemeinen Besten Beytrag thun.

Wegen des Schwerinschen Schelff-Voigts Bierschenckens / wollen Ihro Fürstl. Durchl. von dero verordneten Regierunges in termino 3. Wochen untersuchen / und remediren lassen.

9. Beschweret sich die Stadt Kröpelin,

Ad 9. Auf der Stadt Kröpelin eingereichte Supplique wird

(1.) Daß sie durch das neu angelegte Brauwerck zu Dobberahn zum höchsten graviret / überdem

Quoad 1. Membr. Wegen des Brauens resolviret / wie auff der sämbtlichen Städte gravamen in hoc puncto.

(2.) Der Stadt-Voigt daselbst ab oneribus publicis eximiret werden wollen / wie nicht weniger

Ad 2. Membr. Des Stadt-Voigts halber soll der bereits vorhin Fürst-gnädigst abgegebenen Resolution, so in vorigen Jahren erfolget / der effect gegeben werden / solcher gestalt daß derselbe ab oneribus realibus sich keines wegens entziehen könne noch solle.

(3.) Daß die Stadt Cröpelin in dem letzten Ausschreiben zum Land-Tage præteriret werden.

Ad Membr. 3. So soll auch die Stadt Kröpelin / wenn Land-Tage und andere gemeine Landes-Versammlung ausgeschrieben werden / gleich denen übrigen Städten / wie vorhin / also auch nachgehends erfordert und beschrieben werden.

10. Beschweret sich Victor Friedrich von Winterfeld / daß er Anfangs von den Fürstlichen Jägern wegen der Mit Jagdt auff den Pampiener Platz / Kauer- und Darsahler Feldern turbiret / und darauff vom Fiscale in der Fürstlichen Schwerinischen Justiz-Cantzeley zu Schwerin in Anspruch genommen / woselbst post cognitionem causæ Er in possessione bestätiget / und Fiscalis ad petitorium verwiesen / welcher auch / so lange Er gedachter Winterfeld / die Feldmarck quæstionis gehabt / acquiesciret / nachgehends / und wie Er dieselbe an den Rittmeister Ditten verkaufft / in die Cammer gezogen / und daselbst die in der Justiz-Cantzeley für Ihm ausgesprochene Urtheil reformiret worden.

Ad 10. Wegen des von Winterfeldten Beschwerden wieder den Advocatum Fisci in puncto der Jagd / wollen Ihro Fürstliche Durchl. Acta nachsehen / Erkundigung einziehen / und darnach in der Sachen Recht-mäßig verfahren / und unpartheyische Justitz forderlichst administriren lassen / und wenn in possessorio, wie allegiret / allbereit gesprochen / darüber / biß Fiscalis ein anders in Judicio petitorio und zwar in foro competenti erwiesen / und dargethan / billigmäßig halten.

11. Beschweren sich die Buchwaldsche / Cridizsche / Rantzowsche und Viereggische Fidejussores, daß sie nicht allein von jetztgemeldten Creditoribus auffs höchste gedrenget / und mit Execution beleget werden / sondern auch / daß dasjenige / was von der gnädigsten Herrschafft ihnen deßfalls wegen versichert worden / zu keinem Effect gelangen wollen.

Ad 11. Wegen der Buchwald-Cridiz-Rantzow und Vieregg'schen Fidejussions-Sache / fälle es Ihro Fürstlichen Durchlauchtigkeit anjetzo gantz unmüglich / laut des Fürstlichen Vergleichs die Bürgen vor jetzo zu secundiren / sie wollen auch keines Weges verstatten und zugeben / daß dieselbe von denen Creditoribus mit Execution beleget werden sollen. Im übrigen sind Ihro Fürstliche Durchlaucht. keines weges gemeinet / von vorigem Fürstl. Vergleich abzugehen / davon sie wegen der jetzigen bedruckten Zeiten verhindert werden.

12. So beschweret sich Ulrich Negendanck zu Eggerstorff / daß Er wegen eines Gelübds für Ihro Fürstl. Gnaden Herrn Hertzog Adolph Friedrich hochseel. Andenckens / wolle in Anspruch genommen und mit der Execution von denen Creditoribus bedreuet werden.

Ad 12. Ihro Fürstliche Durchlauchtigkeit sind nicht minder des Erbietens / sich gegen Ulrich Negendancken / wenn bey der Fürstlichen Residentz Er sich einfinden wird / pro justitia & æquitate zu erklären / da Er denn keines weges zu befahren / daß einige Execution von der Creditoren Seiten geschehen soll / allermassen Ihro Hochfürstl. Durchl. bey den Gerichten Ihm assistiren wollen.

13. Ingleichen Johann Bülow / daß / wie Er einen Malefcanten bey Rittmeister Sittmann denunciiret / ihm angemuthet werden wollen / wieder

Ad 13. Auch wollen Ihro Fürstl. Durchl. des Johann von Bülowen unterthänigstes desiderium so fort untersuchen / solches in termino 3. Wochen

Anno 1701.

wieder alle Recht und Billigkeit / die auf solchen Inquisitions Procels verwandte Kosten der Fürstl. Cammer zu refundiren.

14. Wiederholet die Stadt Dömitz ihre Beschwerde sub grav. 7. wegen der Milice, und bittet / daß / weilen Sie wegen des grossen Wasser-Schadens sehr ruiniret / Sie billig eine Erstatt- und Erleichterung bey der Contribution geniessen möge.

14. Die in Parchim wohnende Hopffenführer beklagen sich / was gestalt Sie vor diesem an Zoll-Gelde für ein Fuder Hopffen zu Crivitz 4. ßl. zu Schwerin 8. ßl. und in Gadebusch von jedwedem Pferde für einen Hopffen-Wagen einen Scheffel Hopffen / in natura, und zwar noch für weniger Zeit geben müssen; Wenn nun die Zeiten anjetzo sehr schlecht und nahrloß / und insonderheit auff Hopffen wenig zu verdienen / offtermahls auch ein ziemlicher Verlust dabey wäre / Sie aber / unangesehen dessen allen / zu Crivitz an statt 4. Schilling nunmehro 8. Schilling / zu Schwerin vor 8. Schilling 2. Gulden und zu Gadebusch gleichfalls 2. Gulden geben müssen / als bäthen Sie diesem Gravamini einen gnädigsten Wandel zu gönnen.

16. Beschweret sich das Städtlein Rehna / daß von seel. Hauptmann Levin Harmsen daselbst Ao. 1654. eine Schäfferey / dem Städtlein zum höchsten præjuditz und Schaden angeleget / daher Sie gemüssiget worden / ihr Viehe eines Theils des Sommers auf frembder Weide mit grossen Unkosten und Gefahr treiben zu lassen / und ob Sie gleich grosse Expensen desfalls angewandt / hätten Sie doch nichts erhalten mögen / dahero Sie es endlich nachgeben müssen.

2.) Daß gedachtes Städtlein nicht so viel Höltzung habe / darinnen ihre Schweine könten feist gemacht werden / und dasjenige Weichholtz und Reht / so auf ihrem Felde stünde / und sie von Alters her hauen und schneiden lassen mögen / ihnen von den Voigten abgenommen würde / welche es nicht zu Ihro Fürstlichen Durchlauchtigkeit / sondern in ihren eigenen Nutzen verkauffen / und noch darzu / wenn Sie jemand von ihnen betreffen / ihre Beile und Axten wegnehmen.

3.) Daß es viel grosse und andere Frey-Häuser daselbst gebe / so aber in keinerley Oneribus dem Städlein im geringsten zu Hülffe kämen / imgleichen / daß etliche Amts-Bedienten daselbst / und die Krüger in den Amts-Wohnungen wohneten

4.) Daß ihnen gleich andern Städten wegen der Lagerstat- und Service-Gelder zu nahe geschehe / indem sie die Soldaten mehrentheils zu Anfangs mit Essen und Trincken etzliche Tage verpflegen / und doch ihr völliges Contingent geben müssen.

5.) Daß Sie die Quartam de Anno 1680. völlig bezahlet / und dieselbe / wie andern Contribuenten widerfahren / ihnen noch zur Zeit nicht gut gethan worden.

Additamenta Specialissimorum Suerinensium

Uber dasjenige / so bereits Anno 1681. bey der Deputation zu Rostock von E. E. Ritter und L. ubergeben / werden nachfolgende Beschwerde geführet.

1. Von der Ritterschafft im Amte Grevismühlen / daß von dem Zollner daselbst / wenn nur auff dem Lande Dienstbothen von einem Dorffe zum andern ziehen / so wohl von deren Geräthe / als ihren Wagen ein zweyfacher Zoll gefordert wird.

2. Von

Wochen remediren / und ehe solches geschehen / keine Execution wieder ihn ergehen lassen.

Ad 14. Der Stadt Dömitz geklagten Beschwerde wegen der Militz, bleibt es bey die ad grav. Speciale 4tum bereits ertheilten Resolution, im übrigen derselben wegen des grossen Wasser-Schadens beyzutreten / wie andern ob casus fortuitus wiederfahren ist.

Ad 15. Die von dem Parchimer Hopffenführer geklagte Neuer- und Erhöhung des Zolls zu Schwerin / Gadebusch und Crivitz / soll / wenn es sich berichteter maßen verhält / abgestellet werden.

Ad 16. Wie denn auch Ihio Fürstl. Durchl. die von der Stadt Rehna angeführte Beschwerde / als wegen angelegter Schäfferey / Holtz- und Rehtwerbung / befreyter Häuser / Beschwerung von der Milice, wenn sichs geklagter maßen verhält / in termino 3. Wochen rechtmäßigen Wandel verschaffen / und dem Städtlein / gleich wie denen übrigen im Lande / die quartam de Anno 1680. remittiren / und desfalls Bifihl an die Einnehmer ergehen lassen wollen.

Resolutiones.

Auff die von Ritter- und Landschafft den 7. Maji übergebene neue Gravamina wird folgende Resolution ertheilet.

Ad 1. Den von der Ritterschaffe des Amts Grevismühlen wider den Zöllner daselbst angeführten beschwerlichen Zoll belangend / deßfals berufft sich die Ritterschafft auff das Herkommen / welchem zuwider / so wohl von dem Geräth als von den Wagen / wenn sie nur von einem Dorff zum

andern

ANNO 1701.

2. Von der Ritterschafft in dem Amte Wittenburg / daß der Zöllner zu Zarrenthien / wenn von dem Adel etwas bey ihm durch gefahren wird / wider das Herkommen einen Paß oder Schein fordert / und wenn ihm gleich ein Paß vorgezeiget wird / er dennoch Ausflüchte suche und sage / es wäre kein Ochsen-Kopff darunter / item, er fordere auch von jedweden Wagen etliche Schilling Trinck-Geld.

3. Beschweret sich Ulrich Friedrich von Strahlendorff zu Ströhmkendorff / daß ex Actis provincialibus bekant wäre / wie anxiè sein Seel. Vater geklaget / daß er von denen Beamten zu Redenthien und dem Pensionario zu Ströhmkendorff gar hart graviret / und an seinem Antheil Ströhmkendorff beeinträchtiget werde / indem

(1.) Schon zu Ihro Fürstl. Gnaden Herrn Hertzog Adolph Friedrichs Zeiten / in dem Dorffe Ströhmkendorff / worin Ihro Fürstl. Durchl. einen / und gedachter Paul Ulrich von Strahlendorff den andern Hoff hat / 2. Scheuren und ein Schäfer-Rathe von denen Beamten auff die gemeine Freyheit gebauet.

(2.) Die gemeine Weyde nicht allein von Ihro Fürstl. Durchl. Hofe Ströhmkendorff vollenkommen und überflüßig betrieben würde / sondern daß auch von andern Ihro Fürstliche Durchlauchtigkeit Höfen als Redenthien / Farben / bey Sommers-Zeit eine solche Menge an Pferden / Ochsen und andern Viehe getrieben würde / daß sein Ulrich Friedrich von Strahlendorffen und der Unterthanen Viehe verhungern und verschmachten müste / zugeschweigen / daß das Weyde-Geld für das frembde Viehe / so bey diesem Guthe sonst allemahl ein grosses getragen / ihm dadurch entzogen würde.

(3.) Ihro Fürstl. Durchl. Pensionarius zu Ströhmkendorff sich viele Jahre hero der Schäferey auff dem Ströhmkendorffer Felde de facto und allein gebrauchet / da doch die Schäferey zu beyden Höfen gehörete / und ein jeder für Alters einen Schäfer gehabt / und ob zwar Ulrich Friedrich von Strahlendorff für wenig Jahren eine Schäfferey wieder angeleget / so würden doch von dem Fürstl. Pensionario mehr Schaafe gehalten / als ihm zur Helffte zukommen könten / so hätte er auch wegen des unerträglichen Schadens / der so wohl seinem seeligen Vater / als ihm wegen verwehrter Schäferey / in so vielen Jahren zugewachsen / keine Satisfaction erhalten können.

(4.) Geschihe ihm sehr ungleich / indem von Seiten Ihro Fürstl. Durchl. zu dem Hofe von andern Orten gewisse Dienste gelegt / welche nicht allein mit grosser Anspannung / sondern auch mit vielen ledigen und Wechsel-Pferden das Feld betrieben / wenn sie zu Hofe dieneten / und der Weyde grossen Schaden zufügten / ohne daß demselben bißher die geringste Erstattung dafür wiederfahren.

4. Ist höchst beschwerlich / daß ein Baur Nahmens Hanß Pinnow / mit dem seinigen und dessen zubehör / so anjetzo in Banschow wohnet / denen Landes-Reversalen zuwider / von den Schwerinischen Beamten nach Grubenhagen / woselbst er ein Erb-Unterthan ist / nicht wolle abgefolget werden.

andern geführet / ungewöhnlicher Zoll prætendiret und gefordert wird / daß Ihro Fürstl. Durchl. an solcher ersträflichen Neuerung keinen Gefallen haben / besondern solches gäntzlich abgeschaffet wissen wollen.

Ad 2. Vernehmen Ihro Fürstl. Durchl. der Ritterschafft im Amte Wittenburg Beschwerde wider den Zöllner zu Zarrenthien / daß er nicht allein keine beglaubte Päsße annehmen wolle / sondern auch mit ungeziemenden Worten ausfahre; So fordere er auch von allen Wagen etliche Schilling Trinckgeld / desfals ihm committiret werden sol / sich bescheidentlich zu verhalten / beglaubte Päs-se anzunehmen / auch von jedem Wagen durchaus kein Trinckgeld zu fordern / und zum Fall er dagegen handeln würde / derselbe exemplariter bestraffet werden solle.

Ad 3. Den halben Theil seines des Strahlendorffen Guthes Ströhmkendorff / und verschiedentliche Beschwerden belangend / versprechen Ihro Fürstl. Durchl. selbige in den nechsten drey Wochen / bey Fürstl. Cammer / fürgehends billigmäßiger Cognition, abzuthun / und bemeldten von Strahlendorffen die hülffliche Hand zu Abstellung fernerer Klagten zu leisten.

Ad 4. Die Restitution eines Bauren / Nahmens Hanß Pinnow / in Banschow nacher Grubenhagen betreffend / wollen Ihro Fürstl. Durchl. denen Landes-Reversalen zu geleben / nachdrücklichem Befehl ergehen lassen / um so vielmehr / weil der Land-Rath Moltzahn sich vorhin zu billigen

ANNO 1701.

5. Beklaget sich die Wittib von Bulowen zu Kritzow / und die ihrige gantz wehemüthig / daß sie auff ihr bey Fürstl. Schwerinischen Cammer zinßbaar stehendes Capital in vielen Jahren keine Zinsen bekommen / obgleich das Capital an sich eine bey Hoch-Fürstl. Cammer bekäntliche Schuld / und vorhin jährlich verzinset worden.

6. Beschweren sich Bürgermeister und Rath der Stadt Wahren / daß nach Abdanckung der jüngsten Krieges-Völcker / sich so viele Kramer auffwerffen / welche nicht allein das Land durchstreichen / ihre Wahren auff den Dörffern verkauffen / besondern sich gar in den Dörffern häußlich nieder lassen / und allerhand Krahm / wie in den Städten / feil haben / wodurch die Kramer in den Städten verdorben werden.

7. Beklaget sich Bürgermeister und Rath der Stadt Parchim / daß sie auff gnädigsten Befehl Ihro Fürstl. Durchl. Unsers gnädigsten Herrn vier Brücken / die allesame kurtz zuvor mit grossen Kosten repariret / und eine Mühlen-Arcke ändern und verweitern müssen / allein dieser Ursachen halber / daß der Amtmann Krull und Hanß Grantz ihr Holtz / so sie gekauffet / und ihren eigenen Nutzen und Vortheil dabey gesuchet / für ihren Mühlen nicht aufflösen und ungehindert durch flößen könten / und dieses alles bald bey Pœn, daß Ihro Fürstl. Durchl. ihre Mühlen in Possession nehmen wolten / bald bey Pœn 500. Reichsthaler Straffe / und anderweitiger ihnen nicht wohlgefälliger Verordnung / daher denn dieselbe verlanget / daß ihnen von bemeldten Amtmann Krullen / und Hanß Grantzen solche Baukosten erstattet / und wenn sie hinkünfftig mehr durchflößen würden / ihnen gewisse Erstattung zu thun / daß ihre Mühlen so lange stille stehen und nichts verdienen können.

8. Es wird auch wegen der Stadt Schwerin unterthänigst gebeten / weiln derselben nachfolgende Beschwerungen anliegen / Ihro Fürstl. Durchl. wolten gnädigst geruhen / zu veranlassen / daß selbige abgethan werden möchten.

(1.) Dem Holtzvoigt zu Schwerin ist ausserhalb des Sichenbaums / jedoch gar nahe dabey ein Hauß gebauet / zu dem Ende / daß er darinn wohnen / und auff die einfahrende Baur-Wagen / so mit Holtz beladen / desto besser Achtung geben könne; Es ist aber nie dorten ein Hauß gestanden / vielweniger bürgerliche Nahrung darinn getrieben; Es unternimmt sich aber dieser Holtzvoigt / bürgerliche Nahrung zu treiben / indem er darinn herbergieret / selber brauet / und jedermänniglich / der es nur begehret / das Bier verkauffet / worunter die Stadt und arme Bürgerschafft / sonderlich die vom Brauwerck sich allein ernehren / und davon nach dem ersten Stande zum härtesten contribuiren müssen / mercklich leyden und in ihrer Nahrung beeinträchtiget werden / von solcher treibender bürgerlicher Nahrung aber Ihro Fürstliche Durchlauchtigkeit keinen Vortheil / sondern nur Schaden haben; indem bey selbigen Holtzvoigt die Bauren / wenn sie wieder aus der Stadt kommen / und ein wenig Geld gelöset / einkehren / sich toll und voll und also das wenige Geld mehrentheils bey ihm wieder versauffen / und wird dahin gestellet / ob der Holtzvoigt mit den Bauren auch deßwegen nicht connivire / und

Conditionen, zu Hinterlassung der Hof-Wehr / wie auch der Helffte ihrer Kinder respectu der Mutter / als aus dem Hertzogthum Mecklenburg Schwerinschen Theils bürtig / offeriret / und erbiethig gemacht.

ANNO 1701.

Ad 5. Wegen der Wittwen von Bülowen zu Kritzow bey Fürstl. Cammer habender / als bekäntlich agnoscirter Schuld-Forderung / wollen Ihro Fürstliche Durchlauchtigkeit gnädigst / daß der Wittwen jährlich die Zinsen abgeführet / und mit ihr desfals Richtigkeit gemachet / und die Liquidation nicht allein zugelegt / besondern auch / was derselben etwa annoch restiren möchte / durch leidliche Termine baar abgeführet werden solle.

Ad 6. Sonderlich wegen der Burgermeister und Rath zu Wahren / der Stadt zum præjudiz auff den Dörffern einschleichender Kramer / und Verkäuffer / befinden Ihro Fürstl. Durchl. solchen Unstand / als den Städten überall verfänglich / keines Weges zu leiden / sondern wollen denselben aller Orthen mit ernstlichen Verboth / und sub pœna Confiscationis gäntzlich abgeschaffet wissen.

Ad 7. Auff Burgermeister und Rath zu Parchim ihrer erweiterten 4. Brücken und Mühlen-Arcke halber / sonderlich dem Amtmann Krullen und Hanß Grantzen zu gute / angeführte Beschwerde / da lassen es Ihro Fürstl. Durchl. lediglich bey dem jenigen bewenden / daß ein jeder seine Brücken / und also auch Bürgermeister und Rath dieselbe in erbaulichem Stande erhalten müssen / deßfals besagter Amtmann Krull / und Hanß Grantz dahin anzuhalten / daß sie wegen veranlasseter übermäßigen Baukosten Burgermeister und Rath billigmäßige satisfaction verschaffen / auch im übrigen wegen künfftiger Kosten / auch Abgangs an denen Mühlen-Intraden sich mit dem Senat vergleichen / biß dahin aber sich des Flößens enthalten / oder gewärtig seyn sollen / daß sie zu Parchim für und unter den Brücken angehalten werden mögen.

Ad 8. Auff Bürgermeister und Rath der Stadt Schwerin übergebene letztere Gravamina und zwar

Ad 1. membr.) Soll dem Holtzvoigt ausserhalb des Sichenbaums ernstlich verboten und gehemmet werden / keine Bürgerliche Nahrung der Bürgerschafft zum præjudiz zu treiben / das Bier allein aus der Stadt von den Brauern zunehmen.

Ad 2.

ANNO 1701.

und ob auch nicht die Accise untergeschlagen werde / weil das Maltz ausserhalb der Stadt kan gemahlen werden / bitten demnach Bürgermeister und Rath unterthänigst / daß solche bürgerliche Nahrung dem Holtzvoigt möge verbothen werden.

2. Unternehmen sich auch andere / so fürm Thor wohnen / denen man endlich das Krugen oder Bierschencken zu gönnen hätte / gleichfals des Brauwercks / worüber die Brauer in der Stadt gleichfals Schaden in ihrer Nahrung leiden / bitten demnach Bürgermeister und Rath unterthänigst / daß selbigen Leuten das Brauwerck möge verbothen / und daß sie das benöthigte Bier aus der Stadt holen / injungiret werden.

3. Der Gärtner so fürm Thor wohnet / Nahmens Bartold Evers / ist nicht in Fürstl. Diensten / prætendiret aber exemption, gebrauchet aber bürgerliche Nahrung mit dem Herbergieren / Mültzen / Brauen und Ausschencken des Biers / da er doch der Stadt nicht mit einem Heller in denen Oneribus zu Hülffe kömmt / bittet demnach Bürgermeister und Rath unterthänigst / daß demselben solche bürgerliche Nahrung und in specie das Brauwerck möge verboten werden; und wenn ihm ja endlich das Herbergieren und Krügerey erlaubet werden köntte / er dennoch deßwegen der Stadt Onera mit tragen helffen / auch weil er nicht in Fürstl. Diensten / den Bürger-Eydt zu Rathhause abstatten müsse / zumahlen er in Bürgermeister und Raths Jurisdiction wohnet / und bey seinem Hause einen grossen Garten hat / darin etliche Scheffel Korn gesäet werden / er aber aus demselben mit seiner Gärtnerey sich ehrlich ernehren kan.

Ad 2. Membr. Soll keiner ausserhalb der Stadt / der sich des Krugens annaßet / sich des Brauens zum feilen Verkauff unterfangen / sondern wie ad 1.) resolviret / das Bier aus der Stadt von der Bürgerschafft nehmen / das frembde Bier aber zu verkauffen ihnen gänglich verbothen werden.

Ad 3. Membr. Eine gleiche Bewandniß hat es mit dem 3ten Gravamine wider den nunmehro verstorbenen Gärtner Bartold Evers / jetzo dessen Erben belangend / daß dieselbe zwar sich des Herbergierens gebrauchen / keines weges aber zum Verfang der Bürgerlichen Nahrung selbsten brauen / sondern das Bier von der Bürgerschafft aus der Stadt nehmen mögen und sollen.

Wie sie dann auch sich mit Bürgermeister und Rath der ihnen vorgeregter massen zugelassenen Nahrung halber erkäntlich abfinden und vergleichen sollen.

Gravamina Specialia Gustroviensia.

1. Bey dem §. 15. Reversalen kommt unterthänigst zu erinnern / was beym Zoll zu Tornow in dem Guthe derer von Buchen fürfäle / da berichtet wird / daß der Zoll vor Alters nicht / sondern Anfangs beym Wallensteinischen Dominat allda introduciret / nachgehends von den Buchen stets beygesprochen worden / auch Ihro Durchl. Land dadurch sehr beschwehret wird / da an Churfürst. Seiten der Weg / der sonst ungleich näher und besser ist / für der Hand denen in Ihro Durchlauchtigkeit Land Wohnenden verboten / und dieselbe einen grossen Umweg auf Zedenick zu nehmen wollen gezwungen werden.

2. Daß Ritter- und Landschafft Ihro Durchl. Lande den Vorschuß / welchen Sie vor etliche Städte in nächster Chur-Brandenburgischen Belägerung auf Ihro Durchlauchtigkeit Vermittelung thun müssen / versprochener maßen nicht wieder fähig gemachet werden

3. Daß die Obligation wegen der Fineckischen Stipendien-Gelder Ritter- und Landschafft noch nicht wieder bekommen / ob gleich das Geld aus dem Hof-Gerichte / woselbst es deponiret gewesen / von Ihro Hoch-Fürstlichen Durchlauchtigkeit gehoben werden / dahero Ihro Fürstliche Durchlauchtigkeit unterthänigst ersuchet werden / die gnädigste Anstalt zu verfügen / daß entweder die Obligation exeradiret / oder das Geld ad depositum wieder gebracht werden möge

4. Eine gleichmäßige Bewandniß hat es auch mit denen in der Cancellaria verschiedentlich deponirten Geldern / die daselbst gleicher gestalt nicht zu befinden / also den Rechten nach / billig wieder herbey zu bringen seyn.

5. Weil das in denen Reversalen reservirte alte Jäger-Ablager bey dem Closter Malchow nicht

Resolutiones.

Ad 1. Daß weil die Sache bey der Fürstl. Güstrowschen Justiz-Cantzeley zwischen den Fürstenbergischen Creditoren / und dem von Buch recht-hängig / daselbst die Cognitio und der Ausschlag Rechtens abzuwarten / unterdessen / wenn beglaubte Nachricht von dem in diesem Gravamine angezogenem Verboth beygebracht werden könnte / werden Ihro Fürstl. Durchl nicht ermangeln / die Nothdurfft deßwegen an Churbrandenburg gelangen zu lassen.

Ad 2. Um diesem Gravamini rechtlicher Arth nach abzuhelffen / sey bergehendes Mandatum de solvendo cum clausula an die Städte / vor welche der Vorschuß geschehen / erkant / alldieweilen dieselbe ante condemnationem darüber billig zu hören.

Ad 3. So bald sich die Fincken anmelden werden / soll ein kurtzer Terminus zu Fortsetzung der veranlasseten Commission bestimmet werden.

Ad 4. Wenn jemand sich deswegen bey Ihro Fürstlichen Durchlauchtigkeit anmelden wird / wollen dieselbe / was recht ist / ergehen und geschehen lassen / also daß keine Querelen mehr nöthig seyn / sondern einem jeden rechtliche Satisfaction wiederfahren möge.

Ad 5. Weil Ihro Fürstl. Durchl. und dero Vorfahren weit über Menschen Gedenckens Zeit die

ANNO 1701.

nicht allein dahin gerathen/ daß durch das gantze Jahr Wild-Fuhren geschehen müssen/ sondern daß mit andern Fuhren/ welche nur an Menschen und Wahren fast aus allen im Stargardischen Crayß belegenen Aembtern begehret/ zum grösten Ruin benelbten Klosters/ und Verlust derer Unterthanen schuldige Dienste fatigiret werden; Als ist gnädigste Remedirung dieses Gravaminis, und daß ohne Ihro Durchlauchtigkeit Special-Verordnung dergleichen nicht geschehen möge/ vermittelst Publicirung derselben unterthänigst zu bitten.

die Fuhren Quæstionis sine interruptione gebrauchet/ wollen Sie die alten Acten nachsehen lassen/ und sich nach Befindung dieses Punctshalber ferner erklähren.

6. Weil dem Herkommen zuwieder/ die Fürstliche Verordnungen an dem Stargardischen Crayß/ und in dem Ambte Stavenhagen nicht an die Land-Marschälle daselbst/ sondern an einige Privatos unter dem Adel zu verschiedenen malen ergangen/ welches allerhand Schwierigkeiten und Confusion verursachet/ so wird auch um dessen Remedirung unterthänigst zu bitten seyn.

Ad 6. Wenn das allegirte Herkommen gehöriger maßen wird dociret seyn/ wollen Ihro Fürstl. Durchl. sich darauff gnädigst und rechtlich erklähren.

7. Daß auch Ihro Fürstliche Durchlauchtigkeit getreuester Ritterschafft von denen tempore belli gewesenen Commissariis in denen Aembtern/ bey Ihren Angelegenheiten die Zusammenkünffte wollen untersaget werden/ und solches gleichwol gegen die von Städten zu compariren/ als denen solches nicht verwehret wird/ der Ritterschafft zu höchster Verkleinerung gereichen wolte/ so leben Sie der unterthänigsten Hoffnung/ es werden ihre redliche Actiones zeigen/ daß Sie zu dergleichen niemahlen Uhrsache gegeben haben/ dahero Sie auch gnädigere Propension und Auffhebung sothanen Verboths/ unterthänigst bitten und hoffen.

Ad 7. Ihro Fürstl. Durchl. erinnern sich nicht/ daß wenn die Ritterschafft in einem oder andern Ambte zusammen kommen wollen/ sie solches bißhero gehindert/ derowegen dieß Gravamen in facto irrig.

8. Beschwerlich ist auch die Abforderung der Acten und Inhibition ans Hof-Gerichte/ wie in Causa Ritter-und L. contra Kuegendorffen geschehen/ zumalen da der ex officio veranlassete Fiscalische Inquisitions-Processus ins Stecken gerathen/ und nicht zum Stande gebracht wird.

Ad 8. Die Kuegendorffsche Sache ist schon bekandter maßen gütlich gehoben/ und läufft das übrige in das Gravamen secundum Judiciale hinein.

9. Nicht weniger/ daß gesessene von Adel im Lande bey den Cantzeleyen mit Arresten wegen Geld-Straffen beschweret werden/ wie Bassewitzen begegnet.

Ad 9. Ihro Fürstliche Durchlauchtigkeit wollen in causis mulctarum niemand/ sonderlich die im Lande gnugsam gesessen/ über Gebühr mit Arrest nicht beschweren lassen/ sondern nach Befindung denen Condemnatis ein Laxamentum temporis indulgiren.

10. Beschwerlich ist/ wenn in einem in Neulichkeit gedrucktem Fürstlichen Befehl/ die Zauberey betreffend/ sub dato 18. August. jüngsthin/ die von der Ritterschafft so gar denen Richtern und Räthen in den Städten nachgesetzet worden.

Ad 10. Ist per errorem des Concipienten geschehen/ und tragen Ihro Fürstl. Durchl. daran keinen Gefallen.

15. Als auch in der Fürstlichen Lehn-Cammer keine auscultirte Copiæ zum Beweißthum wollen angenommen/ sondern Originalia desideriret/ Scheine aber zurück zu geben verwegert/ und dennoch die Consense nicht erfolgen wollen/ sondern die Sachen unexpediret lange Zeit zurück behalten werden/ und aber Sterbens-Fälle bey solchen Umständen die Interessenten leicht graviren könten/ so werden Ihro Fürstliche Durchlauchtigkeit um gnädigste Verordnung zur Beschleunigung der Retradition, und Sachen Expedition unterthänigst gebeten.

Ad 11. Ihro Fürstl. Durchl. haben denen Lehn-Räthen schon gnädigst befohlen/ daß Sie das/ was hier gebeten/ gebührend beobachten/ und ohne rechtmäßige Ursache die exhibirte Originalia nicht zurück zu halten/ und wenn die Zurückhaltung der Original ex causis legitimis statt hat/ dennoch einen Schein darüber zu ertheilen sich nicht verwegern sollen/ immittelst ist bekandt/ daß die Sache/ wohin mit diesem Gravamine abgezielet wird/ schon gäntzlich abgethan und gehoben sey.

12. Als auch Ihro Fürstliche Durchlauchtigkeit Lehn-Leute wegen der Lehn-Briefe Anschaffung sehr fatigiret werden/ da doch notorium ist/ daß bey den bösen Zeiten dem mehrentheil ohne sein Verschulden/ dieselbe hinweg gekommen/ und aber die Reversales die Besitzer von solcher Ansprache/ nach langer Jahre Possess liberiren/ so werden Ihro Fürstliche Durchlauchtigkeit um Enthebung dieses Gravaminis unterthänigst gebeten.

Ad 12. Es muß billig ein jeder/ der seine Briefe durch Krieg oder Brand/ und andere Casus fortuitos erweißlich verlohren/ sich bey Zeiten anmelden/ und bey der Lehn-Cammer neue Instrumenta ausbitten/ die Ihm in Gnaden gefolget und keine neue Consens-Gelder dafür begehret werden sollen; Im übrigen hat es bey dem Art. 29. Rev. in dem Cain, davon er redet/ sein Verbleiben.

ANNO 1701.

13. Gereichet zu des Landes Beschwerde / daß in Gustrow kein Wage einkommen könne / es sey denn / daß der Wachthaltenden Soldatesque deswegen 6. 7. biß 8. Schilling erleget werde. wie denn auch

14. Die Burger selbst in Gustrow von ausgehenden Wahren wieder das Herkommen / Zoll zu geben angehalten werden.

Gravamina Specialissima Gustroviensia.

1. Weilen Ihro Durchl. ad instantiam der Eingesessenen Landbegüterten im Stargardischen Cräyse / vermittelst eines Mandati vom 29. Maji Anno 1684 an die sämbtliche Zunfftgenossen des Leinweber-Handwercks daselbst eine Verordnung ergehen lassen / daß Sie bey willkührlicher Straffe diejenigen Leinweber auf den Dörffern / da vor Alters welche gewesen / unbeeinträchtiget lassen / und wieder das Herkommen Ihnen nichts anmuthen sollen / und aber dieselbe in Neulichkeit sich auf dem Lande hinwieder angemeldet / und auf ein Privilegium vom 28. Octobr. Anno 1682. beruffen / darinnen Ihnen verliehen sey / auf eine Meile Weges um die Städte keine Leinweber auf dem Lande zu leyden / als wird unterthänigst gebeten / obbemeldtes gnädigstes Befehl in patenti forma gnädigst renoviren / und ins Land communiciren zu lassen.

2. Kloster Ribnitz Beschwerde.

(1.) Wegen Execution in den Kloster-Dörffern Kuhlrade und Boppendorff / Bier vom Ambte Ribnitz zu holen betreffend.

(2.) Daß von den restirenden Zinß-Geldern dem Kloster von Ihro Durchlauchtigkeit Rent-Cammer einige mögen gereichet werden / denn in Entstehung dessen die Kloster-Jungfern / welche sehr dürfftig an Unterhalt seyn / unmöglich erhalten werden können.

(3.) Weil Ihro Durchlauchtigkeit in dem mit Ritter- und L. wegen des Klosters gemachten Vergleich zu des Klosters und Kirchen-Bau 1200. Reichsthaler gnädigst versprochen / und in denen verflossenen Jahren die Gebäude mehr und mehr baufällig worden / und zum Theil mit Leib- und Lebens-Gefahr derer / die darinne wohnen / gar zum Niederfall sich neigen / so wird unterthänigst gebeten / sothane Gelder nunmehro auszahlen zu lassen.

(4.) Weil oben gedachte Dörffer in Krieges-Zeiten bey allen Collecten zu des Ambts Portion mit gezogen worden / solches aber dem Contract zuwieder / und bey dieser Brandenburgischen Belegung böse Effectus nach sich gezogen / so zu des Klosters grossen Beschwerden gereichet / als wird auch hierinn um gnädigste Remedirung dieses gravam. unterthänigst gebeten.

(5.) Als auch Ihro Durchlauchtigkeit zu Reparirung des Klosters / das Bauholtz aus der Ambts-Hölzung gnädigst versprochen / so wird auch dessen Verordnung zur Abfolge unterthänigst gebeten.

(6.) Als auch von Ihro Durchlauchtigkeit die dem Kloster annoch restirende 10000. Rthlr. Capital nicht / wie der Vergleich mit Ritter- und L. verspricht / bezahlet worden / so wird dahero hiezu um gnädigste Anstalt unterthänigst gebeten.

(7.) Weil auch dem Kloster jährlich ein gewisses Wildpreht im Contract für die Kloster-Versammlung verschrieben / solches aber noch niemahlen erfolget / so werden Ritter- und L. gemüß-

Ad 13. Ist schon abgestellet / und vorhin zu Ihro Fürstl. Durchl. Wissenschafft nicht gekommen.

Ad 14. Ist inter gravamina specialia der Stadt Gustrow bereits gehoben.

Resolutiones.

Ad 1. Ist schon verlängst durch Abforderung der Einspenniger / wegen darunter vergelauffenen Mißbrauchs abgethan / auch auf die übergebene Supplic das verlangte Mandatum erkant.

Ad 2. Ad Memb. 1. 2. & 3. Werden Ihro Fürstl. Durchl. den Ribbenitzschen Vergleich zu adimpliren nicht unterlassen / wollen auch vor der hand / bis die Sache weiter untersuchet ist / die Dörffer Kuhlrad und Poppendorff zu Nehmung des Biers vom Ambte nicht zwingen / deshalber beygehendes Mandatum an den Ambts-verwalter erkant.

Ad 4tum dieses grav. gehöret mit ad grav. 6 in Politicis, woselbst die Resolution zu finden.

Ad 8.

mößiget / dieses zu erinnern / mit unterthänigster Bitte / daß Ihro Durchl. hierzu gnädigste Verordnung stellen wollen.

(8.) Ferner wird unterthänigst gebeten / daß dem Ambts-Verwalter zu Ribnitz möge inhibiret werden / sich des Klosters Güter / als welche besage Contractus, mit dem Ambte gar keine Verwandeniß mehr haben / gänßlich enthalten solle.

Ad 8. Quoad Membr. 8. Aber / wenn solches von den Dörffern verstanden wird / die tempore Contractus zu dem Kloster gehöret haben / wird dem petito hiemit deferiret.

(9.) Als nuch des gewesenen Provisoris des Klosters / David Brandten Erben / wegen der unschuldig erlittenen Execution, derer bey der Præsentation des Kloster-Predigers von dem Seel. Herrn Superintend. Siricio, wieder das Herkommen gemachten Prætension halber / noch keine Erstattung wiederfahren / so wird dasselbe zu gnädigster Abhelffung dieser Beschwerde nochmahls unterthänigst erinnert.

3. Die Ritterschafft im Ambte Wredenhagen hat Beschwerde geführet / daß Sie daselbst vom Ambte wieder des Adels Freyheit und das Herkommen / mit Zoll beleget würde.

Ad 3. Wegen der beyden gravaminum des Ambts Wredenhagen concernirend / wird quoad prius die rechtliche Erkäntniß in der bey der Fürstlichen Cammer anhängig gemachten Sache abzuwarten / quoad posterius ein zulängliches Mandatum hiebey zu empfangen seyn.

Item, Daß Zimmer-Leute daselbst gantz insolent wären / und nicht verstatten wolten / daß man sich anderer Zimmer-Leute zur Arbeit bedienen solte.

Wessen aber sich sonsten einige particulier-Personen beschweret / damit werden dieselbe nach Hofe gewiesen / allwo Ihro Durchlauchtigkeit gnädigst befohlen / solche Gravamina gehöriger maßen zu untersuchen / und so weit Sie fundiret / nach Recht und Billigkeit abzuthun.

Gravamina Excepta Gustroviensia.

Die Gravamina, welche gantz oder zum Theil 1686 den 8. Maij in Güstrow unerlediget geblieben / und was bey denselben / wie auch sonsten gleichermassen annoch unterthänigst desideriret / und eventualiter zur Käyserlichen Decision ausgesetzet wird / solches alles bestehet in deme / was hiernächst folget / und ist

IN ECCLESIASTICIS.

Resolutione ad Grav. 1. Membr. 5. Wird gebeten zu inseriren in fine: bey General-Visitationibus.

IN POLITICIS.

Resolutione ad Grav. 5. Wird gebeten / daß vor das Wort: Land Räthe / gesetzet werde: Einige Deputirte von Ritter- und Landschafft.

IN JUDICIALIBUS.

Resolutione ad Grav. 1. Membr. 2. Wird gebeten / daß die Resolution dahin eingerichtet werden möge / daß auch in Causis Fiscalibus denen Appellationibus deferiret werden solle / Causas Criminales proprie sic dictas ausgenommen.

Resolut. ad Grav. 2. Wird gebeten / post verb. Erfodern: zusetzen: indessen aber das obsiegende Theil an dem Effect erhaltener Urtheil nicht zu behindern

Resolut. ad Grav. 12. Wird gebeten / was in hoc passu in parenthesi gesetzet. Class. 6. Grav. 13. auszulassen.

EX PROCESSIBUS.

Resolut. ad Grav. 9. Wird unterthänigst gebeten / post verba: zusammen kommen möge: hinzu zu thun: Wollen auch die an Seiner Durchl. abzulassende Memorialia und Supplicationes bey Hofe annehmen lassen / & omittantur verba: Und wollen an statt der rc. usque ad gnädigst confirmiren / und post erklären: Solte es aber usque ad darüber zu suchen / & addatur: im übrigen es bey dem Käyserl. Rescripto. vom 27. Februarii Anno 1681. bewenden lassen wollen / omissis cæteris.

Resolut. ad Grav. 15. Wird gebeten / die Worte: nach Befindung / auszulassen.

EX ADDITAMENTIS CLASS. 2.

Resolut. ad Grav. 2dum. Wird gebeten / in Erwehlung der Land-Räthe auf die von der Ritterschafft præsentirte eine gnädigste reflexion zu machen.

CLASS. 3.

Resolut. ad Grav. 7. Wird voriges wiederholet / und eventualiter ausgesetzet.

Resolut. ad Grav. 19. Wird gebeten / die Resolutionem ad existentiam necessitatis allein zu restringiren.

CLASS. 6.

Resolut. ad Grav. 1. Wird unterthänigst gebeten / bey der Disposition der Land- und Hoff-Gerichts-Ordnung es zu lassen / und die Wörter / necessitate excepta, auszulassen.

Resolut. ad Grav. 13. Wird nochmahlen gebeten / die Resolution dahin einzurichten / daß die Creditores und deren Cessionarii die ihnen adjudicirte Güther wieder ihren Willen zu Lehn anzunehmen nicht sollen adstringiret werden.

Anno 1701.

AD SPECIALIA ECCLESIASTICA GUSTROV.

Resolut. ad Grav. 2. Wird gebeten / es dabey zu lassen / daß sothane Gelder von dem Pastore bey denen Kirchen-Rechnungen zu berechnen

Resolut. ad Grav. 3. Wird gebeten / die Resolution folgender gestalt zu fassen / daß die Ausleihung der Kirchen-Gelder geschehen solle / mit Einwilligung der Patronen und Vorwissen der Pastoren.

AD SPECIALIA POLITICA.

Resolut. ad Grav. 3. Wird gebeten / die versprochene Richtigkeit nach Inhalt des Gravaminis und ergangenen Commissorii, unverlänge zu befordern.

Resolut. ad Grav. 4. Wird gebeten / daß das Gravamen würcklich gehoben / die Gelder hinwieder ad dispositum gebracht / und die Interessenten zu dem Ihrigen geholffen werden mögen.

Resolut ad Grav. 5. Wird gebeten / es bey denen in dem Assecurations-Revers vom 2. Julii 1572. ausdrücklich benandten Herbst Ablager-Fuhren schlechter Dings zu lassen.

Resolut. ad Grav. 6. Wird gebeten / daß der Land-Marschall bey dem Jure convocandi geschützet werden möge.

Resolut. ad Grav. 8. Wird das monitum ad Grav. 2. Judiciale Commune wiederholet.

Resolut. ad Grav. 9. Wird gebeten: Die Wörter: über Gebühr / und nach Befindung in Resolutione auszulassen / und also das Gravamen pure zu resolviren.

Anno 1701.

Additamenta so bey der Kayserlichen Commission Anno 1701. übergeben.

1. Wenn künfftig ein Lehn allodial zu machen gesuchet wird / sollen alsdenn die Lehens-Folger darüber vernommen werden / sonsten aber die Allodialschafft null und nichtig seyn soll.

2. Wenn Ihro Hoch-Fürstliche Durchlauchtigkeit von ihren Domanial-Güthern eines oder anders gegen Adeliche Lehn-Güter umsetzen und vertauschen / daß als denn das permutirte Domanial Guth die Qualität und Eigenschafft vorigen / nunmehro aber vertauschenden Lehn-Guths haben / und in allen Stücken dafür gehalten werden solle.

3. Wird unterthänigst gebeten / weil die Sportulen in den Gerichten auf ein grosses derhöhet werden / sonderlich aber für die Muth-Zetteln und Confirmation der Allodial-Güter / mehr denn jemahlen gefodert wird / daß hierinn der in dene Reversalen gesetzeten Taxæ nachgelebet werden möge.

4. Weil auch eine Zeithero bey denen neuen Lehn-Briefen man angemercket / daß darinn der hohen und niedrigen Jagten / Halß- und Hand-Gerichte / wie auch des Juris Patronatus nicht gedacht worden / ohngeachtet die Belehnte solches alles gehabt / und noch hat / so wird gebeten / daß ins künfftige solche Stücke specialiter mit benennet / denjenigen aber zu gute / in dero Lehn-Briefen selbe nicht enthalten / einmahl für allemahl declariret werden möge / daß solches Ihnen an Ihrer habenden Gerechtigkeit der hohen und niedrigen Jagd / Hals- und Hand-Gerichte / wie auch Juris Patronatus nicht schädlich seyn solle.

5. Wird unterthänigst gebeten / wenn ein Domanial-Guth gegen ein Adeliches vertauschet / oder auch von Ihro Hoch-Fürstl. Durchl. gekauffet wird / daß darüber Kayserl. Consense zu erbitten frey stehen möge.

6. Wenn Mangel an Korn und sonsten sich im Lande ereugen / und desfalls einen Verboth für nöthig befunden werden möchte / daß solches nicht anders / als mit Einwilligung der Land-Räthe und Deputirten veranlasset / sonsten auch der vorgegebene Mangel durch gewisse beeydigte Commissarien den Aemtern / Adel und Städten untersuchet / dem Korn aber kein gewisser Preiß in solchen Fällen

Resoluziones.

Ad 1. Wenn künfftig ein Lehn Allodial zu machen gesuchet wird / sollen alsdenn die Lehens-Folger darüber vernommen werden / sonsten aber die Allodialschafft null und nichtig seyn.

Ad 2. Wenn Ihro Durchl. von ihren Domanial Gütern eines oder anders gegen Adeliche Güter umsetzen und vertauschen / so solle das permutirte Domanial-Guth die Qualität und Eigenschafft vorigen / nunmehro aber vertauschten Lehn-Guthes haben / und in allen Stücken dafür gehalten werden.

Ad 3. Ihro Hoch-Fürstliche Durchlauchtigkeit ist nicht bewust / daß die Sportulen in denen Gerichten solten erhöhet / oder auch für die Muth-Zettel / und Confirmation der Allodial-Güter ein meheres / denn Recht und Herkommen / gefordert seyn / so offt ein wiedriges kan erweißlich gemachet werden / soll dessen Remedirung geschehen / gestalt Ihro Hoch Fürstliche Durchlauchtigkeit gnädigst wollen / daß hierinn die in denen Reversalen gesetzten Taxæ allerdings nachgelebet werden möge.

Ad 4. Die Lehn-Brieffe sollen nicht verändert / sondern allemahl nach dem Einhalt der Alten / ausgefertiget werden / und bleibet es im übrigen bey denen Reversalen und der Resolution de Anno 1686. ad grav. 8. Class. 6. de Judicialibus.

Ad 5. Ihro Hoch-Fürstl. Durchl. bewilligen gnädigst / wenn ein Domanial-Guth gegen ein Adeliches fürohin vertauschet / oder auch von Ihro Hoch Fürstl. Durchlauchtigkeit gekauffet wird / daß darüber Kayserl. Consens erbeten werden möge.

Ad 6. & 7. Wenn Mangel an Korn und sonsten sich im Lande ereuget / und desfalls einig Verboth vor nöthig befunden werden möchte / sollen die Land-Räthe vor dem Verbot gehöret werden / auch durch gewisse Commissarien von Aemtern / Adel und Städten / die Untersuchung des Mangels / auf Ihro Hoch-Fürstl. Durchl. Verordnung geschehen / ingleichen dem Korn kein ferner ge-

ANNO 1701.

Fällen gesetzet / sondern hierinn einem jeden nach seinem Belieben zu verfahren / frey gelassen werden solle.

7. Wenn die Ritterschafft sich erbieten und offeriren möchte / zu Sublevirung der Armuth das nöthige von Korn herbey zu schaffen / und selbe zu versorgen / daß von denen Aembtern und Städten ein gleiches geschehen / und jenen an ihrer freyen Ausfuhr und Handlung mit den benachbarten Städten kein Einhalt geschehen solle.

8. Sollen die von der Ritterschaffe und dero Unterthanen mit keinen Zöllen und Consumptions-Steuren wieder die Reversales, noch sonsten jemand wider das Herkommen / damit beschweret werden.

9. Weil auch die Städte Lübeck / Wißmar und Rostock / die Landes-Einwohner mit neuen Zöllen und Accise beleget / als wird gebeten / die Sorge dahin zu tragen / damit solches abgeschaffet / und das Land bey seiner alten Freyheit gelassen werden möge.

10. Weil in denen Gerichten die hangende Rechts-Processe sehr weitläufftig gemachet / und über die Gebühr aufgehalten werden / wodurch die Partheyen in grossen Schaden gesetzet / und an Mitteln sehr entblösset werden / so wird unterthänigst gebeten / die Verordnung gnädigst zu stellen / damit / so viel salva Justitia geschehen kan / die Processe verkürtzet werden mögen.

11. Weil auch befindlich / daß Fiscalis, ohne vorher angestellte gnugsame Erkundigung / ehrliche Leute an Guth / Ehr und Leben anklaget / und dennoch / da solches ungegründet befunden / den Beklagten keine gehörige Satisfaction gegeben / wird gebeten / Fiscalen ernstlich dahin anzuhalten / daß er ohne gnugsamen Grund / zu dergleichen Actionibus nicht schreiten / sondern bedachtsam und denen Rechten gemäß verfahren / wiedrigens aber / und nach befundener Unschuld und erfolgter Absolution, dem Beklagten wegen erlittenen Schadens / Schimpffs und Unkosten / völlige Erstattung zu thun schuldig seyn solle.

12. Weil auch dem Kloster Ribnitz für die / an Herrn Hertzog Gustaff Adolphs Durchlauchtigkeit Hoch-Seel. Andenckens / verkauffte Kloster-Güter / die Kauff-Gelder noch nicht bezahlet / indessen die Güter in Possess und Nutz genommen worden / das Kloster aber weder Capital noch Zinsen / wie vielfältig es auch darum angemahnet / bekommen können / als wird unterthänigst gebeten / die gnädigste Vorsorge zu tragen / damit entweder die Güter restituiret / oder das Kauff-Geld nebst den Zinsen / und was sonsten per Contractum dem Kloster gebühret / von den Fürstlichen Erben abgetragen werden möge.

13. Wird unterthänigst gebeten / die gnädigste Vorsorge zu tragen / damit der Land-Kasten wieder in Stand gebracht / die Schulden bezahlet / und also das Land von seinen Creditoribus befreyet werden möge.

14. Wenn Grentz-Irrungen zwischen Ritter- und L. und denen Beambten vorfallen / sollen selbige durch unpartheyische Commissarien untersuchet / und die Sache an das Hof-Gerichte zu rechtlicher Entscheidung verwiesen werden.

15. Weil auch die Ritterschaffe von dem Onere Decimationis jederzeit frey gewesen / als wird dieselbe dabey zu lassen seyn / und des falls eine gnädigste Resolution unterthänigst gebeten.

16. Die

gewisser Preiß gesetzet werden / als demjenigen / was zu der Armuth nöthigen Versorgung erforderlich / wenn diese versorget / soll kein Einhalt an der Ausfuhr geschehen / jedoch muß auch zu denen Magazinen zuforderst dasjenige / was nöthig seyn wird / gegen der benachbarten Handel-Städte Preiß geliefert werden.

Ad 8. Sollen die von der Ritterschaffe und dero Unterthanen mit keinen Accisen / Zöllen und Consumptions-Steuren über den Einhalt der Reversalen und das Herkommen / beschweret werden.

Ad 9. Ihro Hoch-Fürstliche Durchlauchtigkeit wollen / so weit recht und müglich / sich dafür incessiren / daß die Städte Lübeck / Wißmar und Rostock die Landes-Einwohner mit denen Zöllen und Accisen ferner weit nicht belegen / besondern das Land bey seiner alten Freyheit lassen mögen.

Ad 10. Auch wollen Ihro Durchlauchtigkeit die gnädigste Verordnung stellen / daß / so viel salva Justitia geschehen kan / die Processe verkürtzet / und über die Gebühr nicht aufgehalten werden mögen.

Ad 11. Wird es dabey gelassen / was die Jura Communia davon disponiren.

Ad 12. Wird künfftig / prævia informatione ex Archivo Gustroviensi, was recht und billig darunter verfüget werden.

Ad 13. Wird nach Müglichkeit / Recht und Billigkeit gerne secundiret werden.

Ad 4. Wenn Grentz-Irrungen zwischen denen Beambten und Adel auch Städten vorfallen / sollen selbige durch unpartheyische Commissarien untersuchet / oder auch die Sache an das Hof-Gericht zu rechtlicher Entscheidung verwiesen werden / und bleibet es übrigens bey den Reversalen.

Ad 15. Ob das Jus detrahendi in feudis einen oder keinen Platz habe / davon hat das erste die Fürstliche Regierung per contrarium noch zur Zeit zu behaupten / ein Responsum Juris, wenn Ritter- und Landschaffe zuforderst darüber gehöret / einzuholen / bis dahin der Adel billig damit zu übersehen.

Ad 16.

ANNO 1701.

16. Die Accise in den Städten ist ein pars Contributionis, und muß also dem Lande gut gethan/ als auch bey künfftig zu behandelndem Quanto, so wol ratione præteriti als futuri, mit angerechnet werden/ wie solches die vorhin desfalls ergangene Kayserl. Verordnungen und Mandata an Hand geben.

17. Wird unterthänigst gebeten/ daß die von vielen Contributionibus im Lande befindliche Restanten per Executionem eingetrieben/ und desfalls gehörige Befehl an die Executores, auf die von Ritter- und Landschafft Ihnen zu überreichende Specificationes verfüget werden mögen/ mit dem Anhange/ daß solche Restanten ungesäumt Sie eintreiben/ und in den Kasten nach Rostock liefern solle/ wie solches denen vorhin ertheilten Fürstl. gnädigsten Resolutionibus allerdings gemäß ist.

18. Als durch die Wasserstauung der Fürstl. Mühlen/ den benachbahrten ein grosser Schade zugefüget wird/ so wird die Remedirung desfalls unterthänigst gebeten.

19. Wird gebeten/ daß Ihro Durchlauchtigkeit sich der auf denen Ströhmen und Bächen/ welche durch Adeliche Felder fliessen/ wieder das Herkommen angemaßeten Jurisdiction und Fischerey gnädigst begeben mögen.

20. Wird die Restitution der Adelichen Güter Hohen Viecheln und Passee/ vermöge übergebenen Memorialis, unterthänigst gebeten.

21. Und weil auch das Lehn über das Guth Hohen-Pritz dem Herrn Hofemeister Perckenthien conferiret/ denen Bülowen aber entzogen/ so wird gebeten/ solcherwegen denenselben Satisfaction zu gönnen.

Friedrich Wilhelm.



Ad 16. Die Accise in denen Städten soll à dato dieses Vergleichs/ pro parte Contributionis gehalten/ von denen Städten eingenommen/ auch in den Land-Kasten geliefert werden.

Ad 17. So bald Ritter- und L. durch die geschworne Einnehmer zu Rostock die Restanten einschicken/ und um Execution anhalten werden/ soll desfalls ungesäumter Ordre an die Executores jedesmahl ergehen/ mit expressen Befehl/ alle dieselbe ohne jemandes verschonen einzutreiben/ und die Gelder an den Land-Kasten zu liefern.

Ad 18. Wenn die Oerter specificiret werden/ soll nach Recht und Billigkeit die Abthuung geschehen.

Ad 19. Wenn die Casus specificiret werden/ soll darauff rechtlicher Bescheid erfolgen.

Ad 20. Wegen Viecheln und Passee soll die Sache untersuchet/ und darauff nach Recht und Billigkeit resolviret werden.

Ad 21. Wenn erst wegen Hohen-Pritz die Lehns-Folge bewiesen/ ergehet fernere Verfügung.

Demnach durch Ihro Käyserl. Majestät allergnädigste und allergerechteste Vorsorge vor die Beruhigung unsers Vaterlandes/ und die Wiederherstellung eines respectivè gnädigsten und unterthänigsten Wohlvernehmens zwischen dem Durchleuchtigsten Fürsten und Herrn/ Herrn Friedrich Wilhelm/ Hertzogen zu Mecklenburg/ Fürsten zu Wenden/ Schwerin und Ratzeburg/ auch Grafen zu Schwerin/ der Lande Rostock und Stargard Herrn/ unsern gnädigsten Landes-Fürsten und Herrn/ auch Uns/ von Ritter- und Landschafft Seiten/ eine Commission ex officio auff den Hoch-Wohlgebohrnen Herrn/ Herrn Johann Martin Geschwind/ Baron von Peckstein/ der Römischen Käyserlichen Majestät würcklichen Cammer-Herrn/ Ober-Oesterreichischen geheimten Rath/ Generalen der Ober- und Vörder-Oesterreichischen Lande/ Feld-Marschall-Lieutenanten/ und Obristen über ein Regiment zu Fuß rc. gegeben/ auch durch dessen unermüdete Officia, die Sache vermittelst Göttlicher Hülffe/ den 16. Julii dieses Jahrs/ zu einem gedeylichen Schluß dergestalt gebracht worden/ daß zween Recessus errichtet/ und von Ihro Hoch-Fürstlichen Durchlauchtigkeit gnädigst unterzeichnet seyn. So bezeugen Wir Endes-Unterschriebene/ als dazu per Mandatum cum libera, welches von Uns den Julii ad Protocollum des Käyserlichen Herrn Commissarii Excellenz sub Sigillo eingereichet ist/ von Ritter- und Landschafft genugsam Gevollmächtigte/ nicht allein Unsere unterthänigste Annehmung vorgedachter Recessen und aller deren Innhalts hiemit/ besondern Wir statten auch desfalls Ihro Kayserlichen Majestät und Ihro Hoch-Fürstlichen Durchlauchtigkeit Unsere respectivè allerunterthänigste und unterthänigste Dancksagung hiemit ab/ mit geziemender Ansuchung an des Käyserlichen Herrn Commissarii Excell. mit geziemender gegenwärtigen und künfftigen Dancknehmung jederzeit zu erkennen beflissen seyn werden.

Uhrkundlich ist dieser wegen von Uns dieses nicht allein sub Sigillo der Ritter- und Landschafft/ offtberührten Herrn Käyserl. Commissarii Excell. ausgestellet/ besondern auch mit absonderlicher Unser Nahmens Unterschrifft/ und angedrückten angebohrnen Pittschafft bestätiget.

ANNO 1701.

So geschehen Schwerin den 16. Tag Julii Ao. Eintausend Siebenhundert und Ein.

von K. und L. (L. S.)

P. C. V. Bassevitz. (L. S.)

August von Lutzow. (L. S.)

J. D. V. Plessen. (L. S)
Wegen Schwerinischen Ambts.

Jost Heinrich Behr. (L. S.)

J. D. Molzahmen. (L. S.)

C. G. V. Bülaw/ (L. S.)

Joachim Friedrich Vieregge. (L. S.)
Wegen des Ambtes Güstraw.

Raben. (L. S.)

C. V. Bülow/ (L. S.)

V. Bulcau. (L. S.)
Wegen des Ambts Buckau.

J. B. Zölow. (L. S.)

H. V. Sperling (L. S.)

Bartold Heinrich Schack. (L. S.)

Christian von Blüchern. (L. S.)
Diese wegen des Ambts Mecklenburg.

E. Molcke/ (L. S.)
Wegen des Ambts Stavenhagen.

C. W. V. Lehsten. (L. S.)

J. V. Moltcke. (L. S.)
Wegen des Ambts Gnoyen.

Adam Remier Koppelow/ (L. S.)

Joachim Hartwig von Ditten &c. (L. S.)
Wegen des Ambts Grabaw.

C. W. Meerheim. (L. S.)

J. Darner. (L. S.)
Wegen des Ambt Schwan.

Gustav Pritzbuer/ (L. S.)
Wegen des Ambts Wendenhagen und Lübz

E. V. Knesebeck, (L. S.)
Wegen Boitzenburg.

M. F. Berner, (L. S)

J. Isperling. (L. S.)

H. von Restorff.
Wegen des Ambts Criwitz.

G. Dupuis. (L. S.)

J. D. V. Pren (L. S.)
Wegen des Ambts Ribbeniz.

H. v. Halberstatt/ (L. S.)

J. v Bülaw.
Aus dem Ambt Sternberg.

Nicolaus Schmidt/ (L. S.)
Wegen der Stadt Parchim und nomine der gesamten Städte Schwerinischen Antheils.

J. Vick, (L. S.)
Nomine der Städt Güstraw/ und samtl. Städte Güstrauisch. Antheils.

C. F. Poppenberg. (L. S.)
Wegen der Stadt Schwerin.

UND Uns nun so wol obgedachten Hertzog Friedrich Wilhelms zu Mecklenburg / Liebden / als auch ermeldte Ritter- und Landschafft diesen unter ihnen authoritate Commissionis nostræ Cæsareæ getroffenen Vergleich notificiret / und beyderseits respectivè selbst und durch Ihren ad Acta legitimirtin Procuratorem, um Ertheilung Unserer gnädigsten Käyserlichen Confirmation angeruffen und gebeten; Als haben Wir angesehen nicht nur solch allerseits in Streit begriffen gewesenen Theilen unterthänigstes an sich selbsten höchst billiges Gesuch / sondern auch daß hierdurch dieselbe dermaleinst in Ruh und Fried gesetzet / und denen bey Continuation dieses Processus zu allerseits interessirten Theilen unwiederbringlichen Schaden zu befahren habenden vielfältigen gefährlichen Weiterungen gäntzlich abgeholffen werdt / und dahero mit gutem Rath / rechtem Wissen / und wohlbedächtlicher Uberlegung aller dieser Sachen halber Uns von Unserer Käyserlichen Commission eingeschickten Relationen und geführten Protocolli so wohl als auch von denen verglichenen Theilen / und sonderlich von einigen gegen diesen Vergleich sich angegebenen Adelichen Mitgliedern eingelangten Nothdürfften / obinserirten Vergleich in allen seinen Puncten / Clausulen / Innhalt / Main- und Begreiffungen / des ersterwehnter massen von einigen Adelichen dagegen beschehen unbefugten Einwendens ungehindert / gnädigst confirmirt / bestättiget / und all das jenige / was in Krafft obtragenden allerhöchsten Käyserlichen Ambts dabey zu præstiren seyn kan oder mag / præstiret haben wollen. Thuen das confirmiren / und bestätigen denselben hiemit von Römischer Käyserlichen Macht Vollkommenheit wissentlich in Krafft dieses Brieffs / und meinen / setzen und wollen / daß obinserirter Vergleich alles seines Innhalts / gültig und kräfftig seyn / stet / vest und unverbrüchlich gehalten und vollzogen / und darwider in keinem Punct ichtwas vorgenommen / sondern demselben von allerseits interessirten Theilen insgesamt / und einem jeden insonderheit völlig nachgelebet und erfüllet werden soll. Und gebiethen darauff allen und jeden Chur-Fürsten / Fürsten Geistlichen und Weltlichen / Prälaten / Grafen / Freyen / Herren / Rittern / Knechten / Landvögten / Hauptleuten / Vitzdomben / Vögten / Pflegern / Verwesern / Ambtleuten / Land-Richtern / Schultheissen / Bürgermeistern / Richtern / Räthen / Burgern / Gemeinden / und sonst allen andern Unsern und des Reichs Unterthanen und Getreuen / in was Würden / Stand oder Wesen die seynd / ernstlich und vestiglich mit diesem Brieff / und wollen / daß Sie die sämbtlich verglichene Theile wider obeinverleibten Vergleich und Recels, und diese Unsere darüber cum plenissima causæ cognitione ertheilte Confirmation und Bekräfftigung nicht irren / oder hindern / sondern Sie derin / wie obstehet /

ANNO 1701. het / ruhiglich und unpertorbirt freuen / gebrauchen / nutzen und geniessen lassen / insonderheit aber Wir Seiner des Hertzogs Friedrich Willhelms zu Mecklenburg Liebden / wie auch Ritter- und Landschafft des Hertzogthums Mecklenburg / Schwerin- und Güstrowischen Antheils insgesamt / und einem jeden derselben / insonderheit / deren Erben und Nachkommen / daß Sie auch ihres Orts obstehenden Vergleich in allen Puncten / Articulen / Clausulen / Innhalt / Mein- und Begreiffungen / gestracks nachkommen / und geleben / darwieder nichts thun / handeln / oder fürnehmen / noch das jemand andern zu thun gestatten / in keinerley Weiß noch Wege / als lieb einem jeden seye / Unsere Käyserliche Ungnad und Straff / und darzu eine Poen / nehmlich Funfftzig Marck löthigen Golds zu vermeiden / die ein jeder / so offt er freventlich hierwider thäte / Uns halb in Unsere Käyserliche Cammer / und die andere Helffte denen interessirten Theilen / oder welcher von ihnen hiedurch beleidiget würde / unnachläßig zu bezahlen verfallen seyn solle.

Mit Uhrkund dieses Brieffs besiegelt / mit Unserm Käyserlichen anhangenden Innsiegel / der geben ist zu Laxenburg den anderten Monaths-Tag Junii, nach Christi Unsers lieben HErrn und Seeligmachers gnadenreichen Geburth im Eintausend Siebenhundert und anderten / Unserer Reiche des Römischen im Vier und Viertzigsten / des Hungarischen im Sieben und Viertzigsten / und des Böheimischen im Sechs und Viertzigsten Jahr. ANNO 1701.

Leopold.

Vt Domioicus Andreas,
Graf von Kaunitz.



Ad Maodatum Sac. Cæsar.
Majestatis proprium.

C. F. Consbruch.



DEmnach der Durchlauchtigste Fürst und Herr / Herr Friedrich Wilhelm / Hertzog zu Mecklenburg / Fürst zu Wenden / Schwerin und Ratzeburg / auch Graf zu Schwerin / der Lande Rostock und Stargard Herr / Seiner getreuen Ritter- und Landschafft in ingressu der coram Commissione Cæsarea den 16. Julii Anno 1701. ertheilten Resolutionum, gnädigst versprochen / die so genannte Güstrowsche Resolutiones von denen Communibus gnädigst zu confirmiren / und aber errore describentis, ad Gravamen Politicum decimum quintum die Suerinensis Resolutio an statt der Güstrowschen / abgeschrieben / auch solcher gestalt à Cæsarea Majestate allergnädigst confirmiret worden / So erklähren Seine Hoch-Fürstliche Durchlauchtigkeit / auff unterthänigstes Ansuchen Mecklenburgischer Ritter- und Landschafft / Sich in Gnaden dahin / daß in diesem Passu allein die Güstroviensis Resolutio, gleich als wann Sie höchstgedachter Kayserlicher Confirmation inseriret gewesen wäre / in dero Gerichten gelten / und darnach sententioniret und gesprochen werden soll / welche wörtlichen Einhalts lautet / wie folget:

Ad Grav. 15. Gleichfalls wollen Ihr. Durchl. gnädigst zugeben und geschehen lassen / daß innerhalb der in der Policey-Ordnung excipirten Zeit in nachgedachten Ehren- und Nothfällen / nemlich zu Hochzeiten / Kindtauffen / und Begräbnissen / sonsten aber nicht / ohne Anmeldung bey Hofe / und erlangter Special-Concession, nach Nothdurfft etwas Wild gefället / daneben auch die Berghahnen / wie auch wilde Gänse / Endten und Haasen / ohne Unterscheid der Zeit / jedoch mit ziemlicher Moderation, geschossen werden mögen / und sollen auch die Fürstlichen Beamten und Jäger / ohne was zur Hoffstatt geliefert wird / die verbothene Zeit respectiren.

XI.

27. Août. ASSIENTO *ou Privilege pour l'Introduction & la Vente des* ESCLAVES NEGRES *dans l'*AMERIQUE ESPAGNOLE, *contenant les conditions auxquelles il est accordé à la* COMPAGNIE *Royale de* GUINÉE *établie en France, pour le tems de dix ans. A Madrid le 27. d'Août* 1701. [Actes & Memoires de la Paix d'UTRECHT. Tom. II. pag. 124. de la seconde Ed. On trouve aussi cette Pièce dans une Feuille volante, imprimée en François & en Espagnol a Paris chez *Christophle Balard* en 1712. in 4.]

MONSIEUR DUCASSE, Chevalier de l'Ordre de Saint LOUIS, Chef d'Escadre des Armées Navales de Sa Majesté Très-Chrêtienne, Gouverneur du petit Goüave & autres lieux en dépendants dans l'Isle Espagnole, autrement appellée par les François, *Saint Domingue*, s'oblige, tant en son nom, que pour toute la Compagnie Royale de Guinée, établie en France en vertu du pouvoir de ladite Compagnie, qu'il a representé; d'executer & remplir toutes les conditions mentionnées au présent Traité de l'Introduction des Esclaves Négres dans tous les Pays, Terres fermes & Isles de l'Amérique appartenantes à Sa Majesté Catholique:

I. Ladite Compagnie Françoise de Guinée ayant obtenu la permission de leurs Majestez, Très-Chrêtienne, & Catholique, de se charger de l'Assiento, ou Introduction des Esclaves Négres dans les Indes Occidentales de l'Amérique appartenantes à Sa Majesté Catholique, afin de procurer par ce moyen un avantage & une utilité reciproque à leurs dites Majestez, & aux Sujets de l'une & de l'autre Couronne: offre & s'oblige, tant pour Elle, que pour ses Directeurs & Associez solidairement, d'introduire dans lesdites Indes Occidentales appartenantes à Sa Majesté Catholique, pendant le temps & espace de dix années qui commenceront au premier May de l'année prochaine 1702., & finiront à pareil jour de l'année 1712 quarante huit mille Négres pieces d'Inde, des deux sexes & de tous âges, lesquels ne seront point tirez des Pays de Guinée, qu'on nomme *Minas & Cap-Vert*, attendu que les Négres desdits pays ne sont pas propres pour lesdites Indes Occidentales; c'est à-dire, quatre mille huit cens Négres chaque année.

II. Pour chaque Négre piece d'Inde, de la mesure ordinaire, & suivant l'usage établi ausdites Indes, au sujet du payement des Droits, qui sera régulierement suivi & observé, ladite Compagnie payera trente-trois écus & un tiers d'écu, chaque écu de la valeur de trois livres tournois, monnoye de France; ce qui est la même chose que trente trois Piastres & un tiers de Piastre; dans lequel payement de trente trois écus & un tiers d'écu sont & seront compris généralement tous Droits d'Entrée, Sortie, ou autres qui appartiennent, ou peuvent appartenir

à Sa Majesté Catholique, sans que Sadite Majesté en puisse prétendre, ni imposer aucuns autres.

III. Ladite Compagnie payera d'avance à Sa Majesté Catholique pour les pressants besoins de son Etat la somme de six cens mille livres tournois de France en deux payements égaux, dont le premier sera fait deux mois après que Sa Majesté aura approuvé & signé le présent Traité, & le second deux mois après le premier; & ladite Compagnie ne pourra être remboursée des six cens mille livres d'avance que pendant les deux dernieres années de ce Traité, & elle prendra son remboursement, tant sur les Droits qui seront payez à Sa Majesté Catholique pour l'Entrée des Négres pendant lesdites deux dernieres années, que sur les profits que Sa Majesté pourra faire sur l'interest qu'Elle a dans la fourniture desdits Négres; ainsi qu'il sera ailleurs expliqué.

IV. Ladite Compagnie sera obligée de payer à Sa Majesté Catholique lesdites avances dans Madrid, ou à Paris, au choix de Sadite Majesté, aussi bien que les Droits de chaque année pour l'Introduction des Négras, sans prétendre se prévaloir de ce qui a été dit ci-dessus, qu'Elle feroit le payement desdits Droits aux Indes, attendu que Sadite Majesté aime mieux les recevoir à Madrid, ou à Paris.

V. Les payements des Droits dûs chaque année à Sadite Majesté, se feront de six en six mois, dont le premier payement commencera au premier de Novembre de l'année prochaine 1712. & les autres seront faits successivement de six en six mois jusqu'à la fin du présent Traité, sans aucun retardement, prétexte ni interpretation contraire, bien entendu toutefois, que ladite Compagnie ne sera obligée de payer lesdits Droits que pour le nombre de quatre mille Négres pieces d'Inde, par chaque année, Sa Majesté faisant, comme Elle le fait par ces Présentes, don & gratification dans la meilleure forme qu'il est possible, des Droits qui pourroient lui appartenir pour les huit cens Négres pieces d'Inde restans desdits quatre mille huit cents que ladite Compagnie pourra introduire chaque année; & ce en considération des avances que ladite Compagnie fait à Sa Majesté, sans interest, de la somme de six cens mille livres, & des risques qu'elle courra, pour faire tenir les payements des Droits de Sa Majesté dans Paris ou Madrid: Ce que Sa Majesté a desiré qui fût précisément expliqué, tant pour l'avantage particulier qu'Elle en doit retirer, que pour faciliter & rendre plus évidents les comptes qui seront faits de ladite fourniture des Négres.

VI. Comme en cas de Guerre, ladite Compagnie a sujet de craindre d'être troublée dans l'Introduction desdits Négres, & qu'elle s'expose à un danger évident de perdre ses Navires & leur chargement, Sa Majesté Catholique déclare, que pendant tout le temps que la Guerre durera, ladite Compagnie ne sera pas obligée à introduire plus de trois mille Négres pieces d'Inde chaque année, Sadite Majesté lui laissant la liberté de pouvoir remplir les dix-huit cens restants pour faire le supplément aux quatre mille huit cens qu'elle a permission d'introduire chaque année, dans les années suivantes; & si par quelque autre accident elle ne pouvoit encore remplir pendant chaque année ledit nombre de trois mille Negres, Elle jouïra pareillement de la faculté de le remplir dans les années suivantes, en justifiant le nombre qu'elle aura manqué de remplir; Mais ladite Compagnie sera toûjours obligée de payer à Sa Majesté Catholique la somme de trois cens mille livres tournois pour les Droits desdits trois mille Négres pieces d'Inde, de six en six mois, pendant chacune desdites années que la Guerre durera, soit qu'elle les fournisse ou ne les fournisse pas; & si elle en fournit au delà desdites trois mille pieces d'Inde, elle payera les Droits du surplus en la maniére ci-dessus expliquée.

Et en marge dudit sixiéme Article est écrit.

J'ajoûte, que si pendant les dix années que le Traité doit durer, la Guerre ne cessoit point, & qu'elle empêchât ladite Compagnie de fournir ladite quantité de Négres à laquelle elle est obligée par le présent Traité, elle ne laissera pas d'être tenuë de payer entierement les Droits de Sa Majesté, Mais elle aura la liberté de remplir son obligation pendant les trois années que Sa Majesté lui accorde pour régler & terminer ses comptes, & retirer tous les effets qui lui appartiendront, sans qu'elle soit obligée de payer aucuns autres Droits, tels qu'ils puissent être.

VII. Il a été pareillement convenu que même en tems de Paix, ladite Compagnie ne sera pas absolument & nécessairement obligée à introduire pendant chaque année lesdits quatre mille huit cens Négres pieces d'Inde, à cause des différents accidents qui peuvent l'en empêcher, & qu'elle aura la liberté de remplir dans les années suivantes & pendant toute la durée de ce Traité, le nombre qu'elle n'aura pas fourni pendant chacune desdites années; mais ladite Compagnie sera toûjours tenue & obligée de payer à Sa Majesté pendant chacune desdites années, les Droits qui lui appartiennent pour lesdits quatre mille Négres pieces d'Inde, de six en six mois, comme si elle les avoit introduits: ainsi qu'il a été ci-dessus expliqué.

VIII. Ladite Compagnie aura la liberté de se servir des Navires de sa Majesté Très-Chrétienne, de ceux qu'elle pourra avoir en son propre, ou de ceux des Sujets de Sa Majesté Catholique équipez de François ou Espagnols, à son choix; & en cas qu'elle fût obligée de se servir d'autres Equipages que desdits François, ou Espagnols (ce qui n'est pas à présumer) tous lesdits Equipages seront de la Religion Catholique Romaine: Il sera pareillement loisible à ladite Compagnie, d'introduire les Négres, auxquels elle est obligée par le présent Traité, dans tous les Ports de la Mer du Nord, dans quelques Navires qu'ils viennent, pourvû qu'ils soient Alliez à cette Couronne, de la même maniére qu'il a été accordé aux précedens Assientistes, à condition toutefois que tous les Capitaines & Commandants desdits Navires, & leurs Equipages feront tous profession de la Religion Catholique Romaine.

IX. Comme l'on a reconnu qu'il étoit très-préjudiciable aux interêts de Sa Majesté Catholique, & de ceux de ses Sujets, qu'il ne fût pas loisible aux Assientistes, d'introduire leurs Négres généralement dans tous les Ports des Indes, étant certain que les Provinces qui en manquent, souffrent de grandes miseres par le défaut de culture de leurs Terres; ce qui les oblige à mettre tout en œuvre pour en introduire en fraude; ce qui cause un très grand préjudice aux Droits de Sa Majesté Catholique; Il a été expressément arrêté, que ladite Compagnie pourra introduire & vendre ses Négres dans tous les Ports de la Mer du Nord, à son choix; Sa Majesté Catholique dérogeant, comme elle déroge expressément par ce Traité, à la condition par laquelle les précedents Assientistes étoient exclus de les pouvoir introduire par d'autres Ports que ceux qui étoient désignez par leur Traité; à la charge toutefois que ladite Compagnie ne pourra introduire ni débarquer sesdits Négres que dans les Ports où il y aura actuellement des Officiers Roïaux de Sa Majesté Catholique, pour visiter les Navires de ladite Compagnie & leurs chargements, & donner des Certificats des Négres qui seront introduits: Il a été pareillement convenu, que les Négres qui entreront dans les Ports des Isles du Vent, Sainte-Marthe, Cumaña, & Maracaybo, ne pourront être vendus par ladite Compagnie chacun plus de trois cens Piastres, & qu'elle les donnera même, s'il est possible, à meilleur marché, afin de donner moyen aux Habitans desdits lieux de les pouvoir acheter & payer; Mais à l'égard de tous les autres Ports de la Nouvelle Espagne & de Terre-Ferme, il sera loisible à ladite Compagnie de les vendre le plus cher & le plus avantageusement qu'elle pourra.

X. Comme il est permis à ladite Compagnie de faire entrer ses Négres dans tous les Ports de la Mer du Nord, pour les raisons qui viennent d'être expliquées, il a été pareillement convenu qu'elle pourra les introduire dans le Port de Buenosayres, & pour cet effet Sa Majesté Catholique lui permet d'y faire entrer pendant chacune desdites dix années que le présent Traité doit durer, deux Navires capables de porter sept ou huit cens Négres des deux sexes, pour les y vendre à tel prix qu'elle avisera bon être, en vûë des avantages & de l'utilité que les Provinces voisines dudit Buenosayres en retireront; Mais si ladite Compagnie en portoit au delà desdits sept ou huit cens; Elle ne pourra les vendre ni débarquer, & le Gouverneur & autres Officiers de Sa Majesté Catholique ne pourront le lui permettre, sous quelque cause, prétexte & motif que ce puisse être

ANNO 1701.

Et en marge dudit 10 Article est écrit ce qui suit.

Je consens, qu'au lieu de la permission qui m'étoit accordée par le présent Article, d'introduire sept ou huit cens Négres à Buenosayres, le nombre soit reduit à cinq ou six cens.

XI. Pour conduire & introduire les Esclaves Négres dans les Provinces de la Mer du Sud, ladite Compagnie aura, comme elle a par ce présent Traité, la liberté de fabriquer ou acheter en échange des Négres, ou autrement, soit à Panama, ou dans quelque autre Port & Arcenal de la Mer du Sud, deux Navires Frégates ou Hourques de 400. Tonneaux ou environ, pour embarquer ses Négres à Panama, & les conduire dans tous les autres Ports du Perou, & rapporter le produit de la vente d'iceux, soit en Marchandises, soit en Réaux, Barres d'Argent, ou Lingots d'Or, qui soient quintez & sans fraude: Ladite Compagnie ne pourra être obligée à payer aucun Droit pour ledit Argent & Or, Réaux, Barres ou Lingots, soit d'Entrée, soit de Sortie, attendu qu'elle doit être exempte de tous Droits, de la même maniére que si lesdits Réaux, Barres d'Argent, ou Lingots d'Or appartenoient à Sa Majesté: Ladite Compagnie aura pareillement la permission, comme elle lui est accordée par le présent Traité, d'envoyer d'Europe à Portobello, & de faire passer de Portobello à Panama les Cordages, Voiles, Bois, Fers, & généralement tout autre sorte de peleterie, Agrets, & Apparaux nécessaires pour la construction, Equipement, Armement & entretien desdits Vaisseaux, Frégates ou Hourques seulement, bien entendu, que, sous quelque prétexte que ce soit, elle ne pourra vendre ni debiter lesdits Apparaux en tout ou en partie, sous peine de confiscation, & de tel autre châtiment qui sera juste, tant contre les Vendeurs que les Acheteurs, & d'être privée sur le champ & pour toujours de ladite permission, à la charge aussi qu'après l'accomplissement du présent Traité ladite Compagnie ne pourra se servir desdites Frégates, Hourques, ou Navires, ni les faire repasser en Europe, à cause des inconvenients qui en pourroient arriver; mais qu'elle sera obligée de les vendre, trocquer, ou donner, comme bon lui semblera, six mois après la fin du présent Traité.

Et à la marge dudit 11. Article est écrit ce qui suit.

Je consens de fretter des Navires pour transporter des Négres dans les Provinces du Perou, à condition qu'il sera libre à ladite Compagnie de choisir des Equipages; & de nommer des Officiers de Mer & de Guerre, à sa volonté, & qu'il sera permis de faire transporter d'Europe tout ce qui sera nécessaire pour l'Equipement, Armement, & entretien des Navires que je fretterai.

XII. Ladite Compagnie pourra se servir de François ou d'Espagnols, à son choix, pour la Regie de ce Traité, tant dans les Ports de l'Amérique, que dans le dedans des Terres; Sa Majesté Catholique dérogeant à cet égard aux Loix qui en défendent l'entrée & le séjour aux Etrangers, & déclarant, voulant, & ordonnant, que pendant la durée de ce Traité, les François soient regardez & traitez comme ses Sujets Espagnols, & dans ce cas principalement, à condition toutefois que dans chacun desdits Ports des Indes il ne pourra y avoir plus de quatre ou six François, du nombre desquels ladite Compagnie choisira ceux dont elle aura besoin, pour les envoyer au dedans des Terres prendre soin de sa Regie & du recouvrement de ses effets, qu'elle fera de la maniére & ainsi qu'elle avisera bon être, sans qu'aucun Ministre de Sa Majesté Catholique, soit de Justice, de Guerre, ou de Police, de quelque rang & qualité qu'il soit, puisse lui apporter aucun trouble ni empêchement, sous quelque prétexte que ce soit, en ce qui ne sera pas contraire aux Loix établies, ni à ce qui est contenu au présent Traité.

XIII. Ladite Compagnie pourra nommer dans tous les Ports & autres lieux principaux de l'Amérique des Juges Conservateurs, pourvû qu'ils ne soient point Officiers de Sa Majesté Catholique, ausquels il n'est pas permis de l'être; & qu'ils soient Sujets de Sadite Majesté, & qu'ils ayent les qualitez requises pour avoir son approbation; Et lesdits Juges Conservateurs prendront seuls, à l'exclusion de tous autres, la connoissance de toutes les causes & dépendances de ce Traité, avec un plein & absolu pouvoir de les juger & terminer; Sa Majesté Catholique défendant à tous ses Tribunaux, Ministres, & Présidents, Capitaines Généraux, Gouverneurs, Corregidors, Grands Alcaldes, & tous autres Officiers, Juges & Justiciers, & même aux Vice-Rois de ses Royaumes, d'en prendre aucune connoissance, la reservant auxdits Juges Conservateurs seuls, des Jugements desquels les appellations dans les cas prescrits par le Droit, ressortiront au Conseil Royal & souverain des Indes; Sa Majesté accordant pareillement, que celui qui est, ou qui sera à l'avenir Président dudit Conseil, ou la personne qu'il plaira à Sa Majesté de mettre à sa Tête, soit le Protecteur de ce Traité, & qu'en outre la Compagnie puisse proposer à Sa Majesté un des Conseillers dudit Conseil, pour être Juge Conservateur dudit Traité, à l'exclusion de tous autres, Sa Majesté lui donnant pour cet effet son approbation & tout pouvoir, de la même maniére qu'il a été ci-devant accordé à tous les précedents Assientistes.

XIV. Les Vice-Rois, les Tribunaux d'Audiance, les Présidents, Capitaines Généraux, Gouverneurs, ni aucuns autres Officiers & Ministres de Sa Majesté Catholique ne pourront, sous quelque cause, motif ou prétexte que ce soit, saisir, retenir, ni armer en Guerre, ou destiner à quelque autre usage, les Navires servants à l'execution de ce Traité, ni retarder les voyages: Mais au contraire ils seront tenus & obligez de leur donner & faire donner tous les secours & assistances que ladite Compagnie ou ses Agents lui demanderont, soit pour accelerer leur départ & chargement, soit pour avoir des vivres ou autre chose dont ils pourront avoir besoin, qui leur seront donnez au prix courant, à peine contre les contrevenants, de répondre en leur propre & privé nom des dommages, que ladite Compagnie pourroit recevoir par la détention desdits Vaisseaux.

XV. Lesdits Vice-Rois, Présidens, Capitaines Généraux, Gouverneurs, Corregidors, grands Alcaldes, Juges & Officiers Royaux, ni aucun autre Ministre, quel qu'il soit, ne pourront pareillement, sous quelque prétexte que ce puisse être, prendre, détourner, saisir ni arrêter par violence ou autrement, les biens ni effets dépendants dudit Traité de l'Assiente, & appartenants à ladite Compagnie, à peine d'être châtiez, & de répondre en leur propre & privé nom du dommage que ladite Compagnie, ou ses biens & effets en pourront recevoir.

XVI. Ladite Compagnie, ses Commis & Facteurs auxdites Indes pourront avoir à leur service les Matelots, Voituriers, Arrimeurs, & autres gens nécessaires pour la charge & décharge de leurs Navires, en convenant avec eux de gré à gré, & leur payant les soldes & appointements dont ils seront convenus.

XVII. Il sera au choix de ladite Compagnie de charger les effets qu'elle aura auxdites Indes, pour les transporter en Europe sur les Navires de la Flotte, ou sur les Gallions, en convenant avec les Capitaines & Maîtres desdits Navires, ou de les faire passer sur ses propres Navires, lesquels pourront, si bon leur semble, venir de concert avec lesdites Flottes, Gallions, ou autres Navires de Guerre de Sa Majesté Catholique, laquelle aura agréable de donner ses Ordres aux uns & aux autres de les prendre sous leur protection & sauvegarde.

XVIII. Il a été accordé, que depuis le premier jour du mois de May de l'année prochaine mille sept cens deux, soit avant que ladite Compagnie ait pris possession, soit après, la Compagnie de Portugal, ni autres personnes ne pourront introduire aucuns Esclaves Négres dans lesdites Indes; & si le cas arrive, Sa Majesté Catholique les déclarera, comme dès à présent Elle les déclare perdus & confisquez au profit de ladite Compagnie, qui payera toutefois à Sa Majesté les Droits d'Entrée pour ces Négres ainsi confisquez, de la maniére qu'il a été reglé & expliqué ci-dessus.

XIX. Il a été pareillement accordé, & c'est une des conditions expresses du présent Traité, que ladite Compagnie, ou ses Agents, Commis & Porteurs de ses Ordres pourront seuls faire naviguer leurs Vaisseaux, & introduire leursdits Esclaves Négres dans les Ports des Côtes du Nord des Indes Occidentales; Sa Majesté défendant à tous autres,

soit qu'ils soient étrangers, d'en faire entrer, transporter, ni introduire, sous les peines portées par les Loix; Et Sa Majesté Catholique a bien voulu engager sa Foy & sa Parole Royale à ladite Compagnie, qu'elle la maintiendra dans la pleine & entiére possession & dans toutes les conditions du présent Traité, pendant le temps qu'il doit durer, sans souffrir ni permettre qu'il ne soit rien fait au contraire, Sa Majesté le regardant comme son propre bien, & voulant que tout ce qui y est contenu, soit exactement & ponctuellement executé.

XX. Et en cas que ladite Compagnie fût troublée dans l'execution dudit Traité, soit par procés, ou de quelque autre maniére que ce soit; Sa Majesté déclare qu'elle se reserve à Elle seule la connoissance de tous les cas qui peuvent survenir, & défend à tous autres Juges & Justiciers, ou Autoritez quelconques, de prendre connoissance, ni de juger les differents qui pourroient arriver dans l'execution du présent Traité.

XXI. Aussi-tôt que les Navires de ladite Compagnie arriveront dans les Ports des Indes avec leurs chargements de Négres, les Capitaines d'iceux seront tenus de certifier qu'il n'y a aucune maladie contagieuse dans leurs Bords, afin que les Gouverneurs ou autres Officiers de Sa Majesté leur permettent l'entrée desdits Ports, sans quoi ils n'y seront pas admis.

XXII. Après que lesdits Vaisseaux auront entré & mouillé en quelqu'un desdits Ports, ils seront visitez par le Gouverneur ou Officiers Royaux; & lorsqu'ils débarqueront leurs Négres, ou partie d'iceux, ils pourront en même temps débarquer les vivres nécessaires pour leur nourriture, en les mettant dans quelque maison ou Magazin particulier, après avoir été visitez, & obtenu la permission desdits Gouverneurs ou autres Officiers Royaux, pour éviter tout sujet de fraude & discution, mais ils ne pourront faire entrer, vendre, ni debiter aucune sorte de Marchandise, sous quelque cause & prétexte que ce soit, autre que lesdits Négres & leur nourriture, à peine de la vie contre ceux qui l'entreprendront, & contre les Officiers & autres Sujets de Sa Majesté Catholique qui le souffriront, Sadite Majesté voulant que toute entrée de Marchandises soit absolument défendue à ladite Compagnie, comme contraire aux Loix & usages du Royaume, & à la bonna foi avec laquelle elle doit s'acquitter de son obligation; Sadite Majesté declarant & ordonnant que les Marchandises qui se trouveront entrant en fraude & contre cette défense, soient taxées & apretiées, & ensuite incontinent brûlées publiquement par l'ordre desdits Gouverneurs ou Officiers Royaux, & que pour servir d'exemple, les Capitaines ou Maîtres de Navires, quand même ils ne seroient coupables que de négligence, pour n'avoir pas soigneusement veillé à empêcher le débarquement de pareilles Marchandises, soient condamnez à en payer la valeur; & s'ils sont eux mêmes coupables, ils soient condamnez à mort, & la Sentence executée sans délay ni appellation contre tous ceux qui se trouveront coupables & complices de la même fraude, afin que par la crainte de ce châtiment Sa Majesté puisse être assûrée qu'il ne se commettra plus de pareilles fraudes; & Elle déclare, qu'Elle fera rendre un compte exact & régulier du contenu ci-dessus à tous les Ministres & Officiers; mais il a été convenu, qu'à l'égard des Vaisseaux, sur lesquels les Négres seront embarquez, & lesdits vivres, ils ne pourront être sujets à la peine ci-dessus expliquée, Sa Majesté les en déclarant libres, & voulant qu'ils puissent continuer leur commerce en la maniére prescrite: Sa Majesté déclare pareillement exempts de la peine de mort ceux des coupables desdites fraudes, dont les Marchandises saisies n'excéderont pas la valeur de cent Piastres ou écus; auquel cas Elle veut, & ordonne seulement, que lesdites Marchandises soient appretiées, & ensuite brûlées, sans aucune remission, & que le Capitaine soit condamné à en payer la valeur pour la peine da sa négligence, ainsi qu'il a été ci-dessus expliqué.

Et à côté dudit Article est écrit ce qui suit.

Je consens que les appellations des Jugemens qui seront rendus au sujet desdites fraudes ressortissent à l'ordinaire au Conseil Souverain des Indes.

XXIII. Ladite Compagnie ne payera aucuns Droits d'Entrée, de Sortie, ni autres quelconques, pour les vivres qu'elle débarquera ou remberquera dans ses Vaisseaux pour la nourriture de ses Négres, seulement en cas que lesdits vivres lui appartiennent, & proviennent de sesdits Vaisseaux; mais si elle les achete des Sujets de Sa Majesté Catholique, elle en payera les mêmes Droits que payent sesdits Sujets.

XXIV. Les Droits dûs à Sadite Majesté pour l'Entrée des Négres étant censez devoir être payez du jour que lesdits Négres auront été débarquez en chacun desdits Ports; L'intention de Sadite Majesté est, comme Elle le croit juste, que quand même quelques-uns desdits Négres débarquez viendroient à mourir, avant d'être vendus, ladite Compagnie soit tenuë & obligée de lui en payer les Droits, suivant son obligation, sans qu'elle puisse à cet égard se reserver aucune prétention.

XXV. Lorsque ladite Compagnie, ses Agens, ou Facteurs auront vendu dans un Port partie des Négres qu'ils y auront introduit, il leur sera permis de transporter le reste dans un autre Port; comme aussi de prendre en payement desdits Négres, & embarquer librement des Réaux, Barres d'Argent & Lingots d'Or, pourvû que lesdites Barres & Lingots d'Or soient quintez & sans fraude, & autres sortes de Denrées & Marchandises qui se tirent desdites Indes, & pourront librement faire sortir de tous les Ports, les Réaux, Barres d'Argent, & l'Or qu'ils recevront en payement, sans payer aucuns Droits; mais payer seulement les Droits de sortie des Marchandises qu'ils embarqueront, suivant qu'ils sont établis sur les lieux, d'où ils les feront sortir. Il a été pareillement accordé à ladite Compagnie & à ses Agens, qu'en cas qu'ils vendent leurs Négres en échange & troc de Denrées & Marchandises, de quelque espece qu'elles soient, des lieux où il ne se trouvera pas d'argent pour les payer, ils pourront les faire embarquer dans leurs Vaisseaux, & les transporter d'un Port dans un autre, pour les vendre, en payant les Droits ordinaires.

Et à côté dudit Article 25. est écrit ce qui suit.

Je consens que les fruits que je prendray en payement de la vente des Négres, & que je feray transporter d'un Port à un autre, ne soient vendus que dans lesdits Ports, & que je ne pourrai les vendre dans les Terres du dedans desdits Royaumes.

XXVI. Il a été expressément convenu, que ladite Compagnie aura la liberté de faire partir les Vaisseaux dont elle se servira pour l'execution de ce Traité, soit des Ports de France, ou d'Espagne, à son choix, en donnant avis à Sa Majesté Catholique de leur départ: Elle pourra pareillement faire ses retours, soit en Réaux, Barres d'Argent, Lingots d'Or, ou autres fruits, Denrées & Marchandises provenant de la vente desdits Négres dans lesdits Ports d'Espagne ou de France, à son choix; bien entendu que si lesdits retours se font dans les Ports d'Espagne, les Capitaines & Commandants desdits Vaisseaux seront obligez de faire leur déclaration aux Officiers de Sa Majesté Catholique de ce qui composera leurs chargements; Et si lesdits retours se font dans les Ports de France, ils seront tenus d'en envoyer l'état & la facture à Sadite Majesté, afin qu'elle en ait une entiére connoissance; mais aucun desdits Navires ne pourra rapporter d'autres Réaux, Barres d'Argent, Lingots d'Or, & autres fruits, Denrées & Marchandises, que ceux qui proviendront de la vente desdits Négres; Sa Majesté leur défendant de charger aucuns effets appartenants à ses Sujets naturels desdites Indes; Et ladite Compagnie consent que le cas arrivant qu'aucuns de ses Capitaines, Commandants & autres Officiers se chargeassent des effets desdits Particuliers, ils soient déclarez coupables d'avoir fraudé les Droits de Sadite Majesté, & sans aucune autre forme, châtiez comme Transgresseurs de ce qui est contenu au présent Article, & des Ordres qu'il plaira à Sadite Majesté de donner pour son execution, & pour empêcher dans tous les Ports de pareilles fraudes, afin qu'en quelque temps qu'on pourra prouver qu'elles auront été commises, les Contrevenants puissent être convaincus & châtiez.

XXVII. Si quelques Navires de l'Assiente sont armez en Guerre, & font des prises sur les Ennemis de l'une ou l'autre Couronne, ou sur les Pirates & les Corsaires qui croisent & désolent ordinairement

les

ANNO 1701.

les Mers de l'Amérique, lesdites prises, & les Vaisseaux qui les auront faites, seront reçus dans tous les Ports de Sa Majesté Catholique; & si leurs prises sont jugées bonnes, les Preneurs ne pourront pas être obligez de payer de plus grands Droits d'Entrée que ceux qui sont établis, & que les propres & naturels Sujets de Sadite Majesté payent ordinairement: Si dans lesdites prises il se rencontre des Négres, ils les pourront vendre à compte de ceux qu'elle est obligée de fournir, comme aussi les vivres dont elle n'aura pas besoin; mais non pas les Marchandises & Manufactures dont Sa Majesté veut que la vente leur soit défendue; Mais, voulant bien avoir égard à leur interêt, Elle leur permet de faire porter lesdites Marchandises ou Manufactures aux Ports de Cartagéne ou Portobello, & de les remettre aux Officiers de Sadite Majesté, ausquels elle ordonnera, comme elle ordonne dès à présent de les recevoir, & d'en faire un Inventaire, & de les mettre en présence desdits Preneurs en un Magasin, pour y être gardées jusqu'à l'arrivée des Gallions; & lorsque la Foire d'Espagne se tiendra auxdits Ports de Cartagéne & Portobello, lesdits Officiers de Sa Majesté auront soin de vendre lesdites Marchandises & Manufactures en présence & de concert avec les Deputez du Conseil & desdits Preneurs, ou de ceux qui auront leur pouvoir, dont le quart appartiendra à Sadite Majesté, & sera remis dans ses Trésoreries, & envoyé en Espagne avec le procès Verbal de ce que le Total aura produit; Et à l'égard des trois autres quarts de chaque prise, ils appartiendront & seront remis sans aucun délay aux Preneurs ou à leurs Procureurs, après toutefois qu'on en aura déduit les frais qui auront été faits pour la vente & Magasinage. Pour éviter tout prétexte de discution, Sadite Majesté a déclaré & déclare, que les Navires, Balandres, ou autres Bâtiments pris, tels qu'ils puissent être, avec leurs Armes, Artillerie, Munitions, Agrés & Apparaux appartiendront entierement & sans reserve auxdits Preneurs.

XXVIII. Comme le Traité se fait & s'accorde particuliérement en vûë du service que Leurs Majestez Très-Chrétienne & Catholique en peuvent recevoir, & de l'avantage de leurs Finances, il a été réglé, que leursdites Majestez y seront interessées pour la moitié, & chacune d'Elles pour un quart, ainsi qu'il a été convenu; Et d'autant qu'il seroit nécessaire que Sadite Majesté Catholique, pour pouvoir participer aux profits que cette Assiente pourra donner, fit compter & payer à ladite Compagnie un million, faisant le quart de quatre millions de livres tournois, que ladite Compagnie a compté & jugé être nécessaire pour la Regie & execution de ce Traité; Il a été convenu, que, si Sadite Majesté Catholique ne juge pas à propos de faire compter & payer par avance cette somme, ladite Compagnie en fera l'avance, bien entendu que Sadite Majesté Catholique en payera l'interêt à ladite Compagnie, à raison de huit pour cent par chaque année, à compter du jour de ladite avance jusqu'à l'entier, parfait & réel remboursement, que Sadite Majesté en fera suivant le compte qui lui en sera présenté, moyennant quoi ladite Compagnie s'oblige dès à présent à compter à Sadite Majesté des profits qui lui appartiendront, à proportion de son interêt d'un quart dans la totalité de ce présent Traité; mais en cas que par quelque malheur ou pertes, ladite Compagnie ne fit aucun profit, & qu'au contraire elle souffrit quelque perte, Sadite Majesté Catholique sera obligée, comme elle s'oblige dès à présent, à rembourser ladite Compagnie de la part pour laquelle Sadite Majesté est interessée, selon la justice, & de la maniére qui sera la moins préjudiciable à ses interêts.

XXIX. Ladite Compagnie donnera le compte des profits qu'elle aura faits les cinq premiéres années du présent Traité finies & accomplies, avec les Attestations signées, & les papiers en bonne forme, du prix de l'achapt, subsistance, transport & introduction des Négres, & de tous les frais qu'elle aura été obligée de faire pour l'execution dudit Traité: Elle rapportera pareillement des comptes certifiez en bonne forme du produit de la vente des Esclaves Negres dans tous les Ports & lieux de l'Amérique appartenants à Sadite Majesté Catholique, où lesdits Négres auront été transportez & vendus; & lesdits comptes tant de dépense que de recette, seront examinez, visez & liquidez par les Officiers de Sa Majesté Très Chrétienne, à qui cela appartiendra pour l'Interêt qu'elle a dans ce Traité, afin que dans cette Cour l'on puisse de même viser & liquider l'interêt de Sadite Majesté Catholique, & le retirer de ladite Compagnie, qui sera tenue & obligée de le payer reguliérement & ponctuellement, comme elle y est obligée par cette condition, qui aura la même force & vertu que les Actes autentiques.

XXX. Si le produit des profits des cinq prémieres années excédoit la somme qui doit être avancée par Sa Majesté Catholique, & qui l'aura été, ensemble des interêts à raison de huit pour cent, qui seront compris avec le capital de la maniére qu'il a été explique, ladite Compagnie se remboursera en premier lieu de ce qu'elle aura avancé, & des interêts, & payera à sadite Majesté Catholique, outre les Droits annuels dûs pour l'introduction des Négres, tout ce qui devra lui appartenir & revenir desdits profits, sans aucun délai ni retardement: Le même ordre s'observera & se continuera pendant les cinq derniéres années dudit Traité, à la fin & accomplissement desquels ladite Compagnie rendra compte des profits qu'elle aura faits, de la même maniére qu'il a été expliqué pour les cinq premiéres années, afin que Sa Majesté, & les Ministres qu'elle commettra, en demeurent entiérement satisfaits.

XXXI. Ladite Compagnie offrant par le troisiéme Article de ce Traité d'avancer à Sa Majesté six cens mille livres tournois, monnoye de France, ou deux cens mille piastres monnoye d'Espagne, dans les termes mentionnez audit troisiéme Article, dont elle ne pourra retirer son remboursement & recouvrement entier que dans les deux derniéres années de ce Traité, sans qu'elle puisse prétendre aucune chose pour les interêts & risques de ladite somme, il a été convenu, que si par le compte que ladite Compagnie rendra à la fin des cinq premiéres années il se trouve des profits, & qu'elle désire se rembourser de cette somme, après s'être remboursée de l'avance du quart, & des interêts qu'elle doit prendre en premier lieu, il lui sera loisible de se payer & retenir par ses mains le tout, ou partie de ladite somme de six cens mille livres, afin que les Droits de Sa Majesté lui reviennent en entier pendant lesdites deux derniéres années, bien entendu qu'on lui en payera le décompte, & qu'elle jouïsse des profits qui lui doivent revenir pendant les cinq derniéres années de ce Traité; mais s'il n'y a point de profits dans lesdits cinq premiéres années, l'on observera ce qui a été expliqué audit Article troisiéme.

XXXII. Ledit Traité étant fini & accompli, Sa Majesté Catholique accorde à ladite Compagnie trois années de terme pour liquider tous les comptes, retirer ses effets desdites Indes, & rendre à Sadite Majesté son compte final; & pendant lesdites trois années ladite Compagnie, ses Agents & Commis jouïront des mêmes Priviléges, & Franchises qui leur sont accordées pendant la durée du présent Traité pour l'entrée libre de ses Vaisseaux dans tous les Ports de l'Amérique, & pour en retirer ses effets, sans qu'il puisse y être apporté aucun changement ni restriction quelconque.

XXXIII. Tous les débiteurs de ladite Compagnie seront contraints au payement de leurs dettes comme pour les propres affaires & deniers de Sa Majesté Catholique, laquelle pour cet effet a mis & met ladite Compagnie en tous ses Droits, noms, raisons & actions.

XXXIV. Et afin que tout ce qui est contenu au présent Traité & aux Articles inserez à la marge d'icelui, & généralement tout ce qui en peut & pourra dépendre & resulter, soit executé & accompli sincérement & en bonne foi, nonobstant toutes raisons, causes & prétextes quelconques, Sa Majesté Catholique a dérogé & déroge en vertu du présent Traité à toutes les Loix, Ordonnances, Cédules, Priviléges, Usages & Coûtumes qui pourroient y être contraires dans tous les Ports, Lieux & Côtes de l'Amérique appartenants à sadite Majesté pendant le temps & espace de dix années que le présent Traité doit durer, & des trois années que Sa Majesté accorde à ladite Compagnie au delà desdites dix années pour retirer tous effets, & rendre son compte final de la maniére qu'il a été ci-devant expliqué; Lesdites Loix, Ordonnances, Cédules, Priviléges, Usages & Coûtumes demeurants en leur force & vigueur, pour tout ce qui ne regarde point le présent Traité. Et enfin sadite Majesté accorde à ladite Compagnie, ses Agents, Facteurs, Commis,

&

ANNO 1701. & autres Officiers, tant de Guerre, que de Police, soit par Mer, soit par Terre, toutes les mêmes Graces, Franchises, Privileges & Exemptions qui ont été accordées aux précedents Assientistes, sans en excepter aucuns pour tout ce qui n'est pas contraire aux Articles précedents ci-devant exprimez : Et ladite Compagnie s'oblige pareillement d'accomplir & d'exécuter entierement & ponctuellement tout ce qui est contenu ausdits Articles, & mondit Sieur Du Casse promet & s'oblige, tant en son nom, que comme porteur du Pouvoir que ladite Compagnie Royale de Guinée lui a donné à Paris, en datte du vingt-troisiéme Juillet dernier, qu'il a représenté, de rapporter l'Approbation & Ratification du présent Traité dans le terme qui lui sera marqué par sadite Majesté. Fait à Madrid le vingt-septiéme jour d'Aoust de l'année mil sept cent un.

Signé,

DU CASSE.

XII.

31. Août. **Associations-Recess der zu Heylbronn versamlet gewesener Chur-Rheinisch-Fränck-Bayer-Schwäb- und Ober-Rheinischer Creyse / Wodurch die im Chur-Rheinischen Creyse gelegene Herren Churfürsten und Stände sich mit den beeden Creysen Francken und Schwaben / Jhro Churfl. Durchl. in Bayern und dem löbl. Bayers. und Ober-Rheinischen Creyß und zwar nach dem zu Heydenheim den 23. Novem. 1700. zwischen Francken und Schwaben errichteten / nachgehends den 6. May 1701. extendirten und ratificirten Recess associiren; Welches gleichfalls von Churbayern so wohl vor sich als in Vertrettung des Churbayerischen Creyses / nicht minder auch von dem Ober-Rheinischen Creyß beschiehet / und mit einer gewissen Anzahl Volcks zu concurriren versprechen. Geschehen Heylbronn den 31. Aug 1701.** [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Cont. I. Abtheil. II. pag. 377 d'où l'on a tiré cette Piéce, qui se trouve aussi dans THUCELIUS *Acta Publica* Part. I. pag. 647.

C'est-à-dire,

Recès d'Association conclu par les Cercles Electoral du RHYN, *de* FRANCONIE, *de* BAVIERE, *de* SUABE *& du* HAUT-RHYN *assemblés à Heilbron, par lequel les Electeurs & Etats situez dans le Cercle Electoral du Rhyn; l'Electeur de Baviere pour lui, & pour le Cercle de Baviere; & le Cercle du Haut Rhyn, s'unissent & associent aux Cercles de Franconie & de Suabe, aux conditions du Recès particulier de ces deux Cercles conclu à Heydenheim le 23. Novembre 1700 étendu & ratifié le 6. May suivant; avec promesse d'y contribuer un certain nombre de Troupes. A Heilbron le 31. d'Aout 1701.*

Zu wissen: Demnach eine Zusammenkunfft derer sich mit einander zu associiren vorhabender löblichen Chur-Rheinisch-Fränck-Bayer-Schwäb- und Ober-Rheinischer Reichs-Creysen anhero nach des Heil. Reichs Stadt Heilbronn auf den 17. dieses zu End lauffenden Monats Augusti, laut Lit. A. veranlasset worden / und dann neben denen Fränck- und Schwäbischen sich auch der Chur-Rheinische / ingleichen ihre Churfürstliche Durchl. in Bayern / als Churfürst / und in Vertretung des Bayerischen Craysses / nicht weniger der Ober-Rheinische Crayß / durch Jhre allerseits Gevollmächtigte Crayß-Ausschreibs-Ambts Gesandte eingefunden; Daß solchem nach mit Abstrahirung von allen Ceremonien und Formalitäten / jedoch citra consequentiam & præjudicium cujuscunque, die Proposition nach Lit. B abgelegt / und nach behöriger Limitation der zwischen Francken und Schwaben den 23. Nov. 1700. zu Heydenheim an der Prentz errichtete / nachgehends in formam extensiorem gebrachte / und den 6. May lauffenden Jahrs von erstermeldten löblichen Craysen ratificirte Recess pro fundamento & objecto deliberationis gesetzet / und darauf von denen übrigen löblichen Gesandschafften folgende Declarationes beschehen / respective an- und ad referendum genommen worden seyn. ANNO 1701.

1. Hat die Chur-Mayntzische Gesandschafft Nahmens des gesamten Chur-Rheinischen Crayses sich dahin erkläret und erboten / daß die in dem Chur-Rheinischen Creyß gelegene Herren Churfürsten und Stände den obgedachten zwischen Francken und Schwaben errichteten Recess samt dessen Articulo separato, als das fundamentum, basin & regulam des gantzen Wercks amplectiren / allen dessen Puncten und Clausuln / ausser was die darinnen enthaltene und zu eines jeden Crayses Disposition stehende œconomica betrifft / getreulich nachkommen / und mithin auf diesen Recess und dessen Conditiones so wohl mit löblich erwehnten beeden Craysen / Francken und Schwaben / als Jhro Churfürstlichen Durchl. in Bayern / und dem löbl. Bayerischen und Ober-Rheinischen Crayß / in eine Alliance würcklich eintreten / und sich mit denenselben associiren / so dann zu denen andern Alliirten Crayß-Trouppen auf Maaß und Weise / wie solches der sub Lit. C. hiebeygefügte Extractus des ohnlängst hin zu Franckfurth abgefaßten Chur-Rheinischen Crayß-Recessus mit mehrern besagt / mit 3000. Mann zu Fuß / und 1000. Mann zu Pferd / concurriren wolle / welches Offertum und Anerbieten dann auch also von denen löbl. Chur-Bayer-Fränck- und Ober-Rheinischen Gesandschafften auf ungezweiffelte Ratification der übrigen Fränck- und Ober-Rheinischen H. H. Creyß-Mit-Ständen acceptirt / von dem Schwäbischen aber noch zur Zeit ad referendum genommen worden / ingleichen hat

2. Die löbliche Chur-Bayerische Gesandschafft sich dahin respective erkläret und erbothen / daß Jhro Churfürstl. Durchl. in Bayern / so wohl vor Dero eigener Hohen Churfürstl. Person / als in Vertretung löbl. Chur-Bayrischen Crayses / in die zwischen denen Chur-Rhein-Fränck-Schwäb- und Ober-Rheinischen Reichs-Craysen obhabende Allianz mit eintretten / und demnach nicht allein den zwischen jetzt wohlgedachten Craysen / Francken und Schwaben / zu Heydenheim an der Prentz im nechst vorigen Jahr errichteten / und ad extensiorem formam hernach gebrachten Recess sampt dessen Articulo separato gleich dem Chur-Rhein. Creyß mit amplectiren / sondern auch vor sich und löbl. gedachten Bayerischen Creyß zusammen mit 15000. Mann theils Cavallerie, theils Infanterie, concurriren wollen / welches dann auch also und dergestalten Chur-Rhein und Fränckischer Seiten / auf gleichfalls ohngezweiffelter Ratification Dero sämtlichen Herrn Mit-Ständen / acceptirt und angenommen worden / daß weilen man noch zur Zeit zu Erreichung des vorhabenden Zwecks eben eines solchen Corporis nicht nöthig haben / sondern genug seyn möchte / wann Hochgedachte Jhro Churfürstl. Durchl. vor sich und in Vertretung des löbl. Bayerischen Crayses nur mit einem der jetzigen Fränck- und Schwäb. Crayses-Verfassung proportionirten Quanto, so sich biß auf 10000. Mann belieffe / concurriren wollten / ein solches Jhr. Churfl. Durchl. nicht zuwieder seyn lassen / gleich-

ANNO 1701. gleichwohl den Rest der offerirten Mannschafft in zwischen bey der Hand halten / und da sich die Zeiten und Conjuncturen gefährlich anliessen / und es die Noth erfordern solte / damit denen andern alsdan nothleidenden und Alliirten Craysen / auff Ihre beschehene requisition, nach Innhalt des mehrermeldten Heydenheimischen Recessus beystehen und succurriren würden / welches aber von der Schwäb- und Ober-Rheinischen Gesandschaffe der Zeit nur ad referendum genommen worden

3. Hat die Löbl. Ober-Rheinische Gesandschafft sich erklährt / daß sie der mehr bemeldten zwischen Francken und Schwaben geschlossenen Alliance (als welche allein zu der confoederirten Crayse Conservation und Sicherheit angesehen / entthen Ihrer Kayserl. Maj. als des höchsten Ober-Haupts im Reich allergnädigsten Intention nicht zuwider ist /) mit accediren / und oftgedachten Heydenheimer Recess alles Inhalts / ausser einem die oeconomica concernirenden Puncten, amplectiren / mithin auf dem Fall der mutuellen Assistenz und Hulff-Leistung mit 2. Regimentern zu Fuß und 1. zu Pferd (so 3335. Mann effective betragen) concurriren wolten / gestalten solches die Beylage Lit. D. mehrern Innhalts besage. Nun haben zwar auch dieses Offertum die Löbl. Chur-Rheinisch-Chur-Bayerisch- und Fränckische Gesandschafften gleichmäßig auf ohngezweifelte Ratification deren sämtlichen H. Hn. Mit-Ständen acceptirt / die Löbl. Schwäbische Directorial Gesandschafft aber es nur ad referendum genommen / mit dem Vermelden / weil die von denen andern Creyß Directoriis eingelangte Antwort-Schreiben / auf die an sie beschehene Invitation, nur von der Quaestion An? Meldung gethan / des bey zu bestellen gemeinten Quanti und Modi aber gar nicht gedacht / sie die Schwäbische Directorial-Gesandschafft in specie instruirt worden wäre / anförderst auf was vor eine Weise die übrige obwolgemeldte Creyse und Stände in die Allianß mit einzutretten / und mit was vor einem Mannschaffts-Quanto zu concurriren / erbietig seyen / bey gegenwärtigem Convent anhören / und darüber denen löblichen Schwäbischen Creyß-Ständen zu dero Entschliessung gehörige Relation erstatten solte. Es hat jedoch mehr löblich gemelte Schwäbische Directorial-Gesandschafft sich anbey dahin erbothen / bey dem ohne das anhero nach Heilbron auf den 3. nechst künfftigen Monats ausgeschriebenen engeren Convent, den so wohl Chur-Rhein- als Bayer- und Ober-Rheinischer Seiten anerbotenen Modum accedendi gleich Anfangs gehörig zu referiren / und in Proposition zu stellen / auch darauf erfolgenden endlichen Entschluß am ehestin denen andern löblichen Creyß-Directoriis kund zu machen / welches dann von denen Chur-Rheinisch-Chur-Bayerisch-Fränck- und Ober-Rheinischen Gesandschafften mit denen respective ad ratificandum & referendum genommenen Puncten zu thun reciproce anerbothen worden / allermassen man auch

4. In die Hoffnung / daß anbey iegendwo einiger fernerer Anstand werde genommen werden / sich eventualiter des sub Lit. E. beygefügten formularis, wie nemlich auf die einlangende alleseitige final-Resolutiones die Accession in die zwischen Francken und Schwaben errichtete Allianß von Seiten derer anderen Hrn. Hrn. Churfürsten / Fürsten und Ständen zu bewerckstelligen / und zu einem beständigen Recess zu bringen / verglichen / und dan

Schlüßlich hat zwar die Chur-Rheinische Gesandschafft / besage der Beylage sub Lit. F. umständlich bey gegenwärtigen Convent vorgestellet / aus was vor Ursachen und Motiven von des löbl. Chur-Rheinischen Creyses Hrn. Hrn Chur-Fürsten und Ständen verlanget werde / daß die Eyffelischen Hrn. Hrn. Grafen und des Reichs Stadt Cölln zu dem von Ihnen bey dem Chur-Rheinischen Creyß-Tag gesuchtem Beytritt in die vorhabende Allianß mit möchten admittirt werden / die löbliche Ober-Rheinische Gesandschafft auch auf gleichmäßige Admission der löbl. Oesterreichischen und Westphälischen Creysen ihrer habenden Instruction gemäß angetragen / auch wegen des löblichen Oesterreichischen Creyses von des sich hier eingefundenen hochansehnlichen Kayserl. Herrn Gesandten Grafen von Löwenstein Excell. Instanz gemacht worden: Weiln aber die übrige Gesandschafften defectum Instructionis vorgeschützt / als ist von denenselben leztberührtes ad referendum genommen worden. Urkundlich ist dieses fünffmahl gefertigt / und von allerseits gevollmächtigten Hrn. Hrn. Abgesandten unterschrieben und gesiegelt worden / So geschehen Heilbronn den 31. Augusti 1701.

1. Von wegen des Chur-Rheinischen Creyses /

Georg Friedrich Peringer. (L. S.)

2. Von wegen Ihrer Chur-Fürstlichen Durchl. in Bayern /

Caspar Marquard Zindt / Freyherr von Küntzingen. (L. S.)

3. Von wegen des Fränckischen Creyses /

Johann Georg Scharff / und Johann Christoph Staude. (L. S.)

4. Von wegen des Bayerischen Creyses /

Caspar Marquard Zindt / Freyherr von Küntzingen. (L. S.)

5. Von wegen des Schwäbischen Creyses / im Namen Ihrer Hoch-Fürstl. Gnaden zu Constanß und Ihrer Hoch-Fürstl. Durchl. zu Würtenberg /

Johann Edler von Backmeister. (L. S.)

6. Von wegen des Ober-Rheinischen Creyses /

Johann Friedrich Faber. (L. S.)

Philipp Heinrich von Jodoci. (L. S.)

XIII.

Tractatus Fœderis inter Sacram Cæsaream Majestatem LEOPOLDUM I, *Regiam Majestatem Britanniæ* WILHELMUM III, *nec non Præpotentes Ordines Generales Fœderatarum* BELGII PROVINCIARUM, *ad procurandum suæ Cæsar: Majestati ratione prætensionis suæ in Successionem Hispanicam satisfactionem æquam, & rationi convenientem, uti & ad adipiscendum pro Rege Magnæ Britanniæ & Dominis Ordinibus Generalibus securitatem particularem & sufficientem. Hagæ Comitum die 7. Septembris, anno 1701.* Cum ARTICULO SEPARATO. Nec non RATIFICATIONE *Imperatoris* LEOPOLDI. *Eberstorfii, 19. Septembris 1701.* [Tiré du Protocolle de l'Ambassade Imperiale en Hollande, & au Congrès d'Utrecht.] 7. Sept.

NOs Leopoldus Divinâ favente Clementiâ electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ Rex, Archi Dux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Marchio

ANNO 1701.

chio Moraviæ, Dux Lucemburgiæ, ac superioris & inferioris Silesiæ, Wirtembergæ, & Teckæ, Princeps Sueviæ, Comes, Habspurgi, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi & Goritiæ, Landgravius Alsatiæ, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, ac superioris & inferioris Lusatiæ, Dominus Marchiæ Sclavonicæ, Portus Naonis, & Salinarum.

Notum testatumque facimus omnibus, & singulis quorum interest, aut quomodolibet interesse potest, quod cum Nos inter, & Serenissimum ac Potentissimum Principem, Dominum Wilhelmum Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Regem, Consanguineum & Fratrem nostrum Charissimum; necnon Charissimos Amicos nostros, Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum per utrinque ad id Deputatos, & sufficienti Mandato instructos Legatos & Ministros Plenipotentiarios die septima currentis mensis & anni Hagæ Comitum Tractatus Fœderis sequentem in modum initus & conclusus sit.

Quandoquidem mortuo sine Liberis non ita pridem gloriosissimæ memoriæ Carolo II. Hispaniarum Rege, Sacra Sua Cæsarea Majestas Successionem in Regna, & Provincias Regis defuncti Domui Suæ Augustæ legitimè deberi asseruerit, Rex autem Christianissimus pro Nepote suo Duce Andegavensi eandem Successionem ambiens, & Jus illi ex Testamento quodam Regis defuncti natum esse præferens, pro modo dicto Duce Andegavensi possessionem universæ Hæreditatis sive Monarchiæ Hispanicæ arripuerit, Provincias Hispano-Belgicas, Ducatumque Mediolanensem armis occupaverit, Classem in Portu Gaditano paratam teneat, Naves plures bellicas ad Indias Hispano parentes miserit, atque hoc modo aliisque plurimis Regna Galliarum & Hispaniarum tam arctè inter se uniantur & coalescant, ut posthac non aliter quam pro uno eodemque Regno consideranda esse videantur, adeo ut nisi prospectum fuerit, satis appareat, Cæsareæ suæ Majestati abjiciendam esse omnem spem, umquam sibi de prætensione sua satisfactum iri, sacrum Romanum Imperium Jura sua in Feuda, quæ sunt in Italia & in Belgio Hispanico perditurum, Britannis & Belgis fœderatis liberum Navigationis & Commerciorum usum in Mare Mediterraneum, in Indias & alibi funditus periturum, unitumque Belgium destitutum iri securitate, quam ex interpositis inter se & Gallos Provinciis Hispano-Belgicis, vulgo *Barriere*, tenebat, denique Gallos & Hispanos ita conjunctos adeo omnibus formidandos brevi evasuros, ut totius Europæ Imperium facile sibi vindicaturi sint. Quum autem ob hunc procedendi modum Regis Christianissimi, Cæsareæ suæ Majestati necessitas imposita fuerit, Exercitum in Italiam mittendi ad conservanda tam jura sua privata, quam Feuda Imperii, Rex Magnæ Britanniæ necessarium existimaverit, Copias suas auxiliares mittere Belgio Fœderato, cujus res eo loco sunt, ac si reipsa jam aggressum foret, & Domini Ordines Generales Uniti Belgii, quorum fines undique ferè patent, effracto & remoto obice, vulgo *Barriere*, qui Gallorum vicinitatem arcebat, coacti sint, ea cuncta pro securitate & salute Reipublicæ facere, quæ Bello impetiti facere debuissent, vel potuissent, quumque tam anceps rerum constitutio ipso Bello periculosior sit, & hoc rerum statu Gallia & Hispania abutantur, ut se magis & magis inter se devinciant, ad opprimendam Europæ libertatem, & tollendum Commerciorum usum, his rationibus adducti, Sacra sua Cæsarea Majestas, Sacra sua Regia Majestas Magnæ Britanniæ, & Celsi ac Præpotentes Domini Ordines Generales Uniti Belgii tantis malis hinc surrecturis obviam tendentes, & pro viribus remedia afferre cupientes, arctam inter se conjunctionem, & Confœderationem pro depellenda communis periculi magnitudine necessariam esse existimaverunt, & hunc in finem Mandatis suis instruxerunt, scilicet Sacra sua Cæsarea Majestas Nobilissimos, Illustrissimos & Excellentissimos Dominos, Dominum Petrum Sacri Romani Imperii Comitem a Goessen, Dominum de Carlsberg, Sacræ Cæsareæ Majestatis Camerarium, Consiliarium Imperialem Aulicum & ad Celsos & Præpotentes Dominos Ordines Generales Uniti Belgii Ablegatum Extraordinarium, & Dominum Joannem Wenceslaum, Sacri Romani Imperii Comitem Wratislan à Mitrowitz, Dominum de Giner, & Malentriz, Sacræ Romanæ & Hungariæ Regiæ Majestatis Camerarium, intimæ Cancellariæ Aulico-Bohemicæ Consiliarium & Assessorem, nec non Sacræ Cæsareæ Majestatis ad Serenissimum Magnæ Britanniæ Regem Ablegatum Extraordinarium, Legatos suos Extraordinarios & Plenipotentiarios: Sacra sua Regia Majestas Magnæ Britanniæ, Nobilissimum, Illustrissimum atque Excellentissimum Dominum, Dominum Joannem Comitem de Marlebourough Baronem Churchil de Sandrige, Sacræ Regiæ Majestati à Consiliis intimis, Copiarum Pedestrium Ducem, vulgo Generalem, & summum Exercitus memoratæ suæ Sacræ Regiæ Majestatis in Belgio Præfectum, Legatum ejus Extraordinarium, Commissarium, Procuratorem & Plenipotentiarium. Et Domini Ordines Generales, Dominos Didericum Eck de Pantaleon, Dominum de Gent & Erlekum: Fredericum Baronem de Rheede, Dominum de Lier, agri Sti Antonii, & de Terlee, Commendatorem Burææ, unum Nobilium & in Ordine Equestri Hollandiæ & Westfrisiæ conscriptum: Antonium Heinsium Dominorum Ordinum Hollandiæ & Westfrisiæ Consiliarium & Syndicum eorundem, Magni Sigilli Custodem ac Feudorum Præsidem, Wilhelmum de Nassau Dominum de Odyk Cortgiene &c. Primum Nobilem & repræsentantem Ordinem Nobilium in Dominorum Ordinum Zeelandiæ & eorundem Deputatorum Congressu: Everhardum de Weede Dominum de Weede, Dikveld, Rateles &c. Fundi Civitatis Oudewaater Dominum, Capituli Stæ. Mariæ, quod Trajecti ad Rhenum est, Decanum, Consiliarium Primarium & Præsidem Consessus Provinciæ Ultrajectinæ, Aggerum fluminis Lecciæ Præfectum & Prætorem: Wilhelmum van Haren, Agri Biltani in Frisia Grietmannum, Universitatis Franequeranæ Curatorem, a parte Nobilium in Consessu Dominorum Ordinum Frisiæ Deputatum: Borchardum Justum a Welvelde in Bukhorst & Molokate Toparchum in Zalick, & Vekaten Yssselmuytani agri Satrapam: & Wicherum Wichers Civitatis Groningensis Senatorem, respectivè Dominorum Ordinum Geldriæ, Hollandiæ & Westfrisiæ, Zeelandiæ, Ultrajecti ad Rhenum, Frisiæ, Transysulaniæ & Groningæ & Omlandiorum ad Conventum Dominorum Ordinum Generalium Uniti Belgii Deputatos, qui vi Mandatorum suorum in sequentes Fœderis leges convenerunt.

I. Sit maneatque inter Sacram Cæsaream Majestatem, Sacram Regiam Majestatem Magnæ Britanniæ, & Dominos Ordines Generales Uniti Belgii constans, perpetua & inviolabilis amicitia & correspondentia, teneaturque alter alterius commoda promovere, damna vero & incommoda pro posse avertere.

II. Sacra sua Cæsarea Majestas, Sacra Regia Majestas Magnæ Britanniæ & Domini Ordines Generales, cum nulla res ipsis magis cordi sit, quam pax & tranquillitas generalis totius Europæ, judicaverunt ad eam stabiliendam nihil efficacius futurum, quam procurando Cæsareæ suæ Majestati ratione prætensionis suæ in Successionem Hispanicam satisfactionem æquam & rationi convenientem, & ut Rex Magnæ Britanniæ & Domini Ordines Generales securitatem particularem & sufficientem pro Regnis, Provinciis Ditionibusque suis, & pro Navigatione, & Commerciis Subditorum suorum adipiscantur.

III. Propterea Foederati ante omnia operam dabunt quantam possunt maximam ad obtinendam via amicabili, & per Transactionem solidam & firmam Cæsareæ suæ Majestati satisfactionem æquam & rationi convenientem in causa memoratæ Successionis, ac securitatem modo indigitatam Regiæ suæ Majestati Magnæ Britanniæ, & Dominis Ordinibus Generalibus Uniti Belgii, impendentque Fœderati in hunc finem omni studio & absque ulla intermissione, spacium duorum mensium à die quo Ratificationum Tabulæ commutabuntur, numerandum.

IV. Quod si præter spem & vota, intra tempus præfinitum res eo, quo dictum est modo transigi nequeat, Fœderati sibi invicem spondent & promittunt, se alter alterum omnibus viribus adjuturos, idque juxta specificationem peculiari in Conventione determinandam, ut ita aquirant satisfactionem & securitatem antè memoratas.

V. Fœderati ad procurandam satisfactionem & securitatem antedictas, omnes nervos intendent, ut inter alia recuperent Provincias Hispano-Belgicas, ut sint obex & repagulum, vulgo *Barriere*, Galliam a Belgio Fœderato removens & separans pro securitate Dominorum Ordinum Generalium, quemadmodum ab omni tempore inservierunt, donec Rex Christianis-

ANNO 1701.

nissimas nuper eas Milite suo occuparit, ut & Ducatum Mediolanensem cum dependentiis ejus, tanquam Feudum Imperii, atque securitati Provinciarum Hæreditariarum Cæsareæ Majestati inserviens. Præterea Regna Neapolis & Siciliæ, & Terras atque Insulas circa ora Hetruriæ in Mari Mediterraneo; quæ sunt Ditionis Hispanicæ & ejusdem usui esse possunt, ut & prodesse Navigationi & Commerciis Subditorum Regis Magnæ Britanniæ & Belgii Uniti.

VI. Licitum sit Regiæ suæ Majestati Magnæ Britanniæ, & Dominis Ordinibus Generalibus communi Consilio pro utilitate & commodo Navigationis & Commercii Subditorum suorum, quas poterunt in Indiis Hispanicæ Ditionis Terras & Urbes armis occupare, quidquid autem occupaverint, ipsorum manebit.

VII. Necessitate exigente, ut Fœderati ad obtinendam antedictam suæ Cæsareæ Majestatis satisfactionem & Regis Magnæ Britanniæ, ac D. Dominorum Ordinum Generalium securitatem bellum subire adigantur, fideliter inter se Consilia communicabunt de operationibus bellicis, & de omnibus rebus ad causam hanc communem spectantibus.

VIII. Neutri Partium fas sit Bello semel suscepto de Pace cum hoste tractare nisi conjunctum & communicatis Consiliis cum altera Parte, nec Pax ineatur, nisi adepta prius pro Cæsarea sua Majestate satisfactione æqua, & rationi conveniente, & pro Regia sua Majestate Magnæ Britanniæ & Dominis Ordinibus Generalibus securitate peculiari Regnorum, Provinciarum, Ditionum, Navigationis, & Commerciorum suorum, & nisi justis cautelis antea provisum sit, ne Regna Galliæ & Hispaniæ unquam sub idem Imperium veniant & uniantur, nec unquam unus & idem utriusque Regni Rex fiat, & speciatim ne Galli unquam in possessionem Indiarum Juris Hispanici veniant, neque ipsis ibidem Navigatio Mercaturæ exercendæ causa, sub quocunque prætextu directè vel indirectè permittatur & denique nisi pacta pro Subditis Regis Magnæ Britanniæ & Fœderati Belgii facultate plena utendi & fruendi omnibus iisdem Privilegiis, Juribusque, Immunitatibus & Libertatibus Commerciorum Terra Marique in Hispania, Mari Mediterraneo, & in omnibus Terris & locis, quæ Rex Hispaniarum postremò defunctus tempore mortis, tam in Europa quam alibi possedit, quibus tunc utebantur & fruebantur, vel quibus amborum vel singulorum Subditi jure ante obitum dicti Regis Hispaniarum quæsito, per Tractatus, per Pacta conventa, per Consuetudinem, vel per alium quemcunque modum uti & frui poterant.

IX. Tempore quo dicta Transactio vel Pax fiet, Fœderati inter se convenient, de omnibus iis, quæ ad stabiliendam Navigationem & Commercia Subditorum Regis Magnæ Britanniæ & Dominorum Ordinum Generalium in Terris & Ditionibus aquirendis, & a postremo defuncto Hispaniarum Rege possessis necessaria erunt, quemadmodum etiam de modo quo Domini Ordines Generales per obicem antedictum, vulgo *Barriere*, securi reddentur.

X. Et quoniam Controversiæ quædam Religionis ergo exoriri possent, in Locis à Fœderatis, uti sperant, armis occupandis de exercitio ejus inter se, etiam eodem quo supradictum est, tempore convenient.

XI. Fœderati se invicem omnibus viribus juvare & opem ferre contra Aggressorem teneantur, si Rex Christianissimus vel quisquam alius aliquem Fœderatorum ex causa hujus Fœderis aggredi sustineat.

XII. Quod si vel nunc super sæpe indigitata satisfactione, & securitate transigi queat, vel post susceptum necessario Bellum Pax iterum coalescat, post talem vel Transactionem vel Pacem conclusam, sit & maneat semper inter Partes contrahentes Fœdus defensivum pro Guarantia ejusdem, vel Transactionis vel Pacis.

XIII. Ad hujus Fœderis societatem admittentur cuncti Reges, Principes & Status qui volent quibusque Pax Generalis cordi est: quoniam autem Sacri Romani Imperii peculiariter interest Pacem publicam servari, & hic inter alia agatur de recuperandis Imperii Feudis, ad hujus Fœderis societatem etiam Imperium speciatim invitabitur: Præterea Fœderatis conjunctim vel singulis seorsim licitum sit accessionem ad hoc Foedus requirere, eorum quos requirere ipsis visum fuerit.

XIV. Ratihabebitur hoc Fœdus ab omnibus Foederatis intra spatium sex septimanarum vel citius si fieri poterit, in quorum fidem nos supramemorati Plenipotentiarii præsens Fœdus Subscriptionibus & Sigillis nostris munivimus. Hagæ Comitum die septimo Septembris anni millesimi septingentesimi primi.

(L.S.) Petrus *Comes* a Goessen.

(L.S.) Joannes Wenceslaus *Comes* Wratislau a Mitrowitz.

Nos prædictum Fœdus sic initum & conclusum per omnia & singula, approbaverimus, confirmaverimus, & ratum habuerimus, quemadmodum id hisce approbamus confirmamus; & ratumhabemus, promittentes verbo nostro Imperiali & Regio, Nos omnia & singula in præfato Fœdere contenta firmiter & constanter observaturos, impleturos, observari & impleri curaturos, neque quantum in nobis erit passuros, ut a quopiam sub quocunque demum prætextu, directè vel indirectè violentur & infringantur. In cujus rei fidem hasce manu nostra subscriptas, sigilli Nostri Cæsarei appensione muniri jussimus. Dabantur in Arce Nostra Ebersdorffii, die decimâ nona mensis Septembris, Anno millesimo septingentesimo primo, Regnorum nostrorum Romani 44. Hungarici 41. Bohemici vero 46.

LEOPOLDUS.

Vt D. A. C. a Kaunitz.

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ Majestatis proprium.

C. F. Consbruch.

Articulus Separatus *de reparatione Regi magnæ Britanniæ, circà agnitionem prætensi Walliæ Principis in Regem Angliæ per Regem Galliæ attentatam, procuranda.* Cum Ratificatione *Cæsarea. Viennæ 22. Martii 1702.* [Manuscrit tiré du Protocolle de l'Ambassade Imperiale en Hollande & au Congrès d'Utrecht.]

Nos Leopoldus Divina favente Clementia electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Marchio Moraviæ, Dux Lucemburgiæ, ac superioris & inferioris Silesiæ, Wirtembergæ, & Teckæ, Princeps Sueviæ, Comes Habspurgi, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi & Goritiæ, Landgravius Alsatiæ, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ ac superioris & inferioris Lusatiæ, Dominus Marchiæ Sclavonicæ, Portus Naonis & Salinarum.

Notum testatumque facimus omnibus & singulis, quorum interest, quòd, cùm die 7. Septembris Anni proximè elapsi inter nos & Serenissimum ac Potentissimum Principem Dominum Wilhelmum Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Regem, Consanguineum & Fratrem nostrum Charissimum, nec non Charissimos Amicos nostros Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum, per utrimque ad id deputatos & sufficienti Mandato instructos Ministros Fœdus initum & conclusum sit, omnibus verò Partibus nuperrimè placuerit de sequenti adhuc Articulo convenire.

Quandoquidem post Fœdus inter Sacram suam Cæsaream Majestatem, Sacram suam Regiam Majestatem Magnæ Britanniæ, & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Uniti Belgii Hagæ Comitum die 7. mensis Septembris 1701. Anni confectum signatumque, Rex Galliæ sibi tantum arrogaverit, ut prætensum Walliæ Principem agnosceret, declararetque Regem Angliæ, Scotiæ & Hiberniæ, atque eo facto Sacræ suæ Regiæ Majestati Magnæ Britanniæ & universæ Nationi Britannicæ gravem admodum & indignam injuriam intulerit: Conventum conclusumque est inter prædictos Dominos Confœderatos, Sacram sua Cæsaream Majestatem, Sacram suam Regiam Majestatem Magnæ Britanniæ, & Cel-

ANNO 1701. sos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Uniti Belgii per præsentem hunc Articulum (qui parem & eandem prorsus vim, virtutem & vigorem obtinebit, ac si supradicto Fœderi ab initio insertus esset) quod nulla cum Gallis Pax omnino inibitur, priusquam ante memoratæ Sacræ suæ Regiæ Majestati Magnæ Britanniæ pro eadem atroci injuria reparatio facta sit.

Nos eundem Articulum separatum, per omnia & singula approbaverimus, confirmaverimus, & ratum habuerimus, quemadmodum eum hisce approbamus, confirmamus & ratum habemus, promittentes verbo Nostro Imperiali & Regio, nos omnia, quæ in eo continentur, bona fide præstituros & adimpleturos, neque quantum in Nobis erit, passuros esse, ut à quopiam sub quocunque demum prætextu directè vel indirectè violetur & infringatur: In cujus rei fidem hasce manu Nostra subscriptas Sigilli Nostri Cæsarei appressione muniri jussimus; Quæ dabantur in Civitate Nostra Viennæ die 22. Martii Anno 1702. Regnorum Nostrorum, Romani quadragesimo quarto, Hungarici quadragesimo septimo · Bohemici verò quadragesimo sexto.

LEOPOLDUS.

(L. S.)

Vt. D. H. C. à KAUNITZ.

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ Majestatis proprium

C. F. CONSBRUCH.

XIV.

23 Oct. Fürst-Brüderliche Convention zwischen Herrn Rudolph Augusten, und Anthon Ulrichen Hertzogen zu Braunschweig und Lüneburg / wodurch Sie zu Conservation Ihrer Lande / auch alten Prærogativen und Rechten sich in einen Vermögl. Defensions-Stand setzen. Braunschweig den 23. Octobr. 1701. [*Theatrum Europæum* Tom. XVI. pag. 190. col. 2. d'où cette Pièce est tirée. On la trouve aussi dans LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. VI. Absatz. IV. pag 169.

C'est-à-dire,

Convention fraternelle, entre les Serenissimes Princes RODOLPHE AUGUSTE, *&* ANTHOINE ULRIC, *Ducs de Brunswick-Lunebourg pour la conservation efficace de leurs Domaines, Droits & anciennes Prerogatives. A Brunswick 23. Octobre 1701.*

DEmnach wie von Gottes Gnaden Rudolph Augustus und Anthon Ulrich / Hertzoge zu Braunschweig und Lüneburg / bey Unser führenden Brüderlichen Gesamt-Regierung uns jederzeit angelegen seyn lassen / durch einmüthigen Rath die Wohlfarth Unsers Etats zu befördern / wir auch vermittelst Göttlicher Assistenz bishero unsre Fürstenthum und Lande in gutem Friede und Ruhestand erhalten; die gegenwärtige Conjuncturen aber / und zumahln die Unserm Hause anscheinende Particulier Gefährlichkeiten / uns vor dasmahl um so mehr obligiren / ein treu-brüderliches einmüthiges Concert zu fassen / in Betracht da 1. durch den von Hannover gesuchten Electorat, und was demselben anhangig ist / Unser von so vielen Seculis her in einer egalen Dignitæt und genauer Vereinigung gestandenes Hertzogliches Gesamt-Hauß hauptsächlich getrennet / wir aber als der schwächere Theil von solcher Revolution und derseits etablirenden Præpotenz nichts anders / massen wir es allbereit bey der Sachsen-Lauenburgischen und andern Sachen würcklich empfinden / als ein verkleinerliches Tractament, thätliche Procedures und Bedrängnüssen / auch zuletzt wohl gar eine gäntzliche Oppression erwarten können; Nunmehr auch 2. der Spanische Successions-Streit und darüber herfürbrechender Krieg einen jeden Reichs-Patrioten und Uns insonderheit fürchten machet / daß selbiger Teutschland mit ergreiffen / und nach dem Exempel des vormahligen dreyssigjährigen Krieges unser Fürstenthum und Lande mit Durchzügen / Exactionen / Einquartierung / Brennen / Rauben und Plündern abermahl verheeret und zu Grunde gerichtet werden möchten; Uber dem 3. die einige Zeithero von so vielen Orten wider uns erschollene Bedrohungen und continuirende gefährliche Gerüchte / mithin die derhalben einlauffende vielfältige Warnungen uns in die gerechte Apprehension und Vermuthung setzen / daß von Unsern übelwollenden und ihren gegen Uns animirten Freunden ein oder ander gefährliches Dessein wider Uns machiniret werde / und wir dannenhero uns Ehren und Gewissens halber verbunden achten / Uns / Unsern Etat / Fürstenthum und Lande für feindlichen Tractament zu retten / und Uns bey allen Unsern von Gott verliehenen und uns angeerbten Rechten nach äusersten Kräfften zu mainteniren; So haben wir nach gehaltener gemeinsamer ernster Berathschlagung / bey Erwegung vorangeführter und mehrer gefährlicher Umstände / uns dahin treu-brüder- und einmüthiglich miteinander vernommen / concertiret und geschlossen / Unsere vorhingehabte ordinaire Defensions-Verfassung bey itzigen gegenwärtigen Zeiten auf eine stärckere und solche Proportion einzurichten / daß wir im Stande seyn mögen / nicht nur denen angedroheten Entreprisen und Gewaltthätigkeiten nachdrücklich widerstehen / Unsere Vestungen bewahren / und Land und Leute für Ruin schützen / sondern auch zu Erhaltung des Reichs Friedens und gemeinen Ruhe-Standes schuldigster massen concurriren zu können; zu welchem End wir dann bey Unser Milice die Compagnien / insonderheit bey der Infanterie, so weit verstärcken lassen wollen / daß mit ehesten Unsere Defensions-Verfassung effectivement in zwölfftausend Mann regulirte Trouppen bestehen möge / die wir auch nach äusserster Möglichkeit so lange beyzubehalten trachten wollen / bis wir aus der Gefahr gerettet / und Unser Etat, Rechte und Befugnüssen auf ein oder andere reputirliche Weise in Sicherheit gesetzt seyn werden / mithin auch bey dem Spanischen Successions-Streit die Bewahrung des gemeinsamen Reichs Friedens und Ruhestandes in Teutschland wird effectuiret und beschaffet seyn. Gleichwie wir aber Unser getreuen Landschafft vorhin gnädigst versichert haben / daß durch die Augmentation unser Trouppen Land und Leuten keine mehrere Onera, als vor dem zu der ordinairen Kriegs-Cassa bewilliget / aufgeleget / sondern die zugeworbene Milice, und was davon dependiret / ohne Last und Zuthun des Landes / aus denen von der Cron Franckreich bey dem mit derselben zu Maintenirung des Westphäl. und Ryßwickischen Friedens in Teutschland vor einiger Zeit getroffenen Tractat veraccordirten Subsidien unterhalten werden soll; Also wollen wir auch darüber ernstlich halten / und Unsere Unterthanen in so weit aller neuen Beschwerung gäntzlich entheben.

Und obwohl diese von Uns concertirte Verfassung die Disposition der Reichs-Constitutio-

(1) Cette Piece étant tirée du Theatrum Europæum on en a conservé la Date. Celle de Lunig est du 2. peut être par une faute d'impression. (DUM).

ANNO 1701. tionen und des Westphälischen Friedens-Instruments, zuforderst aber die schuldige Treue und Pflicht/ womit wir dem Reich und dessen allerhöchsten Ober-Haupt verwand/ zum Fundament hat/ dahero auch von keinem Wohlgesinneten desfalls eine widrige Explication zu vermuthen; So declariren wir dennoch zum Überfluß einmüthiglich/ und mit aufrichtigen Teutschen Hertzen/ weder des neundten Electorats halber/ noch ex quovis alio capite jemanden/ er sey wer er wolle/ offensive anzugreiffen/ sondern Uns mit Unser Armatur en terminis & statu defensionis und zwar solcher massen zu halten/ daß wir zuforderst für unsern Etat, für Unsere alte Prærogativen und Rechte/ für die Sicherheit Unser Vestungen und Lande ein wachendes Auge haben/ und uns dabey auf keinerley Weise verächtlich halten/ bedrengen/ beschyden/ weniger unterdrücken lassen/ danebeu auch stets bereit und gefast seyn wollen/ wann dem Reich und gemeinem Vaterlande eine besondere Gefahr zustossen und der Friede und Ruhestand troubliret werden solte/ so dann dagegen alle mögliche Hülffe zu dessen Rettung und Friedens-Erhaltung mit zu beschaffen/ und an keinem Stück/ so die Reichs-Gesetze auch die Rechte der Natur und Völcker von alten Teutschen Fürsten des Reichs requiriren/ es ermangeln zu lassen.

Zu Bekräfftigung dessen allen haben wir dieses Unser einmüthiges Concert mit eigenen Händen unterschrieben/ und mit Unserm geheimten Cantzeley-Secret bedrücken lassen. So geschehen in Unser Stadt und Vestung Braunschweig den 23. Oct. 1701.

Rudolph Auguste. Anthon Ulrich.

XV.

11 Nov. *Vergelyk* en Compromiss tusschen de Heeren ARNOLD MAURITS WILLEM ter eenre, en ERNST en STATIUS PHILIP ter andere zyde, Graven te Bentheim, &c. wardoor sy syne Majesteyt van Groot Brittagne tot Arbiter van hare Differentien en geschillen verkiesen; ende Grave ARNOLD MAURITS WILLEM verklaart, hoe dat hy de *Gravamina Ecclesiastica* en *Politica* sal reguleeren en wechnemen. Gedaen in s'Gravenhage den 31. Octobr. 1701. *Met* de Compromissoriale Uitspraek van syne Brittannische Majesteyt. Gedaen in s'Gravenhage den 11. Novembr. 1701. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. II. Abtheil. VI. In Supplement. des I. Absatzes von den Grafen von Bentheim pag. 513. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum* Tom. XVI. pag. 239. en Allemand.]

C'est-à-dire,

Compromis entre ARNAULD MAURICE GUILLAUME *Comte de Bentheim d'une part*, ERNEST & STATIUS PHILIPS *aussi Comtes de Bentheim d'autre part, par lequel ils remettent la Decision de tous leurs Differents à l'Arbitrage du Roi de la Grande Bretagne, le Comte* ARNAULD MAURICE GUILLAUME *declarant de plus, comment & de quelle maniere il reglera & satisfera aux Griefs Ecclesiastiques & Politiques. Fait à la Haye le 31. Octobre 1701. Avec la* SENTENCE *Arbitrale de sa Majesté Britannique rendue à la Haye le 11 Novembre 1701.*

WY ondergeschreve, *Arnold Maurits Willem ter eenre, en Ernst en Statius Philip ter andere zyde, Graven te Bentheim, Steenfort, Tecklenburg, &c.* onderricht zijnde, dat sijne Majesteyt van Groot Brittagne geerne sonde sien, dat de openstaende differenten en geschillen, dewelcke tusschen haer nu eenige jaren aen den anderen hebben gerrotteert, uit den wech wierden geleght, en geaccommodeert, ende dat hooghstgedachte sijne Majesteyt de adimpletie van het soo genaemde Byleveltsche Verdragh daer toe het gereedtste middel oordeelt te zijn, verklaren by desen, darowy voor ons, ende onse Erfgenamen en Successeurs, na een volkomen overleg, en uyt goede redenen ons daer toe moverende, hebben overgegeven en geaccordeert, gelijck wy overgeven en accorderen by desen, dat wy met den anderen over de adimpletie van het voorschreve Byleveltsche Contract in der minne, en *de plano* sullen trachten te verdragen, ende in cas wy in de selve onderhandelinge den anderen niet konden verstaen, soo submitteren wy ons volkomentlijk daer omtrent aen de decisie, ende het oordeel van hooghstgedachte sijne Koninghlijcke Majesteyt van Groot Brittagne: Belovende by desen, voor ons, en onse Erfgenamen en Successeurs, dat wy ons na des selfs uytsprake sullen gedragen, versoekende sijne Majesteyt met alle respect by ontstenteniffe van ons onderlinge verdrag, de voorschreve decisie en uytsprake te willen doen, en die in alle sijne deelen te willen executeren.

Noch is geaccordeert, dat de sustenue van Grave Ernst en Statius Philip aengaende de invaliditeyt des Byleveltschen Contracts in sijne waerde en onwaerde gelaten zijnde, hun sal vry staen de voornoemde sustenue in rechten te kunnen allegeren, daar en soo sy te rade souden mogen werden.

Wijders verklaert meer gemelden Grave Arnold Maurits Willem, soo voor hem als voor des selfs Erfgenamen en Successeurs, dat hy de *Gravamina Ecclesiastica* en *Politica*, soo tas als hooghst-gedachte sijne Majesteyt de decisie en uytsprake sal hebben gedaen, sal reguleren en wechnemen, gelijck hy die van nu voor als dan reguleert ende wech neemt by desen, ende op de volgende maniere, als hier onder van woorde tot woorde geinsereert staet, over de reserve en aentekeninge op den tweeden Articul van de *Gravamina Politica* breeder in margine geexprimeert.

1. De protesterende Ingezetenen der Graefschap Benthem sullen allesints in den staet en observantie harer Religie, in den jare 1624. tot de veranderinge van wijlen Heere Grave Ernst Willem in den jare 1668. gelaten, herstelt ende beschermt werden.

2. Dienvolgende sal de oude afgeschafte Over-Kerckenraedt, ofte het Opper-Consistorium, ingestelt tot waarneminge van het Geestelijck of Kerckelijck regiment door wijlen Heer Graef Arnold Joost, wederom aengestelt werden, en bestaen uit vijf persoonen, ten deele Geestlijcke, ten deele Wereltlijcke, welke tot dat ampt bequaem, en alle van de Gereformeerde Religie sullen zijn, met name....

3. Wanneer een van de selve door versterf of andersints komt af te gaen, sullen de resterende Leden een ander Gereformeert Persoon in sijne plaets verkiesen, en den selven aen de Heeren Graven als Landts-heeren præsenteren, om binnen een maent geconfirmeert te werden.

4. De voorschreve Over-Kerckenraedt sal van tijdt tot tijdt na ouder gewoonte, en vereysch van saken vergaderen en besoigneren, doende alles wat men volgens de Fundatie van den dertienden October 1613. plagt en behoort te doen, en van alle sijn doen goede notulen en protocol houden, door een Actuarius, die daer toe gequalificeert is, by het voorschreve Opper-Consistorium te verkiesen.

5. Voornamentlijck sal den Over-Kerckenraedt sorge dragen, dat de vacante Pastoryen, School-Koster-ende Organist-diensten spoedig, en wel, wederom voorsien werden; ten welcken eynde de persoon sal aengestelt werden by de Opper-Consistorialen, met de Leden des Onder-Kerckenraedts daer de plaetse vaceert, by meerderheyt van stemmen. Daer na sal de aengestelde persoon peremptorie van haer worden geexamineert, of van het eerwaerde Classis, op haer begeerte: bequaem bevonden zijnde, sal hy de hooge Overigheyt gepraesenteert, ende van de selve binnen een maent geconfirmeert werden, sonder daar voor yetwes te genieten, uytgenomen

de

ANNO 1701.

de *jura* en *leges* van de Canceleryc, welke niet een somme van twaelf ryckxdaelders voor een Pastor, en ses voor een Schoolmeester, Koster of Organist sullen excederen. Na de confirmatie sal hy van twee Gecommitteerden des Kerckenraedts geordineert en geinstalleert worden in tegenwoordigheyt van een Graeffelijcke gecommitteerde op kosten van de Gemeenten, sullende elck gecommitteerde, boven de wage-vrachten, noyt meer als twee rijcksdaelders daegs genieten, sonder echter een particulier Collator, die eenig recht heeft daar meede te praejudiceren.

6. Voorts sal meer gemelde Over-Kerckenraedt ten minsten eens des jaers de Classicale vergaderinge, de Onder-Kerckenraden, en de gesamentlijcke Gemeentens visiteren, om alle gebreken te verbeteren, sullende in de Kercken-boete mogen procederen, niet alleen tot suspensie, maer oock tot het deportement van Praedikanten, Schoolmeesters, Organisten, Kosters, Geestelijke Rentmeesters, Kerk en Arme-Provisoren, ende hare onder-Dienaars, die het meriteren, mits dat daer van notificatie aen sijn Excell. werde gedaen, sonder daer door de executie te suspenderen.

7. De voorschreve Over-Kerkenraedt sal op alle Geestelijke goederen nauwkeurigh acht geven, ten eynde daer van niets veralieneert, noch tot eenig ander gebruyck besteedt werde, als tot nutte van de Gereformeerde Godtsdienst; daarom sullen de Geestelijke Rentmeesters, en alle Arme en Kercken Provisoren, onder de opsicht van meer gemelde Kercken-raedt staen, sullende eens des jaers voor haer van ontfang en uytgave, in tegenwoordigheyt van een van sijn Excell. gecommitteerden, rekeninge doen, het ware dan dat in dese of geene Steden of Dorpen een andere gewoonte ware, daer het by het oude gebruyck sal blijven; om welke oorsake den Geestelijcken Rentmeester (dewelcke altijt van de gereformeerde Religie sal zijn) van het Opper-Consistorie ook aengestelt, ende t'elkens by de vacature van sijn ampt, van de hooge Overigheyt geconfirmeert sal werden, so als van Pastoren, Kosteren en Organisten art. 5. is gesegt.

8. Noch incumbeert den Over-Kerckenraedt alle Echt-saken, na Godts Woordt en de Wereldtlijcke Rechten, sonder appel of revisie by rechtelijcke decisie te ontscheyden, desgelijcks Armen- ende Kercken-saken, ook alle Processe, welke de Pastoren Schoolmeesters, Kosters ende Organisten om eenige redenen haer ampt concernerende worden aengedaen, zijnde voor geen ander Rechtbanck convenibel.

9. Wanneer de Kerckenraedt tegens eenige scandaleuse Leden der Gemeente verder procedeert, als tot de verbiedinge des heyligen Avondtmaels, ende deprecatie voor den Kerckenraedt ter plaetse daer de ergernisse begaen is, (het welke de Onder-Consistorien altijt geëxerceert hebben, en voortaen sullen exerceeren) en dat men genoodtsaeckt wordt het scandael openbaerlijck voor de Gemeente te laten repareren, of dat het alleruytterste middel van excommunicatie gebruyckt werdt, sulcks sal alles van den Over-Kerckenraedt geordonneert en gereguleert worden, met notificatie aan de hooge Overigheyt, sonder echter de executie daer door te suspenderen.

10. Om alle het voorgenoemde met effect uyt te voeren, mag de Over-Kerckenraedt oock de middelen van dwangh en executie gebruycken, gelijck als het selve allen en yegelijcken hoogh Graeffelijcke Amptenaren, Bedienden, hooge en lage in de Fundatie bevolen werdt. Maer om van die macht geen misbruyck te maken, ende om in het Kercken-wesen alles met bescheydentheyt te bestieren, en niet te domineren, sullen de Over-Kerckenraden in gewichtige saken het advis van het Classis hebben te vragen, oock het advis van een Gereformeerde Universiteyt inhalen.

11. Het Klooster tot Schuttorp, met de Kloosterkercke en de verdere annexe Gebouwen, sullen aen de Gereformeerde wederom werden ingeruymt tot den Gereformeerden Godtsdienst en andere gebruyken, ende in specie het tweede Pastoriehuys aldaer, voor den gedepossideerden Praedikant, als mede het tweede Pastorie-huys tot Benthem voor den tweeden Pastor, mitsgaders alle canones, pachten, intraden, welke de Praedikanten, Kercken, Armen, Schoolmeesters, Kosters en Organisten uyt de domeynen van sijne Excellentie ende anders competeren; item huysen, schoolen, welcke de Gereformeerde anno 1624. hebben beseten, en het gantsche Geestelijcke Register, soo als het anno 1624. ende onder de regeringe van de Heer Graef Arnold Joost is geweest, waar in sijn Excellentie ook aenneemt te betalen de posten, die sijn Heer Oom ofte des selfs voor-vaderen daer in schuldig zijn, mitsgaders alle het geene wat sy tot verbeteringe van Pastoryen, Kercken en Schoolen, gefundeert, gegeven en gelegateert hebben, mits dat de agterstallen niet meer geeyscht werden.

12. Daarenboven sal richtig betaelt werden aen het Gymnasium van Steenfort een capitael van vijf hondert rijcksdaelders, sonder de interessen, die tot hier toe zijn verlopen.

13. Noch neemt sijn Excellentie aen te betalen het gerechte derde part van twee duysent agt hondert negen rijcksdaelders, door de Heer Graef Arnold van de Kercke tot Steenfort opgenomen, belovende daer nevens sijn uytterste best te doen dat de twe andere derde-parten van de hoogh-Graeffelijcke huysen Teckelenburgh en Steenfort mede voldaan werden.

14. Wat na dese herstellinge van de geestelijcke goederen mogte overschieten sal van de voorschreve Over-Kerckenraedt tot verbeteringe van sommiger Praedikanten ende Schoolmeesteren geringe tractementen werden aengewent, als mede tot onderhoudinge van hare nagelatene Weduwen en wesen, tot het twintigste jaer hares ouderdoms; ofte oock tot stichtinge van nieuwe Kercken en Scholen, daer het de eere Godts en dienst van de Ingezetenen vereyscht, echter alles met kennisse van de hooge Landts Overigheyt. Specialijck sal te Wilsum wederom een Pastor, en te Velthuysen een tweede Pastor werden aengestelt, elck op een tractement van drie hondert guldens, met name de Candidatus *Schrader* tot Praedikant van Wilsum, en de Candidatus *Hulsken* als tweede Praedicant tot Velthuysen; en yeder Praedikants weduwe in de Graefschap Benthem en Steenfort sal na desen een pensioen van twintig rijcksdaelders jaerlijcks werden toegelegt uyt den overschot der geestelijcke goederen, het welcke in de eerste plaetsa sal werden voorgenomen ende afgedaen, eer dat de voornoemde overschot der geestelijcke goederen tot yetwes anders geemployeert werde.

15. Wat den Roomsch-Catholijken Godtsdienst betreft, sal de selve alleen werden geëxerceert op dese navolgende plaetsen, te weten op het Slot tot Benthem, en in de Kerke door de Roomsch Catholijcken aldaer gebouwt; en op het Huys te Altena tot Schuttorp; op het Huys te Brantlegt tot Brandtlegt; op de Borg tot Noorthorn; op het Ampt-huys tot Nienhuys; ende in het Dorp Emmelenkamp, tot die tijdt, dat over dit verschil anders sal zijn geconvenieert, of dat het selve in het Roomsche Rijck sal zijn gedecideert, sullende ook geen andere processie in de Graefschap, als die op St. Joannes des Tauffers dag te Benthem gecelebreert werden.

16. Indien yetwes in dit Contract niet mogte zijn uytgedruckt en gestipuleert, sal na het Instrument van de Westphaelsche Vreede in den jare 1648. gereguleert en onderhouden werden.

1. Ten reguarde van de Politicque Grieven neemt sijn Excellentie den Heere Grave Arnold Mauritz Willem aen alle Immuniteyten, Privilegien, Voorrechten, door sijne Heeren Voorsaten aen de Stenden, Steden, Dorpen en Vlecken, Boerschappen en particuliere Ingezetenen verleent, ofte van haer van oudts beseten, te confirmeren, en de selve niet te verminderen, nemaer na verdiensten te vermeerderen, specialijck de voorgaende Landdags-Recessen, en die daer op gegronde Concordaten, door wijlen Heere Grave Ernst Willem met de Stenden gemaeckt, heyliglijck te onderhouden.

2. In vrijwillige consenten, hoedanig de subsidien zijn, ende de selve na desen altoos daer voor sullen gereputeert werden, sal de overstemminge of *majora vota* by de Stenden geen plaets hebben, en de voornoemde subsidien uyt krachte van pluraliteyt van stemmen niet mogen geeyscht werden, sullende de Gecommitteerden van sijne Majesteyt van Groot Brittagne tot de Benthemsche Landt-dagen de voorschreve subsidien na tijds gelegentheyt sien laten gerecommandeert zijn.

3. Sijne Excellentie neemt aen alle deugdelijcke schulden (waar over met de Crediteuren noch niet ge-

ANNO 1701. geaccordeert en geconvenieert mogte hebben) van sijne Heeren Voorsaten, ende in specie van wijlen Heere Grave Ernst Willem gemaeckt, te betalen, voor soo verre na recht en justitie daar toe gehouden is, ten welcken eynde Arbiters sullen genomineert werden, twee door sijn Excellentie, met name

ende twee

aan de zyde der Crediteuren, met name

om in de tijt van een of twee jaren dese saeck te vuideren en uytvondig te maken, soo als na rechten behoort, na welckers uytsprake en vonnis sijn Excellentie sal gehouden zijn de schulden te betalen.

4. De Gereformeerde Onderdanen sullen van geene ampten ofte eeren werden uytgesloten, maer tot de Landts-deputatie, Drost-ampten, Hof-en Nedergerichten, item Rentmeesterien, Landts en particuliere Ontfangers plaetsen, en alle andere charges en bedieningen na verdiensten worden aogestelt, en den uythoemschen voorgetrocken, besonderlijk na het overlijden van een der Adelijcke Assessoren sal het Hof-gericht wederom op den ouden voet gestelt worden, en bestaen in drie personen, te weten, in een Hof-richter, een Adelyke, en een geleert Assessor, voorts soo wel na een Catholijcke Hof-richter, als na een Catholijcke Assessor altoos een Gereformeerde, en *vice versa* succederen. Tegenwoordigh sal het selve bekleedt en bedient werden van de Heer Cancelier Riccius als Hof-richter, Heere van Erzbag tot Langen, Heere van Heuvel tot Ravens-horst, en Doctor Wiedenbrugge als Assessoren, genietende de tractementen daer toe geradiceert. Ende by aldien een Gereformeerde Landtsheer aen de Regeringe nu ofte daer na mogte komen, sullen de Catholijcken den effect en alternative in desen Articul vermeldt insgelijcks hebben te genieten.

5. De Conventie tusschen wijlen den Heere Grave Ernst Willem ende den Heere Adolf Hendrick van Raesvelt in de jaren 1651. en 1680. ingegaen, van sijne Keyserlijcke Majesteyt allergenadigst geconfirmeert, sal in alle sijne Poincten en Clausulen werden geapprobeert, en tot nakominge van dien wederzydts Ingezetenen werden verplichtet.

6. Voorts werdt geaccordeert een eeuwige Amnestie en vergetenheyt van het gepasseerde van werkanten, uyt welcke niemandt, onder wat praetext en voorwendisel het oock soude mogen zijn, sal werden uytgesloten, en de speciale Amnestie sal aen die het begeren in het bysonder werden gegeven, sullende de proceduren tegens den Landt Ontfanger voor desen geinstitueert mede gecasseert blijven, en noyt uyt eenigen hoofde geresuscitéert werden.

7. Eyndelijck verseckert sijne Excellentie alle proceduren tegens de gesamentlijcke Stenden der Graefschap Benthem, by den Rijcks-Hof-raedt tot Weenen, als mede de Keyserlijcke Commissie van sijne Chur-Furstelijcke Doorluchtigheyt van de Paltz terstondt te doen staken.

8. Alle het geene de Heeren Stenden, ofte der selver Gedeputeerden, sedert de verdeelinge der over-en neder-Graefschap Benthem hebben moeten aen de Landts-Ontfanger ordonneren, tekenen ende resolveren, sal sonder eenige contradictie geapprobeert, voor goet gekeurt en in rekeninge gevalideert werden.

Eyndelijck versoecken de ondergeschreve Graven sijne Keyserlijcke Majesteyt, haren aldergenadigsten Heere, mitsgaders sijne Koninglijcke Majesteyt van Groot Brittagne, voorts haer Hoog Mog. de Heeren Staten Generael, en alle Cheur-Fursten, en Fursten des Roomschen Rijcks dit Compromis en Declaratoir daer op volgende te guaranderen.

Aldus gedaen, geaccordeert, belooft en gecompromitteert in 's Gravenhage op huyden den een en dertigsten October, ende by ons onderschreve getekent op den eersten November beyde deses jaars 1701. en met onse aengeboorne Cachetten bekrachtigt. Was getekent, *A. M. W. Graef zu Bentheim.* Hebbende in margine des selfs cachet gedrukt in roode lack.

Syne Majesteyt van Groot Brittannien, &c. aengenomen hebbende, conform 't voorenstaende Compromis, de uytsprake te doen, heeft de adimpletie van het so genaemde Byleveltsche Contract begroot, gelijk het selve begroot werdt by desen op een somme van 60000. Rijksd. by Grave Arnold Maurits Willem aen Grave Ernst en Statius Philip uyt te keeren, boven de Graefschap Steynfurt, Alpen en Havickerweert, nessens sekere rente van duysent Rijksd. jaerlijks, of 20000. Ryckdaelders capitael, op de steenkuylen gehypothequeert, en al 't geene gemelde Graven Ernst en Statius Philip uyt krachte van het meergemelde Byleveltsche Contract reeds actuelijk possideren, mitsgaders boven het geene geduyrende de Sequestratie by de Graven Ernst en Statius Philip uyt het Neder-Graefschap van Benthem is getrocken, van welcke voorsz capitalen van sestig duysent en twintigh duysent, ende sulcks te samen tachtig duysent Rijksdaelders Hollandts gelt, Graef Arnold Maurits Willem sal mogen voldaen met jaerlijcks t'elckens op den verschijndag precis aen de Graven Ernst en Statius Philip te betalen den interest tegens vijf per cento, geduyrende de eerste tien jaren, aenvang nemende met dato deses, ofte wel binnen den voorschreven tydt het selve capitael af te lossen, so hy sulks mogt komen goedt te vinden, na expiratie van welcke tien jaren Graef Arnold Maurits Willem geobligeert sal zijn, tot vermaninge van de Graven Ernst en Statius Philip het voorschreve geheele capitael van tachtigh duysent Rijcksdaelders Hollandts met de verloopene interessen van dien af te lossen en te voldoen; ende dat daer door alle differenten, wegens de adimpletie van het Byleveltsche Contract gemoveert, sullen af, doodt en te niet zijn; gelijck mede daer door geperimeert sal wesen de wederzydsche pretensie van de gemelde Heeren Graven, nopende de pachten ende renten van de Toornsche goederen tot dato deses verschenen, midtsgaders de rente van het bovengemelde capitael van twintigh duysent Rijcksdaelders, op de steenkuylen staende, mede tot dato deses verschenen; alles voorbehoudens aen de Graven Ernst en Statius Philip haer hier voor gereserveert Recht, om ten petitoire in rechten te mogen sustineren de nulliteyt van het voorschreve Byleveltsche Contract; ende by aldien deselve daer inne mochten komen te triumpheren, ende de voornoemde tachtig duysent Rijckdaelders Hollandts aen de voornoemde Graven Ernst en Statius Philip mogten voldaen en betaelt zijn, sullen sy konnen volstaen met het restitueren van de voornoemde tachtig duysent Rijcksdaelders Hollandts sonder interessen. Voorts neemt syne Majesteyt genoegen in het reguleren van de *Gravamina Ecclesiastica* en *Politica*, soo als hier vooren is gesegt, specialijck met de explicatie van den tweeden Articul onder de *Gravamina politica*, sonder daer mede de andere Landt-Standen in haer recht te praejudiceren. Ende soo ras Grave Arnold Maurits Willem wegens de bovenstaende somme van tachtig duysent Rijcksdaelders Hollandts, verseeckering ten genoegen van sijne Majesteyt sal hebben gedaen aen de Graven Ernst en Statius Philip, ordonneert Sijne Majesteyt hier mede die van sijnen Rade en Reeckeninge Grave Arnold Maurits Willem met Nyenhuys en sijn toebehoren te investieren, en so ras de *Gravamina Ecclesiastica* en *Politica* zijn geremedieert, de gesequestreerde Neder-Graefschap ten behoeve van Grave Arnold Maurits Willem wederom in te ruymen. Voorts sal den Rentmeesters Goddaeus gehouden zijn binnen den tijdt van veertien dagen, voor Commissarissen van onsen Raede te doen behoorlijcke reeckeninge, bewijs en reliqua wegens sijne Administratie van de revenues der Neder-Graefschap Benthem, zedert den tijd der Sequestratie, te weten, van den sesden October 1696. tot dato deses; en al het geene hy boven de penningen aen de respective Heeren Graven van Benthem inmiddels uytgetelt, bevonden sal werden in cassa te hebben, als mede de onbetaelde restanten sal hy aenstonts demanderen en over tellen aen den Heere van Ripperda tot Weldam, en den Rentemeester Pontanus, om daer mede, so verre het strecken kan, de deugdelijke en meest krijtende schulden te betalen, dewelcke daer toe geauthoriseert werden by desen; sullende ook Graef Arnold Maurits Willem gehouden blijven de Graven Ernst en Statius Philip af te houden en te indemneren van alle de deugdelijcke onbetaelde schulden harer Voorvaderen, ende in specie van Graef Ernst Willem op Benthem specialijk gevestigt; gelijck mede van het capitael daer de Graefschap Steenfort en de Gravinne van Oxenstern voor verpant is, blijvende buyten dese gespecificeerde posten de beyde Graefschappen Benthem en

Steyn-

ANNO 1701.

Steynfort, met haer dependentien, tot yeders profijte en laste.

Tot Leden van den Over Kereken-raedt zijn aengestelt de Heer *Ripperda*, Heere tot Weldam, &c. en den *Rentemeester Pontanus*, onse gecommitteerdens ten Landdage, en tot de Benthemsche affaires; *De Heere Willem van Etzbag tot Langen*; en nessens haer *D. Metlercamp Senior*, *Praedicant tot Nienenhuys*, en *D. Frantzen*, *Praedicant* tot *Schuttorp*; de Licentiact *Frederick Silvester Danckelman*, tot Geestelijcke Rentmeester, en Doctor *Wydenbrugge* tot Actuarius van den Over-Kereken-raedt. Tot Arbiters nomine Creditorum zijn verkoren *Doctor Hinsen*, *Borgemeester tot Wesel*, *Doctor Meyer*, *Borgemeester tot Osnabrugge*, *Doctor Jo. Fockinghen*, *Doctor Wolter ten Brink*, *beyde Advocaten tot Deventer* alternative, te weten telkens een Duytsch met een Hollandtsch Advocaet, om so veel te korter de saken te konnen termineren, uyterlijck binnen den tijt van een jaer. Dese sullen alle schulden examineren, en liquideren, voorts ter praesentie van onse Gecommitteerdens ten Landdage, alvoorens tot den dienst te treden, eenen werekelijken eed praesteren, om alle saecken na rechten, en sonder aensien van personen, binnen 's jaers, sonder eenigh verder appel te termineren; daer nevens gemelde Heere Graef Arnold Maurits Willem mede gehouden zijn binnen een maent te declareren, of den selven sal goedtvinden te kiesen vier Doctoren, die de vonrschreve saecken met die boven-genoemde vier alternative doen, of twee die gestadigh blijven sullen, welcke Gecommitteerden alvoorens eenige decisie of uytspraecke te doen, met alle vlijt eerst sallen trachten de Partyen tot een accoord te brengen, daer toe niet konnende geraecken, sullen deselve met de definitive voortvaren, en het Gewijsde sal by Graef Arnold Maurits Willem prompteliјck voldoen, en sal de conventie-plaets tot dit examen en liquidatie Schuttrup zijn.

Sijne Majesteyt reserveert aen hem d'interpretatie van dese uytspraecke in alle sijne Poincten en Clausulen, soo daer over eenige differenten mochten komen te ontstaen.

Ende op dat dese uytspraecke volkomen en stiptelijck nagekomen werde, soo belooft Sijne Majesteyt mits desen het selve te sullen guaranderen, en in cas van contraventie daer toe des noodt, aende gelaedeerde Party de stercke hand te bieden. Aldus gedaen, en by onse arbitrale uytspraecke gedecideert in 's Gravenhage den elfden November seventien hondert een, in het dertiende jaer onser regeringe.

Accordeert met het Register, ter Griffie van Sijne Koninghlijcke Majesteyt van Groot Brittagne glorieuser memorie berustende.

Onderstondt,
In kennisse van my.
Was geteeckent,

W. v. SCHUYLENBURGH.

XVI.

Decem. 1701. Janvier. 1702.

Traité pour un Corps de cinq mille Hommes que le Roi de PRUSSE *promet de fournir au Roi de la* GRANDE BRETAGNE, *& aux Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *pour les servir à leur solde, aux conditions y contenües. Fait à la Haye & à Londres aux mois de Decembre* 1701. *& de Janvier* 1702. *Avec un* ARTICLE SEPARE' *concernant le General Commandant, & les Officiers de ce Corps.* [Tiré des Archives de L. A. P. les Etats Generaux des Provinces-Unies.

SA Majesté le Roy de Prusse ayant offert à sa Majesté le Roy de la Grande Bretagne & à Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies de leur remettre un Corps de cinq mille hommes de bonnes & vieilles troupes, & cette offre ayant esté bien receue, on en est convenu de part & d'autre, aux conditions suivantes.

ANNO 1701.

I. Ce Corps consistera, suivant la Liste cy-jointe, en deux Regimens de Cavallerie, faisant ensemble avec l'Etat major, & primes planes, huit cents septante quatre hommes; & en cinq Regiments d'Infanterie, chacun de douze Compagnies, faisant ensemble avec les Etats majors & primes planes quatre mille deux cents cinquante cinq Hommes, & le total en Cavallerie & Infanterie cinq mille cent vingt neuf Hommes.

II. Ces Troupes seront bien habillées & bien armées, & la Cavallerie sera fournie de bons chevaux, & elles serout en tout traitées & payées sur le même pié que l'Etat traite les siennes propres.

III. Lesdites Troupes seront payées, moitié de la part de sa Majesté le Roy de la Grande Bretagne, & l'autre moitié de celle de Leurs Hautes Puissances, ce payement sera aussi promt, & sur le pied des Troupes de Sa Majesté le Roy de Prusse qui ont esté au service de Leurs Hautes Puissances, durant la derniere Guerre.

IV. On sera payer à ce Corps un mois de gage pour son transport dés qu'il se mettra effectivement en marche.

V. Sa Majesté le Roy de Prusse sera sortir des quartiers & mettre en marche le dit Corps de troupes quinze jours aprés la signature de ce Traité & plustost s'il est possible.

VI. La solde de ces Troupes ne commencera que du jour qu'elles seront entrées dans les limites des Etats de Leurs Hautes Puissances, c'est alors qu'on en sera la reveuë par les Commissaires de Sa Majesté Brittannique & ceux de Leurs Hautes Puissances & que les dites Troupes presteront serment au Roy de la Grande Bretagne & à l'Etat.

VII. A l'egard des recrues des dites Troupes, on en usera sur le pied que Leurs Hautes Puissances feront avec leurs propres Troupes; & d'ailleurs on laissera de part & d'autre, aux dites Troupes la liberté de faire leurs recrues où il leur sera le plus convenable, aussi bien dans les Etats de Sa Majesté le Roy de Prusse, que dans ceux de Leurs Hautes Puissances.

VIII. En tems de guerre on sera payer à ces mêmes Troupes, en argent, pour chariots & autres equipages, ce qu'on paye de la part de Leurs Hautes Puissances à leurs propres Troupes, & au reste on traitera les dites Troupes en tout également à ce qui se pratique envers celles de Leurs Hautes Puissances.

IX. Au cas qu'aprés un Accommodement ou Paix faite avec les Couronnes de France & d'Espagne, Sa Majesté le Roy de la Grande Bretagne & Leurs Hautes Puissances veuillent renvoier le dit Corps de Troupes. Sa Majesté le Roy de Prusse sera averti deux mois devant qu'il se mette en marche pour son retour.

X. Si Sa Majesté le Roy de Prusse venoit d'être attaqué dans ses propres Etats, eloignez du Rhin, & seroit obligée de redemander là-dessus ses dites Troupes, on les luy renvoiera incessamment & sans aucune contradiction.

XI Quand Sa Majesté le Roy de la Grande Bretagne & Leurs Hautes Puissances renvoieront le dit Corps de Troupes, en ce cas il luy sera payé un mois de gage pour le retour & transport; mais au cas que Sa Majesté le Roy de Prusse le rappelle, on ne luy paiera que le reste du mois de gage dans lequel le rapel se fait.

XII. Au cas de Renvoy, ou de rapel de ces Troupes, Sa Majesté le Roy de la Grande Bretagne & Leurs Hautes Puissances ne paieront ni ne remplaceront point les simples Soldats, qui y pourroient alors manquer, & ce sera aux Officiers dudit Corps d'en repondre à Sa Majesté le Roy de Prusse.

XIII. Audit cas de Renvoy ou de rapel des dites Troupes, ce qui se trouvera alors leur être dû, sera payé promtement, & autant qu'il est possible, avant qu'elles se metteut en marche pour leur retour.

XIV. La presente Convention sera ratifiée, & les Ratifications seront echangées de part & d'autre, dans l'espace de six Semaines à compter du jour de la signature.

En foy de quoy nous sousfignés Plenipotentiaires de Sa Majesté le Roy de la Grande Bretagne, de Sa Ma-

ANNO 1702. Majesté le Roy de Prusse & des Seigneurs Etats Généraux, en vertu de nos Pleins-Pouvoirs, avons conclu, signé & scellé du Cachet de nos Armes la presente Convention; à savoir moy le Comte de Marlborough de la part de Sa Majesté Britannique à Londres le.. Janvier $\frac{1701}{1702}$ $\frac{v.}{n.}$ $\frac{st.}{st.}$ Nous le Baron de Spanheim, & le Baron de Schmettau de la part de Sa Majesté le Roy de Prusse; le premier à Londres le $\frac{8}{19}$ Janvier $\frac{1701}{1702}$ $\frac{v.}{n.}$ $\frac{st.}{st.}$ & le second à la Haye le 30. Decemb. 1701. N. St. & Nous soussignés Deputez des Seigneurs Etats Généraux de leur part à la Haye le 30. Decemb. 1701. Nouveau Stile.

Signé,

(L. S.) MARLBOROUGH,

(L. S.) B. DE SPANHEIM,

(L. S.) B. DE SCHMETTAU,

(L. S.) J. VAN ESSEN,

(L. S.) F. B. VAN REEDE,

(L. S.) A. HEINSIUS,

(L. S.) W. DE NASSAU,

(L. S.) DU TOUR,

(L. S.) AB. LEMKER,

(L. S.) S. L. GOCKINGA.

Articles Separés.

I. DURANT que le Corps de Troupes de Sa Majesté le Roy de Prusse, dont on est convenu au jourd'huy, restera au service de Sa Majesté Britannique & de Leurs Hautes Puissances, Sa Majesté le Roy de Prusse aura à remplir les places vaquantes des Officiers suivant ce qui s'est pratiqué entre Sa Majesté & Leurs Hautes Puissances dans la Guerre precedente terminée par la Paix de Ryswik; Mais on fera à chaque remplacement de Charge vaquante, donner part à celuy que le Roy de la Grande Bretagne ordonnera, & au Conseil d'Etat par le Ministre du Roy de Prusse du nom de l'Officier qui succedera, afin de tenir les Listes en bon ordre; Sa Majesté le Roy de Prusse aura tout l'egard possible à la recommandation des Officiers que Sa Majesté le Roy de la Grande Bretagne & Leurs Hautes Puissances voudront faire.

II. Pour la conservation de ce Corps de Troupes, & pour y observer un bon ordre & discipline, il sera commandé par un General Major, qui sera entretenu sur le pié que Leurs Hautes Puissances entretiennent les leurs; Et au cas que le commandement fut donné par Sa Majesté le Roy de Prusse à Son Altesse Royale le Marcgrave Albert son Frere, ce sera alors avec la qualité de Lieutenant General, & pareillement sur le pié que Leurs Hautes Puissances entretiennent les leurs.

Ces Articles Separés seront de la même force, & auront la même vigueur, comme s'ils étoient inserés dans la Convention principale faite aujourd'huy. En foy de quoy nous les avons signez pareillement & scellés du Cachet de nos Armes. Fait à Londres le $\frac{8}{18}$. Janvier $\frac{1701}{1702}$ $\frac{v.}{n.}$ $\frac{st.}{st.}$ Et à la Haye le 30. Decemb. 1701. no: stile.

Signé,

(L. S.) MARLBOROUGH,
(L. S.) SPANHEIM,
(L. S.) SCHMETTAU,
(L. S.) J. VAN ESSEN,
(L. S.) F. B. VAN REEDE,
(L. S.) A. HEINSIUS,
(L. S.) W. DE NASSAU,
(L. S.) DU TOUR,
(L. S.) AB. LEMKER,
(L. S.) S. L. GOCKINGA.

XVII.

Reverso del Serenissimo Principe EUGENIO DI SAVOIA, *al Serenissimo Principe Duca di Modena, tocante alla Restituzione della Piazza di* BERSELLO *tosto che sarà fornita la Guerra, overo che li Francesi saranno fuori d'Italia. à Luzzara An.* 1702. [Tiré du Protocolle de l'Ambassade Imperiale en Hollande & au Congrès d'Utrecht.]

EUGENIO *Principe di Savoia e Piemonte, Consigliere di Stato, Collonello d'un Regimento di Dragoni, Marescalco di Campo, e General Comandante dell' Armata di S. M. Ces. in Italia, Cavagliere del Toson d'Oro &c.*

HAVENDO S. A. Serenissima il Sig. Duca di Modena, per contrasegno della sua innata divozione, e gran zelo, sempre dimostrato, nell maggior servigio di S. M. Ces. generosamente secondata la richiesta, da me fattale in nome della medesima, con far consignare in mio potere, vole à dire, all' armi augᵐᵉ. sott'il mio Comando, la Fortezza di Bersello, di sua ragione, & incorporata ne suoi Stati. Così in virtu della Plenipotenza clementemente conferitami in questa parte dalla Maestà Sua, prometto che tosto sarà fornita la presente Guerra, e che i Francesi saranno fuori d'Italia, verra fedelmente restituita la detta Piazza al Serenissimo Sig. Duca, con tutte le appertenenze, che vi si trovano in oggi dentro, cioè Artiglieria, Munizioni, si da Guerra, che da bocca, ed altri accessorii è attrezi, secondo la qualità e quantità, riconosciutosi in tempo della consegna, come appare dall' Inventario, fatto e sottoscritto da ambe le Parti, ed in evento, che per parte di S. M. Ces. venissero fatte, tanto dentro, che fuori, qualche bonificazione, ò aggiunta di nuove fortificazioni, tutto cederà à beneficio del Sig. Duca, che non sarà tenuto à compenso, ò reintegraziona di alcuna spesa, sotto qualsivoglia titolo ò pretesto. Tali è la mente di S. M. Ces. in nome della quale promette la piena essecuzione di tutto cio. In fede di che la presente sarà da me sottoscritta e corroborata col mio solito Sigillo. Dat. dal quartier generale in Luzzara li 8. . . . 1702.

Luogo del Sigillo,

EUGENIO DI SAVOIA.

XVIII.

Accommodement de la LITHUANIE. *Fait à Varsovie le 17. Janvier 1702.* [Feuille volante.] 17. Janv.

LES Differens qui ont été depuis quelques années dans le Grand Duché de Lithuanie, ayant causé beaucoup de troubles à la République de Pologne, les Grands qui d'une part ont été choisis par Sa Majesté, & de l'autre requis par les deux Parties contraires; pendant la presente Diéte de Warsovie, ayant pour President le Prince Michiel, Cardinal Radziowski, Primat de la Couronne de Pologne, les ont apaisés de la maniere suivante.

I. Ce qui a été jusqu'à present changé dans l'Etat & les autres Loix du Païs, sera remis sur le premier pied, selon l'ancien Usage.

II. Les Charges demeureront sans lesion, avec leurs precedentes prerogatives, selon l'ancien droit des dernieres modifications, à toutes les Personnes, tant du plus grand que du moindre rang. Pour les Doüanes de Prusse qui apartiennent depuis longtems à la Table de Sa Majesté, elles y demeureront; & l'Armée, en cas qu'on n'en ait pas besoin, sera licenciée, en consequence de la modification.

III. On restituera à ceux qui ont perdu leurs biens en cette Guerre Civile; tous leurs biens en leur entier; & l'on ordonne par ces presentes, sous l'autorité de la République, à tous les Tribunaux des Provinces ou des Châteaux, d'accorder leurs secours à chacune des Parties qui les en requerra.

IV. Tous & chacun, quels qu'ils puissent être, de grandes Familles, riches, ou possedants de grandes Charges, seront sujets aux mêmes Droits, Tribunaux,

ANNO 1702.

bunaux, & peines; & ne feront point en droit d'empêcher les Libertez & les Résolutions communes de la Noblesse, mais se serviront en tous les differens qui pourront survenir des voies de Droit, & non de la force; & les Justices superieures & inferieures sont exhortées par les presentes de rendre justice à tous & chacun, sans acception de Personne, contre ceux qui enfraignent les Loix, & contre les Rebelles; & de se conformer aux procedures prescrites selon l'ancien Droit de la Nation, afin d'obvier autant qu'il sera possible selon les Loix, à de semblables troubles.

V. Qu'ainsi ceux qui jusques à present ont vêcû en querelle & en Guerre, se d feront chrêtiennement & sincerement de toutes leurs animositez & rancunes, & les termineront par une Amnistie, à l'exception néanmoins du Procès pendant devant le Clergé, à l'occasion de la mort violente du Grand Ecuier de Lithuanie.

VI. Que si quelcun, suivant quelque ordre, cherchoit secretement ou ouvertement à se vanger lui-même, ou par un autre, il sera puni comme Perturbateur de la Paix publique, rebelle, & criminel, selon la rigueur des Loix.

VII. Les procedures de Droit, pretentions, obligations passives & actives sur les Srs. Sapicha & leurs biens, demeureront en leur valeur; & les Tribunaux de Lithuanie en jugeront au plûtôt, pour satisfaire les Interessez, nonobstant, & sans avoir égard aux Procès passez pendant les mouvemens de discorde, depuis le mois de Novembre jusques à ce jour.

VIII. On rendra la même justice à ceux qui n'ont pas pû paroître en justice, pendant cette Guerre intestine, & qui auront assez prouvé, & légalement, ce qui les en a empêchez; les Decrets qu'on aura obtenu contr'eux ne leur portant aucun préjudice; mais leurs pretentions leur étant reservées, pour être selon l'exigence du Droit & de la Justice, débatuës devant des Juges competans.

IX. Pour ce qui regarde la Tutelle de la Princesse de Neubourg, & de ses biens, pretenduë par Mr. le Grand Maréchal des Camps de Lithuanie, Waiwode de Wilna, & par ses Fils d'une part, & le Prince de Radziwil Grand Chancelier de Lithuanie d'autre part, les deux Parties s'en raportent au jugement comprovisionel, & veulent nommer comme Sous-Arbitres, avec Mr. le Cardinal, quatre Amis qui seront agréez des deux côtez; & ce que ces Arbitres en decideront comme Juge, & le recevront comme un jugement définitif.

Pour plus grande fermeté de ce Traité, Sa Majesté, tous les Senateurs, & toute la Noblesse des deux Provinces de la Couronne, comme aussi les Maréchaux des Camps de la Couronne, avec le consentement du Grand Duché de Lithuanie, se chargent de la Garantie, pour ce qui regarde la sûreté des Personnes.

Mais, afin qu'il y ait une plus ferme confiance entre les deux Nations, Nous mettons tous nos Droits & Alliances, dont nous sommes attachez, à l'intérêt & à la sureté publique de nôtre République pour gage de ce Traité, & le signons dans l'intention qu'il sera sans contradictions incorporé aux Constitutions du Royaume & de la Diéte. Et en cas que, ce que Dieu ne veuille pas permettre, elle vint à ne se pas finir, il sera mis entre les Actes de la Matricole de la Couronne & du Grand Duché de Lithuanie, ayant vigueur de perpetuité jusques à ce qu'une autre Diéte se termine heureusement.

MICHEL *Cardinal* RADZIOWSKI, *Primat*

CONSTANTIN ZIELOUSKI, *Archevêque de Lemberg.*

Fait à Warsovie le 17. Janvier 1702.

XIX.

17. Fev. *Sententia Super-Arbitralis à D. Papa* CLEMENTE XI. *In Causa Successionis & Hæreditatis tam Principis* CAROLI LUDOVICI, *quam Principis* CAROLI *Electorum Palatinorum controversa; Inter Electorem Palatinum* JOANNEM WILHELMUM, *& Ducissam Aurelianensem* ELISABETHAM CHARLOTTAM, *publicata die 17. Februarii 1702. Per Acta Pelusii Notarii A G.* [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheil IV Absatz. I. pag. 749 d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans FABRI *Europæische Staats Cantzley* Tom. VI. pag. 824. dans le *Theatrum Europæum* Tom. XVI. pag. 744. sub anno 1702. en Allemand & en Abregé, dans THUCELII *Acta Publica* Tom. III. pag 359. en Latin, & dans la *Continuation des Actes & Memoires* de la Paix de RYSWICK pag. 680. en François.]

ANNO 1702.

Christi nomine invocato.

IN causa inter Serenissimam D. Elisabetham Charlottam Comitissam Palatinam Rheni, Ducissam Aurelianensem, viduam, ex una & Sereniss. D. Johannem Wilhelmum Comitem Palatinum Rheni S. R. I. Principem & Electorem ex altera, Partibus de & super successione in Bonis & Hæreditate tam Principis Caroli Ludovici, quam Principis Caroli præfatæ Serenissimæ Aurelianensis Ducissæ Patris & Germani Fratris respectivè rebusque aliis in Actis Compromissi latius deductis. Viso Processu Compromissi Francofurtensis in executionem Pacis Ryswicensis ad Sanctissimum D. N. Papam Clementem XI. tanquam Super-Arbitrum delato, & in Actis Notarii Sacri Palatii Apostolici producto, attenta discordia Sententiarum seu Laudorum latorum & promulgatorum à Delegatis per Sacram Cæsaream Majestatem & Sacram Regiam Majestatem Christianissimam in executionem Articuli VIII. Pacis Ryswicensis.

Visa Deputatione Congregationis ab eodem Sanctissimo D. N. Papa in Nos infra scriptos Delegatos facta in Libello Sanctitati suæ porrecto nomine antedictæ Seren. D. Duc. Aureli. Viso Chirographo ab eodem Sanctissimo Domino Nostro signato cum præservationibus & declarationibus tam in eo, quam in supradicta Deputatione oppositis, illisque inhærentes; Ac visis Juribus utriusque Partis in Processu Compromissi contentis, eisque plene examinatis & discussis, earumque Procuratoribus & Advocatis pluries auditis, tam in scriptis quam oretenus etiam in Contradictorio informantibus in Congregationibus desuper in sacro Palatio Apostolico habitis & maturè consideratis omnibus de Jure considerandis, ac inhærendo Juramento ad Sancta Dei Evangelia jam per nos in Actis præstito, ad formam ejusdem Compromissi, Christi Nomine repetito & solum Deum præ oculis habentes, ac insimul congregati in Sac. Palatio Apostolico Vaticano, per hanc nostram ultimam definitivam & arbitralem Sententiam, quam in his Scriptis ferimus, dicimus, pronunciamus, decernimus, declaramus, sententiamus ac laudamus Serenissimum Dominum Johannem Wilhelmum, Comitem Palat. Rheni & S. R. I. Electorem absolvendum & liberandum fore & esse (salva tamen infra dicenda declaratione & obligatione) ab omnibus & quibuscunque actionibus, petitionibus & prætensionibus ex parte dictæ Serenissimæ Dn. Duc. Viduæ Aurelianensis in Processu Arbitrali intentatis, motis ac deductis occasione prædictarum Successionum & Hæreditatum Principum Caroli Ludovici Patris & Caroli Fratris, pro quibusvis rebus & Bonis mobilibus & Supellectilibus, etiam pretiosis, Gemmis, Margaritis, Argentis, Pecuniis, Creditis, Nominibus Debitorum, quomodolibet, ex Actis se moventibus fructibus & quarumvis Scripturarum & Inventariorum exhibitione & respectivè confectione, nec non pro quibusvis aliis Bonis Immobilibus, Urbanis & Rusticis, tam Allodialibus quam ex quocunque titulo & Causa Feudalibus & Emphiteuticis, Principatibus, Ducatibus, Comitatibus, Urbibus, Oppidis, Castris, Arcibus, Bonis contentis in Libello Aurelianensi, ac in toto Processu Francofurtensi, eorumque pertinentiis, accessionibus, melioramentis, Juribus & Actionibus universis, nihil penitus excepto, prout Nos eundem Seren. Elect. plenariè absolvimus & liberamus & pro absoluto & liberato haberi volumus, & mandamus omni &c.

Item pari nostra Sententia dicimus, decernimus, declaramus, pronunciamusque & laudamus Nomina Debitorum, Actiones & Credita, quæcunque ad Hære-

ANNO 1702.

Hæreditates præfatorum Principum Caroli Ludovici & Caroli spectantia, illiusque quomodolibet debita de Jure & in futurum debenda per quasvis Personas & Universitates, adjudicanda fore & esse dicto Ser. D. Elect. Joanni Wilhelmo, prout adjudicamus & pro adjudicatis haberi volumus & mandamus, nullumque Jus imposterum super illis, ac aliis Bonis & Juribus Hæreditariis supra expressis, præfatæ Ser. Ducis. Aurel. competere declaramus omni &c.

Item pari nostra Sententia dicimus, pronunciamus, decernimus, declaramus & laudamus prædictum Ser. Du. Electorem fuisse & esse obligatum solvere dictæ Ser. D. Ducissæ Aurelianensi summam scutorum tercentum mille monetæ Romanæ, sive illorum valorem pro omni & toto eo, quod ex quacunque causâ & titulo eadem Ser. Domina Ducissa prætendere potuit, & potest à Ser. D. Electore, occasione Successionis in Bonis & Hæreditate Principis Caroli Ludovici ejus Patris & Principis Caroli ejus Germani Fratris, & in dicta summa compensandas & excomputandas fore & esse omnes & quascunque solutiones factas prædictæ Ser. D. Ducissæ ac ejus Ministris, tam ante, quam post Tractatum Pacis Rysvic. ratione dd. successionum, prout compensari & excomputari volumus & mandamus, & propterea dictum Ser. Electorem teneri & obligatum esse ad solutionem residualis summæ scutorum tercentum mille, faciendam tamen intra quatuor annos ab hodie proximos, ratam scilicet partem in fine cujuslibet anni &c.

Ita pari nostra Sententia dicimus, decernimus, declaramus, pronunciamus & laudamus, præfatam Ser. D. Ducissam absolvendam & liberandam fore & esse a petita reconventione in Actis Arbitrii Francofurtensis facta pro parte Ser. D. Elect. prout eam absolvimus & liberamus, ac pro absoluta & liberata haberi volumus & mandamus. Et secundum prædicta arbitrales Sententias prolatas à Dominis Delegatis Cæsareæ Maj. & Regis Christianissimi in ea parte, in qua huic nostræ Sententiæ & Laudo sunt conformes, confirmamus. In parte vero contraria revocamus, perpetuumque silentium desuper utrique Parti imponimus & ita dicimus, decernimus, declaramus, pronunciamus, laudamus, ac definitivè sententiamus, non solum promisso, sed & omni alio meliori modo.

Ita pronunciavi & laudavi Ego Johannes Dominicus Thomatus, Episcopus Cyrenensis, Judex à S S. D. N. tanquam Super-arbiter delegatus.

Ita pronunciavi & laudavi Ego Cyriacus Cancetta, S. Rotæ Auditor à S S. D. N. tanquam Super-Arbiter delegatus.

Ita pronunciavi & laudavi Ego Ferdinandus Nuptius, Cam. Apost. Clericus à S S. Dn. N. tanquam Super-Arbiter delegatus.

Ita pronunciavi & laudavi Ego Gabriel Philipp Puccius, Signaturæ Justitiæ votans, à S S. D. N. tanquam Super-Arbiter delegatus.

Ita pronunciavi & laudavi Johannes Dominicus Paraccianus, S. S. D. N. Papæ Auditor & ab eodem tanquam Super-Arbiter delegatus.

Ita pronunciavi & laudavi Ego Silvius de Cavaleriis R. C. Apost. Comm. Generalis, à S. S. D. tanquam Super-Arbiter deleg.

XX.

20. Mars. Nördlingischer Associations-Recess derer löbl. Reichs-Crayse / nemblich Chur-Rhein / Oesterreich / Francken / Schwaben und Ober-Rhein; Worinnen Sie einander in allen Nothfällen getreulich beyzustehen / und communibus Consiliis atque Auxiliis gefahr und schaden abzuwenden versprechen / Sich auch zu dem Ende einer gewissen auf den beinen unterhaltenden Mannschafft vergleichen. Geschehen Nördlingen / von seithen Francken und Schwaben den 16. Von seiten Oesterreich den 17. und dan von seiten der Chur- und Ober-Rheinischen den 20. Martii 1720. [LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. II. pag. 378. d'où l'on a tiré cette Piece, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum* Tom. XVI. pag. 506. & dans TAUCELIUS *Acta Publica* Part. II. pag. 644.]

C'est-à-dire,

Recès d'Association conclu à Nordlingen entre cinq CERCLES *de l'Empire, savoir l'*ELECTORAL *du* RHYN, *ceux d'*AUTRICHE, *de* FRANCONIE, *de* SUABE, *& du* HAUT-RHYN; *par lequel ils se promettent une mutuelle & reciproque assistance en tous leurs besoins; & d'agir toujours de concert quand il sera necessaire de detourner quelque danger commun; à quel effet aussi ils conviennent de l'entretien ordinaire d'un certain nombre de Troupes: Fait de la part de Franconie & de Suabe le 16. Mars, de la part d'Autriche le 17. de la part des Cercles du Haut & Bas Rhyn le 20. Mars 1702.*

Zu wissen / demnach die beede löbl. Reichs Creyse Francken und Schwaben auf dem unhero nach des Heiligen Römischen Reichs-Stadt Nördlingen auf den 10ten dieses veranstalteten Convent / den vormahls zu Heydenheim errichteten Recess, nach denen sich zeithero geänderten Conjuncturen mehrers erläutert / und darzu mit dem löblichen Oesterreichischen Creyß / auf das derenthalben von Ihro Kayserlichen Majestät hiesigen Orten habenden Abgesandtens / Herrn Gravens von Löwenstein Excellenß beschehenes Anerbieten / die Association fest gestellt haben / wie ein solches die hierüber aufgerichtete und hiebey gefügte Recessen mit mehrerm besagen / und von Wort zu Wort lauten / wie folget:

Zu wissen: Nachdeme zwischen denen beeden löblichen Fränck- und Schwäbischen Creyß-Ausschreib-Aembtern in Betrachtung der vorjetzo vorwaltenden gefährlichen Conjuncturen eine Zusammenschickung deren darzu bevollmächtigten Gesandschafften / anfänglich nacher Heydenheim an der Prenß veranlasset / und sich am 23. Novemb. des 1700ten Jahres / auf gesammter Fürsten / und übriger beider sothaner löblichen Creysen / Herren Mit-Ständen bedungener Ratification / gewisser Puncten mit einander verglichen / nachgehends aber / auf darvon bey denen allgemeinen Creyß-Versammlungen zu Nürnberg und Ulm erstatteten ausführlichen Bericht / dieselbe in extensiorem formam gebracht / die darin auf die sich ereignete Necessität ausgestellte Augmentirung der stipulirten Mannschafft / durch einen Articulum separatum, so gleich um ein drittel zu erhöhen / mit allerseitig durchgehenden Belieben resolviret / und den 6. May voreigen 1701ten Jahres gegen einander ausgewechselt / wegen der sich zeithero in etwas geänderten Conjuncturen aber / eine dermahlige fernerweitige Zusammenkunfft / auf anhero des heiligen Reichs-Stadt Nördlingen veranlasset / and dabey ohne Alteration der Haupt-Sache / in wenigen Punten mehrers erläutert worden / wie nachgehender Recess zeiget.

Zu wissen: Nachdem die beede löbliche Creyse Francken und Schwaben nicht nur vor geraumer Zeit in guter Correspondenß miteinander gestanden / sondern auch solche durch gewisse in Anno 1691. & 92. errichtete Tractaten mehrers établiret / und sich in eine auf die Reichs-Satzungen und Executions-Ordnung gründendes special-Fœdus, mit der Condition eingelassen / daß solches so lange dauren solte / biß die dermalig-höchstgefährliche Conjuncturen sich milderten / and zu einem sichern und reputirlichen Frieden anliessen / da man so dann der utrinque bestandenen convenienß nach / sich miteinander weiter zu vernehmen hätte / and nun zwar durch Gottes Gnade noch mit Ausgang des 1697. Jahrs der Friede zu Ryßwick erfol-

ANNO 1702. erfolget / dadurch aber diese obere Reichs-Creyse und Lande / des in währendem Krieg erlittenen grossen Schadens und ruins halber / keineswegs ergötzet / sondern mehrers als vorhin exponirt gelassen / und zu äussersten Gräntzen des Reichs gemachet worden / die dermahlige Conjuncturen auch mißlich und weit aussehend / daß man mehr als jemahls Ursache gehabt / sich in beeden löblichen Fränck- und Schwäbischen Creysen / zu Beybehaltung des theuer erworbenen Ruhestands / wohl mit einander zu verstehen / und dißfalls getreulich zusammen zu halten; Als ist nach hinc inde hierüber gepflogenen münd- und schrifftlichen Communicationen eine Zusammenschickung beeder erstgedachten löblichen Creysen Hochfürstlichen Ausschreib-Aembtern / und deren darzu bevollmächtigten Gesandschafften / anfänglich nacher Heydenheim veranlasset / und sich daselbsten am 23. Novembr. 1700 auf gesambter Fürsten und Stände sothaner beeden löblichen Creysen bedungene Ratification, gewisser Puncten miteinander verglichen / und nebst dem: ratione der Verstärckung des zu Heydenheim verglichenen Quanti Associabilis, errichteten Articulo separato, den 6. May vorigen 1701ten Jahrs / von beeden löblichen Creysen ratificiret / und gegen einander ausgewechselt / bey denen dermahligen Conventen zu Nürnberg und Ulm aber / und darbey vorgekommenen extension solcher Association, auf noch mehr löbliche Reichs-Creyse / ein und anders mehrers darinnen zu erleutern / und ohne Alterirung der Substanz, bey einigen Puncten / nach denen sich zeithero geänderten Conjuncturen / etwas klärer einzurichten vor nöthig befunden / auch zu dem Ende eine fernerweite Zusammenschickung der beeden löblichen Creysen / auf anhero des Heyl. Römischen Reichs-Stadt Nördlingen veranlasset / und durch die darzu bevollmächtigte Creyß-ausschreibende Gesandte es denen beederseits hoc in passu conform befundenen Instructionen gemäß / in die Form gebracht worden / wie hernach folget:

1. Und zwar bleibt es in substantia bey oberwehntem zu Heydenheim projectirten / und vorigen Jahrs ratificirten Recess dergestalt ungeändert / daß jeder der löblichen Associirten Creysen / des andern Nutzen und Wohlfarth befördern / die gemeine Interesse mutuo secundiren / und an deme nichts unterlassen solle / was zu verbündlicher Cultivirung vertraulicher Zusammensetzung dienen kan / anförderst aber solle man in allen Nothfällen einander getreulich beystehen / und communibus Consiliis & Auxiliis Gefahr und Schaden äussersten Fleisses abzuwenden trachten / vornemlich auch alles dahin richten / und behöriger Orten alles dienliche vorkehren / daß

2. Allerförderst der Securität der beeden löblichen Creysen aufs zulänglichste prospicirt, und von Fürsten und Ständen die Gefahr / so die obschwebende mißlich- und weit aussehende Zeiten und Läufften nach sich ziehen möchten / abgewendet / hingegen sie bey ihrer Consistentz bestens conserviret werden mögen / wie sie dann

3. Zu dem Ende / und um sich hierinn / auch vor sich / und so viel in ihren Kräfften / destomehr zu manuteniren / die anfangs auf 1420n. zu stellen / hernachmahls noch um ein Drittel zu augmentiren resolvirte Mannschafft in solchem erhöheten Stand / noch fürters folgender massen zu erhalten entschlossen / daß

4. Der löbliche Fränckische Creyß drey Regimenter / als Erffa / Schneblin / und Printz Onoltzbach zu Fuß / jedes von 2260. Köpffen / dann Bäyreuth zu Pferd und Auffaß Dragoner / jedes von 600. Köpffen / also zusammen 8000. Mann / der löbliche Schwäbische Creyß aber 5. Regimenter zu Fuß / als Baaden-Baaden / Baaden-Durlach / Fürstenberg-Mößkirch / Fürstenberg-Stühlingen und Reinach zu Fuß / jedes von 1800. Dann Erb-Printz Würtemberg und Stauffenberg zu Pferd / auch Zollern Dragoner / jedes von 600. Köpffen / also zusammen 10800. Mann / an guten geworbenen Leuten effectivè auf den Beinen habe / und was noch ein und andern Orts davon abgehen möchte / förderist supplirt, und um mehrerer zuverlässiger Gewißheit willen / die reciprocirliche Musterung der beederseits überkommenen Contingenten / auf Verlangen nicht difficultiret werde.

ANNO 1702.

5. Die Eintheilung der Compagnien / wie auch die Verpflegung der Mannschafft und dißfalls errichtete Ordonnance bleibet eines jeden Creyses Convenienz anheim gestellet / doch daß / so viel möglich / hierinnen eine Gleichheit gehalten / und dadurch denen, sonst bey erheischenden gleichen Diensten / aus der Ungleichheit entstehenden Klagen und Confusionen / vorgebogen werden möge / so bleibt auch

6 Jedem löblichen Creyß über seine eigene Völcker die Justiz bevor.

7. Wegen des Rangs der subalternen Generalität lässet man es bey der Kriegs-üblichen Observanz bewenden / nach welcher in Commando und sonsten die Ancienneté zwischen beeder löblichen Creysen Officiers, so in gleicher Charge stehen / zu beobachten / und der Rang darnach zu reguliren / in allen wichtigen Vorfallenheiten / und bey haltendem Kriegs-Rath aber das Concerto gemeinschafftlich zu fassen / belangend

8. Das Commando, solches hat ein jeder löblicher Creyß / wann beyderley Trouppen nicht beysammen stehen / durchaus allein und zu freyer Disposition, wann aber eine Conjunction beederseitigen Mannschafft geschähe / ist deme sich gemäß zu bezeigen / was die Executions-Ordnung und der Reichs-Abschied de Anno 1555. §. 78. dißfalls mit sich führet / nach Maßgab deren auch

9. Bey sich äussernder Gefahr dem nothleidenden Creyße alle Assistence mit zusammen gesetzten Kräfften zu leisten / und alle beschwerliche Zumuthungen und Beeinträchtigungen conjunctis viribus abzuwenden / welches auch

10. Auf die Land-verderblichen Marches, Remarches, Still-Lager und Quartier zu verstehen / und hierinn dem den 18. Febr. vorigen Jahrs mit der Löbl. Kayserlichen Hoff-Cammer errichteten March-Reglement nachzugehen / und daßelbe so wohl bey beeder löblichen Creysen eigenen / als andern Trouppen zu beobachten / und gleichwie

11. Dieses gantze Associations-Werck auf den Fuß der Executions-Ordnung und üblichen Reichs-Constitutionen sich gründet; Also solle auch / Krafft deren die Hülffs-Leistung unentgeltlich / und auf des succurrirenden Creyses alleinige Kosten geschehen / und deswegen eines jeden Creyses Contingent an Manschafft und Pferden / aus dessen eigenen Mitteln / mit dem ordonnanzmäßigem Brod und Habern / desgleichen den behörigen Monat-Sold / wovon der Soldat die übrige Nothdurffe sich anzuschaffen hat / richtig versehen / und durch dessen eigenes Commissariat verpfleget / mithin den Soldaten alle Gelegenheit und Ursach benommen werden / aus Mangel der Provision und Solds / die Unterthanen und Land-Ingesessenen in diesem oder jenem Creyß zu belästigen / und / unter dem Vorwand der Fouragirung / allerhand Excesse zu verüben / dann das Land-verderbliche Fouragiren auf die Früchte im Feld / neben dem Cantoniren und Refraichiren in denen

Dörffern /

ANNO 1702.

Dörffern / Flecken und Städten / gäntzlich verboten seyn / das Fouragiren aber auf Graß / nicht anderst / als mit guter Ordnung / nach der commandierenden Generalität / und jedes Orts Herrschafft Anweisung / beschehen solle / und hat dannenhero ein jeder Creyß sich bey jedesmahl bevorstehender Conjunctinn in Zeiten mit nothdürfftigen Mehl / Habern- und Heu-Magazinen in einem besondern Ort zu versehen / auch zu ordentlicher Beybringung des Proviantes zu denen Regimentern bey seinen Trouppen ein zulängliches Proviant Fuhrwerck zu halten / um die Lands-Unterthanen mit Anschaffung ein- und andern Land-Fuhren nicht zu beschweren / welche auch auf ein- und andern Nothfall nicht anderst als gegen Præstirung billigmässiger Zahlung zu erfordern / auch nicht eigenmächtig von denen Officirern und Commissariaten zu expressen / sondern von eines jeden Orts Magistrat oder Beamten manierlich zu suchen / und nach deroselben machenden Repartitionen anzuschaffen sind / doch solle dem hülffleistenden Creyß von demjenigen / dem die Hülff zukommt / auf vorhergehende geziemende Requisitinn Platz zu vorgedachten Magazinen an einen sichern und verschlossenen Ort / ohnentgeltlich eingeräumet / und von dem Magistratu loci angewiesen / keine Prætension der freyen Quartier oder Services vor die Commissarien / Proviant- oder Magazin-Bediente / noch auch freye Stallung und Futter auf Pferd / und dergleichen gesucht werden; Inmassen solches alles / wann dergleichen geschähe / für Excess zu achten / und von dem / so etwas expressen oder geniessen solte / zu bezahlen / und hat man einander reciprocè versprochen / daß / um mit denen Magazinen desto besser auszukommen / die vivres und Fourage, so bey vornehmenden Kriegs-Operatinnen / vor die zu halten kommende Mannschafft / einzukauffen wären / gegen des löblichen associirten Creyses Angehörige nicht gesteigert / sondern denen Frembden wie denen Einheimischen / in gleichem billigen Preiß und Anschlag gegen richtige Bezahlung geliefert / deswegen dienliche Anstalten gemachet / und alle solche in die Magazinen / nomine publico, verordnete Nothdurfften / jedoch / daß darmit von denen Privatis kein eigennütziger Unterschleiff zu schulden kommt / von denen Land-Herrschafften / gegen Vorzeigung beglaubter Attestatinnen / Zoll- und Mautfrey passiret werden sollen. Gleichwie es nun

12. Mit dieser also abgeredeten Verfassung diese Meynung hat / daß solche bey entstehenden Motibus vor allen andern zur Defension der beyden Creysen / employret / und so lang sie deren hiezu von nöthen / nicht ausser denenselben gezogen werden sollen; Also will man sich hingegen weder einige freye Winter-Quartier vor frembde / und in solche Creysse nicht gehörige Trouppen / noch sonst einer anderwärtig weitern Last mit Geld-Præstationen / oder wie es immer Nahmen haben mag / aufladen lassen / sondern hat sich gegen einander dahin verbunden / daß / im Fall dergleichen Zumuthungen geschehen solten / man mit Rath und That einander reciprocè assistiren / und solches von dem nothleidenden Theil abzuwenden / sich auf das kräfftigste bearbeiten wolle / wäre es dann /

13. Daß bey schon öffters erwehnter würcklichen Conjunctinn der Trouppen noch ein- und anders mehrere Erläuterung erfordern solte / so solle dasselbige durch gütliche Zusammentretung geschehen / und auch sunst in allen vertraute Correspondentz zwischen beeden löbl Creysen gepflogen / desgleichen sich von keinem Theil ohne Vorwissen des andern in weitere Associations-Tractaten mit jemand eingelassen / noch einseitig hierunter etwas alteriret / oder davon absque præscitu & consensu beeder Theilen abgewichen werden.

ANNO 1702.

14. Und weiln das gantze Absehen dieser Association auf die allgemeine Wohlfarth und den Weg zu der gemeinsamen Besorgung / mittelst successiver Erreichung der vollständigen Reichs-Verfassung zu bahnen gerichtet; Als sollen alle und jede löbliche Reichs-Creyse / die in corpore mit beytretten / und obigen solchergestalt accediren wollen / admittiret / und auf den Conjunctions-Fall / sich auch so dann mit ihnen über alle Vorfallenheiten fernerweit vernommen / in dergleichen gemeinsamen Zusammenkünfften und Unterredungen aber / die per Constitutiones imperii, in Verfassungs-Sachen stabilirte majora, observirt werden Zu Uhrkund und steter Vesthaltung dessen allen ist gegenwärtiger Recess in duplo gefertiget / von beeden löblichen Creysen hierzu bevollmächtigten Creyß-ausschreibenden Gesandschafften unterschrieben und gesiegelt / und jedem Theil ein Exemplar zugestellet worden So geschehen Nördlingen / den 16. Martii 1702.

Johann Lorentz Scharf.
(L. S.)

Johann Adam Tanner von Reichersdorff.
(L. S.)

Friederich von Dürrheim.
(L. S.)

Johann Friedrich von Stafforst.
(L. S)

Johann / Edler von Backmeister.
(L. S.)

Und nun Ihro Keyserliche Majestät / als regierender Hertzog zu Oesterreich / durch dero an beede löbl. Associirte Creyse Francken und Schwaben / accreditirten Gesandtens / Herrn Grafen von Löwenstein Excellenz, solcher Association, mit dero Oesterreichischen Creyß / beyzutreten / darzu 16000. Mann zu stellen und dieselbige mit behöriger Generalität und Feld-Artillerie zu versehen / allergnädigst offeriren lassen / ein solches von mehrgedachten beeden löblichen Creysen / durch deren respectivè den 19. Octobr. 1701. und 15. Febr. 1702. ausgestellte Resolutiones, mit allerunterthänigstem Danck acceptirt / und sich mit Sr. Excellenz, de modo, quanto & quali, bey hiesigem Congress vernommen / und dahin conditionirt worden / daß Ihro Kayserliche Majestät / als regierender Ertz-Hertzog von Oesterreich / und in solcher Qualität / notorischer Vertreter des löblichen Oesterreichischen Reichs-Creyses / sothaner / zwischen denen auch löbl Fränck- und Schwäbischen Reichs-Creysen errichteten Verbindniß / mit allen Præstationen und Clausuln / wie selbige / dem obinserirten ausführlichen Recess, nach seinem buchstäblichen Innhalt / einverleibt seynd / ohne darwider etwas zu verhängen / zu thun oder thun zu lassen / von nun an beytreten / und 16000. Mann / jedoch so wohl dem löbl. Oesterreichischen / als andern Associations-verwandten Creysen / an dero gewöhnlichen Reichs-Contingentien / ohne Consequenz oder Nachtheil / darzustellen / dieselbige mit behöriger Generalität und Feld-Artillerie versehen / und weil ermeltes Quantum zu dieser Association beständig gewidmet seyn solle / die Regimenter / worinnen sie bestehen werden / innerhalb drey Wochen nahmhafft machen / dieselbe stets in completen und gutem Stande erhalten / und so

lang

ANNO 1702.

lang man deren zur Sicherheit der associirten Creyssen/ und darzu gehörigen Herrschafften/ Land- und Vestungen/ auch Fortsetz- und Ausführung/ der erheischenden Nothdurfft nach/ pro bono publico & imperii conjunctim vornehmenden/ unter sämtlicher Generalitet zuvor concertirten operationen/ von nöthen/ nicht anderst wohin ziehen/ durch sie die nothwendige Postirungen mit besorgen lassen/ jedoch darinnen die Mannschafft völlig und durchaus ohne Zuthuung des Postirungs-Orts erhalten/ und so wenig um dieser/ als mit all übriger/ noch weiter etwann ins Reich schickender Mannschafft an eigenen oder von andern übernehmenden Trouppen/ die Creyse und deren incorporirte Fürsten und Stände/ und dero Angehörige/ auf einigerley Weise/ es seye mit Quartieren/ Unterhalt/ Adjuto, oder wie es immer Nahmen haben mag/ beschweren; So dann vor allen auch die nachdrucksame Ordre stellen/ und darob vest halten wollen/ daß in denen Marchen/ dem/ in dem Associations-Recess angezogenen/ und dem beygelegten March-Reglement so wohl in denen Marchen/ der ins Reich und Italien gehenden Kayserlichen und Allirten Regimentern/ als bey Ablösung der Guarnisonen/ in denen vördern Oesterreichischen Vestungen/ und Beziehung der Quartiere/ in und an Schwaben gelegenen Landen/ auch Ausrückung aus denenselben ins Feld/ besser als bishero nachgelebet werde/ allermassen auch unter dem/ von dem löblichen Fränck- und Schwäbischen Creysen herzustellen paciscirten Mannschaffts-Quanto, die zur ordinari-Versorgung der Creyß-Vestungen erforderte Guarnisonen nicht verstanden/ also mag auch unter dem dermahligen beyzustellenden Oesterreichischen Creyß-Quanto der 16000. Mann/ die zu der Oesterreichischen Vestungen ordinari-Besatzung/ nöthige und würcklich gebrauchende Mannschafft/ nicht an dem stipulirten Associations-Quanto angerechnet werden; Uber dieses seynd auch Eingangs ernannten Kayserlichen Gesandten/ Herrn Grafen von Löwenstein Excell. von beeder löbl. associirten Fränck- und Schwäbischen Creysen wegen/ angelegenlichst ersuchet worden/ bey Ihro Kayserlichen Majestät dero Officia zu interponiren/ damit allerhöchstgenannte Ihro Kayserliche Maj. aus denen des Herrn Gesandten Excell. mündlich vorgebrachten Beweg-nüssen/ allergnädigst geruhen möchten/ über obig bestimmtes Contingent der 16000. Mann/ noch weiter über Ihro zu erforderter Feld-Artillerie herstellendes Associations-mäßiges Quantum, die übrige zu dem Associations-Corpo erforderliche Artillerie, und die darzu gehörige Requisita. an hoch- und niedern Artillerie-Bedienten/ Munition und andern/ auch Pferden und Knechten/ aus eigenen Mitteln anzuschaffen und zu erhalten/ und solches alles ohne des Hülff-requirirenden/ und deren bedürfftigen löbl associirten Creyse Entgeld/ Kosten oder Beschwerde/ auf erforderlichen Conjunctions-Fall/ zur Operation beyzustellen/ und darinnen ohne Distinction der Jahrs-Zeit/ so lange es die Nothdurfft erfordern wird/ zu continuiren/ welches Se. Excellenz allerhöchsten Orts allerunterthänigst zu hinterbringen/ und dahin/ so viel an ihrem Ort möglich/ zu secundiren/ übernommen/ daß Ihro Kayserliche Majestät an der Artillerie und Zugehörte/ vor denen Löbl. associirten Creysen ein übriges zu thun/ allergnädigst geruhen möchten; Als ist hierauf diese allergnädigste Declaration von beeden allbereits associirten Löbl. Fränck- und Schwäbischen Creysen/ mit der reciprocirlichen Obligation, angenommen worden/ daß/ was diese beede Creyse/ Krafft obangezogenen Recessus gegen einander allein zu praestiren schuldig gewesen/ auch gegen allerhöchstgedachter Ihro Käyserl. Majestät/ als Ertz-Hertzogen zu Oesterreich/ und dem löbl. Oesterreichischen Creyß observiret/ und nach solchen/ die reciprocirliche Hülffe einander/ in allen Vorfallenheiten/ getreulich geleistet werden solle.

Zu dessen Bestätigung ist diese Accessions-Formul in triplo ausgefertiget/ und zwey Exemplaria von des Käyserl. Herrn Gesandtens Excellenz, Nahmens des löblichen Oesterreichischen/ für die beede übrige associirte löbliche Creyse/ das dritte von den beeden löblichen Fränck- und Schwäbischen Creysen ausschreibenden Gesandschafften/ von wegen dieser beeden Creysen unterschrieben/ gesiegelt/ und gegen einander ausgewechselt worden. So geschehen Nördlingen/ den 17. Martii Anno 1702.

Maximilian Carl/ Graf zu Löwenstein-Wertheim.


L.S.

Und dann von beeden löbl. gedachten Creysen Francken und Schwaben/ auch die löbliche Chur- und Ober-Rheinische Creyse/ um gleichfals mit denenselben/ dieses vorhabende Associations-Werck/ nach Anleitung dieses/ und der vorigen Recessen/ dermahlen zu seinem Stand zu bringen/ anhero eingeladen worden/ auch darauff ihre darzu bevollmächtigte Deputirte sich eingefunden/ daß endlich mit denen erstgedachter massen bereits Associirten drey löblichen Oesterreichischen/ Fränck- und Schwäbischen Creysen/ folgends abgehandelt und beschlossen worden seye/ nehmlich:

1. Thun die Deputati der Chur- und Ober-Rheinischen Creyse nicht allein den/ zwischen den beeden löblichen Creysen Francken und Schwaben/ allhier zu Nördlingen anietzo errichteten und gegenwärtigem Recessui mit inserirten Recess, in allen seinen Puncten und Clausuln, auch den darinnen beschehenen Anerbietungen/ (ausser was die zu eines jeden Creyses Disposition stehende Oeconomica betrifft/) amplectiren/ sondern auch sich zugleich mit dem löblichen Oesterreichischen Creyß/ auf die/ zwischen des Käyserlichen Herrn Abgesandtens Excellenz, von wegen jetztgedachten Oesterreichischen Creyses/ und denen beyden Creysen Francken und Schwaben beliebte Conditiones, hiermit würcklich und folgender massen associiren/ daß ders

2. Man mit und benebens denen Fränck- und Schwäbischen Creysen/ in puncto des March-Wesens/ auf demjenigen Reglement beständig halten lassen werde/ welches man zwischen dem Chur- und Ober-Rheinischen Creyß zu treffen/ schon im Werck begriffen/ und darinnen sich nach denen Reichs-Constitutionen/ und dem in §. 10. dieses letztern zwischen Francken und Schwaben errichteten Recessus, angezogenen Reglement, so viel es des Chur- und Ober-Rheinischen Creyses Landen Situation und Constitution leiden/ reguliren wird/ dahingegen sollen der Chur-Rheinische Creyß

3. So viel dessen Quantum associabile betrifft/ die 6500. Mann/ welche die in dem Chur-Rheinischen Creyß gehörige/ und sich im Stand der Association, beyzutreten zu können befindliche Herren Chur-Fürsten und Stände/ allbereits auf den Beinen haben/ benanntlich bey Chur-Maintz 2500. Mann/

ANNO 1701.

Mann / unterm Schönbornischen Regiment zu Fuß / und 500. unterm Bibraischen Dragoner-Regiment / bey Chur-Trier / unterm Hülchischen Regiment zu Fuß / 2000 Mann / so dann bey Chur-Pfaltz 4 0. Mann zu Pferd und 1000. Mann zu Fuß / in zweyen Regimentern / so man Chur-Pfältzischer Seiten längstens innerhalb drey Wochen benamsen solle / in completem Stande erhalten / und obwohl nicht ohne / daß von diesen Trouppen die Besatzungen deren in dem Chur-Rheinischen Creyß gelegenen Grängs-Vestungen / an deren Conservation dem allgemeinen Wesen so viel gelegen / mit zu besorgen / so hoffet man doch vor einer Attaque oder Belägerung ausser Furcht / und in dem Stand zu seyn / wann eine Armée in dem Feld stehet / und diese Vestungen dadurch bedecket / oder sonsten ausser Gefahr seyn werden / daraus so viel Trouppen / als man nach Beschaffenheit der Conjuncturen und Raison de Guerre entbehren kan / und mit einander vor gut befinden wird / ins Feld / mit denen darzu gehörigen Regiments-Stücken / und andern nöthigen Requisitis, schicken / und mit operiren lassen zu können / massen man dann zum wenigsten auf diesen Fall / Chur-Maintzischer Seiten / 1000. Mann zu Fuß / und 500. Mann zu Pferd / Chur-Trier eine Batallion zu Fuß von 500. Mann / und von wegen Chur-Pfaltz / 450. zu Pferd und 1000. zu Fuß / jedoch ohne einiges Præjuditz und Nachtheil der sonsten auch dem Matricular-Anschlag zu concurriren habender Proportion, denen andern associirten Creyß-Trouppen beystellen / und mit denenselben operiren lassen will / so viel aber

4. Den löblichen Ober-Rheinischen Creyß betrifft / derselbe solle von denen 3600. Mann / welche dessen in der Verfassung stehende Herren Stände (die 6. Compagnien mit eingerechnet / so zu Hanau und Franckfurt in Guarnison liegen bleiben) auf denen Beinen haben / zu seinem Quanto associabili 3000. Mann / nemlich 2700. zu Fuß / in dem Nassau-Weilburgischen / und dem Buttlarischen Regiment / so dann 300. Mann zu Pferd / gleichfals unter dem Nassau-Weilburgischen und Buttlarischen Regiment / in complectem Stand / und bey der Hand halten / und wann es nöthig / mit denen dazu gehörigen Regiment-Stücklein und andern Zugehörungen / ins Feld schicken / und mit operiren lassen / wobey sich löblich gemelte / in der Verfassung noch zur Zeit allein stehende Ober-Rheinische Herren Creyß-Stände dahin erbothen / daß / wann die noch zur Zeit bekandtlich abgehende Stände / der habenden Hoffnung nach / dem Creyß gebührend beytreten / man so dann die dardurch anwachsende Mannschafft / welche ein merckliches noch auswerffen wird / zu obigen Trouppen vollends mit beystellen wolle. Nachdeme nun dahingegen.

5. Mehr löblich gedachte beede Chur- und Ober-Rheinische Creyse / sowohl von denen beyden Creysen / Francken und Schwaben in die zwischen ihnen allhier errichtete obangeregte Associaтion auf- und angenommen / auch des hochgemelten Käyserlichen Herrn Abgesandten Excellenz, Nahmens des löblichen Oesterreichischen Creyses sich gleichfals mit denenselben auf obangeführte Conditiones würcklich associirt / mithin dadurch zwischen mehr löblichen gedachten fünff Creysen / dermahlen dieses vorgehabte Associations-Werck zu seinem völligen Stand gebracht worden / jedoch mit dem Vorbehalt / daß es keinem Creyß in Corpore, noch dessen Stand in particulari, zu einigem Vortheil oder Præjudiz gereichen solle / wann er etwan zu dem Quanto associabili weniger oder mehr stellet / als man sonsten dem Matricular-Anschlag nach / zu thun schuldig gewesen wäre; Als ist darüber gegenwärtiger Recess fünffmahl ausgefertiget / und davon zwey Exemplaria von des Käyserlichen Herrn Abgesandten Excellenz, von wegen des Oesterreichischen Creyses / und denen Deputirten der beeden löblichen Creysen Francken und Schwaben / denen Deputirten der Chur- und Ober-Rheinischen Creysen / und von diesen hingegen obigen / drey Exemplaria, und alle unter gewöhnlicher Subscription, der beygedruckten Siegeln den obgedachten Herren Abgesandten und Deputirten ausgefertiget zugestellet worden. So geschehen Nördlingen den 20. Martii 1702.

ANNO 1701.

Von wegen des Chur-Rheinischen Creyses

George Friedrich Berrlinger.
(L. S.)

Loth Friederich von Hundheim.
(L. S.)

Von wegen des Ober-Rheinischen Creyses

Johann Friedrich Faber.
(L. S.)

Philip. Henric. von Jodaci.
(L. S.)

Joachim Georg Ploennies.
(L. S.)

XXI.

Versicherung derer sämbtlichen Fürsten zu Anhalt / an Fürst Leopold zu Anhalt-Dessau / daß sie dasjenige Pactum, so sie mit dero Herrn Vatern weyland Fürst Johann Georg zu Anhalt Anno 1678. den 4. Januarii aufgerichtet / erneuern / und auf seine Gemahlin Annam Louisam und seine mit dieser erzeugte Printzen Wilhelm Gustav und Leopold Maximilian einrichten und verändern wollen. Geschehen den 21. Martii 1702. [LUNIGS Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Cont. II. In Supplem. Unter von Anhalt pag. 95. d'où l'on a tiré cette Piece, qui se trouve aussi dans THUCELII *Actorum Publicor.* Tom. III. pag. 747.] 21. Mars.

C'est-à-dire.

Assurance donnée à LEOPOLD *Prince d'Anhalt-Dessau par les autres Princes de la Maison d'*ANHALT, *pour le renouvellement du Pacte conclu le 4 Janvier 1678. avec le Prince* JEAN GEORGE *son Pere, avec extension & application en faveur de son Epouse* ANNE LOUISE, *& de ses Fils* GUSTAVE GUILLAUME *&* LEOPOLD MAXIMILIEN. *Fait le 21 Mars 1702.*

VOn GOttes Gnaden / Wir Victor Amadeus, Wilhelm / Carl Wilhelm und Emanuel Lebrecht / wie auch respective in Vollmacht der Durchlauchtigsten Fürsten / Herrn Anthon Günthers / Herrn Johann Adolphs und Herrn Johan Ludwigs / allerseits Fürsten zu Anhalt / Hertzoge zu Sachsen / Engern und Westphalen / Grafen zu Ascanien / Herren zu Bernburg und Zerbst / respective Jever und Kniephausen / Uhrkunden hiermit

ANNO 1702.

hiermit und bekennen / demnach Uns der Durchlauchtigste Fürst und Herr Leopold / Fürst zu Anhalt / Hertzog zu Sachsen / Engern und Westphalen / Graff zu Ascanien / Herr zu Zerbst und Bernburg / Unsers freundlichen geliebten Herrn Vetters Liebden durch einen besondern Abgeschickten freundvetterlich ersuchen lassen / dasjenige Pactum, so Wir mit dero Herrn Vater / weiland Fürst Johann Georg zu Anhalt Liebden Christmilden Andenckens Anno 1678. den 4. Januar. aufgerichtet / aus allerhand angeführten trifftigen Motiven zu erneuen / und auf hochgedachter Unseres Herrn Vetters Fürst Leopolds Liebden Gemahlin / die auch Durchlauchtige Fürstin / Frau Anna Loysa, vermählte Fürstin zu Anhalt / Hertzogin zu Sachsen / Engern und Westphalen / Gräfin zu Ascanien / Frau zu Zerbst und Bernburg Liebden / und die mit derselben erzeugten 2. Printzen / nahmentlich Wilhelm Gustav, und Leopold Maximilian, einzurichten und zu verändern / daß Wir zwar aus freundvetterlicher Affection hochgedachtes Unsers Herrn Vetters Fürst Leopolds / wie auch hocherwehnte Dero Fürstliche Gemahlin und Printzen Liebden / Liebden / Liebden / Uns gantz geneigt befunden / und dazu bereit gewesen; Alldieweiln aber Seiner Liebden Abreise zu dero Commodo am Nieder-Rhein-Strohm / welche sie unumbgänglich diese Woche anzutreten sich gemüßiget gefunden / solches nicht füglich verstatten wollen / indem obgemeltes Pactum de Anno 1678. ziemlich weitläufftig / auch wichtige puncta in sich hält / so einiger Aenderung unterworffen / mithin wohl einige Tage zur revision erfordern dürffte; So haben Wir mehr hocherwehnten Unsers freundlich vielgeliebten Herrn Vetters Fürst Leopolds Liebden Krafft dieses inzwischen versichern wollen / daß / wann dieselbe in derer Abwesenheit / oder auch nach dero Wiederkunfft dieses Werck zu Stande zu bringen verlangen werden / Wir deroselben zu willfahren gantz kein Bedencken tragen / sondern dessen fordersame Ausmachung uns angelegen seyn lassen wollen / biß dahin aber sothanes Pactum allerdings in seinem vigore bleibet / da auch / welches der grundgütige GOtt in Gnaden abwenden wolle / Fürst Leopolds Liebden / und dero 2. Printzen vor dero Wiederkunfft oder Einrichtung bemeltes Pacti mit Tode abgehen solte / versprechen Wir hiermit obhochgedachter dero Gemahlin Liebden den Genoß des Ambts Freckleben / zum Witthumb / mit allen Emolumenten und Nutzungen / ohne einige Contradiction, zu vergönnen. Uhrkundlich haben Wir diese Versicherung Seiner Lbd. unter unser eigenhändigen Unterschrifft und fürgedenckten Fürstlichen Insiegel ausgestellet; So geschehen den 21. Martii 1702.

Victor Amadeus, F. zu Anhalt.
(L. S.)

Wilhelm / Fürst zu Anhalt.
(L. S.)

Carl Wilhelm / F. zu Anhalt.
(L. S)

Emanuel Lebrecht / F. zu Anhalt.
(L. S.)

XXII.

22. Mars. *Accessio Circulorum Imperii Romani, nimirum* RHENANI *Electoralis*, FRANCONICI, SUEVICI, *&* RHENANI SUPERIORIS *ad magnum Fœdus Cæsareo-Anglo-Belgicum. Nordlingæ in Conventu placita Die 22. Martii 1702.* Cum ACCEPTIONE *&* *Receptione per* ANNAM *Reginam Magnæ Britanniæ. Dat. in Palatio S. Jacobi 20 Junii. 1702.* [Copie communiquée par un des Ministres de la Negociation.]

ANNO 1702.

ANNA DEI Gratia magnæ Britanniæ, Franciæ, & Hiberniæ Regina, Fidei Defensor &c. Omnibus & singulis ad quos præsentes Literæ pervenerint salutem. Quandoquidem inter quosdam è Sacri Romani Imperii Circulis, qui ad Societatem Fœderis inter Sacram Cæsaream Majestatem, Guilielmum tertium Gloriosissimæ memoriæ, Magnæ Britanniæ &c. nuper Regem, & Dominos Ordines Generales uniti Belgii die septimo mensis Septembris, Anno Domini millesimo septingentesimo primo conclusi, Regis præfati Literis invitati erant, Circulum scilicet Rhenanum Electoralem, Franconicum, Suevicum & Rhenanum superiorem, de conditionibus, quibus Fœderi prædicto accedere parati sunt, Nordlingæ die vicesimo secundo mensis Martii superioris stilo novo, verbis quæ sequuntur conventum fuerit.

Articuli sive Conditiones, quarum actualem præstationem Circuli Associati, & ad Fœdus inter Sacram Cæsaream Majestatem, Sacram Regiam Majestatem Magnæ Britanniæ & Dominos Ordines Generales Uniti Belgii septimo Septembris ultimi elapsi anni initum invitati, quoad quæstionem quomodo in hoc Negotio sibi stipulantur.

I. Cum principalis scopus Tractatus hujus inter Dominos Confœderatos initi eo tendat ut ipsis omnibus & singulis satisfactio æqua & securitas sufficiens procuretur, æquitas suadet, ut etiam securitati & conservationi Circulorum Associatorum, inprimis vero periculo viciniorum omnimodo prospiciatur, cum in finem.

II. Sacra Cæsarea Majestas quam clementissime operam dabit, ut sedecim illa millia Armatorum quæ ab eadem nomine Circuli Austriaci pro quanto associabili, juxta tenorem Recessus Associationis promissa sunt, sine mora præsto sint, uti & vicissim reliqui Circuli associati, ea quæ ex vinculo Associationis ipsis incumbunt, stricte adimplebunt.

III. Quod si vero omnia hæc ad scopum præcedente Articulo memoratum obtinendum non sufficientia esse dignoscerentur; sed majorem ad id tam Militum numerum, quam apparatum rei Armamentariæ, Tormentorum Bellicorum reliquique Instructus Bellici requiri appareret, hisce quoque omnibus, præsertim vero modo dictis requisitis Bellicis, utpote quæ Circulis Associatis quam maxime desunt, quibusque eos ita facile instrui haud possibile est, altememorati Domini Fœderati subvenire tenebuntur.

IV. Cum quoque Circulorum Associatorum multum intersit, compertum habere, quomodo inter Dominos Confœderatos alter alterum adjuvare velit, quænam sit specificatio illa, cujus determinatio peculiari Conventioni in Articulo quarto Tractatus Fœderis hujus reservata est, tum etiam quomodo tam super his, quam iis quæ nono & decimo Articulo modo nominati Tractatus similiter ad ulteriorem Conventionem remissa sunt, forsitan jamjam inter se convenerint, omnium horum sufficientem explicationem certiorationemque antecedaneam a Dominis Fœderatis expetunt.

V. Quod si vero imminentes & quibusdam in locis jam exorti motus per stipulatam a Fœderatis Articulo tertio ad obtinendam amicabilem rei compositionem officiorum interpositionem, quæque sine dubio adhucdum eum in finem impendent, componi nequeant, resque ad Arma & actuale Bellum deveniat, sæpius dicti Confœderati Circulos Associatos in omnibus communem defensionem causamque concernentibus rebus in partem curarum consiliorumque assumere, & cum iis tanquam compaciscentibus super iis omnibus fideliter communicare, ante omnia vero eo Consilia & dispositiones suas bellicas dirigere tenebuntur, quo

VI. Communi securitati superiorum ipsa sua situatione omni periculo satis expositorum Circulorum sufficienter prospiciatur, iique in tuto, quantum possibile contra hostiles irruptiones collocentur, imminens quoque ipsis vis hostilis mediante alia operatione bellica statim distrahatur, alioque divertatur.

ANNO 1702.

tatur, & necessaria ad hoc mandata semper in tempore ita expediantur, ut Circuli Associati Dominorum Fœderatorum ope & auxilio se nunquam destitutos videant, eam quippe illi Dominorum Foederatorum in hoc negotio mentem esse præsuponunt, quemlibet Fœderatorum alteri, consequenter etiam Circulis Associatis ipsis, post eorum ad Fœdus hoc accessionem, in quocunque casu omni possibili auxilio non tantum adfuturum, sed & quemlibet eorum in casum actualis Belli inter Partes suo nomine belligerantes computatum, eaque propter

VII. Juxta proportionem præstantiæ a se auxilii in partem emolumentorum, aliorumque qui per modum contributionum, stationum aut alia quacunque via Dominis Fœderatis obvenire possent Belli fructuum, pro rata quoque admissum iri.

VIII. Stipulantur sibi, ut inter alia præprimis etiam redintegrationis superiorum Imperii Circulorum, mediante restitutione tot ab iis avulsorum Commembrorum, Civitatum Terrarumque in pristinum statum & Jura, quo ante avulsionem ab Imperio gavisi sunt, cura ratioque habeatur, nullumque mediorum ad eam obtinendam conducentium omittatur, propterea que etiam nulli unquam Foederatorum cum hoste Tractatus separatos inire fas sit, sed ut de Pace conjunctim tractetur, eaque non aliter nisi obtenta prius in quantum possibile redintegratione supra memoratorum Circulorum, & donec ad minimum securitati Associatorum Circulorum, omni meliori quo fieri potest, & tutiori quam hactenus modo, satis superque prospectum fuerit, concludatur.

IX. Cum porro Circuli Associati in Tractatu inter Dominos Confœderatos inito, & præcipue ejusdem Articulo undecimo mentionatorum commodorum participationem sibi expresse reservent, ejus erga Dominos Confœderatos sunt fiduciæ, eos ipsis instante hoste non tantum sufficienti semper auxilio subventuros, sed etiam re ad Tractatus Pacis tandem pervenientе, majorem ipsorum, quam antehac in iis rationem habituros, omnique opera & cura in id allaboraturos esse, ut inprimis Circulis durante Bello damnificatis ab iis qui damna hæc intulerunt æqua & condigna perpessarum ruinarum, & illatorum damnorum indemnisatio, sufficiensque ad stabiliendam securitatem Circulorum Associatorum Cautio æque Garantia præstetur.

X. Cum vero Negotium, hoc tanquam omnes Sacri Romani Imperii Electores, Principes ac Status concernens, ad Comitia Sacri Romani Imperii pertinere dignoscatur, de eoque quamprimum in Dieta Generali Imperii Ratisbonæ tractandum fore, eo minus dubitetur, quod Domini Ordines Generales Uniti Belgii ipsimet in datis a se ad Associatos Circulos Literis invitatoriis Negotium hoc ibi quoque tractari desiderent, non deerunt tunc comprehensi in modo dictis Circulis Principes & Status votis suis hoc Negotium in præfata Dieta ad finem propositum promovere, id sibi interea expresse reservantes, quod proveniens tum Generale Imperii Conclusum, æque ipsis ac cæteris Statibus & Circulis Sacri Romani Imperii prodesse huicque Concluso Comitiali per præsentes Tractatus nullatenus derogatum aut præjudicatum esse debeat, sicut & pari modo omnia beneficia & emolumenta in Tractatu Associationis inter ipsos hic Nordlingæ inito comprehensa, præcipue vero ea quæ respectu Assignationum, Quartiriorum, Transituum Militarium, & quoad hoc vel jam factarum aut in posterum adhuc faciendarum Ordinationum, vel etiam in aliis in illo disposita inveniuntur, sibi hisce specifice reservant, ea erga sæpe alte memoratos Dominos Confœderatos freti fiducia, non tantum eos ipsosmet, sed eorundem Officiales modo dicti Tractatus Conditiones ex integro observaturos, & quod illarum in iis partium est, bona vicissim fide adimpleturos esse. Nordlingæ vicesimo secundo Martii 1702.

Nos, visis & perpensis Articulis sive conditionibus præfatis, easdem aprobavimus, ratas, gratas, firmasque habuimus, sicut per præsentes, pro nobis, Hæredibus, & Successoribus nostris, easdem approbamus, ratas, gratas, firmasque habemus, ita tamen ut, quæ in Articulo secundo & tertio continentur, nos ulterius obligare non intelligantur, quam quo per ipsum Fœdus prædictum jam obligamur, & ut Articulus septimus eo sensu duntaxat hoc Instrumento comprehendatur, quatenus locos illos, in quibus Circulorum Copiæ militant spectat, spondentes & in verbo Regio promittentes, nos omnia & singula quæ in Conditionibus prædictis continentur, sancte observare & præstare velle, neque pati, quantum in nobis est, ut a quopiam violentur aut ullo modo iisdem controveniatur; In quorum majus robur & fidem præsentibus manu nostra Regia signatis Magnum nostrum Angliæ Sigillum apponi jussimus. Quæ dabantur in Palatio nostro a Sancto Jacobo nominato, die vicesima Mensis Junii Anno Domini Millesimo septingentesimo secundo, Regni nostri primo.

ANNA R.

XXIII.

27. Mart.

Vergleich zwischen Herrn Hertzog Fridrich Wilhelm zu Mecklenburg-Schwerin und der Stadt Rostock, wodurch man wegen der Fürstlichen Besatzung in der Stadt / übereinkomt / diese an den Herrn Hertzog ihre Ober und Unter-Jagd in der so genannten Rostocker-Heyde ad tempus vitæ einräumet / hergegen Ihro Durchl. die Stadt bey dero Privilegien und Erbverträgen zu schützen / das in der Stadt anzulegende Schloß zu keiner aparten Festung und Castell zu machen / sondern innerhalb der Stadt-mauer anlegen zu lassen versprechen. Geschehen Rostock den 27 Martii 1702. Mit deß Herrn Hertzogs Confirmation aller und jeder Privilegien, Freyheiten und Gerechtigkeiten der Stadt Rostock / sub eod. loco & die data. [Lunig, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Cont. IV. andern Theils Fortsetzung. Abtheil. IX. Absatz XVII. von Rostock pag. 725. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans Thucelius *Acta Publica* Part. II. pag. 323.]

C'est-à-dire,

Accord entre S. A. S. Frideric Guillaume *Duc de Mecklenbourg-Swerin, & la Ville de* Rostock, *touchant la Garnison que le Prince devra mettre dans la Ville, & par lequel aussi ladite Ville lui cedant pour sa vie durant le Droit entier de la Chasse dans le* Rostocker Heyde, *il lui promet en échange de la maintenir dans tous ses Droits, Privileges & Pactes Hereditaires; & que le Château qu'il veut y construire ne sera point une Forteresse separée de la Ville, mais seulement un Palais interieur pour son habitation. A Rostock le 27. Mars 1702.* Avec *la* Confirmation *de tous les Privileges, Droits & Immunitez de la Ville, par le Serenissime Duc. Du même jour.*

Zu wissen / demnach der Durchläuchtigste Fürst und Herr / Herr Friedrich Wilhelm / Hertzog zu Mecklenburg / Fürst zu Wenden / Schwerin und Ratzeburg / auch Graff zu Schwerin / der Lande Rostock und Stargard Herr rc. nach nunmehr consolidirten beyden Hertzogthümern Mecklenburg / und da / nach Abgang der Hochfürstl. Güstrauischen Linie, das Jus Communionis mit dem Hochfürstlichen Güstrowischen Hause auf dero Erb-unterthänigste Stadt Rostock zugleich gänglich mit aufgehoben und selbige ihro allein heimgefallen / aus Fürst-gnädigster und Landes-Väterlicher Propension, diese ihro durch Krieg und Brand / in Abgang der Nahrung leider! gerathene Stadt / mit der Hülffe GOttes / aus ihren Ruinis in bessern Wohlstand hinwieder zusetzen / in Gnaden resolviret / dahin Ihro Hoch-Fürstl. Residence und Hoff-Stadt / nicht sonder dero grössesten Schaden und Unkosten / zu verlegen / und Burgermeister und Rath / wie auch eine ehrliebende Bürgerschafft nicht allein diese Fürst-gnädigste Vorsorge vor ihre

ANNO 1702. Wohlfarth/ und Landes-Väterliche Hulde/ mit gezimmendem Danck und Freuden unterthänigst angenommen/ besondern auch/ da Seine Hochfürstl. Durchl. zu mit-Ubernehmung der gemelden Stadt allein zu tragen zu schwehr fallenden Besatzungs-Last/ und dazu haltenden genugsamen Militis Præsidiarii sich gnädigst anerboten/ zu mehr vergnüglicher derselben dahin zuhabender Demeure die Ober- und Nieder-Jagt in der so genannten Rostocker Heyde/ zu dero Hochfürstl. Plaisir, gegen gewissen billichen und nachfolgenden Conditionibus, ad Dies vitæ, Seiner Hochfürstl. Durchl. in Unterthänigkeit überlassen/ daß über dieses alles/ und zu Beybehaltung beständigen respective gnädigsten und unterthänigsten Vertrauens und guten Vernehmens/ zwischen Sr. Hochfürstl. Durchl. und dero Erb-unterthänigsten Stadt Rostock/ und zu Verhütung alles besorgenden Mißverstandes/ folgender aufrichtiger und beständiger Vergleich zwischen vor hochgedachter Hochfürstl. Durchläuchtigkeit und der Stadt Rostock abgeredet/ getroffen und/ im Nahmen Gottes/ vollenzogen worden.

1. Erstlich und anfänglich versprechen Seine Hochfürstl. Durchl. dero Erb-unterthänigsten Stadt gnädigst/ bey dero Privilegien/ Freyheiten und Gerechtigkeiten/ in Specie auch bey denen Erb-Verträgen/ und absonderlich den Rath bey der solchem einmahl privative gnädigst beygelegten omnimoda Jurisdictione & Jure Politiæ mit alle dem/ so davon dependiret/ item/ bey dem an der hiesigen Universität/ insonderheit der aufgerichteten Formulæ Concordiæ gemässem Rechte/ Fürst-gnädigst zulassen/ und zu allen Zeiten zu mainteniren.

2. Nicht weniger Bürgermeister und Rath die bisherige Freyheit zulassen/ das Stadt-Regiment/ ihren Statutis und Observantzen gemäß/ und nach Belieben zu bestellen und zu führen;

3. Sind auch des gnädigsten Erbietens/ niemand/ als der E. E. Raths Jurisdiction unterwürffig/ und alle Bürgerliche Onera mit trägt/ und hieselbst Bürger worden/ weder directe noch indirecte einige Bürgerliche Nahrung und Gewerbe zu verstatten/ besondern/ die Nahrung zu Wasser und Lande/ inn- und auserhalb der Stadt allein denen würcklichen Bürgern zu lassen und zu vergönnen.

4. Gestalt dann auch Seine Hochfürstliche Durchl. dero Titulair-Bedienten/ a Jurisdictione Senatus & oneribus civicis nicht zu eximiren gemeinet seyn/ sondern sub Jurisdictione urbica gelassen haben wollen.

5. Alle Häuser/ so Ihro Hochfürstl. Durchl. Ministri zu ihrer Demeure bereits erkauffet haben/ und noch erkauffen/ oder erbauen möchten/ bleiben zu Bürger-Recht/ und tragen alle denen immobilibus imponirende Onera, in specie auch das jährlich entrichtende Wasser-Geld/ wie dann auch der Eigenthümer desfalls die Bürgerschafft zu gewinnen/ und in Actionibus realibus vor E. E. Rath zu stehen/ schuldig und gehalten seyn soll; Dabey eben wol Sr. Hochfürstl. Durchl. des gnädigsten Erbietens seyn/ daß dero jetzo am Hopffen-Marckt habende Hochfürstliche Häuser/ sobald sie solche von dero eigenen Wohnung verlassen/ und das hie anbauende Schloß selbst beziehen werden/ gleichfals zu Bürger-Recht wieder kommen/ und bloß das erbauende Schloß exemte seyn soll.

6. Lassen/ ohngeachtet die Hochfürstliche Cantzleyen anhero nunmehro transferiret werden sollen/ Se. Hochfürstl. Durchl. dennoch auch darunter in specie es bey den Erb-Verträgen bewenden/ daß die von Sr. Hochfürstl. Durchl. hier affigirende Mandata E. E. Raht zur Affixion und Publication zugesandt werden.

7. So sind auch Se. Hochfürstl. Durchl. des gnädigsten Erbietens/ daß Sie/ was zu Dero Hochfürstl. Hoff-Statt benöthiget/ von hiesigen Bürgern gnädigst nehmen/ und keine absonderliche Hof-Handwercker einsetzen und privilegiren lassen wollen; Doch daß auch die hiesige Bürger gute tüchtige Arbeit zu verfertigen/ und was zur Hochfürstl. Hoff-Statt und deren Angelegenheiten von nöthen/ gegen civilen Preiß/ bey Zeiten an die Hand zu schaffen/ sich bemühen und befleißigen sollen. ANNO 1702.

8. Was die Jurisdiction über Hof- und Cantzeley-Bediente/ item die Advocaten und andere Gelehrte betrifft/ erklären Se. Hochfürstl. Durchl. sich dahin in Gnaden/ daß die würckl. Hof- und Cantzley-Bediente/ unter Sr. Hochfürstlichen Durchl. hohen Jurisdiction, denen Erb-Verträgen unabbrüchig/ zwar seyn und bleiben/ die Advocati graduati aber/ so Matriculam Academicam gewinnen werden/ sub Jurisdictione & Privilegiis Academicis, die non graduati aber/ wie auch die Notarii, unter des Raths Jurisdiction seyn/ und Bürger werden sollen.

9. Da einige von denen geringern Hoff-Bedienten tumultuiren/ oder sonsten/ extra Aulam, bey Tage oder Nacht delinquiren/ oder denen Bürgern und eingesessenen Schaden zufügen solten/ und deßwegen in Arrest genommen werden müsten/ so bleibet zwar dem Rahte frey/ solche zu apprehendiren/ sie werden aber hernach/ auf Begehren Sr. Hochfürstl. Durchl. zu dero Cognition und Bestraffung ausgeliefert. Wie dann auch hingegen/ da ein unter Rahts Jurisdiction gehöriger/ innerhalb des Hochfürstl. Hofes Jurisdiction, vorbesagter massen/ sich vergehen solte/ von Sr. Hochfürstl. Durchl. derselbe inhaftiret/ und/ auf Requisition E. E. Rahts zu deren Cognition und Bestraffung ausgefolget/ auch sonsten keinem ein Asylum in Aula verstattet werden soll.

10. Sind auch Se. Hochfürstliche Durchl. nicht gemeynet/ daß ein Bürger/ oder sonst jemand ad Jurisdictionem civicam gehöriger/ ad Testimonium dicendum, oder auch sonst ad Aulam evociret werden soll/ besondern des gnädigsten Erbietens/ solche und dergleichen Sachen ad Senatum nebicum zu verweisen. Wie denn auch von des Raths Erkäntenis die Appellationes, soweit sie denen Erb-Verträgen nicht entgegen/ ans Hof-Gericht/ und/ nach Maßgebung vorgedachter Erb-Verträge/ gehen/ sonsten aber E. E. Raths Verordnungen kein Einhalt geschehen soll. Doch bleibet/ denen Erb-Verträgen gemäß/ an Se. Hochfürstl. Durchlauchtigkeit denen hiesigen Bürgern der gnädigst verstattete Recursus allerdings frey.

11. Haben Se. Hochfürstl. Durchl. sich dahin gnädigst erkläret/ daß sie mit der Stallung der aufs höchste nicht über funfzig haltenden Guarde-Reuter die hiesige Bürgerschafft gnädigst übersehen/ auch das hie anlegende Schloß nicht zu einer aparten Festung und Castel machen/ sondern innerhalb der Stadt-Mauren legen lassen wollen.

12. Bleibet auch die Præsentatio, Electio und Vocatio der Herren Prediger E. E. Rath und der Gemeine eines jeden Kirchspiels/ denen Erb-Verträgen und Herkommen gemäß/ alleine.

13. Wie denn auch Se. Hochfürstl. Durchl. sich dahin gnädigst erklären/ daß selbige im Lande/ zu dero hiesigen Stadt Præjudiz, keine Monopolia verleyhen wollen.

14. We-

ANNO 1702.

14. Wegen des Rangis / so wol mit des Hoffes-civil- als militar-Bedienten / wollen Se. Hochfürstl. Durchl. nechstens ein gewisses Reglement in Gnaden verfügen / da dann die Bürgermeistere denen würcklichen Räthen in der Ordnung immediate folgen / auch wegen der übrigen Raths-Glieder / die Competenz besorget werden soll.

15. Und damit in der Accise von den eximirten Hof-Bedienten kein besorgender Unterschleiff geschehen möge / so ist weiter verabredet / daß einem jeden / so Haußwirthschafft hat / zu Behuff derselben / ein gewisses jährliches Quantum gesetzet / solches mit des Ober-Marschalls Hand bescheiniget / darnach die Accis-Zettel frey gesetzet / was über das gefodert werden möchte / soll ein jeder gebührend zu veraccisen schuldig seyn.

16. Wollen Se. Hochfürstl. Durchl. darob gnädigst halten / daß alhier keine commercirende Juden ausser Jahrmarckts Zeit zu dulten / und werden dieselbe alsdann von dem regierenden Bürgermeister / gegen bishero gewöhnliche Gebühr / aufgenommen.

17. Die zu Friedens-Zeiten Sr. Hochfürstlichen Durchl. in diese Stadt einzulegende militarische Besatzung belangend / erbieten Se. Hochfürstliche Durchl. sich dahin gnädigst / daß (1) dieselbe nur bloß in Fuß-Volck bestehen / und (2) nicht über fünff Compagnien extendiret werden / die Bürgerschafft auch denen gemeinen und Unter-Officierern nichts an Service oder sonsten / auch nicht einmahl Verschusses-Weise / besondern nur bloß Obdach und Lagerstat zu geben / schuldig seyn solle. Gestaltsam denn auch die Milice ihre selber die Nothdurfft von Bürgern / oder zu Marckt kommenden Land-Mannen ankauffen / und die Bürger solche / nach der etwa künfftig machenden Ordonnance, ihnen anzuschaffen / oder zu liefferen / keinesweges gehalten seyn. Was die Ober-Officierer anbetrifft / sollen zwar die Bürger denenselben nichts / als Quartier, im blossen Obdach und Lagerstatt bestehend / verschaffen / jedoch mit dem Anhange / daß wann der Wirth nicht mit sie / oder sie nicht mit dem Wirth zu frieden / und der sich beschwehrende Theil / nach von dem Commendanten und Wort-haltenden Bürgermeister vorhero versuchter Aussöhnung / sich nicht finden lassen wolte / er alsdenn respective so viel monahtlich zu geben oder anzunehmen gehalten seyn soll / wofür / nach Gutbefinden des Commendanten und regierenden Bürgermeisters / der Officier ein ander Quartier haben kan.

18. Solte aber / so der grosse GOtt verhüte / Krieges-Gefahr entstehen / und bey solcher die Garnison der Stadt verstärcket werden müssen / wollen Se. Hochfürstl. Durchl. über nöthige Veranstaltung / zu Abkehrung sothaner Gefahr / mit Bürgemeister und Raht ferner gnädigste Communication pflegen / und mit deren Zuziehung / was zu gemeiner Stadt Bestem gereichen kan / in Gnaden veranlassen.

19. So behält die Stadt ihre Compagnie von 50. Mann mit ihren Officierern in der Stadt-Liverey / und thut dieselbe / doch proportionabiliter, nebst Sr. Hochfürstl. Durchl. Soldatesca ihre Dienste / und werden deren Officierer denen übrigen gleich geachtet. Es reichet denenselbigen und deren Officierern die Stadt den Sold / so wie sich mit ihnen darüber verglichen wird / wobey gleichwol auch Raht und Bürgerschafft unterthänigst bedungen / Se. Hochfürstliche Durchl. auch ebenwol gnädigst eingewilliget / daß die Stadt diese Anzahl ihrer Milice, nach Befinden / zu mehren zu mindern / oder auch gar / doch salvo Jure Compræsidii, denen Verträgen gemäß / völlig abzudancken / bemächtiget seyn soll / und soll nichts minder der Commendant und übrige Officierer / und Soldaten / mit in der Stadt Eyden und Pflichten bleiben und treten / es auch sonsten / bey allem übrigen hierin enthaltenen / gelassen werden.

20. Und da der Stadt das Compræsidium bleibet / so wird der Commendant (welchem doch nicht minder Se. Hochfürstl. Durchl. allein das jährlichen Salarium zu geben / sich in Gnaden erklären) in Seiner Hochfürstlichen Durchläuchtigkeit und gemeiner Stadt Nahmen bestellet / und soll derselbe und dessen Successores, auch sowol / als andere jetzige und künfftige Officierer und Soldaten / nebst Seiner Hochfürstlichen Durchläuchtigkeit / ebenwohl dem Rahe und der Stadt schwehren / und solche Eyde in Presence der Deputatorum Senatus aufgenommen werden.

21. Wegen der Thor-Schlüssel und des Worts ist beliebet / daß dem regierenden Bürgermeister alle Abend von der Parole Notiz gegeben / auch wann Seine Hochfürstliche Durchläuchtigkeit in hoher Person nicht zugegen / die Thor-Schlüssel denselben anvertrauet und hingebracht / denselben auch bis Abends der tägliche Thor-Zettel der Einkommenden communiciret werden soll. Wenn aber Seine Hochfürstliche Durchläuchtigkeit in hoher Person alhier zugegen / bleiben bey deroselben die Schlüssel.

22. Die Artillerie sambt dem Zeughause / Gewehr / Ammunition, und was darzu gehöret / bleibet der Stadt / als ihr Patrimonium ad publicum civitatis usum, und soll ausserhalb der Stadt nicht veeführet werden.

23. Weil die Stadt ihr Contingent zu dem mit Ritter- und Landschafft veraccordirten jährlichen Quanto der einhundert zwantzig tausend Reichsthaler zu Fortifications-Garnisons-Legations-Kosten und Cammer-Ziehlern / so wie sich darüber mit Ritter- und Landschafft verglichen / an dieselbe versprochen / so lassen Seine Hochfürstliche Durchläuchtigkeit in Gnaden geschehen / daß davon die Reparation der Wälle und übrige Nothdurfft / so die Stadt reichen wird / proportionabiliter, aber ausser denen Legations-Kosten und Cammer-Ziehlern / gekürtzet werde.

24. Die Jurisdiction über die Soldatesca (welche denen Rahts-Personen die bisher gewöhnliche Ehre / mit Austretung der Wache in den Thoren / auch ins künfftige erzeigen soll) betreffend: So ist verabredet / daß / da ein Soldat delinquiret / und solches wegen / oder auch civiliter zu belangen / die Sache von dem Commendanten cognosciret und decidiret / da aber ein Bürger auf der Wache etwas verbrechen würde / solcher zu gemeiner Stadt Deputirten und der Officierer der Bürger-Fahnen Cognition und Bestraffung gestellet werden soll: Es wäre dann / daß das Delictum an Ehren / Gut und Blut gehen möchte; Auf welchen Fall die Cognitio und Bestraffung E. E. Rath / und denen Amtstragenden Personen / darunter der Verbrecher gehörig seyn möchte / Krafft habender Jurisdiction, allein verbleibet.

25. Wann die Bürger mit auf die Wache ziehen (womit sie doch jederzeit / ohne in verfallenden von dem grossen GOtt abwendenden Krieges-Läufften / und wann alsdann die Noth so groß seyn dürffte / daß der bestimmter Miles præsidiarius nicht capabel, es allein zu bestellen / auch / auser Ehren-Fällen / bey Durch-Zügen / oder Entréen des gnädigsten Landes- auch frembder Herrn und Potentaten / verschonet werden sollen) so sollen sie von denen Soldaten / oder deren Officierern

ANNO 1702.

nicht molestiret / sondern von ihren / aus ihren Mitteln vorgestellten Officierern geführet werden/ auch diese ihre Officierer / nebst der Soldatesque Officierern/ zugleich die Runde gehen/ und eine Wache die andere allemahl secundiren. Wir dann auch in solchen Fällen sie der Commendanten Commando, in Bestellung der Wachten / und Verwahrung der ihnen conjunctim nebst der Soldatesca assignirten Orten und Posten/ innerhalb denen Wällen/ nicht aber in denen Contrecharpen / es erfodere denn die höchste Noth und der Stadt Defension, auch zu keinen Ausfällen obediren.

26. Wann der jetzo mit einmähtigem / respective gnädigstem und unterthänigstem Belieben Sr. Hochfürstl. Durchl. und der Stadt Rostock bestallte Commendant, Obrist Gideon du Guitz, abgehen dürffte / so ist beliebet / daß es mit Wieder-Bestellung eines andern also gehalten werden soll/ daß Seine Hochfürstliche Durchläuchtigkeit ein qualificirtes Subjectum, dem solches Commando wieder anvertrauet werden könte / gnädigst præsentire/ welches/ auf sothane Præsentation, mit Bürgermeister und Raths Beliebung/ und da sie keine Ursache zu dissentiren hätten / der Soldatesca in ihrem Nahmen mit vorzustellen und gleicher massen mit zu beeyden ist.

27. Und gleichwie der Stadt Disposition allein die Machung der Quartiere/ so der Miles præsidiarius krieget/ ausser welchem auch vor niemand Quartiere verlanget werden sollen / anheim gelassen bleibet: Also ist auch verabredet / daß Se. Hochfürstliche Durchläuchtigkeit sich mit dem Rathe/ um gute Disciplin bey der Soldatesca beyzubehalten/sich eines gewissen Articul-Brieffes gnädigst vereinigen wollen / nach welchem die Soldatesca zu leben angewiesen / und/ wenn sie dawider sündigen dürffte / gestraffet werden soll.

28. Der Garte auf dem Wall / wie auch ein Revelin bleibet denen Bürgermeistern / das Graß auf dem Wall aber / ingleichen die Fische and Krebse im Stadt-Graben gemeiner Stadt.

29. So soll von dem in denen Thoren abgebenden Holtze die benöthigte Feurung in denen Corps des Gardes genommen werden / und der Commendant dahin sehen /daß solches/ zu dem Behuf / so fort auf den so genannten Zwinger gebracht / daselbst asserviret / und keinem Soldaten davon etwas mit nach Hause zu nehmen / oder ad alios Usus zu verwenden verstattet werde; die zu denen Wachten benöthigte Lichte aber werden von Seiner Hochfürstlichen Durchläuchtigkeit und der Stadt proportionabiliter gegeben.

30. Gemeine Stadt giebet dero Compagnie die benöthigte Ammunition, und wird weiter nicht beschwehret.

31. Und da Seiner Hochfürstlichen Durchläuchtigkeit zu mehrer deroselben Plaisir, auf dero gnädigstes Ansinnen/ die Stadt Rostock Ihre Ober- und Unter-Jagt in der so genannten Rostocker Heyde ad tempus vitæ hiemit unterthänigst überlässet und einräumet; So nehmen Seine Hochfürstliche Durchläuchtigkeit solche ad tempus vitæ unterthänigst concedirte Jagt in Gnaden an/ und versichern hiemit gnädigst/ daß dieses auf Seiner Hochfürstlichen Durchläuchtigkeit Nachkommen und Successores nicht extendiret werden soll / besondern es sollen Bürgermeister / Rath und Gemeine befugt seyn/ alsobald / wann / nach GOttes gnädigstem Willem Seine Hochfürstliche Durchläuchtigkeit hinkünfftig / so der Allerhöchste biß ins hohe Alter Seiner Hochfürstlichen Durchlauchtigkeit allergnädigst ausgesetzet seyn lassen wolle / dieses Zeitliche gesegnen dürffte/ ohne einiges Beding und Rückhalt / sowol die Ober-als Unter-Jagt in der Heyde wieder an sich zurücke zunehmen / und damit / als ihr Eigenthum / nach / wie vorhin / zu verfahren / und sich allein derselben / nach ihrem Gefallen / wieder zugebrauchen; Wie dann auch Se. Hochfürstliche Durchläuchtigkeit sich dahin gnädigst erklären / daß durch diese ad tempus vitæ unterthänigst überlassene Jagt / auch die Zeit da sie solche gebrauchen / der Stadt an dem Eigenthumb der Heyde / der darin befindlichen Weyde / Mast / harten und weichen Holtzung / und beydes / nach eigenen Belieben / zum Bau-und Brenn-Holtz zu fällen / item an denen da verhandenen Dorffschafften / Höfen und Meyereyen / Bauren / Ackerwercken / Wiesen / auch überall durch die gantze Heyde / und so weit solche sich weiter erstrecket / der Stadt zustehenden Jurisdiction, und was von diesem allen dependiret nichts benommen seyn soll/ allermassen dieses alles / nach eigenem Belieben / wie vorhin / also auch ins künfftige zu gebrauchen / zu geniessen / und zu exerciren der Stadt gantz ungehindert verbleibet / und sollen daneben die Unterthanen mit keinen Jagt-Diensten / Ablager oder Wild-Fuhren beschwehret werden; Wann aber Wolffs-Jagten anzustellen / so sollen sich auch zu solchen / als weit die Rostocker Heyde gehet / die Rövershеger Bauren / wann Ihre Hochfürstliche Durchlauchtigkeit solches vom Raht gnädigst begehren / mit gebrauchen lassen.

32. Und gleich Seine Hochfürstliche Durchlauchtigkeit darob ein ungnädigstes Mißfallen tragen / daß / dem Bericht nach / die Bewohner der Officialen und des Dobbranschen Hofes sich des eigenen Brauens / auch Brandtwein-Brennens zum feylen Kauffe / auch anderer Bürgerlicher Nahrung angemasset / und solches / auch die auf dem so genannten Dobbranschen Hofe angeleget Roß-Mühle gäntzlich so fort gnädigst wieder abstellen lassen wollen; welche Dinge dann auch zu keinen Zeiten hinführo der Orten / zum Præjuditz dieser guten Stadt / geduldet werden sollen: Also versprechen auch Seine Hochfürstliche Durchlauchtigkeit hiemit in Gnaden / daß sie / in Compensationem der ihr ad tempus vitæ unterthänigst überlassenen Jagt in der so genannten Rostocker Heyde / die dem Dobbranschen Hofe und der Officialey innerhalb Hauses beygelegte Schencke des Rostocker und fremden Bieres / in specie auch des so genannten Knesenacks / zu mehrer Aufnahm der hiesigen Brauеren / als welche dadurch unter andern zimblichen mit herunter gekommen / so lange die concedirte Jagt wehret / nehmlichen ad tempus vitæ Seiner Hochfürstlichen Durchlauchtigkeit / gnädigst legen zu lassen: Allermassen denn die Schencken auf der Officialey und auf dem Dobbanschen Hofe so fort van Johannis dieses Jahres an cessiren und gehoben seyn sollen; Da aber / nach GOttes gnädigstem Willen / Seine Hochfürstliche Durchlauchtigkeit / welches der grosse GOtt in Gnaden biß an dero spätes Alter ausgesetzet seyn lassen wolle / das Zeitliche gesegnen / und dadurch vorgedachte Jagt der Stadt wieder heimfallen solte / so behalten Seine Hochfürstliche Durchlauchtigkeit ihr per expressum bevor / Ihre bey diesen Höfen habende hohe Gerechtigkeit / gleich als hiebevor / alsdann zu exercieren / auch immittelst / ausser denen Schencken dieser beyden Höfe / sonst competirende Privilegia zu conserviren.

33. Wie dann auch Seine Hochfürstliche Durchlauchtigkeit des gnädigsten Erbietens seyn / daß / zu Wieder-Aufhelffung der Stadt / derselben die Krüge auf dem Lande / so ihr vorhin assignirt gewesen / umb solche mit ihrem Bier wieder zu verlegen / wieder zugebracht / denn auch von dem Lande die

ANNO 1702. die Handwercker weg geschaffet/ und dieser wegen in der bevorstehenden Policey Ordnung fordersamst gnädigste Verfügung gemachet werden soll.

34. So erbieten auch Seine Hochfürstliche Durchlauchtigkeit sich in Gnaden hiebey/ daß sie jährlich dem Raht Stuhl/ umb solche unter sich zu vertheilen/ zwey grosse Stücke Wild/ 4. grosse wilde Schweine/ und 6. Rehe/ welche dem Wort haltenden Burgermeister/ wenn er sich desfals bey Zeiten bey dem Ober-Jager Meister gemeldet/ geliefert werden sollen/ an statt der durch überlassene Jagt abgehenden Ergötzlichkeit geben/ auch denen Bürgern zu Ehren- und Noth-Fällen ein groß Stük Wild zu vier/ ein groß wild Schwein zu vier/ ein mittel Schwein zu drey/ einen Fröschling zu zwey/ und ein grosser Reh zu drey Rhtlr. wann selbige gleichfalls sich bey dem Ober-Jäger-Meister bey Zeiten gemeldet/ zukommen lassen wollen: Jedoch mit dem Anhange/ daß/ wann ein und anderer solches auswärtig verkaufft/ oder damit Handlung getrieben zu haben überführet werden solte/ er sich dadurch dieser Hochfürstlichen Huide Zeit Lebens verlustig gemacht haben solle.

35. Ist verglichen/ daß/ damit Seiner Hochfürstlichen Durchlauchtigkeit in dero unterthänigst überlassenen Jagt von niemanden Eintrag geschehen möge/ auch von Seiner Hochfürstlichen Durchlauchtigkeit in so weit/ und auf solche gute Acht zu haben/ die von gemeiner Stadt anietzo bestellete/ und auch ins künfftig zu bestellende so genannte Heyde-Voigte von Seiner Hochfürstlichen Durchlauchtigkeit dahin mit beeydiget werden mögen/ daß sie niemand/ er sey auch/ wer er wolle/ daselbst einiges Wilde zu schiessen/ oder auch mit Gewehr und Zucht oder Windhunden sich finden zu lassen verstatten/ sondern sich derselben bemächtigen/ und/ salva cæteroquin Jurisdictione Senatus urbici in der so genannten Rostocker Heyde/ zu gebührender Bestraffung/ Seiner Hochfürstlichen Durchlauchtigkeit anzeigen sollen.

36. Schließlichen und 36ten bedinget die Stadt unterthänigst/ und concediren auch Seine Hochfürstliche Durchlauchtigkeit in Gnaden/ daß/ unter der ad tempus vitæ unterthänigst überlassenen Jagt/ dieselbe nicht zu verstehen/ welche die Stadt auch dero Armen-Häuser/ in übrigen deren Holtzungen/ auf deren Feldern/ und bey deren Dörffern hat/ allermassen diese übrige Jagt/ ausserhalb der so genannten Rostocker Heyde/ gemeiner Stadt und dero Armen-Häusern gar allein verbleibet/ und sind sie solche/ nach wie vor/ ungehindert zu gebrauchen befuget.

Dessen zu Uhrkund und fester Haltung haben Seine Hochfürstliche Durchläuchtigkeit diesen Vergleich mit Ihrem Fürstlichen Insiegel und Unterschrifft/ wie auch Burgermeister und Rath mit der Stadt Secret bestätiget. So geschehen Rostock den 27. Martii, Anno eintausend siebenhundert zwey.

Friedrich Wilhelm.
(L. S.)

(L. S.
Urb.)

28. Mars. Folget des Herrn Hertzogs Confirmation über der Stadt Rostock aller und jeder Privilegien den 28. Martii 1702. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. IV. Absatz. XVII. pag. 730. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans THUCELII *Acta Publica* Part. II. pag. 328.]

C'est-à-dire, ANNO 1702.

Confirmation des Privileges de la Ville de ROSTOCK *par le Serenissime Duc de* MECKLENBOURG SCHWERIN *le 28. Mars 1702.*

VOn GOttes Gnaden Wir Friedrich Wilhelm/ Hertzog zu Mecklenburg/ Fürst zu Wenden/ Schwerin und Ratzeburg/ auch Graffe zu Schwerin/ der Lande Rostock und Stargard Herr rc. Für uns und unsere Nachkommende Hertzogen zu Mecklenburg/ thun kundt/ und mit diesem Brieffe öffentlich bekennen/ als nach seeligem tödlichen Hintritt der Weyland Durchleuchtigsten Fürsten/ Herrn Christian Ludewichen/ und Herrn Gustav Adolphen/ Hertzogen zu Mechlenburg/ Fürsten zu Wenden/ Schwerin und Ratzeburg/ auch Graffen zu Schwerin/ der Lande Rostock und Stargard/ Herrn rc. Unserer in GOtt ruhenden vielgeliebten Herrn Vetter und Vaters Gnaden und Ldd. hochlöblichen Bedenckens/ wir die Regierung der Mecklenburgischen gesambten Lande angetreten/ und dan die Ehrenveste und Ehrsahme/ unsere liebe Getreue/ Bürgermeister/ Rath und gantze Gemeine unser. Erb-unterthänigsten Stadt Rostock bey uns ihrem einigen itzigen Landes-Fürsten und Erb-Herrn/ umb die Confirmation ihrer von unsern hochlöblichen Vorfahren erhaltenen Privilegien unterthänigst angehalten. Daß wir demnach/ in Ansehung derer getreuen Dienste/ die gemeldte Bürgermeister/ Rath und Gemeine uns und unsern Vorfahren allewege gethan/ und uns hinfürther thun können und sollen/ ihnen ihre Kirchen/ Clöster und Capellen/ besage Inhalts des Anno 1573. aufgerichteten Erb Vertrages/ wie auch alle ihre Privilegia, Freyheit- und Gerechtigkeiten/ sambt und besondere versiegelte Brieffe und Schrifften/ Lübsch oder Schwerinsch Recht/ in ihren Dörffern/ Höfen/ Aeckern und Hufen/ wie ihnen dieselbe von unsern Gottseeligen Herrn Vettern/ und allen unsern löblichen Vorfahren/ Christlicher Gedächtnis/ verlehnet/ versiegelt/ confirmiret und bestätiget worden/ confirmiret und bestätiget haben/ confirmiren und bestätigen ihre gemeldte Privilegia, Freyheiten und Gerechtigkeiten/ versiegelte Brieffe und Schrifften/ Lübsch und Schwerinisch Recht/ hiemit und in Krafft dieses Brieffs/ wissentlich vor uns/ unsere Erben/ und nachkommende Hertzogen zu Mecklenburg. Jedoch soll durch diese unsere Confirmation, denen Anno 1584. mit unserer Stadt Rostock aufgerichteten Erb Verträgen nichts benommen seyn/ sondern wir wollen dieselben Verträge auch in allen ihren Articuln und Puncten hiemit ratificiret/ beliebet/ confirmiret und bestätiget haben.

Gereden und geloben darauf/ bey unsern Fürstlichen Ehren und Worten/ mehr gedachte Bürgermeistere und Rath/ und gantze Gemeine unser Stadt Rostock/ ihre Nachkommen/ Kirchen und Clöster/ bey ermeldten ihren Privilegien, Frey und Gerechtigkeiten/ versiegelten Brieffen/ Schrifften und Verträgen verbleiben zu lassen/ ungehindert unser Erben und Nachkommen/ sie auch dabey festiglich zu schützen und zu vertreten/ getreulich und ohngefehrlich.

Zu Uhrkund/ haben wir diesen Confirmations-Brieff mit unserm Fürstlichen Hand-Zeichen und Insiegel bestärcket/ geben und geschehen in unser Erb-unterthänigen Stadt Rostock/ den 28ten Tag Martii, nach Christi unsers einigen Erlösers und Seeligmachers Geburth/ im ein tausend siebenhundert und zweyten Jahr.

Friedrich Wilhelm. (L. S.)

ANNO 1702. 19 Avril.

XXIV.

Vergleich zwischen dem Fürstl. Beaunschweigischen Hauß beyder Linien / Zell und Wolffenbuttel / durch Interposition Ihrer Königl. Majest. in Preussen / und des Land-Grafen zu Hessen-Cassel / in puncto der von Wolffenbuttel geschehenen Armaturæ, wovon einige Regimenter an Zell und Hannover / zue gemeinen sache überzulaßen versprochen wird. Geschehen zu Brauschweig den 19ten April 1702. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Absatz. IX. pag. 1023.]

C'est-à-dire,

Convention passée entre les Ducs de BRUNSWICH *de la Ligne de* ZELL, *& de celle de* WOLFENBUTTEL *par la Mediation du Roi de* PRUSSE *& du Land-Grave de* HESSE-CASSEL, *touchant l'Augmentation des Troupes faite de la part de* WOLFFEMBUTTEL, *& dont on promet de rendre incessamment quelques Regimens à la Maison de* ZELL *& de* HANNOVER *pour être employez pour la Cause publique, à Brunswich le 19. Avril 1702.*

DEmnach wegen der Fürstl. Wolffenbüttelschen Armatur einige Mißverstände entstanden / dahero es in dem Durchleuchtigsten Hause Braunschweig unde Lüneburg zwischen beyden Linien Zell und Wolffenbüttel zu Weiterungen gekommen / hernach aber gütliche Tractaten darüber angestellet worden; so ist vermittelst Ihrer Königl. Majestät in Preussen undt des Herrn Landtgrafen zu Hessen-Cassel Durchl. interposition von denen dazu bevollmächtigten Ministris deshalber folgendes abgehandelt unde verglichen.

Art. 1.

Soll alles dasjenige / was dieser Sache halber an beyden Seiten vorgegangen / in ewiges Vergessen gestellet seyn / unde der eine Theil solches dem andern in Ungutem nie entgelten lassen / noch es von einem Theil gegen den andern jemahls angezogen / auch einer von dem andern desfalls inn- oder ausserhalb Gerichts nie belanget oder besprochen / sondern es alß nie geschehen geachtet werden / unde aboliret und aufgehoben seyn. Des effects dieser amnestie sollen auch alle undt jede beyderseitige Civil-unde Militair-Bediente / Unterthanen unde Angehörige für ihre Personen / auch Haab und Güter / mit zu genissen haben.

Art. 2.

Declariren beyde Theile / undt versprechen festiglich / daß sie dero bißhero gehabte / oder noch habende Fœdera, einer zu des andern offension nicht gebrauchen wollen.

Art. 3.

Erklähren sich Hertzog Rudolph Augusti zu Beaunschweig undt Lüneburg Durchl. mittelst dieses dahin / daß sie bey denen jetzigen höchst gefährlichen Conjuncturen zu desto mehrer Bezeugung dero für Ihre Käyserliche Maj. alß das höchstgeehrteste Ober-Haupt des Reichs / unde die gemeine Sache tragenden patriotischen Neigung / von ihren auf den Beinen habenden Trouppen, an guter / untadelhaffter / mit tauglichem Gewehr undt ihrer völliger Montirung versehener Mannschafft / dem Publico zum Besten / so fort unde ohne allen Anstande zwey Regimenter Infanterie, jedes a 12. Compagnien / jegliche a 100. Mann inclusive prima plana, denn drey Regimenter Reuter undt zwey Regimenter Dragoner, welche laut übergebener Liste 769. gemeine Berittene / undt 48. Unberittene annoch ausmachen / hergeben undt überlassen wollen.

ANNO 1702.

Art. 4.

Sofort alß diese Convention von beyderseits gnädigster Herrschafft ratificiret worden / soll von Seiten Herrn Hertzog Rudolph Augusti vorberegte Anzahl Trouppen durch undt an die dazu verordnete Commissarios an denen dazu beliebenden Gräntzen an Zell undt Hannover richtig geliefert / dieselbe auch sodann zugleich der bisherigen Wolffenbüttelschen Pflichten erlassen / undt in die Zell-unde Hanoverische Pflichten angewiesen / und solche Trouppen folgendis / so baldt alß nur mit Ihrer Käyserlichen Majestat undt dero hohen Allirten / in specie Engelandt unde Hollandt / deshalber Abrede genommen seyn wird / an Ort und Enden / wo es die Noth erfordern undt beliebt werden wird / abgeführet werden.

Art. 5.

Es verspricht auch Rudolph August dabey / daß solchen an Zell und Hannover zu überlassenden Trouppen nicht allein ihre biß zu gedachter Uberlieferung rückständig gebliebene monatliche Verpflegungs-Gelder richtig bezahlet / sondern auch denenselben ihre Regimenter-undt Mundirungs-Casse, undt was dazu gehörig / gelassen unde abgefolget / wofern auch einige von besagten Trouppen desertiren / und sich in die Wolffenbüttelsche Lande wieder begeben solten / selbige ohnweigerlich wieder ausgeliefert werden solten.

Art. 6.

Zell-undt Hannoverscher Seite wird hiebey versprochen / daß sie diese Trouppen, so lange biß dieselbe aus ihren Landen ab-und weiter geführet werden / welches denn bestmöglichst befödert werden solle / verpflegen wollen.

Art. 7.

Ingleichen wird Zell-und Hannoverschen Theils hiemit festiglich zugesaget und versprochen / daß sofort / alß die Abführung solcher dem Publico hergegebenden Trouppen aus den Fürstlichen Wolffenbüttelschen Landen / und deren Lieferung an Zell und Hannover geschiehet / zugleich und pari passu alle und jede Zell-und Hannoversche in denen Wolffenbüttelschen Landen stehende Trouppen abgeführet / unde wieder in ihre eigene Lande zurück gezogen / dabey auch die scharffe und exacte Ordre gestellet werden soll / daß bey solchem Abzuge die geringste desordres und exactiones nicht geschehen / oder wenn ja dergleichen vorgehen würde / dessen Ersetzung / wann davon richtige Specificationes eingesandt werden / beschaffet / und die Contravenienten der gebühr mit scharffer Bestraffung angesehen werden sollen.

Art. 8.

Es hat auch Zell unde Hannover / umb zu zeigen / daß man derseits keine intention, einen Vortheil aus dieser Sache zu ziehen / sondern nur ihre eigene und gemeine Sicherheit für Augen gehabt / dan auch aus sonderbahrer Consideration für Hertzog Rudolph Augusten / aus eigener Be-

weg-

ANNO 1702. wegnis sich erklähret / daß alle von Zeit der Einrückung derseitigen Trouppen in die Wolffenbüttelsche Lande erhobene Contributiones, ausgenommen das / was auf Abschlag derselben Behuef solchen Trouppen an Korne / zum Commiss oder zu Subsistenz der Cavallerie gerichet worden / restituiret werden solle.

Art. 9.

Beyde Theile versprechen hiemit / daß / wann ein oder der ander Theil / dieser Convention halber / von jemanden / er sey auch wer er wolle / angegriffen werden solte / man einander nicht allein dagegen treulich assistiren / sondern auch Zell und Hannover bey Ihrer Kayserlichen Majestät / auch Engel undt Hollandt / und übrigen hohen Garants dieses Vergleichs ihre beste Officia dahin anwenden wollen / daß in der über solchem Vergleich auszustellenden Garantie, dieselbe auch in specie hierüber möge accordiret werden.

Art. 10.

Herr Hertzog Rudolph August will / so viel an Ihro / daran seyn / dero Herren Bruders Hertzogs Anton Ulrichs Ratification über diesen Vergleich innerhalb zween Monathen a dato dieses zu verschaffen Es werden auch die hohe Puissances, welche die Garantie sothanen Vergleichs übernehmen / in specie solche dero Garantie darauf richten / and nachdrücklich darüber halten / daß von Herrn Hertzog Anton Ulrich oder dessen Nachfolger an der Regierung / diesem Vergleich in keine Wege solle zuwider gehandelt werden.

Art. 11.

Gleichwie man beyderseits diesem allen / was obstehet / also treulich und ohnverbrüchlich nachzukommen / bey Treu undt Glauben hiemitzusaget undt verspricht / also sollen auch Ihro Kayserliche Majestät / als des Reichs höchstes Ober-Haupt / nebst der Cron Engellandt / undt Ihre Hochmögenden die Herren General Staaten der vereinigten Niederlanden / die Garantie darüber zu præstiren undt zu halten / von beyden paciscirenden Theilen ersuchet werden / wie dann auch von den Königlichen Preussischen / undt Fürstlichen Hessen-Casselischen Mediations-Ministres auf ebenmäßiges Ersuchen / Nahmens dero hohen Herren Principalen / die Garantie darüber gleichfalls zu leisten versprochen / unde deswegen eine Acte ausgestellet worden.

Art. 12.

Diese Convention soll sobald möglich / und längstens innerhalb. 3. Tagen a dato dieses / von beyderseits gnädigster Herrschafft ratificiret / undt die Ratificationes allhie zu Braunschweig gegen einander ausgewechselt werden.

Zu Urkundt and Festhaltung dessen / was obstehet / haben beyderseits hierzu deputirte Ministri unde Räthe nach beyderseits hinc inde ausgewechselten Vollmachten / diese Convention, welche in triplo ausgefertiget / mit ihrer Hand undt beygedruckten Petschafften bekräfftiget / auch die Königliche Preußische / undt Landegräfliche Hessen-Casselische Mediations-Ministri dieselbe mit unterschrieben. So geschehen Braunschweig den 19. April 1702.

P. F. von Fuchs / als Mediations-Minister. (L. S.)

Jacob Friedrich Keler / als Media- tions Minister. (L. S.) ANNO 1702.

W. V. Fabritius.
(L. S.)

Hillbert von dem Busch.
(L. S.)

P. V. Wendhusen.
(L. S.)

F. V. Steinberg.
(L. S.)

U. Ludecke.
(L. S.)

XXV.

Protesta stipulata per mano di pubblico Notaro nella Città di NAPOLI *segretamente, per essentarsi dalle violenze, il giorno ultimo d'Aprile* 1702. *da un grande numero de Nobili, Ceto Civile, Fedelissimo Popolo della Città, e Regno di Napoli, e fatta stampare per universale cognizione.* [Feuille volante imprimée à Naples.] 30 Avril.

COrre voce, ch'il Serenissimo Signor Duca d'Angiò, che si attrova in questa Città di Napoli, sia per voler' esiggere il Giuramento di fedeltà, come s'egli ne fosse il legitimo Rè. E perche ciò è contro à Privilegi, e Constitutioni del Regno, le quali vietano, che non si debba da chi si sia prestare tal Giuramento, se prima non precede l'Investitura della santa Sede, e non si chiamino li Parlamenti Generali di tutto il Regno, & è pure proibito da Bolle di Sommi Ponteſici, che non si possa da alcuno sotto pena di Scomunica riconoscere per Re di Napoli se non chi ha ottenuta prima la Investitura, il che non è successo, ne succederà mai nella persona del sudetto serenissimo Signor Duca d'Angiò, al quale di ragione non aspetta; considerando noi d'ogni Ceto di persone, che dalla prepotenza potressimo essere astretti à far questo passo contro la Giustizia, contro le' Leggi della nostra Patria, e contro la nostra coscienza, si siamo risoluti di fare la presente dichiarazion e in ogni miglior modo, e forma, volendo, che questa sia la piu solenne, che possa praticarsi, colla qualle si protestiamo à nostri Cittadini, al sommo Pontefice Clemente XI. à tutto il mondo, & à Dio, che se questo seguirà, sarà per pura strana necessità, e per salvare la vita, e che qual si sia giuramento, come qualunque dimostrazione di Cavalcate, ò di donativi, ò altri atti, che significassero consenso alla riconoscenza del sudetto Serenissimo Signor Duca d'Angiò, perche surrepiti, e violenti, non prodotti dalla volontà, mà estorti dalla forza, saranno nulli & invalidi, per lo che non saremo tenuti ad alcun' obbligo, nè potrà pregiudicar mai alla nostra puntualità, nè riputarsi à mancanza di Fede, quando al prossimo arrivo dell' Armi dell' Augustissimo Imperatore nel Regno noi fossimo per secondarle, come del legitimo Erede alla successione dell' Augustissima Casa d'Austria, e per havere il Serenissimo Arciduca Carlo dal pio Leopoldo à Noi destinato per Re, à risiedere in Napoli, e liberarci dalla tirannide de' Ministri subalterni, che ci comandano, e che oggidi tentano d'ingannare la Gente con apparenza di togliere gabelle, mà con animo veramente attento d'imporci nuovi aggravi, e far cumulo di denaro, per renderci sempre più miserabili. Et accioche sia noto, non essere questa Protesta qualche ritrovato insussistente di poche persone, la habbiamo fatta stipulare da pubblico Notaro coll' intervento di Giudice à perpetua memoria colla sottoscrizione di un grande, e cospicuo numero d'ogni grado, e condizione, che hà potuto concedere la necessità del segreto, per esimerci dalle tiranne violenze con altri praticate. E perche sappiamo, ch' ogni fedele Cittadino amante della nostra afflitta Patria, sarà dello stesso sentimento, habbiamo voluto renderne una pubblica rimostranza, ponendo questa Protesta alla stampa

ANNO 1702.

stampa, accioche à ciascheduno sia noto, che se bene non haverà potuto sottoscriversi, può però conservare nell' interno gl' istessi sentimenti, li quali noi habbiamo prima della stipulazione dell' Instrumento consultati con molti Sacerdoti, e Teologi, che vi sono intervenuti, e che hanno giudicato, che debba pubblicarsi questa nostra solenne Protesta, à fine, che ogn' uno cautelar possa la propria coscienza, sappia, che il Giuramento come forzato non obbligherà all' osservazione, e che non potrà alcuno essere tacciato di mancanza di Fede, quando verrà il tempo di liberarci dal barbaro giogo, à cui vogliono sottoporci li Francesi, e Spagnuoli, uniti per la nostra oppressione; facendo pure palese, che sarà lecito ad ogn' uno à suo tempo di sottoscriversi nel presente Instrumento, perche si riconosca la di loro intenzione, quando furono violentati à prestare il preteso Giuramento, che non può darsi, che sacrilegamente, proibendolo li Decreti della Patria, i Privilegi del Regno, e le Scomuniche de Pontifici. In fede di che

Noi N. N. N. N. N. N. N. N. &c.

XXVI.

8. Mai. *Manifeste, contenant les Raisons qui obligent les Etats Généraux des* PROVINCES UNIES *des Païs Bas, de déclarer la Guerre à la France & à l'Espagne. Fait à la Haye le 8. de Mai. 1702. Publié le 15. du même Mois & An.* [Feuille volante.]

LEs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, à tous ceux qui ces présentes verront ou entendront lire, SALUT. Sçavoir faisons, que depuis un très long-tems, le Roi de France aïant jetté les yeux sur ces Provinces, pour s'en emparer, s'il lui étoit possible, ou autrement pour les ruiner, ravager, & reduire en desert, il a entrepris & attaqué l'Etat à cette fin en deux differentes fois, sçavoir dans les années mil six cent septante-deux & mil six cent quatre-vingt & huit, & ce par une Guerre & très-forte & très-injuste, quoique de nôtre côté nous eussions emploié tous les Devoirs imaginables pour l'éviter & pour continuer le Repos & la Paix. Qu'il n'y a rien de plus connu, que si le Roi de France avoit pû se rendre Maître de ces Provinces, c'étoit le moïen de se fraier le chemin à la Monarchie Universelle, ou qu'en cas qu'il eût affoibli l'Etat & gagné tellement sur lui le dessus qu'il eut été obligé de demeurer en repos & se séparer de ses Alliez, il n'auroit pas laissé, en maitrisant d'autres Princes & Potentats, de parvenir à ce but, & auroit dans ces entrefaites ou dans la suite mis ces Provinces en danger d'être subjuguées, & les auroit ainsi dépouillées de leur Liberté & de leur Religion, gages précieux pour lesquels les Sujets & Habitans de l'Etat ont été obligez de soutenir ci-devant tant de terribles persecutions, & qui n'ont pû être mis en pleine sûreté qu'après que les mêmes Sujets ont exposé & hazardé volontairement & avec la derniere constance tout ce qu'ils avoient de plus cher, & soutenu une Guerre de quatre-vingts ans consecutifs contre les puissans Rois d'Espagne.

Il est vrai que le Dieu Tout-Puissant a dans la suite voulu punir ces Provinces par ces susdites deux dernieres Guerres, à cause des grands pechez de ses Habitans; mais, par son Conseil qui gouverne toutes choses, il n'a pas voulu permettre que le Roi de France ait exécuté ses ambitieux Desseins; au contraire, il a tellement beni les Armes de l'Etat & de ses Alliez, que la Paix générale s'en étant ensuivie és années mil six cent soixante & dix-sept, & mil six cent quatre-vingt & dix-sept, le Roi de France a été contraint par la derniere de restituer à l'Empereur & au Roi d'Espagne, des Provinces, Païs, & Villes très-importantes & très-considerables, dont, contre la teneur du Traité de Nimegue, il s'étoit emparé, en partie sous le nom de Réunion & autres prétextes, en partie à force ouverte, & en partie enfin par ses tromperies & artifices.

Le Traité de Ryswick, tant de Paix que de Commerce, aïant été si solemnellement conclû en la susdite année mil six cent quatre-vingt & dix-sept, nous avions sujet de nous attendre qu'il seroit satisfait de bonne foi au contenu d'icelui; mais nous avons experimenté au contraire que lorsque la France l'a fait, ce n'a point été dans l'intention de l'observer, mais seulement pour nous faire à nous & à nos Alliez mettre bas les armes, nous desunir les uns des autres, ruïner après cela notre Commerce & affoiblir & épuiser entiérement les Sujets Négotians de l'Etat, pour pouvoir ensuite plus facilement continuer ses précedens Desseins; car, à peine les susdits Traitez de Paix & de Commerce furent ratifiez, qu'on vît clairement qu'on avoit pour but de traverser de nouveau le Commerce de ces Païs, qui en est le nerf, puis qu'on s'opiniatra publiquement à refuser le Tarif promis par le susdit Traité, & qu'on fit à cette occasion plusieurs vexations aux Sujets de l'Etat qui se mêlent du Commerce, par où, après une longue & penible Négociation, & pour éviter seulement un plus grand mal, nous fûmes nécessitez, contre le Traité susmentionné, d'accepter un Tarif beaucoup plus desavantageux.

En outre, nous avons été obligez de voir, que sans avoir égard à l'Article quinziéme du susdit Traité de Commerce, en vertu duquel nos Sujets qui s'établissent en France pour y trafiquer ne doivent point être compris dans les charges publiques qui seront imposées sur les étrangers, ils n'ont pas laissé d'être chargez d'impositions exhorbitantes.

Le Roi de France, nonobstant toutes ces choses, n'a rien obmis, pour nous persuader par toutes les Protestations imaginables de sincerité, qu'il n'avoit point d'autre intention que de conserver la Paix, & de vouloir éloigner tous les obstacles qui pourroient s'y opposer; & comme le Roi d'Espagne étoit d'une constitution très-foible, & que venant à deceder, sa Succession pouvoit causer de très-grands Differens & de fâcheuses Guerres, cela a donné lieu à des ouvertures pour un Traité, par le moien duquel d'un côté on devoit prévenir le trop grand pouvoir où le Roi de France seroit monté par son Avenement à toute la Monarchie d'Espagne, & les suites qui en auroient resulté pour toute l'Europe; &, d'un autre, contenter par-là ceux qui aspiroient à cette même Succession, afin qu'ainsi la Paix générale fût conservée.

Sur ce fondement, le Roi de France aïant fait un Traité solemnel avec celui d'Angleterre & cet Etat les troisiéme & vingt-cinquiéme de Mars mil sept cent, nous avions esperé que la Paix générale seroit par-là maintenuë; mais à peine le susdit Traité fut-il conclu & ratifié, que nous experimentâmes clairement que l'intention de ce Roi n'avoit nullement été de le tenir & de l'exécuter; & qu'au contraire il emploioit toutes sortes de devoirs & d'artifices à la Cour d'Espagne, pour y rendre non seulement l'Empereur odieux, mais pour obliger de plus le Roi d'Espagne à faire un Testament en faveur de la France.

En effet, le Roi d'Espagne étant venu à mourir dans ces entrefaites, on a aussi-tôt produit un Testament, par lequel le Duc d'ANJOU Petit-Fils du Roi de France est institué Héritier de tous ses Royaumes & Etats.

Ledit Testament n'a pas plûtôt été rendu public, que le Roi de France a donné des preuves de son absoluë & interieure intention de satisfaire par toutes sortes de voies & de moiens son Ambition démesurée. A cette fin, sans avoir égard à un Traité si solemnel & si nouvellement fait, & à ses grandes & iteratives protestations de s'y vouloir sincerement tenir, il n'a pas laissé d'accepter dans le même tems ledit Testament, & de rejetter & rompre le Traité susmentionné, sans même avoir donné la moindre communication ni connoissance préallable de son intention à ceux avec qui il l'avoit fait; se contentant de le notifier sans aucun déguisement à l'Etat & d'en donner pour principale raison, qu'il falloit avoir égard à l'esprit ou sens, & non pas aux termes ou mots du Traité, expliquant cet esprit & ce sens selon son bon plaisir, non sans menace & avertissement de divers dangers & desastres, si nous ne voulons point nous conformer à cet esprit: ce qui est une Infraction si grande, & si inouïe, que jamais il n'a été parlé de telle dans le monde, & une Maxime suivant laquelle on ne seroit jamais obligé d'observer aucun Traité.

Le même Roi en consequence de ce Testament n'a pas seulement fait proclamer le Duc d'ANJOU pour Roi d'Espagne; il a de plus, en son nom, pris possession de tous les Roiaumes & Domaines dudit

feu

ANNO 1702.

ANNO 1702.

feu Roi, sans réfléchir le moins du monde sur les Prétentions de l'Empereur, lesquelles néanmoins, par le Traité dont il vient d'être parlé, avoient été si bien reconnuës dans toute leur force, qu'elles en ont été non seulement la raison fondamentale, mais qu'elles y furent même avouées si legitimes, que la plus grande partie de la Monarchie d'Espagne devoit en consequence appartenir à l'Archiduc d'Autriche.

Ledit Roi n'en demeurant pas-là, il a bien-tôt après fait occuper tous les Païs-Bas Espagnols par ses propres Troupes, quoique pour la conservation d'iceux les nôtres y fussent en Garnison du consentement du susdit feu Roi, & ne les en a laissé sortir, qu'après beaucoup de difficulté, & avoir souffert bien du dommage & de la perte.

Par-là, l'Etat s'est vû privé tout d'un coup de la Barriere pour laquelle il avoit déja soutenu deux sanglantes Guerres, & que le Roi de France même, dans les conditions du Traité de Paix de l'année mil six cent soixante & dix sept, lui avoit specialement assigné, aiant même nommément été stipulé par le Traité de Partage dont il a été parlé, que les susdits Païs-Bas Espagnols demeureroient à l'Archidue d'Autriche.

Outre cela, le Roi de France a commencé aussitôt à gouverner despotiquement, tant à l'égard de la Police que de la Guerre, les Roiaumes & Domaines d'Espagne, sous le nom de son Petit-Fils, & les a tellement réünis aux siens, que le tout n'est plus que comme une même Monarchie & un seul Gouvernement; ce qui ne peut paroître plus fortement, que dans la direction qu'il a desdits Païs-Bas Espagnols, qui sont le Rempart de l'Etat: par où se confirme très-évidemment, (ainsi que les Avis même d'Espagne le portent) qu'ils ont été offerts, delaissez, & cedez entiérement au Roi de France, pour y gouverner en Souverain, tant à l'égard des choses qui concernent la Police, & la Milice, que les Finances.

Ce même Roi étant parvenu à cette énorme Puissance (pour laquelle toute la Chrêtienté avoit si long-tems aprehendé) & aiant par ce moien jetté le parfait fondement pour parvenir à la susdite Monarchie Universelle, il ne tarda guere à travailler sur ce plan, en envoiant une formidable Armée en Italie, pour s'y rendre entiérement le Maître, & en inondant de plus les Païs-Bas Espagnols de ses Troupes, afin de nous intimider, s'il lui étoit possible, & nous obliger d'entrer en une Négotiation particuliere, sans la participation de nos Alliez: & voiant que tous les soins qu'il emploioit à cet effet se trouvoient inutiles, il a cherché toutes les voies imaginables afin de nous y contraindre par la force. Il s'est saisi à cette fin de la Citadelle de Liege, malgré le Doien & le Chapitre, & à l'insû de l'Empereur ou de l'Empire; faisant, pour ne point trouver d'obstacle à l'exécution de ses desseins, & inspirer de la terreur au Chapitre, enlever le Doien & le conduire par force sous la Jurisdiction d'Espagne.

Ne se contentant pas de s'être emparé de Liege, il s'est, pour nous environner & resserrer encore davantage, & contre le gré du Chapitre de Cologne, rendu Maître de la pluspart des Places de ce Diocese, & specialement des Forteresses de Bonn, de Kaiserswert, & de Rhinberg; (la Ville de Cologne, où ses desseins ne purent réüssir, lui aiant échapé par la bonne conduite qu'elle a tenue.) Et s'étant mis par-là en état de faire invasion à toute heure dans cette République, selon le plan de l'année mil six cent soixante & douze, il n'en est pas demeuré là; mais, pour agir encore plus surement & bloquer & assiéger en quelque maniére entierement ce Païs, il a à ses propres dépens levé un nombre considerable de Troupes dans le Wolfembuttel, afin de pouvoir aussi en même tems nous attaquer de ce côté, & a fait dans ces entrefaites transporter au travers de Païs étrangers toute sorte de munitions de Guerre & d'Artillerie, pour d'autant plus facilement envahir ces Provinces.

Ce Roi susdit n'étant pas satisfait de nous avoir ainsi resserré par terre, il a poussé les choses encore plus loin, il s'est emparé des Ports de Mer d'Espagne, de Naples, de Sicile, & des autres Iles de la Méditerranée, comme aussi des Havres des Païs-Bas Espagnols au nom du Roi d'Espagne: il s'est aussi saisi des Indes, s'est rendu Maître par cette voie de tout le Commerce de l'Europe, & s'est mis en pouvoir d'en exclure & nous & les autres; &, afin de ne plus laisser aucun lieu au nôtre, il a encore tâché de persuader au Roi de Portugal de nous deffendre ses Havres: sans compter qu'il a envoié une Escadre aux Indes, pour se saisir de la Flote d'argent, dans laquelle les Sujets de l'Etat, aussi-bien que d'autres Princes & Potentats de l'Europe, sont considerablement interessez.

Voiant donc les choses dans une situation si dangereuse & si capable de donner de l'inquietude, nous nous sommes, comme les plus exposez à l'embrasement, trouvez nécessitez, après l'invocation du nom de Dieu pour nôtre secours & assistance, de nous mettre en posture de nous deffendre, & de nous armer autant qu'il nous a été possible tant par Mer que par Terre contre une si grande Puissance & un peril si menaçant; ensemble de demander, outre cela, les secours qui par les Traitez nous étoient promis, en cas d'attaque, par nos Voisins, & Alliez, & lesquels nous ont été accordez avec toute la promptitude que nous avions desiré: par où nous trouvant en état de rejetter les Négociations particulieres proposées par la France, nous nous sommes alliez avec Sa Majesté Impériale, les Rois d'Angleterre & de Prusse, & autres Princes & Potentats, pour la Défense de nos Roiaumes & Païs reciproques, la Conservation de la Liberté de toute l'Europe, & le Rétablissement de la Tranquilité & de la Paix générale.

Ainsi, chacun commençant à ouvrir les yeux, & à penser à sa Défense naturelle, l'Empereur a envoié une Armée considérable en Italie pour s'oposer au Roi de France.

Outre cela, Sa Majesté Imperiale, aiant songé à faire retirer les François du Diocese de Cologne, Elle a emploié pour cela tous les devoirs imaginables, & nous a requis d'y interesser les Directeurs des Cercles, afin d'y prêter leur assistance; ce que, suivant nôtre devoir, & nos engagemens, & eu égard à nôtre propre Defense, nous n'avons pû refuser; mais nous avons au contraire fait par maniére de diversion agir nos Troupes, comme Auxiliaires, tant là qu'ailleurs.

C'est ainsi que par le Procedé des François, la Guerre se voit commencée & poussée vivement en plusieurs Contrées du Monde, à nôtre grand déplaisir.

Et bien loin d'y avoir jamais donné de nôtre part la moindre occasion, nous avons toûjours au contraire fait tout ce qui étoit en nous pour conserver la Paix générale. En effet, nous avons ressenti une joie & un plaisir extrême, voiant que le Roi de France avoit envoié ici ses Ministres, & avons fait tout ce que nous avons pû pour que l'on fit quelques Propositions pour une Paix générale; ce qui ne se faisant point, nous avons nous-mêmes demandé ce que nous jugions convenable pour parvenir à cette fin, & nous faire avoir nôtre sûreté particuliére, sans qu'on nous ait jamais fait la moindre réponse ni la moindre offre.

On a bien, à la vérité, fait de l'autre part plusieurs Protestations apparentes de Paix, mais cependant on n'a pas laissé de continuer les Armements, de s'emparer des Païs de nos Voisins, & de s'allier avec divers Princes & Potentats; faisant en même tems paroitre clairement, qu'à moins que nous ne traitassions séparément de nos Confédérez, il n'y avoit rien à faire, comme en effet on l'a assez vû par le rappel successif des susdits Ministres.

Jusques là que ce Roi nous a enfin fait déclarer par un Mémoire de son Résident, que ses Armées étoient en état d'agir contre nous, si nous ne nous résolvions d'accepter les Propositions faites par le susdit Mémoire.

Il n'est, de plus, rien de si notoire, que le but du Roi d'Espagne d'à présent, contre la Liberté de nôtre Etat & de nôtre Commerce, est le même que celui du Roi de France: en effet, cela paroit clairement par la maniére dont les Affaires sont entiérement dirigées & conduites; & personne n'en peut douter: le Roi d'Espagne ne peut ou ne veut rien faire que selon le bon plaisir du Roi de France, les Roiaumes de l'un & de l'autre sont animez d'un même esprit; & par consequent on ne peut entendre la chose autrement, sinon que tout ce que le Roi de France fait contre nous & nos Alliez sous le nom du Roi d'Espagne, se fait aussi par ce dernier, ou du moins par tous les deux. C'est de cette maniére que le Roi de France, outre les choses dites ci-dessus, se sert des Troupes Espagnoles au nom

ANNO 1702. du Roi d'Espagne pour éxécuter ses desseins contre nous; c'est sous ce nom qu'il a même construit un Fort à la portée du Canon d'une des Forteresses de l'Etat, directement contre le Traité de Paix fait avec le Roi d'Espagne en l'année 1648. & contre le Droit des Gens & de la Guerre.

Le Roi d'Espagne souffre non-seulement toutes ces demarches de son Grand-Pére, mais Il les autorise entiérement, tant en ce qui regarde l'occupation effective de la Monarchie d'Espagne en général, que celle des Païs-Bas Espagnols en particulier, qui sont le Rempart nécessaire de cet Etat.

Ainsi, les Loix divines & humaines nous dictent, qu'étant de la maniére, qu'il est dit ci-dessus, environnez, & comme bloquez & assiégez de toutes parts, & même réellement & de fait insultez & attaquez par les Rois de France & d'Espagne, & que nous sommes menacez de tant de dangers; Nous nous trouvons aussi obligez de nous servir des moiens que Dieu & la Nature nous a mis en main, pour la Défense de nos Sujets & pour la Conservation de leur Liberté, & de leur Religion, & en consequence de prendre les Armes contre les Rois de France & d'Espagne qui ont ensemble entrepris nôtre ruine & nôtre perte, & de leur déclarer la Guerre, comme nous faisons par ces présentes; Nous confiant que le Dieu Tout-Puissant benira abondamment nôtre juste Cause, & les moiens que nous devons emploier.

Requerant tous Rois, Princes, Républiques, & Etats, qui ont à cœur & aiment leur propre Salut, leur Liberté, & celle de toute l'Europe, de recevoir nôtre Déclaration, comme y aiant été contrains & forcés pour la défense & protection de Nous, & de Nos Sujets, & de toute l'Europe, & de s'oposer avec nous aux pernicieux desseins des Rois de France & d'Espagne, & à leur trop grand pouvoir, dont ils veulent se servir pour se rendre Maîtres de toute la Chrêtienté; & ce faisant nous assister & nous secourir.

Enjoignant enfin & ordonnant à tous nos Sujets & Habitans, Commandans, Officiers, & Soldats, & à qui il peut appartenir, de quelque condition & qualité qu'ils puissent être, de reconnoître les Rois de France & d'Espagne pour Ennemis de cet Etat, de poursuivre & attaquer hostilement leurs Païs, Peuples, Habitans, & Sujets en tous Lieux par Terre & par Mer; de se défendre contre leur attaque & violence, & de faire tout ce qu'il convient & qu'on est obligé de faire pour la défense de nôtre chere Patrie, & pour le dommage de nos Ennemis.

Et afin que personne n'en prétende cause d'ignorance, mandons & requerons les Seigneurs Etats, Conseillers Députez, & les Etats Députez des Provinces respectives, comme aussi tous autres Officiers de Justice des susdites Provinces, qu'ils fassent annoncer, publier, & afficher ces présentes le quinziéme du présent mois de Mai dans tous les Lieux où l'on est accoutumé de faire telles Publications & Affiches; enjoignons & commandons que pareilles Publications & Affiches seront faites dans le District de la Généralité au Lieu où elles se font ordinairement. Fait & arrêté dans l'Assemblée des susdits Seigneurs Etats Généraux à la Haie, le huitiéme Mai 1702.

Etoit paraffé,

W. DE NASSAU,

Et plus bas étoit écrit,

Par Ordonnance d'iceux,

Signé,

F. FAGEL;

Et sur l'espace étoit imprimé le Cachet des susdits Seigneurs Etats en cire Rouge, couvert d'un papier.

XXVII.

8. Mai. *Convention entre* ANNE, *Reine de la Grande Bretagne, & les Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES, *d'une part; & l'Electeur de* TREVES, *de l'autre. A la Haye le 8 de Mai 1702. & à Londres le .... de Mai de la même Année.*

I. SA Majesté la Reine de la Grande-Bretagne, & les Seigneurs Etats Généraux, aiant invité Son Altesse Electorale de Treves, d'entrer dans l'Alliance faite & concluë à la Haie le 7. Septembre 1701. entre Sa Majesté Imperiale, le Roi de la Grande-Bretagne GUILLAUME III. de très-glorieuse mémoire, & lesdits Seigneurs Etats Généraux, à quoi sadite Altesse Electorale aiant consenti, on est convenu que Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne & les Seigneurs Etats Généraux feront dépêcher chacun un Acte en bonne & dûe forme pour l'inclusion de sadite Altesse Electorale dans l'Alliance susmentionnée. Son Altesse Electorale de son côté fera dépêcher des Actes semblables par lesquels il entrera dans la même Alliance, & ces Actes seront changez avec les Ratifications de la présente Convention. ANNO 1702.

II. Son Altesse Electorale entretiendra pendant la Guerre trois Bataillons pour servir de Garnison à Ehrenbreitstein, Coblentz, & Treves, & être en après emploiez là où le service de la Cause commune les pourra requerir.

III. Son Altesse Electorale accordera sans difficulté aux Armées Alliées les passages du Rhin & de la Moselle sur ses Ponts de Coblentz, que la raison de Guerre demandera pour le service de la Cause commune.

IV. La Guerre étant commencée, Son Altesse Electorale permettra l'érection des Magasins à Coblentz ou en tel autre lieu qu'on souhaitera dans ses Etats.

V. En cas qu'il se doive faire quelque entreprise de Guerre sur la Moselle, Son Altesse Electorale y apportera les facilitez possibles dans ses Etats, & prêtera en même cas de Siége dans le voisinage, quelques Canons, si Elle en peut manquer à Coblentz, à condition pourtant qu'Elle soit assurée de la restitution & du remboursement des fraix pour faire refondre les dommages par celui des Alliez qui les aura requis.

VI. En consideration de ceci & vû les constantes bonnes intentions de Son Altesse Electorale pour le Bien Commun, comme aussi que ses Etats sont plus exposez qu'aucuns autres aux incommoditez & dégâts de la Guerre, Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne & Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Généraux, donneront à Son Altesse Electorale tant que la Guerre durera, chacun d'Eux la moitié, tous les ans une assistance de cinquante mille Ecus payables de trois mois en trois mois, dont le prémier payement de douze mille cinq cens Ecus, sçavoir six mille deux cens cinquante Ecus par l'Angleterre & six mille deux cens cinquante Ecus de l'Etat, se fera immédiatement après la Ratification, & puis sera continué exactement le même payement de trois mois en trois mois. Et d'autant que son Altesse Electorale n'a personne en Angleterre pour y recevoir ledit argent, Sa Majesté veut bien avoir cette bonté particuliére pour Elle, que de le faire payer par son Ministre ou par quelqu'autre, à la Haie ou à Amsterdam, à celui qui résidera à la Haie de la part de Son Altesse Electorale.

VII. Sa Majesté la Reine & Leurs Hautes Puissances concourront avec les autres Hauts Alliez autant que faire se pourra, pour assurer la Ville de Treves, & prévenir que les François n'y reprennent pied ferme, ou ne la ruinent entierement.

VIII. On épargnera les Etats de Son Altesse Electorale autant qu'il se pourra des Campemens & autres incommoditez de la Guerre; mais si le service du Bien public requiert de faire marcher & camper des Armées dans lesdits Etats, cela se fera avec une exacte discipline, & en sorte que les Troupes soient fournies de Magasins, sans que les Sujets de Son Altesse Electorale soient tenus à autre chose qu'aux Voitures pour un prix raisonnable; & afin que cela soit aussi observé par les Alliez, Sa Majesté, & Leurs Hautes Puissances, interposeront en cas de necessité leurs bons offices auprès d'eux.

La présente Convention sera ratifiée & les Actes des Ratifications seront échangez à la Haie dans quatre semaines, ou plûtôt si cela se peut; En foi de quoi nous soussignez, Ambassadeur Extraordinaire, Députez & Plenipotentiaires desdits Hauts Contractans, avons signé la présente Convention & y avons apposé le Cachet de nos Armes.

A

ANNO 1702.

A la Haie le 8. de Mai 1702. & à Londres le . . de Mai de la même Année.

D. van Eck.

V. Pant, *Heer van Gendt.*

F. G. de Reede.

A. Heinsius.

W. de Nassau.

E. de Weede.

W. Scheltinga.

Arnold Lemker.

[?] de Drews.

XXVIII.

4/14. Mai. *Declaration de Guerre de la Reine de la Grande Bretagne contre la France & l'Espagne. Donné à S. James le 4. de Mai 1702.* [Feuille volante]

ANNE R.

„ D'Autant qu'il a plû à Dieu de Nous appeller au Gouvernement de ces Roïaumes, dans le tems qu'en feu nôtre cher Frére Guillaume III. de glorieuse Mémoire, étoit entré, en consequence des Avis réiterez du Parlement de ce Royaume, en des Traitez solemnels d'Alliance, avec l'Empereur d'Allemagne, les Etats Généraux des Provinces-Unies, & d'autres Princes & Potentats, pour conserver la Liberté & la Balance de l'Europe, & pour abatre le Pouvoir exhorbitant de la France; Lesquels Traitez sont fondez sur les injustes Usurpations du Roi des François, qui s'est saisi & retient encore en sa possession une grande partie des Etats de la Couronne d'Espagne, exerçant une Authorité absolue sur toute cette Monarchie, qui s'est emparé du Milanez & des Païs-Bas Espagnols avec ses Armées, & s'est rendu Maître de Cadix, de l'entrée dans la Mediterranée, & des Ports de l'Espagne, dans les Indes Occidentales, par le moien de ses Flotes, dans le dessein d'envahir par tout les Libertez de l'Europe, d'empêcher la Liberté de la Navigation & du Commerce. Et étant accordé par les troisiéme & quatriéme Articles des Alliances ci-dessus mentionnées, que si dans l'espace de deux mois, qui sont expirez depuis quelque tems, les injures dont on se plaignoit, n'étoient reparées, les Parties interessées s'assisteroient mutuellement les unes les autres de toutes leurs Forces; Et comme le Roi des François au lieu de donner la satisfaction qu'on devoit justement attendre de lui, n'a pas seulement commis de nouvelles violences, mais y a encore ajouté un grand affront & une indignité envers Nous & nos Roiaumes, en présumant de déclarer le prétendu Prince de Galles Roi d'Angleterre, d'Ecosse, & d'Irlande, & a aussi porté l'Espagne à concourir avec lui dans ledit Affront & Indignité, ainsi que dans ses autres oppressions; Nous Nous trouvons obligez, pour maintenir la Foi publique, pour vanger l'honneur de nôtre Couronne, & prévenir les malheurs dont toute l'Europe est menacée, de déclarer, & Nous déclarons par les Présentes, la Guerre contre la France & l'Espagne. Et comme Nous nous reposons entiérement & mettons toute nôtre confiance en l'assistance du Dieu Tout-Puissant, dans une Entreprise si juste & si nécessaire, Nous poursuivrons vigoureusement, conjointement avec nos Alliez, ladite Guerre, tant par Mer que par Terre: Nous tenant assurez que Nos Sujets concourront avec Nous, & nous assisteront de bon cœur, dans une cause qu'ils ont si ouvertement & si cordialement épousée; Nous requerons & Nous enjoignons par les présentes, à nôtre Grand Amiral d'Angleterre, au Général de nos Armées, aux Gouverneurs de nos Provinces & Comtez, aux Gouverneurs de nos Forts & de nos Places, & à tous nos autres Officiers & Soldats servant sous eux, tant par Mer que par Terre, de commettre & exercer tous Actes d'hostilité en poursuivant cette Guerre contre la France & l'Espagne, leurs Vassaux & Sujets, s'opposer à leurs Attentats & Entreprises, enjoignant à tous nos Sujets d'en prendre connoissance; Et nous leur défendons expressément d'entretenir à l'avenir aucune Correspondance ou avoir aucune Communication avec la France ou l'Espagne ou leurs Sujets. Mais, comme il y a dans nos Roïaumes plusieurs des Sujets de France & d'Espagne, Nous déclarons que nôtre intention est, que tous les Sujets de France ou d'Espagne, qui se comporteront comme ils doivent envers Nous, seront assûrez en leurs Personnes & en leurs Biens.

„ Donné en nôtre Cour, à St. James, le quatriéme jour de Mai 1702. & de nôtre Regne le prémier.

XXIX.

15. Mai. *Déclaration de Guerre de l'Empereur* Leopold *contre le Roi de France & le Duc d'Anjou. Fait à Luxembourg le 15 de Mai 1702.* [Feuille volante.]

„ Nous Leopold, par la Grace de Dieu élû Empereur des Romains en Allemagne, toûjours Auguste; Roi de Hongrie, de Boheme, de Dalmatie, de Croacie, & de Sclavonie, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Styrie, de Carinthie, de Carniole, & de Wurtemberg; Comte de Tyrol, &c. Sçavoir faisons, que quoique, depuis la conclusion d'une Paix générale faite depuis peu d'années à Ryswick en Hollande, la Couronne de France ait, tant par le long refus qu'elle a fait de restituer la Forteresse de Brisack, que par le tort & dommage qu'elle a causé à la Maison de Montbeliard, & par plusieurs autres transgressions, donné abondamment à connoitre, que son intention n'étoit pas d'entretenir ce Traité solemnel mieux que les précédens; Néanmoins, espérans que nous pourrions passer en paix le reste du tems de nôtre penible Régne, & maintenir le St. Empire Romain, aussi-bien que nos Roïaumes & Païs Héréditaires dans la jouïssance de la Paix présente, après avoir souffert tant d'oppressions, & empêcher enfin à l'avenir l'effusion de tant de sang Chrêtien innocent, Nous avons mieux aimé souffrir patiemment tous ces attentats, & chercher les moiens de terminer les differens à l'amiable, que d'en venir pour cet effet à un nouveau démêlé, & que d'entreprendre une ruineuse Guerre. Mais, comme incontinent après le decès de Charles II. Roi d'Espagne, & Archiduc d'Autriche, sous prétexte d'un Testament que l'on suppose que ce Prince auroit fait, mais qui en effet, est nul & de nulle valeur, & que nonobstant tous les Contracts de Mariage, Renonciations, Cessions, Traitez de Paix, & Sermens précédens, le Roi de France s'est emparé de tous les Roiaumes & Terres de ladite Sérénité, (entre lesquelles il y en a aussi qui ont appartenu à nôtre Maison Archiducale, avant qu'elles fussent venues au pouvoir de la Couronne d'Espagne, outre celles qui relevent de l'Empire;) qu'il y a intrus son Petit-Fils le Duc Anjou, & a pris par force outre cela non seulement le Duché de Mantoue & les autres Fiefs de l'Empire, quoiqu'ils n'aient jamais appartenu à la Monarchie d'Espagne, mais aussi a fait entrer une quantité de Troupes dans le Diocese de Cologne, & dans celui de Liége; qu'il s'est emparé & a mis Garnison dans toutes les Villes & Places fortes; qu'il les a outre cela fortifiées, y a dressé par tout des Magazins; & qu'il a contre nos legitimes Ordonnances, & executions, conformes aux Loix de l'Empire, commises aux Princes des Cercles, soutenu à main armée & fortifié l'Electeur de Cologne dans sa desobeïssance, & qu'au contraire il a fait emprisonner les fideles Sujets de l'Empire, & specialement le Baron de Mean Doien de Liége, & enlevé quelques autres de dessus les Terres de l'Empire, & attaqué hostilement & maltraité lesdits Princes des Cercles, qui selon leur devoir, tachoient d'éxécuter nos légitimes Mandemens Impériaux. Outre que son Petit-Fils le Duc d'Anjou s'est approprié les Terres qui n'appartiennent

ANNO 1702.

„ qu'à nôtre Maison Archiducale, & s'est fait nommer Archiduc d'Autriche, Comte de Habsbourg, & de Tyrol. Il nous semble être une chose inexcusable de passer plus long-tems sous silence de telles hostilitez, infractions, & violences, commises tant contre nôtre Maison Archiducale, que contre nôtre haute Dignité Impériale, mais au contraire nous nous trouvons obligez, en consequence, & en vertu du Droit Naturel, du Droit des Gens, & du St. Empire Romain, & particuliérement en consequence de la Capitulation que nous avons jurée, lorsque nous avons été élû Empereur, & de Nôtre Dignité Impériale & Archiducale, comme aussi de celle de Nôtre Patrimoine, de les prévenir de toutes nos forces & pouvoir (puisque tous les efforts des autres Potentats, ont aussi peu valu auprès de ladite Couronne de France, que les offres que nous avions faites d'un Accord à l'amiable) & cela d'autant plus, que c'est une chose constante que ledit Testament, qui sert aujourd'hui de prétexte auxdites hostilitez de la France, a été dressé par quelques Conseillers Espagnols corrompus, suivant l'intention du Roi de France; & qu'il a été proposé audit feu Roi Catholique, lors qu'accablé de foiblesse de corps, & de jugement, il n'étoit plus en état de lire, ou d'entendre, & beaucoup moins de peser & examiner comme il falloit l'ample contenu dudit Testament. Comme aussi, c'est une chose tout à fait repugnante à l'intention dudit feu Roi, laquelle il nous a si souvent fait connoitre, & que ledit Testament est rempli de choses fausses, inconvenables, & contradictoires, & enfin qu'il donne aussi peu de satisfaction à nôtre juste demande, que le Roi de France en a pû accepter, pour ne pas dire, qu'il n'a pas encore été effectivement executé par lui même, mais qu'il l'a déja violé en plusieurs points; & bien particuliérement parce qu'il est bien constant, que lesdites entreprises arbitraires tant par lui-même qu'au nom de son Petit-Fils, comme prétendu Seigneur du Cercle de Bourgogne, & par consequent l'Ennemi déclaré de Nous & de l'Empire, tendent au renversement & à l'oppression de la Dignité Impériale, de l'Autorité, & des Droits, qui nous ont été offerts par une légitime Election.

„ A ces causes, appuiez sur la justice de nôtre cause, & sur l'esperance du secours d'enhaut, Nous déclarons & publions par ces présentes, & en consequence, que nous tenons pour nos Ennemis, le Roi de France aussi-bien que le Duc d'ANJOU, avec leurs Sujets & leurs Adherens, & que pour detourner la violence & le tort public qui nous est par eux fait, & à l'Empire, & aux fideles Etats dudit Empire, & pour défendre nos Droits Impériaux & autres, nous sommes obligez de prendre les Armes, & de faire à cette fin marcher nos Troupes contre eux. Ordonnons par ces présentes aux fideles Sujets de Nous & de l'Empire, par le devoir auquel ils sont engagez envers Nous & envers l'Empire, & sous peine de privation de Corps & de Biens, & voulons très-serieusement par ces présentes, qu'aucun d'eux ne s'engage dans le service de ladite Couronne de France, du Duc d'ANJOU ou de ses Adherens, & qu'aucun n'entreprenne en la moindre chose, de leur rendre aucun service, aide, ou faveur, & entretienne avec eux directement ou indirectement aucun Négoce, Communauté, ou Correspondance, mais que dès ce moment ils s'en retirent & s'en abstiennent entiérement, & qu'ils nous aident de toutes leurs Forces à poursuivre & courre sus à nosdits Ennemis & les leurs. Nous avons aussi cette pleine confiance envers les Electeurs, Princes, & Etats de l'Empire, que tous tant en général, qu'en particulier, dès maintenant & à l'avenir, lorsque selon l'exigence des choses nous consulterons avec eux, sur ce qu'il sera besoin de faire, dans une Affaire qui ne nous regarde pas seulement, mais qui concerne aussi le bien & le sûreté des autres Principaux Membres de l'Empire en particulier, & par consequent celui de tout l'Empire Romain, ils nous secoureront, & nous aideront dans nôtre legitime & juste entreprise, de leur fidele & sage conseil, & de leur sincere, unanime, & ferme Union de toutes les Forces, que Dieu & l'Empire leur a données, pour se tirer de l'oppression eux & les autres Etats opprimez; qu'ils contribueront pour detourner tous les malheurs, & qu'ils ne se laisseront pas detourner en aucune maniere. Surquoi chacun se reglera pour éviter son dommage. En foi dequoi Nous avons fait seeller ces présentes de nôtre Sceau Impérial, donné à Luxembourg le 25 Mai 1702. en la quarante quatriéme-année de nôtre Régne en l'Empire, en la quarante-septiéme de nôtre Régne en Hongrie, & en Boheme la quarante-sixiéme.

„ *Etoit signé*,

„ LEOPOLD.

„ (L. S.) vt. D. A. Comte DE CAUNITS.

„ *Par Mandement exprès de Sa Majesté Impériale*,

„ Signé,

„ G. F. CONSBRUCK.

XXX.

Traité entre ANNE *Reine de la Grande Bretagne & la Maison de* LUNEBOURG. *Avec les* ARTICLES SEPAREZ. *Fait à la Haie le 21. de Juin 1702.* 21. Juin.

ANNA, Dei Gratiâ, Magnæ Britanniæ, Franciæ, & Hiberniæ Regina, Fidei Defensor &c. omnibus & singulis ad quos Præsentes Literæ pervenerint, Salutem. Cum Conventio inter Nos & Serenissimos & Celsissimos Principes, Dominum Electorem, & Dominum Ducem Brunswico-Luneburgicum, de Auxiliis decem mille hominum præstandis, Hagæ-Comitum, die vicesimo primo præsentis Mensis Junii Stilo Novo, Conditionibus & Verbis quæ sequuntur, conclusa & signata fuerit.

Convention entre Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne, & Leurs Altesses Electorale & Serenissime de Brunswik-Lunebourg, pour un Secours de dix mille Hommes.

I. LEURS Altesses Electorale & Serenissime le Seigneur Electeur & le Seigneur Duc de Brunswic-Lunebourg, promettent de fournir à Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne, pour le Service de la Cause Commune pour cette Campagne, un Corps de Troupes de dix mille Hommes, dont une partie est arrivée déja au Bas Rhin, & le reste effectivement en marche pour suivre avec toute la diligence possible.

II. Sa Majesté fera payer & entretenir ces Troupes Auxiliaires à raison de sept cens Chevaux en deux Régimens de Cavallerie & neuf mille trois cens Fantassins en douze Régimens d'Infanterie, sur le pied des Troupes que leurs Altesses Electorale & Serenissime ont aux Services des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, tant pour les Gages ordinaires, que pour les Emolumens extraordinaires, ce qui sera pour un long mois de six semaines ou de quarante deux jours, suivant l'Etat joint à cette Convention, la somme de deux cens & trois mille sept cens & quinze frans huit sols & un quart monnoie de Hollande, qui sera paiée à Rotterdam, regulierement de quinze jours en quinze jours, à commencer du prémier jour de ce mois de Juin nouveau Stile. Ces Troupes jouiront aussi dans tout le reste sans exception, des mêmes avantages, benefices, douceurs, & commoditez que ceux que Leurs Altesses Electorale & Serenissime ont aux Services de Leurs Hautes Puissances.

III. Ces Troupes Auxiliaires seront reçûes par le Commissaire de Sa Majesté, sur la Frontiere des Etats Généraux, & lui prêteront alors le Serment.

IV. Sa Majesté ne payant la Cavallerie suivant l'Article deuxiéme, que sur le pied de deux Régimens de sept cens Chevaux nonobstant qu'il y en a un beaucoup plus grand nombre qui ne passe dans la paye que pour de l'Infanterie, on est convenu de part & d'autre, que Leurs Altesses Electorale & Serenissime pourront, quand il leur plaira, changer contre de l'Infanterie, ce qu'il y a en Cavalerie dans ce

Corps

ANNO 1702.

Corps au dessus desdits deux Regiment qui font les sept cens Chevaux ensemble.

V. Leurs Altesses Electorale & Serenissime se reservent la liberté de retirer ces Troupes, ou toutes, ou en partie, en cas qu'Elles soient attaquées, ou dans un danger évident de l'être, dans les Etats qu'Elles possedent, & Sa Majesté consent à cette reservation. Pour faciliter leur retraite dans des cas semblables, on les éloignera le moins qu'il sera possible du Bas Rhin.

VI. Les Deserteurs pourront être reclamez reciproquement & seront rendus de bonne foi, sans aucune restitution des frais ou depenses. Et comme il arrive souvent qu'on dispute si les gens reclamez peuvent être reputez Deserteurs ou non, on n'aura pour cela besoin d'autres preuves, ou forme de procès, que de trouver ces sortes de gens dans d'autres Corps sans congé par écrit de leurs Commandans.

VII. Quoique cette Convention n'est faite que provisionellement pour cette Campagne, l'intention est pourtant de travailler pendant ce tems-là, à une plus particuliere, & pour plus-long tems; ainsi on compte que ces Troupes ne seront pas obligées de s'en aller après que la Campagne sera finie. Mais si contre l'attente cela arrivoit, on les renvoiera le quinzieme Novembre, ou au plus tard à la fin de ce mois, sans rien retrancher des Gages promis, par l'Article deuxieme jusqu'à la fin de l'année afin que ce qui en restera alors puisse servir aux frais de leur Marche penible dans cette mauvaise Saison, d'autant que cela est conforme à la coutume, & à toutes les Conventions semblables que leurs Altesses Electorale & Serenissime ont fait jusques ici avec les Etats Généraux: ainsi ce qui restera à leur depart du payement stipulé ci-dessus à l'Article deuxiéme, sera paié alors d'abord par avance jusqu'à la fin de l'année.

VIII. Les Ratifications de la présente Convention seront échangées ici en quatre semaines, ou plûtôt s'il se peut. Fait entre les soussignez Comte de Marlborough, Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire de Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne, & le Baron de Bothmer Plenipotentiaire de Leurs Altesses Electorale & Serenissime de Brunswic-Lunebourg. A la Haie ce vingt & unieme Juin mil sept cens deux.

MARLBOROUGH. (L. S.)   DE BOTHMER. (L. S.)

NOS visâ & perpensâ Conventione præfatâ, eandem in omnibus & singulis suis Articulis & Clausulis approbavimus, ratam, gratam, firmamque habuimus, sicut per præsentes pro Nobis, Hæredibus, & Successoribus nostris eandem approbamus, ratam, gratam, firmamque habemus, spondentes, & verbo Regio promittentes, Nos omnia & singula quæ in Conventione prædicta continentur, sanctè, religioseque, observare & præstare velle; neque pati, quantum in Nobis est, ut à quopiam violentur, aut ullomodo eisdem contraveniatur. In quorum majus robur, & fidem, Præsentibus Manu Nostrâ Regiâ signatis, Magnum Nostrum Angliæ Sigillum apponi jussimus. Quæ dabantur in Palatio Nostro di Sancto Jacobo nominato, die vicesimo Mensis Junii, Anno Domini millesimo septingentesimo secundo, Regnique Nostri primo.

Articles Séparez.

I. LEs raisons très-importantes que Leurs Altesses Electorale & Serenissime de Brunswic-Lunebourg ont de desirer pour la sûreté de leurs Etats, que leurs Troupes qui sont emploiées pour la Cause Commune, ne soient pas plus éloignées d'Eux que pour les operations sur le Bas Rhin, les ayant obligé de se le reserver à l'égard de celles qu'ils ont envoié à Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne à l'Article cinquiéme de la Convention faite là-dessus, & ayant consideré depuis que l'intérêt public pourroit les rendre nécessaires même en delà de la Meuse; on est convenu de part & d'autre, que lorsque la raison de Guerre demandera une operation en delà de cette Riviere, où toute l'Armée sera emploiée, lesdites Troupes la passeront & agiront avec elle. Mais si on en laisse en deçà un Corps assez considerable pour y emploier toutes ces Troupes de Leurs Altesses Electorale & Serenissime, elles le seront préferablement aux autres de cette Armée: au reste ledit Article cinquiéme de la Convention demeure pour le cas de la propre necessité dans son entier.

ANNO 1702.

II. La Marche pour retourner chez eux devenant par ces éloignemens d'autant plus longue, on les renverra au plus tard le 15. Novembre pour ne point les exposer, après leurs Services, à la ruine d'une marche dans la derniere & la plus mauvaise Saison de l'Année, si entre ici & ce tems-là, on ne convient pas pour les garder pour d'autres Campagnes suivantes, comme c'est l'intention selon l'Article septiéme de la Convention, auquel dans le reste il ne sera rien dérogé par celui-ci.

III. Et comme Leurs Altesses Electorale & Serenissime ont fait voir que leurs Troupes qui ont servi le feu Roi de la Grande-Bretagne de glorieuse mémoire, dans la Guerre précedente, ne lui ont pas preté le serment, Sa Majesté la Reine ne le prétend pas non plus de leurs Troupes qui la servent présentement.

Ces Articles Separez seront de la même force que la Convention, & comme s'ils y étoient inserez mot pour mot. Fait au Campement de Nimegue ce 10. Juillet 1702.

MARLBOROUGH. (L. S.)   H. BOTHMER. (L. S.)

Etat de la Païe des Troupes d'Hanovre & de Cel, à la Solde de Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne pour un long mois de six semaines, ou quarante deux jours.

DOUZE REGIMENS D'INFANTERIE.

Etat Major d'un Régiment.

Hommes			Francs	Sols	En 42 jours. Francs	Sols
1	Colonel.		393	15		
1	Lieutenant-Colonel.		131	5		
1	Major.		105	0		
1	Quartier-Maître.		150	0		
1	Adjutant.		90	0		
1	Chapelain.		150	0		
1	Auditeur.		100	0		
1	Chirurgien-Major.		80	0		
1	Tambour-Major.		20	0		
5	Hautbois.		61	5		
1	Prevôt.		40	0		
12					1321	5

Une Compagnie.

Hommes			Francs	Sols	Francs	Sols
1	Capitaine.		150	0		
1	Lieutenant.		70	0		
1	Enseigne.		60	0		
2	Sergens		48	0		
3	Bas Officiers.		73	16		
1	Chirurgien.		25	0		
3	Caporaux.		69	16		
1	Ecrivain.		12	0		
2	Tambours.	à 15-10	31	0		
16	Appointez.	à 14-5	228	0		
75	Factionaires.	à 12-5	918	15		
3	Valets.	à 8-0	24	0		
109					1710	7
654	Six autres Compagnies pour former le Regiment.				10262	2
775	En tout pour un Régiment.				13293	14
8525	Pour onze autres Régimens.				146230	14
9300	Fait pour les douze Régimens.				159524	8

ANNO 1702.

DEUX REGIMENS DE CAVALERIE.

Etat Major d'un Régiment.

Hommes		Francs	Sols	Pour 42. jours. Francs	Sols
1	Colonel.	393	15		
1	Lieutenant-Colonel.	131	5		
1	Major.	105	0		
1	Quartier-Maître.	180	0		
1	Audireur.	100	0		
1	Adjutant.	100	0		
1	Chapelain.	150	0		
1	Chirurgien-Major.	80	0		
1	Timbalier.	35	10		
2	Prevôt & fon Valet.	40	0		
8				1315	10

Une Compagnie.

				Francs	Sols
1	Capitaine.	400	0		
1	Lieutenant.	180	0		
1	Cornette.	145	0		
1	Quartier-Maître.	80	0		
1	Chirurgien.	36	0		
2	Trompettes.	70	0		
1	Ecrivain.	28	0		
3	Caporaux. à 50	150	0		
46	Maîtres. à 28	1288	0		
57				2377	0
285	Cinq autres Compagnies pour former le Régiment.			11885	0
350	En tout pour un Régiment.			15577	10
350	Pour un autre Régiment.			15577	10
700	Fait pour la Cavalerie.			31155	0
9300	Pour l'Infanterie.			159524	8
10000	En tout			190679	8

Transport.

	Francs.		En 42 jours. Francs	Sols
			190679	8
La paie d'un Lieutenant-Général à 500 Francs par mois, de douze dans l'Année, pour fept mois, à commencer le prémier Juin.	3500			
De plus pour fix mois de Campagne à 500 Francs par mois.	3000			
Pour fix Chariots à deux Francs par Chariot pour 184 jours de Campagne.	2208			
		8708		
La paie d'un Général-Major à 250 Francs par mois, pour fept mois à commencer le prémier de Juin.	1750			
De plus pour fix mois de Campagne à 250 Francs par mois.	1500			
Pour quatre Chariots à deux Francs pour les 184 jours de Campagne.	1472			
		4722		
Pour les Chariots de Campagne à raifon de douze chaque Régiment d'Infanterie, à fçavoir deux pour le Colonel, un pour le Lieutenant-Colonel, un pour le Major, un pour le petit Etat, & un pour chaque Compagnie à deux Francs par jour chaque Chariot, fait pour les douze Regimens en 184 jours.		52992		
		66428		
En tout deux cens & trois mille fept cent & quinze Francs huit fols & un quart tous les quarante & deux jours, à commencer du prémier de Juin 1702. St. N.			13036	0 ¼
			203715	8 ¼

XXXI.

ANNO 1702. 3. Juillet

Déclaration de Guerre de LOUIS XIV. *Roi de France, contre l'*EMPEREUR, *l'*ANGLETERRE, *les Etats Généraux des* PROVINCES UNIES, *& leurs Alliez. A. Marli, le 3. Juillet* 1702.

DE PAR LE ROI.

BIEN que le Traité conclu à Ryfwick, dans le tems que le Roi par la fupériorité de fes Forces étoit en état de donner la Loi aux Princes voifins jaloux de fa Puiffance, foit une preuve certaine du defir fincere que Sa Majefté a toujours eu de donner la Paix à fes Sujets, & rétablir la tranquillité dans l'Europe, Sa Majefté a néanmoins vû que l'Empereur, fans aucun Droit legitime à la Succeffion des Roiaumes & Etats de la Monarchie d'Efpagne, s'eft mis en état par l'augmentation de fes Troupes, par des Traitez & Alliances avec plufieurs Princes, & particulierement avec l'Angleterre & les Etats Généraux des Provinces-Unies, de troubler le repos de l'Europe par une nouvelle Guerre auffi injufte qu'elle eft mal fondée. Ils ont commencé de toutes parts des Actes d'hoftilitez, contre & au préjudice des Traitez fi folemnellement jurez; l'Europe entiere eft témoin de la moderation de Sa Majefté, elle a vû attaquer des Places, prendre des Poftes avantageux, arrefter des Convois, faire des Prifonniers avant qu'il y eût aucune Déclaration de Guerre, dans le tems que Sa Majefté faifoit agir fes Ambaffadeurs ou Envoiez pour conferver la Paix. Toutes ces Démarches fi contraires à la bonne foi & à leurs propres interéts, les Manifeftes & Déclarations de Guerre de l'Empereur, de l'Anglererre, & des Etats Généraux, aiant été publiez, Sa Majefté s'eft trouvée dans la néceffité, pour conferver fes propres Etats & ceux du Roi fon Petit-Fils, d'armer de fa part, & de faire des levées affez confiderables pour pouvoir s'oppofer aux entreprifes de leurs Ennemis communs, & à cet effet Sa Majefté a réfolu d'emploier toutes fes Forces tant de Terre que de Mer, foûtenues de la Protection Divine qu'elle implore pour la juftice de fa Caufe, de declarer la Guerre à l'Empereur, à l'Anglererre, aux Etats Généraux des Provinces-Unies, & aux Princes leurs Alliez. Ordonne & enjoint Sa Majefté à tous fes Sujets, Vaffaux, & Serviteurs, de courre fus aux Sujets de l'Empereur, aux Anglois, Hollandois, & aux Sujets de leurs Alliez; & a défendu & défend très-expreffément d'avoir ci-après avec eux aucune Communication, Commerce, ni Intelligence, à peine de la vie; & en confequence Sa Majefté a dès à prefent revoqué & revoque toutes Permiffions, Paffeports, Sauvegardes & Saufconduits qui pourroient avoir efté accordez par Elle ou par fes Lieutenans-Généraux & autres fes Officiers, contraires à la Prefente, & les a declaré & declare nuls, & de nul effet & valeur, défendant à qui que ce foit d'y avoir aucun égard. Mande & ordonne Sa Majefté à Monfieur l'Amiral, aux Maréchaux de France, Gouverneurs & Lieutenans-Généraux pour Sa Majefté en fes Provinces & Armées, Maréchaux de Camp, Colonels, Meftres de Camp, Capitaines, Chefs & Conducteurs de fes Gens de Guerre, tant de cheval que de pied, François & Etrangers, & tous autres fes Officiers qu'il appartiendra, que le contenu en la Prefente ils faffent executer, chacun à fon égard, dans l'étenduë de leurs Pouvoirs & Jurifdictions: CAR TELLE EST LA VOLONTE' DE SA MAJESTE', laquelle veut & entend que la Prefente foit publiée & affichée en toutes les Villes tant Maritimes qu'autres, & en tous fes Ports, Havres, & autres lieux de fon Roiaume & Terres de fon obéiffance que befoin fera, à ce qu'aucun n'en pretende caufe d'ignorance.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas,

CHAMILLART.

Fait à Marly le troifiéme Juillet mil fept cens deux.

XXXII.

ANNO 1702.

XXXII.

21 Juillet Protestation von Seiten eines Hochwürdigen Thumb-Capituls des Ertzstiffts Cölln wider Ihro Churfürstl. Durchl. von Pfaltz/ in puncto der Stadt und Vestung Kayserswerth Cölln den 21. Julii 1702. [Feuille volante imprimée à Cologne.]

C'est-à-dire.

Protestation de l'Illustrissime Chapitre Metropolitain de COLOGNE *contre le Serenissime* Electeur Palatin du Rhyn *touchant la Ville & Forteresse de* Keiserswerth. *A Cologne le* 21. *Juillet* 1702.

Einem Hochwürd. Thumb-Capitull dieses hohen Ertz-Stiffts Cöllen ist nicht weniger schmertz- als befrembdtlich zu vernehmen vorkommen/ welcher gestalt von Seithen des Herrn Churfürsten zu Pfaltz Liebd. und Durchleucht gegen alles Vermuthen/ und besonderes auff Dieselbe/ als von Ihrer Käyserl. Majestät allergnädigst angeordnetem Commissarien gestelltes Vertrawen/ an platz der/ bey gegenwertigen betrübten Kriegs-Zeiten verhoffter- und mehrmahlen veranlaster Trostleistung/ die Ertz-Stifftische/ zwarn mit Frantzösischer Guarnison, aber gegen Capituli außtrücklichen willen/ auch desselben und gesambter Löbl. Land-Ständen offentliche vielfältige Widersprechungen/ belegt gewesene- und auff Anordnung Ihro Käyserl. Mayest. nunmehr durch die Wapfen deroselben hoher Herren Alliirten ohnlengst zur Ubergab gezwungene Stadt und Vestung Käyserswerth/ von hiesiger Kirchen ab- und ahn sich zu ziehen jüngsthin thätlich gesuchet/ zu dem Endt dan den würcklichen Besitz daselbsten aigenmächtig ergreiffen/ mithin die Einwöhnere und gemeine Bedienten in Aydt und Pflichten nehmen zu lassen/ kein Bedenckens gemacht worden.

Gleich wie nuhn dieses in keinen Rechten verantwortliches/ sonderen gegen den allgemeinen Landt-Frieden/ und die Reichs-Pfandungs-Constitutionen absonderlich streitendes factum Capitulo desto tieffer zu Hertzen gehet/ jemehr bekandt/ daß vorbemelte Vestung Käyserswerth bereits über einige Sæcula per continuam & nunquam interruptam Possessionem, dem Stifft Cöllen aigenthümblich incorporirt/ und hiesige Kirch ex hoc solo cursu longissimi temporis in optimo Jure & titulo proprietatis, allen Rechten zufolg/ unumbwerfflich befestiget/ auch deswegen unnöhtig ist/ zu weiterer Bewehrung diesseitigen Gerechtsambs mit anderwertigen Documentis extra terminos Possessorii sich ein- und außzulassen; also wird die dießfals obhandene Nichtigkeit/ auch gar durch die von höchstgemel. Seiner Chur-Pfaltzischen Liebd. und Durchl. zu vermeinter Beschönung dieses thätlichen Verfahrens außgeführte Motiva zu Tag gelegt/ maßen darin (wie wohl mit besonderer alterirung des Facti) jedoch außtrücklich gestanden und nachgegeben wird/ daß ein zeitlicher Ertz-Bischoff zu Cöllen/ Nahmens des Ertz-Stiffts und der Kirchen schon von viel hundert Jahren her die Burg/ Stadt/ und Zoll Käyserswerth mit ihren Zubehörungen legitimo titulo in rühigem Besitz gehabt habe/ welcher wohlhergebrachter rühiger Besitz/ obwohl nun durch ein vom Herren Pfaltz-Graffen Ruprechten im Jahr 1368. dem Angeben nach/ ertheiltes Reversale umbgeworffen werden will/ so kan jedoch dieser allzuweit hervorgesuchter Prætextus das Chur-Pfaltzische Verfahren darumb für dasmahl so weniger entschuldigen/ noch die aigenmächtige angemaste Recht-Sprechung beschönen/ weilen dem aigenen Erzehlen nach/ vor hundert und mehr Jahren eben selbige Einwürffe ins Mittel gebracht/ an Seithen des Ertz-Stiffts aber dergestalt hintertrieben worden/ daß gehöriger hoher Orthen nuhn über ein Sæculum und weiter/ auff die Erörterung zu treiben/ ahn Gülischer Seithen die Lust vergangen/ worzu man aber diesseits/ so weith nöhtig/ annoch erbietig: Inzwischen aber den rechtmässig hergebrachten Besitz civiliter ac naturaliter behaltet/ und sich auff das/ in dergleichen Fallen pro norma & regula inter Status Imperii gestelltes Instrumentum Pacis art. 17. §. 7. unabwendig fuesset: Ut nulli omnino Statuum Imperii liceat jus suum vi, vel armis persequi, sed si quid controversiæ sive jam exortum sit, sive posthac inciderit, unusquisque jure experiatur, secus faciens, reus sit fractæ pacis &c. Und dieses alles umb demehr/ dahe die Belägerung Käyserswerth der Ursachen bekandtlich vorgenohmen/ damit Ihro Käyserl. Majestät zu Auß und Abtreibung der frembden Kriegs-Macht vom Reichsbodem führende allergnädigste Intention erreicht/ der freye Handel auff dem Rheinstrohm wieder eröfnet/ dem Chur Cöllnischen Landt die Ruhe und Sicherheit wieder gebracht/ und dasselbe ins künfftig durch alle zulängliche Mittelen dabey gehandhabt/ nicht aber durch dergleichen im Reich höchst verbottenes thätliches Verfahren/ nach so trew und auffrichtiglich geführter/ und von Ihro Käyserl. Majestät und allerseiths hohen Herren Alliirten offtgerühmbter Patriotischer Conduite, an statt allergnädigst zugesagten Schutzes/ in seinem Aigenthumb verkürtzt werden solle.

Wiewohl nun hochgemeltes Thumb-Capitul dafür haltet/ es werden Se. des Herren Churfürsten zu Pfaltz Liebd und Durchl. bey näherer der Sachen Erwegung/ die vorgangene Ubereylung/ und den untergelauffenen Irthumb von selb erkennen/ und Dero hoher Æquanimität zufolg hiesig Ertz-Stifft in seinem uralt rühigem Besitz unangefochten stehen lassen/ du soasten ja demselben alle rechtliche Possessions-Mittel pro manutenentia kundtbarlich zu Hülff kommen.

So hat dannoch hochgemeltes Capitulum zu übriger Beybehaltung sein und der Kirchen zustehenden Rechtens gegen vor angeregte in sich selbst nichtig und ungültige Possessions-Ergreiffung/ und alle darauß ferner entstehende Beeintrachtigungen sich auffs zierlichst bedingen/ zum höchsten darwider beschweren/ und alle gezimende Rechts-Mittelen dagegen vorbehalten/ auch die von des Herren Hertzogens von Sachsen Thumb Probstens Liebd und Durchl. in gemelten Käyserwerth gleich Anfangs nomine Capituli feyrligst eingelägte Protestation absonderlich hierin wiederhohlen/ und dieselbe coram Notariis & testibus bey heuth gewöhnlicher massen sitzendem Capitulo Generali Margarethæ der Gebühr Rechtens interponiren wollen.

Urkundt Unsers diesem vorgetruckten Capitular Insiegell/ und Secretarii Unterschrifft/ so geschehen Cöllen den 21. Julii 1702.



XXXIII.

ANNO 1702.

XXXIII.

23 Juillet. Declaration Herrn Hertzog Fridrich Wilhelms zu Mechlenburg Schwerin/ wider eilffe von der Ritterschafft / welche dem zwischen Ihme Hertzogen und der Ritter- und Landschafft / zu Schwerin den 16. Julii 1701. geschlossenen Vergleich contradiciret / worinnen selbige nicht allein der verwilligten Amnestie, samt aller andern Emolumenten / Beneficien / und Immunitäten unwürdig erklähret sondern auch alle und jede Ahndung und Bestraffung wider dieselbe reserviret worden. Geschehen Schwerin den 23. Julii 1702. [LUNIGS, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Cont. II. Abtheil. IV. Absatz. VI. pag. 608. d'où l'on a tiré cette Piece, qui se trouve aussi dans THUCELII *Acta Publica* S. Rom. Imp. Part. II. pag. 316.]

C'est-à-dire,

Declaration de FRIDERIC GUILLAUME *Duc de Mecklenbourg-Suerin contre Onze Gentils-hommes qui avoient contredit au Traité fait le 16. Juillet 1701. entre lui, Sa Noblesse & le Païs; par laquelle il les declare indignes de son Amnistie, & de tous autres Benefices, Droits & Immunités, se reservant contr'eux toute legitime Action & Animadversion. A Suerin le 23. Juillet 1702.*

VON GOttes Gnaden / Friedrich Wilhelm / Hertzog zu Mecklenburg ꝛc. Nachdem Wir mit ungnädigstem Mißfallen vernehmen müssen / daß nach geschlossenem / und von der Kayserlichen Commission signirten Vergleich / zwischen Uns und Unser getreuen Ritter- und Landschafft / sich einige / dem Vernehmen nach / in Eilff Persohnen / benantlich Bernstorff zu Rüting / Bassewitz zu Walmstorff / Negendanck zu Eggerstorff / und Negendanck zu Zirow / Lützow von drey Lützow / Lepel zu Grambow / Lutzow von Goldebau / Plesse von Gottes-Gabe / Jürgen Rabe von Stücke / Pentze von Besendorff / und Pentze von Lutzow / unter dem Nahmen von denen Vier Aemtern Unsers Hertzogthums Schwerin / als Schwerin / Gadebusch / Wittenburg und Grevis-Mühlen / jedoch ohne vorgewiesenes Rechts-gültiges Mandat, hervor geben / und bemeldtem Vergleiche nichtiglich contra leges & consuetudinem Unserer beyden Hertzogthümer / in welchen nicht allein pluralitas votorum bey allen Landschafftlichen Gemeinen / und der Aemtern Conventibus, den Schluß machet / besondern auch absentes & tacentes quando citati sunt, gleichwie bey gegenwärtiger Commission von dem Kayserl. Herrn Commissario, General Johann Martin Geschwind von Peckstein / ohnstreitig geschehen / pro præsentibus & consentientibus gehalten werden / zu contradiciren sich vermessentlich unternehmen; So können Wir nicht entübriget seyn / diese neuerliche Verwegenheit / welche auch so weit sich erstrecket / daß dieselbe ihren würcklichen Deputirten bey dieser Commission das gehabte Mandatum, auch in ihrem Nahmen mitgetroffenen Vergleiche / & re non amplius integra, zu disputiren und abzuleugnen sich unterstehen / nicht allein als null und nichtig zu erklären / besondern auch Uns darwider, alle hohe Landes-obrigkeitliche Ahndung kräfftigst zu reserviren / absonderlich vorbedeutete Eilff Persohnen / und alle diejenigen / welche aus berührten Aemptern wider Unser gnädigstes Vermuthen / sich Ihnen etwa noch nahmentlich zugesellen dürfften / Unserer in denen bey dieser Kayserlichen Commission ausgestellten Recessen / gnädigst verwilligten Amnestie, und aller andern Emolumenten / Beneficien und Immunitäten unwürdig zu erklären / folglich alle und jede Befugniß wieder dieselbe zu reserviren / gleichwie Wir sub dato den 15. & 19. dieses dergleichen Declaration schon durch Unsere Deputatos, coram Commissione und in Gegenwart sämtlicher Ritter- und Landschafft-Deputirten / zu Bestraffung aller Refractarien gethan / und Uns quævis competentia reserviret haben / auch nochmahls vorbesagter massen hiermit thun und reserviren. Wir seynd danebst zu Ihrer Kayserlichen Majestät des allerunterthänigsten Vertrauens / Sie werden nach Innhalt der Wahl-Capitulation, diese widerspenstige / falls sie biß an dero allerhöchste Person ihre unziemliche Intention erstrecken solten / tractiren / mit Ungnaden ab / und zu Unser gebührenden Bestraffung an Uns verweisen / dieses alles und so viel mehr / als dero eigner in dieser Sachen verordneter Herr Commissarius von offt berührten Refractarien unverantwortlichen und höchststraffbahren Bezeigungen die beste und wahrhaffte Relation erstatten kan und wird. Uhrkundlich haben wir diese Unsere wohlbedachte beständige Declaration unter Unserm Fürstl. Hand-Zeichen und Innsiegel ausgestellet. So geschehen auf Unserer Residentz und Vestung Schwerin den 23. Julii Anno 1702.

Friedrich Wilhelm.

(L. S.)

XXXIV.

Extrait de la Déclaration de Guerre de l'Empereur & de l'Empire contre le Roi de France & contre le Duc d'Anjou & ses Alliez. [Lettres Historiques, Mois de Novembre, pag 566.] 28. Sept.

COMME le Roi de France a enfreint la Paix de Ryswick, premierement par le refus, & ensuite par un long delai à restituer la Ville de Brisac, la Forteresse de Philisbourg, & le Palatinat; & par le paiement injuste qu'il a exigé avec violence de l'Electeur Palatin, &c. Qu'ensuite, après la mort de CHARLES II. Roi d'Espagne, il a pris possession à force ouverte de toute la Monarchie Espagnole, où son Petit-Fils le Duc d'ANJOU est intrus pour Roi, sous prétexte d'un Testament nul & suggeré, contre la foi des Contracts, Sermens, Cessions, & Traitez de Paix; & nonobstant que plusieurs Membres de la Monarchie apartiennent à l'Empire & à la Maison d'Autriche, & en particulier le *Cercle de Bourgogne, les Duchez de Milan & de Mantoue*, & plusieurs autres Fiefs de l'Empire occupez à main armée, où la France a exercé toutes sortes d'hostilitez: Qu'il a fait passer une Armée formidable dans l'Archevêché de Cologne & Principauté de Liege, sous le nom frivole de *Troupes du Cercle de Bourgogne*, & en a rempli les Villes, aïant fait construire quelques nouveaux Forts contre le Droit des Gens, établi des Magazins d'Artillerie, & de toutes sortes de Munitions de guerre & de bouche; enlevé le Seigneur de Mean, Grand Doien de Liege, & autres Sujets de l'Empire; exigé des Contributions insupportables; désolé les Terres de plusieurs Etats de l'Empire, par des pillages & autres hostilitez criantes; troublé le libre Commerce sur le Rhin & autres Fleuves; envahi les Etats Imperiaux du Cercle de Westphalie, avec toutes sortes d'hostilitez; rebellé les Etats de l'Empire contre l'Empereur, qui en est le premier Chef, & contre eux-mêmes, tâché de détruire l'autorité des Colleges de l'Empire, n'omettant rien de tout ce qui pouvoit contribuer à l'affoiblissement, & même à l'entiere ruine de la Nation Allemande, en abolissant ses Libertez, & assujettis-

sant

ANNO 1702. sant tant de fideles Etats, Païs & Fiefs de l'Empire, afin de parvenir d'autant plûtot à son but de la Monarchie Universelle, qu'il ambitionne depuis longtems outre que le Duc d'ANJOU ne s'est pas abstenu d'usurper le titre d'*Archiduc d'Autriche, Comte de Habsburg & de Tirol*, &c. &c. LES ELECTEURS ET ETATS DE L'EMPIRE, après avoir fait leurs très-humbles remercîmens à Sa Majesté Imperiale, déclarent qu'ils tiennent les Contraventions, Occupations, Détentions, Hostilitez ci-dessus mentionnées, & autres, pour une haute infraction de la Paix; ET A CES CAUSES, reconnoissent le Roi de France & son Petit-Fils le Duc d'ANJOU, & leurs Alliez, pour Ennemis de l'Empire; leur déclarent la Guerre au nom de tout l'Empire; & commandent, sous les peines capitales, à tous les Sujets de l'Empire, d'exercer contr'eux toutes sortes d'hostilitez, jusqu'à ce qu'une Paix générale, profitable & solide, s'ensuive; Défendant sous les mêmes peines, toute Correspondance & Commerce de *Laines, Soyes, Manufactures d'or & d'argent, & autres Marchandises, Vins, Eaux de vie, Huiles, &c. &c.* Ensemble, *Change, & Contrechange*; Commandant à tous les Sujets de l'Empire de sortir des Terres de leur Domination; & déclarant les Marchandises qui en proviennent *pour Contrebande & confiscables*; Défendant particulierement qu'on y envoie des *Grains, Chevaux, Poudre, Plomb*, &c. directement ou indirectement, déchargeant les Sujets de l'Empire de tous Semens & Alliances faites avec les Ennemis; & ordonnant qu'ils aient à se rendre au plûtôt au Service commun de l'Empire, sous peine de la perte de leurs Biens, &c.

*Avocatoires de l'Empereur, adressantes aux Sujets de l'Empire qui sont au Service du Roi de France ou du Duc d'*ANJOU.

COMME le Roi de France & le Duc d'ANJOU, leurs Alliez & Adherens, ont été déclarez Ennemis de l'Empereur & de l'Empire, & la Guerre leur étant déclarée au nom de tout l'Empire; Il est defendu à tous Sujets & Alliez de l'Empire, de quelque état & condition qu'ils puissent être, & sous quelque pretexte que ce soit, de rester, ou se mettre au Service des Ennemis, sous peine de la vie, & de perte de tous leurs biens, &c. Mais au contraire, tous ceux qui se trouvent au Service du Roi de France & du Duc d'ANJOU, sont déclarez libres de leur Serment, en vertu du Pouvoir Impérial, avec promesse, à ceux qui voudront se joindre, pour servir fidelement l'Empereur & ses Alliez, les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire bien intentionnez, qu'ils seront reçûs en grace & leur sera donné à chacun, selon sa qualité & condition, des Emplois & Dignitez Militaires, &c.

Avocatoires de l'Empereur, adressantes aux Sujets de l'Empire qui sont au Service de l'Electeur de Baviere.

COMME l'Electeur de Baviere a levé une puissante Armée dans l'Empire avec l'argent de la France, &c. Qu'il a surpris Ulm, & s'en est emparé avec violence: Qu'il a contraint la Ville de Memmingen à se rendre à lui, contre toutes sortes de Droits, & traité hostilement le reste des Etats des Cercles de Suabe & de Franconie, qui s'uposent à lui, Et qu'il a entretenu des intelligences & correspondances avec la Couronne de France, par le moien des Ministres François, & par des Lettres, dont quelques-unes ont été interceptées; quoi que cette Couronne fût déclarée Ennemie par tout le St. Empire: aiant fait cela, non seulement contre Dieu, sa propre conscience, son serment, & son devoir, mais aussi contre les Statuts de l'Empire, Alliances, &c. &c. & directement contre le Traité de Paix de Westphalie. Ces hostilitez ne pouvant être reconnues que pour une infraction ouverte de la Paix, Sa Majesté Imperiale, à la priere instante des Electeurs, Princes, & Etats de l'Empire, ordonne à tous Géneraux, Colonels, & autres Hauts & Bas Officiers, ensemble à tous Soldats tant à pied qu'à cheval, originaires, ou habitans de l'Empire, presentement au Service dudit Electeur, de l'abandonner, & venir se rendre au Service du St. Empire; sous peine aux contrevenans d'être déclarez Parjures, gens sans honneur, méprisans l'Empire, & Traitres à leur Patrie, leurs noms devant être publiez dans tout l'Empire leurs Biens & Effets confisquez, & eux punis de mort, dès qu'on pourra s'en saisir, &c. ANNO 1702.

XXXV.

29. Sept. *Instrumentum Accessionis Circuli Inferioris Rhenano-Westphalici ad Magnum Fœdus inter Imperatorem* LEOPOLDUM, WILHELMUM *Magnæ Britanniæ Regem & Ordines Generales* FOEDERATI BELGII, *die Septima Septembris Ann 1701. initum. Coloniæ ad Rhenum 29. Mensis Septembris 1703.*

NOS, Dei Gratiâ FRIDERICUS-CHRISTIANUS Episcopus Monasteriensis, Burggravius Strombergensis, &c. Romani Imperii Princeps, Dominus in Borkeloe; JOANNES-WILHELMUS, Comes Palatinus Rheni, Sacri Romani Imperii Archi-Thesaurarius, Bavariæ, Juliæ, Cliviæ, ac Montium Dux, Comes Veldentii, Sponheimii, Marchiæ Ravensbergi & Morsæ, Dominus in Ravenstein; FRIDERICUS Rex Borussiæ, Marchio Brandenburgicus, Sacri Romani Imperii Archi-Camerarius & Elector, Supremus Princeps Auriacus, Magdeburgi, Cliviæ, Juliæ, Montium, Stettini, Pomeraniæ, Cassubiorum, & Vandalorum, ut & in Silesiâ Crosnæ Dux, Burggravius Norimbergæ, Princeps Halberstadii, Mindeniæ & Camini, Comes in Hohenzollern, Marcæ Ravensbergæ, Lingen, Moers, Buren, & Leerdami, Marchio in Veeren & Vlissingen, Dominus in Ravenstein, Lavenburg, Buttonia, Arley, & Breda; Nostro ut Directorum, reliquorumque Principum & Statuum inclyti Circuli Inferioris Rhenano-Westphalici ad hoc specialiter requisiti nomine omnibus & singulis quorum interest aut quomodolibet interesse poterit, Notum testatumque facimus, quandoquidem Sacra sua Cæsarea Majestas nos certiores reddiderit, sese existimavisse periculosissimâ hâc rerum Constitutione natâ ex fatali postremo defuncti gloriosissimæ memoriæ Hispaniarum Regis decessu, ad prævenienda & avertenda, quæ toti Europæ ruinam & interitum minantur & ad procurandam cum incolumitate publicâ Pacem bonam, firmam & constantem, nihil magis necessarium esse, quam ut hunc in finem, se quantam fieri posset arctissimo Fœdere jungerent, & propterea inter illos pactum fuisse Fœdus, formâ & tenore sequenti.

Inseratur hîc Fœdus incipiens

Quandoquidem mortuo sine Liberis non ita pridem gloriosissimæ memoriæ &c.

Cumque altissimè memorata Sacra sua Cæsarea Majestas virtute Articuli 13. Nos ut Directores cæterosque inclyti Circuli Inferioris Rhenano-Westphalici Principes & Status ad Societatem dicti Fœderis invitaverit & requisiverit, ut illi accedere, accessione nostrâ illud corroborare, atque ad ejus observationis & executionis Guarantiam nos obstringere vellemus, Nos itaque nostro reliquorumque modò memorati Circuli Inferioris Rhenano-Westphalici Principum & Statuum nomine, ut testatum faciamus, quanto & Nos erga publicum feramur affectu & studio ad consequendum finem in supra scripto Fœdere propositum, illud in totum ut & singulos ejus Articulos approbavimus, ratum, gratum & acceptum habemus, vigore præsentium declarantes Nos cunctas obligationes in eo contentas in Nos proprio & cæterorum Principum & Statuum nomine recipere, constituentes Nos vindices vulgò Guarandos pro ejus observatione & executione, atque Nos ut & Successores & Hæredes Nostros hisce erga altissimè memoratam Sacram suam Cæsaream Majestatem ad inviolabiliter præstanda & exequenda cuncta & singula quæ in supra scripto Fœdere contenta sunt, absque ulla exceptione eodem modo ac si ab initio cum eadem Fœdus hoc pepigissemus, spondentes ac bonâ fide promittentes, nos nihil quidquam directè vel indirectè unquam facturos, quod illi contrarium esse possit, ità tamen ut Nos inclytusque Circulus Inferior Rhenano-Westphalicus pariter omnium exinde provenientium commodorum & jurium participes reddamur, illudque quod in nupero Nordlingæ in per-

ANNO 1702.

partibus Sueviæ habito Congressu 22. mensis Martii anni adhuc currentis Superiores associati Circuli per Ablegatos suos stipulati sunt, & sicut ex post per Litteras subsecutas ratificatorias promissum est, insuperque id ipsum quod suprafati Directores & Status Circuli Westphalici 29. Septembr. in Congressu Coloniæ habito sibi ulterius stipulati sunt, vicissim præstetur & observetur; Cumque ab altissimè memoratâ suâ Sacrâ Cæsareâ Majestate, Nobis super hâc inclyti Inferioris Rhenano-Westphalici accessione Instrumentum receptionis extraditum sit, ita Nos vicissim nullatenus dubitantes, pro ut Reverendissimus & Serenissimus Episcopus Javariensis, Saxoniæ Dux fidem suam desuper interposuit, idem à Suâ Regiâ Majestate Magnæ Britanniæ, & Dominis Ordinibus Generalibus Uniti Belgii extradendum esse, ad hujus rei & prædictorum omnium majorem fidem hoc præsens Instrumentum Accessionis Nostro reliquorumque Principum & Statuum nomine subscripsimus, & Sigillis Nostris Secretioribus communiri jussimus. Signatum Coloniæ ad Rhenum 29. mensis Septembris 1702.

Instrumentum Receptionis.

NOs LEOPOLDUS, Divinâ favente Clementiâ Electus Romanorum Imperator semper Augustus, Bohemiæ, Dalmatiæ, &c. &c. &c.

Notum & testatum facimus omnibus & singulis, quorum interest, aut quomodolibet interesse potest, quod cum ad invitationem nostram Venerabilis FRIDERICUS-CHRISTIANUS Episcopus Monasteriensis, Princeps devotus nobis dilectus, nec non Serenissimus & Potentissimus FRIDERICUS Prussiæ Rex, Marchio Brandenburgensis, Magdeburgi, Stettinæ, Pommeraniæ, Cassubiorum, & Wandalorum Dux, Burggravius Norimbergensis, Princeps Halberstadii, Mindæ, & Caminæ, Comes in Hohenzollern, Sacri Romani Imperii Archi-Camerarius; ac Serenissimus JOANNES WILHELMUS, Comes Palatinus Rheni, Dux Bavariæ, Comes in Veldenz & Sponheim, Sacri Romani Imperii Archi-Thesaurarius, respectivè Consanguineus & Frater consobrinus & Principes Electores Nostri Charissimi, seu Principes convocantes & Directores inclyti Circuli Westphalici, tam suo, quam reliquorum ejusdem Circuli Principum, ac Statuum nomine, confecto desuper Instrumento declaraverint, se Fœderi nos inter, & Serenissimum Principem Dominum WILHELMUM, Magnæ Britanniæ, Franciæ, & Hiberniæ Regem, Consanguineum & Fratrem nostrum Charissimum, nec non Charissimos amicos nostros Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum, per utrumque ad id Deputatos, & sufficienti Mandato instructos Ministros, die septimo Septembris Anni proximè elapsi in Hollandiâ Hagæ Comitis percusso, suâ etiam ex parte accedere, illudque ratum, & gratum habere, & ad ejus inviolabilem observationem obligari velle, Nos præmemoratos Principes & Status, ad dicti Fœderis societatem admiserimus & acceptaverimus, quemadmodum hisce admittimus, acceptamus, eosdemque hujus Fœderis participes facimus; adstringentes Nos reciprocè verbo nostro Imperiali Regio, atque Archiducali, erga præfatos Principes & Status, ad præstandum illis omnia, quæ in memorato Fœderis Tractatu, eosdem concernere queunt, non secus, ac si cum illis simul ab initio conclusus & signatus fuisset, pro ut etiam ipsis, omne illud, quod in Europâ Nordlingæ in Sueviæ partibus habito Congressu superiorum associatorum Circulorum Directores & Status, per Ablegatos suos, specialiter sibi stipulati sunt, nosque ipsis per subsecutas Litteras nostras ratificatorias, denuò promisimus, nec non id ipsum quod suprafati Circuli Westphalici Directores & Status, vigesima nona Septembris in Congressu Coloniæ habito, sibi ulterius per expressum stipulati sunt, vicissim actualiter præstari volumus, in cujus rei fidem & majus observantiæ robur hoc Instrumentum, manu nostrâ subscriptum Sigilli nostri Cæsarei appressione muniri jussimus, quod dabatur in Civitate nostrâ Viennæ die &c. Anno Domini 1702. Regnorum nostrorum Romani quadragesimo quinto, Hungarici quadragesimo octavo, Bohemici verò quadragesimo sexto.

LEOPOLDUS. &c.

ANNO 1702. 2. Dec.

XXXVI.

Testament Fürst Emanuel Lebrechts zu Anhalt Cöthen / in welchem unter andern dero Frau Gemahlinn / Frau Gisela Agnesa / nach dessen Absterbung / die Vormundschafftliche Landes-Administration, biß zu des ältesten Printzen Majorennität / aufgetragen; Ihro Königliche Majest. in Preussen aber zu dero Protectorn und Ober-Vormund / wie auch Executorn dieses letzten Willens / ernennet und ausgebetten worden. Geschehen Cöthen den 2. Decembre 1702. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv Part. Spec. Contin. II. Abtheil. IV. Absatz. XIII. pag. 290. d'où l'on a tiré cette Piece, qui se trouve aussi dans THUCELIUS *Actor. Publicor.* Tom. III. pag. 210.]

C'est-à-dire,

*Testament d'*EMANUEL LEBRECHT *Prince d'Anhalt-Cothen, par lequel, entr'autres choses, il declare la Princesse* GISELA AGNES, *sa Femme pour Tutrice de ses Enfans, & Administratrice du Païs, en cas que sa mort arrive avant qu'ils ateignent l'âge de Majorité; remetant neantmoins au Roi de Prusse la Tutelle Superieure, & l'Execution de son Testament. Fait à Cothen le 2. Decembre 1702.*

Im Nahmen der Heiligen Hochgelobten Dreyfaltigkeit / GOttes des Vaters / Sohnes / und H. Geistes / Amen.

DEmnach von GOttes Gnaden Wir Emanuel Lebrecht / Fürst zu Anhalt / Hertzog zu Sachsen / Engern und Westphalen / Graff zu Ascanien / Herr zu Bernburg und Zerbst rc. in Christlicher Betrachtung erwogen / wie mancherleyen unversehenen Zufällen unsere ohne das schwache menschliche Natur in diesem flüchtigen und zergänglichen Leben unterworffen / und was maßen unsere Tage wie der Schatten vorüber gehen / daß dahero in diesem Elende und Jammerthal nichts gewissers / als der zeitliche Tod / dessen eigentlicher Orth / Stunde und Weise aber dem Allwissenden GOtt allein bekandt und vorbehalten seyn.

Damit dann uns die ungewisse Stunde des Todes bey denen jetzigen ohne das geschwinden Läufften / nicht unversehens übereile / ehe und bevor wir unsern letzten Willen und Intention denen Unseigen zu erkennen gegeben / so leben wir der ungezweifelten Zuversicht / der Dreyeinige / Allgewaltige und Barmhertzige GOtt / der uns die Zeit Unsers gantzen Lebens unzählig viel Gutes gethan / werde uns / so lange wir in dieser Zeitlichkeit noch wandeln und walten / in seiner Gnade erhalten / und bey beständiger Bekänntniß der Christlichen Evangelischen Reformirten Religion, als worinnen wir bißhero gelebet / biß an unser letztes Ende kräfftiglich stärcken / so dann wenn wir den Lauff vollendet und Glauben gehalten haben / uns an jenem Tage die beygelegte Crone der Gerechtigkeit geben / und auffsetzen / deme wie uns dann inzwischen mit Leib und Seele empfehlen und sowohl bey gesunden Tagen und guten Leibes-Kräfften / die wir durch göttliche Gnade vor ietzo empfinden / als auch in Menschlichen Zufällen bereit seyn / Ihme unserm GOTT / dem wir leben und sterben / auff das Verdienst Christi unseres Heylandes / Christlich / willig und freudig zu folgen;

Nachdem aber nechst Besorgung unserer Seelen

ANNO 1702.

len/ eine unserer vornehmsten und wichtigsten Angelegenheiten ist/ zu disponiren und zu verordnen/ was unser Nachlaß des zeitlichen Vermögens/ absonderlich aber und zuförderst die Regierung unserer Lande und Leute betrifft; So haben Wir bey guter Zeit/ und indem wie oberwehnter maßen noch gesunden Leibes/ auch unverkehrter Sinnen und Vernunfft seyn/ mit wohlbedachtem Muht und reiffen Rath/ aus eigener Bewegnüß/ und freyen ungehinderten Willen/ diese unsre testamentalische letzte Verordnung aufgerichtet/ richten auch dieselbe hiermit und Krafft dises auff/ in aller bester Form und Gestalt/ wie solches vermöge Geist- und Weltlichen Rechte/ Gewohnheit und Gebrauch/ insonderheit bey Fürstl. Standes Personen geschehen soll/ kan oder mag; Inmaßen hiernach mit mehrem unterschiedlich folget.

Weiln auch unsere Printzen und Printzeßinnen annoch in ihren ersten Jahren begriffen/ und wir nicht wissen/ ob der grosse GOTT das zeitliche Leben uns so lange fristen mochte/ daß wir Sie selbsten biß zu ihrer Majorennität erziehen könten/ und wir hierbey billig erwegen/ die ungemeine Liebe und Treue/ welche unsere von Hertzen geliebte Gemahlin/ die Durchläuchtigste Fürstin und Frau/ Giesela Agnesa/ Fürstin zu Anhalt/ Hertzogin zu Anhalt/ Hertzogin zu Sachsen/ Engern und Wephalen/ Gräfin zu Ascanien/ gebohrne Reichs-Gräfin von Nienburg/ Frau zu Bernburg und Zerbst ꝛc. Uns und unsern Fürstlichen Kindern biß anhero erwiesen/ und dahero niemand sicherer und besser/ als Ihr Derenselben Aufferziehung anvertrauen können; So haben wir aus wohlbedachtem Muth und gutem Rath hiermit wohlgedachte unsre Frau Gemahlin zur eintzigen Vormünderin unserer nachgelassenen Fürstlichen Pupillen and Minorennium dergestalt constituiret und geordnet/ daß selbige nicht nur die Aufferziehung derselben über sich nehmen und führen/ sondern auch hierbey die völlige Administration, was den statum publicum Regiminis unserer Fürstlichen Landes-Portion anbelanget/ gleichmäßig allein haben und exerciten soll/ und zwar nach dem Exempel des Fürstlichen Deßanischen Landes/ als wo durch die Observanz die Mütterliche Vormundschafft/ sowohl quoad effectum educationis, als Administrationis bey dem Fürstlichen Hause Anhalt nunmehro eingeführet und bestätiget worden/ auch sonst dergleichen bey andern Fürstlichen Häusern üblich ist/ die völlige Vormundschafft/ sowohl was die Landes-Regierung selbst/ als die Aufferziehung unsirer nachgelassenen Kinder betrifft/ auffgetragen/ und ersuchen Sie Krafft dieses/ nach unserm/ GOtt gebe seeligem Absterben/ solche Vormundschafft auff sich/ auch unsere nachgelassine Räthe und Diener so forth durch einen Handschlag/ in ihre als Regirender Vormünderin Pflicht zunehmen/ und unserm zu Sie tragenden Vertrauen nach die Regierung des Landes dergestalt vorsichtig zu führen/ damit alle unnöthige Kosten vermieden/ die Aemter in fleißiger Obsicht gehalten/ die Cammer-Intradin zu rechter Zeit eingetrieben/ die Schulden abgetragen/ und so viel möglich ein guter Vorrath vermittelst Göttlichen Seegens/ erhalten werde. Damit aber Unser Freundlich geliebte Frau Gemahlin/ bey der Ihr auffgetragenen Vormundschafft und Landes-Administration desto nachdrücklicher geschützet werden möge; So haben wir annoch bey unserm Leben/ Ihro Königliche Majestät in Preußen/ unsers gnädigen und Hochgeehrten Herrn Vettern protection vor Sie und unsere nachgelassene Printzen und Printzeßinnen ausgebethen/ dergestalt/ daß Ihre Majestät zu gleich die Execution

ANNO 1702.

unsers letzten Willens übernehmen wolten/ damit solchem in allen Puncten und Clausuln nachgelebet werden möge/ welches auch Hochgedachte Ihro Königliche Majestät/ laut Dero Schreibenn vom 24ten Novembris 1702. gnädig und freundvetterlich übernommen/ daher wir Krafft dieses vor Hochgedachte Königliche Majestät in Preußen zum Beschützer unserer nachzulassenden Frau Gemahlin/ Printzen und Printzeßinnen/ nochmahls benennen/ und derselben die Execution unseres letzten Willens aufgetragen/ auch Derselben die Ober-Vormundschafft dergestalt committiren/ daß unsere nachbleibende Frau Gemahlin/ als würcklich Administrirende und Regierende Vormünderin/ in vorkommenden wichtigen Sachen sich Dero Hohen Raths erholen/ und bey unverhoffter Kränckung in Dero Vormundschaffts-Verwaltung/ sich Dero Königlichen Schutzes gebrauchen/ auch auff benöthigten Fall/ bey Ihro Römischen Kayserlichen Majestät/ unsern Allergnädigsten Herrn/ daß Sie ein absonderliches Protectorium an Ihro Königliche Majestät in Preussen ertheilen möchten/ allerunterthänigst ansuchen/ damit in allen Stücken unser letzer Wille erfüllet werden möge.

Was unsere Räthe und Bediente/ so unserer Frau Gemahlin Liebden zu der Regierung zuführen benöthiget/ betrifft/ überlassen wir deroselben/ als künfftiger Regentin und Vormünderin/ freyen Disposition, selbige nach Ihren Gutbefinden zubehalten/ abzudancken und andere an Ihre Stelle anzunehmen.

Wann aber wie vorgedacht unsere Frau Gemahlin Liebden mit Tode abgiengen/ ehe unsere Printzen Majorennes werden/ so sollen alsdenn die Räthe/ so sie bey Ihrem seeligen Absterben verordnen wird/ verbleiben.

Indessen aber soll unserer Frau Gemahlin Liebden dahin sehen/ daß Sie mit unnützen Dienern und deren salarirung die Camme Intraden nicht vermindere/ sondern sich mit wenigen/ redlichen/ und Ihr wohlanständigen nützlichen Dienern vergnüge.

Und obzwar auch sonsten eine Fürstliche Mutter die Vormundschafftliche Administration über sich nimmt/ diese zu Aufrichtung eines Inventarii und Ablegung ordentlicher Rechnung der von Ihr geführten Administration, verbunden ist; So wollen wir dennoch unsere Frau Gemahlin von dieser Bürde des Rechtens befreyet wissen/ dergestalt/ daß Sie des gantzen Landes Revenuen einheben/ und Dero Gefallen nach/ geniessen und gebrauchen möge/ biß zu des ältisten Printzen Majorennität; und soll dieser alsdann mit denjenigen/ was unsere Gemahlin Ihm von denen bißhero gehobenen Intraden heraus geben wird/ ohne Forderung einiges Inventarii, oder abzulegenden Rechnung/ sich vergnügen zulassen schuldig seyn. Zum Beschluß/ wollen wir/ daß im Fall/ dieses unser Testament und letzter Wille/ aus Mangel einiger solennität der beschriebenen Rechte/ oder von Gewohnheit wegen/ als ein zierlich und förmlich Testament nicht geachtet werden/ noch Bestand haben solte/ dennoch als ein Codicill, Ubergabe auffm Todesfall/ eine Väterliche Disposition, und Abtheilung unter Kinder/ oder sonst als ein anderer letzter Wille/ auf was Arth und Weise nur solcher einiger massen stand haben kan/ in Krafft dieses gehalten/ auch dessen Fehler/ Mängel und Gebrechen/ so deren einige sich ereignen und befinden solten/ in allen und jeden Puncten und Articuln/ wo dieselbe seyn möchte/ hiermit aller Mögligkeit nach abgethan und ersetzt haben wollen.

Wir behalten uns darneben ausdrücklich bevor

 diese

ANNO 1702. diese unsere Disposition nach unserm Gefallen zu ändern/ zu verbessern/ zu vermindern und zu vermehren/ wollen auch/ daß dasjenige/ was wir durch ein oder mehr Codicill, auch eingelegten Zettulen/ Väterliche Annotation, oder sonst weiter verordnen werden/ also starck und gültig seyn solle/ als wenn es hierunter mit ausgedrückten Worten begriffen wäre.

Dessen alles denn zu mehrer Uhrkund und Beglaubigung/ haben wir nicht allein solches alles durch eigenhändige Unterschrifft auff allen Seiten der Blätter/ und hieran zu Ende wohlbedächtig unterschrieben/ und zugleich unser Fürstliches Hand-Secret darunter auffgedrücket/ sondern haben auch zugleich diesen unsern letzten Willen/ unserm Cantzler und Räthen versiegelt übergeben/ damit sie solches denen Actis beylegen/ und nach unsern in GOttes Händen stehenden Tode/ eröffnen sollen.

Wir ersuchen aber nochmahls Ihro Römische Kayserliche Majestät/ unsern allergnädigsten Kayser und Herren/ allerunterthänigst/ dieses unser Testament sowohl/ was die Primogenitur, als auch was die Vormundschafft unserer Frauen Gemahlin/ auch die Ober Vormundschafft Ihrer Königlichen Majestät in Preußen/ und alle übrige darinn befindliche Puncta und Clausuln betrifft/ wenn es von uns bey unserm Leben/ oder auch nach unserm Tode/ von unserer Gemahlin gebührend gesuchet wird/ allergnädigst zu confirmiren/ auch darneben/ daß demselben überall stricte nachgelebet werden möge/ mit Kayserlicher Majestät Macht und Gewalt zuhalten/ und unserer Gemahlin ein ordentliches Tutorium allergnädigst zu ertheilen/ und dergestalt die Execution dieses unsern letzten Willens mit Nachdruck ohne Verstattung einiges Processes oder andern Weitläufftigkeit mächtigst zu befördern.

Womit wir also unsern letzten Willen im Nahmen GOttes beschlossen haben wollen, So geschehen in unserer Residenz-Stadt Cöthen den 1ten Decembris Anno 1702.

Emanuel Lebrecht/ Fürst zu Anhalt.
(L. S.)

XXXVII.

1703. 15. Mars. *Convention entre la Reine de la* GRANDE BRETAGNE, *les Etats Généraux des* PROVINCES UNIES *& le Duc de* HOLSTEIN. *Faite à la Haye le 15. de Mars 1703.*

I. LA Reine de la Grande-Bretagne & les Seigneurs Etats Géneraux des Provinces-Unies, renouvelleront, comme ils renouvellent par la presente, la Guarantie des Traitez d'Altena du vingtiéme Juin 1689. de Travendaal du 18. d'Août 1700. à ce qu'il n'y soit contrevenu en aucune maniere, & specialement en cas d'attaque des Etats de Son Altesse Sérénissime pour avoir donné ses Troupes aux Alliez.

II. Son Altesse Sérénissime fournira à ladite Reine de la Grande-Bretagne & auxdits Seigneurs Etats Généraux deux Regimens de Dragons, chaque Regiment de 561. Têtes, & deux Regimens d'Infanterie, chaque Regiment de 881. Hommes, y compris les Officiers, selon la Liste ci-jointe, bien montez, habillez & armez.

III. Ladite Reine & lesdits Seigneurs Etats Généraux paieront à Son Altesse Sérénissime cent mille Ecus, à la Haye, ou à Amsterdam; la moitié dans quinze jours après la Ratification du present Traité, & l'autre moitié quand lesdits quatre Regimens seront arrivez sur les Frontieres de l'Etat des Provinces-Unies, en dedommagement de l'augmentation desdits Regimens, & de la depense, que Son Altesse Sérenissime est obligée de faire.

IV. Les deux Regimens de Dragons se mettront en marche le 26. d'Avril, ou plûtôt s'il se peut; & les deux Regimens d'Infanterie s'embarqueront à Tonningue le 20. à peu près, vers lequel tems Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne, & les Seigneurs Etats Généraux y envoieront à leurs depens, le nombre des Vaisseaux de transport, qu'il faudra, & le Convoi pour la sûreté de leur passage. Le paiement des uns & des autres ne commencera, que du jour, qu'ils arriveront sur les Frontieres & dans les Ports de l'Etat, & il sera assigné sur de bons Comptoirs, suivant la Liste de la paie ci-jointe *sub Lit. A.* & fait aussi promptement, que celui des Troupes de Hannovre & Cell, qui ont stipulé le prompt paiement. Et ils jouïront au reste des Chariots, recrues & autres avantages, dont jouissent les Troupes susmentionnées. ANNO 1703.

V. L'on paiera pour chaque Regiment d'abord qu'il arrivera sur les Frontieres, ou dans les Ports de Leurs Hautes Puissances un mois de six semaines pour la marche de ces Troupes.

VI. Parmi les Colonels desdits quatre Regimens il pourra y avoir un Général-Major, à qui on paiera les Gages & autres Emolumens sur le pied de ceux de l'Etat, & qui servira & roulera selon son ancienneté.

VII. Lesdits quatre Regimens seront emploiez en Campagne & serviront dans la même Armée ou dans le même Corps, sans qu'on pourra les en detacher separement; Et pour faciliter les Recrues, ils auront leurs quartiers d'hyver sur la Meuse, sur le Rhin, ou en d'autres endroits plus proches des Etats de Son Altesse Sérénissime, le tout autant que la nécessité & la raison de Guerre le permetront.

VIII. Les Troupes susdites & leurs Officiers seront obligez de prêter serment de fidelité à ladite Reine & auxdits Seigneurs Etats Généraux, entre les mains de leurs Commissaires, qui feront passer en revûe les Dragons au passage de l'Elbe, & l'Infanterie lors qu'elle s'embarquera.

IX. Son Altesse Sérénissime remplira les Charges des Officiers qui vaqueront; mais elle en fera sçavoir d'abord les noms au Général de la Reine & au Conseil d'Etat respectivement selon qu'elles seront remplacées pour les inserer dans les Listes, & aura égard à la recommandation de ladite Reine & de Leurs Hautes Puissances autant qu'il se pourra faire. Lesdits quatre Regimens auront leur Justice à part, & la feront administrer par leurs Officiers & gens à cela destinez: Excepté lors qu'il s'agira d'un crime, qui regarde directement le service de ladite Reine & desdits Seigneurs Etats Généraux, dans le cas de trahison, lâcheté, & semblables: auquel cas le Criminel sera jugé par la Justice ordinaire; en y admettant neanmoins un tiers des Officiers de son Altesse Sérenissime.

X. Il sera permis aux Officiers desdits quatre Regimens de faire leurs recrûes dans les Etats de son Altesse Sérénissime.

XI. Lesdits quatre Regimens resteront dans le service de ladite Reine & desdits Seigneurs Etats Généraux durant la presente Guerre, & lors qu'ils seront congediez, la Paix faite, il leur sera paié deux mois courants de solde de douze dans l'année pour le retour, outre l'argent de recrue à raison de soixante Ecus par Dragon & de vingt cinq par Fantassin, pour autant de têtes, que les Officiers verifieront avoir perdu devant l'Ennemi, lesquels au reste respondront à Son Altesse Sérénissime de ce qui pourra alors manquer aux Regimens.

XII. Si Son Altesse Sérénissime venoit d'être attaquée dans son propre Pais on sera obligé de lui renvoier lesdits quatre Regimens, & on le fera pareillement, en cas que Sa Majesté le Roi de Suéde fut attaquée en Pomeranie, ou dans le Pais de Bremen par un Etat ou Prince, qu'il n'auroit pas attaqué le premier: Bien entendu, qu'au dernier cas, Son Altesse Sérénissime sera obligée de rendre par Dragon soixante Ecus, & par Fantassin vingt cinq, de ce que Son Altesse Sérénissime rappellera avant qu'on sera obligé de les faire marcher: Mais en ce cas Son Altesse Serenissime pourra aussi donner en paiement ce qui pourroit être dû à ses Troupes, soit en argent de Chariots, de recrûes ou d'une autre maniere, Son Altesse Serenissime s'engage à les renvoier dès que le peril sera passé & qu'il en sera requis, & en ce cas, Son Altesse Sérénissime sera remboursée de l'argent stipulé par Dragon & par Fantassin, qu'Elle aura été obligée de paier, en les rappellant & les faisant revenir.

XIII

ANNO 1703.

XLI. L'échange des Ratifications de cette Convention se fera dans l'espace des trois semaines, ou plûtôt, si se peut faire.

En foi de quoi Nous soussignez Envoïé Extraordinaire & Plenipotentiaire de Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne: Deputez des Seigneurs Etats Généraux: & Lieutenant-Général & Plenipotentiaire de son Altesse Serenissime le Duc de Hollstein-Gottorp, avons signé la presente Convention & y avons apposé le cachet de nos Armes. A la Haie le quinzieme Mars mil sept cens trois.

ALEXANDRE STANHOPE. &c.

LIT. A.

Etat Major d'un Regiment de Dragons en 42. jours.

1	Colonel.	300		
1	Lieutenant-Colonel.	100		
1	Major.	90		
1	Maréchal de Logis.	90		
1	Adjudant.	62		
1	Chapelain.	50		
1	Auditeur.	45		
1	Chirurgien-Major.	45		
1	Timballier.	25	6	1
6	Hautbois.	119		
2	Prevôt & Valet.	30	10	1
		946	16	2

Compagnie de Dragons en quarante deux jours.

1	Capitaine & son Valet.	248
1	Lieutenant & son Valet.	99
1	Enseigne & son Valet.	94
2	Sergeants.	112
1	Fourrier.	56
1	Ecrivain.	24
1	Chirurgien.	25
1	Fahnen-Schmidt.	24
2	Tambours.	52
3	Caporaux.	126
6	Appointez. à 24 flor.	156
45	Dragons. à 24 flor.	1080
68	Hommes.	2107

Etat Major d'un Régiment d'Infanterie en 42. deux jours.

1	Colonel.	300		
1	Lieutenant-Colonel.	100		
1	Major.	80		
1	Maréchal de Logis.	80		
1	Adjudant.	46		
1	Chapelain.	50		
1	Auditeur.	45		
1	Chirurgien-Major.	55		
6	Hautbois.	91	11	
	Tambour-Major.	17	7	7
1	Prevôt & son Valet.	30	10	1
		895	7	8

Compagnie d'Infanterie en quarante deux jours

1	Capitaine & son Valet.	158	
1	Lieutenant & son Valet.	53	
1	Enseigne & son Valet.	48	
2	Sergeants.	48	
1	Fourrier.	24	
1	Ecrivain.	12	
1	Capitaine d'Armes.	22	
1	Chirurgien.	21	
2	Tambours.	28	10
3	Caporaux.	60	
17	Hommes.		
8	Appointez.	114	10
54	Fantassins.	661	
79	Hommes.	1250	

Articles Séparez.

I. LES Sujets du Duché de Sleswigh n'étant pas Membres de l'Empire, & consecutivement pas compris dans la presente Guerre, auront la liberté du Commerce sur le même pied que ceux du Roi de Danemark.

II. Les Deserteurs des Troupes de ladite Reine & desdits Seigneurs Etats qui seront dans lesdits quatre Regimens à leur arrivée sur les Frontieres desdits Seigneurs Etats ne seront pas recherchez ni redemandez, excepté neanmoins ceux qui pourroient deserter, après la signature du present Traité.

III. Les arrerages des subsides de la derniere Guerre seront paiez dans quinze jours après la signature du present Traité; ce qui s'entend de ce qui est dû des Provinces-Unies, & l'on fixera un tems, auquel l'on touchera pour le commencement d'une partie de celles d'Angleterre, dont on pourra convenir de la somme dans les Articles Séparez.

IV. La Guerre étant finie & Leurs Hautes Puissances trouvant bon de renvoier les Troupes, leur paiement sera toutefois continué jusqu'au jour qu'elles quiteront les Frontieres de l'Etat, sans que cela puisse être rabattu de deux mois de solde, stipulée à l'Article XI. du present Traité pour le retour desdites Troupes.

En foi de quoi Nous soussignez Envoïé Extraordinaire & Plenipotentiaire de Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne: Deputez des Seigneurs Etats Généraux: & Lieutenant-Général & Plenipotentiaire de son Altesse Sérenissime le Duc de Hollstein-Gottorp, avons signé ces Articles separez, & y avons apposé le cachet de nos Armes. A la Haie le quinzieme Mars mil sept cent trois.

ALEXANDRE STANHOPE. &c.

XXXVIII.

*Articles convenus pour faciliter le Commerce entre les Sujets d'*ESPAGNE *& de* FRANCE. *A Bruxelles le* 15. Mars 1703. [Feuille volante imprimée à Bruxelles en 1703. in 4.] 25. Mars

NOUS Jean de Brouchoven Comte de Bergeyck, Surintendant Général des Finances, & Ministre de la Guerre dans le Pais-Bas Espagnol, au nom & de la part de Sa Majesté Catholique; Et nous Dreux Louis Dugué Chevalier, Seigneur de Bagnols, Conseiller d'Etat ordinaire, Intendant en Flandres, au nom & de la part de Sa Majesté Très-Chrétienne, sommes convenus de ce qui s'ensuit pour la facilité du Commerce reciproque d'entre les Sujets de Sa Majesté Catholique dans le Païs-Bas Espagnol, & les Sujets de Sa Majesté Très-Chrétienne.

Marchandises de France passant dans le Pais-Bas Espagnol.

I. IL ne sera payé pour Droits d'Entrée dans le Pais-Bas Espagnol sur les Huiles de Semences de Colzat, de Choux, de Navette, & autres venant de France, que trois Florins quinze patars par aime de soixante mesures de Gand, ou de cent pots, ci. 3. florins 15. patars.

II. Les Chapeaux des fabriques de France payeront seulement pour Droits d'Entrée dans les Pais-Bas Espagnols, savoir;

Les Chapeaux de Castor, la piece un florin, ci. 1. florin.

Les Chapeaux de Vigogne, la piece dix patars, ci. 10. patars.

Les Chapeaux de Poil de Lapin, la piece dix patars, ci. 10. patars.

Les Chapeaux de Laine, la piece neuf patars, ci. 9. patars.

III. Les Gans venant de France dans le Pais-Bas Espagnol payeront pour Droit d'Entrée, savoir;

Les Gans en broderie, ou garnis de Franges, la paire six patars, ci. 6. patars.

Les Gans de Frangipane, la douzaine de paires seize patars, ci. 16. patars.

Les Gans de Cerf, demi Cerf, ou de Dain, la dou-

ANNO 1703.

zaine de paires, dix neuf patars, ci. 19. patars.

Les Gans communs, la douzaine de paires six patars, ci. 6. patars.

IV. Les habillemens & les ajustemens de toutes sortes venant de France, payeront a l'entrée du Païs-Bas Espagnol pour Droits dix pour cent de la valeur, suivant l'estimation dont les Marchands, & les Commis des Fermes conviendront, sinon au dire d'experts, ci. 10. pour cent.

V. La Chaux de Tournay ne payera pour Droits d'Entrée dans le Païs-Bas Espagnol, que quarante patars la mesure de dix-huit paniers, ci. 40. patars.

La Cendrée vingt patars la mesure de dix-huit paniers, ci. 20. patars.

VI. Le Sel de France ne payera pour Droits d'Entrée dans le Païs-Bas Espagnol, que trois florins la raziere de 250. l. pesant, ci. 3. florins.

Le Sel de France, qui sera tiré de Dunkerque par les Canaux, pour être transporté dans le Païs-Bas Espagnol, demeurera déchargé à la sortie de Dunkerque du Droit de trente sols par raziere, suivant l'Arrêt du Conseil de France du 21. Octobre 1702.

VII. Le Verre de France, entrant dans le Païs-Bas Espagnol, ne payera pour Droits d'Entrée que vingt patars par panier de vingt quatre feuilles, ci. 20. patars.

VIII. Les Livres non reliés venant de France, payeront pour Droits d'Entrée dans le Païs-Bas Espagnol, le cent pesant un florin, ci. 1. florin.

Les Livres reliés venant de France, payeront pour Droits d'Entrée dans le Païs-Bas Espagnol, le cent pesant deux florins, ci. 2. florins.

Les Livres reliés & non reliés venant de France, dans lesquels il y aura des estampes, ou des Cartes Geographiques, ne payeront autres ni plus grands Droits à l'Entrée du Païs-Bas Espagnol, que ceux ci-dessus marqués.

Marchandises du Païs-Bas Espagnol passant en France.

IX. LEs Livres non reliés sortant du Païs-Bas Espagnol pour venir en France, payeront pour Droits de sortie le cent pesant un florin, ci. 1. florin.

Les Livres reliés, sortant du Païs-Bas Espagnol pour venir en France, payeront pour Droit de Sortie le cent pesant quinze patars, ci. 15. patars.

Les Livres reliés, & non reliés, dans lesquels y aura des Estampes, ou des Cartes Geographiques, ne payeront autres ni plus grands Droits à la Sortie du Païs-Bas Espagnol, que ceux ci-dessus marqués.

X. Les Mines, Sables, Terres, Pierres bleues, & autres matieres servant aux fourneaux, ne payeront à la Sortie du Païs-Bas Espagnol pour venir en France, que six deniers la poise de cent quarante livres pesant, ci. 6. deniers.

XI. Les Charbons de bois ne payeront à la Sortie du Païs-Bas Espagnol pour venir en France, que huit patars par Benne, ci. 8. patars.

XII. Les Charbons de Terre du Haynaut Espagnol, qui seront declarés au Bureau de Condé pour passer dans le Païs-Bas Espagnol, demeureront dechargés du Droit d'Entrée de cinq sols par Baril, porté par l'Arrêt du Conseil de France du 21. Decembre 1700. ensemble du payement des Droits de Sortie, & payeront seulement le Droit de deux sols six deniers par Wague dûs au Domaine de Sa Majesté Très-Chretienne à Condé, celui de dix-huit livres dix-sept sols six deniers par Batteau pour le Droit de la grande Ecluse, le droit de quatre livres dix sols, aussi par Batteau pour le Droit de l'Etat Major, & le Droit de peage appartenant à Monsieur le Comte de Solte de vint-quatre patars par Batteau, à la charge par lesdits Bateliers & Conducteurs de prendre aquit à caution au Bureau de Condé pour assurer la Sortie des Charbons de Terre par le Bureau & Ecluse de Tournay.

XIII. Les Camelots des Fabriques du Païs-Bas de la Domination d'Espagne, pourront entrer directement dans la Flandre Françoise, par les Bureaux de Lille, Menin, ou Valenciennes, & de la Flandre Françoise dans les autres Provinces du Royaume par les Bureaux de S. Quentin, Peronne & Amiens en payant pour tous Droits d'Entrée six livres par piece de vingt Aunes, à condition que chaque piece de Camelot portera au chef le nom du Fabriquant, & celui du lieu de sa demeure, avec un Plomb qui sera apposé par le Magistrat du même lieu portant d'un côté ces mots MANUFACTURE DE LA FLANDRE ESPAGNOLE.

XIV. Les Tapisseries des Manufactures du Païs-Bas Espagnol payeront aux Entrées de France, savoir:

Celles rehaussées d'Or, & d'Argent, tant vieilles que neuves, le cent pesant cent soixante livres, ci. 160. liv.

Et celles de pure Laine ou mêlée de soye, sans Or, ni Argent, tant vieilles que neuves, le cent pesant quatre-vingt livres, ci. 80. liv.

XV. Les Cuirs dorés des Fabriques du Païs-Bas Espagnol, payeront aux Entrées de France le cent pesant quinze livres, ci. 15. liv.

XVI. Les Dentelles de Fil des Fabriques de Malines, & autres lieux du Païs-Bas Espagnol, tant fines que communes entrant dans le Païs de l'obeïssance de Sa Majesté Très-Chrétienne, payeront pour Droit d'Entrée, savoir celles destinées pour la Flandre & Haynaut François, à l'Entrée dudit Païs, la livre pesant dix-huit livres, ci. 18. liv.

Celles destinées pour les Provinces de l'étendue des cinq grosses Fermes, & autres Provinces du Royaume, à l'Entrée des cinq grosses Fermes, la livre pesant vingt-cinq livres, ci. 25. liv.

XVII. Les Camelots, Tapisseries, Cuirs dorés, & les Dentelles des Fabriques du Païs-Bas Espagnol qui seront destinés pour la Flandre Françoise, aquiteront les Droits d'Entrée ci-dessus marqués aux Bureaux de Lille, Menin, ou Valenciennes; lesdites Marchandises qui seront destinées pour les Provinces de l'étendue des cinq grosses Fermes ou autres Provinces du Royaume, seront déclarées à l'un des Bureaux de Lille, Menin ou Valenciennes, & y prendront aquit à caution pour venir en aquiter les Droits aux Bureaux de S. Quentin, Peronne, ou Amiens.

Article Commun.

IL ne sera respectivement payé aucuns Droits d'Entrée ni de Sortie, conformement aux Traités de Nimegue & de Ryswick, pour les Marchandises qui seront transportées d'un lieu de la domination de France dans un autre lieu de la même domination en passant par les Terres enclavées dans la domination d'Espagne, ou d'un lieu de la domination d'Espagne dans un autre lieu de la même domination, en passant par les Terres enclavées dans la domination de France, à la charge de faire par les Marchands ou Voituriers les declarations necessaires, & de prendre les aquits à caution & passavans accoûtumés, & de rapporter au Bureau où la declaration aura été faite, certificat de Sortie des terres de la domination dont on aura emprunté le passage dans le tems qui sera marqué par l'aquit à caution à proportion du tems necessaire pour le trajet qu'il y aura à faire: sans qu'il soit payé aucun Droit pour la declaration, pour l'aquit à caution ou passavant, pour le certificat de Sortie, ni pour la décharge de l'aquit à caution, & sans que les Marchandises puissent passer par les Villes ni être déchargées sur les terres de la domination dont il aura été declaré que l'on emprunte le passage. Le tout suivant l'Arrêt du Conseil de France du 15. Novembre 1702. & suivant l'Arrêt du Conseil de Bruxelles du 23. Septembre 1702. attachez à ces presentes.

Transit pendant la Guerre.

ET pour faciliter davantage quant à présent le Commerce des Manufactures du Païs-Bas Espagnol, nous sommes encore convenus que les Marchandises desdites Manufactures, pourront être transportées par terre en Espagne & en Italie pendant la presente Guerre en passant au travers du Royaume de France sans payer aucun Droit d'Entrée ni de Sortie, mais en payant seulement pour Droit de Transit deux & demi pour cent de la valeur, à condition que toutes les Marchandises des Manufactures de la Flandre Espagnole qu'on voudra faire passer par transit en Espagne, ou en Italie, seront transportées dans la Ville d'Anvers, où avant

que

ANNO 1703. que d'être emballées, elles seront visitées par un Commissaire qui sera établi à cet effet de la part de Sa Majesté Très-Chrétienne pour visiter les Marchandises, en tenir registre, plomber les Balles, Ballots ou Caisses, & pour donner des Certificats de la visite qu'il en aura faite, dans lesquels il exprimera aussi la qualité des Marchandises, le nombre des Pieces, des Balles, ou Caisses qui seront envoyées par chaque Marchand, le prix qui lui aura été declaré, ou dont il sera convenu avec les Marchands, & le port ou passage par lequel les Marchands auront declaré que les Marchandises devront sortir du Royaume.

Sur la representation du Certificat du Commissaire de France, & sur la reconnoissance des Plombs qu'il aura apposez aux Caisses, Balles, & Ballots, le Droit de Transit de deux & demi pour cent sera payé à Maubeuge & Valenciennes, Lille, ou Menin, après que les Marchandises auront été declarées au premier Bureau de la Flandre Françoise, & qu'on y aura pris des aquits à caution pour aquitter les Droits auxdits Bureaux de Maubeuge, Valenciennes, Lille ou Menin; il sera pris aux mêmes Bureaux avec l'aquit du payement du Droit un aquit à caution pour le Bureau de l'extremité du Royaume marqué dans le Certificat du Commissaire d'Anvers, par lequel les Marchands ou Conducteurs s'obligerout de faire sortir les Marchandises specifiées dans le même Certificat, savoir par terre par les Bureaux du Pont de Bauvoisin & de Bayonne, & par mer par le Port de Toulon, par le Bureau de Septêmes pour Marseille, & par les Ports de Bourdeaux, Bayonne, la Rochelle, Nantes & S. Malo, ensemble de raporter dans six mois au dos de l'aquit à caution, un Certificat de l'embarquement ou sortie des Marchandises hors du Royaume signé des Receveurs & Controlleurs du Bureau declaré pour la sortie à peine du double des Droits ordinaires. L'aquit du payement du Droit, & l'aquit à caution seront representez & visez, & les Plombs reconnus à tous les Bureaux de la route jusqu'à celui designé pour la sortie, & en cas de soupçon de fraude, il pourra être ouvert au dernier Bureau un, ou plusieurs Ballots au choix des Commis.

Les Marchandises qui ne seront pas accompagnées d'un Certificat du Commissaire qui sera établi à Anvers de la part de Sa Majesté Très-Chrétienne, ne jouïront point de la faculté du Transit, quoi que destinées pour Espagne ou pour Italie; & payeront en entrant dans les Terres de l'obéissance de Sa Majesté Très-Chrétienne les Droits d'Entrée établis, & en sortant les Droits de Sortie.

Les Marchandises venant d'Espagne & d'Italie, tant celles qui sont necessaires pour l'entretien des Manufactures du Païs-Bas Espagnol qu'autres provenant des retours des Marchandises qui seront envoyées par Transit du Païs-Bas Espagnol en Espagne ou en Italie, jouïront aussi, pendant la presente Guerre, de la faculté du Transit en payant pareillement pour tous Droits deux & demi pour cent de la valeur; à la charge qu'elles seront declarées, & les Balles, Ballots, ou Caisses plombées au premier Bureau d'entrée en France, où le Droit de Transit de deux & demi pour cent sera payé, savoir par terre aux Bureaux du Pont de Beauvoisin, ou de Bayonne, & par Mer au Bureau de Toulon; à celui de Septêmes pour celles qui seront entrées par Marseille, & aux Bureaux de Bourdeaux, Bayonne, la Rochelle, Nantes ou S. Malo; & de prendre à celui desdits Bureaux par où elles entreront, avec l'aquit du payement du Droit, un aquit à caution pour le dernier Bureau de Sortie des Terres de l'obéissance de Sa Majesté Très-Chrétienne; qui sera designé dans l'aquit à caution, lequel aquit à caution, ensemble le Certificat de Sortie de Marchandises par le dernier Bureau de Sortie, seront representez au Commissaire de Sa Majesté à Anvers, où les Marchandises de retour seront directement conduites à leur arrivée, avant que d'être distribuées dans les autres Villes du Païs-Bas Espagnol, pour être l'aquit à caution, & le Certificat de Sortie du dernier Bureau des Terres de l'obéissance de Sa Majesté Très-Chrétienne visez par le Commissaire, & en être aussi également tenu registre, & ensuite l'aquit à caution reporté au Bureau d'Entrée, où il aura été pris pour y être déchargé.

L'aquit du payement du Droit, & l'aquit à caution qui auront été expediés pour les Marchandises de retour, seront representés & visés, & les Plombs des Balles, Ballots, ou Caisses reconnus à tous les Bureaux de la route jusqu'à celui designé pour la Sortie, & en cas de soupçon de fraude, il pourra être ouvert au dernier Bureau un, ou plusieurs Ballots au choix des Commis. ANNO 1703.

Le present Traité aura lieu à commencer du premier Avril prochain: & pour plus grande seureté de l'execution d'icelui, Nous Jean de Brouchoven Comte de Bergeyck avons promis de le faire ratifier par Sa Majesté Catholique.

Et Nous Dreux Luis Dugué Chevalier Seigneur de Bagnols avons aussi promis de le faire ratifier par Sa Majesté Très-Chrétienne. Fait à Bruxelles le quinziéme Mars, mil sept cens trois.

Le Comte de BERGEYCK. DUGUE' DE BAGNOLS.

LE ROI EN SON CONSEIL.

SA Majesté, a, par avis de son Conseil & à la deliberation de son Commandant Général de ce Païs; ordonné, comme elle ordonne par cette aux Conseillers & Admodiateurs Généraux, Receveurs, Controlleurs, Commis & Gardes des Droits d'entrée & sortie, & à tous autres à qui il peut toucher, de se regler ponctuellement selon le contenu dans le Traité ci-dessus. Si declare Sa Majesté en faveur des Fabriques de ce Païs, que ne sera levé aucun Droit de sortie sur les Manufactures qui seront envoyées par Transit de la Ville d'Anvers par la France en Espagne & Italie parmi prennant un Passavant des Officiers du Comptoir d'Anvers que les Caisses, Ballots & Tonneaux qui contiennent lesdites Marchandises des Fabriques, de ce Païs y ont été scellez & plombez & declarez pour sortir par Transit par la France vers l'Espagne & l'Italie, lesquels Passavans les Conducteurs seront obligez de faire viser aux Comptoirs de leur passage & laisser au dernier Comptoir de la sortie du Païs, (où il leur sera donné un autre Passavant pour la sortie) & les Officiers dudit dernier Comptoir seront obligez de tenir un Regître separé desdits Passavans, & de les renvoyer tous les mois aux Officiers du Comptoir d'Anvers pour en tenir notice sur leur regître pour la verification de l'issue. Fait à Bruxelles le 2. d'Avril 1703. Etoit signé, EL MARQUES de BEDMAR. plus bas.

Comte de BERGEYCK.

XXXIX.

Fœdus offensivum & defensivum inter LEOPOLDUM *Imperatorem Romanorum*, ANNAM *Reginam Angliæ & Ordines Generales* FOEDERATI BELGII *ab unâ; &* PETRUM II. *Regem Lusitaniæ ab altera parte initum, Libertatis Hispaniarum asserendæ, communisque periculi totius Europæ avertendi, atque Jura Augustissimæ Domus Austriæ in Monarchiam Hispanicam vindicandi causâ. Olissipone 16. Maii 1703.* Cum SEPARATIS ARTICULIS *eodem die factis & firmatis.* [Tiré du Protocolle de l'Ambassade Imperiale en Hollande] 16. Mai.

CUM Serenissimus ac Potentissimus Princeps LEOPOLDUS, Romanorum Imperator, & Serenissimus ac Potentissimus Princeps Guillelmus III. Magnæ Britanniæ quondam Rex; nec non Celsi ac Præpotentes Domini Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum Fœdus inter se iniverint Hagæ Comitis conclusum die septimo Septembris anni millesimi septingentesimi primi, quod post obitum prædicti Regis Serenissima ac Potentissima Princeps Anna Magnæ Britanniæ Regina alacriter servandum suscepit, Serenissimum ac Potentissimum Petrum II. Portugalliæ Regem invitaverunt, ut in ejus Fœderis Societatem venire vellet, ipsa autem Sacra Regia Majestas Portugalliæ cum tam amica invitatione Dominorum Fœderatorum permota, tum etiam reputans Christianissimum Regem Ludovicum XIV. postquam ipse Neposque ejus, ex Serenissimo Delfino secundo loco natus secum

ANNO 1703.

eum postrema percusserant Fœdera multa edidisse non modo signa, sed etiam facta, quibus manifestè ostendit ejus consilia eo solum tendere, ut oppressa Gallico Dominatu Hispanorum Libertate, Hispaniæ Regna & Ditiones Provinciarum in modum Gallico Reguo adjungat, quod non modo rei Lusitanæ perincommodum accidisset, ac periculi plenum, sed etiam ceteris Europæ Regnis ac Nationibus; consultissimum ac rectissimum fore statuit, si ipse pro virili conaretur commune discrimen avertere, Hispanosque finitissimam Gentem Lusitaniæque cognatam & ad eosdem auctores origines referentem, ab impotenti Dominatione asserere; præsertim cum verendum esset, ne & præsens & postera ætas consilium improbaret Regis ortu & origine Hispani (nam & Lusitani Hispanorum nomine censentur) si Hispaniam commune natale solum gravissimo ejus tempore deseruisset, & quasi imploranti opem atque ab illis quos genuerat reposcenti amicam manum porrigere recusasset: Itaque cum nihil de Jure Successionis Hispaniæ decisum fuerit Fœderibus inter ipsam Sacram Regiam Majestatem Portugalliæ Regemque Christianissimum atque ejus nepotem initis, utpote quæ, non præjudicata eâ causâ id unum respiciebant, ut præbitâ aliquali opera pax & tranquillitas Hispaniæ ceteræque Europæ juvaretur, visum fuit eidem Serenissimo ac Potentissimo Regi Portugalliæ Fœdus inire cum eodem Serenissimo ac Potentissimo Principe Leopoldo Romanorum Imperatore, ut cui Successio Hispanica mortuo sine liberis Catholico Rege Carolo hujus nominis secundo, gentilitio jure pactisque obvenerit, atque una cum ejus Fœderatis & in eam causam conspirantibus, nempe cum Serenissima ac Potentissima Principe Anna Magnæ Britanniæ Regina & Celsis ac Præpotentibus Dominis Ordinibus Generalibus Fœderatarum Belgii Provinciarum, ut conjunctis animis & viribus communi Securitati, Hispanorum Libertati, Legitimoque in Regna succedendi juri quam firmissime consulatur. Qua de causa ad id Fœdus ineundum Plenipotentias suas & Mandata dederunt ab una parte Sacra Cæsarea Majestas Domino Carolo Ernesto Comiti à Waldstein Aurei Velleris Equiti, Consiliario suo Arcano, suoque & Serenissimi ac Potentissimi Romanorum & Hungariæ Regis Camerario, ac Legato suo Extraordinario in Lusitania, Serenissima ac Potentissima Princeps Anna Magnæ Britanniæ Regina Domino Paulo Methwen Armigero & Ablegato suo Extraordinario in Lusitania, Celsi ac Præpotentes Domini Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum Domino Francisco Schonenberg, ab altera vero parte Serenissimus ac Potentissimus Princeps Portugalliæ Rex Domino Nonio de Mello Alvares Pereira Consanguineo suo Carissimo, Duci de Cadaval, Marchioni de Ferreita, Comiti de Tentugal, Domino Oppidorum de Povos, de Sancta Christina, Villa nova de Aruos, Noudar, Barrancos, Rabacal, Arega, Alvadasere, Buarios, Arcobra, Carapito, Mortagua, Aqua de Peixes, Operat, Avermelia, Cereal, Commendatario de Grandola in Sodalitio Equitum Jacobensium, in Avisiensium vero de Noudar & Barrancos, Palatini Senatus Præsidi, hac in Urbe Regia totaque Regione Estremadura equestrium ac pedestrium Copiarum Magistro, suæ Sacræ Regiæ Majestati immediato, Statusque Consiliario; & Domino Emanueli Telles de Silva Marchioni de Alegrete, Comiti Villar Majorio, in Sodalitio Equitum Christi Commendatario Sancti Joannis de Alegrete, & Trapetorum de Soure; in Avisiensium vero Collegio Commendatario Sancti Joannis de Moura, & Sanctæ Mariæ de Albufeira, Triumviro Fisci Moderatori, primæ admissionis Cubiculario, Sacræ Regiæ Majestatis suæ ejusque Status Consiliario &c; Domino Francisco de Tavora Comiti de Alvor, Domino Oppidi de Albuta, Pinelli Præfecto in Christi Equitum Sodalitio Commendatario de Sancto Andrea de Reixeda, Porto Sancto, Sancta Maria duarum Ecclesiatum, & Sancto Salvatore de Basto, Præsidi Consilii Transmarinis rebus præpositi, Statusque Consiliario &c. Domino Roquo Monregro Paim, Domino de Alva, Villa Cains & Refryos, in Sodalitio Christi Equitum Commendatario Sanctæ Mariæ de Campanana, & Sanctæ Mariæ de Germinde, Consiliario & Secretario ejusdem Sacræ Regiæ Majestatis, & Domino Josepho de Faria publico totius Regni Tabulario præposito, Regni Historiographo Maximo, Regiæque Signaturæ Secretario, & Consiliario summæ dictæ Sacræ Regiæ Majestatis, qui quidem Plenipotentiarii virtute prædictarum Plenipotentiarum respective sibi concessarum (quæ priusquam huic Tractatui subscriberent perpensæ & excussæ sunt, & pro legitimis ac sufficientibus habitis commutatæ) re diligenter matureque deliberata Dominorum suorum altissime memoratorum nomine, in Capita sive Articulos sequentes convenerunt & consenserunt.

I. Tres Potentiæ Fœderatæ alte memoratæ una cum Sacra Regia Majestate Lusitaniæ operam conferent unanimiter, ut Serenissimus Archi-Dux Carolus Filius secundo genitus Sacræ Cæsareæ Majestatis immittatur in possessionem totius Hispaniæ, prout illam Rex Catholicus Carolus secundus possidebat, cum eo tamen temperamento, ut Sacra Regia Majestas Lusitaniæ non teneatur Bellum facere offensivum præterquam in ipsâ Hispania.

II. Ad id autem Bellum offensivum in Hispania faciendum Sacra Regia Majestas Lusitaniæ non tenebitur habere & alere de suo plus quam duodecim millia Peditum & Equitum tria millia, quos educere in aciem debeat.

III. Præterea Sacra Regia Majestas leget tredecim millia Militum Lusitanorum, ut sint in universum Lusitanæ Copiæ duo de triginta millia militum, quorum quinque millia Equites erunt, viginti tria millia Pedites.

IV. Ex his tredecim millibus Militum nempe undecim millibus Peditum & duobus millibus Equitum, ipsa undecim millia Peditum congruentibus armis ornabuntur, quæ ad rem Domini Fœderati præbere debent, insuperque etiam pro auctario ipsorum Militum causa duo millia armorum.

V. Domini Fœderati tenebuntur dare Sacræ Regiæ Majestati Lusitanæ decies centena millia Philippæorum argenteorum Monetæ Hispanicæ, sive ut vulgo vocant millionem Patacarum singulis annis, quibus Bellum extiterit ad sumptum supra dictorum tredecim Millium militum tum in stipendia, tum etiam in alias omnes impensas, quarum ipsis opus fuerit tam in stativis, quam in agmine.

VI. Solutio horum decies centenorum millium Philippæorum argenteorum Hispanicæ Monetæ, sive ut vulgo vocant millionis Patacarum, fiet per pensiones, per omnes anni menses æqualiter divisas, nempe quæ pars ad stipendia tredecim millium Militum spectat à permutatione Ratificationum incipiet, idque pro rata portione, quæ competat ad eum numerum Militum, qui jam lecti fuerint & subinde legentur; quod autem ad eam partem hujus millionis spectat, qui ad sumptus extraordinarios Exercitus ex stativis educti pertinet, incipiet ejus solutio ex quo primo die ex stativis Copiæ educentur. Cautum tamen est ad solutionem primæ partis hujus millionis paratas fore semper Olisipone duorum mensium pensiones; ad secundæ autem partis hujus millionis solutionem cum primum Exercitus ex stativis educetur, duorum mensium pensiones in antecessum dabuntur, quæ non imputabuntur, nisi postremis duobus anni mensibus.

VII. Quod si evenerit, ut Sacra Regia Majestas Lusitaniæ tota supra dicta tredecim millia Militum non legerit, ex hac Patacarum millione ea pars stipendiorum imminuetur, quæ ad eum numerum congruat Militum, qui re ipsa lecti non fuerint.

VIII. Præter supradicta decies centena millia Philippæorum argenteorum, Hispanicæ Monetæ, sive millionem patacarum, quæ singulis annis præbere Domini Fœderati debent in solutionem tredecim millium Lusitanorum Militum, prout præfertur, tenebuntur etiam præbere Sacræ Regiæ Majestati Lusitaniæ quinquies centena millia Philippæorum argenteorum sive quinquies centena millia Patacarum ad apparandum Exercitum, & reliqua quæ opus fuerint, hoc priore anno, eamque argenti summam tempore Ratificationis hujus Fœderis tradent.

IX. Præbebunt etiam Domini Fœderati, & hoc in Regno Lusitaniæ parata semper habebunt, omnibus, quibus Bellum duraverit annis duodecim millia externorum Veteranorum Militum, decem scilicet Peditum millia, mille Equites levis armaturæ, milleque Dimachas quos Dragones vocant, quæ quidem duodecim millia Militum non solum subinde impendio suo supplebunt, prout necesse erit, sed armare etiam, & ære suo cis solvere quidquid ipsis opus fuerit, cum ad stipendia, quæ merebunt tam in stativis quam extra ipsa, tum ad militarem panem Militibus præbendum, paleam & hordeum equis, qui quidem panis,

ANNO 1703. nis, palea & hordeum eisdem pretiis præbebitur quam propriis Militibus Sacræ Regiæ Majestatis Lusitaniæ præberi solet & reapse præbetur; idque ministerio & curâ ejus Generalium Quæstorum, atque Officialium, ita tamen ut Sac. Reg. Maj. Lusitaniæ nullam omnino impensam in prædictas Copias exteras facere debeat, neque ipsis quidquam præbere, præterquam valetudinaria & vehicula, quæque ad valetudinaria & rem vehicularem pertinent.

X. Sacra Regia Majestas Lusitaniæ bis mille equos in Lusitania præbebit ære Dominorum Fœderatorum emendos ad instruendas exteras ipsorum Copias, ita ut pro singulis equis Militibus attribuendis quadraginta millia Regalium Monetæ Lusitaniæ solvant, sive ut vocant, quadraginta millia *Reis*. Pro equis vero, qui Officialibus attribuentur, sexaginta millia Regalium ejusdem Monetæ, sive, sexaginta millia *Reis*; quibus etiam pretiis ceteros omnes equos præbebit, quos pro copia & facultate Regni ab ipsa desideraverint, Domini Fœderati ad augendum Equitatum.

XI. Una cum supra dictis duodecim externorum veteranorum Militum millibus ære sumptuque Fœderatorum apportari debent, decem ænea Tormenta magni modi suis aptata vehiculis cæteroque apparatu ad usum agminis necessario instructa præterquam mulis, quibus trahentur.

XII. Ad hoc cum armis ad armanda undecim millia Lusitanorum ex tredecim millibus, quæ Sac. Reg. Majestas Lusitaniæ legere debet, apportabuntur etiam alia decem ænea Tormenta suis aptata vehiculis ea magnitudine, quæ ad globos competat a duodecim usque ad viginti quatuor libras; atque hæc Tormenta simul cum armis pro undecim millibus Lusitanorum Militum propria fient Sac. Reg. Majestatis Lusitaniæ, ita ut repeti ab ea non possint, nec eorum pretium exigi.

XIII. Tenebuntur Domini Fœderati statim apportanda curare suo ære empta quatuor millia quintalium nitrati pulveris, quorum singula quintalia centum duodetriginta libras explent ponderis Lusitanici ad usum expeditionis hujus prioris anni, singulis autem sequentibus annis, quibus Bellum duraverit, alia quatuor millia quintalium pulveris nitrati suo item ære empta, prius quam Copiæ ex stativis educantur, apportanda curabunt.

XIV. Mittent etiam Domini Fœderati statim cum externo Milite duos Præfectos, sive Magistros Campi Generales, qui sint ea dignatione, ut jam munere Sub-Præfecti, sive Tenentis Generalis functi sint, de quibus Majestas sua, qualesnam sint, prius edocebitur; quatuor Aciei Instructores, sive Sergentos Majores prælii; quatuor Officiales Equitatus, qui in eo Commissariorum munere fungantur; duos Sub-Præfectos, sive Tenentes Magistri Campi Generales, duos Sub-Præfectos, sive Tenentes Generales rei tormentariæ; duodecim Architectos militares; quadraginta Tormentorum Libratores; decem ignium Artifices, viginti Cuniculorum fodiendorum peritos; quibus universis Domini Fœderati de suo solvent eodem modo, quo duodecim millibus externi Militis solvere tenentur.

XV. Universæ externæ Copiæ, quas Domini Fœderati mittere & conservare in Lusitania debent, subjectæ erunt non solum Majestatis suæ Lusitaniæ supremis Imperiis, sed etiam Præfectorum ejus sive Generalium atque etiam Officialium, qui ob munus, quod obierint, ipsis superiores fuerint. Cæterum ob rupta imperia, crimina & flagitia, quæ committent, per Præfectos sive Generales & Auditores Generales Exercitus plectentur, prout plectuntur, aut plectentur more Militiæ ipsimet Lusitani, maxime propter ea, quæ ad violationem rerum ad Religionem spectantium pertinebunt.

XVI. Domini Fœderati facultatem præbebunt auxilium & adjuvamentum omne redemptoribus Sacræ Regiæ Majestatis Lusitaniæ ad extrahendum ex suis Portionibus & Terris omnem nitratum pulverem, tela, annonam, ceteraque omnia Belli instrumenta atque omnes apparatus, tum maritimos, tum terrestres, quæ ab illis desiderabuntur, idque eisdem pretiis, quibus ea suum in usum comparare consueverint iidem Domini Fœderati & absque ulla pretii immutatione.

XVII. Potentiæ maritimæ tenebuntur habere & conservare in ora maritima Lusitaniæ & in Portibus ejus competentem Navium Bellicarum numerum, ad ipsam oram Portusque tuto ab hostili vi defendendos, Commerciumque & Classes Emporeticas, ita ut comperto, vel etiam intellecto, posse Portus ipsos & Classes prædictas majore vi hostili invadi, tenebuntur iidem Domini Fœderati prius quam casus ejus invasionis eveniat, eum Bellicarum Navium numerum in Lusitaniam mittere, qui par sit, atque etiam superior Navibus viribusque hostium, qui in Portus aut Classes prædictas invadere meditabuntur. Ad subitos autem casus, qui evenire possunt abscedentibus ab ora Portubusque Lusitaniæ dictorum Dominorum Fœderatorum Navibus ipsi Domini Fœderati ita facere tenebuntur, ut his in Maribus aut in Portibus eæ Naves maneant, quarum opus esse Sacra Regia Majestas Lusitaniæ judicaverit. ANNO 1703.

XVIII. Quod si quæ Potentiæ in transmarinis Lusitanorum Provinciis aut Ditionibus Bellum inferant, aut si Sacra Regia Majestas Lusitaniæ id hostes meditari cognoverit, Domini Fœderati Sac. Regiæ Majestati Lusitaniæ tantum Bellicarum Navium præbebunt, quantum par competensque fuerit ad hostiles Naves, atque etiam superius, ita ut eis non solum possit obsisti, sed id etiam Bellum impediri, aut irruptio quamdiu Bellum duraverit & occasio postulaverit. Si vero hostes aliquod Oppidum ceperint, Locumve occupaverint, quem muniunt in prædictis transmarinis Provinciis & Ditionibus, hæc auxilia continuabunt donec integre recuperetur id Oppidum, aut Locus plurave Oppida & Loci si capta fuerint.

XIX. Omnes auxiliares Naves Sac. Reg. Majestatis Lusitaniæ Imperiis subditæ erunt, ut ea agant, quæ ipsis imperata fuerint à Majestate sua. Quod si in Provincias Transmarinas, Lusitanorumque Ditiones proficiscuntur, ea etiam agent, quæ Sacræ Regiæ Majestatis suæ nomine per Proreges ejus & Gubernatores ipsis injuncta fuerint.

XX. Cum vero hæ Naves auxiliares duarum Potentiarum quacunque occasione casuve cum Lusitanis Navibus conjungentur, Præfectus Classis Naviumve Lusitanarum cui jus ferendi sit vexilla, signa dabit, & ad Bellicum Consilium convocabit, quod in ipsa Lusitana Prætoria habebitur, & per ipsum Classis Lusitanarumve Navium Præfectum expedientur imperia ad ea exequenda, quæ in Consilio deliberata fuerint, quæ ipsi Præfecti auxiliarium Navium exequentur unusquisque suis Navibus.

XXI. Neque Pax neque Induciæ fieri poterunt, nisi mutuo consensu omnium Fœderatorum, neque ullo tempore fient, manente in Hispania Secundo Genito Regis Christianissimi ex Delfino Nepote; quolibetve alio Principe ex stirpe Gallica, & quin Lusitana Corona integre possideat & dominetur omnibus Terris, Regnis, Insulis, Statibus, Ditionibus, Arcibus, Urbibus, Oppidis, Pagis, eorumque Territoriis & annexis, quæ nunc tam in Hispania, quam extra ipsam habet.

XXII. Eodem modo etiam Pax fieri non poterit cum Rege Christianissimo, nisi ipse cedat quocunque Jure, quod habere intendit in Regiones ad Promontorium Boreale vulgo *Caput de Nort* pertinentes & Additionem Status Mararconii spectantes, jacentesque inter Fluvios Amazonum & Vincentis Pinsonis, non obstante quolibet Fœdere, sive provisionali sive decisivo inter Sacr. Reg. Majestatem Lusitaniæ & ipsum Regem Christianissimum inito super possessione jureque dictarum Regionum.

XXIII. Serenissimus Archi-Dux Carolus postquam Hispaniæ dominabitur, Sacr. Regiæ Majestati Lusitaniæ Indicæque Societati solvet quidquid Corona Hispaniæ ipsis solvere tenebatur ex vi Transactionis cum ipsa inita, perinde ac si cum eo re ipsa inita fuisset, transactis in ipsum omnibus Obligationibus & Conditionibus ejus, ut eas exacte observet, curetque ut solutiones fiant iisdem Temporibus in ea expressis, nempe prima solutio in Adventu primæ Classis Indicæ aut Classiculæ, quæ in Hispaniam appulerit, postquam in ipsa dominabitur prædictus Serenissimus Archi-Dux, Secunda vero in Adventu Secundæ, ceterisque rebus satisfaciat, quæ in prædicta Transactione continentur, ita ut Corona Lusitaniæ Indicaque Societas omnia consequatur, quæ vi prædictæ Transactionis consequi debebat. Sacra autem Regia Majestas Magnæ Britanniæ & Celsi ac Præpotentes Domini Ordines Generales Fœderati Belgii sese obligant tanquam Guarantes Serenissimum Archiducem contentis in hoc Articulo satisfacturum.

XXIV. Serenissimus Archi-Dux Carolus huc in Lusitaniam appellet, & descendet in eam cum omnibus auxiliis, quæ Domini Fœderati mittere debent, prout

ANNO 1703. prout in hoc Fœdere pactum & conventum est; neque Sacra Regia Majestas Lusitaniæ tenebitur Bellum inferre, nisi egresso in Lusitaniam Serenissimo Archiduce, appulsisque ad eam omnibus auxiliis tam hominum, quam Navium.

XXV. Cæterum quam primum Serenissimus Archidux in Lusitaniam advenerit cum Sacra Regia Majestas Lusitaniæ agnoscet & habebit pro Rege Hispaniæ, prout ipsam Carolus II. Rex possidebat, ita tamen, ut Sac. Reg. Majestati Lusitaniæ prius juridice innotescat jus illud quo sit Rex Hispaniæ in eum legitimo modo cessum & translatum esse.

XXVI. Eo ipso tempore, quo Sacra Regia Majestas Lusitaniæ Bellum illatura erit, Potentiæ maritimæ valida Classe irrumpere tenebuntur in oram Hispaniæ, eamque pro virili infestam reddere, ut hostium vires distrahantur, eoque proclivior factu reddatur expeditionis summa.

XXVII. Eadem de causa tenebuntur Domini Fœderati acriter Bellum inferre tam in Belgio & Superiore Rheni parte, quam in Italia eo ipso tempore, quo a Lusitania inferenda erunt arma in Hispaniam, idque deinceps eo modo continuabitur cæteris annis, quibus Bellum duraverit.

XXVIII. Cautum est, ne ullo unquam tempore dictis Potentiis liceat petere aut prætendere à Corona Lusitaniæ sumptus & expensas, sive universas, sive partem aliquam, quæ fient auxiliorum causa ipsi suppeditandorum ex hujus Fœderis vi, tam terrestrium Copiarum stabilium & Navium auxiliarium, quam pecuniæ, armorum, nitrati pulveris, Tormentorum & quorumlibet aliorum, quamvis de eo cautum non sit, omnibus & singulis hujus Fœderis Capitibus, sive Articulis, in quibus hæc auxilia paciscentur, cum in aliquo tamen eorum ea de re speciatim caveatur.

XXIX. Tractatus hic confirmabitur & ratihabebitur legitima ac debita forma per alte memoratos Dominos ipsorum Plenipotentiariorum, ipsæque Ratificationes commutabuntur Olisipone intra trium mensium spatium à subscriptione ejus.

In quorum omnium Fidem ac Testimonium Nos supra memorati Plenipotentiarii Sacræ Cæsareæ Majestatis & Sacræ Regiæ Majestatis Lusitaniæ nec non Celsorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii hoc Instrumentum manibus nostris subscripsimus, appositisque Insignium Nostrorum Sigillis munivimus. Ipse vero Dominus Plenipotentiarius Sacræ Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ vitandæ controversiæ causa, quæ est de loci prærogativa inter Coronas Lusitanam & Britannicam, pro more consuetudineque inter utramque Coronam observata, separatim alia Instrumenta ejusdem tenoris subscripsit & Sigillo apposito munivit. Olisipone die decimo sexto Maji Anni Domini millesimi septingentesimi tertii.

(L. S.) C. DE WALDSTEIN.

(L. S.) D. MARQUIS FEREIRA.

(L. S.) SCHONENBERO.

(L. S.) MARQUIS D'ALLEGRETE.

(L. S.) CONDE DE ALVOR.

(L. S.) ROQUE MONTEGRO PAIM.

(L. S.) JOSEPH DE FARIA.

Articuli Secreti & Separati.

CONSULTUM visum fuit, ut Secreti essent duo Articuli inferiores scripti ad Fœdus offensivum spectantes hoc ipso die subscriptum & obsignatum, ab una parte per Dominos Plenipotentiarios Sacræ Cæsareæ Majestatis & Sacræ Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ, nec non Celsorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii, ab altera vero parte per Dominos Plenipotentiarios Sacræ Regiæ Majestatis Portugaliæ, cum eo tamen, ut non majorem firmitatem habeant sed eodem valore & validitate gaudeant, tanquam pars integrans & substantialis ejusdem Fœderis Offensivi.

I. Cautum est, ut Serenissimus Archi-Dux Carolus postquam in ipsum cessum & translatum legitime fuerit jus, quo sit Rex Hispaniæ & Indiarum Occidentalium, prout ambo hæc Catholicus Rex Carolus Secundus possidebat, cedat, donetque Sacræ Regiæ Majestati Lusitaniæ Oppida Pacem Augustam, sive Badajos, Albuquerque, Valenciam, & Alcantaram in Regione Estremadura, & Oppida Guardam, Tuy, Bajonam & Vigum in Regno Galliceæ, eaque omnia Oppida, Urbes & Castella cum agro singulis attributo, prout ad singula eodem spectat, eodemque modo, quo in præsenti habentur. Quæ quidem cessio & donatio fiet Coronæ Portugaliæ in perpetuum, ut ea omnia Oppida, Urbes & Castella, sicut præfertur, eodem Jure, proprietate & supremo Dominio habeat, quo illa omnia prædictus Catholicus Rex Carolus Secundus possidebat. ANNO 1703.

II. Præterea Serenissimus Archi-Dux eodem tempore & modo tenebitur cedere & donare Sacræ Reg. Majestati Lusitaniæ, ut ipsius Regni Coronæ in perpetuum fiat, omne & quodvis jus, quod habebat & habere poterat in Regiones ad ripam Borealem Fluminis Argentei, sive de Plata sitas, ut illa Americæ Dominia utriusque Coronæ prædicto argenteo Flumine dividantur, eosque Sacra Regia Majestas Lusitaniæ habere & præsidiis suis occupare possit, tanquam supremus & verus eorum Dominus, non aliter quam ceteras ejus Dominiorum, non obstante quolibet Tractatu tam provisionali quam decisivo cum ipsa Corona Hispaniæ sancito. In quorum omnium fidem &c.

(L. S.) C. WALDSTEIN.

(L. S.) D. MARQUIS FEREIRA.

(L. S.) SCHONENBERO.

(L. S.) MARQUIS D'ALLEGRETTE.

(L. S.) CONDE DE ALVOR.

(L. S.) ROQUE MONTEGRO PAIM.

(L. S.) JOSEPH DE FARIA.

Declaratio præliminaris à Comite Waldenstenio & Amirante Castellæ nomine LEOPOLDI *Cæsaris &* CAROLI III. *Hispaniarum Regis facta, circa tertiam partem Subsidiorum & Munitionum Regi Lusitaniæ, Fœderis causa promittendarum. Olisipone 2 Maii* 1703. Cum RATIHABITIONE *Cæsarea. Datum Viennæ die 9 Septembris* 1703. [Tiré du Protocolle de l'Ambassade Imperiale en Hollande.]

NOS LEOPOLDUS Divina favente clementia electus Romanorum Imperator semper Augustus ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Marchio Moraviæ, Dux Lucemburgiæ, ac Superioris & Inferioris Silesiæ, Wurtembergæ & Teckæ, Princeps Sueviæ, Comes Habspurgi, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi & Goritiæ, Landgravius Alsatiæ, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ ac Superioris & Inferioris Lusatiæ, Dominus Marchiæ Sclavonicæ, Portus Naonis & Salinarum.

Notum facimus & testamur quod cum sub conclusionem Fœderis inter nos, Serenissimam Potentissimamque Principem Dominam Annam Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Reginam: uti & Ordines Generales Fœderati Belgii ex una: Et Serenissimum ac Potentissimum Principem Dominum Petrum Secundum Lusitaniæ & Algarbiæ Regem ex altera parte die decimo sexto præteriti mensis Maii Olysipone initi Legatus noster ibidem Extraordinarius Comes à Waldstein una cum Amirante Regni Castellæ ad summovendas difficultates quæ circa tertiam Subsidiorum, Armorum & Munitionum Regi Lusitaniæ promissorum exortæ Fœderis istius subscriptionem ex parte Ministrorum Serenissimæ Reginæ Magnæ Britanniæ & Ordinum Uniti Belgii videbantur remoraturæ, sequentem ediderit Declarationem.

Los Ministros Plenipotenciarios de las dos Potencias maritimas que se hallan en esta Corte de Lisboa,

ANNO 1703.

boa, han expressado repetidas veces las considerables sumas que les piden Portugeses, para entrar en la Liga y que despues de haver puesto la mayor y mas continuada solicitud en que se rebaxassen mucho las que propusieron en el Projecto siempre quedan insoportables los socorsos que por ultima resolucion quieren para entrar en la Liga, anadiendo que les sara ymposibile firmar con tanto dispendio de sus Amos este tradato si su Mag^d. Cesarea y el Señor Rey Don Carlos III. no se obligasen à que la Monarquia de España que es la Principal ynteresada contribuira con la terzera parte de dichos Subsidios, Armas y Municiones que se dieren a Portugal para esta Alianza y constaren del Tradato con ellos, obligandose ambas Potencias a suplir esta terzera parte mientras la Monarquia de España no esta en aptitud de concurrir con ella, con la condicion de que aya de satisfazerla quanto antes pueda despues de hallarse el Señor Rey Carlos III. en la possession del Reyno de España, y haviendo considerado el Conde de Waldstein Embaxador Extraordinario en esta Corte por su Mag. Cesarea y su Plenipotenciario en el Tratado de esta Liga, y el Almirante de Castilla que sin esta circunstancia peligrata un Tratado que esta suma de las cosas para el fin deseado, y tan de la mayor importancia al servicio y exaltacion de la Aug^ma. Casa que abierta esta puerta entra con tanto mayor brevedad y seguridad a la Succession Hereditaria de su Monarquia Española, y que por otra parte las razones, que alegan dichos Ministros Plenipotenciarios de las Potencias Maritimas son tan justificadas y conbenientes les ha parecido muy puesto en razon, mas como les falta poderes para tratar con las Potencias Maritimas no han podido obligarse formalmente a ello, pero no dudan que ambas Mag^s. Cesarea y Catholica se diguaran de aprobar esto mismo que estan de su Real Servicio, y en fée de ello firmaron la presente y corroboraron con el Sello de sus Armas. En Lisboa à 2 de Mayo de 1703.

(L. S.) El Conde de Waldstein.

(L. S.) El Almirante de Castilla.

NOs eandem confirmaverimus, approbaverimus & ratam habuerimus, approbamus etiam illam & ratam habemus, Promittentes verbo nostro Cæsareo illam non solum a Serenissimo Filio nostro Secundo-genito statim atque à nobis Successor Monarchiæ Hispanicæ publice declaratus fuerit, approbatum: sed etiam deinceps bona fide servatum & impletum iri. In cujus rei majus robur hanc paginam manu nostra subscriptam Sigillo nostro Cæsareo muniri jussimus. Dabatur in Urbe nostra Viennæ die nona Septembris Anno millesimo septingentesimo tertio, Regnorum nostrorum Romani quadragesimo sexto, Hungarici quadragesimo nono, Bohemici vero quadragesimo septimo.

LEOPOLDUS.

(L. S.)

Vt. D. A. C. a Kaunitz.

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ Majestatis proprium.

Ratificatio ejusdem Declarationis per Carolum III. *Hispaniarum Regem Catholicum Viennæ die 13. Septembris 1703.* [Tiré du Protocolle de l'Ambassade Imperiale en Hollande.]

NOs Carolus Tertius Dei Gratia Rex Castellæ, Legionis, Arragoniæ, Utriusque Siciliæ, Hierosolymorum, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valenciæ, Gallæciæ, Majoricæ, Minoricæ, Seviliæ, Sardiniæ, Cordubæ, Corsicæ, Murciæ Giennæ, Algarbiæ, Algeziræ, Gadium, Insularum Canariarum, Indiarum Orientalium & Occidentalium, Insularumque & Terræ Firmæ Maris Oceani, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Athenarum & Neopatriæ, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis & Barcinonis, Cantabriæ, & Molinæ Dominus.

Notum facimus & testamur quod cum Translationi Hispanicæ Monarchiæ ab Augustissimo Imperatore Domino & Parente nostro colendissimo, uti & Serenissimo Principe Domino Josepho Romanorum ac Hungariæ Rege Charissimo Fratre nostro Primogenito in nos hesterna die solenniter factæ, ea conditio addita & a Nobis acceptata sit, ut omnes Conventiones ratas habeamus quæ ad vindicandam ejusdem Monarchiæ possessionem Sacra Cæsarea Majestas inierit, atque inter alias nobis exhibita fuerit Declaratio quædam ab ejusdem Ministro & Extraordinario in Aula Lusitanica Legato, Comite a Waldstein, nec non ab Amiratte Regni Castellæ Olysipone facta & à Sacra Cæsarea Majestate approbata tenoris sequentis.

Nos Leopoldus &c.
(*Fiat Insertio.*)

Nos Sacræ Cæsareæ Majestatis verbum in omnibus implere ejusque fidem liberare cupientes, prætactam Declarationem & Promissionem Cæsaream gratam ratamque habuerimus, prout eam hisce gratam ratamque habemus & promittimus, nos illam accurate observaturos & juxta illius tenorem Serenissimæ Reginæ Magnæ Britanniæ & Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii bona fide satisfacturos esse. Harum vigore Literarum manu nostra subscriptarum & Sigillo nostro Regio munitarum, quæ dabantur Viennæ Austriæ die decima tertia mensis Septembris Anno post Nativitatem Salvatoris nostri millesimo septingentesimo tertio, Regnorum nostrorum primo.

CAROLUS.

(L. S.)

XL.

9. Juillet.

Decretum Augustissimi Cæsaris Leopoldi I. *Serenissimo* Rainaldo, *Mutinæ Duci datum de plenaria ejus Restitutione in pristinum statum nec non de damnis suæ Celsitudini illatis inferendisque, per futuros Pacis Generalis Tractatus resarciendis. Viennæ die 9. Julii 1703.* [Tiré du Protocolle de l'Ambassade Imperiale, en Hollande, & au Congrés d'Utrecht.]

NOs Leopoldus &c. (tit.) notum testatumque facimus, quod cum nobis Serenissimus Rainaldus Mutinæ & Regii Dux, Princeps Corregii, Marchio Estensis, Rhodigii & Carpi Comes, Consanguineus & Princeps noster Charissimus per suum ad Aulam nostram Ablegatum Extraordinarium Carolum Antonium Giannini decenter exposuerit, se cum ob traditum nobis Fortalitium Bercellense, testatamque in nostris & S. R. I. Bonique Publici rationibus promovendis constantiam, tum ob neglectas Regis Franciæ minas promissionesque, una cum Provinciis Subditisque suis, in maximas angustias redactum, quin imo illis non minus, quam & ipsismet alimentis spoliatum & destitutum esse, ac proinde tam in Universalibus Pacis Tractatibus sui rationem haberi, denuo petierit, ut de plenaria in pristinum statum restitutione, resarciendisque non minus illatis quam inferendis porro hujus Belli tempore, damnis secura esse queat Dilectio sua; Nos benevole perpendentes constantissimum ejusdem erga nos Sacrumque Romanum Imperium, & Augustam Domum nostram intemeratæ fidei & observantiæ, nec non publicæ rei promovendæ studium, & præterea considerantes hocce desiderium æquitati consentaneum esse, constituimus & declaravimus, nos pro parte nostra non solum omnibus viribus annisuros, sed & apud Fœderatos nostros impense curaturos, ut in Pacis prædictis Tractatibus Serenissimus Mutinæ & Regii Dux in pristinum statum omnino restituatur, justaque ei & debita indemnitas præstetur. Harum testimonio Literarum manu nostra subscriptarum & Sigilli nostri Cæsarei appressione munitarum. Dabantur in Civitate nostra Vienna nona mensis Julii, Anno millesimo septingentesimo tertio, Regnorum nostrorum &c.

ANNO 1703.

$\frac{3}{14}$ Août.

XLI.

Fœdus inter ANNAM *Magnæ Britanniæ Reginam*, CAROLUM XII. *Sueciæ Regem*, *&* *Ordines Generales* UNITI BELGII *pro mutuæ securitatis conservatione initum. Hagæ Comitum die* $\frac{3}{14}$ *Augusti* 1703.

CUM Sacra Regia Majestas Magnae Britanniae atque Celsi & Praepotentes Domini Ordines Generales Uniti Belgii colendae cum Sacrâ Regiâ Majestate Sueciae sincerae Amicitiae & Fœderum cum eadem sibi intercedentium religiosè servandorum apprimè studiosi hoc quidem rerum temporisque habitu pro bono publico & causâ communi necessarium existimaverint, adhuc arctius cum altissimè memorata Sacra Regia Majestate Sueciae sese devincire, quo cura consiliisque sociatis eo maturius tranquillitas Europae reddi & restaurari possit, atque vicissim Sacra Regia Majestas Sueciae non minori desiderio teneatur propiorem cum Sacra Regia Majestate Magnae Britanniae & Dominis Ordinibus Generalibus conjunctionem ineundi & publicae tranquillitatis modo securo & in futurum stabili unitâ cum ipsis opera reducendae. Cumque eum in finem alte memoratae Sacrae Regiae Majestates & Domini Ordines Generales Plenipotentiarios Suos nominaverint & Mandatis necessariis instruxerint: Scilicet Serenissimus & Potentissimus Princeps & Dominus, Dominus Carolus Duodecimus Dei Gratia Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Rex; Magnus Princeps Finlandiae; Dux Scaniae, Esthoniae, Livoniae, Careliae, Bremae, Verdae, Stetini, Pomeraniae, Cassubiae & Vandaliae; Princeps Rugiae; Dominus Ingriae & Vismariae, nec non Comes Palatinus Rheni, Bavariae, Juliaci, Cliviae, & Montium Dux &c. Illustrissimum & Excellentissimum, Dominum, Dominum Nicolaum Comitem de Lillienrooth, Sacrae Suae Regiae Majestatis Senatorem & Legatum Extraordinarium & Plenipotentiarium, nec non Academiae Pernaviensis Cancellarium: Serenissima & Potentissima Princeps & Domina, Domina, Anna Dei Gratia Magnae Britanniae, Franciae & Hiberniae Regina, Fidei Defensatrix Joannem Ducem & Comitem de Marlborough, Marchionem de Blandfort Baronem Churchill de Sandrige & Aimouth, Sacrae Regiae Suae Majestati a Consiliis intimis, Nobilissimi Ordinis Periscelidis Equitem, Rei Tormentariae Praefectum, Copiarum Regiae Suae Majestatis terrestrium Ducem, Summum Exercitus ejus in Belgio Generalem, & memoratae Sacrae Regiae Majestatis Legatum Extraordinarium & Plenipotentiarium; & Celsi & Praepotentes Domini Ordines Generales Uniti Belgii, Dominos, Dominos Joannem ab Essen Civitatis Zutphaniensis Consulem; Allardum Merens Civitatis Hornanae Senatorem & Consularem, Anthonium Heinsium Dominorum Ordinum Hollandiae & West-Frisiae Consiliarium & Syndicum, eorundem Magni Sigilli Custodem & Feudorum Praesidem; Guilielmum de Nassau Dominum de Odyk, Gortgene &c. Godard; Guilielmum de Tuyl de Seraskerk, Dom. de Welland. Nederhorst, Berg Hoestwaar Ascriptum ex primo Ordine in Consessu D. D. Ordinum Provinciae Ultrajectinae; Augustinum Lyklama a Nyeholt, Dioeceseos Opster-Landiae in Frisia Grietmannum; Burchardum Justum a Welvelde in Bukhorst & Molckate Toparcham in Tallik & Vekate Ysselmuydani agri Satrapam; & Petrum Joannem de Steenhuyse respective Dominorum Ordinum Gelriae, Hollandiae & West-Frisiae, Zelandiae, Ultrajecti ad Rhenum, Frisiae, Transysulaniae, & Groningae & Omlandorum ad Conventum altè memoratorum Ordinum Generalium Deputatos, qui collatis consiliis in sequentes conditiones convenerunt.

I. Priora Fœdera per praesens, iis tanquam fundamento superstructum, disertè renovata & confirmata censeantur.

II. Cum hujus Tractatus praecipuus scopus sit Amicitiam inter summos Paciscentes magis magisque corroborare, hi mutuò sibi promittunt, quod alter alterius commoda & utilitatem omni meliori modo promovere, damna verò avertere, & quascunque sibi compertas molitiones & noxia alterutri consilia praevenire eidemque sincera fide aperire velit.

III. Porrò invicem sese obstringunt, quod nullo prorsus modo, neque directè neque indirectè hostibus alterutrius sive praesentibus sive futuris auxilium ferre vel Partes eorum quacunque aliâ viâ fovere velint.

IV. Sacra Regia Majestas Sueciae sigillatim promittit, quod simul ac Pax cum Rege Poloniae & Moscorum Czaro inita fuerit, vel citius etiamsi fieri possit, Serenissimae Reginae Magnae Britanniae & Celsis ac Praepotentibus Dominis Ordinibus Generalibus Uniti Belgii si requisita ab eis fuerit decem mille Militum auxilio eis aderit, & si acciderit eos urgente quadam necessitate dictis Copiis indigere antequam utraque haec Pax coalescere potuerit, Sacra Regia Majestas Sueciae nihilominus easdem eis exhibebit, si modò ullatenus rationes ejus id fieri permittant, quae quidem Copiae, quas, sivè in totum sivè ex parte, praestari contigerit, sumptibus Angliae & Uniti Belgii sustentabuntur, hac quidem adhibita distinctione, ut Regia Majestas Sueciae si demum ab omni Bello undequàque libera eas exhibeat, simplici earundem sustentatione sit contenta: quod si verò adhuc dum Bello Polonico & Moscovitico vel alterutro eorum esset involuta, sive etiam novus Ipsi hostis emergeret, eo casu Magnae Britanniae Regina & Domini Ordines Generales praeter sustentationem, tenebuntur solvere pretium conductionis (*la levée*) eo modo, de quo cum aliis ut plurimum transactum esse intelligetur, reservata de caetero Sacrae Regiae Majestati Sueciae facultate Copias suas revocandi si Ipsamet hostiliter laesam eis indigere evenerit.

V. Neuter Pacem nisi cum alterius Fœderati participatione & inclusione inibit, si illud requisiverit.

VI. Praesens Fœdus defensivum ejusdem durationis erit cum Fœdere anno millesimo septingentesimo inito.

VII. Ratihabebitur hoc Fœdus intra spatium duorum mensium vel citius si fieri poterit & Ratificationum tabulae hic Hagae-Comitum commutabuntur.

In quorum fidem Nos supranominati Plenipotentiarii praesens Fœdus cujus sex Instrumenta confecta sunt subscriptionibus & Sigillis nostris munivimus: scilicet Ego Nicolaus Comes de Lillienrooth pro Rege Sueciae Hagae-Comitum die $\frac{\text{quinto}}{\text{decimo sexto}}$ Augusti anni millesimi septingentesimi tertii. Ego Joannes Dux de Marlborough pro Regina Magnae Britanniae in Castris apud die Augusti anni millesimi septingentesimi tertii: & nos Deputati Dominorum Ordinum Generalium pro iisdem Hagæ-Comitum die $\frac{\text{quinto}}{\text{decimo sexto}}$ Augusti anno millesimo septingentesimo tertio.

MARLBOROUGH. LILLIENROOTH.

J. VAN ESSEN.

ALLARD MERENS.

A. HEINSIUS.

W. DE NASSAU.

G. DE TUYL DE SERASKERK.

LYCKLAMA A NYEHOLT.

J. B. WELVELDE.

P VAN STEENHUYSEN.

Articulus Separatus.

CUM Sacra Regia Majestas Magnae Britanniae & Celsi ac Praepotentes Domini Ordines Generales Uniti Belgii amicè requisiverint Sacram Regiam Majestatem Sueciae, ut Fœderi, quod Ipsi cum Sacra Caesarea Majestate die octavo Septembris 1701. inierunt, accederet, eademque ad hanc accessionem pronam sese declaraverit, quatenus memoratum Fœdus Angliae & Uniti Belgii rationes concernit: intereà verò cum ob temporis angustiam de conditionibus plenè convenire non licuerit, hoc Articulo Separato conventum est, quod ulterior hac de re

ANNO 1703.

re negociatio instituetur, sicut etiam de auxiliis quae Sacra Majestas Sueciae, vigore Fœderis antecedentis adhuc petit. Praesens Articulus ejusdem vigoris erit cum ipso Fœdere hodiè concluso & itidem ratihabebitur intra spatium duorum mensium, vel citius, si fieri poterit, & Ratificationum Tabulae hic Hagae-Comitum commutabuntur. In quorum fidem nos infrascripti Plenipotentiarii, hunc Articulum Separatum, cujus sex Instrumenta confecta sunt, subscriptionibus & Sigillis nostris munivimus: scilicet Ego Nicolaus Comes de Lillienrooth pro Rege Sueciae Hagae-Comitum die quinto/decimo-sexto Augusti anni millesimi septingentesimi tertii. Ego Joannes Dux de Marlboroug pro Regina Magnae Britanniae, in Castris apud die Augusti anni millesimi, septingentesimi tertii: & nos Deputati Dominorum Ordinum Generalium pro iisdem, Hagae-Comitum die quinto/decimo sexto Augusti anno millesimo septingentesimo tertio.

(S) MARLBOROUGH. (S) LILLIENROOTH.

(S) J. VAN ESSEN.

(S) ALLARD MERENS.

(S) A. HEINSIUS.

(S) W. DE NASSAU.

(S) W. DE TUYL DE SERASKERKE.

(S) AUG. LICKLAMA, A NYEHOLT.

(S) B. J. WELVELDE.

(S) P. J. STRENHUYSEN.

XLII.

12. Sept. *Cessio Monarchiæ Hispanicæ Archiduci* CAROLO LEOPOLDI *Imperatoris secundo genito ab eodem Imperatore & ejus Filio Primogenito* JOSEPHO *Romanorum & Hungariæ Rege facta. Viennæ, die 12. Septembris. 1703.*

NOS CAROLUS III Dei Gratia Rex Castellæ, Legionis, Aragoniæ, utriusque Siciliæ, Hierosolimorum, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valenciæ, Galliciæ, Mayoricæ, Minoricæ, Seviliæ, Sardiniæ, Cordubæ, Corsicæ, Murciæ, Giennæ, Algarbiae, Algezirae, Gadium, Insularum Canariarum, Indiarum Orientalium & Occidentalium, Insularumque & Terrae Firmae Maris Oceani, Archidux Austriae, Dux Burgundiae, Brabantiae, Mediolani, Athenarum & Neopatriae, Comes Habspurgi, Flandriae, Tyrolis & Barcinonis, Cantabriae, & Melinae Dominus: Notum facimus omnibus praesentibus & futuris. Cum invictissimus Princeps Dominus LEOPOLDUS Romanorum Imperator semper Augustus, Dominus & Parens noster amantissimus & summâ veneratione colendus, unà cum Serenissimo Principe Domino JOSEPHO, Romanorum & Hungariae Rege, Fratre nostro Charissimo pro horum benignâ & benevolâ in nos propensione haereditario jure sibi delatam morte Serenissimi quondam & Potentissimi Domini CAROLI II. Hispaniarum & Indiarum Regis pientissimae recordationis, Hispanicam Monarchiam, simulque Belgium Catholicum antiquum inclytae Domus nostrae patrimonium in nos transtulerit prout sequitur.

Nos LEOPOLDUS, divinâ favente clementiâ Electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Germaniae, Hungariae, Bohemiae, Dalmatiae, Croatiae, Sclavoniae Rex, Archidux Austriae, Dux Burgundiae, Brabantiae, Stiriae, Carinthiae, Carnioliae, Lucemburgi, ac superioris & inferioris Silesiae, Wirtembergae, & Tekae, Princeps Sueviae, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviae, Moraviae, superioris & inferioris Lusatiae, Comes Habspurgi, Tyrolis, Ferretis, Kiburgi & Goritiae, Landtgravius Alsatiae, Dominus Marchiae, Sclavonicae, Comes Mahonis & Salinarum: Notum testatumque facimus. Cum per mortem pientissimae Memoriae Serenissimi quondam & Potentissimi Principis Domini CAROLI II. Hispaniarum & Indiarum Regis, Fratris & Nepotis nostri Charissimi, omnia ab illo possessa Regna & Ditiones ad nos Haereditario jure pervenerint; nos tamen serio perpendisse, quam difficile sit, tot & tàm longè dissitas Provincias, simul cum aliis Regnis & Provinciis nostris haereditariis ab uno Principe sic gubernari, ut his praesertim temporibus communis Europae salus & cunctorum nostrorum Subditorum utilitas efflagitat. Maturè praeterea consideravimus, cum modernae res Hispanicae ita comparatae sint, ut Regis sui praesentiam quantociùs requirant, non solùm nos multifarie impediri quo minus illuc nos ipsum conferamus, sed nec filium nostrum dilectissimum primogenitum Serenissimum Regem Romanorum & Hungariae JOSEPHUM, ad quem post nos omnis Successio nostra primo jure pertinet, illud nunc iter arripere & ab Imperio Romano, Regnisque nostris & Provinciis Austriacis abesse posse. Non omnus ob oculos nobis posuimus quae jam à teneris unguiculis in altero nostro Filio perdilecto Serenissimo Archiduce Carolo indoles eminuerit, talis nimirum, qualis eos quos divina ipsi benignitas concessit natales deceat, quam etiam progredientibus annis omni virtutum se, & dotibus unde ortum trahit dignarum genere excoluerit, & quod jam eâ aetate sit, ut divino auxilio praeeunte accedente fidelium Ministrorum Consilio, & ope, populis à Deo sibi concreditis laudabiliter praeesse queat. Non potuimus denique pro certissimo approbantis, ducentis, & secundantis divinae voluntatis indicio grati non agnoscere & venerari, quod & primogenitus noster Serenissimus Romanorum Rex hujus sui Fratris amantissimi incrementa pro suis reputet, & hic communibus non modo Populorum Hispanicae Ditioni subditorum, sed totius penè Europae votis ad Hispanicam capessendam Monarchiam destinetur & invitetur, eumque ad finem assequendum à plurimis potentiâ & justitiâ fulgentibus Statibus nulli sumptui aut operae etiamnum parcatur. His igitur aliisque permoti gravissimis rationibus In nomine Sacro-Sanctae & individuae Trinitatis, consentiente & adstipulante & promovente dilectissimo Filio nostro primogenito Serenissimo Romanorum & Hungariae Rege JOSEPHO, cessimus & assignavimus, cedimus & assignamus, virtute praesentium Literarum, omni meliori modo & quam firmissimè id fieri possit, eidem Filio nostro secundo genito Serenissimo Archiduci CAROLO, ejusque posteris ex legitimo matrimonio nascituris, non qualitercumque legitimatis aut legitimandis, Universam Monarchiam Hispanicam, omniaque ad eam pertinentia, ubicunque sita Regna & Provincias, uniqque Belgium quod Catholicum audit, & ad Serenissimam Domum nostram Austriacam antiquo jure spectat, illique & illis plenam & absolutam suo nomine omnes easce Ditiones adipiscendi, possidendi, regendi & gubernandi tribuimus facultatem, eâ plane ratione, iisque titulis & praerogativis, quibus defunctus Rex CAROLUS II. eas possedit, tenuit, rexit, & gubernavit, aut possidere, regere & gubernare potuit aut debuit; nosque ipsi aut dilectissimus Filius noster primogenitus potuissemus aut debuissemus, salvo semper evenientibus casibus totius Serenissimae Domus nostrae Successionis jure & ordine, observatis quoque ubivis cujusque Populi privilegiis, quae illibata penitus quibusvis cupimus. Reservamus etiam Nobis & Successoribus nostris Romanorum Imperatoribus & Regibus, Sacroque Romano Imperio, omnia Imperii jura in illas Provincias, quae praecedentes Reges Hispaniae sub quâcumque qualitate ab Imperio acceperunt, Filiusque noster Serenissimus CAROLUS III. accipiet & possidebit, non secus ac si speciatim hic singula expressa fuissent, quaeque adeo idem conservare & suo quaevis loco & tempore in effectum deducere omnino tenebitur. Volumus similiter ut eam porrò huic Cessioni seu Translationi conditionem dicimus, & Filius noster Charissimus Serenissimus Rex CAROLUS III. omnes Conventiones ratas babeat, atque jam ratas habuisse censeri debeat, quas ad vindicandam & in illum transferendam Hispanicam Successionem fecimus, seu inivimus & ad eas implendas suo se nomine disertè obstringat, ac jam obligatus censeatur, fidemque à nobis datam reapse liberet atque nos Filiumque nostrum Regem Romanorum Josephum & illius posteros, eâ de causâ securos & indemnes praestet, perinde ac si omnes illae Conventiones & Praestationes hic sigillatim de-

ANNO 1703.

scriptae essent. In hotum omnium Testimonium, & majus robur, Nos, unà cum Filio nostro dilectissimo Serenissimo Romanorum Rege JOSEPHO, non tantum praesentes has Literas manibus nostris subscriptis Sigillis nostris munivimus & Charissimo Filio nostro Serenissimo Rege CAROLO III. Hispaniarum & Indiarum tradidimus, ab eoque vice mutuâ aliud Acceptationis Instrumentum, cui hoc Instrumentum verbo tenus insertum est, recepimus, sed & de eorum tenore semper observando, ac omnibus viribus propugnando nos amboque Filii nostri, pro nobis, omnibus posteris nostris verbo Imperiali & Regio, jureque jurando corporaliter praestito fidem nostram quàm solemnissimè adstrinximus, nullo unquam tempore aut modo à nobis aut aliis infringendam, omni quorumlibet qualicunque contradictione, exceptione generali ac speciali restitutione, dispensatione & absolutione etiam Pontificiâ, aliisque beneficiis Legis seu Consuetudinis aut nominis perpetuò exclusis. Actum praesentibus praecipuis Aulae nostrae Caesareae Proceribus, aliisque Consiliariis sanctioris nostri Consilii Status, Viennae, die duodecimâ mensis Septembris, Anno à partu Virgineo millesimo septingentessimo tertio, Regnorum nostrorum Romani quadragesimo sexto, Hungarici quadragesimo nono, Bohemici vero quadragesimo septimo.

Et nos JOSEPHUS, Dei Gratiâ Romanorum, ac Hungariae, Dalmatiae, Croatiae Rex, Archidux Austriae, Dux Burgundiae, Brabantiae, Styriae, Carinthiae, Carniolae, Luccmburgi ac superioris & inferioris Silesiae, Wittembergae, Teckae, &c, Princeps Sueviae, Marchio Sancti Romani Imperii Burgoviae, Moraviae, superioris & inferioris Lusatiae, Comes Habspurgi, Tyrolis, Ferretis, Kiburgi, & Goritiae, Landgravius Alsatiae, Dominus Marchiae, Sclavonicae, Portus Mahonis & Salinarum, Testamur & profitemur omnia superius descripta ab Augusto Domino & Parente nostro summè venerando, nobis maximè volentibus, assentientibus, & unà cedentibus decreta, acta, & cessa esse; assentimur etiam & cedimus pro nobis & Posteris nostris omni meliori quo fieri possit modo, verbo aeternae Veritatis & Regio, additoque corporali Sacramento, promittente, nos omnia & singula exactissimè servaturos, nec iis unquam contraventuros, aut aliis id permissuros esse, abolitis omnibus quibuslibet exceptionibus aut beneficiis contrariis, undecunque aut quomodocunque provenientibus, etiamsi eorum jure vel consuetudine singularis mentio vel amplior renunciatio fieri debuisset. Viennae die & Anno expressis

LEOPOLDUS *Manu propria.*
(L. S.)

JOSEPHUS *Manu propria.*
(L. S)

NOS, cum Cessionem ipsam, tum additas Conditiones gratissimo animo acceptasse, sicut hisce acceptamus, pro nobis & omnibus Posteris nostris, Regio verbo promittentes, & tactis Sacro-Sanctis Scripturis, jurantes, nos & ipsos omnia & singula accuratissimè custodituros, & optimâ fide impleturos, illis nunquam contra ituros aut ut ab aliis contra catur passuros, & si quae ulterior aut iterata, vel saepius repetita, licet non necessaria confirmatio à nobis, Posterisve nostris quibuscumque, nostrisque Regnis & Provinciis quandocumque postuletur, eam quoque daturos & ut quàm solemnissimè expediatur curaturos esse, omni qualicunque tergiversatione, generali vel speciali exceptione, restitutione & absolutione cujusvis Ecclesiasticae aut saecularis potestatis etiam Pontificiâ aliisque beneficiis contrariis quibuscumque perpetuo exclusis. Ita nobis, Posterisque nostris summa Divinitas semper propitia sit uti cupimus felicissimis & florentibus Regnis & Provinciis à Serenissimo Parente & Fratra nobis eâ fiduciâ ultrò concessis. Actum praesentibus praecipuis Caesareae Aulae Proceribus, aliisque Suae Majestatis Consiliariis Sanctioris Consilii Status. Viennae die 12. Mensis Septembris Anno à Nativitate Christi Domini & Salvatoris nostri supra millesimum, septingentesimo tertio, Regnorum nostrorum primo.

CAROLUS.
(L. S.)

PRÆSENTES fuere Eminentissimus & Celsissimus Princeps Dominus Leopoldus, Sacrae Romanae Ecclesiae Cardinalis à Kollonitz Archi-Episcopus Strigoniensis & Colozensis, Regni Hungariae Primas: Reverendissimus ac Celsissimus Princeps Dominus Christianus Augustus Coadjutor Archiepiscopatus Strigoniensis, Episcopus Jaurinensis, Saxoniae Dux · Celsissimi, Dominus Ferdinandus Princeps à Schwartzenberg Aulae Augustae Imperatricis supremus Praefectus, aurei Velleris Eques; Dominus Theodorus Princeps à Salm Aulae Serenissimi Regis Romanorum supremus Praefectus; Dominus Ferdinandus Princeps à Lobkovitz Serenissimae Romanorum Reginae supremus Aulae Praefectus; Dominus Antonius Florianus Princeps à Lichtenstein Aulae Serenissimi Regis Hispaniarum supremus Praefectus, aurei Velleris Eques; Dominus Eugenius, Princeps Sabaudiae & Pedemontii, Caesarei Consilii Bellici Praeses, & Campi Mareschallus, aurei Velleris Eques. Illustrissimi & Excellentissimi Dominus Ferdinandus Bonaventura Comes ab Harrach, supremus Aulae Caesareae Praefectus; Dominus Wolfgangus Comes ab Oting, Excelsi Consilii Imperialis Aulici Praeses; Dominus Joannes Franciscus Comes à Vurben, Sacrae Casareae Majestatis, uti Regis Bohemiae Supremus Cancellarius, aurei Velleris Eques; Dominus Joannes Henricus Princeps de Fundis Comes à Mansfeld, supremus Sacri Cubiculi Praepositus, aurei Velleris Eques; Dominus Dominicus Andreas Comes à Kaunitz, S. R. I. Cancellarius, aurei Velleris Eques; Dominus Wenceslaus Robertus Octavius Comes Kinsky, Sacrae Caesareae Majestatis in Regno Bohemiae supremus Camerarius & Aulae Regiae Praefectus; Dominus Georgius Adamus Comes de Martiniz, supremus Aulae Caesarese Mareschallus, aurei Velleris Eques; Dominus Otto Henricus Comes ab Abensperg & Traun, Statuum inferioris Austriae Mareschallus, aurei Velleris Eques: Dominus Hothardus Henricus Comes à Sallaburg; Dominus Wenceslaus Adalbertus Comes à Sternberg, Sacrae Caesareae Majestatis in Regno Bohemiae supremus Judex, & Aulae Regiae Mareschallus; Dominus Carolus Maximilianus Comes de Turri & Valsassinâ, Sacrae Caesareae Majestatis in Marchionatu Moraviae Locum tenens; Dominus Julius Fridericus Comes Bucellini Aulae Caesareae Cancellarius; Dominus Hermanus Jacobus Comes de Isthernin, supremus in Regno Bohemiae Praefectus; Dominus Philippus Sigismundus Comes à Dietrichstein, supremus Cesaraei Stabuli Praefectus, aurei Velleris Eques; Dominus Ferdinandus Marchio degli Obizzi, Caesareus Campi Mareschallus, & Praesidii Viennensis Praefectus, aurei Velleris Eques; Dominus Joannes Volckardus Comes à Conzin, supremus Aulae Serenissimae Dominae Archi-Ducissae Elizabethae Praefectus; Dominus Leopoldus Donatus, Comes à Trautshon, supremus Serenissimi Romanorum Regis Cubiculi Praepositus; Dominus Albertus de Longueval, Comes de Bouqui, Ordinis de Calatrava Eques; Dominus Norbertus Leopoldus Leibsteinsky, Comes à Kolororat; Dominus Aloysius Thomas Raymundus, Comes ab Harrach, supremus Caes. Protectorum pedestrium Praefectus; Dominus Jacobus, Comes ab Hamilton, Sacrae Caesareae Majestatis in Marchionatu Burgoviae Nomarcha; Dominus Carolus Josephus, Comes à Paar, supremus in Regnis & Provinciis Haereditariis Currûs publici Praefectus; Dominus Nicolaus, Comes de Palffi Caesar. Protectorum equestrium Praefectus, Generalis Campi Mareschallatûs Locum tenens; Dominus Ferdinandus Gobertus Comes ab Aspermont, Generalis Campi Mareschallus Locum tenens; Dominus Gundackerus Thomas, Comes de Stahrnberg, Camerae Aulicae Caesareae Praeses; Dominus Hugo Franciscus, Comes à Koningsegg, Episcopatûs Leutomericensis Coadjutor, Metropolitanae Ecclesiae Coloniensis Canonicus; Dominus Joannes Fridericus liber Baro a Seilern; & Dominus Franciscus Moles, Dux de Pereti: omnes Sacrae Caesarese Majestatis Consiliarii Status. In fidem veritatis nomen meum subscripsi ac Sigillum meum apposui, Sacrae Caesareae Majestatis Consiliarius Aulicus, Secretarius Statûs & Referendarius, atque authoritate Caesareâ & Archiducali creatus Notarius Publicus qui haec omnia fieri praesens audivi & vidi ego

JOANNES IGNATIUS ALBRECHT AB ALBRECHTSBERG.
(L. S.)

Ra-

ANNO 1703. *Ratificatio Cæsarea.* Voyez ci-dessus pag. 130. 131.

XLIII.

4 Dec. *Declaration de Guerre de* LOUIS XIV. *Roi de France contre* VICTOR AMEDE'E *Duc de Savoye le 4 Dec.* 1703 [Sur l'Imprimé à Paris.]

LES Manifestes que le Duc de Savoye a répandus dans ses Etats, pour engager ses Sujets à prendre les Armes pour leur conservation; Et l'impression qu'il a voulu donner dans toutes les Cours de l'Europe, de la violence qui avoit été faite à ses Troupes le 29 Septembre, lorsqu'elles furent arrêtées & desarmées par le Duc de Vendôme, en consequence des ordres de S. M. auroient pû produire quelque effet sur les esprits, si les demarches de ce Prince déja trop connuës, n'avoient forcé S. M. à prendre cette resolution si contraire à la conduite qu'Elle a tenuë dans les tems que la superiorité de ses Armes, & les avantages considerables qu'elles avoient remportés sur les Princes & Etats liguës contr'Elle, l'avoient mise en état de donner la Paix à telle condition qu'Elle auroit voulu. Le Traité fait en 1696. entre S. M. & le Duc de Savoye, dont le Mariage de son Petit-Fils le Duc de Bourgogne avec la Fille aînée de ce Prince fut le lien, en fournit un exemple bien authentique, & des avantages qu'il trouva à manquer à celui qui étoit entre lui, l'Empereur, l'Angleterre, & la Hollande.

Le Roy Charles II. étant mort en l'Année 1700, & la Succession de la Monarchie d'Espagne ayant été deferée à Philippe V. par le Droit du Sang, par la disposition des Loix de tous les Etats dont cette puissante Monarchie est composée, par la volonté du dernier Roy, & par les vœux de tous les Peuples, cette disposition ayant reveillé la Jalousie des Ennemis de la grandeur de la France, Sa Majesté fut obligée; pour conserver cette Monarchie entiere, de faire marcher des Troupes dans l'Italie, qui sembloit être attaquée la premiere; Elle fit proposer en même tems un nouveau Traité au Duc de Savoye, par lequel il s'engagea pendant le tems que la Guerre dureroit, de fournir 10000 Hommes de ses Troupes, moyennant les Subsides convenus. Par ce même Traité il devoit avoir le Commandement des Armées des deux Rois en Italie; S. M. consentit en suite au Mariage du Roy d'Espagne avec la seconde Fille de ce Duc, afin de fortifier de si grands engagemens & des marques d'une confiance aussi entiere, L'Union qui devoit être assurée pour toujours entre Sa Majesté, le Roi d'Espagne, & ledit Duc, & l'engager à contribuer de tout son pouvoir aux avantages des deux Couronnes; Ce Traité a été executé de bonne foy de la part des deux Rois la premiere année; Et quoy que le succés n'ait pas été heureux, que l'Armée de l'Empereur ait penetré avant dans l'Italie, & que le Duc de Savoye ait retiré ses Troupes dans le tems qu'elles étoient le plus necessaires, on ne peut pas dire qu'il ne l'ait point été de son côté. A peine cette Campagne fût achevée, que S. M. voyant les progrés des Troupes Ennemies, se determina d'envoyer 30 Bataillons & 30 Escadrons d'augmentation, pour fortifier son Armée & lui donner la superiorité si necessaire pour retablir la tranquillité de l'Italie, & ôter à l'Empereur toute esperance de s'en pouvoir rendre le Maître. Ce fut dans ces tems-là qu'il revint à S. M. des avis de toutes parts, des liaisons qu'il conservoit avec l'Empereur & l'Angleterre, qu'il fit proposer par son Ambassadeur une augmentation de Subsides, & qu'ayant rendu sa fidelité suspecte, S. M. se determina à consentir la reduction de ses Troupes à la moitié de ce qu'il en devoit fournir, & que le Roy d'Espagne vint lui même se mettre à la tête des Armées.

Ces soupçons déja trop bien fondés, n'ont fait qu'augmenter par les assurances certaines, des negociations & des propositions de traiter avec l'Empereur. Les soins de ce Duc pour conserver le secret, n'ont point empêché qu'il n'ait été penetré, que les Gazettes n'ayent été remplies des conditions, que l'Ambassadeur de l'Empereur à Rome ne les ait dites publiquement, & que S. M. n'ait été informée par des voyes sûres, que le Comte d'Aversberg Ministre de l'Empereur, étoit arrivé à Turin le 15. Juillet dernier, avec tous les Pouvoirs necessaires pour le conclurre.

Cette Negociation a été faite pendant les nuits dans la maison du Marquis de Prié, où ce Ministre a été long tems caché, & dans laquelle le Duc de Savoye, & le Comte de la Tour, ont eu de frequentes Conferences avec lui.

Le bruit s'étant trop répandu du sejour du Comte d'Aversberg à Turin, il en sortit pour se retirer à la Cassine du Comte de Tarini, où le Marquis de S. Thomas se rendoit très-souvent, & où le Duc de Savoye a été lui même plusieurs fois. S. M. bien informée de toutes ces demarches, confirmées depuis par une Lettre interceptée du Comte d'Aversberg au Comte de Sinzendorf, datée du 13. Octobre de Turin; Elle ordonna à son Ambassadeur d'en parler au Duc de Savoye, qui donna des ordres au Comte de Vernon de renouveller à Sa Majesté par des protestations publiques, la fidelité de ses engagemens, qu'il ne s'en departiroit jamais, qu'il n'y avoit aucun Ministre de l'Empereur à Turin, & qu'il n'écouteroit aucune proposition de sa part; Et il donna de pareils ordres à son Ambassadeur à Madrid pour le Roy d'Espagne.

Une pareille conduite ne laissant plus lieu à S. M. de douter des mauvaises intentions de ce Prince, Elle ordonna par une precaution aussi juste que necessaire au Duc de Vendôme, de faire desarmer le peu de Troupes de ce Duc qui restoit dans l'Armée de S. M & du Roy Catholique, de s'avancer vers ses Etats; Mais avant d'y entrer & d'exercer aucun Acte d'hostilité, S. M. luy fit proposer de donner des Places de sûreté & de reduire le nombre de ses Troupes sur le pié du Traité de 1696. pour assurer la communication de ses Etats avec ceux du Roy son Petit-Fils, & se garantir dans la suite de la mauvaise volonté du Duc de Savoye.

Des propositions si convenables aux interêts du Duc de Savoye, & seules capables de maintenir la tranquilité dans ses Etats, ont été rejettées; Il a fait arrêter à Turin l'Ambassadeur de S. M. & celui du Roy d'Espagne, sans leur laisser aucune communication, ni même la liberté de donner de leurs nouvelles, pendant que le Comte de Vernon son Ambassadeur auprès de S. M. étoit en liberté sur la parole qu'il avoit donnée de n'en point abuser. Il a même fait arrêter tous les François, les Officiers des Troupes & les Soldats de S. M. qui passoient dans ses Etats; Il a fait saisir tous leurs effets, & se tenant sûr des Secours qu'il attendoit de ses nouveaux Alliés, en execution des Traités qu'il avoit conclus avec eux, il a fait marcher des Troupes pour aller au devant de 2000. Chevaux commandés par Visconti, qui ont été entierement defaits par le Duc de Vendôme, avant de l'avoir pû joindre. Il a fait prendre les armes à tous ses Sujets, donné des ordres pour de nouvelles levées, & n'a rien obmis pour faire voir à toute l'Europe, qu'il compte pour rien de violer la foy des Traitez. Cette conduite ne laissant pas lieu de douter de ses intentions, S. M. pour en prevenir les suites, a resolu de lui declarer la Guerre tant par Terre que par Mer, comme Elle fait par la Presente. Ordonne & enjoint pour cet effet S. M. à tous ses Sujets, Vassaux & Serviteurs, de courre sus aux Sujets du Duc de Savoye; Et leur a défendu & défend très-expressément d'avoir ci-aprés avec eux aucune communication, commerce, ni intelligence, à peine de la vie; Et à cette fin S. M. a dès à present revoqué & revoque toutes Permissions, Passeports, Sauvegardes, & Saufconduits, qui pourroient avoir été accordez par Elle, ou par ses Lieutenants Generaux, & autres ses Officiers, contraires à la Presente, & les a declarez & declare nuls & de nul effet & valeur; Défend à qui que ce soit d'y avoir aucun égard. Mande & ordonne S. M. à Mr. l'Amiral, aux Maréchaux de France, Gouverneurs, & Lieutenans Generaux pour S. M. en ses Provinces & Armées, Maréchaux de Camp, Capitaines, Chefs & Conducteurs de ses Gens de Guerre, tant de cheval que de pied, François & Etrangers, & tous autres ses Officiers qu'il appartiendra, que le contenu en la Presente ils fassent executer chacun à son égard dans l'étendue de leurs Pouvoirs & Jurisdictions; Car telle est la volonté de S. M., laquelle veut & entend que la Presente soit publiée & affichée en toutes les Villes tant Maritimes qu'autres, & en tous ses Ports, Havres & autres Lieux de son Royaume & Terres de son obeissance que besoin sera, à ce qu'aucun n'en pretende cause d'ignorance. Fait à Marli le 4. jour de Decembre 1703.

Signé, LOUIS,

Et plus bas, CHAMILLART.

XLIV.

Anno 1703. 15. Dec.

XLIV.

Tractart van Vrede, Navigatie, ende Commercie, tusschen haer Hoogh Mog. de Heeren Staten Generael der VEREENIGDE NEDERLANDEN, *ende de* Bassa, Bey, *Divan ende Regeering van* TRIPOLI. *Gedaen in Tripoli di Barbaria* (1) *den* 15. *Decemb.* 1703. Met *de* RATIFICATIE *van haer Hoogh Mogende van den* 1. *December* 1703. [Tiré des Archives de L. H. P. les Etats Généraux des Provinces-Unies]

DE Staten Generael der Vereenigde Nederlanden. Allen den geenen die desen sullen sien, Salut. Alsoo den Envoyé Juda Cohen door ons geauthoriseert tot het sluyten van de Vrede met de Regering van Tripoly, van daer weder gekomen synde, aen Ons heeft overgebragt het Tractaet, daer by de Vreede tusschen Ons, en den Bassa Bey, Divan en geheelen Raet van 't Koningryck van Tripoly wert vernieuwt, indiervoegen, als het Translaet van 't voorst. Tractaet in de Nederduytsche tael hier na van woorde te woorde staet geinsereert.

Den name Gods zy gepresen.

HY is barmhartig en magtig, die de Sleutels van de barmhertigheit heeft, die de Weereld en de Creaturen heeft geschapen, en dien weder breekt, hy is 't die het Ligt ende de Duysternisse heeft gemaeckt, die de Hovaerdige straft sonder haer weten, sonder nodig te hebben eenige hulp, hy is den Koning, den Heer, den Magtige en den Gevreesdeo, gesegent sy hy en synen heyligen naem.

Nu wat aengaet de Negotie en Commercie met liberteit en securiteit, de tegenwoordige is de waerheyd, dat alhier in Onse presentie is gekomen den Envoyé Juda Cohen, met magt van de Hoog Mogende de Heeren Staten Generael, om met Ons het Koningryck van Tripoly de Vrede te tracteren, en hebbende daer in gesien, dat hy het werck oock sal doen met Tunis, en Algiers; en considererende, dat dese Vredens syn raedsaem aen Ons eo aen U. sullen wy ons gedragen aen de voorgaende, hopende in God, datse seeckerder sullen syn, door uwer H. M. goedheit, en op de wys als wy d'accord syn gebleven in presentie van hare Excellentien Hamed Bassa, Helil Bey, en den Divan en geheelen Raed, naer veele differenten die wy gehad hebben, met den voorn. Envoyé, over de Articulen die hy meer prætendeerde, en wy oock, syn wy overeengekomen de onderstaende Articulen buyten die van de voorgaende Vreede; en alsoo wy d'accord daer in syn, sal ons lief wesen te sien uwe brieven van Vreede, die God uw Hoog Mog. wil verleenen met veel voorspoed.

I. Eerstelyck, soo owe Oorlog-Schepen in onse Havens komen, en nodig hebbende eenige levensmiddelen, sullen wy het haer laten toekomeo.

II. De Koopvaerders sullen mogen in onse Havens komen, om te koopen en verkoopen, alle de Goederen die haer nodig syn, en ingeval, dat eenige van hare Goederen mogten overig houden, sullen deselve aen boord mogen brengen, sonder regten te betalen.

III. Soo eenige Hollandsche Schepen eenige Goederen van contrabande, te weren, Yser, Stael, Buskruyt, Kogels, of diergelycke quamen in te brengen, sullen geene tegten betalen, maer van de Koopmanschappen die geen contrabande syn, sullen drie per cent betalen.

IV. Soo onse beyde Schepen malkander ontmoeten, soo sullen yder gehouden syn, syn Sloep met twee mannen aen malkanderens boord te senden, om de Paspoorten te sien, en soo die goed syn, is het wel, en in tegendeel die in 't ongelyck sal bevonden werden, sal de schade dragen, soo als, naer Justitie sal bevonden werden, door Ons en uwen Consul.

V. Soo eenig Schip op onse Kusten quam te stran-

(1) Il y a faute dans l'une ou l'autre de ces dates, mais on ne sauroit dire dans laquelle. Ce qu'il y a de certain est, que la Ratification n'a pu preceder le Traité. [Dum.]

XLIV.

Traité de Paix, de Navigation & de Commerce, entre L. H. P. les Seigneurs Etats Généraux des PROVINCES-UNIES des Païs Bas & le *Bacha*, *Bey*, Divan & Regeoce de TRIPOLI. Fait à Tripoli de Barbatie le 15. Decembre 1703. *Avec* la RATIFICATION de Leurs Hautes Puissaoces du 1. Decembre 1703.

LES Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas. A tous ceux qui ces Presentes verront, Salut. Comme l'Envoyé Juda Cohen, autorisé par Nous pour la conclusion de la Paix avec la Regence de Tripoli, étant de retour ici, nous a apporté le Traité, par lequel la Paix entre Nous & le Bassa Bey, le Divan & tout le Conseil du Royaume de Tripoli, est renouvellée, de la maniere que la Traduction dudit Traité s'ensuit mot à mot.

Le Nom de Dieu soit loué.

IL est misericordieux & puissant, lui qui tient les Clefs de la misericorde, qui a créé le Monde & les Créatures & qui les détruit; c'est lui qui a fait la lumiere & les tenebres, qui sans avoir besoin de secours punit les orgueilleux sans qu'ils le sçachent; il est le Roi, le Seigneur, le puissant & le redouté; Lui & son saint Nom soit beni.

Pour ce qui concerne le Negoce & le Commerce avec liberté & sûreté, ceci est certain, que l'Envoyé Juda Cohen est comparu ici en notre presence avec Plein-pouvoir de la part de L. H. P. les Seigneurs Etats Généraux pour traiter de la Paix avec Nous, le Royaume de Tripoli; ayant vû qu'il le fera aussi avec Tunis & Algers; & considerant que de telles Paix sont profitables à Nous & à Vous, nous nous conformerons aux precedentes, esperant en Dieu qu'elles seront plus solides par la bonté de Vos Hautes Puissances & sur le pied que Nous en sommes tombez d'accord en présence de Leurs Excellences Hamed Bassa, Helil Bey, le Divan & tout le Conseil, après avoir long-tems débatu avec ledit Envoyé sur les Articles qu'il prétendoit de plus, comme Nous aussi; nous sommes convenus des Articles suivans outre ceux de la Paix précedente; & comme nous sommes d'accord là-dessus, il Nous sera agréable de voir Vos Lettres de Paix que Dieu veuille accorder à Vos Hautes Puissances avec beaucoup de prosperité.

I. Premierement, si vos Vaisseaux de Guerre arrivent dans nos Ports, & qu'ils ayent besoin de quelques Vivres, nous les leur accorderons.

II. Les Vaisseaux Marchands auront la liberté d'entrer dans nos Ports, pour y acheter & vendre tout ce dont ils auront besoin, & en cas qu'ils ayent quelques Effets & Marchandises de reste, ils pourront les rapporter à bord, sans payer aucuns Droits.

III. Si quelques Vaisseaux Hollandois venoient à y faire entrer quelques Marchandises de contrebande, comme Fer, Acier, Poudre, Boulets, ou semblables, ils n'en payeront aucun Droit; mais à l'égard des Marchandises qui ne sont pas de contrebande, ils en payeront trois pour cent.

IV. Si Nos Vaisseaux & les Vôtres se rencontrent les uns les autres, chacun sera tenu d'envoyer à bord de l'autre sa Chaloupe avec deux hommes, pour visiter les Passeports, & s'ils sont bons, c'est bien; & au contraire celui qui sera trouvé dans le tort, en souffrira la peine de la maniere que selon la justice il en sera jugé par Nous & Votre Consul.

V. Si quelque Vaisseau venoit à échouer sur nos côtes, il

ANNO 1703.

ftranden, fullen het felve mogen brengen, fonder van ymand daer in verhinderd te werden, ter contrarie in het geen wy behulpfaem konnen fyn, beloven het te doen.

VI. Soo wanneer eenige van uwe Oorlogfchepen ten anker in onfe Havens komen, fullen wy gehouden fyn, om uyt te laten roepen in de Stad, ten eynde de Patronen van Hollandfche Slaven, defelve fullen hebben te bewaren; en foo naer defe waerfchouwing eenige Slaven quamen te ontvlugten aen 't boord van de voorfz. Schepen of Schip van Oorlog, fal niemand vermogen denfelven van 't boord te ligten, nog fyn Patroon daer voor yetwes van den Hollandfchen Conful te eyffchen.

VII. Soo eenige Koopluyden van de Hollandfche Natie, die hier te Lande komen om te negotieren, en alhier ftervende, fal hare goederen, volgens haer Teftament blyven; maer fonder Teftament ftervende, fal fyne goederen blyven onder den opfigt van den Hollandfchen Conful met inventarifatie van onfen Secretaris van Divan, met ordre van onfen Heer Bey, tot dat advys kome van haer Hoog Mogendheden de Heeren Staten aen wien het felve te leveren.

VIII. Soo de Hollandfche Schepen quamen te nemen eenig Franfch Schip, en op defelve fig bevond eenig Koopman van onfe Dominie met paspoort van den Hollandfchen Conful, fal geen Slael fyn, nog hy nog fyn goed; en defe conditie fal foo wel voor u, als voor ons fyn, en fal de vragten die onfe Koopluyden beloofst hebben aen de Franfchen, in fulcken geval aen de Hollanders betalen.

IX. Soo eenige Hollandfche of Joodfche Koopluyden Onderdanen van de Heeren Staten, in onfe Stad, of Havens quamen te woonen, fullen defelve Privilegien genieten, als de Koopluyden van onfe Steden, datfe van de markt mogen kopen fonder accyns, en hebben libertéyt tot de tuynen.

X. Soo eenig Hollands Koopman quam te failleren met Goederen van Turcken, of van wie het felve foude mogen wefen, fullen niets van den Conful mogen pretenderen.

En op defe wyfe en conditien fluyten en ratificeeren wy de Vreede, fynde alfoo dat wel doorgefien, daer niets beter als de vreede; en het geen aen den Excellenten Juda Cohen uwen en onfen Envoyé hebben geeyfcht is maer alleen om op te volgen een gebruyck die wy van ouds hebben; en hoopen dat de Vreede foo lang niet ongeratificeerd fal blyven als de voorgaende, hebbende vier jaren onfen Envoyé opgehouden, en daer naer hem met fchulden te rug gefonden, foo verwagten wy van haer Hoog. Mog. datfe hem beter fullen tracteren, als tot nu toe gefchiet is: Want door fyn toedoen is de ratificatie van defe Vreede gefchiet; want hy fynde geboren in Barbaryen, heeft fig tot voorftander van de Hollandfche Natie geftelt; want hy heeft ons doen accorderen, 't geen wy nooyt hebben gedaen, nogte onfe voorfaten; En wy hebben het alles t'fyner gevallen gedaen, En alfoo bidden wy aen den Grooten Magtigen God van Hemel en van Aerde, dat hy ons wil mainteneren in vrede, en ons geven victorie jegens onfe vyanden.

Geven aen den Excellenten Juda Cohen uwen en onfen Envoyé magt om te doen en te laten, als of het onfe eigene Perfoon ware, met confent van alle de Raden en Edelen, Hooge en Lage. En de tegenwoordige is geteekent en gezegelt van de Bey en Divan. Gefchreven den laetften van Saban het Jaer 1116.

Volgt de Certificatie van den Engelfchen Conful Benjamin Lodington, Agent en Conful voor haer Majefteit van Groot Britannien, in defe Stad en Koningryck van Tripoly.

Defe is om te certificeren voor die geene daer defe prefente fal komen, dat de bovenftaende Tekening en Zegels fyn defelve, in prefentie van my geteikent en gezegeld door Illuftre Lords of Heeren Mehemed Baffa, en Hillel Bey, Gouverneurs en Commandeurs van de Stad en Koningryk van Tripoly in Barbarien; 't welck hare Excellentien hebben gedaen, tot confirmatie van de bovenftaende Articulen van Vrede, met de Hoog Mogende Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden, getracteert en geconcludeert met haer Hooggemelte Excellentien ter eenre, en den Heer Juda Cohen Envoyé van Hooggemelde Heeren Staten Generael ter andere zyde. Gegeven onder myn Hand en Zegels in

il leur fera permis de le fauver, fans y être empêchez par qui que ce foit; même nous leur promettons tout le fecours qui pourra dépendre de nous.

VI. Si quelques-uns de vos Vaiffeaux de Guerre viennent à jetter l'ancre dans nos Ports, nous ferons tenus de le faire publier par la Ville, afin que les Patrons des Efclaves Hollandois prennent garde à eux; & fi après cet avertiffement quelques Efclaves venoient à s'enfuir à bord defdits Vaiffeaux ou Vaiffeau de Guerre, il ne fera permis à perfonne de les aller reprendre à bord, & le Patron ne pourra rien pretendre pour cela du Conful Hollandois.

VII. Si quelques Marchands de la Nation Hollandoife qui viennent ici pour y negocier, venant à y mourir, leurs Biens & Effets feront maintenus felon la teneur de leur Teftament; & mourant fans Teftament leurs effets refteront fous la garde du Conful Hollandois avec l'Inventaire fait par notre Secretaire du Divan, avec ordre du Seigneur Bey, jufqu'à ce qu'il arrive avis de L. H. P. les Etats Généraux à qui eft-ce qu'il faudra les livrer.

VIII. Si les Vaiffeaux Hollandois venoient à prendre quelque Vaiffeau François, fur lequel il fe trouvât quelque Marchand de notre Royaume fourni d'un Paffeport du Conful Hollandois, il ne fera Efclave ni lui ni fes Effets; & cette condition fera autant pour vous que pour nous; & en un tel cas le paffage & le fret promis par nos Marchands aux François, fera payé aux Hollandois.

IX. Si quelques Marchands Hollandois ou Juifs, Sujets de L. H. P. venoient habiter dans notre Ville ou Porte, ils y jouiront du même Privilege que les Marchands de nos Villes, d'acheter au marché fans payer d'accife, & d'avoir la liberté d'entrer dans les jardins.

X. Si quelque Marchand Hollandois venoit à faire faillite avec des effets des Turcs, ou de qui que ce foit, on n'aura rien à prétendre du Conful.

De cette maniere & à ces conditions nous concluons & ratifions la Paix, car tout bien confideré il n'y a rien de meilleur que la Paix; & ce que nous avons demandé à l'Excellent Juda Cohen votre Envoyé & le nôtre, n'a été que pour fuivre une coûtume établie dès longtems parmi nous; & nous efperons que cette Paix ne reftera pas fi long-tems fans être ratifiée, comme l'a été la précedente, notre Envoyé ayant été arrêté pendant quatre années, & puis renvoyé avec des debtes; Ainfi nous attendons de L. H. P. qu'Elles le traiteront mieux que cela n'a été fait jufqu'à prefent; car par fon entremife la Ratification de cette Paix s'eft faite; & étant né en Barbarie, il s'eft établi Protecteur de la Nation Hollandoife, & nous a porté à accorder ce que nous n'avions jamais fait ni nos Prédeceffeurs: Nous avons fait le tout à fa confideration. Et ainfi nous prions le Dieu tout puiffant du Ciel & de la Terre de nous vouloir maintenir en Paix, & nous accorder la victoire fur nos Ennemis.

Donnons à l'Excellent Juda Cohen Votre Envoyé & le Notre, le Pouvoir de faire & laiffer, comme s'il étoit notre propre Perfonne, avec le confentement de tous les Confeils & Nobles, hauts & bas. Et la prefente eft fignée & fcellée par le Bey & le Divan. Fait le dernier de Saban, l'année 1116.

Suit le Certificat du Conful Anglois Benjamin Lodington, Agent & Conful de Sa Majefté de la Grande-Bretagne, dans cette Ville & Royaume de Tripoli.

Celle-ci eft pour certifier à tous ceux à qui parviendra la Prefente, que les Seings & Sceaux ci-deffus, font les mêmes qui ont été fignez & fcellez en ma prefence par les Illuftres Lords ou Seigneurs Mehemed Baffa & Hillel Bey, Gouverneurs & Commandeurs de la Ville & Royaume de Tripoli en Barbarie; ce que Leurs Excellences ont fait pour confirmer les fufdits Articles de Paix avec L. H. P. les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, traitée & conclue avec leurfdites Excellences d'une part, & de l'autre avec Monfieur Juda Cohen Envoyé de L. H. P. les Etats Généraux. Fait fous mon Seign & Sceau à

ANNO 1703.

In Tripoly di Barbaria desen 15. December in 't Jaer 1703.

Was geteekent,

BENJAMIN LODINGTON
Agent en Consul.
(L. S.)

Zoo is 't, dat wy het voorschreve Tractaet gesien en geexamineerd hebbende, het selve hebben geapprobeerd en geratificeerd, approberen en ratificeren mits desen; belovende opregtelyk en ter goeder trouw het selve in allen delen van onse zyde te sullen agtervolgen, en nakomen, doen agtervolgen en nakomen, sondet te gedogen, dat ietwes gedaen werde, dat daer tegens soude mogen stryden; Aldus gedaen in 's Gravenhage onder het Groot Zegel van onsen Staet, de Paraphure van den Heer Præsiderende in onse vergaderinge, en de Signature van unsen Griffier. Op huyden den 1. December 1703.

à Tripoli de Barbarie, ce 15. Decembre de l'année 1703.

Etoit signé,

BENJAMIN LODINGTON,
Agent & Consul.
(L. S.)

A ces Causes, après avoir vû & examiné le susdit Traité, nous l'avons approuvé & ratifié, approuvons & ratifions; promettant sincerement & de bonne foi de l'observer & executer en toutes ses parties, de le faire observer & executer sans permettre qu'il se fasse la moindre chose qui puisse y être contraire. Fait à la Haye sous le Grand Sceau de nos Etats, la Paraphe de Monsieur le Président de l'Assemblée & le Seing de nôtre Greffier. Ce jourd'hui le 1. *Decembre* 1703.

ANNO 1703.

XLV.

1704. 9. Mars.

Manifeste contenant les Droits de CHARLES III. *Roi d'Espagne, & les justes motifs de son Expedition, publié en Portugal.* [Feuille volante.]

CHARLES III. Roi d'Espagne & Archiduc d'Autriche se rendant en personne dans les Espagnes pour prendre possession de toute la Monarchie, telle qu'elle a appartenu à CHARLES II. son Prédécesseur; l'Expedition de Sa Majesté Catholique est fondée *premierement* sur le Droit incontestable, que l'Empereur son Pere & le Roi des Romains son Frere aîné lui ont cedé en bonne forme; & *en second lieu* sur le Bien public & le salut des Grands, & des Peuples, que la conscience & leur intérêt capital doivent porter à se ranger du côté de Sa Majesté. Ce Manifeste fera voir l'un & l'autre Point clair comme le jour, le plus succinctement qu'il sera possible.

Pour ce qui est du Droit, il est notoire que l'Empereur LEOPOLD est Fils de FERDINAND III. Empereur des Romains, & de MARIE ANNE Infante d'Espagne, Fille de PHILIPPE III. & Sœur de PHILIPPE IV. Monarques d'Espagne; & qu'il a été seul Héritier des Droits de l'Infante sa Mere, par la mort prématurée de son Frere aîné FERDINAND IV. Roi des Romains. Or la posterité de l'Infante MARIE ANNE réduite au seul Empereur & à ses deux Fils ou à leurs Descendans, succede seule dans tous les Droits de la Monarchie Espagnole après la mort du dernier Roi CHARLES II. Fils de PHILIPPE IV. Car quoi qu'il soit vrai que PHILIPPE III. a donné sa Fille aînée ANNE d'Autriche à LOUÏS XIII. Roi de France, qui en a eu LOUÏS XIV. & le feu Duc d'Orleans: & que PHILIPPE IV. a eu deux Filles, dont l'aînée MARIE-THERESE a été donnée à LOUIS XIV. Roi de France, & la seconde MARGUERITE THERESE à LEOPOLD Empereur des Romains, de qui la Fille MARIE ANTONIA née de ce Mariage avoit épousé MAXIMILIAN Electeur de Baviere:

Néanmoins les Droits de toutes ces personnes, qui auroient pû faire obstacle aux Fils de l'Empereur LEOPOLD, savoir les Droits d'ANNE & de MARIE-THERESE Reines de France, & de MARIE ANTONIA Electrice de Baviere, ont été éteints & annullez par leurs Renonciations aprouvées par les Epoux avant les Mariages; outre que le Prince Electoral de Baviere, Fils de MARIE ANTONIA, a suivi sa Mere en bas âge; de sorte qu'il n'y a point d'autre posterité que celle des deux Reines de France ANNE & MARIE THERESE, excluës avec leurs Descendans par les Renonciations les plus solemnelles que la prudence humaine puisse inventer, jurées sur les Evangiles, confirmées par les Sermens de leurs Epoux & par les Traitez publics les plus autorisés. Celui des Pirenées qui a été le Traité de la Paix entre les deux Couronnes, qui a rendu le Repos à l'Europe, en terminant une grande & longue Guerre, sert particuliérement de Loi fondamentale de part & d'autre. Or sans la Renonciation le Mariage ne se seroit point fait; donc elle doit subsister, ou bien ceux, qui s'y opposent, déclarent hautement, qu'ils ne font des Traitez que pour tromper, que les Sermens ne leur servent que de piéges, & que la Justice & la Religion ne passent chez eux que pour des chimeres toutes pures.

Cependant, chose bien étrange & de très mauvais exemple dans la Chrétienté; les Armes de France ayant envahi les Païs-Bas Espagnols après la mort de PHILIPPE IV. sous le prétexte frivole d'un Droit de Dévolution, établi entre les particuliers dans ces Provinces, où la Fille du premier Lit est préférée en certains cas au Fils né du second; on vit des Ecrivains François munis d'autorité publique pour établir les Droits prétendus de leur Reine, s'émanciper jusqu'à révoquer en doute la validité de la Renonciation de cette Princesse. Mais leurs sophismes furent détruits par des Ecrits opposez de la part de l'Empereur & de l'Espagne, d'une maniere, qui eût l'approbation de toute l'Europe non intéressée, laquelle condamna hautement l'injustice manifeste & insupportable du procedé de la France. Et ce fut dès lors que les Desseins de cette Couronne tendans à l'établissement de la Monarchie Universelle, & à l'oppression de la Liberté publique furent reconnus; Et que les Puissances les plus intéressées se virent forcées à prendre des mesures pour s'y opposer de bonne heure.

Ces Ecrivains cherchoient des chicanes tirées mal à propos du Droit Civil, & ils alleguoient principalement, que les Renonciations des Filles qui se démettent de leurs Droits sur l'heredité paternelle, sont odieuses & limitées en bien des manieres: Comme si l'on ne savoit point que les Loix Civiles des particuliers ne sauroient faire préjudice au Droit des Gens, & au Droit public, qui reglent la Succession des Royaumes, & l'observation des Traitez des Couronnes, & que le but de ces Loix Civiles dans ce Point n'a été, que d'empêcher que les Filles ne se ruïnent par leur facilité. Au lieu qu'un Roi ne sauroit mieux pourvoir à sa Fille, qu'en lui procurant un Mariage avec un autre grand Roi; & que le salut de l'Etat, qui ordonne d'empêcher la translation d'une Monarchie dans une Nation qu'on a tant de raisons d'apprehender, est infiniment préférable aux intérêts d'une personne seule, dont le bonheur est rendu assuré d'ailleurs, & qui par consequent renonce de pleine volonté & le plus raisonnablement & efficacement du monde, à ce qu'on ne peut point lui accorder avec ce Mariage.

Les mêmes Ecrivains faisoient encore une objection des plus absurdes, en prétendant que les 500. mille pistoles de dot n'avoient pas été paiées à leur Reine, & que par consequent sa Renonciation ne subsistoit point.

Mais on leur opposa, que les François eux-mêmes avoient empêché ce payement; parce qu'on demanda réciproquement en Espagne, que le Traité des Pirenées & le Contract de Mariage fussent enregistrez dans les Parlemens de France, comme il avoit été stipulé dans le Traité, à quoi la France manqua de satisfaire. D'ailleurs, le bon sens dicte, qu'il

ANNO 1704.

qu'il n'y a point de proportion entre cette somme & la Monarchie d'Espagne, & que tout au plus cette Reine ou le Roi son Mari (si le manquement n'avoit pas été de leur côté) en auroient pû demander les intérêts, & que faute de ce payement on ne pouvoit point renverser une clause essentielle, qui avoit été le fondement du Mariage même, qu'il auroit fallu révoquer aussi à ce compte avec ses effets. Du plus la dot ne se donnoit pas à l'Infante en équivalent des Royaumes & Etats, mais des joiaux, meubles & autres biens propriétaires, comme le Texte du Contract de Mariage le marque assez: Ainsi son regrès en ce cas n'auroit pû aller qu'à ces sortes de biens de la succession de Pere & de Mere.

Des personnes passionnées pour le parti des Bourbons, & peu versées dans le Droit ont allegué quelques autres raisons de peu d'importance contre la force de la Renonciation. Et comme on ne peut point faire préjudice au Droit d'autrui, ils s'imaginent que la renonciation d'un Pere ou d'une Mere ne sauroit détruire le Droit qui pourroit appartenir aux enfans: Et qu'ainsi ce que la Reine MARIE-THERESE & le Roi son Epoux ont promis, ne sauroit nuire au Dauphin & à ses Enfans. Mais outre que le Roi Très-Chrétien au moins ne pourroit donc pas appuïer les prétentions du Dauphin & de sa lignée, lié comme il est par son Serment: il faut savoir qu'il est vrai, qu'on ne peut point déroger au droit acquis d'autrui, & que même un Pere ne peut point diminuer celui de ses Enfans déja engendrez; mais quant à celui des Enfans futurs, toute la Jurisprudence (par raport aux dispositions qu'on peut faire à leur préjudice du consentement des autres interessez, & avec confirmation du Prince, s'il en est besoin) les compte ici pour non-existens, & pour des non-êtres, qui sont sans attributs, & par consequent comme n'ayant encore aucun droit acquis; sans cela il seroit impossible de faire des Loix, Pactes, Aliénations ou Transactions stables; puisque ceux qui ne sont pas encore ne sauroient être portez à consentir, & seroient toûjours reçûs à s'opposer à ce qui a été fait. Et cela auroit lieu sur tout entre les Princes ou les Républiques; car on ne pourroit jamais lier la posterité; & par consequent les Traitez, Cessions & Echanges, entre les Puissances, ne seroient que personnels, & seroient toûjours en danger d'être renversez. Ce qui priveroit les hommes du moien de terminer les Guerres par quelque Convention durable, & seroit par consequent contraire absolument au Droit Naturel, au Droit Divin, & au Droit des Gens.

C'est pourquoi la Cour de France voyant que toute la Terre avoit en horreur ces Maximes, qui tendoient à violer les Sermens les plus exprès, & à renverser tout ce qu'il y a de plus sacré parmi les hommes; s'avisa enfin d'un autre expedient & prit le parti de reconnoître la Renonciation pour bonne & valable, afin de sauver (si cela se pouvoit) les apparences de la bonne foi. Mais ce fut après avoir forgé une chicane qui paroissoit propre à en éluder l'effet, & à éblouïr ceux qui se payent de paroles.

Ce fut à ce dessein que les Partisans de la France à la Cour de Madrit dresserent un Testament au nom du feu Roi; lors qu'il étoit près de sa fin, où dans l'Article XVII. on lui faisoit interpreter le Traité des Pirenées & le Contract de Mariage de la Reine MARIE THERESE, avec la Renonciation qui y est inserée, d'une maniere contraire à tout ce qu'on avoit jamais entendu; comme si le but de cette Renonciation *n'étoit autre* que d'empêcher l'union des deux Couronnes sur une même tête; ce qui se pouvoit éviter (disoit-on) en appellant le Duc d'Anjou, second Fils du Dauphin, à la Couronne d'Espagne, à condition que si le Duc de Bourgogne venoit à décéder sans laisser de Successeurs en France, le Duc d'Anjou fut obligé d'opter, & qu'au cas qu'il voulut préférer la Couronne de France, le Duc de Berri son puîné devint Roi d'Espagne aux mêmes conditions, ce qui se devoit encore entendre de leurs Successeurs. Et le Roi Très-Chrétien acceptant ce prétendu Testament, a voulu se prévaloir de cette interpretation, & s'en est servi dans un Ecrit, qu'il a fait donner au Ministre que les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas tenoient à sa Cour, qui se plaignoit de la part de Leurs Hautes Puissances de la violation du Traité fait entre les Rois de France & d'Angleterre & les mêmes Etats. Pour ne point parler des Ecrits que les Ministres de France ont fait courir en Hollande & ailleurs, qui s'appuïoient sur cette même interpretation de la Renonciation de la Reine MARIE THERESE.

Il n'est point nécessaire d'examiner ici, si le Testament où cette étrange explication a été mise en avant, doit être attribué au feu Roi, & si ce Testament est valable. L'on sait que le Roi encore peu de semaines avant sa mort, comme toûjours auparavant, s'étoit engagé envers l'Empereur de la maniere la plus forte, & la plus positive du monde, à lui conserver la Succession & à sa posterité, reconnoissant que cela étoit entiérement conforme au Droit. L'on sait aussi que ce Prince avoit été toûjours constant dans ces sentimens malgré toutes les sollicitations contraires, croiant qu'il y étoit obligé en conscience, & ne pouvant s'en départir sans faire à l'Empereur & aux siens le plus grand tort du monde, & sans plonger l'Espagne & toute la Monarchie, dans les plus grands malheurs; comme l'Empereur de son côté avoit été religieux observateur de sa parole & n'avoit jamais voulu écouter les offres les plus spécieuses qu'on lui avoit fait pour s'en départir. Ainsi il n'est point croiable que le feu Roi dans le dernier moment de sa vie se soit éloigné de ce qu'il avoit toûjours voulu sur de si fortes raisons, supposé que son esprit ait été dans son assiette; & qu'on n'ait point emploïé de mauvais artifices pour l'obliger à signer une disposition contraire à sa volonté constante & perpetuelle. Il faudroit des preuves claires comme le jour pour persuader que tout s'est passé comme il faut dans une action si étrange.

Les Loix Civiles ont suivi la raison naturelle, en voulant que les Testamens fussent accompagnez d'un bon nombre de témoins sans reproche, & d'autres solemnitez propres à exclure les supercheries. Si cela se doit observer dans le Testament d'un particulier, à combien plus forte raison doit-on y avoir égard quand il s'agit de la Succession d'un Roi & d'une des plus grandes Monarchies du Monde, & quand il y a tant de sujets de défiance. Il falloit ne rien ômettre de tout ce qui pouvoit lever les soupçons & les doutes. Il ne falloit pas enfermer le Roi, ni éviter la presence de la Reine, de l'Ambassadeur de l'Empereur & des Grands, contraires au parti des Bourbons. Il falloit qu'une si grande action & si extraordinaire fut comme publique. Il falloit que le Roi ordonnât de son mouvement, qu'on dressât un tel Testament, & non pas, qu'on lui en apportât un tout dressé, *& qu'on tâchât de le pousser après* à le signer.

Il falloit qu'on n'abusât point du nom de Dieu, & des Droits de la Conscience, & qu'on ne feignit point une sédition Populaire pour donner de fausses terreurs à un Prince destitué & agonisant, dont on s'étoit rendu maître, & qu'on menaçoit cruellement de la damnation éternelle & de la violence toute prête, mais imaginaire, d'une canaille brutale, pour le forcer à signer ce qu'on vouloit: sans parler de plusieurs autres considerations qui rendent ce Testament insoûtenable.

Mais quand il auroit été fait par le Roi CHARLES II. de son plein gré & de la maniere du monde la plus incontestable, il ne serviroit de rien pour changer la Loi fondamentale de l'Etat & de la Paix des Pirenées par une interpretation contraire au Texte, à la Raison & à toute la Jurisprudence; au préjudice des engagemens pris, & du Droit acquis d'autrui.

Tout le monde convient, qu'il n'est pas dans le pouvoir d'un Roi de disposer de ses Royaumes par Testament, soit qu'il le fasse directement, ou qu'il prétende de le faire comme interprete des Loix ou Pactes, si cette interpretation ne se soûtient pas d'ailleurs; & les François ont assez fait voir cette vérité eux-mêmes, lors qu'ils n'espéroient pas encore qu'un Testament d'un Roi d'Espagne leur pourroit être favorable. Il s'agit donc d'examiner cette interpretation en elle-même, savoir s'il est vrai, qu'un Prince de Bourbon descendant de la Reine MARIE THERESE peut hériter l'Espagne nonobstant la Renonciation de cette Princesse, pourvû qu'il ne soit point en même tems héritier présomptif de la Couronne de France; Et si cette exception se peut soûtenir, sous prétexte que le motif de la Renonciation n'est autre que l'empêchement de l'union des deux Couronnes sous un même Roi & cesse ainsi en sa personne.

ANNO 1704.

Pour renverser cette exception de fonds en comble & faire voir qu'il n'y a jamais eu de chicane plus insupportable, & moins capable d'excuser la violation des Traitez & des Sermens les plus solemnels; il est plus que suffisant de montrer: 1. Que les Jurisconsultes condamnent en général depuis long-tems cette *exception du motif cessant*: 2. Que la France en fait un très-mauvais usage. 3. Qu'on auroit du parler tout autrement, dans le Contract de Mariage, si cette exception eut été conforme au sentiment des Contractans. 4. Que ce motif même, qu'on prétend cesser ne cesse pas ici. 5. Que l'Acte de Renonciation marque cela lui-même. 6. Qu'il paroît, qu'on don avoir encore d'autres motifs. 7. Que l'Acte même en donne des marques. 8. Que cela est dit expressément. 9. Qu'on particularise même en termes formels encore un autre motif, qui a lieu ici, outre ceux qu'on peut sous-entendre. 10. Qu'enfin quand tous les motifs marquez cesseroient véritablement, l'exception du motif cessant est rejettée en termes formels dans l'Acte même. On vérifiera tous ces points par ordre.

Primo. L'Exception du motif cessant qu'on met sur le tapis dans le prétendu Testament, est si peu applicable ici, qu'il n'y a point de vrai Jurisconsulte, qui ose raisonner comme on y fait, de peur de se prostituer. Il ne faut avoir que ce qu'on appelle une Jurisprudence cérébrine, c'est-à-dire, que les personnes peu instruites se forment de leur tête sur de legeres apparences, pour confondre la *condition avec la cause* exprimée dans quelque disposition. Les vrais Jurisconsultes y ont pourvû, il y a long-tems, en rejettant cette exception dans un tel cas. Caïus ancien Jurisconsulte Romain dans la dix-septiéme Loi du Titre des Digestes, qui traite des conditions & designations, remarque que si le Testateur dit, je donne ma terre à Titius, parce qu'il a eu soin de mes affaires, ce leg est dû, quand la raison se trouveroit fausse: mais si la raison avoit été marquée conditionellement, c'est-à-dire si le Testateur avoit dit, je lui donne la terre, s'il se trouve, qu'il a eu ce soin-là; rien ne lui seroit dû en cas que cela ne se trouvât point vrai. Cette distinction est fort judicieuse: il y a bien de la difference entre *si*, & *parce que*: l'Enonciation modifiée par un *si* est en suspens; mais l'Enonciation dont on veut donner la raison, est pure & absolue, & peut subsister quand cette raison n'auroit point de lieu. Souvent les hommes n'expriment pas tous leurs motifs, ou se servent de prétextes pour couvrir leurs véritables raisons, & cela suffit sans déroger à leur volonté & à son effet, sur tout dans le cas, où leur disposition pourroit suffire quand ils n'en donneroient aucune raison.

II. Dans les Contracts aussi (pour ne point dire qu'il ne s'agit pas tant des raisons qui sont marquées que de celles qui sont les véritables) on ne peut point en interpreter les motifs comme l'on veut au préjudice d'autrui. Autrement il seroit aisé de renverser toutes les Conventions suivant la nouvelle Methode que la France a voulu introduire pour se départir du dernier Traité qu'elle avoit fait avec le feu Roi d'Angleterre, & les Etats Généraux sur la Succession d'Espagne; où elle a voulu emploier la même *exception* frivole *du motif cessant*; en posant tel motif que bon lui semble, & puis le faisant passer pour cessant quand bon lui semble. Car elle prétendoit que le motif unique du Traité avoit été d'empêcher la Guerre, ce qui n'étoit point, puis qu'on devoit avoir égard non seulement à la Paix; mais encore à la justice: Et si pour conserver la Paix on vouloit tout souffrir, les plus méchans prévaudroient par-tout.

La même Couronne prétendoit aussi que ce motif cessoit & que la Paix se conserveroit mieux par l'acceptation du prétendu Testament; supposant contre toutes les apparences que personne n'oseroit remuer après un tel coup. Ainsi cette exception est un beau moien de justifier toutes les violences. Car on peut dire que le but de tous les Traitez est la Paix; mais en les violant, & en se rendant maitre des Forces d'autrui on a trouvé le moien le plus sûr de la conserver, personne après cela n'étant en état de faire résistance. Voila le bel usage que la France fait de l'exception du motif cessant. On montrera dans le dernier Point que le Contract de Mariage la rejette en termes exprès.

III. Quoi que cela seul soit plus que suffisant, néanmoins il y a bien d'autres choses à dire encore, qui détruisent absolument cette chicane. Il est clair sur tout, que si l'intention de ceux qui sont intervenus à la Renonciation avoit été uniquement d'empêcher la jonction des deux Monarchies dans la personne d'un seul Monarque, & de limiter la disposition à ce seul cas; ils pouvoient & devoient parler comme on a coûtume de s'expliquer dans des rencontres d'une si grande importance, pour obvier aux doutes & prévenir les difficultez: c'est-à-dire ils devoient exprimer clairement qu'en cas que le Roi LOUIS XIV. eut deux Enfans mâles de la Reine MARIE THERESE, le second pourroit succeder en Espagne, ou s'il n'avoit qu'un Mâle avec des Filles, ou des Filles seulement; l'aînée des Filles y pourroit succeder, &c. au lieu qu'il est dit tout le contraire, comme on remarquera tantôt. Peut-on croire qu'un aussi habile Négotiateur que le Cardinal Mazarin, & tout le Ministere de France (qui songeoit dès lors aux moiens d'éluder cette Renonciation; comme les Lettres du Cardinal & les Discours publiez immediatement après le Mariage l'ont fait connoître) auroit négligé de faire marquer distinctement une disposition de cette consequence en faveur de la Maison de Bourbon; s'il avoit vû jour pour cela; s'il avoit sçû que c'étoit le sens de l'Acte, & s'il avoit osé en faire la moindre mention: Il faudroit en effet avoir perdu le sens commun pour se le persuader; & cela seul suffiroit pour prouver certainement, que l'interpretation qu'on a forgée un peu tard, est ridicule & insupportable. Car on ne doit jamais admettre des interpretations, qui obligent celui qui s'y fonde de confesser, ou que ceux qui ont part à l'Acte, & qui plus est lui-même, ou ses Prédécesseurs, & les Ministres qu'on a emploïez de son côté ont été stupides au dernier point, ou qu'autrement ils ont été malicieux au supreme degré & pleins de fraude, dont il est injuste, que les Coupables, & leurs Principaux, ou leurs Successeurs profitent: Or l'interpretation qu'on vient de controuver est de cette nature. Car si la Cour de France a ignoré, ou manqué de faire exprimer un sens si manifeste, s'il étoit le véritable, ceux qui avoient part à l'affaire étoient les plus stupides de tous les hommes; mais s'ils n'osoient point le mettre sur le tapis, voïant bien qu'il seroit rejetté d'abord, & qu'il étoit contraire à la nature de l'Acte, qui ne pouvoit point passer avec cette déclaration, comme c'est la vérité toute évidente; ils songeoient à malice & à fraude; supposé qu'ils aient eu ce sens *in petto*, & prétendu de s'en servir en tems & lieu. Ce qui suffit pour rejetter ce sens (quand d'ailleurs il seroit passable) & pour faire l'interpretation contre ceux qui ont part à une telle conduite. Mais s'ils n'ont point fait marquer le sens, & ne l'ont point eu en pensée non plus, eux qui y avoient le plus d'intérêt, il est de la derniere évidence, que ce n'étoit donc pas l'esprit du Contract ni le sens des Contractans; mais il se trouve de plus, que le contraire de ce sens y est exprimé fort clairement, ce qu'ils ne devoient point permettre, s'ils n'y consentoient pas; ou bien il faudroit qu'ils eussent été stupides au delà de tout ce qu'on peut s'imaginer.

ANNO 1704.

IV. Qui plus est, l'exception du motif cessant n'a point de lieu, puisque ce motif de l'empêchement de l'union des deux Couronnes, qu'on allegue comme unique cause de la Renonciation, ne cesse point. Il est vrai, que maintenant on s'abstient d'unir ces Couronnes, mais on se met dès à present en état de les pouvoir unir un jour, lorsque l'occasion s'en presentera. Et quoi qu'on promette de s'en abstenir encore à l'avenir, il n'y a point de sûreté: car outre qu'en général ces distinctions & réservations sont perilleuses & sujettes à caution dans une si grande affaire; les sujets de défiance ne sauroient jamais être plus grands, qu'ici, puis qu'on n'aura d'autre assurance contre ce qu'on craint, que la parole & la bonne foi des Bourbons, chez qui l'on fait profession ouverte par les discours & les raisonnemens, & plus encore par les faits, & les actions, de n'être point esclave de sa parole. Ne peut-il pas arriver aisément que le Fils aîné du Dauphin manquant en France, ou sa lignée, le second ou quelqu'un de sa posterité, déja Roi d'Espagne, lui succede chez les François; qu'on sera alors bien moins en état qu'à present de mettre à la raison, & de faire lâcher prise chez les Espagnols: danger des plus évidens, & où il seroit inexcusable de s'exposer, sur tout avec des gens chez qui les Promesses, les Traitez & les Sermens

ont

ANNO 1704.

ont si peu de force. Et afin qu'on n'en prétende point cause d'ignorance quelque jour, la France vient de nous l'insinuer tacitement, pour ne pas dire bien clairement; lors que le Duc d'ANJOU partant pour l'Espagne se réserva éventnellement les Droits sur la France par un Acte solemnel mis par écrit, qu'on a voulu faire paroître en public; où l'on a ômis tout exprés la clause & limitation mise dans le susdit Testament attribué à CHARLES II. sur lequel toute la prétendue Roiauté du Duc d'ANJOU étoit fondée, savoir qu'un Roi d'Espagne succedant en France doit quitter la Monarchie Espagnole. Et puis qu'on a ômis cette clause, quand la mémoire en étoit encore fraîche, dans un endroit ou elle devoit entrer le plus naturellement, il est de la derniere évidence qu'on l'a ômise à dessein & de propos délibéré, & qu'on doit s'attendre qu'une telle clause aiant été méprisée & ômise, quand on n'y devoit avoir égard qu'en paroles; on la negligera à plus forte raison, quand il faudra l'observer en effet, & se priver volontairement d'une grande Monarchie: Chose d'ailleurs fort difficile à digerer, & où la nature pâtiroit bien sans contredit. Qui doute qu'alors on ne se moquera point du prétendu Testament, si peu valable d'ailleurs; autant & bien plus qu'on s'est joué, & se joue encore de la plus forte Renonciation qui fut jamais, tantôt ouvertement & tantôt par des chicanes où la mauvaise foi est toute visible.

V. Ainsi la nécessité évidente & le salut de l'Espagne (afin qu'elle ne soit point un jour réduite en Provinces,) demande qu'on ne l'y expose pas, après tant de sujets de craindre qui sautent aux yeux: & le moien le plus sûr d'éviter cette fatale conjonction, est celui que l'Acte de la Renonciation a suggeré lui-même; c'est-à-dire *de prévenir dès à present* (ce sont les termes formels) *les occasions d'une pareille conjonction*; & ainsi de couper entierement le fil de la Succession des Princes François en Espagne, pour faire cesser l'esperance des mémes François & la crainte des Espagnols. Tellement qu'outre la raison incontestable, les termes de l'Acte même marquent que le motif de l'empêchement de la conjonction des Couronnes ne cesse point, tant qu'on n'en a point *prevenu* jusqu'aux occasions; sur tout quand on n'evite pas une occasion aussi pleine de danger & aussi peu susceptible de remede, que celle de mettre un Prince *presque héritier présomptif* de la Couronne de France sur le Trône des Espagnes.

VI. Mais quand on voudroit s'imaginer ou supposer contre les plus grandes évidences du monde, que ce motif de la Renonciation; qui consiste à prévenir le danger de la conjonction des deux Couronnes sur une même tête, cesse entierement, & quand on sauroit par une prophetie immanquable & divine, que la Branche de l'aîné du Dauphin ne finira jamais en France pour faire place à celle qui veut s'établir en Espagne, il faut savoir qu'il y a encore d'autres motifs de la Renonciation qui subsistent. Car on a crû sans doute, en faisant le Traité des Pirenées & le Contract de Mariage, que le danger pour l'Espagne & pour toute la Chrêtienté ne seroit guéres moindre, si ces deux grandes Couronnes étoient jointes dans la même Maison de Bourbon si formidable déja; & si deux Rois si étroitement unis & dont les grands Pais sont joints immediatement & de plein pied, se trouvoient en état de s'entr'aider à opprimer les Grands & les Peuples des Roiaumes & Provinces de la Monarchie Espagnole, & même la Liberté de l'Europe. Danger qui n'a jamais été plus grand que maintenant, que le Roi de France gouverne aussi absolument la Monarchie d'Espagne usurpée sous le nom de son Petit-Fils, que celle de France même.

VII. Outre que la raison fait connoître qu'on a voulu exclure la Race des Bourbons de toutes les manieres, l'Acte même de la Renonciation le dit clairement, & en donne des marques certaines: puisque cet Acte ne permet pas même que les Filles des Princes Bourbons succedent en Espagne, & qu'il leur donne exclusion aussi bien qu'aux Mâles. Car on y fait renoncer l'Infante MARIE THERESE pour toute sa posterité *Mâles & Femelles* de quelque degré qu'ils puissent être. Donc il est évident, qu'on n'a point voulu être soûmis en Espagne à qui que ce fut de la Maison de Bourbon, sans distinguer s'il seroit en même tems Roi de France ou non; puis qu'on a déclaré que cette Renonciation devoit s'étendre jusqu'aux Filles descenduës de l'Infante mariée en France, quoique ces Filles n'y puissent point succeder suivant l'hypothese de la Loi Salique. Donc il faut qu'il y ait encore d'autres motifs que l'empêchement de la conjonction des deux Couronnes, & que le sens de l'Acte ait été plus étendu.

VIII. Mais afin qu'on n'en puisse point douter en aucune maniere, l'Acte même le dit formellement, & parle de ces autres motifs: après quoi c'est un abus insupportable & une audace sans exemple d'avancer avec les Partisans des Bourbons, que le motif de la Renonciation n'*étoit autre* que la crainte de voir les deux Monarchies unies; car dans ledit endroit du Contract de Mariage de la feuë Reine de France, ou dans l'Acte de la Renonciation, il est dit expressement, *attendu la qualité des susdites & autres justes raisons, & notamment celle de L'EGALITE' qui se doit conserver.* Il y a donc eu plus d'un motif, & cette crainte de l'union des deux Couronnes n'est pas l'unique.

ANNO 1704.

IX. Et il est visible de plus, qu'on nomme même ici un de ces autres motifs, savoir *l'égalité* qui se *doit conserver*, c'est-à-dire, l'égalité entre les deux Couronnes, & cette égalité ne peut signifier sans doute que la *Retorsion* ou *Talion* contre les François, qui ne permettent point que d'autres, & particulierement ceux qui sont descendus des Filles de France mariées en Espagne, succedent chez eux; comme ils l'ont fait connoître lorsque l'Infante ISABELLE Fille de PHILIPPE II. Roi d'Espagne & de la Reine ELISABETH de la Branche de Valois, prétendoit à la Succession de France après l'extinction de cette Branche; pour ne rien dire des anciennes prétentions d'EDOUARD III. Roi d'Angleterre & autres Descendans des Filles de France, qu'on y a exclus, ce qui oblige les autres Etats de rendre la pareille aux François. Ce Droit de Retorsion est fondé dans l'équité naturelle & pratiqué entre differens Etats. Car on ne permet point par exemple dans un Païs que les Sujets d'un Etat voisin y héritent, si ce même Voisin n'en accorde autant aux nôtres. Et cette raison a lieu sur tout dans la Succession des Etats & des Roiaumes, puis qu'autrement le Roi de France pouvant acquerir d'autres Etats par des Mariages sans que d'autres Rois en puissent esperer autant dans le Roiaume de France; les François par cette seule raison seroient capables enfin d'absorber la meilleure partie de l'Europe, comme ils commencent de vouloir faire dés à present. Ainsi quand le motif de la crainte de l'union des deux Couronnes cesseroit, il en reste assez d'autres; il est aisé même de juger qu'il y en a eu, qu'on n'a point voulu exprimer nettement dans l'Acte: comme l'apprehension que la liberté des Roiaumes & Provinces d'Espagne pourroit être opprimée par les Bourbons accoûtumez au Gouvernement Despotique & assez puissans pour l'introduire par tout où ils auroient mis le pied; la forte répugnance, que les véritables Espagnols ont eu & doivent avoir encore à recevoir le joug de leurs Ennemis, & à se soûmettre à un Prince François, après tant de maux, que la même Nation leur a fait ou tâché de faire; le dessein de conserver la Monarchie dans la Maison d'Autriche, dont le Gouvernement est si doux & si conforme aux Droits & aux humeurs des Espagnols; l'exemple de la Renonciation d'ANNE d'Autriche mariée à LOUIS XIII. & d'autres raisons dont il est inutile de mettre ici le détail.

X. C'est pourquoi comme toutes les raisons de la Renonciation ne pouvoient pas bien être exprimées, & qu'il n'étoit pas même nécessaire d'en exprimer dans l'Acte dont il s'agit; on y a mis une clause qui décide tout, & détruit tellement cette chicane du motif cessant dont on a voulu se servir pour éblouir les gens; qu'aprés cela on ne sauroit s'y fonder sans une imprudence extrême. C'est que le Contract de Mariage, ou l'Acte de la *Renonciation* disent en termes formels: que ladite *Dame* MARIE THERESE *dit & déclare* être *& demeurer bien & dûement excluse ensemble tous ses Enfans ou Descendans mâles ou femelles, encore qu'ils* voulussent *ou pussent dire &* prétendre *qu'en leurs personnes ne courent ni ne se peuvent & doivent considerer les dites raisons* de la chose publique *ni autres auxquelles la dite exclusion se pourroit fonder* . . . . . parce que comme il a été dit en au-

ANNO 1704.

aucun cas, ni en aucun tems, ni en quelque maniere qui peut advenir, ni elle, ni eux, ses Hoirs & Successeurs, n'ont à succeder ni à prétendre pouvoir succeder &c. Est-il possible de trouver des paroles plus claires & plus fortes pour détruire l'exception frivole du motif cessant mise en avant dans le prétendu Testament que les Bourbons font valoir. Et ne faut-il point avoüer, si l'on prétend que des Déclarations si solemnelles fortifiées par des Sermens, ne servent de rien, que c'est en effet déchirer tous les Traitez, fouler aux pieds le Droit des Gens, renoncer à toute justice parmi les hommes, & se moquer de Dieu même vangeur des fraudes & des parjures.

Ainsi la Renonciation pure & absoluë de la feuë Reine MARIE THERESE pour elle & pour sa posterité subsistant dans sa pleine vigueur, il n'y a plus lieu de douter que l'Empereur seul & sa lignée a droit sur la Succession d'Espagne préférablement à tout autre, & que Sa Majesté Imperiale aussi bien que le Roi des Romains aiant cedé leurs Droits à l'Archiduc second Fils de l'Empereur maintenant CHARLES III. Roi d'Espagne, Sa Majesté Catholique doit être reconnue par tout pour véritable & unique Successeur & Monarque de toutes les Provinces de la Monarchie Espagnole. On peut même dire que la France venoit de reconnoître que la lignée de l'Empereur a de l'avantage du côté du Droit, puis qu'en faisant tout fraîchement son Traité du prétendu Partage, elle avoit consenti que l'Archiduc auroit le Corps de la Monarchie Espagnole, dont on ne vouloit détacher que les Etats d'Italie qui devoient être partagez entre le Dauphin & le Duc de Lorraine, sans parler de quelques autres changemens de moindre importance.

C'est pourquoi les Partisans des Bourbons deboutez du côté du Droit de Succession, ont recours maintenant à une prétenduë possession legitime, comme si les Peuples de la Monarchie Espagnole avoient reçu volontairement le Duc d'ANJOU pour être leur Roi. Mais on ne doit point attribuer à toutes ces Nations sans une preuve manifeste, qu'elles aient eu intention de commettre une injustice criante, & de déroger au Droit du legitime Successeur; c'est un des plus grands principes de la justice, qu'excepté le cas d'une nécessité extrême & indispensable, qui n'a point de loi, on ne peut ôter à personne ce qui lui appartient, sans qu'il soit coupable. Or que peut-on imputer à l'Empereur, qui par un grand principe de droiture a rejetté les offres très-avantageuses de la France & des autres Puissances qui avoient fait le Traité de Partage; la vûë de Sa Majesté Imperiale étant de ne rien faire qui ne fut conforme au Droit, & dont le Roi & les Peuples d'Espagne se pussent plaindre avec apparence de justice; aussi le feu Roi étoit-il fermement résolu de tenir parole à Sa Majesté Imperiale, & ce qui a été fait comme de sa part à l'article de la mort doit être compté pour rien, comme on l'a assez montré. On sçait d'ailleurs que lors même qu'il arrive qu'une force majeure oblige les Sujets, & tout un Païs de prêter hommage à un Conquerant usurpateur, ou d'abjurer leur Maître, comme il arrive souvent dans la Guerre, quand une Place est prise par les Ennemis; le véritable Seigneur a toûjours son Droit sauf & entier, jusqu'à ce qu'il y renonce par le Traité de Paix, ou autrement. Or si cette force ou nécessité même ne détruit point le Droit du Seigneur legitime, combien moins sera-t-il détruit ici, où cette nécessité ne se trouve point? car le Roi Très-Chrêtien n'avoit garde de se rendre maître de la Monarchie Espagnole assurée du secours du reste de l'Europe; outre que les Fiefs & Terres de l'Eglise de Rome & de l'Empire Romain ne peuvent point être donnez à celui qui n'y a point de Droit sans le consentement du Seigneur du Fief.

On dira peut-être que les Espagnols ont été forcez de se donner à un Prince François pour éviter le démembrement de quelques parties de la Monarchie dont ils étoient menacez, & qu'ils ont mieux aimé faire un coup de desespoir que de s'y résoudre, suivant ce que l'Ambassadeur d'Espagne avoit posé dans son Memoire presenté à la Haie. On a répondu souvent à cela, que quand ce démembrement eût été inévitable, ce seroit sans doute une action plus que desespérée & digne seulement d'un enragé que de se perdre, & le tout pour ne point perdre une partie, & de se soûmettre à l'Esclavage d'un ancien Ennemi, plûtot que de dominer sur quelque Province de moins. Ainsi il n'y a point d'apparence qu'on puisse attribuer à une Nation aussi grave & aussi sage que l'Espagnole des sentimens si déraisonnables, & qui approcheroient de la folie; mais outre que l'Empereur n'avoit point de part à ce démembrement, & ne pouvoit point en être responsable, & par consequent n'en devoit point souffrir; & qu'il n'étoit rien de plus indigne de la generosité Espagnole que de récompenser de toute leur Monarchie celui qui faisoit tout le mal, & étoit l'auteur de ce prétendu démembrement; qu'il n'avoit peut-être mis en avant, que pour leur tendre ce piége: & que de plus les Espagnols en se donnant à un Prince de Bourbon & ne voulant point reconnoître le Successeur legitime, causeroient eux-mêmes le démembrement qu'ils abhorrent, parce qu'ils détacheroient volontairement de leur Corps, les Fiefs de l'Empire, & de l'Eglise, dont ils n'ont point droit de disposer au préjudice de celui qui y succede en vertu des Loix des Fiefs: Outre tout cela, dis-je, il s'en falloit beaucoup que le démembrement que la France avoit projetté fût une affaire si certaine, & si inévitable, qu'elle dût porter à une résolution desesperée.

ANNO 1704.

Car il s'agissoit dans le prétendu Partage de donner au Dauphin les Roiaumes de Naples & de Sicile avec les Places Espagnoles de la Toscane. Mais non seulement l'Empereur & les Peuples de ces Roiaumes, mais aussi le Pape & presque tous les Princes & Etats Catholiques y étoient contraires, les Princes Protestans aussi & les Rois du Nord, qu'on invitoit à aquiescer au Traité, n'y vouloient point avoir de part; & tout l'Empire s'opposoit ouvertement à un Traité où l'on disposoit du Milanois & des autres Fiefs Imperiaux. Or les Forces de la Monarchie Espagnole se joignant à ce parti, il n'auroit pas été trop aisé à la France de s'emparer des Roiaumes de Naples, de Sicile, & de Toscane, où elle ne pouvoit aller facilement que par Mer, & où l'Empereur pouvoit aller avec plus de facilité par Terre, aiant le Milanois pour lui & apparemment aussi la République de Venise, le Duc de Savoie, & tout le reste de l'Italie. Les Anglois & les Hollandois n'auroient secouru la France tout au plus que par un Secours dont elle n'avoit point besoin, c'est-à-dire avec leurs Flottes. Car il ne faut point croire que pour maintenir le Partage ils eussent voulu attaquer l'Espagne, les Païs-Bas, ou l'Empire; aussi le Traité ne les y obligeoit point. Le Parlement d'Angleterre n'auroit point concouru à l'execution de ce Traité, quand même le Roi d'Angleterre seroit resté en vie; ce Traité paroissant aux Anglois contraire à leurs vrais intérêts, comme ils le firent connoître aussitôt qu'ils en eurent la connoissance, & la France entreprenante comme elle est, & se mettant si peu en peine des Traitez & de ses Amis, auroit fait sans doute bientôt des démarches qui auroient dispensé & l'Angleterre & la Hollande d'executer leur parole, & auroit même autorisé ces Puissances à épouser le parti opposé. L'explication même du Traité leur en fournissoit un sujet. Car les François prétendent soûtenir cette Maxime extraordinaire que ce qui appartient à leur Roi, est uni, & comme incorporé à la Couronne. Mais il y avoit une clause dans le Traité qui étoit contraire à cette incorporation, car les Roiaumes de Naples & de Sicile étoient accordez au Dauphin & à sa Posterité mâles & femelles, ce qui ne sçauroit avoir lieu à l'égard des Païs incorporez dans la Couronne de France, où l'on prétend que les Femmes ne succedent point. Mais apparemment, si le cas fût jamais arrivé qu'une Fille eût dû succeder aux Roiaumes de Naples & de Sicile au préjudice d'un Roi de France, on se seroit moqué de cette clause du Traité, & on se seroit fondé sur la Maxime prétenduë de l'incorporation; donc ces Puissances avant que de travailler à l'execution du Traité de Partage avoient droit de demander à la France une sûreté suffisante contra cette prétention d'incorporation, qu'on avoit droit de craindre, & qu'on ne pouvoit point ignorer, puisque les François ont assez publié leur Maxime; sans parler de beaucoup d'autres raisons qui pouvoient brouiller cette Triple Alliance, dont la liaison étoit si peu naturelle.

Il n'y avoit donc point d'ombre de nécessité qui pût porter les Royaumes & Provinces de la Monarchie d'Espagne à se donner à un Prince de Bourbon contre le Droit incontestable de l'Empereur. Mais aussi il ne se trouve point que la reception volontaire du

Anno 1704.

du Duc d'ANJOU pour Seigneur ou Roi, que les Partisans des Bourbons attribuent à ces Peuples, soit averée. La volonté des Nations ne s'explique point par les Magistrats ou Regens, mais par les Assemblées des Etats des Royaumes, & des Provinces. Il falloit donc que ceux qui s'étoient érigez en Regens, assemblassent ce qu'on appelle *Las Cortes* ou les Etats, tant en Castille qu'en Arragon, avant que de prendre la moindre résolution sur la Succession. Car on sçait bien, qu'un Roi n'a point de Droit de donner son Royaume par Testament, quand même celui qu'on attribuë à CHARLES II. eût été dans les formes; quant aux Gouverneurs ou Vicerois des Païs-Bas, du Milanois, de Naples, & de Sicile, que le feu Roi avoit continuez jusqu'à nouvel ordre du Successeur (quoi qu'ils n'en eussent point besoin) ils avoient Droit & obligation non seulement d'assembler les Etats des Royaumes ou Gouvernemens, pour résoudre ce qui étoit à faire par *interim*, & de recourir à l'avis des Seigneurs supremes des Fiefs, là ou il y en avoit; mais aussi de se rapporter aux Assemblées des Etats des Royaumes d'Espagne; & de communiquer avec elles; & en attendant de garder le Pais pour le véritable Successeur. Il est bien manifeste que si on eût observé ces formalitez requises, & qu'on se fût conformé à la volonté des Etats & des Peuples, comme à l'avis des Seigneurs des Fiefs; toute crainte des armes étrangeres, aussi bien que toutes mauvaises pratiques au dedans venant à cesser, le Droit de la Maison d'Autriche qui conservoit tout dans l'état ancien, & dans son entier, auroit prévalu sans difficulté. Mais au grand étonnement de tout le monde ceux qui avoient en main le timon du Gouvernement, n'ont rien fait de cette nature, pour avoir le véritable sentiment des Peuples & des Intéressez, tout au contraire quelques personnes de la Cabale à la Cour d'Espagne se sont fait nommer pour Regens dans le prétendu Testament attribué au feu Roi; ils ont proclamé le Duc d'ANJOU, personne n'a osé s'y opposer, intimidé par la crainte de la Faction Françoise, & de peur d'être mal-traité. La conservation, l'amour du repos, & la terreur d'un Parti déja prévalant a fait le même effet dans les Provinces d'Espagne; & les Gouvernemens au dehors ont suivi le torrent, & ont été gagnez: Cependant ces irregularitez & ces violences ne sçauroient point donner de Droit à l'un, ni en ôter à l'autre, ni passer pour la volonté des Peuples.

On n'a qu'à venir à l'épreuve pour s'en assurer; Que les Bourbons, s'ils osent, rendent la liberté aux Païs de la Monarchie & les laissent choisir volontairement & de plein gré un Roi pour les gouverner; qu'ils fassent cesser la terreur des Armes, & que les François nouveaux venus sortent de Madrid & de toute l'Espagne, mais sur tout des Païs-Bas, & du Milanois. Le Roi CHARLES III. & ses Alliez en feront autant, & feront retirer leurs Troupes, & on verra de quel côté tombera le choix.

Maintenant le Droit de la Maison d'Autriche parvenu au Roi CHARLES III. étant pleinement établi, il n'est point nécessaire de prouver amplement le second Point de cette Déduction, qui est que la Conscience & la consideration du Bien public & du salut de la Monarchie, doit porter les Grands & les Peuples à se ranger du côté de leur vrai & legitime Roi. Car quant à *la Conscience*, le Droit du Prince étant clair suivant ce qu'on vient de montrer, on n'en peut prétendre cause d'ignorance, & les Bourbons refusant tout jugement ou arbitrage, & ne se fondant que sur les Armes & les Usurpations ils se condamnent eux-mêmes, & reconnoissent le Droit du Roi, comme ils avoient déja fait en effet dans leur pretendu Partage: & afin que tout le monde le reconnoisse généralement, il ne faut que sçavoir lire ce qu'on a voulu mettre à la fin; c'est-à-dire *l'Extrait du Contract* de Mariage de LOUIS XIV. & de l'Infante MARIE THERESE, *ou de l'Acte de la Renonciation*, qui est la Piéce la plus décisive du monde; & comme il ne s'agit pas seulement du Droit du Roi, mais encore du salut de la Monarchie, qui est sur le point d'être précipitée irremediablement dans un abîme de malheurs; la conscience de ceux qui sont en état de contribuer en toute sorte de manieres, à redresser les choses, en demeure chargée, & ils seront responsables devant Dieu & devant les hommes des maux horribles qu'ils auront causez, ou qu'ils pouvoient empêcher. Car ceux qui auroient peut-être pû se flatter au commencement de cette Révolution

Anno 1704.

contre toute sorte de raisons, que la Monarchie demeureroit en Paix, & qu'on pourroit recevoir un Prince de Bourbon Petit-Fils du Roi Très-Chrétien, sans recevoir le Joug Despotique de la Domination Françoise, auront été desabusez de ces esperances frivoles, par l'évenement, & par les entreprises des François, qui les gouvernent déja la baguette à la main.

Or que le salut de la Monarchie, & de la Nation Espagnole n'a jamais été dans un plus grand danger depuis l'Invasion des Sarrasins, c'est la chose du monde la plus visible. On ne peut pourtant se dispenser d'en toucher quelque chose, sans s'étendre dans un champ si vaste, pour faire voir qu'on doit attendre de grands malheurs d'un Roi Bourbon, & qu'on n'a rien à craindre d'un Roi Autrichien. Il faut considerer que les malheurs qui peuvent arriver par la volonté d'un Roi Bourbon, ou même malgré lui, par la consequence des choses, par ses volontez ou ses desirs, fondez, ou dans son inclination ou même sur son intérêt, seront fort contraires au bien de l'Etat, & au genie des Peuples. Un Roi peut avoir des inclinations séparées de ses intérêts, & l'un pourra être aussi dangereux que l'autre. Or les inclinations des Bourbons sont connues, s'ils chassent de race; du moins on doit présumer d'eux ce qui convient aux manieres de leur Nation. Car si même ils ne les suivoient pas entierement, ils auroient toûjours du panchant à les tolerer, pour ne pas dire à les favoriser; l'intérêt d'un tel Roi ne seroit-il pas de donner sa confiance à ceux de sa Nation qu'il considereroit comme plus affidez & attachez à sa personne & plus propres à le servir dans ses desseins.

Les manieres des François sont absolument éloignées des manieres ou coûtumes d'Espagne. Il y a en France une grande liberté, sur tout par rapport au Sexe, & il est à craindre qu'ils ne l'introduisent avec eux au préjudice des bonnes mœurs. Aussi sçait-on ce qui a causé les Vespres Siciliennes, mais on ne veut point s'arrêter sur une matiere si odieuse; il y a d'ailleurs une opposition infinie entre les usages d'Espagne & ceux de France, & il y a des Livres faits exprès sur ce sujet: D'un côté on est grave, serieux, & reglé: On est pour l'exacte observation des Loix & des Coûtumes; on est bien aise de s'y conformer, & l'on veut que les autres s'y conforment; dans ce que les Loix n'ont point reglé, la Sagesse de la Nation y a suppléé, & a introduit des Coûtumes qui tiennent lieu de Loix. Dans la conversation & le commerce de la vie, comme on ne veut point incommoder les autres, on n'en veut point être incommodé, & la Jeunesse même tient de la gravité de la Nation. Mais de l'autre côté, c'est-à-dire du côté des François, c'est tout le contraire. On ne se donne point de repos, & on n'en laisse point aux autres; le grave & le serieux passent pour ridicules, & la regle ou la raison pour pedantesque; le caprice pour quelque chose de galant, & l'inégalité dans la façon d'agir avec les gens pour une adresse: on se fourre dans les maisons; on poursuit les gens jusques chez eux, ou fait des querelles mal à propos. La Jeunesse sur tout fait gloire de sa folie, & de ses desordres qui vont loin aujourd'hui, comme si c'étoit une marque de bel esprit; elle ne respecte ni le Sexe, ni l'âge, ni le merite.

Peut-on s'imaginer que la Cour & les Provinces se remplissant de telles gens, qui seront même dans la faveur & dans les Emplois, la Nation Espagnole s'en puisse accommoder sans se corrompre enfin par tant de mauvais exemples, à Dieu ne plaise que cela arrive jamais. On dira que ce sont des bagatelles, mais ce n'est rien moins que cela; car outre que la pieté, la vertu, & la raison vont par dessus toutes choses, la douceur de la vie consiste en bonne partie à n'être point incommodé chez soi par des importuns dangereux; il est bien plus dur incomparablement d'être troublé, mocqué, affronté, & maltraité dans son domestique, dans sa personne, dans les siens, & de trainer une vie pleine de chagrin causée par les mépris & les insolences de ceux avec qui on a à vivre, & qu'on est obligé de souffrir malgré soi, & même de craindre; que d'être mis sous le joug d'un Conquerant, ou d'être opprimé par un Tyran qui ne se prend qu'au général ou à la bourse.

La consideration de la Religion encore ne doit pas être de peu d'importance, sur tout dans un Païs très-Catholique. L'on sçait qu'en France on n'est Catholique

qu'à

ANNO 1704.

qu'à demi, & plût à Dieu, qu'on y fût assez Chrétien ! L'Authorité du Pape même dans les matiéres Ecclesiastiques n'y est considerée que lors qu'on les veut flatter pour les avoir à sa devotion, & pour les opprimer un jour avec les autres. On a fait mille affronts à un Saint Pontife*, parce qu'il étoit Zelateur de la justice, & n'approuvoit point les desseins ambitieux de la France. On attaquoit ouvertement alors l'Autorité du Saint Siege, & on persécutoit ceux qui la soûtenoient comme des Hérétiques. On opprimoit les Libertez des Eglises par les prétentions mal fondées de la Regale, contre la Doctrine expresse d'un Concile Général de Lion; & des Evêques exemplaires, qui n'étoient point esclaves de la Cour au préjudice de leur conscience, étoient traitez avec la derniere inhumanité. De plus, il s'étoit formé depuis long-tems un grand parti dans l'Eglise de France, qui tendoit à renverser entiérement l'Autorité du Pape, & à réformer plusieurs Dogmes de l'Eglise Catholique Apostolique & Romaine comme des abus. Ce parti triomphe maintenant parmi le Clergé Séculier de France, & on en verroit les effets un jour, si Dieu permettoit que la Maison de Bourbon obtint la paisible possession des deux Monarchies, & que par conséquent le Pape avec Rome fût à sa discretion.

* Innocent XI.

L'ambition de la France aussi a conservé les Mahometans en Europe, que l'Empereur étoit sur le point d'en chasser; Qu'on ne dise point que cette Couronne apprehendoit l'accroissement de la puissance de la Maison d'Autriche, car elle n'avoit qu'à prendre part à la dépouille; La Grece avec la Thrace (pour ne rien dire de l'Asie) l'attendoient & lui étoient assurées. Mais elle a mieux aimé se réserver pour l'injuste Invasion de la Monarchie d'Espagne; & encore maintenant elle fait des efforts pour pousser la Porte Ottomanne à attaquer la Chrêtienté tout de nouveau. C'est cette Couronne qui par son avidité a causé une horrible effusion de sang Chrêtien depuis près de trente ans, en attaquant toûjours les autres; & presque tous les maux que l'Europe a souffert depuis ce tems-là, lui doivent être imputez. Ce sont là les merites que la Maison de Bourbon peut alleguer pour remporter un aussi grand prix que celui de la Monarchie d'Espagne, & pour l'ôter à l'Empereur toûjours fidéle à son Dieu & à ses Alliez.

Mais le pis de tout est, que l'Athéïsme marche déja en France tête levée; que les prétendus esprits forts y sont à la mode, & que la pieté y est tournée en ridicule. Ce venin se répand avec l'esprit François, & par tout où ce genie met le pied & se rend superieur, il le porte avec lui. Se soûmettre à la Domination Françoise, c'est ouvrir la porte à la dissolution & au libertinage; aussi peut-on bien être assuré que la pieté ne sauroit régner où la justice est foulée aux pieds, ainsi que la France l'a fait tant de fois, & avec tant de hauteur: & si l'esprit insolent des François dès qu'ils sont les maîtres, doit obliger les honnêtes gens à ne les point laisser prendre le dessus dans leur Païs; leurs sentimens & leurs actions impies doivent effraier les gens de bien & les bons Prélats, de même que tous ceux du Clergé qui ont du zele pour la Maison de Dieu. Il faut avoir assez bonne opinion des Princes Bourbons pour croire que les maux arrivent, & arriveront malgré eux, & qu'ils ne favoriseront point le déréglement, ni l'impieté: Mais la mauvaise coûtume, quand les esprits y ont pris goût, est plus forte que les Ordonnances, & nous le voions maintenant en France même, où sous un Roi devot, severe, & absolu, le desordre & l'irreligion, sont allez au delà de tout ce qu'on a jamais vû dans le Monde Chrétien. Dieu veuille qu'on n'ait point besoin de se précautionner contre ce mal François, & que la grandeur de cette Nation, qui va toûjours en croissant, si on ne s'y oppose, ne soit un nouveau fleau contre la Religion. L'Espagne s'en ressentira, les Eglises sur tout; & les Espagnols en seront les plus coupables s'ils se soûmettent à cette dangereuse Nation, & la mettent par là en état de maîtriser le reste de l'Europe.

L'intérêt, aussi bien que l'inclination d'un Roi Bourbon & des François, sera de se rendre absolus pour pouvoir exercer un Gouvernement Desporique. L'on sçait que cette forme de Gouvernement est établie en France, qu'elle y est exaltée par les flatteurs, & qu'un Petit-Fils d'un Roi de France ne sçauroit manquer d'être imbu de ces Maximes. On y a réduit à rien les libertez des Grands & des Peuples; le bon plaisir du Roi tient lieu de tout, les Princes du Sang Roial même y sont sans aucune Autorité; les Grands ne sont que titulaires & se ruinent de plus en plus, pendant que des personnes de peu de consideration sont élevées pour servir d'instrumens à l'oppression des autres. Dans les Pais à Etats, on n'assemble les Etats que pour la forme, & ces Assemblées ne servent plus qu'à executer les ordres de la Cour, sans qu'on ait égard à leurs griefs. La Noblesse est appauvrie au dernier point, vexée par des chicanes & par des recherches, obligée de se consumer au service du Roi & de sacrifier son bien & son sang à l'ambition d'un Conquerant, pendant qu'elle ne se nourrit que d'esperances d'une fortune chimerique & d'avancemens qui ne sont donnez qu'à un très-petit nombre. Ceux qui sont dans les Emplois Civils & sur tout dans les lucratifs, s'étant enrichis aux dépens du commun, parce qu'on leur lâche la bride, sont ensuite pressez comme des éponges par les revisions de leurs Comptes & de leurs Affaires, par la venalité des Offices, par la création de nouvelles Charges, & par de grandes sommes qu'on leur demande, sans aucun sujet, & qu'ils sont obligez de paier pour s'exempter de la vexation. Le Peuple est foulé sans misericorde & réduit au pain & à l'eau par les Tailles, Taxes, Impôts, Capitations, Quartiers d'Hiver & passages des Gens de Guerre; par des Monopoles, par des changemens de Monnoie qui enlevent tout d'un coup à tout le monde une bonne partie de son bien, & par mille autres inventions: & tout cela n'est que pour servir à l'insatiabilité d'une Cour qui ne se soucie point des Sujets qu'elle a déja, & qui ne cherche qu'à augmenter le nombre des miserables en étendant ses Etats. Maintenant tous les Peuples de la Monarchie d'Espagne étant sur le point d'éprouver le même sort; les véritables Espagnols qui aiment leur Patrie, & l'honneur de leur Nation n'en seront-ils point émus?

ANNO 1704.

On n'a qu'à se figurer tout ce que l'esprit remuant & chicaneur des François est capable d'entreprendre en Espagne pour enrichir le Roi, & pour élever sa Puissance aux dépens des Sujets. La France fourmille de donneurs d'avis & de Partisans de profession affamez de l'or & de l'argent des Indes & des richesses d'Espagne qu'ils devorent déja des yeux. Le Roi se rendra Maître du Commerce de l'Amerique, & disposera des Mines du Perou à son plaisir, en y introduisant des Entreprenneurs François; les particuliers n'en auront que ce qu'il leur faudra laisser pour continuer les ouvrages dont il n'est pas à propos que le Prince se charge. En Espagne on verra des Fermiers à la mode de France & des Gens d'Affaires qui succeront jusqu'à la moëlle du Peuple, pour l'obliger (diront-ils) à être plus industrieux & à travailler davantage; mais il ne jouira gueres de son travail, dont le profit ne sera que pour la Cour & pour les Etrangers.

Les Gens de Justice, de Police & de Finances éprouveront de terribles réformes; on changera les uns, on retiendra les autres, & on leur donnera des Collegues comme on le trouvera à propos: & cela ne se fera gueres sans Finances, quand même on n'introduiroit pas ouvertement si-tôt la venalité des Charges. Il y en aura beaucoup qu'on forcera à se racheter pour s'exempter des vexations & des recherches prétendues. Généralement on les renverra à l'école chez les François, sous prétexte que tout est si bien reglé en France; mais dans le fonds afin que les François devenant leurs Précepteurs, entrent dans le secret de toute l'œconomie de l'Espagne, & se fourrent dans toutes sortes d'Emplois. S'ils changent quelque chose en mieux, ce sera non pas pour le bien des Peuples, mais pour celui du Roi, dont on sait que le Tresor ou le Fisc ressemble dans l'Etat, à la ratte dans le corps humain, de qui la grandeur énorme est la diminution des autres membres ou visceres: Outre que ces excessives richesses toutes prêtes mettent les Rois en état de méditer des Conquêtes, & d'entreprendre des Guerres, qui achevent de miner les particuliers & augmentent les desordres & les miseres du Genre-Humain.

Les Grands & les Seigneurs ne seront point exempts des vexations; au contraire ceux, dont la puissance fera tant soit peu ombrage seront bien-tôt mis au petit pied: on les envelopera dans les recherches

ANNO 1704.

ches du Domaine de la Couronne aliéné, & on les obligera d'y renoncer sous plusieurs prétextes : On leur donnera des Emplois d'une flateuse distinction, mais qui seront somptueux & propres à les ruiner : on engagera les Gentilshommes dans le luxe & dans les Procès ; on les obligera de paroître à la Cour, à l'Arriére-Ban & dans les Armées, sous peine d'être méprisez & même mal-traitez. Les Emplois lucratifs & de confiance seront, ou pour les étrangers, ou pour de petits compagnons du Païs, souples & bons à tout faire & à tout souffrir, sans se soucier de l'honneur & du bien de la Patrie. Les Gens d'Eglise ne seront gueres mieux traitez, & l'exemple de la France leur servira de Loi. Le Roi assisté de celui de France forcera le Pape à tel Concordat qu'il voudra, la Cour s'emparera de la Collation presque de tous les Benefices, & donnera des Pensions là-dessus ; elle introduira la Regale dans sa rigueur ; les Juges Séculiers réformeront les Sentences Ecclesiastiques sous prétexte d'abus ; on rognera les ailes aux Prélats qu'on croira trop riches ; & on demandera tant de dons gratuits coup sur coup, que la condition du Clergé ne sera point meilleure que celle des Laïques, dont ils seront obligez d'aider à supporter la misere.

Pour ce qui est des Affaires publiques, il peut arriver fort aisément que le Duc d'Anjou, pour être appuié par son Grand-Pere, ou par son Pere sera obligé de sacrifier à la France, ou aux intérêts des Bourbons une partie des Etats, ou des Droits de la Monarchie.

On fit sonner bien haut dans ce parti, la disposition du prétendu Testament attribué au feu Roi, qui défend de faire dans la Monarchie aucune sorte d'aliénation ou de séparation ; & la France fit connoître qu'elle ne permettroit pas le démembrement d'un pouce de terre. Mais ses intentions & ses paroles sont bien differentes. L'on sçait qu'elle flatte l'Electeur de Baviere de l'esperance des Païs-Bas : pendant qu'elle même se met en possession de toutes les Forteresses de ce Païs, aussi bien que du Milanois, & fait assez connoître qu'elle veut être remboursée de ses frais. Que savons-nous si les François ne s'assureront pas de la Catalogne, des Châteaux de la Ville de Naples, & de quelque Port en Sicile, pour avoir la Monarchie à leur discretion, afin que le Roi Bourbon soit toûjours sous la Tutelle de celui de France, comme le Duc d'ANJOU l'est sous celle de son Grand-Pere ; & ce jeune Prince qui s'estime trop heureux de regner à Madrit, plûtôt que dans le Château du Meudon qui auroit été de son appannage, donne les mains à tout : Outre qu'il peut esperer de regner lui-même un jour en France. D'ailleurs, il paroît fort vrai-semblable que la France prendra ses mesures pour empêcher un jour les Espagnols de changer de parti, quand ils le voudroient. Car il n'y a point d'apparence qu'elle veuille fortifier une rivale au hazard d'en être incommodée un jour. On peut juger de ce que cette Couronne, ou du moins un Roi François peut faire & fera dans la suite des tems à loisir, & quand il aura les bras libres au dedans & au dehors, par tout ce que les François ont déja fait depuis deux ou trois ans ; quoi qu'ils aient de grands ennemis sur les bras, & qu'ils soient obligez de ménager encore un peu les Espagnols. Il faut avouer qu'à juger de l'avenir par cet échantillon, & que si les François avancent à proportion de ce qu'ils ont déja fait, ils auront bientôt l'Espagne dans les fers, car ils sont déja presque maîtres des Païs-Bas & du Milanois, seules Provinces de la Monarchie pourvûes de quantité de Forteresses ; Et sur le moindre soupçon ils tâcheront de desarmer les Espagnols, comme ils ont desarmé les Troupes du Duc de Savoie. Ils renvoient maintenant en Espagne la plûpart des Espagnols & des Italiens qui sont aux Païs-Bas avec les Seigneurs Wallons qui leur sont suspects ; ils prennent des mesures pour s'assurer toûjours de Pampelune, de Barcelone & des Ports de la Biscaie pour avoir les Clefs de l'Espagne en leur pouvoir. Ils travaillent à introduire les François dans le Mexique & dans le Perou, & ils ont déja bien commencé. Il s'en est peu fallu qu'ils n'aient mené la Flotte d'Argent de l'Amerique dans quelque Port de France, & s'ils y ont manqué la premiére fois, ils n'y manqueront point la seconde, si on leur en donne encore l'occasion. Ils s'assurent du commerce des Negres à l'exclusion des autres Nations, ce qui met les Mines du Perou dans leur dépendance. D'ailleurs, ils mal-traitent déja les Sujets d'Espagne, & leur apprennent à obéir à la Françoise. On se mocque des privileges des Païs & des Villes : On exige l'argent qu'on juge à propos, & pour toute réponse aux plaintes que l'on fait, on dit : Le Roi le veut.

ANNO 1704.

Pour tout dire en un mot, le Roi Très-Chrétien, est aussi absolu à Madrit qu'à Paris, & il gouverne la Monarchie d'Espagne comme la France. Les Marechaux de Villeroi & de Boufiers ont commandé sans avoir aucun égard au Marquis de Bedmar dans les Païs où il devoit faire la fonction de Capitaine & de Gouverneur General. Le Duc de Bourgogne étoit muni d'une Procuration du Duc d'ANJOU son Frere pour y avoir un pouvoir sans réserve. C'étoit mettre les meilleures Places des Provinces de l'Espagne dans le pouvoir de l'Héritier presomptif de la Couronne de France ; Peut-on en user plus despotiquement, & d'une maniere plus contraire aux intérêts des Espagnols ? Les Ministres d'Espagne dans les Cours Etrangeres semblent être comme à la suite de ceux de France, ou tout au plus comme des secondaires ; la Clef du Secret & des Affaires est entre les mains des François ; & dès le commencement de cette Révolution Don Quiros l'éprouva lors qu'il se trouva en Hollande avec le Comte d'Avaux. Les Espagnols sont obligez aussi de ceder par tout aux Ministres de France, & de reconnoître la presséance de cette Couronne, ce qu'ils n'avoient garde de faire autrefois.

La Maison de Bourbon n'en use gueres avec moins de hauteur en Espagne même. Les François visitent les Ports d'Espagne, & s'informent des Fonds & des Revenus de la Monarchie : On a déja mis au niveau les Grands d'Espagne avec les Ducs & Pairs de France, qui pourtant ne se couvrent devant leurs Rois, que dans certaines rencontres. Quand quelque Grand en a murmuré on l'a envoié en exil, ou mal-traité autrement. A peine le Duc d'ANJOU fut-il en état de se faire obéir, qu'on chassa & mit en prison un Ecclesiastique de distinction sans aucun sujet legitime & sans aucune forme de justice. On s'est moqué dès lors de la Regence établie dans le prétendu Testament, & depuis on est allé jusqu'à donner au Cardinal Porto-Carrero un Surveillant en la personne du Comte d'Estées. Car on voit bien, que si le Cardinal François est rappellé maintenant ce n'est que dans l'intention d'appaiser les esprits aigris.

Le Testament prétendu étant le fondement des démarches des Regens & de la France, cette Couronne devoit au moins faire semblant d'y avoir égard, si elle vouloit ménager le public. Mais on y fit d'abord une brêche très-grande, & on se soucia fort peu des volontez & de la gloire du feu Roi, en traitant indignement la Reine Douairiere son illustre Epouse, nommée Regente dans ce Testament, ce qui étoit peut-être la seule clause conforme aux veritables intentions de ce Prince : & avant même que le Duc d'ANJOU fût arrivé à Madrit, on la déposseda de la Regence & on l'éloigna de la Cour par une Lettre des plus dures, qui lui fut écrite au nom du Duc, & on n'eut pas le moindre égard à l'option que ce même Testament donnoit à cette grande Princesse.

On se réserva même expressément les moiens d'anéantir un jour toute la force de ce Testament, sur le point de la Succession, à l'égard des cas qui pourroient être contraires à l'intérêt des Bourbons, par les réservations & protestations qu'on reçût de la part des Ducs d'ANJOU & d'Orleans : comme il a déja été remarqué ci-dessus.

Le Duc d'ANJOU avant son départ pour l'Espagne fit un Acte, où il réserva son regrès à la Couronne de France en cas que la Ligne Masculine de son aîné vint à manquer ; mais il n'y fit pas la moindre mention de quitter l'Espagne dans le cas, rapporté dans le Testament ; quoi que ce fût le lieu d'en parler, & qu'on le dût faire pour éviter les soupçons : Donc ne le faisant point, on marquoit, qu'on ne se soucioit gueres ni de la condition, ni du Testament, ni même des jugemens, que les Espagnols & les autres Peuples & les Puissances, qui ont tant d'intérêt que les deux Monarchies ne soient point unies, en pourront faire.

On témoigna encore qu'on ne se met point en peine du prétendu Testament, qu'en ce qu'il est utile, en recevant la protestation du Duc d'Orleans con-

ANNO 1704. contre ce Testament même, qui prétendoit comme Descendant de la Reine de France ANNE, Sœur aînée de PHILIPPE IV. d'être préféré à la postérité de la Sœur cadette MARIE ANNE Mere de l'Empereur, & à celle de CATHERINE Sœur de PHILIPPE III. dont descend le Duc de Savoie, nonobstant la Renonciation de ladite Reine ANNE. Ce qui fait voir que les Bourbons prétendent retenir la Monarchie d'Espagne quand même toute la Lignée du Dauphin viendroit à manquer. Car, si le Roi Très-Chrêtien avoit serieusement l'intention de faire observer le Testament, & avoit crû au moins alors qu'il lui étoit utile d'avoir des égards pour les Espagnols, le Duc d'Orleans n'auroit point osé faire publiquement sa Protestation, comme l'on sait qu'il n'en a point osé faire contre le Traité de Partage, ni en d'autres rencontres.

On ne doit donc point douter que les François, s'ils en sont les maîtres, n'aient le dessein de retenir la Monarchie d'Espagne dans la Maison de Bourbon contre les clauses du Testament & au préjudice des Substituez: Qu'ils ne manqueront pas d'unir cette Monarchie à la Couronne de France si le cas échet, & de réduire l'Espagne en Province; Qu'un Roi Bourbon ne voudra pas la gouverner moins despotiquement un jour, qu'il le fait dès à present, ou son Grand-Pere pour lui, encore qu'ils aient une Révolution à craindre, qu'ils ne craindront plus quand ils auront pris racine: Que la confiance, les principaux Emplois, ou les plus lucratifs, le Commerce, sur tout celui de l'Amerique, le Commandement des Troupes, les plus fortes Places, & les Clefs de l'Etat, seront pour les François, ou pour ceux qui seront dépendans d'eux, & dévoüez à la Cour: Qu'on gouvernera sur le modelle de la France; Qu'on abbaissera les Grands; qu'on opprimera les Petits sans aucun égard aux Droits & Privileges; & qu'on appauvrira les uns & les autres par une infinité d'Impôts, d'extorsions; & de vexations, pour mettre le Roi en état de contribuer beaucoup à la Monarchie universelle des Bourbons. Enfin qu'on affrontera les Espagnols chez eux, & qu'on les insultera même dans leur domestique, suivant les manieres insolentes & libertines des François; & qu'une Nation qui avoit passé pour une des plus genereuses, & qui avoit dominé à tant d'autres, sera le joüet de son Ennemie, & l'opprobre de toute la Terre; d'autant plus qu'elle aura été la cause des malheurs & de l'oppression de toutes les autres en se soûmettant à la France la premiere.

Il y a des gens qui disent que toutes ces craintes se réduisent à un avenir incertain, & qu'il ne faut point se tourmenter réellement sur les idées d'une possibilité future. Mais le mal en bonne partie est déja present, & sur le point de venir à sa maturité & à son accomplissement; on est enchaîné à demi, & si on ne se réveille au plûtôt, on ne sera plus en état d'être affranchi de l'esclavage, ni par ses propres forces, ni par celles de ses amis. Mais quand tout le mal ne consisteroit que dans l'avenir, ne sait-on pas que toute la prudence humaine n'a que l'avenir pour objet. Car on doit prendre des précautions, s'il est possible, contre de grands maux qui peuvent arriver facilement, ou plûtôt qui difficilement n'arriveront pas en l'état où sont les choses.

C'est justement cette fatale nonchalance où les hommes ne sont que trop portez, en s'attachant au present, qui a causé la plûpart des mauvais conseils, dont nous voions de funestes suites. C'est ce qui a fait naître les relâchemens des uns, qui negligent la Patrie, & ne pensent qu'à vivre doucement le reste de leurs jours, (quoi qu'ils se trompent en cela même, les malheurs n'étant que trop prochains, & la corruption des autres, qui tâchent à profiter du present, & de contribuer même aux maux de la Patrie pour en tirer de l'avantage. Ces principes sont indignes des gens qui font profession de sagesse, d'honneur & de probité; & il faut avoir renoncé aux sentimens de l'honnêteté & de la conscience pour les soûtenir.

Il y a des esprits de cette trempe, c'est-à-dire gagnez par les Bourbons ou plongez dans une mollesse effeminée, qui se flattent eux-mêmes, ou jettent de la poudre aux yeux des autres, en tâchant d'affoiblir les plus grandes & les plus justes craintes, lors qu'ils soûtiennent que les deux Branches de la Maison de Bourbon pourront aisément se brouiller ensemble, alors (disent-ils) les Affaires de l'Europe reviendroient en l'état où elles étoient avant la mort du feu Roi; Mais outre que le Duc d'Anjou, quand il voudroit, ne pourroit point se détacher des intérêts du Roi de France, qui en qualité de Curateur de son Petit-Fils, est Monarque commun des deux Monarchies, & prend des mesures pour le demeurer, & pour laisser ces avantages sans exemple au Dauphin, qui aura encore l'autorité d'un Pere, l'affection & le respect du Fils, & le même pouvoir en main pour se faire obéir: outre cela, dis-je, l'interêt veritable des deux Branches de Bourbon, est, de demeurer unies. Elles seront plus en état de s'entr'aider que celles de la Maison d'Autriche, à cause de la contiguité de leurs Etats. Le Duc d'Anjou sous son Grand-Pere, ou sous son Pere, sera le Monarque absolu de toute la Monarchie, & se mettra en état d'en emploïer les grandes forces aux desseins communs, dont la France sera toûjours l'ame & le premier mobile: & le Duc de Bourgogne étant parvenu à la Couronne de France, les mêmes raisons ne laisseront pas de subsister entre les deux Freres. Peut-on croire qu'ils se voudront borner & arrêter dans la plus vaste & la plus belle carriere qu'on ait vû ouverte depuis la décadence des Romains? Le Monde est assez grand pour que les deux Rois puissent se donner les mains, & s'aider à faire des Conquêtes sans s'entrechoquer & se nuire: il faudroit qu'ils eussent perdu la raison pour en user autrement, & pour se brouiller. Et si le salut de l'Espagne, ou même de toute l'Europe ne depend que d'une si grande bevûe des Bourbons, il ne sauroit être plus mal affermi.

On ne peut donc point compter là-dessus, sans s'aveugler volontairement, & il est clair comme le jour, que si l'Espagne demeure au Duc d'Anjou elle sera à la discretion des Bourbons. Car quelles forces aura-t-on à leur opposer, quand ils y seront affermis? Les efforts inutiles qu'on fera pour se délivrer ne serviront qu'à rendre les chaines plus pesantes. Il y a de grandes Puissances armées maintenant pour tirer l'Espagne du danger evident où elle est, de tomber dans l'esclavage. L'Empereur, l'Empire, l'Angleterre & la Hollande lui envoient son Roi legitime; le Portugal le reçoit & l'assiste de toutes ses forces. Quelques Puissances d'Italie commencent à se déclarer, & un peu de succès fera suivre ceux qui ne balancent que par crainte; si les Espagnols s'y joignent eux-mêmes l'affaire est faite. Mais il faut profiter des conjonctures favorables, en se déclarant maintenant ou jamais. Car si nous laissons passer ce fatal moment, tout est perdu, autant que l'esprit humain est capable d'en juger.

La grande Alliance, si les choses traînent, ne sauroit subsister long-tems; les Bourbons demeurant les maîtres de la Monarchie d'Espagne, seront capables de causer en Angleterre & en Ecosse les plus tragiques revolutions. La Hollande ne sauroit continuer à fournir aux fraix immenses d'une longue Guerre, & ne voudra pas se ruïner sans esperance de fruit. Il sera impossible à l'Empereur de soûtenir le faix de la même Guerre, on lâchera les Rebelles & les Turcs sur lui, & on l'incommodera dans l'Empire même, qui sera fort près de sa desolation. Ainsi nous sommes à la veille d'un renversement general, & la Monarchie universelle des Bourbons ne sauroit être arrêtée que par un coup extraordinaire du Ciel; mais de faire son compte là-dessus, c'est tenter Dieu, & c'est se tromper soi-même. Cependant ces grands changemens ne sauroient arriver que par un deluge de sang, & par les miseres horribles des Peuples, tant du côté des Conquerans que de ceux qui resistent; l'Espagne aura sa part des grands maux, & son esclavage sera la planche & servira de modelle à l'oppression des autres.

Mais en recevant le legitime Roi, ces craintes cessent. Les Princes de la Maison d'Autriche gouvernent doucement, & suivant les Loix; & quand ils voudroient opprimer la liberté & les Privileges des Peuples, ils ne seroient pas en état de le faire, n'aiant point de secours à esperer de la branche d'Allemagne, qui est éloignée, & aiant la France à craindre près d'eux. Ainsi l'Espagne & l'Europe demeureront dans leur premier état, il n'y aura point d'autre mal que la necessité de chasser les François des postes

qu'ils

ANNO 1704.

qu'ils ont occupez, sans pretexte de nous assister. Comme nous avons presque toute l'Europe de nôtre côté, qui y est interessée autant que nous, on est assûré du succès avec l'assistance de Dieu protecteur de la justice & vangeur des mauvaises actions.

Pour conclure, figurons-nous l'Espagne & les Provinces de sa domination sous le joug des François, les mœurs corrompues, la Religion & la Pieté meprisées, les honnêtes gens insultez; les Peuples reduits à la besace; les Grands bas & rampans, les étrangers maîtres des Forces & des richesses du Païs; Le Roi gouvernant à l'Ottomane; ses Favoris, Officiers, Soldats & autres Ministres de son pouvoir, exerçant à la rigueur ce que Samuël predisoit au Peuple d'Israël, deshonorant ses familles, s'emparant de ce qu'ils trouvent à leur gré, & ne répondant aux plaintes que par des moqueries ou de nouveaux affronts: sans qu'il y ait aucun espoir de delivrance, puisque les François ne manqueront pas sans doute de se precautionner contre des Vespres semblables à celles de Sicile, & que le reste de l'Europe sera en bonne partie dans la même oppression & hors d'état de pouvoir donner du secours à ceux qui seront opprimez. Outre que les autres Nations hairont & mépriseront celle qu'elles considereront avoir été la cause des malheurs communs par son imprudence & par son peu de courage, lorsqu'on la verra applaudir à des miserables affamez, qui auparavant venoient travailler & chercher du pain chez elle.

Ceux que les images de ces malheurs horribles & inévitables ne touchent point, sont dignes de maux encore plus grands, & ne meritent point de porter le glorieux nom d'Espagnols.

Les Consalves, les Ximenes, les Toledes, les Pizares, & tous les autres anciens Espagnols fondateurs d'une grande Monarchie, dominateurs de tant de Nations, s'ils revenoient au monde, avoüeroient-ils pour être de leur sang, ceux qu'ils verroient prêts à subir le joug de leurs Ennemis par une indigne lâcheté, puisqu'ils sont en état de s'en garantir, & que l'Europe leur tend les bras? Mais il faut croire qu'il y en aura bien peu de ce nombre, & que ceux-là mêmes qui ont reçû un Prince François, voïant combien on les a trompez, seront des plus ardens, pour reparer la faute qu'ils ont faite; que la conscience, le devoir, l'honneur, le salut de la Patrie, & le bonheur ou le malheur de chacun en particulier seront des impressions vives sur un Peuple qu'on n'a pas accusé autrefois d'avoir le cœur bas; & que toute cette généreuse Nation, rendant justice à son legitime Roi, & à elle-même, fera voir à toute la Terre qu'elle n'a point dégeneré de la valeur de ses Ancêtres.

Extrait du Contract de Mariage de LOUIS XIV. *Roi Très-Chrêtien, & de* MARIE-THERESE *Infante d'Espagne, dont les paroles sont repêtées dans l'Acte de la Renonciation.*

QUE d'autant que leurs Majestez Très-Chrêtienne & Catholique sont venuës & viennent à faire ce Mariage, afin de tant plus perpetuer & assurer par ce nœud & lien la Paix publique de la Chrêtienté, & entre leurs Majestez l'amour & fraternité que chacun espere entre Elles; & en contemplation aussi des justes & legitimes causes, qui montrent & persuadent l'égalité & convenance dudit Mariage, par le moien duquel, & moienant la faveur & grace de Dieu, chacun en peut esperer de très-heureux succès; & au grand bien & augmentation de la Foi & Religion Chrêtienne, au bien & benefice commun des Roiaumes, Sujets & Vassaux des deux Couronnes; comme aussi pour ce qui touche & importe au bien de la chose publique & conservation desdites Couronnes: qu'étant si grandes & puissantes, *elles ne puissent être réünies en une seule*, & que *dès à present on prévienne les occasions d'une pareille jonction*: donques attendu la qualité des susdites & autres justes raisons, & notamment *celle de l'égalité* qui se doit conserver: Leurs Majestez accordent & arrêtent par Contract & Pacte conventionel entre Elles qui sortira, & aura lieu, *force & vigueur de Loi* ferme & stable à tout jamais, en faveur de leurs Royaumes, & de toute la chose publique d'iceux: que la Serenissime Infante d'Espagne Dame MARIE THERESE, & les Enfans procréez d'Elle, soient *mâles ou femelles*, & leurs descendans premiers ou seconds, trois ou quatre, nez ci-après, en quelque degré qu'ils se puissent trouver, voire à tout jamais, ne puissent succeder ni succedent és Royaumes, Etats, Seigneuries & Dominations, qui appartiendront à Sa Majesté Catholique, & qui sont compris au-dessous des Titres & Qualitez mentionnées en cette presente capitulation, ni en aucun de ses autres Royaumes, Etats, Seigneuries, Provinces, Isles adjacentes, Fiefs, Capitaineries, ni és Frontieres, que Sa Majesté Catholique possede de present, ou qui lui appartiennent, ou pourroint appartenir tant dedans que dehors le Royaume d'Espagne, & qu'à l'avenir Sadite Majesté Catholique ou ses Successeurs auront, possederont, & leur appartiendront; ni en tous ceux qui sont compris en iceux ou dépendans d'iceux, ni même en tous ceux que par ci-après, en quelque tems que ce soit, elle pourroit acquerir ou accroître & ajoûter aux susdits siens Royaumes, Etats & Dominations, ou qu'Elle pourroit retirer ou qui lui pourroient échoir par devolution, ou par quelques autres titres, droits ou raison que ce puisse être, encore que ce fut durant la vie de la Serenissime Infante Dame MARIE THERESE, ou après sa mort, en celle de qui que ce soit de ses descendans, premiers, seconds, troisiémes nez ou ulterieurs; que le cas ou les cas, par lesquels ou de Droit, ou par les Loix ou Coûtumes desdits Royaumes, Etats & Dominations, soit par dispositions de Titres, par lesquels ils puissent succeder ou prétendre pouvoir succeder auxdits Royaumes, Etats ou Dominations, leur dût donner la Succession. En tous lesquels susdits cas dès à present ladite Dame MARIE THERESE Infante, dit & déclare être & demeurer bien & dûëment excluse, ensemble tous ses enfans & descendans mâles ou femelles, *encore qu'ils voulussent ou pussent* dire & pretendre *qu'en leurs personnes ne courent ni ne se peuvent, & doivent considerer lesdites raisons* de la chose publique, ni autres auxquelles ladite exclusion se pourroit fonder; ou qu'ils voulussent alleguer (ce qu'à Dieu ne plaise) que la Succession du Roi Catholique ou de ses Serenissimes Princes ou Infantes & d'abondant des mâles qu'il a & pourra avoir pour ses legitimes Successeurs, eût manqué & defailli: parce que comme il a été dit, *en aucun cas ni en aucun tems, ni en quelque maniere qui peut avenir*, ni Elle, ni eux, ses Hoirs & ses descendans, n'ont à succeder ni prétendre pouvoir succeder nonobstant, &c.

ANNO 1704.

XLVI.

Declaration de CHARLES III. *Roi d'Espagne*, 9. Mars. *publiée à Lisbone le 9. Mars 1704.*

D'Autant que par la merveilleuse bonté & misericorde de Dieu nous sommes arrivez heureusement en Portugal, après un fâcheux & dangereux voiage, que nous avons pourtant entrepris avec toute la joïe imaginable, aïant mieux aimé exposér nôtre Personne Royale à quantité de dangers éminens, que de permettre que nos bien-aimez Sujets d'Espagne restassent plus long-tems sous le joug d'un injuste esclavage & tyrannie, dans laquelle ils sont malheureusement envelopez par l'introduction violente & l'usurpation du Duc d'Anjou, du Roi de France & de ses Adhérens: A ces Causes, étant venu ici par bienveillance pour nos bien aimez Sujets, & par une compassion Royale de leurs souffrances & de leur oppression, nous avons absolument résolu non seulement de recouvrer nos justes Droits sur la Couronne d'Espagne, à laquelle les Loix de Dieu & de la Nature nous donnent un juste titre, mais aussi pour fournir à nos Sujets l'occasion pendant qu'il en est tems, de rentrer dans leur devoir & dans la fidelité, & de s'affranchir de cette servitude & de ce joug insupportable dont on les a injustement chargé. Nous ne doutons pas, vû la justice de nôtre Cause, que par la benediction de Dieu sur nos efforts & sur nos Forces jointes à celles de nos chers Alliez, nous ne soïons dans peu rétablis dans nos justes Droits & nos Peuples dans leur legitime Liberté, Prérogatives & ancien bonheur. Nous ferons état que la plupart de nos Sujets contribueront de tout leur cœur & de toutes leurs Forces pour procurer leur délivrance, en détrônant la Tyrannie & l'Usurpation.

ANNO 1704.

Et pour encourager nos bien-aimez Sujets à executer une si légitime entreprise, puis qu'on les a empêché jusques à cette heure de se joindre à nos Forces, nous déclarons solemnellement sur nôtre parole Royale, que tous ceux de nos Sujets qui ont été contraints de prendre service contre nous chez les Ennemis, soit de gré ou de force, jouïront de nôtre pardon Royal, s'ils se rendent à nous dans le terme de 30. jours, après que nos Forces se seront aprochées des Frontiéres d'Espagne. Outre cela, ils recevront aussi des marques de nôtre faveur Royale, selon leur rang, leurs degrez, & le mérite de devoir & de fidelité envers leur légitime Souverain. Au contraire c'est notre volonté Royale & nôtre bon plaisir, que si quelqu'un de nos Sujets après le terme de 30. jours est trouvé en armes contre nous, contre son devoir & son obéïssance, au mépris de nôtre Déclaration Roiale, & qu'il persiste dans sa Rebellion au service des Usurpateurs François, de leurs Confédérez ou Adhérens au préjudice de nôtre légitime Monarchie, que telles personnes méprisant nôtre beuigne Déclaration, soient traitez comme Ennemis de leur Patrie, & comme indignes de la moindre de nos faveurs Royales. Quant à nos autres fidéles & bien aimèz Sujets, qui n'ont point pris les armes contre nous, ils pourront rester dans leurs maisons sans craindre d'être molestez par nos Troupes soit en leur personne, soit en leurs effets.

Et afin que personne de nos Soldats ne puisse prétendre ignorance du cas, nous voulons que tous nos Généraux, Commandans, Officiers & autres dans leur Département, prennent garde qu'il ne se fasse aucune violence aux Eglises, Cloitres, Maisons Religieuses, ou à qui que ce soit de nos Sujets dans les Marches ou Contremarches.

Et si quelque Officier ou Soldat contre nôtre volonté Royale s'ingeroit de molester ou de troubler en quelque façon nos Sujets tranquilles & fideles, soit en leurs Cloitres, Maisons Religieuses, Personnes, Biens, Terres & Bétail, sur les plaintes qui en seront portées à nos Généraux, les Transgresseurs encourront non seulement nôtre disgrace, mais seront aussi punis avec la derniere rigueur.

Donné en nôtre Cour à Lisbonne le 9. Mars 1704. la premiere année de nôtre Regne.

XLVII.

Manifeste du Roi de Portugal pour la justification de ses Armes, dans la resolution qu'il a prise d'aider la Nation Espagnole à secouer le joug de la Domination Françoise, & à mettre sur le Trône Roial de la Monarchie le Roi Catholique CHARLES III. [Traduit de l'Espagnol, imprimé à Lisbonne, par le commandement de S. M P. chez *Valentin de Acosta Deslandes*, Imprimeur de la Maison Royale.]

QU'IL soit notoire à tous Rois, Princes, Républiques, & Potentats, à leurs Sujets & Vassaux; & en particulier aux très-Illustres Grands d'Espagne, Ducs, Marquis, Comtes, & autres Personnes qui composent l'Ordre de la Noblesse de cette Monarchie, aux Présidens, Conseillers, & Ministres des Conseils, Régens & Auditeurs des Chancelleries, Corrégidors, & Magistrats des Citez, Villes, & Lieux, & à toutes les autres Personnes desdits Roiaumes & Seigneuries, de quelque degré, état, & condition qu'elles puissent être; aux Révérens Archevêques, Evêques, Prélats & autres Personnes de l'Etat Ecclésiastique: Que Sa Majesté Portugaise faisant consister sa première obligation à veiller infatigablement à la conservation & sûreté de ses Royaumes & Vassaux, & à prévenir le péril dont ils sont menacez par l'union de la Monarchie d'Espagne à celle de France, soit par une réelle incorporation de l'Espagne & de ses Seigneuries à la Couronne de France, ce qui est déja quasi fait, quoi que sous les feintes apparences d'un Titre imaginaire, ou par une étroite union des intérêts de l'une & l'autre Monarchie, ce dont personne ne peut presentement douter; elle a tâché de prendre les moiens les plus proportionnez à la presente conjoncture, & à l'effet desiré. Dieu nôtre Seigneur, qui est le vrai Scrutateur des cœurs, & qui tient en sa puissante main ceux des Rois, est témoin que son intention n'est point, & n'a point été, d'ajoûter de nouveaux Royaumes & Provinces à sa Couronne, & que l'ambition, ni la vaine gloire, n'ont point eu de part à la résolution qu'il a prise, étant incontestable qu'il a méprisé les favorables occasions que les derniers tems lui ont offertes, & qui étoient suffisantes pour satisfaire toute ambition.

ANNO 1704.

Tout le monde sçait que la stérilité des Mariages du Roi Catholique CHARLES II. de bonne mémoire, sa santé débile & périlleuse, & la considération des prétentions du Dauphin à la Succession de ce Prince, donna lieu aux Puissances d'Angleterre & de Hollande de faire un Traité avec la France, par lequel on partageoit la Monarchie d'Espagne entre le Dauphin, & le Sérénissime Prince CHARLES Archiduc d'Autriche. Car la France se trouvant supérieure à l'Espagne & à tous ses Etats, étant pourvûe de beaucoup de Troupes fort aguerries, & ayant de puissantes Armées en mer, il étoit évident que le Roi Catholique venant à mourir sans enfans, cette Couronne s'introduiroit dans la possession de toute la Monarchie, laquelle étant incorporée à celle de France, il s'en formeroit un Corps si supérieur, & si formidable à tous les autres Royaumes & Etats de l'Europe, que bientôt ils se trouveroient soûmis au Despotisme de la France. Pour éviter cet éminent danger, on donnoit dans le Traité de Partage à l'Archiduc CHARLES, en cas de mort du Roi Catholique, les Royaumes & Etats, que ce Prince possédoit en Espagne, les Etats de Flandres, & les Royaumes de Sardaigne, Majorque & Minorque, avec les Indes, & tous les autres Etats, avec partie du Guipuscoa au Dauphin.

Le Roi Très-Chrêtien ne refusa point le tempérament de cette répartition, & après en être convenu par un Traite solemnel, conclu entre lui & les deux Puissances d'Angleterre & de Hollande, il couvia toutes les autres principales Puissances de l'Europe d'y entrer, particuliérement Sa Majesté Portugaise, à laquelle il en fit faire tout d'abord des instances, & qui y donna les mains, persuadée que ce chemin étoit le plus sûr pour conserver la Paix publique de l'Europe, & la délivrer du danger éminent qui la menaçoit. Ainsi il se fit là-dessus un Traité avec le Roi Très-Chrêtien dont lesdites Puissances d'Angleterre & de Hollande furent Garands.

Mais le Roi Catholique CHARLES II. étant mort à la fin de 1700. il parut un Testament en son nom, par lequel on déclaroit le Duc d'Anjou, second Fils du Dauphin, pour Successeur à la Monarchie. Alors le Roi Très-Chrêtien changea tout d'un coup de langage, & nonobstant le Traité de Partage peu auparavant conclu avec les trois Puissances, de Portugal, Angleterre, & Hollande, & sans égard pour la foi qui y étoit engagée, il accepta la Succession de la Monarchie d'Espagne pour son Petit-Fils. En même tems il écrivit une Lettre aux Gouverneurs de la Monarchie pendant l'Interrégne, dans laquelle il flatoit les Espagnols de l'espérance qu'il rétabliroit cette Couronne en son ancienne splendeur, & qu'il l'éleveroit au plus haut degré de Gloire, leur insinuant ainsi qu'il y réuniroit les Roiaumes & Etats qui en ont été séparez.

Cette résolution du Roi Très-Chrêtien prise au même instant que la nouvelle de la mort du Roi Catholique arriva, avec une manifeste infraction du Traité, & au mépris des Puissances qui y étoient intéressées, irrita extrémement l'esprit de ces mêmes Puissances, & plus encore l'Empereur qui n'avoit pas voulu y donner son consentement. Cependant, le Roi Très-Chrêtien ayant fait représenter à Sa Majesté Portugaise, par le Président Rouillé son Ambassadeur; Qu'il trouvoit plus convenable à sa tranquillité, & à celle de toute la Chrétienté, que la Monarchie d'Espagne toute entiére, & telle que la possédoit le feu Roi Catholique, demeurât unie sous un seul Prince (quoi qu'il dût lui en coûter, & à sa Couronne, une considérable portion de cette même Monarchie qui lui devoit appartenir par le Traité de Partage) Que ce Prince devoit être son Petit-Fils le Duc d'Anjou, en qui le feu Roi Catholique avoit reconnu le Droit incontestable du Dauphin, déclarant ledit Duc d'Anjou pour Successeur universel de tous ses Etats; Que la Monarchie d'Espagne seroit gouvernée par ses propres Loix, par ses Constitutions & Coûtumes, sans la moindre altération, ni dépendance de la France, de sorte qu'il n'y auroit rien de changé que la seule Famille régnante,

ANNO 1704.

ANNO 1704.

gnaute, celle de Bourbon étant placée au Trône au lieu de celle d'Autriche; Qu'ainsi toute l'Europe demeureroit au même état ou elle étoit avant la mort du Roi Catholique CHARLES II. : Et qu'enfin, le Roi Très-Chrêtien desirant renouveller les anciens Traitez, que son *Petit-Fils* en feroit de même, & qu'il feroit Garand de la Paix entre la Couronne de Portugal & celle de Castille.

Sa Majesté Portugaise ayant fait sur ces représentations la réfléxion que la circonstance du tems demandoit, il lui sembla qu'elle devoit sacrifier au bien de la Paix, la violation que la France venoit de faire du Traité de Partage, sur tout puis que l'Europe demeuroit à peu près au même état & constitution où elle étoit auparavant. Et pour éloigner de ses Royaumes toute inquiétude de Guerre, ce qui n'auroit pas été possible en permettant l'entrée de ses Ports aux Nations qui feroient la Guerre à l'Espagne, puis que l'incendie voisin auroit pû aisément passer en ses propres Etats, Sa Majesté fit un Traité avec le Roi Très-Chrêtien & avec son Petit-Fils, par lequel Sa Majesté Portugaise s'obligea tant seulement, à ne donner point d'entrée dans ses Ports aux Nations qui feroient la Guerre aux deux Couronnes, pour cause de la Succession du Duc d'Anjou, accordant cette commodité au seul Duc comme possesseur de la Monarchie, afin qu'elle pût servir à la sûreté des Royaumes de Portogal, & du moins à diminuer le danger de la Guerre. Mais comme il pouvoit arriver que les Puissances d'Angleterre & de Hollande ne voudroient pas consentir à la prohibition desdits Ports, & que l'on avoit avis qu'elles devoient s'allier avec l'Empereur pour venger l'infraction du Traité, & pourvoir à leurs intérêts & à leur conservation, le Roi Très-Chrêtien s'obligea d'envoier en Portugal le secours de Troupes & de Navires que Sa Majesté Portugaise jugeroit convenable & nécessaire en l'occasion.

Le Duc d'Anjou céda aussi à la Couronne de Portugal le Droit, que celle de Castille prétendoit avoir aux Terres situées au rivage Septentrional *del Rio de la Plata*, où se trouve établie la Colonie *del Sacramento*, & il s'obligea d'indemniser la Compagnie Royale des Indes, ou les Vassaux de ladite Couronne de Portugal étant intéressez pour de grandes sommes, ont fait aussi de très-grandes pertes, par les contraventions que le Gouvernement d'Espagne a faite aux conditions de leur Contract, quoi qu'il eût été autorisé par les deux Couronnes de Castille & de Portugal.

L'observation de ce Traité fut très-conforme à celle du précédent, car le Roi Très-Chrêtien ayant fait sçavoir par le Président Rouillé son Ambassadeur à Sa Majesté Portugaise, que les Armées que les Puissances d'Angleterre & de Hollande équipoient, étoient destinées contre les Ports & Flottes de Portugal, Sa Majesté déclara en tems convenable, qu'elle souhaitoit qu'on lui envoiât un médiocre nombre de Vaisseaux pour aider à la défense du Commerce de ses Sujets, & des Côtes de ses Royaumes, mais on ne lui en envoia pas le tiers de ce qu'il en avoit demandé, le Ministre de la Cour de France se trouvant obligé à déclarer à celle de Portugal qui sollicitoit ce secours dû, que la Couronne ne se trouvoit pas en état de satisfaire à cette obligation, & que le Roi Très-Chrêtien reconnoissoit que celle de Portugal demeuroit dégagée du Traité qu'elle avoit conclu avec lui, & avec son Petit-Fils, sous la condition du secours.

La ponctualité avec laquelle le Duc d'Anjou accomplit son Traité, ne fut pas différente de celle du Roi Très-Chrêtien son Ateul, car il ne satisfit point aux sommes qu'il devoit payer à la Compagnie des Indes, il ne la délivra point des vexations & violences qu'on lui faisoit selon qu'il avoit été stipulé, mais au contraire on lui fit les plus grandes oppressions, & le Gouverneur de *Buenos-Ayres*, par des ordres secrets de la Cour, contraires à ceux qui avoient été publiquement expédiez en vertu du Traité, empêcha aux Vassaux de Sa Majesté Portugaise l'usage des Terres adjacentes à la Colonie *del Sacramento*, par un Blocus ouvert.

Toutes lesquelles choses justifient assez la conduite du Roi de Portugal dans sa séparation du dernier Traité avec le Roi Très-Chrêtien & son Petit-Fils, & le ressentiment qu'il a de tant d'infractions réitérées. Cependant, il y faut ajoûter, qu'à peine le second Traité fut conclu, que le Roi Très-Chrêtien commença à montrer que son dessein étoit d'unir la Monarchie d'Espagne à la sienne, la gouvernant à son plaisir en toutes choses, sans en excepter les plus grandes, ni les plus petites affaires. Les Négociations & les Ambassades commencérent à être dirigées, non par les simples insinuations, mais les ordres exprès de la Cour de France. Les Vice-Roiautez & Gouvernements des Royaumes, Provinces, & Seigneuries d'Espagne, les Présidences des Conseils, les Archevêchez, Evêchez, & Prélatures, les Commanderies, Places, Postes, Charges Militaires & Politiques, & généralement tout l'utile & l'honorable, dépendit entiérement de la presentation des Ministres François. Les Avant-murs de la Monarchie, Flandres, & Milan, furent occupez par les armes de France sous le spécieux prétexte d'Auxiliaire. Les Grands d'Espagne, que les Rois avoient mutuellement élevez à un degré voisin de leur Souveraineté Royale, se virent opprimez & outragez. On a obligé plusieurs d'entr'eux à s'aller humilier à Paris sous le Gouvernement Despotique de la Cour de France, & on les a égalez aux Pairs, & les Pairs à eux, comme si ce n'étoit plus qu'une même Nation, & qu'ils ne servissent tous qu'un seul Roi. Le Sacré Tribunal de l'Inquisition a été opprimé en son Chef, & en ses Membres. Les Banniéres de l'Armée Royale d'Espagne ont été obligées de céder dans ses propres Mers à celles de France. Le Commerce des Indes qui n'est pas permis même à tous les Vassaux de la Monarchie d'Espagne, mais seulement à ceux de la Couronne de Castille, a été ouvert aux François, à la ruine manifeste de toute l'Espagne. Enfin, tous les Espagnols ont été méprisez, opprimez, & traitez en esclaves par les Ministres & autres Personnes de la Nation Françoise; quoi que souvent ceux-là fussent de la plus grande qualité, & ceux-ci de la plus vile condition, l'Illustre Nation Espagnole se trouvant ainsi réduite sous le joug François, & voila à quoi se sont terminées les promesses qu'on lui avoit faites de la relever, & de la rétablir dans son ancienne splendeur.

Il n'est pas nécessaire de particulariser les personnes & les affaires dont on pourroit tirer la démonstration de ce qu'on vient de dire. Il est connu non seulement à tous les Espagnols, mais aussi à toute l'Europe, que les Grands ont été obligez de se soûmettre à servir en des Ministéres non convenables à leur Grandeur, ou à chercher azile dans les Païs étrangers, abandonnant leurs Maisons & Etats, pour conserver les Honneurs & Prérogatives, héritées de leurs Ancêtres. Puis pour avilir par tous moyens cette haute Dignité, la France y a admis des Personnes qui ne pouvoient y aspirer, ni par leur qualité, ni par leur mérite, & qui en effet n'y ont été poussez que parce qu'ils se sont rendus les instrumens de l'esclavage de leur Patrie; des personnes enfin, qui semblables à des vipéres, meurtriéres de la Mere qui leur avoit donné le jour, n'ont emploié leurs soins & leurs peines qu'à sustenter & nourrir le cancer vorace de la Monarchie.

Le dessein de la France pour unir la Monarchie d'Espagne à sa Couronne, & la mettre au rang des autres Provinces conquises, étant donc découvert, & la séparation & indépendance de l'Espagne ayant été au contraire la base & le fondement du Traité conclu avec le Roi Très-Chrêtien & son Petit-Fils, Sa Majesté Portugaise voyant une Nation si Illustre & heroïque traitée avec mépris & oppression comme une Nation conquise, Elle a été obligée de chercher d'autres moyens & d'autres voyes que ceux qu'elle avoit pris, pour assurer ses Royaumes, & tâcher à rompre les fers dont l'ambition Françoise a chargé la Nation Espagnole. D'ailleurs, il est de la réputation de Sa Majesté, entre les mains de laquelle Dieu a mis une partie de l'Espagne, sçavoir la Lusitanie, de travailler à la Liberté de tout le nom Espagnol, & de l'affranchir de l'opprobre d'une Domination étrangere & violente.

C'est pourquoi, du consentement unanime de toutes les Puissances engagées dans la grande Alliance, & avec l'approbation générale de celles-là même qui ne s'y intéressent que par leurs vœux & affections, il sembla que le meilleur, le plus juste, le plus prompt, & le plus efficace moïen pour parvenir à ces deux fins seroit, que Sa Majesté Imperiale, & son Fils aîné le Serenissime Roi des Romains, cédassent & renonçassent, en faveur de l'Archiduc CHARLES d'Autriche, Fils puis-né de Sadite Majesté

ANNO 1704.

jesté Imperiale, & Frere dudit Roi, le Droit qui leur appartenoit à la Succession de la Monarchie d'Espagne. Et en effet, quand même le Droit de cette Renonciation & Cession, ne feroit pas entiérement indisputable, comme il l'est du consentement commun de tous, il faudroit pourtant que pour l'éluder, les Partisans de la France, qui ne peuvent être autres que les François, & ceux qui se sont laissez corrompre par eux-mêmes, en vûe de quelque intérêt, soûtinssent la maxime du monde la plus execrable, & de la plus pernicieuse conséquence pour le Genre-Humain, sçavoir, que la foi des promesses des Rois est vaine & insubsistante, lors que l'execution se trouve contraire à leurs intérêts, quoi que cette foi ait été fortifiée par la solemnité des Traitez, & par le sacré lien du Serment, comme il fut notoirement pratiqué au Traité des Pirenées, d'où vient que le premier soin des Défenseurs de la France, consiste à fonder & persuader cette Doctrina.

Sa Majesté Portugaise promit donc, par un Traité solemnel qui fut conclu avec Leurs Majestez Imperiale & Britannique, & avec les Etats Généraux des Provinces-Unies, que lors que la Renonciation à la Monarchie d'Espagne feroit faite par Sa Majesté Imperiale, & par le Roi des Romains, en faveur du Serenissime Prince CHARLES Archiduc d'Autriche, toutes les quatre Puissances Alliées concourroient à mettre ce Prince sur le Trône d'Espagne, sans qu'aucune d'Elles pût faire la Paix avant de l'y avoir établi. Et comme Sa Majesté Imperiale a satisfait à son obligation touchant la Renonciation, laquelle a été aussi aprouvée par le Roi des Romains, & que le Serenissime Archiduc CHARLES a été reconnu pour legitime Roi d'Espagne, non seulement par l'Empereur son Pere, & par le Roi des Romains, mais aussi par toutes les Puissances de la Ligue, & autres Princes, ainsi que tout le monde sçait, & que ledit Roi Catholique CHARLES III. est arrivé dans les Royaumes de Sa Majesté Portugaise pour mettre en execution un dessein si juste & si salutaire à la tranquillité de toute l'Europe, Sa Majesté Portugaise a trouvé bon, avant que de commencer aucune operation d'Armes, non seulement de déclarer les divers motifs qui l'y portent, mais aussi de representer à la Noble Nation Espagnole, que c'est ici la conjoncture la plus propre, & même l'unique qu'elle puisse avoir, pour recouvrer sa Liberté, sa Réputation & sa Gloire, en excluant du Trône Roïal de la Monarchie, un Prince qui est de la Famille la plus contraire à ses intérêts & à son héroïque réputation; & lequel elle n'a admis qu'à son grand regret, se voiant forcée à prendre cette résolution par la terreur & la violence des Armes du Roi de France qui ne lui laisse uniquement que le titre de Roi, & qui s'arroge au reste le commandement absolu de la Monarchie.

La Noblesse d'Espagne, & tous ses Peuples & Etats, ont vû & experimenté l'insubsistance des promesses flateuses de la France, & que l'augmentation promise de la Monarchie s'est changée en une servitude injurieuse, & indigne de toute ame noble & généreuse, telles que doivent être celles des vrais Espagnols. C'est à eux de considérer ce qu'ils devroient attendre, si la grande Alliance venoit à se dissoudre, & qu'ils demeurassent sous le joug de la France, puis que cette Couronne les traite avec si peu d'égard, dans le tems même que tant de Puissances sont armées pour l'obliger à ne pas excéder les bornes de la Raison, & pour delivrer les Espagnols de l'oppression où elle les tient. Qui peut douter qu'elle acheveroit de les réduire à la derniére misére? Elle les regarderoit comme des Peuples, qui se seroient rendus à la discrétion du Vainqueur, & on laisse à juger s'il y a lieu d'espérer de rencontrer facilement une autre conjoncture semblable à celle-ci, dans laquelle quatre Puissances si grandes & si propres à travailler avec succès à la Liberté de la Monarchie Espagnole, se sont unies pour cette bonne fin.

Toutes ces considérations font croire, que les Espagnols rassurez contre la crainte de la France qui les a obligez à prendre pour leur Roi le Fils puisné du Dauphin, & voyant à present tant de Puissances accourir à leur aide avec des Forces de Terre & de Mer supérieures à celles de France, agiront vaillamment de leur côté pour leur honneur, leur réputation, leur gloire, & leur Liberté, rejettant un Prince qui a occupé le Trône de leur Monarchie par violence, & recevant celui qu'ils souhaitoient ardemment d'avoir en Espagne au tems de la mort du Roi CHARLES II. pour lui remettre le Sceptre en main. Il est certain que le Droit de ce Prince à la Couronne d'Espagne est incontestable par la Renonciation de l'Empereur son Pere, & du Roi des Romains son Frere, que ses héroïques vertus sont dignes de la Couronne d'une si grande & si opulente Monarchie, & qu'elles sont égales ou supérieures à celles des glorieux Princes d'Autriche, qui ont porté le Sceptre d'Espagne pendant deux Siécles; tems heureux sous lequel l'Illustre Nation Espagnole a été élevée au plus haut comble de la gloire, les Espagnols & tous les autres Vassaux de la Monarchie étant alors gouvernez avec un amour semblable à celui d'un Pere pour ses Enfans, au lieu que depuis le peu de tems qu'ils vivent sous le Gouvernement François, ils n'ont éprouvé que rigueur & oppression.

ANNO 1704.

Toutefois, si les Espagnols, ou préoccupez par une terreur panique du pouvoir de la France, ou infatuez des chimériques persuasions des François qui mêlent le faux avec le vrai-semblable, & cachent leur venin sous des apparences agréables, venoient à fermer les yeux & les oreilles à tant d'évidence, & que devenant cruels à eux-mêmes, ils voulussent aider leurs mortels & irréconciliables Ennemis les François, pour achever d'opprimer leur Liberté, Sa Majesté ne pourra se dispenser, en aidant le Roi Catholique CHARLES III. & protégeant la justice de sa Cause par ses Armes & celles de ses Alliez, de tâcher à donner par force aux Espagnols le remede qui leur est nécessaire. Sa Majesté en usera en tel cas avec eux, comme on fait avec les frénétiques & les létargiques, auxquels il est nécessaire, pour leur conservation de tirer du sang, quoi qu'ils ne le souhaitent pas & qu'ils y résistent, parce que les uns & les autres n'ont pas les opérations de l'Entendement & de la Raison libres, & qu'ils ne sont pas en état de raisonner, ni de connoître leurs propres intérêts. Ainsi, tout le sang Chrêtien qui sera répandu pour cette cause, & tous les dommages qui en résulteront, seront imputez à ceux qui prétendent soûtenir un Prince injuste possesseur d'une Monarchie qui appartient de tout Droit au Roi Catholique CHARLES III.

XLVIII.

Renovirte und auf fünff-Jahr prorogirte Defensiv-Allianz zwischen Carl den XII. König in Schweden an einem/ dann Ihro Churfürstl. Durchleucht/ wie auch dem Hertzog Georg Wilhelm zu Braunschweig und Luneburg andern Theils/ zu beschutzung und sicherheit dero Land und Leuthen wieder alle feindliche Ueberfälle/ und andere denen Creyß Constitutionibus entgegen lauffende exactiones und beschwerden/ aufgerichtet/ zu Stockholm den 28. April 1704. Sambt Articulis Separatis, enthaltend die beschutzung des Fürstl. Hauses Schleßwig-Hollstein wieder die Cron Dennemarck/ wie auch Conservirung der Ruhe in dem Unter-Sächsischen Creyß/ geben wie oben. Nebst noch einem Articulo Separato, die beschutzung des Landes Hadeln betreffend. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv Part. Spec. Continuat. II. Absatz. IX. pag. 1025.] 18. Avril.

C'est-à-dire,

Alliance Defensive renouvellée & prorogée pour cinq ans, entre CHARLES XII. *Roi de Suede d'une part; le Serenissime Electeur de* BRUNSWICH LUNEBOURG *& le Duc* GEORGE GUILLAUME *d'autre part, pour la seureté, & defense de leurs Etats contre toute Hostilité, & contre toute Exaction, ou Vexation qui seroit contraire aux Constitutions du Cercle. A Stocholm le 28. Avril 1704.* Avec les ARTICLES SEPARE'S *pour la Commune Defense*

&

ANNO 1704.

& Assistance de la Maison Ducale de SLES-WICH-HOLSTEIN *contre la Couronne de* DANNEMARC *& pour maintenir la Tranquilité dans le Cercle de la Basse Saxe, dudit jour 28. Avril 1704.* ET UN AUTRE ARTICLE SEPARE' *pour la Defense particuliere du Païs de Hadeln, dudit jour 28. Avril 1704.*

KUnd and zu wissen sey hiemit jedermänniglich / daß zwischen der nunmehr in GOTT ruhenden Königlichen Majestät von Schweden glorwürdigsten Andenckens / und dem gesambten Fürstlichen Braunschweigischen Hause den 3. October Ao. 1690. eine defensiv-Bündnis auf 3. Jahr geschlossen / selbige auch hernach zwischen der jetzt regierenden Königlichen Majestät von Schweden / und der jetzt regierenden Churfürstlichen Durchlauchtigkeit zu Braunschweig Lüneburg / wie auch Herrn Hertzogen Georg Wilhelm zu Braunschweig und Lüneburg Durchl. unterm 10. Martz 1698. erneuret / und auf 5. Jahr erstrecket / von beyden Seiten aber vorbehalten worden / darüber / gegen Ablauff ermelter fünffjährigen Frist / Handlung pflegen zu lassen; daß demnach zwischen vorhöchstgedachter jetzo regierenden Königlichen Majestät von Schweden und Churfürstlichen Durchl. zu Braunschweig und Lüneburg / wie auch Herrn Hertzogen Georg Wilhelm zu Braunschweig und Lüneburg Durchl. hierunter benandten Ministris in Krafft der ihnen desfalls ertheilten zu Ende dieses Tractats angefügten Special Vollmachten / wegen weiterer Continuirung obmehrgedachter defensiv-Bündnis abgeredet und geschlossen worden / wie folget:

1. Soll diese Zusammensetzung und defensiv-Allianz zu keines Menschen Offension oder Beleidigung / weniger wider die Römische Kayserliche Majestät oder das Römische Reich / sondern allein dahin gerichtet und angesehen seyn / daß Ihro Königliche Majestät auch Chur- und Fürstliche Durchlauchtigkeit eine gute vertrauliche Correspondence in allen besagten dero Länder Sicherheit und Beruhigung concernirenden Fällen pflegen / und dahin mit zusammen gesetzten Kräfften arbeiten wollen / daß / wie oberwehnet / dieselbe / und die darinnen gesessene Unterthanen / sowohl für allem feindlichen Ein- und Uberfall / alß andern denen Reichs und Creiß-Constitutionibus und Executions-Ordnung entgegen lauffenden Invasionen / Exactionen und andern Violentien und Beschwerden / wie selbige in nechstfolgenden 3. Art. specificiret / und sonsten Nahmen haben / auch von wem / und unter welcherley prætext dieselbe geschehen und herrühren möchten / befreyet / und in ihrer Consistence und friedlichen Zustande erhalten werden mögen.

2. Zu welchem Ende dann Ihro Königliche Majestät und Chur- und Fürstliche Durchl. Dl. einander im rechten Vertrauen mit Raht und That desfalls festiglich bey einander halten / einer des andern Bestes befördern / Schaden und Arges warnen und wehren / über allen Begebenheiten / woraus Unruhe und Gefahr entstehen könte / wie auch was zu derer Abwendung gereichen möchte / fleißig und vertraulich communiciren / auch sich angelegen seyn lassen / mit einander solche mesures zu nehmen / welche dem Reiche und dessen allgemeinen Frey- und Sicherheit zuträglich seyn mögen; Wie sie dann auch ihren auf Reichs- und Creyß-Tagen und sonsten habenden Ministris anbefehlen wollen / vertrauliche Correspondenz und Communication mit einander zu pflegen.

3. Diesemnechst wird in Krafft dieser Alliance beyderseits versprochen / daß / daferne entweder Ihre Königliche Majestät oder Ihre Chur- und Fürstliche Durchl. Durchl. in ihren hierunter benahmten Landen und Provinzen / oder an ihren Rechten / denen Reichs Satzungen zuwider / angegriffen / oder jetztbesagte dero Lande mit Werbungen / Muster Plätzen und Einquartirungen / Standquartieren / Durchzügen / Contributions-Proviant- und Munitions-Lieferungen / oder dergleichen Auflagen und Zumuthungen graviret / turbiret / und verfolget werden / oder daß solches geschehen würde / gewisse Nachricht vorhanden seyn solte / man andern Theils sich dessen treulich annehmen / und die in diesem Fœdere versprochene Hülffe würcklich und effective zu leisten verbunden seyn / keiner der Alliirten aber von den andern um Hülffe requiriret werden solte / wenn dieser / ohne vorhero mit jenem gepflogene Communication und dessen Beyfall / jemand attaquiren oder gewaltthätig angreiffen / und darüber in seinen Landen oder an seinen Juribus von dem Attaquirten oder dessen Bunds-Genossen angegriffen / oder vergewaltthätiget werden solte.

4. In solchem Fœdere soll nun an Seiten Ihrer Königlichen Majestät und der Cron Schweden die Hertzogthümer Brehmen / Vehrden und Pommern / das Fürstenthum Rügen / wie auch die Stadt und Herrschafft Wißmar / und was dazu gehörig / an Seiten Ihrer Chur- und Fürstlichen Durchl. Durchl. zu Braunschweig und Lüneburg aber alle denselben zustehende und gegenwärtig besitzende Lande / ohne allem Unterscheid und Exception, in specie auch die Lauenburgische Lande eingeschlossen seyn; Weilen jedoch Ihro Königliche Majestät von Schweden / durch diese Inclusion des Lauenburgischen in das jetzige Fœdus niemanden an seinen etwa habenden Recht zu præjudiciren gemeinet / und die Hülff-Leistung wegen des Lauenburgischen nicht contra legitimum viam juris, sondern nur lediglich contra viam facti, und wann Ihro Chur- und Fürstliche Durchl. mittelst einiger Thätligkeit im Lauenburgischen / von wem / und unter was Prætext es auch seyn möchte / turbiret werden solten / zu præstiren sich verbinden / um den Ruhestandt und die Sicherheit des Nieder-Sächsischen Creysses wider alle Turbationes und Actualitäten / wie die Nahmen haben mögen / zu mainteniren; So bleibet im übrigen einem jeden seine vermeintliche Prætension am Lauenburgischen rechtlich auszuführen unbenommen. Was das Stifft Oßnabrück betrifft / so ist zwar auch dasselbe der Eingangs angezogener Allianze vom 3. October 1690. Art. 4. mit eingeschlossen gewesen, Es ist aber jetzo beyderseits beliebet / daß nunmehro solches Stifft aus dieser Alliance zu lassen / biß der Casus Instrumenti Pacis, wegen der Alternation im Stifft Oßnabrück / für das Hauß Braunschweig Lüneburg wiederum existiren wird; Alß auch von Seiten Ihro Königliche Majestät von Schweden wegen Inclusion der Pfaltz-Zweybrückischen Landen in das jetzo renovirende Fœdus, Erwehnung und Instanz geschehen; So haben zwar Ihro Chur- und Fürstliche Durchl. Durchl. zu Braunschweig und Lüneburg dero in diesem Fœdere übernommenes quantum an Mannschaffe in eventum nach gedachten Zweybrückischen Landen würcklich marchiren zu lassen / aus denen deßwegen vorgestellten Ursachen sich nicht entschliessen können / gleichwohl aber versprechen dieselbe hiermit und Krafft dieses / daß wann mehrgedachten Pfaltz-Zweybrückischen Landen eine solche Gefahr zustossen würde / daß Ihro Königliche Majestät von Schweden ihre Völcker aus dero denen Braunschweig- und Lüneburgischen Landen nechst gele-

ANNO 1704. gelegenen Teutschen Provincien nach dem Zweybrückischen zu schicken / obligiret werden solten / Ihro Chur und Fürstliche Durchl. Durchl. alßdann den dadurch verursachenden Abgang durch besagtes dero Hülffs-Quantum ersetzen / solches in vorgedachten Ihro Königlichen Majestät von Schweden Teutsche Provincien verlegen / und zu derer Defension gebrauchen lassen wollen.

5. Was das Quantum betrifft der Volck-Hülffe / womit beyderseits Alliirte existente casu Fœderis einer dem andern zu assistiren gehalten seyn sollen; So ist für diesmahl verglichen / daß Ihro Königliche Majestät von Schweden / dafern Ihro Churfürstliche und Fürstl. Durchl. Durchl. zu Braunschweig und Lüneburg insgesambt / oder deren einer / feindlich angegriffen / oder auf oberwehnte Masse beleidiget / oder beschwehret werden solte / auf Erfordern mit 6000. Mann / alß 1000. zu Pferde an Reutern oder Dragonern / und 5000. zu Fuß von dero in Teutschland haltenden Miliz, und hingegen / da Ihro Majestät von Schweden in obgemelten dero Provinzen vorgesetzter massen attaquiret werden solten / Ihro Chur- und Fürstl. Durchl. Durchl. zu Braunschweig und Lüneburg insgesambt derselben gleichfalls mit 6000. Mann / als 1000. zu Pferde an Reuterey oder Dragonern / und 5000. zu Fuß assistiren wollen und sollen. Da auch bey anscheinender Gefahr von ein oder anderen Theil ein mehrers noch verlanget werden möchte / ist abgeredet und versprochen / die Hülff-Leistung nach vorheriger deshalber zwischen beyden hohen Theilen gepflogenen Communication auf 8000. Mann zu extendiren / und wenn hierunter / oder auch unter dem zuförderst ermelten Hülff-Quanto der 6000. Mann mehrere Cavallerie, alß bereits genennet / erfordert werden möchte / soll selbige nach vorhero desfalß gepflogener Unterhandlung / nach Billigkeit gegeben / jedoch das Augmentum der Cavallerie nach der gewöhnlichen Proportion einen Reuter oder Dragoner für 3. Fantassins zu rechnen / abgezogen werden.

6. Solte aber die jetzt benandte vereinbarte Hülffe noch nicht zulänglich seyn / und dem requirenten von seinen Feinden so hart zugesetzet werden / daß er mehrer Hülffe bedürffte; Auf solchem Fall wollen beyderseits Contrahenten die Hülffe / nachdem es die Noth erfordert / vergrössern und erhöhen / auch alßdenn mit einander sich darüber vereinbaren / was zu beyderseits mutuellen Sicherheit und Convenienz vonnöthen seyn möchte; Es bleibet auch in des requirenten Willkühr / ob er die stipolierte Hülffe / befindenden Umbständen nach / nicht gantz sondern nur zum Theil begehren wolle / jedoch sollen die Hülffs-Trouppen, welche also gesandt werden / ausser sonderbahren Noth-Fällen / ohne des requisiti Willen und Consens von einander nicht getrennet noch separiret werden.

7. Und obzwar der Requisitus eben nicht verbunden / mit dem den requirenten attaqoirenden Theil selbst in Ruptur zu treten / ihm auch freystehet / bey demselben alle gütliche Officia zu Abwendung der Gefahr und Reparirung des dem beleidigten Bundes-Genossen bereits zugefügten Schadens / zu interponiren / und zu versuchen / ob die Sache in Güthe und ohne fernere Weitläufftigkeit componiret werden könne; So soll jedoch derselbe nichts destominder die in dieser Allianz versprochene Hülffs-Völcker / sobald immer möglich / und längstens innerhalb den nächsten 3. a 4. Wochen nach beschehener Requisition, ohne einige Aus- und Wider-Rede / unter was Prætext es auch sey / zu sistiren / und an den Ort / welchen der Requirent benennen wird / würcklich anmarchiren zu lassen / auch mit der Hülffe zu continoiren / gehalten seyn / bis daß der beleidigte Theil in seinen vorigen Stand / worinnen er ante turbationem vel invasionem gewesen / plenarie restituiret und erstattet sey / es wäre dann / daß der Assistent in denen in diese Allianz eingeschlossenen Landen und Orten überzogen oder vergewaltthätiget / und derselbe zu seiner eigenen Defension und Rettung der Auxiliar-Völcker gantz oder zum Theil vonnöthen haben möchte / oder auch der Requisitus eine eben so grosse oder grössere Volck-Hülffe einem andern seiner in diesem Fœdere nicht begriffenen Bundes-Genossen / wider selbigen Feind und Aggressorem allbereit geschickt hätte. Dafern jedoch jetztgemelte Volck-Hülffe nicht so hoch / alß das in dieser Allianz beyderseits versprochene und stipulirte Quantum seyn solte / soll der Requisitus schuldig seyn / das übrige / was zu völliger Ergäntzung des in diesem Recess bewilligten Assistenz-quanti annoch erfordert wird / dem Requirenten zuzuschicken / geschehe aber der Angriff oder Einfall von einem neuen Aggressore, soll alsdenn solches pro casu Fœderis gehalten / und die darum versprochene Hülffe geleistet werden. ANNO 1704.

8. Da aber der Requisitus wegen solcher leistenden Hülffe / oder sonsten feindlich angegriffen / und also beyde Theile in einen Krieg verwickelt werden solten / soll keiner in einige Handlung von Frieden oder Suspension der Waffen sich einlassen / viel weniger darunter etwas schliessen / es sey denn mit des andern guten Belieben und vollkommener Concurrenz, und daß zuförderst dem beleidigten Theil der erlittene Schaden gut gethan und erstattet werde.

9. Die nöthige Feldt-Artillerie und Munition verschaffet ein jeder den Seinigen / nach Proportion der Völcker / und wie es die sich ereignende Occasion und Nothwendigkeit erfordert / und ist in specie wegen der Artillerie abgeredet / daß ein jeder die nöthige Feldt oder Regiments-Stücke für seine Völcker / alß etwa auf eine jede Bataillon zwey dreypfündige Feldt-Stücke / sambt ihrer Zugehör / die übrige schwere Stücke oder Mörser aber / so zu einer Belagerung vonnöthen / sambt deren Requisitis an Constableren / Pferdten / Geschirr / Munition und dergleichen / der Requirent hergeben und verschaffen / jedoch aber der Requisitus, wenn er dergleichen in der Nähe und in Vorrath hat / und desselben ohne Schaden entbehren kan / auf nöthigen Fall / und des Requirenten Begehren / demselben gegen billigmäßige Satisfaction damit an die Hand geben soll.

10. Soll zwar derjenige / welcher die Hülffe leistet / seine Auxiliar-Trouppen mit behöriger Verpflegung und Gage versehen / der Requirente aber die Verfügung thun / daß denenselben das benöthigte Proviant und harte Futter / umb billigen Preiß / und wie ers für seine Völcker haben kan / (derentwegen denn von Monathen zu Monathen richtige Zahlung zu thun /) zur Hand geschaffet / und überlassen werden mögen / Rauch-Futter und Greserung aber / wird denen Hülffs-Völckern in des Requirenten Landt / ohne Entgeldt / jedoch / nach jeden Theils gemachten Reglement, und auf gehörige Anweisung gereichet.

11. Damit denn auch die ungleiche Besoldung und Tractamenten der also bey einander stehenden Trouppen keine Ungelegenheit verursachen möge / so wollen Ihro Königliche Majestät und Ihro Churfürstliche Durchl. sich so fort bey Conjunction derselben einer gleichmäßigen Verpflegungs Ordonnanz, sambt einem Anschlag / wie das Proviant und hart Futter zu bezahlen / vergleichen / auch dabenebst zu desto mehrer Verhütung aller Confusion, wegen Formirung der Regi-

menter

ANNO 1704. menter und Compagnien/ und anderer dergleichen Sachen und Particularien/ eine gewisse Abrede nehmen/ damit/ soviel möglich/ durchgehende Gleichheit in allen Dingen observiret/ und alle Verwirrung desto besser eviriret werden könne.

12. Wann nun die Conjunction der Trouppen, wie obgesagt/ würcklich geschehen/ bleibet bey jedem commandirenden Officieren/ bey denen ihm untergebenen Hülffs-Völckern/ das Commando un Justiz über selbige/ ohne einige Hinderung und Eingriff. Es soll aber derselbe/ damit die Unterthanen auf keinerley Weise beschweret/ sondern dieselbe bey den Ihrigen geruhig bleiben/ und also die von denenselben und andern Orten benöthigte Zufuhr der Lebens-Mittel/ und anderer Nothwendigkeiten nicht gehindert werden mögen/ gute Ordre und Kriegs-Disciplin zu halten/ und die Ubertreter/ ohne einigen Aufschub/ connivence oder andern Außflüchten/ als dann exemplariter zu bestraffen/ schuldig seyn/ soviel aber das General-Commando in dem Felde/ und denen Actionibus militaribus betrifft/ bleibt solches demjenigen Alliirten/ welchem die Hülffe zugesandt wird/ und dessen General unstreitig/ jedoch dergestalt/ daß nichts haubtsächliches vorgenommen werde/ ohne daß die Sache vorhero im Kriegs Rath/ und in Beyseyn des von dem Requisito geschickten Generals, oder commandirenden Officiern/ überleget und resolviret werden.

13. Damit dann auch aus gleichheit/ und Proportion der Chargen/ umb so weniger Irrungen und Mißverstände erwachsen mögen/ so soll derjenige von denen Alliirten/ so der Hülffe benöthiget/ beyzeiten anzeigen/ was vor ein Haupt er zum General-Commando gebrauchen wolle/ damit der assistirende Theil sich darnach richten/ und einen solchen Ober-Commendanten/ mit seinen Hülffs-Trouppen, welcher unter seinem Commando stehen kan/ schicken möge.

14. Wollen beyderseits Confœderirte einer dem andern/ und den Alliirten Ständen des Nieder-Sächsischen Crayßes mit keinen unnöthigen Durchzug beschwehrlich fallen/ sondern deren Lande darum/ so viel immer möglich/ verschonen/ und sich einer andern Route bedienen/ da es aber die unumgängliche Nothwendigkeit erfordert/ einen Durchzug zu begehren/ soll zwar derselbe verstattet/ jedoch dabey exacte Ordre und Disciplin gehalten/ von dem Herrn aber/ durch dessen Land der Durchzug genommen wird/ die Verfügung geschehen/ damit denen marchirenden Völckern das benöthigte Proviant, Hart-und Rauch Futter/ wie auch andere Nothwendigkeiten herbey geschafft werden mögen/ welches alles dann in solchem Preiß bezahlet/ und es sonsten desfalls dergestalt gehalten werden solle/ wie es das mit beyderseits Gutfinden aufgerichtete March-Reglement mit sich bringet und erfordert.

15. Diese Bündnis soll fürs erste auf 5. Jahr sich strecken/ jedoch daß auf dem Fall/ da bey Verfliessung solcher Zeit/ man zu Rettung eines oder der andern der Herren Alliirten/ und dessen Land in würcklicher Action begriffen seyn würde/ alsdann die Hülffs Völcker nicht ehe/ biß daß sothane Operation, und dem beleidigten Theil Satisfaction geschehen/ zurück geruffen/ sondern dabey gelassen werden solle.

16. Wann auch nach Verfliessung solcher 5. Jahren Ihro Königliche Majestät und Fürstl. Durchl. Durch. dieses Fœdus zu prolongiren nöthig finden/ wollen dieselbe in Zeiten/ und etwa 6. Monath vor deren Ablauff darüber weiter conferiren/ und Handlung pflegen lassen.

17. Letzlich ist hiebey verabredet und versprochen worden/ daß die Ratification derer beederseits Herren Contrahenten über diesen Tractat, innerhalb den nechsten 2. Monathen a dato, oder eher/ wann es möglich/ zu Stockholm ausgewechselt werden sollen. ANNO 1704.

In Urkunde dessen/ was obstehet/ ist dieser Tractat in Triplo ausgefertiget/ und von Ihro Königl. Maj. und Ihren Chur und Fürstlichen Durchl. Durchl. dazu bevollmächtigten Ministris unterschrieben und besiegelt/ so geschehen Stockholm den 28ten April 1704.

Guldenstolp.

Polus.

Lilienroth.

Bergenhielm.

Snolzky.

T. Grote.

Articuli Separati.

DEmnach die zwischen Ihro Königlichen Majestät in Schweden an einer/ und Sr. Churfürstl. Durchl. zu Braunschweig und Lüneburg/ sambt Herrn Hertzogen Georg Wilhelms zu Braunschweig Lüneburg Durchl. an anderer Seiten/ unter heutigem dato renovierender Defensiv-Alliance, nicht allein zu beederseits Confœderirten mutuellen defension und Sicherheit/ sondern auch zu Erhaltung des Ruhestandes im Nieder-Sächsischen Creyße/ zumahlen ratione ihrer respective daselbst tragenden Creyß-Aempter angesehen; Alß wollen beyderseits hohe Theile die Tranquillitæt solchen Creysses insgemein/ denen Reichs Constitutionen gemäß/ ihnen sorgfältig angelegen seyn lassen/ haben auch zu solchem Ende für diensahm befunden/ wegen einiger special Casuum, woraus zu Stöhrung des Ruhe-Standes in vorbesagtem Creyß besorglich am meisten Anlaß erwachsen könte/ sich nach Einhalt der hiernechst folgenden Separat-Articuln zu vergleichen.

1. Demnach beede hohe Theile den zwischen der Cron Dennemarck und des nunmehro in GOtt ruhenden Herrn Hertzogen Friedrich zu Schleßwig Hollstein Durchl. zu Travendahl den 18ten Augusti 1700. errichteten Friedens-Recess mit denen dazu gehörigen Articulis separatis durch ausgestellte besondere Acten guarantiret, So bleibet es nicht allein bey dem Inhalt solcher guarantie-Acten/ sondern es ist auch hiemit verglichen/ daß/ wann das Fürstliche Hauß Schleßwig Hollstein Gottorff sothanen Travendahlischen Friedens-Recess zuwider/ auf einigerley Weise beeinträchtiget/ beunruhiget oder angegriffen würde/ solches ein Casus der Eingangs ermelten ietzo renovirenden Defensiv-Alliance mit seyn/ und in solchem Casu vorhochbesagtem Hause Schleßwig Hollstein Gottorff der Effect jetzt ermelter renovirender Defensiv-Alliance völlig und ohnweigerlich geleistet werden solle.

2. Demnach der Art. 8vus mehrangezogenen Travendahlischen Friedens-Recessus klare Maß giebet/ wie es wegen des Pacti gehalten werden solle/ welches das Fürstliche Hauß Schleßwig-Hollstein Gottorff Anno 1647. mit dem Thum-Capittul zu Lübeck/ wegen der Wahl zum Coadjutore oder Bischoffen zu Lübeck auf 6. Generatio-

ANNO 1704. tiones aus jetzt besagtem Hause errichtet / und dann sothanem Pacto zu folge des jetzigen Herrn Administratoris, Hertzogen Christian Augusti zu Schleswig Hollstein Durchl. zum Coadjutore zu Lübeck vom Thumb-Capitul daselbst per majora benennet und erwehlet worden / dem aber von Seiten der Cron Dennemarck contradiciret / und daß sothane Wahl auf einen Printzen vom Königlichen Dänischen Hause außgefallen / prætendiret wird; Alß soll insonderheit auch die mainteniruug vorhochgedachten Herrn Administratoris Durchl. bey dero durch vorallegirtes Pactum de Anno 1647. und ihren dem zu folge geschehenen vorbesagten Benennung und Wahl zum Coadjutore erworbenen Juribus, ein Casus Eingangs ermelten ietzo renovirenden Defensiv-Alliance seyn / und deren Effect dem Fürstlichen Hause und Se. Durchl. gleicher Gestalt / wie im obigen Art. 1. vermeldet ist / geleistet werden.

3. Wollen Ihro Königl. Maj. von Schweden mit Se. Chrufürstlichen Durchlauchtigkeit zu Braunschweig und Lüneburg / sambt Herrn Hertzog Georg Wilhelms zu Braunschweig und Lüneburg Durchl. das Stifft Lübeck mit denen demselbigen zugehörigen Ländern und Gerechtsahmen / wider alle denen Reichs-Constitutionen zuwider lauffenden Anmuthungen kräfftigst schützen und vertheidigen / und da dasselbe Stifft in besagten seinen Gerechtsahmen turbiret / zumahlen aber unter dem Prætext der Kayserl. vormahligen Beytrags-Assignationen / demselben etwas Widriges / dem Articulo separato Vto vorofftangezogenen Tr. Friedens Recessus zugegen / angemuthet werden solte / solchem Stifft kräfftigst assistiren.

4. Inglreichen will man beederseits alles Fleisses sich angelegen seyn lassen / daß der zwischen Herrn Hertzog Friedrich Wilhelm / und Herrn Hertzog Adolph Friederichs zu Mecklenburg Durchl. Durchl. den 8. Martii Anno 1701. zu Hamburg errichtete Vergleich / bey seinen wahren und billigen Verstande in allen Stücken und Fällen erhalten / folglich des Herrn Hertzog Adolph Friedrichs Durchl. nach dero desfalls beschehenen Requisition bey Ihro durch ermelten Vergleich erworbenen Gerechtsahmen kräfftigst geschützet und gehandhabet / auch dasjenige / worinnen etwa bereits obbesagtem Vergleich contraveniret seyn möchte / nach Anleitung und Maßgebung desselben / fürtersahmbst abgethan und redressiret werde.

5. Alß auch dem Nieder-Sächsischen Creyß die Conservation der Städte Lübeck und Hamburg in ihrem ietzigen freyen Stande viel importiret / so wollen beede hohe compaciscirende Theile bey denen Emergentien und Zufällen / da solcher Städte halber einige Unruhe und Weiterung zu besorgen stünde / nach Bewandtnus der Zeiten und Conjuncturen / mit einander fernere gemeinsame Mesures nehmen / und beederseits mit zusammen gesetzten Rath und Kräfften / ohnverweilt daran seyn / daß besagte Städte nicht in frembde Hände gerathen mögen / gestalten Ihro Königliche Majestät / Chur- und Fürstliche Durchl. Durchl. zu solchem Ende sofort bey sich eräugender Gefahr dero respective in ihren Teutschen Provinzen und in ihren Landen befindliche Trouppen ohngesäumet an Ort und Ende / wo es nöthig / zusammen setzen / und die Conservation beeder vorgedachter Städte in gegenwärtigen Standt gegen frembde Gewalt / nach allen Kräfften und Vermögen / ihnen angelegen seyn lassen wollen.

6. Gleicher Gestalt wollen Ihro Kön: Maj. und Ihre Chur- und Fürstl. Durchl. Durchl. der zu dem Nieder Sächsischen Creysse ebenfalls mitgehörigen Städte Mühl auch Northausen und Goslar sich dahin kräfftigst annehmen / daß dieselbe bey ihrer Reichs-Immedietät und Juribus in allen erhalten / und was zu deren Abbruch etwa bereits geschehen / oder hinführo geschehen möchte / fordersambst aufgehoben / und in vorigen Stand wiederumb gesetzet werden möge. ANNO 1704.

Zu Urkund dessen was obstehet / sind obige Articuli Separati, welche eben so gültig seyn sollen / als wann sie der Eingangs angezogenen unter heutigen dato renovirender Defensiv-Allianz wörtlich einverleibet wären / abgefasset / und von beederseits gevollmächtigten Ministris unterschrieben und besiegelt worden / so geschehen Stockholm den 28ten April 1704.

Guldenstolp.

T. Polus.

Lilienroth.

Bergenhielm.

G. F. Snolsky.

T. Grote.

Articulus Separatus.

DEmnach bey der zwischen Ihro Königlichen Majestät von Schweden an einer / und Sr. Churfürstl. Durchl. zu Braunschweig und Lüneburg / sambt Herrn Hertzoge Georg Wilhelm zu Braunschweig und Lüneburg Durchl. am andern Theil / heute renovirten Defensiv-Allianz verabredet worden / daß das Land Hadeln in der Garantie solcher Allianz dergestalt begriffen seyn solle / damit selbiges Land contra tertium, der sich etwa directe oder indirecte dahin einzudringen trachten / und folglich Unruhe im Niedersächsischen Creysse erwecken würde / kräfftigst möge vertheidigt und geschützet werden; Als ist dieser besondere Articul darüber errichtet / welcher gleiche Krafft / als ob er dem Allianz-Renovations-Recess einverleibet wäre / haben / auch zugleich mit demselben ratificiret werden solle. Zu dessen Urkund ist dieser Articul von beyderseits Gevollmächtigten unterschrieben und besiegelt worden. So geschehen Stockholm den 28. April. 1704.

Guldenstolp.

Polus.

Lilienrott.

Bergenhielm.

G. F. von Snolsky.

T. Grote.

XLIX.

Declaration de Guerre de PHILIPPE V. *Roi d'Espagne contre le Roi de* PORTUGAL, *l'Archiduc* CHARLES D'AUTRICHE *& leurs Alliez. Donnée à Placentia le 30. Avril 1704.* 30. Avril.

LA Guerre est la derniere justice des Souverains, qui ne la doivent entreprendre que dans les regles de l'équité; aussi puisque les Guerres les plus justes attirent nécessairement la ruine des Provinces & la desolation des Peuples, il est bon qu'en pareilles occasions ils aient la consolation qu'on leur fasse connoître les motifs qu'on a de s'y engager. Il est de notorieté publique que nous sommes parvenu à la Succession de la Monarchie d'Espagne par le Droit de

ANNO 1704.

de la Naissance reconnu par le feu Roi Don CHARLES SECOND, mon Oncle d'heureuse mémoire, qui par cette raison nous a institué seul & unique Héritier & Successeur à sa Couronne. Nous avons été reconnus en cette qualité par tous les Sujets, qui la composent, & qui nous ont prêté Serment solemnel. Nôtre Saint Pere le Pape nous a aussi reconnu, de même que Sa Majesté Très-Chrêtienne, Monseigneur & mon Aieul, comme aussi des Puissances d'Angleterre & de Hollande, les principaux Princes & Etats d'Italie, la plus grande partie du Nord, enfin le Roi de Portugal lui-même, depuis quatre ans, sans que la Guerre allumée par l'Empereur & ses Alliez en Italie & dedans les Païs-Bas, eût alteré en rien la fidelité de mes Royaumes & de mes Sujets.

Nous devons à la bonté de Dieu Tout-Puissant tant d'heureux succès, dans lesquels il a fait connoître la justice de nôtre Cause, que nous avons tout sujet d'en esperer la continuation. Cependant, le Roi de Portugal se laissant séduire par des personnes mal-intentionnées, non seulement a manqué à l'execution des Traitez de Ligue Offensive & Défensive, qu'il avoit faits avec les deux Couronnes, mais encore à la Neutralité qu'il a ensuite demandée: Et enfin, il a fait Alliance avec l'Empereur, l'Angleterre & la Hollande, & sous le prétexte imaginaire du Bien & de la Liberté de l'Europe, il a entrepris de mettre l'Archiduc CHARLES d'Autriche en possession des Royaumes d'Espagne & de ses Dépendances; d'en démembrer les principales Provinces, en se faisant ceder à perpetuité, la Ville de Badajos, les Places d'Alcantara, d'Albuquerque & de Valencia en Estramadure, de Bayonne, de Vigo, de Tuy & de la Garcia en Gallice; & tous les Païs au delà du Rio de la Plata dans les Indes Occidentales. Pour lequel effet il s'est fortifié de Troupes Auxiliaires, autant ennemies des deux Couronnes que de la Religion Catholique, leur ouvrant, pour ainsi dire, la porte des Eglises pour les faire entrer en mes Royaumes, & les exposer aux Sacrileges, dont ils les menacent. Il a aussi introduit l'Archiduc dans le dessein d'exciter des Séditions par sa presence: Et enfin, il a fait saisir un Vaisseau, & les Effets de mes Sujets contre le Droit des Gens, sans aucune Déclaration de Guerre precedente, sous prétexte de represailles.

Toutes ces justes Raisons nous ont obligé à nous mettre à la tête de nos Armées pour défendre la gloire, que nos Sujets ont toûjours acquise, autant par leur fidelité inviolable que par leur valeur, & nous avons jugé à propos de les rendre publiques, afin que tout le monde connoisse avec combien de justice, Nous & nos Sujets prenons les Armes pour la Foi, pour la Couronne, & pour l'honneur de la Patrie, déclarant en consequence pour Ennemis de l'Etat le Roi de Portugal, l'Archiduc CHARLES d'Autriche & leurs Alliez, & nous exhortons, enchargeons, & ordonnons à tous nos Sujets de se joindre à nous pour la défense de nôtre Cause & de la leur, & d'éviter les attentats de ceux qui ont pris les Armes, plûtôt pour combattre la Religion, que pour d'autres intérêts.

Et afin qu'un chacun ait connoissance de cette nôtre Résolution, nous avons ordonné de la faire publier dans tous nos Etats pour être exactement executée. Fait à Placentia le 30. d'Avril 1704.

MOI LE ROI.

D. ANTONIO DE UBILLA Y MEDINE.

L.

12. Juillet. Sr. Königl. Majest. in Preussen Friderici I. Guarantie über den Vergleich der Grafen von Bentheim de Anno 1701 1. Nov. und Ausspruch Seiner Groß-Britannischen Majestät. Cölln an der Spree den 12. July 1704. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. II. Abtheil. VI. pag 518.]

C'est-à-dire,

Garantie de FRIDERIC *Roi de Prusse sur le Compromis, & sur la Sentence Arbitrale rendue entre les Comtes de* BENTHEIM. *A Cologne sur la Sprée le 12. Juillet 1704.*

Wir Friderich von Gottes Gnaden König in Preussen &c. thun kund und fügen hiemit zu wissen. Demnach seit einigen Jahren zwischen denen Grafen von Bentheim/ wegen der Grafschaft Bentheim und Steinfurt gewisse Irrungen entstanden/ solche streitigkeiten auch theils durch einen zwischen beiden theilen darüber errichteten Vergleich/theils durch des letzt verstorbenen Königs von Groß Brittanien Majestät auf vorher beliebtes Compromiß darüber gethanen Ausspruchs erörtert und abgethan worden/ welcher Vergleich/ Compromiß und Ausspruch von worde zu worde lautet wie folget:

Inferatur Vergelijk en compromissoriale uitspraek van sijne Britannische Majesteyt.

Daß wir auf Ihr Hoch-Mögende der Heeren General Staten der Vereinigten Niederlande durch dero an unseren Hofe subsistirenden Envoye extraordinaire den F. H. von Lintelo deshalb bey uns geschehene vorstellung/ die Guarantie des obinserirten Vergleichs und Königlichen Englischen Außspruchs über uns genommen haben/ thun auch solches und versprechen hiemit und kraft dieses bester und beständigster massen/ daß wir über solchen Bentheimischen Vergleich und Außspruch in allen dessen puncten und articulen feste halten/ auch daß beyderseits Interessenten den in allen stücken genau und unverbrüchlich nachkommen/ befordern: Auf den fall aber da von jemanden darwieder gehandelt würde/ wir mit alle denen übrigen Puissancen/ die sich zu solcher Guarantie ebenfals verbunden haben/ dem dadurch laedirten theil die starke hand bieten/ und das solcher ihm angethaner unfug cum omni causa redressiret und abgestellet werde/ uns bemühen wollen/ jedoch uns an unsern überal habenden Rechten ohne schaden. Des zu uhrkund geben in unserer Residentz zu Coln an der Spree den 12. Jolr 1704. im vierten Jhar unserer Koniglichen Regierung.

Was gerekent,

Concordat cum Actis Archivi Regis Borussi, die 28. Jan. 1707. J. Chuner, K. P. Rhat und Archivarius, hebbende in margine het Kninglijke zegel in root was.

LI.

Traité entre LOUIS XIV. *Roi de France &* LEOPOLD *Duc de Lorraine & de Bar, pour le Partage des Terres dont la Souveraineté étoit demeurée en surseance entre le Duché de Lorraine, & le Comté de Bourgogne, & le Reglement des difficultez & pretentions, qui étoient entre Sa Maj. T. C. & son Altesse Royalle, sur plusieurs Villages mi partis, & autres situés sur les Frontieres desdits Duché & Comté. Fait à Besançon le 25 d'Août, 1704. S'ensuivent la* RATIFICATION *du Roi du 15. Sept. 1704. Celle de S. A. R. de Lorraine du 20. Octobre de la même année. Et les* ARRESTS *d'Enregistrement au Parlement de Besançon du 8 Janvier, & à la Cour Souveraine de Lorraine du 20. Mars 1705.* [Tiré des Archives de Lorraine]. 25. Août.

NOUS LOUIS DE BERNAGE, Chevalier Seigneur de S. Maurice, Conseiller du Roi en ses Conseils, Maître des Requêtes Ordinaire de son Hôtel, Intendant de Justice, Police & Finances & des Troupes au Comté de Bourgogne, Commissaire nommé par Sa Majesté, par Commission du 31. Mai dernier;

ANNO 1704.

Et CHARLES DE SARRAZIN, Chevalier Seigneur d'Abaucourt & de S. Agnan, Conseiller d'Etat de Son Altesse Royale Monseigneur le Duc de Lorraine, & Maitre de Requêtes Ordinaire de son Hôtel, nommé Commissaire de Sadite Altesse, par Commission du 22. Juillet aussi dernier; à l'effet d'entrer en connoissance des prétentions que Sa Majesté & Son Altesse Royale, peuvent avoir reciproquement l'un l'autre, ou les Sujets de l'un envers les Sujets de l'autre, soit à l'occasion des Villages mi-partis, & des Terres de surséance, soit pour toutes autres prétentions & difficultez generalement quelconques, & de quelque nature qu'elles puissent être; les terminer, regler & décider entre Nous, ainsi qu'il sera jugé plus convenable, & en passer tous Traitez, & autres Actes, ainsi qu'il est plus amplement expliqué par nosdites Commissions & Pouvoirs, que Nous nous sommes respectivement communiquez, & dont les Copies seront inserées de mot à mot à la fin du present Traité: Après avoir conferé touchant lesdites prétentions & contestations respectives entre Sa Majesté comme Comte de Bourgogne, & Son Altesse Royale, sur plusieurs Lieux & Villages situez sur les Frontieres entre le Comté de Bourgogne & la Lorraine, tant de surseance, mi-partis, & tripartis, qu'autres, qui ont été formées trés-anciennement, & discutés en differens temps, mais particulierement dans les Conferences tenues entre les Commissaires du Comté de Bourgogne & de Lorraine, dans les Villes de Vesoul & Fontenoy, és années 1613. & 1614. Avons jugé en premier lieu, Qu'il étoit à propos que Visite exacte fût faite des Terres avouées être tenuës en surseance de Souveraineté, & des Villages mi-partis & tri-partis, pour reconnoître le nombre & la force des Sujets, celui des feux, l'étendue & la qualité des territoires; à l'effet de quoi Nousdit Sieur Sarrazin nous transporterions sur les lieux avec le Sieur Salivet Subdelegué en la Ville & Bailliage de Vesoul, Commis par Nousdit Sieur de Bernage, suivant le Pouvoir à Nous donné par Sa Majesté; ce qui ayant été executé, & Procés Verbal dressé en consequence, lequel a encore depuis été verifié par une seconde Visite, que Nousdits Commissaires avons faite des mêmes lieux, Nous sommes convenus de ce qui s'ensuit; SCAVOIR,

I. Que les Terres & Lieux, dont la Souveraineté est tenue en surseance, & déposée entre les mains des Seigneurs, ou qui doivent être considerez comme tels, suivant l'état où ils se sont trouvez en l'année 1670. temps auquel la Lorraine fut occupée par les Armes de Sa Majesté, & qui a été rapellé par le Traité de Ryswick pour les restitutions qui devoient être faites par la France à la Lorraine, sont ceux cy-aprés nommez.

La Terre & Seigneurie de Fougeroles, Villages, Granges & Hameaux en dépendans, consistans à ceux de Fougeroles-l'Eglise, Grange de l'Eglise, le Pont, sous le Chemin du Pont, le Cloz, le Fay, Grange du Fay, Sarcenotte, Bolmont, Crossure, Blunzel, le Champ, Fougeroles-le-Château, les Granges de Fougeroles, Bans, Finages & Territoires desdits lieux, selon que le tout est à present tenu & possedé en garde & dépôt de Souveraineté, par les Seigneurs Hauts-Justiciers & Proprietaires de ladite Terre.

Moitié du Village de Frêne sur Apance, Bans, Finage & Territoires en dépendans; l'autre moitié n'étant tenuë en surseance, mais possedée par Son Altesse Royale de Lorraine.

La Seigneurie commune de Montureux sur Saône, distincte quant audit état & surseance, de la Seigneurie particuliere dépendante de l'Abbaye de Luxeul, dont la Souveraineté est possedée par Sa Majesté, & de la Seigneurie du Château, dont la Souveraineté est possedée par S. A. R. de Lorraine.

La partie de la Comté de Fontenoy, dite la Côte-lés-Fontenoy, avec les Villages du Mesnil, Tremonsey, Montmontier, Forge du Montmontier, leurs Bans, Finages & Territoires.

Le Village de Fontenoy-la-Ville, Grange, Ban, Finage & Territoire en dépendans.

Et le Village de Ruaux, Ban, Finage & Territoire dudit lieu.

II. Sommes aussi convenus que les Villages mi-partis entre le Comté de Bourgogne & la Lorraine, à cause du Duché de Bar, étoient ceux de Corte, Ameuvelle, & Bousseraucourt; non compris le Village de Blonde-Fontaine, dans lequel il appartenoit quelques Sujets aux Comtes de Bourgogne, & celui de Montdoré, dans lequel pareillement il appartenoit quelques Sujets aux Ducs de Bar.

ANNO 1704.

Et les Villages tri-partis entre la Champagne, le Comté & la Lorraine, aussi à cause du Duché de Bar, étoient ceux de Lironcourt, Grignoncourt, & Rongecourt.

Et que le Village d'Alaincourt appartenoit par indivis, & par moitié pour la Souveraineté, à Sa Majesté & à Son Altesse Royale; & pour la Justice & proprieté à S. A. R. & aux Seigneurs de Vauvillers, ainsi qu'il a été reconnu par le Traité du vingt-neuf Octobre dernier.

III. Et pour terminer & prévenir les contestations qui ont été formées, & pourroient l'être à l'avenir entre Sa Majesté comme Comte de Bourgogne, & Son Altesse Royale, & leurs Sujets, tant à l'occasion des Terres de surseance, qu'à raison de la confusion des Maisons, Sujets & Territoires desdits Villages mi-partis & tri-partis, & toutes autres generalement quelconques entre le Comté de Bourgogne & les Duchez de Lorraine & de Bar; aprés avoir meurement examiné la force & l'étendue des lieux, & discuté les anciennes prétentions respectives entre les Comtes de Bourgogne, & les Ducs de Lorraine & de Bar, sur plusieurs Lieux & Villages non tenus en surseance, & dont la Souveraineté est possedée tant par S. M. que par S A R. Nous sommes convenus que lesdites Terres tenues en surseance, & lesdits Villages mi-partis & tri-partis, seront partagez & échangez, de maniere que la totalité de chacun dépende à l'avenir de la domination de S. M. ou de S. A. R. à l'exception neanmoins des Villages tri-partis, dont la partie qui dépend de la Champagne, n'entrera dans le present partage, sauf à s'en accommoder dans la suite avec S. A. R. en donnant par Elle des Terres, en Souveraineté, équivalentes en ladite Province, s'il est ainsi jugé convenable.

IV. Et pour proceder ausdits Partages & Echanges, il a été accordé qu'à Sa Majesté & à ses Successeurs Rois & Comtes de Bourgogne, appartiendra en tous Droits de Souveraineté, la Terre & Seigneurie de Fougerolles, Villages, Granges, Hameaux & Territoires en dépendants, ainsi qu'ils ont été exprimez ci-devant, & tels qu'ils sont tenus en dépôt de Souveraineté, sans en rien retenir ni réserver, & sans que Sa Majesté puisse rien prétendre en consequence, sur le Valdajotz; à l'effet de quoi les Territoires desdites Terres de Fougerolles & du Valdajotz, seront limitées, conformément à la possession actuelle, par des Commissaires qui seront nommez; & il y sera planté des bornes aux endroits qui seront par eux jugez necessaires.

Appartiendra aussi à S. M. en tous Droits de Souveraineté, la Terre & le Village entier de Fresne sur Apance, autrement dit lés-Vaudois, Ban, Territoire & Finage d'icelui, non-seulement pour la moitié qui est tenuë en surséance, mais encore pour l'autre moitié, qui étoit possedée par S. A. R. sans en rien retenir ni réserver par Elle en Droit de Souveraineté, mais seulement les Droits de Justice, Domaine & Proprieté, qui lui peuvent appartenir, pour en jouir par Elle sous la Souveraineté de Sa Majesté.

Lesquels lieux, ainsi que ceux qui seront ci-aprés cedez à S. M. demeureront sous sa domination, comme dépendans du Comté de Bourgogne au Bailliage de Vesoul.

V. Et reciproquement appartiendra à S. A. R. & à ses Successeurs Ducs de Lorraine, à perpetuité, en tous Droits de Souveraineté, la partie de Fontenoy, dite la Coste-lés-Fontenoy, avec les Villages du Mesnil, Tremonsey, Montmontier, forge de Montmontier, leurs Bans, Finages & Territoires.

Le Village de Fontenoy-la-Ville, Granges, Finages & Territoires en dépendans; la Terre & Seigneurie de Montureux sur Saône, non seulement pour la partie de la Seigneurie commune, qui est tenuë en surséance, mais aussi pour la Seigneurie dépendante de l'Abbaye de Luxeul, dont la Souveraineté appartenoit à Sa Majesté, avec les Bans & Territoires en dépendans, & le tout sans aucune réserve.

VI. Et à l'égard de Village de Ruaux, qu'on a aussi reconnu avoir été tenu en surséance jusqu'en l'année 1670. attendu qu'il a été stipulé par le Traité passé à Besançon le vingt-neuf Octobre dernier, que pour eviter les difficultez & inconveniens qui pourroient naître à l'avenir, à l'occasion de la Souveraineté que

que S. M. & S. A. R. possedent par indivis à Alaincourt, on conviendroit le plutôt qu'il seroit possible d'échanger ladite partie de Souveraineté qui appartient à S. A. R. contre quelqu'autre appartenant à S. M. il a été arrêté que ledit Village, Ban, Finage & Territoire de Ruaux, demeureront en tout Droit de Souveraineté à S. A. R. & à ses Successeurs Ducs de Lorraine; au moyen de quoi Elle a cedé à Sa Majesté & ses Successeurs Rois & Comtes de Bourgogne, le Droit de Souveraineté qui lui appartient dans ledit Village d'Alaincourt, Ban & Territoire en dépendant; & ce faisant, ledit Traité du 29. Octobre dernier demeurera comme nul & non advenu, sans préjudice neanmoins du Droit de Justice, qui appartient à S. A. R. par indivis, & autres Droits de proprieté qui peuvent lui appartenir dans ledit Village & Territoire d'Alaincourt, dont elle continuera de jouir tant qu'Elle les détiendra sous la Souveraineté de S. M. & Ressort du Parlement de Besançon.

VII. Et quant aux Villages mi-partis & tri-partis, il a été reconnu qu'il n'en pouvoit être fait d'échange plus égal & plus convenable, que celui porté par le Traité non ratifié ni executé, qui avoit été arrêté entre les Commissaires du Comté de Bourgogne & ceux de Lorraine le premier Juillet mil six cent quatorze: Mais attendu que le partage & échange fait ci-dessus des Terres de surséance, & de quelques-unes non renues en surséance, s'est trouvé plus avantageux à Sa Majesté qu'à S. A. R. suivant la force & valeur des lieux partagez & cedez, il a été accordé que le Village d'Aincuvelle, qui étoit de ceux mi-partis, dont la part appartenant à S. A. R. devoit être par Elle cedée, pour demeurer en entier dans la Souveraineté du Comté de Bourgogne, conformément audit échange du Traité de mil six cent quatorze, seroit cedé par Sa Majestd, comme en effet Elle le cede à S. A. R. & ses Successeurs Ducs de Lorraine, pour le tenir en entier, avec le Ban, Finage & Territoire en dépendans, en tous Droits de Souveraineté, ainsi que les autres Terres & Lieux de son Duché de Lorraine, sans en rien réserver ni retenir.

VIII. A aussi Sa Majesté cedé, quitté & transporté à Sadite Altesse Royale les Maisons, Sujets, portions, & Territoires qui dépendent de la Souveraineté au Comté de Bourgogne, dans les Villages de Lironcourt, Grignoncourt & Vougécourt, pour en jouir à perpétuité par Sadite Altesse Royale, & ses Successeurs Ducs de Bar, en tels & semblables Droits qu'Elle possede & exerce sur les autres Lieux dépendans du Barrois-mouvant; ensemble tous les Droits de Justice, proprieté & Domaine, qui peuvent appartenir dans lesdits Lieux à S. M. sans aucune autre réserve de sa part, que des Droits de la Couronne de France sur le Barrois-mouvant, & des Maisons, Sujets & parties de Territoires qui appartiennent à S. M. dans lesdits Villages, à cause de sa Province de Champagne, ainsi qu'il est porté par l'Article trois.

IX. Et en contre-échange, S. A. R. a cedé, quitté & transporté à S. M. pour en jouir à perpetuité par Elle & ses successeurs Rois & Comtes de Bourgogne, ainsi que des autres Villages & Sujets dudit Comté, les Maisons, Sujets & parties de Territoires qui appartenoient à Sadite Altesse Royale dans les Villages de Corre & de Bousseraucourt, avec les même Droits qu'Elle y possedoit, comme dépendans du Barrois-mouvant; même ceux de Justice; proprieté & Domaine, à l'exception neanmoins de la redevance dûe par les Habitans de Bousleraucourt, à cause de la concession qui leur a été faite de l'usage dans la Forêt de Darney, attendu que ladite redevance est indépendante de la Seigneurie de Bousseraucourt.

X. Et au surplus l'échange fait par le Traité de 1614. ci-dessus mentionné, de quelques Sujets appartenans aux Comtes de Bourgogne dans le Village de Blonde-fontaine, contre quelques autres appartenans aux Ducs de Bar dans Mont-doré, demeurera executé, pour jouir par S. M. desdits Sujets, ainsi qu'Elle en jouit actuellement, comme des autres Sujets desdits Comtes, & par S. A. R. de ceux de Blonde-fontaine, ainsi qu'Elle en jouit pareillement comme de ses autres du Barrois-mouvant.

XI. De toutes lesquelles Terres & Lieux ainsi cedez, S. M. & Son Altesse Royale entreront en possession & jouissance, aussi-tôt après l'échange des Ratifications du present Traité; se reservant neanmoins reciproquement la levée & perception des impositions ordinaires & extraordinaires, faites sur lesdits Lieux pour l'année courante seulement, qui finira au dernier Decembre prochain.

XII. Et au moyen des Partages & Echanges ainsi faits desdites Terres de surseance & Villages mi-partis & tri-partis, S. M. se déporte pour toujours en faveur de S. A. R. & ses Successeurs Ducs de Lorraine, de toutes prétentions de Souveraineté, & autres Droits generalement quelconques, sur les bans de Longchamps & de Ramonchamps, & le Valdajotz, Fontenoy & Chatel, Château & Seigneurie de Montureux; Village de Monsavillon, Granges & Fiefs de Mervaux, Hommes, Sujets, Villages, Hameaux, Finages & Territoires dépendans desdits Bans & Lieux ci-dessus exprimez, & generalement sur toutes autres Terres & Sujets, dont Elle auroit pû prétendre la Souveraineté, ou autres Droits, comme dépendans du Comté de Bourgogne, sans en rien reserver ni retenir.

Comme aussi Son Altesse Royale se deporte de sa part en faveur de S. M. & ses Successeurs Rois & Comtes de Bourgogne, à perpetuité, de la prétention qu'Elle avoit que la Terre de S. Loup devoit être reputée Terre de surseance; & de toutes autres prétentions de Souveraineté, ou autres Droits sur ladite Seigneurie de S. Loup, & les Villages de Francalmont, Aillevellers, Jamey, Cunes, Plainemont, Bolligny, Marlletoncourt, Magnoncourt, Fontaine, Angrogne, Fleurey, la Vaivre, & Cosbenay, & Territoires en dépendans, & generalement sur toutes autres Terres, Lieux & Sujets que S. A. R. auroit pû prétendre sur le Comté de Bourgogne, à cause de ses Duchez de Lorraine & de Bar, sans en rien réserver ni retenir; le present Traité vallant, entant que besoin; cession respective de tous lesdits Droits & prétentions de S. M. & de S. A. R. sans préjudice neanmoins d'autres prétentions respectives qui ne concernent ledit Comté de Bourgogne, n'étant entré au present Traité que celles qui peuvent être entre ledit Comté & les Duchez de Lorraine & de Bar.

Sans préjudice aussi de Droits de Justice, Fiefs, Patronages, redevances, & autres de proprieté, qui peuvent appartenir aux Seigneurs proprietaires, Communautez & Particuliers, sur lesdites Terres & Villages, & Sujets, respectivement partagez, échangez, & cedez; même les Droits d'usages de pâturages & parcours, que les Communautez voisines peuvent avoir les unes sur les autres; tous lesquels Droits lesdits Seigneurs proprietaires, Particuliers, & Communautez, pourront exercer conformément à leurs titres & possessions, & tout ainsi qu'ils ont fait ou dû faire, quoi qu'ils ne soient ici plus particulierement exprimez, encore que les Terres & Lieux se trouvent dépendans de la Souveraineté dont ils ne seront sujets; auquel effet S. M. & S. A. R. leur accorderont tous secours, justice & protection.

Il a été aussi convenu, que les Sentences & Jugemens rendus entre les Particuliers par les Juges des Lieux respectivement partagez, échangez & cedez, subsisteront, sauf neanmoins à se pourvoir par les voyes de Droit, pardevant les Juges & Cours où ils ressortiront dorénavant.

XIV. Et attendu qu'on n'a pû faire les Partages, Echanges & Cessions cy-dessus, de maniere qu'il ne se soit trouvé quelques-uns des Lieux cedez, enclavez dans le Comté de Bourgogne & la Lorraine & Barrois; en sorte qu'on ne peut y aller par des Chemins praticables des autres lieux de la Souveraineté dont ils sont dépendans, sans passer par quelques Villages & Territoires dépendans de l'autre Souveraineté, ce qui produiroit une tres-grande incommodité & interruption de commerce aux Sujets & Habitans, s'il ne leur étoit permis de passer librement, & sans être inquietez, ainsi qu'ils faisoient ci-devant; il a été convenu que les Habitans du Comté de Bourgogne pourront passer debout & sans s'arrêter, avec leurs Chariots, Chevaux, Denrées & Marchandises, sur les Villages & territoires de Blonde-Fontaine, Mellay, Lironcourt & Grignoncourt, dependans du Barrois, pour aller à Fresne sur Apance, à Godoncourt & Fignevelle, dépendans dudit Comté de Bourgogne, & revenir desdits Lieux dans les autres dépendans dudit Comté; comme aussi ceux de Lorraine & Barrois pourront passer & repasser de la même maniere, par les Villages & Territoires de Fresne sur Apance, Boulleraucourt, Godoncourt & Fignevelle,

ANNO 1704.

velle, dépendans du Comté de Bourgogne, avec Chariots, Chevaux, Marchandises & Denrées, pour aller à Châtillon, Melley, Blonde-Fontaine, Liron-court & Grignoncourt, dépendans du Barrois, ou revenir desdits Lieux en ceux de Lorraine & Barrois, sans qu'on puisse exiger des uns ni des autres aucuns Droits d'entrée ni de sortie, ni arrêter les Marchandises & Denrées, dont les entrées & sorties peuvent être defenduës; à la charge neanmoins de prendre des Acquits à caution en passant dans lesdits Lieux, pour lesdites Marchandises & Denrées sujetes aux Droits, ou dont l'entrée ou sortie sont défendues; en cas neanmoins que dans lesd. Lieux il soit établi des Bureaux pour la conservation des Fermes, & non autrement.

Le present Traité à été ainsi fait, conclu & arrêté par Nousdits Commissaires, sous le bon plaisir de Sa Majesté, & de Sadite Altesse Royale; promettans respectivement, en ladite qualité, de le faire agréer & ratifier incessamment, & d'en échanger les Ratifications le plutôt que faire se pourra. FAIT double à Besançon, le vingt-cinquiéme Aoust mil sept cens quatre.

Signé,

DE BERNAGE. ET C. SARRAZIN.

Ratification du Roi Très-Chretien.

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre; A tous ceux qui ces Presentes Lettres verront, SALUT. Ayant vû & examiné le Traité que notre amé & feal le Sr. de Bernage de S. Maurice, Conseiller en nos Conseils, Maître des Requêtes Ordinaire de notre Hôtel, Intendant de Justice, Police & Finances & sur nos Troupes en notre Comté de Bourgogne, Commissaire par Nous député, a en vertu du Pouvoir que nous lui en avions donné, conclu, arrêté & signé à Besançon le 25. Août dernier, avec le Sieur Sarrazin d'Abaucourt, Conseiller d'Etat de notre tres-cher & tres-amé Frere le Duc de Lorraine, & Maître des Requêtes Ordinaire de son Hôtel, & son Commissaire, pareillement muni de son Pouvoir; duquel Traité la teneur ensuit.

Nous Loüis de Bernage, Chevalier Seigneur de Saint Maurice, Conseiller du Roy en ses Conseils, Maitre des Requêtes Ordinaire de son Hôtel, Intendant de Justice, Police & Finances & des Troupes au Comté de Bourgogne, Commissaire nommé par Sa Majesté, par Commission du 31. May dernier; Et Charles Sarrazin, Chevalier Seigneur d'Abaucourt & de Saint Agnan, Conseiller d'Etat de Son Altesse Royale Monseigneur le Duc de Lorraine, & Maitre des Requêtes Ordinaire de son Hôtel, nommé Commissaire de Sadite Altesse, par Commission du vingt-deux Juillet aussi dernier, &c.

Nous avons le susdit Traité agréé, approuvé & ratifié, agréons, approuvons & ratifions par ces Presentes signées de notre main; Promettant, en foi & parole de Roy, de l'accomplir, observer, & faire observer, en tous ses Points & Articles sans souffrir que pour quelque cause & occasion que ce soit il y soit contrevenu directement ni indirectement: En temoin de quoi Nous avons signé ces Presentes, & y avons fait apposer notre Scel. DONNE' à Fontainebleau, le quinziéme jour du mois de Septembre l'an de grace mil sept cens quatre, & de notre Regne le soixante-deuxiéme.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas:

Contresigné Par le Roy,

CHAMILLART,

Avec Paraphe.

Ratification de S. A. R. M. le Duc de Lorraine.

LEOPOLD par la grace de Dieu Duc de Lorraine & de Bar, Roi de Jerusalem, Marchis, Duc de Calabre & de Gueldres, Marquis de Pont-à-Mousson & de Nommeny, Comte de Provence, Vaudemont, Blamont, Zutphen, Sarwerden, Salm, Falkenstein, &c. A tous ceux qui ces Presentes verront, SALUT. Ayant vû & examiné le Traité que notre très cher & feal Conseiller d'Etat des Nôtres, & Maitre des Requêtes Ordinaire de notre Hôtel le Sieur Charles Sarazin, Seigneur d'Abaucourt & de saint Agnan, Commissaire par Nous deputé, & en vertu du Pouvoir que Nous lui en aurions donné, auroit conclu, arrêté & signé à Besançon le vingt-cinquiéme Août dernier, avec le Sieur de Bernage de S. Maurice, Conseiller du Roi Tres-Chretien en ses Conseils, Maitre des Requêtes Ordinaire de son Hôtel, Intendant de Justice, Police & Finances & sur les Troupes, en son Comté de Bourgogne, & son Commissaire, pareillement muni de son Pouvoir; duquel Traité la teneur s'ensuit:

Nous Loüis de Bernage, Chevalier Seigneur de Saint Maurice, Conseiller du Roy en ses Conseils, Maitre des Requêtes Ordinaire de son Hotel, Intendant de Justice, Police & Finances & des Troupes au Comté de Bourgogne, Commissaire nommé par Sa Majesté, par Commission du trente-un May dernier; Et Charles Sarrazin, Chevalier Seigneur d'Abaucourt & de Saint Agnan, Conseiller d'Etat de S. A. R. Monseigneur le Duc de Lorraine, & Maitre des Requêtes Ordinaire de son Hotel, nommé Commissaire de Sad. A. R. par Commission du 22. Juillet aussi dernier, &c.

Nous avons le susdit Traité agréé, approuvé & ratifié, agréons, approuvons & ratifions par ces Presentes: Promettant en foi & parole de Prince, de l'accomplir, observer & faire observer en tous ses Points & Articles, sans souffrir que pour quelque cause & occasion que ce soit, il y soit contrevenu directement ni indirectement. En témoin de quoi Nous avons aux Presentes signées de notre main, & contresignées par l'un de nos Conseillers Secretaires d'Etat, Commandemens & Finances, fait mettre & appendre notre grand Scel. DONNE' en notre Ville de Lunéville, le vingtiéme Octobre mil sept cens quatre.

Signé,

LEOPOLD.

Et plus bas:

Par Son Altesse Royale,

J. LE BEGUE.

Avec Paraphe, & scellé du grand Sceau.

Arrêt d'Enregistrement du Parlement de Besançon.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre; A nos Amez & feaux Conseillers les Gens tenant notre Cour de Parlement de Besançon, SALUT. Par le Traité conclu, arrêté & signé en notre nom, & en celui de notre tres cher & tres amé Frere le Duc de Lorraine, à Besançon le 25. jour d'Août dernier, par notre amé & feal le Sieur de Bernage de S. Maurice, Conseiller en nos Conseils, Maitre des Requêtes Ordinaire de notre Hôtel, Intendant de Justice, Police & Finances, & sur nos Troupes, en notre Comté de Bourgogne, Commissaire par Nous député, & muni de notre Pouvoir à cet effet; Et le Sieur Sarazin d'Abaucourt, Conseiller d'Etat de notredit Frere, Maitre des Requêtes Ordinaire de son Hôtel, & son Commissaire pareillement muni de son Pouvoir, les prétentions que Nous, comme Comte de Bourgogne, & notredit Frere, pouvions avoir reciproquement l'un envers l'autre, comme aussi les Sujets de l'un envers les Sujets de l'autre, soit à l'occasion des Villages, & Lieux mi-partis & tri-partis, & des Terres de surséance, soit pour toutes autres prétentions & difficultez generalement quelconques, ont été reglées & terminées; & comme ledit Traité contient plusieurs dispositions, en consequence & conformité desquelles vous pourrez avoir à prononcer en Jugement; Nous avons estimé necessaire de vous l'envoyer, afin que notre volonté vous étant connuë, vous puissiez vous y conformer dans vos Arrêts. A CES CAUSES, & voulant faire garder, executer & observer de notre part ledit Traité, dont la teneur ensuit.

Nous

ANNO 1704.

Nous Louis de Bernage, Chevalier Seigneur de S. Maurice, Conseiller du Roi en ses Conseils, Maitre des Requêtes Ordinaire de son Hôtel, Intendant de Justice, Police & Finances, & des Troupes au Comté de Bourgogne, Commissaire nommé par Sa Majesté par Commission du 31. Mai dernier; Et Charles Sarrazin, Chevalier Seigneur d'Abaucourt & de S. Aguan, Conseiller d'Etat de S. A. R. Monseigneur le Duc de Lorraine, Maitre des Requêtes Ordinaire de son Hotel, nommé Commissaire de Sadite Altesse, par Commission du 22. Juillet aussi dernier, &c.

Nous voulons & entendons que le contenu au susdit Traité soit gardé & observé inviolablement, sans souffrir qu'il y soit contrevenu directement ni indirectement. Et à cet effet Nous vous mandons & ordonnons par ces Presentes signées de notre main, que vous ayez à juger & terminer conformément à icelui tous Procés mûs & à mouvoir par-devant vous, où il s'agira de l'execution & observation dudit Traité. Si vous mandons, que ledit Traité, avec ces Presentes, vous ayez à faire lire, publier, registrer, & leur contenu garder, & faire garder & observer, cessant & faisant cesser tous troubles & empêchemens quelconques, nonobstant tous Edits, Declarations, Arrêts, Jugemens, & autres choses à ce contraires, ausquelles pour ce regard seulement, & sans tirer à consequence, Nous avons dérogé & dérogeons par cesdites Presentes : Car tel est notre plaisir. DONNE' à Versailles, le vingt-deuxiéme jour de Novembre l'an de grace mil sept cent quatre, & de notre Regne le soixante deuxiéme.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas :

Par le Roi,

Signé,

CHAMILLART.

Lû, publié & registré, ouï & ce requerant le Procureur General du Roi, en l'Audiance de la Cour de Parlement de Besançon, le 8. Janvier 1705. laquelle a ordonné que Copies en seront envoyées dans les Bailliages & Sieges du Ressort dudit Parlement, pour y être pareillement lû, publié, registré & observé selon sa forme & teneur; & enjoint aux Substituts dans lesdits Sieges, d'en certifier la Cour dans le mois.

Signé,

BONNE.

Arrêt d'Enregistrement de la Cour souveraine de Lorraine.

LEOPOLD par la grace de Dieu Duc de Lorraine & de Bar, Roi de Jerusalem, Marchis, Duc de Calabre & de Gueldres, Marquis de Pont-à-Mousson & de Nommeny, Comte de Provence, Vaudemont, Blamont, Zutphen, Sarwerden, Salm, Falkenstein, &c. A nos tres-chers & feaux les Presidens, Conseillers & Gens tenans notre Cour souveraine de Lorraine & Barrois, SALUT. Les difficultez & contestations concernans les limites des lieux de Coravillers & de Lonchamps, & les Droits de Souveraineté & de Justice sur le Village d'Allaincourt, ayant été terminées par les Traitez conclus, arrêtez & signez en la Ville de Besançon le 29. Octobre de l'année 1703. entre notre tres-cher & feal Conseiller d'Etat & Maître des Requêtes Ordinaire de notre Hôtel le Sieur Charles Sarrazin, Seigneur d'Abaucourt; Et le Sieur de Bernage de S. Maurice, Conseiller du Roi Tres-Chrétien en ses Conseils, Maître des Requêtes Ordinaire de son Hôtel, Intendant de Justice, Police & Finances, & sur ses Troupes en son Comté de Bourgogne, & depuis ratifiez de part & d'autre; Et ayant été convenu que pour prévenir tous autres differens & contestations qui pourroient naître entre Sa Majesté Tres-Chrétienne & Nous, ou entre les Sujets de l'un & de l'autre, soit à l'occasion des Villages mi-partis & tri-partis, & des Terres de surséance, soit pour toutes autres difficultez generalement quelconques, on nommeroit des Commissaires pour entrer en connoissance des prétentions reciproques au sujet desdits Villages mi-partis & tri-partis, & des Terres de surséance, les terminer, regler & décider, ainsi que toutes autres difficultez qui pourroient rester sur les frontieres de nos Duchez de Lorraine & de Bar, & dudit Comté de Bourgogne; Traité auroit été fait, conclu, arrêté & signé à ce sujet, en ladite Ville de Besançon le 25. Août de l'année derniere 1704. en notre nom par ledit Sieur Charles Sarrazin, en qualité de notre Commissaire; Et en celui de S. M. par ledit Sieur de Bernage de S. Maurice, en qualité de son Commissaire : Et comme ledit Traité, dont les Ratifications auroient été échangées de part & d'autre, contient plusieurs dispositions, en consequence & en conformité desquelles vous pourrez avoir à prononcer en Jugement; Nous aurions jugé necessaire pour le bien de notre service, de vous l'envoyer, pour que vous vous y conformiez dans vos Arrêts. A CES CAUSES, & voulant faire executer, garder, & observer de notre part ledit Traité dont la teneur ensuit.

Nous Louis de Bernage, Chevalier Seigneur de S. Maurice Conseiller du Roi en ses Conseils, Maitre des Requêtes Ordinaire de son Hôtel, Intendant de Justice, Police & Finances, & des Troupes au Comté de Bourgogne, Commissaire nommé par S. M. par commission du 31. Mai dernier. Et Charles Sarrazin Chevalier Seigneur d'Abaucourt & de S. Aguan Conseiller d'Etat de S. A. R. Monseigneur le Duc de Lorraine, & Maitre des Requêtes Ordinaire de son Hôtel, nommé Commissaire de Sadite Altesse par commission du 22. Juillet aussi dernier &c.

Nous voulons & entendons, que le contenu au susdit Traité soit gardé & observé inviolablement, sans souffrir qu'il y soit contrevenu directement ni indirectement. Et à cet effet Nous vous mandons & ordonnons par ces Presentes, que vous ayez à juger & terminer tous Procés mûs & à mouvoir pardevant vous, où il s'agira de l'execution & observation dudit Traité.

Si vous mandons, que ledit Traité, avec ces Presentes, vous ayez à faire lire, publier & registrer par tout où besoin sera, & leur contenu garder & observer, cessant & faisant cesser tous troubles & empêchemens; nonobstant tous Edits, Declarations, Arrêts, Jugemens, & autres choses à ce contraires, ausquelles pour ce regard seulement Nous avons dérogé & dérogeons par cesdites Presentes : Car ainsi nous plaît. En foi de quoi Nous avons à icelles signées de notre main, & contresignées par l'un de nos Conseillers Secretaires d'Etat, Commandemens & Finances, fait mettre & appendre notre grand Scel. DONNE' en notre Ville de Lunéville le vingt Mars mil sept cent cinq.

Signé,

LEOPOLD.

Et plus bas :

Contresigné,

J. LE BEGUE.

Lû, publié & registré, l'Audiance tenante, ouï & ce requerant le Procureur General, pour estre suivi & executé selon sa forme & teneur. Ordonné qu'à sa diligence Copies dûment collationées seront envoyées dans tous les Bailliages & Sieges ressortissans immediatement à la Cour, pour y estre pareillement lû, publié, suivi, executé & registré. Enjoint au Substitut de chacun desdits Lieux de tenir la main à l'execution, & d'en certifier la Cour au mois. Fait à Nancy, en la grande Salle du Palais le 23. Avril 1705. en presence du Greffier soussigné.

Signé,

VAUTRIN.

ANNO 1704. 2. Oct. & 21. Mai 1705.

LIII.

Deux Traitez faits entre LOUIS XIV. *Roi de France, & LEOPOLD Duc de Lorraine & de Bar &c. pour reconnoître & distinguer les Sujets du Roi, & ceux de Son Altesse Royalle dans les Villages de Burey en Vaux, Badonvillers, Goussaincourt, d'Espiey, Saint Germain, Lezeville, & Dainville, dont la Souveraineté est indivise entre Sa Majesté, à cause de ses Prevôtez de Vaucouleurs, de Grand, & d'Andelot, & S. A. R. à cause de ses Prevôtez de Gondrecourt, & de Foug. Le Premier Traité fait à Vaucouleurs le 2 Octobre 1704. Et le second à Chalons le 21. Mai 1705. S'ensuivent, la* COMMISSION *du Roi T. C. donnée à Versailles le 12. Decembre 1702. &* CELLE *de S. A. R de Lorraine donnée à Luneville le 13 Septembre 1704.* [Tiré des Archives de Lorraine]

CE JOURD'HUI deuxiéme Octobre mil sept cent quatre, à huit heures du matin, Nous ANDRE' DE HARROUIS, Chevalier, Seigneur de la Seilleraye, Conseiller du Roi en ses Conseils, Maitre des Requêtes Ordinaire de son Hôtel, Intendant de Justice, Police & Finances en la Province & Frontiere de Champagne; Et CHARLES DE SARRAZIN, Chevalier Seigneur d'Abaucourt & de Saint Agnan, Conseiller d'Etat de SON ALTESSE ROYALE Monseigneur le Duc de Lorraine, & Maître des Requêtes Ordinaire de son Hôtel; étant assemblez en la Ville de Vaucouleur, en consequence des Ordres & Pouvoirs qui nous en ont été donnez, & que nous nous sommes communiquez; Sçavoir, à Nousdit Sieur de Harrouis, par Commission du grand Sceau, en datte du 12. Decembre 1702. Signée LOUIS; Et plus bas, Par le Roi, CHAMILLART. Et à Nousdit Sr. de Sarrazin, par Commission de S. A. R. du 13. Septembre de la presente année, Signée LEOPOLD, scellée du Seel secret, & contresignée LE BEGUE, un de ses Secretaires d'Etat; pour reconnoître & distinguer les Sujets qui se trouvent dans plusieurs Villages, dont la Souveraineté est indivise entre Sa Majesté & S. A. R avons procedé à ladite reconnoissance & distinction, en la maniere qui suit;

C'est à sçavoir, qu'ayant fait comparoître pardevant Nous tous les Sujets que Sadite A. R. a dans le Village de Burey en Vaux, dépendant des Prévôtez de Vaucouleur & de Gondrecourt; & ceux qu'Elle prétend lui appartenir dans ledit lieu; ensemble le Maire & les quatre anciens Habitans, pour être entendus sur l'origine & qualité desdits Sujets, & d'iceux pris & reçû le serment: Nous, après avoir meurement examiné & discuté toutes choses, avons, sous le bon plaisir & vouloir de S. M. & de S. A. R. reconnu que suivant la Coutume qui s'observe dans ledit lieu de Burey en Vaux, de même que dans les Villages de Badonvillers, Espiey, Goussaincourt, Lezeville & Saint Germain, par laquelle il est d'usage que le fruit suit le ventre; les nommez Laurent George, Noel Pelletier, Claude Royer, Jean Mathieu pere, Claude Pancé, Claude Coutellier, la Veuve de Louis Pigot, Anne Nicolas veuve de Jean Guyot, tous residents dans ledit lieu de Burey en Vaux, sont Sujets Lorrains, & en cette qualité appartiennent à Sadite A. R. Avons pareillement reconnu que les nommez Antoine Carbon, Claude Thenot, François Jaquet, Habitans dudit lieu, sont aussi Sujets Lorrains; mais comme ils résident actuellement dans le Château & Moulin dudit Burey en Vaux, Fief relevant de S. M. il a été convenu, qu'ils seront reputez François, & seront compris dans toutes les Impositions Françoises, tant qu'ils demeureront dans lesdits Château & Moulin. Et venans à quitter leur résidence, pour s'aller établir dans le Village dudit Burey en Vaux, ils reprendront leurs premieres qualitez de Lorrains, & seront compris dans toutes les Impositions Lorraines. Et à l'égard de Marguerite Bonnat, veuse de Tonvenin, comme la naissance de sa mere a paru incertaine, & qu'elle paye actuellement les impositions en France, elle demeurera Sujette du Roi, sauf aux Officiers de S. A. R. de justifier dans six mois, comme la mere de lad Bonnat étoit Lorraine; auquel cas icelle Bonnat appartiendra à S. A. R. & passé ledit temps, elle demeurera, faute de preuves, Sujette du Roi définitivement. Quant à ce qui concerne Jean & Antoine de Louze, Nous les avons aussi reconnus Lorrains, sauf aux Officiers de S. M. de justifier le contraire dans pareil délai de six mois; & que leur mere étoit Françoise: sinon & à faute de ce faire, & ledit temps passé, lesdits de Louze demeureront définitivement Lorrains. Et pour ce qui est de tous les autres Habitans de Burey en Vaux, qui ne sont point cy-dessus nommez, ils ont été reconnus être incontestablement Sujets de Sa Majesté.

Et ledit jour, à deux heures de relevée, Nous avons fait comparoître les Sujets répetez par S. A. R. dans le Village de Badonvillers, dépendant des Prévôtez de Vaucouleurs & de Gondrecourt, avec le Maire, & les quatre anciens Habitans dudit lieu; après avoir pris leurs sermens, & iceux ouïs, avons reconnu que Joseph Antoine & Jeanne Voisin, François le Maire dit des Ainville, Didelot Colas, Jean & Joseph Fageot, Claude Simon, de Mange, & Jeanne les Rezins, sont tous Sujets Lorrains, & en cette qualité appartiennent à S. A. R. Et à l'égard de Dominique Bourdin, Jean Flambeau, & Dorothée Desbernard, comme la naissance de leurs meres nous a paru incertaine, nous les avons déclarez Sujets François par provision, sauf aux Officiers de S. A. R. de justifier dans lesdits six mois, que leurs meres étoient Lorraines; faute de quoi, & led. temps passé, demeureront définitivement Sujets de S. M. Et quant aux autres Habitans residens audit Badonvillers, qui ne sont ci-dessus dénommez, Nous les avons reconnus Sujets François irrévocablement.

Et le troisiéme du present mois d'Octobre, à huit heures du matin, procedant par continuation à la reconnoissance & distinction desdits Sujets répetez par S. A. R. Nous avons fait comparoître pardevant Nous ceux qu'Elle prétend lui appartenir dans le Village de Goussaincourt, dépendant des Prevôtez de Vaucouleurs & de Gondrecourt, ensemble le Maire & quatre Anciens dudit lieu, desquels après avoir pris le serment, aussi-bien que desdits Sujets repetez, Nous avons reconnu, par la même regle que le fruit suit le ventre, que François Bertrand, Humbert André, & Louis Pierre, sont Sujets Lorrains, & appartiennent à S. A. R. Nous avons aussi reconnu que Claude Georget est Sujet Lorrain: mais comme il demeure actuellement dans le Château de Mr. de Belleporte, Fief relevant de France, il a été convenu qu'il sera réputé François, & payera les impositions Françoises, tandis qu'il résidera dans ledit Château; & venant à quitter cette résidence pour s'aller établir audit Village de Goussaincourt, il reprendra sa premiere qualité de Lorrain, & payera les impositions en Lorraine. Et pour ce qui est des nommez Jean Gerardin, & François Royer, la naissance de leurs meres n'étant pas connue, ils demeureront Lorrains par provision: mais en verifiant par les Officiers du Roi dans les six mois, que leursdites meres étoient Françoises, ils retourneront sous l'obeïssance de Sa Majesté. A l'égard de Claude & Jean Taron, Nicolas Claude & Etienne Fournier, Claude Caruouche, & Antoine Guyot, comme la naissance de leurs meres nous a paru incertaine, ils demeureront par provision Sujets du Roi; sauf aux Officiers de S. A. R de justifier dans lesdits six mois, que leurs meres étoient Lorraines; auquel cas ils appartiendront à S. A. R. & passé ledit temps, & faute de faire la preuve, ils demeureront définitivement Sujets du Roi. Et quant à tous les Habitans dud. Goussaincourt, autres que ceux cy-dessus dénommez, ils demeureront irrévocablement Sujets de S. M.

Et le même jour, deux heures de relevée, nous avons fait comparoître les Sujets répetez par S. A. R. dans le Village d'Espiey, dependant des Prevôtez de Vaucouleurs, & de Gondrecourt, avec le Maire & les quatre Anciens dudit lieu; & après les avoir ouïs sommairement, ensemble lesdits Sujets répetez, le serment d'iceux pris préalablement, Nous avons reconnu que Jean Voyot, Pierre Aubert, François Monnet, Mathieu Poirson, & Jean François, sont Sujets Lorrains, & appartiennent à S. A. R. Et à l'égard de François & Charles Urgot, & Joseph Man-

ANNO 1704.

Mangeot, comme la naissance de leurs meres nous a paru incertaine, ils demeureront par provision Sujets du Roi, sauf aux Officiers de S. A. R. de justifier dans lesdits six mois, que leurs Meres étoient Lorraines; faute de quoi, & passé ledit temps, ils demeureront irrévocablement Sujets de S. M. Et pour ce qui est de tous les Habitans demeurans audit Espiey, autres que ceux ci-dessus nommez, nous les avons reconnus Sujets du Roi.

Et ledit jour troisiéme du present mois, Nous avons fait comparoître les Sujets de S. A. R. & ceux par Elle répetez dans le Village de Saint Germain, dépendant des Prevôtez de Vaucouleurs & de Foug, avec le Maire & quatre Anciens dudit lieu, desquels après avoir pris le serment, & desdits Sujets répetez, iceux ouïs sommairement; Nous avons reconnu que Christophle Pigeolot, Jean Simon, François & Claude Abraham, tous les Enfans de Pierre Etienne, Pierre Brocard, Nicolas Robert, François Martin le jeune, Nicolas Jeamblot, Nicole Denis, & Pierre Robert, sont Sujets Lorrains, & appartiennent à S. A. R. A l'égard de Nicolas Philbert, dit Branot, Louis Biget, François Aubert, Claude Donat, Jacques le Munier, Laurent Tergorese, Gerard Simon, & Fiacre, Jacque; comme la naissance de leurs Meres nous a paru douteuse, ils demeureront par provision Sujets Lorrains, sauf aux Officiers du Roi de justifier dans lesdits six mois comme leurs Meres étoient Françoises; faute de quoi, & ledit temps passé, ils resteront définitivement Sujets Lorrains. Et comme la naissance des Meres de Jean & Nicolas Curel, Charles Bussenot, Mansuette Jacob, François Blanchard, Nicolas Bourdin, Pierre Routon & Claude Henry, nous a aussi paru douteuse, ils resteront par provision Sujets François, sauf aux Officiers de S. A. R. de justifier dans lesdits six mois, que leurs Meres étoient Lorraines; faute de quoi, & passé ledit temps, ils demeureront définitivement Sujets du Roi. Et quant à tous les Habitans résidens audit Saint Germain, autres que ceux ci-dessus dénommez, ils ont été reconnus Sujets de S. M. irrévocablement.

Et le quatriéme du même mois, huit heures du matin, Nous avons fait comparoître les Sujets répetez par S. A. R. dans Lézeville, Village dépendant de la Prévôté de Grand, & de celle de Gondrecourt, avec le Maire & les quatre anciens Habitans dudit lieu; & après les avoir ouïs par serment, ensemble lesdits Sujets répetez, Nous avons reconnu que Claude Henrion, Jean Grosjean, Mangin Vatin, Mangeote Jacob, & Barbe Bourbonnois, sont Sujets Lorrains, & appartiennent à S. A. R. Et que tous les autres Habitans dudit Lieu appartiennent au Roi irrévocablement.

Et ledit jour quatriéme dudit mois, deux heures de relevée, Nous avons fait comparoître les Sujets qui appartiennent à S. A. R. & ceux qu'Elle répete dans le Village de Dainville-aux-Forges, dépendant des Prévôtez d'Andelot & de Gondrecourt, dont la regle commune est que le fruit suit la verge; comme aussi le Maire & les quatre Anciens dudit lieu, desquels après avoir pris le serment, & desdits Sujets répetez, nous avons reconnu Claude le Moine, la veuve Charles François, Claude Guillaume, Jean Martin, Claude Serva, François Mathieu, Pierre Milhomme, Jean Thouvenin, Claude Bataille, François Jacob, Joseph Elsein, François Vuillaume, la veuve Pierre Vuillaume, Benjamin Nicolas & Claude Jeannot, la veuve Pierre Aubert, Jean Humbert, Claude le Clerc, François Servart, Benjamin Bataille, Demange & Dominique Jacob, Sebastien Claudel, la veuve Nicolas Claudel, François Milhomme, la veuve Charles Esloys, Pierre Humbert, Louis Parmentier, Michel Poinsot, Dominique & Jacques Antoine, Jacques Collot, François Maubert, Pierre Masson, Pierre Gaon, & Paul Bourbonnois, être tous Sujets Lorrains, & appartenir à S. A. R. Quant au nommé Antoine Curnot, nous sommes convenus que par provision il restera Sujet François, sauf aux Officiers de S. A. R. de justifier dans le même délai de six mois, que la Cense appellée Vuidebary ne dépend point du Fief de Dainville, partie de France. Et à l'égard de tous les autres Habitans dudit lieu de Dainville, ils ont été reconnus être Sujets François, & appartenir irrévocablement à Sa Majesté, sauf Jean Thiery, la veuve Bontemps, la veuve Jacques Charlier, qui demeureront Lorrains par provision, à la charge d'être restituez à Sa Majesté en cas que dans lesdits six mois il soit justifié que leurs Peres étoient François.

Et comme dans ledit lieu de Dainville, il y a Forge, Fourneau & Moulin, qui sont de Fief relevant de S. A. R. à cause de son Duché de Bar, il a été convenu que tous les particuliers qui résident ou résideront à l'avenir dans l'étendue desdites Forges, Fourneau, Moulin & dépendances, seront reputez Lorrains, & payeront les impositions en Lorraine: mais lesdits Particuliers qui seront François, venant à quitter lesdites Forge, Fourneau, Moulin, & dépendances pour s'établir audit Dainville, ils reprendront leur premiere qualité de François, & payeront les Impositions en France.

Comme une partie des Sujets ci-dessus dénommez, que nous avons reconnu appartenir à S. A. R. sont actuellement compris dans les Impositions faites en Champagne pendant la presente année mil sept cent quatre, il a été arrêté que ceux qui se trouveront dans ce cas, seront tenus de payer les sommes pour lesquelles ils auront été taxez dans lesdites Impositions, quand bien même tous les termes de payemens n'en seroient pas échus, sans cependant y pouvoir être compris à l'avenir. Et pourront lesdits Lorrains reconnus, user & se servir dés-à-present du Sel de Lorraine, & se regir & gouverner comme tous les autres Lorrains, avec cette condition neanmoins, que dans lesd. Paroisses de Dainville & Lézeville, lesdits Habitans Lorrains nouvellement reconnus, seront tenus de prendre & de payer le Sel auquel ils auront été imposez pendant la presente année, & jusqu'au dernier Decembre prochain inclusivement; sans que cette condition les prive d'user dés-à-present de Sel de Lorraine, comme les autres Sujets Lorrains; & ne pourront, après ledit jour dernier Decembre, se servir d'autre Sel que de celui de Lorraine, & seront aussi compris dans toutes les Impositions qui se feront en Lorraine.

Et finalement a été convenu, que pour les reconnoissances & distinctions qui seront à faire à l'avenir desdits Sujets dans toutes lesdites Paroisses ci-dessus nommées, dont la Souveraineté est indivise, il en sera usé suivant les anciennes regles, & comme du passé.

FAIT & arrêté double par Nousdits Sieurs Commissaires, à Vaucouleurs, les an, jour & mois susdits.

Signé,

DE HARROUIS, ET C. SARRAZIN.

Avec Paraphe.

ET depuis, Nous Commissaires susdits, Nous étant rassemblez en la Ville de Chaalons, cejourd'hui vingt-un May mil sept cens cinq, & autres jours suivans, ainsi que Nous en sommes demeurez d'accord depuis le Traité ci-dessus, pour regler définitivement l'état des Sujets du Roi & de Sadite Altesse Royale, qui sont demeurez en surseance par ledit Traité; & après nous être communiqué respectivement les Titres, Piéces & Preuves servans à justifier de l'état desdits Sujets, & les avoir suffisamment discuté, sommes convenus que lesdits Sujets resteront, sous le bon plaisir & vouloir du Roi & de Sadite Altesse Royale;

SÇAVOIR,

NOMS des Communautez.	*NOMS des Sujets reconnus pour le Roi.*	*NOMS des Sujets reconnus pour S. A. R.*
BUREY EN VAUX.	Marguerite Bonat.	Jean & Antoine de Louze.
BADONVILLERS.	Jean Flambeau, & Dominique Bourdet.	Dorothée des Bernard.
GOUSSAINCOURT.	Claude Carmouche, Nicolas Claude, & Etienne Fournier.	Jean Girardin, François Royer, Claude & Jean Taron, & Antoine Guyot.
ESPIEY.	François & Charles Huriot, & Joseph Mangeot.	

X

SAINT

ANNO 1704.

NOMS des Communautés.	NOMS des Sujets reconnus pour le Roi.	NOMS des Sujets reconnus pour S. A. R.
SAINT GERMAIN.	Fiacre Jacques, Jean & Nicolas Curel, Claude Henry & Nicolas Bourdin.	Nicolas Philbert, dit Bravot, Louis Biget, François Aubert, Tiffier, Claude Bonat, le nommé Jacques, demeurant au Moulin de Chanteraine, Laurent Tergorefe, Gerard Simon, Charles Buffcoot, Mansuete Jacob, François Blanchard, & Pierre Routon.
DAINVILLE.	Antoine Purnot.	Jean Thiery, la Veuve Bontemps, la Veuve Jacques Charlier.

Tous lesquels Sujets ainsi distribuez resteront au Roi & à Sadite A. R. définitivement & irrévocablement; ainsi que tous les autres Sujets qui doivent appartenir dans lesdites Communautez à Sa Majesté & à Sadite Altesse Royale, suivant que le tout est expliqué dans notredit Procès verbal, lequel au surplus sera executé dans tous ses points, selon sa forme & teneur; ayant de plus été convenu entre Nous, que la nommée Marguerite Desmoissons demeurante à Lézeville, dont il n'a été fait aucune mention en icelui, restera & demeurera à Sadite A. R. aussi définitivement, comme reconnuë sa Sujette naturelle; & que la Demoiselle de Hurault, demeurant dans le Fief de ladite Paroisse de Dainville, aussi Lorraine, naturelle, demeurera définitivement à Sadite A. R. de même que tous autres Sujets François ou Lorrains qui résideront dans ledit Fief, sans aucune suite de leur naissance, ni de celle de leurs Peres & Meres; avec cette condition neanmoins, que les Sujets François résidens dans ledit Fief, venans à s'en retirer, pour aller résider dans ledit Village de Dainville, seront soumis à la regle ordinaire dudit lieu, qui est que le fruit suit la Verge.

Après quoi, de la part de Nous Commissaire de S. A. R. a été demandé que les Curez desdites Paroisses indivises fussent reglez & distinguez, suivant ce qui s'est toujours pratiqué, & conformément aux regles & usages établis pour les autres Sujets; à l'effet de quoi nous sommes prêts de justifier par nombre de piéces le droit & la possession de S. A. R. au Sujet desdits Curez, & que dans les cas où ils ont été reconnus François, ils ont appartenu au Roi, & que quand ils ont été reconnus Lorrains, ils ont appartenu à S. A. R.

Soutenant de plus, Nousdit Commissaire, que S. A. R. a d'autres droits & prétentions sur plusieurs lieux & Villages mi-partis, & autres, qui ont été unis à la Province de Champagne depuis mil six cent soixante & dix, comme Maxey sous Brixey, qui est de la Souveraineté de Lorraine, la ruë du Fief de Fagny, dépendante de la Prévôté de Gondrecourt, le Village de Mauvage, qui en est pour la totalité, de même que ceux de Brouffey & de Nefve en Blois, & le Village, Ban, Finage & Territoire de Martinvelle qui dépend de l'Office de Darney & du Bailliage de Vôges, à l'exception d'une seule Tour, faisant Fief mouvant de la partie du Roi à Passavant; & que le Sr. le Gros, Gruyer de Coissy, a fait en mil six cens quatrevingt plusieurs anticipations dans la Forest de Darney, appartenante à S. A. R. Sur tous lesquels Chefs compris au présent Article, Nous estimons qu'il est aussi necessaire de prendre un Réglement, à moins que le Roi ne juge à propos d'accorder une Commission particuliere pour en décider, dont S. M. est très-humblement suppliée; le tout sans préjudice d'autres droits & prétentions qui restent à regler, en execution du Traité de Paix fait à Riswick, & des anciens Traitez faits en mil six cent soixante-un & mil six cent soixante-trois.

Et de la part de Nous Commissaire de S. M. a été dit qu'il ne s'agit point ici de faire la distinction des Curez, qui se trouvent dans les sept Paroisses dénommées dans le present Procés verbal, parce qu'ils appartiennent au Roi, & qu'ils sont de l'Officialité de Vaucouleurs, soit qu'ils soient nez Sujets de S. M. ou de S. A. R. sans distinction de naissance; Sa Majesté étant dans le droit & la possession immemoriale desd. Curez, comme premier & plus noble Souverain dans lesdites sept Paroisses; faisant au surplus toutes protestations contraires à celles de mondit Sieur Sarrazin, pour la conservation des Droits de S. M.

Sur quoi, & après qu'il a été soutenu par mondit Sieur Sarrazin que la Souveraineté étant commune & indivise entre les deux Souverains, les Droits & les Sujets en doivent être partagez par portion égale, sans qu'il y puisse avoir aucune préference pour les Sujets, & que la possession alleguée au sujet desdits Curez dans l'Officialité de Vaucouleurs, ne pourroit, quand elle seroit veritable, que non, nuire ni préjudicier au Droit de la Souveraineté, les Officiers de S. A. R. étant dans une possession contraire, tant pour la Jurisdiction qu'imposition, en cas de Decimes, & autres cas; le contraire de quoi a encore été maintenu par mondit Sieur de Harrouis.

Nous Commissaires susdits, sommes convenus, sans déroger à nos demandes & protestations, que le chef concernant lesdits Curez dans lesdites sept Paroisses, sera & demeurera indécis, & que les choses resteront en l'état où elles se trouvent actuellement, jusqu'à ce qu'il ait plu au Roi & à Sad. A. R. d'en ordonner autrement.

FAIT & arrêté double cejourd'hui vingt-troisiéme May mil sept cent cinq. Et pour la validité du present Procés verbal, les Commissions de Nous Commissaires susdits; ont été transcrites à la fin d'icelui.

Signé,

DE HARROUIS, ET C. SARRAZIN.
Avec Paraphe.

Commission de Sa Majesté Très-Chretienne.

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: A notre amé & feal Conseiller en nos Conseils, Maître des Requêtes Ordinaire de notre Hôtel, Intendant de Justice, Police & Finances en Champagne, le Sieur de Harrouïs, SALUT. Dans le dessein que Nous avons eu de prévenir tous differens & contestations qui pourroient naître entre nos Sujets, & ceux de notre tres-cher & tres-amé Frere le Duc de Lorraine, à l'occasion de ce que la Souveraineté de quelques Villages limitrophes de nos Etats, & de ceux de notredit Frere & Neveu, nous appartient aussi-bien qu'à lui par indivis; & que suivant l'usage qui s'est pratiqué jusqu'ici, les Habitans desdits Villages se distinguent, par la naissance du côté maternel, les uns pour nos Sujets, & les autres pour Sujets de nostredit Frere & Neveu; Nous sommes convenus avec lui de nommer des Commissaires pour se transporter sur les lieux, & proceder conjointement à la reconnoissance & distinction reciproque des Sujets de part & d'autre; & Nous vous avons choisi pour notre Commissaire à l'effet susdit; persuadé que Nous ne sçaurions confier cette fonction à un Sujet plus capable que vous de s'en bien & dignement acquiter, ni qui soit plus zelé pour le bien de notre service. A CES CAUSES, & autres à ce Nous mouvans, Nous vous avons commis, ordonné & député, commettons, ordonnons & députons par ces Presentes signées de notre main, pour de concert avec le Commissaire qui sera à cet effet nommé par notredit Frere & Neveu, vous transporter aux Villages de Burey en Vaux, Badonvilless, Gonssaincourt, Espiey, Lézeville & Dainville aux Forges, qui dépendent en partie de Vaucouleurs, & en partie de Gondrecourt, & dont la Souveraineté nous appartient, & à notredit Frere & Neveu par indivis; comme aussi au Village de Saint Germain, dont la Souveraineté nous appartient pareillement par indivis; & y étant, proceder conjointement à la reconnoissance & distinction des Sujets de part & d'autre; & passer à cet effet avec le Commissaire de notredit Frere & Neveu, tous Traitez & autres Actes necessaires. De ce faire Nous vous avons donné & donnons tout Pouvoir, Commission, Autorité & Mandement special par cesdites Presentes; promettant en foi & parole de Roi, d'avoir pour agreable, approuver, confirmer & ratifier tout ce dont vous serez convenu, & que vous aurez accordé

en

ANNO 1704.

ANNO 1704.

en notre nom. Mandons à tous nos Justiciers, Officiers & Sujets qu'il appartiendra, de vous reconnoître en ladite qualité de notre Commissaire, & de vous donner toute l'assistance dont vous pourrez avoir besoin pour le fait de ladite Commission: CAR tel est notre plaisir. DONNE' à Versailles le douziéme jour de Decembre, l'an de grace mil sept cent deux, & de notre Regne le soixantiéme.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas:

Par le Roi,

CHAMILLART.

Commission de Son Altesse Royale Monseigneur le Duc de Lorraine.

LEOPOLD par la grace de Dieu Duc de Lorraine & de Bar, Roi de Jerusalem, Marchis, Duc de Calabre & de Gueldres, Marquis de Pont-à-Mousson & de Nommeny, Comte de Provence, Vandemont, Blamont, Zutphen, Sarwerden, Salm, Falkenstein, &c. A notre très-cher & feal Conseiller d'Etat des nôtres, & Maître des Requêtes Ordinaire de notre Hôtel, le Sieur CHARLES SARRAZIN, Seigneur d'Abaucourt, SALUT. Ayant jugé du bien de notre service de nommer quelque personne de confiance, pour avec le Commissaire qui sera dénommé de la part du Roi Très-Chrétien éclaircir, reconnoître, regler & terminer toutes les contestations qui peuvent être sur les frontieres de nos Duchez de Lorraine & de Bar, & du Comté de Champagne, tant au sujet de Mauvage, Nesve, & autres Lieux, que des Villages mêlez ou mi-partis entre nosdits Duchez & ledit Comté de Champagne, & generalement toutes autres difficultez qui peuvent concerner les Villages & Territoires situez sur lesdites Frontieres; Sçavoir faisons, qu'étant pleinement informé de votre capacité, experience, bonne conduite, fidelité & affection au bien de notre service, & étant satisfait de la maniere dont vous vous êtes déja acquitté des autres Commissions de pareille nature, dont Nous vous aurions chargé depuis notre avenement dans nos Etats: A CES CAUSES, & autres à ce nous mouvans, Nous vous avons commis, nommé, ordonné & député, commettons, nommons, ordonnons & députons par ces Presentes, pour vous transporter sur les Lieux; pour avec le Commissaire qui sera dénommé par Sa Majesté Très-Chretienne, éclaircir, reconnoître, regler & terminer toutes les contestations qui peuvent être sur les Frontieres de nosdits Duchez de Lorraine & de Bar, & dudit Comté de Champagne, tant au sujet de Mauvage, Nesve, & autres Lieux, que des Villages mêlez ou mi-partis entre nosdits Duchez & ledit Comté, & generalement toutes autres difficultez qui peuvent concerner les Villages & Territoires situez sur lesdites Frontieres; passer à cet effet avec ledit Commissaire de S. M. tous Traitez & autres Actes à ce necessaires; de quoi faire Nous vous avons donné tout Pouvoir, Commission & Mandement expres & special; promettant d'avoir pour agreable, approuver, confirmer & ratifier tout ce dont vous serez convenu, & que vous aurez accordé en notre nom à cet effet. Mandons à tous nos Officiers, Justiciers, Hommes & Sujets qu'il appartiendra, de vous reconnoître en ladite qualité de notre Commissaire, & de vous donner toute l'assistance dont vous pourrez avoir besoin pour le fait de ladite Commission: CAR ainsi Nous plaît. En foi de quoi Nous avons ausdites Presentes, signées de notre main, & contre-signées par l'un de nos Conseillers-Secretaires d'Etat, Commandemens & Finances, fait mettre & apposer notre Scel secret. DONNE' en notre Ville de Lunéville, le treize Septembre mil sept cent quatre.

Signé,

LEOPOLD,

Et scellé.

Et plus bas:

J. LE BEGUE.

Signé,

DE HARROUIS, ET C. SARRAZIN.

Avec Paraphe.

ANNO 1704. 7. Nov.

LIII.

Traité conclu entre JOSEPH *Roi des Romains, &* THERESE, *Electrice de Baviere. Fait à Ilbersheim le 7. de Novembre 1704.*

PAR la Grace de Dieu, Nous THERESE CUNIGUNDE, Duchesse de la Haute & Basse Baviere, comme aussi du Haut Palatinat, Palatine du Rhin, Electrice, Landgrave de Leuchtenberg, née Princesse Royale de Pologne, Grande Duchesse de Lithuanie, &c. &c. &c. Savoir faisons par ces Presentes, & particulierement pour détourner un plus grand dégat de la Guerre, qui a déja si sensiblement fait souffrir l'Electorat & les Etats de Baviere, que nous sommes convenuë de conclurre avec Sa Majesté Royale & Romaine le Traité particulier ci-dessous, sous la très-gracieuse Ratification de Sa Majesté Imperiale, qui a déja été expediée; savoir,

Qu'entre Sa Majesté Romaine & Royale de Hongrie, de la part de Sa Majesté Imperiale son très-gracieux Seigneur & Pere, par ses Ministres constituez & pourvûs de Plein-Pouvoir pour cet effet, savoir le Sieur Jean Leopold Donat Trautson, Conseiller Privé de Sa Majesté Royale, & son premier Chambellan, Comte de Falckenstein, Baron de Sprechen, & Schroffenstein, Seigneur de Marterey, Kain, Laa, St. Polcken, Maitenitz, Krailowitz, Theritz, Russudon & Rebbon, Maréchal Héréditaire d'Autriche sous l'Ens, & Maréchal Héréditaire en Tirol, Chevalier de l'Ordre de la Toison d'Or; le Sieur Philippe Louis, Conseiller Privé & Chambellan de Sa Majesté Imperiale, Tresorier Héréditaire du Saint Empire Romain, Comte de Sinzendorf & de Thonhausen, Burgrave de Rheineg, Baron d'Ernstbrunnez, Echanson Heréditaire d'Autriche sur l'Ens, Seigneur de Gefel, Belowitz & Benlitz; Et le Sieur Jean Wentzel, Chambellan de sadite Majesté Royale, Gouverneur Général & Juge Supreme de Boheme, & Envoié Extraordinaire de Sa Majesté Imperiale à la Cour d'Angleterre, Comte du Saint Empire Romain de Wratislaw à Mitrowitz, Seigneur de Grenetz & Malescitz, d'une part; & de l'autre entre Son Altesse Electorale Madame l'Electrice de Baviere, Dame THERESE CUNIGUNDE, née Princesse Roiale de Pologne, &c. &c.; Par son Ministre de même legitimé par un Plein-Pouvoir suffisant le Sieur Jean Sebald Neusoner, son Conseiller & Directeur de sa Cour & des Finances, il a été convenu & conclu aujourd'hui 7. de Novembre 1704, ici dans le Quartier-Général du Roi à Ilbersheim devant Landau, sous l'agrément & la Confirmation de sadite Majesté Imperiale; savoir,

I. Que quoi qu'il ait été fait, de la part de Son Altesse, Madame l'Electrice, de pressantes representations au sujet des Forteresses, & particulierement touchant les Arsenaux, il ne lui a pû être accordé autre chose, vû les circonstances de la Conjoncture d'alors, sinon que toutes les Places fortifiées dans toute l'étenduë des Etats de Baviere, & actuellement occupées par la Milice Bavaroise, seront cedées avec les Arsenaux, l'Artillerie, Munitions, Armes & autres Provisions de Guerre, & seront après la reception de la Ratification de Sa Majesté Imperiale, remises aux Commissaires Imperiaux, constituez à cet effet; à l'exception de ce qui sera exprimé dans l'Article III. ci-dessous, touchant la Ville d'Ingolstadt.

II. Que comme pareillement la reduction, que Sa Majesté Imperiale demande de toute la Milice, qui se trouve dans les Etats de Baviere, soit à cheval ou à pied, n'a pû, nonobstant les representations au contraire, être limitée autrement, sinon qu'on choisira de toute la Milice, 400 hommes pour servir de Garde à la Personne de Son Altesse Electorale, de la maniere, qu'il sera expliqué plus amplement dans l'Article VIII. ci-dessous, & qu'on les laissera en état de pouvoir servir. Ainsi tout le reste des Troupes Bavaroises, tant les Hauts & Bas-Officiers que les Fantassins & Cavaliers, comme aussi tous les Officiers d'Artillerie, & enfin tout ce qui peut être compris sous le nom de Militaire, seront congediez en presence des Généraux Imperiaux, deputez pour ce sujet, & seront cassez; de sorte qu'ils auront bien la liberté, ou de chercher ailleurs servi-

ANNO 1704.

ce, ou de rester dans le Païs, ou bien de se retirer chez eux; mais que les Vassaux & Sujets de l'Empereur & de l'Empire, s'engageront par Serment de ne point servir contre Sa Majesté Imperiale, ni contre l'Empire, ou ses Hauts Alliez.

III. Mais comme il se passera quelque tems jusques à ce que la Ratification de Sa Majesté Imperiale puisse arriver, & que néanmoins il seroit besoin de laisser préliminairement prendre possession de quelques Places, Son Altesse Madame l'Electrice s'oblige de donner, dès après avoir reçû ce Traité, les ordres nécessaires pour que le 18. de ce mois on cede pleinement aux Généraux Impériaux, ou autres Officiers de Guerre constituez pour cela, & qu'on leur remette avec les Arsenaux, Magasins, Canons, Munitions, & Armes, comme il a été dit ci-dessus, la Forteresse d'Ingolstadt; & ensuite Kopfstein en Tirol, comme aussi le Château de Neubourg sur l'Inn, après en avoir préalablement retiré toutes les Garnisons qui s'y trouvent.

IV. Qu'on restituera aussi tout ce qui sera prouvé avoir été enlevé du Tirol, avec tout ce qui en dépend.

V. Son Altesse Madame l'Electrice sera aussi obligée de livrer dans le terme fixé ci-dessus, tous les Prisonniers, faits des Troupes Imperiales, de celles de l'Empire & des Alliez, & de les remettre à la disposition desdits Généraux. Ce qui sera pareillement observé de la part de Sa Majesté Imperiale, de l'Empire & des Alliez, à l'égard des Prisonniers Bavarois, avec cette réserve néanmoins, qu'ils seront tenus comme cassez, & qu'ils s'engageront par serment. de même que les autres, de ne point servir contre Sa Majesté Imperiale, l'Empire Romain & les Alliez. S'il se trouve encore quelque peu d'Officiers François en Baviere, on leur accordera sans delai des Passeports, pour se retirer librement.

VI. En consideration de cela, Sa Majesté Romaine & Royale accorde à Son Altesse, Madame l'Electrice, le Gouvernement de Munich, avec la Jurisdiction Territoriale, comme aussi tout ce qui se trouve dans l'ancien Tresor Electoral de Munich, de Meubles, d'Archives, de Peintures, de Joiaux, les Ecuries, les Maisons de Plaisance Schweigen & Schleisheim, & tout ce qui peut dépendre de ces choses specifiées; de sorte néanmoins & avec cette réserve, qu'hormis les Revenus, on n'accorde rien à sadite Altesse Electorale, ni à Ingolstadt, ni à Rhein, & Weudingen, étant des apartenances du Gouvernement de Munich. Mais pour ce qui est de Donawerth, qu'on a voulu de la part des Bavarois tirer sous le Gouvernemens de Munich, on entend qu'il n'est pas de ses Dépendances, & qu'il en sera excepté, de même que les autres Terres.

VII. Parce que la Ville de Munich avec son Gouvernement & ses Revenus a été codée de la maniere ci-dessus pour la Résidence & l'Entretien de Son Altesse Madame l'Electrice, & qu'il y a beaucoup d'Ouvrages & Forofications, faites nouvellement depuis l'année 1704, ces Ouvrages seront entiérement démolis & rasez, & par consequent la Ville, quant à sa défense, laissée dans l'ancien état. Mais on livrera sans aucune réserve aux Généraux, constituez pour cela dans cette Ville, de même que dans les autres Forteresses, Forts & Châteaux, l'Arsenal & les Magasins avec toute l'Artillerie, Munitions & Provisions de Guerre.

VIII. On accorde de plus à Son Altesse Madame l'Electriee, la Garde desirée de 400. hommes, pour le service de sa Personne, à choisir parmi la Milice à congedier; mais il ne pouera y avoir plus d'Officiers, qu'il n'est communément nécessaire, & que le pied des Compagnies le demande.

IX. Pour ce qui regarde les Apanages & autres Charges en commun, on les remet à la gracieuse décision de Sa Majesté Imperiale.

X. La susdite Majesté Roiale ne refusera pas de consentir, que Son Altesse Madame l'Electrice, après que tout le contenu des susdits Articles, aura été executé, puisse se retirer, comme Elle le trouvera à propos avec les siens & toute sa Cour, & de faire expedier pour cela les Passeports requis.

XI. Sa Majesté Romaine & Royale déclare de vouloir laisser les Etats de Baviere dans la jouissance de leurs Privileges, Usages, & Coûtumes.

XII. Et finalement promet de faire delivrer à Son Altesse Madame l'Electrice, la Ratification de Sa Majesté Imperiale son très-gracieux Seigneur & Pere dans la huitaine, à compter du jour de l'arrivée du Courrier à dépêcher sur ce sujet à Vienne. A l'encontre de quoi son Altesse Electorale fera incessamment executer le contenu des Articles arrêtez & conclus ici, & s'engagera par écrit de ne point permettre que les Sujets & dépendans du Gouvernement qu'Elle prendra en possession, trament ou entreprennent, tant pour le present qu'à l'avenir, quelque chose qui puisse être préjudiciable à sa Majesté Imperiale & à l'Empire Romain. En consequenee de quoi le Commerce sera dès à present libre, & demeurera rétabli entre les Sujets de part & d'autre.

Pour plus de foi & témoignage, on a fait deux Exemplaires d'un même contenu, lesquels, les Plenipotentiaires de part & d'autre ont signé & muni de leurs Cachets, & donné un Exemplaire à chaque Partie. Fait comme ci-dessous dans le Quartier-Général du Roi à Ilbersheim devant Landau le 7. Novembre 1704.

(L. S.) JEAN-LEOPOLD, COMTE DE TRAUTSON.

(L. S.) PHILIPPE-LOUÏS, COMTE DE SINZENDORF.

(L. S.) JEAN WENTZEL, COMTE DE WRATISLAW.

(L. S.) JEAN S. NEUSÖNER.

Et comme en vertu d'icelui, il a été stipulé que Nous nous engagerions de ne point permettre, que par les Sujets & les Terres qui nous restent pour le present, il ne se trame ni se fasse rien à present, aussi-bien qu'à l'avenir qui puisse être préjudiciable à sa Majesté Imperiale, & au Saint Empire Romain; Nous promettons, non-seulement de l'executer fidelement, & de ne point souffrir que les Sujets & Habitans de nôtre Païs trament, ou entreprennent quelque chose de préjudiciable à sa Majesté Imperiale & au Saint Empire; mais aussi de contribuer en tout à la conservation de la Paix & du Repos, & d'entretenir un bon Voisinage, tant avec les autres Etats de Baviere, qu'avec les Païs Hereditaires Circonvoisins; dans la confiance que de la part de sa Majesté Imperiale, on nous laissera & les Habitans & Sujets du Païs à Nous réservé, joüir en tout d'une sureté réciproque, conformement aux promesses faites, & de nous laisser dans la tranquille jouissance d'icelui, le tout fidelement & sans préjudice. En foi de quoi Nous avons signé cette Promesse de nôtre propre main & muni de nôtre Seau Electoral. Donné dans nôtre Capitale & Résidence, la Ville de Munich, le 21. Decembre 1704.

Signé,

THERESE, ELECTRICE.

LIII.

26. Nov.

Abscheid zwischen denen Ertzhertzogl. Oesterreichischen Herren Commissarien, dann dem Schwäbischen Creyß / von wegen einigen Imposto der Waaren / wie auch der Contraband-Waaren halber aufgerichtet / auf welche ein jeder Fürst und Stand des Creyses gute obsicht haben / und sich diessfalls des competirenden Juris Fisci bedienen solle. Geschehen den 26. Novemb. zu Eßlingen anno 1704. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. I. Absatz. IV. pag. 127.]

C'est-à-dire,

*Recès entre la Maison Archiducale d'*AUTRICHE, *& le Cercle de* SUABE, *touchant l'imposition d'une certaine Gabelle sur le Sel, comme aussi, au sujet des Marchandises de Contrebande, sur lesquelles chaque Prince & Etat veillera diligemment en son propre Territoire, & pourra les faire confisquer à son profit. A Eslingen le 26. Novembre 1704.*

Zu

ANNO 1704.

Zu wissen; Als bey dem derzmahligen Schwäbischen Creyß-Convent unn neben andern auch bedacht gewesen / wie nach so vielen überstandenen Trangsalen und erlittenen grossen Ruinen man dannoch Mittel auffinden möge / die obhabende schwere Kriegs-Onera zu bestreiten und das bonum publicum nach äussersten Kräfften zu befördern / zu gleicher Zeit auch eine hochansehnliche Commission von dem hochpreißlichen Ertz-Hauß Oesterreich sich hier eingefunden / und sich mit derselben über ersterwehnetes so wol / als förderist / wie der Röm. Kays. und Königl. Maj. auch des gantzen H. Reichs Verordnungen wegen der Pferd-Ausfuhr und andern zu vollziehen / so mehr freund-nachbarlich vernommen worden / als die Oesterreich-Schwäbische Creyß-Ort neben und unter einander gelegen / und ohne gemeinsames Zuthun in dergleichen nicht wol etwas mit Bestand statuiret werden kann / daß man darauff zwischen oberwehnter löbl. Commission und dem löbl. Schwäbis. Creyß die Abrede genommen / und sich miteinander auf allergnädigste Genehmhaltung allerhöchst-gedachten Röm. Kays. auch Königl. Maj. doch daß jeder sonst præjudicirlicher Actus nur pro voluntarie ob exigentiam boni publici concesso zu halten / auch in keine Consequentz gezogen / weniger zu eines oder des andern præjuditz seiner sonst habenden Jurium gereichen solle / dahin verstanden / daß

1. Ob denen ergangenen Verbotten der Pferd-Ausfuhren stricte gehalten / und die dißfalls noch weiters vorkommene Præcautiones in ein fernerweites Patent gebracht / und zu Beobachtung der durchgehenden Gleichheit durch den Druck publiciret / auch vorgekehrt / auch

2. Wegen der Correspondentz und des Commercii mit dem Feind / auch der Contrebanden / demjenigen durchaus nachgegangen werden solle / was die Kays. und des H. Reichs Avocatorien und Inhibitorien mit sich führen / auch mit denen hohen Allirten darüber concertirt worden / so / daß beydes die löbl. Ober-Oesterr. Wesen und auch ein jeder Fürst und Stand des Creysses hierunter alle gute Obsicht zu tragen / und da sich deme entgegen etwas äussern solte / sich dagegen von jedes Orts Herrschafften des ihro competirenden Juris Fisci zu bedienen / auch hierunter in gute Correspondentz zu pflegen / daß wann jemand in Erfahrung brächte / daß in des andern Territorio darwider gehandelt worden / oder gnugsamer Argwohn vorhanden / daß es geschehen möchte / er es selbigen Orts Herrschafft oder dero Beampten nachrichtlich anzufügen befugt seyn / und wann es sich so befinden / und dergleichen attrapiret werde / daran einen gewissen Antheil pro denunciatione zu geniessen haben solle. Wäre es aber / daß wegen der Contrebanden zwischen den preißwürdigsten Ertz-Hauß und Creyß Ständen sich einige Differentien hervor thäten / ob nemlich solch ein in Oesterr. oder Obern Creyß-Ständen Territorio attrapirt und angehalten worden / auch ob solche Waar für Contraband zu halten / und wem diese solchen Falls gebühren solle / also hierunter so wol der Creyß als Oesterreich interessiret wäre / solche jedoch citra omne præjudicium zur decision denen ohne das / des Imposto halben / von halb zu halb Jahren zusammen kommenden Oesterreichisch- und Creyß-Deputirten / wie in dem folgenden §. 4to mit mehrern zu sehen / ausgestellt / und sodann von denenselben dieses entschieden werden / bey welchem Spruch es hienach / ohne weiters bringen zu können / sein Verbleiben haben / sonsten aber so wenig denen Kays. Oesterr. als des Creysses Contreband-Commissariis, einig andere Activität auf andern als des Herrn Territorio, von welchen er dependiret / es seye zu Wasser oder zu Land / nisi per modum denunciationis, wie offt gemeldt / gestattet werde / sondern wann deme zuwider sich jemand was præjudicirliches zu unternehmen / oder auch denen Insässen oder Begüterten der löbl. Marckgraffschafft Burgau / wieder die vorhandene Verträg etwas zuzumuthen unterstünde / solchenfalls wieder denselben von dem Domino Territorii, als dessen Jurisdiction lædirt worden / die gebührende Ahndung / bey dessen in seiner Jurisdiction beschehenden Attrapirung / auch selbsten vorzukehren erlaubt seyn solle / wie denn auch die gewöhnliche Landstrassen und Routen noch füraus beständig zu gebrauchen / und finde man an Seiten des Creysses dermahlen keine gnugsame Ursach / daß der so genannte Rande in Verbott gelegt / wohl aber daß zwischen denen löbl. Interessenten hierüber nechstens ein Augenschein / was es mit dieser Strassen eigentlich für eine Bewandnis habe / beliebt / inzwischen aber solche passirt / und sodann das weitere / so zu beederseitigen Contenten gereichen möchte / mit einander einverstanden werden solle; Hingegen sollen all andere ungewöhnliche Umb und Nebenweg gäntzlich verbotten seyn / doch wird von obigen Contrebanden

3. Dasjenige ausgenommen / wessen man in dem Reich nicht wohl entrathen / und nirgens her / dann aus Feindes Landen haben kann / als da seynd Saffran / Grünspan / Saflor / Beuteltuch / Baumöl / Mandel / Alkermes und Fußlstein / so von denen Handelsleuten jedoch gegen Erlegung eines gewissen Imposto, in das Reich frey zu bringen und zu verkauffen / und gleiche Freyheit wegen der in der Schweitz fabricirten Waaren zu gestatten / massen auch all übriges Commercium im Reich durchaus frey bleibt.

4. Solle auf das aus Tyrol und Bayern kommende Saltz ein geringer Auffschlag von zwey Gulden dreyßig Kreutzer auf jedes ordinari-Fäßlein Tyrol rc. und eben so viel auf das Bayerische solch Quantum ausmachende Saltz gelegt werden / dergleichen bey dem Eintritt in den Creyß / folglich auch von allen deme / so in dem Creyß consumirt / oder dadurch verführt wird / zu erheben / und von dem Tyroler Saltz / auch was davon die obere Strassen gehet / auf der gewöhnlichen Rottstadt zu Hindelang durch den alldort sich befindlichen Hoch-Stiffts-Augspurgis. Saltz-Factorn oder Zollnern / auf der untern Route durch besagten Hoch-Stiffts-Saltz-Factorn oder Zollnern zu Füssen / Nesselwang und Oy; von dem Bayerischen aber so über Landsperg kommet / durch den Hoch-Stifft Augspurgis. Zollner zu Buchlow / was über Friedberg zu Augspurg / und dann was über Donauwörth gehet / allda / nicht weniger zu Schongau / und auch zu Vadung / allwo auch das / was über den Adelberg gehet / zu beobachten / durch die bestellende Receptores auch verbunden seyn sollen / demjenigen / so den Imposto bezahlt eine Politen des Erlags halber / zu geben / damit dieser nicht auch anderwärts / und also zweymal angehalten / mithin auch andere Unbilligkeiten verhütet werden mögen. Und haben die Receptores auch Obsicht zu tragen / daß kein Saltz durch andere als ersterwehnte alt-übliche Weg durch-practiciret / sondern wann dergleichen etwa betretten würde / dasselbe gleich confiscirt / da auch jemand diesen Imposto zu erlegen difficultirte / ihme so lange / biß solcher entrichtet / das Saltz zurück gehalten werde / und sollen diese Receptores so wohl deren hochlöbl. Ertz-Hauß Oesterreich / als dem löbl. Creyß die Pflicht leisten / hierinne treulich zu verfahren / auch wochentlich an das Hochfürstliche Creyß-Ambt / wie auch löbl. Ober-Oesterr. Wesen zu Ynsprugg / was die Wo-

chen über eingangen / berichten / von halb zu halb Jahren aber denen alsdann zu Augspurg und Kempten / oder wie mann sich dißfalls mit einander verstehen wird / derentwegen zusammen kommenden Oesterr. und Creyß Deputirten ordentlich Rechnung über alles erstatten / und das eingenommene baar erlegen / da so dann der / nach Abzug der darauff gegangenen passirlichen Unkosten / verbleibende Ertrag / unter Oesterreich und dem Creyß gleich getheilt / und da sich einige Unrichtigkeiten dabey hervor thäten / solche durch die beederseitigen Herrn Deputirte abgethan werden sollen; In gleichen solle

5. Auf Garn und Wollen / so aus dem Reich gehet / ebenfalls dem verkauffenden Unterthanen ein leidentlicher Imposto, nach der darüber noch zu publiciren stehenden Tariffa, angesetzt / das hieran beziehende in eine gemeinsame Cassa geleget / und davon Oesterreich ein Drittel / und dem Creyß zwey Drittel zugetheilt / und was davon / auch von dem Saltz eingehet / zu denen Kriegs-Vorfallenheiten und præstandis verwendet werden; All übriges /

6. Als da seynd Toback / frembde und eigene Wein / Brandwein / Eymer- oder Maßweiß / auch Pferd und Vieh / und was sonst seyn mag / solle nach jedes Orts Gutbefinden / per modum eines Accis, oder wie mann es nennen will / bey diesen extraordinari-Kriegs-Zeit- und Läufften belegt werden / oder auch auf andere Arth / nachdem es sich hier und da am füglichsten schickt / von extraordinari-mediis, jedoch ohne des dritten præjudicio, dergleichen Auflag eingeführet werden können / und trägt mann

7. An Seiten des Creysses keinen Zweiffel / allerhöchstgedachte Ihr. Kayserliche und Königliche Majestäten den allergnädigsten Consens hierzu ertheilen und zumahl die allergnädigste Verordnung ergehen lassen werden / daß gegen Beziehung oberwehnten / dem Publico allein zu statten kommenden Imposto von dem Saltz / all übriger etwa daraus hoffender derley Oblag abgethan / und es allein bey diesem gelassen / mithin das Saltz / als ein unentbehrliches / nicht ein oder andern zum præjuditz vertheuert werden möchte. Und dieses alles von jetzo an auf ein halb Jahr / da sich dann weiter zeigen wird / ob nach eines jeden befindenden Convenientz dasselbe zu verbessern / zu prorogiren / oder gar aufzuheben.

Dessen allen zu Urkund ist gegenwärtiger Recess in duplo gefertiget / und das eine Exemplar von der hochansehnlichen Ober-Oesterr. Commission mit ihren Hand-Unterschrifften und Pettschafften bestättiget / das andere aber mit der 5. Bäurn gewöhnlichen Insiegeln corroboriret / und gegen einander ausgewechselt worden / So geschehen Eßlingen den 26. Novembr. 1704.

LV.

1705. 2. Août. Vertrag zwischen Johann Wilhelm Churfürsten zu Pfaltz / dann Frantz Ludwig Bischoffen zu Wormbs durch beederseithige Gevollmächtigte Deputirte geschlossen; Wodurch die zwischen Ihnen wegen der Stadt Ladenburg und anderer verschiedenen Dörffern in puncto possessionis entstandene Strittig- und Mißhelligkeiten / vermittelst einander reciprocè gethanen Cedirung und Renuncirung verschiedener Ohrtern Recht- und Gerechtigkeiten gütl. beygelegt worden; Geben zu Dusseldorff den 2 Aug. 1705. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheilung IV. Absatzung I. pag. 751.]

C'est-à-dire.

Accord & Transaction entre JEAN GUILLAUME *Electeur Palatin &* LOUIS *Evêque de Worms, par laquelle au moyen de certaines Cessions de lieux & de certaines Renonciations, les anciens diferents qu'ils avoient au sujet de la Possession de la Ville de Ladenbourg, & de quelques autres Lieux du Païs, sont entierement accommodés & terminés. A Dusseldorp le 2. d'Aoust 1705.*

VON GOttes Gnaden Wir Johann Wilhelm (tot. tit.) und von desselben Gnaden wir Frantz Ludwig (tot. tit.) Bekennen und thun kundt Krafft dieses / vor Uns und Unsere Erben und Nachkommen / so wohl des Churfürstenthumbs der Pfaltz alß des Hochstiffts Wormbs / nachdem von langen Jahren hero zwischen Unserm respect. Churfürst / dem Hochstifft Wormbs viel und schwere Strittig- und Mißhelligkeiten sich ereignet / daß wir und Unsere Vorfahren zu deren gründlichen Hindansetzung anfänglich zwaren den Weg Rechtens durch verschiedene Procels und gerichtliche Händel zu ergreiffen genöthiget worden / nachmahls aber Uns eines arbitral-Endtscheidts und Compromisse, und zwaren sub auspiciis weyland Ihro Röm. Kayserlichen Majestät glorwürdigster Gedächtnüs / beederseits entschlossen / und nunmehro in Erwegung / was dergleichen Endschiedt und Landa vor Weiterung nach sich zu ziehen pflegen / zu gut- und freundt-brüderlichen Vergleich und gäntzlicher Abthuung aller hinc inde entstandener gravaminum und differentien eine wiederhohlte Zusammenschickung Unserer beederseits specialiter hierzu bevollmächtigter Deputirten und Räthen veranlasset haben / umb alles in den Standt zu setzen / wie man hinführo in beständiger Freund- und Nachbarschafft verbleiben möge / worauf dann wir Uns folgender gestalt gütlichen verglichen.

1. Cediret das Hochstifft Wormbs der Churfl. Pfaltz die Bischöffliche Wormbsische Stadt Ladenburg und das Dorff Neckerhausen / wie auch die im Odenwald liegende Dörfflein Altenbach / Ringes und Hewbach / von nun an aigenthumblich mit aller Landts-Fürstlicher Superiorität / Juribus, Rechten und Gefällen zu ewigen Zeiten / dergestalten / daß das Hochstifft einig theil daran nit mehr haben solle / ausgenommen das jenige / so von dem gedachten Hochstifft an denen Straßheimer Höffen dermahlen Pfandesweiß possidiret und genossen wird. Item sein Antheil Zehenten zu gedachtem Ladenburg so lang / biß die Churfürstl. Pfaltz ein æquivalent verschaffen wird / so dann die heimgefallene und noch heimfallende Lehen / so nicht von Statt und Burg / sondern von dem Hochstifft Wormbs immediatè dependiren / nicht weniger die Schaffnerey zu gedachtem Ladenburg / welche das Domb-Capitel zu Wormbs daselbst sambt zugehörigen Renten und Gefällen bißhero gehabt und genossen / welches alles unter solcher cession und Ubergab keines weges verstanden / sondern beym respective Hochstifft und Domb-Capitul wie bißhero aigenthümblich verbleiben solle; Waß aber die Kellerey Stein belanget / nachdeme solche dem Hochstifft Wormbs vermittels dieses Tractats / mit aller Territorial superiorität und hievon dependirenden juribus quibuscunque aigenthümblich verbleibet / so wird solche inhalts der Pfandt-Verschreibung nicht allein restituiret / sondern auch alle hohe und niedere Jagbarkeiten / Waldung / Wörten / Auen / Schäffereyen / Renth und Gefäll / welche die Churfürstl. Pfaltz bißhero strittig

ANNO 1705.

strittig und ohnstrittig besessen und genossen / sodann das der Churfl. Pfaltz zuständiges so genantes Neuschloß und darzu vermalen gehörige Güther auch hohe und niedere Jagdbarkeiten / so das Chur-Hauß Pfaltz in denen Lambertheimer Waldungen prætendiret / und so weit der Chur-Pfaltz solche gebühren mögten / dem Hochstifft Wormbs überlassen werden / und nicht das geringste bey sothaner Kellerey Stein vorbehaltlich verbleiben / Chur-Pfaltz auch wegen der Lambertheimer Jagdbarkeiten alle inhabende Documenta fideliter dem Hochstifft extradiren solle. Hingegen

2.) Cediret und übergibt ebenfalls auf ewig das Hochstifft Wormbs der Churfürstl. Pfaltz das Ambt Hembspach / in denen Dörffern Hembspach / Landenbach und Sultzbach / und dessen zugehörende Bestande / wie solche von besagtem Hochstifft bißhero besessen und genossen / auch vermög der Kauff-Verschreibung prætendiret werden / nichts ausgenommen.

3.) Thut das Hochstifft auf die bißhero prætendirte von Chur-Pfaltz aber nicht eingestandene Rheins-Gerechtigkeit dergestalt renunciiren / daß jedoch dem Hochstifft in dem Rheins-District von der Rohrheimer Rinnen an biß an die steinern Bach cum superioritate territoriali aigenthümblich seyn / und verbleiben solle / die darinnen befindl. Auen / Wörten / und zwar in specie der so genante Rosen-Garten / die Maulbeer Aue / der Heyl. sand / auch liegende-Auen / Insuln oder Wörten / und was von Chur-Pfaltz in solchem quæstionirten Rheins-District auch in der Kellerey Stein Jure alluvionis, oder sonsten besessen und genossen worden / auch künfftig sich weiter daran legen möchte. Mehres der so genante Norheimer Alt-Rhein und Alt-Wässern / sambt allen Fischereyen / hohen und nieder-Jagdbarkeiten / und was sonsten in denen diß und jenseitigen und obgemelten im Rhein liegenden Bischöffl. Auen / und Wörten / Chur-Pfältzl. Seithe / sub quocunque titulo exerciret worden / oder werden können / als dessen allen sich die Chur-Pfaltz gäntzlich begeben / und nichts anders reserviren thut / als besagte Rhein-Gerechtigkeit. Nemblich die bißhero erhaltene Rhein-Ruge und in dem Rhein künfftig entstehende weitere Insuln / sambt einigen bißhero in ipso flumine Rheni Chur-Pfältzl. Seithen ohne Contradiction besessenen Auen / und Wörten und damit keine Difficultät wegen des Leinpfadts am Rhein entstehen mögen so ist verglichen worden / daß die Bischöffl Wormbsische Unterthanen solchen Leinpfad zu Beförderung der Schiffart in solchem District unterhalten sollen / der Churfürstl. Pfaltz aber / gleich wie das / was in ipso flumine Rheni, also auch auff dem Leinpfadt bey und occasione der Schiffarten von denen Fuhr-oder Schiff-Leuthen straffbahres vorgehet / zu examiniren und zu bestraffen freystehe / ausser diesen Fällen aber dem Hochstifft Wormbs ratione juris territorialis die Cognitio und Bestraffung zukommen solle.

4.) Herentgegen versprechen wir der Churfürst / die funffzehen tausend Gulden Ladenburger Kauff-Schilling keineswegs zu fordern sondern renunciiren darauf gäntzl. dergestalten / daß das Hochstifft davon frey seyn und bleiben / und an dasselbe zu ewigen Tagen diesentwegen nichts gefordert werden solle / waß

5.) Die Bischöffl. Rhein-Dörffer selbsten betrifft / so renuncirt die Churfl. Pfaltz dem bißanhero in denen Bischöffl. Rhein-Dörffern benandtlich Horchheimb / Norheim / Bobenheim und Mörsch gehabt und exercirten juri Wildfangiatus und der Leibaigenschafft in realibus & personalibus uf dasige Unterthanen und Einwohner / auch was davon dependiret / und in krafft deren von der Chur hergebrachten Privilegien und alten Herkommens competiren mag / und cediret gantz und völlig dem Hochstifft Wormbs alle die Jura und Realia sambt hohen und niedern Jagdbarkeiten in obgedachter Rhein-Dörffer Bezirck / biß an die Gräntze der Statt Wormbs / wie solche von Chur-Pfaltz biß daro hergebracht / exerciret und genossen werden können; weiter alle und jede in diesem Territorio, denen Rhein-Dörffern befindlicher Waldungen / Büsche / Gehöltz / oder Gesträuch / wie solche Nahmen haben mögen / begriffen seynd / umb halben auch der Ends stehende so genante Chur-Pfältzl Jagd-Säuel abgestellet werden solle / daß also solchemnach sothane Dörffer sambt ihren Districten und Gemarckungen dem Hochstifft Wormbs plenissimo & absoluto supremi Dominii ac superioritatis territoriali jure, mit allen davon fliessend-und dependirenden Gerechtsahmen / von dato an / dem privativè, und allein zustehen / der zu Norheim befindliche Crahnen aber demolirt und abgethan werden solle / zu welchem Ende dann auch Chur-Pfaltz sich hiermit und Crafft dieses obligiret und verbindet / dem Gräfflichen Hauß Nassau-Saarbrücken / in specie dem Grafen von Nassau-Weylburg / Herrn Johann Ernsten / wegen des an obgedachten Rhein-Dörffern titulo feudi, von dem Bisthumb Wormbs innhabende Halbscheid ein anderwert annemliches æquivalent innerhalb 4. Monath à dato dieses geschlossenen Tractats / zu verschaffen / also und dergestalten / daß der jetzige Possessor und seine Agnaten an sothanen Rheindörffern hinfüro nit mehr participiren / oder sonsten einigen Anspruch (wie er immer genant werden mag) zu haben oder zu machen befugt / auch hierüber schrifftlichen Revers und Versicherung dem Bisthumb außzustellen verbunden seyn / widrigen falls aber und da gemelter Herr Graff von Nassau Weylburg nit vollkömmlich vergnügt / und dessen so wohl alß seiner Agnaten förmblich und in Recht verbindliche Renunciation nit beygebracht werden solte / alß dann Chur-Pfaltz die behörige Evictionem zu præstiren hette.

6. Cediret und übergibet weiters die Churfürstl. Pfaltz dem Hochstifft Wormbs die von demselben zu Lehen getragene Helffte deren Dorffschafften Dirmbstein u. Lamersheim / mit aller Landsfürstl. Superiorität und Bottmäßigkeit / auch aller etwann fliesenden Gerechtsahmen / wie solche von der Churfürstl. Pfaltz gegenwärtig possidiret und genossen werden / und Chur-Pfaltz vermög Lehen-Reversalien / und Ubergab bißhero possidir-und geniessen können / mit gäntzlicher Renunciation auf alle biß hiehin in dieser Gemeinschafft prætendirte Jura præcipua, und waß davon deriviret.

7. Cediret und übergiebt Chur-Pfaltz dem Hochstifft Wormbs die Dorffschafften Neuhaussen / Rheindürckheim und Beintersheimb sambt allen Appertinentien und Dependentien, cum omnimoda Jurisdictione ac superioritate Territoriali, und sonsten / nichts davon ausgenommen / wie es Nahmen haben mag / und es Chur-Pfaltz besessen / also und dergestalt / daß offt-erwehntes Hochstifft von nun an / und zu ewigen Zeiten sothane Dörffer und Appertinentien besitzen und geniessen solle / wie die Churfürstl. Pfaltz solche gegenwärtig besitzet und geniesset / außgenommen die in der Rheindürckheimer Gemarckung und Bottmäßigkeit von dem Obrist Krähe aufgeführte Gebäw mit dem Grahnen und Beidehandel / so an seithen der Churfürstl. Pfaltz demselben schon vor einigen Jahren erb-

ANNO 1705.

erbbeständtlich überlassen/ und dahero conditioniret worden/ daß er Kröhe und seine Erben bey dem Erbbestande gelassen/ und dargegen nie beschweret/ sondern vielmehr beschützet werden/ jedoch ohnerachtet er und diejenige Churfürstl. Pfälzl. Erbbeständere seind/ dannoch der Bischofflichen Wormbsischen Landesfürstl. Jurisdiction unterworffen bleiben/ im übrigen auch gleich andern Bischöfl. Landes-Einwohnern dem Hochstiffe die Herrschafftl. onera, in so weit es der Erbbestandts-Concession nit zuwieder ist/ abtragen solle.

8 Nachdeme das Hochstifft Wormbs inständig verlanget/ daß so wohl. in der Gemeinschaffe Dirmbstein und Lamersheim/ alß denen Rheindörffren/ wie nit weniger in der Kellerey Stein die Zölle abgestellet werden sollen/ so haben wir der Churfürst uns freund-brüderlich dahin erkläret/ so viel den Zoll in der Kellerey Stein betriffe/ solcher auf Art und Weiß bey dem Bistumb verbleiben solle/ wie die Churfürstl. Pfaltz selbigen bißhero innghabt und genossen/ so viel aber die Zölle in denen Rheindörffeen angehet/ solche wollen wir uns und der Churfürstl. Pfaltz beybehalten; Jedoch zu Verhütung alles Streits/ so sich offters mit denen Zöllen und occasione derselben ereignet/ sothane Zollstöcke in andere unß gelegne und zuständige eigne Oerter transferiret/ in der bißherigen Gemeinschafft Dirmbstein und Lamersheim aber der Zoll daselbst abgestellet; Im übrigen in den cedirten Orthen Rheintürckheim/ u. Beintersheim/ wie bey denen Rheindörffern der Zoll ebenmäßig transferiret/ der Zoll an der Brücken zu Neuhaussen aber in statu quo gelassen/ jedoch aber der Zollstock auß dem Dorff hinweg gethan/ u. an das Zollhauß gesetzet werden. Was dz Gelaid in dem Bischoffl. Territorio angehet; So ist es dahin vergl. daß/ obwohlen sothanes Gelaid der Churfürstl. Pfaltz bißhero Vigore Laudi Heilbronnensis privative zustünde/ daß jedoch bey denen Messen-Gelaiden denen Bischofl. Bedienten dem Gelaid-Actui beyzuwohnen gestattet werde.

9. Was die von seithen des Hochstiffts prætendirte restitution des Stiffts Neuhausen/ und krafft des zu Augspurg in anno 1566. ergangenen Urtheils betrifft/ da ist Chur Pfaltz-und Bischofl Wormbsischer seithen verglichen worden/ daß man beederseits sich zu demjenigen zu bequemen/ was dieserthalben in Judicio competenti, nemblich bey dem Kayserlichen Reichshof-Raht/ nach Ersuchen der anteactorum vor recht und billich wird erkant/ und amicabiliter verglichen werden.

10. Was das Religions-Wesen in denen hinc inde cedirten Orthen betriffe/ ist quoad exercitium Religionis verglichen/ daß dießfalß keine Neuerung eingeführet/ sondern solches in statu quo gelassen werden solle.

11. Renunciret das Hochstifft Wormbs auf seinen Antheil der prætendirten drey Dörffer Hochheim/ Leisselheim/ Pfiffligheim/ jedoch mit Vorbehalt der in die Kellerey Wormbs unstrittig gehörigen/ bißhero/ vermög selbiger Rechnung/ allda eingezogener und genossener Renthen u. Gefällen. Item auf die zu Hammern/ Ilbersheim/ Osthoffen u. Schwabenheim auch alle andere in bißheriger Handlung formirte prætensiones; so dann versprechen wir der Bischoff zu Worms/ wegen der von unsern an die Dom Capitulische Dörffer Nieder Flörsheim/ Radenbach/ und sonsten habender prætension, mit selbigen uns absonderlich abzufinden/ damit die Churfürstl. Pfaltz diese Dörffer hinführo ohne Anspruch geniessen möge/ und damit man

ANNO 1705.

12. Alles zu gegenwertiger u. künfftiger Versicherung auch Abwendung Streits/ desto besser einrichten möge/ so ist verabredet/ dz die in denen hinc inde cedirten Oerteen und darzu gehörigen Districten sich befindende sämbtl. Jura, Renth u. Gefälle ordentl. aufgezeichnet und von denen Deputirten subsignirt, zu unser beederseits Unterschr. um diesem Tractatui beyzufügen/ zugestellet werden.

13. Weilen unsers freundelich geliebten Herrn Bruders Bischoffens zu Wormbs Liebd. Uns zu erkennen gegeben/ was massen das Wormbsische Domb-Capitul und übriger Clerus noch einige Gravamina bey bißherigen Conferentien vorgebracht/ welche sie ebensals gern erörtert sehen möchten; Als erklähren wir uns/ solche Gravamina nach Vollziehung solches Tractats/ so gleich vornehmen/ u. der Billigkeit nach/ remediren zu lassen.

14 Erklähren wir uns beederseits dahin/ daß gegen diesen unsern gütlichen freund-brüderlichen Vergleich uns nichts schützen oder zustatten kommen solle/ einige Exception, in specie Læsionis und dergleichen/ oder andere Beneficia und remedia juris, sie haben Nahmen/ wie sie wollen/ gestalten wir solchen hiemit in genere und in specie austrücklich renunciiren/ und derselben uns gänzlichen begeben. Wan aber

15. Hiernechst über kurtz oder lang wegen Erläuterung oder interpretation dieses gütl. Vergleichs einige Irrungen u. Zweifel entstehen solte/ dieselbe vermög der Reichs-Constitutionen abgemachet/ und unterdessen keinem Theil/ wer der auch seye/ erlaubet oder zugelassen seyn/ mit seiner vermeinten Befugnüß vin facti durchzudringen; sondern dem possidirenden Theil biß zu rechtlicher Decision und Ausspruch ohn-turbiret und ruhig zu lassen/ zu mehrer vesthalt-Sicherheit und Bestättigung alles dessen/ was in gegenwertigem Tractat u. gütl. Vergleich enthalten/ geloben und versprechen wir unsrer respective Hn. Brüdere u. Pfaltz-Sultzbach/ als nechsten Agnaten/ auch Dom Capitulichen Consensum innerhalb 1. Jahr/ à dato in rechte beständiger Form beyzubringen/ desgl. Ihro Kayserl. Maj. Confirmation, Manutenenz u. Garantie auszuwürcken/ biß zu erfolg so wohl ein als des anderen aber solle nichts daweniger mittler Zeit dieser gütliche Tractat in seiner vollkommen Würcklichkeit und effect bestehen/ mithin derselbe in allem vollzogen/ und solchem in allen Stücken/ Puncten u. Clausulen treul. u. ohnverbrüchl. nachgelebet werden/ gestalten dann die Execution und Vollenziehung dieser Tractaten durch beederseits hierzu verordnete besondere Commissarios und Gevollmächtigte/ innerhalb 6. Wochen à dato, oder so bald immer möglich/ vermittels gewöhnlicher Immission und Ergreiffung würcklicher possession, wie solches bey dergleichen fällen gebräuchlich/ geschehen solle.

Zu Urkund und mehrerer Bekräfftigung dessen alles haben wir gegenwertigen gütlichen Vergleich in duplo aussertigen/ selbigen aigenhändig unterschreiben/ und unsere geheime Secret-Insiegel daran hangen lassen/ So geschehen Düsseldorff den 2. Aug. 1705.

LVI.

ANNO 1705. 15. Sept.

LVI

Revers Hertzogs Fridrich Wilhelm zu Mecklenburg-Schwerin/ an Hertzog Adolph Fridrich zu Mecklenburg-Strelitz/ daß er Ihme/ die zu folge dem Hamburgischen Recels de dato 8. Martii 1701. jure perpetui Dominii gehörige/ und annoch restirende Zoll-gelder der 9000. Thaler zu Boitzenburg richtig abzahlen/ und fuhrohin an derselben erhebung unperturbirt lassen wolle. Geben zu Schwerin den 15. Septembris 1705. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. II. Abtheil. IV. Absatz. VI. pag. 626. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum* Tom. XVII. sub anno 1705. pag. 178]

C'est-à-dire,

Revers donné par FREDERIC GUILLAUME *Duc de Mecklenbourg-Swerin; au Duc* ADOLPH FRIDERIC *de Mecklenbourg-Strelitz, par lequel il lui promet le payement des Arrerages des 9000. Ecus, qui lui doivent revenir annuellement du Peage de Boitzenbourg, en consequence du Recès fait entr'eux à Hambourg le 8. Mars 1701. Et de ne point le troubler à l'avenir dans la perception du même Péage. Donné à Schwerin le 15. Septembre 1705.*

Von GOttes Gnaden/ Wir Friedrich Wilhelm/ Hertzog zu Mecklenburg/ Fürst zu Wenden/ Schwerin und Ratzenburg/ auch Grafe zu Schwerin/ der Lande Rostock und Stargard Herr: Uhrkunden und bekennen hiermit/ demnach Wir/ mit unsers Herrn Vettern/ Hertzogs Adolph Friedrichs zu Mecklenburg Lbd. wegen von Uns beschehener Vorenthaltung und Erhebung/ der zu Folge des zu Hamburg den 8. Martii Anno 1701. errichteten Recessus Ihro Lbd. Jure perpetui Dominii jährlich competirenden 9000. Rthlr. Boitzenburgischer Zoll-Gelder in Streit und Irrung gerathen/ und solche nunmehr auf Unterhandlung und fleißiges Zusprechen/ der von den Hohen Guarands obgedachten Vergleichs verordneten Herren Commissariis dergestalt gütlich gehoben und abgethan worden/ daß Wir dasjenige/ was mit Fürstl. Mecklenburg-Strelitzischen Original-Quitungen auf diese Zoll Gelder nicht als baar bezahlt so fort beleget werden kan/ mit den 4. Wochen nach jüngst verflossenen Johannis verfallenen Termin, præ via liquidatione, noch rückständig befunden wird/ mit und nebst dem Interesse a 5. pro Cento, innerhalb 6. Tagen à dato dieses/ in einer nachdrücklichen Summ an speciebus in der Stadt Hamburg an den/ oder diejenigen/ so mehr Hochgedachte Ihr. Lbd. darzu bevollmächtigen werden/ baar/ ohn einigen Aufenthalt/ zu bezahlen gelobet/ und unter denen bey weitern Aufschub Uns zur Last gereichenden Conditionen/ welche der hohen Herren Guarands verordnete Ministri an statt der würcklichen Execution, zur Sicherheit sothanen unsers Versprechens völligen Erfüllung/ in einem Neben-Recessu abzureden und zu bedingen/ auch Wir einzugehen mit beliebet/ versprechen; Als werden Wir dem nicht allein behörig nachkommen/ sondern wir geloben und versprechen auch Krafft dieses bey Fürstlichen wahren Worten und Ehren zum verbündlichsten/ als es immer geschehen kan und mag/ und unter der beständigen Guarantie der Höchstgedachten beyden Puissances hiemit/ damit Ihr Lbd. ratione futuri der ruhigen Erhebung dieser Ihro Jure perpetui Dominii zugehöriger Zoll-Gelder/ desto völliger und allerdings gesichert seyn mögen/ daß Wir Ihr. Lbd. dieselbe von nun an/ und hinkünfftig ohn einigen Abgang/ Schmälerung und Eingriff/ nicht allein wollen ruhig und ohnperturbirt erheben lassen/ sondern auch den zeitigen Zoll Verwalter mit Vorgreiffung/ Inhibition, Compensation, oder sonsten andern Vorwand und Prætext, wie derselbe auch genannt werden könte/ deren Zahlung nicht hemmen/ weniger wegen unser/ an die Contribution des Stargardischen Crayses machenden Forderung (als welche Wir auf die in dem Hamburgischen Recesse abgeredete Weise nechstens vor einer Arbitrage an- und auszuführen/ jedoch uber Ihr. Lbd. eher Wir dieselbe durch rechtlichen Spruch erhalten/ an deren richtigen Perception und Genuß auf keine Weise zu hinderen versprechen) diese Gelder occupiren und an Uns ziehen/ so daß Wir/ wenn auch gleich inzwischen einige Mandata inhibitoria oder andere dergleichen Verordnungen/ Arresta, oder sonsten ergiengen/ solche nicht attendiren/ gebrauchen/ oder die Abführung dieser Gelder an Ihro Lbd. dadurch aufzuhalten Uns bedienen werden/ wollen oder mögen. Immaßen dann/ zu mehrer Festhaltung dieses alles/ nicht allein der jetzige Zoll-Verwalter und dessen Successores, so offt einer diesen Dienst antritt/ Krafft dieses befehlichet und angewiesen werden/ und stets schuldig seyn sollen/ vor hochgedachten unsers Herrn Vettern Lbden und dero Nachkommen/ sich eydlich zu verpflichten und zu verbinden/ diese Ihro zugehörige Gelder auf die verflossene Termine richtig zu bezahlen/ und Uns von denen Zoll-Intraden den Uberschuß nicht ehender zu liefferen/ biß diese bey jedem Termin richtig und gäntzlich vergnüget/ mit dem verbündlichen Anhang/ da/ wieder Verhoffen der Zoll Verwalter daran säumig würde/ und die Gelder innerhalb 14. Tagen/ nach dem verflossenen Termin, nicht baar abführete/ alsdann das ob ulteriorem moram erwachsende Interesse selbiger aus eigenem Beutel/ oder in casum ipsius innocentiæ & inopiæ, Wir selbst aus denen Zoll-Geldern solche una cum Capitali abtragen/ und contentiren lassen wollen. Wir können und wollen auch gerne zustehen und leiden/ daß unsers Herrn Vettern Lbd. der zeitige Zoll-Verwalter/ wenn er die Bezahlung eines Termins wieder Zuversicht verzögert/ nach Verfliessung 4. Wochen nach denselben/ so lange bis die Bezahlung würcklich erfolget/ monatlich von 100. Rthlr. einen Rthlr. nebst dem vorgemelten Interesse abführen/ und diese aufgesetzte Straffe von unsers Vettern/ Hertzog Adolph Friedrichs Lbd. ad pias Causas verwendet/ auch durch Unser/ oder do Wir Uns dessen wegerten/ die hohe Herren Guaranteurs exequiret werden sollen. Würden Wir auch/ das doch nimmermehr seyn solte/ selbst in diese Gelder greiffen/ oder deren Abführung verhindern/ so wollen Wir geschehen lassen/ daß durch der offtgemeldten hohen Guarantie Hülffe offt hochgedachte Unsers Herrn Vettern Lbd. auf Art und Weise/ wie Sie am besten dazu gelangen mögen/ das Ihrige nebst Kosten und Schaden/ von Uns wieder exigiren/ und wie unsers Herrn Vettern Liebd. annoch einen Anspruch an uns/ wegen der von Ihr. Lbd. zu Erhaltung der Restitution solcher Boitzenburgischen Zoll-Gelder ungewandten Kosten zu machen vermeinen/ so wollen wir derselben vor der Arbitrage, wann Sie deßhalber Klage führen/ derentwegen zu rechte stehen/ und was alsdann das Recht mitbringet/ præstiren.

Zu Uhrkund dessen haben Wir dieses eigenhändig unterzeichnet/ und mit unserm Fürstlichen Insiegel bekräfftiget. So geschehen auff unser Vestung Schwerin/ den 15. Septembr. Anno 1705.

Friedrich Wilhelm.

(L. S.)

ANNO 1705. 25. Oct.

LVII.

Acte du Parlement d'Angleterre pour la plus grande sûreté de la Personne & du Gouvernement de Sa Majesté BRITANNIQUE *& de la Succession à la Couronne dans la Ligne Protestante de* HANOVER; *passé* anno quarto & quinto ANNAE REGINAE, *de la premiere Session, qui commença le 25. d'Octobre 1705.* [Sur la Copie imprimée par ordre d'un Ministre d'Angleterre, à la Haye chez *T. Johnson*. Anno 1706. in fol. grand format.]

POUR la plus grande sureté de la Personne & du Gouvernement de Nôtre très-gracieuse Souveraine, & de la Succession à la Couronne d'Angleterre dans la Ligne Protestante, comme elle est presentement établie, limitée & fixée par les Loix & les Statuts de ce Royaume; Qu'il soit ordonné par Sa très-Excellente Majesté, avec & de l'avis, & du consentement des Seigneurs Spirituels & Temporels, & des Communes assemblées dans ce present Parlement, & par l'Autorité d'iceux, Que si quelque personne ou personnes que ce soient, depuis & après le vingt-cinquiéme jour de Mars de l'an de Nôtre Seigneur mil sept cens six, *déclarent, soûtiennent, & affirment malicieusement, de conseil déliberé & directement, par des Ecrits, ou des Imprimez, Que Nôtre Souveraine la Reine à present Regnante, n'est pas la légitime & la véritable Reine de ces Royaumes:* ou *Que le Prétendu Prince de Galles, qui prend à present le Titre de Roi d'Angleterre sous le nom de* JAQUES III. *a aucun Droit ou titre à la Couronne de ces Royaumes:* ou *Qu'aucune autre personne a aucun Droit ou titre à ladite Couronne, autrement qu'il n'a été établi par l'Acte du Parlement passé la premiere année du Regne de feu leurs Majestés le Roi* GUILLAUME *& la Reine* MARIE *d'heureuse & de glorieuse memoire, Intitulé* Acte déclarant les Droits & les Libertez des Sujets, & établissant la Succession de la Couronne; *& d'un autre Acte fait l'an douziéme du Regne de sa feu dite Majesté le Roi* GUILLAUME III., *Intitulé*, Acte pour une plus grande Limitation de la Couronne, & pour mieux assûrer les Droits & les Libertez des Sujets: ou *Que les Rois ou Reines d'Angleterre avec & de l'autorité du Parlement d'Angleterre n'ont pas le Pouvoir de faire des Loix & des Statuts d'une force & d'une validité suffisantes, pour limiter & restraindre la Couronne de ce Royaume, & la Descente, la Limitation, l'Heredité & le Gouvernement de ladite Couronne*; Chaque telle personne ou personnes seront coupables de Haute Trahison, & en étant atteints & convaincus, suivant les Loix & Statuts de ce Royaume, ils seront reputez & jugez Traitres, & subiront la peine de mort, & toutes les pertes & confiscations comme en cas de Haute Trahison.

Et Qu'il soit ordonné de plus par l'Autorité susdite, Que si après ledit 25. jour de Mars, Quelque personne ou personnes *déclarent, soûtiennent, & affirment malicieusement & directement en prêchant, en enseignant, ou dans leurs discours prémeditez, Que la Reine nôtre Souveraine à present Regnante n'est pas la legitime & véritable Reine de ces Royaumes*, ou *Que le Prétendu Prince de Galles, qui se dit à present Roi d'Angleterre sous le Nom de* JAQUES III. *a aucun Droit, ou Titre à la Couronne de ces Royaumes*, ou *Qu'aucune autre personne ou personnes, a ou ont, aucun Droit ou Titre à ladite Couronne, autrement que suivant un Acte du Parlement fait la premiere année du Regne de feu leurs dites Majestés le Roi* GUILLAUME *& la Reine* MARIE, *Intitulé*, „ Acte qui déclare les Droits & les Libertez de Sujets, qui établit la Succession de la Couronne“; Et suivant un autre Acte fait l'an douziéme du Regne de feu sadite Majesté le Roi GUILLAUME III., Intitulé, „ Acte pour une plus grande Limitation de la Couronne, & pour mieux asseurer les Droits & les Libertez des Sujets“: ou *Que les Rois ou Reines d'Angleterre avec ou de l'autorité du Parlement d'Angleterre, n'ont pas le pouvoir de faire des Loix, ou des Statuts d'une force & d'une validité suffisantes pour limiter & restraindre la Couronne de ce Royaume, & la Descente, la Limitation, l'Heredité & le Gouvernement de ladite Couronne*, Chaque telle personne ou personnes, en étant duëment convaincuës, *encoureront le danger & la peine de* PRAEMUNIRE, mentionnez dans le Statut de *Praemunire* fait la seiziéme année du Regne du Roi RICHARD II. ANNO 1705.

Pourvû toûjours, & Qu'il soit ordonné par l'Autorité susdite, Que personne ne sera poursuivi en vertu de cet Acte, pour aucunes paroles dites, à moins que l'Information desdites paroles ne soit faite sous Serment devant un ou plusieurs Juges de Paix, dans le tems de trois jours après que lesdites paroles auront été prononcées; & Que la poursuite de ladite offense sera faite dans le tems de trois mois après ladite Information; Et Que personne ne sera convaincu en vertu de cet Acte, pour aucunes telles paroles prononcées; que sur le Serment de deux Témoins dignes de foi.

Et Qu'il soit ordonné de plus par l'Autorité susdite, Que ce present Parlement, ou quelqu'autre Parlement, qui sera appellé & convoqué par sa Majesté la Reine ANNE, ses Heritiers ou Successeurs, ne sera ni fini, ni dissous par la Mort, ou la *Demise* de sadite Majesté ses Heritiers ou ses Successeurs, mais que ledit Parlement continuera; & il est ordonné par ce present Acte de continuer: Et a pouvoir, & est requis par ce même Acte, en cas qu'il tienne Séance dans le tems de ladite Mort ou *Demise*, de continuer immediatement d'agir, nonobstant ladite Mort, ou *Demise*, pour & durant le tems de six mois, & pas plus longtems; à moins que le même Parlement ne soit prorogé, ou dissous avant ce tems-là par la personne à qui la Couronne de ce Royaume d'Angleterre viendra, demeurera, & sera, conformément aux Actes pour la Limitation & Etablissement de la Succession ci-dessus mentionnée: Et si ledit Parlement se trouve prorogé alors, il s'assemblera & tiendra Seance le jour auquel il aura été prorogé, & continuera le reste dudit tems de six mois, à moins qu'il ne soit plûtôt prorogé ou dissous, comme il a été dit.

Deplus il est ordonné par l'Autorité susdite, Que s'il y a un Parlement dans le tems de la Mort ou *Demise* de Sa Majesté, de ses Heritiers, ou Successeurs, & qu'il arrive que ledit Parlement soit separé par Ajournement, ou Prorogation; ledit Parlement immediatement après ladite Mort ou *Demise*, s'assemblera, tiendra Séance, & agira nonobstant ladite Mort, ou *Demise*, pour & durant le tems de six mois, & non plus long-tems; à moins qu'il ne soit plûtôt prorogé, ou dissous, comme il a été dit.

Il est de plus ordonné par l'Autorité ci-dessus, Qu'au cas qu'il n'y ait point de Parlement actuel dans le tems dudit decès, lequel se soit assemblé & ait tenu Séance; Alors le dernier précedent Parlement s'assemblera immediatement, tiendra ses Seances à Westminster, & sera un Parlement pour continuer, comme il a été dit, à tous égards & propos, comme si ledit Parlement n'avoit jamais été dissous; mais il sera pourtant sujet à être prorogé & dissous, comme il a été dit.

Pourvû toûjours, & Il est déclaré par ce present Acte, Que rien de ce qui y est contenu ne s'étendra, ou ne sera entendu s'étendre à alterer ou à abroger le Pouvoir de la Reine, de ses Heritiers, ou Successeurs: de proroger, ou de dissoudre les Parlemens; ni à revoquer, ou annuller un Acte du Parlement passé l'an six & septiéme du Regne de feu Sa Majesté le Roi GUILLAUME III., Intitulé, *Acte pour une frequente Assemblée & Convocation des Parlemens:* Mais Que ledit Acte continuera en force, dans chaque chose qui n'est pas contraire ou inconsistante avec ce qui est ordonné par cet Acte.

Il est de plus ordonné par l'Autorité susdite, Que le Conseil Privé de Sa Majesté, de ses Heritiers, ou Successeurs, ne sera point fini ni dissous par le Decès, ou la *Demise* de Sa Majesté, de ses Heritiers, ou Successeurs; mais que ledit Conseil Privé continuera & agira, comme tel, pendant le tems de six mois, immediatement après ladite Mort ou *Demise*, à moins qu'il ne soit fini plûtôt par le prochain Successeur à qui la Couronne Imperiale de ce Royaume doit aller, demeurer, & descendre selon la Limitation de la destination de ladite Couronne. Et ne demeureront point vacants pour raison de la *Demise*, ou Decès de Sa Majesté, ses Heritiers, ou Successeurs Reines ou Rois de ce Royaume, les Offices & Places de Chanceliers, de Garde du Grand Sceau d'Angleterre, de Grand Tresorier d'Angleterre,

ANNO 1705.

terre, de President du Conseil, de Garde du Sceau Privé, de Grand Amiral d'Angleterre, ni aucun des Grands Offices de la Maison de la Reine ou du Roi pour le tems present ; Ni pareillement aucun Office, Place, ou Emploi, Civil ou Militaire, dans les Royaumes d'Angleterre ou d'Irlande, Principauté de Galles, la Ville de Berwyk sur la Twede, les Iles de Jersey, Guernesey, Alderney, & Sarck, ni aucunes des Colonies de Sa Majesté ; Mais ledit Chancelier, ou Garde du Grand Sceau d'Angleterre, le Grand Tresorier d'Angleterre, le President du Conseil, le Garde du Sceau Privé, le Grand Amiral d'Angleterre, les Grands Officiers de la Maison Royale, & toute autre personne ou personnes dans quelques-uns des Offices, Places, ou Emplois susdits, continueront chacun dans son Office, Place, ou Emploi, pendant le tems de six mois prochains, après ledit decès, ou ladite *Demise* ; à moins qu'ils n'en ayent été éloignez & demis par le Successeur, comme il a été dit.

Il est de plus ordonné par l'Autorité susdite, Que le Grand Sceau d'Angleterre, le Sceau Privé, le Cachet Privé, & tous les autres Sceaux publics, qui subsisteront au tems de la Mort ou *Demise* de Sa Majesté, de ses Heritiers, ou Successeurs, continueront & serviront comme les Sceaux propres du Successeur, jusqu'à ce que ledit Successeur en ordonne autrement.

Il est ordonné par l'Autorité susdite, Qu'en quelque tems que Sa Majesté (que Dieu veuille longtems conserver) vienne a deceder sans issue de son corps, le Conseil Privé, qui subsistera dans le tems du decès de Sa Majesté, fera proclamer ouvertement & solemnellement en Angleterre & en Irlande, avec toute la diligence convenable, le plus proche Successeur Protestant, qui a le Titre à la Couronne d'Angleterre, en vertu des Actes ci-dessus mentionnez, selon la maniere & la forme selon lesquelles les précedens Rois & Reines d'Angleterre ont eu coûtume d'être proclamez après le decès de leurs Predecesseurs : Et que tous & chacun des Membres dudit Conseil Privé qui negligera, ou refusera volontairement de faire faire une semblable Proclamation, seront coupables de Haute Trahison, & en étant atteints & convaincus selon les Loix & les Statuts de ce Royaume, seront reputez & jugez Traitres, & subiront les peines de Mort, & tous dommages & confiscations comme en cas de Haute Trahison. Comme aussi chaque Officier & tous les Officiers desdits Royaumes d'Angleterre & d'Irlande, qui seront requis par ledit Conseil Privé de faire lesdites Proclamations, & qui refuseront ou negligeront volontairement de les faire, seront coupables de Haute Trahison, & en étant atteints & convaincus suivant les Loix & les Statuts de ce Royaume, seront censez & jugez Traitres, & subiront les peines de Mort, & tous les dommages & confiscations comme dans le cas de Haute Trahison.

Et parce qu'il peut arriver que le prochain Successeur Protestant, peut dans le tems de la Mort ou *Demise* de Sa Majesté, être hors du Royaume d'Angleterre & delà la Mer ; C'est pourquoi il est ordonné par l'Autorité susdite, Que pour continuer l'Administration du Gouvernement au nom dudit prochain Successeur Protestant, jusqu'à son arrivée en Angleterre, les sept Officiers ci-dessous nommez, qui seront en possession de leurs Offices dans le tems de ladite Mort ou *Demise* de Sa Majesté ; c'est-à-dire, l'Archevêque de Cantorbery, alors en Charge ; le Grand Chancelier, ou le Garde du Grand Sceau d'Angleterre, alors en Charge ; le Grand Tresorier d'Angleterre, alors en Charge ; le President du Conseil, alors en Charge ; le Garde du Sceau Privé, alors en Charge ; le Grand Amiral d'Angleterre, alors en Charge, & le Chef de Justice du Banc de la Reine, alors en Charge, seront, & sont, en vertu de cet Acte, constituez & établis Seigneurs Justiciers d'Angleterre, & en vertu dudit Acte, auront & ont Pouvoir au nom dudit Successeur, & en sa place, d'exercer & executer tous pouvoirs, autoritez, matieres, & Actes du Gouvernement, & l'Administration du Gouvernement, d'une maniere aussi étenduë, que ledit prochain Successeur pourroit faire s'il étoit present en personne dans ce Royaume d'Angleterre ; jusqu'à ce que ledit Successeur vienne, ou qu'il falle finir autrement leur autorité.

Néanmoins, il est de plus ordonné par l'Autorité susdite, Que ladite Personne, qui par les Limitations susdites, est, ou sera la plus proche à succeder à la Couronne de ce Royaume, en cas de Mort de Sa Majesté sans Issue, aura & a le Pouvoir, en vertu de cet Acte, de nommer & de constituer, dans quelque tems que ce soit, durant la vie de Sa Majesté, par trois Instrumens signez de sa main, & scellez de son Sceau, lesquels Elle pourra revoquer, ou changer à sa volonté & à son plaisir, telles, & autant de personnes, nées Sujettes de ce Royaume d'Angleterre, qu'Elle le jugera à propos, pour être ajoûtées aux sept Officiers ci-dessus nommez, pour être Seigneurs Justiciers, comme il a été dit, Lesquels auront pouvoir, par l'autorité de cet Acte, d'agir avec Eux comme Seigneurs Justiciers d'Angleterre, aussi pleinement, & de la même maniere, que s'ils avoient été nommez particulierement dans cet Acte ; Lesquels dits Seigneurs Justiciers, ou la plus grande partie d'iceux qui s'assembleront, pourvû qu'ils ne soient pas moins de cinq, pourront employer & exercer tout le pouvoir & l'autorité ci-dessus mentionnez, aussi amplement & avec autant d'effet à tous égards, que s'ils avoient été tous assemblés, & qu'ils eussent tous donné leur consentement.

Il est de plus ordonné par l'Autorité susdite, Que les trois dits Instrumens revocables, & qui peuvent être changez, comme il a été dit, seront transmis bien cachetez en Angleterre, au Ministre Resident de la Personne qui doit succeder, comme ci-dessus dit, (duquel Ministre Resident les Lettres de Créance seront enregistrées dans la Grande Cour de la Chancellerie) & à l'Archevêque de Cantorbery, & au Grand Chancelier, ou Garde du Grand Sceau d'Angleterre, & après qu'ils auront été ainsi transmis, ils seront mis séparément sous divers Couverts, qui seront séparément scellez des trois differens Cachets dudit Ministre Resident, de l'Archevêque de Cantorbery, & du Grand Chancelier, ou du Garde du Grand Sceau d'Angleterre : Et l'un desdits Instrumens étant ainsi scellé, sera mis & deposé entre les mains dudit Ministre Resident, un entre les mains dudit Archevêque de Cantorbery ; & l'autre entre les mains du Grand Chancelier, ou du Garde du Grand Sceau d'Angleterre : Et si le prochain Successeur a dessein de revoquer, ou de changer la Nomination, & Destination faites, comme il a été dit, il demandera par trois Ecrits de la même Teneur, sous sa Main & sous son Sceau lesdits Instrumens deposez, comme il a été dit, pour être délivrez à une ou plusieurs Personnes autorisées pour les recevoir ; Alors & dans ledit cas lesdites Personnes entre les mains de qui seront deposez lesdits Instrumens, & chacun d'iceux, & en cas de mort de quelqu'une de ces Personnes, leurs Executeurs ou Administrateurs, & toute autre personne en la garde de qui seront lesdits Instrumens, les délivreront semblablement, & sont autorisez, & requis de le faire par ce present Acte. Et s'il arrive qu'aucune desdites Personnes entre les mains de qui lesdits Instrumens seront deposez, vienne à mourir, ou soit demis de son Emploi, ou Office, pendant la vie de Sa Majesté à present Regnante ; Ladite Personne ou Personnes, & en cas de mort leurs Executeurs ou Administrateurs respectivement, & toute autre Personne à la garde de qui sera aucun desdits Instrumens, délivrera ou délivreront avec toute la diligence convenable, tels desdits Instrumens qui seront en sa ou en leur garde, au Successeur, ou Successeurs de la Personne, ou Personnes mortes ou demises de leurs Emplois, ou Offices, comme il a été dit : Lesquels dits differens Instrumens, ainsi scellez & deposez, comme il a été dit, seront apportez devant le Conseil Privé immediatement après le Decès de Sa Majesté sans Issue, où ils seront aussi-tôt ouverts & lûs, & ensuite enregistrez dans la Grande Cour de la Chancellerie.

Et Qu'il soit de plus ordonné par l'Autorité susdite, Que si quelqu'une desdites Personnes entre les mains de qui lesdits Instrumens seront deposez, comme il a été dit, ou quelqu'un de leurs Executeurs ou Administrateurs, ou quelqu'autre Personne en la garde de qui seront lesdits Instrumens, après la Mort de quelqu'un desdites Personnes, ouvre aucun desdits Instrumens, ou neglige ou refuse volontairement, de les produire devant ledit Conseil Privé, comme il a été dit ; Telle Personne ouvrant ainsi, negligeant, ou refusant de les produire, encourra les peines & amandes de *Præmunire*, infligées par ledit Statut de *Præmunire*.

ANNO 1705.

Il est de plus ordonné par l'Autorité susdite, Que si tous lesdits Instrumens deposez, comme il a été dit, ne sont pas produits devant ledit Conseil Privé, comme il a été dit, Alors un ou plusieurs desdits Instrumens ainsi produits, comme il a été dit, auront le même effet pour donner la même Autorité, comme il a été dit, aux Personnes qui y seront nommées, comme s'ils avoient tous été produits, comme il a été dit: Et Que s'il n'y a point de Nomination faite par de tels Instrumens, Alors les sept susdits Officiers, ou cinq d'entre Eux, quels qu'ils soient, seront constituez & appointez pour être Seigneurs Justiciers d'Angleterre, & seront revêtus du Pouvoir & de l'Autorité mentionnez dans le present Acte.

Il est de plus ordonné, Que les Seigneurs Justiciers constituez, comme il a été dit, ne dissoudront point le Parlement qui est continué & ordonné de s'assembler, & de tenir ses Séances, comme il a été dit, sans un Ordre exprès de la Reine ou du Roi, qui succedera; Et que lesdits Seigneurs Justiciers seront & sont par cet Acte restraints & rendus incapables de donner le consentement Royal dans le Parlement, à aucun Bill ou Bills pour revoquer, ou alterer l'Acte passé l'an treiziéme & quatorziéme du Regne du Roi CHARLES II., Intitulé, *Acte pour l'Uniformité des Prieres Publiques, & pour l'Administration des Sacremens, & autres Rites & Cérémonies, & pour établir la forme de faire, d'ordonner, & de consacrer des Evêques, Prêtres, & Diacres dans l'Eglise Anglicane*, Et que tous & chacun desdits Seigneurs Justiciers, qui concourront à donner le Consentement Royal au Bill ou Bills, pour revoquer ou alterer ledit Acte, seront coupables de Haute Trahison, & souffriront les peines & confiscations comme dans le cas de Haute Trahison.

Et Qu'il soit de plus ordonné par l'Autorité ci-dessus dite, que lesdits Seigneurs Justiciers avant qu'ils agissent & entrent dans la fonction desdits Offices, & d'aucune partie de l'Autorité, qui leur a été donnée par cet Acte, prêteront le Serment mentionné dans un Acte passé la premiere année du Regne de feu leurs dites Majestez le Roi GUILLAUME & la Reine MARIE, Intitulé, *Acte pour abroger les Sermens de Fidélité & de Suprématie, & pour ordonner d'autres Sermens*; & aussi les Sermens exprimez dans la suite de cet Acte; Lesquels Sermens seront prêtez devant le Conseil Privé, qui doit continuer en vertu de cet Acte; Lequel Conseil Privé est requis & a pouvoir d'éxiger ledit Serment. Et tous les Membres des deux Chambres du Parlement, & chaque Membre du Conseil Privé, & tous les Officiers & Personnes dans quelques Offices, Places, ou Emplois, que ce soit, civils, ou militaires, qui sont & seront continuez par cet Acte, comme il a été dit, prêteront ledit Serment, & feront tous les autres Actes requis par les Loix & Statuts de ce Royaume, pour se qualifier & rendre capables d'être & de continuer dans leursdites Places, Offices & Emplois, dans le même tems, de la même maniére, & sous les mêmes peines, amendes & incapacitez qu'ils le devroient prêter, s'ils avoient été nouvellement élûs, nommez, constituez, & mis dans lesdits Offices, Places, ou Emplois, dans la maniére ordinaire & accoûtumée.

Il est de plus ordonné & établi par ce present Acte, Que toutes & chaque Personnes qui seront Seigneurs Justiciers en vertu de cet Acte, seront estimez & regardez comme Personnes éxerçant des Offices de Confiance dans ce Royaume, & seront requis de faire tous les Actes exigez par les Loix & les Statuts de ce Royaume, pour se qualifier, & continuer dans leursdits Offices, ou Places de Confiance, dans ledit tems, en ladite maniére, & sous lesdites peines, amendes & incapacitez, comme il est requis dans & par lesdits Actes.

Et qu'il soit de plus ordonné par l'Autorité susdite, Que depuis & après le décès de Sa Majesté sans Issue de son corps, au lieu du Serment ordonné par l'Acte passé l'an premier du present Régne de Sa Majesté intitulé, *Acte pour déclarer les changement faits dans le Serment qui doit être pris en vertu de l'Acte intitulé, Acte pour la plus grande sûreté de la Personne de Sa Majesté, & de la Succession à la Couronne dans la Ligne Protestante, & pour éteindre les espérances du prétendu Prince de Galles, & de tous autres Prétendans & leurs Fauteurs secrets ou dé-[illegible]*, & pour déclarer que *l'Association* est finie, Le Serment suivant sera prêté par toutes les Personnes qui sont requises par cet Acte, de prêter le Serment qui y est mentionné, selon les altérations & changemens faits dans ce present Acte; c'est à dite,

ANNO 1705.

„ Je A. B. reconnois, confesse, témoigne & dé-
„ clare véritablement & sincérement, en conscien-
„ ce, devant Dieu, & devant le Monde, que nôtre
„ Souveraine
„ est légitime & véritable
„ de ce Royaume & de tous les autres Etats & Païs
„ appartenans à Sa Majesté, & je déclare solemnel-
„ lement & sincérement, que je croi en conscience
„ que la Personne que l'on prétendoit être Prince
„ de Galles pendant la vie du Roi Jaques, & qui
„ depuis sa mort prétend être & prend sur soi le sty-
„ le & titre de Roi d'Angleterre sous le nom de Ja-
„ ques III. n'a aucun Droit ni titre que ce soit à
„ la Couronne de ce Royaume, ni à aucun des E-
„ tats qui en dépendent; & je renonce, abjure, &
„ refuse de lui rendre aucune fidélité & obeissance;
„ & je jure que je serai fidéle, & rendrai une véri-
„ table obeissance à
; & que je défendrai de tout
„ mon pouvoir contre toute sorte de Conspirations,
„ & attentats quels qu'ils puissent être, qui seront
„ commis contre sa Personne, sa Couronne, ou sa
„ Dignité; & que je ferai tous mes efforts pour dé-
„ couvrir & faire connoître à Sa Majesté & à ses
„ Successeurs, toutes trahisons & conspirations que
„ je saurai être contre
ou quelqu'un d'eux; & je
„ promets fidélement & de tout mon pouvoir, de
„ supporter, maintenir, & défendre la Limitation
„ & Succession de la Couronne, contre lui ledit Ja-
„ ques & toutes autres Personnes que ce soit, com-
„ me elle est & demeure limitée dans la Personne
„ de la Princesse Sophie, Electrice & Duchesse
„ Douairiére d'Hanover & les Héritiers de son corps
„ qui seront Protestans, par un Acte intitulé, *Acte*
„ *pour la plus grande Limitation de la Couronne, &*
„ *pour la plus grande sûreté des Droits & Libertez des*
„ *Sujets*; Et je reconnois & jure entiérement & sin-
„ cérement toutes ces choses, suivant les paroles
„ expresses que j'ai prononcées, & suivant le sens
„ naturel & commun de ces mêmes paroles sans au-
„ cune équivoque, évasion mentale, ou réservation
„ secrette, quelles qu'elles soient; & je fais cet
„ aveu, cette abjuration, renonciation, & promesse,
„ de tout mon cœur, volontairement & sincérement
„ sur la vraye foi d'un Chrétien.

Ainsi Dieu me fasse grace.

Les Blancs duquel Serment seront remplis du nom de celle, ou de celui, comme Reine, ou Roi, qui sera le plus proche de la Succession, conformément audit Acte; *Pour la plus grande Limitation de la Couronne, & pour la plus grande sûreté des Droits & des Libertez des Sujets*, quand ledit Serment aura lieu, & avec les autres additions propres des mots *Elle*, ou *Lui*. Et depuis & après la mort du prétendu Prince de Galles, les paroles suivantes (à savoir) *Et je déclare solemnellement & sincérement, que je crois en conscience que la Personne que l'on prétendoit être le Prince de Galles pendant la vie du Roi Jaques, & qui depuis sa mort prétend être & prend sur soi le stile & titre de Roi d'Angleterre, sous le nom de Jaques III. n'a aucun Droit, ni titre que ce soit à la Couronne de ce Royaume, ni à aucun des Etats qui en dépendent; & je renonce, abjure, & refuse de lui rendre aucune fidélité & obéissance*, seront laissées, comme aussi les paroles, *contre ledit Jaques, & toutes autres personnes que ce soit*, seront omises, & à leur place il sera inséré, *contre toutes personnes que ce soit.*

Et qu'il soit de plus ordonné par l'Autorité susdite, Que lesdits prochains Successeurs Reine, ou Roi, se serviront & pourront se servir de quelque Sceau que ce soit pour apposer à chaque Ecrit ou Instrument, lequel Elle, ou Lui, fera ou passera avant l'arrivée de l'une ou de l'autre en Angleterre, pour éxécuter, ou faire éxécuter tout Acte Royal; & qu'étant marqué dans ledit Ecrit, ou Instrument, *Que ledit Sceau aura le même effet que s'ils étoient passez sous le grand Sceau d'Angleterre, ou sous quelques Sceaux publics dont on se sert*, ledit Ecrit, ou Instrument sera de la même force & effet, que s'il étoit actuellement scellé du Grand Sceau d'Angleterre, ou de quelqu'autre Sceau public; lequel dit Sceau

ANNO 1705.

Sceau du Successeur est déclaré en avoir la force & l'effet dans ledit Ecrit, ou Instrument.

Et qu'il soit de plus declaré & ordonné, Que si après la mort de Sa Majesté sans Issue, & avant l'arrivée de quelque Successeur, Reine, ou Roi en Angleterre, aucun Parlement est convoqué par les Seigneurs Justiciers, par des Ordres sous leur Seing, ledit Parlement ne sera pas dissous par l'arrivée dudit Successeur en Angleterre; mais après ladite arrivée il continuera sans aucune nouvelle convocation.

Pourvû toutefois, Que si aucun desdits sept susdits Offices, autre que la Charge de Grand Tresorier d'Angleterre, sera en Commission au tems de la Mort de Sa Majesté, alors le premier Commissaire d'une telle respective Commission sera un desdits Seigneurs Justiciers d'Angleterre, & employera, éxercera, & éxécutera tous Pouvoirs, Autoritez, matiéres, & Actes du Gouvernement, dont les Seigneurs Justiciers d'Angleterre sont revêtus par cet Acte, selon les Directions & les Provisions de ce même Acte, d'une maniére aussi étendue, & aussi ample, que si lesdits Office, ou Offices, étoient entre les mains d'une seule Personne. Pourvû que s'il n'y a point de Grand Tresorier d'Angleterre, & que l'Office de Tresorier de l'Echiquier soit en Commission; alors le premier Commissaire de cette Commission sera un des Seigneurs Justiciers d'Angleterre.

Et d'autant que dans & par ledit Acte du Parlement fait l'an douziéme du Régne du feu Roi Guillaume III. de glorieuse mémoire, intitulé, *Acte pour une plus Grande Limitation de la Couronne, & pour la plus grande sûreté des Droits & Libertez des Sujets*, il étoit ordonné entr'autres choses dans les termes suivans, *Que depuis & après le tems que la plus Grande Limitation faite par cet Acte aura lieu, toute sorte de matiéres & de choses, qui ont rapport au bon Gouvernement de ce Royaume, & dont la connoissance appartient proprement au Conseil Privé par les Loix & les Coûtumes de ce Royaume, y seront debatuës, & arrêtées, & que toutes les Résolutions qui seront prises là-dessus seront signées par les Membres du Conseil Privé, qui les auront conseillées, & y auront donné leur Consentement:* Il est ordonné par l'Autorité susdite, que cette dite Clause sera & est en vertu de cet Acte annullée & révoquée, comme si ledit Acte n'avoit jamais été fait.

Et d'autant que dans ledit Acte il étoit aussi entr'autres choses ordonné dans les termes suivans, *Que toute Personne qui a une Charge ou Place de profit, sous le Roi, ou reçoit Pension de la Couronne, sera incapable d'être Membre de la Chambre des Communes*; & qu'il paroît raisonnable que cette dite Clause soit révoquée; Qu'il soit ordonné par l'Autorité susdite que ladite Clause sera & est en vertu de cet Acte, annullée & révoquée, comme si ledit Acte n'avoit jamais été fait. Pourvû toutefois; Et il est de plus ordonné par l'Autorité susdite, Que depuis & après la fin ou dissolution de ce present Parlement, toute personne qui aura en son propre nom, ou au nom de quelque personne ou personnes ayant cause & confidence d'elle, ou pour son profit, aucune nouvelle Charge ou Place de profit quelconque dépendante de la Couronne, laquelle sera érigée & créée à l'avenir, & que toute Personne qui sera Commissaire, ou Sous-Commissaire des Prises, Secrétaire, ou Receveur des Prises, Contrôleur des Comptes de l'Armée, Commissaire des Navires de Transport, Commissaire de l'Hôpital des malades & des blessez, Agent de quelque Régiment, Commissaire des Licences pour la Vente du Vin, Gouverneur, ou Sous-Gouverneur de quelqu'une des Colonies, Commissaire de la Marine, employé dans quelque Port de Mer; & enfin toute personne qui aura Pension de la Couronne à volonté, sera incapable d'être élû, ou d'avoir séance, ou de donner sa voix comme Membre de la Chambre des Communes dans quelque Parlement qui sera convoqué & tenu à l'avenir.

Pourvû toutefois, Que si quelque personne étant choisie Membre de la Chambre des Communes, accepte à l'avenir après la fin ou Dissolution du present Parlement, quelque Charge de profit de la Couronne, pendant le tems qu'il sera Membre de ladite Chambre, son Election sera & est par cet Acte déclarée nulle, & on espédiera un nouvel Ordre, pour faire faire une nouvelle Election, comme si une telle Personne qui accepte une telle Charge étoit naturellement morte. Pourvû toutefois, Qu'une telle personne pourra être élûë derechef, comme si la place n'avoit pas été vacante, comme il a été dit.

ANNO 1705.

Pourvû aussi; Et qu'il soit ordonné pour empêcher à l'avenir qu'un trop grand nombre de Commissaires ne soit fait ou constitué pour l'éxécution d'aucun Office; Qu'il ne sera pas fait & constitué pour l'éxécution d'aucun Office un plus grand nombre de Commissaires, qu'il n'en a été employé dans l'éxécution d'un tel Office, quelque tems avant le premier jour de cette présente Session de Parlement.

Pourvû aussi: Que rien de ce qui est contenu dans cet Acte, ne s'étendra ni ne sera censé s'étendre à aucun Membre de la Chambre des Communes qui est Officier dans la Marine, ou dans les Armées de Sa Majesté, lequel recevra une nouvelle ou autre Commission dans la Marine ou dans les Armées.

Et qu'il soit de plus ordonné, Que si quelque Personne, qui en vertu de cet Acte est rendue & déclarée incapable d'avoir séance, ou voix dans quelque Parlement qui sera assemblé à l'avenir, sera nonobstant cela députée pour servir comme Membre de quelque Comté, Ville, Bourg, ou d'un des cinq Ports dans aucun tel Parlement, une telle Election & Députation est ordonnée & déclarée par cet Acte nulle à tous égards & propos quels qu'ils soient; & si une telle personne renduë ou déclarée par cet Acte incapable d'être élûë, présume à l'avenir, après la dissolution du present Parlement de prendre séance, ou de donner sa Voix comme Membre de la Chambre des Communes dans quelque Parlement qui sera convoqué à l'avenir, une telle Personne qui prend Séance ou donne sa voix, payera l'amende de cinq cens livres Sterlings; Laquelle somme sera recouvrée par toute Personne qui en fera la poursuite par Action de Dette, Requête, Plainte, ou Information, dans laquelle on ne lui accordera aucun *Essoign*, Protection ou *Gageure de Loi*, & seulement une *Imparlance*.

LVIII.

Fœdus perpetuum inter CAROLUM XII. *Regem Sueciæ, &* STANISLAUM LESZEZYNSKI *in Regem Poloniæ contra* AUGUSTUM II *in defectione electum. Actum Varsaviæ die* 18. *Novembris* 1708. Cum RATIFICATIONIBUS CAROLI 24 *Novembris*, STANISLAI 5. *Decembris, & Senatoribus aliisque Adhærentibus* 5. *Decembris datis Anno* 1705. [ANDREÆ CHRYS. in ZELUSKIE ZALUSKI Episc. Varmiensis Epist. Tom. 3. pag. 735.] 18. Nov.

NOS CAROLUS *Dei Gratia Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Rex, Magnus Princeps Finlandiæ, Dux Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiæ, & Vandaliæ, Princeps Rugiæ, Dominus Ingriæ, & Vismariæ, nec non Comes Palatinus Rheni, Bavariæ, Juliaci, & Montium Dux. Omnibus & Singulis, quorum interest aut ullo modo interesse poterit, notum, testatumque facimus. Quod cum ad renovandum Olivense Fœdus, illudque pro habitu præsentis temporis amplificandum nos inter, & Seren. ac Potent. Principem, Fratrem, Amicum, & Vicinum Nostrum Charissimum, Dominum* STANISLAUM I. *Poloniæ Regem, Magnum Ducem Lithuaniæ, Russiæ, Prussiæ, Masoviæ, Samogitiæ, Kyoviæ, Volhyniæ, Podoliæ, Podlachiæ, Livoniæ, Smolensciæ, Severiæ, Czerniechoviæque &c. &c. &c. nec non Rempublicam Polonam, per denominatos utrinque Legatos, ac Commissarios, Varsaviæ Tractatus sit institutus, atque hoc anno, die* 18. *Novembris, ab iisdem conclusus, atque signatus, sensu, ac tenore, quo hic insertus reperitur.* Universis ac Singulis &c. *Igitur supra memoratum Tractatum, omnibus & singulis Punctis, ac Clausulis, sicut infra verbotenus descriptus, ac insertus legitur, approbavimus, & ratihabuimus; quemadmodum etiam virtute præsentium approbamus, & ratihabemus, Regio verbo spondentes, nos omnia, ac singula in eodem comprehensa religiose observaturos, ac impleturos, Neque quantum in Nobis erit unquam passuros, ut ullo modo, ac prætextu violetur, ac infringatur. In quorum majorem fidem hoc Diploma*

ANNO 1705.

manu nostra subscriptum, Sigillo quoque Regio corroborari jussimus. Quod factum est in Castris nostris ad Blomam die 24. Novembris, Anno à nato Salvatore supra millesimum septingentesimo quinti.

CAROLUS (L. S.)
C. PIPER mpp.

NOS STANISLAUS I. *Dei Gratiâ Rex Poloniæ, Magnus Dux Lithuaniæ, Russiæ, Prussiæ, Masoviæ, Samogitiæ, Kyoviæ, Volhyniæ, Podoliæ, Podlachiæ, Livoniæ, Smolensciæ, Severiæ, Czerniechoviæque &c. &c. &c. & Respublica Poloniæ. Universis & Singulis quorum interest, aut ullo modo interesse poterit, notum, testatumque facimus. Quod cum pro habitu præsentis temporis, atque mutua securitate, ac defensione, è re visum sit inter Nos ex una, atque Seren. ac Potent. Principem* D. CAROLUM XII. *Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regem, Magnum Principem Finlandiæ, Ducem Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini Pomeraniæ, Cassubiæ, & Vandaliæ, Principem Rugiæ, Dominum Ingriæ, & Wismariæ, nec non Comitem Palatinum Rheni, ac Bavariæ, Juliaci, Cliviæ, & Montium Ducem &c. &c. &c. Fratrem, Amicum, & Vicinum nostrum Charissimum ex altera parte, vetus renovare Fœdus, arctioriqae nexu adstringere, quod per constitutos utrinque Legatos, & Commissarios, justa auctoritate instructos Varsaviæ, die 18. Novembris Anno 1705. confectum, signatumque est, sensu ac tenore, quo hic infra insertum reperitur.* Universis & Singulis &c. *Idcirco supra memoratum Fœdus in omnibus, & singulis Punctis, & Clausulis, approbavimus, & ratihabuimus, Regio verbo spondentes Nos omnia, & singula, in eodem comprehensa, religiose, & inviolabiliter observaturos, observarique, & impleri curaturos, neque quantum in Nobis erit passuros, ut à quopiam, sub quocunque prætextu violetur, & infringatur. In majorem horum omnium fidem, hoc Diploma manu nostra subscriptum, Sigillo quoque Regio muniri jussimus. Quod factum est die 5. Decembris, Anno 1705.*

STANISLAUS REX.
(L. S.)

ADAMUS RADONSKI
Capit. Inowlod. Secretarius, & Not. Cubicul. S. R. M. mpp.

NOS *pariter infra scripti Senatores, & Equestris Ordinis, à Seren. Rege* STANISLAO. *Primo &c. &c. &c. Ordinibus Regni Magnique Ducatus Lit. Confœderatis delegati Commissarii constare volumus, quorum interest universis & singulis. Quia vigore Potestatis nobis à Sacra Regia Majestate, & Republ. Confœderata concessæ, nomine eorundem præsentia Fœdera, cum omnibus suis Articulis, Punctis, Clausulis, ut sunt post inserta approbamus, & ratihabemus perpetuo, & in ævum, nec ab ullo Reipubl. Statu, Vassallo, Officiali, aut Subdito, quovis modo violari Nos passuros promittimus, & cavemus, Nos Diplomata Ratificationis hujus Pacti, tam S. R. Majestatis, quam hoc Nostrum in proximis Comitiis Regni Generalibus confirmaturos, & Volumini Legum Nostrarum inseri curaturos. In cujus rei fidem, manibus nostris hancce subscriptam approbationem Sigillis nostris communivimus. Datum Varsaviæ 5. Decemb. 1705.*

(L. S.)

PETRUS à PARADYSZ BRONISZ, Capit. Pyzdren. Mareschalcus Confœd. Generalis.
CASIMIRUS SAPIEHA, Palatinus Vilnensis Summus Dux M. D. Lit.
JOSEPHUS POTOCKI, Palatinus Kyoviensis Capitaneus Halicensis.
GEORGIUS WARSZYCKI, Castellanus Lanciciensis Capitaneus Petricoviensis.
ANDREAS MORSTYN, Capitaneus Siradiensis.
FRANCISCUS DESIDERIUS JAGNIATHOWSKI, Pocillator Lanciciensis.
PETRUS BOGLEWSKI, Dapifer Cernensis.
STANISLAUS KOZUCHOWSKI, Pincerna Terræ Viclunensis.
GEORGIUS SAPIEHA, Dapifer M. D. Lit.
FRANCISCUS EPERIASZ.

In Nomine Sacro Sanctæ, & individuæ Trinitatis.

ANNO 1705.

UNIVERSIS & Singulis quorum interest, notum, testatumque sit; Postquam Olivense Fœdus, cujus Tabulis stabilita inter Regna Sueciæ, ac Poloniæ Amicitia, quadraginta annorum spatio intemerata viguerat, hostili, Regis olim Poloniæ Friderici Augusti in Livoniam irruptione, læsum, ac violatum erat: tanti inde motus sunt secuti, qui gravibus quidem utramque Nationem affecerant incommodis. Poloniam verò admodum funestis turbis implicuerant, ac discordiis, quas componi cum utriusque Regni, quam maxime interesset, bonâ vero fide tolli hæc mala, ac sopiri posse non viderentur, nisi amoto eorum auctore, cum quieti communi, tum Pactorum veterum perpetuitati provideretur. Respublica Poloniæ non modo Regem sibi elegit, ac creavit Seren. Principem STANISLAUM I. Sed etiam præ se justum tulit desiderium, veterem, cum Regno Sueciæ redintegrandi Amicitiam, consolidatisque cunctis, quæ in pristino Fœdere, mota, ac concussa invenirentur, arctiori sibi illud vinculo adstringendi, ad libertatis, & jurium suorum tuitionem, mutuumque decus, defensionem, ac emolumentum. Ad hoc institutum, cum par studium nec minorem voluntatem S. R. Majestas Sueciæ attulisset, inter utramque R. Majestatem Sueciæ, ac Poloniæ, Seren. ac Potent. Regem CAROLUM XII. Dei Gratiâ Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regem, Magnum Ducem Finlandiæ, Ducem Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, ac Pomeraniæ, Cassubiæ, ac Vandaliæ, Principem Rugiæ, Dominum Ingriæ, & Wismariæ, nec non Comitem Palatinum Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ, & Montium Ducem &c. &c. &c. & Seren. ac Potentissimum STANISLAUM I. Regem Poloniæ, Magnum Ducem Lithuaniæ, Russiæ, Prussiæ, Masoviæ, Samogitiæ, Kyoviæ, Volhyniæ, Podoliæ, Podlachiæ, Livoniæ, Smolensciæ, Severiæ, Czerniechoviæque &c. &c. &c. Rempublicamque Poloniæ, conventum est, ut constituti utrinque Legati ac Commissarii Varsaviæ convenirent, ac congregarentur, quorum operâ negotium, non salutare minus, quam necessarium, tractari, ac concludi posset. Quemadmodum etiam à S. R. Majestate Sueciæ missi illuc sunt Legati extraordinariis Mandatis necessariis, plenaque potestate instructi Illustrissimi ac Excellent. Viri. Dominus Arvidus Horn; liber Baro, Satellitum Regiorum Præfectus, & Generalis Equestrium Copiarum Dux Vicarius. D. Georgius Wachschlagerus Secretarius Status, ut & D. Justus Palmbergius supremi in Livonia Tribunalis vice Præses; à S. R. Majestate vero Poloniæ, & Republ. constituti sunt Commissarii, pari itidem potestate muniti Illustrissimi & Excellent. DD. ex Ordine Senatorio quidem D. Nicolaus in Swieciee Swiecicki Episcopus Posnaniensis, D. Hieronymus Lubomirski, Castellanus Cracoviensis, supremus Dux Exercituum Regni, D. Joannes Odtowaz Pieniazek Palatinus Siradiensis, D. Stephanus Branicki, Palatinus Terrarum Podlachiæ. D. Franciscus Grzybowski, Castellanus Inowladislaviensis. Ex Ordine vero Equestri, & quidem ex Provincia Minoris Poloniæ D. Venceslaus Jeruzalski, Vexillifer Terræ Bielscensis, D. Alexander Gasowski Dapifer Terræ Bielscensis, D. Casimirus Skiwski, Subdapifer Terræ Drohicensis. Ex Provincia Majoris Poloniæ, D. Vladislaus à Ponin Poninski, vice Præfectus Stabuli Regni, D. Ludovicus Antonius bini nominis Lasocki, Capitaneus Zakrocimensis, D. Vladislaus Comes à Czarnkow Czarnkowski. Ex Provincia M. D. L. D. Michael Comes à Czereia Sapieha Notarius Campestris M. D. L. Dolinensis, Reloviensis, Kirsnensis &c. Gubernator D. Daniel Wyhowski, Niechoroviensis, Reklinensis &c. Gubernator, qui superiore anno 5. Augusti Varsaviæ, in Cœnobio Carmelitarum Discalceatorum convenientes, invocato Supremi Numinis auxilio Tabulis plenæ Potentiæ invicem commutatis, opus aggressi sunt. Quod licet paulo post iniquitate temporum dilatum esset, hoc tamen anno post nativitatem Salvatoris nostri 1705. die 3 Septembris ordinariis, & delectis S. R. M. ac Reipubl. Polonæ Commissariis, quorum numero, ob absentiam quorundam ex prioribus, qui aut non comparuerunt, aut fatorum injuria, inviti à Patria abfuut, aut sponte io adversas transierunt partes, additi sunt, & quidem ex Senatorio Ordine, Illustrissimi & Excellen. DD.

ANNO 1705. D. D. D. Chrysostomus in Gnin Guinski Episcopus Camenecensis, Abbas Wagrowecensis, D. Franciscus Zapolski, Castellanus Siradiensis. D. Franciscus in Debiany Debinski, Castellanus Sandecensis. Ex Ordine vero Equestri, & quidem ex Provincia Minoris Poloniæ D. Stanislaus Comes in Melsztyn Tarlo Præfectus Culinæ Regni, D. Franciscus in Wlodzislaw Lanckornski, Succamerarius Generalis, Palatinatus Cracoviensis, ac Zatoriensis, & Osviecimensis, Ducatuum, Vielicensis, Bochnensis, Roguicensis, &c. Capitaneus, D. à Zydowo Zydoski Vexillifer, & Judex Castrensis Cracoviensis, D. Albrachtus à Debiany Debinski, Vexillifer Ducatuum Zatoriensis, & Osviecimensis. Ex Provincia Majoris Poloniæ, D. Franciscus à Bnin Radzewski, Wschovensis Gubernator. Ex Provincia M. D. L. D. Christophorus Comes in Bakszty, & Burdyczow Zawisza, Minscensis, Czeruscensis Dolinensis Gubernator, D. Josephus Piotrowski, Tribunus Czernichoviensis, renovatis auspiciis feliciter adeo continuari cœptum est, ut in mutuas tandem Fœderis, & æternum duraturæ Amicitiæ leges concesserint tenore sequenti.

I. Maneat Pax perpetua, sit vera, sinceraque Amicitia, inter Seren. ac Potent. Principem, ac Dominum D. CAROLUM XII. Dei Gratiâ Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regem, Magnum Ducem Finlandiæ, Scaniæ, &c. &c. &c. ejusque Regiæ Majestatis Successores, ac posteros Reges Suecorum, Regnumque Sueciæ, nec non subjectas illi Regiones, ac Provincias ab una, atque Serenissimum & Potentissimum Principem, ac Dominum, D. Stanislaum Dei Gratiâ Regem Poloniæ, Magnum Ducem Lithuaniæ, Russiæ, Prussiæ, Masoviæ, Samogitiæ, Kyoviæ, Volhyniæ, Podoliæ, Podlachiæ, Livoniæ, Smolensciæ, Severiæ, Czerniechoviæque &c. &c. &c. ejus Regiæ Majestatis Successores, ac posteros Reges Poloniæ, Magnos Duces Lithuaniæ, atque subjectas illi Regiones & Provincias ab altera parte, ita ut alter alteri nihil hostilitatis unquam, aut inimicitiæ, clam ac palam, directè vel indirectè inferat, vel per suos, aut alios inferri faciat, nec alterius hostibus auxilia quocunque nomine præstet, non cum alterius hostibus Fœdera huic Pacto contraria ineat, nec quicquam in alterius Status, & Securitatis diminutionem, per se, vel per alios moliatur, sed ut utraque Pars, alterius utilitatem, honorem, ac commodum quærat, ac promoveat, & fidem invicem, pacificamque vicinitatem colat, ac servet, pericula quoque alteri imminentia, quantum possit, amoliatur, ac præveniat, nec non tempestive moneat, si quid alteri discriminis instare intellexerit. Pacta vero, ac Fœdera, quæ cum aliis Principibus, ac Statibus utraque Pars sancita habet, in antiquo vigore conserventur, ita tamen, ut huic Fœderi nihil quicquam derogare possint.

Pax Olivensis huic Tractatui, ut basis, & fundamentum inviolabile, substernitur, adeoque ad omnia sua Capita, Articulos, & Clausulas, tanquam verbotenus hic inserta essent, confirmatur, nisi quatenus aliter jam statutum, uberiusque explicatum, vel in posterum ob utriusque paciscentium Partis commodum, & ad præsentes motus componendos, & per rationes Belli, mutuo consensu statuere, explicare & decernere necessarium fuerit.

§. 1. Cum ex Bello hoc, quod Factio Saxonica excitaverat, non pauca in utramque Gentem redundassent incommoda, ea omnia, quocunque tandem nomine, sive molestiæ, hostilitatis, onerum, aut studii partium veniant, generali hac Amnistia perpetuæ tradantur oblivioni, nec uni Partium post hunc diem, liceat eorum, quæ ita acta sunt, alteri quidquam imputare, exprobrare, aut quempiam illorum, qui alteri Parti adhæsissent, propterea accusare, aut persequi.

§. 2. Hac generali Amnistia gaudeant omnes, & singuli cujuscunque status, conditionis, & Religionis fuerint, ut & omnes Communitates, quæ utriuque Partes Belligerantes secutæ sunt, aut in hostilem potestatem devenerunt, præsertim autem illi, qui relictâ Parte contraria, salutares in publicum Majoris Poloniæ Bonum sensus amplexi sunt, ejusdemque Boni publici promovendi, & salvandæ Patriæ conatus opera sua adjuverunt, aut non impediverunt, quibus anteriores actiones, studia partium, & hostilis in paciscentes animus, neutiquam nocebunt, sed cuncta perpetuæ oblivioni tradantur.

§. 3. Cum vero quorundam impietas augendæque per mala Reipub. fortunæ studium, ingentium tam Regno Sueciæ, quam Poloniæ ærumnarum dederit occasionem: Proinde excluduntur, ab hac Amnistia omnes, qui una cum Factione Saxonica, Pacem Publicam, & Amicitiam inter Sueciæ, & Poloniæ Regna perturbarunt, qui Parti contrariæ contumaciter, & perfracte adhærentes, non tantum salutem Publicam varie morati sunt, & adhuc morantur, vel morabuntur, sed & hostium Reipub. destinatis omni modo faventes, contra Rempub. ejusque Fœderatos, exercitus ducere, consiliisque, aut alia ratione mala Reipub. augere, & protrahere ausi, interitum ejus jugiter promotum ivere: In hos omnes licet ex rigore Patriarum Legum animadvertendum esset ita, ut hostes Patriæ, ac tanquam Perduelles, honoris, Bonorum, vitæque jacturam meruisse cernerentur; quo tamen utrique Regno quies, ac tranquillitas, tanto facilius restituatur, animique civium coalescant, detur illis resipiscendi spatium trimestre, à die conclusi, & subscripti Tractatus computandum ita, ut intra determinatum tempus resipiscentes, & ad meliorem mentem redeuntes, Testimoniis Documentisque authenticis, & ipso facto bonam fidem, ac sincerum animum comprobantes, S. R. Majestatis Sueciæ gratiam quærentes Seren. Regis Stanislai, ac Reipub. Fœderatæ obsequium amplectentes, idem Amnistiæ beneficium, & præteritorum oblivio complectatur. Quod si neglexerint, utraque paciscentium Pars illos ut hostes ea, quam merentur, severitate ubivis locorum persequetur. ANNO 1705.

II. §. 1. Quemadmodum Augustus Rex quondam Poloniæ, hac Amnistia comprehendi nequit, ita ille, omnesque illius Partibus adhærentes, sive Saxones sint, sive alterius Nationis, pro utriusque Regni hostibus habendi, ac tamdiu hostiliter persequendi, donec Reipub. finibus ejiciantur, neque ulli Parti Paciscentium liberum erit cum iis transigere, Inducias facere, Pacem inire, aut ullam aliam Conventionem stabilire, sine mutuo utriusque Partis consensu, cujus hæc necessaria erit conditio, ut dictus Rex Augustus Coronæ Poloniæ, omnique Juri, quod ad ipsum pertinere prætendere vellet, renunciet, & S. R. Majestati Sueciæ, ut & Reipubl. Polonæ, pro omnibus molestiis, damnisque quæ hujus Belli occasione passæ sunt, satisfaciat.

§. 2. Et sicut hoc Bellum contra Jura, & Constitutiones Reipubl. Polonæ cœptum improbatur, ita S. R. Majestas & Reipubl. Poloniæ clarigationem initio hujus Belli à Rege Augusto, contra S. R. Majestatem & Regnum Sueciæ editam, declarant nullo fundamento nixam, nullam, & irritam, uti & omnes criminationes, quæ in ea allegantur, pro non competentibus, & nullius valoris, cum Reipub. in præfatæ clarigationis promulgationem nunquam consenserit. Quemadmodum Seren. Rex, & Respub. Poloniæ, ad suam censuram pertinere non existimant, quidquid Serenissimo Regi Sueciæ in Subditos Livoniæ Suæ, aut aliarum Regni Sueciæ Provinciarum, visum fuerit statuere.

§. 3. Decreta, & Statuta, quæ vulgo Lauda vocantur, quocunque tempore, nomine, & loco, tam in Regno Poloniæ, quam in M. D. Lit., præsertim vero in Varsaviensi Senatus Consilio. Mariæburgensi, Thorunensi, Elbingensi, Savoroviensi, Sandomiriensi, Cracoviensi, Brestensi, Olkinensi, & aliis Congressibus, tam extra, quam intra Provincias Regni, & Reipublicæ, durante hoc Bello per Augustum Regem, ejusque Asseclas peracta, non tantum in eversionem Status Reipubl. Polonæ, sed etiam in sublationem Pacis Publicæ per Pacta Olivensia cum Regno Sueciæ conclusæ, & stabilitæ, tum & ipsa Comitia Lublinensia, uti Libertati Polonæ nociva, & ipsis Pactis Olivensibus contraria, Decretaque in contumaciam Tribunalitia, cæterorumque Subselliorum M. D. L. durante hoc Bello, contra adhærentes Partibus Paciscentium, in Regno vero Poloniæ, post remotionem Regis Augusti, quovis loco & tempore, à parte contraria lata, Confiscationes Bonorum, & Abrogationes Dignitatum, pro irritis, & nullis declarantur.

§. 4. S. R. Majestas, & Respub. Poloniæ, improbant, irritaque pronuntiant omnia Pacta, vel Fœdera, quæ cum aliis Principibus, Statibusque antehac sancita sunt, quatenus S. R. Majestati Regnoque Sueciæ noxia deprehenduntur, præcipuè autem ea, quæ à Rege Augusto in Clarigatione superius abrogata allegantur, ibique ad conciliandum injusto huic Bello aliquam speciem, recensentur. Pari modo Serenissimus Rex, & Respub. Poloniæ, nullum prorsus Fœdus paciscentur, & concludent cum ante memoratis,

ANNO 1705.

tatis, aut aliis extraneis Potestatibus, quæ in damnum, aut præjudicium S. R. Majestatis Regni Sueciæ vergere poterunt, nec Respubl. Regibus suis ulla Fœdera inire permittet, quæ Regibus Regnoque Sueciæ contraria sint, sed ea impediet, & improbabit; quemadmodum etiam ea hisce in antecessum pro nullis declarat.

III. §. 1. Quoniam Czarus Moscoviæ, non modo Pacem præsenti Bello subdidit attibus, & moliminibus suis, sed etiam ad illud prosequendum, tum armis, Copiisque, tum pecunia Regem Augustum adjuvit, & adhuc adjuvat, maxima damna utrique Regno intulit, & etiamnum infert. Idcirco paciscentes mutuo consensu de eo conveniunt, quod ab hoc Fœdere non tantum excludatur, sed etiam quod cum S. R. Maj. Sueciæ, S. R. Maj., & Respubl. Poloniæ arma conjungant, iisque ipsum tamdiu persequantur, usque dum pro illatis illi utrique Parti injuriis & damnis, tyrannideque, quam in Terras, & Subditos utriusque Regni exercuit, ad desiderium satisfecerit. Quemadmodum etiam unanimi consensu statutum est, ut neutra Pars Paciscentium, Inducias, Pacem, aut quæcunque demum Fœdera, Pactave cum eo inire possit, aut velit, nisi prævia mutua deliberatione, communicatisque Rationibus, & Consiliis.

§. 2. Quo autem modo, quibus conditionibus arma conjungenda, quoque numero, & quibus in locis auxilia præstanda sunt, peculiari Pacto convenietur.

§. 3. S. R. Majestas Sueciæ hisce quoque promittit S. R. Majestati, & Reipub. Polonæ, auxilia sua contra præsentes eorum hostes, quodque arma sua non prius revocatura sit, quam Deo favente Serenissimus Rex, & Respublica in quiete & securitate sint constituta.

§. 4. Si annuente supremo Numine, à S. R. Majestate Sueciæ, & auxiliaribus ejusdem armis, Provinciæ, & Loca aliqua munita, quæ anteriori Bello, per Czarum Moscoviæ Reipub. Polonæ adempta sunt, recuperata fuerint, repensis S. R. Majestati Sueciæ sumptibus, Reipub. Polonæ restituentur.

§. 5. Loca munita Regni Poloniæ, & M. D. Lit. quæ S. R. Majestas Sueciæ præsenti tempore tenet, & inposterum ex circumstantiis sui Belli ab hostibus capere poterit, eadem S. R. Majestas teneat, ibique præsidia sua habeat, & collocet.

§. 6. Sacræ Regiæ Majestati Sueciæ liberum erit per totam Prussiam, ejusque Urbes, Oppida, & Pagos, aliasque Reipub. Provincias, ubicunque visum fuerit, Milites, exercitumque conducere, & supplementa facere durante hoc Bello, atque quamdiu Serenissimo Regi Sueciæ propter motus Polonicos Copias suas intra fines Reipub. retinere necesse fuerit, ita tamen, ne delectus Militum Serenissimi Regis Poloniæ ullo modo impediantur.

§. 7. Quod si S. R. Majestati Sueciæ Copias, apparatum Bellicum, aliasve res suas ex Polonia, vel Lithuania, alio per Mare, vel Flumina transportare necesse fuerit, non modo iisdem Portus Reipubl. patebunt, sed etiam cujuscunque magnitudinis, & generis Naves, ad eas trajiciendas, sine ulla remora, & objectis obstaculis concedentur.

§. 8. Si alterutri Regnorum Sueciæ, & Poloniæ, ac M. D. Lithuaniæ, Bellum cum vicinis eorum gerere contigerit, altera Pars, alterius hostibus, hostiumque adjutoribus, nullam Bellicam supellectilem, vel vetitas Merces advehet, vel quocunque modo suppeditabit, aut advehi, vel suppeditari faciet, aut sinet. Præterea nullos transitus Militum fieri, nullaque cujuscunque generis auxilia præstari iisdem permittet, nec ulla ratione in alterius Partis damnum favebit.

§. 9. Quod si post finitum hoc Bellum, quispiam ex Regni Poloniæ, & M. D. Lithuaniæ Incolis, vel Civibus arma contra Sacram Regiam Majestatem Sueciæ sumere, ejusque Regna vel Provincias hostiliter aggredi, aut infestare, quemadmodum hoc Bello factum est, ausus fuerit, vel tentaverit, S. R. Majestas, & Respub. Poloniæ se præsenti Fœdere obstringunt, quod talia molimina, cœptave serio reprimere, delinquentes debita pœna afficere, atque Serenissimo Regi, Regnoque Sueciæ pro illatis damnis satisfacere velint.

§. 10. Omnes, qui hoc Bello, quocunque in loco capti, vel posthac capientur, sive Succi sint, sive Poloni, sive alterius Nationis, cujuscunque demum fortis, vel generis, conditionis ac status sub signis Suecicis, vel Polonicis, vel Lithuanicis militarunt, sine ullo soluto pretio, finito hoc Bello, pristinæ libertati restituantur, sicut & illi, qui ob delicta sua capti detinentur, tunc reddentur Dominis suis, pro arbitrio, ut cum ipsis agant, si autem Natione Succi, aut alii, qui arma Suecica gestarunt, inter Tartariam, aliasque Regiones finitimas in Captivitatem abducti comperiantur, Seren. Rex & Respub. Poloniæ, ad liberandos eos, si reperiri possent, sedulam operam navabunt: qui durante Captivitate debita contraxerint, eadem solvere, vel vadimonium dare tenebuntur.

§. 11. Si quis Suecorum Subditorum, qui hostis signa vel partes secutus est, à Copiis Polonicis captus fuerit, is sine omni cunctatione Suecicæ Militiæ Præfectis reddetur, pari modo S. R. Majestas Sueciæ, Regni Poloniæ Cives, aut Subditos, ejusdem delicti reos Reipub. restituere vult, prævia cautione, ne hostibus postea serviant.

§. 12. Omnes Subditi, sive Milites, sive Rustici, aut cujuscunque conditionis, & status homines, qui hoc Bello, à Regionibus Suecicis in Provincias Reipub. transfugerunt, sine ulla mora, ubicunque deprehendantur, cum Uxoribus, Liberis, Familia, Bonis, & Rebus suis Dominis eos requirentibus reddentur, & restituentur, nec ulli Regni Poloniæ Civi, vel Subdito è Territorio Suecico profugos, apud se recipere, & celare liberum erit, sed tales cum venerint, prehendet, & in custodia detinebit, donec Domino, vel proximè adjacenti Urbi, vel Loco munito significatum fuerit, qui eos recipiant, & abducent. Idem viceversa observabitur, si qui fugitivi à Territorio Polonico in Provinciis Suecicis reperti fuerint. Cavetur tamen, ne Civitati Rigensi in jure suo præscriptionis biennalis, quod in fugitivos è Regionibus Reipub. ab iisdem temporibus, quibus Episcopis, & Magistris Ordinis Teuthonici paruit, continua temporum serie habuit, Regesque Poloniæ pluries illi confirmarunt, quicquam decedat, sed ut eodem Civitatis vetusto jure, inposterum, velut hactenus illibato fruetur, salva tamen restitutione Bonorum si extant, quæ eodem transfugas secum injustè abstulisse probari potest.

IV. Quæcunque in Illustrissimam Sapiehanam Domum, cæterosque Lithuaniæ Nationis, à Factione Saxonica eo nomine sancita sunt, quod ejus cœptis, moliminibusque obstiterint, hoc Fœdere in perpetuum abrogata sunto, & ne in posterum ad similia deveniatur, in authores adversæ Factionis, qui per ruinam hujus Familiæ, & Reipub. simul oppressum iverunt, violataque securitate Publica Præfectum stabuli in M. D. L. Illustrem Comitem, Michaelem Sapieham, crudelissime trucidarunt, ex rigore Patriarum Legum animadvertetur, & utraque paciscentium Pars, de dicta cæde curabit satisfactionem fieri. Dicta autem Domus, cæterique cum ea oppressi in pristinam Dignitatem, honores, munia, prærogativas, ac fortunas, facta refusione damnorum, ab usurpatoribus omnimode restituentur. Bona vero Regalia, quæ hisce in conspirationis præmium cesserant, ad primos Possessores redeant. Utraque demum paciscentium Pars cavet, ut non ea modo, de quibus ita hic conventum est, executioni mandentur, verum etiam ut eum, eosque qui dictam Domum cæterosque cum ea oppressos, hac ex occasione perturbare in posterum, & persequi instituerint, pro perturbatoribus Pacis Publicæ babeat, & vindicet.

§. 1. Sacra Regia Majestas Poloniæ, & Respub. ratihabent, ac se tuituros declarant, Pacem, ac Securitatem, quam Dissidentes à Religione Rom. Catholica, tam in Polonia, quam in Lit. nacti sunt, Confœderationibus, Pactis Conventis, Confirmationibus Jurium, & ipsismet Juramentis Regum firmatam, adeo, ut Protestantium Religioni addictis, quamdiu pacifice se gerant, fides, quam profitentur, damno non sit futura, aut quocunque prætextu impedimentum adferatur, quominus locis solitis, ac concessis, Sacra rite peragant, liberosque suos in Religione avita instruere ac educare possint, si quæ actio cuiquam causa Religionis eorum intenderetur, illa non ex capite Arianismi, sicut Arianorum, dijudicabitur.

§. 2. Civitatibus Prussiæ, omnia Jura, Immunitates, Privilegia, Jurisdictiones, & Prærogativæ, quibus sive in Ecclesiasticis, sive prophanis, ante vel post factam Pacem Olivensem gavisi sunt, conservantur, & confirmantur. Si vero aliqua postmodum, contra eandem acta, & tentata fuisse inveniantur, à S. R. Majestate Poloniæ, & Repub. dijudicabuntur, & non modo irrita, injustaque declarabuntur, sed etiam abrogabuntur, & abolebuntur, pristinoque statui, sicuti etiam

Seren.

ANNO 1705.

Seren. Rex, & Respub. Poloniæ hisce spondent, sanćteque promittunt, quod nullam infractionem, vel mutationem dićtis in rebus inposterum facient, vel fieri sinent.

V. Sint inter Sueciæ, & Poloniæ Regna, & M. D. L. us & inter Prussiæ, Russiæ, Samogitiæ, Curlandiæ, totiusque Livoniæ Incolas, & Subditos, tam Terra quam Mari, libera, & secundum veterem atque antiquum usum, non impedita commercia. Dićtum vero pristinum, & veterem usum inter alia in sequentibus consistere, & observari debere utrinque conventum est, nempe,

§. 1. Ne Portus & nova Emporia alibi, quam Rigæ, debeant erigi & frequentari, sed Merces, ex Lithuania, Russia, Prussia, Samogitia, Curlandia aliisque Provinciis ad solum Portorium & Forum Rigense, secundum morem, & antiquam consuetudinem, Privilegiis, & Paćtis cautam ubique venire, & distrahi, indeque, ad Naves evehi debeant. Iis vero, qui nihil Rigæ debent, aut ibi contraxerunt, liberum sit Merces suas domi vendere, aut Rigam, aut Vilnam transferre.

§. 2. Ne Mercibus aut Mercatoribus, Rigam tendentibus, aut inde venientibus, impedimenta ulla fiant, neglećta hactenus viarum, aut portuum, trajećtuumque refećtio in Ducatu Lithuaniæ, Russiæ, Prussiæ, Samogitiæ, Curlandiæ, & aliis locis, ubi ab antiquo fuerunt, quantocius fieri, & sarta tećta conservari debent.

§. 3. Ne Cives Rigenses, in jam dićtis locis in libera coëmptione rerum necessariarum, boum, lignorum, piscium, aliarumque rerum impediantur, aut prohibeantur, secundum veterem praxin, salvis Teloniis Regiis, & Reipublicæ, ab antiquo desuper constitutis.

§. 4. Ne Bona naufraga, Naves vi ventorum, aut tempestatis in Litora, & Brevia adaćta, cæteræque res omnes, quocunque Locorum, aut in Mari, aut in Fluminibus à quoquam occupentur, aut sub quovis prætextu detineantur, sed Dominis, atque Proprietariis, absque ulla tergiversatione restituantur, nec præter æquum, & justum, pro solo salvationis labore præmium, inter Partes, si ipsæmet ea de re convenire non possint, à Judicibus juratis determinandum, quicquam exigatur. Infortunium ejusmodi passis quocunque modo ab Accolis Littorum, atque Fluminum, aliisque auxilium invitis non obtrudatur, sed liberum sit pro libitu, aut cum Nautis suis, aut cum aliis quibusvis, quos illi ipsimet ad istud vocaverint, res suas salvare, & sibimet opem ferre, ac quærere, neque quando auxilio indigent, idque per signum quoddam indicant, adstrićti sint expećtare, donec illi, qui forte à Dominis fundi, vel ripæ ad id destinati sunt, veniant, sed quemcunque, qui prior est, recipere, ipsiusque opera, pro debita satisfaćtione, uti fas sit. Quemadmodum licitum cuilibet sit ad ejusmodi signum datum, sine mora accurrere, & quo potest meliori modo, in periculis constitutis opem ferre, scopulos quoque ad quos fere quotannis Naves, & rates, cum maximo Commerciorum damno & impedimento allidi, & frangi solent, removere, non requisito fundi Domino, nisi ipsemet monitus, hoc præstare vellet, cuilibet id liberum sit, citra tamen jus eo nomine, à Mercibus, aut Navigiis prætereuntibus aliquid exigendi.

§. 5. Ne novis Teloniis, aliisque impositionibus quibuscunque, contra Paćta Olivensia, Personæ, & Merces Rigam devehendæ, in Russia, Lithuania, Samogitia, Curlandia aliisque locis graventur, vice etiam versa Subditi Polonici in Livonia eodem jure gaudeant. Ideo quæ contra dićta Paćta in hac refaćta sunt, injusta declarentur, & aboleantur, taliaque in posterum fieri prohibeantur; quemadmodum mos etiam iste, qui post factam Pacem Olivensem in Regionibus Reipubl. invaluit, quod scilicet Mercatores, & alii Subditi Sueciæ Polockam, Witepskum, Dysnam aliasque ad hoc Fluvium Dunæ Urbes & Loca adeuntes, censum trium, aut quatuor, aut quinque talerorum imperialium, per singula capita solvere coaćti fuerint, non modo improbatur, & rejicitur, sed etiam si quid in posterum ejusmodi evenerit, in casu protraćtæ, vel denegatæ justitiæ, jus talionis in Incolas Reip. in Territorium Suecicum venientes exercere licebit.

§. 6. Merces omnes ex dićtis locis Rigam delatæ censuram publicam, per Juratos Censores subeant, & Merces, quæ non notæ sunt, Dominis suis restituantur, ut de iis pro libitu disponere liceat.

§. 7. Ne Nobilibus Subditisque Polonicis simul cum duobus de Mercibus suis contrahere, aut postquam illarum ab uno Cive Rigenti pecuniam mutuo accepit, postea quoque ab altero inscio priore sumere liceat, quo facto anterior Creditor, tanquam tempore prior, potius jus, & præferentiam in omnibus debitoris sui Mercibus pro pretio, quod tunc communiter erit, habeat, reliquique Creditores parata pecunia, à priore Creditore exolvenda contenti sint.

§. 8. Ne dićti Poloni Nobiles, & Subditi, tempus de Mercibus suis, certum, & determinatum pretium communiter statuendi protrahant, præcipue illi, qui debita contraxerunt Rigæ, sed ut teneantur, quando tempore verno, cum ratibus, & Navigiis suis vulgo *Strusi* dićtis Mercatores ad numerum circiter viginti descenderunt, pretio cum Civibus Rigensibus intra oćtiduum convenire, tempore vero autumnali, quia tunc Navigatio minorem moram patitur, statim post adventum suum.

§. 9. Cum ab antiquis temporibus, etiam Rustici Lithuanici, æque ac alii, postquam Dominis suis præstanda præstiterint, liberam većturam Mercium reliquarum ad Civitatem Rigensem habuerint, & plurimi eorum ibidem mutua debita contraxerint, eadem iis in posterum, negotiandi libertas relinquatur, nec Domino fas sit contra veterem usum, & in fraudem Creditorum, ipsorum Merces, ab illis coemendo impedire, quominus Rigam venire, & debita sua solvere possint.

§. 10. Quicunque contraćtui suo non satisfacit, ejus Bona omnia tam mobilia, quam immobilia, eorumque reditus, ubicunque locorum sint, Creditori suo Hypothecæ loco obligata maneant, & quamvis ipse Debitor morte extinćtus sit, Hæredes ejus, aut quicunque Occupator, atque Possessor debitum solvere teneantur, nec liberum sit, ejusmodi Bona, eorumque proventus in fraudem Creditoris emere, nisi deposita in Judicio aut alio loco tuto pecunia ad satisfaćtionem Creditoris.

§. 11. Securitas in utrisque Regnis eorumque Provinciis, Aquâ, & Terra peregrinantibus, & res atque negotia sua curantibus præstetur tam pro personis, quam pro bonis suis.

§. 12. Quæ ratione mensuræ, & ponderis inter Subditos Poloniæ, & M. D. L. & Cives Rigenses conventa sunt, ea strićtè observari debent.

§. 13. Cum penes Fortalitium Kokenhausen Subditi Polonici Navigia sua quando ibidem visitantur, propter rapiditatem Fluvii Dunæ sæpius perire, Naufragiumque pati querantur, commodior si fieri potest locus per Commissarios ad id deputandos deligi, ibidemque visitatio fieri debet.

§. 14. Nemo Mercatorum Rigensium famulo, vel servo alicujus Poloni pecuniam dabit, Plenipotentia vel assignatione Domini sui non instrućto.

§. 15. Si Subditus aliquis Lithuanicus debita apud Rigenses contraćta non solverit, Bona alterius eam ob causam arresto nunquam sunt prosequenda, sed ipse Debitor, ejusque Fidejussores soli ad solvendum adigi debent.

§. 16. Qua ratione debita, inter Institores, vel Mandatarios, & Subditos Polonicos, cum Civibus Rigensibus, inposterum ita contrahi, & probari debeant, ut nec Creditoribus, nec Debitoribus injuria fiat, & quæ præterea ratione Commerciorum, eorumque commodioris usus, utrinque moneri possint, ea cum ab ipsis contrahentibus, ex Conventione desuper facta melius determinari queant, per Commissarios utrinque ab ipsismet denominandos, in loco ipsis commodo complanari ac postmodum à Regibus utriusque Regni ratihaberi, & confirmari poterunt.

§. 17. Debita inter utriusque Regni Subditos Literis Chyrographis, contraćtibus, aliisque legitimis modis probata, sive ante sive durante hoc Bello contraćta, aut in posterum contrahenda sint, rite, atque exaćte solvi debent, & Creditoribus opem ipsorum, qui in quolibet loco, Regione, ac Provincia Judiciis, aut Incolis cum imperio præsunt, desiderantibus, sine ulla mora, Justitia administrari, ipsisque statim ad desideria ipsorum, responsum Literis consignatum extradi debet. Sententiæ, aut Decreta super debitis, aliisque rebus, inaudita Partis petentis causa lata, irrita & nulla sint, omni prorsus effećtu in perpetuum careant ita, ut aućtori integrum sit, causam suam legitimam, Juris via postmodum libere prosequi, ac si nunquam Judicium aliquod, aut nulla Sententia intervenisset.

VI. Cum antehac Posnania, versus Stetinum, per Flu-

ANNO 1705.

Fluvios Wartam, & Oderam Mercium transitus liber fuerit, Commerciumque inter eandem, aliasque ad dictos Fluvios adjacentes Urbes Locaque in magnum utriusque Regni Incolarum emolumentum viguerit, navigatio ista, par Fluvium, Wartam, unde potest esse navigabilis, inposterum liber, & immunis reddetur. Ideoque Molendina, aliaque Ædificia, quæ super dicto Fluvio instructa, navigationem impediunt, destruentur, & tollentur.

VII. Quandoquidem contra veterem usum, & damnum tam Civitatum Livoniæ, quam Prussiæ & Curlandiæ Portus novus ad Polangam, ante aliquot annos exteris Navibus frequentari cœperat, ideo desolabitur, nec ibi, nec alibi novus quispiam Portus erigetur, aut præter antiquos frequentabitur. Prout etiam nulli abhinc sive indigenæ, sive extraneo illuc vela facere, vel cujuscunque sortis Merces inde transportare licebit. Quod si quis tentaverit eum prohibere & abducere Suecis jus erit, Mercibus cum Navi publicatis.

§. 1. Mercatores Suecici, quibus in Polonia, sive per Provincias, & Flumina ejusdem mercaturam instituere, & exercere volupe fuerit, eodem usu, iisdemque ut alii amicissimarum Nationum Mercatores, Libertatibus, Prærogativis, & Privilegiis ibidem gaudeant.

§. 2. Imprimis liberum sit Suecicis Subditis, Mercatoribus eorundemque Institoribus, omni onere exemptis commorari non solum prout antehac moris fuit, Gedani, verum etiam in aliis Majoris, Minorisque Poloniæ Civitatibus, utpote Torunii, Varsaviæ, Cracoviæ, Leopoli, & Jaroslaviæ, atque in Civitatibus Lithuaniis, alibique Fluminibus proximè adjacentibus locis, ibique Merces quascunque venales, pro libitu coemere, & ad Urbes maritimas, Terra, aut Aqua in Scaphis, aut Navigiis, quæ aut ipsimet sibi comparare, aut pro justo pretio ab aliis conducere possunt, transportare, absque ullius certa dictanda pœna, turbatione, vel interruptione.

§. 3. Conceditur Suecicis Mercatoribus, pro quo conveniri potest, ordinarium tamen non excedente sed usitato pretio, singulis annis, ex Salifodinis Reipub. emere certam copiam Salis, eamque vel in magnis partibus, prout frangitur, vel coactam ad Urbes maritimas, atque illinc, postmodum in Sueciam transmittere, solutis quæ Reipub. pendi solent vectigalibus.

§. 4. Similiter quoque varias Hungaricas Merces, utpote Vinum, Carnem Bovinam, Coria, Adipem, Cretam, & ejusmodi alios fructus apud Hungaros venales emant, eosdemque ex Hungaria per Territoria Polonica tuto abducant, invehant, & exportent.

§. 5. Quascunque demum Merces, & Mercimonia, quæ vel in Polonia, vel ex vicinia Hungaria coemuntur, integrum sit Sueticis Incolis, solutis tantummodo Teloniis ordinariis, & usitatis exportare, & ad Urbes maritimas, Terra, & Aqua vehere, Ita tamen, ut modo dictæ Merces in aliquo loco Polonico, in Polonicorum Mercatorum noxam, aut præjudicium non possint divendi.

§. 6. Contra autem Commercia, quæ Moschoviæ per Poloniam, & Lithuaniam, cum exteris Nationibus, aliquo tempore exercuerunt, prohibeantur, utpote non modo Civitatibus Polonicis summe noxia, sed etiam juribus, & Privilegiis earum repugnantia, adeo, ut nulli abhinc Merces, è Moschovia in alias Regiones, vel ex illis in Moschoviam per Reipub. Provincias transmeare, licitum sit, sed ejusmodi Merces, in Civitatibus Polonicis deponentur, & divideurur, secundum veterem legem, & consuetudinem in locis lege descriptis, iis tantummodo exceptis, quæ longo usu, Aqua vel Terra, ex Moschovia per Territoria Reipub. Poloniæ, & M. D. L. Rigam vehuntur, quibus eadem, quæ hactenus transeundi libertas conceditur.

VIII. Quod si ex Incolis Regni Succiæ, ejusque Provinciarum, Jure Conductionis, vulgo Arendæ ad extenuationem, perceptionemve summæ pecuniarum mutuo datæ, bona Nobilium, ac Regalia acquisiverit in Polonia, & M. D. Lit. quamdiu illa possederit, Reipubl. Patrocinio & Securitate, ac Privilegiis gaudeat, ac Jurisdictioni subjaceat, uti Incolæ ejusdem.

IX. Cum ad Commerciorum faciliorem usum, & Negotiorum quorumcunque promotionem quoque spectat, Postarum seu Tabellariorum Publicorum liber cursus, S. R. Majestati Succiæ prout ante, & durante Induciarum tempore, & posthac quoque liberum sit, tam Veredariis, quam Equitibus, per quascunque Reipub. Provincias, & Territoria, istum usum continuare. Ideoque ubicumque Tabellarii insignibus Coronæ Succiæ muniti seu abeant, seu revertantur, non tantum nullo modo, nulla specie detinebuntur, vel impedientur, quominus tempore cursuque consueto, salvi, liberi & inviolati cum Literis, Vectura, Hominibus, & Equis transeant, verum etiam certa iisdem Stationum loca, vel Hospitia assignabuntur, qua ubi opus fuerit divertere, requiem capere, & equos commutare, ac justo pretio conducere possit.

X. Conventum quoque est, ut omnis Moneta depravata, sic & Solidi Valachici vulgo *Dumneze* abrogentur, cursusque eorum, vigore Tractatus præsentis interdicatur, salvo usu Solidorum Regni Poloniæ ordinariorum in Regionibus ejus. Quando vero in tranquillo statu Respublica Monetam cudere statuerit, talem cudi curabit, quæ pretio, & valori Monetæ Regni Succiæ ejusque Provinciarum respondeat.

Ad omnimodam vim, & firmitudinem præsenti Fœdere conciliandam, S. R. Majestas, & Respub. Poloniæ idem cum omnibus suis Punctis, Articulis, & Clausulis, se candide sancteque servaturas hisce inpræsentiarum testantur. Quod vero ad tempora futura attinet, Respub. Poloniæ promittit, & spondet se singulos Reges suos continua serie regnaturos, ad ejuidem observationem per Pacta Conventa, & Juramentum Coronationis obstringere velle, & debere, quemadmodum se ipsam ad idem jam, & in perpetuum obstrictam declarat. Et si quis autem Regum Poloniæ præsens Fœdus ruperit, & Respub. consiliis & armis serio se ei non opposuerit, Respubl. de damno & injuria illatâ S. R. Majestati Succiæ debitam satisfactionem præstabit.

Si quæ Regna, Respublicæ, & Status, hoc Fœdere comprehendi, idemque quoad omnes Partes comprobare velint, unanimi utriusque Paciscentium Partis consensu admittentur, & recipientur.

Præterea de eorum Principum, ac Potestatum Fidejussione, & Guarancia super hoc pactum conjunctim expetenda conventum est, qui eandem propter publicum commodum in se suscipere velint, quorumque salus, & conservatio Regnorum Succiæ, & Poloniæ, quam maxime interfuerit.

Denique præsens Conventio, hoc modo feliciter peracta, utrinque intra hebdomadam, a die subscriptionis computandam, optima ritaque forma ratinabebitur exemplaribus ratihabitis, intra præfatum tempus commutatis. Atque ut eo firmior, & stabilior permaneat, Respubl. eandem proximis Comitiis non modo iterata Ratihabitione se confirmaturam, sed etiam Volumini Legum, & Constitutionum Reipub. universalium, tanquam Legem inviolabilem universalem, inque perpetuum observandam, insertaram esse sancte promittit. In quorum omnium Testimonium, & Fidem, tam Nos S. R. Majestas Succiæ Legati Extraordinarii, quam Nos S. R. Majestas Poloniæ, & Reipub. Commissarii, præsentem Tractatum, cujus duo exemplaria ejusmodi tenoris scribi, literisque mandari fecimus, m. pp. signavimus, ac Sigillis nostris corroboravimus. Dabamus Varsaviæ in Suburbio Cracoviensi, & quidem in Cœnobio Carmelitarum Discalceatorum 18. Novemb. 1705.

(L. S.)

ARVERD. HOM.

GEORGSUS WACHSCHLAGER

JUSTUS A PALMBERG

CHRYSOST. BENEDICTUS GNINSKI, *Episc. Camenen. Abb. Wag.*

FRANCISCUS ZAPOLSKI, *Castell. Siradien.*

FRANCISCUS GRZYHOWSKI, *Castell. Inowlad. & reliqui qui supra.*

LIX.

ANNO 1705.

LIX.

21. Nov. Recès, welcher zwischen Sr Königl. Majest. in Preussen Friderico, und Sr Churfürstlichen Durchl zu Pfaltz Johann Wilhelm, wegen der Reformirten Religion, Gewissens-freyheit, und freyen Religions-Exercitii in der Chur-Pfaltz, aufgerichtet zu Dusseldorff den 21. Nov. 1705. Nebst der Declaration gedachter Churfürstl. Durchl zu Pfaltz auf Ihrer Königl. Majest. in Preussen eingelegte Recommendation, in faveur der Evangelischen und Reformirten Religions Verwandten von sich gegeben, und in der Pfaltz publiciren lassen, betreffend die Gewissens-Freyheit aller 3 im Römischen Reich recipirten Religionen, die Eintheilung der Kirchen, restablirung der Universität zu Heidelberg, bestellung des Kirchen-Raths etc. Dusseldorff ut supra. [LUNIGS, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheilung IV. Absatz. I. pag. 754. d'où l'on a tiré cette Piece, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum* Tom. XVII. sub anno 1705. pag. 143. dans LEHMANNUS Reichs-Handlungen von Religions-Frieden. pag. 796.]

C'est-à-dire,

Recès conclu entre FREDERIC I. *Roi de Prusse, & Electeur de Brandebourg d'une part, &* JEAN GUILLAUME *Electeur Palatin d'autre part, au sujet de la liberté de conscience, & d'Exercice public, pour ceux de la Religion Reformée dans l'Electorat Palatin. A Dusseldorp le 21. Novembre 1705.* AVEC LA DECLARATION *de son Altesse Electorale Palatine publiée à ce sujet dans ses Etats en faveur des trois Religions reçues dans l'Empire; par laquelle il est pourvû, entre plusieurs autres choses, au partage des Temples & au retablissement de l'Academie de Heidelberg, & du Conseil Ecclesiastique. A Dusseldorp le même jour.*

Zu wissen: Nachdem auf Ihrer Königl. Maj. in Preussen, bey Ihrer Churfl. Durchl. zu Pfaltz eingelegte Recommendation dieselbe in favor der Evangelischen Reformirten Religions-Verwandten in dero Chur-Pfältzischen Landen untern heutigen dato diese hiernach folgende Declaration von sich gegeben.

VON GOttes Gnaden wir Johann Wilhelm, Pfaltzgraff bey Rhein, des heiligen Römischen Reichs Ertz-Schatzmeister und Churfürst, in Bayern, zu Gülch, Cleve und Berg Hertzog, Graf zu Veldentz, Sponheim, der Marck Ravenspeeg u. Mörß, Herr zu Ravenstein, &c. &c.

Thun kund und zu wissen; Nachdem wir von Anfang Unserer, in Unseren Chur-Pfältzischen Landen angetretenen schweren Regierung uns vornemlich unter andern beflissen, denen zwischen Unsern Chur-Pfältzischen Unterthanen vor und nach Ihrer differenten Religion, und deren Exercitien halben angewachsenen Irrungen vorzukommen und solchen nach Möglichkeit abzuhelffen So haben wir auch zu diesem Ende von Zeit zu Zeit wohlmeinende Verordnungen ertheilet, und nichts unterlassen, was wir zu Erhaltung obigen Zwecks zulänglich zu seyn erachtet. Nachdem wir aber gegen alles verhoffen, dannoch vernehmen müssen, daß auch dadurch Unsere heilsame Intention nicht allerdings assequirt worden, weilen Unsere der Reformirten Religion beygethane Unterthanen durch verschiedent eingeschlichene Mißbräuche und Excessen einigermassen beschwerer zu seyn vermeinen wollen; Also haben wir absonderlich auf verschiedene Unserer Allirten, und Auswärtiger Potentien bey Uns eingewendten ansehnlichen Recommendationen, zu Beybehaltung der Unseren Unterthanen so nöthigen Einigkeit, diese hernachfolgende unveränderliche Verordnung in unserem Chur-Fürstenthum der Pfaltz und zugehörigen Landen, Krafft dieses gnädigst publicirt, befehlen auch, und verordnen solchem nach gnädigst und ernstlich:

Daß von nun an, u. ins kunfftig Unseren gesamten, denen dreyen, in dem Röm. Reich recipirten Religionen zugethanen Unterthanen durchgehends in obgedachten sämmtl. Chur-Pfältzischen Landen, in specie in dem Ober-Amt Germersheim, die vollkommene Gewissens-Freyheit mit Abstellung aller dagegen sich etwan hervor gethanen Mißbräuchen unbehindert gelassen, u. dieselbe keineswegs weder beeinträchtiget, noch turbirt, auch folgende specialia, zu allen Zeiten steth und unverbrüchl. gehalten werden, u. die Unsrige bey Unserer höchsten Ungnad sich darnach reguliren sollen.

Diesemnach kan ein jeder eine der dreyen im Römischen Reich erlaubten Religionen öffentlich bekennen, und ohne Hinderung Alt und Jung, wann diese Annos discretionis haben, die völlige Gewissens Freyheit gäntzlich geniessen, auch nach Belieben von einer Religion nach der andern sich begeben, Zu welchem Ende alle dißfalls der obgedachten Gewissens-Freyheit entgegen lauffende in der Untern Pfaltz, und Ober-Ambt Germersheim etwa ergangene Mandata hiemit aufgehoben seyn sollen. In Matrimoniis mixtis stehet denen Eltern frey ihre Kinder in der Religion tauffen zu lassen, und zu erziehen, wie es die Ehe-Gerichts-Ordnungs-mäßige Ehe-Pacta, oder ihre, stante Matrimonio, beschehene authentische Abrede mit sich bringet; Wo aber weder Ehe-Pacta, noch dergleichen Abrede, so viel diesen Punct angehet, befindlich, da folgen die Kinder dem Capiti Familiæ, jedoch bleibt den Kindern, wie obgedacht, die vollkommene Gewissens Freyheit, wann sie ad annos discretionis kommen, auch dem letztlebenden Vater oder Mutter bevor, die Kinder nach Belieben in ihrer Religion zu erziehen.

Wann von unterschiedlichen Religions-Genossen Heyrathen geschehen, sollen die Proclamationes in eines jeden seiner Religion Kirchen, ob sie gleich in einer Stadt, oder Kirch-Spiel wohnhafft, ordentlich verrichtet, dimissoriales gefordert, jedoch unbedinglich und unwaigerlich, auch unentgeltlich gegeben werden, und soll in Puncto der Copulation die Braut dem Bräutigam folgen, sonsten aber die Catholische Geistlichkeit und Pastores keine Evangelische Religions-Verwandte, und vice versa die Evangelische Prediger keine Römische-Catholische ohne Dimissorialibus ihrer Priester, Pastoren oder Prediger, zusammen geben.

Denen Pupillen werden Vormünder von der Religion verordnet, in welcher sie, nach denen Ehe-Pacten, oder his deficientibus, nach der hiebevorgesetzten Regul erzogen werden müssen. Vorgedachte Augspurgische Confeßions-Verwandte, Reformirte und Lutherische sollen an keine andere Ceremonien, als an die Ihrige gebunden seyn, dahero sie weder directè noch indirectè angehalten werden sollen, bey denen Catholischen Processionen Graß zu streuen, Meyen zu stecken, May-oder andere dergleichen bey denen Römisch Catholischen gebräuchliche Feyer Glocken anzuziehen, das Ave Maria, oder die Catholische Feyer Täge anzuläuten, vielweniger mit dem Gewehr bey der Procession auf-

Anno 1705.

aufzuwarten/ Fahnen oder Creutze zu tragen/ bey der Morgens-Mittags oder Abends Glocken den Huth abzuziehen; Sie sollen auch dieserhalben von niemand beschweret/ vielweniger begehrt werden/ vorher erzehlten und andern Catholischen Ceremonien und Ritibus beyzuwohnen/ herentgegen die Catholische in ihrem Gottesdienst und üblichen Ceremonien weder directè noch indirectè behindert/ verstöret/ verspottet noch beeinträchtiget werden sollen.

Ferners sollen beyderseits A. C. Verwandte die verschlossene Zeiten nach Catholischer Kirchen-Gewohnheit/ nach vorhero von der Churfürstlichen Regierung erhaltener Erlaubnüs/ eben zu observiren nicht schuldig seyn. Uber dieses so sollen jetztgedachte Evangelische/ bey denen Catholischen Processionen/ und wann das Venerabile zu denen Krancken getragen wird/ nicht gezwungen werden/ das Gewehr zu præsentiren/ oder nieder zu knien/ hingegen aber keine vorsetzliche Aergernüs geben/ sondern so lange/ bis die Procession vorbey/ auf die Seite in ein Hauß/ oder zurück gehen/ oder wo sie nicht answeichen können/ den Huth abziehen. Es solle auch den Evangelischen/ so Reformirt- als Lutherischen/ in denen Städten/ und in den Häusern/ bey verschlossenen Buden/ Thüren/ Läden und Fenstern/ auf Catholische Fest Täge zu arbeiten erlaubt seyn/ und sollen sie deswegen keine Inquisition und Bestraffung zu befürchten haben/ jedoch sollen die Grobschmied (ausser was vor die Reisende nöthiger weise beschiehet und andere Handwercker/ welche ein grosses Gethön machen/ auf diese Täge öffentl. nichts verfertigen.

Es stehet denen beyderseits A. C. Verwandten frey/ auf sothanen Catholischen Feyertägen offentlich Schul oder Catechizationes zu halten/ und ist ihnen auch unverwehret/ ihre monatliche Bett-Täge zu feyren. Beyderseits A. C. verwandte Eltern können nicht gezwungen werden/ die Noth-Tauffe zu adhibiren/ oder Catholischer Hebammen wider Willen sich zu bedienen. Es bleibt offtgenannten Reformirten und Lutherischen bevor/ in der Fasten/ und an Catholischen Abstinentz-Tägen in ihren Häusern Fleisch zu speisen.

Niemand/ er sey geist- oder weltlich/ solle der Religion halber/ er seye darinn gebohren/ oder habe dieselbe von kurtzen oder lang angenommen/ verfolget/ vielweniger aus einer Stadt/ Dorff/ oder Land/ disfalls zu emigriren genöthiget/ auch seines Glaubens halber verachtet/ nachgeruffen/ ausgeschrien/ oder gescholten werden. Niemand soll von der Magistratur, Bürger-Recht/ von Kauffleuten/ Handwercken/ oder Zünfften/ Gemeinschafften/ auch offentlichen Gewerb/ Handthierungen/ Handwercken/ Contracten/ kauff- und verkauff beweg und unbeweglichen Gütern/ von Vernäherungs-Recht/ wo es hergebracht/ noch von einigen Erbschafften/ Erb-Vermächtnüssen/ oder Legaten/ oder andern Gerechtigkeiten und Handlungen/ der Religion halber ausgeschlossen werden.

Ferners gestatten wir gnädigst/ daß in Ehe-Sachen/ so viel die beyderseits A. C. verwandte Personen angehet/ es auf Arth und Weise/ wie solches in Unsern Gülich und Bergischen Landen/ vermöge des errichteten Religions-Receß desgleichen/ in allen Puncten gehalten werden/ und selbige von Unserm Evangelischen Ehe-Gericht/ oder wann selbiges noch nicht retabilirt/ von dem Reformirten Kirchen Rathe/ oder darzu expresse committirten Evangelischen Räthen beurtheilet werden sollen.

In denen Fällen/ wann zwischen Catholisch- und Evangelischen Unterthanen Ehe-Streit vorfällt/ folgt der Actor das Forum Rei, und wird der Evangelische nach denen von Evangelischen angenommenen/ der Catholische nach der Catholischen geistlichen Rechten/ insonderheit in puncto divortii & repudii gerichtet; Ratione dispensationis in matrimonialibus quoad gradus prohibitos wollen wir es nach der Chur-Pfältzischen Ehe-Gerichts Ordnung halten und also denen Evangelischen das Recht nach ihrer Religion gedeyen lassen.

Damit auch die bishero wegen des Exercitii simultanei sich hervorgethane Beschwerungen auf einmahl geendiget seyn mögen, So haben wir nach reifflicher Uberlegung solches dergestalt aufzuheben beschlossen/ heben solches auch hiemit dergestalt auf/ daß nichts destoweniger selbiges in denjenigen Oertern/ wo es schon bey Lebzeiten des Chur-Fürsten Carl Ludwigs Christmildesten Andenckens mit denen benachbarten Herrschafften/ und in specie mit Chur-Mayntz in dem Bergstrassischen Receß de Anno 1650. dem Regenspurgischen Vergleich von Anno 1653. wie auch mit dem Fürstl. Hauß Baaden-Baaden 1652. 1653. 1658. errichteten Pactis, welche in ihrem Vigor bleiben/ und nach deren wörtlichem Innhalt wir die beyderseitige Religions verwandte Unterthanen handhaben/ und selbige gegen alle bishero etwa beschehene Beeinträchtigungen obbesagten Recessen gemäß gnädigst schützen wollen/ etabliret/ ohne daß die geringste Behindernüs causiret werden möge.

Wie wir dann zugleich gnädigst verordnen/ damit gesamte Unsere liebe Unterthanen in der Religion ihr besonders/ à partes, offentliches/ freyes und unbehindertes Religions-Exercitium ruhig haben/ daß es mit den Kirchen Pfarr- und Schul-Häusere/ samt denen darzu gehörigen Gütern/ Zinsen/ Zehenden und Renten auf hernach beschriebene Weise gehalten werden solle.

Gestalten dann/ so viel Unsere drey Haupt-Städte in obgedachten Unsern Chur-Pfältzischen Landen/ Heydelberg/ Manheim und Franckenthal/ und Unsere sämtliche übrige Ober-Amt-Städte/ nahmentlich Altzey/ Bacharach/ Bretten/ Lautern/ Moßbach/ Neustadt/ Oppenheim/ Simmeren/ Stromberg und Ladenburg betrifft/ wir gnädigst wollen/ daß/ wo zwey oder mehrere Kirchen/ oder Kirchen-Plätze/ woselbsten die Reformirte Anno 1685. ihr Exercitium Religionis gehabt/ oder sie nach der Hand auf ihre Kosten erbauet/ sich befinden/ und hingegen die Catholische keine eigene Stadt oder Closter-Kirche daselbst haben/ denen Catholischen eine davon privativè eingeräumet werden solle; Jedoch behalten dieser Regul ungeachtet die Catholische die von denen P. P. Franciscanis inhabende so genannte Closter-Kirche/ und des Gymnasii Platz zu Heydelberg/ wie auch die so genanate Spithal- oder Guarnisons-Kirche in der Vorstadt (worunter gleichwohlen das Spithal/ und dessen Gefälle nicht begriffen) desgleichen das Chor der heil. Geist Kirchen daselbst/ welches mit einer Mauer separiret/ und nicht durch den Navem Ecclesiæ, sondern von aussen her der Eingang gemachet werden solle/ privative. Da hingegen die Reformirte navem Ecclesiæ sothaner heiligen Geist-Kirchen mit dem Thurn (dessen Gebrauch/ samt dem Geläut/ mit denen Catholischen gemeinschafftlich seyn solle) wie auch die St. Peters-Kirch/ nebst dem Chor cum pertinentiis, und endlich alle übrige Kirchen-Plätze/ und Rudera cum pertinentiis, neb allen Pfarr und Schul-Häusern/ oder deren Plätzen/ in deren Possession die Reformirte Anno 1685. gewesen/ privative bekommen/ und an statt obgedachten Gymnasii, Guarnison- und Closter-Kirchen der Schönauer in Heydelberg gelegener Hoff/

ANNO 1705. Hoff / mit seinem völligen Bezirck / um selbigen nach Belieben zu einer Kirchen / Gymnasio, Schul / Pfarr- oder Schul-Häuser / oder ad alios Ecclesiasticos usus zu employren / privativè eingeraumet wird.

Verordnen wir gnädigst / daß nach sothaner Regul denen Reformirten zu Manheim privativè zugestellet werde die provisionaliter erbaute Kirchen (gestalten die Catholische / bis sie eine anderwärtige Kirche bekommen / sich in der Patrum Capucinorum Kirch behelffen mögen) nebst dem grossen Kirchen-Platz / und daselbst gelegten Fundament / so zu der Hochteutschen / und Wallonischen Gemeinden destinirt sind / wie allen etwa daselbst befindlichen Pfarr- Rectorats- und Schulhäusern / oder deren Plätzen / und Pertinentien / welche die Reformirte 1685. besessen / oder seithero an sich justo titulo gebracht / oder gebauet.

So wollen wir auch gnädigst / daß zu Franckenthal denen Reformirten diejenige Kirche mit ihrem völligen Bezirck zukommen solle / in dessen Chor anjetzo das Simultaneum eingeführet ist / und solle das Pædagogium daselbst / die Pfarr- und Schul-Häuser / oder vielmehr deren Plätze / und was sie sonsten Anno 1685. ingehabt / denen Reformirten / und denen Catholischen die zweyte Kirche / so die P. P. Capuciner anjetzo inhaben / die dritte aber denen Reformirten für die Wallonische Gemeinde privativè gleichfalls verbleiben.

In Unsern übrigen vorbenannten Ober-Amt- und andern Städten bleibt es bey obiger Regul / zu folg solcher die grosse Kirche zu Altzey denen Reformirten / den Catholischen aber die andere zu Lautern gleichfalls / und zu Oppenheim die grosse Pfarr-Kirche denen Reformirten / denen Catholischen aber in beyden Orten sich befindliche Franciscaner-Kirche / und zu Bacharach denen Catholischen die Kirche am Berg / denen Reformirten aber die Stadt-Kirche und weniger nicht denenselbigen zu Weinheim / die in der Vorstadt gelegene Pfarr- und die Rudera der in der Stadt befindlichen Spital Kirchen / denen Catholischen aber die daselbstige Carmeliter-Kirche privativè zukommen solle.

In welcher Ober-Amt-Stadt aber nur eine Kirche / oder Kirchen-Platz sich befindet / daselbst solle Navis Ecclesiæ cum pertinentiis denen Reformirten / das Chor aber denen Catholischen gelassen werden / und mit einer Mauer auf beyder Theile Kosten separiret werden / auch jedem Theil frey stehen / wo Raum vorhanden / noch etwas an seinem Theil anzubauen.

Wir wollen und verordnen auch ferners / daß die Kirchen in allen übrigen Unsern Städten / und in denen Flecken und Dörffern auff dem platten Lande / wo nur eine Kirche ist / darinnen die Reformirte Anno 1685. ihr Exercitium gehabt / und die Catholische keine Clöster / oder eigene Kirche bereits haben / solchergestalt getheilet worden / daß diejenige Reformirte Mutter-Kirchen von An. 1685. woselbst anjetzo kein Reformirter Pfarrer mehr / sondern ein Catholischer Pfarrer wohnet / die Catholische zum voraus auff Abschlag ihrer ⅔ Theil haben sollen / jedoch daß hingegen die Reformirte aus derjenigen Inspection, worinnen sothane denen Catholischen überlassende Mutter-Kirchen gelegen / ihre / ratione dieser / denen Catholischen zum voraus einraumenden Kirchen zukommende ⅓ Theil aus denen Kirchen / wo die Reformirte Pfarrer gegenwärtig wohnen / zum voraus ebenfalls wählen mögen / daß also / so offt die Catholische zwey Mutter-Kirchen behalten / denen Reformirten hingegen funff Kirchen / wo ihre Reformirte Pfarrer wohnen / gleichfalls zukommen. Die übrige Kirchen insgesamt sollen auff folgende Weiß getheilet werden / daß nach jetztgedachter vorhergegangenen Theilung erstlich der übrige Kirchen / wo annoch Reformirte Prediger wohnen / zweytens die wohlgebaute / drittens die baufällige Filialen / und endlich viertens die Rudera jedesmahlen sieben und sieben aus einer / oder da sieben dergleichen Kirchen darinnen nicht befindlich / aus der nechsten Inspection zusammen gesetzet werden / davon denen Reformirten fünff / und denen Catholischen zwey privativè dergestalt zukommen sollen / daß Unserm Reformirten Kirchen-Rath daraus die erste / und die zweyte Wahl Unsern darzu expressè benannten Räthen nomine Catholicorum, die dritte denen Reformirten abermahls / die vierdte denen Catholischen / und der Rest denen Reformirten verbleiben solle. Wobey wir expressè verordnen und befehlen / daß alle bey solchen ihnen Reformirten privativè einzuraumen habenden Kirchen befindliche Pfarr-Güter / Renten / groß und kleine Zehenden und Zinsen / so An. 1685. ein Reformirter Pfarrer salarii loco genossen / oder durch die Collectur erhoben worden / zu der Reformirten Kirchen Behueff privativè, ohne die geringste Schmälerung und bey der hergebrachten Freyheit überlassen / auch Unsere Hof-Cammer / und die unter derselben stehende Corpora, wie auch die benachbarte Stiffter / oder Herrschafften / Communen / und andere Corpora zu Ablegung des etwa schuldigen Beytrags / der Observantz gemäß / angehalten werden sollen; Gleiches Recht geniessen die Catholische bey denen ihnen durch vorgesetzte Regul privativè zukommenden Kirchen; jedoch werden die Stiffts- und Klöster Gefälle hierunter nicht verstanden.

Wir verwilligen und gestatten ferners gnädigst / daß allen Reformirten / und Evangelisch Lutherischen / wann schon denen Catholischen in ein- oder andern Ort die Kirche / Pfarr und Schul-Häuser privativè zukommen / ihr Exercitium Publicum in einem Privat-Hauß / oder wo sie es dienlich erachten / zu üben / unverwehrt seyn solle / & vice versa denen Catholischen / gestalten einem jeden Theil auch unbenommen ist / an allen Orten / wo er es nöthig erachtet / neue Kirchen mit Thürnen / Glocken und übrigen Zugehörungen / wie auch Pfarr- und Schul-Häuser zu erbauen; welchen Falls wir auch die neue Plätze / wohin die Kirchen / Schulen / Pfarr- und Schul-Häuser angerichtet werden möchten / von allen herrschafftlichen Beschwerden hiemit gäntzlich befreyen / und sothane Gebäue und Häuser / so lang sie zu obbemeltem Gebrauch gewidmet bleiben / bey der Immunität gnädigst schützen / und handhaben wollen.

Alle von denen Reformirten 1685. in der gantzen untern Pfaltz besessene Gymnasia, Pædagogia, Rectorats-Häuser / und Lateinische Schulen / oder deren Plätze / in specie das Collegium Sapientiæ, und die Neckar-Schul zu Heydelberg / und das Casimirianum zu Neustadt / oder an dessen Stelle eines in Dach und Fach wohl-conditionirtes Æquivalent; das Gymnasium zu Franckenthal / Manheim und andern Orthen / oder deren Plätze / sollen denen Reformirten cum omnibus Reditibus & Accessionibus, wie sie selbige 1685. gehabt / privativè verbleiben. Und damit hinkünfftig alle fernere Disputen unterbleiben mögen / wollen wir gnädigst / daß Jurisdictionem Ecclesiasticam & Jura Parochalia cum Cura animarum & omnibus annexis Exercitii publici gesamte Religionen über ihre Glaubens-Genossen allenthalben exerciren mögen / ungeachtet die Kirche selbigen Orths nur einer Religion angewiesen / dahero die Jura Ordinariatus & Stolæ, vielweniger Jurisdictio Ecclesiastica keines wegs auf andere Religions-Verwandte extendiret

ANNO 1705.

ret werden/ sondern alle dergleichen Prætensiones hiemit expresse aufgehoben/ und verbotten seyn sollen.

Wir wollen auch gnädigst/ daß die Glocken und Kirch-Höfe von denen Kirchen dependiren/ jedoch daß ein Theil dem andern umb die Gebühr bey denen Begräbnüssen/ Hochzeiten/ und dergleichen/ läuten/ auch wo nur ein Kirch-Hoff vorhanden/ derselbige gesammten Religionen ihre Todten zu begraben gemeinschafftlich erlaubt/ und einer jeden Religion ihre Gesänge und Ceremonien dabey zu üben ungehindert gestattet/ dabey gleichwohlen jedem verwillet/ und frey stehen solle/ einen absonderlichen Kirch-Hoff anzuschaffen/ oder mit Abtheilung des vorhandenen Kirchhoffs sich untereinander nach Zustand des Orts und Gelegenheit gütlich zu vergleichen; welches eben den Verstand haben solle/ wo die Kirchen gemeinschafftlich überlassen werden/ daselbsten die Reparation des Closters denen Catholischen/ navim Ecclesiæ aber zu unterhalten denen Reformirten/ des Thurns und Glocken-Unterhaltung beyderseits Glaubens-Genossen gemeinschafftlich obliegen solle/ es sey dann/ daß etwa ein Patronus, Decimator, oder sonsten jemand von alters her die Reparation zu thun obligirt wäre; So soll auch in denen Kirchen/ welche denen Reformirten zu theil/ keiner das Jus Patronatus exerciren/ der es in Anno 1685. nicht exerciret hat. Und gleichwie fernerß zu Zeiten Unserer Vorfahren diejenige aus denen eingezogenen Stifftern/ Probsteyen/ Clöstern/ Prælaturen und dergleichen Corporibus gefallene Renten/ und Einkünfften meistentheils ad pias causas verwendet worden/ und wir dann gleichmäßig gnädigst entschlossen/ alle solche Gefälle von denen gesambten obgedachten Corporibus, wie selbige die sogenannte Verwaltung An. 1685. würcklich besessen/ zu gleichmäßigem Ziel gebrauchen zu lassen; Also verordnen und befehlen wir hiermit und in krafft dieses gnädigst/ daß zu Unterhaltung des Reformirten Kirchen-Raths/ Pfarrer/ Kirchen- und Schuldiener/ Reparation, Erbau- und Erhaltung der nöthigen Kirchen und Schulen/ fünff sieben Theil von denen eingehenden obgedachten Gefällen an Geld/ Früchten/ Wein/ und dergleichen employret und angewendet werden. Die übrigen zwey sieben Theil deductis pro rata oneribus, Uns/ zu Unserer freyen Disposition verbleiben sollen. Und sollen die etwa vorhandene Früchte/ oder Wein unter dem gemeinen Land-Preiß und ohne bahrem Gelde nicht begehret/ oder durch einen Vorschuß geschmählert/ oder sonsten etwas sive ad usus politicos, sive Ecclesiasticos, noch unterm Nahmen der Landes-Rettung und Schutzes verlanget werden mögen

Und damit allem weiterm Mißtrauen vorgebogen werde/ befehlen wir gnädigst/ daß vorgedachte Güter und Gefälle durch eine General-Administration bestehend in zweyen Catholischen und zweyen Reformirten Räthen/ und übrigen nöthigen Bedienten solcher gestalt verwaltet werden sollen/ daß jederzeit quartaliter die Catholische und Reformirten die Einkünfften gemeinschafftlich repartiren/ und solche Repartition ungesäumt/ und also fort denen Verwaltungs-Bedienten im Lande per modum Rescripti von beyderseits Religions-Verwandten Verwaltungs-Räthen unterschrieben/ bekannt gemacht werden/ welche alsdann denen beyderseits Religions angestellten Receptoren/ nemlich den Cathol. ihre $\frac{5}{7}$ Theil/ und die denen Reformirten angewiesene Portion der $\frac{2}{7}$ dem Reformirten Receptori einzuliefern und zu verreichen haben; Unterdessen aber bevor die Repartition geschehen/ auf keines theils Assignation nicht das geringste abgefolget/ Uns aber Rechnung und Reliqua darüber præstiret werden/ jedoch daß jedem Theil der Überschuß zu seinem privaten Gebrauch gewiedmet verbleiben solle.

Demnächst sollen die Verwaltungs-Räthe nicht mehr gemeinschafftlich/ sondern/ jeder Religions-Verwandter über ihr Antheil privative zu disponiren bemächtiget/ und die Unter-Bediente alsdann von denenselben separatim dependiren/ und ihre Verordnungen unverweigerlich respectiren/ wie sie dann in denen Uns leistenden Pflichten würcklich dergestalt sollen angewiesen werden: In allen übrigen Vorfallenheiten aber bleibt es bey der bißherigen Verwaltungs-Ordnung.

So viel sonst den Reformirten Kirchen-Rath und dessen Jurisdiction betrifft/ solle selbiger nach Inhalt der Chur-Pfältzischen Kirchen-Raths-Ordnung von Anno 1564. und wie er An. 1685. bestellet gewesen/ hinwieder ersetzet/ und bey der ihme vermög gemeldter Ordnung und Observantz/ bis ad Annum 1685. zukommender Verrichtung/ Freyheit/ Immunität/ Besoldung/ Rang/ und Herkommen kräfftigst geschützet und gehandhabet werden.

Worbey wir noch ferners gnädigst verordnen/ daß dem Kirchen-Rath bevorstehen solle/ so viele Pfarrer und Schul-Diener/ als er nöthig erachtet/ doch nicht ohne Unserm Vorwissen anzunehmen/ selbige nach Befinden zu transferiren/ auch die Partheyen zu combiniren und zu separiren.

So soll auch/ im Fall ein oder anderer Prediger beschuldiget werden würde/ gegen die Catholische Religion unzuläßig geprediget/ geschmählet oder sonsten gehandelt zu haben/ alsdann die Inquisition, da dergleichen nöthig befunden würde/ jedesmahl mit Zuziehung eben so vieler Kirchen-Räthen/ als anderer darzu verordneten Commissarien beschehen/ und darinnen und sonsten in allen übrigen Beschuldigungen/ und Inquisitionen der Chur-Pfältzischen Inquisitions-Ordnung gemäß verfahren/ und unpartheyische Justitz administrirt werden.

Und damit auch Unsere vormahls so berühmte Universität zu Heydelberg um so viel ehender wieder in vorigen Flor und Frequentz gerathen/ gesamten Religionen auch in allen Facultäten zu profitiren Gelegenheit gegeben werden möge; so haben wir gnädigst resolviret/ zu der Theologischen Facultät beständig zwey Reformirte Theologos gnädigst zu verordnen/ und selbige mit der gewöhnl. vorigen Besoldung ordentl. salariren/ und unterhalten zu lassen; wie wir dann vorjetzo von Unserm Reformirten Kirchen-Rath ein oder andern Vorschlag erwarten/ wie wir solche Professoren zu bestellen vermöchten/ gestalten wir auch hiernechst bey Abgang eines oder andern Reformirten Theologi, zu Ersetzung der dadurch vacirenden Professur gedachten Kirchen-Raths unterthänigste Vorschläg gnädigst erwarten wollen. Worbey wir gnädigst declariren/ daß die Allmosen/ so von jeder Religion à parte gesammlet/ oder gestifftet werden/ auch von jeder privative administriret und distribuiret werden.

Die Legata und Capitalien aber/ in specie zu Heydelberg/ Manheim/ Franckenthal/ und andern Orthen/ so noch vorhanden/ und nicht bereits anietzo consumiret seynd/ werden denjenigen Religions-Verwandten restituiret und gelassen/ so vor der eingeführten Gemeinschafft/ oder Theilung in deren Possession gewesen/ und administrirt jeder Religions-Theil die seinige privative, worinnen von keinem dem andern eingegriffen werden solle. So viel aber die Stipendia anbelanget/ so Anno 1685. in Observantz gewesen/ wird es eben-

ANNO 1705. ebenfalls nach sothanem Jahr damit gehalten/ und kommen selbige/ wie auch diejenigen/ so seithero gestifftet worden/ oder noch gestifftet werden möchten/ nach des Testatoris Willen/ denjenigen Religions-Verwandten zu/ deren der Fundator gewesen.

Bey den Spitalern/ Waisen- auch andern dergleichen Armen-Häusern/ so für die Einwohner und Burger gewidmet seyn/ wollen wir/ daß nach der von uns concedirten Proportion der $\frac{2}{7}$ und $\frac{5}{7}$ Theil/ jede Religions-Verwandten recipirt/ und in ihrer Religion nicht turbiret: Bevorab aber die Waisen nach der Religion/ deren der Vatter gewesen/ erzogen werden.

In dem übrigen aber verordnen wir gnädigst/ daß ohne Ansehen der Religion/ die Armen/ oder Krancken aufgenommen werden/ und ebenfalls alle Gewissens-Freyheit geniessen.

Wir wollen auch/ und befehlen gnädigst/ daß denen Evangelisch Lutherischen nicht allein die An. 1624. zugekommene/ sondern auch diejenige Kirchen/ welche sie seithero erbauet/ oder noch künfftig erbauen/ privative gelassen.

Das von uns aufgerichtete Evangelisch-Lutherische Consistorium auch von den Reformirten Kirchen-Rath independent verbleiben/ denen selben annebenst dasjenige/ so ihnen an geistl. Gütern/ Pfarr- und Schul-Häusern/ Zehenden/ Renten und Gefällen/ An. 1624. erweißlich zugekommen/ zu ihrer Administration überlassen werden solle. Urkund unserer eigenhändiger Unterschrifft und hierauf gedruckten geheimen Cammer-Cantzley-Secret-Insiegels. Geben in Unserer Residentz-Stadt Düsseldorff den 21. Nov. 1705.

Joh. Wilhelm/ Churfürst.



UNd dann so wohl dem Publico, als höchstgedachten Ihr. Kön. Maj. u. Churfl. Durchl. selbsten daran nicht wenig gelegen/ daß zu Vermeidung aller etwa hiernechst besorgenden weitern Religions-Trennungen/ ob-bemelte Declaration in allen Puncten und Clausulen nicht allein anietzo zur Execution gebracht/ sondern auch hinkünfftig/ biß man von gesambten Reichs wegen sich der Religions Gravaminum halber etwan anders vergleichen/ oder in dessen Entstehung eine Comitial-Decision erfolgen möchte/ ununterbruchl. gehalten und beobachtet/ auch gesambte Interessirte Religions-Verwandte dabey auf das kräfftigste geschützet und manuteniret werden/ daß höchstgemeldte Ihr. Churfl. Durchl. zu Bezeigung Ihr vor Ihr. Königl. Majest. in Preussen beständigst habender Hochachtung nicht allein vorbesagte Declaration dergestalt zu baldigster Execution bringen zu lassen fest gestellet/ daß/ so bald der Kirchen-Rath durch die abgängige Subjecta wieder bestellet/ gestalten Ihr. Churfürstl. Durchl. darüber von gemeldtem Kirchen-Rath ehestens die nöthige Vorschläge erwarten/ den Anfang sothaner Execution durch dero expresse darzu bestellte Commissarios und besagten Reformirten Kirchen-Rath machen/ und den Rest zum schleunigen Ende befördern lassen wollen; Sondern versprechen und geloben auch hiermit/ und in Krafft dieses vor sich und Ihrer Chur-Nachkommende/ gemeldte Declaration, wie selbige von Wort zu Wort hier oben geschrieben/ in obgemeldten Chur-Pfältzischen Landen/ fest und ohnwiederrufl. halten und beobachten zu lassen.

1.) Wollen mehr höchstged. Ihro Churfürstl. Durchl. daß in dem an den Herrn Bischoffen zu Würtzburg oppignorirten Ambt Boxberg der Status Religionis, quo tunc, observiret werde/ wie in der Pfand-Verschreibung von 18. Febr. 1691. expresse pacisciret worden.

2.) Daß wegen Dirmstein und derjenigen Orten dieses Ampts/ wie auch der Kellerey Stein/ so an des Hrn. Bischoffen zu Wormbs Hochfürstl. Durchl. unlängst cediret/ und dabey der Status quo pacisciret worden/ Ihre Churfl. Durchl. dero Officia nebst des Königs in Preussen Maj. dahin anwenden wollen/ damit obgemeldte Declaration gütlich angenommen/ und daselbst observiret werde/ in allen übrigen etwa Lehn-weise oder sonsten etwa abgegebenen Orten es ebenfalls in puncto Religionis usque ad Comitialem Decisionem in Statu hujus Declarationis verbleiben solle.

3.) Daß ratione des Ambts Böckelheim Ihr. Churfl. Durchl. bey Chur-Mayntz und der Käyserl. Sequestration Ihre Officia nebst des Königs in Preussen Majest. dahin interponiren wollen/ damit durante sequestratione, und biß zur Comitial-Decision dieser Declaration allda gleichfalls nachgelebet werde.

4.) Wann Ihro Churfl. Durchl. hiernechst etwas vertauschen solten/ so wollen dieselbe jederzeit den Statum Religions, salva Comitiali decisione nach obiger Declaration ausbedingen/ u. keine

5.) Verwaltungs-Güter alieniren/ sondern selbige jederzeit vorbehalten.

6.) Diejenige Verwaltungs-Güter/ so die Catholische Geistlichkeit bereits besitzet/ wollen Ihro Churfl. Durchl. in Rechnung jährlich bringen/ und deren Einkünfte an den zwey siebenden Theil decourtiren lassen/ auch alles/ was Ihrer Churfl. Durchl. Krieges-Commissariat nach gepflogener Liquidation vor empfangenen Haber/ oder sonsten schuldig zu seyn befunden wird/ daven wollen dieselbe fünff siben Theil denen Reformirten restituiren lassen/ welche sie zu Erbauung ihres Gymnasii und Collegii Sapientiæ anwenden sollen.

8.) Obhöchstged. Ihre Churfürstl. Durchl. wollen auch nicht gestatten/ daß die Verwaltung der Universität ein mehrers als sie An. 1686. gezogen/ jährl. entrichte/ oder von einem alten Rückstand Prætensiones gemacht werden/ indeme sie selbst nichts geniessen.

9.) Und gleichwie die Verwaltung pari numero Religionis von Reformirten und Catholischen angeordnet worden/ und derselben Unter-Bediente in fünff siben Theil Reformirten bestehen werden/ also wollen Ihro Churfürstl. Durchl. bey jedesmahliger Vacantz selbige wieder mit Reformirten besetzen/ und der Reformirten Kirchen- und Verwaltungs-Räthen unterthänigsten Vorschlag jederzeit deswegen erwarten/ und den tüchtigen annehmen/ wo aber die Corpora durch Admodiationes, gleichwie bißher/ administriret werden/ solle nicht auff die Religion/ sondern auf die meistbietende reflectiret/ jedoch keine Geistliche von beyderseits Religionen dazu admittiret werden.

10.) Denen Reformirten Pfarrern u. Schuldienern wollen Ihro Churfürstl. Durchl. gleiche Freyheit und Immunität von allen Oneribus geniessen lassen/ als von Schatzung/ Wacht/ und Frohn/ und allen übrigen Lasten/ wovon sie unter ihrer eigenen Religion zugethanen Herrschafften befreyet seynd/ und sie sub prætextu Juris Patronatus, collaturæ, &c. so bey derselben Vorfahren denen Churfürsten/ Pfaltzgraffen Carel Ludwig/ und

ANNO 1705. und Carl Christmildesten Andenckens nicht in Observantz gewesen / an ihren Functionen nicht hindern lassen.

11.) Versprechen und wollen Jhro Churfürstl. Durchl. auch / daß es mit dem Ober-Amt Germersheim auf nachfolgende Weise gehalten werden solle / nemlich deß wegen der Gewissens-Freyheit / Ehe-Sachen / ungehinderten Exercitii publici cum annexis & privati in allen und jeden Orten dieses Ober-Ambts / der geistl. Jurisdiction, Jurium parochialium & curæ animarum, Aufrichtung neuer Kirchen mit Thürmen / Glocken und Zugehörungen / Schulen / Pfarr- und Schulhäuser / eben auf denselbigen Fuß gehalten werden solle / wie Jhro Churfürstl. Durchl. solches in dero übrigen Chur-Pfältzischen Landen zu erhalten unter heutigem dato declariret haben / zu dessen Folge dem Reformirten Kirchen-Rath so viel Pfarrer und Schuldiener in gedachtem Ober-Ampt anzuordnen / als von demselben nöthig zu seyn erachtet wird / erlaubet und zugesagt seyn solle / und versprechen Jhro Churfürstl. Durchl. zu denen jenigen Kirchen / so die Reformirte weiters in gedachtem Ober-Ambte Germersheim bauen werden / das dazu nöthige Holtz aus dero nechsten Waldungen gratis hergeben zu lassen

So viel die Stiffter / Prælaturen und Abteyen zu Euserthal / Hörd / Seltz / Elingen / Münster / und Germersheim angehet / behalten selbige die Catholische sambt denen dabey befindl. Stiffts- oder Kloster-Kirchen / nebenst allen darzu gehörigen Renten und Gefällen privative, denen Reformirten und Evangelisch-Lutherischen aber bleiben alle diejenige Kirchen / wo sie selbige anjetzo besitzen / wobey ihnen die Kirchen zu Impflingen / Schechenheim / und Godramstein auch einzuräumen / gestalten mehe höchstged. Jhr. Churfürstl. Durchl. dann auch gnädigst verwilligen / daß vor allen übrigen sich in gemeldtem Ober-Ampt befindl. geistl. Corporibus, wie selbige Anno 1685. unter der Verwaltung gestanden / zu Unterhaltung der nöthigen Prediger / ein dritter Theil denen Reformirten zukommen / und gleich übrigen geistl. Gütern nach Inhalt obiger Declaration verwaltet werden mögen.

Dahingegen Jhr. Königl. Majest. in Preussen geloben und versprechen / daß sie wegen der zu Regenspurg auff dem Reichs-Convent vorgekommenen Chur-Pfältzischen Religions-Gravaminum keine weitere Klagen führen / auch im Fall derentwillen anderwerts was vorkommen solte / Sr. Königl. Majest. selbige / so viel mögl. biß zur Comicial-Erörterung und Decision ablehnen und sich mit deme / so in vor offterwehnter Declaration enthalten / allerdings befriedigen wollen.

Dessen zu wahrer Urkund seynd gegenwärtigen Recesses zwey gleichlautende Exemplaria verfertiget / und mit beyderseits hierzu verordnet- und deputirter Ministrorum eigenhändiger Unterschrifft und fürgedruckten Petschafften bekräfftiget / und pacisciret worden / daß beyderseits gnädigster Herrn Principalen Ratificationes, so bald möglich / gegen einander ausgewechselt werden sollen / so geschehen Düsseldorff den 21. Novemb. 1705.

LX.

1706. 12. Janv. *Fœdus inter Rempublicam* VENETAM *ab una, & Inclytas Civitates* TIGURUM *atque* BERNAM *ab altera parte, ad duodecim annos & amplius, quo mutuum sibi invicem auxilium promittunt & quidem ex parte Republicæ Venetæ pecunia, & ex parte Civitatum Militibus præstandum. Actum 12. Januarii 1706.* [Copie communiquée par un des Ministres de la Negociation]

ANNO 1706. *In nomine Sacro Sanctæ & Individuæ Trinitatis Dei Patris, Filii & Spiritus Sancti, Amen.*

QUANDOQUIDEM æterno omnium rerum Creatori & Conservatori Politiarum inde ab Orbe condito placuit Concordia atque Justitia omnia augere atque promovere, ut ita sincera Amicitia & vicinia Politiæ & Respublicæ divina favente Clementia perfectiorem suam securitatem consequi & conservare usque & usque possint, majores etiam Antecessores nostri Serenissimæ Reipubl. Venetæ, sic & inclytarum Urbium Tiguri & Bernæ non solum pristinorum seculorum decursu Amicitiam fidelem arctioremque conjunctionem, Cœlesti irrorante gratia, semper coluerunt, verum etiam quia firmissima inter Respubl. Amicitia, quæ quanto vetustior tanto robustior, anno supra millesimum sexcentessimum decimo sexto pro mutua sui conservatione Fœdus invicem inierunt. Quemadmodum vero eorum & optanda sequendaque maxime Societas, qui semper officium & fidem servatunt, quia probata fides comprobat Amicitiam, ideo

Nos Aloysius Mocenigo Dei Gratia Dux Venetiarum &c. Et nos Senatus Major & Minor Ducentum Virorum Civitatum Tigurinæ & Bernensis, Membra veteris illius ac magni Fœderis superioris Allemanniæ, Helvetiæ, ante oculos nobis ponentes præsentium temporum faciem omnino requirere, ut Principes atque Respubl. majorem subinde curam & operam impendant, quin Unionum, Amicitiarum, & conjunctionom fidarum vinculo se tutos præstare, salvosque & incolumes conservare valeant, quod ut fiat, liberis cum primis & veteri Amicitia sibi invicem conjunctis Rebus Publ. & Statibus, quales nos divina providentia esse voluit, opera seduto danda est, in eundem finem veterem restaurare necessitudinem & Confœderationem conveniens atque necessarium reputantes.

Nos prædictos Venetiarum Dux circumspectum virum Vendraminum Bianchi ad commemoratos Amicos nostros ambarum inclytarum Urbium Tigurinæ & Bernensis ablegavimus, qui id Mandato ageret, quomodo vetus & optima illa Amicitia inter Rempubl. nostram atque ipsas Urbes renovato Fœderis vinculo ad utriusque Partis commoda & protectionem conservari & propagari possit. Id quod DEO T. O. M. benigne annuente aliquod interlocutionibus peractum est, ita ut nos prædictus Dux Venetiarum ex una parte, & nos Consul, Scultetus ac Senatus uterque Urbium prædictarum Tiguri & Bernæ ex altera parte ad Dei gloriam salutem & prosperitatem mutuam in Dominio Veneto & ambarum Urbium Tigurinæ & Bernensis Jurisdictionibus & Terris illorumque Subditis fovendam & conservandam, sincera mente & deliberato Consilio, his qui sequuntur Articulis & Conditionibus, arcto Fœdere & vera animorum conjunctione (quod felix faustumque sit) nosmet ipsos obligaverimus.

I. Serenissima Respublica Veneta & binæ Inclytæ Urbes Helvetiæ Tigurum & Berna, omnibus in rebus bonam Amicitiam & Vicinitatem inter se colunto, sicut veros, sinceros & bonos Amicos & Confœderatos decet.

II. Si Serenissima Respublica Bellum gerens, sive Belli periculum exspectans à binis Inclytis Urbibus Tiguro & Berna Milites desideret, teneantur hæ in auxilium & subsidium illius conservationem mittere peditum 4000 voluntariorum, qui in duas Legiones & totidem Collonellos, Tigurinum unum, alterum Bernensem distincti sunto, assignati cuilibet Vexillo viri 2000. Quod si Serenissima Respublica tanto numero non opus habeat, tenentur petere ad minimum 2000, ita tamen, ut huic numero minori non duo sed unus duntaxat Collonellus præficiatur, qui quidem in prima expeditione sit Tigurinus, & Collonellus Locumtenens Bernensis, in secunda vero Collonellus Bernensis & Collonellus Locumtenens Tigurinus, adeo ut Urbium ambarum Collonelli alternas vices gerant, & si accidat, ut durante expeditione Collonellus aliquis moriatur, vel quacumque ratione Militiam deserat, Successor ipsi ex eadem Urbe unde fuit constituatur; cum hac declaratione, ut quælibet Urbs posteriori casu quinque vexilla suppeditet, atque hi Milites sive majori sive minori numero obligati sunto Serenissimæ Reipublicæ fideliter servire, tum in Castris tum per Præsidia ad defensionem Regionum & Populorum ipsi hoc tempore sub-

subjectorum, in Continenti sive in Terra firma Italiæ, contra omnes & singulos, qui hostiliter eam oppugnare possent; attamen si Serenissima Respublica Veneta ab utraque parte Militem petat eo tempore, quo vel utraque vel alterutra in periculo sit, sive in imminentis Belli discrimine constituta sit & Bellum pertimescat, nec utraque nec alterutra teneatur auxilia permittere, quin & supradicti Urbium Milites Serenissimæ Reipublicæ militantes ab oppugnationibus, & à Militia maritima plane eximantur. Officiales uniuscujusque Vexilli erunt Locumtenens superior & inferior, 1. Vexillifer, 4. Præfecti Vigilum, 4. Officiales inferiores, 6. Corporales, 6. Appuntati, 4. Tamburi & unus Tibicen, itemque Chirurgus, Bellicus & Trabantes eodem numero 200. Militum comprehendantur.

III. Si Serenissima Respublica constituerit expeditionem facere & in Urbium ambarum Regionibus, ac Jurisdictionibus Milites conscribere, teneatur tunc ea singulis Capitaneis pro Vexillis illorum solvere 533. Dublones Hispanicos justi ponderis ante profectionem pro sufficienti eautione, eo modo ut post unum annum effluxum singulis mensibus 30. Dublones detrahendo Serenissimæ Reipublicæ restituantur, sin vero, in primo Armilustrio vel in sequentibus, unus aut plures in numero commemorato 200. Militum, desiderentur pro singulis qui desiderantur Capitaneo menstruatim detrahantur Dublonus unus cum dimidio minus una libra Veneta, & pro mensibus singulis computari debent dies 30, & pro anno menses duodecim.

IV. Quod si instituta expeditione una vel altera Urbs 200. Milites cum necessariis suis Officialibus ad profectionem paratos habeat, tunc eos dimittere potest cum attestatione, quo die ab Urbe profecti sint, adeo ut eodem tunc die his Militibus conscriptis, stipendium tunc initium sumat; postea vero pro reditu ad Patriam Vexillis singulis stipendium unius mensis vel 30. dierum in profectionem à Serenissima Republica solvitor; verum cum hac clausula, ut hi Milites exautorati vel in patriam remitti non debeant eo tempore quo montes nivibus clausi, adeoque itineri faciendo inapti sint.

V. Si Milites Urbium ambarum servitio Serenissimæ Reipublicæ semel destinati tribus durantibus annis in servitio habeantur, neque durante hoc tempore exauctorari possint, & si prælium committatur in quo, auxiliante Deo, victoria reportetur, Serenissima Respublica stipendium menstruum præliarium Collonello, Capitaneis, Officiariis & Militibus gregariis persolvito.

VI. Conformatis Castris Regimina pro hodierna ratione militandi in Battaliones quidem dividi possunt, si vero ambarum Urbium Milites in Serenissimæ Reipublicæ propugnaculis & Arcibus per præsidia sint disponendi tunc Regimina dividi possunt per Vexilla, Milites vero à propriis Vexillis non separentur, sed una maneant.

VII. Collonelli & Capitanei obligati sunto in Castris atque in rebus Militaribus obedire Archistratego Serenissimæ Reipublicæ, Generalibus, Gubernatoribus, Generalibus Proveditoribus, aut aliis qui, ipsorum nomine, imperium in Exercitum habent, at in præsidiis Milites teneantur obedire eorum Rectoribus & Gubernatoribus, sicut apud alios Officiales & Milites Serenissimæ Reipublicæ usus est.

VIII. Quod si ambæ Urbes simul, aut una separatim ab hostibus suis Bello impetantur, aut in periculo imminentis Belli fuerint tempore illo, quo Milites earum Serenissimæ Reipublicæ stipendia merent, licitum tunc illis esto eos domum revocare, eorumque opera declinandis propriis periculis uti, sic tamen ut in tali casu Serenissima Respublica ejusmodi Militibus revocatis teneatur dare stipendium unius mensis pro reditu à Limitibus ejus, nec non illos usque ad Confinia sua versus Rhætorum Dominium tutos, securosque & ad transportandos ægrotos & Officialium suppellectilem necessariis carris instructos sine Officialium & Militum expensis deducere.

IX. Ambarum Urbium Milites armati sunto Sclopetis vulgo *Fusilis* dictis, Bajonetis & Bandoleriis, liberumque esto prædictis Urbibus ipsismet hoc modo in Patria sua Milites armandi vel armaturam Serenissimæ Reipublicæ concedendi, quo posteriori casu singulis Militibus menstruatim sex Solidi Veneti, pro consumptione Armorum detrahantur: Teneatur vero Serenissima Respublica Veneta pro singulis sic armatis Vexillis sive in Campo sive per Præsidia opera eorum utatur, menstruatim persolvere Doblones Hispanicos trecentos triginta tres justi ponderis, singulis autem Collonellis tam pro menstruo honorario unius cujusque Regiminis, Doblones Hispanicos centum quadraginta quinque justi ponderis persolvantur, sic nos clarius explicantes, si Serenissima Respublica alio aureo vel argenteo nummorum genere omnes expensas in hoc Tractatu expressas facere cogitet & quivis Duplus Hispanicus a[illegible] gi novem libras monetæ Venetæ computetur, tum ad æqualem constituendum valorem sequentes aurei & argentei numi hoc pretio expendantur, scilicet Duplus Italicus pro viginti octo libris & decem solidis; Cechinus pro 17. Libris, Scutus seu Coronatus argenteus pro novem Libris & 12. Solidis, Philippus seu Justina Veneta pro 8. Libris & 10. Solidis, Ducatus aureus seu Hungarus pro 16. Libris, Ducatus currens pro sex Libris & 4 Solidis supradictæ Monetæ Venetæ. Quod si unus vel alter Capitaneus plures quam ducentos Milites, imo usque ad numerum ducentorum viginti habent, hi viginti supernumerarii dum sint effectivi & Helvetii, stipendium unius Dublonis & tertiæ Partis accipiant. Non gravabitur, etiam Serenissima Respublica dare Militibus pulverem Tormentarium & Plumbum gratis, prout id apud alios Principes ac Dominos hactenus in usu fuit. Si unum quodque Vexillum minori numero quam centum septuaginta quinque Militum numero fuerit, Capitaneus perdet Doblones viginti menstruatim, & si diminuatur infra centum septuaginta quinque, Capitaneus perdet Doblones quadraginta. Quod si prælium committatur, & ea sive etiam morbi contagiosi causa (id quod Deus avertat) Vexilla diminuantur, Capitanei duorum mensium spatio stipendium accipient, secundum ultimam lustrationem præcedentem, ut eo facilius numerum suorum Militum redintegrare possint.

X. Milites ambarum Urbium, qui Serenissimæ Reipublicæ serviunt, omnibus ac singulis Privilegiis, Libertatibus, Immunitatibus, Juribus, ritibus & consuetudinibus tam in administrando jure, & exercenda Justitia, quam in aliis omnibus rebus fruantur, quibus in Gallia & alibi utuntur & hactenus omni tempore usi sunt. Militibus etiam pro libero Exercitio Religionis in aliqua domo locus commodus & honestus assignandus, neque hi in Exercitio suo ullo modo turbandi, aut ulla occasione nec publicè nec privatim molestandi erunt, itemque pro sepultura mortuorum locus honestus permittendus.

XI. Ægrotantes Milites in Xenodochia recipiantur, iisque tamdiu stipendium cedat, quamdiu Serenissimæ Reipublicæ servitio sint addicti, usquedum aut convalescant aut morte perfungantur, utque nihil hoc tempore detrahatur, quam aliis Serenissimæ Reipublicæ Militibus detrahi solet. Liceat etiam Pastoribus Bellicis suæ Nationis eos invisere, eos consolari, sine ullo impedimento, nec cuiquam concedatur, eos à sua Religione quocunque modo avellere.

XII. Si Serenissima Respublica destinatum stipendium Capitaneis in singulos menses non solvat prompte, debet tunc eis numerare stipendium juxta Tabulas ultimas lustratorias hac cum exceptione, si armilustrium primis decem diebus, quando mensis initium cepit, non sit habitum, ut tunc mense illo nullus Capitaneus teneatur Vexillum suum lustrare, sed fiat, ut supradictum, Catalogo Armilustrii præcedentis proxime.

XIII. In conscribendis Militibus utriusque Collonelli nominatio penes Serenissimam Remp. esto, at Capitaneorum electionem Urbium ambarum Magistratus reservant sibi, ita tamen, ut tum Collonelli, tum Capitanei debeant esse Incolæ Officiorum Publicorum in Urbibus Tigurina & Bernensi capaces, qui non minus Magistratibus utriusque Urbis, quam Serenissimæ Reipublicæ placeant & non plus quam unus Capitaneus singulis Vexillis est præponendus, hi vero Capitanei electionem Officialium subalternorum liberam habeant, hac tamen conditione, ut homines ad id idoneos, atque ambarum Urbium Incolas nullo modo vero exteros eligant.

XIV. Omnibus & singulis utriusque Partis personis ac Subditis reciproca potestas esto in ipsarum Urbibus & Territoriis libere eundi, permanendi, transeundi, redeundi, agendi & administrandi quævis negotia, res & artes suas tam Mercimoniales, quam Militares sine impedimento aut ullis Impositionibus aut Gravaminibus, quocunque tandem nomine insigniun-

Anno 1706.

niuntur, adeo præter hucusque consueta Vectigalia aliud persolvere non teneantur, à quo expresse excipitur Vectigal Corporale, item Boletæ, & Bona, quæ quis Valisiis impacta aut proprio vehit equo, aut bajulat corpore suo, pro quibus nunc Vectigal debet exponi, & illorum causa quemquam inquiri, attamen reservantur hic tempora, quibus morbi contagionis regnant, tunc enim quælibet Respublica Commercia & Transitum potest inhibere pro lubitu quoad suspicio contagionis durat, quod intellectam quoque volumus de Urbium ambarum Militibus à Militia Veneta exauctoratis, aut ab Urbibus revocatis, ut nempe euntes & redeuntes cum apparatu suo Militari omni, quidquid bajulant corpore aut equis, vel alio modo vehunt, ab omni Vectigali prorsus sint immunes, prout vetus hæc consuetudo apud omnes Nationes invaluit. Definitum præterea est, ut tum Tigurini tum Bernenses, sive transeant, sive Reipublicæ Venetæ stipendia mereant, & morte perfuncti sint, itidem à Vectigali aliove onere immunes sint, libere & absque impedimento sive impositione ex Territorio Veneto vehi aut in honestis Locis sepeliri possint, ipsorum Bona legitimis Heredibus relinquantur, quod in Ditionibus ambarum Urbium pari & reciproco modo erga Serenissimam Rempublicam & ejus Subditos observabitur. Cuilibet Vexillo liceat habere ex suis Militibus qui comestibilia vendat in Campo, hicque omnium onerum & impositionis immunis sit, in Præsidiis vero hiece homo ratione comestibilium cum Impressariis aut Gubernatoribus Reipublicæ convenire teneatur quoad solutionem Vectigalium, ita tamen, ut comestibilia sua nemini, quam Militibus Helvetiis vendat. Ratione Privilegiorum, Prærogativorum, Beneficiorum, Hospitiorum & Utensilium Milites Helvetii, ut & eorum Collonelli aut Officiales, pari modo tractentur, ut alii Serenissimæ Reipublicæ merentes.

XV. Ambæ Partes teneantur omnibus Militibus aliarum Nationum, qui ad partem oppugnatam per Jurisdictionem alterius se conferre volent, liberum transitum concedere, ita tamen, ut Magistratus, per cujus Ditionem transitus iste instituitur, de eo prius erudiatur, atque moneatur & ut serventur Leges, quas Magistratus jam dictus præscribere posset, & Conventiones inter Cantones Helvetiæ, per quorum Dominium transitus faciendus esset.

XVI. Quælibet Respublica teneatur hostibus Partis alterius transitum per sua Dominia negare, nec non manu etiam armata, si opus sit, & viribus necessariis eos à transitu arcere & propulsare.

XVII. Si ambæ Urbes Tigurum & Berna, vel una earum Bello petantur, tunc Serenissima Respublica tum Urbi, quæ Bello invaditur, tum etiam alteri, quæ Bello petitur, teneatur auxilium ferre; singulis menstruatim numerare Ducatos 4000 Venetos, aut horum valorem, ad sumptus illarum Bellicos, in auxilium & sublevationem necessitatis ipsarum, quoad Bellum durat, ita quidem, ut cum primum Serenissima Respublica per Urbes hac de re certior fiat, & in angustiis suis Bellicis prædictam opem sint petituræ, & sine interposita mora & absque alia reservatione, illam ad menses tres in singulas binas Urbes distincte dari caret, & si Bellum trimestri diutius duret, at tunc iterum ad trimestre altera summa commemorata numeretur, de qua summa expensa ambæ Urbes Serenissimæ Reipublicæ finito Bello, rationem reddent, & quam semper rationem reddere tenebuntur, quid nempe ex Fœderis pacto de pecunia accepta, aut insumtum sit, aut remanere possit, Serenissimæ Reipublicæ reddendum.

XVIII. Quod si una vel altera Urbs, quæ Bello conflictatæ auxilia juxta Fœderis pacta & petiit, & accepit, Pacis Tractationem instituere velit, teneatur ea Coadjutores suos ante conclusionem Pacis hac de re certiores facere, quo & ipsi suo lubitu & commodo ea in pace comprehendi, aut præteriri possint.

XIX. Serenissima Respublica sub finem cujusque anni, à die Ratificationis hujus Fœderis, quamdiu illud durat, utriusque Urbis Magistratibus, singulatim persolvito pro pensione annua 711. Doblones Hispanicos justi ponderis in manu hujus, quem dictæ Urbes ad recipiendum constituent.

XX. Omnes & singuli Urbis Cives ac Subditi liberam potestatem habeant eundi, permanendi, transeundi, redeundi, habitandi & negotia sua exequendi in toto Dominio Veneto, sine impedimento inquisitionis. Eadem potestas esto Serenissimæ Reipublicæ Subditis in ambarum Urbium Dominiis, dummodo neutri eorum loquantur, disputent, aut rem ullam exerceant vel agant, quæ contra Religionem eorum locorum in quibus degerint, esse possit.

XXI. Neutri Parti licitum esto ad se recipere alterius rebelles aut perduelles, vel propter atrocia crimina condemnatos, uti Latrones, Sodomitas, publice infames, Fures, Proditores, Incendiarios, violatores & raptores Virginum, prædones, ac falsos Monetarios, sed quælibet Pars teneatur personas hujusmodi condemnatas atque proscriptas alteri Parti cujus sunt Subditi reddere, si repetantur & æqui sumptus refundantur.

XXII. Præsens Unio & Confœderatio debet durare duodecim annos proximos & amplius, pro Partis utriusque placito, & dum alterutra Partium ei non renunciet; Utra vero Pars ei renunciare volet, ea tenebitur id alteri Parti notam facere annum ante duodecimum, & quamvis renunciatio fuerit facta illo tempore, tamen Fœdus usque ad finem duodecennii firmum & constans maneto. Quod si sub finem duodecennii neutra Pars huic renunciaverit, tum illud confirmatum habeatur per alterum duodecennium & sic successive; At si forte sub finem duodecennii, renunciatione jam facta Fœderis, alterutri Parti adhuc periculum aut necessitas quæpiam incumbat, liceat ei tunc aut admissa auxilia Militum retinere, aut commemorata pecunia promissa uti tantisper, dum omne periculum præteriit.

XXIII. Si lites utrinque oriantur, & amicabiliter (quæ via prius tentanda est,) componi nequeant, quælibet tunc Pars duos idoneos Judices eligat, qui quaterni Curiæ Rhætorum conveniant, litesque finiant; si id facere nequeant, quippe in duas æquales Partes divisi, tum a qualibet Parte tertius quispiam vir prudens & neutri Parti suspectus aut addictus assumatur, ex quibus, duobus modo assumtis, sorte eligatur Judex supremus, quique probatione unius vel alterius Sententiæ, controversam litem decidat, cujus judicium postea ratum haberi possit.

XXIV. Si lites oriantur inter utriusque Partis homines privatos, quibuscunque de causis, actor reum in jus citato sub illo Magistratu, cui reus ille est subjectus, qui Magistratus jus procurabit, & dicet sine longiori interposita mora, dictam vero Sententiam exequetur absque respectu Personæ hujus vel illius Religionis.

XXV. Durante hoc Fœdere neutræ Parti licitum esto Fœdus cum quoquam facere, quod præsentis Fœderis Articulis alio modo repugnet aut præjudicio esse possit.

XXVI. Denique ambæ Urbes Tigurum & Berna in hac Unione & Confœderatione sibi reservant Sacrum Romanum Imperium & omnia Fœdera, Pacta & Conventa, quæ ipsis sunt cum Fœderatis suis Helvetiis, nec non perpetuas & certis annis determinatas Uniones, ante hoc Fœdus initas, & nominatim Tractatum Pacis perpetuæ, & Fœderis cum Regno Galliæ, adeo ut Fœderibus & Conventis illis omnibus ac singulis communiter & privatim per præsens hoc Fœdus nihil derogari aut præjudicio vel Incommodo servire, verum omnia sincere & integre servari debeant, omni fuco ac dolo malo penitus excluso.

XXVII. Et si ullus reservatorum ab Inclytis Urbibus Serenissimam Rempublicam invaderet aut quovisicunque modo damnum inferret, directe aut indirecte, in Regionibus, Civitatibus & Ditionibus, quas pro præsenti tenet, tunc ambæ Inclytæ Urbes, absque ulla consideratione reservationis supra scriptæ, Partem læsam atque molestia infestatam ac turbatam contra quoscunque aggressores tueri, & ipsi subsidio venire, obligatæ sunto.

XXVIII. Ad hoc autem, ut Milites duarum Inclytarum Urbium pro Serenissima Republica conscribendi ab Illustrissimis DD. Rhætis Trium Fœderum transitum liberum habeant per illorum Dominium, Serenissima Respublica simul & conjunctim cum ambabus Inclytis Urbibus omnia sua studia & officia, ut hicce transitus liber obtineatur, conferat, & ipsæmet Urbes Inclytæ, prout opus erit, & Serenissima Respublica postularit, in ejusdem Reipublicæ impensis sumptibus, Legatorum suorum expeditionem studiis Residentis Veneti adjungere non recusabit.

In fidem & testimonium rerum omnium supra commemoratarum ambæ Nos Partes ternas Tabulas Fœderis ejusdem exempli, tum Serenissimæ Reipublicæ

ANNO 1706. publicæ tam binarum Inclytarum Urbium Tiguri & Bernæ, appensis Sigillis secretioribus communiri jussimus.

Actum die 12. Januarii, anno à Nativitate Domini & Redemptoris nostri Jesu Christi MDCCVI.

LXI.

15. Mars. *Reglement des Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES UNIES *touchant la Discipline Militaire. Fait à la Haye le 15. Mars 1706.* [Feuille volante.]

LES Etats, Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, aiant meurement & attentivement consideré, de quelle maniere on pourroit le mieux remedier aux abus, aux déréglemens, & aux desordres, qui depuis quelque tems se sont glissez dans l'Armée de l'Etat, par le relâchement, & l'inobservation des anciens Ordres & Reglemens, ou autrement; tant à l'égard de la subordination convenable & necessaire de la Discipline Militaire, de l'ordre touchant le fourage, des Gardes, des Ceremonies, du Secret, qu'à l'égard du soin que l'on doit avoir pour que la Milice soit complette, des Sauvegardes & des autres choses semblables; de quelle maniere on pourroit & devroit mettre de meilleurs ordres, & comment on devroit faire en sorte que le tout fut observé; après avoir pris l'avis du Conseil d'Etat, ont trouvé bon, d'établir, statuer & ordonner par ce present Reglement, comme nous établissons, statuons & ordonnons par ces presentes, les Points & Articles suivans.

I. Lors que deux *Velt-Marechaux* se trouveront dans une même Armée, le premier commandera seul en Chef, en se communiquant avec le second en toutes choses, & dans un jour de Bataille, le second se tiendra soit auprès du premier, pour s'aider mutuellement de la main & du conseil, ou bien, où ils trouveront être à propos.

II. Quand deux Generaux de la Cavalerie, ou de l'Infanterie, se trouveront dans une Armée, sans un General au dessus d'eux, ou un du même rang qui soit plus ancien, le premier commandera en Chef, & le second commandera la Cavalerie, ou l'Infanterie respectivement, & en un jour de Bataille le second prendra en consequence le poste, qui appartient au General de la Cavalerie, ou de l'Infanterie respectivement.

III. Quand deux Generaux de la Cavalerie, ou de l'Infanterie se trouveront dans une Armée, sous un General au dessus d'eux, ou plus ancien, le premier sera seul tout le détail de la fonction, mais dans les affaires de quelque importance il se consultera avec le second, & prendra son poste en un jour de bataille dans la premiere Ligne, & le second sera dans la seconde Ligne.

IV. En l'absence des Generaux respectifs de la Cavalerie, & de l'Infanterie, les plus anciens Lieutenans-Generaux, ou Generaux-Majors, qui se trouveront sous le commandement d'un General au dessus d'eux, soit dans la Cavalerie, soit dans l'Infanterie, ne seront point dispensez de rouler avec les autres Generaux de même caractere.

V. Le General de l'Artillerie n'aura du chef de sa Charge aucun rang plus haut, que celui de Lieutenant-General, & roulera avec les Lieutenans-Generaux, sans se mêler d'aucun autre détail, que de celui de l'Artillerie, excepté lors que les autres Lieutenans-Generaux seront absens.

VI. Leurs Hautes Puissances entendent, sans préjudice des Droits du Gouverneur de l'Ecluse & des Forts & Places de Flandres de sa dépendance, pouvoir se servir pour le commandement, des Troupes qui seront tirées pour l'Armée de Flandres, soit des Garnisons de Flandres, soit d'ailleurs, comme elles le trouveront bon.

VII. Messieurs les Deputez à l'Armée ne donneront aucun ordre directement aux Generaux subalternes, ou aux Troupes, soit qu'elles soient detachées de l'Armée, ou non, mais ils feront passer tous les ordres, par le Canal du premier General.

VIII. Comme aussi celui-ci aussi-bien que les moindres Generaux & les Officiers, chacun dans la fonction de sa Charge, feront passer leurs ordres par les ressorts & les dégrez ordinaires du Commandement.

IX. Messieurs les Deputez ne recevront aucunes plaintes des Generaux ou moindres Officiers, & ne disposeront de rien à ce sujet, soit en principal, ou provisionnellement; mais ils les renvoyeront au premier General, pour y avoir égard, & pour terminer l'affaire par son autorité, ou par le Conseil de Guerre suivant la nature de la chose, à moins que les plaintes qui leur seront portées ne fussent contre le General même, ou contre d'autres, dans des affaires, où le service, ou la grandeur de l'Etat fussent particuliérement intéressez: auquel cas ils en seront informer, & en donneront connoissance à Leurs Hautes Puissances. ANNO 1706.

X. Ils donneront & laisseront absolument au premier General le soin de donner des Congez, lequel pourra donner congé aux moindres Officiers, jusques aux Colonels inclusivement, sans l'approbation de Messieurs les Deputez à l'Armée, mais non sans leur approbation aux Officiers qui sont au dessus.

XI. Le premier General ne sera pas seulement autorisé, mais sera spécialement chargé de faire procéder selon la rigueur du Reglement appellé *Artikel-Brief* par le Conseil de Guerre, contre tous & un chacun, sans distinction, de ceux qui entreprendront de quitter l'Armée, ou qui s'en absenteront; autrement qu'avec un congé écrit de sa main.

XII. Le General donnera toutes les semaines à Messieurs les Deputez à l'Armée une liste des Congez, lesquels y trouvant de l'excès, en pourront avertir le General, ou en écrire à l'Etat selon l'occasion.

XIII. A l'heure ordinaire que l'on donne les Ordres, non seulement les Generaux-Majors, & les Brigadiers de la Cavalerie & de l'Infanterie qui seront de jour, & les Majors de Brigades se trouveront au Quartier General, pour recevoir les ordres, mais aussi les Generaux de la Cavallerie & de l'Infanterie respectivement, & en leur absence les premiers Generaux qui les suivent, à moins que ce ne soit pour cause légitime d'empêchement.

XIV. Le General en Chef aiant donné ses ordres auxdits Generaux-Majors ceux-ci les porteront aux Generaux de la Cavallerie, & de l'Infanterie respectivement, & en leur absence aux premiers Generaux qui les suivent.

XV. En ensuite le détail desdits ordres sera fait & distribué par les Generaux de la Cavalerie, & de l'Infanterie, ou en leur absence par les premiers Generaux qui les suivent, aux Brigadiers de jour, & aux Majors de Brigade.

XVI. Premiérement, que les Troupes prises au service sont absolument & entiérement sous les ordres de l'Etat, soit entant qu'elles sont prises au service par l'Etat seul, ou par l'Angleterre & par l'Etat conjointement, & en commun, sinon entant qu'il y aura quelque chose expressément contraire à ce qui aura été arrêté dans le Traité.

XVII. En second lieu, qu'il ne dépend pas du jugement des Generaux des Troupes prises au service, de décider si les ordres qui leur sont donnez de la part de l'Angleterre & de l'Etat, sont contraires aux Traitez, ou non; mais qu'ils sont tenus d'obéïr sans limitation & sans reserve, excepté seulement dans les cas qui sont exprimez en termes clairs dans les Traitez, laissant hors de ces cas à l'Etat, à répondre des ordres qui auront été donnez.

XVIII. En troisiéme lieu, qu'en cas de desobéïssance auxdits Ordres, les Generaux des Troupes prises au service, seront tenus de comparoître en Justice devant le Grand Conseil de Guerre de l'Armée.

XIX. En quatriéme lieu, que les Princes, dont les Troupes ont été prises au service, ne sont point en Droit de limiter par des ordres secrets leur subordination sur les ordres de l'Angleterre & de l'Etat, mais doivent se confier à l'Angleterre & à l'Etat, & croire qu'ils ne donneront aucun ordre qui repugne, ou qui soit contraire aux Traitez. Que si le contraire se trouve, ils doivent en porter leurs plaintes à l'Angleterre & à l'Etat, qui redresseront selon l'équité, ce qui pourroit être contraire aux Traitez.

XX. Et enfin, que l'intention de Leurs Hautes Puissances est, que les quatre Points ci-dessus soient maintenus avec vigueur.

XXI. On recommande serieusement aux Generaux de l'Etat une meilleure pratique de la Discipline Militaire, que l'on n'a fait ci-devant; & à cette fin, il est spécialement ordonné au premier General

de

ANNO 1706.

de la Milice de l'Etat, d'entretenir bonne correspondance avec le Président du Conseil de Guerre, & de se faire incessamment informer, si le Fiscal de la Generalité, & le Prevôt-General de l'Armée, s'aquittent, comme il faut, de leur devoit, pour prévenir & empêcher tous les desordres & les excés, pour prendre & faire punir ceux qui en sont coupables, & ensuite donner, tant au Président do Conseil de Guerre, qu'au Fiscal, & au Prevôt-General, tout le secours possible pour l'exécution de leurs Charges.

XXII. En conséquence des ordres ci-devant donnez, & de l'ancien usage, le Reglement appellé *Artikel-Brief*, sera publié à la tête de tous les Regimens aussi-tôt que l'Armée sera formée, & ensuite tous les deux mois, soit que lesdits Regimens aient leur Conseil de Guerre particulier, ou non, avec dénonciation, & avertissement, que l'intention de Leurs Hautes Puissances est, de les faire éxécuter sans la moindre connivence.

XXIII. Aucune Sentence criminelle prononcée à l'Armée ne pourra être executée que sur les ordres par écrit du *Velt-Marechal*, ou du premier General Commandant les Troupes de l'Etat dans l'Armée, sans néanmoins assujettir ladite Sentence à son jugement, ou sans lui donner Droit de l'approuver ou de la desapprouver, autrement que par voie de pardon; sous les limitations suivantes.

XXIV. A sçavoir, que le *Velt-Marechal* aura le pouvoir de disposer sur les demandes de pardon & de grace, pendant les expéditions, des delits commis à l'Armée, non seulement par les simples Soldats, mais aussi par les Officiers, jusques aux Capitaines inclusivement, mais cela non autrement qu'après avoir pris l'avis du Conseil de Guerre, & du consentement de Messieurs les Deputez à l'Armée; & n'y aiant point de Deputez au Camp, sur l'avis du Conseil de Guerre.

XXV. A la réserve des Cas, où il pourroit s'agir de crime de Leze Majesté, de trahison, de lâcheté, d'assassinat, & d'autres semblables crimes énormes; dans lequel cas le *Velt-Marechal* ne pourra point donner de grace.

XXVI. Tous les Chevaux pris sur les Ennemis, & autres butins, seront incontinent déclarez au Fiscal de la Generalité, & seront mis en la garde du Prevôt-General, afin qu'en cas d'abus il puisse être redressé par le Grand Conseil de Guerre, & l'Officier Commandant le Parti, ou le Détachement qui aura fait le butin, condamné à l'amende de six mois de ses gages.

XXVII. Sans que les Conseils de Guerre particuliers des Troupes prises au service puissent en prendre connoissance.

XXVIII. Le premier General de la Milice de l'Etat fera informer par le Fiscal de tous les excès qui viendront à se commettre par les Troupes prises au service, aussi-tôt qu'elles viendront à sa connoissance, soit que les interessez en aient porté leurs plaintes, ou non.

XXIX. Il fera ensuite mettre ces informations entre les mains du General Commandant des Troupes qui auront commis ces excès, & lui prescrira en même tems, un tems court & péremptoire, pour faire Droit dans l'affaire, sous peine qu'il y soit fait Droit par le Conseil de Guerre de l'Armée.

XXX. Et il se fera monter les Sentences qui auront été prononcées dans ces affaires, avant qu'elles soient mises à execution.

XXXI. Il tiendra la main à ce que les Troupes étrangéres aussi-bien que les Suisses, rendent la Justice suivant l'Ordonnance Militaire, ou *Artikel-Brief* de ces Provinces, & non selon aucunes autres Loix, ou Coûtumes.

XXXII. Semblablement il aura soin, qu'ils se gardent bien de donner pardon ou grace, encore que ce puisse être une chose usitée parmi eux.

XXXIII. Si pour des raisons importantes il trouve qu'il soit besoin de faire assister le Fiscal de la Generalité, dans les Conseils de Guerre des Troupes prises au service, & aiant leur propre Judicature, il le fera, non pour y exercer aucune fonction, soit d'Accusateur, ou de Juge; mais pour voir & pouvoir rapporter si dans ces Conseils de Guerre on agit dans l'ordre, & si l'on y rend la Justice suivant l'*Artikel-Brief* & les autres Ordonnances Militaires de ces Provinces.

XXXIV. Il fera aussi donner accès audit Fiscal, aux Rôles criminels, aux Registres, touchant la Justice Militaire, lesquels sont tenus par les Auditeurs, les Greffiers, ou les Ecrivains de Justice desdites Troupes.

XXXV. Lors que l'Armée se formera, on dénoncera aux Generaux des Troupes étrangéres, que l'on fera paier à tout le Corps en rabattant sur le paiement & la solde, le tort & le dégât, que les Officiers & les Soldats feront à quelqu'un contre le Droit de la Guerre.

XXXVI. Et on dénoncera semblablement à la tête de tous les Regimens de la Milice de l'Etat, que le dommage, & le degât qui auront été commis par la Milice de l'Etat, seront paiez par le Regiment, ou par les Regimens qui les auront commis.

XXXVII. Les Dispositions en seront faites, non pour chaque Ligne séparément, comme cela s'est pratiqué jusques à cette heure dans l'Armée combinée, mais pour toute l'Armée dans le Quartier du General en Chef.

XXXVIII. Dans une Armée combinée, ces dispositions seront faites par les Maréchaux des Logis Generaux, *Quartier-Meesters General*; de part & d'autre.

XXXIX. Ensuite les Ordres seront donnez par le General en Chef; après qu'il en aura communiqué avec le General de l'Etat dans une Armée combinée; & reciproquement, si le premier General de l'Etat commande l'Armée en Chef; le tout avec connoissance de Messieurs les Deputez à l'Armée.

XL. On punira suivant l'*Artikel-Brief*, & les Ordres Militaires, le rachapt direct ou indirect du fourage.

XLI. Qui que ce soit, outre le General Commandant, & spécialement les Aides de Camp, *Ajudans*, les Secretaires, les Fouriers ou autres Domestiques des Generaux, n'entreprendront d'assigner le fourage, en quelque petite quantité que ce puisse être, mais un chacun, sans exception, fera fourager en même tems, & en la même manière, avec les Regimens dans lesquels, ou auprès desquels il a son poste, sous peine de correction arbitraire.

XLII. Aucune Ville ouverte, Village, Eglise, Cloître, ou Maison Seigneuriale, ne seront fouragez, que par un ordre spécial du General Commandant l'Armée, & qu'apres qu'aiant pris un état de la quantité de fourage qu'il y a dedans, le partage en aura été fait par le Marechal des Logis General, *Quartier-Meester General*, sous peine de la vie, à l'égard des Cavaliers; Dragons, & Soldats; & à l'égard des Officiers qui l'auront fait, ou souffert, sous peine d'être cassez.

XLIII. Il est aussi deffendu sous la même peine aux Fourageurs d'entrer dans les Villages, quand on fourage à la Campagne.

XLIV. Quand les Cavaliers, Dragons & Soldats iront à la paille, ils seront commandez par des Officiers, & auront des Escortes pour les couvrir, de même que les Fourageurs, lesquels Officiers auront soin, tant dans les Villages que dehors, que les Habitans des maisons & granges, s'ils s'y trouvent, portent eux-mêmes la paille hors de leurs maisons, sans permettre que les Cavaliers, les Dragons & les Soldats, se rendent en ce cas maîtres des maisons, ou granges, & qu'ils endommagent les toits, bien moins, que sous pretexte d'aller chercher de la paille, ou du bois à brûler, ils pillent, ou brisent les maisons ou granges, soit que les habitans les aient abandonnées, ou non. Le tout sous les mêmes peines que ci-dessus.

XLV. Les mêmes ordres & les mêmes punitions auront lieu, quand après la Moisson on viendra à fourager les Maisons & les Granges; avec cette réserve néanmoins, qu'en cas de besoin, les Officiers pourront commander un petit nombre d'hommes, pour aider à sortir le fourage, & à l'apporter hors de la maison, en aiant soin qu'il ne s'y commette aucun desordre, sous peine d'en être responsables.

XLVI. Qui que ce soit ne pourra fourager sans escorte, ou aux jours que l'Armée ne fourage pas, sous peine de la vie; ceci & les quatre Articles précédens devant être publiez à l'Armée, tout au moins tous les deux mois; avec ordre au Prevôt-General de l'Armée d'avoir particuliérement l'œil à leur exécution, & de faire punir sur le champ les contrevenans.

XLVII.

ANNO 1706.

XLVII. Messieurs les Deputez à l'Armée, & le *Velt-Marechal* des Troupes de l'Etat, ou le premier General des Troupes de l'Etat dans une Armée combinée en son absence, auront un Drapeau à leur garde.

XLVIII. Semblablement un General Commandant une Armée separée aura aussi un Drapeau à sa garde; mais outre ceux-là, personne.

XLIX. Touchant le fait des Gardes, & la batterie du Tambour, on suivra les Reglemens de Sa Majesté Britannique de glorieuse memoire, du 6. Septembre 1688., & du troisiéme Avril 1691. & quant au differend qui pourroit s'émouvoir au sujet du dernier, il y sera remedié par un nouveau reglement, au premier avertissement qui en sera fait par Messieurs les Deputez à l'Armée, ou par le premier General de l'Etat.

L. Les Gardes des Generaux seront prises de toute l'Armée, comme toutes les autres Gardes, sans qu'ils puissent affecter pour cela les Regimens qui sont sous eux, & les dispenser par ce moien des autres services; avec cette exception seule, que la Garde du Colonel-General des Suisses sera prise des Regimens Suisses.

LI. Les Generaux ne pourront avoir à leurs quartiers une Garde plus forte que celles qu'ils doivent avoir, beaucoup moins faire camper aucune Milice hors des Lignes, pour la sûreté de leurs Quartiers, & en general aucune Milice ne pourra camper hors des Lignes, à moins que le General en Chef ne le trouve bon pour des raisons qui regardent le service.

LII. Les Generaux seront obligez de se loger si proche des Troupes, qu'à la moindre allarme, ils puissent être aussi-tôt à leur tête, & s'il n'y a point de Maisons, ils devront camper à leur poste, tout au plus à un demi quart d'heure du lieu, où les Generaux ont leur poste respectif.

LIII. Aucun Brigadier, ni moindre Officier, ne pourront loger dans les Maisons, ou Granges, mais devront camper avec les Troupes chacun à son poste, sous peine de confiscation de trois mois de tous traitemens ordinaires & extraordinaires, pour les Generaux, Brigadiers, & moindres Officiers qui contreviendront à cet Article, & au precedent respectivement.

LIV. Les Quartiers des Generaux seront faits dans la distance susdite par le Marechal des Logis de l'Armée, sans que les Generaux puissent s'en attribuer la disposition, ni témoigner au Marechal de Logis General le moindre mécontentement à cause du quartier qu'il leur aura assigné; mais en cas qu'ils pensent n'avoir pas un quartier convenable, ils devront le remontrer au premier General de l'Etat.

LV. Auquel il est enchargé, comme aussi à Messieurs les Deputez à l'Armée de maintenir le Marechal des Logis General dans l'exercice de ce que dessus, & dans toutes les autres parties de sa Charge contre tous & un chacun, qui que ce puisse être.

LVI. Le principal projet des opérations de la Campagne, sera entre les mains du General qui commandera l'Armée en Chef, & Messieurs les Deputez à l'Armée, en conformité de leur Instruction, & de la Resolution de Leurs Hautes Puissances du trentiéme Juin de l'an 1702.

LVII. Dans une Armée combinée, si le General en Chef est au service de l'Angleterre, le premier General de l'Etat aura part dans toutes les déliberations, & reciproquement, pourvû qu'il soit d'un caractére au-dessus de celui de Lieutenant-General, aussi en conformité de ladite Resolution de Leurs Hautes Puissances.

LVIII. Le premier General de l'Etat demandera de tems en tems le sentiment des Generaux de la Cavalerie, & de l'Infanterie, touchant les Opérations Militaires; il ne demandera celui des Lieutenans-Generaux, que dans les occasions importantes, & celui des Generaux Majors que fort rarement.

LIX. Le General en Chef & Messieurs les Deputez à l'Armée, aiant pris les sentimens des moindres Generaux en delibereront separément & tiendront la conclusion secrete, jusques à l'éxecution; excepté seulement, que dans une Armée combinée, le premier General de l'Etat, si le General en Chef est au service de l'Angleterre, & reciproquement, assistera aux déliberations, comme il a été dit plus haut.

LX. On laisse bien à la liberté du General en Chef & de Messieurs les Deputez à l'Armée, comme aussi au premier General de l'Etat dans une Armée combinée, qui est commandée par un General Anglois, de pouvoir demander separement le sentiment de ceux qu'ils veulent, mais non autrement, que sous promesse spéciale ou sous serment, & avec recommandation de ne se servir de la liberté que très rarement, & pour des raisons particulieres.

LXI. Tous les ordres, même ceux de peu d'importance ne seront distribuez en présence de qui que ce soit, que de ceux qui doivent en avoir connoissance, & avoir part à l'execution.

LXII. Les Aides de Camp, les Secretaires, & les Clercs des *Velt-Mareschaux* & des Generaux de la Cavallerie & de l'Infanterie devront être natifs & habitans des sept Provinces-Unies, ou du ressort d'icelles, à moins que pour des raisons importantes, Leurs Hautes Puissances ne trouvassent bon unanimement d'en dispenser, laquelle dispense ne pourra néanmoins s'étendre sur ceux qui seront nez Sujets de l'Ennemi de l'Etat, encore qu'ils fussent de la véritable Religion Reformée.

LXIII. Les mêmes Aides de Camp, Secretaires & Clercs, seront tenus de prêter le serment de garder le secret; lequel serment ils prêteront à l'entrée de la Campagne entre les mains de Messieurs les Deputez à l'Armée; & en leur absence entre les mains du Président du Conseil de Guerre.

LXIV. Les Generaux de la Religion Romaine ne pourront avoir auprès d'eux d'autres Prêtres que des Seculiers, natifs & habitans desdites Provinces, à quoi le Fiscal de la Generalité est chargé de prendre garde de près.

LXV. On ne pourra envoyer aucun Trompette, ou Tambour, au Camp de l'Ennemi, que par & avec la connoissance du General en Chef, & dans une Armée combinee, de la connoissance du premier General après lui.

LXVI. On suivra precisement l'Article treizieme de *l'Artikel-Brief*, à l'égard des Trompettes & Tambours qui viendront de la part de l'Ennemi; & si cela ne suffit pas, on y mettra de tels ordres, que Messieurs les Deputez à l'Armée trouveront être nécessaires, après en avoir consulté avec le General en Chef.

LXVII. Quand il y aura plus d'un General de la Cavalerie, ou de l'Infanterie, ils ne seront pas tous deux emploiez en même tems au Commandement General, ni empêchez par ce moien d'avoir soin du detail de leur Charge.

LXVIII. Maintenant qu'on a établi plus d'un General de la Cavalerie, & de l'Infanterie, chacun aura son département assigné, lors que l'Armée n'est pas en Campagne, l'un aiant l'inspéction de la Milice du côté de l'Est de la Meuse, & l'autre celle de la Milice du côté de l'Ouest de la même Riviere; à condition qu'aucun d'eux ne pourra faire le moindre changement dans les Ordres reçûs, à l'égard de l'Armement, de l'Habillement, de l'Exercice, & en general de tout ce qui regarde le détail & l'œconomie de la Milice.

LXIX. Quand l'Armée se formera, le premier General de la Milice de l'Etat se fera informer de Regiment en Regiment, comme aussi Messieurs les Deputez à l'Armée, incontinent après leur arrivée au Camp, si tous les Officiers y sont; & ensuite sans aucune connivence ils feront proceder devant le Conseil de Guerre de l'Armée contre les absens, à ce qu'ils soient cassez, pour quelque raison que ce puisse être qu'ils soient absens, soit à cause d'indisposition, d'Emploi sur les frontiéres, d'Actes titulaires, ou autres; à moins qu'ils ne soient pourvûs & munis de Congé en forme, & qu'ils n'en livrent copie authentique entre les mains du premier General à l'entrée de la Campagne, à laquelle fin les Officiers en seront avertis de bonne heure.

LXX. Messieurs les Deputez à l'Armée feront non seulement de tems en tems la revûe de la Milice conformement à leur instruction, soit par eux-mêmes, soit par les Commissaires des Montres que le Conseil d'Etat envoyera pour cet effet à l'Armée, mais sur tout ils se feront souvent donner les Listes de la force des Regimens, & y trouvant quelque diminution considerable, ils se feront apporter les livres des Regimens, & feront eux-mêmes, ou par les Generaux de la Cavalerie, & de l'Infanterie respectivement, une exacte recherche, des raisons de cette diminution, afin que si par hazard c'étoit la faute des Capitaines, on pût proceder contr'eux selon la rigueur des Placards émanez au sujet des Revûes.

ANNO 1706.

LXXI. Messieurs les Deputez à l'Armée se feront informer avec tous les soins & toutes les précautions possibles, si les Sous-Officiers & les simples Soldats & Cavaliers, reçoivent leur prêt tout entier, suivant l'Ordre du Païs, & trouvant qu'il y a faute, ils en avertiront Leurs Hautes Puissances, & le Conseil d'Etat.

LXXII. Dans une Armée composée de Troupes d'Angleterre, & de l'Etat, suivant ce dont on est convenu avec Monsieur le Duc de *Marlborough*, personne ne donnera des Sauvegardes, que le General Commandant en Chef; sinon lors que le General qui le suit est *Velt-Marechal*, auquel cas les Sauvegardes seront données au nom des deux premiers Generaux, & signées d'eux deux.

LXXIII. Les Secretaires des deux susdits Generaux devront avoir soin qu'il y ait toûjours bonne provision de Sauvegardes signées & prêtes, pour être distribuées à ceux qui les viendront demander, & lesdits Secretaires tiendront bon compte des Sauvegardes qui auront été distribuées, & de l'argent qui aura été reçû; pour être partagé entre lesdits deux premiers Generaux; soldant leur Compte chaque mois.

LXXIV. Pour un Sauvegarde vivant il ne sera payé par jour au General qu'une pistole, & une Rixdalder pour le Cavalier, outre la nourriture pour lui & pour son cheval.

LXXV. On ne pourra exiger aucun Droit de Sauvegarde sur les Terres de l'Etat, sans que pour cela on puisse refuser des Sauvegardes à ceux qui en auront besoin pour leur sureté.

LXXVI. On n'obligera personne à recevoir des Sauvegardes.

LXXVII. On ne donnera qu'une Sauvegarde à la fois à un Village, à un Cloître, & à une Maison Seigneuriale, sinon à la demande expresse des Interessez.

LXXVIII. Les Cloîtres & les Maisons Seigneuriales qui sont enclavez dans les Villages, & ceux qui n'en sont pas éloignez d'une distance considerable, seront compris sous les Sauvegardes des Villages.

LXXIX. On ne pourra donner aucune Sauvegarde pour empêcher le fourage des fruits de la Campagne, qui pourroient être fouragez selon les manieres accoûtumées de fourager.

LXXX. Pour une Sauvegarde par écrit, on ne payera pas par jour, mais on payera une fois pour tout, autant que l'on paie pour un Sauvegarde vivant; outre une Rixdalder pour la depêche au Secretaire du General, & l'on ne donnera aucune Sauvegarde par écrit pour moins de tems que pour un mois.

LXXXI. Et pour empêcher les excès qui pourroient se commettre à l'avenir au sujet des Sauvegardes, Messieurs les Deputez à l'Armée auront l'œil, que les Articles susdits soient exécutez comme il faut, & y trouvant quelque excès, ils avertiront les Generaux, qu'ils aïent à se tenir precisement auxdits Articles; comme aussi il est ordonné au President du Conseil de Guerre, & au Fiscal de la Generalité, de proceder à la derniere rigueur, contre ceux qui violent & forcent les Sauvegardes.

LXXXII. Chaque Bataillon n'aura que six Vivandiers, & chaque Escadron, que deux, lesquels devront être pourvûs d'un Acte par écrit du Colonel, ou de l'Officier Commandant le Regiment, & seront tenus de suivre lesdits Bataillons ou Escadrons, pendant toute la Campagne, tant dans l'Armée, que quand ils en seront détachez, & pour cette fin ils se pourvoyeront d'un bon chariot ou charette, attelez tout au moins de deux fortes chevaux, & devront camper à la queuë desdits Bataillons ou Escadrons, le tout sous peine de confiscation de leurs denrées & de correction arbitraire, sans qu'aucun de ceux que l'on nomme *Hegh-Soetelaers*, *Vivandiers de Buissons*, puissent se tenir derriere ou autour desdits Bataillons ou Escadrons, sous semblables peines.

LXXXIII. Tous les autres Vivandiers & Marchands ou Merciers, devront s'adresser au Prevôt General de l'Armée, qui leur donnera un Acte d'Admission, & avec la consultation du Fourrier de l'Etat Major General leur assignera à chacun le lieu où ils pourront tendre leurs tentes, ou dresser leurs huttes, dans le quartier General des Vivandiers; sans qu'aucun, outre lesdits Vivandiers des Regimens, puisse faire ce metier sans Acte du Prevôt General, ou hors du lieu, qui lui sera assigné, sous les mêmes peines que dessus.

LXXXIV. Le Prevôt General aura grand soin que l'on n'apporte, & qu'on ne vende point dans le Camp aucunes Denrées ou Boissons gatées, ou corrompues, & à cette fin toutes les Denrées que l'on apportera au Camp devront lui être declarées en l'absence des Commis & Contrôleur General des vivres; comme lui-même & son Substitut pourront les visiter en tout tems, sans contredit de personne, sous peine de six francs d'amende à chaque fois.

LXXXV. Les Vivandiers se regleront dans le debit des vivres & de la boisson, sur la Taxe qui aura été faite à l'Armée, toutes les fois que le plus ou le moins de distance des Lieux d'où les vivres doivent être amenez au Camp, ou les autres circonstances le requerront, sans l'outrepasser, sous peine de correction arbitraire.

LXXXVI. Le prix sera mis comme anciennement par le Prevôt General, de l'avis du President du Conseil de Guerre, & de l'approbation du Seigneur Deputé à l'Armée par le Conseil d'Etat, & en son absence de celle du General de l'Armée, & ensuite il sera publié par le Prevôt General, afin que chacun en soit averti.

LXXXVII. Les Vivandiess, ou qui que ce soit, ne pourront se servir à l'Armée d'aucunes mesures, poids, ou aûne, que de celles qui auront été marquées par le Prevôt General, ou son Substitut, à peine de douze francs d'amende: & ceux qui se serviront de faux poids, ou de fausses mesures, ou aûne, outre la confiscation de leurs marchandises seront corrigez arbitrairement

LXXXVIII. Qui que ce soit ne pourra tirer aucun profit des Vivandiers, ou des Marchandises & Denrées qu'ils apporteront à l'Armée, sous quelque nom, ou prétexte que ce puisse être, non pas même pour les Actes d'Admission, dont il est parlé dans les Articles LXXXII. & LXXXIII. sous peine de correction arbitraire; excepté seulement, que le Prevôt General tirera des Vivandiers & de tous les autres faisant quelque negoce à l'Armée, tant à la suite des Regimens, sans en excepter aucun, que dans le Quartier General, ou auprés de l'Artillerie, en quelque part que ce soit, les émolumens suivans, comme autrefois, sçavoir trois sols de chaque tonne de biere, vingt-quatre sols de chaque Muid de vin, ou *Oxhooft*, quarante huit sols de chaque *Oxhooft*, ou Pipe d'Eau-de-vie, ou autres eaux distilées; un demi-sol de chaque bouteille d'un pot de vin, de toutes les sortes de Vins qui seront apportez au Camp en bouteille; la tête d'un mouton, ou d'un veau qui sera tué, la langue d'un bœuf ou d'une vache; la moitié de la tête d'un cochon, & de toutes les autres Denrées & Boissons, à l'avenant.

LXXXIX. Item trois sols par semaine pour la Place de la Tente ou de la Hutte de chaque Vivandier, ou Mercier, ou de qui que ce soit qui fasse quelque négoce, & qui pour cet effet dresse une Tente ou Hutte au Camp, semblablement sans exception, si les Vivandiers sont placez à la queuë des Régimens, ou dans le Quartier General des Vivandiers. Desquels trois sols néanmoins le Prevôt General rendra compte entre les mains du Marechal des Logis General de l'Armée, *Quartier-Meester*, en presence du Fiscal de la Generalité, pour les deux tiers être distribuez au profit des soldats malades ou blessez, & des veuves & des enfans des soldats, ensemble pour la Justice Militaire, & autres semblables fraix extraordinaires, sans que les Fouriers des Generaux, les *Quartier-Meesters*, ou Marechaux des Logis, des Régimens, ou qui que ce puisse être, puissent s'attribuer l'argent desdites Huttes ou Places; excepté seulement que le Fourier de l'Etat Major-General profitera de la moitié de la portion du Prevôt General, dans l'argent des Huttes, quant à ce qui est du quartier general des Vivandiers, & non au delà.

XC. Les Vivandiers ne pourront point donner à boire ni faire écôt le matin avant le lever du Soleil, ni le soir après la retraite; ou que les Gardes sont rentrées; sous peine de trois francs d'amende à chaque fois.

XCI. Aucuns Vivandiers, Bateliers, Charretiers des Quaissons pour le pain, ou d'autres chariots de Munition, ou autres personnes, ne pourront acheter, prendre en gage, ou emmener hors du Camp, aucun Fer. Metal, Bronze, Boulets, Armes, Poudre à Ca-

ANNO 1706.

à Canon, ou autres Munitions, tonneaux de Munition, ou aucune autre Marchandise deffendue, sous peine d'être fouettez publiquement, outre la confiscation desdites Marchandises deffendues.

XCII. Les Articles ci-dessus touchant les Vivandiers seront publiez & affichez par tout le Camp aussi-tôt que l'Armée sera formée, afin qu'un chacun en soit averti; & le Fiscal de la Generalité, à la requisition du Prevôt General, aura incontinent à proceder sans connivence devant le Conseil de Guerre de l'Armée contre les Transgresseurs d'iceux, afin d'entretenir une bonne œconomie dans l'Armée.

XCIII. Le General en Chef, aussi-bien que Messieurs les Députez à l'Armée, auront soin que l'Armée ne soit pas trop affoiblie par le commandement de trop grosses Escortes auprès du Bagage, & qu'aucuns Generaux, ou moindres Officiers n'emploient des Cavaliers ou Soldats au Bagage.

XCIV. Aucunes Caleches, Chaises, Chariots de cuisine, ou autres Voitures, ne pourront marcher dans la Ligne avec les Regimens, sinon une seule pour chaque General, mais elles devront marcher avec le gros bagage de l'Armée.

XCV. Semblablement aucuns Chariots de bagage, Caléches, Chaises, ou autres Voitures, à qui que ce soit qu'ils puissent appartenir, ne pourront marcher à la tête de l'Armée, soit avec les Marechaux des Logis, *Quartiers-Meesters*, qui sont envoyez devant pour marquer le Camp, ou separement.

XCVI. Qui que ce soit ne pourra employer pour son Bagage, ou pour d'autres services, les Conducteurs du *Wage-Meester-General*, ou les Guides.

XCVII. Qui que ce soit ne pourra aussi employer pour son service particulier, les chevaux des Quaissons, ou Chariots de Munitions, de l'Artillerie, ou des Pontons, sous quelque pretexte que ce puisse être, sous peine du double de ce que lesdits Chariots, ou Chevaux coûtent à l'Etat, pendant tout le tems de la Campagne.

XCVIII. Outre les Maisons & les Granges qui serviront au logement du General, personne ne s'attribuera la disposition des autres Maisons & Granges, qui seront de reste autour du Camp; beaucoup moins en pourront-ils faire leur profit particulier, en les louant à d'autres, ou autrement, sous semblables peines que dessus.

XCIX. Leurs Hautes Puissances entendent ne déroger par ce Reglement en aucune partie aux autres Ordres & Reglemens Militaires; qui ont été faits ci-devant en tant qu'ils ne sont point contraires à ces presentes; mais entendent au contraire, qu'ils seront precisement executez, tout de même que s'ils avoient été expressement renouvellez par ce Reglement, & qu'ils y fussent inserez.

C. Ce Reglement sera mis entre les mains de tous les Generaux, comme aussi au President du Conseil de Guerre, au Fiscal de la Generalité, & au Prevôt-General de l'Armée avec serieux & exprès commandement de l'executer & faire executer precisement & sans aucune connivence, ou dissimulation, chacun en tant qu'il le regarde.

CI. Et tous les Generaux, ensemble lesdits President & Fiscal seront tenus d'en prêter le serment particulierement, aussi chacun en tant qu'il le regarde: lequel serment sera prêté entre les mains de Leurs Hautes Puissances, par ceux qui se trouvent ici, & par les absens, entre les mains de Messieurs les Deputez à l'Armée, aussi-tôt que l'Armée sera formée.

CII. Et le Duc de *Marlborough* sera aussi serieusement prié, tant de tenir la main à l'observation de cedit Reglement, en tant qu'il regarde les Troupes communes, que de faire observer une severe discipline entre les Troupes Angloises, & entre celles qui sont prises au service par l'Angleterre separement.

Ainsi fait & arrêté en l'Assemblée de Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, à la Haie le 15. Mars 1706.

Etoit paraphé,

J. VAN ESSEN, vt.

Plus-bas,

Par Ordonnance desdits Seigneurs,

Signé,

F. FAGEL.

Etant sur l'espace imprimé le Cachet de Leurs Hautes Puissances sur une Oublie rouge, couverte d'un quarré de papier.

LXIII.

ANNO 1706. 29. Avril.

Lettres Patentes de l'Empereur JOSEPH *pour mettre au Ban de l'Empire le Prince* JOSEPH CLEMENT *de Baviere, Electeur & Archevêque de Cologne, Données à Vienne le 29. Avril 1706.*

NOUS JOSEPH, par la Grace de Dieu, élu Empereur des Romains, toûjours Auguste, Roi en Germanie, de Hongrie, de Boheme, de Dalmatie, de Croatie, de Sclavonie, &c. Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Stirie, de Carinthie, de Carniole, de Luxembourg, de Wirtembergh, de la Haute & Basse Silesie, Prince de Suabe, Marckgrave du Saint Empire Romain, de Burgaw, de Moravie, de la Haute & Basse Lusace, Comte Prince de Habsbourg, de Tyrol, de Pfird, de Kybourg, & de Gortz, Landgrave d'Alsace, Seigneur de Windismark, de Porentru, & de Salins, &c. A tous & un chacun les Electeurs, Princes Ecclesiastiques & Seculiers, Prelats, Comtes, Barons, Chevaliers, Ecuyers, Gouverneurs de Provinces, Chefs de Gendarmes, Evêchez, Baillifs, Chatelains, Substituts, Officiers, Intendans de Provinces, Drossards, Bourguemaitres, Juges, Conseillers, Bourgeois, Communautez, & generalement à tous nos autres Vassaux, Sujets & Feaux de l'Empire, de quelque état, qualité, & condition, qu'ils soient; & particulierement à l'Archevêché de Cologne, Diocese de Ratisbonne, Evêché de Liege, & aux Etats de Berchtergarde, Sujets, Vassaux, Amis & Parens, qui ces presentes nos Lettres Imperiales, ou Copies authentiques d'icelles, verront, liront, ou lire orront, ou qui en étant avertis, s'y soûmettront ou conformeront; Offrons nôtre Amitié & bienveillance d'Oncle & de Cousin, faveur Imperiale, Grace & tout Bien.

Il n'est pas besoin de longs discours, pour prouver quels pernicieux desseins & mauvaises resolutions JOSEPH-CLEMENT jusques ici Electeur de Cologne, & son Frere ainé, alors Electeur & Duc de Baviere, ont brassez depuis long-tems contre feu nôtre très-gracieux & très-honoré Seigneur & Pere, Empereur de Glorieuse Memoire, & contre l'Empire Romain, & quelles Alliances défendues ils ont fait avec la France, pour l'execution de ces pernicieux desseins; attendu que cela paroit non seulement par les propres Ecrits, qu'ils ont publiez, mais aussi par les crimes de dangereuse consequence qu'ils ont commis aux yeux de tout le Monde. Semblablement Nous croions qu'il est inutile, d'en faire une énumeration circonstantiée, & nous nous en rapportons seulement aux Ecrits qui ont été publiez, de quelle maniere il a fait de grosses levées de Gens de Guerre avec l'argent des François contre l'Electorat de Cologne, sans le consentement & l'approbation du Chapitre, *& s'est engagé avec Eux par serment comme son Predecesseur*; comment au contraire & avec quelle fidelité, le Chapitre a tâché de l'en détourner, & lui a fait ressouvenir de la foi & hommage qu'il avoit prêté à l'Empereur, à l'Empire, & au Diocese, comment paternellement aussi feu Sa Majesté Imperiale de haute & glorieuse Memoire, lors qu'elle apprit cette affaire, l'a exhorté & fait exhorter à son devoir par ses Commissaires qu'elle lui avoit deputez. Mais, qu'il n'a pas voulu suivre ces voyes de douceur de Sa Majesté Imperiale, ensorte que voyant l'opiniâtreté dudit JOSEPH-CLEMENT, elle a été contrainte, de laisser le cours à la Justice contre les Plaintes portées contre lui; & consequemment de le solliciter par Sentence judicielle, à l'observation de l'union des Païs hereditaires, & enfin de permettre aussi qu'on fit d'autres procedures judicielles; & d'en commettre l'execution, aux Princes & Cercles de Westphalie, & du Bas Rhin & des Electeurs; ce qui leur a été aussi signifié par feu Sa Majesté. Et quoi que sadite Majesté & tout le Monde ait esperé, qu'au moins il rentreroit en soi-même, qu'il reconnoîtroit ce qu'il devoit à Dieu, à Sa Majesté, à l'Empire, au Chapitre, & aux Etats de l'Empire dont il relevoit, & qu'il ne se plongeroit pas lui & les siens dans un plus grand malheur; cependant, l'experience nous a fait voir, que le Roi de France, son Frere MAXIMILIEN EMANUEL & lui n'ont pensé à autre chose qu'à

exe-

ANNO 1706.

executer leur damnable & impie Conjuration, & les dessens qu'ils avoient complottez ensemble; attendu que fort peu de tems après MAXIMILIEN EMANUEL, soûmit proditoirement & par un esprit de revolte au pouvoir des François, les Païs-Bas Espagnols, dont le feu Roi d'Espagne CHARLES SECOND de Glorieuse Memoire lui avoit confié le Gouvernement, qui étoient dépendans de l'Empire, & appartenoient à notre Maison Archiducale d'Allemagne; sous le nom specieux & moqueur, de Troupes de Bourgogne, a fait entrer des Troupes Françoises dans le Diocese de Cologne, & dans celui de Liege, & en a fait occuper les Places fortes; & depuis il n'a pas manqué de remontrances renouvellées de la part de feu nôtre Seigneur & Pere, qui repose en Dieu, & des autres Etats de l'Empire, de même que des Chapitres de Cologne & de Liege, même on a vivement representé à JOSEPH CLEMENT les rudes punitions que telles entreprises lui attireroient, principalement en faisant entrer des Troupes si dangereuses, sur les Terres de l'Empire Romain, malgré les défenses, encore plus à lui qui n'en étoit pas le Seigneur proprietaire; mais qui ne les possedoit que comme Gouverneur, avec certaines restrictions, en vertu de l'Union des Païs hereditaires & autres Droits, & que non seulement en consequence d'iceux à cause de son opiniâtreté, il seroit & demeureroit deposé de ce Gouvernement, mais qu'aussi il le perdroit immanquablement suivant les Constitutions de la Chambre Imperiale, & les dernieres résolutions de la Diete de l'Empire; que par l'effective opposition & résistance qu'il a fait au Jugement judiciel qui a été rendu, il a de fait encouru, au lieu du Ban Imperial & de l'Empire contre les Seculiers, en qualité d'Ecclesiastique, la perte de toutes les Prerogatives, & de tous les Bienfaits qu'il tenoit de Sa Majesté Imperiale, & du Saint Empire. Mais il ne s'est pas pour cela converti, mais au contraire s'est emporté contre les Capitulaires, qu'il regardoit de mauvais œil, & à qui il portoit une haine mortelle, les a persecutez à la derniere rigueur, en partie, & en a livré une partie aux François qui les ont emprisonnez & se sont vangez d'eux par autres voies, après avoir semé par tout toutes sortes de Pasquils & de Libelles diffamatoires contre nous, & contre les principaux Etats de l'Empire, & avoir temerairement entrepris sous le titre & nom d'Archi-Chancelier en Italie la défense du Rebelle & felon Duc de Mantoue dans & hors de l'Empire, & de le porter à la desobéïssance contre nous; aiant aussi fait pour lui dans les Païs de sa dépendance de grands préparatifs de Guerre, & s'étant chargé avec plaisir de tous ses propres crimes & de ceux des autres. Si bien qu'après plusieurs demarches inutiles, feu Sa Majesté Imperiale a été contrainte de prendre les armes contre lui & contre les François de sa Faction, & d'assieger entr'autres la Forteresse de Keyserswaert, qui lui a été heureusement prise, quoique ce n'ait pas été sans effusion de beaucoup de sang Chrétien; mais au lieu de venir à resipiscence, il a mis au jour quantité de piéces & autres choses frivoles, remplies de stile François, dans lesquelles il a déclaré rondement, qu'il n'accepteroit aucune des offres qu'on lui faisoit quelques avantageuses qu'elles fussent, pour le faire rentrer dans son devoir; mais qu'il tâcheroit de tout son pouvoir à maintenir ses Troupes Bourguignonnes, sur lesquelles seules il se confioit, & qu'avec elles il se feroit la satisfaction, qu'il ne pouvoit trouver autrement.

Peu de temps après la Déclaration de Guerre de feu notre Seigneur & Pere à la persuasion de l'Empire, contre la France, & contre le Duc d'Anjou, ses Suppots & ses Adherans, & particulierement contre son Frere & lui, il s'est encore expliqué par écrit, qu'il aimoit mieux exposer son corps, sa vie, son bien & son sang, que de jamais souffrir, que les Electeurs libres l'exhortassent encore, à se debarasser de l'Alliance qu'il avoit faite, à congedier les Troupes Françoises, & à se comporter comme un Etat fidele de l'Empire, ni encore moins de lui faire aucune sollicitation, mais qu'au contraire en rejettant toutes les offres & les avances de feu Sa Majesté Imperiale pour qu'il acceptât de se reconcilier, il résolut plus fort que jamais de s'attacher inviolablement à l'Alliance des François. Il a écrit lui-même à son Frere, & la memoire en est encore toute recente, des cruautez qu'il fit en ce tems-là, pour contraindre la Ville de Cologne à la Neutralité, par le pillage, la desolation, l'incendie de plusieurs Lieux & Places du Païs de Juliers & de Bergues, & par le mauvais traitement qu'il a fait aux Habitans de l'un & de l'autre Sexe, par le moien d'un grand nombre de Troupes Françoises; c'est dont il s'est vanté comme de choses dignes d'admiration & glorieuses. Enfin, il a mieux aimé abandonner l'Electorat de Cologne, & la Principauté de Liege, ceder aux François la Ville de Bonne, lieu de sa Residence, & se mettre avec ceux de sa suite au pouvoir des François sous une Escorte de la même Nation, passer chez les Ennemis déclarez de l'Empire, & y demeurer encore actuellement, que de se rendre à son devoir; sans parler de la quantité de desseins meurtriers, commis par lui ou de son sçû avant & depuis ce tems-là contre des Princes & Personnes Ecclesiastiques; ni des autres Crimes, qu'il a commis, ou fait commettre. Ainsi il ne reste plus, en consequence, sinon que suivant le jugement qui a été rendu & accompli, nous de nôtre part nous excluons expressément ledit JOSEPH CLEMENT du nombre, de la Dignité, & de la jouïssance des Membres de l'Empire d'Allemagne, ainsi que le meritent son infraction de Paix, ses Crimes de Leze-Majesté, sa Desobéïssance opiniâtrée, & ses autres grosses fautes, & que le demandent la Bulle d'Or, les Constitutions de l'Empereur & de l'Empire, la Paix du Païs, les derniers Statuts de l'Empire, & les dernieres Résolutions de Sa Majesté Imperiale & de l'Empire; & comme nous y sommes obligez suivant la Capitulation, jurée à l'Election, & par nôtre Charge d'Empereur. C'est pourquoi nous le mettons lui JOSEPH-CLEMENT par ces presentes, ci-devant Electeur de Cologne, Prince du Saint Empire, de Ratisbonne, de Liege & de Bergtergade, ou comme il se nomme de Hildesheim, né Duc de Baviere, & Comte Palatin du Rhin, hors de nôtre grace & de celle du Saint Empire, Protection, Défense, & Intercession, & nous le déclarons & publions & reconnoissons pour déposé, pour avoir perdu de fait toutes les Prérogatives, Franchises, Droits, Regales, Honneurs, Dignitez, Fiefs, Proprietez, Patronages, Terres, Biens, Hommes, & Sujets, qu'il avoit & tenoit de nous & de l'Empire; quels qu'ils soient sans en excepter aucuns. Défendons à tous & un chacun les Vassaux de l'Empire de quelque état & condition qu'ils soient, d'avoir doresnavant aucune communication avec ledit JOSEPH-CLEMENT ci-devant Electeur de Cologne, Prince de l'Empire, de Ratisbonne, de Liege, & de Bergtergade, ou comme il se qualifioit de Hildesheim, Duc de Baviere, & Comte Palatin du Rhin, sous quelque prétexte que ce soit, de le retirer chez eux, le loger, lui donner le Couvert, lui donner à manger ou à boire, ou de lui fournir quoi que ce soit, ni lui donner aucune aide ou assistance, ni de lui faire tenir quelque chose, ni de le recevoir en leur garde & protection. Nous commandons encore à ceux qui ont été ses Vassaux, Sujets, Officiers, Habitans ou Dependans, Ecclesiastiques & Seculiers, de n'avoir plus aucuns égards pour lui, ni de recevoir de lui, ni de sa part & des siens, quels qu'ils soient, aucun ordre, beaucoup moins de le suivre, mais de n'écouter que nous, & n'obéir qu'à nous & à ceux auxquels nous les avons déja adjugez, ou à 'qui nous les adjugerons ci-après selon l'occasion; Nous rappellons particulierement tous & un chacun les Officiers & Soldats qui lui sont encore attachez, par nos réiterées Avocatoires pour la derniere fois, qu'ils aient à le quitter incessamment & nos autres Ennemis, & à se ranger de notre côté, de ne se point engager, ni laisser employer pour la défense de lui ou de ceux de sa Faction, ni pour rien entreprendre contre nous, contre l'Empire, contre ses fideles Etats, ou contre nos Vassaux & ceux de l'Empire, mais au contraire de servir contre lui & contre ses Suppots, de courre sus à lui, & aux siens, & de lui faire tout le tort & le dommage possible, afin de regagner par-là nôtre Grace & nôtre Generosité. Nous absolvons tous ceux qui lui sont en quelque maniere engagez ou obligez, ou qui pourroient croire lui être engagez ou obligez, de toute foi & hommage, Serment de fidelité, devoirs, obéïssance, intelligence & Alliance, quelles qu'elles soient, ou qu'elles puissent être nommées, comme étant nulles & sans force depuis sa felonie, & Crime de Leze-Majesté; & icelles sont déclarées telles par

ces

ANNO 1706. ces presentes, & ne peuvent & ne doivent plus lier, ni adstreindre personne. Ordonnons que tous & un chacun nos Vassaux & de l'Empire qui ont encouru semblablement & de fait ledit *Ban & Arriere-Ban*, & la privation Ecclesiastique, & les autres peines mentionnées dans les Constitutions de l'Empire, ou celles que nous avons exprimées, soient reputez tels dès ce moment, & pour tels reconnus, déclarez & tenus; & les autres qui lui sont soûmis ou qui voudront en quelque maniere s'opposer, ou ne pas vouloir accomplir parfaitement, nos presentes Déclarations, Avertissemens, Manifestations, Publications, Decharges, Absolutions, Admonitions, Commandemens, Ordres & Defenses. Enfin, nous cassons, annullons, & revoquons toutes & une chacune les Graces, Privileges, Franchises, Coûtumes & Usages, donnez, accordez, ou confirmez ci-devant par nous, nos Predecesseurs en l'Empire, ou autres, qui sont en quelque maniere contraires aux presentes, & qui pourroient être alleguées à l'encontre, en quelques termes, ou sens qu'ils soient conçûs, & reservez. Voulant expressément, que qui que ce soit, de quelque état, qualité, ou condition qu'il soit, n'excepte aucune de toutes nos presentes Ordonnances, ne s'y oppose, ou n'y contredise en aucune maniere. Le tout par autorité Imperiale Romaine, en vertu de ces Lettres Patentes suivant lesquelles chacun aura à se regler, & à se garder de dommage, & de ruine. Donné à nôtre Ville de Vienne, le vingt-neuviéme Avril mil sept cens six, l'an de nôtre Regne Romain le dix-septiéme, de Hongrie le dix-neuviéme, & de Boheme le Premier.

JOSEPH,

(L. S.) FRID. CHARLES COMTE DE SCHONBORN, vt.

Par le propre Mandement de Sa Sacrée Majesté Imperiale.

C. F. CONSBRUGH.

LXIII.

29. Avril. *Lettres Patentes de l'Empereur* JOSEPH *pour mettre au Ban de l'Empire*, MAXIMILIEN EMANUEL, *Electeur & Duc de Baviere Données à Vienne le 29. Avril 1706.*

NOUS JOSEPH, par la Grace de Dieu, élû Empereur des Romains, toûjours Auguste, Roi en Germanie, de Hongrie, de Boheme, de Dalmatie, de Croatie, & de Sclavonie, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, de Styrie, de Carinthie, de Carniole, de Luxembourg, de Wirtemberg, de la Haute & Basse Silesie, Prince de Suabe, Margrave du Saint Empire Romain, de Burgaw, de Moravie, de la Haute & Basse Lusace, Comte Prince d'Habsbourg, de Tyrol, de Pfird, de Kybourg, & de Gortz, Landgrave d'Alsace, Seigneur de Windismarck, de Porentru, (ou Portenau) & de Salins, &c. A tous & un chacun les Electeurs, Princes, Ecclesiastiques & Seculiers, Prelats, Comtes, Barons, Chevaliers, Ecuyers, Gouverneurs de Provinces, Chefs de Gendarmes, Evêchez, Baillifs, Chatelains, Substituts, Officiers, Juges de Provinces, Drossards, Bourguemaitres, Juges, Conseillers, Bourgeois, Communautez, & generalement à tous nos autres Vassaux, Sujets & Feaux, & de l'Empire, de quelque état, qualité & condition qu'ils soient; & particulierement aux Etats de Baviere, Sujets, Vassaux, Parens, ou Amis; qui ces presentes nos Lettres Imperiales, ou Copies authentiques d'icelles, verront, liront, ou lire orront, ou qui en étant avertis, s'y soûmettront ou conformeront; offrons nôtre amitié d'Oncle & de Neveu, faveur Imperiale, Grace, & tout bien.

Tout le monde sçait comment MAXIMILIEN EMANUEL, jusques ici Electeur & Duc de Baviere, animé en partie d'un esprit d'ambition demesurée, en partie poussé par une haine secrete, inveterée, & illegitime, contre Sa Majesté Imperiale son Seigneur & Cousin de glorieuse Memoire, s'est depuis quelques années tellement déclaré, contre nôtre Maison Archiducale, que méprisant & foulant aux pieds tout l'amour, le devoir, l'honneur, & la fidelité dûs à feu Sa Majesté & à l'Empire Romain, il s'est attaché au Roi de France, & a machiné avec lui par toute sorte de voyes, les moyens de pouvoir parvenir à ce souverain degré de grandeur & d'élevation où il aspiroit, & au contraire à abaisser, affoiblir, dechirer, & opprimer le Saint Empire Romain, mais sur-tout à ruiner feu Sa Majesté Imperiale & nôtre Maison Archiducale, aiant de fait tâché d'executer ce maudit & pernicieux dessein particulierement depuis la mort de CHARLES SECOND, Roi d'Espagne, de chrétienne & glorieuse Memoire, arrivée en mil sept cens un, & duquel dessein il ne s'est pas encore desisté.

Mais sur-tout il est notoire dans l'Empire & ailleurs, comment par un Esprit de revolte & de felonie, lui MAXIMILIEN EMANUEL, a proditoirement fait tomber au pouvoir de la France, les Païs-Bas Espagnols dont la garde & le Gouvernement lui avoient été confiez, qui étoient dépendans de l'Empire, & appartenoient à nôtre Maison Archiducale d'Allemagne. Avec quelle impudence celui qu'il députa de sa part de la Bourgogne au nom du Duc d'ANJOU à la Diete de Ratisbonne, entreprit de s'opposer à feu notre Seigneur & Pere, (qui repose en Dieu) avec quelle méchanceté il a séduit son Frere, alors Electeur de Cologne, pour faire une Alliance défenduë telle qu'il a tenté, & pour recevoir dans l'Electorat de Cologne & dans le Diocese de Liege des Troupes Françoises, que par derision il nommoit Troupes de Bourgogne. Avec quelle fierté il a voulu forcer les Louables Cercles de Franconie & de Suabe à procurer l'avancement de ses pernicieux & damnables desseins, & les obliger à se soûlever contre Sa Majesté Imperiale. Par quels artifices il a cherché à retarder les Résolutions de la Diete de l'Empire, contre la France, & contre ceux de sa Faction; ce qu'il a machiné d'ailleurs, & de quels maux non seulement il a menacé ceux qui refusoient de lui obeïr, mais comment il les a accablez par tout, en se saisissant subtilement de notre Ville Imperiale d'Ulm le jour de Nôtre-Dame; qu'il n'en est pas demeuré là, mais que lui seul a temerairement éludé les desseins & les Conseils de tous les Etats de l'Empire, (hormis les siens,) ceux de Sa Majesté Imperiale, & leur Déclaration de Guerre contre la parjure Couronne de France, le Duc d'Anjou, leurs Fauteurs, & Adherans; qu'il a méprisé les Ordonnances émanées contre lui en particulier, en consideration de cette infraction de Paix, & s'est moqué des exhortations & avertissemens de tout l'Empire, & des remontrances plus que paternelles, aussi bien que des ordres de l'Empereur; qu'il s'est emparé par surprise, ou par force des Villes Imperiales les unes aprés les autres, qu'il en a fait de même des Provinces, sans distinction, ni difference, si elles appartenoient à Sa Majesté Imperiale, & à nôtre Maison Archiducale, ou autres fideles Etats de l'Empire, autant qu'il a pu faire, & cela avec les Troupes de l'Ennemi qu'il a appellées dans l'Empire, qu'il a forcé toutes lesdites Provinces & Places, à lui païer contribution, qu'il y a commis toute sorte de pillage, de Meurtres, & d'Incendies, sans avoir épargné ni les Eglises, ni les autres Lieux sacrez; jusques-là qu'il a investi le jour de Pâques, la Ville Imperiale de Ratisbonne, nonobstant que la Diete de l'Empire, & son propre Envoïé fussent dedans, qu'il s'en est emparé, & a prétendu de la retenir pour soi en propre; aiant voulu forcer les Envoïez à révoquer les Conclusions Imperiales qui avoient été prises contre lui, & contre ceux de sa Faction, jusques à ce qu'enfin à l'arrivée des Troupes il a été contraint de l'abandonner. Toutes ces choses ne se prouvent pas tant par les Ecrits & les Negotiations publiques, & particulieres, qui se sont faites & tenues depuis ce tems-là, que par les fleuves de sang Chrêtien, qui a été répandu, & par l'abondance des larmes qui coulent encore des yeux d'un nombre infini de personnes qui ont long-tems gemi, & qui pleurent encore en reclamant la vengeance divine & humaine. On n'a pas aussi moins experimenté combien lui & ses Suppôts se sont donné de peines, pour faire ensorte, quoi qu'inutilement, que la constante Porte Ottomanne, qui sçait bien mieux qu'eux tenir sa parole, se déclarât contre feu notre Seigneur & Pere & contre nous; qu'il a sur-tout exhorté nos Sujets Rebelles de Hongrie à perseverer dans leur revolte, & à rejetter tous les moyens d'accommodement qui leur ont été offerts

Anno 1706.

par feu Sa Majesté Imperiale & par nous; qu'il leur a promis toute sorte de prompt secours, les assûrant qu'à leur requisition, non seulement comme Vainqueur indubitable de nôtre Maison Archiducale, mais aussi quand même contre son attente, il seroit vaincu, il passeroit vers eux en propre personne, & les meneroit contre nous; comme cela paroit par les autres revoltes & trahisons, tramées, suscitées & fomentées dans plusieurs autres endroits par lui & par les siens, contre Sa Majesté Imperiale, contre nous, & contre l'Empire. Sans parler des Injures atroces, & des Calomnies infames qu'il a vomies & fait publier contre nous de vive voix & par écrit, dans toutes les Eglises de Baviere, ni comment avant le commencement des Hostilitez, Sa Majesté Imperiale n'a pas manqué de l'exhorter, lui MAXIMILIEN EMANUEL à rentrer en soi-même, à songer à ce qu'il devoit à Dieu, à Sa Majesté, à l'Empire Romain, à soi-même, à ses Enfans, & à ses Sujets, & à ne se point précipiter avec eux dans le dernier malheur, au grand dommage & détriment de feu Sa Majesté Imperiale, de nous, & de nôtre Maison Archiducale, en lui faisant les offres du monde les plus honnêtes & les plus avantageuses. Sa Majesté Imperiale lui ayant aussi depuis & à plusieurs reprises, & même après le rude échec que lui & ses Troupes Auxiliaires avoient reçû auprès de Donawert confirmé ses premieres demandes, portée à cela en partie par les avances trompeuses, que lui & les siens avoient faites à Sa Majesté, & en partie par les remontrances des Hauts Alliez bien intentionnez; pour voir, si par les voyes de la douceur lui & son Frere pourroient être induits à rétablir au plûtôt le Repos & la Paix dans le Païs. Mais tous ceux qui avec Sa Majesté Imperiale, & nous, s'en sont mêlez, ont experimenté qu'il n'a cherché que des subterfuges, & que tous les grands avantages & les offres que Sa Majesté Imperiale lui a faites de lui donner des Terres & des Principautez en propre, n'ont pû le rassasier, ni les Villes & les Terres de Suabe & de Baviere contenter ses desirs immoderez, pour le récompenser sans honte de ses mauvaises Actions. Au contraire il a toûjours constamment persisté dans ses premiers desseins pernicieux & impies, n'ayant attendu pour les executer, qu'un renfort de nouvelles Troupes, & une nouvelle occasion; &, (ce qu'on ne sçauroit dire sans rougir) à peine a-t-il cru avoir ce qu'il prétendoit, que se moquant d'une maniere, qui ne se peut souffrir, de Sa Majesté, il n'a pas négligé un seul moment de le faire paroître. Mais Dieu, qui est juste, du Nom & de la Patience duquel il avoit si long-tems abusé, dans ses paroles & dans ses Ecrits, est intervenu par sa Toute-Puissance, & a donné aux Generaux de l'Empereur, de l'Empire, de la Serenissime Reine d'Angleterre, & des Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, & aux autres Commandans & simples Soldats de leur Armée une telle force, prudence, courage, & bravoure, accompagnez de bonheur, qu'après la défaite entiere des siens & des François qui l'avoient joint, après que plusieurs milliers ont été faits prisonniers, lui avec le peu de Troupes, qui lui étoient restées, a été mis en fuite, & contraint d'abandonner son propre Païs, s'étant tenu depuis ce tems-là parmi les Ennemis de l'Empire ses Compagnons sans le moindre repentir, ni aucune apparence de conversion, ayant persisté publiquement & couvertement dans ses premiers Crimes. Il ne reste donc plus en consequence, sinon que suivant le Jugement qui a été rendu, & accompli, nous de nôtre part, nous excluons positivement lui MAXIMILIEN EMANUEL, du Nombre, de la Dignité, & de la jouïssance des Membres de l'Empire Romain, ainsi que nous l'en déclarons exclus, & que nous fassions publier formellement, publiquement, & sans plus de delai le Ban, selon que le meritent ses infames Calomnies, & ses Crimes de Leze Majesté & autres; & que le demande la Bulle d'Or, les Constitutions de l'Empereur & de l'Empire, la Paix du Païs, & les autres Statuts de l'Empire, & sur-tout les dernieres Résolutions Imperiales, & comme nous y sommes obligez par la Capitulation jurée à l'Election, & par nôtre Charge d'Empereur.

A ces Causes, nous publions, & déclarons, par ces presentes, lui MAXIMILIEN EMANUEL ci-devant Electeur & Duc de Baviere, Comte Palatin du Rhin, Landtgrave de Leuchtenberg, & le mettons au Ban & Arriere-Ban de nous & de l'Empire, & le déclarons avoir encouru de fait toutes les punitions & peines que contiennent & tirent après elles telles Déclarations, selon le Droit & les Coûtumes. Nous le déposons par ces presentes, déclarons, & faisons sçavoir, qu'il est déposé, & qu'il a perdu toutes les Graces, Libertez, Droits, Regales, Honneurs, Charges, Titres, Fiefs, Proprietez, Patronage, Terres, Biens, Hommes, & Sujets, quels, & quelque part qu'ils soient; Faisons sçavoir à tous ceux qui appartiennent à lui MAXIMILIEN EMANUEL, autrefois Electeur & Duc de Baviere, Comte Palatin du Rhin, Landtgrave de Leuchtenberg, qu'aucun d'eux n'ait à se joindre à lui, ni à embrasser son parti, comme ayant été deposé, & mis hors de nôtre Paix, & protection, & de l'Empire, & étant dans nôtre disgrace & incertitude; en s'y étant mis lui-même. Defendons à tous & un chacun les Membres de l'Empire, de quelque état & condition qu'ils soient, d'avoir doresnavant aucune correspondance avec lui, de le retirer chez eux, le loger, lui donner à boire ou à manger, ou de lui rien fournir en aucune maniere, de lui donner aucun secours ou assistance, ou de lui en faire avoir, ou de le prendre en leur garde & en leur protection; Nous commandons encore à ceux qui ont été ses Vassaux, ses Sujets, ses Officiers, & ceux qui étoient de sa dépendance, Ecclesiastiques, & Seculiers, de n'avoir plus aucun égard pour lui, ni de recevoir de lui, ni de sa part ou des siens quels qu'ils soient, aucun ordre, beaucoup moins de le suivre, mais de n'écouter que nous, & n'obéir qu'à nous & à ceux auxquels nous en avons donné la Commission, ou à qui nous la donnerons ci-après selon l'occasion. Nous réiterons en particulier pour la derniere fois tous & un chacun nos Avocatoires, à tous les Officiers & Soldats qui l'ont suivi, & sont encore attachez à sa Personne, les avertissant qu'ils ayent à le quitter & nos Ennemis incessamment, à se ranger de nôtre côté, & à ne se point laisser employer pour sa défense, ni celle de ceux de sa Faction, & à ne rien entreprendre contre nous, contre l'Empire, ses fideles Etats, ou contre nos Sujets, ou ceux de l'Empire, mais au contraire à s'employer contre lui & contre ses Suppôts, à lui courre sus & aux siens, à lui nuire en tout, & à meriter parlà nôtre grace & bienveillance. Nous absolvons tous ceux qui lui sont en quelque maniere engagez & obligez, ou qui pourroient croire lui être engagez & obligez, de tout Serment de fidelité, de foi & hommage, Devoirs, Obéïssance, Intelligence & Alliance, de quelque nature qu'elles puissent être, ou qu'elles puissent être nommées, comme étant nulles & sans force du moment de sa felonie, & crime de Leze-Majesté; & elles sont déclarées nulles par ces presentes, & ne peuvent, & ne doivent plus lier personne. Ordonnons que tous & un chacun nos Officiers & Vassaux de l'Empire qui ont encouru semblablement & de fait ledit Ban & Arriere-Ban, comme aussi la privation Ecclesiastique, & les autres peines mentionnées dans les Constitutions de l'Empire, ou les peines exprimées par nous, soient reconnus, déclarez & reputez tels dès cette heure, & les autres qui lui sont soûmis punis à la derniere rigueur par Corps & de la Vie, lesquels s'opposeront en quelque maniere à nos presentes Déclarations, Manifestations, Publications, Decharges, Admonitions, Commandemens, Ordres, & Defenses, ou qui ne s'y conformeront pas entierement. Enfin, nous cassons, annullons, & relevons toutes & une chacune les graces, Privileges, Franchises, Coûtumes & Usages, donnez, accordez, ou confirmez ci-devant par nous, nos Predecesseurs en l'Empire, ou autres, qui sont en quelque maniere contraires aux presentes, ou qui pourroient être alleguées à l'encontre en quelques termes, ou sens qu'ils soient conçûs, & réservez; Voulant expressément que qui que ce soit, de quelque état, qualité, ou condition qu'il soit, n'excepte aucune de ces presentes nos Ordonnances, ne s'y oppose, ou n'y contredise, en aucune maniere. Le tout par Autorité Imperiale Romaine, en vertu de ces Lettres Patentes, auxquelles chacun aura à se conformer, & à se garder de danger & de ruine.

Donné en nôtre Ville de Vienne, le 29. Avril 1706. &c.

LXIV.

ANNO 1706. 10. Mai.

LXIV.

Decret Commissorial Imperial contre les deux Freres JOSEPH CLEMENT *de Baviere, &* MAXIMILIEN EMANUEL *Duc de Baviere, Electeurs de Cologne & de Baviere. Donné à Ratisbonne le* 10 *Mai* 1706.

„ SA Majesté Romaine Imperiale, Hongroise & Bohemienne, nôtre très-gracieux Empereur & Seigneur, a fait savoir au très-éminent & très-haut Prince & Seigneur, le Seigneur Jean Philippe, &c. &c son Conseiller Privé, & son Principal Commissaire à cette Diete de l'Empire, ce qui suit, par le Rescript daté de Vienne le 29. Avril dernier. A savoir qu'il n'étoit pas besoin de repeter par le menu aux Electeurs, Princes, & Etats de l'Empire, aux Conseillers, Ambassadeurs, & Envoyez des Princes ici presens, combien grossierement & intolerablement les deux Freres JOSEPH CLEMENT, & MAXIMILIEN EMANUEL ci-devant Electeurs de Cologne & de Baviere, se sont écartez de leurs dévoirs & ont entrepris par leur quantité d'Intrigues seditieuses, pernicieuses & violentes malversations, & par leur Infraction à la Paix, contre la Grandeur de la Majesté Imperiale, contre la Liberté de l'Empire, & contre ses Constitutions; comment ils ont persisté dans leur desobéïssance, dans leur revolte, & dans leurs damnables desseins; ayant méprisé les Avertissemens & Admonitions plus que paternelles de feu Sa Majesté Imperiale, & s'étant moquez & aiant rejetté les Propositions & les Ofres qui leur ont été faites, par les fideles Princes & Etats, & par la Diete même, qui leur étoit bien intentionnée; jusques-là qu'ils ont à la fin mieux aimé abandonner leurs propres Païs, & se jetter entre les mains & au pouvoir des Ennemis jurez & déclarez de l'Empire, que de se desister de leurs pervers desseins, attendu que c'est une chose connuë de tout le monde, & que les Envoïez ont contribué en partie a imaginer & à conseiller genereusement, ce qui étoit bon & nécessaire; tellement qu'il n'est plus resté, sinon, que suivant l'Instruction de la Bulle d'Or, les Constitutions Imperiales, & de l'Empire, la Paix du Païs, du Saint Empire, & les autres, & sur-tout aussi en consequence de la Capitulation Imperiale jurée à l'Election, & des Resolutions de l'Empire prises au sujet de cette presente Guerre, l'Empereur fasse le devoir de sa Charge d'Empereur, & que pour punir selon leurs demerites les deux dits Freres Infracteurs de la Paix, Parjures, Felons, Contempteurs de la Liberté & des Loix d'Allemagne, & pour servir d'exemple aux autres, Sa Majesté Imperiale les exclue du nombre & de la Dignité des Princes de l'Empire, comme ils s'en sont exclus eux-mêmes de fait, & qu'elle les déclare & tienne, & qu'ils soient tenus pour exclus de toutes les Terres qu'ils possedoient tant en qualité d'Electeurs que de Princes, de toutes les Graces, & de la Protection qu'ils ont euës de l'Empereur & de l'Empire, & qu'à l'égard du Seculier en particulier, & nommement, il soit mis au Ban & Arriere Ban de l'Empire; c'est pourquoi aussi Sa Majesté Imperiale l'avoit aussi executé par le moien de la Publication des Lettres Patentes que nous avons reçûës, n'aiant pû differer plus long-tems; & a bien voulu le communiquer gracieusement à cette Diete de l'Empire pour lui servir d'avertissement & satisfaire à la Coûtume. Laquelle Volonté & Commandement de Sa Majesté Imperiale, les hauts & éminens Princes, Electeurs, & Etats, les excellens Conseillers de l'Empire, les Ambassadeurs & Envoiez n'ont pas voulu empêcher, au contraire comme bien intentionnez, ils ont voulu s'y conformer, & y perseverer. Donné à Ratisbonne, le 10. Mai 1706.

„ JEAN PHILIPPE, *Cardinal de Lamberg,*
„ *Evêque & Prince de Passau,*

ANNO 1706. 26. Mai.

LXV.

Convention faite entre Sa Majesté la Reine de la GRANDE BRETAGNE, *& les Etats Generaux des* PROVINCES UNIES, *d'une part & Son Altesse Electorale* PALATINE *d'autre part, pour l'entretien de trois mille Hommes, dont les Troupes de S. A. E. au service de ladite Majesté & de Leurs Hautes Puissances seront augmentées.*

LEs sept mille hommes des Troupes de Son Altesse Electorale Palatine au service de l'Angleterre & de l'Etat, envoïées d'un commun consentement en Italie, & Son Altesse Electorale ayant offert d'augmenter le Corps de ces Troupes au service susdit jusques à dix mille hommes, sans pretendre aucun argent de Levée pour les Troupes d'augmentation, Sa Majesté de la Grande-Bretagne, & Leurs Hautes Puissances ont accepté cette offre, aussi l'on est convenu de part & d'autre, que Son Altesse Electorale donnera, & Sa Majesté Britannique & Leurs Hautes Puissances accepteront à leur service encore trois mille Hommes, à sçavoir deux Regimens d'Infanterie, & trois Esquadrons de Cavallerie, suivant la liste jointe à cette Convention.

Ces trois mille hommes seront paiez par l'Angleterre & par l'Etat, sur le même pied que les sept mille Hommes ci-devant mentionnez sont paiez, suivant les Conventions & la liste ci-jointe.

Sa Majesté Britannique prendra à sa charge & paiera les deux tiers, ou deux mille Hommes, & Leurs Hautes Puissances un tiers, ou mille Hommes des trois mille susdits.

Le paiement commencera du jour que les quatre mille Hommes, qui iront les premiers en Italie, se seront mis en marche pour y aller; & pour éviter toute dispute là-dessus, on comptera deux longs mois avant le jour que les premiers quatre mille Hommes seront arrivez en Italie, & y auront joint l'Armée Imperiale, à condition que les trois mille Hommes susdits soyent complets dès à present.

Ces trois mille Hommes serviront aux Païs-Bas, ou autre part, où Sa Majesté & Leurs Hautes Puissances le trouveront à propos.

Sa Majesté Britannique & Leurs Hautes Puissances s'engagent à faire paier les arrerages dûs aux Troupes Palatines au plûtôt.

La presente Convention sera ratifiée, & les Actes de Ratification en seront échangez ici à la Haie dans le terme d'un mois, ou plûtôt s'il se peut.

En foi de quoi nous soussignez Plenipotentiaires & Deputez de Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne, & de Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies d'une part, & de Son Altesse Electorale Palatine d'autre part, avons signé la presente Convention, & y apposé le Cachet de nos Armes.

A la Haie le vingt sixieme de Mai, mille sept cent six.

(L. S.) ALEXANDER STANHOPE.

(L. S.) J. H. v. HETTERMAN.

(L. S.) G. H. VAN REEDE.

(L. S.) F. B. VAN REEDE.

(L. S.) A. HEINSIUS.

(L. S.) JOHAN BEKER.

(L. S.) A. B. SCHURMANUS.

(L. S.) NIELAND.

(L. S.) W. VAN BORCE.

ANNO 1706.

Etat & Ordonnance de Son Altesse Electorale Palatine touchant la Convention arrêtée avec Sa Majesté la Reine de la Grande Bretagne & avec Leurs Hautes Puissances au sujet du Paiement de 3000. Hommes, qui consistent en quatre Bataillons d'Infanterie, & en trois Escadrons de Cavallerie, pour lesquels est requis, en un mois de 42. jours suivant l'Ordonnance de la Province d'Hollande, sçavoir,

Direction.		*Ordonnances.*			
Personnes d'une Compagnie d'Infanterie		Fl. d'Holl.		Ecus d'Holl.	
1 Capitaine		150		60	
1 Lieutenant.		45		18	
1 Enseigne.		40		16	
2 Sergeants.	à f 25	50		20	
1 Fourrier.		20		8	
3 Caporaux.	à f 17	51		20	20
1 Chirurgien.		17		6	40
1 Ecrivain.		17		6	40
2 Tambours.	à f 13	26		10	20
3 Valets.	à f 8	24		9	30
1 Sollicitcur.		12	5	4	45
10 Exempts ou Gefreyden.	à f 13	130		52	
51 Soldats.	à f 12 5	624	15	249	45

78 Personnes pour une Compagnie en tout.	1207
78 Personnes la 2 Compagnie.	1207
78 Personnes la 3 Compagnie.	1207
78 Personnes la 4 Compagnie.	1207
78 Personnes la 5 Compagnie.	1207
78 Personnes la 6 Compagnie.	1207
78 Personnes la 7 Compagnie.	1207
78 Personnes la 8 Compagnie.	1207
78 Personnes la 9 Compagnie.	1207
78 Personnes la 10 Compagnie.	1207
78 Personnes la 11 Compagnie.	1207
78 Personnes la 12 Compagnie.	1207
78 Personnes la 13 Compagnie.	1207
78 Personnes la 14 Compagnie.	1207
78 Personnes la 15 Compagnie.	1107
78 Personnes la 16 Compagnie.	1207
1248 Personnes pour le Regiment entier.	19312

Un Regiment consiste en deux Bataillons.

Ordonnance de l'Etat Major.

Etat Major d'Infanterie.

		Flor.	*Sols d'Holl.*
1 Colonel.		393	15
1 Lieutenant-Colonel.		131	5
2 Majors.	à f 105	210	0
1 Mareschal des Logis.		53	
2 Adjutants.	à f 48	96	
1 Auditeur.		40	
1 Pasteur.		45	
1 Chirurgien-Major.		25	
1 Tambour-Major.		20	
1 Prevost.		20	
1 Valet ou aide Prevost.		13	
6 Hautbois.	à f 12 5	73	10
19 Personnes doivent avoir en 42 jours.		1128	10
1 Capitaine de la Compagnie Colonelle		150	
20 Personnes de l'Etat Major.		1278	10
1248 Personnes de 16 Compagnies doivent avoir		19312	
1268 Personnes pour le Regiment entier avec l'Etat Major.		20590	10
1268 Personnes encore pour un Regiment.		20590	10
2536 Personnes pour deux Regimens doivent avoir		41181	

La somme totale pour les deux Regimens d'Infanterie, qui consistent en quatre Bataillons de 2536. Personnes, doivent avoir en 42. jours, avec l'Etat Major la somme de f 41181. de Hollande; Et font en Ecus d'Hollande 16472 : 20.

Un

ANNO 1706. | ANNO 1706.

Un Regiment de Cavallerie de trois Esquadrons.

Perſonnes	Chevaux			Flor.	Sols d'Holl.
1 Capitaine de Cavallerie.	6			400	o
1 Lieutenant.	4			180	o
1 Cornet.	3			145	o
1 Wagtmeeſter ou Sergeant.	2			80	o
1 Mareſchal de logis.	2			70	o
3 Caporaux.	3			96	o
2 Trompettes.	2			70	o
1 Chirurgien.	1			35	
1 Ecrivain.	1			35	o
1 Solliciteur.	1			28	o
1 Mareſchal.	1			32	o
1 Sellier.	1			32	o
35 Cavaliers.	35			980	o
50 Perſonnes en tout.	62	pour	1 Compagnie.	2183	o
50 Perſonnes &c.	62	pour	2 Compagnie.	2183	o
50 Perſonnes &c.	62	pour	3 Compagnie.	2183	o
50 Perſonnes &c.	62	pour	4 Compagnie.	2183	o
50 Perſonnes &c.	62	pour	5 Compagnie.	2183	o
50 Perſonnes &c.	62	pour	6 Compagnie.	2183	o
50 Perſonnes &c.	62	pour	7 Compagnie.	2183	o
50 Perſonnes &c	62	pour	8 Compagnie.	2183	o
50 Perſonnes &c.	62	pour	9 Compagnie.	2183	o
450 Perſonnes &c.	558	pour un	Regiment.	19647	o

L'Etat Major de Cavallerie.

Perſonnes.	Flor.	Sols d'Holl.
1 Colonel.	393	15
1 Lieutenant-Colonel.	131	5
1 Major.	105	o
1 Mareſchal de logis..	53	o
1 Adjutant.	48	o
1 Auditeur.	48	o
1 Paſteur.	45	o
1 Chirurgien.	25	o
1 Timbalier.	35	o
2 Prevôt & ſon valet.	39	o
11 Perſonnes doivent avoir	973	o
1 Capit. de Cavall. de la Colonelle.	250	o
12 Perſonnes de l'Etat Major.	1246	o
450 Perſonnes de 9. Compagnies.	19647	o
462 Perſonnes d'un Regiment avec l'Etat Major.	20880	o
Somme totale pour les 3000 Hommes porte en 42 jours.	62074	o
Ou en Rycksdallers ou Ecus de Hollande.	24829	30

Anno 1706.

LXVI.

7. Juin. *Resolution des Etats de la Province de Flandres, par laquelle ils reconnoissent Sa Majesté Catholique le Roi* CHARLES III. *pour leur legitime Souverain du 7. Juin.* 1706. [Copie Manuscrite & sûre. Elle est aussi dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. I. Absatz. III. Anhang zu Burgund pag. 203.]

LA Lettre qu'il a plû à Son Altesse Mylord Prince & Duc de Marlborough, & à Leurs Excellences Mrs. les Deputez des Etats Généraux des Provinces-Unies, d'ecrire à l'Assemblée des Etats de cette Province de Flandres, ayant été luë avec tout respect, & le contenu avantageux d'icelle ayant été pris en consideration.

Il a été resolu unanimément de reconnoître, comme ladite Assemblée reconnoit par les présentes, la Souveraineté de Sa Majesté CHARLES III., auquel elle se soumet comme bons & fideles Sujets, dans l'assurance que S. M. maintiendra cette Province dans tous les Privileges, Usages & Coûtumes, tant pour le Spirituel que pour le Temporel: Que S. M., en qualité de Comte de Flandres, ne souffrira pas qu'il y soit rien changé ou diminué dans aucun point; Et qu'Elle voudra bien agréer, & approuver la constitution du Gouvernement de ladite Province, des Cours, Pais, Villes, Châtellenies, Offices, & Lieux Subalternes, & generalement de tous les Departemens & Districts du ressort d'icelle, tant par raport aux Fermes des Finances, qu'aux Deniers empruntez à interêt jusqu'à ce jour de quelque nature qu'ils puissent être, sans aucune exception, tant pour la sureté du Public en général, que de chacun en particulier. Et pour l'accomplissement de ce que dessus, S. A. Mylord Prince & Duc de Marlborough, & leurs Excellences Mrs. les Députez des Etats Généraux des Provinces Unies sont très-humblement priez de vouloir ratifier ce qu'ils ont déja eu la bonté d'octroyer aux Colleges & Villes de la Province, sur les prieres & representations qui leur en ont été faites.

Et comme plusieurs Habitans de cette Province, tant Ecclesiastiques que Séculiers, trouvent que leurs Biens sont confisquez ou saisis, on se promet que lesdites saisies, & confiscations seront levées, & cesseront entiérement du jour de la presente soumission. Fait à l'Assemblée des Députez Ecclesiastiques & Séculiers de la Province de Flandres, à la Maison de Ville de Gand le 6. Juin. 1706. Signé J. THYSEBAERT. Et seellé du sceau de la Province de Flandres.

Le tout accordé au nom de S. M. C. le Roi CHARLES III. *Au Camp d'Aerfele, le 7. Juin* 1706.

Signé,

Le Prince & Duc DE MARLBOROUGH.

FERDINAND VAN COLLEN.

J. H. BARON VAN RENSWOLDE

J. VAN GOSLINGA.

CUYPER.

LXVII.

13. Juin. *Traité par lequel les Etats de* TOURNAY & TOURNAYSIS *se soumetent aux Contributions de Guerre ordonnées sur leur Pais, par L. H. P. les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES UNIES. *Fait à Gand le 13. Juin* 1706. [Piéce autentique tirée des Registres des Etats de Tournay & Tournaysis.]

DE Raad van Staate de Vereenigde Nederlanden, gesien ende gexamineert hebbende het Accoord door Mrs. Ernst Pesters en Johan Theodor Wierts Ontfanger der Contributien als daar toe door haar Ed. Mog. geauthoriseert, gesloten met gedeputeerden vande Stad Doornick over de Contributien vande voorsz. Stad ende Bailliage mitsgaders Banlieue en verdere dependentien vanden den 13 deser volgende hier van woorde te woorde.

Anno 1706.

NOus Ernest Pesters Conseiller Pensionaire de la ville de Maastrigt & Jean Theodore Wierts ayans la direction des Contributions pour le service des Etats Generaux des Provinces Unies d'une part, Messire René Becuau Vicaire & Deputé de Mr. le Cardinal de Medicis Abbé de St. Amand & Conseiller Clerc au Parlement de la Ville de Tournay, Thiery Ignace Errembaut Escr. Seigneur de Beaurepaire Grand Baillif de Mortagne, & Jean Baptiste Ignace Dubois Escr. Seigneur d'Inchy Grand Baillif de Rume, authorisé de la part des Etats, & de la Ville & Banlieue de Tournay suivant leurs Pouvoirs des deux & sept de ce mois, qui ont été exhibés pour traiter des contributions imposées par lesdits Etats Generaux, sur le Bailliage de Tournay, y compris la Banlieue & dependances, à l'occasion de la presente Guerre, declarons d'avoir convenu de ce qui s'ensuit,

Que moyennant la somme de deux cent quarante huit mille deux cent florins monnoye de Change, le Louis d'or à neuf Florins, l'Ecu à quarante huit patars, & l'escalin à six patars, ledit Bailliage de Tournay, Dependances & Banlieue, à la reserve des sept Quartiers de la Banlieue, de la Ville de Tournay, & les Villages tant de l'ancien que du nouveau Tournesis renny par la paix de Risvik, situés au delà de l'Escault qui doivent continuer de payer à Mastrigt demeureront bien & vallablement deschargés de tout ce qui pourroit être deu pour Contribution, Fourages, Vaches & autres choses generalement quelconques, qui pourroit être exigible à ce titre depuis le quinze May mil sept cens deux, jour de la Declaration de la presente Guerre, jusques à pareil jour de l'année mil sept cens sept, sauf les Droits des Sauvegardes dont il en sera pris & payé d'eux pendant l'année commencée le quinze May dernier par chacque Paroisse à raison de vingt quattre Florins aussi argent de Change, & quatre Escalins de permission pour les Droits d'enregistrement, & les habitans dudit Bailliage, Dependances & Banlieue tant nobles qu'autres, excepté les militaires, demeureront en toute seureté avec leurs Biens, Bestiaux, Grains, Fouràges & autres choses generalement quelconcques, sans qu'il leur soit fait aucun tort ou empeschement par les troupes des Etats Generaux susdits & de leurs Alliés.

Le payement de la ditte somme de deux cent quarante huit mille deux cent Florins sera fait entre les mains dudit Sr. Wierts, sçavoir une moitié au huitiesme du mois de Juillet prochain & l'autre moitié en deux termes, dont le premier escherra le huitiesme du mois de Septembre, & le deuxiesme pendant tout le mois de Novembre de la presente année, pour la seureté de tous lesquels payemens & execution du present Traité, il a été convenu qu'il sera donné à l'eschange des Ratifications au gré dudit Sr. Wierts de la part des Etats de Tournay bonne & suffisante Caution dans la Ville d'Amsterdam ou telle autre qu'il trouvera convenir, qui s'oblige personnellement & solidairement à faire lesdits payements sans aucune division ou discution à peine d'y être contraint après une simple sommation de payer, ou bien il sera donné des Lettres de Change pour le payement de la somme susditte aux termes marquez, sur Amsterdam, ou telle autre Ville que Mr. Wierts trouvera convenir, acceptées par les Marchands qui devront les acquiter.

Que les partis qui pourroient être envoyés dans ledit Bailliage, Dependances & Banlieue pour le service des Alliés seront tenus d'y vivre en bon ordre & discipline de Guerre, & ils n'y rafraichiront que pour leur argent, sans être en aucune maniere à charge au pays. Si lesdits partis n'observoient point ce qui est reglé par le present Article, il sera tenu des Proces verbaux deuement verifiés par les gens de loy des lieux, des dommages & interests qu'ils y auront causés pour en être tenu compte sur lesdites Contributions.

Les habitans dudit Bailliage, Dependances & Banlieue pourront prendre les Armes contre les Marodeurs, Voleurs, & les Partis qui ne seront pas munis des Passeports suffisans, sans que pour cela ils soient reputez avoir commis aucune hostilité ou chose contraire au present Traité.

Les

ANNO 1706.

Les Generaux Commandants & autres Officiers ne pourront exiger desdits habitans aucune chose à titre de donation, presens ou autrement, sous quelque pretexte que ce puisse être, & si nonobstant le present Traité ils en exigeoient quelque chose, il en sera aussi dressé des Proces verbaux par les gens des lieux, lesquels étans trouvés veritables seront envoiés par lesdits Srs. des Etats de Tournay au Sieur Wierts, pour qu'il les examine, & en tienne compte sur la Contribution.

Il sera permis aux habitans de la Ville de Tournay d'aller librement dans les Faubourgs de ladite Ville y compris les Auberges de la Tombe & le Vermont & point au delà sans qu'ils puissent y être faits prisonniers par les partis des Alliés.

Il sera delivré des Passeports gratis aux Deputés Ecclesiastiques, Baillifs, Conseillers, Greffier & Controlleur desdits Etats de Tournay, comme aussi au grand Prevost, Majeur, Commis aux Finances; Premier Conseiller, Pensionaire subdelegué de l'Intendant, Procureur Fiscal, Greffier & Tresorier de ladite Ville, pour leurs Personnes, Femmes, Enfans & Domestiques, ensemble ou separement en telle voiture qu'il leur plaira &c. & à l'esgard des Huissiers & Messagers desdits Etats de Tournay & Banlieue, des Baillifs, Greffiers & Collecteurs des Communautés dudit Bailliage & Banlieue, aussi bien qu'à l'esgard de tous ceux qui occupent & cultivent des terres dans ledit Bailliage, Dependances & Banlieue, de quelle qualité qu'ils soient demeurants dans ladite Ville ou ailleurs, ils seront libres d'aller & venir en toute seureté faire la fonction de leur Charge dans les Villages, & y labourer leurs Terres étans munis d'un Certificat du Greffier desdits Etats, contenant leur qualité & occupation.

Le present Traité sera ratifié de part & d'autre dans le terme de douze jours; sçavoir de la part des Sieurs Pesters & Wierts par les Seigneurs du Conseil d'Etat des Provinces Unies se faisans fort de tous leur Alliez, nuls exceptés, & de la part des Srs. Deputés par leurs Principaux. Ainsi fait & stipulé à Gand ce treiziesme Juin mil sept cens six. E. PESTERS, J. T. WIERTS, BECUAU, ERREMBAUT & de BEAUREPAIRE, DUBOIS D'INCHY, *onderstont my present Controlleur* FRANÇOIS DENIK,

Heeft het voorsz. Accord geaggreert en geapprobeert, aggreert en approbeert 't selve in kragte deese belovende 't selve in alle deele te sullen doen observeren en narkomen,

Aldus gedaan in s'Gravenhage de 15. Juny 1706. Was geparapheert R. V. AUDATNGA onderstont ter Ordonnantie vanden Raad van Staat ende was onderteekent J. VAN SLINGELANDT ter zyde stont het Zegel van Hooggemelte. Ed. Mog. Heeren in een rooden Ouwel overdeckt met een witte papiere ruyte, onderstont, Accordeert met zyn Origineele ons Ontfanger en Controlleur der Contributien in kennisse der waarheyt dese onderteekent hebbende, onderteekent WIERTS en FRANÇOIS DENICK.

Collationné à la Copie, Signé comme dessus, & trouvé accorder, temoin le seing du Greffier Criminel de la Ville & Cité de Tournay, & mis jointement le Cachet secret de ladite Ville.

D. VAFFELART.

LXVIII.

22. Juillet / 2. Août

*Traité pour l'*UNION *de l'*ANGLETERRE *& de l'*ECOSSE, *conclu & signé par les Seigneurs Commissaires des deux Royaumes. A Londres le 22. Juillet 2. Août.* 1706. [Traduit de l'Original imprimé à Edimbourg, par ordre du Parlement d'Ecosse.]

Articles d'Union conclus le vingt-deuxième de Juillet, dans la cinquième année du Regne de Sa très-Excellente Majesté ANNE *par la grace de Dieu, Reine d'Ecosse, d'Angleterre, de France & d'Irlande, Défenseur de la Foi, &c. & l'an de notre Seigneur mil sept cens six; par les Commissaires nommez de la part du Royaume d'Ecosse, sous le grand Seeau d'Ecosse, le 27. de Fevrier dernier; en conséquence du quatrième Acte de la troisième Session du présent Parlement d'Ecosse, dans la quatrième année du Régne de Sa Majesté: & les Commissaires nommez de la part du Royaume d'Angleterre sous le grand Seeau d'Angleterre, datté de West-Minster le 10. d'Avril dernier, en conséquence d'un Acte du Parlement fait en Angleterre dans la troisième année du Regne de Sa Majesté, pour traiter de l'Union desdits Royaumes. Lesquels Articles doivent être présentez en toute humilité à Sa très-Excellente Majesté, & offerts à la considération & examen des Parlemens respectifs des deux Royaumes, conformément auxdits Actes & Commissions.*

I. QUE les deux Royaumes d'Ecosse & d'Angleterre seront dorénavant à perpétuité unis en un seul Royaume sous le nom de GRANDE-BRETAGNE, à commencer le premier jour de Mai prochain. Et que les Armes dudit Royaume Uni seront telles que Sa Majesté l'ordonnera; & les Croix de Saint André & de Saint George seront jointes ensemble de la maniére que Sa Majesté le trouvera à propos, & seront employées dans tous les Pavillons, Drapeaux, Etendarts, & Banniéres, tant par mer que par terre.

II. Que la Succession à la Monarchie du Royaume Uni de la Grande-Bretagne, & des Terres & Seigneuries qui en dépendent, sera, demeurera & continuera après sa Sacrée Majesté, & au défaut d'Enfans issus de son Corps, à la très-Excellente Princesse SOPHIE Electrice & Duchesse Douairiére d'*Hanover*, & ses Hoirs issus de son Corps, étant Protestans, sur lesquels la Couronne d'Angleterre est établie par un Acte du Parlement fait en Angleterre dans la douziéme année du Regne de feu Sa Majesté le Roi *Guillaume* Troisiéme, intitulé, *Acte pour une plus ample limitation de la Couronne, & pour mieux assurer les Droits & les Libertez des Sujets.* Et que tous les Papistes, & personnes mariées à des Papistes, seront exclus, & incapables à perpétuité d'hériter, posséder, ou jouir de la Couronne Impériale de la *Grande-Bretagne*, & des Territoires qui en dépendent, ou d'aucune partie d'icelles. Et en tous & tels cas semblables, la Couronne & le Gouvernement iront de tems en tems, & seront possédez par une Personne Protestante; comme elle en auroit hérité & joui en cas que telle Personne Papiste ou marié à un Papiste, fût morte naturellement; conformément à l'Ordonnance pour la Succession à la Couronne d'Angleterre, faite dans un autre Acte du Parlement d'Angleterre dans la premiére année du Régne de feu Leurs Majestez, le Roi *Guillaume* & la Reine *Marie*, intitulé, *Acte déclarant les Droits & Libertez des Sujets, & pour établir la Succession de la Couronne.*

III. Que le Royaume Uni de la *Grande-Bretagne* sera représenté par un seul & même Parlement, lequel sera nommé le Parlement de la *Grande-Bretagne.*

IV. Que tous les Sujets du Royaume Uni de la *Grande-Bretagne*, auront après l'Union entiére Liberté & Correspondance de Commerce & de Navigation, dans tous les Ports & Places dudit Royaume Uni, & des Terres & Colonies qui en dépendent. Et qu'il y aura communication de tous les autres Droits, Privileges & avantages, qui appartiennent, ou qui peuvent appartenir aux Sujets de l'un ou l'autre Royaume; à la reserve de ce qui est autrement & expressément convenu dans ces Articles.

V. Que tous les Vaisseaux appartenans aux Sujets de Sa Majesté en Ecosse au tems de la signature de ce Traité pour l'Union des deux Royaumes, quoi que construits hors du Païs, seront estimez & passeront pour Vaisseaux de la fabrique de la *Grande-Bretagne*; Le Proprietaire, ou les Proprietaires, ou un, ou plusieurs des Proprietaires, faisant Serment dans l'espace de douze mois après l'Union, qu'au tems de la signature dudit Traité, ces Vaisseaux appartenoient à lui ou à eux, ou à quelqu'autre Sujet, ou Sujets d'Ecosse, qui seront nommez particuliérement, avec les lieux de leur demeure respective; & que lesdits Vaisseaux appartiennent à lui ou à eux, & qu'aucun Etranger, directement ou indirectement, n'y a aucune part, portion, ou intérêt. Lequel Serment sera fait en presence du principal ou principaux Officiers de la Douane dans le Port le plus proche de la demeure desdits Proprietaire, ou Proprietaires. Et lesdits Officier, ou Officiers, auront le pouvoir de recevoir ledit Serment. Et le Serment étant ainsi prêté

ANNO 1706.

prêté, sera attesté par l'Officier, ou les Officiers, qui l'auront reçû; & étant enregitré par lesdits Officier, ou Officiers, il sera delivré aux Maîtres des Vaisseaux pour la sûreté de leur Navigation; & il en sera donné un double par lesdits Officier, ou Officiers, aux Principaux, ou Chefs des Officiers de la Douane, dans le Port d'Edimbourg, pour y être enregitré, & de-là être envoyé au Port de Londres, pour y être couché sur le Regître general de tous les Vaisseaux Marchands appartenans à la *Grande-Bretagne*.

VI. Que toutes les Parties du Royaume Uni auront toûjours, après l'Union, les mêmes Avantages & Priviléges, & seront soûmises aux mêmes Défenses, Restrictions, & Réglemens de Commerce, & tenües aux mêmes Douanes & Droits d'entrée & de sortie. Et que les Avantages, Priviléges, Défenses, Restrictions, & Réglemens de Commerce, de même que les Douanes & les Droits d'entrée & de sortie, établis en Angleterre au commencement de l'Union, auront lieu après l'Union par tout le Royaume Uni.

VII. Que toutes les Parties du Royaume Uni, seront à perpétuité, depuis l'Union tenuës aux mêmes Impôts sur toutes les Liqueurs sujettes aux Impôts; & que les Impôts qui se trouveront être mis en Angleterre sur telles Liqueurs au commencement de l'Union, auront lieu par tout le Royaume Uni.

VIII. Que depuis l'Union, tout le Sel qui sera apporté des Païs étrangers en Ecosse, sera chargé des mêmes Droits d'entrée, que ce même Sel est présentement chargé pour l'entrée en Angleterre; & qu'il y sera levé & pris de la même maniére. Mais l'Ecosse sera exempte pendant l'espace de sept ans, à commencer depuis l'Union, de payer en Ecosse sur le sel qui y sera fait, les Droits ou Impôts qui se payent maintenant sur le Sel qui est fait en Angleterre; mais après l'expiration desdites sept années, on sera sujet & tenu aux mêmes Droits pour le Sel fait en Ecosse, qui seront alors établis & imposez sur le Sel fait en Angleterre, pour y être levé & pris en la même maniére; & avec les mêmes retours & avantages qu'en Angleterre. Et pendant lesdits sept ans, il sera payé en Angleterre pour tout le Sel fait en Ecosse, & de la transporté en Angleterre, les mêmes Droits que l'on y paye pour le Sel fait en Angleterre: pour être levé & pris de la même maniére, que les Droits du Sel étranger se prennent & se levent en Angleterre. Et que pendant les susdits sept ans, on n'apportera point de Sel quel qu'il soit, d'Ecosse en Angleterre, par terre en aucune maniére, sous peine de confiscation du Sel, des chariots & du bétail employé pour le transport, & de payer vingt schellings pour chaque boisseau de Sel; & à proportion, selon qu'il y en aura plus ou moins; au payement de quoi le Charretier & le Propriétaire seront aussi bien tenus l'un que l'autre, & chacun d'eux solidairement. Et les Personnes, qui le porteront ou conduiront, seront emprisonnez par tout Juge de Paix, pendant l'espace de six mois, sans caution, & jusqu'à-ce que l'amende soit payée. Et pendant lesdites sept années, toute la Viande & le Poisson salé, porté d'Ecosse en Angleterre, ou employé pour les provisions des Vaisseaux d'Ecosse, & toute la Viande embarquée en Ecosse, pour être transportée dans les Païs étrangers laquelle sera salée du Sel d'Ecosse, ou de quelque melange dudit Sel sera confisquée & pourra être saisie; Et que depuis l'Union, les Loix & les Actes du Parlement d'Ecosse, touchant la Pêche, le Sallage, & Emballage de Harang, du Poisson blanc & du Saumon, qui doit être transporté, étant salé avec du Sel étranger seulement, & pour prévenir toutes fraudes dans le Salage & Emballage du poisson, demeureront dans leur force & vigueur en Ecosse; étant néanmoins sujets aux changemens & altérations qui seront faites par le Parlement de la Grande-Bretagne. Et que tout le Poisson, qui sera transporté d'Ecosse dans les Païs étrangers, qui sera salé avec du Sel étranger seulement, aura les mêmes soulagemens, recompenses, & retours, qu'il est & sera alloué aux personnes qui transportent d'Angleterre le même Poisson. Et s'il se trouve ci-après quelques affaires ou fraudes au sujet desdits Droits de Sel, à quoi il n'a pas encore été suffisamment pourvû par cet Article, elles seront sujettes à telles autres plus amples provisions, qu'il sera trouvé convenable par le Parlement de la Grand-Bretagne.

IX. Que quand la somme d'un million neuf cens nonante-sept mille sept cens & soixante & trois livres, huit schellings, & quatre sous & demi, sera ordonnée par Acte du Parlement de la Grande-Bretagne, pour être levée dans la partie du Royaume Uni appellé aujourd'hui *Angleterre*, sur les Terres, ou autres choses, taxez ordinairement dans ledit Royaume par ordre du Parlement, pour donner des Subsides à la Couronne, par une Taxe des Terres; Cette partie du Royaume Uni, appellée aujourd'hui *Ecosse*, sera chargée par le même Acte d'une somme de quarante-huit mille livres, franches & quittes de toutes charges, comme étant la Quote part de l'Ecosse dans cette Taxe, & ainsi proportionnellement, pour chaque somme qui sera levée au dessus, ou au dessous, en Angleterre, par aucunes Taxes sur les Terres, & autres choses taxées ordinairement avec les Terres. Et qu'une telle Quote pour l'*Ecosse* sera levée dans les cas susdits, & recueillie de la même maniére, que se levent & recueillent aujourd'hui les Taxes des Terres dans ledit Royaume, mais qu'elle sera sujette aux Réglemens, touchant la maniére de la recueillir, qui seront faits par le Parlement de la *Grande-Bretagne*.

X. Que pendant la continuation des Droits respectifs sur le Papier timbré, le Velin, & le Parchemin, par des Actes qui sont maintenant en vigueur en Angleterre, l'Ecosse ne sera point chargée desdits Droits respectifs.

XI. Que pendant la continuation des Droits payables en Angleterre sur les Fenêtres, & les Lumiéres, qui doivent finir au premier jour du mois d'Août de l'an 1710. l'Ecosse ne sera point chargée des mêmes Droits.

XII. Que pendant la continuation des Droits payables en Angleterre sur le Charbon, de toutes sortes, & qui doivent cesser le trentiéme jour de Septembre 1710., l'Ecosse ne sera point chargée desdits Droits sur les Charbons, qui s'y consumeront, mais elle en sera chargée comme l'Angleterre, pour tout le Charbon qui ne se consumera pas en Ecosse.

XIII. Que pendant la continuation du Droit payable en Angleterre sur la Dreche & qui doit finir le vingt-quatrieme jour de Juin 1707. l'Ecosse ne sera point chargée de ce Droit.

XIV. Que le Royaume d'Ecosse ne sera chargé d'aucun autre Droit imposé par le Parlement d'Angleterre, avant l'Union, à la reserve de ceux dont on est convenu dans ce Traité; à cause qu'il a été accordé; que toutes les provisions nécessaires seront faites par le Parlement d'Ecosse pour les Charges publiques, & pour le service de ce Royaume pour l'année 1707. Pourvû *néanmoins*, que si le Parlement d'Angleterre trouve à propos de mettre quelqu'autre Impôt, par maniére de Droits de Douane, ou telles Accises, dont en vertu de ce Traité l'Ecosse doit être chargée également avec l'Angleterre; En ce cas l'Ecosse sera tenue aux mêmes Droits de Douane & d'Accises, & aura un Equivalent, qui sera réglé par le Parlement de la Grande Bretagne. Et comme on ne sauroit supposer, que le Parlement de la Grande Bretagne imposera jamais aucune sorte de charges sur le Royaume Uni, que celles qui seront trouvées necessaires, pour le bien & la conservation du Tout, & cela eu égard aux circonstances, & aux forces de chaque Partie du Royaume Uni, A ces causes, il est arrêté, qu'on n'insistera plus sur aucune éxemption pour aucune partie du Royaume Uni, mais que la considération de quelques exemptions que ce soit au delà de ce qui a déja été convenu dans ce Traité, sera laissé à la détermination du Parlement de la Grande-Bretagne.

XV. Comme par les termes de ce Traité, les Sujets d'Ecosse, pour conserver une égalité de Commerce par tout le Royaume Uni, seront tenus à tous les Droits de Douane, & Accises, qui se payent aujourd'hui en Angleterre, lesquelles devront servir à aquitter les Dettes d'Angleterre, contractées avant l'Union; il est convenu que l'Ecosse aura un équivalent, pour ce que ses Sujets devront être chargez, pour le payement desdites Dettes d'Angleterre, dans toutes les Particularitez quelles qu'elles soient, en la maniére suivante; c'est à savoir, Qu'avant l'Union desdits Royaumes, la somme de trois cens quatre-vingt dix neuf mille, & quatre-vingt-cinq livres dix schellings, sera accordée à Sa Majesté par le Parlement d'Angleterre, pour les besoins mentionnez ci dessous; étant l'Equivalent qui doit

ANNO 1706.

doit être payé à l'Ecosse, pour telle partie desdits Droits de Douane & d'Accises, sur les Liqueurs, desquels ce Royaume-là doit être chargé après l'Union, qui sera appliquable pour le payement desdites Dettes d'Angleterre, cela étant à proportion des Droits présens de l'Ecosse, qui sont de trente mille livres par an, par rapport à la Douane d'Angleterre supputée à un million trois cens quarante & un mille, cinq cens cinquante-neuf livres par an; & proportionnellement aux présentes Accises, sur les Liqueurs accisables d'Ecosse, qui sont trente-trois mille & cinq cens livres par an, par rapport aux Accises sur les Liqueurs accisables en Angleterre, supputé à neuf cens quarante-sept mille six cens & deux livres par an. Laquelle somme de trois cens quatre vingt dix-huit mille quatre vingt-cinq livres dix schellings, sera dûe & payable, depuis le tems de l'Union. Et comme après l'Union l'Ecosse sera tenuë & sujette aux mêmes Droits de Douane pour l'entrée & pour la sortie, & aux mêmes Accises sur les Liqueurs accisables, comme en Angleterre, aussi bien par cette raison, qu'à cause de l'augmentation de monde & de commerce; (qui sera l'heureuse conséquence de l'Union,) Lesdits revenus augmenteront beaucoup au delà de la valeur annuelle mentionnée ci-dessus, dont on ne peut faire maintenant l'estimation. Cependant pour les raisons sus-mentionnées, étant juste qu'il y ait un Equivalent rendu à l'Ecosse: *Il est convenu*, qu'après l'Union, il sera dressé un Compte de tous lesdits Droits qui se leveront en Ecosse, afin qu'il puisse apparoître, combien il faudra rendre à l'Ecosse pour l'Equivalent de telle partie de ladite augmentation, qui sera destinée au payement des Dettes d'Angleterre. Et pour parvenir plus efficacement à toutes les fins mentionnées ci-après, *on est convenu* que depuis l'Union, toute l'augmentation des revenus des Douanes, & Droits d'entrée & de sortie, & les Accises mises sur les Liqueurs qui y sont sujettes, en Ecosse, au delà & par dessus le produit annuel desdits Droits respectifs, sur le pied que ci-dessus, servira & sera applicable pour l'espace de sept ans, aux Usages mentionnez ci-dessous; Et que sur ledit Compte, l'Ecosse sera remboursée tous les ans, à commencer à la fin de sept ans après l'Union, d'un Equivalent proportionné à la part de ladite augmentation, qui devra être employé au payement des Dettes d'Angleterre.

Et comme après l'expiration de sept ans, après l'Union, le Sel fait en Ecosse doit être sujet aux mêmes Droits que le Sel fait en Angleterre; *Il est accordé*, que quand ces Droits auront lieu, il sera rendu à l'Ecosse un Equivalent pour telle portion desdits Droits, qui sera employé pour le payement des Dettes d'Angleterre; Desquels Droits il sera tenu Compte exact afin que l'on puisse voir ce qu'il faudra pour faire ledit Equivalent à l'Ecosse. Et généralement que l'Ecosse aura un Equivalent pour telle portion des Dettes d'Angleterre, qu'elle sera ci-après tenue de payer à raison de l'Union, quelles qu'elles soient, outre celles pour lesquelles le Parlement d'Angleterre a approprié les Douanes, & autres Droits d'entrée & de sortie, d'Accises sur les Liqueurs accisables, & sur le Sel, au regard desquelles Dettes, on a déja ordonné plus haut l'Equivalent. Et pour l'emploi qui doit être fait de ladite somme de trois cens quatre-vingt-dix-huit mille quatre-vingt-cinq livres dix schellings, qui doit être donnée comme dessus; & tous les autres deniers dont on doit répondre à l'Ecosse, ou qui lui doivent être allouez, comme dessus; *On est convenu* que de ladite somme de trois cens quatre-vingt-dix-huit mille quatre-vingt cinq livres dix schellings, seront payées toutes les Dettes publiques du Royaume d'Ecosse, & aussi le fonds Capital de la Compagnie Ecossoise d'Afrique & des Indes, ensemble avec les intérêts pour ledit fonds capital à raison de cinq pour cent par an depuis les tems respectifs du payement qui en a été fait. Et on est convenu que sur le payement dudit fonds capital & des intérêts, ladite Compagnie sera dissoute & cessera; & aussi que du jour que l'Acte du Parlement d'Angleterre sera passé pour la levée de ladite somme de trois cens quatre-vingt-dix-huit mille, quatre-vingt-cinq livres, dix schelings, ladite Compagnie ne négociera plus, & ne donnera plus permission de négocier. Et pour le surplus de ladite somme de trois cens quatre-vingt-dix-huit mille quatre-vingt-cinq livres dix schellings après le payement desdites Dettes du Royaume d'Ecosse, & dudit fonds capital & des intérêts; & aussi toute l'augmentation des susdits Revenus des Douanes, Droits, & Accises, au dessus de la présente valeur, qui seront levez en Ecosse, pendant ledit terme de sept ans, ensemble avec l'Equivalent qui sera dû au sujet de l'augmentation des Revenus en Ecosse, après ledit terme. Et aussi pour ce qui est de toutes les autres sommes, qui suivant les Conventions susdites seront dûës à l'Ecosse par voye d'Equivalent, pour ce que ce Royaume fournira ci-après pour le payement des Dettes d'Angleterre; *On est convenu* que cela sera appliqué en la maniére suivante; savoir, que de la les pertes qui pourront avoir été soutenuës ou souffertes par des particuliers à cause de la reduction de la Monnoye d'Ecosse à la valeur de celle d'Angleterre, seront dédommagées autant qu'il sera jugé nécessaire. Après quoi le reste sera entiérement appliqué pour encourager, & avancer la Pêche, & telles autres Manufactures & Négoce en Ecosse, qui pourront le plus contribuer au bien général du Royaume Uni. *Et il est arrêté*, Que Sa Majesté sera autorisée pour nommer des Commissaires, qui seront tenus de rendre compte au Parlement de la Grande Bretagne, pour employer aux usages ci-dessus mentionnez, ladite somme de trois cens quatre-vingt-dix-huit mille quatre-vingt-cinq livres dix schellings, & tous les autres deniers qui seront dûs à l'Ecosse, en vertu de l'Accord & Convention ci-dessus. Lesquels Commissaires seront autorisez à demander, recevoir, & disposer desdits deniers en la maniére susdite, & à prendre inspection des Livres des Collecteurs desdits Revenus, & de tous les autres Droits, ou Impôts d'où se pourra lever un Equivalent. Et que les Collecteurs, & Directeurs desdits Revenus & Droits, seront obligez de donner auxdits Commissaires, des Extraits authentiques & signez du produit desdits Revenus & Droits levez dans l'étendue de leurs Ressorts respectifs. Et que lesdits Commissaires auront leurs Bureaux dedans les Limites d'Ecosse: Que dans lesdits Bureaux seront tenus les Livres, contenans les Comptes du montant des Equivalens, & de quelle maniére il en aura été disposé, de tems en tems: Lesquels Livres pourront être vûs par qui que ce soit des Sujets qui les voudront voir.

XVI. Que du moment de l'Union, & après, la Monnoye sera de même titre & valeur par tout le Royaume Uni, comme elle est présentement en Angleterre. Et l'Hôtel de la Monnoye sera continué en Ecosse sous les mêmes régles, que la Monnoye d'Angleterre; & sera sujet à tels Réglemens que Sa Majesté, ou ses Hoirs, & Successeurs, ou le Parlement de la Grande-Bretagne le trouveront à propos.

XVII. Que du moment & après l'Union, on se servira par tout le Royaume Uni des mêmes Poids & Mesures, qui sont à présent établis en Angleterre. Et les Modeles desdits Poids & Mesures seront gardez dans les Bourgs d'Ecosse, à qui la garde des Modeles des Poids & Mesures, qui sont aujourd'hui en usage, appartient de Droit special. Tous lesquels Modéles seront envoyez auxdits Bourgs, étant formez sur ceux qui sont gardez dans l'Echiquier à Westminster; étant sujets néanmoins aux Reglemens qui seront trouvez utiles par le Parlement de la Grande-Bretagne.

XVIII. Que les Loix concernant le Reglement du Commerce, des Douanes & des Accises, auxquelles en vertu de ce Traité, l'Ecosse doit être sujette, seront en Ecosse les mêmes après l'Union qu'en Angleterre. Et que toutes les autres Loix qui sont usitées dans le Royaume d'Ecosse, seront après l'Union, & nonobstant l'Union, dans la même vigueur qu'auparavant, à la reserve de celles qui sont contraires & ne peuvent subsister avec les termes de ce Traité, mais elles pourront être changées par le Parlement de la Grande Bretagne; avec cette difference entre les Loix concernant le Droit Public, la Police, & le Gouvernement Civil, & celles qui concernent le Droit particulier, que les Loix qui concernent le Droit Public, la Police, & le Gouvernement Civil, pourront être les mêmes par tout le Royaume Uni; mais qu'on ne pourra faire d'alteration, ou changement aux Loix qui concernent le Droit particulier, à moins que ce ne soit pour l'utilité évidente des Sujets d'Ecosse.

XIX. Que la Cour de Session, ou le College de Justice, sera & demeurera après & nonobstant l'Union, en tout tems en Ecosse, telle qu'elle est main-

ANNO 1706.

tenant établie par les Loix de ce Royaume; & avec la même autorité & les mêmes Privileges, qu'avant l'Union; étant néanmoins sujette aux Reglemens qui pourront être faits pour mieux administrer la Justice, par le Parlement de la Grande-Bretagne; & que la Cour des Justiciers, demeurera aussi après & nonobstant l'Union en tout tems en Ecosse, telle qu'elle est maintenant établie par les Loix de ce Royaume, & avec la même autorité, & les mêmes privileges, qu'avant l'Union, étant néanmoins sujette aux Reglemens qui seront faits par le Parlement de la Grande-Bretagne; & sans préjudice des autres Droits de Justiciers; Et que toutes les Jurisdictions de l'Amirauté seront soûmises au Lord Grand Amiral, ou aux Commissaires de l'Amirauté de la Grande-Bretagne, qui seront alors en Charge. Et que la Cour de l'Amirauté, qui est maintenant établie en Ecosse, sera continuée; & que toutes les Revisions, Reductions, ou Suspensions de Sentences en causes de Marine, appartenant à la Jurisdiction de cette Cour, demeureront dans la même maniere après l'Union, qu'elles sont maintenant en Ecosse, jusqu'à ce que le Parlement de la Grande-Bretagne y fasse les Reglemens & les changemens, qui seront jugez expediens pour tout le Royaume Uni; mais il sera à toujours continué en Ecosse une Cour d'Amirauté, telle qu'en Angleterre, pour terminer toutes les Causes Maritimes, qui auront du rapport aux Droits particuliers d'Ecosse, appartenans à la Jurisdiction de la Cour de l'Amirauté, laquelle sera néanmoins sujette aux Reglemens & Alterations, qui seront jugez devoir être faits par le Parlement de la Grande-Bretagne. Et que les Droits Héréditaires d'Amirauté, ou de Vice-Admirauté en Ecosse seront reservez aux Proprietaires respectifs, comme Droits de proprieté, sujets neanmoins, pour la maniere d'exercer ces Droits Hereditaires, aux Reglemens & Alterations, qui seront jugez utiles par le Parlement de la Grande-Bretagne; & que toutes les autres Cours qui sont maintenant dans le Royaume d'Ecosse, demeureront, mais seront sujettes aux Alterations qui pourront être faites par le Parlement de la Grande-Bretagne. Et que toutes les autres Cours subalternes qui sont dans ledit Royaume, demeureront subordonnées, comme elles sont presentement, aux Cours Souveraines de Justice, dans lesdites Limites en tout tems. Et qu'aucunes causes d'Ecosse, ne pourront être évoquées, ni renvoyées à la connoissance des Cours de la *Chancellerie*, *du Banc de la Reine*, *des Plaids Communs*, ou de quelque autre Cour à Westminster; Et que lesdites Cours, ou aucune autre de semblable nature, après l'Union; n'auront pas le pouvoir de connoitre, revoir, ou changer les Actes ou Sentences des Judicatures d'Ecosse, ou d'en suspendre l'execution. Et qu'il y aura une Cour de l'Echiquier en Ecosse après l'Union, pour decider les questions, ou disputes, concernant les Revenus, Douanes & Accises du Païs, laquelle aura le même pouvoir & la même autorité, en tels cas, que la Cour de l'Echiquier a en Angleterre. Et que ladite Cour de l'Echiquier en Ecosse aura le pouvoir de passer des Signatures, des Dons, des Tutelles, & autres choses comme à la Cour de l'Echiquier qui est en Ecosse à present: Et ladite Cour de l'Echiquier qui est à present en Ecosse demeurera jusqu'à ce que le Parlement de la Grande-Bretagne en forme une nouvelle après l'Union. Et Sa Majesté & ses Successeurs Royaux pourront après l'Union continuer un Conseil Privé en Ecosse, pour le maintien & la conservation de la Paix publique, & pour entretenir un bon ordre, jusqu'à ce que le Parlement de la Grande-Bretagne jugera à propos de le changer, ou d'établir à cette fin, quelqu'autre methode effective.

XX. Que toutes les Charges Hereditaires, les Jurisdictions Hereditaires, les Charges & les Jurisdictions à vie seront conservées aux Proprietaires comme Droits de proprieté, de la même maniere qu'elles sont aujourd'hui possedées par les Loix d'Ecosse, nonobstant ce Traité.

XXI. Que les Droits & les Privileges des Bourgs Royaux d'Ecosse, tels qu'ils sont aujourd'hui, demeureront dans leur entier après l'Union, & nonobstant l'Union.

XXII. Qu'en vertu de ce Traité, seize des Pairs d'Ecosse au tems de l'Union, seront le nombre de ceux qui devront avoir Seance & voix dans la Chambre des Seigneurs, & quarante-cinq seront le nombre des Representans pour l'Ecosse dans la Chambre des Communes du Parlement de la Grande-Bretagne. Et que lors que Sa Majesté, ses Hoirs, ou Successeurs, declarera son bon plaisir, pour la convocation du premier Parlement, ou de quelqu'autre de la Grande-Bretagne, jusqu'à ce que le Parlement de la Grande-Bretagne y ait plus amplement pourvû, il sera expedié un ordre, sous le grand Sceau du Royaume Uni, qui sera addressé au Conseil d'Ecosse, par lequel il lui sera ordonné de faire sommer seize Pairs, pour avoir Seance dans la Chambre des Seigneurs, en Parlement, & de faire élire quarante-cinq Membres pour avoir Seance dans la Chambre des Communes du Parlement de la Grande-Bretagne, suivant les conventions de ce Traité, en la maniere qu'il sera reglé avant l'Union par le Parlement d'Ecosse; & que les noms des Personnes ainsi nommées & éluës seront envoyez par le Conseil privé d'Ecosse, à la Cour d'où ledit Ordre sera émané. Et que si Sa Majesté declare sous le Grand Sceau d'Angleterre avant le premier jour de Mai prochain, jour que l'Union doit avoir lieu; qu'il est expedient que les Seigneurs du Parlement d'Angleterre, & les Communes du present Parlement d'Angleterre soient les Membres des Chambres respectives du premier Parlement de la Grande-Bretagne, de la part de l'Angleterre, alors lesdits Seigneurs du Parlement d'Angleterre, & les Communes du present Parlement d'Angleterre, seront les Membres des Chambres respectives du premier Parlement de la Grande-Bretagne, pour la part de l'Angleterre. Et Sa Majesté pourra par sa Proclamation Royale sous le Grand Sceau de la Grande-Bretagne ordonner ledit premier Parlement de la Grande-Bretagne, pour s'assembler en tels tems & lieu que Sa Majesté trouvera à propos; lequel tems ne sera pas moins de cinquante jours après la date de la Proclamation; & le tems, & lieu de l'Assemblée du Parlement étant ordonné, il sera immédiatement après envoyé un ordre sous le Grand Sceau de la Grande-Bretagne, adressé au Conseil Privé d'Ecosse, pour la Sommation, ou Assignation des seize Pairs, & pour l'Election des quarante cinq Membres, qui doivent représenter l'Ecosse dans le Parlement de la Grande-Bretagne; & les Seigneurs du Parlement d'Angleterre & seize Pairs d'Ecosse, lesdits seize Pairs aiant été sommez & retournez en la maniere dont on est convenu dans ce Traité; & les Membres de la Chambre des Communes dudit Parlement d'Angleterre, & les quarante-cinq Membres pour l'Ecosse, lesdits quarante-cinq Membres étant élus & retournez, en la maniere dont on est convenu dans ce Traité, s'assembleront respectivement, dans leurs Chambres respectives du Parlement de la Grande-Bretagne; dans le tems & lieu qui sera ordonné par Sa Majesté; & seront les deux Chambres du premier Parlement de la Grande-Bretagne. Et ce Parlement pourra continuer autant de tems seulement que le present Parlement d'Angleterre auroit pû être continué, si l'Union des deux Royaumes n'avoit pas été faite; à moins que Sa Majesté ne le dissolve plûtôt. Et que chacun des Seigneurs de la Grande-Bretagne, & chaque Membre de la Chambre des Communes du Parlement de la Grande-Bretagne, dans le premier Parlement de la Grande-Bretagne, & dans les suivans, jusqu'à ce que le Parlement de la Grande-Bretagne soit autrement reglé, prêteront les Sermens respectifs, qui sont ordonnez & doivent être prêtez en la place des Sermens *d'Allegeance*, *& de Supremacie*, par un Acte du Parlement fait en Angleterre dans la premiere année du feu Roi *Guillaume* & de la Reine *Marie*, intitulé, *Acte pour l'Abrogation des Sermens de Supremacie & d'Allegeance, & pour ordonner d'autres Sermens*, & feront, signeront, & repeteront à haute voix la Declaration mentionnée dans un Acte du Parlement fait en Angleterre en la trentiéme année du Regne du Roi *Charles* Second, intitulé, *Acte pour la plus effective conservation de la Personne du Roi, & du Gouvernement, en rendant les Papistes incapables d'avoir Seance dans l'une ou l'autre des Chambres du Parlement*; & ils prêteront & signeront le Serment mentionné dans la premiere année du Regne de Sa Majesté, intitulé, *Acte pour expliquer les changemens dans le Serment, qu'il est ordonné de prêter par l'Acte* intitulé, *Acte pour la plus grande sureté de la Personne de Sa Majesté, & de la Succession à la Couronne dans la Ligne Protestante, & pour éteindre & étouffer les esperances du prétendu*

Prin-

ANNO 1706. *Prince de Galles & de tous les autres Prétendans, & de leurs Partisans déclarez, ou converts*, & pour *déclarer que l'Association est terminée*, en tel tems, & de la maniere, que les Membres des deux Chambres du Parlement d'Angleterre ont ordre par lesdits Actes respectifs, de les prêter, faire, & signer, sous les peines portées dans lesdits Actes respectifs. Et il a été declaré & convenu, que ces mots, *Ce Royaume*, *La Couronne de ce Royaume*, & *la Reine de ce Royaume* mentionnez dans le Serment & Declaration contenus dans les Actes susdits, qui étoient dits pour signifier *la Couronne & le Royaume d'Angleterre*, seront entendus de la *Couronne & du Royaume de la Grande-Bretagne*; Et que ce sera en ce sens que lesdits Sermens & Declarations seront prêtez & signez par les Membres des deux Chambres du Parlement de la Grande-Bretagne.

XXIII. Les susdits seize Pairs d'Ecosse mentionnez dans l'Article précédent pour avoir Seance dans la Chambre des Seigneurs du Parlement de la Grande-Bretagne auront tous les Priviléges de Parlement, que les Pairs d'Angleterre ont maintenant, & qu'Eux ou aucuns Pairs de la Grande-Bretagne auront après l'Union; & particuliérement le Droit de Seance aux Jugemens des Pairs. Et en cas de jugement de quelque Pair, en tems d'ajournement ou de prorogation de Parlement, les susdits seize Pairs seront sommez de la même maniére, & auront le même Pouvoir & Privileges à un tel jugement, qu'aucun autre Pair de la Grande-Bretagne; Et en cas qu'il arrive ci-après aucun jugement de Pair, lors qu'il n'y aura point de Parlement; les seize Pairs qui auront assisté au dernier Parlement précedent, seront sommez de la même maniére, & auront les mêmes Pouvoirs & Priviléges à ces Jugemens, qu'aucun autre Pair de la Grande-Bretagne. Et tous les Pairs d'Ecosse & leurs Successeurs à leurs Honneurs & Dignitez, seront après l'Union Pairs de la Grande-Bretagne, & auront Rang & Préséance proche & immediatement après les Pairs de pareil ordre & degrez en Angleterre, au tems de l'Union, & devant tous les Pairs de la Grande-Bretagne de pareil ordre & degré qui pourront être créez après l'Union: & seront jugez comme Pairs de la Grande-Bretagne, & jouïront de tous les Privileges des Pairs aussi pleinement & entiérement qu'en jouissent maintenant les Pairs d'Angleterre, ou qu'Eux, ou quelqu'autre Pair de la Grande-Bretagne en pourra jouir ci-après, à la reserve du Droit & Privilége d'assister à la Chambre des Seigneurs, & les Priviléges qui en dépendent, & particuliérement le Droit d'assister au Jugement des Pairs.

XXIV. Qu'après l'Union, il y aura un Grand Sceau pour le Royaume Uni de la Grande-Bretagne, qui sera différent du Grand Sceau usité maintenant dans l'un & l'autre Royaume; Et que l'Ecartellement des Armes, de la maniére qui conviendra le mieux à l'Union, sera laissé à Sa Majesté, & que cependant le Grand Sceau d'Angleterre servira de Grand Sceau pour le Royaume Uni. Et que le Grand Sceau du Royaume Uni, sera employé pour sceller les Lettres de Convocation, ou Sommation, & Election de la Grande-Bretagne, pour sceller tous les Traitez avec les Princes & Etats Etrangers, & tous les Actes Publics, Instrumens, & Ordres d'Etat qui concernent tout le Royaume Uni, & dans toutes les autres affaires relatives à l'Angleterre, de la même maniére qu'on se sert aujourd'hui du Grand Sceau d'Angleterre; & qu'après l'Union on gardera toûjours en Ecosse un Sceau, dont on se servira dans toutes les affaires relatives aux Droits & Concessions particuliéres, qui ont ordinairement été passées sous le Grand Sceau d'Ecosse, & qui ne concernent que les Charges, Concessions, Commissions, & Droits particuliers dans ce Royaume; Et que jusqu'à ce qu'un tel Sceau soit ordonné par Sa Majesté, le présent Sceau d'Ecosse y sera employé; & que le Sceau Privé, le Cachet des Cours de Justice, & tous les autres Sceaux des Cours dont on se sert aujourd'hui en Ecosse seront continuez, mais que lesdits Sceaux seront altérez & appropriez à l'Etat de l'Union, comme Sa Majesté le trouvera à propos. Et lesdits Sceaux & chacun d'eux & les Gardes desdits Sceaux, seront sujets aux Réglemens, que le Parlement de la Grande-Bretagne fera ci-après.

XXV. Que toutes les Loix & Statuts des deux Royaumes, en tout ce qu'ils seront contraires & ne pourront subsister avec les termes de ces Articles ou aucun d'eux, cesseront & seront abolis après l'Union, & seront déclarez être ainsi par les Parlemens respectifs desdits Royaumes.

En foi de quoi les Commissaires de la part des Royaumes respectifs *autorisez* comme dessus, ont signé & scellé ces Articles, contenus en ces présentes à Westminster jour & an que dessus.

SEAFIELD *Chancelier*.
QUEENSBURI C. P. S.
MAR. S.
LOUDON S.
SUTHERLAND.
MORTON,
WEMYSS,
LEVEN,
STAIR,
ROSEBERIE,
GLASGOW,
ARCH. CAMPBELL;
DUPPLIN,
ROSSE.
HEW. DALRYMPLE.
AD. COCKBURNE,
P. MONTGOMERIE,
DAVID DALRYMPLE,
PAT. JOHNSTON,
THOMAS CANTUAR.
WILLIAM. COUPER C. S.
GODOLPHIN,
PEMBROKE P.
NEWCASTEL C. P. S.
DEVONSHIRE,
SOMMERSET,
BOLTON,
KINGSTON;
SUNDERLAND,
ORFORD,
TOWNSHEND;
WHARTON,
PALETT,
SOMERS,
J. SMITH,
HARTINGTON.
GRANBY,
C. HEDGES.
JA. SMALLET,
W. MORISON,
ALEXANDER GRANT,
W. SETON.
JOHN CLERK,
DAN. STEWART,
DANIEL CAMPBELL.
RO. HARLEY,
H. BOYLE,
J. HOLT;
THO. TREVOR
EDW. NORTHEY,
SYM. HARCOURT;
J. COOKE,
ETIENNE WALLER.

ANNO 1706.

$\frac{13}{24}$ Sept.

LXIX.

Tractatus Pacis inter Reges SUECIÆ & POLONIÆ *de die* $\frac{13}{24}$. *Septembris* 1706. [Sur l'Exemplaire imprimé à la Haye par ordre du Ministre de Suede en 1706. chez *Adrien Moetjens* in 8.]

In Nomine Sacro-Sanctæ Trinitatis.

CUM Polonicum tenente Sceptrum Serenissimo ac Potentissimo Principe ac Domino, Domino FRIDERICO AUGUSTO Rege ac Electore Saxoniæ, grave ortum esset Bellum, quod anno jam septimo continuatum, non modo Regna Sueciæ ac Poloniæ, sed etiam Electoratum Saxoniæ variis molestiis, turbis & incommodis cumulaverat: Secuta est interim ea rerum commutatio, ut Respublica Polona, in partes scissa, Serenissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum STANISLAUM Primum, Regem sibi eligeret, adque Solium Ejusdem tuendum, cum Serenissimo ac Potentissimo Principe ac Domino, Domino CAROLO XII. Rege Sueciæ societatem iniret. Quo facto quamvis accensa belli flamma vehementius exardescere, latiusque se diffundere videretur; singulari tamen Dei bonitate accidit, ut belligerantes Principes ac Reges serium pacis desiderium animis conciperent, atque ad restinguendum funestum hujus Belli incendium paria studia & vota adferrent. Constituti igitur sunt, ac plena potestate muniti, qui operi tam salutari manus admoverent. Et quidem à Sacra Regia Majestate Sueciæ Illustrissimi, Excellentissimi ac Nobilissimi Viri, Dominus CAROLUS PIPER, Senator Regius, supremus Aulæ Præfectus, Consiliarios Cancellariæ Regiæ, & Academiæ Upsaliensis Cancellarius, ut & Dominus OLAUS HERMELINUS, Secretarius Status: Et à Sacra Regia Majestate Poloniæ, sicut Fœderato Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ, Illustrissimi, Excellentissimi ac Nobilissimi, Dominus, JOHANNES STANISLAUS, Comes Jablonowski, Palatinus & Generalis Terrarum Russiæ, ut & Dominus ALEXANDER PAULUS, Comes Sapieha, Supremus Magni Ducatus Lithuaniæ Mareschallus; A parte vero Sacræ Regiæ Majestatis & Electoralis Serenitatis, Illustrissimi, Excellentissimi ac Nobilissimi Dominos ANTONIUS ALBRECHTUS, Liber Baro de Imhof, Consiliarius intimus & Cameræ Præses, ut & Dominus GEORGIUS ERNESTUS PFINGSTEN, Referendarius intimus, qui in Castris Suedicis congressi, Tabulis plenæ Potentiæ ritè commutatis, rem eo deduxerunt, ut favente supremo Numine, diu optata Pax restitueretur, inque mutuas Amicitiæ leges consentiretur, tenore sequenti.

ARTICULUS I.

Sit Pax perpetua, firma & sincera Amicitia inter Serenissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum CAROLUM XII. Dei gratia, Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regem; Magnum Principem Finlandiæ, Ducem Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stettini, Pomeraniæ, Cassubiæ & Vandaliæ, Principem Rugiæ, Dominum Ingriæ & Vismariæ; Nec non Comitem Palatinum Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Ducem, &c. &c. Ejusque Successores ac Posteros Reges, Regnum Sueciæ, & subjectas illi Regiones ac Provincias: Nec non Fœderatum Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ, Serenissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum STANISLAUM I. Dei gratia, Regem Poloniæ, Magnum Ducem Lithuaniæ, Russiæ, Prussiæ, Masoviæ, Samogitiæ, Kyoviæ, Volhiniæ, Podoliæ, Podlachiæ, Livoniæ, Smolensciæ, Severiæ, Czernickoviæque, &c. &c. Ejusque Successores ac posteros Reges Poloniæ Magnosque Duces Lithuaniæ, atque subjectas illis Regiones ac Provincias ab una parte; Et ab altera inter Serenissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum FRIDERICUM AUGUSTUM, Dei gratia, Regem, Ducem Hæreditarium Saxoniæ, Sacri Romani Imperii Archimareschallum & Electorem, Landgravium Thuringiæ, Marchionem Misniæ, nec non Superioris & Inferioris Lusatiæ, Burgravium Magdeborgensem, &c. &c. ejusque Hæredes ac Successores; Adeo ut omissa omni hostilitate altera pars alteri nihil damni clam aut palam, directè aut indirectè, inferat, aut per suos aliosve inferri faciat; Nihil moliatur in alterius Partis diminutionem & incommodum; Non hostibus alterius quocumque prætextu auxilia præstet, nec Fœdera cum aliis huic Pacificationi adversa feriat; sed obstricta sit utraque Pars ea post hac quærere ac agere quæ alteri honori sint atque emolumento, fidamque vicinitatem & mutuam Amicitiam intemeratè colere ac observare.

II. Sit damnorum quoque omnium, quæ utraque Pars paciscentium occasione hujus Belli passa est, æterna oblivio; Neutri Partium liceat ea, quæ antè acta sunt, exprobrare, aut via facti vel specie juris persequi; nec ob sumtos huic Bello impensos, damnaque accepta, ab altera satisfactionem expetere.

§ 1. Privatis nulla competat actio ratione eorum quæ tempore Belli fisco addicta sunt; Salvo tamen vigore Articuli sexti infra sequentis.

III. Ut radix funesti hujus Belli ac inimicitiarum omnium penitus exstirpetur, Serenissimus Princeps ac Dominus, Dominus FRIDERICUS AUGUSTUS, Rex, & Elector Saxoniæ, amore Pacis ductus, Regno Poloniæ cedit, omnique juri & prætentioni in Poloniam & Magnum Ducatum Lithuaniæ, Provinciasque illis subjectas, nunc & in posterum renunciat; Serenissimum vero Principem ac Dominum, Dominum STANISLAUM I. pro Rege Poloniæ & Magno Duce Lithuaniæ vero ac legitimo, vigore hujus Transactionis, solenniter agnoscit & declarat; Adeo ut neque eo superstite, aut post fata ejus, si ipse supervixerit, in Regnum Poloniæ, Magnum Ducatum Lithuaniæ, subjectasque illis Provincias, quidquam prætensurus sit.

§. 2. Conventum autem est, ut Serenissimus Rex & Elector Saxoniæ Nomen honoresque Regis ad dies vitæ retineat, absque tamen insignibus ac titulo Regis Poloniæ.

IV. Spondet insuper Serenissimus Rex & Elector, quod abdicationem hanc Solenni Diplomate conscriptam Ordinibus Reipublicæ Polonæ notam faciet ac manifestabit; Quodque hoc Diploma intra sex hebdomadarum spacium, à die conclusi ac subscripti hujus Tractatus computandum, in manus Serenissimi Regis Sueciæ tradi curabit. Quemadmodum jam nunc & præsenti hac Conventione, eosdem Reipublicæ Polonæ Ordines, universosque ac singulos Poloniæ & Lithuaniæ Incolas jurejurando & obsequio, quo adstricti antea fuerant, solvit ac liberat, & in jusjurandum & obsequium Serenissimi Regis STANISLAI I. concedere sinit.

§. 1. Promittit quoque bona fide, se post hoc tempus nulla cum illis consilia clam aut palam agitare velle; Neminem eorum, qui novi Regis imperium fortè aut jam detrectaverit, aut in posterum malitiosè detrectare potuerit, recipere, juvare aut protegere; Nec quidquam cum illis aliisve quibuscunque tentare aut moliri, quod huic Conventioni & Serenissimo Regi STANISLAO Reipublicæque Poloniæ fraudi sit atque detrimento.

V. Pariter omnia Fœdera & Pacta, quæ cum aliis Principibus ac Statibus contra Serenissimos Reges Regnaque Sueciæ & Poloniæ sancita habet, præsenti pacificatione abrogat & irrita declarat; inprimis vero illa, quæ cum Czaro Moscoviæ contra Eosdem Reges ac Regna, vel ante Bellum hoc vel durante illo iniverat.

§ 1. Eidem Czaro Moscoviæ non modo nullas post hunc diem suppetias mittet, verum etiam omnes Saxonicæ Nationis, qui auxilio ipsi antehac missi sub signis Moscoviticis militant, à servitio ejusdem revocabit.

VI. Simili modo omnia Decreta & Statuta, quæ vulgo *Lauda* appellantur, præsertim ea, quæ in Varsaviensi Senatus Concilio, in Conventu Marizburgensi, Thorunensi, Elbingensi, Javoroviensi, Sandomiriensi, Cracoviensi, Brestensi, Olchiniensi, & Novissimo Grodensi, aliisque Congressibus, ipsisque Comitiis Lublinensibus, quatenus huic pacificationi contraria reperiantur: Confiscationes etiam Bonorum, & abrogationes Dignitatum, decretaque in contumaciam tribunalitia cæterorumque subselliorum quæ post diem $\frac{1}{15}$. Mensis Februarii anni 1704. facta sunt, nunc & in æternum abrogantur.

§ 1. Quæ ab eo tempore Dignitates ac Beneficia, tam Ecclesiastica quam Secularia, à Serenissimo Rege ac Electore in suarum partium homines collata sunt,

ANNO 1706.

ANNO 1706.

ſunt, ea reſcindere aut conſervare, in poteſtate ac arbitrio Sereniſſimi Regis Poloniæ eſto.

VII. Diademata Polonica, reliquaque Regni Poloniæ inſignia ad Cultum Regalem pertinentia, ut & Archiva omnia Regni, quæ fortè in Saxoniam aſportata ſunt, cum omni ornatu ac lapidibus precioſis, eidem Sereniſſimo Regi, ratihabito hoc Tractatu ſtatim extradentur.

VIII. Sereniſſimi Principes Regii, Principes Jacobus ac Conſtantinus, eodem tempore è cuſtodia liberati, in Caſtris Suedicis decenti modo ſiſtentur; qui juſto antea Diplomate cavebunt de non offendendo, aut vindicando in poſterum, quæ tempore Belli ſui detentionis toleraverant.

§. 1. Sereniſſimus autem Rex & Elector promittit, ſe Sereniſſimo Principi Jacobo vigore dati Chirographi debitam pecuniæ ſummam ſoluturum, juſſurumque ut abſque ulla tergiverſatione ad liquidum illa deducatur.

IX. Similiter omnes Poloni ac Lithuani qui in Saxoniam abducti ſunt, ibique vel alibi locorum juſſu Sereniſſimi Regis ac Electoris captivi detinentur, cujuſcunque ſortis ſint ac conditionis, priſtinæ reſtituentur libertati. Promittit etiam Sereniſſimus Rex & Elector, ſe officia apud Pontificem Romanum interpoſiturum, ut Epiſcopus Poſnanienſis quamprimum dimittatur.

X. Sic quoque omnes Sueci qui hoc Bello capti ſunt, & in cuſtodia Saxonica ubicunque locorum aſſervantur, cujuſcunque fuerint gradus ac conditionis, Ratihabitione facta, abſque lytro dimittentur. Quemadmodum Sacra Regia Majeſtas Sueciæ totidem Saxonicæ Nationis, & præterea omnes Belli Duces, Ordinumque Ductores eodem tempore, & abſque lytro, dimiſſura eſt: Reliquos vero gregarios, haud aliter ac eos quos ſuo dudum adactos habet Sacramento, ad beneplacitum detinere, militiæque ſuæ adſcribere fas eſto.

§. 1. Qui Officialium utriuſque Partis, durante captivitate, æs alienum contraxerant, antequam liberabuntur, illud ſolvere aut vadimonium præſtare tenebuntur.

XI. Extradentur Sacræ Regiæ Majeſtati Sueciæ omnes transfugæ ac proditores qui in Saxonia reperiuntur, ſive Sueci fuerint, ſive ex Provinciis Suedicis oriundi, interque eos nominatim Johannes Reinholdus Patkul, qui donec dedatur, in arcta continebitur cuſtodia.

XII. Milites præterea Moſcovitæ, quotquot in Saxonia Electorali ſuperſunt, ut captivi, in poteſtatem Sacræ Regiæ Majeſtatis Sueciæ tradentur.

XIII. Quæcunque Signa Militaria, Vexilla, Tympana, Tormenta Bellica, aliaque ejuſmodi reperiuntur, quæ Suecis adempta ſunt, & tropæorum loco eſſe poſſunt, ea omnia conquirentur, & Sacræ Regiæ Majeſtati Sueciæ, abſque ullo detentionis titulo reſtituentur.

XIV. Quoniam Tribuno Ciortzio, quem in fidem Sacra Regia Majeſtas Sueciæ accepit, abſenti & indicta cauſa, gravis ſuplicii nota inflicta eſt; hac penitus abolita, priſtino honori atque exiſtimationi idem reſtituetur.

XV. Cum propter diſtantiam locorum longius videatur requiri tempus antequam Pacificatio hæc ratihaberi, ac ſponſiones infra nominandæ obtineri queant; Sacræ Regiæ Majeſtati Sueciæ integrum erit copias ſuas per totum Electoratum, ejuſque Provincias, in hybernis collocare, ibique commeatum ac ſtipendia pro iiſdem colligere. Interea Copiis Sacræ Regiæ Majeſtatis & Electoralis Serenitatis, quæ in Saxonia remanſerant, certi attribuendi ſunt Diſtrictus, quibus pro ſua ſuſtentatione tuto ac quietè frui poſſint: Quæ vero earum in Regno Poloniæ degunt, tam diu illic ſine noxa commorabuntur ac ſuſtentabuntur, & quidem in Regione à Suedicis ſtationibus remota, donec educto è Saxonia Milite Sueco, ad patrias remigrare ſedes poſſint.

XVI. Eodem tempore Urbes ac Arces Cracovienſis ac Tychoſinenſis, & ſi quæ alia loca munita Præſidiis Saxonicis inſidcantur, evacuabuntur, iiſque quos Sacra Regia Majeſtas Poloniæ ad hoc nominaverit ac conſtituerit, cum Tormentis cunctis & apparatu Bellico, quæ in illis hoc inveniuntur tempore, tradentur.

XVII. Et cum, Lipſiâ cum adjacente Arce traditâ, Vitteberga quoque Præſidium recipiat Suedicum, quoad leges hujus Fœderis impletæ fuerint, & executioni datæ, conventum eſt ut iis impletis ac executioni datis, Urbes hæ atque Arces Præſidio Suedico liberatæ, in priorem ſtatum integrè reſtituantur, & Exercitus Suedicus ad certum diem finibus cedat Saxoniæ.

XVIII. Ceſſabunt autem omnes hoſtilitates in Saxonia & Provinciis Electoralibus, Induciæque in earum locum ſuccedent & bona fide ſervabuntur ab eo die, quo Fœdus hoc à conſtitutis utriuſque Partis paciſcentium Commiſſariis concluſum fuerit ac ſignatum. In Polonia vero ac Lithuania, quam primum notitia factæ Pacis ad Exercitus utriuſque Partis pervenire poſſit. Ad quam perferendam 21. dierum ſpacium utrinque conſtituitur.

XIX. Inter Sereniſſimum Regem Sueciæ, & Sereniſſimum Regem & Electorem Saxoniæ peculiariter hoc Pacto tranſactum eſt, ut ambo, tanquam Membra Imperii Romano-Germanici, Religionem Pace Weſtphalica ſtabilitam firmiter tueantur, inque cæteris Imperii Negotiis conſilia jungant ſocientque. Et quo Ordines Incolæque Saxoniæ & Luſatiæ de illibato Religionis Evangelicæ uſu reddantur confirmatiores, ad inſtantiam Sacræ Regiæ Majeſtatis Sueciæ tanquam ſponſoris ejuſdem Pacis, promittit Sacra Majeſtas & Electoralis Serenitas, pro ſe ſuiſque poſteris Electoribus Saxoniæ, nullam unquam Religionis Evangelicæ mutationem in dictis Regionibus admittendam aut introducendam, neque permittendum, ut Templa, Scholæ, Academiæ, Collegia vel Monaſteria, aut loca ad ea extruenda, Pontificiæ Religionis hominibus, ibi nunc aut in poſterum concedantur.

XX. Quod ſi Sereniſſimus Rex ac Elector Saxoniæ, ob Fœdus hoc à Czaro Moſcoviæ aut alio quopiam Bello impetatur, Sereniſſimi Reges Sueciæ ac Poloniæ eidem contra vim aggreſſoris auxilio eſſe volunt.

§. 1. Spondent pariter, cum eo deventum fuerit ut Pax cum Czaro Moſcoviæ reſtauranda ſit; in ea pacificatione rationem Sereniſſimi Regis ac Electoris eſſe habendam, ut in iis, quæ jure poſtulaverit, æqua contingat ſatisfactio.

XXI. Quæ hoc Tractatu ita conſtituta, promiſſa ac tranſacta ſunt, non tantum Sereniſſimi Reges ac Principes paciſcentes inviolabiliter ac ſanctè pro ſe quiſque obſervabunt, bonaque fide & exacte implebunt, in omnibus Clauſulis & Fœderis hujus Articulis; Sed etiam ut hæc Pax eo firmior ac ſtabilior ſit, in ſe recipit Sereniſſimus Rex & Elector Saxoniæ, quod earum Conventionum, quæ hoc Tractatu continentur, fidejuſſionem à Sereniſſimo ac Potentiſſimo Imperatore Romano, à Sereniſſima ac Potentiſſima Regina Magnæ Britanniæ, ut & à Celſis ac Præpotentibus Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii, expetere velit, & intra ſemeſtre ſpacium, à die ſubſcriptionis numerandum, juſta ac ſolenni formula conſcriptam extradere. Sacræ Regiæ Majeſtati Sueciæ quoque licebit, ultra memoratas Poteſtates, plures hujus Tractatus fidejuſſores, ſi placuerit, ſuſcipere ac adſciſcere.

XXII. Denique hæc Pacificatio, cujus bina Inſtrumenta confecta ſunt, intra ſex hebdomadas, à die ſubſcriptionis computandas, optima formula à ſingulis paciſcentium ratihabebitur. Exemplaria autem quæ ratihabebuntur, à parte Sacræ Regiæ Majeſtatis Sueciæ & Sacræ Regiæ Majeſtatis Poloniæ ſingula, à parte vero Sacræ Regiæ Majeſtatis & Electoralis Serenitatis bina conficienda: Quæ ſtatuto die ac loco intra præfatum tempus per utriuſque Partis Commiſſarios commutabuntur. In quorum omnium fidem Nos ſupra nominati Commiſſarii, plena Poteſtate ac Mandatis inſtructi, Inſtrumentum geminum ejuſdem tenoris, utrumque manibus ac ſigillis Noſtris ſignavimus ac corroboravimus. Quod factum eſt in Pago Alt-Ranſteda die 14. Septembris Anno ſupra milleſimum ſeptingenteſimo & ſexto.

(L. S.) C. Piper.

(L. S.) O. Hermelinus.

(L. S.) Antonius Albertus, *Liber Baro de Imhoff.*

(L. S.) Georgius Ernestus Pfingsten.

Anno 1706.

ARTICULUS SEPARATUS.

QUAMQUAM Sereniſſimus Princeps, Dominus FRIDERICUS AUGUSTUS, Rex & Elector Saxoniæ, Articulo ipſius Fœderis vigeſimo & primo promiſerat; ſe fidejuſſiones ibi nominatas intra ſemeſtre ſpacium acquirere velle atque exhibere; ſi tamen contingat certas ob cauſas, unam alteramque non poſſe obtineri, aut earum traditionem ultra præfatum tempus differri, conventum eſt, ut Fœdus ipſum nihilominus in vigore ſuo permaneat, nec propterea ejus validitati quidquam detractum eſſe exiſtimetur.

Huic Articulo Nos initio hujus Fœderis nominati Commiſſarii eandem vim ac robur tribuimus, ac ſi ipſius Fœderis tabulis inſertus eſſet, eundemque intra tempus Tractatu expreſſum, ratihabitum iri ſpondemus. Inſuper duo Exemplaria pari tenore confecta ſubſcripſimus, Sigillisque noſtris munivimus. Actum in Pago Alt-Ranſteda ad Lipſiam die :ª. Septembris, anni milleſimi ſeptingenteſimi ac ſexti.

(L. S.) C. PIPER.

(L. S.) O. HERMELINUS.

(L. S.) ANTONIUS ALBERTUS, *Liber Baro de Imhoff.*

(L. S.) GEORGIUS ERNESTUS PFINGSTEN.

LXX.

24. Sept. *Acte de Sûreté, de Bienveillance, & de Protection accordé à la Ville & au Duché de* MILAN, *par le Duc de* SAVOYE *au nom de l'*EMPEREUR. *Au Camp de Corſico le 24. Septembre* 1706. [Copie Manuſcrite & ſûre. On le trouve auſſi dans LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv Continuat. I. Abtheilung I. Anhangs. Abſatz. V. pag. 34.]

LA Ville & Duché de Milan ſe trouvant à l'aproche des Armes de Sa Majeſté Imperiale, dans la liberté de pouvoir exercer, avec une extrême joye, l'ancienne & inviolable fidelité que tous les Ordres de cet Etat ont toujours conſervée envers la Très-Auguſte Maiſon d'Autriche, ont deputé par Acte du 23. de ce Mois, les Seigneurs Comtes Jean Baptiſte Scotti & Uberto Stampa, pour lui rendre les hommages de l'obéiſſance qui lui eſt duë, en rentrant dans le bonheur de ſa legitime Domination. Pour cet effet, leſdits Seigneurs Comtes ſe ſont rendus dans ce Camp, pour faire la reverence à Son Alteſſe Royale, Suprême Commandant des Armes de S. M. I. en Italie, & faire entre les mains de ſa Perſonne Royale, au nom de la Ville & Duché, cette publique & authentique Déclaration de leur ſoumiſſion envers la Très-Auguſte Maiſon d'Autriche, à laquelle ils proteſtent de vouloir obéir, ſervir, & s'attacher avec la fidelité qu'ils ont toûjours conſervée dans le cœur, & qu'ils profeſſeront ouvertement à l'avenir, comme ſes bons & veritables Sujets. Ce qui ayant été entendu de Son Alteſſe Royale avec une particuliere ſatisfaction, Elle déclare au nom de Sa Majeſté Imperiale, & de la part de la Très-Auguſte Maiſon, accepter cet Acte d'Obéïſſance, & recevoir, comme elle reçoit, ladite Ville & Duché de Milan ſous la Très-Haute Protection de Sa Majeſté Imperiale, & de la Très-Auguſte Maiſon, auprès de laquelle Son Alteſſe Royale s'employera, avec une particuliere inclination, afin de lui faire éprouver les effets de la benignité & magnanimité ſi naturelle à la Très-Auguſte Maiſon envers cet Etat & les Peuples ſujets à ſa Domination.

Signé,

V. AMEDE'E

C. BATTISTA SCOTTI.

C. UBERTO STAMPA.

Du Camp de Corſico le 24. Septembre 1706.

LXXI.

Anno 1706.

14. Dec. *Trattato conchiuſo tra S. E. Il Signor Marcheſe di* PRIE', *come Plenipotenziario di* S. M. CESAREA *in Italia, e gli Signori Commiſſarii di S. A. S. Il Signor Duca di* PARMA, *per il regolamento del Quartier d'Inverno ne' Stati di* PARMA *e* PIACENZA. *Piacenza nel Convento di San Savino li 14. Decembre* 1706. [Tiré du Manifeſte Latin, de Sa Majeſté Imperiale publié en 1708. dans le Demêlé avec la Cour de Rome.]

Articoli concordati trà S. E. il Signor Marcheſe di Prié, come Plenipotenziario di S. M. Ceſarea in Italia, in virtù dell' Imperial Diploma delli 4. Maggio ſcaduto, e l'Illuſtriſſimo Signor Governatore Franceſco Malpeli Deputato di S. A. S. il Signor Duca di Parma, all' intervento degl' Illuſtriſſimi Signori Conte Gio: Franceſco Marazzani Viſconti & Marcheſe Annibale Scotti, due Cavalieri di queſto Publico di Piacenza, dal quale coll' aprovazione e conſenſo di S. A. S., come da ſuo benigniſſimo Foglio in data di 20. Novembre proſſimo paſſato, ſopra il regolamento del preſente Quartiere d'Inverno, che ſi è preſo di fatto ne' Stati di Parma e Piacenza, mediante l'ingreſſo delle Truppe Ceſaree & Collegate, e col mezzo de' ſuoi Miniſtri, come pure da queſte Communità di Parma e Piacenza, s'è venuto all' Accordo infraſcritto, affinche ſi ſtabiliſca il buon ordine e ſi ſcanſino li maggiori danni e pregiudizi.

SI è fiſſato dal ſodetto Sign. Marcheſe di Prié per parte del Commiſſario Ceſareo l'ammontare di eſſo Quartiere à la ſomma di doppie 90000. di Spagna, ò loro valore, delle quali ne toccheranno doppie 67750. alli particolari Secolari d'eſſi due Stati (eſcluſa la tangente degli Eccleſiaſtici riſervata nell' Articolo nono) da ſborſarſi ne' termini e modi infra eſpreſſi alla Caſſa Ceſarea per il mantenimento delle Truppe che reſteranno acquartierate in queſti Stati, e de' Regimenti di Cavalleria, che ſi ſono rimoſſi per maggior ſollievo di eſſi, mediante la qual ſomma ſarà buonificato tutto ciò che verrà ſomminiſtrato in natura dal Paeſe; tanto per le porzioni da bocca che di Cavalli, e devranno pure non meno li Signori Generali & Uficiali che li Soldati commun (eſcluſe le infraſcritte porzioni) pagare puntualmente la carne e vino e tutti li commeſtibili, che ſaranno taſſati à giuſti prezzi, e ſeguendo qualche diſordine contro il buon regolamento, che ſi publicherà e ſtabilirà ne' Quartieri, ſarà riparato con ogni più accurata diligenza da' Signori Commandanti de' Reggimenti, che dovranno obligare li traſgreſſori ad una congrua indenizatione, la quale ove non ſi otteneſſe col loro mezo, ſi ricorrerà all' Eccellentiſſimo Signor Generale de la Cavalleria Marcheſe Viſconti, Commandante in queſto Quartiere, che farà dar loro la dovuta ſodisfazione.

II. Hà pure condeſceſo detto Signor Marcheſe di Prié alla compenſa di doppie cinque mille dalla total ſomma delle doppie 90000., tanto à favore degli Eccleſiaſtici, ſecondo la loro porzione; che de' Secolari, in iſconto del pane ſomminiſtrato in occaſione del paſſaggio dell' Armata Ceſarea nello ſcorſo Meſe d'Agoſto, di cui li promiſe la reſtituzione, come pure del pane ed altri commeſtibili ricevuti in più occaſioni dalle Truppe Aſſiane e dal Corpo delli 500. Cavalli commandati ultimamente dal Tenente Colonello St. Amor, che ſi è avuto in ciò pure qualche riguardo alli carri, che verranno proveduti da eſſi Stati per la vettura de' Grani ed Avena, che converrà introdurre da varie parti per la ſoſſiſtenza delle Truppe, & per non accreſcere la penuria del Paeſe, à cui verranno conceſſi gli oportuni Paſſaporti, che ſaranno bramati, tanto per Acqua che per Terra per l'introduzione pure de' Grani, che mancaſſero al loro biſogno.

III. Per facilitar maggiormente il Paeſe al pagamento della ſudetta ſomma ſpettante a' Secolari, ſi è convenuto per patto eſpreſſo, che ſaranno ſborſate le due terze parti, ch' importano doppie 42500. nel Meſe d'Aprile, e l'altra terza parte di doppie 21250. mediante l'obligazione de' migliori Banchieri di queſti Stati in due termini, cioè la metà nel Meſe di Agoſto,

ANNO 1706.

to, e l'altra metà in Ottobre dell' anno prossimo venturo, colle quali somme si dichiara da detto Signor Marchese di Prié, che s'intende sodisfatto per parte del Signor Duca alle obligationi feudali, che gli corrono verso Sua Maestà Cesarea.

IV. Come si è creduto spediente per minor peso di questi Stati di devenire all' erezione d'un Monte per un Capitale di doppie 36000. e più, così si publicherà senza ritardo nel Mese corrente. Sarà destinato per fondo di esso Monte, che ascenderà à doppie di Spagna 36000. e più un reddito annuo da accettarsi sopra li propri effetti di S.A.S. à ragione del cinque per cento, che del giorno dell' impiego correrà à favore de' compratori. Si daranno in oltre tutte le cautele possibili per sicurezza ed invito di essi Compratori; ed à questo fine si ubligheranno non solo li Publici della Città di Parma & Piacenza, mà ancora *in solidum* sei delle Case più commode e benestanti, e li miglioti Banchieri d'ambedue dette Città, al puntuale pagamento de' frutti come sopra di trimestre in trimestre à termini maturati, ed alla restituzione del Capitale in due termini, cioè doppie 18000. in Ottobre dell' anno 1708., e l'altre 18000. ò più nello stesso mese del 1709. Perche poi detti Signori hanno dubitato (attese le circostanze de' presenti tempi) di non poter ritrovare tutta la somma per riempire il Monte, però si è benignamente accollato S. E. il Signor Marchese di Prié (nel caso sudetto) di prender sopra di se il carico di trovar' una ò più persone, che suplischano sino alla somma di doppie venti mila nella compra di esso Monte, laquale frà tanto dall' E. S. sarà compensata in detti termini. Si è però convenuto che si pratichino senza ritardo da' sudetti Signori tutte le possibili diligenze à Milano, Genova, e Bologna per rinvenire il più prontamente che si potrà tutta essa somma, ed ove ciò riesca, ed à misura ch' entierà il danaro si farà sborsare indilatamente alla Cassa Cesarea di Guerra.

V. Affine di accertare il punto più essenziale, che si è discusso, cioè il modo di potere stabilire e combinare col servizio Cesareo, e la sossistenza delle Truppe, la conservazione del Paese, e perciò il sostentamento del Popolo e del Bestiame (attesi li frequenti passaggi di Truppe, la penuria de' grani e de' foraggi, che si prova nel corrente anno per la siccità della scorsa Estate, e le straordinarie inondazioni ultimamente accadute) si è convenuto che l'ubligazione per parte del Paese, di provedere il pane sia puramente ristretta alli trè Reggimenti Imperiali di Cavalleria e Dragoni, e sarà bonificato per oncie trenta di peso, ch' importa per cadauna porzione, ed oncie dieci otto carne al giorno, che sarà somministrata del Paese, doppia una di Spagna al Mese, comprese lire dodeci di questa moneta di Piacenza, che saranno pagate per il vino che si venderà à Soldati nel Paese stesso à giusti prezzi: Quanto poi alle Truppe di Prussia sarà totalmente à carico del Commissario Cesareo il provederle, e l'introdurre grani per la sossistenza loro, e saranno puramente somministrate le vetture dal Paese entro il Territorio. Si farà però l'anticipazione per un Mese di trè mila porzioni di pane ogni giorno, il quale sarà puntualmente restituito in tanto grano della medesima specie. Dovrà pur' anco somministrarsi il foraggio con carri del Paese, distribuirsi con tutto il miglior ordine e la più esatta misura che sarà possibile, cioè à ragione di 15. libre di fieno per ogni porzione da Cavallo, e si provederà per quattro mila in circa, secondo la ripartizione, specificazione che sarà data da' Commissari di Guerra di Sua Maestà Cesarea, purche si lasci la necessaria sossistenza per il bestiame, senza laquale non aurebbe potuto questo Paese assumere, nè suplire alle sudette ubligazioni. Si restringerà però il bestiame al numero puramente indispensabile alla cultura de' Terreni, ed alla metà delle Vaccherie; e li destinaranno pur' anche Commissari d'ambe le parti per fare la recognizione e coscrizione de' foraggi; e procurare, che tutto ciò sia posto puntualmente in esecuzione.

VI. Si è fissato il prezzo del foraggio, regolato alle sudette libre 15, al giorno, à due terzi di doppie di Spagna ogni Mese, e l'altro terzo per l'avena di libre 9. per porzione, che si somministrerà dal Paese fino al fine di Genaro prossimo (passato il qual tempo, sarà tenuto il Commissario Cesareo à provederle) con facoltà al Paese medesimo di poter somministrare in difetto dell' avena sudetta altri grani confacevoli alla sossistenza della Cavalleria Imperiale, secondo una giusta porzione, che dovrà stabilirsi col sudetto Signor Marchese Generale Visconti, e dove venissero dette porzioni da Cavallo ad essere calcolate à maggior prezzo nello Stato di Milano, si seguirà la stessa regola.

VII. Mediante le accennate prestazioni ed ubligazioni, non dovranno li sudetti Stati essere astretti, nè soggetti ad alcun' altro peso, soltoue il cuoperto coll' uso del fuoco, lume e letto ò pure pagliarizzo, secondo il commodo de' Paesani per li Soldati in casa de' particolari; ed esigendosi di più, si farà sodisfare da' loro Uficiali. Parimente non saranno astretti gli Stati sodetti che à dare il puro cuoperto e la legna (in quella quantità che sarà limitata dal Signor Generale Visconti) per li Signori Generali ed Uficiali, liquali pure non potranno ubligare il Paese à somministrare il foraggio per li loro cavalli, il quale potesse eccedere le porzioni che sono à loro assegnate &c.

VIII. Sarà compensato nella detta somma l'ammontare del foraggio per tutti li Reggimenti Cesarei e Prussiani dal tempo, che sono entrati in questo Paese, e sono stati di passaggio dal principio dello scorso Mese di Novembre, e perche non si può fare presentemente un' esatto calcolo di tutto ciò, che di foraggio ed avena hanno ricevuto, si dichiara che per temperamento d'equità si compenserà ogni porzione à quatro quinti di doppia. Si farà pure rimborsare da' Reggimenti il pane, carne e vino, che si giustificarà esser stato dal sudetto tempo somministrato ò ricavato dal Paese. Lo stesso si praticarà, esattemente nell' avenire per tutte le Truppe, che occorresse di far passare per questi Stati, eccettuato il foraggio in erba, che si somministrerà senza alcun pagamento dal Paese, spirato il termine de' Quartieri.

IX. Per uguagliare il peso del presente Quartiere, e sollevare questi Stati dovranno concorrere li particolari tutti indistintamente, ancorche privilegiatissimi, mentre S. A. S. istessa effettivamente concorre per la quota de' suoi beni; E come gli Ecclesiastici, siano Secolari ò Regolari, possedono buona parte de' terreni in ambi detti Stati, ed hanno già concorso altre volte a' Quartieri, come pure concorrono anche attualmente per la quarta parte de' Secolari al mantenimento de' Presidi di Parma e Piacenza, così si riserva il Commissario Cesareo la facoltà nelle dovute legitime forme, di ricavare da essi la loro rata fino à doppie vent'un mila e 250., mediante il che restano pure esenti li beni de' sudetti Ecclesiastici dalli danni maggiori, che aurebbero potuto patire indistintamente, quando non si fossero divertiti con li sudetti temperamenti, nel che tutto però si protesta per parte de' Secolari di non voler' avere alcuna parte, ed ingerenza.

X. Il Signor Marchese Generale Visconti Commandante di queste Truppe farà osservare ogni più esatta disciplina nelli sudetti Quartieri alla mente e conformità di questo stabilimento, ed invigileranno pure li Signori Commissari di S. A. S. e di essi, ed affinche si faccia la più giusta e proporzionata disposizione de' Quartieri.

In fede di che si è sottoscritta la presente, e munita de' respettivi Sigilli. Piacenza nel Convento di San Savino li 14. Decembre 1706.

Sottoscritto

Il Marchese di PRIE'.

FRANCESCO MARPELI *Governatore, e Delegato*

GIO: FRANCESCO MARAZZANI VISCONTI.

ANNIBALE SCOTTI.

LXXII.

Bundnuß endzwischen der Durchlaucht. Republic Venedig eines- und den Löbl. dreyen Bundten des ersten alten Rhætia andern theils auf 20. Jahr und länger beschlossen/ wodurch sie einander reciprocirliche Hülffe/ von Seiten Venedig mit Geld/ von seiten der 3. Bünd mit Volck abzustatten promittiren. Chur den $\frac{4}{15}$. Decembr. Anno 1706. [Copie communiquée par un des Ministres de la Negociation]. $\frac{4}{15}$. Dec.

C'est-

ANNO 1706.

C'est-à-dire,

Traité d'Alliance entre la Serenissime Republique de VENISE d'une part, & les Seigneurs des TROIS LIGUES GRISES d'autre part, pour le tems de vingt-années & davantage, par lequel les deux Republiques se prometent une reciproque Assistance en cas de besoin; sçavoir de la part de Venise en argent, & de la part des trois Ligues en Soldats. A Coire le 6/17 Decemb. 1706.

In Nahmen der Allerheiligisten ohnzertheilten drey Einigheit / Gottes des Vatters / des Sohns / und des Heiligen Gristes / Amen.

Alldieweylen der hochste Schöpfer aller Dingen vermitelst seiner vollkommnesten Wurckungen manniglichen eingegeben und underwisen / daß die waher vollkommenheit aller Sachen vornemlich in der Einigheyt und Gerechtigheit bestehe / habend danachen die Vorfahrer der Durchl. Herischaffe von Venedig / und der Loblichen dreyen Pünden des ersten alten Rhætia, sich vor deme höchstens angelegen seyn lassen eine reciprocirliche freundtschaffe und nacher Verbindung gegen einanderen zu underhalten / wie Sie dann in dem Jahr 1630. in solchem absehen eine guete Allianz zwischen ihnen auffgerichtet. Und sinttenmahlen die Einigheit allezeit absonderlich zwischen freyen Ständen / und vorauß zwischen denen welcher guete Trew man in der That erfahren / sehr nutzlich und ersprießlich ist / Habeat wir

Aloysio Mocenigo.

VON Gottes Gnaden Hertzog zu Venedig / &c. Und wir Landt-Richter / Præsident, Landtamman / Rath / und Gemeinden / dis- und jenseits dee Bergen / der dreyen Pündten / des Grawen / Gottshaus / und Zehen Grichten des ersten Alten Rhætia, verharrende / und verbleibende in den Hochlöblichen Fußstapsen Unser Alt-fordern und Vorfahreren / umb vermittelst des allerbesten und höchsten Gottes genädigen Beystand / diese gute Einigheit zubestättiger und zubevestnen / anständig sein erachtet / dise alte Pundenus zu erneweren.

Zu welchem Ende dann wir obbemelte Hertzog von Venedig abgeordnet habend den Fursichtigen und Weisen Vendraminum Bianchi als Unsern Residenten bey gedachten drey löbl. Pundten / umb die gemelte Ernewerung der Pündenus / zu Ehren Vortheil / und Nutzen beyder Theilen zu tractieren / welches dann durch die Gnad des Allmächtigen Gottes solcher gestalten beschehen / daß zu seiner Ehren / und beyder Herrschafften Schutz / Ruhe / Sicherheit und Erhaltung / wir gantz freywillig und auß sicherer wissenschafft Uns zu nachvolgenden Articlen (uber welche seine Gottliche Majest. den Himmlischen Segen außgiessen wolle) verstanden haben.

Erstlichen daß beyde Republiquen in allen Sachen eine gute Freundtschaffe und Nachbahrschaffe untz einanderen halten / wie es gueten und getrewen freunden und verpundeten gebühre.

2. Daß wann die Durchleuchtige Herrschaffe Venedig vonnöthen seyn wurde / sich der Truppen auß dem Laude der Löbl. 3. Pundten zubidienen / selbige schuldig seyen Ihro zuverwilligen / daß Sie durch Ihre bestelte Oberste und Haubtleuth solche könne werben bis auff 4000. gute und freywillige zue fues / auff das meiste / aber nicht weniger als 1500. welche sollen schuldig seyn zu dienen zu Feld oder in den Besatzungen abgetheilt / in dem Gebieth der Durchl. Herrschaffe (nella terra ferma) des festen Lands in Italien / doch sollen sie nicht schuldig seyn zu sturmen / noch über Meer under einichen Vorwant zu gehen / wol aber verpflichtet seyn / zu zeiten / daß die Durchl. Herrschaffe im krieg were / derselbigen zu dienen wider alle und jede / zu Schutz und Schirm / Ruhe / Sicherheit und erhaltung Ihrer Sachen / Landen und Herrschafften / so sie dermahlen in Italia besitzet: Mit disen klaren Vorbehalt jedoch / daß in ansehung der von Löbl. 3. Pündten gethanen erklehrung / in disen vorwährenden Krieg eine genawe Neutraliter zu halten / und niemanden im Nahmen deß Stands einige Werbungen zugestatten / Sie die drey Pundten biß zu Endigung dises Kriegs wegen diser Werbung sich nicht impegniren / sondern menniclichen frey lassen wollen zu werben / und zu dienen / ohne Impegno deß Standts / gleich gegen anderen Herrn und Fürsten auch geschicht: Wann aber diser Krieg geendet / so solle diser Vorbehalt auffgehebt / und die Durchl. Herrschafft allezeit schuldig seyn / wann sie Hilffs-Völcker vonnöthen hette / die Löbl. Herren Pündner jetz und ins künfftige gleicher Consideration zuhalten wie die 2. Löbl. Orth Zürich und Bern / das ist / allezeit wan einiche Schweitzerische Werbung vorgenommen wurde / einen dritten theil Pündtner zunemmen / und sollen die Pündnerische Truppen under die Regimenter der Schweitzer oder anderer Nationem nicht mögen untergestossen werden / sondern in einem besondern Regiment oder Corpo under ihren eygnen Officier allein dienen.

Gleichwohlen wan die Durchl. Herrschaffe von den Löbl. 3. Pündten Truppen begehren solte in der zeit / da sie den Kreig sehe furchteten / das ist / in anscheinender gefahr stunden / daß sie dann nit schuldig sein sollen diese Werbungen zugestatten. Jede Compagnie solle 200. Mann vor ein fahnen haben / und die Officierer sollen sein ein Ober- und Unter Leutenant / ein Fendrich / 4. Wachtmeister / 4. Under Officierer / 6. Corporalen / 6 Gifreyte / 4. Trummenschlager und ein Pfeiffer / auch solle der Felldscherer / und die Trabanten in der zahl der 200. begriffen sein.

3. Wan die Durchleucht. Republic bestellen wird / einen zug zu thuen / und in gemeiner 3. Pündten Landen und Gebiethen Truppen zu werben / so solle sie schuldig sein / jedwederen Hauptmann vor seine Compagney 533. Spanische Duplonen guten gewichts vor dem abzug / gegen gnugsame Bürgschafft der restitution, zubezahlen / also daß nach verfliesung eines Jahrs jeden Monatz der Durchl. Republic 30. Duplonen durch abzug Zuruck gegeben werdind / wan aber in der ersten oder folgenden musterungen einer oder mehr an bemelter zahl der 200. mangelte / so solle dem Hauptmann vor jeden so manglet monatlich ein und ein halben Duplonen weniger ein Venetianisch pfund abgezogen werden: Jeden Monath solle man zu 30. Tagen / und jedes Jahr zu 12. Monat rechnen.

4. Wan nach angestelltem zug die Obristen und Hauptleüth 200. Soldaten mit Ihren gehörigen Officieren zu dem verreissen fertig hätten / so soll man selbige können lassen gehen mit attestation. welchen Tag sie auß dem Land verreist / also daß an eben disem Tag disen geworbenen Truppen der sold den anfang nemen / hernacher aber solle jede Compagney vor ihre ruckkehr / eines Monaths oder 30. Tagen sold auf die reiß von den geltern der Durchlaucht. Herrschafft bis in ihro Vatterland bezalt werden / doch mit diesem vorbehalt / daß disere Truppen nicht abgedanckt / oder in ihre Vatterland zuruck geschickt

werden

ANNO 1706.

werden konnend in der zeit / da die Berge von Schnee beschlossen / also daß sie zu der reiß untuchtig sein.

5. Wan die Truppen Löbl. 3. Pündten sich einmahl dem dienst der Durchl. Herrschafft ergeben / so sollen sie 3. Jahr in dem dienst behalten und wehrender dieser zeit nicht können abgedanckt werden: Und wan ein schlacht solte gehalten werden / in welcher durch Gottes hilff der sig erhalten würde / so solle die Durchl. Republic den Obersten / Hauptleüthen / Officiereren und gemeinen Soldaten einen Monatlichen sold bezahlen

6. Wan die Lager formieet / so sollen die Regimenter nach heütiger Krieges-gewonhen in Battallions können abgetheilet werden / wan aber Löbl. 3. Pündten Truppen in den Mauren und Vestungen der Durchl. Republic zu besatzung verlege / dan sollen die Regimenter in Compagnien können zertheile / die Soldaten aber von ihren eygenen Fahnen nit abgescheiden werden / sondeeen bey einanderen bleiben.

7. Die Obirsten und Hauptleüthe sollen schuldig seyn / im Feld und in allen Krieges-Sachen der Durchl. Herrschafft Proveditor General ihren Gubernatoren Generalen, Proveditoren, und anderen so in ihren Nahmen den befehl über die Truppen habend / zu gehorsammen / in den besatzungen aber sollen die Truppen ihren Führeren und Gubernatoren zu gehorsammen schuldig sein / wie es bey anderen Offitieren und Soldaten der Durchl. Herrschafft breüchlich ist.

8. Wan die Löbl. 3. Pündt von ihren feinden mit Krieg angefallen würden / oder in augenscheinlicher Kriegsgefahr weren / in der zeit da ihre Truppen in dem dienst der Durchl. Republic stunden / so solle ihnen dan erlaubt seyn / selbige zuruck zuberuffen / und sich derselben in ihren eygenen gefahren zu gebrauchen / also zwahren / daß in diesem fahl die Durchl. Republic solle schuldig seyn / diesen zuruckberuffenen Truppen ein Monat sold vor ihre Ruckreiß von ihren grentzen zubezahlen / auch sie bis auf ihre grentzen gegen dem Pündnischen gebieth / frey und sicher zuführen / und zu führung der krancken und Officier Bagage mit nöthigen Karren / ohne der Officier und Soldaten unkosten / zuversehen.

9. Löbl. 3. Pündten Soldaten sollen gewaffnet sein mit Schnaphauen oder fusils, Bajonnetten und Bandolieren / und soll denen Oberst-und Hauptleuthen frey stehen die Truppen in ihrem Land selbsten zubewaffnen / oder die bewaffnung der Durchl. Herrschafft zu ubeelaßen / in welchem letzteren fahl den Soldaten Monathlich 6. Venetianische Soldi vor den vorschus des gewehrs sollen abgezogen werden: Die Durchl. Heerschafft aber solle schuldig sein / vor jede so bewaffnete Compagney / sie bediene sich deren im Feld oder in Garnison Monathlich 333. Spanische Duplonen guten gewichts zubezahlen / dem Obrist aber so wol für seinen Monatlichen sold / als vor seinen tisch / und Monatliche ehrenbesoldung / eines jeden Regiments sollen 145. Spanische Duplonen guten gewichts bezalt werden / wan aber die Durchl. Republic, mit einer anderen gattung gulden-r oder silberner müntz alle in diesem Tractat gemelte außgaben / bezahlen wolte / solte die Spanische Duplonen zu 29. pfund außgeworffen und gerechnet werden / und hingegen die Ital. Duplonen zu 28. pfund 20 sold / die Zecchin 17. pfund / die silberne Kronen oder Scudi 9. pfund 12. sold. der Filipp oder Venedische Justina 8. pfund 10. sold / die Ducaten oder Ongari 16. pfund / die Ducatelli oder Venetianische Kronen 6. pfund 4. sold. alles Venetianischer währung.

Wan ein oder anderer Hauptmann mehr dan 200. Soldaten / ja bis auf 220. hette / so sollen diese 20 Supernumerarii, wan sie effectiv und Pündtner seyn / Monatlich 15 Duplonen sold empfangen. Die Durchl. Herrschafft wird auch den Soldaten das schieß-pulver und bley umbsonsten geben / gleich wie es bey anderen Fürsten und Herren bis dato im brauch gewesen.

Wan ein jedwedere Compagnie an der zahl weniger als 175. Man were / so solle der Hauptman jeden Monat 20. Duplonen verliehren / und wan sich die Compagnie bis under 165. verringerte / so solle er 40. Duplonen verliehren. Wan eine schlacht geschehen solte / und dardurch / oder von wegen ansteckender kranckheit (worvor Gott seien wolle) die Compagnien verringert würden / so sollen die Hauptleüth zweyer Monat sold / nach der letzten vorgegangenen munsterung / empfangen / damit sie desto leichter / die zahl ihrer Soldaten ergentzen können.

10. Die bemelten Truppen sollen aller und jeden Privilegien / Freyheiten / Immuniteten / Rechten / gebraüchen / und gewonheiten / sowol in Administratione des Rechtens und außübung der Justitiæ, als in allen anderen sachen / geniessen / wie sie es diesmahl in Franckreich / und anderstwo gebrauchen / und bishero zu aller zeit gebraucht haben. Es soll auch denen Truppen zu dem freyen exercitio ihrer Religion in einwelchem hauß / ein bequemer und ehrlicher Orth angewisen werden / und sollen sie in ihrem exercitio auf keine weiß zerstöret / noch bey einichem anlaß weder offentlich noch ins besondre beschwerdt werden / gleichmeßig soll man ihnen zu der begräbniß ihrer Todten ein erlichen Orth gestatten.

11. Die Krancken sollen in die Spitäle aufgenommen und ihnen der sold so lange gelaßen werden / als lange sie dem dienst der Durchl Herrschafft ergeben / bis sie entweder ihre gesundheit erlangen / oder mit Todt abgehen / und soll ihnen in diser zeit nichts anders abgezogen werden / als das was man anderen Soldaten der Durchl. Herrschafft abzuziehen pflege. es soll auch denen Feldpredigeren ihrer Nation erlaubt sein / selbige zubesuchen / und zu trösten / ohne einige verhinderunge / und sol nimand zugelassen sein / sie von ihrer Religion, auf waß weiß es seien mochte / abzutreiben

12. Wan die Durchl. Republic denen Hauptleüthen jeden Monat den verordneten sold nicht schleunig bezahlte / so soll dan ihnen der sold nach dem letzten muster-Rodel gezehlt werden / mit diesem vorbehalt / daß wan die musterung in den 10. ersten Tagen des Monats nit gehalten wurde / daß dan in diesem Monat kein Hauptman solle schuldig sein / seine Compagnie musteren zulassen / sonderen mann soll sich wie oben gesagt an dem letzt vorgehenden muster-Rodel halten.

13. Jedweder Compagnie soll erlaubt sein / einen auß ihren Soldaten zuhaben / der die Victualien im Feld verkauft / und diser soll aller beschwerden und auflagen frey sein / in den besatzungen aber soll dieser Man in ansehung der Victualien nimand anders als den Pundinerischen Soldaten verkauffen / in ansehung der Privilegien / Prærogativen / Guttheten / Quartieren / Utensilien / sollend die Püudtnerische Soldaten / wie auch ihre Oberste und Officier auf gleiche weiß tractiret werden / wie andere Truppen der Durchl. Herrschafft.

14. Es solle allen und jeden beyder Partheyen Personen und Unterthanen reciprocierlich frey stehen in ihren Stätten / und Gebiethen frey zugehn / zu bleiben / zu passieren / repassieren / zu fues und zue pferdt mit den gewonhlichen pistolen / zu thuen und zuverrichten alle ihre gewerbe / Sachen und Kunst / so wol in Kaufmansschafften als Militar-Sachen / ohne einige verhinderung / auflag oder beschwerd / waß nahmen sie haben möchten: also daß

ANNO 1706.

ohne die gewöhnliche alte zöll sie nichts anders zubezahlen schuldig sein sollen / von welchem expresse außgedinget der leibzoll / item die bolletten / und der zoll deren sachen / die man in den felleisen auf seinem eygenen pferd führet / oder auf seinem leib traget / von welchen sachen man keinen zoll geben soll / noch solcher wegen niemand undersucht / molestiret / oder beschweret werden / jedoch werden die zeiten der pest und des verdachtes der contagion oder ansteckung vorbehalten / dan dazumahlen kan dan jede Republic den paß nach gutdunckten aufheben / so lang solcher verdacht währet. Welches auch soll verstanden werden von denen Truppen / so von der Durchl. Republic abgedancket / oder von den löbl. 3. Pündten zuruckberuffen wurden / daß sie nemlich wan sie kommen / und wan sie wiederum zuruck gehen / mit allem ihrem Kriegs-gerüst / oder waß sie auf dem leib tragen / mit den Pferden / oder auf andere weis führen / von allem zoll auf alle weiß gentzlich sollen frey sein; wie dises ein alte gewonheit bey allen Nationen gebraüchig; uber diß hat man beschlossen / daß die Pündner / wan sie passieren / oder in dem dienst der Durchl. Republic stehend / und mit Todt abgehend / gleichmäßig von allem zoll / und anderen beschwerden frey seind / auch frey ungehindert / und ohne auflage aus dem Venetianischen gebieth konnen gefuehet und an einen ehelichen orth begraben werden / desgleichen ihre güter ihren rechtmeßigen erben uberlaßen werdind / welches in den gebiethen der löbl. 3. Pündtenen auf eine gleiche reciprocirliche weiß gegen der Durchl. Herrschafft Unterthanen solle beobacht werden.

15. Daß der Durchl. Herrschafft Venedich der paß durch das Gebieth der löbl. 3. Pündten vor die Truppen so in ihren dienst zugehen willens / solle vergunt / aber darbey nachfolgende ordnung gehalten werden / daß die Truppen unbewaffnet passieren sollen / und zwahren zu fues nur mit ihrem degen an der zahl 200 zum tag / und die zu pferd mit Pistolen ohne Schloß / 50. täglichen / also daß sie einen tag voneinanderen zertheilt sein / sie sollen in gebuhrender zeit die jenigen Orth avisiren / wo sie zu passieren haben / damit mann die notwendige provision komlich machen könne / und wan auf einen Tag 200. zu fues / und 50. zu pferd passieren würden / sollen sie 2. ungleiche straßen brauchen / nemlich die zu pferd eine / und die zu fues ein andere / sie sollend auch alle unkosten ihrer zehrung ordenlich abstatten / und anbey alle und jede schäden / so sie dem gemeinen weesen / oder den particularen zufügen würden / wan sie erwiesen / und verificiert werden / zubezahlen schuldig / auch benebens die Obersten verpflichtet sein / gute ordnung zuhalten / und jede Truppen mit Officier und einen Commissario von den 3. Pündtenen / auf der Durchl. Herrschafft oder der durch-passierenden Truppen unkosten / begleiten zu laßen / und die gewonlichen zöll zubezahlen; zu sicherheit der wirthen und der erfolgenden schäden / soll die Durchl. Herrschafft von jedem Pündt eine person ernahmen / welche die erfolgende und erwisene schaden zubezahlen schuldig sein solle; Jedoch daß dergleichen durch-passirende Truppen keines wegs kömen gebraucht werden zum schaden und nachtheil der jenigen mit welchen die 3. Pündt einige Pündnüs und Convention haben / weilen aber in wehrendem diesem Krieg die 3. Pündt eine exacte Neutralitet zuhalten versprochen / gibt mann keinen von frömbden Fürsten und Herren uberenemenden Truppen / freyen Paß / ausgenommen denen so die 2. löbl. Cantons Zürich und Bern der Durchl. Republic geben werden; welchen Truppen man einen freyen paß geben wird / damit nach den occurrenzen oder zufälligkeiten dieser Durchl. Republic, und nach den Capitulationen deß Alliantz-Tractats zwischen selbiger und bemelten 2. löbl. Cantonnen disere Truppen sich in den Venetianischen Staat dorten zu selbiger defension zu dienen konnend verfügen.

ANNO 1705.

16. Der ein und andere Theil reciprocierlich soll den paß verhinderen / auch mit den Waffen selbst / so es nötig / jedem feind / so sich zu des anderen schaden durch sein Land tringen wolte.

17 Wan die Löbliche 3. Pündt mit offentlichen Krieg angefallen würden / oder sonst in angenscheinlicher Kriegs gefahr wären / in solchem Falle solle die Durchl. Herrschafft schuldig sein / ihnen jeden Monat / gleich einem Canton von Zürich und Bern / 4000. Venetianische Ducati an ihren Kriegs-unkosten zubezahlen / zu hilff und erleichterung ihrer notwendigkeiten / so lange als der Krieg währet / also zwahr / das wann die Durchl. Republic dieser sach berichtet / und in Krieges-nöthen vorbesagte gelthilff begehret wird / sie ohne verweilen und einigen vorbehalt schuldig sein solle / diese summa jede 3. Monat anticipate zu übermachen / und wan der Krieg langer als 3. Monat wehrete / daß dan widerum vor die andere 3. Monath bemelte summa bezahlet werde: von welcher ausgelegten summa die Löbl. 3 Pündt nach geendigtem Krieg der Durchl. Republic allezeit eine billige rechnung zu geben sollen schuldig sein / was namblich nach des Pündts-Vertrag von dem empfangenen gelt verbraucht worden / oder der Durchl. Republic zu restituiren ubergeblieben.

18. Die Durchl. Republic solle schuldig sein / denen Löbl 3. Pündten zu end eines jeden Jahrs wehrender diesee Capitulation eine pension von 711. Spanischen Duplonen guten gewichts in der Statt Chur zubezahlen; wie auch verspricht die Durchl. Herrschafft ihnen den 3. Pündten 8. Metallene Canons oder stuck von 6. pfundigem qualibre auf ihren kosten nacher Zürich / Morbegno, oder Clefen zu lieferen / nach belieben der Durchl. Herrschafft / als namblichen 2. vier Monat nach der Ratification diesee Pündtnüs / und dan alle 4. Jahr 2. bis die zahl der 8 erfüllet.

19. Alle Personen der 3. Pündten von was Religion sie seind / und ihre Unterthanen / sollen frey gehen können / wohnen / passieren / repassieren / und handelen in dem Staat der Durchl. Republic mit geniessung aller der Privilegien / Vortheilen / und Gebreüchen / so sie in verwichenem seculo in allen Orthen der Durchl Herrschafft genossen / und ohne einige verhinderunge der Inquisition, und aller anderen Tribunalen in Religions-Sachen / doch daß selbige nicht disputirend / und in bemeltem Staat einige sache übend / die wieder die Catholische Religion seye; weder der ein noch der andere Theil soll nicht können aufnemen einige Rebellen / noch solche die wegen schweren missethaten angeklagt sind / das ist / Mörder / Sodomiten / verschreite Dieben / Mordbrenner / Jungfrauen-schänder / und falsche Müntzer / sonder der ein und andere theil solle schuldig sein / die bemelten Banditen / und angeklagten / wan sie Unterthanen / banaisieret oder angeklagt sind / von dem theil so sie begehren würde / gegen erlegung der billigen unkosten wieder auß zu lifferen.

20. Diese gegenwartige Capitulationen sollend die zwantzig negst folgende Jahre wehren / und auch lenger / nach beyder theilen gefallen / also daß wan keiner von beyden theilen selbige auffaget ein Jahr zuvor ehe sie verflossen / sollen sie noch 20 andere Jahren dauren / wan aber ein theil dem anderen disere Pündnuß absagen wolet / solle solches allezeit ein Jahr vor verfliessung der 20. Jahren beschehen / und obschon die auffagung von einem oder dem anderen theil in wehrenden disen 20. Jahren be-

schehen

ANNO 1706. scheen würde. Solle doch dieser Pundt nichts destoweniger fest und beständig bleiben/biß die völlige 20. Jahr verflossen.

21. Wan einiger zwyspalt zwischen beyden parteyen wegen dem gemeinem weesen entstehen solte/ und selbiger nicht freündlich beygelegt werden möchte/ solte man zwey Commissarien/ von jedem theil einen/ erwehlen/ und wan dise ungleicher meinung wehren/ solte ein drittmann von Löbl. Orthen Zürich oder Bern zum Richter erkiest/ und die zusammenkunffe zu Cleffen gehalten werden.

22. Wan unter beyden theilen privat-Persohnen streitigkeit entstehen solte/ von was sachen es sein möchte/ so sollen keine arrest gegen einanderen vergünt und vorgenommen werden; sondern es solle der anklager den schuldigen vor Recht citieren/ vor der Obrigkeit/ wo der schuldige gesessen/ welche Obrichkeit dan Recht virschaffen und sprechen solle ohne langen aufzuch/ und die gesprochene Sententz vollführen/ ohne ansehung der Persohn diser oder jener Religion.

23 Zeit wehrendem disem Pundt solle keinem theil erlaubt sein/ eine Pündnüß mit jemand einzugehen/ welche gegenwertigen Pündnüß-Artickelen auf einige weise widrig oder nachtheilich sein köne.

24. Es wellend in dieser Pündnüß die Löbl. 3. Pündt ihnen vorbehalten haben/ alle andere Pündnüssen/ Conventionen/ die Erbvereinigung und ewigen Friden/ so vor disem auf eine gewisse zeit oder vor immerhin zuhalten/sind aufgerichtet worden; welchen sambt der in disem Krieg von ihnen angenommenen Neutralitet obgemelte 3. Pundt durch diese gegenwertige Pündnüß kein schaden/ nachtheil oder abbruch wollen gethan haben/ welcher vorbehalt jedoch nicht verhinderen soll/ daß die Truppen der Löbl. 3. Pündten zu laut den 2ten. Artickel wider alle und jede/ auch die so vorbehalten/ im fahl selbige die Durchl. Herrschafft in den Ständen die sie besizet/ solten angreiffen oder beschweren/ mögen gebraucht werden.

25. Die Durchl. Republic verspricht den Löbl. 3. Pündten den freyen paß zugeben vor 3000. saum korn/ welche sie in anderen Landen erkauffen/ ohne daß man einige tratten/ außer dem gewohnlichen zoll/ zubezahlen schuldig: Wan man aber aus dem gebieth der Durchl. Republic auch extrahieren wolte/ solle man befüeget sein/ gegen der bezahlung der gewohnlichen zöllen/ auch 2000. saum zu extrahieren/ vorbehalten/ wan grosse und überschwenckliche Theürung und mangel were.

26. So gemelte 3. Pündt vor ihr Land und Leuth saltz nothwendig weren/ solle die Durchl. Herrschafft in dem kauff und wehrt/ das nothwendige Saltz geben/ wie sie es ihren Zöllneren und Saltzmeisteren zu Brescia und Bergamo auch gibt.

27. Wan der ein und andere Theil/ der in Kriegs-nöthen die hülf begehret/ und empfangen/ die fridenshandlung vornemen solte/ so soll er dan schuldig sein/ seine helferen vor dem Fridensschluß zuberichten/ damit diselbigen nach ihrem gutduncken und komblichkeit in disem friden entweders ingeschlossen/ oder ubergangen werden können.

28. Die Durchl. Republic verspricht auch auf ihren kosten den weg über St. Marco/ so weith als ihre Grentzen gehen/ in gutem wandelbahren standt zu setzen und zu erhalten/ also daß Menschen und Vieh mit ihrer last komlich und sicher passieren und repassieren mögen/ gleicher gestalten solle auch von den Herren Pündneren auf ihrer seithen des bergs die straas accommodiret/ und erhalten werden/ und der eine theil wie der andere solle die freyheit haben/ zu belohnung deren die arbeiten werden/ und die wege allzeit practicabel zuerhalten/ die reisenden zu verpflichten/ etwas weg-geld vor den paß eines jeden pferds oder ander gattung Vihes zubezahlen/ aber so wohlen die Herrn Pündtner und ihre Unterthanen sollen auf dem Venetianischen Staado/ als die Venetianischen Unterthanen auf der Pündnerischen seithen bemelten bergs St. Marco aller auflagen frey sein/ und deswegen nit beschweret werden/ jedoch will mann hierdurch den alten Conventionen/ bräuch- und gewonheiten wegen eröffnung und offenhaltung des gedachten Bergs zu winterszeit nichts benommen haben/ Falls einige dergleichen weren. Mit vorbehalt/ daß die Durchl. Republic, und die Löbl. 3 Pündten sich wegen der Aulagen/ so denen frömbden reisenden/ welche nach inhalt dieser Pündnüß nit befreyt sind/ auf zu legen/ mit einanderen zuvergleichen.

In Urkund aller diser obverschriben Sachen/ haben wie beyde theil befohlen/ daß zwey gleiche exemplarien/ das eine in Italianischer und das andere in Teütscher Sprach/ abgesetzt und mit den Siglen der Durchl. Herrschafft von Venedich und der Löbl. 3. Pündten besiglet worden/ so beschehen den 6. und 17. Decembris 1706.

LXXIII.

1707. 21/29 Janv.

Erklährung derer beeden ausschreibenden Fürsten des Löblichen Schwäbischen Creyses/ nemlich Bischoffs Johan Frantzen zu Costantz/ und Hertzogs Eberhard Ludwigs zu Wurtemberg/ daß die Creyß-Negotia communicato Consilio tractiert/ und alle deswegen entstandene differentien aufgehaben seyn. Geben Mörsebuerg den 21. / Stuttgard den 29. } Jan. 1707. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. II. pag. 387.]

C'est-à-dire;

Declaration de JEAN FRANÇOIS *Evêque de Constance,* & EBERARD LOUIS *Duc de Wirtemberg comme Directeurs du Cercle de Suabe, portant que les Affaires du Cercle, & les Diferents survenus ont été accommodés d'un commun Conseil. A Merseburg le 21. & à Stutgard le 29.* } *Janvier 1707.*

ZU Abhelffung der zwischen Ihro Hochfürstliche Gnaden zu Costantz/ und Ihro Hochfürstliche Durchlauchtigkeit zu Würtemberg/ als des löblichen Schwäbischen Crayses beeden Herren ausschreibenden Fürsten/ wegen der/ Vigore solchen Ausschreib-Ambts/ Ihnen sambt und sonders zukommenden/ von alters hergebrachten Jurium und Functionen entstandenen Differentien; declariren Ihr. Hochfürstl. Gnaden zu Costantz / Hochfürstl. Durchl. zu Würtemberg } iterato hiemit/ daß sie es lediglich bey deme/ was disfalls die uhralte Crayß Observantz mit sich bringt/ und deren gemäß in Anno 1662. zwischen denen damahligen beederseytigen Höchst-löbl Regenten des Hochstiffts Costantz/ und des Hertzogthumbs Würtenberg/ abgeredt/ reservirt/ und durch die hinc & inde darauf gewechselte Missiven bestätiget worden/ bewenden lassen wollen/ dasselbe auch pro Norma & Regula sowohl bey/ als ausser denen Conventen beederseits beobachtet/ mithin nach dessen klahrem Verstand und Maßgab die Crayß Negotia communicato Consilio tractiret/ auch einer jeweiligen Costantzischen Gesandschafft/ aus dem Crayß-Protocoll, Extractus, je/ nachdem sie es verlangen wird/ ertheilt wer-

den/

ANNO 1707. den/ was aber deme entgegen bis dato verbis & scriptis gischehen / und in denen bishero hierunter gedruckten oder geschriebenen Deductionen/ Informationen/Schreiben/oder wie man es nennen mag/ ein oder andern Theil præjudicirliches eingiflossin seyn möchte/ tam quoad realia, quam Personalia gäntzlich aufgihebt und abgethan seyn solle. Mörseburg den 21. } Stuttgard den 29. } Jan. 1707.

Johann Frantz/ *Episc. Const.*

Eberhard Ludwig / Hertzog zu Würtemberg.

LXXIV.

12. Fev. Guarantie van de Heeren Staeten Generael der VEREENIGDE NEDERLANDEN over de Vergelyck en Uitspraek tusschen de Graven STATIUS ende PHILIPPUS van Bentheim, in Octobre en Novembre 1701 geschiet. Dat. 's Gravenhage 12. February 1 07. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. II. Abtheil. VI. pag. 518.]

C'est-à-dire,

Guarantie des Seigneurs Etats Généraux des PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, sur l'Accord & Sentence Arbitrale des Mois d'Octobre & de Novembre* 1701. *entre les Comtes* STATIUS & PHILIPPE *de Bentheim. Donnée à la Haye le* 12. *Fevrier* 1707.

DE Staten Generaal der Vereenigde Nederlanden, allen den genen, die desen jegenwoordigen sullen sien, Salut. Also voor eenigen tyd tusschen de Graven van Benthem verscheidene differenten twisten en onlusten sijn ontstaen geweest over de Graefschappen van Benthem ende Steinfurt, om welke weg te nemen, tusschen de geinteresseerde partyen een Vergelijk en Compromis is angegaen geweest, by het welke de verschillen sijn gecompromitteert aen de uitsprake van sijne Majesteit den Konink van Groot Brittanien, doenmaals regeerende, daar op de uitsprake gevolgt is in dier voegen, als het voorschreve Vergelijk en Compromis en de voorschreve uitsprake hier na volgen geinsereert:

Inseratur Vergelijk en compromissoriale uitspraek van sijne Brittannische Majesteit.

En also wy versogt zijn het voorschreve Vergelijk en de voorschreve uitsprake door onse Guarantie te bekragtigen: So is 't, dat wy het een en het ander geëxamineert en overwogen hebbende, en oordelende de rust en eenigheid tusschen de Graeflijke Huysen van Benthem daar door te sullen werden bevordert, als mede dat sulx strekkende is, ten goede van de Graefschappen van Benthem en Steenfurt, en van de goede Ingesetenen van dien, goedgevonden hebben, op het voorschreve Vergelijk, en de voorschreve uitsprake, sodanig als hier voren zijn geinsereert, onse Guarantie te verleenen: Belovende dienvolgens hier mede, kragtelijk de hand daar aan te sullen houden, dat het voorschreve Vergelyk, en uitspraek, in het geheel, en ieder Articul in het bysonder naar behoren sullen werden naergekomen, achtervolgt, en geëxecuteert; en ingevalle tegens alle verwagtinge iemand van de geinteresseerde daer van mogte komen in gebreke te blijven, ofte daer van quam af te gaen, dat wy in sodanige gevalle onse hulpe, en des noods de sterke hand sullen bieden aan die geene van de partyen, die gelædeert soude mogen weesen, om het voorschreve Vergelijk en uitspraeke, in allen deele sijn effect te doen hebben. Aldus gedaan onder het Cachet van den Staet, de Paraphure van den Heer Præsiderende in onse Vergaderinge en de Signature van onsen Griffier op den 12. February duisent seven hondert en seven. ANNO 1707.

Onderstond,

E. V. ITTERSUM, vt.

Ter Ordinantie van de Hoogmogende Heeren Staten Generaal,

J. FAGEL.

En was in margine gedrukt het Cachet van de Hoogmogende Heeren Staten Generaal in roode wasse.

LXXV.

Capitulation generale, accordée aux François par Son Altesse Serenissime le Prince EUGENE DE SAVOYE, *pour l'Evacuation entiere de la Lombardie & de toutes les Places qu'ils y possédoient. Du* 13. *Mars* 1707. *Avec la* RATIFICATION *de Son Altesse Royale de Savoye.* [Feuille Volante imprimée en Hollande.] 13. Mars.

I. ON abandonnera toutes les Places occupées par les Troupes des deux Couronnes, qui s'évacueront dans la forme, & jour dont on conviendra, & aux conditions suivantes. *Accordé.*

II. Toutes les Troupes des deux Couronnes de quelque Nation qu'elles puissent être tant de Cavalerie, Dragons, qu'Infanterie, & généralement tous les Officiers, & autres, qui composent les Etats Majors des Places, sortiront avec Armes, Bagages & Equipages, Enseignes deployées, avec tous les honneurs de la Guerre, dans l'état où elles sont présentement, marcheront en gros & en détail à nôtre choix, comme il s'ensuit pour la commodité des Troupes, & seront renduës en toute seureté par le plus court chemin à Suze, sans qu'il leur soit fait aucun tort, retard, ni empêchement à eux ni leurs Equipages, ni que sous aucun prétexte on puisse y contrevenir de la maniere qu'il fait. *Accordé.*

III. La Garnison de Sestola se rendra à la Mirandole, & pour cet effet l'Ennemi donnera un Passeport pour l'y conduire en seureté. *La Garnison est déja prisonniere de Guerre.*

IV. La Garnison de Final partira le 26. du mois present avec dix piéces de canon pour se rendre à Suze par la route qui sera reglée, & les mesures necessaires pour sa seureté, & subsistance jusqu'audit Suze. *On n'en promet que quatre, savoir deux de douze, & deux de six livres, lesquels en cas de difficulté de pouvoir être conduits par Terre pourront être emportez par Mer. De plus sera donné à cette Garnison un Officier Général, & un Commissaire de Guerre pour la seureté de sa marche, & de sa subsistence.*

V. La Garnison du Château de Milan partira le 20. de ce present mois pour se rendre à Valence, où elle joindra la Garnison de cette Place pour marcher ensemble droit à Suze avec les mêmes circonstances. *Elle marchera sans se detourner droit à Novare, & joindra le gros à Suze. Celle de Valence sera prise en passant par celle de Cremone. On fera publier au plus vite une suspension générale, ensuite de laquelle le Château donnera des Otages.*

VI. La Garnison de la Mirandole partira le 29. de ce present mois, & se rendra à Gualtieri pour se joindre à celle de Mantoüe le jour qu'elle y passera. *Accordé.*

VII. La Garnison de Mantoüe partira le premier d'Avril pour passer le lendemain le Pô à Borgoforte sur le Pont, que nous ferons faire, & se rendre à la hauteur du Pont de Cremone par le chemin dont on sera convenu. *Accordé.*

VIII. La Garnison de Sabionetta partira le 1. d'Avril, & ira joindre celle de Cremone par les chemins, & gites, qui lui seront reglez. *Accordé.*

IX. La Garnison de Cremone passera le Pô sur le Pont de Cremone. *Accordé.*

X. Toutes lesdites Garnisons de la Mirandole, Mantoüe, Sabionette & Cremone, s'assembleront au bout du Pont de Cremone pour marcher toutes ensemble par le Plaisantin, le Milanois, & les Etats de S. A. R. de Savoye droit à Suze selon la route, & les gîtes dont on sera convenu. *Accordé.*

XI.

ANNO 1707.

XI. Chaque Garnison pourra emmener avec soi dix pieces de Canon avec les mêmes Equipages que l'Artillerie, & cent coups à tirer par piece, chaque Soldat & Cavalier pourra porter avec lui vingt coups de poudre, & de plomb. *On promet dix pieces pour toutes les Places sans y comprendre celles, qui ont été accordées pour Final, & on conviendra de l'endroit précis, d'où elles devront être tirées, à savoir quatre de douze, deux de six, & quatre de trois livres avec cinquante coups à tirer pour chacune.*

XII. En cas que les Gouverneurs des Places ayent quelque chose à ajouter aux présens Articles pour leurs propres interêts, ou de ceux qui composent leur Garnison, on leur accordera ce qu'on ne peut savoir, que lors qu'on leur envoyera les ordres pour l'execution de l'évacuation. *Si les Gouverneurs des Places ont quelque chose à ajoûter auxdits Articles, on s'entendra avec eux selon la justice.*

XIII. Aucun Desertcur de quelque Nation qu'il soit ne sera pris ni rendu. *Il sera permis aux Deserteurs de retourner à leurs Corps, mais en cas qu'ils ne veuillent pas, on ne les prendra pas par force.*

XIV. Aucun Officier, Soldat, & autre, de quelque caractere qu'ils puissent être de la part des Ennemis, ne pourra se mêler dans les Troupes des deux Couronnes pour debaucher les Soldats, Cavaliers, ou Dragons. *Accordé.*

XV. Les Chariots necessaires seront fournis gratis tant des endroits dont les Garnisons sortiront, que par tout ailleurs dans leur marche jusqu'à Suze, autant qu'il en faudra pour le transport des effets des Rois, les malades & les Equipages des Troupes, & ceux des Officiers Généraux, *On passera pour chaque Bataillon trois chariots gratis, & même trois chariots pour chaque Regiment de Cavalerie; le reste des chariots les Ennemis seront obligez de les payer, à la reserve des Officiers Généraux, auxquels on les donnera aussi gratis.*

XVI. Il sera permis de laisser de nôtre part deux Commissaires de Guerre dans les Places du Milanois, ou Piemont à nôtre choix tant pour prendre soin des malades, qui seront restez dans les Places, à qui il sera donné des routes pour s'en aller en France, quand ils seront gueris sur le même pied, qu'elles auront été données aux Troupes, que pour liquider toutes les dettes, & les affaires, qui n'auront pas été consommées tant en Lombardie qu'en Piemont, moyennant quoi les Commissaires, Tresoriers, Commis, & autres retenus dans Pavie, Alexandrie, Casal, & Turin pour regler les dettes, & assister les prisonniers, auront permission de repasser en France aprés qu'ils auront remis auxdits deux Commissaires, qui seront nommez par Mr. le Prince de Vaudemont, le Memoire des affaires dont ils étoient chargez. *Accordé. Entendu que l'on ne comprenne pas les Munitions & attirails militaires dans les effets des Couronnes, sachant bien que l'on ne parle point de Munitions de Guerre dans cet Article, mais on l'a mis par precaution.*

XVII. Les Ennemis, & les Païs où nous avons fait la Guerre, ne pourront rien repeter sur des Chariots fournis dans les marches extraordinaires, & perte des Bœufs dans les Convois, & pour autres fournitures de foin, paille, & bois faites dans les passages des Troupes pendant que nous en avons été en possession. *Accordé.*

XVIII. Qu'il sera permis d'évacuer les Hôpitaux des Places par barque sur le Pô, sans attendre le depart des Troupes, moyennant quoi il sera accordé des Passeports tant pour les barques, malades, blessez, & utenciles; que pour les Commissaires & les Commis, qui doivent avoir soin de leur conduite jusqu'à Chivas, où il sera fourni des Chariots pour mener le tout à Suze, & que si la necessité obligeoit de laisser quelques Malades, ou effets dans quelque Place du Milanois, ou du Piemont, on les y recevra; bien entendu, que ce seroit aux dépens du Roi pour leur subsistance. *Accordé.*

XIX. Outre les piéces d'Artillerie, que chaque Garnison peut emmener avec soi, on pourra emmener l'Artillerie de Campagne, qui consiste en trente piéces de Canons de tout calibre, & cinq Mortiers, avec les Munitions, que l'on voudra porter à la suite. *Quant au Canon des Places, il y a été repondu par l' 11. Article. A l'égard de l'Artillerie de Campagne, l'on accorde vingt-quatre piéces, & point de Mortiers, & cinquante coups par piéce.*

XX. Les Chariots necessaires pour le service de ladite Artillerie seront fournis gratis de la part des Ennemis en cas de besoin. *Outre les Bœufs necessaires pour les piéces de Canon on donnera pour toute l'Artillerie trente Chariots gratis; s'il en faut davantage les Ennemis les payeront.*

XXI. Tous les Officiers d'Artillerie, & tous les Gens qui la servent, passeront à Suze avec ladite Artillerie aux mêmes conditions que les Troupes. *Accordé.*

EFFETS.

XXII. Pendant le terme de trois mois à commencer du jour de la Signature du Traité, il nous sera permis de tirer tous les vivres, & toutes les Munitions de Guerre, qui sont dans les Places, & autres effets appartenans aux deux Couronnes pour les conduire à Gennes, Venize, ou Suze, tant par Eau, que par Terre, avec les Passeports necessaires pour leur seureté en payant les voitures; qui seront fournies, avec liberté pourtant de s'accommoder sur les Lieux, soit avec les Commissaires de Sa Majesté Imperiale, soit avec les Particuliers, ou Juifs, qui voudront les acheter. *Quant aux provisions de bouche, qui appartiennent aux Ennemis, il sera permis de les vendre, n'étant pas possible de fournir les voitures pour le transport; on permettra aussi de laisser des Commissaires pendant trois mois pour la vente, & la Liquidation desdits effets. Les Munitions de Guerre resteront dans les Places, hors celle, qui sera donnée pour l'Artillerie aussi bien de Campagne, que de Garnison, & distribuée selon ce qui a été accordé aux Troupes.*

XXIII. L'Intendant, les Commissaires de Guerre, les Généraux des Vivres, Directeurs des Hôpitaux, & des Postes, Ingenieurs, Trésoriers, & généralement tous les employez dont il sera donné un état par l'Intendant pourront marcher avec les Troupes ou séparement, en leur fournissant des Passeports pour se rendre en sûreté jusqu'à Suze. *Accordé.*

XXIV. Les Galleottes pourront être conduites à Venize pour en faire l'usage, que l'on voudra, les Officiers & Matelots desdites Galleottes suivront les Troupes aux mêmes conditions, qui sont spécifiées ci-dessus pour les Troupes & Officiers. *Accordé.*

XXV. Tous les prisonniers de Guerre faits en Italie de quelque caractére, & de quelque Nation qu'ils puissent être nous seront rendus de bonne foi & suivront les Troupes, nous obligeant à rendre dans le terme d'un mois tous ceux, qui sont en France, & qui ne sont pas à portée d'être rendus sur le champ. *Les prisonniers François, qui se trouvent marquez dans une specification signée à part & entre les mains des Imperiaux actuellement seront rendus, aussi bien que quelques autres qui sont détenus à Roveredo, l'Abadia, & au corps du Général Wetzel; A l'égard des Espagnols, Italiens, Suisses, & Grisons on en usera de même depuis le Collonel en bas, exceptez ceux, qui voudront prendre parti dans les Troupes de l'Empereur, ou de S. A. R. ou s'exempter tout-à-fait du service. En échange on se contente pour les prisonniers Imperiaux de ce qui a été offert dans l'Article, à savoir aussi du Collonel en bas.*

XXVI. Tous les Suisses, qui ont été faits prisonniers, & qui se trouvent dans l'Etat de Milan, ou dans leur Païs, seront déclarez libres. *Ceux qui n'ont pas pris parti sont censez être compris sous l'Article des prisonniers.*

XXVII. Le pain, le fourrage, & le logement seront fournis gratis par les Ennemis à toutes les susdites Troupes tant de Cavalerie que d'Infanterie, & aux Equipages des Officiers Généraux des Troupes, des Vivres, & de l'Artillerie dans tous les lieux de passage, dont il sera donné un état par l'Intendant, & que de quatre jours l'un, les Troupes séjourneront ne faisant au plus que dix milles d'Italie par jour. *Le pain, & l'avoine, ou autre grain pour les Chevaux ne peuvent pas être donnez gratis, quand l'Ennemi prétend profiter des Magasins, qui sont dans les Places: ainsi ils doivent payer ces especes, ou donner une certaine quantité de Farines, & de grains dont on leur fournira chaque jour. Jusques aux frontieres du Piémont le foin s'accorde gratis, & où il ne s'en pourra trouver les Ennemis se contenteront de paille, ou de la sorte du fourrage, que l'on y pourra avoir: on accorde de même la marche de dix milles d'Italie par jour, & le séjour au quatriéme.*

XXVIII. Monsieur & Madame la Princesse de Vau-

ANNO 1707.

Vaudemont, & tous les Officiers Généraux de quelque Nation qu'ils puissent être marcheront avec les Troupes, ou séparement, à leur choix droit à Suze, par le plus court chemin avec tous leurs Carosses, Chaises, Equipages, Suites, & Domestiques. Il leur sera fourni sur le parti qu'ils prendront les Passeports & Escortes convenables pour leur sureté, le logement & le fourrage. *Accordé pour Monsieur & Madame la Princesse de Vaudemont, & les Officiers Généraux, les Suites, & Equipages, & on se fie a leur parole, qu'ils ne demanderont que ce qui sera de pure necessité.*

XXIX. Il ne sera permis de retenir aucun Officier, Soldat, Valet, ou autre Personne pour dettes, puis qu'on offre de laisser des Commissaires pour liquider lesdites dettes en toute équité. *Accordé.*

XXX. Quant aux dettes que Monsieur le Prince de Vaudemont peut avoir dans Milan, & le Milanois, il y satisfera en donnant des cautions valables dès à présent pour la seureté du payement dans le terme de six mois, moyennant quoi main levée lui sera donnée de ses Meubles, & effets, & la liberté à ses Domestiques de faire emballer les susdits Meubles & effets, & de les envoyer sur Passeports à Gennes, ou à Suze, moyennant des voitures, qu'on lui sera fournir en payant: il sera permis à Mr. Carlos Semple, & a la Gorge deux de ses Domestiques comme à tout autre, qu'il envoyera pour faire les recherches des Meubles, & hardes à lui appartenant, qui auront pû être pris par les Particuliers dans les desordres de l'évacuation de sa Maison, de faire toutes les diligences necessaires à cet effet, & en ce cas on demande l'autorité de Mr. le Prince Eugene, & ses ordres pour l'execution de ce que dessus. *On ne fait aucune difficulté de faire rendre les Meubles de Mr. le Prince de Vandemont pourvû que les Créanciers ayent seureté & satisfaction; & Mr. le Prince Eugene consent de faire intervenir son autorité pour que le tout s'ajuste avec équité & justice.*

XXXI. La même chose sera accordée pour tous les Meubles, & hardes des Domestiques de Mr. le Prince de Vandemont, qui pourront se trouver dans Milan, ou le Milanois, auxquels il sera permis pendant trois mois de les retirer à Gennes, ou à Suze. Pour cet effet lesdits Domestiques pourront envoyer de leurs Valets, ou y aller eux-mêmes pour faire la recherche de leurs Meubles, ou Hardes, auxquels il sera fourni des Passeports valables pour trois Mois tant pour aller à Milan, que pour les retirer à Gennes, ou à Suze. *Accordé hors ce qui n'aura pas été pris, ou dissipé dans le commencement.*

XXXII. Tous les Officiers Généraux, & particuliers de quelque Nation, qu'ils puissent être, qui pourront avoir laissé de leurs Bagages dans les Villes du Piémont, ou du Milanois pourront également les retirer à Gennes, ou à Suze sur des Passeports, qui leur seront donnez quand ils en demanderont. *Accordé hors ce qui n'aura pas été confisqué, ou dissipé dans le commencement.*

XXXIII. On pourvoira à la subsistance, & à la seureté de la marche des Troupes, & de tous les Equipages jusqu'à Suze. *On pourvoira à la seureté de la marche; & sur la subsistance, on a répondu aux autres Articles précedens.*

XXXIV. Mr. le Prince de Vaudemont demande à l'Etat de Milan le payement de cinquante mille Ecus qui lui sont dûs de ses appointemens comme Gouverneur Général du Milanois échûs dès le mois de Septembre 1706. avant que les Ennemis y soient entrez. *On accorde à Mr. le Prince de Vaudemont la Liquidation des comptes pour ce qui concerne ses gages ordinaires, & extraordinaires de Gouverneur de Milan jusqu'au terme exprimé dans l'Article; & au cas, qu'il lui en resulte quelques arrérages Mr. le Prince Eugene lui fera faire raison par l'Etat de Milan.*

XXXV. Le même Etat de Milan payera aux Entrepreneurs de l'Artillerie, du pain de munition, fourrage, Grains, & autres, ce qui leur est dû, & de la maniere, qu'il est stipulé dans les assignations qui leur ont été données à cet effet par le Magistrat, & l'Etat de Milan. *C'est une discussion, qui regarde l'Etat de Milan, & le Magistrat, & qui sera decidée en justice, à laquelle les ennemis n'ont plus de part.*

XXXVI. Il sera donné un Passeport à Mr. D. Jean de Herrera Grand Chancelier, qui est à Bologne pour joindre les Troupes avec son Equipage, & marcher avec elles, ou separement, comme il lui plaira droit à Suze, ou à Gennes par le plus court chemin. Il lui sera permis aussi de pouvoir retirer les effets, qu'il peut avoir laissé dans Milan ou le Milanois. *Accordé quant aux effets sur le même pied de ce qui est dit aux points precedens.*

ANNO 1707.

XXXVII. En rendant le Modenois il sera permis de faire rendre compte par Mrs. de la Consulte de Modene de ce qui est dû au Roi jusqu'au jour de l'évacuation de la Citadelle de Modene des Fermes de Modene, & des billets faits payables à la fin de Septembre dernier par ladite Consulte pour la somme de 22. mille livres, savoir 12. mille à Mr. de Chemerault, 6. mille à Mr. le Chevalier de Luxembourg, & 4. mille à Monsr. d'Esclainvilliers. *La Citadelle de Modene ayant capitulé, cet Article sera renvoyé à la Capitulation de la Citadelle de Modene.*

XXXVIII. On laissera en pleine liberté sans pouvoir contraindre tous Officiers, Soldats & autres personnes de quelque Nation, caractere, ou profession, que ce puisse être, comme aussi leurs familles, de suivre les Troupes, ou de rester en Italie dans leurs emplois, ou métiers, avec la liberté d'emporter avec eux leurs effets ou les vendre dans le terme de trois mois, sans inquieter en aucune façon ni sous aucun prétexte ceux qui auront servi en quelque qualité que ce soit les deux Couronnes, ou leur auront été attachés. *Accordé, à la reserve que ceux, qui voudront rester après trois mois auront besoin d'une nouvelle permission.*

XXXIX. Les Officiérs Généraux, Particuliers, ou autres étant au Service des deux Couronnes pourront jouir du bien, qu'ils ont dans le Milanois, le Monferrat, le Modenois, & le Mantouan, ou auront la liberté pendant un an d'en pouvoir disposer par vente, ou autrement. *Accordé pour six mois à prendre le parti, qu'ils jugeront à propos.*

XL. On rendra à Monsr. le Duc de Mantoüe la partie du Monferrat, qui lui appartient, ou pour Equivalent Cremone, & le Cremonois avec la même Neutralité, que lui resteront Mantoüe & ses Etats: dans lesquels sont compris le Guastallois, & le Bozolois, & qu'il lui sera libre de mettre telle Garnison neutre, qu'il lui plaira dans Mantoüe & Cremone, quand les Troupes des deux Couronnes en sortiront. *Refusé en tous points: on promet cependant la conservation des privileges aux habitans de Mantoüe, & Juifs y demeurans.*

XLI. On rendra aussi à Mr. le Duc de la Mirandole, la Mirandole, & ses Etats. *Répondu par l'Article precedent.*

XLII. Tous les Batteaux, & Attirails necessaires pour les Ponts sur les passages des Rivieres, qui se trouveront dans la marche des Troupes jusqu'à Suze seront faits, & fournis aux depens des Ennemis, & les ordres de la part des Ennemis seront donnez à cet effet, comme aussi de faire descendre incessamment les batteaux pour achever de construire le Pont de Cremone. *Accordé.*

XLIII. Il sera donné des Otages de part & d'autre jusqu'à l'entiere execution du present Traité dont S. A. R. de Savoye, & Monsr. le Prince Eugene demeureront Garants dans tout son contenu. *Convenu par deux Officiers, savoir un Maréchal de Camp, avec un Colonel, ou un Brigadier; & pour ladite Garantie. Fait à Milan, le 13. de Mars 1707.*

LE COMTE SCHLIK. (L. S.)	St. PATER. (L. S.)
LE COMTE DAUN. (L. S.)	LA JAVELLIERE. (L. S.)

Victor Amé II. par la Grace de Dieu Duc de Savoye, Prince de Piemont, Roi de Chypre &c. Supreme Général Commandant des Armées de Sa Majesté Imperiale en Italie.

AYANT vû les Articles ci-dessus signés par Monsr. le Prince Eugene nous les avons approuvez, ratifiez & confirmez, approuvons, ratifions, & confirmons selon leur forme, & teneur; Promettant en foi, & parole de Prince de les observer, & faire inviolablement observer sans y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu directement

ANNO 1707. ment ni indirectement. En temoin de quoi nous avons figné les prefentes de nôtre Séel fecret. Données à Turin ce 16. Mars 1707.

Signé,

V. AMEDE'E.

Et Contrefigné,

DE ST. THOMAS.

LXXVI.

6. Avril. Versicherungs-Brieff Adalbert Abts des Stiffts Fulda / denen Unterthanen des wieder von ihm eingelösten Ambts Fischberg ertheilet; Worinn derselbe die der Augspurgischen Confession Verwandte bey ihrem Religions-Exercitio, wie auch deren Kirchen und Schul-besoldungen / einkommen / allmosen / und gerechtigkeiten ungehindert zu lassen verspricht; auch sollen die Evangelische Unterthanen mit denen Römischen die ungewöhnliche feyertage mit zu feyern nicht genöthiget seyn. Geben zu Fuldt den 6. Aprilis Anno 1707. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Cont. I. Fortsetzung. III. Abtheil. III. Absatz. X. pag. 165.]

C'eſt-à-dire.

Lettres d'Aſſurance accordées par ADELBERT *Abbé de Fulde à ſes Sujets de la Ville de* Viechberg, *par leſquelles il promet de les garder & maintenir inviolablement dans leurs Droits & Privileges, & en particulier dans l'Exercice de la Religion, ſelon la Confeſſion d'Ausbourg, comme auſſi dans la perception, & uſage de leurs Revenus, Salaires, Aumones &c. auſſi ne ſeront-ils pas contraints à celebrer avec les Catholiques les Feſtes inacoutumées, & particulieres. A Fulde le 6. Avril.* 1707.

VON GOttes Gnaden Wir Adalbertus, Abt des Stiffts Fulda / des Heil. Römischen Reichs Fürst / Römischer Kayserin Ertz Cantzler / durch Germanien und Gallien Primas &c. Urkunden und bekennen / für Uns und unsere Nachfolger am Stifft hiermit und krafft dieses / Demnach Wir Unser eine geraume Zeithero unter dem Chur- und Fürstl. Hauß Sachsen Pfandts-Weise gestandene Ambt Fischberg / mit seinen Dorffschafften und pertinentien / gegen verglichenen Abtrag des Pfand-Schillings / wiederum einzulösen gemeinet / weßwegen biß daher verschiedene Recht und Gütl. Handlungen gepflogen worden / und aber die Unterthanen dieses unsers Erb-Ambts der Evangelischen Religion und Glaubens-Lehre nach der Augspurgischen Confession zugethan / und verwandt sind; Alß erklähren Wir Uns uff gepflogene Unterhandlung in Gnaden dahin / haben Uns auch per modum Pacti, auff Intercession der bißherigen Pfands-Inhaber / mit Ihnen also verglichen / und versprechen Ihnen und Ihren Nachkommen sambt und sonders hiermit und in krafft dieses Briefs / daß wir dieselbe in bemelter ihrer Religion und Gottes-Dienst mit Reformation oder sonsten weder directe noch indirecte nicht turbiren / oder kräncken / sondern Sie und Ihre Nachkommen sambt und sonders bey dem publico und privato Exercitio der Evangelischen Religion, bey denen Kirchen und Schulen / auch Pfarr- und Schul-Besoldungen in fixo, wie auch Juribus Stolæ und Accidentien / denen Kirchen-Guthern / Renthen / Gülden / Zinsen / Zehenden an Geld oder Früchten / oder andern Victualien / Gerechtigkeit und Einkommen / die Nahmen haben wie sie wollen / nicht weniger auch denen Hospitalien / Allmosen / Milden-sachen / Stifftungen und deren Perception, ohne alle Hinderung und Abbruch beständig lassen / und ihnen sambt und sonders deme zugegen über kurtz oder lang nichts zuzumuthen / noch daß solches von denen Unsrigen geschehe / gestatten wollen; Worbey im fall Wir alß Territorial-Herr / Unsere Religion in besagten Ambt exerciren wolten / solches jedoch jetzterwehnten Unsern Ambts Fischbergischen Unterthanen jetzo zugestandenen Exercitio ihrer Religion cum annexis ohnabbrüchig seyn / und denenselben einiger Beytrag oder præstation an die Catholische Priesterschafft / Kirchen und Schul-Gebäude nicht auffgebürdet / auch in ihren Kirchen und Schulen kein Simultaneum eingeführt werden soll. Wie nun dahero die jetzigen Pfarr Kirchen und Schul-Bedienten besagten Ambts / in ihrer Ambts- und Religions-Ubung unverstöhret gelassen werden / also / wenn an einem Orth einer mit Todt oder sonsten abgienge / hat der benachbahrte Evangelische Pfarrer die Sacra, so lange gewöhnlicher massen zu administriren / biß die Gemeinde mit einem andern versehen / die Wittib aber die Besoldung auff eine gewisse Zeit / dem Herkommen nach / ohne Abbruch zugeniessen / und versprechen Wir an der abgehenden Stelle / jedesmahl solche Personen zu wehlen und zu confirmiren / welche ihrer Lehre und untadelhafften Lebens auch Geschicklichkeit halber genugsame Attestata von Evangel. Theologischen Facultäten oder Consistoriis, auch im fall sie schon im Pfarr-Ambte stünden / und ordiniret weren / von denen Gemeinden bekommen; Wie denn die Pfarrherrn nach Gewohnheit der Evangel. Kirche / denen Gemeinden mit Verstattung einer Prob-predigt præsentiret / und wenn Sie nichts erhebliches ihrer Lehr und guten Wandels halber einzuwenden / (worinn und wenn Sie auch sonst wieder ihre Pfarrer und Schul-Diener eine Klage und Beschwerung hätten / Wir sie nicht enthören / sondern die Justiz ihnen wiederfahren lassen wollen) von Evangel. Superintendenten uff vorgehende Prüfung / in Gegenwart einiger von der Gemeinde ordiniret / die Schul-Bedienten auch durch jedes Orths Pfarrern eingeführet werden sollen; Indem auch die Augspurg. Confessions-Verwandten in verschiedenen Materien / alß in puncto divortii & repudii, dispensationis in gradibus prohibitis, &c. von denen bey den Catholischen recipirten Canonibus differiren / alß wollen Wir in obigen und sonst discrepirenden fällen den Beambten auffgeben / daß er mit Zuziehung eines daselbstigen Geistlichen / als in einer Consistorial Sache / vor allen Dingen die Güthe tentire / Solte dieselbe aber nicht verfangen / und deßwegen die Sache vor Unserer nachgesetzten Regierung in Contradictorio außgeübet werden wollen / so solle daselbst nach ihren Religions-Principien die Sache erörtert / oder auff Begehren der Partheyen / von Außwärtigen / gleicher Religions-Academien oder Rechtsgelehrten ein / oder nach Befinden und Wichtigkeit der Sachen / mehr Decisiv-Urthel eingeholet / und also die ungekränckte Justiz ertheilet werden.

Dieweil auch nach dem Verbesserten Calender die Haupt-Feste beyder Religionen / auff gleiche Zeit celebriret werden / so hat es dabey sein Bewenden / und wollen Wir die übrige Catholische bey denen Evangel. ungewöhnliche Feyertage Unsere Unterthanen in bemelten Ambt mit zu feyern / nicht nöthigen / Uns im übrigen zu ihnen / samt und sonders versehend / Sie werden sich in Umbgang und Wandel gegen die Catholische Religions-zugethane / dergestalt, schied- und friedlich bezeigen /

wie

Commission de Sa Majesté T. C. pour M. de Saint Contest.

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre; A notre amé & feal Conseiller en nos Conseils, Maitre des Requêtes Ordinaire de notre Hôtel, Intendant de Justice, Police & Finances en la Generalité de Metz, & sur nos frontieres de Champagne, Luxembourg & la Sarre, le Sieur de Saint Contest, SALUT. Notre tres-cher & tres-amé frere & neveu le Duc de Lorraine Nous a fait representer que par l'article XXVIII. du Traité de Paix conclu à Ryswick, il est porté qu'il sera rétabli, pour lui, ses Hoirs & Successeurs, dans la libre & pleine possession des Etats, lieux & biens que le Duc Charles son Oncle paternel possedoit l'an 1670. lors qu'ils furent occupez par nos Armes; Qu'en cette année-là, ledit Duc Charles possedoit la Terre & Souveraineté de Commercy, ses appartenances, dépendances & annexes; sçavoir, la moitié de cette Souveraineté acquise par ses Autheurs en l'année 1443. & l'autre moitié, par l'acquisition que le même Duc Charles en fit en 1665. du Cardinal de Retz, à qui elle appartenoit incontestablement, en qualité de Legataire universel de Charles d'Augennes son cousin germain, Damoiseau de Commercy; à l'exception de quelques Villages, que notredit Frere & Neveu reconnoit être du Ressort du Bailliage de Vitry, & dont les Appels vont en notre Cour de Parlement de Paris; Que le Cardinal de Retz, par le Contract de vente qu'il fit de sa moitié, se reserva la jouissance & l'usufruit, sa vie durant, tant de la moitié qu'il avoit venduë, que de celle qui appartenoit audit Duc Charles, dont il a joui paisiblement jusqu'à son décés, & dont Nous n'avons pris possession que par la voie des armes, & par les Arrêts de reünions, dont Nous avons bien voulu depuis Nous départir en faveur de la Paix generale, par l'article IV. du Traité de Ryswick. Et comme notredit Frere & Neveu Nous a fait proposer de nommer un Commissaire de notre part, pour, avec ceux qu'il choisira de la sienne, examiner les Droits que Nous avons sur ladite Souveraineté de Commercy, & ses dépendances, & ceux qui peuvent aussi lui appartenir, pour les regler & terminer définitivement; Nous avons cru que Nous ne pouvions choisir personne qui pût s'en acquitter plus dignement que vous, par la connoissance que Nous avons de votre capacité, de votre vigilance, de votre zele, & de votre attachement à notre service, dont vous avez déja donné des preuves en plusieurs occasions importantes. POUR CES CAUSES, aprés Nous être fait representer lesdits Articles IV. & XXVIII. dudit Traité de Ryswick, & l'Article XLIX. du même Traité, qui porte que la cession ou la restitution de tous les lieux, personnes, effets, ou Droits, que Nous avons faite, n'acquerrera aucun nouveau Droit à ceux qui auront été rétablis, ou qui le devront être; Voulans favorablement traiter notredit Frere & Neveu, & lui donner des marques de l'estime & de l'affection que nous avons pour lui, Nous vous avons commis, ordonné & député, & par ces Presentes signées de notre main, commettons, ordonnons & députons, pour avec les Commissaires qui seront par lui nommez, munis de Pouvoirs suffisans, examiner les Droits & prétentions que Nous pouvons avoir dans la Terre & Souveraineté de Commercy & ses dépendances; ce qui peut appartenir à notredit Frere & Neveu dans la même Terre & Souveraineté; de quelle maniere le Duc Charles en jouissoit en 1670. & passer ensuite avec ses Commissaires, tous Traitez, Conventions, & autres Actes necessaires, pour conserver nos Droits & prétentions legitimes, ceder & abandonner à notredit Frere & Neveu tout ce qui se trouvera lui appartenir dans ladite Terre & Souveraineté de Commercy & ses dépendances; & generalement promettre, stipuler, conclure & accorder tout ce que vous estimerez necessaire, pour terminer entiérement cette affaire, avec la même autorité que Nous ferions ou pourrions faire, si Nous y étions presens en personne, encore que le cas requît un Mandement plus special: Promettant en foi & parole de Roi, d'avoir agreable, & de tenir ferme & stable à toujours, tout ce que vous aurez arrêté, conclu & signé en notre nom, & d'en fournir la Ratification en bonne forme dans les temps dont vous serez convenu: Car tel est notre plaisir. DONNE' à Versailles, le dix-septiéme jour du mois d'Avril l'an de grace mil sept cent sept, & de notre regne le soixante quatriéme.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas:

Par le Roi,

Signé,

COLBERT.

Et scellé du grand Sceau de cire jaune.

Commission de S. A. R. M. le Duc de Lorraine pour Messieurs Mahuet & Protin.

LEOPOLD par la grace de Dieu Duc de Lorraine & de Bar, Roi de Jerusalem, Marchis, Duc de Calabre & de Gueldres, Marquis de Pont-à-Mousson & de Nommeny, Comte de Provence, Vaudemont, Blamont, Zutphen, Sarwerden, Salm, Falkenstein, &c. A nos trés chers & Feaux le Sieur Jean-Baptiste de Mahuet, Baron du Saint Empire, Seigneur de Sanley & Drouville, Conseiller en nos Conseils d'Etat & Privé, & premier Président en notre Cour Souveraine de Lorraine & Barrois; Et le Sieur Paul Protin, aussi Conseiller d'Etat des Nôtres, & Maître des Requêtes Ordinaire de notre Hôtel, SALUT. Ayant jugé du bien de notre service de nommer & commettre quelques personnes de notre part, pour, avec le Commissaire qui sera dénommé par le Roi Tres-Chrétien, entrer en connoissance des difficultez & contestations qui se rencontrent entre Sa Majesté Tres-Chrétienne & Nous, au sujet de la Souveraineté des Terre & Seigneurie de Commercy, & Villages en dépendans; Sçavoir faisons, qu'étans pleinement informez de votre capacité, experience, bonne conduite, fidelité, & affection au bien de notre service; A CES CAUSES, & autres bonnes & justes à ce Nous mouvantes, Nous vous avons commis, nommé, ordonné & député, commettons, nommons, ordonnons & députons par ces Presentes pour nos Commissaires, & en cette qualité reconnoitre avec le Commissaire qui sera pareillement nommé par Sa Majesté T. C. toutes les difficultez & contestations qui se rencontrent au sujet de la Souveraineté desdites Terre & Seigneurie de Commercy, ses appartenances & dépendances, les terminer, regler & décider entre vous & lui, ainsi qu'il sera jugé plus convenable, & en passer tous Traitez & autres Actes à ce necessaires; De quoi faire Nous vous avons donné & donnons tout Pouvoir, Commission, & Mandement exprés & special. Promettant d'avoir pour agreable, ferme & stable, approuver, confirmer & ratifier tout ce dont vous serez convenus en notre nom à cet effet. Mandons à tous nos Officiers, Justiciers, Hommes & Sujets qu'il appartiendra; de vous reconnoître en qualité de nos Commissaires, & de vous donner toute l'assistance dont vous pourrez avoir besoin pour le fait de ladite Commission: Car ainsi Nous plait. En foi de quoi Nous avons aux Presentes signées de notre main, & contresignées par l'un de nos Conseillers Secretaires d'Etat, Commandemens & Finances, fait mettre & appendre notre grand Scel. DONNE' en notre Ville de Luneville, le 20. Fevrier mil sept cens sept.

Signé,

LEOPOLD.

Et plus bas:

Par Son Altesse Royale,

J. LE BEGUE,

Et scellé du grand Sceau de cire rouge. Collationné,

Signé,

DE BARBERIE DE SAINT CONTEST,

J. B. MAHUET & PROTIN.

ANNO 1707.

Ratification de Sa Majesté T. C.

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre; A tous ceux qui ces Presentes Lettres verront, SALUT. Ayant vû & examiné les Articles du Traité conclu & signé en notre nom le septiéme de ce mois, entre notre amé & feal le Sieur de Saint Contest, Conseiller en nos Conseils, Maître des Requêtes ordinaire de notre Hôtel, Intendant de Justice, Police & Finances de la Generalité de Metz, & sur nos frontieres de Champagne, Luxembourg & de la Sarre, en vertu du plein Pouvoir que Nous lui en avions donné; & entre les Sieurs de Mahuet, Conseiller d'Etat de notre tres cher & tres-amé Frere & Neveu le Duc de Lorraine, & premier President en sa Cour Souveraine de Lorraine; Et le Sieur Protin, aussi Conseilles d'Etat de notredit Frere & Neveu, & Maître des Requêtes ordinaire de son Hôtel, munis pareillement des Pouvoirs necessaires; duquel Traité la teneur s'ensuit.

Nous Dominique de Barberie, Chevalier Seigneur de Saint Contest & autres lieux, Conseiller du Roy en ses Conseils, Maitre des Requêtes Ordinaire de son Hôtel, Intendant de Justice, Police & Finances en la Generalité de Metz, frontieres de Champagne, du Luxembourg & de la Sarre, Commissaire nommé par Sa Majesté, par Commission du dix-sept Avril dernier, &c.

Nous ayant agreable le susdit Traité, en tout & un chacun les Points & Articles qui y sont contenus & declarez, avons iceux loué, approuvé & ratiffié, louons, approuvons & ratifions par ces Presentes signées de notre main; Promettant, en foi & parole de Roy, de l'accomplir, observer, & faire observer sincetement & de bonne foy, sans souffrir qu'il soit jamais allé directement ou indirectement au contraire, pour quelque cause & occasion que ce puisse être. En temoin de quoi Nous avons signé ces Presentes, & à icelles fait apposer notre scel. DONNE' à Marly le trente & uniéme jour de May l'an de grace mil sept cent sept, & de notre Regne le soixante cinquiéme.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas:

Par le Roy,

Signé,

COLBERT;

Et scellé du grand Sceau de cire jaune.

Ratification de S. A. R. Monseigneur le Duc de Lorraine.

LEOPOLD par la grace de Dieu Duc de Lorraine & de Bar, Roi de Jerusalem, Marchis, Duc de Calabre & de Gueldres, Marquis de Pont-à-Mousson & de Nommeny, Comte de Provence, Vaudemont, Blamont, Zutphen, Sarwerden, Salm, Falkenstein, &c. A tous ceux qui ces Presentes verront, SALUT. Ayant vû le Traité que nos tres chers & feaux le Sieur Jean Baptiste de Mahuet, Baron du S. Empire, Seigneur de Sauley & de Drouville, Conseilles en nos Conseils d'Etat & Privé, President en notre Cour Souveraine de Lorraine & Barrois; & le Sieur Paul Protin, aussi Conseiller d'Etat des Nôtres, & Maîtres des Requêtes ordinaire de notre Hôtel, Commissaires par nous deputes en vertu du Pouvoir que Nous leur avions donné, auroient conclu, arrêté & signé en la Ville de Metz, le septiéme du present mois de May, avec le Sieur Dominique de Barberie de Saint Contest, Conseiller du Roi T. C. en ses Conseils, Maitre des Requêtes ordinaire de son Hôtel, Intendant de Justice, Police & Finances en la Generalité de Metz, frontieres de Champagne, du Luxembourg & de la Sarre, & son Commissaire pareillement muni de son Pouvoir, duquel Traité la teneur ensuit

Nous Dominique de Barberie, Chevalier Seigneur de Saint Contest & autres lieux, Conseiller du Roy en ses Conseils, Maitre des Requêtes ordinaire de son Hôtel, Intendant de Justice, Police & Finances en la Generalité de Metz, Frontieres de Champagne, du Luxembourg, & de la Sarre, Commissaire nommé par Sa Majesté, par Commission du dix-sept Avril dernier, &c.

ANNO 1707.

Nous avons le susdit Traité agréé, approuvé & ratifié, agréons, approuvons & ratifions par ces Presentes; Promettant en foi & parole de Prince, de l'accomplir, observer & faire observer en tous ses Points & Articles, sans souffrir que pour quelque cause & occasion que ce soit, il y soit contrevenu directement ni indirectement. En témoin de quoi Nous avons ausdites Presentes signées de notre main, & contresignées par l'un de nos Conseillers Secretaires d'Etat, Commandemens & Finances, fait mettre & appendre notre grand Scel. DONNE' en notre Ville de Luneville, le quatorziéme dudit mois de May mil sept cens sept.

Signé,

LEOPOLD.

Et plus bas:

Par Son Altesse Royale,

Signé,

J. LE BEGUE.

Proces-verbal de Prise de possession par M Mahuet, pour S. A. R. M. le Duc de Lorraine.

CEJOURD'HUI dix-neufviéme Août mil sept cent sept. Nous JEAN-BAPTISTE MAHUET, Chevalier Seigneur de Sauley, Drouville, & autres lieux, Conseiller d'Etat de Son Altesse Royale, Premier President en sa Cour Souveraine de Lorraine & Barrois, Commissaire par Elle nommé par Lettres expediées à Luneville, le quatorze du present mois, signées de Sadite Altesse Royale, & contre signées LABBE', & scellées de son Scel sécret, à l'effet de prendre pour Elle & en son nom, possession de la Souveraineté des Châteaux, Ville, Bourg & Faubourg de Commercy, ses appartenances, dépendances & annexes, en execution du Traité passé en la Ville de Metz le septiéme May dernier, entre Monsieur Barberie de Saint Contest, Conseiller du Roi tres-Chrétien en ses Conseils, Maître d s Requêtes Ordinaire de son Hôtel, Intendant de la Generalité de Metz, & Commissaire nommé par Sa Majesté Tres-Chrétienne d'une part; Nous, & Monsieur PROTIN, Chevalier Seigneur de Vulmont, Conseilles d'Etat de Son Altesse Royale, Maître des Requêtes Ordinaire de son Hôtel, Commissaires nommez par Sadite Altesse Royale, d'autre part; à l'effet de termines les difficultez & contestations qui se rencontroient entre Sa Majesté Tres-Chrétienne & Sadite Altesse Royale, au sujet de la proprieté de la Souveraineté de la Terre & Seigneurie de Commercy, ses appartenances, dépendances & annexes, ledit Traité ratiffié par Son Altesse Royale le quatorze dudit mois de Mai, & par Sa Majesté Tres-Chrétienne le trente & uniéme du même mois; Nous étant transportez en cette Ville de Commercy pour l'execution de notre Commission & dudit Traité, par lequel il est convenu & arrêté qu'en vertu du Traité de Paix conclu à Ryswick le trentiéme Octobre de l'année 1697. Sadite Altesse Royale devoit être rétablie & maintenue en la pleine & paisible possession de la Souveraineté de ladite Terre & Seigneurie de Commercy, ses appartenances, dépendances & annexes; Nous avons fait avertir les Sieurs Charles-François Durand, Jean Noirel, & Henry-François Bonnet, President & Juges de la Cour Souveraine des grands Jours dudit Commercy, & le Sieur François-Anne Dupuy, Procureur General de ladite Cour, de se rendre dans la Salle de leurs Séances ordinaires, accompagnez de leurs Greffiers & Huissiers; Où nous étant pareillement rendu, & ayant pris séance, Nous y avons mandé les Prevôts de la Justice ordinaire dudit lieu, leurs Lieutenans, les Procureurs Fiscaux, & leurs Substituts, les Prevôt,

ANNO 1707.

vôt, Procureur, Syndic & Secretaire de la Justice des Chanoines dudit lieu, les Officiers de l'Hôtel commun de ladite Ville, & les Maires de tous les Villages dépendans de ladite Terre & Seigneurie : Tous lesquels ayant comparu ; Sçavoir M. Jean Baptiste Raillard, Prevôt, pour Madame la Princesse de Lislebonne, Dominique Rouyer son Lieutenant, François Lallemand Procureur d'Office de ladite Dame, François Dominique Lallemand son Substitut, Nicolas Martin, Humbert Saintin, & Nicolas Martinot Greffier desdites Prevôtez ; les Sieurs Jean Guillermin, Prevôt de la Justice des Chanoines, Jean Haybelot Syndic, & Nicolas Rouyer Secretaire ; M. Dominique Rouyer Maire de Commercy, François la Paillotte le jeune, Lieutenant, Anthoine Denis, Nicolas Gallois, & Gilbert Baudot Echevins, ledit Dominique Rouyer Maire de Breuil, Jean Larcher Maire d'Euville, Jean Hebert, & Christophe Saintin Maire de Lérouville, Claude Desbœufs Maire de Chouville, Jacques Toussenel Maire de Saint-Aubin, Gerard Petit, Maire de Mesnil la Horgne, Pierre Lucion Maire de la Neuville au Rup, Claude Fromont & Martin Maury Maire de Méligny le grand, Nicolas Rouyer Maire de Ville-Issey.

Nous leur avons declaré qu'en vertu du Traité dudit jour septiéme May dernier, des Ratifications qui en ont été bien & duëment faites & échangées, & de notre Commission dont nous leur avons fait donner lecture, nous étions venus pour prendre, comme effectivement nous prenons en leur presence possession au nom de Son Altesse Royale, de la Souveraineté de ladite Terre & Seigneurie de Commercy, ses appartenances & dépendances annexes ; pour en jouir par Sadite Altesse Royale dans les Châteaux, Ville, Bourg & Fauxbourg dudit Commercy, & encore dans les Villages de Breuil, Lérouville, & Euville, en tous Droits de Souveraineté, ainsi que les Ducs ses Prédecesseurs, & les Seigneurs Damoiseaux de Commercy en ont ci-devant joui, & en jouissoient en l'année 1670. Et encore dans les Villages de Ville-Issey, Saint-Aubin, Méligny le grand, Mesnil la Horgne, Chonville, & la Neuville au Rup, leurs appartenances, dépendances & annexes, sous le ressort neanmoins de la Justice desdits six Villages, leurs appartenance, dépendances & annexes, au Bailliage Royal & Siége Presidial de Vitry, & en cas d'appel au Parlement de Paris. Et en conséquence, nous avons ordonné que par M. Philippe Larcher, Greffier par nous commis, ledit Traité, notre Commission, & notre present Procés-verbal seront registrez dans les Registres de la Cour Souveraine desdits Grands Jours, & que par les Greffiers ordinaires desdites Prevôtez & Hôtel de Ville, ils seront pareillement registrez dans les Registres desdites Jurisdictions, pour être le contenu audit Traité exactement suivi & executé selon sa forme & teneur.

Ensuite de quoi, & du Pouvoir qu'il a plû à Son Altesse Royale de nous donner, avons destitué lesdits Sieurs Durand, Noirel, Bonnet & Dupuy des Offices & Commissions, en vertu desquels ils exerçoient la Jurisdiction de la Cour Souveraine des Grands Jours de Commercy, de même que le Greffier & les Huissiers de ladite Cour, & leur avons fait deffences d'y plus faire les fonctions des emplois dont ils étoient revêtus, en vertu des Titres & Commissions qu'ils en avoient. Et de la même autorité, nous les avons rétablis, sous le bon plaisir de Son Altesse Royale, pour y faire les mêmes & semblables fonctions, en son seul nom, sous son Seel, & sous son autorité Souveraine, tant qu'il lui plaira, avec les mêmes titres & qualitez, Séances, Honneurs, Prérogatives, Autoritez, Prééminences, Franchises, Privileges, Droits, Emolumens, profits & revenus dont ils ont ci-devant joui, & dû jouir de Droit. A l'effet de quoi Nous avons pris & reçu d'eux le serment au cas requis. Avons en outre enjoint ausdits Prevôts, & encore au Prevôt, Procureur Syndic des Chanoines dudit lieu, dont les appellations ressortissoient immédiatement à ladite Cour Souveraine, ensemble aux Maire & Officiers de l'Hôtel de ladite Ville, de bien & fidelement exercer leurs emplois, sous l'autorité Souveraine de Son Altesse Royale, de même qu'aux Maires des Villages de Breuil, Lérouville, & Euville, de reconnoître pour Juges Souverains, & en dernier ressort, les Présidens & Officiers par Nous établis pour exercer la Jurisdiction de ladite Cour Souveraine des Grands jours : Enjoignant pareillement à ceux des Villages de Ville-Issey, Saint-Aubin, Chonville, Méligny le grand, Mesnil la Horgne, & la Neuville au Rup, de reconnoître, comme ils ont fait ci-devant, les Gens tenans le Bailliage Royal & Siége Présidial de Vitry pour Juges du Ressort de leurs Justices, & en cas d'Appel, le Parlement de Paris ; & à tous les Hommes, Sujets, Officiers, Justiciers & Habitans de la Souveraineté de ladite Terre & Seigneurie de Commercy, ses appartenances, dépendances & annexes, de se comporter en tout comme bons & fideles Sujets de S. A. R. doivent faire, & de lui obeïr fidellement en tout ce qui leur sera ordonné & commandé de sa part. A l'effet de quoi Nous avons pareillement pris & reçu le serment au cas requis, desdits Prevôts, leurs Lieutenans, Procureurs fiscaux, leurs Substituts, & des Officiers dudit Hôtel de Ville, & des Maires de tous lesdits Villages, en presence des plus notables Ecclesiastiques & Bourgeois de ladite Ville & Souveraineté. FAIT en la Salle de l'Audiance de la Cour Souveraine des Grands jours dudit Commercy, ledit jour dix-neufviéme Août mil sept cens sept.

Signé,

J. B. MAHUET,
DE LAHEVILLE,
DURAND,
J. NOIREL,
H. F. BONNET,
DUPUY,
J. B. RAILLARD,
BRADY,
F. LALLEMAND,
F. D. LALLEMAND *Substitut*,
BARROIS,
L. S. NICOLAS, *Doyen & Curé de Commercy*,
LA PAILLOTTE *Lieutenant de Maire*,
BAULIN *Avocat*,
D. ROUYER *Maire*,
ANTHOINE DENIS,
NICOLAS GALLOIS,
F. LARTILLIER *Avocat*,
C. BAUDOT,
N. THOMAS *Substitut*,
FRANÇOIS LA PAILLOTTE *Lieutenant de Prevôt*,
GUILLERMIN *Prevôt*,
MARTINOT *Greffier*,
J. HEYBLOT *Procureur Syndic du Chapitre*,
N. ROYER *Secretaire*,
D. MAILLOT *Prieur de Breuil*,
D. LOUIS POINSIGNON *Procureur*,
J. HEBERT.
JEAN CHEVENIER,
JEAN LARCHER *Maire d'Euville*,
NICOLAS GUICHARD,
J. VOITOU,
J. BICRAT,
C. DESBOEUFS *Maire de Chonville*,
JACQ. TOUSSENEL,
C. SAINCTIN,
G. PETIT,
N. ROUYER,
F. B. RAMBONNET *Prieur de l'Abbaye de Riéval*,
C. FROMONT,
F. JEAN BOTTIN *Procureur de l'Abbaye de Riéval*,
M. MAURY, & LARCHER *Greffier de la Cour*.

ANNO 1707. 30. Juillet

LXXVIII.

Traité par lequel la Ville & Cité de TOURNAS, *se soumet pour sa Banlieue ancienne & nouvelle, aux Contributions de Guerre ordonnées par L. H. P. les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES. *Fait à Gand le 30. Juillet 1707.* [Pièce autentique tirée des Regiſtres de la Ville & Cité de Tournay.]

DE Raad van Staate der Vereenigde Nederlanden gesien en geexamineerd hebbende het Accoord door den Ontfanger der Contributien Johan Theodoor Wierts als daar toe wegens haar Ed. Mog. geauthoriseert gesloten over der Contributien met die van het Banlieue van Doornick op de 30. Julii laaſt leede volgende hier na van woorde te woorde.

NOUS Jean Theodore Wierts ayans la direction des Contriburions pour le ſervice des Etats Generaux des Provinces Unies, authoriſé de la part du Conſeil d'Etat deſdites Provinces d'une part, Jean Baptiſte Vivequin, Maximilien Cambier, & Pierre François de la Ruë, reſpectivement deputez pour les Banlieues ancienne & nouvelle de la Ville de Tournay au del à de l'Eſcault coſté de Lille & de la Flandres d'autre part, pour traiter de la Contribution de le preſente année, qui eſt commencée le quinze de May dernier à finir à pareil jour de l'an mil ſept cens huit, declarons, ſans tirer a conſequence pour la ſuitte, qu'il ſera payé par leſdites Banlieues ancienne & nouvelle avec les dependances la ſomme de ſept mille cinq cens Florins argent de change, pour toute Contribution, Fourages, Vaches & autres choſes, generalement quelconques qui pourroient être exigibles à ce titre ou autres charges de quelque nom qu'on les puiſſe nommer & qualifier pendant ledit terme, ſauf les Droits de Sauvegardes dont il en ſera pris & payé deux pendant laditte année par chaque Paroiſſe de laditte Banlieue ancienne & nouvelle à raiſon de cinq Eſcus chacune, & deux eſcalins de permiſſion pour les Droits d'enregiſtrement, excepté les Droits de Comptoir.

II. Le payement de la ditte ſomme de ſept mille cinq cens Florins ſera entre les mains dudit Sr. Wierts en quatre termes, dont le premier eſcherra au quinze d'Aouſt prochain, le deuxieſme pendant tout le mois d'Octobre auſſi prochain, le troiſieſme pendant le mois de Janvier mil ſept cens huit, & le dernier au dix d'Avril de la meſme année.

III. Au moyen de quoy les Partis qui pourroient être envoyez dans leſdittes Banlieues pour le ſervice des Alliez, ſeront tenus d'y vivre en bonne ordre & diſcipline de Guerre, & ils n'y rafraichiront que pour leur Argent, ſans être en aucune maniere à charge auxdites Banlieues, & s'ils faiſoient le contraire, il ſera tenu des Proces verbaux deuement verifiez par les Officiers ou Gens de Loy des Lieux des dommages & intereſts qu'ils y auront cauſez, pour en être tenu compte ſur ladite Contribution.

IV. Les Habitans deſdites Banlieues pourront prendre les Armes contre les Marodeurs, Voleurs, & les Parties qui ne ſeront pas munis de Paſſeports ſuffiſans, ſans que pour cela ils ſoient reputez avoir commis aucune hoſtilité ou choſe contraire au preſent Traité.

V. Les Generaux, Commandants, & autres Officiers deſdits Alliez, ne pourront exiger deſdits Habitans aucune choſe, ſoit à titre de donation, preſens, courtoiſie, ou autrement, ſous quelque pretexte que ce puiſſe être, & ſi nonobſtant le preſent Traité, ils en exigeoient quelque choſe, il en ſera dreſſé des Proces verbaux par les gens de Loy ou Officiers des Lieux, leſquels étans trouvez veritables ſeront envoyez audit Sieur Wierts, pour les examiner, & en tenir compte ſur laditte Contribution.

VI. En ſorte que les Habitans deſdites Banlieuës, tant Nobles qu'autres, de telle qualité qu'ils ſoient, excepté les Militaires, demeureront en toute ſeureté avec leurs Biens, Beſtiaux, Grains, Fourages, Utenſiles, Denrées & tous autres effects generalement quelconques, & pourront aller venir & trafiquer librement dans toute l'étendue des Terres & Places de leur Souverain, & de ſes Alliez, pourveu qu'ils ſoient munis d'un Certificat de la Juſtice ou gens de Loy de leur reſidence.

VII. Il ſera delivré de Paſſeports gratis aux grand Prevoſt, Mayeur, Commis aux Finances, Conſeiller Pentionaire, Subdelegué de l'Intendant, Commis au Logement, Procureur Fiſcal, Greffier & Treſorier de laditte Ville, & auxdits Cambier & de la Ruë Deputez, pour leurs Perſonnes, Femmes, Enfans & Domeſtiques, enſemble ou ſeparement en telle voiture qu'il leur plaira. ANNO 1706.

VIII. Que les Seigneurs & Dames des Paroiſſes & Seigneuries eſdites Banlieuës, les Baillifs, Greffiers Collecteurs des Tailles des Communautés auſſi bien que les Laboureurs du College demeurans dans laditte Ville pourront aller & venir librement, & en toute ſeureté, faire les fonctions de leurs Charges dans les Villages, de ladite Banlieuë de Tournay, & en general il ſera permis conformement à la reſolution de leurs Nobles Puiſſances, du 27. Janvier de la preſente année, que les Habitans de ladite Banlieuë de Tournay gagnant leur vie à l'Agriculture ou Negoce & demeurant dans le plat Païs à une lieue des Terres d'Eſpagne occupez par les Armes des Alliez, d'aller l'eſpace d'une lieue ſur leſdites Terres & au plus proche marché & plat Païs d'Eſpagne, munis d'un Certificat des Gens de Loy de leurs Villages.

IX. Que les Habitans des ſuſdites Banlieues & les Laboureurs dudit College, eſtans commandés comme Pionniers, ou bien avec leurs Chevaux, Chariots, ou Charettes, pour le ſervice de leur Souverain, ſes Armées ou Alliées, pourront aller & retourner librement avec leurs outils, Chevaux, Cherettes, ou Chariots par toutes leſdites Terres ſans être de bonne priſe, moyennant un Certificat des Officiers ou Gens de Loy de leur reſidence, & qu'ils vont par ordre de leurs Superieurs pour le ſervice de leurdit Souverain, ou de ſes Alliez, tant dans les Armées que dans les Places.

X. Il a été convenu que l'or & l'argent monnoyé dont les particuliers deſdites Banlieues & autres ci-deſſus ſpecifiez ſe trouveront porteurs & celui qu'ils conduiront provenant des Contributions, Aydes & Subſides, Denrées & Manufactures, ne ſera point reputé de contrebande, & pourra être conduit ſurement ſur la foy tant des Certificats du Magiſtrat de laditte Ville & des Officiers ou Gens de Loy des Paroiſſes deſdites Banlieues, que de tous Paſſeports, qui pourroient être delivrez.

XI. Il ſera permis aux Habitans de laditte Ville de Tournay d'aller & venir librement dans tous les Faubourgs de ladite Ville, y compris la Chartreuſe & la Tombe.

Le preſent Traité ſera ratifié de part & d'autre dans le terme de douze jours; ſcavoir de la part dudit Sieur Wierts, par les Seigneurs du Conſeil d'Etat des Provinces Unies, ſe faiſans fort de tous leurs Alliez, nuls exceptés, & de la part deſdits Srs. Deputez de leurs Principaux. Ainſi fait triple à Gand le trente de Juillet mil ſept cens ſept,

Was getekent,

J. T. WIERTS,
F. DE LA RUE,
M. CAMBIER,
JEAN BAPTISTE VIVEQUIN.

Lager ſtont,

Moy preſent,

En gecontraſigneert,

FRANÇOIS DENEK.

Heeft het voorſz. Accord geapprobeert en geratificeert, approbeert en ratificeert 't ſelve in kragte deeſe belovende 't ſelve in alle deele te ſullen doen obſerveren en naarkomen,

Aldus gedaan in s'Gravenhage den 13. Septembre 1707.

Ondertekent,

V. DEDEM, vt.

Onder ſtont ter Ordonnantie van de Raad van Staate,

Ondertekent,

J. VAN SLINGELANDT.

Collationné & trouvé accorder à Son Original, temoin le ſeing du Greffier Civil de la Ville & Cité de Tournay, cy mis jointement le Cachet ſecret de ladite Ville.

D. VAFFELART.

LXXIX.

ANNO 1707.

11/22 Août.

21. Août.

1. Sept.

LXXIX.

Articuli Conventionis inter Augustissimum Cæsarem JOSEPHUM, *&* CAROLUM XII. *Regem Sueciæ in puncto liberi Religionis Exercitu Incolis Silesiæ Augustanæ Confessioni addictis, concessi, quorum primus in Castris Regiis Alt-Ranstadtensibus die 11/22 Augusti initus est, reliqui vero in eisdem Castris die 21. Augusti 1. Septembris.* 1707. [LEHMANNUS *Suppletus & Continuatus* inter Acta Religionis Silesiaca. pag 848. LUNIG. Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheil I. Absatz. I. pag. 203. en Allemand & en Latin.]

Promittitur a parte Sacr. Cæsar. Majestatis

ARTICUL. I.

LIBERUM Religionis Exercitium, quod Principibus Silesiæ, Comitibus, Baronibus, Nobilibus, eorumque Subditis, nec non Civitatibus, Suburbiis, & Pagis Augustanæ Confessioni addictis, Pace Osnabrugensi est concessum, non modo salvum & imperturbatum fore, sed etiam, quæ contra genuinum ejus Pacificationis Sensum innovata reperiuntur; sequensibus modis correctum iri:

§. 1. Quæ Templa & Scholæ in Principatibus Lignitio, Briga, Munsterberga, ac Oelsna, ut & Urbe Vratislavia, Civitatibusque reliquis, Suburbiis & Pagis, post Pacem Westphalicam adempta sunt, sive Catholicis Sacris initiata, sive tantum occlusa fuerint, illa in eum statum, in quo tempore dictæ Pacificationis erant, reponentur, & Augustanæ Confessioni addictis cum cunctis Juribus, Privilegiis, Reditibus, Fundis, Bonisque eo pertinentibus, intra Semestre spatium ad summum aut citius restituentur.

§. 2. Ecclesiis, quæ Templa habent extructa ad mœnia Civitatum Schwidnizii, Javorii, ac Glogoviæ, non tantum liberum esto, tot alere Sacerdotes, quot sacris administrandis sufficiant, verum & pro Educatione Liberorum Scholas prope eadem Templa habere & instaurare.

§. 3. In iis vero locis, ubi publicus Augustanæ Religionis Usus interdictus est, nemo prohibebitur, cultum divinum pacificè & tranquillè in Ædibus suis pro se, suisque Liberis, Inquilinis ac Domesticis peragere, Liberosque suos exteris suæ Religionis Scholis, aut privatis Domi Præceptoribus instituendos tradere: Nec quisquam Augustanæ Confessionis in Silesiâ cogetur Sacris Catholicorum interesse, Scholas eorum frequentare, Religionem amplecti, aut Parochos Catholicorum, ad Actus Ministeriales, velut Copulationis, Baptizationis, Funerales, Communicationis Sacræ, aliosque ejusmodi adhibere, sed integrum cuique erit, horum Negotiorum causa, ad Loca vicina intra vel extra Silesiam, ubi Augustana Religio viget, se conferre, solutis Parocho Loci iis, quæ ex veteri Usu debentur. Porro non impedientur Sacerdotes Augustanæ Confessionis, cum accersentur, ægrotos suæ Religionis sub Catholicorum Jurisdictione degentes invisere, nec non captivis & ad mortem damnatis communicando, conducendo, & consolando, adesse.

§. 4. Nobiles aliique Catholicæ Fidei, qui in Parochiis Augustanæ Religioni addictis degunt, aut Fundos habent, Parocho Ecclesiæ Augustanæ Decimas, aliosque Reditus, qui Stolæ nomine veniunt, solvere tenentur.

§. 5 Pupillis ac Orphanis, qui Parentibus Augustanæ Confessionis nati sunt, cujuscunque Sexus & Conditionis fuerint, Tutores ac Curatores diversæ Religionis non obtrudentur, multo minus hisce fas erit pupillos in Monasteria abdere, suæque Religionis Principiis imbuere, & cum Matribus de Jure naturali competat Tutela ac Educatio Liberorum suorum, licitum esto illis, ubi Tutores ac Curatores legitimi aut Testamentarii non adsunt, alios Augustanæ Religionis expetere, sibique adjungere.

§. 6 Cum Negotium Religionis causa incidat, à Præfecto aut Judice Subsellii inferioris Executioni non mandabitur, antequam is, cui lis intentatur, ad Supremum Silesiæ Regimen, aut ipsam Sacram Cæsaream Majestatem, illud deferre possit, ibique Jus experiri: Proinde licitum erit Statibus Augustanam Religionem profitentibus hunc in finem certos Homines ac Mandatarios, ad Aulam Cæsaream propriis sumptibus alere ac sustentare.

ANNO 1707.

§. 7. Causæ Matrimoniales, aliæque ad Religionem spectantes Consistorio Catholico, vel non subjicientur, aut secundum Canones, in Augustana Religione receptos; judicabuntur: In iis vero Principatibus, ubi tempore Pacis Westphalicæ Consistoria Augustanæ Confessionis fuerunt, juxta veterem usum restauranda sunt, quæ ejusmodi Causas examinabunt, decidentque, salva ubique Appellatione ad summum Principem.

§. 8. Nullæ amplius Ecclesiæ ac Scholæ in Civitatibus, Suburbiis, ac Pagis per universam Silesiam, ubi Augustanæ Religionis Exercitium adhuc manet, sive à Collatione Cæsarea sive aliorum Patronorum Catholicorum dependeant, auferentur, sed cum Pastoribus ac Collegiis Scholarum conservabuntur & protegentur. Patronis quoque Ecclesiarum Jus salvum esto, vocandi Sacerdotes ac Ministros Religionis Augustanæ ad munia in Ecclesiis & Scholis obeunda, nec illis impedimento erunt Contradictiones Catholicorum, qui Jus Patronatus habent simultanei; qui si tergiversentur, nec intra tempus consuetum se declarent, Universitati facultas esto, Sacerdotes ac Ministros Scholarum idoneos vocandi; sine tamen diminutione Juris Patrono hac in Causa competentis.

§. 9. Nobiles, Vasalli, ac Subditi Augustanæ Religionis ab Officiis Publicis; quatenus ad ea idonei fuerint, non arcebuntur, neque vetabuntur, Bona sua vendere, & extra Territorium, cum libitum fuerit, commigrare, quemadmodum Pace Westphalica fusius est expositum.

§. 10. Sacra Cæsarea Majestas amicis Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ, Principum, ac Statuum ejusdem Religionis Interventionibus ac Intercessionibus pro majori Exercitii Religionis Libertate, iisdem Statibus obtinenda, locum relinquere non recusabit, ad mentem Pacis Westphalicæ.

§. 11. Mandabit pariter recepto more, ut quæ hic ita acta ac transacta sunt, non tantum ad dictum tempus Executioni tradantur, sed etiam, ut omnes ac singuli Articuli, qui hic comprehenduntur, exacte, ac bona fide quovis tempore observentur, ac impleantur. Quemadmodum iis nunc quoque & in perpetuum vim Legis tribuit, nullis contrariis Rescriptis ac Mandatis infringendæ. Permittit denique ut Minister Suecicus Executioni adsistat, ac eorum, quæ hoc in Negotio aguntur, Communicationem accipiat. Dabantur in Castris Regiis Alt-Ranstadiensibus die 11/22. Augusti 1707.

JOHANNES WENCESLAUS,
Comes WRATISLAV.

(L. S.)

Ulteriores Articuli Conventionis inter Sac. Cæsaream Majestatem ac Serenissʃ. Potentissimumque Regem Sueciæ die 21. August. (1. Septem.) A. MDCCVII. in Castris Regiis Alt-Ranstadii consummatæ.

ARTICULUS II.

CUM S. R. M. Sueciæ maxime sibi cordi esse testata sit Serenissimæ Domus Holsato-Gottorpiensis commoda: pollicetur Sac. Cæsarea Majest. se, cum ab hac Ducali Domo decenti modo sequiratur, Pactum illud, quod Capitulum Lubecense An. 1647. de eligendis ex illa in sextam usque generationem Episcopis ac Coadjutoribus inierat, prævia cognitione intra spacium quatuor mensium confirmaturam.

§. 1. Propensam insuper se declarat ad continuandum in Domo regnatrice Holsato-Gottorpiensi Jus Primogenituræ, ordinatione Ducis Johann. Adolphi die 9. Januarii 1608. introductum; quatenus à subsecutis continua serie Cæsaribus confirmatum est: Adeo, ut, cum supra memoratum Pactum, tum hanc toties constabilitam Ordinationem, recepta in Aula Cæsarea forma, non tantum confirmare velit, verum

ANNO 1707.

rum etiam hinc quæsitum Seren. Domus Holsato Gottorpiensis Jus in vigore suo conservare, neque permittere, ut quicquam in contrarium unquam statuatur.

ARTICUL. III.

Remitit Sacr. Cæsarea Majest. S. R. Majestati Sueciæ omne subsidium Militis sive pecuniæ, aliusque Præstationis, quam ob Provincias suas Germanicas, cum ad priora tempora, tum ad præsens à Sacr. Cæsar. Majestate & Imperio, contra Galliam ejusque Asseclas decretum Bellum conferre tenebatur, & durante Bello hoc, debere poterit. Neque fas erit eo nomine S. R. Majestatem ejusque Successores, aut Regnum Sueciæ ipsasque Provincias Germanicas, quavis ratione, ullo tempore compellare aut molestare: Manente alias omni nexu, quo, extra hanc remissionem, propter Provincias has S. Cæs. Majestati ac Imperio obstricta est & imposterum obstricta erit.

ARTICUL. IV.

Ut autem hisce promissis eo majus robur addatur, certiorque fides sit, omnia ac singula, quæ in iis continentur, sancte ac inviolabiliter servatum iri: S. Regiæ Majest. Sueciæ potestas relinquitur, eos quos voluerit, fidei-Jussores pro iis nominandi atque suscipiendi.

In quorum omnium fidem Sac. Cæs. Majest. Minister Plena Potestate instructus, præsentem Conventionem subscriptam Sigillo suo solito confirmavit, atque à Sac. Cæs. Majestate intra terminum duarum Septimanarum, ab hoc die computandarum, ratam habitum, ipsumque adeo Ratihabitionis Instrumentum rite extraditum iri, promisit. Dabantur in Castris Regiis Alt-Ranstadiensibus die 21. Augusti (1. Sept.) 1707.

(L. S.)

JOHAN. WENCESLAUS,
Comes WRATISLAV.

Declaratio CAROLI XII. *Sueciæ Regis, erga suam Majestatem Cæsaream* JOSEPHUM I, *quod pro firmanda necessitudine inter se, & suam Cæsaream Majestatem, Pacem Osnabrugensem inviolatè custoditurus, Copiasque suas ex Silesia, quam primum Ratihabitio Conventionis Alt-Ranstadiensis secuta fuerit, educturus sit. Datum Wolkovitz 21. Augusti 1. Septembris* 1707. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheil. I. pag. 208.]

NOS CAROLUS, DEI gratia Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Rex, Magnus Princeps Finlandiæ, Dux Scaniæ, Estoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiæ & Vandaliæ, Princeps Rugiæ, Dux Ingriæ, & Wismariæ, nec non Comes Palatinus Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ, & Montium Dux, &c. Notum testatumque facimus, quod quandoquidem Serenissimus ac Potentissimus Princeps ac Dn. Dn. JOSEPHUS, Romanorum Imperator semper Augustus, Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ Rex, Archi-Dux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Stiriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Marchio Moraviæ, Dux Lutzenburgiæ, ac superioris Silesiæ, Wurtembergæ & Teccæ, Princeps Sueviæ, Comes Habspurgi, Tyrolis, Pfirti, Terræ Kyburgii & Goericii; Landgravius Alsatiæ supra-Analium & Marchio Sacri Romani Imperii Burgoviæ, ac superioris & inferioris Lusatiæ Dux Marchiæ, Sclavoniæ, Portus Naonis & Salinarum &c. Frater & Consanguineus & Amicus noster charissimus misso ad Castra nostra Consiliario suo intimo, & Regni Bohemiæ Cancellario, Illustriss. Johann. Wenceslao Comite de Wratislau, natas forte inter nos controversias componi fecisset iis Conditionibus, quas Instrumentum superius confectum d. 21. Augusti (1. Septembr.) nuper præterlapso, atque à dicto Ministro signatum nobisque extraditum dilucide exprimit ac comprehendit; Nos igitur non minus prout cum ad veterem, quæ nobis cum Sacra Cæsarea Majestate, Augustaque Domo Austriaca intercedit necessitudinem firmandam consolidandamque, tum ad omnem imposterum simultatis ansam præscindendam sequentibus Articulis studia nostra integerrimumque animum declarare testarique volumus.

ANNO 1707.

ARTICUL. I.

PACEM Osnabrugensem, quæ communis nobis cum Sacra Cæsarea Majestate & Sacro Romano Imperio æternaque Lex erit, non modo integre ac inviolate custodiemus, verum etiam cum Sacra Cæsarea Majestate sinceram & illibatam conservabimus Amicitiam, & cum ratione controversiarum, quæ nuper exortæ erant, nobis satisfactum est, quicquid ea de causa prætensum fuit, aut prætendi potest, abolemus, atque perpetua sepultum esse oblivione volumus.

ARTICUL. II.

Copias quoque nostras tam Pedestres quam Equestres ex Silesiæ Regionibus Sacræ Cæsareæ Majestatis Hæreditariis sine mora eductum iri promittimus, quam primum Ratihabitio eorum, quæ à parte Sacræ Cæsareæ Majestatis in nominato supra Instrumento promissa sunt, ad nos allata fuerint, mandataque de iis simul rite exequendis debito modo promulgentur. Si vero, dum hæc expectantur, Copiis nostris in Silesia commorari necessum fuerit, commeatus quidem iis suppeditandus est, exactam tamen inter illas disciplinam servari curabimus, nec ullum ab iis violentiæ genus patrari permittimus.

ARTICUL. III.

Quod si præter expectationem contigerit, ut ea quæ à Sacra Cæsarea Majestate jam stipulata sunt, ad præstitutum tempus tradita aut impleta non fuerint, liberam semper nobis reservamus facultatem, Copias in Silesiam reducendi, donec executio horum omnium facta fuerit.

In quorum omnium fidem nos Diploma hoc Manu nostra subscriptum, sigilloque Regio confirmari jussimus, quod actum est in Castris Wolcowicensibus die 21. August. (1. Septembr.) 1707.

CAROLUS.

(L. S.)

C. PIPER.

RATIFICATIO *Cæsarea. Data Viennæ die 6. Septembris* 1707. [Copie Manuscrite communiquée par un Ministre de Suede.]

NOS JOSEPHUS, &c.

NOTUM testatumque facimus, quod, cum Nos inter & Serenissimum ac Potentissimum Principem Dominum Carolum, Gothorum Vandalorumque Regem (*tot. tit.*) Consanguineum & Fratrem nostrum charissimum querimoniæ quædam & Controversiæ obortæ essent, iisque componendis ex parte nostra Illustris & Magnificus Consiliarius noster arcanus, Camerarius & Regni nostri Bohemiæ Cancellarius, Sacrique Romani Imperii fidelis dilectus Joannes Wenceslaus Comes à Wratislau, quem ad Serenitatem suam sufficienti facultate munitum miseramus, sequentes inerit concluseritque Articulos.

Fiat insertio.

Nos cum ad veterem quæ nobis cum prædicto Serenissimo Rege & Regno Sueciæ intercedit necessitudinem firmandam consolidandamque, tum ad omnem in posterum simultatis ansam præcidendam pronti, Articulos supra insertos ratos gratosque habemus, & exacte servaturi, neque iis contraveniri passuri sumus. Harum vigore Literarum manu nostra subscriptarum & Sigillo nostro Cæsareo munitarum. Quas dedimus in Civitate nostra Viennæ die sexta mensis Septembris Anno Domini millesimo septingentesimo septimo, Regnorum nostrorum, Romani de-

ANNO 1707. decimo octavo, Hungarici vigesimo, Bohemici vero tertio.

JOSEPHUS.

(L. S.)

H. FRIDERICH. G. v. SCHONBORN.

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ Majestatis proprium.

C. F. CONSBRUCH.

8. Fev. **Fernere Erklährung Ihrer Kayserl. Majest.** JOSEPHI wegen endlicher Terminirung des in den Alt-Ranstädtischen Conventions-Articulen geschlossenen Schlesischen Religions-Wercks/ von der zu dieser Executions-Sache angeordneten Käyserl. Commission, dem Königl. Schwedischen Plenipotentiario Freyherrn von Strahlenheim communicirt. Breßlau den 8. Februar. 1709. Nebst der Consignation derer in verschiedenen Schlesischen Fürstenthumen an die Augspurgische Confessions-Verwandten Stände/ vermöge der Alt-Ranstädtischen Convention retradirten Kirchen. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. I. Absatz. I. Num. LXIV. pag. 210.]

C'est-à-dire,

Ulterieure Declaration de JOSEPH I. *Empereur des Romains, sur les Affaires de la Religion en Silesie, & de la Convention d'Alt-Ranstadt, communiquée par les Ministres de la Commission Imperiale, au Baron Stralenheim Plenipotentiaire du Roi de Suede. A Vratislaw le 8. Fevrier 1709. Avec la Consignation des Temples restituez à ceux de la Confession d'Ausbourg, dans diverses Principautés de Silesie, conformement au Traité d'Alt-Ranstadt.*

Hoch-Wohlgebohrner Freyherr/ Hochansehnlicher Königlich-Schwedischer Herr Plenipotentiarie,

Gleichwie Euer Excellenz aus denen erfolgten Communicationen der zeitherigen Executions-Actuum wohl erinnerlich seyn wird/ welcher Gestalt Ihro Käyserl. und Königl. Majestät/ nach Veranlassung der Alt-Ranstädtischen Convention, zu dem freyen Exercitio der unveränderten Augspurgischen Confession, in denen Fürstenthümern/ Liegnitz/ Brieg/ Wohlau/ Münsterberg/ Delß/ und der Stadt Breßlau/ die in beyliegender Consignation specificirte Kirchen hinwiederum einräumen zu lassen/ so haben auch allerhöchst erwehnte Käyserl. und Königl. Majestät zu endlicher Terminirung dieses weitläufftigen Religions-Negotii (Religions-Wercks) sich über die bey der Execution angekommene Puncten fernerweitig allergnädigst zu declariren nicht ermangelt/ und zwar dergestalten/ daß

I. Was die in der Alt-Ranstädtischen Convention §. 2. angedeutete Vermehrung der bey denen Kirchen der Schweidnitz/ Jauer und Glogau erforderlichen Ministrorum anlanget/ nachdem dieselbe in dem Tractat fundiret/ man Ihrerseits nicht gemeynet sey/ einige Obstacula dawider zu machen/ wenn nur die Præsentation auf Art und Weise geschehen würde/ wie solche bey Auferbauung derselben introduciret worden. Wie denn auch allerhöchst-erwehnte Ihro Käyserl. und Königl. Majestät auf speciale Intercession, Sr. Königl. Majestät von Schweden/ die Erbauung der Thürne/ Verstattung des Glocken-Klangs/ und den öffentlichen Leichen-Conduct, jedoch salvis omnibus Juribus Stolæ, (unbeschadet derer denen Catholischen Pfarrern zukommenden Gebühren/) so denen daselbstigen Catholischen Stadt-Parochis zukommen und gebühren/ nicht difficultiren/ auch allergnädigst zulassen werden/ daß gemeldte drey Kirchen und neu-aufgerichtete Schulen/ aus Mauren und Stein (jedoch wenn solche einen Stück-Schuß weit von der Stadt hinaus entfernet würden) erbauet werden möchten. ANNO 1707.

II. Condescendiren (willigen) Ihro Käyserl. und Königl. Majestät allergnädigst in die verstattende Reichung des Abendmahls/ bey Besuchung der Krancken/ Augspurgischer Confession, wenn diese Außspendung von sothaner Confession Pfarrern/ so an denen angräntzenden Fürstenthümern/ wo beyderley Religion zugelassen/ befindlich und angesessen/ geschehen wird.

III. Haben Ihro Käyserl. und Königl. Majestät bereits eine neue Taxam Stolæ (Taxa Stolæ ist ein Verzeichniß oder Verordnung derer denen Geistlichen zukommenden Gebühnissen) aufrichten/ und dieselbe dero gantzen Erb-Hertzogthum Schlesien angedeyen lassen/ sind auch allergnädigst nicht gemeynet/ daß/ wenn sothane Taxa denen Catholischen Pfarrern von ihrigen Parochianis der unveränderten Augspurgischen Confession, dem Herkommen nach/ nur entrichtet würde/ gemeldete Confessions-Verwandte weder zu dem Exercitio quoad Ceremonialia (Glaubens-Ubung/ was die äusserlichen Gebräuche anlanget) noch auf einigen in ihrer Religion gebräuchlichen Actum, zwingen zu lassen.

IV. Soll denen Pupillen frey gelassen werden/ wenn sie ihre Jahre erreichet/ mit ihren Güttern/ gleichwie andere zu disponiren/ auch denen Wittben und Jungfrauen nicht verwehret seyn/ sich nach Belieben/ sowohl mit In- als Ausländischen zu verheyrathen. Und gleichwie

V. Ihro Käyserl. und Königl. Majestät wegen Communicirung derer Käyserlichen und Königlichen Verordnungen in Originali, denn nicht minder/ daß in denen Religions- und Consistorial-Fällen/ die Execution, interposita Appellatione, (nach eingewendeter Appellation,) nicht fortzustellen/ kein Bedencken tragen; also thun dieselben auch

VI. Bey demjenigen/ was wegen paciscirter Education (verglichener Auferziehung) der Kinder/ in dieser oder jener Religion/ inter personas diversæ Religionis, (zwischen Personen unterschiedlichen Glaubens) wie ingleichen auch derer Copulationen halber/ respectu Parochi Sponsæ, (Trauungen halber/ so viel den Geistlichen (Pfarrern) dahin die Braut gehörig/) verlanget worden/ keinen fernern Anstand machen. Ingleichen solle.

VII. Sowohl denen von Adel/ und der Bauerschafft auf dem Lande/ als denen Bürgern in denen Städten/ Güter und Häuser/ in denen unter Catholischer Herrschafft gelegenen Fundis, (Herrschafft/ Güter/ Gebiethe/) zu erkauffen/ und an sich zu bringen/ nicht verwehret/ noch einiger Herrschafft oder Obrigkeit einige Exceptiones, oder Privilegium in contrarium, (Ausflucht oder Befreyung/ so diesem entgegen/) darwider vorzuschützen/ zugelassen; Denn

VIII. Denen unveränderten Augspurgischen Confessions-Verwandten in denen Kirchen-Festis und Feyer-Tägen zu arbeiten/ doch dergestalten/ daß der Cultus Divinus (Gottesdienst) der Catholischen dadurch nicht turbiret werde/ keines-

weges

ANNO 1707.

weges verwehret / auch die Freyhaltung ihrer Buß- und Beth-Täge / und daß die Collatores sich in diejenigen Kirchen / bey welchen ihnen das Jus Patronatus zustehet / solutis Stolæ Accidentiis (wenn denen Geistlichen das ihre entrichtet) begraben / auch daselbst ihre Epitaphia und Monumenta aufrichten lassen könten / allergnädig erlaubet seyn.

IX. Haben Ihre Käyserl. und Königl. Majestät die Stadt-Kirche und Schule zu Goldberg / wie auch die zu Banthen / hinwiederum denen Augspurgischen Confessions Verwanten einzuräumen / allergnädigst anbefohlen / sind auch nicht abwiedrig / daß das zu Brieg in der Vorstadt gelegene so genannte Polnische Kirchel / zum libero Exercitio (freyen Ubung Evangelischen Glaubens) der Augspurgischen Confession überlassen werde. Was aber die Kirche zu Lossen belanget / da lassen es öffters allerhöchst-erwehnte Ihro Käyserl. und Königl. Majestät bey deme allergnädigst bewenden / daß solche hinwiederum in eum statum, qui fuit tempore conclusæ Pacis Westphalicæ (in denjenigen Stand / darinnen sie beym Schluß des Westphälischen Friedens gewesen) gesetzt werde / und ferner darbey verbleiben solle / es wäre denn / daß / zwischen dem Prælaten zu St. Vincenz und der Ritterschafft / mit beyderseitigem Vergnügen / ein anders unter sich verglichen würde. Nicht minder ist

X. Die Auf- und Einrichtung / der aus dem Fürstlichen Gestiffte zu S. Joannis in der Stadt Liegniß fundirten Ritter-Academie, bereits in ein vollkommenes Esse gebracht worden / bey welchem es nochmahlen öffters allerhöchstgedachte Käyserl. und Königl. Majestät nicht allein allergnädigst bewenden lassen / sondern tragen auch kein Bedencken / solche euer Excellenz durch uns zu communiciren.

XI. Nachdem die Filial-Kirchen / so im Territorio derer restituirten Matrum (in dem Gebiethe derer wieder erstatteten Haupt-Kirchen) nicht befindlich / wohl aber in Territorio Reformationi obnoxio, salvis in Conventione expressis passibus, (in dem Gebiethe derer / so der Reformation jedoch ohne Nachtheil derer in dem Vergleich ausgenommenen Fälle / unterworffen /) gelegen / nunmehro zu denen Matribus nicht gehörig / sondern Separatione facta, eo ipso selbsten Matres worden / (nach erfolgter Theilung / vor sich selbst Haupt-Kirchen worden /) so ist der Billigkeit gemäß / daß auch deren Jura, Privilegia, Reditus, Fundi, & Bona eo pertinentia (Rechte / Freyheiten / Einkünffte / Herschafften und dahin gehörige Güther) ihnen gelassen werden müssen. Gleichwie nun aber solche erwehnte Filial-Kirchen / als ihr Eigenthum nicht entzogen werden können / sondern billig zu reserviren seyn; also sind hingegen Ihro Käyserl. und Königl. Majestät nicht abwiedrig / daß die Accidentia Stolæ, (geistlichen Einkünffte) mit denen der unveränderten Augspurgischen Confession zugethanen Parochianis, (Pfarren /) auch denen retradirten Matribus (auch denen wiedergegebenen Haupt-Kirchen) gleichmäßiger Confession, intuitu der daselbst verrichtenden Ministerialium, (in Ansehung derer daselbst verrichtenden Kirchen-Dienste /) überlassen werden mögen.

XII. Die Extradition der Lassatischen Tochter solle auch ferner nicht difficultiret / sondern solche gewissen Augspurgischer Confession-Verwandten Vormündern anvertrauet werden.

XIII. Mit der quoad Formam & Materiam (so viel die äusserliche und innerliche Einrichtung und Gestalt betrifft) auf den Fuß / welcher tempore Pacis Westphalicæ gewesen / verabfasseten Einrichtung der Consistoriorum zu Liegniß / Brieg und Wohlau / hat es nunmehro seine Endschafft erreichet / und sind die dazu verordnete Catholische Præsides, daß sie secundum Canones in Augustana Religione receptos, & majora Assessorum vota, (nach Anleitung derer bey der Evangelischen Lehre Augspurgischer Confession hergebrachten Gesetze und meisten Stimmen derer Beysitzere /) bey denen vorkommenden Sachen / salva ubique Appellatione immediata, (jedoch der unmittelbaren Appellation allezeit ohne Nachtheil /) an Ihro Käyserl. und Königl. Majestät zu concludiren und decidiren hätten / gleich anfangs hiernacher instruiret worden. Was aber die Confirmationes derer Præsentatorum belanget / da haben Ihro Käyserl. und Königl. Majestät sich dahin allergnädigst entschlossen / daß bey denenjenigen Partheyen / allwo deroselben das Jus Patronatus immediatè (Kirchen-Recht unmittelbarer weise) zukommet / weilen sothanes Jus præsentandi ona cum Jure confirmandi inseparirt verknüpffet ist / (Recht / dieselben vorzustellen / mit dem Rechte sie auch zu bestätigen untheilhafft verknüpffet ist /) solches auch absolutè deroselben reserviret verbleiben müsse. Damit aber binnen dieser Zeit die eingepfarrten in denen Cammer-Dorffschafften sich über den abgängigen Gottesdienst nicht zu beklagen hätten / so werden sich Ihro Käyserl. und Königl. Majestät nicht entgegen seyn lassen / daß inzwischen / und in so lang dero allergnädigste Collatur (welche jedesmahl zeitlich eingerichtet werden wird) erfolget / sothaner Gottesdienst / nebst denen Ministerialien / entweder von denen angränzenden Pfarreen / oder von einem von dem Consistorio, provisorio modo (auf allen Fall und Vorsorge) hierzu erkiestem Substituto verrichtet werde; Wie denn auch öffters erwehnte Käyserl. und Königl. Majestät dahin allergnädigst condescendiren / daß in denjenigen Casu, allwo denen Privatis mehrgemeldtes Jus Patronatus gehörig / das Consistorium den von denen Privatis præsentirten Pfarrern / so bald er demselben vorgestellet worden / also gleich provisorio modo die Ministerialia (gleichsam nur auf eine Vorsorge) inzwischen verrichten / und super qualitatibus & habilitate (über der Geschicklichkeit und Gelehrsamkeit) des vocirten Subjecti Bericht erstatten / und die diesfällige Bestätigung bey Ihro Kayserl. Majestät durch Vorzeigung seiner Vocation ausbitten und erwarten solle. Nicht minder

XIV. Solle auch das Consistorium, oder so genannte Kirchen-Ampt bey der Stadt Breßlau / in derjenigen Verfassung / wie solche tempore Pacis Westphalicæ (zur Zeit des Westphälischen Friedens) gewesen / annoch ferner verbleiben. Und nachdem die bisherige Notorische Praxis gezeiget / daß entzwischen dem Bischöfflichen Consistorio und oberwehntem Breßlauischen Kirchen-Ampte / das Jus præventionis und electionis (das erste und Wahl-Recht) allezeit statt gefunden / und in der litigirten Partheyen freyen Willkühr bestanden / zu welchen sie sich aus beyden wenden wollen: Also müste es auch darbey um so viel mehr ins künfftige verbleiben / als derley zu dem Bischöffl. Consistorio freywillig recurrirende Partheyen / von demselben entweder secundum Canones in Augustana Religione receptos, & quidem, salva semper Appellatione immediata (sich freywillig wendende Partheyen von denenselben entweder nach Anleitung derer bey der Evangelischen Religion hergebrachten Regulen / und zwar allezeit mit Vorbehalt der unmittelbahren Appellation) an Ihro Kayserl. und Königl. Majest. judiciret / oder aber

gleich

ANNO 1707. gleich anfangs nach der Sachen Bewandtnüs und Umständen von erwehntem Bischöfflichen Judicio abgewiesen/und an das Breßlauische Kirchen Ampt remittiret werden sollen.

XV. Haben wir auch in Materia der Ersetzung derer Officiorum publicorum (öffentlichen Aemptern) von wegen und im Nahmen öffters Allerhöchst erwähnt Ihro Kayserl. und Königl. Maj. Euer Excell. zu bedeuten/ daß gleich wie vorhin schon notorisch/ welcher gestalt die unter derselben Unterthanen der Augspurgischen Confession zugethane Subjecta, weder von den Militar-oder Civil-insonderheit aber denen Landes-Officiis, ihrer Tüchtigkeit nach/ nicht arciret würden; Also auch inskünfftige Ihro Kayserl. und Königl. Majestät auff selbige allergnädigst reflectiren/ und nicht weniger bey denen Städten und Magistraturen die tauglichen Subjecta Augsp. Confession in allermildeste Consideration zu ziehen/ unvergessen seyn werden.

XVI. Was endlich die verlangte Erlaubnüß über die/nach dem Westphälischen Friedens-Schlusse/ in denen Vorstädten zu Schweidnitz/ Jauer/ und Glogau erbauete drey Kirchen/ annoch eine grössere Anzahl Kirchen und Schulen concerniret. So wollen Ihro Kayserl. und Königl. Maj zu Bezeigung dero gegen Ihro Königl. Maj. von Schweden stets hegenden Freund-Brüderlichen Propension, und wie begierig sie seyn/ alles dasjenige beyzutragen/ was zu fernerweitiger Cultivirung beständig guten Vernehmens und Freundschafft gereichen könte; Wie nicht minder um diesen so viel- und langjährigen Religions-Negotio einen vollkommenen Ausschlag zu geben/ mithin sich von allen weiteren diesfälligen Angehen hinführo zu befreyen/ allergnädigst erlauben und zulassen/ daß öffters erwehnten unveränderten Augspurgischen Confessions-Verwandten/ über oben gemeldete drey Kirchen/ annoch eine Anzahl von anderen sechs Kirchen/ und dazu gehörigen Schulen/ nach Art und Weise/ obgezügter Schweidnitz/ Jauer- und Golgauischen/ und zwar dergestalten/ daß selbige keine Actus parochiales (Pfarr oder geistlichen Verrichtungen) zum Præjudiz der daselbstigen Catholischen/ zu exerciren befugt seyn/ weniger denen Parochis loci an ihrer Stola (Orthen/ so die Pfarr-Gerechtigkeit haben/ an ihren Einkünfften) Zehenden/oder andern Accidentiis einigen Eintrag thun/ auch quoad præsentationem Ministrorum (so viel die Vorstellungen derer Geistlichen betrifft) auff gleiche Weise/ wie obige benahmsete drey Kirchen verfahren/ und die Præsentatos, zu allergnädigster Kayserl. Confirmation, so denn jedesmahl einsenden sollen/ auf ihre selbst eigene Unkosten/ in denen ihnen denominirenden Oertern/ auf denen aussteckenden Plätzen/ frey und ungehindert erbauen mögen. Gleichwie nun aber hierzu öffters allerhöchst-erwehnte Kayserl. und Königliche Majestät nachfolgende Oerter/ als in dem Fürstenthum Sagan vor der Stadt Sagan/ in dero Erb-Fürstenthum Groß-Glogau vor der Stadt Freystadt/ in dero Erb Fürstenthümern Schweidnitz und Jauer vor denen beyden Städten Hirschberg und Landeshut/ in der freyen Standes-Herrschafft Militsch vor der Stadt Militsch/ und in dero Erb-Fürstenthum Teschen nahe bey der Stadt Teschen/ allergnädigst denominiret und ausgesehen; Also werden auch dieselbe fernerweit nicht ermangeln/ die erforderliche Verordnungen dahin verkehren zu lassen/ damit/ so bald nur die Declaration, der vollkommentlich vollzogenen Alt-Ranstädtischen Convention halber/ Königlicher Schwedischer Seits erfolget/ auch der hierzu benöthigte Platz und Ort alsogleich und ohne weitern Anstand/ benöthigter massen nach/ ausgezeichnet werden möge. ANNO 1707.

Welches alles wir Euer Excellenz zu dero Notiz und Wissenschafft hiermit eröffnen und beybringen wollen/ nicht zweifflende/ daß/ gleichwie Euer Excellenz daraußer so viel ersehen/ und wahrnehmen werden/ daß man von Seiten Ihro Kayserl. und Königl. Majestät alles dasjenige gethan/ was zu vollkommener Erreichung und Erfüllung mehr gemeldter Alt-Ranstädtischen Convention gereichen/ und verlanget werden könne; Also man auch hingegen Königlich-Schwedischer Seits mit der endlichen Declaration, wie nemlichen öffters angezogener Alt-Ranstädtischen Convention nunmehro ein sufficientes (gnugsames) und zulängliches Genügen geschehen/und solche dergestalt vollkommentlich erfüllet worden/ keinen weitern Anstand machen/ sondern dieses so lang geschwebete wichtige Religions-Werck zu der gäntzlichen Endschafft bringen helffen werden/ und dieses zwar um so viel ehender/ als Ihro Kayserl. und Königl. Majestät dero Königl. Ober-Ampt in dero Erb-Hertzogthum Ober- und Nieder-Schlesien bereits allergnädigst dahin beordert/daß/sobald nur immer obgemeldete Declaration Königlicher Schwedischer Seite erfolget seyn würde/ obangezogene dero allergnädigste Resolutiones allen und jeden geist- und weltlichen Instantien intimiret und zu wissen gemachet/ auch deren Punctuale Befolgung und Execution in allem Ernst und Nachdruck mitgegeben/ und darüber steiff und feste Hand gehalten werden solle. Werbey wir übrigens verharren

Euer Excellenz.

Breßlau/ den 8. Febr. 1709.

Gehorsame Diener/

Hanns Anthon/ Graf Schaffgotsch.

Christoph Wilhelm/ Graff Schaffgotsch.

Frantz Anthon/ Graff Schlegenberg.

Frantz Albrecht Langius von Krannichstadt.

CONSIGNATION.

Derer

In dem Fürstenthum Liegnitz

An die Augspurgischen Confessions-Verwandte Stände / vermöge der Alt-Ranstädtischen Convention retradirten Kirchen:

Die Stadt-Kirche zu Goldberg.
Die Stadt-Kirche zu Hainau /
die Begräbnis-Kirche daselbst
Die Stadt-Kirche zu Lüben /
item zwey kleine Kirchel:
dann das Begräbnis-Kirchel zu Allerheiligen.
Die Kirche zu Wahlstadt /
Kaltwasser /
Röchlitz /
Panthenau.
Die Kirche zu Parchwitz /
das Begräbnis-Kirchel daselbst.
Die Kirche zu Groß-Baudis /

Die Kirche zu Groß-Tintz /
Kaschwitz /
Karsch /
Jenkau /
Bärndorf /
Heydau /
Groß-Läßwitz /
Waldau /
Kaysers-Waldau /
Börschdorf /
Blumenrode /
Wangten /
Griebnig /
Kampern.

Im Fürstenthum Brieg:

Die Kirche zu Kauern /
Kätzendorf /
Stoberau /
Zscheplowitz /
Neudorf /
Scheidelwitz /
Michelwitz /
Linden /
Briesen /
Bamkau /
Jägerndorf /
Schönau /
Bömischdorf /
Michelau /
Pampitz /
Kartzen /
Steinkirchen /
Arnsdorf /
Wilkau /
Senis /
Heydersdorf /
Langen-Oelß /
Nasselwitz /
Wilschkowitz /
Sigroth /
Groß-Kaignitz /
Karschen;
Pfarr-Kirche zu Creutzburg /

Mümken /
Peisterwitz /
Wüste-Priese /
Groß-Peißkerau /
Gaule /
Zedlitz /
Pohlnisch Kirchel zu Strehlen /
Eisenberg /
Priborn /
Crommendorf /
Oldendorf /
Stadt-Kirche zu Nimbtsch /
St Georgen-Kirchel.
Die Kirche zu Prauß /
Rudelsdorff /
Begräbniß-Kirchel /
Jacobsdorf;
Pfarr-Kirche zu Pitschen /
item St. Hedwigis /
Polanowitz /
Golkowitz /
Neudorf /
Kostau;
Pfarr-Kirche zu Reichstein /
Pfarr-Kirche zu Silberberg /
Das Polnische Kirchel vor der Stadt Brieg /
Stadt-Kirche zu Ohlau /
Das Polnische Kirchel daselbst.

Im Wohlauischen Fürstenthum:

Stadt-Kirche zu Wohlau /
Filialis zu klein Aucker;
Stadt-Kirche zu Steinau /
Begräbniß-Kirchel /
Timmendorf /
Gürtsch;
Stadt-Kirche zu Rauden /
und dasige Filialis,

Alt-Rauden;
Stadt-Kirche zu Wintzig /
Hospital-Kirche daselbst /
Beschinn;
Stadt-Kirche zu Herrnstadt /
Begräbniß-Kirchel /
und Filialis zu St. Andreä.

Im

Im Fürstenthum Münsterberg:

Tepplowoda/ Nobschütz/ Quickendorf/ Ober- und Nieder-Lempersdorf/ Stoltz/	Girtsdorf/ Rosenbach/ Dittmansdorf/ Olbersdorf.

Im Fürstenthum Oelß:

Die Stadt-Kirche zu Trebnitz/ Schawan/ Polnisch-Hammer/	Lucin/ Schletten/ Pawlau.

Bey der Stadt Breßlau:

Die Kirche zu Dombslau/ Riemberg/	Schwetsch/ Protsch an der Oder.

Hanns Anthon/ Graf Schafgotsche. (L. S.)	Frantz Anthon/ Graf Schlegenberg. (L. S.)
Christoph Wilhelm/ Graf Schafgotsche. (L. S.)	Frantz Albrecht Langius von Krannichstät. (L. S.)

Declaratio nomine & authoritate CAROLI XII. *Regis Sueciæ facta, quod per sacram Cæsaream Majestatem Conventioni Alt-Ranstadiensi plenè & planè satisfactum sit. Wratislaviæ 18. Februarii.* 1709. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. I. Absatz I. pag. 215.]

POSTEAQUAM a Sacra Regia Majestate Sueciæ mihi, Sacræ Suæ Majestatis ad Aulam Cæsaream Ablegato extraordinario, in Mandatis datum est, executioni Conventionis Alt-Ranstadiensis, die ?/?. Augusti Anno 1707. initæ, assistere, ac id sedulo agere, ut ea, quæ in illa pacta sunt, promissæ executioni mandentur, eoque præfatæ Alt-Ranstadiensis Conventionis executio, adspirante divini Numinis gratia, & officiis Dominorum Commissariorum, nec non supervenientis Comitis de Zinzendorff, largissimè præstitis, remotis funditus omnibus difficultatibus & obstaculis devenerit, ut singula, quæ in memorata Alt-Ranstadiensi Conventione, de restauranda libero in Silesia Augustanæ Confessionis exercitio, stipulata, & in vim Legis sancita sunt, fideliter & genuinè adimpleta esse, profiteri debeam, omniaque jam plene executioni mandata sint: Ideo, quam fieri potest solennissimè, profiteor, non solum nihil superesse, quod in hoc Religionis Negotio amplius, sub quocunque prætextu, desiderari possit, sed etiam gratissimo agnoscere Sacram Regiam Majestatem animo, quod ad Illius intercessionem sex nova Templa ædificanda Subditis suis concesserit, eamque vicissim fraternis officiis recognitaram.

Quemadmodum hanc quoque Confessionem Mandato Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ, enunciatam, & in hoc Instrumento conscriptam, manu mea subscripsi & sigillo communivi. Dabantur Vratislaviæ, die 8. Febr. 1709.

(L. S.) HENNING, *Liber Baro a Stralenheim.*

LXXX.

30. Nov. *Decretum* JOSEPHI *Romanorum Imperatoris* LEOPOLDO *Duci Lotharingiæ datum de jactura Ducatus Montisferrati ei resarcienda, deque loco ejusdem, alia Provincia æquivalentis valoris proximis Pacis Conventibus ipsi assignanda. Datum Viennæ die 30. Novembris* 1707. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht, Tom. I. pag. 149. Sec. Edit.]

SACRÆ Cæsareæ Majestati, Domino Nostro Clementissimo, ex porrectis a Domino Ablegato Lotharingico, Libellis Memorialibus humillime relatum est, inopinatum & grave accidisse Serenissimo Domino Duci Lotharingiæ, quod Ducatum Montisferrati sine facto & consensu suo in Serenissimum Sabaudiæ Ducem per Tractatus Fœderis à Sacra Cæsarea Majestate, & ejus Dominis Fœderatis cum illo initos translatum esse intelligat, petereque eundem Serenissimum Dominum Ducem Lotharingiæ, ut cum successio Montisferrati sibi post futura Mantuani Ducis fata non uno titulo indubitatè competat, Sacra Cæsarea Majestas ejus Investituram vel sibi benignè concedere, vel illam saltem, usque dum de Æquivalente conventum, & de ejusdem secura stabilique possessione prospectum satis fuerit, Domino Duci Sabaudiæ denegare, & desuper Decretum assecuratorium sibi impertiri benignè velit.

Petitione hac maturè perpensâ jussit Sacra Cæsarea Majestas non celari Serenissimum Dominum Ducem, quod postquam statim a morte Regis Hispaniarum Caroli Secundi pientissimæ recordationis, Sacri Romani Imperii hostes universam Italiam, sicque etiam Ducatus Mantuæ & Montisferrati adjuvante Mantuani Ducis perfidiâ & perduellione occupassent, exercitusque Cæsareus immensis sumptibus illuc missus hæc Imperii Feuda integro amplius biennio frustra vendicare conatus esset, Augustissimus Imperator & Parens suus Leopoldus gloriosissimæ Memoriæ haud aliud ea recuperandi sibi & Imperio medium superesse ratus fuerit, quam ut prædictum Dominum Ducem Sabaudiæ in Societatem armorum pertraheret, ideoque cum illo Fœdus, quo inter cætera Ducatus Montisferrati cessio, in ipsum, & Successores illius Masculos continetur, annis circiter abhinc quatuor concluserit, subsecutis deinde Potentatum Colligatarum Fœderibus, & Guarantiâ ut vocant seu fidejussione firmatum, ut proinde non videat Sacra Cæsarea Majestas, quo modo aut hujus Pacti justitiam seu probabilitatem nunc in dubium revocare possit, aut conditionis hujus implementum recusare.

ANNO 1707. Quemadmodum tamen probè novit defuncti Augustissimi Genitoris sui mentem semper fuisse, ut quidquid alias obtendi posset, Serenissimus Lotharingiæ Dux ex ea cessione, & Mantuani Ducis felonia, quam minimum detrimenti caperet, dictique Ducatus jactura ipsi aliunde resarciretur, ita & pro arctissimo sanguinis vinculo, & intimo, quo Serenissimum Ducem a teneris complectitur, amore & benevolentia, nec non immortalium ejusdem Serenissimi Parentis in Christianum & Austriacum nomen, meritorum indelebili memoriâ, omnem operam, curam, conatus, armis, consiliisque una cum Dominis Fœderatis sese adhibiturum spondet, ut eidem Serenissimo Domino Duci in vicem & compensationem dicti Ducatus æquivalentis valoris Provincia in futuro Pacis Tractatu assignetur, & tradatur, deque secura & perpetua ejusdem possessione omni humano modo caveatur. In cujus Declarationis majus robur Sacra Cæsarea Majestas præsens Decretum Serenissimo Domino Duci consignari voluit, eidem Gratiæ & Benevolentiæ Suæ Cæsareæ affectum prolixissimè confirmans. Signatum Viennæ sub altissimè dictæ Sacræ Cæsareæ Majestatis Sigillo secreto die trigesimâ mensis Novembris, Anno Domini millesimo septingentesimo septimo.

(L. S.) FRED. CAROL., *Comes de Schonborn*

C. L. CONSBRUCK.

LXXXI.

1708. 18. Janv. Vollmacht Frauen Dorothea Maria vermählter Hertzogin zu Sachssen-Meiningen, und gebohrner zu Sachssen Gotha, vor dero Herrn Brudern Fridrich Hertzog zu Sachssen Gotha, zu empfahung der ihr zukommenden ratæ von der, nach dero Frauen Schwestern Johanna vermählt-gewester Hertzogin zu Mecklenburg-Strelitz, verbliebenen Verlassenschafft. Geben Coburg zur Ehrenburg den 18. January 1708. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Absatz. IV. pag. 625.]

C'est-à-dire.

Plein-Pouvoir de DOROTHE'E MARIE *Duchesse de Saxe-Meiningen, née Duchesse de Saxe-Gotha à son Frere* FRIDERIC *Duc de Saxe-Gotha, pour recevoir en son nom la portion qui lui apartient de la succession de feue sa Sœur* JEANNE *Duchesse de Mecklenbourg Strelitz. A Cobourg dans le Château d'Ehrnbourg le 18. Janvier 1708.*

VON GOttes Gnaden wir Dorothea Maria, gebohrne und vermählte Hertzogin zu Sachsen, Jülich, Cleve und Berg, auch Engern und Westphalen, Landgräfin in Thüringen, Marggräfin zu Meißen, gefürstete Gräfin zu Henneberg, Gräfin zu der Marck und Ravensberg, Frau zu Ravenstein und Tonna ꝛc. vor Uns und Unsere Fürstl. Erben und Erbnehmen, Uhrkunden hiermit: Demnach durch jüngst erfolgtes Hochseel. Ableiben des weyl. Durchl. Fürsten, Unsers freundlich geliebten Herrn Schwagers, Herrn Adolph Friedrichs zu Mecklenburg-Strelitz Liebden, der zwischen diesem und dem Fürstl. Sachsen-Gothaischen Hause, wegen der daselbst gewesenen Hertzogin, Unser auch in GOtt ruhenden Frau Schwester Liebden schon ehehin provisionaliter versehene Fall nach GOttes heiligen Rath sich würcklich ereignet, und der auch Durchl. Fürst, Unser freundl. geliebter Bruder und Gevatter, Herr Friedrich, Hertzog zu Sachsen, Jülich, Cleve und Berg, auch Engern und Westphalen, Landgraffe in Thüringen, Marggraffe zu Meißen, gefürsteter Graffe zu Henneberg, Graf zu der Marck und Ravensberg, Herr zu Ravenstein und Tonna, sich gegen Uns dahin Freund-brüderl. erkläret, bey nunmehriger Uegir- und Erhebung Ihrer daher habender Forderung auch so viel als Uns zu Unserer rata daran zukommet, mit besorgen und einbringen zu lassen, und wir denn solch Freund-brüderl. Offertum zu Freund-schwesterl. Danck angenommen. Als geben Ihro Lbden. wir hierdurch volle Macht und Gewalt, daß sie bey hiernechster Eintreibung ihrer dißfalsigen Prætension auch Unsern Antheil mit besorgen und einheben lassen, auch statt Unserer darüber quittiren sollen und mögen; Allermassen alles das, was Ihr. Lbd. hierunter unserentwegen thun und verrichten werden, wir als von Uns selbst geschehen, vor genehm achten und halten wollen: In dessen Uhrkundt wir diese ausgestellte Vollmacht eigenhändig unterschrieben, und mit Unsern Fürstl. Siegel bekräfftiget. So geschehen Coburg zur Ehrenburg den 18. January 1708. ANNO 1708.



Dorothea Maria H. z. S.

Vollmacht Frauen Anna Sophia gebohrner Hertzogin zu Sachssen-Gotha, und vermählter Grafin zu Schwartzburg, dero Herrn Brudern Hertzog Fridrich zu Sachssen-Gotha ertheilet, womit derselbe dero contingent, von dero Frauen Schwester Johanna vermählt gewester Hertzogin zu Mecklenburg, Verlassenschafft empfangen mögt. Geben Paulin Zella den 8 Juny 1708. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Absatz. IV. pag 624.] 8. Juin.

C'est-à-dire,

*Plein-Pouvoir d'*ANNE SOPHIE *née Duchesse de Saxe-Gotha, & mariée Comtesse de Schwartzbourg à* FRIDERIC *son Frere Duc de Saxe-Gotha pour recevoir en son nom sa portion competente de la Succession de feu la Duchesse de Mecklenbourg sa Sœur. A Paulin Zelle le 8. Juin 1708.*

WJR Anna Sophia, gebohrne Hertzogin zu Sachsen, Jülich, Cleve und Berg, auch Engern und Westphalen, Landgräfin in Thüringen, Marggräfin zu Meissen, gefürstete Gräfin zu Henneberg, vermählte Gräfin zu Schwartzburg und Hohnstein, Frau zu Arnstadt, Sondershausen, Leutenberg, Lohen und Clettenberg, vor Uns und Unsere Erben, Uhrkunden hiermit, daß als der Durchl. Fürst, Herr Friedrich, Hertzog zu Sachsen, Jülich, Cleve und Berg, auch Engern und Westphalen, Landgraf in Thüringen, Marggraff zu Meißen, gefürsteter Graf zu Henneberg, Graff zu der Marck und Ravensberg, Herr zu Ravenstein und Tonna ꝛc. Unser freundlich geliebter Herr Bruder, nach erfolgten Absterben des Hertzogs von Mecklenburg-Strelitz Hochseel. Lbd. gemeinet sind, wegen derer bey Vertheilung Unser in GOtt ruhenden Schwester, gewesenen Hertzogin zu Mecklenburg-Strelitz Lbd. Verlassenschafft unter denen recessirten 10000. Thl. Rückfalls-Geldern mit enthaltenen 1000. Thl. Morgengabs- und Nachschuß-Geldern gehöriges Orts schrifftlich, auch da nöthig, durch Abschickung, mündliche Erinnerung thun zu lassen, wie solchem nach Unsers hochgeb. Herrn Bruders Lbd. Freund-schwesterlich ersuchet, die

Ein-

ANNO 1708. Einbringung Unsers diessfalsigen Contingents mit besorgen zu lassen/ gestalten den mehr hochged. Se. Lbd. sich auch hierzu Freund-brüderl. und willig auerklähret haben; wir ersuchen dieselbe demnach/ und überlassen Ihro Krafft dieses die Einbringung des obgedachten Uns hierunter zukommenden Contingents dergestalt/ dass Se. Lbd. solches in Unsern Namen/ mit in Empfang zu nehmen/ darüber zu quittiren/ und dabey an Unser Statt dasjenige zuthun/ oder durch dero künfftige abgeordnete thun zu lassen belieben mögen/ was die Nothdurfft hierunter allenthalben erfordert/ und wir selbst thun und verrichten könten; Allermassen wir hierzu Sr. Lbd. vollkommenen Potestät hierdurch überlassen/ und was dieselbe hierunter unsertwegen thun und verrichten werden/ für genehm achten wollen. Uhrkundlich ist diese Vollmacht eigenhändig unterschrieben und besiegelt worden So geschehen Panlin Zella, den 8. Juny 1708.

(L. S.)

Anna Sophia G. H Z. S. V. G. Z. S. V. H.

16. Juin. Vollmacht Frauen Friderica Fürstin zu Anhalt-Zerbst/ gebohrner Hertzogin zu Sachssen Getha/ dero Herrn Brudern Hertzog Friedrich ertheilet/ dass selbter die ihr zu kommende portion/ von der/ nach dero Frauen Schwester Johanna vermählt gewester Hertzogin zu Mecklenburg-Strelitz/ hinterlassenen Verlassenschafft/ und Rückfalls-Geldern/ im nahmen ihrer einbringen möge. Geben Zerbst den 16. Juny 1708. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. continuat. II. Absatz. VI. pag. 625.]

C'est-à-dire,

Plein-Pouvoir de FRIDERIQUE *Princesse d'Anhaldt-Zerbst, née Duchesse de Saxe-Gotha, sur son Frere* FREDERIC *pour recevoir en son nom la portion qui doit lui revenir de la succession de sa defuncte Sœur, Duchesse de Mecklenbourg. A Zerbst le 16. Juin 1708.*

VON GOttes Gnaden Friderica, Fürstin zu Anhalt/ Hertzogin zu Sachsen/ Jülich/ Cleve und Berg/ Engern und Westphalen; gebohrner Hertzogin zu Sachsen/ Jülich/ Cleve und Berg/ Gräfin zu Ascanien/ Frau zu Zerbst/ Bernburg/ Jever und Kniphausen rc. Uhrkunden hiermit: Demnach durch den unvermutheten Todt des weyland Durchl. Fürsten Herrn Adolphs Friedrichs/ Hertzogen zu Mecklenburg-Strelitz/ Christseel. Andenckens Lbd. die von Unser in GOtt ruhenden Frauen Schwester/ der weyland Durchl Fürstin/ Frauen Johannen/ Hertzogin zu Mecklenburg Strelitz eingebrachte Ehe-Gelder/ vermöge desshalber auffgerichteten Recessus, nunmehr zurück fallen/ und zum Theil auff Uns verfället worden; Als geben Unsern freundlich geliebten Herrn Bruders Lbd. dem Durchl. Fürsten/ Herrn Friedrichen/ Hertzogen zu Sachsen/ Jülich/ Cleve und Berg/ mit Vollmacht Unsers hertzlich vielgeliebten Herrn Gemahls und Vormundes/ Fürst Johann Augusts zu Anhalt Lbd. wir hiemit völlige Macht und Gewalt/ dass hochermeldte Sr. Lbd. sothane Gelder Unsertwegen an den Fürstl. Strelitzischen Hoffe einheben/ darüber quittiren/ und alles andere/ was in sothanen negotio nöthig seyn wird/ thun können und mögen; wie wir denn alles dasjenige/ was mehr hochermeldtete Sr. Lbd. in sothaner Angelegenheit thun/ handeln/ schliessen und verrichten werden/ genehm halten wollen/ getreulich sonder Gefehrde/ uhrkundlich haben nebst obgedachten Unserm Herrn Gemahl wir diese Vollmacht eigenhändig unterschrieben/ und mit Unsern Fürstl. Insiegel bedrucken lassen. So geschehen Zerbst den 16. Juny 1708. ANNO 1708.

Friderica F. Z. A. H. H. Z. S.

(L. S.)

Johann August/ F. z A. in ehelicher Vormundschafft.

(L. S.)

LXXXII.

Decret de la Reine de la GRANDE BRETAGNE *en faveur de S. A. R. de* LORRAINE, *promettant de contribuer tout ce qui dependra d'elle pour l'indemniser de la perte du Duché de Montferrat, & lui en procurer un Equivalent convenable. Donné à Whitehal le 6. Septembre 1708.* 6. Sept.
[Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. I. pag. 152]

LE Memoire de l'Envoyé Extraordinaire de Mr. le Duc de Lorraine, ayant été presenté à Sa Majesté la Reine, par lequel il demande au Nom dudit Duc son Maître, que Sa Majesté veuille bien en conformité de la Garantie, qu'Elle a donnée du Traité conclu à Turin entre feuë Sa Majesté Imperiale, & Mr. le Duc de Savoye le 8. Novembre 1703. lui donner par un Acte authentique des assurances, qu'Elle tâchera de procurer audit Duc de Lorraine un Equivalent pour le Duché de Montferrat, & un dédommagement pour la perte qu'il souffre par la Non-joüissance dudit Duché; Sa Majesté ayant consideré ledit Memoire, a ordonné qu'on fasse la Déclaration suivante.

Que quoique Sa Majesté la Reine ait déja donné audit Duc de Lorraine de fortes assurances de ses bonnes intentions sur ce qui le regarde, & particulierement par une Lettre écrite à St. James le 14. du mois de Mars passé; Neantmoins Sa Majesté pour faire voir audit Duc la veritable disposition où Elle est à son égard, & l'attention qu'Elle a pour les instances reiterées qu'il vient de faire par son dit Envoyé Extraordinaire, renouvelle encore ses assurances de la maniere la plus ferme. Et comme Elle s'est engagée de garantir ledit Traité de point en point, Elle ne manquera pas d'avoir des égards particuliers pour ce qui regarde les interêts dudit Duc de Lorraine, & ses pretentions à une Indemnité juste & raisonnable pour le Duché de Montferrat, conformement à l'Article cinquieme dudit Traité. Et que Sa Majesté est si éloignée de souffrir qu'on lui fasse le moindre tort touchant ses pretentions, & Droits legitimes, qu'Elle est prête dès à present à prendre les mesures necessaires avec Sa Majesté Imperiale, & Leurs Hautes Puissances Messieurs les Etats Généraux pour regler, & désigner un équivalent convenable pour ledit Duché de Montferrat, & pour la perte, que ledit Duc de Lorraine en pourroit avoir fait par sa Non-jouissance depuis la mort du Duc de Mantoue, & si les conjonctures presentes ne se trouvent pas assez favorables pour désigner ladite Indemnité, Sa Majesté la Reine déclare, qu'Elle a tant d'estime, & d'amitié pour ledit Duc de Lorraine, & une consideration si particuliere pour ses pretentions susdites, qu'Elle s'interessera efficacement avec ses autres Alliez pour cette affaire à la Paix générale, afin que ledit Duc en ait toute la satisfaction, & le dédommagement possibles, de quoi ledit Duc peut être fermement assuré, comme d'une chose, que Sa Majesté fera autant par inclination, que par ses engagemens.

A Whitehall ce 6. Septembre 1708.

H. BOYLE.

ANNO 1708.

IV. De Onderdanen van de Heeren Staten Generael, in de Landen onder onze gehoorsaamheyt komende sullen haren handel vry en nessens de Ingezetenen mogen dryven in alle soorten van Waaren, en in hare Personen en vryheden werden gemainteneerd.

V. Als mede wanneer de Onderdanen van de Heeren Staten in de Havens van onze Regering, eenige Waaren mogten hebben ingebragt, deselve, naar haar genoegen niet konnende verkopen, als dan sullen die weder mogen uytvoeren naar andere Gewesten, mits betalende de helft van de regten, die gereguleerd sullen werden, zoo als de Engelsche Natie betaalt.

VI. Dat in cas eenige van onze Onderdanen, aen boord van Fransche, ofte van andere Schepen in Oorlog met de Heeren Staten Generael zynde, bevonden mogten werden, sullen by haere Onderdanen, in cas van verovering niet mogen gedetineerd werden, maar nessens hare effecten aen Landt en in vryheyt gestelt werden, mits betalende de vragten die van haar bedongen waren.

VII. Dat wanneer de Schepen van onze Onderdanen en die van de Heeren Staten malkanderen sullen rencontreren in Zee, sullen haere Schepen moeten uytzetten, en met twee Man aen malkanderens boord senden met de Paspoorten en die wederzyts geexamineert zynde, sullen yder in Vrede hare route vervolgen.

VIII. Gebeurende, dat eenig Schip of Schepen toebehoorende da Onderdanen van de Heeren Staten Generael op de Kust van onze Domeinie quamen te stranden (dat Godt verhoede) in zodanigen geval, zal Schip en Goed zodanig als geborgen zal zyn, gehouden werden ter dispositie van de eygenaars, zonder dat ymand anders yets zal mogen prætenderen, en in gelyk geval sullen de Onderdanen van ons Ryk van Tunes, in de Landen van de Heeren Staten Generael op de eyge manier werden behandelt.

IX. In cas eenige Hollandsche Schepen by die van Tunes komende, en onder een andere vreemde vlag sig in bataille begaven met die van onze Onderdanen verovert werden, zal zyn en blyven voor goeden prys, Schip en Goed, en het Volk als Slaven; en op den eygen voet sullen de Onderdanen van Tunes by die van de Heeren Staten Generael, in gelyck geval werden getracteert.

X. Gebeurende dat de Onderdanen van Tunes eenige Scheepen van andere Natie quamen te veroveren en in deselve eenige Vassallen van de Heeren Staten Generael wierden bevonden zodanige Passagiers met alle haere Goederen daar in geladen, naer inhout van haar Paspoort, sullen vry zyn, te weten op Koopvaerdye-Schepen, en geen Commissie-Vaerders, reciproquelyk en in gelyck geval zal werden gehandelt de Onderdanen van Tunes door de Vassallen van de Heeren Staten Generael.

XI. En in cas dat een Hollandsch Koopman in de Landen van Tunes woonende, quam te failleren, voor de schulden van de Ingezetenen van Tunes, zal den Hollandschen Consul daar over niet mogen werden aengesprooken.

XII. Gebeurende, dat in de Landen van Tunes eenige Koopluyden van de Hollandsche Natie kwam te sterven zonder Testament, zal desselfs nalatenschap by niemand mogen werden geprætendeerd, maar die, onder behoorlyke inventarisatie door Notaris en Getuygen, in handen, en onder den Consul werden bewaard, tot den tyt, dat de Heeren Staten Generael daar over sullen komen te disponeren, ten behoeve van die geen, daar toe geregtigt sullen vinden.

Op de bovenstaande conditien, naer deselve wel te hebben geexamineert, hebben de Vreede getracteert, geconcludeert en geratificeerd met den voortreflyken Envoyé Juda Cohen, als by Ons geconcludeert en geratificeerd word by desen.

Zynde de regalen die door den voorsz. Juda Cohen van uw Hogg Mog. komen te versoecken, alleen om te voldoen aen de Usantie, van ouds by onze Voorzaten gebruykt; verhopende dat uw Hoog Mo. die niet zullen ophouden, als by de laatste reys is geschied, met detentie van onzen Envoyé den tyt van vier jaar, naar welkers verloop, denselve in diepe schulden alhier is gekomen; vertrouwende dat uw Hoog Mog. den voorsz. Juda Cohen onsen Envoyé beter en spoediger als voor desen zult tracteren en expedieren zynde by het Instrument van het sluyten deses Tractaets van Vrede, en alhoewel aen Inboorling deser Landen zig getoond, en aen dit Hof

IV. Les Sujets de L. H. P. venant dans les Pais de notre Obéissance, pourront faire leur Commerce en toutes sortes de Marchandises librement avec nos Habitans, & seront maintenus en leurs Personnes & Libertez.

V. De plus, lorsque les Sujets de L. H. P. ayant apporté dans les Ports de notre Regence quelques Marchandises, & ne pouvant les vendre à leur contentement, alors ils pourront les transporter en d'autres Pais, en payant la moitié des Droits, qui seront reglez comme la Nation Angloise paye.

VI. Qu'en cas que quelques uns de nos Sujets se trouvent à bord des Vaisseaux François ou d'autres Nations étant en Guerre avec L. H. P., ils ne seront pas, en cas de prise, detenus par les Sujets de L. H. P. mais ils seront mis à terre & en liberté avec leurs effets, en payant le Fret accordé avec eux.

VII. Que lorsque les Vaisseaux de nos Sujets & de ceux de L. H. P. se rencontreront en Mer, ils devront s'envoyer reciproquement à bord deux Hommes avec les Passeports, qui étant examinez de part & d'autre, chacun poursuivra librement sa route.

VIII. S'il arrivoit, que quelque Vaisseau ou Vaisseaux, appartenant aux Sujets de L. H. P. venoient à échouer sur les Côtes de notre Domaine, ce qu'à Dieu ne plaise, en ce cas-là le Vaisseau & les Effets qu'on aura sauvé, seront a la disposition des Proprietaires, sans que qui que ce soit y puisse rien pretendre; & en un pareil cas, les Sujets de notre Royaume de Tunis seront traitez de la même maniere dans les Pais de L. H. P.

IX. En cas que quelques Vaisseaux Hollandois venant à s'approcher des Vaisseaux de Tunis, & ayant arboré un Pavillon étranger à se battre contre les nôtres, s'ils sont pris par nos Sujets, ces Vaisseaux & leurs effets seront & resteront de bonne prise, & les Hommes sont Esclaves; & en pareil cas les Sujets de Tunis seront traitez de la même maniere par ceux de L. H. P.

X. S'il arrive que les Sujets de Tunis se rendent Maitres de quelques Vaisseaux d'autres Nations, & qu'on y trouve quelques Sujets de L. H. P. tels Passagers seront libres avec tous leurs effets qui s'y trouveront conformement à la teneur de leur Passeport, sçavoir sur des Vaisseaux Marchands mais non pas Armateurs; & les Sujets de Tunis seront en pareil cas traitez de même par les Sujets de L. H. P.

XI. Et en cas qu'un Marchand Hollandois, Habitant dans le Royaume de Tunis, vint à faire faillite, le Consul Hollandois ne pourra pas en répondre ni être inquieté pour les debtes des Habitans de Tunis.

XII. S'il arrivoit que quelque Marchand de Nation Hollandoise vint à déceder dans les Pais de Tunis sans Testament, les Biens qu'il aura laissez ne pourront être prétendus de personne, mais ils seront remis au Consul, après en avoir fait un Inventaire duement dressé par un Notaire & des Temoins, pour les garder jusqu'à ce que L. H. P. en ayent disposé en faveur de ceux qui y auront un droit legitime.

Sous ces susdites Conditions, après les avoir bien examinées, nous avons traité, conclu & ratifié la Paix avec l'Excellent Envoyé Juda Cohen, comme en effet nous la concluons & ratifions par ces presentes.

Les Droits regaliens, que nous demandons à Vos H. P. par ledit Juda Cohen, n'étant que pour suivre la coûtume établie d'ancienneté par nos Predecesseurs; esperant que Vos H. P. ne les suspendront pas, comme cela est arrivé la derniere fois, en retenant notre Envoyé l'espace de quatre ans, après lequel tems il est retourné ici chargé de dettes; nous flatant que Vos H. P. traiteront mieux & expedieront plûtôt que ci-devant ledit Juda Cohen notre Envoyé, qui est l'Instrument de la conclusion de ce Traité de Paix; & quoi que natif de ce Pais, il s'est montré & comporté à notre Cour

ANNO 1708.

Hof geëvertueerd als een Voorstander van de Hollandsche Natie, hebbende door zyne aengenamen Conduite ons gepersuadeert en gebragt tot het ampleĉteren van zodanige Pointen in het Tractaet, als nooyt by Ons nog onze Voorzaten zyn toegestaan, waar toe wy ons selve hebben laten bewegen om hem te complaceren.

Bidden aen den Groten en magtigen Godt die Hemel en Aarde geschapen heeft, dat zyne Goddelyke Majest. ons conservere in eene eendragtige Vreede, en verleene voorspoed jegens onze vyanden. Men geeft nog aen den voortreflyken Juda Cohen onzen Envoyé, pouvoir om onsenthalven verders te handelen en te doen al het geen geraden zal vinden, als of hy was onze eige Persoon, met eenparig consent van allen onzen Rade, Hoge en Lagen Adel.

Dese is de Copie van de Articulen van Vrede en desselfs Ratificatie tusschen het Ryk van Tunes en de Hoog Mog. Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden, overgeset van woord tot woordt, uyt de Arabische Tael, op ordre van den Excellenten Bassa Ibrahim Serif Dey en Bey, den Divan en het Hof met desselfs Raden heden 24. Maart 1704.

Volgt de Certificatie van den Engelschen Consul.

JOhn Goddard Agent voor haere Majesteyt van Groot Brittannien &c. en Consul Generael in dese Stadt en Koningryk van Tunes, certificere by desen, dat de bovenstaende Schriften zyn Articulen van Vreede, geaccordeert tusschen syne Excellentie Ibrahim Bassa Dey en Bey, gesamentlyk met den geheelen Divan van dese Stadt en Koningryk van Tunes ter eenre, en den Heer Juda Cohen Envoyé van de Hoog Mogende Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden, voor haar Hoog Mog. ter andere zyde, dewelke is gezegelt met haere respective Zegels van de Hooggemelte zeer Excellente Heeren. Gegeven op haar versoek in Tunes den 23. Maart 1704.

Was getekent,

J. GODDARD.

En nademaal wy om wegh te nemen eenige duysterheden, van gemelten Envoyé Juda Cohen versogt hebben zyne verklaring op de vier volgende Pointen, daar op hy gegeven heeft de verklaringen in Margine van yder Point staande geannoteerd. Zoo als volgt.

Declaration van den Envoyé Juda Cohen	*Pointen waar op het Declaratoir is versogt.*
1.	1.
Den Ondergeschreven verklaart dat dit Point alzoo zal geobserveert werden, dog niet anders als bevonden werdende de cognoscementen by de Goederen in het voorsz. vyandlyk Schip, en daer by gedeclareert te zyn, voor rekening van den Onderdanen van desen Staat.	Eerstelyk, dat de vrydom dewelke by het Art. 6, en 10. van het voorsz. Tractaet geaccordeert is aen den Onderdanen van den Staat met haere Goederen op vyandelyke Schepen gevonden werdende, ook plaats zal hebben ten opsigt van den Goederen van deselve Onderdanen schoon deselve by haere Goederen niet præsent zouden mogen zyn.
2.	2.
Verklaart den Ondergeschreven alzoo geobserveert sal werden vermits uytdruckelyck heeft geaccordeert, dat de Onderdanen van desen Staat van alle voordelige vryheden die aldaer by andere Natien werden genoten, sullen profiteren.	En ten tweeden, dat van Goederen, door de Ingesetenen van desen Staat aldaar werdende ingevoert, en van daar werdende uytgevoert, geene andere regten sullen werden betaelt, als door de Engelsche: namentlyck drie percent, van de ingevoert werdende Koopmanschappen.
3. Ver-	3. En

Cour comme Protecteur de la Nation Hollandeise; nous ayant par sa bonne conduite persuadé & porté a accepter de tels Points, que nos Ancêtres ni Nous n'avons jamais accordé, & nous nous sommes laissez persuader pour lui complaire.

Nous prions le grand Dieu tout-puissant, Créateur du Ciel & de la Terre, que sa Majesté divine nous veuille conserver dans une Paix durable, & nous faire prosperer contre nos Ennemis. On donne encore à l'Excellent Juda Cohen, notre Envoyé, le Pouvoir de traiter de notre part outre ce ci-dessus, & de faire tout ce qu'il jugera expedient, comme s'il était notre propre Personne, du consentement unanime de tout notre Conseil, de toute notre Noblesse haute & basse.

Cette presente est la Copie des Articles de Paix & de sa Ratification entre le Royaume de Tunis & L. H. P. les Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, traduite mot à mot de la Langue Arabe, par ordre de l'Excellent Bacha Ibrahim Serif, Dey & Bey, le Divan & la Cour, avec ses Conseillers. Aujourd'hui ce 24. Mars 1704.

Suit le Certificat du Consul Anglois.

JEan Goddard Agent de Sa Majesté de la Grande Bretagne &c. & Consul General dans cette Ville & Royaume de Tunis, certifie par la presente que les Ecrits ci-dessus sont des Articles de Paix accordée entre son Excellence Ibrahim Bacha, Dey & Bey, ensemble tout le Divan de cette Ville & Royaume de Tunis d'une part, & entre le Sieur Juda Cohen Envoyé de L. H. P. les Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas pour L. H. P. d'autre part, laquelle est scellée des Sceaux de leurs-dites Excellences. Fait à leur requisition à Tunis ce 23. Mars 1704.

Etoit Signé,

J. GODDARD.

Et comme pour lever quelques obscuritez, nous avons demandé audit Envoyé Juda Cohen son explication sur les quatre Points suivans, il nous l'a donnée placée à la marge de chaque Point, comme il suit.

Eclaircissement de l'Envoyé Juda Cohen.	Points sur lesquels on a demandé explication.
1.	1.
Le soussigné déclare que ce Point sera observé de cette maniere-là, mais pas autrement que lorsqu'on y trouvera les Connoissemens des effets, qui sont dans les Vaisseaux ennemis, avec la declaration jointe que ces effets sont pour le compte de Sujets de L. H. P.	*Premierement que la liberté & immunité accordée par les Art. 6. & 10. du susdit Traité aux Sujets de L. H. P. trouvez avec leurs effets sur des Vaisseaux ennemis, aura aussi bien lieu pour les effets des mêmes Sujets, quand même ils ne seroient pas presents en Personne près de leurs effets.*
2.	2.
Le soussigné declare que cela s'observera aussi, d'autant qu'il a été accordé expressement, que les Sujets de L. H. P. profiteront de toutes les Libertez avantageuses dont y jouissent les autres Nations.	*En second lieu, que pour les effets que les Sujets de L. H. P. y auront fait entrer, & en auront fait sortir, on n'en payera pas d'autres Droits, que les Anglois en payent; Sçavoir trois pour cent pour les Marchandises qu'on y aura fait entrer.*
3. *De-*	3. *Et*

ANNO 1708.

ANNO 1708.

3.

Verklaart alzoo geobserveert zal werden, alzoo by het Tractaet is bedongen, en wel expresselyck geaccordeert, dat de Onderdanen van den Staat sullen betalen zoo als de Engelsche by het sluyten van de Vreede hebben betaalt, en niet zoo als namaels sullen komen te betalen.

3.

En dat die alzoo gestelde regten sullen blyven nier regenstaande deselve, ten opsigte van Engelsche naderhandt verkogt zouden moogen werden.

4.

Declareert den Ondergeschreven tot antwoort, als by het 2de Articul.

Was geteekent,

JUDA COHEN.

4.

Dog zoo deselve uit regard van de Engelsche, ofte van andere Natien zouden mogen werden verminderd, dat de Ingezetenen van desen Staat, in allen gevalle getracteert sullen werden als de Natie die het favorabelste werd getracteerdt.

Soo is't, dat wy het voorschreve Tractaat gesien en geexamineert hebbende; en gelet op de verklaringen door gemelde Envoyé Juda Cohen gedaan, en genegen zynde, om met de Regeringh van Tunes in vreede en vrundschap te leven, het voorsz. Tractaet van Vreede, ooder beneficie van de hier voorstaande verklaringen, hebben geapprobeert en ratificeren het selve mits desen; belovende opregtelyk en ter goeder trouwe, het selve in allen deelen van onze zyde, te sullen agtervolgen en nakomen, doen agtervolgen en nakomen, zonder te gedogen, dat ietwes gedaan werde dat daar tegens zoude mogen stryden. Aldus gedaan in 's Gravenhage onder het groot Zegel van onzen Staat, de Paraphure van den Heer Præsiderende in onze Vergaderinge en de Signature van onzen Griffier, op huyden den 1. December 1708.

3.

Declare que cela sera observé de même, parce qu'on a stipulé dans le Traité & accordé bien expressement que les Sujets de L. H. P. payeront comme les Anglois ont payé lors de la Conclusion de la Paix, & non pas comme ils viendroient à payer dans la suite

3.

Et que ces Droits ainsi établis subsisteront, quand même par rapport aux Anglois les Droits viendroient à être haussez dans la suite.

4.

Declare le soussigné en réponse ce qui est au 2. Article.

Etoit signé,

JUDA COHEN.

4.

Mais si ces Droits venoient à être diminuez par rapport aux Anglois ou autres Nations, que les Sujets de L. H. P. seront en toutes les occasions traitez comme la Nation qui est traitée le plus favorablement.

A ces causes, après avoir vû & examiné le susdit Traité, & fait attention aux explications faites par ledit Envoyé Juda Cohen, & désirant de vivre en Paix & Amitié avec la Regence de Tunis, nous avons approuvé & ratifié le susdit Traité sous le benefice des explications ci-dessus; promettant sincerement & de bonne foi de le suivre & observer, de le faire suivre & faire observer de notre part en toutes ses parties, sans permettre qu'il se fasse la moindre chose qui y soit contraire. Fait à la Haye sous le grand Sceau de Notre Etat, le Paraphe de Mr. le President de notre Assemblée & la Signature de notre Greffier, ce jourd'hui le 1. Decembre 1708.

ANNO 1708.

LXXXIV.

1709. 15. Janv. *Trattato per il restabilimento di una perfetta e durevole Corrispondenza tra* SUA BEATITUDINE, *& la Maestà dell' Augustissimo* IMPERATORE *e tutta l'Augustissima Casa. In Roma li di 15. Gennaro 1709.* [Simple Copie.]

PER il restabilimento di una perfetta e durevole corrispondenza, tra Sua Beatitudine, e la Maestà dell' Augustissimo Imperatore & tutta l'Augustissima Casa, si sono concordati in virtù delle Plenipotenze, che si sono vicendevolmente cambiate tra Sua Eminenza il Signor Cardinale Paolucci Segretario di Sua Santità, & Sua Eccellenza il Signor Marchese di Prié, Consigliere intimo di Stato di Sua Maestà Cesarea, gl' infrascritti Articoli.

I. Sua Eminenza il Signor Cardinale Paolucci, come Plenipotenziario Pontificio, promette, che Sua Santità, attese le infrascritte promesse che si fanno da Sua Eccellenza il Signor Marchese di Prié Plenipotenziario Cesareo, riformerà le Truppe che presentemente hà in Ferrara, Forte Urbano, Roma, Ancona, Civita-Vecchia, & in tutto il rimanente dello Stato Ecclesiastico, riducendole al piede & alla forma che erano primà del presente armamento, cioè al numero di cinque mila huomini in circa, trà Cavalleria & Fanteria, con licenziare tutti li Officiali e Soldati stranieri, non soliti à servire alla Santa Sede; anzi per torre ogni gelosia, & attese le accennate vicendevoli sicurezze e promesse, continuerà su l'istesso piede durante la presente Guerra, ne accrescerà le dette Truppe oltre il sudetto numero solito à ritenersi di cinque mila huomini in circa, e la sudetta riforma e riduzione di Truppe, dovrà principiare nel termino di tre giorni doppo la sottoscrittione de' presenti Capitoli, e compitamente terminarsi nello spazio di venti giorni.

II. Si ridurranno li Presidii di Ferrara e di Forte Urbano allo stato antico, cioè al numero de' Soldati solito à tenersi prima di quest' armamento.

III. Sua Santità farà parimente rimuovere li Presidii, da i Luoghi e Porti che sono stati nuovamente muniti e fortificati, nelle frontiere del Regno di Napoli; cioè dal canto del Garigliano e dell' Abbruzzo, come pure da quello del Mantouano.

IV. Che Sua Santità farà rimuovere il suo Presidio da Paliano, & si rimetterà nello stato di prima.

V. Promette all' incontro Sua Eccellenza il Signor Marchese di Prié, Plenipotenziario Cesareo, in correspettività del detto Disarmo, e delle infrascritte promesse, che si fanno per parte di Sua Santità, di fare in modo che in conformità degli ordini che sono dati da Sua Maestà Cesarea à i Generali Commandanti delle sue Armate in Italia, sia quanto prima sia possibile sollevato lo Stato Ecclesiastico dalle Truppe Cesaree, alleate, & ausiliarie. Partiranno immediatamente da i Confini dello Stato, quelle che si trovano dal canto del Garigliano, e del Tronto sotto il Commando di Sua Altezza il Signor Principe de Darmstat. Sua Eccellenza il Signor Maresciallo Comte di Daun, Commandante Generale dell' Armata Cesarea, che si trova nelle tre Legazioni, farà uscire due mila Cavalli, subito che havrà l'auviso della conclusione del Trattato, e sottoscrittione de' presenti Articoli.

VI. Quando Sua Santità ridurrà al numero e stato come sopra, il Presidio della Città e Fortezza di Ferrara e Forte Urbano, promette detto Signor Marchese, che il detto Signor Maresciallo farà subito

ANNO 1709.

levare il Blocco di dette Piazze, e sarà parimente dare le opportune sicurezze, affinche li Soldati che si licenziano possano liberamente ritornare alle loro case e dove loro parerà.

VII. A misura che anderà succedendo detta riforma, per parte di Sua Santità, anderanno pur anche uscendo le sudette Truppe Imperiali, ausiliari & alleate; di modo che resti quanto prima sia possibile intieramente evacuato lo Stato Ecclesiastico dalle medesime, alla riserva di un piccolo Corpo da restare in Comacchio, come si dirà in appresso.

VIII. Che in tanto che anderanno uscendo le Truppe dallo Stato Ecclesiastico, quelle che vi resteranno fino alla totale evacuazione, debbano contenersi nelle sudette tre Legazioni di Ferrara, Bologna e Romagna, osservando tutta la piu esatta disciplina, che è stata prescritta da Sua Maestà Cesarea, senza che possano commettere alcuna sorte Hostilità.

IX. Restando in tal forma stabilito il riposo e la sicurezza dello Stato Ecclesiastico, senza che possano entrarvi nuovamente durante questa Guerra le Truppe dell' Augustissima Casa, come il detto Signor Marchese promette, & avendo pur anche Sua Santità domandato d'essere assicurata da Sua Maestà Cesarea, per conto dell' Altezza Serenissima del Signor Duca di Modena, al che essendo condescesa Sua Maestà; perciò il detto Eccellentissimo Signor Marchese promette & assicura, à nome della medesima, che lo Stato della Chiesa non sarà molestato per detto tempo dalle armi di detto Signore Duca, ne d'alcun altro Prencipe. Per tal riguardo Sua Beatitudine assicata all' incontro Sua Maestà Cesarea, e col di lei mezzo detto Serenissimo Signor Duca, come così promette l'Eminentissimo Paolucci per parte della medesima, che per tutte le sue pretensioni particolari saranno sentiti li suoi Ministri e Defensori, avanti una Congregazione particolare de' Signori Cardinali, che sarà subito dalla Santità Sua deputata, accio sia tutto diligentemente riconosciuto e determinato *prout de jure*, e sia resa al detto Signor Duca una pronta & esatta giustitia.

X. Promette pure detto Eccellentissimo Signor Marchese, che il Signor Maresciallo di Daun farà restituire tutti i Priggionieri di Guerra delle Truppe Pontificie, & io quanto a gli Avignonesi che sono stati presi in mare, farà detto Eccellentissimo Signor Marchese le sue parti appresso l'Ammiraglio, affinche siano rilasciati & occorrendo si contenterà Sua Maestà Cesarea, farne passare officio in Inghilterra.

XI. Si farà da i Generali Cesarei l'intiera restituzione de' Cannoni & attrezzi militari, che sono stati presi doppo le correnti emergenze, à chi sarà commesso da Sua Santità.

XII. Si restituirà pure per parte di Sua Santità, tutto ciò che fù preso e ritrovato sopra le barche, che furono arrestate vicino à Ferrara, nel principio del passato Settembre.

XIII. Si rimetteranno tutti li Desertori Allemanni che si ritrovano nelle Truppe Pontificie, a' quali si concederà da Sua Maestà Cesarea l'Amnistia per tale riguardo.

XIV. Si demoliranno per parte di Sua Santità, le nuove Fortificazioni fatte ne' luoghi che non erano fortificati prima delle presenti emergenze, nelle Frontiere del Regno di Napoli e del Mantouano.

XV. Non si darà alcun impedimento alla Navigazione libera del Pò, nel modo che si prattica fra Prencipi Amici, per tutto ciò che possa occorrere per il Cesareo servigio e dell' Armata, secondo li Passaporti che saranno spediti à quell' effetto da i Generali Cesarei.

XVI. Sarà contenta Sua Santità durante la presente Guerra di dare libero il transito alle Truppe dell' Augustissima Casa, per la Cavalleria e rimonte che convenisce fare passare nel Regno di Napoli, come pure alla Fanteria, e sue Recrute, ove esigesse la necessità di farla passare per Terra, ò fosse troppo difficile di spedirla per mare, dovrà in tal caso tal transito essere innoxio, cioè senza danno & aggravio alcuno dello Stato Ecclesiastico e suoi Sudditi, come si prattica ne' Stati de' Prencipi neutrali, e seguire di un solo Regimento per volta con precedente aviso di giorni quindeci, e per la strada del Tronto che è la più breve, e di minore incommodo allo Stato della Chiesa, di modo che frà l'uno e l'altro Regimento corra sempre lo spatio di trè giorni, affinche riesca più practicabile. Si contenterà per altro Sua Santità, in caso di straordinaria necessità, per soccorso del Regno, di concedere il passagio verso Terracina, e li assegnerà da Sua Beatitudine in tal emergente la strada più commoda e vicina.

XVII. Desiderando Sua Santità di cooperare pur anche alla quiete delle Provincie confinanti, nella quale hà tanto interesse lo Stato Ecclesiastico, non permetterà che si dia alcuna assistenza e favore à i forusciti di Napoli, ne che vi sia in Roma, ò nel di lei Stato chi fomenti torbidi in quel Regno.

XVIII. Sua Santità deputerà uno ò più Cardinali, frà i quali & il sudetto Eccellentissimo Signor Marchese come Ministro Cesareo, ò chi serà in seguito destinato dalla Maestà Sua, si esaminerà e discutterà la materia delle vertenti pendenze sopra li Stati di Parma, Piacenza e Comacchio, e quello non in veruna forma di giudizio, mà per appagamento commune, tanto di Sua Santità che di Sua Maestà Cesarea.

XIX. E perche Sua Maestà intende che la Città di Comacchio, colle dette Valli debba restare in sue mani nello stato in cui è di presente, con un piccolo Corpo di Fanteria Imperiale, fin tanto che sia in detto Congresso ventilata e di poi terminato detta pendenza, con che detto Corpo non possa commettere alcuna ostilità, & all' incontro intendendosi per parte di Sua Santità, che detta Città con le predette Valli debba restituirsi liberamente alla Santa Sede, hà Sua Beatitudine tal fiducia in Sua Maestà Cesarea, che confida sia dalla medesima per ordinarsi, che così venga eseguito. Quando poi Sua Maestà non inclini, e persista come hora in detta ritenzione, non per questo si lascierà per parte di Sua Beatitudine di adempire à quel tanto che ne' presenti Articoli si conviene, e colle condizioni sopra stabilite, ne permetterà in tal caso, che si dia alcuna molestia al sudetto Corpo in Comacchio, ne che sia impedita la libera communicazione, tanto per Aqua che per Terra al medesime, essendo Sua Santità sommamente bramosa di contribuire, dal canto suo, tutte le maggiori facilità per il sollievo de' suoi Sudditi, & insieme di dare questo nuovo argomento della confidenza che ripone in Sua Maestà Cesarea, che si preggia del Titulo di Auvocato e Difensore della Chiesa.

Promette detto Eminentissimo Cardinale Paolucci, di rapportare la Ratificanza da Sua Santità del presente Trattato tra il termine di giorni venti cinque, e detta Eccellanza del Signor Marchese da Sua Maestà Cesarea trà giorni treota cinque, senza che frà tanto si ritardi in alcun modo la puntuale essecuzione del presente Trattato. In fede &c. Dat. in Roma li dì 15. Gennaro 1709.

F. Cardinale PAOLUCCI.

Il Marchese di PRIE'.

LXXXV.

28. Mai.

Articles Preliminaires, pour parvenir à la Paix Générale, dressez sub spe Ratihabitionis, *entre les Ministres de l'*EMPEREUR, *de la Reine de la* GRANDE BRETAGNE, *& des Seigneurs Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES, *d'une part, & ceux du Roi de* FRANCE *d'autre part, mais signés seulement des premiers. Par lesquels on convient, que la* MONARCHIE D'ESPAGNE *sera entierement remise & cedée, à Sa Majesté Catholique* CHARLES III. *Et qu'elle demeurera dans la Maison d'Autriche, sans qu'aucune de ses parties puisse en être jamais demembrée. A la Haye le 28. Mai.* 1709. [Tiré du Protocolle de l'Ambassade Imperiale aux Traitez de Paix à la Haye, & à Utrecht]

1. ON procédera incessamment à faire une bonne, ferme & durable Paix, Confédération, & perpétuelle Alliance & Amitié, entre Sa Majesté Impériale, comme aussi entre tous & chacun des Alliez de Sa Majesté Impériale, & principalement le Royaume de la Grande-Bretagne, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies d'une part, & de l'autre, entre Sa Majesté Très-Chrétienne &

les

ANNO 1709.

ses Alliez. Et comme les conjonctures présentes n'ont pas permis que Sa Majesté Impériale ait préalablement pû recevoir l'agrément, & un consentement de l'Empire sur tout ce qui le regarde dans plusieurs Articles contenus dans ces Préliminaires, elle tâchera d'obtenir, suivant l'usage établi dans l'Empire, le plûtôt qu'il sera possible, le Consentement & la Ratification dudit Empire, avant l'éxécution de ces Articles qui regardent particuliérement l'Empire.

II. Et pour parvenir à ce but tant salutaire au plûtôt, & d'en joüir à present autant qu'il sera possible, on est convenu des Articles Préliminaires qui doivent servir de fondement aux Traitez de la Paix générale.

III. Prémiérement, en considération & conséquence de ladite bonne Paix & Réunion sincére de toutes parts, le Roi Très-Chrétien reconnoîtra dès à present publiquement & authentiquement, comme aussi après dans les Traitez de Paix, à faire, le Roi Charles III. en qualité de Roi d'Espagne, des Indes, de Naples, & de Sicile, & généralement de tous les Etats & Dépendances compris sous le nom de la Monarchie d'Espagne, en quelque partie du monde qu'ils soient situez, à la reserve de ce qui doit être donné à la Couronne de Portugal & au Duc de Savoye, suivant les Traitez faits entre les Hauts Alliez, & de la Barriére que ledit Roi Charles III. doit faire tenir auxdits Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies dans les Païs Bas, selon la teneur de la Grande Alliance de l'année 1701, & de ce qui sera dit ci-après du Haut Quartier de Gueldre, & des Conventions à faire avec ledit Roi Charles III., sans rien excepter davantage, ainsi & avec tous les Droits que le feu Roi d'Espagne Charles II. a possédé, ou dû posseder, tant pour lui, que pour ses Hértiers & Successeurs, selon la disposition testamentaire de Philippe IV. & les Pactes établis & reçûs dans la Sérénissime Maison d'Autriche.

IV. Et d'autant que le Duc d'Anjou est présentement en possession d'une grande partie des Royaumes d'Espagne, des Côtes de Toscane, des Indes, & d'une partie des Païs-Bas, il a été réciproquement convenu, que pour assurer l'éxécution desdits Articles, & des Traitez, à faire & à achever, dans l'espace de deux mois, à commencer du premier du mois de Juin prochain s'il est possible, Sa Majesté Très-Chrétienne sera en sorte que dans ce même terme le Royaume de Sicile soit remis à Sa Majesté Catholique Charles III.; & ledit Duc sortira en pleine sûreté & liberté, de l'étendue des Royaumes d'Espagne, avec son Epouse, les Princes ses Enfans, leurs Effets, & généralement toutes les Personnes qui les voudront suivre: En sorte que si ledit terme finit sans que ledit Duc d'Anjou consente à l'éxécution de la présente Convention, le Roi T. C., & les Princes & Etats stipulans, prendront de concert les mesures convenables pour en assurer l'entier effet, & que toute l'Europe, par l'accomplissement desdits Traitez de Paix, jouïsse incessamment d'une parfaite tranquilité.

V. Pour en avancer l'établissement, Sa Majesté Très-Chrétienne retirera dans le terme desdits deux mois, les Troupes & les Officiers qu'elle a présentement en Espagne, & aussi celles qui se trouvent dans le Royaume de Sicile, aussi bien que dans les autres Lieux, Païs, & Etats dépendans de ladite Monarchie d'Espagne en Europe, & des Indes, aussitôt qu'il sera possible: promettant en foi & parole de Roi, de n'envoyer desormais au Duc d'Anjou, s'il refuse d'y aquiescer, ni à ses adhérans, aucun secours, soit de Troupes, Artillerie, Ammunitions de Guerre, ou d'argent, directement ou indirectement.

VI. La Monarchie d'Espagne demeurera dans la Maison d'Autriche, de la maniére qu'il a eté dit ci-dessus, sans qu'aucune de ses parties puisse en être jamais démembrée, ni ladite Monarchie en tout ni en partie, être unie à celle de France, ni qu'un seul & même Roi, ni un Prince de la Maison de France en devienne le Souverain, de quelque maniere que ce soit, par Testament, Apels, Succession, Conventions matrimoniales, Dons, Ventes, Contracts, ou autres voyes, telles qu'elles puissent être, ni que le Prince qui régnera en France, ni un Prince de la Maison de France, puisse jamais régner aussi en Espagne, ni aquérir dans l'étendue de ladite Monarchie aucunes Villes fortes, Places, ou Païs, dans aucune partie d'icelle, principalement dans les Païs-Bas, en vertu d'aucuns Dons, Ventes, Echanges, Conventions matrimonielles, Héréditez, Appels, Succession par Testament, *ab intestato*, en quelque sorte & maniere que ce puisse être, tant pour lui que pour les Princes ses Enfans, & Freres, leurs Hériticrs & Descendans.

VII. Specialement, que la France ne pourra jamais se rendre Maître des Indes Espagnoles, ni envoyer des Vaisseaux pour y exercer de Commerce, sous quelque pretexte que ce soit.

VIII. Sa Majesté Très-Chrétienne voûlant donner des marques certaines du dessein qu'Elle a de maintenir une Paix ferme & stable, & faire cesser tout ombrage de desseins, consent à remettre à Sa Majesté Imperiale, & à l'Empire, la Ville & Citadelle de Strasbourg, dans l'état ou elle se trouve presentement, avec le Fort de Kell & ses dépendances, situez des deux côtez du Rhin, sans aucune repetition de frais ou dépenses, sous quelque prétexte que ce soit, avec cent pieces de Canon de bronze, de different calibre, savoir cinquante pieces de vingt-quatre & de douze livres de bales; & cinquante pieces de huit, & de quatre livres, & les munitions à proportion, pour être rétablie dans les Prérogatives & Priviléges des Villes Imperiales, dont elle jouïssoit avant que d'être sous la Domination de Sa Majesté Très-Chrétienne; laquelle Ville de Strasbourg & Forts, seront rendus & évacuez aussi-tôt après les Ratifications de l'Empereur & de l'Empire, qui seront échangées à la Haye, & qu'il comparoîtra aux Portes de ladite Ville de Strasbourg & Forts, quelqu'un muni d'un Plein-pouvoir de Sa Majesté Imperiale, & de l'Empire, selon la forme accoûtumée, pour en prendre possession.

IX. Que la Ville de Brisac, avec son Territoire soit évacué par sa Majesté Très-Chrétienne & remise par elle à Sa Majesté Imperiale, à la Maison d'Aûtriche, avec tous les Canons, Artillerie & Ammunitions de Guerre qui s'y trouveront à la fin de Juin au plus tard, pour en joüir desormais en toute proprieté; ausi que Sa Majesté Imperiale en a joüi & dû joüir en execution du Traité de Paix de Ryswick avec les Canons, Artillerie & Ammunitions de Guerre qui s'y trouvent.

X. Sa Majesté Très-Chrétienne possédera desormais l'Alsace, dans le sens litéral du Traité de Westphalie, en sorte qu'Elle se contentera du Droit de Préfecture sur les dix Villes Imperiales de ladite Alsace, sans pouvoir néanmoins étendre ce Droit au préjudice des Prérogatives, Droits & Privilèges qui leur compétent, comme aux autres Villes libres de l'Empire pour en joüir aussi-bien que des Prérogatives, Revenus & Domaines, ainsi que Sadite Majesté a dû joüir, lors de la conclusion dudit Traité, devant aussi être remises les Fortifications desdites Villes au même état qu'elles étoient alors; excepté toutefois la Ville de Landau, dont la possession & proprieté appartiendront pour toûjours à Sa Majesté Imperiale & à l'Empire, avec faculté de démolir ladite Place s'il est jugé à propos par l'Empereur & l'Empire.

XI. Qu'en conséquence dudit Traité de Westphalie Sadite Majesté Très-Chrétienne fera démolir dans le tems convenu, à ses dépens, les Forteresses qu'elle a prétentement sur le Rhin depuis Bâle, jusques à Philipsbourg, nommement Huningue, le Neuf-Brisac, & le Fort Louis avec tous les ouvrages, & dépendances dudit Fort tant en deça qu'au delà du Rhin, sans que jamais on puisse le retablir.

XII. Que la Ville & Forteresse de Rhinfeltz avec ce qui en depend demeurera au Land-Grave de Hesse-Cassel, jusques à ce qu'il en soit convenu autrement.

XIII. La Reine de la Grande-Bretagne & les Seigneurs Etats Generaux soutenant que la clause insérée dans l'Article IV. du Traité de Ryswick touchant la Religion, est contre la teneur de la Paix de Westphalie, & que conséquemment elle devroit être revoquée; il a été trouvé bon que cette affaire sera remise à la Négociation de la Paix Générale.

XIV. Quant à la Grande-Bretagne, Sa Majesté Très-Chretienne reconnoîtra dès à présent & dans la Négociation de ce Traité de Paix à faire, la Reine de la Grande-Bretagne en cette qualité.

XV. Sadite Majesté reconnoîtra aussi la Succession à la Couronne de la Grande-Bretagne dans la

ANNO 1709.

Ligne Proteſtante ainſi qu'elle eſt établie par les Actes du Parlement de la Grande-Bretagne.

XVI. Le Roi Très-Chrétien cedera à la Couronne de la Grande-Bretagne ce que la France poſſéde dans l'Iſle de Terre-neuve, & on reſtituera, de la part de la Reine de la Grande-Bretagne auſſi-bien que de la part de Sa Majeſté Très-Chrétienne tous les Païs, Iles, Fortereſſes, & Colonies que les Armes de l'un & de l'autre côté ont occupez depuis la préſente Guerre en quelques lieux des Indes qu'ils ſoient ſituez.

XVII. Sadite Majeſté promet de faire raſer toutes les Fortifications de la Ville de Dunquerque, du Port, & des Rysbancs, & ce qui en pourroit dépendre à ſes dépens, ſans exception; en ſorte que la moitié deſdites Fortifications ſoit raſée, & la moitié du Port comblé dans l'eſpace de deux mois, & l'autre moitié des Fortifications raſée auſſi-bien que l'autre moitié du Port comblée dans l'eſpace de deux autres mois, le tout à la ſatisfaction de la Reine de la Grande-Bretagne & des Etats Généraux, ſans qu'il ſoit permis de rétablis ces Fortifications & de rendre le Port navigable à jamais, ni directement, ni indirectement.

XVIII. La perſonne qui prétend être Roi de la Grande-Bretagne ayant déſiré de ſortir hors du Royaume de France & de prévenir la demande que la Reine de la Grande-Bretagne & que la Nation Britannique ont faite, ſe retirera en tel Païs & de telle maniere que par le prochain Traité de Paix Génétale il ſera convenu ſur les moyens dudit Traité.

XIX. Dans la Négociation principale du Traité à faire on tâchera de convenir d'un Traité de Commerce avec la Grande-Bretagne.

XX. A l'égard du Roi de Portugal, Sa Majeſté Très-Chrétienne conſentira qu'il jouiſſe de tous les avantages établis en ſa faveur par le Traité fait entre lui & ſes Alliez.

XXI. Sa Majeſté reconnoîtra le Roi de Pruſſe en cette qualité, & promettra de ne le point troubler dans la poſſeſſion de la Principauté de Neufchâtel & du Comté de Valleugin.

XXII. Et quant aux Seigneurs Etats Généraux, Sa Majeſté leur cedera, dans les termes les plus précis qu'il conviendra, les Places de Furnes, & Furner-Ambagt, le Fort de Kenok, y compris Menin avec ſa Verge, Ypres avec ſa Châtellenie & ſes dépendances, qui ſeront déformais Bailleu ou Belles, Warneton, Commine, Werwie, Popperinguen, & ce qui dépend des lieux ci-deſſus exprimez. (La Ville & Châtellenie de Caſſel demeurant à Sa Majeſté Très-Chrétienne.) Lille avec ſa Châtellenie (à l'exception de la Ville & Gouvernance de Doüai.) Tournai, Condé, & Maubeuge, avec toutes leurs dépendances, le tout en l'état que ſont à préſent leſdites Places, ſpecialement avec les Canons, Artillerie, & Ammunitions de Guerre qui s'y trouvent, pour auſſi ſervir de Barriere avec le reſte des Païs-Bas Eſpagnols auxdits Seigneurs Etats Généraux, & pour en pouvoir convenir avec ledit Roi Charles, ſelon la teneur de ladite Grande Alliance tant à l'égard de la Garniſon que leſdits Seigneurs Etats Généraux y tiendront, que de toutes les autres choſes dans les Païs-Bas Eſpagnols, & particulierement pour avoir en toute Proprieté & Souveraineté le haut Quartier de Gueldre ſelon le XII. Article du Traité de Munſter de l'an 1648, comme de tems en tems ils le trouveront à propos, bien entendu que s'il y a un Magazin général à Tournai on conviendra de la quantité & qualité d'Artillerie & Munitions, qui ſeront laiſſez dans ladite Place.

XXIII. Sa Majeſté Très-Chrétienne rendra auſſi toutes les Villes, Forts & Places qu'Elle aura occupées dans les Païs des Eſpagnols, dans l'état qu'ils ſont préſentement, avec leurs Canons, Artilleries, & Ammunitions de Guerre, bien entendu que ſi depuis que les Troupes du Roi Très-Chrétien ſont entrées dans Namur, il s'eſt fait quelque Magazin ou Amas d'Artillerie, & Ammunitions dans ladite Ville & Château, outre que pour leurs défenſes, ils ſeront retirez par les Officiers de Sa Majeſté Très-Chrétienne, de concert avec ceux des Etats Généraux dans le tems de l'évacuation, laquelle ne pourra être retardée pour raiſon de cela; mais ſera faite dans le tems qu'il ſera reglé, le tout ſous condition expreſſe, que la Religion Catholique ſera maintenue dans toutes leſdites Places renduës, & Lieux & Dependances, en la même maniere qu'elle y eſt établie, horſmis que les Garniſons de l'Etat pourront exercer leur propre Religion, tant dans les Places cedées pour l'augmentation de la Barriere, que dans les Places des Païs-Bas Eſpagnols renduës.

XXIV. Et afin que cette Convention puiſſe ſortir un plein effet, Sa Majeſté Très-Chrétienne promet de ne faire ſortir dès à préſent ni Canons, ni Artillerie, ni Ammunitions de Guerre des Villes & Forts qui devront être rendus & cedez en vertu de ces Articles.

XXV. Sa Majeſté accordera auxdits Seigneurs Etats Généraux touchant leur Commerce ce qui eſt ſtipulé par le Traité de Ryſwick & le Tarif de 1664. La ſuppreſſion des Tarifs faits depuis la révocation de tous Edits, Déclarations, & Arrêts poſterieurs, contraires audit Tarif de l'an 1664. & auſſi l'annullation du Tarif fait entre la France & leſdits Seigneurs Etats Généraux le 29. Mai l'an 1699. de ſorte qu'il n'y aura que le Tarif du 18. Sept. de l'an 1664. qui aura lieu à leur égard: enſemble l'exemption de 50. ſous par tonneau ſur les Vaiſſeaux Hollandois trafiquans dans les Ports de France.

XXVI. Sa Majeſté reconnoîtra lors de la ſignature des Traitez de Paix le Neuviéme Electorat érigé en faveur de Son Alteſſe Electorale d'Hannover, de Brunſwick & Lunebourg.

XXVII. Le Duc de Savoye ſera remis en poſſeſſion du Duché de Savoye, du Comté de Nice & de tous les Lieux, & Païs qui lui appartiennent, & que les Armées de Sa Majeſté auront occupez pendant le cours de la préſente Guerre, ſans aucune réſerve, conſentant d'ailleurs que Son Alteſſe Royale jouiſſe de tous les Païs, Etats & Places qui lui ont été cédés par l'Empereur & ſes Alliez.

XXVIII. Que le Roi T. C. céde à Mr. le Duc de Savoye la Propriété & Souveraineté des Villes d'Exilles, Feneſtrelles, & Chaumont, occupées préſentement par les Armes de Son Alteſſe Royale auſſi-bien que de la Vallée de Pragelas, comme auſſi de tout ce qui eſt en deçà du Mont-Géneve & autres, en ſorte que deſormais ces dits Monts ſervent de Barriére & de Limites contre le Royaume de France & la Principauté de Piémont.

XXIX. Quant aux ci-devant Electeurs de Cologne & de Baviére, leurs demandes & prétenſions ſeront remiſes à la Négociation du Traité de Paix; & ces Diſpoſitions & Decrets de Sa Majeſté Impériale, & de l'Empire faits & émanez durant cette Guerre ſeront ſoûtenus à l'égard de Son Alteſſe Electorale Palatine qui reſtera dans la poſſeſſion du Haut-Palatinat, du Comté de Cham & dans le rang & dignité, tout de même comme il en a été inveſti par Sa Majeſté Imperiale, comme auſſi à l'égard de ce qui a été fait en faveur de la Ville Imperiale de Donaweert & de pluſieurs autres diſpoſitions de cette nature: & pour ce qui regarde les Garniſons qui ſe trouvent ou ſe trouveront ci-après de la part des Etats Généraux dans la Ville de Huy, la Citadelle de Liege, & dans la Ville de Bonn, elles y reſteront juſques à ce qu'il ſoit convenu autrement avec Sa Majeſté Imperiale, & l'Empire.

XXX. Et pour faire ceſſer tous ces doutes ſur l'exécution deſdits Articles & en avancer l'exécution dont dépend le rétabliſſement du repos général & de la Confiance & Amitié reciproquement.

XXXI. On promet que les demandes ulterieures que l'Empereur, la Reine de la Grande-Bretagne, & leſdits Seigneurs Etats Généraux pourront faire dans la Négociation de la Paix Générale, auſſi-bien que le Roi Très-Chrétien, ne pourront interrompre l'Armiſtice dont il ſera parlé ci-après.

XXXII. Pour l'Empire, les quatre Cercles aſſociez, le Roi de Portugal, le Roi de Pruſſe, le Duc de Savoye, & autres Alliez, il leur ſera libre, outre ce qu'il leur eſt accordé ci-deſſus, de faire dans ladite Aſſemblée générale telles demandes qu'ils trouveront convenables.

XXXIII. La Negociation générale ſe terminera, s'il eſt poſſible, dans le tems de deux mois, comme ci-deſſus.

XXXIV. Et afin que ladite Négociation ſe puiſſe tant mieux faire dans le terme deſdits deux-mois, & que ſur l'éxécution deſdits Articles, la Paix s'en puiſſe ſuivre Immédiatement, il a été accordé qu'il y aura une Ceſſation d'Armes entre les Armées de toutes les Hautes Parties qui ſont en Guerre, à commencer par tout lors que la concluſion deſdits Articles pourra venir à la connoiſſance deſdites Hautes Parties préſentement en Guerre.

XXXV.

ANNO 1709.

XXXV. Le Roi T.C. pour donner des preuves de son desir & inclination pour terminer cette sanglante Guerre, dès à present promet aussi-tôt la Conclusion & la Ratification desdits Articles, d'évacuer comme ci-dessus aux Païs-Bas, les Villes de Namur, Mons & Charleroi, devant le 15. de Juin prochain; Luxembourg, Condé, Tournai & Maubeuge, 15. jours après, & devant le 15. de Juillet, les Villes de Nieuport, & Furnes, & les Forts de Kenoke, & Ypres; & devant l'expiration de ces deux mois, de raser & combler, comme on est convenu ci-dessus, les Fortifications & le Port de Dunquerque, se rapportant, à l'égard de Strasbourg & du Fort de Kell, à ce qui est stipulé par l'Article VIII.

XXXVI. Sa Majesté Très-Chrétienne promet de même au tems du ladite conclusion, & devant l'expiration des deux mois après, d'exécuter tout ce qui a été accordé ci-devant à l'égard des autres Alliez.

XXXVII. Et en cas que le Roi Très-Chrétien éxécute tout ce qui a été dû ci-dessus, & que toute la Monarchie d'Espagne soit renduë & cédée audit Roi Charles III. comme il est accordé par ces Articles, dans le terme stipulé, on a accordé que la Cessation d'Armes entre les Armées des Hautes Parties en Guerre, continuera jusques à la Conclusion & à la Ratification des Traitez de Paix à faire.

XXXVIII. Tout ceci servira de base & de fondement des Traitez de Paix à faire, dont on sera l'extension dans les formes les plus amples comme on a accoûtumé de faire dans les Traitez de Paix, tant à l'égard de Cession, Succession, Renonciation, Dépendances, & Annéxes, Evacuation du Canon, Artillerie, & Ammunitions de Guerre, Galéres, & Chioutmes, sans frais ni depens, & semblables choses.

XXXIX. Les Ratifications des Articles Préliminaires ci-dessus seront formez & échangez de la part du Roi Très-Chrétien, de la Reine de la Grande-Bretagne, & des Seigneurs Etats Généraux, avant le 15. Juin prochain; de la part de l'Empereur, le prémier Juillet suivant, & de celle de l'Empire le plûtôt qu'il sera possible, & aussi-tôt après la délivrance desdites Ratifications de la Grande-Bretagne & des Seigneurs Etats Généraux, l'on procédera à l'éxécution de ce qui est stipulé touchant l'évacuation des Places que Sa Majesté Très-Chrétienne doit rendre & céder, aux Païs-Bas, comme aussi touchant la démolition de la Ville de Dunquerque & Comblement du Port, & tout ce qui est accordé auxdites Puissances. La même éxécution aura lieu pour ce qui est stipulé en faveur de l'Empereur, & du Roi Charles III. après la Ratification de S. M. Imperiale.

XL. Et pour avancer la conclusion des Traitez de Paix Générale, il a été convenu que le 15. du mois de Juin prochain le Congrès commencera en ce lieu de la Haye, & tous les Rois, Princes, & Etats, Alliez & autres, seront invitez d'y envoier leurs Ministres & Plénipotentiaires pour prévenir toutes les difficultez & embarras sur le Cérémoniel, & avancer d'autant plus la conclusion de la Paix Générale. Ceux desdits Ministres qui auront le Caractére d'Ambassadeurs ne le déclareront que le jour de la signature des Traitez de ladite Paix. Ainsi fait, convenu & signé par les Plénipotentiaires de Sadite Majesté Impériale, de Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne, des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, avec les Ministres Plenipotentiaires de Sa Majesté Très-Chrétienne. A la Haye ce 28. Mai 1709.

EUGENE DE SAVOYE. (L. S.)	*Le Prince & Duc de Marlborough.* (L. S.)	J. VAN WELDERE. (L. S.)
		F. B. DE REEDE. (L. S.)
PHILIPPE-LOUIS, *Comte de Sinzendorff.* (L. S.)	TOWNSEND. (L. S.)	A. HEINSIUS. (L. S.)
		CONINGH. (L. S.)
		F. *Baron de* REEDE DE RENSWOUDE. (L. S.)
		S. VAN GOSLINGA. (L. S.)
		E. VAN ITTERSUM. (L. S.)
		W. WICHERS. (L. S.)
		WILHEM BUYS. (L. S.)
		VANDER DUSSEN. (L. S.)

ANNO 1709.

LXXXVI.

Decretum CAROLI III. *Hispaniarum Regis Catholici, pro* LEOPOLDO *Duce Lotharingiæ, de Indemnitate Ducatus Montisferrati per aliquam compensationem ei præstanda. Datum Barcinonæ die 19. Junii 1709.* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. I. pag. 155.] 19. Juin

SACRA Regia Catholica Majestas ad debitam requisitionem eidem factam ex parte Serenissimi Domini Ducis Lotharingiæ sequentem resolutionem responsi loco præberi benignè jussit. Quod videlicet, uti præfata Sua Majestas Serenissimi Domini Ducis petitionem justitiæ atque æquitati omni modo consentaneam censet, quatenus nimirum ob cessionem & investituram Ducatus Montisferrati ab Imperatore Leopoldo Domino Genitore ejusdem Colendissimo felicissimæ memoriæ, causæ publicæ, & Augustæ Domus Austriacæ indispensabili necessitate, atque notoriâ, utilitate præteritorum annorum tempestate ita exigente, Serenissimo Domino Sabaudiæ Duci concessam Serenitas sua Lotharingica, prout in Fœdere inter divum Cæsarem, ac prædictum Sabaudiæ Ducem inito Articulo 5. sancitum est, indemnis habeatur, ac proinde ob alios in tabulis Pacis Riswicensis fundatos, & hactenus à Corona Gallica executioni nondum traditos Articulos eidem debita & plenaria satisfactio reddatur, ita altè fata Sua Majestas Catholica tum ex obligatione vi Fœderis ab eadem confirmati nascente, tum & præcipuè quidem ex strictissimo Sanguinis, atque intimi affectus & Amicitiæ nexu quo Serenissimum Dominum Lotharingiæ Ducem à teneris amplexus est, omni curâ, & studio, atque armis & consiliis cum moderna Sacra Cæsarea Majestate Domino Fratre ejusdem dilectissimo, cæterisque Dominis Collegatis in id incumbere velit, ut non solum Serenissimo Domino Duci Lotharingiæ Ducatus Montisferrati jactura aliunde resarciatur, & eidem in vicem & compensationem præfati Ducatus æquivalentis valoris Provincia, aut Terræ in futuro Pacis Tractatu assignentur, & in earumdem actualem, & quietam possessionem immittatur, sed etiam ob alias Serenissimo Domino Duci erga Franciam ex Pace Riswicensi remanentes actiones, atque credita eidem debitè ac plenariè satisfiat. Pro cujus Declarationis majore ac fortiori robore Sacra Regia Catholica Majestas præsens Decretum assecuratorium Serenissimo Domini Duci benignè extradi, eidemque ac toti Serenissimæ Domui Lotharingiæ constantem animi & benevolentiæ suæ Regiæ affectum denuò confirmare voluit. Signatum Barcinone sub altissimè dictæ suæ Majestatis Sigillo secreto, & Secretarii sui intimi subscriptione firmatum die decimâ nonâ mensis Junii, Anno Domini millesimo septingentesimo nono.

(L. S.) *Subscribebatur* GUILIELMUS *Liber Baro de* KELLERS.

LXXXVII.

Manifeste du Roi AUGUSTE *pour son retour en Pologne, donné le 8. Août 1709. en Latin, & traduit en François par l'ordre de ce Prince.* [Feuille volante.] 8. Août.

NOUS AUGUSTE SECOND, par la Grace de Dieu, Roi de Pologne, Grand Duc de Litanie,

ANNO 1709.

toanie, de Russie, de Prusse, de Massovie, de Samogitie, de Kiovie, de Volhinie, de Podolie, de Podlachie, de Livonie, de Smolensco, de Severie, & de Czernicow; Duc de Saxe, de Juliers, de Cleves & de Mons, d'Angrie & de Westphalie, Archi-Maréchal & Electeur du Saint Empire; Landgrave de Thuringue, Margrave de Misnie, de la Lusace superieure & inferieure, Burgrave de Magdebourg, Prince Comte de Henneberg, Comte de la Mark, de Ravensberg & Barbi, Seigneur de Ravenstein, &c. &c.

Faisons à sçavoir, & d'ailleurs tout le monde sçait, que Nous fumes contraints en 1699. de prendre les armes contre la Suede, pour rétablir la liberté du Commerce, qui étoit une des conditions de la Paix d'Olive, & qui avoit été promise au Royaume de Pologne, & à ses Habitans, par l'Article XV. de cette Paix. Les Suedois avoient tellement troublé cette liberté du Commerce, qu'aprés avoir vû qu'ils n'avoient point d'égard aux plaintes & aux répresentations qui leur étoient faites là-dessus de la part de nos Sujets, Nous crûmes être obligez en conscience, de Nous servir de la voye des armes, non seulement pour leur faire observer cette condition, dont Nous venons de parler; mais aussi plusieurs autres qu'ils avoient violées, contre les engagemens où ils étoient par la même Paix d'Olive. Nous étions cependant dans le dessein de ne Nous servir de nos Armes, que comme il est reçû & pratiqué parmi les Chrétiens. Nous donnâmes même d'abord plusieurs preuves que c'étoit là nôtre intention. Non seulement Nous tâchâmes de rapeller par des Edits remplis de douceur, ceux qu'une crainte vaine avoit fait sauver de la Province de Livonie, à nôtre approche; mais qui plus est, Nous fimes distribuer du pain & des semences, à ceux qu'une terreur panique avoit contraints de ravager eux-mêmes leurs propres possessions. Nous ne méprisâmes pas les propositions de reconciliation qui nous furent faites, tant par l'Envoyé de France, qui étoit déja sur les lieux, que par celui de Hollande qui vint bien-tôt après. Et même la complaisance, que Nous témoignâmes dans cette occasion, interrompit le succès de nos Armes, qui avoient alors tout le bonheur que Nous pouvions desirer.

Cependant CHARLES XII. Roi de Suede, ne pensoit pas à moins qu'à Nous arracher le Sceptre des mains, & à nous faire descendre du Trône. Animé de cet esprit, il fit irruption en Pologne; & après avoir rejetté les propositions qui lui furent faites, & par Nous-mêmes, & avec nôtre permission, par les Etats de nôtre Royaume, il fit tous ses efforts pour porter le flambeau fatal de la sedition parmi nos Sujets, & pour les attirer à son parti. Pour parvenir à ses fins, il fit courir le bruit, que Nous avions violé les *Conventions* que Nous avions faites avec la République, & on supposa un Interregne chimerique, le Roi légitime de Pologne étant plein de vie. Il attira de plus à Varsovie quelques Etats de nôtre Royaume, sous le specieux prétexte de traiter de la Paix; & quoi que ceux qui s'y rendirent, n'eussent reçû des Instructions qu'à cet égard, il tâcha de se servir de leur presence pour le dessein impie & téméraire qu'il avoit formé de nous ôter la Dignité Royale.

Le Comte Stanislas Lescinski, dont Nous avions comblé le Pere & la famille d'un grand nombre de bienfaits, à qui nous avions conferé le Palatinat de Posnanie, que Nous avions accablé de nos graces & de nôtre bienveillance; enfin, qui nous avoit si souvent, & si saintement juré une fidélité inviolable; ce Comte Lescinski se porta à un tel degré de témérité & d'aveuglement, qu'il voulut servir comme d'organe aux complots criminels qu'on faisoit de nous ôter la Couronne; il osa s'ériger en Roi de l'illustre Nation Polonoise, & prétendit commander à tant d'autres, qui étoient autant, pour ne pas dire infiniment plus que lui; & cela contre les Loix fondamentales du Royaume. Ces monstrueux projets furent enfantez dans cette petite Assemblée, à qui la crainte & la terreur, que lui inspiroit le voisinage de l'Armée Suedoise, ôtoient toute sorte de liberté, & à laquelle on eut la hardiesse de donner le nom de *Diete d'Election*. Mais le Cardinal Radziowski Primat du Royaume, quoi qu'il n'eût pas peu contribué lui-même à ce dessein criminel, contre sa Foi & sa Conscience, ne voulut pourtant pas assister à cet Acte chimerique, ni être present au vain Couronnement qu'on meditoit. Ceux des Etats de Pologne qui étoient presens, protesterent contre toutes les Procedures qu'on pourroit faire à cet égard, & se servirent du Droit reçû de tout tems chez les Polonois, par lequel tout Acte de cette nature, est sans force, & censé absolument nul, quand il n'y auroit qu'un seul opposant.

ANNO 1709.

Les Senateurs, les Grands du Royaume, & généralement tous ceux qui avoient à cœur le bien de leur Patrie, demeurerent inebranlables; ils ne voulurent point violer la Foi qu'ils devoient à Dieu, l'Auteur de la Majesté Royale, à leur Roi legitime, & aux Loix du Royaume, ni rien faire de préjudiciable à leur liberté. Animez au contraire d'un zele véritable, ils firent publier au Camp de Landshut le 28. Juillet 1704. un Manifeste, où, à l'exemple de ce qui avoit été fait l'année précedente à l'Assemblée de Sendomir, le prétendu *Détrônement* (comme ils l'appelloient) & toutes les demarches que les malintentionnez avoient faites à ce sujet, étoient déclarées nulles, illegitimes & criminelles; par ce même Manifeste, ils témoignoient l'indignation que de tels projets leur avoient inspirée, ils protestoient contre l'Acte de cette Election forcée, ils déclaroient Lescinski, & les Complices de son attentat, traitres, ennemis de la Patrie, & criminels de Leze-Majesté; ils confirmoient les *Confédérations* qu'ils avoient faites, pour s'opposer à tous les injustes efforts des Conjurez; ils s'engageoient envers nous, par de nouveaux sermens, à une obéïssance & à une fidélité inviolables. Tout cela fut encore repeté & confirmé par de nouveaux Decrets, dans les autres Assemblées qui se firent ensuite.

Il y avoit une *Conclusion* de l'Empire faite à la Diete de Ratisbonne le 30. Septembre 1702. confirmée par l'Empereur, & par tous les Etats de l'Empire, approuvée par le Roi de Suede même, en conséquence des Etats qu'il posséde dans l'Allemagne, par laquelle *Conclusion* on déclaroit; que quiconque attaqueroit ou troubleroit, de quelque maniére que ce fût, un Electeur, un Prince, un Etat, ou un Allié de l'Empire, durant la Guerre contre la France & ses adhérans, seroit déclaré ennemi de l'Empire, ses entreprises seroient regardées comme étant faites contre l'Empereur & l'Empire mêmes; que tous Electeurs, Princes, Etats & Alliez de l'Empire, seroient obligez d'unir leurs forces pour s'opposer à ses desseins. Une pareille *Conclusion* ne fut pas capable de retenir le Roi de Suede, & de l'empêcher de faire des entreprises contre l'Empire, ni de porter la Guerre dans nôtre Electorat, & dans nos Etats Héréditaires.

Les premiéres paroles que la Chancellerie du Roi de Suede adressa à nos malheureux, quoi qu'innocens Sujets, furent des menaces du fer & du feu. La Déclaration qu'il donna à son Camp près de Krumels le 5. Septembre 1706. lors de son irruption en Saxe, portoit; que quiconque seroit assez hardi pour vendre ses maisons & ses possessions, pour mettre à couvert ses meubles, ou cacher dans la Terre ce qu'il auroit de précieux, qui feroit la moindre résistance, ou n'obéïroit pas promptement aux ordres des Officiers & des Commissaires, qu'un tel homme, de quelque condition & de quelque ordre qu'il pût être, & en quelque endroit qu'il fût pris, & que ses biens fussent trouvez, seroit traité comme ennemi, & châtié par le *Fer* & le *Feu*. Le Roi de Suede avoit encore amené avec lui, le Traitre Lescinski accompagné d'un amas de perfides Polonois.

Il est aisé de juger quelle crainte & quelle terreur dût jetter dans l'esprit de nos Sujets cette irruption inopinée. La Déclaration remplie de menaces, inouïes jusques-là parmi les Chrétiens, laquelle ils avoient devant les yeux, les jettoit dans la derniere consternation; ils n'osoient rien cacher de ce qu'ils avoient, ni l'ôter de devant les mains du Soldat avide; une parole, un geste, le moindre retardement, leur étoient imputez à crime; ils étoient traitez eux-mêmes de refractaires, & de gens animez d'un esprit de contumace; la crainte de perdre leur vie par le fer, & de voir périr par le feu leurs possessions & leurs heritages, les tenoit dans une allarme continuelle.

Les choses étant ainsi, qui est-ce qui pourra donner un mauvais tour à la compassion paternelle qu'exciterent dans nôtre cœur les miseres de nos Sujets, & les calamitez où ils étoient réduits? Il y avoit d'ail-

ANNO 1709.

d'ailleurs une autre consideration qui nous sollicitoit fortement, c'étoit la crainte que nous avions, qu'un pareil évenement n'allumât la Guerre dans le cœur de l'Empire même, & n'interrompît les heureux succès des Armes des Princes Alliez contre la France. Ces considérations nous obligerent donc à nommer des Plénipotentiaires, & nous en choisîmes qui dans d'autres occasions nous avoient donné quelque sorte de preuve de leur fidelité, & de qui nous avions d'autant plus de sujet de concevoir de bonnes esperances dans celle qui se présentoit, qu'ils s'étoient offerts eux-mêmes, & avoient fortement sollicité d'être employez dans une affaire si delicate. Nous leur donnâmes des Instructions, & leur ordonnâmes d'aller trouver nôtre Ennemi. Pour ramener plus promptement une tranquillité si ardemment desirée, & pour faire connoître à nos Plénipotentiaires mêmes, la bonne opinion que Nous avions de leur fidélité & de leur habileté, nous leur mîmes entre les mains des Blancs lignez, dont ils pussent se servir dans cette négociation, lors que cela seroit nécessaire. Mais nous inserâmes cette Clause dans le Plein-Pouvoir dont Nous les munîmes, & que nous leur donnâmes au Camp près de Novogrodeck le 16. Août 1706. *Qu'ils traitassent sous des conditions équitables & Chrêtiennes*; Clause qui a été souvent repetée depuis par les Suedois eux-mêmes. Or tout le monde peut voir s'ils ont observé cette *Equité Chrêtienne*; il n'y a pas un Article dans ce Traité, qu'on appelle Traité de Paix, & qui fut conclu à Randstadt par nos dits Plenipotentiaires le 14. (24.) Septembre 1706. où il paroisse la moindre ombre d'Equité ou de Christianisme. De là vient aussi que ces malheureux & imprudents auteurs de la Paix, n'oserent pas nous remettre, ni presenter à nos yeux le Traité qu'ils avoient conclu, tel qu'il a été publié dans la suite. Tout au contraire, George Ernest Pfingsten, qui nous étoit venu trouver à Petricow, & qui se disposoit à retourner en Saxe le 20. Octobre, osa bien Nous assurer, qu'il n'y avoit encore rien de conclu; qu'on n'étoit pas convenu des Conditions, lesquelles on n'avoit que proposées; que quoique les Suedois en exigeassent quelques unes qui paroissoient trop dures, il seroit aisé de les adoucir, à nôtre arrivée en Saxe, dequoi il étoit persuadé, & ce qu'il pouvoit prouver par son *Protocole*; quoi qu'il soit certain, & que la suite l'ait fait voir, qu'ils n'en avoient tenu aucun; & cela paroît d'autant mieux, que le Traité avoit déja été signé de part & d'autre le 14. (24.) Septembre, lors qu'il tâchoit de Nous persuader la vérité des assurances dont nous venons de parler. De plus on abusa d'un des Blancs-lignez que nous avions donnez, & on s'en servit malicieusement, à nôtre insu & contre nôtre intention, pour ratifier les Articles d'un Traité frauduleux, que Nous n'avions pas seulement vu. Et pour rendre la chose plus vrai-semblable, ledit Pfingsten fit dater cette Ratification du même jour qu'il étoit parti d'auprès de nous, & qu'il Nous avoit voulu persuader des choses si contraires à la vérité.

Ces faux recits dont ils Nous abuserent, & les vaines esperances qu'ils Nous donnerent, Nous ôterent des mains tout le fruit que Nous devions attendre de la Victoire que Nous venions de remporter, près de Calisch le 29. Octobre, avec nos Troupes, secondées de la valeur de celles de Sa Majesté Czarienne, & par l'assistance de Dieu, sur le Général Mardefeld, qui avoit dessein de Nous surprendre, & sur son Armée composée de Suedois & de quelques Polonois séditieux. Nous ne poursuivîmes donc pas une Victoire, dont nous aurions pû retirer des avantages tres-considerables; mais nous donnâmes au Roi de Suede de nouveaux témoignages de la même Generosité, avec laquelle Nous Nous étions conduits, pendant tout le cours de la Guerre que Nous avions eue avec lui. Nous donnâmes la liberté au Général Mardefeld, & à tous les autres Prisonniers que Nous avions faits, Nous leur fîmes rendre leur bagage & leurs équipages. Ensuite, Nous hâtâmes nôtre retour en Saxe, nous fiant sur l'assurance qui Nous avoit été donnée, que les choses s'ajusteroient à l'amiable, & conformement aux Loix de *l'Equité* & du *Christianisme*, lors que Nous Nous serions abouché avec le Roi de Suede; que ce Prince ne seroit pas insensible aux liens d'un même sang qui nous unissoient.

A nôtre arrivée, on ne manqua pas de Nous donner de bonnes paroles; mais Nous n'eûmes pas de peine à découvrir au fond une dureté extrême & presque incroyable. Nos Plenipotentiaires commencerent alors leurs regrets, & reconnurent enfin, mais trop tard, qu'ils avoient été surpris, & qu'on les avoit trompez.

Les choses étant dans cette situation, quel parti y avoit-il à prendre? Nous nous voyions environné d'ennemis, & à leur merci; Nous avions laissé échaper de nos mains tout le fruit que Nous pouvions attendre de nôtre Victoire, & Nous avions perdu l'occasion de profiter des Conditions avantageuses qui Nous avoient été proposées; cette belle Paix avoit déja été rendue publique dans toute l'Europe. Il ne fut donc pas en nôtre pouvoir de Nous défendre de donner cette Déclaration du 9. (19.) Janvier 1707. que le Roi de Suede Nous arracha. Mais ne pouvant differer nôtre juste vengeance, nous fîmes arrêter, & Nous envoyâmes à nôtre Forteresse de Sonnenstein, les pernicieux Auteurs de la Paix, après les avoir privez de leurs Dignitez & de leurs Charges; & on prononcera dans peu, contre eux, la juste Sentence qu'ils ont meritée.

Quelques dures & injustes que fussent les Conditions de la Paix, qu'on Nous avoit imposées, le Roi de Suede n'observa pas seulement celles à quoi il s'étoit engagé. Pour en être convaincu, on n'a qu'à lire le premier Article du Traité de Paix; il porte, que *faisant cesser toutes hostilitez ils promettent de part & d'autre, de ne rien faire par eux-mêmes ni par d'autres, secrétement ni ouvertement, directement ni indirectement pour s'entrenuire; de ne donner aucun secours l'un contre l'autre, sous quelque prétexte que ce puisse être; mais plutôt de chercher & de faire dorénavant tout ce qui peut contribuer à leur bonheur & avantage &c.*

D'ailleurs, par l'Article XV. du même Traité, on étoit seulement convenu, qu'il seroit permis au Roi de Suede, *de mettre ses Troupes en Quartiers d'hiver* dans la Saxe, *& d'y exiger de quoi les faire subsister*. Cependant on étendit ces Quartiers d'hiver jusqu'au milieu de l'Eté, sous divers prétextes, & par des demandes injustes qu'il étoit impossible de satisfaire; & ils ne finirent qu'après que les differens qui étoient survenus entre l'Empereur & le Roi de Suede, furent terminez, par le moyen du Comte Wenceslas de Wratislau Envoyé de Sa Majesté Imperiale; de sorte que ces Quartiers d'hiver durerent au delà d'une année. En effet le Roi de Suede, après avoir passé l'Oder à Steinau, avoit fait irruption dans nos Etats le premier de Septembre 1706. & il n'en sortit, pour rentrer en Pologne par le même endroit, que le 16. Septembre de l'année suivante; il falut même que nos Sujets voiturassent jusques en Pologne, les provisions de fourage qu'il avoit faites pour son Armée.

Nous avions déja, avant le Printems, rempli toutes les Conditions du Traité, comme le Roi de Suede Nous l'avoit demandé par des Lettres qu'il Nous fit rendre au mois de Février 1707. par son Secretaire Cederhielm. Nous avions donné la liberté à tous les Prisonniers Suedois que Nous avions faits à la Bataille de Calisch, & Nous n'avions reçû en échange aucuns de ceux d'entre les nôtres qui avoient été emmenez prisonniers en Suede; à quoi pourtant le Général Mardefeld avoit engagé sa parole, par une promesse qu'il avoit donnée par écrit, lors que Nous lui rendîmes la liberté, & à ceux qui étoient prisonniers avec lui. Nous fûmes même obligé de rendre, aux fers des Suedois, ceux de nos Soldats & de nos Sujets qu'ils avoient fait prisonniers à la Bataille de Frauenstadt, & que Nous avions délivrez à celle de Calisch.

Quoi que Nous n'y fussions aucunement engagé par le Traité de Paix, Nous voulumes bien deferer à la priere qui Nous fut faite par le Roi de Suede, d'écrire à Stanislas une Lettre de nôtre propre main, dans laquelle Nous le traitions de la même maniere, & Nous lui donnions les mêmes titres qui lui étoient accordez par le Roi de Suede. Nôtre intention étoit de témoigner par cette démarche, que Nous ne voulions négliger aucun des moyens qu'on croyoit propres à soulager la Saxe, & à la délivrer des calamitez sous lesquelles elle gemissoit.

Enfin, Nous Nous rendîmes, autant que cela dépendit de Nous, aux instances réitérées qui Nous furent faites, contre nôtre attente, au mois de Juin

de

ANNO 1709.

de la même année ; mais ce ne fut pas sans de grands combats que la douleur livra dans nôtre cœur.

Cependant Nous n'avancions rien ; toutes ces démarches, dont Nous venons de parler, ni plusieurs autres que Nous taisons, ne produisoient aucun effet.

Quoi que Nous eussions fait sortir nos Garnisons de Cracovie & de Tycozyn, Villes de Pologne, vers le commencement de l'année 1707. celles que le Roi de Suede avoit mises dans le Château de Leipsig & à Wittemberg, ne vuiderent ces Places, que lors que l'Armée entiere se retira, contre la teneur de l'Article XVII. du Traité.

Les sommes excessives d'argent qu'ils tiroient de nos pauvres Sujets, au lieu de diminuer après la conclusion de la Paix, alloient au contraire tous les jours en augmentant ; & après que le Traité eût été signé, ils levoient de plus grosses contributions, dans l'espace d'un mois, qu'on n'en pouvoit raisonnablement exiger dans l'espace de seize ; ce qui ne pouvoit qu'épuiser entierement le Païs. En effet, lors que l'on calcule à quoi montent les contributions que les Suedois ont exigées en Saxe, sous les noms de *Portions* & de *Rations*, on trouve qu'ils ont tiré de cette Province jusques à 23. millions d'écus ; même sans y comprendre les desordres causez par la licence des Soldats, & par leurs rudes executions. Mais quoi, ces paroles, *De quoi les faire subsister*, signifioient-elles les sommes immenses d'argent, & la quantité de fourage, que les Suedois exigeoient sans bornes & sans mesure ? D'ailleurs il est clair, que lors qu'on étoit convenu d'entretenir l'Armée Suedoise pendant le Quartier d'hiver, on la supposoit dans l'état qu'elle étoit du tems de la conclusion du Traité, & non telle qu'elle avoit été augmentée du depuis. Il est certain qu'on auroit pû nourrir & entretenir près de cent mille hommes avec les contributions excessives qu'on exigeoit en Saxe. Cependant on avoit renoncé, par l'Article II. du Traité, à tous dédommagemens qu'on auroit pû prétendre pour les frais de la Guerre.

Avoit-il été stipulé, que l'Armée Suedoise augmenteroit de la moitié dans nos Etats ; qu'on y feroit des levées d'hommes, & qu'on les dégarnitoit par là d'Habitans. Les Soldats qui desertoient de nos Forteresses & de nos Garnisons, avec leurs armes & leurs équipages, étoient enrôlez ouvertement par les Suedois. Aussi oserent-ils Nous faire l'affront d'arracher & de déchirer en plusieurs occasions, & en differents endroits, mais sur tout dans la Lusace inferieure, les Edits que Nous avions fait afficher, comme c'est la coûtume, contre les Deserteurs.

Il n'y avoit pas un seul mot dans le Traité qui Nous engageât à nourrir cette foule de Polonois, qui accompagnoient Stanislas, & dont le nombre n'étoit pas petit ; moins encore Stanislas lui-même, qu'ils avoient osé prendre pour Chef. Cependant on arrachoit avec violence, de l'argent & du fourage de nos Sujets, pour leur entretien ; joint à cela, que ces Bandits pilloient & déroboient, avec une licence qui croissoit de jour en jour ; de telle sorte, que le Roi de Suede fut obligé lui-même de publier un Edit le 12. Octobre 1706. pour empêcher ces desordres, & de permettre qu'on emprisonnât de tels voleurs.

L'Armée des Suedois ne fut pas moins à charge à nôtre Electorat & à nos Etats. On n'exemptoit pas plus des contributions, les Lieux qui avoient été brûlez, que ceux qui étoient dans leur entier ; il falloit même que les Habitans qui restoient payassent pour les Lieux deserts & dont il y avoit déja long tems que Nous ne retirions plus rien. Les Lieux mêmes qui avoient été brûlez par la faute des Suedois, ce qui étoit souvent arrivé, n'étoient pas exempts des contributions. Nous avons un triste exemple de ce que nous venons d'avancer, dans ce qui arriva à Bebra Ville située dans le Cercle de Thuringue. Les Suedois firent mettre le feu aux quatre coins de la Ville, parce que les Habitans n'avoient pas fourni assez promptement tout le fourage qu'on leur avoit demandé ; & ce qu'il y a de plus abominable dans cette conduite barbare, est, que ceux d'entre les Habitans qui s'étoient sauvez dans l'Eglise, croyant trouver près de l'Autel un refuge assuré, furent arrachez de cet azyle sacré, & chassez à coups de fouet. Nous ne disons rien de ce qui est arrivé en d'autres Lieux, dont les ruines sont encore des témoins bien tristes de leur fatal sort.

ANNO 1709.

Nous Nous étions offert d'employer nos soins, pour recueillir les contributions, & cela dans la pensée d'empêcher la ruine dont nos Sujets étoient menacez, par la maniere inégale & disproportionnée dont les Suedois levoient ces Impôts que l'on appelle *Stener-Schock* ; mais on ne voulut pas nous le permettre. Nous avions aussi souhaité que ces Impôts généraux qu'on appelle *Accises*, demeurassent toûjours sur le même pied qu'ils étoient, pour pouvoir amasser plus aisément les sommes qu'on exigeoit de nos Sujets, & subvenir à leur pauvreté. Mais on ne se contentoit pas d'abolir entiérement lesdites *Accises*, on chassoit encore de leurs Postes ceux qui étoient commis pour les recueillir, on les mal-traitoit en plusieurs manieres, jusques à les trainer souvent en prison. Ainsi, nonobstant la Paix qui avoit été concluë, Nous Nous voyions encore privez de tous les Droits que Nous avions naturellement sur nos Sujets.

Ce n'étoit pas assez que le Roi de Suede donnât des ordres de son Quartier, pour faire lever des contributions si excessives, il falloit encore que les Officiers taxassent nos Sujets à leur fantaisie, & qu'ils en exigeassent les *Portions* & les *Rations* qu'ils jugeoient à propos. Et si quelqu'un d'entre ces Officiers étoit condamné à rendre ce qu'il avoit pris de trop, il trouvoit pourtant toûjours quelque prétexte pour le détourner, & en frustrer ceux à qui la restitution devoit être faite ; & il arrivoit quelquefois, que ceux qui portoient des plaintes là-dessus, étoient, pour cela même, exposez à toute sorte d'insultes.

Ils n'étoient jamais contens du poids, ni de la mesure. Pour faire un plus grand dégât de fourage, ils faisoient litiere de foin à leurs chevaux. On ne respectoit plus ni Officiers, ni Juges, ni Magistrats ; il n'y avoit plus de sureté, pour eux : on les traînoit en prison sous divers prétextes. S'il y avoit dans une Communauté quelqu'un qui fût plus à son aise que les autres, on le mettoit en prison & on le faisoit payer pour ceux qui ne le pouvoient pas.

Ni le respect que l'on doit aux Eglises, ni la sainteté des jours de Fête n'étoient pas capables de se défendre contre les insultes. On exigeoit des personnes & des Lieux mêmes qui avoient déja fourni ce à quoi ils étoient taxez, qu'ils payassent pour ceux qui ne l'avoient pas fait. On enlevoit les habits, les lits & les autres meubles, & on les vendoit à des Juifs qu'on avoit fait venir exprès de Bohéme, à peine la quatriéme partie de ce qu'ils valoient. Combien de nos Sujets, négligeant le Salut de leurs Ames, se sont portez à la funeste extremité de se tuer eux-mêmes, pour se délivrer tout d'un coup, des peines & des souffrances, à quoi ils étoient exposez ?

C'est une chose qui passe l'imagination, que ce que les Suedois exigerent à leur départ. Comme si tout leur eût appartenu, ils demandoient & prenoient des chevaux, soit pour les monter, soit pour traîner leur bagage & ils choisissoient les meilleurs ; ils enlevoient les bestiaux, ou ils s'en faisoient payer la valeur. Ils avoient déja auparavant levé des sommes considérables d'argent pour acheter des chevaux pour leur Artillerie, de la toile, des tentes, du biscuit, & une infinité d'autres choses de cette nature. Ils contraignirent nos Sujets de les suivre non seulement jusques en Pologne, mais jusques dans l'Ukraine, d'où une partie n'est pas encore de retour à l'heure qu'il est. Ils faisoient assembler des troupeaux nombreux de bœufs, d'où ils choisissoient les plus gras qu'ils emmenoient. Nous passons sous silence une infinité d'autres choses de cette nature.

Du reste, le Roi de Suede même ne pouvoit pas nier que tous les excès, dont Nous avons parlé, ne fussent commis ; car Nous lui écrivimes deux Lettres, l'une du premier Août 1707. & l'autre du 12. du même mois, par où Nous l'avertissions de tous ces desordres & de tous ces excès. Mais il n'allégua autre chose, pour toute excuse, dans la Réponse qu'il fit le 29. Juillet (9. Août) à nôtre premiére Lettre, si ce n'est, qu'il étoit impossible de subvenir à l'entretien d'une Armée aussi nombreuse que la sienne, & d'y subvenir pendant si long-tems, sans que le Païs en souffrît un peu.

Il étoit nécessaire que Nous rapportassions ces exemples, pour faire connoître à toute la terre de quelle maniére on s'est comporté avec Nous, quelles miseres & quels dommages ont souffert nos Sujets.

ANNO 1709.

jets, qui attendoient de tout autres fruits de la Paix; comment le Roi de Suede y a satisfait, comment il a d'abord violé les engagemens où il s'étoit mis.

Nous ajoûterons ici, que nôtre Partie adverse, contre l'Article VI. du Traité, a dépouillé plusieurs Polonois des Dignitez & des Charges qu'ils possédoient en Pologne & dans le Grand Duché de Lithuanie, & que Nous leur avions conferées, avant le terme marqué par le Traité, savoir avant le 5 (15) Février 1704.

Après tout, Nous sommes persuadez, que tout ce qu'il y a de gens de bon sens au monde, ont regardé avec indignation une Paix si dure & si cruelle, & dans laquelle on a voulu Nous imposer des conditions si déraisonnables; une Paix d'ailleurs qu'on a presente à nos Commissaires, qu'ils ont signée contre les ordres que Nous leur avions donnez: puisque, comme Nous l'avons déja remarqué, Nous avions mis cette restriction au Plein-pouvoir que Nous leur avions donné, qu'ils ne devoient traiter que sous des *conditions équitables & Chrétiennes.* Nous sommes aussi persuadez que ces mêmes gens de bon sens, ont mis cette Paix au rang des engagemens que l'on n'est pas obligé de tenir.

Toutes les conditions qu'on exigeoit de Nous par ce Traité fatal, ne sont pas seulement contraires à la Dignité Royale, & à l'honneur, qui doivent être aussi chers que la vie; mais qui plus est, elles sont contraires à l'Equité, aux Coûtumes & au Droit des Gens; & elles sont accompagnées de difficultez insurmontables; de sorte que dès là elles doivent être considérées comme nulles & sans force.

Qui a jamais oui dire, qu'on ait contraint, ou seulement exigé, d'un Roi qui l'est legitimement, de declarer un Sujet rebelle, Roi legitime; mais un Sujet qui n'avoit d'autres titres, pour justifier ses prétensions téméraires, que sa rebellion, sa foi violée malgré les sermens solemnels qu'il avoit si souvent fait à son Souverain, un dévouement criminel à l'Ennemi de sa Patrie; un Sujet qui avoit contre lui toutes les Loix du Royaume de Pologne, dont l'Election n'a été faite que par les Ennemis du Roi & de la Patrie, par la force & par la violence? Quoi! un Souverain ôteroit lui-même de dessus son front le Diademe sacré qui y est placé legitimement, pour le mettre sur la tête d'un tel Sujet rebelle? Il soûmettroit à l'injuste pouvoir d'un perfide, des Etats qui ne lui ont jamais manqué de fidélité, des Sujets qui ont toûjours eu à cœur l'interêt de leur Patrie? Mais est-il au pouvoir d'un Roi de Pologne de casser & d'annuller, sans le consentement des Etats, les Loix & les Déclarations faites dans les Diétes Générales, dans les Conseils du Senat, & dans d'autres Assemblées? Dépend-il de lui de quitter la Couronne, & de transferer ses Droits à un autre? Qui est-ce qui ne sçait pas les Constitutions du Royaume de Pologne? C'étoit-là cependant ce qu'on exigeoit de Nous, par l'Article II. du Traité.

Mais encore; de quel Droit, & par quelle raison, étoit-il remis à la liberté du Roi de Suede par l'Article X. de retenir nos Soldats que la fortune des Armes avoit fait tomber entre ses mains? Pourquoi s'arrogeoit-il le pouvoir de retenir prisonniers, après la Ratification du Traité, des hommes libres, nos Sujets, dont plusieurs ont encore actuellement leurs familles & des maisons dans nos Etats? Et cependant on Nous obligeoit, par l'Article IX. & X. à relâcher tous les Prisonniers Suedois que Nous avions faits, sans qu'il Nous fût permis d'en retenir aucun.

C'est, sans doute, une chose bien dure, que de vouloir rompre les nœuds qui unissent des Alliez; cependant elle n'est pas sans exemple. Mais avoir exigé de Nous que Nous livrassions un Ministre d'un de nos Alliez, que Nous ne gardions que pour le rendre bien-tôt à son Maître, & à qui on a fait souffrir dans la suite de si cruels supplices; avoir prétendu que Nous arrêtassions & que nous remissions entre les mains de leurs Ennemis, comme prisonniers de Guerre, des Troupes Auxiliaires que Nous avions dans nos Etats; c'est ce dont on ne trouve aucun exemple dans les Histoires, & ce qui est porté par les Articles XI. & XII. du Traité de Randstadt.

Mais ce n'étoit pas encore assez. N'est-ce pas attaquer la Majesté de Dieu elle-même, que de vouloir usurper sur la Conscience un Empire qui appartient à Dieu seul? Sans parler de ce que le Roi de Suede a soustrait de nôtre obéïssance, des Sujets qui nous avoient toûjours été fidéles, & qu'il les a contraints de devenir parjures. Nous demandons seulement, si quelqu'un au monde étoit en droit d'éxiger que Nous faussassions les Sermens réiterez, par lesquels Nous avions engagé nôtre Conscience? N'avions-Nous pas juré, selon les *Conventions faites avec la République*, de régner tout le tems de nôtre vie, & de n'abdiquer jamais la Couronne, qu'avec le consentement des Etats? N'y avoit-il pas une Constitution particuliére du Royaume, qui fut faite après l'Abdication de Casimir, laquelle portoit, qu'il ne seroit jamais permis à aucun Roi de Pologne de travailler à son Abdication, ni d'abandonner la Couronne, sans avoir auparavant fait assembler, pour ce sujet, généralement toute la République. Nous avions confirmé ce Serment dans l'Assemblée Générale de *l'Arriére-ban* & Nous avions promis solemnellement par un Decret particulier, que Nous n'abandonnerions jamais les Rênes du Gouvernement; & que Nous ne ferions pas séparement la Paix avec le Roi de Suede. Nous étions entrez dans les mêmes Engagemens en 1703. à la Diete de Lublin, & en 1704. à l'Assemblée Confederée de Sendomir. Le Serment étoit conçû en ces termes. *De quelle maniére qu'il plaise à Dieu de disposer de la République, Nous ne l'abandonnerons jamais; mais plûtôt Nous la défendrons tout le tems de nôtre vie, au prix même de nôtre sang. Nous ne donnerons jamais les mains à aucune* Scissio, *ni à aucunes conditions de Paix séparées. C'est ce que Nous Nous engageons par un saint Serment, d'observer religieusement.* Quel autre que Dieu, peut Nous dégager d'un pareil Serment?

Les Suedois ayant pris un grand soin, en dressant les Articles de la Paix de Ranestadt, pour inserer & exprimer en détail dans l'Article VI. tous les Decrets & les Statuts, nommez vulgairement *Landa*, qui avoient été faits depuis le 5. (15.) Février 1704. pour nôtre conservation, pour celle des Loix du Royaume & de la Liberté publique, oublierent, comme par une direction secrete de la Providence, d'y inserer le Decret qui avoit été fait à Landshut généralement par toute la Republique, contre la prétenduë Election de Lescinski.

Maintenant Nous donnons à juger à toute la Terre, s'il est juste que Nous tenions un Traité, qui a été prescrit à nos Commissaires par la force & par la crainte, & qui a été fait dans un tems où nos affaires étoient en très-mauvais état; si ce ne seroit pas au contraire agir contre nôtre Conscience que de nous y arrêter? C'est une chose qui passe l'imagination, que le Roi de Suede ait pû exiger de Nous de semblables conditions; & ne doit-il pas s'accuser lui-même d'en avoir mis dans le Traité, qui sont du rang des choses impossibles? Par là même ne consentoit-il pas tacitement, qu'il fut libre de ne pas s'en tenir à un Traité, qu'il faisoit avec un Prince, dont il ne pouvoit ignorer l'état, puisqu'il étoit connu de toute la Terre?

C'est une Maxime de la Morale, que *Personne n'est obligé à l'impossible.* Or ne doit-on pas mettre au rang des choses impossibles, celles qui sont contraires à la Volonté de Dieu, à la Foi, à la Conscience, à l'Honneur, à l'Honnêteté & aux bonnes Mœurs? Il n'y a personne à qui il reste seulement une étincelle de droite raison, qui ne juge que nous sommes entiérement dégagé de toute obligation.

Ceux qui avoient projetté le Traité, en étoient bien persuadez en leur Conscience, d'où vient que dans l'Article second ils tâchent d'éloigner tout *prétexte de Droit*, pour cacher, en quelque maniére, leur injustice aux yeux du monde. Mais si la vérité peut souffrir quelque fois des éclipses, elle ne sçauroit pourtant jamais être entiérement obscurcie.

Nous sommes obligez de donner ici les loüanges qui sont si justement dûes à la constance de nôtre Ami & Frere le Grand Czar de Moscovie. Nous devons aussi rendre justice à la Fidélité des Illustres Etats du Royaume de Pologne, laquelle ils Nous ont gardée inviolablement, depuis la Confédération de Sendomir. Nôtre Ami, Frere & Allié, les Etats & les fidéles Sujets de nôtre Royaume, Nous sollicitent, nous appellent, Nous conjurent; nôtre Conscience même ne nous permet pas de plus longs délais. Il ne nous reste donc plus rien à faire, qu'à rentrer dans la possession d'un bien que Nous avons reçû de Dieu & du Droit. C'est pour cette fin, qu'après plusieurs Négotiations, Nous avons renouvellé depuis quelque tems, & serré par de nouveaux nœuds l'Amitié & l'Alliance qu'il y avoit entre Nous & Sa Majesté Czarienne

Nous reconnoissons de plus ici, qu'il n'étoit pas en nôtre Pouvoir de faire, sans l'aveu de la République, (qui n'a pas été dûement convoquée à cet Acte) l'Abdication de la Cooronne de Pologne, du Grand Duché de Lithuanie & des autres Provinces qui en dépendent.

Il s'ensuit naturellement de là, que l'Acte d'Abdication daté de Petricow le 20. Octobre 1706. dont on a pareillement rempli frauduleusement un de nos Blancs-signez, est nul & sans force. Nous prenons donc ce que la Providence Divine Nous a donné, & qui Noos appartient de Droit.

Nous déclarons ensuite par ce present Manifeste, qu'encore que Nous ayons reçû beaucoup d'injures du Roi de Suede, que nos Sujets en ayent été maltraitez, que nôtre Electorat & nos autres Etats ayent souffert de grands dommages de sa part, que ce Roi ait violé loi-méme cette prétenduë Paix : Noos n'avons cependant pour bot principal, que de Nous rétablir dans la ferme possession de la Couronne du Royaume de Pologne, du Grand Duché de Lithuanie & des autres Provinces qui en dépendent, de ramener la tranquilité dans nôtre Royaume, de ne pas abandonner la République, & de seconder nôtre fidéle Allié dans ses justes entreprises.

Nous souhaitons donc, & Nous l'esperons, que le Roi de Suede rentrant en lui-même, & pesant les raisons Divines & humaines que Nous avons de nôtre côté, n'entreprenne rien pour empêcher l'éxécution de nôtre dessein, & ceox des nôtres qui Nous ont toûjours gardé la foi depuis le tems de la Conféderation de Sendomir.

Que si le Roi de Suede persiste à Nous être contraire, & s'oppose encore à nôtre dessein, Nous prenons toute la Terre à témoin, qu'il sera l'Auteur de tous les maux qui en pourrons arriver; puisque Nous ne cherchons qu'à conserver one Dignité que Nous avons reçûë de Dieu ; qu'en ce cas-là, le Roi de Suede devra ne s'en prendre qu'à lui-même, si nous le contraignons à reparer les torts & les dommages que oous ou les nôtres avons soufferts ou souffrirons, & de Nous donner une satisfaction telle qoe Nous la pourrons exiger.

Au reste, Nous esperoos que tous Rois, Electeurs, Princes & Etats Chrêtiens, Nous donneront dans cette occasion, des témoignages do panchant qu'ils ont à la Justice ; qu'ils considéreront combien peut être pernicieux à tous, l'exemple du *Détrônement* qu'on avoit projetté ; qu'ils regarderont avec horreur un pareil attentat, & que non seulement ils ne Nous feront pas contraires dans nôtre juste entreprise, mais qu'ils Noos y préteront leurs secours. Noos l'esperons d'autant plus, que Nous promettons de n'abandonner jamais les Princes Alliez contre la France, d'observer constamment les Traitez que Nous avons faits avec eux, & de ne retirer de leurs Armées aucunes de nos Troupes, tant que ces Traitez dureront. Nous déclarons de plus, que nous ne sommes pas dans le dessein d'envahir les Provinces que le Roi de Suede posséde dans l'Empire.

Vous nos très chers Senateurs, Grands & Palatinats du Royaume de Pologne, du Grand Duché de Lithuanie, & des Provinces dépendantes, qui depuis la Conféderation de Sendomir, avez toûjours maintenu avec tant de force & de courage, la gloire & la liberté de l'Illustre République de Pologne, perseverez dans l'attachement que vous avez toûjours eu pour vôtre Patrie ; rappellez dans vôtre esprit ces belles paroles du Decret qui fut fait d'un consentement unanime & tout d'une voix à Grodnow ; *Pour la Foi, pour la Loi, & pour le Roi* ; souvenez-vous, d'un côté, avec quel soin Nous avons toûjours observé les Loix du Royaume, depuis que Nous régnons sur vous, & considérez de l'autre, comment cette précieuse liberté des Polonois, vantée & célébrée par toute la Terre, est foulée aux pieds par le Soldat étranger, à la honte de toute la Nation ; comment elle est opprimée par un homme de beaucoup inferieur à la plûpart d'entre vous, dont la volonté est entiérement soumise à celle d'un Prince étranger, & qui n'éxécute rien que par ses Ordres.

Joignez vous donc à Nous & à nôtre très-cher Allié, unissez vos forces avec les nôtres, & secouez le joug insupportable, qui, peu s'en faut, vous accable depuis tant d'années. C'est là la seule voye qu'il y ait à prendre pour conserver à la Patrie son ancienne Liberté, c'est l'unique moyen de rétablir le Commerce ; sans cela il est impossible que la République puisse subsister.

Dans ce dessein Nous Nous disposons à vous aller trouver dans peu en Pologne. Dieu veuille seconder & favoriser nos entreprises ! Nous mettons toute nôtre confiance en sa Grace & en son secours.

Or comme nôtre principal dessein, est de ramener la tranquillité dans le Royaume de Pologne, dans le Grand Duché de Lithuanie, & dans les Provinces qui en dépendent, Nous avertissons, avec une affection de Pere, tous ceux qui ont été jusques ici du Parti contraire, & qui ont offensé la Majesté de Dieu, & celle que Nous tenons de Lui, qu'ils ayent à rentrer dans la bonne voye, qu'ils se repentent de leurs crimes passez, & qu'ils retournent à leur Roi legitime. Nous leur accordons trois mois de tems pour rentrer dans leur devoir ; & Nous promettons d'abolir & d'oublier tout ce qu'ils ont fait par le passé, & de les recevoir dans nos bonnes graces ; pourvû que dans cet espace de tems, ils Nous donnent des preuves véritables de leur Obéïssance & de leur Fidélité.

Mais si au contraire ils négligent cet avertissement paternel, qu'ils s'en prennent à eux-mêmes, lors que Nous les traiterons avec la derniere sévérité, & que Nous les punirons comme des Ennemis, & des Traîtres de la Patrie, par les supplices, les Confiscations & les autres peines dont les Loix du Royaume, qui sont déja établies, menacent ceux qui se sont rendus coupables d'un crime tel que le leur. Mais Nous souhaitons, avec toute l'ardeur dont Nous sommes capables, de n'être pas contraints d'en venir à cette extrémité.

En foi de quoi Nous avons signé de nôtre propre main le présent Manifeste, & Nous y avons fait mettre nôtre Sceau Royal & Electoral. Fait à Dresden le 8. Août 1709.

(L. S.)

AUGUSTE Roi.

LXXXVIII.

Declaration de Leurs Hautes Puissances les Etats Généraux des PROVINCES-UNIES *des Païs bas, en faveur de S. A. R. le Duc de* LORRAINE *portant qu'elles auront à cœur ses interêts, dans la future Negociation de la Paix generale, principalement à l'égard de l'Indemnité qui lui est due, touchant le Duché de Montferrat.* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. I. pag. 157.] 24. Août.

Du Samedi 24. d'Août 1709.

ON a examiné de nouveau le Mémoire du Sr. le Begue, Envoyé Extraordinaire de Son Altesse le Duc de Lorraine, tendant à ce que leurs Hautes Puissances veuillent entrer avec Sa Majesté Imperiale, & la Reine de la Grande-Bretagne dans la désignation d'un Equivalent promis audit Duc par le Traité du 8. Novembre 1703. entre Sa Majesté Imperiale & Son Altesse Royale le Duc de Savoye sous la Garantie de ladite Reine, & de leurs Hautes Puissances & demandant, qu'en cas que les conjonctures presentes ne fussent point assez favorables pour en faire jouir ledit Duc de Lorraine dés à present, leurs Hautes Puissances veuillent en conformité de leur Garantie, & à l'exemple de leurs Majestez Imperiale & Britannique lui donner des assurances par un Acte authentique, que cette affaire sera terminée à sa satisfaction dans les Préliminaires de la Paix générale, tant pour le fond, que pour la perte qu'il souffre par la Nonjouissance actuelle du Montferrat mentionnée plus amplement dans ledit Mémoire. Sur quoi ayant été déliberé, il a été trouvé bon, & arrêté, qu'il sera répondu audit Sr. le Begue sur ce Mémoire, que leurs Hautes Puissances, tant par l'affection & l'estime qu'Elles ont pour la personne & pour l'amitié de Son Altesse le Duc de Lorraine, qu'en consideration des bons services rendus à la Cause commune par feu les Ducs son Pere & son Grand Oncle de glorieuse mémoire, ont toûjours été portées, & le sont encore, à avancer les intérêts de Son Altesse, en ce qui dépend d'Elles, autant qu'il est possible.

Que

ANNO 1709. Que s'étant engagées à garantir le Traité susmentionné de point en point, Elles ne manqueront pas d'avoir des égards particuliers pour ce qui regarde les Intérêts dudit Duc de Lorraine, & ses prétentions à une Indemnité juste & raisonnable pour le Duché de Montferrat conformément à l'Article cinquiéme dudit Traité. Que leur intention n'est nullement qu'on lui fasse le moindre tort touchant ses Droits & Prétentions légitimes, & qu'Elles sont prêtes dés à present de prendre les mesures nécessaires avec leurs Majestez Imperiale & Britannique pour régler & désigner un Equivalent convenable pour ledit Duché de Montferrat, & pour la perte que ledit Duc de Lorraine en pourroit avoir fait par sa Non-jouïssance depuis la mort du Duc de Mantoue. Mais si les conjonctures presentes ne se trouvent pas assez favorables pour désigner ladite Indemnité, leurs Hautes Puissances déclarent, qu'Elles s'intéresseront efficacement avec leurs Alliez pour cette affaire à la Paix générale, afin que ledit Duc en ait toute la satisfaction & le dédommagement possibles, dont Son Altesse peut être fermement assurée. L'Extrait de la presente Résolution sera mis entre les mains dudit Sr. le Bégue pour servir en temps & lieu, où il appartient.

Etoit signé,

FAGEL.

LXXXIX.

29. Oct. *Traité d'Alliance & de Garantie, appellé communement le* Traité de Barriere, *fait & conclu entre* ANNE *Reine de la* GRANDE BRETAGNE *& les Seigneurs Etats Généraux des* PROVINCES UNIES *des Païs-Bas, pour le maintien de la Succession à la Couronne de la Grande-Bretagne dans la Ligne Protestante, selon qu'elle est établie par les Loix, & assurer à L. H. P. une Barriere suffisante aux Païs bas, contre la France, & autres, qui les voudroient surprendre & ataquer. A la Haye le 29. d'Octobre* 1709. Avec *les Articles Separés du même jour & an.* [Sur l'Imprimé à la Haye chez Scheltus, par ordre de L. H. P. Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. I. pag 54.]

SA MAJESTE' la Reine de la Grande Bretagne, & les Seig. Etats Généraux des Provinces-Unies, aiant consideré, combien il importoit au repos & à la sûreté de leurs Royaumes & Etats, & à la tranquilité publique, de maintenir & d'assurer d'une part la Succession à la Couronne de la Grande Bretagne, telle qu'elle est présentement établie par les Loix du Royaume, & que d'autre part lesdits Etats Généraux des Provinces-Unies aient une forte & suffisante Barriére contre la France, & autres qui les voudroient surprendre ou attaquer; & Sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats Généraux apréhendant, avec juste raison, les troubles & les malheurs qui pourroient survenir au sujet de cette Succession, s'il se trouvoit un jour quelque Personne ou quelque Puissance, qui la revoquât en doute, & que les Païs & Etats desdits Seigneurs Etats Généraux ne fussent pas munis d'une telle Barriére. Pour cesdites raisons, Sadite Majesté la Reine de la Grande Bretagne, quoique dans la vigueur de son âge, & jouïssant d'une parfaite santé, (que Dieu lui conserve longues années) par un effet de sa prudence & de sa pieté ordinaire, a jugé à propos d'entrer avec les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies dans une Alliance & Conféderation particuliere, dont la principale fin & l'unique but seront le repos & la tranquilité publique, & de prévenir par des mesures prises à tems, tous les évenemens qui pourroient exciter un jour de nouvelles Guerres: C'est dans cette vûë que Sa Majesté Britannique a donné son plein-Pouvoir, pour convenir de quelques Articles d'un Traité Additionnel aux Traitez & Alliances, qu'Elle a déja avec les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, à son Ambassadeur Extraordinaire & Plénipotentiaire, le Sieur Charles Vicomte de Townshend, Baron de Lynregis, Conseiller du Conseil Privé de Sa Majesté Britannique, Capitaine des Gardes Hallebardiers de Sadite Majesté, & son Lieutenant dans la Comté de Nortfolk, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies aux Sieurs Jean de Welderen, Seigneur de Valburg, Grand-Baillif de la Basse-Betuwe, du Corps de la Noblesse de la Province de Gueldre; Frederik Baron de Rheede, Seigneur de Lier, St. Antoine, & ter Lee, de l'Ordre de la Noblesse de la Province de Hollande & West-Frise; Antoine Heinsius, Conseiller Pensionnaire de la Province de Hollande & West-Frise, Garde du grand Sceau, & Sur-Intendant des Fiefs de la même Province, Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroek, Bulkesteyn, &c. Gedeon Hoeuft, Chanoine du Chapitre de St. Pierre à Utrecht, & Conseiller élû dans les Etats de la Province d'Utrecht; Hessel van Sminia, Secretaire de la Chambre des Comptes de la Province de Frise; Ernest d'Ittersum, Seigneur d'Osterhof, du Corps de la Noblesse de la Province d'Over-Yssel; & Wicher Wichers, Senateur de la Ville de Groningue; tous Députez à l'Assemblée desdits Seigneurs Etats Généraux de la part respectivement des Provinces de Gueldre, de Hollande & West-Frise, de Zeelande, d'Utrecht, de Frise, d'Over-Yssel, & de Groningue & Ommelandes, lesquels, en vertu de leurs Plein-pouvoirs, sont convenus des Articles suivans. ANNO 1709.

I. Les Traitez de Paix, d'Amitié, d'Alliance & de Conféderation entre Sa Majesté Britannique & les Etats Généraux des Provinces-Unies, seront approuvez & confirmez par le présent Traité, & demeureront dans leur premiere force & vigueur, comme s'ils y étoient inserez de mot à mot.

II. La Succession à la Couronne d'Angleterre aiant été reglée par un Acte du Parlement, passé la 12. année du Regne de feu S. M. le Roi *Guillaume* III, dont le titre est, *Acte pour la plus ample limitation de la Couronne, & pour la plus grande sûreté des Droits & des Libertez des Sujets*; & nouvellement en la 6. année du Regne de S. M., la Reine à présent regnante, cette même Succession aiant encore été établie & affermie par un autre Acte, fait pour la plus grande sûreté de la Personne & du Gouvernement de Sa Majesté, & de la Succession à la Couronne de la Grande-Bretagne, &c. dans la Ligne de la Serenissime Maison de *Hanovre*, & en la Personne, de la *Princesse Sophie, & de ses Héritiers, Successeurs & Descendans, Males & Femelles, nez & à naître.* Et aucune Puissance n'ayant droit de s'opposer aux Loix faites sur ce sujet, par la Couronne & le Parlement de la Grande-Bretagne. S'il arrivoit néanmoins, sous quelque prétexte, ou pour quelque cause que ce pût être, que quelque Personne ou quelque Puissance ou Etat, prétendit revoquer en doute l'établissement que le Parlement a fait de ladite Succession, dans la Serenissime Maison de Hanovre, de s'opposer à ladite Succession, d'aider ou de favoriser ceux qui s'y opposeroient, soit directement ou indirectement, par une Guerre ouverte, ou en fomentant des Seditions & des Conspirations contre Celle, ou Celui, en faveur de qui la Couronne de la Grande-Bretagne seroit ouverte, conformément aux Actes susdits; les Etats Généraux des Provinces-Unies s'engagent & promettent d'assister, & de maintenir dans ladite Succession, Celle ou Celui à qui elle apartiendra, en vertu desdits Actes du Parlement, de les aider à en prendre possession, s'ils ne l'avoient déja prise, & de s'opposer à ceux qui voudront les troubler dans la prise de possession, ou dans la possession actuelle de ladite Succession.

III. Sadite Majesté & les Etats Généraux, en consequence du cinquieme Article de l'Alliance, concluë entre l'Empereur, le feu Roi de la Grande Bretagne, & les Seigneurs Etats Généraux le 7. Septembre 1701, emploieront toutes leurs forces, pour recouvrer le reste des Païs-Bas Espagnols.

IV. Et de plus, on tâchera de conquerir autant d'autres Villes & Forts qu'il se pourra, afin qu'ils puissent servir de Barriére & de sûreté auxdits Seigneurs Etats.

V. Et comme suivant le 9. Article de ladite Alliance, on doit convenir entre autres choses, comment & de quelle maniere l'Etat sera mis en sûreté par le moien de cette Barriére, la Reine de la G. Bretagne fera ses efforts pour procurer, que dans le Traité de paix il puisse être convenu, que tous les Païs-Bas Espagnols, & ce que l'on pourroit en outre trouver nécessaire, soit à l'égard des Villes & Places conquises ou non conquises, serviront de Barriére à l'Etat,

ANNO 1709.

VI. Qu'à cette fin, L. H. P. pourront mettre & avoir Garnison, la changer, augmenter & diminuer, comme ils le jugeront à propos, dans les Places suivantes; à savoir, *Nieuport*, *Furnes* avec le Fort de *Knocke*, *Ypres*, *Menin*, la Ville & la Citadelle de *Lille*, *Tournay* & sa Citadelle, *Condé*, *Valenciennes*, & les Places qu'on pourra conquerir encore sur la France; *Maubeuge*, *Charleroi*, *Namur* & sa Citadelle, *Lierre*, *Hale* à fortifier, les Forts de la *Perle*, *Philippe*, *Damme*, le Château de *Gand* & *Dendermonde*; le Fort St. *Donas* étant attaché aux Fortifications de *l'Ecluse*, & y étant entierement incorporé, demeurera & sera cedé en proprieté à l'Etat; le Fort de *Rodenhuysen* en deçà de *Gand* sera rasé.

VII. Lesdits Seig. Etats Généraux pourront aussi mettre, en cas d'attaque apparente, ou de Guerre, autant de Troupes qu'ils jugeront nécessaire, dans toutes les Villes, Places & Forts des Païs-Bas Espagnols, où la raison de Guerre le demandera.

VIII. Et pourront aussi envoier dans les Villes, Forts & Places, où ils auront leurs Garnisons, sans aucun empêchement, & sans payer aucuns Droits, des Vivres, Munitions de Guerre, Armes & Artillerie, des Materiaux pour les Fortifications, & tout ce que pour lesdites Garnisons & Fortifications sera trouvé convenable & nécessaire.

IX. Lesdits Seigneurs Etats Généraux pourront aussi mettre dans les Villes, Forts & Places de leur Barriére, mentionnées dans l'Article VI. ci-dessus, où ils auront leurs Garnisons, tels Gouverneurs & Commandans, Majors & autres Officiers qu'ils trouveront à propos, lesquels ne seront sujets à aucuns autres ordres qui regardent la sureté desdites Places & le Militaire, quels qu'ils soient & de qui ils puissent venir, que seulement privativement à ceux de L. H. P. sans préjudice pourtant aux Droits & Libertez, tant Ecclesiastiques que Politiques du Roi *Charles* III.

X. Qu'en outre lesdits Seigneurs Etats pourront fortifier lesdites Villes, Places, & Forts qui en dependent, & en reparer les Fortifications, de la maniere qu'ils le jugeront necessaire, & de plus faire tout ce qui sera utile pour leur défense.

XI. On laissera aux Seigneurs Etats Généraux tous les revenus des Villes, Places, Châtellenies & leurs Dépendances, qu'ils auront pour leur Barriére de la France, desquelles la Couronne d'Espagne n'étoit pas en possession au temps de la mort du feu Roi *Charles* II. & outre cela on fixera un million de livres, à payer cent mille Ecus chaque trois mois des Revenus les plus clairs des Païs-Bas Espagnols, dont ledit Roi étoit alors en possession, pour servir l'un & l'autre à l'entretien des Garnisons de l'Etat, & pour fournir aux Fortifications, comme aussi aux Magasins & autres dépenses nécessaires dans les Villes & Places susdites: Et afin que les fraix à suporter puissent être trouvez desdits Revenus, on tâchera d'étendre les dépendances & Châtellenies susmentionnées autant qu'on pourra, & spécialement de stipuler avec la Châtellenie *d'Ypre*, celle de *Cassel*, & le Bois de *Niepe*, & avec la Châtellenie de *Lille*, la Gouvernance de *Douay*, l'une & l'autre y ayant été attachées avant la présente Guerre.

XII. Qu'aucune Ville, Fort, Place ou Païs des Païs-Bas Espagnols, ne pourra être cedé, transporté ou donné, ou échoir à la Couronne de France, ou à quelqu'un de la Ligne Françoise, soit en vertu d'aucun Don, Vente, Echange, Convention matrimoniale, Hérédité, Succession par Testament, ou *ab intestat*, de quelque titre que ce puisse être, ni de quelque autre maniére que ce soit, être mise au pouvoir ou sous l'autorité du Roi T. C. ou de quelqu'un de la Ligne Françoise.

XIII. Et comme lesdits Seigneurs Etats Généraux, en consequence de l'Article 9. de ladite Alliance doivent faire une Convention, ou un Traité avec le Roi *Charles* III. pour mettre l'Etat en sureté, par le moyen de ladite Barriére, la Reine de la G. B. concourrera par ses devoirs, afin que tout ce que dessus, touchant la Barriére de l'Etat, soit inseré dans le susdit Traité ou Convention, & que Sadite Majesté continuera ses devoirs, jusqu'à ce que la susdite Convention entre l'Etat & ledit Roi *Charles* III. soit concluë, conformement à ce qui est dit ci-dessus, & que S. M. garantira ledit Traité ou Convention.

XIV. Et afin que lesdits Seigneurs Etats jouissent dés à présent, autant qu'il sera possible, d'une Barriére aux Païs-Bas Espagnols, il leur sera permis de mettre leurs Garnisons dans les Villes déja occupées, & qui pourront l'être encore avant que la Paix soit faite, & mise en execution, & cependant ledit Roi *Charles* III. ne pourra entrer en possession desdits Païs-Bas Espagnols, ni en tout ni en partie; & pendant ce temps-là, la Reine aidera L. H. P. à les y maintenir dans la jouïssance des revenus, & à trouver le million de livres par an, ci-dessus mentionnez.

XV. Et comme L. H. P. ont stipulé par le Traité de *Munster*, Article XIV. que la Riviere de *l'Escaut*, comme aussi les Canaux du *Sas*, *Swyn* & autres Bouches de Mer y aboutissans, seroient tenuës closes du côté de cet Etat.

Et Article XV. Que les Navires & Denrées entrans & sortans des Havres de Flandres, seroient & demeureroient chargées de toutes telles impositions & autres charges qui se levent sur les Denrées, allans & venans au long de l'*Escaut* & autres Canaux susmentionnez.

La Reine de la G. B. promet & s'engage, que L. H.P. ne seront jamais inquiétées dans leur Droits & possession à cet égard directement ni indirectement; mais qu'elles continueront d'en jouir pleinement, comme aussi qu'au préjudice dudit Traité, le Commerce ne sera pas rendu plus aisé par les Ports de Mer, par ladite Riviere, Canaux & Bouches de Mer, du côté de l'Etat des Provinces-Unies, ni directement ni indirectement.

Et puis que par le même Traité de *Munster*, Articles 16. & 17 S. M. le Roi d'Espagne s'est obligé de traiter les Sujets de L. H. P. aussi favorablement que les Sujets de la Grande-Bretagne & des Villes Ansestiques, qui étoient alors les Nations les plus favorablement traitées, Sa Majesté Britannique & L. H. P. promettent aussi de faire en sorte, que les Sujets de la G. B. & de L. H. P. seront traitez dans les Païs-Bas Espagnols, aussi bien que dans toute l'Espagne, Royaumes & Etats en dependans, également, & tant les uns que les autres aussi favorablement que les Nations les plus favorisées.

XVI. Ladite Reine & les Etats Généraux s'obligent à donner, par Mer & par Terre, les secours & assistances nécessaires, pour maintenir par la force Sadite Majesté dans la paisible possession de ses Royaumes, & la Serenissime Maison de *Hanovre* dans ladite Succession, telle qu'elle est établie par les Actes du Parlement cidessus mentionnez, & pour maintenir lesdits Etats Généraux dans la possession de ladite Barriére.

XVII. Après les Ratifications de ce Traité, on fera une Convention particuliere des conditions, auxquelles ladite Reine & lesdits Seigneurs Etats Généraux s'engageront de fournir les secours, que l'on jugera nécessaires, tant par Mer que par Terre.

XVIII. Si S. M. B. ou les Etats Généraux des Provinces-Unies, étoient attaquez de qui que ce pût être, à cause de cette Convention, ils s'assisteront mutuellement l'un l'autre de toutes leurs forces, & ils se rendront Garands de l'éxécution de ladite Convention.

XIX. Seront invitez & admis dans le présent Traité, le plûtôt qu'il se pourra, tous les Rois, Princes & Etats qui voudront y entrer, particulierement S. M. Imperiale, les Rois d'Espagne & de Prusse, & l'Electeur de Hanovre: Et il sera permis à S. M. Britannique, & aux Etats Généraux des Provinces-Unies & à chacun d'eux en particulier, de requerir & inviter ceux qu'ils jugeront à propos de requerir & inviter, d'entrer dans ce Traité & d'être Garands de son exécution.

XX. Et comme le temps a fait connoître l'omission qui s'est faite dans le Traité signé à *Riswyk* l'an 1697. entre l'Anglerere & la France, au sujet du Droit de la Succession d'Angleterre, dans la Personne de S. M. la Reine de la G. B. à présent Regnante; & que faute d'avoir établi dans ce Traité ce Droit incontestable de Sa Majesté, la France a refusé de la reconnoitre pour Reine de la G. B. après la mort du feu Roi *Guillaume* III. de glorieuse Memoire, S. M. la Reine de la Grande-Bretagne & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, conviennent & s'obligent aussi de n'entrer dans aucune Négociation, ni Traité de Paix, avec la France, avant que le Titre de S. M. à la Couronne de la Grande-Bretagne, comme aussi le Droit de la Succession de la Serenissime Maison de *Hanovre* à la susdite Couronne, telle qu'elle est reglée & établie par les susdits Actes du Parlement, ne soit pleinement reconnu

par

ANNO 1709. par la France, comme Préliminaire, & que la France n'ait en même temps promis l'éloignement hors de ses Etats, de la Personne qui prétend être Roi de la Grande-Brétagne, & que l'on n'entrera dans aucune Négotiation ni discussion formelle des Articles dudit Traité de Paix, sinon que conjointement & en même temps avec ladite Reine ou avec ses Ministres.

XXI. Sa Majesté Britannique & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies ratifieront & confirmeront tout ce qui est contenu dans le présent Traité, dans l'espace de quatre semaines à compter du jour de la Signature.

En foi de quoi les Sousfignez Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire de Sa Majesté Britannique & Députez des Seigneurs Etats Généraux ont signé le présent Traité, & y ont apposé le Cachet de leurs Armes.

A la Haye le 29. d'Octobre l'An 1709.

Signé,

L. S. TOWNSHEND.

L. S. J. v. WELDEREN.

L. S. F. B. van RREEDE.

L. S. A. HEINSIUS.

L. S. G. HOEUFT.

L. S. H. van SMINIA.

L. S. E. van ITTERSUM.

E. S. W. WICHERS.

Premier Article Separé concernant le HAUT QUARTIER DE GUELDRES, *& les Garnisons à tenir dans Liege, Huy & Bonn.* [Tiré des Archives de L. H. P. les Etats Généraux des Provinces-Unies]

COMME dans les Articles préliminaires, signés icy à la Haye le 28. May 1709. par les Plenipotentiaires de Sa Majesté Imp., de Sa Majesté la Reine de la Gr. Bretagne & des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, il est stipulé entre autres choses, que les Seigneurs Etats Generaux auront en toute proprieté & Souveraineté le Haut Quartier de Gueldres, selon le 52. Art. du Traité de Munster de l'An. 1648. comme aussi, que les Garnisons qui se trouvent, ou se trouveront cy après de la part des Seigneurs Etats Generaux, dans la Ville de Huy, la Citadelle de Liege & dans la Ville de Bonne, y resteront jusques à ce qu'on en soit convenu autrement avec Sa Majesté Imp. & l'Empire. Et comme la Barriere sur laquelle on est convenu aujourd'huy, dans le Traité principal, pour la garantie mutuelle entre Sa Majesté Britannique & les Seigneurs Etats Generaux, ne peut donner aux Provinces-Unies, la Seureté pour laquelle elle est établie, faut qu'elle soit bien serrée d'un bout jusques à l'autre, & que la communication en soit bien liée ensemble, a quoy le Haut Quartier de Gueldres & les Garnisons dans la Citadelle de Liege, Huy & Bonne, sont absolument necessaires, l'experience ayant fait voir par trois fois, que la France ayant voulu attaquer les Provinces-Unies, s'est servie des endroits susmentionnez, pour venir à elles, & pour penetrer dans lesdites Provinces. Que de plus à l'egard de l'équivalent, moyennant lequel, le Haut Quartier de Gueldres doit être cedé aux Provinces-Unies, suivant l'Art. 52. du Traité de Munster susmentionné, Sa Majesté le Roi Charles III. sera beaucoup plus gratifié & avantagé en d'autres endroits, que cet equivalent ne peut importer; Ainsi pour faire avoir aux Seigneurs Etats Generaux le Haut Quartier de Gueldres en toute proprieté & Souveraineté, & pour que ledit Haut Quartier soit cedé de cette maniere auxdits Seigneurs Etats Generaux, dans la Convention ou le Traité qu'ils doivent faire avec Sa Majesté le Roy Charles III. suivant l'Art. 13. du Traité conclu aujourd'huy; Comme aussi, pour que leurs Garnisons dans la Citadelle de Liege, dans celle de Huy & dans Bonne, y restent, jusques à ce qu'on en soit convenu autrement avec Sa Majesté Imp. & l'Empire, Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne s'engage & promet par cet Art. separé, qui aura la même force, que s'il étoit inseré dans le Traité principal, de faire pour tout cela les mêmes efforts qu'elles s'est engagée de faire pour leur faire obtenir la Barriere dans les Pais-Bas Espagnols. En foy de quoy les soussignez Ambassadeur extraordinaire & Plenipotentiaire de Sa Majesté Britannique, & Deputez des Seigneurs Etats Generaux, ont signé le present Art. Separé, & y ont apposé le Cachet de leurs Armes.. A la Haye le 29. d'Octobre, l'An 1709. ANNO 1709.

(Etoit signé)

(L. S.) TOWNSHEND.

(L. S) J. v. WELDEREN.

(L. S.) F. B. van REEDE.

(L. S.) A. HEINSIUS.

(L. S.) G. HOEUFT.

(L. S.) H. SMINIA.

(L. S.) E. v. ITTERSUM.

(L. S.) W. WICHERS.

Deuxieme Article Separé, concernant l'extention du Territoire de L. H. P. en FLANDRES. [Tiré des Archives de L. H. P. les Seigneurs Etats Generaux des Province-Unies]

COMME les Seigneurs Etats Generaux ont representé que dans la Flandre les limites entre la Flandre, Espagnole, & celle de l'Etat, sont reglés de telle maniere, que le terrain de l'Etat y est extremement etroit, de sorte qu'en quelques endroits, le territoire de la Flandre Espagnole, s'etend jusques aux Fortifications, & sous le Canon des Places, Villes, & Forts de l'Etat, dont il arrive plusieurs inconveniens, ainsi qu'on en a veu un exemple, peu avant le commencement de la presente Guerre, quand on a voulu batir un Fort sous le Canon du Zas de Gand, sous pretexte que c'etoit sur le territoire d'Espagne; & comme pour eviter ces sortes d'inconveniens & autres, il est necessaire, que le terrain de l'Etat aux confins de la Flandre soit elargi, & que par là les Places, Villes & Forts, soient mis plus à couvert; Sa Majesté Britannique, entrant dans les justes motifs desdits Seigneurs Etats Generaux à cet egard, promet & s'engage par cet Article Separé, que dans la Convention, que lesdits Seigneurs Etats Generaux doivent faire, avec Sa Majesté le Roy Charles trois, Elle les aydera, à ce qu'il soit convenu, que par la cession auxdits Seigneurs Etats Generaux de la proprieté d'une étendue de terrain necessaire à obvier à de pareils & autres inconveniens, leurs limites en Flandre soient élargis plus convenablement à leur sureté, & ceux de la Flandre Espagnolle, plus eloignés de leurs Villes, Places & Forts, pour que ceux cy ne soyent plus si exposés. En foy de quoy les soussignés Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire de Sa Majesté Britannique, & Deputés des Seigneurs Etats Generaux ont signé le present Article Separé, & y ont apposé le cachet de leurs Armes. A la Haye le vingt neufieme d'Octobre l'an mil sept cent neuf.

(Etoit signé)

(L. S.) TOWNSHENO.

(L. S.) F. B. van REEDE

(L. S.) A. HEINSIUS

(L. S.) G. HOEUFT.

(L. S.) SMINIA.

(L. S.) W. ITTERSUM

ANNO 1710.

XC.

2. Janv. *Projet de la* FRANCE *pour la Paix, publié le 2. Janvier 1710.* [Feuille Volante.]

QUOIQUE l'engagement que le Roi avoit pris pour la Paix ait cessé aussi-tôt que les Ennemis de Sa Majesté ont refusé de la conclure aux conditions qu'elle avoit bien voulu leur offrir. Elle desire toutefois si sincerement de contribuer au prompt retablissement du repos de l'Europe, qu'elle consent de traiter encore aux mêmes conditions qu'elle avoit bien voulu accorder, si les Princes & Etats actuellement en Guerre contr'elle veulent traiter aussi sur ce fondement, convenir d'un lieu pour les Conferences & former une Assemblée de Ministres autorisez à traiter & à signer la Paix. Les conditions seront,

1. A l'égard de l'Espagne une promesse autentique de la part du Roi de reconnoître, immediatement après la signature de la Paix, l'Archiduc CHARLES d'Autriche en qualité de Roi d'Espagne & generalement de tous les Etats dependans de cette Monarchie, tant dans l'ancien que dans le nouveau Monde, à la reserve seulement des Etats & Païs dont le Roi de Portugal, & le Duc de Savoie ont stipulé le demembrement en vertu des Traitez qu'ils ont contracté avec l'Empereur, & ses Alliez, & à la reserve aussi des Places que l'Archiduc s'est engagé de laisser aux Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas.

Une semblable promesse, non seulement de retirer tout le secours que Sa Majesté a pû donner au Roi son petit-fils; mais encore de ne lui envoier desormais aucune assistance pour se maintenir sur le Trône, de quelque nature que ce soit directement ou indirectement.

Et pour gage de l'effet de cette promesse, Sa Majesté veut bien confier aux Etats Généraux 4. de ses Places en Flandres, qu'elle choisira pour les remettre entre leurs mains, & pour être par eux gardées jusques à ce que les affaires d'Espagne soient terminées, comme Otages & comme sûreté de la Parole qu'elle donnera de ne s'interesser directement ni indirectement aux affaires de cette Monarchie.

Elle promettra pareillement de defendre à ses Sujets sous de rigoureuses peines de prendre parti dans les Troupes du Roi Catholique, s'obligeant d'apporter une attention si vive à faire observer ces defenses, qu'aucun n'y contreviendra.

Sa Majesté veut bien aussi consentir que la Monarchie d'Espagne, ni aucune de ses parties ne soit jamais unie à la Monarchie de France, & qu'aucun Prince de la Maison de France ne puisse ni regner ni rien aquerir dans l'étenduë de la Monarchie d'Espagne par aucune des voies qui seront toutes specifiées.

Les Indes Espagnoles seront comprises dans tout ce qui sera dit au sujet de la Monarchie d'Espagne, comme en composant une partie principale, & le Roi promettra qu'aucun Vaisseau de ses Sujets n'ira auxdites Indes, soit pour exercer le Commerce, soit sous quelqu'autre prétexte.

II. A l'égard de l'Empereur & de l'Empire, le Roi rendra la Ville & la Citadelle de Strasbourg au même état où elles sont presentement.

Le Fort de Kehl sera de même rendu avec l'Artillerie specifiée dans le 8. Article des Preliminaires, la Ville de Strasbourg devant desormais être retablie dans les Prerogatives, & Privileges de Ville Imperiale, & en jouir ainsi qu'elle en jouissoit avant que d'être sous la domination de Sa Majesté.

Elle consentira pareillement à rendre à l'Empereur la Ville de Brisac avec son Territoire, & l'Artillerie specifiée dans le 9. Article des Preliminaires, à se contenter de la Possession de l'Alsace suivant le sens literal du Traité de Westphalie & les Articles 10 & 11. des Preliminaires.

A laisser à l'Empire la Ville de Landau, avec la liberté d'en demolir les Fortifications.

A raser enfin celles qu'elle a fait bâtir sur le Rhin depuis Bâle jusques à Philisbourg & qui seront toutes specifiées.

Elle consentira que la Ville de Rhinfeld soit remise au Land-Grave de Hesse-Cassel.

Que le 4. Article du Traité de Ryswik soit discuté dans les Conferences.

Elle reconnoitra l'Electeur de Brandebourg en qualité de Roi de Prusse, promettant de ne le point troubler dans la possession de Neufchâtel & Valengin, & pareillement elle reconnoitra le 9. Electorat érigé en faveur du Duc d'Hanover.

ANNO 1710.

III. A l'égard de l'Angleterre le Roi reconnoitra la Princesse ANNE en qualité de Reine de la Grande-Bretagne, & l'ordre de la Succession à cette Couronne, ainsi qu'elle est établie dans la Ligue Protestante, suivant les Actes du Parlement.

Sa Majesté cédera l'Isle de Terre neuve à cette Couronne, & conviendra d'une restitution réciproque de tout ce qui a été occupé dans les Indes, tant de la part de la France que de celle de l'Angleterre depuis la presente Guerre.

Sa Majesté fera raser toutes les fortifications de Dunquerque & combler le Port, avec promesses qu'elles ne pourront jamais être retablies.

Elle consentira pareillement au dessein que le Roi d'Angleterre a formé de sortir de France, aussitôt que la Paix sera faite, pourvû qu'il ait une entiere liberté de se retirer & d'aller où il voudra, & qu'il y jouïsse d'une neutralité parfaite.

IV. A l'égard des Etats Generaux des Provinces-Unies le Roi leur cedera, pour former une Barriere, toutes les Places denoncées dans l'Article 22. des Preliminaires, sçavoir Furnes, le Fort de Knok, Menin, Ipres, Lille, Tournai, Condé & Maubeuge, avec les dependances, & aux conditions specifiées par ce même Article.

Quant aux Places des Païs-Bas, qui apartiennent encore au Roi d'Espagne, le Roi retirant ses troupes desdites, fera en sorte qu'elles soient remises au pouvoir de l'Archiduc, immediatement après la signature de la Paix. Sa Majesté confirmera ce qu'elle a offert aux Etats Généraux au sujet de leur Commerce, & l'Article 25. des Preliminaires sera ponctuellement suivi.

V. A l'égard du Duc de Savoie, le Roy veut bien accorder les demandes que les Alliez de ce Prince ont faites pour lui par les Articles 27. & 28. des Preliminaires. Mais Sa Majesté demande aussi que les Electeurs de Cologne & de Baviere soient retablis dans leurs Etats & Dignitez, & leurs Ministres admis aux Conferences de la Paix pour y defendre leurs interêts.

Enfin s'agissant d'un Traité de Paix, & non d'une Tréve, le tems que l'on marquera pour l'execution de ces conditions, sera, suivant l'usage ordinaire des Traitez, après l'échange des Ratifications.

C'est sur ce fondement que le Roi propose encore d'envoier des Plenipotentiaires pour traiter la Paix & de profiter de l'espace de tems que l'Hiver donne pour cet effet, avant qu'on aproche de l'ouverture de la Campagne prochaine.

Si les offres que Sa Majesté veut bien faire ne sont pas acceptées, elle declare qu'elle est libre de tout engagement, & qu'il n'y aura pas lieu de lui attribuer la prolongation d'une Guerre qui fera répandre encore tant de sang Chrétien.

XCI.

Decret Commissorial de l'Empereur JOSEPH *pour la Garantie de la Neutralité du Nord. Donné à Ratisbonne le 15. Janvier 1710.* 15 Janv.

LE très digne, & hautement né Seigneur & Prince, Jean Philippes, Prêtre de la Sainte Eglise Romaine, Cardinal de Lamberg, Conseiller Privé & de Conférence de Sa Majesté Impériale, & son principal Ambassadeur, &c., &c., espere que les Magnifiques Conseillers & Ambassadeurs des Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, se ressouviendront bien de ce que sa très haute Majesté Impériale leur a fait amplement connoître par son Decret de Commission du 18. Décembre de l'année derniére, touchant la Garantie requise de Sadite Majesté Imperiale, par les Puissances du Nord Alliées contre la Couronne de Suede, contre les entreprises des Troupes Suédoises qui sont présentement en Poméranie. Et d'autant que Sa Majesté Impériale a été informée depuis, que les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies n'ont pas seulement résolu de renouveller leurs précédens Offices, afin que les susdites Troupes Suédoises qui sont en Poméra-

nie,

ANNO 1710. [illegible] ne retournent point en Pologne, & ne [illegible]m-[illegible] aucune hostilité contre l'Empire, ou con-[illegible] Sleeswich & le Jutlandt, en cas qu'elles ne puissent pas sortir de Pomeranie sans passer par les Terres de l'Empire, mais que de plus Leurs Hautes Puissances ont déja fait remontrer, là où il apartenoit, que si nonobstant leurs Offices & Propositions amiables, lesdites Troupes retournoient de Pomeranie en Pologne ou venoient à commettre quelqu'hostilité contre les Pais de l'Empire, ou contre Sleeswich & Jutland, alors Leurs Hautes Puissances seroient obligées, conjointement avec Leurs Majestez Impériale & Britannique, & les Electeurs & Princes qui se sont déclarez là-dessus, ou qui se déclareront à l'avenir, de prendre des mesures avec les autres Puissances Alliées, contre la Suéde, pour empêcher lesdites Troupes de retourner en Pologne, & de commettre hostilité contre les Provinces de l'Empire, qui apartiennent au Dannemarck & à la Saxe & contre Sleeswich & Jutland, & pour les porter à l'observation de la Neutralité; avec assurance aussi, que du côté des Parties adverses, il ne sera entrepris aucune hostilité contre les Provinces Suedoises situées en Allemagne: Sa Majesté Impériale ayant mûrement consideré cette Résolution de Leurs Hautes Puissances, s'est étroitement engagée avec les Puissances maritimes pour la maintenir, & pour d'autant mieux conserver le repos de l'Empire; persuadée d'ailleurs que Sa Royale Majesté de Suéde elle-même, y trouvera son avantage, & ceux de ses Provinces Allemandes. Et comme dans le cas inespéré du contraire, Sa Majesté Impériale ne voit pas comment le susdit repos de l'Empire pourroit être maintenu, ni comment la diversion que l'Ennemi attend de ces troubles du Nord pourroit être empêchée, Sadite Majesté Impériale a trouvé bon d'en donner très gracieusement part à cette Diette, afin qu'elle y fasse une duë reflexion, & qu'elle considére ce qui est à faire en cela de la part de l'Empire. C'est aussi ce que Sa Haute Principale Eminence a voulo éxécuter très-humblement par les presentes au commencement de cette année, & elle demeure, &c.

Ratisbonne le 15. Janvier 1710.

JEAN PHILIPPES, *Cardinal de Lamberg Evêque & Prince de Passau.*

XCII.

31. Janv. *Extrait du Regiſtre des Reſolutions de Leurs H. P Meſſieurs les Etats Généraux des* PROVINCES UNIES *des Pais Bas, au ſujet de la Ville de* Vervier. [Tiré du Protocolle de l'Ambassade Imperiale en Hollande, & au Congrès d'Utrecht.]

Du Vendredy 31. Janvier 1710.

MESSIEURS de Welderen & autres Deputez de L. H. P. pour les affaires etrangeres ayant examiné en conformité & execution de Leurs Resolutions Commissoriales de differentes dates les Pieces qui concernent les differents malheureusement survenus par les intrigues & troubles de la Ville de Vervier, & les facheuses suittes qui en sont resultées, ont fait rapport, à l'Assemblée qu'après en avoir conferé avec Messieurs les Comtes de Sinzendorff, & de Welz & le Baron de Heems Ministres de Sa Majesté Imp. qui se trouvent ici, ils étoient convenus avec lesdites Seigneurs Ministres de la maniere suivante.

Points dont on eſt convenû pour pacifier la Ville de Vervier.

EN suitte des ordres de S. M. Imp. en date du 25. Decemb. de l'an 1709. concernants l'accommodement à faire au sujet des troubles & des ordres arrivés à Vervier, on a meurement consideré, le contenu desdits Ordres, la necessité qu'il y a de remettre le calme dans la Ville de Vervier, & ce que les Conjonctures presentes permettent de faire pour obtenir ce but & on a trouvé a propos de convenir des Conditions suivantes.

I. Prem[illegible]ment que la Bourgeoisie de V[illegible]ier ayt député quatre ou six Pers[illegible]es de leur Corps à Liege, pour asseurer de bouche [illegible] Ministre Plenipotentiaire de S. M. Imp. le Comte de Welz en presence du Conseil Imperial que les Habitans de ladite Ville de Vervier n'ont jamais eû la moindre pensée, ny intention de s'opposer aux Ordres de S. M. Imper. pour lesquels ils auront toujours, comme ils sont obligés, tout le respect, veneration, soumission, & obeissance duës à leur Seigneur supreme & dominant, suppliant S. M. Imp. de pardonner par un effet de Sa Clemence ce qui s'est passé & les desordres commis par quelques-uns de leurs habitants pendant le cours des Dissensions intestines de la Ville; requerant en outre S. M. Imp. de leur accorder un pardon & Amnistie, afin que le passé soit oublié & que ses Habitans puissent à l'avenir vacquer avec tranquillité à leurs affaires, & Commerce, & joüir de la protection Imp. comme les autres Sujets fidels, & obeissants, tels qu'ils promettent vouloir inviolablement être.

II. Que l'Amnistie à accorder de la part de S. M. Imp. & par la Chancelerie de l'Empire soit faite selon que ladite Chancelerie le juge à propos dont la substance consistera que S. M. Imp. en consideration de Messieurs les Etats Généraux, les bons Alliés, qui se sont interessés pour ceux de Vervier par rapport au Commerce que les Habitants de leurs Provinces ont avec la Ville de Vervier, veut bien pardonner à ceux qui ont donné occasion aux troubles passés, ou y ont été mêlés, & abolir & annuler en vertu de son authorité supreme toutes les procedures & enquetes faites à cette occasion, de sorte que les Bourgeois & Habitants de Vervier puissent librement retourner & demeurer dans la Ville & ailleurs, où leurs affaires le requerront, & exercer leurs Charges, ou vacquer à leur trafic sans être recherchés ou inquietés sur le passé qui ne leur pourra être reproché, ny prejudicier en leurs honneurs, Biens, & Effects, de laquelle Amnistie on excepte & exclut pourtant 1. Genat, 2. Du Buisson, 3. Jean Renant, 4. Weldery, 5. Holland, & Joseph Daniel.

III. Cette Amnistie ne leur sera pourtant pas donnée avant qu'ils ayent satisfait à ce, dont on est convenu à l'egard des fraix & depences, c'est-à-dire que les fraix & depences payés deja pour le procez & autres deboursements, & qui montent environ à 1500. Ecus, resteront a la charge de la Ville, & que ceux qui par la premiere enquête ont été jugés aprehensibles, payeront & remettront en main du Ministre Mr. le Comte de Welz la somme de deux mille Ecus, lequel Ministre selon les avis du Conseil Imperial emploira ces deux mille Ecus pour acquitter les fraix des procedures & des Officiers de Justice qui ont été occupés dans ces affaires pendant les troubles.

IV. Que pour le bon & paisible Gouvernement futur de la Ville on lui accordera un Reglement desja projetté conforme aux Loix du Pais & convenable au bien, & repos de la Ville de Vervier.

Surquoy étant deliberé L. H. P. ont agréé ce rapport & ont approuvé ce qui a été accordé, Messieurs les Deputez étant remerciés de la peine qu'ils ont prise dans cette affaire.

S'accorde avec ledit Regiſtre.

FAGEL.

XCIII.

Extrait du Regiſtre des Reſolutions de L. H. P. les Etats Généraux des PROVINCES UNIES *des Pais-Bas, pour la Neutralité en Allemagne.* 23. Fev.

Du Jeudi 23. Fevrier 1710.

LES Sieurs de Welderen & autres Deputez de Leurs Hautes Puissances pour les affaires étrangeres ont raporté à l'Assemblée que les Ministres de Sa Majesté Czarienne de Moscovie & de Leurs Majestez les Rois de Pologne, de Dannemarck & de Prusse aiant témoigné depuis quelque tems à Leurs Hautes Puissances la consideration que Leurs Majestez ledit Czar & Rois avoient pour les interêts des Hauts Alliez, & aiant déclaré que leur intention n'est

ANNO 1710.

n'eſt pas de porter la Guerre en Allemagne, ni de rappeller leurs troupes, qui ſont au ſervice des Hauts Alliez, ils avoient en même tems requis que de la part des Hauts Alliez il fut fait en ſorte que les troupes Suedoiſes ne retournaſſent point en Pologne, ni n'attaquaſſent pas les Pais de Saxe ou de Dannemarck, ſituez dans l'Empire, mais que la tranquillité fut conſervée & que cela fut garanti par Leurs Hautes Puiſſances conjointement avec Sa Majeſté Imperiale & la Reine de la Grande-Bretagne. Que là-deſſus Leurs Hautes Puiſſances par leur Reſolution du 28. Novembre dernier, avoient déclaré combien leur étoit agreable la conſideration que Leurs Majeſtez avoient témoigné pour les interêts des Hauts Alliez, & avoient trouvé à propos de requerir le Sieur Palmquiſt, Envoié Extraordinaire de Sa Majeſté le Roi de Suede, de vouloir procurer une Declaration de la Regence de Suede, en l'abſence de ſadite Majeſté, que le Corps de troupes qui eſt ſous le commandement du Major General Craſſau en Pomeranie, ne retournera pas en Pologne & qu'elles n'entreprendront rien contre les Pais ſituez dans l'Empire, & ſpecialement contre la Saxe, ni les Pais de Dannemarck ſituez dans l'Allemagne ni contre Sleſwick & le Jutland. Que ſur les nouvelles inſtances faites à ce ſujet par les Miniſtres de Sa Majeſté Czarienne, & de Leurs Majeſtez les Rois de Pologne, de Dannemarck & de Pruſſe, Leurs Hautes Puiſſances par une autre Reſolution du 24. Decembre dernier, avoient jugé à propos de renouveller leur precedente requiſition près dudit Sieur Palmquiſt, ajoûtant qu'en cas que les troupes Suedoiſes, nonobſtant les repreſentations & offices déja faits, vouluſſent retourner en Pologne ou commettre quelques hoſtilitez dans l'Empire, ou contre le Pais de Sleſwick ou le Jutland, Leurs Hautes Puiſſances avec Sa Majeſté Imperiale, Sa Majeſté Britannique, & Son Alteſſe Electorale de Brunſwick & Lunebourg & les autres Princes de l'Empire, qui ont en ceci un interêt commun, & qui voudront ſe déclarer là-deſſus, ſeront obligez de prendre des meſures avec les Alliez du Nord, pour empêcher le retour deſdites troupes Suedoiſes en Pologne & qu'elles ne commettent des hoſtilitez dans l'Empire ou contre Sleſwick & le Jutland, pour ôter toute prétention au rapel des troupes qui ſervent contre la France. Que ledit Sieur Palmquiſt aiant écrit ſur ce ſujet à la Regence de Suede à Stockholm, & en aiant obtenu réponſe, avoit enſuite déclaré, que la Suede voulant répondre favorablement aux inſtances des Hauts Alliez en faveur de la tranquillité de l'Empire, elle déclaroit qu'il ne tiendroit pas à elle qu'il ne s'y obſervât une exacte Neutralité. Qu'à cette fin elle vouloit bien promettre que les troupes qu'elle y a ne commettroient aucune hoſtilité, non plus qu'en Pologne & Sleſwick, ni en Jutland, à condition qu'elle fut aſſurée que celles de Dannemarck qui ſont en deçà de la Mer Baltique, ou qui ſont preſentement en Jutland, dans le Duché de Sleſwick, dans l'Empire ou au ſervice des Hauts Alliez, ne faſſent aucune hoſtilité ni hors, ni dans l'Empire, & que moiennant cela elle eſt prête non ſeulement de donner les mains à la Neutralité propoſée, mais auſſi de traiter avec les Alliez pour une partie des troupes dernierement revenuës de Pologne, ſous le commandement du Major General Craſſau. Qu'eux Sieurs Députez avoient communiqué cette réponſe aux Miniſtres de Sa Majeſté Imperiale, de Sa Majeſté Britannique, de Leurs Serenitez Electorales Palatin & Brunſwick-Lunebourg & du Prince & Evêque de Munſter, avec le concert deſquels Leurs Hautes Puiſſances avoient pris la Reſolution du 24. Decembre dernier, & qu'ils avoient de nouveau concerté avec eux ſur ce qu'il y auroit encore à faire pour le maintien du repos dans l'Empire, & pour prévenir que ſuivant leſdites Declarations & promeſſes, aucunes troupes de celles qui ſont preſentement emploiées contre les Ennemis communs ne fuſſent rapellées à l'occaſion de la Guerre du Nord.

Surquoi aiant été deliberé, il a été en conſequence & en conformité de ce qui a été concerté avec leſdits Sieurs Miniſtres, trouvé bon & arrêté que comme par ladite declaration ci-deſſus donnée par ledit Sieur Palmquiſt de la part de Suede, on a ſatisfait en grande partie à ce qui a été requis par la precedente Reſolution de Leurs Hautes Puiſſances en cas que ladite declaration ſoit effectuée, & qu'on y ajoute ſeulement cette condition que la Suede puiſſe être aſſurée que les troupes de Dannemarck qui ſont en deçà de la Mer Baltique, ou qui ſont preſentement en Jutlande, dans le Duché de Sleswick dans l'Empire, ou au ſervice des Hauts Alliez ne commettront aucune hoſtilité ni dans ni dehors l'Empire. Que pour aplanir les difficultez qui pourroient naître de cette condition & amener les choſes à une égalité équitable, on requerra d'un côté Sa Majeſté Danoiſe de vouloir conſentir & declarer que pour la conſervation de la tranquillité & de la Neutralité de l'Empire, les troupes de Sa Majeſté qui ſont preſentement en Jutland, dans le Duché de Sleswick & dans l'Empire ne feront aucune hoſtilité contre qui ce ſoit, ni dans ni dehors l'Empire, le Duché de Sleſwick & le Jutland y compris, & de l'autre côté ſera la Regence de Suede requiſe de conſentir & declarer ſemblablement que les troupes de Sa Majeſté Suedoiſe, qui ſont preſentement en Pomeranie ou ailleurs dans l'Empire, ne retourneront plus en Pologne, ni ne commettront pareillement aucun hoſtilité contre qui que ce ſoit, ni dedans ni dehors l'Empire, tout le Sleſwick & le Jutland y compris, laquelle declaration étant faite ſ i en bonne & convenable forme par les Miniſtres de leurs dites Majeſtez, Leurs Hautes Puiſſances ſeront trouvées diſpoſées de concourir à en maintenir l'effet avec Sa Majeſté Imperiale & l'Empire, Sa Majeſté la Reine de la Grande-Bretagne, Son Alteſſe Electorale de Brunſwick & Lunebourg & les autres Princes de l'Empire qui ſe declareront là-deſſus: Comme auſſi de concerter alors avec les ſuſdits Hauts Alliez de quelle maniere la plus convenable quelques-unes des troupes de Sa Majeſté Suedoiſe qui ſont dans l'Empire, comme ſemblablement quelques unes de celles de Sa Majeſté Danoiſe, qui ſont auſſi dans l'Empire, dans le Duché de Sleſwick & en Jutland, & de l'une & de l'autre deſquelles ils pourroient ſe paſſer, pourroient entrer au ſervice des Alliez; le tout dans cette ferme & ſure confiance que ſuivant les promeſſes faites, aucune des troupes qui ſont au ſervice de Hauts Alliez & emploiées contre l'Ennemi commun ne ſeront rapellées, & ſera un extrait de la preſente Reſolution de Leurs Hautes Puiſſances mis en main dudit Sieur Palmquiſt & en celles du Secretaire van Stöcken, avec requiſition de vouloir donner conformement à ce qui eſt mentionné ci-deſſus, une declaration au nom de Sa Majeſté Suedoiſe ou de ceux de la Regence de Suede, & une de Sa Majeſté Danoiſe reſpectivement & en cas qu'ils ne ſoient pas aſſez inſtruits ni autoriſez à cela, ils ſeront requis d'emploier leurs bons offices, pour qu'ils puiſſent au plûtôt pour le mieux être inſtruits & autoriſez à cet effet, comme auſſi d'emploier leurs bons offices à ce que cependant & par proviſion qu'il ſera deliberé là-deſſus, d'un côté, il ne ſoit commiſe aucune hoſtilité par les troupes de Sa Majeſté Suedoiſe qui ſont en Pomeranie ou ailleurs dans l'Empire, ou d'autre part par celles de Sa Majeſté Danoiſe qui ſont dans le Jutland, dans le Duché de Sleſwick & dans l'Empire, & ce ni dedans ni dehors de l'Empire de la maniere ſuſdite: mais que le repos & la tranquilité de l'Empire, du Jutland & Sleſwick ſoient conſervées, afin que Leurs Hautes Puiſſances avec Sa Majeſté Imperiale & l'Empire, Sa Majeſté Britannique, Son Alteſſe Electorale de Brunſwick & Lunebourg & les autres Princes de l'Empire qui y ont un interêt commun ne ſoient pas obligez avec leſdites Puiſſances de convenir enſemble pour prendre d'autres meſures. Qu'il ſera en outre repreſenté audit Sieur Palmquiſt que Leurs Hautes Puiſſances croient qu'on ne doit pas faire mention des troupes de Sa Majeſté Danoiſe qui ſont au ſervice des Hauts Alliez, & dont il eſt parlé dans la reponſe ci-deſſus mentionnée, parce que les Provinces de l'Empire, le Jutland & Sleswick & les troupes qui y ſont, ſont ſeulement le ſujet de la preſente negociation; outre que les troupes Danoiſes qui ſont au ſervice de la Grande-Bretagne & de l'Etat y ſont fermement engagées; & que de plus Sa Majeſté Danoiſe a iterativement declaré qu'elle ne les rappellera pas Et ſera auſſi un Extrait de la preſente Reſolution de Leurs Hautes Puiſſances mis en main des Miniſtres de Sa Majeſté Czarienne, Polonoiſe & de Pruſſe, avec inſtances de vouloir concourir par leurs bons offices à ce que Sa Majeſté Danoiſe donne la declaration requiſe, & que pendant la deliberation il ne ſoit rien entrepris qui y ſoit contraire

ANNO 1701.

XCIV

ANNO 1710.

CXIV.

21. Mars. *Ratificatio* CAROLI XII. *Sueciæ Regis super Conventione Alt-Ranstadiensi in puncto Religionis facta. Datum ad Urbem Bender die 21 Martii Anno* 1710. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. I. Absatz. III. pag. 464.]

NOS CAROLUS, &c.

EX Relationibus ad Nos transmissis a Ministro & Ablegato Nostro extraordinario ad Aulam Majestatis Vestræ, lætis auribus percepimus Religionis negotium in Silesia Conventione Altranstadiensi cautum & ordinatum tam prosperos habuisse successus, ut non modo omnia & singula ejus capita jam sint adimpleta, atque omni modo executioni mandata, sed Majestatem quoque Vestram generosa prorsus animo & ad posteritatem commendando exemplo id dedisse amicæ intercessioni Nostræ, ut VI. nova Templa in usum & solatium A. C. addictorum Subditorum suorum ædificari permiserit, confecto super hisce omnibus publico Instrumento seu Recessu, ut vocant formali: atque edito ad supremum Silesiæ Magistratum severissimo Mandato, ne, quæ ita solenniter sanctè & religiosè utrinque promissa, atque in vim Legis perpetuæ jam sancita sunt, quisquam ausit temerario conatu labefactare, aut in dubium unquam revocare: Majestatis Vestræ æquitatem, moderationemque animi arguunt, atque nobis cumprimis luculentum probant Documentum studii & amoris, quo Majestas Vestra Nos prosequitur, ita non possunt non ex asse Nobis pergrata atque rata à Nobis semper haberi, utpote qui Amicitiam quoque Majestatis Vestræ semper magnificamus, eamque sincero studio & affectu colere parati sumus. De cætero Majestatem Vestram divinæ commendamus tutelæ, atque fausta & felicia ex animo eidem apprecamur. Dab. ad Urbem Bender d. 21. Martii 1710.

CXV.

31.Mars. *Conventio inter Imperatorem* JOSEPHUM, ANNAM *Magnæ Britanniæ Reginam, & Ordines Generales* FOEDERATI BELGII, *de Neutralitate Imperii, facta die* 31. *Martii Anni* 1710.

QUum Sacræ Cæsareæ Majestati, Sacræ Regiæ Majestati Reginæ Magnæ Britanniæ & Celsis ac Præpotentibus Dominis Ordinibus Generalibus Uniti Belgii, maximè semper cordi fuerit, & etiamnum sit, ut quies & tranquillitas in Imperio conservetur. Et ideò communicatis cum quibusdam Fœderatorum suorum Consiliis, ab aliquo jam tempore, ad conservandam eandem tranquillitatem, Principes inter se belligerantes sedulò & seriò exhortati sint, atque officia sua interposuerint, ne occasione Belli quod in Oris Septentrionalibus geritur, turbaretur, vel quicquam agatur, sive revocando copias, sive alio quocumque modo, quod rationibus & commodis Fœderatorum contra Galliam belligerantium noxium sit, vel præjudicium afferre queat. Quumque Sacra Czarea Majestas ejusque Fœderati Poloniæ & Daniæ Reges, mox nequaquam hæsitantes declaraverint, firmam sibi stare sententiam, nihil quidquam facere quod ad turbandam tranquillitatem in Imperiò ansam præbere possit, & ex quo res Fœderatorum bello Gallico implicitorum, sive revocando Copias, aut alio quocumque modo detrimentum, vel præjudicium patiatur. Et cum simul etiam postulaverint, ut securi reddantur, Copias Regis Sueciæ, quæ jam in Pomeraniâ sunt, in Poloniam non redituras, nec actus ullos hostiles in terris Imperii commissuras. Idcircò etiam illorum Ministri sæpius instanter flagitarint, ut alternemorati Fœderati illos hâc de re certos & securos reddere velint; Quorum petitiones Sua Regia Majestas Borussiæ officiis suis suffulsit; Quum etiam post communicata hæc desideria cum Regimine pro administratione Regni Sueciæ, in absentiâ Regis constituto, Regiæ Suæ Majestatis Sueciæ Ablegatus Extraordinarius de Palmquist, acceptis hâc de re illius Mandatis, declaraverit per Sueciam minimè staturum quò minùs constans Neutralitas in Imperio servetur, eumque in finem se paratum fore, nomine Sueciæ spondere, Copias Suecicas quæ in Imperio sunt, ibidem, uti etiam nec in Poloniâ, nec in Ducatu Slesvicensi nec in Jutlandiâ, nihil hostile tentaturas; hâc tamen sub conditione, Sueciam vicissim securam redditum iri, Copias Regis Daniæ, quæ sunt ex hac parte Maris Baltici, vel quæ sunt in Jutlandiâ, in Ducatu Slesvicensi, in Terris Imperii ad hanc Coronam spectantibus, & quæ Fœderatis militant nec intra nec extra limites Imperii nihil quoque hostile tentaturas. Quumque communicatâ post modum Regi Daniæ conditione, sub quâ Regnum Sueciæ Neutralitati in Imperio adstipulatur, supra nominati Fœderati quoque ad conservandam in Imperio tranquillitatem & neutralitatem proposuerint, ut ab unâ parte Rex Daniæ spondeat & consensum præbeat, Copias suas in Jutlandiâ, in Ducatu Slesvicensi & in Imperio degentes, nihil hostile contra ullum, quisquis ille fuerit, nec intra nec extra limites Imperii, toto Ducatu Slesvicensi, Jutlandiâ unà comprehensis, tentaturas vel facturas esse, utque pari modo ab alterâ, Regimen in Sueciâ constitutum vicissim spondeat & consensum præbeat, Copias Regis Sueciæ in Pomeraniâ & aliis Imperii Terris & Provinciis existentes, in Poloniam non redituras, nec quicquam hostile contra ullum quisquis ille fuerit, nec intra nec extra limites Imperii, toto Ducatu Slesvicensi & Jutlandiâ unà comprehensis, tentaturas vel facturas esse. Additâ quoque ulteriori declaratione à supra memoratis Fœderatis, se propensos & paratos fore, aliquas Copias utriusque Partis ad usum suum conducere, & de iis quantocius transigere. Supra quibus Suæ Regiæ Majestatis observationibus, nullum se, vel revocatione Copiarum, vel alio modo Fœderatis incommodum vel præjudicium allaturam; præterea nomine ejusdem Regiæ Majestatis declaraverit, illam ut novo Documento ostendat, quam prono erga Fœderatos feratur affectu, utque ad illorum petita respondeat, consensum præbere, si ex parte Sueciæ positivè affirmetur, Copias ejusdem nunc in Pomerania degentes sub Duce Crassavio, aliasque omnes in Provinciis Sueciæ, in Imperio sitis, nihil hostile contra Ditiones Regis Daniæ vel ejus Fœderatorum, tam intrà quam extrà limites Imperii subditas, tentaturas esse, tum quoque Regiam Suam Majestatem Daniæ nullas ex Ducatibus Holsatiæ, Slesvici vel ex Jutlandiâ Copias, aut etiam à Czareâ Sua Majestate auxilio mittendas, per Germaniam, ullasve Imperii Ditiones vel Terras minimè transituras, in his omnibus confidens absque ulteriori morâ, Fœderatos sponsionem sivè Guarantiam suam, pro stabilienda in Imperio, Ducatu Slesvicensi & Jutlandia neutralitate; interposituros esse.

Itaque infrascripti Plenipotentiarii & Deputati Sac. Cæsar. Majest., Suæ Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ, & Dominorum Ordinum Generalium Uniti Belgii, ritè perpensis, Czareæ Suæ Majestatis, Regumque Poloniæ, Daniæ & Prussiæ iteratò expositis desideriis, pro tuenda & sponsione sive Guarantia confirmanda Neutralitate intra limites Imperii, acceptisque super his ab Imperatore, Regina, & Ordinibus Generalibus Mandatis, illorum vi, tenore præsentium, notum testatumque faciunt nomine Sacræ Cæsareæ Majestatis, Suæ Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ & Dominorum Ordinum Generalium Uniti Belgii, se grato atque lubenti animo accipere supra memoratorum Principum in Septentrione belligerantium mentis & voluntatis declarationem, pro conservanda in Imperio tranquillitate & [illegible], & illæsa Neutralitate, tam in omnibus Imperii Provinciis & Ditionibus, quam toto Ducatu Slesvicensi & Jutlandia, promittentes Sacram Cæsaream Majestatem; Regiam Suam Majestatem Magnæ Britanniæ & Dominos Ordines Generales conjunctim elaboraturos nè ullo modo Neutralitas in Terris Imperii infringatur, sed ut ab utrâque Partium ritè servetur; cumque in finem operam daturos, ne Copiæ Regis Sueciæ in Pomerania, aliisque Ditionibus Imperii degentes, in Poloniam redeant, actus ullos hostiles, contra ullum, quisquis ille fuerit, nec intra nec extra limites Imperii, toto Ducatu, & Jutlandia in illo comprehensis, committant, & ne, pari quoque modo, Copiæ Regis Daniæ in Jutlandia, Ducatu Slesvicensi & Ditionibus Imperii degentes, actus ullos hostiles contra ullum, quisquis ille fuerit, intra vel extra limites Imperii, Ducatu Slesvicensi in illo comprehenso committat. Quemadmodum etiam ne

ANNO 1710. Copiæ Suæ Czareæ Majestatis, Regi Daniæ, in auxilium forsan mittendæ, per Terras Imperii transeant; verùm ut omnes & singulæ Imperii Ditiones, respectu Partium in Septentrione belligerantium, ab omni transitu Copiarum immunes maneant, & perfecta Neutralitate gaudeant. Præterea infrascripti, nomine ut supra, declarant Sacræ Cæsareæ Majestati, Suæ Regiæ Majestati Magnæ Britanniæ & Dominis Ordinibus Generalibus statutum esse, eò quò dictum est modo, quietem & tranquillitatem in Imperio tueri. Et quamvis post declarationes supra memoratas minimè expectandum, ullam belligerantium partem, illam infringere vel quicquam quod illi contrarium sit, facere velle. Si tamen præter omnem spem & expectationem quisquam hanc Neutralitatem violaverit, in hoc inopinato casu, modò nominati Fœderati, simul omnes se cum illo qui Neutralitatem observaverit, & factæ violationis refectionem petierit, jungent, quo casu, si opus fuerit, communibus viribus ad conservandam Neutralitatem, eò quò dictum est modo, utentur.

Ut autem hæc declaratio promptiorem effectum fortiri possit, Sua Cæsarea Majestas operam dabit, ut Imperium hinc declarationi quantocyus accedat, sicut & Regina Magnæ Britanniæ & Dominj Ordines Generales Imperium ad hoc invitabunt.

Principes pariter & Status quibus conservatio Neutralitatis & quietis in Imperio cordi sit, ad corroborandam accessione sua hanc Declarationem, quæ Partibus quorum interest hinc inde loco Guarantiæ erit, invitabuntur. Præsentis Declarationis exemplaria dabuntur Ministris Sacræ Czareæ Majestatis & Regiarum Majestatum Daniæ & Poloniæ ab unâ, Suæ Regiæ Majestatis Sueciæ ab altera parte, requirantur ut officia sua adhibeant, quo Czarea & Regiæ Majestates supradictæ declarationem hanc gratam habere, nec quicquam quod illi contrarium sit, facere velint.

Signatum erat,

(L. S.) *Le Comte de* SINZENDORFF. (L. S.) *Le Prince & Duc de* MARLBOROUGH.

(L. S.) TOWNSEND.

(L. S.) RANDWICK.

(L. S.) ALLARD MERENS.

(L. S.) A HEINSIUS.

(L. S.) GHEEL VAN SPANBROEK.

(L. S.) J. A. *Baron de* REEDE DE RENSWOUDE.

(L. S.) V. GOSLINGA.

(L. S.) E VAN ITTERSUM.

(L. S.) V POTT.

CXVI.

23 Juillet *Extrait du Registre des Resolutions de L. H P. les Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, touchant les Conferences de Paix à* Gertruydenberg.

Du Mercredi le 23. de Juillet 1710. au soir à six heures & demi.

LES Sieurs de Randwyck, & autres Deputez de Leurs Hautes Puissances pour les affaires étrangeres, ont raporté à l'Assemblée, que le Sieur Conseiller Pensionaire Heinsius leur avoit communiqué une Lettre des Sieurs Maréchal d'Uxelles & Abbé de Polignac, Plenipotentiaires de Sa Majesté le Roi de France, écrite à lui Conseiller-Pensionaire, de Gertruidenberg le 20. du courant, servant de reponse à ce qui leur a été proposé dans la derniere Conference par les Sieurs Deputez Buys & vander Dussen, & sur quoi ils avoient traité; qu'eux Sieurs Deputez avoient trouvé le contenu de cette Lettre de telle nature, qu'elle ne regardoit pas seulement l'Etat, mais aussi tous les Alliez, & que pour cette raison ils avoient jugé devoir communiquer à leurs Ministres, qui sont ici, afin que tout ayant jusques à présent été fait de concert avec eux, on en fit de même à cet égard, & que lesdits Sieurs Ministres ANNO 1710. aussi-bien qu'eux Sieurs Deputez avoient été d'avis, que lesdits Plenipotentiaires, rejettant par ladite reponse les propositions à eux faites, & declarant, qu'il étoit inutile, de tenir encore des Conferences sur lesdites propositions, & rompant ainsi les Négociations à cet égard, il ne restoit rien autre chose à faire du côté des Hauts Alliez que d'y acquiescer, & de ne plus entrer en d'autres Conferences, tant que les Ennemis demeureront dans ces sentimens, puisque dans les dispositions, dans lesquelles ils se trouvent, cela ne produiroit aucun fruit, mais pourroit donner seulement occasion à des aigreurs, au lieu d'acheminer les choses à la Paix, ce que l'Etat & ses Hauts Alliez ont toûjours cherché. Sur quoi ayant été deliberé, Leurs Hautes Puissances se sont conformez au sentiment, tant de leurs Deputez, que des Ministres des Hauts Alliez, & il a été en outre trouvé bon & arrêté, que les Sieurs Deputez Buys & vander Dussen seront requis & authorisez, comme ils le sont par ces présentes, pour le faire savoir par Lettre aux susdits Sieurs Plenipotentiaires, sans entrer en debat sur le contenu de la Lettre ci-dessus mentionnée, quoi qu'avec beaucoup de facilité & de fondement elle pourroit être réfutée, tant à l'égard de l'affaire en elle-même, qu'à l'égard des termes.

Que de plus Copie de ladite Lettre sera mise ès mains desdits Sieurs de Randwyck, & autres Deputez de Leurs Hautes Puissances pour les affaires étrangéres, pour concerter avec lesdits Sieurs Ministres ce qu'il convient de plus de faire, & de resoudre en cela, & du tout en faire ici raport à l'Assemblée.

Etoit Paraphé,

E. V. ITTERSUM, vt.

Et plus bas,

S'accorde avec ledit Registre.

Signé,

F. FAGEL.

XCVII.

Extrait du Registre des Resolutions de L. H. P. Messieurs les Etats Généraux des PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, contenant les Raisons, pourquoi les Conferences de* Gertruydenberg *doivent être censées rompuës par les Ministres Plenipotentiaires de la France.* 27 Juillet

Du Dimanche 27. de Juillet 1710.

LES Sieurs de Randwyck & autres Deputez de Leurs Hautes Puissances pour les affaires étrangéres, en vertu de leur Résolution Commissoriale du 23. du courant, & pour y satisfaire, ayant été en Conference avec les Sieurs Ministres des Hauts Alliez, au sujet du contenu de la Lettre des Sieurs Marechal d'Huxelles, & Abbé de Polignac, écrite au Sieur Conseiller-Pensionaire Heinsius, & datée de Gertruidenberg, le 20. passé, servant de reponse à ce qui leur avoit été proposé dans la derniere Conference, par les Sieurs Deputez Buys & vander Dussen, & ce qui avoit fait le sujet de cette Conference. Et ayant examiné ensemble ce qu'il feroit convenable de faire & de resoudre là dessus; ont raporté à l'Assemblée, que lesdits Sieurs Ministres, conjointement avec eux Sieurs Deputez, avoient temoigné generalement qu'ils voyoient avec un sensible déplaisir, que les Ennemis, rompant les Negociations qu'on avoit reprises, pour parvenir à une Paix bonne & generale, ils faisoient par-là évanouir les esperances, qu'on en avoit conçûës, & éloignoient la Paix, qui étoit si ardemment souhaitée de la part des Alliez; mais qu'ayant consideré, que l'on ne peut pas faire de Paix sans la volonté des Ennemis, & paroissant clairement, que cette volonté est autant éloignée de leur pensée en effet, qu'elle est promte dans leur bouche avec de belles paroles, il ne reste plus rien à faire à l'Etat & à ses Hauts Alliez, que d'acquiescer, quoi qu'à regret, à cette rupture, & de se consoler par la forte persuasion dans laquelle ils sont, que leur intention, d'assurer la Paix sur des fondemens solides & équitables, a été sincere, & qu'ayant souhaité ardemment d'y parvenir, si la chose

ANNO 1710.

chose avoit été possible, aussi toute Personne impartiale & équitable ne pourra pas imputer la Rupture de la Negociations & la continuation de la Guerre; car quoi que la susdite Lettre soit toute remplie d'insinuations abusives, & d'expressions odieuses, & qu'elle tende à imputer aux Hauts Alliez la rupture de la Negociation & la continuation de la Guerre, comme s'ils demandoient des choses nouvelles, injustes, & impossibles à être executées; la vérité du fait demeure toûjours la même, & il n'en est pas moins clair, que c'est aux Ennemis seuls qu'il faut s'en prendre, qui se sont departis des fondémens, sur lesquels on a commencé la Negociation, & qui tâcheut de rendre illusoire dans son execution le Point capital, sçavoir la restitution de l'Espagne & des Indes. Que pour le montrer clairement il faut considerer; que depuis long-tems lors que les Ennemis demandérent d'entrer en quelque Conference, & en Negociation pour la Paix, on n'a pas voulu, ni pû y consentir de la part des Alliez, à moins que pour fondement, on ne convînt de certains Points sur lesquels on pût bâtir & apuyer l'ouvrage de la Negociation, pour parvenir à une bonne & generale Paix; entre lesquels Points le premier & le principal a été la restitution de l'Espagne & des Indes au Roi CHARLES III., ce qui fut aussi accordé par la France, même avant la venuë du Sieur Rouillé & du Sieur Marquis de Torcy dans ce Païs, & ainsi avant la conclusion des Articles Préliminaires, par lesquels cette restitution est confirmée avec plus d'étendue, & stipulée & promise de nouveau; que par consequent personne ne peut trouver étrange, que du côté des Hauts Alliez on insiste sur un Point aussi capital que celui là, qui a été la cause pour laquelle on est entré en Guerre, & pour laquelle elle a duré depuis si long-tems, ni que lesdits Alliez prétendent à l'égard d'un Point d'une si grande importance, qu'ils doivent avoir une entiere sûreté.

Que lesdits Alliez croyant ne pouvoir trouver cette sureté, que dans l'Article XXXVII. des Préliminaires, & sa Majesté le Roi Très-Chrétien n'ayant pas jugé à propos d'aprouver lesdits Préliminaires, à cause dudit XXXVII. Article, ainsi c'est cet Article qui est devenu le sujet de la Négociation, que les Ennemis viennent de rompre presentement, & laquelle avoit été proposée, pour chercher quelque moyen équivalent, par lequel il fut donné aux Alliez la même sûreté, qu'ils avoient par ledit XXXVII. Article des Préliminaires. Que dans la prémiere Conference qui se tint à ce sujet à Gertruidenberg, entre les Sieurs Maréchal d'Huxelles, & Abbé de Polignac d'une part, & les Sieurs Buys & vander Dussen, d'autre; ces derniers ayant fait voir, que les propositions qui avoient été faites jusques alors, de donner aux Alliez des Villes d'ôtage aux Païs-bas, qui tinssent lieu de la sureté, qu'ils pretendoient trouver dans le XXXVII. Article des Préliminaires, ne pouvoient point être acceptées, parce que les Alliez se trouveroient par là engager dans une Guerre particuliere, & incertaine avec l'Espagne, pendant que la France, de son côté, jouiroit de la Paix, & qu'on ne pouvoit pas avec raison exiger des Alliez, qu'ils demeurassent dans une Guerre, qui seroit sujette à toute sorte d'incidens, & qui même leur feroit courir le risque, de ne recouvrer jamais l'Espagne & les Indes; mais qu'il falloit que la Paix fût generale; les Plenipotentiaires de France en parurent si persuadez, que dans cette premiere Conference & dans les autres qui ont suivi après, ils proposérent que puis qu'ils voyoient que les Alliez ne souhaitoient point d'autre Paix, qu'une Paix qui fut générale, avec la restitution de l'Espagne & des Indes, dont le Roi PHILIPPE étoit encore en possession, il n'y avoit que deux moyens pour le reduire à s'en desister, l'une de contrainte, & l'autre de persuasion, dont le premier, à ce qu'ils soûtenoient, seroit dure à la France, & le dernier ne seroit praticable, qu'en leur mettant en main quelque portion de la Monarchie d'Espagne, par le moyen de laquelle le susdit Roi pourroit être persuadé à se desister du reste; sur quoi ayant demandé, si du côté des Alliez, pour parvenir à une Paix générale, on ne pourroit pas entendre à un partage, ils ont proposé plusieurs alternatives, dont une étant agréée, la Monarchie d'Espagne, deduction faite de la portion qui seroit laissée au Roi PHILIPPE, viendroit au Roi CHARLES. Qu'après plusieurs Conferences tenuës, les susdits Sieurs Plenipotentiaires de France

ANNO 1710.

ont reduit enfin les susdites alternatives à la Sicile & à la Sardaigne; que du côté des Hauts Alliez on n'a pas pû, ni dû comprendre autrement, si non que ces deux Royaumes étant laissez au Petit-Fils de Sa Majesté Très-Chrétienne, il seroit par-là persuadé par la France, de restituer aux Hauts Alliez le reste de la Monarchie d'Espagne, dont il étoit encore en possession, mais que les Hauts Alliez ayant apris, de ce qui s'étoit passé dans l'avant-derniere Conference, & par le raport des Sieurs Deputez, que quand même les Hauts Alliez pourroient se resoudre à accepter la proposition, qui avoit été faite pour parvenir à une Paix générale, il resteroit néanmoins incertain, si par-là ils parviendroient à la Paix générale, parce que lesdits Sieurs Plenipotentiaires de France ne s'expliquoient pas clairement, si en tel cas l'Espagne & les Indes seroient laissées au Roi CHARLES, conformement aux Préliminaires, & même qu'ils paroissoient suposer le contraire, puis que l'un des deux (quoi que ce fut comme sa pensée particuliere) s'étoit avancé à proposer, si les Alliez ne se contenteroient pas, quand le Roi de France voudroit les assister d'une certaine somme d'argent pour les aider à conquerir l'Espagne & les Indes, ils ont crû, qu'avant que de s'ouvrir sur la susdite proposition, il falloit qu'ils fussent éclaircis de l'intention de la France, dans une affaire si serieuse, & si essentielle; auxquelles fins ils requirent le Sieur Petkum, qui ci-devant avoit été employé dans la Negociation, & qui le fut encore pour cela, d'en parler aux Sieurs Plenipotentiaires de France, & de leur faire connoître que du côté des Hauts Alliez on ne pourroit accepter ce qui avoit été avancé touchant des subsides, parce que cela suposoit une Paix particuliere avec la France, & la continuation d'une Guerre particuliere avec l'Espagne, à quoi les Alliez ne pourroient consentir pour les raisons alleguées dans la premiere Conference; demandant en même tems un éclaircissement sur les intentions de la France, au sujet de l'évacuation de l'Espagne & des Indes, en faveur du Roi CHARLES, en conformité des Préliminaires, avant que du côté des Alliez on pût s'expliquer sur la proposition du partage, avec cette déclaration de la part des Hauts Alliez, que leur intention étoit, que le fondement, qui avoit été posé, sçavoir que l'Espagne & les Indes, suivant les Préliminaires, leur seroient restituez, devoit demeurer ferme, & que sur ce pied-là, la Négotiation pouvoit être continuée; que si l'on venoit à s'en departir, les Conferences qu'on tiendroit encore, seroient sans fruit; que lesdits Sieurs Plenipotentiaires, n'ayant pas trouvé bon de repondre en aucune maniere, sur ce que le Sieur de Petkum leur avoit proposé, & ayant demandé quelques jours après une nouvelle Conference, & les Sieurs Deputez ayant remarqué par la Reponse par eux faite, qu'ils étoient en état de pouvoir s'expliquer sur ce que le Sieur de Petkum leur avoit proposé, ils s'en sont retournez à Gertruydenberg, où lesdits Sieurs Plenipotentiaires leur dirent, que quoi qu'ils ne se crussent pas obligez de recevoir un message du Sieur Petkum, ils avoient néanmoins envoyé sa proposition à la Cour, mais que selon eux, elle y avoit été trouvée si générale & ambigue, qu'ils n'avoient là-dessus pû recevoir aucun ordre, sur quoi lesdits Sieurs Deputez avoient si bien expliqué & justifié ladite proposition auxdits Sieurs Plenipotentiaires, qu'il n'étoit resté à cet égard aucun doute, ni aucune ambiguité. Leur ayant representé, que les Hauts Alliez ne pouvoient accepter les propositions des subsides, pour le recouvrement de l'Espagne & des Indes, & y ajoutant les raisons qu'ils en avoient, sçavoir, parce que dans les discours tenus à cet égard dans la Conference precedente, ils avoient aperçu très-clairement, qu'on ne pourroit jamais s'accorder là-dessus, tant à l'égard des sommes, que pour la sûreté du payement, non plus qu'à l'égard de la sureté, que donneroit la France de n'assister directement ni indirectement le Duc d'Anjou, d'où il paroît que le refus de toute offre d'argent, de quelque nature, qu'elle pût être, & quelque sûreté qu'il pourroit y avoir, est un peu trop liberalement posé dans ladite Lettre. Mais que la raison principale & essentielle, pourquoi cette nouvelle proposition desdits Sieurs Plenipotentiaires ne pouvoit pas être acceptée, étoit, parce qu'elle suposoit une Guerre particuliere avec l'Espagne, & qu'il faudroit que ce Royaume & les Indes fussent conquis par les Armes

 des

ANNO 1710. des Alliez, ce qui étoit contraire au premier fondement, & à l'intention des Hauts Alliez ; qu'en outre pour éclaircissement du surplus de la proposition dudit Sieur Petkum, ils avoient représenté, apuiant la chose de bonnes raisons, que les susdits Sieurs Plenipotentiaires ayant proposé un partage, & l'ayant reduit à la Sicile & à la Sardaigne, on avoit toûjours été, & on étoit encore, du côté des Hauts Alliez, dans la persuasion, que le veritable sens de cette proposition étoit, qu'au cas qu'ils voulussent s'expliquer là-dessus, les Articles Préliminaires alors devroient rester en leur entier, tant le XXXVII. que tous les autres, que la France avoit déclaré devoir subsister, avant qu'on eût repris cette Negotiation, & que par consequent l'Espagne & les Indes, avec ce qui en depend, devroient être restituez en conformité des Préliminaires, savoir dans le tems, qui y est exprimé, ou dans tel autre, dont on conviendroit, & que cela ne se faisant pas, ce qui y est stipulé auroit lieu, savoir que la suspension d'armes cesseroit ; Que ce Point de la restitution de l'Espagne & des Indes, avec ce qui en depend, étant le fondement, & le Point essentiel de la Negociation, on ne pouvoit pas du côté des Alliez demeurer dans aucune incertitude à cet égard, ni se contenter de paroles & de promesses, sans être sûr que l'effet s'en ensuivroit ; Que pour cela ils pretendoient qu'on devoit leur donner là-dessus une declaration précise, avant que de pouvoir s'expliquer sur le partage proposé ; mais que lorsqu'ils seroient éclaircis & confirmez à cet égard, ils faciliteroient les voyes pour terminer tout le reste & le mener à une bonne fin. Qu'entre les moyens, qui pourroient servir à faciliter l'affaire, celui-ci en pourroit être un, qu'en cas que le Roi de France ne pût pas persuader son Petit-Fils, à quitter & rendre l'Espagne & les Indes, suivant les Préliminaires, mais qu'il lui fallût pour cela user de voyes de contrainte, en ce cas-là, les Alliez feroient agir aussi leurs Troupes, qui sont en Espagne & en Portugal, à cet effet, durant le tems limité pour la cessation d'armes, ou durant celui dont on conviendroit encore, quoi que suivant les Préliminaires, ils n'y fussent pas obligez, mais y satisferoient en demeurant dans l'inaction ; Que du côté des Alliez ayant trouvé necessaire de s'expliquer ainsi clairement & precisément & de demander une explication de même de la part de la France, les susdits Sieurs Plénipotentiaires s'étoient chargez de recrire en Cour, ce qui leur avoit été proposé ; sur quoi ils viennent d'envoyer présentement la réponse, contenue dans leur Lettre ci-dessus mentionnée. Il est notoire & incontestable qu'avant que d'entrer en aucune Negociation, que pendant qu'on a traité des Préliminaires, & par les mêmes Préliminaires, qu'avant qu'on ait repris cette derniere Negotiation, & pendant toute sa durée, la restitution de l'Espagne & des Indes a toûjours été posée pour le fondement ferme & inébranlable de la Negociation, & qu'il ne reste aucune question à cet égard, sinon que les Hauts Alliez prétendent qu'on leur donne une entiere sureté ; que ce fondement, une fois posé, demeure ferme, & ne soit point renversé, & que ce qui leur a été promis à cet égard, dès le commencement & sans difficulté, sorte son plein effet, ou pour le moins qu'on leur donne une sureté aussi grande, que celle qu'ils croyent avoir par le trente-septiéme Article des Préliminaires, ce Point essentiel étant de si grande importance, que ce seroit agir contre toute sorte de prudence & de raison, que de consentir qu'il restât le moindre doute là-dessus. Il est, semblablement, clair & évident, que les Hauts Alliez sont en droit de demander pour la Maison d'Autriche la restitution de l'Espagne & des Indes, & de ce qui en depend, non seulement du Duc d'Anjou, comme en ayant la possession, mais principalement du Roi de France, comme de celui, qui contre une Renonciation, & des Traitez solemnels, les a occupez de la maniere qu'on sait, & qui par consequent est obligé de les restituer ; sans que l'impossibilité alleguée l'en puisse exempter ; car outre que cette impossibilité, dont on ne convient nullement, ne pourroit avoir d'autre cause que le propre fait dudit Roi, en mettant son Petit-Fils en état de se maintenir contre sa volonté dans la possession où sadite Majesté l'a mis, par où l'obligation de sadite Majesté ne seroit en aucune maniere amoindrie, personne ne se laissera facilement persuader, que le Petit-Fils de sadite Majesté, qui hors de l'Espagne n'a aucun apui ni ressource, qu'auprès de sadite Majesté, pût ou osât s'engager à retenir l'Espagne & les Indes, si sadite Majesté veut de bonne foi & serieusement lui declarer sa volonté à cet égard, & lui en faire sentir les effets en cas de besoin, particulierement lors que les Hauts Alliez y concourreront pendant le tems de la Treve. ANNO 1710. Cela est si évident, qu'il n'est pas concevable, comment autrement le Roi Très-Chrétien auroit pû sans difficulté promettre la restitution de l'Espagne & des Indes, même avant que d'entrer dans la premiere Negociation, comment il auroit pû la poser pour le premier fondement, & sur lequel tout a depuis été construit, ni comment on pourroit avoir une autre opinion, que celle-ci, savoir que sadite Majesté a fort bien sû la volonté & l'intention de son Petit-Fils, de se desister de l'Espagne & des Indes, ou qu'il connoissoit les moiens de l'y contraindre, s'il étoit nécessaire, puis qu'autrement il s'ensuivroit, que sadite Majesté dès le commencement auroit voulu amuser les Hauts Alliez, & les flater, en leur promettant une chose si essentielle, qu'il n'auroit point été en volonté ni en pouvoir d'effectuer, ce qui n'est point à présumer, sans qu'on voulût douter de sa bonne foi, d'autant moins que dans une Conference tenuë ici l'année passée avec les Ministres de France, l'un d'eux dit, que le Roi PHILIPPE seroit peut-être à Versailles plûtôt que lui, preuve évidente, qu'on ne doutoit alors nullement à la Cour de France d'une chose, qu'on veut aujourd'hui faire passer pour impossible, & qu'on étoit bien persuadé qu'en tout cas la chose ne dépendoit que de la volonté ou du pouvoir de sa Majesté Très-Chrêtienne ; il suit donc incontestablement de tout ceci, que dans la derniere Conference lesdits Sieurs Députez n'ont rien demandé de la part des Hauts Alliez, que ce qui dès le premier commencement, & dans la suite, a toûjours été posé pour fondement, que ce qu'ils ont pu demander avec justice, & que ce que la France étoit en pouvoir d'effectuer, & que par consequent ce qui est allegué dans cette Lettre, & qui y est repeté si souvent ; savoir que les propositions faites par les Sieurs Députez dans la derniere Conference seroient nouvellement inventées, injustes & impossibles dans leur execution, n'a aucun fondement, puis que la restitution de l'Espagne & des Indes, avec ce qui en depend, hormis ce dont on conviendroit autrement, a toûjours été demandé avec raison, dès le commencement jusques à la fin, & n'a pû être proposé de la part de la France, que comme une chose possible, & qu'elle a été réputée telle, & l'est encore par les Alliez. Ensuite, il est très facile de détruire ce qui est allegué en plusieurs endroits de cette Lettre, savoir que lesdits Sieurs Députez auroient souventefois varié, se seroient contredit dans de differentes propositions, en auroient fait de contraires aux Articles IV. & V. des Préliminaires, & se seroient retractez en un tems de ce qu'ils auroient proposé en un autre, & plusieurs autres choses semblables, qui y sont déduites d'une maniere odieuse ; car il paroît par ce qui a été dit ci-dessus, que lesdits Sieurs Députez ont toûjours eu cette pensée, & n'ont pû en avoir une autre que celle-ci, savoir, que la proposition d'un partage, fait de la part de la France, le fut dans le sens, & dans l'intention, que si on pouvoit s'accorder là-dessus, on leveroit par là toutes les difficultez, qui se sont rencontrées jusques à present dans l'execution des Articles Préliminaires, & qu'en même tems on préviendroit celles qui consistoient à prendre des mesures mentionnées dans l'Article IV., lesquelles mesures aussi n'auroient pû avoir lieu qu'au cas que cet Article pût être séparé du XXXVII., ce qui pourtant n'est pas dans le cas non attendu, que le Duc d'Anjou ne voulût pas quitter l'Espagne, & que la France, après avoir emploié à cette fin deux mois inutilement, eût eu besoin de l'apui des Alliez, pour lui faire abandonner non seulement l'Espagne & les Indes, mais aussi toute la Monarchie, sans le moindre démembrement ; qu'à l'occasion, qu'y donnerent lesdits Sieurs Plenipotentiaires dans la penultiéme Conference, on avoit bien parlé, si l'on ne pourroit point trouver des moiens propres pour assurer aux Alliez la restitution de l'Espagne & des Indes plus efficacement, mais lesdits Sieurs Députez ne se sont jamais departis pour cela de leur premier sentiment, qui étoit que la proposition d'un partage avoit été faite pour faciliter ladite restitution,

&

ANNO 1710.

& pour executer, à la faveur du partage proposé, les Articles Préliminaires en toutes leurs parties ; mais les discours tenus sur ce sujet ayant donne lieu d'aprehender, que l'intention de la France ne pût bien être autre, cela a donné occasion d'en demander l'éclaircissement, & d'expliquer nettement dans la derniere Conference la pensée des Alliez à cet égard, sans que pour cela on puisse dire desdits Sieurs Députez, qu'ils ayent varié, & se soient contredit, & retracté, comme on les en accuse, puis qu'ils se sont toûjours tenus au principal Point, sçavoir la seureté, que doivent avoir les Alliez à l'egard de la restitution de l'Espagne & des Indes ; pareillement tout ce qu'on allegue de la pretendue variation des Allier, suivant les evenemens de la Guerre, & la facilité que la France apportoit à la Paix, est destitué de tout fondement, aussi bien que les preuves qu'on en aporte ; car on n'a point de connoissance, & l'on n'avoue nullement du côté des Alliez, que l'année derniere ils auroient regardé comme une injure, qu'on les crut capables de demander au Roy de France d'unir ses forces aux leurs, cela n'ayant jamais été allegué, ni l'année precedente, ni celle-cy, dans aucune des Conferences, que si quelque chose a pû être dit hors de là, cela ne peut tirer à aucune consequence : Et certainement si l'on avoit été porté à quelques variations, suivant les évenemens, ce qui s'est passé depuis l'ajustement des Preliminaires, comme la conquête de la Ville & Citadelle de Tournay, la Victoire de Malplaquet, la reduction de Mons, le passage des Lignes auprès de la Scarpe, & la prise de Douay, auroient assés donné lieu.. Quant à ce que lesdits Sieurs Plenipotentiaires s'étendent en plusieurs endroits de leurdite Lettre sur la dureté des conditions, en ce qu'on voudroit, que le Roi leur Maître fit seul la Guerre à son petit-Fils, & qu'au cas que dans deux mois la restitution de l'Espagne & des Indes ne fût point entierement faite, la Tréve cesseroit, quoi que le Roi de France eût executé toutes les autres conditions des Preliminaires ; il est à remarquer, que ce qui est dit en un endroit, savoir que le Roi devroit faire seul la Guerre à son petit-Fils, se contredit dans une periode suivante un peu plus bas, où il est dit, que les Troupes, qua les Hauts Alliez ont en Portugal & en Catalogne, concourront avec celles de la France, pendant l'espace de deux mois ; car encore qu'on y ait ajouté, que cela ne feroit que comme une grace, ainsi qu'on a jugé à propos de l'exprimer, pour rendre odieuse une facilité, que les Alliez ont bien voulu aporter, & qu'après ce terme expiré ; ces mêmes Troupes des Alliez cesseroient d'agir ; neantmoins il est constant que ce seroit, un assez considerable secours, pour ledit tems de deux mois ; ou pour tel autre plus long terme, dont on pourroit convenir, & qu'on ne peut pas trouver extraordinaire, que ces Troupes ne pourroient agir plus long tems, puis qu'après ce terme la Tréve seroit expirée ; outre cela lors qu'on se plaint de la dureté qu'il y auroit à charger le Roi Tres-Chrêtien seul, d'effectuer la restitution de l'Espagne & des Indes, il ne paroît pas, qu'on ait fait attention à la dureté qu'il y avoit, quand sadite Majesté s'est emparé aussi seul de toute la Monarchie d'Espagne, & quand il a mis le reste de l'Europe dans le danger d'être emparé de même. Mais au fond la chose étant bien considerée, on ne trouvera pas qu'il y ait en cela plus de dureté, que celle qui se rencontre dans tous les Contracts ou Traités, qui portent quelques restitutions, & particulierement dans ceux, ou il s'agit de restitutions de choses qu'on possede injustement ; cependant on peut assez présumer de la situation, où sont les affaires d'Espagne, qu'il ne couteroit pas beaucoup à sadite Majesté le Roi Très-Chrétien d'obliger, soit par la voye de la persuasion, soit par celle de la contrainte, son Petit-Fils à la restitution de l'Espagne & des Indes, pour peu que sa Majesté voulût s'y employer sincerement, & que son Petit-Fils, & la Nation Espagnole fussent bien persuadez, que veritablement ce seroit l'intention & la volonté serieuse de sadite Majesté. Davantage, il n'y a pas plus de dureté, que toute celle qui se rencontre dans toute autre Convention & Traité, en ce que le tems limité pour la restitution de l'Espagne étant expiré, la Treve cesseroit ; car comme les Hauts Alliez auroient raison de prendre pour une infraction du Traité, si quelques Villes, dont on auroit stipulé la cession, n'étoient point livrées dans le tems prescrit, & de la poursuivre par les armes ; il est encore bien plus juste & raisonnable, que si un Article aussi important, que celui de la restitution de l'Espagne & des Indes, venoit à n'être point executé, pendant le tems stipulé, ils seroient en droit de reprendre les armes, pour obtenir le Point le plus essentiel de tous ceux dont on seroit convenu, & l'on ne pourroit compter pour une dureté, que les Alliez, dans un tel cas, se servissent de toutes leurs forces. De plus les Hauts Alliez ont d'autant plus de raison d'insister à ce que la France effectuë la restitution de l'Espagne & des Indes, dans le tems prescrit, qu'il a paru assez clairement par le discours d'un des Sieurs Plenipotentiaires, que quand même il faudroit en venir à joindre les forces pour se faire faire cette restitution, on formeroit, ou on pourroit former tant d'obstacles dans l'execution, qu'on ne pourroit jamais en venir à bout, ayant fait entendre, qu'il faudroit auparavant examiner & regler, combien de forces de terre chacun devra contribuer, si on agira conjointement ou separement, le nombre des Troupes que chacun y contribuera, comment & où les emploier, de combien de Vaisseaux on aura besoin, où on les emploiera, qui aura le commandement, tant de celles de Terre que de celles de Mer, & qui le donnera, quelle instruction il faudra qu'ils ayent, & par qui elle sera formée, & plusieurs autres semblables difficultez, par où on a pû comprendre, qu'on pourroit en faire tant naître, que jamais on n'en verroit la fin. On allegue bien dans ladite Lettre que la France, & pour elle les Sieurs Plenipotentiaires avoient consenti à tout ce qui leur avoit été proposé, & qu'ils n'ont jamais varié, ni ne se sont retractez d'aucune chose ; mais il est difficile de deviner, en quoi consiste cette grande facilité ; ils n'ont même encore jamais consenti à déclarer la Guerre à l'Espagne, en cas de refus du Duc d'Anjou de s'en desister, ce qui leur a été néanmoins proposé. Et étant venu ici pour traiter d'un équivalent sur le XXXVII. Article des Préliminaires, après avoir auparavant promis, qu'ils se tiendroient à tous les autres Articles, eux-mêmes ils ont proposé un partage, pour servir d'équivalent, & l'ont réduit à la Sicile & la Sardaigne, & à cette heure, qu'on leur demande de déclarer positivement, si donc les Articles Préliminaires seroient signez & executez, afin que de la part des Alliez on pût s'expliquer sur leur proposition, ils prennent cette demande pour un dessein de rompre les Conferences, ce qui est bien loin de cette facilité qu'on prône tant, & d'avoir consenti à tout, sans aucune variation ni retractation. Sans doute le monde devra être étonné, qu'après que la France a declaré iterativement, que tous les Articles Preliminaires subsisteroient, excepté le XXXVII., & offert ci-devant en la place de celui-ci, pour la sureté de l'execution des susdits autres Points preliminaires, trois Villes d'ôtage aux Païs-Bas, (lesquelles n'ont pû être acceptées ; comme ne pouvant pas exempter les Alliez d'une guerre particuliere avec l'Espagne, pendant que la France du son côté jouïroit de la Paix) & en suite pour lever cette derniere difficulté, proposé un partage, qu'elle a restreint elle-même à la Sicile & Sardaigne, comme un moyen propre à persuader le Duc d'Anjou de restituer l'Espagne & les Indes : Qu'après tout cela la France étant sommée de se declarer sur l'execution des Points Preliminaires, afin que les Hauts Alliez se pussent expliquer sur la proposition qui leur étoit faite, elle prend cette sommation, pour un dessein formé de rompre la Negotiation, comme il a été dit plus haut. Que la France pretende que les Hauts Alliez, au lieu de tous les Preliminaires, excepté le XXXVII. Article, & les Villes d'ôtage dans les Païs-Bas, qui leur ont été offertes, se contenteront à present des susdits Articles Preliminaires, aussi sans le trente-septiéme Article, sans les Villes d'ôtage, & de plus en laisseront deduire la Sicile & la Sardaigne, laissant la restitution de l'Espagne & des Indes aussi incertaine comme auparavant, & qu'elle veuille faire valoir cela, comme s'ils avoient consenti à tout, sans aucune variation, ou retractation, accusant les Hauts Alliez d'injustice & d'obstination, parce qu'ils ne veulent pas accepter une si belle proposition ; & ne craigne pas d'invoquer là-dessus, avec une humilité aparente, la protection Divine, pour imputer aux Alliez les calamitez publiques & l'effusion de tant de sang Chrêtien, dont cependant l'occupation de la Monarchie d'Espagne, &

ANNO 1710. de ce que le Duc d'Anjou detient encore, est la grande cause; lesquelles calamitez & effusion de sang ils peuvent faire cesser sur le champ en restituant ce qu'ils ont envahi contre la bonne foy des Traitez les plus solémnels. Il paroît clairement de toute la conduite de la France, en cette rencontre, que les propositions d'un partage, comme aussi celles de regler préalablement des demandes ulterieures, reservées dans les Preliminaires, qu'ils avoient avancées auparavant, n'ont été faites à d'autre fin, que pour semer & faire naître, s'il étoit possible, de la jalousie & de la desunion entre les Alliez, pour parvenir ainsi plus facilement à ses fins, lesquelles sont, comme il paroît clairement, de retenir l'Espagne & les Indes, quoi que la restitution, qui s'en doit faire, ait été posée pour le premier fondement de toute la Negociation, & comme ces propositions n'ont eu sans doute d'autre fin que la desunion des Alliez, on trouve dans ladite Lettre plusieurs passages (qu'on pourroit bien attendre d'ennemis, mais nullement de Personnes envoyées pour le retablissement de la Paix) qui paroissent n'avoir été inventés, que pour donner de mauvaises impressions aux Sujets tant de l'Angleterre, que de l'Etat, contre le Gouvernement, comme si ceux, qui y sont à la tête, & les Chefs des Alliez, seroient la cause de la continuation de cette onereuse & sanglante Guerre; mais la cause en est trop bien prouvée ci devant, pour qu'ils puissent esperer que ces insinuations affectées & odieuses fassent quelque impression sur l'esprit des Nations, qui respirent une douce liberté, qui ne portent les charges de la Guerre que pour defendre cette precieuse liberté, & dont la jugement n'est point corrompu par un long esclavage & une longue oppression, comme celui d'autres Peuples, auxquels sans cela les Alliez pourroient avec bien plus de raison s'en raporter, comme à ceux qui sentent combien cherement leur coute l'avidité de dominer sur les Voisins. Enfin, les six jours, que lesdits Sieurs Plenipotentiaires ont seulement employé pour fournir cette reponse, & qu'ils semblent vouloir faire valoir comme une marque de sincerité, pour ne pas amuser les Alliez, paroit bien plûtost être une preuve d'une resolution deja prise & toute preparée à rompre les Conferences; & ils ont tort de vouloir insinuer, comme ils font dans plus d'un endroit de la Lettre, comme si le terme de quinze jours leur avoit été prescrit, car les Srs. Deputez ont bien demandé qu'ils voulussent procurer une promte reponse, mais ils ne leur ont prescrit aucun terme, au contraire lors qu'il leur fut demandé, s'ils en vouloient prescrire un, ils leur ont civilement dit, que non, & que les Conferences ayant deja si long tems duré, que quelques jours de plus ou de moins ne seroient pas une affaire. Quant à la plainte, que font les Srs. Plenipotentiaires, pour ce qui les regarde en particulier, savoir un pretendu mépris de leur caractére, l'impression & la publication de Libelles injurieux, l'ouverture de leurs Lettres, l'empéchement des visites qu'on vouloit leur rendre, & leur demeure, comme s'ils avoient été dans une espece de prison; il est à considerer, que les susdits Srs. Plenipotentiaires, suivant ce dont on étoit convenu ensemble, sont venus sans caractére, pour traiter incognito & sans ceremonie; que c'est aussi pour cette raison qu'aucun Ceremoniel n'a été observé de part ni d'autre; qu'au reste on a eu toute sorte de consideration pour leur naissance, leur qualité & leur merite, sans qu'on sache ni qu'on puisse deviner, surquoi peuvent tomber les plaintes qu'ils font sur ce sujet; qu'on ne sait pas non plus ce qu'on veut dire par les Libelles injurieux, dont on se plaint; ces sortes de Libelles étant deffendus dans ce Païs tres-severement, & quoi que cela n'empêche pas, qu'ici, comme ailleurs, il ne s'en repande quelques uns, neanmoins le Gouvernement les condamne; & lors qu'on en découvre les Auteurs & les Imprimeurs on les punit conformement aux Loix: qu'on n'a jamais entendu, & qu'on n'a point de connoissance que du grand nombre de Couriers, que les Sieurs Plenipotentiaires ont reçu & depêché, & par lesquels sans doute ils ont envoyé & reçu leurs Lettres les plus importantes, on en ait retenu aucun, ni qu'on ait intercepté les Lettres qu'ils ont envoyé par les Ordinaires; qu'on n'a jamais empêché personne d'aller auprès des Sieurs Plenipotentiaires, & qu'on n'a pas donné d'ordre non plus de s'informer qui venoit auprès d'eux; mais que dans toutes les Villes Frontiéres, l'usage voulant que personne n'y entre, à moins qu'il ne se donne à connoître à la porte & au Commandant, & que cet usage n'ayant pas discontinué pendant le sejour des susdits Sieurs Plenipotentiaires à Geertruydenberg, on ne doit pas le trouver étrange ni s'en formaliser, que si quelqu'un a été retenu de les aller voir, parce qu'il craignoit d'être connu, on ne peut pas pour cela dire, qu'on ait empêché de leur rendre visite, & l'on ne pourroit certainement point être blâmé, si craignant qu'ils ne découvrissent des choses qu'on vouloit tenir cachées, on l'auroit prevenu: qu'enfin on ne peut pas nommer une espece de prison une Ville, où lesdits Sieurs Plenipotentiaires sont convenus de faire leur residence, & laquelle ils ont preferée à Anvers, qui est une grande & belle Ville. Toutes lesquelles raisons les susdits Sieurs Ministres des Hauts Alliez, & les Sieurs Deputez de leurs Hautes Puissances, ont crû qu'il seroit bon qu'elles fussent envoyées à leurs Principaux, avec la Lettre desdits Sieurs Plenipotentiaires & la Resolution prise à ce sujet par leurs Hautes Puissances le vingt-troisiéme de ce mois, qu'ils s'étoient reciproquement exhortez, puis que l'ennemi avoit ainsi rompu la Negociation qui se faisoit pour parvenir à une Paix bonne & generale, & qu'ainsi il ne restoit rien autre chose à faire qu'à continuer & pousser la Guerre avec vigueur, d'employer chacun tous les meilleurs offices auprès de leurs Principaux, afin qu'on ne neglige rien de ce qui est à faire; mais qu'au contraire chacun fasse tous les efforts possibles. Surquoi ayant été deliberé, il a été trouvé bon & arrêté, qu'il sera de ce que dessus donné connoissance aux Etats des Provinces respectives, & qu'il leur sera envoyé Copie de la susdite Lettre & de la Resolution du vingt troisiéme de ce mois prise à ce sujet, & qu'il leur sera en même tems representé, que puis qu'il paroît par l'évenement, que les ennemis n'ont eu aucune intention sincere de traitter la Paix serieusement, ni de restituer l'Espagne, & les Indes; mais qu'ils ont rompu les Conferences, sans laisser aucun sujet de déliberation pour les continuer ou discontinuer, & que par ainsi il n'y a plus qu'à pousser la Guerre vigoureusement, leurs Hautes Puissances ne doutent nullement, que les susdits Seigneurs Etats ne mettent en usage d'une maniere cordiale, constante & unanime, tous les moyens possibles & imaginables pour avancer la cause commune, dans l'esperance que Dieu continuera d'y donner sa benediction, & que par sa bonté & son assistance les ennemis seront reduits à prendre de meilleurs sentimens. ANNO 1710.

Qu'en outre lesdits Sieurs de Randwick, & autres Deputez de LL. HH. PP. pour les affaires étrangeres, seront requis & commis, comme ils le sont par ces presentes, d'entrer de nouveau en conference avec les Ministres des Hauts Alliez pour deliberer de quelle maniere & par quels moyens la Guerre pourra être poussée par-tout avec le plus de vigueur & du tout faire raport à l'Assemblée.

Etoit paraphé,

E. v. ITTERSUM, vt.

Plus-bas,

S'accorde avec ledit Registre.

Signé,

F. FAGEL.

XCVIII.

Convention entre l'Empereur JOSEPH, *la Reine de la Grande-Bretagne* ANNE *& les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, pour assembler des Troupes pour la conservation de la Neutralité dans l'Empire. A la Haye le 4. Août, 1710.* 4. Août.

QUANDOQUIDEM Sacra Cæsarea Majestas, Sacra sua Regia Majestas Regina Magnæ Britanniæ & Celsi ac Præpotentes Domini Ordines Generales Uniti Belgii, scripto per Plenipotentiarios & Deputatos suos die 31. Martii anni currentis

ANNO 1710.

in 1710. hic Hagæ-Comitum signato, testati sunt & declaraverunt, quantoperè ipsis quietis & tranquillitatis in Terris Imperii conservatio respectu belli quod in Septentrione geritur, cordi sit; quâ in re sua Sacra Regia Majestas Rex Borussiæ, Serenitates suæ Electorales Palatini & Brunsvico-Luneburgensis & Celsitudo sua Episcopus & Princeps Monasteriensis accedentes ad dictam declarationem se se cum illis conjunxerunt. Cumque Cæsarea Majestas sua, Regia sua Majestas Magnæ Britanniæ & Domini Ordines Generales Uniti Belgii, non tantum hanc declarationem tuendam esse persuasissimum habeant, sed & præterea non in hâc acquiescendum esse, quod hæc declaratio facta sit, verum ineundas esse vias & media quibus finis propter quem hæc declaratio facta est, assequi queat, summoperè necessarium ducant. Itaque Plenipotentiarii & Deputati aliè memoratæ Cæsareæ suæ Majestatis, Regiæ suæ Majestatis Magnæ Britanniæ & Dominorum Ordinum Generalium, communicatis cum Ministris & Plenipotentiariis Regis Borussiæ, Electorum Palatini, Brunsvico-Luneburgensis, & Episcopi & Principis Monasteriensis, quemadmodum etiam cum Ministris & Plenipotentiariis Electoris Moguntini, & Ducum Brunsvici & Luneburgi in Wolfenbuttel, Megalopolis & Landtgravii Hassiæ Cassellani, qui se quoque in hâc causâ cum illis conjunxerunt; statuerunt & decreverunt quamocius fieri poterit, 15. vel 16000. militum certo in loco congregandum esse pro tuendâ declaratione de die 31. Martii hujus anni & pro conservandâ quiete & tranquillitate Imperii modo in eadem declaratione explicato.

	Equites,	Pedites.
Ad coadunandum & constituendum modo indicatum exercitum contribuent sua Cæsarea Majestas binas Equitum turmas (*Regimens*) singulas mille Equitum.	2000.	
Regina Magnæ Britanniæ & Domini Ordines Generales duodecim Cohortes (*Bataillons*) quarum singulæ septingentorum Peditum.		8400.
Cæterum certa spes concipitur, cæteros quoque Principes qui Declarationi antedictæ accesserunt vel Neutralitatem Imperii sibi cordi esse ostenderunt, ad componendum eundem Exercitum copias collaturos modo sequenti.		
Rex Borussiæ turmam quingentorum Equitum & tres Cohortes septingentorum Peditum singulas.	500. - - -	2100.
Elector Moguntinus cohortem unam. Elector Palatinus turmam (*Escadron*) Equitum unam, & Cohortes binas.	500. - - -	2100.
Elector Brunsvico-Luneburgensis turmam quingentorum equitum, & Cohortes septingentorum peditum tres.	500. - - -	2100.
Episcopus Princeps Monasteriensis Cohortem pari numero septingentorum peditum.		700.
Dux Brunsvico-Luneburgensis in Wolfenbuttel Cohortem peditum septingentorum.		700.
Dux Megalopolitanus itidem Cohortem singulam.		700.
Princeps Hesso-Cassellanus Cohortem unam.		700.

Hunc in finem ulterior hæc declaratio cum illis communicabitur, requiranturque ut eidem accedere velint, quemadmodum & ad accessionem parem certo cum militum numero invitabuntur alii quoque Principes, quorum Neutralitatem in Imperio servari æque interest.

Omnes hæ turmæ & Legiones in locis proximis & idoneis constitutæ, paratæ teneantur, ità ut absque morâ se versus Oderam vel Albim, vel aliam in Regionem, prout res exiget, movere, & in unum Corpus coalescere queant.

Unusquisque Copias suas propriis sumptibus & impensis mittet & alet, Cohortes quas quilibet mittet tormentis minoribus cum omnibus eo requisitis munitæ erunt.

Quoniam Electores, Principes & Status Imperii in Comitiis Ratisbonensibus, Conclusis & Decretis suis à Cæsareâ suâ Majestate confirmatis etiam pro conservandâ quiete & Neutralitate in Terris Imperii relativè ad bellum quod in Septentrione geritur, mentem suam explicaverunt & se ad eandem tuendam paratos fore declaraverunt, Sacra sua Cæsarea Majestas eosdem Electores, Principes & Status conjunctim atque Directores & Status Circulorum in specie, modo quem efficacissimum fore judicaverint, ad augendum, si opus fuerit, antedictum Copiarum numerum & ad suppeditanda quævis necessaria, quibus ad rem benè agendam Exercitus instructus esse debet admonebit & exhortabitur.

Cæsarea sua Majestas Civitates Imperiales Lubecum, Hambnrgum, aliasque quibus æquum ipsi videbitur, itidem exhortabitur & impellet, ut tormenta cum munitionibus ad illa dirigenda aptis conferant.

Cæterum Principes quibus quies & tranquillitas Imperii curæ cordique est, successu temporis & quavis datâ occasione Consilia inter se conferent, ut unâ porrò statuant atque decernant quæcunque ad conservandam, tuendamque eandem quietem & tranquillitatem in Terris Imperii ad normam in declaratione ante memoratâ enunciatam, utilia vel necessaria erunt.

In horum omnium fidem nos infrascripti Sacræ Cæsareæ Majestatis, Sacræ Regiæ Majestatis Reginæ Magnæ Britanniæ & Celsorum ac Præpotentum Dominorum Ordinum Generalium Uniti Belgii, Plenipotentiarii & Deputati ulteriorem hanc Declarationem manu nostra subscripsimus & Sigilla nostra apposuimus.

Signatum,

(L.S.) PHILIPPUS LUD.
Comes à SINZENDORFF.

(L.S.) TOWNSHEND.

(L.S.) J. B. van RANDWICK.

(L.S.) ALARD MERENS.

(L.S.) A. HEINSIUS.

(L.S.) C. van GOSLINGA

(L.S.) E. van ITTERSUM.

(L.S.) A. van NIEVEEN.

Hagæ Comitum, die 4. August. 1710.

XCIX.

11. Août.

Excerptum è Libro Decretorum Celsorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium UNITI BELGII, *pro ulteriori Explicatione, Neutralitatis in Septentrione servandæ.*

Die 11. Augusti 1710.

DELIBERATIONE institutâ & considerato die 4 mensis currentis signatum fuisse à Plenipotentiariis & Deputatis Sacræ Cæsareæ Majestatis, Sacræ Regiæ Majestatis Reginæ Magnæ Britanniæ & Celsorum ac Præpotentum Dominorum Ordinum Uniti Belgii unam Declarationem de certo Copiarum numero congregando ad tuendam priorem Declarationem die 3. Martii proximè præteriti factam & ad conservandam quietem & Neutralitatem in Terris Imperii, modo in hâc priore declaratione explicato, attentoque ne quid ambiguitatis vel obscuritatis in verbis posterioris Declarationis remaneat, elucidatione majori opus videri: Itaque postquam ea de re communicatum fuit cum Plenipotentiariis Sacræ Cæsareæ Majestatis ac Regiæ Magnæ Britanniæ, visum & decretum est; secundum Declarationem die 31. Martii præteriti factam, hisce iterum declarare, quietem & Neutralitatem Imperii, de quâ mentio fit in posteriore declaratione, ità intelligendam, nè Copiæ Regis Sueciæ in Pomerania, aliisque Ditionibus Imperii degentes, in Poloniam redeant, nec actus ullos hostiles contra ullum, quisquis ille fuerit, nec intrà nec extra limites Imperii, toto Ducatu Slesvicensi, & Jutlandiâ in illo comprehensis, committant; & ne pari quoque modo Copiæ Regis Daniæ in Jutlandiâ, Ducatu Slesvicensi & Ditionibus Imperii degentes, actus ullos hostiles contra ullum, quisquis ille fuerit, intra vel extra limites Imperii, Ducatu Slesvicensi in illo compre-

ANNO 1710.

prehenso, committant. Quemadmodum etiam ne Copiæ Czareæ Suæ Majestatis, Regi Daniæ in auxilium forsan mittendæ per Terras Imperii transeant; verum ut omnes & singulæ Imperii Ditiones, respectu partium in Septentrione belligerantium, ab omni transitu Copiarum, immunes maneant, & perfectâ Neutralitate gaudeant ita, ut in Declaratione 31. Martii expressum fuit.

C.

22. Août. / 2. Sept.

Memoire de M. MATUEOF *Ambassadeur, de Moscovie sur la Neutralité de l'Empire, presenté aux Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *le* $\frac{\text{22 Août}}{\text{2 Septembre}}$ 1710.

CELSI AC PRÆPOTENTES DOMINI.

INFRASCRIPTUS Suæ Sacræ Czareæ Magnæ Russiæ Imperatoris, Domini sui Clementissimi Legatus Plenipotentiarius recens instructus specialibus Suæ Majestatis Mandatis, Petropoli die $\frac{\text{30. Julii}}{\text{10 Augusti}}$ datis seriem eorundem quâ par est cum existimatione Celsis ac Præpotentibus Dominationibus Vestris exponere officii sui esse duxit. Quod quandoquidem Sua Czarea Majestas omnibus Celsis cum Galliâ belligerantibus Fœderatis, in exhibitâ Declaratione Marienverderâ 22. die Octobris immediatè præterlapsi 1709. anni fusius patefecit, nequaquam suo, Celsorumque Suorum Fœderatorum Daniæ, Poloniæque Regiarum Majestatum animo inesse, in Imperio Romano motus per invasionem Suecicarum ibi jacentium Provinciarum, ad præjudicium belli contra Galliam, excitare; Tametsi omnia Jura Gentium ac belli ratio pro illis militent: sub ejusmodi conditione nihilominus, ut prætacti contra Galliam belligerantes Fœderati, nec non Romani Imperii Ordines, antememoratis in Septentrione bellantibus pariter Fœderatis tantam procurent securitatem, quò minus ex dictis Provinciis aggressioni subjaceant, ac inde Suecorum copiæ irrumpere in Saxoniam, Daniam vel in Poloniam tentare audeant. Tum etiam nè in iisdem Provinciis plus militis, ac ad præsidia Arcium requiruntur, tenere fas sit, nec copias ibidem conscriptione tyronum aut receptione militum ad stipendia multiplicare Suecis liceat. Sin autem Fœderatæ cædem Potentiæ, Suæ Czareæ Majestati sibique fœdere junctis eam securitatem non procuraverint aut quocumque modo hostibus illorum opem tulerint, & hos in dictis Provinciis vires suas resumere vel etiam indè invasionem tentare siverint, ex parte Suæ Czareæ Majestatis declaratum erat, in tali casu, eandem Majestatem, illiusque Fœderatos invitos hunc hostem suum ubi locorum potuerint insequi, viresque illius distrahere conaturos & tunc jam in malam partem illis id non interpretandum iri. Quum etiam ad hanc Suæ Czareæ Majestatis Declarationem, altè dictæ contra Galliam belligerantes Fœderatæ Potentiæ prævio communi animi inter se consensu, nec non accedente Holmiæ à Senatu, qui Regis Sueciæ in absentia Regiminis fasces gerit, assensu in locum guarantiæ Autographum confecere, quo se erga ambas in Septentrione bellantes Partes ad conservandam mediam conditionem seu neutralitatem in Germaniâ obstrinxere, ac declaravere, quod si alterutra dissidentium Partium absque ullâ ansâ, Pacta hæc non observabit ac in hostilitatem erumpet, tum Parti læsæ arma jungent, agressori opponent, eundemque ad servanda ea impellent. Deinde etiam Sua Czarea Majestas hanc Neutralitatem ratihabuit sub nominatis in primâ Declaratione conditionibus, ac ipsi Legato suo hic Hagæ Comitis id patefacere mandavit. Nunc autem Suæ Czareæ Majestati compertum est, Suecorum Copias in Pomeraniæ Bremensique Ducatibus subsistentes noviter conscriptis Tyronibus maximè adauctas esse, & summopere adhucdum numero invalescere. Præteraque in iisdem Provinciis, Civibus & Colonis aliquot millia virorum pro equitatu & peditatu cogere inuinatum esse; has etiam Copias armis instrui, vestitu provideri ac ad movenda castra, iterque suscipiendum paratas stare: Tum quoque innotuit à nonnullis Imperii Principibus, nominatim verò à Duce Holsatiæ Gottorpienti aliquot millia militum iisdem in auxilium promissa esse (prouti jam & publicè divulgatum) quibuscum insimul Saxoniam aut Poloniam invadere statutum esse Suecis, adque id explendum Benderâ à Rege illorum omninò Mandata venisse, neque Copiæ non amplius Holmiensis Senatus, ac Regis, ipsiusmet & Lezinskii jussibus obsequantur. Insuper & certum est eundem Regem in Mandatis quæ Ministris suis misit, explicasse, quod dicto ad conservandam Neutralitatem confecto autographo non contentus est, nec ad omnimodam adimpletionem illius teneri vult. Demum Suæ Czareæ Majestati à Legato illius Constantinopoli degente certa pervenit notitia, dictum Regem non ob aliam causam Benderæ tam diu morari, ut quàm Portam Ottomanam sub quocumque valet plausibili prætextu ad Pacis diremtionem cum Suâ Czareâ Majestate & Regiâ Poloniæ Majestate inducat. Quod & hanc ob rem primò per unum adhærentium sibi Polonorum Poniatovium, ac paulò post per sic dictum Palatinum Kioviæ Potoccium, Portæ, & ipsemet Benderæ Cano Jusreph Bacha, suo & Lesinskii nomine, ut numerosa illi Turcarum Tartarorumque manus, ac si conductitiorum more detur, suisque stipulatus Regnum Poloniæ ingredi, interque Polonos seditiones complicare intendit, ut Lesinskius iterum Throno obtrudatur, qui eodem tempore è Pomeraniâ ad conjungendas copias viresque per Silesiam procederet, ibidemque plurimos Suæ Cæsareæ Majestatis Sueco velificantes Subditos & Confœderatos Ungaros partibus illius adsciscerct, hoc modo tam Suæ Regiæ Majestatis Poloniæ quam & Suæ Czareæ Majestatis in Poloniâ subsistentes auxiliarias Copias obruturus. Dum verò voti hujus compos redderetur, parte unâ hujus exercitus adversæ suæ adhucdum parti in Polonia & Suæ Czareæ Majestati opponenda, altera autem invasioni Saxoniæ & suscitando belli igne in Imperio, Franciæ commodo, admovenda. Quodque in gratitudinem hujus auxilii promittit idem Rex Sueciæ una cum Lesinskio à parte Poloniæ, plurima Portæ Ottomanæ emolumenta, extremo ejusdem Regni exitio, totiusque Christianitatis detrimento. Quæ omnia idem Suæ Czareæ Majestatis Legatus cum Celsis ac Præpotentibus Dominationibus Vestris ac Fœderatorum Principibus cum Ministris apertè communicare mandata tenet. Ex quibus malignis Suecicis tricis non modo Suæ Czareæ Majestati ac suis Fœderatis, sed & toti Orbi Christiano perniciosissimis, Celsi Fœderati contra Galliam facilè inferent, utrum eadem Czarea Sua Majestas illiusque Fœderati absque omni apparatu ad frustrandas has machinationes pacifici permanere, hostilemque sui invasionem parte ab utraque (quam Deus avertere velit) præstolari possunt, innixi tantummodo contextu ex dictionibus generalibus archetypi à parte illorum loco Guarantiæ exhibiti, sine omni actuali executione; Etenim quantumvis Czarea Sua Majestas suique discrimina hæc, nec non augmentationem virium Suecicarum in Pomerania per suos Ministros Celsis Fœderatis exponere mandaverunt, desiderantes, ut adinventione hoc in negotio securitatis morem illis gerere vellent, huc usque effectus non nisi verbis comprobatur.

Eapropter Suam Czaream Majestatem necessitas premit & consensu suorum Fœderatorum, Poloniæ, Daniæque Regiarum Majestatum, nec desperantem quin & Sua Regia Majestas Borussiæ ex nexu Fœderis defensivi accedat, præsenti declaratione dictis Celsis Fœderatis manifestum reddere suum desiderium, ab iisdem optare, ut irremotè omnia præcavendo, non modo scriptim, sed & actualiter promissam exequantur Guarantiam & securitatem efficiant contra supradictas, hostiles Suecicas in Germania latitantes vires, atque perfectam ità immobilemque Imperio procurent tranquillitatem. Præcipuè verò, ut eædem Suecicæ Copiæ, quamquam à Rege suo mandata acceperint, in statu non sint Poloniæ, Saxoniæ, Daniæque Provincias hostiliter invadere contra data promissa. Quod secùs fieri non poterit, nisi dum à Fœderatis Principibus ad Guarantiam obstrictis, validis mediis compellentur; quo præter sufficientia præsidia, quæ sextis aut septenis millibus Militum (uti fertur) ibidem constitui poterunt, plus Militis Sueci in dictis non foret Provinciis, superfluas verò vel ad stipendia Celsorum Fœderatorum ducant aut penitus dimittant; nec non ut omnis extranei Principes obligati reddantur, uè ullas Copias illis contra Suam Czaream Majestatem suosque Fœderatos suppeditent. Vicissim Sua Czarea Majestas suo suorumque Fœderatorum nomine superius dictis Potentiis omnimodam promittit securitatem, ac neque se cum propriis Copiis sæpius memoratas Provincias ingressuram, nec suis Fœde-

ANNO 1710. Fœderatis ad id agendum assensuram. Quod si autem Celsi ad Guarantiam obstricti Fœderati, hujusmodi securitatem Suæ Czareæ Majestati suisque Celsis Fœderatis procurare boni non duxerint. Tunc obliquæ nec pro violatione sanciræ Neutralitatis recepturi non sunt, si ipsimet integritati suæ ac præventioni supradictarum Regis Sueciæ machinationum tempestivè consuluerint ac ad dissipandas numero accrescentes Suecarum Copias, nominatas jam Provincias accedere coacti fuerint. Et ob eandem causam, Suæ Czareæ Majestatis Fœderatæ Poloniæ, Daniæque Regiæ Majestates ad revocationem Copiarum, quæ nunc illis militant, compellerentur, quià non alio fine quam pernecessariæ sibi securitatis comparandæ gratia id agerent; ne semetipsos irreparabili deinde committerent discrimini ac cunctas rationes suas eversioni, dum remoto omni delectu hanc violentam sui aggressionem præstolarentur. De cætero Sua Czarea Majestas pro se, suisque Celsis Fœderatis spondet, illis non aliquid earundem contra Franciam bellantium Potentiarum, aut Romani Imperii ad præjudicium suscipere, sed tantum securitatem adinvenire animum esse; qui expectabunt ad hanc declarationem, sine temporis dispendio categoricam, fidamque voluntatis illorum explicationem & resolutionem, nè inviti extrema arripere media cogantur. Periculum enim in morâ est, & hostes Suæ Czareæ Majestatis continuò pro loci & temporis rationibus machinationi aut conctationi incumbendo, salutaria ad pacandam tranquillitatem Imperii, Poloniæ & aliarum in Neutralitate comprehensarum Provinciarum sæpius jam nominata consilia eludere ac diu præmeditatum pariter ac speciosis illecebris obumbratum propositum in lucem tandem prodere annituntur.

Expositis his idem Legatus nihil aliud ad complementum muneris sui desiderari credit, quam ut Celsis ac Præpotentibus Dominationibus Vestris omnia fausta ac prospera ex corde apprecans celeriter ad suprascripta sibi dari Resolutionem instanter exposcat, quam per proprium Tabellarium voluntati Domini sui Clementissimi consonè ad Aulam ipsius missurus est, quique perenniter manebit,

CELSARUM AC PRÆPOTENTIUM DOMINATIONUM VESTRARUM,

Signatum,

AN. DE MATUEOF.

Hagæ-Comitis die $\frac{\text{29. Augusti}}{\text{9. Septembris}}$ 1710.

CI.

9. Sept. *Extrait du Regiſtre des Reſolutions de L. H. P. les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, ſur le Memoire precedent.*

Mardi 9. Septembre 1710.

OUï le raport des Sieurs Olderson & autres Deputez de Leurs Hautes Puissances sur les affaires étrangeres qui suivant la Resolution Commissoriale du 2. de ce mois courant, ont examiné le Memoire du Sieur Matueof Ambassadeur de Sa Majesté Czarienne de Moscovie, tendant à ce que les necessaires mesures puissent être prises pour la conservation de la tranquillité & de la Neutralité dans l'Empire & pour prevenir que du côté des Suedois on ne puisse, par les Troupes qu'ils ont en Pomeranie, rien entreprendre qui puisse faire breche à la Declaration donnée sur cela &c. Sur quoi aiant été deliberé il a été trouvé bon & arrêté qu'il sera donné audit Sieur Matueof pour reponse au dit Memoire : Que Leurs Hautes Puissances se tenoient obligées à Sa Majesté Czarienne pour la declaration qu'elle a bien voulu faire donner ici, de ne rien faire qui puisse troubler la tranquillité de l'Empire ou aporter aucun prejudice aux Hauts Alliez, engagez dans la Guerre contre la France. Que Leurs Hautes Puissances de leur côté & en même temps de celle de leurs Hauts Alliez avoient aussi tâché d'assurer Sa Majesté Czarienne & ses Hauts Alliez que les troupes Suedoises qui étoient en Pomeranie ou dans l'Empire, ne retourneroient pas en Pologne, & ne feroient aucune hostilité dans ni dehors de l'Empire, y compris tout le Sleswig & le Jutland, mais que les terres de l'Empire resteroient dans une parfaite Neutralité par raport à la Guerre du Nord. Et à cet effet les Hauts Alliez, conjointement avec les Princes interessez dans la tranquillité de l'Empire, avoient passé la declaration du 31 de Mars de cette année, laquelle declaration Leurs Hautes Puissances sont resolués d'accomplir & de maintenir dans toutes ses parties. Que ledit Sieur Ambassadeur est averti qu'à cette fin on a depuis peu arrêté un Accord pour assembler un Corps de 15. à 16000 hommes, pour être emploié à maintenir en cas de besoin la tranquillité & la Neutralité. Que Leurs Hautes Puissances ont déja designé les Bataillons pour leur quote-part d'un tel Corps, & qu'elles ont écrit à Leurs Deputez à l'Armée pour convenir avec les Generaux comment on pourroit les tenir prêts à une promte marche, comme aussi de parler avec Monsieur le Prince & Duc de Marlborough sur les Bataillons qui doivent être à cette fin, fournis de la part de Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne: qu'on a aussi parlé ici aux Sieurs Ministres des autres Princes qui doivent donner des Troupes pour ledit Corps, afin de les tenir prêtes, ainsi qu'on a assuré qu'elles l'étoient pour la plus grande partie : Que de plus on concerteroit avec les mêmes de regler tout ce qui peut servir au maintien de la tranquillité & de la Neutralité dans l'Empire, conformement à la declaration donnée. Que tant touchant les difficultez qui pourroient être faites de la part des Suedois contre ladite declaration, que touchant celles qui leur sont déja venues de la part du Dannemarck, ou ce que celui-ci pourroit encore faire, qui ne fût pas conforme à ladite declaration, Leurs Hautes Puissances parleroient & concerteroient avec les Ministres des Hauts Alliez, qui sont interessez dans la conservation de la tranquillité & de la Neutralité dans l'Empire, comment ces difficultez pourront être ôtées suivant la raison & l'équité, & comment on pourra prevenir les plaintes reciproques. Cependant Leurs Hautes Puissances ont le malheur de voir que non seulement le Ministre suffisamment authorisé de la part du Roi de Dannemarck, à present ici, rend plus mal-aisée la solution & le reglement des difficultez reciproques; mais qu'aussi la declaration du 31. Mars 1710. n'étoit pas encore acceptée de la part du Dannemarck, ce qui cependant devroit & seroit necessaire pour mieux & fermement assurer par-là la tranquillité & la Neutralité dans l'Empire, de la maniere qu'elle est reglée dans ladite declaration. C'est pourquoi Leurs Hautes Puissances prient que de la part de Sa Majesté Czarienne on puisse porter Sa Majesté de Dannemarck à accepter nettement & sans restriction ladite declaration. Que Leurs Hautes Puissances esperent d'ailleurs, ainsi qu'ils ne peuvent s'attendre autrement de l'affection de Sa Majesté Czarienne & de ses Hauts Alliez pour la cause commune des Hauts Alliez, engagez dans la Guerre contre la France, que voiant avec quelle ardeur & avec quel soin Leurs Hautes Puissances aussi bien que Leurs Hauts Alliez contribuent pour conserver la tranquillité & la Neutralité dans l'Empire, conformement à ladite declaration du 31. de Mars passé, & pour prevenir qu'on n'entreprenne rien au contraire, voudront aussi de leur côté perseverer à ne rien faire qui puisse réjaillir au préjudice de la cause commune desdits Hauts Alliez. Et un Extrait de cette Resolution de Leurs Hautes Puissances sera par l'Agent Rosenboom mise és mains dudit Sieur Ambassadeur Matueof.

CII.

Convention entre le Prince EUGENE DE SAVOYE, *le Prince & Duc de* MARLBOROUGH, *& Messieurs les Deputez de L. L. H. H. P. P. pour fournir le pain & fourage aux Troupes Imperiales dans les Païs-Bas. Faite au Camp devant Aire le 1. Novembre 1710.* [Tiré du Protocolle de l'Ambassade Imperiale en Hollande, & au Congrés d'Utrecht.] 1. Nov.

COMME il est trouvé absolument necessaire au bien du service que le Corps des Troupes de S. M. Imp.

ANNO 1710. M. Imp. consistant en trente Escadrons, & huit Battaillons avec deux Regimens des Houssars qui ont servi dans ces Pays la Campagne passée, y demeurent aussy pendant l'Hyver, il est convenu entre S. A. le Prince Eugene de Savoye & S. A. le Prince & Duc de Malbourough avec Messieurs les Deputez de L. L. H. H. P. P. les Etats Generaux des Provinces-Unies, que les Troupes cy-dessus mentionnées demeureront auxdits Pays sous les Conditions suivantes.

1. Qu'on fournira le pain & le fourage complets aux Generaux & à l'Etat Major, de même qu'aux trente Escadrons & huit Battaillons, avec les deux Regiments des Houssars, suivant la specification cy jointe, tandis qu'ils resteront en Quartier d'Hyver. bien entendu que lesdits Quartiers seront de six Mois, commençant le premier du Mois de Novembre present.

2. Que l'Argent provenant des places & portions, du Pain & du Fourage, qui ne seront pas reçuës en nature, seront payées sans faute, delay, ou deduction, à savoir 2997. rations du pain & 1815. rations de Fourage, dont l'importance, comptant pour chaque ration de fourage, à sept sols & demi & celle du pain à un & demi, sera incessamment assignée sur les fonds les plus clairs, qui seront appropriés pour le payement du pain & du fourage, & l'Assignation sera remise entre les mains du Commissorial de Guerre de Sa Majesté Imperiale.

3. Les Troupes observeront le même Reglement que l'Année passée, & jouïront des mêmes douceurs, comme feront aussi les Generaux & l'Etat General.

4. Comme il y a six Escadrons & quatre Battaillons des Troupes de son Altesse Electorale Palatine au service de S. M. Imp. qui ont fait la derniere Campagne dans ces Pays, il leur sera donné le pain & fourage suivant la Specification cy jointe sur le même pied que les Troupes Imperiales doivent recevoir les places & portions du pain & du fourage qu'elles ne prennent point en nature, à condition que son Altesse Electorale fasse fournir auxdites Troupes des quartiers d'Hyver dans ses Etats entre la Meuse, le Rhin, & la Roere.

5. Que toutes les Troupes susmentionnées obeïront aux ordres du General qui commandera en Chef l'Armée des Alliez dans ces Pays, marcheront quand il trouvera que le service le demande, & serviront la Campagne prochaine auxdits Pays sur le même pied que la Campagne passée. Ainsi fait au Camp devant Aire, ce 1. Novembre 1710.

EUGENE DE SAVOYE,

Le Prince & Duc de MARLBOROUGH.

CIII.

30. Nov. *Protestatio* CAROLI XII. *Regis Sueciæ circa Fœdus inter Sacram* CÆSAREAM *Majestatem, Serenissimam* MAGNÆ BRITANNIÆ *Reginam, & Dominos Ordines* FOEDERATI BELGII *Generales, atque complures Imperii Principes, pro tuenda tranquillitate Germaniæ initum: Quod nimirum ille nec velit nec possit præfato Fœdere teneri. Dat. ad Urbem Benderam die 30 Novembris* 1710. [Tiré du Protocolle de l'Ambassade Imperiale en Hollande]

QUAM PRIMUM Sacra Regia Majestas inaudivit Serenissimum Romanorum Imperatorem, Serenissimam Reginam Magnæ Britanniæ atque Celsos & Præpotentes Ordines Generales Uniti Belgii, nec non complures Imperii Principes pro tuenda tranquillitate Germaniæ in mutuum consensisse Fœdus, nulla equidem dubitavit, quin scopus istius Fœderis is tantum foret, ut Regna & Provinciæ suæ adversus vim Hostium tectæ ac tutæ manerent, id enim ab alte memoratarum Potestatum Amicitia Pactorum lege ad mutuam Defensionem stabilita expectare, atque Jure etiam suo postulare debuit.

Verum postquam ipsi innotuit iniquissimam Adversariorum suorum Causam eodem pariter protegi atque foveri, Regnaque & Provincias suas injuriis Hostium abutentium opportunitate temporum relinqui, absque ullo amicorum suorum auxilio, protestata est palam, & per Ministros suos declarare jussit, [illegible] nulla ratione teneri posse Legibus illius Fœderis ipsa invita ac vix citra partium studia initi.

Protestatur adhuc atque notum hisce testaturque facit omnibus & singulis, se fretam Auxilio Divino atque æquitate Causæ salvam sibi reservatam velle omnimodam ac nullis Legibus circumscriptam facultatem utendi mediis ac viribus, quas Deus concessit adversus hostes suos, ubicunque Locorum & quocunque tempore usus & ratio Belli id poposcerit.

Quod si autem præter omnem spem & expectationem quisquam amicum animum exuens, remoram aut obstaculum Ipsi objiceret, tum eam in eo fuerit, ut justis armis sit prosequendus conjuratus Hostis, declarat Sacra Regia Majestas se non posse eundem alio quam Aggressoris loco habere.

In quorum majorem fidem hisce manu propria subscripsit, ac ita rata esse voluit. Actum ad Urbem Benderam d. 30. Novembr. Anni 1710.

Signatum,

(L.S.) CAROLUS.

N. P. MULLERN.

CIV.

Resolution de L. H. P. les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES *des Pais-Bas sur la marche des Troupes pour la* NEUTRALITE' EN ALLEMAGNE. *Du Vendredi 2. Janvier* 1711. 1711. 2. Janv.

LES Sieurs de Brockhuysen & autres Deputez de LL. HH, PP. aux affaires étrangeres, ont raporté à l'Assemblée, que les Ministres de Sa Majesté Czarienne & de Sa Majesté le Roi de Pologne pressoient continuellement afin que le Corps des Troupes destinées à la conservation & au maintien de la tranquillité & de la Neutralité en Allemagne, fut sans ulterieur delai assemblé. Qu'ils y insistoient encore plus fortement depuis l'avis venu de Turquie que la Porte avoit resolu la Guerre contre le Czar & la Pologne, & que par consequent il étoit à craindre avec raison: Que les Troupes Suedoises en Pomeranie n'entreprissent quelque chose contraire à la Neutralité. Qu'eux Sieurs Deputez avoient conferé là-dessus avec les Ministres de Leurs Majestez Imperiale & Britannique & d'autres Puissances qui sont interessées à la conservation & à la Neutralité de l'Empire; & qu'ils avoient été tous de sentiment que par raport à la Guerre du Nord, la tranquillité & la Neutralité de l'Empire devoit être maintenuë sur le pied des Actes du 31. Mars & 4 d'Août de l'année passée, & que le Corps destiné des Troupes dans le dernier de ces deux Actes devoit être assemblé aussi-tôt que la necessité le requerroit; mais comme la saison ne permet presentement pas de faire de grandes marches avec des Troupes, moins encore d'agir en campagne, il faudroit pour cette raison que ces Troupes destinées à former ledit Corps, fussent tenuës prêtes, & mises à la main autant qu'il seroit possible, afin qu'en cas de besoin elles puissent en peu de tems s'assembler, soit du côté de l'Elbe ou de l'Oder, suivant que la conservation & le maintien de ladite Neutralité le demanderoit. Que pour cet effet on étoit convenu que les 2. Regimens de Cavallerie de Sa Majesté Imperiale se tinssent prêts en Silesie; les 3. Escadrons & 3. Bataillons de Sa Majesté le Roi de Prusse dans le Neumark ou à l'Oder sur les confins de Pomeranie; le Bataillon de l'Electeur de Mayence à Erfort en Turinge; un Bataillon ou un Regiment de Cavallerie à la place du Duc de Mecklembourg dans le Païs de Mecklembourg, puisqu'ils sont tous destinez à ce Corps, afin qu'ils puissent marcher à tout moment & se joindre: Que le Bataillon du Landgrave de Hesse qui est à Rhinfels devoit marcher à Erfort en Turinge, pour être à la même fin à la main. Que l'Electeur Palatin n'aiant point presentement de Ministre ici, seroit requis de faire marcher provisionnellement ses deux Ba-

ANNO 1711. Bataillons & un Escadron du Haut Palatinat vers la Silesie, de laquelle demande Mr. le Comte de Sinzendorf s'est chargé. Que les 2. Bataillons de l'Electeur de Brunswik-Lunebourg, un du Duc de Brunswik-Lunebourg à Wolfenbuttel, & un de l'Evêque de Munster qui sont assez à la main dans leur païs, seroient pareillement tenus prêts, & s'approcheroient si bien des confins & autant que cela peut se faire sans aucun danger evident. Que les 6. Bataillons de l'Etat qui sont postez dans la Province d'Over-Yssel & la Comté de Zutphen se tiendroient prêts sur les confins de l'Etat les plus voisins à la Westphalie, pour pouvoir marcher au premier ordre, suivant que les occurrences l'exigeront. Quant aux 6. Bataillons de Sa Majesté Britannique, ses Ministres avoient representé qu'aiant quitté fort tard la campagne & ne faisant qu'entrer en garnison, il leur faloit quelque temps pour se remettre, de sorte que sans grande incommodité & sans negliger à se remettre ils ne pourroient point faire de mouvemens; mais que cependant ils se tiendroient prêts à marcher lorsque le danger augmenteroit. Surquoi aiant été deliberé LL. HH. PP. ont agréé ce raport, & il a été trouvé bon d'en donner avis aux Ministres de Sa Majesté Czarienne & Polonnoise, pour leur information, & que le Conseil d'Etat sera requis comme il l'est par ces presentes de donner des ordres réiterez aux six Regimens susdits de l'Etat de se tenir prêts pour pouvoir marcher au premier ordre.

F. B. van Rheede.

S'accorde avec ledit Registre.

Fagel.

CV.

17. Janv. *Justitia Armorum, quæ Sacra sua Czarea Majestas* Petrus I. *Magnæ Russiæ Imperator in sui defensionem adversus perfidum Turcarum Sultanum* Achmetem, *Pacis violatorem arripuit, propalam exposita. Ad Mandatum ejusdem Majestatis typis evulgata. Accedunt nonnulla Apographa rei hujus peculiaria.*

Viderunt sæcula iminius; Pax & Bellum alternis semper redibant gressibus; omni fere ævo stupendis fluctuabant vicissitudinibus mortales: Ast hodiernæ Ottomanorum perfidiæ parem, vix memorarunt antiqui, merito execrentur moderni.

Neminem desuper vulgaris præteriit fama, cunctis ergo ad aliem notum esto, qualiter nunc regnans Turcarum Sultanus Achemetes, initam olim inter Sactam Suam Csaream Majestatem Magnæ Russiæ Imperatorem & Prædecessorem Sultanum Mustapham, tricennalem Pacem, quam ipsemet modo primum elapso 1710. anno solemniter ratihabuit, jurejurando coram Altissimo confirmavit, in Literis ad eandem Csaream Majestatem datis, nec non renovationis Instrumento roboravit, impie, frivole, absque ulla vel minima ansa violavit, pessundedit, Bellum mense Novembri anni prætacti eodem Solis decursu Bizantii publice indixit, Suæ Csareæ Majestatis Legatum Extraordinarium ac Intimum Consiliarium Dominum a Tolstoy contra quævis Jura Gentium inmani contumelia primo affectum, veluti nefandi sui ausus ad complementum in carcerem, quem *Edicul* vocant, cum sua Familia detrudi jussit, cuncta ejus substantia direpta.

Profecto, minime degener Atavorum stirpe, Christiani Nominis natus hostis, non ideo paciscitur, ut sanctas observet leges, sed quo religioni Pactorum confisos, honoris expers, turpiter aggrediatur, gravius obruat.

Retroactorum nuntii testantur Historici, & inter cæteros præstantissimus Hierosolymorum Patriarcha Sanctus Nectarius, Ottomanos ab origine ipsa disceptationibus ac dissensionibus inter Principes & Regna Christianorum callide invigilasse, talinque unctos unn Pacis transactioni, non jurijurando pepercisse, & sic prædonum spoliatorumque prolem paucis modo sæculis tot inclyta vetustaque Regna & Provincias a potiori parte Christianas, sacra, venerandaque loca potestati suæ subjecisse, & in adeo potentem Gentem evasisse.

Gemunt Barbarorum jugo oppressi Græci, Valachi, Bulgari, Serviique; quanta sit illis religio Pactorum, deterrimæ suæ miseriæ experiuntur, nec minus Regnum Hungariæ notabili damno probavit.

Rossiana Monarchia eximium sibi anno 1677. a Turcis paratum reminiscitur, dum felicissime regnante piæ gloriosæque Memoriæ Csare & Imperatore Theodoro Alexiade, totus Rossiæ Autocratore, idem dolosus hostis Minorem Rossiæ Regionum prædæ suæ fore præsumens, Doroszeuu Cosacorum trans Borysthenem Ducis proditione fretus, violata Pace, cum prægrandi horrendaque suorum manu Ucrainam invaserat, & quamvis immorigerum dictum jam clementiam suæ Csareæ Majestatis implorasse, Sedemque illius Czigirinum præsidiariis ejusdem Majestatis occupatam fuisse inaudivisset, præmeditatum R[illegible], in Civitatem sat exigue munitam, frustra obsessam, & tum exigente belli ratione à Rossicis Chiliarchis prævia devastatione, eductoque ad castra præsidiario Milite, derelictam, evomuerat virus; quoniam generosa Rossicarum Copiarum virtus, ulteriorem in Ucrainam ferre pedem vetabat, adeo ut maximo suorum cum dispendio, ignominia obrutus in suas recedere oras, pacemque a Sua Csarea Majestate anno 1681. conclusam, poscere cogeretur.

Memoranda clades hisce Fœdifragis ad Viennam Austriæ anno 1683. inflicta fausti simique deinde armorum Christianorum progressus recentes valde sunt, & quanta cum insolentia Turca ad obsidendam tunc Metropolim dictam proruperit supervacuum esset recensere.

Notant Archiva Christianorum Principum, quumodo ii, astuta barbarorum instituta singulatim Regna illorum deglutire, serio advertentes, sanctum mutuumque inierant fœdus. Scilicet Sua Cæsarea Romanorum Majestas & Imperium, sua Regia Poloniarum Majestas, ejusque Regni, nec non Venetiarum Respublicæ, cui etiam Pontifex Romanus accesserat, & communis Christianorum salutis ergo, Sua Csareæ Majestatis, piæ recordationis, Joannes Alexiades, & nunc feliciter regnans Petrus Alexiades invitati, continua Turcarum Tartarorumque in Dominia sua irruptione, & iniqua aliorum Principum Christianorum hostili aggressione impulsi, anno 1686. uniti erant, primo quidem perpetui Pacis & offensivi ac defensivi itidem perpetui cum Sua Regia Poloniarum Majestate, & tandem sequenti 1697. anno triennalis Fœderis cum Sua Cæsarea Romanorum Majestate & Venetiarum Republica, vinculis sese obstringendo, Regnorum Hungariæ, Sclavoniæ, Dalmatiæ, Moreæ, nec non Civitatum Tanæ, vulgo Assovy & Casikermeny è faucibus infidelium vindicatarum, libertati, & vix non exoptato successui, si votis Suæ Csareæ Majestatis consone aliquot modo annis bello contra hostem jam ad incitas redactum protracto, irreparabilis lapsus, vel saltim Christiano Orbi nuspiam nociturı roboris, eidem imposita fuisset conditio.

Ast proh dolor! irreconciliandus Barbarus iste partim suasionibus partim technis in Congressu Carlovicensi Celsos Fœderatos ad paciscendum induxit, astutiis campum dedit, discordiæ zizania seminavit, cunctas Potentias a Societate Suæ Csareæ Majestatis abstraxit, & Pacem pro 25. annis exclusa illis inivit, nec alius modus Legato ejusdem Domino a Woznicin remansit, quam biennale armistitium Anno 1700. Mensis Julii tertia die constituere, quod brevi post Tricennalis Pacis Tractatus inter Suam Csaream Majestatem & præcedentem Sultanum Mustapham per Ablegatos prioris, Dominos ab Ucraintsow & a Czeredejow Constantinopoli conclusus sequebatur. Sed sat remotius acta perstrinxisse, recentiora lustra diligentius perlustrare expedit.

Sua Csarea Majestas Tractatum novissimum ea religione illibatum servabat, ut quamvis ante Ratificationem ejusdem Sultanus Tartarorum Agri Budiacensis, potentissimo Sceptro illius sese cum suis subdere ambivisset: repulsam tulerit, ne vel minimæ contraventionis ictus daretur, infectis rebus pariter dimisso Turcico Subdito Kubieck Murza, qui cum non spernenda Cubanensium Tartarorum cohorte Assovium venerat homagia oblaturus.

Majori adhuc studio alte dicta Majestas; ratificata per suum Legatum Extraordinarium, & Plenipotentiarium Dominum Principem Demetrium a Galicin, hacce Pace, in servandam ferebatur. Gubernatoribus confinium Terrarum, Zaporogiensium sibi subditarum Copiarum Duci, cæterisque suorum Exercituum more patrio, & extraneo arma gerentium omnis ordinis Præfectis stricte sub rigorosis pœnis injunxit, ne excursionibus ac deprædationibus Turcarum, Tarta-

ro-

rorumque oras tranquillitatem turbare auderent, aut vicinalem lædere amicitiam.

Perfectus hic Pactorum cultus ex parte Suæ Cæsareæ Majestatis eo usque processit, ut dum 1701. Anno protervi quidam Zaporogienses incolæ nonnullos Græcos cum mercibus Ucrainam petentes spoliassent, Sultanusque Turcarum damna hæc refundi expostulasset, Sua Cæsarea Majestas, quoniam prædonum ex substantia frustra id quæreretur, ex proprio Thesauro Græcos indemnes reddi, & centum circiter, millia uncialium Thalerorum persolvi jusserit.

Contraria penitus bilance Pax hæc, etsi Sultani Literis, jurejurandoque roborata, non obiuit quo Turcæ, Tartarique Suæ Cæsareæ Majestatis subditos, continuo & omni modo haud injuriarentur, quos irruptionibus neci dabant, captivos abducebant, equos, pecudesque abigebant, prouti extracta ex Registris exempla dilucide tempus & facinora notant.

Anno 1699. prope Assoviam, ad ripas maris, & juxta Oppida Cosacorum	Trucidarunt,	Sauciarunt,	Captivarunt,	equos abduxerunt.
	3		40	1684
1700	2		147	72 & 4 Camelos
1701	6	1	91	936
1702	2	2	125	906
1703	6		60	73
1704		3	3	1300
1705	52	27	368	pecudes 3418
1706	14	15	39	274 pecudes 67
1707	1	1	551	594
1708	2		74	73
Summa	48	49	1098	9401

Dum Suæ Cæsareæ Majestatis Legatus Bizantii desuper conquereretur, in vanum sollicitavit, non damnorum refusio, non captivorum libertas, neve interdictio prædationum successere, quamvis ex parte Suæ Majestatis, etiam vacillantium prætensionum, Turcæ compotes redderentur.

Quisnam dubitaret superius nominatis firmæ amicitiæ Suæ Cæsareæ Majestatis documentis, in repudiatione tot homagiorum exhibitis, vicissim pari æquanimitate in similibus casibus certatum esse debuisse; sed & hic res adversum sortita eventum.

Turcæ rebellibus Cosacis Anno 1708. profugis Necrassovio & complicibus, in Dominio suo non modo receptaculum dedere, auxilio fuere, sed & adjunctis Tartaris ad Suæ Cæsareæ Majestatis oras excurrere permisere.

Non minori candoris imparitate Anno 1709, glorioso illo ad Poltaviam peracto prœlio celebri, ac tum, residuæ Succorum Copiæ, Rex ipse una cum dissipatorum suorum Castrorum Præfectis & Milite, qui victricis gladii trepida fuga evaserant rigorem, nec non Suæ Cæsareæ Majestatis proditor detestandus Mazepa & ejus Asseclæ ad Turcicas sese conferendo Ditiones, tutelam sibi invenere. Hos enim quamvis Suæ Cæsareæ Majestatis Copiæ optimo Gentium & belli jure insequi poterant, inhibitum habebant ad Oczacoviam, ubi hostes dicti rebellesque morabantur, appropinquare, & ad confinia sua viam relegere jussæ: cum autem Sua Cæsarea Majestas ternis Litteris ad Sultanum exaratis fusiori dictionum congerie, & per Legatum expostularet, ne hostem illius foveret, sed Tractatui Pacis & amicitiæ vinculis morem gerendo, saltem irremore sua Ditione excedere faceret, rebelles vero extraderet; neutrum adimpletum, diu post ad Litteras non responsum, hostibus & rebellibus facultas data Ditiones Suæ Cæsareæ Majestatis aggredi; qui & cum Valachis Tartarisque Oppidum Jahotlik noctu invaserunt, Præfectum ejus captivarunt, & cum omni supellectile abduxerunt.

Deinde 1710. anno Oppidorum Targovicii, & Nemhaicæ Incolas ab agris & focis cum substantia in captivitatem traxerant; Umanensis Cosacorum Legionis plurimos commilitones & centurionem trucidarunt, altero ejusdem gradus officiali & fere 150. Militibus pariter abductis, catervam vectorum Poltaviniensis Legionis, Moloczanam Oppidum salis apportandi gratia pergentium expilarunt, plures illorum comprehenderunt, equorum bigas in prædam acceperunt: currus, vectionis bellicorum impedimentorum ergo ad Kamennii Zaton locum sic dictum destinatos spoliarunt, potiorem aurigarum partem, & cuncta jumenta post se duxerunt; Czigirinensis Legionis in agro Oppidum Camencam devastarunt.

Perpessa damna hæc non resarcita, & hostilis invationis delationibus satisfactio varia excusationis specie protrahebatur.

Ad extremum pacificis indiciis fucosum Ottomani præ se ferre animum constituerunt. Summus Minister illorum (*Vizir*) Ali Bassa Legato Suæ Cæsareæ Majestatis proposuit, ut Sua Majestas initam jam cum Fratre nunc regnantis Sultani tricennalem Pacem confirmare annueret, quam a Sultano ratihabitam iri, & de discessu Regis Sueciæ illius dominiis transigendam fore spopondit, modo prætacta Majestas pacem hanc firmiter servare velle asseveraret.

Quapropter Sua Cæsarea Majestas dictum Legatum suum plena authoritate in eum finem munire, Litterasque ejusdem tenoris Sultano exarare dignata est, & horum vigore Sultanus Turcarum Pacem cum eadem Majestate Anno 1709. mense Decembri solemniter obfirmavit, ejusdemque leges juramentoriis votis coram Altissimo Numine prolatis, (uti ex adjuncto inferius autographo elucescit) religiose colere promisit, & Ratificationis Tabulae adinvicem extraditae sunt.

Quantum vero Regem Suecorum attinet, pactum erat cum Summo Ministro Ali Bassa, ut eundem Turcica, usque ad quingentos viros stipatoria manu per Poloniam, in illius Regiones comitari liceret, & ob securitatem a Copiis Suae Cæsareae Majestatis, Officialis ejus Rossicique præsidiarii in limitibus exceptum, illuc itidem conducerent: proditores vero Cosaci Turcicis Ditionibus ejicerentur.

Non defuit Sua Cæsarea Majestas huic quoque stipulationi assentiri, & Litteras suo Legato desuper transmitti mandavit. Turcæ autem procul executione Statutorum nec Regem Sueciae dimisit, nec proditores expulit: Quinimo tricis, & machinationibus adversus Suam Czaream Majestatem laxavit habenas.

Exploratis his artificiis Sua Cæsarea Majestas e re esse duxit Sultano Litteras denuo perscribere, (quarum exemplar ad finem appositum A. indicat) hisque declarare voluit se annuere, quo stipatoriorum Turcarum numerus, comitatui Regis Sueciae designatus, ad 3. millia militum extenderetur, Legato vero suo injunxit, etiam de 5. millium numero convenire.

Incassum ad id vel minima quidem responsio expectabatur, illiusque loco densi increbuere rumores de inclinante ad Bellum Turcarum mente.

Quamobrem Sua Cæsarea Majestas iterum Litteras ad Sultanum, per Delegatum eo solo nomine expeditum anno 1710. Octobris 31. die, (exemplo, quod signum B. à caeteris distinguit, teste) mitti jussit: Verum pro responsionis vice, Delegatum contra Gentium Jura detentum, & ad subterraneos carceres detrusum fuisse (ubi ad hunc diem squalet) percepit

Mox tandem undiquaque accurrerunt nuntii jam & actualiter Bellum Suae Cæsareae Majestati a Sultano ad instigationem Chani Tartarorum Bizantii (ut supra) nihili causa, nonnullorum motivorum ac si ex parte Suae Cæsareae Majestatis ad violationem Pacis urgentium, quae perperam dicta, & vigore novissimi Tra-

ANNO 1711. Tractatus aboliti sunt, praetextu. indictum Legatum ejusdem Majestatis contra Jura Gentium abjectissimis opprobriis vexatum, carceri inclusum esse retulerunt, per totum Turcicum Imperium bellicos apparatus contra Suam Csaream Majestatem instrui, Copias ad Benderam congregari, cunctis Armorum Praefectis (vulgo *Bassis*) expeditionem intimatam, utque Militum cogerent mandatum esse edocuerunt.

Satis superque hoc modo quidem perfidia Sultani in apricum venerat, tamen Sua Csarea Majestas, quo universus Orbis, non illius, sed Sultani culpa praescissionem Pacis, & sanguinis humani inevitandam effusionem futuram agnosceret, adhuc ultimo superfluasque fere Litteras Sultano, suo nomine die 18 Januarii anni praesentis Petripoli perscribi fecit, ejus tenoris, qui in adjecto alhis sub C. ad finem extat, exemplo, nempe, quod si de renovanda, & integre servanda Pace intemore certior non redderetur, non alio id, quam diremptionis ejusdem sensu explicatum esset, ullis astutiis amplius circumvenienda, sed auxiliante DEO bellicam expeditionem exorsura, & qua Terra Exercitus, qua Mari Classes ad praelium mature oppositura.

Examinet honestus, & a partium studio alienus mundus Turcicae Belli declarationis falsae & nec minus inepte contextae & passim divulgatae capita, ac criminationes.

Perhibent Ottomani, se ac si in gratiam rebellis Leszczinii existimari istius Poloniarum Regis, & ad petita nomine Reipublicae ejusdem Regni per creditos Ablegatos, recte autem Patriae suae proditores, exauctoratum Palatinum Kyoviae Potoccium, & Poniatovium, quasi ad liberandam eandem ab exercitu Suae Csareae Majestatis, Bellum hoc inferrent, tum & quod dicta Majestas Exercitus hos ad requisitionem Turcarum inde educere, & Suam Regiam Poloniarum Majestatem Augustum ejus nominis secundum Foederatum Suum destituere recusaret.

Quis mortalium rem factu dignam esse censuerit? quis postulatum hoc justum esse affirmaverit? Quandoquidem tota Regni Poloniae, & Magni Ducatus Lithuaniae Respublica Suam Regiam Majestatem Augustum Secundum pro Rege legitimo agnoscit, & idem Rex atque Regnum in Foedere cum Sua Csarea Majestate persistunt, cujus vigore durante hoc bello Exercitus dicti auxilio eorum in Polonia adesse tenentur, & ipsos Regem & Ordines ad retinendos eosdem necessitas premit: quoniam clarius sole illucescit, hostem communem Regem Suecorum, nec non Rebelles Polonos non alio fine Sultani gaudere tutela, quam ut illorum opera cruentum bellum iterum in Russicis, Polonicisque Ditionibus recrudescat; & insuper, quod si Sua Csarea Majestas Exercitus dictos extraheret, nil aliud obveniret, nisi Turcas introducto Rege Succiae in Poloniam parte ab una, Leszczinio latere ab altero, Regnoque hoc ad libitum devastato & everso, tandem junctis viribus Suam Csaream Majestatem oppugnaturos, & sic novissima prioribus pejora patraturos esse. Haec est ratio, quare Sua Csarea Majestas arrogantiae Turcarum annuere, destitutisque Foederatis, Poloniam Barbarorum praedae exponere noluit.

Cur Rex Suecorum alio vel alio per Suam Csaream Majestatem proposito modo, terra aut mari, etiam per Poloniam, selecta ex multitudine, praestantiori via, omni quaesito & oblique inducto colore dempto ex Turcia non dimissus? Ecce Sua Csarea Majestas Exercitus suos ex Polonia, cunctisque hujus Reipublicae omnitis locis, quae nunc communis securitatis ergo, quoad periculum cesset, praesidiis suis servat, eodem instanti eduxisset.

Conqueruntur Turcae in belli declaratione, ac si Suae Csareae Majestatis nonnulla Propugnacula, super fundo limitum Ottomanae Ditionis constructa essent; sed falsissimam quaestionem movent: quia dicta Majestas nuspiam gentium moenia erigi jussit, nisi in locis, qui tam Tractatu Pacis, quam & limitationis decreto, nominatim Anno 1704. circiter Tanam vulgo Assovium inter ejus Urbis Gubernatorem Dominum a Tolstoy, & Hassanum Bassam; in Ucraina vero inter Dominum ab Ucraintsow & Kaiy Mehemetem Bassam, 1705. ad decisionem confiniorum combinato, Imperio suo incorporati, & adjudicati sunt.

Sin autem Turcae in eadem Belli declaratione, Copias Suae Csareae Majestatis sub insectatione Suecorum tanquam fugientium hostium, in territorium illorum irrupisse, ibique nonnullos trucidasse, alios captivasse objiciunt: Rossi egerunt haec Belli more, quem ipsimet Ottomanni recte explicatum paulo ante non reprobarunt; & quod magis est, cujus ille postmodum confirmatione Tractatus Pacis penitus sublatus, & in perpetuum obliteratus. ANNO 1711.

Caetera criminationum nomina, saepius jam dicta Turcica Belli declaratione comprehensa, despectum, non refutationem merentur.

Quantum vero intrinsecum illud & verum Turcarum propositum perscrutari licet, eo tendit, ut exercitus Suae Csareae Majestatis, vigore Foederis cum sua Regia Poloniarum Majestate Augusto secundo; & Regni ejusdem Republica intercedentis, (uti jam superius dictum) auxilioque illorum in Polonia commorantes, praevia aggressione illinc secedere cogantur; Rex Succiae illuc inducatur; seditio excitetur; Altedictus legitimus Rex iterum solio amoveatur, violenter a Rege Succiae in Regem inauguratus rebellis Stanislaus Leszczinius Poloniae fascibus obtrudatur, idemque Regnum non tantum barbarum Ottomanorum servitutis subeat jugum, & tributarium reddatur, sed & plures Provinciae illius avulsae, una cum Propugnaculo Camenecensi Infidelibus cedant, secundum promissa Regis Succiae, & nomine Leszczinny per sic nuncupatum Palatinum Kyoviae Potoccium, & Poniatovium desuper, & de solutione annua termillenorum millium aureorum Ducatorum, ac si a tota Republica vectigalis nomine sponte oblata, Portae data; Nec non, ut in Imperio Romano qua Foederatorum suorum artificiis, qua Suecicis, Leszczinyque Copiis in Pomerania nunc latitantibus tumultus excitetur, Martiusque ignis succendatur, his peractis vero, Regi Succiae tanquam foederato associati, simulque pessima quaeque machinantes Suae Csareae Majestati Bellum eo perniciosius gerant Turcae, perfido rebellium Masepianorum, & Bulavianorum Cosacorum, qui in illorum oras transmigrarunt (uti dictum est) ministerio, in Imperium Suae Majestatis seditiones invehant, plurimaque malevola, & detestanda, Suae Csareae Majestati, Regiae Poloniarum Majestati, & cuncto Christiano Orbi praemeditata exequantur molimina.

Ut itaque toti honesto Orbi Justitia causae Suae Csareae Majestatis, quodque illa a primo Carlovicensium induciarum puncto, & ex quo tricennalis, nunc a Sultano Turcarum faede violata Pax conclusa erat, hucusque nullomodo ad dirimendam provocavit, sed sancte, religioseque non attentis tot & tantis ex parte Turcarum contraventionibus, hostilibus irruptionibus scilicet in Dominia Sua, rebellium sibi Subditorum protectione, & hostium tutela, servavit, elucescat, eandem, & a contrario iniquissimum Turcarum foedifragium in propatulum hic exponi clementissime mandavit.

Perspiciat unusquisque Suae Csareae Majestatis, in Pacem proclivem animum, aequos moderatosque in tota negotii superius enarrati serie gressus discuriat; accessitne vel minima ex parte ejusdem Majestatis ad violationem Pacis ansa, ventilet; & si praeviis benevolae propensionis suae Documentis, vicissim a declaratione Belli perfido huic Christianorumque perpetuo hosti abstinere licebat, decidat; ac demum Bellum hoc imminens, contra fidem Pactorum, jurisque jurandi religionem suae Csareae Majestati illatum esse concludat: quae invocato Supremi Numinis auxilio adversus perfidum hostem suum Turcarum Sultanum, ejus Foederatos, & Asseclas, in sui defensionem Exercitus ad confinia ducere constituit, brevi illos ipsamet secutura, causaeque suae justitiam ejusdem DEI judicio, humili committens poplite, armis sese accingit.

Apographum Litterarum ad Suam Czaream Majestatem exararatarum.

Sultanus Achemetes Chanus, Filius Sultani Mechemetis Chani, semper Triumphator.

GLORIOSISSIMO & Excellentissimo inter Altissimos Principes qui credunt in JESUM, in Messiua Gente Regnantium Supremorum Dynastarum Supremo Dynastae, summorum negotiorum Christianae Gentis Arbitro, Principi praestantissima virtute, splendore, honore, fama, & veneratione illa praestita conspicuo, Csaro Moschoviae, Imperatori totius Rossiae, pluriumque ei incorporatarum Ter-

ANNO 1711. rarum Monarchae PETRO ALEXIADÆ cujus exitus prosper, faustusque esto, & ad viam salutis collimet) postquam hae nostrae Imperatoriae traditae fuerint Literae, innotescat. Missae quatuor Litterae Illius ad Suum in Nostra felici Porta commorantem Legatum, celeberrimum Messinae Gentis inter Magnates Petrum Andreiadam à Tolstoy (cujus exitus prosper esto) ut Nostrae Imperatoriae insinuarentur Majestati, nonnullæque Commissiones à Vestra Majestate eidem de negotiis exponendis directae pervenêre; illeque Legatus in fausta Nostra Porta, antiquo Ottomani Imperii Nostri more de his cunctis Vices-gerenti Nostro Viziro Ali Bassa (cujus famam, & robur Altissimus in saecula augeat) oretenus retulit, Nosque per eundem, Legato Vestro, ut in fulgidissima, felicissima, & faustissima Nostra Porta praevia demissa veneratione antiquo more, comparens, has Litteras Nobis insinuaret, significari jussimus. Deinde superiùs nominati Viziri interpretationes, nec non Legati Vestri propositiones in Nostra potentissima Imperatoria Aula productae erant. Primae charissimae Vestrae Litterae continebant, quomodo feliciter regnante beatae memoriae Fratre Nostro Sultano Mustapha Chano, (quem DEUS in meditullio Paradisi constituit) anno ab obitu Mahometis (quem benedictio DEI coronet) 1122. (*id est Christiano more* 1701,) 26. die Mensis *Mubarem*, *Turcis sic dicti*,) inter Celsissimam Portam in saecula usque duraturam, & Vestrum Imperium pro 30. annis sequentibus conclusa est Pax, & in hunc diem parte ab utraque sancita ejusdem servata & illibatè observata sunt; nunc verò Majestas Vestra bonum esse duxit, exponique jussit, ut eadem Pax renovetur.

Nostra Imperatoria Majestas, exquò in faustu celsoque Imperatorio collocata, & coronata est Throno, etiamsi negotium hoc nonnullorum obstaculorum causa protractum erat, idem sentiebat.

Et quoniam Vestra mens candida esse exploratur, Vestroque Legato plena potestas collata, confirmationis, constitutionisque Amicitiae & perfectae Pacis officio fungi; nostrae quoque Imperatoriae Majestatis ex parte Amicitiam Vestram puram excolere, & salutationem excipere resolutum est, pro tempore, Imperatoriis Litteris pactionis, beatae memoriae Fratris nostri, designato, scilicet tricenuii spatio: prout & de facto cunctos, nostris Imperatoriis Litteris comprehensos Articulos, omnesque Pacis leges ac Conventionum Decreta, Nostra Imperatoria ex parte renovavimus, & coram Nostrae Imperatoriae Majestatis sereno vultu Legato Vestro tradi mandavimus, & ad mentem Pactionis, ejusque efficaciter roborandae gratia Chano Crimensi, & caeteris in confiniis ad ripas Borysthenis armorum Praefectis, quorumque debito ibi terrarum res tractantur, executionem, uti necesse fuit, & seriò praecepimus; Majestas Vestra quoque in locis convenientibus Exercitûs sui Ducibus eandem observantiam praescribat, laude dignam rem actura, si id palam fiet.

Quantùm verò desiderium Illius, sancti Sepulchri Hierosolymorum ratione attinet, negotium hoc in discussione vertitur, ut Parti utrique commodum sit. Quosuper cum Legato Ipsius deliberare tempus adhuc non vacabat, ast dum deliberatum erit, responsum per eundem transmittetur.

Aliarum Epistolarum trium de argumentis cum dicto Legato fusius, abundiusque colloquia instituere mandatum est & hæc effectum assequentur.

Caeterum quae ad mutuò excolendam Amicitiam parte ab utraque requiruntur, constabit Illi ex relatis superius nominati, & innotescet.

Pax itaque sit super ambulante per viam salutis. Actum Anno 1121. (*id est Christianorum more* 1710.) primis diebus mensis *Zilcade* (*Turcis sic dictis*,) in Imperante Constantinopolitana Urbe, in Nostra Excelsa Sultanea Aula.

Renovatæ Pacis Instrumentum.

OMNIUM bonorum Creatoris, Omnipotentis, in æternum perennaturi, inaccessibilis, invisibilis, semper laudandi, continuò glorificandi Unius DEI & Domini ope & misericordia, Prophetarumque præcipui, utriusque Orbis celeberrimi Mahometis Mustaphæ (super quo benedictio DEI requiescat) multorum magnorumque miraculorum abundantia, sit Pax cunctis, & benedictio.

Sultanus Achmetes Chanus, Filius Sultani Mahemetis Chani, semper triumphator. 1711

NOS honoratissimarum & benedictarum Urbium, venerandarum ædium, Sanctorumque locorum, ubi cunctus populus sese inclinat, honoratæ a DEO Mechæ, sanctè fulgidæ Medinæ, sanctæque Urbis Hierosolymorum Minister & Dominator, Monarchicarum, desiderandarumque, trium Magnarum Urbium, Constantinopolis, Adrianopolis, Prusæque Imperator. Babilonis & Damasci, Paradisi odore perfusi, hodiernoque tempore incomparabilis Ægypti, totius Arabiæ, Alepi, Antiochiæ, Arabiæ, Chaldææ, Persiæ, Achsiæ, Dalsiæ, Riciæ, Mesopotamiæ, Parthorum Provinciæ, Vaniæ, Culiciæ, Georgiensis, & Militensis Terrarum, Magnæ Armeniæ, Sibasætnæ, Caramaniae, Barbariæ, Æthiopiæ, Atcieræ, Trablosi; Insularum Rhodos, Cipri, & Candiæ. Albi, Nigrique Maris, Insularumque Isibachiæ, Anatoliæ id est minoris Asiæ, & Provinciarum Rumeliæ; præcipue verò Tartarorum Provinciarum, Cipcaiensium Desertorum, Provinciæ Caphæ cum pertinentiis, Provinciarum Bosniæ, Temesvari, Albægrææ cum dependentibus Urbibus, & Propugnaculis; Moldaviæ, & Valachiæ: pluriumque celebrium, laudandorum, & declaratione dignorum locorum, Urbium, & justorum thesaurorum Imperator, Imperatorum Imperator, Clementissimus & Potentissimus Sultanus, Filius Sultani, Monarcha, Monarchæque Filius, Sultanus Achmetes Chanus, Filius Sultani Mehemetis Chani, Filii Sultani Ibrahimi Chani.

Quandoquidem post inaugurationem Nostræ Sultaneæ Majestatis, excelsum, felicem, plurimumque laudandum Imperatorium, Monarchicum, Sultaneum, accedente confirmatione conscendendo Thronum, jam antea fortunatis diebus beatæ memoriæ introducti à DEO in gaudium æternum Fratris Nostri Sultani Mustaphæ (cui DEUS propitius, & absolutor esto) cum Gloriosissimo & Excellentissimo inter Altissimos Principes qui credunt in JESUM, in Messina Gente regnantium Supremorum Dynastarum, Supremo Dynasta, Summorum Christianæ Gentis negotiorum Arbitrò, Principe splendore, præstantissima virtute, honore, fama, & veneratione illi præstitâ conspicuo, Csaro Moschoviæ, Imperatore Totiûs Rossiæ pluriumque ei Incorporatarum Terrarum Monarcha Petro Alexiada (cujus exitus prosper faustusque esto, & ad viam salutis collimet) Pacem pro 30. sequentibus annis conclusam, Ratificationisque Imperatoriorum Pactorum Tabulas extraditas fuisse rescivimus; Nunc verò alte memorati Csaris ex parte ob firmiorem ejus roborationem celeberrimo Messinæ Gentis inter Magnates, Dapifero, & Alatoriensi Gubernatori ad Nostram Fulgidam Portam commoranti Legato Petro Andreiadæ a Tolstoy, (cujus exitus prosper esto) data est plena facultas, ejusdemque Csaris multùm amandæ Litteræ pervenêre, cum desiderio, quò illæ ratificatoriæ Pactorum Imperatoriæ Tabulæ confirmentur, & renoventur; tum etiam Primus noster Minister, & selectissimus Vices-gerens Celsissimus Vizirus Ali Bassa (cujus famam & robur Altissimus in æternum augeat) coram Nostro Imperatorio splendescente vultu proposita hæc exposuit. Nos quoque Illustris Majestatis Nostræ nomine, cum suprafato Csare condignam amicitiam, & concordiam optamus.

Eà propter harum honoratissimarum, potentiûque pollentium Imperatoriarum Litterarum Instrumento, Pacis Tractatum, leges, & sancita, memoratis Ratificationis Tabulis comprehensa de verbo ad verbum, ipsasque præclaras, & præcelebres Ratificationis Tabulas, & 14. Pactorum Capita, quæ etiam in Nostris Nobilissimis, Augustissimisque ratificatoriis Tabulis extant, singulatim renovamus, & confirmata esse declaramus, id est, constitutos regnante supradicto piæ memoriæ Fratre Nostro anno 1112. mensis *Mubarem* 26. die, pro completo spatio 30. annorum, Pacis Articulos nihilo immutato, Nos quoque, honestè confirmamus, Invocantes Creatoris Cœli & Terræ gloriosissimum & *Sanctissimum Nomen* DEI, & novissimi omnium Prophetarum Mahumetis Mustaphæ (super quo pax, benedictio, & salvatio DEI esto); intuituque ejus plurium miraculorum, Verbi Nostri, quod Imperatoris Diademate redimiti est, fidem, Pacis Articulorum, & decretorum tenorem,

quoad

ANNO 1711.

quoad parte ab altera contreventio defuerit, servare vovemus.

Præterea mandatum erit à Nostra Imperatoria Majestate, quos, ad præsens authorisati, & in posterum authorisandi Excelsi Gubernatores Provinciarum, cæterique Nostro nomine constituti & constituendi Generosi Præfecti totius nostri triumphantis Exercitus, cunctique honorati Ministri, & Subditi superiùs dictis nil contra, aut præter agant.

Actum Anno 1121. (*scilicet* 1710.) *primis diebus Mensis* Cheval (*Turcis nuncupati*,) in Imperante Constantinopolitana Urbe, Nostraque Excelsa Sultanea Aula.

A.

Apographum Litterarum à Sua Csarea Majestate Sultano Turcarum perscriptarum.

DUM recens ex ratihabitis Pacis Tabulis, & Vestræ Sultaneæ Majestatis ad Nos Magnum Dominum transmissis Litteris, Ipsam, ante aliquot rursus annos, inter Nos, & Sultani Mustaphæ Fratris ejus Majestatem conclusam triceennalem Pacem omnimodè confirmasse, quà tenore memoratarum, quà jurejurando obfirmasse, deque illibaté servanda Nos certiores reddere voluisse intelleximus; Nos Magnus Dominus Nostra Csarea Majestas, ea grato animo, & cum omnigena satisfactione excepimus; imò necesse non potuimus quin Vestram Sultaneam Majestatem Nostro nomine de firmiter colenda hac sancta tranquillitate assecuraremus. Equidem ejusdem renovatæ Pacis non alios fructus fore, quam illam, omnis ansæ, suspicionisque ad violationem Pactorum vergentis, filum præscindendo, etiam infensissimum hostem nostrum Regem Sueciæ, qui unà cum Assectis suis, rebellibus nostris Subditis Cosacis, diremptioni mutuæ Amicitiæ Nostræ, continuo, vigilique allaborat studio, Chanumque Crimensem & Tartaros forsitan jam allectâ munerum in suas trahit partes, ex Ditionibus suis dimissuram, alióque propulsaturam esse spectabamus; eò certiùs, quò Legatus Noster in Aula Majestatis Vestræ degens, & ad mandata Nostra, non abs præjudicio Nobis dicto Regi Sueciæ in gratiam Sultaneæ Majestatis Vestræ, & ad postulata ejus, liberum meatum per Exercitus Nostros, totamque Poloniam cum stipatorio Turcico quingentorum Virorum præsidio, proposuit, quamvis Jure Gentium & Belli, cuilibet hostem suum ubique locorum perquirere & insequi fas sit; & justè prætensæ rebellium Nobis Subditorum extraditionis loco, promissæ nomine Sultaneæ Majestatis Vestræ expulsioni illorum ex Ditionibus ejusdem, acquievérimus. Majora dicemus: cum horrore exploratum est Nobis, non modò Regem Sueciæ cum assignato præsidiariorum numero Benderâ non excessisse, & rebelles Cosacos Territorio Majestatis Vestræ non ejectos esse, at præter expectationem plurimas, Ottomanorum, Tartarorumque Copias juxta nominatum Propugnaculum congregari; inter dictum hostem Nostrum, Chanum Crimensem, Jusuphum Seraskierum Bassam Silystriensem, denique & nonnullos Delegatos ab Aula Vestra consilia iniri; rumores ex Litteris prætacti hostis Nostri ubique percrebescere, ac si Majestas Vestra, illi favendo, renovatam & hoc instanti ferè ratihabitam Nobiscum Magno Domino Pacem spernere, bellumque Nostræ Csareæ Majestati gerere intenderet; datâ interea licentiâ à Chano Tartarorum, Mazepæ complicibus, Tanaisque ab unda nomenclatis Cosacis, & præcipuè seditioso Necrassovio, in Dominia Nostra irrumpere, eadem devastare, Incolas captivitati addicere, imò & in tutelam receptis, simili facultate gaudentibus Crimensibus, Cubanensibusque Tartaris, tanquam priorum facinoris sociis, & adjunctis.

Non præterit Nos quomodo turba hæc Sumsciana Legionis irruens in agrum, bina Oppida Nerubaicam, Targoviumque, tum & Vicinam Lebedino Makievam expilavit, devastavit, plurimos civium abduxit.

Minimè subticebimus collatam authoritatem tumultuariis Cosacis eligendi è medio sui, ejusdem farinæ nequam Orlik, quasi in Ducem subditi Nobis Zaporogiensis Exercitûs, scandalo cæterorum ejusdem Nationis, qui fidelitatem Nobis religiosè servant.

ANNO 1711.

Quid sibi vult declaratio, quam jussû Sultaneæ Majestatis Vestræ Summus Vizirus Uman Bassa Legato Nostro ad Aulam Vestram commoranti exhibuit, quòd Sultanea Majestas Vestra Regi Sueciæ per Poloniam transituro, 40. millium Militis comitatum addere constituerit, utque Exercitus Nostri eodem Regno discedant, requisivit.

Gravem in modum miramur, ejusmodi Tractatui Pacis obnoxia, contrahi pullulata, cùm jam per Legatum Nostrum in Aula Majestatis Vestræ significatum sit, quòd si Rex Sueciæ adeò grandi Turcarum Tartarorumque circumdatus manu Poloniam accesserit, actum hunc Nobis, Fœderatisque Nostris Regi Poloniæ & Reipublicæ evidenti Pacis violatæ signo fore.

Explicamus itaque mentem Nostram Sultaneæ Majestati Vestræ, unius sanctè initæ ac obfirmatæ Pacis, & Amicitiæ illius intuitû, probè expendat, nonne, si Regi Sueciæ, spargendorum inter Nostram, Vestram & Regis Poloniæ Majestates, dissensionis zizaniorum abesset conatus, ut quid liberum transitum sibi per Poloniam apud Vestram ambiret Majestatem, quoniam tot commodæ illi latè patent viæ, æquora superando, aut Hungariam, & Germaniam ad suas Ditiones usque, nullo periculo ibi ex hostium offensione, pervadendo.

Si Vestra Sultanea Majestas Regem Sueciæ transversum Nostri Polonicique Exercituum acies in vado conductum esse desiderat, quingentorum stipatoriorum jam præfixorum numerum etiam ad tria millia Turcici, nullo modo verò Tartarici Militis (cujus vehemens dirimendæ Pacis cupiditas, ne ad missionem ejus condescendamus, arcet) extendere, dictusque Rex cùm hoc præsidio à Nostris, Polonicis, & Saxonicis Exercitibus securus, totam Poloniam peragrare poterit, & ubi illi visum erit, in Pomeraniam, Silesiam, vel Hungariam dimittetur.

Plenæ rei hujus executionis curam suscipimus, quamvis Jure Gentium hosti nostro ejusmodi officia gerere non teneamur, ut Vestræ Sultaneæ Majestati gratificemur: sin minùs, & pollicitationem Nostræ Csareæ Majestatis in facie totiûs Orbis Vestræ Majestati oblatam non convenire, illamque declarationi per Vizirum Legato Nostro intimatæ, de Rege Sueciæ, tanta ut supra stipato caterva, in Poloniam ducendo, persistere experimur, inviti, una cum Fœderatis nostris, pro Pacis violatione id suscepturi sumus, & omnis exitii ac sanguinis insontium effusionis culpa, coram DEO & Gentibus exolvendi.

Nusquam deficiemus à necessitudine Suæ Regiæ Poloniæ Majestatis, & Reipublicæ, tanquam fidelis Fœderatus, & quos in deteriori periculo, vigenti adhuc Suecorum potentiâ juvimus, multò minùs ad præsens in mediis fortunatis mutuo Nostri emolumento progressibus, & hostili Suecorum robore ad occasum pendente, ope & unione destituemus.

Arctioris Fœderis cum Sua Regia Poloniæ Majestate, & Republica nexu, cum 30. circiter millibus Militum ad usum illorum in Polonia præstò esse, in summa verò temporum angustia, etiam totum Exercitum Nostrum contra quemlibet hostem in suppetias ducere Nobis incumbit: pari vinculo ad similem casum illi quoque Nobis auxilio esse obstricti sunt.

Cuncta haec Sultaneae Majestatis Vestrae attentae deliberationi commendamus, non diffidentes, quin illa (uti Pacis Tutorem, Justitiaeque Cultorem decet) iniqua Regis Sueciae artificia, perplexae nimium sequelæ, vitare annuat.

Praestolabimur Sultaneae Majestatis Vestrae dilucidam desuper responsionem, & superiùs exaratorum postulatorum benevolam adimpletionem.

Quod superest, ad fusiores Legati Nostri expositiones remittimus. Dabantur Petropoli 1⁵/₁ Julii die, Anno à Nativitate Christi Salvatoris Nostri 1710. Regni verò Nostri Imperatorii 29.

B.

Secundum Apographum Litterarum à Sua Csarea Majestate ad Sultanum Turcarum datarum.

JAM aliquot elapsi sunt menses, ex quò Nos Magnus Dominus Vestrae Sultaneae Majestati Litteras, per Legatum Nostrum illi tradendas exaravimus, & in apricum tulimus, quantoperè Nos iniquius

ANNO 1711. quies pertentet, quod ratihabitae per Vestram Sultaneam Majestatem inter utriusque Nostrum Imperia constitutae, & à Nobis in hunc usque diem religiosè servatae Pacis, ac condignae Amicitiae indices, plurimae ex mora hostis Nostri Regis Sueciae, Assiclarumque ejus, Nobis rebellium Subditorum, in Ditionibus Vestris, Pacis dictae violationi glistant lites.

Distinctè tunc pollicitabamus, quem in modum abs ulla Pacis noxa Rex Sueciae excedere posset, in comitatu scilicet stipatoriorum quingentorum virorum, prouti Legato Nostro in Aula Vestrae Sultaneae Majestatis degenti cum Summo Viziro conventum erat: Sin verò numerus hic insufficiens crederetur, usque ad tria millia adaugendo acquiescebamus; dictòque hosti, & comitatui liberum transitum per Poloniam (si aliud quodvis respueret iter) apud Foederati nostri Poloniae Regis Majestatem & Rempublicam efficere, in Nos susceperamus; exindeque propensum hunc animum in Amicitiam Sultaneae Majestatis Vestrae, libenter excipiendam, hostem autem Nostrum unà vel alià vià ad suas demittendum Regiones expectabamus. At hodie praeter spem negotium hoc penitus retrogradi, quinimò eidem hosti Nostro citra priorem hospitalitatem, persolutione insignis pecuniariae summae, apparatu ad bellum, nec non confinia Ditionum Nostrarum aggrediendi datâ facultate, apertam inimicitiam Nobis obtendi advertimus.

Quamobrem Delegato, eo solo nomine expedito praesentes ad Sultaneam Majestatem Vestram committere boni esse duximus, verum propositum illius rescire cupientes, lubeat ne ipsi religiosè Nobiscum initam, ratihabitam, jureque jurando assertam firmiter servare Pacem.

Si Vestra Majestas consenit, desideramus, ut Rex Sueciae suprascripto modo, mediocri cum praesidio, per Poloniam, Nobis assecurantibus, vel alià quavis securiori vià (quarum ingens copia extat) Ditionibus ipsius illicò dimittatur, & cuncti qui ad suspicionem Amicitiae provocant, praescindantur incessus. Nos vice versâ Majestatem Vestram de observantia ejusdem Tractatûs, nunc & in aevum duratura, certiorem esse volumus.

Sin verò assentiri recusaverit, Regem Sueciae ultra vernam tempestatem in Regione sua foverit, ad Bellum sese instruxerit; hostique Nostro quà nervo rerum gerendarum, quà armis ut ut etiam auxilium ferre voluerit, non dissimili cum fervore, indicet Nobis abs temporis dispendio, exposcimus.

Quo casu aequi bonique consulet, dum Nos quoque impulsi, securitati Nostrae prospiciendo, Exercitus Nostros ad confinia ducemus, Bellicis rebus unà cum Foederato Nostro Rege Poloniae Augusto totaque Illi morigera Republica, vacabimus, & cuncta studia contundendis adversùs Nos hostilibus machinationibus impendemus. Uti enim Altissimo teste Pacem cum Vestra Majestate illibatam colere intendimus, ita & confidemus, quòd si ullâ Nostri ex parte accedente ausa Vestra Majestas leges has transgredietur, Dominum Exercituum Adjutricem justae causae Nostrae habebimus.

Responsum quantociùs in scriptis ad haec per eundem Delegatum à Vestra Majestate Nobis transmitti etiam atque etiam flagitamus, ut eidem consonè Nos geramus: Taedet enim Nos ampliùs tantâ incertitudine intricari.

Caeterùm Majestati Vestrae longaevam valetudinem, faustum Imperii Regimen, & cuncta prospera ab Omnipotente exoptamus. Dabantur Petropoli Octobris ⅔ die, Anno à Nativitate Christi Salvatoris Nostri 1710. Regni verò Nostri Imperatorii 29.

C.

Tertium & postremum Apographum Litterarum à Sua Caesarea Majestate Sultano Turcarum exaratarum.

QUAMETSI binas jam Litteras Vestrae Sultaneae Majestati, Julii ¼, & Octobris ¼ die, anni immediatè praeterlapsi praescripserimus, & ob diuturnam Regis Sueciae cum Associis, Nobis verò perduellibus Subditis Cosacis, nec non Foederati Nostri Poloniae Regis Majestatis proditoribus Kiiovienst & aliis, in Imperio Majestatis Vestrae, moram, inquietudinem Nostram iterum exposuerimus, cum annexo desiderio, quò idem Suecorum Rex à Territorio Ottomanno, quacunque via, Tractatu omnimode salvo, in Regnum suum sese conferret: tum etiam proposuerimus, quòd si Majestas Vestra per Poloniam eum reverti velle persisteret, Nos Majestatis Vestrae ergo liberum gressum ei, & praesidiariis Turcicis ad numerum trium millium, per Exercitum Nostrum admitteremus, & per Legatum Nostrum deinde, stipatorium Militem etiam quinque millium virorum agmen adaequare posse, declarari jussimus; Suae Regiae Poloniae Majestatis & Reipublicae consensum ad id procurare promiseramus. Regem Sueciae sospitem transiturum esse spopondérimus: simul & declaraverimus, casu quo Majestas Vestra institutum suum de dimissione Regis Sueciae, ingenti, aut majori cum turba ac conventum est, perpetuaret, & sic evidenter Paci cum Nostra Caesarea Majestate, & Sua Regia Poloniae Majestate violentiam infligeret, Nos ea minimè perpessuros, & invicem Nobis ope & auxilio, vigore Foederis quod Nobis intercedit non defuturos esse; ab omni Pacis contraventione (quam Nostra ex parte sanctè servandam promittimus) exemptos, & effusi item sanguinis Aggressori imputandum fore probaverimus. Quoniam Regi Sueciae abs Polonia tot securae prostant viae, & transitus ejus cum tanto Exercitu per dictum Regnum petitus, non aliter, nisi ad discordias & Pacis violationem dirigitur. Nihilominus non modò ullum responsum obtinuimus, ast nec quidem à Legato Nostro, vel alio quovis modo percipimus, utrum hae Literae ad manus illius pervenêre, & Vestrae Sultaneae Majestati traditae fuêre nec ne.

E contrario satis superque ab extraneis oris, Legatum Nostrum custodiae traditum, Constantinopoli proclamatione, in caeteris verò Regionibus mandatis, quò Exercitus ad confinia properent, intimatum esse pro certo comperimus.

Non latet Nos Tartaris etiam, ut ad expeditionem bellicam sese praeparent, injunctum esse; Majestatis Vestrae propositum de Rege Sueciae vi per Poloniam transducendo, Nostraeque Caesareae Majestati bello inferendo constat Nobis.

Itaque necesse esse credidimus semel adhuc his Nostris, Majestatem Vestram Sultaneam compellare, & tam ad priores, quàm & praesentes responsum, & mentis ipsius declarationem superfluè fere requirere volumus. Est ne illi constitutum Tricennalem Pacem Nobiscum proximè exacto anno renovatam, juramentoque ipsius coram DEO Justo Judice confirmatam servare, aut abs ulla nostri ex parte intervenіente causa violare?

Testamur simul, quod si ad praesentes nullam decisivam responsionem receperimus; de intacta Pacis observantia, à Vestra Majestate assecurati non erimus; de apparatu illius ad Bellum (prouti nunc fit) & Regis Sueciae decreta violenta per Poloniam ductione non cessaverint rumores: id tanquam evidentem Pacis praecisionem respicere cogemur, nullis tergiversationibus seducemur, sed invocato supremo Numine securitati nostrae consulemus, & cuivis hostili assultui praeveniemus.

Jam Exercitus Nostros ad confinia d'foedere jussimus, de violatione Pacis, & sanguinis effusione coram DEO & honesto mundo non accusandi, quia ad haec extrema, (supremus Arbiter cernit) compellimur, qui uti humani scrutator cordis nec minimam violandae Pacis mentem nobis fuisse, vel esse, sed firmiter servandae desiderium, novit. Ideoque confidimus justitiam causae nostrae ab omnibus Pacis violatoribus, & perjuris fartam tectamque fore.

Sin autem responsum Sultaneae Majestatis Vestrae, positivâ assecuratione de religiosè observandâ Pace, de Rege Sueciae abs violatione ejusdem perducendo, nec non cunctorum discriminum resolutione, instructam acceperimus, Exercitus Nostri, quantumvis in omnem eventum confiniis vicini, nequaquam hostiliter sese gerent, & sublato periculo, nullâ hostilitate patratâ, rursus recedent. Interea verò situatio eorundem pro Pacis violatione reputari nequit.

Denique Majestati Vestrae Sultaneae bonam valetudinem vovemus. Dabantur Petropoli Januarii ⅕ die, Anno à nativitate Christi Salvatoris nostri 1711. Regni verò nostri Imperatorii 29.

Explicatio mensium Turcico more superiùs insertorum

MUHAREM	*Julius.*
ZILCADE	*Majus.*
CHEVAL	*Aprilis.*

CVI.

ANNO 1711.

CVI.

19. Janv. *Resolution des Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Pais-Bas sur les Troupes pour la tranquilité d'Allemagne.*

Du Lundi 19 Janvier 1711

LES Sieurs de Brockhuysen & autres Deputez de LL. HH. PP. pour les affaires étrangeres, ont derechef été en conference avec Mrs. les Ministres de Sa Majesté Imperiale, de Sa Majesté la Reine de la Grande Bretagne & d'autres Puissances interessées dans la conservation de la tranquilité & de la neutralité dans l'Empire par raport à la Guerre du Nord, ont raporté à l'Assemblée que Mrs. les Ministres de Sa Majesté Czarienne & de Sa Majesté le Roi de Pologne ont fait savoir qu'ils avoient des avis que les troupes de Suede qui sont en Pomeranie étoient augmentées, & faisoient des preparatifs pour marcher, & qu'on devoit même y transporter des troupes de Suede. Surquoi ils ont derechef fait instance que le Corps destiné pour le maintien de la Neutralité dans l'Empire puisse sans aucun delai être assemblé. Qu'aiant ete dans une Conference fait part de ces avis à Mr. Palmquist Envoié Extraordinaire de Sa Majesté le Roi de Suede, il avoit assuré que suivant les dernieres Lettres qu'il avoit reçues du Comte de Guldenstern de Pomeranie, les troupes qui y étoient, n'avoient point été augmentées; que seulement sur l'ordre de Sa Majesté on avoit tiré quelques hommes de quelques Regimens de Dragons qui étoient trop forts, & qu'on ne pouvoit pas nommer une augmentation. Qu'il n'avoit aucune connoissance des preparatifs pretendus pour faire marcher ce Corps-là; & qu'il n'avoit non plus entendu parler du transport de troupes de Suede pour la Pomeranie. Qu'eux Sieurs Deputez avec lesdits Srs. Ministres avoient là-dessus été occupez sur ce qu'il seroit expedient de faire; & qu'ils avoient été tous de sentiment, qu'il faloit maintenir la Neutralité dans l'Empire suivant qu'elle avoit été ci-devant concertée; Et que par provision les troupes qui y étoient destinées devoient aussi être postées de la maniere portée par la Resolution de LL. HH. PP. du 2. de ce mois. Qu'on avoit aussi fait de grandes instances que les troupes de Sa Majesté de la Grande Bretagne & de l'Etat puissent être envoiées plus à portée, comme étant le plus éloignées & que Mr. le Comte de Sinzendorf avoit fait savoir qu'il avoit reponse de Son Altesse Electorale Palatine, qui s'étoit chargé de laisser marcher ses troupes, suivant la demande faite dans la Resolution du 2. Sur quoi aiant été deliberé il a été trouvé bon & arrêté que les 6. Batailons de l'Etat marcheront vers la moitié de Fevrier, si la saison le permettoit, ou autrement au commencement de Mars pour aller par provision du côté de l'Elbe dans les Pais de Son Altesse-Electorale de Brunswick-Lunebourg, pour aller ensuite là où la necessité requerroit. Le Bataillon de Mr. l'Evêque de Munster marchera de même, c'est dont Mr. le Resident Nors s'est chargé d'écrire. Qu'on écrira à ladite Altesse Electorale pour le prier d'assigner auxdits Bataillons une place convenable, & qu'on prieroit Mylord Touwnshend Ambassadeur Extraordinaire de Sa Majesté de la Grande Bretagne de faire en sorte par ses bons offices que les 6. Bataillons de Sa Majesté puissent être nommez pour ce tems-là, & avoir ordre de marcher pareillement avec ceux de l'Etat. Et un Extrait de cette Resolution de LL. HH. PP. sera remis entre les mains de Mrs. les Ministres de Sa Majesté Czarienne, & de Leurs Majestez de Pologne & de Dannemarck, de même qu'en celles de Mr. Palmquist.

CVII.

28. Janv. *Defensio* CAROLI XII. *contra* AUGUSTUM II. *Regem Poloniæ, Electorem Saxoniæ. Data Benderæ die 28. Januarii anni 1711.*

NOS CAROLUS (totus titulus) omnibus & singulis præsentes hasce visuris aut audituris salutem & benevolentiam nostram Regiam. Supervacaneum esse ducimus, multis heic commemorare, quemadmodum Rex AUGUSTUS Elector Saxoniæ, potitus in Polonia rerum, primordia Dominationis suæ sumserit à violatione Legum Patriæ, atque ab oppressione libertatis Civium, spretâ Religione Pactorum conventorum, in quæ sponte sua consenserat, & ad quæ sanctè servanda jurejurando sese obstrinxerat: utque Gens inclyta Polonorum animadvertens immane periculum, quod toti Reipublicæ imminebat, quodque vitæ pariter ac fortunis civium, sparsis undique discordiarum seminibus, incendiis, cædibus & rapinis exhaustorum, ultimum periculum minitabatur, tandem cœperit de rationibus expediundæ salutis suæ, deque vindicanda in pristinam libertatem, Jura ac Immunitates suas Patriæ serid cogitare: Fluctuasse primum quidem multorum de Patria benè meritorum virorum animos constat, partim blanditiis ac pollicitationibus, partim etiam minis ussidi Principis inductos; sed vicisse demum amorem Patriæ, & apud saniorem Reipublicæ partem, ingenuum priscæ libertatis desiderium; excusso ac penitùs rejecto servitutis jugo, quod Rex AUGUSTUS cervicibus ipsius, contra jus & fas imposuerat: atque sublato in Regiam Dignitatem liberis Civium votis & suffragiis, solemnibusque Regiæ inaugurationis ceremoniis STANISLAO ejus nominis primo, ad regnandum à natura facto Principe, ob excelsas, quibus exornatus est, virtutes. Quique ab ipsis nascendi sorte tenerrimum patriæ suæ amorem traxit atque animo suo altè infixum tenet. Sufficit pro re nata tantum indicasse, peracta esse ac firmata hæc omnia Tractatu Varsaviensi; Regemque AUGUSTUM in eadem, ratihabita Pace Altranstadiensi liberè consensisse, atque omni juri suo, quocunque demum nomine veniret, in Regnum Poloniæ, atque Magnum Ducatum Lithuaniæ in perpetuum sanctè solemniterque renunciasse: misso ad Ordines Reipublicæ authentico Diplomate, quo eosdem fide ipsis data exsolutos, ad obedientiam novo Regi præstandam remiserit. Post ejusmodi solennia Pactorum publicorum, fidejussionibus etiam maximorum Principum confirmatorum, quis dubitaret non satis prospectum cautumque esse saluti Reipublicæ, securitati Patriæ, ac libertati denique omnium ac singulorum Civium; atque adeò finem jam tum adesse malorum, quæ miseram Poloniam per tot annos variis fortunæ casibus agitatam afflixerant? Sed ecce! Idem Rex AUGUSTUS tot passibus hactenùs defunctus ad fidem Orbi Christiano faciendam de pacato suo ingenio, deque sincera intentione non turbandæ amplius tranquillitatis, aut trahendæ in casum Reipublicæ è repentè ad opprimendam Poloniam atque novum in eâ belli incendium excitandum cum armatâ manu prorumpit. Regium Diadema depositum & abjuratum paulo ante sibi imponit: Moscum infensissimum hostem nominis Polonici in societatem facinoris assumit: ac innumerabilem propemodum turbam ignoti nominis hostium in sinum Reipublicæ invehit, eique hanc in prædam dat, quò faciliùs ac securius, dominatum in eam exsanguem & truncatam nobilioribus sui partibus demum exerceat. Czarus enim illhàc rerum ac temporum opportunitate callidè utens, in præmium submissi auxilii opimas Regiones ab AUGUSTO Rege stipulatas, homagiisque Civium firmatas sibi vindicat in perpetuam possessionem: Loca contermina Imperio suo occupat atque Castellis ac Propugnaculis Præsidiisque bellicis munit, ut totam Rempublicam faciliùs coërceat sibique tributariam reddat. Conspectiora sunt hæc Czari tentamina, quam ut à quoquam in tantâ luce rerum ignorari; graviora & Reipublicæ pestilentiora, quam ut cordatum quemque Civem non vehementer commovere atque percellere possint. Amoliri equidem a se hanc sive culpam sive suspicionem, eamque in nos transferre nullis non artibus conatur conjuratus hostis: Nunc criminando moram, quam in Terris Imperii Ottomannici aliquandiu fecimus: Nunc disseminando suppositias NOSTRO nomine, si credere fas est, ad ipsum SULTANUM per scriptas Literas de dividenda atque insuper eidem obnoxia reddenda imposterum universa Polonia: ubique sanè falsis criminationibus invidiam NOBIS conflando, ut impiæ machinationes suæ credulitate vulgi tegantur, NOSTRÆ verò actiones & consilia in suspicionem revocentur. Verum enimverò dedignamur ejusmodi mendaciis refellendis vel quantillum operæ heic impendere: Qui enim æquitatem moderationemque animi NOSTRI norunt: quique res à NOBIS pro illibata libertate & salute Polonorum hactenus

ANNO 1711. gestas ad æquam judicii Lancem expenderint, detecto protinus fallaciarum harum vero architecto, haud facilè sibi imponi siverint. Quæ cum ità sint, non possumus non ægrè ferre tristem hanc conditionem nobilissimæ Gentis, quam tanto labore ac periculis, tantoque sanguinis Suedici impendio antea servavimus gementem sub impotenti dominatione Regis AUGUSTI. Eundem erga eam animum adhuc conservamus, nulli neque labori, neque sumptui parcituri, antequam ipsam multitudine hostium liberatam in plenam libertatem asseruerimus, ac legitimo Regi suo STANISLAO Primo pacatam reliquerimus. In eum finem consilia NOSTRA communicavimus cum Imperatore OTTOMANNICO & Magno Tartarorum CHAMO: Qui ambo pari nobiscum affectu in Rempublicam Polonam, pariter etiam cupientes pristinum Libertatis statum eidem restitutum & assertum, socia nobiscum arma conjungent, ad frangendas ac retundendas eorum vires, qui libertatem Polonam oppressam tenent. Ad hoc opus, propitio quod speramus NUMINE inchoandum, præmittimus nunc illustrissimum Palatinum Kioviensem, supremum Exercituum Regni Poloniæ Ducem, in Poloniam cum egregia Militum manu, mox ipsi cum numerosioribus Exercitibus, si opus fuerit, eundem secuturi: nulli dubitantes, quin omnes & singuli, quibus salus Patriæ, parentum cura, Conjugumque ac Liberorum amor curæ cordique sunt, quique dignum Mavortiâ Gente animum assuetudine infimæ servitutis nondum exuerunt, ac denique qui finem malorum, quæ patriam exercent, videre cupiunt, erecto hoc salutis recuperandæ signo, unitis animis ac viribus quantociùs sese jungant Cohortibus, quæ sub auspiciis Illustrissimi Palatini Kioviensis & supremi Exercituum Regni Poloniæ Ducis militant, proque libertate non minus quam aris & focis suis fortiter dimicant, veniam impetraturi omnium, quæ anteà secùs egissent. Brevi tempore & modico labore oportet defungi ad hoc opus, DEO justam causam secundante, feliciter conficiendum, si omnes ad eundem salutarem scopum obtinendum unanimes conspirent. Quod si autem quemquam præsens conditio parùm moveat, aut perversus in Patriam animus, commodique privati spes in adversis partibus detineat; suæ vel perfidiæ vel pertinaciæ is demum acceptum ferat, si quid inclementiùs in ipsum consulatur. In quorum majorem fidem has manu NOSTRA subscriptas Sigillo Nostro Regio muniri jussimus. Dabantur ad Urbem Benderam die 18. Januarii anni 1711.

CAROLUS,

(L. S.)

H. G. VON MÜLLERN.

CVIII.

22. Fer. *Manifestum, seu Declaratio de perfidâ Pacis violatione, Sultani Turcarum* ACHEMETIS *contra Suam Cæsaream Majestatem. Ad Mandatum Suæ Majestatis in lucem data anno* 1711. *Februarii die* 22. *Interpretata ad normam Originalis.*

NOTUM sit omnibus, quorum id scire interest, quoniam sine dubio universo Orbi constat, quomodo nunc regnans Sultanus Turcarum Achemetes, constitutam cum Suâ Cæsareâ Majestate à Fratre ejus Sultano Musthapha ante decem annos, & ab Ipsomet, præterlapso 1710. anno confirmatam, & per Litteras ad Suam Cæsaream Majestatem perscriptas, juramentoriè coram Altissimo DEO obfirmatam Tricennalem Pacem, sine ullâ illi à Suâ Cæsareâ Majestate datâ causâ diremit, & Bellum Constantinopoli præterito 1710. anno, mense Novembri publicè declaravit, & postea Suæ Cæsareæ Majestatis Legatum Extraordinarium, Consiliarium Intimum, Dominum à Tolstoy, contra Jura Gentium, barbarè contumeliâ affectum, in carcerem, *Edicul* dictum, mitti jussit, cujus tota substantia penes hoc direpta est. Et nunc non tantum in toto Turcico Dominio Bellicos apparatus contra Suam Cæsaream Majestatem facit, & Exercitus ad Benderam congregari jussit. Sed & inscriptis ad omnes

ANNO 1711. Præfectos & Bassas suos de inceptione hujus Belli transmisit declarationem, ut conveniant cum Exercitibus contra Suam Cæsaream Majestatem, proponendo nonnullas causas, quasi à Suâ Cæsareâ Majestate ad hanc diremtionem Pacis datas, quæ non tantum falsæ, sed & postremâ Pacis confirmatione sunt resolutæ. Etenim omnes hæ ante hanc confirmationem commemoratæ erant, uti de hoc inferius declaratum est. Et quantum intentionem illorum Turcarum advertere licet, illuc tendit, ut Suæ Cæsareæ Majestatis Exercitus qui in Poloniâ juxta Fœdus cum Regiâ Poloniæ Majestate AUGUSTO II., & Republicâ, & propter defensionem illorum, stant, obeuntes, eosdem ex Poloniâ discedere cogant, & inducto in Poloniam Rege Sueciæ, turbinibus in hoc Regno factis, altedictum legitimum Regem denuò dejiciant, & à Rege Sueciæ per violentiam inaugurato in Regem, Rebelli Stanislao Lesczinski super Thronum Polonicum inducto, sic, non tantum Poloniam suo barbaro servitutis jugo & tributo subjiciant, sed & multas Provincias ab illa, unà cum Fortalitio Camenecio ab hoc Regno sibi avellant, (uti hoc illi à Rege Sueciæ nomine Lesczinski per nuncupatum Palatinum Kyoviæ, Potocki & Poniatowski Portæ promissum. Et quòd quasi tota Respublica velit illis dare pro hoc tributum quolibet anno quatuor millenorum millium Ducatorum) Nec non ut & in Imperio Romano per suos Fœderatos, Regem Sueciæ & Lesczinski, Exercitibus in Pomeraniâ manentibus turbines faciant, & ignem Belli eodem tempore succendant. Et hoc facto, juxta suam malam & perfidam intentionem, Bellum contra Suam Cæsaream Majestatem, unà cum Rege Sueciæ, uti Fœderato suo continuent, & per rebelles, Cosacos, Mazepianos & Bulavianos in Turcicum Dominium profugos, turbines in Suæ Cæsareæ Majestatis Dominiis conficiant. Et nunc multa mala proposita, & machinationes, non tantum contra Suam Cæsaream Majestatem, & Suam Regiam Poloniæ Majestatem, sed & contra totam Christianitatem exequantur. Et hanc ob rem Sua Cæsarea Majestas assumpto Altissimo in auxilium, confidens veritati & Justitiæ armorum suorum, intendit contra illum perfidum, & juramenti Violatorem hostem suum, Sultanum Turcarum, & ejus Fœderatos, & asseclas Bellum, in Nomine DEI, in sui defensionem incipere. Et ideò jussit Capitales suos Exercitus undique ad Turcarum confinia discedere, quorsum & ipsa personâ suâ brevi advenire vult. Sed ut omni honesto mundo exponat Justitiam suam, & quòd Sua Majestas à principio Carloviccensium Induciarum, & postea à conclusione Tricennalis, nunc ab hoc Sultano Turcarum injustè violatæ Pacis, & usque ad hunc diem nec parvam occasionem & causam ad diremptionem ejus dedit; Sed illam sanctè & immobiliter observare voluit, non attentis multis ex parte Turcarum factis injustitiis, incursionibus in Terras Suæ Cæsareæ Majestatis, susceptione Suæ Majestatis Subditorum Rebellium & traditorum in suam tutelam, & receptaculum illorum hostium Suæ Majestatis in sua Ditione, & cætera: Eapropter jussit per hoc Manifestum, vel Declarationem, de hoc omni prolixè declarare, ut omni honesto mundo Justitia Suæ Cæsareæ Majestatis, injustitia verò Sultani Turcarum sint nota. Etenim uti tota Christianitas, & præcipuè nunc sub jugo barbaro gementes multæ Christianæ Gentes: uti Græci, Valachi, Bulgari, Servii, & cæteræ multæ cum prægrandi suâ miseriâ; Ita & Regnum Hungariæ, & Sua Cæsarea Majestas Romana ipsamet cum non parvo damno hoc experti, quòd hi Barbari Turcæ, uti Hæreditarii hostes Christiani nominis, nihilo alio, quàm continuis suis perfidis Pacis Violationibus, ex Spoliatoribus & latronibus permissione DEI paucis sæculis se se roboraverunt, & in tam potentem & insignem Gentem, & Monarchiam evaserunt, & tum celebria & vetusta Dominia & Terras, à potiori parte Christianas, sancta & veneranda loca usurparunt, uti hoc testantur historiæ, & inter cæteros Sanctissimus Hierosolymorum Patriarcha Nectarius in descriptione sua de Turcarum origine & incremento. Et expressè, quòd semper callidè invigilabant, inimicitiis, dissensionibus, & scissionibus inter Principes, & Dominia Christianorum. Et in talibus occasionibus nullos Tractatus respiciendo, pacificationis sancita, juramenta, & jurejuranda, insperatè Pacem cum Vicinis violabant, illosque aggredientes prædabantur, & suo jugo subjiciebant. Et posteà

iterum

ANNO 1711.

[illegible] anitatem temporis advertentes, Pacem [illegible], retinendi [illegible] sub suo Barbaro Dominio [illegible] Pacis constitu[illegible] erepto. Et si denuo tanquam Leones [illegible] ebant [illegible] ad aliam talem occasionem [illegible] continuo [illegible] Christianos scissiones & [illegible] faciendo, & applicando illorum discordiam commodo suo. Et [illegible] hanc quoque perversam [illegible] intendebat ut rapax lupus Turci[illegible], etiam cum Rossiana Monarchia præter [illegible] 77. [illegible], faustè regnante piæ dignæque memoriæ Magno Domino Czare & Magno Duce Theodoro Alexiada, Totius Rossiæ Autocratore, idem facere, dum [illegible] putans, sibi obtinere in prædam & capturam, subditam Suæ Czareæ Majestati Minoris Rossiæ Prov[illegible]iam, per proditionem trans Boristhenalis illius temporis Cosacorum Ducis Doroszenok, violatâ Pa[illegible] cum prægrandi & horrendâ Militis manu [illegible] Ucrainam venerat. Ast advertens hanc Dorosz[illegible], jam Suæ Czareæ Majestati se subdidisse, & illius olim residentiam Czigirinum, Suæ Czareæ Majestatis Co[illegible] occupatam fuisse, rabiem suam contra hanc [illegible]ivitatem ejecerat, eandem deglutiri, & ulterius in Ucrainam ingredi cupiens. Sed validâ Exercituum Rossicorum resistentiâ, per biennales expeditiones, operationes, & multa expensa, non poterat hunc quamvis non valdè munitum locum hucusque capere, quousque ipsimet Rossici Chiliarchi e[illegible] esse duxerant, relictâ hac Civitate, Præsidium ad Exercitum educere, cui Exercitus, quamvis hostilium dissipare summopere conaretur, tamen Altissimi miseri ordiâ, nil agere ac intentare poterat: at vel maximè perpessus maximum sibi damnum, cum pudore ad suas reverti oras coactus erat. Et postea quærere Pacificationem cum Suâ Czareâ Majestate, quæ deinde 1681. anno etiam confecta. Post quam hic perfidus non servatis cum Suâ Cæsarea Romanâ Majestate Induciis, sine ullâ causâ 1683. anno rupturam insperatò fecit, & Viennam Cæsaream Residentiam accessit, illamque obsedit. Sed qualem ultionem pro suâ perfidia suscepit, hoc viget adhuc recenti omnium memoria. Etenim dum Christianæ Potentiæ adverterunt talem ejus barbaram versipellemque intentionem, & dolos, unum post alium ex Christianis Principibus deglutire, concluserunt ii, nempe Sua Cæsarea Majestas Romana, cum Ordinibus Romani Imperii, & Sua Regia Poloniæ Majestas cum Republica, nec non Venetiarum Respublica contra eundem fidei infractorem, sic dictum Sanctum Fœdus, ad quod & Pontifex Romanus cum illis accesserat. Postea verò ob commune Christianorum commodum, & Suas Czareas Majestates Joannem Alexiadem, & nunc feliciter Dominantem Petrum Alexiadem, illi Principes invitarunt: cui Suæ Majestates eò procliviores sese exhibuerant, quia eidem sese 1686. anno adjunxerant in principio per perpetuum Pacis Tractatum, & offensivum pro tempore, defensivum verò pariter perpetuum Fœdus cum Regno Poloniæ. Et postea 1697. anno per triennale Fœdus cum Suâ Cæsareâ Romanâ Majestate, & Republicâ Venetiarum. Quoniam Suæ Majestati continuis Tartarorum contra Pacis Sancita commissis in suas Terras, & Dominia incursionibus, tum etiam violationibus Pacis sine legitimis causis cum omnibus Christianis, sat ansæ à Turcis ad id datum erat. Et sic per hoc Fœdus adjuvante Altissimo, multa antea Christianis erepta Regna, Terras, & Civitates, scilicet Hungariam, Sclavoniam, Dalmatiam, Moream, tum & Assovium, Casikermenum cum cæteris Civitatibus, felicitate Christianorum armorum, vindicata fuerant, & ille hostis ad tantam redactus erat impotentiam, ut si hoc Bellum juxta desiderium Suæ Czareæ Majestatis, vigore Fœderis adhuc aliquot annis protractum fuisset; hic Hæreditarius Christianorum hostis, sinon omninò casum subivisset, saltem Christianis nusquam ad nociturum statum redactus fuisset. Sed quoniam ille per astutias suas & machinationes tempore Carlovicensis Tractatus, Celsos Fœderatos disposuerat ad paciscendum, & ità in hac occasione, cavillationes, inimicitias, inter dictos Fœderatos seminare cœpit. Et hoc modo à Fœdere cum Suâ Czareâ Majestate cæteros Principes abstraxit, & Pacem particularem pro viginti quinque annis exclusâ Czareâ Majestate confecerat. Et sic deinde compulsus erat Suæ Czareæ Majestatis Legatus Dominus à Woznicin, biennale Armistitium cum hoc hoste inire. Post quod tandem Anno 1700. Mensis Junii 3. die per Ablegatos Suæ Czareæ Majestatis D. D. ab Ukraintsow, & à Czeredeew, Constantinopoli Tricennalis Pax inter Suam Czaream Majestatem, & priorem Sultanum Mustaphum conclusa erat. Quam Sua Czarea Majestas adeo sanctè, & immobiliter servabat, ut quamvis adhuc ante ratificationem ejusdem Pacis 1701. Anno, Nuradan Sultan cum totâ Budiacensium Tartarorum Cohorte, ad Suam Czaream Majestatem misissent, subjicientes se Potentissimo ejusdem Majestati Sceptro. Tamen Sua Majestas nolens ullam suspicionem & ansam violationi Pacis præbere, illos suscipere recusavit, at illos repudiavit. Pari modo & postea dum 1702. anno Turcarum Subditus Tubiek Murza Ipsemet Assovium veniens, petiisset, ut Sua Czarea Majestas illum cum multis Cubanensibus Tartaris in Vassalagium suscipi mandaret, eundem recipere noluit. Enimverò quando Sua Czarea Majestas hanc Pacem per Magnum & Plenipotentiarium Legatum suum, Camerarium Dominum Principem Demetrium à Galicin, Litteris suis confirmare voluit, tunc vel maximè ab hoc tempore à Suâ Czareâ Majestate extremos conatus de observatione ejusdem adhiberi mandatum, & omnibus Confiniorum Gubernatoribus, tum & Subditi Exercitus Zaporogiensis Duci, & aliis Suæ Czareæ Majestatis regularis, & irregularis aciei Exercitibus fortiter injunctum, ut nec minimam causam ad violationem sub rigorosâ pœnâ excursionibus in Turcicam Tartaricamque Terram auderent adferre, & nil agere, quod Vicinali Amicitiæ, aut constitutæ Paci contrarium esset. Et hoc Sua Czarea Majestas adeò firmiter servare voluit, ut, dum 1[illegible] Anno protervi semper nequam Zaporogienses nonnullos Græcos Mercatores, Ucrainam cum Mercimoniis petentes spoliassent, & de hoc à Sultano petitio de satisfactione per Legatum Suæ Czareæ Majestatis facta fuisset, & sic Sua Czarea Majestas expendens hæc ablata ab his spoliatoribus reperiri non posse, jussit hanc refusionem iisdem Græcis ex Thesauro suo fieri, & circiter centum millia uncialium thalerorum illis persolvi.

Contrariè huic, quamvis Pax hæc à Sultano Turcarum vicissim per Litteras & Juramentum confirmata fuisset; attamen Turcæ & Tartari Subditos Suæ Czareæ Majestatis toto tempore illius Pacis omnimodè injuriabantur, Subditosque Suæ Czareæ Majestatis obtruncando, post sancitam Pacem trucidabant, in captivitatem ducebant, & multos equos & jumenta illis abigebant, prouti idem annalibus Regestis excerptum hic declaratur. Nominatim verò ad Assovium, ad littora Maris, & juxta Donensia Oppida 1699. Turcici Subditi trucidarunt tres Subditorum Czareæ Majestatis, in captivitatem duxerunt 40. Viros, & mille sexcentos octuaginta quatuor equos. Anno 1700. occiderunt duos homines. In captivitatem duxerunt centum quadraginta septem homines, equos septuaginta duos abegerunt, & quatuor Camelos. Anno 1701. neci dederunt sex homines, unum sauciarunt, in captivitatem duxerunt nonaginta unum hominem. Equos abegerunt noningentos triginta sex. Anno 1702. occiderunt duos, sauciarunt duos, in captivitatem duxerunt centum viginti quinque homines, equos abegerunt noningentos sex. Anno 1703. trucidarunt sex, ac ceperunt sexaginta homines. Equos abduxerunt septuaginta tres. Anno 1704. vulnerarunt tres, in captivitatem duxerunt tres homines, equos abegerunt mille & trecentos. Anno 1705. occiderunt duodecim, vulnerarunt viginti septem. In captivitatem duxerunt sexaginta octo homines, pecudis abegerunt tria millia quadringenta octodecim. Anno 1706. trucidarunt quatuordecim, vulnerarunt quindecim, in captivitatem duxerunt triginta novem homines, equos abduxerunt ducentos septuaginta quatuor. Pecudis sexaginta septem. Anno 1708. trucidarunt duos, ac ceperunt septuaginta quatuor homines. Equos abduxerunt septuaginta tres. Summa, occisi homines quadraginta octo, vulnerati quadraginta novem, in captivitatem ducti mille nonaginta octo homines. Equi abacti quinque millia noningenti duodecim. Cameli quatuor. Cornuta pecudis tria millia quadringentu octuaginta quinque, & quamvis de talibus injuriis per Legatum Suæ Czareæ Majestatis Constantinopoli sufficientes querimoniæ propositæ, tamen nihil proderant, & nulla compensatio Czareæ Majestatis Subditis pro devastatione. Et nec restitutio captivorum facta, & hæ prædationes non inhibitæ erant. E contrario autem huic ex parte Suæ Czareæ Majestatis ad instantias Turcarum, & ad injusta illorum petita satisfactio semper facta: & quamvis Sua Czarea Majestas per tales suos propensos ac-

ANNO 1711.

tus speraslet firmam ab illis Turcis Pacis observationem, & reciprocam vicinalem amicitiam, attamen semper his contraria advertebat. Quoniam illi in principio rebellione facta Suæ Cfareæ Majestatis à Subditis Donensibus Cosacis, anno 1708. profugos tumultuarios Cosacos Nekrasow cum complicibus non modò in Ditionem, & protectionem suam recepere, sed & cunctam assistentiam illis præbuere, & permisere, in vicinias Suæ Cfareæ Majestatis Civitatum, adjunctis suis Tartaris irrumpere. Pari modo dum 1709. anno post præcelebre Poltaviense prælium & dissipationem Suecici exercitus ipse Rex Sueciæ cum aliquot Generalibus, Officialibus, & Militibus residuis, unà cum Suæ Cfareæ Majestatis olim Subdito Duce maledicto proditore Mazepa ejusque complicibus, in Turcicam Ditionem fugerant, quos uti hostes, quamvis Exercitus Suæ Cfareæ Majestatis sufficientem causam habebant vigore juris gentium ubique insequi, attamen a Suâ Cfareâ Majestate illis mandatum erat, ne ad Oczacoviam, quorsum dicti illius hostes fugerant, accederent, & redirent ad confinia. Et quamvis postea Sua Cfarea Majestas Sultano Turcarum in tribus Litteris fusiori elucidatione scribere, & per suum Legatum exponere voluit, ut ille Pacis Tractatibus, & vicinali amicitiæ morem gerendo hostem Suæ Cfareæ Majestatis in suâ protectione non tenuisset, sed ad minimum suâ Ditione irremorè excedere fecisset, rebelles verò Cosacos extradidisset. Tamen non modò id non adimpletum, sed neque longo tempore desuper responsum, & interea illis hostibus & proditoribus facultas data Ditionem Suæ Cfareæ Majestatis aggredi. Et nominatim 1709. anno illi unà cum Valachis & Tartaris Civitatem Jahorlick noctu obruentes, illius loci Officialem Subalternum cum omnibus suis cœperunt. 1710. Anno in Oppidis Torgovice, & Nerubaicâ homines ex campis & domibus cum aliquâ Substantiâ in captivitatem duxerunt, & Umancensis centuriæ plures Cosacos unà cum Centurione neci dederunt. Unum autem Centurionem & circiter centum quinquaginta Cosacos in captivitatem abduxere: catervam Vectorum, quæ à Poltaviensi Legione salis apportandi gratiâ Moloczнam adibat, spoliarunt. Currus avectionis bellicorum impedimentorum ergo ad Kamiennii Zaton destinatos etiam spoliarunt, & multos homines & equos acceperunt, Czigirinensis Legionis in agro Oppidum Kamienka devastarunt. De quibus omnibus, quamvis multæ quærimoniæ ex parte Cfareæ Majestatis factæ, tamen nulla satisfactio aut inhibitio obtenta, sed quibusvis diffugiis res protracta. Sed quando Suæ Cfareæ Majestatis Constantinopoli a Supremo Vizirio Ali Pasza facta propositio, ut Sua Cfarea Majestas Tricennalem Pacem cum Fratre nunc regnantis Sultani factam vellet confirmare, assecurando, quod Sultanus dum hoc super satisfactionem & sponsionem a Sua Cfarea Majestate de observatione Pacis obtinuerit, & ex sua parte eandem Pacem confirmabit, & tunc de dimissione e sua Ditione Regis Sueciæ cum illo Legato Tractatum facere mandabit. Et hanc ob rem Sua Cfarea Majestas dicto Legato suo plenam autoritatem de confirmatione hujus Pacis Tractatus dare, & confirmatorias Litteras de hoc ad Sultanum mittere voluit. Et sic à præfato Sultano Turcarum illa Pax cum Sua Cfarea Majestate 1709. anno mense Novembri solemniter confirmata; & hæc confirmatio cum Suæ Cfareæ Majestatis Legato adinvicem extradita, & confirmatoriæ Litteræ a Sultano missæ erant, in qua ille cum juramento hanc Pacem servare firmiter spopondit, & desuper Deum Omnipotentem in testimonium vocavit, cujus Copia hic apponitur. De Rege vero Sueciæ cum Legato Suæ Cfareæ Majestatis apud memoratum Vizirium Ali Pasza stipulatum erat, ut illum cum præsidio Turcico usque ad quingentos Viros, per Poloniam ad illius Ditionem perducere liberum foret, & propter securitatem ab exercitibus Suæ Cfareæ Majestatis Officialis cum Præsidiariis Russicis in confiniis exceptum, salvum perduceret, Proditores vero Cosaci rebelles Suæ Cfareæ Majestatis Ditione Turcica expellerentur, cui Sua Cfarea Majestas etiam assenserat, & consensum suum desuper Legato suo mitti jusserat, sed postea hæc omnia ad effectum non pervenerunt. Quia juxta hunc Tractatum nil adimpletum, & nec Rex Sueciæ dimissus, nec proditores expulsi, sed vel maxime apud Turcas cunctæ machinationes & molimina cum illis facta contra Suam Cfaream Majestatem. Quod videndo e re duxit Sua Cfarea Majestas, mittere duas Litteras ad Sultanum, cujus apographum sub littera A. hic penes reperitur. In qua Sua Cfarea Majestas inter cætera declarare voluit, quod consentit ut Rex Sueciæ cum præsidio Turcico usque ad tria millia numerolo perducere ur. & per Legatum suum jussit extendi numerum hujus præsidii Turcici usque ad quinque millia militum. Sed quoniam a parte Turcarum nec minima responsio desuper successit, sed continuo notitiæ de intentione illorum ad Bellum emicabant, ea propter Sua Cfarea Majestas mandavit die 18. Octobris 1710. anno per consulto missum Cursorem reiteratas de hoc mitti Litteras, quarum apographum sub littera B. reperitur. Ast non modo ad eas ullum responsum datum, sed & hic Cursor contra Jura Gentium, à Turcis comprehensus, & in subterraneis carceribus detinetur. Postea vero undique certi recepti sunt Nuntii, uti superius declaratum, quod a præfacto Sultano Turcarum abs ulla causa, quasi ad instigationem Chani Crimensis, nescitur quo prætextu, fallarum & pridem jam annihilatarum causarum, omnino Bellum Suæ Cfareæ Majestati declaratum esse Constantinopoli. Et Legatum Nostrum contra Jura Gentium, uti supra memoratum, cum contumelia carceri Edicul dicto immissum fuisse, atque injunctum esse Turcis, & Tartaris ad Bellicam aggressionem sese præparare. Et hanc ob rem Sacra Cfarea Majestas hanc fœdifragam, Turcarum advertens intentionem, compulsa erat supradicto modo; invocato Altissimo in auxilium, quoque cunctos Bellicos facere apparatus, & exercitus suos ad confinia Turcarum, unde hæc aggressio fore supponitur, ad resistendum undiquaque discedere jubere. Sed tamen ut toti Orbi exculpata esset, quod non a Sua Majestate hæc ruptura & effusio sanguinis hominum fiat, sed a parte Sultani Turcarum; ea propter adhuc Litteras suas ad Sultanum Turcarum Petripoli die 16. Januarii mitti jubere dignata erat, cujus apographum etiam sub littera C. invenitur cum declaratione, quod si certum responsum & assecurationem de observatione ab illis Pacis sine mora, non obtinuerit, id pro ipsa ruptura ejusdem Pacis, recipiet, nec se circumveniri patietur, sed cum DEI auxilio exercitus Suos qua Terra, qua Mari Bellicas expeditiones tempestive exordiri jubebit. Et exinde cunctus honestus Orbis videre potest, & advertere Pacis amorem & æquanimitatem Suæ Cfareæ Majestatis in hoc toto negotio, & quod illa nec minimam causam Turcis ad hanc violentiam non præbuit, sed post tot sæpiores suprascriptas benevole adhibitas methodos, compulsa est in sui defensionem Bellum huic fœdifrago & Christiani nominis hosti hæreditario declarare, & incipere, confidens Altissimum, juxta justitiam, Suæ Majestati auxiliaturum. Cæterum quod ex parte hostium divulgatur, uti ex extraneis notitiis, & editis in lucem in Turcia illius declaratoriis scriptis apparet, ac si ille hoc Bellum incipere coactus esset ad instantiam Lesczinski Poloniæ Pseudo-Regis, & sub nomine Reipublicæ Poloniæ semet ipsos Ablegatos appellantium Patriæ Suæ Proditorum antea Palatini Kioviæ Potocki, & Poniatowski, quasi ob defensionem Reipublicæ ab Exercitibus Suæ Cfareæ Majestatis: & quod Sua Cfarea Majestas, illos exercitus ad requisitionem Turcarum à Polonia non educit, & Suam Regiam Poloniæ Majestatem Augustum Secundum, uti Suum Fœderatum non derelinquit: Hoccine pro valida causa reputari potest; quandoquidem tota Respublica Regni Poloniæ, & Magni Ducatus Lithuaniæ voluntarie agnovit Suum legitime electum Regem Augusti Secundi Majestatem, Amicum, & Fœderatum Suæ Cfareæ Majestatis. Hæcque Respublica una cum Regia Majestate persistit in Fœdere cum Sua Cfarea Majestate, cujus vigore Sua Majestas, tempore hujus Belli Regi & Reipublicæ supradictis Exercitibus suis subvenire, illosque ad repellendum hostem, in Polonia habere tenetur. Præcipue vero videns, quod Sultanus Turcarum hostem illorum communem, Regem Sueciæ, nec non rebelles Polonos, & Cosacos non alio fine tam diu penes se retinet, quam ut ignem Belli in ambobus Dominiis tam Rossico, quam & Polonico iterum succendat, & si Sua Majestas hos Exercitus suos ex Polonia educeret, nil aliud sperari posset, quam Turcas introducto Rege Sueciæ in Poloniam parte ab una, & Lesczinski parte ab altera, illaque ad libitum subdita, & in potestatem suam adducta, arma sua illi hosti Suæ Cfareæ Majestatis Regi Sueciæ adjuncturos, hæcque adversus Suam Cfaream Majestatem gesturos, & sic novissima prioribus pejora fore. Et ea propter Sua Cfarea Majestas eos ad hæc extrema pervenire sinere, & suos Fœderatos destituere, & in servitutem Turcicam

cedere

ANNO 1711. cedere (numeri nequit. Sed si Rex Succiæ ex Turcica Ditione, Suæ Cſareæ Majestatis propoſitioni conſone, quamvis per Poloniam, aut alia quavis via, terra aut mari, quarum ſufficiens eſt copia, abs omnibus technis dimittetur, tunc Sua Cſarea Majeſtas, mox Exercitus Suos, in Suam Ditionem ex Regno Poloniæ & omnibus Civitatibus, quæ Reipublicæ pertinent, & nunc ab Exercitibus Cſareæ Majeſtatis communis commodi gratia, quoad hoc periculum à Turcicâ Invaſione manet, occupata ſunt, deinde abs omni mora educere dignaretur. Quod verò commemoratur in Turcicâ declaratione, ac ſi à Suâ Cſareâ Majeſtate in limitibus Turcicis Civitates extructæ ſint; mera eſt falſitas. Quia Sua Cſarea Majeſtas, nullibi Civitates conſtrui fecit, præter tales locos, quæ non modo vigore Tractatûs Pacis, ſed & factæ cum Turcis limitationis parti Cſareæ Majeſtatis obtigêre, quæ limitatio ab Ucrainâ 1705. anno, per Dominum Ukraintſow cum Turcico Kaſſii-Mehmet Paſza, & ab Aſſovio Gubernatorem Aſſovienſem Tolſtoii; 1704. anno, cum Hazan Paſza peracta.

Quod verò commemorant Turcæ in hac declaratione, quod Suæ Cſareae Majeſtatis Exercitus ingreſſi illorum Terram poſt hoſtem Succicum, nonnullos illorum trucidarunt, & in captivitatem duxerunt. Hoc juxtà Bellicum gentium Jus & juſtitiam ab Exercitibus Cſareae Majeſtatis, hoſtem inſequentibus factum. Et hac reflexione etiam ab ipſis Turcis non aegrè receptum, ſed poſtea confirmato Pacis Tractatu omne id annihilatum eſt. Caeterae Turcarum cauſae Belli declaratae riſu magis, quam reſponſione dignae ſunt.

Ex his omnibus quilibet à partium ſtudio alienus colligere poteſt, quòd hoc Bellum à Turcis adverſus Suam Cſaream Majeſtatem abs ullâ cauſâ, contra juſtitiam Tractatuum Pacis, & juramentum inceptum eſt. Quod Sua Cſarea Majeſtas Dei Altiſſimi judicio committens, juſta arma ſua, contrà hunc perfidum hoſtem ſumere impulſa eſt, clementiſſimo Dei auxilio confidens.

CIX.

1. Mai. *Puncta Pacificationis Hungaricæ Zacmarini 29. Aprilis 1711. Cum Acceptatione Amneſtiæ. Karollii prima Maji 1711.*

VIGORE Clementiſſimae Plenipotentiae ſuae Sacratiſſimae Caeſareae Regiaeque Majeſtatis pro reducenda ſtabiliendaque Regni Hungariae ac Tranſylvaniae quiete & tranquillitate, Domino, Principi Ragoczi, eidemque addictis praefati Regni Hungariae peraeque Tranſylvaniae Univerſis Statibus & Ordinibus reſoluta.

I. Memorato Domino Principi, vigore praemiſſae Caeſareae Regiaeque Plenipotentiae, Gratiam vitae, & univerſorum bonorum, mobilium & immobilium, exceptis iis, quae ad Praeſidia pertinent, in Regno Hungariae & Tranſylvaniae partibuſque eidem annexis exiſtentium, cum ſecura permanſione in Regno una cum ſuis adhaerentibus ſervis & aulicis impertitur, ad cujus determinationem ſi idem Dominus Princeps Caeſaream Regiamque complecti gratiam, ſed differre Juramenti fidelitatis praeſtationem velit, terminus trium ſeptimanarum ab emanatione praeſentium computandarum conceſſus ſit; ita tamen, ut in caſu differendi Juramenti fidelitatis ſecundum annexam formulam, interim fortalitia ſub potentia manibuſque illius exiſtentia, in ſtatu quo modo ſunt, praeſidiis Caeſareis Regiiſque illuc inducendis bona fide tradantur, aut ſtrictis mandatis tradenda iſtis Commendantibus imponatur, ac una etiam omnis Militia Praeſidiaria exauctoretur & dimittatur, dum è contra promittitur ea praeſidia in proventibus & bonis Domini Principis nullum factura praejudicium vel damnum, propriiſque Caeſareis Regiiſque alenda ſtipendiis. Haec vero omnia intra praeſpecificatum temporis terminum explenda ac exequenda. Si porro iſtis probe, peractis ipſi Domino Principi permanſio libera in Regno diſpliceret, relinquitur ipſius arbitrio eandem etiam ſub praeſtito ſuperius attacto homagio in Polonia habere, ubi citra laeſionem homagialis obligationis, erga Caeſaream, Regiamque Majeſtatem ſeſe continebit. Filiorum quoque reſtitutio, ſupra memoratis conditionibus rite ac fideliter executioni mandatis, a gratioſiſſima Caeſarea Regiaque Majeſtate haud denegabitur.

II. Magnatibus, Praelatis ac Nobilibus ſuperioris, item ordinis Militibus Hungaris pariter & Tranſilvanis aut utriuſque Nationum, qui modo in Regno penes Dominum Principem actu ſunt, etiamſi qui eorum de ſe Reverſales quaſpiam, cuipiam antecedenter dediſſent, ſimiliter gratia intra ſaepius memoratum terminum, vitae & univerſorum bonorum Amniſtialis pariter reſoluta exiſtit, quod de illis omnibus intelligendum, qui jam antea redierunt: intelligitur vero hic talium bonorum reſtitutio, quae fors uno vel altero titulo ac Jure cuipiam collata ſive divendita vel inſcripta etiam per alios poſſeſſa actu ſunt. Ita videlicet, ut illa quoque ſine etiam fructibus medio tempore perceptis penes Litteras Noſtras ad Officiales, Fiſcales, vel Camerales generaliter exarandis ſimpliciter abſque ulteriori mora ac tergiverſatione occupari queant; Non eſt quod aliquis metuat de neoaquiſtica Commiſſione boniſque hoc titulo appellatis, Amniſtialis enim gratia tales tricas excludit, dum ſincera bonorum promittitur reſtitutio.

Similiter indignum cenſetur, ut quis Poſſeſſorum, ubi ruſticus ſolvendae Contributioni par non erit, amiſſione bonorum mutiletur; per terminum vero depoſitionis armorum non hoc intelligitur, quaſi liceat alicui arma non geſtare, verum omnis hoſtilitatis ceſſatio: Licebit igitur Magnatibus ac Nobilibus, eorumque ſervitoribus, juxta antiquum receptumque morem, Nobilitati in ſuis praerogativis cum geſtatione armorum (nullo tamen modo ad offendendum parato) libere uti, ac incedere: ſi porro aliquis timorem obtenderet; ideo Caeſareae Regiaeque benignitati injuria ſanc inferretur; cujus Paterna charitas ſimilem proceſſum in uſum trahere non vult. Militibus vero Inferioris ordinis dictam Amniſtialem gratiam ſimiliter elargimur, neque ulli eorum vis fiet, ut ſervitia Caeſarea Regiaque Militaria, abdicatis praeſentibus, accipere cogatur, ſolum ut praeſtito fidelitatis juramento ad ſuas aedes diſcedant, ibique oeconomiam colant, ac quiete ſeſe contineant.

Militibus vero caeterarum Nationum, Succis videlicet, Gallis, Italis, Germanis aliiſque liber conceditur paſſus ad ſuos redeundi, illis exceptis, qui ex Regiminibus Caeſareis perfugiſſent, quibus tamen etiam poena, quam propter deſertionem Regiminis meruiſſent, remittitur, caeteroquin tales ad ſuas Legiones redire vel reſtitui debent. Si vero unus vel alius exterorum in ſervitio exiguae conſiderationis, apud aliquem Magnatum foret; dummodo non ſint Militiae Caeſareae Regiaeque adſcripti, quin ibidem manere queant, nullum eſt dubium. Si qui porro ignobilioris ſortis Milites his motibus ſe emeritos promotioneque dignos reddidiſſent, tales eo, quod jam praecedenter pro Libertinis per Status & Communitatem agniti ſunt, vigore ſuae Majeſtatis Sacratiſſimae Plenipotentiae, pro talibus habendi reſolvuntur, citra tamen praejudicium Dominorum terreſtrium.

III. Sacratiſſimam ſuam Caeſaream Regiamque Majeſtatem in Religionis negotio receptas Regni Conſtitutiones manutentura, nec non exercitium ejuſdem ſecundum Leges & Conſtitutiones ac Articulos Regni tam in Hungaria & Tranſylvania, cum beneficiis eorum de jure ſpectantibus conceſſura, non praecluſa via, modo in gratiam redeuntibus vel eorum Diaeta ratione gravaminum ſeſe inſinuandi.

IV. Ut his motibus demortuorum Orphani & Viduae (erga quos praefata ſua Majeſtas Sacratiſſima ex Innata ſua Clementia ſpeciali reflexione ducitur benignitate & Clementia Regia gloriari queant, cum alias Amniſtialis gratia ex mero duntaxat Regiae Clementiae ſinu proficiſcatur, univerſa quoque harum Viduarum, Orphanorum, & ſucceſſorum bona, necdum alicui collata diſtracta vel divendita reſtituentur, talia nihilominus bona, quae jam aliis collata ſunt vel vendita, relinquuntur in ea parte, qua ſpectant ipſos duntaxat mortuos in ſtatu quo; omni tamen officio allaborabitur, ut in futura Regni Diaeta, hi quoque omnibus melioribus practicabilibus modis conſolari, ſucceſſioniſque talis participes eſſe poſſint. Hoc tamen declarato, ne haec moderna Sacrae Caeſareae Regiaeque Majeſtatis munificentia & gratia ullo unquam tempore in aliquam conſequentiam, & exemplum trahatur. Diverſa ratio habenda eſt talium Orphanorum & ſucceſſorum, qui ſive pueri ſive puellae, vel jam Matrimonio locatae in partibus Do-

ANNO 1711. mini Principis adhuc sunt, quibus vi Amnistialis Clementiae integrum jus, & bonorum successio salva & integra relinquitur.

V. Qui porro regno exierunt, & in conterminas aut remotiores sese contulerint Provincias, ob praegnantia & legitima vero impedimenta, aut manifesta vitae pericula hucusque ad praescriptum terminum redire non potuerunt, si legitime docuerint ipsorum absentiam ex praedictis rationibus causatam ac proinde, apud Augustam Aulam, vel Excellentissimum Dominum Generalem Plenipotentiarium quamprimum esse poterit, sese insinuaverint, illis secundum cognitionem aequitatis non denegabitur gratia Amnistialis, secundo Puncto caeteris concessa. Illis quoque hanc gratiam suffragari, qui in exteris Provinciis, sive in Ablegationibus, sive studiorum vel quaesturae gratia nunc actu sunt, dum & quando competenter sese insinuaverint. Illis autem qui superioribus armorum motibus implicati fuerant, adhuc superstitibus praesens vitae gratia, & Amnistia elargietur, nec reclusa bonorum spe ubi apud Augustam Aulam debitam facturi sunt instantiam. Ratione Transylvanorum Magnatum ac Nobilium qui in Moldavia se recipere coacti sunt, & adhuc de facto ibidem commorantur, scire interest, ne huc in Hungariam magnis sumtibus & molestiis venire cogerentur, Illustrissimo Domino Comiti de Steinville negotium commissum esse, ut itidem, ubi sese sub competenti termino praedicto Domino Generali insinuaverint, sicut in Hungaria, ita & ibi gratiam vitae & bonorum universorum habituri sunt. Hac addita declaratione, iis intervenientibus impedimentis, quae reditum eorundem in Patriam morarentur, de sufficienti redeundi remedio & securitate providebitur. Quo magis autem hoc Pacificationis opus, etiam in Transylvania, secundum Sacratissimae suae Caesareae Regiaeque Majestatis Clementissimam intentionem, eo ordine & norma, quo hic procedat & componentur praesentium Actorum originalia dicto Domino Generali a Steinville pro directione transmittenda, communicabuntur. Dignitates Magnatum ac Nobilium Regni Hungariæ, ut & Transylvaniæ, quibus ante hos belli motus fruebantur, hic non comprehendantur, cum inter bona non sint censendæ; non ideo praecluso supplicationis recursu ad Augustam Aulam, qui etiam omni possibili modo ibi a nobis secundabitur; cumque in conservatione Jurium & manutentione Libertatum Transylvaniæ Principatus, cujuscumque Nationis Incolarum erga Clementiam suæ Sacratissimæ Regiæque Majestatis nullum sit dubium, ejusdemque secundum antiquas Regni consuetudines, Leges, Constitutionesque approbatas, apud Augustam Aulam ordinatio & restauratio, omnibus officiis promovenda recipitur & promittitur; Jazygum, Cumanorum, Haiduconalium, item Oppidorum Privilegia in quantum contra Leges Regni læsa esse dignoscantur, in totum iis etiam in futura Regni Diæta providebitur.

VI. Amnistialis hujus gratiæ Cæsareæ Regiæque participes futuri sunt cujusvis hostes bello capti Nationales.

VII. Damna durante suspensione armorum moderna cuipiam illata, comperta rei veritate ab utrinque bonificanda existunt.

VIII. Ad tollendum scrupulum, aut quamvis difficultatem Clementissimæ resoluta Amnistialis gratia vitæ & bonorum, solenni Instrumento inserta, quam totius pro Principe & universis, & addictis (stylo ad omnes Magnates, Nobiles, Cives, Libertinos Milites, Rusticos, cujusvis demum conditionis & ordinis Hungaros pariter & Transylvanos trium Nationum secundum conditiones superius præscriptas extenso) & absque omni dubio ab Augusta Aula confirmanda & ad omnes Comitatus Districtusque tam Hungariæ Regni quam Transylvani Principatus pro certiori consolatione impertienda procurabitur.

IX. Quod Sua Sacra Cæsarea Regiaque Majestas Regni Hungariæ & Transylvaniæ Jura, Libertates & Immunitates inviolata & sancte sit conservatura, neque permissura, ut contra amnistialem gratiam hanc novis contentionibus & litigiis ansa vel causa præbeatur, vel cuilibet quemlibet molestiis impetendi lacessendique modus aut ratio subministretur, imo vigore clementissimæ Amnistialis Gratiæ generalis, ne quis se invicem scommatibus, jurgiis, & altercationibus præscindat sub gravi animadversione prohibitum sit, unde Generales Præfecti, Locorumque Commendantes, nec non & Vice-Comites, Judices Nobilium ac Magistratus Civium per Ordines serios excitabunt pro contravenientium coercitione severam adhibeant administrentque Justitiam.

X. Salva manebit facultas in futura Regni Diæta cætera gravamina non modo proponendi sed & ... pro salute & honore Gentis e re visa fuerint, permissa votorum libertate ac clementiam Suæ Sacratissimæ Majestatis implorandi, ut sane nullus dubio redeberet, Sacratissimam Cæsaream Regiamque Majestatem conservatione Legum prædict. Regni Hungariæ & Transylvaniæ & adhibendis ad Regni Officia indigenis toti Orbi Christiano testatum velle reddere, quod in paterno affectu erga Hungariæ Regnum & Transylvaniæ Principatum ab ista nihil magis desiderari queat, uti & eadem summe desiderat, ne Gens Hungara, & cujuscunque Nationis Transylvaniæ juxta hæc Jura tractata nulli Gentium fide in Regem cedat.

Pro ultima tamen Clementiæ Cæsareæ Regiæque coronide addendum, quod Cæsarea Regiaque Majestas omnibus & singulis superius memoratis, Magnatibus & Nobilibus Superioris & Inferioris Ordinis, qui partibus Domini Principis Ragoczki hactenus adhæsi fuerunt, Amnistialem gratiam quoad vitam & bona ... lominus sub præfatis conditionibus concessuram, etsi dictus Princeps ad præfixum modo terminum non compareat, proindeque forte præfatam Amnistialem Gratiam complecti omnino recusaverit, aut Juramentum homagiale secundum propositam formulam per Procuratorem sufficienti Plenipotentia instructum deponere noluerit, ea tamen spe benigne tecta, quod prædicti Domini Magnates & reliqui abdicatis ejusdem partibus in sua fidelitate permanentes securitati Patriæ quovis modo prospicere, ejusdemque Domini Principis machinationibus ulterius nullum dare locum, sed omnia ea rite observare velint, ad quæ homagialis obligatio eos secundum Jura & Leges Patriæ constringit. Si vero Dominus Princeps prægnantibus causis impeditus dictum Juramentum in præsentia præstare, neque conditionibus ab eo exequendis praesens esse posset, eidem acmum concedatur illud per Plenipotentiarium in animam suam deferre, ac Gratiam Amnistialem amplecti, datisque veris & sinceris mandatis traditionem Fortalitiorum ordinare & disponere. Casu vero quod Dominus Princeps traditione Fortalitiorum dimissioneque militiae modo ac sine mora, praestitis praestandis, depositionem Juramenti fidelitatis secundum Formulam præscriptam ad terminum duarum vel forte trium septimanarum differre vellet, illud ipsi etiam demum ex supposito Caesareae summae benignitatis, uti supra dictum, concessum sit, cui etiamnum ad redeundum semper dabitur sub Verbo Regio plena securitas, quæ quidem, universa & singula praemissis Punctis acta sincere comprehensa vigoreque Plenipotentiae nobis a Sacratissima Sua Cæsarea Regiaque Majestate clementer attributa in omnibus Punctis earumque clausulis vigore præfatæ clementissimæ Plenipotentiæ rata, ac in perpetuum absque ulla exceptione vel defectu valitura, constanter promittimus & validamus, ac pro majori robore subscriptionibus Sigillisque nostris secretioribus corroborata prædicto Domino Principi, eique hucusque adhærentibus universis & singulis extradenda duximus.

GENERALIS COMES JOANNES PALFY
CAROLUS LOHER DE LINDENHEIM.

Zacmarini 29. Aprilis 1711.

Clementissimam itaque hanc Sacratissimæ Cæsareæ Regiæque Majestatis Domini Domini nostri Clementissimi medio præscriptorum Plenipotentiariorum suorum Regno huic Hungariæ partibus, Principatuique Transylvaniæ ac eorundem universis Statibus, Ordinibus, Civibus superioris item æque ac inferioris conditionis Militibus, Nationibus, Incolis, imo & ipsis Rusticis benigne resolutam generalem Amnistialem Gratiam benignaque Pacificationis Puncta nos quoque infrascripti nomine totius Communitatis, absente adhuc etiam suprafato Duce hactenus nostro & Principe, omni cum demissione & humilitate recognoscentes, eandem uti jam pridem magno desiderio expectatam amplectimur, eidemque Suæ Majestatis Sacratissimæ debitum nostrum homagium secundum annexam Juramenti formulam humillime deponimus, nihil dubitantes quin Sua Majestas Sacratissima quoque benignas præmissas Resolutiones sit ratihabitura, iisdemque in omnibus Clausulis & Articulis satisfactura. Karollii prima Maii 1711.

FOR-

Anno 1711.

FORMA JURAMENTI.

EGo N. juro per Deum vivum Omnipotentem Cœli Terræque Creatorem. Postquam Sacratissima Cæsarea Regiaque Majestas ex superabundanti Clementia Amnistialem vitæ & bonorum gratiam vi Plenipotentiæ Illustrissimo ac Excellentissimo Domino Comiti Palfi ad Erdodi ejusdem Generali Campi Mareschallo per Regnum Hungariæ Supremo armorum Præfecto, Croatiæ Banno Cataphractorum Tribuno concessæ fuere, per jam dudum emanatas ac publicas declarationes propter hosce præteritos motus largita & impertita sit: nec non Regni Hungariæ ac Transylvaniæ Jura, Leges & Libertates, tam in Politicis & Provincialibus, quam & Ecclesiasticis receptarum Religionum negotiis per se suosque Successores sancte conservanda promiserit, imo suam confirmationalem quoque Ratificationem obtulerit; me proinde in posterum & semper usque ad ultimum vitæ spiritum eidem Sacratissimæ Cæsareæ Regiæque Majestati ejusdemque in Regno legitimo Successori futurum fore fidum ac fidelem, nec quicquam contra debitum homagialis vinculi obligamen directe vel indirecte, alieno vel proprio motu & conatu in contrarium commissurum; sed ea omnia rite ac probe acturum & præstiturum re & opere, quæ homagiali devotioni & obedientiæ & servitio agenda & præstanda incumbunt ac incumbent. Ita juro, spondeo & me sancte & inviolabili fide obligo per sacrosancta Evangelia; uti me Deus vivus & unus adjuvet. Anno 1711.

SUBSCRIPTIO.

Ex parte Statuum Regni Hungariæ.	*Partium Trans-Danubianarum.*	*Ex parte Transylvan.æ*
Al. Caroly.	Dan. Raiski.	Mich. Barisay.
Berinni.	Joan. Beleznai.	Mich. Teleki.
Cas. de Reva.	Olskai Sandor.	Abr. Barcsay.
Em. de Reva,	Al. Otlic.	Josika.
Petrai.	Nic. Sentei.	Dan Va.
Ladis. Vaiy.	Imbre.	Ad. Rhedei.
Joan. Baltagi.	Domahidi Lazlo.	Jos. Daniel.
Mich. Nynzo.	Cteplеki Janos.	Geor Pongraz.
Joan. Kruisay.		Stephanus Daniel.
Peter Halaz.		Ladislaus Kila.
Bacmari Miclos.		Daniel Atai.
Korat Marton.		Gab. Haller.
Imbre.		Dan. Josika.
Piro Demettea,		Comes Steph. Guilay.
Deak Ferenz.		Mich. Karanidi.
Sig. Biteskuti.		Fran. Tardi.
		Kun Istuan.
		Andaras Raz.
		Petrus Balog.
		Stephanus Hünniadi.

Nomina autem cæterorum universorum & singulorum, qui in hoc Concursu actis & conclusionibus hisce præsentes fuere homagiaque deposuerunt extra data per

Danielem Buliouseki;
Ex parte Hungarorum in præmissis Notarium

Georgium Ponoraz,
Transylvanorum his Actis Notarium.

CX.

14. Mai. *Second Decret de la Reine de la* Grand-Bretagne *touchant l'Indemnité promise au Duc de* Lorraine, *pour le Duché du Monferrat. A Whitehal le 14 Mai 1711.* [Actes & Mémoires de la Paix d'Utrecht, Tom. I. pag. 160.]

LE Memoire du Baron de Forstner Conseiller d'Etat, & Chambellan de Monsieur le Duc de Lorraine touchant les interêts de son Maître à l'égard d'un équivalent pour le Duché de Montferrat, ayant été consideré par la Reine, Sa Majesté m'a commandé d'y repondre, qu'Elle a déja donné, & reïteré plusieurs fois ses assûrances audit Duc, qu'Elle fera tout ce qui depend d'Elle, afin qu'il ait toute la satisfaction possible sur ses justes prétentions; qu'Elle continue toujours d'avoir les mêmes sentimens pour Monsieur le Duc de Lorraine, & pour ses interêts, qu'Elle ne manquera pas de lui faire voir les effets de son amitié & de son estime particuliere dans toutes les occasions, qui se presenteront, & sur tout quand il s'agira de renouveller les Conférences pour un Traité de Paix, elle n'oubliera pas de donner des ordres très-precis à ses Ministres d'appuyer en son nom, & avec les instances les plus pressantes les demandes du Duc, afin de lui procurer une satisfaction sure & raisonnable: Mais pour ce qui regarde la désignation d'un équivalent dès à present, il est évident, que la situation des affaires est devenuë si incertaine à cause de la mort de feuë Sa Majesté Imperiale, & d'autres incidens, qu'on ne sçauroit rien faire à cette heure sur ce sujet; mais lorsque le temps sera plus convenable, Sa Majesté sera prête à concourir avec les autres Puissances interessées pour regler l'affaire d'un équivalent, & montrer par là comme en toutes autres choses le desir, qu'Elle a de procurer le bien, & d'avancer les interêts de Monsieur le Duc de Lorraine, & de toute Sa Maison.

Fait à Whitehal ce 14. Mai 1711.

Etoit signé,

J. John.

CXI.

ANNO 1711.

CXI.

Deduction Abregée touchant les Differens de son Altesse Electorale de BRUNSWICK *avec le Chapitre d'*HILDESHEIM. [Mercure Historique, Mai 1711. pag. 503]

CE fut l'an 1643. que par l'entremise de l'Empereur Ferdinand III., les Ducs de Brunswick remirent l'Evêché d'Hildesheim à l'Evêque d'alors, après l'avoir possedé comme un Fief de l'Empire pendant plus d'un Siécle. Dans le Traité fait à cet égard le 27. Avril 1643, on stipula entr'autres un libre Exercice de Religion aux Protestans de cet Evêché ; & pour l'assurer davantage, on convint en même tems d'un Traité particulier qui ne regardoit que la Religion, entre les Ducs de Brunswick, & l'Evêque & Chapitre d'Hildesheim.

Comme par ce dernier Traité l'Exercice de la Religion Protestante étoit limité à un certain nombre d'années, les Etats de l'Empire assemblez au Traité de Westphalie convinrent, que jusqu'à ce qu'on pût s'accorder touchant la Religion, ledit Exercice demeureroit dans toute l'étendue de l'Empire sur le pied de l'an 1624., annullant tous Pactes & Usages contraires ; Et dans l'Instrument de la Paix, on fit mention du Traité susdit, afin que dans la suite l'Evêque & le Chapitre n'y pûssent contrevenir, entant qu'il étoit conforme à ce qui s'étoit pratiqué ladite année 1624. On convint même en 1651., entre les Commissaires de l'Electeur de Mayence & de la Maison de Brunswick-Wolfenbuttel, d'un Traité sur les affaires Consistoriales, qu'on a nommé depuis *Récez Consistorial*, par lequel (Art. 5.) les Pactes faits avec les Ducs de Brunswick furent expressément confirmez, & ce Récez fut ratifié l'an 1652. par l'Evêque d'alors Maximilien Henri, Electeur de Cologne.

Il porte que les Protestans de l'Evêché demeureront dans l'Exercice libre & entier de leur Religion, sur le pied de l'an 1624., auquel tems ils l'avoient non seulement dans toute l'étenduë de l'Evêché, mais même ils l'avoient seuls en plusieurs endroits, à l'exclusion des Catholiques Romains. Ce Recez porte de plus, que les affaires Consistoriales ne seroient plus du ressort de la Chancellerie de l'Evêque, mais qu'elles seroient jugées par un Consistoire établi pour cet effet, comme elles l'avoient été en 1624. par les Consistoires des Ducs de Brunswick.

Ce sont là les Pactes & les Recez qu'un zele mal réglé de Religion a fait violer tant de fois, & à tant d'égards, par la Régence, & par le Clergé Catholique Romain de l'Evêché. Ils ont bâti des Eglises en divers endroits où les Catholiques Romains n'en avoient point l'an 1624. Ils se sont emparez par force de plusieurs Eglises Protestantes, & y ont introduit le service de leur Religion. Ils ont forcé les Sujets Protestans qui se trouvoient dans leurs Bailliages de se servir de Prêtres Catholiques Romains pour les Actes Ministériaux. Ils ont ôté aux Eglises & aux Ecoles Protestantes leurs Revenus & leurs Apartenances. Ils ont obligé les Protestans à l'observation de leurs Fêtes. Ils ont mis les Eglises Protestantes à l'enchere, y établissant pour Ministres ceux qui offroient la plus grosse somme. Ils ont tiré devant leurs propres Tribunaux les personnes & les affaires qui étoient du Ressort du Consistoire. Ils ont défendu aux Officiers Protestans du Païs de respecter les Ordres & les Sentences du Consistoire & de s'y soumettre. Ils ont ôté les gages aux personnes qui composent la Jurisdiction Consistoriale. Enfin, ils ont commis plusieurs autres infractions qu'on peut voir plus au long dans les Déductions que les Etats Protestans de l'Evêché ont publiées pour faire connoître leurs griefs.

Il est vrai que ces Etats ayant porté leurs plaintes à l'Electeur leur Evêque, il leur promit que tout seroit redressé ; mais étant mort peu après, l'Evêque Jodoque-Edmond son Successeur refusa d'écouter leurs plaintes, & les obligea à demander Justice à la Chambre Imperiale de *Wetzlar*, qui leur accorda en 1694. & 1696. les *Mandats* qu'ils demandoient, portant, *que Justice seroit faite aux Protestans de l'Evêché, suivant la teneur de l'Instrument de la Paix de Westphalie, & du Récez Consistorial, sans aucune Restriction*.

Tout cela n'a produit aucun effet, & n'a pas empêché qu'on n'ait accumulé griefs sur griefs, & qu'on n'ait agi en toutes rencontres, comme ne se croyant obligé à rien, jusqu'à se déclarer ouvertement en ce sens-là par des Ecrits imprimez.

Il n'est donc pas surprenant que les Etats Protestans de l'Evêché se voyant ainsi traitez, ayent eu recours aux Directeurs du Cercle & à Leurs Altesses Electorales & Serenissimes de Brunswick, qui n'ont pas manqué d'employer en leur faveur, tant auprès du dernier Evêque, que depuis sa mort auprès du Chapitre, les intercessions les plus pressantes, mais qui ont été aussi inutiles que tout le reste.

La Maison de Brunswick étant Partie principale, tant dans le Traité général que dans le Traité particulier conclus en 1643, & ayant eu tant de part au Récez Consistorial, D'ailleurs étant obligée comme les autres Etats de l'Empire, à maintenir les affaires de la Religion sur le pied de l'an 1624. il n'étoit pas possible que S. A. E. n'ayant pû obtenir l'execution desdits Pactes & Récez, ne se portât à employer des moyens plus efficaces pour y parvenir.

Ce fut pour arriver à ce but, que S. A. E. voyant ses instances méprisées, procéda l'an 1703. à la saisie de tous les Effets appartenans dans ses Etats au Chapitre & au Clergé de l'Evêché, se flatant de faire redresser les Griefs par cette voye. En effet, le Chapitre promit alors, qu'aussi-tôt qu'on auroit levé la saisie, il remettroit toutes choses sur le pied susdit ; il recommença même à faire payer les gages aux Membres du Consistoire, & il se déclara favorablement sur quelques Articles, ce qui joint à l'intercession de Sa Majesté Imperiale & de plusieurs Princes, obligea S. A. E. à lever l'an 1709 ladite saisie.

On avoit sans doute alors tout sujet d'esperer que le Chapitre se conformeroit à des Promesses faites par un si grand nombre de Princes : Mais tout le contraire est arrivé, & bien loin de remedier aux griefs ; on les a encore agravez par des infractions plus énormes que les précédentes.

On a privé le Clergé Protestant d'une grande partie de sa subsistance en lui ôtant ce qu'on appelle *Jura stolæ*, & lors que ce Clergé a representé que c'étoit là une violation expresse du Traité de Westphalie, & même de la résolution donnée l'an 1706. par le Chapitre dans l'Assemblée des Etats, on leur a répondu que cette résolution étoit nulle, n'ayant pas été prise en plein Chapitre, & n'ayant été signifiée de sa part, ni aux Baillifs, ni aux Officiers subalternes du Païs ; on s'est emparé des Cimetiéres des Protestans, & on a donné ordre aux Officiers de l'Evêque de prêter main forte pour cet effet aux Prêtres Catholiques Romains.

On cite en Justice les Ministres Protestans lors qu'ils vont consoler les malades de leur Religion qui sont au service des Baillifs & des autres Officiers Catholiques Romains de l'Evêché, & on les condamne à des amendes, quoi que la permission de visiter lesdits malades leur ait été expressément accordée par la Résolution de l'an 1706. ci-dessus mentionnée.

On continue à vendre au plus offrant les places de Ministres & de Maitres d'Ecole, ce qui est non seulement une violation des Pactes & des Recez, mais contre toute raison & justice : & lors que les Membres des Eglises Protestantes osent se plaindre de procedures si injustes, on tâche de les décourager par toute sorte de vexations, par des procès, & même par des executions militaires.

On prive le Consistoire de toute son autorité ; on tire devant la Jurisdiction séculiere les affaires qui appartiennent à la Jurisdiction Consistoriale ; on fait défense au Consistoire d'en connoître ; & lors qu'il a prononcé sur quelques-unes, on recommence à en connoître de nouveau à la Chancelerie de l'Evêque, où on ne manque jamais de les décider en faveur des Catholiques Romains.

Son Altesse Electorale ne pouvant pas dissimuler des infractions si criantes, n'a pas manqué de faire souvenir le Chapitre de ses promesses & de le presser sur cela. La réponse a été *qu'on avoit déja redressé plusieurs Griefs*, mais qu'on avoit differé de remedier aux autres, d'un côté *parce qu'on n'étoit pas d'accord touchant les principes suivant lesquels on devoit proceder*, & de l'autre *parce qu'on ne convenoit pas des faits*.

aod-

ANNO 1711.

ajoûtant qu[illegible] prochaine Assemblée des Etats on feroit une [illegible].

Il est d[illegible] la premiére partie de cette Réponse il faut, [illegible] *n'a encore [illegible]* & qu'on n'a pas même [illegible] aux Protestans ce qui leur avoit été promis dans l'Assemblée de [illegible] à l'égard de la seconde, il est visible qu'[illegible] qu'[illegible] execution du Traité de Westphalie & du Recez, & à traîner les choses dans [illegible] longueur sans fin. C'est ce qui a obligé S. A. E. après avoir inutilement représenté au Chapitre que les principes suivant lesquels on devoit proceder, étant clairement établis par ledit Traité & le Recez, ils ne devoient plus être sujets à aucune contestation) de faire saisir de nouveau dans ses Etats les effets qui se sont trouvez appartenir au Clergé Catholique Romain de l'Evéché d'Hildesheim, dont la saisie n'avoit été levée en 1709. qu'à condition que les Griefs touchant la Religion s[illegible] redressez.

Comme cette saisie s'est faite peu de tems avant que les Etats s'assemblassent, S. A. E. avoit esperé qu'elle obligeroit le Chapitre à examiner ces Griefs & à y remedier. De sorte qu'Elle a été fort surprise d'apprendre qu'il ne s'étoit rien passé à cet égard, sinon que de la part du Chapitre on avoit taché de se justifier sur deux ou trois Griefs, & que les Etats ayant fait voir que ces Griefs étoient entierement incompatibles avec le Recez Consistorial, le Chapitre avoit déclaré *que ce Recez n'étoit aucunement obligatoire, & qu'il ne prétendoit pas y être tenu.* C'est ainsi que le Chapitre s'est expliqué sur un Recez conclu suivant l'intention du Traité de Westphalie, dont les Commissaires de Mayence & de Brunswick Wolfenbuttel étoient convenus avec les Deputez d'Hildesheim, qui avoit été ratifié par l'Electeur de Cologne alors Evêque; que la Chambre Imperiale de Wetzlar avoit décidé être la Régle suivant laquelle la Justice devoit être administrée aux Protestans; & que le Chapitre avoit promis à S. A. E. d'observer, lors qu'il avoit obtenu la levée de la saisie de ses effets.

La Déclaration que le Chapitre a fait mettre sur le Protocolle de l'Assemblée des Etats porte, *qu'il ne regarde point le Recez Consistorial comme obligatoire, puis qu'il avoit été imposé à l'Evêque malgré lui l'an* 1651.; mais le comble de la hardiesse, c'est que le Chapitre a osé écrire la même chose à S. A. E. & à S. A. S. le Duc de Wolfenbuttel dans des Lettres datées du 6. de Février de la presente année 1711., y joignant copie du Protocolle susdit; ce qui fait clairement connoître que toutes les esperances que le Chapitre avoit données de redresser les griefs, & d'observer les Pactes & les Recez, avoient été illusoires, & n'avoient eu pour but que d'endormir les Etats Protestans de l'Empire, & en particulier S. A. E., pour avoir les mains d'autant plus libres à opprimer les Protestans de l'Evêché, & à abolir les Pactes & les Recez qui sont toute leur sûreté. Et comme un tel procedé est contraire à l'équité naturelle, & à toutes sortes de Droits; & que s'il avoit lieu on ne pourroit jamais s'assurer de personne, & la foi des Traitez seroit aneantie, S. A. E. espere qu'on ne pourra pas trouver mauvais qu'étant fondée sur les Pactes & sur les Recez susdits, elle accorde aux Protestans de l'Evêché la Protection qu'ils lui demandent; & qu'elle insiste que non seulement lesdits Pactes & Recez soient inviolablement observez, & que tout ce qui s'est fait au contraire soit redressé; mais aussi que le Chapitre lui donne des sûretez suffisantes de n'en agir plus de même à l'avenir, afin qu'on puisse être à couvert de nouvelles infractions, & que les Protestans de la Ville & de l'Evêché d'Hildesheim jouissent tranquillement de leurs Droits.

Le procedé du Chapitre a été si odieux, que S. A. S. le Duc de Wolfenbuttel (quoi que Catholique Romain) lui en a témoigné son mécontentement, ayant envoyé un de ses Conseillers à Hildesheim pour faire des plaintes au Chapitre de la Lettre qu'il avoit reçûe, & de la déclaration mise sur le Protocolle de l'Assemblée des Etats contre la validité du Recez Consistorial; demandant que les Griefs de Religion fussent incessamment redressez, & les Pactes conclus avec sa Maison reconnus pour obligatoires; & déclarant que jusqu'à ce qu'on eût donné satisfaction à S. A. E., il feroit cause commune avec elle.

Ce n'est pas seulement dans les affaires de Religion, mais aussi dans les Civiles, que le dernier Evê-

qu[illegible] & le Chapitre ont [illegible] la ruine des Protestans de l'Evêché. [illegible] est ce qui a paru clairement [illegible] *De[illegible] de Brassier* dont ils ont presque entiérement privé la Ville d'Hildesheim. Et comme S. A. E. est Protecteur de ladite Ville, comme ses Ancêtres l'ont été, & que les Pactes conclus avec sa Maison portent que [illegible] Habitans de l'Evêché, & en particulier ceux de la Ville, seront maintenus dans la possession de leurs Droits tant Civils qu'Ecclesiastiques, il est juste que S. A. E. leur fasse ressentir sa Protection à l'un & à l'autre égard (*sur quoi la Déduction entre dans un Detail très exact.*)

Et afin qu'on ne s'imagine pas que l'Infanterie que S. A. E. a mise dans Hildesheim & Païs fait aucune bréche aux Revenus ordinaires de l'Evêché, il est bon de sçavoir qu'elle n'est aucunement à charge à ces deux Villes, étant entretenuë de la Caisse de Guerre de S. A. E.; & que les Troupes qui sont dans le plat-Païs, ne sont point dans le Bailliage de l'Evêché, mais seulement dans ceux du Chapitre, *& ne tirent leur entretien ni du Païsan, ni de la Caisse des Contributions, ni même des Domaines de l'Evêque*; mais qu'elles sont aux dépens du Chapitre, tirant la paye ordinaire, & rien au delà, des trois Bailliages qui lui apartiennent, du Revenu desquels on n'a jamais rien appliqué à des usages publics, ni au payement des Troupes de l'Evêché, &c. De sorte que les Troupes de S. A. E. n'aportent pas la moindre diminution à la Caisse des Contributions, qui est le fonds dont on tire le payement du Bataillon que l'Evêché fournit à l'Empire pour son Contingent, & qui est à present en Garnison à Fribourg, &c.

On laisse à juger après tout ce qui a été dit, si S. A. E. peut retirer ses Troupes avant que le Chapitre lui ait donné satisfaction sur des Griefs, qui sont d'une telle importance que l'entiere ruine des Protestans de l'Evêché en dépend, & d'une notorieté si publique que le Chapitre même est obligé d'en convenir; de sorte que ne pouvant nier les faits, il nie le principe & il soûtient que les Pactes & les Recez ne sont pas obligatoires. On laisse à juger si après tant de promesses qui sont demeurées sans aucune execution, S. A. E. doit encore se contenter cette fois de simples paroles, ou si elle doit admettre quelque expedient qui engage l'affaire dans de longues discussions, & qui donne le tems au Chapitre d'opprimer de plus en plus les Protestans de l'Evêché, & de les réduire à un si petit nombre qu'ils ne paroîtront plus meriter aucune consideration. Que si le Chapitre se porte, comme il le faut esperer, à donner à S. A. E. la juste satisfaction qu'Elle demande, elle ne differera pas un seul moment à retirer ses Troupes, & à faire voir combien est mal fondée l'imputation répanduë malicieusement dans le monde qu'Elle a eu vûë de s'aproprier l'Evêché. C'est ce dont on devroit être entierement desabusé par l'experience du passé, les Troupes de la Serenissime Maison qui furent mises dans Hildesheim l'an 1703. en étant sorties, sans que S. A. E. ait eu à cet égard aucun reproche à se faire que celui de les avoir retirées avec trop de facilité, & de n'avoir pas pris alors toutes les précautions nécessaires pour guerir le mal, en sorte qu'il ne fût pas besoin d'y appliquer une seconde fois le même remede.

CXII.

Resolution de L. H. P. les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas en Reponse à une Lettre du Czar qui demandoit que le Corps des Troupes de la Neutralité pût se joindre incessamment aux siennes.* 15. Juin.

Du Lundi 15. Juin 1711.

OUÏ le raport des Sieurs de Broeckhuysen & autres Deputez de LL. HH. PP. aux affaires étrangeres, aiant en consequence & pour satisfaire à la Resolution commissoriale du 6. du courant examiné la Lettre de Sa Majesté Czarienne de Moscovie, écrite de Jawarow le 29. d'Avril passé, tendante à ce que le Corps destiné pour le maintien de la Neutralité dans l'Empire en conformité des Actes passez sur ce sujet, soit promptement assemblé; & puisque Sa Majesté le Roi de Suede a déclaré de ne point vouloir se tenir à cette Neutralité, que ledit Corps puisse

ANNO 1711. puisse se joindre aux troupes de Sa Majesté Czarienne & de ses Alliez les Rois de Dannemarck & de Pologne, & agir contre celles de Suede, ainsi qu'il est plus amplement porté dans ladite Lettre. Aiant d'ailleurs examiné les Memoires du Sr. Matueof, Ambassadeur ordinaire de sadite Majesté Czarienne, touchant & par raport au même sujet. Sur quoi aiant été deliberé, il a été trouvé bon & arrêté qu'on écrira à sadite Majesté Czarienne, que LL. HH PP. se tiennent obligées à Sa Majesté Czarienne de l'agreable temoignage, qu'elle a de nouveau bien voulu donner de son inclination pour elles & pour Leurs Hauts Alliez, & de la consideration qu'elle a eu pour eux, pour ne rien faire qui pût leur faire de l'obstacle ou de la peine dans la Guerre qu'ils sont obligez de faire à la France. Que de leur côté reciproquement elles ont eu pour Sa Majesté & pour son Amitié toûjours une haute estime qu'elles conservent encore ; & qu'en cette consideration elles ont gardé une parfaite impartialité par raport à la Guerre du Nord, dont Sa Majesté Czarienne a temoigné plus d'une fois d'être satisfaite. Qu'elles auroient volontiers vu & souhaité que la conservation de la Neutralité dans l'Empire, telle que par les Actes passez sur cela, avoit été projettée, eût été acceptée par les Hauts Alliez engagez dans la Guerre du Nord. Que quoique leurs demarches pour y parvenir n'aient pas eu le succès desiré pour en venir à bout, ladite Neutralité n'aiant été acceptée que sous certaines conditions, & que même à present Sa Majesté de Suede, s'étoit à leur regret declarée, de ne vouloir pas se tenir à ladite Neutralité. Que LL. HH. PP. avoient neanmoins toûjours été de sentiment que ladite Neutralité doit être conservée & de ne point laisser que de faire des instances auprès de Sa Majesté le Roi de Suede afin de vouloir encore aprouver la Declaration donnée par la Regence de Suede en l'absence de Sa Majesté. Que cependant LL. HH. PP. croient qu'on ne peut pas leur imputer d'avoir negligé la moindre chose, qui fût en leur pouvoir de faire suivant les Actes passez sur ladite Neutralité. Que deja avant l'hyver passé leur contingent pour le corps destiné au maintien de ladite Neutralité, qu'elles devoient fournir, avoit été prêt & tenu sur les plus proches frontieres, pour être toûjours à portée, & pour pouvoir en cas de besoin marcher au rendez-vous, quoi qu'on auroit eu besoin de troupes ailleurs, & qu'à present les Bataillons qui doivent être fournis pour le compte de l'Etat pour ce Corps-là, sont depuis quelque tems en marche vers le rendez-vous dans la Silesie, & seront aparemment bien-tôt arrivez-là, & y seront à tems. Que LL. HH. PP. aiant ainsi fait leur devoir, n'ont pas laissé que d'exhorter leurs Alliez qui doivent aussi fournir leurs troupes pour ce Corps, de les envoier au Rendez-vous, & qu'elles continueront de les presser. Et que pour ce qui regarde ce qu'on doit faire avec ce Corps-là, que cela doit être reglé suivant la situation des affaires & des incidents qui peuvent survenir, & comme ledit Corps doit être composé de Troupes de diverses Puissances, également interessées dans la conservation du repos & de la Neutralité dans l'Empire, aussi les ordres audit Corps doivent-ils être donnez d'un commun accord. Et que LL. HH. PP. concerteront, & continueront de tems en tems à concerter avec les Ministres de ces Puissances qui resident ici les ordres & les mesures qu'on doit prendre par raport à ce Corps, suivant la situation des affaires qui arriveront, pour parvenir au but pour lequel on l'a assemblé. Et après avoir de leur côté satisfait à ce qui est porté par les Actes de neutralité, & en aiant assemblé un Corps si considerable dans le milieu d'une onereuse Guerre, dans laquelle il pourroit être emploié avec beaucoup de succès contre l'Ennemi commun; la bonne volonté des Hauts Alliez paroit surabondamment pour le maintien de la Neutralité dans l'Empire. Et elle a même deja produit quelqu'effet, puisque suivant les informations que LL. HH. PP. ont, elle a fait faire plusieurs reflexions à la Porte Ottomanne, & a-t-elle peut-être été la cause que les preparatifs de Guerre ont trainé plus qu'on n'avoit pensé. Qu'ainsi on étoit dans l'esperance & une ferme assurance que Sa Majesté Czarienne considerant suivant sa grande sagesse tout ce que dessus, ne concevra aucune pensée desavantageuse de leur conduite, mais perseverera toûjours dans la bonne volonté qu'elle a eu pour cet Etat, & pour la cause commune des Hauts Alliez, ainsi que LL. HH. PP. de leur côté tâcheront toûjours de donner à Sa Majesté Czarienne des preuves de la haute estime, qu'elles ont pour l'amitié de Sa Majesté Czarienne. Et cette Rescription avec une copie de ceci sera remise par l'Agent Rosenboom entre les mains dudit Sieur Matueof, pour lui servir de reponse sur les Memoires qu'il a presenté sur ce sujet.

CXIII.

Resolution de L. H. P. les Etats Généraux des PROVINCES-UNIES *des Pais-Bas, pour repondre à la Declaration du Roi de* SUEDE *au sujet des Actes passez pour la conservation de la Neutralité dans l'Empire, par raport à la Guerre dans le Nord.* 15. Juin.

Du Lundi 15. Juin 1711.

OUI le raport des Sieurs Broeckhuysen & autres Deputez de LL. HH. PP. pour les affaires étrangeres, qui suivant & pour satisfaire à leur Resolution commissoriale du 4. Mars dernier, ont examiné la Declaration de Sa Majesté le Roi de Suede, au sujet des Actes passez pour la conservation de la Neutralité dans l'Empire, par raport à la Guerre dans le Nord, presentée par le Sieur Palmquist, Envoié Extraordinaire de sadite Majesté dans une Conference, contenue plus amplement dans les Notules du 4. Mars dernier ; comme aussi la demande faite en même tems par ledit Sieur Palmquist pour un prompt secours, en vertu du Traité de Travendahl, pour le maintien de la Paix suivant ledit Traité, ajoûtant qu'en cas qu'il ne puisse l'obtenir, sadite Majesté esperoit qu'alors elles voudroient bien excuser les mesures qu'il seroit en ce cas-là contraint de prendre, pour y parvenir, dont il souhaiteroit fort d'être dispensé pour l'amour des Alliez, n'étant aucunement porté à leur préjudicier, & à traverser leurs affaires, ainsi s'attendant qu'on aura les mêmes égards pour celles de Sa Majesté. Sur quoi aiant été déliberé, il a été trouvé bon & arrêté, de prier par celle-ci & de commettre lesdits Sieurs Broeckhuysen & autres Deputez de LL. HH. PP. pour les affaires étrangeres, qu'avec deliberation & concert avec les Sieurs Ministres des Puissances interessées dans la conservation de la Neutralité dans l'Empire par raport à la Guerre dans le Nord, ils donnent verbalement pour réponse audit Sieur Palmquist : Que la Declaration de sadite Majesté au sujet de ladite Neutralité dans l'Empire n'avoit pû autrement que, contre leur attente, surprendre LL. HH. PP., aussi-bien que les autres Puissances interessées, car il étoit connu audit Sieur Palmquist que les Actes au sujet de ladite Neutralité avoient été arrêtez après une mûre deliberation, par raport à la constitution des affaires, au tems que ces Actes ont été faits, & que suivant eux les Provinces mêmes de Sa Majesté de Suede situées dans l'Empire, étant mises à couvert contre toute attaque d'ennemi, il étoit aussi raisonnable que de la part des mêmes Provinces on ne commit aucun acte d'hostilité ; mais que le tout seroit resté dans l'état, dans lequel les affaires étoient alors. Que cela n'a pas seulement été le sentiment des Puissances, qui se sont engagées pour le maintien de ladite Neutralité, sur le pied porté par lesdits Actes; mais aussi celui du Senat, chargé de la Regence en l'éloignée absence de sadite Majesté, lequel a aprouvé & agréé ladite Neutralité, jusques-là que lui aiant été offert de prendre les Troupes, que sadite Majesté avoit dans ses Provinces dans l'Empire ; il en est venu à une Negociation : Que ledit Senat aiant une parfaite connoissance de la constitution, dans laquelle les affaires étoient pour lors, il est à presumer qu'il a fait en cela ce qu'il a jugé être conforme tant à l'intention qu'au veritable interêt de Sa Majesté, pour en être d'accord. Que les Puissances s'interessant dans la conservation du repos dans l'Empire n'ont pû faire autre chose que de deferer au sentiment dudit Senat, & de se reposer en cette occasion sur l'aprobation qu'il avoit donnée à la proposée Neutralité. Et comme Sadite Majesté auroit eu raison de se plaindre, au cas que les Puissances interessées n'eussent pas deferé au sentiment dudit Senat, chargé en l'absence de Sa Majesté, de la Regence, & dans la suposition que celui-ci est informé

ANNO 1711. [illegible] de Sa Majesté [illegible] qu[illegible] [illegible] Roiaume & [illegible] Puissances, qu[illegible] travai[illegible] de [illegible] l'ouvrage de facite Neutralité, [illegible] de se plaindre en cas que Sadite Majesté [illegible] pas à la Declaration donnée ci-devant [illegible] Senat avec bonne connoissance des choses [illegible] Elles prie[illegible] que Sa Majesté ne [illegible] pas se departir de la Declaration donnée ci-devant p[illegible] le Senat, mais plûtôt l'aprou[illegible], & qu'on [illegible] ledit Sr Palmquist d'y emploier [illegible] bons offi[illegible]. Et pour ce qui regarde le secours, exigé en vertu du Traité de Travendhall: Que lesdits Sieurs Deputez donneront verbalement en reponse audit Sieur Palmquist. Que quoique LL. HH. PP. soient en doute si de [illegible] part de Sadite Majesté l'on ne donne pas trop d'étendue à l'obligation qui resulte [illegible] leur charge du Traité de Travendhal, ce qui seroit sujet à une exacte recherche & aplication, & quoique con[illegible]ntement avec leurs Hauts Alliez elles soient engagées dans une onereuse Guerre qui les dispense suffisamment dans ces tems & ne leur permet de donner [illegible] secours, ce qu'elles pourroient autrement faire, & [illegible] que, autrement leur bonne volonté pourroit s'étendre, que neanmoins de leur côté elles aideront volontiers à [illegible] tout ce qui pourra servir au retablissement de la premiere tranquillité par une Paix generale, & par-là faire toutes les reflexions possibles & raisonnables sur les interêts de Sadite Majesté, s'assurant fermement que Sadite Majesté ne prendra aucune mesure par laquelle la cause commune de LL. HH. PP. & de Leurs Hauts Alliez puisse recevoir du prejudice.

CXIV.

21. Juill. *Traité de Paix entre Sa Majesté Czarienne* PIERRE ALEXIOWITZ, *&* ACHMET *Han Sultan des Turcs, par lequel la Forteresse d'Azof doit estre renduë à la Porte Ottomane, avec demolition de quelques autres Places & Forts. Fait au Camp des Turcs près de la Riviere de Pruth le 6. de la Lune Gemaziel-Achir l'an de l'Hegire* 1123 *& le* 21. *Juillet* 1711. [Sur une Copie envoyée de Constantinople par un Ministre public.]

LA raison de cet Ecrit auquel on doit ajoûter foi est: Que par la Grace de Dieu, la Victorieuse Armée Musulmanne, ayant étroitement resserré le Czar de Moscovie avec toute son Armée dans le Voisinage de la Riviére de Pruth, il a lui-même demandé la Paix, & sur ses Instances, les Traitez & Articles ont été reglez & accordez en la maniére qui suit.

1. Qu'il rendra la Forteresse d'Azoph avec son Territoire & ses dépendances, dans le même état ou elle étoit quand il la prit.

2. Que Faganrock, Kamenki, & le nouveau Fort, construit sur la Riviére de Saman, seront entiérement démolis, sans que jamais on puisse faire bâtir d'autres Forts au même lieu; & que le Canon avec les Munitions du Fort Kamenki, seront laissez à la sublime Porte.

3. Que le Czar ne se mêlera plus des Polonois ni des Cosaques qui dépendent d'eux, & qu'on apelle Barabasci & Poccati, non plus que de ceux qui dépendent du très heureux Han-Doulet-Gherai, mais qu'il les laissera sur l'ancien pied & qu'il retirera toutes ses forces de leur Païs.

4. Que les Marchands pourront venir avec leurs Marchandises sous la Domination bien gardée, mais que personne ne pourra résider à la Haute Porte en qualité d'Ambassadeur.

5. Que tous les Musulmans qui ont été faits Prisonniers, ou Esclaves par les Moscovites, avant ou pendant cette Guerre, seront remis en liberté.

6. Que le Roi de Suéde s'étant rangé sous les Ailes de la puissante Protection de la Haute Porte, aura un libre & sûr passage pour s'en retourner, sans pouvoir y être empêché, ou retenu en aucune maniére par les Moscovites, & que la Paix se fasse entr'eux, s'ils sont inclinez à la faire, & s'ils peuvent s'entendre entr'eux.

7. Et à l'avenir il ne sera fait aucun tort ou dommage par la Porte aux Moscovites, comme pareillement ceux-ci n'[illegible] & dépendans de la Haute Porte.

La Bonté Royale & infinie de mon très-Puissant & Gracieux Seigneur & Empereur est supliée qu'il lui plaise de ratifier lesdits Articles; & d'oublier la précédente mauvaise conduite du Czar.

C'est en la maniére ci-dessus exprimée, qu'en vertu du Plein-Pouvoir qui m'en a été donné, j'ai fait la Paix avec lui, & lui en a consigné l'Instrument. Nous conviendrons aussi des Otages qui seront donnez par le Czar, pour l'accomplissement des Articles qu'il contient. Pareillement les Traitez de Paix appellez Temeruki seront échangez de part & d'autre, & ensuite l'Armée du Czar pourra s'en aller librement en son Païs, par le plus court chemin; sans qu'il lui soit fait aucun empêchement par l'Armée Victorieuse, ni par les Tartares, ni par d'autres. Tous les Articles ci dessus seront exécutez, & la Capitulation échangée des deux côtez, ensuite de quoi, & après que tout aura été à éfet, nous donnerons congé aux deux Otages qui se trouvent présentement dans l'Armée Victorieuse, savoir le Renommé entre les Grands de la Nation du Messie le Chancelier Privé, Baron Pierre Schaphirof, & le Petit-fils de Czeremet Michel de Boriz, desquels la fin soit heureuse; & nous leur permettrons aussi-tôt de retourner en leur Païs. En foi de quoi, le présent Instrument a été signé au susdit Camp le 6. de la Lune Gemaziel-Achir de l'an 1123. ou le 21. de Juillet 1711.

Autre Copie du même Traité signée des seuls Ministres de Sa Majesté CZARIENNE. *Au Camp le* 12. *Juillet. vieux stile* 1711. [Sur une Copie qu'on dit avoir été communiquée à Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies par l'Ambassadeur de Sa Maj. Czarienne.] 12-23. Juillet.

DIVINA favente gratiâ Serenissimi ac Potentissimi Magni Domini Czari & Magni Ducis Petri Alexiowitz totius Russiæ Autocratoris nos infra scripti nominati Plenipotentiarii hisce notum facimus. Nos cum Serenissimi ac Potentissimi Domini Sultani Achmetis Chami Illustrissimo Magno Vizirio Machmete Passa, post exortum inter utrusque Imperium Bellum, sequentem de æterna pace Tractatum conclusisse.

1. Postquam Pax inter Czaream Majestatem, & Sultaneam Majestatem quæ jam antea intercessit rupta esset, utriusque Exercitus etiam jam manus conseruissent, ulteriorem & omnimodam tanti humani sanguinis effusionem prævertendi animô, de restauranda pace consilium initum æternumque duratura Pax sequentibus sub conditionibus inita fuit & conclusa. Utpote restituantur Turcis occupatæ ab illis Urbes, & noviter extructæ iterum destruantur; utrinque ex parte vacuæ relinquantur; tormenta omnia & res tormentaria commeatusque Bellici, & alia ex illis abducta Czareæ Majestati permaneant, exceptis in Camennon Tolin existentibus tormentis, quæ Turcis tradantur.

2. Utrique Parti Polonorum rebus se se immiscere vel illorum Subditos & Terras sibi arrogare non sit liberum.

3. Mercatores tam Czareæ Majestatis Subditi in Imperium Turcicum quam Sultaneæ Majestatis in Imperium Ruthenicum iter facere, redire & Commercia agere, omni libertate gaudeant.

4. Quia Rex Sueciæ protectioni Sultaneæ Majestatis se commisit, idcirco Czarea Majestas, Sultaneæ Majestatis amicitiæ gratia, se illi liberum securumque reditum & transitum in ipsius terras concessuram promittit, &, si invicem convenire possunt, Pacem cum illo inituram.

5. Utriusque Partis tam Russicæ quam Turcicæ Subditis in posterum damnum vel detrimentum aliquod a nemine inferatur.

6. Vigore Tractatus hujus omnia antecedenter commissa acta hostilia oblivioni tradantur; & facta Exemplarium permutatione (ad quem Actum nos sufficienti Plenipotentia instructi sumus) utriusque Partis Exercitus recedant neque in itinere alter alteri impedimentum afferat vel damnum.

7. Captivi Turci quotquot illorum in Imperio Czareæ Majestatis & præsenter hic in Castris reperiuntur liber-

ANNO 1711. libertate donabuntur; similiter ex parte Sultaneæ Majestatis omnes post ruptam Pacem in captivitatem abducti Subditi Rutheni dimittentur & pristina libertate gaudebunt.

In quorum fidem nos hunc Tractatum propriis manibus subscripsimus, Sigilloque notavimus, & cum Illustrissimo Magno Vizirio Exemplaria permutavimus. Datum in Castris Turcicis, stilo veteri die 12. Julii 1711.

Imperii Vice-Cancellarius Baro PETRUS SCHAFFIROUW.

Generalis Major Comes MICHEL SCHEREMETOUW.

CXV.

28. Juillet *Resolution des Etats Generaux des* PROVINCES UNIES *sur la Succession d'*ORANGE.

Le Mardi 28. Juillet 1711.

LEs Sieurs de Broeckhuysen & autres Deputez de LL. HH. PP aux affaires de la Succession de Sa Majesté de la Grande Bretagne de glorieuse memoire, ont raporté à l'Assemblée qu'en consequence & pour satisfaire à la Resolution de LL. HH. PP. du 27. du courant, ils avoient parlé avec Messieurs Ilgen & Hymen, Ministres de Sa Majesté le Roi de Prusse, sur le fondement de la conçûe Resolution inserée dans les Notules de hier pour accommoder du mieux les affaires mentionnées, & ont en même tems livré ladite projettée Resolution, redressée en certains Points, ainsi qu'elle est inserée comme suit.

Oui le raport des Sieurs de Broeckhuysen & autres Deputez de LL. HH. PP. pour les affaires de la Succession de Sa Majesté de la Grande Bretagne, aiant en consequence & pour satisfaire à leur Resolution commissoriale du 20. du courant, examiné le Memoire du Sieur de Hymen, Envoié Extraordinaire de Sa Majesté le Roi de Prusse. Par ou il témoigne à LL. HH. PP. combien Sa Majesté est touchée du triste malheur, arrivé à Monsieur le Prince de Nassau en venant de l'Armée ici, aussi bien que l'inclination de Sa Majesté de donner à Madame la Princesse Doüairiere, & aux Descendans dudit Sieur Prince des preuves réelles de l'estime & de l'affection de Sa Majesté, contenant d'ailleurs quelques considerations sur l'état ou étoit tombée par ce fatal évenement la negociation sur les differens touchant la Succession, & demandant une Resolution de LL. HH. PP. sur divers Points contenus dans ledit Memoire, & dont il est plus amplement fait mention dans les Notules du 20. du courant mois. Sur quoi aiant été deliberé il a été trouvé bon & arrêté, qu'il sera donné en réponse audit Sieur de Hymen sur ledit Memoire: Que LL. HH. PP. ne sont pas moins extrêmement touchées que sadite Majesté par le deplorable malheur arrivé au Sieur Prince de Nassau de glorieuse memoire dans la fleur de son âge, & d'une maniere si fatale, qui doit inspirer de la compassion à tout le monde: Que LL. HH. PP. regardent la mort dudit Sieur Prince comme une grande perte: qui en attendant la compassion qu'il a plû à Sa Majesté de témoigner sur ce triste évenement leur est fort agreable & consolant, & particulierement la declaration de la Roiale affection de Sa Majesté pour Madame la Princesse Douairiere, & les Descendans dudit Prince, avec la favorable assurance que Sa Majesté veut donner des preuves réelles de son affection, dont LL. HH. PP. ne peuvent pas douter puisque ledit Sieur Prince a bien voulu entreprendre le voiage pour venir ici, & qu'il venoit avec une disposition d'aporter de son côté toute la raisonnable facilité pour ajuster les differens qui étoient sur le tapis; & Sa Majesté aiant souvent témoigné d'en faire de même de son côté, & même par de remarquables avantages & de vouloir donner à l'infortuné Prince des preuves de la particuliere estime de Sa Majesté pour sa personne, LL. HH. PP. avoient conçû une esperance bien fondée des deux parties, que par leurs bons & bien intentionnez offices on auroit mis une bonne fin depuis si long-tems souhaitée aux affaires au contentement de l'une & l'autre Partie interessée. Mais qu'à present à leur profond chagrin & douleur, l'inopiné & deplorable malheur arrivé au Sieur Prince de Nassau a aporté un entier changement à l'état des affaires à l'égard de la negociation pour un accommodement, puisque par ladite mort du Prince le Plein-pouvoir qu'il avoit donné étoit venu à cesser, & ledit Sieur Prince aiant laissé une fille unique âgée d'un an, & Madame la Princesse son Epouse à present Douairiere, grosse de quelques mois, il est aisé à comprendre que ladite Princesse Douairiere, qui comme Mere doit être Tutrice de ses enfans mineurs, n'est pas en état dans sa presente incommodité & très grande affliction, de prendre connoissance des affaires, ni de donner les ordres & l'autorisation pour la continuation de la negociation, il est d'une absolue & inévitable necessité, de cesser à present la negociation, du moins pour quelque tems, jusques à ce qu'on puisse la reprendre, qu'en consequence LL. HH. PP. jugeroient être à propos, que le tout fut laissé dans l'état ou il est à present, jusques à ce que Madame la Princesse Douairiere ait eu un suffisant tems pour pouvoir mettre ordre à ses affaires, pour alors avec l'agréement de l'une & l'autre des hautes Parties interessées reprendre la negociation. LL HH. PP. ont ensuite vû par ce Memoire que les pensées de Sa Majesté tendent que quoique la negociation sur les affaires au principal ne peut pas être continuée à present, cependant on peut par provision disposer des points contenus dans ledit Memoire, les jugeant pour la plûpart fondez sur les Resolutions de LL. HH. PP. du 2. & 21. Avril passé; & elles ont une forte inclination pour donner des marques à Sa Majesté de leur haute estime pour Sa Majesté & pour son amitié & pour complaire à Sa Majesté & lui donner du contentement en tout ce qui est en leur pouvoir & qui peut en quelque maniere être avec équité exigé d'eux.

Qu'ainsi en cette vûe aiant consideré avec attention ce qu'elles pourroient & oseroient en cette occasion prendre sur eux de faire pour le contentement de Sa Majesté sans préjudicier à personne. Elles, pour ne pas venir en discussion ou contestation, si & jusques où lesdites Resolutions du 2 & 21. Avril de cette année, sont encore aplicables, dans le present inopiné évenement, comme aussi pour encore éviter l'examen, quels Biens du Prince FREDERICK-HENRI de glorieuse memoire ne sont point en contestation entre les hautes Parties interessées, & du different qui pourroit naître sur la defalcation de la legitime & Trebellianique, outre le rabais touchant le paiement des dettes & legs, n'y aiant à present personne ici qui puisse soûtenir les Droits ou les prétentions des Heritiers du feu Prince là-dessus, aussi LL. HH. PP. n'étant point Juges pour decider en cas de contestation. Que cependant pour laisser le tout autant qu'il est possible en son entier jusques à ce que les negociations pour le principal puissent ci-après être reprises & continuées, LL. HH. PP. sont d'opinion que la suivante Resolution peut servir à cela. Savoir que par provision & sans diminuer le droit & prétention d'un chacun, qui sont laissez en toutes leurs parties dans leur entier à l'égard de tous les Biens de la Succession, sans donner par cette provision le moindre droit à aucun, ou d'en prendre plus qu'on n'en avoit ci-devant, Sa Majesté le Roi de Prusse, outre ce dont il est à present en possession, aura encore par provision sur les biens & revenus de ladite Succession une somme annuelle de 50000. florins. Qu'à cette fin on livrera à Sa Majesté les Biens de Naeldwyck, Honsholredyck, Wateringen, le Opttal, le Honderland, Orange Polder, 's Gravesande, la Maison de Nieubourg, & la Maison dans le Nord-Eynde, comme aussi le Haut & Bas Swaluwe, dont les revenus après la soustraction des charges, sont calculez à la somme annuelle de 26033. florins 4. sols; que le surplus jusques à ladite somme de 50000. florins annuels, sera fourni des revenus des Biens de la Succession, qui restent sous l'administration de LL. HH. PP., par ou ce qui étoit tiré des revenus pour l'entretien desdites Maisons cessera. Qu'outre cela Sadite Majesté pourra se servir de la Maison de Dieren avec les meubles qui y sont à present, & qui apartiennent aux Heritiers du Prince de Nassau, pendant le tems qu'il plaira à Sa Majesté d'y être en personne. Bien entendu que par-là il n'en naîtra aucun droit à Sa Majesté, au delà de celui qu'il a pre-

ANNO 1711.

[illegible] ; mais que tout restera *in statu quo* jusques à ce qu'il en soit autrement convenu entre les hautes Parties interessées, ou décidé par un Juge. Que par entre par provision, & sans diminuer les Droits & prétentions d'un chacun, comme ci-devant les Heritiers du Sieur Prince de Nassau tireront des revenus des Biens de la Succession, qui resteront sous l'administration de L L. HH PP. une somme annuelle de 150000. florins, & au cas que Madame la Princesse Douairiere, comme Mere & Tutrice de son enfant, ou enfans mineurs, souhaite qu'au lieu d'avoir ladite somme annuelle de 150000. florins en argent, on lui remit aussi quelques fonds, qu'alors on lui remettra aussi provisionnellement quelques Biens, excepté qu'alors on aura égard à la convenance de l'Etat, & des Provinces en particulier, & que Buren & Leerdam ne seront point donnez à aucune des Parties interessées, que de leur concert.

Que pareillement il sera laissé à la disposition de Madame la Princesse Douairiere en sa qualité, de pouvoir se servir de la Maison de Loo y étant en personne sur le même pied que ci-dessus il a été dit par raport à Sa Majesté de Prusse touchant la Maison de Dieren.

Que d'ailleurs suivant l'amitié que Sa Majesté de Prusse a temoigné de vouloir avoir pour Madame la Princesse Douairiere & les Descendans du Sieur Prince de Nassau, ladite Dame Princesse Douairiere dans sa qualité de Mere & Tutrice, en consideration de sa présente incommodité, aura encore des Biens de ladite Succession une fois la somme de 150000. florins, paiables la moitié au plûtôt, & l'autre moitié dans 2. termes annuels. Après que les sommes suivant cette Resolution reçûes par Sa Majesté & par les Heritiers du Prince de Nassau avec le paiement prealable des charges & interêts, s'il venoit à être trouvé qu'en defalquant la somme à Sa Majesté de Prusse, aussi-bien que celle aux Heritiers du feu Prince de Nassau, les interêts des capitaux à la charge de la Succession ne pourroient pas être paiez hors des revenus des biens qui restent sous l'administration, en tel cas ce qui manqueroit seroit defalqué à l'une & l'autre des Parties à proportion, après que le Conseil autorisé à l'administration provisionelle de la succession aura par compte ou autres valables preuves, fait paroître ce qui pourroit y manquer. Que le susdit don étant aussi par provision sans diminuer les Droits & pretensions d'un chacun, la negociation sur le principal pour en venir à un final accommodement sera reprise dans 6. mois après que Madame la Princesse Douairiere sera, sous la benediction de Dieu, ainsi que L L. HH. PP. esperent & souhaitent, delivrée du fruit qu'elle porte presentement, ou plûtôt si faire se peut. A cet effet L L. HH. PP. requerront ladite Dame Princesse Douairiere d'envoier de nouveau ici son Plenipotentiaire afin de reprendre conjointement avec celui de Sa Majesté de Prusse la negociation, & s'il est faisable de la pousser à une bonne fin. Pour cela L L. HH. PP. continueront à emploier leurs bons offices, & qu'en reprenant ladite negociation pour un accommodement final, on mettra pareillement alors sur le tapis les autres Points contenus dans le Memoire.

Et pour ce qui regarde l'évacuation de Meurs, puisque c'est un point, sur lequel L L. HH. PP. ne peuvent rien resoudre sans avoir reçû le sentiment des Seigneurs Etats des Provinces respectives, Elles remettent ce point à leur deliberation.

Que L L. HH. PP. d'abord que le Plenipotentiaire de Madame la Princesse Douairiere sera arrivé, lui parleront, & tâcheront de travailler afin que pendant la negociation on suspende toutes les procedures de justice.

Et touchant la demande de Sa Majesté des Canons qui peuvent se trouver à Meurs, qui apartiendroient au Prince FREDERICK-HENRI que L L. HH. PP. n'aiant aucune connoissance en quoi ils consistent, ils en attendront un Memoire pour l'examiner afin de resoudre là-dessus.

Que L L. HH. PP. esperent & s'assurent que sadite Majesté voiant par cette Resolution leur bonne intention & inclination pour autant que l'occurrence du tems & des affaires le permet, acheminer cet ouvrage à une bonne fin, & de donner à Sa Majesté le contentement autant qu'il est en leur pouvoir, aprouvera consequemment ladite Resolution pour le Reglement des affaires, par provision & sans donner atteinte au droit de personne; alors L L. HH PP. donneront des ordres que les biens ci-dessus specifiez soient par provision livrez à Sa Majesté, & qu'on satisfera de tems en tems au surplus pour faire la somme annuelle de 50000. florins, dans la certaine esperance & attente que dans la négociation sur le principal sadite Majesté voudra bien en bonne partie donner à Madame la Princesse Douairiere & à son Enfant ou ses Enfans, bien des preuves de l'inclination ou affection que Sa Majesté a temoigné; esperant de même & s'assurant que Madame la Princesse Douairiere de Nassau voudra aussi être contente de cette Resolution & de l'accepter. Surquoi aiant été deliberé il a été trouvé bon d'arrêter par les presentes cette Resolution, & qu'elle sera mise au net, & remise entre les mains dudit Sieur de Hynen.

Et cette Conclusion a été formée par le Sr. de Renswoude, comme la Province d'Utrecht aiant presidé dans la semaine precedente.

Les Sieurs Deputez de la Province de Frise ont fait enregistrer sur ladite Conclusion, & au nom & par les ordres des Seigneurs Etats leurs Principaux ont pris à eux la susdite Conclusion & l'ont contredite, protestant bien expressement de nullité & de dedommagement à l'égard de tout ce qui a été fait en ceci & resolu & qui pourroit ci-après être disposé, comme directement contre la maniere, la forme, & le droit qui apartient à Madame la Princesse Douairiere, declarant que L L. HH. PP. ne sont pas autorisées comme Executeurs de pouvoir en disposer avant que les Parties respectives par un amiable accommodement, ou par le droit en soient convenues, se reservant d'ailleurs de faire de tels enregistremens ou protestes, ainsi que leurs hauts Principaux trouveront leur apartenir.

Les Sieurs Deputez de la Province d'Over-Yssel ont declaré de prendre copie de toute l'affaire, pour mettre en deliberation devant les Seigneurs Etats leurs Principaux.

Le Deputé de la Province de Groningue qui se trouve ici a declaré de ne point se conformer à ce qui a été raporté; de contredire à la Conclusion comme contraire au pouvoir qui apartient à aucun Executeur du monde, & à la propre solemnelle & incomparable Declaration de L L. HH. PP., faite dans leur Lettre à Sa Majesté de Prusse du 14. Octobre 1704. & se reservant pour les Seigneurs Etats ses Principaux de faire de telles protestations, & de prendre de telles Resolutions & mesures qu'ils trouveront à propos, pour prevenir tout malheur.

CXVI.

Manifeste de FREDERIC-AUGUSTE *Roi de Pologne touchant sa Marche en Pomeranie. Donné près de Stralitz le 20 Août 1711.* 20. Août.

NOUS FREDERIC-AUGUSTE, par la grace de Dieu, Roi de Pologne, Grand Duc de Lithuanie, Russie, Prusse, Mazovie, Samogicie, Kyovie, Volhinie, Podolie, Podlachie, Livonie, Smolensco, Servie, & Zschernicovie; Duc de Saxe, Juliers, Cléve & Mons, comme aussi d'Engern & Westphalie; Archi-Marechal & Electeur de l'Empire, aussi à present Vicaire dudit Empire dans les Terres sous la Jurisdiction de Saxe, & lieux sujets à un tel Vicariat; Landgrave en Thuringe, Marggrave de Misnie, & de la Haute & Basse Lusace; Bourggrave de Magdebourg, Comte Prince de Henneberg, Comte de la Mark, Ravensbourg & Barby, Seigneur de Ravenstein, &c. &c. Ne doutons pas, qu'il ne soit connu à un chacun, comment durant les presens Troubles de Suede, nous nous sommes toûjours & en toutes occasions tellement comportez, qu'un chacun puisse entierement reconnoître nôtre équité, dont nous mêmes avons donné des preuves innombrables à nos Ennemis.

Et quoi que nous, par la mutinerie tout à fait contraire de nos Ennemis, eussions pû être portez à d'autres pensées, néanmoins nous avons mieux aimé suivre la passion de nôtre Ame, à toute réputation inclinée, que les exemples de nos Ennemis.

Comme nous, à notre retour en Pologne, l'an 1709., par un propre motif & soin, que nous avons pour le repos general de l'Empire, nous sommes resolu, & avons déclaré de ne vouloir pas, en aucune

 manie-

ANNO 1711. maniere, molester les Provinces Allemandes du Roi de Suede.

Quoi que peu de tems après la Contremarche du Corps de Crassau hors de la Pologne pour la Pomeranie, & plusieurs raisons en sortant, nous auroient pû facilement inciter à changer nôtre intention, pour poursuivre ledit Corps de Crassau jusques en Pomeranie, & ainsi prevenir d'abord ceux, qui alors en étoient fatiguez, & qui étoient en effet éloignez de leurs machinations hostiles, pour l'exécution de quoi nous n'avons pas manqué de moiens, lorsque nos Troupes étoient apuiées par celles du Czar & l'Armée de la Couronne ; ains au contraire nous l'avons discontinué par l'intercession des Hautes Puissances Alliées contre la France, sans considerer un moment le consentement à la Négociation de la Neutralité par elles moiennée : comme nos Alliez de tous côtez y ont consenti d'abord, dans l'esperance indubitable, que le Roi de Suede accepteroit ladite Neutralité principalement aussi concernant le salut & le repos de ses Provinces situées en Allemagne, & qu'il agréeroit & ratifieroit la Déclaration faite en son nom par le Senat de Stockholm.

Mais on s'est bien-tôt éclairci, que ni ladite nôtre Déclaration bien intentionnée & pacifique, n'a dûëment été regardée, ni que le soin salutaire des Hauts Alliez contre la France n'a été accepté avec respect, mais au contraire le Roi de Suede a protesté contre cette Neutralité, & a quasi déclaré la Guerre avec de grandes menaces aux dits Hauts Alliez.

Ainsi donc, puisque du côté Suedois on a effectivement agi contre la Neutralité, tant par Mer que par Terre, & qu'encore dernièrement Smigelsky a été envoié de la Pomeranie en Pologne, & après avoir exercé plusieurs hostilitez, a été encore reçû dans la Pomeranie, & que le même a obligé l'Officier, secrettement surpris en Pologne, à donner un Revers de sa main, qu'après sa guerison il se jetteroit à la Generalité Suedoise en Pomeranie. Ce donc qui sont de claires marques du futur dessein du Roi de Suede, & du Corps d'Armée en Pomeranie à ses ordres, & quelles suites périlleuses on a à craindre à l'avenir.

Ainsi nous nous trouvons nécessitez, pour prevenir à l'avenir tout le mal, dont nous menacent les demarches du Roi de Suede, & pour remettre la sûreté de nôtre Couronne & Terres, comme aussi pour détourner l'inquietude & le bouleversement de l'Empire en demesurez par la Suede, après avoir jusques ici inutilement employé des moiens plus doux, à chasser, avec l'assistance de nos fidels Alliez, les Troupes Suedoises en Pomeranie, comme la source du malheur qui est à craindre ci-après, & pour les mettre hors d'état, avec l'aide de Dieu, afin qu'ils n'executent pas leurs desseins pernicieux : par où nous au contraire nous pourrons procurer une bonne sûreté contre un voisinage si périlleux.

Mais nous déclarons par celle-ci, que ni nous, ni nos Alliez par ce nôtre dessein juste, & forcé par l'Ennemi, ne sommes nullement d'opinion, de faire la Guerre aux innocens Sujets Suedois, mais seulement aux Troupes armées dans leur Païs : ainsi donc, que nous promettons par celle-ci de nôtre part, & au nom de Sa Majesté le Czar, dont nous avons les Troupes avec nous, de vouloir laisser en tranquille possession & jouissance de leurs effets & Biens, tous les Habitans & Sujets Suedois Pomeraniens, qui ne s'oposeront pas à nos armes & de nos Alliez, & de les défendre puissamment contre toutes forces & dommage ; dans cette confiance, que lesdits Sujets Suedois-Pomeraniens accepteront tant plus volontiers cette nôtre gracieuse Déclaration, & de nos Alliez, & qu'ils ne se soûmettront pas seulement à toutes nos Armées qui sont en marche, mais qu'ils envoieront aussi quelques-uns à la rencontre à leur charge, qui pourront traiter avec le Commissariat s'y trouvant, touchant l'entretenement inevitable & necessaire de ces Troupes, pour éviter les desordres.

Nous assurons aussi, que nous n'agirons pas avec eux selon l'exemple des violences exercées à nos Terres & Sujets, par les Suedois, mais que nous les traiterons en Chrêtien & moderement, & que pour cela nous tiendrons sous une discipline & ordre rigoureux nos propres Troupes auxiliaires de Sa Majesté le Czar, que nous avons avec nous.

C'est pourquoi que chacun peut autant moins douter, que tant plus de preuves de notre moderation nous avons deja fait voir en toutes occasi[illegible] Ainsi peuvent tous les Suedois & autres, qui se sont soûmis aux Armes du Czar, rendre un temoignage constant de l'equanimité & moderation de Sa Majesté le Czar, sans considerer le plus barbare traitement, par lequel les Prisonniers Russiens au contraire ont toûjours été usez & tourmentez, & des autres procedures horribles exercées en plusieurs endroits par les Suedois qui meritoient bien un ressentiment & represaille plus rigoureux. ANNO 1711.

Mais en cas que l'un ou l'autre Habitant Suedois-Pomeranien fourniroit lui-même l'occasion à une action contraire, & qu'il se laisseroit seduire par une esperance vaine du subit retour du Roi de Suede, ou progrès supôsez des Turcs contre les Moscovites, ou par quelqu'autre vûë, qu'ils ne voudroient pas accepter cette nôtre Intention salutaire, que nous & nos Alliez avons pour eux, mais qu'ils se declareroient hostilement ou par force publique, ou machinations secrettes, comme aussi en quitant leurs maisons : Qu'alors ils se le pourroient attribuer à eux-mêmes, quand ils seroient encore traitez comme des Ennemis, & qu'ils seroient ruinez & privez de leur entier ; principalement puis que leur imagination n'est pas fondée, & que l'état desesperé & malheureux du Roi de Suede est connu à tout le monde. Où au contraire paroissent les progrès victorieux de Sa Majesté le Czar, & la soûmission volontaire à icelle sans aucun coup d'épée des deux Provinces si renommées, à savoir de Moldavie & Walachie, par les Manifestes publiez des Princes desdits Païs, & la conjonction de leurs Armées nombreuses avec celle du Czar.

Outre puis que les Turcs n'ont pû convenir ensemble, c'est pourquoi cette nouvelle Guerre, qu'ils ont commencée, n'a rien pû effectuer que leur defaite entiere, dont les avis certains sont arrivez, avec cette confirmation, qu'il s'est déja accordé une Paix éternelle entre Sa Majesté le Czar & la Porte Ottomane avec l'exclusion du Roi de Suede.

Selon ceci chacun, qui aime son salut, pourra profiter de cette admonition bien intentionnée, s'il ne veut pas s'atirer par sa propre faute un traitement hostile, & une juste execution d'être brûlé & empalé au plus rude & plus severe, ce qui sera principalement executé aux parties de Mausé.

Qu'il soit notoire pour la confirmation de ceci, que nous avons aussi signé cette Lettre défensive avec propre main, & cacheté avec nos Armes Roiales & Electorales. Ainsi fait dans la Campagne près de Streliz le 20. d'Août 1711.

AUGUSTE Roi,

(L. S.)

J. H. *Comte de* FLEMMING.

G. PAULI.

LXVII.

21. Août. *Manifeste de* FREDERIC IV. *Roi de Dannemarc. Donné à Rostock le* 21. *Août.*

NOUS FREDERIC IV. Roi de Dannemarc, &c. &c. faisons savoir par les présentes à tous & à un chacun des Habitans du Duché de Poméranie, tant Ecclésiastiques que Séculiers, ceux de la Noblesse, des Etats, Bourgeois, & Païsans, qui ont été soûmis jusqu'à présent à la Suede, & généralement à tous ceux à qui il apartiendra, que comme nous sommes obligez de penetrer dans le même Païs avec notre Armée, pour mettre par là en sûreté nos fidelles Sujets & Etats, & détourner, avec l'assistance de Dieu, l'Orage dont ils étoient menacez, & qu'il est néanmoins à craindre que les susdits Habitans du Duché de Pomeranie, ne viennent à abandonner & détruire ce qu'ils ont sur la Terre, de peur d'un dégât general de la part de nos Troupes, ce qui ôteroit à ces derniers le moien de subsister : A ces causes, souhaitant y pourvoir autant qu'il nous sera possible, nous avons jugé à propos d'avertir genereusement par les présentes tous les Habitans de la Pomeranie Suedoise en general, & chacun en particulier, que nous avons donné de si bons ordres à nôtre Armée, qu'il ne leur sera fait aucun tort, ni

en

ANNO 1711.

[illegible] Personnes, ni en leurs Biens, par nos Gens; [illegible] chacun sera protegé & maintenu dans la [illegible] possession de ce qui lui apartient, & que nous sommes prêts à leur donner pour cet effet des Sauvegardes; à condition néanmoins, qu'à nôtre arrivée lesdits Habitans n'abandonneront point leurs Maisons & leurs Terres, & ne nous causeront aucun dommage, directement ou indirectement; mais qu'ils se soûmettront volontairement à nous, obéiront à nos ordres, nous prêteront la même fidelité qu'ils ont fait jusqu'à présent à la Couronne de Suede, & nous payeront les Contributions ordinaires. En ce cas, nous leur promettons sur nôtre parole Royale, de prendre en nôtre protection, eux & tous ceux qui leur apartiennent, & de ne pas permettre qu'il leur soit fait aucune violence en leurs Personnes, ni aucune bréche en leurs Droits & Libertez, mais si au contraire; ils venoient à s'oposer à nos desseins, & à ne pas se soûmettre à nôtre volonté, nous serons obligez, à nôtre grand regret, de leur faire subir ce que la Guerre entraîne après soi; de sorte qu'ils auront à se reprocher à eux-mêmes la totale ruine de leurs Biens & Effets, & le danger de leur propre vie. Qu'un chacun donc ait à se conserver & à prevenir tout dommage; en foi de quoi nous avons signé les presentes, & y avons aussi apliqué nôtre Sceau.

Signé,

FREDERIC REX,

Et plus bas :

D. WIBE.

Donné à Rostock le 21. Août 1711.

CXVIII.

28. Sept. *Donation pleine & entiere du Duché de* Limbourg *faite par* PHILIPPE *Duc d'Anjou, comme Roi d'Espagne & Souverain des Païs-bas; à* MARIE ANNE DE LA TREMOUILLE *Princesse des* URSINS, *pour en jouïr à toujours elle & ses Successeurs en toute proprieté, & Souveraineté. Fait à Corella au Royaume de Navarre le 28. Septembre 1711.* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. V. pag. 212.]

PHILIPPE, par la Grâce de Dieu, Roi *de Castille, de Leon, d'Arragon, des deux Siciles, de Jerusalem, de Navarre, de Grenade, de Tolede, de Valence, de Galice, de Majorque, de Seville, de Sardaigne, de Cordoue, de Corsegue, de Murcie, de Jaën, des Algarves, d'Algezire, de Gibraltar*, des Isles de *Canarie*, & des *Indes* Orientales, & Occidentales, Isles, & *Terre Ferme* de la mer Oceane, Archiduc *d'Autriche*, Duc de *Bourgogne, de Brabant*, & *de Milan*, Comte *d'Apsburg, de Flandres, de Tirol*, & *de Barcelone*, Seigneur *de Biscaie*, & *de Molina*, &c. A tous présens, & à venir qui ces presentes verront, ou lire ouïront, salut. Nôtre très-chere & très-amée Cousine la Princesse des *Ursins* nous a rendu depuis le commencement de nôtre Regne, & continue de Nous rendre tant de signalés & agréables services, que Nous avons crû ne devoir pas differer davantage à luy donner des Témoignages éclatans de nôtre reconnoissance, & de l'Estime que nous faisons de sa personne. Cette Princesse après avoir quitté le Rang, & les Prerogatives, qu'Elle avoit à la Cour de *Rome*, pour accepter l'employ de *Camarera Mayor* de la Reine nôtre très-chere Epouse, Elle a été la joindre à *Nice de Provence*, & l'a conduite dans nos Etats *d'Espagne*, & s'est acquittée de toutes ces Fonctions avec tant d'attention, d'exactitude, & de sagesse, qu'Elle s'y est acquise toute la Confiance & toute la Consideration possible.

Lorsque pour aller commander nos Armées dans nos Royaumes, & Etats d'*Italie*, nous avons confié la Regence de nos Royaumes *d'Espagne* à la Reine nôtre très-chere Epouse; la Princesse des *Ursins* a redoublé son zele, & son assiduité auprès de sa Personne, Elle l'a toujours assistée de ses soins, & de ses conseils avec tant de prudence & d'affection, que nous avons dans tous les tems, & dans toutes les occasions ressenti les heureux effets d'une Conduite si judicieuse, si fidelle, & si aimable.

ANNO 1711.

Depuis qu'il a plû à Dieu de benir nôtre Maison Royale, & d'en assurer la succession par une heureuse Lignée, Elle s'est encore chargée de donner ses soins les plus tendres, & les plus effectifs à l'Education de nôtre très-cher & très-amé Fils le Prince des *Asturies*, en qui on en remarque deja le Fruit & le Progrès. Tous ces Services si distingués, & si importans au Bien de nos Etats, & à la felicité de nôtre Regne, l'application avec laquelle cette Princesse Nous donne de plus en plus des preuves d'un parfait attachement à nôtre Personne, & à celle de la Reine nôtre très-chere Epouse, & des Princes nos Enfans, & les bons succès qui ont suivi les Salutaires Conseils, qu'Elle nous a donné, nous ont engagé à chercher les moiens de lui donner une récompense qui pût estre proportionée à tant de Services, & qui pût servir à l'avenir d'une marque certaine de la grandeur de nôtre Reconnoissance, aussi bien que du merite, & des vertus de cette Princesse. C'est ce qui Nous a donné sujet de porter nos pensées à lui assurer non seulement un Revenu considerable, mais encore un Pays dont Elle pût jouïr à titre de Souveraineté, à quoi Nous Nous sommes d'autant plus disposés, que cette Princesse étant sortie de la Maison de la *Tremouille*, une des plus anciennes, & des plus illustres du Royaume de *France*, se trouve alliée non seulement aux Princes du sang de la Maison de *France*, mais encore à plusieurs autres Maisons Souveraines de *l'Europe*, & que connoissant les Lumieres de son Esprit, & la Sagesse de sa Conduite en toutes choses, Nous sommes persuadés qu'Elle gouvernera avec Justice les Pais & les Peuples qui luy seront soumis, & que cette grande grace sera toujours regardée comme un juste effet de la Justice & de la Magnificence des Souverains envers ceux qui ont été assez heureux pour leur rendre des Services importans. A ces causes déclarons, que de nôtre pleine Puissance, propre Mouvement, & Autorité Royale, & Absolue, Nous avons donné, cedé, & transporté, & par ces présentes donnons, cedons, & transportons à nôtre très-chére & très-amée Cousine *Marie Anne de la Tremouille*, Princesse des *Ursins*, pour Elle, ses Hoirs, Successeurs, & Ayans cause, le Duché, Ville & Chateau de *Limbourg*, faisant partie des *Pays-bas Espagnols*, avec les Villes, Bourgs, Villages, Châteaux, Maisons, Païs, & autres Circonstances & Dépendances du dit Duché, pour en jouïr par la dite Princesse des *Ursins*, ses Hoirs, Successeurs, & Ayans cause, en toute Proprieté, & en Souveraineté parfaite, sans aucune chose en réserver ny retenir à Nous, & à nos Successeurs, Roys *d'Espagne*, à quelque Titre que ce soit, soit de Ressort, soit de Feodalité, & encore sans retour, ny reversion, en aucuns cas, ni en aucuns tems, dont Nous avons exempté le dit Duché de *Limbourg*, & Dépendances comprises dans la présente Donation : à l'Effet de quoy en tant que besoin est, ou seroit, Nous avons éteint, & supprimé, éteignons & supprimons lesdits Droits ; Voulant que ladite Princesse des *Ursins* exerce en son Nom, tous les Droits de Souveraineté dans ledit Duché de *Limbourg*, Territoires, & Jurisdictions y annexées, avec la même Authorité que Nous les exercions, & avions droit de les exercer avant ces présentes; & qu'Elle y jouïsse de tous les Revenus, Fruits, Profits, & Emolumens quelconques, tant Ordinaires, qu'Extraordinaires & Casuels, de quelque nature qu'ils puissent être, soit pour la Collation & Patronage des Benefices, soit pour la Provision & Destitution des Offices, soit pour les Péages, Entrées, Subsides, Impositions, & autres Droits exprimés, & non exprimés, soit pour la défense du Païs, & la Tranquillité des Peuples, soit pour la levée des Revenus du dit Duché & Dépendances; de tous lesquels Droits & Revenus ladite Princesse des *Ursins* commencera à jouïr du Jour des présentes, à compter duquel, les Agens, Receveurs, Commis, & Préposés à la perception desdits Revenus en rendront compte, & remettront le produit entre les mains des Porteurs des Pouvoirs de ladite Princesse; quoy faisant ils en demeureront valablement quites & déchargés envers Nous, comme par ces présentes Nous les en déchargeons; & en consequence, ladite Princesse des *Ursins* demeurera Propriétaire incommutable dudit Duché de *Limbourg* & des Dépendances d'iceluy, tant pour la Souveraineté, que

pour

ANNO 1711. pour tous les revenus, comme le tout à Elle appartenant en pleine, libre & entiere proprieté, avec pouvoir d'en disposer par Donation entre vifs, ou Testament à telle personne, & avec telles Clauses & Conditions, qu'Elle jugera à propos; même d'en traiter par échange, ou autrement; & les mesmes Droits & Pouvoirs appartiendront successivement aprés Elle à son plus proche Heritier, en cas qu'Elle n'en ait pas autrement disposé. A l'effet de quoy, Nous avons déchargé, absous, & liberé, & par ces présentes déchargeons, absolvons, & liberons les Habitans dudit Duché *de Limbourg*, & Dépendances, de quelque état, qualité, ou condition qu'ils soient, tant Ecclesiastiques, que Seculiers, Politiques, Militaires, & de quelques autres Classes & Conditions qu'ils soient, & puissent estre, & chacun d'eux en général & en particulier, des Sermens de Fidelité, Foy, & Obéïssance, Promesses, Obligations, & Devoirs qu'ils Nous gardoient comme à leur Seigneur & Prince Souverain: Leur ordonnons & enjoignons très expressément, qu'en vertu des présentes ils aient à recevoir & reconnoitre ladite Princesse *des Ursins*, & aprés Elle ses Hoirs, Successeurs ou Ayans cause, successivement pour leurs Princes & Seigneurs Souverains; qu'ils luy fassent & jurent les Sermens de Fidelité & Obéïssance en la maniere accoutumée, & que de plus ils luy voüent & rendent tout Honneur, Reverence, Affection, Obéïssance, Fidelité, & Services, comme bons & loyaux Sujets sont obligés de rendre à leur Seigneur Souverain, & comme jusqu'à présent ils l'ont rendu aux Roys nos Prédecesseurs, & à Nous. Et de plus nôtre intention étant, que le dit Duché *de Limbourg*, & Dépendances produisent au moins, de Revenu effectif annuel & réel, par châcun an, au Profit de ladite Princesse *des Ursins*, ses Hoirs, Successeurs & Ayant cause, trente mille Ecus, châque Ecu de huit Réaux d'Argent double Monnoye ancienne *de Castille*, déduction faite de toutes les Charges localles, Entretiens de Lieux, & d'Officiers qui ont accoutumé d'estre payés, & entretenus sur les Revenus dudit Duché. Voulons & Nous plait, que pendant la premiere Année de la Jouïssance de ladite Princesse *des Ursins*, après sa prise de Possession du Duché *de Limbourg*, & après la Publication de la Paix, il soit fait un Etat des Revenus, & des charges du Duché *de Limbourg* & Dépendances, en presence de Gens qui seront commis à cet effet, tant de nôtre part, que de celle de ladite Princesse *des Ursins*; & en cas que déduction faite desdites charges, les Revenus, pour ce qui en restera net au profit de la dite Princesse *des Ursins*, ne se montent pas auxdits trente mille Ecus par An, soit à cause des Aliénations qui pourroient avoir été faites de quelque partie de ce Duché, soit parce que aucuns desdits Droits, Revenus, Circonstances, & Dépendances auroient été vendus, engagés, ou chargés de quelques Rentes, même de quelques Dettes, pour Sommes prises par Emprunt, ou Anticipation, en ce cas Nous ordonnons, voulons, & il Nous plait, que le tout soit racheté & dégagé, & les Acquereurs, Engagistes, Rentiers, & autres Créanciers remboursés, payés & satisfaits du produit des Revenus les plus liquides des autres Provinces des *Pays-Bas Espagnols*, en sorte que ladite Princesse jouïsse pleinement, réellement & sans charge des dits trente mille Ecus de Rente, à l'effet de quoi, & jusqu'au parfait remboursement du rachat desdites Alienations, ou Engagemens, Constitutions de Rentes, Anticipations, ou autres Emprunts, tels qu'ils puissent estre, les Acquereurs des Fonds aliénés, ou Engagistes, Rentiers, & tous autres Créanciers seront & demeureront assignés comme dès à present Nous les assignons à recevoir les Arrérages, ou Interests de leurs Capitaux sur lesdits Revenus des autres Provinces des *Pays-Bas Espagnols*; & en consequence, Nous avons dès à present cédé & transporté, cédons, & transportons tous & tels de nos Revenus qu'il conviendra aux Engagistes & Créanciers, & jusqu'à concurrence de leur Deub, en principaux Interêts à prendre, avoir & percevoir du plus liquide, & effectif des Revenus desdits *Pays-Bas Espagnols*, autres que ceux du dit Duché de *Limbourg*, pour par eux en joüir, jusqu'à leur parfait Remboursement, & s'il se trouvoit que nonobstant ledit rachat, & Remboursement, faits, ou assignés, le Revenu dudit Duché de *Limbourg* ne fût pas de la dite Somme de trente mille Ecus par An, toute charge déduite Nous voulons qu'il soit démembré, comme dès à present Nous démembrons des autres Pais qui Nous appartiennent adjacens, ou à la Bienseance du dit Duché de *Limbourg*, telles autres Villes, Bourgs, Villages, & Terroires qu'il conviendra pour parfaire par leur Revenu & produit Annuels ce qui manquera desdits trente mille Ecus de Rente dans le Duché de *Limbourg*, lesquelles Villes, Bourgs, Villages, & Territoires, ensemble le Revenu, Circonstances, & Dépendances demeureront demembrés de nos autres Seigneuries, & seront unis & joints à l'avenir & pour toujours audit Duché de *Limbourg*, pour être possedés par ladite Princesse *des Ursins*, au même Titre de Souveraineté, Jurisdiction, & Prerogative, cy dessus, & comme faisant partie dudit Duché de *Limbourg*. Et attendu que par les diverses propositions qui Nous sont faites de tems à autre, pour parvenir à la Paix tant desirée par Nous, & par les autres Princes & Etats de *l'Europe*, engagés en la présente Guerre, aucunes tendent à certains Démembremens desdits *Pays-Bas Espagnols* & des autres Etats qui composent nôtre Monarchie, Nous déclarons que nôtre Intention est, qu'il ne soit donné aucune atteinte à ces Présentes, par les Traités de Paix qui se feront, & que tous les Princes, & Puissances interessées dans lesdites propositions ratifient le démembrement que Nous faisons par ces présentes dudit Duché de *Limbourg*, & l'Erection d'iceluy en toute Souveraineté en faveur de la Princesse des *Ursins*, ensorte qu'Elle en soit mise, & demeure en pleine possession, & paisible jouissance dans toute l'Etendue des présentes, selon leur Forme & Teneur, & sans aucune reserve, ny restriction, telle qu'elle puisse estre, voulant que la présente Donation soit une des Conditions des Traités, qui pourront être faits en ce qui concernera lesdits *Pays-Bas Espagnols*, afin que ladite Princesse *des Ursins*, ses Hoirs, Successeurs, & Ayans cause, puissent jouïr dudit Duché *de Limbourg*, Circonstances, & Dépendances, pleinement, paisiblement, perpetuellement & a toujours, en Titre de Souveraineté, sans Trouble & Empêchement au contraire, à l'effet de quoy, & pour y faire contraindre tous ceux qu'il appartiendra, & qui pour ce seront à contraindre, Nous avons de nôtre pleine Puissance & Authorité Royale supléé, & supléons à tous défauts ou obmissions de Droit ou de Fait, qui pourroient se trouver, ou survenir dans cette Donation, Cession, & Transport, soit par le défaut de l'Expression de la valeur des Revenus, & des Charges dudit Duché *de Limbourg*, qui n'y sont pas specifiés, ny declarés, & qui pourroient estre requises par de précedentes Ordonnances, auxquelles, & aux Derogatoires des Dérogatoires y contenues, Nous avons expressément dérogé & derogeons par ces présentes, parce que telle est nôtre Volonté & bon Plaisir; Voulant que les présentes Lettres Patentes soient delivrées à ladite Princesse *des Ursins* pour les faire enregistrer, & publier où besoin sera, même les faire inserer avec la Donation & Cession y contenuë, dans le Traité de la Paix qui se négociera, s'y faire inclure & reconnoitre en qualité de Princesse Souveraine du Duché de *Limbourg*, & en cette qualité en exercer les Droits, & y faire Traitez, & Alliances, avec les Princes, & Souverains qui y interviendront; enjoignant aux Ministres & Ambassadeurs qui y seront de notre part, de l'y reconnoitre comme telle, & à tous nos Officiers audit Duché *de Limbourg*, d'obeir à ces présentes, au moment qu'elles leur seront notifiées; & afin que cette présente Donation soit chose ferme & stable à toujours & à perpetuité, Nous avons signé ces présentes Lettres de nôtre main, & y avons fait mettre nôtre Grand Seel; Voulons, & Ordonnons qu'Elles soient registrées en tous & chacun de nos Conseils & Chambres des Comptes, où il appartiendra. Donné en nôtre Ville *de Corella*, au Royaume *de Navarre* le 28. Jour du mois de *Septembre*, l'an de Grace mil sept cens & onze, & de nôtre Regne l'onziéme.

ANNO 1711.

CXIX

27 Sept. 8. Oct. *Articles préliminaires donnés de la part du* ROI TRES-CHRETIEN *par le Sieur* MENAGER *son Ministre, pour servir de fondement à la Paix generale. A Londres le 27 Septembre 8. Octobre 1711.* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. I. pag. 162]

LE Roi voulant contribuer de tout son pouvoir au retablissement de la Paix generale Sa Majesté declare,

I. Qu'elle reconnoitra la Reine de la Grande-Brètagne en cette qualité, aussi-bien que la Succession de cette Couronne suivant l'établissement present.

II. Qu'elle consentira volontairement & de bonne foi à prendre toutes les mesures justes & raisonnables pour empêcher que les Couronnes de France & d'Espagne soient jamais unies sur la tête d'un même Prince, Sa Majesté étant persuadée que l'excès de Puissance seroit contraire au bien & au repos general de l'Europe.

III. L'intention du Roi est que tous les Princes & Etats engagés dans la Guerre presente, sans en excepter aucun, trouvent une satisfaction raisonnable dans le Traité de Paix à faire. Que le Commerce soit retabli & maintenu desormais à l'avantage de la Grande-Bretagne, de la Hollande, & des autres Nations qui sont accoutumées à l'exercer.

IV. Comme le Roi veut aussi maintenir exactement l'observation de la Paix lorsqu'elle aura été conclue, & que l'objet que Sa Majesté se propose est d'assurer les frontieres de son Roiaume, sans troubler en quelque maniere que ce soit les Etats voisins, elle promet de convenir par le Traité futur de Paix que les Hollandois auront entre leurs mains les Places fortes qui seront specifiées, dans les Païs-Bas, pour servir desormais comme de Barriere qui assure le repos de la Republique de Hollande contre toute entreprise de la part de la France.

V. Le Roi consent aussi qu'il soit formé à l'Empire & à la Maison d'Autriche une Barriere sûre & convenable.

VI. Quoique Dunkerque ait coûté au Roi des sommes très-grandes, tant pour l'aquerir que pour le fortifier, & qu'il soit necessaire de faire encore une depense très-considerable pour en raser les ouvrages, Sa Majesté veut bien toutefois s'engager à les faire demolir immediatement après sa conclusion de la Paix, à condition qu'il lui sera donné pour les fortifications de cette Place un équivalent convenable & dont elle soit contente. Et comme l'Angleterre ne peut pas fournir ledit équivalent, la discussion en sera remise aux Conferences qui se tiendront pour la Negociation de la Paix.

VII. Lorsque les Conferences pour la Negociation de la Paix seront formées, on y discutera de bonne foi & à l'amiable toutes les pretentions des Princes & Etats engagez dans la presente Guerre, & rien ne sera omis pour les regler & pour les terminer à la satisfaction des Parties interessées.

En vertu du Plein-pouvoir du Roi, nous soussigné Chevalier de son Ordre de St. Michel & Député au Conseil du Commerce avons arrêté au nom de Sa Majesté les presents Articles Preliminaires. En foi de quoi nous avons signé.

Signé,

(L. S.) MENAGER.

Fait à Londres le 27. Septembre vieux stilo & du nouveau le 8. Octobre 1711.

CXX.

5. Oct. *Reglement ordonné par la Reine de la* GRANDE-BRETAGNE, *& par les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *pour le Gouvernement des Provinces du Païs-Bas Espagnol, sous leur Autorité administrative, jusques à ce que Sa Majesté Catholique le Roi* CHARLES III. *en soit mis en pleine possession. A Bruxelles le 5. Octobre 1711. Avec les* ACTES *de Representation, & d'Interpretation qui en dependent.* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. III. pag. 399.]

ANNO 1711.

SA Majesté la Reine de la Grande Bretagne & Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces Unies aiant fortement à cœur que le bon ordre dans l'Administration du Gouvernement des Païs-Bas Espagnols tant par rapport aux Affaires Militaires que de Justice, Police, & de Finances soit bien observé, & reconnoissant de plus en plus que cela ne se peut faire sans une entiere Subordination dudit Gouvernement au pouvoir & à l'autorité des deux Puissances de la maniere qu'on l'a voulu établir dès le commencement depuis la Reduction desdits Païs-Bas sous l'obeïssance de S. M. Catholique le Roi Charles III. leur Souverain légitime qu'Elles représentent jusqu'à ce que Sa Majesté soit mise en possession des Provinces desdits Païs-Bas Espagnols déja soumises & qui sont encore à soûmettre; Et voulant remedier à plusieurs abus qui se sont glissés dans le Gouvernement de ces Provinces par le manquement de ladite Subordination & être informées à fond des Revenus du Païs & de l'emploi des Deniers publics afin qu'ils ne soient appliqués qu'à la décharge des Peuples pour leur soulagement autant que le bien du Service de S. M. Catholique & de la Cause commune le peut permettre dans une Guerre aussi onereuse que celle-cy. Après une meure reflexion sur l'état présent des Affaires qui vont tomber dans la derniére confusion si l'on n'y pourvoit point, A ces Causes & effet ont jugé nécessaire & trouvé bon de faire le présent Réglement que tous les Conseillers d'Etat & de Finances devront reconnoître par leur signature & s'y conformer exactement; & si quelqu'un d'eux refuse de le signer, ou si après la signature il y ait quelqu'un qui ne s'y conforme point, ceux-là seront déclarés déchus & privés de leurs Emplois auxdits Conseils d'Etat & de Finances.

I. PRemiérement la présente forme du Gouvernement subsistera selon son institution pour autant qu'elle n'est pas changée ou restrainte par le présent Réglement qui servira d'interpretation & d'addition aux Instructions, Interpretations & Réglemens donnés & faits cy-devant par les deux Puissances.

II. Le Conseil d'Etat qui a été provisionellement commis au Gouvernement Général des Païs-Bas Espagnols sous la direction des deux Puissances sera obligé de déliberer sans perte de temps sur les Requisitions de leurs Ministres, mettant toute autre affaire de quelque nature qu'elle puisse être à côté, jusqu'à ce que lesdites Requisitions soient executées selon leur forme & teneur.

III. Si le Conseil d'Etat pourra croire que la Requisition interesse les Privilèges, soit desdites Provinces en général, ou de quelque Ville ou District de l'une de ces Provinces en particulier *qu'on declare de vouloir maintenir exactement*, de maniére que selon le sentiment dudit Conseil d'Etat il en pourroit resulter de grands inconveniens, ledit Conseil devra en tel cas représenter ces inconveniens à la Conference par écrit avant que d'executer la Requisition, mais il ne pourra faire cette représentation qu'une seule fois. Et si après l'examen des raisons alleguées les Ministres des deux Puissances persistent dans leur Requisition, le Conseil donnera sans ulterieur délai les Ordres nécessaires pour l'execution d'icelle.

IV. Ledit Conseil ne pourra accorder aucune interdiction de Justice, Surséance ou Moratoire, que les Ministres des deux Puissances n'y donnent leur consentement unanime, après qu'ils seront exactement informés du fait, & pour cet effet le Conseil sera obligé de leur donner les informations par écrit, & lesdits Ministres déclareront toutes les Interdictions nulles qui seront accordées au préjudice de cet Article.

V. Ne pourra aucun Conseiller d'Etat ni de Finances s'absenter du Conseil que pour maladie ou par permission de la Conférence, à laquelle chacun d'eux devra se rendre toutes & quantes fois qu'il y sera appellé, & les Sécretaires desdits Conseils seront obligés de remettre entre les mains des Minis-

ANNO 1711. tres des deux Puissances, à la fin de chaque semaine la Liste des Conseillers qui ont été présens pendant cette semaine là.

VI. Le Conseil des Finances sera subordiné au Conseil d'Etat en tout ce qui regarde son Administration pour l'execution des Ordres qu'il en recevra en suite des Requisitions de la Conférence & pour ne pas retarder l'execution desdits Ordres ledit Conseil des Finances mettra à côté toute autre Affaire du quelle nature qu'elle puisse être, jusques à ce qu'il ait donné sa Consulte là dessus, & ne fera qu'une seule représentation ou Consulte dans les Affaires que les Ministres des deux Puissances déclareront ne pouvoir souffrir nu plus long delai, lui laissant le pouvoir de représenter jusqu'à trois fois dans les Affaires ordinaires.

VII. Ledit Conseil des Finances sera obligé de s'assembler les mêmes jours & à la même heure que le Conseil d'Etat, & ne pourra pas se separer qu'après la séparation de celui-ci.

VIII. Tous les Revenus publics, soit des Provinces en général ou de quelques Districts & Villes d'icelles en particulier, devront être affermés publiquement par ceux à qui il appartient au plus offrant après les Affiches & Publications usitées, la Livraison du Pain & des Fourages pour les Troupes se fera de la même maniére au moins offrant.

IX. Tous les Deniers Roiaux tant de Domaines, Aides & Subsides, Droits d'Entrée & Sortie qu'autres devront passer par la Recepte générale des Domaines & Finances. Et il ne se fera aucun paiement par les Receveurs particuliers à qui que ce puisse être sous quitances particulieres, sans avoir eu préalablement un Billet d'assignation du Receveur Général, lequel Billet avec la quitance de celui qui aura reçu, leur servira d'acquit provisionel; Ensuite dequoy & en retirant ledit Billet d'assignation avec la quittance y servante, il leur sera dépêché des Lettres de Décharge pour leur servir d'acquits absolus pour leur être passées en compte les sommes qu'ils auront paiées; de tous lesquels paiemens ainsi que de toute la Recepte, ledit Receveur Général remettra tous les deux Mois un état spécifique à la Conférence, de la même maniére qu'il est obligé de le donner suivant ses Instructions au Conseil de Finances.

X. Le Conseil d'Etat sera obligé de remettre à la Conférence pour le moins dix jours avant le terme ordinaire du renouvellement des Magistrats des Villes & des Colleges qui ont voix dans l'Etat, une liste cachetée des Noms des Personnes qu'il propose de continuer ou d'établir de nouveau dans lesdits Magistrats, laquelle étant approuvée ou changée par les Ministres des deux Puissances comme ils le trouveront convenir, sera rendue au Conseil d'Etat aussi cachetée, le dit Conseil sera tenu de publier cette Liste desdits Ministres ainsi rendue pour le renouvellement desdits Magistrats.

XI. Les Généraux Commandants & autres Gens de Guerre ne dépendront que de leurs Officiers Superieurs & des ordres des Ministres des deux Puissances, pour ce qui regarde les Affaires de Guerre, à la seule reserve de la revûe des Troupes & des ordres à donner pour leur paiement dont le Conseil d'Etat continuera d'avoir soin, & lesdits Ministres disposeront des Emplois militaires, tant de Cavallerie que d'Infanterie, de la même maniére que cela s'est pratiqué depuis la reduction.

XII. L'Administration de la Justice militaire pour autant qu'elle concerne purement & simplement la discipline & la subordination entre les Officiers & les Soldats ainsi que les Délits militaires, se fera par un Conseil de Guerre duëment convoqué par ordre du Général en chef. Mais les differents que les Militaires pourront avoir pour d'autres causes tant civiles que criminelles, qui regardent la Judicature ou l'authorité civile du Gouvernement, comme dettes, disputes sur des interêts particuliers & de famille & autres de pareille nature qui ne sont pas purement des cas militaires, seront jugés par l'Auditeur Général en conformité de ses Instructions, des Edits & Placarts militaires & de la maniére que cela s'est pratiqué pendant le Regne de S. M. Catholique Charles II. de glorieuse mémoire, & s'il y a conflict sur la nature des causes, sçavoir si elles doivent être reputées pour civiles ou pour militaires, la Conférence seule en prendra connoissance & les decidera.

XIII. La Solde des Troupes levées au Nom de S. M. Catholique, les Gages des Généraux desdites Troupes, des Gouverneurs ou des Co[illegible] de l'Etat Major des Places & de toutes [illegible] sonnes Militaires qui sont ou seront gagées, [illegible] ble l'entretien & la reparation des Fortifications ou des Ports, comme aussi les nécessités des Magasins seront payées préférablement à tous autres Gag[es], Salaires ou Pensions de qui que ce soit, hors de la masse de tous les Revenus du Païs en général, & le Conseil des Finances aura soin de l'execution du présent Article à peine d'en repondre chacun en leur privé nom. 1711.

XIV. Finalement les deux Puissances, comme représentantes le Roi Charles III. se reservent tout le pouvoir qui compete à S. M. Catholique, afin de le faire exercer par leurs Ministres, dont les Ordres devront être respectés en tout, pour autant qu'ils ne seront point contraires aux Priviléges du Païs. Ainsi fait à Bruxelles ce 5. Octobre 1711.

Nous les soussignés Conseillers du Conseil d'Etat & des Finances, déclarons & promettons pour autant qu'il nous regarde chacun en particulier, de vouloir nous conformer au Réglement ci-dessus dans tous ses Points selon sa forme & teneur. En foi de quoi nous avons signé la présente.

Elucidations sur quelques Articles dudit Réglement envoiée a Messrs. du Conseil des Finances,

Sur l'Art. 9.

Il sera disposé sur le contenu de cet Article avec ulterieure connoissance de Cause, sur la Représentation faite par le Conseil des Finances.

(Etoit vidimé.)

ORRERY, JOHAN VAN DEN BERGH.

Sur l'Art. 13.

Pour l'explication de la penalité mentionnée à la fin du présent Article, les Ministres des deux Puissances déclarent en leur nom & de leur part, qu'Elles tiendront le Conseil des Finances pour déchargé, en emploiant le plein & entier produit de tous les Revenus du Païs au Payement des Troupes, des Généraux, Gouverneurs & autres Officiers Militaires, comme aussi aux autres Charges ordinaires & extraordinaires de l'Etat, & sur tout aux Rentes hypothequées préférablement aux Gages du Ministere, aussi avant que le Revenu le permettra.

(Etoit vidimé)

ORRERY, JOHAN VAN DEN BERGH

A Messieurs du Conseil des Domaines & Finances du Roi.

MESSIEURS,

AYANT examiné vôtre Représentation du 12. Octobre dernier, avec le Duplicata de vôtre Consulte du 3. Décembre 1707., & les Avis y joints des deux Chambres des Comptes de la même Année, comme aussi l'Avis du Receveur Général Van Uffele du 26. du Mois passé, au sujet des difficultez qui pourroient se rencontrer dans l'Art. 9. du Nouveau Réglement, portant qu'à l'avenir tous les Deniers Royaux, tant des Domaines, Aides & Subsides, Droits d'Entrée & Sortie, qu'autres devront passer par la Recette Générale des Domaines & Finances; Nous trouvons convenir de vous requerir de suspendre jusques à autre disposition l'execution dudit 9. Article du Réglement, & de continuer à en agir au fait de l'expedition des Ordonnances & Assignations à donner de la maniére que vous avez fait jusqu'à present en toutes choses à l'exception de ce qui regarde les payemens qui pourroient être faits par les Receveurs particuliers, ce que nous croyons nécessaire au bien du Service d'empêcher dans la suite, Vous requerant d'ordonner en cette conformité à chaque Receveur particulier, de ne plus payer aucune

ANNO 1711. ne somme sous quittance de qui que ce puisse être, sans avoir une Ordonnance ou Assignation dépêchée dans la forme accoûtumée. Comme il est pourvû par le 9. Article dudit Réglement, auquel les deux Puissances sont d'intention que vous vous conformiez en tout, à la reserve de ce qui est présentement excepté par cette. Ainsi fait à la Conférence à Bruxelles ce 7. Novembre 1711.

Etoit signé,

ORRERY, JOHAN VAN DEN BERGH.

Rapport fait par le Sécretaire Crabeds de la part du Conseil d'Etat le 13. d'Octobre 1711.

LE Conseil d'Etat m'ordonne de dire aux Seigneurs de la Conférence, qu'il auroit déja eu l'honneur de donner sa réponse à la Lettre, & au Réglement nouveau remise à Monsieur le Chancelier le 9. de ce Mois, qu'il a de suite communiqué au Conseil; mais comme c'est une Affaire de grande importance, qui regarde indispensablement le Corps entier, & tous ceux qui le composent, le Conseil n'a pû, comme il auroit bien souhaité, satisfaire aux désirs desdits Seigneurs de la Conférence, parce qu'il y a deux Absens, auxquels l'on a dépêché des Couriers avec des Lettres du Conseil, pour qu'ils auroient à s'y rendre pour ce matin, ou à y envoyer par écrit leur sentiment sur ladite Lettre, & Réglement nouveau, dont leur a été envoyé des Copies par les mêmes Couriers; le Conseil a receu réponse du Comte de Lannoi, qu'il se rendra aujourd'hui sans faute en cette Ville, & le Comte de Clairmont n'y a pas répondu, le Courier à lui envoyé étant revenu sans réponse, c'est l'unique circonstance, qui empêche que les Seigneurs de la Conférence n'ayent pas la Résolution du Conseil.

A Messieurs du Conseil d'Etat commis au Gouvernement des Pais-Bas Espagnols.

MESSIEURS,

APRE'S que les deux Puissances étoient convenues d'un Réglement si absolument nécessaire au Service, & qu'il avoit été si solemnellement arrêté; Nous nous sommes attendus, que vous n'auriez pas manqué d'y répondre au tems fixé, sur tout, à cause que les Affaires publiques sont arrêtées en attendant, & pour ce qui est de ce que le Conseil n'est pas assemblé, Nous ne croyons pas, que cela soit nécessaire, ni que cela regarde indispensablement le Corps entier, mais bien chaque Membre en son particulier; cependant comme vous souhaitez plus de tems pour délibérer sur une Affaire de cette importance, Nous attendrons jusques à Jeudi qui vient, pour recevoir vos réponses positives & catégoriques là-dessus, & en cas de manquement, Nous le prendrons sans ulterieur délai pour un refus. Ainsi fait à la Conférence ce 13. Octobre 1711.

Etoit signé,

ORRERY, JOHAN VAN DEN BERGH.

MESSIEURS,

CE n'est pas sans surprise que le Conseil d'Etat a lû vôtre Réquisition du 8. de ce Mois, avec le Réglement nouveau y joint. Nous n'avions pas lieu de croire, Messieurs, que le zéle que nous avons eû pour le Service du Roi, de la Cause commune, & pour le bien de ces Pais, & dont nous avons donné tant de marques essentielles, meritât, que l'on nous chargeât de n'avoir pas déféré à des Requisitions du service de Sa Majesté, & de la Cause commune, c'est une chose qui interesse trop sensiblement nôtre réputation, pour ne pas nous en justifier aux yeux du Roi, & des deux Puissances; mais comme vous souhaitez, Messieurs, que nous répondions promtement & sans ulterieur délai sur vôtre Requisition, & si nous voulons accepter ou non ledit Réglement nouveau, Nous dirons, que ni en conscience, ni en honneur nous ne pourrons executer les Requisitions, que nous jugerions être contraires soit à nôtre Religion, soit aux Interêts du Roi, au Nom duquel nous serions obligez d'executer ce qui pourroit être préjudiciable à ses Droits & Authorité, soit aux Loix & Privilèges de ces Pais. Nous nous flattons, Messieurs, que vous voudrez bien faire réflexion, que lors que ces Pais se sont soûmis au Roi, les deux Puissances aiant trouvé convenir d'établir un Conseil d'Etat, pour exercer le Gouvernement de ces Pais, & faire toutes les expéditions au Nom du Roi, l'on nous a demandé si nous voulions être de ce Conseil, & jurer les Instructions du 21. de Juillet 1706. auxquelles ledit Réglement nouveau est entiérement différent & opposé, que nous avons accepté lesdites Instructions, de suite fait le Serment de les observer, en tous ses Points, & entr'autres de maintenir l'Authorité, les préeminences & prérogatives du Roi, comme Souverain, & Seigneur de ces Provinces, & la Liberté, Loix, Privilèges, Droits, Coûtumes & Usances des mêmes Provinces, de ses Sujets en général, & de chaque Province, Ville ou Corps en particulier.

Enfin nous nous persuadons, Messieurs, que Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne, & Leurs Hautes-Puissances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, voudront bien par leur Justice & Equité ordinaire refléchir que selon l'Article 7. desdites Instructions, nous sommes obligez, de le suivre & observer, aussi long-tems & jusques à ce que les deux Puissances en conviendront autrement avec Sa Majesté. Nous avons l'honneur d'être, ANNO 1711.

MESSIEURS,

Vos très humbles & très-obéissants Serviteurs.

Etoit signé,

L. J. D'AREMBERG.

DE GRYSPERRE.

VAN DER GOTE.

Le Comte D'URSEL.

Le Comte D'ERPS.

J. DE CAVERSON.

Le Comte DE LANNOY.

J. R. THISQUEN.

Bruxelles au Conseil d'Etat ce 19. Octobre 1711.

A Messieurs du Conseil d'Etat commis au Gouvernement des Pais-Bas Espagnols.

MESSIEURS,

AIANT vû contre toute attente par vôtre Lettre du 15. de ce Mois, que vous déclarez tous, à la reserve de Monsieur le Comte de Clairmont, de ne pouvoir en conscience, ni en honneur executer les Requisitions, que vous jugeriez être contraires, soit à vôtre Religion, soit aux interêts du Roi au Nom duquel vous seriez obligés d'executer ce qui pourroit être préjudiciable à ses Droits & Authorité, soit aux Loix & Privilèges de ce Pais. Nous ne pouvons assez vous marquer nôtre étonnement, de ce que vous paroissez de vouloir insinuer par-là, *comme si nous aurions été capables de donner des Requisitions de la part des deux Puissances, qui sont contraires à vôtre Religion & aux Privilèges du Pais, ou préjudiciables aux interests de Sa Majesté Catholique*, & nous trouvons une telle insinuation, si injurieuse à l'honneur des deux Puissances & si fort contraire à leurs intentions, que nous ne pouvons nous dispenser de vous demander là-dessus, en leur Nom, une satisfaction convenable, d'autant plus, que ledit nouveau Réglement n'a pour but, qu'une entiére Subordination auxdites deux Puissances, représentantes Sa Majesté Catholique, le Roi Charles III. jusques à ce qu'Elle sera mise en possession des Provinces desdits Pais-Bas Espagnols déja soûmises, & qui sont encore à soûmettre, *& que leur intention n'a jamais été de rien faire, qui soit directement ou indirectement contraire à la Religion Catholique Romaine*, qu'Elles veu-

ANNO 1711.

leur maintenir en ces Pays-ci, de tout leur pouvoir, suivant qu'Elles l'ont déclaré solemnellement après la Réduction desdits Pays à l'obéissance de Sadite Majesté.

Le déclarant ici de nouveau, en leur Nom, & de leur part, pour autant qu'il est besoin.

Comme aussi que leur intention n'est point de porter ou souffrir, qu'il soit porté aucune atteinte aux Libertez, Loix, Priviléges, Droits, Coutumes & Usances des Provinces desdits Païs-Bas Espagnols déja soûmises au Roi, ou de ses Sujets en général, & de chaque Province, Ville ou Corps en particulier.

Et lors qu'il y aura des Requisitions données de la part des deux Puissances, que ceux du Conseil d'Etat croiront interesser les Privilèges, & contre lesquelles ils croient devoir faire une Représentation; on déclare de plus en ce cas-là, que les deux Puissances n'insisteront point sur l'execution de telles Requisitions, sans avoir préalablement entendu là-dessus les Etats des Provinces, ou les Magistrats des Villes, & des Corps qui sont interessés.

Pour ce qui concerne les interêts de Sadite Majesté, les deux Puissances ont donné trop de preuves à toute la Terre, combien ils leur sont chers, pour ne pas voir avec la derniére surprise, que vous puissiez affecter là-dessus le moindre doute, ne croiant pas, que vous devriez vous ériger en Juges dans des Affaires, dont les deux Puissances se reservent de donner en tems & lieu, un entier appaisement à Sa Majesté Catholique, le Roi Charles III.

Et sur ce, que vous dites par la fin de vôtre Ecrit, que selon l'Article 7. des Instructions, qui vous ont été données le 31. Juillet 1706. vous ne seriez obligez, qu'à le suivre & observer aussi long-tems & jusques à ce que les deux Puissances en conviendront autrement.

Nous Vous déclarons en outre, que leur intention n'a jamais été de se défaire de leur authorité, ou de renoncer au pouvoir de changer dans la suite le Gouvernement de ces Païs ci, suivant qu'Elles le trouveront convenir pour le Service de Sadite Majesté Catholique & de la Cause commune, tandis qu'Elle n'est pas encore mise en possession desdits Païs-Bas Espagnols, ainsi que nous nous trouverions obligés de faire par rapport à ceux de vous Messieurs, qui persistent à ne vouloir pas reconnoître, avant la fin de cette semaine, par leur Signature ledit Nouveau Réglement, que les deux Puissances ont trouvé si absolument nécessaire, qu'Elles ne pourront en aucune maniére s'en départir. Ainsi fait à Bruxelles dans la Conférence ce 19. Octobre 1711.

Etoit signé,

ORRERY, JOHAN VAN DEN BERGH.

MESSIEURS,

AIANT vû la Lettre que vous Nous avez fait l'honneur de nous écrire le 19. de ce Mois, Nous avons celui de Vous assûrer, Messieurs, que nous avons eu, & aurons toûjours pour Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne, & Leurs Hautes-Puissances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, une trop parfaite vénération pour avoir pû concevoir la pensée de nous éloigner en la moindre maniére de ce profond respect, que nous devons à ces deux Puissances, Nous Vous prions aussi, Messieurs, d'être persuadés, que nous avons & continuerons d'avoir pour vous toute l'attention, déférence, & considération que vous pouvez desirer.

Nous Vous assûrons, Messieurs, de n'avoir manqué en quoi que ce soit, de ce qui regarde la direction qui nous a été confiée des Affaires de ces Païs, & si vous vouliez bien avoir la bonté de vous souvenir, Messieurs, & vous donner les peines de vous faire produire toutes les Ordonnances, Lettres & Décrets que nous avons donné pour le Service du Roi, & de la Cause commune, vous jugeriez aisément, Messieurs, que nous n'avons rien négligé, de tout ce qui pourroit y contribuer, c'est ce que nous continuerons avec tout le soin & exactitude imaginable, Vous priant d'être persuadés, que nous n'obmettrons rien de tout ce que la conscience nous permettra de faire, pour montrer le zéle parfait, & l'attachement inviolable que nous avons pour la Cause commune, & pour donner, Messieurs, des preuves plus évidentes du désir que nous avons de montrer nos bonnes intentions, & nôtre disposition à aller au devant de tout ce qui peut être avantageux au Service, Nous Vous prions, Messieurs, de trouver bon que tout le Conseil vous fasse offre de suspendre les Gages dudit Conseil pour être employés aux besoins que vous trouverez les plus pressants.

Nous avons l'honneur d'être,

MESSIEURS,

Vos très-humbles & très-obéïssants Serviteurs,

Etoit signé,

L. J. D'AREMBERG.

DE GRYSPERRE.

VAN DER GOTE.

Le Comte D'URSEL,

Le Comte D'ERPS.

Le Comte DE CLAIRMONT.

J. DE CAVERSON.

Le Comte DE LANNOY.

J. R. THISQUEN.

Au Conseil d'Etat le 24. d'Octobre 1711.

A Messieurs du Conseil d'Etat commis au Gouvernement des Païs-Bas Espagnols.

MESSIEURS,

NOUS avions lieu de nous persuader après la Déclaration solemnelle, que nous vous avons faite de la droiture des intentions des deux Puissances, pour le maintien & la conservation inviolable de la Religion & des Privilèges de ces Païs-ci, qu'il ne vous auroit resté aucun scrupule pour differer plus long-tems de reconnoître par vôtre Signature le dernier Réglement, dont le seul but est, d'expliquer la Subordination, dans laquelle vous avez été commis par les deux Puissances au Gouvernement de ces Païs; Mais nous voyons avec surprise par quelques expressions de vôtre Lettre du 24. de ce Mois, que vous paroissez toûjours croire que la direction qu'on vous a confiée en doit être indépendante. Et quoi que cela même rende la signature dudit Réglement encore plus nécessaire, cependant comme les délais que vous continuez d'y apporter, ne peuvent causer qu'un très-grand préjudice pour le Service de Sa Majesté Catholique le Roi Charles III. & celui de la Cause commune, dans la situation, où les Affaires de ces Païs-ci sont présentement; pour montrer la modération avec laquelle les deux Puissances en veulent bien user à vôtre égard, nous avons trouvé convenir, Messieurs, de vous proposer de signer la Déclaration dont le projet est mis au bas de cette, afin que nous puissions assûrer les deux Puissances de la Subordination qui leur est dûe, comme représentantes Sadite Majesté Catholique jusques à ce qu'Elle soit mise en possession de ces Païs; au moyen de quoi nous n'exigerons pas à présent que vous signiez ledit Réglement, dont pourtant les deux Puissances ne se départiront en aucune maniére, voulant qu'il soit observé dans tous ses Points, & se reservant bien expressément de le faire signer dans la suite, quand Elles le trouveront convenir; c'est en cela, Messieurs, que vous pouvez nous donner des preuves les plus évidentes du désir que vous avez de montrer vos bonnes intentions & vôtre disposition à aller au devant de tout ce qui peut être avantageux au Service. Mais le Gouvernement ne pouvant pas demeurer plus long-tems dans la situation présente, sans que le Service de Sadite Majesté & de la Cause commune n'en souffre notablement, Nous nous trouvons dans la nécessité de vous déclarer au nom & de la part de ces deux Puissances que ceux de vô-

ANNO 1711. vôtre Corps qui n'auront pas figné la Déclaration qui fuit avant Vendredi prochain . de ce Mois, s'i s n'aiment mieux de figner le Réglement, en conformité de nôtre premiére Réquisition, sont remerciés dès à présent comme pour lors, & déchargez du Serment qu'ils ont prêté en qualité de Conseillers d'Etat, & que nous procederons à l'expiration de ce terme sans ulterieur délai à en établir d'autres en leurs places. Ainsi fait à Bruxelles ce 27. d'Octobre 1711.

Etoit signé,

ORSFRY, JOHAN VAN DEN BERGH.

NOUS les soussignés Conseillers du Conseil d'Etat ayant été commis de la part de Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne, & de leurs Hautes-Puissances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, au Gouvernement du Païs-Bas Espagnol, pour en avoir la direction au Nom de Sa Majesté Catholique, le Roi Charles III. nôtre légitime Souverain, que nous reconnoissons être représenté par les deux Puissances, jusques à ce qu'Elle sera mise en possession de ces Païs-ci; Et n'ayant reçû nos Pouvoirs & Commissions que des deux Puissances au Nom de Sa dite Majesté, promettons de donner execution le plûtôt que faire se pourra aux Requisitions qui nous seront addressées de leur part, pour autant qu'elles ne seront pas contraires à la Religion & aux Privilèges de ces Païs-ci, & déclarons de plus d'accepter le dernier Réglement pour marquer le désir sincere que nous avons de contribuer autant qu'il dépend de nous à l'avancement du Service du Roi, & de celui de la Cause commune, dans l'entiére confiance que lesdites Requisitions n'auront aucun autre objet.

Ainsi fait au Conseil d'Etat à Bruxelles.

Déclaration du Conseil d'Etat.

NOUS du Conseil d'Etat commis au Gouvernement Général des Païs-Bas établis par les deux Puissances représentantes Sa Majesté nôtre légitime Souverain; promettons de donner execution le plûtôt que faire se pourra aux Réquisitions qui nous seront addressées de leur part, pour autant qu'Elles ne seront pas contraires à la Religion & aux Privilèges du Païs, & dans l'entiere confiance que lesdites Requisitions n'auront aucun autre objet, que l'avancement du Service du Roi, & celui de la Cause commune. Ainsi fait au Conseil d'Etat le 29. Octobre 1711.

Etoit signé,

L. J. D'AREMBERG.

DE GRYSPERRE.

VAN DER GOTE.

Le Comte D'URSEL.

Le Comte D'ERPS.

Le Comte DE CLAIRMONT.

J. DE CAVERSON.

Le Comte DE LANNOY.

J. R. THISQUEN.

Prince DE RUBEMPRE'.

F. C. D'EESBECK.

DIT VAN DER HAEGEN.

NOUS les soussignés Plénipotentiaires de Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne & Député de L. H. P. les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, aiant vû la Déclaration que Vous avez signée par laquelle Vous reconnoissez d'être établis par les deux Puissances représentantes Sa Majesté Catholique vôtre légitime Souverain & promettez de donner execution le plûtôt que faire se pourra aux Requisitions qui vous seront addressées de leur part, pour autant qu'Elles ne seront point contraires à la Religion & aux Privilèges du Païs, & dans l'entiére confiance que lesdites Requisitions n'auront aucun autre objet que l'avancement du Service de Roi & celui de la Cause commune. ANNO 1711.

Déclarons par celle-ci de vouloir bien agréer provisionellement vôtre dite Déclaration dans l'entiére confiance que Vous vous conformerez exactement au nouveau Réglement qui Vous a été présenté de la part des deux Puissances qu'Elles veulent toûjours faire observer. Ainsi fait à la Conférence ce 30. Octobre.

Etoit signé,

ORRERY. JOHAN VAN DEN BERGH.

CXXI.

Memoire de Son Altesse Electorale de HANOVER, *adressé à la Reine de la* GRANDE BRETAGNE, *sur la Paix avec la France. du 9. Décembre 1711.* [Feuille volante.] 9. Dec.

SON Altesse Electorale de Brunswick-Lunebourg ayant renvoyé le soussigné, son Ministre d'Etat & de son Conseil Privé, le Baron de Bothmar, auprès de S. M. la Reine de la Grande Bretagne, lui a ordonné principalement de remercier très-humblement S. M. de l'honneur qu'Elle lui a fait, de lui communiquer ce qui s'est passé depuis peu touchant la Négociation de Paix, par une personne de distinction & de la confiance de M. le Comte de Rivers, & de la nouvelle marque de l'honneur de son Amitié, qu'Elle a bien voulu donner à cette occasion, à lui & à sa Serenissime Famille, par ses généreux soins pour ses intérêts.

Monseigneur l'Electeur se raporte particuliérement aux sentimens qu'il a fait connoître à Mylord Rivers, & à la Réponse qu'il lui a fait donner par écrit sur les Propositions, dont une Copie va ci-jointe. Il croit que ce seroit manquer au respect dû à la confiance dont Sa Majesté l'a honoré, s'il n'y répondoit avec la sincérité qu'Elle doit attendre de son plus véritable & de son plus zélé Serviteur & Ami, qui s'intéresse pour sa gloire & pour son intérêt plus que personne du monde. Il espére que Sa Majesté lui fera l'honneur de recevoir dans ce sens & selon cette intention, tant ce qu'il a pris la liberté de lui faire dire de ses sentimens, par le susdit Lord Rivers, que ce qu'il a ordonné au soussigné son Ministre de se donner l'honneur de representer encore à ceux de Sa Majesté.

Les sentimens de S. A. E. sur la Paix & sur la Négociation sont: Que les Alliez ont besoin, non seulement de Déclarations positives, mais encore de sûretez réelles, sur tout ayant à faire à un Ennemi dont les maniéres d'agir sont assez connuës. C'est à quoi les Préliminaires précédens avoient pourvû, en obligeant la France à restituer préalablement des Places de sûreté. Ici, il n'y a ni sûretez réelles, ni aucunes Déclarations claires & précises: Tout se réduit à des généralitez vagues, qui au fond ne veulent rien dire, & sur lesquelles on pourroit négocier des années. On laisse à juger, quel est le moyen le plus sûr pour mettre une prompte fin à la Guerre; Ou d'exiger préalablement de la France de telles conditions, qu'il n'y ait plus rien à faire dans l'Assemblée générale, que de leur donner la forme de Traité; Ou d'ouvrir cette Assemblée sur des Articles captieux & obscurs, qui laissent le champ libre à la France de mettre en usage ses Intrigues & ses Chicanes ordinaires.

Il n'y a qu'une parfaite Union entre les Alliez, pendant qu'on traitera la Paix générale, & la Garantie mutuelle qu'ils se donneront de ce qui y aura été conclu, qui puissent les mettre en sûreté pour l'avenir. Sans cela, toute l'Europe tombera dans la confusion, & tôt ou tard dans l'Esclavage; sur tout, si on laissoit l'Espagne & les Indes à un Prince de la Maison de Bourbon. On ne pourroit pas se flatter que même après la Paix concluë de telle maniére, la Grande Bretagne pût être en sûreté, & se maintenir dans un état tranquille & florissant; à moins que de demeurer avec les Etats Généraux, & avec

ANNO 1711.

les autres Alliez, dans une Union qui les mit tous ensemble à couvert des entreprises de la France. Toutes leurs Forces unies ont à peine suffi pour s'en garantir : D'où l'on peut juger de ce qui arriveroit, si cette Couronne venoit à bout de les diviser ; & ce qu'elle seroit capable d'exécuter, après avoir respiré pendant quelques années, & après s'être renforcée par l'Espagne & par les Richesses des Indes. On ne doute donc pas, que S. M. Britannique ne se propose d'agir dans toutes ses affaires conjointement & de concert avec ses Alliez, conformément aux assurances qu'Elle leur a données. Mais pour bannir toute défiance, il seroit bon qu'il n'y eût aucune Négociation secrette, qui pût donner lieu de soupçonner que l'un ou l'autre des Alliez pourroit faire son Traité séparément.

Tous les Alliez concourront avec plaisir à conclure la Paix, pourvû qu'elle leur procure leur sûreté ; n'y en ayant point qui ne soit las des dépenses & des incommoditez de la Guerre, & qui veuille la continuer lorsqu'elle cessera d'être nécessaire. De plus, il n'y en a point parmi Eux qui ne se fasse un plaisir de contribuer de tout son pouvoir, à obtenir à la Grande-Bretagne les conditions & les avantages qu'elle peut prétendre de la France : Son Altesse Electorale se fera en particulier un devoir d'y apporter tous les soins qu'on pourra désirer d'Elle, rien au monde n'étant plus juste, après tant de grandes choses que S. M. Britannique a faites avec sa Triomphante Nation pour la Cause commune, depuis le commencement de son glorieux Régne. Et cette voye paroît plus sûre à S. A. E., pour parvenir à ce but, & pour se conserver les avantages, que si la Grande-Bretagne y travailloit sans la concurrence de ses Alliez par une Negociation séparée. Rien ne seroit aussi plus avantageux à la France, que si par son habileté, elle pouvoit éblouir assez une Puissance Maritime, pour lui faire accepter quelque avantage tellement au préjudice de l'autre, que la Jalousie qui en naitroit devînt un obstacle à leur Union pour l'avenir ; laquelle, faisant leur sûreté réciproque, paroît à la France le plus grand empêchement à ses vastes Desseins.

S. A. Electorale peut répondre, que la Cour Imperiale n'a jamais formé le dessein qu'on lui impute, de vouloir entamer avec la France une Négociation secrette, au préjudice des Intérêts de la Grande-Bretagne : Mais pour ôter à cet égard tout sujet d'ombrage, tant de la part de l'Empereur, que de la part des Etats Généraux des Provinces-Unies, on pourra prendre avec ces deux Puissances de nouveaux engagemens : & on peut s'assurer qu'elles ne feront aucune difficulté de promettre à la Reine, de la maniere la plus forte & la plus solemnelle, de n'entrer jamais avec l'Ennemi commun dans aucune Négociation, de ne recevoir jamais aucune ouverture ou proposition de sa part, sans la participation de S. M., & sans prendre de concert avec Elle des mesures communes. On allégue, que la Cour Imperiale renoncera sans peine à l'Espagne & aux Indes, pourvû qu'on lui donne les Etats d'Italie & les Païs-Bas. Mais c'est sur quoi il est juste d'entendre le nouvel Empereur, qu'on sçait avoir fort à cœur les affaires d'Espagne.

Il est aisé de connoître les suites pernicieuses qu'on auroit sujet d'aprehender, si on laissoit l'Espagne & les Indes au Duc d'Anjou. S. M. Elle-même s'est expliquée ouvertement dans sa Harangue à l'entrée de la derniére Session de son Parlement, recommandant la Guerre d'Espagne, comme celle qui intéressoit le plus la Nation Britannique, qui ne sera aucunement dedommagée par le Commerce de la Mer du Sud, dont on la flate ; lequel, si on lui en donnoit même la réalité, dont on peut justement douter encore, ne seroit au moins que précaire, & ne dureroit qu'autant que la France & l'Espagne voudroient bien le permettre. Ces deux Couronnes ne pourront être considérées au susdit cas que comme une même Puissance. Tout le monde sçait que c'est la France qui gouverne les Espagnols, dans leur Conseil, dans leurs Finances, dans le Militaire, & qui même fait leur Commerce aux Indes par ses Vaisseaux : Elle s'est déja renduë tellement la maîtresse de tout cela, que quand les Espagnols voudroient s'en affranchir, soit après la Paix, soit après la mort du Roi de France d'à présent, cela n'est plus dans leur pouvoir, & aucun Traité ne sera assez fort pour obtenir de la France de quitter effectivement ces Avantages. Il y a outre cela à considérer, que si la Lignée du Duc d'Anjou, ou la Lignée mâle du Dauphin son Frere, venoit tôt ou tard à manquer, ces deux Couronnes seroient entiérement combinées sous une même Tête. Nul Traité, nulle Renonciation ne seroient assez forts pour empêcher cette combinaison en pareil cas ; dont la Renonciation faite à la Paix des Pirenées, & le Traité de Partage, fournissent entr'autres des exemples d'une assez grande évidence. Il est très-certain aussi, que le Roi de France, qui nonobstant la Paix & ses Engagemens avec le Roi Guillaume III. de glorieuse Mémoire, a reconnu de son vivant un autre pour Roi d'Angleterre, aussi tôt qu'il s'est crû Maître de l'Espagne par son Petit-Fils ; ne verra pas si-tôt celui-ci affermi sur ce Trône, qu'il travaillera à mettre sa Créature sur celui de la Grande-Bretagne, & qu'il en viendra à bout ayant augmenté sa Puissance par celle de l'Espagne, & ses Richesses par celles des Indes. Il est aisé de prévoir le danger où seroit en ce cas la Personne de la Reine, & ce que deviendroit alors la Liberté de la Grande-Bretagne, sous un Maître élevé dans les Principes de la France, & dans la haine contre les meilleurs Anglois qui l'ont abjuré selon la Loi, & ce qu'il seroit fait ensuite de celle de toute l'Europe & de la Religion Protestante, par la liaison d'obligation, de nécessité & de reconnoissance de trois Rois d'une Religion opposée, & d'une telle Puissance par Mer & par Terre, sous la direction de celui de France. Ce sont des conséquences où S. A. Electorale est trop intéressée, pour les considérer avec indifférence.

Quant à la Barriére aux Païs-Bas Espagnols, on ne peut pas dire qu'elle ne regarde que la sûreté des Provinces-Unies : elle regarde au contraire tout autant celle de la Grande-Bretagne, laquelle ne se trouveroit pas moins en danger que ladite République, si la France devenoit maîtresse des Païs-Bas Espagnols. C'est une vérité qui a été reconnuë de tout tems par les Anglois, & même sous le Régne de Charles II. ; lequel, malgré ses liaisons avec cette Couronne, ne voulut pas permettre qu'elle en fît la Conquête : De sorte que la Barriére, qui ferme à ce dangereux Ennemi l'entrée aux Païs-Bas, est un intérêt commun aux deux Puissances Maritimes, de même qu'à l'Empire d'Allemagne ; outre que la Grande-Bretagne trouve à cette heure dans sa Garantie, celle de la Succession Protestante réciproquement.

Quelque chose qui arrive, & soit qu'on ouvre dès à présent l'Assemblée de la Paix, soit qu'on la renvoye à un autre tems, c'est-à-dire jusqu'à ce que la France ait fait des Déclarations plus satisfaisantes, S. A. Electorale croit que c'est d'une absoluë nécessité de ne se point relâcher par rapport aux préparatifs pour la Campagne prochaine ; n'y ayant aucune espérance d'obtenir de bonnes Conditions de Paix, qu'en se mettant en état de poursuivre vigoureusement la Guerre, & de commencer la Campagne de bonne heure avec des Forces considérables, & cela d'autant plus, qu'on voit les préparatifs que la France fait déja de son côté pour cela. C'est aussi par cette considération que S. A. Electorale ne veut point se prévaloir de la permission que S. M. a eu la bonté de lui accorder avec tant d'amitié, de prendre pendant cet Hiver quelques-uns de ses Régimens de Dragons dans son propre Païs, ayant résolu de les laisser tous au Païs-Bas. Monseigneur l'Electeur conservera ce nonobstant pour S. M. la même reconnoissance, que si Elle se fût servie effectivement de ladite permission. On ne doit pas douter que l'Empereur ne fasse de beaucoup plus grands efforts que ci-devant, & que les Etats Généraux ne fournissent ce à quoi ils sont obligez par leurs Traitez ; S. M. Imperiale étant prête de faire de nouveaux concerts là-dessus avec S. M. Britannique : Mais il sera sur tout essentiel de se garantir du piége d'une Cessation d'Armes, qu'il est très-apparent que la France proposera aussi-tôt que l'Assemblée de la Paix sera ouverte, & qui laissant les Puissances Maritimes dans la nécessité de faire les mêmes efforts & les mêmes dépenses pour la Guerre, & d'entretenir les mêmes Flotes & les mêmes Armées, leur ôteroit les moyens de s'en servir, & arrêteroit les progrès de leurs Armes Victorieuses.

Il y a lieu d'espérer, qu'en demeurant bien unis, on réduira bien-tôt la France, avec la bénédiction de Dieu, à accorder des Conditions raisonnables ;

l'ex-

ANNO 1711. extrême épuisement [illegible] couronne, & le be[illegible] elle [illegible] la P[illegible] [illegible] & confirmé de tous [illegible] ez. D[illegible] a bé[illegible] les Armes de la Reine & de ses Alliez de tant de Triomphes [illegible] leur Puissant Ennemi, pour les mettre à couvert, par une Paix sûre & avantageuse, de ce qu'ils ont à craindre de [illegible], qu'il ne voudra pas, que tout épuisé & vaincu qu'il est dans toutes le[s] occasion[s] il obtienne encore son but par cette Guerre, & qu'il en sorte par une Paix glorieuse pour lui, à la ruine des Alliez Victorieux, & à la destruction de la Liberté de toute l'Europe, en gagnant par cette Paix le pouvoir de donner un Roi à l'Espagne, d'en imposer un à la Grande-Bretagne, & de faire dépendre de son approbation la validité de l'élection d'un Chef de l'Empire. Fait à Londres ce 9. Decembre 1711

Signé, .

Le Baron de BOTHMER.

CXXII.

19. Dec. Verschreibung Ihro Röm. Königl. Mayest. CAROLI VI, Krafft welcher Er die/ durch Dero Gewalthabere mit denen Churfürsten des Reichs aufgerichtete Wahl-Capitulation annimbt/ bestättiget/ und solche in allem unverbrüchlich zu halten verspricht. Geben zu Franckfurt den 19. Decembris 1711. [Gegenwärtige Verfassung der Kayserl. Regierung in Teutschland pag. 2.]

C'est-à-dire,

Revers de CHARLES VI. *Roi des Romains pour l'acceptation & Confirmation de la Capitulation Imperiale faite par ses Plenipotentiaires avec les Electeurs de l'Empire, promettant de l'observer inviolablement. A Francfort le 19 Decembre 1711.*

WIr Carl der Sechste von Gottes Gnaden/ erwehlter Römischer König zur allen Zeiten Mehrer des Reichs/ in Germanien/ zue Hispanien/ Beyder Sicilien/ Hierusalem/ und Indien/ wie auch zue Hungarn/ und Böheimb König/ Ertz-Hertzog zue Oesterreich/ Hertzog zue Burgund/ Mayland/ Steyer/ Cärnden/ Crain/ und Würtenberg/ Graf zue Habspurg/ Flandern/ Tyrol/ und Görtz. rc. Bekhennen öffentlich mit diesem Brief: Als am Tag Unserer Wahl zum Römischen König/ welcher war der Zwölfte nechst abgewichenen Monaths Octobris, die von Unß als Königs zu Böheimb/ und des Heil. Reichs Churfürsten/ zu iezt-besagter Wahl abgeordnete Bottschaffter/ Ernst Friedrich Graf von Windisch-Grätz/ Frey-Herr von Waldstein/ und im Thal rc. Frantz Ferdinand Graf Kinsky von Kinitz/ und Tessau/ und Caspar Florentin von Consbruch/ Unsers jüngst in Gott seeligst entschlaffenen Herrn Bruders Kayserl. Maj. und Liebden Hinterlassene respective geheimer Rath/ Cämmerer/ und Teutscher Vice-Cantzler im Königreich Böheimb/ auch Reichs-Hof-Rath/ und geheimer Reichs-Hof-Referendarius, nach vermög Unseres Ihnen deßhalb unter Unserm Insiegel zugestelten besondern völligen Gewalt/ als Unsere Gevollmächtigte Gesandte/ und Gewalt-Habere sich mit denen Hochwürdigsten/ und respective Durchleuchtigsten Fürsten Lothario Frantzen zu Mayntz. rc. Carln zu Trier Ertz-Bischoffen/ und Johann Wilhelm Pfaltz-Grafen bey Rhein/ Hertzogen in Bayern/ des Heil. Römischen Reichs/ durch Germanien/ Gallien/ und das Königreich Arelat/ Ertz-Cantzler/ und Ertz-Truchsessen/ Unsern Lieben Neven/ Vettern und Churfürsten/ wie nicht weniger mit denen/ von wegen/ und an statt der Durchlauchtigsten und respective Großmächtigen/ Friedrich Augusti Königs in Polen/ als Churfürsten zu Sachsen/ Friedrichs/ Königs in Preussen/ als Churfürsten zu Brandenburg und Georg Ludw. Hertzogs zu Braunschweig/ und Luneburg/ des Heil. Reichs Ertz-Marschalls/ Ertz-Cämmerers/ und Ertz-Schatzmeisters Unserer Lieben respective Brüdern Oheimben/ und Churfürsten/ bey mehr-gedachter Unserer Wahl erschienenen Bevollmächtigten Bottschafftern/ Otto Heinrich/ Freyherrn von Friesen zu Rötha/ und Geschwitz/ Christoph Burggraf/ und Grafen von Dhona/ und Friedrich Wilhelm/ Freyherrn von Schlitz/ genannt von Görtz/ Ihrer Liebden Liebd. Liebd. respective Geheimen Räthen/ Cantzlers/ General Lieutenants/ und Cammer-Præsidentens, GOtt dem Allmächtigen zu Lob/ dem Heiligen Reich zu Ehren/ und umb gemeines Nutzens willen etlicher Articul Gedings-und Pacts-weiß in Unserm Nahmen/ und an Unserer statt vereiniget/ bewilliget/ vertragen/ angenommen/ and zu halten zugesaget haben/ wie die alle in eine offent Form gestellet/ und Ihnen unter Unserm Nahmen/ und angehängten Insiegel übergeben seynd/ also lautende:

Wir Carl der Sechste von Gottes Gnaden erwehlter Römischer König/ zu allen Zeiten Mehrer deß Reichs/ Ertz-Hertzog zu Oesterreich. rc. (deß datum stehet/ geben in Unserer/ und des Heil. Römischen Reichs-Stadt Franckfurth am Tag deß Heil. Maximiliani, so da war der zwölfte Tag deß Monaths Octobris nach Christi Unsers Lieben Herrn/ und Seligmachers Geburth/ im Siebenzehen Hundert/ und Eilfften-Jahr. rc.)

Unde aber gedachte Unsere gevollmächtigte Bottschaffter/ und Gewalthabere darbin obberührten Unseren an-und abwesenden Lieben Neven/ Vettern auch respective Brüdern/ Oheimben/ und Churfürsten Zusag gethan/ daß Wir Dieselbige Articuln/ so Wir hierauß in daß Heil. Röm. Reich/ und in Teutschland kommen/ Persöhnlich erneuern/ und mit Unserm Eyd bestettigen sollen. rc.

Daß Wir deinselben nach iezo zu Unserer Ankunfft in Teutsche Nation, und vor empfangener Königl. Crönung/ alle und iede Puncten/ und Articuln/ davon obgemeldet/ wie die durch mehr-gedachte Unsere verordnete Bottschaffter/ und Gewalthabere mit berührten Unsern Lieben Neven/ und Vettern/ auch der abwesenden Churfürsten Gesandten bedungen/ bewilliget/ und angenohmen/ auch in Unserm Nahmen und Siegel außgangen/ und Ihnen übergeben seynd/ aus freyen gnädigen Willen/ iezo von Neuem bewilliget/ angenommen/ und zuhalten/ darzu auch sonsten alles das zuthun/ das Unß als Römischen König gebühret/ zu Gott und den Heiligen geschworen haben: Undt thun das hiermit wissentlich/ in Crafft dieses Briefs/ alle Arglist/ und Gefährde hierinnen gäntzlich außgeschieden; Deß zu Urkundt haben Wir Unnß eigenhändig unterschrieben/ und Unser Insiegel an diesen Brief hangen lassen/ der gegeben ist in Unserer/ und des Heiligen Römischen Reichs-Stadt Franckfurth den 19. Decembris 1711.

Carl.

Vt. Friedrich Carl Graf von Schönborn.

Ad Mandatum Sac. Regiæ Majestatis proprium.

C. F. Consbruch.

CXXIII.

ANNO 1711. 22. Dec.

CXXIII.

Confirmation des Traitez faits entre la Reine de la GRANDE-BRETAGNE, *& les* ETATS GENERAUX, *conclu entre les Ministres de Sa Majesté Britannique & Mr. Buys, le 22. Decembre 1711.*

Ad relationem die 22. Decembris 1711

SERENISSIMA & Potentissima Princeps ANNA, Dei gratiâ Magnæ Britanniæ, Franciæ, & Hiberniæ Regina, Fidei Defensor, & Celsi ac Præpotentes DD. Ordines Generales Fœderati Belgii ad rationes tam Belli præsentis quàm Pacis optandæ & Deo favente secuturæ, animum omni studio advertentes, & volentes quam maximè, ad Bellum feliciter finiendum, & cum Pax communi consensu inita fuerit, ad eandem contra quoscunque tuendam, omnem operam conferre, è re communi existimarunt, quamquam præcedentes Tractatus, qui inter Regiam suam Majestatem & dictos Ordines Generales intercedunt, eò satis tendant, eosdem Tractatus de novo confirmare & specialem eâ de re pactionem insuper inire: Quapropter, communicatis consiliis super arduis hisce negotiis, suam & Orbis Christiani communem salutem tangentibus, de iisdem per infrascriptos suos Ministros plenâ Auctoritate munitos tenore sequenti convenire, æquum duxerunt & necessarium.

Vigore præsentis Conventionis mutuò sese obstringunt altè memorata Regia sua Majestas & præfati DD. Ordines Generales ad ea omnia præstanda, quæ Bello, quod nunc geritur, feliciter prosequendo, ipsis ex Pactis initis invicem incumbunt, imò plura, si necessarium fuerit, idque se bonâ fide & totis viribus, qua Mari, qua Terra, facturos, donec hostis in Pacis æquæ ac tutæ Leges consenserit, & Pax Generalis obtineri ac stabiliri queat.

Pace insuper, Deo propitiante, partâ, sincere & solemniter spondent, & mutuò promittunt R. S. M. & DD. Ordines Generales se fideliter, sedulò, omnique industria rationem Consiliorum suorum esse directuros, mutuamque curam & operam impensuros etiam armatâ manu, si necessum fuerit, quo dicta Pax rite observetur, & jus quod Fœderatorum quivis per eandem communi consensu acquisiverit, sartum ipsi tectumque maneat, ac ut omnes ejusdem Pacis infractiones tempestivè evitentur ac impediantur, controversiæ verò omnes, quæ circà sensum ejus genuinum oriri poterint, amicè dirimantur, vel, si media amicabilia, intra bimestre spatium minus processerint, aut etiam citiùs, casu quo periculi exigentia moram non patiatur, communes suæ & Fœderatorum, qui Conventioni accesserint, vires consocientur, & tali numero Mari Terraque contrà quemcunque turbatorem adhibeantur, prout periculi magnitudo id exegerit, usque dum Parti læsæ fiat satis, ac Pacis ac tranquillitatis Publicæ redintegrationi & securitati omninò prospectum ac provisum fuerit.

In quem quidem finem, ad firmam nempè solidamque tranquillitatem eò pleniùs & perfectius procurandam, eandemque tuendam, omnes & singuli Principes ac Status Christiani Pacem amantes, maximè vero Cæsarea S. M. aliique Fœderati invitandi erunt, ut in hæc Pacta transeant, deque iisdem ampliandis porrò, aptandisque ad scopum suum pacificum & salutarem, quem sibi unicè proponunt altè memorati Contrahentes, consensum & operam suam adhibere velint.

Confirmation du Traité de 1701. entre l'Empereur LEOPOLD, *le Roi* GUILLAUME *d'Angleterre, & les* ETATS GENERAUX, *conclu entre les Ministres de Sa Majesté Britannique, & Mr. Buys, Envoyé Extraordinaire des Etats à Londres le 22 Decembre 1711.*

Ad relationem die 22. Decembris 1711.

SERENISSIMA ac Potentissima Princeps ANNA, Dei gratia, Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hyberniæ Regina, fidei Defensor, & Celsi ac Præpotentes DD. Ordines Generales Fœderati Belgii ad rationes tam Belli præsentis, quam Pacis optandæ & Deo favente secuturæ, animum omni studio advertentes, & volentes quam maximè ad Bellum feliciter finiendum, & cum Pax communi consensu inita fuerit, ad eandem contra quoscunque tuendam, omnem operam conferre, è re communi existimarunt, quamquam Tractatus anno 1701 inter Cæsaream suam Majestatem, nuperumque Magnæ Britanniæ Regem GULIELMUM III. gloriosæ memoriæ & dictos Ordines Generales conclusus, aliusque anno 1703. inter supradictam Reginam Magnæ Britanniæ eosdemque Ordines Generales factus, eò satis tendant, eosdem Tractatus de novo confirmare & specialem eâ de re pactionem insuper inire: Quapropter communicatis consiliis super arduis hisce negotiis suam & communem Orbis Christiani salutem tangentibus, de iisdem per infrascriptos suos Ministros plena Auctoritate munitos, tenore sequenti convenire æquum duxerunt & necessarium.

ANNO 1711.

Vigore præsentis Conventionis mutuò sese obstringunt altè memorata Regia sua Majestas & præfati DD. Ordines Generales ad ea omnia præstanda, quæ Bello, quod nunc geritur, feliciter prosequendo, ipsis ex pactis initis invicem incumbant, imò plura, si necessarium fuerit, idque se bonâ fide & totis viribus, qua Mari, qua Terra, facturos, donec hostis in Pacis æquæ ac tutæ Leges consenserit, & Pax Generalis obtineri ac stabiliri queat. Pace insuper, Deo propitiante, parta, sincere & solemniter spondent & mutuò promittunt Regia Sua Majestas & DD. Ordines Generales sese fideliter, sedulò omnique industriâ rationem consiliorum suorum esse directuros, mutuamque curam & operam impensuros etiam armata manu si necessum fuerit, quo dicta Pax observetur & Jus quod Fœderatorum quivis per eandem communi consensu acquisiverit, sartum ipsi tectumque maneat, ac ut omnes ejusdem Pacis infractiones tempestivè evitentur ac impediantur, controversiæ verò omnes, quæ circa sensum ejus genuinum oriri poterint, amicè dirimentur, vel si media amicabilia intra bimestre spatium minus processerint, vires consocientur & tali numero Mari Terraque contra quemcunque turbatorem adhibeantur, prout periculi magnitudo id exegerit, usque dum Parti læsæ fiat satis, ac Pacis & tranquillitatis publicæ redintegrationi & securitati omninò prospectum ac provisum fuerit.

In quem quidem finem ad firmam nempè solidamque tranquillitatem eo pleniùs perfectiùsque procurandam, eandemque tuendam, omnes & singuli Principes ac Status Christiani Pacem amantes, maximè vero Cæsarea Sua Majestas aliique Fœderati invitandi erunt, ut in hæc Pacta transeant, deque iisdem ampliandis porrò aptandisque ad scopum pium, pacificum & salutarem quem sibi unicè proponunt altè memorati Contrahentes, consensum & operam suam adhibere velint.

CXXIV.

1712. 2 Janv.

Donation de toutes les Provinces du Païs-Bas Espagnol faite par PHILIPPE *Duc d'Anjou, comme Roi d'Espagne, à* MAXIMILIEN EMANUEL *Electeur de Baviere, pour lui & ses Descendants mâles à perpetuité. A Madrid le 2. Janvier 1712.* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. I. pag. 257.]

PHILIPPE, par la Grace de Dieu, Roi de *Castille*, de *Leon*, d'*Arragon*, des deux *Siciles*, de *Jerusalem*, de *Navarre*, de *Grenade*, de *Tolede*, de *Valence*, de *Galice*, de *Majorque*, de *Seville*, de *Sardagne*, de *Cordoue*, de *Corse*, de *Murcie*, de *Jaen*, des *Algarbes*, d'*Alger*, d'*Algezire*, de *Gibraltar*, des Isles des *Canaries*, des *Indes* Orientales & Occidentales, des Isles & *Terre Ferme* de l'Ocean, Archi-Duc d'*Autriche*, Duc de *Bourgogne*, de *Brabant* & de *Milan*, Comte de *Habsbourg*, de *Flandres*, de *Tyrol* & de *Barcelonne*, Seigneur de *Biscaye*, de *Molina*, &c.

SAVOIR faisons à tous ceux à qui il appartiendra, tant presens qu'à venir, que nous avons trouvé à propos, tant pour le bien commun de la Chrêtienté, que pour celui des *Pays-Bas* en particulier de ne pas differer plus long tems l'execution de ce

ANNO 1712.

que le Roi Très-Chrétien nôtre Ayeul a négocié & conclu le 7. Novembre 1702., en nôtre Nom, & de nôtre Consentement, avec le très-Excellent Prince *Maximilien Emanuel*, Duc & Electeur de *Baviere*, nôtre bon Frere, Cousin, & Oncle, Vicaire Général desdits *Pays-bas*, au sujet de la Cession, Donation & Transport des susdits *Pays-bas*. Qu'en consideration de la proximité du sang & de l'amitié, des grands merites & services dudit Duc Electeur de *Baviere* nôtre Oncle, & sur tout de l'affection toute particuliere, de la vigilance & prudence avec laquelle il a gouverné ces Provinces en nôtre Nom, & à nôtre pleine satisfaction, aussi bien qu'à celle de nos tres fidelles Sujets, pendant le cours de plusieurs années, nous avons resolu de transporter lesdits *Pays-bas*, audit tres Excellent Prince *Maximilien Emanuel*, Duc & Electeur de *Baviere*, nôtre bon Frere, Cousin & Oncle, Vicaire Général desdits *Pays-bas*, de la même maniere que nous les possedions au tems dudit Traité du 7. Novembre 1702. & que nous les possedons à present, avec tous les Droits, Actes, Prétentions & Jurisdictions qui nous apartiennent auxdits *Pays-bas*; afin que ledit Duc Electeur nôtre Oncle, ses Successeurs & Hoirs mâles puissent en joüir & disposer comme Legitimes & Souverains Princes desdits *Pays-bas*, sans aucune restriction ou reserve. Et ainsi nous Declarons, Etablissons, Instituons & Nommons par ces Presentes, en la forme & qualité susmentionnée, ledit Duc Electeur de *Baviere* nôtre Oncle & ses Successeurs mâles, Princes & Possesseurs desdits *Pays-bas*.

Nous accordons en outre, & donnons audit Duc Electeur de *Baviere* nôtre Oncle, nôtre plein Pouvoir & irrevocable, pour prendre, par lui même & de sa propre autorité, sans autre requisition ou permission, soit en Personne ou par Procuration, l'entiere Possession de tous lesdits *Pays-bas*: Et pour cet effet, d'assembler les Etats Généraux ou les Etats particuliers de châque Province, ou d'agir de telle autre maniere qu'il jugera le plus convenable & nécessaire, par raport à la Donation, Cession & Transport que nous lui en avons fait, pour leur en donner connoissance, & faire prêter aux Etats & Sujets de ces Provinces les Sermens nécessaires qu'ils sont obligés de prêter, pour les engager à s'aquiter de tous les devoirs requis par leurs Sermens précedens. Et en attendant que ledit Duc Electeur de *Baviere*, nôtre bon Frére, Cousin & Oncle ait reçu ou fait recevoir en son Nom, l'actuelle possession desdits *Pays-bas*, dans la forme & la maniere specifiée, nous demeurerons en possession desdits *Pays-bas* au Nom dudit Duc Electeur de *Baviere*.

Nous Ordonnons en consequence, qu'on accorde nos Lettres Patentes audit Duc Electeur de *Baviere* nôtre Oncle, avec le Pouvoir de faire continuer & de nommer auxdits *Pays-bas* des Gouverneurs, Juges & Officiers de Justice, soit pour la sureté ou pour l'administration de la Justice & de la Police, ou pour la recette des Domaines & autres Revenus; & en général de faire tous actes de Princes & de Legitime Souverain de ces Provinces, selon les Loix & Coutumes, comme nous avons fait & aurions pû faire. Et pour cet effet nous avons déchargé & dispensé, déchargeons & dispensons par les Présentes, tous les Evéques, Abbés, Prélats & autres Ecclesiastiques, Ducs, Princes, Marquis, Comtes, Barons, Gouverneurs, Commandans & Capitaines, tant à la campagne que dans les Villes, Chefs, Présidens & autres Membres de nos Conseils & Chancelleries, ceux de nos Finances & Chambres des Comptes, autres Justiciers & Officiers, Capitaines & Soldats de nos Forts & Châteaux, & leurs Lieutenants, tous Chevaliers, Gentilshommes & leurs Vassaux, aussi bien que les Gens du Roi, Bourgeois & Habitans des Villes, Bourgs & Villages, & généralement tous & un châcun des Sujets desdits *Pays-bas* respectivement, du Serment de fidelité qu'ils nous ont prêté, & de l'Hommage qu'ils nous doivent, comme leur legitime Souverain. Et nous Voulons de plus, Ordonnons & Commandons très-expressément, qu'ils reçoivent ledit Duc Electeur de *Baviere* nôtre Oncle, & ses Successeurs mâles, pour leurs Princes & Seigneurs; qu'ils lui prêtent le Serment de fidelité, & lui fassent Hommage, suivant la constitution du Païs, des Biens, Fiefs & Seigneuries; & qu'ils aient pour lui tout le respect, l'affection, l'obeissance & la fidelité, que de bons & fidelles Sujets doivent à leur Prince & Legitime Souverain, comme ils ont fait jusqu'à présent à nôtre égard.

Et pour suppléer à tous les manquemens & omissions, tant de droit que de fait, qu'il pourroit y avoir dans nôtre Donation, Cession & Transport; Nous, de nôtre propre mouvement, de nôtre science certaine, & en vertu de nôtre Puissance absolue & Souveraine, dont nous nous voulons servir, & nous servons à cet égard, avons renoncé & renonçons à toutes les Loix, Constitutions & Coûtumes qui pourroient y être contraires: Car telle est nôtre volonté & bon plaisir. En foi de quoi, afin que personne n'en prétende cause d'ignorance, & que cet Acte soit ferme & durable à jamais, nous avons signé les Presentes de nôtre main, & y avons fait apposer nôtre grand Seau, Voulant & Ordonnant qu'elles soient enregîtrées dans tous nos Conseils, Chambres des Comptes &c. Donné à *Madrid* le 2 Janvier de l'an de Grace 1712 & de nôtre Regne le douziéme

Signé,

PHILIPPE.

Et plus bas,

MANUEL DE VADILLO ET VELASCO.

***Conditions* (1) *etachées, à la Donation & Cession des Provinces du Païs-Bas Espagnol, faite à l'Electeur de* BAVIERE. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. I. pag. 263]**

I. QUE le Sérénissime Prince Maximilien Emanuel, Duc, Electeur de Baviére, nôtre bon Frere, Cousin, & Oncle, & ses Successeurs Mâles, auxquels pourra échoir la Souveraineté & proprieté desdits Païs-Bas, imitant la Pieté & Religion, qui reluisent en lui, devront vivre & mourir en nôtre Sainte Foi Catholique, selon la créance & doctrine de la Sainte Eglise Romaine.

II. Que ledit Electeur de Baviére approuvera, maintiendra, & mettra en execution la Donation que nous avons faite à nôtre Cousine bien aimée, Dame Marie Anne de la Tremoüille, Princesse des Ursins, d'un Etat, & proprieté, & Souveraineté, indépendante pour Elle, & ses héritiers, & ceux qui auront son droit & actions, ou ayant cause à perpetuité, & pour toûjours, conformément aux Lettres Patentes, qu'à cet effet nous lui avons fait expédier, avec le revenu Domanial, de trente mille Ecus, chaque Ecu de huit Reaux d'Argent, double Monnoye ancienne de Castille, en chaque année, exempts de toutes Rentes, Hypothéques, & de toutes autres quelconques charges, soit pour tems limité, ou perpetuel, assignée ou imposée, pour quelque raison, ou cause, que ce puisse être, en telle Province, ou en tel endroit, que ladite Princesse nommera & choisira à sa satisfaction, soit *les trois Pais d'Outre Meuse*, ou Lokeren, au Pais de Waes, avec les huit Paroisses de Keure, ou en telle autre Province qui soit le plus de sa convenance; & en cas qu'il se trouve dans ladite Souveraineté que ladite Princesse des Ursins choisira quelqu'une de nos Maisons Royales ou Châteaux à nous appartenants, voulons qu'il ne lui soit rien déduit sur le fond que nous lui accordons desdits trente mille Ecus de rente par an, chaque Ecu de huit Reaux d'Argent, double Monnoye ancienne de Castille. Et d'autant qu'il sera difficile de rencontrer un Etat avec domaine qui nous appartienne, & qui soit suffisant pour y établir ledit Revenu Domanial de trente mille Ecus, chaque Ecu de huit Reaux d'Argent, double Monnoye ancienne de Castille, en chaque année; ce qui fait l'essentiel & le lustre de cette Souveraineté; ledit Duc Electeur de Baviére sera obligé d'ajoûter audit Etat d'autres Domaines qui soient situez le plus près qu'il se pourra dudit Etat, jusqu'à rendre complet ledit revenu Domanial de trente mille Ecus de huit Reaux d'Argent double Monnoye ancienne de Castille en chaque année.

III.

(1) La Date manque à ces Conditions; & on ne les donne qu'au defaut du Diplome entier qui manque. [D u m.]

ANNO 1712.

III. Que ledit Sérénissime Duc Electeur de Baviére sera obligé de maintenir & garder aux Provinces, Villes, & Communautez, qui composent ledit Pais-Bas, les Priviléges, exemptions & immunitez que nous & nos Prédecesseurs leur avons accordées, & dont nous leur avons juré l'observance au tems de notre inauguration; comme aussi de maintenir & conserver les Dignitez & Offices à tous ceux qui presentement s'en trouveront être pourvûs, tant dans les Tribunaux de Justice & Chambres des Comptes, comme en tous autres Emplois & Charges particulieres par Lettres Patentes, dépéchées ou signées de nous ou de nos Prédecesseurs, à Madrid, ou en quelconque autre endroit de nos Royaumes d'Espagne, ou en leur nom, ou au nôtre, au Pais-Bas, à la reserve de ceux qui ont servi le Parti des Ennemis, & qui ont été pourvûs par eux dans les Provinces qu'ils ont occupées ou qu'ils pourroient occuper durant le temps de la presente Guerre.

IV. Que ledit Duc Electeur sera obligé de maintenir & approuver toutes les aliénations qui auront été faites par ventes ou par engagement, tant par nous que par nos Prédecesseurs, jusques au jour de la presente Cession formelle dudit Païs-Bas, & aussi toutes les Conventions & engagemens qui auront été faits ou contractez avec les Magistrats ou Receveurs des Châtellenies, Villages, & Communautez dudit Pais, de même que les Conventions & engagemens que lesdits Magistrats & Receveurs auront faits, soit pour les Charges qui auront été venduës, comme office de Notaires au profit des Villes & des particuliers, affectation sur le droit des papiers timbrez, ou de quelconque autre maniére que cela ait été fait, de sorte qu'aucune Ville, Communauté, aucun particulier ne puisse être dépossedé de son Hypothéque, Office, ou Emploi, fondé sur lesdites Conventions ou engagemens, si auparavant il n'ait été payé, remboursé, & satisfait des sommes qu'il aura fournies.

V. Que ledit Duc Electeur sera de même obligé de payer toutes & quelconques Rentes, Obligations, Charges, & Hypothéques, sur nos Domaines, Offices, & autres Revenus dudit Pais. Et comme à cause des continuelles Guerres, il n'a pas été possible de donner entiére satisfaction desdites Rentes, Obligations, & Charges, ledit Duc Electeur sera obligé de faire payer après l'effectuation & conclusion de la Paix, en chaque année deux Canons échens desdites Rentes, jusques à l'entiere extinction de tous les arrérages.

VI. Que ledit Duc Electeur sera aussi obligé à payer & accomplir toutes les Obligations & Contracts faits par nous ou par nos Prédecesseurs, & par nos Gouverneurs & Capitaines Généraux, en nôtre nom, & celui de nos Prédecesseurs, particuliérement ce qui aura resté dû aux Etats Généraux des Provinces-Unies, des avances d'Argent qu'ils ont faites, & pour les Escadres des Vaisseaux avec lesquels ils ont servi durant la derniére Guerre, qui finit l'an mille six cent quatre vingt & dixsept par la Paix de Ryswik, & pour cet effet leur furent consignées & hypothéquées les Douanes des Droits d'entrée & de sortie, conformément aux Traitez & Conventions faites avec eux.

VII. Que ledit Duc Electeur sera pareillement obligé de payer & satisfaire à l'Electeur de Brandebourg, ce qui se trouvera lui être dû, du reste des Subsides qui lui furent promis pour les Troupes avec lesquelles il servit durant la derniére Guerre, qui finit comme il a été dit ci-dessus l'an quatre-vingt & dix-sept; dont la satisfaction lui fut consignée sur les Subsides de toutes les Provinces dudit Pais, en conséquence des Traitez & Accords faits avec ledit Electeur de Brandebourg.

VIII. Que ledit Duc Electeur de Baviére sera aussi obligé de payer & satisfaire la Rente annuelle de cent mille florins, consignez au Prince d'Orange, par le feu Roi Charles II., notre Oncle, particuliérement sur la Douane des Droits d'entrée & sortie de Navaigne, sur la Riviére de Meuse, en vertu du Titre & Patentes qui lui en furent expédiées.

IX. Que ledit Duc Electeur de Baviére sera obligé de maintenir les conclusions des Contracts & adjudications des Fermes de nos Domaines & Rentes dans ledit Pais, pour le tems & aux conditions stipulées, validant aux Fermiers & Adjudicataires les avances faites de leur part pour notre service sur la prix de leur ferme.

X. Que ledit Electeur sera obligé de payer & accomplir generalement toutes les dettes qui n'auroient point été satisfaites auxdits Païs & Provinces, d'entreprises des Vivres, Fourages, feux & lumiéres des Corps de Garde, & pour la Garnison durant l'Hiver, des Lits dans lesdits Quartiers, Hôpitaux, & Fortifications, parce que lesdites dettes ont été contractées pour le maintien & la conservation dudit Pais-Bas.

ANNO 1712.

XI. Que finalement ledit Duc Electeur s'obligera à payer les pensions, lesquelles sont pour un certain tems limité ou héréditaires, & toutes les Donations, Recompenses, ou Graces, que par nous ou nos Prédecesseurs auront été accordées & faites à quelques personnes que ce soit audit Pais-Bas.

XII. Et d'autant que c'est notre intention & volonté que les susdites conditions ayent & sortent leur entier & accompli effet, sous & moyennant icelles donnons, cedons, delaissons, & transportons, renonçons & accordons irrévocablement & pour toûjours, & par quelque autre meilleure voye, maniére, & forme, que de droit faire se puisse & doive valoir, sans que la forme invalide ou inutile puisse porter aucun préjudice à celle qui est valide, utile, & avantageuse, audit Duc Electeur notre Oncle, & ses Successeurs Mâles, tous nosdits Pais-Bas, & les Duchez, Principautez, Marquisats, Comtez, Baronnies, Seigneuries, Villes, Châteaux, & Forts, qui sont en nos Pais-Bas, ensemble toutes Régales, Fiefs, Hommages, Droits, Libertez, Franchises, Droit de Patronage, Rentes, Revenus, Domaines, Aides, Confiscations, & Forfaitures, avec tous & quelconques Droits & Actions que pouvons ou pourrions prétendre à cause desdits Pais-Bas, avec toute Prééminence, Prérogatives, Priviléges, Exemptions, Gardiennes, Advoueries, Jurisdictions, Hauteurs, Ressorts, & autres supérioritez quelconques, comme & en quelque sorte elles soient, & à quelle cause & occasion elles nous puissent competer & appartenir, soit de Patrimoine ou autrement, à quelque Titre & comme que ce soit & puisse être, pour en joüir entiérement & tout ainsi que nous les avons eû, & en avons joüi sans rien excepter; à charge toutefois d'être gardées & observées inviolablement toutes & chacune desdites conditions ci-dessus spécifiées. Et c'est pareillement notre intention, comme nous le déclarons & ordonnons expressément par ces presentes, que moyennant cette notre Donation, Concession, & Transport, sera ledit Duc Electeur de Baviére notre Oncle, en la forme & maniére conditionelle ici dessus déclarée, tenu, obligé & chargé de payer & satisfaire toutes & quelconques Dettes & Obligations contractées par nous, ou en notre nom, ou de nos Prédecesseurs, sur nos Patrimoines & Domaines de nosdits Pais-Bas, & que semblablement il sera tenu & obligé de soûtenir, porter, & maintenir, toutes & quelconques Rentes, Pensions à vie, & toutes autres, & quelconques Dons, Récompenses, & Graces, que nous & nos Prédecesseurs ayons ou ayent données, assignées, accordées, & faites à quelconques personnes que ce soit, comme tout est déclaré ci-dessus.

Etoit signé,

PHILIPPE

Et plus bas,

MANUEL DE VADILLO Y VELASCO:

Y pendant, à double Cordon d'Or, le grand Seel de Sa Majesté dans une Boëte d'Argent.

CXXV.

Manifeste du Conseil General des deux Religions dans le TOGGENBOURG. [Lettres Historiques, Juin 1712. pag. 694.] 12. Avril.

Du 12. Avril 1712.

NOUS l'Advoyer, Amman, & Conseil Général du Pais de *Toggenbourg*, savoir faisons & déclarons, non seulement à nos fidéles & Amez Habitans & Communautez du Pais de *Toggenbourg*, mais aussi à tous ceux qui se trouvent hors de nôtre dit Païs, de quel état & condition qu'ils puissent

ANNO 1712.

ient être, & qui aiment la Justice & l'Equité, qu'en suite des différens survenus depuis longues années, entre nous, & le *Révérendissime Convent de St. Gal*, en ce qu'icelui, contre la teneur des *Traitez, Documens Fondamentaux, Serment du Païs*, Droit de Communauté établi en 1440. & les Priviléges, dont nos Prédécesseurs ont joui, par ses *véxations*, nous a réduits d'une maniére impitoyable, au point d'un triste Esclavage, ainsi que le tout a été par nous, suffisamment démontré, tant de bouche que par écrit, dans les déductions à ce sujet faites, nous étant vûs par là contrains de nous vouloir remettre en possession de nos justes & légitimes priviléges, sous la declaration constante de nous vouloir soûmettre volontiers, à tout ce qu'une Médiation impartiale pourra trouver être de la Justice & de la Raison, ayant attendu un long-tems, avec patience, le résultat d'icelle, nous étant cependant contenus en repos, & tranquilles, dans notre Païs, pendant que le *Révérendissime Convent de St. Gal* a évité tous les moyens propres *à une pacification équitable & finale* de tous ces différens, dans l'espérance que par le moyen de nos dissentions internes, & par les menaces des forces extérieures, mettant tout en confusion, il viendroit à bout de tout, & nous soûmeteroit derechef sous sa domination despotique, ayant à ces fins, non seulement, dès quelque tems en çà, incité par plusieurs personnes Ecclesiastiques, & autres, les honnêtes Gens du Païs, à s'oposer au Conseil Général, *Mais aussi tâché publiquement de lui ôter toute son authorité, & tout le respect qui lui est dû, mettant sous les pieds ses Mandats, traitans les Membres dudit Conseil, de Fripons, de Larrons, de Dissipateurs des Revenus publics, de Traîtres, & autres telles injures, leur imputant de refuser une Paix équitable*, les menaçant ouvertement de les faire mourir, comme des scélérats & des malfaiteurs, cherchant cependant par ses Emissaires, sur tout dans le Ressort Intérieur, de faire de leur propre authorité, des Assemblées illicites, contre les deffenses du Conseil Général, afin de disposer, par toutes sortes de moyens, & sans fondement, l'esprit des gens du Païs, à se désister de leurs Droits, forçant les Communautez entiéres, & les personnes privées, de souscrire à une soûmission sans bornes, menaçant d'exterminer par le fer & par le feu, tous ceux qui le refusent, leur donnant les arrêts, dans leur Communauté, deffendans aux Membres du Conseil Général de les fréquenter, & lors qu'on les a voulu ranger les uns & les autres à leur devoir, on y a porté le Peuple à s'y oposer, par la force ouverte, sonné le Tocsin, & promis de les assister de toutes leurs forces, des Païs de leur ancienne Domination, ayant à cet effet, découvert les Ponts, gardé les passages ; on a même poussé les choses si loin, qu'ils en ont conçû l'esperance, que pouvant suborner encore une seule Communauté, & s'en rendre Maîtres, ils pourroient ensuite attaquer & accabler de vive force, & par une cruelle effusion de sang, une partie du Païs par l'autre, avec le secours qu'on leur a promis. Cela a non seulement été secrettement tramé, *mais par une audace sans exemple, ces derniéres Pâques, au lieu d'apliquer au Peuple Chrétien les utilitez & avantages qui lui résultent du mérite infini de notre Seigneur, ils ont poussé en chaire leur fureur, d'une maniére si énorme, que chacun sans différence de Religion en a été scandalisé, & soûpire après le remède.* Pour cet effet, Nous, ne pouvant plus endurer un mal si dangereux, capable de percer l'ame, ni demeurer davantage dans un danger si visible, nous avons été obligez de pourvoir à notre sûreté, & de nous mettre en état de pouvoir d'un côté, donner quelque Correction à ces malheureux Boutefeux, & d'un autre côté de pouvoir instruire & informer les honnêtes gens du Païs, qui se sont laissé entraîner, par de fausses insinuations, & détourner par là, avec l'assistance Divine, notre ruine toute évidente.

Mais d'autant que ledit *Révérendissime Convent de St. Gal*, a poussé les choses si loin, & provoqué de telle sorte à la jalousie, le Peuple de divers lieux, par divers instrumens, & par ses artifices dangereux, que le Conseil même, le Conseil Général n'osoit plus se trouver dans les Assemblées des Communautez de ces Endroits-là, ni leur représenter le véritable état des affaires, & sans prendre par un préalable, toutes leurs précautions suffisantes.

Outre cela, les Ecclésiastiques [illegible] vivement apliquez à mettre en [illegible] d'enhaut, en une parfaite confusion. *Ils se sont figurez que la situation des deux Convens Nouveau St. Jean & Magdenau leur pourroit donner le moyen*, comme il étoit arrivé précédemment, en y mettant des Commandans, de mettre sans peine un frein audit Ressort d'enhaut, en leur coupant par ce moyen, la Communication, & remplissant ainsi de cette maniére tout de terreur & de confusion.

C'est dans cette extrême nécessité que nous nous sommes vûs forcez de pourvoir, contre une telle force menaçante, à la sûreté de Nous, de nos Femmes, & de nos Enfans, & de nous rendre Maîtres desdits deux Convens, & de les munir d'une Garnison convenable, comme l'unique moyen pour éviter, avec l'aide de Dieu, le prédit danger, & pouvoir ramener les Rebelles, & redresser les simples, dans la droite voye, par une suffisante Information.

Nous protestons donc tous sans exception, & sans distinction ou différence de Religion, Nous protestons, dis-je, en public, & devant Dieu, que l'occupation de ces deux Convens, n'est aucunement dans la vûë d'oprimer la Religion Catholique, que pour cet effet, nous avons donné les ordres convenables qu'une telle Expedition se fit s'il étoit possible, sans pillage & sans effusion de sang, à moins que les Religieux par une indue résistance n'en donnassent quelque sujet, ne voulant faire aucun tort ni violence à leurs personnes, ni à aucun d'eux, ni à tout ce qui dépend du Service divin, ni les empêcher dans l'exercice d'icelui, mais cherchant tant seulement à conserver notre sureté nécessaire, admonestans tous & un chacun de nos chers Compatriotes, prians & requérans aussi tous ceux de dehors, à qui ces choses peurent parvenir, de n'ajoûter aucune foi, ni créance à tout ce qui peut être dit au contraire, mais de demeurer persuadé que tout ce qui est ci-dessus est conforme à la vérité.

Ne desirans au reste rien plus, sinon de finir cette affaire, par des moyens justes & légitimes, nous déclarons par les présentes, que si le *Révérendissime Convent de St. Gal veut traiter sincérement de cette pacification, avec le Conseil Général du Païs, sans distinction de Religion*, comme il a été machiné jusques à présent, ou laisser décider entiérement cette difficulté, par la Médiation ci-devant établie, Nous nous soûmettrons à tout ce qu'avec justice, & autant qu'il sera convenable à nos Priviléges, pourra être requis de nous. Mais si au contraire, on cherche l'opression, nous sommes résolus avec l'assistance Divine, de nous deffendre nous & nos Privileges, jusqu'à la derniére goute de sang. Ce que nous voulons bien publier par ces présentes, pour l'instruction d'un chacun & pour notre justification. *Donné le 12. d'Avril 1712.*

Chancellerie du Païs de TOGGENBOURG.

CXXVI.

Manifeste des Cantons de ZURICH *& de* BERNE, *touchant les affaires du* TOGGENBOURG. [Lett. Hist. Juin 1712. pag. 700. 13. Avril.

Le 13. d'Avril 1712

NOUS le Bourguemaître, & l'Advoyer du Grand & Petit Conseil, de Zurich & de Berne, savoir faisons à tous qu'il apartiendra, par ces présentes, que comme il est connu de tout le monde, que les Habitans du Païs de *Toggenbourg* souffrent depuis longues années, de dures & d'insuportables charges de la part des Officiers de Mr. l'Abbé de St. Gal, sans pouvoir attendre autre chose de leur patience, que leur totale ruine, & l'extinction entiére de leurs Franchises, qu'ils se sont aquis jusques ici avec tant de gloire & de louange, de sorte qu'ils se sont vûs contraints d'en porter leurs justes plaintes, aux deux Louables Cantons de *Switz*, & *Glaris*, leurs Compatriotes, fondez sur le droit du Païs, apellé communément, *Landrecht*.

Mais S. G. Mr. l'Abbé de St. Gal n'y voulant avoir aucun égard, ni reconnoître ledit droit du Païs, mais offrant seulement le droit auxdits Louables Cantons *Switz & Glaris*, par devant lesdits

ANNO 1712. Louables Cantons assemblez à la Diette de Baden, où cette affaire a été pendante plusieurs années, & où lesdits *Toggenbourgeois*, y étant enfin forcez, n'ont pas manqué d'y porter, avec tout le respect qui est dû, leurs plaintes, & n'y ayant pû trouver le secours, qu'ils en avoient lieu d'espérer, au contraire, ayant été encore amusez un fort long-tems, enfin ils se sont déterminez à avoir leur recours vers *Nous*, & à implorer très-instamment notre Conseil & notre Assistance, & *Nous* n'ayant pû voir on plus long-tems, un si déplorable état, & d'une si longue durée, Nous sommes crûs obligez, tant par notre compétence, que par notre devoir, de procurer tout l'avantage & prospérité du Louable Corps Helvétique, à l'éxemple de nos Louables Prédécesseurs, qui en ont usé de même à Berne, l'an 1463. à maintenir ledit Landtrecht, & à Zurich, l'an 1538. où nous avons affermi la Paix du Païs apellée *Landsfrieden*, trouvant être nécessaire, & de notre compétence, de nous en charger presentement, d'autant plus, que nous avons apris avec bien de la douleur, que les Louables Cantons Catholiques, pour terminer entiérement cette affaire, ont fait dresser un Acte de délibération particuliére & remarquable à notre insçû, après la Diette générale, & le départ de nos Députez, dans la vûë d'accorder uniquement ledit Seigneur de St. Gal, avec lesdits Louables Cantons de *Swits* & *Glaris*, en laissant les *Toggenbourgeois* à la merci dudit Mr. l'Abbé de St. Gal.

C'est pourquoi après avoir mûrement & avec toute l'éxactitude possible, éxaminé les Titres fondamentaux desdits *Toggenbourgeois*, savoir le *Serment du Pais*, le *Droit du Pais*, & *la Paix du Pais*, de l'an 1538. & les ayant trouvez munis de si beaux Priviléges, nous déclarons selon cela, que nous les voulons protéger, defendre, & maintenir de toutes nos forces, contre tous ceux qui les voudront oprimer injustement & par violence, sans autre profit, intérêt, ou avantage particulier, en sorte que nous avons bien voulu condescendre à une Médiation amiable, à nous proposée par le Louable Canton de Bâle d'une part, & les Louables Cantons de Lucerne, Uri, & Soleure, qui ont aussi travaillé de leur côté. Mais tout le monde sait, de quelle maniére cette Médiation a été rompuë & mise à part: nonobstant cela on espéroit qu'on laisseroit lesdits Habitans du Toggenbourg jouir de leurs Priviléges, après lesquels ils soupiroient dès long-tems, que Dieu même, par sa grace leur fournit lui-même les moyens à une decision finale de cette affaire.

Mais étant venu à notre connoissance d'une maniére très-évidente, que quelques Ecclesiastiques, & autres Ennemis & Perturbateurs du repos public, ne se sont pas contentez d'inciter & de pousser les gens du Païs, à la desobéïssance, contre le Conseil Général dudit Païs, mais qu'ils ont aussi tâché de le priver de toute authorité, & de tout respect non seulement par des discours publics mais aussi en foulant aux pieds, les Mandats qui en étoient émanez, ayant mêmes attaqué & diffamé les principaux d'entr'eux d'une maniére très-injurieuse, & entrepris de leur propre authorité d'assembler leurs Communes, dans la Prefecture inférieure en vûë d'empêcher de cette maniére, par la force, le châtiment que méritoient de tels Perturbateurs du repos public, & mettre enfin avec la totale ruine du Païs de Toggenbourg une entiére & desolante desunion entre ceux, qui jusqu'à présent, nonobstant la diversité de Religion, ont vécu en bonne intelligence, & pour y mieux réüssir ont fait toute sorte de préparatifs de Guerre, accompagnez de grandes menaces; en sorte que nous, par une affection singuliére pour la Paix, & pour l'équité, n'avons pû de moins que de donner secours & assistance auxdits pauvres *Toggenbourgeois* oprimez, suivant leur ardent desir, leurs véxations nous étant suffisamment connues, postans des Troupes sur nos propres frontiéres près dudit *Toggenbourg*, afin qu'au cas que cela ne produisit son effet, nous fussions en état d'entreprendre ce que nous jugerons nécessaire, n'ayant toutesfois point d'autre intention que de réprimer les desordres dudit Païs de Toggenbourg, & de conserver & entretenir, à tout le Louable Corps Helvetique, la tranquilité publique, sans donner sujet à aucun Louable Canton de croire qu'on en veuille à aucun d'eux en particulier, ainsi que nous le déclarons à tous, en toute sincérité & fidélité, attendu que nous sommes toûjours portez à donner les mains à une honnête, sincére, & bien intentionnée Médiation, ne souhaitant sinon, que S. G. Mr. l'Abbé de St. Gal, proposant des moyens plus convenables audit Conseil du Païs, afin que cette affaire si fâcheuse, & de si longue durée, se pût une fois terminer par une Paix solide & durable, que le grand Dieu nous veuille donner en sa grace. En foi de quoi nous avons fait expédier & imprimer le présent Manifeste, pour la conduite d'un chacun. Ce 13. d'Avril 1712.

Chancellerie de la Ville de Zurich, au nom des deux Louables Etats & Cantons de ZURICH *&* *de* BERNE.

CXXVII.

18. Juin. *Traktaet van Vrede, Navigatie, ende Commercie, tusschen Haare Hoog-Mogende de Heeren Staten Generaal der* VEREENIGDE NEDERLANDEN, *ende de Hooge Regeeringe, Pascha, Aga, ende overwinnende Militie van* ALGIERS. *Gedaan in het Jaar van Jesus 1712. den 18. van Juny ende van de Hegira 1124 den 18.* [Tiré des Archives de L. H. P. les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas.]

EERSTE ARTICUL.

NA desen dagh sal met de Nederlanders wesen een vaste ende bestendige Vreede, soo als toegestaen ende bevestight is tusschen Haer ende den Doorluchtigen Ali, thans hooghgeeerde Pascha van Algiers ende haer onderhoorigh Koninghrijck, als mede den Aga der Janitzaren, ende de Weigeleerde ende Vroome, ende de overwinnende Militie, ende sullen de Onderdanen van de Mogentheden aen weerkanten, als mede derselver Schepen, groote ende kleyne, ende die daer aen onderhoorigh zijn, van nu aen de een den anderen op geenerley wyse molesteren ofte verongelijcken, noch met woorden noch met wercken, maer sy sullen met sorghvuldigheyt des gemoedts, na het geene in haer vermogen is,

CXXVII.

Traité de Paix, de Navigation, & de Commerce, entre les Hauts & Puissans Seigneurs Etats Généraux des PROVINCES-UNIES, des Païs-Bas, & la haute Regence, Bascha, Aga, & Victorieuse Milice d'ALGER. Fait le 18. Juin l'an de Jesus Christ 1712. & de l'Hegire 1124. 18. Juin.

ARTICLE I.

APrès ce jour il y aura avec les Hollandois une Paix ferme & durable, telle qu'elle est accordée & confirmée entre eux & l'illustre Ali, maintenant très-honoré Bascha d'Alger & le Royaume dependant, de même que l'Aga des Janissaires, les Jurisconsultes & les Sages, & la victorieuse Milice, comme aussi leurs Vaisseaux, tant grands que petits, & ceux qui en dependent, ne se molesteront ni feront aucun tort les uns les autres en aucune maniere ni de paroles ni de fait, mais selon qu'il sera en leur pouvoir, ils se feront honnêteté &

ANNO 1712.

[illegible] beleeftheyt ende eere bew[illegible] [illegible] gantsch geene saeck [illegible] worden.

II. [illegible] Nederlandsche Schepen, groote of kleyne, [illegible] tot Algiers, ofte in eene andere Haven onder haer gebiedt, moesten volgens oudt gebruyk [illegible] tien per cent van de Effecten, die verkocht worden Doch ten respecte van dese Vreede, ende van haer versoek, hebben Wy sulcks a vyf per cent ges[illegible]

Item, indien sy de onverkochte Effecten sullen willen wederom afvoeren, soo sal men van deselve niets vorderen.

Item, indien ende op wat tydt sy sullen willen vertrekken, soo sal niemandt haer met overlast aen te doen mogen ophouden.

Item, van de contrebande Goederen, Oorloghs-Gereedschap, Buskruyt, Loodt, Yzer, Swavel, Plancken, en allerley Timmerhout, bequaem tot een Scheepsbouw, Pick, Teer, ende kleyn Oorloghs-Geweer, ende alle andere dingen tot den Oorlogh noodigh, daer van en sal de Regeeringe van Algiers niets vorderen

III. Wanneer Nederlandtsche ende Algiersche (Oorloghs-), Commissie-ofte Koopvaerdyeschepen malkanderen in Zee ontmoeten, soo sullen sy onder malkanderen, noch de een den anderen geensints mogen molesteren, maar met beleeftheyt ende eerbewysinge van malkanderen scheyden, ende sy sullen de een den anderen in de verrichtinge hares diensts niet hinderlijck zyn.

Item, men sal aen de Passagiers, die op de Schepen zyn, van wat Natie sy souden mogen wesen, ende na wat Plaetse sy mogen gedestineert zyn, noch aen der selver Effecten, Goederen of Kleederen, de een den anderen geene molestatie mogen aendoen, noch eenige saken van haer wechnemen.

Item, na wat Plaetse sy (hare Effecten) souden mogen brengen, ofte waer sy die moghten laten vertoeven, men sal op geene de alderminste wyse de een den anderen schade noch overlast toebrengen.

IV. Wanneer Algiersche Commissieschepen komen te ontmoeten een Nederlandtsch Koopvaerdyeschip, groot ofte kleyn, indien dat selve van eene Plaetse, staende onder het Nederlandtsch gebiedt, uytgeloopen is, soo sal maer alleen de Sloep gesonden, ende benalven de Roeyers twee Mannen daer in geset worden, ende aen het Schip gekomen zynde, sullen alleenlijck dese twee Mannen, het en ware dan met permissie van den Schipper van gemelde Schip, aen boordt overgaen, ende dan haer Paspoort getoont, ende haeren dienst, na wy vertrouwen, oprechtelijck gedaen hebbende, wederkeeren, ende sal het Koopvaerdyeschip sijne reyse voortsetten, ende niet mogen opgehouden worden.

18 Ja. Item, wanneer een van de Nederlandtsche (Oorlogh-ofte) Commissieschepen komt te ontmoeten een Algiersch Commissie-of Koopvaerdyeschip, op wat plaetse sulcks moght gebeuren, indien gemelde Schip bevonden wordt voorsien te sijn met het Paspoort van wegens den Landtvooght van Algiers, of wel van wegens den Nederlandtschen Consul hy hem resideerende, soo sal men niets mogen aenraken van het geene het gemelde Schip is toebehoorende, maer het sal in veyligheyt sijnes weeghs gaen.

V. Niemandt, het zy Capiteynen van Algiersche Schepen, noch der selver Officiers, noch yemandt van de Regenten, sal mogen Personen van andere Natien, zynde aen boordt van Nederlandtsche Schepen, uyt een Nederlandtsch Schip uythalen ende naer hare ofte andere Schepen overbrengen, noch selfs na yets mogen ondervragen, noch eenige violentie bedryven, na dat yemandt in het Nederlandtsche Schip gevonden is, sal men hem niet mogen molesteren, al is hy een Passagier.

VI. Indien een van de Nederlandtsche Schepen, ofte van de Schepen van hare onderhoorige Onderdanen, moght komen schipbreuck te lyden voor Algiers, ofte elders op strandt onder het gebiedt van haer Koninghrijck, soo sal men geensints het minste van desselfs Goederen noch Effecten mogen aenslaen, plunderen, noch prys maken.

Item, soo wanneer sulck een geval moght gebeuren, sal geen Tol van de geborgene Effecten mogen genomen, noch de Menschen verkocht worden: Maer de geene, die onder het gebiedt van Algiers staen, sullen na haer vermogen sich hebben te beneerstigen, om als goede Mahometanen hulpe ende bystandt

[illegible] honneur en toute [illegible] & [illegible] Après ce jour [illegible] ne prendra aussi aucune [illegible]

II. Les Vaisseaux Hollandois, tant grands que petits, venans à Alger, ou dans quelque autre Port de leur Royaume, devoient, selon l'usage ancien, payer dix pour cent des Effets qu'on vendoit: Mais en égard à cette Paix & à leur demande, nous avons reglé cela à cinq pour cent.

Item, lorsqu'ils voudront rembarquer les Effets non vendus, l'on n'en exigera rien du tout.

Item, lorsqu'en tel tems [illegible] ils voudront partir, nul ne pourra les arrêter ni les inquieter en aucune maniere.

Item, la Regence d'Alger n'exigera rien de Marchandises de contrebande, Munitions de Guerre, Poudre, Plomb, Fer, Soufre, Planches & de tout bois de charpente propre pour la construction des Vaisseaux, Poix, Goudron, & petites Armes de Guerre, ni de toute autre chose nécessaire dans la Guerre.

III. Lorsque des Vaisseaux de Guerre, Armateurs ou Marchands Hollandois & Algeriens se rencontreront en Mer, ils ne se molesteront en aucune maniere les uns les autres, mais ils se separeront les uns des autres avec honnêteté & civilité, & ne se feront mutuellement aucun empêchement dans l'execution de leur service.

Item, de part & d'autre il ne sera permis de faire aucune vexation aux Passagers, qui sont sur les Vaisseaux, de quelque Nation qu'ils puissent être, & vers quelque lieu qu'ils soient destinez, ni à leurs Effets, Marchandises ou Habits, ni leur enlever aucune chose qui soit à eux.

Item, en quelle Place qu'ils pourront transporter leurs Effets ou en quel lieu ils les laisseront, on ne causera en aucune maniere, l'un à l'autre aucun dommage ni chagrin.

IV. Lorsque des Armateurs Algeriens viendront à rencontrer un Vaisseau Marchand Hollandois, grand ou petit, s'il vient d'un lieu dépendant des Etats des Provinces-Unies, on n'y envoyera que la Chaloupe dans laquelle outre les Rameurs on mettra deux Hommes, & étant arrivée au Vaisseau, il n'y aura que ces deux Hommes, horsmis que ce ne soit avec la permission du Capitaine de ce Vaisseau, qui passeront sur son bord; on leur fera voir le Passeport, & après avoir fait fidellement, comme nous esperons, leur devoir, s'en retourneront; & le Vaisseau Marchand poursuivra son voyage, & il ne sera pas permis de l'arrêter.

Item, lorsqu'un Vaisseau de Guerre ou Armateur Hollandois viendra à rencontrer un Armateur ou Vaisseau Marchand Algerien, en quelque endroit que cela arrive, si l'on trouve que ledit Vaisseau est fourni d'un Passeport du Regent d'Alger, ou du Consul Hollandois qui y reside, on ne touchera à rien de ce qui appartient à cedit Vaisseau, mais il fera son voyage en toute sureté.

V. Nuls, tant Capitaines de Vaisseaux Algeriens, que leurs Officiers, ni personne de la Regence, ne pourront enlever qui que ce soit des autres Nations qui seront à bord des Vaisseaux Hollandois, pour les mettre sur leurs propres Vaisseaux ou autres, ni ne pourront les interroger sur quoi que ce soit, ni leur faire aucune violence étant trouvez dans un Vaisseau Hollandois, quand même ils seroient des Passagers.

VI. Si un Vaisseau Hollandois, ou un Vaisseau de leurs Sujets venoit à faire naufrage devant Alger, ou ailleurs sur la Côte de la domination de ce Royaume, on ne saisira, pillera, ni declarera de bonne prise la moindre de ses Marchandises ou Effets.

Item, si pareil cas arrivoit, on ne prendra aucun Droit des Effets qu'on aura sauvé, ni les Hommes ne seront vendus; mais ceux qui sont sous la Domination d'Alger, feront de tout leur pouvoir toute diligence, comme bons Mahometans, de donner secours & assistence

ANNO 1712.

standt te bewijsen in het bergen van Menschen ende Goederen.

VII. Geen van de Algiersche Schepen, groot of kleyn, sal mogen met permissie ende toestemminge van den Landtvooght van Algiers mogen kaperye plegen tegen Salee, ofte eenige andere Plaetsen, welcke met de Nederlanders in vyandtschap moghten staen.

VIII. Geen van de Schepen van Algiers, groot noch kleyn, sal hebben cours te setten naer een van de Steden, Forten ofte Havens in de Landen onder het gebiedt der Nederlanders, houdende de kaperye op na dat deselve gesten zyn: Want sy en sullen niet hebben te bedrijven sulcke dingen, welcke oorsaeck van overtredinge souden konnen worden.

IX. Die van Tunes, Tripoli, Salee of andere sullen geensints Nederlandtsche Schepen, groote noch kleyne, noch Menschen noch Effecten, tot Algiers mogen brengen om te verkoopen: Men sal oock niet toelaten, dat in Plaetsen onder haer gebiedt sullen mogen verkocht worden

X. Wanneer Nederlandsche Commissievaerders eenige Pryse ofte buyt gemaeckte Effecten sullen brengen in de Havens, staende onder het gebiedt van Algiers, soo sal niemandt haer eenige tegenstandt, geweldt noch moeyte aendoen

Item, de Commissieschepen sullen in geenerley wyse betalen Tiendens, noch Rechten (genaemt Awaid.)

Item, indien sy verkoopbare Waren op de Marckt ofte in de Winckelplaetsen begeeren te koopen, sal men aen hun die Waren overlaten voor den prys, welcke andere daer voor geven, ende niet meer mogen gepretendeert worden

XI. Wanneer Nederlandtsche (Oorlogh-) Commissieschepen tot Algiers gekomen zynde, het Anker sullen hebben laten vallen, soo sal volgens oude gewoonte de Proviandt (van ververschinge) gegeven worden.

Item, wanneer Slaven uyt Algiers al zwemmende of andersints aen boordt ontvlucht sullen zyn, soo sal men de selve wederom van daer naer Algiers brengen, ende het Scheepsvolck en sal dan niet mogen voorwenden, dat sy de selve niet en hebben gesien.

XII. Niemandt van de Nederlandtsche Koopluyden, noch van andere Nederlandtsche Onderdanen, sal mogen genomen, verkocht noch Slaef gemaekt worden op eenige der Plaetsen onder het gebiedt van Algiers, het zy onder pretext of sonder pretext.

Item, uyt hoofde van dese gemaeckte Vreede met de Nederlanders sal tot haer niet mogen geseydt worden, koopt uwe Slaven, soo lange sulcks haer welbehagen niet en is: Maer wanneer om bovengemelde particuliere redenen sulcks haer begeerte sal zyn, dan sal het mogen geschieden, het en ware dan dat die Slaven sijne naestbestaende Bloedtvrienden zynde, tot sijne goedertierentheyt ende gemoedts beweeginge waren (behoorende.)

Item, daer en sal geene belofte noch tydt om te (moeten) vry koopen, mogen worden (voorgewendt) maer soo veele als aen haerluyden sal goedduncken (sullen sy mogen vry koopen, ende sal sulcks oock op een goede manier gedaen worden met der selver Patronen in (het accorderen over) den prys van de selve. Niemandt sal oock tot der selver Patronen seggen, laet my immers uwe Slaven voor sulcken prys over, al waren sy Slaven van den Pascha ofte van de Regeeringe, ofte van de Galleyen, maer wanneer de tydt om Nederlandtsche Onderdanen volgens oude gewoonte te lossen sal gekomen zyn, wanneer sulcks oock wesen sal, dan sal sulcks volgens gebruyck met andere Natien (geschieden,) ende meer als van sulcke sal niet mogen gepretendeert worden.

XIII. Indien yemandt van de Nederlandtsche Koopluyden, of van hare Onderdanen, moght komen te overlijden tot Algiers, ofte elders in de Landtschappen staende onder haer gebiedt, soo sal den Landtvooght van Algiers noch yemandt anders op geenerley wyse des gemelden Overleden Geldt, Goederen noch Effecten mogen aenraken Indien hy voor sijn overlijden yemand heeft aengestelt tot Curateur van den Boedel, soo sal niemandt behalven deselve yets van sijne Goederen ende Effecten mogen aenraken, indien hy binnen het voorgemelde Koningrijcke van Algiers te vinden is. Doch indien 'er geen Curateur van den Boedel en is, sal yemandt anders,

ce pour sauver les Hommes & les Marchandises.

VII. Nul Vaisseau Algerien, grand ou petit, ne pourra avec la permission & consentement du Regent d'Alger exercer piraterie contre Salé ou autres Places qui seront en inimitié avec les Hollandois.

VIII. Nul Vaisseau d'Alger grand ou petit, ne fera cours vers aucune des Villes, Forts ou Ports qui sont sous la domination des Etats des Provinces-Unies, la piraterie cessant a leur vue: Car ils ne commettront aucune chose qui pourroit donner occasion de contravention.

IX. Ceux de Tunis, Tripoli, Salé ou autres, ne pourront en nulle maniere conduire a Alger des Vaisseaux Hollandois, grands ni petits, ni Hommes, ni Effets pour les y vendre: On ne permettra pas aussi qu'ils soient vendus dans aucune Place de leur Domination.

X. Lorsque les Armateurs Hollandois ameneront aux Ports sous la domination d'Alger quelque Prise ou Effets butinez, personne ne leur fera aucune opposition; violence ni chagrin.

Item, les Vaisseaux d'Armateurs ne payeront en aucune maniere les Dixmes, ni les Droits appellez Awaid.

Item, s'ils veulent acheter quelques Marchandises ou denrées aux Marchez ou Boutiques, on les leur cedera au prix que les autres en donnent, & l'on n'en pretendra pas davantage.

XI. Lorsque des Vaisseaux de Guerre ou Armateurs Hollandois arrivez à Alger, y auront jetté l'ancre, on leur donnera, selon la coûtume ancienne, la provision de rafraichissement

Item, lorsque des Esclaves se seront sauvez d'Alger a leur bord en nageant ou autrement, on les ramenera de là à Alger, & les Mariniers ne devront pas prétexter qu'ils ne les ont pas vus.

XII. Aucun des Marchands Hollandois, ni des autres Sujets Hollandois, ne pourra être pris, vendu ni fait Esclave dans aucune des Places sous la domination d'Alger, que ce soit sous prétexte ou sans prétexte.

Item, en vertu de cette Paix concluë avec les Hollandois, on ne pourra leur dire, Achetez vos Esclaves, aussi long-tems que ce n'est pas leur volonté: Mais lorsqu'ils auront ce vouloir pour les susdites raisons particulieres, alors cela pourra se faire, hormis que ces Esclaves étant de ses proches Parens ne dependent de sa benignité & tendresse de cœur.

Item, on ne prétextera ni promesse ni tems pour acheter & mettre en liberté; mais ils en pourront racheter autant qu'ils le jugeront à propos, & cela se fera aussi d'une bonne maniere avec leurs Patrons dans l'Accord pour le prix d'iceux. Nul ne pourra aussi dire a ces Patrons, cedez-moi vos Esclaves à tel prix, quand même ils seroient Esclaves du Pascha, ou de la Regence, ou des Galeres; mais lorsque le tems sera venu de racheter selon l'ancienne coutume des Sujets Hollandois, si cela se fait, alors cela se fera selon l'usage établi avec les autres Nations, & l'on n'en pretendra pas davantage que de tels.

XIII. Si quelqu'un des Marchands Hollandois ou de leurs Sujets, venoit a mourir a Alger, ou ailleurs dans les Provinces qui sont sous cette domination, alors le Regent d'Alger ni qui que ce soit ne touchera en aucune maniere à l'argent, Biens ni Effets dudit deffunt. Si avant sa mort il a établi quelqu'un pour Curateur de la Succession, il n'y aura que celui-là qui touchera à ses Biens & Effets, en cas qu'il se trouve dans le susdit Royaume d'Alger. Mais s'il n'y a point de Curateur de la Succession, alors quelque autre, quel qu'il soit, que

ANNO 1712. anders, wie hy ook zyn magh, welcken de Overledene by laetste wille (als Executeur) aengestelt heeft, dese (segge ick als) Curateur sal des Overledenen Goederen ende Effecten aenvaerden, ende niemandt anders het minste Stroockje mogen benaderen: Aldus dan sulcks gebeurende, soo sal hy, die Curateur is, of wel de aengestelde (Executeur) des Overleden Geldt ende Goederen op een Inventaris gebraght hebbende, aenvaerden, ende ter tijdt als sulcks noodigh sal zyn, aen den geenen, die Erfgenaem is, toesendende doen toekomen, ende sal in dese bysondere affaire niemandt mogen hinderlijck zyn.

Item, indien yemandt van de Nederlandtsche Onderdanen schielijck moght komen te sterven, ende voor sijn doodt niemandt aengestelt hadde, ende de Erfgenaem niet in het bereyck en is, alsdan sal den Nederlandtschen Consul de Goederen ende Effecten van den gemelden Overledene, op een Inventaris gebraght hebbende, aenvaerden, ende sullen de selve onder den Consul blyven, tot dat 'er uyt het Landt des Overledene ordre sal gekomen zyn.

XIV. Men sal tot Algiers, noch in het Koninghrijck staende onder haer gebiedt, de Nederlandtsche Negotianten door molestatie niet doen aennemen sulcke Effecten als men wil (hun opdringen) maer sy sullen sulcke Effecten mogen inslaen, als sy na haer welgevallen sullen willen.

Item, men sal oock in de Havenen van Algiers niet mogen met geweldt ende molestatie sulcke Effecten als men wil in Nederlandtsche Schepen inladen.

Item, men sal haer oock niet mogen afsenden op eene reyse tegen hun welgevallen.

Item, indien yemandt van de Nederlandtsche Onderdanen in schulden vervallen was, ende de selve niet konde betalen, soo sal men van wegens de voornoemde schulden den Nederlandtschen Consul, noch yemandt anders van de sijne, niet mogen arresteren, noch de selve doen betalen, het en ware dan dat yemandt uyt eygen welbehagen voor den Schuldenaer borge geworden ware.

XV. Indien yemandt van de Nederlandtsche Onderdanen geschil kryght met een Mahometaen, ofte wel met yemandt staende onder de heerschappye van Algiers, soo sal gemelde geschil voor den Doorluchtigen (Day,) ende het eerwaerdige Hof uytgewesen worden, ende niet door yemandt anders. Doch indien (Nederlanders) onder malkanderen geschil krygen, dan sal by de geene, die Consul is, het geschil uytgewesen worden.

XVI. Indien het moght gebeuren, dat yemandt van de Nederlandtsche Natie in gekyf raeckte met een Mahometaen, ende de een den anderen quam te quetsen, of oock te dooden, dan sal in conformiteyt van de wet des Koninghrijcks gevonnist zynde, gelijck aen andere voldoeninge gegeven worden. Maer indien een Nederlander moght komen te dooden een Mahometaen, ende na begane manslagh gevloden ende ontkomen was, soo en sal aen den Consul tot Algiers (residerende,) noch aen yemandt anders van de sijne geene straffe aengedaen, noch sy gemolesteert mogen worden.

XVII. De geene die nu Nederlandtsche Consul is, of die sulcks in den toekomenden tydt soude mogen zyn, sal sonder vreese zyn, ende vrymoedighlijck wandelen, ende niemandt sal hem, noch sijne Effecten aenrakende, mogen overlast bedryven.

Item, hy sal eenen sulcken, als hy sal willen, tot Tolck mogen aenstellen, insgelijcks oock tot Makelaer maken.

Item, t'aller tydt als hy sal willen aen boordt gaen, of naer buyten in het veldt hem begeven, om in rust te zyn, sal niemandt hem mogen hinderlijck zyn: Oock sal men hem, om volgens sijnen Godtsdienst (sijn) gebedt te doen, eene plaetse aenwijsen.

XVIII. Op dat onse Vreede ende vriendtschap vast moge zijn, soo sal, indien in het toekomende eene saeck moght voorvallen, strijdigh tegen onse Vreede ende vriendtschap, ende die aen weerkanten ootsaeck van rupture soude konnen wesen, (dan sal) hy, die Nederlandtsche Consul is, ende behalven hem de Nederlandtsche Onderdaen, tot Algiers ofte elders onder haer gebiedt sich bevindende, het zy staende de Vreede, of het zy in (geval van rupture) door niemandt mogen gemolesteert worden. Ter tydt als sy sullen willen vertrecken, sal niemandt hun hinderlijck zynde, mogen ophouden

Item,

que le defunt a établi comme Executeur par sa derniere ANNO 1712. *volonté, se chargera comme Curateur des Biens & Effets du defunt, & nul autre n'en revendiquera la moindre chose: Cela arrivant donc ainsi, alors le Curateur, ou Executeur établi, ayant fait un Inventaire de l'Argent & Effets du defunt, s'en chargera, & lors qu'il sera necessaire les fera parvenir a celui qui en sera l'Heritier, sans que qui que ce soit y metto aucun empêchement.*

Item, si quelqu'un des Sujets Hollandois venoit à mourir subitement, & qu'il n'eût établi personne avant sa mort, & que l'Heritier ne fût pas à portée, alors le Consul Hollandois, après avoir fait un Inventaire des Biens & Effets dudit defunt, s'en chargera & les gardera entre ses mains, jusqu'à ce qu'il sera venu ordre du Pays du defunt.

XIV. A Alger, ni dans le Royaume de sa domination, on ne forcera pas les Negocians Hollandois d'accepter tels Effets qu'on voudroit leur faire recevoir, mais ils pourront se pourvoir de tels Effets qu'ils voudront selon leur bon plaisir.

Item, on n'obligera pas par force ni vexation les Vaisseaux Hollandois de charger dans les Ports d'Alger tels Effets qu'on veut.

Item, on ne les envoyera point aussi à aucun voyage malgré eux.

Item, si quelqu'un des Sujets Hollandois avoit fait des dettes, & qu'il ne les put pas payer, on n'arrêtera pour lesdites dettes le Consul Hollandois ni aucun des siens, pour les faire payer, sinon que quelqu'un voulût de son bon gré être caution pour le debiteur.

XV. Si quelqu'un des Sujets Hollandois a quelque different avec un Mahometan, ou autre qui sont sous la domination d'Algee, ledit different se jugera par devant l'Illustre Dey & la venerable Cour, & non par aucun autre: Mais si des Hollandois ont quelque different ensemble, alors ce different sera jugé par celui qui est Consul.

XVI. S'il arrivoit que quelqu'un de la Nation Hollandoise eût querelle avec un Mahometan, & que l'un vint à blesser l'autre, ou à le tuer, alors en conformité de la Loi du Royaume sera donnée Sentence de la même maniere qu'on donne satisfaction aux autres: Mais si un Hollandois venoit à tuer un Mahometan, & qu'après l'homicide il se fut enfui & évadé, alors on n'infligera aucune peine au Consul resident à Alger ni à aucun des siens, ni on ne les molestera.

XVII. Celui qui est maintenant Consul Hollandois, ou qui le sera dans la suite, ne sera aucunement inquieté, il ira & viendra librement, & nul ne le molestera en sa Personne ni en ses Effets.

Item, il choisira pour interprête, de même que pour Courtier tel qu'il jugera à propos.

Item, en tout tems qu'il voudra aller à bord, ou se retirer à la campagne pour y être tranquille, personne ne l'en empêchera: Aussi on lui marquera un lieu pour y faire sa Priere selon sa Religion.

XVIII. Afin que notre Paix & Amitié soit solide; s'il survenoit dans la suite quelque affaire qui fût contraire à notre Paix & Amitié & qui pourroit fournir de part & d'autre occasion de rupture, alors celui qui est Consul Hollandois, & outre lui les Sujets Hollandois, se trouvant à Alger ou ailleurs de cette domination, ne pourront être molestez par qui que ce soit, tant la Paix subsistant qu'en cas de rupture. Et lors qu'ils voudront se retirer, personne ne les en empêchera, ni ne les arrêtera

Item,

ANNO 1712.

Item, met welcke Natie sy sullen willen vertrecken, niemandt sal mogen oorsaeck geven, om haer, noch hare Effecten ende Goederen, noch hare Dienstboden eenighsints op te houden.

XIX. Indien yemandt van de Nederlandtsche Onderdanen na een (ander) Koninghrijck was vertreckende, of wel (van daer) komende, van welcke Natie het soude mogen wesen, soo en sullen de Algiersche Schepen, groote noch kleyne, ter plaetse daer sy hem ontmoeten, geensints hebben te molesteren, noch hem, noch sijne Effecten, noch sijne Bagage, noch sijne Dienstboden.

Ende insgelijcks, wanneer een Algierin by yemandt gevonden wordt, die met de Nederlanders Vyandt is, ofte in der selver Schepen, sal niemandt sijne Persoon, noch Goederen, Effecten, Penningen noch Dienstboden eenighsints mogen molesteren, noch aen de gemelde dingen sijne handt uytstrecken.

XX. Telkens 'als een Nederlandtsch Capiteyn tegen over Algiers sal komen, wanneer hy nu sal gesien zyn, dan sal hy die Nederlandtsche Consul is, na het Schip hem vervoegen, ende tydinge brengen, ende na dat gemelde Capiteyn het Ancker sal hebben laten vallen, sal de Landtvooght van Algiers, om beleefstheyt te bewijsen, van dese Batteryen een en twintigh kanonschooten bevelen te lossen. Daer na sal de Nederlandtsche Capiteyn, volgens het getal van gemelde kanonschooten beantwoordinge doende, even soo veel kanonschooten lossen.

XXI. Na dat dit Tractaet met toestemminge van sijne Excellentie den doorluchtigen Ali Pascha gezegelt en voltrocken is, soo is het, dat het geene geschiedt is, dat is geschiedt, het geene gepasseert is, dat is gepasseert; niets sal voortaen in vyandtschap meer gementioneert mogen worden, al het geene gepasseert is sal moeten vergeten worden, ende dese vreede, liefde ende vriendtschap sal duursaem, seker ende vast zyn.

Item, soo dickwils als voor ontfangene tydinge van dese gemaeckte vreede aen weerkanten des eenen Goedt en Effecten door den anderen moghten genomen zyn, sal hy sulcks hebben wederom te geven, of andersints sal de waerdye van dien moeten betaelt worden. Doch indien van de gereedt zynde Effecten yets moght aghterblyven, soo sal dat selve, als het gevonden wordt, gerestitueert ende overgelevert moeten worden.

XXII. Indien van nu af in het toekomende yets, dat strydigh was tegen dese onse Vreede moght gebeuren, van welcke kant sulcks geschieden moght, soo doch, dat aen onse Vreede geen geweldt en was geschiedt, soo sal de selve Vreede staende blyven, gelijck sy was, ende die dingen en sullen geen vyandtschap verweecken, ende de Beleedighde sal van vriendtschap tot vyandtschap niet mogen overgaen, maer sijn recht mogen eysschen, ende die geene, die van de Onderdanen sulcks begaen sullen hebben, sullen als Vreedebrekers gestraft worden: Ende van nu af aen is onse trouwe onse trouwe, ende ons woordt is ons woordt.

Aldus is door de hulpe van de Majesteyt des hooghgeloofden Godts onse goede Vreede ende ons Verbondt ende Tractaet vernieuwt ende gezegelt in het jaer duysent seven hondert en twaelf volgens de tydtrekeninge van Jesus, ende in het jaer duysent een hondert en vier en twintigh na de tydtrekeninge van de Hegira van den Propheet. Gedaen in het midde deel van de maendt Gemadi de eerste elf hondert vier en twintigh, den aghtienden dagh van Junius.

Geteekent,

ALI DAY VAN ALGIERS.
(L. S.)

N. N.
ZOON VAN MUSTAFA.
(L. S.)

Item, avec quelle Nation qu'ils veuillent partir, personne ne donnera occasion d'arrêter en aucune maniere ni eux, ni leurs Effets, ni leurs Biens, ni leurs Domestiques.

XIX. Si quelqu'un des Sujets Hollandois partant pour un autre Royaume de quelque Nation que ce soit, ou en venant, alors les Vaisseaux Algeriens, grands ou petits, ne pourront inquieter en aucune maniere à l'endroit où ils le pourront rencontrer, ni lui, ni ses Effets, ni son Bagage, ni ses Domestiques.

Et de même, lorsqu'un Algerien sera trouvé parmi quelqu'un qui est Ennemi des Hollandois, ou dans leurs Vaisseaux, personne ne molestera en aucune maniere sa Personne, ni ses Biens, Effets, Argent ni Domestiques, ni ne mettra la main sur lesdites choses.

XX. Aussi souvent qu'un Capitaine Hollandois viendra à la vuë d'Alger, dès qu'il sera vû, le Consul Hollandois se rendra au Vaisseau & portera nouvelle, & lorsque ledit Capitaine aura jetté l'ancre, le Regent d'Alger, pour lui faire honneur, donnera ordre de tirer des Batteries vingt-un coups de canon; & là-dessus le Capitaine Hollandois y répondant selon le nombre des coups de canon, en déchargera un pareil nombre.

XXI. Après que ce Traité aura été scellé & conclu avec le consentement de son Excellence l'Illustre Ali Bascha, à ces causes, ce qui est arrivé, est arrivé; ce qui s'est passé, est passé, rien ne sera à l'avenir mentionné en inimitié, tout ce qui s'est passé devra être oublié, & cette Paix, Union & Amitié sera durable, sure & solide.

Item au cas qu'avant la reception de la nouvelle de la conclusion de cette Paix l'on ait pris de part ou d'autre les Biens & Effets les uns des autres, on aura à les rendre, ou autrement on devra en payer la valeur: Mais s'il venoit à manquer quelques Effets existans, lorsqu'ils seront trouvez, ils devront être restituez & livrez.

XXII. Si dès maintenant à l'avenir il arrivoit quelque chose qui fut contraire à cette nôtre Paix, de quelque part que cela vint, mais que par là aucune infraction n'eut été faite à nôtre Paix, cette même Paix subsistera telle qu'elle étoit, & ces choses ne causeront aucune inimitié, & l'Offensé ne passera pas de l'Amitié à l'Inimitié, mais pourra demander son droit; & les Sujets qui auront commis telle chose seront punis comme Infracteurs de la Paix: Et dès maintenant notre foi est notre foi, & notre parole est notre parole

De cette maniere sous l'assistence de la très-benite Majesté de Dieu a été renouvellée & scellée notre bonne Paix, Alliance & Traité en l'année mille sept cens douze selon l'Ere de Jesus, & en l'année mille cent vingt-quatre selon l'Hegire du Prophete. Fait au milieu du Mois Gemadi le premier mille cent vingt-quatre, le dix-huitieme jour de Juin.

Signé,

ALI DEY D'ALGER
(L. S.)

N. N.
FILS DE MUSTAFA
(L. S.)

CXXVIII.

ANNO 1712. [illegible] Avril.

CXXVIII.

(1) *Traité de Paix & d'Amitié entre la* PORTE OTTOMANNE *& Sa Majesté Czarienne. Conclu le* [illegible] *Avril par la Mediation des Ambassadeurs de la* GRANDE-BRETAGNE *& des Etats Generaux des* PROVINCES UNIES *des Païs-Bas auprès du Grand Seigneur.*

Au nom de la sainte Trinité

D'AUTANT qu'après le Traité d'une Paix perpetuelle conclue près de la Riviere du Prut en Moldavie, entre Sa Majesté le Czar de la Grande Russie d'une part, & le Grand Seigneur d'autre part, il est survenu quelques disputes & differens, on est convenu de part & d'autre de requerir & prier les Nobles Seigneurs Monf. Robert Sutton Chevalier, & Monf. Jacob Colyer, Comte de l'Empire Romain, Ambassadeurs en Hongrie de la part de Sa Majesté la Reine de la Grande Bretagne & de Leurs Hautes Puissances les Etats Generaux des Provinces Unies & Residens à la Porte Ottomanne, d'employer leur Mediation, au nom de leurs Hauts Souverains, pour terminer & ajuster les dits differens, Leurs Excellences y ayant consenti, le susdit Traité a été confirmé, aprouvé & expliqué sous leur Mediation dans plusieurs Conferences tenues à cet effet entre Nous Ministres & Plenipotentiaires de Sa Maj. Czar. Pierre Schaffirof Vice-Chancellier d'Etat, Conseiller privé, & Chevalier de l'Ordre de l'Aigle Blanche, & de la Generosité, & le Comte Michel Czeremetof General Major d'une part, & Son Excellence Jusuf Bacha Grand Vizir de Sa Hautesse d'autre part, & pour la perfection necessaire des Articles dudit Traité, a été conclu & arrêté ce qui suit.

ARTICLE I.

QUE trente jours après la Signature des Presentes, Sa Maj. Czar retirera toutes ses Troupes qu'Elle a dans la Pologne de ce côté-ci; Mais comme il faut des ordres exprés de Sa Maj. Czar. pour celles qui sont à l'autre extremité dudit Royaume on accordera pour celles-là le terme de trois Mois, pendant lesquels elles devront se retirer, après lequel temps aucunes Troupes Moscovites ne pourront rester dans ledit Royaume, sous quelque pretexte que ce soit & Sa Maj. Czar. ne se pourra mêler en aucune maniere du Gouvernement de la Nation Polonoise, encore moins y faire rentrer ses Troupes à l'avenir; Mais si le Roi de Suede ou ses Troupes venoient à troubler ce Royaume dans la veüe de porter en même tems la Guerre dans les Etats de Sa Maj. Czar., de sorte que ses desseins ennemis soient publics & notoires, alors il sera permis aux Armées Moscovites de les attaquer sans que la Haute Porte le prenne pour une rupture de la Paix; Bien entendu, que si le Roi de Suede ou ses Troupes se retiroient aprés quelque Bataille, entre les Armées Suedoises & Moscovites, Sa Majesté Czar. sera obligée de retirer aussi ses Troupes dudit Royaume, & de n'y laisser aucune Milice Moscovite.

II. Que lorsque la Haute Porte jugera à propos que le Roi de Suede retourne dans ses Etats, cela se fera par tel chemin, que le Grand Seigneur trouvera bon, sans stipuler pour cela ni tems ni route. Et en cas, que la Haute Porte prenne la resolution de faire passer Sa Majesté Sued. avec ses Troupes & celles de la Porte, par la Moscovie, jusques dans ses Etats, il ne sera fait aucun tort, ni publiquement, ni secretement, aux Sujets ni aux Provinces Moscovites, ce qui sera aussi observé par Sa Maj. Czar. & par ses Sujets à l'egard du Roi de Suede, de ses Troupes & de celles, que la Haute Porte lui donnera, pour l'escorter, jusqu'à ce que Sa Maj. Sued. soit arrivée saine & sauve dans ses Etats d'ou les Troupes Ottomannes revenant, elles ne pourront être aucunement inquietées ou molestées par les Sujets de Sa Maj. Czar. qui les laisseront retourner paisiblement.

III. Vu que Sa Majesté Czarienne est en possession de la Ville de Kiow, & de ses dependances, Territoire, & Forts en deça du Boristhene, comme aussi du Païs des Cosaques nommé l'Ukraine située au dela du même Fleuve avec ses anciennes limites, ces Païs resteront en la Possession de Sa Maj. Czar. Mais d'un autre côté sadite Majesté Czarienne se retirera de tous les Châteaux, Forts, & Terres apartenantes aux Cosaques hors du Territoire de Kiow en deça du Boristhene & de la même maniere qu'ils les possedent avec leurs anciennes limites: Comme aussi de l'Isle de Saccia, à ce côté-ci dudit Fleuve, de sorte qu'à l'avenir Sa Maj. Czar. n'inquiete & ne moleste lesdits Cosaques ni secretement ni publiquement, encore moins les Habitans de Crimée & autres Sujets de la Haute Porte. Et en cas que contre la Teneur du Traité de Paix & d'Amitié il leur soit fait quelque tort Sa Maj. Czar. en punira rigoureusement les Agresseurs, & mettra bon ordre, pour que cela n'arrive plus. La Haute Porte promet de son côté, que, ni les Tartares, ni les Cosaques, qui sont sous sa Dependance n'entreprendront rien contre cette Paix, au prejudice des Moscovites, ou des Cosaques dependans de Sa Maj. Czar & que faisant le contraire, ils seront punis par la Haute Porte.

IV. Comme la Ville d'Asoph est située à l'extremité de l'Empire Ottoman & que la Forteresse de Circaski est sur les Confins de la Moscovie comme Place frontiere, de sorte que si l'on bâtissoit quelques nouveaux Forts entre les deux, cela ne manqueroit pas de causer quelque mécontentement & quelque jalousie, on est convenu, pour l'éviter, qu'il ne sera point bati de nouveaux Forts entre ces Places frontieres ni d'une part, ni de l'autre. En outre cela que dans l'espace de quatre Mois, à compter du jour de la signature de la presente Convention, tout Fort ou quelque Place que ce soit, ayant l'air de Forteresse, située entre les deux susdites Places frontieres sur le Territoire de la derniere pour la conservation du Magazin de Tagharrok, sera detruite jusqu'aux Fondemens; Mais le Grand Seigneur pourra, s'il le juge à propos, faire rebâtir la Forteresse, qui est au delà du Tanais vis à vis d'Asoph, bâtie par Sa Maj. Czar. pendant qu'Elle étoit Maîtresse d'Asoph & demolie environ le tems de la restitution de cette Place à l'Empire Ottoman; On pourra aussi retablir la communication avec ladite Ville d'Asoph.

V. Comme par les Articles de la Paix conclue, en Moldavie, on est convenu, que la Ville d'Asoph seroit rendüe dans le même état où elle etoit lors qu'elle fut prise sur l'Empire Ottoman par Sa Maj. Czar. & que lorsque sa dite Maj. Czar. s'en empara, il y avoit 60. Pieces de Canon de Bronze, qui ne s'y sont pas trouvées, après la Restitution, d'autant qu'on n'a laissé en leur place que des Pieces de Fer, Sa Maj. Czar. sera obligée de faire reparoitre les susdites Pieces de Bronze par une exacte recherche, & étant retrouvées les restituer. Et s'il y en manquoit quelques unes, d'en payer l'equivalent à la Haute Porte, ce qui étant executé, on rendra à Sa Majesté Czar. les Pieces de Fer qui ont été laissées à la place de celle de Bronze.

VI. D'autant qu'en consequence du Traité de Paix conclu sur les Frontieres de Moldavie, la Forteresse de Kamenon, & le Château nouvellement bâti à l'Embouchure de la Samar ont été demolis, sous condition que de part ou d'autre il ne sera bâti dans ces mêmes endroits aucun autre Fort, ledit Article subsistera dans son entier & sera observé, & il ne sera rebâti aucun Fort ni d'une part, ni de l'autre dans les deux endroits susdits.

VII. En conformité de cet Instrument de Paix on est convenu & a été accordé que cette Paix continuera pendant 25. Ans de suite à compter du jour de la Signature des Presentes, de sorte qu'elle sera observée de part & d'autre avec toute sorte de zele & de droiture; Et en cas qu'on jugeât à propos de part & d'autre de prolonger ledit terme avant qu'il fut expiré, il sera permis de le faire. Si après la Ratification de cette Paix & la nomination d'un Ambassadeur pour faire l'echange de la Capitulation; on trouve à propos de part & d'autre, de regler quelqu'autre point avantageux pour la conservation d'une bonne amitié, & harmonie entre les deux Etats, ce qui sera resolu, sera joint à la presente Convention & ratifié par la Haute Porte, autrement les sept Articles ci

(1) On a [illegible] entre cette Piece & la suivante pour les placer selon leur D[illegible] [illegible] precedent.

ANNO 1712.

ci dessus seront tenus pour acceptés & approurés par nous Plenipotentiaires de Sa Maj. Czar. en vertu de nos Plein-Pouvoirs & sous la Mediation & en presence des susdits Ambassadeurs Mediateurs. En foi de la verité de ce que dessus nous avons signé de nôtre main, & scellé de nôtre Sceau cet Instrument dressé en Langue Russienne & nous l'avons échangé conjointement avec une Traduction Italienne contre l'Instrument Turc, signé & scellé par le Grand-Vizir Jusuf Bacha à Constantinople le 5. Avril 1712. V. St.

Etoit signé.

(L. S.) PIERRE SCOAPPIROF.

(L. S.) MICHAEL CZEREMETOF.

CXXIX.

30. Avril. **Erläuterungs-Recess zwischen Ihro Königl. Maj. zu Dännemarck-Norwegen Friedrich den IV. und deß Herrn Administratoris Christian Albrechts Hertzogs zu Holstein-Schleßwig Hochfürstl. Durchl. wordurch die über dem Hamburgischen Vergleich de dato den 5. Januarii 1711. entstandene Strittigkeiten in verschiedenen Puncten gehoben werden. Geschehen zu Rendsburg den 30. Aprill 1712.**

C'est-à-dire,

Recès d'Elucidation entre Sa Majesté FRIDERIC IV. *Roi de Dannemarc & de Norwege, & S. A. S.* CHRISTIAN ALBERT, *Duc & Administrateur des Duchez de Schleswig-Holstein, par lequel les Differents sur l'Accord de Hambourg, du 5. Janvier 1711. en divers Points sont accommodés. Fait à Rendsbourg le 30. Avril 1712.*

Zu wissen: Daß/ da bey Execution des zwischen Ihrer Königl. Maj. zu Dännemarck/ Norwegen/ und des Herrn Bischoffen zu Lübeck/ auch Hertzogen und Administratoris zu Schleßwig-Holstein/ Hochfürstl. Durchl. in obhabender Vormundschafft Herrn Hertzog Carl Friedrichs Hochfürstl. Durchl. am 5ten Januarii anni praeteriti zu Hamburg errichteten/ und nachmahls resp. unterm 13. und 16. ejusdem, zu Koppenhagen und Kiel aller-und gnädigst ratificirten Vergleichs/ unter denen beyden resp. Königl. und Fürstl. Regierungs-Cantzleyen zu Glückstadt und Gottorp/ sich einige Dubia hervor thun wollen/ welche doch sonsten in dem angeregten Vergleich ihr fundamentum decisionis schon würcklich haben/ indessen aber gleichwohl Ihr Königl. Maj. und Ihrer Hochfürstl. Durchl beständiger aller-und gnädigster Wille ist/ daß solches alles nach dem wahren Verstand des berührten Hamburgischen Vergleichs explicirt und entschieden werde; Diesemnach Dero Königliche und Fürstl. zu gegenwärtiger Landtags-Versammlung bevollmächtigte Räthe/ ihren erhaltenen Ordren zu aller-und unterthänigsten Folge/ sich auch solcherwegen zusammen gethan/ und auf Königl. und Fürstl. aller-und gnädigste Ratification mit einander darüber/ und was annoch in einem und andern bey der Landtags-Commission weiter vorgekommen/ vereinbaret haben/ wie folget:

I. Bleibet es allerdings/ wegen derer unter gemeinschafftl. Königl. und Fürstl. Jurisdiction hinführo stehender Kirchen/ bey dem/ was desfalls im Art. VII. mehr berühreten Hamburgischen Vergleichs schon vorhin verabredet ist/ und da das hierbey angeführte Fundamentum, gleich als man bey diesem allen nur lediglich dahin zu sehen hätte/ wem der Grund und Boden zugehöre/ worauf die Kirche stehet/ beyderseits agnosciret/ so soll bey diesem Fundamenten es auch ein vor allemahl bleiben/ wann gleich sonsten bey dieser oder jenen Kirchen Ihr. Königl. Maj. und Ihro Hochfürstl. Durchl. nicht nur etwa Com-Patroni, sondern auch so gar Patroni wären; Folglichen lassen Ihro Hochfürstl. Durchl. auch zwar die gemeinschafftl. Jurisdiction über die Kirchen zu Seester/ Uetersen/ Münsterdorff/ dergleichen zu Itzeho so lang fahren/ bis ihrer Seits näher beygebracht/ daß solche Kirchen/ wie Königlicher Seits das contrarium davon asseriret/ und mit gewissen Documenten zum Theil bescheinigt worden/ nicht auf Königl. privativen/ sondern auf gemeinschafftlichen Grund stehen; Ihro Königl. Maj. aber agnosciren dahingegen wiederum auch die gemeinschafftl. Jurisdiction über die sonst bis dato einiger massen streitig gemachte Kirchen zu Asspe/ Breitenberg/ Collmer/ Grossen-Brode/ Haselau/ Haseldorp/ Heiligenstetten/ Crummendieck/ Kipless/ Neukirchen/ Niendorp/ Nübel/ Pronstorp/ Quars/ Wandsbeck/ Warder/ rc. rc. Wie dann auch Ihr. Hochfürstl. Durchl. nach obigen Fundament der gemeinschafftl. Jurisdiction übergeben die Closter-Kirche zu Schleßwig/ die Kirche zu Kuleby/ die Kirche zu Satrup/ wie ingl. die zum Guth Aelewatt gehörige Kirche zu Alterup rc. rc. und welche sich sonsten etwa über kurtz oder lang auf einer oder der andern Seite mehr finden mögten/ die auf gemeinschafftl. Grund und Boden liegen/ ob sie schon hieselbst nicht exprimiret sind/ und wollen sowohl Ihro Hochfürstl. Durchl. sofort an Dero General-Superintendenten und Pröbste die nachdrückliche Befehle ergehen lassen/ sich hiernach in allen zu richten/ und darinnen keine Hinderung weiter zu machen.

II. Hat zwar ebenfalls in dem obangeregten Art. VII. bereits seine Decision, daß die Examinationes und Ordinationes der Prediger/ samt andern Actibus Juris Episcopalis, einem jeden Herrn in seinem Regierungs-Jahr durch seine General-Superintend. die Examinatio, Ordinatio und Introductio zukomme. Wann dieser Actus allererst vorgenommen worden/ da bereits vorhin unter des andern Herrn seinem Turno die Electio oder Vocatio geschehen; so ist beliebet/ daß demjenigen General-Superintendenten oder Probst solches zukommen solle/ dessen Herr zu der Zeit/ da ein jeder Actus geschiehet/ die Regierung hat.

III. Als auch wegen der durch oder neben eines andern Herrn Stadt und Land fahrender und reitender Posten/ zwischen dem Hochfürstl. Post-Directore, Johann Christoph Wolff/ und denen Itzehoischen Roll-Fuhrleuten Streittigkeiten entstanden/ so haben die Königl. und Fürstl. Commissarii sich zwar bemühet/ bey diesem Vergleich auch solche Irrungen aus dem Wege zu räumen/ und deßfalls zwischen ermeldtem Post-Directore und besagten Fuhrleuthen einen Contract zu errichten; Nachdem aber diese die deßfalls proponirte Conditiones und geschehene Offerten zu acceptiren sich geweigert/ so hat man nicht weiter in der Sache gehen können/ sondern solche an die aller-und gnädigste Herrschafften remittiren müssen. Indessen hat es/ bis zu näherer Vereinbarung über diesen Punct bey dem XIV. Art. des Hamburgl. Vergleichs sein beständiges Verbleiben/ und wollen Ihro Königl. Maj. die ernstliche Verfügung an Dero Glückstädtische Regierung so wohl/ als an dem Magistrat zu Itzehoe ergehen lassen/ daß der Fürstl. Post-Director nach Belieben/ beregten Hamburgl. Vergleich gemäß/ die Friedrichstädter Post mit seinen eigenen Pferden/

ANNO 1712.

den/ es seyn nun derselben viel oder wenig/ durch oder neben Itzehoe/ nebst allen darauf seyenden Personen und Packen/ ungehindert gehen und fahren lassen könne.

IV. Vermeynen zwar Ihr Hoch Fürstl. Durchl. die gemeinschafftliche Jurisdiction über Horst behaupten zu können; Es ist jedoch beliebet/ daß vor auf Hochfürstl. Seite gemachte und hierdurch loßgeschlagene prætensiones, Ihro Königl. Maj. auch alle Ihre auf Walleberg bis daher gemachte prætensiones, mit denen dazu von dem Guth Kroppe erkaufften drey und ein halben Pflugen/ gleichfalls so wohl en Jurisdiction als Collectis solcher gestalten fahren zu lassen/ daß ratione der bey Horst sodann etwa noch überschiessenden Pflüge Ihrer Hochfürstl. Durchl. bey der künfftig vorzunehmenden Liquidation in denen besitzenden Adelichen Güthern ohne dem auch annoch Erstattung geschehe.

V. Soll die bey vorgewesenen Schleßwigischen Land-Gerichte angesetzte und von dem Herrn Grafen Carl von Ahlefeld/ wie auch die Herren Grafen von Nassau Saarbrück/ concernirende/ in puncto testamenti versirende Sache/ bey dem erst wieder kommenden Schleßwigischen Land-Gericht fürgenommen/ und wann in honorem judicii, exceptio fori non competentis opponiret wird/ gebührende reflexion darauf genommen werden.

VI. Nachdem auch von der Königl. Glückstädtl. Regierung einige dem Herrn Grafen Ranzau zugehörige Güter in sequestrum gezogen worden; So lassen Ihr. Hochfürstl. Durchl. es dabey bewenden/ zumahlen Ihr. Königl. Majest hinwiederum versprechen/ daß so bald nur wegen ein- oder anderer Stück/ so etwa nur sequestriret seyn mögten/ die Gemeinschafftl. Jurisdiction gezeiget werden wird/ eo ipso darauf das einseitig erkannte sequestrum cessiren solle.

VII. Wann ferner in dem Traventhal. Tractat zwischen Ihr. Königl. Majest. und Ihro Hochfürstl. Durchl. schon beständig verabredet worden/ daß einem jeden Herrn in denen ihm zugetheilten Aemtern und Stätten/ ohne einzige Exception oder Exemtion die privative jurisdiction competiren solle; Nichts destoweniger aber sich hinc inde in denen Städten einige Häuser finden/ welche unter Gemeinschafftl. Jurisdiction zu stehen prætendiren; So ist beliebet/ daß nach Innhalt besagten Traventhalischen Tractats hierinnen schlechter Dinge verfahren/ und über keinem Hauß in einer Stadt in beyden Fürstenthümern fernerhin einige Gemeinschafftl. Jurisdiction zugestanden/ oder auch einiges Privilegium dagegen attendiret/ noch weniger von einem Herrn dem andern hierinnen Hinderung geschehen soll/ sondern alle solche Häuser dem Stadt Magistrat, oder auch privativen Herrschafftlichen Immediat-Jurisdiction eines jeden Ortes unterworffen seyn sollen.

VIII. Desgleichen nachdem in den denen Marschländern sich befindenden Kögen/ und zwar in specie in dem so genannten im Flensburg-Bredstedtischen und Tunderischen belegenen Stordewercks/ und jedem Herrn zur Helffte zugetheilten Koog/ unterschiedene von Adel entweder gleich von Anfang schon interessiret/ oder auch nachmahls sich darinnen eingekaufft/ und nunmehro ratione solcher Ländereyen ebenfalls sub communi regimine zustehen prætendiren; Indessen aber auch dieses wieder bemeldten Traventhalischen Tractat dahero läufft/ dieweilen keine Exceptio und Exemtio darwieder attendiret werden soll; So verbleibet es nochmahlen dabey/ daß die denen Adelichen sowohl als andern Personen/ in denen Kögen zuständige/ von ihren in der Landes-Matricul begriffenen Gütern separate Marsch-Ländereyen desjenigen Herrn Jurisdiction unterworffen seyn sollen/ in dessen Amt und Territorio sie liegen. Doch bleibet denen Possessoribus solcher Güter frey/ rechtlicher Art nach zu erweisen/ daß solche Marsch-Ländereyen schon vorhin unter derjenigen Pflug-Zahl begriffen/ welche in der Landes-Matricul ihren Gütern beygeleget ist.

IX. Daß sonsten Ihr. Königl. Majest. den Diaconat-Dienst zu Nordhaustädt in Süder-Dithmarsen/ aus Mangel der Subsistence, eingezogen und die Revenuen dem Pastorat-Dienst beygeleget/ dabey lassen Ihr. Hochfürstl. Durchl. wegen daselbst eingepfarreten Unterthanen/ nach geschehener Remonstration, es nicht nur bewenden/ sondern wollen auch die Verfügung machen/ daß von denen in Norder-Dithmarsen etwa aussenstehenden/ und der Nordhaustädter Kirchen zugehörigen Capitalien seit einigen Jahren restirende Zinsen/ ohne weitern Anstand/ von denjenigen/ so sie zu stehen/ ausgezahlet/ und die dem p. t. Pastori als zugleich Diacono loci, dem Herkommen nach bekommende gebührliche Accidentien gegönnet/ und nicht weiter entzogen werden sollen; wohingegen aber jedoch Ihr. Königl. Maj. versichern/ daß wann gleichfalls in dem Fürstl. Territorio aus zweyen Geistlichen Diensten/ ex eadem causa, einer gemacht werden solte/ Sie sodann ungeachtet dero Königl. Unterthanen mit eingepfarret/ sich einem solchem nicht opponiren/ auch denen Ihrigen verstatten wollen/ darinnen eine Hinderung zu machen.

X. Ebenmäßig wollen Ihr. Hochfürstl. Durchl. Ihre sechs Hufen von grossen Schierensee dahin weisen/ daß sie wiederum zu der Westenseer Kirchen sich halten/ und was sie nach Anleitung des Hamburgl. Vergleichs zu præstiren schuldig/ und etwa daran noch restiren mögten/ denen Eingepfarrten gleich/ leisten und nachlegen müssen/ doch mit dem ausdrücklichen Beding/ daß hinführo/ wann zu Westensee sich wiederum eine Priester-Vacance ereignen solte/ die Possessores von solchen sechs Hufen auch mit zur Wahl gezogen werden.

XI. Da auch verschiedene Irrungen zwischen beyderseits Cantzleyen daraus entstanden/ daß keine beständige Abrede genommen/ was eine jede Cantzley in turno Regiminis absque communicatione, oder Beysitzung des Land-Gerichts zu decretiren berechtiget sey/ oder worüber nothwendig vorhero mit des andern Herrn Cantzley gepflogen werden müsse? So ist als eine beständige norma beliebet/ daß hinfuhro von derjenigen Cantzley/ wo der turnus zu der Zeit ist/ ohne Communication mit des andern Cantzley erkannt werden können: Citationes & Mandata, so jura partium concerniren/ Communicatoria, vel Mandata cum Clausula; Remissiones ad judicium provinciale, Tutoria, Curatoria, Proclamata ad Preces Domini seu proprietarii, dispensationes in tertio gradu lineæ inæqualis. Im übrigen aber soll Communication geschehen/ wann etwas abgegeben wird/ welches vim Decreti inferiret/ wo Citationes oder Mandata zu cassiren/ wo die Execution oder würckliche Immission, oder auch Compossessio zu erkennen und zu verhängen; wo ein Commissorium, es sey nun ad preces partium oder ex officio, auf eines oder des andern Herren Räthe oder Mandatum ex officio, es seye ad inquirendum, oder sonsten/ zu ertheilen; wann in denjenigen/ was schon an das Land-Gericht verwiesen/ oder daselbst bereits

ANNO 1712.

anhängig ist/ eine Aenderung zu machen; wo venia ætatis, facultas testandi & alienandi, vel dispensatio in secundo gradu lineæ æqualis gesuchet wird; Mandata sine clausula, Proclamata ad preces Creditorum, confirmationes Transactionum, Contractuum vel Testamentorum, und hauptsächlich in allem demjenigen ohne Unterschied / worunter des Condomini jura nur einiger massen versiren; dergestalten / daß wann dannoch in denen vor-specificirten Passibus etwas ohne Communication einseitig verfüget werden mögte / ein solches an sich null und nichtig seyn solle.

XII. Nachdem auch von denen Hochf. Ministris angebracht / wie daß durch geschehene Abwerfung der über die Ober-Eyder vormahlen gewesenen Brücke anjetzo Ihr. Hochfürstl. Durchl sehr litten/ indem sie so wohl vor Ihre selbst eigene Person genöthiget worden/ bey etwa nach Hamburg und der Orten vorfallenden Reisen / nebst bey sich habender Suite, einen Umweg auf zwey Meile über Keel zu nehmen/ als auch sonsten die Fürstl. Ministri und mit Briefen etwa abgehende Expressen, wegen der bey Nächtlicher Weile / durch Rendsburg nicht practicablen Passage, ebenfalls solchen Weg nehmen müssen; Indessen aber zugleich hiebey angezeiget worden / wie daß zwar zu Osterrade noch eine Brücke über die Ober-Eyder befindlich / von dem Possessore des Guts hingegen die Farth darüber derentwegen nicht verstattet werden wolte / dieweilen er befürchten müsse / daß ein solches von Ihr Könial. Majest. etwa ungnädig aufgenommen werden möge; So ist gleichfalls beliebet / und lassen Ihr. Kön. Majest. gern geschehen / daß so wohl Ihr. Hochfürstl. Durchl. nebst deren Hoffstaat / als auch die Fürstl. Ministri, wann sie nach Hamburg reisen / wie nicht weniger die der Orten hingehende Staffetten / ihren Weg über die Brücke zu Osterrade ungehindert nehmen mögen / nur daß gleichwohl unter diesem Prætext auch keine andere reisende Personen sich solcher Farth bedienen / noch weniger Kauffmanns-Waaren und dergl. Sachen übergebracht werden / wovon der Zoll entrichtet werden muß. Dessen zu mehrer Urkund sind zwey gleichlautende Exemplaria hierüber verfertiget / und bis auf Ihr. Königl. Maj. und Ihr. Hochfürstl. Durchl. aller- und gnädigste Ratification, von beederseits dazu bevollmächtigten Räthen unterschrieben und versiegelt worden. So geschehen zu Rendsburg den 30. April. 1712.

(L. S.) Thomas Balthasar von Jessen.
(L. S.) Johann Neve.
(L. S.) Georg Heinrich von Schlitz / genannt von Göertz.
(L. S.) Christian Albrecht Calissen.
(L. S.) Heinrich Christian Stryke.

Anmerck. Vorstehender Erläuterungs-Recess ist von Ihrer jetzo regierenden Königl. Maj. zu Dännemarck-Norwegen ꝛc. vor Sich und Dero Königl. Erb-Successores an der Regierung / in allen seinen Articuln / Clausuln und Innhaltungen ratificiret / approbiret und bestätiget / auch bey Königl. Worten versprochen / daß Sie denenselben Ihres Orts getreulich nachkommen und nicht gestatten wollen / daß deme zugegen etwas gehandelt oder vorgenommen werden soll. Dat. Coldingen / den 7. Mart. 1712.

Subscript.
(L. S.) FRIEDRICH REX.
C. Schestedt.

ANNO 1712. 21. Jun.

CXXX.

Alliance & Capitulation entre Leurs Hautes Puissances les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES *& le Louable Canton de* BERNE. *L'Alliance fut conclue à la Haye, le 21. de Juin 1712 & la Capitulation le 8. Janvier 1714.*

LES Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, & les Seigneurs l'Advoyer, petit & grand Conseil de la Louable République & Canton de Berne, aiant depuis longtems eu reciproquement les uns pour les autres une véritable & sincere amitié & une entiere confiance, ont jugé qu'il leur seroit utile & convenable de contracter ensemble un Traité de perpetuelle Union deffensive, qui puisse servir à leurs conservations & maintiens reciproques, & à cimenter indissolublement les Sentimens d'amitié & de confiance qu'ils ont eu jusques-ici les uns pour les autres. Pour cet effet, les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, ont autorisé les Sieurs de Broeckhuylen, van Alphen, Heinsius, Coninck, Ploos van Amstel, de Borum, Stœnberg, & Steenhuys, leurs Députez; & la Louable Republique & Canton de Berne, le Sieur Pesme de St. Saphorin, qui, en vertu de leurs autorisations, sont convenus des Articles suivans.

I. Il y aura à perpetuité une étroite Union deffensive entre les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, d'une part, & le Louable Canton de Berne de l'autre; en vertu de laquelle étroite Union, les Parties contractantes s'engagent d'avoir reciproquement un fidelle soin de leurs Intérêts mutuels, & de s'assister par tous les bons offices possibles, de prévenir le mal, dont l'une ou l'autre Partie pourroit être menacée, & de s'entre-secourir réciproquement en cas d'attaque.

II. Ce Traité d'Union s'étend de la part du Louable Canton de Berne, à la deffense du Païs de leurs HH. PP. & à celle de leurs Barrieres, telles qu'elles seront réglées dans le Traité de la Paix; & cela, soit que leursdits Païs ou Barrieres fussent attaquées, soit que L. H. P. fussent obligées d'entrer en Guerre pour la deffense de leurs Païs ou Barrieres. Leurs H. P. de plus seront dans le pouvoir d'emploier les Troupes du Louable Canton qu'elles auront à leur service, pour la deffense de tous les Etats du Roiaume de la Grande-Brétagne, qui sont dans l'Europe.

III. Le Louable Canton de Berne s'engage dans ce Traité de laisser au service de Leurs HH. PP. non seulement les 16. Compagnies de Berne qui avoient déja été avouées par le Louable Canton dans le projet de la Capitulation faite ci-devant, mais encore 8. autres Compagnies, commandées, l'une par un Bourgeois de Berne, & les 7. autres par des Sujets du Canton. Il avouera toutes les 24. Compagnies, & fournira aux Capitaines qui les commandent & qui les commanderont dans la suite, les Recrues nécessaires pour les maintenir, sans que le Louable Canton puisse rappeller en nul tems, lesdites 24. Compagnies que dans les cas marquez dans l'Article sixiéme du présent Traité.

IV. Le Louable Canton de Berne s'engage de plus d'accorder à Leurs HH. PP., en cas qu'elles fussent attaquées, ou en péril inévitable de l'être, une nouvelle Levée de 4000. Hommes, sans que ledit Canton puisse se dispenser d'exécuter cet engagement, à moins que lors qu'on lui demandera la nouvelle Levée il fût lui-même en Guerre, ou dans le péril éminent d'y entrer, & quand les Troupes seront levées, il leur fournira les recrues nécessaires.

V. D'autre part, Leurs HH. PP. s'engagent au Louable Canton de Berne, en vertu du présent Traité, à la défense de la Ville de Berne, & à celle de tous les Etats qui sont sous sa domination, & sur lesquels elle a droit de Souveraineté, de même qu'à la deffense de ses Combourgeois, & à celle de la Ville de Geneve, qui est sa Barriere; ses Combourgeois sont la Comté de Neuf-châtel, Vallangin, Bienne, la neuve & la bonne Ville & le Munstertal.

VI. Si le Louable Canton de Berne étoit attaqué, ou se trouvoit engagé dans une Guerre, soit pour sa défense, soit pour celle de ses Combourgeois, ou ses Sujets, ou de sa Barriere, Leurs HH. PP. lui fourniront pour Subside une somme pareille à ce, à que

ANNO 1712.

quoi monte la paye présente des 24. Compagnies, tant de Berne, que des Sujets du Louable Canton, qui sont présentement à leur Service. Ce Subside sera paié régulierement de mois en mois, pendant tout le tems que la Guerre durera; mais si le Louable Canton de Berne se trouvoit engagé, ou qu'il se vît dans le péril inévitable d'une Guerre si redoutable, qu'il se crût dans la nécessité absolue & indispensable de rappeller ses Troupes qui seront au Service de Leurs HH. PP. Elles seront obligées de les lui renvoïer à sa premiere demande, au choix du Louable Canton, soit une partie, soit toutes les Compagnies qui sont présentement à leur Service, & cela, soit que Leurs HH. PP. soient elles-mêmes en Guerre ou non, mais avec ces restrictions, que si Leurs HH. PP. étoient en Guerre, & que le Louable Canton s'y trouvât de sa part engagé avec d'autres parties du Louable Corps Helvetique, ce dont Dieu veuille les préserver, sans qu'aucune Puissance Etrangere assistât, ni directement ni indirectement, lesdites Parties du Corps Helvetique, avec lesquelles il seroit en Guerre, ledit Louable Canton se devra, en ce cas-là, contenter du Subside sans pouvoir rappeller lesdites 24. Compagnies; de plus, quand même le Louable Canton de Berne seroit en Guerre avec quelque Puissance Etrangere, Leurs HH. PP. ne seroient pas dans l'obligation de lui envoïer, en cas qu'elles fussent elles-mêmes en Guerre, ce qu'elles pourroient avoir alors de Troupes du Canton, de surplus que les 24. Compagnies. Quoi que ledit Louable Canton de Berne s'engage de bonne foi à ne les rappeller, par rapport même à des Guerres Etrangeres, que lors qu'il se trouveroit engagé, ou dans le péril d'une Guerre si redoutable, qu'il ne puisse se dispenser de rappeller ou toutes, ou une partie des 24. Compagnies, il sera toujours à lui à connoître si la nécessité éminente requiert qu'il les rappelle, & lors qu'il les demandera, Leurs HH. PP. les lui renvoïeront incessamment, sans pouvoir apporter aucune difficulté, & en faisant les offices convenables vers les Princes & Etats par où lesdites Troupes devront passer, pour avoir le libre passage & l'assistance nécessaire. Si une partie, ou toutes les 24. Compagnies se trouvoient dans le cas susdit rappellées par le Canton, Leurs Hautes Puissances s'engagent de les païer, & les entretenir pour le service dudit Canton pendant tout le tems qu'il sera en Guerre, & tout ce que leur coûtera ledit entretien sera défalqué sur les Subsides qu'elles s'engagent de lui payer; cette défalcation sera comptée & commencera depuis le jour que les Troupes partiront pour la Suisse, jusques au jour qu'elles partiront pour revenir dans les Etats de Leurs Hautes Puissances, avec cette observation que si Leurs H. P. jugeoient à propos de se prévaloir dans la suite du pouvoir qu'elles ont par l'Article X. du présent Traité, de réduire lesdites 24. Compagnies à 150. Hommes chacune en tems de Paix, elles ne seroient obligées de païer & d'entretenir pour le service du Canton les Compagnies que ledit Canton rappellera, que sur le pied de la réduction [illegible] aura été faite par Leurs HH. PP. avant [illegible] pel, bien entendu qu'elles seront toujours [illegible] complettes sur le pied de ladite réduction [illegible] Etat major, tel qu'il est nécessaire pour le nombre des Compagnies que l'on rapellera, & avec la gratification qui est accordée aux Capitaines pour [illegible] paye, & pour celle des Officiers, mais si le Canton se contente, soit pour une partie, ou pour [illegible] tout, du Subside; alors on le lui païera, ainsi qu'il est dit au commencement de cet Article, sur le pied que les Compagnies le sont présentement.

VII. Ces Troupes resteront toujours au service de L. H. P. [illegible] qu'emploïées pour la défense du Louable Canton & reviendront ensuite dans les Etats de Leurs Hautes Puissances d'abord que le Louable Canton ne sera plus dans la nécessité de [illegible] servir.

VIII. Les 24. Compagnies, qui sont présentement au service de Leurs Hautes Puissances, seront [illegible] dans trois ou dans deux Régimens, au choix de Leurs Hautes Puissances. Si [illegible] dans trois, deux Régimens seront composez chacun de huit Compagnies uniquement commandées par des Bourgeois de Berne, & les Compagnies de l'autre Régiment [illegible] indiféremment commandées par des Bourgeois [illegible] Sujets du Canton de Berne. Si on n'en compose que deux Regimens, chacun de douze Compagnies; Les Capitaines de l'un des deux Régimens devront tous être Bourgeois de Berne, & dans l'autre les quatre Compagnies, qui sont présentement commandées par des Bourgeois de Berne, & qui devront être dans ledit Régiment, resteront à des Bourgeois de Berne, & les autres seront indifféremment données & commandées par des Bourgeois de Berne ou Sujets du Canton.

IX. Leurs Hautes Puissances seront dans l'obligation, qu'après que la Paix sera faite, de mettre les Compagnies du Louable Canton de Berne dans deux ou trois Regimens, mais qu'en attendant que cette séparation se fasse, les Compagnies du Régiment de May, commandées par des Bourgeois de Berne, ne pourront être redonnées qu'à des Bourgeois de Berne, & le Louable Canton aura à présent la nomination des Capitaines du Regiment.

X. Quant aux autres seize Compagnies soit des Bourgeois de Berne, soit des Sujets du Louable Canton qui sont répandues dans divers autres Régimens Suisses au Service de Leurs Hautes Puissances, les huit Compagnies déja avouées par le Canton & commandées par des Bourgeois, resteront toûjours entre les mains des Bourgeois; & les autres huit Compagnies seront données indifféremment à des Bourgeois de Berne, ou à des Sujets dudit Canton & non à d'autres; mais du reste, jusques à cette séparation des Compagnies qui sont dans divers Régimens, le choix des Capitaines lors que les Compagnies viendront à vaquer, se fera ainsi qu'il a été pratiqué jusqu'à présent.

XI. Les 24. Compagnies, qui sont présentement au Service de Leurs Hautes Puissances, seront conservées en tems de Paix; mais L. H. P. auront le Pouvoir de les réduire à 150. Hommes chacune.

XII. Lors que Leurs Hautes Puissances feront de nouvelles Levées dans le Louable Canton de Berne, en vertu de l'engagement, que le Louable Canton prend dans ce présent Traité, ledit Canton aura le choix des Capitaines qui commanderont les nouvelles Levées; mais il s'engage à n'en choisir que d'experimentez & de capables.

XIII. Leurs Hautes Puissances pourront choisir parmi les Capitaines qui auront été nommez & choisis par le Canton de Berne, les Officiers de l'Etat Major.

XIV. Lors qu'un Régiment sera formé, & qu'il y aura une Compagnie vacante, le Colonel nommera toujours le plus vieux Capitaine-Lieutenant du Régiment, & le Capitaine-Lieutenant de la Compagnie vacante, pourvû que le dernier ait huit ans de service en qualité d'Officier, sans quoi les deux plus vieux Capitaines Lieutenans du Régiment seront nommez, & le Louable Canton de Berne aura droit de donner ladite Compagnie à l'un des deux Capitaines-Lieutenans nommez par le Colonel.

XV. Leurs Hautes Puissances donneront pour la nouvelle Levée la même somme qui a été donnée aux Capitaines Suisses qui en ont des particulieres pour [illegible].

XVI. La Capitulation pour les nouvelles Levées [illegible] même que celle qui a été faite pour les Troupes [illegible] Puissantes, qui sont deja au Service de L. H. P. avec cette observation que, sans trancher [illegible] rapport [illegible], cette Capitulation [illegible] le plus [illegible] possible, afin qu'il [illegible] puisse naître aucune difficulté à l'égard de son execution, & tout ce qui n'est pas reglé dans le présent Traité, le devra être dans la Capitulation [illegible] pour les deux Parties [illegible] traitantes. [illegible] Capitulation [illegible] bien [illegible] que le présent Traité.

XVII. [illegible] les Alliances du Louable [illegible] soit avec la S[illegible] en general, soit avec quelques [illegible] en particulier, [illegible] Les Troupes [illegible] Louable Canton de Berne ne pourront pas être [illegible] au préjudice des Traitez que les Louables Cantons ont fait avec la France, soit avec la Serenissime Maison d'Autriche, Mais comme ces Alliances [illegible] même que le présent Traité d'Union [illegible] le Louable Canton ne permettra pas que les [illegible] des deux Puissances emploïent leurs Troupes Suisses audelà des termes que prescrivent ces Alliances, [illegible] qu'elles s'en servent contre les Etats de leurs H. P. [illegible] contre leur Barrieres.

XVIII. Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne [illegible] sera en droit d'entrer dans le présent Traité d'Union, sur le pied du Projet qui avoit été propo-

ANNO 1712.

de faire avec Sadite Majesté conjointement avec leurs Hautes Puissances.

XIX. Les autres Parties du Louable Corps Helvetique Protestantes, auront aussi droit d'entrer dans ce Traité, proportionnant le secours de Leurs Hautes Puissances en leur faveur aux Troupes qu'ils s'engagent de donner.

XX. L'échange des Ratifications se fera dans deux mois, au plus tard, & plûtôt s'il se peut. Ainsi fait & conclu entre les soussignez Députez de Leurs Hautes Puissances & le Sieur Pesme de St. Saphorin de la part du Louable Canton de Berne. A la Haye le 21. Juin 1712.

Article Séparé.

COMME avant la conclusion & la signature du Traité d'Union conclu & signé aujourd'hui entre Leurs Hautes Puissances & le Louable Canton de Berne, il s'est élevé depuis peu une Guerre intestine dans la Suisse, il est stipulé, par cet Article séparé qui aura la même force comme s'il étoit inséré dans le Traité principal, que Leurs Hautes Puissances ne seront pas obligées par ledit Traité de fournir à la République de Berne pour la Guerre intestine présentement allumée en Suisse le Secours ici stipulé; mais si des Puissances Etrangeres prenoient occasion de cette Guerre pour attaquer les Pais de sa Domination & sur lesquels elle a Droit de Souveraineté, de même que ses Combourgeois & sa Barriere, Leurs Hautes Puissances seront alors obligées à remplir les Conditions du Traité: Le présent Article sera ratifié en même tems que le Traité principal. Ainsi fait & signé entre les soussignez Députez de Leurs Hautes Puissances & le Sieur Pesme de St. Saphorin, de la part du Louable Canton de Berne. A la Haye le 21. Juin 1712.

Signé,

BROEKHUYSEN, PESME DE ST. SAPHORIN.

HEINSIUS,

PLOOS VAN AMSTEL,

STEENBERG,

VAN ALPHEN,

CONINCX,

VAN BURUM,

VAN STEENHUYSEN.

Extract uyt de Resolutien van de Heeren Staten van Holland en West-Vriesland, en haer Ed. Groot. Mog. Vergaderingh genomen op Woensdagh den 13. December 1713.

BY resumptie gedelibereert zynde op de Missive van de Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden geschreven alhier in den Haeg den 23. Augusty lastleden, hebbende tot bylage een project Capitulatie over de Switzerse Compagnien van het Canton van Berne, by de Heeren haer Hog. Mog. Gedeputeerden tot de Buytenlandsche Saaken, met eenige Heeren Gecommitteerden uyt den Raet van State geformeert, ingevolge en tot voldoeninge van het jongste Tractaet met het voorgemelde Canton van Berne gesloten, onder de notulen van de voorsz 23. Aug. breeder geinsinueert hebben de Heeren van de Ridderschap en Edelen, mitsgaders de Gedeputeerden van de respective Steden, uyt name en van wegen Burgemeesteren en Vroedschappen van deselve Heeren haaren Principalen geconsenteert en bewilligt, gelyk haer Ed. Groot Mog. consenteeren en bewilligen by desen in de Capitulatie voor de Switzersche Compagnien van Berne, soo ende invoegen de selve hier na staat geinsereert.

Fiat insertio.

Accordeert met de voorsz. Resolutie.

Was geteekent

SIMON VAN BEAUMONT.

ANNO 1712.

CAPITULATION *pour les Nouvelles Levées que Leurs Hautes Puissances seront à l'avenir en droit de faire dans le Louable Canton de Berne, en conformité de leur Traité d'Union avec ledit Canton & pour l'entretien de toutes les Troupes du Canton qu'elles ont ou pourront avoir à leur Service.*

I. LEURS Hautes Puissances avanceront pour la Levée d'une Compagnie six mille Livres de France à trois Livres pour l'Ecu en espece, qui seront en suite rabattues aux Capitaines à raison de deux cens cinquante Livres par mois, à commencer du jour que la Compagnie sera complette, sans que les Capitaines soient obligez de paier aucun intérêt pour cette somme.

II. Leurs Hautes Puissances donneront, sans les pouvoir rabattre, cinq Ecus pour chaque Soldat, pour se rendre au lieu d'assemblée dans une Ville de la dependance des Sept Provinces-Unies, la plus à portée de la Suisse, laquelle on assignera de bonne heure, & à mesure de leur arrivée au lieu d'assemblée la paie ordinaire commencera; Et afin que le Capitaine puisse payer les Officiers, il jouira de la moitié de la Gratification dès qu'il aura cent hommes; mais si les nouvelles Levées ou recruës étoient, ou arrêtées en chemin par les Pays où elles devront passer, ou enlevées par les Ennemis de l'Etat, sans qu'il y eût de la faute du Capitaine, L. H. P. y auront les égards convenables.

III. Leurs Hautes Puissances donneront aussi, sans les pouvoir rabbatre, cinq Ecus par Homme, pour les frais de Suisse en Hollande.

IV. Chaque Compagnie doit être composée pour le moins de deux tiers de Suisses, & il sera permis aux Capitaines de remplir l'autre tiers par des hauts-Allemands, savoir des Cercles de Suabe, d'Autriche, de Baviere, de Franconie, du haut Rhin, & de la haute Saxe, & les Capitaines auront deux mois pour remplacer par de bons Hommes, tels qu'ils sont obligez de les avoir, suivant cet Article, ceux qu'ils viendront à perdre autrement que par congé, ou par l'expiration du terme pour lequel ils auront été engagez; bien entendu que les Compagnies devront être complettes à la revuë generale qui se fait au Printems, sans que les Capitaines puissent prétendre les deux mois pour ceux qui manqueront alors. Il ne sera permis aux Capitaines de donner des Congez pour quelque raison que ce soit, depuis la Revuë générale, jusques au 15. du mois de Novembre, à moins qu'ils n'eussent après ladite revuë generale plus de monde que le compte de leurs Compagnies; auquel cas seul, & en le faisant voir préalablement, ils pourront congédier ceux qu'ils ont de surplus; & les Capitaines seront obligez de marquer distinctement, dans les Rolles des Revuës que L. H. P. seront en droit de faire toutes les fois qu'elles voudront, la maniere, soit désertion, mort, ou autre, dont ils auront perdu les Hommes qui manqueront depuis la Revue précedente & dont ils prétendront la paye pendant ledit Terme de deux mois, & de confirmer le contenu des Rolles par Serment. Si les Capitaines négligent de prendre le soin nécessaire pour la conservation de leurs Compagnies & qu'ils causent par-là de la désertion, ou bien s'ils donnent des Congez depuis la Revuë du Printems, jusques au 15. Novembre, à moins que ce ne soit les Congez de ceux qu'ils auront de plus que le compte de leurs Compagnies, ils seront mis au Conseil de Guerre, & cassez, ou punis autrement suivant l'exigence du cas, & suivant les Loix de Leurs Hautes Puissances.

V. Le Capitaine fournira, à ses dépens, à sa Compagnie les Armes & les Habits.

VI. Une Compagnie nouvellement levée, ne pourra être congediée que trois ans après qu'elle aura commencé à jouïr de la gratification.

VII. Leurs Hautes Puissances paieront, en tems de Guerre, pour chaque Homme 16. Livres quatre sols de France, c'est treize Livres dix Sols de Hollande, par mois, à compter douze mois, dans l'Année; mais en tems de Paix, elles pourront diminuer ladite paie de dix Sols d'Hollande par Homme, sans la pouvoir mettre plus bas.

VIII. Chaque Compagnie doit être pourvûe de

tous

ANNO 1712.

tous les Hauts & Bas Officiers nécessaires, savoir, d'un Capitaine, d'un Capitaine Lieutenant, d'un Lieutenant, d'un Sous-Lieutenant, d'une Enseigne, de six Cadets, de quatre Sergeants, de quatre Bas Officiers, à savoir, un Fourrier, un Porte-Enseigne, un Capitaine d'Armes, & un Prevôt; Item d'un Secretaire, d'un Chirurgien, de quatre Trabants, de six Corporaux, & d'autant d'Apointez en tems de Guerre, mais en tems de Paix les Capitaines ne seront obligez d'avoir que quatre Corporaux, & autant d'Appointez; Il devra deplus avoir quatre Tambours avec un Phifre, & le Capitaine sera obligé de païer lesdits Hauts & Bas Officiers, aussi bien que les Soldats de sa Compagnie, sur le pied suivant; Savoir, en tems de Paix, au Capitaine-Lieutenant cent Livres par mois, à trois Livres pour un Ecu en espece; au Lieutenant septante-cinq, au Sous-Lieutenant soixante, à l'Enseigne cinquante, aux premiers Sergeants vingt-quatre chacun, aux deux derniers Sergeants chacun vingt, aux quatre Bas-Officiers, chacun dix-huit; aux Corporaux, chacun quinze, aux Appointez, quatorze à chacun; aux Trabants, chacun quinze; aux Cadets dix-huit chacun; & les Capitaines seront obligez de faire le décompte aux Soldats sur le pied de douze Livres huit Sols par mois, dont ils leur païeront, chaque Semaine, la valeur de 40. Sols & demi de France; ce qui est la même paie qu'ils ont eu jusques à présent. En temps de Guerre, les Capitaines seront obligez de païer par mois au Capitaine-Lieutenant, cent-vingt francs; au Lieutenant quatre vingt-dix, au Sous-Lieutenant septante-cinq, à l'Enseigne soixante, & à chacun des Cadets vingt Livres, Ils bonifieront aussi dix Sols par mois à chaque Soldat de plus qu'en tems de Paix; mais ils ne leur donneront toujours que le même argent de Semaine, bien entendu que cela est bon argent de France, à trois Livres pour l'Ecu en espèce, ou pour 50. Sols de Hollande.

IX. Lors qu'une Compagnie Suisse sera sur le pied de deux cens Hommes effectifs, on payera au Capitaine vingt & sept Hommes de gratification.

X. Si même une Compagnie, qui devroit être de deux cens Hommes effectifs, n'en avoit que cent septante cinq, le Capitaine jouira toujours de sa gratification de vingt & sept Hommes, & sera outre cela païé pour les présens & effectifs, pourvû qu'ils ne surpassent pas deux cens Hommes.

XI. Mais si une Compagnie, qui devroit être de deux cens Hommes, n'en avoit au delà de 174. effectifs, le Capitaine perdra alors la moitié de sa gratification.

XII. Et s'il laissoit diminuer sa Compagnie, jusques au dessous de cent soixante cinq Hommes, il perdroit alors toute sa Gratification, & il ne lui seroit païé que des effectifs.

XIII. Si Leurs Hautes Puissances jugeoient à propos de réduire Leurs Compagnies Suisses, ainsi qu'elles ont été pendant quelque tems, à cent septante-huit Hommes effectifs, en y comprenant tous les Hauts & Bas Officiers, comme aussi les Tambours, Phifres, & Trabants, on payera, outre les effectifs, aux Capitaines, vingt-sept Hommes de gratification.

XIV. Et même lors qu'une Compagnie, sur le pied de cent septante-huit Hommes, n'auroit réellement que 153. Hommes, le Capitaine, outre le payement des effectifs, jouira encore de la Gratification de vingt-sept Hommes.

XV. Mais si elle se trouvoit au-dessous de cent cinquante & deux Hommes, le Capitaine ne jouira que de la moitié de la Gratification.

XVI. Et si elle tomboit au dessous de cent quarante Hommes, le Capitaine perdroit toute la gratification, & ne seroit païé que pour les présents & effectifs.

XVII. Leurs Hautes Puissances seront dans le pouvoir de reduire en tems de Paix, les Compagnies à cent cinquante Hommes, & non à moins, & alors Elles ne payeront que vingt-cinq Hommes de gratification, comme il a été reglé après la Paix de Ryswyk.

XVIII. Lors qu'une nouvelle Compagnie sera congédiée, Leurs Hautes Puissances lui païeront deux mois de gages pour son retour en Suisse.

XIX. Si L. H. P. diminuent, conformément au droit qu'elles en auront par le Traité d'Union, nombre des Hommes qui sont dans les Compagnies du Canton, qu'elles s'engagent par le même de conserver sur pied, Elles donneront pour le renvoi de tout ce qu'elles réformeront, deux mois de gages par Tête.

XX. L'Etat Major des Regimens, tant des Bourgeois de Berne, que des Sujets du Canton, sera païé au Colonel à raison de six cens Rixdalers à cinquante Sols la piece par mois en tems de Guerre, & quatre cens en tems de Paix, & le Colonel païera sur cela tous les Officiers & personnes comprises dans l'Etat Major, le tout ainsi qu'il est pratiqué jusques à présent en tems de Paix, & en tems de Guerre, le Colonel ne sera pas en droit de demander augmentation des gages, en cas qu'il fût trouvé à propos de mettre le Régiment à 3. ou 4. Bataillons.

XXI. L. H. P., ou bien, si les Régimens sont repartis sur les Provinces, celles sur lesquelles les Officiers de l'Etat Major sont païez, auront le choix, soit en cas de vacance, soit dans les nouvelles Levées, des Colonels, Lieutenans Colonels, & Majors, qui dans les nouvelles Levées devront être pris parmi les Capitaines choisis par le Canton; & qui dans les vacances devront être remplis, pour les deux Régimens composez uniquement des Bourgeois de Berne par d'autres Bourgeois, qui sont actuellement au Service de l'Etat; & dans les Regimens, où les Bourgeois, & les Sujets sont également admissibles, par des Bourgeois ou Sujets qui sont de même au Service de l'Etat, à moins qu'il n'y ait des raisons particulieres très-pressantes & très-fortes qui y fussent contraires. Les Places de l'Etat Major, qui viendront à vaquer, seront remplies par des Officiers du même Régiment où la vacance arrivera; Les Places vacantes de l'Etat-Major seront remplies dans six Semaines après l'Avertissement qui en sera donné, par l'Officier Commandant du Régiment, au Colonel Général; Lequel terme étant expiré, sans que la Place vacante ait été remplie, l'Officier du Regiment, qui est le plus proche par rang & ancienneté pour remplir la Place vacante, sera censé d'en être pourvû, & sera, en vertu de cette Capitulation, admis au Serment, bien entendu que les Etats de la Province qui auront le droit de remplir les Charges de l'Etat Major ayent été assemblez pendant lesdites six semaines, S'ils ne l'avoient pas été ils devront remplir lesdites Charges aux conditions susdites à leur prémiere séance. Quant aux Compagnies de tous les Régimens du Canton de Berne déja formez, soit de ceux qui se formeront à l'avenir, lors qu'elles viendront à vaquer, le choix des Capitaines appartiendra audit Louable Canton, sous la restriction marquée dans le quatorziéme Article du Traité d'Union, qui contient: Lors qu'un Regiment sera formé, & qu'il y aura une Compagnie vacante, le Colonel nommera toujours le plus vieux Capitaine-Lieutenant du Régiment, & le Capitaine-Lieutenant de la Compagnie vacante, pourvû que ce dernier ait huit ans de service en qualité d'Officier; Sans quoi, les deux plus vieux Capitaines-Lieutenans seront nommez & le Louable Canton de Berne aura le droit de donner ladite Compagnie, à l'un des deux Capitaines-Lieutenans nommez par le Colonel; & immediatement après que la vacance sera arrivée, le Colonel envoiera au Canton la Nomination en conformité dudit Article, dont il envoiera en même tems la copie au Colonel Général; & six Semaines, au plus tard, après que le Canton aura reçu ladite nomination, celui à qui l'on aura conféré ladite Compagnie devra présenter au Colonel Général la Patente du Canton; sur laquelle Patente on expediera de la part de L. H. P. ou des Provinces respectives, les Actes nécessaires, lequel terme de six Semaines étant expiré sans que le Canton ait envoïé la Patente, L. H. P., ou bien la Province, sur laquelle la Compagnie est payée, seront en droit de remplir la Place vacante, en se conformant, pour le choix de la Personne, à l'Article quatorze du Traité d'Union; Mais s'il arrivoit une Vacance, soit dans une Bataille, ou dans un Siege, alors le Terme de six Semaines, qui est donné au Canton pour le choix des Capitaines, sera restraint à un mois après que ledit Canton aura reçu la Nomination.

XXII. Les Capitaines des Regimens du Louable Canton de Berne auront la Nomination des Officiers subalternes de leurs Compagnies, sous l'agrément du Colonel respectif, & du Colonel Général, bien entendu que le rang & l'ancienneté seront observées autant que le bien du Service, & la conservation des Compagnies le pourront permettre;

&

ANNO 1712.

& lors qu'il y aura une Vacance dans une Compagnie, le Capitaine devra nommer dans trois semaines au plus tard l'Officier qu'il choisira pour la remplir, & cette nomination agréant au Colonel, celui-ci en donnera avis au Colonel Géneral, qui devra aussi, dans trois semaines au plus tard, faire expédier son attache ; mais si elle n'arrive dans ledit tems, la Colonel pourra toujours faire reconnoitre l'Officier qui lui aura été présenté par le Capitaine, de telle maniere qu'au plus tard, six semaines après qu'il y aura eu une place d'Officier subalterne vacante, ladite Place devra être remplie ; ce à quoi les Colonels & Commandans des Regimens seront obligez de tenir exactement la main ; Cependant avec cette distinction, que, si le Capitaine de la Compagnie où il y aura une Place vacante, ou le Colonel du Régiment, se trouve alors en Suisse, ou bien que le Colonel Géneral soit hors du Pais de l'obéïssance de Leurs Hautes Puissances, ils auront en ce cas, cinq, au lieu de trois semaines.

XXIII. Il sera permis au Capitaine, & non pas au Colonel, de pourvoir sa Compagnie d'Armes & d'habits, à condition que les Armes seront du même Calibre que celles des autres Troupes de l'Etat, & que pour la fabrique, façon & couleur de l'habillement, le Capitaine suivra l'Ordonnance, ou Réglement de l'Etat, & au défaut de telle Ordonnance, ou Réglement, ce qui sera réglé par le Colonel, de l'aveu & contentement de la pluralité des Capitaines du Regiment.

XXIV. Les Munitions de Guerre seront données gratis par Leurs Hautes Puissances à chaque Compagnie.

XXV. Les Troupes du Louable Canton auront leur propre Justice comme la Nation Helvétique en jouit par tout ; sans que l'on puisse en distraire personne du Conseil de Guerre de la Nation pour des faits personnels, bien entendu que la Justice sera rendue suivant les Loix Militaires de Leurs Hautes Puissances, le Colonel Géneral nommera à leur tour & rang les Assesseurs pour les Conseils de Guerre ; qui seront composez d'Officiers de plusieurs Regimens ; mais il ne pourra pas y présider.

XXVI. Il sera permis à chaque Compagnie d'avoir en Campagne son propre Vivandier.

XXVII. Chaque Compagnie doit être regulierement, & entiérement paiée chaque mois.

XXVIII. Le Capitaine fera les recrues de sa Compagnie à ses propres frais, mais, en cas qu'une Compagnie fût affoiblie dans une action de Guerre, le Capitaine aura deux mois pour la rétablir, & sera paié cependant, sur le pied de la Revue qui aura précedé l'occasion ; mais, s'il arrivoit de grands malheurs à une Compagnie, ou une grande désertion, provenue soit d'extrêmes fatigues & marches dans le mauvais tems, ou par d'autres accidens, où l'on verroit visiblement qu'il n'y auroit point de la faute du Capitaine, Leurs Hautes Puissances y auront les égards convenables, afin que les Capitaines ayent le tems & les moyens, de remplacer, par d'autres bons Soldats, le monde qu'ils auront perdu.

XXIX. A l'égard du Logement, Service, Pain de munition, Hôpitaux pour les malades, blessez, & estropiez, les Officiers & les Soldats seront traitez de la même maniere que le sont les autres Officiers & Soldats de l'Etat, & les Colonels pourront, de l'aveu & contentement de la pluralité des Capitaines de leurs Régimens, dont les Compagnies seront payées sur la même Province, emploier quel Solliciteur ils trouveront convenable : mais ils ne pourront en changer sans payer préalablement à celui dont ils se seront auparavant servis, tout ce qu'il auroit avancé pour eux, ou pour le Régiment ; ils traiteront eux-mêmes avec le Solliciteur qu'ils choisiront, & on ne pourra point les obliger à payer des pensions à qui que ce soit. Les Réglemens, qui ont été faits par leurs Nobles Puissances du Conseil d'Etat en date du 5. Decembre 1711. par rapport aux cinq Ecus que l'on doit paier aux Capitaines, pour chaque Soldat que l'on perdra devant l'Ennemi, & que les Officiers recruteront en Suisse, de même que pour les 1900. Florins par Bataillon pour les Chariots de Bagage, subsisteront toujours en tems de Guerre, & l'on passera, conformément à la même Résolution, un Homme par Compagnie pour la Sollicitation.

XXX. A l'égard des Fourrages qu'ils seront obligez de prendre dans les Magazins de Leurs Hautes Puissances, entant que l'on ne peut pas les trouver ailleurs, ils ne les payeront qu'au prix que les autres Troupes Nationales payent.

ANNO 1712.

XXXI. Les Troupes du Louable Canton ne pourront être emploiées sur Mer, ni être transportées par Mer dans les Païs Etrangers, hormis au Roiaume d'Angleterre pour sa défense.

XXXII. A l'egard des Congez, dont les Officiers auront besoin pour sortir de leurs Garnisons, ils seront sujets aux mêmes ordres & Réglemens que les autres Officiers de l'Etat, avec cette distinction, que l'avis du Colonel Géneral sera pris sur les Congez, pour aller en Suisse, ou autres qui seront demandez pour plus de trois mois. Ainsi fait & conclu entre les soussignez Députez de Leurs Hautes Puissances & le Sieur de Pesme de St. Saphorin autorisé à cet effet de la part de la Louable République & Canton de Berne. A la Haye le 8. Janvier 1714.

Etoit signé,

BROEKHUYSEN. A. DE PESME DE ST. SAPHORIN.
(L. S.) (L. S.)

(L. S.) DE RHEEDE.

(L. S.) A. HEINSIUS.

(L. S.) A. VELTERS.

(L. S.) A. E. V. HAREN.

(L. S.) H. VAN ISSELMUYDEN.

(L. S.) E. TAMMINGA.

CXXXI.

3. Juill.

Declaration de PHILIPPE *Duc d'Anjou, comme Roi d'Espagne, faite à ses Ministres touchant sa Renonciation à la Couronne de France. A Madrid le 3. Juillet 1712* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. II. pag. 54.]

QUOI que je vous aie fait sçavoir en d'autres occasions, diverses choses au sujet de la Paix ; j'ai pourtant toûjours tâché d'en tenir quelques particularitez secretes, jusqu'à ce que la Paix fût assûrée. Maintenant, qu'avec le secours du Ciel elle est entiérement réglée avec l'Angleterre, j'ai bien voulu vous communiquer les principaux Articles en quoi elle consiste, parce que les avantages qui en résultent me sont tout à fait favorables. Car il ne sera pas démembré de la Monarchie Espagnole un seul pié de terrain dans les Indes, & j'espere de posseder ces Païs-là dans leur entier, ainsi que les a possedez feu M. mon Oncle de glorieuse memoire ; le Roy mon Grand-Pere cedant seulement aux Anglois les Conquêtes qu'ils ont faites dans les Indes pendant cette Guerre, avec la Ville de Dunkerque, afin qu'ils gardent cette Place dans l'état où elle est, jusqu'à la Paix générale, qu'elle doit ensuite être démolie aux dépens des Hollandois: Le Commerce aux Indes sera réglé entre les Anglois & les François, comme du tems de mon Oncle Charles II.: Et j'attens dans peu un Exprés, avec l'avis d'une générale Suspension d'Armes.

Les instances du Roi mon Grand-Pere ont été fort grandes, à ce que dans l'Acte de Renonciation je voulusse préferer la Monarchie de France à celle d'Espagne, mais ni ces importantes sollicitations, ni la consideration de la grandeur & des Forces de la France, n'ont pû alterer en moi la reconnoissance & les obligations que j'ai aux Espagnols, de qui la fidélité a affermi sur ma tête la Couronne que la Fortune avoit rendue chancelante en deux fameuses occasions ; de sorte que pour demeurer uni avec les Espagnols, non seulement je préfererois l'Espagne à toutes les Monarchies du Monde, mais je me contenterois d'en posseder la moindre partie pour n'abandonner pas la Nation. Et pour preuve de la verité de ce que je dis, & que cette Monarchie soit assûrée à mes Descendans, j'ai bien voulu qu'ils renoncent à tous leurs Droits sur la Couronne de France en faveur du Duc de Berri mon Frere, & du Duc d'Orleans mon Oncle, &c.

Autre

ANNO 1712.

Autre Declaration ou Decret de PHILIPPE *Duc d'Anjou, comme Roi d'Espagne, touchant sa Renonciation à la Couronne de France. A Madrid le 8. Juillet 1712.* [Actes & Mémoires de la Paix d'Utrecht. Tom. II. pag. 55.]

L'ASSURANCE que les Couronnes d'Espagne & de France ne seroient jamais mises sur une même Tête, a été un des principaux & des plus importans motifs de la Guerre qui a affligé l'Europe jusqu'à ce jour : ç'a été aussi comme le Préliminaire dans les vûes qu'on a euës pour la Paix, & principalement dans les Propositions qui ont été faites depuis peu en Angleterre. C'est là-dessus qu'on a posé le fondement de cet Ouvrage, & l'on a jugé à propos d'établir la certitude, qu'en aucun temps, ni par quelque incident & événement que ce soit, les deux Monarchies ne puissent être unies dans une seule Personne ; & c'est sur ce Point & sur d'autres Points Préliminaires, qu'on est convenu du Congrès qui se tient à Utrecht, pour traiter des autres Articles de la Paix, & les régler, pendant lesquelles Négociations les morts imprévûes des Dauphins nôtre Neveu étant survenues, l'Angleterre en prit occasion de porter ses vûes jusqu'à prévenir & anéantir les effets de tous autres accidens qui pourroient encore survenir un jour ; cette Couronne vint à proposer & soûtenir, comme un moyen nécessaire pour éviter toutes sortes d'inconveniens dans les circonstances qui pourroient arriver, qu'il falloit que je renonçasse en mon nom & en celui de tous mes Descendans, dès maintenant & à toûjours à la Monarchie d'Espagne, ou à celle de France ; en telle sorte que si je demeurois dans l'Espagne, aucun de mes Successeurs ne pourroit jamais succéder à celle de France ; & que ceux qui régnent ou régneront en France, ni tout autre Prince qui est issu de cette Famille, ou qui en naîtra ci-après, ni ses Descendans, ne pourront jamais posséder la Couronne d'Espagne.

Je ne hesitai pas un moment sur le parti que j'avois à prendre, & aussi on ne me laissa pas le moindre loisir de prendre Conseil & de déliberer. Mon affection pour les Espagnols, la reconnoissance des obligations que je leur ai, les fréquentes experiences que j'ai faites de leur fidelité, & la reconnoissance que je dois avoir pour la Providence Divine, de la grande faveur qu'Elle m'a faite de m'avoir placé & maintenu sur ce Trône, & donné des Sujets si illustres & d'un si haut mérite, furent les seuls motifs, les seules raisons, qui eurent accès dans mon esprit, & influérent dans ma résolution ; laquelle lorsque je l'eus faite connoître, ne demeura pas sans être combatuë par d'autres propositions & avantages, qu'on me vouloit faire envisager comme plus considérables que celles qui m'avoient déterminé : mais tout cela n'a servi qu'à m'affermir dans mon dessein, & à me mettre en état de pousser & terminer cette affaire, afin qu'il n'y ait rien qui puisse plus m'empêcher de vivre & de mourir avec mes chers & fidéles Espagnols. Mes sincéres intentions & ma constance étant venuës à la connoissance des Puissances qui sont intéressées au maintien des propositions & des moyens susdits, ont donné occasion à la Reine d'Angleterre de rendre compte à son Parlement, le 17. du mois passé, de l'état où étoit la Paix avec les deux Couronnes d'Espagne & de France, & cette notification y a été aprouvée & aplaudie. J'en ai aussi fait donner communication au Conseil des Indes, afin qu'il soit informé de l'état de cette importante Négociation.

A Madrid le 8. de Juillet 1712.

Signé,

MOI LE ROI.

CXXXII.

2. Août. **Waffen-Stillstands Vergleich bis auf den künfftigen allgemeinen Eydgenossischen Frieden / zwischen Löbl. Stand Zürch / und Löbl. Stand Schweitz. Geschehen in Schloß Wedenschweil** den (1) 2. August. 1712. [Europæische Staats-Cantzley 19ter Theil. pag. 657.]

ANNO 1712.

C'est-à-dire,

Treves concluës entre le Louable Canton de ZURICH, *& le Louable Canton de* SWITZ, *pour durer jusqu'à la Paix Generale des Cantons Suisses confederés. A Wedenschweil le 2. d'Août. 1712.*

NAchdem ein Hochlöbl. Stand Zürch aus bekannten Ursachen / bewogen worden / dero Waffen wider die Löbl. Cantons, so den zu Arau projectirten Frieden nicht angenommen / zu gebrauchen / hat ein Löbl. Canton Schweitz durch Dero Herrn Deputirte uns die Einstellung der Hostilitäten Freund-Eydgenössl. vortragen lassen / derowegen wir auf nachfolgende Conditiones uns miteinander Freund-Eydgenößl. dahin verglichen.

1. Erklähren sich die Herrn Ehren Deputirte von Schweitz im Nahmen Ihrer Gn. Herrn und Obern / daß was vorhin von Sämbtl. Löbl. Orten in der Friedens-Handlung mit den Löbl. 5. Catholischen Orten / durch Ihre Herren Ehren-Gesandte zu Arau projectirt / und von einigen ratificirt worden / durch Ihre dermahl zu besagten Arau habende Herren Ehren-Gesandte genehm zu halten und ratificiren / und was auch ferner mit obgedeuteten Löbl. 5. Catholischen Orten daselbst möcht gehandlet werden / von denenselben sich nicht zu sondern.

2. Zu Bescheinung ihrer aufrichtigen Begierde zu den Frieden erklären sie sich / nur ihre an den Gräntzen zu Rapperschweil / auch bey der Armée unter den Waffen stehende Trouppen, von nun an / abzuführen /. und an keinen andern Ort wider beyde Löbl. Stände feindlich gebrauchen zu lassen.

3. Niemanden durch Ihr Land und Bottmässigkeit feindl. wider beyde Löbl. Stände zu agiren / Paß zugeben.

4. Bey diesen heutigen Nachmittag um 4. Uhr / die Päße und Posten in der Schindellegi / Hurden / und den Schloß Pfäffikan / Jedoch dieß letztern mit Vorbehalt Ihr. Fürstl. Gnaden zu Einsiedlen habenden Rechten / abzutretten / und unsern Trouppen zu besezen übergeben. Was die Einquartierung der Trouppen, und Darreichung der Victualien und Fourage betriffe / so hat man sich dahin verglichen / daß selbige / so viel möglich / ohne Beschwerung des Landmanns / und unordentliche Bezahlung eingerichtet und abgefolget werde.

5. Mit der Ratification des Instruments versprechen Sie 3. Ehrliche Pfand-Männer auszuliefern / welche Löbl. Stand Schweitz zu ernambsen und zu ordnen überlassen werd.

6. Rapperschweyl betreffende / erklären Sich Ehrengedachte Herren Deputirte dahin / ihre Garnison aus selbigen abzuziehen / auch niemanden weder Zusatz noch andere Zufuhre durch ihr Land dahin zu bringen in keinerley weiß zu gestatten / sondern solches von unsern Trouppen besetzen zu lassen / darüber Sie aber / um sich mit übrigen von

(1) On se croit obligé d'avertir, que l'Auteur d'où l'on tire cette piéce la date du 12 Août ; ce qui doit être regardé, comme une faute ou de Copie ou d'Impression. Il est certain que la premiére Paix se fit le 18. Juillet ; qu'elle fut rompue le 19 ; que la Bataille de Vilmergen, où les Protestans furent Vainqueurs, se donna le 25 ; que la Paix Générale & finale fut signée le 9 & 11. d'Août, & que l'Accommodement provisionnel de Zurich & de Switz se fit entre le jour de la Bataille & le jour de cette Paix. S'il y a quelque erreur dans notre Date, il est sûr au moins, qu'elle n'est pas considérable. (D. M.)

ANNO 1712.

von andern Löbl. Orten darinnen liegenden Commendanten / Trouppen und Burgerschafft / Freund-Eyd-genössi zu gleichen betten zu lönnen / biß auf Morgen zu Mittag um 12. Uhr / einen Anstand und Termin verlanget / welcher Ihnen dahin verwilliget worden / daß zwar biß zu bemelter Zeit die Feindthätlichkeiten solten eingestellt / nach selbiger aber / Falls die von übrigen Löbl. Orten darinnen in Besitzung liegende Commendanten und Burgerschafft sich nicht zu gleichen verstehen wolten / Sie Ihre darinn habende Trouppen, ohnverweilt außziehen / und weder der Stadt noch Garnison auf einigerley weiß assistentz zu leisten oder Vorschub zu thun; Unsere seits aber die Feindthätlichkeiten mit allem Gewalt mögen fortgesetzt werden / und also ein Löbl. Stand Schweitz sich hierinn ihrer nicht beladen / und Sie von diesem Tractat gäntzlich ausgeschlossen seyn.

7. Solten die Violationen und Beschädigungen so von einer und andern seiten von 3. Monathen her / biß zu erfolgter ruptur beschehen / durch beyderseits abgeordnete Commissarien in Freundlichkeiten untersucht werden / und dem leydenden Theil Satisfaction geschehen / auch zugleich wegen die zethero sich beyderseits begebenden Beschwerlichkeiten / durch gemelte Commissarien ein freundlicher Vergleich vermittelt werden. Hergegen versichern wir die Kriegs-Räthe von Zürch zu Rädenschweil versammlet / daß auch unser seits / gleich bey Einräumung dieser Passen / alle Hostilitäten und Feindseeligkeiten; so wohl gegen Löbl. Orth Schweitz / als allen dessen angehörigen von unsern Grängen sollen eingestellt seyn / anhören; und niemanden in einigerley weise weder an Leib noch Guth / Gewalt zugefügt werden.

Es soll auch männiglich / so wohl Geist- als weltlicher / bey ihren so wohl geistl. als leiblichen Freyheiten und Rechten / auch freyer ungehinderter Religions-Ubung kräfftiglich beschirmt / und dabey in kein weiße noch wege perturbirt / zumahl einem jeden freyer Handel und Wandel / ungehinderter Paß- und Repaß mit Leib und Guth gestattet werden. Solte sich auch die Stadt Rapperschweil / bis auf angesetzte Zeit erklähren / unsere Besatzung einzunehmen / so erklären wir uns dargegen / Sie bey ihrer freyen ungehinderten Religions-Ubung / so wohl als übrigen Geist- und Leiblichen Freyheiten Recht / und Gerechtigkeiten / kräfftigst zu schützen / und selbige darinnen nicht perturbiren zu lassen. Ueber dieses alles / wie articulatim bedeutet / versprechen die Herrn Deputirte von Löbl. Canton Schweitz / bis diesen Nachmittag um 4. Uhr die Ratification und völlige Einräumung der Pässen Schindellegi / Hurden / und des Huaber-Felds / sambt dem Schloß Pfäffikan / alles in gegenwärtigen Stand / ausser Artillerie, Wehr und Waffen / zu übergeben / die völlige Ratification aber von Stadt und Land wegen / bis morgen zu Mittag um 12. Uhren / gleichmässig einzulifern; Wir aber versichern / daß weder von bemelten Orte aus / noch sonsten Jemand der Ihrigen von den unsrigen offendiret / lædirt / noch einigerley weiß beschädiget werden: Zumahl dieser gantze Tractat auf dem zu Arau tractirenden Friedens-Schluß beruhen solle.

Dessen zu wahrer Bestättigung / haben von seithen der Herren Kriegs-Räthen Löbl. Stands Zürch / die Hochgedachten Herrn / Herr Stadthalter und Commendant Andræas Mayer und Herr Zunfftmeister und alt Land-Vogt Leonhard Gruber: Von seiten Löbl. Stands Schweitz aber / dessen Herren Ehren Deputirte / die hochgedachten Herren / Herr Oberst Joseph Antoni Reding von Biberegg / Ritter- und Amts-Stadthalter / und Herr Frantz Dominican Bätzschard / Quartier-Hauptmann und des Raths / dieses Instrument eigenhändig unterschrieben / und mit ihren Ehren-Insiglen bekräfftiget / davon 2. gleichlautende ausgerichtet / jedem Theil eines zur hand gestellt / welcher Ratification von beyderseits hohen obrigkeiten förderlichst solle eingehohlt / und solche auf den morgigen Nachmittag umb 12. uhr im Schoß Wädenschweil gegen einander extradirt werden. Actum in Schloß Wädenschweil den 2. Augusti 1712.

(L. S.) Andreas Meyer.

(L. S.) Leonhard Gruber.

(L. S.) J. A. Reding.

(L. S.) F. D. Bätzschard.

CXXXIII.

Friedens-Schluß zwischen beyden Löbl. Evangelischen Ständen Zürch und Bern und denen V. Löbl. Catholischen Ständen Lucern / Uri / Schweitz / Unterwalden und Zug wodurch der Friede vom 18. July 1712. Von Zürch / Bern / Lucern und Ury beliebet und unterschrieben / anitzo von Ihnen insgesamt angenommen wird; die Marck-Linie zwischen denen Partheyen reguliret / Zürch und Bern die Stadt Rapperschweil gelassen / Bern in die mit-Regierung im Thurgouw / Rheintahl / Sargans und übrigen bezirck der freyen Ämter aufgenommen / das vorige vergessen / und die gefangenen beyderseits auf freyen fuß gestellet werden. Beschlossen in Arau den 9. und 11. Aug. 1712. [Europ. Staats-Cantzley 19ter Theil pag. 821.] 9. & 11. Août.

C'est-à-dire,

Conclusion prise entre les Louables Cantons Evangeliques de ZURICH *& de* BERNE, *& les cinq Louables Cantons Catholiques de* LUCERNE, *d'*URI, *de* SCHWETZ, *d'*UNDERWALD, *&* ZUG, *par laquelle la Paix faite le 18. Juillet 1712. & signée par les Cantons de Zurich, de Berne, de Lucerne & d'Uri est acceptée, & confirmée, & par dessus cela les Limites reglées entre les uns & les autres; la Ville de Rapperschweil laissée aux Cantons de Zurich & de Berne; & celui de Berne admis à la Cor-regence des Baillages de Turgauw, de Rhyntal, de Sargans, & des autres des Provinces Libres, toutes les offenses passées étant d'ailleurs reciproquement mises en oubli. A Arau le 9. & 11. d'Août 1712.*

KUND und zu wissen sey hiemit männiglich. Demnach unterm 18. July, zwischen denen Löbl. Ständen Zürich und Bern / an einem / denen von Lucern und Ury am andern Theil / würcklich ein fried abgeredt und verglichen / in ein Instrument verfast / von denenselben Ehren-Gesandten / Krafft von ihren Herren und Oberen empfangenen Gewalten / allseitig unterschreiben / und mit dero Pittschafften verwahret worden; damahlen aber Löbl. Stände Schweitz / Unterwalden und Zug / solchen verbrieffteu Frieden nicht annehmen noch belieben wollen: derowegen dann durch solchen Anstand die Sachen bekannter massen in noch mehrere feindthätlichkeit und leidige Kriegs-Ubungen verfallen; daß darüber hin alle Löbl. XIII. und zugewandter Orten der Eydgenossenschafft Herren Ehren Gesanndte sich fernher dinne in Arau zusammen gethan; und nachdem die sämtliche Herren Eh-

ANNO 1712.

Ehren Gesandte Löbl. Interessirter Orten die von dero allseitigen hohen Oberkeiten und höchsten Gewalten zum Friedens-Schluß empfangene Vollmacht gegen einander wohlmeyntlich eröffnet und schrifftlich erklähret/ durch sämbtlicher Herren Gesaudten eingemeine besorgnus/ eyfer und beflissenheit die Sachen dahin gebracht/ daß unter gnädig himmlischer vergleitung/ sothane Mißverständnus und Zweytracht nun völlig erörtert/ entschieden/ betragen/ und (der höchste beschehre es) zu einem immerwährenden Frieden und Vergleich verordnet worden wie von Puncten zu Puncten folget; Und waren die Herren Ehren Gesandten/ nemlich von Zurich/ Herr Johann Jacob Escher/ Burgermeister/ und Herr Johann Jacob Ulrich/ Stadthalter und des Raths; von Bern/ Herr Samuel Frisching/ Herr zu Rümmlingen und Venner/ Herr Christoph Steiger/ Seckelmeister Welcher Landen/ und Herr Abraham Tscharner/ alle drey des Raths: von Lutern Herr Johann Martin Schwitzer Herr zu Luckras/ Schultheis und Venner/ und Herr Obrist Carl Anthoni am Rhein/ des Raths; von Uri/ Herr Landts-Haubtmann Joseph Antoni Pundtiner/ Obrist und Land-Amman/ und Herr Sebastian Jauch/ Land-Schreiber; von Schweitz/ Herr Landts-Haubtmann Joseph Frantz Erler/ Neu- und Herr Gilch Christoph Schorno/ Alt Land-Ammann; von Unterwalden Obherr/ Niclaus im Feld/ Land-Ammann und Panner-Herr/ und Sebastian Remigius Käyser/ Land-Ammann/ und Landts-Hauptmann/ und Herr Hauptmann Joseph Ignatius Stultz/ Alt Land-Ammann nid dem Kernwald; von Zug/ Herr Landts-Haubtmann Beat Jacob zur Lauben von Thurn und Gestellmburg/ Herr zu Hembrunn und Anglicken/ Ritter und Lands-Ammann/ Herr Haubtmann Wolfgang Damian Müller/ Seckelmeister/ und Herr Gall Better von Egry/ und Herr Oßwald Heggle/ Alt-Ambtmann von Mentzingen alle des Raths von Glarus/ Herr Johann Heinrich Zwickl Land-Ambtmann und Zeugherr/ und Herr Jacob Gallati/ Stadthalter und des Raths/ von Basel Herr Johann Balthasar Burckhard/ Burgermeister/ und Herr Christoph Burckhard/ Deputat und des Raths; von Freyburg/ Herr Frantz Philipp von Landren/ genannt Heid/ Herr zu Eugy au Mont und Ursin/ Schultheis/ Ritter/ und Herr Frantz Niclaus von der Weyd alle des Raths; von Solothuen/ Herr Baron Johann Friedrich von Roll/ Herr zu Ennenholtz Stadt-Venner/ Ritter/ und Herr Johann Jacob Joseph Glutz/ Seckelmeister; Ritter/ beyde des Raths; von Schafhausen/ Herr Michael Senn/ Burgermeister/ und Herr Melchior von Pfistarn/ Stadthalter und des Raths; von Appenzell/ Herr Paulus Suter/ Land-Ambtmann Innern- und Herr Lorentz Dauner/ Land Ambtmann Aussern Rodens; von Stadt St. Gallen/ Herr Christoph Hochreutener/ Stadt-Schreiber/ J. V. Doctor und des Raths/ von Birl/ Herr Peter Haas/ Stadt-Venner und des Raths/ und Zwar.

I. Thun Löbl. interessirte Orth Zürich/ Bern/ Lucern und Ury/ welche den Frieden von 18. July Jüngsthin/ damahls würcklich beliebet/ unterschrieben und besiegler; desgleichen Schweitz/ Unterwalden/ ob und nid dem Kernwald/ und Zug sambt dem aussern Ambt/ welche seldiger Zeit sich daezu nicht verstehen wollen/ disinahlen in krafft habender obbemeldter vollmacht sich dahin erklähren/ daß selbiger von Ihnen sämbtlichen auch angenommen und beliebet seyn/ dann auch in allen seinen Puncten und Articuln völlig nachgelebet und statt gethan werden soll.

II. Daß an statt in besagtem Instrument die Marck und Sönderungs linie in den freyen Aembtern unter her dem Closter Hermetschwyl/ oberhalb Sarmenstorff/ hinüber auf Fahrwangen angesetzt ware/ dieselbe von Lunckhofen an auf Fahrwangen gezogen werden solle: Daß was anzetzer diese lini, denen beyden Löbl. Orthen Zürich und Bern allein (mit vorbehalt Löbl. Orths Glarus habenden Rechten) verbleiben/ was aber ob dieser ermeldten Marck Linie, den VII. regierenden Löbl. Orthen zu dienen; und anbey diese Marck-Lini anders/ als wie im ersten Instrument versehen/ nichts bedeuten/ sondern einem jeden sein Recht wie zu vor verbleiben/ und damit des nacher kein streit erfolge/ dieser District von nun an/ nach Notthurffe außgemarcket werden solle. Dan so solle auch

III. Beyden Löbl. Standen Zürich und Bern überlassen bleiben (jedoch mit vorbehalt Löblichen Standts Glarus habenden Rechten) die Stadt Rapperschwyl sambt der Bruck/ Hoff und Zoll/ und übrige Zugehör/ nach Inhalt der den 1. Augusti dieses Jahrs von beyden Löbl. Ständen Zürich und Bern/ mit Schultheis und Rath zu Rapperschwyl geschlossenen Capitulation, wie auch das gegen über stehende Dorff Hurden/ und von mitte desselben annoch ein District in allweg von drey tausend bekannten und üblichen Schuhen/ weiter hinaus; Mit noch der Erläuterung/ daß ermeldtes Hurden und Einwohner bey ihrer freyen und ohngehinderten Catholischen Religions-Ubungs Geist und Weltlichen Freyheiten/ Recht und Gerechtigkeiten/ Haab und Guth/ ohngehindert ruhig verbleiben/ beschützt und beschirmet werden; denen dann auch Ihr Recht und Nutz-Niessung/ so sie auf dem Schweitzerischen Territorio bremahlen haben/ für daß zuständig bleiben solle. Darbey auch verglichen worden/ daß zu ermelten Hurden keine Fortifications als Schantzen gegen einander gemacht werden sollen/ und die neu auffgeworffene geschleiffet werden/ um die verträuliche nachbarschafft widerum desto steiffer einzurichten und zu behalten Item so solle auch

IV. Löbl. Stand Bern in die Mit-Regierung in Thurgöw/ Rheinthal/ Sargans und übrigen Bezirck der freyen Ämbtern aufgenommen seyn/ also daß selbiger von nun an daselbstige Bevogtigungen/ auf Löbl. Standts Zürch außbedienung anzutretten haben solle.

V. In diesem Frieden sollen auch kräfftigst mit begriffen seyn nicht nur alle Unsere Erd- und Bunds-Genossen/ Schirm- und Zugewandte insgemein/ sondern auch ins besonder alle die/ so dem ein- oder andern Theil mit Rath und That Hülffe geleistet.

VI. Erklähren sich sämptliche interessirte Orth alle die jenige einer wahren Amnestie geniessen zu lassen/ welche währender Zeit dieser Unruhen mit beschehenen oder unterlassenem Zuzug/ als sonsten gegen ein oder andren Theil verfehlt haben mögten; auch diejenige/ welche sich an beyde Löblichen Stände zu ergeben genöthiget/ und sich unter derselbigen Schutz ergeben/ oder ergeben wollen/ und aber wiederumb an ihre vorige Obrigkeit gewiessen worden/ denen solle hierum nichts zugesuchet werden/ noch sich einiger massen gegen jemanden zu entgelten haben.

VII. Die Kriegs-Gefangene sollen allerseits auf Erläg der Atzungs-Kosten gegen einander ausgewechselt werden; und weilen beyde Löbl. Ständ einen mercklichen Uber-Schuß an der Zahl und Quantität haben/ erklähren sie sich/ selbige ohne Rantzion, nach beschehener Bezahlung der Atzungs-Kosten/ denen 5. Löbl. Orthen/ zu Bezeugung Eydgenossischer Freundschafft/ nach publicirten Frieden auf freyen Fuß zu stellen; da dann zu-

ANNO 1712.

mahlen auch aller Orthen Löbl. Eydnosschafft der Eyd- und Bundsgenoßische Handel und Wandel wieder hergestellet und offen seyn solle. Und was vor dem Krieg in ein oder andern Orts Bortmäßigkeit / für Waaren / Ansorderungen / Schulden und Gegenschulden und dergleichen gewesen und gelegen seyn / ohnverhindert jedem Theil widerum angedeyhen und verabfolge werden solle.

VIII. Solle es wegen des Herrn Prälaten zu St. Gallen bey dem dritten Articul des geschlossenen Friedens von 18. July gänzlich verbleiben. Und gleich wie die beyden Löbl. Stände sich förderlich angelegen seyn lassen werden / selbiges Geschäfft mit Herren Prälaten und Convent ohnverzüglich beyzulegen; Also wollen auch die 5. Cathol. Löbl. Orth sich allen Fleisses angelegen seyn lassen / diesen Frieden bestens ihres vermögens in Güte zu befördern / damit die allgemeine Ruhe und Wohlstand in gemeinen lieben Vaterland wieder hergestellet werde

Schließlichen sollen / so bald die von Löbl. 5. Orten per Expressos verlangte Ratification dieser Tractaten eingelangt und extradiert seyn wird / alle feindthätlichkeiten / als Contributionen und anders widriges aufgehebt / und die Völcker in eigene Lande zurück gezogen werden.

Zu mehrer bekräfftigung alles obstehenden haben die Herren Ehren Gesandte Löbl. interessirter Orthen gegenwärtiges Friedens-Instrument, Krafft habender abangezogener Vollmachten / eigenhändig unterschrieben und mit dero angewohnten Petschafften versehen. Übrigens sich die Löbl XIII. und zugewandte Orth Freund Eydgenösich erklähren / die zusammen habende Bünd aufrichtig und getreulich zu beobachten und zu halten; der meynung / daß von dato inner zehen Tagen dieser und vorige Friedens-Tractaten in ein Haubt-Instrument zusammen getragen / von allen Löbl. 13. und zugewandten Orthen der Eydgnossenschafft / als welchen ein beharrlicher Frieden ganz billich angelegen / mit allseitigen Standts Insieglen verwahret werden soll. Also behandelt und beschlossen in Arau den 9 und 11. Augusti 1712.

(L. S.) Johann Jacob Escher.

(L. S.) Hanß Jacob Ulrich.

(L. S.) S. Frisching.

(L. S.) E. Steiger.

(L. S.) A. Tscharner.

(L. S.) J. M. Schweizer zu Buchnaß.

(L. S.) E. A. am Ryn.

(L. S.) J. A. Püntiner.

(L. S.) J. Sebastian Janch.

(L. S.) Joseph Frantz Erler.

(L. S.) Niclaus im Feld.

(L. S.) Sebastian Remigi Keyser.

(L. S.) Joseph Ignatius Stulz.

(L. S.) V J. zurlauben.

(L. S.) W. D. Müller.

(L. S.) Gall Vetter.

(L. S.) Oßwald Hechlin

ANNO 1712.

CXXXIV.

19. Aout.

Traité pour une Suspension d'Armes de quatre mois, fait & conclu entre LOUIS XIV. *Roi de France, &* ANNE *Reine de la Grande Bretagne, laquelle sera aussi observée en Espagne d'où la Reine retirera ses Troupes. A Paris le 19. d'Août* 1712. Avec la RATIFICATION *de la Reine donnée à Windsor le* 18-29. *d'Août* 1712. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. V. pag. 16]

ANNA, *Dei Gratia, Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Regina, Fidei Defensor &c. Omnibus quibus præsentes Literæ pervenerint, salutem. Cum Perdilectus & perquam fidelis Consanguineus Noster Henricus Vice-Comes de Bolingbroke, Dominus St. John, Baro de Lidiard Tregose, nobis à Secretis Consiliis & è Primariis Secretariis Status alter, virtute plenariæ Potestatis, quam ei concessimus, simul ac Johannes Baptista Colbert, Eques, Marchio de Torcy, Croissy, Sablé, Bois-Dauphin aliorumque locorum Consiliarius Charissimi Fratris Nostri Regis Christianissimi Ministe & Secretarius Status, Commendator, Cancellarius & Custos Sigillorum Equestrium Ejus Ordinum, Cursus & Vehiculis publicis Franciæ Summus Præfectus, vi etiam Plenariæ Potestatis ei commissæ, octavo die præsentis mensis, stilo vetere, anni millesimi septingentesimi duodecimi signaverint Tractatum de armistitio in verbis sequentibus.*

Comme il y a lieu d'esperer un heureux succès des Conferences établies à Utrecht par les soins de Leurs Majestés Britannique & Très-Chretienne pour le retablissement de la Paix Générale, & qu'Elles ont jugé necessaire de prevenir tous les évenemens de Guerre capables de troubler l'état où la Negotiation se trouve présentement, leurs dites Majestés attentives au bonheur de la Chrétienté sont convenues d'une suspention d'Armes, comme du moyen le plus sûr pour parvenir au bien général qu'Elles se proposent : Et quoique jusqu'à present sa Majesté Britannique n'ait pû persuader ses Alliés d'entrer dans ces mêmes sentimens, le refus qu'ils font de les suivre n'étant pas une raison suffisante pour empêcher sa Majesté T. C. de marquer par des preuves effectives le desir, qu'Elle a de retablir au plûtôt une parfaite Amitié & une sincere correspondance entre la Reine de la Grande Bretagne & Elle, les Royaumes, Etats & Sujets de leurs Majestés, sa dite Majesté Tres-Chretienne aprés avoir confié aux Troupes Angloises la garde des Ville, Citadelle, & Fort de Dunkerque pour marque de sa bonne foi, consent & promet, comme la Reine de la Grande Bretagne promet aussi de sa part.

I. Qu'il y aura une suspension générale de toutes entreprises & faits d'Armes, & generalement de tous actes d'hostilité entre les Armées, Troupes, Flottes, Escadres & Navires de leurs Majestés Britannique & Très-Chretienne pendant le terme de quatre mois, à commencer du vingt-deuxiéme du present mois d'Aout jusqu'au vingt deuxieme du mois de Decembre prochain.

II. La même suspension sera établie entre les Garnisons & Gens de Guerre, que leurs Majestés tiennent pour la défense & garde de leurs Places dans tous les lieux, où leurs Armes agissent ou peuvent agir tant par Terre que par Mer, sur les Rivieres ou autres Eaux, en sorte que s'il arrivoit, que pendant le tems de la suspension on y contrevînt de part ou d'autre par la prise d'une ou de plusieurs Places, soit par attaque, surprise ou intelligence secrete, en quelque endroit du monde que ce fût, qu'on fit des Prisonniers ou quelques autres actes d'hostilité, par quelque accident imprevû, de la nature de ceux qu'on ne peut prevenir, contraires à la presente Cessation d'Armes, cette contravention se reparera de part & d'autre de bonne foi sans delai ni difficulté, restituant sans aucune diminution ce qui aura été pris, & mettant les Prisonniers en liberté, sans demander aucune chose pour leur rançon ni pour leur dépense.

III. Pour prevenir pareillement tous sujets de plaintes & de contestations qui pourroient naître à l'occasion des Vaisseaux, Marchandises ou autres Effets, qui seroient pris par mer pendant le tems de la

ANNO 1712. la suspension, on est convenû reciproquement, que lesdits Vaisseaux, Marchandises & Effets qui feroient pris dans la Manche, & dans les Mers du Nord après l'espace de douze jours, à compter depuis la signature de la susdite Suspension, seront de part & d'autres restitués reciproquement.

Que le terme sera de six semaines pour les Prises faites depuis la Manche, les Mers Britanniques, & les Mers du Nord jusqu'au Cap. S. Vincent.

Et pareillement de six semaines depuis & au delà de ce Cap jusqu'à la Ligne, soit dans l'Ocean, soit dans la Mediterranée.

Enfin de six mois au delà de là Ligne, & dans tous les autres endroits du monde sans aucune exception, ni autre distinction plus particuliere de tems & de lieu.

IV. Comme la même Suspension sera observée entre les Royaumes de la Grande Bretagne & d'Espagne, sa Majesté Britannique promet, qu'aucun de ses Navires de Guerre ou Marchands, Barques ou autres Bâtimens appartenans à sa M. B. ou a ses Sujets ne seront desormais employés à transporter ou convoier en Portugal, en Catalogne, ni dans aucun des lieux ou la Guerre se fait presentement, des Troupes, Armes, Habits, ni en général aucunes Munitions de Guerre & de Bouche.

V. Toutefois il sera libre à sa Majesté Britannique de faire transporter des Troupes, des Munitions de Guerre & de Bouche, & autres provisions, dans les Places de Gibraltar & de Port Mahon actuellement occupées par ses Armes, dont la possession doit lui demeurer par le Traité de Paix qui interviendra; Comme aussi de retirer d'Espagne les Troupes Angloises, & généralement tous les effets, qui lui appartiennent dans ce Royaume, soit pour les faire passer dans l'Isle de Minorque, soit pour les conduire dans la Grande Bretagne, sans que lesdits transports soient censés contraires à la Suspension.

VI. La Reine de la Grande Bretagne pourra pareillement, sans y contrevenir, prêter ses Vaisseaux pour transporter en Portugal les Troupes de cette Nation, qui sont actuellement en Catalogne & pour transporter en Italie les Troupes Allemandes, qui sont aussi dans la même Province.

VII. Immediatement après que le present Traité de Suspension aura été declaré en Espagne, le Roi se fait fort que le blocus de Gibraltar sera levé, & que la Garnison Angloise aussi-bien que les Marchands, qui se trouveront dans cette Place pourrom en toute liberté vivre, traiter & negotier avec les Espagnols.

VIII. Les Ratifications du present Traité seront échangées de part & d'autre dans le terme de quinze jours, ou plûtôt, si faire se peut.

En foi de quoi & en vertu des Ordres & Pouvoirs que Nous soussignés avons reçû de la Reine de la Grande Bretagne, & de S. M. T. Chrétienne, Nos Maitresse & Maitre, avons signé les presentes, & y avons fait apposer les Sceaux de nos Armes. Fait à Paris le dix-neuviéme Août mil sept cens douze.

(L. S.) BOLINBRORF.
(L. S.) COLBERT DE TORCY.

NOS viso & perpenso præfato Tractatu eundem in omnibus & singulis eius Articulis & Clausulis approbavimus, & ratum firmumque habuimus, sicut per præsentes eundem approbamus, & ratum firmumque habemus; spondentes, Verboque Regio promittentes, nos omnia quæ in eo continentur, præstituras ac inviolate observaturas, neque eis directè vel indirectè ullo modo contraventuras. In quorum fidem majusque robur Præsentes manu nostra Regia signatas Magno Nostro Magnæ Britanniæ Sigillo communiri fecimus. Dabantur in Arce Nostra Vindesoræ die decimo Octavo Mensis sextilis Anno Domini Millesimo Septingentesimo duodecimo, Regnique Nostri Undecimo.

ANNA REGINA.

Proclamation faite à Paris de la Suspension d'Armes entre la FRANCE, *l'*ESPAGNE, *& l'*ANGLETERRE, *selon l'ordre du Roi donné à Fontainebleau le 21. d'Août 1712.* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. II. pag. 60.]

ON fait à sçavoir à tous qu'il appartiendra, qu'il y a Suspension d'Armes générale, & de tous actes d'hostilité, tant par Terre que par Mer, entre très-haut, très-puissant, & très-excellent Prince LOUIS, par la grace de Dieu. Roi de France & de Navarre, nôtre Souverain Seigneur: & très-haute, très-puissante, & très-excellente Princesse ANNE, Reine de la Grande-Bretagne, leurs Vassaux, Sujets, Serviteurs, en tous leurs Royaumes, Païs, Terres, & Seigneuries de leur obéïssance, pendant le tems de 4. mois, à commencer du 22. jour du présent mois d'Août, & finissant le 22. du mois de Décembre prochain: Pendant lequel temps de 4 mois, il est defendu aux Sujets de S. M. de quelque qualité & condition qu'ils soient, d'exercer contre ceux de la Reine de la Grande-Bretagne, aucun acte d'hostilité par Terre, par Mer, sur les Riviéres, ou autres Eaux, & de leur causer aucun préjudice ni dommage, à peine d'être punis séverement, comme perturbateurs du repos public.

Fait à Fontainebleau le 21. Aout 1712.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas,

COLBERT.

Autre Publication de la même Suspension d'Armes faite à Londres le 30. d'Aoust 1712. Avec la DECLARATION *de la Reine de la* GRANDE BRETAGNE *prometant des Passeports à ceux de ses Sujets qui voudront faire Commerce en France.* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. II. pag. 61.]

ANNE R.

D'Autant que pour mettre fin à cette Guerre longue & onereuse, & pour rétablir la Paix générale, on a commencé depuis quelque temps des Conférences à Utrecht, où elles se tiennent encore: & que pour prévenir l'effusion du sang Chrétien, & tous les événemens de Guerre capables de troubler le progrès de cette Négociation; & pour mieux assurer le Commerce de nos Royaumes, & des Etats qui en dépendent, il a été convenu entre nous & Sa Majesté Très-Chrétienne, de ce qui suit, sçavoir:

Qu'il y aura une Suspension générale de toutes Actions & Entreprises Militaires, & de tous actes d'hostilité en général, entre les Armées, Troupes, Flotes, Escadres, & Vaisseaux de Sa Majesté de la Grande Bretagne & du Roi Très Chrétien pendant le terme de quatre Mois, à commencer du 22. du présent mois d'Août, jusqu'au 22. du mois de Decembre prochain.

Et pour prévenir tous sujets de plaintes & de disputes qui pourroient naître à l'occasion des Vaisseaux, Marchandises, ou autres Effets qui seroient pris par Mer pendant le temps de la Suspension, il a été convenu reciproquement, que les Vaisseaux, Marchandises & Effets qui seront pris dans la Manche & dans les Mers du Nord, après l'espace de 12. jours, à compter depuis le 19. du présent mois d'Août, auquel le susdit Traité de Suspension a été signé; & que tous les Vaisseaux, Marchandises & Effets qui seront pris après six semaines, depuis ledit 19. jour d'Août, au delà de la Manche, des Mers Britanniques & des Mers du Nord, jusqu'au Cap S. Vincent, ou au delà dudit Cap, jusques à la Ligne, soit dans l'Ocean ou dans la Mediterranée, seront rendus des deux côtez.

Nous avons trouvé à propos, de l'avis de Nôtre Conseil Privé, de notifier le contenu ci-dessus à tous Nos bons Sujets; & nous leur déclarons, que Nôtre Volonté Royale & Nôtre Plaisir est, & nous ordonnons & commandons expressément à tous Nos Officiers, tant par Mer que par Terre, & à tous Nos autres Sujets de quelque qualité qu'ils soient, d'empécher tous actes d'hostilité, soit par Mer, soit par Terre, contre Sa Majesté Tres-Chrétienne, ses Vassaux ou Sujets, durant ledit espace de

ANNO 1712. de quatre mois, sous peine d'encourir Nôtre plus grande indignation. Donné à nôtre Château de Windsor le 29. Août 1712., &c.

A Windsor le 29. Aout 1712.

Sa Très-Excellente Majesté la Reine étant en son Conseil.

POUR prévenir les inconvéniens ausquels les Sujets de Sa Majesté pourroient être exposez, faute de ne pas entendre la teneur ou l'effet de sa Proclamation Royale, qui déclare la Suspension d'Armes, tant par Mer que par Terre, arrêtée entre Sa Majesté & le Roi Très-Chrétien, & qui en ordonne l'observation; & pour l'avancement & la sûreté du Commerce de ses bons Sujets pendant ladite Suspension d'Armes: Il a plû à Sa Majesté de déclarer, qu'aussi tôt que les Passeports pourront être échangez, on les délivrera à ceux de ses Sujets qui en désireront pour leurs Vaisseaux, Biens, Marchandises & Effets, en observant exactement les divers Actes du Parlement qui subsistent encore, par raport au Commerce & à la Correspondance avec la France.

EDWARD SOUTHWELL.

Convention pour expliquer l'Article III. de la Suspension d'Armes entre la FRANCE *&* l'ANGLETERRE, *à l'egard des prises qui se pourront faire par Mer par delà la Ligne. Faite à Fontainebleau le 24. d'Aout 1712.* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. V. pag 23]

COMME il est porté par l'Article 3. du Traité de Suspension d'Armes, que les Vaisseaux Marchands ou autres Effets, qui seroient pris de part & d'autre par Mer au delà de la Ligne, & dans tous les autres endroits du monde &c. suivant la derniere Clause dudit Article après l'expiration de six mois, seront reciproquement restitués; pour prevenir toute équivoque & tout embarras, qui pourroient naître, & toutes les difficultés, qu'on pourroit former sur le fondement que la suspension n'étant que de quatre mois, les prises qui seront faites dans lesdits endroits au bout de six mois seront bonnes, il a été convenu, si malheureusement, ce qu'à Dieu ne plaise, la Guerre recommençoit encore entre LL. MM. Britannique & Très Chrétienne, que la même suspension de quatre mois sera observée au delà de la Ligne, & dans les autres endroits marqués en général par la derniere Clause de l'Article 3. en sorte que ladite suspension commencera dans ces mêmes endroits le vingt-deuxiéme Fevrier 1713. pour être observée jusqu'au vingt deuxiéme Juin de la même Année 1713. quoiqu'il arrive en Europe: Et les Ratifications de ce present Article seront échangées de part & d'autre dans le terme de quinze jours, ou plûtôt s'il est possible. Fait à Fontainebleau le vingt-quatriéme Aout Mil sept cens douze.

(L. S.) BOLINGBROKE.
(L. S.) COLBERT DE TORCY.

CXXXV.

1. Sept. *Traité d'Alliance entre* LOUIS XIV. *Roi de France &* CHARLES XII. *Roi de Suede. Fait à Bender le 1. de Septembre 1712.*

ARTICLE I.

SA Majesté Très-Chrétienne promet d'employer tout son pouvoir à la Porte Ottomanne, pour l'engager à rompre de nouveau avec le Czar de Moscovie, & à embrasser les interêts de Sa Majesté Suedoise: Pour cet effet les ordres en seront amplement donnez & expediez aux Ministres de S. M. T. C. à ladite Porte, & particulierement au Sieur des Alleurs: On y fera aussi tenir & debourser les sommes necessaires pour cela, le tout aux depens de S. M. T. C.

II. Sa Majesté Suedoise sera tenuë pour Garant de la parole du Roi Stanislas, & des Senateurs de son parti, sçavoir que lors qu'il sera retabli dans son Royaume, on cedera à la Porte Ottomanne la Ville & le Château de Caminiec, & toute cette partie de la Podolie qui en depend du côté du midi, que la Porte a conquise & possedée avant la Paix de Carlowitz; & cela à perpetuité sans pouvoir jamais être reclamée pour quelque raison ou prétexte que les evenemens des affaires puissent suggerer. ANNO 1712.

III. Surquoi d'un autre côté la Porte Ottomanne sera obligée & engagée à forcer le Czar de Moscovie à restituer à la Republique de Pologne, le Palatinat, la Ville & le Château de Kiovie avec ses Dependances & toutes les Places à la droite du Borysthene, qui ont ci-devant apartenu à la Republique de Pologne.

IV. Ladite Porte Ottomanne obligera le Czar de Moscovie à ne plus se mêler en aucune maniere des affaires de la Pologne & de celles des Cosaques de l'Ukraine qui doivent rester dans leur ancienne & entiere liberté.

V. S. M. T. C. fera donner un Million de livres à la requisition de S. M. Suedoise pour les Adhérens du Roi Stanislas en Pologne & le Sieur de Bosenval à Danzig les fera payer & debourser en deux termes, dont le second sera un mois après le premier.

VI. En cas que la Paix d'Allemagne ne soit pas concluë cette année (à laquelle pourtant S. M. T. C. malgré ses grands avantages a bien voulu donner les mains pour le bien commun de la Chrétienté selon les très justes & équitables dispositions de la Reine de la Grande Bretagne) S. M. Suedoise sera tenuë aprés avoir joint & ramassé ses Troupes, & retabli ses affaires en Pomeranie, d'entrer dans la Silesie & la Misnie selon le premier Accord, réiteré & confirmé de Bender le 17. Octobre 1710.

VII. En échange S. M. T. C. promet & s'oblige de faire payer à S. M. Suedoise ponctuellement tous les Mois 100 mille Ecus argent de France, à compter du premier jour que S. M. Suedoise entrera avec l'Armée dans les susdits Païs, jusqu'à celui qu'Elle en sortira, ou que la Paix se fera. Fait à Bender le 1. de Septembre 1712.

CXXXVI.

Renunciacion jurada de FELIPE *Duque de Anjou como Rey de España a la Corona de Francia por el y todos sus Decendientes perpetuamente, a favor del Duque de* BERRI, *y otros Principes de la Sangre de Francia, cadauno segun su grado, con clausula de incompatibilidad entre las dos Coronas, de suerte que jamás puedan hallarse unidas en una misma persona; A cuyo fin, el Duque de* SABOYA, *y todos los Principes de su Casa, son llamados para succeder a la dicha Corona de España, en caso de quedar totalmente estinguida la linea de Felipe. Fecha en Madrid a los 5. Noviembre 1712. Reiterada y confirmada al Buenretiro a los 7. del mismo mes de Noviembre 1712.* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. II. pag. 164. en Espagnol & en François. Feuille volante imprimée à Londres, en Espagnol, en François. & en Anglois par autorité publique chez *Benj. Tooke & Jab. Barberon*, l'an 1713. in 4.] 5. Nov.

EL REY.

POR quanto en cinquo de Noviembre de este año de mil setecientos y doze, ante D. Manuel de Vadillo y Velasco mi Secretario de Estado y Notario mayor de los Reynos de Castilla y Leon, y testigos, otorgue, jure y firme el Instrumento publico del tenor siguiente que à la letra es como se sigue.

D. Phelipe por la gracia de Dios Rey de Castilla, de Leon, de Aragon, de las dos Sicilias, de Hierusalem, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Zerdaña, de Cordoba, de Cortega, de Mur-

ANNO 1712.

Murcia, de Jaen, de los Algarves, de Algecira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Indias Orientales y Occidentales, Islas y Tierra firme del Mar Oceano, Archiduque de Austria, Duque de Borgoña, de Bravante y Milan, Conde de AbsPurg, de Flandes, Tirol y Barcelona, Señor de Viscaya y de Molina &c. Por la relacion y noticia de este Instrumento y escriptora de renunciation y dessistimiento, y paraque quede en perpetua memoria, hago notorio y manifiesto a los Reyes, Principes, Potestados, Republicas, Comunidades y personas particulares que son y fueren en los siglos venideros, que siendo unos de los principales supuestos de los Tratados de Pazes pendientes entra la Corona de España y la de Francia, con la de Inglaterra, para cimentar la firme y permanente, y proceder a la general sobre la maxima de asegurar con perpetuidad el universal bien, y quietud de la Europa en un equilibrio de Potencias, desuerte que unidas muchas in una, no declinase la valanza de la delicada igualdad, en ventaja de una, apeligro y recelo de las demas: se propuso y insto por la Inglaterra, y se combino por mi parte, y la del Rey mi Abuelo, que para evitar in qualquier tiempo la union de esta Monarchia, y la de Francia y la possibilidad de que in ningun casso subcediese se haviesen reciprocas renuncias por mi y toda mi descendencia a la subcesion posible de la Monarchia de Francia y por la de aquellos Principes y todas sus lineas existentes y futuras a la de esta Monarchia, formando una relacion decorosa de abdicacion de todos los derechos que pudieren alegarse para subcederse mutuamente las dos Casas Reales de esta, y de aquella Monarchia separando con los medios legales de mi renuncia, mi rama del tronco real de Francia, y todas las ramas de la de Francia de la troncal derivacion de la Sangre Real Española: previniendose assimismo en consequencia, de la Maxima fondamental y perpetua del equilibrio de las Potencias de Europa, el que assi como este persuade y justifica evitar en todos cassos excogitables la union de la Monarchia de España con la de Francia se precauciona se el incombeniente de que en falta de mi descendencia, se diese el casso de que esta Monarchia pudiese recaer en la Casa de Austria cuyos dominios y adherencias aun sin la union del Imperio la haria formidable: motivo que hizo plausible en otros tiempos la separacion de los Estados hereditarios de la Casa de Austria del Cuerpo de la Monarchia Española, combiniendose y ajustandose a este fin por la Inglaterra con migo, y con el Rey mi Abuelo, que en falta mia y de mi descendencia entre en la subcesion de esta Monarchia el Duque de Savoya, y sus hijos y descendientes masculinos, nacidos en constante legitimo matrimonio, y en defecto de sus lineas masculinas, el Principe Amedeo de Carignan y sus de hijos y descendientes masculinos nacidos en constante legitimo matrimonio, y en defecto de sus lineas el Principe Thomas Hermano del Principe de Carinan sus hijos y descendientes masculinos nacidos en constante legitimo matrimonio que por descendientes de la Infante D. Cathalina Hija de el S. Phelipe Segundo y llamamientos expressos tienen derecho claro y conocido supuesta la amistad y perpetua alianza, que se deve solecitar y conseguir del Duque de Savoya, y su descendencia con esta Corona, deviendose creer, que con esta esperanza perpetua y inecsible, sea el fiel invariable de la Valanza, en que amistosamente se equilibren todas las Potencias fatigadas del sudor y incertidumbre de las Vatallas, no quedando algun arbitrio a ninguna de las Partes para alterar este equilibrio federal, por via de ningun Contrato de Renuncia ni retroccion, pues combence la razon de su permanencia la que motiva el admittir le, formandose una constitution fundamental que regle con ley inalterable la succesion en lo por venir, he deliverado en consequencia de lo referido, y por el amor a los Españoles y conocimiento de lo que al suyo de vo, y las repetidas experiencias de su fidelidad, y por retribuyr a la Divina Providencia con la resignacion a su distino el gran veneficio de haver me colocado, y mantenido en el trono de tan illustres y venemeritos Vasallos, el abdicar por mi, y todos mis descendientes el derecho de subceder en la Corona de Francia, deseando no apartarme de vivir y morir con mis amados y fieles Españoles, dejando a toda mi descendencia el vinculo inseparable de su fidelidad y amor; y para que esta deliveracion tenga el devido efecto, y cese el que se hà considerado uno de los principales motivos de la Guerra, que hasta aqui hà affligido a la Europa. De mi propsio motu, libre, expontanea, y grata voluntad, yo D. Phelipe por la gracia de Dios Rey de Castilla, de Leon, de Aragon, de las dos Sicilias, de Hierusalem, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Gallicia, de Mallorca, de Sevilla, de Zerdeña, de Cordoua, de Corsega, de Murcia, de Jaen, de los Algarves, de Algecira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Indias Orientales y Occidentales, Islas y Tierra firme del Mar Oceano, Archiduque de Austria, Duque de Borgoña, de Bravante y Milan, Conde de Abspurg, de Flandes, Tirol y Barzelona. Señor de Vizcaya y Molina &c. Por el presente Instrumento, por mi mismo, por mis herederos y subcesores, renuncio, abandono, y me desisto para siempre jamas de todas pretensiones, derechos, y titulos que yo o qualquiera descendiente mio, aya desde ahora, o pueda haver en qualquier tiempo que subceda en lo futuro a la subcesion de la Corona de Francia, y me declaro y he por excluido, y apartado, yo y mis hijos herederos y descendientes perpetuamente por excluidos e inabilitados absolutamente y sin limitacion, diferencia y distincion de personas, grados, sexos, y tiempos de la accion y derecho de subceder en la Corona de Francia, y quiero y consiento por mi y los dichos mis descendientes que desde ahora para entonces, se tenga por passado transferido en aquel que por estar yo y ellos excluidos inabilitados y incapaces se hallare siguiende en grado, e immediato al Rey pro cuya muerte vacare, y se huviere de regular y diferir la subcession de la dicha Corona de Francia en qualquier tiempo y casso, paraque la haya y tenga como legitimo y Vendadero subcesor, asi como si yo mis descendientes no hizieramos nacido, ni fuessemos en el mundo, porque por tales hemos de ser tenidos y reputados, para que en mi persona y las de ellos no se pueda considerar ni hazer fundamento de representacion activa o passiva, principio o continuacion de linea effectiva contemptiva de substancia sangre o calidad, ni derivar la descendencia o computacion de grados de las personas del Rey Christianissimo mi Señor y mi Abuelo, ni del Señor Delphin mi Padre, ni de los gloriosos Reyes sus progenitores, ni para otro algun effecto de entrar en la subcesion ni preocupar el grado de proximidad y excluir le de el a la persona que como dicho es, se allare siguiente en grado. Yo quiero consiento por mi mismo y por mis descendientes que desde ahora como entonces, sea mirado y considerado este derecho, como pasado y trasladado al Duque de Berry mi Hermano, y a sus hijos y descendientes masculinos nacidos en constante legitimo matrimonio, y en defecto de sus lineas masculinas al Duque de Orleans mi Tio, y a sus hijos y descendientes masculinos nacidos en constante legitimo matrimonio, y en defecto de sus lineas al Duque de Bourbon mi Primo y a sus hijos y descendientes masculinos nacidos en constante legitimo matrimonio, y asi subcessivamente a todos los Principes de la sangre de Francia sus hijos y descendientes masculinos para siempre jamas, segun la colocacion y la orden con que ellos fueren llamados a la Corona por el derecho de su nacimiento y por consequencia a aquel de los dichos Principes, que (siendo como dicho es yo y todos mis dichos descendientes excluidos, inabilitados e incapaces) se pudiere hallar mas cercano en grado immediato despues de aquel Rey por la muerte del qual succediere la vacante de la Corona de Francia, y aquien deviere pertenecer la Subcesion en qualquiera tiempo y en qualquiera casso que pueda ser, para que el la posea como subcesor legitimo y verdadero de la misma manera que si yo, y mis descendientes no huvieramos nacido. Y en consideration de la mayor firmeza del Acto de Abdicacion de todos los derechos y titulos che me assistian ami y a todos mis hijos y descendientes para la Subcesion de la referida Corona de Francia, me aparto y desisto expecialmente del que pudo sobrevenir a los derechos de naturaleza por las Letras Patentes, o Instrumento por el qual el Rey mi Abuelo, me conservo, reservò y havilito el derecho de Succesion a la Corona de Francia, cuyo Instrumento fue despechado en Versalles en el mes de Diziembre del año de mil setecientos, y pasado, aprovado y registrado por el Parlamento, y quiero que no me pueda servir de fundamento para los effectos en el prevenidos, y le refuto y renuncio, y le doy

por

ANNO 1712.

por nullo, irrito, y de ningun valor y por cancelado, y como si tal Instrumento oo se huviese executado, y prometo y me obligo en fee de palabra real, que en quante fuere de mi parte, y de los dichos mis hijos y descendientes que son y seran procurarè la observancia y complimiento de esta escriptura, sin permitir ni consentir que se vaya o venga contra ello directe, o indirecte en todo o en parte y me desisto y aparto de todos y qualesquiera remedios savidos o ignorados ordinarios o extraordinarios y que por derecho commun o Privilegio expecial nos puedan pertenecer a mi y a mis hijos y descendientes para reclamar decir y alegar contra lo suso dicho, y todos ellos los renuncio, y expecialemente el de la lesion evidente enorme y enormissima que se pueda considerar haver intervenido en la desistencia y renunciacion del derecho de poder en algun tiempo subceder en la referida Corona, y quiero que ninguno de los referidos remedios, ni otros de qualquier nombre y ministerio, importancia y calidad que sean nos vaigao, ni nos puedan valer, y si de hecho, on con algun color quitieremos ocupar el dicho Reyno por fuerza de armas haciendo ô moviendo guerre ofensiva o defensiva desde ahora para entonces se tenga jusgue y declare por ilicita, injusta y mal atentada, y por violencia, imbasion y usurpacion, hecha contra razon y conciencia, y por el contrario se jusgue y califique por justa, licita y permitida la que se hiciere, o moviere pol el que por mi exclusion y de los dichos mis hijos y descendientes deviere subceder en la dicha Corona de Francia al qual sus subditos y naturales le hayan de acoger y obedecer, hacer y prestar el juramento y omenage de fidelidad, y servirle le coma à su Rey y Señor legitimo. Y este desistimiento jy renunciacion per mi y los dichos mis hijos y descentientes hà de ser firme, estable, valida e irrevocable perpetuamente para siempre jamas. Y digo y promeτo que no hé hecho ni harè protextacion o reclamacion en publico o en secreto en contrario que pueda impedir o disminuir la fuerza de lo contenido en esta escriptura, y que si la hiciere aun que sea jurada, no valga ni pueda tener fuerza; y para mayor firmeza y seguridad de lo contenido en esta renuncia, y de lo dicho y prometido poe mi parte en ella, empeño de nuevo mi fee y palabra real, y juro solemnemente por los Evangelios contenidos en este Missal sobre que pongo la mano derecha, que yo observarè mantendrè y complirè este Acto y Instrumento de Renunciacion tanto por mi como por todos mis subcesores herederos y descendientes en todas las clausulas en el contenidas segun el sentido y construccion mas natural, literal y evidente, y que de este juramento no hè pedido ni pedirè relaxacion, y que si se pidiere por alguna persona particular, o se concediere motu proprio no usarè, ni me valdrè de ella, antes para en casso que se me conceda, hago otro tal juramento paraque siempre aya y quede uno sobre todas las relaxaciones que me fuesen concedidas, y otorgo este escriptura ante el presente Secretario Notario de este mi Reyno, y lo firmè y mande sellar con mi real Sello, siendo testigos prevenidos y llamados el Cardenal D. Francisco de Judice Inquisidor General y Arzobispo di Montreal, de mi Consejo de Estado D. Joseph Frz. de Velasco, y Tobar Condestable de Castilla. Duque de Frias, Gentilhombre de mi Camara mi Mayordomo mayor, Copero Mayor, y Cazador mayor D. Juan Claros Alonzo Perez de Gusman el Bueno Duque de Medina Sidonia Cavallero del Orden de Sancti Spiritus mi Cavallerizo mayor, Gentilhombre de mi Camara y de mi Consejo de Estado, D. Francisco Andres de Venavides Conde de Sant Istevant de mi Consejo de Estado y Mayordomo mayor de la Reyna. D. Carlos Homodei Lasso de la Vega Marques de Almonacir y Conde de Casa Palma Gentilhombre de mi Camara, de Consejo de Estado y Cavalerizo mayor de la Reyna. D. Restayno Cantelmo Doque de Popoli, Cavallero de la Orden de Sanct Spiritus, Gentilhombre de mi Camara y Capitan de mis Guardias de Corps Italianas. D. Fernando de Aragon y Moncada Duque de Montalto, Marques de los Veles Commendador de Silla y Benazul en la Orden de Montessa, Gentilhombre de mi Camara y de mi Consejo de Estado. D. Antonio Sevastian de Toledo Marques de Mancera, Gentilhombre de mi Camara, de mi Consejo de Estado, y Presidente del de Italia. D. Juan Domingo de Haro y Gusman Comendador mayor en la Orden de Santiago de mi Consejo de Estado D. Juachim Ponze de Leon Duquo de Arcos, Gentilhombre de mi Camara, Comendador mayor en la Orden de Calatrava, da mi Consejo de Estado. D. Domingo de Judize Duque de Jovenazo, de mi Consejo de Estado. D. Manuel Coloma Marques de Canales, Gentilhombre de mi Camara, de mi Consejo de Estado y Capitan General de la Artilleria de España. D. Joseph de Solis Duque de Montellano, de mi Consejo de Estado. D. Rodrigo Manuel Manrique de Lara Conde de Frigiliana Gentilhombre de mi Camara, de mi Consejo de Estado y Presidente del de Indias. D. Isidro de la Cueva Marques de Bedmar, Cavallero de la Orden de Santi Spiritus, Gentilhombre de mi Camara, de mi Consejo de Estado, Presidente del de Ordenes, y primer Ministro de la Guerra, D. Francisco Ronquillo Brizeñon Conde, de Gramedo, Governado de mi Consejo de Castilla. D. Lorenzo Armangual Obispo de Gironda, de mi Consejo y Camara de Castilla y Governador del de Hacienda. D. Carlos de Borja y Centellas Patriarcha de las Indias, de mi Consejo de las Ordenes, mi Capellan y Limosnero mayor, y Vicario General de mis Exercitos. D. Martin de Gusman Marques de Monte Alegre Gentilhombre de mi Camara y Capitan de mi Guardia de Alavarderos. D. Pedro de Toledo Sarmiento Conde de Gondomar, de mi Consejo y Camara de Castilla. D. Francisco Rodriguez de Mendaroz-queta Comisario General de Cruzada, y A. Melchior de Abellaneda Marques de Valdecañas, de mi Consejo de Guerra y Director General de la Infanteria de España. YO EL REY.

Yo D. Manuel de Vadillo y Velasco Cavallero de la Orden de Santiago, Comendador de Bozuelo en la de Calatrava Secretario de Estado de su Magestad Notario y Eerivano Publico en sus Reynos y Señorios, que presentè fui al otorgamiento y todo lo demas de suso contenido doy fée de ello. Y en testimonio de Verdad lo signè y firme de mi nombre en Madrid à cinco de Noviembre de mil setecientos y doze D. MANUEL DE VADILLO Y VELASCO.

Por tanto para el resguardo de los combenios federales de que se hace mencion en el dicho Instrumento aqui inserto, y para que conste authenticamente a todas las partes donde combenga y pretendan valerse de su contenido, y para todos los effectos que huviere lugar en derecho y puedan derivarse de su otorgamiento devajo de las clausulas, condiziones y supuestos en el contenidos, da mandè despachar la présente firmada mi mano, sellada con el Sello de mis Reales armas y refrendada de mi infrascripto Secretario de Estado y Notario mayor de Estos Reynos. En Buen Retiro a siete de Noviembre de mil setecientos y doze.

YO EL REY.

MANUEL DE VADILLO Y VELASCO.
(L. S.)

CXXXVII.

Traité entre LOUIS XIV. *Roi de France &* JEAN V. *Roi de Portugal pour une Suspension d'Armes de quatre mois entre les Couronnes de France & d'Espagne d'une part, & celle de Portugal d'autre part. Fait a Utrecht le 7. Novembre 1712.* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. II, pag 64. 7. Nov.

NOUS Plenipotentiaires da sa Majesté le Roy très-Chrétien, & de la Majesté le Roy de Portugal sommes convenus,

I. Qu'il y aura une suspension generale de toutes actions militaires par terre & par mer, entre les deux Couroones de France & d'Espagne d'une part, & celle de Portugal de l'autre, leurs Sujets, Armées, Troopes, Flottes, Escadres, & Vaisseaux, tant en Europe, que dans tout autre pays du monde, laquelle durera l'espace de quatre mois à commencer le quinziéme du present mois de Novembre, jusques au quinziéme du mois de Mars, que l'on comptera mil sept cent treize; & Sa Majesté Très-Chrétienne se fait fort, qu'elle sera observée par la Couronne d'Espagne.

II.

ANNO 1712.

II. En vertu du present Traité, tous actes d'hostilité cesseront entre ces trois Couronnes de chaque costé pendant ledit espace de quatre mois tant par terre, que par mer & autres Eaux, en sorte que s'il arrivoit que pendant le cours de ladite Suspension, on y contreviut de part ou d'autre, soit ouvertement, par quelque entreprise, ou autre fait d'armes, soit par surprise ou intelligence secrete, en quelque endroit du monde que ce fût, même par quelque accident imprévu, cette contravention se reparera de part & d'autre de bonne foy sans delay, ni difficulté: Les Places, Vaisseaux, & Marchandises seront rendus incessamment, & les Prisoniers mis en liberté, sans qu'on demande aucune chose pour leur rançon, ni pour leur dépense.

III. Afin de prevenir tous sujets de plaintes & contestations, qui pourroient naître à l'occasion des prises faites sur mer pendant le terme de la suspension, on est convenu que les Vaisseaux de part & d'autre qui seroient pris après l'expiration des termes ci-dessus marquez à commencer du jour de la signature de ce Traité, seront entierement rendus avec le monde, l'Equipage, les Marchandises & les autres effets qu'on y aura trouvé, sans la moindre exception, sçavoir ceux qu'on aura pris depuis les Costes du Portugal jusques à la hauteur des Isles Açores & du Détroit de Gibraltar après l'espace de vint cinq jours: Depuis le même Détroit jusques à tous les Ports de la Mediterranée aprés l'espace de quarante jours: Depuis les susdites Costes de Portugal vers les Mers du Nord & dans lesdites Mers aprés cinquante jours: Depuis la hauteur des Isles des Açores jusques au vint cinquiéme degré du côté du Sud aprés cinquante jours, & enfin aprés ledit vint-cinquiéme degré vers toute autre partie du monde aprés six mois. Bien entendu que dans l'endroit où la Suspension ne peut avoir lieu que dans six mois, il est stipulé, que ladite Suspension ne commençant qu'aprés les susdits six mois, elle ne finira par consequent que dans dix mois, & à l'égard des autres endroits, on observera la même chose à proportion des termes marquez, afin que l'on y ait connoissance de ladite suspension d'armes.

IV. Tous Vaisseaux & Bâtiments desdites trois Couronnes pourront naviguer librement & jouir de la présente suspension depuis les termes ci-dessus marquez, sans être munis d'autres Passeports que de ceux de leurs Souverains, & en cas que les Marchands souhaitent d'en avoir d'autres, on leur en accordera reciproquement.

V. Sa Majesté Très-Chrétienne promet que les Articles ci-dessus de la cessation d'armes par mer seront observez par tous les Capitaines de Vaisseaux & autres Bâtiments qui ont ou auront Commission de ses Alliez; & Sa Majesté Portugaise promet que de sa part ils seront pareillement observez à l'egard de tous les Alliez de Sa Majesté Très-Chrétienne.

VI. En vertu de la présente suspension d'armes les Troupes, que Sa Majesté Portugaise a présentement en Catalogne retourneront en Portugal le plûtost qu'il sera possible, & afin que Sa Majesté Portugaise ait le tems d'envoyer les ordres au General qui commande lesdites Troupes, ladite Suspension d'Armes ne commencera pour elles que le premier Decembre prochain, auquel jour elles seront & demeureront dans l'inaction jusqu'à leur depart sans pouvoir servir ni directement ni indirectement contre les deux Couronnes; & en cas que leur retraite se fasse par terre, des Commissaires Espagnols se trouveront sur la frontiere dans les premiers jours de Decembre prochain, pour concerter avec le General desdites Troupes Portugaises le jour de leur depart & toutes les mesures necessaires, afin que leur marche au travers des Etats de la Couronne d'Espagne soit la plus courte & la plus commode qu'il sera possible & que leurs logements soient reglez dans la route: Bien entendu que pendant ladite Marche on leur donnera aussi des Commissaires pour les garantir de toutes insultes; & pour leur faire fournir des vivres aussi bien que tout ce qui leur sera necessaire au prix commun & ordinaire dans le Pays. Sa Majesté Très-Chrétienne se fait fort, qu'on aura toute l'attention possible pour la seureté desdites Troupes, & que si par quelque accident imprevû, il arrivoit que le terme des quatre mois de la suspension vint à expirer pendant leur passage par terre ou par mer, en ce cas la suspension d'armes ne laissera pas de continuer à l'égard de ces Troupes seulement jusques à ce qu'elles soient arrivées en Portugal.

VII. Les Ratifications du present Traité seront échangées de part & d'autre dans le terme de quarante jours, ou plutost si faire se peut, nonobstant que la suspension doive commencer au quinziéme du present mois de Novembre.

En foy de quoy & en vertu des Ordres & Pleins pouvoirs que nous soussignez avons reçus de nos Maistres le Roy Très-Chrétien & le Roy de Portugal, avons signé le present Traité & y avons fait apposer les Sceaux de nos Armes. Fait à Utrecht le septiéme Novembre mil sept cens douze.

Etoit signé,

HUXELLES L.S. — J. *Comte* DE TAROUCA L.S.

D. LOUIS DA CUNHA. L.S.

L.S. L'ABBE' DE POLIGNAC.

L.S. MESNAGER

CXXXVIII.

9. Nov.

Certificato de D. FRANCISCO-ANTONIO DE QUINCOCES *Cavallero de la Orden de St. Jago, del Consejo de su Magestad, Notario y Escrivano publico, en sus Reynos: que contiene Que la Renunciacion a la Corona de Francia, a sido presentada a las Cortes de Castilla juntadas en Madrid, donde a sido aprobada y confirmada en todos sus puntos y articulos estableciendo que en adelante sea tenida y guardada como a Ley fundamental del Reyno. Fecha en Madrid a los 9. Noviembre 1712.* [Sur la Copie imprimée dans le Traité de Paix, entre la France & l'Angleterre à Paris, chez *François Fournier* Avec Privilege du Roi, in 4. Ann. 1713. en Espagnol & en François.]

DON Franciscn Antonio de Quincoces Cavallero del Orden de Sant Jago, del Consejo de su Majestad y su Secretario del de la Camara, y Estado de Castilla, Notario y Escrivano publico en sus Reynos y Senorios. Certifico que en consequiencia de la proposicion que el Rey nuestro Senor (Dios la guarde) hizo al Reyno junto en Cortes, representado per todos los Cavalleros, Procuradores de las Cividades, y villas que tienen voto en ellas, en el dia cincode este presente mes y ano, en su Real Palacio de Bucnretiro, y en vista del Instrumento de renuncia otogardo por Su Majestad en el mismo dia, mes y ano, ante el Señor D. Manuel de Vadillo y Velasco, Su Secretario de Estado, Notario y Escrivano publico, en todos sus Reynos y Senorios que Su Majestad le mando remetir, y se leyo y publico en junta de Cortes que tubo por si solo el Reyno en nueve de este mes acordo lo figniente.

Que se forme por el Reyno, la mas reverente representacion poniendo nos a los Reales pies de Su Majestad riendiendo le immortales gracias por los ummensos favores, conque se ha sevido honorar y exaltar la Nacion Española, atendiendo al mayor bieu y utilidad de sus amantissimos Vassallos, procurando a esta Monarchia el alivis dela deseada paz y tranquilidad y que deseando el Reyno por su parte, contribuir a logro de la Real Intencion de Su Majestad assiente, y si fuere necessario para la mayor autoridad, validaciou y firmeza aprueba y coufirma la Reuuncia que Su Majestad se sirve hacer por si y en nombre de toda Su real descendencia a la Succesion posible de la Monarchia de Francia con la circonstancia de haver se de executar la misma Renuncia por los Principes de aquella Real familia y su descendencia a esta Corona. Y a si mismo la exclusion perpetua de la Casa de Austria a los Dominios de esta Monarchia. Y a si mismo para en caso de faltar (loque Dios no permitta) la Real descendencia de Su Majestade, el lla-

ANNO 1712. llamamiento de la Casa del Señor Duque de Saboya, y de todos Su Hijos y descendientes masculinos havidosen constante legitimo matrimonio y en defecto de todas estas lineas, al Principe Amadeo de Cariñan, Sus Hijos y descendientes masculinos nacidos en constante legitimo Matrimonio y en su falta al Principe Thomas Hermano del referido Principe de Cariñan, Sus Hijos y descendientes masculinos nacidos en constante legitimo Matrimonio, que por Descendientes de la Señora Infanta Dona Cathalina Hija del Señor Phelipe Secundo y llamamientos expressos tienen derecho claro y conozido, suponiendo la amistad y perpetua alianza que se deve solicitar, y consequir del Señor Duque de Saboya, y su descendencia con esta Corona, y que todas estas tres cosas, y cada una de ellas, las aprueba consiente y ratifica el Reyno, con las mismas calidades, condiciones y supuesto que se expresan infieren, y concluyen en el referido Instrumento de Renuncia executado por Su Majestad que queda mencionado y referido y en fin que para asegurar y establecer la firmesa de estos trados, Se obligan estos Reynos con todo su poder, y fuersas a hazer mantener las Reales Resoluciones de Su Majestad, sacrificando en Su real Servitio hasta la ultima gota de su Sangre, offreciendo a Su Majestad vidas y aziendas en obsequio de su amor. Y que para eterna memoria y observancia de la Real deliberacion de Su Majestad y acuerdo del Reyno se pida en su nombre (como con effecto lo ha pedido y suplicado por representacion, y consulta hecha el mismo dia nuebe de este mes) se sirva demandar, que derogando todas las que se hallarum en contrario, se estableca, por Ley fundamental, asi las Renuncias referidas, como la exclusion perpetua de la Casa de Austria, a los Dominios de esta Corona, y el llamamientos de la Casa de Saboya a la Succesion de estos Reynos en falta (que Dios no permitta) de la descendencia de Su Majestad que des de luego acordo el Reyno, con la aprobacion de Su Majestad como fundamento en que concille el mayor bien y utilidad de esta Monarchia, tan atendida, favorecida, y exaltada de la Real venevolentia de Su Majestad y haviendo se conformado el Rey nuestro Señor con este acuerdo y representacion unanime, y conforme de todos los Cavalleros procuradores de Cortes del Reyno ha sido servido por Su Real Decreto de diez y siete de este mes demandar la remitir a Su Consejo supremo, juntamente con la escriptura de Renuncia, ordenandole, que Luego forme, estienda y disponga, el tenor de la Ley con todas las circunstancias de claridad, y firmeza para Su mas inviolable, y perpetua observancia. Como todo lo referido, mas largamente consta y pareze de los mencionades Instrumentos acuerdo y Suplica del Reyno, que vancetados a que me remito. Y esta Certificacion firmanda de mi mano, sellada con el Sello de las Reales Armas de Su Majestad la dol de Su Real Orden participada, en papel del Señor Marquea de Mejorada y de la Brena de Su Consejo, Gentilhombre de Su Camara, Su Secretario de Estado y del Despacho universal, en Madrid a Dies y nuebe de Noviembre de mil setecientos y doce assi firmado FRANCISCO DE QUINCOCES, y sellado de las Armas del Reyno.

CXXXIX.

18. Nov. *Traité d'Accommodement entre Sa Majesté le Roi de* DANNEMARK *& la Ville de* HAMBOURG. *A Altena le* 18. *de Novembre* 1712.

SAVOIR faisons, que comme il s'est élevé entre S. Majesté Frederic IV. Roi de Danemare, de Norwegue &c. & la Ville d'Hambourg &c. plusieurs differents, qui ont engagé S. M. à faire arrêter en Norwegue quelques Vaisseaux & Effets de Hambourg, & à donner ordre d'enlever tous les Vaisseaux & Effets de ladite Ville par tout où ils seront rencontres en Mer; la Ville pour prevenir à tems la continuation des autres domages, que son Commerce pourroit encore souffrir, a souhaité ardemment de rentrer dans la faveur de S. M. & de convenir amiablement; à quoi S. M. ayant aussi été disposée. Elle a donné plein-pouvoir à Messieurs Claus Hardwig de Perkentin, Hans Statio Hagedorn, & Hans Kaspar van Platen de traiter & de conclure un Accord avec les 3. Deputés nommés par le noble Conseil de la Ville, savoir Messieurs Gabriel Silm, Matthieu Schlutern, & Hans Jacob Faber. Cependant, comme après diverses Conferences, on n'a pu venir à aucune conclusion, à cause que la Ville ne s'étoit pas declarée convenablement sur les sommes exigées, quoi-qu'on eut accordé plusieurs delais; & que sur cela quelques Regimens du Roi sont entrés dans le territoire de la Ville & des Communautez & y ont pris des quartiers; lesdits Sieurs Commissaires, après avoir repris le Traité, & tenu diverses Conferences, sont enfin convenus des Articles suivans avec Messieurs les Deputez de la Ville. ANNO 1712.

I. La Ville promet de donner à S. M. Danoise, au sujet de la satisfaction exigée pour le passé, 230. mille Risdales en bons Ecus Danois, ou en bon argent courant, avec l'agio de 4. pour cent; payables à M. van Platen, Commissaire-General des Guerres, qui en donnera quittance.

II. La Ville declare, qu'elle fournira pareillement pour chaque jour, après le dernier delai, accordé depuis le 28. Octobre jusqu'au 5. Novembre, qu'on est convenu sur ce point, 2000. Risdales par jour, & ainsi pour 8. jours 16000. Risdales, en bons Ecus Danois, ou argent courant, avec l'agio de quatre pour cent; dont Elle s'entendra pareillement avec M. le Commissaire General des Guerres van Platen.

III. Et comme le noble Conseil est obligé de faire justice promtement & impartialement à un chacun, il promet aussi de l'accorder particulierement aux Sujets de S. M. Danoise.

IV. La Ville s'oblige d'envoyer encore a Deputez à Coppenhagne, avant la fin de cette année, pour se concilier de plus en plus l'affection inestimable de S. M. D., pour sollicitER, la protection Royale en faveur de son Commerce.

V. Et d'autre part, S. M. D. promet, avec le rétablissement de sa faveur, de retirer les Troupes qui sont dans le territoire de Hambourg, dès que la Ville pourra produire la Quittance du Commissaire General des Guerres van Platen, touchant le payement de l'entiére somme de 246. mille Risdales en Ecus ou argent courant, avec l'agio de 4. pour cent; De delivrer les terres de Hambourg & des Communautez, de Troupes, & de n'y laisser prendre aucuns quartiers à l'avenir.

VI. S. M. veut pareillement relâcher d'abord les Vaisseaux conduits & retenus en Norwegue, avec leurs charges & équipages, sans rien pretendre pour leur relachement, sous quelque pretexte que ce soit; & pour cet effet, ordonner & enjoindre que les Vaisseaux soient relachez sans aucun retardement.

VII. Elle veut en outre retirer les ordres, qui avoient été expediés, pour enlever un plus grand nombre de Vaisseaux de Hambourg; & qu'en cas que de pareils ordres aient deja été executez, tout ce qui aura été pris soit d'abord relaché, accordant de nouveau au Commerce de la Ville, toute protection Royale.

Pour l'execution de cet Accord, les Commissaires Royaux & les Deputez de la Ville ont signé & ont apposé leur Seau; & il a aussi été arrêté en consequence, que les Ratifications en seront échangées dans 4. jours. Fait à Altena le 18. Novembr. 1712.

C. H. DE PERKENTIN.
H. S. HAGEDORN.
H. C. VAN PLATEN.
G. SILM.
M. SCHLUTERN
H. J. FABER.

CXL.

Renonciation avec Serment, de PHILIPPE *Petit Fils de France, Duc d'*ORLEANS *à la Couronne d'Espagne, & à toute esperance d'y pouvoir succeder un jour, lui, ses Enfans, & ses Descendants. Fait au Palais Royal à Paris le* 19. *Novembre* 1712. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. II. pag. 209. Feuille volante imprimée à Londres en Anglois & en Francois par autorité publique chez *Benj. Toolke & John Barberon.* l'an 1713, in 4.] 19. Nov.

PHI.

ANNO 1712.

PHILIPPE, PETIT-FILS DE FRANCE, Duc D'ORLEANS, DE VALOIS, DE CHARTRES ET DE NEMOURS: A tous Rois, Princes, Républiques, Potentats, Communautez, & à toutes personnes, tant présentes, que futures; FAISONS SÇAVOIR par ces Présentes, que la crainte de l'union des Couronnes de France & d'Espagne, ayant esté le principal motif de la présente Guerre; & les autres Puissances de l'Europe ayant toûjours apréhendé que ces deux Couronnes ne fussent sur une même teste, on a posé pour fondement de la Paix que l'on traite presentement, & qu'on espere cimenter de plus en plus, pour le repos de tant d'Etats qui se sont sacrifiez, comme autant de victimes, pour s'opposer au peril dont ils se croyoient menacez, qu'il falloit établir une espece d'égalité & d'équilibre entre les Princes qui étoient en dispute, & séparer pour toûjours, d'une maniére irrévocable, les droits qu'ils prétendent avoir, & qu'ils deffendoient, les armes à la main, avec un carnage reciproque, de part & d'autre.

Que dans la vûe d'établir cette égalité, la Reine de la Grande-Bretagne a proposé, & sur ces instances il a esté convenu par le Roy nostre très-honoré Seigneur & Oncle, & par le Roy Catholique nostre très-cher Neveu, que pour éviter en quelque temps que ce soit, l'union des Couronnes de France & d'Espagne, il seroit fait des Renonciations réciproques; sçavoir par le Roy Catholique Philippe V. nostre Neveu, pour luy & pour tous ses Descendans à la Succession de la Couronne de France, comme aussi par le Duc de Berry nôtre très-cher Neveu, & par Nous, pour nous & pour tous nos Descendans à la Couronne d'Espagne; à condition aussi que la Maison d'Autriche, ny aucun de ses Descendans, ne pourront succeder à la Couronne d'Espagne, parce que cette Maison même, sans l'union de l'Empire seroit formidable, si elle ajoûtoit une nouvelle puissance à ses anciens Domaines; & par conséquent cet équilibre qu'on veut établir pour le bien de tous les Princes & Estats de l'Europe, cesseroit. Or il est certain que sans cet équilibre, les Estats souffrent du poids de leur propre grandeur; ou que l'envie engage leurs voisins à faire des Alliances pour les attaquer & pour les reduire au point, que ces grandes Puissances inspirent moins de crainte, & ne puissent aspirer à la Monarchie universelle.

Pour arriver à la fin qu'on se propose; & au moyen de ce que Sa Majesté Catholique a de sa part fait sa Renonciation le cinquiéme du présent mois: NOUS consentons qu'au défaut de Philippe V. nôtre Neveu & de ses Descendans, la Couronne d'Espagne passe à la Maison du Duc de Savoye, dont les droits sont clairs & connus; d'autant qu'il descend de l'Infante Catherine Fille de Philippe II. & qu'il est appellé par les autres Rois ses Successeurs; de sorte que son droit à la succession d'Espagne est incontestable.

Et désirant de nôtre costé concourir à la glorieuse fin qu'on se propose, de rétablir la tranquilité publique, & prévenir les craintes que pourroient causer les droits de nôtre naissance, ou tous autres qui pourroient nous appartenir: NOUS avons resolu de faire ce Désistement, cette Abdication & cette Renonciation de tous nos droits, pour nous & au nom de tous nos Successeurs & Descendans. Et pour l'accomplissement de cette résolution, que nous avons prise de nôtre pure, libre & franche volonté, Nous nous déclarons & nous tenons dès-à-présent, Nous, nos enfans & Descendans, pour exclus & inhabiles, absolument & à jamais, & sans limitation, ni distinction de personnes, de dégrez & de sexe, de toute action & de tout droit à la Succession de la Couronne d'Espagne. NOUS voulons & consentons pour nous & nos descendans, que dès maintenant & pour toûjours, on Nous tienne, Nous & les nôtres, pour exclus, inhabiles & incapables, en quelque dégré que nous nous trouvions, & de quelque maniére que la Succession puisse arriver à nôtre ligne, & à toutes les autres, soit de la Maison de France, soit de celle d'Autriche, & de tous les Descendans de l'une & de l'autre Maison, qui, comme il est dit & supposé, doivent aussi se tenir pour retranchées & exclues; & que pour cette raison, la Succession de ladite Couronne d'Espagne soit censée devolue & transferée à celuy à qui la Succession d'Espagne doit être transferée, en tel cas, & en quelque temps que ce soit, en sorte que nous l'ayons & tenions pour légitime & veritable Successeur, parce que ny Nous, ny nos Descendans ne devons plus être considerez comme ayant aucun fondement de représentation active, ou passive, ou faisant une continuation de ligne effective ou contentieuse de substance, sang ou qualité, ny tirer droit de nôtre descendance, ou de compter les dégrez de la Reine Anne d'Autriche nôtre très-honorée Dame & Ayeule, ny des glorieux Rois ses Ancestres: Au contraire, nous ratifions la Renonciation que ladite Dame Reine Anne a faite, & toutes les clauses que les Rois Philippe III. & Philippe IV. ont inserées dans leurs Testamens: Nous renonçons pareillement à tout le droit qui nous peut appartenir & à nos Enfans & Descendans, en vertu de la Déclaration faite à Madrid le vingt-neuviéme Octobre mil sept cens trois, par Philippe V. Roy des Espagnes nôtre Neveu; & quelque droit qui nous puisse appartenir pour Nous & nos Descendans, Nous nous en desistons & y renonçons pour Nous & pour Eux. Promettons & Nous obligeons pour Nous, nosdits Enfans & Descendans présens & avenir, de nous employer de tout nôtre pouvoir pour faire observer & accomplir ces Présentes, sans permettre ny souffrir que directement ou indirectement, on revienne contre, soit en tout, soit en partie. Et nous nous désistons de tous moyens ordinaires ou extraordinaires, qui de droit commun, ou par quelque privilége special, pourroit nous appartenir, à Nous, nos Enfans & Descendans, ausquels moyens Nous renonçons absolument, & en particulier à celuy de la lezion évidente, énorme & très énorme qui se peut trouver en la Renonciation à la Succession de ladite Couronne d'Espagne; & voulons qu'aucuns desdits moyens ne nous servent, ny puissent nous valoir; & que si sous ce prétexte ou sous toute autre couleur, nous voulions nous emparer dudit Royaume d'Espagne à force d'armes, la guerre que nous ferions ou exciterions, soit tenue pour injuste, illicite & induëment entreprise; & qu'au contraire, celle que nous feroit celuy qui, en vertu de cette Renonciation, auroit droit de succeder à la Couronne d'Espagne, soit tenue pour permise & juste, & que tous les Sujets & Peuples d'Espagne le reconnoissent, luy obéissent, le deffendent, luy fassent hommage & luy prêtent serment de fidélité, comme à leur Roy, & légitime Seigneur.

Et pour plus grande assûrance & sûreté de tout ce que nous disons & promettons pour Nous & au nom de nos Successeurs & Descendans, Nous jurons solemnellement sur les saints Evangiles contenus en ce Missel, sur lequel nous mettons la main droite, que nous le garderons, maintiendrons & accomplirons en tout & pour tout, & que nous ne demanderons jamais de nous en faire relever: Et que si quelque personne le demande, ou qu'il nous soit accordé, *proprio motu*, Nous ne nous en servirons, ny prévaudrons. Bien plus, en cas qu'on Nous l'accordât, nous faisons un autre serment, que celuy-cy subsistera & demeurera toûjours, quelque Dispense qu'on puisse nous accorder. Nous jurons & promettons encore, que nous n'avons fait ni ferons, ni en public, ni en secret, aucune Protestation ny reclamation contraire qui puisse empêcher ce qui est contenu en ces Présentes, ou en diminuer la force; & que si nous en faisions, de quelque serment qu'elles fussent accompagnées, elles ne pourroient avoir ni force ni vertu, ni produire aucun effet. Et pour plus grande sûreté nous avons fait & passé le présent Acte de Renonciation, d'Abdication & de Désistement, pardevant Maîtres Antoine le Moyne & Alexandre le Fevre Conseillers du Roy, Notaires Garde-Nottes & Garde-Scels au Châtelet de Paris, soussignez: en nôtre Palais Royal, à Paris l'an mil sept cens douze, le dix-neuviéme Novembre avant midy. Et pour faire insinuer & enregistrer ces présentes par tout où il appartiendra, Nous avons constitué pour nôtre Procureur le porteur, & avons signé ces Présentes & leur Minute est demeurée en la possession dudit le Févre Notaire. Signez PHILIPPE D'ORLEANS, LE MOYNE & LE FEVRE; & à côté scellé ledit jour

NOUS Hierosme d'Argouges, Chevalier Seigneur de Fleury, Conseiller du Roy en ses Conseils, Maistre des Requestes honoraire de son Hôtel, Lieutenant Civil de la Ville, Prevôté & Vicomté

ANNO 1712.

de Paris, certifions à tous qu'il appartiendra, que Maîtres Antoine le Moyne & Alexandre le Févre qui ont signé l'Acte de Rénonciation de l'autre part, sont Conseillers du Roy, Notaires au Châtelet de Paris, & que foi doit être ajoûtée, tant en Jugement que dehors, aux Actes par eux reçûs. En foi de quoi nous avons signé ces Présentes, icelles fait contresigner par nôtre Secretaire, & apposer le cachet de nos Armes. A Paris le vingt-un Novembre mil sept cens douze; Signé D'ARGOUGES, & plus bas par mondit Seigneur BARBEY, & scellé.

CXLI.

24. Nov. *Renonciation avec Serment de* CHARLES *Fils de France Duc de* BERRI *à la Couronne d'Espagne, & à tout Droit d'y pouvoir un jour succeder, lui ou ses Descendants à perpetuité. A Marly le 24. Novembre* 1712 [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. II. pag. 199. Feuille volante imprimée par authorité publique à Londres chez *Benj. Toolle* & *Job. Barbaron* l'an 1713. in 4.]

CHARLES, Fils de France, Duc de Berry, d'Alençon, & d'Angoulesme, Vicomte de Vernon, Andely & Gisors, Seigneur des Chastellenies de Coignac & Merpins, A TOUS les Rois, Princes, Républiques, Communautez, & à tous autres Corps & Particuliers, présens & avenir, SÇAVOIR FAISONS. Toutes les Puissances de l'Europe se trouvant presque ruinées à l'occasion des présentes Guerres, qui ont porté la désolation dans les Frontieres; & plusieurs autres parties des plus riches Monarchies & autres Etats, on est convenu dans les Congrez & Traitez de Paix qui se négocient avec la Grande-Bretagne, d'établir un équilibre & des limites Politiques entre les Royaumes dont les interests ont été, & se trouvent encore le triste sujet d'une sanglante dispute; & de tenir pour maxime fondamentale de la conservation de cette Paix, que l'on doit pourvoir à ce que les forces de ces Royaumes ne soient point à craindre, & ne puissent causer aucune jalousie; ce que l'on a crû ne pouvoir établir plus solidement qu'en les empêchant de s'étendre, & en gardant une certaine proportion; afin que les plus foibles étant unis, puissent se défendre contre de plus puissans, & se soûtenir respectivement contre leurs égaux.

POUR CET EFFET, le Roy Nôtre Très-Honoré Seigneur & Ayeul, & le Roy d'Espagne, Nôtre Très-Cher Frére, sont convenus & demeurez d'accord avec la Reine de la Grande-Bretagne qu'il sera fait des Renonciations réciproques par tous les Princes présens & futurs de la Couronne de France & de celle d'Espagne, à tous droits qui peuvent appartenir à chacun d'eux sur la Succession de l'un ou l'autre Royaume, en établissant un Droit habituel à la Succession de la Couronne d'Espagne dans la Ligne qui sera habilitée & déclarée immédiate à celle du Roy Philippes V. nôtre Frére par les Etats d'Espagne, qui ont dû s'assembler pour cette fin, en y faisant une balance immuable pour maintenir l'équilibre qu'on veut mettre dans l'Europe; & passant à particulariser tous les cas prévûs de l'union, pour servir d'exemple de tous ceux qui peuvent se rencontrer, il a été aussi convenu & accordé entre le Roy Très-Chrétien, nôtre Très-Honoré Seigneur & Ayeul, le Roy Philippe V. nôtre Frére, & la Reine de la Grande Bretagne, que ledit Roy Philippe renoncera pour luy & pour tous ses Descendans à l'esperance de succeder à la Couronne de France; Que de nôtre côté Nous renoncerons aussi pour Nous & pour nos Descendans à la Couronne d'Espagne; Que le Duc d'Orleans, nôtre Très-Cher Oncle fera la même chose, de sorte que toutes les Lignes de France & d'Espagne respectivement, & relativement, seront excluës pour toûjours & en toutes maniéres de tous les Droits que les Lignes de France pourroient avoir à la Couronne d'Espagne, & les Lignes d'Espagne à la Couronne de France; Et enfin que l'on empêchera, que sous prétexte desdites Renonciations, ni sous quelqu'autre prétexte que ce soit, la Maison d'Autriche n'exerce les Prétentions qu'elle pourroit avoir à la Succession de la Monarchie d'Espagne; d'autant qu'en unissant cette Monarchie aux Pays & Etats hereditaires de cette Maison, elle seroit formidable, même sans l'union de l'Empire, aux autres Puissances qui sont entre-deux, & se trouveroient comme envelopées, ce qui détruiroit l'égalité qu'on établit aujourd'huy pour assûrer & affermir plus parfaitement la Paix de la Chrêtienté, & ôter toutes jalousies aux Puissances du Nord & de l'Occident, qui est la fin qu'on se propose par cet équilibre politique, en éloignant & excluant ainsi toutes ces branches, & appellant à la Couronne d'Espagne au défaut des Lignes du Roy Philippe V. nôtre Frére & de tous ses Enfans & Descendans, la Maison du Duc de Savoye qui descend de l'Infante Catherine Fille de Philippe II. Ayant été consideré qu'en faisant ainsi succéder immédiatement ladite Maison de Savoye, on peut établir comme dans son centre cette égalité & cet équilibre entre ces trois Puissances, sans quoy on ne pourroit éteindre le feu de la Guerre qui est allumé, & capable de tout ruïner.

ANNO 1712.

VOULANS donc concourir par nôtre Désistement & par l'Abdication de tous nos Droits, pour Nous, nos Successeurs & Descendans, à établir le repos universel, & assûrer la Paix de l'Europe, parce que Nous croyons que ce moyen est le plus sûr & le plus précis dans les terribles circonstances de ce tems; Nous avons resolu de renoncer à l'esperance de succéder à la Couronne d'Espagne, & à tous les droits qui nous y appartiennent & peuvent appartenir par quelque titre ou moien que ce soit; Et afin que cette résolution ait tout son effet, & aussi au moien de ce que le Roy Philippe V. nôtre Frére, a de sa part fait sa Rénonciation à la Couronne de France le cinquiéme du présent mois de Novembre, de nôtre pure, libre & franche Volonté, & sans que nous y soyons induits par aucune crainte respéctueuse, ni par aucun autre égard, que ceux ci-dessus exposez; NOUS Nous déclarons & tenons dès maintenant; Nous, nos Enfans & Descendans, pour exclus & inhabiles absolument à jamais, sans limitation ni distinction de personnes, de dégrez, ni de sexe; de toute action & de tout droit à la Succession de la Couronne d'Espagne; Nous voulons & consentons, pour Nous, nosdits Enfans & Descendans, que dès maintenant & pour toûjours, on nous tienne, Nous & Eux, en conséquence des Présentes, pour exclus & inhabiles, de même que tous les autres Descendans de la Maison d'Autriche, qui comme il a été rapporté & supposé, doivent aussi être exclus en quelque dégré que nous nous trouvions les uns & les autres, & que la Succession nous arrive, nôtre Ligne, celle de tous nos Descendans & toutes les autres de la Maison d'Autriche, comme il a été dit, devant en être separées & excluës: Que par cette raison le Royaume d'Espagne soit censé devolu & transferé à qui la Succession doit en tel cas être dévoluë & transferée en quelque tems que ce soit; Ensorte que nous l'ayons & tenions pour légitime & veritable Successeur, parce que par les mêmes raisons & motifs; & en conséquence des Présentes, Nous, ni nos Descendans ne devons plus être considérez, comme ayant aucun fondement de représentation active ou passive, ou faisant une continuation de Ligne effective ou contentieuse de substance, sang ou qualité, ni même tirer droit de nôtre descendance, ni compter nos dégrez des Personnes de la Reine Marie Therese d'Autriche, nôtre Très-Honorée Dame & Ayeule, de la Reine Anne d'Autriche nôtre Très-Honorée Dame & Bisayeule, ni des glorieux Rois leurs Ancêtres; Au contraire, Nous ratifions les clauses de leurs Testamens & les Rénonciations faites par lesdites Dames nos Ayeules & Bisayeules; NOUS renonçons pareillement au droit qui nous peut appartenir & à nos Enfans & Descendans, en vertu du Testament du Roy Charles II. qui nonobstant ce qui est rapporté ci-dessus, nous appelle à la Succession de la Couronne d'Espagne, la Ligne de Philippe V. venant à manquer; NOUS nous désistons donc de ce droit, & y renonçons, pour Nous, nos Enfans & Descendans, Promettons & Nous obligeons pour Nous & nosdits Enfans & Descendans, de Nous employer de tout nôtre pouvoir pour faire accomplir ce présent Acte, sans permettre ni souffrir que directement ni indirectement on vienne contre, soit en tout, soit en partie, & Nous nous désistons de tous moyens ordinaires ou extraordinaires, qui

de

ANNO 1712. de droit commun ou par quelque privilége spécial pourroient nous appartenir, à Nous, nos Enfans & Descendans, ausquels moyens Nous renonçons aussi absolument, & en particulier à celui de l'évidente, énorme & très-énorme lésion qui se peut trouver en ladite Rénonciation à la Succession de la Couronne d'Espagne, Et Voulons qu'aucun desdits moyens n'ait, ni ne puisse avoir d'effet; Et que si sous ce prétexte ou toute autre couleur, Nous voulions nous emparer dudit Royaume à force d'Armes, la Guerre que Nous ferions ou exciterions, soit tenue pour injuste, illicite, & indûment entreprise, & qu'au contraire la Guerre que nous feroit celuy qui en vertu de cette Rénonciation auroit droit de succeder à la Couronne d'Espagne, soit tenue pour permise & juste, & que tous les Sujets & Peuples d'Espagne le reconnoissent, luy obéïssent, le défendent, luy fassent hommage & luy prêtent serment de fidelité, comme à leur Roy & légitime Seigneur.

Et pour plus grande sûreté de tout ce que Nous disons & prometions pour Nous, & au Nom de nos Enfans & Descendans, Nous jurons solemnellement sur les Evangiles contenus au Missel, sur lequel Nous metions la main droite, que Nous le garderons, maintiendrons & accomplirons en tout & pour tout; Que Nous ne demanderons jamais de Nous en faire relever; & que si quelqu'un le demande pour Nous, ou qu'il nous soit accordé, *motu proprio*, Nous ne nous en servirons, ni prévaudrons; Bien plus, en cas qu'on Nous l'accordât, Nous faisons d'abondant cet autre serment, que celuy-cy subsistera & demeurera toûjours, quelques dispenses qu'on puisse nous accorder; Nous jurons & promettons aussi que Nous n'avons fait ni ferons, ni en public, ni en secret aucune protestation ni réclamation contraires, qui puissent empêcher ce qui est contenu en ces Présentes, ou en diminuer la force. Et que si Nous en faisions, de quelques sermens qu'elles fussent accompagnées, elles ne pourront avoir ni force ni vertu, ni produire aucun effet.

En foy de quoy, & pour rendre ces Présentes authentiques, elles ont été passées pardevant Mes. Alexandre le Févre, & Antoine le Moyne, Conseillers du Roy, Notaires Gardes-nottes de Sa Majesté, & Gardes-Scel au Chastelet de Paris soussignez, lesquels ont du tout delivré le présent Acte.

Et pour faire publier & enregistrer ces Présentes par tout où besoin sera, Monseigneur le Duc de Berry a constitué ses Procureurs généraux & spéciaux les Porteurs des expéditions par *Duplicata* d'icelles, ausquels Mondit Seigneur en a donné Pouvoir & Mandement spécial par cesdites Présentes. A Marly le vingt-quatriéme jour de Novembre mil sept cens douze, avant midi & a signé le présent *Duplicata* & un autre, & leur Minute demeurée audit le Moyne Notaire. Signé CHARLES. LE FEVRE & LE MOYNE; Et à côté, scellé ledit jour.

Ensuite est écrit: Nous Hierôme d'Argouges, Chevalier Seigneur de Fleury, Conseiller du Roy en ses Conseils, Maître des Requestes honoraire de son Hôtel, Lieutenant Civil de la Ville, Prévosté & Vicomté de Paris; certifions à tous qu'il appartiendra, que Maîtres Alexandre le Févre & Antoine le Moyne qui ont signé l'Acte des autres parts, sont Conseillers du Roy, Notaire Gardes-notres de Sa Majesté & Gardes-Scel au Chastelet de Paris, & que foy doit être ajoûtée tant en Jugement que dehors aux Actes par eux reçûs; En foy de quoy Nous avons signé ces Présentes, icelles fait contresigner par nôtre Secretaire, & apposer le cachet de nos armes. A Paris ce vingt-quatriéme Novembre mil sept cens douze.

Signé,

D'ARGOUGES;

Et plus bas;

Par Mondit Seigneur BARBEY.

Et scellé.

CXLII.

14. Dec. *Prorogation pour quatre mois, de la Suspension d'Armes auparavant conclue, entre la* FRANCE, *l'*ESPAGNE, *&* *l'*ANGLETERRE. *A Versailles le 14. Decembre & à Londres le 7 du même mois 1712.* Avec *la* PROCLAMATION *faite à Paris suivant l'Ordre du Roi donné à Versailles le 15. Decembre 1712.* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. II. pag. 161.] ANNO 1712.

COMME un Traité de Suspension d'Armes tant par Terre que par Mer, ou autres Eaux, a été fait entre leurs Majestez Très-Chrétienne & Britannique, & signé à *Paris* 19. d'Août 1712. pour le terme de 4. mois, à commencer le 22. dudit mois d'Août. Et comme ladite Suspension expirera le 22 jour de ce présent mois de Décembre, nouveau stile, leurs Majestez le Roi Très-Chrétien, & la Reine de la Grande-Bretagne, étant du même sentiment qu'Elles étoient alors, & ayant les mêmes vûes pour le bonheur de la Chrétienté, ont jugé nécessaire de prévenir tous les évenemens de la Guerre, capables de troubler les mesures qui ont été prises pour parvenir au bien général qu'Elles se proposent: Et pour ces raisons & autres, ont agréé & consenti, comme elles agréent & consentent par ces Présentes, de prolonger & continuer ladite Suspension d'Armes pour le terme de 4. mois, à commencer dudit 22. de ce présent mois de Décembre nouveau stile, & à durer jusqu'au 22. du mois d'Avril de l'an 1713., nouveau stile, en sorte que ledit Traité de Suspension d'Armes conclu à *Paris* le jour susdit, sera continué & prolongé en toutes maniéres, sans aucune interruption ou obstruction pour le terme susmentionné, comme s'il étoit renouvellé & inseré ici de mot à mot.

En foi dequoi Nous avons signé les Présentes, & y avons apposé les Sceaux de nos Armes. Fait à *Versailles*, le 14. Décembre, & à *Londres* le 7. Décembre 1712.

(L. S.) COLBERT DE TORCY.

(L. S.) BOLINGBROKE.

Proclamation de la Prorogation de la Suspension d'Armes entre la France & l'Angleterre.

DE PAR LE ROI.

ON fait à savoir à tous qu'il appartiendra, que la Suspension d'Armes accordée le 22. du mois d'Août dernier, entre Très-Haut, Très-Excellent, & Très-Puissant Prince, Louis, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, nôtre Souverain Seigneur: & Très-Haute, Très-Excellente, & Très-Puissante Princesse, Anne, Reine de la Grande Bretagne, leurs Vassaux, Sujets, Serviteurs, en tous leurs Royaumes, Pais, Terres & Seigneuries de leur obeïssance, pour durer pendant le tems de 4. mois, commençant le 22. jour dudit mois d'Août dernier, & finissant le 22. du présent mois de Décembre, a été prorogée & continuée pour l'espace de 4. autres mois, commençant ledit jour 22. du présent mois de Décembre, & finissant le 22. Avril prochain 1713. Pendant lequel tems il est défendu aux Sujets de Sa Majesté, de quelque qualité & condition qu'ils soient, d'exercer contre ceux de la Reine de la Grande-Bretagne, aucun Acte d'hostilité par Terre, par Mer, sur les Rivieres ou autres Eaux, & de leur causer aucun préjudice ni dommage, à peine d'être punis séverement comme perturbateurs du repos public. Et afin que personne n'en prétende cause d'ignorance, ordonne Sa Majesté que la Présente sera lûe, publiée & affichée par tout où besoin sera.

Fait à *Versailles* le 15. Décembre 1712.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas:

COLBERT.

XLIII.

ANNO 1713. Janv.

LXIII.

Tractat, so zwischen dem Hertzog und Administratorn zu Hollstein-Gottorff / und dem Schwedischen General Feldmarschall Grafen von Steenbock / im Nahmen Sr. Königl. Majest. von Schweden / geschlossen worden; wodurch der Schwedischen Armée, sich unter die Vestung Tönningen zu retiriren unter gewissen Bedingungen promittiret wird. Den 21. Januar anno 1713. [Sur l'Imprimé à Coppenhague in dero Königlichen Maj. und Univ. privilegirten Buchdruckerey in Folio.]

C'est-à-dire,

Traité entre le Duc Administrateur de HOLSTEIN-GOTTORP, *& le Comte de* STEENBOCK *Maréchal de Camp du Roi de* SUEDE, *par lequel Son A. S. promet de donner accès & refuge aux Troupes de Sa Majesté sous le Canon de Tonningue à certaines conditions. Fait le 21 Janvier 1713.*

Zu wissen ic. Demnach Ihr. Königl. Majest. zu Schweden Hochbetrauter Raht wie auch verordneter General en Chef und Ober Commandeur über dero in Teutschland stehende Armée, Herr Graf Magnus Steenbock von deß Herrn Bischoffen zu Lübeck auch Hertzogen und Administratorn zu Schleswig-Holstein / Herrn Christian August Hoch Fürstl. Durchl. inständigst verlanget / Ihm und dero unter seinem Commando stehenden Königlichen Armée zu vergönnen / sich auf etwa benöhtigten Fall deß Schutzes der Vestung Tönningen zu bedienen. Se. Excellentz der Herr Graf auch Sr. Hoch Fürstl. Durchl. zu motifs vorgestellet / wie eines theils das Fürstl. Hauß bey der gegenwärtigen Conjunctur und Situation durch die verlangte Vergünstigung der Cron Schweden den allergrößesten und einen nimmer gnug zu vergeltenden Dienst erzeigen würde; Und wie andern theils bey der so gar nahe heran rückenden combinirten sehr überlegenen Feindlichen Krieges-Macht die Königl. Schwedische Armée der äussersten Gefahr exponiret stunde; Und dann deß Hr. Administratoris Hochfürstl. Durchl. ihres Ohrts nicht ermangeln wollen / nach deß Fürstl. Hauses unverbrüchlichen attachement vor die Cron-Schweden / bey einer so importanten Gelegenheit einen guten Willen und treuen Dienst-Eyffer an den Tag zu legen; Gleichwohl aber dieselben diese Sache so delicat und von grosser Wichtigkeit zu seyn befunden / daß Sie alle nur ersinnliche Præcautiones dabey zu nehmen vor unumbgänglich nöhtig erachtet; Als haben hochbesagte Ihr. Durchl. mit obwohlermelten Königl. Schwedischen hochbetrauten Raths / General en Chef, und Ober-Commandeurs Hr. Grafen Magni Steenbocks Excellentz sich folgender Puncte vereinbahret und verglichen.

I.

Consentiren Se. Durchl. / daß der Hr. Graf Steenbock unter denen Stücken und Schutz der Vestung Tönningen seine Magazins vor die Königl. Armée formiren möge / gleich wie dann auch

II.

Die gesambte unter deß Hr. Grafen Commando stehende Königl. Schwedische Armée, fals dieselbe von Ihrem Feinde solte in die Enge getrieben werden / solchen Schutzes unter besagter Vestung zu gewärtigen haben solle.

III.

Wann der Hr. Graf Steenbock ein Treffen zu halten genöhtiget würde / und wieder Vermuhten dabey den kürtzern zöge / soll derselbe ebenfals vor sich und seines Königs Armée deß gedachten Schutzes unter der Vestung Tönningen zu gewärtigen und zu geniessen haben.

IV.

Die hiezu behufige Ordres sollen dem Herrn Grafen bey Vollenziehung gegenwärtiger Convention würcklich zu handen gestellet werden.

V.

Dahingegen versprechen deß Königl. Herrn Rahts General en Chef und Ober-Commandeurs Grafen Steenbock Excellentz in Krafft dieses im Nahmen Ihr. Königlichen Majest. zu Schweden bey treuen wahren Worten / Ehr und gutem Glauben / da durch die Formirung der Magazinen / durch die würckliche Bequartierung und durch die Führung deß Krieges hiesige Fürstl. Landen in totalen Ruin gesetzet werden auch wann der Casus existiren solte / daß die Königl. Schwedische Armée sich unter die Stücke von Tönningen setzete / und daselbst den versprochenen Schutz genösse / leicht zu erachten / daß Königl. Dännischer Seits man solches für einen öffentlichen Frieden-Bruch nehmen / und nicht nur die Fürstl. Lande feindlich tractiren / sondern selbige gar unter seine Bothmässigkeit zu bringen / und sie deß Herrn Hertzogens Carl Friderichs Durchl. gäntzlich zu entziehen bedacht seyn würde / daß dannenhero Sr. Königl. Majest. zu Schweden keinen Frieden mit der Cron Dennemarck eingehen noch machen sollen noch wollen / bevor das Fürstl. Hauß nicht nur vollenkömblich restituiret / sondern auch wegen deß erlittenen Schadens zulänglich indemnisiret und demselben deßfalls wenigstens das Ambt Segeberg zu sambt der Grafschafft Pinnenberg von der Cron Dennemarck cediret und eingeräumet worden.

VI.

Viel weniger wil und soll der Hr. Graf Steenbock mit seiner unterhabenden Armee, wann Seine Excellentz der Vestung Tönningen sich solten gebraucht haben / auß hiesigen Landen wegmarchiren / ehe und bevor der Friede mit der Cron Dennemarck auf jetzt vorbesagt im Fuß wird erfolget seyn; daferne aber Se. Excellentz der Vestung Tönningen sich zu Ihrem und der Königl. Armée Schutz gar nicht bedienet haben / sondern die Vestung gantz vorbey gegangen seyn solten / so daß das Fürstl. Hauß bey seiner völligen [illegible] verbleiben könte: So wollen Se. Excellentz Ihnen auch alle Freyheit reserviret haben / mit der Königlichen Armée zu marchiren / wohin Sie es gut finden möchten.

VII.

Ferner verspricht der Hr. Graf Steenbock Nahmens Ihr. Königl. Majest. zu Schweden / daß Ihr. Majest. diejenige Willfährigkeit / so deß Hr. Administratoris Durchl. derselben Vermöge der ersten drey Articul dieser Convention beweisen / gegen Se. Hoch Fürstl. Durchl. insbesondere und gegen Dero Fürstl. Familie mit aller ersinnlichen Danckerkäntnuß erkennen / auch Se. Durchl. und dero Familie von solcher Reconnoissance reelle Proben durch thätige Gegen-Bezeigungen geben / und anbey Se. Durchl. alle

ANNO 1713.

ANNO 1713. alle Satisfaction wegen deß Schadens/ so Ihro aus obiger Entschliessung und Deference vor Sr. Königl Majest. zukommen möchte/ verschaffen wollen und sollen.

VIII.

Und weiln vorbesagter massen es leicht dahin kommen dürffte/ daß nicht nur die Fürstlichen Lande ruiniret sondern auch von auswärtiger Macht überzogen würden/ und dadurch geschehen könte/ daß die Fürstl. Rent-Cammer wenig oder gar keine Intraden zufliessen/ einfolgl. deß Hr. Administratoris Durchl. in dem Stande gesetzet wurden/ daß Sie weder vor Ihrer Durchl. Hertzog Carl Friderich noch auch vor dero eigene Hoff-Statt die Subsistence funden; Als verspricht der Hr. Graf Steenbock hiedurch Nahmens Sr. Königl. Majest. zu Schweden/ auf solchen Erfolg dasjenige/ was zum benöthigtem Unterhalt ermelter beeder Hof-Statten wird erfordert werden/ biß zu Ende deß gegenwärtigen Krieges mit der Cron Dennemarck und erfolgter restitution auch indemnisation des Fürstl. Hauses/ baar zu fourniren.

IX.

Verspricht der Hr. Graf Steenbock auf gute Treu und Glauben und bey allem/ was einen Ehrlichen Mann in der Welt verbinden mag/ daß Er gegenwärtigen Tractat niemahls anderswo als einzig und allein vor Se. Königl. Maj zu Schweden hohen Persohn zum Vorschein bringen/ noch dessen Innhalt seiner Seits zu jemandts Wissenschafft kommen lassen/ auch wegen desselben Verwahrung solche Præcautiones nehmen wolle und solle/ daß man dißfals ausser allen Sorgen seyn könne/ und ob zwar

X.

Wegen kürtze der Zeit und Entfernung Sr. Königl. Majest. zu Schweden/ dero Ratification über diesen Tractat nicht eingeholet werden können; So nimbt dennoch der Hr. Graf Steenbock auf Sich/ daß alles worüber man obstehender massen convenirt ist/ und was dabey stipuliret worden/ von Sr. Königl. Majest. vollenkömblich werde und solle genehmiget werden. Uhrkundlich sind von diesem Tractat zwey gleichlautende Exemplaria verfertiget/ beyderseitig eigenhändig unterschrieben auch besiegelt/ und darauf gegen einander außgewechselt worden. So geschehen respectivè auf'm Schlosse Gottorff und zu Husum den 21ten Januarij Anno 1713.

CHRISTIAN AUGUST.

(L. S.)

G. H. F. H. v. Görtz.

Johan Baner.

H. G. z. Reventlou.

A. E. Stambke.

Separat Articul zwischen dem Hertzogen und Administratorem zu Holstein-Gottorff und dem Königl. Schwedis. General Feldt-Marschalln Grafen von Steenbock im Nahmen Sr. Königlichen Majest. von Schweden den 21. Januar. 1713. wodurch der Schwedischen Armée sich in die Vestung Tonningen retiriren zu dürffen unter gewissen Conditionen stipulitet wird.

C'est-à-dire.

Articles Separés par lesquels le Duc Administrateur de Holstein Gottorp promet à certaines conditions de remetre la Forteresse de Tonningen au Comte de Steenbock & aux Troupes de sa Majesté Suedoise du 21. Janv. 1713.

DAferne über Vermuthen es sich begeben solte/ daß die Königl. Schwedische Armée von ihren Feinden eine Niederlage erlitte/ und der Hr. Graf Steenbock sich mit denen Königl. Trouppen unter denen Stücken der Vestung Tönningen nicht sicher gnug glauben solte/ sondern Er genöthiget würde/ mit seinen Leuten sich in die Vestung selber zu salviren; So wollen deß Hr. Administratoris Hochfürstl. Durchl. auch darin hiemit condescendiret haben; Gestalt dem Hr. Grafen Steenbock solcher halb eine eventuale Ordre an den Commendanten der Vestung hieby zugestellet wird. Darentgegen verspricht der Hr. Graf Steenbock.

I.

Daß Er solcher Retraite in die Vestung sich nicht anders dann in dem fall der äusserster Noth/ wann nemblich keine andere Rettung vor Ihn und Ihr. Königl. Majest. zu Schweden Trouppen mehr übrig wäre/ bedienen wolle und solle.

II.

Verbindet sich der Hr. Graf Steenbock, daß auf dem Erfolg besagter Retraite Er sich keines Commando über die Vestung annehmen/ sondern dem Commendanten darüber nach wie vor alle freye Disposition lassen solle und wolle/ gleich dann auch deß Hr. Grafen Excellentz über die anjetzo unter dero Commando stehende Königl. Trouppen alle Disposition ferner ungehindert behalten.

III.

Nichtsweniger verbindet der Hr. Graf Steenbock sich hiedurch/ wann entweder der Friede mit der Cron Dennemarck erfolget seyn wird/ oder auch sonst Se Excellentz mit der Königl. Schwedischen Armée sich aus hiesigen Landen wieder abziehen solten/ daß Se. Excellentz alsdann die Vestung Tönningen noch vor dem Abzuge der Königl. Armée gäntzlich wieder evacuiren/ und unter keinerley Prætext sich dessen weigern wollen noch sollen.

IV.

Ist verabredet und verspricht der Herr Graf Steenbock auch/ daß er sich in deß Fürstl. Hauses privat und Domestiq vormundschafftl. Affaires auf keine weise weder directè noch indirectè meliren/ vielweniger deß zu Tönningen in verwahrsamb seyenden von Wedderkopp und dessen Sachen sich weder durch intercession noch auf einige andere Ahrt annehmen wolle oder solle. Uhrkundlich ist dieser separat Articul gleich dem Haupt-Recess vom heutigen dato beyderseitig unterschrieben und besiegelt. Es soll auch derselbe von eben solcher Verbindlichkeit und Würckung seyn/ als ob er dem Haupt-Recess von Wort zu Wort inseriret stünde. Geschehen respectivè auf dem Schlosse

ANNO 1713. zu Gottorff und zu Husum den 21. Januarij Anno 1713.

CHRISTIAN AUGUST.

(L. S.)

G. H. v. Gœrtz.

Joh. Banner.

H. G. z. Reventlow.

A. E. Stambke.

Concordare vidi & Copiam hanc manu propriâ scripsi

MARTEN LILLIEHÖÖK.

(L. S.)

Der Schwedischen Generalität über vorherstehende Tractaten ausgestelltes Attestatum.

C'est-à-dire,

Attestation des Generaux Suedois sur ce Traité.

WIR unterschriebene attestiren hiermit/ daß Se Excellentz der Hr. Königl. Raht und General en Chef, der Hr. Graf Steenbock, uns obenstehendes Document sub juratoriâ fide silentii communiciret hat/ und daß dieser Actus von Sr Durchl. dem Hrn. Hertzogen Administrator durch die Hrn. Geheimbte Rähte Hr. Banner und Graf Reventlau ist proponiret und abgehandelt worden/ sambt daß diese Copia allerdings über ein kombt mit dem Original, welches der Hr. Geheimbter Raht Banner gegen Revers zu sich genommen und zu Vermeidung alles soupçons als Commissiones von Ihr. Durchl. dem Hertzogen Carl Friderich intituliret/ wegen Sicherheit Lebens und Sterbens. Wir bezeugen ingleichen/ daß Ihr. Excellentz niemahlen vorher dieses prætendiret oder sich davon geäusser haben/ ehe es die Geheimbten Rähte selber proponiret haben. Nachdemmahlen Wir nun alle ins gesambt und sonders in Ansehung jtziger Zeit Conjuncturen/ gar nicht haben rahtsamb gefunden/ nach Jütland zu gehen/ und uns also die Einräumung von Tönningen gantz nöhtig und unumbgänglich ist; Als soll diese Uhrkundlich vidimirte Copia mit der Zeit dienen zur justification Ihr. Excellence hiebey geführten Conduite und zu Verhütung aller argen List und Gefährde. Gegeben im Haupt Quartier zu Husum den 25. Januarij Anno 1714.

C. E. Aschenberg.	Reinholt Pattkull.
Marscalck.	J. B. Schomer.
CarlAdamStackelberg.	Carl G. Mellin.
H. Strömfelt.	V. C. Bassevitz.

In Ermangelung aller Pettschafften als Gezeuge.

(L. S) A. Brahe.

Die vom Fürstl. Gottorffischen Geheimen Rath Banner und dem Commendanten und andern Officitern in Tönningen an den Königl. Schwed. General Feld-Marschall Grafen von Steenbock geschehene Vorstellung.

C'est-à-dire,

Representation faite au Comte de Steenbock par le Baron Banner Conseiller intime du Duc de Holstein Gottorp & Commandant de Tonningen, avant l'extradition de la Place.

DEmnach Wir unterschriebene in Erfahrung gekommen/ wie Sr Hochgräfl. Excell. wohlmeinende Intention dahin gienge/ die gantze Königl. Armée in dieser Vestung zu logiren/ und dadurch ihr Conservation zu suchen; Als sind wir so wohl auß grossem Respect und Treue vor Ihr. Königl. Majest. von Schweden/ als auch vor unsers Gnädigsten Fürsten und Herrn Interesse, wovon wir bereits reelles preuves abgeleget haben/ in dem wir die Königl. zu-Garnison auf Ordre würcklich mit eingenommen/ und unsers gnädigsten Fürsten und Herrn Länder dadurch dero Feinden zur victime übergeben haben/ bewogen worden/ folgendes gehorsambst und demüthigst vorzustellen.

1. Weil man eine gar geringe Zeit/ so wohl was Magazin und Brod-Korn/ so in dieser Veste obhanden/ betrifft/ damit außkommen kan/ geschweige der zum Brod-backen allein benöthigsten Feurung/ so nicht über drey Wochen dauren kan/ da dann nach sothaner Zeit der Rocken roh müste gegessen werden/ und da Wir ohnfehlbahr in Ansehung der Gelegenheit/ die der Feind zu Wasser von Rensburg und Glückstadt hat/ ein bombardement zu befahren/ dürffte alsdann ein mehrers von so gedachter kleinen Provision vergehen/ und wann die Magazins, Mühlen nebst der durch vermuthliche Feurs-brunst dadurch ruiniret würden/ so würde man also nicht die Treue und die grosse Zele, die wir vor die Conservation der Königl. Armée haben/ weisen/ sondern augenscheinlich befahren müssen/ daß der übrige Rest von der Armée und die Vestung nebst allem was darinn in die Hände und Discretion der grausamen Feinde exponiret und überlassen werden müste.

2. Betreffend Bier/ Brandtwein und Toback/ so wird auf das höchste solches alles nicht über zehen Tage zureichen/ weil keine Feuerung/ Maltz und Hopffen verhanden/ und als dann ein jeder von den Obersten biß zum niedrigsten Wasser und Brackwasser zu trincken necessitiret seyn würden/ wobey eine grosse Desertion von den Gemeinen zu befürchten.

3. Da auß Mangel dessen unaußbleiblich/ indem in bevorstehenden Monaht Martio an diesem Orth die Kranckheiten einreissen und grassiren/ über dem auch bereits von einem Regiment bey die 300. Krancken eingebracht/ und in der Guarnison deren eine gute Anzahl obhanden/ dieser Orth auch also beschaffen/ daß in dem Vor-Jahr sich stets grosse Kranckheiten eräugen/ also anjetzo desto mehr zu befürchten/ daß die Leute/ so in dieser continuirlichen Nässe/ zu mahlen 6. à 8. Tage es immer eins weggeregnet/ stehen und wenig Obdach und Pflege geniessen/ imgleichen dieses Landes Lufft nicht ertragen können/ wegen deß ungesunden Wassers/ also/ aller Menschlicher apparence nach/ eine grosse Contagion und Sterben unaußbleiblich ver-

ANNO 1713. verursachen können/ so daß auch die lebendigen kaum die Todten möchten begraben können.

Diesem nach werden Ew. Excellence gütigst überlegen/ was bey sogestalten Sachen vor Messures zur Conservation Ihr. Königl. Armée und der Veste Tönningen zu nehmen.

Ob es besser die gantze Armée allhie einzulegen/ und die Pferde/ worinnen doch so ein grosses Capital stecket/ umbbringen zu lassen/ da in diesem gantzen Lande/ nach der totalen Verwüstung keine mehr werden zu bekommen seyn/ welches sonst an alle frembde Herrschafften hat dergleichen mittheilen können/ oder nach Ew. Excellence eigen Dessein suchen/ entweder durch hiesige Fahrzeuge/ oder mit Schlagung einer Brücken/ wie Sie selbsten am rathsamsten befinden/ dadurch die Cavallerie und Infanterie, so viel davon können beritten gemacht werden/ möglichster massen zu salviren?

Was den Rest der Infanterie, so allhie verbleibet betriffe/ wollen wir derselben mit Respect und Treue vor Ihr Majest. und unserm gnädigsten Fürsten denenselben so lange Brod mittheilen als wir selbst haben und so lange solches dauren wird. Datum Tönningen den 17. Februarij 1713.

Johann Bauer.

Joachim Wolff Obr. und Commendant.

Joachim von Grumbkou Obr. und Vice-Commmendant.

Carl Otto von Hœpken Major von der Artillerie.

K. Clasen Ingenieur - Major.

J. v. Buchwaldt Major von der Vestung.

H. Müller Cammer-Assessor und Commissarius.

Hertzog Carl Fridrichs zu Holstein Gottorff Ordre an den Commendanten in Tönningen de Dato 23. Julii 1712. Nebst der Schwedl. Generalität Attestato.

C'est-à-dire,

Ordres du jeune Duc de Holstein Gottorp au Commandant de Tonningue, & avec le Certificat de la Generalité Suedoise.

VON GOttes Gnaden Carl Friederich, Erbe zu Norwegen/ Hertzog zu Schleswig Holstein/ Stormarn und der Ditmarschen/ Graf zu Oldenburg und Delmenhorst rc. Unsern gnädigsten Gruß zuvor/ Wohlmannhaffter und Wohl-Edler Commendant, Lieber Getreuer. Als Se. Königl. Majest. zu Schweden dermahlen bekandter massen verschiedene Feinde zu gleich haben/ und daher leicht zu erachten stehet/ daß der Königl. Hr. Raht und Gen. Graf Steenbock, es wol mit allen nicht auf einmahl werde ansuehmen können/ sondern derselbe nach den umbständen der Sachen und Conjuncturen vielleicht möchte genöthiget werden/ mit der Königlichen Armée, welche unter sein Commando gegeben ist/ ins Holsteinische hinein zu dringen/ umb die Cron Dennemarck desto eher zu einem billigen Frieden zu nöthigen; So ist Uns zu erkennen gegeben/ wie Sr. Königl. Majest. der importanteste Dienst geschehen konte/ wann dem Hr. Grafen Steenbock von Uns erlaubet würde/ sich unserer Vestung Tönningen zum Schutz und Sicherheit der Königl. Armée zu bedienen/ wofern Er es nöthig haben sollte. Nun wisset Ihr selber/ was vor Erkentlichkeit Wir Se. Königl. Majest. vor dero unzehliche Liebe und Güte schuldig sind/ die Wir von Kind auf allhie genossen/ in betracht derselben/ und in Erinnerung Unserer Erkänntlichkeit/ die Wir billig bey allen Gelegenheiten zu zeigen verbunden sind/ haben Wir kein Bedencken tragen sollen Sr. Königl. Majest. Dienst/ so viel an uns ist/ zu befördern. Wir befehlen Euch demnach hiemit gnädigsten Ernstes/ und bey Vermeidung von Verlust Ehre und Lebens/ daß wann der Hr. Graf Steenbock von seinen Feinden gezwungen werden sollte/ oder zu Conservation der Königl. Armée nöhtig funde/ eine sichere Retirade, entweder unter die Canonen Unserer Vestung Tönningen/ oder auch allenfals in der Vestung selber zu suchen/ Ihr auf Vorzeigung dieser Unserer gnädigsten Ordre so forth darinn williget/ und ohne bey Jemand erst Vorfrage zu thun/ nach dem Zustand der Sachen das eine und das andere geschehen lasset/ doch habt Ihr dabey euer Commando über die Vestung Euch nichts desto weniger zu reserviren/ und solches nach wie vor in der Vestung zu exerciren. Wir versehen uns dessen zu Euch in Gnaden unfehlbahrlich. Auf den Fall aber Ihr diesem Unserm Befehl nicht gehorchet/ würdet Ihr der angedeuteten Straffe gewiß zu gewärtigen haben. Sonsten aber sind und bleiben Wir Euch mit Gnaden wohl beygethan. Gegeben Carlsberg den 23. Julii 1712.

CARL. FRIDERICH.

(L. S.)

Der Schwedischen Generalität Attestatum über vorhergehende Ordre.

Cum autographo mihi exhibito concordantiam restor copiæ hujus manu propria scriptæ.

MARTEN LILLENHÖÖCK.

(L. S.)

WIR unterschriebene attestiren hiemit/ daß Seine Excell. der Herr Königl. Raht und General en Chef, der Hr. Graf Steenbock, uns obenstehendes Document, sub juratoria fide silentii communiciret hat/ und daß dieser Actus von Sr. Durchl. dem Hertzog Administrator durch die Herren Geheimbte Räther Hr. Banner und Graf Reventlow ohne daß Ihr. Excell. dorhero es prætendiret/ ist proponiret und abgehandelt worden. Sambt daß diese Copia allerdings übereinkombt mit dem Original, welches der Geheimbte Raht Banner gegen Revers zu sich genommen und zu Vermeidung alles soupçons als Commissiones von Ihrer Durchl. dem Hertzogen Carl Friderich intitulirer, wegen Sicherheit Lebens und Sterbens. Nachdem mahlen wir nun alle das gesambt und besonders in Ansehung jetziger Zeit Conjuncturen gar nicht haben rahtsahm gefunden/ nach Jütland zu gehen/ und uns also die Einräumung Tönningen gantz nöhtig und unumbgänglich ist. Als soll diese uhrkundlich vidimirte Copia mit der Zeit dienen zur Justification Ihr. Excell. hie-

ANNO 1713. hieben geführten Conduite und zu Verhütung aller argen List und Gefehrde. Gegeben im Haupt-Quartier den 25. Januarii 1713.

C. v. Aschenberg.	Reinholt Patkull.
Marsealck.	J. B. Schomer.
Carl Adam Stackelberg.	Carl v. Mellin.
H. Stromfelt.	V. C. Bassevitz.

In Ermangelung aller Pettschafften als Gezeuge.

(L. S.) A. Brahe

CXLIV.

[illegible] Janv. *Fœdus inter* ANNAM *Magnæ Britanniæ Reginam, & Ordines Unitarum* BELGII *Provinciarum Generales, pro mutua & reciproca Garantia, Successionis nempe ad Coronam Britannicam, in Stirpe Protestantium, & Obicis vulgo* Barriere *præfatis Ordinibus debitæ, atque adversus Galliam perquam necessariæ; quem in finem, priori Fœdere, quod die 29. Octobris 1709. factum fuit, prorsus rescisso & abrogato, ad novas Conventiones, Stipulationes Coronæ Britannicæ magis acceptas, devenitur, seseque invicem obstringunt.* (1) [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. II. pag 260. en Latin, comme icy, avec une traduction Françoise.]

QUANDOQUIDEM in Tractatu qui super Successionem ad Coronam Magnæ Brit. atque Obicem sive Repagulum, vulgo *Barriere*, Unitarum Belgii Provinciarum 29. die Octob. 1709. inter Serenissimam Principem Dominam Annam Mag. Brit. Fran. & Hiber. Reginam, fidei Defensorem, & Celsos ac præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii conclusus fuit, complures Articuli Clausulæque contineantur quæ ampliorem explicationem desiderant, quæque, nisi emendationes aliquæ ex æquo adhibeantur, jam nunc damna & proinde ex iis quæ hinc olim sequi poterint, commodis rationibusque Subditorum dictæ suæ Regiæ Majestatis periculum allaturi videantur; aliique porro extent qui postquam Tractatus supradictus initus est, diutius nec necessarii neque apti sunt. Cumque Art. XVII. præd. Tractatus provisum fuerit, ut Conventio quædam separatim fieret de conditionibus quibus prædicta Regia Sua Majestas, Dominique Ordin. Gen. promitterent sponderentque, sese subministraturos auxilia, quorum usus foret ad Fidejussiones, vulgo *Guarantias*, mutuo præstandas, quæ quidem Conventio haud quaquam facta est; Antedicta Regia Maj. Mag. Brit. & Dom. Ord. Gen. Fœd. Belgii serio perpendentes quanti interfit, ut nihil imperfectum, nihil obscurum restaret in Tractatu qui utrique Nationi permagni adeo momenti est; quodque nulla ineunda sit Pactio quæ Subditis alterutrius Partis gravis esse videatur, in Fœdere cujus scopus propositumque fuerit ut Amicitiæ vincula arctius utrimque adstringerentur & de mutua securitate melius efficaciusque præcautum esset, e re fore existimaverunt novum Tractatum conficere, cæteris Tractatibus Fœderibusque quæ inter ipsos nunc vigent addendum. Atque eum denique in finem Regia Sua Maj. Mag. Brit. mandatis suis atque authoritate sufficiente instruxit N. N. . .

Domini vero Ordines Generales a sua parte Mandatis atque Authoritate sufficiente muniverunt N. N. . .

Qui quidem Ministri plenariis Potestatibus instructi muntique vi earundem in Articulos subsequentes convenerunt.

ANNO 1713. 19. Aug[illegible]

I. Tractatus ille vulgo de Successione & de Obice sive *Barriere*, nominatus qui 29. die Mensis Octobris Anno Dom. 1709. Hagæ-Comitum inter Sereniss. Reginam Mag. Brit. & Dom. Ordin. Gen. Uniti Belgii conclusus fuit, unà cum duobus Articulis separatis eodem die signatis, nullius abhinc vigoris virtutisve esse censebitur: Dictusque Tractatus Articulique duo præfati rescinduntur jam irritique declarantur, eodem modo ac si nunquam facti aut ratihabiti fuissent. Omnes autem alii Pacis Amicitiæ, Unionis, Confœderationis Tractatus inter præmemoratam Reginam suam Maj. & Dom. Ordines Generales conclusi, hisce comprobantur confirmanturque, atque eandem vim virtutemque obtinere debent ac si in præsenti hoc Tractatu inserti fuissent.

II. Cum Lege quadam in Parliamento Angliæ lata anno 12. Regni nuperi Sereniss. Regis Guilielmi III. cui Titulus est *Actum de Ulteriori Coronæ limitatione & meliore securitate Jurium Libertatumque Subditorum* &c. sancitum declaratumque fuerit, quod post obitum prædicti Regis, Reginæ jam regnantis, quæ tum Princeps Anna Daniæ vocabatur, & deficiente Prole, ex Regina & etiam ex Rege supra memoratis oriunda, Corona Regalisque Gubernatio Angliæ Franciæ atque Hiberniæ & Ditionum eo spectantium, deveniret pertineretque ad Excellentissimam Principem Sophiam Electricem & Ducissam viduam Hannoveranam & hæredes ejus Protestantes. Cumque ex eo tempore in pluribus cum Angliæ, tum Scotiæ Parliamentis statutum fuerit, ut Successio ad Monarchiam Regni uniti Mag. Brit. & Ditionum eò spectantium post dictæ Sereniss. Reginæ obitum & sobole ab eadem deficiente, deveniret & pertineret ad Excellentissimam Principem Sophiam Hæredesque ipsius Protestantes: ut Pontificii omnes, atque ii, etiam, qui cum Pontificiis matrimonium contraxerint, excluderentur a Corona Mag. Brit. & Ditionum eò spectantium, atque in perpetuum hæreditatem, possessionem, vel usum fructum eorundem habendi incapaces redderentur, Quæ quidem provisio diversis Parliamenti Actis constituta, super Successionem antedictam postea stabilita, firmataque fuit Lege quadam in Parliamento Magnæ Britanniæ, lata anno 6. Reginæ nunc regnantis, cui titulus est: *Actum de securitate personæ, & gubernatione Regiæ Suæ Maj. Successionisque, ad Coronam Mag. Brit. in stirpe Protestantium.* Cumque nulla Potestas extranea, neque Persona ulla quæcunque jus habeat revocandi in dubium Constitutionem a Parliamento Mag. Brit. factam, aut sese eidem opponendi, quoad devolutionem, limitationem hæreditatemve Coronæ ejusdem Regni. Si autem contingeret, ut Potestas aliqua extranea, vel Status, seu Persona, Personæve quæcunque, sub specie qualibetcunque, directè vel indirectè bello aperto, vel conspiratione, proditione seu perfidio sese opponere velint juri Successionis Hæredum Majestatis Suæ Regiæ post obitum ipsius, vel deficientibus hujusmodi Hæredibus, juri Successionis Excellentissimæ Principis Sophiæ, aut Hæredum ejus quorumcunque, ad quos dicta Successio tunc spectaverit, secundum Leges & Statuta Magnæ Brit. D. Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum promittunt, ac spondent sese omni prorsus tempore, vivente Seren. Regina antea memorata, ipsi opitulaturos, ad pugnandum pro jure successionis ad Coronam Regiam Mag. Brit. prout per Leges, & Statuta ejusdem Regni stabilita determinataque est; & post obitum ante dictæ Serenissimæ Reginæ sese opem laturos Hæredibus ejus de corpore suo natis, sive deficientibus Principi Sophiæ supra memoratæ, aut talibus ejus Hæredibus ad quos, ut prætatum est, Successio ad Coronam Regiam Mag. Brit. post obitum Sereniss. Reginæ nunc regnantis, legitimè spectaverit, ut veniant in ejusdem possessionem, eandemque conservent; obituros autem personæ cuilibetcunque, quæ possessioni Coronæ antedictæ, ejusque conservationi impedimentum aliquod afferre voluerit, secundum ejusmodi requisitionem, atque ad ea tempora, eoque modo, ac ea virium proportione, terrâ marique, sicuti Artic. 13. hujusce Tractatus explicatus dictum est.

III. Quandoquidem Art. 5. Fœderis inter Serenissimum Romanorum Imperatorem Leopoldum, Serenissimum Regem Mag. Brit. Guilielm. III. gloriosæ memoriæ, & DD. Ord. Gen. Fœderati Belgi

(1) La date & les Signatures qui manquent à ce Traité se trouvent dans la Traduction Françoise en cette maniere. [illegible] le 29 du Mois de Janvier de l'an 1713. En foi de quoi, les susdits Plenipotentiaires, ayant échangé [illegible] les Lettres de leurs Pleins-pouvoirs [illegible] le Traité de leurs propres [illegible] de leurs [illegible] le 19/30 du mois de Janvier de l'an de notre Seigneur 1712 - 1713. [Du M.]

ANNO 1713.

gii, Hagæ Comitum, die 7. Sept. Anni 1701. confecti, cautum provisumque fuerit, ut dicti Fœderati omnes nervos intendant, quo recuperent Provincias Hispano-Belgicas, ut sit obex & repagulum, vulgò *Barriere*, Galliam a Belgio Fœderato removens, & separans, pro securitate Ord. General.; quemadmodum ab omni tempore, inservierunt, donec Rex Christianissimus eas Milite suo occupavit, conventum jam, concordatumque est, ut Regia Sua Majestas Mag. Brit. omni ope atque opera enitatur in Tractatu Pacis ineundo, non solum ut Provinciæ Hispano-Belgicæ, verum Urbes, Oppidaque alia quæ opus esse videantur, seu bello parta, sive nondum capta, formando Ord. General. repagulo, sive *Barriere* inserviant.

IV. Eum itaque in finem pactum constitutumque est, ut DD. Ordines Generales Præsidia collocare, conservare, augere, sive diminuere possint, prout ipsis visum erit, in locis sequentibus, scil. Furnes, Fortalitio Knock dicto, Ipres, Menucino, sive Menin; in Urbe & Arce Tornacea, in Montibus, Caroloregia, in Urbe & Arce Namurcà, in Arce Gandavensi, in Fortalitiis la Perle, Philipp., & Damme, appellatis, nec non Fortalitio St. Donati, munitionibus Clusensibus penitus annexo, cujus proprietas Ordinibus generalibus conceditur; & Fortalitium Rodenhuysen appellatum, cis Gandavum diruetur.

V. Sin autem evenerit, ut dicti Ordines Generales bello re ipsa implicari fuerint contra Galliam, aut apertè patuerit, Galliam ipsos aggressuram esse, eo casu iisdem licitum erit, talem Copiarum numerum, quem e re sua esse judicaverint, in eas Urbes, Oppida, & Fortalitia, Provinciarum Hispano-Belgicarum mittere, quas belli ratio, & necessitas postulaverint.

VI. Licitum porro ipsis erit, in Urbes, Oppida & Fortalitia, ubi Præsidia habuerint, commeatum, apparatus bellicos, arma, tormenta grandiora, munitionum construendarum materiam, quodcunque denique Præsidiis supradictis, & munitionibus idoneum, aut necessarium fuerit, sine impedimento atque omni Vectigali seu portorio subvehere.

VII. Alti memorati Dni Ordines Generales, in Urbibus, Oppidis, & Fortalitiis Art. 4. recensitis, ubi Præsidia habuerint, tales Gubernatores, Præfectos, Majores, aliosque Officiarios instituere possunt, prout ipsis visum erit, adeo ut nullius omnino Imperio, quoad securitatem locorum supra dictorum, & Leges sive Consuetudines militares, subjiciantur, præter ipsos unicosque Ordines Generales. Salvis tamen iis Juribus, & Libertatibus, cum Ecclesiasticis, tum politicis Serenissimi Imperatoris Caroli Sexti.

VIII. Licitum autem erit præfatis D. Ordin. General. dictas Urbes, Oppida, & Fortalitia eodem pertinentia munire, munitionesque reficere, eo modo, quem necessarium duxerint, adeoque omnia facere, quæ eorundem defensioni conducere posse videantur.

IX. Conventum vero cum sit, quod Provinciarum Hispano-Belgicarum, proprium & supremum Dominium ad Cæsaream suam Majestatem pertineat, tam earum quæ a nupero Hispaniarum Rege Carolo secundo tempore mortis suæ possessæ fuerant, quam earum, quæ in ejus possessionem non venerant, quæque a Gallia Pacis futura Transactione cedi contingeret, necesse itaque erit, ut stipulatio fiat, atque adeo sit ut pactum concordatumque est, ut omnes reditus, præter eos quibus opus erit ad sustinendam Gubernationem Civilem, Urbium, Oppidorum, Castellorumque, atque locorum ab iis dependentium, quæ præsenti hoc Tractatu Repaguli, sive *Barriere*, pars fieri debeant, quique ad nuperum Hispaniarum Regem Carolum, secundum tempore mortis suæ nequaquam pertinebant, in posterum ad D. Ord. Gen. attinere censebuntur, atque ab iisdem colligentur in usum sustentationemque Militum præsidiariorum, & ad sumptus Munitionum, Apothecarum, aliarumque rerum suppeditandos: sub ea autem speciali conditione, ne Ordines Generales virtute hujus Articuli, vel quocunque alio nomine, potestatem sibi unquam sumant nova Vectigalia in locis prædictis imponendi, vel antiqua augendi, diminuendive. Conventum porro conclusumque est sub eadem conditione, haudquaquam vero aliter, ut ad impensas supra memoratas substinendas, decies centum millia Florenorum quotannis, sive centum mille Imperiales tertio quoque mense, DD. Ord. Generalibus numerentur ex certissimis optimisque Proventibus earum partium Provinciarum Hispano-Belgicarum, quæ a nupero Hispaniarum Rege tempore mortis suæ possessæ fuerant.

X. Nulla Urbs, Oppidum, Fortalitium, sive Territorium, in Provinciis Hispano-Belgicis cedi, transferri, donari aut devenire potest ad Coronam Gallicam, vel ad quemquam ex stirpe Gallica, sive id fiet virtute doni alicujus, seu venditionis, commutationis, conventionis matrimonialis, hæreditatis, successionis ex Testamento, ab intestato, quocunque demum titulo, vel quocunque ut modo nulla ex prædictis Provinciis potestati, autoritative Regis Christianissimi, aut cujusquam ex stirpe Gallica unquam subjici potest.

XI. Quandoquidem vero Articulo 9. Fœderis supradicti 7. die Sept. anno 1701. facti, constitutum est, ut tempore, quo Transactio vel Pax fieret, Fœderati inter se convenirent præter alias res, de modo, quo DD. Ord. Generales per Obicem antedictam vulgo *Barriere* dictam, securi reddantur, Regia sua Majestas Mag. Brit. vi hujusce Pactionis promisit sese omnem operam collaturam, ut Cæsaream suam Majestatem perducat ad ineundum cum Dominis Ord. Gen. Tractatum, iis omnibus, quæ superius de Obice sive *Barriere* concordata sunt, consentaneum: dictaque sua Regia Majestas promittit insuper, se studio omni & officio continuo enixuram, donec Tractatus antememoratus conclusus fuerit, eodemque confectu Fidejussionem suam sive Guarantiam daturam esse.

XII. Quandoquidem suprema Autoritas in Provinciis Hispano-Belgicis, ex quo ab hoste illas recuperari contigerit, in Regia sua Majestate Mag. Brit & in DD. Ordin. Generalibus collocata fuerit, Copiæque dictæ suæ Regiæ Majest. & DD. Ord. General. maximam partem Urbium, Oppidorum, Fortalitiorumque, ad ea pertinentium, jam nunc præsidiis occupant; Conventum hodie concordatumque est, quod neque Provinciarum antememoratarum gubernatio mutabitur, neque de quapiam ex Urbibus, Oppidis, aut Fortalitiis præsidiarii deducentur præfati milites, donec commercia utilitatesque Subditorum Mag. Brit. ad mentem Regiæ suæ Majestatis atque itidem commercia & utilitates Subditorum Unitarum Belgii Provinciarum ad mentem DD. Ord. Generalium accommodatæ fuerint, atque Obex sive *Barriere* DD. Ordinum Generalium modo supra designato constituta fuerit ac firmata.

XIII. Cum vero usu compertum sit, summe necessarium esse non solum omnem obstructionem, interruptionemque, aut, alia quæcunque gravamina prævenire, quæ commercio Britannico obesse possunt, ex eo quod jus præsidii D. Ordin. Generalibus, in tot locis quæ Fluviis, & Canalibus imposita sunt, atque in aliis Provinciarum Hispano-Belgicarum partibus conceditur, verum etiam, omnes fraudes & collusiones præscindere, quæ excitari queant ex abusu privilegii, sive immunitatis Articulo 6. hujus Tractatus ipsis concessæ, pactum & conventum est, ut Subditi Seren. Reginæ Mag. Brit. in posterum tam Belli, quam Pacis tempore, in omnibus locis Provinciarum Hispano-Belgicarum atque Obicis seu *Barriere*, dictis Ordinibus General. cedendis, Privilegiis, exemptionibus, Libertatibus, facilitatibusque universis quoad Commercia, tam quæ importationem, quam quæ exportationem spectant, fruantur, quibus unquam olim gavisi sunt aut gaudere debuerunt, ut omnibus porro Privilegiis, exemptionibus, Libertatibus, facilitatibusque fruantur, quæ Subditis Ord. Gen. in Provinciis Hispano-Belgicis & in locis ad Obicem sive *Barriere* attinentibus, vel jam concessæ fuerint, vel in posterum unquam concedentur, eo quidem modo, ut nulli omnino Officiario, seu Civili, seu Militari, Mercimoniorum ad dictos Mag. Brit. Subditos pertinentium, transitum impedire, vel tardare unquam permittatur, Spondentibus præfatis Ordin. Gen. sese graves pœnas, quantum in iis situm erit, illi illisve irrogaturos, qui mentem hujusce Articuli quovis modo in contrarium egisse coarguantur. Antedicti Ord. Gen. sese porro obstringunt, Mandata sedulò, & efficaciter daturos, eademque stricte observari curaturos, ne commeatûs, apparatuum Bellicorum, & cæterorum, quorum in dicto Art. V. mentio facta est, subvehendorum nomine, fraudes ullæ committantur, quoad vectigalia rebus mercatoriis imposita, quæ quidem res mercatoriæ in navigiis iisdem, alüsve vehiculis, una cum dicto commeatu, apparatibus bellicis scilicet, non onerabuntur unquam nec transportabuntur. Quo tamen leges & conditiones singulæ instituantur, quæ generali huic Articulo melius & plenius observando necessariæ esse queant, hisce

ANNO 1713.

insuper conclusum est, ut Commissarii ab utraque parte nominentur, qui intra 15. dierum spatium a Ratihabitione hujus Tractatus conveniant, ad statuendum & permeandum inter se, & cum Commissariis Cæsareæ Majestatis, si quos ipse a sua parte nominare voluerit, omnes res rationesque, quæ ad Commercia in Provinciis Hispano-Belgicis, & in locis ad Obicem sive *Barriere* pertinentibus, habenda spectant, secundum verum sensum mentemque explicatissimam hujus Articuli.

XIV. Quo vero Fidejussiones sive Guarantiæ vi hujus Tractatus mutuo susceptæ melius certiusque executioni mandentur, pactum conventumque est, ut Serenissima Regina Mag. Britanniæ, ejusdemque Hæredes, vel Successores, requisitione facta a parte DD. Ordin. Gen. & non aliter, auxilia inferius expressa subministrabunt, ad præstandam Obicis sive *Barriere* Fidejussionem vulgo Guarantiam: similiter DD. Ord. Generales requisitione facta ex parte Regiæ Majestatis, aut post obitum ipsius, Hæredis proximi ex illa nati, aut eo ipsive deficientibus, Successoris proximi Protestantis, qui titulum ad Coronam tunc temporis habuerit, virtute Actorum Statutorumque Mag. Britanniæ, & non aliter, auxilia inferius designata subministrabunt, ad præstandam ipsorum Fidejussionem sive Guarantiam super successione ad Coronam Mag. Brit. pactum ulterius conventumque est, ut casu existente, quo Partium contrahentium alterutra requisita fuerit modo supra dicto, auxilia quæ subministranda erunt, secundum proportiones insequentes mittentur: scilicet Serenissima Regina Mag. Brit. ejus Hæredes & Successores, in auxilium DD. Ord. Gen. 10000. pedites mittent, & vicissim DD. Ord. Gen. in auxilium Regiæ suæ Majest. ejusve Hæredum Successorumque 6000. peditum mittent armis bene instructorum sub ejusmodi Præfectis aliisque Officiariis atque in tales Legiones vulgo *Regiments* atque Cohortes distributorum, prout Regiæ Majestati suæ ejusque Hæredibus & Successoribus, si ipsa ipsive auxilia miserint, visum erit, & quemadmodum DD. Ordines Generales opportunum esse duxerint, si ab ipsis auxilia submittenda fuerint. Tenebitur etiam Pars alterutra 20. Naves Bellicas expedire, probe rebus omnibus ornatas munitasque, atque auxilia ante dicta, impensis Partis quæ illa miserit, alentur, instruenturque, in opem, & usum Partis, quæ eadem requisiverit. Sin autem acciderit, ut periculum adeo repentinum immineat, ut nihil temporis reliquum sit officiosis intercessionibus adhibendis, adeoque magnum & majorem Copiarum numerum Naviumque bellicarum postulat, tenebitur jam Pars utravis ab altera requisita, auxiliorum vim adaugere, Pacem cum aggressore dirimere Copiasque suas omnes Terra Marique cum Copiis Partis bello impetitæ conjungere.

XV. Conventum porro est, ut Reges, Principes Statusque, qui huic Tractatui accedere cupiunt, eo invitentur admittanturque, illo tamen modo, ut dicta invitatio atque admissio junctim, & non separatim, a Serenis. Regia Majestate Mag. Brit. & a DD. Ord. General. proficiscantur.

XVI. Regia Sua Majestas Mag. Brit. & DD. Ord. Gen. omnia & singula, quæ in præsenti Tractatu continentur, confirmabunt, ratihabebuntque intra spatium 4. hebdomadarum a die subscriptionis, vel citius si fieri poterit.

In quorum fidem &c.

Articulus Separatus, de limitibus FOEDERATI BELGII *in Flandria extendendis, per Conventionem postmodum cum S.* CÆSAREA *Majestate faciendam. Dat. Trajecti ad Rhenum 19-30. Januarii 1712-1713.*

QUANDOQUIDEM Domini Ordines Generales Uniti Belgii proposuerunt, quod Ditionum suarum limites in Flandria tam arctè & tam incongruè constituti sunt, ut nonnullis in locis Territorium alterius Flandriæ ad ipsa ibidem Dominorum Ordinum Fortalitia pertingat, unde plurima oriuntur incommoda, uti ex eo patuit quod sub initium Belli præsentis evenit, quum Fortalitii constructio sub ipsis munimentis loci vulgo *Sas de Gand* appellati tentata fuit, eo nempe prætextu, quod illud in alterius Domini Territorio fieret: Et cum proinde ad ejusmodi aliaque incommoda evitanda necessarium sit, ut Territorium Dominorum Ordinum ibidem ita protendatur, ut Loca, Urbes & Fortalitia ea in parte Ditionum suarum satis in tuto sint, Regia sua Majestas Magnæ Britanniæ ista rationum momenta probans, per hunc Articulum separatum qui ejusdem, ac Tractatus hodie conclusus, vigoris erit, promittit spondetque, se se in Pactis, Cæsaream suam Majestatem inter, & Dominos Ordines Generales ineundis, operam & officia collaturam esse, quo per Cæsaream suam Majestatem Dominis Ordinibus Generalibus talis Territorii Flandrici pars in proprietatem perpetuam cedatur, quæ prædictis aliisque incommodis evitandis & limitibus ibidem amplificandis, meliusque constituendis omnino, sufficiat.

In quorum fidem supra memorati Plenipotentiarii commutatis hinc inde Plenipotentiarum suarum Tabulis, hunc Articulum manu quisque sua signarunt & Sigillis suis confirmarunt. Ultrajecti die de. nono trigesimo, mensis Januarii anni à Christo nati 1713.

Signatum,

JOH. BRISTOL. (L. S.) C. P. S.

J. V. RANDWYCK. (L. S.)

STRAFFORD. (L. S.)

(L. S.) W. BUYS.

(L. S.) B. VANDER DUSSEN.

(L. S.) J. A. VAN RHEEDE.

VRYHEER VAN RENSWOUDE. (L. S.)

(L. S.) SICCO VAN GOSLINGA.

GRAAF VAN KNIPHUYSEN. (L. S.)

Declaration des Ministres de Sa Majesté BRITANNIQUE *en explication de l'Article XIII. du Traité. Faite le même jour 19-30. Janvier 1712-1713* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. V. pag. 36.]

D'AUTANT, que Messieurs les Ministres Plenipotentiaires de L. H. P. les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, ont insisté à la conclusion du Traité de succession & de Barriere, qui vient d'être signé aujourd'hui entre Sa Majesté la Reine de la Grande Bretagne & lesdits Seigneurs Etats, que les Ministres Plenipotentiaires de Sa Majesté voulûssent s'expliquer, en quel sens ils entendent la clause de l'Art. 13. qui parle des Privileges, Exemptions, Libertés & facilités dans le Commerce, dont les Sujets de Sa Majesté ont autrefois joui, ou dû jouir dans les Païs-Bas, comme aussi dans les Places, qui feront la Barriere de L. H. P.

C'est pourquoi les soussignés Ministres Plenipotentiaires de Sa Majesté ont déclaré, & déclarent par ces presentes, que la susdite Clause ne s'entend que des Privileges, Exemptions, Libertés & facilités dans le Commerce, dont les Sujets de S. M. de la G. Bretagne y ont joui, ou dû jouir pendant le Regne du feu Roi Charles second d'Espagne.

Fait à Utrecht ce 19/30. de Janvier 1712/13.

Signé

JOH. BRISTOL. C. P. S. STRAFFORD.

CXLV.

Letres patentes de LOUIS XIV. *Roi de France, suprimant celles du Mois de Decembre 1709., admetant & authorisant la Renonciation de* PHILIPPE *Duc d'Anjou, comme Roi d'Espagne, à la Couronne de France, & celles de* CHARLES *Duc de Berri,* PHILIPPE *Duc d'Orleans, comme Princes de France, à la Couronne d'Espagne. Donnees à Versailles, au Mois de Mars l'an 1713. & registrees en Parlement le 15. du meme Mois & an.* [Actes & Memoires Mars.

ANNO 1713.

res de la Paix d'Utrecht. Tom. II. pag 223. Feuille volante imprimée à Londres en François & en Anglois par authorité publique chez *Benj. Tooke* & *John Barberon* l'an 1713. in 4]

LOUIS PAR LA GRACE DE DIEU, ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE: A tous présens & à venir, SALUT. Dans les différentes révolutions d'une Guerre, où Nous n'avons combattu que pour soûtenir la justice des droits du Roy nostre très-cher & très-amé Frére & Petit-Fils sur la Monarchie d'Espagne, Nous n'avons jamais cessé de désirer la Paix. Les succès les plus heureux ne nous ont point éblouis; & les événemens contraires dont la main de Dieu s'est servie pour nous éprouver, plûtôt que pour nous perdre, ont trouvé ce désir en nous, & ne l'y ont pas fait naitre: mais les temps marquez par la Providence divine pour le repos de l'Europe, n'étoient pas encore arrivez: La crainte éloignée de voir un jour nôtre Couronne & celle d'Espagne portée par un même Prince, faisoit toûjours une égale impression sur les Puissances qui s'étoient unies contre Nous; & cette crainte qui avoit été la principale cause de la Guerre, sembloit mettre aussi un obstacle insurmontable à la Paix. Enfin après plusieurs negociations inutiles, Dieu touché des maux & des gémissemens de tant de Peuples, a daigné ouvrir un chemin plus sûr pour parvenir à une Paix si difficile; mais les mêmes allarmes subsistant toûjours, la premiére & la principale condition qui Nous a été proposée par nôtre très-chére & très-amée Sœur la Reine de la Grande-Bretagne, comme le fondement essentiel & nécessaire des Traitez, a été que le Roy d'Espagne nostre dit Frére & Petit-Fils, conservant la Monarchie d'Espagne & des Indes, renonçât pour luy & pour ses descendans à perpetuité, aux droits que sa naissance pouvoit jamais donner à luy & à eux sur nôtre Couronne; Que reciproquement nôtre très-cher & très-amé Petit-fils le Duc de Berry & nôtre très-cher & très-amé Neveu le Duc d'Orleans, renonçassent aussi pour eux & pour leurs descendans masles & femelles à perpetuité, à leurs droits sur la Monarchie d'Espagne & des Indes. Nôtre dite Sœur Nous a fait représenter que sans une assûrance formelle & positive sur ce point, qui seul pouvoit être le lien de la Paix, l'Europe ne seroit jamais en repos, toutes les Puissances qui la partagent étant également persuadées qu'il étoit de leur interêt général & de leur sûreté commune de continuer une Guerre dont personne ne pouvoit prévoir la fin, plûtôt que d'être exposées à voir le même Prince devenir un jour le maître de deux Monarchies aussi puissantes que celles de France & d'Espagne. Mais comme cette Princesse, dont nous ne pouvons assez loüer le zele infatigable pour le rétablissement de la tranquillité générale, sentit toute la répugnance que nous avions à consentir qu'un de nos Enfans, si digne de recueillir la succession de nos Péres, en fût nécessairement exclu, si les malheurs dont il a plû à Dieu de nous affliger dans nôtre famille, nous enlevoient encore dans la Personne du Dauphin, nôtre très-cher & très-amé arriere-Petit-Fils, le seul reste des Princes que nôtre Royaume a si justement pleurez avec nous; Elle entra dans nôtre peine; & après avoir cherché de concert des moyens plus doux pour assûrer la Paix, Nous convinsmes avec nôtre dite Sœur de proposer au Roy d'Espagne d'autres Etats, inférieurs à la verité à ceux qu'il posséde, mais dont la considération s'accruîtroit d'autant plus sous son Regne que conservant ses droits en ce cas, il unnoit à nôtre Couronne une partie de ces mêmes Etats, s'il parvenoit un jour à nôtre succession. Nous employâmes donc les raisons les plus fortes pour luy persuader d'accepter cette alternative; Nous luy fimes connoitre que le devoir de sa naissance étoit le premier qu'il dût consulter; qu'il se devoit à sa Maison & à sa Patrie, avant que d'être redevable à l'Espagne; que s'il manquoit à ses premiers engagemens, il regretteroit peut-être un jour inutilement d'avoir abandonné des droits qu'il ne seroit plus en état de soûtenir. Nous ajoutâmes à ces raisons les motifs personnels d'amitié & de tendresse que nous crûmes capables de le toucher; le plaisir que nous aurions de le voir de temps en temps auprès de Nous, & de passer avec luy une partie de nos jours, comme nous pouvions nous le promettre du voisinage des Etats qu'on luy offroit; la satisfaction de l'instruire nous-mêmes de l'état de nos affaires, & de nous reposer sur luy pour l'avenir, en sorte que si Dieu nous conservoit le Dauphin, nous pourrions donner à nôtre Royaume, en la personne du Roy nôtre Frére & Petit Fils, un Régent instruit dans l'art de regner; & que si cet Enfant si précieux à Nous & à nos Sujets, nous étoit encore enlevé, nous aurions au moins la consolation de laisser à nos Peuples, un Roy vertueux, propre à les gouverner, & qui réuniroit encore à nôtre Couronne des Etats très-considérables. Nos instances réïtérées avec toute la force & toute la tendresse necessaire pour persuader un Fils qui mérite si justement les efforts que nous avons faits pour le conserver à la France, n'ont produit que des refus réïterez de sa part, d'abandonner jamais des Sujets braves & fideles, dont le zele pour luy s'étoit distingué dans les conjonctures où son Trône avoit paru le plus ébranlé; en sorte que persistant avec une fermeté invincible dans sa premiére resolution, soûtenant même qu'elle étoit plus glorieuse & plus avantageuse à nôtre Maison & à nôtre Royaume, que celle que nous le pressions de prendre, il a déclaré dans l'Assemblée des Etats du Royaume d'Espagne, convoquée pour cet effet à Madrid; que pour parvenir à la Paix générale, & assûrer la tranquilité de l'Europe par l'équilibre des Puissances, il renonçoit de son propre mouvement, de sa volonté libre & sans aucune contrainte, pour luy, pour ses Héritiers & Successeurs pour toûjours & à jamais, à toutes prétentions, droits & titres, que luy ou aucun de ses descendans ayent dès à présent ou puissent avoir en quelque temps que ce soit à l'avenir à la succession de nôtre Couronne; qu'il s'en tenoit pour exclu, luy, ses Enfans, Héritiers & Descendans à perpetuité; qu'il consentoit pour luy & pour eux que dès à présent comme alors, son droit & celuy de ses descendans passast & fust transferé à celuy des Princes que la Loy de succession & l'ordre de la naissance appelle ou appellera à heriter de nôtre Couronne, au défaut de nôtre dit Frére & Petit-Fils le Roy d'Espagne & de ses descendans, ainsi qu'il est plus amplement spécifié par l'Acte de renonciation admis par les Etats de son Royaume: Et en conséquence il a declaré qu'il se desistoit spécialement du droit qui a pû être ajoûté à celuy de sa naissance par nos Lettres Patentes du mois de Décembre 1700. par lesquelles nous avons declaré que nôtre volonté estoit que le Roy d'Espagne & ses descendans conservassent toûjours les droits de leur naissance ou de leur origine, de la même maniére que s'ils faisoient leur résidence actuelle dans nôtre Royaume, & de l'enregistrement qui a été fait de nosdites Lettres Patentes, tant dans nôtre Cour de Parlement que dans nôtre Chambre des Comptes à Paris. Nous sentons comme Roi & comme Pére, combien il eust été à désirer que la Paix générale eust pû se conclure sans une renonciation qui fasse un si grand changement dans nôtre Maison Royale & dans l'ordre ancien de succeder à nôtre Couronne; mais nous sentons encore plus combien il est de nôtre devoir d'assûrer promptement à nos Sujets une Paix qui leur est si nécessaire. Nous n'oublierons jamais les efforts qu'ils ont faits pour Nous dans la longue durée d'une Guerre que nous n'aurions pû soûtenir, si leur zele n'avoit eu encore plus d'étendue que leurs forces. Le salut d'un Peuple si fidele est pour Nous une Loy supréme, qui doit l'emporter sur toute autre consideration. C'est à cette Loy que Nous sacrifions aujourd'huy le droit d'un Petit-Fils qui nous est si cher; & par le prix que la Paix générale coûtera à nôtre tendresse, Nous aurons au moins la consolation de témoigner à nos Sujets, qu'aux dépens de nôtre Sang même, ils tiendront toûjours le premier rang dans nôtre cœur. POUR CES CAUSES & autres grandes considérations à ce Nous mouvans, après avoir vû en nôtre Conseil ledit Acte de Renonciation du Roy d'Espagne nôtre très-cher & très-amé Frére & Petit-Fils du cinq Novembre dernier; comme aussi les Actes de renonciation que nôtre dit Petit-Fils le Duc de Berry & nôtre dit Neveu le Duc d'Orleans ont faits reciproquement de leurs droits à la Couronne d'Espagne, tant pour eux que pour leurs descendans masles & femelles, en conséquence de la Renonciation de nôtre dit Frére & Petit-

ANNO 1713.

Petit-Fils le Roy d'Espagne : le tout cy-attaché avec Copie collationnée desdites Lettres Patentes du mois de Décembre 1700. sous le Contrescel de nôtre Chancellerie: De nostre grace spéciale, pleine puissance & autorité Royale, Nous avons dit, statué & ordonné, & par ces Présentes signées de nostre main, disons, statuons & ordonnons, voulons & Nous plaist, que ledit Acte de Renonciation de nostredit Frére & Petit-Fils le Roy d'Espagne & ceux de nostredit Petit-Fils le Duc de Berry, & de nostre dit Neveu le Duc d'Orléans, que nous avons admis & admettons, soient enregistrez dans toutes nos Cours de Parlemens & Chambres de nos Comptes de nostre Royaume & autres lieux ou besoin sera, pour être executez selon leur forme & teneur ; & en conséquence voulons & entendons que nosdites Lettres Patentes du mois de Décembre 1700. soient & demeurent nulles & comme non avenues ; qu'elles nous soient rapportées ; & qu'à la marge des Registres de nostredite Cour de Parlement & de nostredite Chambre des Comptes, ou est l'enregistrement desdites Lettres Patentes, l'Extrait des Présentes y soit mis & inseré, pour mieux marquer nos intentions sur la revocation & nullité desdites Lettres. Voulnns que conformément audit Acte de renonciation de nôtre dit Frére & Petit-Fils le Roy d'Espagne, il soit désormais regardé & consideré comme exclu de nôtre succession ; que ses Heritiers, Successeurs & Descendans en soient aussi exclus à perpetuité & regardez comme inhabiles à la recueillir. Entendons qu'à leur défaut, tous droits qui pourroient en quelque temps que ce soit leur competer & appartenir sur nôtredite Couronne & succession de nos Etats, soient & demeurent transferez à nôtre très-cher & très-amé Petit-Fils le Duc de Berry & ses Enfans & Descendans masles, nez en loyal mariage, & successivement à leur défaut à ceux des Princes de nôtre Maison Royale & leurs Descendans, qui par le droit de leur naissance & par l'ordre établi depuis la fondation de nôtre Monarchie, devront succeder à nôtre Couronne. SI DONNONS EN MANDEMENT à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans nôtre Cour de Parlement à Paris, que ces Présentes avec les Actes de Renonciation faits par nôtre dit Frére & Petit-Fils le Roy d'Espagne, par nôtre dit Petit-Fils le Duc de Berry, & par nostre dit Neveu le Duc d'Orléans, ils ayent à faire lire, publier & régistrer ; & le contenu en iceux garder, observer & faire executer selon leur forme & teneur, pleinement, paisiblement & perpetuellement, cessant & faisant cesser tous troubles & empêchemens, nonobstant toutes Loix, Statuts, Us, Coûtumes, Arrests, Réglement & autres choses à ce contraires, ausquels & aux dérogatoires de dérogatoires y contenues, Nous avons dérogé & dérogeons par ces Présentes pour ce regard seulement & sans tirer à conséquence : CAR TEL EST NOSTRE PLAISIR. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toûjours, Nous avons fait mettre nostre Seel à cesdites Présentes. Donné à Versailles au mois de Mars, l'an de grace mil sept cens treize, & de nostre Regne le soixante-dixiéme.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas,

Par le Roy, PHELYPEAUX.

Visa, PHELYPEAUX.

Et scellé du grand Sçeau en cire verte sur lacs de soye rouge & verte

CXLVI.

ANNO 1713. 1. Mars.

Prorogation pour quatre Mois de la Suspension d'Armes accordée le 7. Novembre 1712. entre les Couronnes de FRANCE *&* d'ESPAGNE *d'une part, & celle de* PORTUGAL *d'autre part. A Utrecht le 1. Mars 1713.* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. II. pag. 304.]

LA suspension d'armes entre les Couronnes de France & d'Espagne d'une part & celle de Portugal de l'autre, que Nous Plénipotentiaires du Roy T. C. & du Roy de Portugal avons conclué pour le terme de 4. mois par le Traité signé à Utrecht le 7. Novembre 1712., devant finir le 17. du présent mois de Mars ; & le Roy T. C. & le Roi de Portugal persistant dans le désir de prévenir tous les évenemens capables de troubler les mésures prises pour parvenir à la Paix, Nous sommes convenus des Articles suivants.

I.

Que ladite suspension d'armes sera prolongée & continuée pendant 4. autres mois, qui commenceront le 15. Mars, & finiront le 15. Juillet de la présente année. En sorte que durant ces 4. mois le Traité signé à Utrecht le 7. Novembre 1712. aura la mesme force & vigueur en tous & chacun de ses Articles, comme s'il estoit inseré icy mot à mot.

II.

Le Commerce sera ouvert entre les Sujets de France & d'Espagne d'une part, & ceux de Portugal de l'autre pendant lesdits 4. mois, tant par terre que par mer, & autres eaux; & il se fera de la mesme maniére, qu'il se faisoit avant la présente Guerre, en attendant qu'on ait réglé les conditions dudit Commerce entre les Couronnes de France & d'Espagne d'une part, & celle de Portugal de l'autre, ou par quelque Traité particulier, ou par celuy de Paix à faire.

III.

Ce Traité sera ratifié de part & d'autre dans 40. jours, ou plustost si faire se peut, Sa Majesté T. C. se faisant fort que le contenu en sera observé par la Couronne d'Espagne.

En foy de quoy, nous Plénipotentiaires du Roy T. C. & du Roy de Portugal avons signé le présent Traité, & y avons fait apposer le Sceau de nos armes.

Fait à Utrecht le 1. Mars 1713.

HUXELLES. (L. S.)   CONDE DE TAROUCA (L. S.)

MESNAGER (L. S)   DON LUIS DA CUNHA. (L. S.)

CXLVII.

ANNO 1713.

14. Mars.

CXLVII.

(1) *Conventio inter Partes Belligerantes pro Evacuatione* CATALAUNIAE *&* *Armistitio in* ITALIA; *mediantibus Plenipotentiariis Britannicis facta. Trajecti ad Rhenum die 14 Martii. 1713.* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. II. pag. 306]

QUO citius bella, & quæ exinde oboriri solent, mala finiantur, visum, & ad Pacis negotium maturandum utile judicatum fuit, super evacuando interim Catalauniæ Principatu, Insulisque Majorca & Ivica, nec non Armistitio per totam Italiam Insulasque adjacentes, ac in Mari Mediterraneo sitas, ut Sacræ Regiæ Celsitudinis Ducis Sabaudiæ Ditiones ineundo convenire; Id quod etiam post varia colloquia inter Sacræ Cæsareæ, & Catholicæ Regiæ Majestatis & Serenissimi Regis Christianissimi ejusque Fœderatorum Ministros Plenipotentiarios habita, per indefessam præprimis operam Ministrorum Plenipotentiariorum Sacræ Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ hinc inde collatam, sequentem in modum effectum est.

I.

Abducentur ex Principatu Catalauniæ, ut & Insulis Majorca & Ivica Copiæ omnes Cæsareæ & Fœderatorum, quo vero id eo promtius & cum omni securitate fieri possit, erit in locis omnibus supra memoratis, inter Partes Belligerantes earumque Exercitus, Milites & Subditos, Terrâ marique, plena & integra Armorum & omnis hostilitatis suspensio, à die decimo quinto, ex quo hæc Conventio in Catalauniæ Principatu innotescet inchoanda, quo ipso etiam Armistitii inchoandi die Potentia Catalauniam evacuatura tradet alteri Potentiæ Belligeranti sive Barcinonam sive Tarragonam, electione penes cedentem remanente, quam ex nominatis Urbibus usque ad peractam evacuationem retinere velit: Durabit vero dicta Armorum suspensio usque dum Aula Cæsarea, ejus comitatus & quidquid adhuc Personarum, rerum, bonorumve cujusvis generis, ad illam spectat, una cum omnibus Cæsareis & Fœderatorum Copiis Personisque etiamnum Militaribus sive Hispanis sive aliis, Aulam sequi volentibus exiverint, & in Italiam pervenerint. Cum autem hæc abductio non aliter ac per mare fieri queat, hinc ulterius conventum est, quod in casu ejusdem per partes faciendæ, primis evectis, qui post hos, usquedum sufficiens Navium numerus in promtu sit, remanebunt, in locis commodis tutisque collocari debeant, in conformitate eorum, quæ Articulo septimo continentur, Interim occupata, ab exeuntibus alteri Parti, in eodem statu protinus extradantur.

II.

Prædictæ Aulæ Copiarumque transfretatio absque omni mora inchoabitur & finietur, quæ vero ad illam accelerandam, & perficiendam spectant, Classis Britannicæ in illis Maribus Præfectus, prævia cum utriusque Partis Belligerantis supremis Militiæ Ductoribus, sive Commissariis ex utraque parte desuper nominandis communicatione determinabit.

III.

Sæpè memoratæ Aulæ Cæsareæ, omnique ejus comitatui ac aliis sequi cupientibus, in primis Copiis universis patebit plenaria cum securitate ac sine ullo Galliæ ejusque Fœderatorum earumve Classium Exercituumque aut Subditorum impedimento & periculo transitus ex Catalaunia Insulisque supra dictis in Italiam sub Præsidio Classis Sacræ Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ, respectivè cum sarcinis, Armis rebusque omnibus suis, Tormentis insuper bellicis, & reliquis Instrumentis Militaribus cæterisque eo spectantibus, ita tamen ut Tormenta & Instrumenta bellica, quæ tempore occupationis in locis evacuandis fuerunt, ut & quæ Gallicis Scutis impressa ibi reperientur, Parti alteri relinquantur; quod si ex Navibus

(1) Ce Traité se fit en Latin & en François, & en deux Instrumens séparez, comme on le voit ici. Ils ne sont pas les mêmes l'un que l'autre. C'est ce qui fait, qu'on les donne tous deux. (Dumont)

ANNO 1713.

CXLVII.

Convention faite entre les Parties Belligerantes, par la Mediation des Plenipotentiaires Anglois, pour l'évacuation de la CATALOGNE, & pour un Armistice en ITALIE. A Utrecht le 14. Mars 1713.

AFIN que la Guerre & les malheurs dont elle est suivie soient plutôt terminez, & pour avancer l'ouvrage de la Paix, on a trouvé à propos & crû utile de convenir sur l'évacuation de la Principauté de Catalogne & des Iles de Majorque & d'Ivica, & sur l'établissement d'un Armistice dans toute l'Italie & les Isles situées dans la Mer Mediterranée; ainsi que dans les Etats de S. A. R. le Duc de Savoye, ce qui après plusieurs Conferences tenues entre les Ministres Plenipotentiaires des Parties Belligerantes, auroit été enfin fait en la maniere suivante, principalement par les soins infatigables des Ministres Plenipotentiaires de Sa Majesté Britannique.

I.

Toutes les Troupes Allemandes & Alliées seront transportées hors de la Principauté de Catalogne & hors des Isles de Majorque & d'Ivica; afin que cela se fasse plus promptement & avec plus de sureté, il y aura entre les Parties Belligerantes, leurs Armées, Troupes, & Sujets dans tous les lieux mentionnez, une pleine & entiere cessation d'Armes & de toutes hostilitez, tant par Mer que par Terre, laquelle commencera quinze jours après qu'on y aura eu connoissance de la presente Convention. Le jour que ladite cessation commencera, la Puissance laquelle fait l'évacuation, remettra Barcelone ou bien Tarragone à son choix entre les mains de l'autre Puissance, à qui elle devra faire la remise, & laquelle recevra la Place delivrée, & ladite Puissance qui évacue gardera l'autre de ces deux Villes jusqu'à la fin de l'évacuation; Ladite suspension d'Armes durera & sera observée de bonne foi, jusqu'à ce que la Cour qui fait presentement son sejour en Catalogne, toute sa suite & autres Personnes qui suivront la susdite, de quelque condition & Nation que ce soit, Espagnols ou autres, Militaires ou non, avec leurs Effets; ainsi que les Troupes dont il a été parlé ci-dessus, en soient entierement sorties; & d'autant que tout ce monde doit en sortir par Mer; Il est convenu que ceux qui devront demeurer les derniers pourront après le depart des premiers & jusqu'à ce qu'ils aient trouvé les Vaisseaux necessaires pour leur transport, y rester en sureté & dans des lieux commodes, suivant ce qui est stipulé dans l'Article sept, à condition de remettre à l'autre Puissance les endroits occupez dans le même état, à mesure qu'ils en sortiront.

II.

Le susdit transport de la Cour & des Troupes commencera & se finira sans aucun retardement, mais le plus promptement que faire se pourra. Le Commandant de la Flotte Angloise qui est dans ces Mers determinera le jour pour commencer & pour finir l'Embarquement, après en avoir conferé & convenu avec ledit Commandant en Chef, ou les Commissaires nommez par l'une & l'autre Partie Belligerante.

III.

La susdite Cour & toute sa suite, aussi que ceux qui la voudront accompagner, comme aussi les Troupes ci-dessus mentionnées, pourront passer en toute sureté de Catalogne en Italie avec leurs Effets, Bagages, Armes, Canons & Instrumens de Guerre. A l'exception toutefois des Canons & des Instrumens de Guerre qui se sont trouvez sur les lieux, quand ils ont été occupez; & de ceux qui se trouveront marqués aux Armes de France, qui seront remis à l'autre Partie. Le Trajet de Catalogne en Italie se fera sous le Convoy de la Flotte de Sa Majesté Britannique, & sans que la France, ses Alliez, leurs Armées, Flottes & Sujets y puissent apporter aucun empêchement, & en cas que quelques-uns des Vaisseaux & autres Bâtimens servans à ce transport fussent contraints par tempêtes ou autrement de relâcher dans les Ports ou sur les Côtes de France, ils n'y pourront être retenus ni arrêtez, au contraire il leur sera donné toute sorte d'assistance.

IV.

bus transvectioni inservientibus aliquæ ad Littora vel Portus Galliæ aut Fœderatorum tempestate vel alio casu appulsæ fuerint, non erit licitum illas vel personas, aut res transvehendas detinere, sed omni potius modo adjuvabuntur.

IV.

Debiti causa abituros retinere fas non esto, quo autem Creditorum nominibus cautum sit, placuit utrinque Commissarios constituendos esse, qui tam de debitis, quam de obsidibus dandis statuant.

V.

Ægrotis vulneratisque, tam Militaribus quam civilibus interque hos etiam Ecclesiasticis, liceat cum omnimoda securitate, usque ad valetudinem recuperatam, propriis tamen illorum sumptibus, in Catalaunia & dictis Insulis permanere, postmodum vero exinde, sive id Mari per Italiam, sive Terra, per Galliam, fiat ad suos se recipere, ad quem finem illis petentibus Literæ securi transitûs ab altera belligerantium Parte concedendæ erunt.

VI.

Captivi omnes in Bello hoc Hispanico facti, relaxabuntur utrinque.

VII.

Quæ vero ulterius ad accelerandum, & cum omnimoda securitate perficiendum hoc negotium pertinere videbuntur, imprimis vero de locis per Copias utriusque Partis interea & usque ad plenariam Catalauniæ Insularumque evacuationem occupandis, ut & de Aulæ ejusque Comitatus perinde ac Copiarum commoda & quieta permansione, & contra quoscunque insultus securitate, super his convenient Copiarum utriusque supremi Ductores, & quæ inter eos conventa sunt, pari cum cæteris hujus Conventionis contentis firmitate gaudebunt.

VIII.

Concedatur præterea, & statim à tempore inchoandæ evacuationis in amplissima forma publicetur, pro omnibus Catalauniæ, dictarumque Insularum Subditis ac Incolis, cujuscunque conditionis, Sæcularibus & Ecclesiasticis, Amnestia Generalis & perpetua oblivio omnium eorum quæ ab illis in hoc Bello, vel occasione ejusdem contra partes ex adverso belligerantes quocunque demum loco modove facta sunt, ita ut nec eorum, nec ullius similis rei causa vel prætexto illis omnibus aut singulis posthac quidquam hostilitatis, aut inimicitiæ, molestiæ, ac impedimenti, quoad personas, Existimationem, bona & securitatem clam aut palam, directo aut indirecto, sub specie juris aut via facti inferri nequaquam fas sit. Sed omnes ac singulæ, tam occasione hujus Belli quam eo durante, verbis, scriptis aut factis illatæ injuriæ, violentiæ, hostilitates, damna, &c. absque omni personarum rerumve respectu ita penitus aboleantur, ut quidquid eo nomine contra illos forsitan prætendi potuisset, æterna oblivione sepultum maneat.

IX.

Cum vero Ministri Plenipotentiarii Suæ Cæsareæ Majestatis pro fruitione Privilegiorum Catalaunienfium, ut & Majorcæ & Yvicæ Subditorum & Incolarum adhuc ante evacuationem insisteriot, ex parte vero Galliæ & Fœderatorum ejus, hoc quidquid est negotii, ad Pacis futuræ conclusionem remissum sit, Sua Regia Majestas Magnæ Britanniæ iteratò declaravit; se officia sua quam efficacissima, ubiconque opus fuerit interpositurum esse, ut & imposterum Catalauniæ & Majorcæ Yvicæque Incolæ suis Privilegiis gaudere possint. In quo prædicti Ministri Plenipotentiarii Cæsarei tandem acquievêre, cum ipsemet etiam Rex Christianissimus se ad eundem finem allaboraturum fore per Ministros suos Plenipotentiarios declarari fecerit.

X.

Cum vero in Conventionis hujus serie de quibusdam aliis negotiis tractatum sit, scilicet de Amnestia universali, ut & de conservatione Bonorum, Beneficiorum, Pensionum, aliorumque hujus generis commodorum, tam pro Subditis Hispanis, quam Italis, Bel-

IV.

Il ne sera point permis d'arrêter pour dettes ceux qui voudront s'en aller, mais on est tombé d'accord pour la seureté des Créanciers de nommer de part & d'autre des Commissaires qui statueront sur les dettes & sur les ôtages qui seront donnez pour seureté.

V.

Il sera aussi permis aux malades & aux blessez, tant gens de Guerre que d'aucune autre condition, & nommément aux Ecclesiastiques de rester en Catalogne en toute seureté, jusqu'au recouvrement de leur santé à leurs dépens, & d'en sortir ensuite pour se retirer où & par où bon leur semblera, soit par Terre ou par Mer, & il leur sera accordé les Passeports nécessaires sur leur simple requisition.

VI.

Tous les prisonniers faits dans la Guerre d'Espagne seront rendus de part & d'autre.

VII.

Quant aux autres choses qui ont été jugées convenables pour accelerer & mettre à fin la présente affaire avec toute sorte de seureté, principalement ce qui regarde les lieux que les Armées & Troupes des deux Parties belligerantes devront occuper jusqu'à l'entiere évacuation de la Catalogne, comme ce qui regarde le sejour commode de la Cour, de sa suite, & des Troupes, & leur seureté contre toute sorte d'insulte, il est statué que les Commandans en Chef de chaque Partie belligerante en conviendront entre eux, & ce qu'ils regleront entre eux à cet égard sera observé comme s'il étoit ici stipulé.

VIII.

Lors que l'Evacuation commencera, il sera accordé & publié en faveur de tous les Sujets & Habitans de Catalogne, Seculiers & Ecclesiastiques, & de quelque condition qu'ils soient, une Amnistie générale, & un oubli perpetuel de tout ce qui a été fait par eux pendant cette Guerre & à son occasion, en quelque lieu & en quelque maniére que ce soit contre les Parties en Guerre, en sorte que pour ces causes, ils ne puissent en général ou en particulier, ouvertement ou secretement, ou directement ou indirectement, par voye de droit ou de fait, être molestez, ni souffrir aucun dommage, ou inimitié tant en leurs personnes qu'en leurs biens, mais que toutes les injures, violences, hostilitez, dommages & dépenses, causez tant pendant la guerre qu'à son occasion, par paroles, écrits, ou faits, soient entierement oubliez & abolis sans aucune distinction de personnes ou de choses, & qu'il ne puisse être fait à ces égards aucune recherche contre les Catalans.

IX.

Et d'autant que les Ministres Plénipotentiaires de la Puissance qui retire ses Troupes de la Catalogne, ont encore insisté pour obtenir avant l'évacuation la jouissance des Privileges des Catalans, & que du côté de la France & de ses Alliez on a remis à la conclusion de la Paix future, cette affaire en tout son entier, Sa Majesté Britannique a fait une declaration réiterée qu'Elle employeroit ses offices les plus efficaces, tant à la Cour de France que par tout ailleurs où il en seroit besoin, afin que dans la suite les Catalans puissent jouir de leurs Priviléges, à quoi les susdits Ministres Plenipotentiaires de la Puissance qui évacue la Catalogne ont aquiescé d'autant plus volontiers, que le Roy Très-Chrêtien lui-même auroit fait déclarer par ses Ministres Plénipotentiaires qu'il concourroit à la même fin.

X.

D'autant qu'en redigeant la présente Convention quelques autres Points ont été débatus, sçavoir l'Amnistie Générale, la conservation des Biens, Bénéfices, Charges, Pensions, & autres avantages, tant en faveur des Italiens & des Flamands, qui jusqu'à présent ont adhe-

ANNO 1713.

Belgisque alterutras partes secutis, aut sequi volentibus, neque è re judicatum fuerit, de iis quidquam statuendi hac in Conventione de evacuanda Catalaunia principaliter instituta, ad futuros Pacis Tractatus eadem quoque remittere placuit, Sua Regia Majestate Magnæ Britanniæ declarante, se officia sua efficacissima adhibituram, ut & de iis omnibus reciproce circa dictæ Pacis conclusionem statuatur.

XI.

Conventum præterea & concordatum est, inter Sacram Cæsaream Majestatem & Sacram Majestatem Regem Christianissimum, accedente insuper Sua Regia Celsitudine Duce Sabaudiæ, quod usque ad futuram Pacem cum Gallia pangendam, in universa Italia, & Insulis in Mari Mediterraneo sitis, ac respective per Partes belligerantes possessis, ut & in omnibus Terris, Provinciis ac Statibus Suæ Regiæ Celsitudinis Ducis Sabaudiæ, tam citra quam ultra Alpes, intra quatuor hebdomadas à subscriptione præsentis Conventionis numerandas, plena ac integra esse debeat cessatio omnium cujuscunque generis hostilitatum, quocunque nomine veniant, aut quacunque occasione aut prætextu terra marive exerceri possint absqua ulla reservatione, aut exceptione locorum, quorumcunque, qui Italiæ, Insulisque supradictis, & Duci Sabaudiæ subjacent, inter Exercitus, Milites & Subditos alte memoratorum Contrahentium, qui sine dilatione Mandata necessaria mittent Supremis illorum Militiæ Præfectis, aliisque quo hæc Conventio promptius executioni detur. Adeo ut quidquid quocunque demum modo, aut loco contra fiat, aut ab initio Armistitio eoque durante factum sit, tam ex una quam altera parte incontinenter restituatur, annuletur, & optima fide reparetur, expresse præterea cautum & declaratum est, quod durante Armistitio in Regiæ Sacræ Celsitudinis Ducis Sabaudiæ à Gallia nunc possessis Ditionibus, cessabunt omnes Contributiones Militares, ita ut nihil omnino ultra reditus ordinarios & consuetos ibidem exigetur; quæ dicti Armistitii Conditiones observabuntur etiam respectu Provinciarum Gallicarum Ditionibus Ducis Sabaudiæ circumvicinarum, & Subditis interea licebit invicem commercari.

XII.

Res in Italia durante hoc Armistitio in statu, quo nunc sunt, permanebunt, earum compositio, ad Pacis Negotium remittatur.

XIII.

Cum igitur ad hanc Conventionem ineundam, contulere plurimum amicissimæ Sacræ Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ hortationes, atque ad eandem porro debitæ executioni mandandam opus omnino esse, visum sit, ut & ipsa in partes hujus Pactionis veniat, proinde spondente ex parte sua & Fœderatorum suorum Sacra Cæsarea Majestate, & Sacra Regia Majestate Magnæ Britanniæ fide data per præsens Instrumentum vim Pacti inter suas Majestates solemniter inhi habiturum, Cæsaream suam Majestatem Fœderatosque suos omnes & singulos hujus Conventionis Articulos bona fide observaturos, & integerrime adimpleturos esse. Ipsa quoque Sacra Regia Majestas Magnæ Britanniæ præsenti Conventioni sponsorio nomine accedere voluit, in se recipiendo & promittendo, quod ab altera supra memoratorum Contrahentium parte omnes & singuli hujus Conventionis Articuli bona fide observabuntur, & integerrime adimpleti erunt.

Ratihabebitur præsens Conventio à Sacra Cæsarea & Regia Majestate ejusdemque Ratihabitionis Tabulæ intra quatuor septimanas aut si citius fieri potest, Ultrajecti invicem commutabuntur.

In quorum fidem Nos Sacræ Cæsareæ & Catholicæ Majestatis, & Sacræ Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ Ministri Plenipotentiarii præsentes Tabulas manibus nostris subscriptas, Sigillis nostris munivimus. Trajecti ad Rhenum die XIV. Martii Anno MDCC. XIII.

(L.S) Philip. Lud. C. de Sinzendorf.

(L.S.) Michael Achatz L. B. de Kirchner.

(L.S) Joh. Bristol, C. P. S

(L.S.) Strafford.

altéré à l'un des deux partis, & voudroient dans la suite y adhérer, & qu'il n'a point été jugé convenable de mêler la décision de ces points dans la Convention qui se fait pour l'Evacuation de la Catalogne, on a trouvé bon de les remettre au Traité de Paix. Sa Majesté Britannique ayant déclaré avant toutes choses, qu'Elle employera ses offices les plus efficaces, afin qu'on en convienne reciproquement, & qu'il soit statué sur ces-dits Points, lors de la conclusion de la Paix.

XI.

Il est en outre convenu & accordé entre les Parties contractantes, avec le concours de Son Altesse Royale, le Duc de Savoye, que jusques à la Paix générale à faire, & quatre semaines après le jour de la signature du présent Traité, il y aura un Armistice entier & cessation de toute sorte d'hostilitez par Mer & par Terre, sous quelque nom, prétexte, ou en quelque occasion qu'elles puissent s'exercer dans toute l'Italie, & dans toutes les Iles de la Mer Mediterranée, respectivement possedées par les Parties belligerantes, comme dans tous les Etats de Son Altesse Royale, le Duc de Savoye, situez tant en deçà qu'en delà des Alpes, & cet Armistice aura lieu sans reserve ni exception d'aucun endroit compris sous la dénomination d'Italie, des Iles de la Mer Mediterranée, & des Etats de Son Altesse Royale, le Duc de Savoye, ledit Armistice sera observé par les Armées, Soldats & Sujets des Parties contractantes ci-dessus mentionnées, qui envoyeront, sans délai, les ordres nécessaires aux Commandans en Chef & autres Officiers, afin que la présente Convention en soit plus promptement mise en exécution, de manière que toutes les contraventions faites au présent Armistice, après qu'il aura commencé & pendant sa durée, tant de l'un que de l'autre côté, seront, de quelque façon & en quelque lieu que la chose avienne, redressez incontinent, annullez & reparez de bonne foi; il est encore expressément statué & déclaré que durant l'Armistice toutes Contributions militaires cesseront dans les Etats de Son Altesse Royale, le Duc de Savoye, qui sont présentement possedez par la France, & l'on n'y pourra absolument rien exiger au delà des revenus ordinaires & accoutumez; il sera permis reciproquement aux Sujets de commercer ensemble durant l'Armistice, bien entendu que toutes les Conditions de cet Armistice auront lieu, par toutes les Provinces de France qui touchent les Etats de S. A. S. le Duc de Savoye.

XII.

Les choses demeureront en Italie pendant le présent Armistice en l'état où elles sont présentement, & l'on remet à les ajuster à la Négociation de la Paix.

XIII.

Et d'autant que les exhortations affectueuses de Sa Majesté Britannique ont beaucoup contribué à ladite Convention, & qu'il a paru nécessaire, afin d'en assurer l'entière exécution, que sadite Majesté y prît part, & s'y engageât, Sa Majesté Britannique, se fondant sur l'assurance que lui donne le Roi Très-Chrétien, tant en son nom qu'au nom de ses Alliez, par la présente stipulation qui aura la force d'un Traité solemnel, fait entre leurs Majestez Royales, que lui, le Roi Très Chrétien & ses Alliez accompliront de bonne foi & dans leur entier tous & chacun des Articles de cette Convention; Elle veut bien se rendre Garante du présent Traité; ainsi que prendre sur soi & promettre que les Parties Contractantes ci-dessus mentionnées observeront de bonne foi & accompliront pleinement tous & chacun des Articles d'iceluy.

La présente Convention sera ratifiée par leurs Majestez Royales, & les Ratifications en seront échangées à Utrecht dans le terme de quatre semaines, ou plûtôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires de Sa Majesté Très-Chrétienne ont signé & fait apposer le Cachet de leurs Armes à la présente Convention. Fait à Utrecht le 14. Mars 1713.

(L. S.) Joh. Bristol, C. P. S.

(L.S.) Strafford.

(L.S.) Huxelles.

(L.S) Menager.

ANNO 1713.

Articulus Separatus. [Copie tirée du Protocolle de l'Ambassade Imperiale en Hollande, & au Congres d'Utrecht.]

EX occasione Conventionis super evacuanda Catalaunia, ut & Insulis Majoricæ & Yvicæ, & Armistitio in Italia hodie inito, plurimum, idque gravissimis rationum momentis, Sacra Regia Majestas Magnæ Britanniæ institit, ut omni suspicionis materia, ex introducendis in prædictam Italiam Copiis adeo numerosis orituræ forsitan, uti solet, obviam eatur. Ideo infra scripti alternemoratæ Sacræ Cæsareæ & Catholicæ Regiæ Majestatis Ministri Plenipotentiarii de Studio Domini sui Clementissimi ad opus tam salutare prono certiores spondent solemniter ac promittunt, Sacram Cæsaream Majestatem curaturam eumque in finem talia supremis suæ militiæ Præfectis, Generalibus, Officialibus, Locumtenentibus aliisque Mandata daturam, ut Copiæ omnes ex Catalaunia, & Insulis prædictis transvehendæ, aliæque tam Cæsareæ, quam fœderatæ, sine omni mora, brevissimaque ac commodiore qua fieri potest via, transitu innoxio ubique observato, ex Italia in Germaniam abducantur, ita, ut in Italia prædicta, durante Armistitio hodie inito, tantum solummodo Cæsareanorum & Fœderatorum Militum relinquatur, quantum ad præsidia munimentorum tutamenque Provinciarum ibi locorum requiritur, sique ita ut eorum numerus in universa Italia viginti millia Militum non excedat. Cumque exinde ratio Hyberna & Contributiones in reliqua Italia exigendi, sua sponte cesset, ut ipsimet Cæsareæ Majestati grave videretur, Italiæ tranquillitati eo potissimum tempore deesse, quo se nihil magis quam universi Christiani Orbis Pacem & quietem cordi habere undequaque non exiguis Documentis testatum fecit. Promittit idcirco Sacra Cæsarea Majestas nullo quocunque titulo, vel Hyberna collocanda vel Contributiones quascunque exigendas esse, durante prædicto Armistitio in Italia, ullis in locis Principatu, aliorumve, ubi ejusmodi Hyberna collocata & Contributiones durante hoc Bello collectæ sunt.

Cum igitur ad Conventionem supradictam ineundam, omnibusque in contrarium euntibus moliminibus obviandis plurimum amicissimæ Sacræ Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ hortationes contulerint, atque ad eandem porro debitæ executioni mandandam opus omnino esse visum sit ut & ipsa in partes hujus Pactionis veniat. Proinde spondente ex parte sua Sacra Cæsarea Majestate & Sacræ Regiæ Majestati Magnæ Britanniæ fide data per præsens Instrumentum, vim Pacti solemniter cum Sacra Regia Majestate Magnæ Britanniæ initi habituram Cæsaream Sacram Majestatem omnia & singula superius promissa bona fide observaturam & adimpleturam Mandata, quin etiam Ministris suis tam civilibus quam militaribus, quorum opera hac in parte usura sit, quam expressissima daturam, ne quid ipsi, aut eorum aliquis facere aut attentare præsumant, quo minus eadem omnia debitum plenariè sortiantur effectum, ipsa quoque Sacra Regia Majestas Magnæ Britanniæ in se recipit, & promittit quod ab altera supra memoratorum Contrahentium parte omnes & singuli hujus Conventionis Articuli, bona fide observabuntur, & integerrime adimpleri erunt.

Ratihabibitur præsens Conventio a Sacra Cæsarea & Regia Majestate. Ejusdem Ratihabitionis Tabulæ intra quatuor septimanas, aut citius si fieri potest. Trajecti ad Rhenum invicem commutabuntur.

In quorum fidem nos Sacræ Cæsareæ & Catholicæ Majestatis, & Sacræ Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ Ministri Plenipotentiarii præsentes Tabulas manibus nostris subscriptas Sigillis nostris munivimus Trajecti ad Rhenum die decimo quarto Mensis Martii, anni millesimi septingentesimi decimi tertii.

PHILIPPUS LUD. C. à SINZENDORF. (L. S.)

JOH. BRITOL. C. P. S. (L. S.)

MICHAEL ACHATS L. B. DE KIRCHNER. (L. S.)

STRAFFORD (L. S.)

CXLVIII.

ANNO 1713. 14. Mars.

Cessation d'armes pleine & entiere faite & conclue entre LOUIS XIV. *Roi de France &* VICTOR AMEDE'E *Duc de Savoye pour durer jusqu'à la Paix. A Utrecht le 14 Mars 1713.* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. II. pag. 350.]

SA Majesté la Reine de la Grande Bretagne, ayant par son entremise procuré jusques à la Paix Générale, une Cessation d'Armes en Italie entre les Puissances qui y ont été en Guerre jusques à présent. Il a été convenu, & accordé entre les Ministres Plénipotentiaires de S. M. T. C. & ceux de son A. R. le Duc de Savoye, que jusques à la Paix à faire avec la France, il y aura une pleine & entiére Cessation d'Armes, & de toutes sortes d'hostilité de quelque part, ou par quelque occation ou prétexte qu'elles puissent être faites par Mer ou par Terre, sans reserve ni exception de lieux quelconques entre leurs Armées, Soldats & Sujets respectifs, & dans tous leurs Etats, tout comme ladite Cessation doit être dans toute l'Italie & Isles de la Mer Méditerranée, possédées respectivement par les Parties qui sont en Guerre, à commencer ladite Cessation d'Armes dans quatre semaines après la Signature de la présente Convention.

Et à ces fins S. M. T. C. & S. A. R. envoyeront incessamment les ordres nécessaires aux Généraux & Commandants de leurs Troupes, Gouverneurs & Commandans des Pais & Places, & à tous autres qu'il sera besoin, pour que cette Convention soit incessamment executée & observée.

Et tout ce qui sera ou pourra être fait au contraire de quelque maniére, & en quelque lieu que ce soit, depuis ladite Cessation d'Armes commencée, & durant icelle, soit d'une part ou d'autre, sera incessamment & de bonne foi rétabli, annullé & réparé.

Il a été en outre convenu & accordé, que pendant la susdite Cessation d'Armes toutes Contributions pour cause de Guerre, & exactions d'icelles, cesseront dans les Pais & Lieux de S. A. R. de Savoye, possédez à présent par Sa M. T. C., & que l'on n'en éxigera rien autre que les revenus ordinaires & accoûtumés, & que cesseront de même toutes Contributions de la part du Seigneur Duc de Savoye dans les Provinces de France, voisines à ses Etats. Cependant les Sujets respectifs auront & pourront avoir entre eux la liberté entiére du Commerce, & si pour plus de sûreté ils demandent des Passeports, on les leur accordera.

Les affaires en Italie resteront pendant ladite Cessation d'Armes dans l'état où elles sont, & leur ajustement est renvoyé à la Négociation de la Paix, reservé cependant, & excepté l'entiére exécution du Traité du 8. Novembre 1703. entre le défunt Empereur Leopold & ladite Altesse Royale.

La présente Convention sera ratifiée par S. M. T. C. & par S. A. R. de Savoye, & les Ratifications en seront échangées à Utrecht dans l'espace de quatre semaines, ou plûtôt si faire se peut. En foi de quoi lesdits Plenipotentiaires de S. M. T. C. & ceux de S. A. R. de Savoye ont signé & fait apposer le Cachet de leurs Armes.

La présente Convention faite à Utrecht le 14. Mars. 1713.

CXLIX.

ASSIENTO *ou Privilege pour l'Introduction & la vente des Esclaves* NEGRES *dans l'*AMERIQUE ESPAGNOLE: *contenant les conditions auxquelles, il est accordé à la* COMPAGNIE ANGLOISE. *Fait à Madrid le 26. Mars 1713.* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. V. pag 72. Feuille volante imprimée en Anglois & en Espagnol à Londres, chez *John Baskett* Imprimeur de la Reine l'an 1713. in 4.] 26 Mars.

Le

ANNO 1713.

LE ROI.

D'AUTANT que l'Assiento, dont on étoit convenu avec la Compagnie Royale de *Guinée*, établie en *France*, pour fournir des Esclaves Negres aux *Indes Occidentales* est expiré ; & que la Reine de la *Grande-Bretagne* souhaite d'entrer en ce Commerce, & en son nom la Compagnie *Angloise*, comme cela est stipulé dans les Preliminaires de la Paix, & que cet Assiento subsiste pendant le terme de trente Ans : *Don Manuel Menasses de Gilligan*, Député pour cet effet, par sadite Majesté de la *Grande-Bretagne*, a remis entre mes mains un plan dressé à cette fin, contenant quarante-deux Articles, pour servir de regle à ce Contract, lequel j'ai communiqué à une *Junta* de trois Ministres de mon Conseil des *Indes*, pour savoir leur sentiment sur chàque Article ou condition dudit Contract. Mais comme sur cet examen il s'est trouvé plusieurs Points, dont ils n'ont pû convenir, je l'ai fait examiner une seconde fois, par une autre *Junta* ; de sorte qu'étant informé à fond de la chose, j'ai resolu, nonobstant les objections faites par les uns & les autres, de conclure & terminer cet Assiento à la satisfaction de la Reine de la *Grande Bretagne*. Dans cette vue, j'ai jugé à propos d'admettre & d'approuver par un Décret Royal du 12. de ce mois, les quarante-deux Articles contenus dans le Plan susmentionné, de la maniere ci après specifiée, avec les additions, que j'ai resolu d'y ajoûter de mon propre mouvement, en faveur de ladite Compagnie, aussi contenues dans mondit Décret. Le tout de la maniere suivante.

I. En premier lieu, pour procurer par ce moien, mutuellement & reciproquement, l'avantage des Souverains & des Sujets des deux Couronnes, Sa Majesté de la *Grande Bretagne* offre & s'oblige, pour les personnes qu'elle nommera & autorisera pour cet effet, de faire transporter aux *Indes Occidentales de l'Amerique*, appartenant à sa Majesté Catholique, à commencer du premier jour de Mai, 1713. jusques au même jour de l'année 1743. le nombre de cent quarante quatre mille Negres, *Piezas de India*, des deux Sexes & de tous les âges, sur le pied de quatre mille huit cent Negres *Piezas de India* par an, pendant le cours desdites trente années, à condition, que les personnes, qui se transporteront aux *Indes Occidentales* pour travailler aux affaires de l'Assiento, se garderont de rien faire qui puisse offencer ; car en ce cas, ils seroient poursuivis en justice, & punis de la même maniere, qu'ils l'auroient été en *Espagne*, supposé qu'une faute de la même nature y eût été commise.

II. Que les *Assientistes*, ou la Compagnie de l'Assiento, payera de chàque Negre, *Pieza de India*, suivant le modele regulier de sept quartiers, n'étant ni vieux ni défectueux, selon ce qui a été pratiqué & établi jusques à present aux *Indes*, la somme de trente-trois pieces de huit, *Escudos*, & la troisiéme partie d'une piece de huit, en y comprenant tous les Droits d'*Alcavala*, de *Siza*, d'*Union de Armas*, de *Boqueron*, ou aucun autre Droit, de telle nature qu'il puisse être, d'entrée ou de *Regale*, qui sont ou qui pourroient être imposez à l'avenir, appartenant à sa Majesté Catholique, en sorte qu'on ne pourra rien exiger au delà : Et au cas, que les Gouverneurs, Officiers Royaux ou autres Ministres en prissent davantage, on en tiendra compte aux *Assientistes*, & cela sera rabattu sur les droits des 33. pieces de huit & un tiers susmentionnez, qu'ils doivent payer à sa Majesté Catholique, la chose étant prouvée par un Certificat authentique, qui ne pourra être refusé par un Notaire public, à la requisition des *Assientistes* : Et pour cet effet on fera publier un Ordre ou une *Cedule* generale, dont la teneur sera la plus ample qu'il se pourra.

III. Que lesdits *Assientistes* avanceront à Sa Majesté Catholique, pour suppléer aux besoins pressans de la Couronne, la somme de deux cent mille pieces de huit ou *Escudos*, en deux payemens égaux, de cent mille pieces de huit chàcun, dont le premier se fera deux mois, après que Sa Majesté aura approuvé & signé cet Assiento ; & le second au bout de deux autres mois, après le premier payement ; & cette somme ainsi avancée ne sera remboursée qu'après le terme échu des vingt premieres années de cet Assiento, & alors on pourra la déduire par portions égales, pendant les dix années restantes, sur le pied de vingt mille piéces de huit par an, qu'on rabattra sur les droits imposez sur les Negres, payables pendant le cours de ces années-là.

IV. Que les *Assientistes* seront obligez de payer l'avance des deux cent mille pieces de huit, en cette Cour ; comme aussi de six en six mois, la moitié du montant des Droits payables pour les *Piezas* d'Esclaves, qu'ils sont convenus de transporter tous les ans.

V. Que le payement desdits Droits se fera de la maniere mentionnée dans l'Article precedent, sans aucun delai ou dispute, & sans y donner aucune autre interpretation : Cependant, avec cette reserve, que les *Assientistes* ne seront obligez de payer ces Droits que pour quatre mille Negres, *Piezas de India*, par an, sans compter les huit cent qui restent, Sa Majesté accordant par cet Article aux *Assientistes* les Droits qu'ils en devroient payer, pendant tout le cours des trente années de cet Assiento, en la meilleure forme & maniere possible, en consideration des risques que courent lesdits *Assientistes*, & de l'interêt qu'on devroit leur payer de l'argent avancé, & du payement, qu'ils font en cette Cour, des Droits des quatre mille *Piezas* susdits.

VI. Que lesdits *Assientistes*, après avoir fourni tous les ans, le nombre de quatre mille huit cent Negres selon leur Contract, pourront encore, au cas qu'ils le jugent necessaire pour le service de Sa Majesté Catholique, & celui de ses Sujets, en fournir un plus grand nombre, pendant les vingt-cinq premieres années de ce Contract, (car pendant les cinq dernieres il ne leur sera permis d'en transporter que le nombre de quatre mille huit cent, dont on est convenu,) à condition, qu'ils ne payeront que seize pieces de huit, & deux tiers d'une piece de huit, pour tous les Droits de chàque Negre, *Pieza de India*, qu'ils transporteront au delà des quatre mille huit cent, ce qui fait la moitié des trente trois pieces de huit & un tiers susmentionnées ; & ce payement se fera aussi en cette Cour.

VII. Qu'il sera permis auxdits *Assientistes* d'employer pour ce Commerce les propres Vaisseaux de Sa Majesté de la *Grande-Bretagne*, ou ceux de ses Sujets, ou même ceux des Sujets de Sa Majesté Catholique, du consentement des proprietaires, en leur en payant le fret, & en se servant de Matelots *Anglois* ou *Espagnols*, selon qu'ils le jugeront à propos ; à condition qu'on prendra soin, que les Officiers des Vaisseaux employez par les *Assientistes*, ni leurs Matelots ne troublent en aucune maniere, & ne causent aucun scandale à l'exercice de la Religion Catholique, sous les peines marquées, & les Reglemens établis dans le premier Article de cet *Assiento*. Il sera de plus permis auxdits *Assientistes* d'introduire leurs Esclaves Negres, selon le Contract, dans tous les Ports de la Mer du Nord & de *Buenos Ayres*, sur aucuns des Vaisseaux susmentionnez, de la maniere que cela a été accordé aux *Assientistes*, qui les ont precedés : Mais toujours à condition que ni les Officiers ni les Matelots ne causeront aucun scandale à la Religion Catholique Romaine, sous les peines susdites.

VIII. Que comme on a trouvé par experience, que rien ne peut être plus prejudiciable aux interêts de Sa Majesté & à celui de ses Sujets, que de ne pas permettre aux *Assientistes* de transporter leurs Negres dans tous les Ports des *Indes* en general, puis qu'il est certain, que les Provinces qui sont privées de cet avantage en patissent, faute d'avoir leurs terres cultivées, ce qui les a reduits à la necessité de s'en pourvoir même frauduleusement, il est permis auxdits *Assientistes* par une condition expresse de ce Contract, de transporter & de vendre leurs Negres dans tous les Ports de la Mer du Nord, & ceux de *Buenos Ayres* à leur choix. Et pour cet effet Sa Majesté Catholique revoque les défenses contenues dans les Assiento precedens, de ne les transporter que dans les Ports marqués en iceux ; avec cette restriction cependant, qu'il ne sera permis auxdits *Assientistes* de les transporter & débarquer, que dans les Ports où il y a des Officiers Royaux, ou des Députés de leur part, qui puissent visiter leurs Vaisseaux & leurs Cargaisons, pour certifier le nombre des Negres transportez. On est aussi convenu, que les Negres transportez dans les Ports de la côte, qui est contre le vent, à *Sancta Martha*, *Cumana* & *Maracaybo*, ne pourront être vendus par les *Assientistes* pour plus de trois cent pieces de huit chàcun, & autant moins qu'il sera possible,

ANNO 1713.

sible, pour encourager les habitans de ces lieux-là à les acheter; mais quant aux autres Ports de la *Nouvelle Espagne*, ses Iles, & la *Terre ferme*, il sera permis aus *Assienti*stes de les vendre au meilleur prix qu'il leur sera possible.

IX. Que comme il est permis auxdits *Assientistes*, pour les raisons alleguées dans l'Article précedent; de transporter leurs Negres dans tous les Ports de la Mer du *Nord*; on est convenu de même, qu'ils le pourront faire dans la Riviere de *Plata*, Sa Majesté Catholique leur permettant de transporter, (du nombre des quatre mille huit cent Negres, qu'ils peuvent introduire tous les ans en vertu de cet Assiento,) dans cette Riviere ou à *Buenos Ayres*, pendant châcune des trente années dudit Assiento, le nombre de mille deux cent de ces *Piezas de India* des deux Sexes, pour les y vendre au prix dont ils pourront convenir, les embarquant sur quatre Vaisseaux capables de les contenir, huit cent desquels seront vendus à *Buenos Ayres*, & les quatre cent restans pourront être transportez & serviront pour les Provinces qui sont au dessus, & pour le Royaume de *Chili*, les vendant aux habitans, s'ils les veulent venir acheter dans ledit Port de *Buenos Ayres*. De plus, on déclare qu'il sera permis à Sa Majesté *Britannique*, & aux *Assientistes* en son nom, de posseder dans ladite Riviere de *Plata* quelques Terres, que Sa Majesté Catholique ordonnera ou assignera, suivant ce qui a été stipulé dans les Préliminaires de la Paix, à compter du tems où cet Assiento aura lieu, suffisantes pour planter, pour cultiver, & pour entretenir du Bêtail, pour la subsistance des personnes appartenant à l'Assiento & de leurs Negres: Il leur sera même permis d'y bâtir des maisons de bois, & non d'autres materiaux, sans qu'ils puissent faire aucune levée de terre, ni les moindres fortifications. Sa Majesté Catholique nommera aussi un Officier, tel qu'elle le jugera à propos, & de ses propres Sujets, lequel residera sur lesdites Terres, & aura la direction de tout ce qui en dépendra. Et toutes les autres choses, qui concerneront l'Assiento, seront sous la direction du Gouverneur & des Officiers Royaux de *Buenos Ayres*: Les *Assientistes* ne payeront aucuns Droits, à l'égard des Terres susdites, pendant tout le terme de l'Assiento.

X. Quant au transport & à l'introduction des Negres dans les Provinces de la *Mer du Sud*, il sera permis aux *Assientistes* de fretter, soit à *Panama*, ou dans tout autre Port ou Havre de la *Mer du Sud*, des Vaisseaux ou des Fregates d'environ quatre cent tonneaux, un peu plus ou moins, sur lesquelles ils pourront les embarquer à *Panama*, & les transporter à tous les Ports du *Perou*, & à aucun autre de ce côté-là. Ils pourront aussi mettre sur ces Vaisseaux les Equipages & les Officiers, tant militaires que de marine, qu'ils jugeront à propos; & il leur sera permis de même, de transporter le provenant de leur vente audit Port de *Panama*, soit en fruits du Païs, soit en argent monnoyé, en barres d'argent ou en Lingots d'or, sans être obligés de payer aucun Droit pour ledit or ou argent, soit d'entrée ou de sortie, pourvû qu'il soit marqué sans aucune fraude, & qu'ils fassent paroitre que c'est le provenant des Negres, lequel doit être exemt de tous les Droits, de même que si ledit argent monnoyé, barres d'argent & lingots d'or appartenoient à Sa Majesté Catholique. Il sera pareillement permis auxdits *Assientistes* d'envoyer d'*Europe* à *Portobello* & delà à *Panama*, par la riviere de *Chagre*, ou par des voitures de terre, des Cables, des Voiles, du Fer, du Bois de charpente, & toutes sortes d'autres Munitions & Provisions necessaires pour lesdits Vaisseaux, Fregates ou *Berluengos*, & pour subvenir à leur propre entretien; bien entendu, qu'il ne leur sera cependant pas permis de vendre, ni de débiter lesdites Munitions & Provisions, soit en tout ou en partie, sous quelque pretexte que ce puisse être. Car en ce cas elles seroient confisquées, & les Acheteurs aussi bien que les Vendeurs punis selon les Loix, & même les *Assientistes* seroient à l'avenir absolument privés de ce privilege, à moins de pouvoir produire pour cette vente une permission de Sa Majesté Catholique. On est depuis convenu, qu'après l'expiration du terme de cet Assiento, il ne sera plus permis auxdits *Assientistes* de se servir desdits Vaisseaux, Fregates ou Barques pour les transporter en *Europe*, à cause des inconveniens qui en pourroient resulter.

XI. Qu'il sera permis auxdits *Assientistes* de se servir d'*Anglois* ou d'*Espagnols* comme ils le jugeront à propos, pour le gouvernement & la direction de cet Assiento, tant dans les Ports de l'*Amerique*, que dans les Places du Païs, Sa Majesté suspendant pour cela les Loix, par lesquelles il est defendu aux Etrangers d'entrer dans le Païs ou d'y habiter; déclarant & ordonnant que les *Anglois* seront regardés & traités, pendant tout le terme de cet Assiento, comme s'ils étoient Sujets de la Couronne d'*Espagne*; toutefois avec cette restriction qu'il ne sera pas permis à plus de quatre ou de six *Anglois* de resider dans aucun desdits Ports des *Indes*, du nombre desquels les *Assientistes* pourront choisir ceux qu'ils jugeront à propos, pour les envoyer dans le Païs, où il est permis de transporter les Negres, pour le maniement & la recepte de leurs Effets. Ils le feront le plus commodément, qu'il leur sera possible, selon le Reglement mentionné dans le premier Article, sans aucun empêchement ou trouble de la part des Ministres civils ou militaires, de quelque dégré ou qualité qu'ils puissent être, & sous quelque pretexte que ce soit, à moins qu'on ne puisse les convaincre d'avoir agi contre les Loix établies, ou contre le contenu de cet Assiento.

XII. Que pour la bonne direction de cet Assiento, il plaira à Sa Majesté Catholique d'accorder, aussi tôt que la Paix sera proclamée, qu'il soit permis à Sa Majesté *Britannique* d'envoyer deux Vaisseaux de guerre avec les Facteurs, Officiers & autres personnes, qui seront employées en ce service, en donnant premierement une Liste des noms des uns & des autres, qui seront autorisés de mettre pied à terre dans les Ports, où il leur sera permis d'établir & de regler leurs Factures, tant afin qu'ils puissent aller plus commodément & plus surement, que pour pourvoir à toutes les choses nécessaires pour recevoir les Vaisseaux, qui serviront au transport des Negres: Car comme il faut qu'ils les aillent prendre sur la cote d'*Afrique*, pour les conduire dans les Ports de l'*Amerique Espagnole*, il seroit tres incommode, & même tres désavantageux aux Facteurs & aux autres personnes employées pour cela de s'y transporter dans les Vaisseaux destinés à faire ces voyages-là. Outre qu'il est d'une necessité indispensable qu'on leur prepare par avance, des maisons dans lesquelles ils puissent habiter, & qu'on fasse toutes les autres provisions, dont ils auront besoin; & pour le transport des Facteurs & des autres personnes, employées par la Compagnie, à *Buenos Ayres*, on leur accordera un Vaisseau de moyenne grandeur; bien entendu que ce Vaisseau, aussi bien que les deux Vaisseaux de Guerre, seront soumis à la visite & à la recherche des Officiers Royaux dans les Ports, lesquels pourront saisir leurs Marchandises, au cas qu'ils en portent. De plus on fournira auxdits Vaisseaux les Provisions nécessaires pour leur retour à un prix raisonnable.

XIII. Lesdits *Assientistes* pourront nommer, dans tous les Ports & principales Places de l'*Amerique* des Juges Conservateurs de cet Assiento, lesquels ils pourront changer & en nommer d'autres en leur place, lors qu'ils le jugeront à propos; de la maniere, que cela a été accordé aux *Portugais*, dans le huitiéme Article de leur Assiento; bien entendu qu'ils alleguent des raisons valables de ce procedé, devant le President, Gouverneur ou l'Audience de ce Département, lesquels l'approuveront respectivement, pourvû que cette nomination tombe toujours sur un des Ministres de Sa Majesté Catholique: Et ces Juges-là prendront connoissance, exclusivement à tous les autres, de toutes les Causes, Affaires & Procès concernant cet Assiento, avec une entiere authorité & jurisdiction: Aussi est-il défendu à toutes les Audiences, Ministres, & Tribunaux, Presidens, Capitaines Generaux, Gouverneurs, Corregidors, Grands Alcaldes, & autres Juges quels qu'ils puissent être, sans en excepter les Vice-Rois de ces Royaumes-là de s'en mêler, d'autant qu'il n'y aura que lesdits Juges Conservateurs, qui puissent prendre connoissance de ces Causes-là, & des incidens, qui en pourroient naitre; mais il y aura appel de leurs Sentences, dans les cas où la Loi le permet, au supreme Conseil des *Indes*; bien entendu que lesdits Juges Conservateurs ne pourront demander ni prétendre de plus grands salaires, que ceux, que lesdits *Assientistes* jugeront à propos de leur accorder pour ce service. Et au cas qu'aucuns d'entr'eux en voulussent exiger davantage, Sa Majesté Catholique en ordonnera la restitution. Elle accorde aussi que le Pre-

ANNO 1713. President ou Gouverneur dudit Conseil, ou le *Decano* ou Doyen sera Protecteur de cet Assiento. Ils pourront aussi proposer un Ministre dudit Conseil, qu'ils jugeront le plus propre à cela, pour leur servir de Juge Conservateur préferablement à tous les autres, avec l'approbation de Sa Majesté, comme cela s'est pratiqué dans les autres Assiento.

XIV. Il ne sera permis ni aux Vice Rois, Audiences, Presidens, Capitaines Generaux, Gouverneurs, Officiers Royaux, ni aux autres Tribunaux ou Ministres, de Sa Majesté Catholique, tels qu'ils puissent être, d'arrêter ou retenir dans les Ports les Vaisseaux appartenant à l'Assiento, ni d'empêcher leurs Voyages, sous quelque pretexte que ce soit, ni pour quelque cause ou motif que ce puisse être; quand même ce seroit pour les équiper en Guerre, ou pour toute autre entreprise; au contraire, ils leur accorderont toute la faveur, l'assistance & le secours, que lesdits *Assientistes* ou leurs Facteurs souhaiteront, soit pour équiper en diligence, dépécher ou charger leurs Vaisseaux; pour leur avitaillement & tout ce dont ils auront besoin pour avancer leurs voyages, au prix courant, sous peine, pour ceux qui en agiront autrement, de faire bon à leurs propres dépens, & d'indemniser tout le mal & les pertes, que les *Assientistes* pourroient souffrir par de tels empêchemens ou de pareilles détentions.

XV. Il ne sera pas non plus, permis aux Vice-Rois, Presidens, Capitaines Generaux, Gouverneurs, Corregidors, Grands Alcaldes, Juges, ni à aucun autre Tribunal ou Officiers que ce puisse être, de prendre, saisir, retenir ou arrêter par violence dans les Ports, ou d'aucune autre maniere, sous quelque pretexte, cause ou motif que ce soit, tant pressant qu'il puisse être, aucuns des Fonds, Marchandises ou Effets du provenant de cet Assiento, ou appartenant aux *Assientistes*, sous peine de punition, & de payer de leurs propres biens, les dommages & pertes qui en resulteroient. Il ne sera pas non plus permis auxdits Ministres de visiter les Maisons ni les Magasins des Facteurs ou autres appartenant à cet Assiento, lesquels doivent jouïr de ce privilege & de cette exemption, pour prevenir le scandale & la honte, qui accompagnent de pareils procedés; à moins qu'on ne soit convaincu par des preuves évidentes qu'il y ait de la fraude & des Marchandises défendues, & en ce cas, elles pourront être visitées en la presence du Juge Conservateur, absolument requise pour cet effet; afin qu'il prenne soin de prevenir les vols & les enlevemens, qui arrivent d'ordinaire par le grand nombre de Soldats & d'Officiers qui accourent en foule en ces occasions. Au reste on est convenu, qu'au cas qu'il se trouve des Marchandises de cette nature, elles pourront être saisies; mais sans toucher au fond ou aux effets de l'Assiento, qui doivent être libres; Et au cas que les Facteurs soient coupables de pareilles offences on les dénoncera au Conseil, afin de les faire punir.

XVI. Qu'il sera permis auxdits *Assientistes*, à leurs Facteurs & autres appartenant à leur Compagnie aux *Indes*, d'employer à leur service les Matelots, Voituriers & Ouvriers, dont ils auront besoin, pour charger & décharger leurs Vaisseaux, par un Accord volontaire fait avec eux, en leur payant les salaires & les gages dont ils seront convenus.

XVII. Que lesdits *Assientistes* auront la liberté de charger comme il leur plaira, les Effets qu'ils auront aux *Indes*, sur les Galions, pour les transporter en *Europe*, en s'accommodant pour le fret avec les Capitaines ou Proprietaires desdits Vaisseaux; ou sur les Vaisseaux appartenant à l'Assiento; lesquels pourront, au cas qu'ils le trouvent bon, venir sous le convoi desdits Galions ou autres Vaisseaux de Guerre de Sa Majesté Catholique, qui ordonnera expressément aux uns & aux autres de les admettre & prendre sous leur protection & sauvegarde, & il leur sera enjoint de ne requerir d'eux aucun Indult ou Droit ordinaire ou extraordinaire pour cela, ni sous pretexte qu'ils viennent de compagnie avec ladite Flote ou Galions: Et les Effets, dont ils seront chargez appartenant aux *Assientistes*, verifiez par des Etats authentiques ne payeront aucuns Droits d'entrée en *Espagne*, leur Fond aiant le même privilege que s'il appartenoit à Sa Majesté Catholique: Cependant il est défendu auxdits Vaisseaux appartenant à l'Assiento, & qui pourront venir en compagnie des Gallions, de prendre sur leur bord des Passagers *Espagnols*, ou aucuns Effets des Sujets de Sa Majesté Catholique.

XVIII. Qu'à compter du premier jour de Mai de la presente année 1713 jusques à ce qu'ils aient pris possession de l'Assiento, ni apres qu'ils l'auront prise, il ne sera plus permis à la Compagnie *Françoise* de *Guinée*, ou à qui que ce soit de transporter des Esclaves Negres aux *Indes*: Et au cas qu'ils le fissent, Sa Majesté Catholique les déclarera, comme Elle les déclare par cet Article, confisquez en faveur & à l'avantage des *Assientistes*, qui en prendront possession en payant les Droits des Negres introduits ainsi contre cet Article, & le Réglement établi par ce Contract. Et pour cet effet, aussi tôt qu'il sera signé on dépêchera, de la maniere la plus ample, des Ordres circulaires en *Amerique*, pour empêcher qu'on n'y admette aucuns Negres dans les Ports, sur le compte de la Compagnie *Françoise*, & la même chose sera notifiée à leur Agent: Et afin que ceci soit plus effectuel & plus avantageux au revenu Royal, on est convenu, que lors que les *Assientistes* seront informés qu'aucun Vaisseau chargé de Negres, ne leur appartenant pas, sera arrivé sur les côtes, ou entré dans aucun Port, il leur sera permis d'équiper, d'armer & de mettre en Mer immediatement les Vaisseaux qu'ils auront en propre, ou aucuns de ceux de Sa Majesté Catholique ou de ses Sujets, avec lesquels ils conviendront de prendre, de saisir & confisquer de pareils Vaisseaux & leurs Negres, de telle Nation qu'ils puissent être, & à quelques personnes qu'ils puissent appartenir. Pour cet effet lesdits *Assientistes* & leurs Facteurs auront la liberté de prendre connoissance, & de visiter tous les Vaisseaux qui arriveront sur les côtes des *Indes*, ou dans ses Ports, & dans lesquels ils auront lieu de croire ou de soupçonner qu'il y aura des Negres de contrebande; bien entendu, que pour faire de pareilles recherches, & autres procédures comme dessus, il faudra qu'ils en aient premierement la permission des Gouverneurs, auxquels ils communiqueront ce qui se passera, & les prieront d'y interposer leur autorité; mais il faudra, que la Paix soit proclamée avant que ceci puisse se faire, ou que cet Assiento ait lieu.

XIX. Que lesdits *Assientistes*, leurs Facteurs & Agents auront la liberté de naviger & de transporter leurs Esclaves Negres, selon leur Contract dans les Ports septentrionaux des *Indes Occidentales* de Sa Majesté Catholique, sans en excepter la Riviere de *Plata*; avec defense à tous autres, soit Sujets de la Couronne ou étrangers, d'y transporter ou introduire aucuns Negres, sous les peines établies par les Loix faites pour ce Contract de Commerce: De plus, Sa Majesté Catholique, s'oblige en foi & Parole de Roi de maintenir lesdits *Assientistes* dans la pleine & entiere possession de tous ces Articles, & de les faire executer, pendant le terme dont on est convenu, sans permettre ou conniver à quoi que ce puisse être, qui soit contraire à leur ponctuelle & exacte execution, Sa Majesté en faisant sa propre affaire; bien entendu qu'ils ne transporteront pas, ni dans ladite Riviere de *Plata* ni à *Buenos Ayres*, au dessus de douze cent *Piezas* de Negres accordez, par le 8. Article de ce Traité.

XX. Qu'au cas, que lesdits *Assientistes* fussent troublez dans l'execution de cet Assiento, ou que l'on s'opposât à leur Trafic ou à leurs Privileges par des Procès, ou de quelqu'autre maniere, Sa Majesté Catholique déclare qu'Elle s'en reservera la connoissance uniquement, & de tous les Procès, qu'on pourroit leur susciter à cet égard, avec défense à tous les Juges, quels qu'ils puissent être, d'examiner & de prendre connoissance des Causes, Procès, omissions ou fautes, qui pourroient se commettre dans l'execution de cet Assiento.

XXI. Que lors que les Vaisseaux desdits *Assientistes* arriveront dans les Ports des *Indes* avec leurs Cargaisons de Negres, les Capitaines desdits Vaisseaux seront obligez de certifier, qu'il n'y a aucun mal contagieux sur leur bord, afin d'obtenir des Gouverneurs & Officiers Royaux la permission d'entrer dans lesdits Ports, n'y pouvant être admis sans de pareils Certificats.

XXII. Lorsque lesdits Vaisseaux seront entrez dans aucun Port, ils seront visitez par le Gouverneur, & par les Officiers Royaux, & examinez jusques au fond, même jusques au quimellage ou lest: Et apres avoir débarqué leurs Negres en tout ou en partie, ils pourront de même décharger les Provisions

ANNO 1713.

cessaires pour leur subsistance, qu'ils mettront dans des Maisons particulieres ou des Magazins, en aiant obtenu la permission des Ministres, qui auront fait la visite desdits Vaisseaux, pour prevenir par ce moyen les fraudes & les controverses : Mais il ne leur sera point permis de décharger, transporter ou débiter aucunes Marchandises ou Denrées sous quelque pretexte ou motif que ce soit, & même s'il s'en trouvoit sur leur bord, elles seroient saisies comme si elles eussent été déchargées ; à l'exception seulement des Negres, & des Magasins de Provisions pour leur subsistance, sous peine, pour les contrevenans, d'être sévérement punis, & leurs Marchandises & Effets confisquez ou brûlez, outre qu'ils seront déclarez incapables de pouvoir jamais être employez dans ledit Assiento : Et les Officiers & Sujets de Sa Majesté Catholique, qui y donneront les mains, seront aussi punis exemplairement, tout transport & trafic de Marchandises étant absolument défendu & refusé auxdits Assientistes, comme contraire aux Loix de ce Royaume, & à la sincerité & bonne foi avec laquelle on doit s'acquiter des engagemens de cet Assiento. De plus, Sa Majesté déclare & ordonne que les Marchandises saisies de cette maniere, étant frauduleusement transportées, seront estimées, & immediatement brûlées dans une Place publique, par ordre desdits Gouverneurs & Officiers Royaux, & que le Capitaine ou Patron dudit Vaisseau sera condamné à payer le prix auquel elles auront été estimées, quand il ne seroit simplement coupable que d'omission, en n'aiant pas pris soin d'empêcher qu'on ne chargeât de pareilles Marchandises sur son bord : Mais qu'au cas qu'ils soient complices ou participans du fait, ils seront condamnez à une amande proportionnée à leur crime ; séverement punis, & déclarez incapables à jamais d'être emploiez au service de cet Assiento. Et Sa Majesté Catholique obligera tous ses Ministres & Officiers à lui rendre un compte exact de tout ce qui se sera passé à cet égard. Cependant les Vaisseaux à bord desquels seront les Negres, ou les Provisions chargées pour leur subsistance, ne seront point sujets à cette confiscation, étant déclarez libres, comme innocens du fait ; & les personnes aux soins desquels ils seront commis, pourront continuer leur Négoce. Et au cas que les Marchandises ou Denrées saisies n'excedent pas la valeur de cent pieces de huit, ou *Escudos*, elles seront brûlées sans remission après avoir été estimées, & le Capitaine sera condamné à payer la somme à laquelle elles auront été estimés, pour la punition de sa négligence & de son omission ; & ne payant pas la valeur des choses saisies de cette maniere, il sera suspendu & emprisonné jusques à ce qu'il l'ait fait : Cependant en prouvant qu'il n'est point complice du fait il sera simplement obligé de produire le coupable, & sera tenu en liberté.

XXIII. Que les Viandes & autres Provisions déchargées pour la subsistance des Negres ne payeront aucuns Droits d'entrée ni de sortie, ni aucuns des autres qui sont imposés à present, ou pourroient l'être à l'avenir : Mais au cas que les *Assientistes* les achettent ou les transportent hors desdits Ports, ils seront obligez de payer les Droits établis, comme sont les Sujets de Sa Majesté Catholique : Et l'on déclare qu'arrivant que les Provisions déchargées dans les Magazins ne fussent pas toutes consumées, & en danger de se gâter, elles pourront être venduës ou transportées en d'autres Ports, en payant les Droits établis ; tout cela se faisant par l'interposition & avec la connoissance des Officiers Royaux.

XXIV. Que les Droits imposez sur les Negres transportez, seront à compter du jour de leur débarquement dans aucuns des Ports des *Indes* après la visite, & que tout aura été réglé par les Officiers Royaux : Et au cas qu'aucuns desdits Negres vint à mourir avant qu'ils aient été vendus, les *Assientistes* n'en seront pas moins obligez de payer les Droits de ceux qui mourront ainsi, ni ne pourront former aucune pretention sur ce sujet, excepté seulement, qu'avenant qu'en faisant la visite, il se trouvât quelques Negres dangereusement malades, on pourra les mettre à terre pour les guerir, & que ces Negres venant à mourir dans l'espace de quinze jours, à compter du jour de leur débarquement, les *Assientistes* n'en payeront point les Droits, parce qu'ils n'auront pas été débarquez pour être vendus, mais pour le recouvrement de leur santé dans les quinze jours fixez pour cela ; après l'expiration desquels, ces Negres vivant encore, les Droits en seront payables, comme pour les autres, & se payeront en cette Cour selon l'accord marqué dans le cinquiéme Article.

XXV. Qu'après que les *Assientistes*, ou leurs Facteurs, auront fixé les Droits, & vendu une partie de la Cargaison des Negres amenez en ce Port, il leur sera permis de transporter le reste dans aucun autre Port, aiant des Certificats des Officiers Royaux à l'égard des Droits, afin de n'être point inquietez là dessus dans les autres Ports : Et il leur sera permis de recevoir en payement pour ceux qu'ils vendront, de l'Argent monnoyé, des barres d'Argent & des lingots d'Or, qui auront payé le *Quinto* au Roi sans fraude : Ils pourront de même en recevoir des productions du Païs, qu'ils pourront aussi emporter & embarquer librement avec l'Argent monnoyé, les barres d'Argent & les lingots d'Or, comme les autres Effets & fruits provenus de la vente desdits Negres, sans être obligez de payer d'autres Droits que ceux, qui seront établis dans les lieux d'où ces fruits & ces Effets seront sortis, & qu'on leur permet de recevoir en échange ou pour la valeur de leurs Negres, de quelque nature qu'ils soient, sur les ventes faites de cette maniere faute d'argent ; & ils pourront les emporter sur les Vaisseaux employez pour ce Commerce, & les transporter dans les Ports qu'il leur plaira, & les y vendre en payant les Droits ordinaires.

XXVI. Que les Vaisseaux, qui seront employez par cet Assiento, pourront faire voile des Ports de la *Grande-Bretagne* ou d'*Espagne*, comme il plaira aux *Assientistes*, qui rendront compte à Sa Majesté Catholique des Vaisseaux, qu'ils envoyront tous les ans pour le Negoce des Negres, & des Ports où ils seront destinez ; & ils pourront retourner aux uns ou aux autres avec de l'Argent monnoyé, des barres d'Argent, des lingots d'Or, des fruits & productions du Païs, provenant de la vente de leurs Negres : Et au cas qu'ils entrent dans les Ports d'*Espagne*, les Capitaines & autres Officiers seront obligez de donner aux Ministres de Sa Majesté Catholique des Regîtres authentiques de ce qu'ils auront sur leurs bords : Ou avenant qu'ils retournent directement dans la *Grande-Bretagne*, ils envoyront une relation exacte de leur Cargaison, afin que Sa Majesté en soit pleinement informée : Bien entendu, qu'il ne leur sera pas permis d'apporter dans aucuns desdits Vaisseaux, ni Or ni Argent ni d'autres Effets, au delà du provenant de la vente des Negres, ni aucuns Passagers *Espagnols*, leur étant défendu de recevoir à bord aucune Marchandise ou autres Effets, sur le compte des Sujets de Sa Majesté Catholique dans ces Païs là, sans une permission expresse de Sadite Majesté. Et l'on est convenu qu'au cas, que les Capitaines ou autres Officiers, en prennent sur leurs bords de cette nature, sans une pareille licence, ils seront déclarez coupables & punis, comme ayant fraudé les Droits de Sa Majesté, & contrevenu au contenu de cet Article, & aux ordres que Sa Majesté aura donnez pour l'executer, & pour prevenir de pareilles fraudes dans les Ports des *Indes*, pour lesquelles les contrevenans, en étant convaincus, seront constamment punis.

XXVII. S'il arrivoit, que les Vaisseaux de cet Assiento équipez en Guerre, fissent des Prises sur les Ennemis de l'une ou de l'autre Couronne, ou sur les Pirates qui croisent & qui pillent ordinairement dans les Mers de l'*Amerique*, il leur sera permis de les conduire dans les Ports de Sa Majesté Catholique, où ils seront admis ; & lesdites Prises étant déclarées bonnes & legitimes, ils n'en payeront pas d'autres Droits d'entrée, que ceux qui sont établis & payables par les Sujets naturels de Sa Majesté : De plus, au cas qu'il se trouve des Negres sur ces Prises, ils pourront les vendre en partie du nombre, qu'ils se sont engagez de fournir, aussi bien que les Provisions qui se trouveront au delà de ce qui est nécessaire pour leur subsistance. Mais il n'en est pas de même à l'égard des Marchandises & Denrées, qu'ils pourroient prendre, dont la vente est toujours défenduë. Cependant, en consideration de leurs interêts on leur permet de transporter lesdites Marchandises & Denrées, prises de cette maniere, à *Carthagene* ou à *Portobello*, & de les re-

ANNO 1713.

remettre entre les mains des Officiers du Roi, qui les recevront, en feront un Inventaire, & les mettront en leur presence dans des Magazins, où elles seront gardées jusques à l'arrivée des Galions, & au tems des Foires desdits Ports de *Carthagene* & de *Portobello*, & alors les Officiers du Roi auront soin de les faire vendre par l'entremise & en la presence des Députez du Commerce, & des Proprietaires ou de leurs Agents: A cette fin Sa Majesté Catholique donnera les ordres nécessaires, comme Elle fait par le présent Article, afin qu'après avoir rabattu la quatriéme partie du provenant de la vente, qui doit appartenir à Sadite Majesté Catholique, être mis dans les coffres Royaux & envoyé en *Espagne*, avec un compte exact dudit provenant, on remette les trois autres parties de chaque Prise, sans aucun delai, entre les mains de ceux, qui les auront faites ou de leurs Agens, rabattant & retenant tous les frais de la vente, & des Magazins, & en payant, au tems que lesdites Prises seront vendues, les Droits ordinaires dans la Trésorerie. Et afin de prevenir toutes sortes de doutes & de disputes, Sa Majesté déclare, que tous les Vaisseaux pris de cette maniere, de telle nature qu'ils puissent être, sans en excepter les Armes, Canons, Munitions, Cordages &c. appartiendront à ceux qui les auront pris.

XXVIII. Et comme en établissant & en convenant de cet Assiento, on a eu un égard particulier à l'avantage, qui en pourroit resulter à leurs Majestés *Britannique* & Catholique & à leurs revenus; on est convenu & on a stipulé que leurs Majestés y seroient interessées de la moitié, c'est à dire chacune d'un quart, qui leur appartiendra en vertu de cet Accord. Et comme il est necessaire, que Sa Majesté Catholique, afin d'avoir & de jouïr de l'avantage du gain qui pourra provenir de ce Negoce, avance auxdits *Assientistes* un million de pieces de huit, *Escudos*, ou un quart de la somme, qu'ils jugeront necessaire pour mettre ce Negoce sur le pied où il doit être; on est encore convenu, qu'au cas, que Sa Majesté Catholique ne trouve pas à propos d'avancer ladite somme, les susdits *Assientistes* le feront de leur propre argent, à condition, que Sa Majesté Catholique leur en payera l'interêt, qu'on rabattra sur la somme, qu'ils lui doivent payer, sur le pied de huit pour cent annuellement, à commencer des jours respectifs auxquels ils débourseront cet Argent, & en continuant jusques à ce qu'ils soient remboursés & satisfaits, selon les comptes, qui lui en seront presentez; afin que Sa Majesté jouïsse ainsi des profits qui en pourront provenir, à quoi ils s'obligent dès à présent: Mais au cas qu'ils ne fissent point de profits, soit par des accidens ou autres malheurs, & qu'au contraire ils fissent des pertes, Sa Majesté sera obligée, comme Elle s'y oblige dès à présent, de leur faire rembourser la partie qui la regarde, selon les régles de la justice, & de la maniere la moins prejudiciable à ses revenus Royaux. Et Sa Majesté Catholique nommera deux Directeurs ou Facteurs qui resideront à *Londres*; deux autres aux *Indes*, & un autre à *Cadiz*, pour travailler de sa part, avec ceux de Sa Majesté *Britannique*, & des autres Interessez, à toutes les procedures, achats & comptes de cet Assiento; & Sa Majesté Catholique leur donnera des Instructions particulieres pour leur servir de régle, & particulierement à ceux des *Indes*, pour éviter tous les inconveniens & toutes les disputes, qui pourroient survenir.

XXIX. Que lesdits *Assientistes* rendront compte de leurs profits & gains à la fin des cinq premieres années de cet Assiento, lesquels comptes seront affirmez par serment, & certifiez par des pieces authentiques, de la depense, de l'achat, de la subsistance, du transport & de la vente des Negres, aussi bien, que de toutes les autres dépenses faites à cet égard: Ils produiront pareillement des Certificats en due forme, du provenant de leur vente dans tous les Ports & parties de l'*Amerique*, appartenant à Sa Majesté Catholique, soit qu'elles aient été transportées ou vendues: Et ces comptes-là, tant de la dépense que du provenant, seront premierement examinez & réglez par les Ministres de Sa Majesté *Britannique* employez en ce service, en vertu de la part qu'elle doit avoir en cet Assiento, & ensuite en cette Cour; & la part, que Sa Majesté Catholique doit avoir des profits, sera ajustée & recouverte des *Assientistes*, qui seront obligez de la payer regulierement & ponctuellement, en vertu de cet Article, qui aura la même force & vigueur, que si c'étoit un Acte public, & sous le Réglement mentionné dans le 28. Article, concernant les Facteurs, que Sa Majesté Catholique doit employer.

XXX. Que si le gain, qui se fera pendant les cinq premieres années, n'excede pas la somme, que les *Assientistes* doivent avancer pour Sa Majesté Catholique, avec l'interêt à huit pour cent, qui doit être inclus & remboursé de la maniere sus-exprimée, les *Assientistes* se rembourseront eux-mêmes en premier lieu, de ce qu'ils auront avancé avec tout l'interêt, & payeront ensuite à Sa Majesté Catholique le reste du profit de sa part, avec les Droits imposez sur les Negres annuellement transportez, sans aucun delai ou empêchement. La même chose se pratiquera & se continuera de cinq en cinq ans successivement, pendant le terme de l'Assiento; à la conclusion duquel on rendra compte du gain des cinq dernieres années de la même maniere que des cinq premieres: En sorte que Sa Majesté Catholique & les Ministres qu'Elle employera en cette affaire, soient pleinement satisfaits, selon le contenu du 28. Article, par rapport aux Facteurs, que Sadite Majesté Catholique doit nommer.

XXXI. Et bien que les *Assientistes* aient offert par le 3. Article de ce Contract d'avancer deux cent mille pieces de huit, de la matiere exprimée dans cet Article, dont ils ne devroient être remboursez qu'à la fin des vingt premieres années de cet Assiento, comme cela est marqué dans ledit 3. Article, & qu'ils ne puissent rien prétendre pour le risque ou l'interêt de cette somme; neanmoins s'il paroit, par le compte que lesdits *Assientistes* doivent donner au bout des cinq premieres années, qu'ils aient fait du profit, ils pourront se rembourser de la somme, ou d'une partie d'icelle, qu'ils auront avancée pour la quatriéme partie, à laquelle Sa Majesté Catholique est interessée dans cet Assiento, selon ce qui est marqué dans le 28. Article.

XXXII. Que du moment de l'expiration & après l'accomplissement de cet Assiento, Sa Majesté Catholique accorde aux *Assientistes* le terme de trois années pour ajuster leurs comptes, pour retirer leurs Effets des *Indes*, & pour régler toute chose; & que pendant ledit terme de trois années lesdits *Assientistes*, leurs Facteurs, Agens & autres personnes par eux employées, jouïront des mêmes Privileges & Immunitez qui leur sont accordées pendant le terme de ce Contract, pour l'entrée libre de tous leurs Vaisseaux & Batimens dans tous les Ports de l'*Amerique*, & le transport des Effets, qu'ils y pourroient avoir, sans aucun changement ni la moindre restriction.

XXXIII. Que tous les Débiteurs des *Assientistes* seront obligez & forcez de payer leurs dettes, en faisant saisir leurs personnes & executer leurs biens, ces dettes devant être considerées comme dues à Sa Majesté Catholique, qui les déclare telles, afin qu'on les puisse plus facilement recouvrer.

XXXIV. Que comme il sera nécessaire pour la conservation & la subsistance des Esclaves Negres, que l'on débarquera dans les Ports des *Indes Occidentales*, aussi bien que pour celle des personnes employées dans ce Commerce, d'entretenir constamment des Magazins remplis d'Habits, de Medecines, de Provisions & autres choses nécessaires, dans toutes les Factures, qui seront établies pour la commodité de cet Assiento; comme aussi de toutes sortes de Provisions navales, pour la reparation & l'équipement des Vaisseaux & Batimens employez en ce service, les *Assientistes* ne doutent pas que Sa Majesté Catholique ne veuille bien leur accorder de faire venir de tems en tems, en droiture, de l'*Europe* ou des Colonies, que Sa Majesté *Britannique* a dans l'*Amerique Septentrionale*, dans les Ports & sur les côtes de la Mer du Nord des *Indes Occidentales Espagnoles*, où il se trouvera des Officiers Royaux ou leurs Deputez, aussi bien que dans la Riviere de *Plata* ou à *Buenos Ayres*, des Habillemens, des Medecines, des Provisions, & tout ce qui est nécessaire pour la Marine, simplement pour l'usage des *Assientistes*, de leurs Negres, Facteurs, Domestiques, Matelots & Vaisseaux; & il leur sera permis de les transporter dans des Vaisseaux d'environ cent cinquante tonneaux, & non dans ceux qui doivent servir au transport des Negres, en rendant compte à leur depart, du nombre de ces Vaisseaux & de leur Cargaison au Conseil

ANNO 1713.

feil des *Indes*, auquel ils envertont pareillement une déclaration des Facteurs, contenant la qualité des choses contenuës dans leurs Carguifons, dont aucunes ne pourront être venduës, fous peine de confifcation & de punition exemplaire à l'égard des contrevenans, à moins que ce ne foit au cas d'une neceffité preffante, pour un Vaiffeau *Efpagnol*, dont le Capitaine feroit obligé de les acheter pour fon retour, en s'accordant avec les Facteurs.

XXXV. Pour le refraîchiffement, & pour la confervation de la fanté des Negres, que l'on tranfportera aux *Indes Occidentales*, après un fi long & fi penible voyage, auffi bien que pour prevenir les maux contagieux parmi eux, les Facteurs de cet Affiento auront la permiffion de louër les terres qu'ils jugeront néceffaires, dans le voifinage des Places & des lieux où les Factures feront établies, pour les cultiver & y faire des Plantages, pour de nouvelles Provifions pour leur fupport & leur fubfiftance: Et cette culture fe fera par les habitans du Pais & par les Negres, fans que d'autres s'en puiffent mêler: Auffi ne fera-t-il permis à aucuns des Sujets de Sa Majefté Catholique de s'y oppofer, pourvû qu'on s'en tienne à ce Réglement.

XXXVI. Qu'il fera permis aux *Afsientiftes* d'envoyer un Vaiffeau de trois cent tonneaux aux Iles des *Canaries*, & d'y charger les fruits qu'on a coutume d'y prendre pour l'*Amerique*, felon ce qui a été accordé à *Don Bernardo Francifco Marin*, par le 26. Article de fon Affiento; & par le 21. Article de l'Affiento de la Compagnie de *Guinée* de *Portugal*, pour une feule fois pendant le cours de l'Affiento.

XXXVII. Que l'on enverra des Ordres pour la Publication d'un *Indulto*, ou Taxe fur les Negres qui feront introduits injuftement, du jour que cet Affiento aura lieu, avec liberté aux Facteurs de leur impofer cet *Indulto* au tems & au prix qu'il leur plaira, dont le provenant fera appliqué à l'avantage & au profit des *Afsientiftes*, lefquels feront obligez de payer à Sa Majefté Catholique les Droits reguliers de trente-trois pieces de huit & un tiers, pour châque Negre, au tems, que cet *Indulto* fera impofé.

XXXVIII. Que pour l'avantage & l'expedition de cette affaire, il plaira à Sa Majefté d'établir une *Junta* de trois Miniftres, qu'Elle jugera les plus propres à cela, lefquels étant affiftez du Fifcal & du Secretaire du Confeil des *Indes*, entendront & prendront connoiffance, à l'exclufion de tous autres, de toutes les chofes, qui auront rapport à cela, pendant le terme ftipulé; & que cette *Junta* repréfentera à Sa Majefté ce qui fe paffera à cet égard, de la même maniere, que cela s'eft pratiqué pour la Compagnie *Françoife*.

XXXIX. Que tout ce qui a été accordé aux *Afsientos* precedens à *Don Domingo Grillo*, *Confulado de Seville*, *Don Nicolas Porcio*, *Don Bernardo Marin y Guzman*; aux Compagnies *Portugaifes* & *Françoifes*, pourvû que cela ne foit point contraire au prefent Contract, fera pareillement entendu & déclaré en fa faveur, comme fi cela y étoit literallement inferé: Et que tous les Ordres qui ont été dépêchez en aucun tems en faveur des *Afsientiftes* fusmentionnez feront accordez de même à ceux-ci, lors qu'ils le fouhaiteront, fans aucun doute ou difficulté.

XL. Qu'au cas d'une Déclaration de Guerre, ce qu'à Dieu ne plaife, entre la Couronne de la *Grande-Bretagne* & celle d'*Efpagne*, cet Affiento fera fufpendu: Neanmoins, en ce cas, les *Afsientiftes* pourront fe retirer en toute fureté, pendant le tems d'un an & demi, à compter du jour de la Déclaration de cette rupture, avec tous leurs Effets, & les tranfporter librement dans leur Pais, dans les Vaiffeaux, qui fe trouveront alors dans les Ports des *Indes*, ou dans ceux des *Efpagnols*; à condition qu'au cas qu'ils les fiffent entrer dans les Ports d'*Efpagne*, ils pourront librement les en faire reffortir, comme fi l'Affiento fubfiftoit toujours; bien entendu, qu'on prouve que c'eft le provenant du Négoce des Negres. On déclare deplus qu'au cas qu'il arrivât que les Couronnes d'*Efpagne* & d'*Angleterre*, ou l'une des deux, conjointement ou féparément, entraffent en Guerre avec d'autres Nations, les Vaiffeaux employez en cet Affiento prendront des Paffeports, & porteront des Pavillons différens de ceux dont fe fervent ordinairement les *Anglois* & les *Efpagnols*, felon le choix, qui en fera fait par Sa Majefté Catholique, fans que l'on en puiffe accorder de femblables à aucuns autres Vaiffeaux, que ceux qui appartiendront à ce Negoce; & cela empêchera qu'ils ne foient troublez ni attaquez par les Vaiffeaux des Nations, qui feront ou fe déclareront Ennemies des deux Couronnes: Et pour cet effet Sa Majefté de la *Grande-Bretagne* fe charge de folliciter & d'obtenir, dans le Traité de la Paix generale, un Article exprès, par lequel tous les Princes en auront connoiffance, & feront obligez d'ordonner à leurs Sujets de s'y conformer & de l'obferver exactement & ponctuellement.

XLI. Que tout le contenu du prefent Contract, & des Conditions, qui y font inferées, comme auffi de tout ce qui y fera joint ou en dépendra, fera accompli & executé avec fincerité & exactitude, en forte qu'il ne s'y trouve aucun obftacle, fous quelque pretexte, caufe ou motif que ce foit. Et pour cet effet Sa Majefté doit fufpendre, comme elle fufpend par cet Article, toutes les Loix, Ordonnances, Proclamations, Privileges, Etabliffemens, Ufages & Coutumes, qui y font contraires, dans tous les Ports, Lieux & Provinces de *l'Amerique* appartenant à Sa Majefté, ou elles pourroient fubfifter, pendant le terme de trente ans, que cet Affiento doit avoir lieu, outre les trois années accordées aux *Afsientiftes* pour retirer leurs Effets & ajufter leurs comptes, comme il a déja été dit. Cependant ces Loix là &c. doivent demeurer en pleine force & vigueur, dans tous les cas qui n'auront point de rapport à ce Contract, & dans tous les tems à venir, après l'expiration de fes trente-trois années.

XLII. Enfin, Sa Majefté accorde auxdits *Afsientiftes*, à leurs Agens, Facteurs, Miniftres, Officiers civils & militaires, tant par mer que par terre, toutes les Graces, Libertez, Privileges & Exemptions, qui aient jamais été accordées à d'autres *Afsientiftes*, fans aucune reftriction ou limitation, entant que cela ne fera pas contraire à ce dont on eft convenu, & qui eft exprimé dans les Articles précedens, que lefdits *Afsientiftes* s'obligent pareillement d'accomplir & d'executer ponctuellement.

Outre les Articles précedens, dont on eft convenu en faveur de la Compagnie *Angloife*, Sa Majefté Catholique, en confideration des pertes, que d'autres *Afsientiftes* ont foutenues, & à condition expreffe, que ladite Compagnie ne fera aucun Negoce défendu, ni ne l'entreprendra directement ni indirectement, fous quelque pretexte que ce foit: & pour manifefter à Sa Majefté *Britannique*, à quel point Elle fouhaite de lui plaire, & de confirmer de plus en plus une étroite & bonne correfpondance avec Elle, a bien voulu accorder à la Compagnie de l'Affiento, par fon Décret Royal du 12. Mars de cette prefente année, un Vaiffeau de 500. Tonneaux par an, pendant le terme des trente années qu'il doit fubfifter, pour négocier aux *Indes*, Sa Majefté Catholique aiant une quatriéme partie du gain qu'il fera, comme Elle doit l'avoir de celui de l'Affiento: Et outre cette quatriéme partie, Sa Majefté Catholique doit encore recevoir 5. pour cent du gain clair des trois autres parties, qui appartiennent à l'*Angleterre*; à condition qu'on ne pourra vendre les Marchandifes, que châcun de ces Vaiffeaux-là tranfportera qu'au tems de la Foire: Et au cas qu'aucun de ces Vaiffeaux-là arrivât aux *Indes* avant les Flotes, ou les Galions, les Facteurs de l'Affiento feront obligez, de débarquer les Marchandifes dont ils feront chargez, & de les mettre dans des Magazins, qui feront fermez à deux clefs, dont l'une fera entre les mains des Officiers Royaux, & l'autre entre celles des Facteurs de la Compagnie, afin que lefdites Marchandifes ne puiffent être vendues que pendant le tems de la Foire; & elles ne payeront aucun Droit aux *Indes*.

Et d'autant que je veux, & qu'il eft de mon bon plaifir, que tout ce qui eft contenu dans châcun des Articles & des Conditions exprimées dans le projet inferé ci deffus, & dans le dernier de tous, ajouté de mon propre mouvement, ait fon entier effet; Je les approuve & ratifie par ces préfentes, & en ordonne l'obfervation, l'accompliffement & l'execution à la lettre, en tout & par tout, felon la teneur du tout & de châque Article, & de ce qui y eft déclaré; & que l'on ne faffe, ni ne fouffre qu'on faffe rien qui foit contraire à la teneur ou forme d'iceux, fufpendant, comme je fufpens pour cette fois, toutes les Loix & défences, qui y peuvent être contrai-

ANNO 1713.

traires : Et j'engage ma foi & ma parole Royale, que pourvû que la Compagnie *Angloise* s'acquite de son côté du devoir de ce Contract, entant que cela la regarde, & autant qu'elle y est obligée, je le ferai du mien. En témoignage de quoi j'ai accordé à Mylord *Lexington*, Ministre de Sa Majesté de la *Grande-Bretagne* en cette Cour, le present Ecrit, & l'acceptation de ce Contract, qui répond de son accomplissement & de sa validité, & lequel en vertu de mes Ordres Royaux, a été dressé par le Greffier de la Chambre de mon Conseil des *Indes*, le 26. jour du présent mois de cette année : Et je veux, que pour l'execution de tout ce qui est mentionné dans cet Assiento, toutes les Cedules, Expeditions & Ordres, requis pour en assurer l'effet & l'accomplissement, soient publiés en leur propre tems : Et les Controleurs des Comptes de mon dit Conseil, doivent prendre connoissance des présentes. Fait à *Madrid* le 26. jour de Mars 113,

MOI LE ROI.

Par ordre de notre Seigneur le Roi,

Don BERNARDO TINAGUERO DE LA ESCALERA.

CL.

2. Avril. Tractat zwischen Jhro Röm. Kayserl. und Königl. Cathol. Majest. Carl des VI., und Jhro Königl. Majest. in Preussen Fridrich Wilhelms / Krafft dessen dem König von Jhro Kayserl. und Königl. Majest. Dero Antheil des Ober-Quartiers von Geldern / benantlich die Stadt Geldern / die Vogtey / das Ambt von Geldern / wie auch die Städte / Ämbter und Herrschafften / Strahlen / Waehtendonck, Middelaer, Walbeck, Aerssen, Afferden und Weel, ingleichen Racy, und klein Kevelaer, und das Land von Kessel abgetretten worden / dahingegen der König sich allen hierauf gehabten Forderungen / wovor der lezt verstorbene König in Spanien Carolus II., ihme verhafftet ware / begeben. Utrecht den 2 April 1713. [Tiré du Protocolle de l'Ambassade Imperiale au Congrès d'Utrecht.]

C'est-à-dire,

Traité entre CHARLES VI. *Empereur des Romains & Roi Catholique d'une part, &* FREDERICK GUILLAUME *Roi de Prusse d'autre part : par lequel Sa Maj. Imp & Catholique cede & transporte audit Roi, diverses Places, Villes & Lieux situés dans le Duché de* Gueldres, *Savoir, la Ville & Baillage de* Gueldres: *les Villes & Baillages de* Strahlen, Wachtendonck, Middelaer, Walbeck, Aerssen, Afferden, Weel, Racy *&* le petit Kevelaer, *avec le Pais de* Kessel, *pour satisfaction de ses anciennes pretentions à la charge du feu Roi d'Espagne* CHARLES II. *Moyennant quoi aussi S. M. Prussienne renonce à toutes sesdites pretentions, & se tient pour contente. A Utrecht le 2. Avril 1713.*

Zu wissen / deme es nöthig / daß nachdeme von Jhro Röm. Kayserl. Majest. Leopoldo I. glorwürdigsten Andenckens / auf sichere Arth und Weise / und unter gewissen Bedingnüssen versprochen worden / ein und andere Forderungen / womit der lezt-verstorbene König in Hispanien Carolus II Höchstseel. Andenckens dem König in Preussen verhafftet gewesen / auf Sich zu nehmen, Hierauf auch erfolget / daß deren Befriedigung : von Höchstgedachten König in Preussen verlanget / und deßhalben ein ansehnlicher Theil des Ober-Quartiers von dem Spanischen Geldern innen behalten worden. So ist zu Stifft- und Erhaltung guten Vernehmens / und in Ansehung der stattlichen Verdienste / welche der leztlhin abgelebte König in Preussen glorwürdigsten Andenckens um das Ertz-Haus von Österreich samt ganzen gemeinen Wesen erworben / und von dem jezo in der Regirung mit gleichmässigen Patriotischen Eyffer eintretenden Nachfolger Königl. Majest. ferner verhoffet werden / Endes besagt. dato zwischen beyderseits allerhöchstgedachten Kayserl. und Königl. Majest. zu gegenwertigen Friedens-Congress bevollmächtigten Ministris, und zwar an Seiten Jhrer Röm. Kayserl. und Cathol. Königl. Majest. denen Hoch- und Wohlgebohrnen Herrn Philipp Ludwig des Heil. Röm. Reichs Erb-Schatz-Meistern Grafen von Sinzendorff und Thanhausen / Freyherrn zu Ernstbrunn / Herrn deren Herrschafften Gföll / Groß Selowiz 2c. Burggrafen zu Rheineck / Obrist-Erb-Kampf-Richtern und Schildtragern / wie auch Obrist-Erb-Land-Vorschneidern in Ober- und unter Österreich / Erb-Schencken in Österreich ob der Enns / der Röm. Kays. in Germanien Hispanien zu Hungarn und Böheimb Königl. Maj. Cämmeren / würcklich Geheimen Rath / Obristen Hoff-Canzlers / Rittern des guldenen Flüsses / und Ersten Gevollmächtigten zu dem allgemeinen Friedens-Congress, &c. Dann Michael Achat Freyherrn von Kirchnern / Herrn zu Geraletz / Humpoleten / Pollerskirchen / Rothenburn und Duttenau 2c. Jhrer Röm. Kayserl. Maj. würcklichen Reichs-Hof-Rath 2c. An Seiten Jhro Königl. Maj. in Preussen aber denen Hoch- und Wohlgebohrnen Herrn Otto Magnus des Heyl. Römisch. Reichs Grafen von Dönhoff / Erb-Herrn zu Fridrichstein / Wenefeld und Schönmern 2c. Sr. Königl. Majest. in Preussen Etats-Ministern und würcklichen Geheimen Kriegs-Rath / General-Lieutenant von der Infanterie, des Preussischen schwartzen Adlers Rittern / Gouverneur und Ober-Hauptmann zu Memmel / und ersteren Plenipotentiario zu dem allgemeinen Friedens-Congress &c Dann Johann August Marschal von Biberstein, würcklichen Geheimen Etats-Rath / Ober Herolds-Meistern / Ambts-Hauptmann zu Giebichenstein und St. Moritzburg 2c. des Preussischen schwartzen Adlers und des St. Johannis-Ordens Rittern 2c. verglichen und abgeredet worden. Es begeben sich

Artic. I.

Jhro Königl. Majest. in Preussen obgedachter Forderungen und renunciiren auf dieselbe völlig / jedoch mit Vorbehalt derjenigen welche auf die Niederländischen Provinzien bereits würcklich angesezet / und angewiesen worden / ziehen auch sogleich bey Einräumung der Possession der nachbenannten cedirten Lande ihre Trouppen aus der Vestung Venlo und dem Fort St. Michel.

Artic. II.

Dagegen überlassen Jhro Kayserl. und Königl. Cathol. Majest. in bester Form Rechtens Dero Antheil des Ober-Quartieres von Geldern / welches der König von Preussen vor jezo innen hat / benentl. die Stadt Geldern / die Vogtey / das Ambt und Nieder-Ambt von Geldern mit allem was darzu gehöret / und davon dependiret / insonderheit auch die Städte / Ämbter und Herrschafften / Strahlen, Wachtendonck, Middelaer, Walbeck Aerssen,

ANNO 1713.

ANNO 1713.

sen, Afferden, und Weel, ingleichen Racy, und klein Kevelaer, samt allen ihren Zugehörungen und Dependenzien/ ferner die Amanie Krickenbeck, mit allem was dazu gehöret/ oder davon dependiret. Ingleichen das Land von Kessel gleichfals mit dessen Appertinenzien und Dependenzien allenthalben von obgedachten Ammanien und völligem District, nichts ausgeschlossen/ ausser Eekelentz und dessen Zugehör und Dependenzen/ an Höchstgedachte Se. Königl. Maj. Fridrich Wilhelm, König in Preussen und dessen Erben und Nachkommen Mann- und Weibl. Geschlechts in der Qualität/ wie solches/ bis anhero bey dem Ertz-Hause Oesterreich gewesen und mit aller Lands-Fürstl. Hochheit/ Rechten und Gerechtigkeiten/ Einkünfften und Vortheylen/ sie mögen Nahmen haben wie sie wollen/ ebener massen wie solches bis anhero das Ertz-Haus Oesterreich/ und sonderlich der letze verstorbene König in Hispanien besessen und innen gehabt; jedoch mit denen darauf hafftenden Beschwerungen and Pfandschafften. Es setzen auch Ihro Kayserl. Maj. Se. Königl. Maj. in Preussen bey Auswechselung der Ratificarionen dieses Tractars in die würckliche Possession aller der cedirten Stücke/ welche Seine Königl. Maj. noch nicht besitzen.

Artic. III.

Was die Lehenschafften betrifft/ welche innerhalb obgedachten Districts gelegen/ oder zu denen angewiesenen Ammanien bisher gezehlet/ oder geschlagen werden/ darüber soll dem König in Preussen das Dominium directum, samt allem was davon dependiret/ ohne einige Ausnahme/ zustehen; dahingegen alle die/ welche ausserhalb des abgetretenen Antheil Landes zu befinden/ es seye in dem übrigen Geldern/ oder an welchem Orthe es immer wolle/ Ihro Kayserliche Majestät ebenfals mit aller Lehn und Oberherrl. juribus vorbehalten bleiben.

Artic. IV.

Die Römische Catholische Religion soll allenthalben in Städten/ so wohl als auf dem Lande durchgehends in dem Zustande verbleiben/ wie solche zu der Zeit Caroli II. gewesen/ und darinnen/ wie auch allen darbey üblichen öffentlichen und andern Ceremonien/ als Processionen/ Wallfahrten/ Leich Begängnüssen/ und dergleichen weder directe noch per indirectum die geringste Neuerung oder Änderung/ unter was schein und Vorwand es auch immer seyn möge/ gemachet werden.

Artic. V.

Und gleichwie Ihro Römische Kayserliche und Catholische Königliche Majestät die Benennung und Nomination eines Bischoffen zu Ruremond ohne des bevorbleibet/ also soll gedachtem Bischoff und seinen Nachfolgern die Geistliche Jurisdiction und das Jus Diœcesanum in dem vorhin gehabten völligen District gelassen werden/ wie er solche zu Zeit Caroli II. exerciret. Wie dann auch

Artic. VI.

Die Klöster/ Kirchen/ Hospitäler/ Schulen/ Seminaria, samt allen Geistlichen Stifftungen ohne einige Beschränckung vor die Römische Catholische Religion, wie vorhin/ verbleiben/ und unter die Aufsicht und Collatur des Bischoffs zu Ruremond gelassen/ auch die Beneficia Ecclesiastica durch niemand ausser selben vergeben werden sollen.

ANNO 1713.

Artic. VII.

Was anlangt die Privilegia und Freyheiten des Landes und der sämtl. Stände und Unterthanen/ so ist durch Ihro Königl. Majest. versprochen worden/ solche gewöhnlicher massen/ vermög des zu Venlo Anno 1543. geschlossenen Tractats, beschweeren zu lassen/ und die sämtl. Stände und Unterthanen dabey ruhig und ungekränckt zu erhalten/ auch niemand zu gestatten etwas dargegen zu thun/ insonderheit Krafft derselben

Artic. VIII.

Alle und jede Ehren-Ämbter/ so wohl bey der Lands-Regierung als in Städten/ Obrigkeiten/ Magistraten und Gerichten mit Erbgesessenen Römisch-Cathol. Personen zu besetzen/ und

Artic. IX.

Zu Handhabung der Justiz ein eygenes Tribunal zu bestellen/ damit die Stände und Unterthanen vor keine Gerichtbarkeit ausserhalb Landes gezogen werden mögen/ oder da darbey Schwürigkeiten hervor kommen solten/ Sich darüber mit Ihren Land-Ständten zu vernehmen.

Artic. X.

Und weil auch die Einrichtung derer Landschaffts-Angelegenheiten/ wie solche hinführo ohne ein des andern Theils Nachtheil gesondert/ und die auf die Totalitatem Provinciæ genommene Schulden bezahlet/ und versichert werden können/ eine besondere Untersuchung erfordert/ als sollen darzu von beyden seithen fordersamst Commissarii benennet/ und sowohl hierin/ als wo es sonst nöthig/ die Billigkeit beobachtet werden.

Artic. XI.

Auch haben beyde Theile sich anheischig gemacht/ keine neue Vestung an der Maaß in dem Geldrischen Bezirck zu bauen.

Artic. XII.

Wegen der jährlichen Rendten von Achtzig Tausent Gulden/ welche auf die Maaß-Zölle verschrieben seind/ und von Friedrich Heinrich Printzen von Oranien Christlöblicher Gedächtnus herrühren/ ingleichen wegen Daesberg, St. Veit, Vianden, und Burgenbach, wie auch wegen allen übrigen zur Oranischen Succession gehörigen/ und in den Spanischen Niderlanden belegenen Stucken/ werden Seiner Königlichen Majestät in Preussen Ihre Jura reserviret.

Artic. XIII.

Diesen Tractat werden beyde Theile innerhalb 6. Wochen à Dato der Unterschrifft/ und wo möglich eher ratificiren. Zu Urkund dessen haben Eingangs-Benennte Ministri Plenipotentiarii dieses eigenhändig unterschrieben/ und ihr gewöhnliches Petschafft dabey gedruckt. So geschehen Utrecht den Andertem April im Jahr

ANNO 1713.

Jahr Ein Tausend Sieben Hundert und Dreyzehen.

(L. S.) Philipp Ludwig Graf von Sinzendorf.

(L. S.) Michael Achatz Freyh. v. Kirchnern.

(L. S.) O. M. G. Dönhof.

(L. S.) J. A. Marschalch von Biberstein.

Artic. Separat.

Gleichwie nun alles dieses von Ihro Königl. Majest. in Preussen erkandlich angenohmen worden / also versprechen Sie dargegen Krafft dieses / so wohl auf den Fall / da der Fried erfolgen / als wider verhoffen der Krieg continuiren solte / über die bereits vorhin mit Ihro Kayserl. und Cathol Königlichen Majestät habende Verbündnüsse und Tractaten Sich genauer mit Deroselben zu setzen / und in solche Verfassung zu treten / wordurch die Deroselben zukommende Niderlande samt dem Uberrest des Ober-Quartiers von Geldern bey dem Ertz-Haus von Osterreich erhalten / und künfftig vor allem feindlichen Ueberfall bedeckt bleiben / auch allenthalben die gemeine Ruhe und Sicherheit fest gestellet werden möge.

CLI.

31. Mars. / 11. Avril. *Traité de Paix & d'Amitié entre* LOUIS XIV. *Roi de France &* ANNE *Reine de la Grande Bretagne, établi sur le fondement d'une Separation réelle & perpetuelle des Couronnes de France & d'Espagne, par le moyen des Renonciations reciproques du Roi* PHILIPPE *& des Ducs de* BERRI *& d'*ORLEANS *qui y sont inserées : comme aussi sur la Reconnoissance que le Roi T. C. y fait, de la Succession à la Couronne de la Grande-Bretagne dans la Ligne Protestante de* HANOVER, *avec promesse de ne jamais rien faire, ni permetre qu'il soit fait, directement ou indirectement, en faveur de ceux qui voudroient la troubler. Le Roi T. C. y promet de plus de faire raser* DUNKERQUE, *& il y cede à la Couronne d'Angleterre, divers grands Pais dans l'Amerique septentrionale. Fait à Utrecht le* 31. *Mars* 11. *Avril* 1713. Avec *les Plein-pouvoirs de part & d'autre, & la Ratification du Roi T. C. donnée à Versailles le* 18. *Avril* 1713. [Sur la Copie imprimée à Paris, chez *François Fournier* avec Privilege du Roi, in 4. Ann 1713. Et dans les Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. II. pag. 457. où le Traité se trouve aussi en Latin sur l'Exemplaire des Anglois. Autre Copie imprimée à la Haye en Latin & en François par ordre des Plenipotentiaires d'Angleterre chez *Th. Johnson* l'an 1713. in 4.]

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Comme nôtre très-cher & bien aimé Cousin le Marquis d'Huxelles Marechal de France, Chevalier de nos Ordres, & nôtre Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & nôtre très-cher & bien aimé, le Sieur Mesnager, Chevalier de nôtre Ordre de St. Michel, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires, en vertu des Pleinpouvoirs que nous leur avions donné, auroient conclu, arresté & signé à Utrecht le onzième du présent mois d'Avril, avec le Sr. Jean Evêque de Bristol, Garde du Sceau privé d'Angleterre, Conseiller de nôtre très-chére & très-amée Sœur la Reine de la Grande-Bretagne, en son Conseil d'Etat, Doyen de Windsor & Sécretaire de l'Ordre de la Jarretiere, & le Sr. Thomas Comte de Strafford, Vicomte de Wentworth, Woodhouse, & de Stainborough, Baron d'Oversley, Neumarch, & Raby, Conseiller de nôtredite Sœur en son Conseil d'Etat, son Ambassadeur Extraordinaire & Plénipotentiaire auprès des Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, Colonel de son Regiment Royal de Dragons, Lieutenant Général de ses Armées, premier Seigneur de l'Amirauté de la Grande-Bretagne & d'Irlande, Chevalier de l'Ordre de la Jarretiere, en qualité d'Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de nôtredite Sœur pareillement, munis de ses Pleinpouvoirs, le Traité de Paix dont la teneur s'ensuit.

D'autant qu'il a plu à Dieu tout puissant & miséricordieux pour la gloire de son St. Nom, & pour le Salut du Genre humain d'inspirer en son tems aux Princes le désir reciproque d'une réconciliation qui fit cesser les malheurs qui désolent la terre depuis si long-tems, qu'il soit notoire à tout & à un chacun à qui il appartiendra que par la direction de la Providence Divine, le Sérénissime & très-Puissant Prince Louïs XIV. par la grace de Dieu Roy T. C. de France & de Navarre, & la Sérénissime & très-Puissante Princesse Anne, par la grace de Dieu, Reine de la Grande-Bretagne, remplis du désir de procurer (autant qu'il est possible à la prudence humaine de le faire) une tranquillité perpetuelle à la Chrétienté, & portez par la considération de l'interest de leurs Sujets, sont enfin demeurez d'accord de terminer cette guerre, si cruelle par le grand nombre de combats, si funeste par la quantité du sang Chrétien qu'on y a versé, laquelle après s'être malheureusement allumée il y a plus de dix ans, a toûjours continué depuis avec opiniatreté. Leurs susdites Majestez, afin de poursuivre un projet si digne d'Elles, ont nommé & constitué de leur propre mouvement, & par le soin paternel qu'Elles ont pour leurs Sujets & pour la Chrétienté, leurs Ambassad. Extraordinaires & Plénipotentiaires respectifs, sçavoir S. M. T. C. le Sieur Nicolas Marquis d'Huxelles Marechal de France, Chevalier des Ordres du Roy, Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne &c., & le Sieur Nicolas Mesnager, Chevalier de l'Ordre de St. Michel; Et Sa Majesté Britannique, le Bien Reverend Jean Evesque de Bristol, Garde du Sceau privé d'Angleterre, Conseiller de la Reyne en son Conseil d'Etat, Doyen de Windsor, & Sécretaire de l'Ordre de la Jarretiere, & le Sieur Thomas Comte de Strafford, Vicomte de Wentworth, Woodhouse, & de Stainborough, Baron de Neumarch, Overley, & Raby, Conseiller de la Reyne en son Conseil d'Etat, son Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire auprès des Etats Généraux des Provinces-Unies, Colonel du Régiment Royal de Dragons de Sa Majesté, Lieutenant Général de ses Armées, premier Seigneur de l'Amirauté de la Grande Bretagne & d'Irlande, & Chevalier de l'Ordre de la Jarretiere, auxquels leurs Majestez Royales ont donné leurs Pleinpouvoirs pour traiter, convenir & conclure une Paix ferme & stable. Les susdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires après plusieurs Conferences épineuses tenues dans le Congrez établi pour cette fin à Utrecht ayant enfin surmonté, sans l'intervention d'aucune Médiation, tous les obstacles qui s'opposoient à l'accomplissement d'un dessein si salutaire, & après avoir demandé à Dieu qu'il daignât conserver à jamais leur ouvrage en son entier, & qu'il en fit ressentir le fruit à la posterité la plus reculée, & s'être communiqué respectivement leurs Pleinpouvoirs dont les copies seront inserées de mot à mot à la fin du présent Traité, & en avoir duement fait l'échange, sont enfin convenus des Articles d'une Paix & Amitié mutuelle entre leurs dites Majestez Royales, leurs Peuples & Sujets de la maniére qui suit.

I. Il y aura une Paix universelle & perpetuelle, une vraye & sincere amitié entre le Sérénissime & très-Puissant Prince Louis XIV. Roy Très-Chrétien & la Sérénissime & très-Puissante Princesse Anne, Reine de la Grande-Bretagne, leurs Héritiers & Successeurs, leurs Royaumes, Etats & Sujets, tant au dedans qu'au dehors de l'Europe; cette Paix sera invio-

ANNO 1713.

inviolablement observée entre eux si religieusement & sincerement qu'ils feront mutuellement tout ce qui pourra contribuer au bien, à l'honneur, & à l'avantage l'un de l'autre, vivant en tout comme bons voisins & avec une telle confiance & si réciproque que cette amitié soit de jour en jour fidellement cultivée, affermie, & augmentée.

II. Toutes inimitiez, hostilitez, guerres & discordes entre ledit Roy Très-Chrêtien & ladite Reyne de la Grande-Bretagne & pareillement entre leurs Sujets, cesseront & demeureront éteintes & abolies, en sorte qu'ils éviteront soigneusement à l'avenir de se faire de part ni d'autre aucun tort, injure ou préjudice, & qu'ils s'abstiendront de s'attaquer, piller, troubler, ou inquieter en quelque maniére que ce soit par terre, par mer, ou autres eaux dans tous les endroits du monde, & particuliérement dans toute l'étendue des Royaumes, Terres & Seigneuries dud. Roy & de lad. Reyne sans aucune exception.

III. Tous les torts, dommages, injures, offenses que led. Roy T. C. & lad. Reyne de la G. B. & leurs Sujets auront soufferts & receus les uns des autres pendant cette guerre, seront absolument oubliez ; & leurs Majestez & leurs Sujets pour quelque cause ou occasion que ce puisse être, ne feront désormais, ni ne commanderont, ou ne souffriront qu'il soit réciproquement fait de part, ni d'autre, aucun acte d'hostilité, ou d'injustice, trouble ou préjudice, de quelque nature ou maniére que ce puisse être, par autruy ou par soi-mesme, en public ou en secret, directement ou indirectement, par voye de fait ou sous prétexte de justice.

IV. Et pour affermir de plus en plus l'amitié fidele & inviolable qui est établie par cette Paix, & pour prévenir tous prétextes de défiance qui pourroient naistre, en quelque tems que ce soit; à l'occasion de l'ordre & Droit de Succession héreditaire établie dans le Royaume de la G. B. de la maniére qu'elle a été limitée par les Loix de la Gr. B., tant sous le Regne du Roy Guillaume III. de très-Glorieuse Mémoire, que sous le présent Régne de lad. Reyne, en faveur de ses Descendans, & au défaut d'iceux, en faveur de la Sérénissime Princesse Sophie, Douairiere de Brunswik-Hannover, & ses Héritiers dans la Ligne Protestante d'Hannover: Et afin que cette Succession demeure ferme & stable, le Roy T. C. reconnoist sincerement & solemnellement lad. Succession au Royaume de la G. B. limitée comme dessus, & déclare & promet en foy & parole de Roy, tant pour luy que pour ses Héritiers & Successeurs, de l'avoir pour agréable à présent & à toûjours, engageant à cet effet son honneur & celuy de ses Successeurs, promettant en outre sous la même foy & parole de Roy & sous le même Engagement d'honneur, tant pour luy que pour ses Heritiers & Successeurs, de ne reconnoistre jamais qui que ce soit pour Roy ou Reyne de la G. B., si ce n'est lad. Reyne & ses Successeurs selon l'ordre de lad. limitation: Et afin de donner encore plus de force à cette reconnoissance & promesse, le Roy T. C. promet que luy & ses Successeurs & Héritiers apporteront tous leurs soins pour empescher que la personne qui du vivant du Roy Jacques II avoit pris le titre de Prince de Galles, & au decès dud. Roy celuy de Roy de la G. B., & qui depuis peu est sorti volontairement du Royaume de France pour demeurer ailleurs, ne puisse y rentrer, ni dans aucunes des Provinces de ce Royaume, en quelque tems & sous quelque pretexte que ce puisse être.

V. Le Roy T. C. promet de plus tant en son nom que pour ses Héritiers & Successeurs, de ne jamais troubler, ni molester lad. Reyne de la G. B., ses Héritiers & Successeurs, issus de la Ligne Protestante, qui possederont la Couronne de la G. B. & les Etats qui en dépendent ; & de ne donner ni luy, ni aucun de ses Successeurs, directement ou indirectement, par Terre ou par Mer, en Argent, Armes, Munitions, appareil de Guerre, Vaisseaux, Soldats, Matelots, & en quelque maniére ou en quelque tems que ce soit, aucune assistance, secours, faveur, ni conseil à aucune personne ou personnes quelles qu'elles puissent être, qui sous quelque prétexte ou cause que ce soit, voudroient s'opposer à l'avenir à lad. Succession soit ouvertement, ou en fomentant des séditions & formant des conjurations contre tel Prince ou Princes, qui en vertu desd. Actes du Parlement occuperont le Throsne de la G. B., ou contre le Prince ou la Princesse en faveur de qui lad. Succession à la Couronne de la G. B. sera ouverte par lesdits Actes du Parlement.

VI. D'autant que la Guerre, que la présente Paix doit éteindre, a été allumée principalement, parceque la seureté & la liberté de l'Europe ne pouvoient pas absolument souffrir que les Couronnes de France & d'Espagne fussent réunies sous une même teste, & que sur les instances de Sa Majesté Britannique, & du consentement tant de S. M. T. C. que de S. M. Cath. on est enfin parvenu, par un effet de la Providence Divine, à prévenir ce mal pour tous les tems à venir, moiennant des Rénonciations conçûes dans la meilleure forme, & faites en la maniére la plus solemnelle dont la teneur suit ci-après.

S'ensuivent ici les (1) Actes concernant les Rénonciations réciproques du Roy PHILIPPE *d'une part, & de M. le Duc de* BERRY *& de M. le Duc d'*ORLEANS *d'autre part, &c.*

Etant suffisamment pourvû par la rénonciation ci-relative, laquelle doit être eternellement une Loi inviolable & toûjours observée, à ce que le Roy Catholique, ni aucun Prince de sa posterité, puisse jamais aspirer ni parvenir à la Couronne de France; & d'une autre coste les rénonciations réciproques à la Couronne d'Espagne faites par la France, ainsi que les autres Actes qui établissent la Succession héreditaire à la Couronne de France, lesquelles tendent à la même fin; ayant aussi suffisamment pourvû à ce que les Couronnes de France & d'Espagne demeurent separées & désunies; de maniére que les susd. Rénonciations & les autres Transactions qui les regardent, subsistant dans leur vigueur & étant observées de bonne foi, ces Couronnes ne pourront jamais être réunies: Ainsi le Sérénissime Roi T. C. & la Sérénissime Reine de la G. B. s'engagent solemnellement, & par parole de Roi, l'un à l'autre, qu'eux ni leurs Héritiers & Successeurs ne feront jamais rien, ni ne permettront que jamais il soit rien fait capable d'empêcher les Rénonciations & autres Transactions susd. d'avoir leur plein & entier effet; au contraire leurs Majestez Royales prendront un soin sincere & feront leurs efforts, afin que rien ne donne atteinte à ce fondement du salut public, ni ne puisse l'ébranler : En outre S. M. C demeure d'accord & s'engage que son intention n'est pas de tâcher d'obtenir, ni même d'accepter à l'avenir que pour l'utilité de ses Sujets, il soit rien changé, ni innové dans l'Espagne ni dans l'Amérique Espagnole, tant en matiére de Commerce qu'en matiére de Navigation, aux usages pratiquez en ces Pais sous le Regne du feu Roi d'Espagne Charles II., non plus que de procurer à ses Sujets dans les susd. Pais aucun avantage qui ne soit pas accordé de même dans toute son étendue aux autres Peuples & Nations lesquelles y négocient.

VII. La Navigation & le Commerce seront libres entre les Sujets de leursd. Majestés, de même qu'ils l'ont toûjours été en tems de Paix, & avant la Déclaration de la derniere Guerre, & particulierement de la maniére dont on est convenu entre les deux Nations par un Traité de Commerce aujourd'hui conclu.

VIII. Les voyes de la Justice ordinaires seront ouvertes & le cours en sera libre réciproquement dans tous les Royaumes, Terres & Seigneuries de l'obéissance de leurs Majestez, & leurs Sujets de part & d'autre pourront librement y faire valoir leurs Droits, actions & prétentions, suivant les Loix & Statuts de chaque Pais.

IX. Le Roi T. C. fera raser toutes les Fortifications de la Ville de Dunkerque, combler le Port, ruiner les Ecluses, qui servent au nétoiement dud. Port, le tout à ses dépens & dans le terme de cinq mois

(1) Il y en a six. Savoir; 1. La Renonciation du Roi *Philippe* faite à Madrid le 5 Novembre 1712 réitérée & confirmée au Buenretiro le 7. du même Mois. 2 Le Certificat de D. *François Antoine de Quiñones*, Notaire public & du consentement, approbation & confirmation des Etats de Castille sur ladite Renonciation, daté à Madrid le 9. Novembre 1712. 3. Renonciation du Duc de Berri à la Couronne d'Espagne, faite à Marly le 24. Novembre 1712. 4. Celle du Duc d'Orléans faite à Paris au Palais Royal le 19 Novembre 1712. 5 Les Lettres Patentes du Roi T. C. données au Mois de Decembre 1700 pour conserver au Duc d'Anjou son Petit-Fils le Droit de pouvoir succeder à la Couronne de France. & 6 les autres Lettres Patentes de ce même Roi données à Versailles au Mois de Mars 1713, cassant & annullant celles-ci, admettant & autorisant les susdites Renonciations. Toutes ces Pieces se peuvent trouver ci devant sous leurs propres dates. On les a retranchées du Texte pour éviter une répétition inutile. [Rous]

ANNO 1713.

mois après la Paix concluë & signée, sçavoir les ouvrages de Mer dans l'espace de deux mois, & ceux de terre avec lesd. Ecluses dans les trois suivans, à condition encore que lesd. Fortifications, Ports & Ecluses ne pourront jamais être rétablis, laquelle démolition toutefois ne commencera qu'après que le Roi T. C. aura été mis en possession généralement de tout ce qui doit être cedé en équivalent de la susd. démolition.

X. Le Roi T. C. restituera au Royaume & à la Reine de la G. B. pour les posséder en plein Droit & à perpétuité, la Baye & le Détroit d'Hudson avec toutes les Terres, Mers, Rivages, Fleuves, & lieux qui en dépendent & qui y sont situez, sans rien excepter de l'étendue desd. Terres & Mers possedez présentement par les François ; le tout aussi bien que tous les Edifices & Forts construits, tant avant que depuis que les François s'en sont rendus Maîtres, seront délivrez de bonne-foy en leur entier, & en l'état ou ils sont présentement, sans en rien démolir, avec toute l'Artillerie, Boulets, la quantité de poudre proportionnée à celle des Boulets (si elle s'y trouve) & autres choses servant à l'Artillerie, à ceux des Sujets de la Reine de la G. Br. munis de ses Commissions pour les demander & recevoir dans l'espace de six mois, à compter du jour de la Ratification du présent Traité, ou plutôt si faire se peut, à condition toutefois qu'il sera permis à la Compagnie de Quebec & à tous autres Sujets quelconques du Roy T. C. de se retirer desd. Terres & Détroit, par terre ou par mer, avec tous leurs Biens, Marchandises, Armes, Meubles & Effets de quelque nature ou espéce qu'ils soient, à la reserve de ce qui a été excepté cy-dessus. Quant aux limites entre la Baye d'Hudson & les lieux appartenant à la France, on est convenu réciproquement qu'il sera nommé des Commissaires de part & d'autre, qui les détermineront dans le terme d'un an, & il ne sera pas permis aux Sujets des deux Nations de passer lesd. limites pour aller les uns aux autres, ni par mer, ni par terre. Les mêmes Commissaires auront le pouvoir de régler pareillement les limites entre les autres Colonies Françoises & Britanniques dans ces Païs-là.

XI. Le Roy T. C. fera donner une juste & équitable satisfaction aux Interessez de la Compagnie Angloise de la Baye d'Hudson, des pertes & dommages qu'ils peuvent avoir soufferts pendant la paix, de la part de la Nation Françoise par des Courses ou déprédations tant en leurs personnes que dans leurs Colonies, Vaisseaux & autres Biens, dont l'estimation sera faite par des Commissaires qui seront nommés à la réquisition de l'une ou de l'autre des Parties. Les mêmes Commissaires prendront connoissance des plaintes qui pourront être faites tant de la part des Sujets de la G. B. touchant les Vaisseaux pris par les François durant la Paix & les dommages qu'ils pourront avoir soufferts l'année derniére dans l'Isle de Monserrat, ou autres, que de la part des Sujets de la France touchant les Capitulations faites dans l'Isle de Nevis & au Fort de Gambi & des Vaisseaux François qui pourroient avoir été pris par les Sujets de la G. B en temps de paix, & toutes autres contestations de cette nature, meus entre les deux Nations, & qui n'ont point encore été réglées ; & il en sera fait de part & d'autre bonne & prompte justice.

XII. Le Roi T. C. fera remettre à la Reine de la G. B. le jour de l'échange des Ratifications du présent Traité de Paix, des Lettres & Actes authentiques qui feront foy de la cession faite à perpetuité à la Reine & à la Couronne de la G. B. de l'Isle de St. Christophle que les Sujets de Sa Majesté Brit. désormais posséderont seuls ; De la nouvelle Ecosse autrement dite Acadie, en son entier, conformement à ses anciennes limites, comme aussi de la Ville de Port-Royal, maintenant appellée Annapolis Royale, & généralement de tout ce qui dépend desd. Terres & Isles de ce Païs-là, avec la Souveraineté, proprieté, possession & tous Droits acquis par Traitez ou autrement que le Roy T. C., la Couronne de France ou ses Sujets quelconques ont eu jusqu'à présent sur lesd. Isles, Terres, lieux, & leurs habitans, ainsi que le Roy T. C. cede & transporte le tout à lad. Reine, & à la Couronne de la G. B., & cela d'une maniére & d'une forme si ample qu'il ne sera pas permis à l'avenir aux Sujets du Roi T. C. d'exercer la pêche dans lesd. Mers, Bayes, & autres endroits à trente lieues près des costes de la nouvelle Ecosse au Sudest, en commençant depuis l'Isle appellée vulgairement de *Sable* inclusivement, & en tirant au Sud-Ouest.

XIII. L'Isle de Terreneuve avec les Isles adjacentes, appartiendra désormais & absolument à la G. B., & à cette fin le Roi T. C. fera remettre à ceux qui se trouveront à ce commis en ce Païs-là, dans l'espace de sept mois à compter du jour de l'echange des Ratifications de ce Traité, ou plutost si faire se peut, la Ville & le Fort de Plaisance, & autres lieux que les François pourroient encore posseder dans ladite Isle, sans que ledit Roy T. C. ses Héritiers & Successeurs, ou quelques uns de ses Sujets puissent desormais prétendre quoique ce soit, & en quelque tems que ce soit, sur ladite Isle, & les Isles adjacentes en tout, ou en partie. Il ne leur sera pas permis non plus d'y fortifier aucun lieu, ni d'y établir aucune habitation en façon quelconque, si ce n'est des échafauts & cabanes nécessaires & usitées pour secher le poisson, ni aborder dans ladite Isle dans d'autres temps, que celui qui est propre pour pêcher, & necessaire pour secher le poisson. Dans ladite Isle il ne sera pas permis auxdits Sujets de la Fr. de pescher & de secher le poisson en aucune autre partie, que depuis le lieu appellé Cap de Buna Vista, jusqu'à l'extremité septentrionale de ladite Isle & de là en suivant la partie Occidentale, jusqu'au lieu appellé Pointe-Riche. Mais l'Isle dite Cap-Breton & toutes les autres quelconques, situées dans l'embouchure & dans le Golphe de St. Laurent, demeureront à l'avenir à la France, avec l'entiere faculté au Roy T. C. d'y fortifier une ou plusieurs Places.

XIV. Il a esté expressément convenu que dans tous les lieux & Colonies qui doivent être cedées ou restituées en vertu de ce Traité par le Roy T. C., les Sujets dudit Roy auront la liberté de se retirer ailleurs dans l'espace d'un an avec tous leurs effets mobiliaires, qu'ils pourront transporter où il leur plaira. Ceux néanmoins qui voudront y demeurer & rester sous la domination de la G. B. doivent jouir de l'exercice de la Religion Catholique Romaine entant que le permettent les Loix de la G. B.

XV. Les habitans du Canada & autres Sujets de la France, ne molesteront point à l'avenir les cinq Nations ou Cantons des Indiens soûmis à la G. B. ni les autres Nations de l'Amérique, amies de cette Couronne. Pareillement les Sujets de la G. B. se comporteront pacifiquement envers les Américains Sujets ou amis de la France, & les uns & les autres jouiront d'une pleine liberté de se fréquenter pour le bien du Commerce, & avec la même liberté les habitans de ces Regions pourront visiter les Colonies Françoises & Britanniques pour l'avantage réciproque du Commerce sans aucune molestation, ni empêchement de part, ni d'autre. Au surplus, les Commissaires régleront exactement & distinctement, quels seront ceux qui seront ou devront être censez Sujets & amis de la France, ou de la G. B.

XVI. Toutes les Lettres, tant de représailles que de marque & de contremarque qui ont été délivrées jusqu'à present pour quelque cause, & occasion que ce puisse être, demeureront & seront reputées nulles, inutiles, & sans effet, & à l'avenir aucune desd. Majestez n'en délivrera de semblables contre les Sujets de l'autre s'il n'apparoist auparavant d'un delay ou d'un déni de justice manifeste, ce qui ne pourra être tenu pour constant à moins que la Requeste de celuy qui demandera des Lettres de représailles, n'ait été rapportée ou représentée au Ministre ou Ambassadeur qui sera dans le Païs de la part du Prince contre les Sujets duquel on poursuivra lesdites Lettres, afin que dans l'espace de quatre mois il puisse s'éclaircir du contraire, ou faire en sorte que le Deffendeur satisfasse incessamment le Demandeur, & s'il ne se trouve sur le lieu aucun Ministre ou Ambassadeur du Prince contre les Sujets duquel on demandera lesdites Lettres, l'on ne les expediera encore qu'après quatre mois expirez à compter du jour que la Requeste de celuy qui demandera lesdites Lettres, aura été présentée au Prince contre les Sujets duquel on les demandera, ou à son Conseil privé.

XVII. D'autant que dans les Articles de la suspension d'armes conclue le 1[?]. Aoust & prorogée ensuite pour quatre mois entre les Parties contractantes, il est expressément stipulé en quels cas les Vaisseaux, Marchandises & autres effets pris de part & d'au-

ANNO 1713.

d'autre doivent demeurer à celui qui s'en est rendu Maistre, ou être restituez à leur premier Propriétaire, il a esté convenu que dans lesdits cas les conditions de la suspension d'armés demeureront en toute vigueur, & que tout ce qui concernera ces sortes de prises faites, soit dans les Mers Britannique & Septentrionale, ou par tout ailleurs, sera executé de bonne foy selon leur teneur.

XVIII. Que s'il arrivoit par hazard, inadvertance, ou autre cause quelle qu'elle puisse estre, qu'aucun des Sujets desd. Majestez fit, ou entreprit quelque chose par terre, par mer ou autres eaux en quelque lieu du monde que ce soit, qui put contrevenir au présent Traité, & en empêcher l'entiére execution, ou de quelqu'un de ses Articles en particulier, la Paix & bonne correspondance retablie entre ledit Roy T. C. & lad. Reyne de la G. B. ne sera pas troublée, ni censée interrompue à cette occasion, & elle demeurera toujours au contraire en son entiére & premiére force & vigueur; Mais seulement celuy desdits Sujets qui l'aura troublée, repondra de son fait particulier, & en sera puni conformément aux Loix en suivant les régles établies par le Droit des gens.

XIX. Et s'il arrivoit aussi (ce qu'à Dieu ne plaise) que les mésintelligences & inimitiez éteintes par cette Paix, se renouvellassent entre leursdites Majestez & qu'ils en vinssent à une guerre ouverte, tous les Vaisseaux, Marchandises, & tous les effets mobiliaires des Sujets de l'une des deux Parties qui se trouveront engagez dans les Ports & Lieux de la Domination de l'autre, n'y seront point confisqués ni en aucune façon endommagez. Mais l'on donnera aux Sujets desdites Majestez le terme de six mois entiers à compter du jour de la rupture, pendant lesquels ils pourront sans qu'il leur soit donné aucun trouble ni empêchement, vendre, enlever ou transporter où bon leur semblera, leurs biens de la nature cy-dessus exprimée & tous leurs autres effets, & se retirer eux-mémes.

XX. Il sera donné à tous & à chacun des Hauts-Alliez de la Reine de la G. B. une Satisfaction juste & équitable, sur ce qu'ils peuvent demander légitimement a la France.

XXI. Le Roy T. C. en considération de la Reine de la G. B. consentira que dans le Traité à faire avec l'Empire, tout ce qui regarde dans ledit Empire l'état de la Religion, soit conforme à la teneur des Traitez de Westphalie, ensorte qu'il paroisse manifestement que l'intention de S. M. T. C. n'est point & n'a point esté, qu'il y ait rien de changé auxdits Traitez.

XXII. Le Roy T. C. promet encore qu'il fera incessamment aprés la Paix faite, faire Droit à la Famille d'Hamilton au sujet du Duché de Châtelleraut, au Duc de Richemont sur les prétentions qu'il a en France, comme aussi au Sr. Charles Douglas touchant quelques Terres et fonds qu'il repete, & à d'autres particuliers.

XXIII. Du consentement réciproque du Roy T. C. & de la Reyne de la G. Bretagne, les Sujets de part & d'autre faits prisonniers pendant la guerre, seront remis en liberté sans distinction & sans rançon, en payant les dettes qu'ils auront contractées durant leur captivité.

XXIV. Le Traité de Paix signé aujourd'huy entre S. M. T. C. & S. M. Portugaise fera partie du présent Traité, comme s'il estoit inseré icy mot à mot, Sa Majesté la Reyne de la G. B. déclarant qu'Elle a offert sa Garantie, laquelle elle donne dans les formes les plus solemnelles pour la plus exacte observation & execution de tout le contenu dans ledit Traité.

XXV. Le Traité de Paix de ce jourd'huy entre S. M. T. C. & son Altesse Royale de Savoye est spécialement compris & confirmé par le présent comme partie essentielle d'iceluy, & comme si ledit Traité estoit inseré icy mot à mot Sa Majesté la Reyne de la G. B. s'engageant expressément aux mêmes promesses de maintenance & de garantie stipulées par ledit Traité, ou celles par elle cy-devant promises.

XXVI. Le Sérénissime Roy de Suede, ses Royaumes, Territoires, Provinces & Droits, comme aussi le Grand Duc de Toscane, la République de Gennes & le Duc de Parme, sont inclus dans ce Traité de la meilleure maniére.

XXVII. Leurs Majestez ont aussi-bien voulu comprendre dans ce Traité les Villes Anséatiques, nommément Lubeck, Bréme, & Hambourg, & la Ville de Dantzick, à cet effet qu'après que la Paix générale sera faite, elles puissent joüir à l'avenir, comme amis communs, des mêmes émolumens dans le Commerce avec l'un & l'autre Royaume dont ils ont cy-devant joui en vertu des Traitez, ou anciens usages.

XXVIII. Seront en outre compris dans le présent Traité de Paix, ceux qui avant l'échange des Ratifications qui en seront fournies, ou dans l'espace de six mois après, seront nommez à cet effet de part & d'autre & dont on conviendra réciproquement.

XXIX. Enfin les Ratifications solemnelles du présent Traité, expediées en bonne & dûe forme, seront raportées & échangées de part & d'autre à Utrecht, dans l'espace de quatre semaines, ou plutost s'il est possible, à compter du jour de la signature.

XXX. En foy de quoy, nous soussignez Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Roy T. C. & de la Reyne de la G.B. avons signé les présens Articles de nôtre main & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes.

Fait à Utrecht le 11. Avril. 1713.

HUXELLES. (L. S.) — JOH. BRISTOL. C. P. S (L. S.)

MESNAGER. (L. S.) — STRAFFORD. (L. S.)

Pleinpouvoir de Sa Majesté Très-Chrêtienne.

LOUIS, par la Grace de Dieu, Roy de *France*, & de *Navarre*, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Comme Nous n'avons rien oublié pour contribuer de tout nôtre Pouvoir au Rétablissement d'une Paix sincere & solide, que nôtre très-chere & très-amée Sœur la Reine de la *Grande-Bretagne* a fait paroistre le mesme désir, & qu'il y a lieu d'esperer que les Conférences, qui se tiennent à *Utrecht* pour parvenir à un bien aussi désirable, auront bien tôt un heureux succés; Voulant encore apporter tous Nos soins pour en avancer l'effet, & Nous confiant entiérement en la capacité, experience, zele, & fidelité pour nôtre Service de nostre très-cher & bien amé Cousin le Marquis *d'Huxelles*, Marechal de *France*, Chevalier de Nos Ordres, & nostre Lieutenant Général au Gouvernement de *Bourgogne*, & de nostre cher & bien-amé le Sieur *Mesnager*, Chevalier de notre Ordre de *St. Michel*. Pour ces Causes & autres bonnes Considérations à ce Nous mouvans, Nous avons commis, ordonné, & député & par ces présentes signées de nostre Main, commettons, ordonnons & députons lesdits Sieurs Marechal *d'Huxelles*, & *Mesnager*, & leur avons donné & donnons Pleinpouvoir, Commission, & Mandement spécial, en qualité de Nos Ambassadeurs Extraordinaires & nos Plénipotentiaires, de conférer, négocier, & traiter, avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de nostre dite Sœur, revestus de ses Pouvoirs en bonne forme; arrester, conclure, & signer tels Traités de Paix, Articles & Conventions qu'ils aviseront bon estre. Voulant qu'en cas d'absence de l'un d'eux par Maladie, ou par quelque autre Cause légitime, l'autre ait le mesme Pouvoir de conférer, négotier, traiter, arrester, conclure, & signer tels Traitez de Paix, Articles & Conventions qui conviendront au Bien de la Paix que Nous Nous proposons, & à l'utilité réciproque de nos Sujets, en sorte que Nosdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires agissent en tout ce qui regardera la Négotiation avec nostre dite Sœur, avec la mesme authorité que Nous ferions & pourrions faire, si Nous étions présens en personne, encore qu'il y eût quelque chose qui requît un Mandement plus spécial, non contenu en ces présentes. Promettant en foy & parole de Roy d'avoir agréable & tenir ferme & stable à toujours, accomplir, & executer ponctuellement tout ce que lesdits Sieurs Marechal *d'Huxelles* & *Mesnager*, ou l'un d'entre eux dans lesdits cas d'absence ou de Ma-

ANNO 1713.

Maladie, auront stipulé, promis, & signé en vertu du présent Pouvoir, sans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu, pour quelque cause, ou sous quelque prétexte que ce puisse être ; Comme aussi d'en faire expedier nos Lettres de Ratification en bonne forme, & de les faire délivrer pour estre échangées dans le tems dont il sera convenu par les Traitez à faire. Car tel est nostre plaisir. En temoin dequoy, Nous avons fait mettre notre Seel à ces Présentes. Donné à *Versailles* le quatriéme jour de Mars, l'An de grace mil sept cens treize, & de nostre Regne le soixante dixiéme.

Signé,

LOUIS.

Et sur le Reply, Par le Roy,

COLBERT.

Instrumentum Mandati pleni & autoritatis Magnæ Britanniæ Reginæ.

ANNA, Dei gratia, *Magnæ Britanniæ*, *Franciæ*, & *Hiberniæ* Regina, Fidei Defensor, &c. Omnibus & singulis, ad quos præsentes Literæ pervenerint, Salutem. Quandoquidem Conventus pro Pace generali ineunda Anni proxime præteriti initio *Ultrajecti* ad Rhenum habitus, variis, præter spem & vota nostra, injectis Impedimentis ultra mensem decimum quartum productus fuerit ; Jam vero, favente Dei Optimi Maximi bonitate, (qui Concordiæ amorem Partium Belligerantium mentibus fortius inspirare dignatus est) ad finem tam diu desideratum, & *Europæ* Tranquillitati Salutique adeo necessarium, fœliciter spectare videatur : Nos tandem accommodatis cum bono Fratre nostro *Rege Christianissimo*, nostris utrinque tam Pacis, quam Commerciorum rationibus, quo Ministri nostri, qui Plenipotentiariorum Titulo hucusque freti, Provinciæ huic exornandæ summa cum nostra Approbatione incubuerunt, majori cum splendore Operi huic maxime salutari Coronidem imponere possint, Eos amplissimo Legatorum nostrorum Extraordinariorum Charactere insignire æquum esse judicavimus. SCIATIS igitur quod Nos Fide, Industria, & in Rebus Magni momenti tractandis Usu ac Perspicacia Reverendi admodum in Christo Patris, perquam fidelis & dilecti Consiliarii nostri, *Johannis Episcopi Bristolensis, Privati nostri Sigilli Custodis, Decani Windesoriensis, & Nobilissimi Ordinis nostri Periscelidis Registrarii, & perquam fidelis & prædilecti Consanguinei & Consiliarii nostri Thomæ Comitis de Strafford, Vice-Comitis Wentworth, Woodhouse & Stainborough, Baronis de Raby, Exercituum nostrorum Locum-Tenentis Generalis, Primarii Admiralitatis nostræ Commissarii, Nobilissimi Ordinis nostri Periscelidis Equitis, & Legati nostri extraordinarii ac Plenipotentiarii ad Celsos & Præpotentes Dominos Ordines Generales Unitis Belgii*, plurimum confisæ, Eosdem nominavimus, fecimus, & constituimus, quemadmodum per Præsentes nominamus, facimus, & constituimus, Nostros veros, certos, & indubitatos Legatos Extraordinarios, Commissarios, Procuratores, & Plenipotentiarios, Dantes & concedentes iisdem, conjunctim vel divisim, omnem & omnimodam Potestatem, Facultatem, Authoritatemque, nec non Mandatum Generale, pariter ac speciale (ita tamen ut Generale Speciali non deroget, neque contra) cum Legatis Extraordinariis ac Plenipotentiariis, quos prædictus *Rex Christianissimus*, sufficiente Authoritate instructos, ex sua parte deputaverit, *Civitate Ultrajectina ad Rhenum*, aut in alio quocunque loco, congrediendi, colloquendique, ac de Pacis atque Amicitiæ Conditionibus tutis, firmis, & honestis, inter Nos & dictum *Regem Christianissimum*, tractandi, conveniendi, & concludendi ; eaque omnia quæ ita conventa & conclusa fuerint, pro nobis & nostro Nomine signandi, superque conclusis Instrumenta quotquot & qualia necessaria fuerint, conficiendi, mutuoque tradendi, recipiendique, ac generaliter ea omnia præstandi, perficiendique, quæ quovis modo necessaria ad Pacis atque Amicitiæ Conditiones, ut supra dictum est, ineundas, stabiliendasque, vel quomodolibet opportuna esse judicaverint, tam amplis modo & forma, ac vi effectuque pari, ac Nos Ipsæ, si interessemus, facere ac præstare possimus ; Spondentes, ac in Verbo Regio promittentes, Nos omnia & singula, quæcunque à dictis nostris Legatis Extraordinariis, Commissariis, Procuratoribus, & Plenipotentiariis, conjunctim vel divisim, vi præsentium transigi, concludi, & signari contigerit, grata, rata, & accepta, iis prorsus modo & forma quibus conventa fuerint, habituras. In quorum omnium majorem fidem & robur, Præsentibus manu nostra Regia signatis, Magnum nostrum Magnæ Britanniæ Sigillum apponi jussimus. Dabantur in Palatio nostro *Divi Jacobi*, vigesimo quarto die Mensis *Martii*, Anno Domini millesimo septingentesimo duodecimo / decimo tertio Regnique nostri duodecimo.

ANNO 1713.

Approbatio Tractatus Pacis initæ inter Magnæ Britanniæ Reginam & Regem Christianissimum, exhibita a parte Magnæ Britanniæ Reginæ.

ANNA Dei Gratia Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Regina, Fidei Defensor &c. omnibus & singulis ad quos præsentes Literæ pervenerint, Salutem. Quandoquidem Pacis Concordiæque omnis Autori placuerit studiis hinc Nostris, inde vero Serenissimi ac Potentissimi Principis Ludovici XIV., Regis Christianissimi boni Fratris Nostri, ita favere, ut funestissima belli flamma, quæ tamdiu in hisce Orbis Christiani partibus flagravit, feliciter tandem restingueretur ; Et Legati utrinque Extraordinarii ac Plenipotentiarii ad opus adeo salutare Mandatis atque authoritate sufficienter instructi, Tractatum Pacis & Amicitiæ inter Nos & dictum Regem Christianissimum Die vigesimo primo Martii S.V. / undecimo Aprilis S.N. Trajecti ad Rhenum conclusserint, signaverintque forma & verbis quæ sequuntur.

Fiat insertio.

Nos viso & perpenso Tractatu Pacis & Amicitiæ suprascripto, eundem in omnibus & singulis ejus Articulis & Clausulis approbavimus & ratum firmumque habuimus, sicut per præsentes pro Nobis, Hæredibus & Successoribus Nostris eundem approbamus & ratum firmumque habemus ; spondentes & in verbo Regio promittentes Nos prædictum Tractatum omniaque & singula quæ in eo continentur, sancte atque inviolabiliter præstituras & observaturas, neque passuras unquam (quantum in Nobis est) ut a quopiam violentur, aut ut iis quocunque modo in contrarium eatur. In quorum majorem fidem & robur hisce præsentibus manu Nostra Regia signatis Magnum nostrum Magnæ Britanniæ sigillum appendi jussimus. Dabantur in Palatio Nostro Divi Jacobi septimo die mensis Aprilis, anno Domini 1713. Regnique Nostri Duodecimo.

Signatum erat,

ANNA REGINA.

Ratification de Sa Majesté Très-Chrétienne.

NOUS ayant agréable le susdit Traité de Paix en tous & chacun les Points & Articles qui y sont contenus & déclarez, avons iceux tant pour nous que pour nos Héritiers, Successeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, & par ces présentes signées de nostre main acceptons, approuvons, ratifions, & confirmons, & le tout promettons en foy & parolle de Roy, sous l'obligation & hypotéque de tous & un chacun de nos biens présens & à venir, garder, observer inviolablement, sans jamais aller, ni venir au contraire directement ou indirectement, en quelque sorte & maniére que ce soit. En temoin dequoy nous avons fait mettre nostre Séel à ces présentes. Donné à Versailles le 18. Avril, l'an de grace 1713. & de notre Regne le soixante dixiéme.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas,

Par le Roy,

COLBERT.

Decla-

ANNO 1713. 11. Avril.

Declaration des Ambassadeurs de FRANCE, *au sujet de la* LANGUE FRANÇOISE *dont on s'est servi dans l'un des deux Instrumens du Traité de Paix. A Utrecht le 11. Avril 1713.* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. V. pag. 45]

NOUS soussignés Ministres, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de S. M. T. C. déclarons à la requisition des Ministres, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de S. M. B. qui n'ont pas voulu arrêter la conclusion de la Paix, que s'il se trouve que l'un des Instrumens des Traités faits & signés à Breda, & du depuis entre la France & la Grande Bretagne ne soit point en François, nous en fournirons un autre en Latin avant la Ratification de la Convention faite aujourd'hui. Fait à Utrecht le 11. Avril 1713.

Signé,

HUXELLES, MESNAGER.

DE'CLARATION

Des Ministres de France touchant la Personne nommée au 4. Article du Traité de Paix.

AUX Instances des Ambassadeurs Extraordinaires de S. M. la Reine de la Grande-Bretagne, les Ambassadeurs Extraordinaires de Sa Majesté T. C. déclarent, que la personne nommée au 4. Article du Traité de Paix, qui doit être signé aujourd'hui, pour devoir sortir de France, en est actuellement déja sortie. Fait à Utrecht le 11. Avril 1713.

Signé,

HUXELLES, MESNAGER.

DECLARATIO

Legatorum Magnæ Britanniæ super Mandatis suis.

OBSERVANTIBUS S. Regiæ Majestatis Christianissimæ Dominis Legatis Extraordinariis in nonnullis clausulis imperfectas esse Plenipotentiarum Tabulas per S. Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ Dominos Legatos Extraordinarios hodie exhibitas, per præsentes promittunt dicti S. Regiæ Magnæ Britanniæ Legati alias, in quibus defectus indigitati corrigantur, conficiendas, & una cum Ratihabitionibus Fœderum hodie initorum extradendas esse. Trajecti ad Rhenum die $\frac{31.\ Martii}{11.\ Aprilis}$ Anni 1713.

Signatum,

JOH. BRISTOL. C. P. S. STRAFFORD.

CERTIFICAT

De l'échange des Ratifications des Traités entre la G. B. & la France.

NOUS Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de S. M. la Reine de la Grande Bretagne & de S. M. T. C. certifions à tous, que les Traités de Paix & de Commerce conclus en ce lieu; le $\frac{31\ Mars}{11.\ d'Avril}$, ont été ratifiés solemnellement par Sa Majesté Britannique & S. M. tres C. & que les Actes des Ratifications ont été échangés cejourd'hui à Utrecht le $\frac{28\ Avril}{9.\ May}$ 1713.

JOH. BRISTOL. C. P. S (L. S.)	HUXELLES. (L. S.)
STRAFFORD (L. S.)	MESNAGER. (L. S.)

ANNO 1713.

INCLUSIO

Regis Borussiæ in Tractatu Pacis inter Reginam Britanniæ & Regem Galliæ.

ANNA REGINA.

ANNA Dei Gratia Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Regina, Fidei Defensor &c. Omnibus & singulis, ad quos præsentes Literæ pervenerint, salutem.

Quandoquidem Articulo vigesimo octavo Tractatus Pacis & amicitiæ Trajecti ad Rhenum die $\frac{\text{trigesimo primo}}{\text{undecimo}}$ Mensis $\frac{Martii}{Aprilis}$ proxime præterlapsi inter nos, & Serenissimum ac Potentissimum Principem Ludovicum Decimum quartum Regem Christianissimum, per Legatos utrinque Extraordinarios ac Plenipotentiarios conclusi, cautum conventumque sit, ut sub Tractatu prædicto comprehendantur illi, qui ante Ratihabitionum permutationem, vel intra sex menses postea ab una alteraque Parte ex communi consensu nominati fuerint. Nos igitur quo testatum faceremus amicitiam singularem, qua prosequimur Serenissimum & Potentissimum Principem Fridericum Gulielmum Borussiæ Regem, eum una cum Regno ipsius Borussiæ cæterisque Provinciis ac Terris, speciatim vero, Principatu Novi Castri & Valengiæ ad dictam Majestatem suam pertinentibus nominavimus, ac per præsentes nominamus, & vi Articuli supra memorati dictum Regem, una cum Regno Borussiæ, cæterisque Ditionibus superius expressis, sub præfato Pacis & Amicitiæ Tractatu omni meliori modo & forma comprehendimus, & pro revera comprehensis habemus, ita ut beneficio prorsus eodem, plenaque securitate, & omnibus Pacis commodis utantur, fruanturque, perinde ac si ipsimet Tractatui nominatim inserti fuissent.

In quorum omnium Testimonium & Fidem præsentes manu nostra Regia signatas communi nostro Sigillo muniri jussimus. Dabantur in Palatio nostro apud Kensington, vigesimo Die Mensis Julii, Anno Domini millesimo septingentesimo decimo tertio, Regnique nostri duodecimo.

(L. S.)

Ad Mandatum Serenissimæ Dominæ Reginæ.

BOLINGBROKE.

INCLUSIO

Rerum publicarum Helvetiæ Evangelicarum.

ANNA REGINA.

ANNA Dei Gratia Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Regina Fidei Defensor &c. Omnibus & singulis, ad quos præsentes Literæ pervenerint, salutem.

Quandoquidem Articulo vigesimo octavo Tractatus Pacis & Amicitiæ Trajecti ad Rhenum die $\frac{\text{trigesimo primo}}{\text{undecimo}}$ Mensis $\frac{Martii}{Aprilis}$ proxime præterlapsi inter nos, & Serenissimum ac Potentissimum Principem Ludovicum XIV. Regem Christianissimum per Legatos utrinque Extraordinarios ac Plenipotentiarios conclusi, cautum conventumque sit, ut sub Tractatu prædicto comprehendantur illi, qui ante Ratihabitionum permutationem, vel intra sex menses postea ab una alteraque Parte ex communi consensu nominati fuerint. Nos igitur ut studii nostri favorisque eximii monumentum habere possint, Respublicas sive Cantones Helvetiæ Evangelicos, nempe Tiguri, Bernæ, Glaronæ, Basileæ, Schaffhusii & Abbatiscellæ, una cum omnibus & singulis, quos inter se se respective habent Fœderatis, Republica scilicet & Civitate Genevensi, cum suis Dependentiis, Principatu Novi Castri & Valengiæ, Civitatibus Sancti Galli, Mulhusii & Biennæ, atque Ligis Rhæticis, sive Grisonibus sociatis, cum suis Dependentiis nominavimus sicut per præsentes nominamus. Et vi Articuli supramemorati dictas Respublicas, Cantones, Civitates, Principatum, Ligasque una cum Confœde-

ANNO 1713. deratis & Dependentiis respective suis, sub præfato Pacis & amicitiæ Tractatu omni meliori modo & forma comprehendimur, & pro revera comprehensis habemus, ita ut beneficio prorsus eodem, plenaque securitate, & omnibus Pacis Commodis utantur fruanturque, perinde ac si ipsimet Tractatui nominatim interti fuissent. In quorum omnium Testimonium & Fidem præsentes manu nostra Regia signatas communi nostro Sigillo muniri jussimus.

Dabantur in Palatio nostro apud Kensington Vigesimo die Mensis Julii Anno Domini Millesimo septingentesimo decimo tertio, Regnique nostri duodecimo.

(L. S.) *Ad Mandatum Serenissimæ Dominæ Reginæ.*

BOLINGBROKE.

Inclusio Reipublicæ VENETIARUM *ex parte Reginæ* MAGNÆ BRITANNIÆ *facta. Dat. apud Kensington 5. Junii* 1713. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. III. pag. 152.]

ANNA dei Gratia Magnæ Britanniæ, Franciæ, & Hiberniæ Regina, Fidei Defensor &c. Omnibus ad quos præsentes Literæ pervenerint, salutem. Cum Articulo vigesimo octavo Tractatus Pacis, & Amicitiæ Trajecti ad Rhenum die Trigesimo primo / undecimo Mensis Martii / Aprilis Anni præsentis inter Nos & Serenissimum, ac Potentissimum Principem Ludovicum Decimum Quartum Regem Christianissimum per Legatos utrinque Extraordinarios ac Plenipotentiarios conclusi, cautum conventumque sit, ut sub Tractatu prædicto comprehendantur illi, qui ante Ratihabitionum permutationem, vel intra sex Menses postea, ab una alterâve parte ex communi consensu nominati fuerint. Nos igitur quo Amicitiæ Nostræ, studiique singularis erga Serenissimam Rempublicam Venetam ob æqualitatis Fœdera fideliter servata, & ob plurima in Nos promerita, indicium daremus manifestum, Eam tanquam communem Amicam in Instrumento hoc speciali nominandam esse censuimus; Et vi Articuli supramemorati Eandem omni meliori modo, & forma sub antedicto Pacis, & Amicitiæ Tractatu comprehendimus ac pro reapse comprehensa habemus: Adeo ut dicta Respublica eodem prorsus beneficio utatur fruaturque perinde ac si ipsimet Tractatui nominatim inserta fuisset. In quorum omnium Testimonium, & fidem præsentes manu Nostra Regia signatas communi Nostro Sigillo munire jussimus. Dabantur in Palatio Nostro apud Kensington decimo quinto Die Mensis Junii Anno Domini millesimo septingentesimo decimo tertio, Regnique Nostri duodecimo.

ANNA REGINA.

(L.S.)

BOLINGBROCK.

CLII.

31. Mars. / 11. Avril. *Traité de Navigation & de Commerce entre* LOUIS XIV. *Roi de France, &* ANNE *Reine de la Grande-Bretagne, portant entr'autres Conventions & Stipulations avantageuses, que reciproquement les Sujets de l'une des deux Parties, seront traitez dans les Royaumes & Etats de l'autre Partie, comme ceux des autres Nations les plus amies, & les plus favorisées; qu'ils y jouiront des mêmes Libertez & Privileges à l'egard du Commerce & des Impositions, & qu'en particulier le rigoureux* Droit d'Aubeine, *n'y sera plus exercé sur eux. Fait à Utrecht le 31. Mars 11. Avril* 1713. Avec la RATIFICATION *de Sa Majesté T. C. donnée à Versailles le 18. Avril* 1713. [Sur la Copie imprimée à Paris chez *François Fournier* avec Privilege du Roi in 4. Ann. 1713. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. II. pag. 365. en Latin & en François moins complet qu'icy. Copie imprimée à la Haye par ordre des Plenipotentiaires Anglois en Latin & en François chez *Th. Johnson* l'an 1713. in 4.] ANNO 1713.

D'AUTANT que depuis que le Sérenissime & très puissant Prince Louis quatorze, par la grace de Dieu, Roy Très-Chrêtien de France & de Navarre; Et la Sérénissime & très puissante Princesse Anne, par la grace de Dieu, Reine de la Grande-Bretagne &c. ont porté leurs vûës, par l'inspiration de Dieu tout puissant, du côté de la Paix; Leurs Majestés ont jugé que le moyen, le plus solide, de la confirmer, & de procurer à leurs Sujets les avantages qu'ils en doivent attendre, par une mutuelle liberté, & acroissement de Navigation & de Commerce; animées respectivement de ce désir: Elles ont par un effet de leur Clemence commandé à leurs Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de s'assembler à Utrecht, pour y traiter non-seulement de la Paix, mais encore pour renouveller les anciens Traitér de Commerce qui ont été cy-devant faits entre les deux Nations; Savoir de la part du Roy Très-Chrêtien, au Sieur Nicolas Marquis d'Huxelles, Marechal de France, Chevalier des Ordres du Roy Lieutenant Géneral au Gouvernement du Duché de Bourgogne, & au Sieur Nicolas Mesnager, Chevalier de l'Ordre Royal de St. Michel, Et de la part de la Reine de la Grande-Bretagne, au bien Reverend Jean Evesque de Bristol Garde du Sceau privé d'Angleterre, Conseiller de la Reine en son Conseil d'Etat, Doyen de Windsor, & Secretaire de l'Ordre de la Jartiere, & au Sieur Thomas Comte de Strafford, Vicomte Wentworth de Wentworth, Woodhouse & de Stainborough, Baron d'Oversley, Neumarch, & Raby, Conseiller de la Reine en son Conseil d'Etat, son Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire auprès des Etats Généraux des Provinces-Unies du Pays-bas, Collonel du Regiment Royal de Dragons, Lieutenant Général de ses Armées, premier Seigneur de l'Amirauté de la Grande-Bretagne & d'Irlande & Chevalier du très noble Ordre de la Jartiere; Lesquels, pour parvenir à une fin si pieuse, & remplir un désir si salutaire de leurs Majestés, après s'estre communiqués respectivement leurs Pleins-pouvoirs dont les Copies seront inserées de mot à mot à la fin du présent Traité en avoir duement fait l'échange, & avoir tenu diverses Conferences & discuté la matiere autant que la briéveté du temps l'a pû permettre, sont enfin convenus, sur le fait de la Navigation & du Commerce, des Articles qui s'ensuivent.

I. Il a esté convenu & accordé entre le Sérénissime & très puissant Roy Très-Chrêtien, & la Sérénissime & trés-puissante Reine de la Grande-Bretagne, qu'il y ait entre les Sujets de part & d'autre une liberté reciproque & en toutes maniéres absoluë de Navigation & de Commerce dans tous & chacun des Royaumes, Etats, Provinces, & Terres de l'obeissance de LL. Majestez en Europe, pour toutes & chacunes sortes de Marchandises dans les lieux, aux conditions, en la maniere, & en la forme qu'il est reglé & établi dans les Articles suivans.

II. Pour asseurer à l'avenir le Commerce & l'amitié entre les Sujets de leurs dites Majestez & afinque cette bonne correspondance soit à l'abri de tout trouble & de toute inquiétude, il a esté convenu & accordé que si quelque jour il survient quelque mauvaise intelligence, interruption d'amitié, ou rupture entre les *Couronnes* de LL. Majestez (ce qu'à Dieu ne plaise,) il sera donné pour lors un terme de six mois après ladite rupture aux Sujets des deux Parties, & habitans qui demeureront dans les Etats de l'une & de l'autre Partie, ensorte qu'ils puissent se retirer avec leurs familles, biens, marchandises, & facultez, & les transporter où bon leur semblera. Comme aussi qu'il leur sera permis alors de vendre & d'aliener leurs biens meubles & immeubles librement, & sans aucun trouble; Que pendant ce tems ils ne seront retenus ni molestez, par arrest ni par saisie de leurs effets, biens, marchandises, & facultez, ni de leurs personnes, & de plus il sera rendu aux Sujets de part & d'autre une bonne & prompte

justice, en sorte qu'ils puissent *en profiter pour* retirer dans ledit espace de six mois leurs effets, & leurs facultez confiez tant aux particuliers qu'au public.

III. On est aussi convenu, & il a été arresté que les Sujets & habitans des Royaumes, Provinces, & Etats de LL. Majestez n'exerceront à l'avenir aucuns actes d'hostilité ni violences les uns contre les autres, tant sur Mer que sur Terre, Fleuves, Riviéres, & Rades, sous quelque nom & pretexte que ce soit, ensorte que les Sujets de part & d'autre ne pourront prendre aucune Patente, Commission, ou Instruction pour armement particuliers & faire la course en Mer, ni Lettres vulgairement appellées de represailles de quelques Princes ou Etats Ennemis de l'un ou de l'autre, ni troubler, molester, empêcher, ou endommager en quelque maniere que ce soit, en vertu ou sous pretexte de telles Patentes, Commissions, ou Lettres de represailles, les Sujets & habitans susdits du Roy Très-Chrêtien ou de la Reine de la Grande-Bretagne, ni faire ces sortes d'armemens, ou s'en servir pour aller en Mer; Et seront à cette fin toutes & quantes fois qu'il sera requis de part & d'autre dans toutes les Terres, Pays, & Domaines quels qu'ils soient, tant de part que d'autre, renouvellées, & publiées des deffenses étroites & expresses d'user en aucune maniére de telles Commissions ou Lettres de represailles, sous les plus grandes peines qui puissent être ordonnées contre les infracteurs, outre la restitution & la satisfaction entiere, dont ils seront tenus envers ceux auxquels ils auront causé quelque dommage; Et ne seront données à l'avenir par l'un desdits Alliez au préjudice & au dommage des Sujets de l'autre, aucunes Lettres de représailles, si ce n'est seulement au cas de refus ou de délai de justice, lequel refus ou délai de justice ne sera pas tenu pour verifié, si la requeste de celuy qui demande lesd. représailles n'est communiqué au Ministre, qui se trouvera sur les lieux de la part du Prince, contre les Sujets duquel elles doivent être données, afin que dans le terme de quatre mois, ou plûtost s'il se peut, il puisse faire connoître le contraire, ou procurer la juste satisfaction qui sera dûe.

IV. Qu'il sera libre aux Sujets & habitans des susdits Alliez d'entrer, & d'aller librement & seurement sans permission ni saufconduit général ou spécial, soit par terre ou par Mer, & enfin par quelque chemin que ce soit dans les Royaumes, Etats, Provinces, Terres, Isles, Villes, Bourgs, Places murées ou non murées, fortifiées ou non fortifiées, Ports & Domaines de l'autre Allié situez en Europe, quels qu'ils puissent être, & d'en revenir, d'y sejourner, ou d'y passer, & d'y acheter aussi & acquerir à leur choix toutes les choses nécessaires pour leur subsistance, & pour leur usage, & qu'ils seront traitez réciproquement avec toute sorte de bienveillance & de faveur; Bien entendu néantmoins que dans toutes ces choses ils se comporteront & se conduiront conformement à ce qui est prescrit par les Loix & par les Ordonnances, qu'ils vivront les uns avec les autres en amis & paisiblement, & qu'ils entretiendront par leur bonne intelligence l'Union reciproque.

V. Il sera libre & permis aux Sujets de leursdites Majestez reciproquement d'aborder avec leurs Vaisseaux, aussi bien qu'avec les Marchandises & les effets dont ils seront chargez, & dont le Commerce & le transport ne sont point deffendus par les Loix de l'un ou de l'autre Royaume, d'entrer dans les Terres, Etats, Villes, Ports, Lieux, & Rivieres de part & d'autre situez en Europe, d'y fréquenter, sejourner, & demeurer sans aucune limitation de tems, mesme d'y loüer des Maisons ou de loger chez d'autres, d'acheter où ils jugeront à propos toutes sortes de marchandises permises, soit de la premiére main, soit du Marchand, & de quelque autre maniére que ce puisse être, soit dans les Places & Marchez publics où sont exposées les Marchandises, & dans les Foires, soit dans tout autre endroit où ces Marchandises se fabriquent ou se vendent. Il leur sera aussi permis de serrer & de garder dans leurs Magazins ou entrepôts, les Marchandises apportées, d'ailleurs, & de les exposer ensuite en vente, sans être obligez en aucune façon de porter leurs Marchandises susdites dans les Marchez & dans les Foires, si ce n'est de leur bon gré, & de leur bonne volonté, à condition néantmoins qu'ils ne les vendront point en détail dans des boutiques ou ailleurs, & ils ne pourront pour raison de ladite liberté de Commerce, ou pour toute autre cause que ce soit, être chargez d'aucun impost ou Droits, à l'exception de ceux qui doivent être payés pour leurs Navires ou pour leurs Marchandises, suivant les Loix & Costumes receües dans l'un & dans l'autre Royaume. Il leur sera aussi permis de sortir de l'un & de l'autre Royaume, quand ils le voudront, & d'aller où ils le jugeront à propos par Terre ou par Mer, par ses Rivieres, & Eaux douces; Et aussi au cas qu'ils fussent mariez ils pourront emmener leurs Femmes, Enfans, Domestiques, aussi bien que leurs Marchandises, facultez, biens & effets achetez ou apportez, aprés avoir payé les Droits accoûtumez, non-obstant toute Loy, Privilége, Concession, Immunité, ou Coustume à ce contraires en façon quelconque. Et quant à ce qui concerne la Religion, les Sujets des deux Couronnes, & leurs Femmes & Enfans au cas qu'ils fussent mariez, joüiront d'une entiere liberté, ils ne pourront être contraints d'assister aux Offices divins, soit dans les Eglises ou ailleurs; Mais au contraire il leur sera permis sans aucun empêchement, de faire en particulier dans leurs propres Maisons, sans qu'il y intervienne qui que ce soit, les exercices de leur Religion suivant leur usage, quoique deffendu par les Loix du Royaume. On ne refusera point de part ni d'autre la permission d'enterrer dans des lieux commodes & décents qui seront désignez à cet effet, les corps des Sujets de l'un & de l'autre Royaume décédez dans l'étendue de la Domination de l'autre, & il ne sera apporté aucun trouble à la *sepulture* des morts. Les Loix & les Statuts de l'un & de l'autre Royaume demeureront dans leur force & vigueur, & seront exactement executez, soit que ces Loix ou Statuts regardent le Commerce & la Navigation, ou qu'ils concernent quelque autre Droit à la réserve seulement des cas, auxquels il est dérogé par les Articles du présent Traité.

VI. Les Sujets de part & d'autre payeront les Doüanes, imposts, & les Droits d'entrée & de sortie dûs & accoutumez dans tous les Etats & Provinces de part & d'autre; Et afin que chacun puisse sçavoir certainement en quoy consistent les susdits Impôts, Douanes, & Droits d'entrée & de sortie, quels qu'ils soient, on est convenu qu'il y aura dans les Lieux publics tant à Roüen, & dans les autres Villes marchandes de France, qu'à Londres, & dans les autres Villes de l'obéissance de la Reyne de la Grande-Bretagne, des Tarifs qui indiquent les Impôts, Doüanes, & Droits accoûtumez, afin que l'on y puisse avoir recours, toutes les fois qu'il s'élevera quelque contestation ou different à l'occasion de ces Impôts, Doüanes ou Droits, qui ne pourront se lever que conformément à ce qui sera clairement expliqué dans les susdits Tarifs, & selon leur sens naturel. Si quelque Officier ou quelqu'un en son nom sous quelque pretexte que ce soit exige & reçoit publiquement ou en particulier, directement ou indirectement, d'un Marchand ou d'un autre, aucune somme d'argent, ou quelque autre chose que ce soit à raison de Droit dû, d'impost, de visite, ou de compensation, même sous le nom de don fait volontairement ou sous quelque autre pretexte que ce soit, au delà ou autrement qu'il n'est marqué cy-dessus; En ce cas si ledit Officier ou son Substitut, estant accusé devant le Juge competant du lieu où la faute a été commise, s'en trouve convaincu il donnera une satisfaction entiere à la Partie lézée, & il sera même puny de la peine dûe & prescrite par les Loix.

VII. Les Marchands, les Capitaines de Vaisseau, les Maîtres de Navires, les Matelots, & quelques personnes que ce soit, les Navires, & généralement toutes Marchandises & effets de l'autre Allié, & de ses Sujets ou habitans ne pourront être pris, saisis, ou arrestez, ni contraints par aucune sorte de violence, molestez, ou maltraitez au nom du public, ou d'un particulier, en vertu de quelque Edit général ou spécial que ce soit, dans les Terres, Ports, Hâvres, Rades, & Etats que ce puisse être de l'autre Allié pour le service public, pour des expeditions militaires, ou autre cause, encore moins pour aucun usage particulier, mais il sera deffendu de prendre ou d'enlever par la force aucune chose aux Sujets de part & d'autre sans le consentement de celuy à

qui

ANNO 1713.

qui elle appartient, & sans le luy payer en argent comptant ; ce qui ne doit point néanmoins s'entendre de la saisie & de l'arrest qui sera fait par les voyes ordinaires, par ordonnance & de l'autorité de la Justice, pour cause de debte ou de crime commis, dans lesquelles occasions on procedera par les voyes de Droit & selon les régles de la Justice.

VIII. De plus on est convenu & il a été estably pour régle générale que tous & chacun des Sujets du Serenissime Roy Très-Chrétien, & de la Serénissime Reyne de la Grande-Bretagne, useront & joiiront respectivement dans toutes les Terres & Lieux de leur obéïssance des mêmes Privileges, Libertez, Immunitez, sans aucune exception, dont jouit & use, ou pourra joiiir & user & être en possession à l'avenir la Nation la plus amie, par rapport aux Droits, Douanes, & impositions quels qu'ils soient à l'égard des personnes, marchandises, effets, Navires, fret, Matelots, enfin en tout ce qui regarde la Navigation & le Commerce, & qu'ils auront la même faveur en toutes choses, tant dans les Cours de Justice, que dans tout ce qui concerne le Commerce, ou tous autres Droits.

IX. On est de plus convenu que dans l'espace de deux mois depuis qu'il aura été fait une Loy dans la Grande-Bretagne, par laquelle il sera suffisamment pourvû à ce qu'il ne soit rien exigé sur les effets & marchandises qui seront portées de France dans la Grande-Bretagne, aucuns Impôts ou Droits plus grands que ceux qui se levent sur les effets & marchandises de la mesme nature qui y sont apportés de quelque Pays que ce soit, situé dans l'Europe, & que toutes les Loix faites dans la Grande-Bretagne depuis l'année 1664. pour deffendre le Transport de quelques effets ou marchandises venant de France qui n'avoient point été deffendues avant ladite année, soient abrogées ; Alors le Tarif général fait en France le 18. Septembre 1664. sera derechef observé dans ce Royaume, & les Droits que les Sujets de la Grande-Bretagne doivent payer pour les effets qu'ils apporteront en France, ou qu'ils en tireront, seront reglés suivant la teneur dudit Tarif, sans exceder la maniére établie suivant ledit Tarif pour les Provinces, dont il y est fait mention. Quant aux autres Provinces les Droits n'y seront levés que suivant la régle prescrite en ce temps-là. Toutes les Deffences, Tarifs, Edits, Déclarations ou Arrests posterieurs à l'année 1664. faits en France & contraires au Tarif de ladite année, en ce qui concerne les effets & marchandises de la Grande-Bretagne seront abrogez ; Et comme on insiste de la part de la France que quelques Marchandises, sçavoir, celles de laine, le sucre, les poissons salés & ce qui provient de la Baleine soient exceptés de la régle du susdit Tarif, & qu'il y a d'autres Points qui regardent ce Traité proposés de la part de la Grande-Bretagne, & dont il n'a pas encore esté convenu de part & d'autre, de tous lesquels la Spécification est contenue dans un Acte separé signé des Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires du Roy T. C. & de la Reyne de la G. B., on est convenu & demeuré d'accord par ce present Article, que dans l'espace de deux mois à compter de l'Echange des Ratifications de ce Traité, les Commissaires de part & d'autre s'assembleront à Londres pour examiner, & resoudre les difficultés sur les Marchandises à excepter du Tarif de l'année 1664 & sur les autres Points qui ne sont pas encore assez dévelopez, comme il est dit cy-dessus.

Et les mesmes Commissaires donneront pareillement leurs soins (conformement à l'interest des deux Nations) à bien examiner les avantages reciproques du commerce, à lever tout embarras sur ce sujet, à trouver enfin, & à établir de part & d'autre des moyens justes & utiles pour moderer reciproquement les Droits. Bien entendu toutefois que tous & chacun des Articles de ce Traité demeureront en attendant dans leur pleine vigueur, & principalement que rien ne puisse empescher sous quelque pretexte que ce soit, que l'avantage du Tarif Général de l'année 1664. soit accordé aux Sujets de la Grande-Bretagne, & qu'ils en jouissent sans aucun embarras ou retardement dans l'espace de deux mois après que la Loy dont il a esté parlé cy-dessus aura esté publiée dans la G. Bretagne ; cette jouissance devant être pour les Sujets de la Grande-Bretagne dans la forme & maniére aussi ample que les Sujets de la Nation la plus amie jouiront du bénéfice du mesme Tarif, sans qu'aucunes choses à faire ou à discuter par lesdits Commissaires le puissent empescher.

X. Les Droits sur le Tabac préparé ou non préparé, lorsqu'il sera apporté en France, seront moderez à l'avenir sur le mesme pied de reduction, dont jouit deja, ou pourra jouir à son entrée en France le mesme Tabac de quelque crû qu'il soit de l'Europe ou de l'Amérique. Les Sujets de part & d'autre payeront en France les mesmes Droits pour le Tabac. Ils auront une liberté égale d'en vendre, & les mesmes Loix dont joüiront les Marchands François mesmes, ou auxquelles ils seront assujettis, seront communes aux Sujets de la Grande-Bretagne.

XI. On a aussi statué que l'impost ou le tribut de 50. f. tournois par Tonneau, mis en France sur les Navires de la Grande-Bretagne, cesse, & soit abrogé entierement à l'avenir, & l'on supprimera pareillement le Droit de 5. Schellings Sterlings par Tonneau, imposé dans la Grande-Bretagne sur les Navires François. Ces levées & d'autres charges semblables ne seront plus imposées, dans la suite sur les Vaisseaux de part & d'autre.

XII. Il a esté statué de plus, & l'on est convenu qu'il soit entierément libre à tous les Marchands, Capitaines de Vaisseau, & autres Sujets de la Reyne de la Grande-Bretagne dans tous les lieux de France, de traiter leurs affaires par eux-mémes ou d'en charger qui bon leur semblera, & ils ne seront tenus de se servir d'aucun interprete ou facteur, ni de leur payer aucun salaire, si ce n'est qu'ils veüillent s'en servir. En outre les Maitres des Vaisseaux ne seront point tenus de se servir pour charger ou décharger leurs Navires des personnes établies à cet effet par l'autorité publique, soit à Bordeaux soit ailleurs, mais il leur sera entiérement libre de charger ou de décharger leurs Vaisseaux par eux-mémes, ou de se servir de ceux qu'il leur plaira pour les charger ou les décharger, sans payer aucun salaire à quelqu'autre personne que ce puisse être. Ils ne seront point tenus aussi de décharger dans des Navires d'autruy, ou de recevoir dans les leurs quelque Marchandise que ce soit, ni d'attendre leur chargement, plus longtems qu'ils ne le jugeront à propos ; & tous les Sujets du Roy Très-Chrétien, jouiront pareillement, & seront en possession des mémes Privileges & Libertez dans tous les lieux de l'obéïssance de la Grande-Bretagne en Europe.

XIII. Il sera entierément libre & permis aux Marchands & aux autres Sujets du Roy Très-Chrétien, & de la Reyne de la Grande-Bretagne de leguer ou donner, soit par Testament, par donation ou par quelque autre disposition que ce soit, faite tant en santé qu'en maladie, en quelque tems que ce soit, même à l'Article de la mort, toutes les Marchandises, effets, argent, dettes actives, & autres biens mobiliaires, qui se trouveront, ou devront leur appartenir au jour de leur décez dans les Territoires & tous lieux de la Domination du Roy Très-Chrétien, & de la Reyne de la Grande-Bretagne : En outre, soit qu'ils meurent après avoir testé, ou *ab intestato*, leurs legitimes Heritiers, Executeurs, ou Administrateurs demeurans dans l'un ou dans l'autre des deux Royaumes, ou venant d'ailleurs quoiqu'ils ne soient pas reçus dans le nombre des Citoyens, pourront recouvrer & jouir paisiblement de tous lesdits biens & effets quelconques, selon les Loix respectives de la France & de la Grande Bretagne, de maniére cependant que les Sujets de l'un & de l'autre Royaume soient tenus de faire reconnoître selon les Loix, les Testamens, ou le Droit de recueillir les Succeslions *ab intestato* dans les Lieux où chacun sera décedé, soit en France, soit dans la Grande-Bretagne, & ce nonobstant toutes Loix, Statuts, Edits, Coûtumes, ou Droit d'Aubeine à ce contraires.

XIV. Lorsqu'il arrivera quelque different entre un Capitaine de Navire & les Matelots, dans les Ports de l'un ou de l'autre Royaume, pour raison de Salaires dus auxdits Matelots, ou pour quelque autre cause civile que ce soit, le Magistrat du lieu exigera seulement du Deffendeur, de donner au Demandeur sa déclaration par écrit, attestée par le Magistrat, par laquelle il promettra de repondre dans sa Patrie sur l'affaire dont il s'agira par devant un Juge competant, au moyen de quoy il ne sera pas permis aux Matelots d'abandonner le Vaisseau, ni d'apporter quelque empéchement au Capitaine du Navire dans la continuation de son voyage. Il sera aussi permis aux Marchands de l'un ou de l'autre Royaume de

ANNO 1713.

tenir dans les Lieux de leur domicile, ou par tout ailleurs où bon leur semblera, des livres de compte, & de Commerce, & d'entretenir aussi correspondance de Lettres dans sa langue, ou dans l'idiome qu'ils jugeront à propos, sans qu'on puisse les inquieter, ni les rechercher en aucune manière pour ce sujet; Et s'il leur étoit nécessaire pour terminer quelque procez ou differend, de produire leurs livres de compte, en ce cas ils seront obligez de les apporter en entier en Justice, sans toutefois qu'il soit permis au Juge de prendre connoissance dans lesdits livres, d'autres Articles que de ceux seulement qui regarderont l'affaire dont il s'agit, ou qui seront nécessaires pour établir la foy de ces livres, & il ne sera pas permis de les enlever des mains, de leurs proprietaires ni de les retenir sous quelque prétexte que ce soit, excepté seulement dans le cas de Banqueroute. Les Sujets de la Grande-Bretagne ne seront pas tenus de se servir de papier timbré pour leurs livres, leurs Lettres, & les autres pieces qui regarderont le Commerce, à la réserve de leur Journal, qui pour faire foi en justice, devra être cotté, & paraphé *gratis* par le Juge, conformement aux Loix établies en France, qui y assujettissent tous les Marchands.

XV. Il ne sera pas permis aux Armateurs étrangers, qui ne seront pas Sujets de l'une ou de l'autre Couronne, & qui auront Commission de quelque autre Prince ou Etat Ennemi de l'un & de l'autre, d'armer leurs Vaisseaux dans les Ports de l'un & de l'autre desdits deux Royaumes, d'y vendre ce qu'ils auront pris, ou de changer en quelque maniére que ce soit les Vaisseaux, Marchandises, ou quelques autres chargemens que ce soit, ny d'acheter méme d'autres vivres, que ceux qui leur seront nécessaires pour parvenir au Port le plus prochain du Prince dont ils auront obtenu des Commissions.

XVI. On ne pourra obliger les Vaisseaux chargez des deux Parties, passant sur les costes l'une de l'autre, & que la tempeste aura obligez de relascher dans les Rades ou Ports, ou qui y auront pris terre de quelque autre maniére que ce soit, d'y décharger leurs Marchandises en tout ou en partie, ou de payer quelque Droit, à moins qu'ils ne les y déchargent de leur bon gré, & qu'ils en vendent quelque partie: Il sera cependant libre après en avoir obtenu la permission de ceux qui ont la direction des affaires maritimes de décharger & de vendre une petite partie du chargement, seulement pour acheter les vivres ou les choses nécessaires pour le radoubement du Vaisseau, & dans ce cas on ne pourra exiger de Droits pour tout le chargement, mais seulement pour la petite partie qui aura été déchargée ou vendue.

XVII. Il sera permis à tous les Sujets du Roy Très-Chrétien & de la Reyne de la Grande-Bretagne de naviger avec leurs Vaisseaux en toute seureté & liberté, & sans distinction de ceux à qui les Marchandises de leur chargement appartiendront, de quelque Port que ce soit dans les Lieux qui sont déja, ou qui seront cy-après en guerre avec le Roy Très-Chrétien, ou avec la Reyne de la Grande-Bretagne. Il sera aussi permis auxdits Sujets de naviger & de négocier avec leurs Vaisseaux, & Marchandises, avec la même liberté & seureté des Lieux, Ports, & endroits appartenant aux Ennemis des deux Parties ou de l'une d'Elles, sans être aucunement inquietez ni troublez, & d'aller directement non-seulement desdits Lieux Ennemis à un lieu Neutre, mais encore d'un lieu Ennemi à un autre lieu Ennemi, soit qu'ils soient sous la jurisdiction d'un même ou de differens Princes; Et comme il a déja été stipulé par rapport aux Navires & aux Marchandises, que les Vaisseaux libres rendront les Marchandises libres, & que l'on regardera comme libre, tout ce qui sera trouvé sur les Vaisseaux appartenant aux Sujets de l'un ou de l'autre Royaume, quoique tout le chargement, ou une partie de ce même chargement apartienne aux Ennemis de leursdites Majestez, à l'exception cependant des Marchandises de contrebande, lesquelles étant interceptées, il sera procedé conformement à l'esprit des Articles suivans; De même il a été convenu que cette même liberté doit s'estendre aussi aux personnes qui navigent sur un Vaisseau libre, de manière que quoiqu'elles soient Ennemies des deux Parties, ou de l'une d'Elles, elles ne seront point tirées du Vaisseau libre, si ce n'est que, ce fussent des gens de guerre actuellement au service desdits Ennemis.

XVIII. Cette liberté de Navigation & de Commerce s'estendra à toute sorte de Marchandises, à la reserve seulement de celles qui sont exprimées dans l'Article suivant, & désignées sous le nom de Marchandises de contrebande.

XIX. On comprendra sous ce nom de Marchandises de contrebande ou deffendues, les Armes, Canons, Arquebuses, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Saucisses, Cercles poissez, Affuts, Fourchettes, Bandoulieres, Poudre à Canon, Mesche, Salpêtre, Balles, Picques, Espées, Morions, Casques, Cuirasses, Hallebardes, Javelines, Fourreaux de Pistolets, Baudriers, Chevaux avec leurs Harnois, & tous autres semblables genres d'armes & d'instrumens de guerre servant à l'usage des Troupes.

XX. On ne mettra point au nombre des Marchandises deffendues celles qui suivent, sçavoir toutes sortes de Drap, & tous autres ouvrages de Manufactures de Laine, de Lin, de Soye, de Cotton, & de toute autre matiére, tous genres d'habillemens avec les choses qui servent ordinairement à les faire, Or, Argent monnoyé & non monnoyé, Estain, Fer, Plomb, Cuivre, Laiton, Charbons à fourneau, Bled, Orge, & toute autre sorte de grains & de Légumes, la Nicotiane, vulgairement appellée Tabac, toutes sortes d'Aromates, Chairs Salées, & Fumées, Poissons Salez, Fromage & Beurre, Biere, Huile, Vins, Sucres, toutes sortes de Sels & de provisions servant à la nourriture & à la subsistance des hommes, tous genres de Cotton, Chanvre Lin, Poix, tant liquide que seche, Cordages, Cables, Voiles, Toiles propres à faire des voiles, Ancres, & parties d'Ancre, quelles qu'elles puissent être, Mats de Navires, Planches, Madriers, Poûtres de toute sorte d'arbres, & toutes les autres choses nécessaires pour construire ou pour radouber les Vaisseaux; On ne regardera pas non plus comme Marchandises de contrebande, celles qui n'auront pas pris la forme de quelque instrument ou attirail servant à l'usage de la guerre sur Terre ou sur Mer, encore moins celles qui sont preparées ou travaillées pour tout autre usage. Toutes ces choses seront censées Marchandises libres de mesme que toutes celles qui ne sont pas comprises, & specialement désignées dans l'Article précedent, ensorte qu'elles pourront estre librement transportées par les Sujets des deux Royaumes, mesme dans les Lieux Ennemis, excepté seulement dans les Places assiegées, bloquées, & investies.

XXI. Mais pour éviter & prevenir la discorde, & toute sorte d'inimitiez de part & d'autre, il a esté convenu, qu'en cas que l'une des deux Parties, se trouvast engagée dans la guerre, les Vaisseaux & les Bâtimens appartenant aux Sujets de l'autre Partie, devront estre munis de Lettres de Mer, qui contiendront le nom, la proprieté & la grandeur du Vaisseau, de mesme que le nom & le lieu de l'habitation du Maitre ou du Capitaine de ce Vaisseau, en sorte que par là il paroisse que ce Vaisseau appartient veritablement aux Sujets de l'une ou de l'autre Partie; & ces Lettres de mer seront accordées & conçûes en la maniére inserée dans ce Traité. Elles seront aussi renouvellées chaque année, s'il arrive que le Vaisseau revienne dans le cours de l'an. Il a été aussi convenu que ces sortes de Vaisseaux chargez ne devront pas estre seulement munis des Lettres de Mer, cy-dessus mentionnées, mais encore de Certificats contenant les espéces de la charge, le lieu d'où le Vaisseau est parti & celuy de sa destination, afinque l'on puisse connoître s'il ne porte aucune des marchandises deffendues, ou de contrebande spécifiées dans le 19. Article de ce Traité. Lesquels Certificats seront expediez par les Officiers du lieu d'où le Vaisseau sortira, selon leur coûtume; Il sera libre aussi, si on le désire, & si on le juge à propos, d'exprimer dans lesdites Lettres à qui apartiennent les Marchandises.

XXII. Les Vaisseaux des Sujets & habitans de leurs Sérénissimes Majestés de part & d'autre arrivant sur quelque coste de l'un ou de l'autre Allié, sans cependant vouloir entrer dans le Port, ou y étant entrez, & ne voulant point débarquer ou rompre leurs charges, ne seront point obligez de rendre compte de leur chargement, qu'au cas qu'il y eût des indices certains qui les rendissent suspects de porter

aux

ANNO 1713.

aux Ennemis de l'autre Allié des Marchandises deffendues appellées de contrebande.

XXIII. Et dans ledit cas de soupçon manifeste, lesdits Sujets & habitans des Pays de leurs Sérénissimes Majestez de part & d'autre, seront obligez, de montrer dans les Ports, leurs Lettres de Mer, & Certificats en la forme cy-dessus expliquée.

XXIV. Que si les Vaisseaux desdits Sujets ou habitans de leurs Sérénissimes Majestez de part & d'autre estoient rencontrés faisant route sur les côtes, ou en pleine Mer par quelque Vaisseau de guerre de leurs Sérénissimes Majestez ou par quelques Vaisseaux armez par des particuliers, lesdits Vaisseaux de guerre ou Armateurs particuliers, pour éviter tout desordre, demeureront hors de la portée du Canon, & pourront envoyer leurs Chaloupes au bord du Vaisseau Marchand qu'ils auront rencontré, & y entrer seulement au nombre de deux ou trois hommes, à qui seront montrées par le Maître ou Capitaine de ce Vaisseau ou Bâtiment, les Lettres de Mer, qui contiennent la preuve de la propieté du Vaisseau, & conceües dans la forme inserée au présent Traité; Et il sera libre au Vaisseau qui les aura montrées de poursuivre sa route sans qu'il soit permis de le molester & le visiter en façon quelconque, ou de luy donner la chasse, ou de l'obliger à se détourner du lieu de sa destination.

XXV. Le Bâtiment Marchand de l'une des Parties qui aura resolu d'aller dans un Port Ennemi de l'autre, & dont le voyage & l'espece des Marchandises de son chargement, seront justement soupçonnez, sera tenu de produire en pleine Mer, aussi bien que dans les Ports & Rades, non seulement ses Lettres de Mer, mais aussi des Certificats, qui marquent que ces Marchandises ne sont pas du nombre de celles, qui ont été deffendues, & qui sont énoncées dans l'Article 19. de ce Traité.

XXVI. Que si par l'exhibition des Certificats susdits contenant un état du chargement, l'autre Partie y trouve quelques unes de ces sortes de Marchandises deffendues & déclarées de contrebande par le 19. Article de ce Traité, & qui soient destinées pour un Port de l'obéïssance de ses Ennemis, il ne sera pas permis de rompre ni d'ouvrir les Escoutilles, Caisses, Coffres, Balles, Tonneaux, & autres Vases trouvez sur ce Navire, ni d'en détourner la moindre partie des Marchandises, soit que ce Vaisseau appartienne aux Sujets de la France, ou à ceux de la Grande-Bretagne, à moins que son chargement n'ayt été mis à Terre en la présence des Juges de l'Amirauté, & qu'il n'ayt été par eux fait inventaire desdites Marchandises, Elles ne pourront aussi être vendues, échangées, ou autrement alienées de quelque maniére que ce puisse être, qu'après que le procés aura été fait dans les régles, & selon les Loix & les Coûtumes, contre ces Marchandises deffendues, & que les Juges de l'Amirauté respectivement les auront confisquées par Sentence, à la réserve néantmoins tant du Vaisseau même que des autres Marchandises qui y auront été trouvées, & qui en vertu de ce Traité doivent être censées libres, & sans qu'elles puissent être retenues, sous prétexte qu'elles seroient chargées avec des Marchandises deffendues, & encore moins être confisquées, comme une prise légitime, & supposé que lesdites Marchandises de contrebande ne faisant qu'une partie de la charge, le Patron du Vaisseau agreât, consentît & offrît de les livrer au Vaisseau qui les a découvertes, en ce cas, celui-ci après avoir reçû les Marchandises de bonne prise, sera tenu de laisser aller aussi-tôt le Bâtiment, & ne l'empêchera en aucune maniére de poursuivre sa route vers le lieu de sa destination.

XXVII. Il a été au contraire convenu & accordé, que tout ce qui se trouvera chargé par les Sujets & les habitans de part & d'autre, en un Navire appartenant aux Ennemis de l'autre, bien que ce ne fut pas des Marchandises de contrebande, sera confisqué comme s'il appartenoit à l'Ennemi même, excepté les Marchandises & effets qui auront été chargez dans ce Vaisseau avant la Déclaration de la guerre, ou même depuis sa Déclaration; pourvû que ç'ait été dans les termes qui suivent, à sçavoir de six semaines après cette Déclaration, si elles ont été chargées dans quelque Port & lieu compris dans l'espace qui est entre Terreneuve en Norwegue & les Sorlingues; De deux mois depuis les Sorlingues jusqu'à la Ville de Gibraltar; de dix semaines dans la Mer Méditerranée, & de huit mois dans tous les autres Pays, ou lieux du Monde, de maniere que les Marchandises des Sujets de l'un & de l'autre Prince, tant celles qui sont de contrebande, que les autres qui auront été chargées, ainsi qu'il est dit, sur quelque Vaisseau Ennemi, avant la guerre, ou même depuis sa Déclaration, dans les tems & les termes susdits, ne seront en aucune maniére sujettes à confiscation, mais seront sans délay & de bonne foy rendües aux propriétaires, qui les redemanderont, ensorte neantmoins qu'il ne soit nullement permis, de porter ensuite ces Marchandises dans les Ports Ennemis, si elles sont de contrebande.

XXVIII. Et pour pourvoir plus amplement à la seureté réciproque des Sujets de leurs Sérénissimes Majestez, afin qu'il ne leur soit fait aucun préjudice par les Vaisseaux de guerre de l'autre Partie, ou par d'autres, armez aux dépens des particuliers, il sera fait deffense à tous Capitaines des Vaisseaux du Roi Très-Chrétien, & de la Reine de la Grande-Bretagne, & à tous leurs Sujets, de faire aucun dommage, ou insulte à ceux de l'autre Partie, & au cas qu'ils y contreviennent ils en seront punis, & de plus ils seront tenus & obligez en leurs personnes & en leurs biens de reparer tous les dommages & interêts de quelque nature qu'ils soient, & d'y satisfaire.

XXIX. Et pour cette cause, chaque Capitaine des Vaisseaux armez en guerre par des particuliers sera tenu & obligé à l'aveuir, avant que de recevoir les Patentes ou ses Commissions spéciales, de donner, par devant un Juge competant, caution bonne & suffisante de personnes solvables, qui n'ayent aucun interest dans ledit Vaisseau, & qui s'obligent chacune solidairement pour la somme de 16500. L. Tournois ou de 1500. L. Sterlings; & si ce Vaisseau est monté de plus de 150. Matelots ou Soldats, pour la somme de 33000. L. Tournois, ou de trois mille Livres Sterlings, pour repondre solidairement de tous les dommages & torts, que lui, ses Officiers ou autres étant à son service, pourroient faire en leur course contre la teneur du présent Traité, & contre les Edits faits de part & d'autre en vertu du même Traité, par leurs Sérénissimes Majestez, sous peine aussi de revocation & de cassation desdites Patentes, & Commissions spéciales.

XXX. Leurs Majestez susdites, tant d'une part que de l'autre, voulant respectivement traiter dans tous leurs Etats les Sujets l'une de l'autre aussi favorablement que s'ils estoient leurs propres Sujets, donneront les ordres nécessaires & efficaces, pour faire rendre les Jugemens & Arrêts concernant les prises, dans la Cour de l'Amirauté, selon les régles de la Justice & de l'équité, & conformement à ce qui est prescrit par ce Traité, par des Juges qui soient au dessus de tout soupçon, & qui n'ayent aucun interest au fait dont il est question.

XXXI. Toutes les fois que les Ambassadeurs de Leurs Majestez susdites, tant d'une part que de l'autre, ou quelque autre de leurs Ministres publics, qui resideront à la Cour de l'autre Prince, se plaindront de l'injustice des Sentences qui auront été rendües, Leurs Majestez respectivement feront revoir & examiner de nouveau lesdits jugemens en leur Conseil afin que l'on connoisse avec certitude si les Ordonnances & les précautions prescrites au présent Traité auront été suivies & observées. Lesdites Majestez auront soin pareillement qu'il y soit pourvû pleinement, & de faire rendre justice dans l'espace de trois mois à chacun de ceux qui la demanderont, Et néantmoins avant ou après le premier jugement, & pendant la revision, les effets qui seront en litige ne pourront être en aucune maniére vendus ni déchargez, si ce n'est du consentement des Parties interessées, pour éviter toute sorte de dommage.

XXXII. Lorsqu'il y aura procez meû entre ceux qui auront fait des prises d'une part, & ceux qui les reclameront d'autre part, & que lesdits Réclamateurs auront obtenu un Jugement ou Arrest favorable, ledit Jugement ou Arrest aura son execution, en donnant caution, non obstant l'appel de celuy qui aura fait la prise à un Juge Superieur; ce qui n'aura point de lieu, si la Sentence est renduë contre les Réclamateurs.

XXXIII. Arrivant que des Navires de Guerre ou Marchands contraints par tempeste ou autre ac-

 cident,

ANNO 1713.

cident, échoüent contre des rochers ou des Ecueils aux côtes de l'un ou de l'autre Allié, qu'ils s'y brisent & qu'ils fassent naufrage, tout ce qui aura été sauvé des Vaisseaux & de leurs apparaux, effets, ou Marchandises, ou le prix qui en sera provenu, le tout étant reclamé par les Propriétaires ou autres ayant charge, & pouvoir d'eux, sera restitué de bonne foy, en payant seulement les frais qui auront été faits pour les sauver, ainsi qu'il aura été réglé par l'une & l'autre Partie pour le Droit de sauvement, sauf cependant les Droits & Coûtumes de l'une & de l'autre Nation; Et leurs Sérénissimes Majestez de part & d'autre interposeront leur autorité, pour faire châtier severement ceux de leurs Sujets, qui auront inhumainement profité d'un pareil malheur.

XXXIV. Les Sujets de part & d'autre pourront se servir de tels Avocats, Procureurs, Notaires, Sollicitеurs & Facteurs que bon leur semblera, à l'effet de quoy, ces mêmes Avocats, & les autres susdits seront commis par les Juges ordinaires, lorsqu'il sera besoin, & que lesdits Juges en seront requis.

XXXV. Et pour la plus grande seureté & liberté du Commerce & de la Navigation, on est convenu en outre, que ni le Roy Très-Chrêtien ni la Reyne de la Grande-Bretagne, ne recevront dans aucun de leurs Ports, Rades, Villes, ou Places des Pirates, & des Forbans quels qu'ils puissent être, & ne souffriront qu'aucun de leurs Sujets, & Citoyens de part & d'autre les reçoivent & protegent dans ces mêmes Ports, les retirent dans leurs Maisons, ou les aydent en façon quelconque; mais encore ils feront arrêter, & punir tous ces sortes de Pirates & de Forbans, & tous ceux qui les auront receus, cachés, ou aydés, des peines qu'ils auront meritées, pour inspirer de la crainte, & servir d'exemple aux autres; Et tous leurs Vaisseaux, les effets & Marchandises enlevées par eux & conduites dans les Ports de l'un ou de l'autre Royaume, seront arrêtez, autant qu'il pourra s'en découvrir, & seront rendus à leurs Propriétaires ou à leurs Facteurs ayant leur Pouvoir ou Procuration par écrit, aprés avoir prouvé la proprieté devant les Juges de l'Amirauté par des Certificats suffisans, quand bien même ces effets seroient passés en d'autres mains par vente, & generalement tous les Vaisseaux & Marchandises de quelque nature qu'elles soient, qui seront prises en pleine Mer, seront conduites dans quelque Port de l'un ou de l'autre des deux Royaumes, & seront confiées à la garde des Officiers de ce même Port, pour être renduës entieres au veritable Proprietaire, aussi-tost qu'il sera dûment & suffisamment reconnu.

XXXVI. Les Vaisseaux de guerre de Leurs Majestez de part & d'autre, & ceux qui auront été armés en guerre par leurs Sujets, pourront en toute liberté conduire où bon leur semblera, les Vaisseaux & les Marchandises, qu'ils auront pris sur les Ennemis, sans être obligez de payer aucun Droit, soit aux Sieurs Amiraux, soit aux autres Juges quels qu'ils soient, sans qu'aussi lesdites prises abordant & entrant dans les Ports de Leursdites Sérénissimes Majestez tant d'une part que de l'autre, puissent être arrêtées ou saisies, ni que les Visiteurs ou autres Officiers des lieux puissent les visiter, & prendre connoissance de la validité desdites prises: en outre il leur sera permis de mettre à la voile en quelque tems que ce soit, de partir, & d'emmener les prises au lieu porté par les Commissions ou Patentes, que les Capitaines desdits Navires de guerre seront obligez de faire apparoir; & au contraire il ne sera donné asile ni retraite dans leurs Ports à ceux qui auront fait des prises sur les Sujets de l'une ou de l'autre Majesté, mais y estant entrez par necessité de tempeste ou de peril de la Mer, on employera fortement les soins necessaires afin qu'ils en sortent & s'en retirent le plûtost qu'il sera possible, autant que cela ne sera point contraire aux Traitez anterieurs faits à cet égard avec d'autres Roys ou Etats.

XXXVII. Leurs dites Sérénissimes Majestez de part & d'autre ne souffriront point que sur les Costes & dans les Ports & les Rivieres de leur obéïssance, des Navires & des Marchandises des Sujets de l'autre soient pris par des Vaisseaux de guerre, ou par d'autres qui seront pourvûs de Patentes de quelque Prince, République, ou Ville quelconque; & au cas que cela arrive, l'une & l'autre Partie employeront leurs forces unies pour faire reparer le dommage causé.

ANNO 1713.

XXXVIII. S'il survenoit à l'avenir par inadvertance ou autrement quelques inobservations ou contraventions au present Traité de part ou d'autre, l'amitié & la bonne intelligence ne sera pas d'abord rompue pour cela, mais ce Traité subsistera, & aura son entier effet, & l'on procurera des remedes convenables pour lever les inconveniens, comme aussi pour faire reparer les contraventions: Et si les Sujets de l'un ou de l'autre Royaume sont en faute, ils seront seuls punis, & severement châtiez.

XXXIX. Que s'il est prouvé que celuy qui aura fait une prise, ait employé quelque genre de torture contre le Capitaine, l'Equipage, ou autres personnes qui seront trouvées dans quelque Vaisseau appartenant aux Sujets de l'autre Partie, en ce cas non seulement ce Vaisseau, & les Personnes, Marchandises, & effets quels qu'ils puissent être seront relâchez aussi-tôt, & sans aucun délai, & remis en pleine liberté, mais même ceux qui seront convaincus d'un crime si énorme; aussi-bien que leurs complices, seront punis des plus grandes peines, & proportionnées à leur faute; Ce que le Roi Très-Chrêtien & la Reine de la Grande-Bretagne s'obligent réciproquement de faire observer sans aucun égard pour quelque personne que ce soit.

Formulaire des Passeports & Lettres, qui se devront donner dans l'Amirauté de France, aux Navires & Barques qui en sortiront, suivant l'Article vint-un du present Traité.

LOUIS Comte de Toulouse, Amiral de France, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Sçavoir faisons, que nous avons donné Congé & Permission à Maître & Conducteur du Navire nommé de la Ville de du port de Tonneaux ou environ, étant de présent au Port & Havre de . de s'en aller à chargé de aprés que la visitation aura été faite de son Navire; avant que de partir, fera serment devant les Officiers qui exercent la Jurisdiction des Causes Maritimes, comme ledit Vaisseau appartient à un ou plusieurs des Sujets de Sa Majesté, dont il sera mis acte au bas des présentes; comme aussi de garder, & faire garder par ceux de son Equipage les Ordonnances & Réglements de la Marine, & mettre au Greffe le Rôle signé, & verifié, contenant les Noms & Surnoms, la Naissance & Demeure des hommes de son Equipage, & de tous ceux qui s'embarqueront; lesquels il ne pourra embarquer, sans le sçu, & permission des Officiers de la Marine, & en chacun Port ou Havre où il entrera avec son Navire, fera apparoir aux Officiers & Juges de la Marine du present Congé; & leur fera fidelle rapport de ce qui sera fait, & passé durant son Voyage; & portera les Pavillons, Armes, & Enseignes du Roi, & les nôtres, durant son Voyage. En témoin de quoi nous avons fait apposer nôtre Seing, & le Séel de nos Armes à ces presentes, & icelles fait contresigner par nôtre Secretaire de la Marine à Jour de mil sept cens .

Formulaire de l'Acte contenant le Serment.

NOUS de l'Amirauté de Certifions que Maître du Navire nommé au passeport ci-dessus, a prêté le Serment mentionné en icelui: Fait à le Jour de mil sept cens

Formula Literarum Maritimarum petendarum, dandarumque, à Domino Domino Magno Admirallo Magnæ Britanniæ, &c. vel à Dominis Commissariis pro Officio Admiralitatis Magnæ Britanniæ, &c. secundum Articuli vigesimi primi hujus Tractatus dispositionem.

OMNIBUS ad quos præsentes Literæ pervenerint, Salutem. Nos Magnus Admiralus Magnæ Britanniæ, &c. (aut) Nos Commissarii pro Officio Admiralitatis Magnæ Britanniæ, &c. Notum, testatumque facimus per præsentes A. B de C. fulæ

ANNO 1713. solitæ habitationis loco. Magistrum sive Præfectum Navis vocatæ D. coram nobis comparuisse, & solenni Jurejurando affirmasse, (vel Literas Testimoniales sub Sigillo Magistratus, vel Officialium Teloniorum & Vectigalium Burgi & portûs E. Datas Mensis Anno Domini 17 de & super Jurejurando coram iis alias præstito, exhibuisse) dictam Navem & Navigium D Mensurarum, quas Tuns vocant capacem, cujus ille ipse hoc tempore Magister sive Præfectus est, ad Subditos Serenissimæ Regiæ Majestatis, Dominæ nostræ Clementissimæ, vere & realiter pertinere. Cum autem acceptissimum nobis foret, prædictum Magistrum, sive Præfectum, in iis quæ probe justeque ab eo agenda erunt, adjuvari, rogamus vos universos & singulos, ubicunque dictus Magister, seu Præfectus Navem prædictam, Mercesque in ea invectas & illatas appellet, velitis, jubeatis eum benigne recipi, humaniter tractari, sub legitimorum, consuetorumque Vectigalium, ac aliarum rerum solutione admitti, ingredi, manere, egredi Portus, Flumina, & Dominia vestra, & omnimodo Navigationis, Mercatus, ac Commerciorum Jure, specieque uti, omnibus in locis quibus hoc ei melius rectius visum fuerit, grato animo id rependere vobis paratissimi semper promptissimique. In quorum majorem Fidem & Testimonium præsentes Manu nostra, & Sigillo nostro, communiri curavimus. Dat. in Die mensis A. D. 17

Formula Literarum Certificatoriarum petendarum dandarumque a Magistratu, aut Officialibus Vectigalium & Teloniorum Burgi & Portus, in Burgis & Portubus suis respectivis, Navibus & Navigiis inde vela facientibus, secundum Articuli vigesimi primi hujus Tractatus dispositionem.

NOs A. B. Magistratus (*aut*) Officiales Vectigalium & Teloniorum Burgi & Portus C certificamus & attestamur, quod die Mensis A. D. 17 personaliter coram nobis comparuit D. E de F. & solenni Jurejurando declaravit, quod Navis sive Navigium vocatum G. Mensurarum quas Tuns vocant capax, cujus H. J. de K. solitæ habitationis loco, est Magister, sive Præfectus, et & aliis etiam Serenissimæ Regiæ Majestatis Dominæ nostræ Clementissimæ Subditis, iisque solis, justo titulo propria sit. Jam vero de Portu L. iter destinasse ad Portum M. onustam Mercibus & Mercimoniis hic infra speciatim descriptis & enumeratis. Scilicet & prout sequitur, viz.

In quorum Fidem has Certificatorias Literas, signavimus, & Sigillo Officii nostri sigillavimus. Dabantur die Mensis A. D. 17

Le present Traité sera ratifié par le Roi T. C. & la Reine de la Grande Bretagne, & les Ratifications en seront duement échangées, dans l'espace de quatre semaines, ou plutôt, si faire se peut.

En foi dequoi Nous soussignez Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Roi T. C. & de la Reine de la Grande-Bretagne avons signé le present Traité de notre main, & y avons fait apposer les cachets de nos Armes. Fait à Utrecht le 11. d'Avril 1713.

HUXELLES. (L. S.) JOH. BRISTOL, C. P. S. (L. S.)

MENAGER. (L. S.) STRAFFORD. (L. S.)

Ratification de S. M. T. C. Donnée à Versailles le 18. d'Avril 1713.

LOUIS par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre : A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme notre très-cher & bien amé Cousin le Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de nos Ordres, & notre Lieutenant General au Gouvernement de Bourgogne ; Et notre cher & bien amé le Sr. Mesnager, Chevalier de notre Ordre de S. Michel, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des Pleins-pouvoirs que nous leur en avions donné, auroient conclu, arreté, & signé le 11. du present mois d'Avril à Utrecht, avec le Sr. Jean Evêque de Bristol, Garde du Sceau Privé d'Angleterre, Conseiller de notre très-chere, & très-amée Sœur la Reyne de la Grande-Bretagne, en son Conseil d'Estat, Doyen de Windsor, & Secretaire de l'Ordre de la Jarretiere ; Et le Sr. Thomas Comte de Strafford, Vicomte Wentvorth de Wentworth, Wordhouse, & de Stainboroug, Baron d'Oversly, Neumarch, & Raby, Conseiller de notre dite Sœur en son Conseil d'Etat, son Ambassadeur extraordinaire & Plenipotentiaire auprès des Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-bas, Colonel de son Regiment Royal de Dragons, Lieutenant General de ses Armées, premier Seigneur de l'Amirauté de la Grande-Bretagne & d'Irlande, Chevalier de l'Ordre de la Jarretiere; Ambassadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires de notredite Sœur, Pareillement munis de ses Pleins-pouvoirs, le Traité de Commerce, Navigation, & Marine, dont la teneur s'ensuit.

Fiat insertio.

Nous ayant agreable le susdit Traité de Commerce, Navigation & Marine, en tous & chacun les Points & Articles qui y sont contenus & declarez, avons iceux tant pour nous, que pour nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets accepté, approuvé, ratifié, & confirmé, & par ces presentes signées de notre main, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roy, sous l'obligation & Hypoteque de tous & un chacun nos biens presens & à venir, garder, observer inviolablement, sans jamais aller ny venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit. En temoin de quoy nous avons fait mettre notre Scel à ces presentes. Donné à Versailles le dix huitieme Avril l'an de grace mil sept cent treize, & de notre Regne le soixante-dixieme.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas :

Par le Roi,

COLBERT.

Et scellé du Grand Sceau de cire jaune sur lacs de Soye bleue, mellée d'or, le Sceau enfermé dans une boete d'argent, sur le dessus de laquelle sont empreintes & gravées les Armes de France & de Navarre, sous un Pavillon Royal soutenu par deux Anges.

Convention particuliere au sujet de quelques Points qui par l'Article IX. du Traité de Commerce doivent être renvoyés à des Commissaires pour les discuter, & les regler. Fait à Utrecht le 11. d'Avril 1713. *Avec la* RATIFICATION *du Roi T. C. du* 18. *Avril* 1713. [Sur la Copie imprimée à Paris, chez *François Fournier* avec Privilege du Roi, in 4. Ann. 1713. Autre Copie imprimée à la Haye par ordre des Plenipotentiaires Anglois, en Latin & en François, chez *Th. Johnson* l'an 1713. in 4.]

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Ayant vû & examiné la Convention que nôtre très-cher & bien amé Cousin le Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de nos Ordres, & nôtre Lieutenant General au Gouvernement de Bourgogne : Et nôtre tres-cher & bien amé le Sieur Mesnager, Chevalier de nôtre Ordre de Saint Michel, nos Ambassadeurs Extraordinaires ANNO 1713.

ANNO 1713.

naires & Plenipotentiaires, ont conclu, arrêté, & signé le onziéme jour du present mois d'Avril, en vertu des Pleins-pouvoirs que nous leur en avions donné; avec le Sr. Jean Evêque de Bristol, Garde du Sceau Privé d'Angleterre, Conseiller de nôtre très-chere & très-amée Sœur la Reyne de la Grande-Bretagne, en son Conseil d'Etat, Doyen de Windsor, & Secretaire de l'Ordre de la Jarretiere; Et avec le Sr. Thomas Comte de Strafford, Vicomte Wentworth de Wentworth, Woodhouse, & de Stainboroug, Baron d'Oversly, Newmarch & Raby, Conseiller de notre dite Sœur en son Conseil d'Etat, son Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire auprès des Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-bas, Colonel de son Regiment Royal de Dragons, Lieutenant General de ses Armées, Premier Seigneur de l'Amirauté de la Grande-Bretagne & d'Irlande, & Chevalier de l'Ordre de la Jarretiere, en qualité d'Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de notre dite Sœur, pareillement munis de ses Plein-pouvoirs; de laquelle Convention la teneur s'ensuit:

Soit notoire à tous, que comme dans l'Article neuviéme du Traité de Commerce entre le Serenissime Roy Très-Chrétien, & la Serenissime Reyne de la Grande-Bretagne, conclu aujourd'huy par les Ambassadeurs Extraordinaires Plenipotentiaires de leurs Majestez, il est fait mention de quelques Points & Articles proposez de la part de la Grande-Bretagne, qui jusqu'à present n'ont pû estre ajustez de part & d'autre; de maniere qu'on a trouvé convenable de les renvoyer à des Commissaires pour les discuter & les regler. A cet effet, nous soussignez Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Leurs Majestez, afin de déterminer certainement quels sont ces Points & Articles qui doivent estre renvoyez aux Commissaires, nous avons resolu d'en faire dans cet Ecrit la Designation speciale, declarant qu'il n'y en a point d'autres que ceux qui suivent.

I. A l'avenir aucune des Manufactures des Pays de l'obéïssance de Leurs Majestez ne seront sujetes à la Visite, ou à la Confiscation, sous quelque pretexte que ce soit de fraude ou de defectuosité dans la Fabrique & travail, ou pour quelque defaut que ce soit. On laissera une entiere liberté au Vendeur & à l'Acheteur de stipuler & d'en faire le prix ainsi qu'ils le trouveront à propos, non obstant toutes Loix, Statuts, Edits, Arrests, Privileges, Concession ou usage.

II. Et d'autant qu'il s'est établi un usage, lequel n'est autorisé par aucune Loy dans quelques Lieux de la France & de la Grande-Bretagne, suivant lequel les François payent en Angleterre une espece de Capitation, nommée en langue du Pays *Head-money*, & les Anglois payent le même Droit en France, sous le titre d'*Argent du Chef*: Il est convenu que cet Impôt ne s'exigera plus de part ni d'autre, ni sous l'ancien nom, ni sous quelque autre nom que ce puisse être.

III. Il ne sera plus defendu aux Marchands Anglois à l'avenir, de vendre leur Tabac à l'acheteur auquel ils trouveront bon de le vendre; & à cette fin le Bail fait avec les Fermiers qui ont racheté les Droits sur ladite herbe, cessera, & ne pourra être etably dans la suite.

IV. Excepté seulement au cas suivant; sçavoir, quand les Navires Anglois prendront des Marchandises en France, & qu'ils les transporteront d'un Port de France dans un autre Port de France; & quand les Navires François prendront des Marchandises en Angleterre, & qu'ils les transporteront dans un autre Port d'Angleterre pour les y decharger; auquel cas seulement, & nullement en aucun autre, les Sujets de leursdites Majestez seront obligez de payer les Droits qui viennent d'être supprimez, seulement suivant la Marchandise qu'ils auront dechargée, & non sur toute la capacité du Vaisseau.

V. Mais comme il y a plusieurs genres de Marchandises de celles qui seront apportées ou emportées en France par les Sujets de la Grande-Bretagne, qui sont enfermées dans des tonneaux, dans des caisses, ou dans les embalages, dont les Droits se payent au poids; On est convenu qu'en ce cas, lesdits Droits seront seulement exigez par proportion au poids effectif de la Marchandise, & qu'on fera une diminution du poids des tonneaux, des caisses & embalages, de la même maniere qu'il a été pratiquée, & qu'il se pratique actuellement en Angleterre.

VI. Il est encore convenu, que si quelque inadvertance ou faute avoit été commise, par quelque Maître de Navire, l'Interprete, le Procureur, ou autre chargé de ses Affaires, en faisant la Declaration de sa cargaison, le Navire pour cela, ni la cargaison, ne seront sujets à confiscation: Il sera meme loisible au Proprietaire des effets qui auront été obmis dans la Liste ou Declaration fournie par le Maître du Navire, en payant les Droits en usage suivant la Pancarte, de les retirer; pourvû toutefois qu'il n'y ait pas une apparence manifeste de fraude: Et pour cause de cette omission, les Marchands, ni les Maîtres de Navires, ni lesdites Marchandises, ne pourront estre sujets à aucune peine, pourvû que les effets omis dans la Declaration n'ayent pas encore eté mis à terre avant d'avoir fait ladite Declaration.

VII. Et quand par les Lettres de Mer & les Certificats, il apparoitra suffisamment de la qualité du Vaisseau, & de celle de ses Marchandises, & de son Maître, il ne sera permis aux Commandans des Vaisseaux armez en Guerre, sous quelque pretexte que ce soit, de faire aucunes autres Verifications. Mais si quelque Navire Marchand se trouvoit dépourvû de ses Lettres de Mer ou de Certificats; Il pourra alors être examiné par un Juge competant, de façon cependant, que si par d'autres Indices & Documens il se trouve qu'il appartienne veritablement aux Sujets d'un des Confederez, & qu'il ne contienne aucunes Marchandises de contrebande destinées pour l'Ennemy d'un d'eux, il ne devra point estre confisqué; mais il sera relaché avec sa charge, afin qu'il poursuive son voyage. Comme il peut arriver souvent que les Actes dont il s'agit ne puissent parvenir au Vaisseau qui met à la voile, ou qu'ils soient peris par quelque accident, ou qu'on les ait enlevez à bord du Vaisseau; & si outre les Actes expediez suivant la forme mentionnée dans ce Traité, on trouve aussi d'autres Lettres de Mer ou Certificats dressez suivant une autre forme qui peut être la forme dans laquelle lesdits Instrumens doivent être connus suivant les Traitez faits avec d'autre Estats; il n'en sera pris aucun pretexte de detenir, ou d'inquieter en aucune maniere les personnes & le Navire, ni faire aucun tort aux Marchandises. S'il arrive que le Maître de Navire denommé dans les Lettres de Mer, soit mort, ou qu'ayant eté autrement ôté, il s'en trouve un autre en sa place, le Vaisseau ne laissera pas d'avoir la même seureté avec son chargement, & les Lettres de Mer auront la même vertu.

VIII. Il a été d'ailleurs arrêté & reglé que les Navires & effets ne seront point censez de bonne prise, encore qu'ils ayent eté vingt quatre heures en la puissance des ennemis; Mais s'il y a sujet de les restituer à quelqu'un, ils pourront être repetez par leurs premiers Proprietaires, & leur seront rendus.

IX. Il sera libre respectivement à leurs Majestez, d'etablir dans les Royaumes & Pays l'un de l'autre, pour la commodité de Leurs Sujets, lesquels y negocient, des Consuls Nationnaux, qui jouiront du Droit, Immunité & Liberté qui leur appartient, à raison de leur exercice & Fonction, & on conviendra dans la suite des Lieux où on pourra etablir lesdits Consuls.

En foy de quoy, nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majesté le Roy Tres-Chretien, & de Sa Majesté la Reyne de la Grande-Bretagne, avons signé les présens Articles de nôtre main & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes; Fait à Utrecht le onziéme Avril mil sept cent treize.

HUXELLES. (L. S.) JOH. BRISTOL C. P. S. (L. S.)

MESNAGER (L. S.) STRAFFORD. (L. S.)

Nous ayant agreable la susdite Convention en tous & chacun les Points & Articles qui y sont contenus & declarez, avons iceux loué, approuvé, & ratifié, & par ces presentes signées de notre main loüons, approuvons & ratifions, promettant en foy & paro-

ANNO 1713. parole de Roy, de les accomplir, observer sincerement, & de bonne foy, sans souffrir qu'il soit jamais allé directement ou indirectement au contraire, pour quelque cause & occasion que ce puisse estre. En temoin de quoy nous avons fait apposer nôtre Séel à cesdites presentes. Donné à Versailles le dix-huitiéme Avril, l'an de grace mil sept cent treize, & notre Regne le soixante-dixiéme.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas;

Par le Roy,

COLBERT.

Et scellé du grand Sceau de cire jaune sur lacs de soye bleüe tressée d'or, le Sceau enfermé dans une boete d'argent, sur le dessus de laquelle sont empreintes & gravées les Armes de France & de Navarre, sous un Pavillon Royal soûtenu par deux Anges.

Autre Convention au sujet de certaines Marchandises qui, par l'Article IX du Traité de Commerce, sont exceptées de la Regle du Tarif de l'an 1664 & dont la discussion ulterieure est renvoyée à des Commissaires. Faite à Utrecht le 28. Avril 9. Mai 1713. [Simple Copie, mais sûre]

QU'IL soit notoire à tous, que dans le IX. Article du Traité de Navigation & de Commerce conclu le (31. Mars) 11. Avril entre la Serenissime Reine de la Grande-Bretagne, & le Serenissime Roi Très-Chretien, par les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires leursdites Majestez, certaines Marchandises comme tous les Ouvrages de Laine, le Sucre, le Poisson Salé, & le produit des Baleines, sont exceptées en termes generaux de la regle du Tarif du 18. Septembre 1664. & remises à une discussion ulterieure de Commissaires. C'est pourquoi pour éviter toute ambiguité ou erreur qui pourroient naître par ces expressions generales, & pour marquer clairement quelles sont les Marchandises en particulier qui sont renvoyées à la discussion desdits Commissaires, nous soussignez Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, avons declaré & declarons par ces presentes que l'exception des susdites Marchandises doit s'entendre de la maniere suivante.

I. La Baleine coupée & apprêtée, les Fanons, & les Huiles de Baleine, payeront à toutes les entrées du Royaume les Droits portez par le Tarif du 7. Decembre 1699.

II. Les Draps, Ratines, & Serges, seront sujetes aux mêmes Droits du Tarif, du 7. Decembre 1699. & pour en faciliter le Commerce, il sera permis de les faire entrer par St. Valery sur Somme, par Roüen, & par Bourdeaux, où ces Etoffes seront sujetes à la visite de la même maniere que celles qui se fabriquent dans le Royaume.

III. On ne pourra apporter dans le Royaume que le Poisson Salé en baril, & il sera levé à toutes les entreés du Royaume, Païs & Terres de l'obeïssance du Roi, même des Ports-Francs, les Droits d'abord & de consommation ordonnez avant le Tarif de 1664. & en outre 40. Livres par Leth, composé de 12. Barils pesant 300. L. chacun, pour le Droit d'entrée, laquelle entrée ne sera permise que par St. Valery sur Somme, Rouen, Nantes, Libourne & Bourdeaux; & demeurera interdite pour les autres Havres ou Ports, tant de la Mer Oceane, que de la Mediterranée.

IV. Le Sucre rafiné en pain, ou en poudre, Candi, blanc ou brun, payera les Droits portez par le Tarif du 7. Decembre 1699.

En foi de quoi nous soussignez Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de S. M. B. & de S. M. T. C. avons signé ces presentes de nos mains, & y avons apposé nos cachets. A Utrecht le (28. Avril) 9. Mai de l'an mille sept cens treize.

JOH. BRISTOL. C. P. S. (L. S.)	HUXELLES. (L. S.)
STRAFFORD. (L. S.)	MESNAGER (L. S.)

CLIII.

11. Avril. *Traité de Paix & d'Amitié entre* LOUIS XIV. *Roi de France, &* JEAN V. *Roi de Portugal, portant Cession & Renonciation de la part de Sa Majesté T. C. en faveur de Sa Majesté Portuguaise, à toutes les Terres appellées Cap du Nord, à toutes celles des deux Costes de la Riviere des Amazones, & à la Navigation & Commerce de cette Riviere; sous la Garantie offerte & acceptée de la Reine de la Grande-Bretagne. Fait à Utrecht le 11. d'Avril* 1713. [Copie imprimée à Utrecht chez *Guillaume van de Water & Jacques Poolsum* par ordre ou permission des Plenipotentiaires Ann 1713. in 4 en François & Portuguais. Copie imprimée à Paris chez *François Fournier* avec Privilege du Roi in 4. An. 1713. en François. Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. II. pag. 544 aussi en François comme icy.]

LA PROVIDENCE DIVINE ayant porté les cœurs du très-Haut & très-Puissant Prince *Louis XIV.* par la grace de Dieu, Roy T. C. de France & de Navarre, & du très-Haut & très-Puissant Prince Dom *Jean V.* par la grace de Dieu Roy de Portugal & des Algarbes, à contribuer au repos de l'Europe en faisant cesser la guerre entre leurs Sujets. Et leurs Majestés souhaittant non seulement de rétablir, mais encore d'affermir davantage l'ancienne Paix & Amitié qu'il y a toûjours eû entre la Couronne de France & la Couronne de Portugal. A cette fin ils ont donné leurs Plein-pouvoirs à leurs Ambassadeurs Extraordinaires & Pléuipotentiaires: Sçavoir: Sa Majesté T. C. au Sieur *Nicolas Marquis d'Huxelles*, Maréchal de France, Chevalier des Ordres du Roy, Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & au Sieur *Nicolas Menager*, Chevalier de l'Ordre de Saint Michel. Et Sa Majesté Portugaise au Sieur *Jean Gomes da Silva, Comte de Tarouca*, Seigneur des Villes de Tarouca, Lalim, Lazarim, Penalva, Gulfar, & leurs dépendances, Commandeur de Villa Cova, du Conseil de Sa Majesté, & Mestre de Camp Général de ses Armées; & au Sieur *Don Louis da Cunha*, Commandeur de Sainte Marie d'Almendra, & du Conseil de Sa Majesté. Lesquels s'étant trouvés au Congrès d'Utrecht, & après avoir imploré l'assistance Divine, & avoir examiné réciproquement lesdits Plein-pouvoirs, dont les Copies seront insérées à la fin de ce Traité, sont convenus des Articles qui s'ensuivent.

I. Il y aura à l'avenir une Paix perpetuelle, une vraye amitié, & une ferme & bonne correspondance entre Sa Majesté T. C. ses Hoirs, Successeurs & Héritiers, tous ses Etats & Sujets d'une part, & Sa Majesté Portugaise; ses Hoirs, Successeurs, & Héritiers, tous ses Etats & Sujets de l'autre; laquelle sera sincérement & inviolablement observée, sans permettre que de part & d'autre on y exerce aucune hostilité en quelque lieu & sous quelque prétexte que ce soit. Et s'il arrivoit que par quelque accident mesme imprevû on vint à faire la moindre contravention à ce Traité, elle se reparera de part & d'autre de bonne foy, sans délay, ni difficulté, & les agresseurs en seront punis, le présent Traité ne laissant pas de subsister dans toute sa force.

II. Il y aura de part & d'autre un entier oubli de toutes les hostilités commises jusqu'icy; en sorte que tous & chacun des Sujets de la Couronne de France & de la Couronne de Portugal ne puissent alléguer réciproquement les pertes & dommages soufferts pen-

ANNO 1713.

pendant cette Guerre, ni en demander satisfaction par voie de justice, ou autrement.

III. Tous les prisonniers de Guerre faits de part & d'autre, seront promptement rendus & mis en liberté, sans exception, & sans qu'on demande aucune chose pour leur rançon, ni pour leur dépense.

IV. S'il étoit arrivé que dans les Colonies, ou autres Domaines de leursdites Majestés de l'Europe, on y eût pris de costé ou d'autre, quelque Place, occupé quelque Poste, & basti quelque Fort, dont on n'en sçauroit être assuré présentement à cause d'un si grand éloignement; Lesdites Places ou Postes seront incessamment rendus entre les mains du premier Possesseur dans l'état, où ils seront trouvés au tems de la Publication de la Paix, & les nouveaux Forts en seront démolis, en sorteque les choses restent sur le même pied, où elles étoient avant le commencement de cette Guerre.

V. Le Commerce se fera dans le Continent de France & de Portugal de la même maniére qu'il se faisoit avant la présente Guerre; bien entendu que chacune des Parties se réserve par cet Article la liberté de régler les conditions dudit Commerce par un Traité particulier qu'on pourra faire pour ce sujet.

VI. Les mêmes priviléges & exemptions, dont les Sujets de Sa Majesté T. C. jouirout en Portugal, seront accordés aux Sujets de Sa Majesté Portugaise en France. Et afin de mieux pourvoir à l'avancement & à la seureté des Marchands des deux Nations, on leur accordera réciproquement des Consuls avec les mêmes priviléges & exemptions, dont ceux de France avoient coûtume de jouir en Portugal.

VII. Il sera permis réciproquement aux Vaisseaux tant marchands que de guerre d'entrer librement dans les Ports de la Couronne de France & dans ceux de la Couronne de Portugal, où ils avoient coûtume d'entrer par le passé, pourvû que ceux-ci n'excedent pas tous ensemble le nombre de six à l'égard des Ports d'une plus grande capacité, & le nombre de trois à l'égard des Ports qui sont moindres. En cas qu'un plus grand nombre de Vaisseaux de guerre de l'une des deux Nations se présente devant quelque Port de l'autre, ils n'y pourront pas entrer sans avoir demandé permission au Gouverneur, ou bien au Magistrat. Et s'il arrivoit que lesdits Vaisseaux poussés par le gros tems, ou contraints par quelque autre nécessité pressante vinssent à entrer dans quelque Port, sans en avoir demandé permission, ils seront obligés de faire part d'abord au Gouverneur, ou au Magistrat de leur arrivée, & ils n'y pourront pas séjourner au delà du tems qui leur sera permis, s'abstenant cependant de faire la moindre chose, dont ledit Port puisse être endommagé.

VIII. Afin de prévenir toute occasion de discorde, qui pourroit naistre entre les Sujets de la Couronne de France, & ceux de la Couronne de Portugal, Sa Majesté T. C. se désistera pour toûjours, comme Elle se désiste dès à présent par ce Traité dans les termes les plus forts, & les plus authentiques, & avec toutes les clauses requises, comme si elles étoient inserées ici, tant en son nom, qu'en celui de ses Hoirs, Successeurs & Héritiers de tous Droits & prétentions, qu'elle peut & pourra prétendre sur la proprieté des Terres appellées du *Cap du Nord*, & situées entre la Riviére des *Amasones* & celle de *Japoc*, ou de *Vincent Pinson*, sans se réserver ou retenir aucune portion desdites Terres, afin qu'elles soient désormais possédées par Sa Majesté Portugaise, ses Hoirs, Successeurs & Héritiers avec tous les Droits de Souveraineté, d'absolue Puissance, & d'entier Domaine, comme faisant partie de ses Etats; & qu'elles lui demeurent à perpetuité; sans que Sadite Majesté Portugaise, ses Hoirs, Successeurs & Héritiers puissent jamais être troublés dans ladite possession par Sa Majesté T. C. ni par ses Hoirs, Successeurs, & Héritiers.

IX. En conséquence de l'Article précedent, Sa Majesté Portugaise pourra faire rebâtir les Forts d'*Araguari*, & de *Camau*, ou *Massapà*, aussi-bien que tous les autres, qui ont été demolis en execution du Traité provisionel fait à Lisbonne le 4. Mars 1700. entre Sa Majesté T. C. & Sa Majesté Portugaise, PIERRE II. de glorieuse mémoire, ledit Traité provisionel restant nul & de nulle vigueur en vertu de celui-ci. Comme aussi il sera libre à Sa Majesté Portugaise de faire bâtir dans les Terres mentionnées au précedent Article autant de nouveaux Forts qu'Elle trouvera à propos, & de les pourvoir de tout ce qui sera necessaire pour la défense desdites Terres.

X. Sa Majesté T. C. reconnoit par le présent Traité que les deux bords de la Riviére des *Amasones*, tant le *Méridional* que le *Septentrional*, appartiennent en toute Proprieté, Domaine, & Souveraineté à Sa Majesté Portugaise, & promet tant pour Elle, que pour tous ses Hoirs, Successeurs & Héritiers, de ne former jamais aucune prétention sur la Navigation & l'usage de ladite Riviére, sous quelque prétexte que ce soit.

XI. De la même maniére que Sa Majesté T. C. se départ en son nom, & en celui de ses Hoirs, Successeurs & Héritiers de toute prétention sur la Navigation & l'usage de la Riviére des *Amasones*, elle se désiste de tout Droit, qu'elle pourroit avoir sur quelque autre Domaine de Sa Majesté Portugaise tant en Amérique, que dans toute autre partie du Monde.

XII. Et comme il est à craindre qu'il y ait de nouvelles dissentions entre les Sujets de la Couronne de France & les Sujets de la Couronne de Portugal à l'occasion du Commerce que les habitans de *Cayene* pourroient entreprendre de faire dans le Maragnan, & dans l'embouchure de la Riviére des *Amasones*; Sa Majesté T. C. promet tant pour Elle, que pour tous ses Hoirs, Successeurs, & Héritiers de ne point consentir que lesdits habitans de *Cayene*, ni aucuns autres Sujets de Sadite Majesté aillent commercer dans les endroits susmentionnés, & qu'il leur sera absolument défendu de passer la Riviére de *Vincent Pinson* pour y négocier, & pour acheter des esclaves dans les terres du *Cap du Nord*; comme aussi Sa Majesté Portugaise promet tant pour Elle que pour ses Hoirs, Successeurs, & Héritiers, qu'aucuns de ses Sujets n'iront commercer à *Cayene*.

XIII. Sa Majesté T. C. promet aussi en son nom, & en celui de ses Hoirs, Successeurs, & Héritiers, d'empêcher qu'il y ait des Missionaires François, ou autres sous sa protection, dans toutes lesdites Terres, censées appartenir incontestablement par ce Traité à la Couronne de Portugal; La direction spirituelle de ces Peuples restant entiérement entre les mains des Missionnaires Portugais, ou de ceux qu'on y envoyera de Portugal.

XIV. Sa Majesté T. C. & Sa Majesté Portugaise n'ayant rien tant à cœur, que le prompt accomplissement de ce Traité d'où s'ensuit le repos de leurs Sujets, on est convenu qu'il aura toute sa force, & vigueur immédiatement après la publication de la Paix.

XV. S'il arrivoit par quelque accident (ce qu'à Dieu ne plaise) qu'il y eût quelque interruption d'amitié, ou quelque rupture entre la Couronne de France, & la Couronne de Portugal, on accordera toûjours le terme de six mois aux Sujets de part & d'autre après ladite rupture, pour vendre, ou transporter tous leurs effets, & autres biens, & retirer leurs personnes où bon leur semblera.

XVI. Et parce que la très-Haute & très-Puissante Princesse, *la Reine de la Grande-Bretagne* offre d'être Garante de l'entiére execution de ce Traité, de sa validité, & de sa durée; Sa Majesté T. C. & Sa Majesté Portugaise acceptent la susdite garantie dans toute sa force & vigueur, pour tous & chacun des Articles stipulés par le présent Traité.

XVII. Lesdits Seigneurs Roi T. C. & Roi de Portugal consentent aussi que tous Rois, Princes, & Républiques, qui voudront entrer dans la même garantie, puissent donner à leurs Majestés leurs promesses & obligations pour l'execution de tout ce qui est contenu dans ce Traité.

XVIII. Tous les Articles ci-dessus énoncés, ensemble le contenu en chacun d'iceux, ont été traités, accordés, passés, & stipulés entre les susdits Ambassadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires desdits Seigneurs, Roi Très-Chrétien, & Roi de Portugal, au nom de leurs Majestés; & ils promettent en vertu de leurs Plein-pouvoirs, que lesdits Articles en général, & chacun en particulier, seront inviolablement observés & accomplis par les susdits Seigneurs Rois, leurs Maîtres.

XIX.

ANNO 1713.

XIX. Les Ratifications du présent Traité, données en bonne & due forme, seront échangées de part & d'autre dans le terme de 50 jours, à compter du jour de la signature, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi, & en vertu des Ordres & Pleinpouvoirs, que nous soussignés avons reçûs de nos Maîtres le Roi T. C., & le Roi de Portugal, avons signé le présent Traité, & y avons fait apposer les Sceaux de nos Armes.

Fait à Utrecht le 11. Avril. 1713.

HUXELLES. (L. S.)	CONDE DE TAROUCA. (L. S.)
MESNAGER. (L. S.)	DOM LUIS DA CUNHA. (L. S.)

Pleinpouvoir de Sa Majesté Très-Chrétienne.

LOUIS, par la Grace de Dieu, Roy de France, & de Navarre. A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Comme Nous n'avons rien oublié depuis l'ouverture des Conférences qui se tiennent à Utrecht, pour contribuer de tout nôtre Pouvoir au Rétablissement d'une Paix sincere, & solide, entre Nous, & les Princes, & Etats qui sont encore contre Nous en guerre; que par la Miséricorde Divine, il y a lieu d'espérer qu'elles se termineront heureusement, & voulant encore aporter tous nos soins, par les moyens les plus promts, pour avancer un bien aussi désirable, & pour faire cesser au plutôt la désolation de tant d'Etats, & arrêter l'effusion du sang Chrêtien: Nous confiant entiérement en la capacité, expérience, zéle, & fidélité pour nôtre Service, de nôtre très-cher & bien amé Cousin, le *Marquis d'Huxelles*, Marechal de France, Chevalier de nos Ordres, & notre Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & de nôtre cher & bien-amé le Sieur *Mesnager*, Chevalier de notre Ordre de *St. Michel*. Pour ces Causes, & autres bonnes Considérations à ce nous mouvant, Nous avons commis, ordonné, & député, & par ces présentes signées de nôtre Main, commettons, ordonnons, & députons lesdits Sieurs Marechal *d'Huxelles*, & *Mesnager*, & leur avons donné & donnons Plein-pouvoir, Commission, & Mandement spécial, en qualité de Nos Ambassadeurs Extraordinaires & nos Plénipotentiaires, de conférer, négocier, & traiter, avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de nôtre très-cher, & très-amé Frére le *Roi de Portugal*, revêtus de Pouvoirs en bonne forme de la part de leur Maître, arrêter, conclure, & signer tels Traités, Articles & Conventions, que nosdits Ambassadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires aviseront bon être. Voulant qu'en cas d'absence de l'un d'eux par Maladie, ou par quelque autre Cause légitime, l'autre ait le même Pouvoir de conférer, négotier, arrêter, conclure, & signer tels Traités, Articles & Conventions, qui conviendront au Bien de la Paix que Nous Nous proposons: En sorte que nosdits Ambassadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires agissent en tout ce qui regardera la Négotiation de la Paix avec nôtre dit Frére, avec la même autorité que Nous serions, & pourrions faire, si Nous étions présens en personne, encore qu'il y eût quelque chose qui requît un Mandement plus spécial, non contenu en ces dites présentes. Promettant en foy, & parole de Roi, d'avoir agréable, tenir ferme, & stable à toûjours, accomplir, & exécuter ponctuellement tout ce que lesdits Sieurs Marechal *d'Huxelles*, & *Mesnager*, ou l'un d'entre eux, dans lesdits cas d'absence, ou de Maladie, auront stipulé, promis, & signé, en vertu du présent Pouvoir, sans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu, pour quelque cause, ou sous quelque prétexte que ce puisse être; Comme aussi d'en faire expedier nos Lettres de Ratification en bonne forme, & de les faire délivrer dans le tems dont il sera convenu par les Traités à faire. Car tel est nôtre plaisir. En temoin de quoi Nous avons fait mettre nôtre Séel à ces Présentes. Donné à Versailles le quatriesme jour de Mars, l'An de Grace, mil sept cent treize, & de nôtre Regne le soixante dixiesme.

Signé,

LOUIS.

Et sur le Reply,

Par le Roy,

COLBERT.

Et sellé du grand Sceau.

Instrumentum Mandati pleni & auctoritatis Regis Portugaliæ.

JOANNES, Dei Gratia, Rex Portugaliæ, & Algarbiorum citra & ultra Mare, in Africa Dominus Guineæ, Conquisitionis, Navigationis, & Commercii Æthiopiæ, Arabiæ, Persiæ, Indiæque, &c. Notum, ac testatum facio singulis, & universis has meas Litteras visuris, quod cum nihil mihi sit antiquius, aut optabilius quam incendium atrocis Belli, quo pene universus Christianus Orbis per aliquot jam annos exardescit, penitus restingui, & æqua, ac stabili Pace commutari, atque etiam in eadem studia conspirent cœteri Principes, ac Respublicæ quæ sunt in Armis; consultum fore duxi Virum designare ex primatia hujus Regni Nobilitate, cujus fide, ingenio, dexteritate, ac prudentia plurimum confiderem, qui in eam locum se conferat, de quo inter utramque partem conventum fuerit, ad Colloquia, Congressusque de Pace habendos. Quæ omnia cum in *Joanne Gomesio Silvio, Comite Tarouca*, C Consiliario meo, & Exercituum meorum Subpræfecto reperiantur, cum his Litteris Legatum meum Extraordinarium, & primum Plenipotentiarium constituo, ut ad locum habendis de Pace Congressibus modo superius dicto designatum proficiscatur, ibique, sive per Legatos Principis, aut Reipublicæ animos Pacemque conciliantis, qui quæve ab utraque Belligerantium parte acceptus, aut accepta fuerit, sive ipse per se nullo conciliante, possit agere, tractare, & inire Pacem inter me, & quemlibet Regum, Principum, ac Rerum publicarum ex adversa parte belligerantium, eaque de causa ei omnem Potestatem plenam, ac sufficientem, Mandatum generale, ac speciale concedo, spondeoque, ac fide Regia promitto quæcunque per superius memoratum Legatum meum Extraordinarium, & Plenipotentiarium, cum Legatis, Ministrisve supradictorum Regum, Principum, & Rerumpublicarum pari Potestate invicem instructis, conventa, & pacta fuerint, ea omnia rata, grata, firmaque habiturum, & debita, ac solemni forma intra constitutum tempus ratihabiturum, seduloque curaturum ut integræ executioni mandentur, neque passurum unquam, ut Fœdus illud ita initum in quolibet violetur. In quorum omnium fidem ac testimonium has Litteras fieri jussi, quæ sunt manu mea inscriptæ, & magno Sigillo Insignium meorum munitæ. Datæ Olisipone decima sexta die mensis Junii, anno Domini millesimo septingentesimo nono.

DIDACUS à MENDOÇA, Corte Real subscripsi

(L. S.) JOANNES REX.

Alterum Instrumentum Mandati pleni & auctoritatis Portugaliæ Regis, quo secundum Plenipotentiarium constituit.

JOANNES, Dei gratia Rex Portugaliæ, & Algarbiorum citra, & ultra Mare, in Africa Dominus Guineæ, Conquisitionis, Navigationis, & Commercii Æthiopiæ, Arabiæ, Persiæ Indiæque, &c. Notum ac testatum facio singulis, & universis has meas Litteras visuris, quod cum nihil mihi sit antiquius, & optabilius, quam incendium atrocis Belli, quo pene universus Christianus Orbis per aliquot jam annos exardescit, penitus restingui, & æqua ac stabili Pace commutari, atque etiam in eadem studia conspirent cœteri Principes, ac Respublicæ quæ sunt in armis; consultum fore duxi Viros designare,

ANNO 1713.

nare, quorum fide, ingenio, & prudentia plurimum confiderem, qui interfint Colloquiis, ac Congressibus inter utramque partem de Pace habendis; quæ omnia cum reperiantur in *Ludovico da Cunha*, Consiliario meo, Palatini Senatus Senatore, & in Sodalitio Christi Equitum Commendatario Sanctæ Magnæ de Almendra; jamque aliis Litteris meis ad idem munus constitutus sit primarius Legatus Extraordinarius, *Joannes Gomesius Silvius Comes Tarouca*, Consiliarius meus, ac meorum Exercituum Subpræfectus; præsentibus constituo Secundum Legatum meum Extraordinarium præfatum Ludovicum da Cunha, ut uterque simul, vel quilibet eorum singulus, defectu, aut impedimento alterius, in loco habendis de Pace Congressibus destinato, sive per Legatos Principis, aut Reipublicæ animos, Pacemque conciliantis, qui quæve ab utraque Belligerantium parte acceptus, aut accepta fuerit, sive per se, nullo conciliante, possit agere, tractare, & inire pacem inter me, & quemlibet Regum, Principum, ac Rerumpublicarum ex adversa parte belligerantium: Eaque de causa ei omnem Potestatem plenam, & sufficientem, Mandatum generale, & speciale concedo, spondeoque, & fide Regia promitto quæcunque per superius memoratos Legatos meos, & Plenipotentiarios simul, vel quemliber illorum, defectu, vel impedimento alterius, cum Legatis, Ministrisve supradictorum Regum, Principum, & Rerumpublicarum pari Potestate invicem instructis conventa, & pacta fuerint, ea omnia rata, grata, firmaque habiturum, & debita ac solenni forma intra constitutum tempus ratihabiturum, seduloque curaturum, ut integrè executioni mandentur, neque passurum unquam, ut Fœdus illud ita initum, in quolibet violetur. In quorum omnium fidem, ac testimonium, has Litteras fieri jussimus, quæ sunt manu mea subscriptæ, & magno Sigillo Insignium meorum munitæ. Datæ Olisipone. die primo mensis Septembris (*Franciscus de Salles, & Silva* scripsit) anno Domini millesimo septingentesimo decimo secundo. DIDACUS à MENDOÇA, Corte-Real subscripsi.

(L. S.)

JOHANNES REX.

CLIV.

11. Avril *Pax & Amicitia in perpetuum condita inter* LUDOVICUM XIV. *Regem Galliæ Christianissimum, &* FRIDERICUM *Regem Borussiæ, his Legibus, ut præfatus* LUDOVICUS, *nomine* PHILIPPI *Regis ejus Nepotis, dicto* FRIDERICO *cedat & transferat, totam partem illam Superioris Gueldriæ quam ipse tenet & hactenus possidet, nominatim vero Urbem Gueldriæ, cum certis Præfecturis, Oppidis, Locisque ibidem designatis. Agnoscit porro Rex Christ. Regem Borussiæ pro Supremo Domino Principatus Neocastri & Vallengiæ in partibus Helvetiæ siti, & vicissim Rex Borussiæ eidem cedit & renuntiat totum Principatum Arausionensem, Dynastiasque & Loca Successionis Cabillonensis & Chatelbelinensis &c. Actum Trajecti ad Rhenum die 11. Aprilis Anno 1713.* Cum ARTICULIS SEPARATIS *duobus, Unus scilicet de Dignitate Regia in dicto* FRIDERICO *Rege, & Successoribus suis, semper agnoscenda, atque de Titulo Majestatis eis tribuendo; alter de Civitate Rhenoberga evacuanda. Actum Trajecti ad Rhenum die 11. Aprilis* 1713. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. II. pag. 564. Copie imprimée a Paris chez *François Fournier* avec privilege du Roi, in 4. Anno 1713. en François.]

In nomine Sacro-Sanctæ Trinitatis.

NOTUM testatumque sit omnibus, quorum interest, vel interesse potest, præsentibus ac futuris, quod cum post cruentum & atrox, quo Europa per tot annos afflicta fuit, bellum, Divinæ Providentiæ placuerit, Orbi Christiano calamitatum inde continuarum finem parare, conservato ardenti Pacis desiderio in animis Serenissimi & Potentissimi Principis ac Domini, Domini Ludovici XIV. Dei gratia Franciæ & Navarræ Regis Christianissimi, atque Serenissimi & Potentissimi Principis ac Domini, Domini Friderici Guilielmi, Dei gratia Regis Borussiæ, Marggravii Brandenburgensis, Sacri Romani Imperii Archi-Camerarii & Principis Electoris, supremi Principis Arausionensis, Neo-Castri & Vallangiæ, Magdeburgi, Cliviæ, Juliaci, Montium, Stettini, Pomeraniæ, Cassubiorum, Vandalorum, & Megapolis, nec non in Silesia & Crosnæ Ducis, Burggravii Norimbergensis; Principis Halberstadii, Mindæ, Camini, Vandaliæ, Suerini, Razeburgi, & Mursii; Comitis Hohenzolleræ, Ruppini, Marcæ, Ravensbergæ, Hohensteinii, Teckleuburgi, Lingæ, Suerini, Buhræ & Leerdami; Marchionis Veræ & Vlissingæ; Domini Ravensteinii, Rostochii, Stargardæ, Lawenburgi, Butoviæ, & Bredæ; ambo pari studio cupientes, bona fide, quantumque in ipsis est, restituendæ tranquillitatis publicæ rationes inire, in Conciliis eum in finem Trajecti ad Rhenum institutis, Legatis suis Extraordinariis & Plenipotentiariis ibidem id negotii dederint, & Sacra Regia Majestas Christianissima quidem Illustrissimo & Excellentissimo Domino Nicolao, Marchioni d'Huxelles Franciæ Marschallo, Regiorum Ordinum Equiti torquato, Generali Locum tenenti Regis in Ducatu Burgundico &c. & Perillustri atque Excellentissimo Domino Nicolao Mesnager, Equiti Ordinis Sancti Michaëlis; Sacra Regia Majestas Borussiæ vero Illustrissimo & Excellentissimo Domino Ottoni Magno, Sacri Romani Imperii Comiti à Dönhoff, Majestatis suæ Ministro Status & Belli intimo, Copiarum pedestrium Generali Locumtenenti, Equiti Aquilæ Nigræ Borussicæ, Gubernatori ac Satrapæ Memmelii, Dynastæ Friderichsteinii, Wenefeldæ, & Schomord &c. & Perillustri atque Excellentissimo Domino, Johanni Augusto Marschalch de Biberstein, Regiæ suæ Majestatis Borussicæ Ministri Status intimi, Collegii Heraldici Præsidi, Præfecto Gichichensteini, & Castri Sancti Mauritii, Aquilæ nigræ Borussicæ, & Sancti Johannis Ordinum Equiti &c. qui, invocato Divini Numinis auxilio, & communicatis utrinque ac rite inter se commutatis Mandatorum Tabulis, quarum apographa sub finem hujus Instrumenti inserta erunt, in Dei gloriam, reique Christianæ commodum in sequentes Pacis & Amicitiæ leges convenerunt.

I. Pax sit firma atque sincera inter Sacram Regiam Majestatem Christianissimam, ejusque Successores ex una, & Sacram Regiam Majestatem Borussiæ, ejusque Successores ex altera parte, nulla in posterum via aut ratione labefactanda, ita ut ex hoc die omnia hostilitas ab utraque parte Terra Marique penitus cesset, & pristina vera amicitia inter Sacram Regiam Majestatem Borussiæ restauretur, eo effectu, ut alter alterius damna avertere, quævis vero commoda & honores promovere modis omnibus studeat.

II. Vi hujus redintegrationis amicitiæ mutuæ, Dominus Rex Borussiæ, statim post commutationem Ratihabitionum præsentis Tractatus factam, bona fide Copias suas tam ex Belgio, quam aliunde, ubi merent, deducet, spondetque se nuoime facturum, ut durante hoc Bello nullibi contra Dominum Regem Christianissimum, sub quocunque prætextu militent, ultra ratam quam ceu Membrum Imperii conferre tenetur.

III. Quicquid hostiliter hinc inde toto hujus belli tempore quocunque modo actum est, id omne utrinque perpetuæ oblivioni mandatum esto, nulla ratione nullave specie unquam in memoriam revocandum, nedum vindicandum.

IV. Gaudeant hac Amnestia Vasalli & Subditi utriusque Partis, ab omni molestia ac ultione tuti futuri.

V. Omnes Bello capti, indistincte & sine exceptione utrinque absque lytro libertati restituantur.

VI. Quandoquidem Regia sua Majestas Christianissima Pacem Westphalicam semper spectaverit, tanquam firmissimum fundamentum tranquillitatis publicæ, amicitiæque mutuæ inter se & Electores, Principes ac Status Imperii, quos inter Dominus Rex Borussiæ, intuitu Ditionum quas in eo possidet, ut Mem-

ANNO 1713. Membrum valde illustre eminet, Dominus Rex Christianissimus hanc sibi mentem esse declarat, ut prædicta Pax Westphalica, tam in sacris, quam in profanis sarta tectaque permaneat, perinde ac si hic ad verbum inserta esset.

VII. Pars Geldriæ superioris, hactenus Hispanica dicta, quam tenet & possidet Dominus Rex Borussiæ, nominatim Urbs Geldria, Præfecturæ, Oppida, Vici, Feuda, cum omnibus prædiis, agris, censibus, reditibus, emolumentis, teloniis, aliisque vectigalibus, subsidiis, tributis, & collectis, fructibus item Jurisdictionis feudalis, Juribus Dominialibus, aliisque quibuscunque, & in genere quicquid in illa parte Geldriæ superioris, quam Regia sua Majestas Borussiæ ceipsa tenet ac possidet, continetur, cum omnibus quæ eo pertinent aut inde dependent, nullo prorsus excepto, ea omnia & singula eidem à Regia sua Majestate Christianissima, vigore Potestatis à Domino Rege Catholico sibi concessæ, in perpetuum ceduntur, ac Domino Regi Borussiæ ejusque Hæredibus ac Successoribus utriusque sexus perpetuo tempore cum plena proprietate omnique supremo Dominio maneant, eo plane modo quo Reges Hispaniæ, interque eos Carolus II. gloriosissimæ memoriæ, prædictam Geldriæ partem omniaque superius memorata possederunt; Exclusis omnibus exceptionibus, prætensionibus, aliisve contradictionibus, motis vel movendis ad turbandam quietam Domini Regis Borussiæ possessionem supradictæ partis cessæ; cassatisque & annullatis aliis quibuscunque Pactis, Conventionibus aut dispositionibus, quoquo modo huic Articulo contrariis. Cessioni huic tamen expressè hæc Clausula adjicitur, quod Religio Catholica in prædictis locis cessis ubique in eodem statu per omnia permanebit, in quo ante occupationem Domini Regis Borussiæ, & sub imperio Regum Hispaniæ erat, ita ut Dominus Rex Borussiæ nihil in eo mutare queat.

VIII. Pariter Sacra Regia Majestas Christianissima, vigore facultatis à Domino Rege Catholico sibi permissæ, Sacræ Regiæ Majestati Borussiæ, in superiori parte Geldriæ in perpetuum cedit, atque in Eandem ejusque Hæredes ac Successores utriusque Sexus transfert Tractum Kesselanum & Præfecturam Kriekenbecensem cum supremo Dominio omnique proprietate, ita ut eas Ditiones eodem plane modo possideat, quo Reges Hispaniæ eas tenebant, & Rex Carolus II. inclytæ Memoriæ eas possedit, cum omnibus accessionibus, & dependentiis, Urbibus, Oppidis, Vicis, Feudis, prædiis, agris, censibus, reditibus, emolumentis, teloniis aliisque vectigalibus, subsidiis, tributis, & collectis, fructibus Jurisdictionis feudalis, Juribus domanialibus, & aliis quibuscunque ac generaliter, quicquid sub nomine prædictarum Ditionum venit ac comprehenditur. Huic cessioni, prout facta est, nullæ obstent exceptiones, prætensiones aliæve disceptiones motæ vel movendæ, omniaque Pacta, Conventiones aut dispositiones præsenti Articulo quacunque ratione contrariæ, pro nullis & invalidis habeantur. Servetur tamen Status Religionis Catholicæ in prædicto Tractu ac Præfectura, æque ac in Regione supra nominata cessis per omnia, plane uti fuit sub dominatione Regum Hispaniæ, nec Domino Regi Borussiæ quicquam in eo innovare liceat. Promittit quoque Regia sua Majestas Christianissima se effecturam, ut præsens Articulus præcedensque septimus cessionem partis superioris Geldriæ, in favorem Regiæ suæ Majestatis Borussicæ factam continentes, intra duos Menses hodie subscriptionis Tractatus hujus computandos, à Rege Catholico ratihabeantur, ejusque Ratihabitio rite extradatur.

IX. Agnoscet Dominus Rex Christianissimus Dominum Regem Borussiæ, pro supremo Domino Principatus Neo-Castri & Vallengiæ; promittit etiam ac spondet pro se ac successoribus suis, se minime turbaturum, sive directè, sive indirectè, Domini Regis Borussiæ, ejusque Hæredum & Successorum tranquillam possessionem hujus Principatus, omniumque, quæ ad illum pertinent, aut ab eo dependent; tum etiam Incolis ejusdem permissurum facultatem, per universum Galliæ Regnum, & Terras Ditioni Domini Regis Christianissimi subjectas, iisdem Juribus, Immunitatibus, Privilegiis & commodis fruendi, quibus Incolæ ceterarum Regionum Helvetiæ, & reliqui Nationis Helveticæ gaudent, quibusque ipsi gavisi sunt, antequam Dominus Rex Borussiæ possessionem dicti Principatus Neo-Castri & Vallengiæ nactus esset.

Porro Dominus Rex Christianissimus sese obstringit, se nullam prorsus operam aut adjumentum, sive directè sive indirectè, cuipiam è Subditis suis suppeditaturum esse, ad turbandum Regiæ suæ Majestatis Borussiæ, Ejusve Hæredum & Successorum quietam dicti Principatus Neo-Castri & Vallengiæ possessionem. ANNO 1713.

X. Cum Dominus Rex Borussiæ nihil magis optet, quam ut omnis, quæ quidem prævideri potest, dissentionum materia atque occasio præscindatur ac tollatur, ipse pro se, Hæredibus, ac Successoribus suis, in favorem Domini Regis Christianissimi ejusque Successorum, in perpetuum renunciat omni juri in Principatum Arausionensem, Dynastias & loca Successionis Cabillonensis & Chatelbelinensis, in Gallia & Comitatu Burgundiæ sita, cum oneribus æque ac emolumentis omnibus, præsentibus ac futuris, absque ulla exceptione, eo effectu, ut cuncta imposterum ad Regiam suam Majestatem Christianissimam, ejus Hæredes, ac Successores, aliosque causam habentes pertineant.

Et ut majus robur huic Renunciationi accedat, Dominus Rex Borussiæ in se recipit, ac promittit sub fide & verbo Regis, se hæredibus defuncti Principis Nassovio-Frisii circa prætensionem eorum in dictum Principatum & Bona superius memorata, per æquipollens satisfacturum, ita ut Dominus Rex Christianissimus per dictos Hæredes defuncti Principis Nassovio-Frisii in proprietate & tranquilla possessione ac usu dicti Principatus Arausionensis ac Bonorum memoratorum turbari aut inquietari nequeat. Iis qui inde emigrare volent, liberum sit, domicilium suum alio, quocunque libebit, cum omnibus suis Bonis mobilibus, intra unius anni spatium, à die Ratihabitionis præsentis Tractatus computandum, absque ullo impedimento transferre. Quod vero ad Bona eorum immobilia attinet, sive in dicto Principatu Arausionensi, sive alibi sita sint, ea vendendi observato locorum usu, aut retinendi, & per Procuratores suos, donec vendita fuerint, administrandi libera ipsis facultas sit. Idem quoque illis, qui jam inde emigrarunt, permissum esto, nec ullum dictis venditionibus impedimentum adferatur.

Liberum sit denique Domino Regi Borussiæ, nomen Principatus Arausionensis ei parti Geldriæ, quæ ipsi per Tractatum hunc cessa est, indere, atque Insignia Titulumque ejus retinere.

XI. Consentiunt Dominus Rex Christianissimus & Dominus Rex Borussiæ, ut Regina Magnæ Britanniæ, quæ per operam indefessam Legatorum suorum Extraordinariorum & Plenipotentiariorum, qui Conventui Ultrajectino intersunt, tantum momenti ad Pacis opus attulit, omnesque alii Reges ac Principes, quibus animus erit pari se vinculo obstringendi, Regiæ suæ Majestati Christianissimæ, & Regiæ suæ Majestati Borussiæ promittere ac sese obligare queant ad fidejussionem hujus Tractatus præstandam, quo omnia & singula, quæ in eo continentur, executioni dentur ac religiose observentur.

XII. Præsenti hoc Pacis Tractatu tam ex Majestatis suæ Christianissimæ, quam ex Majestatis suæ Borussicæ parte comprehenduntur omnes tredecim Pagi Helvetiæ, cum omnibus eorum Sociis ac Fœderatis, singulatim Principatu Neo-Castri & Valengiæ, Republica & Civitate Genevatum cum iis quæ ab ea dependent, Civitatibus item Sancti Galli, Mulhusia, & Bienna, & septem Jurisdictionibus seu Decimis Valesianis, tum etiam Tres Ligæ Rhæticæ seu Grisones cum eorum dependentiis.

XIII. Pacem hoc modo conclusam promittunt infrascripti Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii, à Sacra Regia Majestate Christianissima & Sacra Regia Majestate Borussiæ ratihabitum, & Ratihabitionum rite confectarum Tabulas intra quatuor hebdomadum spatium, ab hodierna subscriptionis die computandum, aut si fieri potest, citius, hic reciproce riteque commutatum iri.

In quorum omnium & singulorum supra memoratorum fidem roburque, infra scripti, Regii Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii præsens Instrumentum Pacis suis manibus subscripserunt, Sigillisque propriis muniverunt. Acta hæc sunt Trajecti ad Rhenum die undecimo Aprilis, Anno

 De-

ANNO 1713. Domini supra millesimum septingentesimum decimo tertio.

HUXELLES, O. M. C. DE DÖNHOFF.
(L.S.) (L. S.)

MESNAGER. J. A. *Marschalch* DE BIBERSTEIN.
(L.S.) (L. S)

Articulus Separatus, de Titulo MAJESTATIS *Regi* BORUSSIÆ *ejusque Successoribus, per Reges Galliæ & Hispaniarum semper tribuendo.* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. II. pag. 593 en Latin & en François Copie Imprimée à Paris chez Francois Fournier avec Privilege du Roi. in 4. 1713. en François]

QUANDOQUIDEM Dominus Rex Christianissimus agnovit habetque pro Rege Dominum Regem Borussiæ, eique omnes honores cum Regia Dignitate conjunctos impertire cupit, in majus argumentum prolixi, quo in Regem Borussiæ fertur, affectus, ac testatutus, quanti hoc incrementum Dignitatis in ejusdem persona faciat, Dominus Rex Christianissimus peculiari hoc Articulo declarat, promittit ac spondet, tam sua & Successorum suorum, quam Serenissimi & Potentissimi Principis, Domini Philippi V. Regis Hispaniarum, ejusque Successorum vice, vi facultatis sibi ab hoc datæ, se Regemque Catholicum abhinc & in perpetuum Domino Regi Borussiæ, ejusque Hæredibus & Successoribus, Regibus Borussiæ, Titulum Majestatis tributuros esse, nulla unquam sub specie, nullave occasione mutandum aut minuendum; Ministris etiam Regum Borussiæ primi & secundi ordinis, eosdem ubique honores, sive pridem usitatos, sive noviter introductos, perinde ac aliorum Regum Ministris, nullo protsus discrimine faciendo, exhibituros esse. Cæterum hic Articulus Separatus, cujus Ratihabitionem ex parte Domini Regis Catholici Dominus Rex Christianissimus recepit se intra duos menses curaturum, eandem vim habebit ac si de verbo ad verbum Instrumento Pacis hac die conclusæ insertus esset, & Ratihabitiones ejus utrinque intra idem tempus, quo ipsius Tractatus, sequentur.

In cujus fidem Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii præsentem Articulum suis manibus subscripserunt, Sigillisque suis muniri curaverunt.

Actum Trajecti ad Rhenum die undecimo Aprilis Anno supra millesimum septingentesimum decimo tertio.

HUXELLES, O. M. C. DE DONHOFF.
(L.S.) (L.S)

MESNAGER. J. A. *Marschalch* DE BIBERSTEIN.
(L.S) (L.S.)

Articulus Separatus, de Urbe RHENOBERGA *evacuanda.* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. II. pag. 550. en Latin & en François. Copie imprimée à Paris, chez *François Fournier* avec Privilege du Roi in 4. Ann. 1713. en François.]

CUM Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii Regis Christianissimi institerint vi conditionis, in quam conventum est Articulo secundo Tractatus hac ipsa die nomine Regiæ Suæ Majestatis Christianissimæ ex una & Regiæ Suæ Majestatis Borussiæ ex altera parte subscripti, ut Dominus Rex Borussiæ pariter copias suas ex urbe Rhenobergâ intra tempus dicto Articulo præfatum removeret, Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii Regis Borussiæ frati, se ejusmodi stipulationem singularem haud posse inire eo quod ex parte Imperii nondum Pax icta sit, præsentibus hisce declarant, prædictis Legatis Extraordinariis & Plenipotentiariis Franciæ Regem Borussiæ præsidium suum ex dicta Civitate Rhenoberga post conclusionem Pacis protunc ab Imperio faciendæ deducturum esse, salvis omnino prætensionibus Regiæ Suæ Majestatis Borussiæ contra Archi-Episcopum Coloniensem competentibus, qui eodem tempore æstimationem earum cum Regia sua Majestate expedire, eidemque satisfacere tenebitur. Præsens hic Articulus eandem authoritatem habebit, ac si de verbo ad verbum ipsis Pacis Tabulis insertus esset, ac Ratihabitiones ei utrimque eodem tempore, quo ipsi Tractatui, accedent; in cujus fidem Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii præsentem Articulum suis subscriptionibus ac Sigillis muniverunt. Actum Ultrajecti die 11. Aprilis 1713.

HUXELLES. O. M. C. DE DÖNHOF.
(L. S.) (L.S.)

MESNAGER. J. A. *Marschalch* DE BIEBERSTEIN.
(L. S.) (L. S.)

Plein-pouvoir du Roi T. C. pour ses Ambassadeurs.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Comme nous n'avons rien oublié depuis l'ouverture des Conférences, qui se tiennent à Utrecht, pour contribuer de tout nôtre pouvoir au rétablissement d'une Paix sincere & solide entre nous & les Princes & Etats, qui sont encore contre nous en Guerre; que par la Misericorde Divine il y a lieu d'esperer, qu'elles se termineront heureusement, & voulant encore apporter tous nos soins par les moyens les plus prompts pour avancer un bien aussi désirable, & pour faire cesser au plûtôt la désolation de tant d'Etats, & arrêter l'effusion du sang Chrêtien, Nous confiant entiérement en la capacité, expérience, zele & fidelité pour nôtre service de nôtre très-cher & bien amé Cousin, le Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de nos Ordres, & nôtre Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & de nôtre cher & bien amé le Sieur Mesnager, Chevalier de nôtre Ordre de St. Michel, pour ces causes & autres bonnes considérations à ce nous mouvant, nous avons commis, ordonné & député, & par ces présentes signées de nôtre main commettons, ordonnons & députons lesdits Sieurs Mareschal d'Huxelles & Mesnager, & leur avons donné & donnons Plein-pouvoir, Commission & Mandement spécial en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires & nos Plénipotentiaires, de conférer, négocier & traiter avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Prusse, revêtus de Pouvoirs en bonne forme de la part de leur Maître, arrêter, conclure & signer tels Traités, Articles & Conventions, que nosdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires aviseront bon être: Voulant qu'en cas d'absence de l'un d'eux, par maladie ou par quelque autre cause légitime, l'autre ait le même pouvoir de conférer, négocier, traiter, arrêter, conclure & signer tels Traités, Articles & Conventions, qui conviendront au bien de la Paix, que nous nous proposons: En sorte que nosdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires agissent en tout ce qui regardera la Négociation de la Paix avec la Prusse avec la même autorité, que nous ferions & pourrions faire, si nous étions présens en personne, encore qu'il y eût quelque chose, qui requît un Mandement plus spécial non contenu en cesdites présentes. Promettant en foi & parole de Roi d'avoir agréable, tenir ferme & stable à toûjours, acomplir & executer ponctuellement tout ce que lesdits Sieurs Maréchal d'Huxelles & Mesnager, ou l'un d'entre eux dans lesdits cas d'absence ou de maladie, auront stipulé, promis & signé en vertu du présent Pouvoir; sans jamais y contrevenir ni permettre qu'il y soit contrevenu pour quelque cause, ou sous quelque prétexte que ce puisse être: Comme aussi d'en faire expedier Nos Lettres de Ratification en bonne forme, & de les faire délivrer pour être échangées dans le tems, dont il sera convenu par les Traités à faire. Car tel est nôtre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre nôtre Seel à ces présentes. Donné à Versailles le quatriéme jour de Mars, l'an de

ANNO 1713.

de grace mille sept cens treize, & de nôtre Regne, le soixante dixiéme.

Signé,

LOUIS.

Et sur le Reply.

Par le Roy,

COLBERT.

Et scellé du grand Seau.

Mandatum Legatorum Extraordinariorum & Plenipotentiariorum Regis Borussiæ.

NOs Fredericus Wilhelmus Dei gratia Rex Borussiæ, Marggravius Brandenburgensis, Sacri Romani Imperii Archi-Camerarius & Princeps Elector, Supremus Princeps Arausionensis, Novi Castri & Vallengiæ; Magdeburgi, Cliviæ, Juliaci, Montium, Stettini, Pomeraniæ, Cassubiorum, Vandalorum & Megapolis, nec non in Silesia & Crosnæ Dux, Burggravius Norimbergensis, Princeps Halberstadii, Mindæ, Camini, Vandaliæ, Suerini, Raceburgi & Mursii, Comes Hohenzolleræ, Ruppini, Marcæ, Ravensbergæ, Hohensteinii, Tecklenburgi, Lingæ, Suerini, Buræ & Leerdami, Marchio Vehræ, & Vlissingæ, Dominus Ravensteinii, Rostochii, Stargardæ, Lavenburgi, Butoviæ, Arlayæ & Bredæ. Universis & singulis, quorum interest aut interesse potest, constare volumus, quandoquidem inter auspicia novi, quod post decessum Divi Parentis Nostri bono cum Deo ordimur, Regni, nihil magis habuimus in votis, quam ut præseus Bellum, quo Christianus Orbis affligitur, prompta & æqua Pace sopiri ac terminari possit, prædicti Divi Parentis Nostri vestigia prementes, tam salutare negotium ex nostra parte, quantum fieri potest, promoturi, confisi prudentia, experientia & fide Illustrissimi, sincerè nobis fidelis & dilecti Ottonis Magni S. R. Imperii Comitis à Donhoff, tum etiam Illustris pariterque sincere Nobis fidelis ac dilecti, Johannis Augusti Marschalli de Bieberstein, Ministrorum Nostrorum Status Intimorum, eosdem nominavimus, elegimus & constituimus Legatos Nostros Extraordinarios & Plenipotentiarios ad Tractatus Pacis Ultrajecti institutos. Committimus autem & speciatim mandamus prædictis Legatis Nostris Plenipotentiariis, ut Pacis colloquia sive directe, sive interveniente opera hinc forsan recipiendorum Mediatorum instituant, & instituta continuent, cum Serenissimi, Potentissimi & Christianissimi Principis Domini Ludovici Franciæ & Navarræ Regis, Fratris Cognati & Amici Nostri charissimi, ejusque Fœderatorum Legatis, Plenipotentiariis & Deputatis, sufficienti Mandato ad præsens Bellum extinguendum, controversiasque, quæ eo spectant, per bonam & firmam Pacem componendas, pariter munitis. Damus quoque plenam & absolutam potestatem cum omni Auctoritate & Mandato ad id necessariis, prædictis Legatis Nostris Plenipotentiariis, conjunctim, vel uno illorum absente aut impedito, alteri, rebus omnibus & singulis, quæ in negotio Pacis quacunque ratione aguntur, deliberantur, pro nobis nostroque nomine assistendi, & Pacis Tractatum continuandi, concludendi & signandi, inter Nos, & prædictum Regem Christianissimum ejusque Fœderatos; omnia quoque instrumenta, quæ in eum finem requiri possunt, conficiendi, expediendi, extradendi, adeoque in universum agendi, promittendi & signandi, Acta, Declarationes, Pacta conventa commutandi, aliaque omnia, quæ ad dictum Pacis Negotium pertinent, vigore hujus Mandati faciendi, æque, libere & ample, uti præsenter ipsi id faceremus, vel facere possemus, quocunque etiam specialiori & expressiori Mandato, quam quod præsentibus hisce continetur, ad illa opus visum fuerit. Promittimus præterea & declaramus fide verboque Nostro Regio, acceptum & gratum, firmum quoque & ratum habituros, quæcunque per dictos Legatos Nostros Plenipotentiarios vel conjunctim vel separatim acta, conclusa, signata, extradita vel commutata fuerint, obstringentes Nos hisce præsentibus ad expediendum Ratificationum Nostrarum Diplomata in decenti & solenni forma, intraque tempus, prout convenerit.

In quorum fidem & robur præsentes manu nostra subscriptas Sigillo Nostro Regio firmari jussimus. Dabantur in Palatio Nostro Regio Coloniæ ad Spream, die XXV. Februarii, Anno reparatæ salutis MDCCXIII. Regni Nostri I.

(L. S.)

F. WILHELMUS R.

ILGEN.

Ratification de Sa Majesté T. C. sur le Traité de Paix. Donnée à Versailles le 18 d'Avril 1713. [Sur l'Imprimé à Paris, chez François Fournier avec Privilege du Roi. in 4. Ann. 1713.

LOUIS par la Grace de Dieu, Roy de France & de Navarre; A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme notre très-cher & bien amé Cousin le Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de nos Ordres, & nôtre Lieutenant General au Gouvernement de Bourgogne: Et notre cher & bien amé le Sr. Mesnager, Chevalier de nôtre Ordre de Saint Michel, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, auroient conclu, arrêté & signé le 11. du present mois d'Avril, à Utrecht, en vertu des Pleinpouvoirs que nous leur en avions donné: Avec le Sr. Otton-Magne de Donhoff, Comte de l'Empire, Ministre d'Etat & de Guerre de notre très-cher, & tres-amé Frere le Roy de Prusse, Lieutenant General de son Infanterie, Chevalier de l'Ordre de l'Aigle Noir, Gouverneur & Drossard de Memmel, Seigneur de Frederichstein, Wenefeld, Schonmor, &c. Et avec le Sr. Jean Auguste, Marschal de Biberstein, Ministre d'Etat de notre dit Frere, Grand-Maître des Armoiries, Baillif de Giebichenstein & de S. Moritzbourg, Chevalier des Ordres de l'Aigle Noir & de Saint Jean, &c. Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de notre dit Frere; Pareillement munis de ses Pleins-pouvoirs, le Traité de Paix, dont la teneur s'ensuit.

Fiat insertio.

Nous ayant agreable le susdit Traité de Paix, en tous & chacuns les Points & Articles qui y sont contenus & declarez; Avons iceux, tant pour Nous, que pour nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries, & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé; Et par ces presentes, signées de nôtre main, acceptons, approuvons, ratifions, & confirmons; Et le tout promettons en foy & parole de Roy sous l'obligation & Hypotheque de tous & un chacun nos biens presens, & à venir, garder, observer inviolablement, sans jamais aller, ny venir au contraire directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit. En temoin de quoy nous avons fait mettre notre Seel à ces Présentes. Donné à Versailles le dix-huitiéme Avril l'an de grace mil sept cens treize, & de nôtre Regne le soixante-dixiéme.

Signé,

LOUIS:

Et plus bas,

Par le Roy,

COLBERT.

Et scellé du grand Sceau de cire jaune, sur lacs ou cordons de Soye bleüe tressez d'Or, le Sceau enfermé dans une boëte d'Argent, sur le dessus de laquelle sont empreintes & gravées les Armes de France & de Navarre, sous un Pavillon Royal soutenu par deux Anges.

Ratificatio Regis Borussiæ super Tractatu Pacis.

NOs FREDERICUS WILHELMUS Dei Gratia Rex Borussiæ (*totus Titulus*) notum faci-

ANNO 1713.

cimus omnibus & singulis præsentes Literas inspecturis, lecturis vel audituris, aut quomodocunque infra scriptorum notitia ad ipsos pervenire potest. Postquam ad restinguendum quod ante annos aliquot exarsit Bellum, Congressus Trajecti ad Rhenum institutus fuerit, Divina favente Clementia factum esse, ut post multos variosque ea de re habitos Tractatus per Serenissimi & Potentissimi Principis Domini Ludovici XIV. Dei gratia Galliarum & Navarræ Christianissimi Regis, Fratris & Cognati Nostri charissimi, & nostros ad id destinatos Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios, Pax & Amicitia tandem conclusa, & ad Ratificationem usque Nostram perfecta sit, forma, modo & tenore sequenti.

In nomine sacro sanctæ Trinitatis.

(Sequitur Tractatus.)

Cum igitur hæc omnia & singula per nostros Legatos & Plenipotentiarios supra memoratos nostro præscitu, jussu & mandato ad illum modum, prout, hic verbotenus inserta & descripta leguntur, gesta, peracta, & conventa sint; Nos ea omnia & singula, præhabita matura & diligenti consideratione, & certa nostra scientia approbamus, ratificamus, & confirmamus, rataque & firma esse & fore virtute præsentium, declaramus, simulque verbo Regio promittimus pro Nobis, Nostrisque & Regni Nostri Successoribus, Nos omnes & singulos supra descriptos Articulos, & quidquid, tota hac Pacis Conventione continetur, firmiter, constanter & inviolabiliter servaturos, atque executioni mandaturos, nullaque ratione vel per Nos, vel per alios, ullo unquam tempore ei contraventuros, aut ut per alios contraveniatur, passuros, quocunque id fieri possit modo. In quorum omnium testimonium & fidem, Sigillum nostrum Regium majus huic Diplomati manu nostra subscripto appendi fecimus. Datum Coloniæ ad Spream, die XVII. Mensis Aprilis, anno reparatæ salutis MDCC XIII. & Regni nostri primo.

F. WILHELMUS R.

ILGEN.

Ratificatio Articuli separati de Regia Dignitate.

NOs FREDERICUS WILHELMUS Dei gratia Rex Borussiæ (*totus Titulus*) notum facimus omnibus & singulis præsentes Literas, inspecturis, lecturis, vel audituris aut quomodocunque infra scriptorum notitia ad ipsos pervenire poterit; Cum, occasione Pacis inter Serenissimum, & Potentissimum Principem Dominum Ludovicum XIV. Dei gratia Galliæ & Navarræ Regem Christianissimum, Fratrem & Cognatum Nostrum charissimum ex una & Nos ex altera parte per Nostros ad id deputatos Legatos & Plenipotentiarios Trajecti ad Rhenum die XI. currentis mensis Aprilis initæ, Sacra Regia Christianissima Majestas de Regia Dignitate Domui Nostræ pridem illata, cum plenis honoribus agnoscenda, Articulo Separato sese erga nos declaraverit forma & ,modo sequenti.

(Sequitur Articulus Separatus.)

Quod nos hanc Serenissimi & Potentissimi Galliarum Regis declarationem grato acceptaverimus animo, prout eandem optimo quo fieri potest modo, vi & vigore præsentium acceptamus verbo fideque Regia promittentes, Nos hanc Sacræ Suæ Christianissimæ Majestatis in nos Domumque Nostram testatam benevolentiam omni mutui affectus amicitiæque studio pensaturos esse. In cujus fidem & Testimonium, Sigillum nostrum majus huic Diplomati manu nostra subscripto appendi fecimus. Datum Coloniæ ad Spream die XVII. Mensis Aprilis, anno post Christum natum MDCCXIII. & Regni Nostri primo.

F. WILHELMUS R.

ILGEN.

Ratificatio Articuli Separati Urbem Rhenobergam concernentis.

NOs FREDERICUS WILHELMUS Dei gratia Rex Borussiæ (*totus Titulus*) notum facimus omnibus, & singulis præsentes Literas inspecturis, lecturis, vel audituris, aut quomodocunque infra scriptorum notitia ad ipsos pervenire poterit, quod occasione Pacis inter Serenissimum, & Potentissimum Principem Dominum Ludovicum XIV. Dei gratia Galliæ & Navarræ Regem Christianissimum, Fratrem & Cognatum Nostrum Charissimum ex una & nos ex altera parte, per Nostros ad id deputatos Legatos & Plenipotentiarios Trajecti ad Rhenum die XI. currentis Mensis Aprilis initæ, Articulo Separato de Urbe Rhenoberga peculiariter conventum sit, forma, modo, ac tenore sequenti.

(Sequitur Articulus Separatus.)

Nos hunc Articulum, præhabita matura & diligenti consideratione, & certa scientia nostra approbare, ratificare, & confirmare, ratumque, & firmum habere, prout illum virtute præsentium optimo quo id fieri potest modo approbamus, ratificamus, & confirmamus; Verbo Regio pro Nobis Nostrisque & Regni nostri Successoribus promittentes, Nos Articulum hunc & quicquid illo continetur, firmiter, constanter, & inviolabiliter, servaturos, atque executioni mandaturos, nullaque ratione vel per Nos vel per alios ei ut contraveniatur passuros, quocunque id fieri possit modo. In cujus fidem testimoniumque, Sigillum Nostrum Majus huic Diplomati Manu Nostra subscripto appendi fecimus. Datum Coloniæ ad Spream die XVII, Mensis Aprilis, anno post Christum natum MDCCXIII. & Regni nostri primo.

F. WILHELMUS R.

ILGEN.

Ratification du Roi Très-Chretien donnée à Versailles le 18. d'Avril 1713. [Sur l'Imprimé à Paris chez François Fournier avec Privilege du Roi, in 4. Ann. 1713.]

LOUIS par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre : A tous ceux qui ces presentes verront, Salut. Ayant vû & examiné l'Article Separé que nôtre très-cher & bien amé Cousin le Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de nos Ordres, & notre Lieutenant General au Gouvernement de Bourgogne : Et notre cher & bien amé le Sr. Mesnager, Chevalier de notre Ordre de S. Michel, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires ont conclu, arreté & signé le onzieme jour du present mois d'Avril à Utrecht, en vertu des Pleins-pouvoirs que nous leur en avions donné; Avec le Sr Othon-Magne de Donhoff, Comte de l'Empire, Ministre d'Estat & de Guerre de notre très-cher & très-amé Frere le Roy de Prusse, Lieutenant General de son Infanterie, Chevalier de l'Ordre de l'Aigle Noir de Prusse, Gouverneur & Drossard de Memmel, Seigneur de Frederichstein, Wenefeld, Schonmor &c. Et avec le Sr. Jean-Auguste Marschalch de Biberstein, Ministre d'Etat de notredit Frere, Grand Maitre des Armoiries, Baillif de Giebichenstein & de S. Moritzbourg, Chevalier des Ordres de l'Aigle Noir de Prusse, & de S. Jean, Ambassadeurs Extraordinaires & Pleins-pouvoirs de notredit Frere, pareillement munis de ses Plein-pouvoirs; duquel Article Separé la teneur s'ensuit.

Fiat Insertio.

Nous ayant agreable le susdit Article Separé en tout son contenu, avons iceluy loüé, approuvé & ratifié, & par ces presentes signées de notre main, louons, approuvons & ratifions; Promettant en faire observer sincerement & de bonne foy, sans souffrir qu'il soit jamais allé directement ou indirectement au contraire, pour quelque cause ou occasion que ce puisse être. En temoin de quoy nous avons

ANNO 1713.

avons fait mettre notre Scel à ces presentes. Donné à Versailles le dix-huitiéme jour d'Avril, l'an de Grace mil sept cens treize, & de notre Regne le soixante-dixiéme.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas,

Par le Roy,

COLBERT.

Et scellé du Grand Sceau de cire jaune sur lacs, ou cordons de Soye bleüe tressez d'or, le Sceau enfermé dans une boete d'argent, sur le dessus de laquelle sont empreintes & gravées les Armes de France & de Navarre, sous un Pavillon, soutenu par deux Anges.

Ratification du Roi T. C. sur l'Article Separé concernant la Ville de RHYMBERGUE. *Donnée à Versailles le 18 d'Avril* 1713. [Sur l'Imprimé à Paris chez *François Fournier*, avec Privilege du Roi. in 4 Ann. 1713.]

LOUIS par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Ayant vû & examiné l'Article Separé que notre très-cher & bien amé Cousin le Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de nos Ordres, & nôtre Lieutenant General au Gouvernement de Bourgogne; Et notre cher & bien-amé le Sr. Mesnager, Chevalier de notre Ordre de S. Michel, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, ont conclu, arrêté & signé le onziéme jour du present mois d'Avril à Utrecht, en vertu des Pleins-pouvoirs que nous leur en avions donné, Avec le Sr. Otton-Magne de Donhoff, Comte de l'Empire, Ministre d'Estat & de Guerre de notre très-cher, & très-amé Frere la Roy de Prusse, Lieutenant General de son Infanterie, Chevalier de l'Ordre de l'Aigle Noire de Prusse, Gouverneur & Drossard de Mennmel, Seigneur de Frederichstein, Weneseld, Schonmor, &c. Et avec le Sr. Jean-Auguste Marschalck de Bieberstein, Ministre d'Etat de notre dit Frere, Grand-Maitre des Armoiries, Baillif de Giebichenstein, & de S. Moritzbourg, Chevalier des Ordres de l'Aigle Noir de Prusse, & de S. Jean, Ambassadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires des notredit Frere, pareillement munis de ses Pleins-pouvoirs; duquel Article Separé la teneur s'ensuit.

Fiat insertio.

Nous ayant agreable le susdit Article Separé en tout son contenu, avons iceluy loüé, approuvé & ratifié, & par ces presentes signées de notre main loüons, approuvons & ratifions; Promettant en foy & parole de Roy, de l'accomplir, observer, & faire observer sincerement & de bonne foy, sans souffrir, qu'il soit jamais allé directement ou indirectement au contraire, pour quelque cause ou occasion que ce puisse estre. En temoin de quoy nous avons fait mettre notre Scel à ces presentes. Donné à Versailles le dix-huitiéme jour d'Avril l'an de grace mil sept cens treize, & de notre Regne le soixante-dixiéme.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas:

Par le Roi,

COLBERT.

Et scellé du Grand Sceau de cire jaune sur lacs, ou cordons de Soye bleüe tressée d'or, le Sceau enfermé dans une boëte d'argent, sur le dessus de laquelle sont empreintes & gravées les Armes de France & de Navarre, sous un Pavillon Royal soutenu par deux Anges.

Ratification du Roi PHILIPPE *sur l'Article Separé du Traité de Paix fait entre les Rois de France & de Prusse, concernant le Titre Royal, & le Predicat de Majesté. A Madrid le 2. Mai 1713.* [Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. II. pag. 615.]

DON PHILIPPE par la Grace de Dieu, Roi de Castille, de Léon, d'Arragon, des deux Siciles, de Jerusalem, de Navarre, de Grenade, de Tolede, de Valence, de Galice, de Majorque, de Seville, de Sardaigne, de Cordoue, de Corsique, & de Murcie, de Jaen, des Algarves, d'Alger, de Gibraltar, des Isles de Canarie, des Indes Orientales & Occidentales, Isles & Terre ferme de la Mer Oceane, Archi-Duc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant & de Milan Comte d'Apsburg, de Flandres, de Tirol, & de Barcelone, Seigneur de Biscaye, de Molina, &c.

Le Marquis de Bonac, Envoyé de France en cette Cour, ayant mis entre mes mains la Copie de l'Article Separé du Traité conclu par le Sérénissime Seigneur le Roi Très-Chrêtien, mon Ayeul, avec le Roi de Prusse, réglé & signé à Utrecht le onziéme d'Avril de la présente année 1713. par les Ministres Plénipotentiaires de ces deux Puissances, duquel Article Separé la teneur est à la lettre comme il suit.

Le Seigneur Roi Très-Chrêtien ayant reconnu & considérant comme Roi, ledit Seigneur Roi de Prusse, & lui voulant bien accorder tous les Honneurs attachez à la Dignité Royale, pour donner une marque encore plus grande de son affection pour ledit Roy de Prusse, & pour lui témoigner, combien il estime en sa personne cette augmentation de Dignité, Sadite Majesté Très-Chrêtienne déclare par cet Article & promet, tant pour Elle, que pour ses Successeurs, & de la part du Sérénissime & Très-Puissant Prince & Seigneur Philippe cinq, Roi d'Espagne, & de ses Successeurs, en vertu du Pouvoir qu'Elle en a, que Sadite Majesté & Roi Catholique donneront désormais & à perpetuité au Seigneur Roi de Prusse & à ses Héritiers & Successeurs Rois de Prusse, le Titre de Majesté, sans jamais le changer ou le diminuer sous quelque prétexte, & en quelque occasion que ce soit. Comme aussi de faire rendre aux Ministres des Rois de Prusse du premier & second ordre, les mêmes Honneurs soit anciens, soit nouveaux qu'on rend aux autres Ministres des Têtes Couronnées, sans aucune différence. Au surplus, cet Article Separé, dont Sa Majesté Très-Chrêtienne se charge de faire fournir la Ratification dudit Roi Catholique dans le terme de deux mois, aura la même force que s'il estoit inseré mot pour mot dans le Traité de Paix, & les Ratifications en seront fournies de part & d'autre en même temps avec celle dudit Traité. En foi de quoi les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires ont souscrit de leurs mains propres le présent Article & fait aposer leurs Cachets. Fait à Utrecht le onziéme Avril l'an de grace mil sept cens treize.

HUXELLES O. M C. DE DONHOF.
(L. S.) (L. S.)

MESNAGER J. A. *Marschalck* DE BIBERSTEIN
(L. S.) (L. S.)

C'est pourquoi ayant vû & examiné ledit Article, je l'ay approuvé & ratifié, comme en vertu de la présente je l'approuve & ratifie en la meilleure & plus ample forme que je puis, promettant en foi de ma parole Royale, de les accomplir entiérement, suivant ce qui y est contenu & exprimé, & à cet effet j'ay ordonné d'expedier la présente signée de ma main, scellée de mon sceau secret, & contresignée par mon soussigné Sécretaire d'Etat. Donné à Madrid le 2. May, mil sept cens & treize.

MOY LE ROY.

D. MANUEL DE VADILLO Y VELASCO.

ANNO 1713.

Ratification du Roi PHILIPPE *sur les Articles VII. & VIII. du Traité de Paix fait entre les Rois de* FRANCE *&* de PRUSSE, *& dans lesquels il est disposé d'une partie de la Gueldre Espagnole. A Madrid le 2. Mai 1713.* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. II. pag. 610.]

DON PHILIPPE par la Grace de Dieu, Roi de Castille, de Léon, d'Aragon, des deux Siciles, de Jerusalem, de Navarre, de Grenade, de Tolede, de Valence, de Galice, de Majorque, de Seville, de Sardaigne, de Cordouë, de Corsique, de Murcie, de Jaen, des Algarves, d'Alger, de Gibraltar, des Isles de Canarie, des Indes Orientales & Occidentales, Isles & Terre ferme de la Mer Oceane, Archi-Duc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant & de Milan, Comte d'Apsburg, de Flandres, de Tirol, & de Barcelone, Seigneur de Biscaye, de Molina &c.

Le Marquis de Bonac, Envoyé de France en cette Cour, ayant mis entre mes mains, les Copies des deux Articles sept & huit du Traité conclu par le Sérénissime Seigneur, Roi Très-Chrétien mon Ayeul, avec le Roy de Prusse, réglé & signé à Utrecht, le onze d'Avril de la présente année 1713. par les Ministres Plénipotentiaires de ces deux Puissances, desquels deux Articles la teneur est à la lettre, comme il suit.

ARTICLE VII.

La partie du haut quartier de Gueldre, dite Gueldre Espagnole, que possede & occupe le Seigneur Roy de Prusse, nommément la Ville de Gueldre, les Préfectures, Villes, Bourgs, Fiefs, Terres, fonds, cens, rentes, revenus, péages de quelque nature qu'ils soient, subsides, contributions & collectes, Droits féodaux, domaniaux & autres quelconques, & généralement tout ce qui est compris dans cette partie du haut quartier de Gueldre, que ledit Seigneur Roi de Prusse, occupe & possede actuellement, avec tout ce qui y appartient & en depend, sans rien excepter, lui est cedée à perpetuité par Sa Majesté Très-Chrétienne, en vertu du Pouvoir qu'Elle en a du Roi Catholique, & demeurera aud. Seigneur Roi de Prusse, ses Héritiers & Successeurs de l'un & de l'autre sexe, en pleine proprieté & Souveraineté, ainsi & de la maniére, que tout ce que dessus a été possédé par les Rois d'Espagne, & que l'a possédé le Roy Charles second de glorieuse Mémoire; nonobstant toutes exceptions, prétensions ou contradictions, faites ou à faire, pour troubler ledit Seigneur Roy de Prusse dans la paisible possession de ladite partie cy-dessus cedée; tous Pactes, Conventions ou dispositions contraires, étant censez nuls & de nulle valeur; cette cession ainsi faite avec cette clause expresse, que l'état de la Religion Catholique subsistera dans lesdits Lieux cedez en tout & par tout, tel qu'il étoit avant leur occupation & sous la domination des Rois d'Espagne, sans que ledit Seigneur Roi de Prusse y puisse rien changer.

ARTICLE VIII.

Pareillement Sa Majesté Très-Chrêtienne cede à perpetuité à Sadite Majesté Prussienne, en vertu du Pouvoir, qu'Elle en a du Roi Catholique, le haut Quartier de Gueldre, le Pais de Kessel, & le Bailliage de Krieckenbeck, pour le posséder lui & ses Héritiers & Successeurs de l'un & de l'autre sexe, en pleine Souveraineté & proprieté, ainsi & de la maniére, que l'a possédé le Roi Charles second de glorieuse Mémoire, avec toutes leurs appartenances & dépendances, Villes, Bourgs, Fiefs, Terres, fonds, cens, rentes, revenus, péages de quelque nature qu'ils soient, subsides, contributions, & collectes, Droits féodaux & domaniaux & autres quelconques, & généralement tout ce qui est compris sous le nom dudit Païs & Bailliage. Cette cession ainsi faite, nonobstant toutes exceptions, prétensions ou contradictions, faites ou à faire; tous Pactes, Conventions ou dispositions contraires étant censez nuls & de nulle valeur; à condition toutefois, que l'état de la Religion Catholique subsistera dans lesdits Pais & Bailliages, comme dans les Pais cy-dessus cedés, en tout & par tout, tel qu'il étoit sous la domination des Rois d'Espagne, sans que ledit Seigneur Roi de Prusse y puisse rien changer. Sa Majesté Très-Chrétienne promet, de faire fournir la Ratification du Roi Catholique de cet Article & du 7. qui le précede, les deux contenant la cession d'une partie du haut Quartier de Gueldre faite en faveur de Sa Majesté Prussienne, & de la délivrer dans l'espace de deux mois, à compter du jour de la signature du présent Traité.

ANNO 1713.

C'est pourquoy ayant veu & examiné lesdits Articles, je les ai approuvés & ratifiés, comme en vertu de la présente, je les approuve & ratifie, en la meilleure & plus ample forme que je puis; promettant en ma foi du ma parole Roiale, de les accomplir entiérement, suivant ce qui y est contenu & exprimé. Et à cet effet j'ay ordonné d'expedier la présente signée de ma main, sellée de mon Sceau secret & contresignée par mon soussigné Sécretaire d'Etat. Donné à Madrid le 2. de May mil sept cens treize.

MOY LE ROY.

D. MANUEL DE VADILLO Y VELASCO

CLV.

Traité de Paix & d'Amitié entre LOUIS XIV. *Roi de France, &* VICTOR AMEDE'E *Duc de Savoye, par lequel Sa Maj. T. C. restitue à S. A. R. le Duché de Savoye, & le Comté de Nice: avec quelques Vallées, en échange desquelles S. A. R. lui en cede quelques autres. Les Renonciations des Ducs de* BERRI *&* d'ORLEANS *à la Couronne d'Espagne avec les Lettres Patentes du Roi T. C. pour les authoriser y sont inserées. Fait à Utrecht le 11. Avril 1713.* [Sur l'Imprimé à Paris chez *François Fournier* avec Privilege du Roi in 4 Ann. 1713.] 11. Avril.

SOIT notoire à tous présents, & àvenir, qu'aiant plû à Dieu après une très-longue, & très-sanglante Guerre d'inspirer à toutes les Puissances qui y sont interessées, un sincere désir de la Paix, & du rétablissement de la tranquillité publique, les Négotiations commencées à Utrecht par les soins de la Sérenissime & très-Puissante Princesse Anne, par la grace de Dieu, Reine de la Grande-Bretagne, ont esté par la prudente conduite de cette Princesse amenées au point de la conclusion d'une Paix Générale; à quoy désirant de contribuer le Sérénissime & très-Puissant Prince, Louis XIV. par la grace de Dieu, Roy Très-Chrétien de France, & de Navarre, qui durant la présente Guerre, a toujours cherché les moyens de rétablir le repos général de l'Europe; & Son Altesse Royale Victor Amé second, par la grace de Dieu Duc de Savoye, & de Monferrat, Prince de Piémont, Roi de Cipre, &c. souhaitant de concourir à un ouvrage si salutaire, de rentrer dans l'amitié, & l'affection du Roi Très-Chrétien, toûjours disposé à reprendre les sentimens de bonté, qu'il a eu ci-devant pour Son Altesse Royale, & de resserrer les liens du sang, qui l'unissent & sa Maison à la Royale Maison de France, ont donné leurs Plein-Pouvoirs pour traiter, conclurre & signer la Paix; sçavoir, Sa Majesté Très-Chrétienne au Sieur Nicolas Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier des Ordres du Roy. Lieutenant Général au Gouvernement du Duché de Bourgogne, & au Sieur Nicolas Mesnager, Chevalier de l'Ordre de St. Michel, ses Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires au Congrès d'Utrecht, & Son Altesse Royale de Savoye au Sieur Annibal Comte de Maffei, Gentilhomme de la Chambre, & premier Ecuier de Sadite Altesse Royale, Chevalier de l'Ordre des Saints Maurice & Lazare, Colonel d'un Regiment d'Infanterie, Général de Bataille dans ses Armées, Son Envoié Extraordinaire auprès de Sa Majesté Britannique, au Sieur Ignace Solar de Morette Marquis du Bourg, Gentilhomme de la Chambre de Sadite Altesse Royale, Chevalier Grand Croix de l'Ordre

ANNO 1713.

des Saints Maurice & Lazare, Son Envoyé Extraordinaire auprès de Messieurs les Etats des Provinces-Unies des Païs-bas, & au Sieur Pierre Mellarede, Seigneur de la Maison Forte de Jordane, Conseiller d'Etat de Sadite Altesse Royale, ses Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires audit Congres d'Utrecht, lesquels après s'estre communiqué respectivement leursdits Plein-pouvoirs, dont les Copies sont inserées mot à mot à la fin de ce présent Traité, & après avoir fait l'Echange des Copies Authentiques d'iceux, sont convenus des Articles suivants en présence du Sieur Evesque de Bristol, & du Sieur Comte de Strafford Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de la Reine de la Grande-Bretagne.

I. Il y aura à l'avenir, & pour toujours une bonne, ferme, & inviolable Paix entre le Roi Très-Chrétien, ses Héritiers, Successeurs, & son Royaume d'une part, & Son Altesse Royale de Savoye, ses Héritiers, Successeurs, & Etats de l'autre, & une cessation de tous Actes d'Hostilités par Terre, & par Mer sans exception de lieux, ni de personnes.

II. Il y aura de part, & d'autre un oubly, & une amnistie perpetuelle de toutes les Hostilités réciproquement commises pendant la présente Guerre, ou à son occasion, sans qu'on puisse à l'avenir directement, ou indirectement en faire aucune recherche, par quelque voye ou sous quelque prétexte que ce soit, ni en témoigner du ressentiment, ni en prétendre aucune sorte de reparation.

III. Le Roi Très-Chrétien immédiatement après la Ratification du présent Traité restituera à Son Altesse Royale de Savoye le Duché de Savoye, & le Comté de Nice avec leurs appartenances, dépendances, & annexes, pour les posseder à l'avenir comme Elle a fait avant cette Guerre, & généralement tous les Etats, & Lieux que les armes de Sa Majesté ont occupé sur Son Altesse Royale pendant cette Guerre sans aucune reserve, & les Places & Forts seront délivrés dans l'état où ils se trouvent présentement; Ceux qui existent avec toute l'Artillerie, & la quantité de Munitions de guerre qui s'y sont trouvées lors qu'ils ont été occupés.

IV. Sa Majesté Très-Chrétienne pour Elle, ses Héritiers, & Successeurs cede, & transporte à Son Altesse Royale de Savoye, à ses Héritiers, & Successeurs irrevocablement, & à toujours, les Vallées qui suivent, sçavoir la Vallée de Pragelas, avec les Forts d'Exilles, & de Fenestrelles, & les Vallées d'Oulx, de Sezane, de Bardonache, & de Chateau Dauphin, & tout ce qui est à l'eau pendante des Alpes du costé du Piémont: Réciproquement Son Altesse Royale cede à Sa Majesté Très-Chrétienne & à ses Héritiers & Successeurs irrevocablement, & à toujours la Vallée de Barcelonnette, & ses dépendances, de maniére que les sommités des Alpes, & Montagnes serviront à l'avenir de limites entre la France, le Piémont, & le Comté de Nice, & que les plaines qui se trouveront sur lesdites sommités, & hauteurs seront partagées, & la moitié avec les eaux pendantes du costé du Dauphiné, & de la Provence, appartiendront à Sa Majesté Très-Chrétienne, & celles du costé du Piémont, & du Comté de Nice appartiendront à Son Altesse Royale de Savoye.

Pour estre à l'avenir les choses ci-dessus cedées, tenues, & possedées par Sa Majesté Très-Chrétienne, & par Son Altesse Royale de Savoye, leurs Héritiers, & Successeurs en toute proprieté & Souveraineté, Régales, actions, jurisdiction, droit de patronage, nominations, prérogatives, & généralement tous autres Droits quelconques, sans rien reserver, & de la même maniére en tout, & avec les mêmes priviléges que Sa Majesté Très-Chrétienne & Son Altesse Royale de Savoye les ont possedées au commencement de cette Guerre: Dérogeant pour cet effet de part & d'autre, à toutes Loix, Coustumes, Statuts, Constitutions, & Conventions, qui pourroient estre contraires, même à celles qui auroient esté confirmées par serment, comme si elles étoient ici exprimées, auxquelles, & aux clauses dérogatoires il est expressement dérogé par le présent Traité pour l'entier accomplissement desdites cessions, lesquelles vaudront, & auront lieu pour exclure à perpetuité toutes exceptions quelconques, sous quelque titre, cause, ou prétexte qu'elles puissent estre fondées. Et à ce sujet, les habitans & Sujets desdites Vallées, & lieux ci-dessus réciproquement cedés, sont dispensés par le présent Traité des serments de fidelité, foy & hommage qu'ils ont ci-devant prestés à leurs Souverains respectifs avant la présente cession, lesquels serments demeurent nuls, & de nulle valeur. Les Sujets des lieux réciproquement cedés, ou qui y ont des Biens ou Droits, en auront la libre possession & jouissance en quels lieux qu'ils habitent, ou du Royaume de France, ou des Etats de Son Altesse Royale, & auront la liberté d'en pouvoir percevoir les revenus, qu'ils pourront transporter où bon leur semblera, & de disposer & contracter desdits Biens & Droits entre vifs ou à cause de mort, & ils retiendront tous les mêmes Droits de succession, & autres qu'ils ont eu jusqu'à à present. Et pour plus grande validité des présentes cessions, elles seront verifiées, & enregistrées réciproquement dans les Cours de Parlements, & Chambres des Comptes de Paris, & du Dauphiné, comme aussi dans le Senat, & Chambre des Comptes de Turin, & Senat de Nice, & les expeditions en seront délivrées 3. mois après, à compter du jour de la Ratification du présent Traité.

Et comme il n'a point esté possible de régler par le présent Traité les limites, & dépendances des cessions réciproquement faites ci-dessus, on a trouvé bon de part & d'autre de renvoier ce réglement aux Commissaires, que les Parties nommeront dans l'espace de quatre mois du jour de la signature du présent Traité, pour en convenir à l'amiable sur les lieux.

V. Comme en consequence de ce qui a esté convenu, & accordé entre leurs Majestés Très-Chrétienne & Catholique d'une part, & Sa Majesté Britannique de l'autre, pour une des conditions essentielles de la Paix, le Sérénissime & très-puissant Prince Philippe V., par la grace de Dieu, Roi Catholique des Espagnes & des Indes, a cedé & transporté à ses Successeurs l'Isle & Royaume de Sicile, & Isles en dépendantes, avec ses appartenances & dépendances, nulle exceptée, en toute Souveraineté, en la forme, & maniére qui sera spécifiée dans le Traité qui sera conclu entre Sa Majesté Catholique, & Son Altesse Royale de Savoye; le Roi Très-Chrétien reconnoit, & déclare que ladite cession de l'Isle, & Royaume de Sicile, ses appartenances & dépendances, faite par le Roi Catholique son Petit-fils à Son Altesse Royale de Savoye, est une des conditions de la Paix, & Sa Majesté Très-Chrétienne consent, & veut qu'elle fasse partie du présent Traité, & ait la même force, & vigueur que si elle y étoit inserée mot à mot, & qu'elle eût esté stipulée par lui: Reconnoissant dès à present en vertu de ce Traité Son Altesse Royale de Savoye pour seul, & légitime Roy de Sicile; & pour mieux assûrer l'effet de ladite cession, Sa Majesté Très-Chrétienne promet en foy, & parole de Roy, tant pour Elle que pour ses Successeurs, de ne s'opposer jamais, ni faire aucune chose contraire à ladite cession, ni à son execution, sous quelque prétexte, ou raison que ce puisse estre, mais au contraire de l'observer, & faire observer inviolablement, promettant toute aide, & secours envers, & contre tous pour cet effet, & pour ladite execution; comme aussi pour maintenir, & garantir Son Altesse Royale de Savoye, & ses Successeurs en la paisible possession dudit Royaume conformément aux clauses qui seront stipulées dans ledit Traité entre Sa Majesté Catholique, & Son Altesse Royale de Savoye.

VI. Le Roi Très-Chrétien consent pareillement, & veut, que la reconnoissance, & la déclaration du Roi d'Espagne, qui au défaut des descendans de Sa Majesté Catholique, assûre la succession de la Couronne d'Espagne & des Indes à Son Altesse Royale de Savoye, à ses descendants mâles nés en constant & légitime mariage, aux Princes de la Maison de Savoye, & à leurs descendants mâles nés en constant & legitime mariage, à l'exclusion de tous autres, fasse, & soit tenue pour une partie essentielle de ce Traité suivant toutes les clauses spécifiées, & exprimées dans l'Acte fait par Sa Majesté Catholique le 5. de Novembre 1712. passé, approuvé, & confirmé par les Etats ou Cortes d'Espagne par Acte du 9. dudit mois de Novembre, lesquels Actes du Roi d'Espagne & des Cortes seront inserés dans le Traité qui sera conclû entre Sa Majesté Catholique, & Son Altesse Royale de Savoye, & doivent estre tenus pour exprimés ici, comme s'ils y étoient inserés mot à mot. Les Renonciations que Monseigneur le Duc de Berry,

ANNO 1713.

ry, & Monſeigneur le Duc d'Orleans ont faites pour eux, & leurs deſcendants pour toûjours à tous Droits, & eſperance de ſucceſſion à la Monarchie & Couronne d'Eſpagne des Indes, pour les raiſons, cauſes, & motifs contenus dans les Actes qu'ils ont paſſé le 19. & 24. Novembre 1712. & dont la teneur & les Lettres patentes du Roy Très-Chrétien du mois de Mars dernier ſeront inſerés à la fin du préſent Traité, ſont, & ſeront de même à perpetuité partie eſſentielle de ce Traité ; Sa Majeſté Tres-Chrétienne connoiſſant les motifs des ſuſdites reconnoiſſances, Déclarations, Renonciations, & Actes, & qu'ils ſont le fondement & la ſeureté de la durée de la Paix, promet pour Elle, ſes Succeſſeurs, & les Princes, qui ont fait leſdites Renonciations, & leurs Deſcendants, qu'ils ſeront inviolablement obſervés, & de n'y jamais contrevenir, ni permettre qu'il y ſoit contrevenu directement, ou indirectement, en tout ou en partie, de quelque maniére, ou par quelque voie que ce ſoit ; mais au contraire d'empêcher, qu'il n'y ſoit contrevenu par qui que ce ſoit, en quelque temps que ce ſoit, & pour quelques cauſes, raiſons, ou motifs que ce puiſſe eſtre : Sa Majeſté Très-Chrétienne s'engageant pour Elle, & ſes Succeſſeurs de maintenir envers, & contre tous, nul excepté, le droit de ſucceſſion de Son Alteſſe Royale de Savoye, & des Princes de la Maiſon de Savoye à la Couronne d'Eſpagne & des Indes, conformément à la maniére dont il eſt établi par l'Acte fait par le Roy d'Eſpagne le 5. Novembre 1712., par celui des Etats ou Cortes d'Eſpagne du 9. Novembre 1712., & par les Renonciations de Monſeigneur le Duc de Berry, & de Monſeigneur le Duc d'Orléans, & autres Actes ſuſdits ; comme auſſi d'employer (le cas arrivant) ſes forces, entant que beſoin ſera, pour mettre en poſſeſſion de ladite ſucceſſion le Prince de la Maiſon de Savoye, à qui elle appartiendra ſuivant l'ordre de vocation, envers & contre tous ceux qui voudroient s'y oppoſer. Tous Actes, & Proteſtations qui pourroient avoir été, ou être faits contraires aux ſuſdites Déclarations, Renonciations, & Actes, & aux Droits reconnus, & établis en iceux, devant être cenſés, & reputés contraires à la ſeureté de la Paix & à la tranquilité de l'Europe, ſont par le préſent Traité déclarés nuls, & de nul effet à jamais.

VII. Pour aſſûrer davantage le repos public, & en particulier celui de l'Italie, il a été convenu, que les ceſſions faites par le feu Empereur Leopold à Son Alteſſe Royale de Savoye, par le Traité fait entre eux le 8. Novembre 1703., de la partie du Duché de Monferrat qui a été poſſedée par le feu Duc de Mantoue, des Provinces d'Alexandrie, & de Valence avec toutes les Terres entre le Po & le Tanaro, de la Lumeline, de la Vallée de Seſia, & du Droit ou exercice de Droit ſur les Fiefs des Langhes, & ce qui concerne dans ledit Traité du 8. Novembre 1703. le Vigevanaſco, ou ſon équivalent, & les appartenances, & dépendances deſdites ceſſions reſteront dans leur force, & vigueur, fermes, & ſtables, & auront leur entier effet irrevocablement, nonobſtant tous Reſcrits, Décrets, & Actes contraires, ſans que Son Alteſſe Royale, & ſes Succeſſeurs puiſſent être troublés, ni moleſtés dans la poſſeſſion, & Droits, Traités, & Conventions que ce puiſſe être, & par qui que ce ſoit, non pas même par raport au Duché de Monferrat par ceux qui pourroient avoir Droit ou prétenſion ſur ledit Duché, leſquels prétendants ſeront indemniſés conformément à ce qui eſt porté par ledit Traité du 8. Novembre 1703.; Sa Majeſté Très Chrétienne promettant pour Elle, & ſes Succeſſeurs de ne point aſſiſter, ni favoriſer directement, ou indirectement aucun Prince, ou autre perſonne qui voudroit contrevenir auxdites ceſſions, s'obligeant au contraire, d'employer conjointement avec la Reine de la Grande-Bretagne ſes offices, & ſes forces pour le maintien, & la garantie du contenu au préſent Article, y compriſe la Province de Vigevano. La Sentence arbitrale rendûe par les Arbitres Compromiſſaires le 27. Juin 1712. devant au ſurplus reſter dans ſa force, & vigueur, & les meſures être priſes dans ſix mois par l'Arbitrage des Puiſſances garantes du Traité du 8. Novembre 1703. pour le payement des créances de Son Alteſſe Royale de Savoye.

VIII. Comme par les incidents, & le ſort de la guerre, les Etats de Son Alteſſe Royale de Savoye ſont ouverts de toutes parts ; Il a été trouvé bon que les choſes n'étant plus dans l'état, où elles étoient lors des précedens Traités de Paix & d'Alliance, ſadite Alteſſe Royale puiſſe fortifier ſes Frontiéres pour la ſeureté de ſes Etats, qui peut beaucoup contribuer à la ſeureté, & à la tranquilité de l'Italie ; & il ſera libre à Son Alteſſe Royale de faire telles Fortifications que bon lui ſemblera dans tous les Lieux, & endroits qui lui ont été cedés de part, & d'autre par leſdits Traités, nonobſtant toutes Conventions, & promeſſes précedentes à ce contraires.

IX. Son Alteſſe Royale de Savoye ayant demandé que le Prince de Monaco reconnoiſſe tenir de ſon Domaine direct Menton, & Rocabruna, & qu'il en prenne les Inveſtitures d'Elle, de la maniére que Son Alteſſe Royale prétend que l'ont fait les Prédeceſſeurs de ce Prince ; Il a été convenu que l'on s'en rapportera reſpectivement à l'Arbitrage de leurs Majeſtés Très-Chrêtienne, & Britannique, qu'Elles donneront ſix mois aprés la ſignature du préſent Traité : Et pour cet effet les Parties repréſenteront leurs raiſons, & leurs titres, dans l'eſpace de 3. mois, à ceux qui ſeront députés par leurſdites Majeſtés à Paris.

X. Le Commerce ordinaire d'Italie ſe fera, & maintiendra comme il étoit établi du temps de Charles Emanuel II. Pere de Son Alteſſe Royale, & l'on ſera obſerver, & pratiquer, en tout & par tout, entre le Royaume, & toutes les parties des Etats de Sa Majeſté, & ceux de Son Alteſſe Royale ce qui ſe faiſoit, obſervoit, & pratiquoit en tout du vivant dudit Charles Emanuel II. par le Chemin de Suze, la Savoye & Pont de Beau-voiſin, & par Ville-Franche, chacun paiant les Droits, & Douanes de part, & d'autre. Les Baſtimens François paieront auſſi l'ancien Dace (communément appellé Droit de Ville-Franche) comme il ſe pratiquoit du temps du Duc Charles Emanuel, à quoi il ne ſera plus faite aucune oppoſition par qui que ce ſoit, comme l'on en pourroit avoir fait juſqu'à préſent. Les Couriers & les Ordinaires de France paſſeront comme auparavant par les Etats de Son Alteſſe Royale, & en obſervant le Réglement paieront les Droits pour les Marchandiſes dont ils ſeront chargés.

XI. Le Roi Très-Chrêtien acquieſçant à la demande que ſon Alteſſe Royale lui a fait faire, & pour lui donner en tout des preuves de ſa ſincere amitié, conſent que Son Alteſſe Royale puiſſe vendre les Terres, Biens, & effets qu'Elle a dans le Royaume de France en Poitou, & en Bugey, ſans qu'il y puiſſe eſtre formé aucun empeſchement de ſa part, ni par ſes Officiers, Sadite Majeſté ſe départant à ces fins en faveur de Sadite Alteſſe Royale, & de ſes Succeſſeurs, ou de leurs acquereurs, de tous les Droits qu'Elle pourroit avoir, & prétendre à l'avenir ſur leſdites Terres qui ſont en Bugey, & qui appartiennent de préſent à Son Alteſſe Royale, à laquelle au beſoin Sa Majeſté cede la proprieté irrevocable deſdites Terres pour Elle, & ſes Succeſſeurs Ducs de Savoye, & leurs acquereurs, qui auront une pleine ſeureté à l'égard de Sa Majeſté ſans autre Patente, & en vertu ſeulement de ce préſent Traité.

XII. Main levée eſt reſpectivement accordée des Biens & effets ſaiſis, & confiſqués à l'occaſion de la guerre ſur les Vaſſaux, & Sujets reſpectifs en quelques lieux qu'ils ſoient ſitués ; & à cet effet toutes repreſailles, ſaiſies, & confiſcations, & les dons, & conceſſions d'icelles ſont & demeurent aneantis, de même que les arrentements, deſdits biens, & les Fermes échuës aprés la ſignature de ce Traité ſeront paiées aux Proprietaires.

XIII. Les Jugements rendus en contradictoire des Parties qui ont reconnu des Juges, & ont eſté légitimement défenduës, tiendront, & ne ſeront les Condamnés reçûs à les contredire, ſinon par les voies ordinaires.

XIV. Les Sujets de Son Alteſſe Royale qui ont fait des fournitures, prets, avances pour le ſervice de Sa Majeſté, ou à ſes Entrepreneurs, Partiſans, Commis, ou emploiés à ſon ſervice, ou pour l'entretien de ſes Troupes, Officiers, & Soldats, ſeront paiés en brief terme ſur les recepiſſés, ou obligations qu'ils repréſenteront, & Sa Majeſté leur fera à cet égard rendre bonne, & briéve Juſtice ; Son Alteſſe Royale en ſera uſer de même en tout à l'égard des Sujets de Sa Majeſté

ANNO 1713. XV. Tous les Prisonniers de guerre, & les Sujets respectifs détenus en quelque lieu que ce soit pour cause de la Guerre, seront de part & d'autre, en vertu de la Paix, dès aussi-tôt mis en liberté.

XVI. Les Articles des Traités de Munster, des Pirenées, de Nimegue, de Ryswick, & autres qui regardent Son Altesse Royale de Savoye, & celui de Turin de 1696., seront gardés, & observés autant qu'il n'y est point dérogé par le présent Traité, comme s'ils étoient stipulés, & inserés ici mot à mot, & notamment à l'égard des Fiefs qui regardent Son Altesse Royale, nonobstant tous Rescrits, Décrets, & Provisions donnés au contraire.

XVII. Tous ceux qui seront nommés dans l'espace de 6. mois par le Roy Très-Chrêtien, & par Son Altesse Royale de Savoye seront compris dans le présent Traité, pourveu que ce soit d'un commun consentement.

XVIII. Et afinque le présent Traité soit inviolablement observé, Sa Majesté Très-Chrêtienne, & Son Altesse Royale promettent de ne rien faire contre, & au préjudice d'icelui, ni souffrir être fait directement, ou indirectement, & si fait étoit, de le faire reparer sans aucune difficulté, ni renuse, & Elles s'obligent respectivement à son entiére observation; & sera le présent Traité confirmé avec des termes convenables, & efficaces dans tous ceux que Sa Majesté Très-Chrêtienne fera avec les Puissances Alliées.

XIX. Sera le présent Traité approuvé, & ratifié par Sa Majesté Très-Chrêtienne, & par Son Altesse Royale, & les Lettres de Ratification seront échangées, & délivrées respectivement dans le terme d'un mois, ou plustôt s'il est possible, à Utrecht, cependant toutes hostilités cesseront de part & d'autre dès à présent.

Ici doivent être insérées de mot à mot les (1) Renonciations du Duc de Berri, du 19. Novembre 1712. & du Duc d'Orleans, du 24. du même Mois, avec les Lettres patentes du Roi T. C. du Mois de Mars 1713.

En foi de quoi nous Ambassadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires du Roy Très-Chrétien & de Son Altesse Royale de Savoye, & en vertu de nos Plein-Pouvoirs avons signé le présent Traité, & avons fait apposer les Cachets de nos Armes. Fait à Utrecht le 11. d'Avril 1723.

(L.S.) HUXELLES. (L.S.) LE C. MAFFEI.
(L.S.) MESNAGER. (L.S.) SOLAR DU BOURG
(L.S.) P. MELLAREDE.

Plein-pouvoir de Sa Majesté T. C.

LOUIS par la grace de Dieu, Roy de France & de Navarre: A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Comme nous n'avons rien oublié depuis l'ouverture des Conferences qui se tiennent à Utrecht, pour contribuer de tout nôtre pouvoir, au retablissement d'une Paix sincere & solide, entre Nous & les Princes & Estats; qui sont encore contre nous en guerre; & que par la misericorde Divine, il y a lieu d'esperer qu'elles se termineront heureusement: Et voulant encore apporter tous nos soins par les moyens les plus promts pour avancer un bien aussi desirable, & pour faire cesser au plutôt la desolation de tant d'Estats, & arrêter l'effusion du Sang Chrestien; Nous confiant entierement en la capacité, experience, zele, & fidelité pour notre Service, de nôtre très-cher & bien amé Cousin le Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de nos Ordres, & nôtre Lieutenant General au Gouvernement de Bourgogne: Et de nôtre cher & bien amé le Sieur Mesnager, Chevalier de nôtre Ordre de Saint Michel, Pour ces Causes & autres bonnes Considerations à ce nous mouvans, Nous avons commis, ordonné & deputé, & par ces presentes signées de notre main, commetons, ordonnons & deputons lesdits Sieurs Marechal d'Huxelles & Mesnager, & leur avons donné & donnons Plein-pouvoir, Commission, & Mandement special en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires, & Plenipotentiaires, de conferer, negocier, & traiter avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de notre très-cher & très-amé Frere le Duc de Savoye, revêtus de Pouvoirs en bonne forme de la part de notre dit Frere, arrester, conclure, & signer tels Traitez de Paix, Articles & Conventions; que nosdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires aviseront bon estre, Voulant qu'en cas d'absence de l'un d'eux, par maladie ou par quelque autre cause legitime l'autre ait le meme Pouvoir de conferer, negocier, traiter, arrester, conclure & signer tels Traitez, Articles, & Conventions, qui conviendront au bien de la Paix que nous nous proposons; En sorte que nosdits Ambassadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires agissent en tout ce qui regardera la Negociation de la Paix avec notre dit Frere le Duc de Savoye, avec la même autorité que nous ferions & pourrions faire, si nous etions presens en Personne, encore qu'il y eût quelque chose qui requît un Mandement plus special, non contenu en cesdites presentes. Promettant en foy & parole de Roy, d'avoir agreable, tenir ferme, stable à toujours, accomplir & executer ponctuellement tout ce que lesdits Sr. Maréchal d'Huxelles, & Mesnager, ou l'un d'entre eux, dans lesdits cas d'absence ou de maladie, auront stipulé, promis, & signé en vertu du present Pouvoir, sans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu, pour quelques causes, ou sous quelques pretextes que ce puisse estre; Comme aussi d'en faire expedier nos Lettres de Ratification en bonne forme, & de les faire delivrer pour estre echangées dans le temps dont il sera convenu par les Traitez à faire; Car tel est nostre plaisir. En temoin de quoy nous avons fait mettre notre Scel à ces présentes. Donné à Versailles le quatriéme jour de Mars l'an de grace mille sept cens treize, & de nôtre Regne le soixante dixiéme.

Signé,

LOUIS.

Et sur le Reply.

Par le Roy,

COLBERT.

Et scellé.

Ratification du Roi T. C. Donnée à Versailles le 18. d'Avril 1713.

LOUIS par la Grace de Dieu, Roy de France & de Navarre, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Aiant vû & examiné le Traité de Paix conclu, arresté, & signé en nostre nom le 11. du présent mois d'Avril par nostre très-cher, & bien amé Cousin le Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de nos Ordres, & nostre Lieutenant General au Gouvernement de Bourgogne, & nostre cher, & bien amé le Sieur Mesnager, Chevalier de nostre Ordre de St. Michel, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires, en vertu des Plein-pouvoirs que nous leur en avions donné pour cet effet, avec le Sieur Annibal, Comte de Maffei, Gentilhomme de la Chambre, & premier Ecuyer de nostre très-cher, & tres-amé Frere le Duc de Savoye, Chevalier de l'Ordre des Saints Maurice, & Lazare, Colonel d'un Regiment d'Infanterie, General de Bataille dans ses Armées, son Envoyé Extraordinaire auprés de la Reine de la Grande-Bretagne; le Sieur Ignace Solar de Morette, Marquis du Bourg, Gentilhomme de la Chambre de nostre dit Frére, Chevalier Grand-Crois de l'Ordre des Sts. Maurice & Lazare, son Envoyé Extraordinaire auprès des Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-bas; Et le Sieur Pierre Mellarede, Seigneur de la Maison Forte de Jordane, son Conseiller d'Etat, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de nostre dit Frere pareillement munis de ses Pleins-pouvoirs, duquel Traité la teneur s'ensuit.

Fiat insertio.

Nous aiant agreable le susdit Traité de Paix en tous, & chacun des Points, & Articles qui y sont

(1) Voyez les ci-devant sous leurs propres Dates. On les omet ici pour éviter la Repetition.

ANNO 1713. ſont contenus & declarés, avons iceux, tant pour Nous, que pour nos Héritiers, Succeſſeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries, & Sujets, accepté, approuvé, ratifié, & confirmé; Et par ces préſentes, ſignées de noſtre main, acceptons, approuvons, ratifions, & confirmons, & le tout promettons en foy, & parole de Roi, ſous l'obligation, & Hypothéque de tous, & un chacun nos biens préſents, & avenir, garder, obſerver inviolablement, ſans aller jamais, ni venir au contraire directement, ou indirectement, en quelque ſorte & maniére que ce ſoit. En témoin de quoi nous avons fait mettre noſtre Sçel à ces Préſentes. Donné a Verſailles le 18. Avril l'an de grace 1713., & de noſtre Regne le ſoixante-dixiéme.

Signé,

LOUIS:

Et plus bas,

Par le Roy,

COLBERT.

Et Scellé en queüe.

Ratification de Son Alteſſe Royale.

VICTOR AME' II., par la grace de Dieu, Duc de Savoye, & Monferrat, Prince de Piémont, Roi de Chypre &c. à tous ceux qui ces préſentes verront, SALUT. Ayant vû le Traité de Paix que le Comte Maffei de la Religion des Saints Maurice, & Lazare, nôtre premier Ecuyer, Colonel d'un Regiment d'Infanterie, Général de Bataille dans nos Armées, & nôtre Envoyé Extraordinaire auprès de Sa Majeſté Britannique, le Marquis du Bourg Gentilhomme de noſtre Chambre, Chevalier Grand Croix de la dite Religion des Saints Maurice, & Lazare, & noſtre Envoyé Extraordinaire auprès de LL. HH. PP. Meſſieurs les Etats Généraux, & noſtre Conſeiller d'Etat Mellarede, nos Ambaſſadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires au Congrès d'Utrecht, en vertu du Plein-pouvoir que nous leur en avons donné; ont conclû, arreſté, & ſigné le 11. de ce mois dans ladite Ville d'Utrecht avec Monſieur le Marquis d'Huxelles Marechal de France, Chevalier des Ordres de Sa Majeſté Très-Chrêtienne, & ſon Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & Monſieur Meſnager Chevalier de l'Ordre de St. Michel Ambaſſadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires de Sadite Majeſté au ſuſdit Congrès d'Utrecht, munis pareillement du Plein-pouvoir néceſſaire, duquel Traité ſuit la teneur.

Fiat Inſertio.

Nous ayant agréable le ſuſdit Traité en tous, & un chacun des Points qui y ſont contenus & déclarés, avons iceloi accepté, approuvé, ratifié, & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions, & confirmons, & le tout promettons en foi, & parole de Prince garder, & obſerver inviolablement, ſans aller, ni venir au contraire directement, ou indirectement, ni permettre, qu'il y ſoit contrevenu en quelque ſorte, & maniére que ce ſoit. En temoin dequoy nous avons ſigné ces preſentes de noſtre main, icelles fait contreſigner par le Marquis de St. Thomas noſtre Miniſtre, & premier Sécretaire d'Etat, & y fait appoſer le Seel de nos armes: Données à Turin le 25. Avril 1713.

Signé,

V AMEDE'E

Contreſigné de

ST. THOMAS.

Et Scellé en queue.

CLVI.

11. Avril. *Traité de Paix & d'Amitié entre* LOUIS XIV. *Roi de France, & les Seigneurs Eſtats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Pais-bas, par lequel on convient que les Couronnes de France & d'Eſpagne demeureront à jamais ſeparées ſans pouvoir eſtre unies en une même perſonne; Que ledit Roi T. C. remetra auxdits Etats Generaux tous les Pais-bas appellés* Eſpagnols *pour les rendre à la Maiſon d'*AUTRICHE, *nonobſtant les Pretentions que pourroit y avoir l'Electeur de Baviere, lequel ſera obligé d'y renoncer, le Roi T. C. y cede auſſi la Ville de* Tournai *avec quelques autres Places & Lieux: Leurs Hautes Puiſſances lui rendent* Lille, *le Roi de* PRUSSE *garde la Ville de* Gueldres, *avec certains Bailliages; & quelques autres. Stipulations ſuivent celles-là, à l'égard de l'Etat de la Religion dans l'Empire, & de la Forteresse de Rhynfelds. Fait à Utrecht le 11. d'Avril 1713. S'enſuivent divers* ARTICLES SEPARE'S, *ou Declarations, avec les Plein-pouvoirs, & Ratifications de part & d'autre.* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. III. pag. 1. Copie imprimée à Paris chez François Fournier avec Privilege du Roi. in 4. Ann. 1713.]

ANNO 1713.

Au nom de la Très-Sainte Trinité.

A tous préſens & à venir ſoit notoire, que pendant le cours de la plus ſanglante Guerre, dont l'Europe ait été affligée depuis long-tems, il a plu à la Divine Providence de préparer à la Chrêtienté la fin de ſes maux en conſervant un ardent déſir de la Paix dans le cœur de Très-haut, Très-excellent, & Très-Puiſſant Prince Loüis XIV., par la Grace de Dieu, Roy Très-Chrétien de France & de Navarre; Sa Majeſté Très-Chrétienne, n'ayant d'ailleurs en vûe que de la rendre ſolide & perpetuelle par l'équité de ſes conditions; & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, ſouhaitant de concourir de bonne foy, & autant qu'il eſt en eux, au retabliſſement de la tranquilité publique, & de rentrer dans l'ancienne amitié & affection de Sa Majeſté Très-Chrêtienne, ont conſenti que la Ville d'Utrecht fut choiſie pour y traiter de Paix, & que pour y parvenir Sa Majeſté Très-Chrétienne auroit nommé pour ſes Ambaſſadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires, le Sieur Nicolas, Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de ſes Ordres, & ſon Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne; & le Sieur Nicolas Meſnager, Chevalier de l'Ordre de St. Michel; & les Seigneurs Etats Généraux, les Sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Roſſum, & Burggrave de l'Empire & Juge de la Ville de Nimegue; Guillaume Buys, Conſeiller Penſionnaire de la Ville d'Amſterdam; Bruno vander Duſſen, ancien Bourguemaiſtre, Sénateur & Conſeiller Penſionnaire de la Ville de Gouda, Aſſeſſeur au Conſeil des Hemrades de Schielandt, Dyckgraef du Crimpenerwaerd; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroek & Bulkeſtein, Grand Baillif du Franc, & de la Ville de l'Ecluſe, Surintendant des Fiefs relevans du Bourg de Bruges du reſſort de l'Etat; Frederic Adrien Baron de Rheede, Seigneur de Renſwoude, d'Emminkhuyſen & Moerkerken, Préſident de la Nobleſſe de la Province d'Utrecht; Sicco de Goſlinga Grietman de Franequeradeel, Curateur de l'Univerſité de Franequer; & Charles Ferdinand, Comte de Inhuyſen & de Kniphuyſen, Seigneur de Wredewold, & Députez dans leur Aſſemblée de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & Weſtfriſe, de Zeelande, d'Utrecht, de Friſe, de Groningue & Ommelanden. Leſquels après le cours d'une longue Négociation, dans laquelle les Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de la très-Haute, très-Puiſſante & très-Excellente Princeſſe, la Reyne de la Grande-Bretagne, n'ont point ceſſé d'employer leurs ſoins infatigables pour l'amener au point d'une concluſion de Paix générale, ſuivant le déſir que cette Princeſſe a toûjours eu de procurer le rétabliſſement de la tranquilité de l'Europe, ſont enfin parvenus à convenir des conditions dont la teneur s'enſuit, ce qu'ils ont fait après avoir imploré l'aſſiſtance Divine & s'être communiqué reſpective-

ANNO 1713.

[illegible] ment leurs Plein-pouvoirs, dont les Copies [illegible] sont insérées de mot à mot à la fin du présent Traité, & en avoir dûment fait l'échange.

I. Il y aura à l'avenir entre Sa Majesté Très-Chrétienne, & ses Successeurs Roys de France & de Navarre, & ses Royaumes, d'une part, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies du Païs-bas d'autre, une Paix bonne, ferme, fidelle & inviolable, & cesseront ensuite & seront delaissés tous actes d'hostilité, de quelque façon qu'ils soient, entre ledit Seigneur Roy, & lesdits Seigneurs Etats Généraux, tant par Mer, & autres Eaux, que par Terre, en tous leurs Royaumes, Païs, Terres, Provinces & Seigneuries, & pour tous leurs Sujets & Habitans de quelque qualité ou condition qu'ils soient, sans exception de Lieux ou de Personnes.

II. Il y aura un oubli & amnistie générale de tout ce qui a été commis de part & d'autre à l'occasion de la derniére Guerre, soit par ceux qui étant nés Sujets de la France, & engagés au service du Roy Très-Chrétien par les Emplois & biens qu'ils possedoient dans l'étendue de la France, sont entrés & demeurés au service des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, ou par ceux qui étant nés Sujets desdits Seigneurs Etats Généraux, ou engagés à leur service par les emplois & biens qu'ils possedoient dans l'étenduë des Provinces-Unies, sont entrés ou demeurés au service de Sa Majesté Très-Chrétienne, & les susdites Personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient, sans nul excepter, pourront rentrer, rentreront, & seront effectivement laissés & rétablis en la possession & jouïssance paisible de tous leurs Biens, Honneurs, Dignités, Priviléges, Franchises, Droits, exemptions, Constitutions & Libertés, sans pouvoir être recherchés, troublés ny inquiétés en général, ny en particulier, pour quelque cause ou prétexte que ce soit, pour raison de ce qui s'est passé depuis la naissance de la dite Guerre, & en conséquence du présent Traité, & après qu'il aura été ratifié tant par Sa Majesté Très-Chrétienne, que par lesdits Seigneurs Etats Généraux, leur sera permis à tous & à chacun en particulier, sans avoir besoin de Lettres d'abolition & de pardon, de retourner en personne dans leurs Maisons, en la jouïssance de leurs Terres, & de tous leurs autres Biens, ou d'en disposer de telle maniére que bon leur semblera.

III. Et si quelques prises se font de part & d'autre dans la Mer Baltique, ou celle du Nord depuis Terneuse jusqu'au bout de la Manche, dans l'espace de quatre semaines, ou du bout de ladite Manche jusqu'au Cap de St. Vincent, dans l'espace de six semaines, & delà dans la Mer Méditerranée & jusqu'à la Ligne dans l'espace de dix semaines, & au delà de la Ligne & en tous les autres endroits du Monde dans l'espace de huit mois, à compter du jour que se fera la Publication de la Paix à Paris & à la Haye; lesdites prises & les dommages, qui se feront de part ou d'autre après le terme préfix, seront portés en compte, & tout ce qui aura été pris sera rendu avec compensation de tous les dommages, qui en seront provenus.

IV. Il y aura de plus entre ledit Seigneur Roy, & lesdits Seigneurs Estats Généraux, & leurs Sujets & Habitans réciproquement, une sincere, ferme & perpetuelle amitié & bonne correspondance, tant par Mer que par Terre, en tout & par tout, tant dedans que dehors l'Europe, sans se ressentir des offenses ou dommages, qu'ils ont receus tant par le passé qu'à l'occasion desdites Guerres.

V. Et en vertu de cette amitié & correspondance, tant Sa Majesté que les Seigneurs Estats Généraux procureront & avanceront fidellement le bien & la prosperité l'un de l'autre, par tout support, aide, conseil & assistances réelles en toutes occasions & en tous tems; & ne consentiront à l'avenir à aucuns Traités ou Négotiations, qui pourroient apporter du dommage à l'un ou à l'autre, mais les rompront & en donneront avis réciproquement avec soin & sincerité aussi-tôt qu'ils en auront connoissance.

VI. Ceux sur lesquels quelques biens ont été saisis & confisqués à l'occasion de ladite Guerre, leurs Héritiers ou ayant cause, de quelque condition ou Religion qu'ils puissent être, jouiront d'iceux biens, & en prendront la possession de leur autorité privée, & en vertu du présent Traité, sans qu'il leur soit besoin d'avoir recours à la Justice, nonobstant toutes incorporations au Fisc, engagemens, dons en faits, Sentences préparatoires ou définitives données par défaut & contumace en l'absence des Parties, & icelles non ouïes, Traités, Accords & Transactions, quelques Rénonciations qui ayent été mises és dites Transactions pour exclure de partie desdits biens ceux à qui ils doivent appartenir; & tous & chacuns Biens & Droits, qui conformément au présent Traité seront restitués, ou doivent être restitués réciproquement aux premiers Proprietaires, leurs Hoirs ou ayant cause, pourront être vendus par lesdits Proprietaires, sans qu'il soit besoin d'impetrer pour ce consentement particulier; & ensuite les Proprietaires des rentes qui de la part des Fiscs seront constitués en lieu des biens vendus, comme aussi des rentes & actions, étant à la charge des Fiscs respectivement, pourront disposer de la proprieté d'icelles par vente ou autrement, comme de leurs autres propres biens.

VII. En contemplation de cette Paix, Sa Majesté Très-Chrêtienne remettra & fera remettre aux Seigneurs Etats Généraux en faveur de la Maison d'Autriche tout ce que Sa Majesté Très-Chrêtienne, ou le Prince, ou les Princes ses Alliez, possedent encore des Païs-bas communément appellez Espagnols, tels que feu le Roy Catholique Charles II. les a possedez, ou dû posseder conformément au Traité de Ryswick, sans que Sa Majesté Très-Chrêtienne, ni le Prince, ou les Princes ses Alliez, s'en reservent aucuns Droits, ou prétentions directement, mais que la Maison d'Autriche entrera en la possession desdits Païs-bas Espagnols pour en jouir désormais & à toujours pleinement & paisiblement selon l'ordre de succession de ladite Maison, aussi-tôt que les Seigneurs Etats en seront convenus avec Elle, de maniére dont lesdits Païs-bas Espagnols leur serviront de Barriere & de seureté.

Bien entendu que du haut Quartier de Gueldre, le Seigneur Roy de Prusse retiendra tout ce qu'il y possede & occupe actuellement, sçavoir la Ville de Gueldre, la Préfecture, le Bailliage, & le Bas Bailliage de Gueldre, avec tout ce qui y appartient & en dépend, comme aussi spécialement les Villes, Bailliages & Seigneuries de Strahlen, Wachtendonck, Middelaar, Walbeeck, Aertsen, Afferden & de Weel, de même que Racy & kleyn Kavelaer, avec toutes leurs appartenances & dépendances. De plus il sera remis à Sa Majesté le Roy de Prusse, l'Ammanie de Krickenbeck, avec tout ce qui y appartient & le Païs de Kessel, pareillement avec toutes les appartenances & dépendances, & généralement tout ce que contient ladite Ammanie & ledit districît, sans en rien excepter, si ce n'est Erklens, avec ses appartenances & dépendances, pour le tout appartenir à Sa Majesté Prussienne, & aux Princes, ou Princesses ses Héritiers ou Successeurs, avec tous les Droits, Prérogatives, revenus & avantages de quelque nom qu'ils puissent être appellez, en la même qualité & de la même maniére, que la Maison d'Autriche, & particuliérement le feu Roy d'Espagne les a possedez, toutefois avec les charges & Hypothéques, & en conséquence les Etats Généraux retireront leurs Troupes des endroits cy-dessus nommez, où il y en pourroit avoir, & déchargeront du serment de fidelité les Officiers tant civils, que des Comptoirs des Péages & autres, au moment de l'évacuation, qui se fera aussi-tôt après la Ratification du présent Traité.

Il a été encore convenu qu'il sera reservé dans le Duché de Luxembourg, ou dans celuy de Limbourg, une terre de la valeur de trente mille écus de revenu par an, qui sera érigée en Principauté en faveur de la Princesse des Ursins & de ses Héritiers.

VIII. En conséquence de cela, Sa Majesté Très-Chrêtienne remettra & fera remettre aux Seigneurs Etats Généraux, en faveur comme cy-dessus, immédiatement après la Paix & au plûtard en quinze jours après l'échange des Ratifications, le Duché, Ville & Forteresse du Luxembourg avec le Comté de Chiny; le Comté, Ville & Château de Namur, comme aussi les Villes de Charleroy & de Nieuport avec toutes leurs appartenances, dépendances, annexes & enclavemens, & tout ce qui outre cela pourroit encore appartenir auxdits Païs-bas Espagnols, définis comme cy-dessus, en l'état auquel le tout se trouve à présent; avec les Fortifications, sans en rien changer, qui s'y trouvent actuellement, & avec tous

ANNO 1713.

tous les Papiers, Lettres, Documens & Archives qui concernent lesdits Païs-bas, ou quelque part d'iceux.

IX. Et comme Sa Majesté Catholique a cedé & transporté en pleine Souveraineté & propriété sans aucune reserve [illegible], à Son Altesse Electorale de Baviere lesdits Païs-bas Espagnols, Sa Majesté Très-Chrétienne promet & s'engage de faire donner un Acte de Sadite Altesse Electorale dans la meilleure forme, par lequel, Elle, tant pour Elle-mesme, que pour les Princes ses Hoirs, & Successeurs nez & à naitre, cede & transporte aux Seigneurs Etats Généraux en faveur de la Maison d'Autriche tout le Droit que son Altesse Electorale peut avoir, ou prétendre sur lesdits Païs-bas Espagnols, soit en tout, ou en partie, tant en vertu de la cession de Sa Majesté Catholique, qu'en vertu de quelqu'autre Acte, Titre, ou prétention que ce puisse étre, & par lequel Acte Sadite Altesse Electorale reconnoisse la Maison d'Autriche pour légitimes & Souverains Princes desdits Païs-bas, sans aucune restriction, ou reserve, & décharge & dispense absolument tous & un chacun des Sujets desdits Païs-bas, qui lui ont presté serment de fidelité, ou fait hommage; lequel Acte de cession de son Altesse Electorale sera remis comme l'on en est convenu, à la Reine de la Grande-Bretagne le même jour que les Ratifications du présent Traité doivent être échangées.

Bien entendu que l'Electeur de Baviere retiendra la Souveraineté & les revenus du Duché & Ville de Luxembourg, de la Ville & Comté de Namur, de la Ville de Charleroy, & de leurs dépendances, appartenances, annexes & enclavemens (sauf le payement des rentes constituées & hypothéquées sur lesdits revenus) jusqu'à ce que son Altesse Electorale ait été retablie dans tous les Etats qu'Elle possedoit dans l'Empire avant la Guerre présente, à l'exception du haut Palatinat, & qu'Elle aura été mise dans le rang de neuvieme Electeur, & en possession du Royaume de Sardaigne, du titre de Roy; comme aussi son Altesse Electorale & pendant le tems qu'Elle gardera la Souveraineté des susdits Païs, pourra tenir ses Troupes dans les dépendances du Duché de Luxembourg, lesquelles Troupes n'excederont pas le nombre de sept mille Hommes, & qu'aucunes Troupes des Seigneurs Estats Généraux, ou de leurs Alliez, excepté celles que lesdits Estats Généraux envoyeront pour les Garnisons des Places de Luxembourg, Namur, & Charleroy, ne pourront passer, loger, ny sejourner dans les dépendances des Païs, dont son Altesse Electorale doit garder la Souveraineté, comme il est dit cy-dessus; il sera cependant permis aux Estats Généraux de faire voiturer, sans aucun empêchement ni opposition quelconque, toutes sortes de Munitions de bouche & de guerre dans la Ville de Luxembourg, qu'ils trouveront nécessaire. On est aussi convenu que l'Electeur de Baviere conservera la Souveraineté & les revenus de la Ville & Duché de Luxembourg & de leurs dépendances, appartenances, annexes & enclavemens, jusqu'à ce qu'il ait été dédommagé de ses prétentions à l'égard du Traité d'Ilmersheim; & l'on est convenu que ce dédommagement sera réglé par les Arbitres, dont on conviendra & du nombre desquels la Reyne de la Grande-Bretagne a consenti d'être. Et ce réglement se sera par lesdits Arbitres le plûtôt qu'il sera possible. Sa Majesté Très-Chrétienne fera sortir l'Acte de cession de Son Altesse Electorale son plein & entier effect; & pour encore plus de seureté, Sa Majesté Très-Chrétienne promet de faire en sorte, que Sa Majesté Catholique approuvera autant que de besoin, ladite cession de Altesse son Electorale dans son Traité, tant avec Sa Majesté Britannique qu'avec les Seigneurs Etats Généraux.

X. Cependant quoyque l'Electeur de Baviere demeure en possession de la Souveraineté, & des revenus de la Ville & Duché de Luxembourg, de la Ville & Comté de Namur, de la Ville de Charleroy, & de leurs dépendances, comme il est dit cy-dessus; On est convenu que Sa Majesté Très-Chrétienne retirera toutes ses Troupes de la Ville & Duché de Luxembourg, de la Ville & Comté de Namur, de la Ville de Charleroy, & de toutes leurs dépendances, immédiatement après la Paix, & au plûtard en quinze jours après l'échange des Ratifications du présent Traité, qu'Elle fera en sorte que Sadite Altesse Electorale [illegible] aussi en même tems toutes les siennes (excepté des dépendances du Duché de Luxembourg & celles qu'il pourront y avoir de l'Electeur de [illegible] son Frère) sans aucune [illegible], & que la Ville & Forteresse de Luxembourg, la Ville & Château de Namur, comme aussi la Ville de Charleroy seront cependant gardez par les Troupes des Seigneurs Etats Généraux, lesquelles y entreront immédiatement après la Paix, & au plûtard en quinze jours après l'échange des Ratifications. On est convenu aussi que les Troupes desdits Seigneurs Etats y seront logées & traitées conformément au réglement fait sur ce sujet après la Paix de Ryswick avec Sadite Altesse Electorale alors Gouverneur Général desdits Païs-bas, comme aussi que la Ville & Duché de Luxembourg, la Ville & Comté de Namur, & la Ville de Charleroy, & leurs dépendances, contribueront leur quote part d'un million de florins monnoye de Hollande, qui doit être assigné par an auxdits Seigneurs Etats Généraux sur les meilleurs, & les plus clairs revenus desdits Païs-bas Espagnols pour l'entretien de leurs Troupes, & des Fortifications des Villes & Places de leurs Barrieres, les Etats Généraux de leur côté s'engagent & promettent que leurs Troupes ne troubleront en aucune maniére l'Electeur de Baviere dans la possession de la Souveraineté, & des revenus desdites Villes & Païs pour tout le tems qu'il en doit jouir.

XI. Sa Majesté Très-Chrétienne cede aux Seigneurs Etats Généraux, tant pour Elle même que pour les Princes ses Hoirs & Successeurs, nez & à naître, & ce en faveur de la Maison d'Autriche, tout le Droit qu'Elle a eu, ou pourroit avoir sur la Ville de Menin avec toutes ses Fortifications, & avec sa Verge, sur la Ville & Citadelle de Tournay avec tout le Tournaisis, sans se rien reserver de son Droit là-dessus, ni sur aucune de ses dépendances, appartenances, annexes ou enclavemens; mais cede absolument ces Villes & Places avec tous leurs territoires, dépendances, appartenances, annexes & enclavemens, & avec tous les mêmes Droits en tout que Sa Majesté Très-Chrétienne les a possedées avant cette Guerre, excepté que St. Amant avec ses dépendances, & Mortagne sans dépendances, reviendront & demeureront à Sa Majesté Très-Chrétienne; à condition néanmoins qu'il ne sera pas permis de faire à Mortagne aucunes Fortifications, ni Ecluses de quelque nature qu'elles puissent être; On est aussi convenu que le Prince d'Epinoy rentrera en possession de la Terre d'Amoing en vertu du présent Traité, à condition que la Maison de Ligne pourra poursuivre ses Droits ou prétensions sur ladite Terre devant les Juges competens. Les Seigneurs Etats Généraux promettent qu'ils rendront les Villes, Places, Territoires, dépendances, appartenances, annexes & enclavemens, que Sa Majesté Très-Chrétienne leur cede par cet Article, à la Maison d'Autriche, aussi-tôt que les Seigneurs Etats en seront convenu avec ladite Maison, laquelle en jouira alors irrevocablement & à toûjours.

XII. Sa Majesté Très-Chrétienne tant pour Elle meime que pour les Princes ses Héritiers & Successeurs nez, & à naître, cede aussi en faveur de la Maison d'Autriche tout le Droit qu'elle a sur Furnes, Furner Ambagt, y compris les huit Paroisses & le Fort de Knoque, les Villes de Loo & Dixmuyden avec leurs Dépendances, Ypres avec sa Chastellenie, (Rousselaer y compris) & avec les autres dépendances, qui seront désormais Poperingue, Warneton, Commines, Warwich, ces trois derniéres Places pour autant qu'elles sont situées du costé de la Lys vers Ypres, & ce qui dépend des Lieux cydessus exprimez, sans que Sa Majesté Très-Chrétienne se reserve aucun Droit sur lesdites Villes, Places, Forts, & Païs, ni sur aucune de leurs appartenances, dépendances, annexes ou enclavemens.

Aussi sera Sa Majesté Très-Chrétienne, immediatement après la Paix, & au plûtard en quinze jours aprés l'échange des Ratifications, évacuer & remettre aux Seigneurs Etats Généraux toutes lesdites Villes, Places, Forts, & Païs avec toutes leurs appartenances, dépendances, annexes & enclavemens, sans en rien excepter, le tout de la même maniére que Sa Majesté Très-Chrétienne les possede maintenant avec les Fortifications, comme elles sont, sans y rien changer, & avec tous les Papiers, Lettres, Archives, & Documens, qui concernent lesdites Villes, Places, Forts, leurs dépendances, appartenances, & enclavemens, afin que lesdits Seigneurs

ANNO 1713.

[illegible] toutes les [illegible] appartenances [illegible] la Maison d'Autriche [illegible] avec Elle, lesquel[illegible], & à toûjours.

XIII. La Navigation de la Lis, depuis l'embouchure [illegible] en remontant, sera libre, & il ne s'y établira aucun peage, ni imposition.

XIV. On est aussi convenu qu'aucune Province, [illegible], Fort ou Place desdits Païs-bas Espagnols, ny ceux qui sont cedez par Sa Majesté Très-Chrétienne, ne seront jamais cedez, transportez, ni donnez, [illegible] echoir à la Couronne de France, ni à aucun Prince, ou Princesse de la Maison ou Ligne de France, [illegible] en vertu de quelque don, vente, [illegible], convention Matrimoniale, succession par testament, ou ab intestat, ou sous quelqu'autre titre [illegible] puisse être, ni être mis de quelque maniere que ce soit, au pouvoir, ni sous l'autorité du Roy Très-Chrétien, ni de quelque Prince ou Princesse de la Maison ou Ligne de France.

XV. Lesdits Seigneurs Etats Généraux remettront à Sa Majesté Très-Chrétienne la Ville & Citadelle de Lille, avec toute Sa Châtellenie sans aucune exception, Orchies, le Païs de Laleu & le Bourg de la Gorgue, les Villes & Places d'Aire, Bethune & St. Venant avec le Fort François, leurs Bailliages, Gouvernances, appartenances, dépendances, [illegible], & annexes, le tout ainsi qu'il a été possedé par le Roy Très-Chrétien avant la présente guerre, lesquelles Villes, Places & Forts, seront évacuez immediatement après la Paix, & au plus tard en quinze jours après l'échange des Ratifications du présent Traité, avec toutes les Fortifications, dans l'état où elles se trouvent à présent, sans en rien changer, & avec tous les Papiers, Lettres, Documens, Archives, & particulierement avec ceux de la Chambre des Comptes de Lille, & s'il y en avoit eu quelques-uns de détournez, on les raportera de bonne foy; bien entendu que lesdits Seigneurs Etats Généraux ne seront point tenus à aucun dédommagement pour ce dont le Roy Très-Chrétien pourroit déja être en possession desdits Païs, ni à faire reparer ce qui se trouvera avoir été détruit par la guerre. On est aussi convenu que le Prince d'Epinoy rentrera en possession des Terres de Cisoing & de Roubai, & autres biens situez dans lesdits Païs de Lille en vertu du présent Traité, à condition que la Maison de Ligne poutra poursuivre ses Droits ou prétensions sur lesdites Terres & Biens devant des Juges competans.

XVI. Quant à la restitution des Canons, Artillerie, Boulets, Armes & Munitions de guerre de part & d'autre, on est convenu que la Ville & Forteresse de Luxembourg, la Ville & Château de Namur, la Ville de Charleroy & celle de Nieuport, & généralement toutes Places, Forts, & Postes possedez par Sa Majesté Très-Chrétienne, ou ses Alliez, les Electeurs de Cologne & de Baviere, seront remis avec les Canons, Artillerie, Boulets, Armes & Munitions de guerre qui y étoient au tems du decés du feu Roy Catholique Charles II., suivant les Inventaires qui en seront fournis; que la Ville & Citadelle de Lille, la Ville d'Aire, avec le Fort François, Bethune & St. Venant, seront rendues avec les Canons, Artillerie, Boulets, Armes, & Munitions de guerre, qui y ont esté au tems de la prise, suivant les Inventaires qui en seront délivrez de part & d'autre, bien entendu, qu'à l'égard des piéces d'Artillerie, qui ayant été endommagées pendant les sieges, ont été transportées ailleurs pour les refondre, les Seigneurs Etats Généraux les feront remplacer par un pareil nombre de mesme calibre. Que la Ville d'Ypres sera remise avec cinquante pieces de Canon de fonte de toutes sortes de calibre & avec la moitié des Munitions de guerre qui s'y trouvent présentement, & finalement que la Ville de Furnes sera remise avec les Canons, Artillerie, Boulets, Armes & Munitions de guerre, qui s'y sont trouvez au commencement de l'année courante, suivant les Inventaires qui en seront délivrez de la part de Sa Majesté Très-Chrétienne.

XVII. Les Troupes de part & d'autre se retireront aussi-tôt après l'échange des Ratifications du présent Traité, sur les Terres & Païs de leurs propres Souverains, & dans les Places & Lieux qui leur doivent réciproquement demeurer & appartenir suivant le présent Traité, sans pouvoir rester, sous quelque pretexte que ce soit [illegible] Païs de l'autre Souverain, ni dans [illegible] Lieux qui [illegible] doivent parei[illegible]ment [illegible] après [illegible] & il y aura aussi [illegible] après la signature de ce même Traité cessation d'armes & d'hostilitez, non pas [illegible] en tous endroits de la domination de Sa Majesté Très-Chrétienne & des Seigneurs Etats tant par Mer, & autres Eaux, que par Terre, comme il est dit ci-dessus, mais aussi de part & d'autre dans les Païs-bas entre les Païs, Sujets & Troupes de quelque Puissance que ce soit.

XVIII. Il a été aussi accordé que la perception des Aides, Subsides, & autres Droits, dont le Roy Très-Chrétien & les Seigneurs Etats sont en possession, sur tous les Païs qui [illegible] d'être [illegible] de part & d'autre, sera continuée jusqu'au jour de l'échange des Ratifications, & que ce qui en restera dû, lors du dit échange des Ratifications, sera payé de bonne foy à ce[illegible], qui y auront droit, comme aussi que dans le même tems les Propriétaires des Bois confisqués dans les dépendances des Places, qui doivent être remises de part & d'autre, rentreront en la possession de leurs biens, & de tous les Bois qui se trouveront sur le lieu; Bien entendu que du jour de la signature du présent Traité, toutes les coupes de Bois cesseront de part & d'autre.

XIX. Il y aura de part & d'autre un oubly & une amnistie perpetuelle de tous les torts, injures & offences, qui auront été commis de fait & de parole, ou en quelque maniére que ce soit, pendant le cours de la présente Guerre, par les Sujets des Païs-bas Espagnols, & des Places & Païs cedez ou restituez par Sa Majesté Très-Chrétienne, ou par les Seigneurs Etats Généraux, sans qu'ils puissent être exposez à quelque recherche que ce soit, & l'on est convenu que tout le contenu en l'Article second du présent Traité est rappellé pour être aussi executé entre les Sujets de Sa Majesté Très-Chrétienne & ceux desdits Païs-bas Espagnols, & Païs cedez, ou restituez, de la manière qu'il le sera entre lesdits Sujets de Sa Majesté Très-Chrétienne & ceux des Seigneurs Etats Généraux.

XX. Par le moyen de cette Paix les Sujets de Sa Majesté Très-Chrétienne & ceux desdits Païs-bas Espagnols & des Places cedées par Sadite Majesté Très-Chrétienne, pourront, en gardant les Loix, usages & coûtumes des Païs, aller, venir, demeurer, trafiquer, retourner, traiter, négocier ensemble, comme bons Marchands, même vendre, changer, aliener, & autrement disposer des biens, effets, meubles & immeubles, qu'ils ont, ou auront, situez respectivement de part & d'autre, & chacun les y pourra acheter, sujet ou non sujet, sans que pour cette vente, ou achat, ils ayent besoin de part ni d'autre de permission autre que le présent Traité, il sera aussi permis aux Sujets des Places & Païs cedez ou restituez par le Roy Très-Chrétien; & par les Seigneurs Etats Généraux, comme aussi à tous les Sujets desdits Païs-bas Espagnols de sortir desdites Places & Païs-bas Espagnols, pour aller demeurer ou bon leur semblera dans l'espace d'un an, avec la faculté de vendre à qui il leur plaira, ou de disposer autrement de leurs effets, biens meubles & immeubles, avant & après leur sortie, sans qu'ils puissent en être empêchez directement ou indirectement.

XXI. Les mêmes Sujets de part & d'autre, Ecclesiastiques & Seculiers, Corps, Communautez, Universitez & Colleges, seront retablis, tant en la jouïssance des Honneurs, Dignitez & Bénéfices, dont ils étoient pourvûs avant la Guerre, qu'en celle de tous & chacun leurs Droits, Biens meubles, & immeubles, rentes saisies, ou occupées à l'occasion de la présente Guerre, ensemble leurs Droits, actions & successions, à eux survenus, même depuis la Guerre commencée, sans toutefois pouvoir rien demander des fruits & revenus perçus & échus pendant le cours de la présente Guerre jusqu'au jour de la publication du présent Traité, lesquels retablissemens se feront réciproquement; nonobstant, toutes Donations, Concessions, Déclarations, Confiscations, Sentences données par contumace, les Parties non ouïes, qui seront nulles & de nul effet, avec une liberté entiere auxdites Parties de revenir dans les Païs d'où elles se sont retirées, pour & à cause de la Guerre, pour jouïr de leurs biens & rentes, en Personne, ou par Procureur, conformément aux Loix & Coûtumes des Païs & Etats. Dans lesquels ré-

ANNO 1713.

tabliſſemens ſont auſſi compris ceux, qui dans la derniére guerre, on à ſon occaſion, auront ſuivy le party contraire; néanmoins les Arrêts, & Jugements rendus dans les Parlements, Conſeils & autres Cours ſuperieures ou inferieures, & auſquels il n'aura pas été expreſſement dérogé par le préſent Traité, auront lieu & ſortiront leur plein & entier effet, & ceux qui en vertu deſdits Arrêts & Jugemens ſe trouveront en poſſeſſion de Terres, Seigneuries & autres Biens, y ſeront maintenus, ſans préjudice toutefois aux Parties, qui ſe croiront lezées par leſdits Jugemens & Arrêts, de ſe pourvoir par les voyes ordinaires & devant les Juges competens.

XXII. A l'égard des rentes affectées ſur la Généralité de quelques Provinces des Pais-bas, dont une partie ſe trouvera poſſedée par Sa Majeſté Très-Chrêtienne, & l'autre par leſdits Seigneurs Eſtats Généraux, ou par la Maiſon d'Autriche, à laquelle les Pais-bas Eſpagnols doivent appartenir; il a été convenu & accordé que chacun payera ſa quote part, & ſeront nommez des Commiſſaires pour régler la portion qui ſe payera de part & d'autre.

XXIII. Dans leſdits Pais, Villes & Places cedés par le préſent Traité, les Bénéfices accordés & légitimement conférez à des Perſonnes capables, pendant le cours de la préſente Guerre, ſeront laiſſez à ceux qui les poſſedent à préſent, & généralement toutes choſes, qui concernent la Religion Catholique Romaine & ſon exercice, y ſeront laiſſées & conſervées de la part deſdits Seigneurs Etats Généraux, & de la Maiſon d'Autriche, à laquelle les Pais-bas doivent appartenir, dans l'eſtat où elles ſont, ou qu'elles étoient avant la préſente Guerre, ceſſion, ou évacuation, tant à l'égard des Magiſtrats, qui ne pourront être que Catholiques Romains, comme par le paſſé, qu'à l'égard des Eveſques, Chapitres, Monaſtéres, l'Ordre de Malte (pour les biens de cet Ordre ſituez dans les Pais-bas Eſpagnols, & dans les Pais-bas Eſpagnols, & dans les Pais cedez & reſtituez de part & d'autre par le préſent Traité) & autres, & généralement à l'égard de tout le Clergé, qui ſeront tous maintenus & reſtituez dans toutes leurs Egliſes, Libertez, Franchiſes, Immunitez, Droits, Prérogatives & honneurs, ainſi qu'ils l'ont été ſous les Souverains Catholiques Romains, & que tous & un chacun dudit Clergé pourvûs de quelques biens Eccleſiaſtiques, Commanderies, Canonicats, Perſonnats, Prevoſtez, & autres Bénéfices quelconques, y demeurent, ſans en pouvoir être dépoſſedez, & jouiront des biens & revenus en provenans, & les pourront adminiſtrer & percevoir, comme auparavant; comme auſſi les Penſionaires jouiront, comme par le paſſé, de leurs penſions aſſignées ſur les Bénéfices, ſoit qu'elles ſoient créées en Cour de Rome, ou par les Brevets de leurs Majeſtés Très-Chrêtienne & Catholique avant le commencement de la préſente Guerre, ſans qu'ils en puiſſent être fruſtrez pour quelque cauſe ou prétexte que ce ſoit.

XXIV. Quant à l'exercice de la Réligion Proteſtante par les Troupes que les Etats Généraux auront dans les Places deſdits Pais-bas Eſpagnols, & dans celles cedées par le Roi Très-Chrétien, il s'y fera conformément au Réglement fait avec l'Electeur de Baviero, Gouverneur des Pais-bas Eſpagnols, ſous le regne du Roi Charles II.

XXV. On eſt de plus convenu que les Communautez & Habitans de toutes les Places, Villes & Pais, que Sa Majeſté Très-Chrêtienne cede par le préſent Traité, ſeront conſervez & maintenus dans la libre jouiſſance de tous leurs Privilèges, Prérogatives, Coûtumes, Exemptions, Droits, Octrois communs & particuliers, Charges & Offices héréditaires avec les mêmes honneurs, rangs, gages, émolumens & exemptions, ainſi qu'ils en ont joüi ſous la Domination de Sadite Majeſté Très-Chrêtienne, & tout ce qui eſt porté dans le préſent Article aura auſſi lieu pour les Villes & Places reſtituées à Sa Majeſté Très-Chrêtienne par les Seigneurs Etats Généraux, pourvû qu'il ne s'y ſoit point fait d'innovations dans le Gouvernement civil.

XXVI. On eſt convenu que les Garniſons, qui ſe trouvent ou ſe trouveront cy-après de la part des Seigneurs Etats dans la Ville, Château & Forts de Huy, comme auſſi dans la Citadelle de Liége, y reſteront aux dépens deſdits Seigneurs Etats, & que Sa Majeſté fera en ſorte que l'Electeur de Cologne en qualité d'Eveſque & Prince de Liége y conſente; Et Sadite Majeſté fera auſſi en ſorte que toutes les Fortifications de la Ville de Bonn ſoient raſées trois mois après le rétabliſſement dudit Electeur.

XXVII. Tous Priſonniers de guerre ſeront délivrez de part & d'autre ſans diſtinction ou reſerve, & ſans payer aucune rançon, mais les dettes qu'ils ont contractées ou faites de part & d'autre ſeront payées, celles des François de par Sa Majeſté Très-Chrêtienne & celles de ceux de l'Etat de par les Seigneurs Etats, reſpectivement, dans le terme de trois mois après l'échange deſdites Ratifications, à quelle fin ſeront nommez, immediatement après cet échange, des Commiſſaires de part & d'autre, qui feront la Liſte de ces dettes, les liquideront & feront donner caution valable pour l'aſſeurance du payement qui ſera dû, & qu'il ſe fera dans ledit terme.

XXVIII. La levée des Contributions demandées & accordées de part & d'autre ſera continuée pour tout ce qui reſtera dû, juſques au jour de l'échange des Ratifications du préſent Traité, & les arrérages, qui reſteront dûs lors de l'échange des Ratifications ſeront payées dans l'eſpace de trois mois après le terme ſuſdit; Et aucune execution ne ſe pourra faire pour raiſon de ce, pendant ledit tems, contre les Chaſtelenies, Bailliages, Communautez & autres redevables, pourvû qu'elles ayent donné bonne & valable caution reſtante dans une Ville de la domination de Sa Majeſté Très-Chrêtienne, ou des Seigneurs Etats, à qui leſdites contributions ſeront dûes. La même ſtipulation aura lieu à l'égard des contributions demandées de la part de Sa Majeſté Très-Chrêtienne & accordées par les Pais-bas Eſpagnols.

XXIX. Pour affermir d'autant plus & faire ſubſiſter ce Traité, on eſt de plus convenu entre Sa Majeſté & les Seigneurs Etats Généraux, qu'étant ſatisfait à ce Traité, il ſe fera, comme ſe fait par celuy-cy, une Rénonciation tant générale que particuliere ſur toutes ſortes de prétenſions tant du tems paſſé, que du préſent, quelles qu'elles puiſſent être, que l'un parti pourroit intenter contre l'autre, pour ôter à l'avenir toutes les occaſions que l'on pourroit ſuſciter, & faire parvenir à de nouvelles diſſentions.

XXX. Les voyes de la Juſtice ordinaire ſeront ouvertes, & le cours en ſera libre réciproquement, & les Sujets de part & d'autre pourront faire valoir leurs Droits, actions & prétenſions ſuivant les Loix & les Statuts de chaque Pais, & y obtenir les uns contre les autres ſans diſtinction toute la ſatisfaction, qui leur pourra légitimement appartenir; & s'il y a eu des Lettres de repréſailles accordées de part ou d'autre, ſoit devant ou après la déclaration de la derniére Guerre, elles demeureront revoquées & annullées, ſauf aux Parties, en faveur deſquelles elles auront été accordées, à ſe pourvoir par les voyes ordinaires de la Juſtice.

XXXI. Puiſque l'on convient qu'il eſt abſolument néceſſaire d'empêcher que les Couronnes de France & d'Eſpagne ne puiſſent jamais être unies ſur la teſte d'un même Roy, & de pourvoir par ce moyen à la ſeureté & à la liberté de l'Europe; & que ſur les inſtances très-fortes de la Reine de la Grande-Bretagne, & du conſentement, tant du Roy Très-Chrêtien, que du Roy Catholique, ont été trouvé les moyens d'empêcher cette union pour toûjours par des renonciations faites dans les termes les plus forts & paſſées à Madrid dans le mois de Novembre dernier, de la maniére la plus ſolemnelle & par la déclaration des Cortes d'Eſpagne là-deſſus.

Et puiſque par leſdites renonciations & déclarations, qui doivent toûjours avoir la force de loy pragmatique, fondamentale & inviolable, il y a été arreſté & pourvû, que ni le Roy Catholique luy même, ni aucun de ſes Deſcendans, puiſſe à l'avenir prétendre à la Couronne, moins encore monter ſur le Trône de France.

Et d'autant que par des Renonciations réciproques de la part de la France & par des Conſtitutions ſur la ſucceſſion héréditaire à la Couronne de France qui tendent au même but, les deux Couronnes de France & d'Eſpagne ſont tellement ſeparées & déſunies l'une d'avec l'autre, que (leſdites Renonciations,

Tranſ-

ANNO 1713.

[illegible] tout ce qui y [illegible] demeurent [illegible] & étant [illegible] de bonne foy [illegible] ont été [illegible] par le Roy Très-Chrétien & [illegible] le promettent & s'engagent mu[illegible] de la maniére la plus forte, qu'il ne [illegible] fait ni par Sa Majesté Très-Chrétienne, ses Héritiers & Successeurs, ni par lesdits Seigneurs Etats, ni permis, ou souffert qu'd'autres fassent, que lesdites Renonciations, Transactions & tout ce qui y a rapport, ne sortent leur plein & entier effet ; mais au contraire Sa Majesté Très-Chrétienne & les Seigneurs Etats prendront soin [illegible], & joindront leurs conseils & leurs forces, afin que lesdits fondemens du salut public demeurent toûjours inébranlables & soyent observez inviolablement.

XXXII. Le Roy Très-Chrétien consent aussi & promet qu'il ne prétendra, ni n'acceptera aucun autre avantage, ni pour luy même, ni pour ses Sujets, dans le Commerce & la Navigation, soit en Espagne, ou dans les Indes Espagnoles, que celuy dont on a joui pendant le regne du feu Roy Charles II, ou qui seroit pareillement accordé à toute autre Nation trafiquante.

Et qu'aussi long-tems que les Roys d'Espagne n'accordent pas d'autres avantages à toutes les Nations trafiquantes, le Commerce & la Navigation en Espagne, & dans les Indes Espagnoles, se feront précisement & en tout de la même maniére qu'ils se faisoient sous le regne & jusques à la mort dudit Roy Catholique Charles II.

Sa Majesté Très-Chrétienne & lesdits Seigneurs Etats se promettent réciproquement que leurs Sujets seront assujettis, comme toutes les autres Nations, aux anciennes Loix & Réglemens faits par les Roys Prédecesseurs de Sa Majesté Catholique au sujet dudit Commerce & de ladite Navigation.

XXXIII. Les Seigneurs Etats Généraux considérant que pour leur seureté il est nécessaire que rien ne puisse troubler la tranquilité de l'Empire, le Roy Très-Chrétien consentira que dans le Traité à faire avec l'Empire, tout ce qui regarde dans ledit Empire l'état de Religion soit conforme à la teneur des Traitez de Westphalie, en sorte qu'il paroisse manifestement que l'intention de Sa Majesté Très-Chrétienne n'est point & n'a point été qu'il y ait rien de changé auxdits Traités tant à l'Ecclesiastique qu'au temporel.

XXXIV. Sa Majesté Très-Chrétienne consent aussi que dans le mesme Traité avec l'Empire, la Forteresse de Rhinfels & la Ville de St. Goar, avec tout ce qui en dépend, demeurent au Landgrave de Hesse-Cassel, & à ses Successeurs, moyennant un équivalent raisonnable à payer aux Princes de Hesse-Rhinfels ; à condition que la Religion Catholique Romaine, de la maniére qu'elle s'y trouve établie, y soit exercée sans aucune alteration.

XXXV. Si par inadvertance ou autrement il survenoit quelque innobservation ou inconvenient au présent Traité de la part de Sadite Majesté ou desdits Seigneurs Etats Généraux & leurs Successeurs, cette Paix & Alliance ne laissera pas de subsister en toute sa force, sans que pour cela on en vienne à la rupture de l'amitié & de la bonne correspondance; mais on reparera promptement lesdites contraventions, & si elles procedent de la faute de quelques Particuliers Sujets, ils en seront seuls punis & chastiez.

XXXVI. Et pour mieux asseurer à l'avenir le Commerce & l'amitié entre les Sujets dudit Seigneur Roy & ceux desdits Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, il a été accordé & convenu qu'arrivant cy-aprés quelque interruption d'amitié ou rupture entre la Couronne de France & lesdits Seigneurs Etats desdites Provinces-Unies (ce qu'à Dieu ne plaise,) il sera toûjours donné neuf mois de tems aprés ladite rupture aux Sujets de part & d'autre pour se retirer avec leurs effets & les transporter où bon leur semblera, ce qu'il leur sera permis de faire, comme aussi de vendre ou transporter leurs biens & meubles en toute liberté, sans qu'on leur puisse donner aucun empêchement, ni proceder pendant ledit tems de neuf mois à aucune saisie de leurs effets, moins encore à l'arrest de leurs Personnes.

XXXVII. En ce présent Traité de Paix & d'Alliance seront compris de la part dudit Seigneur Roy Très-Chrétien tous ceux qui seront nommez avant l'échange des Ratifications & dans l'espace de six mois aprés qu'elles auront été échangées.

Et de la part des Seigneurs Etats Généraux la Reyne de la Grande Bretagne & tous leurs autres Alliez, qui dans le terme de six semaines, à compter depuis l'échange des Ratifications, déclareront accepter la Paix, comme aussi les treize louables Cantons des Ligues Suisses & leurs Alliez & Confederez, & particulierement & en la meilleure forme & maniére, que faire se peut, les Républiques & Cantons Evangeliques, Zurig, Berne, Glaris, Basle, Schafhouse, & Appenzel, avec tous leurs Alliez & Confédérez, nommément la République de Geneve, la Ville & Comté de Neutchatel, les Villes de St. Gal, Milhausen, & Bienne ; item les Ligues Grises & dépendances, les Villes de Bremen & d'Embden ; & de plus tous Roys, Princes & Etats, Villes, Personnes particulieres à qui les Seigneurs Etats Généraux, sur la réquisition, qui leur en sera faite, accorderont d'y être compris.

XXXVIII. Et pour plus grande seureté de ce Traité de Paix, & de tous les Points & Articles y contenus, sera ledit présent Traité publié, verifié & enregistré en la Cour du Parlement de Paris, & de tous autres Parlemens du Royaume de France & Chambre des Comptes dudit Paris ; comme aussi semblablement ledit Traité sera publié, verifié & enregistré par les Seigneurs Etats Généraux dans les Cours & autres Places là où l'on a accoûtumé de faire les publications, verifications & enregistremens.

XXXIX. Le présent Traité sera ratifié & approuvé par le Seigneur Roy & les Seigneurs Etats Généraux, & les Lettres de Ratification seront délivrées dans le terme de trois semaines, ou plûtôt si faire se peut, à compter du jour de la signature.

En foy de quoy nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de Sadite Majesté, & des Seigneurs Etats Généraux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs, avons esdits noms signé ces présentes de nos Seings ordinaires & à icelles fait apposer les Cachets de nos Armes, à Utrecht l'onziéme Avril 1713.

Signé,

HUXELLES. (L. S.)	(L. S.) J. v. RANDWYCK.
MESNAGER. (L. S.)	(L. S.) WILLEM BUYS.
	(L. S.) B. v. DUSSEN.
	(L. S.) C. v. GHEEL VAN SPANBROECK.
	(L. S.) F. A. BARON DE REEDE DE RENSWOUDE.
	(L. S.) S. v. GOSLINGA.
	(L. S.) GRAEF VAN KNIPHUYSEN.

S'ensuit la teneur du Pouvoir des Ambassadeurs & Plénipotentiaires du Roy Très-Chrétien.

LOUIS, par la Grace de Dieu, Roy de France, & de Navarre. A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Comme Nous n'avons rien oublié pour contribuer de tout nôtre pouvoir au Rétablissement d'une Paix sincere, & solide, & qu'il y a lieu d'esperer que les Conférences, qui se tiennent à Utrecht, pour parvenir à un bien aussi désirable, auront bien-tôt un heureux succès, voulant encore aporter tous nos soins pour en avancer l'effet, & pour faire cesser au plûtôt la désolation de tant de Provinces, & arrêter l'effusion du sang Chrêtien : Nous confiant entiérement en la capacité, expérience, zéle, & fidélité pour

ANNO 1713.

pour nôtre Service, de nôtre très-cher & bien-amé Cousin, le Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de nos Ordres, & notre Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & de nôtre cher & bien-amé le Sieur Mesnager, Chevalier de nôtre Ordre de St. Michel. Pour ces Causes & les autres bonnes considérations à ce nous mouvant, Nous avons commis, ordonné, & député, & par ces présentes, signées de nôtre Main, commettons, ordonnons, & députons lesdits Sieurs Marechal d'Huxelles, & Mesnager, & leur avons donné & donnons Plein-pouvoir, Commission, & Mandement spécial, en qualité de Nos Ambassadeurs Extraordinaires & nos Plénipotentiaires, de conférer, négocier, & traiter, avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de nos très-chers, & grands amis les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas, revêtus de Pouvoirs en bonne forme, arrêter, conclure, & signer tels Traitez de Paix, Articles & Conventions, que nous nous proposons, & à l'utilité réciproque de nos Sujets; en sorte que nosdits Ambassadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires agissent en tout ce qui regardera la Négotiation avec lesdits Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas avec la même autorité que Nous ferions & pourrions faire, si Nous étions présens en Personne, encore qu'il y eût quelque chose qui requît un Mandement plus spécial, non contenu en cesdites présentes. Promettant en foy, & parole de Roi, d'avoir agréable, & tenir ferme, & stable à toûjours, accomplir & exécuter ponctuellement tout ce que lesdits Sieurs Marechal d'Huxelles & Mesnager, ou l'un d'entre eux, dans lesdits cas d'absence, ou de Maladie, auront stipulé, promis, & signé, en vertu du présent Pouvoir, sans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu, pour quelque cause, ou sous quelque prétexte que ce puisse être, Comme aussi d'en faire expedier nos Lettres de Ratification en bonne forme, & de les faire délivrer pour être échangées dans le tems dont il sera convenu par les Traités à faire. Car tel est nôtre plaisir. En tesmoin de quoy Nous avons fait mettre nôtre Séel à ces Présentes. Donné à Versailles le quatriéme jour de Mars, l'An de Grace, mil sept cent treize, & de nôtre Regne le soixante dixiesme.

Signé,

LOUIS.

Et sur le Reply,

Par le Roy,

COLBERT.

Sellé du grand Sceau de Cire jaune.

S'ensuit la teneur des Pouvoirs des Ambassadeurs & Plenipotentiaires des Seigneurs Etats Généraux.

LES Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, à tous ceux qui ces présentes, verront, salut. Comme nous ne souhaittons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix la Guerre, dont la Chrétienté est à présent affligée, & que la Ville d'Utrecht a été agréée pour le lieu des Conférences; Nous par ce même désir d'arrêter, autant qu'il sera en nous, la désolation de tant de Provinces, & l'effusion de tant de sang Chrétien, avons bien voulu y contribuer tout ce qui dépend de nous, & pour cet effet députer à ladite Assemblée quelques Personnes du Corps de la nôtre, qui ont donné plusieurs preuves de la connoissance & experience qu'ils ont des affaires publiques, aussi-bien que de l'affection qu'ils ont pour le bien de nôtre Etat. Et comme les Sieurs Jaques de Randwyck, Seigneur de Rossem, &c. Borggrave de l'Empire & Juge de la Ville de Nimegue, Guillaume Buys, Conseiller Pensionaire de la Ville d'Amsterdam; Bruno vander Dussen, ancien Bourguemaistre, Sénateur & Conseiller Pensionaire de la Ville de Gouda, Assesseur au Conseil des Heemrades de Schieland, Dyckgraef de Crimpenerwaerd; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroek, Bulkestein, &c. Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluse, Surintendant des Fiefs relevant du Bourg de Bruges dans nôtre ressort; Frederic Adrien Baron de Rheede, Seigneur de Renswoude, d'Emminkhuysen & Moerkerken, &c. Président de la Noblesse de la Province d'Utrecht, Sicco de Goslinga Grietman de Franequeradeel, Curateur de l'Université de Franequer, & Charles Ferdinand, Comte de Inhuysen & de Kniphuysen, Seigneur de Wreedewold, &c. Députez en nôtre Assemblée de la part des Etats de Gueldres, de Hollande & Westfrise, de Zelande, d'Utrecht, de Frise, & de la Ville de Groningue & Ommelandes, se sont signalez en plusieurs Employs importants pour nôtre service, où ils ont donné des marques de leur fidelité, application & adresse au maniement des affaires: pour ces causes, & autres considérations à ce nous mouvant, nous avons commis, ordonné & député lesdits Sieurs de Randwyck, Buys, vander Dussen, de Spanbroek, de Renswoude, de Goslinga & le Comte d'Inhuysen & de Kniphuysen, commettons, ordonnons & députons par ces présentes, & leur avons donné & donnons Pleinpouvoir, Commission & Mandement spécial, d'aller à Utrecht, en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires pour la Paix & d'y conférer avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de Sa Majesté Très-Chrétienne, munis de Pouvoirs suffisans, & y traiter des moyens de terminer & pacifier les différens qui causent aujourd'hui la Guerre, & pourront nosdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires tous ensemble, ou quelques-uns ou quelqu'un d'entre eux, en cas de l'absence des autres par maladie ou autre empêchement, en convenir, & sur iceux conclure & signer une bonne & seure Paix, & généralement faire, négocier, promettre & accorder, tout ce qu'ils estimeront nécessaire pour ledit effet de la Paix, & de faire généralement tout ce que nous pourrions faire si nous étions présens, quand même pour cela il seroit besoin de Pouvoir & Mandement plus spécial, non contenu dans ces dites présentes; promettans sincerement & de bonne foy, d'avoir pour agréable, ferme & stable, tout ce que par lesdits Sieurs nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires, ou bien par quelquer-uns ou quelqu'un d'entre eux en cas de maladie, d'absence ou d'autre empêchement des autres, aura été stipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification, dans le tems qu'ils auront promis en nôtre nom de les fournir. Donné à la Haye en nôtre Assemblée, sous nôtre grand Sceau, le paraphe du Président de nôtre Assemblée, & le Seing de nôtre Greffier, le septiéme d'Avril mille sept cens treize.

Estoit paraphé,

HENDRIK VAN HOORN. Vt.

Par Ordonnance des susdits Seigneurs Etats Généraux.

Etoit signé,

F. FAGEL.

Et sellé du grand Sceau de cire rouge.

Article Separé, concernant la Paix à faire entre le Roi PHILIPPE *& les Seigneurs Estats Generaux. A Utrecht le* 11. *d'Avril* 1713. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. III. pag. 49. Copie imprimée à Paris chez François Fournier, avec Privilege du Roi, in 4. Ann. 1713. à la fin du Traité de Commerce.]

LES Traités de Paix & de Commerce étant conclus ce jourd'hui onziéme Avril mil sept cens treize, entre Sa Majesté Très-Chrétienne & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, & Sa Majesté voulant contribuer de plus au rétablissement de la Paix générale, particulierement aussi de celle entre le Roy d'Espagne & les Seigneurs Etats Généraux, promet & s'engage, pour & au nom de Sa

Ma-

ANNO 1713. Majesté Catholique, que la Paix se fera aussi entre Elle & les Seigneurs Etats Généraux, & que par le Traité de cette Paix tous les avantages & utilités de Commerce & de Navigation & autres, portez par le Traité de Munster, leur seront accordez, & que l'extension s'en fera en forme de Traité aussi-tôt que les Ambassadeurs Plénipotentiaires du Roy d'Espagne seront arrivés dans cette Ville d'Utrecht.

Cet Article separé aura la même force que ledit Traité de Paix & comme s'il y étoit inseré de mot à mot, & sera ratifié dans le même tems que ce Traité.

En foy dequoy nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires du Roy Très-Chrêtien, & des Seigneurs Etats Généraux avons signé le present Article, & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes, à Utrecht l'onziéme Avril 1713.

Signé,

HUXELLES, (L. S.) J. v. RANDWYCK.
(L. S.)

MESNAGER. (L. S.) WILLEM BUYS.
(L. S.)

(L. S.) B. v. DUSSEN.

(L. S.) C. VAN GHEEL VAN SPANBROECK.

(L. S.) F. A. BARON DE RHEEDE DE RENSWOUDE.

(L. S.) S. VAN GOSLINGA.

(L. S.) GRAEF VAN KNIPHUYSEN.

*Article Separé, portant que la Maison d'*AUTRICHE *observera les Conditions stipulées dans le Traité, par raport aux Païs-bas. A Utrecht le 11. d'Avril 1713.* [Actes & Mémoires de la Paix d'Utrecht. Tom. III. pag. 51. Copie imprimée à Paris, chez François Fournier, avec Privilege du Roi, in 4 Ann. 1713]

COMME les Païs-bas Espagnols, & les Villes & Places cedées par le Roy Très-Chrêtien par le Traité conclu ce jourd'huy entre Sadite Majesté & les Seigneurs Etats Généraux, doivent appartenir à la Maison d'Autriche, lesdits Seigneurs Etats Généraux s'engagent & promettent que ladite Maison d'Autriche executera toutes les conditions stipulées dans ledit Traité par rapport aux Païs-bas Espagnols & Villes & Places cedées par le Roy Très-Chrêtien, après qu'Elle en aura été mise en possession.

Cet Article separé aura la même force que s'il étoit inseré dans le Traité, & sera ratifié en mesme tems que ledit Traité.

En foy de quoy nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires du Roy Très-Chrêtien, & des Seigneurs Etats Généraux avons signé le present Article, & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes, à Utrecht l'onziéme Avril 1713.

Signé,

HUXELLES. (L. S.) S. J. v RANDWYCK.
(L. S.)

MESNAGER. (L. S.) WILLEM BUYS.
(L. S.)

(L. S.) B. v. DUSSEN.

(L. S.) C. VAN GHEEL VAN SPANBROECK.

(L. S.) F. A. BARON DE REEDE DE RENSWOUDE.

(L. S.) S. v. GOSLINGA.

(L. S.) GRAEF v. KNIPHUYSEN.

Declaration faite au Nom des Seigneurs ETATS GENERAUX *par leurs Ambassadeurs à ceux de* FRANCE *au sujet des Droits d'entrée & de sortie à regler de concert dans les Païs-bas Autrichiens. A Utrecht le 11. d'Avril 1713.* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. III. pag. 53. Copie imprimée à Paris chez *François Fournier*, avec Privilege du Roi, par Annexe au Traité de Commerce in 4. Ann. 1713]

ANNO 1713.

COMME la Reine de la Grande-Bretagne & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, sont convenus de faire une Assemblée de Commissaires de part & d'autre dans cette Ville d'Utrecht, pour & afin de regler les Droits d'entrée & de sortie, & la maniére de les faire lever, dans les Païs-bas, communement appellés Espagnols, avec les Commissaires de la Maison d'Autriche, & que le Roy Très-Chrêtien s'y trouve aussi interessé par rapport au Commerce de ses Sujets; Nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies déclarons au nom desdits Seigneurs nos Maîtres, qu'il leur sera agréable, que Sa Majesté Très-Chrêtienne y envoye aussi des Commissaires de sa part, & qu'ils seront contens que provisionellement, & en attendant, que lesdits Commissaires ayent reglé les Droits d'entrée & de sortie, qui se payeront dans lesdits Païs-bas Espagnols, les Sujets de Sa Majesté Très-Chrêtienne, aussi-bien que ceux de la Grande-Bretagne, & ceux des Seigneurs Etats, payeront les mêmes Droits d'entrée & de sortie, que chaque Nation payoit en l'année 1610., & les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de la Reyne de la Grande-Bretagne, ayant veu la présente Déclaration, l'ont approuvée. Fait à Utrecht l'onziéme d'Avril mille sept cens treize.

Signé,

J. v. RANDWYCK. WILLEM BUYS.

B. VANDER DUSSEN. C. v. GHEEL VAN SPANBROEK.

F. A. BARON DE RHEEDE DE RENSWOUDE.

S. VAN GOSLINGA. GRAEF VAN KNIPHUYSEN.

Declaration & Promesse faite au nom des Seigneurs ETATS GENERAUX *par leurs Ambassadeurs à ceux du Roi T. C. touchant le Royaume de* Sardaigne *en faveur de l'Electeur de* BAVIERE. *A Utrecht le 11. d'Avril 1713.* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. III. pag. 52. Copie imprimée à Paris chez François Fournier, avec Privilege du Roi. in 4 Ann. 1713.]

NOUS soussignez Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, promettons au nom des Seigneurs nos Maitres, qu'ils ne remettront à la Maison d'Autriche les Païs-bas, communement appellez Espagnols, qu'après qu'Elle aura fait un Acte de cession du Royaume de Sardaigne à l'Electeur de Baviere. Fait à Utrecht l'onziéme d'Avril 1713.

Signé,

J. v. RANDWYCK. WILLEM BUYS.

B. VANDER DUSSEN. C. v. GHEEL VAN SPANBROEK.

F. A. BARON DE RHEEDE DE RENSWOUDE.

S. VAN GOSLINGA. GRAEF VAN KNIPHUYSEN.

ANNO 1713.

Ratification du Roi T. C. sur le Traité de Paix A Versailles le 18. d'Avril 1713. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. III. pag. 56. Copie imprimee à Paris chez François Fournier, avec privilege du Roi, in 4. Ann. 1713.]

LOUIS par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme Nôtre très-cher & bien Amé Cousin le Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de Nos Ordres, & Notre Lieutenant General au Gouvernement de Bourgogne, & Nôtre cher & bien-amé le Sieur Mesnager, Chevalier de Nôtre Ordre de S. Michel, Nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires en vertu des Pleinpouvoirs, que Nous leur en avions donné, auroient conclu, arresté & signé l'onziéme du présent mois d'Avril à Utrecht, avec les Sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Rossem, &c. Burggrave de l'Empire & Juge de la Ville de Nimegue; Guillaume Buys, Conseiller Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam; Bruno vander Dussen, ancien Bourguemaitre, Senateur & Conseiller Pensionnaire de la Ville de Gouda, Assesseur au Conseil des Heemrades de Schieland, Dyckgraef de Crimpenerwaerd; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroeck & Bulkestein, Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluse, Surintendant des Fiefs relevant du Bourg de Bruges du ressort de l'Etat; Frederic Adrien Baron de Rheede, Seigneur de Renswoude, Emminkhuysen & Moerkerken, Président de la Noblesse de la Province d'Utrecht; Sicco de Goslinga, Grietman de Franequeradeel, Curateur de l'Université de Franequer; & Charles Ferdinand, Comte de Inhuysen & de Kniphuysen, Seigneur de Vreedewold, &c. Députez dans leur Assemblée de la part des Etats de Gueldres, de Hollande & de Westfrise, de Zelande, d'Utrecht, de Frise & de la Ville de Groningue & Ommelandes, en qualité d'Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de Nos très-chers & grands Amis les Etats Géneraux des Provinces-Unies des Païs-bas, pareillement munis de Plein-pouvoirs, le Traité de Paix dont la teneur s'ensuit.

Fiat insertio.

Nous ayant agréable le susdit Traité de Paix en tous & chacun les Points & Articles qui y sont contenus & déclarez, avons iceux tant pour nous que pour Nos Héritiers, Successeurs, Royaumes, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié, & confirmé, & par ces présentes signées de Nôtre main, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettant en foy & parole de Roy, sous l'obligation & hypothéque de tous & un chacun nos Biens, présens & à venir, garder, observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniére que ce soit. En temoin de quoy Nous avons fait mettre Nôtre Sçel à ces presentes. Donné à Versailles le dix-huitiéme Avril, l'an de grace, mil sept cens treize, & de Nôtre Regne le soixante-dixiéme.

Etoit signé,

LOUIS.

Et plus bas;

Par le Roy,

COLBERT.

S'ensuit la Ratification des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, sur le Traité de Paix.

LES Etats Géneraux des Provinces-Unies des Païs-bas, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Ayant vû & examiné le Traité de Paix & d'amitié fait & conclu à Utrecht l'onziéme jour du mois d'Avril de la présente année 1713., par le Sieur Nicolas, Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier des Ordres de Sa Majesté Très-Chrétienne, & son Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & le Sieur Nicolas Mesnager, Chevalier de l'Ordre de St. Michel, Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de Sa Majesté Très-Chrétienne à l'Assemblée d'Utrecht, au nom & de la part de Sa Majesté T. C.; & par les Sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Rossem, Burggrave de l'Empire, & Juge de la Ville de Nimegue, Guillaume Buys, Conseiller Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam, Bruno vander Dussen, ancien Bourguemaitre, Senateur, & Conseiller Pensionnaire de la Ville de Gouda, Assesseur au Conseil des Heemrades de Schieland, Dyckgrave du Crimpenerwaerd; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroek & Bulckestein, Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluse, Surintendant des Fiefs relevans du Bourg de Bruges du ressort de nôtre Etat; Frederic Adrien, Baron de Rheede, Seigneur de Renswoude, d'Emminckhuysen & Moerkerken, Président de la Noblesse de la Province d'Utrecht; Sicco de Goslinga, Grietman de Franequeradeel, Curateur de l'Université de Franequer; & Charles Ferdinand, Comte d'Inhuysen & de Kniphuysen, Seigneur de Vredewold, Députés en nôtre Assemblée de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & Westfrise, de Zelande, d'Utrecht, de Frise, & de Groningue & Ommelandes, Nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires à ladite Assemblée d'Utrecht, en nôtre nom & de nôtre part, en vertu de leurs Plein-pouvoirs respectifs, duquel Traité la teneur s'ensuit.

Fiat insertio.

Et d'autant que le contenu dudit Traité porte, que les Lettres de Ratification seront délivrées de part & d'autre en bonne & dûe forme, dans le terme de trois semaines, & plûtôt si faire se peut, à compter du jour de la signature, Nous voulant bien donner des marques de nôtre sincerité, & Nous acquiter de la parole, que nos Ambassadeurs ont donnée pour Nous, Nous avons agréé, approuvé & ratifié ledit Traité, & un chacun des Articles d'iceluy, ci-dessus transcrits, comme Nous l'agréons, approuvons, & ratifions, par ces présentes; promettant en bonne foy & sincerement de le garder entretenir & observer inviolablement de point en point, selon sa forme & teneur, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ni indirectement, en quelque sorte ou maniére que ce soit. En foy de quoy Nous avons fait signer ces présentes par le Président de nôtre Assemblée, contresigner par nôtre Greffier, & y apposer nôtre grand Seau. Fait à la Haye le vingt neuviéme d'Avril 1713.

Estoit paraphé,

H. VAN ISSELMUDEN, Vt.

Sur le pli étoit écrit,

Par Ordonnance des susdits Seigneurs Etats Generaux.

Etoit signé,

F. FAGEL.

Et scellé du Grand Seau de cire rouge.

S'ensuit la Ratification de Sa Majesté Très-Chrétienne sur l'Article Separé.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Ayant veu & examiné l'Article separé que Nôtre très-cher & bien-amé Cousin, le Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de Nos Ordres, & Nôtre Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & Nôtre cher & bien-amé le Sr. Mesnager, Chevalier de Nôtre Ordre de St. Michel, Nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires, en vertu des Pleinpouvoirs que Nous leur en avions donné, ont conclu, arrêté & signé l'onziéme du présent mois d'Avril à Utrecht, avec les Sieurs Jacques de Randwijk,

ANNO 1713.

[illegible]eur de Roſſem, &c. Burggrave de l'Empire [illegible] Juge de la Ville de Nimegue: Guillaume Buys, [illegible]ller Penſionnaire de la Ville d'Amſterdam; Bruno vander Duſſen, ancien Bourguémaître, Senateur & Conſeiller Penſionnaire de la Ville de Gouda, Aſſeſſeur au Conſeil des Heemrades de Schieland & Dykgrave de Crimpenerwaerd: Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroek & Bulkeſtein, Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluſe, Surintendant des Fiefs relevans du Bourg de Bruges, du reſſort de l'Etat; Frederick Adrien Baron de Rheede, Seigneur de Renſwoude, d'Emminkhuyſen & Moerkerken, Préſident de la Nobleſſe de la Province d'Utrecht; Sicco de Goſlinga, Grietman de Franequeradeel, Curateur de l'Univerſité de Franequer, & Charles Ferdinand, Comte d'Inhuyſen & de Kniphuyſen, Seigneur de Vredewold, &c. Députez dans leur Aſſemblée de la part des Etats de Gueldres, de Hollande & de Weſtfriſe, de Zelande, d'Utrecht, de Friſe & de la Ville de Groningue & Ommelandes, en qualité d'Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Nos très-chers & grands Amis les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, pareillement munis de Plein-pouvoirs, duquel Article ſeparé la teneur s'enſuit.

Fiat inſertio.

Nous aiant agréable le ſuſdit Article ſeparé en tout ſon contenu avons iceluy loué, approuvé & ratifié, & par ces préſentes, ſignées de Nôtre main, louons, approuvons & ratifions. Promettant en foy & parole de Roy de l'acomplir, obſerver & faire obſerver ſincerement & de bonne foy, ſans ſouffrir qu'il ſoit jamais allé directement ou indirectement au contraire, pour quelque cauſe & occaſion que ce puiſſe être. En témoin de quoy nous avons fait mettre Nôtre Scel à ceſdites préſentes. Donné à Verſailles le dix-huitiéme jour d'Avril, l'an de grace mille ſept cens treize, & de Nôtre Regne le ſoixante dixiéme.

Etoit ſigné,

LOUIS.

Plus-bas:

Par le Roy,

COLBERT.

S'enſuit la Ratification des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, ſur l'Article Separé.

LES Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-bas, à tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Comme ainſi ſoit, qu'outre le Traité de Paix & d'Amitié fait & conclu à Utrecht l'onziéme jour du mois d'Avril de la préſente année 1713., il ait été fait de même un Article ſeparé, par le Sieur Nicolas, Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier des Ordres de Sa Majeſté Très-Chrétienne, & ſon Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & le Sieur Nicolas Meſneger, Chevalier de l'Ordre de St. Michel, Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de Sa Majeſté Très-Chrétienne; & par les Sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Roſſem, Burggrave de l'Empire, & Juge de la Ville de Nimegue; Guillaume Buys, Conſeiller Penſionnaire de la Ville d'Amſterdam; Bruno vander Duſſen, ancien Bourguemaître, Senateur & Conſeiller Penſionnaire de la Ville de Gouda, Aſſeſſeur au Conſeil des Heemrades de Schieland, Dyckgrave du Crimpenerwaerd, Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroek, & Bulkeſtein, Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluſe, Surintendant des Fiefs relevant du Bourg de Bruges du reſſort de nôtre Etat; Frideric Adrien, Baron de Rheede, Seigneur de Renſwoude, d'Emminkhuyſen & Moerkerken, Préſident de la Nobleſſe de la Province d'Utrecht; Sicco de Goſlinga, Grietman de Franequeradeel, Curateur de l'Univerſité de Franequer; & Charles Ferdinand Comte d'Inhuyſen & de Kniphuyſen, Seigneur de Vredewold, Députés en nôtre Aſſemblée de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & Weſtfriſe, de Zelande, d'Utrecht, de Friſe, & de Groningue & Ommelandes, Nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires à la dite Aſſemblée d'Utrecht en nôtre nom & de nôtre part, en vertu de leurs Plein-pouvoirs reſpectifs, duquel Article ſeparé la teneur s'enſuit.

ANNO 1713.

Fiat inſertio.

Nous ayant pour agréable ledit Article ſeparé, l'avons approuvé & ratifié, l'approuvons & ratifions, par ces préſentes, Promettant en bonne foy & ſincerement, de le garder, entretenir & obſerver inviolablement, ſans jamais aller ni venir au contraire, directement ni indirectement, en quelque ſorte ou maniére que ce ſoit. En foy dequoy Nous avons fait ſigner ces préſentes par le Préſident de nôtre Aſſemblée, contreſigner par nôtre Greffier, & y appoſer nôtre grand Seau. Fait à la Haye le vingt neuviéme d'Avril 1713.

Eſtoit paraphé,

H. VAN ISSELMUDEN. Vt

Sur le pli eſtoit écrit,

Par Ordonnance deſdits Seigneurs Etats Généraux.

Etoit ſigné,

F. FAGEL.

Et ſcellé du grand Seau en cire rouge.

S'enſuit la Ratification de Sa Majeſté Très-Chrétienne ſur l'autre Article Separé.

LOUIS par la grace de Dieu, Roy de France & de Navarre: A tous ceux qui ces préſentes Lettres verront, Salut. Aiant veu & examiné l'Article ſeparé que nôtre très-cher & bien-amé Couſin le Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de Nos Ordres, & nôtre Lieutenant General au Gouvernement de Bourgogne, & nôtre cher & bien amé le Sieur Meſnager, Chevalier de nôtre Ordre de Saint Michel, Nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des Plein-pouvoirs que Nous leur en avions donné, ont conclu, arrêté & ſigné l'onziéme du préſent mois d'Avril à Utrecht, avec les Sieurs Jacques de Randwyk; Seigneur de Roſſem, &c. Burggrave de l'Empire & Juge de la Ville de Nimegue; Guillaume Buys, Conſeiller Penſionnaire de la Ville d'Amſterdam; Bruno vander Duſſen, ancien Bourguemaître, Sénateur & Conſeiller Penſionnaire de la Ville de Gouda, Aſſeſſeur au Conſeil des Heemrades de Schieland & Dykgrave de Crimpenerwaerd; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroek & Bulkeſtein, Grand Baillif du Franc & de la Ville du l'Ecluſe, Surintendant des Fiefs relevans du Bourg de Bruges; du reſſort de l'Etat; Frideric Adrien Baron de Rheede, Seigneur de Renſwoude, d'Emminkhuyſen & Moerkercken, Préſident de la Nobleſſe de la Province d'Utrecht; Sicco de Goſlinga, Grietman de Franequeradeel, Curateur de l'Univerſité de Franequer; & Charles Ferdinand, Comte d'Inhuyſen & de Kniphuyſen, Seigneur de Vredewold; &c. Députez dans leur Aſſemblée de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & de Weſtfriſe, de Zelande, d'Utrecht, de Friſe & de la Ville de Groningue & Ommelandes, en qualité d'Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de Nos très-chers & grands Amis les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, pareillement munis de Plein-pouvoirs, duquel Article ſeparé la teneur s'enſuit.

Fiat inſertio.

Nous ayant agréable le ſuſdit Article ſeparé en tout ſon contenu avons iceluy loué, approuvé & ratifié, & par ces préſentes, ſignées de Nôtre main, louons, approuvons & ratifions. Promettant en foy & parole de Roy de l'accomplir, obſerver ſincerement & de bonne foy, ſans ſouffrir qu'il ſoit jamais allé directement ou indirectement au contraire, pour quelque cauſe & occation que ce puiſ-

ſe

ANNO 1713. se être. En temoin de quoy nous avons fait mettre Nôtre Seel à cesdites présentes. Donné à Versailles le dix-huitiéme jour d'Avril, l'an de grace mill sept cens treize, & de Nôtre Regne le soixante-dixiéme.

Etoit signé,

LOUIS:

Et plus bas,

Par le Roy,

COLBERT.

S'ensuit la Ratification des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies Païs-bas, sur l'autre Article Separé.

LEs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Comme ainsi soit, qu'outre le Traité de Pais & d'amitié fait & conclu à Utrecht l'onziéme jour du mois d'Avril de la présente année 1713., il ait été fait de même un Article separé, par le Sieur Nicolas, Marquis d'Huxelles Maréchal de France, Chevalier des Ordres de Sa Majesté Très-Chrétienne, & son Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & le Sieur Nicolas Mesnager Chevalier de l'Ordre de St. Michel, Ambassadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires de Sa Majesté Très-Chrétienne, à l'Assemblée d'Utrecht, au nom & de la part de Sa Majesté Très-Chrétienne, & par les Sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Rossem, Burggrave de l'Empire, & Juge de la Ville de Nimegue; Guillaume Buys, Conseiller Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam; Bruno vander Dussen, ancien Bourguemaître, Sénateur, & Conseiller Pensionnaire de la Ville de Gouda, Assesseur au Conseil des Heemrades de Schielandt, Dyckgrave du Crimpenerwaerd; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroek & Bulkestein, Grand Baillif du Frâne, & de la Ville de l'Ecluse, Surintendant des Fiefs relevans du Bourg de Bruges du ressort de l'Etat; Frederic Adrien Baron de Rheede, Seigneur de Renswoude, d'Emminkhuysen & Moerkerken, Président de la Noblesse de la Province d'Utrecht; Sicco de Goslinga, Grietman de Franequeradeel, Curateur de l'Université de Franequer; & Charles Ferdinand, Comte de Inhuysen & de Kniphuysen, Seigneur de Vreedewold, Députez en nôtre Assemblée de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & Westfrise, de Zeelande, d'Utrecht, de Frise, & de Groningue & Ommelanden, Nos Ambassadeurs, Extraordinaires & Plénipotentiaires à ladite Assemblée d'Utrecht, en nôtre nom & de nôtre part, en vertu de leurs Plein-pouvoirs respectifs, duquel Article separé la teneur s'ensuit.

Fiat insertio.

Nous ayant pour agréable ledit Article separé, l'avons approuvé & ratifié, l'approuvons & ratifions, par ces présentes; promettant en bonne foy & sincerement de le garder, entretenir & observer inviolablement, sans jamais aller, ni venir au contraire directement ni indirectement, en quelque sorte ou maniére que ce soit. En foy de quoy Nous avons fait signer ces présentes par le Président de nôtre Assemblée, contresigner par nôtre Greffier, & y apposer nôtre grand Seau. Fait à la Haye le vingt neuviéme d'Avril 1713.

Etoit paraphé,

H VAN ISSELMUDEN. Vt.

Sur le pli estoit écrit,

Par Ordonnance desdits Seigneurs Etats Généraux.

Etoit signé,

F. FAGEL.

Et scellé du grand Seau en cire rouge

ANNO 1713.

S'ensuit la Ratification des Seigneurs Etats Généraux sur la Déclaration.

LEs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Ayant vû & examiné la Déclaration faite & donnée à Utrecht l'onziéme jour d'Avril de la présente année 1713., par les Sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Rossem, & Burggrave de l'Empire, & Juge de la Ville de Nimegue, Guillaume Buys, Conseiller Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam; Bruno vander Dussen, ancien Bourguemaitre, Sénateur & Conseiller Pensionnaire de la Ville de Gouda, Assesseur au Conseil des Heemrades de Schieland, Dyckgrave du Crimpenerwaerd; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroek & Bulkestein, Grand Baillif du Franc de la Ville de l'Ecluse, Surintendant des Fiefs relevans du Bourg de Bruges du ressort de nostre Etat; Frederic Adrien, Baron de Rheede, Seigneur de Renswoude, d'Emminckhuysen & Moickerken, Président de la Noblesse de la Province d'Utrecht, Sicco de Goslinga, Grietman de Franequeradeel, Curateur de l'Université de Franequer, & Charles Ferdinand, Comte de Inhuysen & de Kniphuysen, Seigneur de Vreedewold, Députez en nostre Assemblée de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & Westfrise, de Zelande, d'Utrecht, de Frise, de Groningue & Ommelandes, Nos Ambassadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires à l'Assemblée d'Utrecht, en nostre nom & de nostre part en vertu de leur Plein-pouvoir, de laquelle Déclaration la teneur s'ensuit.

Fiat insertio.

Nous ayant pour agréable ladite Déclaration l'avons approuvée & ratifiée, l'approuvons & ratifions par ces présentes; Promettant en bonne foy & sincerement de la garder, observer inviolablement selon sa forme & teneur, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ni indirectement, en quelque sorte ou maniére que ce soit. En foy de quoy Nous avons fait signer ces Présentes par le Président de nostre Assemblée, contresigner par nostre Greffier & apposer nostre grand Seau Fait à la Haye le vingt neuviéme d'Avril 1713.

Estoit paraphé,

H. VAN ISSELMUDEN. Vt.

Sur le pli estoit écrit,

Par Ordonnance desdits Seigneurs Etats Généraux.

Estoit signé,

F. FAGEL.

Et scellé du grand Seau de cire rouge.

S'ensuit la Ratification des Seigneurs Etats Généraux sur l'autre Declaration.

LEs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Ayant vû & examiné la Déclaration faite & donnée à Utrecht l'onziéme jour d'Avril de la présente année 1713., par les Sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Rossum, Burggrave de l'Empire, & Juge de la Ville de Nimegue; Guillaume Buys, Conseiller Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam; Bruno vander Dussen, ancien Bourguemaistre, Sénateur & Conseiller Pensionnaire de la Ville de Gouda, Assesseur au Conseil des Heemrades de Schieland, Dyckgrave du Crimpenerwaerd; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroeck, de Bulkestein, Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluse, Surintendant des Fiefs relevans du Bourg de Bruges du ressort de nostre Etat; Frederic-Adrien, Baron de Rheede, Seigneur de Renswoude, d'Emminckhuysen & Moerketeken, Président de la Noblesse de la Province d'Utrecht, Sicco de Goslinga, Grietman de Franequeradeel, Curateur de l'Université de Franequer; & Charles Ferdi-

ANNO 1713. [illegible], [illegible] de [illegible] & de Kniphuys[illegible] [illegible] Vreedew[illegible] Deputez en nostre Assem[illegible] [illegible] part des Etats de Gueldre, de Hollande & de W[illegible] de Zelande, d'Utrecht, de [illegible]se, de Groningue & Ommelande : Nos Ambassadeurs [illegible] ordinaires & Plénipotentiaires à l'Assemblée d'Utrecht, en nostre nom & de nostre part en vertu de leur Plein-pouvoir, de laquelle Déclaration la teneur s'ensuit.

Fiat insertio

Nous ayant pour agréable ladite Déclaration l'avons approuvée & ratifiée, l'approuvons & ratifions, par ces présentes ; promettant en bonne foy & sincerement de la garder, entretenir & observer inviolablement selon sa forme & teneur, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ni indirectement, en quelque sorte ou maniére que ce soit. En foy de quoy Nous avons fait signer ces présentes par le Président de nostre Assemblée, contresigner par nostre Greffier, & apposer nostre grand Seau. Fait à la Haye le vingt neuviéme d'Avril 1713

Estoit Paraphé,

H. VAN ISSELMUDEN. Vt.

Sur le pli étoit écrit,

Par Ordonnance desdits Seigneurs Etats Généraux.

Etoit signé,

F. FAGEL.

Et scellé du grand Seau de cire rouge.

Article ou Convention posterieure, pour accelerer le terme prescrit dans le Traité de Paix, entre S. M. T. C. & L. H. P. touchant la restitution des Vaisseaux pris de part & d'autre. A Utrecht le 12. Mai 1713. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. III. pag. 54]

NOUS Ambassadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires du Roy Très-Chrêtien, sur ce qui nous a été représenté par les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, qu'il seroit bon pour la Navigation & le Commerce de part & d'autre que les termes prescrits par l'Article troisiéme des Traitez de Paix & de Commerce signez dans cette Ville l'onziéme du mois dernier pour la restitution des prises faites de part & d'autre, commençassent, non du jour de la publication à faire, comme il a été stipulé dans ledit Art. troisiéme, mais du jour de la signature, comme cela a aussi été reglé de cette maniere après la Paix de Ryswyck, nous avons consenti & accordé par ordre de Sa Majesté que tous lesdits termes tant dans la Mer du Nort que dans les autres endroits; nommez dans ledit Article troisiéme, commenceront & seront comptez dudit jour de la signature, & réciproquement nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires des Seigneurs Etats Généraux avons consenti & accordé la même chose au nom de nos Superieurs pour les Sujets de Sa Majesté Très-Chrêtienne.

En foy de quoy nous avons signé le présent Acte & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes. Fait à Utrecht le douziéme May mil sept cens treize

Signé,

HUXELLES, (L.S.) — (L.S.) WILLEM BUYS.

MESNAGER. (L.S.) — (L.S.) B. v. DUSSEN.

(L.S.) F. A. BARON DE RHEDE DE RENSWOUDE.

(L.S.) S v. GOSLINGA.

(L.S.) GRAEF VAN KNIPHUYSEN.

CLVII.

ANNO 1713. 11. Avril.

Traité de Navigation & de Commerce entre LOUIS XIV. *Roi de France, & les Seigneurs Estats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs bas, contenant en substance, & avec peu de Limitation, que les Sujets & Habitans de l'une des deux Parties, seront traitez dans les Etats de l'autre, par rapport au Commerce, à la Justice & aux Impositions, comme les Sujets propres & Naturels ; Que le Droit d'Aubeine, ne sera point exercé en France sur les Hollandois ; & que si la Guerre survient, il sera donné neuf mois de Liberté aux Marchands pour retirer leurs effets ; lequel Traité durera vingt cinq ans. Fait à Utrecht le 11. d'Avril 1713. S'ensuit un* ARTICLE SEPARÉ, *pour l'exemption des Cinquante sols par tonneau, que les Navires étrangers payent en France. Fait le 11 d'Avril 1713. Avec les* PLEINPOUVOIRS *& les* RATIFICATIONS *de part & d'autre.* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. III. pag 77. Copie imprimée à Paris chez François Fournier avec Privilege du Roi. in 4. Ann. 1713.]

LE Traité de Paix, qui a été conclu aujourd'huy entre le Roi Très-Chrêtien & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, faisant cesser tous les sujets de mécontentement, qui avoient alteré pendant quelque tems l'affection que Sa Majesté a toujours eüe pour leur bien & leur prosperité, suivant l'exemple des Rois ses Prédecesseurs, & lesdits Seigneurs Etats Généraux rentrant aussi dans la même passion, qu'ils ont cy-devant témoignée pour la grandeur de la France & dans les sentimens d'une sincere reconnoissance pour les obligations & les avantages considérables, qu'ils ont cy-devant reçûs, Sa Majesté ne veut rien obmettre de ce qui peut l'affermir, & lesdits Etats Généraux, ne souhaitant pas moins de la perpetuer, ont estimé, qu'il n'y en avoit point de meilleur & de plus asseuré moyen, que d'établir une libre & parfaite correspondance entre les Sujets de part & d'autre, & pour cet effet regler leurs interests particuliers en fait de Commerce, Navigation & Marine, par des Loix & Conventions les plus propres à prevenir tous les inconveniens qui pourroient affoiblir la bonne correspondance ; Sadite Majesté satisfaisant au désir desdits Etats Généraux, auroit ordonné le Sieur Nicolas, Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier des Ordres du Roi, Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne; le Sieur Nicolas Mesnager, Chevalier de l'Ordre de St. Michel, ses Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires à l'Assemblée de la négociation de la Paix; Et lesdits Seigneurs Etats Généraux, les Sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Rossem, & Burggrave de l'Empire & Juge de la Ville de Nimegue ; Guillaume Buys, Conseiller Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam : Bruno vander Dussen, ancien Bourguemaistre, Sénateur & Conseiller Pensionnaire de la Ville de Gouda, Assesseur au Conseil des Heemrades de Schieland, Dyckgraef de Crimpenerwaerd; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroek, Bulkestein, & Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluse, Surintendant des Fiefs relevant du Bourg de Bruges du ressort de l'Etat; Frederic-Adrien Baron de Rheede, Seigneur de Renswoude, d'Emminkhuysen & Moerkerken, & Président de la Noblesse de la Province d'Utrecht ; Sicco de Goslinga Grietman de Franequeradeel, Curateur de l'Université de Franequer ; Charles Ferdinand, Comte de Inhuysen & de Kniphuysen, Seigneur de Vreedewald &c. Députez dans leur Assemblée de la part des Etats de Gueldres, de Hollande & de Westfrise, de Zelande, d'Utrecht, de Frise, & de la Ville de Groningue & Ommelandes, & leurs Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires audit Congrès de Paix, de conférer & convenir en vertu de leurs Pouvoirs respectivement produits, & dont copie est cy-dessous transf-

ANNO 1713.

transferite, d'un Traité de Commerce & Navigation, en la maniére qui s'ensuit.

I. Les Sujets de Sa Majesté & des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies du Païs-bas, jouïront réciproquement de la même liberté au fait du Commerce & de la Navigation, dont ils ont joui de tous tems devant cette Guerre par tous les Royaumes, Etats & Provinces de l'une & de l'autre part.

II. Et ainsi n'exerceront plus à l'avenir aucunes sortes d'hostilitez ni de violences les uns contre les autres, tant sur Terre, que sur Mer, ou dans les Riviéres, Rades & Eaux douces, sous quelque nom & prétexte que ce soit ; & aussi ne pourront les Sujets de Sa Majesté prendre aucunes Commissions pour des Armemens particuliers ou Lettres de représailles des Princes & Etats, ennemis desdits Seigneurs Etats Généraux, & moins les troubler ni endommager d'aucune sorte, en vertu de telles Commissions ou Lettres de représailles, ni même aller en course avec elles, sous peine d'être poursuivis & chastiés comme Pirates; ce qui sera pareillement observé par les Sujets des Provinces-Unies à l'égard des Sujets de Sa Majesté ; & seront à cette fin toutes & quantes fois que cela sera requis de part & d'autre dans les Terres de l'obéïssance de Sa Majesté & dans les Provinces-Unies publiées & renouvellées défenses très-expresses & très-précises, de se servir en aucune maniére de telles Commissions ou Lettres de représailles, sous la peine susmentionnée, qui sera executée severement contre les contrevenants ; outre la restitution entiere, à laquelle ils seront tenus envers ceux, auxquels ils auront causé du dommage.

III. Et pour obvier d'autant plus à tous inconveniens, qui pourroient survenir par les prises, faites par inadvertance, ou autrement dans les Lieux esloignés il a été convenu & accordé, que si quelques prises se font de part ou d'autre dans la Mer Baltique, ou dans celle du Nord, depuis Terneuse en Norvegue, jusques au bout de la Manche dans l'espace de quatre Semaines, ou du bout de ladite Manche jusqu'au Cap de St. Vincent dans l'espace de six semaines, & delà dans la Mer Méditerranée & jusqu'à la Ligne dans l'espace de dix semaines, & au delà de la Ligne & en tous les autres endroits du Monde dans l'espace de huit mois, à compter depuis la publication de la présente; les dites prises & les dommages, qui se feront de part ou d'autre, après les termes préfix, seront portés en compte, & tout ce qui aura été pris, sera rendu avec compensation de tous les dommages, qui en seront provenus.

IV. Toutes Lettres de marque, & de représailles, qui pourroient avoir été cy-devant accordées, pour quelque cause que ce soit, sont déclarées nulles, & n'en pourra être cy-après données par l'un desdits Alliés, au préjudice des Sujets de l'autre, si ce n'est seulement en cas de manifeste desny de justice, lequel ne pourra pas être tenu pour verifié, si la requeste de celuy, qui demande lesdites représailles, n'est communiquée au Ministre qui se trouvera sur les Lieux de la part de l'Etat, contre les Sujets duquel elles doivent être données, afin que dans le terme de quatre mois, ou plûtôt, s'il se peut, il puisse s'informer du contraire, ou procurer l'accomplissement de justice qui sera dû.

V. Ne pourront aussi les particuliers Sujets de Sa Majesté être mis en actions ou arrest en leurs Personnes & Biens, pour aucune chose que Sa Majesté peut devoir, ni les particuliers Sujets desdits Seigneurs Etats Généraux pour les debtes publiques desdits Etats.

VI. Les Sujets Habitans des Païs de l'obéïssance de Sa Majesté, & desdits Seigneurs Etats Généraux vivront, converseront, & fréquenteront les uns avec les autres, en toute bonne amitié & correspondance, & jouïront entre eux de la liberté de Commerce & Navigation dans l'Europe, en toutes les limites des Païs de l'un & de l'autre, de toutes sortes de Marchandises & Denrées, dont le Commerce & le transport n'est défendu généralement & universellement à tous tant Sujets qu'Estrangers par les Loix & Ordonnances des Etats de l'un & de l'autre.

VII. Et pour cet effet, les Sujets de Sa Majesté & ceux desdits Seigneurs Etats Généraux pourront franchement & librement fréquenter avec leurs Marchandises & Navires, les Païs, Terres, Villes, Ports, Places & Riviéres de l'un & de l'autre Etat, y porter & vendre à toutes Personnes indistinctement, acheter, trafiquer & transporter toutes sortes de Marchandises, dont l'entrée ou sortie, & transport, ne sera défendu à tous Sujets de Sa Majesté, & desdits Seigneurs Etats Généraux, sans que cette liberté réciproque puisse être défendue, limitée ou restrainte, par aucun Privilége, Octroy ou aucune Concession particuliére; & sans qu'il soit permis à l'un ou à l'autre de concéder, ou de faire à leurs Sujets des Immunités, Bénéfices, dons gratuits, ou autres avantages, par dessus ceux de l'autre à leur préjudice, & sans que lesdits Sujets de part & d'autre soient tenus de payer plus grands ou autres Droits, Charges, Gabelles ou Impositions quelconques sur leurs Personnes, Biens, Denrées, Navires ou Frets d'iceux directement ou indirectement, sous quelques noms, titre ou pretexte que ce puisse être, que ceux qui seront payés par les propres & naturels Sujets de l'un & de l'autre.

ANNO 1713

VIII. Les Sujets des Etats Généraux ne pourront aussi être traitez autrement ou plus mal dans les Droits de Comtablie, d'Ancréage, du Sol parisis, & toutes autres charges & impositions de quelque nom qu'elles puissent être appellées, soit sous le titre du Droit étranger ou autrement, sans aucune reserve ou exception, que les Sujets mêmes de Sa Majesté Très-Chrétienne, qui ne seront pas Bourgeois dans les Lieux, ou lesdits Droits se levent.

IX. Qu'à l'égard du Commerce du Levant en France, & de vingt pour cent qui se léve à cette occasion, les Sujets des Etats Généraux des Provinces-Unies jouïront aussi de la même liberté & franchise, que les Sujets du Roi Très-Chrétien, tellement, qu'il sera permis auxdits Sujets des Etats Généraux de porter des Marchandises du Levant à Marseille & autres Places permises en France, tant par leurs propres Vaisseaux, que dans des Vaisseaux François, & que ni dans l'un ni l'autre cas, lesdits Sujets des Etats Généraux ne seront assujetis audit vingt pour cent ; sinon dans les cas, ou les François y sont sujets, portant des Marchandises dans leurs propres Vaisseaux à Marseille, ou autres Places permises, & qu'en ceci ne pourra se faire aucun changement au préjudice des Sujets desdits Etats Généraux.

X. Il sera permis aux Sujets des Seigneurs Etats Généraux d'apporter, faire entrer & débiter en France & dans les Païs conquis, librement & sans aucun empêchement du Harang salé, sans distinction, & sans être sujets au rempacquement, & ce nonobstant tous Edits, Déclarations & Arrests du Conseil à ce contraires, & nommément ceux des quinziéme Juillet, & quatorziéme Septembre, mil six cens quatre vingt sept, portant défences d'apporter ni faire entrer dans les Ports de France, ou Places conquises du Harang autrement qu'en vracq & salé du sel de Broüage ; & qui ordonnent que ledit Harang sera apporté dans les Ports de Mer en vracq dans des Barils, dont les dix-huit composeront douze de Harang pacqué, lesquels Arrests demeureront révoqués & annullés.

XI. L'on dépêchera réciproquement à la Doüane ou aux Bureaux, tant en France qu'aux Païs des Etats Généraux, également & sans aucune distinction les Sujets de l'une & de l'autre Nation aussi-tôt qu'il sera possible, sans leur causer aucun empêchement ni retardement, quel qu'il puisse être.

XII. Les Navires de Guerre de l'un & de l'autre trouveront toûjours les Rades, Riviéres, Ports & Havres libres & ouverts pour entrer, sortir, & demeurer à l'ancre, tant qu'il leur sera nécessaire, sans pouvoir être visités ; à la charge néantmoins d'en oser avec discrétion, & de ne donner aucun sujet de jalousie, par un trop long & affecté sejour, ni autrement, aux Gouverneurs desdites Places & Ports, auxquels les Capitaines desdits Navires feront sçavoir la cause de leur arrivée & de leur sejour.

XIII. Les Navires de Guerre de Sa Majesté & desdits Seigneurs Etats Généraux & ceux de leurs Sujets, qui auront été armés en guerre, pourront en toute liberté conduire les prises, qu'ils auront faites sur leurs ennemis, où bon leur semblera, sans être obligés à aucuns Droits, soit des Sieurs Admiraux ou de l'Admirauté, ou d'aucuns autres, sans qu'aussi lesdits Navires ou lesdites prises entrant dans les

[illegible] de Sa Majesté ou desdits Seigneurs [illegible] puissent être arrestées ou [illegible], ni [illegible] puissent prendre [illegible] des prises, lesquelles pourront [illegible] & être conduites franchement & en toute liberté aux lieux portés par les Commissions, dont les Capitaines desdits Navires de Guerre seront obligés de faire apparoir. Et au contraire ne sera donné azile ni retraite dans leurs Ports ou Havres à ceux qui auront fait des prises sur les Sujets de Sa Majesté ou desdits Seigneurs Etats Généraux; mais y étant entrés par nécessité de tempeste ou peril de la Mer, on les fera sortir le plûtôt qu'il sera possible.

XIV. Les Sujets desdits Seigneurs Etats Généraux ne seront point reputés Aubains en France, & ainsi seront exempts de la Loi d'Aubaine, & pourront disposer de leurs biens par Testament, Donation ou autrement: Et leurs Héritiers, Sujets desdits Etats, demeurans tant en France, qu'ailleurs, recueillir leurs successions, mêmes *ab intestato*, encore qu'ils n'ayent obtenu aucunes Lettres de Naturalité, sans que l'effet de cette Concession leur puisse être contesté, ou empéché, sous prétexte de quelque Droit ou prérogative des Provinces, Villes, ou Personnes privées; pourront pareillement sans lesdites Lettres de Naturalité, s'établir en toute liberté les Sujets desdits Seigneurs Etats en toutes les Villes du Royaume, pour y faire leur Commerce & Trafic, sans pourtant y pouvoir acquerir aucun Droit de Bourgeoisie, si ce n'est, qu'ils eussent obtenu des Lettres de Naturalité de Sa Majesté en bonne forme, & seront généralement traités ceux des Provinces-Unies en tout & par tout autant favorablement, que les Sujets propres & naturels de Sa Majesté, & particuliérement ne pourront être compris aux taxes, qui pourront être faites sur les Etrangers; & sera tout le contenu au présent Article observé au regard des Sujets du Roi dans le Païs de l'obéïssance desdits Seigneurs Etats.

XV. Les Navires, chargés de l'un des Alliés, passans devant les costes de l'autre, & relâchans dans les Rades ou Ports, par tempeste ou autrement, ne seront contraints d'y décharger ou debiter leurs Marchandises, ou partie d'icelles; ni tenus d'y payer aucuns Droits, sinon lorsqu'ils y déchargeront des Marchandises volontairement & de leur gré.

XVI. Les Maîtres de Navires, leurs Pilotes, Officiers & Soldats, Matelots & autres gens de Mer, les Navires mémes, ni les Denrées & Marchandises, dont ils seront chargés, ne pourront être saisis, ni arrestés, en vertu d'aucun ordre général ou particulier de qui que ce soit, ou pour quelque cause ou occasion qu'il puisse être, non pas méme sous prétexte de la conservation, & défense de l'Etat; & généralement rien ne pourra être pris aux Sujets de part & d'autre, que du consentement de ceux, à qui il appartiendra, & en payant les choses, qu'on désirera d'eux, en quoi toutefois n'est entendu de comprendre les saisies & arrests faits par ordre & authorité de la Justice, & par les voyes ordinaires, & pour loyales debtes, Contracts ou autres causes légitimes, pour raison desquelles il sera procédé par voye de Droit, selon la forme de la Justice.

XVII. Tous les Sujets & Habitans de France & des Provinces-Unies pourront en toute seureté & liberté naviger avec leurs Vaisseaux, & trafiquer avec leurs Marchandises, sans distinction de qui puissent être les proprietaires d'icelles, de leurs Ports, Royaumes & Provinces, & aussi des Ports & Royaumes des autres Etats ou Princes, vers les Places de ceux qui sont déja ennemis déclarés, tant de la France, que des Provinces-Unies ou de l'un des deux, ou qui pourroient les devenir. Comme aussi les mémes Sujets & Habitans pourront avec la même seureté & liberté naviger avec leurs Vaisseaux & trafiquer avec leurs Marchandises sans distinction de qui puissent être les proprietaires d'icelles, des lieux, Ports & Rades de ceux qui sont ennemis de l'un & de l'autre desdites Parties, ou de l'un des deux en particulier, sans contradiction ou détourbier, de qui que ce soit, non seulement à droiture desdites Places ennemies vers un lieu neutre, mais aussi d'une place ennemie à l'autre, soit qu'elles se trouvent situées sous la Jurisdiction d'un même Souverain, soit qu'elles le soyent sous des divers.

XVIII. Ce transport & ce trafic s'estendra à toutes sortes de Marchandises à l'exception de celles de contrebande.

XIX. En ce genre de Marchandises de contrebande s'entend seulement être compris toutes sortes d'Armes à feu, & autres assortimens d'icelles, comme Canons, Mousquets, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Saucisses, Cercles-poissez, Affuts, Fourchettes, Bandoliers, Poudre, Méche, Salpêtre, Bales, Piques, Epées, Morions, Casques, Cuirasses, Hallebardes, Javelines, Chevaux, Selles de Cheval, Fourreaux de Pistolets, Baudriers & autres assortimens servans à l'usage de la Guerre.

XX. Ne seront compris dans ce genre de Marchandises de contrebande les Fromens, Bleds & autres Grains, Légumes, Huiles, Vins, Sel, ni généralement tout ce qui appartient à la nourriture & sustentation de la vie, mais demeureront libres, comme autres Marchandises & Denrées, non compris en l'Article précedent, & en sera le transport permis, mêmes aux lieux ennemis desdits Seigneurs Etats, sauf aux Villes & Places assiegées, blocquées ou investies.

XXI. Pour l'exécution de ce que dessus, il a été accordé qu'elle se fera en la maniére suivante. Que les Navires & Barques avec les Marchandises des Sujets de Sa Majesté, étant entrés en quelque Havre desdits Seigneurs Etats, & voulans de la passer à ceux de leurs Ennemis, seront obligés seulement de montrer aux Officiers des Havres desdits Seigneurs Etats, d'où ils partiront, leurs Passeports, contenans la spécification de la charge de leurs Navires, attestés & marqués du séel & seing ordinaires & reconnus des Officiers de l'Amirauté des lieux, d'où ils seront prémiérement partis, avec la déclaration du lieu où ils seront destinés, le tout en forme ordinaire & accoûtumée, après laquelle exhibition de leurs Passeports en la forme susdite, ils ne pourront être inquietés ni recherchés, détenus ni retardés en leurs voyages, sous quelque prétexte que ce soit.

XXII. Il en sera usé de même à l'égard des Navires & Barques Françoises, qui iront dans quelques Rades des Terres de l'obéïssance desdits Seigneurs Etats, sans vouloir entrer dans les Havres, ou y entrant, sans toutefois vouloir débarquer & rompre leurs charges, lesquels ne pourront être obligés de rendre compte de leur Cargaison, qu'au cas qu'il y eût soupçon qu'ils portassent aux ennemis desdits Seigneurs Etats des Marchandises de contrebande, comme il a été dit cy-dessus.

XXIII. Et audit cas de soupçon apparent, lesdits Sujets seront obligés de montrer dans les Ports leurs Passeports en la forme cy-dessus spécifiée.

XXIV. Que s'ils étoient dedans les Rades, ou estoient rencontrés en pleine Mer par quelques Navires desdits Seigneurs Etats, ou d'Armateurs particuliers, leurs Sujets, lesdits Navires des Provinces-Unies, pour éviter tout désordre, n'approcheront pas plus près des François que de la portée du Canon, & pourront envoyer leur petite Barque ou Chaloupe au bord des Navires ou Barques Françoises, & faire entrer dedans deux ou trois Hommes seulement, à qui seront montrés les Passeports & Lettres de Mer par le Maître ou Patron des Navires François en la maniére ci-dessus spécifiée, selon le Formulaire desdites Lettres de Mer, qui sera inseré à la fin de ce Traité, par lesquels Passeports & Lettres de Mer il puisse apparoir nonseulement de sa charge, mais aussi du lieu, de la demeure & résidence, tant du Maître & Patron, que du Navire même, afin que par ces deux moyens, on puisse connoître, s'ils portent des Marchandises de contrebande, & qu'il apparoisse suffisamment, tant de la qualité dudit Navire, que de son Maître & Patron, auxquels Passeports & Lettres de Mer se devra donner entiére foi & créance; & afin que l'on en connoisse mieux la validité, & qu'elles ne puissent en aucune maniére être falsifiées & contrefaites, seront donnés certaines marques & contreseings de Sadite Majesté & desdits Seigneurs Etats Généraux.

XXV. Et en cas que dans lesdits Vaisseaux & Barques Françoises, destinées vers les Havres des ennemis desdits Seigneurs Etats, se trouve par les moyens susdits quelques Marchandises & Denrées de celles, qui sont cy-dessus déclarées de contrebande & defendues, elles seront déchargées, dénoncées & confisquées par devant les Juges de l'Amirauté des

ANNO 1713.

des Provinces-Unies ou autres competens, sans que pour cela le Navire & Barque ou autres Biens, Marchandises & Denrées libres & permises, retrouvées au même Navire, puissent être en aucune façon saisies ni confisquées.

XXVI. Il a été en outre accordé & convenu, que tout ce qui se trouvera chargé par les Sujets de Sa Majesté en un Navire des ennemis desdits Seigneurs Etats, bien que ce ne fût Marchandises de contrebande, sera confisqué avec tout ce qui se trouvera audit Navire, sans exception ni reserve; mais d'ailleurs aussi sera libre & affranchi tout ce qui sera & se trouvera dans les Navires appartenans aux Sujets du Roi Très-Chrêtien encore que la charge ou partie d'icelle fût aux ennemis desdits Seigneurs Etats, sauf les Marchandises de Contrebande, au regard desquelles on se réglera selon ce qui a été disposé aux Articles précedens; & pour éclaircissement plus particulier de cet Article, il est accordé & convenu de plus, que les cas arrivans que toutes les deux Parties, ou bien l'une d'icelles, fussent engagées en guerre, les biens appartenans aux Sujets de l'autre Partie, & chargés dans les Navires de celuy qui est devenu ennemi de tous les deux, ou de l'une des Parties, ne pourront être confisqués aucunement, à raison, ou sous prétexte de cet embarquement dans le Navire ennemi; & cela s'observera non-seulement quand lesdites Denrées y auront été chargées devant la déclaration de la Guerre, mais mêmes, quand cela sera fait après ladite déclaration, pourveu que ç'ait été dans les tems & les termes qui s'ensuivent; à sçavoir si elles ont été chargées dans la Mer Baltique, ou dans celle du Nord, depuis Tesneuse en Norvegue, jusques au bout de la Manche dans l'espace de quatre Semaines, ou au bout de ladite Manche, jusques au Cap St. Vincent, dans l'espace de six Semaines, & de là dans la Mer Méditerranée, & jusques à la Ligne dans l'espace de dix Semaines, & au delà de la Ligne, & en tous les autres endroits du Monde dans l'espace de huit mois, à compter depuis la publication de la présente: Tellement que les Marchandises & biens des Sujets & Habitans, chargés en ces Navires ennemis, ne pourront être confisqués aucunement, durant les termes & dans les étendues susnommées à raison du Navire qui est ennemy; ains seront restitués aux Proprietaires sans aucun délay, si ce n'est qu'ils ayent été chargés après l'expiration desdits termes; & pourtant il ne sera nullement permis de transporter vers les Ports ennemis telles Marchandises de contrebande, que l'on pourroit trouver chargées en un tel Navire ennemi, quoy qu'elles fussent rendues par la susdite raison. Et comme il a été réglé cy dessus, qu'un Navire libre affranchira les Denrées y chargées, il a été en outre accordé & convenu, que cette liberté s'étendra aussi aux Personnes, qui se trouveront en un Navire libre, à tel effet, que quoy qu'elles fussent ennemies de l'une & de l'autre des Parties, ou de l'une d'icelles, pourtant se trouvans dans le Navire libre, n'en pourront être tirées, si ce n'est qu'ils fussent Gens de Guerre, & effectivement en service desdits Ennemis.

XXVII. Tous les Sujets & Habitans desdites Provinces-Unies jouiront réciproquement des mêmes Droits, libertés & exemptions en leur Trafic & Commerce dans les Ports, Rades, Mers, & Etats de Sadite Majesté: ce qui vient d'être dit, que les Sujets de Sa Majesté jouiront en ceux desdits Seigneurs Etats, & en haute Mer, se devant entendre que l'egalité sera réciproque en toute maniére de part & d'autre; & même en cas que cy-après lesdits Seigneurs Etats fussent en Paix, Amitié & Neutralité avec aucuns Rois, Princes & Etats qui devinssent ennemis de Sadite Majesté, chacune des deux Parties devant user réciproquement des mêmes conditions & restrictions exprimées aux Articles du présent Traité, qui regarde le Trafic & le Commerce.

XXVIII. Et pour asseurer davantage les Sujets desdits Seigneurs Etats, qu'il ne leur sera fait aucune violence par lesdits Vaisseaux de Guerre, sera fait défense à tous Capitaines des Vaisseaux du Roi, & autres Sujets de Sa Majesté, de ne les molester ni endommager en aucune chose que ce soit, sur peine d'être tenus en leurs Personnes & biens des dommages & interests soufferts, & à souffrir jusques à la dûe restitution & réparation.

XXIX. Et pour cette cause seront doresnavant les Capitaines & Armateurs obligés chacun d'eux, avant leur partement, de bailler caution bonne & solvable par devant les Juges competens, de la somme de quinze mille livres tournois, pour répondre chacun d'eux solidairement des malversations, qu'ils pourroient commettre en leurs courses, & pour les contraventions de leurs Capitaines & Officiers au présent Traité & aux Ordonnances & Edits de Sa Majesté, qui seront publiés en vertu & en conformité de la disposition d'iceluy, à peine de déchéance & nullité desdites Commissions & Congés; ce qui sera pareillement pratiqué par les Sujets desdits Seigneurs Etats Généraux.

ANNO 1713.

XXX. S'il arrivoit qu'aucun desdits Capitaines François fit prise d'un Vaisseau chargé desdites Marchandises de contrebande, comme dit est; ne pourront lesdits Capitaines faire ouvrir ni rompre les Coffres, Males, Bales, Bougettes, Tonneaux & autres Caisses, ou les transporter, vendre ou échanger; ou autrement aliener, qu'elles n'ayent été descendues en Terre en la présence des Juges de l'Amirauté & après Inventaire par eux fait desdites Marchandises trouvées dans lesdits Vaisseaux, si ce n'est que lesdites Marchandises de contrebande ne faisant qu'une partie de la charge, le Maître ou Patron de Navire trouvât bon & agréât de livrer lesdites Marchandises de contrebande audit Capitaine & de poursuivre son Voyage; auquel cas ledit Maître ou Patron ne pourra nullement être empêché de poursuivre sa route & le dessein de son Voyage.

XXXI. Sa Majesté voulant que les Sujets desdits Seigneurs Etats Généraux soient traités dans tout le Pais de son obéissance aussi favorablement, que ses propres Sujets, donnera tous les ordres nécessaires pour faire que les Jugemens & Arrests, qui seront rendus sur les prises, qui auront été faites en Mer, soient donnés avec toute justice & équité, par Personnes non suspectes ni interessées au fait, dont il sera question: Et donnera Sa Majesté des ordres précis & efficaces, afin que tous les Arrests, Jugemens & ordres de Justice déja donnés & à donner, soient promptement & dûement executés, selon leurs formes.

XXXII. Et lorsque les Ambassadeurs desdits Seigneurs Etats Généraux ou quelque autre de leurs Ministres publics, qui seront à la Cour de Sa Majesté, feront plainte desdits Jugemens, qui auront été rendus, Sa Majesté fera revoir lesdits Jugemens en son Conseil, pour examiner si les ordres & précautions, contenues au présent Traité, auront été suivies & observées, & pour y faire pourvoir, selon la raison, ce qui sera fait dans le tems de trois mois au plus; & néantmoins avant le premier Jugement après iceluy, pendant la revision, les biens & effets, qui seront reclamés, ne pourront être vendus, ni déchargés, si ce n'est du consentement des Parties interessées pour éviter le déperissement desdites Marchandises.

XXXIII. Quand procés sera meu en première & seconde instance contre ceux qui auront fait des prises en Mer, & les interessés en icelles, & que lesdits interessés viendront à obtenir un Jugement ou Arrest favorable, ledit Jugement ou Arrest aura son execution sous caution, nonobstant l'appel d'iceluy, qui aura fait la prise, mais non au contraire; & ce qui est dit au présent Article & aux précedens, pour faire rendre bonne & briéve justice aux Sujets des Provinces-Unies, sur les prises faites en Mer, par les Sujets de Sa Majesté, sera entendu & pratiqué par les Seigneurs Etats Généraux, à l'égard des prises faites par leurs Sujets sur ceux de Sa Majesté.

XXXIV. Sa Majesté & les Seigneurs Etats Généraux pourront en tout tems faire construire ou freter dans le Pais l'un de l'autre, tel nombre de Navires, soit pour la Guerre ou pour le Commerce, que bon leur semblera, comme aussi acheter telle quantité de Munitions de guerre, qu'ils auront besoin, & employeront leur autorité, à ce que lesdits marchés de Navires & achapts de Munitions se fassent de bonne foy & à prix raisonnable, sans que Sa Majesté ni les Seigneurs Etats Généraux puissent donner la même permission aux ennemis de l'un & de l'autre, en cas que lesdits ennemis fussent attaquans ou aggresseurs.

XXXV. Arrivant que des Navires de guerre ou Marchands échouent par tempeste ou autre accident aux costes de l'un ou de l'autre Allié, lesdits

ANNO 1713.

dits Navires, Apparaux, Biens & Marchandises, & ce qui sera sauvé, ou le provenant, si lesdites choses étant périssables ont été vendues, le tout étant reclamé par des Proprietaires ou autres ayant charge & pouvoir d'eux, dans l'an & jour, sera restitué sans forme de procés, en payant seulement les frais raisonnables, & ce qui sera reglé entre lesdits Alliés pour le Droit de sauvement; & en cas de contravention au présent Article, Sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats Généraux promettent d'employer efficacement leur authorité, pour faire châtier avec toute la severité possible ceux de leurs Sujets, qui se trouveront coupables des inhumanités, qui ont été quelquefois commises à leur grand regret en de semblables rencontres.

XXXVI. Sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats Généraux ne recevront & ne souffriront, que leurs Sujets reçoivent dans nul des Païs de leur obéïssance aucuns Pirates & Forbans quels qu'ils puissent être; mais ils les feront poursuivre punir & chasser de leurs Ports; & les Navires déprédés, comme les biens pris par lesdits Pirates & Forbans, qui se trouveront en être, seront incontinent & sans forme de procés restitués franchement aux Proprietaires, qui les reclameront.

XXXVII. Les Habitans & Sujets de costé & d'autre pourront par tout dans les Terres de l'obéïssance dudit Seigneur Roi & desdits Seigneurs Etats Généraux se faire servir de tels Advocats, Procureurs, Notaires & Sollicitturs, que bon leur semblera, à quoi aussi ils seront commis par les Juges ordinaires, quand il sera besoin, & que lesdits Juges en seront requis; & sera permis auxdits Sujets & Habitans de part & d'autre, de tenir dans les lieux, où ils feront leur demeure, les Livres de leur Trafic & Correspondance, en la Langue que bon leur semblera, sans que pour ce sujet ils puissent être inquietés ni récherchés.

XXXVIII. A l'avenir aucuns Consuls ne seront admis de part & d'autre; & si l'on jugeoit à propos d'envoyer des Résidens, Agens, Commissaires ou autres, ils ne pourront établir leur demeure, que dans les lieux de la résidence ordinaire de la Cour.

XXXIX. Sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats Généraux ne permettront point, qu'aucun Vaisseau de guerre, ni autre équipé pour la Commission & pour le service d'aucun Prince, République ou Ville, que ce soit, vienne faire aucune prise dans les Ports, Havres ou aucunes Riviéres, qui leur appartiennent, sur les Sujets de l'un ou de l'autre; & en cas que cela arrive, Sadite Majesté & lesdits Seigneurs Etats Généraux employeront leur authorité & leur force, pour en faire la restitution ou reparation raisonnablement.

XL. S'il survenoit par inadvertance ou autrement quelques inobservations ou contraventions au présent Traité de la part de Sadite Majesté, ou desdits Seigneurs Etats Généraux, & leurs Successeurs, il ne laissera pas de subsister en toute sa force, sans que pour cela on en vienne à la rupture de la Confédération, amitié & bonne correspondance, mais on reparera promptement lesdites contraventions, & si elles procédent de la faute de quelques particuliers Sujets, ils en seront seuls punis & chastiés.

XLI. Et pour mieux asseurer à l'avenir le Commerce & l'amitié entre les Sujets dudit Seigneur Roi & ceux desdits Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, il a été accordé & convenu, qu'arrivant ci-après quelque interruption d'amitié ou rupture entre la Couronne de France & lesdits Seigneurs Etats desdites Provinces-Unies (ce qu'à Dieu ne plaise) il sera toûjours donné neuf mois de tems après ladite rupture aux Sujets de part & d'autre, pour se retirer avec leurs effets, & les transporter où bon leur semblera; Ce qui leur sera permis de faire, comme aussi de vendre ou transporter leurs Biens & Meubles en toute liberté, sans qu'on puisse leur donner aucun empêchement, ni procéder pendant ledit tems de neuf mois à aucunes saisies de leurs effets, moins encore à l'arrest de leurs Personnes.

XLII. L'on préviendra de part & d'autre, autant qu'il sera possible, tout ce qui pourroit en aucune maniére empêcher directement ou indirectement l'execution du présent Traité, & spécialement de l'Article septiéme; & on s'oblige aux moindres plaintes, qui se feront de quelques contraventions, de les faire incessamment reparer.

XLIII. Le présent Traité de Commerce, Navigation & Marine durera vingt cinq ans, à commencer du jour de la signature; & les Ratifications en seront données en bonne forme, & échangées de part & d'autre dans l'espace de trois semaines, à compter du jour de la signature, ou plûtôt, si faire se peut.

XLIV. Et pour plus grande seureté de ce Traité de Commerce & de tous les Points & Articles, y contenus, sera ledit présent Traité publié, verifié & enregistré en la Cour du Parlement de Paris, & en tous autres Parlemens du Royaume de France, & Chambre des Comptes dudit Paris, comme aussi semblablement ledit Traité sera publié, verifié & enregistré par lesdits Seigneurs Etats Généraux dans les Cours & autres places, là où on a accoûtumé de faire les publications, verifications & enrégistremens.

Formulaire des Passeports & Lettres de Mer, qui se doivent donner dans l'Amirauté de France aux Navires & Barques, qui en sortiront, suivant l'Article du présent Traité.

LOUIS Comte de Thoulouse, Amiral de France, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Sçavoir faisons, que nous avons donné congé & permission à Maitre & Conducteur du Navire, nommé de la Ville de du port de Tonneaux, ou environ, étant de présent au Port & Havre de de s'en aller à chargé de après que visitation aura été faite de son Navire, avant que partir sera serment devant les Officiers, qui exercent la Jurisdiction des causes maritimes, comme ledit Vaisseau appartenant à oooo plusieurs des Sujets de Sa Majesté, dont il sera mis Acte au bas des présentes; comme aussi de garder, & faire garder par ceux de son Equipage les Ordonnances & Réglemens de la Marine, & mettre au Greffe le Rôle, signé & verifié, contenant les noms & surnoms, la naissance & demeure des Hommes de son Equipage, & de tous ceux qui s'embarqueront; lesquels il ne pourra embarquer sans le sçu & permission des Officiers de la Marine, & en chacun Port ou Havre où il entrera avec son Navire, fera apparoir aux Officiers & Juges de la Marine du présent Congé; & leur fera fidele rapport de ce qui sera fait & passé durant son voyage; & portera les Pavillons, Armes & Enseignes du Roi, & les nôtres durant son voyage. En témoin de quoi nous avons fait apposer nôtre Seing & le Séel de nos Armes à ces présentes; & icelles fait contresigner par nôtre Secretaire de la Marine à jour de mil sept cens Signé, LOUIS, Comte de Thoulouse, Et plus-bas, par

Formulaire de l'Acte contenant le serment.

NOUS de l'Amirauté de certifions que Maître du Navire, nommé au Passeport ci-dessus, a prestê le serment mentionné en icelui. Fait à le jour de mil sept cens

Autre Formulaire des Lettres, qui se doivent donner par les Villes & Ports de Mer des Provinces-Unies, aux Navires & Barques, qui en sortiront, suivant l'Article susdit.

AUX Sérénissimes, Très-Illustres, Très-Puissants, Honorables & Prudens Seigneurs, Empereurs, Rois, Républiques, Princes, Ducs, Comtes, Barons, Seigneurs, Bourguemaîtres, Eschevins, Conseillers, Juges, Officiers, Justiciers & Régens de toutes bonnes Villes & Places, tant Ecclesiastiques que Seculiers, lesquels ces présentes verront ou liront; nous Bourguemaîtres & Régens de la Ville de sçavoir faisons que Maître du Navire comparant devant nous, a déclaré de ser-

 ment

ANNO 1713.

ment solemnel que le Navire nommé grand environ lastes, sur lequel maintenant il est le Maître, appartient aux habitans des Provinces-Unies, ainsi Dieu le vouloit aider; & comme volontiers nous verrions ledit Maître de Navire aidé dans ses justes affaires, nous vous requerons tous en général & en particulier, où le susdit Maître avec son Navire & Denrées arrivera, qu'il vous plaise de le recevoir benignement & traiter dûement, le souffrant sur les Droits accoûtumés des péages & frais, dans, par & auprès de vos Ports, Rivières & Domaines, le laissant naviger, passer, fréquenter, & négocier là où il trouvera à propos, ce que volontiers nous reconnoitrons; en témoin de quoi, nous y avons fait apposer le Seau de nôtre Ville.

En foi de quoi nous Ambassadeurs susdits de Sa Majesté & des Seigneurs Etats Généraux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs, avons és dits noms signé ces présentes de nos Seings ordinaires & à icelles fait apposer les Cachets de nos Armes, à Utrecht l'onziéme Avril 1713.

Signé,

HUXELLES. (L. S.) S. J. v. RANDWYCK.
(L. S.)
MESNAGER. (L. S.) WILLEM BUYS.
(L. S.)
(L. S.) B. v. DUSSEN.
(L. S.) C. VAN GHEEL VAN SPANBROECK.
(L. S.) F. A. BARON DE REEDE DE RENSWOUDE.
(L. S.) S. v. GOSLINGA.
(L. S.) GRAEF v. KNIPHUYSEN.

Article Separé.

OUTRE ce qui a été conclu & arresté par le Traité de Commerce, fait entre les Ambassadeurs de Sa Majesté Très-Chrétienne, & ceux des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, ce jourd'hui onze Avril mil sept cents treize, il a été encore convenu par ce présent Article separé, qui aura la même force & vertu que s'il étoit inseré de mot à mot dans le susdit Traité, que l'imposition de cinquante sols par Tonneau, établie en France sur les Navires des étrangers, cessera entiérement à l'avenir à l'égard des Navires des Sujets des Etats Généraux des Provinces-Unies, & ne pourra désormais être restablie, ensorte que les Navires des Sujets desdits Seigneurs Etats Généraux seront déchargés de ladite taxe, soit que lesdits Navires aillent droit en France des Païs ou Terres desdits Seigneurs Etats Généraux, ou de quelque autre endroit que ce puisse être, soit chargés ou à vuide, soit aussi qu'ils soient chargés pour décharger dans une ou plusieurs Places de France, ou bien qu'étant destinés pour prendre charge aux lieux où ils auroient dessein d'aller, & n'y en trouvant pas, ils aillent en d'autres pour en avoir, soit aussi que lesdits Navires des Sujets des Seigneurs Etats Généraux sortent des Ports de France, pour s'en retourner chez eux, ou pour aller ailleurs, en quelques lieux que ce puisse être, chargés ou vuides, soit même qu'ils ayent pris leurs charges dans une ou plusieurs Places, puisqu'il a été convenu, que ni dans lesdits cas, ni dans aucun autre qui pourroit arriver, les Navires des Sujets desdits Seigneurs Etats Généraux ne seront pas sujets à ladite imposition, mais qu'ils en seront & demeureront exempts, tant en venant desdits Ports de France qu'en y allant, excepté seulement au cas suivant, sçavoir, quand lesdits Navires prendront des Marchandises en France, & qu'ils les transporteront d'un Port de France en un autre Port de France, pour les y décharger, auquel cas seulement, & nullement en aucun autre, les Sujets desdits Seigneurs Etats Généraux seront obligés de payer ledit Droit comme les autres Estrangers. Le présent Article separé sera ratifié & enregistré de même que le Traité de Commerce.

En foi de quoi nous Ambassadeurs de Sadite Majesté, & des Seigneurs Etats Généraux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs, avons és dits noms signé cet Article separé de nos Seings ordinaires & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes. A Utrecht l'onze Avril 1713.

Signé,

HUXELLES, (L. S.) J. v. RANDWYCK
(L. S.)
MESNAGER. (L. S.) WILLEM BUYS.
(L. S.)
(L. S.) B. v. DUSSEN.
(L. S.) C. VAN GHEEL VAN SPANBROECK.
(L. S.) F. A. BARON DE RHEEDE DE RENSWOUDE.
(L. S.) S. VAN GOSLINGA.
(L. S.) GRAEF VAN KNIPHUYSEN.

Plein-pouvoir du Roi T. C. pour ses Ambassadeurs.

LOUIS, par la Grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Comme nous n'avons rien oublié pour contribuer de tout nôtre pouvoir au rétablissement d'une Paix sincere & solide, & qu'il y a lieu d'esperer que les Conferences, qui se tiennent à Utrecht pour parvenir à un bien aussi-désirable, auront bien-tôt un heureux succés, voulant encore apporter tous nos soins pour en avancer l'effet, & pour la rendre plus stable, Nous confiant entierement en la capacité, expérience, zéle & fidelité pour nôtre Service, de nôtre très-cher & bien-amé Cousin, le Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de Nos Ordres, & Notre Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & Nôtre cher & bien-amé le Sieur Mesnager, Chevalier de Nôtre Ordre de St. Michel. Pour ces Causes & les autres bonnes considérations à ce nous mouvant, Nous avons commis, ordonné, & députe, & par ces présentes, signées de nôtre Main, commettons, ordonnons, & députons lesdits Sieurs Marechal d'Huxelles, & Mesnager, & leur avons donné & donnons Plein-pouvoir, Commission, & Mandement spécial, en qualité de Nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires, de conférer, négocier, & traiter, avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de nos très-chers, & grands amis les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, revêtus de leurs Pouvoirs en bonne forme, arrester, conclure, & signer tels Traitez de Commerce, Articles & Conventions, que nosdits Ambassadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires aviseront bon être. Voulant qu'en cas d'absence de l'un d'eux par maladie, ou par quelque autre cause légitime, l'autre ait le même Pouvoir de conférer, négocier, traiter, arrester, conclure & signer tels Traitez de Commerce, Articles & Conventions, qui conviendront au bien que nous nous proposons, & à l'utilité réciproque de nos Sujets; en sorte que nosdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires, agissent en tout ce qui regardera la Négociation avec lesdits Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas avec la même autorité que Nous ferions & pourrions faire, si nous étions présens en Personne, encore qu'il y eût quelque chose qui requît un Mandement plus spécial, non contenu en cesdites présentes. Promettant en foi, & parole de Roi, d'avoir agréable, & tenir ferme, & stable à toûjours, accomplir & exécuter ponctuellement tout ce que lesdits Sieurs Marechal d'Huxelles & Mesnager, ou l'un d'entre eux, dans lesdits cas d'absence, ou de Maladie, auront stipulé, promis, & signé, en vertu du présent Pouvoir, sans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu, pour quelque cause, ou sous quel-

ANNO 1713. ...que prétexte que ce puisse être; Comme aussi d'en faire expedier nos Lettres de Ratification en bonne forme, & de les faire délivrer pour être échangées dans le tems dont il sera convenu par les Traités à faire. Car tel est nôtre plaisir. En témoin de quoy Nous avons fait mettre nôtre Séel à ces Présentes. Donné à Versailles le quatriéme jour de Mars, l'An de Grace, mil sept cent treize, & de nôtre Regne le soixante dixiesme.

Signé,

LOUIS.

Et sur le Reply,

Par le Roy,

COLBERT.

Sellé du grand Sceau de Cire Jaune.

S'ensuit la teneur des Pouvoirs des Ambassadeurs & Plenipotentiaires des Seigneurs Etats Généraux.

LES Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, à tous ceux qui ces présentes, verront, salut. Comme nous ne souhaittons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix la Guerre, dont la Chrétienté est à présent affligée, & que la Ville d'Utrecht a été agréée pour le lieu des Conférences; Nous par ce même désir d'arrêter, d'autant qu'il sera en nous, la désolation de tant de Provinces, & l'effusion de tant de sang Chrétien, avons voulu y contribuer tout ce qui dépend de nous, & pour cet effet députez à ladite Assemblée quelques Personnes du Corps de la nôtre, qui ont donné plusieurs preuves de la connoissance & experience qu'ils ont des affaires publiques, aussi bien que de l'affection qu'ils ont pour le bonheur de nôtre Etat. Et comme les Sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Rossem, &c. Burggrave de l'Empire & Juge de la Ville de Nimegue, Guillaume Buys, Conseiller Pensionaire de la Ville d'Amsterdam; Bruno vander Dussen, ancien Bourguemaître, Sénateur & Conseiller Pensionaire de la Ville de Gouda, Assesseur au Conseil des Heemrades de Schieland, Dyckgrave de Crimpenerwaerd; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroek, Bulkestein, &c. Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluse, Surintendant des Fiefs relevans du Bourg de Bruges dans nôtre ressort; Frederic Adrien Baron de Rheede, Seigneur de Renswoude, d'Emminkhuysen & Moerkerken, &c. Président de la Noblesse de la Province d'Utrecht; Sicco de Goslinga Grietman de Franequeradeel, Curateur de l'Université de Franequer; & Charles Ferdinand, Comte de Inhuysen & de Kniphuysen, Seigneur de Wreedewold, &c. Députez en nôtre Assemblée de la part des Etats de Gueldres, de Hollande & Westfrise, de Zelande, d'Utrecht, de Frise, & de la Ville de Groningue & Ommelandes, se sont signalez en plusieurs Employs importans pour nôtre service, où ils ont donné des marques de leur fidelité, application & adresse au maniement des affaires, & que pour ces causes, & autres considérations à ce nous mouvant, nous les avons commis, ordonné & député d'aller à Utrecht, en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires pour la Paix & d'y conférer avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de Sa Majesté Très-Chrêtienne, munis de Pouvoirs suffisans, & y traiter des moyens de terminer & pacifier les différens, qui causent aujourd'hui la Guerre, souhaitant de plus, qu'avec la conclusion de la Paix, il soit aussi réglé par un Traité de Commerce, de Navigation & de Marine, tout ce qui sera propre à établir & fortifier la bonne Correspondance entre les Sujets de part & d'autre, & à prévenir tous les inconveniens qui pourroient l'affoiblir; pour ces raisons nous avons donné & donnons Pleinpouvoir, Commission & Mandement spécial, auxdits Sieurs de Randwyck, Buys, vander Dussen, de Spanbroek, de Renswoude, de Goslinga, & Comte d'Inhuysen & de Kniphuysen, de conférer aussi avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de Sa Majesté Très-Chrêtienne munis de Pouvoirs suffisans, sur les conditions d'un Traité de Commerce, Marine & Navigation, d'en traiter & convenir, & pourront nosdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires tous ensemble, ou quelques-uns ou quelqu'un d'entre eux, en cas de l'absence des autres par maladie ou autre empêchement, conclure & signer un tel Traité de Commerce, Navigation & Marine, & généralement faire, négocier, promettre & accorder, tout ce qu'ils estimeront nécessaire pour le susdit effet, & de faire généralement tout ce que nous pourrions faire si nous étions présens, quand même pour cela il seroit besoin de Pouvoir & Mandement plus spécial, non contenu dans ces présentes; promettant sincerement & de bonne foi, d'avoir pour agréable, ferme & stable, tout ce que par lesdits Sieurs nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires, ou bien par quelques-uns ou quelqu'un d'entre eux en cas de maladie, d'absence ou d'autre empêchement des autres, aura été stipulé, promis & accordé, & d'en faire expédier nos Lettres de Ratification, dans le tems qu'ils auront promis en nôtre nom de les fournir. Donné à la Haye en nôtre Assemblée, sous nôtre grand Seau, le paraphe du Président de nôtre Assemblée, & le Seing de nôtre Greffier, l'onziéme d'Avril mille sept cens treize. ANNO 1713.

Estoit paraphé,

JOHAN VAN WEEDE, Vt.

Plus-bas.

Par Ordonnance des susdits Seigneurs Etats Généraux.

Signé,

F. FAGEL.

Et sellé du grand Seau de cire rouge.

S'ensuit la Ratification de Sa Majesté Très-Chrêtienne sur le Traité de Commerce, Navigation & Marine.

LOUIS par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme Nôtre très-cher & bien Amé Cousin le Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de Nos Ordres, & Notre Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne; & Nôtre-cher & bien-amé le Sieur Nicolas Mesnager, Chevalier de Nôtre Ordre de St. Michel, Nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires en vertu des Pleinpouvoirs, que Nous leur en avions donné, auroient conclu, arrêté & signé l'onziéme du présent mois d'Avril à Utrecht, avec les Sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Rossem, &c. Burggrave de l'Empire & Juge de la Ville de Nimegue; Guillaume Buys, Conseiller Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam; Bruno vander Dussen, ancien Bourguemaître, Senateur & Conseiller Pensionnaire de la Ville de Gouda, Assesseur au Conseil des Heemrades de Schieland, Dyckgraef de Crimpenerwaerd; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroeck & Bulkestein, Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluse, Surintendant des Fiefs relevant du Bourg de Bruges du ressort de l'Etat; Frederic Adrien Baron de Rheede, Seigneur de Renswoude, Emmiukhuysen & Moerkerken, Président de la Noblesse de la Province d'Utrecht; Sicco de Goslinga, Grietman de Franequeradeel, Curateur de l'Université de Franequer; & Charles Ferdinand, Comte de Inhuysen & de Kniphuysen, Seigneur de Vreedewold, &c. Députez dans leur Assemblée de la part des Etats de Gueldres, de Hollande & de Westfrise, de Zelande, d'Utrecht, de Frise & de la Ville de Groningue & Ommelandes, en qualité d'Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de Nos très-chers & grands Amis, les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, pareillement munis de Plein-pouvoirs, le Traité de Commerce, Navigation & Marine, dont la teneur s'ensuit.

Fait

Fiat insertio.

Nous ayant agreable le susdit Traité de Commerce, Navigation & Marine en tous & chacun les Points & Articles qui y sont contenus & déclarez, avons iceux tant pour nous que pour Nos Héritiers, Successeurs, Royaumes, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié, & confirmé, & par ces présentes signées de Nôtre main, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foi & parole de Roy, sous l'obligation & hypothéque de tous & un chacun nos Biens, présens & à venir, garder, observer inviolablement, sans jamais aller ny venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniére que ce soit. En temoin de quoy Nous avons fait mettre Nôtre Sçel à ces presentes. Donné à Versailles le dix-huitiéme Avril, l'an de grace, mil sept cens treize, & de Nôtre Regne le soixante-dixiéme.

Etoit signé,

LOUIS.

Et plus bas;

Par le Roy,

COLBERT.

S'ensuit la Ratification des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, sur le Traité de Commerce, Navigation & Marine.

LES Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Comme ainsi soit, que l'onziéme jour du mois d'Avril de la présente année 1713, il a été fait & conclu à Utrecht un Traité de Commerce, Navigation & Marine par le Sieur Nicolas, Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier des Ordres de Sa Majesté Très-Chrétienne, & son Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & le Sieur Nicolas Mesnager, Chevalier de l'Ordre de St. Michel, Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de Sa Majesté Très-Chrétienne à l'Assemblée d'Utrecht, & par les Sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Rossem, Burggrave de l'Empire, & Juge de la Ville de Nimegue; Guillaume Buys, Conseiller Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam; Bruno vander Dussen, ancien Bourguemaître, Senateur, & Conseiller Pensionnaire de la Ville de Gouda, Assesseur au Conseil des Heemrades de Schieland, Dyckgrave du Crimpenerwaerd; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroek & Bulckestein, Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluse, Surintendant des Fiefs relevans du Bourg de Bruges du ressort de nôtre Etat; Frederic Adrien, Baron de Rheede, Seigneur de Renswoude, d'Emminckhuysen & Moerkerken, Président de la Noblesse de la Province d'Utrecht, Sicco de Goslinga, Grietman de Franequeradeel, Curateur de l'Université de Franequer; & Charles Ferdinand, Comte d'Inhuysen & de Kniphuysen, Seigneur de Vredewold, Députés en nôtre Assemblée de la part des Estats de Gueldre, de Hollande & Westfrise, de Zelande, d'Utrecht, de Frise, & de Groningue & Ommelandes, Nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires à ladite Assemblée d'Utrecht, en nôtre nom & de nôtre part, en vertu de leurs Plein-pouvoirs respectifs, duquel Traité la teneur s'ensuit.

Fiat insertio.

Et d'autant que le contenu dudit Traité porte, que les Lettres de Ratification seront délivrées de part & d'autre en bonne & dûe forme, dans le terme de trois semaines, à compter du jour de la signature, Nous voulant donner des marques de nôtre sincerité, & Nous acquiter de la parole, que nos Ambassadeurs ont donnée pour Nous, Nous avons agréé, approuvé & ratifié ledit Traité, & un chacun des Articles d'icelui, ci-dessus transcrits, comme Nous l'agréons, approuvons, & ratifions, par ces présentes, promettant en bonne foi & sincerement de le garder, entretenir & observer inviolablement de point en point, selon sa forme & teneur, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ni indirectement, en quelque sorte ou maniére que ce soit. En foi de quoi Nous avons fait signer ces présentes par le Président de nôtre Assemblée, contresigner par nôtre Greffier, & y apposer nôtre grand Seau. Fait à la Haye le vingt neuviéme d'Avril 1713.

Estoit paraphé,

H. VAN ISSELMUDEN, Vt.

Sur le pli étoit écrit,

Par Ordonnance des susdits Seigneurs Etats Generaux.

Etoit signé,

F. FAGEL.

Et scellé du Grand Seau de cire rouge.

S'ensuit la Ratification de Sa Majesté Très-Chrétienne sur l'Article Separé.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Ayant veu & examiné l'Article separé que Nôtre très-cher & bien-amé Cousin, le Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de Nos Ordres, & Nôtre Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & Nôtre cher & bien-amé le Sr. Mesnager, Chevalier de Nôtre Ordre de St. Michel, Nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires, en vertu des Plein-pouvoirs que Nous leur en avions donné, ont conclu, arrêté & signé l'onziéme du présent mois d'Avril à Utrecht, avec les Sieurs Jacques de Randwijk, Seigneur de Rossem, &c. Burggrave de l'Empire & Juge de la Ville de Nimegue; Guillaume Buys, Conseiller Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam; Bruno vander Dussen, ancien Bourguemaître, Senateur & Conseiller Pensionnaire de la Ville de Gouda, Assesseur au Conseil des Heemrades de Schieland & Dykgrave de Crimpenerwaerd: Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroek & Bulkestein, Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluse, Surintendant des Fiefs relevans du Bourg de Bruges, du ressort de l'Etat; Frederick Adrien Baron de Rheede, Seigneur de Renswoude, d'Emminkhuysen & Moerkerken, Président de la Noblesse de la Province d'Utrecht; Sicco de Goslinga, Grietman de Franequeradeel, Curateur de l'Université de Franequer; & Charles Ferdinand, Comte d'Innuysen & de Kniphoysen, Seigneur de Vredewold, &c. Députez dans leur Assemblée de la part des Etats de Gueldres, de Hollande & de Westfrise, de Zelande, d'Utrecht, de Frise & de la Ville de Groningue & Ommelandes, en qualité d'Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Nos très-chers & grands Amis les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, pareillement munis de Plein-pouvoirs, duquel Article separé la teneur s'ensuit.

Fiat insertio.

Nous aiant agréable le susdit Article separé en tout son contenu avons iceluy loué, approuvé & ratifié, & par ces présentes, signées de Nôtre main, louons, approuvons & ratifions. Promettant en foy & parole de Roy de l'acomplir, observer & faire observer sincerement & de bonne foy, sans souffrir qu'il soit jamais allé directement ou indirectement au contraire, pour quelque cause & occasion que ce puisse être. En témoin de quoy nous avons fait mettre Nôtre Seel à cesdites présentes. Donné à Versailles le dix-huitiéme jour d'Avril, l'an de grace mille sept cens

ANNO 1713.

cens treize, & de Nôtre Regne le soixante dixiéme.

Etoit signé,

LOUIS.

Plus-bas:

Par le Roy,

COLBERT.

S'ensuit la Ratification des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, sur l'Article Separé.

LES Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-bas, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme ainsi soit, qu'outre le Traité de Commerce, Navigation & Marine fait & conclu a Utrecht l'onziéme jour du mois d'Avril de la présente année 1713. il ait été fait de même un Article separé, par le Sieur Nicolas, Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier des Ordres de Sa Majesté Très-Chrêtienne, & son Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & le Sieur Nicolas Meshager, Chevalier de l'Ordre de St. Michel, Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de Sa Majesté T. C. à l'Assemblée d'Utrecht; & par les Srs. Jacques de Randwyck, Seigneur de Rossem, Burggrave de l'Empire, & Juge de la Ville de Nimegue; Guillaume Buys, Conseiller Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam; Bruno vander Dussen, ancien Bourguemaître, Senateur & Conseiller Pensionnaire de la Ville de Gouda, Assesseur au Conseil des Heemrades de Schieland, Dyckgrave du Crimpenerwaerd; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroek, & Bulkestein, Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluse, Surintendant des Fiefs relevant du Bourg de Bruges du ressort de nôtre Etat; Frideric Adrien, Baron de Rheede, Seigneur de Renswoude, d'Emminkhuysen & Moerkerken, Président de la Noblesse de la Province d'Utrecht; Sicco de Goslinga, Grietman de Franequeradeel, Curateur de l'Université de Franequer; & Charles Ferdinand Comte d'Inhuysen & de Kniphuysen, Seigneur de Vredewold, &c. Députés en nôtre Assemblée de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & Westfrise, de Zelande, d'Utrecht, de Frise, & de Groningue & Ommelandes, Nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires à ladite Assemblée d'Utrecht en nôtre nom & de nôtre part, en vertu de leurs Plein-pouvoirs respectifs, duquel Article separé la teneur s'ensuit.

Fiat insertio.

Nous ayant pour agréable ledit Article separé, l'avons approuvé & ratifié, l'approuvons & ratifions, par ces présentes; Promettant en bonne foy & sincerement, de le garder, entretenir & observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ni indirectement, en quelque sorte ou maniére que ce soit. En foy dequoy Nous avons fait signer ces présentes par le Président de nôtre Assemblée, contresigner par nôtre Greffier, & y apposer nôtre grand Seau. Fait à la Haye le vingt neuviéme d'Avril 1713.

Estoit paraphé,

H. VAN ISSELMUDEN. Vt.

Sur le pli estoit écrit,

Par Ordonnance desdits Seigneurs Etats Généraux.

Etoit signé,

F. FAGEL.

Et scellé du grand Seau en cire rouge.

Ordonnance du Roi T. C. pour le retablissement du Commerce tant par Mer que par Terre, entre ses Sujets & ceux des Provinces-Unies des Païs-bas. Donnée à Marly le 17. Mai 1713. Avec les PROCLAMATIONS *de la Paix faites à Paris le 22. & à la Haye le 13. du même Mois & An 1713.* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom III. pag. 137.]

ON FAIT A SCAVOIR à tous qu'il appartiendra, qu'une bonne, ferme, stable & solide Paix, avec une amitié & reconciliation entiere & sincere, a été faite & accordée entre Très-Haut, Très-Excellent & Très-Excellent & Très-Puissant Prince, LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, nôtre Souverain Seigneur; Très-Haute, Très-Excellente & Très-Puissante Princesse ANNE, Reine de la Grande-Bretagne, Très-Haut, Très-Excellent & Très-Puissant Prince FRIDERIC GUILLAUME Roi de Prusse; Très-Haut, Très-Excellent & Très-Puissant Prince VICTOR AMÉ, Duc de Savoye; Et les SEIGNEURS Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, leurs Vassaux, Sujets, Serviteurs, en tous leurs Royaumes, Païs, Terres & Seigneuries de leur obéïssance: Que ladite Paix est générale entre eux & leursdits Vassaux & Sujets; & qu'au moyen d'icelle il leur est permis d'aller, venir, retourner & séjourner en tous les lieux desdits Royaumes, Etats & Païs, négocier & faire Commerce de Marchandises, entretenir correspondance, & avoir communication les uns avec les autres, & ce en toute liberté, franchise & sûreté, tant par Terre que par Mer, & sur les Riviéres & autres Eaux, & tout ainsi qu'il a été & dû être fait en temps de bonne, sincere & amiable Paix, telle que celle qu'il a plû à la divine Bonté d'établir entre ledit Seigneur Roi, ladite Dame Reine, le Seigneur Roi, Prince & Etats Généraux précédemment nommez, leurs Peuples & Sujets: Et pour les y maintenir, il est expressément défendu à toutes Personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient, d'entreprendre, attenter ou innover aucune chose au contraire, ni au préjudice d'icelle, sur peine d'être punis severement comme infracteurs de Paix & perturbateurs du repos public. Et afin que personne n'en puisse prétendre cause d'ignorance, ordonne Sa Majesté que la Présente sera lûe, publiée & affichée par tout où besoin sera. Fait à Marly le dix-sept May, mil sept cens treize.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas,

PHELYPEAUX.

Et scellé du Seel de Sa Majesté.

De par le Prévôt des Marchands & Eschevins de la Ville de Paris.

A TOUS ceux qui ces présentes Lettres verront, JEROME BIGNON, Chevalier, Conseiller d'Etat ordinaire, Prévôt des Marchands; & les Eschevins de la Ville de Paris, Salut. Sçavoir faisons que sur ce qui Nous a été remontré par le Procureur du Roi & de la Ville, que Sa Majesté par sa Lettre de Cachet donnée à Marly le dix sept du présent mois de May, *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*: PHELYPEAUX. Nous ayant addressé son Ordonnance du même jour pour faire publier la Paix concluë entre Sa Majesté, la Reine de la Grande-Bretagne, le Roi de Prusse, le Duc de Savoye, & les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, & tenir la main à ce qu'il n'y soit contrevenu en aucu-

Anno 1713.

aucune maniére, il étoit nécessaire pour rendre plus notoire ladite Ordonnance qui a été lûe & publiée ce jourd'hui dans les lieux ordinaires de cette Ville, de la faire afficher sur les Portes d'icelle & autres lieux de nôtre Jurisdiction, afin qu'elle soit executée selon sa forme & teneur. Pour quoy requeroit qu'il Nous plût y pourvoir. NOUS ayant égard aux Remontrances & Requisitoires du Procureur du Roy & de la Ville, AVONS ORDONNÉ que ladite Ordonnance de Sa Majesté, donnée à Marly le dix-sept du présent mois, *Signée*, LOUIS. *Et plus-bas*, PHELYPEAUX. Et scellée, lûe & publiée ce jourd'huy dans tous les lieux ordinaires & acoûtumez de cette Ville, sera affichée sur les Portes d'icelle, Ponts, Passages & autres lieux étans de nôtre Jurisdiction, à la diligence des Huissiers Commissaires de Police de l'Hôtel de cette Ville sur le Fait de la Marchandise de l'Eau & des Maitres des Ponts, à ce qu'aucun n'en prétende cause d'ignorance, pour être executée selon sa forme & teneur. Fait au Bureau de la Ville, le vingt deuxiéme jour de Mai, mil sept cens treize.

Signé,

TAITBOUT.

Publication de la Paix, faite à la Haye le 22. May 1713. &c.

LES Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas. A tous ceux qui ces Présentes verront ou entendront lire Salut; sçavoir faisons: Qu'à la loüange & gloire du Seigneur Dieu Tout-Puissant, & pour le bien & l'avantage de ces Provinces-Unies en général, & des bons Habitans d'icelles en particulier; il a été fait & conclu à Utrecht, le 11. Avril de la présente année 1713., une bonne, ferme, fidelle & inviolable Paix, entre le Roi de France d'une part, & Nous d'autre part: dont les Ratifications ont été échangées de part & d'autre en forme convenable, à Utrecht le 12 du présent mois de May: Et que le même jour, on a passé un Acte pour abreger le terme dont il est fait mention dans le III. Article, tant du Traité de Paix que de celui de Commerce. Qu'en conséquence, tous actes d'hostilité cesseront, tant par Mer & Eaux douces, que par Terre, dans tous les Païs & Villes dépendantes du ressort de part & d'autre, sans distinction de Places, en quelques endroits qu'elles soient situées, ensemble entre les Peuples & Habitans d'une & d'autre part, de quelque état & condition qu'ils puissent être; & ce après l'expiration des termes respectifs exprimez ci-dessous, savoir après l'expiration de 4. semaines, à compter du 11. Avril 1713. qui est le jour de la signature des Traitez, & ainsi aprés le 9. du présent mois de Mai, dans la Mer Baltique & celle du Nord, depuis Terneuse en Norwegue jusqu'au bout de la Manche; après le terme de 6. semaines, & ainsi après le 23. dudit mois de Mai, depuis le bout de la Manche jusqu'au Cap St. Vincent; après le terme de 10. semaines, & ainsi après le 20. Juin prochain, depuis le Cap St. Vincent jusques dans la Mer Méditerranée & jusqu'à la Ligne; & enfin après le terme de 8. mois, & ainsi après le 11. Décembre de cette année, au delà de la Ligne & dans tous les autres endroits du Monde.

C'est pourquoi Nous mandons & enjoignons expressément par ces Présentes à tous & un chacun, tant Sujets & Habitans des Provinces-Unies des Païs-Bas, que demeurans dans nôtre ressort & sous nôtre obéissance, d'observer inviolablement ladite Paix, conformément auxdits Traitez, sans y contrevenir; sous peine d'être punis comme Perturbateurs du repos public, sans aucune grace, faveur, suport ni dissimulation. Ainsi fait & conclu en l'Assemblée des susdits Seigneurs Etats Généraux, à la Haye le 13. Mai 1713.

Paraphé,

J. V. WELDEREN, Vt. &c.

Signé,

F. FAGEL, &c.

CLVIII.

Traité d'Alliance entre les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas & les* LIGUES GRISES. *Fait à la Haye le 19. Avril 1713.* [Tiré des Archives des Etats à la Haye.]

19. Avril.

LES Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, & les Seigneurs Chefs, Conseillers & Communes des Loüables trois Ligues de la Haute Rhœtie ayant depuis long temps eu reciproquement les uns pour les autres, une veritable & sincere Amitié, & une entiere confiance, ont jugé qu'il leur seroit utile & convenable de contracter ensemble une étroite & perpetuelle union defensive qui puisse servir à leur maintien, & à leur conservation reciproque, & à cimenter indissolublement, les sentimens d'amitié & de confiance, qu'ils ont eu jusques ici les uns pour les autres: pour cet effet les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-bas, ont authorisé les Sieurs de Broekhuisen, Fagel, Heinsius, de Spanbroeg, de Weede, de Burum, d'Isselmuiden, & Wichers, leurs Deputez; & la Louable Republique des trois Ligues, le Sieur de Salis; qui en vertu de leur authorisation, sont convenus des Articles suivans.

I. Il y aura à perpetuité une étroite Union defensive entre les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pair-Bas, d'une part, & la Loüable Republique des trois Ligues Grises, de l'autre, en vertu de laquelle etroite union, les Parties Contractantes s'engagent d'avoir reciproquement un fidelle soin de leurs interêts mutuels, de s'assister par tous les bons offices possibles, de prevenir le mal, dont l'une ou l'autre Partie pourroit être menacée, & s'entresecourir reciproquement en cas d'attaque.

II. Ce Traité d'union s'étend de la part de la Loüable Republique des Ligues Grises, à la defense des Païs de Leurs Hautes Puissances en Europe & à celle de leurs Barrieres, telles qu'elles seront reglées, & cela, soit que Leursdits Païs ou Barrieres fussent attaquées, soit que Leurs Hautes Puissances fussent obligées d'entrer en guerre pour la defense de leurs Païs ou Barrieres. Leurs Hautes Puissances seront deplus dans le pouvoir d'employer les Troupes de la Loüable Republique des Ligues Grises, qu'elles auront à leur service pour la defense de tous les Etats du Royaume de la Grande-Bretagne, qui sont en Europe.

III. Les Loüables Ligues Grises s'engagent dans ce Traité de laisser au service de Leurs Hautes Puissances, les dix Compagnies qu'elles ont à leur service: sçavoir le Regiment Grison de Smit avec son Etat Major, & deux autres Compagnies dispersées dans des Regimens Suisses. Les Loüables Ligues Grises avoueront lesdites dix Compagnies, qui ont toutes esté levées dans leur Païs; & permettront aux Capitaines, qui les commandent, & qui les commanderont dans la suite, de faire les recruës necessaires dans leursdits Païs pour ces dix Compagnies, sans qu'elles puissent être rappellées, dans aucun tems.

IV. Les Loüables Ligues Grises s'engagent deplus à accorder à Leurs Hautes Puissances, en cas qu'elles fussent attaquées, ou en peril inevitable de l'estre, une nouvelle levée de deux mille hommes, sans que lesdites Loüables Ligues Grises puissent se dispenser d'executer cét engagement, à moins que lors qu'on leur demandera ladite nouvelle levée, elles ne fussent elles-mêmes en guerre, ou dans le peril inevitable d'y entrer; & quand ces Troupes seront levées, il sera permis aux Officiers, d'y faire les recrues necessaires.

V. D'au-

ANNO 1713.

V. D'autre part Leurs Hautes Puissances s'engagent aux Loüables Ligues Grises, en vertu du present Traité, à la defense desdites trois Ligues Grises, & à la conservation de leur domination, de leur Souveraineté & de tous leurs Droits sur les Païs qui leur sont soumis. Et comme Monsieur de Stanian Envoyé de Sa Majesté la Reyne de la Grande-Bretagne, a fait un Traité en l'année 1707 tant au nom de Sa Majesté qu'en celui de Leurs Hautes Puissances, touchant la renovation & l'amelioration du Capitulat de Milan, & à l'egard d'autres choses à l'avantage des Loüables Ligues Grises: lequel Traité a ensuite été approuvé par Leurs Hautes Puissances dans leur Resolution donnée le 3. Juin 1710. au Sieur de Salis Envoyé de ladite Republique des Grisons, & dans une autre Resolution confirmative du 21. Avril 1711. Leurs Hautes Puissances s'engagent à continuer à faire tous les efforts possibles, & à tenir la main pour procurer aux Loüables Ligues Grises l'accomplissement dudit Traité, conformement auxdites Resolutions de Leurs Hautes Puissances.

VI. Si les Loüables trois Ligues, ou les Païs qui sont sous leur Domination, étoient attaquées, ou en peril évident d'estre attaquées, ou si quelque Puissance étrangere suscitoit, ou appuyoit, soit directement, soit indirectement, quelque rebellion ou mutinerie des Sujets des Loüables trois Ligues contre leurs Souverains, de telle maniere que lesdites Ligues fussent en guerre, ou en danger de guerre, ou si quelque Puissance etrangere suscitoit ou soûtenoit dans la Republique des trois Ligues, des divisions contre la constitution du Gouvernement; & que par là elle entrât en guerre, ou en peril évident de guerre, ou si les Loüables trois Ligues, pour defendre leurs Droits sur les Païs, qui sont sous leur domination, étoient forcées d'entrer en guerre, en tous & chacun des cas susdits, aussi tôt que les Loüables trois Ligues seront obligées de mettre des Troupes sur pied, Leurs Hautes Puissances s'obligent de leur payer chaque mois, une somme pareille à ce, à quoi monte la paye presente d'un Etat Major, & de leurs dix Compagnies, qui sont au service de Leurs Hautes Puissances, & ce subside sera payé regulierement de mois en mois, pendant tout le tems que la guerre, ou le peril évident de guerre, durera, & que les susdites Troupes resteront sur pied; ce subside commencera à courir du jour que les Loüables trois Ligues seront obligées de mettre sur pied des Troupes pour quelqu'un des cas susdits; & quoy que Leurs Hautes Puissances fussent dans ce tems-là Elles mêmes en guerre, les Loüables Ligues Grises pourront neanmoins outre le subside, rappeller le tiers de leurs Officiers qui se trouveront au service de Leurs Hautes Puissances, à sçavoir le Lieutenant Colonel, un tiers des Capitaines, & des Capitaines Lieutenants *promiscuè* & un tiers des Lieutenants, & des Enseignes; & si Elles n'estoient point en guerre alors, les Ligues Grises pourroient rappeller les deux tiers de leurs Officiers: à sçavoir le Lieutenant Collonel & deux tiers des Capitaines, & Capitaines Lieutenants, *promiscuè*, & deux tiers des Lieutenants & des Enseignes, lesquels dans l'un & en l'autre cas, conserveront cependant leurs Places & leurs appointemens, dans le service de Leurs Hautes Puissances.

VII. Le Regiment de Smit & toutes les Compagnies qui le composent, aussi bien que les deux autres Compagnies Grisonnes, seront conservées en tems de Paix; Mais Leurs Hautes Puissances auront alors le Droit de reduire les Compagnies à cent cinquante hommes, chacune: ledit Regiment de Smit & les huit Compagnies qui le composent, aussi bien que les susdites deux autres Compagnies, ne pourront estre données qu'à des Officiers, Sujets des trois Ligues. Et quant en particulier au Regiment de Smit, & aux huit Compagnies, qui le composent, les Loüables Ligues Grises se reservent d'avoir à present le Droit de choisir les Capitaines de telle maniere, qu'à chaque vacance, le Colonel nommera pour la remplir le plus vieux Capitaine Lieutenant du Regiment, & le Capitaine Lieutenant de la Compagnie vacante, pourvu que ce dernier ait huit années de service en qualité d'Officier, sans quoi les deux plus vieux Capitaines Lieutenants du Regiment seront nommés, & les Loüables Ligues Grises auront le Droit de donner ladite Compagnie à l'un des deux Capitaines Lieutenants nommés par le Colonel.

VIII. Lors que Leurs Hautes Puissances feront de nouvelles levées dans le Païs des Loüables Ligues Grises, en vertu de l'engagement, que lesdites Loüables Ligues Grises prennent dans ce Traité; lesdites Ligues auront le choix des Capitaines qui commanderont les nouvelles levées; mais Elles s'engagent à n'en choisir que d'experimentés & de capables. Quand cette nouvelle levée sera faite, soit en tout, soit en partie, les deux Compagnies Grisonnes, qui sont dans des Regimens Suisses, seront mises dans un même Corps avec cette nouvelle levée, & seront à l'égard de la nomination sur le même pied que les autres.

IX. Leurs Hautes Puissances choisiront parmy les Capitaines, qui auront esté elus par les Loüables Ligues Grises, les Officiers de l'Etat Major & prendront les trois Officiers de l'Etat Major un par Ligue, suivant que cela pourra convenir au bien de leur service.

X. Lors qu'un nouveau Regiment sera formé, & qu'il y aura une Compagnie vacante, les Loüables Ligues Grises, auront le Droit de choisir les Capitaines, de la maniere dont il est expliqué dans l'Article septieme de ce Traité.

XI. Leurs Hautes Puissances donneront pour les nouvelles levées la même somme qui a été donnée aux Capitaines Suisses qui en ont fait de particulieres pour elles.

XII. La Capitulation pour les nouvelles levées, sera la même, qui a été faite pour les Troupes Suisses Protestantes, qui sont deja au service de Leurs Hautes Puissances avec cette observation, que sans y rien changer par rapport à la paye, cette Capitulation doit estre mise le plus clairement qu'il sera possible, afin qu'il n'en puisse naitre aucune difficulté à l'egard de son execution; & tout ce qui n'est pas reglé dans le present Traité, le doit estre dans la Capitulation, de la maniere la plus avantageuse pour les deux Parties Contractantes.

Cette nouvelle Capitulation regardera toutes les Troupes Grisonnes, qui sont ou qui seront, au service de Leurs Hautes Puissances, & devra estre par tout & en tous conforme à celle qui doit se faire pour les Troupes de Berne, de maniere, que les susdites Troupes Grisonnes jouissent des mêmes avantages que celles de ce Loüable Canton; & cette Capitulation étant bien éclaircie, devra avoir la mesme force que le present Traité.

XIII. L'Union hereditaire & toutes les Alliances anterieures de la Loüable Republique des Ligues Grises, & specialement celle qu'elle a avec les Loüables Cantons de Zurig, & de Berne, sont ici reservées: nonobstant laquelle reservation, les Loüables Ligues Grises s'engagent à executer tout ce qui est contenu dans le present Traité.

XIV. Comme Sa Majesté Britannique est deja dans un engagement positif avec la Republique des trois Ligues, comme garand du Traité fait pour le passage en 1707. Sadite Majesté sera conviée d'un commun consentement d'entrer dans cette Alliance.

XV. L'eschange des Ratifications du present Traité se fera dans deux mois au plus tard, & plustôt s'il se peut.

Ainsi fait & conclu entre les soussignés Deputez de Leurs Hautes Puissances, & le Sieur de Salis authorisé à cet effet de la part de la Loüable Republique des trois Ligues de la Haute Rhoetie. A la Haye le dix-neuvieme Avril mil sept cens seize.

W. V. BROEKHUISEN. (L. S.)   PIERRE DE SALIS (L. S.)

(L. S.) F. FAGEL.

(L. S.) A. HEINSIUS.

(L. S.) C. V. GHEEL VAN SPANBROECK.

(L. S.) A. VAN BURUM.

(L. S.) H. VAN ISSELMUDEN.

(L. S.) J. WICHERS.

ANNO 1713.

CLIX.

16. Mai. *Accord ou Capitulation conclue entre les* DANOIS *& les* SUEDOIS, *pour l'évacuation du Holstein. Fait & conclu à Oldensworth le 16. Mai 1713.* [Mercure Historique, Juin. pag 641.]

I. TOUTE l'Armée Suedoise, qui est entrée dans l'Eyderstad & la Ville de Tonningen, sous les ordres du Comte de Steenbock, se rendra au Roi de Danemarc, avec son Generalissime, ses Généraux, Officiers, Volontaires & Soldats. Tous les Généraux & Hauts-Officiers, de même que les Volontaires, conserveront leurs Armes & Bagages, toutes les Archives, la Caisse Militaire, & tout ce qui en dépend, de quelque nom que ce soit, sans pouvoir être fouillé, pillé ou visité. Les Bas-Officiers & Soldats conserveront seulement leurs Epées & montures. Le Canon, les Armes à feu, de même que les Chevaux des Cavaliers, des Dragons & de l'Artillerie, & généralement tout ce qui apartient à l'Armement de Guerre, dont on ne pourra rien détruire ni cacher, seront remis à Heyersworth, après l'évacuation de Tonningen, de même que les Drapeaux, Timbales, Etendars & Tambours. L'évacuation de ladite Place se fera 3. jours après la signature de cet Accord, & sera achevée dans 8. jours. La route & les quartiers pendant la marche seront assignez par les Commissaires de Guerre Danois.

II. Après que les Troupes Suedoises auront été échangées ou rançonnées, elles ne pourront être transportées qu'en Suede, & à leurs dépens: elles devront même se pourvoir des Bâtimens nécessaires, auxquels le Roi de Danemarc donnera des Passeports; & elles pourront aussi employer des Vaisseaux Danois & du Holstein, moyennant qu'elles les puissent avoir librement.

III. Les Troupes Nationales de Suede ne pourront être séparées des Regimens Allemans, mais elles devront être transportées en même tems en Suede.

IV. On commencera le Transport incontinent après que les Troupes auront été échangées ou rançonnées.

V. Les Suédois auront les logemens francs pendant leur marche, mais ils se pourvoiront eux-mêmes de Vivres.

VI. Les Danois ou leurs Alliez prisonniers, qui ont pris parti parmi les Suedois, seront retenus, de même que les deserteurs; mais s'ils retournent volontairement à leurs Regimens, ils obtiendront pardon.

VII. On ne pourra forcer aucunes Troupes Suedoises à prendre service, ni les retenir, excepté les déserteurs.

VIII. Le Bagage des Généraux, Hauts-Officiers & Volontaires, dont il est fait mention dans le premier Article, sera transporté en Suedé ou ailleurs, sans aucun empêchement.

IX. L'évacuation se fera par Brigades, qui seront conduites par des Commissaires, & pourvûes de Vivres, mais aux depens des Suédois.

X. Les Troupes marcheront 3. jours, & feront alte le 4.; & à ceux qui tomberont malades en chemin, on leur donnera des Chariots.

XI. Les malades dans Tonningen, seront transferez dans l'Eyderstad, & y resteront jusqu'au tems de leur convalescence, à leurs dépens.

XII. Les montures & les habits destinez pour les Troupes Suedoises, qui sont à Lubec & à Hambourg, & qui ont été payez, pourront être transportez librement en Suede, avec Passeport.

XIII. Tous les prisonniers, qui sont en Danemarc, Holstein, à Hambourg, ou ailleurs, pourront retourner librement à leurs Regimens, après avoir satisfait au Cartel.

XIV. Les Officiers Suédois, qui pour cause de maladie ou blessure ont été retenus à Lubeck, Hambourg & Wismar, & n'ont pas été dans l'Eyderstad pourront être transportez où bon leur semblera, avec Passeport.

XV. Pareillement leurs Bagages, & autres choses.

XVI. On accorde 2. ou 3. Frégates, pour servir de Convoi au Transport des Troupes Suedoises vers Carelskroon, Carelshaven, Cimberhaven ou Ydsteds; & en cas que pendant le Transport, quelques Vaisseaux fussent dispersez par la tempête, ou jettez sur les Côtes Danoises, on ne pourra les retenir. ANNO 1713.

XVII. On envetra à Tonningen, de la part des Danois, un Medecin & un Chirurgien de Campagne, pour prendre information des malades; & quelques Commissaires, pour dresser une liste des Chevaux & autres choses.

XVIII. Les Suedois s'engagent de relâcher les prisonniers des Alliez du Nord, qui sont dans les Provinces Allemandes-Suedoises, avant que le Transport se fasse, en déduction du Cartel; promettent, que le Comte de Steenbock fera son possible que cela soit aussi exécuté à l'égard de ceux qui sont en Suede.

XIX. Le Roi de Danemarc promet, que de toute cette année il ne bombardera pas Tonningen, les Tranchées & Bateries faites par les Danois devant cette Place, pourront être entierement détruites par les Suedois, à leur sortie.

XX. Il sera libre aux Suedois de rechercher près d'autres Puissances, la Garantie de cette Capitulation, moyennant que cela ne cause aucun retardement à leur sortie.

XXI. Le Roi de Danemarc s'oblige d'exécuter ce que dessus en tous ses points, & de procurer le consentement des Chefs des Armées Alliées.

XXII. On fera deux Copies de cette Capitulation, lesquelles seront échangées.

Fait & conclu à Oldensworth *le* 16. *Mai* 1713.

Signé,

G. REINHOLE PATKULL. CARL MELLIN.

G. C. STROMFELDT. SHCWANDLODG.

Approbation du Comte de Steenbock.

TOUT *ce qui fut accordé hier 16. Mai 1713., entre les Commissaires nommez de la part de S. M. le Roi de Dannemarc & de Norwegue, & de celle des Suedois, touchant la sortie des Troupes Suedoises hors de Tonningen, du consentement de S. A. le Prince Menzikof, & de S. Exc. le Comte de Flemming; & approuvé par la signature des 3. Chefs des Armées des Hauts Alliez, savoir Sadite Altesse le Prince de Menzikof, S. Altesse le Duc de Wirtemberg, & le susdit Felt-Marechal Comte de Flemming: Je le confirme & aprouve pour moi & au nom de toute la Generalité, Colonels & Chefs; je promets d'exécuter cet Accord en tous ses Points. Pour plus grande sureté de ce que dessus, j'ai signé les presentes de ma propre main, pour moi & au nom de la Généralite, Colonels & Chefs, & y ai apojé mon Cachet. A Tonningen le 17. Mai 1713.*

Signé,

STEENBOCK.

CLX.

Extrait du Conseil d'Etat du Roi Très-Chrêtien *pour la Restitution du Prince d'*Epinoi, *en vertu des Articles 11. & 15. des Traités de Paix faits a Utrecht avec l'Angleterre & la Hollande: le 11. Avril dernier. Le 29. Mai 1713.* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. V. pag. 489] 29. Mai.

SUR la Requête presentée au Roi, étant en son Conseil, par la Princesse d'Epinoi, Tutrice du Prince d'Epinoi son fils, contenant que Sa Majesté aiant envoyé en 1668. un ordre au Sr. le Pelletier, alors Intendant en Flandres, pour faire rétablir en conformité & en execution des Traités de Paix, le feu Prince d'Epinoi en possession de l'Hô-

tel

ANNO 1713.

tel de Roubaix, situé dans la Ville de Lille, des Terres de Cysoing, Antoing, & Roubaix, qui appartiennent à la Maison de Meleun par le Droit du sang & par les substitutions contenues dans les Contracts de Mariages & les Testamens de la famille, & dont Pierre de Meleun son bisayeul avoit joui ou dû jouir, ledit Sr. le Pelletier auroit en conséquence & sur le vû des Pieces & titres, qui furent produits devant lui, rétabli ledit Prince d'Espinoy en possession desdites Terres & autres Biens scitués au Pais de Lille, lequel en auroit joui depuis ce temslà, aussi bien que ses héritiers jusqu'en l'année 1709. que le Prince d'Espinoi son petit-fils en fut depouillé pendant la Guerre, mais par les Articles 11. & 15. du Traité de Paix, qui vient d'être conclu à Utrecht, toutes les Puissances ont concouru & sont convenues de rétablir ledit Prince d'Espinoi dans sa premiere possession, au moyen dequoi la supliante, audit nom de Tutrice, ne peut s'adresser qu'à Sa Majesté pour obtenir l'execution des Articles dudit Traité à l'égard des biens scituez dans les Pais de son obeïssance, requeroit pour ces causes qu'il plût à Sa Majesté d'ordonner que lesdits Articles 11. & 15. dudit Traité de Paix soient executez suivant leur forme & teneur, & en consequence que ladite Princesse d'Espinoi en ladite qualité de Tutrice du Prince d'Espinoi son fils, soit reintegrée en la possession de l'Hôtel de Roubaix & des Terres d'Antoing, de Cysoing & de Roubaix & autres biens scitués audit Pais de Lille, conformément aux Articles 11. & 15. dudit Traité, à l'effect dequoi il plaira à Sa Majesté ordonner au premier Huissier, qui en sera requis, de faire ladite reintegrande, & d'en dresser son Procès Verbal en la maniere accoutumée, nonobstant toutes oppositions ou appellations, si aucunes interviennent. Vû ladite Requête, l'Extrait du Traité de Paix contenant lesdits Articles: tout consideré, Sa Majesté étant en son Conseil, a ordonné & ordonne qu'en consequence des Articles onze & quinze dudit Traité de Paix, & conformément a ce qui y est porté, la Princesse d'Espinoi en qualité de Tutrice du Prince d'Espinoi son fils, sera reintegrée en la possession de l'Hôtel de Roubaix scitué dans la Ville de Lille, & des terres d'Antoing, de Cysoing & de Roubaix & autres biens scituez au Païs de Lille, pour en jouir, comme avant la dépossession, à l'effet dequoi Sa Majesté a ordonné & ordonne au premier Huissier sur ce requis, de proceder à ladite Reintegrande, & d'en dresser son Procès Verbal en la maniere accoutumée, nonobstant toutes oppositions, ou autres empêchemens, pour lesquels ne sera differé. Fait au Conseil d'Etat du Roy, Sa Majesté y étant, à Marli le vingt neuvième jour du mois de Mai mil sept cent treize.

Signé,

VOISIN

CLXI.

8. Juin. *Extrait des Resolution de Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Estats Generaux des* PROVINCES-UNIES: *pour la Restitution du Prince d'*ESPINOI *en vertu de l'Article XI. de leur Traité de Paix avec le R. T. C.* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht, Tom. V. pag. 492.]

Jeudy 8. Juin, mil sept cent treize.

IL a été lu à l'Assemblée la Requête d'Elizabeth de Lorraine, Princesse d'Espinoi, Mere & Tutrice du Prince d'Espinoi son fils, demandant qu'en consequence de l'Article onze du Traité de Paix fait à Utrecht le 11. Avril dernier il plût à Leurs H. H. P. P. de faire mettre la supliante, en sa qualité, en possession des terres d'Antoing scituées dans le Tournesis, pour en jouïr suivant ledit Traité, & qu'il plût à L. L. H. H. P. P. d'ordonner au premier Huissier, sur ce requis, de remettre ladite Princesse en la possession & jouïssance desdites Terres, & d'en faire la relation ou Procès Verbal, ensemble d'ordonner au Gouverneur de Tournai & Tournaisis, ou à celui qui peut y commander en sa place, de faire executer la teneur dudit Article onzième du Traité de Paix, & les ordres de L. L. H. H. P. P. & d'y prêter la main selon qu'il appartiendroit. Sur quoi aiant été deliberé, il a été trouvé bon & entendu d'acquiescer par cette à ladite requisition, & que suivant ce ladite Princesse d'Espinoi, en sadite qualité de Mere & Tutrice du Prince d'Espinoi son fils, sera mise en la possession & jouïssance d'Antoing conformément à l'Article onzième du Traité de Paix, & il est enjoint & ordonné par cette au premier Huissier, sur ce requis, de mettre ladite Princesse en sadite qualité, en ladite possession & jouïssance de la Seigneurie d'Antoing avec ses appartenances & d'en faire sa relation & Procès Verbal, & il est pareillement enjoint par cette au Gouverneur de Tournai, ou à l'Officier y commandant en son absence, de prêter la main à l'execution de l'Article onzième du Traité de Paix en ce que dit est ci-dessus.

Etoit signé,

BURMANIA,

Plus-bas étoit écrit,

Il s'accorda audit Registre.

Signé,

F. FAGEL.

CLXII.

10. Juin. *Instrumento de la Cession del Reyno de Sicilia, hecho por el Serenissimo Duque de* ANJOU, *como Rey de* ESPAÑA, *a* VICTOR AMADEO *Duque de Saboya por el y sus Decendientes masculinos perpetuamente, comprendiendo tambien en ella la Linea de los Principes de* CARIGNAN *faltando la Suya, bano clausula de Reversion, en caso de quedar extinguidas dichas dos Lineas Masculinas, y lo mismo en caso que Su A. R. ó alguno de sus successores rompiesse la buena amistad, y Alianza con la Corona de España. Hecho en Madrid a los 10. de Junio 1713.* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. VI. pag. 708. en Espagnol & en François.]

DON Phelipe por la Gracia de Dios Rey de Castilla, de Leon, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jerusalem, de Granada, de Navarra, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Sardeña, de Cordova, de Corcega, de Murcia, de Jaen, de los Algarves, de Algezira, de Gibraltar, de las Yslas de Canaria, de las Indias Orientales, y Occidentales, Yslas, y Tierra firme del Mar Occeano, Archiduque de Austria, Duque de Borgoña, de Brabante, y Milan, Conde de Auspurgo, de Flandes, Tirol, y Barcelona, Señor de Bizcaya, y de Molina &c. Siendo tan de la obligacion de todo Principe Christiano desear el sociego, y tranquilidad del Mundo, tan turbado en la mejor parte de el por la sangrienta, y cruel guerra, que por tan largo tiempo ha afligido à la Europa, y haviendose considerado por la Reyna de la Gran Bretaña, por uno de los medios necessarios para establecer, y asegurar la Paz universal entre otras ventajas al Duque de Saboya, que yo le ceda el Reyno de Sicilia, y instandome a ello repetidamente, y conbenido con su Mag. Britanica por concorrir por mi parte aunque tan costosamente, a que se consiga este importante, y deseado bien universal en aquella mejor forma que pueda, y devo, é venido en executarlo por el presente Instrumento, y para que esta deliberacion tenga el devido efecto, por mi mismo, por mis Herederos, y subcessores, como Rey, y señor natural, y abso-

ANNO 1713. absoluto de dicho Reyno lo renuncio, cedo, y traspasso al Duque de Saboya, y sus Hijos y Descendientes Masculinos, nascidos en constante legitimo Matrimonio, y en defecto de sus Lineas masculinas, al Principe Amadeo de Cariñan, y sus Hijos, y Descendientes Masculinos, nascidos en constante legitimo Matrimonio, y en defecto de sus Lineas al Principe Thomàs, Hermano del Principe de Cariñan, sus Hijos, y descendientes Masculinos, nascidos en constante Legitimo Matrimonio, para que lo aya, y respectivamente sus Hijos, y descendientes Masculinos, y los de las dichas dos Lineas masculinas, nascidos en constante legitimo Matrimonio, con la misma soberania, y poderio Real, que me pertenece, y al presente le posseo, y como le an posseido, y devido posseer los Reyes, mis Predecessores, assi en lo general de dicho Reyno, y sus dependencias, como en lo particular de todas las Ciudades, Villas, y Lugares, Tierras, Castillos, Fortalezas, Puertos, Mares, Señorios, Vassallos, y Subditos contenidos en dicho Reyno, y todas las Rentas Reales, prerogativas, y preeminencias, de plena Potestad, Jurisdicion, y Dominio, derechos, y acciones, y pretenciones, que me competan, assi en lo Secular, y Regalia de nombrar, y crear Ministros para los Tribunales, que hay, ò hubiere en el, y Governadores, Justicias, Capitanes, y otros Oficiales, que bien visto le fuere, para la manutencion de dicho R. en la forma expressada, y segun se dirà en este Instrumento, como en lo Ecclesiastico el Patronato Real, y preeminencias de elegir, y presentar personas dignas para qualesquiera Arçobispados, Obispados, Iglesias Cathedrales, y Parochiales, Abbadias, y otros qualesquiera Beneficios, Curados, ò simples comprehendidos en el Territorio de dicho Reyno, sin reservar Regalia alguna, derecho, ò preheminencia de las que me pertenecen como tal Rey y Señor natural de Sicilia, y pudieran pertenecer a mis Successores, que no sea comprehendida en esta Cession, y traspasso a favor de dicho Duque sus Hijos y Descendientes, Masculinos, y de dichas dos Lineas masculinas y à expressadas, no obstante todas las Leyes, y Costumbres, Constituciones, Privilegios y Capitulos del Reyno hechos en contrario, a un que hayan sido establecidos, y confirmados por Juramento, y fuesse necessario hazer especifica mencion dellos; por que a todos ellos, y à las clausulas derrogatorias, y à las derrogatorias de derrogatorias con que huviessen sido establecidas derrogo expressamente por el presente Instromento de Cession, Traspasso, y renuncia que hago en mi nombre, e de dichos mis Subcessores à favor de dicho Duque y sus descendientes, y los de dichas dos Lineas, siendo mi determina voluntad que esta Cession, traspasso, y renuncia haya, y tenga lugar, y efecto sin que la excepcion general derrogue à la particular, ni por el contrario la particular à la general, y que perpetuamente queden excluidas todas las exempciones de qualesquiera Derechos, Titulos, Causas, ò pretextos, que puedan excitarse en contrario, y en consequencia de ello declaro, que consiento por mi, y en nombre de mis Subcessores, y ès mi intencion y voluntad que el Virrey que ès, ò fuere al tiempo de darse cumplimiento a este Instrumento de Cession, y traspasso, y los demàs Capitanes Generales de Mar, y Tierra en aquel R. Consultor, Juez de la Monarchia, Presidentes de la Gran Corte, y Real Patrimonio, Ministros de este, y otros Tribunales de el, Justicias, Governadores, Alcaydes de Plaças, Castillos, Fortalesas, Ciudades, Villas, Comunidades, Duques, Marqueses, Condes, Barones, y demàs habitantes de dicho Reyno, que en comuno, y particular me hubiesen prestado Juramento de fidelidad, y Vassallaje, sean, y queden libres, y absueltos desde a hora para siempre jamàs mientras duràre la Subcession Masculina de dicho Duque, y de las dichas dos Lineas Masculinas, de su Casa llamadas en falta de ella en la forma dicha de la fé, y homenage, servicio, y juramento de fidelidad, que todos, ò cada uno dellos, me huviere, ò pudiere haver hecho, y à los demàs Reyes mis Predecessores juntamente con la obediencia, sugecion, y Vassallaje, que por rason de ello me fuesse devido, declarandolos nulos, y de ningun valor ni efecto, como sino hubiessen sido hechos, ni prestados jamais, y juntamente con dicho Reyno cedo, renuncio, y traspasso, al dicho Duque de Saboya sus Hijos y descendientes, y à los de las dos Lineas expressadas de su Casa todas las Galeras, que tengo en el, con todos los equipages, Marineros, y chusmas que hubiere en ellas obligandome en virtud de este Instrumento, y a mis Subcessores, a que darè las ordenes necessarias al Virrey de aquel Reyno, Governador de las Galeras, y demas Generales, y personas que convenga para el entero cumplimiento de esta Cession, y a mandar entregar al Duque de Saboya, ò a su poder haviendo todos los Titulos, Papeles, y Documentos, pertenecientes a dicho Reyno y sus dependencias que pueden hallarse en ellos de España y assi mismo à que desde Luego darè las ordenes combinientes a mis Plenipotenciarios, para que unidos, y puestos de acuerdo con los de S. M. Br. tomen aquellas medidas que tubieren por màs conducentes en el ajuste de la Paz, para que por todos los Plenipotenciarios de los demàs Principes, y por sus Amos le assegure la manutencion, y permanencia del Reyno de Sicilia en el Duque de Saboya, sus Hijos, y Descendientes masculinos, y de las dos Lineas expressadas en la forma dicha, con el goso de la soberania, y reconocimento del Rey de Sicilia en pacifica possession, todo loqual se ha de entender debaxo de las Calidades y condiciones siguientes. ANNO 1713.

I. Que assi como para la declaracion que hise de los Varones legitimos de las Lineas de la Casa de Saboya, para la Subcession de estos Reynos, en el caso de faltar descendencia mia legitima de Varones, y Hembras, de cuya dispoficion se promulgò Ley, y se admitiò, y confirmò en el Reyno Junto en Cortes en la forma que en ella se contiene, aque me remito, se tomò como por fundamento, y firme supuesto la amistad, y perpetua alliança, que los Duques de Saboya, y Principes de su Casa havian de tener con mi Corona, assi para esta Cession del Reyno de Sicilia, se deve tener por condicion, y expressa calidad de ella, que los referidos Duques de Saboya, y Principes de su Casa cada uno en su tiempo han de tener, establecer, consolidar, y renovar, amistad, y aliança perpetua cada uno en su tiempo comigo, y con mis Subcessores en esta Corte, y conservarla firme y inviolablemente, y si lo que no ès de creer por qualquier accidente ò motivo pensado ò no pensado contra las reglas del verdadero y solido interez, obligacion, y gratitud el referido Duque de Saboya ò qualquiera de sus Subcessores faltasse a esta condicion, y no observasse la supuesta amistad, y perpetua aliança en qualquier caso, y tiempo que ello succediesse desde ahora para en tonces queda nula, irrita, y de ningun valor esta Cession, y debuelto dicho Reyno a mi Corona, y este Instrumento como sinò se huviesse hecho.

II. Que a falta de Sucession Masculina de constante legitimo Matrimonio del Duque de Saboya, y lineas, a cuyo favor hago esta cession, como se ha expressado, el dicho Reyno de Sicilia bolverà a incorporarse en la Corona de España, y se entienda si llegasse este caso desde luego transferida la possession civil, y natural de dicho Reyno, a un antes de adquirirla corporalmente en mi, ò en qualquiera de mis descendientes Subcessores de ella, con todas las mismas Regalias de Soberania, y Poderio real, y Derechos, y Acciones, con que lo cedo, y pueda competirme, y a mis Subcessores, desde que faltare la subcession de dichas Lineas, todo en la misma substancia, integridad, y forma que se le entregàre al dicho Duque de Saboya el dia que tomàre la possession de el.

III. Con calidad, y condicion de que por ningun motivo, pretexto, ò causa no pueda dicho Duque, ni alguno de sus Subcessores en las Lineas declaradas empeñar, trocar, ni annejar el referido Reyno de Sicilia, ni en todo, ni en parte la menor que sea, ni dependencia alguna de el, a otra persona alguna sinò ès unicamente a mi Corona, y en caso que lo hiziere desde a hora para entonces, que da nula, irrita, y de ningun valor esta cession, y debuelto dicho Reyno a mi Corona, y por cancelado este Instrumento, como sinò se huviesse hecho.

IV. Que assi como cedo, renuncio, y traspasso a favor del Duque, sus Hijos, y Descendientes Masculinos, y de dichas dos Lineas, toda la Soberania, y preeminencias, Rentas, Reales, Acciones, y Derechos activos, que me competen, y pertenecen, por mi, y demàs Reyes, mis Predecessores, y que pudieren competir, y pertenecer a mis Subcessores en dicho Reyno de Sicilia, y sus dependencias al mismo tiempo se hayan de transferir, y passen en dicho Duque

ANNO 1713.

que, Hijos, y Descendientes de el, y de dichas dos Lineas todas las obligaciones, Cargas, debitos, Pensiones, y Derechos passivos, aque yo estoy obligado, y pudieran estarlo mis Subcessores, hora procedan de causa onerosa, ô de mera gracia mia, ô de mis Predecessores, por via de Contracto, Concession, ô Privilegio, ô en otra qualquiera forma, quedando reciprocamente obligado a la satisfacion, y paga de todo ello del mismo modo que yo lo estoy, y lo estarian mis Subcessores, no haziendo esta Cession, renuncia, y traspasso.

V. Que hayan de ser mantenidos, y se conserven qualesquiera Leyes, Fueros, Capitulos del Reyno, Privilegios, Gracias, y Exempciones, que al presente gozan y han devido gozar en mi tiempo, y de mis predecessores, assi el Reino como qualesquiera Comunidades, Seculares, ô Ecclesiasticas, y todos los habitantes en aquel Reyno, manteniendo a todos en comun, y en particular las que tubieren, y sus Leyes, Constituciones, Capitulos de Reyno, Pragmaticas, Costumbres, Libertades, y Immunidades, y Exempciones a ellos concedidas, y concedidas por mi, y los Reyes mis Predecessores, tanto al comun del Reyno como à las Ciudades, Villas, y lugares, y Tierras, y a qualesquiera personas, assi Ecclesiasticas como Seculares, segun, y como han uzado, y gozado, y debido uzar, y gozar de ellas.

VI. Que todas la Dignidades assi Ecclesiasticas de Arçobispados, Obispados, Abadias, y Beneficios Curados, y simples, como los Seculares de Titulos de Duques, Principes, Marqueses, Condes, Barones, y otros qualesquiera, assi lar concedidas hasta a hora, como las qua yo fuere servido de conceder hasta el dia en que al referido Duque de Saboya sea dada la possession de el dicho Reyno de Sicilia: Y por lo que toca à las Prebendas, Beneficios, Pensiones y Dignidades Ecclesiasticar, todas lar que vacaeen, ô hubieren sacado hasta eldia en que al Duque de Saboya se le diere la possession de el Reyno, por que todas como dicho és hasta el referido dia hande ser de nombramiento, ô presentacion mia, segun la Calidad de cada una se conserven, y mantengan por dicho Duque, sus Hijos, y Descendientes, y los dedichas dos Lineas en las personas que al presente la tienen, y sus Subcessores que por tiempo fueren en la misma forma, y con aquellas prerogativas, que las han gozado en mi tiempo, y de mis Predecessores, sin deminuirlas, y alterarlas en cosa alguna.

VII. Que a qualesquiera personas, assi naturales de aquel R. como de los demas que posseo, que en el tengan Estados, Feudos, Oficios, Haziendas, Bienes, Rentas, Frutos, Reditos, ô Pensiones, y otros qualesquiera utiles, assi en cosas proprias suyas, que con algun titulo les pertenescan, como en lo concerniente a mi Real Patrimonio, ora proceda de Causa oneroza, ora de Gracia, Privilegio, ô merced, que yo, ô qualquiera de mis Predecessores hubieremos concedido en aquel R. seles conserven a ellos, y a sus Herederos, y Subcessores sin deminuicion, ni ponerles embaraço alguno, y todos sus Honores, Derechos, y Acciones personales, y hereditarias prezentes y futuras, assi en el caso de hallarse actualmente residiendo en el, ô en Dominios mios, ô aunque esten en otros, como se hallen empleados en mi serbicio, como en el de venir desde aquel R. a establecerse en los mios, ô que estando en ellos passaren en qualquier tiempo a residir en dicho Reyno de Sicilia, derrogando para la firmeza de esta condicion las Leyes, Constituciones, Pragmaticas, y Capitulos del Reyno, que pudiera haver en contrario, y como las é derrogado antecedentemente para la de esta Cession.

VIII. Que qualesquiera Personas, tanto naturales de aquel Reyno, como de otra qualquiera parte que se hallaren en el, com empleos, y cargos que yo, ô mis Predecessores les hayamos conferido, assi de administracion de Justicia, como de Tribunales Seculares, y Ecclesiasticos, Goviernos, y Capitanias de Provincias, Ciudades, Villas, Lugares, y Territorios, hayan deser mantenidos, y conservados en ellos en la misma forma, y con los mismos gajes, sueldos, salarios, acostamientos, y demas ayudas de Costa, que han percebido hasta ahóra, y gozan al presente, queriendo quedarse en dicho R. ô pudiendo gozarlos estando fuera deel, por no requerir rezidencia personal, ô puder servirlos por substitutos, segun la calidad de ellos, ô privilegios conque se huviesse concedido. Y en caso que alguno, ô algunos de los que tuvieren empleo Militar, ô Politico de Mar, y Tierra en dicho Reyno, no sea de la satisfacion de dicho Duque, y quisiere, que no le sirva, y lo hubieren obtenido por via de beneficio pecuniario, en este caso el dicho Duque, ô sus Subcessores hayan de reembolcar a los que tienen dichos empleos antes de qui tarseios, loque justificaren haver dado por ellos, y lo mismo que dara con obligacion de executar. El Duque de Saboya, con los sujectos en quienes estobieren provistas, las futuras, si las hubieren beneficiado con dinero, en caso de no querer conservarles sos derechos, por ser justo, que los haga reembolçar de loque les hubiere costado.

IX. Que respecto de que en consequencia desta cession hà de evacuarse aquel Reyno de las Tropas de Cavalleria, y Infanteria, que tengo en el; en este caso la Cavalleria Española, y Yrlandeza se hà detraer a España, y si algunos de los Soldados de ella quisieren quedarse en aqual Reyno lo podran hazer a condicion, de que sus Cavallos, Arnezes, y Armas se entreguen à sus Oficiales. Y por loque mira à la Infanteria, si executarà, y practicarà lo mismo. Y por loque toca à los Ymbalidos, y estropeados, no siendo justo abandonar los, y muy propio de la Caridad del Duque de Saboya el attenderlos, serà obligado a continuarles las mismas assistencias, de que gozan actualmente, y de todas las que hásta eldia en que le fuere dada la pocession del Reyno estubieren concedidas a todos los Ymbalidos, ô Estropeados, bien sean naturales, ô forasteros de aquel Reyno, poes haviendo hecho en el su merito, y contrahido en su serbicio sus impedimientos, nó és de Justicia ni de Equidad, que hayan de perecer, y mendigar.

X. Que las Dignidades, Rentas, Titulos, Señorios, y otros bienes, que en aquel Reyno han sido confiscados al Almirante de Castilla, al Duque de Monte Leon, al Condestabla Colona, al Principe de Bisignano, y otros sujetos seculares, y à slar que han sido sequestradas al Cardeal Colona, y otros Ecclesiasticos por haser faltado al juramento de fidelidad, y encorrido en el delicto de felonia, y traicion haya dequedar, baxo demi mano, como lo estan oy, y con los mismos Ministros, ô los que me pareciere poner, y que a hora, ô en adelante pueda venderlos, darlos, cederlos, ô concederlos, à las personas que me pareciere, y por bien tubiere, y que siempre, que lo execute hayan de ser puestos en la possession quieta, e pacifica de ellos, y los hayan detener, y gozar con las condiciones que yo les impusiere, y para todo ello, haya de dar El Duque de Saboya, y los demás que le subcedieren al favor, y ayuda que se necessitare, y a sus Ministros, y Oficiales las ordenes que combengan, y menester fueren para su total execucion, y cumplimiento à laqual solo ha de reduzirse la assistencia, y auxilio de los Ministros de Sicilia, por que sobre qualquiera duda ô execucion, ô entrepetracion, que por qualquiera persona, ô de bayo de qualquier pretexto pueda introduzirse sobre los Bienes, Dignidades, Rentas, efectos, que hubieren sido, ô pudieren, y debieren ser confiscados, sequestrados, y detenidos, su administracion, percepcion, ô pertenencia por delictos, y faltas cometidas hasta eldia en que al Duque de Saboya seledière la pocession de dicho Reyno de todas estas causas, y dependencias, conocimiento, y determinacion por via de Justicia, ô de Govierno, no seà depoder, conocer Instancia, ni entrevenir, por otros Ministros, Jueces, ô Tribunales, que los que yo senalare, y nombrare con commission expressa para ello, y lo mismo se entiende aqual quiera disposicion, ô assignacion, que yo habiere dado antes de eldia en que el Duque de Saboya tomáre la possession de el Reyno, ô despues de ella fuere yo servido de darla, ô alterar por que todo lo respectivo, y accidental en orden à los referidos bienes, que hubieren sido, ô pudieren ser confiscados, los reservo en mi, como dicho és, y con las referidas calidades, y condiciones, y no sin ellas hago la referida cession, y del Reyno, y de baxo de elles deve entenderse, y no de otra manera.

Y para que tenga efecto, y se cumpla todo lo contenido en este Instrumento de Cession, Renuncia, y Traspasso de dicho Reyno a favor del Duque de Saboya, sus Hijos, y Descendientes masculinos, nacidos de constante legitimo Matrimonio y de dichas dos Lineas masculinas de su Casa prometo, y me obligo en fé de palabra Real, que en quanto fuere

ANNO 1713.

ANNO 1713.

de mi parte, y de mis Hijos, y Descendientes, observare, y cumplire, y procurare la observancia y cumplimiento de el sin contravenir a el en tiempo alguno, ni permitir, ni consentir, que se contravenga jamás a dicha Cession en la forma que va expressada directa, ô indirectamente en todo, ô en parte. Y me desisto, y aparto de todos, ô qualesquiera remedios sabidos, ô ignorados, ordinarios, ô extraordinarios, y que por Derecho comun, ô Privilegio especial nos puedan pertenecer a mi, y a mis Hijos, y Descendientes, para dezir alegar, y reclamar contra lo suso dicho, y todos ellos los renuncio, y especialmente el de la lesion evidente, inorme, y inormissima, que se pueda considerar haver intervenido en esta Cession, Renuncia, y Traspasso. Y quiero que ninguno de los referidos remedios, ni otros de qualquiera calidad que sean, me valgan, ni sufragen en modo alguno, a mi, ni a mis Hijos, Descendientes; en fe de lo qual mandé despachar el presente Instrumento, firmado de mi mano, sellado con el Sello secreto de mis Armas, y refrendado de mi infra escripto Secretario de Estado. En Madrid a 10. de Junio de 1713.

YO EL REY,

MANUEL DE VADILLO, Y VELASCO.

CLXIII.

22. Juin. Tractat zwischen Ihre Königl. Majest. in Preussen FRIDRICH WILHELM/ und des Herrn Administratoris von Holstein-Gottorff Hochfürstl. Durchl. worinnen Selbige wegen gemeinschafftlicher Besatzung der Vestungen Wißmar und Stettin/ biß zu Erfolg eines Friedens zwischen denen Nordischen Kriegenden hohen Machten/ sich verglichen/ und wegen cessirung der Bloquade der Vestung Tönningen und Restitution des Hochfürstl. Holsteinisch-Gottorffischen Hausses einen Beschluß fassen. Geschehen Berlin den 22. Junii 1713. [Ruhe des jetztlebenden Europa, von Johann Jacob Zincken/ Fürstl. Sächsis. Hofrath Vierdte Abtheilung pag. 305.]

C'est-à-dire,

Traité entre Sa Majesté FREDERIC GUILLAUME *Roy de Prusse d'une part & le Duc Administrateur de* HOLSTEIN-GOTTORP *de l'autre, par lequel ils conviennent de mettre une Garnison commune dans les Villes & Forteresses de* Wismar *&* Stettin, *jusqu'à ce que la Paix se fasse entre les Puissances du Nord, de plus ils prennent une Resolution touchant la cessation du Blocus de la Forteresse de* Tonningue *& de la Restitution de la Maison Ducale de Holstein-Gottorp. Fait à Berlin le 22. Juin 1713.*

DEmnach Se. Königl. Majestät in Preussen einer/ und des Herrn Administratoris zu Schleswig-Holstein Durchl. anderer Seits/ nach Dero vor die gemeine Wohlfarth und Beruhigung dieser Quartiere tragenden Sorgfalt/ auf Mittel bedacht gewesen/ wie denen im Nieder-Sächsischen Crayße ferner zu besahrenden Kriegs-Troublen am besten vorzukommen/ und die von Ihro Käyserl. Majestät und verschiedener anderer Puissancen von Europa darunter führende höchstrühmliche Intention desto eher zum Effect zubringen; So haben hochgedachte Se. Königl. Majestät und des Herrn Administratoris Durchl. nach deßfals gepflogener Berathschlagung/ und nachdem von Ihr. Hochfürstl. Durchl. bewircket/ daß Königl. Schwedischer Seiten hierinnen consentiret worden/ sich über folgende Puncta vereinbahret und verglichen:

I. Die beyden Vestungen Wißmar und Stettin sollen beyde mit 4. Bataillons, nemlich 2. Königl. Preußl. und 2. Fürstl. Gottorffischen besetzet werden; Weiln aber mit solcher Besatzung sothaner Vestungen sehr zu eilen seyn will/ und die Fürstl. Gottorffische dermahlen in Braband stehende Trouppen so geschwinde nicht von dannen möchten zurücke kommen können/ so ist beliebet/ daß inzwischen in einer jeden der bemeldten Vestungen 2. Königl. Schwedische Bataillons bleiben/ welche aber sogleich in des Fürstl. Gottorffischen Haußes Eyd und Pflicht treten/ und hiernechst von so vielen Gottorffischen Bataillonen abgewechselt und nach Stralsond geschicket werden/ welche 2. Fürstl. Gottorffische Bataillons längstens innerhalb zwey Monathen/ oder auch wo möglich eher in bemeldte Vestung würckl. einrücken/ und dargegen die beyde Schwedische Bataillons ohnfehlbahr heraus gezogen werden sollen. Zu Sicherheit der Fürstl. aus Braband zurück beruffenen Trouppen wollen Seine Königl. Majest. in Preußen sie durch Dero Lande nach Pommern zu marchiren/ und ihnen eine March-Route zufertigen lassen/ und soll mit solchem March anders nicht/ als denen Reichs-Constitutionen gemäß/ durch Seine Königliche Maj. und anderer Reichs-Stände/ die nothwendig damit berühret werden müssen/ der kürtzeste und sicherste Weg genommen werden.

II. Die jetzo in besagten beyden Vestungen befindliche Königl. Schwedische Trouppen ziehen sich/ ausser denen 2. Bataillonen welche in einer jeden so lange bleiben/ biß die Fürstl Gottorffl. Trouppen aus Braband zurück und dahin kommen/ von dannen heraus/ so bald die Kön. Preußische Trouppen beliebter massen sich davor præsentiren/ und marchiren so dann jene nach Stralsund und Rügen/ wohin Se. Königl. Majestät in Preußen ihnen den March sicher zu machen/ übernehmen.

III. Das Gouvernement wird in beyden Oertern durch einen Kön. Preußischen und Fürstl. Gottorffischen darzu benennten Officier von gleichem Character solchergestalt geführet/ daß keiner von dem andern einige Dependenz habe/ sollen auch beyde auf diesen Vergleich beeydiget werden/ wie sie denn auch in dem Commando und Ausgebung der Parole einen Tag um den andern zu alterniren/ in wichtigen Dingen aber keiner ohne des andern Wissen und Einwilligung etwas vorzunehmen hat.

IV. Seine Königliche Majestät in Preußen und des Herrn Administratoris Durchl. versprechen einander/ daß/ so lange der gegenwärtige Nordische Krieg währet/ offt gedachte beyde Vestungen weder dem einen noch dem andern der kriegenden Theile einräumen/ noch selbige in Dero Hände kommen lassen/ sondern bey derselben Possession sich einander/ biß zu Austrag der Sache/ mainteniren/ wieder alle feindsel. Gewalt schützen/ nachher aber Se. Königl. Majest. in Schweden/ wenn es verlanget werden wird/ ohnweigerlich in dem Stande/ wie Sie jitzo eingeräumet werden/ wiederum abtreten wollen und sollen/ jedoch/ daß Ser. Königl. Maj. und des Herrn Herzogs Durchl. vor dem Abzug ihrer Trouppen/ alles dasjenige baar ersetzet und bezahlet werde/ was Sie so wohl zum Unterhalt Ihrer in der Vestung Stettin und Wißmar verlegten Trouppen/ als sonsten zu Exequirung dieses Tractats anwenden werden/ so weit solches bey der Evacuation der Vestungen/ aus denen Einkünfften des Landes/ denen beyden hoch-

ge-

ANNO 1713. gedachten contrahirenden Theilen annoch nicht gut gethan seyn wird.

V. Nicht weniger wollen Se. Königl. Majest in Preussen und des Herrn Administratoris Durchl. die Vestung Stralsund und die Insul Rügen wider allen feindlichen Anfall zu bedecken/ auch deßfalls die Nordische Alliirte vor allen feindlichen Angriff durch sichere Mittel abzuhalten suchen; In dessen Entstehung aber unter einander ein zulängliches Concert machen/ wie allenfalls diese beyde Oerter/ gleich denen beeden Vestungen Wißmar und Stettin/ defendiret/ und von Feindlichen Angriff befreyet werden.

VI. Was den Unterhalt der in besagten Vestungen zu verlegenden Trouppen/ und Civil-Regiment in denenselben/ und auf dem Lande betrifft/ da bleibet es bey demjenigen/ was deshalber in dem zwischen des Herrn Administratoris Durchl. und dem Herrn Grafen von Welling zu Hamburg den 10 gegenwärtigen Monaths Junii. wegen dieser Sache aufgerichteten Vergleich/ verabredet worden.

VII. Seine Königliche Majestät in Preussen verbinden sich/ daß Sie durch Dero Mediation und Interposition nachdrücklicher Officiorum es dahin befördern wollen/ daß der Friede auf raisonnable Conditiones auf das förderſamste erfolgen möge.

IIX. Im übrigen finden Seine Königliche Majestät in Preussen billig/ daß das Fürstl. Hauß Gottorff von denen bißher erlittenen schweren Kriegs-Ungelegenheiten befreyet/ und in völligen Besitz und Genuß seiner Lande wieder gesetzet/ auch wegen des dabey erlittenen grossen Schadens/ demselben billige Satisfaction gegeben werde; Es wollen auch Se. Kön. Maj. in Preussen mit der Cron Engelland/ Chur-Braunschweig und denen General-Staaten der vereinigten Niederlande förderſamst in ein Concert treten/ um denen Troublen in denen Holsteinischen Landen ein Ende zu machen/ auch nebst gedachten Puissancen bey der Cron Dännemarck nachdrücklich insistiren/ daß selbige von allen ferneren Hostilitæten wieder das Fürstl. Hauß abstehen/ und insonderheit die Bloquade von Tönningen aufheben möge. Im Fall aber jetzt erwehnter Puissancen Beytritt in solchem Concert sich verzögern möchte/ so verbinden sich Se. Königl. Maj. in Preussen/ daß Sie nicht allein mit Zuthuung der Königin in Groß-Britannien im Ernst zur Sache thun/ und nicht nur die Bloquade von Tönningen ohnverlängt cessiren zu machen/ sondern auch des Fürstl. Hauses Restitution zu beschaffen/ alle darzu dienlich erachtete Mittel anwenden wollen.

IX. Die Ratification über diesen Tractat soll längstens innerhalb 14. Tagen allhier in Berlin ausgewechselt werden. Dessen zu Uhrkund sind von diesem Tractat 2. gleich-lautende Originalien ausgefertiget/ und von beyderseits dazu bevollmächtigten Ministris unterschrieben worden. So geschehen Berlin den 22. Junii 1713.

C. de Dohna

M. L. von Printz.

CLXIV.

2-13. Juillet. *Tractatus Pacis & Amicitiæ inter* ANNAM *Magnæ Britanniæ Reginam &* PHILIPPUM *Ducem Andegavensem tanquam Regem Hispaniarum initus; Quo, adhibitis insertisque Renun*tiationum Instrumentis, PHILIPPI *nempe ab una, & Ducum* BITURICENSIS & AURELIANENSIS *ab altera parte, præcavetur, ne ullo tempore Regna Francorum & Hispanorum uniantur, vel ab uno capite regantur.* PHILIPPUS *porro agnoscit Successionem Regiam Britannicam in Stirpe Protestantium, sicut Legibus determinata est, constituit Ditiones Hispanicas in America, nunquam per ipsum aut Successores ejus alienandas; Cedit Coronæ Britannicæ Urbem & Arcem* Gibraltar, *atque totam Insulam* Minoricam, *cum* Portu Mahonis: *Confirmat, & de novo concedit Societati Anglicæ, Pactum* Assiento de Negros *dictum ad 30. annos; Regnum autem* Siciliae VICTORI AMADEO *Duci Sabaudiæ condonat sub pacto de non alienando. Actum Trajecti ad Rhenum die 2-13. Julii 1713.* Cum RATIFICATIONE *Britannica, apud Kensington data die 31. Julii 1713* Quam sequuntur ARTICULI SEPARATI *duo, cum* RATIFICATIONIBUS. *Primus videlicet de Tractata Madritense tenendo, deque Provinciis Hispanicis nunquam alienandis: Alter de Ducatu Limburgico, Principissæ* URSINI *assignando. Dat. 2-13. Julii 1713.* Accedunt *Duæ* DECLARATIONES *ad eundem Tractatum spectantes. Dat. 12-23. Februarii 1713-1714* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. V. pag 136.] ANNO 1713.

CUM Supremo Rerum omnium Moderatori placuerit, post Bellum gravissimum, quod universum quasi Christianum Orbem tot per Annos cæde & sanguine funestavit, pro Divina sua Clementia, Principum belligerantium animos, Armorum contentione diu exagitatos, ad Pacis tandem & Concordiæ Studia deflexos componere; Cumque Serenissima ac Potentissima Princeps & Domina, *Anna*, Dei Gratia, *Magnæ Britanniæ, Franciæ, & Hiberniæ* Regina, &c. & Serenissimus ac Potentissimus Princeps & Dominus, *Philippus* Quintus, Dei Gratia, *Hispaniarum* Rex Catholicus, &c. nihil magis in votis habeant, nihil opera vehementiori assequi connitantur, quam ut perantiqua Fœderum atque Amicitiæ inter *Britannos, Hispanosque* vincula non solum reficiantur, verum etiam novis necessitudinum commodorumque hinc inde Firmamentis fortius astringantur, atque ad longissimam usque Posteritatem nexu quasi indissolubili transmittantur; ad Negotium tam salutare ac tot nominibus exoptatum feliciter tandem conficiendum, Legatos Extraordinarios ac Plenipotentiarios utrinque suos nominaverunt & Mandatis sufficientibus instruxerunt; Scilicet à parte sua Regina *Magnæ Britanniæ*, Reverendum admodum *Johannem*, permissione Divina Episcopum *Bristoliensem*, Privati *Angliæ* Sigilli Custodem, Regiæ Majestati à Consiliis Intimis, Decanum *Windesoriensem*, & Nobilissimi Ordinis Periscelidis Registrarium; ut & Nobilissimum, Illustrissimum, atque Excellentissimum Dominum Dominum *Thomam* Comitem de *Strafford*, Vice Comitem *Wentworth* de *Wentworth-Woodhouse*, & de *Stanneborough*, Baronem de *Raby*, Regiæ Suæ Majestati à Consiliis Intimis, Ejusdem Legatum Extraordinarium & Plenipotentiarium ad Celsos & Præpotentes Dominos Ordines Generales *Unitæ Belgii*, Regiæ Suæ Majestatis Dimacorum Legionis, (vulgo *Regiment*) Tribunum, & Exercituum Regiorum Locum-tenentem Generalem, Primarium Admiralitatis *Magnæ Britanniæ & Hiberniæ* Dominum Commissariorum, ut & Nobilissimi Ordinis Periscelidis Equitem. A parte autem sua Rex Catholicus Illustrissimum atque Excellentissimum, Dominum Dominum *Franciscum Mariam de Paula, Tellez & Giron*, Ducem de *Ossuna*, Comitem de *Uruegna*, Marchionem de *Pennafiel*, Magnum *Hispaniæ* primæ Classis, Majorem Regis Cubicularium, in *Castellæ* Regnis Notarium Majorem, Ordinis *Calatravæ* Commendatorem, & Majorem in Clavibus, similiterque in Divi *Jacobi* Ordine Commendatorem, Unum ex Grandibus Regi Catholico *Philippo* Quinto in Cubiculo assistentibus, in Regis Exercitibus Ducem Generalem

ANNO 1713.

neralem, & in Regalibus Corporis Custodibus Ducem Primum; ut & Illustrissimum atque Excellentissimum Dominum *Isidorum Cazado* de *Azevedo* de *Rosales*, Marchionem de *Monteleone*, Vice-Comitem de *Alcazar Real*, in Supremo *Indiarum* Consilio suæ Regiæ Catholicæ Majestatis Senatorem, & unum ex Nobilibus Regis Cubiculariis: Qui quidem Legati Extraordinarii ac Plenipotentiarii, ad tenorem eorum, quæ facta sunt, & de quibus in Aulis tam *Londini* quam *Madriti* per Ministros utrinque conventum est, in Pacis atque Amicitiæ Leges in sequentes consenserunt, conveneruntque.

I. Pax sit Christiana, Universalis, & perpetua, veraque Amicitia inter Serenissimam ac Potentissimam Principem, *Annam Magnæ Britanniæ* Reginam, & Serenissimum ac Potentissimum Principem, *Philippum* Quintum *Hispaniarum* Regem Catholicum, eorumque Hæredes & Successores, nec non utriusque Partis Regna, Status, Ditiones, & Provincias ubicunque sitas, Eorumque Subditos, eaque ita sincere servetur & colatur, ut neutra Pars ad alterius perniciem, vel detrimentum, sub quolibet colore, quidquam moliatur, aut molientibus, seu quodvis damnum inferre volentibus, ullum auxilium, quocunque nomine veniat, præstare, aut juvare quavis ratione possit aut debeat. E contra autem tenebuntur Regiæ Suæ Majestates alter alterius utilitatem, honorem, ac commodum promovere, eoque omni studio Consilia sua dirigere, quo mutuis Amicitiæ Documentis Paci nunc initæ nova indies accedant firmamenta.

II. Quandoquidem vero Bellum, cui finis Pace hac feliciter à Deo impositus est, ab initio susceptum, & tot per Annos, vi summa, immensis Sumptibus, & occisione prope infinita gestum fuerit, propter ingens periculum quod Libertati, Salutique totius *Europæ*, ex nimis arcta Regnorum *Hispaniæ*, *Galliæque* Conjunctione, impenderet; Cumque ad evellendam ex animis hominum sollicitudinem omnem, suspicionemque, de istiusmodi conjunctione, & ad firmandam stabiliendamque Pacem ac Tranquillitatem Christiani Orbis, justo Potentiæ Æquilibrio (quod optimum & maxime solidum mutuæ Amicitiæ & duraturæ undiquaque Concordiæ fundamentum est) tam Rex Catholicus quam Rex Christianissimus, satis justis cautelis provisum esse voluerint, ne Regna *Hispaniæ* & *Galliæ* unquam sub eodem Imperio veniant & uniantur, nec unquam unus & idem utriusque Regni Rex fiat; atque eum in finem Majestas Sua Catholica, pro Se, Hæredibus & Successoribus suis, Juri, Titulo, Prætensionique omnimodæ ad Coronam *Galliæ* solemnissime renunciaverit.

Fiat insertio Renunciationum (1)

Dicta Sua Majestas Catholica solemnissime Renunciationem ex parte sua superius memoratam hisce renovat & confirmat; Cumque Legis Pragmaticæ & Fundamentalis vim obtinuerit, spondet denuo, modo, quantum fieri potest, sanctissimo, sese illam inviolabiliter observaturam, observarique curaturam, operamque adeo daturam impensissimam, omnique studio provisuram, ut Renunciationes antedictæ irrevocabiliter observentur, & executioni mandentur, tam ex parte *Hispaniæ*, quam ex parte *Galliæ*; quibus nimirum in pleno vigore subsistentibus, & bona fide utrinque observatis, una cum aliis Transactionibus eo spectantibus, Coronæ *Hispaniæ* & *Galliæ* ab invicem ita separatæ erunt, & sejunctæ, ut in unum posthac coalescere nunquam poterint.

III. Sit perpetua utrinque Amnestia, & oblivio eorum omnium, quæ, durante nupero Bello, quocunque loco modove ultro citroque hostiliter facta sunt; ita ut nec eorum, nec ullius alterius rei causa, vel prætextu, alter alteri quidquam Inimicitiæ, aut molestiæ, directe vel indirecte, specie Juris, aut via Facti, uspiam inferat, aut inferri patiatur.

IV. Captivi utrinque omnes & singuli, cujuscunque status sint, aut Conditionis, statim à Ratihabitione præsentis Tractatus, absque ullo redemptionis pretio, solutis tantummodo debitis quæ durante Captivitate contraxerint, Libertati pristinæ restituuntur.

(1) Voyez-les ci devant sous leurs propres Dates, qui sont du 5. du 9. du 19 & du 24. Novembre 1712. & du Mois de Mars 1713.

V. Ad majorem insuper Paci restitutæ, fideque & non temerandæ amicitiæ firmitatem conciliandam, præcidendasque omnes diffidentiæ occasiones, quæ oriri ullo tempore possent, ex stabilito Successionis Hereditariæ ad Regnum *Magnæ Britanniæ* Jure & Ordine, ejusque Limitatione per Leges *Magnæ Britanniæ* (regnantibus tum nupero Gloriosissimæ Memoriæ Rege *Gulielmo* Tertio, tum hodierna Domina Regina) latas & sancitas, ad altememoratæ Dominæ Reginæ Progeniem, eaque deficiente, ad Serenissimam Principem *Sophiam* Electricem *Brunswico*-Dovarium, & ejusdem Hæredes in Linea Protestantium *Hannoverana*. Ut igitur dicta Successio secundum Leges *Magnæ Britanniæ* sarta tecta maneat, Rex Catholicus supramemoratam Successionis ad Regnum *Magnæ Britanniæ* Limitationem sincere & solemniter agnoscit, eandemque gratam & acceptam sibi atque Hæredibus ac Successoribus suis esse, ac in perpetuum fore, sub Fide & Verbo Regis, oppignorato suo & Successorum Honore, declarat, spondetque. Sub eodem quoque Verbi Regis, ac Honoris vinculo promittit Rex Catholicus, neminem unquam præter ipsam Dominam Reginam, Ejusque Successores secundum Limitationis seriem, Legibus, & Statutis *Magnæ Britanniæ* stabilitam, pro Rege, aut Regina *Magnæ Britanniæ*, per Se, vel per Hæredes, ac Successores suos agnitum iri aut habitum.

VI. Promittit porro Rex Catholicus, tam suo, quam Hæredum & Successorum suorum nomine, nullo unquam tempore, sese dictam *Magnæ Britanniæ* Reginam, Hæredes Successoresque ejus, prædicta Protestantium Gente oriundos, *Magnæ Britanniæ* Coronam, Ditionesque eidem subjectas, possidentes, turbaturos, vel molestia aliqua affecturos, neque ullo tempore auxilium, suppetias, favorem, aut consilium præstabit Rex Catholicus antedictus, Ejusve Successorum aliquis, directe vel indirecte, Terra, Marive, Pecunia, Armis, Munitionibus, Apparatu bellico, Navibus, Milite, Nautis, aliove quovis modo, cuicunque Personæ, aut Personis, si quæ fuerint, quæ quacunque de causa aut prætextu, dictæ Successioni sese in posterum opponere molirentur, sive aperto Marte, sive Seditionem alendo, conjurationesque conflando contra talem Principem, ac Principes, *Magnæ Britanniæ* Solium, Actorum Parliamenti ibidem sancitorum vigore occupantes, sive contra illum, aut illam Principem, cui secundum Parliamenti Acta, ut supradictum est, ad Coronam *Magnæ Britanniæ* Successio patebit.

VII. Redeat & aperiatur ordinaria dispositio Justitiæ per Regna & Dominia alterutrius Regiæ Majestatis, ita ut liberum sit omnibus utrinque Subditis, allegare & obtinere Jura, Prætensiones, & Actiones suas, secundum Leges, Constitutiones, & Statuta utriusque Regni. Speciatim vero si quæ Querimoniæ sint de Injuriis, aut Gravaminibus, vel Tempore Pacis, vel sub Initium Belli nupertime confecti, contra Tractatuum tenorem illatis, curabitur quamprimum, ut secundum Justitiæ normam damna resarciantur.

VIII. Liber sit Usus Navigationis & Commerciorum inter utriusque Regni Subditos, prout jam olim erat tempore Pacis, & ante nuperrimi Belli denunciationem, regnante Catholico *Hispaniarum* Rege *Carolo* Secundo, Gloriosæ Memoriæ, secundum Amicitiæ, Confœderationis, & Commerciorum Pacta, quæ quondam inita erant inter utramque Nationem, secundum Consuetudines antiquas, Literas Patentes, Schedulas, aliaque Acta speciatim facta, atque etiam secundum Tractatum, vel Tractatus Commerciorum, qui *Madriti* jam nunc confecti, aut mox conficiendi sunt. Cum vero inter alias conditiones Pacis Generalis, præcipua quædam & Fundamentalis Regula communi consensu stabilita sit, ut Navigationis & Commerciorum Usus ad *Indias* Occidentales *Hispanici* Juris eodem in statu maneat, quo fuit tempore præfati Regis Catholici *Caroli* Secundi; Quo igitur Regula hæc, fide inviolabili, & modo non temerando in posterum observetur, adeoque præveniantur, amoveanturque, omnes circa istoc negotium Diffidentiæ, suspicionumque causæ, conventum speciatim statutumque est, quod sive *Gallis*, seu Nationi cuilibetcunque, quovis nomine, aut quocunque sub prætextu, directe vel indirecte, nulla unquam licentia, nullaque omnino facultas dabitur navigandi, Mercaturam exercendi, aut Nigritas, Bona, Mercimonia, vel Res quascunque in Ditiones *America*-

ANNO 1713.

ricanæ Coronæ *Hispanicæ* parentes introducendi, præterquam quod Tractatu vel Tractatibus Conventis supradictis, & Juribus ac Privilegiis in Pactione quadam concessis, vulgo *el Assiento de Negros* nuncupata, cujus Articulo Duodecimo mentio facta est, concordatum fuerit. Excepto etiam quidquid Rex Catholicus prædictus, vel Hæredes, Successoresve ejus Pacto seu Pactis quibusvis de Introductione Nigritarum in *Indias Occidentales Hispaniæ* obtemperantes, ineundis spondebunt, postquam Pactio, sive *el Assiento de Negros* supradicta, determinata fuerit. Utque de Navigatione & Commercio ad *Indias Occidentales*, ut supradictum est, firmius, & uberius undiquaque præcautum sit; hisce præterea conventum concordatumque est, quod neque Rex Catholicus, neque Hæredes, Successoresque ejus quilibetcunque, ullas Ditiones, Dominia, sive Territoria in *America Hispanici* Juris, vel ullam earundem partem, seu *Gallis*, sive Nationi aliæ cuicunque vendent, cedent, oppignorabunt, transferent, aut ullo modo, ullove sub nomine, ab se & Corona *Hispanica* alienabunt. E contra autem, quo Ditiones *Americanæ Hispaniæ* obtemperantes sartæ tectæ conserventur, spondet Regina *Magnæ Britanniæ* sese operam daturam, opemque laturam *Hispanis*, ut Limites antiqui Ditionum suarum *Americanarum* restituantur, figanturque, prout Regis Catholici *Caroli* Secundi supradicti tempore steterant, si quidem compertum fuerit, ullo modo, ullove sub prætextu eosdem in parte quacunque citractos, imminutosve esse, ex quo antedictus Rex Catholicus *Carolus* Secundus mortem obierit.

IX. Conventum insuper & statutum est pro regula generali, quod omnes & singuli utriusque Regni Subditi, in omnibus Terris & Locis utrinque circa omnia Jura, Impositiones, aut Vectigalia quæcunque, Personas, Merces, & Mercimonia, Naves, Naula, Nautas, Navigationem, & Commercia concernentia, iisdem ad minimum Privilegiis, Libertatibus, & Immunitatibus utentur, fruentur, parique favore in omnibus gaudebunt, quibus *Galliarum* Subditi, aut amicissima quævis Gens extera, utuntur, fruuntur, gaudentque, aut ullo dehinc tempore uti, frui, aut gaudere possint.

X. Rex Catholicus pro se, Hæredibus, & Successoribus suis, hisce cedit Coronæ *Magnæ Britanniæ*, plenam, integramque Proprietatem Urbis & Arcis *Gibraltar* nuncupatæ, una cum Portu, Munitionibus, Fortalitiisque eodem pertinentibus, dictamque Proprietatem habendam, fruendamque dat absolute, cum Jure omnimodo in perpetuum, sine ulla exceptione, vel impedimento quolibetcunque. Quo vero Abusus, Fraudesque in Mercimoniis quibuscunque importandis, evitentur, vult Rex Catholicus, atque intelligendum censet, ut Proprietas supranominata *Magnæ Britanniæ* cedatur, sine Jurisdictione quapiam Territoriali, & absque Communicatione aliqua aperta cum Regione circumvicina Terram versus. Quandoquidem vero Communicatio cum Ora *Hispanica* maritimo itinere omni tempore nec tuta, neque aperta esse possit, eoque fiat, ut Milites Præsidiarii, aliique Incolæ dictæ Urbis *Gibraltaricæ* in summas adducantur angustias; Cumque Regis Catholici mens solummodo sit, ut fraudulentæ Mercium Importationes, ut prædictum est, Communicatione Terrestri impediantur, provisum igitur est, ut Commeatum, resque necessarias in usum Copiarum Præsidiarium, Incolarum, Naviumque in Portu stantium pecunia numerata in Ditione *Hispanica* circumvicina, iis in casibus emere liceat. Sin vero deprehendantur Mercimonia per *Gibraltariam*, vel permutationis ad victum conquirendum, vel alio quocunque nomine advecta, eadem Fisco addicentur, & querimonia ea de re habita, illi qui contra Fœderis hujusce fidem commiserint, severe punientur. Majestas autem Sua *Britannica*, rogatu Regis Catholici, consentit, convenitque, ut nec *Judæis*, neque *Mauris*, facultas concedatur in dicta Urbe *Gibraltarica*, sub quocunque prætextu commorandi, aut Domicilia habendi; utque nullum Perfugium, neque receptaculum pateat *Maurorum* Navibus bellicis quibuscunque in Portu dictæ Urbis, quo Communicatio ab *Hispania* ad *Septam* Civitatem impediatur, aut Oræ *Hispaniæ Maurorum* excursionibus infestæ reddantur. Cum vero Amicitiæ Tractatus, & Commerciorum Libertas ac frequentia intercedant inter *Britannos*, Ditionesque quasdam in ora *Africana* sitas, intelligendum semper est, quod *Mauris*, eorumque Navigiis, Mercaturæ solum exercendæ gratia introitus in Portum *Gibraltaricum* à Subditis *Britannicis* denegari nequit. Promittit insuper Majestas Sua Regina *Magnæ Britanniæ*, ut Incolis præfatæ Urbis Romano-Catholicis, Religionis suæ liber usus indulgeatur. Quod si vero Coronæ *Magnæ Britanniæ* commodum olim visum fuerit, donare, vendere, aut quoquo modo ab se alienare dictæ Urbis *Gibraltaricæ* proprietatem, conventum hisce concordatumque est, ut prima ante alios ejus redimendæ optio Coronæ *Hispanicæ* semper deferatur.

ANNO 1713.

XI. Rex porro Catholicus, pro se Hæredibus, & Successoribus suis, cedit pariter Coronæ *Magnæ Britanniæ*, totam Insulam *Minorcæ*, ad eamque transfert in perpetuum Jus omne, Dominiumque plenissimum, super dictam Insulam, speciatim vero super Urbem, Arcem, Portum, & Munitiones *Sinus Minoricensis*, vulgo *Port Mahon*, una cum aliis Portubus, Locis, Oppidisque, in præfata Insula sitis. Provisum tamen est, ut in Articulo suprascripto, quod nullum perfugium, neque Receptaculum patebit *Maurorum* Navibus bellicis quibuscunque in Portu *Mahonis*, aut in alio quovis Portu dictæ Insulæ *Minorcæ*, quo Oræ *Hispanicæ* ipsorum Excursionibus infestæ reddantur; quinimo commercandi solummodo causa, secundum Pacta Conventa; *Mauris* eorumque Navigiis introitus in Insulam præfatam permittetur. Promittit etiam ex sua parte Regina *Magnæ Britanniæ*, quod si quando Insulam *Minorcæ*, & Portus, Oppida, Locaque in eadem sita à Corona Regnorum suorum quovis modo alienari in posterum contigerit, dabitur Coronæ *Hispanicæ*, ante Nationem aliam quamcunque, prima optio possessionem, & proprietatem præmemoratæ Insulæ redimendi. Spondet insuper Regia Sua Majestas *Magnæ Britanniæ*, se facturam, ut Incolæ omnes Insulæ præfatæ, tam Ecclesiastici quam Seculares, Bonis suis universis & Honoribus tuto, pacateque fruantur, atque Religionis Romano-Catholicæ liber usus iis permittatur: Utque etiam ejusmodi rationes ineantur ad tuendam Religionem prædictam in eadem Insula, quæ à Gubernatione Civili, atque à Legibus *Magnæ Britanniæ*, penitus abhorrere non videantur. Poterunt etiam suis Honoribus & Bonis frui, qui nunc Suæ Catholicæ Majestatis servitio addicti sunt, etiamsi in eodem permanserint; & liceat cuicunque, qui præfatam Insulam relinquere voluerit, Bona sua vendere, & libere in *Hispaniam* transvehere.

XII. Rex Catholicus hisce dat porro, conceditque Majestati Suæ *Britannicæ*, & Societati Subditorum suorum, ad id constitutæ, exclusis tam Subditis *Hispanicis*, quam aliis omnibus, Pactionem de introducendis Nigritis in partes diversas Ditionum Majestatis Suæ Catholicæ in *America*, vulgo *el Pacto de el Assiento de Negros*, per triginta Annorum spatium, continuata serie, initio facto à primo die Mensis *Maii*, Anno millesimo septingentesimo decimo tertio, iisdem sub conditionibus quibus eadem fruebantur *Galli*, aut ullo tempore frui poterant, vel debuerant; una cum Tractu, sive Tractibus Terræ à dicto Rege Catholico designandis, & Societati præfatæ, vulgo *la Compañia de el Assiento* tribuendis, in Loco quodam commodo ad Fluvium *Rio de la Plata* nominatum (nullis Vectigalibus Redhibitive a dicta Societate, durante Pactionis suprámemoratæ tempore, haud tamen diutius, eo nomine pendendis;) Quinetiam ea Societatis prædictæ Sedes, sive Tractus Terræ, idonei erunt, sufficientque, ut ibi colatur, seraturque, & pecora pascantur, ad nutriendos eos, qui dictæ Societati serviunt, eorumque Nigritas; utque ibidem in tuto custodiantur dicti Nigritæ, quoad divenditi fuerint; atque insuper ut ibi Naves ad dictam Societatem spectantes prope ad Terram appellant, & ab omni periculo tectæ conserventur. Regi autem Catholico fas semper sit, in dicto Loco, seu Sede Officiarium constituere, qui ne quid admittatur, facitetur ve, Regiis suis Commodis contrarium, observet; omnesque qui eo Loci res dictæ Societatis curæ habent, aut qui ad eam pertinent, prædicti Officiarii Inspectioni subjecti erunt, quoad ea omnia, quæ ad Terræ Tractus suprámemoratos spectant. Sin autem dubia quædam, Difficultates, sive Controversiæ suboriantur inter dictum Officiarium, & rerum Societatis sæpe memoratæ Curatores, ad Urbis *Buenos Ayres* dictæ Præfectum deferentur, ab eodem dijudicandæ. Voluit præterea Rex Catholicus alia quædam Commoda eximia dictæ Societati concedere, quæ plenius, fusiusque explicantur in Pac-

ANNO 1713.

tione illa, *el Assiento de Negros* nuncupata, quæ facta & conclusa fuit *Madriti*, vigesimo sexto die Mensis *Martii* Anni præsentis, 1713. Quæ quidem Pactio, sive *el Assiento de Negros* omnesque Clausulæ, Conditiones, Privilegia, atque Immunitates in eadem contentæ, quæque huic Articulo handquaquam contrariæ sunt, censentur ac censebuntur pars esse hujusce Tractatus, eodem modo ac si ad verbum hic insertæ fuissent.

XIII. Quandoquidem Regina *Magnæ Britanniæ* summo cum studio instare, atque urgere non destitit, ut Incolæ omnes Principatus *Catalauniæ*, cujuscunque status aut conditionis sint, non solum plenam perpetuamque eorum omnium quæ, flagrante nupero Bello, acta sunt, oblivionem consequerentur, atque intemerata Bonorum suorum omnium, ac Honorum possessione fruerentur; verum etiam Privilegia sua antiqua, illæsa, intactaque, conservarent; Rex Catholicus in gratiam dictæ Suæ Majestatis *Britannicæ* hisce concedit *Catalauniæ* Incolis quibuscunque, confirmatque non solum Amnestiam desideratam, una cum plena possessione Bonorum suorum omnium Honorumque, sed etiam Privilegia ea omnia iis dat conceditque, quibus *Castiliæ* utriusque Incolæ, è cunctis *Hispaniarum* Populis Regi Catholico imprimis dilecti, fruuntur, ac gaudent, aut in posterum frui ac gaudere possint.

XIV. Quandoquidem etiam Rex Catholicus, rogatu Regiæ Suæ Majestatis *Britannicæ*, Regnum *Siciliæ* Celsitudini suæ Regiæ *Victori Amedæo* Duci *Sabaudiæ* cedere voluerit, atque per Tractatum inter dictam Regiam Catholicam Majestatem, & Regiam Celsitudinem *Sabaudiæ*, hodie initum, dictum Regnum cedit, antedicta Sua Regia Majestas *Magnæ Britanniæ*, promittit, spondetque sese omni studio curaturam, ut deficientibus ex Domo *Sabaudiæ* Hæredibus Masculis, præfati *Siciliæ* Regni possessio ad Coronam *Hispanicam* denuo revertatur, consentitque præterea antememorata Sua Regia Majestas *Britannica*, ut Regnum *Siciliæ*, nullo sub prætextu, nulloque prorsus modo alienari, donarive possit Principi, aut Statui cuilibetcunque præterquam Regi *Hispaniæ* Catholico, & Hæredibus ac Successoribus suis. Cum vero Rex Catholicus Regiæ Suæ Majestati testatum fecerit, & rationi consentaneum, & sibi acceptum fore, ut non solum Regni *Siciliæ* Subditi, quanquam in Ditionibus *Hispaniæ* degant, & dictæ Majestatis Suæ Catholicæ servitio sese addixerint, sed etiam *Hispani*, aliique Subditi *Hispanici*, qui Bona forte & Honores in præfato *Siciliæ* Regno habuerint, dictis suis Bonis Honoribusque, absque ulla diminutione perfruantur, & nullatenus sub prætextu personalis absentiæ à Regno sæpe memorato vexentur, inquietenturve. Cumque ex sua etiam parte supradictus Rex Catholicus libenter promittit, sese vicissim consensurum, ut dicti Regni *Siciliæ*, aliique præfatæ Suæ Regiæ Celsitudinis Subditi, si forte Bona Honoresque habuerint in *Hispania*, aliisve Ditionibus *Hispaniæ* parentibus, iisdem pariter absque ulla diminutione perfruantur, & nullatenus sub prætextu personalis absentiæ vexentur, inquietenturve. Spondet itaque Regia Sua Majestas *Britannica*, sese operam collaturam, suisque *Ultrajecti* ad *Rhenum* agentibus Legatis Extraordinariis & Plenipotentiariis in mandatis daturam, ut officia sua efficacissima interponant, quo Rex Catholicus & Regia sua Celsitudo super hac re inter se mutuo conveniant, & modo utrinque quam commodissimo de eadem caveant, provideantque.

XV. Regiæ Suæ Majestates utrinque renovant, confirmantque Tractatus omnes Pacis, Amicitiæ, Confœderationis, & Commerciorum, inter Coronas *Magnæ Britanniæ* atque *Hispaniæ* initos antehac & conclusos, ac præsenti hoc Fœdere renovantur, confirmanturque dicti Tractatus modo tam amplo explicitoque, ac si jam nunc sigillatim inserti fuissent, in quantum scilicet Tractatibus Pacis ac Commerciorum novissime factis, signatisque contrarii haud reperiuntur. Præsertim vero hoc Pacis Tractatu confirmantur, corroboranturque Pacta, Fœdera, Conventionesque, tam quæ Commerciorum & Navigationis usum in *Europa*, alibique, quam quæ Nigritarum Introductionem in *Americam Hispanicam* spectant, quæque *Madriti* inter utramque Nationem aut jam initæ sunt, aut quantocius ineundæ. Quandoquidem vero ex parte *Hispaniæ* urgetur, Jura quædam Piscationis ad Insulam *Terræ Novæ* exercendæ: ad *Cantabros*, aliosve Regis Catholici Subditos pertinere, consentit, convenitque Majestas Sua *Britannica*, ut Privilegia omnia quæ *Cantabri*, aliive *Hispaniæ* Populi, Jure sibi vindicare poterunt, ipsis sarta tecta conserventur.

ANNO 1713.

XVI. Quandoquidem in Conventione de Armistitio instituendo a die undecimo / vigesimo secundo Mensis *Augusti* proxime præteriti, inter Regiam S. Maj. *Magnæ Brit.*, & Regem Christianissimum, in quatuor menses facta; quam quidem Rex quoque Catholicus assensu suo comprobavit, atque hisce porro comprobat, quæque alio quodam Pacto in diem usque undecimum / vigesimum secundum Mensis *Aprilis* anni præsentis prorogata sunt, inter alias Conditiones expresse stipulatum sit, quibus in Casibus, Naves, Merces, aliaque Bona mobilia hinc inde capta, aut in prædam occupanti cederent, aut priori Domino restituerentur; Conventum idcirco est, quod illis in Casibus antedicti Armistitii Leges in pleno vigore manebunt, omniaque istiusmodi Capturas, sive in Maribus *Britannicis & Septentrionalibus*, sive alibi locorum factas, concernentia, ad earundem tenorem bona fide fient.

XVII. Si vero accidat per incogitantiam, aut imprudentiam, aut aliam quamlibet causam, ut quivis Subditus alterutrius prædictarum Regiarum Majestatum, faciat, aut committat aliquid Terra, Mari, aut Aquis Dulcibus, ubivis Gentium, quominus observetur præsens Tractatus, aut quo particularis aliquis Articulus ejusdem effectum suum non sortiatur, hæc Pax & bona Correspondentia inter Dominam Reginam *Magnæ Britanniæ*, & Dominum Regem Catholicum non idcirco interrumpetur, aut infringetur, sed in pristino suo robore, firmitate, & vigore manebit. Subditus autem iste solummodo de suo proprio facto respondebit, & pœnas persolvet inflictas per Leges & Præscripta Juris Gentium.

XVIII. Sin autem (quod omen Deus Optimus avertat!) sopitæ Simultates inter dictas Regias Majestates aliquando renoventur, & in apertum bellum erumpant; Subditorum utriusque Partis Naves, Merces, ac Bona quævis mobilia atque immobilia, quæ in Portubus atque in Ditione Partis adversæ hærere, atque extare deprehendentur, Fisco ne addicantur, aut ullo incommodo afficiantur; sed dictis Subditis alterutrius dictarum Regiarum Majestatum semestre Spatium integrum hinc inde concedatur, quo Res prædictas, ac aliud quidvis ex suis Facultatibus vendant, aut quo libitum erit, citra ullam molestiam inde avehant, ac transferant, seque ipsos inde recipiant.

XIX. Reges, Principes, & Status, Articulis sequentibus indigitati, ut & alii, qui ante Ratihabitionum permutationem, vel intra sex menses postea ab una alteraque Parte, ex communi consensu nominabuntur, sibi persuasum habentibus altememoratis Regiis Majestatibus eos dispositiones per hunc Tractatum factas & stabilitas agnituros, in eodem pro Amicitiæ reciprocæ Testimonio, includentur, & comprehendentur.

XX. Quidquid in Compositione Pacis, inter Sacram Regiam Majestatem *Hispaniae*, & Sacram Regiam Majestatem *Lusitaniae*, proxime ineundæ, contentum fuerit, prævia Sacræ Regiæ Majestatis *Magnae Britanniae* Approbatione, hujus Tractatus pars essentialis esse censebitur, perinde atque hic transcriptum esset ad verbum. S. insuper Regia Majestas *Magnae Britanniae* sese offert Sponsorem, sive Guarantem fore prædictæ Pacis Compositionis, quod illa reapse, conceptisque verbis præstare spondet, eum in finem ut inviolatius, sanctiusque servetur.

XXI. Tractatus Pacis hodie Initus inter S. Regiam Majestatem Catholicam, & Regiam suam Celsitudinem *Sabaudiae* Ducem, in hoc Tractatu specialiter, tanquam pars ejus essentialis, inclusus est & confirmatus, perinde ac si eidem verbotenus insertus esset, declarante per expressum Regia S. Majestate *Magnae Britanniae*, sese ad promissas in eodem Assertionis & Guarantiæ Stipulationes teneri velle.

XXII. Serenissimus Rex *Sueciae* cum suis Regnis, Ditionibus, Provinciis, & Juribus, ut & Serenissimi Principes, Magnus Dux *Hetruriae*, & Dux *Parmae*, una cum eorundem Populis & Subditis, atque Subditorum in re Commerciorum Libertatibus & Compendiis, huic Tractatui omni meliori modo inclusi sint.

XXIII. Serenissima Respublica *Veneta*, ob æqualitatis Fœdera durante hoc Bello inter Partes belligerantes exacte servata, & ob plurima humanitatis officia præstita, inviolata semper manente sua, Statuumque ac Dominiorum suorum Dignitate, Potesta-

ANNO 1713. testate, & Securitate, tanquam communis Amica, & cui Regiæ Suæ Majestates sinceræ Amicitiæ vices, prout res ejusdem exegerint, omni tempore referre cupiunt, in hoc Tractatu specialiter, optimo, quo fieri potest, modo, comprehensa & inclusa sit.

XXIV. Serenissimam Rempublicam *Genuensem*, quæ constanti Neutralitate durante hoc Bello observata, utriusque Coronæ *Britannicae*, & *Hispanicae* Amicitiam coluit & nexuit antiquam, in præsenti Tractatu comprehendi placuit; ut hujusce Pacis beneficium, ac id omne quod sua interest, extendatur, ejusque Subditi, qua jampridem, & vivente *Carolo* Secundo *Hispaniarum* Rege Catholico, eadem in posterum Commerciorum libertate in omnibus, & ubique integre perfruantur.

XXV. Civitas itidem *Gedanensis* hisce pactis eo cum effectu includitur, ut pristinis Emolumentis, quibus in re Commerciorum, sive per Tractatus, sive per vetustam Consuetudinem in utroque Regno antehac usa fuerit, in posterum quoque gaudere queat.

XXVI. Præsentes Tractatus solennes & rite confectæ Ratihabitiones, intra sex Hebdomadum spatium, à die Subscriptionis computandum, vel citius si fieri poterit, utrinque exhibeantur, & reciproce debiteque commutentur.

In quorum omnium fidem, Legati Extraordinarii ac Plenipotentiarii supramemorati, exhibitis utrinque ac rite commutatis Plenipotentiarum suarum Tabulis, præsentem hunc Tractatum subscripserunt, & Sigillis suis munivérunt, *Trajecti ad Rhenum*, Die secundo decimo tertio Mensis *Julii*, Anno Domini millesimo septingentesimo decimo tertio.

JOH. BRISTOL. (L.S.)	D. DE OSSUNA. (L.S.)
STRAFFORD. (L.S)	(L.S.) EL MARQUES DE MONTELEONE.

Ratihabitio Reginæ Magnæ Britanniæ.

ANNA, Dei Gratia, *Magnae Britanniae*, *Franciae*, & *Hiberniae* Regina, Fidei Defensor, &c. Omnibus & singulis ad quos Præsentes Literæ pervenerint Salutem. Quandoquidem Tractatus quidam Pacis & Amicitiæ, inter Nos & bonum Fratrem Nostrum *Philippum* Quintum, *Hispaniarum* Regem Catholicum, per Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios, sufficienti Authoritate utrinque munitos, Trajecti ad Rhenum, die $\frac{2}{13}$ Mensis præsentis conclusus & signatus fuerit, forma, & verbis quæ sequuntur:

Fiat insertio.

NOS viso & perpenso Tractatu Pacis & Amicitiæ suprascripto, eundem in omnibus & singulis ejus Articulis & Clausulis approbavimus, & ratum, firmumque habuimus, sicut per Præsentes, pro Nobis, Hæredibus, & Successoribus nostris, eundem approbamus, & ratum, firmumque habemus, spondentes, & in Verbo Regio promittentes, Nos prædictum Tractatum, omniaque & singula quæ in eo continentur, sancte atque inviolabiliter præstituras, & observaturas, neque passuras unquam, quantum in Nobis est, ut à quopiam violentur, aut ut iis quocunque modo in contrarium eatur. In quorum majorem fidem & robur, hisce præsentibus Manu nostra Regia signatis, Magnum nostrum *Magnae Britanniae* Sigillum appendi jussimus. Dabantur in Palatio nostro apud *Kensington*, tricesimo primo die Mensis *Julii*, Anno Domini Millesimo septingentesimo decimo tertio, Regnique nostri Duodecimo.

ANNA R.

Mandatum sive Plenipotentia Legatorum Hispanorum. Datum Madriti die 28. *Decembris* 1711.

DOMINUS PHILIPPUS, Dei Gratia, Rex *Castiliae*, *Legionis*, *Arragoniae*, utriusque *Siciliae*, *Hierosolymae*, *Navarrae*, *Granatae*, *Toleti*, *Valentiae*, *Galaeciae*, *Majoricae*, *Hispalis*, *Sardiniae*, *Cordubae*, *Corsicae*, *Murciae*, *Giennae*, *Algarbiae*, *Algeziriae*, *Gibraltariae*, *Canariarum*, *Indiarum* Orientalium & Occidentalium, Insularum, & Continentis, Maris Oceani, Archidux *Austriae*, Dux *Burgundiae*, *Brabantiae*, & *Mediolani*, Comes *Habspurgi* *Flandriae*, *Tirolis*, & *Barcelinae*, Dominus *Biscaiae*, & *Malinae*, &c. Cum propter inscrutabilia Dei Judicia, sanguinolentum, obstinatumque, magis quam visum unquam fuerit, Bellum, cum Populorum, & Provinciarum ruina, passa fuerit *Europa*, quin ad illius ignem extinguendum medium suffecerit, usque in præsens tempus, quo Divinae Pietatis Gratia manifestantur Signa, & positivæ Dispositiones recuperandi Pacem & Quietem, tantopere ab omni Orbe Christiano desideratas, sed à nobis principaliter ob ea quæ respective passa fuerint Dominia Nostra. Cumque ab aliquibus ex principalibus Potentiis Bellum gerentibus nominati fuerint Plenipotentiarii, Pacis tractandæ, & cum reciproca amicitia ineundæ Authoritatem habentes; Ea propter tam laudabili, tamque glorioso desiderio ex parte nostra concurrere volentes, Vos, D. *Franciscum Mariam de Paula*, *Tellez Giron*, *Venavides*, *Carillo*, & *Toledo*, *Ponce* de *Leon*, Ducem de *Ossuna*; Cognatum, Comitem de *Uzeno*, Marchionem de *Pennafiel*, ex Primis Nobilibus à Cubiculo nostro, Majoremque Cubicularium, Regnorum meorum *Castiliae* Notarium majorem, Equitem Ordinis de *Calatrava*, in ipso Ordine Majorem à Clavibus, & ejus Commendatorem, nec non de Usagre in Divi *Jacobi* Ordine, Ducem Primarium Regalium Corporis Custodum: D. *Joannem de Brouchoven*, Comitem de *Bergeyck*, Consiliarium nostrum, Bellique Ministrum, & nostri Ærarii in *Flandria* Generalem Super-Intendentem: Et D. *Isidorum Cazado* de *Rosales*, Marchionem de *Monteleon*, Affinem, & in Regio nostro *Indiarum* Concilio Senatorem; Legatos nostros Extraordinarios & Plenipotentiarios nominare statuimus, quemadmodum præsentium vigore nominamus, quia Personas vestras Prudentiæ, Experientiæ, & pro Interesse nostro Zeli & Amoris qualitatibus, & Prærogativis ad tam gravis, & tantæ consequentiæ Negotii Dispositionem & Directionem summopere necessariis, ornatas esse certo scimus. Vos itaque oneramus, vobisque mandamus, ut eo citius *Trajectum Rheni* Conventui Pacis tractandæ destinatum iter faciatis; ut ibi simul cum Ministris, Plenipotentiariis à Regibus & Potentiis interesse habentibus, nominatis, & Authoritate & sufficienti mandato munitis, ad Colloquia aut Conventus Pacis particularis aut generalis intretis, & intrare valeatis; & vobis Duci *Ossunae*, Comiti à *Bergheyck*, & Marchioni à *Monteleone*, plenam & integram facultatem, & authoritatem concedimus, ut vos tres simul, vel duo, in casu absentiæ aut infirmitatis alterius, aut unus solus, in simili casu absentiæ vel infirmitatis aliorum duorum, Tractatum Pacis inter nos, & alios Reges, & Potentias belligerantes, simul cum omnibus, aut separatim cum quibusdam, Nomine nostro inire, concludere, & manuali Subscriptione vestra munire, ut & omnia Instrumenta ad hunc effectum necessaria, concordare, concludere, Subscriptione firmare, & tradere valeatis; & generaliter facere, promittere, singulari Actus Declarationesve quæ fuerint necessariæ ad Conventiones permutandas, & ad quascunque res Pacis Negotiationi, aut Conclusioni conducentes, & ad eas spectantes, quamvis hic non exprimantur, & eum iisdem Facultate, Potestate, & Ampliatione, quibus nos, si præsentes essemus, facere possemus; & etiam in illis Negotiis & Actis, quæ specialius, magisve expressum quam quod in hac Plenipotentia continetur, mandatum requirere possent: Et omne quod vos tres simul, vel duo, in casu absentiæ aut ægritudinis aliorum duorum, ut supradictum est, feceritis, tractaveritis, promiseritis, concluseritis, & Subscriptione vestra firmaveritis, nos Fide nostra, Verboque Regio nostro datis, promittimus confirmare, approbare, & ratum habere sine quavis diminutione, cum Juramento aliisque requisitis, & Solemnitatibus in simili casu necessariis, intra terminum reciproce à Plenipotentiariis dicti Congressus assignatum. In quorum Fidem, & ad eorum majorem vim & corroborationem, expediri mandamus, & expedimus præsentem Manu nostra subscriptam Sigillo nostro Secreto munitam, & ab infrascripto Sanctioris Consilii Secretario subsignatam. Datum *Madriti*, die vige-

vigesima octava *Decembris* anni millesimi septingentesimi undecimi.

EGO REX.

D. EMANUEL A VADILLO ET VELASCO.

Mandatum Reginæ Magnæ Britanniæ, pro Legatis ejus. Datum in Palatio Divi Jacobi 3. Maii 1713.

ANNA, Dei gratia, *Magnae Britanniae, Franciae & Hiberniae* Regina, Fidei Defensor, &c. Omnibus & singulis ad quos præsentes Literæ pervenerint, Salutem. Cum Bello huic tam diuturno, tamque exitioso restinguendo operam dare instituerimus, inter curas publicæ Tranquillitatis redintegrandæ, quas gessimus maximas, eo animum præprimis advertimus, ut arctissima illa Amicitiæ necessitudinisque vincula, quæ à longissimo usque tempore inter Coronas *Britannicam & Hispanicam*, intercessere, summo cum utriusque Nationis commodo, inter Nos & bonum Fratrem Nostrum *Philippum* Quintum *Hispaniarum* Regem Catholicum, novis & quam firmissimis nexibus in perpetuum constringerentur. Ministris itaque iisdem, qui tam diu, tantoque cum successu, Concordiæ operi maxime salutari inter Principes, Statusque Christianos promovendo conficiendoque *Ultrajecti* ad *Rhenum* sese Nomine nostro addixerint, etiam partes hasce demandare volumus, ut tam Pacis & Amicitiæ, quam Navigationis & Commerciorum, inter Nos & dictum Regem Catholicum, Leges, Conditionesque concluderent, signarentque. Sciatis igitur, quod Nos, Fide, Industria, & in Rebus magni momenti tractandis, usu ac perspicacia Reverendi admodum in Christo Patris, perquam fidelis, & dilecti Consiliarii nostri, *Johannis* Episcopi *Bristoliensis*, Privati nostri Sigilli Custodis, Decani *Windesoriensis*, & Nobilissimi Ordinis nostri Periscelidis Registrarii; Et perquam fidelis, & prædilecti Consanguinei & Consiliarii nostri *Thomae* Comitis de *Strafford*, Vice-Comitis *Wentworth* de *Wentworth-Woodhouse* & de *Stainborough*, Baronis de *Raby*, Exercituum nostrorum Locum-Tenentis Generalis, Primarii Admiralitatis nostræ Commissarii, Nobilissimi Ordinis nostri Periscelidis Equitis, & Legati nostri Extraordinarii ac Plenipotentiarii ac Celsos & Præpotentes Dominos Ordines Generales *Uniti Belgii*, plurimum confisæ, Eosdem nominavimus, fecimus, & constituimus, quemadmodum per Præsentes nominamus, facimus, & constituimus, Nostros veros, certos, & indubitatos Legatos Extraordinarios, Commissarios, Procuratores, & Plenipotentiarios, Dantes & concedentes iisdem, conjunctim vel divisim, omnem & omnimodam Potestatem, Facultatem, Authoritatemque nec non Mandatum Generale, pariter ac speciale (ita tamen ut generale speciali non deroget, neque contra) cum Legatis Extraordinariis & Plenipotentiariis, quos prædictus Rex Catholicus, sufficienti Authoritate instructos, ex sua parte deputaverit, in Civitate *Ultrajectina* ad *Rhenum*, aut in alio quocunque loco, congrediendi, colloquendique, ac de Pacis atque Amicitiæ Conditionibus tutis, firmis, & honestis, inter Nos & dictum Regem Catholicum, tractandi, conveniendi, & concludendi; eaque omnia quæ ita conventa & conclusa fuerint, pro nobis, & nostro Nomine signandi, superque conclusis Instrumenta, quotquot & qualia necessaria fuerint, conficiendi, mutuoque tradendi, recipiendique, ac generaliter ea omnia præstandi, perficiendique, quæ quovis modo necessaria ad Pacis atque Amicitiæ Conditiones, ut supra dictum est, ineundas, stabiliendasque vel quomodolibet, opportuna esse judicaverint, tam amplis modo & forma, ac vi, effectuque pari, ac Nos Ipsæ, si interessemus, facere ac præstare possemus; Spondentes, & in Verbo Regio promittentes, Nos omnia & singula, quæcunque à dictis nostris Legatis Extraordinariis, Commissariis, Procuratoribus, & Plenipotentiariis, conjunctim vel divisim, vi præsentium transigi, concludi, & signari contigerit, grata, rata, & accepta, iis prorsus modo & forma quibus conventa fuerint, habituras. In quorum omnium majorem fidem & robur, Præsentibus Manu nostra Regia signatis, Magnum nostrum *Magnae Britanniae* Sigillum apponi jussimus. Dabantur in Palatio nostro Divi *Jacobi* tertio die Mensis *Maji*, Anno Domini Millesimo septingentesimo decimo tertio, Regnique nostri Duodecimo.

ANNA R.

Articulus Separatus, de Tractatu Madriti die 27. Martii inito observando, deque Provinciis Hispanicis Serenissimo PHILIPPO *tributis, nunquam a Corona Hispanica alienandis. Datum die 2/13. Julii 1713. Cum* RATIHABITIONE *Reginæ Britannicæ. Dat. apud Kensington die 31 Julii 1713.* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. V. pag. 203.]

PRÆTER ea quæ per Tractatum *Madriti* die 27. *Martii* nuperrime elapsi, inter Dominum Baronem de *Lexington*, ex parte Regiæ Majestatis *Magnae Britanniae*, & Dominum Marchionem de *Bedmar*, ex parte Regiæ Majestatis Catholicæ, conventa sunt & stipulata, hoc insuper Articulo Separato, qui ejusdem roboris erit, ac si Tractatui, inter Regias suas Majestates hodie inito, verbotenus esset insertus, conventum & concordatum est, quod cum S. Regia Majestas Catholica omnino sibi propositum habeat, & per præsentes ex parte sua solenniter spondeat, se in ullarum cujuscunque generis, aut ubicunque sitarum Ditionum, Provinciarum, aut Terrarum, ad Coronam *Hispaniae* spectantium, alienationem ulteriorem non esse consensuram; proinde S. Regia Majestas *Magnae Britanniae*, ex parte quoque sua reciproce spondet, velle se, iis in rationibus & consiliis persistere, quibus ab ipsa provisum cautumque est, ne quis ex Partibus belligerantibus, in Pace ineunda ulteriorem partis alicujus Monarchiæ *Hispaniae* avulsionem a Regia sua Majestate Catholica exigat, aut adipiscatur; quin postulata istiusmodi nova denegante Sua Majestate Catholica, eo istud Negotium directuram Regiam Majestatem *Magnae Britanniae*, ut ab iisdem penitus desistatur.

Et cum Regiæ Majestati *Magnae Britanniae* e re communi visum sit, ut inter Majestatem suam *Britannicam*, Regem Catholicum, & Regem *Lusitaniae*, novum ineatur Fœdus, quo Coronæ *Lusitaniae* Securitati provideatur, consensum suum ad opus tam salutare per præsentes præbet Sua Majestas Catholica, & contestatum facit.

Hic Articulus ratus habebitur, & Ratihabitionum permutatio fiet *Trajecti ad Rhenum* intra sex Hebdomadas, & citius, si fieri potest.

In quorum Fidem, Nos Legati Extraordinarii, & Plenipotentiarii Regiarum Majestatum *Britannicae*, & Catholicæ, vigore Plenipotentiarum hodie commutatarum præsentem Articulum subscripsimus, & Sigillis Nostris communivimus, *Trajecti ad Rhenum* die secundo/decimo tertio Mensis *Julii*, Anno Domini millesimo septingentesimo decimo tertio.

JOH. BRISTOL. C.P.S. (L.S.) — D. DE OSSUNA. (L.S.)

STRAFFORD. (L.S.) — EL MARQUES DE MONTELEONE. (L.S.)

Ratihabitio primi Articuli separati facta a Regina Magnæ Britanniæ.

ANNA Dei Gratia, *Magnae Britanniae, Franciae & Hiberniae* Regina, Fidei Defensor, &c. Omnibus ad quos Præsentes Literæ pervenerint, Salutem. Quandoquidem Articulus quidam Separatus Primus dictus, ad Tractatum Pacis & Amicitiæ inter Nos & bonum Fratrem nostrum *Philippum* Quintum *Hispaniarum* Regem Catholicum, *Trajecti ad Rhenum* die 2/13. Mensis præsentis conclusum, pertinens, eodem in loco, eodemque die, per Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios, sufficienti Authoritate utrin-

ANNO 1713. [illegible] gratos, [illegible] fuerit, forma & verbis quæ [illegible] untur.

Fiat insertio.

NOS viso perpensoque Articulo Primo separato suprascripto, eundem approbavimus, ratum, gratum, firmumque habuimus, sicut per Præsentes eundem approbamus, ratum, gratum, firmumque habemus, spondentes, & in Regio Verbo promittentes, Nos ea quæ in præfato Articulo Primo continentur sincere, & bona fide præstare & observare velle. In quorum majorem Fidem & Robur hisce præsentibus manu nostra Regia signatis, Magnum nostrum *Magnæ Britanniæ* Sigillum apponi jussimus. Quæ dabantur in Palatio nostro apud *Kensington* tricesimo primo die Mensis *Julii*, Anno Domini millesimo septingentesimo decimo tertio, Regnique nostri duodecimo.

ANNA R.

Articulus alter Separatus, de Ducatu Limburgi, *vel alio, qui triginta millia Scutorum annuatim reddat, Principissæ* URSINI, *assignando Dat. 2-13. Julii 1713. Cum* RATIHABITIONE ANNÆ *Reginæ. Dat. apud Kensington 31. Julii 1713.* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. V. pag. 210.]

UT constaret quanti Sua Sacra Majestas Regina *Magnæ Britanniæ* D. Principissam *Ursini* faciat jam Articulo vigesimo primo Conventionum Pacificatoriarum inter Baronem de *Lexington*, ex parte dictæ Majestatis *Britannicæ*, & Marchionem a *Bedmar*, à parte Majestatis Suæ Catholicæ, *Madriti*, die vigesimo septimo *Martii* proxime elapsi firmatarum, dicta Sua Majestas Regina *Magnæ Britanniæ* se obligavit, ut præsenti Articulo, pro se & Successoribus suis, iterum se obligat, promittit, & spondet, se effecturam & realiter procuraturam, ut statim, & nullo interposita mora, dicta Domina Principissa *Ursini* mittatur in realem & actualem possessionem Ducatus *Limburgi*, aut aliarum Ditionum, quæ in *Belgicis* Provinciis ad plenam dictæ Principissæ *Ursini* Satisfactionem subrogabuntur, cum omnimoda, absoluta, & independenti Superioritate ab omni Feudi, & alio quocunque vinculo soluta, quæ reditum triginta millium Scutorum annuatim reddant, secundum formam & tenorem, & ad mentem Diplomatis a dicta Regia Majestate Catholica dictæ Dominæ Principissæ, die vigesimo octavo *Septembris* anni 1711. concessi, cujus tenor sequitur:

Fiat insertio. (1)

Spondetque dicta Regia Majestas *Britannica*, se dictam D. Principissam *Ursini*, ejusque Successores, aut causam habentes, in reali, actuali, & pacifica possessione dictæ Superioritatis, & Dominii, adversus omnes & quoscunque, quolibet tempore & in perpetuum, tuituram, neque permissuram, quod in prædicta possessione a quolibet D. Principissa, Jure, Factove molestetur, turbetur, aut inquietetur. Et cum realis Possessio Superioritatis dicti Ducatus *Limburgi*, vel Ditionum, ut supra, subrogandarum dictæ D. Principissæ *Ursini*, vigore prælaudatæ Conventionis, die vigesimo septimo *Martii* proxime præteriti conclusæ, jam tradi debuisset, licet nondum fuerit tradita: Ideo prælaudata Regia Majestas *Britannica* pro majori cautela promittit, Verboque Regio spondet, quod cuiquam dictas Provincias *Belgicas* Catholicas non dimittet, nec relaxabit, nec dimitti, nec relaxari patietur, sed eas servabit, & servari faciet, non solum quousque dicta D. Principissa *Ursini* sit in actuali, & pacifica Possessione prælaudatæ Superioritatis, sed & etiam quousque a Principe, cui dictæ Provinciæ *Belgicæ* dimittendæ sunt & relaxandæ, dicta D. Principissa

(1) Cette Donation a été inserée ci-dessus sous sa propre Date qui est du 28 Septembre 1711.

Ursini pro suprema Domina prælaudatæ Superioritatis, ut supra, agnoscatur, & manu teneatur.

Præsens Articulus ratus habebitur, & Ratihabitionum Permutatio fiet *Trajecti ad Rhenum* intra sex Hebdomadas, & citius, si fieri possit.

In quorum Fidem, Nos Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii S. Regiæ Majestatis *Magnæ Britanniæ* præsentem Articulum subscripsimus, & Sigillis nostris communivimus, *Trajecti ad Rhenum* die secundo / Decimo tertio Mensis *Julii*, Anno Domini millesimo septingentesimo decimo tertio.

JOH. BRISTOL. C. P. S. (L. S.) D. DE OSSUNA. (L. S)

STRAFFORD. (L. S.) EL MARQUES DE MONTELEONE. (L. S)

Ratihabitio secundi Articuli separati, per Reginam MAGNÆ BRITANNIÆ. *Dat. apud Kensington 31. Julii 1713.*

ANNA, Dei Gratia, *Magnæ Britanniæ*, *Franciæ*, & *Hiberniæ* Regina, Fidei Defensor, &c. Omnibus ad quos Præsentes Literæ pervenerint, Salutem. Quandoquidem Articulus quidam Separatus Secundus dictus, ad Tractatum Pacis & Amicitiæ inter Nos & Bonum Fratrem nostrum *Philippum* Quintum *Hispaniarum* Regem Catholicum, *Trajecti ad Rhenum* die ²⁄₁₃ Mensis præsentis conclusum, pertinens, eodem in loco, eodemque die, per Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios, sufficienti Authoritate utrinque munitos, signatus fuerit, forma & verbis quæ sequuntur:

Fiat insertio.

Nos viso perpensoque Articulo Secundo separato suprascripto, eundem approbavimus, ratum, gratum, firmumque habuimus, sicut per Præsentes eundem approbamus, ratum, gratum, firmumque habemus, spondentes, & in Regio Verbo promittentes, Nos ea quæ in præfato Articulo Secundo continentur sincere & bona fide præstare & observare velle. In quorum majorem Fidem & Robur hisce præsentibus manu nostra Regia signatis, Magnum nostrum *Magnæ Britanniæ* Sigillum apponi jussimus. Quæ dabantur in Palatio nostro apud *Kensington* tricesimo primo die Mensis *Julii*, Anno Domini millesimo septingentesimo decimo tertio, Regnique nostri duodecimo.

ANNA R.

Declaratio, sive Conventio, inter Legatos Hispanos & Anglos facta, quod Tractatus Pacis & Commerciorum die 2-13 Julii 1713. Trajecti ad Rhenum per ipsos firmati, sortiri debeant eorum plenum effectum, licet Ratificationes tempore statuto non sint permutatæ. Actum Hagæ Comitum die 12-23. Februarii 1713-1714. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. V. pag. 55]

QUANDOQUIDEM intra tempus Articulo vigesimo Sexto Tractatus Pacis inter Regias suas Magnæ Britanniæ & Hispaniarum Majestates nuper initæ designatum, ejusdem Pacis, ut & Articulorum separatorum ab ea pendentium Ratihabitiones varias & graves ob causas commutari nequiverint, & quoniam pariter tempus Articulo decimo septimo Tractatus Commerciorum inter dictas Regias Suas Majestates nuperrime conclusi, Ratihabitionum Tabulis ejusdem Tractatus ut & Articuli separati ei annexi commutandis designatum jam per aliquot dies præterlapsum sit, Regiæ Suæ Majestates cavere volentes, ne quid exinde detrimenti capiant antedicti Tractatus, per infra scriptos Legatos suos Extraordinarios & Plenipotentiarios præsentem Declara-

ANNO 1713. claratıonem fieri jusserunt. Scilicet mora, quæ in commutandis præfatis Ratihabitionum Tabulis accidit, non obstante, antedictos Tractatus Pacis & Commerciorum, omniaque & singula in eodem, ut & Articulis annexis contenta, in pleno vigore permansura, observanda & præstanda esse, pari cum robore & effectu, ac si ipso die per eosdem Tractatus designata dictarum Ratihabitionum Tabulæ permutatæ & invicem extraditæ fuissent.

In quorum Fidem nos infra scripti S. Magnæ Britanniæ Reginæ, & S. Regis Catholici Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii præsentem Declarationem manibus nostris subscriptam, Sigillis nostris munivimus. Hagæ Comitis die 12/23. Mensis Februarii, Anni a Christo Nati 1713/14.

(L.S.) STRAFFORD. (L.S.) OSSUNA.

(L.S.) MONTELEON.

CERTIFICATIO.

Ratihabitionis Tractatus Pacis.

NOs Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii Sacræ Suæ Majestatis Magnæ Britanniæ & Sacræ Suæ Majestatis Catholicæ, notum testatumque facimus, omnibus quorum interest, Tractatum Pacis inter dictas suas Majestates, Ultrajecti ad Rhenum secundo/decimo tertio die Mensis Julii 1713. initum Tractatum pariter Commerciorum ibidem vicesimo octavo/nono die Mensis Novembris/Decembris ejusdem Anni conclusum solemniter per sacras Suas Majestates ratihabitos, & Ratihabitionum Tabulas hodie commutatas fuisse, Hagæ Comitis die duodecimo/vigesimo tertio Mensis Februarii, Anno Domini 1713/14.

(L.S.) STRAFFORD. (L.S.) OSSUNA.

(L.S.) MONTELEON.

Declaratio Legatorum Hispanorum de non præjudicando per Titulos a Domino suo in Ratihabitionum Tabulis adhibitos. Dat. Hagæ Comitum die 12 - 23. Februarii 1713 - 1714. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. V. pag. 52.]

QUANIAM S. Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ Legatus Extraordinarius & Plenipotentiarius in Ratihabitionum Tabulis Tractatuum Pacis & Commerciorum Ultrajecti ad Rhenum anno præterito conclusorum, ex parte Regis Catholici hodie exhibitis reperecit, Titulos inseri nonnullos Locorum & Provinciarum, quarum Cessio per S. Reg. Majestatem Catholicam jam antea facta fuit, idque optaverit, ut S. Regis & Domini sui mentem ea super aperire vellent S. Regiæ Majestatis Catholicæ Domini Legati, dicti igitur Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii ad tollendam dubii omnis ansam, quæ inde oriri posset, nomine Regis & Domini sui Clementissimi declarant, eam Regiæ Suæ Majestatis Catholicæ mentem omnino non esse, ut Titulorum antememoratorum usus alteri cuipiam præjudicio esse debeat.

In quorum Fidem præsentes manibus suis subscriptas dicti Domini Legati S. Regiæ Majestatis Catholicæ Sigillis quoque suis communiri fecerunt. Hagæ Comitum die duodecimo/vigesimo tertio Mensis Februarii, Anno Domini millesimo septingentesimo decimo tertio/decimo quarto.

(L. S.) EL DUQUE DE OSSUNA.

(L. S.) EL MARQUES DE MONTELEON.

CLXV.

ANNO 1713. 15-26. Juillet.

Convention entre Sa Majesté BRITANNIQUE *& Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Estats Generaux des* PROVINCES-UNIES *contenant un Reglement provisionel pour le Commerce & les Droits d'Entrée & de Sortie, dans les Païs-Bas Autrichiens. Fait à Utrecht le 15-26. Juillet 1713.* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. IV. pag. 516]

POUR regler provisionellement le Commerce, dans & par les Pays-Bas, tant ceux qu'on appelle Espagnols, que ceux qui ont été reconquis, & cedés, on est convenu:

I. Que dans toutes les Places d'entrée, & sortie desdits Pays-Bas Espagnols, soit reconquis, ou cedés, les Droits sur les Marchandises seront exigés, & payés, sur le pied qu'ils ont été exigés, & payés, dans l'année 1680.

II. Toutes sortes de Marchandises apportées par les Sujets de la Grande-Bretagne, & des Provinces-Unies, qui ont ci-devant joui du Droit de Transit, en jouiront encore à l'avenir; & les Marchandises de la Grande-Bretagne, & des Provinces-Unies, qui ont joui de ce Droit de Transit en joüiront aussi, quoi que ceux qui les apporteront ne fussent pas ni Sujets de la Reine de la Grande-Bretagne, ni de Leurs Hautes Puissances, & ce Droit n'excedera pas 2½ pour cent.

III. Que tout Droit d'entrée sur les Marchandises sortant des autres parties des Païs-Bas Espagnols, & entrans dans ceux qu'on appelle reconquis & cedés cessera, & que les Sujets de la Grande-Bretagne, & des Provinces-Unies, pour tout leur Commerce, de même que toute Marchandise de la Grande Bretagne & des Provinces-Unies, qui y pourroit être introduite par d'autres, seront dès à present exempts de tout Droit d'entrée dans lesdits Pays reconquis, & cedés.

IV. Que les Droits de Consommation dans les Villes & autres Places du Pays reconquis & cedé, seront entierement les mêmes sur les Denrées & Marchandises des uns & des autres, avec la même liberté de les vendre, & debiter, & que lesdits Droits ne surpasseront point ce qui a été perçû dans lesdites Villes & Places, avant la Conquête.

V. Que le Droit de sortie qu'on a exigé des Marchandises sortant des Païs-Bas pour aller dans les nouvelles Conquêtes ou Places cedées cessera dès à present, comme aussi les Marchandises qui sortiront desdits Païs-Bas pour aller en France & autres Pays, soit par les Places nouvellement reconquises & cedées, ou autres, ne paieront qu'un seul Droit de sortie, & ledit Droit sera celui qu'on a paié dans l'année 1680. dans les Païs-Bas Espagnols. Et il ne sera pas permis pendant la durée de ce Reglement provisionel, d'exiger plus ou moins pour l'entrée, sortie, ou le Transit des Marchandises, que ce qui a été paié dans ladite année 1680.

VI. Pour ce qui regarde le Droit de Convoi, on le remet à la discussion des Ministres de la Reine de la Grande-Bretagne & de Leurs Hautes Puissances à Bruxelles.

VII. La Reine de la Grande-Bretagne & Leurs Hautes Puissances donneront des Ordres à leurs Ministres à Bruxelles, de faire en sorte que tous & chacun des Articles de ce Réglement provisionel puissent être promptement mis en execution, & dûment observés.

En foi de quoi, Nous avons signé le present Acte, & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes.

Fait à Utrecht le 15/26 jour de Juillet de l'an 1713.

(L. S.) J. BRISTOL. C. P. S. (L. S.) J. v. RANDWICK.

(L. S.) WILLEM BUYS.

(L.S.) STRAFFORD. (L. S.) B. v. DUSSEN.

(L. S.) N. GHEEL VAN SPANBROECK.

(L. S.) BARON DE RHEEDE DE RENSWOUDE

(L. S) GRAEF v. KNIPHUYSEN.

CLXVI.

ANNO 1713.

CXLVI.

13. Août. *Traité de Paix & d'Alliance entre* PHILIPPE *Duc d'Anjou, comme Roi d'Espagne, &* VICTOR AMEDE'E *Duc de Savoye, par lequel le Droit de Succession à la Couronne d'Espagne est deferé à son Altesse Royalle & à ses Descendants mâles, & le Royaume de Sicile lui est cedé & transporté, aux conditions marquées dans l'Acte de Cession du 10. Juin 1713. Le Montferrat lui est garanti, avec la Province de Vigevano, & les autres Cessions contenues dans son Traité avec l'Empereur du 8. Novembre 1703. Fait à Utrecht le 13. d'Août. 1713.* [Copie Manuscrite. Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. VI. pag. 724. en François & en Espagnol, mais sans date & sans signature.]

AU nom de la très Sainte Trinité, sçachent tous présens & à venir, qu'ayant plû à Dieu, après une si longue & si sanglante Guerre, qui a causé l'effusion de tant de sang Chrestien, & la désolation de tant d'Estats, d'inspirer aux Puissances, qui y estoient engagées un desir sincere de la Paix, & du restablissement de la tranquillité publique; & les Negociations commencées pour cette fin à Utrecht, par la vigilance de la Serenissime & Très Puissante Princesse Anne, par la Grace de Dieu; Reyne de la Grande-Bretagne, estant par sa prudente conduite, parvenues au point de la Conclusion d'une Paix; afin de la rendre perpetuelle le Serenissime & Très-Puissant Prince Philippe V. par la Grace de Dieu, Roy Catholique d'Espagne &c. qui a toujours recherché avec soin les moyens de restablir le Repos general de l'Europe & la Tranquillité de l'Espagne, & son Altesse Royale Victor Amedée II. par la Grace de Dieu, Duc de Savoye, Roy de Chypre, qui de mesme a désiré de concourir à une œuvre si salutaire & toujours ardemment souhaitté de resserrer de nouveau par une Paix & perpetuelle Alliance les pretieux nœuds, qui unissent si glorieusement son Altesse Royale & la Maison de Sa Majesté Catholique, ont donné pour cette fin d'amples Pouvoirs, pour traiter, signer & conclure le Traité de Paix & d'Alliance, c'est à sçavoir Sa Majesté Catholique aux Excellentissimes Seigneurs Don François Marie de Paule, Telles, Giron, Venavides, Carillo & Tolede, Ponce de Leon, Duc d'Ossune, Comte de Vruena, Marquis de Penafiel, Gentilhomme de la Chambre de Sa Majesté Catholique, Chambellan & Grand Echanson, Grand Notaire des Royaumes de Castille, Chevalier de l'Ordre de Calatrava, Grand Clavier & Commandeur du mesme Ordre & Chevalerie, & de Usagre en celui de Saint Jaques, Capitaine de la Premiere Compagnie Espagnole des Gardes du Corps; & Don Isidore Casado de Acevedo & Rosales, Marquis de Monteleon, du Conseil des Indes, ses Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires audit Congrez d'Utrecht; & son Altesse Royale de Savoye à leurs Excellences le Seigneur Annibal Comte de Maffey Gentilhomme de la Chambre, & Prémier Ecuyer de son Altesse Royale, Chevalier Grand Croix de l'Ordre de St. Maurice & de S. Lazare, Colonel de son Regiment d'Infanterie, General de Bataille de ses Armées, son Envoyé Extraordinaire auprès de Sa Majesté Britannique; au Seigneur Ignace Solar de Moretta, Marquis del Borgu, Gentilhomme de la Chambre de Son Altesse Royale, Chevalier Grand Croix de l'Ordre de S. Maurice & de S. Lazare, son Envoyé Extraordinaire auprès des Seigneurs Estats Generaux des Provinces-Unies du Pays-Bas, & au Seigneur Pierre Mellarede, Seigneur de la Maison forte de Jordan, Conseiller d'Estat de Son Altesse Royale, ses Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires audit Congrez d'Utrecht; lesquels, aprés s'estre communiqué lesdits Plein-pouvoirs, dont les copies mot à mot seront inserées à la fin de ce Traité, & les avoir échangez, sont convenus des Articles suivans, en présence de leurs Excellences le Seigneur Evêque de Bristol & le Seigneur Comte de Strafford, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de la Reyne de la Grande-Bretagne, & en consequence de ce qui a été arresté, & dont on est convenu, tant à la Cour de Madrid, qu'à celle de Londres, par le moyen des Ministres respectifs.

ANNO 1713.

I. Il y aura desormais une bonne, ferme & durable Paix, Confederation & perpetuelle Alliance & amitié entre Sa Majesté Catholique, ses Enfans, nez & à naistre, ses Descendans, & ses Royaumes d'une part, & Son Altesse Royale de Savoye, ses Enfans nez & à naistre, ses Successeurs & Estats d'autre, l'un procurant de tout son pouvoir le bien, l'honneur & l'avantage de l'autre, & évitant reciproquement autant qu'il leur sera possible, ce qui pourroit leur causer quelque dommage.

II. En consequence de cette Paix & bonne union, tous actes d'hostilité cesseront par Mer & par Terre, sans exception de Lieux, ni de Personnes, & toutes les raisons de mauvaise intelligence demeureront éteintes & abolies pour toujours. Il y aura, de part & d'autre, un oubli & pardon perpetuel de tout ce qui s'est fait durant la présente Guerre, ou à son occasion, sans qu'on puisse en faire aucune recherche à l'avenir, directement, ni indirectement, par quelque voye, ou sous quelque prétexte que ce soit, ni en [illegible] paroitre aucun ressentiment ni préten[illegible] de reparation.

III. Par [illegible] mesmes raisons & motifs du Bien public, du Repos & de l'Equilibre de l'Europe & de la Tranquillité du Royaume d'Espagne en particulier, par lesquels Sa Majesté Catholique a fait pour soi, & pour tous ses Descendans a toujours la Renonciation à la Couronne de France, le 5. Novembre 1712. & la Reconnoissance & Declaration que Sa Majesté Catholique a fait par le mesme Acte passé pour Loy, le 8. de Mars dernier, qu'au défaut de ses Descendans elle asseure la succession de la Couronne d'Espagne & des Indes à Son Altesse Royale de Savoye, & à ses Descendans masles nez de constant & legitime Mariage, & successivement aux masles de la Maison de Savoye & à leurs Descendans masles nez de constant & legitime Mariage, excluant toute autre Maison; par les mesmes raisons & motifs qui sont censez estre exprimez ici, il est convenu & stipulé expressément, que ledit Acte du 5. Novembre doit estre tenu, comme il est tenu, pour une partie du présent Traité, aussi bien que l'Acte du 9. dudit Mois de Novembre, fait par les Cortes d'Espagne, qui ont passé, approuvé & confirmé ledit Acte de Sa Majesté Catholique. Et ladite Loy faite en consequence, le 8. Mars dernier, & publiée le mesme jour, sera tout de mesme une partie essentielle du présent Traité; le tout selon les clauses specifiées & expliquées dans lesdits Actes, desquels le Roy Catholique fera délivrer des Expeditions authentiques à Son Altesse Royale, dans l'espace de trois mois, avec les Enregistremens faits en tous les Conseils d'Estat, de Guerre, d'Inquisition, d'Italie, des Indes, des Ordres, des Finances & de la Croisade; & cependant lesdits Actes de Sa Majesté Catholique, & des Cortes, des 5. & 9. Novembre 1712. & ladite Loy du 8. Mars de la présente Année, seront mis, selon leur teneur à la fin du présent Traité, avec les Actes de Renonciation à la Couronne d'Espagne, faite par le Seigneur Duc de Berry, du 24. dudit Mois de Novembre, & par le Seigneur Duc d'Orleans, le 19. du mesme mois, comme pareillement les Lettres Patentes de Sa Majesté Très-Chrétienne du Mois de Mars dernier, qui admettent lesdites Renonciations, & suppriment ses Lettres Patentes du Mois de Decemb. 1700. Tous lesquels Actes de Renonciation & Lettres Patentes sont, & seront pour toujours, une partie essentielle du présent Traité; & Sa Majesté Catholique reconnoissant les motifs desdites Reconnoissances, Declarations, Renonciations & Actes, & qu'ils sont le fondement & l'assurance de la durée de la Paix de la Chrêtienté, elle promet, pour soi, & pour ses Descendans, que tout le contenu dans lesdits Actes sera inviolable, & ponctuellement observé, selon sa forme & teneur, sans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu, ni en tout, ni en partie, de quelque maniere, ou par quelque voye que ce soit, mais au contraire d'empescher qu'il n'y soit contrevenu par qui que ce soit, en aucun temps, ou par quel-

ANNO 1713.

quelque cause ou motif que ce puisse estre; & Sa Majesté Catholique s'engage expressément, pour soy, & pour ses Descendans, à maintenir contre tous, sans exception d'aucun, le Droit de Succession de Son Altesse Royale de Savoye & des Princes de la Maison de Savoye, à la Couronne d'Espagne & des Indes, conformement & en la maniere établie par lesdits Actes de Sa Majesté, & des Cortes des 5. & 9. Novembre 1712. reconnus par les Actes faits par les Seigneurs Ducs de Berry, & d'Orleans, des 19. & 24. dudit mois de Novembre, par les Lettres Patentes du Roy Très-Chrêtien du mois de Mars dernier, & par ladite Loy du 8. dudit mois, Sa Majesté Catholique supleant à tous les défauts & omissions de fait, de Droit, de style & de Coutume qu'il y pourroit avoir, confirme & approuve tous lesdits Actes, & veut qu'ils tiennent force & vigueur de Loi & de Pragmatique sanction, & qu'ils soient reçus, gardez, observez & executez comme tels en ses Royaumes par ses Vassaux & Sujets, ausquels elle ordonne présentement comme pour lors, en cas que la Descendence de Sa Majesté vienne à manquer, (ce que Dieu ne veuille) de reconnoitre pour leur Roy & legitime Souverain le Prince de la Maison de Savoye à qui appartiendra la succession à la Couronne d'Espagne & des Indes, selon l'ordre établi dans lesdits Actes de Sa Majesté, & des Cortes des 5. & 9. Novembre 1712. & de ladite Loy du 8. Mars, & de le recevoir, & lui prester à cette fin serment de fidelité, de lui obeir, selon leur devoir, comme à leur Roy, le maintenir & défendre contre tous, prohibant ausdits Vassaux d'en reconnoitre aucun autre, & déclarant Usurpateur tout autre Prince qui voudroit monter sur le Throne d'Espagne, & que la Guerre qu'il entreprendra dans ce dessein sera injuste. Au contraire, Sa Majesté Catholique declare juste & legitime la Guerre que ledit Prince de la Maison de Savoye sera obligé d'entreprendre pour occuper ledit Throne, ou pour s'y maintenir. Pour cet effet, Sadite Majesté Catholique revoque de nouveau, & entant que de besoin, rompt & annule expressément la Déclaration que Sa Majesté fit à Madrid, le 29. Novembre 1703. en faveur du Seigneur Duc d'Orleans, ses fils & Descendans, & Sa Majesté veut & entend, que ladite Déclaration soit & demeure nulle, & comme non avenue, confirmant en consequence le Desistement & la Renonciation que le Seigneur Duc d'Orleans a fait par ledit Acte du 19. Novembre, & tous Actes qui pourroient ou peuvent avoir esté faits contraires ausdites Déclaration, Renonciation & Actes, & au contenu du présent Article, & aux Droits qui y sont reconnus & establis, sont declarez par le present Article, nuls & de nul effet, à toujours, comme contraires à la seureté de la Paix, & à la tranquilité de l'Europe.

IV. Pareillement en execution de ce qui a esté convenu en traittant de la Paix avec Sa Majesté la Reyne de la Grande-Bretagne, & par les mesmes raisons du répos & de l'Equilibre de l'Europe, comme aussi de la tranquillité de l'Espagne, Sa Majesté Catholique Philippe V. Roy des Espagnes, & des Indes &c. a donné, cedé & transporté, comme par le présent Traité elle donne, cede & transporte purement, simplement & irrevocablement à Son Altesse Royale Victor Amedée II. Duc de Savoye &c. pour lui, & pour les Princes ses fils, & leurs Descendans Masles, & successivement pour les Masles de la Maison de Savoye, d'ainé en ainé, le Royaume de Sicile & Isles dépendantes, leurs appartenances, dépendances & annexes, en toute Proprieté & Souveraineté, avec tous les Droits de Monarchie, Jurisdiction, Patronat, Nomination; les Prérogatives, Préeminences & Privileges, Regales & autres aquilitions quelconques de Droit, de Coutume, d'Usage, de Possession, ou par Concession faite aux Rois & au Royaume de Sicile, & generalement tout ce qui a apartenu, ou pû apartenir à Sa Majesté Catholique & aux Rois ses Prédecesseurs, sans en rien reserver, ni retenir, comme il est contenu dans l'Acte de Cession que Sa Majesté a fait le 10. Juin dernier, lequel Acte dans toutes ses Clauses est tenu, & sera tenu pour toujours, faire une partie essentielle du présent Traité, & comme tel mis en sa teneur à la fin de cedit Traité. Et Sa Majesté Catholique reconnoissant les motifs & Clauses de ladite Cession comme un des fondemens de la Paix, promet pour soy & ses Descendans, que tout le contenu en sera inviolablement & ponctuellement observé en sa forme & teneur, afin que Sadite Altesse Royale & ses Successeurs, jouissent, comme il est dit ci-dessus, des Droits & autres choses ici cedées ainsi, & de la mesme maniere que Sa Majesté Catholique & les Rois ses Prédecesseurs en ont joui, pu & deu jouir; & ledit Seigneur Roy d'Espagne separe, en tant que de besoin, ledit Royaume de Sicile & Isles dépendantes de la Couronne d'Espagne, déclare, consent veut & entend qu'ils demeurent separez tant qu'il y aura des Masles de la Maison de Savoye, & jusqu'à ce que la Couronne d'Espagne tombe à un Prince de la Maison de Savoye, selon le contenu du présent Article; & pour cet effet, Sa Majesté s'oblige, que Son Altesse Royale ratifiant le présent Traité, & d'abord après l'échange des Ratifications, elle revestira Son Altesse Royale dudit Royaume de Sicile, & Isles dépendantes avec les Apartenances, Dépendances & Annexes, & lui en donnera la pleine, réelle & actuelle possession, déclarant dès à présent, qu'en vertu du présent Traité, Sa Majesté a délaissé & s'est dépouillée, délaisse & se dépouille dudit Royaume de Sicile & Isles dépendantes avec ses Appartenances, Dépendances & Annexes, & que du tout elle en a revestu & revest Son Altesse Royale, pour ne tenir plus Sa Majesté, dès l'Echange desdites Ratifications, ledit Royaume de Sicile, ni Isles dépendantes & Appartenances, Dépendances & Annexes en son nom, mais qu'ils seront tenus alors au nom de son Altesse Royale, par le Marquis de los Balbases, qui est actuellement Viceroy dudit Royaume, & qui le livera à Son Altesse Royale ou à son ordre, quand Son Altesse Royale jugera à propos de faire prendre possession dudit Royaume de Sicile, Sa Majesté reconnoissant ledit Duc de Savoye pour seul & legitime Roy de Sicile, en ratifiant de sa part le présent Traité, & après l'Eschange des Ratifications reciproques; & cependant les Fruits, Tributs & Rentes de ce Royaume, ses Dépendances & Annexes, seront perceus, par les mesmes Ministres & Fermiers qui les perçoivent actuelement, sous les ordres & à la disposition dudit Viceroy, pour servir à la subsistance & entretien des Troupes que Sa Majesté a dans ce Royaume, pendant le temps qu'elles y demeureront, en attendant que Son Altesse Royale y en envoye d'autres, comme aussi pour les frais de leur embarquement & transport en Espagne: Et pour l'execution de ladite Cession Sa Majesté a liberé, déchargé & dispensé, libere, décharge & dispense tous les Archévêques, Evêques, Abbez, Prélats & autres Ecclesiastiques, Ducs, Princes, Marquis, Comtes, Barons, Gouverneurs, Amiraux, Commandans, Capitaines & autres Officiers & Gens de Guerre & de Marine qui sont nez en Sicile, & tous les Superieurs, dans le Gouvernement, Présidens, Magistrats & autres Membres de ses Conseils, Chancelleries & Justices, ceux des Finances, Chambre des Comptes, Ministres & Officiers de Justice, Capitaines, Lieutenans & soldats de ses Forts & Châteaux, & autres employez à son service par Mer ou par Terre qui sont Siciliens de Naissance, Chevaliers, Gentilshommes, & Vassaux, Habitans & dépendans des Villes, Bourgs & Villages, & generalement tous & chacun des Sujets dudit Royaume de Sicile & Isles dépendantes, chacun en ce qui le concerne, du serment de fidelité qu'ils ont prêté à Sa Majesté, & de la foy & obeissance qu'ils lui doivent, leur ordonnant expressément & peremptoirement, que quand, en vertu du présent Traité & de l'échange des Ratifications d'icelui, Son Altesse Royale prendra possession dudit Royaume, ils ayent, sans attendre autre disposition ni Ordre, à reconnoitre tous ledit Seigneur Duc de Savoye pour leur seul & légitime Roi, à lui obeir, le défendre, & lui prester serment de fidelité, foi & obeissance tel & semblable à ceux qu'ils ont presté ou qu'ils ont esté obligez de prester jusqu'à présent à Sa Majesté, laquelle suplée toutes les fautes & erreurs de Droit, ou de fait, qui pourroient se trouver dans la présente Donation, Cession ou Transport du Royaume de Sicile & Isles dépendantes, ses Appartenances, Dépendances & Annexes, pour lequel effet Sa Majesté renonce à toutes les Loix, Statuts, Conventions, Constitutions & Coutumes qui pourroient estre contraires, & qui mesme auroient esté confirmées par serment, auxquelles, & aux dérogatoires desquelles elle déroge expressément par le présent Traité, pour l'entier effet desdites Donations, Cessions & Transport

port, qui vaudront & auront lieu, sans que l'expression ou specification particuliere déroge à la generale, ni la generale à la particuliere; excluant toutes exceptions qui pourroient se fonder sous quelques Titres, Droits, Causes & Prétextes que ce soit. Ordonne en mesme temps expressément & peremptoirement Sa Majesté au Viceroy de Sicile, de consigner & remettre à Sadite Altesse Royale, ou à celui qu'elle députera, ledit Royaume de Sicile, les Isles dépendantes, les Appartenances, Dépendances & Annexes, & de lui en bailler la réelle possession, dès que Son Altesse Royale envoyera pour la prendre, après l'Echange des Ratifications du présent Traité, sans attendre aucuns autres Ordres ni Dispositions, & de faire remettre à Sadite Altesse Royale, ou à ceux qu'elle députera, ou au Viceroy qu'elle establira, les Villes, Ports, Châteaux, Places, Forts & Forteresses qui sont dans ledit Estat, dans lesquels se trouvent presentement l'Artillerie, les Arsenaux & Munitions de Guerre & de bouche, les Galeres & leur Chiourme, les Bâtimens, avec leurs Equipages & Matelots, & generalement tout ce qui appartient audit Royaume de Sicile, & Isles dépendantes, sans en rien échanger, déplacer ou retenir; bien entendu que toutes ces Galeres & leurs Chiourmes, les Bâtimens avec leurs Equipages & Matelots, demeureront à la disposition dudit Marquis de los Balbases actuellement Viceroy, jusqu'à l'entier & parfait transport de toutes les Troupes que Sa Majesté y tient, & qu'il embarquera, pour le passage desdites Troupes, autant de ces Munitions de Guerre & de bouche qu'il sera necessaire; & en conformité de ce que dessus, Sa Majesté ordonne expressément & peremptoirement aux Gouverneurs, Commandans, Capitaines & autres Officiers, de consigner & délivrer à ceux qui seront députés par Son Altesse Royale ou par le Viceroy qu'elle y envoyera, lesdites Villes, Ports, Châteaux, Places Forts & Forteresses, leurs Galeres & autres Bâtimens où ils se trouveront, soit dans les Ports de Sicile, soit ailleurs, avec tout ce qui en dépend, sans remuer ni changer, aucune chose, sinon pour ce qui regarde les Galeres, Bâtimens, Matelots & Munitions, dont Sa Majesté se reserve expressément la disposition, seulement pour le Transport de ses Troupes de Sicile en Espagne, & ce nonobstant tous les sermens qu'ils ont presté ou pu prester, desquels ils demeurent & sont dispensez. Sa Majesté Catholique s'oblige aussi par le présent Traité de bailler, & faire remettre, par duplicata, en faisant l'Echange du présent Traité, lesdits Ordres aux Viceroys, Amiraux, Gouverneurs, Commandans, Capitaines & autres Officiers, comme aussi à tous les habitans dudit Royaume, de quelque qualité & condition qu'ils soient, avec les Clauses les plus peremptoires, & qui épargnent la necessité, d'en demander d'autres plus amples & d'autres dispositions reiterées; & de faire remettre les Contre-seings, s'il y en a, afin que l'execution des Donations, Cessions & Transports, ci-dessus mentionnez, ne soustient aucune difficulté ni retardement, & qu'au contraire ils soient executez d'abord après l'Echange des Ratifications de ce Traité, & que lesdits Viceroy, Officiers & Soldats, évacuent, & partent de Sicile & de ses Dépendances, par le moyen desdites Galleres, Bâtimens, & Matelots, & avec lesdites Munitions necessaires à leur Transport, comme Sa Majesté le leur ordonne expressément, & comme il a deja esté dit, d'abord après, & au moment que Son Altesse Royale prendra la possession.

V. Sa Majesté Catholique & Son Altesse Royale promettent & s'obligent reciproquement, pour eux & pour leurs Descendans, à observer & maintenir tout le contenu du présent Traité, soit de la part du Roy d'Espagne, pour maintenir ladite Donation, Cession & Transport du Royaume de Sicile, soit de la part de Son Altesse Royale, pour maintenir Sa Majesté dans ses Estats, & de n'y contrevenir jamais ni l'un, ni l'autre, ni permettre qu'il y soit contrevenu, pour aucune cause, & par quelque prétexte, ou motif que ce soit, ni par aucune personne, & de s'y opposer l'un & l'autre de toutes leurs forces, afin que ce présent Traité sorte son plein & entier effet. Ledit Seigneur Roy Catholique promet de remettre à celui qui sera envoyé par Sadite Altesse Royale, dans l'espace de trois mois après l'Echange des Ratifications du présent Traité, tous les Titres, Papiers & Documens qui concernent ledit Royaume de Sicile & ses Dépendances, qui sont, & se pourront trouver dans les Archives Royales d'Espagne, ou en celles de ses Conseils & Cours, ou de ses Ministres, Conseillers & Officiers.

VI. Selon ce qui a esté convenu ci-dessus, il est aussi expressément convenu & stipulé ici, entre Sa Majesté Catholique & Son Altesse Royale, qu'en cas que les Descendans Masles dudit Seigneur Duc de Savoye, & tous les Masles de la Maison de Savoye viennent à manquer, (ce que Dieu ne veüille) en ce cas de défaut de Masles de ladite Maison de Savoye, le Royaume de Sicile, & Isles Dépendantes, ses Appartenances, Dépendances & Annexes ici cedez, retourneront de plein Droit à la Couronne d'Espagne, & de mesme Son Altesse Royale s'oblige & s'engage pour soi & ses Descendans Masles, & pour tous les Masles de sa Maison, de ne pouvoir jamais vendre, céder, engager échanger, ni donner, sous quelque prétexte de subrogation ou autres, ni en quelque maniere que ce soit, engager en tout, ou en partie, ledit Royaume de Sicile & Isles Dépendantes, ses Appartenances, Dépendances ou Annexes, à autres qu'aux Rois d'Espagne, ce qui doit estre observé conformément audit Acte de Cession dudit Royaume de Sicile fait par Sa Majesté le 10. de Juin dernier, & jusqu'à ce que la Couronne d'Espagne tombe à un Prince de la Maison de Savoye, & qu'il soit Roy d'Espagne.

VII. Son Altesse Royale estant obligée, par la Cession & Clauses particulieres qui y sont stipulées, d'approuver, confirmer & ratifier tous les Privileges, Immunitez, Exemptions, Libertés, Styles & autres Coutumes dont ledit Royaume jouit ou a joui ci-devant, expliquez en détail dans ladite Cession, Son Altesse Royale approuve, confirme & ratifie le tout, & s'oblige à les maintenir selon qu'il a esté stipulé en ladite Cession; & en mesme temps, Sa Majesté Catholique desirant donner à ses Vassaux Espagnols, Siciliens & autres, qui ont persisté dans son obeïssance, & qui ont des Biens dans ledit Royaume de Sicile, des preuves de la satisfaction qu'elle a de leur fidelité & service, déclare, qu'en cas que le Fisc ait procedé civilement, ou criminelement contre lesdits Biens, ou partie d'iceux, ou prétende proceder sous quelque prétexte, ou pour quelque fait deja jugé, Sa Majesté Catholique le remet & pardonne dès à présent, & pour cet effet, casse & annulle lesdites Procedures, en sorte que pour tout ce qui a esté fait pendant sa Domination, & par le passé, lesdits Vassaux ne puissent estre inquietés ni troublés en leurs Biens, & Possessions, comme de son costé Son Altesse Royale promet que ses Ministres & Fiscaux ne les troubleront ni inquieteront pour ce qui s'est passé, avant que Son Altesse Royale entre en réelle Possession dudit Royaume, le tout sans préjudice d'autrui, à quoi Sa Majesté ne prétend déroger.

VIII. Les Espagnols & autres Sujets de Sa Majesté Catholique & de ses Successeurs, comme les Siciliens qui sont & veulent demeurer dans les Estats de Sa Majesté Catholique, ou à son service, pourront & devront jouir, & jouiront effectivement & librement des Fiefs, Seigneuries, Biens, Rentes, Regales, Droit de Patronat, & autres Droits que ce soit, qu'ils ont dans le Royaume de Sicile, ou qu'ils puissent avoir à l'avenir par Succession, Heritage, Fideicommis, Legs, Adjudications ou autre Droit, ou Titre que ce soit, & pourront, en payant les Droits comme les Regnicoles, retirer leurs Rentes, finances & fruits, ou en deniers, comme il leur semblera plus convenable, sans qu'ils puissent estre arrestés; & commettre pour l'administration de leurs Biens & Droits, & pour exiger leurs Rentes, ceux qu'ils trouveront à propos, sans pouvoir estre obligés d'habiter & vivre dans ledit Royaume de Sicile, ni estre chargés, en leurs personnes, pour cause d'absence, plus que les Habitans & Regnicoles dudit Royaume, mais au contraire, seront traitez à tous égards, comme lesdits Regnicoles, tant pour ce qui est des Impositions, Contributions, Tributs, Vasselages & autres Obligations, qu'en l'administration de la Justice, qu'on leur rendra sans partialité, & le plus briévement qu'il sera possible. Il leur sera aussi permis, comme il leur est permis, dans la forme la plus ample, en vertu de ce Traité, & des Clauses plus étendues, contenues dans l'Acte de Cession du Royaume de Sicile, de vendre, aliener ou troquer, en tout, ou en partie, à une, ou plusieurs fois, lesdits Biens qu'ils tiennent, ou pourront tenir ci-après dans

ANNO 1713.

ledit Royaume de Sicile, à qui & avec qui ils voudront, soit Regnicoles ou Estrangers, & d'en retirer le prix à une ou plusieurs fois, & le faire transporter où il leur plaira, sans distinction de Biens Francs, Libres, Allodiaux, Fideicommis ou Majorasques, sans prejudice du Droit d'autruy, & avec cette reserve, que pour ce qui est des Fideicommis & Majorasques on entendra ceux qui y sont apellés de Droit, pour la seureté de ce qui les regarde, & les prix desdits Fideicommis & Majorasques seront employés à l'aquisition d'autres Biens libres & seurs dans le Royaume d'Espagne, pour estre subrogés ausdits Fideicommis & Majorasques, ce qui sera observé tout de mesme par Sa Majesté Catholique en ce qui regarde les Siciliens & autres qui n'ont point passé ni passeront, ni ne se trouvent dans le parti opposé à Sa Majesté, & qui ont des Biens & Fiefs, Rentes, Patronats & autres Droits en Espagne, & qui habiteront, ou voudront habiter en Sicile, ou autres Estats de Son Altesse Royale; & pour tout ce qui vient d'estre dit, Sa Majesté Catholique & Son Altesse Royale donneront, sans aucune difficulté ni retardement, les Consentemens & Ordres necessaires, sans prejudice de leurs Droits de Regale, de Fief & de Vasselage.

IX. Les Sujets des Puissances Amies de la Couronne d'Espagne & de Son Altesse Royale auront à l'avenir un Commerce libre en Sicile, comme ils l'ont eu par le passé, & jouiront des mesmes avantages dont jouissent les Espagnols & les Sujets de Sa Majesté la Reyne de la Grande-Bretagne, & seront également favorisés.

X. Tous les Privilèges, Franchises & Immunitez qui ont esté accordez à l'Illustre Ordre de Malthe par l'Empereur Charles V. & par les Rois ses Successeurs de glorieuse Memoire sont confirmez par le présent Traité, de la maniere dont ledit très Illustre Ordre en a joui jusqu'à présent, tant par le Traité qui regarde la Traite des Bleds, du biscuit & des chairs de la Sicile, comme pour le produit des Biens qu'il possede en Sicile en espece, & en celles du Païs, & pour autres choses, quoi qu'elles ne soient pas ici specifiées, moyennant que satisfaisant ledit très Illustre Ordre, il satisfasse aux engagemens où il est envers le Roy & le Royaume de Sicile.

XI. Pour asseurer le repos public, & en particulier celui de l'Italie, il a esté convenu, que les Cessions faites par le feu Empereur Leopold à Son Altesse Royale de Savoye, par le Traité stipulé entre les deux, le 8. Novembre 1703. de la partie du Duché de Montferrat, qui a esté possedée par le feu Duc de Mantoue, des Provinces d'Alexandrie & de Valence, avec toutes les Terres qui sont entre le Pô & le Tenare, de la Lomelline, de la Val de Sessia, & Droit ou Exercice de Droit sur les Fiefs des Langes, & ce qui dans ledit Traité, concerne le Vigevanois, ou l'Equivalent, & les Apartenances & Dépendances desdites Cessions, demeureront, comme Sa Majesté y consent par le présent Traité, fermes & stables, & dans leur force & vigueur, & auront leur entier effet irrevocable, nonobstant tous Rescripts, Droits & Actes contraires, sans que Son Altesse Royale & ses Successeurs puissent estre troublez ni molestez en la possession des choses & Droits deja dits pour quelque cause & prétention, Droit, Traité & Conventions que ce puisse estre, ni par aucune Personne, non seulement pour ce qui regarde le Duché de Montferrat, par ceux qui pourroient avoir Droit, ou Prétension sur ledit Duché, lesquels Prétendans seront indemnisez, conformément au contenu dudit Traité du 8. Novemb. 1703. promettant ledit Roy Catholique, pour soi, & ses Successeurs, de n'y point contrevenir, ni assister directement ou indirectement aucun Prince ou autre personne que ce soit, qui veuille contrevenir ausdites Cessions; au contraire, offre Sa Majesté d'entrer, conjointement & reciproquement avec Son Altesse Royale dans l'union & garantie qui se concertera avec la France & l'Angleterre, pour maintenir tous les Traitez, dont il sera convenu entre ces quatre Puissances, pour la manutention & seureté des présentes Paix, dans laquelle Garantie sera comprise, contre tous, celle de la Ville & Province de Vigevano, pour ce qui la regarde, ou ce que Son Altesse Royale pourra convenir de recevoir en équivalent; comme aussi pour ce qui est des Provinces, Villes, Terres, Droits ou Exercice de Droit, qui ont dépendu de l'Estat de Milan, & ont esté cedez audit Seigneur Duc de Savoye, Sa Majesté Catholique se desiste & se separe, purement, simplement & irrevocablement, pour soi & pour ses Successeurs, de tous Droits, noms, Actions & Prétensions qui lui appartiennent, ou peuvent appartenir, les cedant, comme il est necessaire, les rendant & transferant, sans s'en rien reserver, afin que Son Altesse Royale possede lesdits lieux sans aucun trouble ni empêchement, & jouisse des Droits ci-dessus mentionnez; & de plus, Sa Majesté promet, de faire délivrer à Son Altesse Royale ou à celui qu'elle commettra, dans trois mois après la Ratification du présent Traité, tous les Titres, Papiers, & Documens, qui se trouveront en Espagne concernant les Pays & Droits ci-dessus exprimez.

ANNO 1713.

XII. Le Traité de Turin 1696. & les Articles des Traitez de Munster, des Pyrenées, de Nimegue & de Ryswick, qui regardent Son Altesse Royale, seront gardez & observez reciproquement, en tout ce en quoi il n'y est pas dérogé par le présent Traité, comme s'ils y estoient stipulez, & inserez mot à mot, & particulierement pour ce qui est des Fiefs exprimez dans lesdits Traitez qui regardent Son Altesse Royale, nonobstant tous Rescripts & Actes au contraire; tout de mesme le Traité fait entre Sa Majesté Très-Chrêtienne & Son Altesse Royale, le 11. Avril de cette présente Année, est compris & confirmé par le présent, comme s'il y estoit transcrit, Sa Majesté offrant pour cet effet, d'entrer reciproquement avec Son Altesse Royale en l'union pour la garantie de tout ce qui a esté stipulé dans les Paix qui viennent d'estre faites entre les quatre Puissances, d'Espagne, France, Angleterre & Savoye, afin qu'il ait son plein & entier effet, & soit observé à toujours.

XIII. Tous ceux qui seront nommez par Sa Majesté Catholique & par Son Altesse Royale de Savoye dans l'espace de six mois seront compris dans le présent Traité, comme l'estant d'un commun consentement.

XIV. Afin que le présent Traité soit inviolablement observé, Sa Majesté Catholique, & Son Altesse Royale promettent, de ne faire, ni souffrir qu'il soit rien fait au prejudice d'icelui, directement ni indirectement, & si cela arrivoit, de le faire reparer, sans difficulté ni delai, & tous les deux s'obligent respectivement à son entiere observation; & le présent Traité sera confirmé en termes convenables en tous ceux que Sa Majesté Catholique fera avec les autres Puissances, auprès desquelles elle employera ses offices les plus efficaces, conjointement avec Sa Majesté Très-Chrêtienne & Sa Majesté Britannique, pour faire reconnoitre Son Altesse Royale Roy de Sicile, & que ces Puissances entrent dans l'engagement d'asseurer & maintenir à Son Altesse Royale & à ses Héritiers la Possession pacifique & permanente dudit Royaume & de ses Dépendances; & Sa Majesté ne comprendra en ces Traitez, aucune autre Puissance, qu'elle n'ait fait, ou promis faire ladite Reconnoissance, & elle s'interessera vivement auprès des Puissances chez qui elle tient des Ministres, afin qu'elles reconnoissent Son Altesse Royale pour Roy de Sicile.

XV. Le présent Traité sera approuvé & ratifié par Sa Majesté Catholique & par Son Altesse Royale, & les Ratifications en seront échangées & delivrées respectivement par les Plenipotentiaires de l'un & de l'autre Prince, dans le terme de six semaines, ou plustost, s'il est possible, à Utrecht.

En foi dequoi nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majesté Catholique, & de Son Altesse Royale de Savoye, avons signé le présent Traité, & y avons fait apposer les cachets de nos Armes.

Fait à Utrecht le 13. Aoust. 1713.

(L. S.) M. D. d'Ossune. (L. S.) Le C. Maffei,

(L. S.) El Marques de Monteleon (L. S.) Solar du Bourg.

(L. S.) P. Mellarede.

CLXVII.

Anno 1713. 20. Août.

CLXVII

Contractus vigore cujus Carolus VI. *Romanorum Imperator Marchionatum Finariensem ejusque Jura & annexa Reipublicæ* Genuensi *vendidit Datum die 20. Augusti anni* 1713. [Lunig. Codex Italiæ Diplomaticus. Col. 2373 [

Carolus, Divina favente Clementia electus Romanorum Imperator, semper Augustus, Rex Germaniæ, Castellæ, Leonis &c. Dignum censemus Majestate Imperialis culminis animum nostrum, uti & aliis Imperatorium munus tangentibus, sic Italicis applicare rebus, & cum pro ratione præsentis rerum status, ad tutamen Sacri Romani Imperii, ipsiusque nostri Ducatus Mediolanensis conducere Nobis visum sit, Marchionatum Finariensem, ut modo ejusdem Dominium utile, Feudaleque possidemus, pariter ac allodia quævis a Nobis in eodem possessa, juraque omnia, ex possessione dicti Marchionatus quocunque titulo ad Nos spectantia, in personam quamdam, seu universitatem, aut Rempublicam, dum haud leve ex eo Ærario nostro accederet pecuniæ subsidium, transferre: Propterea ex omni Nobis, uti ejusdem Marchionatus Dominio, utili ac directo, Imperatoria facultate, quovisve alio nomine, jure, ac titulo competente, & competituro etiam ex quacunque causa de futuro, certa scientia, maturoque adhibito Consilio solemni, super venditione sæpe dicti Marchionatus, ad benigna nostra jussa, inter Cameram nostram Cæsaream Aulicam, & Serenissimæ Reipublicæ Genuensis Ablegatum, Dominicum Mariam Spinolam, ea, qua par est, ad hocce negotium obeundum potestate, a Serenissima Republica instructum, inito, & confecto Contractu omni meliori modo, jure, via, & forma:

I. Alienamus, tradimus, concedimus, & vendimus eidem Serenissimæ Reipublicæ Genuensi, sæpefatum Marchionatum, Arces, Fortalitia, omniaque bona, tam allodialia, quam feudalia ejusdem Marchionatus, nihil eorundem excepto, atque omnia, ac singula loca, Terras, Villas, Pagos &c. tam citra, quam ultra Juga, de Gubernio, & etiam Jurisdictione, Ditione, & Territorio dicti Marchionatus, omniaque, & quæcunque alia eidem quomodolibet adjacentia, seu pertinentia, aut dependentia, ad quæ omnia, & singula clementer nostram mentem extendimus, quæ Nobis sincera, plena, & constans, ut venditione hac Marchionatus Finariensis, ejusdemque Ditionum, adjacentiarum, & pertinentiarum, ea forma, & statu, & cum omnibus iis, cum quibus ab Antecessoribus nostris, & a Nobis possessus est, & ad traditionem usque possidetur, Juribus, Prærogativis, Jurisdictionibus, Indultis, Honoribus, Libertatibus, Regalibus, facultatibus, Privilegiis, Immunitatibus, actionibus, prætensionibus quibuscunque & quomodolibet nobis nostræque etiam Ducali Cameræ Mediolani competentibus, quacumque ex causa, nulla penitus exclusa, & demum omnibus bonis, & rebus, in Dominium, possessionem, & proprietatem Serenissimæ Reipublicæ Genuensis cedat, & tradat, omnemque propterea opportunam, & opportunas, Investituram & Investituras concessimus & concedimus, atque concessam, concessasque intelligi esse volumus, tenore præsentium, perpetuo robore valituram, valiturasque, etiam extendendas ad tenorem præsentis Contractus, & ad formam antiquarum Investiturarum concessarum Regibus Hispaniarum, Philippo III. & Philippo IV. congrua congruis referendo.

II. Tormenta bellica quod attinet, & alia, quæ ad rem tormentariam spectantia in Urbe, ejusque munimentis, & Arce, seu Arcibus Finariensibus tempore traditi Dominii reperiuntur, cuncta hæc inter res Reipublicæ venditas intelligantur, præter tormenta ænea, Italice, *di bronzo*, quorum dimidia pars Nobis relicta, altera eidem Serenissimæ Reipublicæ vendita sit, & maneat, partitione eorundem ad rationem ponderis, quo una vel altera ejusmodi Tormentorum species constat, ac æquali quoque divisione Globorum Tormentorum, ac pulveris nitrati facienda, ita ut ex iisdem, globis scilicet & pulvere, dimidia una pars ad Nos, & altera ad Serenissimam Rempublicam spectet, & propria habeatur; hac tamen conditione, quod dictam dimidiam partem Tormentorum, globorum, & pulveris nitrati, nobis, ut supra, reservatorum, eidem Reipublicæ retinere fas sit, donec alia propria subrogaverit, habita discreti temporis ratione, quod ut fiat, ejusdem temporis intervallum ultra annum non protrahatur.

Anno 1713.

III. Respublica Genuensis, pro venditis, ac traditis modo dictis Marchionatus Finariensis Arcibus, bonis, juribus, prærogativis, jurisdictionibus, indultis, honoribus, libertatibus, regalibus, facultatibus, privilegiis, immunitatibus, actionibus, prætensionibus, & rebus, ut supra, unam Millionem, & ducenta millia Petiorum, vicibus, ut statim commemorabuntur, solvenda dabit, quod monetæ genus Petia dictum id in effectu sit, ut unum Petium valorem realem quinque librarum, seu centum solidorum Genuensium, monetæ Genuæ currentis, in Cartulariis banci primi, vel secundi Officii S. Georgii ferre, & continere debeat, solutio fiat medio Gyri faciendi in una ex prædictis Cartulariis in capite, & credito Majestatis Suæ Cæsareæ, sive pro ea illi, vel illis cui, vel quibus ordinaverit, seu mandaverit præfata Sua Cæsarea Majestas, & quidem eo ipso tempore, dum Serenissimæ Reipublicæ immissio in possessionem Marchionatus venditi, ejusque & sui Dominii traditio, una cum recognitione a Civibus, Incolis, & Subditis facienda ejusdem Serenissimæ Reipublicæ in Dominam, & feudatariam dicti Marchionatus, sexcentis millibus Petiorum, ad finem anni modo currentis tercentis millibus Petiorum, ad finem Mensis Junii in anno proximo 1714. ducentis millibus Petiorum, & ad finem Octobris ejusdem anni centum mille Petiorum, penes quam ipsam solutionem Serenissima Respublica Genuensis promittit, quod ab eodem, quo primus ad traditionis tempus positus solutionis terminus celebretur, oportet, momento, non tantum nomen debitricis reliquorum sexcentorum Millium Petiorum vere & solide ad Ærarium nostrum, & quoscunque ejus cessionarios, vel assignatarios efficaciter profiteri, sed & assignationes, vel cessiones, quamvis in eandem summam in totam, vel per partes factas, ac a Camera nostra Cæsarea Aulica, ideo ad Serenissimam Rempublicam directas, iis, quas Contractus hicce denotat vicibus, exsolvendas, data solutionis securitate fide, in se recipere, ac solutionem, debito tempore, rite peragere velit & debeat.

IV. Quemadmodum Marchionatus Finariensis jure feudali Imperatoribus, & Imperio perpetuo subjacet, nec subjacere unquam desinat, cum non sub alia, quam Feudi, ea quippe omni qua a Nobis, nostrisque Antecessoribus possideatur ratione, Serenissimæ Reipublicæ Genuensi vendatur, ac cum feudali collatione cedatur, sic Nos ad dictamen Juris de Imperialibus Feudis, ut ex hac Conventione peculiari Nobis, Successoribusque nostris Imperatoribus, & Archiducibus Austriæ, jus liberi, & innoxii transitus per sæpe fatum Marchionatum, Urbemque & Portum, seu Litus Finariense, eo pacto, ut transeuntibus nostris, aut dictorum nostrorum Successorum Copiis, commeatus, & annona pro pretio æquo a Nobis solvendo, quantum opus fuerit, præbeatur, reservamus.

V. Serenissimæ Reipublicæ Genuensi vetitum, nec fas sit, in Urbem, Castellum, & Portum, seu Litus Finariense, defensionis causa, præter suum & proprium, ullum alium, alteriusve Principis, aut Reipublicæ, in nostri, vel Sacri Romani Imperii inimicitia tunc temporis constitutorum, minoris, vel majoris numeri Militem, quovis sub prætextu, ullove tempore, absque Cæsareo Archiducalique jussu, seu scitu & consensu recipere, eaque Serenissima Respublica, qua, & quamdiu Dominium & possessionem Marchionatus Finariensis jure feudi habet, tenetur hostibus nostri Imperii, & Domus nostræ non tantum, sed & dubiis pariter, ac quibusvis de molimine hostili suspectis, atque adeo a Nobis, nostrisque Successoribus, pro talibus Serenissimæ Reipublicæ quandocumque detegendis, cum transitum ipsum per Marchionatus Finariensis territorium, tum & multo magis aditum, aut ingressum in Urbem, Arcem, & Portum Finariensem, Præsidiique iisdem imponendi, aut eadem occupandi facultatem penitus, & constanter non tantum recusare, sed & quantum

ANNO 1713.

in eadem situm, ac per ejusdem Marchionatus vires possibile fuerit, omni ratione impedire.

VI. Serenissima Respublica Genuensis, ex contractu venditionis hujus, ipso, quo Feudatariæ nostræ, & Imperii tenentur jure, rem omnem concessi Feudi, exceptis tamen Arcibus & Fortalitiis cujusvis generis, quas Reipublicæ ad libitum vel conservare, vel augere, vel demoliri fas sit, sartum, tectamque servandam se se obstringit, quantum ab ea pendet Portum, seu Litus Finariense in eo omnimode statu, in quo, dum ei traditur, est, saltem conservare.

VII. Omnibus Juribus, Immunitatibus, & Privilegiis, concessis a Divis Imperatoribus, Antecessoribus nostris, de quibus omnibus constet per Diplomata Cæsarea, & ad quæ tenerentur iidem Divi Imperatores, ac in usu præsente stantibus, ut nimirum Cives Urbis, & Marchionatus Finariensis, Incolæ, ac Subditi cuncti ea jam habent, ac iis imperturbate fruuntur, porro, & semper iisdem gaudeant, ita, ut, post Dominium Marchionatus hacce venditione (qua iisdem quidpiam injuriæ, vel præfatis eorum Juribus, Immunitatibus, & Privilegiis præjudicii inferri, nec jus permittit, nec animus Nobis est) translatum, immutationem circa eadem quampiam fieri nunquam fas sit, aut Serenissimæ Reipublicæ liceat ea, sub ullo prætextu, sive modo, lædere, aut infringere; exceptis tamen, si dictorum Jurium, Privilegiorum, & Immunitatum usus dictæ Reipublicæ Constitutionibus, Legibus, & Privilegiis repugnaret, quia tali casu super eisdem cum dictis Civibus, Incolis, & Subditis convenire fas sit; hinc etiam, ne dictorum Civium, Incolarum, & Subditorum conditio, hac conditione, in deterius evadat, maneat, & servetur imposterum in dicto Marchionatu idem, & illud salis pretium, quod hactenus statutum fuit, & hodie per eosdem Cives, Incolas, & Subditos solvitur in eodem Marchionatu in summa scutorum trium argenti, vulgo *Genovine*, pro qualibet minor talis in pondere, vulgo *di rutti tredeci, per mezzo Officiali*, Italice *Stapoliere*, ejusdem Reipublicæ, quod pretium totum, & integrum semper remaneat penes ipsam Rempublicam, ad quod, ex obligatione Conventionis præsentis, Serenissima Respublica Genuensis ad quævis postera tempora, fide Pactorum, & cum in Subditos feudales debita, obligata sit & maneat.

VIII. Cum & ipsum Commercium salis, quod Domum, seu Officium S. Georgii Reipublicæ Genuæ inter, & Ducalis Cameræ Mediolanensis Salinæ locatæ Conductores, in diuturno usu, & consuetudine viguit, commodum haud negligendum Ducatus Nostri Mediolanensis respiciat, e re Nobis visum, sollicitudini, qua omnigenam Subditorum nostrorum curam agere Nos obstrictos profitemur, consentaneum, atque adeo Nos inter & Serenissimam Rempublicam Genuensem, inter alia Contractus præsentis Capita, conventum est, quo peculiaris, justa, & certa hujus negotii, cum pretii, temporum & conditionum convenientia, ratio habeatur, eaque inter Plenipotentiarium Nostrum in Italia, & eos, quos hunc in finem Serenissima Respublica Genuensis, ea, qua par est, authoritate, & facultate munitos, absque mora constituet, & interea non retardato præsentis venditionis effectu, & Contractus stipulatione, eum in modum perfici aggrediatur, quo, circa hocce Commercium salis, Ducatui Nostro Mediolanensi, in tempora ventura ita conclusum, & provisum extet, ne ob id damnum ex hacce Marchionatus Finariensis alienatione inflictum unquam sentire, vel de eo juste conqueri possit, aut debeat.

IX. Cæterum cum Nostra constans, & efficax voluntas sit, ea omnia, quæ majori præsentis Contractus securitati, & plenario effectui consulere valent, omnimode præstandi, teneri volumus & promittimus, operam non vacuam dare, & cum effectu agere ad hoc, ut in futuræ Pacis Comitiis, inter alios Status Nobis in Italia assignandis, expressa mentio fiat supradicti Marchionatus Finariensis cum ejus adjacentiis, sicuti etiam a Collegiis Sacri Romani Imperii Principum eidem Contractui eos, si qui necessarii esse possunt, Consensus, in debita & valida forma præberi, illosque præstari debere intra Menses sex proximos.

X. Licet hisce modo dictis, atque ita se habitis omnis evictionis timor absit, volumus teneri nihilominus, & promittimus per Nos, & Nostros in dignitatibus & titulis præmemoratis futuros Successores, de debita, legitima & perpetua evictione, & defensione, attentis etiam Juribus & actionibus, quas Respublica habere prætendit super dicto Marchionatu, & quibus per præsentem Contractum nullum intelligatur illatum præjudicium, ad hoc ut ex eis se tueri possit, de quibus quidem Juribus decidendis a Divo quondam Imperatore Ferdinando, memoriæ Augustissimæ, facta fuit Commissio, & Delegatio Serenissimo D. Hispaniarum Regi, tanquam Duci Mediolani, anno Domini 1563. de Mense Novembr. eum in finem bona nostra & Successorum, ad promissorum implementum obligantes.

ANNO 1713.

Quæ omnia supradicta, & singula gesta sunt inter præfatam Sac. Cæs. Maj. & Serenissimam Rempublicam Genuensem, mediantibus personis Excellentissimi Domini Joannis Francisci de Paceco, Ducis de Uceda & Consiliarii Status Sac. Cæs. Majestatis Ejusque Plenipotentiarii, ac Illustrissimorum D. Joannis Antonii Justiniani & Clementis de Auria, Plenipotentiariorum præfatæ Serenissimæ Reipublicæ, de quibus Plenipotentiis respective constat ex Litteris, & Documentis in calce præsentis registrandis.

Omnibus dictis Dominis Plenipotentiariis præsentibus, & dicto Plenipotentiario respective nomine, dicentibus, facientibus, & præstantibus suum Ministerium in omnibus, ut supra &c. seu quatenus ad prædictarum validitatem opus sit, geruntur, & contrahuntur inter ipsos Dominos Plenipotentiarios nominibus respective suorum dictorum Principalium, mutuis hisce inde intervenientibus stipulationibus, vendentes, ementes, & invicem paciscentes in omnibus & per omnia, ut supra.

Qui quidem Domini Plenipotentiarii expresse conveniunt & promittunt de approbatione, & ratificatione præsentis Contractus facienda intra bimestre proximum, nempe præfatus Excellentissimus Dominus Dux de Uceda a S. C. M. nominibus, de quibus in memorata scriptura venditionis, & præfati Domini Illustrissimi Joannes Antonius, & Clemens, a præfata Serenissima Republica, sive a Serenissimis Collegiis, tenentibus opportunam facultatem a Consiliis ejusdem, & hoc per scripturam authenticam, in opportuna, & consueta Juris forma, intra id temporis invicem commutanda; ad quem effectum præsentis Contractus duo confecta sunt originalia ejusdem prorsus tenoris, atque in fidem & testimonium omnium, quæ præferuntur, Nos D. Joannes Franciscus de Paceco, Dux de Uceda, Comes Montis Albani, & Consiliarius Status S. C. M. Ejusque Plenipotentiarius, & Nos Joannes Antonius Justinianus, & Clemens de Auria, Plenipotentiarii præfatæ Serenissimæ Reipublicæ ut supra, præsentem Contractum propria manu nostra subscripsimus, eidemque Sigilla nostra impressimus.

Ratificatio Reipublicæ Genuensis.

Volentes igitur præfata Serenissima Collegia, utendo facultate ipsis competente, ea, quæ per dictos Patritios Joannem Antonium Justinianum, & Clementem de Auria Plenipotentiarios ut supra promissa fuere circa dictam Ratihabitionem adimplere;

Ad Calculos, omnibus favorabiliter concurrentibus,

ratificaverunt, approbaverunt, & confirmaverunt, prout ratificant, approbant, & confirmant supradictum Contractum, omniaque, & singula in eo contenta, & cum omnibus illis Clausulis, Promissionibus, Pactis & aliis, de quibus in eo, quæ hic pro expressis, & repetitis haberi voluerunt, & volunt, & ita præsentibus Notario Joanne Baptista Carderina, & Notario Josepho Pompejo Rato, Sub-Cancellariis Serenissimi Senatus, testibus adhibitis

(L. S.) Ivan[lus] Hav. Costa, Canc. & a Secretis Intimis Status.

Articulus Secretus. Anno 1713. die 17. Octob.

Serenissimus D. Dux, & Illustrissimi & Excellentissimi DD. Gubernatores, & Procuratores hujus Serenissimæ Reipublicæ Genuæ in legitimo numero congregati constituentes Serenissima Collegia præfatæ Serenissimæ Reipublicæ, intellecto tenore Articuli secreti, & seorsim a Contractu venditionis Marchionatus

ANNO 1713. natus Finarii stipulati, inter Excellentissimum Joannem Franciscum de Paceco, Ducem de Uceda, & Comitem Montis Albani, Plenipotentiarium S. C. M. ex una, & Patricios Joannem Antonium Justinianum &c. Antonii, & Clementem de Auria &c. Ambrosii, Plenipotentiarios dictæ Serenissimæ Reipublicæ ex altera, lecti præfatis Serenissimis Collegiis de verbo ad verbum; qui quidem Articulus sequitur ut infra:

Licet in Contracto venditionis Marchionatus Finarii factæ per Sacram Cæsaream Majestatem Serenissimæ Reipublicæ Genuæ dicatur, quod altissime dicta S. C. M. reservat sibi, & Successoribus suis tantum jus liberi, & innoxii transitus per dictum Marchionatum, & ejus Portum, sive litus; attamen cum sæpe, sæpiusque non sit tutus Finariensi littori appulsus, ideo vult, & promittit eadem Serenissima Respublica transitum supradictum, tam de itu, quam de reditu, per breviorem viam faciendum, se concessuram, & permissuram, etiam ad & per Portum Vado dictum, quotiescunque necessitas postulaverit, & Serenissima Respublica de eadem monita ac requisita fuerit, & pacto, ut transeuntibus S. C. M. Ejusque dictorum Successorum copiis, commeatus, & annona pro pretio æquo a prædicta S. C. M. ejusdemque Successoribus exsolvendo, quantum opus fuerit, præbeatur.

Quod geritur inter prædictam S. C. M. & Serenissimam Rempublicam Genuensem, mediantibus personis Excellentissimi Domini Domini Joannis Francisci de Paceco, Ducis de Uceda, Comitis Montis Albani, & Consiliarii Status S. C. M. Ejusque Plenipotentiarii, ac Illustrissimorum Dominorum Joannis Antonii Justiniani, & Clementis de Auria, Plenipotentiariorum præfatæ Serenissimæ Reipublicæ, de quibus Plenipotentiis respective constat, sub dicto Contractu venditionis, qui omnes Plenipotentiarii, dicto Plenipotentiario respective nomine, ad præmissa suum Ministerium præstant in omnibus, ut supra, & qui cum eadem promissione Ratihabitionis, prout in præcedenti Contractu, propria manu subscribunt cum proprii Sigilli impressione, & ita &c. hac die vigesima Mensis Augusti anni 1713.

Loogo de Sigill, † del Duque de Uceda, Conte de Montalban.
† Gio. Ant: Giustiniano &c. Antonio.
† Clemente Doria &c. Ambrosio,

Volentesque igitur præfata Serenissima Collegia, utendo facultate ipsis competente, ea, quæ per dictos Patritios Joannem Antonium Justinianum, & Clementem de Auria, Plenipotentiarios ut supra, promissa facere, circa dictam Ratihabitionem prædicti Articuli adimplere,

Ad Calculos omnibus favorabiliter concurrentibus,

ratificaverunt, approbaverunt, & confirmaverunt, prout ratificant, approbant, & confirmant supradictum Articulum, omniaque & singula in eo contenta, quæ hic pro expressis, & repetitis haberi voluerunt, & volunt, & ita &c. Præsentibus Notario Joanne Baptista Carderina, & Notario Josepho Pompejo Rato Sub-Cancellariis Serenissimi Senatus, testibus adhibitis

(L. S.) I. Van[us] Hav. Costa Canc. & a Secretis Intimis Status.

CLXVIII.

6. Oct. Tractat zwischen Ihro Königl. Majest. in Preussen FRIDRICH WILHELM/ einerseits/ und denen gegen Schweden Alliirten hohen Nordischen Machten/ nemlich Ihro Königl. Majest. von Pohlen FRIEDRICH AUGUSTUS/ und Seine Czarische Majestät PETER den I. anderseits aufgerichtet/ Krafft dessen letztere an Seine Preußische Majestät die von ihren Trouppen belägert- und bombardirte Vestung Stettin/ mit einen gewissen Landstrich/ in sequestration biß zu Erfolg des Friedens im Norden einräumen/ auch mit Stralsund und Wißmar ein gleiches zu thun versprechen: Wogegen Seine Königl. Majestät in Preußen auf sich nimt/ zu verhindern/ daß die in Vor-Pommern annoch befindliche Schwedische Trouppen keine Feindlichkeiten gegen einigen der hohen Nordischen Alliirten mehr außüben können/ ingleichen von denen regulirten 400000. Reichs-Thalern Belägerungs-Unkosten/ 200000. an den Czarischen General Fürst Menzikow, zu bezahlen. Gegeben Schweedt den 6. Octobr. 1713. [Johann Jacob Zincken/ Fürstl. Sächsis. Hof-Raths/ Ruhe des jetztlebenden Europa. Vierdte Abtheilung pag. 461.] ANNO 1713.

C'est-à-dire,

Traité entre Sa Majesté FREDERIC GUILLAUME *Roy de Prusse d'une part, & les Hauts-Alliez du Nord contre la* SUEDE, *savoir* FREDERIC AUGUSTE *Roi de Pologne, &* PIERRE I. *Czar de Russie, de l'autre, en vertu duquel ceux-ci cedent au Roi de Prusse en sequestre la Ville de* Stettin *par eux assiegée & bombardée, avec une certaine portion de la Pomeranie Suedoise, & promettent de faire la même chose avec les Villes de* Stralsund *&* Wismar: *Le Roi de Prusse s'obligeant de son côté d'empecher, que les Troupes Suedoises restantes dans la Pomeranie appartenante à la Suede ne puissent faire aucunes hostilités contre quelqu'un des Alliez du Nord, comme aussi de payer des frais du Siége reglez à 400000. Ecus d'Allemagne, la moitié au General du Czaar, le Prince Menzikow. Donné à Schweedt le 6. Octobre 1713.*

DEr Zweck von diesem zwischen Seine Königl. Majestät in Preussen/ und denen Nordischen Alliirten getroffenen Fœdere, ist die Beförderung des bald möglichst herzustellenden Friedens/ und soll dieses Fœdus dazu zum Fundament dienen.

Es haben auch Seine Königliche Majestät in Preussen/ um dieses/ vor beyde in Norden kriegende Partheyen/ und vor das Römische Reich avantageuse Werck desto mehr zu faciliriren/ insonderheit aber den Weg zu Herstellung der Ruhe auf dem Teutschen Boden zu bahnen/ sowohl die Königl. Schwedische Ministros, als die Nordische Alliirte vorher darüber sondiret/ und endlich mit den letztern sich folgender Puncten verglichen:

I. Die Nordische Alliirten declariren zuförderst/ daß sie sich necessitiret gehalten/ von der Schweden sämmtlichen in Teutschland habenden Provinzien sich Meister zu machen/ und daß sie in solchem Absehen mit Stettin und der Insul Rügen den Anfang gemachet/ und beyde Orte zur Ubergabe gebracht

II. Der Czaar will aber von der Cron Schweden Teutschen Provinzien nicht profitiren/ und übergiebt dannenhero Stettin mit seinen Dependentien und der darin verhandenen Artillerie Seiner Königl. Majest. in Preussen.

III. Seine Königliche Majestät in Preußen versprechen dagegen/ daß sie den Ort in Possession und Sequestration nehmen/ selbigen auch der Cron Schweden eher nicht als bey künfftigem Frieden wieder einräumen wollen.

IV.

IV. Eben diese Bewandniß hat es auch mit Stralsund und Wißmar/ es seye/ daß diese Vestungen sich freywillig ergeben/ oder durch der Nordischen Alliirten Waffen occupiret werden; Seine Königl. Majest. in Preussen sollen auch præcaviren helffen/ daß keine mehrere Schwedische Trouppen ins Reich transportiret/ und dadurch/ wie zu befürchten/ die Ruhe in Teutschland von neuem troubliret werde.

V. Wenn der Cron Schweden sämmtliche auf dem Teutschen Boden annoch übrige veste Plätze per modum Sequestri, in Seiner Königl. Majestät in Preussen Hände gebracht seyn werden/ alsdann wollen die Nordischen Alliirten Ihre in Vor-Pommern habende Trouppen von dar abführen/ und so lange der Krieg zwischen Ihnen und Schweden währet/ mit ihren Armeen nicht wieder dahin kommen/ noch etwas feindseeliges wider solche Vor-Pommerische Lande/ oder etwas/ so sonst den allgemeinen Ruhestand im Reich ferner troubliren könte/ vornehmen/ jedoch unter der ausdrücklichen Bedingung/ daß

VI. Seine Königl. Majestät in Preussen sich auch hinwieder engagiren/ keinesweges zugestatten/ vielmehr auf alle Art und Weise/ auch bedürffenden Falls mit den Waffen selbst behindern/ daß die Königl. Schwedische Trouppen aus solchen Vor-Pommerischen Landen wider Pohlen/ Sachsen/ und die Hertzogthümer Schleßwig-Hollstein nichts feindseeliges vornehmen/ noch durch selbige Lande andere denen Nordischen Alliirten zugehörige Provinzien attaquiren/ durch marchiren/ oder/ wann sie in selbige Lande von anderwerts her einen Einfall gethan/ von dar nach Vor-Pommern/ und die darinn belegene und an Se. Königl. Majest. in Preussen übergebene veste Plätze eine Retraite nehmen.

VII. Seine Königl. Majestät in Preussen wollen im übrigen bey diesem Nordischen Krieg eine exacte Neutralität halten/ und dieselbe in keinem Dinge überschreiten ꝛc.

VIII. Die Nordische Alliirten engagiren sich auf das verbündlichste/ daß/ wenn des Königs in Schweden Majest. wider besseres Vermuthen/ dieses/ von Seiner Königl. Majestät in Preussen/ aus guter Meynung/ dem allgemeinen Wesen und dem Römischen Reich/ absonderlich auch der Cron Schweden selbst zum Besten übernommene Sequestrum ungleich ausdeuten/ auch daraus Occasion und Prætext nehmen solten/ Seiner Königl. Majestät Verdruß anzuthun/ oder dieselbe auch gar/ es seye selbst oder durch andere Puissancen/ deshalb feindlich zu tractiren/ alsdann hochgedachte Nordische Alliirte sich Seiner Königl. Majestät in Preussen darwider nachdrücklich annehmen/ und derselben mit den Waffen und ihrer gantzen Macht/ wider alles/ was zu Sr. Königl. Maj. in Preussen Schaden und Nachtheil/ es seye von der Cron Schweden selbst/ oder Dero Freunden und Alliirten/ sie seyen wer sie wollen/ dieserwegen vorgenommen werden möchte/ zu Hülffe kommen/ auch den Frieden mit Schweden eher nicht schliessen wollen/ es seye dann/ daß Seiner Königl. Majestät in Preussen/ wegen dieses/ Deroselben zugefügten Schadens/ würckliche und zureichende Satisfaction gegeben worden.

IX. Damit von diesen zwischen Sr. Königl. Maj. in Preussen und denen Nordischen Alliirten genommenen Mesuren niemand Ombrage nehmen möge; So wollen beyderseits Contrahenten Ihro Käyserl. Majestät/ dem Reich/ auch Franckreich/ Engelland und dem Staat/ Ihro hierunter führende Intention, und daß dieselbe auf nichts anders als auf die Beruhigung des Reichs/ und daß der Nordische Krieg allmählig gar gedämpffet werden möge/ und zu Beförderung eines billigen und raisonablen Friedens gerichtet sey/ überall bekannt machen. Uhrkundlich/ ꝛc. Gegeben Schwedt den 6. Octobr. 1713.

Articulus Separatus Primus.

Obwohl in dem II. Articul des unterm heutigen dato zwischen Seiner Königl. Majestät in Preussen und den Nordischen Alliirten aufgerichteten Tractats nur von der Stadt und Vestung Stettin/ und daß Se. Königl. Majestät in Preussen dieselbe mit Ihren Trouppen besetzen sollen/ erwehnet wird; So ist doch absonderlich hierbey verglichen/ und zu dem/ in dem Haupt-Tractat dieses gantzen Wercks führenden Haupt-Zweck noch ferner nöthig erachtet worden/ daß Seine Königl. Majestät in Preussen den gantzen Strich Landes von der Oder an biß an die Pehne/ inclusive der an selbigem Strohm belegenen Städte Demmin, Anclam und Wolgast ebenfals mit ihren Trouppen besetzen sollen/ und zwar mit der ausdrücklichen Condition und Verbindung/ daß Seine Königl. Majestät in Preussen solchen Strich Landes eben so wenig als die Stadt Stettin nicht an die Schweden wieder einräumen wollen noch sollen/ ehe und bevor solches durch den künfftigen Frieden also paciscirет worden. Uhrkundlich/ ꝛc. Schwedt den 6. Octobr. 1713.

Articulus Separatus Secundus.

Weilen auch das zu Beruhigung des Reichs und zum Besten der gemeinen Sache/ nach absonderlich zu der Cron Schweden höchsten Interesse in Vorschlag gekommene Vor-Pommerische Sequestrum von dem Königl. Schwedischen Gouverneur in Stettin/ ohngeachtet es demselben zu unterschiedenen mahlen angetragen worden/ nicht angenommen werden wollen/ und des Fürsten von Menzikows Durchl. sich dannenhero obligiret gefunden/ gedachten Gouverneur zu Acceptirung sothanen Sequestri durch die Waffen zu constringiren; Solche Attaque aber/ wegen der von weit abgelegenen Orten mühsamlich angeführten Artillerie und Munition, auch angeschaffter kostbahren Subsistence der Russis. Armée an Brod und sonst sehr grosse Kosten erfordert/ auf deren Ersetzung im Nahmen Ihr. Czaar. Majest. und Sr. Königl. Majest. in Pohlen unbeweglich bestanden worden/ auch des Fürsten von Menzikows Durchl. von Prosequirung der Attaque von Stettin und Belegung der Stadt mit Russischen Trouppen anderer gestalt nicht abstehen wollen/ als daß Ihro Königl. Maj. in Pohlen/ und des Czaaren Maj. wegen Ersetzung solcher Kosten/ die sich zu vielen Tonnen Goldes belauffen/ gehörige Vergnügung und Sicherheit zuforderst verschaffet würde; Und denn Seine Königl. Majest. in Preussen/ aus wahrer Begierde/ den Ruhestand in der Nachbarschafft zu befördern/ auch von der Stadt Stettin und denen umliegenden Vor-Pommerischen Landen/ deren gäntzliche Desolation abzuwenden/ hierunter ins Mittel getreten/ und die achtmal hundert tausend Reichsthaler/ welche wegen Vergnügung solcher zur Subsistenz der Russischen Armée und denen Stettinischen Operations-Kosten/ zu Folge eines darüber zwischen des Czaaren und des Königs in Pohlen Maj. Maj. im Augusto anni currentis aufgerichteten Tractats/ gefordert worden/ auf viermal hundert tausend Thaler Teutsch Courrant-Geld behandelt; Als versprechen Sr. Königl. Majest. in Preussen hiermit/

ANNO 1713. hiermit/ daß/ weilen diese Gelder von der Cron Schweden/ und aus Vor-Pommern/ so bald ohnmöglich nafgebracht werden können/ Sie die Halbscheid dieser 400000. Thlr. folgender gestalt vorschiessen und abführen lassen wollen/ daß nemlich mit dem Anfang der bevorstehenden Woche 100000. Rthlr. und auf nechst künfftige Weyhnachten wiederum 100000. Rthlr. gegen des Fürsten Menzikows Durchl. Qvittung/ in Berlin baar bezahlet; wegen der übrigen Halbscheid der gedachten 400000. Rthlr. aber/ welche das Fürstl. Hauß Hollstein-Gottorff zu Folge des mit demselben aufgerichteten besonderen Tractats zu übernehmen hat/ mit Ihro Königl. Majest. in Pohlen die Sache dergestalt verglichen/ und Deroselben deßhalb solche Satisfaction verschaffet werden soll/ wie Se. Königl. Maj. in Preussen durch einen à parten an des Fürsten Menzikows Durchl. ausgestellten Revers sich mit mehreren anheischig gemachet haben

Se. Czaar. Maj. verbinden sich aber hingegen auch hiermit vor Sich und Ihre Alliirte aufs kräfftigste/ daß/ gleichwie Seine Königliche Maj. in Preussen eine so considerable Summe Geldes ohne einige Schuldigkeit/ bloß dem gemeinen Wesen zum besten/ zu Beruhigung der Nachbarschafft/ und zu Verhütung der Stadt Stettin sonst inevitablen änsersten Ruins anwenden/ und es dannenhero höchst unbillig seyn würde/ wann Seine Kön. Maj. hierbey den geringsten Schaden leiden solten/ daß Sie Se. Kön. Maj. in Preussen die Ersetzung dieser vorschiessenden Gelder/ auch übrigen auf dieses gantze Werck verwendeten oder noch verwendenden Unkosten/ von der Cron Schweden/ als die davon den grösten Nutzen hat/ würcklich zuwege bringen/ auch anderer gestalt den Frieden mit selbiger Cron nicht machen wollen/ als daß Se. Kön. Maj. dieserwegen an Capital, Interesse, Schaden und Unkosten völlig contentiret werden: allermassen dann auch Se. Kön. Maj. biß dahin von denen Nordischen Alliirten/ und des Czaaren Maj. in specie bey der Possession der Stadt und Vestung Stettin/ und deren Dependentien auf alle Weise manuteniret/ und wenn Se. Kön. Maj. darinn von jemand turbiret/ oder Ihro in Ihren Landen/ es sey wo es wolle/ deßhalb von jemand einige Ungelegenheit zugefüget werden wolte/ solches als eine Ihr. Czaarischen Majest. und deren übrigen hohen Alliirten selbst zugefügte Hostilität von Denenselben ressentiret/ auch Sr. Kön. Maj. darwider alle verlangende Assistenz geleistet werden soll. Uhrkundlich rc. Gegeben Schwedt d. 6. Octobr. 1712.

CLXIX.

28. Nov. / 9. Dec. *Tractatus Navigationis & Commerciorum, inter* ANNAM *Magnæ Britanniæ Reginam, &* PHILIPPUM *Ducem Andegavensem, tanquam Regem Hispaniarum initus; quo, Tractatibus de annis* 1667. & 1670. *confirmatis, conventum est, ut Subditi utriusque Partis, mutuo gaudeant iisdem Privilegiis, quibus amicissima gens quævis fruitur. Telonia porro omnia in unum reducantur in quo fieri debet Index, sive Catalogus, vulgo* Tarif, *qui in unoquoque Portu publice prostabit, & quicquid pro singulis mercibus solvendum erit, speciatim exprimet & continebit. Actum Trajecti ad Rhenum die* 28. *Novembr.* 9. *Decembr.* 1713 Cum RATIFICATIONE *Reginæ Magnæ Britanniæ; quo etiam continentur tres Articuli, loco tertii, quinti, & octavi, substituti. Actum Windesoræ die* 7. *Februarii* 1713-1714. Sequitur ARTICULUS SEPARATUS *de Judice conservatore in Insulis Canariis Mercatoribus Anglis concedendo, cum Ratificatione Britannica.* Sequitur item DECLARATIO *Legatorum Hispanorum de Lingua Hispanica in supra memoratis tribus Articulis adhibita. Dat. die* 12-21. *Februarii* 1713-1714. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. V. pag. 250.] ANNO 1713.

STABILITA feliciter, Deo O. M. clementer annuente, Pace bona, firma, veraque, & sincera Amicitia, inter Serenissimam Principem & Dominam, *Annam*, Dei Gratia, *Magnæ-Britanniæ, Franciæ, & Hiberniæ* Reginam, *&c.* & Serenissimum ac Potentissimum Principem & Dominum, *Philippum V.* Dei Gratia, *Hispaniarum* Regem Catholicum, &c. Eorumque Hæredes ac Successores, Regna, & Subditos, per Pacificationis Tractatum, *Trajecti ad Rhenum* die $\frac{\text{secundo}}{\text{decimo tertio}}$ Mensis *Julii*, novissime præteriti, conclusum, in eam præprimis curam iverunt Regiæ Suæ Majestates, ut mutuis Subditorum suorum in re Commerciorum Utilitatibus omni meliori modo prospiceretur; & propterea Legatis suis Extraordinariis & Plenipotentiariis, quorum Opera in Pace pangenda prospere successit, in Mandatis clementissime dederunt, ut quæ in finem hunc salutarem post perpensa rerum omnium momenta in Colloquiis ea de re *Madriti* habitis, maxime convenire perspectum fuerat, in Tractatus Commerciorum solennis formam redigerent; Dicti igitur Legati, vigore Plenipotentiarum, quarum Apographa sub finem hujus Instrumenti verbotenus inserta erunt, super Commerciorum Articulis, ad Elucidationem Tractatuum anteriorum, & procurandam uberiorem in Commerciorum negotiis expediendis facilitatem, modo & forma convenerunt, prout sequitur:

I. Tractatus Pacis, Commerciorum, & Confœderationis, inter Coronas *Magnæ Britanniæ & Hispaniæ*, *Madriti die* $\frac{\text{Decimo tertio}}{\text{Vigesimo tertio}}$ Mensis *Maji*, Anno Domini 1667. conclusus, per hunc Tractatum ratihabetur & confirmatur.

Fiat insertio. (1)

Spondent mutuo Regiæ Suæ Majestates, sese omnes & singulos Tractatus antecedentis Articulos, & quæcunque in iisdem, ut & Schedulis annexis, Privilegia, Concessiones, Concordata, aliave cujuscunque generis ad Subditos utrinque redundantia beneficia continentur, bona fide præstituras, & adimpleturas; utque a Ministris suis & Officialibus aliisque Subditis præstentur & adimpleantur, omni tempore curaturas; ita ut plenario eorundem omnium & singulorum effectu, iis solummodo exceptis, de quibus in sequentibus Articulis ad reciprocam Satisfactionem aliter statutum est, ut & eorum omnium, quæ in Articulis sequentibus continentur, Subditi hinc inde gaudeant in posterum, & fruantur. Confirmatur insuper & de novo ratihabetur Tractatus Anno 1670. inter Coronas *Magnæ Britanniæ & Hispaniæ*, pro tollendis Dissidiis, Deprædationibus restringendis, stabiliendaque Pace in *America*, inter dictas Coronas initus, sine præjudicio nihilominus Contractus alicujus, aliusve Privilegii aut Licentiæ Reginæ *Magnæ Britanniæ*, ejusve Subditis, per Majestatem suam Catholicam concessis in Tractatu Pacis nuperrime conclusæ, aut in Contractu *de Assiento*, atque etiam absque præjudicio Libertatis, aut Facultatis alicujus Subditis *Britannicis* antea sive competentis, sive permissæ, aut indultæ.

II. Subditi Regiarum Suarum Majestatum in Dominiis earundem alterutrinque Mercaturam facientes, non tenebuntur majora pro Mercibus ab ipsis importatis exportandisve Vectigalia aliave Onera quæcunque solvere, quam quæ a Subditis amicissimæ cujusvis Gentis exigentur, & solventur; ac si quæ Vectigalium Diminutiones, aliave Beneficia exteræ cuivis Genti

(1) Voyez-le ci-devant sous la Date du 13. Mars 1667.

ANNO 1713.

Genti ab una alterave parte concedi in posterum contigerit, iisdem quoque utriusque Coronæ Subditi reciproce & plenissime gaudebunt. Et sicuti circa Vectigalium Rationes, uti supra conventum, ita etiam pro Regula generali inter Regias Suas Majestates statutum est, quod omnes & singuli ipsarum Subditi in omnibus Terris Locisque hinc inde earundem Imperio subjectis, circa omnes Impositiones aut Vectigalia quæcunque, Personas, Merces, Mercimonia, Naves, Naula, Nautas, Navigationem & Commercia concernentia, iisdem ad minimum Privilegiis, Libertatibus, & Immunitatibus utantur, fruantur, parique favore in omnibus gaudeant, tam in Curiis Justitiæ, quam in iis omnibus quæ sive Commercia sive aliud Jus quodcunque respiciunt, quibus amicissima quævis Gens extera utitur, fruitur, gaudetque, aut in posterum uti, frui, aut gaudere possit, prout in Articulo XXXVIII. Tractatus de Anno 1667. in Articulo præcedente speciatim inserti, fusius explicatur.

III. Quandoquidem per Tractatum Pacis inter Regias Suas Majestates nuperrime conclusum, pro Basi & Fundamento positum & stabilitum fuerit, quod Subditi *Britannici* per omnia in Regnis *Hispaniæ*, iisdem uterentur & fruerentur Privilegiis, & in re Commerciorum Libertatibus, quibus tempore *Caroli* Secundi gavisi sunt; eaque proinde Regula Tractatus præsentis Commerciorum Basis pariter & Fundamentum sit, & esse debeat, quod & reciproce quoad Subditos *Hispaniæ* in *Magna Britannia* commercantes intelligitur, in iis omnibus quæ ipsis per Pacta competunt: Cumque ad Commerciorum Rationes rite & mutua cum utilitate constituendas, plurimum faciat Vectigalium pendendorum certa, clara, & maxime expedita Methodus; Conventum proinde & conclusum est, quod intra trimestre spatium a ratihabito hoc Tractatu, *Madriti* vel *Gadibus* convenient ex parte utriusque Regiæ Majestatis Commissarii, ad id hinc inde designandi & constituendi, quorum Opera componatur, absque omni temporis dispendio, Index sive Catalogus novus, qui unoquoque Portu prostabit publice, quique Vectigalia super Mercibus in *Castiliam*, *Arragoniam*, *Valentiam* & *Catalauniam* introducendis, aut inde avehendis, in posterum pendenda speciatim exprimat, & contineat, & eo modo constituat, ut in unum reducantur, & in uno Vectigali & una in summa pendenda contineantur omnia varia Onera, quæ tempore nuperi Regis *Caroli* Secundi, variis sub Nominibus, & in diversis Teloniis, super Mercibus intrantibus aut exeuntibus in Portubus *Hispaniæ*, comprehensis etiam Regnis *Arragoniæ* & *Valentiæ*, Principatuque *Catalauniæ*, exceptis tantummodo *Guipuscoa* & *Biscaya*, de quibus infra dicetur, soluta erant.

Cum autem per Legatum *Britannicum* quam instantissime postulatum fuerit, ut dictis Commissariis pro Regula præscriberetur, illud in novo Indice præprimis curare, ne per eundem majora ulla Vectigalia, aliave Onera quæcunque in Portu aliquo, sive Maritimo, sive Terrestri, intra Regis Catholici Dominia, exigenda & solvenda in posterum sint, quam quæ in Teloniis Portus *Sanctæ Mariae* aut *Gadium*, regnante nupero Rege *Hispaniarum Carolo* Secundo, soluta fuerint; Consenserunt Legati *Hispaniæ*, adeoque conventum & stipulatum est, quod nempe quoad ipsos Portus *Gadium* & *Sanctae Mariae*, ea observetur Regula; ita ut cessante & sublata omni Vectigalium Augmentatione, quæ post tempus *Caroli* Secundi, ex occasione Belli, sive sub Habilitationis nomine, aliove quocunque ibidem introducta forsitan fuit, Subditi *Britannici* in Portubus *Sanctæ Mariae* & *Gadium*, pro Mercibus advectis vel avehendis nulla majora Onera cujuscunque generis, aut sub quocunque Titulo, sive ante sive post confectos dictos Indices, solvere tenebuntur, quam quæ ibidem tempore *Caroli* Secundi soluta fuerunt.

Dictis proinde Commissariis illud præprimis, quoad Portus *Sanctae Mariae* & *Gadium* observandum injungetur, ne in novis Indicibus conficiendis ad Indices Vectigalium antiquos, qui propter exorbitantiam Jurium per ipsos constitutorum tempore *Caroli* Secundi in usu esse desierant, sese conforment, sed ductum eorum tantummodo Indicum sequantur, quos sive vulgo *Arancel*, sive Registros nuncupatos, tempore *Caroli* Secundi substitisse, & secundum quos Vectigalia soluta fuisse, compertum fuerit.

Quinetiam conventum pariter est, quod Subditis *Britannicis* liberum omnino erit, Merces post soluta pro iisdem in dictis Portubus Vectigalia, ea nempe quæ, donec Indices supradicti conficiantur, tempore *Caroli* Secundi soluta erant, aut quæ postea ad dictorum Indicum tenorem pro Mercibus advectis pendenda fuerint, Terra Marive transferre ad alium quemvis Dominiorum *Hispanicæ* antedictorum Portum aut Locum, neque ea occasione Vectigalia antea soluta, ullo modo ab ipsis exigentur.

Quinetiam ad præcidendas quascunque Lites, quales non obstante exacta alias Justitiæ in *Hispania* Administratione, ortas olim esse constat, respectu aliorum Onerum maximo cum Commercantium incommodo, & Commerciorum præjudicio aliquando exactorum; Conventum est quod Merces pro quibus Vectigalia, prout antedictum est, *Gadibus*, aut in Portu *Sanctæ Mariæ* soluta fuerunt, & quæ in magna Mercatura, vulgo *en gros*, vendendæ transportatæ fuerint, ab omni alio Onere quocunque per totam *Hispaniam* liberæ & immunes erunt. Ita tamen ut Mercium Proprietarius, aut Institor Testimonia adducat, quæ Vectigalium, prout præfertur, rite solutorum fidem faciant; sin secus fiat, Merces per fraudem transferri censebuntur. Respectu vero solutionis Jurium *de Alcavalos*, *Cientos* & *Millones*, vulgo nuncupatorum, conventum est, quod circa eadem Jura, secundum tenorem Articulorum hujus Tractatus Quinti & Octavi agendum sit.

Quoniam vero Legati *Hispanici* persuasum sibi habuerunt, illæsis Regni *Hispaniæ* Legibus, variisque ibidem Privilegiis vim Legis habentibus, atque etiam absque nimio Regis & Domini sui præjudicio, componi non posse Vectigalia in unoquoque *Hispaniae* Portu ad Normam eorum, quæ *Gadibus* aut in Portu *Sanctæ Mariæ* obtinuerunt, aut obtinere possint; visum proinde est, istam materiam Commissariis, qui novis Indicibus conficiendis adhibiti erunt, ventilandam & decernendam relinquere.

Spondet autem Rex Catholicus, tollendas statim in dictis Portubus omnes Vectigalium Augmentationes, quæ post tempus *Caroli* Secundi, ex occasione Belli, sive sub Habilitationis nomine, aliove quocunque, ibidem introductæ forsitan fuerunt, tum etiam quod aut eadem statuetur in dictis Portubus Regula, de qua respectu *Gadium* & Portus *Sanctæ Mariæ* conventum est, aut eam saltem observandam esse Regulam, tam ante, quam post confectos dictos Indices, quæ tempore *Caroli* Secundi in unoquoque respective Portu obtinuit; ita ut majora posthac ibidem, aut in alio quocunque Transitus Loco, non exigantur Vectigalia, quam quæ tempore *Caroli* Secundi dictis in Locis soluta erant. In iisdem insuper ea observanda erunt, quæ ratione Jurium *de Alcavalos*, *Cientos*, & *Millones*, in hoc Articulo superius indigitantur.

Quoad Portus *Guipuscoa* & *Biscaya*, aliosve, Legibus *Castiliæ* non subjacentes, in quibus tempore *Caroli* II. Vectigalia pendebantur iis minora quæ *Gadibus*, aut in Portu *Sanctæ Mariæ* soluta erant, spondet Regia Sua Majestas Catholica eadem Vectigalia dictis in Locis per Novum Indicem augenda non esse; interea autem prout tempore *Caroli* II. permansura. Merces tamen in Portus *Biscayæ* & *Guipuscoæ* introductæ, quæ in Regna *Castiliæ*, aut *Arragoniæ* postea per Terram deferentur, in Portu primi Introitus earum in dicta Regna Vectigalia tempore *Caroli* II. ibidem soluta, aut quæ per Novum Indicem statuentur, solvere tenebuntur.

IV. Consentit Rex Catholicus promittitque, licitum in posterum fore Subditis *Britannicis*, qui in Provinciis *Biscayæ* & *Guipuscoa* degent, Domos vel Repositoria Mercibus suis conservandis idonea, conducere, id quod ut fieri possit, pari modo, iisdemque cum Privilegiis, quibus in *Andalusia*, aut in aliis quibuscunque *Hispaniae* Portubus aut Locis, dicti Subditi *Britannici* ista Libertate vigore præfati Tractatus de Anno 1667. aut etiam vigore Diplomatis alicujus, aut Ordinationis per Majestates suas Catholicas concessæ, gavisi sunt, aut gaudere debuerint, Regia Sua Majestas per Mandata repetita effectum dabit. Eadem Libertate gaudebunt Subditi *Hispanici*, in quibuslibet *Magnæ Britanniæ* Portubus & Locis, cum Privilegiis omnibus ipsis per prædictum Tractatum competentibus.

V. Ut autem obviam eatur abusibus in colligendis Juribus *de Alcavalos* & *Cientos* nuncupatis, consentit Catholica Sua Majestas, quod Subditis *Britannicis*, qui Merces suas in magna scil. Mercatura, vulgo *en gros*, vendendas in quemcunque *Hispaniae* Portum, sive Terrestrem, sive Maritimum, intulerit, in optione esse debet, utrum dicta Jura *Alcava-*

los

ANNO 1713.

los & Cientos in ipso primi Appulsus Loco aut Portu, vel potius secundum Leges *Castiliæ*, ubi, & quando venduntur, solvere velint. Quæ quidem Jura eadem erunt, quæ tempore *Caroli* II. soluta fuerunt. Conventum etiam est, quod Merces pro quibus dicta Jura *de Alcavalos & Cientos* soluta semel fuerint, Subditi *Britannici* in magna scil. Mercatura, vulgo *en gros*, vendendas mittere vel transportare poterunt ad Portum, aut Locum quemcunque Majestatis Suæ Catholicæ Dominio in *Europa* subjacentem, absque ulla molestia, ullave dictorum Jurium exactione repetita, aut etiam aliorum pro prima venditione; ita tamen ut illi qui dictas Merces vehent, Recepta vel Testimonia a Teloniorum Redemptoribus aut Commissariis, quibus pateat dicta Jura pro iis Mercibus soluta fuisse, aliaque itidem Testimonia, dictas Merces nondum esse divenditas, probantia, adducant. Quod si vero Mercator quisquam Merces suas minutatim vendet, locales omnes & municipales impositiones, in iisdem vendendis debitas, & consuetas, una cum Juribus *de Alcavalos & Cientos*, & si quæ alia cujuscunque generis sint, solvere tenebitur, sub pœnis lege præfinitis.

Consentit insuper Regia Majestas Catholica, quod si post exhibita Testimonia superius memorata, Officialis quispiam, aut Vectigalium Coactor eadem Jura de novo exegerit, Merciumve Transitum ea de causa moraretur, aut quocunque modo molestia aliqua afficeret, Officialis culpæ prædictæ reus pœnam incurret bis mille Ducatorum, in usum Cameræ Regiæ Suæ Majestatis, aut Hospitii Generalis *Madritensis*; solvendorum Teloniorum autem, aut Contrabandæ Notarii, pro dictis Testimoniis Certificatoriis expediendis ultra quindecim *Ryals Billon* non accipient, nisi aliter in Novo Indice conficiendo conventum fuerit.

VI. Et sicuti Subditis Regiarum suarum Majestatum integer, incolumis, & ab omni molestia immunis Navigationis & Commerciorum Usus & Libertas utrinque constare debet, quamdiu Pax & Amicitia inter Regias Suas Majestates, earumque Coronas inita, subsistet, ita quoque cautum voluerunt Regiæ Suæ Majestates, ne propter orituras forsan Discordiarum scintillas, eadem dicti Subditi incolumitate priventur, quin pleno e contra Pacis beneficio fruantur, quousque Bellum inter ambas Coronas declaratum non fuerit.

Quinetiam conventum insuper est, quod si quando contigerit, ut Bellum (quod Deus avertat) inter Regias Suas Majestates, earumque Regna, suboriatur & declaretur, tum ad præscriptum Art. 36. sæpefati Tractatus de Anno 1667. Terminus sex Mensium post talem rupturam declaratam utriusque Partis Subditis, in alterius Ditione commorantibus, dabitur, quo recipere sese una cum Familiis, Bonis, Mercimoniis, Navibus & Facultatibus suis, easque, solutis Vectigalibus debitis & consuetis, asportare licebit Terra Marive, quoquoversum ipsis placuerit, sicuti & iis permissa tunc erit Venditio & Alienatio Bonorum suorum, Mobilium, Immobiliumque rerum, ut & Pretii divenditorum Evectio, libere & absque ulla Interturbatione, nec eorum Bona, Res, Merces, & Facultates, nedum ipsimet, arresto, vel Manus injectione, interea Temporis detinendi vel infestandi sunt. Bona quinetiam interea promptaque Justitia fruentur, & utentur alterutrinque Subditi, quo currente dicto Semestri spatio Res & Facultates suas, tam Publico quam Privatis concreditas, recuperare possint.

VII. Conventum insuper est, quod damna omnia, quæ Subditi utriusque Coronæ, ineunte Bello nupertimo, contra Tenorem Art. 36. supramemorati Tractatus de Anno 1667. se perpessos esse debite monstraverint, sive ea in Bonis Mobilibus, vel Immobilibus constiterint, ipsis, aut legitimis eorum Procuratoribus, vel Hæredibus, eorumve causam habentibus, absque mora reciproce resarciantur, restitutis quæ superesse contigerit, & quæ Fisco addicta fuerint, sive Fundi, Ædificia, Hæreditates, aliave Bona quæcunque sint, & soluto distractorum, sive ea ex Bonorum Mobilium, aut Immobilium genere fuerint, justo & legitimo pretio; eandem vero solutionem verificatis, ut antedictum est, istis prætentionibus per Ærariorum suorum hinc inde Præfectos bona fide faciendam & præstandam esse, inter Regias suas Majestates conventum & concordatum est.

ANNO 1713.

VIII. Consensum est, & Regia Sua Majestas Catholica per Mandata sua effectum dabit, ut Vectigalia *Millones* nuncupata, super Piscibus, aliisque Annonis, in Loco primi earum Mercium appulsus non exigantur, sed eadem Vectigalia more pristino per Leges stabilito, in Loco tantummodo Consumptionis, Mercibusque divenditis, & non antea solvenda erunt.

IX. Spondet Regia Sua Majestas Catholica, quod Merces, quæ speciatim in Indicibus, qui secundum Articulum hujus Tractatus Tertium conficiendi sunt, nominatæ non fuerint, iisdem nec majoribus ad valorem Vectigalibus onerabuntur, quam quæ Mercibus in dictis Indicibus nominatis imponentur. Lite vero orta inter Teloniorum Redemptores vel Commissarios & Mercatorem super aliquarum Mercium valore, Mercatoris in optione erit, Merces istas Redemptori vel Commissario relinquere; pro pretio per dictum Redemptorem ipsis imposito, quod parata pecunia, deductis solummodo Vectigalibus, statim erit solvendum. Poterit etiam Mercator, receptis reliquis Mercibus, partem earundem secundum valorem ipsis per Redemptorem, uti dictum est, impositum, Loco Vectigalis, Redemptori vel Commissario relinquere.

X. Conventum est, quod casu quo Subditi *Britannici* Merces ex quibusvis *Africæ* Oris in *Hispaniam* advehant, eædemque ad Vectigalia solvenda admissæ fuerint, iisdem debite solutis, dictæ Merces nullis aliis Oneribus, sive per Capitaneos Tractuum Maritimorum Generales, vel Portuum Præfectos, aliosve quocunque Nomine, aut Titulo exigendis, in posterum gravandæ erunt, præter ea quæ pro Mercibus in universum omnibus ejusdem generis in earum Venditione pendenda sunt.

XI. Navium Mercatoriarum Præfecti Portum quemcunque *Hispaniæ*, cum Navibus suis intrantes, intra viginti quatuor horas ab adventu suo, exhibere tenebuntur binas Declarationes vel Inventaria Mercium advectarum, vel illius earundem partis quam ibidem exonerare debent, unam scil. Declarationem Teloniorum Redemptori, vel Commissario, alteram Contrabandæ Judici: neque Foros Navis aperient, antequam vel Scrutatores acceperint, vel per Vectigalium Redemptores ea ipsis licentia concessa fuerit. Nullæ autem Merces alio intuitu exonerandæ erunt, quam ut recta in Telonium, secundum permissionem Scriptis eum in finem impertitam, inferantur. Ex Judicibus autem Contrabandæ, aliisve Teloniorum Officialibus, nemini licitum erit, quocunque sub prætextu, aperire Sarcinas aliquas, Cistas, Dolia, aliave Involucra Mercium quarumcunque ad Subditos *Britannicos* spectantium, dum ad Telonium feruntur, & antequam eo pervenerint, atque etiam adsit earundem Proprietarius, aut Negotiorum ejus Gestor, qui Vectigalia solvat, & Merces ad se recipiat. Adesse autem poterunt dicti Contrabandæ Judices, eorumve Deputati, dum e Navi solvuntur Merces, ut & dum in Telonio declarantur, expediunturve, & data Fraudis suspicione, alias nempe aliarum loco Merces expediendi animum esse, omnes Sarcinas, Cistas, aut Dolia aperire licebit, modo id in Telonio, nec alibi fiat, præsente Mercatore, ejusve Negotiorum Gestore, & non aliter; Expeditis autem & e Telonio evectis Mercibus, Cistisque, Doliis, aliisque Involucris easdem continentibus, Officialis competentis Sigillo, Signove munitis, easdem denuo aperire, aut Abductionem earundem ad Domum Mercatoris impedire, nullus Contrabandæ Judex, aliusve Officialis præsumet. Neque illis postea licitum erit, quocunque sub prætextu, earundem Translectionem ab una Domo aut Repositorio in aliud, intra ejusdem Urbis, aut Loci Muros, aut Ambitum impedire, modo illud intra horas octavam matutinam & quintam Vespertinam fiat, prævia etiam Notificatione Redemptoribus Jurium *de Alcavalos & Cientos* facta, quo eadem intuitu transferantur, scil. si ad venundandum, ut Jura ista, modo antea soluta non fuerint, ibidem aut in Loco venditionis persolvantur; sin minus, ut Mercatori Institorive Libellus Certificatorius ab ipsis more consueto tradatur. De cætero Jus & Libertas Merces sub Conditionibus in Art. 5. hujus Tractatus indigitatis, à Portu, aut Loco quocunque intra Dominia Regis *Hispaniæ*, ad alium quemvis Portum aut Locum, sive Terra sive Mari transferendi, plenissime & integerrime constabit.

ANNO 1713.

XII. Vectigalia pro Mercibus per Subditos *Britannicos* in Infulas *Canarias* adferendis, vel inde abducendis, majora non exigentur, quam quæ ibidem regnante nupero Rege *Carolo* Secundo foluta fuerunt, vel quæ fecundum novos Indices folvenda erunt.

XIII. Utriufque Regiæ Majeftatis Subditi, qui Subditis alterius in ære alieno funt, five ante Belli nuperi exordium, vel intra fex Menfes ab eodem Initio, vel eo durante, fub Literarum Salvi Conductus Tutela; vel denique poft initum Armiftitium inter ambas Coronas, ifta Debita contraxerint, ad eadem bona fide folvenda tenebuntur & cogentur, perinde ac fi Bellum inter ambas Coronas obortum omnino non fuiffet; neque ipfis Exceptiones ullas ex occafione Belli contra jufta Creditorum poftulata injicere licebit.

XIV. Subditis *Britannicis* Facultatem concedit Sua Majeftas Catholica Domicilia fua figendi, & habitandi in Oppido St. *Ander* nuncupato, iis fub Conditionibus, quæ in Atticulis Nono & Tricefimo Tractatus de Anno 1667. indigitatæ funt.

XV. Quantum ad Judicem Confervatorem, aliofque per ipfum fubftituendos, conceffa alii cuicunque Nationi exteræ ifta Libertate, Subditi *Britannici* eadem pariter gaudere debent. Intereaautem & donec de hoc Negotio certi aliquid ftatutum fuerit, Regia Majeftas Catholica in Mandatis per expreffum dabit omnibus & fingulis Regni fui Judicibus, aliifque quibufcunque, quibus Juftitiæ Adminiftratio aut Executio ullatenus incumbit, iifdem fub pœnis graviffimis injunget, ut in caufis omnibus Subditorum *Britannicorum*, abfque mora aut partium ftudio, favore, vel effectu, Jus dicant, & exequi faciant.

Confentit Rex Catholicus, quod Appellationes a Sententiis latis in Caufis, quæ Subditos *Britannicos* tangunt, ad Concilii Bellici *Madriti* Tribunal, nec alibi deferantur.

XVI. Si quis Regiæ Majeftatis *Britannicæ*, five Regiæ Majeftatis Catholicæ Minifter, aliufve Subditus, hunc Tractatum, aut aliquem ejufdem Articulum violaverit, ille de damno omni inde exorto tenebitur; ac fi quo in Officio publico conftitutus fuerit, præter Satisfactionem Parti læfæ, uti præfertur, præftandam, eodem quoque Officio privabitur.

XVII. Subditis *Britannicis*, per Mare adductis ex alio quocunque *Hifpaniae* Portu, Vino, Vino adufto, Oleo, Smegmate, Uvis exficcatis, aliifve Mercimoniis, & folutorum in exitus Loco Vectigalium Teftimonia producentibus, Navibus fuis in Portu *Gadium* fubfiftentibus eadem imponere, aut etiam ibidem ex una Navi in aliam, confentientibus Rerum Maritimarum Præfectis, ipfifque aut eorum Deputatis, fi velint, præfentibus, ad evitandas quafcunque fraudes, tempore idoneo per dictos Præfectos intra viginti quatuor Horas defignando, transferre, indeque avehere licitum erit; ea cum libertate, ut neque Impofitionem *Hondeaxe* vocatam, aliamve Introitus, Exitufve quamcunque, folvere teneantur.

Ratihabebitur præfens Tractatus a Sereniffima *Magna Britanniæ* Regina & Sereniffimo Rege Catholico, ejufdemque Ratihabitionis Tabulæ intra duos Menfes, aut citius, fi fieri poffit, *Trajecti ad Rhenum* invicem commutabuntur.

In quorum fidem, nos infra fcripti Suæ *Magnæ Britanniæ* Reginæ, & S. Regis Catholici Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii præfentes Tabulas Manibus noftris fubfcriptas Sigillis noftris munivimus, *Trajecti ad Rhenum Die* vigefimo octavo / Nono Menfis Novembris / Decembris Anni à Chrifto nato, millefimi feptingentefimi decimi tertii.

JOH. BRISTOL. (L. S.)

D. DE OSSUNA. (L. S.)

(L. S.) EL MARQUES DE MONTELEONE.

Ratihabitio Reginæ Magnæ Britanniæ.

ANNA, Dei Gratia, *Magnae Britanniae, Franciae, & Hiberniae* Regina, Fidei Defenfor, &c. Omnibus & fingulis ad quos Præfentes Literæ pervenerint, Salutem. Cum Reverendus admodum in Chrifto Pater, perquam Fidelis & dilectus Confiliarius Nofter, *Johannes* Epifcopus *Briftolienfis*, Legatus Nofter Extraordinarius & Plenipotentiarius, Decanus *Windeforienfis*, & Nobiliffimi Ordinis Noftri Perifcelidis Regiftrarius, ex parte Noftra; una cum Plenipotentiariis Suae Majeftatis Catholicae, vigefimo octavo / Nono die Menfis Novembris / Decembris Anno Millefimo feptingentefimo decimo tertio, *Ultrajecti ad Rhenum*, Tractatum Commercii inter Subditos *Magnae Britanniae* & *Hifpaniae* concluferit & fignaverit, prout fequitur:

Fiat infertio.

NOS vifo perpenfoque Tractatu fuprafcripto, eundem approbavimus, & ratum, firmumque habuimus, ficut & per Præfentes, tam pro Nobifmet Ipfis, quam pro Hæredibus & Succefforibus Noftris, approbamus, & ratum, firmumque habemus, exceptis folummodo tribus ejufdem Articulis, *videlicet*, Tertio, Quinto, & Octavo, *Ultrajecti* conclufis, quos forma & modo fequentibus intelligi & obfervari volumus:

III. Quandoquidem per ultimum Pacis Tractatum, pro Bafi, & Fundamento pofitum, atque ftabilitum fuerit, quod *Magnae Britanniae* Subditi gauderent, quoad Commercium, iifdem Libertatibus & Privilegiis quibus regnante *Carolo* Secundo, in tota Regnorum *Hifpaniæ* amplitudine gavifi funt; Hæc ipfa Regula itidem pro Bafi & Fundamento præfentis hujus Tractatus Commercii eft conftituenda, quod etiam reciproce intelligendum in gratiam Subditorum *Hifpaniae*, qui intra Limites Terrarum *Magna Britanniæ* Commercia exerciturì funt. Quumque nihil magis conducere poffit ad Commercium, mutua cum utilitate ftabiliendum, quam Regula conftans, clara, fimul & facillima, pro folvendis Vectigalibus, & quæ maxime fit libellata ad normam moderatiorem, & cujus proportio propius accedat ad Mercium valorem, fecus etenim fraudes inducuntur, magno cum detrimento Vectigalium Principum, quod ipfa perfæpe experientia comprobatum eft in *Hifpania*, ubi Tributa in antiquis Indicibus (feu *Tarifs*, ut vulgo dicitur) defignata, omnem fane modum excedunt. Idcirco Majeftas Sua Catholica, cupiens non folum devitare quæ inde nafcuntur incommoda, fed & faciliorem, quantum in ipfa eft, reddere viam ad libertatem Commerciorum eademque fovere, & augere ex parte fua, tantum quantum viciffim id ipfum ex fua defiderat Majeftas Sua *Britannica*: Voluit fupprimere, tam varia ad Merces invehendas, & evehendas Vectigalia in prætatis Indicibus antiquis contenta, quam illa etiam quæ deinceps, fub quibufcunque Nominibus, & prætextis impofita fuerint: Satifque fibi effe duxit, fi unum folum, & unicum Vectigal æqualiter colligatur in Ingreffu & Egreffu Regni, nimirum decem pro centum, ut vulgo dicitur, valoris Mercium, cujufcunque fint generis, feu pretium earum ftatuatur expendere, menfura, numero folidorum Mercimoniorum, feu Computatione, vel Æftimatione. Exigeturque hoc Tributum æqualiter in Regis commodum, in omnibus Portubus, & Exhedris Vectigalium *Hifpaniæ*, comprehenfis fimul hic Portubus, & Exhedris *Arragoniæ, Valentiæ, & Catalauniæ*, folummodo ex hac generali Regula Provinciis, quæ *Guipufcoa & Bifcaya* nuncupantur, exceptis: Quarum Provinciarum Vectigalia in Ingreffu, & Egreffu fixa remanebunt, ficuti erant Regnante *Carolo* Secundo. Quum vero hoc Tributum decem pro centum, in ipfo Ingreffu folutum fuerit, Locatores, vel Adminiftratores Telonii, per quod dictæ Merces fuerunt invectæ, tenebuntur curare, ut fignentur, & plumbentur Tefferis, & Plumbis propriis ejufdem Telonii; utque tradatur Acceptilatio fcripta, vi cujus Proprietario, Proprietariifve licitum erit, eafdem Merces ad quafvis Regiones *Hifpaniæ* transferre, nec deinceps exigetur ab eis aliud prorfus Vectigal, Tributum, vel Onus, in commodum Suae Catholicae Majeftatis, propter Transportationem præfatarum Mercium, quam illud, quod jam penfum fuerit, juxta novum Indicem (vulgo *Tarifam*) & de quo Acceptilationes & Plumbea Sigilla, aut Tefferæ exhibebuntur, quæ, fi defint, fraudulenter tranftatas fuiffe,

ANNO 1713.

ANNO 1713.

fuisse censebitur, salvis tamen Tributis, quæ *Alcavalas, Cientos & Millones* nominantur, de quibus infra Articulis Quinto & Octavo tractabitur.

Quum autem *Angliæ* Legatus significaverit, ad evitandas in posterum qualcunque discussiones, omninu necessarium esse, jam nunc in perpetuum ad Æstimationem prædictarum Mercium certam Normam figere, ita ut Tributum, decem pro centum, variari nequeat, propter auctum, vel imminutum commune pretium, quo in Commercio, diversis temporibus, & in variis Regni Partibus æstimari possent; in hunc finem inter Majestates Suas Catholicam & *Britannicam*, per suos Oratores conventum, atque stabilitum fuit, quod intra tempus Trium Mensium, post hujus Tractatus Rathabitionem, immo citius, si fieri possit, convenient *Madriti* vel *Gadibus*, nomine Suorum Majest. Commissarii ritè ab eisdem nominati, & authoritate roborati, qui sine ulla temporis jactura, ad constituendum novum Vectigalium Indicem, vel Catalogum incumbent, ut Tributum illud quod posthac, & in perpetuum exigendum sit, pro quocunque genere Mercium, tam in earum Invectione, quam Evectione, ita stabiliatur, & limitetur, ut omnia Vectigalia, & Impositiones, quæ ad Ingressum, & Egressum Mercium, tam tempore *Caroli* Secundi, quam ante, vel post ipsius Regnum, exigebantur, sub quibusvis nominibus, & prætextibus, & in quibusvis diversis Teloniis, quæcunque ea demum sint, sub isto solo, & unico Vectigali comprehendantur, quod una simul Summa pendendum erit, seu ad Ingressum, seu ad Egressum Portuum *Hispaniæ*, in quibus comprehenduntur etiam illi, qui ad Regna *Aragoniæ*, *Valentiæ*, & Principatum *Cataloniæ* pertinent, exceptis tantummodo Provinciis *Guipuscoæ*, & *Biscaye* jam supra nominatis. Et quia insuper Legatus *Magnæ Britanniæ* perquam enixe institit, ut præfatis Commissariis injungatur imprimis cura servandæ Regulæ, qua hoc Vectigal æqualiter, & generaliter stabiliatur pro cunctis Portubus, & Teloniis Ingressus, & Egressus *Hispaniae*, ad Normam, quam volgo vocant decem pro centum, valoris quo dictæ Merces in cursu Commercii, & inter Negociatores æstimantur in Portubus *Gadensis & Sanctæ Mariæ* nominatis: Legati *Hispaniae*, huic rei assentiti sunt, ita tamen ut Mercibus, quæ invehantur in *Hispaniam*, per Portus Provinciarum *Biscaye*, & *Guipuscoæ*, & quæ postea transferantur ad alias Provincias, a Regnis *Castiliæ*, & *Aragoniæ* dependentes, teneantur solvere in primo Portu, vel Telonio, earum Ingressus in præfata Regna, Portoria illa, quæ per novum Indicem designabuntur.

V. Ut evitentur Abusus, qui committi possunt in perceptione Impositionum, quæ *Alcavalas & Cientos* vulgo dicuntur, Majestas Sua Catholica assentitur, quod Subditis *Magnæ Britanniæ* liberum sit differre solutionem harum Impositionum, toto tempore, quo Proprietarii Merces suas velint relinquere depositas apud præfata Telonia, in Apothecis ad illud destinatis, & donec eas velint rursus extrahere, sive ad easdem ulterius in Regnum introducendas, sive ad eas ipso in Loco vendendas, vel ad Domos suas avehendas, quod illis licitum erit, modo dent Obligationis Chirographum, sub valida & sufficienti Cautione, solvendi Impositiones *Alcavalas & Cientos* dictas, propima Venditione, duobus Mensibus post Diem Subscriptionis sui Syngraphi, & tunc ipsis tradentur ea de re Apochæ; simul dictæ Merces notabuntur & plumbabuntur Tesseris, & Signis plumbeis propriis Mancipum Impositionum *Alcavalas & Cientos* dictarum, in illis in Locis, ubi præfata Tributa primæ Venditionis hoc modo soluta fuerint, tunc quoque poterunt dicti Mercatores illas transferre, & vendere summatim, in quibusvis Portubus & Terris sub Dominatione Majestatis Suæ Catholicæ in *Europa* sitis; nec propter præfatas Impositiones, *Alcavalas & Cientos* dictas, ullum eis Impedimentum afferri poterit, nec ad aliam solutionem, ob causam dictæ primæ Venditionis, impellentur: Dummodo tamen illi, qui dictas Merces conducent, exhibeant Apochas, Plumbeas Tesseras, vel Signa Mancipum, aut Commissariorum, quibus incumbet Collectio horum Tributorum, vel Testimonium quo probetur eas nondum fuisse revenditas. Sed si e contra Mercator aliquis Merces suas minutim vendat, tenebitur secunda vice solvere dictas Impositiones *Alcavalas & Cientos* nominatas, sub Pœnis à Legibus præscriptis. Consequenter etiam vult Majestas Sua Catholica, quod si post Exhibitionem Apocharum prædictarum, Officiarius aliquis, Commissariusve colligendarum Impositionum *Alcavalas & Cientos* dictarum, iterum exigeret aliam solutionem præfatorum Onerum prædictis Mercibus impositorum, & supradicto modo signatis, Plumbeisque Tesseris munitis; vel sese opponeret earum Transitui, & Translationi, sive illis afferret vel minimum Impedimentum, condemnetur ad mulctam duorum mille Scutorum, *Escudos* vulgo dictorum, Regio Ærario adscribendorum. Administris Regiorum Teloniorum licitum non erit, ultra Summam quindecim *Reales de Vellon*, pro Expeditione Apocharum, vel Syngraphorum percipere, nisi aliud statuatur in novo Indice, de quo in posterum convenietur.

VIII. Pacta est Sua Catholica Majestas, jussuram se, ut Tributum, vulgo *Millones* vocatum, quod colligitur de Piscibus, aliisque Mercimoniis ad Annonam rei penuariæ spectantibus, non exigatur posthac, in Portubus vel primis Teloniis ad Ingressum in *Hispaniam*, quamdiu Proprietarii ea in Apothecis ad hoc destinatis deposita relinquere voluerint, hac Conditione tamen, quod cum ea extraxerint, tam ad ulterius in Regnum introducenda, quam in ipso loco vendenda, vel ad sua Domicilia vehenda, Syngraphum suum tradant, sub valida & sufficienti Cautione, solvendi Impositiones, de *Millones* dictas, intra duos Menses a Die Subscriptionis suorum Syngraphorum; tuncque iisdem illa de re tradentur Apochæ, simul etiam dictæ Merces signatæ, vel Plumbeis Tesseris munitæ propriis Mancipum dictarum Impositionum de *Millones* illorum Locorum, in quibus dicta Tributa soluta fuerint, & tunc demum poterunt transvehi, & vendi in Locis, ubi illarum fiat Consumptio, sine ulteriori Onere Tributi de *Millones* solvendi. Ideoque vult Sua Majestas, quod si post Exhibitionem prædictarum Apocharum, aliquis Officiarius, aut Commissarius Mancipum Impositionis de *Millones*, dicta Tributa de *Millones* de iisdem Mercibus rursum exigat, vel sese earum Transitui, Transvectioni, aut Venditioni apponat, sive ipsis, vel minimum afferat Impedimentum, condemnetur ad mulctam bis mille Scutorum, *Escudos* dictorum, Regio Ærario adscribendorum.

Vigore itaque Præsentium, Nos suprascriptum Tractatum approbamus, & ratum habemus, ita tamen ut Tres Articuli, *videlicet*, Tertius, Quintus, & Octavus, sicut in hoc Ratihabitionis Instrumento sese habent, & ejusdem Tractatus pars esse intelligantur, & eandem vim & effectum sortiantur, ac si in ipso Tractatu inserti fuissent: Spondentes, & Verbo Regio promittentes, Nos omnia & singula de quibus in hoc Tractatu conventum est, sancte religioseque præstituras & observaturas, neque passuras, quantum in Nobis est, ut a quopiam violentur. In quorum majus Robur & Testimonium, Præsentibus Manu Nostra Regia signatis, Magnum *Magnæ Britanniæ* Sigillum affigi jussimus. Dabantur in Arce Nostra *Windesoræ*, Septimo Die Mensis *Februarii*, Anno Domini millesimo septingentesimo decimo Tertio Quarto, Regnique Nostri Duodecimo.

ANNA R.

Articulus Separatus, de Judice Conservatore constituendo in Insulis Canariis. Datum 28. Novembris 9. Decembr. 1713 Cum RATIHABITIONE *Anglica Dat Windesoræ die 7 Febr.* 1713.-1714. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. V. pag. 323.]

PER præsentem Articulum Separatum, qui ejusdem penitus roboris & vigoris erit, ac si Tractatui Commerciorum, hodie inter Regias Suas Majestates *Magnae Britanniae* & *Hispaniæ* concluso, de verbo ad verbum insertus esset, eumque in finem non minus quam dictus Tractatus ratihabendus erit, Consentit Regia Sua Majestas Catholica liberum fore, omni dehinc tempore, Subditis *Britannicis*, qui Commerciorum causâ in Insulis *Canariis* degent, unum aliquem ex Subditis *Hispanicis* nominare, qui Judicis ibidem Conservatoris Officio fungatur, atque de omnibus Causis ad Commercia *Britannorum* spectantibus in prima Instantia cognoscat; promittitque Regia Sua Majestas, se ejusmodi Judici Conservatori taliter nominato, Commissiones esse concessuram, una cum eadem Authoritate & Privilegiis omnibus,

ANNO 1713.

nibus, quibus Judices Conservatores in *Andalusia* gavisi sunt. Quin & si plures ejusmodi Judices ibidem habere, aut constitutos quovis triennio mutare cupiant Subditi *Britannici*, id ipsis liberum erit, & concedetur. Consentit quoque Rex Catholicus, quod Appellationes a dicti Judicis Conservatoris Sententiis ad Consilii Bellici *Madriti* Tribunal, nec alibi deferantur.

In quorum fidem, Nos infra scripti S. *Magnae Britanniae* Regina, & S. Regis Catholici Legati Extraordinarii, & Plenipotentiarii, Præsentes Tabulas manibus nostris subscriptas, Sigillis nostris munivimus, *Trajecti ad Rhenum* die $\frac{\text{29. Novembris}}{\text{9. Decembris}}$ Anno Domini millesimo septingentesimo decimo tertio.

(L.S.) JOH. BRISTOL. (L.S.) OSSUNA.

(L.S.) MONTELEON.

Ratihabitio Articuli separati facta a Regina Magnæ Britanniæ.

ANNA Dei Gratia, *Magnae Britanniae, Franciae & Hiberniae* Regina, Fidei Defensor, &c. Omnibus & singulis ad quos Præsentes Literæ pervenerint, Salutem. Cum Reverendus admodum in Christo Pater, perquam Fidelis & Dilectus Consiliarius Noster, *Johannes* Episcopus *Bristoliensis*, Legatus Noster Extraordinarius & Plenipotentiarius, Decanus *Windesoriensis*, & Nobilissimi Ordinis Nostri Periscelidis Registrarius, ex parte Nostra, cum Plenipotentiariis Regis Catholici Tractatum Commercii inter Coronas *Magnae Britanniae & Hispaniae*, Die $\frac{\text{Vigesimo octavo Novembris}}{\text{Nono Decembris}}$ Anno millesimo septingentesimo decimo tertio, *Ultrajecti ad Rhenum* concluserit & signaverit, & eodem tempore inter dictos Plenipotentiarios, sufficientibus Auctoritatibus ab utraque parte instructos, Articulus Separatus factus fuerit, prout sequitur:

Fiat insertio.

NOS viso, perpensoque hoc Articulo Separato, eundem approbavimus, ratum, gratum, acceptumque habuimus, sicut ac per præsentes approbamus, ratum, gratum, acceptumque habemus, spondentes, & Verbo Regio promittentes, Nos omnia & singula in eodem Articulo contenta, sancte & inviolabiliter servaturas, neque quicquam fieri passuras, quod illi contrarium sit. In quorum majus Robur & Testimonium, huic Instrumento Manu Nostra Regia Signato, Magnum Nostrum *Magnae Britanniae* Sigillum affigi jussimus. Dabantur in Arce Nostra *Windesoræ*, Septimo Die *Februarii*, Anno millesimo septingentesimo decimo tertio, Regnique Nostri duodecimo.

ANNA R.

Mandatum plenum Dominorum Legatorum, Extraordinariorum & Plenipotentiariorum Reginæ Magnæ Britanniæ.

ANNA, Dei gratia, *Magnae Britanniae, Franciae & Hiberniae* Regina, Fidei Defensor, &c. Omnibus & singulis ad quos præsentes Literæ pervenerint, Salutem. Cum Bello huic tam diuturno, tamque exitioso restinguendo operam dare instituerimus, inter curas publicæ Tranquillitatis redintegrandæ, quas gessimus maximas, eo animum præprimis advertimus, ut arctissima illa Amicitiæ necessitudinisque vincula, quæ à longissimo usque tempore inter Coronas *Britannicam & Hispanicam*, intercessere, summo cum utriusque Nationis commodo, inter Nos & bonum Fratrem nostrum *Philippum* Quintum *Hispaniarum* Regem Catholicum, novis & quam firmissimis nexibus in perpetuum constringerentur. Ministris itaque iisdem, qui tam diu, tantoque cum successu, Concordiæ operi maxime salutari inter Principes, Statusque Christianos promovendo conficiendoque *Ultrajecti ad Rhenum* sese Nomine nostro addixerint, etiam partes hasce demandare volumus, ut tam Pacis & Amicitiæ, quam Navigationis & Commerciorum, inter Nos & dictum Regem Catholicum, Leges, Conditionesque concluderent, signarentque. Sciatis igitur, quod Nos, Fide, Industria, & in Rebus magni momenti tractandis, usu ac perspicacia Reverendi admodum in Christo Patris, perquam fidelis, & dilecti Consiliarii nostri, *Johannis* Episcopi *Bristoliensis*, Privati nostri Sigilli Custodis, Decani *Windesoriensis*, & Nobilissimi Ordinis nostri Periscelidis Registrarii; Et perquam fidelis, & prædilecti Consanguinei & Consiliarii nostri *Thomae* Comitis de *Strafford*, Vice-Comitis *Wentworth* de *Wentworth-Woodhouse* & de *Staineborough*, Baronis de *Raby*, Exercituum nostrorum Locum-Tenentis Generalis, Primarii Admiralitatis nostræ Commissarii, Nobilissimi Ordinis nostri Periscelidis Equitis, & Legati nostri Extraordinarii ac Plenipotentiarii ad Celsos & Præpotentes Dominos Ordines Generales *Uniti Belgii*, plurimum confisæ, Eosdem nominavimus, fecimus, & constituimus, quemadmodum per præsentes nominamus, facimus, & constituimus, Nostros veros, certos, & indubitatos Legatos Extraordinarios, Commissarios, Procuratores, & Plenipotentiarios, Dantes & concedentes iisdem, conjunctim vel divisim, omnem & omnimodam Potestatem, Facultatem, Authoritatemque nec non Mandatum Generale, pariter ac speciale (ita tamen ut generale speciali non deroget, neque contra) cum Legatis Extraordinariis & Plenipotentiariis, quos prædictus Rex Catholicus, sufficienti Authoritate instructos, ex sua parte deputaverit, in Civitate *Ultrajectina* ad *Rhenum*, aut in alio quocunque loco, congrediendi, colloquendique, ac de Pacis atque Amicitiæ Conditionibus tutis, firmis, & honestis, inter Nos & dictum Regem Catholicum, tractandi, conveniendi, & concludendi; eaque omnia quæ ita conventa & conclusa fuerint, pro nobis, & nostro Nomine signandi, superque conclusis Instrumenta, quotquot & qualia necessaria fuerint, conficiendi, mutuoque tradendi, recipiendique, ac generaliter ea omnia præstandi, perficiendique, quæ quovis modo necessaria ad Pacis atque Amicitiæ Conditiones, ut supra dictum est, ineundas, stabiliendasque vel quomodolibet, opportuna esse judicaverint, tam amplis modo & forma, ac vi, effectuque pari, ac Nos Ipsæ, si interessemus, facere ac præstare possemus; Spondentes, & in Verbo Regio promittentes, Nos omnia & singula, quæcunque à dictis nostris Legatis Extraordinariis, Commissariis, Procuratoribus, & Plenipotentiariis, conjunctim vel divisim, vi præsentium transigi, concludi, & signari contigerit, grata, rata, & accepta, iis prorsus modo & forma quibus conventa fuerint, habituras. In quorum omnium majorem fidem & robur, Præsentibus Manu nostra Regia signatis, Magnum nostrum *Magnae Britanniæ* Sigillum apponi jussimus. Dabantur in Palatio nostro Divi *Jacobi* tertio die Mensis *Maji*, Anno Domini millesimo septingentesimo decimo tertio, Regnique nostri Duodecimo.

ANNA R.

Plein-pouvoir des Ambassadeurs d'Espagne.

DOM Philippe, par la Grace de Dieu, Roi de Castille, Leon, Arragon, des deux Siciles, Jerusalem, Navarre, Grenade, Tolede, Valence, Galice, Majorque, Seville, Sardaigne, Cordoue, Corsique, Murcie, Jaen & des Algarves, Algezire, Gibraltar, des Isles Canaries, des Indes Orientales & Occidentales, & des Isles & Continent de l'Ocean; Archiduc d'Autriche; Duc de Bourgogne, Brabant & Milan; Comte d'Apsbourg, Flandres, Tirol & Barcelone; Seigneur de Biscaye, Molina &c. Comme nous avons souhaité & souhaitons de rétablir la paix & la tranquilité de nos Sujets, après les afflictions & les calamitez dont ils ont été agitez par une si longue & si sanglante Guerre, & d'en prevenir les déplorables suites, afin qu'ils puissent jouir du repos, de la splendeur & de la prosperité, qu'ils souhaitent ardemment, & que nous sommes obligez de leur procurer: Et aiant consideré que rien ne sauroit contribuer davantage à leur assurer un si grand bien,

ANNO 1713.

bien, que de faire & conclure un Traité de Commerce entre cette Couronne & celle de la Grande-Bretagne, à l'avantage mutuel des Sujets des deux Couronnes: Nous avons jugé à propos de nommer pour cet effet Don Francisco Marie de Paula, Tellez, Giron, Benavides, Carillo y Toledo, Ponce de Leon, Duc d'Offune notre Cousin, Comte d'Ureña, Marquis de Peñafiel, Gentilhomme de notre Chambre, Grand Chambellan & Grand Echanson, Grand Notaire de nos Royaumes de Castille, Chevalier de l'Ordre de Callatrava, Grand Tresorier & Commandeur dudit Ordre & Chevalerie, & de *l'Usagre* dans l'Ordre de St. Jaques; Capitaine de la premiere Compagnie de nos Gardes du Corps Espagnols: Et Don Isidoro Casado de Rosales, Marquis de Monteleon notre Cousin, de notre Conseil des Indes; nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, étant bien assurez & persuadez, & aiant pleine confiance en leur fidelité, prudence & experience, aussi bien qu'en leur zele & affection pour notre service Royal, qualitez requises pour une Negociation de cette importance, pour traiter, conclure & finir, avec les Ministres Plenipotentiaires, nommez pour cet effet par la Reine de la Grande-Bretagne, le susdit Traité de Commerce, à l'avantage mutuel & commodité des Sujets des deux Couronnes; promettant, comme nous promettons par les présentes, pour nous & pour nos Successeurs, sur notre Foi & Parole Royale, d'executer & tenir à jamais ce qu'ils auront stipulé, conclu & arrêté avec lesdits Ministres Plenipotentiaires de la Reine de la Grande-Bretagne, pour établir ledit Traité de Commerce, & que nous l'observerons & le ferons observer exactement sans y contrevenir en aucune maniere, ni permettre qu'on y contrevienne directement ni indirectement. Et pour cet effet, & tout ce qui pourra y contribuer, nous donnons & accordons à nosdits Plenipotentiaires tout le pouvoir, autorité & faculté requise, & promettons d'approuver & de ratifier tout ce dont ils seront convenus mutuellement: Déclarant qu'en cas d'absence ou d'indisposition de l'un ou de l'autre, ledit Duc d'Offune ou le Marquis de Monteleon, pourra proceder à la conclusion dudit Traité de Commerce. Nous promettons aussi sur notre Foi & Parole Royale de l'approuver, confirmer & ratifier, avec toutes les solemnitez & formes requises, de même que s'il eût été ajusté & conclu par l'un & l'autre. En foi de quoi nous avons fait expedier & expedions les présentes, signées de notre Main, & scellées de notre Sceau privé, & contresignées par notre soussigné Sécretaire d'Etat. Donné à Madrid le 20. Octobre 1713.

MOI LE ROI.

D. EMANUEL DE VADILLO ET VELASCO.

Nous certifions que le présent Ecrit est une copie tirée de mot à mot sur l'original du Plein-pouvoir dont Sa Majesté nous a honoré. A la Haye le 23. Fevrier 1714.

DUQUE DE OSSUNA.

EL MARQUES DE MONTELEONN.

Declaratio Legatorum Hispanorum ad Legatos Magnæ Britanniæ facta, de Lingua Hispanica in tribus Articulis, loco tertii, quinti & octavi, substitutis adhibita, quod in exemplum nunquam erit ducendum. Datum Hagæ Comitum die 12 - 23 *Februarii* 1713 - 1714. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. V. pag. 54.]

NOS infra scripti, Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii Sacræ Suæ Majestatis Catholicæ per Præsentes declaramus, quod licet in Ratihabitionis Tabulis, Tractatus Commerciorum inter dictam Suam Majestatem, & Reginam Magnæ Britanniæ, Ultrajecti nono die Mensis Decembris Anno 1713. initi, a nobis hodie exhibitis, Articuli tres, qui loco tertii, quinti, & octavi substituti, & inserti sunt, ut & Plenipotentiarum Tabulæ, quibus hac in parte muniti sumus, lingua Hispanica conceptæ sint, hoc tamen nunquam in exemplum ducendum, nec ullo unquam tempore impedimento fore, quo minus Tractatus Pacis & Commerciorum, inter Hispaniæ & Magnæ Britanniæ Coronas antiquo more lingua latina in posterum conficiantur.

In quorum Fidem præsentes manibus nostris subscriptas Sigillis quoque nostris muniri fecimus; Hagæ Comitum die vigesimo tertio/duodecimo Mensis Februarii, Anno Domini millesimo septingentesimo decimo tertio/quarto.

(L. S.) EL DUQUE DE OSSUNA.

(L. S.) EL MARQUES DE MONTELEON.

CLXX.

1714. 6. Mars.

Traité de Paix entre CHARLES VI. *Empereur des Romains, Roi Catholique des Espagnes &c. & l'Empire, d'une part, &* LOUIS XIV. *Roi T. Chrétien de France & de Navarre, d'autre part. Par lequel le Vieux Brisac & Fribourg sont rendus à la Maison d'Autriche, de même que les Païs-bas appellés* Espagnols, *sauf les Traitez de l'Empereur avec les Seigneurs Estats Generaux des* PROVINCES-UNIES *& avec le Roi de* PRUSSE. *Le Fort de Kehl y est rendu à l'Empereur & à l'Empire & Landau à la France, divers Forts situés sur le Rhyn doivent estre demolis. Le Roi T. C. y reconnoit l'Erection du* NEUVIEME ELECTORAT *dans la Maison de* BRUNSWICH-HANOVRE, *& l'Empereur y promet de restituer les Electeurs de* COLOGNE *& de* BAVIERE *en touts leurs Estats, Dignités, Prerogatives, & Biens; avec quelques Limitations à l'égard de la Ville de Bonn. Fait au Palais de Rastadt le 6. Mars* 1714. AVEC TROIS ARTICLES *separés du même jour; Le premier concernant les Titres pris par l'Empereur dans le Traité; le second touchant la Langue Françoise dans laquelle il est couché, & le troisieme touchant le choix du lieu, où cette même Paix doit estre traitée plus solemnellement.* S'ensuivent *les* PLEINPOUVOIRS, *& les* RATIFICATIONS *de part & d'autre.* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. V. pag. 348. Feuille volante imprimée à Paris chez François Fournier avec Privilege du Roi, in 4. Ann. 1714. Autre feuille volante imprimée à la Haye chez Guillaume de Voys en 1714. in 4.]

AU nom de la très sainte & indivisible Trinité, soit notoire à tous, & à chacun à qui il apartient, ou qu'il pourra en quelque façon apartenir, que depuis plusieurs Années l'Europe ayant été agitée de longues & sanglantes Guerres, où les principaux Etats & Royaumes qui la composent, se sont trouvez envelopez, il a plû à Dieu, qui tient les Cœurs des Rois entre ses mains, de porter enfin les esprits des Souverains à une parfaite réconciliation, & de préparer les voyes à terminer la Guerre commencée premiérement entre le Sérénissime, & très Puissant Prince & Seigneur, le Seigneur Leopold élû Empereur des Romains, toûjours Auguste, Roi de Germanie, de Hongrie, de Bohême, &c. *de glorieuse memoire, & depuis son décès, entre le Sérénissime, & très-Puissant Prince & Seigneur, le Seigneur* Joseph son Fils, élû Empereur des Romains, toûjours Auguste, Roi de Germanie, &c. *de glorieuse memoire, & après sa mort, entre le Serenissime,* & très-Puissant Prince & Seigneur, le Seigneur Charles VI. élu Empereur des Romains toûjours Auguste, Roi de Germanie, de Castille, d'Ar-

d'Arragon, de Leon, des deux Siciles, de Jerusalem, de Hongrie, de Boheme, de Dalmatie, de Croacie, d'Esclavonie, de Navarre, de Grenade, de Tolede, de Valence, de Gallice, de Majorque, de Seville, de Sardaigne, de Cordoue, de Corse, de Murcie, des Algarbes, d'Alger, de Gibraltar, des Isles de Canarie, des Indes, Isles & Terre ferme de l'Ocean, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, de Milan, de Stirie, de Carinthie, de Carniole, de Limburg, de Luxemburg, de Gueldres, de Wirtemberg, de la Haute & basse Silesie, de Calabre; Prince de Suabe, de Catalogne, d'Asturie; Marquis du Saint Empire Romain, de Burgaw, de Moravie, de la haute & basse Lusace; Comte de Hapsbourg, de Flandres, de Tyrol, de Frioul, de Kybourg, de Gorice, d'Artois, de Namur, de Roussillon, & de Cerdaigne; Seigneur de la Marche Esclavone, de Port Mahon, & de Salins, de Biscaye, de Molline, de Tripoli & de Malines, &c. *& le Saint Empire d'une part; & le Serenissime & tres Puissant Prince & Seigneur*, le Seigneur LOUIS XIV. Roi Très-Chrêtien de France & de Navarre *de l'autre part: en sorte que Sa Majesté Impériale, & Sa Majesté très-Chrêtienne ne souhaitans rien aujourd'hui plus ardemment, que de parvenir, par le rétablissement d'une Paix ferme & inébranlable, à faire cesser la désolation de tant de Provinces, & l'effusion de tant de Sang Chrêtien, Elles ont consenti, que pour y parvenir plus promtement, il se tint des Conférences à Rastadt, entre les deux Generaux Commandant en Chef leurs Armées, qu'Elles ont muni à cet effet de leurs Pleinpouvoirs, & établi leurs Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires pour ce sujet, Savoir de la part de l'Empereur, le très-haut Prince & Seigneur Eugéne de Savoye, &c. & de la part du Roi très Chrêtien, le très Haut, & très Excellent Seigneur Louis Hector Duc de Villars, Pair & Maréchal de France, &c. Lesquels après avoir imploré l'assistance Divine, & s'être communiqué reciproquement les Pleinpouvoirs, dont les Copies sont inserées de mot à mot à la fin de ce Traité, sont convenus pour la gloire du Saint Nom de Dieu, & le bien de la Republique Chrêtienne, des conditions reciproques de Paix & Amitié, dont la teneur s'ensuit.*

I. Il y aura une Paix Chrêtienne, universelle, & une Amitié perpetuelle, vraye & sincere entre Sa Majesté Imperiale, l'Empire, & Sa Majesté Royale très Chrêtienne, & leurs Héritiers, Successeurs, Royaumes & Provinces, en sorte que l'une n'entreprenne aucune chose, sous quelque prétexte que ce soit, à la ruine, ou au prejudice de l'autre, & ne préte aucun Secours, sous quelque nom que ce soit, à ceux, qui voudroient l'entreprendre, ou faire quelque dommage en quelque maniére que ce pût étre. Que S. M. Imp. & l'Empire, & Sa Majesté très Chrêtienne ne protegent ou aident, en quelque sorte que ce soit, les Sujets rebelles ou desobéïssants à l'une ou à l'autre, mais au contraire, qu'Elles procurent serieusement l'utilité, l'honneur, & l'avantage l'une de l'autre, nonobstant toutes promesses, Traitez, ou Alliances contraires, faites ou à faire en quelque sorte que ce soit.

II. Qu'il y ait de part & d'autre, un perpétuel Oubli & Amnistie de tout ce qui a été fait depuis le commencement de cette Guerre, en quelque maniére, & en quelque lieu que les Hostilitez se soient exercées; de sorte que pour aucune de ces choses, ni sous quelque prétexte que ce soit, on ne fasse doresnavant l'un à l'autre, ni ne souffre faire aucun tort, directement ou indirectement, ni par voye de fait, ni au dedans, ni au dehors de l'étendue de l'Empire & des Païs Héréditaires de Sa Majesté Impériale & du Royaume de France, nonobstant tous Pactes faits au contraire auparavant; mais que toutes les injures qu'on a reçûes de part & d'autre, en paroles, écrits, actions, hostilitez, dommages, & dépenses, sans aucun égard aux personnes & aux choses, soient entiérement abolies, de maniére que tout ce que l'un pourroit demander & prétendre sur l'autre à cet égard soit entiérement oublié.

III. Les Traitez de Westphalie, de Nimégue, & de Ryswick, sont considérez comme la Base & le fondement du présent Traité, & en conséquence, immédiatement après l'Echange des Ratifications, lesdits Traitez seront entierement executez à l'égard du Spirituel & du Temporel & seront observez inviolablement à l'avenir, si ce n'est entant qu'il y sera expressément dérogé par le présent Traité, en sorte que tout se ra rétabli généralement dans l'Empire & ses Apartenances, ainsi qu'il a été prescrit par le susdit Traité de Ryswick, tant par raport aux changemens qui ont été faits pendant cette Guerre, ou avant, qu'à l'égard de ce qui n'a pas été exécuté, s'il se trouve effectivement que quelque Article soit demeuré sans exécution, ou que l'exécution faite ait été changée depuis.

IV. Conformément au susdit Traité de Ryswick, Sa Majesté très-Chrêtienne rendra à l'Empereur la Ville & Forteresse du vieux Brisack entiérement & dans l'état ou elle est à présent, avec les Greniers, Arsenaux, Fortifications, Remparts, Murailles, Tours, & autres Edifices publics & particuliers, & toutes les Dépendances situées à la droite du Rhin, laissant au Roi très-Chrêtien celles qui sont à la gauche, nommément le Fort apellé le Mortier, le tout aux Clauses & Conditions portées par l'Article vingtiéme du Traité conclu à Ryswick au mois d'Octobre 1697. entre le défunt Empereur Leopold & le Roi très Chrêtien.

V. Sa Majesté très-Chrêtienne rend pareillement à Sa Majesté Imperiale & à la Serenissime Maison d'Autriche, la Ville & Forteresse de Fribourg, de même que le Fort de St. Pierre, le Fort appellé de l'Etoile & tous les autres Forts construits ou reparez, là ou ailleurs, dans la Forêt noire, ou dans le reste de Brisgaw, le tout en l'état, où il est présentement, sans rien démolir, ou déteriorer, avec les Villages de Lehem, Merzhausen & Kirchzarten, & avec tous leurs Droits, Archives, Ecritures, & Documens écrits, lesquels y ont été trouvez, lors que Sa Majesté très Chrêtienne s'en est mise dernierement en possession, soit, qu'ils soient encore sur les lieux, soit qu'ils ayent été transportez ailleurs, sauf & reservé le Droit Diocesain & autres Droits & revenus de l'Evêché de Constance.

VI. Le Fort de Kehl construit par Sa Majesté très Chrêtienne à la droite du Rhin, au bout du Pont de Strasbourg sera pareillement rendu par Elle à l'Empereur & à l'Empire, en son entier sans en rien démolir, & avec tous ses Droits & Dépendances.

Quant au Fort de la Pile & autres construits dans les Isles du Rhin sous Strasbourg, ils seront entiérement rasez aux dépens du Roi très-Chrêtien, sans qu'ils puissent être rétablis ci-aprés par l'un ou par l'autre Party; Lesquelles cessions, démolitions des Places & Fortifications cy-dessus énoncées seront faites dans les termes portez par les Articles suivants, c'est à dire, à compter du jour de l'échange des Ratifications du Traité de Paix solennel ou général entre S. M. I. l'Empire & S. M. T. C.; la Navigation & autres usages du Fleuve demeurant libres & ouverts aux Sujets des deux Partis, & à tous ceux qui voudront y passer, naviger, ou transporter leurs Marchandises, sans qu'il soit permis à l'un ou l'autre de rien entreprendre pour détourner ledit Fleuve, & en rendre en quelque sorte le Cours & la Navigation ou autres usages plus difficiles, moins encore d'exiger de nouveaux Droits, Impôts ou Péages, ou augmenter les anciens, d'obliger les bateaux d'aborder à une rive plûtôt qu'à l'autre, d'y exposer leurs Charges, & Marchandises, ou d'y en recevoir, mais le tout sera toûjours à la liberté de chaque Particulier.

VII. Lesdits Lieux, Châteaux & Forteresses de Brisack, Fribourg & Kehl seront rendus à Sa Majesté Impériale & à l'Empire avec toutes leurs Jurisdictions, apartenances & dépendances, comme aussi avec leurs Artilleries & Munitions, qui se sont trouvées dans lesdites Places, lorsque Sa Majesté très-Chrêtienne les a occupées pendant cette Guerre, suivant les Inventaires, qui en ont été faits, & seront delivrés sans aucune reserve, ni exception, & sans en rien retenir, de bonne foi & sans aucun retardement, empêchement ou pretexte, à ceux qui après l'échange des Ratifications du présent Traité & celui des Ratifications du Traité de Paix solemnel ou général entre Sa Majesté Impériale, l'Empire, & Sa Majesté très-Chrêtienne, seront établis & députés specialement pour cet effet par Sa Majesté Impériale seule, ou selon la différence des lieux par Elle & par l'Empire, & en auront fait aparoir leurs Pleinpouvoirs aux Intendants, Gouverneurs, ou Officiers François des lieux, qui doivent être rendus; en sorte que lesdites Villes, Citadelles, Forts & Lieux, avec tous leurs Privileges, utilités, revenus, & émolu-

ANNO 1714.

lemens & autres choses quelconques y comprises retournent sous la jurisdiction, possession actuelle & absolue, puissance & Souveraineté de Sa Majesté Impériale, de l'Empire & de la Maison d'Autriche, ainsi qu'ils leur ont apartenu autrefois, & ont été possedés depuis par Sa Majesté très Chrétienne, sans que Sadite Majesté très-Chrétienne retienne ou se reserve aucun Droit ou pretension sur les Lieux susdits & sur leurs Jurisdictions.

. Il ne sera rien éxigé non plus, pour les frais & dépenses employées aux fortifications & autres édifices publics ou particuliers. La pleine & entiére restitution ne pourra être differée, pour quelque cause que ce soit, dans les termes qui seront prescrits ci après, en sorte que les Garnisons Françoises en sortent entiérement, sans molester, ni vexer les Citoyens & habitans, leur causer quelque perte ou quelques peines, non plus qu'aux autres Sujets de Sa Majesté Impériale ou de l'Empire, sous pretexte de dettes, ou de pretensions, de quelque nature qu'elles puissent être.

Il ne sera pas permis non plus, aux Troupes Françoises de demeurer plus long tems au delà des termes, qui seront stipulés ci-après, dans les Lieux, qui doivent être rendus, ou autres quelconques, qui n'apartiendront pas à Sa Majesté très Chrétienne, d'y établir des quartiers d'Hyver, ou quelque Séjour, mais seront obligées de se retirer incessamment sur les Terres apartenant à Sadite Majesté.

VIII. Sa Majesté très-Chrétienne promet pareillement de faire raser à ses dépens, les Fortifications construites vis à vis Huningue sur la droite & dans l'Isle du Rhin, du même que le Pont construit en cet endroit sur le Rhin, en rendant les fonds & édifices à la famille de Baden. Comme aussi le Fort de Sellingue, les Forts qui se trouvent dans les Isles entre lesdits Forts de Sellingue & le Fort Louïs; & quant au Terrain du Fort démoli, il sera rendu avec les maisons à la famille de Baden: de détruire la partie du Pont, qui conduit dudit Fort de Sellingue au Fort Louis, & le Fort bâti à la droite du Rhin vis à vis ledit Fort Louis, sans qu'ils puissent desormais être rétablis par aucun des Partis; bien entendu que le Fort Louis & l'Isle demeureront au pouvoir du Roi très Chrétien. Généralement, Sadite Majesté très-Chrétienne promet de faire raser à ses dépens tous les Forts, retranchemens, Lignes & Ponts specifiés dans le Traité de Ryswick, & que Sa Majesté aura fait construire depuis ladite Paix de Ryswick, soit le long du Rhin, dans le Rhin, ou ailleurs dans l'Empire & ses apartenances, sans qu'il soit permis de les rétablir.

IX. Le Roi très-Chrétien s'engage & promet pareillement, de faire évacuer le Château de Bitsch avec toutes ses apartenances, comme aussi le Château de Hombourg en faisant auparavant raser les Fortifications pour n'être plus rétablies, en sorte néanmoins, que lesdits Châteaux & les Villes, qui y sont jointes, n'en reçoivent aucun dommage, mais demeurent totalement en leur entier.

X. Trente jours après que les Ratifications du Traité de Paix général ou solemnel, à faire entre Sa Majesté Impériale, l'Empire & Sa Majesté très-Chrétienne, auront été échangées, & même plûtôt, si faire se peut, les Places, & Lieux fortifiés tant ci-dessus nommés, que généralement tous ceux qui doivent être rendus suivant le présent Traité relatif à celui de Ryswick, dont les Articles seront tenus pour compris dans ce Traité, & éxecutés ponctuellement de même que s'ils se trouvoient ici inserés de mot à mot, seront remis entre les mains de ceux, qui seront authorisés pour cet effet par l'Empereur & l'Empire, ou par les autres Princes particuliers, qui devront les posseder en vertu du Traité de Ryswick, sans qu'il soit permis de rien démolir des Fortifications ni des édifices publics ou particuliers, & sans rien déteriorer de l'état, où ils se trouvent présentement, ni rien éxiger pour les dépenses faites dans lesdits Lieux, ou à leur occasion. Seront aussi rendües en même tems, toutes les Archives & Documens apartenans, soit à Sa Majesté Impériale ou aux Etats de l'Empire, soit aux Places & Lieux, que Sa Majesté très-Chrétienne s'engage de remettre.

XI. Comme l'intention du Roi très-Chrétien est d'accomplir, le plus promptement qu'il sera possible, les conditions du présent Traité, Sa Majesté promet, que les Places & Lieux, qu'Elle s'engage à faire démolir à ses dépens, le seront, savoir les plus considérables, dans le terme de deux Mois au plus tard, après l'échange des Ratifications du Traité Général ou solemnel à faire entre Sa Majesté Impériale, l'Empire, & Sa Majesté très Chrétienne, & les moins considérables dans l'espace d'un Mois à compter aussi de l'échange des Ratifications.

XII. Et comme Sadite Majesté très Chrétienne veut véritablement & de bonne foi rétablir une sincére Union avec l'Empereur & l'Empire, Elle promet & s'engage, lors qu'Elle traitera avec les Electeurs, Princes & Etats au Congrés général avec l'Empereur & l'Empire, de leur rendre, aussi bien qu'aux Sujets, Clients & Vassaux dudit Empire, tant Ecclésiastiques que Seculiers, & généralement à tous ceux qui sont nommez & compris dans la Paix de Ryswick, quoi qu'ils ne soient pas ici nommément exprimes, les Etats, Places, Biens, dont Elle se seroit mise en possession pendant le cours & à l'occasion de la présente Guerre, soit par la voye des Armes, par confiscation, ou de telle autre maniere que ce puisse être, comme aussi d'éxecuter pleinement & ponctuellement toutes les clauses & conditions du Traité de Ryswick, auxquelles il n'aura pas été expressément derogé par le présent Traité, s'il y en a quelqu'une qui n'ait pas été executée depuis la conclusion de la Paix de Ryswick.

XIII. Reciproquement, Sa Majesté Imperiale voulant témoigner le desir qu'Elle a de contribuer à la satisfaction de Sa Majesté très Chrétienne, & d'entretenir desormais avec Elle une amitié sincere & une intelligence parfaite, & en vertu de la Paix de Ryswick rétablie par ce présent Traité, consent que la Ville de Landau avec ses dépendances, consistant dans les Villages de Nusdorff, Danheim & Queicheim avec leurs Bans, ainsi que le Roi très-Chrétien en jouïssoit avant la Guerre, demeure fortifié à Sa Majesté très-Chrétienne; Sa Majesté Impériale se faisant fort d'en obtenir le consentement & l'aprobation de l'Empire, quand il sera question de dresser & de conclurre le Traité de Paix solemnel ou general entre Sa Majesté Impériale, l'Empire, & Sa Majesté très-Chrétienne.

XIV. La Maison de Brunswick-Hanovre ayant été élevée par l'Empereur, du consentement de l'Empire, à la Dignité Electorale, Sa Majesté très-Chrétienne reconnoitra, en vertu de ce Traité, cette Dignité Electorale dans ladite Maison.

XV. Pour ce qui est de la Maison de Baviére, Sa Majesté Imperiale & l'Empire consentent, par les motifs de la tranquilité publique, qu'en vertu du présent Traité, général & solemnel à faire avec l'Empereur & l'Empire, le Seigneur Joseph-Clément, Archevêque de Cologne, & le Seigneur Maximilien-Emanuel de Baviére, soient rétablis généralement & entiérement dans tous leurs Etats, Rangs, Prérogatives, Régaux, Biens, Dignitez Electorales, & autres, & dans tous les Droits, en la maniére qu'ils en ont joui, ou pû jouir avant cette Guerre, & qui apartenoient à l'Archevêché de Cologne, & autres Eglises nommées ci-après, ou à la Maison de Baviére, médiatement ou immédiatement.

Ils pourront envoyer, avec des Pleinpouvoirs & sans caractére, au Congrés du Traité General ou Solemnel à faire entre Sa Majesté Imperiale, l'Empire, & Sa Majesté très-Chrétienne, pour y négocier, & veiller à leurs Interêts, sans aucun obstacle, aussi-tôt que les Conferences commenceront. Pour cet effet, leur seront aussi rendus de bonne foy, tous les meubles, pierreries, bijoux & autres effets de quelque nature, qu'ils puissent être, comme aussi toutes les munitions, & Artilleries specifiées dans les Inventaires authentiques, que l'on produira de part & d'autre, c'est à dire toutes celles, qui peuvent avoir été ôtées par l'ordre de l'Empereur, & de ses Prédecesseurs de glorieuse memoire, depuis l'occupation de la Baviere, de leurs Palais, Châteaux, Villes, Forteresses & Lieux quelconques, qui leur ont appartenu, & qui leur appartiendront, à l'exception de l'Artillerie, qui appartenoit aux Villes & Etats voisins, qui leur a été restituée, & pareillement toutes les Archives & papiers seront restitués.

Et sera le Seigneur Archevêque de Cologne rétabli en son Archevêché de Cologne, ses Evêchés de Hildesheim, de Ratisbonne, de Liége, & de la Prepositure de Berchtolsgaden, sans qu'aucune raison des

ANNO 1714.

des procès ou pretensions puissent en façon quelconque alterer la restitution totale. Sauf pourtant les Droits de ceux, qui pourroient en avoir, lesquels, il leur sera permis, après que les deux Electeurs y auront été actuellement rétablis, de poursuivre, comme avant la présente Guerre, par les voyes de Justice établies dans l'Empire. Sauf aussi les privileges des Chapitres & Etats de l'Archevêché de Cologne, & des autres Eglises établis précedemment suivant leurs Unions, Traités, & Constitutions.

Et quant à la Ville de Bonn, en tems de Paix il n'y aura point de garnison du tout, mais la garde en sera confiée aux Bourgeois de la Ville; Et quant à celle du Corps, & du Palais, elle sera restrainte dans les simples Compagnies de ses Gardes, dont il conviendra avec Sa Majesté Imperiale & l'Empire; bien entendu pourtant, que dans un tems de Guerre, ou apparence de Guerre, Sa Majesté Imperiale & l'Empire, puissent y mettre autant de Troupes, que la raison de guerre le demandera, conformément aux Loix & Constitutions de l'Empire: bien entendu aussi, que moyennant cette restitution totale, lesdits deux Seigneurs de la Maison de Baviére renonceront pour tousjours, & seront censés déchûs dès à présent de toutes prétensions, satisfactions ou dedomagemens quelconques, qu'ils voudroient prétendre contre l'Empereur, l'Empire & la Maison d'Autriche, pour raison de la presente Guerre, sans pourtant, que cette renonciation déroge en aucune maniére aux anciens Droits & prétentions, qu'ils pourroient avoir eues avant cette Guerre, lesquelles, il leur sera permis de poursuivre, comme cy devant, par les voyes de Justice établies dans l'Empire; de sorte pourtant, que cette restitution totale ne leur donne aucun nouveau Droit contre qui que ce soit: Renonceront aussi & sont pareillement censés déchûs dès à présent de toutes Prétensions, Satisfactions, ou dédommagemens quelconques, tous ceux, qui voudront former des prétensions pour raison de la présente Guerre contre la Maison de Baviere, & les susdits Archevêchés, Evêchés & Prévostés.

En vertu de cette restitution totale, les susdits Seigneurs Joseph Clement Archévêque de Cologne, & Maximilien de Baviere rendront obeïssance, & garderont fidelité à Sa Majesté Imperiale, de même que les autres Electeurs & Princes de l'Empire, & seront tenus à demander & à prendre deüement de Sa Majesté Imperiale le renouvellement de l'Investiture de leurs Electorats, Principautez, Fiefs, Titres & Droits, dans la maniere & tems prescrits par les Loix de l'Empire, & sera tout ce qui est arrivé de part & d'autre, pendant cette Guerre, mis à perpetuité dans un entier oubli.

XVI. Les Ministres, Officiers, tant Ecclesiastiques que militaires, politiques & civils, de quelque condition, qu'ils soient, qui auront servi en l'un, ou en l'autre Parti, même ceux qui peuvent être Sujets & Vassaux de Sa Majesté Imperiale, de l'Empire & de la Maison d'Autriche, aussi bien que tous les Domestiques quelconques de la Maison de Baviere, & du Seigneur Archevêque de Cologne, seront pareillement rétablis dans la possession de tous leurs biens, charges, honneurs & dignités, comme avant la Guerre, & jouïront d'une amnistie generale de tout ce qui a précedé, moyennant & à condition, que cette même Amnistie soit entierement reciproque envers ceux de leurs Sujets, Vassaux, Ministres, ou Domestiques, qui auront suivi pendant cette Guerre le parti de Sa Majesté Imperiale & de l'Empire, lesquels ne pourront pour ce sujet être molestés ou inquietés en maniere quelconque.

XVII. Quant au tems, auquel la restitution totale, specifiée dans les deux Articles precedents, doit se faire, il sera limité dans le Traité general ou solemnel, à faire entre l'Empereur, l'Empire, & le Roy Très-Chrêtien, trente jours après l'échange des Ratifications dudit Traité, ainsi qu'il a été convenu dans l'Article dixiéme pour l'évacuation des Places & Lieux, que Sa Majesté Très-Chrêtienne promet de rendre à Sa Majesté Imperiale, & à l'Empire, de maniere que l'un & l'autre, comme aussi la restitution à l'Empereur, des Etats & Païs, que la Maison de Baviere possede présentement aux Païs-Bas, se feront en même tems.

XVIII. Si la Maison de Baviere, après son rétablissement total, trouve qu'il lui convienne de faire quelques changemens de ses Etats contre d'autres, Sa Majesté Très-Chrêtienne ne s'y opposera pas.

XIX. Sa Majesté Tres-Chrêtienne ayant remis & fait remettre aux Etats Généraux des Provinces Unies, en faveur de la Maison d'Autriche, tout ce que Sadite Majesté ou ses Alliez possedoient encore des Païs Bas, communément appellés Espagnols, tels que le feu Roy d'Espagne Charles II. les a possédés ou dû posseder, conformément au Traité de Ryswick, Sa Majesté Très-Chrêtienne consent, que l'Empereur entre en possession desdits Païs-Bas Espagnols, pour en jouïr, lui, ses Héritiers & Successeurs, desormais & à toujours, pleinement & paisiblement selon l'ordre de Succession établi dans la Maison d'Autriche; Sauf les Conventions, que l'Empereur fera avec lesdits Etats Généraux des Provinces-Unies, touchant leur Barriere & la reddition des susdites Places & Lieux; bien entendu, que le Roy de Prusse retiendra du haut Quartier de Gueldres tout ce qu'il y posséde & occupe actuellement, savoir, la Ville de Gueldres, la Prefecture, le Baillage & le bas Baillage de Gueldres, avec tout ce qui y appartient & en dépend, comme aussi spécialement les Villes, Baillages, & Seigneuries de Sthralen, Wachtendonck, Midelaar, Walbeck, Aertsen, Afferden & de Weel, de même que Racy & Klein Kevelaar, avec toutes leurs appartenances & dépendances. Deplus, il sera remis au dit Roy de Prusse, l'Ammanie de Krickenbeck avec tout ce qui y appartient & en dépend, & le Païs de Kessel pareillement avec toutes ses appartenances & dépendances, & generalement tout ce que contient ladite Ammanie & ledit District, sans en rien excepter, si ce n'est Erckelens avec ses appartenances & dépendances; pour le tout appartenir audit Roy, & aux Princes ou Princesses ses Héritiers ou Successeurs; avec tous les Droits, prérogatives, revenus, & avantages de quelque nom, qu'ils puissent être appellés, en la même maniere, que la Maison d'Autriche, & particulierement le feu Roy d'Espagne les a possédés, toutefois avec les charges & Hypotheques, la conservation de la Religion Catholique Romaine, & des privileges des Etats.

XX. Et comme outre les Provinces, Villes, Places & Forteresses, qui étoient possédées par le feu Roi d'Espagne Charles II. au jour de son decès, le Roy Très-Chrêtien a cedé, tant pour Sa Majesté Très-Chrêtienne même, que pour les Princes ses Hoirs & Successeurs, nés & à naitre, aux Etats Généraux, en faveur de la Maison d'Autriche, tout le Droit qu'Elle a eu, ou pourroit avoir sur la Ville de Menin, avec toutes ses Fortifications & sa Verge; sur la Ville & Citadelle de Tournay avec tout le Tournesis, sans se rien reserver de son Droit là dessus, ni sur aucune de leurs dépendances, appartenances, annexes, Territoires, & enclavemens, & Sa Majesté consent, que les Etats Généraux des Provinces-Unies rendent lesdites Villes, Places, Territoires, dépendances, appartenances, annexes & enclavemens à l'Empereur, aussi-tôt qu'ils en seront convenus avec Sa Majesté Imperiale, pour en jouïr Elle, ses Héritiers & Successeurs, pleinement, paisiblement & à toujours, aussi bien que des Païs-Bas Espagnols, qui appartenoient au feu Roy d'Espagne Charles II. au jour de son decès; bien entendu toutefois, que ladite remise des Païs-Bas Espagnols, Villes, Places, & Forteresses cedées par le Roy très Chrêtien, ne pourra être faite par lesdits Etats Généraux, qu'après l'échange des Ratifications des Traités de Paix entre Sa Majesté Imperiale, l'Empire, & Sa Majesté très-Chrêtienne; bien entendu aussi, que Saint Amand avec ses dépendances, & Mortagne sans dépendances, demeureront à Sadite Majesté Très-Chrêtienne, à condition neantmoins, qu'il ne sera pas permis de faire à Mortagne aucune Fortification ni Ecluse, de quelque nature qu'elles puissent être.

XXI. Pareillement, le Roy très-Chrêtien confirme en faveur de l'Empereur & de la Maison d'Autriche, la cession, que Sa Majesté a déja faite en faveur de ladite Maison, aux Etats Généraux des Provinces-Unies, tant pour Elle même, que pour les Princes ses Héritiers & Successeurs, nés & à naitre, de tous ses Droits sur Furnes, & Furnambacht, y compris les huit Paroisses & le Fort de la Knocque; sur les Villes de Loo & Dixmude avec leurs dépendances; sur la Ville d'Ypres avec sa Chatelenie, Rousselaer y compris, avec les autres dépendances,

ANNO 1714.

ces, qui feront deformais Popperinge, Varneton, Commines, Warwick, ces trois dernieres Places, pour autant qu'elles font fituées du côté de la Lys vers Ypres, & ce qui dépend des Lieux cy-dessus exprimés; desquels Droits ainfi cedés à l'Empereur, fes Héritiers & Succeffeurs, Sa Majefté Très-Chrétienne ne fe referve aucun fur lefdites Villes, Places, Forts & Pays, ni fur aucune de leurs appartenances, dépendances, annexes, ou enclavemens, confentant, que les Etats Généraux puiffent les remettre à la Maifon d'Autriche, pour en jouir irrevocablement, & à toûjours, auffi-tôt, qu'ils feront convenus avec Elle fur leur Barriere, & que les Ratifications des Traités de Paix entre l'Empereur, l'Empire & Sa Majefté Très-Chrétienne auront été échangées.

XXII. La Navigation de la Lys, depuis l'emboucheure de la Deule en remontant, fera libre, & il ne s'y établira aucun péage, ni impofition.

XXIII. Il y aura de part & d'autre, un oubli & une amniftie perpetuelle & reciproque, de tous les torts, injures & offenfes, qui auront été commifes de fait & de parole, ou en quelque maniere que ce foit, pendant le cours de la préfente Guerre par les Sujets des Païs-Bas Efpagnols, & des Places & Païs cedés, ou reftitués, fans qu'ils puiffent être expofés à quelque recherche que ce foit.

XXIV. Par le moyen de cette Paix, les Sujets de Sa Majefté Très-Chrétienne & ceux defdits Païs-Bas Efpagnols, & des Places cedées par Sadite Majefté Très-Chrétienne, pourront, en gardant les Loix, Coutumes & ufages du Païs aller, venir, demeurer, trafiquer, retourner, traiter & négocier enfemble, comme bons Marchands, même vendre, changer, aliener, ou autrement difpofer des biens, effets, meubles, & immeubles, qu'ils ont ou auront, fitués refpectivement de part & d'autre, & châcun les y pourra acheter, Sujets, ou non Sujets fans que pour cette vente, ou achat ils ayent befoin de part ni d'autre, de permiffion autre, que le préfent Traité.

Il fera auffi permis aux Sujets des Places & Païs reciproquement cedés ou reftitués, comme auffi à tous les Sujets defdits Païs-Bas Efpagnols, de fortir defdites Places & Païs-Bas Efpagnols pour aller demeurer où bon leur femblera dans l'efpace d'un an, avec la faculté de vendre à qui il leur plaira, ou de difpofer autrement de leurs effets, biens, meubles & immeubles, avant & après leur fortie, fans qu'ils puiffent en être empêchés directement ou indirectement.

XXV. Les mêmes Sujets de part & d'autre, Ecclefiaftiques & Seculiers, Corps, Communautés, Univerfités & Colleges feront retablis tant en la jouiffance des honneurs, dignités, benefices, dont ils étoient pourveus avant la guerre, qu'en celle de tous, & chacuns leurs Droits, biens, meubles & immeubles, rentes faifies, ou occupées à l'occafion de la préfente Guerre, enfemble leurs Droits, actions, & fucceffions à eux furvenües, même depuis la Guerre commencée, fans toutefois rien demander des fruits & revenus perçus, & échus pendant le cours de la préfente Guerre, jufques au jour de la publication du préfent Traité; lefquels rétabliffements fe feront réciproquement, nonobftant toute donation, conceffion, declaration, confifcation, Sentence donnée par contumace, les Parties non oüyes, qui feront nuls & de nul effet, avec une liberté entiere aufdites Parties de revenir dans les Païs, d'où elles fe font retirées pour & à caufe de la Guerre, pour jouir de leurs biens & rentes, en perfonne ou par procureurs, conformément aux Loix & Coutumes des Païs & Etats: dans lefquels rétabliffemens font auffi compris ceux, qui la derniere Guerre, ou à fon occafion auront fuivi le Parti des deux Puiffances contractantes: neanmoins les Arrêts & Jugemens rendus dans les Parlemens, Confeils & autres Cours fuperieures, ou inferieures, & aufquelles il n'aura pas été expreffément dérogé par le préfent Traité auront lieu, & fortiront leur plein & entier effet, & ceux qui en vertu defdits Arrêts & Jugemens fe trouveront en poffeffion des Terres & Seigneuries & autres biens, y feront maintenus, fans préjudice toutefois aux Parties, qui fe croiront lefées, par lefdits Jugemens & Arrêts, de fe pourvoir par les voyes ordinaires, & devant les Juges compétens.

XXVI. Et à l'égard des rentes affectées fur la Generalité de quelques Provinces des Païs-Bas, dont une partie fe trouvera poffedée par Sa Majefté Très-Chrétienne, Sa Majefté Imperiale ou autres, il a été convenu & accordé, que châcun payera fa quote part, & feront nommés des Commiffaires pour regler la portion, qui fe payera de part & d'autre.

XXVII. Comme dans les Païs, Villes & Places des Païs-Bas Catholiques, que le Roi Très-Chrêtien céde à l'Empereur, plufieurs Benefices ont été conférés par Sa Majefté Très-Chrétienne à des perfonnes capables, lefdits Benefices ainfi accordés feront laiffés à ceux, qui les poffedent préfentement; & tout ce qui concerne la Religion Catholique, Apoftolique & Romaine, y fera maintenu dans l'état, où les chofes étoient avant la Guerre, tant à l'égard des Magiftrats, qui ne pourront être que Catholiques Romains, comme par le paffé, qu'à l'égard des Evêques, Chapitres, Monafteres, des Biens de l'Ordre de Malthe & generalement de tout le Clergé, lefquels feront tous maintenus & reftitués dans toutes leurs Eglifes, Libertez, Franchifes, Immunitez, Droits, Prérogatives & Honneurs, ainfi qu'ils l'ont été fous les précedents Souverains Catholiques Romains: Tous & châcun dudit Clergé pourvûs de quelques biens Ecclefiaftiques, Commanderies, Canonicats, Perfonnats, Prevôtés, & autres Benefices quelconques, y demeureront fans en pouvoir être dépoffedés, jouiront des biens & revenus en provenans, & les pourront adminiftrer & percevoir comme auparavant; comme auffi les Penfionaires jouiront comme par le paffé de leurs penfions affignées fur les Benefices, foit qu'elles foient créées en Cour de Rome, ou par des Brevets expediés avant le commencement de la préfente Guerre, fans qu'ils en puiffent être fruftrés pour quelque caufe & pretexte que ce foit.

XXVIII. Les Communautés & Habitans de toutes les Places, Villes & Païs, que Sa Majefté Très-Chrétienne céde dans les Païs-Bas Catholiques par le préfent Traité, feront confervés & maintenus dans la libre jouiffance de tous leurs Priviléges, Prérogatives, Coutumes, Exemptions, Droits, Octroys communs, & particuliers, Charges & Offices héreditaires, avec les mêmes Honneurs, gages, emolumens, & exemtions, ainfi qu'ils en ont joui fous la domination de Sa Majefté Très-Chrétienne; ce qui doit s'entendre uniquement des Communautés & Habitans des Places, Villes & Païs que Sa Majefté a poffédés immediatement après la conclufion du Traité de Ryfwick, & non des Places, Villes & Païs, que poffedoit le feu Roy d'Efpagne Charles II. au tems de fon decès, dont les Communautez & Habitans feront confervés dans la jouiffance des Privileges, Prérogatives, Coutumes, Exemtions, Droits, Octroys, communs & particuliers, Charges, & Offices hereditaires, ainfi qu'ils les poffedoient lors de la mort dudit feu Roy d'Efpagne.

XXIX. Pareillement, les Benefices Ecclefiaftiques mediats ou immediats, qui auront été durant la préfente Guerre conferés par l'un des Partis dans les Terres ou Lieux, qui lui étoient alors fujets, à des perfonnes capables, felon la regle de leur premiere Inftitution & Statuts legitimes, généraux ou particuliers, faits fur ce fujet, ou par quelques autres difpofitions Canoniques faites par le Pape, lefdits Benefices Ecclefiaftiques feront laiffés aux préfens Poffeffeurs, en forte qu'aucun ne les puiffe, ou doive deformais troubler ou empêcher dans la poffeffion & legitime adminiftration d'iceux, ni dans la perception des fruits, ni eux mêmes être à leur occafion, ou quelque autre raifon, paffée ou préfente, appellés ou cités en Juftice, ou en quelque autre forte inquietés ou moleftés à ce fujet; à condition neanmoins, qu'ils s'acquittent de ce à quoy ils font tenus en vertu defdits Benefices.

XXX. Sa Majefté Imperiale, & Sa Majefté Très-Chrétienne ne pourront, pour aucun fujet, interrompre deformais la Paix, qui eft établie par le préfent Traité, reprendre les Armes, & commencer, fous quelque pretexte que ce foit, aucun acte d'hoftilité l'un contre l'autre, mais au contraire Elles travailleront fincerement & de bonne foi, & comme Amis veritables, à affermir de plus en plus cette amitié mutuelle & bonne intelligence, fi neceffaire pour le bien de la Chrêtienté. Et d'au-

ANNO 1714.

d'autant que le Roy Très-Chrêtien, sincerement reconcilié avec Sa Majesté Imperiale, ne veut desormais lui causer aucun trouble ni prejudice, Sa Majesté Très-Chrêtienne promet & s'engage de laisser jouir Sa Majesté Imperiale, tranquillement & paisiblement, de tous les Etats & Lieux, qu'Elle possede actuellement, & qui ont été ci-devant possedés par les Roys de la Maison d'Autriche en Italie, savoir du Royaume de Naples, ainsi que Sa Majesté Imperiale le possede actuellement, du Duché de Milan, ainsi que Sa Majesté Imperiale le possede aussi actuellement, de l'Isle & Royaume de Sardaigne, comme aussi des Ports & Places sur les côtes de Toscane, que Sadite Majesté Imperiale possede actuellement, & qui ont été possedées ci-devant par les Rois d'Espagne de la Maison d'Autriche, ensemble de tous les Droits attachés aux susdits Etats d'Italie, que Sadite Majesté Imperiale possede, ainsi que les Rois d'Espagne les ont exercés depuis Philippe I. jusques au Roy dernier décedé, Sadite Majesté Très-Chrêtienne donnant sa parole Royale de ne jamais troubler ni inquieter l'Empereur & la Maison d'Autriche dans cette possession, directement ni indirectement, sous quelque pretexte ou par quelque voye que ce puisse être, ni de s'opposer à la possession, que Sa Majesté Imperiale & la Maison d'Autriche, a ou pourra avoir à l'avenir, soit par Negociation, Traité, ou autre voye légitime & paisible, en sorte toutefois, que la Neutralité d'Italie n'en soit point troublée; L'Empereur promettant & engageant sa parole de ne point troubler ladite Neutralité, & le repos d'Italie, & par consequent de n'employer la voye des armes pour quelque cause ou pour quelque occasion, que ce soit; mais au contraire de suivre & observer ponctuellement les engagements, que Sa Majesté Imperiale a pris dans le Traité de Neutralité, conclu à Utrecht le 14. de Mars de l'année 1713. lequel Traité sera censé comme repeté ici, & sera exactement observé par Sa Majesté Imperiale, pourvû que de l'autre part l'observation en soit reciproque, & qu'Elle n'y soit point attaquée, Sadite Majesté Imperiale s'engageant pour le même effet à laisser jouir paisiblement chaque Prince en Italie, des Etats, dont il est actuellement en possession, sans que cela puisse prejudicier aux Droits de personne.

XXXI. Pour faire gouter aux Princes & Etats d'Italie les fruits de la Paix entre l'Empereur & le Roy Très-Chrêtien, la Neutralité non seulement y sera exactement gardée, mais sera aussi rendüe bonne & prompte justice par Sa Majesté Imperiale aux Princes ou Vassaux de l'Empire pour les autres Places, Pais & Lieux en Italie, qui n'ont point été possedés par les Rois d'Espagne de la Maison d'Autriche, & sur lesquels lesdits Princes pourroient avoir quelque prétension legitime, savoir au Duc de Guastalle, Pico de la Mirandole, & au Prince de Castiglione, sans pourtant que cela puisse interrompre la Paix, & Neutralité d'Italie ny donner sujet d'en venir à une nouvelle Guerre.

XXXII. Outre les susdites prétensions, le Marechal Duc de Villars se trouvant chargé de plusieurs autres, pour lesquelles il auroit à insister au nom de Sa Majesté Très-Chrêtienne, savoir sur la prétension de Madame la Duchesse Douairiere d'Elbeuf, pour raison du Douaire & Conventions matrimoniales de la feue Duchesse de Mantoue sa Fille; celle de Madame la Princesse des Ursins, la Princesse Piombin; & enfin le Duc de Saint Pierre sur la Principauté de Sabionette; & de l'autre côté le Prince Eugéne de Savoye se trouvant aussi chargé de plusieurs prétensions, sur lesquelles il auroit à insister au nom de Sa Majesté Imperiale, savoir quelques prétensions de Monsieur le Duc de Lorraine, outre celles, qui sont comprises dans le Traité de Ryswick, & sous les Articles précedens relatifs audit Traité; celle du Duc de Modene, comme aussi celle de la Maison d'Aremberg, de la Maison de Ligne, & enfin du remboursement des dettes, que les Troupes Françoises ont laissé dans le Duché de Milan, lesquelles toutes demanderoient trop de temps pour être vuidées dans ce Traité, l'on est convenu d'en remettre la discussion reciproquement aux Conferences, qui seront établies pour le Traité de Paix général ou solemnel entre Sa Majesté Imperiale, l'Empire, & Sa Majesté Très-Chrêtienne, où il sera permis à chacun de représenter ses Droits, & de produire ses Titres & raisons, lesquelles bien examinées, Sa Majesté Imperiale & Sa Majesté Très-Chrêtienne promettent d'y avoir l'égard que demande la justice, sans que pourtant cela puisse alterer ou retarder l'execution de la Paix.

ANNO 1714.

XXXIII. La Conjoncture présente n'ayant pas laissé le tems à Sa Majesté Imperiale de consulter les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire sur les conditions de la Paix, non plus qu'à ceux-cy de consentir dans les formes ordinaires, au nom de tout l'Empire, aux conditions du présent Traité, qui les regardent, Sa Majesté Imperiale promet, que lesdits Electeurs, Princes & Etats envertont incessamment, au nom de l'Empire, des Plein-pouvoirs ou bien une Députation de leur Corps, munie pareillement de leurs Plein-pouvoirs, au lieu, qui sera choisi pour travailler au Traité général ou solemnel, à faire entre l'Empereur, l'Empire, & le Roy Très-Chrêtien, Sa Majesté Imperiale engageant sa parole, que ladite Députation, ou ceux, qui seront chargés des Plein-pouvoirs consentiront au nom dudit Empire à tous les points, dont il est convenu entre Elle & Sa Majesté Très-Chrêtienne par le présent Traité, lequel Elle s'engage & promet d'executer.

XXXIV. Comme il est porté par l'Article précedent, que les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire enverront, au nom de l'Empire, une Députation de leur Corps, ou bien leurs Plein-pouvoirs pour les Conferences du Traité de Paix général ou solemnel, à faire entre Sa Majesté Imperiale, l'Empire, & Sa Majesté Très-Chrêtienne, dans le Lieu, qui sera choisi & destiné à cet effet, l'Empereur & le Roy Très-Chrêtien, conviennent de fixer ce Lieu dans un Pays neutre, hors de l'Empire & du Royaume de France, & pour cet effet leurs Majestés ont jetté les yeux sur le Territoire de la Suisse, dans lequel il sera nommé par Sa Majesté Imperiale, ou par Sa Majesté Trés-Chrêtienne trois Villes pour en choisir une en la maniere suivante, à savoir que Sa Majesté Imperiale nommant & proposant lesdites trois Villes, Sa Majesté Très-Chrêtienne fera le choix de celle, qui servira pour les Conferences, ou reciproquement, si Sa Majesté Trés-Chrêtienne propose les trois Villes, Sa Majesté Imperiale aura le choix de celle des trois, qu'Elle voudra preferer, lesquelles propositions & elections se feront en même tems, que le présent Traité sera signé, en sorte qu'il n'y ait ny retardement, ny tems perdu pour traiter & conclurre au plûtôt la Paix générale & solemnelle entre l'Empereur, l'Empire, & le Roy Très-Chrêtien, & que leurs Ministres Plenipotentiaires puissent s'assembler le quinziéme jour du Mois d'Avril prochain, ou le premier May prochain au plus tard, dans le Lieu destiné pour y tenir les Conferences, pendant lesquelles tous les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire qui, outre ce qui leur revient par l'execution stipulée cy dessus des Articles du Traité de Ryswick, auront des prétensions & raisons pour se faire comprendre particulierement dans le Traité de Paix général à faire, pourront les produire, pour lesquelles Sa Majesté Très-Chrêtienne promet d'avoir l'égard, que demande la justice; néanmoins pour que la fin desdites Conferences ne soit pas retardée, on est convenu de part & d'autre, qu'elles ayent à se terminer par la conclusion du Traité général ou solemnel dans deux Mois, ou trois au plus tard, à compter du prémier jour que commenceront les Conferences.

XXXV. Au moment que le présent Traité de Paix aura été signé, toutes hostilités & violences cesseront de la part de l'Empereur & de l'Empire, aussi bien que de celle du Roy Très-Chrêtien, & du jour de l'échange des Ratifications, Sa Majesté Très-Chrêtienne n'exigera plus des Etats de l'Empire, ni contributions des fourages pour les Troupes, non plus que Sa Majesté Imperiale & l'Empire n'en exigeront des Etats de Sa Majesté Très-Chrêtienne; & cesseront généralement toutes autres demandes reciproques faites à l'occasion de la présente Guerre, tant de la part de Sa Majesté Imperiale, & de l'Empire, que de Sa Majesté Très-Chrêtienne.

Les Prisonniers tant d'Etat que de Guerre de part & d'autre, seront renvoyés sans rançon, & quinze jours après l'échange des Ratifications du présent Traité, chaque Prince retirera ses Troupes du plat

Pais

ANNO 1714.

Païs dans ses propres Etats ; Sa Majesté Imperiale s'engageant à retirer aussi dans le même tems ses Troupes, & de faire aussi retirer celles de l'Empire du plat Païs de l'Archevêché de Cologne & de la Baviere, lesquels Païs & Etats, au reste, seront restitués dans la forme & terme, specifiés par les Articles XV. XVI. XVII. & XVIII. du présent Traité.

XXXVI. Le commerce défendu durant la guerre entre les Sujets de Sa Majesté Imperiale, de l'Empire, & ceux de Sa Majesté Très-Chrêtienne sera rétabli, aussi-tôt après l'échange des Ratifications du présent Traité, avec la même liberté, qu'il étoit avant la Guerre, & jouiront tous & chacun, particulierement les Citoyens & Habitans des Villes Anseatiques, de toute sorte de sureté par Mer & par Terre, conformément à l'Article 52. de la Paix de Ryswick.

XXXVII. Le présent Traité sera ratifié par l'Empereur & par le Roi Très-Chrêtien, & l'echange des Ratifications sera faite au Palais de Radstat dans l'espace d'un mois, à compter du jour de la Signature, ou plûtôt, si faire se peut.

En foi de quoi les susdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, tant de Sa Majesté Imperiale, que de Sa Majesté Très-Chrêtienne, ont soussigné le présent Traité de leurs propres mains, & y ont apposé les Sceaux de leurs Armes. Fait au Palais de Rastadt ce sixiéme Mars, mil sept cens & quatorze.

EUGENE DE SAVOYE. (L. S.) LE M. DUC DE VILLARS. (L. S.)

Plenipotentia Sacræ Cæsareæ Majestatis.

NOs Carolus Sextus Divina favente Clementia electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Rex Germaniæ, Castellæ, Arragoniæ, Legionis, utriusque Siciliæ, Hierusalem, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Galliciæ, Majoricarum, Seviliæ, Sardiniæ, Cordubæ, Corsicæ, Murciæ, Giennis, Algarbiæ, Algeziræ, Gibraltaris, Insularum Canariæ, & Indiarum, ac terræ-firmæ, Maris Oceani, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Limburgiæ, Lucemburgiæ, Geldriæ, Wirtembergæ, superioris & inferioris Silesiæ, Calabriæ, Athenarum & Neopatriæ, Princeps Sueviæ, Cataloniæ & Asturiæ, Marchio Sacri Romani Imperii Burgoviæ, Moraviæ, superioris & inferioris Lusatiæ, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ & Arthesiæ, Marchio Oristhani, Comes Goziani, Namurci, Rossilionis & Cerretaniæ, Dominus Marchiæ Sclavonicæ, Portus Naonis, Biscayæ, Molinæ, Salinarum, Tripolis & Mechliniæ &c.

Notum testamurque facimus: Quod cum Nobis à quibusdam de salute publica probe sollicitis insinuatum fuerit, ad Pacem inter Nos & Imperium ex una, & Serenissimum ac Potentissimum Principem Dominum Ludovicum Franciæ Regem Christianissimum ex altera parte conciliandam, opportunum fore, si de nostra cum Supremo Exercitus Gallici Ductore (Tit.) de Villars authoritate & Mandato hunc in finem necessariis instructo ageretur; & Nos, tametsi Pacificatio Ultrajecti ex causis passim cognitis nuper dissoluta fuerit, nihilominus adhuc parati sumus conjunctim cum Imperio Pacem æquis conditionibus inire, nihil, quod eo facere possit, prætermittendum ac proinde quantumvis à Nobis deliberatum agitatumque fuerit, de ejusmodi mandato prius cum Romano Imperio communicandum fuisse, ne tamen huic salutari negotio mora interponeretur, haud diutius cunctandum existimaverimus, quin Illustrissimum Eugenium Principem Sabaudiæ & Pedemontium, aurei Velleris Equitem, Cæsareum Nostrum Consiliarium intimum, Consilii Aulico-bellici Præsidem, Locumtenentem Generalem, Sacri Imperii Campi Mareschallum, nec non Consanguineum ac Principem charissimum, in cujus fide, prudentia, & singulari rerum gerendarum usu plene confidimus, ad supradictum finem Legatum Extraordinarium constitue-rimus, quemadmodum hisce constituimus, Dantes & concedentes Eidem plenam Potestatem agendi, tractandi, concludendi & signandi cum supra nominato Supremo Exercitus Gallici Ductore (Tit.) de Villars omnia, quæ ad procurandam Pacem pertinent, nec non promittentes verbo Nostro Imperatorio, Nos quidquid per dictum Principem Eugenium actum, tractatum, conclusum & signatum fuerit, acceptum & gratum firmum quoque & ratum habituros: In quorum fidem ac robur præsentes manu Nostra subscriptas, Sigillo Nostro Imperatorio muniri jussimus, quæ dabantur in Civitate Nostra Viennæ die decima sexta mensis Decembris, Anno millesimo septingentesimo decimo tertio. Regnorum Nostrorum Romani tertio, Hispanicorum undecimo, Hungarici & Bohemici vero pariter tertio.

Signatum &c.

CAROLUS.

Inferius

VT. FRID. CARL. COMES DE SCHÖNBORN

ex tergo.

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ Majest. proprium.

PETRUS JOSEPHUS DOLBERG.

Plein-pouvoir de Sa Majesté Très-Chrêtienne.

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, salut. Comme Nous desirons sincérement de contribuer de tout Notre pouvoir à consommer l'ouvrage de la Paix générale, de convenir au plûtôt des intérêts de notre très-cher & très-aimé Frere l'Empereur des Romains, & de ceux de l'Empire, & de chercher les moyens d'arrêter l'effusion du Sang Chrêtien, & de faire cesser la desolation de tant de Provinces, Nous confiant entierement en la capacité, expérience, zéle & fidelité pour Notre service, de Notre très-cher & bien aimé Cousin le Duc de Villars, Pair & Marechal de France, Général de Nos Armées en Allemagne, Chevalier de Nos Ordres, Gouverneur & Notre Lieutenant Général en notre Pays & Comté de Provence; pour ces causes, & autres bonnes considerations, à ce Nous mouvans, Nous avons commis, ordonné, & député, & par ces présentes signées de notre main commettons, ordonnons & députons Notre dit Cousin le Duc de Villars, & lui avons donné, & donnons Plein-pouvoir, Commission & Mandement special, en qualité de Notre Ambassadeur Extraordinaire & de notre Plenipotentiaire, de conferer, négocier & traiter avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, munis de Pouvoir en bonne forme, de la part de Notre dit Frere, & des Princes & Etats de l'Empire, arrêter, conclurre, & signer tels Traités, Articles & Conventions, que Notre dit Cousin le Duc de Villars avisera bon-être, en sorte qu'il agisse en tout ce qui regarde la Négociation de la Paix, avec la même authorité, que Nous ferions, & pourrions faire, si Nous y étions présens en personne, encore qu'il y eut quelque chose, qui requît un Mandement plus special non contenu en cesdites Presentes. Promettant en foi & parole de Roi d'avoir agreable, tenir ferme & stable à toûjours, accomplir & exécuter ponctuellement tout ce que Notre dit Cousin le Duc de Villars aura stipulé, promis & signé en notre nom, en vertu du présent Pouvoir, sans y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu, pour quelque cause, ou sous quelque prétexte que ce puisse être, comme aussi d'en fournir Notre Ratification en bonne forme, pour être échangée dans le tems dont il sera convenu, car tel est Notre plaisir, en témoin de quoi, Nous avons fait mettre Notre Scél à cesdites présentes. Donné à Marli le vingt quatriéme jour d'Aoust, l'An de grace mil

ANNO 1714.

sept cent & treize, & de Notre Regne le soixante onziéme.

Etoit signé,

LOUIS.

Et plus bas, sur le repli.

Par le Roy,

COLBERT.

1. *Article separé.*

COMME dans les Titres, que Sa Majesté Imperiale employe, soit dans ses Plein-pouvoirs, soit dans le préambule du Traité, qui doit être signé ce jourd'hui entre le Prince Eugene de Savoye & le Maréchal Duc de Villars, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de leurs Majestés Imperiale & très-Chrêtienne, quelques-uns desdits Titres ne peuvent être reconnus par Sa Majesté très-Chrêtienne, il a été convenu entre lesdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, par cet Article separé & signé par Eux avant ledit Traité, que les qualités prises ou obmises de part & d'autre, ne donneront nul Droit, & pareillement ne causeront nul préjudice à l'une ou à l'autre des Parties Contractantes, & le présent Article separé, aura la même force, que s'il étoit inseré mot à mot dans le Traité de Paix. Fait au Palais de Radstat ce sixiéme Mars mil sept cens quatorze.

EUGENE DE SAVOYE. LE M. DUC DE VILLARS.
(L.S.) (L.S.)

2. *Article separé.*

LE présent Traité, par les raisons mentionnées dans l'Article XXXIII. ayant été commencé, poursuivi & achevé sans les solennités & formalitez requises & usitées à l'égard de l'Empire, & composé & redigé en Langue Françoise, contre l'usage ordinairement observé dans les Traités, entre Sa Majesté Imperiale, l'Empire, & Sa Majesté très-Chrêtienne, cette différence ne pourra être alleguée pour exemple, ni tirer à consequence, ou porter préjudice en aucune maniere, à qui que ce soit, & l'on se conformera à l'avenir à tout ce qui a été observé jusqu'à présent dans de semblables occasions, tant à l'égard de la Langue Latine, que pour les autres formalités, & nommément dans le Congrès & Traité général & solemnel à faire entre Sa Majesté Imperiale, l'Empire, & Sa Majesté très-Chrêtienne: le présent Traité ne laissant pas d'avoir la même force & vertu, que si toutes les susdites formalités y avoient été observées, & comme s'il étoit en Langue Latine, & le présent Article separé aura pareillement la même force, que s'il étoit inseré mot à mot dans le Traité de Paix. Fait au Palais de Radstadt ce sixiéme Mars mil sept cens quatorze.

EUGENE DE SAVOYE. LE M. DUC DE VILLARS.
(L. S.) (L. S.)

3. *Article separé.*

SA Majesté Imperiale, conformément à l'Article XXXIV. du Traité conclu ce jourd'hui, ayant nommé & proposé pour le Lieu des Conferences du Traité de Paix général & solemnel, à faire entre Elle, l'Empire & Sa Majesté Très-Chrêtienne, les trois Villes suivantes dans le Territoire de la Suisse, savoir Schafhousen, Baden en Ergau, & Frauenfeld, & le Maréchal Duc de Villars n'ayant pû encore recevoir les ordres de Sa Majesté Très-Chrêtienne sur le choix de celle desdites trois Villes, qu'Elle voudra préferer, il promet de le faire savoir inces-samment au Prince Eugene de Savoye par un Courier. Fait au Palais de Radstadt ce sixiéme Mars, mil sept cens & quatorze.

EUGENE DE SAVOYE LE M. DUC DE VILLARS.
(L. S.) (L. S.)

COPIA

Ratificationis Pacis cum Gallia Rastadii conclusæ.

Viennæ 17. Martii 1714.

NOS CAROLUS Sextus Divina favente clementia electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Rex Germaniæ, Castellæ, Arragoniæ, Legionis, utriusque Siciliæ, Hierusalem, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Gallitiæ, Majoricarum, Seviliæ, Sardiniæ, Cordubæ, Corficæ, Murciæ, Giennis, Algarbiæ, Algeziræ, Gibraltaris, Insularum Canariæ & Indiarum, ac Terræ firmæ Maris, Oceani, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Limburgiæ, Lucemburgiæ, Geldriæ, Wirtembergæ, superioris & inferioris Silesiæ, Calabriæ, Athenarum & Neopatriæ, Princeps Sueviæ, Cataloniæ & Asturiæ, Marchio Sacri Romani Imperii Burgoviæ, Moraviæ, superioris & inferioris Lusatiæ, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ & Arthesiæ, Landgravius Alsatiæ, Marchio Oristhani, Comes Goziani, Namurci, Rossilionis, & Cerretaniæ, Dominus Marchiæ Sclavonicæ, Portus Naonis, Biscayæ, Molinæ, Salinarum, Tripolis & Mechliniæ. &c. &c.

Notum facimus omnibus & singulis præsentes Literas inspecturis, lecturis, vel legi audituris, aut quomodocunque infrascriptorum notitia ad ipsos pervenire poterit, postquam ad tollendum, quod cum inter Serenissimos quondam & Potentissimos Principes, Dominum Leopoldum colendissimum Parentem nostrum & Dominum Josephum amantissimum Nostrum Fratrem, Romanorum Imperatores, semper Augustos, Prædecessores Nostros gloriosissimæ memoriæ, tum inter Nosmetipsos & Romanum Imperium ex una: & Serenissimum ac Potentissimum Principem Dominum Ludovicum Franciæ Regem Christianissimum ex altera parte, multis abhinc annis duravit gravissimum Bellum, tractatum instituere placuerit, factum Divina bonitate esse, ut per constitutos utrinque Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios, à Nobis quidem Illustrissimum Eugenium Principem à Sabaudia & Pedemontium, aurei Velleris Equitem, Cæsareum Nostrum Consiliarium intimum, Consilii Aulico-bellici Præsidem, Locumtenentem Generalem, Sacri Imperii Campi Mareschallum, Nostrique & Imperii Exercitus supremum Ducem, Consanguineum & Principem nostrum charissimum, à Rege Christianissimo vero Illustrem Ludovicum Hectorem de Villars, Ducem & Parem Franciæ, Supremumque Exercitus Gallici Ducem, Pax & Amicitia conclusa sit, forma & tenore sequenti.

Inseratur Instrumentum una cum binis Mandatis & tribus Articulis separatis.

CUM igitur hæc omnia Instrumento Principali, tribusque Articulis separatis contenta, prout hic verbotenus inserta & descripta leguntur, Mandato Nostro gesta, peracta & conventa sint, Nos eadem omnia & singula, præhabita matura & diligenti consideratione, ex certa nostra scientia approbamus, ratificamus, & confirmamus rataque & firma esse & fore virtute præsentium declaramus, simulque verbo Imperiali & Regio promittimus Nobis pro Nostrisque Successoribus, Nos omnes & singulos supra descriptos Articulos, & quicquid tota hac Pacis Conventione continetur, firmiter, constanter & inviolabiliter servaturos, atque executioni mandaturos, nullaque ratione, ut vel ex nostra parte, vel per alios contraveniatur, passuros, quomodocunque id fieri pos-

ANNO 1714.

possit, omni dolo & fraude exclusis, Salva de reliquo Linguæ Latinæ cæterarumque solennitatum alias requisitarum reservatione Articulo separato tertio uberius expressa. In horum omnium testimonium & fidem Sigillum nostrum Cæsareum majus huic Diplomati manu Nostra subscripto appendi fecimus. Datum in Civitate nostra Viennæ, die decima septima mensis Martii, Anno Domini millesimo septingentesimo decimo quarto, Regnorum Nostrorum Romani tertio, Hispanicorum undecimo Hungarici & Bohemici vero pariter tertio.

Ratification du Roi T. C.

LOUIS par la Grace de Dieu, Roy de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront; Salut. Comme nôtre très-cher & bien amé Cousin le Duc de Villars, Pair & Maréchal de France, General de nos Armées en Allemagne, Chevalier de nos Ordres, Gouverneur & notre Lieutenant General en nôtre Païs & Comté de Provence, notre Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire, en vertu des Pleins-pouvoirs que nous luy en avions donné, auroit conclu, arresté & signé le sixiéme du present mois de Mars à Radstadt avec notre très-cher, & bien-amé Cousin le Prince Eugene de Savoye, Chevalier de la Toison d'Or, President du Conseil Aulique, Lieutenant General & Maréchal de Camp de l'Empire, en qualité d'Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire de notre très-cher & très-amé Frére l'Empereur, pareillement muni de ses Pleins-pouvoirs, le Traité de Paix & les Articles separez dont la teneur s'ensuit.

Fiat insertio.

Nous ayant agréable les susdits Traité de Paix & Articles separez en tous & chacun les Points & Articles qui y sont contenus & declarez; Avons iceux tant pour nous que pour nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Païs, Terres, Seigneuries, & Sujets accepté, approuvé, ratifié, & confirmé; Et par ces Presentes signées de nôtre main, acceptons, approuvons, ratifions, & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roy, sous l'obligation & hypoteque de tous & un chacun nos biens presens & à venir, garder, observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement en quelque sorte & maniere que ce soit: En temoin de quoy Nous avons fait mettre notre Scel à ces Presentes. Donné à Versailles le vingt troisiéme Mars l'an de grace mil sept cens quatorze, & de notre Regne le soixante-onziéme.

Signé,

LOUIS.

Et plus-bas.

Par le Roy,

COLBERT.

Scellé du grand Sceau de cire jaune sur lacs de soye bleüe tressez d'Or, le Sceau enfermé dans une boëte d'argent; Sur le dessus de laquelle sont empreintes & gravées les Armes de France & de Navarre, sous un Pavillon Royal soutenu par deux Anges.

CLXXI.

8. Juin. *Traité d'Alliance entre les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas & le Louable Canton de* BERNE, *projetté & signé à la Haye le 21. Juin 1712. perfectionné & conclu le 8. Juin 1714. avec la Capitulation pour les Troupes.*

LES Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas & les Seigneurs l'Advoyer, petit & grand Conseil de la Loüable République & Canton de Berne, ayant depuis long-tems, & reciproquement les uns pour les autres une véritable & sincere amitié & une entiere confiance, ont jugé qu'il leur seroit utile & convenable de contracter ensemble un Traité de perpetuelle Union defensive; qui puisse servir à leur conservation & maintien reciproque, & à cimenter indissolublement les sentimens d'amitié & de confiance qu'ils ont eu jusqu'ici les uns pour les autres. Pour cet effet les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas ont autorisé les Srs. de Broekhuysen, van Alphen, Heinsius, Coning, Ploos van Amstel, de Burum, Steinberg & Steenhuys leurs Deputez: & la République & Canton de Berne le Sr. Pesme de St Saphorin, qui en vertu de leurs autorisations, sont convenus des Articles suivans.

I. Il y aura à perpetuité une étroite Union défensive entre les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas d'une part, & le loüable Canton de Berne de l'autre, en vertu de laquelle étroite union, les Parties contractantes s'engagent d'avoir reciproquement un fidele soin de leurs intérêts mutuels, & de s'assister par tous les bons offices possibles, de prevenir le mal dont l'une ou l'autre Partie pourroit être menacée, & de s'entre-secourir reciproquement en cas d'attaque.

II. Ce Traité d'Union s'étend de la part du loüable Canton de Berne à la défense du Païs de Leurs Hautes Puissances, & à celle de leurs Barrieres, telles qu'elles seront reglées dans le Traité de Paix, & cela, soit que leursdits Païs & Barrieres fussent attaquées, soit que Leurs Hautes Puissances fussent obligées d'entrer en guerre pour la défense de leurs Païs ou Barrieres. Leurs Hautes Puissances de plus seront dans le pouvoir d'employer les Troupes du loüable Canton qu'elles auront à leur service pour la défense de tous les Etats du Royaume de la Grande-Bretagne, qui sont dans l'Europe.

III. Le Loüable Canton de Berne s'engage dans ce Traité de laisser au service de Leurs Hautes Puissances non seulement les 16. Compagnies de Berne qui avoient déja été avouées par le Loüable Canton dans le Projèt (*) de la Capitulation faite ci-devant, mais encore huit autres Compagnies commandées l'une par un Bourgeois de Berne, & les sept autres par des Sujets du Canton. Il avouera toutes les 24. Compagnies, & fournira aux Capitaines qui les commandent, & qui les commanderont dans la suite, les Recruës necessaires pour les maintenir, sans que le loüable Canton puisse rapeller en nul tems lesdites 24. Compagnies, que dans les cas marquez dans l'Article VI. du present Traité.

IV. Le Louable Canton de Berne s'engage de plus d'accorder à Leurs Hautes Puissances en cas qu'elles fussent attaquées, ou en peril inévitable de l'être, une nouvelle levée de 4000. hommes, sans que ledit Canton puisse se dispenser d'executer cet engagement, à moins que lorsqu'on lui demandera la nouvelle levée, il fut lui-même en guerre, ou dans le peril éminent d'y entrer, & quand les Troupes seront levées, il leur fournira les Recruës necessaires.

V. D'autre part Leurs Hautes Puissances s'engagent au Loüable Canton de Berne, en vertu du present Traité, à la défense de la Ville de Berne, & à celle de tous les Etats qui sont sous sa Domination, & sur lesquels Elle a le Droit de Souveraineté, de même qu'à la défense de ses Combourgeois, & à celle de la Ville de Geneve, qui est sa Barriere; ses Combourgeois sont le Comté de Neufchatel, Vallangin, Bienne, la Neufve & la Bonneville & le Munstesthal.

VI. Si le loüable Canton de Berne étoit attaqué, ou se trouvoit engagé dans une Guerre, soit pour sa défense, soit pour celle de ses Combourgeois, ou ses Sujets, ou de la Barriere. Leurs Hautes Puissances lui fourniront pour subside une somme pareille à ce, à quoi monte la paye presente des 24. Compagnies tant de Berne que des Sujets du louable Canton qui sont présentement à leur service. Ce subside sera payé regulierement de mois en mois pendant tout le tems que la Guerre durera; mais si le loüable Canton de Berne se trouvoit engagé, ou qu'il se vit dans le peril inévitable d'une guerre si redoutable, qu'il

(*) Ce Projèt a été [illegible] par feu Mr. de [illegible], Résident de Leurs Hautes Puissances en Suisse.

ANNO 1714.

ANNO 1714.

qu'il se crut dans la necessité absoluë & indispensable de rapeller ses Troupes qui seront au service de Leurs Hautes Puissances, elles seront obligées de les lui renvoyer à la premiere demande au choix du loüable Canton, soit une partie, soit toutes les Compagnies qui sont presentement à leur service, & cela soit que Leurs Hautes Puissances soient Elles-mêmes en guerre ou non, mais avec ces restrictions, que si Leurs Hautes Puissances étoient en guerre, & que le loüable Canton s'y trouveroit de sa part engagé avec d'autres Parties du loüable Corps Helvetique, ce dont Dieu veuille les preserver, sans qu'aucune Puissance étrangere assistât ni directement ni indirectement lesdites Parties du Corps Helvetique, avec lesquelles il seroit en guerre, ledit loüable Canton se devra en ce cas-là contenter du subside sans pouvoir rapeller lesdites 24. Compagnies; de plus, quand même le Loüable Canton de Berne seroit en guerre avec quelque Puissance étrangere, Leurs Hautes Puissances ne seroient pas dans l'obligation de lui envoyer, en cas qu'Elles fussent Elles-mêmes en guerre, ce qu'Elles pourroient avoir alors de Troupes du Canton de surplus que les 24. Compagnies. Quoique ledit Loüable Canton de Berne s'engage de bonne foi à ne les rapeller, par raport même à des Guerres étrangeres, que lorsqu'il se trouveroit engagé, ou dans le peril d'une Guerre si redoutable, qu'il ne puisse se dispenser de rapeller ou toutes, ou une partie des 24. Compagnies; il sera toujours à lui à connoitre, si la necessité éminente requiert qu'il les rapelle, & lorsqu'il les demandera, Leurs Hautes Puissances les lui envoyeront incessamment, sans y pouvoir aporter aucune difficulté, & en faisant les offices convenables vers les Princes & Etats, par où lesdites Troupes devront passer, pour avoir le libre passage & l'assistence necessaire: Si une partie, ou toutes les 24. Compagnies se trouvoient dans le cas susdit rapellées par le Canton, Leurs Hautes Puissances s'engagent de les payer & entretenir pour le service dudit Canton pendant tout le tems qu'il sera en guerre, & ce que leur coutera ledit entretien, sera defalqué sur les subsides qu'elles s'engagent de lui payer, cette defalcation sera comptée & commencera depuis le jour que les Troupes partiront pour la Suisse, jusques au jour qu'elles partiront pour revenir dans les Etats de Leurs Hautes Puissances, avec cette observation, que si Leurs Hautes Puissances jugeoient à propos de se prevaloir dans la suite du Pouvoir qu'Elles ont par l'Article XI. du présent Traité, de reduire les 24. Compagnies à 150. hommes chacune en tems de Paix, Elles ne seroient obligées de payer & d'entretenir pour le service du Canton les Compagnies que ledit Canton rapellera, que sur le pied de la reduction qui aura été faite par Leurs Hautes Puissances avant ledit rapel, bien entendu qu'elles seront toujours payées completes sur le pied de ladite reduction avec l'Etat Major, tel qu'il est necessaire pour le nombre des Compagnies que l'on rapellera, & avec la gratification qui est accordée aux Capitaines pour leur paye & pour celle des Officiers; mais si le Canton se contente, soit pour une partie, ou pour le tout du subside, alors on le lui payera, ainsi qu'il est dit au commencement de cet Article, sur le pied que les Compagnies le sont presentement.

VII. Ces Troupes resteront toujours au service de Leurs Hautes Puissances, quoiqu'employées pour la défense du loüable Canton, & reviendront ensuite dans les Etats de Leurs Hautes Puissances d'abord que le loüable Canton ne sera plus dans la necessité de s'en servir.

VIII. Les 24. Compagnies, qui sont présentement au service de Leurs Hautes Puissances, seront mises dans trois ou dans deux Regimens au choix de Leurs Hautes Puissances. Si c'est dans trois, deux Regimens seront composez chacun de huit Compagnies uniquement commandées par des Bourgeois de Berne, & les Compagnies de l'autre Regiment seront indifferemment commandees par des Bourgeois ou Sujets du Canton de Berne. Si on n'en compose que deux Regimens, chacun de 12. Compagnies, les Capitaines de l'un des deux Regimens devront tous être Bourgeois de Berne & dans l'autre les quatre Compagnies qui sont présentement commandées par des Bourgeois de Berne & qui devront être dans ledit Regiment, resteront à des Bourgeois de Berne, & les autres seront indifferemment données & commandées par des Bourgeois de Berne ou Sujets du Canton.

IX. Leurs Hautes Puissances ne seront dans l'obligation qu'aprés que la Paix sera faite, de mettre les Compagnies du Louable Canton de Berne dans deux ou trois Regimens; mais qu'en attendant que cette separation se fasse, les Compagnies du Regiment de May, commandées par des Bourgeois de Berne ne pourront être redonnées qu'à des Bourgeois de Berne, & le Louable Canton aura à présent la nomination des Capitaines du Regiment.

X. Quant aux autres seize Compagnies soit des Bourgeois de Berne, soit des Sujets du Louable Canton, qui sont repandues dans divers autres Regimens Suisses au service de Leurs Hautes Puissances: les huit Compagnies déja avouées par le Canton & commandées par des Bourgeois resteront toujours entre les mains des Bourgeois, & les autres huit Compagnies seront données indifferemment à des Bourgeois de Berne ou à des Sujets dudit Canton & non à d'autres; Mais du reste jusques à cette separation des Compagnies qui sont dans divers Regimens, le choix des Capitaines, lorsque les Compagnies viendront à vaquer, se fera ainsi qu'il a été pratiqué jusqu'à présent.

XI. Les 24. Compagnies qui sont présentement au service de Leurs Hautes Puissances seront conservées en tems de Paix; Mais Leurs Hautes Puissances auront le pouvoir de les reduire à 150. hommes chacune.

XII. Lorsque Leurs Hautes Puissances feront de nouvelles levées dans le Louable Canton de Berne en vertu de l'engagement que le Louable Canton prend dans ce présent Traité, ledit Canton aura le choix des Capitaines, qui commanderont les nouvelles levées; Mais il s'engage à n'en choisir que d'experimentez & des capables.

XIII. Leurs Hautes Puissances pourront choisir parmi les Capitaines qui auront été nommez & choisis par le Canton de Berne, les Officiers de l'Etat Major.

XIV. Lorsqu'un Regiment sera formé & qu'il y aura une Compagnie vacante, le Colonel nommera toujours le plus vieux Capitaine Lieutenant du Regiment, & le Capitaine Lieutenant de la Compagnie vacante, pourvu que le dernier ait huit ans de service, en qualité d'Officier, sans quoi les deux plus vieux Capitaines-Lieutenans du Regiment seront nommez, & le Louable Canton de Berne aura Droit de donner ladite Compagnie à l'un des deux Capitaines-Lieutenants, nommez par le Colonel.

XV. Leurs Hautes Puissances donneront pour la nouvelle Levée la même somme qui a été donnée aux Capitaines Suisses qui en ont levé de particulieres pour elles.

XVI. La Capitulation pour les nouvelles Levées sera la même que celle qui a été faite pour les Troupes Suisses Protestantes, qui sont déja au service de Leurs Hautes Puissances avec cette observation, que sans rien changer par raport à la paye, cette Capitulation doit être mise le plus clairement possible, afin qu'il ne puisse naitre aucune difficulté à l'égard de son éxécution & tout ce qui n'est pas reglé dans le présent Traité, le doit être dans la Capitulation de la maniere la plus avantageuse pour les deux Parties Contractantes, cette Capitulation étant bien éclaircie devra avoir la même force que le présent Traité.

XVII. Toutes les Alliances du Louable Canton, soit avec la Suisse en general soit avec quelque partie en particulier sont ici reservées, les Troupes du Louable Canton de Berne ne pourront pas être employées au préjudice des Traitez que les Louables Cantons ont fait avec la France; soit avec la Souveraine Maison d'Autriche; Mais comme ces Alliances sont de même que ce présent Traité d'Union Defensive, le Louable Canton ne permettra pas que les susdites deux Puissances emploient leurs Troupes Suisses au delà des termes que prescrivent ces Alliances, ni qu'Elles s'en servent contre les Etats de Leurs Hautes Puissances ni contre leurs Barrieres.

XVIII. Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne sera en Droit d'entrer dans le présent Traité d'Union, sur le pied du Projet qui avoit été proposé de faire avec Sadite Majesté, conjointement avec Leurs Hautes Puissances.

XIX. Les autres Parties du Louable Corps Helvetique Protestant auront aussi Droit d'entrer dans ce Traité, proportionant le secours de Leurs Hautes

ANNO 1714.

tes Puissances en leur faveur aux Troupes qu'ils s'engagent de donner.

XX. L'Echange des Ratifications se fera dans deux mois au plutard, & plutot, s'il se peut; Ainsi fait & conclu entre les soussignez Deputez de Leurs Hautes Puissances & le Sr. Pesme de St. Saphorin de la part du Louable Canton de Berne.

A la Haye le 21. Juin 1712.

ARTICLE SEPARE'.

Comme avant la conclusion & la signature du Traité d'Union conclu & signé aujourd'hui entre Leurs Hautes Puissances & le Louable Canton de Berne, il s'est élevé depuis peu une Guerre intestine dans la Suisse, il est stipulé par cet Article separé, qui aura la même force, comme s'il étoit inseré dans le Traité principal, que Leurs Hautes Puissances ne seront pas obligées par ledit Traité de fournir à la Republique de Berne pour la Guerre intestine présentement allumée en Suisse le secours ici stipulé, mais si des Puissances Etrangeres prenoient occasion de cette Guerre pour attaquer sa Domination, & les Terres sur lesquelles elle a Droit de Souveraineté, de même que ses Combourgeois & sa Barriere, Leurs Hautes Puissances seront alors obligées à remplir les Conditions du Traité; Le présent Article sera ratifié en même tems que le Traité principal. Ainsi fait & signé entre les soussignez Deputez de Leurs Hautes Puissances & le Sieur Pesme de St. Saphorin de la part du Louable Canton de Berne.

Signé,

BROEKHUYSEN. PESME DE ST. SAPHORIN.

HEINSIUS.

PLOOS VAN AMSTEL.

STEENBERG.

VAN ALPHEN.

CONINCK.

VAN BURUM.

VAN STEENHUYSEN.

A la Haie ce 21. Juin 1712.

Extrait du Registre des Resolutions de Leurs Nobles & Grandes Puissances les Etats de Hollande & West-Frise du Mercredy 13. *Decembre* 1713.

AYANT été deliberé resomptivement sur la Lettre des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies écrite ici à la Haye le 23. d'Aout dernier, ayant pour annexe un Projet de Capitulation touchant les Compagnies Suisses du Canton de Berne, dressé par les Seigneurs Deputez de Leurs Hautes Puissances conjointement avec des Deputez du Conseil d'Etat, en consequence & en execution du dernier Traité conclu avec le susdit Canton de Berne mentionné plus au long dans les notules dudit 23. Aout; les Seigneurs du Collège des Nobles & les Deputez des Villes respéctives au nom & de la part des Bourguemaitres & Conseils des Seigneurs leurs Committans, ont consenti comme leurs Nobles & Grandes Puissances consentent par ces présentes à la Capitulation susdite pour les Compagnies Suisses du Canton de Berne, ainsi qu'elle est inserée ci-après.

Accorde avec ledit Registre,

Etoit signé,

SIMON VAN BEAUMONT.

Capitulation pour les nouvelles Levées que Leurs Hautes Puissances seront à l'avenir en droit de faire dans le Louable Canton de Berne en conformité de leur Traité d'Union avec ledit Canton & pour l'entretien de toutes les Troupes du Canton.

I. LEURS Hautes Puissances avanceront pour la Levée d'une Compagnie six mille Livres de France, 3. Livres pour l'Ecu en espece, qui seront ensuite rabbatuës aux Capitaines à raison de 250. Livres par mois; à commencer du jour que la Compagnie sera complete, sans que les Capitaines soient obligez de payer aucun interêt pour cette somme.

II. Leurs Hautes Puissances donneront, sans les pouvoir rabbattre, cinq Ecus pour chaque Soldat, pour se rendre au lieu d'assemblée dans une Ville de la dependance des sept Provinces-Unies la plus à portée de la Suisse, laquelle on assignera de bonne heure, & à mesure de leur arrivée au lieu d'assemblée la paie ordinaire commencera & afin que le Capitaine puisse payer les Officiers, il jouira de la moitié de la gratification dès qu'il aura cent hommes, mais si les nouvelles Levées ou Recrues étoient ou arrêtées en chemin par les Pays où elles devront passer, ou enlevées par les Ennemis de l'Etat, sans qu'il y eût de la faute du Capitaine, Leurs Hautes Puissances auront les égards convenables.

III. Leurs Hautes Puissances donneront aussi sans les pouvoir rabatre cinq Ecus par homme pour les frais de Suisse en Hollande.

IV. Chaque Compagnie doit être composée pour le moins de deux tiers Suisses, & il sera permis aux Capitaines de remplir l'autre tiers par des Hauts Allemands, savoir des Cercles de Suabe, d'Autriche, de Baviera, de Franconie, du Haut Rhin & de la Haute Saxe, & les Capitaines auront deux mois pour remplir par de bons hommes, tels qu'ils sont obligez de les avoir suivant cet Article; ceux qu'ils viendront à perdre autrement que par Congé ou par l'expiration du terme pour lequel ils auront été engagez; bien entendu que les Compagnies devront être completes à la Revuë générale qui se fait au printems, sans que les Capitaines puissent prétendre les deux mois pour ceux qui manqueront alors. Il ne sera pas permis aux Capitaines de donner des Congez pour quelque raison que ce soit, depuis la Revuë générale jusqu'au 15. du mois de Novembre, à moins qu'ils n'eussent après ladite Revuë générale plus de monde que le compte de leurs Compagnies, auquel cas seul & en le faisant voir préalablement, ils pourront congedier ceux qu'ils ont de surplus & les Capitaines seront obligez de marquer distinctement dans les Rolles des Recrues que Leurs Hautes Puissances seront en droit de faire toutes les fois qu'elles voudront, la maniere, soit desertion, mort ou autre, dont ils auront perdu les hommes qui manqueront depuis la Revuë precedente & dont ils prétendront la paye pendant ledit terme de deux mois, & de confirmer le contenu des Rolles par serment. Si les Capitaines negligent de prendre le soin necessaire pour la conservation de leurs Compagnies & qu'ils causent par là de la desertion, ou bien s'ils donnent des Congez depuis la Revue du Printems jusques au 15. de Novembre, à moins que ce ne soient les Congez de ceux qu'ils auront de plus que le Compte de leurs Compagnies, ils seront mis au Conseil de Guerre & cassez ou punis autrement suivant les Loix Militaires de Leurs Hautes Puissances.

V. Le Capitaine fournira à ses depens à sa Compagnie les armes & les habits.

VI. Une Compagnie nouvellement levée ne pourra être congediée que trois ans après qu'elle aura commencé à jouïr de la gratification.

VII. Leurs Hautes Puissances payeront en tems de Guerre pour chaque homme 16. Livres 4. Sols de France, c'est 13. Livres 10. Sols d'Hollande par mois à compter douze mois dans l'année, mais en tems de Paix Elles pourront diminuer ladite paye de 10. Sols d'Hollande par homme, sans la pouvoir mettre plus-bas.

VIII. Chaque Compagnie doit être pourvuë de tous les Hauts & Bas Officiers necessaires, à favoir

d'un

ANNO 1714.

d'un Capitaine, d'un Capitaine Lieutenant, d'un Lieutenant, d'un Sous-Lieutenant, d'un Enseigne, de six Cadets, de 4. Sergeants, de 4. bas Officiers, savoir un Fourier, un Port-Enseigne, un Capitaine d'Armes & un Prevot; Item d'un Sécrétaire, un Chirurgien, de 4. Trabants, de 6. Caporaux & d'autant d'apointez en tems de Guerre; mais en tems de Paix les Capitaines ne seront obligez d'avoir que 4. Caporaux & autant d'apointez; Il devra de plus avoir 4. Tambours avec un Fifre, & le Capitaine sera obligé de payer lesdits Hauts & Bas-Officiers aussi-bien que les Soldats de la Compagnie sur le pied suivant, savoir en tems de Paix au Capitaine-Lieutenant cent Livres par mois, à 3. Livres pour un écu en espece, au Lieutenant 75. au Sous-Lieutenant 60., à l'Enseigne, 50. aux prémiers Sergeants 24. chacun, aux deux derniers Sergeants chacun 20., aux quatre Bas Officiers chacun 18., aux Caporaux chacun 15., aux apointez 14. chacun, aux Trabants chacun 15., aux Cadets 58. chacun, & les Capitaines seront obligez de faire le decompte aux Soldats sur le pied de 12. Livres 3. Sols par mois, dont ils leur payeront chaque semaine la valeur de 40. Sols & demi de France, ce qui est la même paye qu'ils ont eu jusqu'à présent. En tems de Guerre les Capitaines seront obligez de payer par mois au Capitaine-Lieutenant 120. Livres, au Lieutenant 80., au Sous-Lieutenant 75., à l'Enseigne 60., & à chacun des Cadets 20. Livres, ils bonifieront aussi 10. sols par mois à chaque Soldat de plus qu'en tems de Paix, mais ils ne leur donneront toujours que le même argent de semaine, bien entendu, que cela est bon argent de France à 3. Livres pour l'Ecu en espece ou pour 50. Sols d'Hollande.

IX. Lorsqu'une Compagnie Suisse sera sur le pied de deux cens hommes effectifs, on payera au Capitaine 27. hommes de gratification.

X. Si même une Compagnie qui devroit être de deux cens hommes effectifs, n'en avoit que 175., le Capitaine jouira toujours de sa gratification de 27. hommes, & sera outre cela payé pour les présents & effectifs, pourvû qu'ils ne surpassent pas 200. hommes.

XI. Mais si une Compagnie qui devroit être de 200. hommes n'en avoit au delà de 174. effectifs, le Capitaine perdra alors la moitié de sa gratification.

XII. Et s'il laissoit diminuer sa Compagnie jusqu'au dessous de 165., il perdroit alors toute la gratification & ne lui seroit payé que des effectifs.

XIII. Si Leurs Hautes Puissances jugeoient à propos de reduire leurs Compagnies Suisses, ainsi qu'Elles ont été pendant quelque tems à 178. hommes effectifs, en y comprennant tous les Hauts & Bas Officiers, comme aussi les Tambours, Fifres & Trabants, on payera outra les effectifs aux Capitaines 27. hommes de gratification.

XIV. Et même lorsqu'une Compagnie sur le pied de 178. hommes n'auroit réellement que 153. hommes, le Capitaine, outre le paiement des effectifs, jouira encore de la gratification de 27. hommes.

XV. Mais si elle se trouvoit au dessous de 152, hommes le Capitaine ne jouira que de la moitié de la gratification.

XVI. Et si elle tomboit au dessous de 140. hommes, le Capitaine perdroit toute sa gratification & ne seroit payé que pour les présents & effectifs.

XVII. Leurs Hautes Puissances seront dans le pouvoir de reduire en tems de Paix les Compagnies à 150. hommes & non à moins, & alors elles ne payeront que 25. hommes de gratification, comme il a été reglé après la Paix de Ryswick.

XVIII. Lorsqu'une nouvelle Compagnie sera congediée, Leurs Hautes Puissances lui payeront deux mois de gage pour son retour en Suisse.

XIX. Si Leurs Hautes Puissances diminuent conformement au Droit qu'elles en auront par le Traité d'Union, le nombre d'hommes qui sont dans les Compagnies du Canton, qu'Elles s'engagent par le même de conserver sur pied; Elles donneront pour le renvoy de tout ce qu'Elles reformeront, deux mois de gage par tête.

XX. L'Etat Major des Regimens tant des Bourgeois de Berne que des Sujets du Canton, sera payé au Colonel à raison de 600. Rixdalers à 50. Sols la pièce par mois en tems de Guerre & 400. en tems de Paix, & le Colonel payera sur cela tous les Officiers & personnes comprises dans l'Etat Major; le tout ainsi qu'il est pratiqué jusques à présent en tems de Paix & en tems de Guerre. Le Colonel ne sera pas en Droit de demander augmentation des gages, en cas qu'il fût trouvé à propos de mettre le Regiment à 3. ou 4. Bataillons.

XXI. Leurs Hautes Puissances, ou bien si les Regimens sont repartis sur les Provinces, celles sur lesquelles les Officiers de l'Etat Major sont payez, auront le choix, soit en cas de Vacance, soit dans les nouvelles levées, de Colonels, Lieutenant-Colonels & Majors qui dans les nouvelles Levées devront être pris parmi les Capitaines choisis par le Canton; & qui dans les Vacances devront être remplis, pour les deux Regimens composez uniquement des Bourgeois de Berne, par d'autres Bourgeois qui sont actuellement au service de l'Etat & dans les Regimens où les Bourgeois & les Sujets sont également admissibles par des Bourgeois ou Sujets, qui sont de même au service de l'Etat, à moins qu'il n'y ait des raisons particulieres très pressantes & très-fortes qui y fussent contraires, les places de l'Etat Major qui viendront à vaquer, seront remplies par des Officiers du même Regiment, où la vacance arrivera. Les places vacantes de l'Etat Major seront remplies dans six semaines après l'advertance, qui en sera donnée par l'Officier Commandant du Regiment au Colonel Général, lequel étant expiré sans que la place vacante ait été remplie, l'Officier du Regiment qui est le plus proche par rang & ancienneté pour remplir la place vacante, sera censé d'en être pourvû & sera en vertu de cette Capitulation admis au serment, bien entendu que les Etats de la Province, qui auront le Droit de remplir les Charges de l'Etat Major, ayent été assemblez pendant lesdites six semaines, s'ils ne l'auroient pas été, ils devront remplir lesdites Charges aux conditions susdites à leur prémiere seance. Quant aux Compagnies de tous les Regimens du Canton de Berne déja formées, soit de ceux qui se formeront à l'avenir lorsqu'elles viendront à vaquer, le choix des Capitaines appartiendra audit Louable Canton sous la restriction marquée dans le XIV. Article du Traité d'Union, qui contient: lorsqu'un Regiment sera formé & qu'il y aura une Compagnie vacante, le Colonel nommera toûjours le plus vieux Capitaine-Lieutenant du Regiment, & le Capitaine-Lieutenant de la Compagnie vacante, pourvu que ce dernier ait huit ans de service en qualité d'Officier, sans quoi les deux plus vieux Capitaines Lieutenants seront nommez, & le Louable Canton de Berne aura le Droit de donner ladite Compagnie à l'un des deux Capitaines-Lieutenants nommez par le Colonel & immediatement après que la vacance sera arrivée, le Colonel envoyera au Canton la nomination en conformité dudit Article, dont il envoyera en même tems la Copie au Colonel Général, & six semaines au plus tard après que le Canton aura reçu ladite nomination, celui à qui on aura conferé ladite Compagnie, devra présenter au Colonel Général la Patente du Canton, sur laquelle Patente on expediera de la part de Leurs Hautes Puissances, ou des Provinces respectives les Actes nécessaires, lequel terme de six semaines étant expiré sans que le Canton ait envoyé la Patente, Leurs Hautes Puissances, ou bien la Province sur laquelle la Compagnie est payée, seront en Droit de remplir la place vacante, en se conformant pour le choix de la personne à l'Article XIV. du Traité d'Union; mais s'il arrivoit une vacance, soit dans une Bataille, ou dans un Siege, alors ce terme de six semaines, qui est donné au Canton pour le choix des Capitaines, sera restreint à un mois après que ledit Canton aura reçu la nomination.

XXII. Les Capitaines des Regimens du Louable Canton de Berne auront la nomination des Officiers subalternes de leurs Compagnies, sous l'agrément du Colonel respectif & du Colonel Général, bien entendu, que le rang & l'ancienneté seront observées, autant que le bien du service & la conservation des Compagnies le pourront permettre, & lorsqu'il y aura vacance dans une Compagnie, le Capitaine devra nommer dans trois semaines au plus tard l'Officier qu'il choisira pour la remplir, & cette nomination agréant au Colonel, celui-ci en donnera avis au Colonel Général, qui devra aussi dans trois semaines au plus tard faire expedier son attache; mais si elle n'arrive dans ledit tems, le Colonel pourra toujours

ANNO 1714.

jours faire reconnoître l'Officier qui lui aura été présenté par le Capitaine, de telle maniere qu'au plus tard six semaines après qu'il y aura une place d'Officier Subalterne vacante, ladite place devra être remplie, ce à quoi les Colonels & Commendans des Regimens seront obligez de tenir exactement la main, cependant avec cette distinction, que si le Capitaine de la Compagnie, où il y aura une place vacante, où le Colonel du Regiment se trouve alors en Suisse, ou bien que le Colonel Général soit hors du Païs de l'obéissance de Leurs Hautes Puissances, ils auront en ce cas cinq au lieu de trois semaines.

XXIII. Il sera permis au Capitaine & non pas au Colonel de pourvoir la Compagnie d'armes & d'habits, à condition que les armes seront de même calibre que celles des autres Troupes de l'Etat, & que pour la fabrique, façon & couleur de l'habillement, le Capitaine suivra l'Ordonnance ou Reglément de l'Etat, & au défaut de telle Ordonnance ou Reglement, ce qui sera reglé par le Colonel, de l'avis & du consentement de la pluralité des Capitaines du Regiment.

XXIV. Les Munitions de Guerre seront données gratis par Leurs Hautes Puissances à chaque Compagnie.

XXV. Les Troupes du Loüable Canton auront leur propre Justice, comme la Nation Helvetique en jouit par tout, sans que l'on puisse en distraire personne du Conseil de Guerre de la Nation pour des faits personnels, bien entendu que la Justice sera renduë suivant les Loix Militaires de Leurs Hautes Puissances. Le Colonel Général nommera à leur tour & rang les Assesseurs pour les Conseils de Guerre, qui seront composez d'Officiers de plusieurs Regimens, mais il ne pourra pas y présider.

XXVI. Il sera permis à chaque Compagnie d'avoir en Campagne son propre Vivandier.

XXVII. Chaque Compagnie doit être regulierement & entierement payée chaque mois.

XXVIII. Le Capitaine fera des recruës de sa Compagnie à ses propres fraix, mais en cas qu'une Compagnie fût affoiblie dans une action de Guerre, le Capitaine aura deux mois pour la rétablir, & sera payé cependant sur le pied de la revuë qui aura precedé l'occasion; mais s'il arrivoit de grands malheurs à une Compagnie, ou une grande desertion provenuë, soit d'extrêmes fatigues & marches dans le mauvais tems, ou par d'autres accidens où l'on verroit visiblement, qu'il n'y auroit point de sa faute du Capitaine, Leurs Hautes Puissances y auront les égards convenables, afin que les Capitaines ayent le tems & les moyens de remplacer par d'autres bons Soldats, le monde qu'ils auront perdu.

XXIX. A l'égard du Logement, service, pain de Munition, Hôpitaux pour les malades, blessez & estropiez, les Officiers & les Soldats seront traitez de la même maniere que le sont les autres Officiers & Soldats de l'Etat, & les Colonels pourront de l'aveu & du consentement de la pluralité des Capitaines de leurs Regimens, dont les Compagnies seront payées sur la même Province employer quels Solliciteurs ils trouveront convenables, mais ils ne pourront en changer sans payer préalablement à celui, dont ils se seront auparavant servis, tout ce qu'il auroit avancé pour eux ou pour le Regiment. Ils traiteront eux-mêmes avec le Solliciteur qu'ils choisiront, & on ne pourra point les obliger à payer des pensions à qui que ce soit. Les Reglemens qui ont été faits par Leurs Hautes Puissances du Conseil d'Etat en date de 5. Decembre 1711. par raport aux cinq Ecus que l'on doit payer au Capitaine pour chaque Soldat que l'on perdra devant l'Ennemi, & que les Officiers recruteront en Suisse, de même que pour les 1500. florins par Bataillon pour les chariots de Bagage subsisteront toujours en tems de Guerre, & l'on passera conformément à la même Resolution un homme par Compagnie pour la sollicitation.

XXX. A l'égard des fourrages qu'ils seront obligez de prendre dans les Magazins de Leurs Hautes Puissances en tant qu'on ne peut pas les trouver ailleurs, ils ne les payeront qu'au prix que les autres Troupes Nationales payent.

XXXI. Les Troupes du Loüable Canton ne pourront point être employées par Mer, ni être transportées par Mer dans les Païs étrangers, hormis au Royaume d'Angleterre pour sa défense.

XXXII. A l'égard des Congez dont les Officiers auront besoin pour sortir de leur Garnison, ils seront sujets aux mêmes ordres & Reglements que les autres Officiers de l'Etat, avec cette distinction, que l'avis du Colonel Général sera pris sur les Congez pour aller en Suisse, ou autres qui seront demandez pour plus de trois mois.

Ainsi fait & conclu entre les soussignez Deputez de Leurs Hautes Puissances & le Sieur de Pesmes de S. Saphorin autorisé à cet effet de la part de la République & Canton de Berne. A la Haye le 8. Juin 1714.

Etoit signé,

(L.S.) BROECKHUYSEN. (L.S.) DE PESMES DE ST. SAPHORIN.

(L.S.) DE RHEEDE.

(L.S.) A. HEINSIUS.

(L.S.) A. VELTERS.

(L.S.) A. E. V. HAREN.

(L.S.) VAN ISSELMUDEN.

(L.S.) E. TAMINGA.

CLXXII.

Traité de Paix, d'Amitié, & de Commerce entre PHILIPPE *Duc d'Anjou, comme Roi d'Espagne, & les Seigneurs Estats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-bas, par lequel après avoir posé pour Base & Fondement, le Traité de Munster du 30. Janvier 1648. on convient de toutes les Stipulations les plus capables d'assurer la Paix & la bonne intelligence entre l'Espagne & la Republique, principalement par raport au Commerce, à l'égard duquel il est dit; que les Sujets de part & d'autre jouiront sans exception des mêmes Privileges, Franchises & Libertés, dont les autres Nations ou Villes les plus favorisées, peuvent avoir joui, ou pourroient jouir cy après. Le Traité de Marine de l'an 1650, y est aussi rapellé & confirmé de mot à mot; La Separation à perpetuité des Couronnes de France & d'Espagne y promise, & les Renonciations faites à ce sujet y sont garanties. Fait à Utrecht le 26. Juin* 1714. AVEC DEUX ARTICLES *separez du même jour. L'un touchant une somme de quatre millions cent mille trois cent Livres due à L. H. P. par l'Espagne: L'autre touchant ce que la Succession du feu Roi de la* GRANDE-BRETAGNE *a aussi à prétendre de cette Couronne en vertu des Anciens Traitez.* S'ensuivent *les* PLEINPOUVOIRS, *& les* RATIFICATIONS. [Sur la Copie imprimée à la Haye, chez *Scheltus*, Imprimeur ordinaire de L. H. P. in fol.] 26. Juin.

AU nom & à la gloire de Dieu, soit notoire à tous, qu'après une longue & sanglante Guerre, qui a affligé les Peuples, Sujets, Royaumes & Païs de l'obéissance des Seigneurs Roi d'Espagne & Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-bas, Eux Seigneurs Roi & Estats, touchés de compassion Chrestienne, & desirans de mettre fin aux calamitez publiques, d'arrêter les suites deplorables, que la continuation ulterieure de ladite Guerre pourroit causer, & de les changer en des effets agreables d'une bonne & sincere Paix, & en des fruits doux d'un entier & ferme repos; & desirans aussi de retablir, conserver, & augmenter la bonne intelligence, qui avoit si long tems, & si heureusement subsisté entre la Couronne d'Espagne & l'Estat des Pro-

ANNO 1714.

Provinces-Unies, & dont les Sujets de part & d'autre, par leur Commerce & Navigation, ont tant profité; lesdits Seigneurs Roi d'Espagne Don Philippe V. & Etats Généraux des Provinces-Unies, pour parvenir à une si bonne fin, & à un but tant desirable, ont commis & deputé pour leurs Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires, savoir ledit Seigneur Roi, Don François Marie de Paula, Tellez & Giron, Duc d'Offuna, Comte de Veuéna, Marquis de Penafiel, Grand d'Espagne de la premiere classe, Grand Chambellan du Roi Catholique, Grand Notaire dans les Royaumes de Castille, Commandeur de l'Ordre de Calatrava, & Grand Commandeur aux Clefs & dans l'Ordre de St. Jaques, un des Grands assistans à la Chambre du Roi Catholique, General dans ses Armées, Capitaine de la premiere Compagnie de ses Gardes du Corps; Et Don Isidore Casado de Acevedo de Rosales, Marquis de Monteleon, Vicomte de Alcazar Real, Senateur au Conseil Souverain des Indes de Sa Majesté Catholique, un des Gentilhommes de la Chambre de Sadite Majesté; Et lesdits Seigneurs Etats Généraux, les Sieurs Jaques de Randwyck, Seigneur de Rossem, &c. Burggrave de l'Empire & Juge de la Ville de Nimegue; Guillaume Buys, Conseiller Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam: Bruno vander Dussen, Bourguemaistre, Sénateur & Conseiller Pensionnaire de la Ville de Gouda, Assesseur au Conseil des Heemrades de Schieland, Dijckgraef de Crimpenerwaerd; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbrock, Bulkestein, &c. Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluse, Surintendant des Fiefs relevant du Bourg de Bruges du ressort de l'Etat; Frederic-Adrien Baron de Rheede, Seigneur de Rensswoude, d'Emminkhuysen & Moerkerken, &c. Président de la Noblesse dans les Etats de la Province d'Utrecht; Sicco van Goslinga, Grietman de Franequeradeel, & Curateur de l'Université à Franequer; & Charles Ferdinand, Comte de Inhoysen & de Kniphuysen, Seigneur de Vreedewold &c. Députez dans leur Assemblée de la part des Etats de Gueldres, de Hollande & de Westfrise, de Zelande, d'Utrecht, de Frise, & de la Ville de Groningue & Ommelandes, lesquels Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, munis respectivement des Pleinpouvoirs (dont les Copies sont inserées de mot à mot à la fin du present Traité) & assemblés en cette Ville d'Utrecht, destinée aux Negotiations d'une Paix generale, en vertu de leursdits Pleinpouvoirs, pour & au nom desdits Seigneurs Roi & Estats, ont fait, conclû & accordé les Articles qui s'ensuivent.

I. Il y aura à l'avenir entre ledit Seigneur Roi & ses Successeurs Rois d'Espagne, & ses Royaumes d'une part, & lesdits Seigneurs Etats Généraux de l'autre, une Paix bonne, ferme, fidelle, & inviolable, & cesseront en suite, & seront delaissés, immediatement après la signature de ce Traité, tous actes d'hostilité, de quelque nature qu'ils soient, entre lesdits Seigneurs Roi & Estats Generaux, tant par Mer & autres Eaux, que par Terre, & tous leurs Royaumes, Pais, Terres & Seigneuries, & pour tous leurs Sujets & Habitans, de quelque qualité ou condition qu'ils soient, sans exception de Lieux ou de personnes.

II. Il y aura un oubli & Amnistie generale, de tout ce qui a été commis de part & d'autre, à l'occasion de la derniere Guerre, & ainsi tous les Sujets desdits Seigneurs Roi & Estats Generaux, de quelque qualité ou condition qu'ils soient, sans nul excepter, pourront rentrer, rentreront, & seront effectivement laissés & retablis en la possession, & jouissance paisible de tous leurs biens, honneurs, dignités, privileges, franchises, Droits, exemptions, Constitutions, & Libertés, sans pouvoir être recherchez, troublés, ni inquietés en general ni en particulier, pour quelque cause ou pretexte que ce soit, pour raison de ce qui s'est passé depuis la naissance de ladite Guerre; & en consequence du present Traité, & après qu'il aura été ratifié, il leur sera permis à tous & à chacun en particulier, sans avoir besoin de Lettres d'abolition & de Pardon, de retourner en personne dans leurs Maisons, en la jouissance de leurs Terres, & de tous leurs autres biens, ou d'en disposer de telle maniere, que bon leur semblera.

III. De même ceux, sur lesquels quelques biens ont été saisis & confisqués, à l'occasion de ladite Guerre, leurs heritiers, ou ayans cause, de quelque condition qu'ils puissent être, jouiront d'iceux biens, & en prendront la possession de leur authorité privée, & en vertu du present Traité, sans qu'il leur soit besoin d'avoir recours à la Justice, non obstant incorporations au Fisc, engagemens, dons en faits, Traités, Accords, & Transactions, quelques Renonciations qui ayent été faites esdites Transactions, pour exclure de partie desdits Biens ceux, à qui ils doivent appartenir, & tous & chacuns biens & Droits, qui conformement au present Traité seront restitués, ou devront estre restitués reciproquement aux premiers Proprietaires, leurs Hoirs, ou ayans cause, pourront estre vendus par lesdits Proprietaires, sans qu'il soit besoin d'impetrer pour cela consentement particulier, & ensuite les Proprietaires des rentes, qui de la part des Fiscs seront constituez en Lieu des biens vendus, comme aussi des rentes & actions constituez à la charge des Fiscs respectivement, pourront disposer de la proprieté d'icelles par vente ou autrement, comme de leurs autres Biens [illegible]

IV. Les Sujets & Habitans, de part & d'autre, pourront aussi reclamer leurs Biens & Effets, qui ont été detenus à l'occasion de la Guerre, soit par leurs correspondans ou autres, qui que ce soit: & en cas que ces Biens & Effets soient vendus, par qui que ce puisse être, ils en pourront demander le provenu, & en cas de dispute là dessus, il leur sera permis d'y contraindre les détenteurs de leurs Biens & effets, ou leur debiteurs, par les voyes de Justice, & les Juges seront obligés de leur rendre prompte & bonne justice, & dans l'examen de tels procès, avoir seulement attention aux merites de la cause, sans reflêchir aucunement sur la Guerre passée.

V. Les Sujets dudit Seigneur Roy ne pourront prendre aucunes Commissions pour des Armemens particuliers, ou Lettres de represailles des Princes ou Etats, Ennemis desdits Seigneurs Etats Generaux, moins les troubler, ni endommager en aucune maniere, en vertu de telles Commissions ou Lettres de represailles, ni aller en course avec elles, sous peine d'être poursuivis & chatiés, comme des Pirates, ce qui sera pareillement observé par les Sujets des Provinces-Unies, à l'egard des Sujets dudit Seigneur Roy, & seront à cette fin toutes & quantes fois, que cela sera requis, de part & d'autre, dans les Terres de l'obeïssance desdits Seigneurs Roy & Etats Généraux publiées, & renouvellées, defenses tres-expresses & tres-precises de se servir en aucune maniere de telles Commissions ou Lettres de represailles, sous la peine susmentionnée, qui sera executée severement contre les contrevenants outre la restitution entiere, à laquelle ils seront tenus envers ceux auxquels ils auront causé dommage.

VI. Et pour obvier d'autant plus à tous inconveniens, qui pourroient survenir par les prises faites par ignorance de cette Paix, & principalement dans les Lieux éloignés, il a été convenu & accordé, que si quelques prises se font de part ou d'autre dans la Mer Baltique, ou dans celle du Nord, depuis Terneuse en Norvegue, jusques au bout de la Manche, après l'espace de douze jours, ou du bout de ladite Manche, jusqu'au Cap de St. Vincent, après l'espace de quatre semaines, & de là dans la Mer Mediterranée, & jusqu'à la Ligne, après l'espace de six semaines, & au delà de la Ligne, & en tous les autres endroits du Monde, après l'espace de six mois, à compter respectivement du jour de la signature du present Traité de Paix, lesdites Prises, & les dommages, qui se feroient après ces termes, comme aussi les Prises, & les dommages qui se feroient dans lesdits termes, par ceux qui auroient eu connoissance de la conclusion de cette Paix, seront portés en compte, & tout ce qui aura été pris sera rendu avec compensation de tous les dommages qui en seront provenus.

VII. Toutes Lettres de marque & de represailles, qui pourroient avoir été cy-devant accordées pour quelque cause que ce soit, sont declarées nulles, & n'en pourront être cy-après données par l'un des hauts Contractans au prejudice des Sujets de l'autre, si ce n'est seulement en cas de manifeste deny de justice, lequel ne pourra pas être tenu pour verifié, si la Requeste de celuy qui demande les represailles n'est communiquée au Ministre qui se trouve-

ra

ANNO 1714.

ra sur les Lieux de la part de l'Etat contre les Sujets duquel elles doivent être données, afin que dans le terme de six mois, ou plûtôt, s'il se peut, il puisse s'informer du contraire, ou procurer l'accomplissement de justice qui sera du.

VIII. Ne pourront aussi les particuliers Sujets dudit Seigneur Roy être mis en action ou arrêt, en leurs Personnes ou Biens pour aucune chose, que sa Majesté Catholique peut devoir, ny les particuliers, Sujets desdits Seigneurs Etats, pour les dettes publiques de l'Etat.

IX. La Paix & la bonne amitié & correspondence étant ainsy établie entre lesdits Seigneurs Roy & Etats Generaux, comme aussi entre leurs Sujets, & Habitans reciproquement, & même ayant été pourveu, que rien de ce qui pourroit avoir entretenu ou causé quelque inimitié n'arrive, lesdits Seigneurs, Roy & Etats Generaux procureront & avanceront fidelement le bien & la prosperité l'un de l'autre, par tout support, aide, conseil, & assistances, en toutes occasions, & en tout tems, & ne consentiront à l'avenir à aucun Traité ou Negotiations, qui pourroient apporter du dommage à l'un ou à l'autre, mais les rompront, & donneront avis reciproquement avec soin & sincerité, aussi tôt qu'ils en auront connoissance.

X. Le Traité de Munster du trentiéme Janvier mille six cent quarante huit, fait entre le feu Roy Philippe IV., & les Seigneurs Etats Generaux, servira de base au present Traité & aura lieu en tout autant qu'il ne sera pas changé par les Articles suivans, & pour autant qu'il est applicable. Et pour ce qui regarde les Articles cinq & sexe de ladite Paix de Munster, ils n'auront lieu qu'en ce qui concerne lesdites deux Hautes Puissances Contractantes, & leurs Sujets.

XI. Les Sujets & Habitans des Pais desdits Seigneurs Roy & Etats auront toute bonne correspondance & amitié par ensemble, & pourront frequenter, sejourner, & demeurer es Pays l'un de l'autre, & y exercer leur traficq & commerce, tant par Mer & autres Eaux que par Terre, le tout respectivement en toute seureté & liberté & sans aucun empeschement.

XII. Pourront aussi avoir dans les Terres & Etats de l'un & de l'autre leurs propres Maisons pour y demeurer, & leurs Magazins & Celiers, pour y mettre leurs Marchandises, & en jouir reciproquement en toute liberté & seureté, comme un effet de la Paix, & ne seront sujets à de plus grands Droits ou impositions, que les Sujets de l'un & de l'autre, & ne pourront être recherchés, visités, ny inquietés, à cause de leur negoce ou traficq dans leurs Maisons, Magazins & Celiers, soit qu'ils les tiennent à loyer, ou qu'ils leur appartiennent, si ce n'est sur des avis & indices suffisans, de fraude, ou de Commerce de contrebande, auquel cas, les Commis & Facteurs des Fermiers pourront faire telle visite, qui conviendra, avec la permission du Juge Conservateur des Dounnes & autres revenus, & pourra le commerçant, qui sera visité, appeller le Juge Conservateur, ou le Consul de sa Nation, pour assister à la visite, lequel pourra seul servir de temoin, & sans qu'il soit permis de faire aucun déplaisir au Commerçant, ny à son Commerce: toujours entendu, que si les propres Sujets dudit Seigneur Roy, ou de quelque autre Prince, Etat, Nation, ou Villes fussent deja, ou seroient cy-aprés traités plus favorablement à cet égard, les Sujets desdits Seignents Etats Generaux seront traités de même.

XIII. Lesdits Sujets de part & d'autre pourront aussi frequenter avec leurs Marchandises & Navires, les Pais, Terres, Villes, Ports, Places, & Rivieres de l'un & de l'autre Etat, y porter & vendre à toutes personnes indistinctement, acheter, trafiquer, & transporter toutes sortes de Marchandises, dont l'entrée & sortie ne sera defendue generalement & universellement à tous, tant Sujets qu'Etrangers, par les Loix & Ordonnances des Etats de l'un & de l'autre, en payant les Droits d'entrée ou sortie, & autres qui se payeront par les propres Sujets, & autres Nations amies les plus favorisées; Et ainsi l'on facilitera reciproquement l'entrée & la sortie de leurs Vaisseaux, sans autre retardement, ny empeschement.

XIV. Lesdits Sujets de part & d'autre, ne seront pas aussi tenus de payer plus grands, ou autres Droits, charges, gabelles, ou impositions quelconques sur leurs Personnes, Biens, Marchandises, Denrées, Navires, ou frets d'iceux, directement ny indirectement, sous quelque nom, titre ou pretexte que ce puisse être, que ceux qui seront payés par les propres & naturels Sujets de l'un & de l'autre.

XV. Et afin que les Officiers & Ministres ne puissent demander, ny prendre des Marchands & Sujets respectifs, de plus grandes taxes, Droits, ny salaires, que ce qu'ils en doivent prendre en vertu de ce Traité, & que lesdits Marchands & Sujets puissent savoir avec certitude ce qui est ordonné là-dessus; il a été accordé, qu'il y aura des Pancartes ou Listes par tout, où ces Droits sont ordinairement payez, dans lesquelles sera exprimé combien on doit payer de Droits d'entrée & de sortie; & sur ce qui a été representé à Sa Majesté Catholique, que les Inspecteurs, communement appellez Vistas, favorisent trop les Fermiers de la Douane particulierement par des estimations excessives des Marchandises, qui ne sont pas assés specifiées dans lesdites Listes, & que cela seroit extremement prejudiciable au Commerce & traficq, Sa Majesté voulant y remedier, donnera les ordres necessaires, à ce que ces plaintes cessent entierement.

XVI. Lesdits Sujets de part & d'autre ayant une fois payé les Droits d'entrée, compris dans les Tarifs & autres Loix, ne seront pas obligez d'en payer encore d'autres, quoy qu'ils transportent par terre leurs Marchandiles ou Denrées d'un Royaume ou Province à l'autre en Espagne, & cela s'observera de même dans l'Etat des Provinces-Unies, & pour les autres Droits, on payera respectivement les mêmes, que les propres Sujets, ou les autres Nations les plus favorisées payent.

XVII. Les Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux ne pourront aussi être traitez en Espagne, ny dans les Royaumes & Etats en dependans, autrement, ou moins favorablement, que la Nation la plus favorisée, mais ils y jouiront au fait de Commerce & de Navigation, & generalement en tout, sans aucune exception, ny reserve, des mêmes privileges, franchises, exemptions, immunitez & seuretés, dont ils ont joui avant cette Guerre, & dont d'autres Nations ou Villes trafiquantes les plus favorisées pouvoient, ou pourroient encore cy-après jouir par dessus, soit en vertu des Traités de Paix ou de Commerce, ou par des Contracts, Ordonnances, ou Actes particuliers, tellement que les mêmes privileges, franchises, exemptions, immunités & seuretés, qui ont été accordés, ou seroient accordés au Roy de France, à la Reine de la Grande-Bretagne, ou à quelqu'autre Royaume, Etat, Nation, ou Villes, quelles qu'elles soient, ou à leurs Sujets, seront pareillement accordés auxdits Seigneurs Etats, ou à leurs Sujets avec toutes les clauses & circonstances avantageuses, qui y soient ajoutées; la même chose aura aussi lieu à l'egard des Sujets dudit Seigneur Roy, qui dans toute l'étendue des Pays de l'obeissance desdits Seigneurs Etats seront traitez aussi favorablement que la Nation la plus favorisée.

XVIII. Ne pourront les Marchands, Maitres des Navires, Pilotes, Matelots, leurs Navires, Marchandises, Denrées, & autres Biens à eux appartenans, estre saisis & arrêtés, soit en vertu de quelque Mandement general ou particulier, & pour quelque cause que ce soit de guerre, ou autrement, ny même sous pretexte de s'en vouloir servir pour la conservation & defense du Pais, on n'entend pas neantmoins en ce comprendre les saisies & arrêts de justice par les voyes ordinaires, à cause des dettes propres, Obligations, & Contracts valables de ceux, sur qui lesdites saisies auront été faites, en quoy il sera procedé, selon qu'il est accoutumé par Droit & raison.

XIX. Les Navires chargez par les Sujets de l'un des Hauts Contractans, passans devant les côtes de l'autre, & relâchans dans les Rades ou Ports par tempête ou autrement ne seront contraints d'y decharger, ou debiter leurs Marchandises, en tout ou en partie; ny tenus d'y payer aucuns Droits, à moins qu'ils ne les y dechargent de leur bon gré, & qu'ils en vendent quelque partie: il sera cependant libre, après en avoir obtenu la permission de ceux, qui ont la direction des affaires maritimes, de decharger & de vendre une petite partie du chargement, seulement pour acheter les vivres, ou les choses necessa-

tes pour le radoub du Vaisseau; & dans ce cas on ne pourra exiger des Droits pour tout le chargement, mais seulement pour la petite partie, qui aura été dechargée ou venduë; mais en cas qu'ils dechargent davantage, que la permission donnée ne porte, ils payeront pour tout le chargement.

XX. Les Navires de Guerre de l'un & de l'autre trouveront les Rades, Rivieres, Ports, & Havres libres & ouverts pour entrer, sortir, demeurer à l'ancre, tant qu'il leur sera necessaire, sans pouvoir être visités à la charge, ils seront neanmoins obligés d'en user avec discretion, & de ne donner aucun sujet de jalousie par un trop grand nombre de Vaisseaux, par un trop long & affecté sejour, ny autrement, aux Gouverneurs desdites Places & Ports, auxquels les Capitaines desdits Navires feront savoir la cause de leur arrivée, & de leur sejour; mais à l'égard des Vaisseaux Marchands des Sujets de l'un & de l'autre, il sera permis aux Fermiers ou Officiers de la Douane d'y mettre des gardes aussi-tôt qu'ils seront entrés dans lesdits Ports ou Havres.

XXI. Les Navires de guerre desdits Seigneurs Roy & Etats Generaux, & ceux de leurs Sujets, qui auront été armés en guerre, pourront en toute liberté conduire les prises, qu'ils auront faites sur leurs ennemis, où bon leur semblera, sans être obligés à aucuns Droits des Amiraux, ou de l'Amirauté, ou d'aucune autre, en cas que lesdites prises ne dechargent pas, lequel sera pourtant permis, après en avoir obtenu permission, & en ce cas les Droits d'entrée en seront payes respectivement selon les Loix du lieu; bien entendu, qu'il ne sera pas permis de decharger des Marchandises de contrebande, ou defendues, aussi lesdits Navires, ou lesdites prises, entrans dans les Havres ou Ports dudit Seigneur Roy, ou desdits Seigneurs Etats Generaux, ne pourront être arrêtées ou saisies, ny les Officiers des Lieux ne pourront prendre aucune connoissance de la validité des prises, lesquelles pourront sortir, & être conduites franchement & en toute liberté, aux Lieux portez par les Commissions, dont les Capitaines desdits Navires seront obligez de faire aparoir: & au contraire ne sera donné asile ny retraite dans leurs Ports ou Havres à ceux, qui auront fait des prises sur les Sujets de Sa Majesté Catholique, ou des Seigneurs Etats Generaux, mais y étans entrés par necessité de Tempête, ou peril de la Mer, on les fera sortir le plûtôt qu'il sera possible.

XXII. Les Consuls que lesdits Seigneurs Estats constitueront dans les Royaumes & Etats dudit Seigneur Roy, pour le secours & la Protection de leurs Sujets, y auront & jouiront du même pouvoir & authorité, dans l'exercice de leur charge, comme aussi des mêmes exemptions & immunités, qu'aucun autre Consul ait eu cy-devant, ou pourroit avoir cy-après dans lesdits Royaumes; & les Consuls Espagnols, qui demeureront dans les Provinces-Unies, y auront, & jouiront de tout ce qu'aucun Consul, de quelque autre Nation que ce soit, ait eu jusques icy, ou pourroit avoir cy-après dans lesdites Provinces.

XXIII. Les Sujets & Habitans des Païs-bas pourront par tout dans les Terres de l'obeissance dudit Seigneur Roy, se faire servir de tels Avocats, Procureurs, Notaires, Solliciteurs, & Executeurs, que bon leur semblera, à quoy aussi ils seront commis par les Juges ordinaires, quand il sera besoin, & que ces Juges en seront requis, & reciproquement les Sujets, & Habitans dudit Seigneur Roy, venans aux Païs desdits Seigneurs Estats jouiront de la même assistence.

XXIV. Les mêmes Sujets & Habitans de part & d'autre, ne seront point contraints de montrer, ny representer leurs registres, & livres de compte, à qui que ce soit, si ce n'est pour faire preuve pour eviter les procès & les contestations, & ils ne pourront être embarqués, retenus, ny pris d'entre leurs mains, sous quelque pretexte que ce soit, & il sera permis auxdits Sujets de part & d'autre dans les Lieux respectifs, où ils demeureront, de tenir leurs livres de compte, de negoce, & correspondence, en telle Langue, qu'il leur plaira, en Espagnol, Flamand, ou telle autre Langue que ce soit, pour raison de quoy ils ne seront point molestés, ny sujets à quelque recherche, de qui que ce soit; & quelque autre chose, qui ait été accordée par l'un ou l'autre des Hauts Contractans, à aucune autre Nation sur ce Point, sera entendu pareillement avoir été accordé icy.

XXV. Les Sujets & Habitans des Pays desdits Seigneurs Roi & Estats Generaux de quelque qualité ou condition qu'ils soient, sont declarés capables de succeder respectivement les uns aux autres, tant par Testament, que sans Testament, selon les Coutumes des Lieux; & si quelques successions étoient cy-devant echuës à quelques uns d'eux, ils y seront maintenus & conservés.

XXVI. Les Biens, Marchandises, Papiers, Ecritures, Livres de compte, & tout ce qui pourroit appartenir aux Sujets desdits Seigneurs Estats, morts en Espagne, appartiendront immediatement à leurs Heritiers, qui étans presens & majeurs, ou bien les Executeurs ou Tuteurs Testamentaires, ou leurs authorisés, selon l'exigence du cas, en pourront aussi d'abord prendre possession, les administrer, & en disposer librement comme de Droit: Mais en cas, que desdits Sujets, morts en Espagne, les heritiers fussent absens ou Mineurs, & que les Heritiers absens, qui seroient majeurs n'y eussent pas encore pourveu, non plus par leur Procuration, les Biens, Marchandises, Papiers, Ecritures, Livres de compte, & tout le reste du defunt, seront alors inventoriés par un Notaire public, en presence du Juge Conservateur de la Nation, ou en cas qu'il n'y en ait pas, en presence du Juge ordinaire accompagné du Consul ou autre Ministre desdits Seigneurs Estats, & de deux Marchands de la Nation, & deposés entre les mains de deux ou trois Marchands, qui seront nommés par ledit Consul ou Ministre pour être gardés & conservés pour les proprietaires & les creanciers; & dans les Lieux, où il n'y a ny Consul, ny autre Ministre, tout cela se fera en presence de deux ou trois Marchands de la même Nation, qui y seront commis à la pluralité des voix, ce qui s'observera en pareil cas, à l'égard des Sujets du Roy Catholique dans les Provinces-Unies.

XXVII. Comme il y a déja esté assigné à Cadix un lieu convenable pour l'enterrement des Corps de ceux des Sujets desdits Seigneurs Estats, qui y meurent, ledit Seigneur Roi donnera au plûtôt l'ordre necessaire à ce, que dans d'autres Villes Marchandes soient aussi ordonnées des Places honorables, pour y enterrer les Corps de ceux, qui du côté desdits Seigneurs Etats viendront à deceder sous l'obeïssance dudit Seigneur Roi.

XXVIII. Et afin que les Loix de Commerce, qui ont esté obtenues par la Paix, ne puissent demeurer infructueuses, comme il arriveroit, si les Sujets desdits Seigneurs Etats fussent molestés pour le cas de conscience, quand ils vont & viennent ou demeurent dans les Etats dudit Seigneur Roi, pour y exercer le Commerce ou autrement, pour cette cause, afin que le Commerce soit sûr, & sans danger, tant par Mer que par Terre, ledit Seigneur Roi donnera les ordres necessaires, à ce que les Sujets desdits Seigneurs Etats ne soient pas molestez, contre & au prejudice des Loix de Commerce, & que pas un d'eux soit inquieté, ny troublé pour sa conscience, aussi long tems, qu'ils ne donneront point de scandale, & ne commettront point d'offence publicque, dont lesdits Sujets seront obligez de s'abstenir, & se gouverner & comporter en toute modestie, le même sera fait & observé à l'égard des Sujets dudit Seigneur Roi, qui seront ou demeureront dans les Provinces-Unies.

XXIX. Ledit Seigneur Roi conservera aux Sujets des Seigneurs Etats Généraux, dans les Villes Marchandes de son Royaume où ils ont eu des Juges Conservateurs du tems du feu Roi Charles second, la même faculté, & ils en joüiront aussi dans les autres Villes, où d'autres Nations en jouissent, ou pourroient encore jouir ci-après, le tout de la même maniere, & avec la même authorité, dont les Juges Conservateurs ont usé, durant le Regne du feu Roi Charles second, & l'appel des Sentences de ces Juges Conservateurs pourra aussi être interjetté & poursuivi selon ce qui en a esté pratiqué durant le même Regne, & tout cela s'observera, à moins qu'on n'en convienne autrement.

XXX. Les Droits imposés sur les Marchandises & Manufactures des Sujets des Provinces-Unies, pendant & à cause de la guerre au dessus de ceux, portés par les Tarifs du tems du Roi Char-

les

ANNO 1714.

les second, cesseront incontinent après la signature de la Paix, comme aussi ceux, qui pourroient avoir esté mis pendant & à cause de ladite Guerre, sur les Marchandises & Manufactures sortantes d'Espagne & doresnavant lesdits Sujets des Provinces Unies payeront les mêmes Droits, comme ceux des autres Nations les plus favorisées.

XXXI. Sa Majesté Catholique promet de ne pas permettre qu'aucune Nation etrangere, quelle qu'elle puisse estre, & pour quelque raison, ou sous quelque pretexte que ce soit, envoye Vaisseaux, ou aille commercer dans les Indes Espagnolles, mais au contraire Sa Majesté s'engage de retablir & de maintenir après la Navigation & le Commerce dans ces Indes, de la maniere, que tout cela estoit pendant le Regne du feu Roi Charles second, & conformement aux Loix fondamentales d'Espagne, qui defendent absolument à toutes les Nations étrangeres l'entrée & le Commerce dans ces Indes, & reservent l'un & l'autre uniquement aux Espagnols, Sujets de Sadite Majesté Catholique; & pour l'accomplissement de cet Article, les Seigneurs Estats Generaux promettent aussi d'aider Sa Majesté Catholique; bien entendu que cette regle ne donnera pas de prejudice au contenu du Contract de l'Assiento des Negres, fait en dernier lieu avec Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne.

XXXII. Tous Prisonniers de guerre seront delivrés de part & d'autre sans payer aucun rançon, & sans distinction des Lieux, ni des Drapeaux ou Etendarts, où, & sous lesquels ils ayent servi, pour autant que ces Prisonniers sont au pouvoir desdits Seigneurs Roi & Etats Generaux, & les dettes, que lesdits Prisonniers de guerre ont contractées ou faites de part & d'autre, seront payées, celles des Espagnols de par Sa Majesté Catholique, & celles de ceux des Seigneurs Estats de par l'Estat, respectivement dans le terme de trois mois, après l'échange des Ratifications de ce Traité.

XXXIII. Et pour rendre le Commerce & la Navigation de part & d'autre encore plus libre & seure, on est convenu de confirmer le Traité de Marine, fait à la Haye le dix-septiéme Decembre mille six cent cinquante, entre le feu Roi Philippe IV. & les Seigneurs Estats Généraux, & que ce Traité sera observé & executé en tout, comme s'il étoit inseré ici de mot à mot, excepté que la defense comprise dans les Articles troisiéme & quatriéme de ce Traité n'aura aucun lieu.

XXXIV. Quoy qu'il soit dit dans plusieurs des Articles precedens, que les Sujets de part & d'autre pourront librement aller, frequenter, demeurer, naviger & trafiquer dans les Pais, Terres, Villes, Ports, Places & Rivieres de l'un & de l'autre des Hauts Contractans; on entend neantmoins, que lesdits Sujets ne jouiront de cette liberté, que dans les Etats de l'un & de l'autre en Europe, puisque l'on est expressement convenu, que pour ce qui regarde les Indes Espagnoles, la Navigation & le Commerce ne s'y feront, que conformement à l'Article XXXI. de ce Traité, & que dans les Indes, tant Orientales, qu'Occidentales, qui sont sous la domination des Seigneurs Etats Generaux, la Navigation & le Commerce se feront, comme ils s'y sont fait jusques à present, & que pour ce qui regarde les Isles Canaries, la Navigation & le Commerce des Sujets des Seigneurs Estats s'y feront de la même maniere, que sous le Regne du feu Roy Charles second.

XXXV. Si par inadvertence ou autrement, il survenoit quelque inobservation ou inconvenient au présent Traité, de la part desdits Seigneurs Roy ou Etats, ou leurs Successeurs, cette Paix, & Alliance ne laissera pas de subsister en toute sa force, sans que pour cela on en vienne à la rupture de l'amitié, & de la bonne correspondence, mais on reparera promptement lesdites contraventions; & si elles procedent de la faute de quelques particuliers Sujets, ils en seront seuls châtiés, & le dommage sera reparé au même lieu, où la contravention aura été faite, s'ils y sont surpris, ou bien en celuy de leur domicile sans qu'ils puissent être poursuivis ailleurs en leurs corps, ny Biens, de quelque maniére que ce soit.

XXXVI. Et pour mieux asseurer à l'avenir le Commerce & l'amitié entre les Sujets dudit Seigneur Roy & ceux desdits Seigneurs Etats, il a été accordé, qu'arrivant cy-après quelque interruption d'amitié ou rupture entre la Couronne d'Espagne, & lesdits Seigneurs Etats (ce qu'à Dieu ne plaise) il sera toûjours donné un terme d'un an & d'un jour, après ladite rupture aux Sujets de part & d'autre, pour se retirer avec leurs effets, & les transporter ou bon leur semblera, ce qui leur sera permis de faire, comme aussi de vendre ou transporter leurs Biens & meubles en toute liberté, sans qu'on leur puisse donner aucun empeschement, ny proceder pendant ledit terme d'un an & d'un jour à aucune saisie de leurs effets, moins encore à l'arrêt de leurs personnes.

XXXVII. Puis que l'heureuse continuation de Paix, aussi bien que le repos & la seureté de l'Europe dependent entr'autres principalement aussi de ce, que les deux Couronnes d'Espagne & de France demeurent toujours independantes l'une de l'autre, & qu'Elles ne puissent jamais être unies sur la tête d'un même Roy, & que Sa Majesté Catholique à cette fin, & du consentement du Roy Très-Chrêtien, a renoncé le cinquiéme Novembre de l'année mil sept cent douze, pour Elle-même, ses Heritiers, & Successeurs à perpetuité, & dans les termes les plus forts, à tout Droit, titre & pretension, quelle qu'elle puisse être, à la Couronne de France, & que de l'autre coté les Princes de la Maison Royale de France ont aussi renoncé pour eux-mêmes, leurs Heritiers & Successeurs à perpetuité, & dans les termes les plus forts, à tout Droit, titre ou pretension, quelle qu'elle puisse être, à la Couronne d'Espagne, & puis que ces Renonciations & les Declarations, qui s'en sont ensuivies en Espagne, & en France, sont aussi devenues des Loix fondamentales & inviolables de l'un & de l'autre Royaume, Sa Majesté Catholique confirme encore par ce Traité, de la maniere la plus forte, sadite Renonciation à la Couronne de France, & Elle promet & s'engage tant pour Elle-même, que pour ses Heritiers & Successeurs d'accomplir religieusement, & de faire accomplir cette Renonciation, sans permettre, ny souffrir que directement ny indirectement on en vienne contre, soit en tout, soit en partie, comme aussi d'emploier tout son pouvoir à ce que lesdites Renonciations des Princes de la Maison Royale de France, sortent leur plein & entier effet, & qu'ainsi les deux Couronnes d'Espagne & de France demeurent toûjours tellement separées l'une de l'autre, qu'Elles ne puissent jamais être unis.

XXXVIII. En ce present Traité de Paix & d'alliance seront compris tous les Roys, Princes & Etats, qui seront nommés d'un commun & reciproque consentement & satisfaction de part & d'autre dans un tems convenable.

XXXIX. Et pour plus grande seureté de ce Traité, & de tous les Points & Articles y contenus, sera ledit Traité publié, verifié, & enregistré de part & d'autre, dans les Conseils, Cours & autres Places où l'on a accoutumé de faire les publications, verifications & enregistremens.

XL. Sera le present Traité ratifié & approuvé par les Seigneurs Roy & Etats Generaux, & les Lettres de Ratification seront échangées dans le terme de six semaines, ou plûtôt, si faire se peut, à comptes du jour de la signature.

En foy de quoy nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sadite Majesté & des Seigneurs Etats Generaux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs, avons esdits noms signé ces presentes de nos seings ordinaires & à icelles fait apposer les Cachets de nos Armes. A Utrecht ce vingt sixiéme Juin l'an mil sept cent quatorze.

Signé,

(L. S.) F. M. DUCQUE D'OSSUNA.

(L.S.) EL MARQUE DE MONTELEON.

(L. S.) B. v. DUSSEN.

(L. S.) C. v. GHEEL VAN SPANBROECK.

(L.S.) F. A. BARON DE RHEEDE DE RENSWOUDE.

(L. S.) GRAEF VAN KNIPHUYSEN.

Arti-

ANNO 1714.

Article separé, concernant la somme de 4100352. Livres pretendue par L. H. P. du meme jour 26. Juin 1714

NOUS Ambassadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires des Etats Généraux des Provinces-Unies, ayant remis entre les mains de nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de Sa Majesté Catholique le compte des debtes & pretensions des Colleges de l'Amirauté dans les Provinces-Unies à la charge de la Couronne d'Espagne, resultantes de plusieurs Equipages faits par lesdits Colleges pour ladite Couronne, dans les années mil six cent soixante quinze, mil six cent soixante seize, mil six cent soixante dix sept, & mil six cent soixante dix huit; lesquelles debtes, & pretensions (deduction faite de ce qui en avoit été payé) monteroient encore à quatre millions cent mille trois cent cinquante deux francs monnoye de Hollande, outre les interêts de cette somme, depuis le premier Janvier milla six cent quatre vingt deux, jusques au payement entier & effectif, comme aussi la liquidation, qui en a été faite en partie à Bruxelles le vingt cinq Novembre mil six cent quatre vingt un, avec le Prince de Parme, pour lors Gouverneur des Pays-bas Espagnols, & ayant demandé & fortement insisté pour le payement desdites dettes, & nous Ambassadeurs & Plénipotentiaires de Sa Majesté Catholique, ne nous trouvant point authorisés à ajuster cette affaire, nous promettons de remettre lesdits Papiers à Sa Majesté Catholique, afin qu'elle rende la justice aux Colleges de l'Amirauté, comme il sera de raison.

En foy de quoy nous Ambassadeurs Extraordinaires du Roy Catholique, & des Seigneurs Etats Generaux avons signé le present Article & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes. A Utrecht ce vingt sixiéme Juin mil sept cent quatorze.

Signé,

(L.S.) DUQUE D'OSSUNA.

(L.S.) EL MARQUE DE MONTELEONE.

(L. S.) B. v. DUSSEN.

(L. S.) C. v. GHEEL VAN SPANBROECK.

(L. S.) F.A. BARON DE REEDE DE RENSWOUDE.

(L. S.) GRAEF VAN KNIPHUYSEN.

Autre Article separé, concernant les Pretensions de la Succession d'Orange à la charge de l'Espagne. Du même jour 25. Juin 1714

COMME les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-bas, en qualité d'Executeurs du Testament de Sa Majesté le feu Roy de la Grande-Bretagne, de tres glorieuse memoire, ont fait donner un Memoire en Latin aux Sieurs Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majesté Catholique par nous soussignez Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires desdits Seigneurs Etats Generaux, contenant ledit Memoire, ce que Leurs Hautes Puissances soutiennent appartenir legitimement à la succession de feu Sa Majesté le Roy de la Grande-Bretagne, à la charge de la Couronne d'Espagne, suivant le Traité de Transaction passé & conclu le vingt six Decembre mil six cent quatre vingt sept, entre feüe Sa Majesté Catholique, de glorieuse memoire, d'une part, & Sadite Majesté le Roy de la Grande-Bretagne, alors Prince d'Orange, de l'autre; consistant en trois rentes distinctes: savoir une de quatre vingt mille Livres annuelle; une de vingt mille Livres annuelle; ces deux hypothequées sur les Douanes de la Meuze, & de l'Escaut, & qui n'ont point été payées depuis l'année mil six cent quatre vingt seize: & une de cinquante mille Livres annuelle, qui n'a pas été non plus payée, comme dessus, outre un restant de trente sept mille quatre cent quatre vingt douze Livres pour l'année mil six cent quatre vingt quinze; & encore une somme de cent vingt mille écus, payable une fois, qui devoit avoir été payée un mois après la Ratification du susdit Traité; & que les Seigneurs Etats Generaux, après avoir donné ladite representation, ont encore fait donner, par nous leurs Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, une Copie du susdit Traité de Transaction, & des autres, qui y sont relatifs: afin que les susdites arrerages, & la susdite somme de cent vingt mille écus, avec les interêts, qui en sont dus, du jour du retardement, soient payez promptement à ladite Succession Royale par Sa Majesté Catholique ou de sa part: & que l'on continuë le payement desdites rentes respectives, savoir le payement absolu de celle desdits cinquante mille Livres, de celle de quatre vingt mille Livres & de celle de vingt mille Livres, en cas que les presens ou futurs Possesseurs des fonds hypothequés & engagez, vinssent, en quelque tems que ce soit, à manquer au payement desdites deux dernieres rentes cy-dessus mentionnées. Et comme d'un côté nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires des Seigneurs Etats Generaux avons insisté, que ces payements fussent promis, par Sa Majesté Catholique ou en son nom, & que cette promesse fut comprise, & inserée dans un Article separé du present Traité de Paix; mais, que de l'autre, nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majesté Catholique avons allegué de n'avoir point de pouvoir à cet egard, & que l'on a jugé le plus convenable, de ne point retarder pour cela la conclusion du Traité de Paix; on est tombé d'accord, de part & d'autre, qu'il sera reservé à ladite Succession Royale, de poursuivre la satisfaction des pretentions susdites, de la maniere que les interessez à ladite Succession le trouveront convenable & à propos: sauf aussi les raisons que Sa Majesté Catholique pourroit alleguer au contraire.

En foy de quoy nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Roy Catholique, & des Seigneurs Etats Generaux avons signé le present Article & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes. A Utrecht ce vingt sixiéme Juin mil sept cent quatorze.

Signé,

(L.S.) F. M. DUCQUE D'OSSUNA.

(L.S.) EL MARQUE DE MONTELEON.

(L. S.) B. v. DUSSEN.

(L. S.) C. v. GHEEL VAN SPANBROECK.

(L.S.) F.A. BARON DE REEDE DE RENSWOUDE.

(L.S.) GRAEF VAN KNIPHUYSEN.

Plein-pouvoir des Ambassadeurs d'Espagne.

DON Philippe, par la Grace de Dieu, Roi de Castille, Leon, Arragon, des deux Siciles, de Jerusalem, Navarre, Grenade, Tolede, Valence, Galice, Majorque, Seville, Sardaigne, Cordoue, Corsique, Murcie, Jaën & des Algarves, d'Algezire, de Gibraltar, des Isles de la Terre ferme de l'Ocean; Archiduc d'Autriche; Duc de Bourgogne, de Brabant & de Milan; Comte d'Apsbourg, de la Flandre, du Tirol & de Barcelone; Seigneur de Biscaye, & de Molina &c. Comme nous n'avons eu rien plus à cœur, ni ne souhaitons rien avec plus d'ardeur, que le soulagement & le repos de nos Sujets, dans les afflictions & les calamitez d'une Guerre si sanglante, & de si longue durée, qu'a été celle, que nous avons soufferte jusques icy; & comme nous

ANNO 1714.

nous sommes obligez d'avancer le soulagement & ce repos, par une fin heureuse des effets & suites pernicieuses de la Guerre susdite, pour jouir par là de la tranquilité, splendeur & des prosperités qu'ils souhaitent si ardemment; & considerans que pour l'affermissement d'un bien si commun, on doit commencer par une Paix particuliere, & une amitié reciproque entre cette Couronne, & les Etats Généraux des Provinces Unies. Nous avons trouvé à propos de nommer pour cette fin, & de munir de Plein-pouvoir & d'authorité entiere vous Don Francisco Marie de Paula, Tellez, Giron, Benavides, Carello, & Toledo, Ponze de Leon, Duc d'Ossuna, nôtre Cousin, Comte d'Urena, Marquis de Penafiel, Gentilhomme de nôtre Chambre, premier Chambellan & Echanson, premier Notaire de nos Royaumes de Castille, Chevalier de l'Ordre de Calatrava, Grand Commandeur de cette Chevallerie, & Commandeur d'icelle, comme aussi de celle d'Ulagre dans celle de St. Jago, Capitaine de la premiere Compagnie Espagnole de nos Gardes Royales du Corps. Et Don Isidoro Casado de Rosales, Marquis de Monteleon, nôtre parent, Conseiller dans nôtre Conseil des Indes, en qualité de nos Ambassadeurs & Plenipotentiaires à cause de la satisfaction & de la confiance entiere, que nous avons sur vos Personnes, comme aussi des preuves que nous avons de vôtre prudence, sagesse, experience, zele, & amour pour nôtre service Royal, dont nous avons vû les marques dans plusieurs occasions, des qualitez tant requises dans une Negotiation de cette importance, pour pouvoir traiter, conclure, & effectuer avec les Ministres & Plenipotentiaires des Etats Généraux des Provinces-Unies, nommez pour cette même fin, un bon, ferme & inviolable Traité d'une Paix particuliere & convenable avec les interets & les avantages reciproques des Sujets de nôtre Couronne & desdits Etats Generaux. Nous promettons, comme nous le promettons par celle-ci, sur nôtre foy & Parolle Royale, que nous, aussi bien que nos Successeurs, certifierons & approuverons tout ce que vous terminerés, conclurés, & effectuerés avec lesdits Ministres des Etats Generaux, pour l'obtien d'une Paix particuliere, comme il est dit cy-dessus, & que nous l'executerons exactement, & que nous prendrons soin, que tout soit executé sans la moindre contravention, & de même, que nous ne souffrirons jamais, qu'on y contrevienne, soit directement, ou indirectement, à quoy aussi bien que pour toute autre chose qu'il soit nécessaire, nous donnons toute authorité, Plein-pouvoir, & faculté requise, & que nous le ratifierons & l'approuverons, dans un tel terme, qu'il sera stipulé reciproquement. Nous declarons de plus, que par absence ou par maladie d'un de vous Duc d'Ossuna, & Marquis de Monteleon susdits, un seul de vous deux pourra succeder à terminer & à conclure cette Negotiation, promettants de même de bonne foy & sur nôtre parole Royale, d'avoir tout pour agreable & stable, & même de le ratifier avec toutes les solemnités & autres circonstances requises, comme s'il auroit été ajusté par vous tous deux. En foy de quoy nous ordonnons de depêcher, comme nous depeschons par celle-ci les presentes, verifiées par nôtre signature, cachettées de nostre Seau secret & contresignées par nôtre Secretaire d'Estat. Donné à Madrid le cinquiéme Avril mil sept cent treize.

Signé,

MOI LE ROI.

Et plus bas.

D. EMANUEL DE VADILLO ET VELASCO.

Plein-pouvoirs des Ambassadeurs de Leurs Hautes Puissances.

LES Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, à tous ceux qui ces présentes verront, Salut. Comme Nous ne souhaitons rien plus ardemment, que de voir finir par une bonne Paix la Guerre, dont la Chrestienté est à présent affligée, & que la Ville d'Utrecht a esté agréée pour lieu des Conferences; Nous, par ce même desir, d'arrêter, autant qu'il sera en Nous, la desolation de tant de Provinces, & l'effusion de tant de Sang Chrêtien, avons bien voulu y contribuer tout ce qui depend de Nous, & pour cet effet deputer à ladite Assemblée quelques personnes du Corps de la Nôtre, qui ont donné plusieurs preuves de la connoissance & experience, qu'ils ont des affaires publicques, aussi bien que de l'affection, qu'ils ont pour le bien de Nostre Estat. Et comme les Sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Rossem, &c. Burggrave de l'Empire, & Juge de la Ville de Nimegue; Guillaume Buys, Conseiller Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam; Bruno vander Dussen, ancien Bourguemaitre, Sénateur & Conseiller Pensionaire de la Ville de Gouda, Assesseur au Conseil des Heemrades de Schieland, Dyckgrave du Crimpenerwaert; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroeck, Bolkestein, &c. Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluse, Surintendant des Fiefs relevans du Bourg de Bruges, dans Nostre ressort; Frederic Adrien, Baron de Rheede, Seigneur de Renswoude, d'Emminckhuysen & Moerkerken, &c. Président de la Noblesse dans les Estats de la Province d'Utrecht; Sicco van Goslinga, Grietman de Franequeradeel, & Curateur de l'Université de Franequer; & Charle Ferdinand, Comte de Inhuysen & de Kniphuysen, Seigneur de Vreedewold, &c. Députez en Notre Assemblée de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & de Westfrise, de Zeelande, d'Utrecht, de Frise, & de la Ville de Groeningue & Ommelandes, se sont signalées en plusieurs employs importans, pour Nôtre service, où ils ont donné des marques de leur fidelité, application & addresse, au maniement des affaires, pour ces causes & autres considerations à ce nous mouvans, nous avons commis, ordonné & deputé lesdits Sieurs de Randwijk, Buys, vander Dussen, de Spanbroeck, de Renswoude, de Goslinga, & le Comte d'In & Kniphuysen, les commettons, ordonnons & deputons par ces présentes, & leur avons donné & donnons Plein-pouvoir, Commission & Mandement special, d'aller à Utrecht, en qualité de Nos Ambassadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires pour la Paix, & d'y conferer avec les Ambassadeurs & Plenipotentiaires de Sa Majesté le Roy d'Espagne, munis de Pouvoirs suffisans, & y traiter des moyens, de terminer & pacifier les differens, qui causent aujourd'huy la Guerre, entre Sa Majesté Catholique & Nous, & pourroient nosdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires tous ensemble, ou quelques-uns, ou quelqu'un d'entre eux, en cas d'absence des autres, par maladie, ou autre empêchement, en convenir, & sur iceux conclure & signer une bonne & seure Paix, & generalement faire, negocier, promettre & accorder tout ce, qu'ils estimeront necessaire, pour le susdit effet de la Paix, & de faire generalement tout ce, que Nous pourrions faire, si nous y estions presens, quand même pour cela il seroit besoin de Pouvoir & Mandement plus special, non contenu dans ces présentes; Promettant sincerement, & de bonne foi, d'avoir pour agréable, ferme & stable, tout ce, que par lesdits Sieurs Nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, ou bien par quelques-uns ou quelqu'un d'entre eux, en cas de maladie, d'absence, ou autre empêchement des autres, aura été stipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier Nos Lettres de ratification, dans le tems, qu'ils l'auront promis en Nostre nom de les fournir. Donné à la Haye en Nostre Assemblée, sous Nostre grand Seau, la paraphure du Président de Nostre Assemblée, & le Seing de Nostre Greffier, le neuviéme May mil sept cent treize.

Estoit paraphé,

J. VAN WELDEREN. Vt.

Par Ordonnance des susdits Seigneurs Etats Généraux.

Estoit signé,

F. FAGEL.

Anno 1714.

Ratification de Leurs Hautes Puissances. A la Haye le 6. d'Aoust. 1714.

LES Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Ayant vû & examiné le Traité de Paix, d'amitié & de Commerce, fait & conclu à Utrecht le vingt & sixiéme jour du mois de Juin de la présente année mil sept cent quatorze, par le Sieur Don François Marie de Paula, Tellez & Giron, Duc d'Ossune, Comte d'Urena, Marquis de Penafiel, Grand d'Espagne de la premiére classe, grand Chambellan du Roi Catholique, grand Notaire dans les Royaumes de Castille, Commandeur de l'Ordre de Calatrava, & grand Commandeur aux Clefs & dans l'Ordre de St. Jaques, un des grands Assistans à la Chambre du Roi Catholique, Géneral dans ses Armées, Capitaine de la prémiére Compagnie de ses Gardes du Corps; & le Sr. Don Isidore Casado de Azevedo de Rosales, Marquis de Monteleon, Vicomte d'Alcazar Real, Senateur au Conseil Souverain des Indes de Sa Majesté Catholique; un des Gentilhommes de la Chambre de Sadite Majesté; Ambassadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires de Sa Majesté le Roi d'Espagne au Congrès d'Utrecht; & par les Sieurs Jacques de Randwyck, Seigneur de Rossem, &c. Burggrave de l'Empire, & Juge de la Ville de Nimegue; Guillaume Buys, Conseiller Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam; Bruno vander Dussen, Bourguemaître, Sénateur, & Conseiller Pensionnaire de la Ville de Gouda, Assesseur au Conseil des Heemrades de Schielandt, Dyckgrave du Crimpenerwaard; Corneille van Gheel, Seigneur de Spanbroeck Bulkestein, &c. Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluse, Surintendant des Fiefs relevans du Bourg de Bruges du ressort de l'Etat; Frederic Adrien Baron de Rheede, Seigneur de Renswoude, d'Emminkhuysen & Moerkerken, &c. Président de la Noblesse dans les Etats de la Province d'Utrecht; Sicco van Goslinga, Grietman de Franequeradeel, & Curateur de l'Université de Franequer; & Charles Ferdinand, Comte d'Inkhuysen & de Kniphuysen, Seigneur de Vreedewold, &c. Députés en nôtre Assemblée de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & West-Frise, de Zeelande, d'Utrecht, de Frise, de Groningue & Ommelanden, Nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires à ladite Assemblée d'Utrecht, en nôtre nom & de nôtre part, en vertu de leurs Pleinpouvoirs respectifs, duquel Traité la teneur s'ensuit.

Fiat insertio.

Et d'autant que le contenu dudit Traité porte, que les Lettres de Ratification seront échangées dans le terme de six semaines, ou plûtôt, si faire se peut, à compter du jour de la signature, Nous voulant bien donner des marques de nôtre sincerité, & Nous acquiter de la parole, que Nos Ambassadeurs ont donnée pour Nous, Nous avons agréé, approuvé & ratifié ledit Traité, & un chacun des Articles d'icelui, ci-dessus transcrits, comme Nous l'agréons, approuvons & ratifions, par ces présentes; promettant en bonne foi & sincerement de le garder, entretenir & observer inviolablement, de Point en Point, selon sa forme & teneur, sans jamais aller, ni venir au contraire directement ni indirectement, en quelque sorte ou maniére que ce soit. En foi de quoi Nous avons fait signer ces présentes par le Président de nôtre Assemblée, contresigner par nôtre Greffier, & y apposer nôtre grand Seau. Fait à la Haye le sixiéme d'Aoust l'an mil sept cent quatorze.

Etoit paraphé,

C. v. GHEEL VAN SPANBROEK, Vt.

Sur le pli estoit écrit,

Par Ordonnance des susdits Seigneurs Etats Généraux.

Etoit signé,

F. FAGEL.

Et scellé du grand Seau en cire rouge.

Ratification du costé de l'Espagne. Donnée au Pardo le 27. Juillet 1714.

Anno 1714.

DON Philippe par la Grace de Dieu Roi de Castille, de Leon, d'Arragon, des deux Siciles, de Jerusalem, de Navarre, de Grenade, de Tolede, de Valence, de Galice, de Majorque, de Seville, de Sardaigne, de Cordoue, de Corse, de Murcie, de Jaen, des Algarves, d'Alger, de Gibraltar, des Iles des Canaries, des Indes Orientales & Occidentales, des Iles & Terre ferme de l'Ocean; Archiduc d'Autriche; Duc de Bourgogne, de Brabant & de Milan, Comte d'Apsbourg, de Flandres, Tirol & Barcelone; Seigneur de Biscaye, & de Molina, &c. D'autant que le vingt sixiéme Juin dernier, nos Ambassadeurs & Plenipotentiaires, & ceux des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-bas, ont dans la Ville d'Utrecht, ajusté, conclu & signé un Traité de Paix & d'amitié dont la teneur s'ensuit.

Fiat insertio.

Duquel Traité ci-dessus écrit & inseré, comme il est dit, après l'avoir vû & examiné murement de mot à mot dans mon Conseil, j'ay resolu de l'aprouver & de le ratifier, comme en vertu des présentes je l'aprouve & ratifie, & tout ce qui y est exprimé & mentionné, pour moi & mes Héritiers & Successeurs, comme aussi pour mes Vassaux, Sujets & Habitans de tous mes Royaumes & Seigneuries, & ce en la meilleure & plus ample forme que faire se peut, & tiens pour bon, ferme & de valeur tout ce qui y est contenu, & je promets en foi & parolle de Roi, aussi bien que pour mes Successeurs & Héritiers, de l'observer & executer inviolablement, selon sa forme & teneur, & d'ordonner qu'il soit executé & observé de la même maniere, que si je l'avois fait en propre Personne, sans rien faire ou rien faire aller contre, de quelque maniere, que ce puisse être, ni de permettre, qu'il se fasse rien qui y soit contraire; & qu'en cas qu'il se fit quelque contravention contre la teneur du susdit Traité, je donneray ordre qu'on le repare actuellement, sans difficulté ni delay, par la punition des Delinquants; obligeant en outre, pour l'observation de ce que dessus, tous & un chacun de mes Royaumes, Pays, & Seigneuries en particulier, aussi bien que mes autres biens, présens & avenir, comme pareillement mes Héritiers & Successeurs, sans rien excepter; Et pour plus grande fermeté de cette obligation, je renonce à toutes Loix, coutumes & autres choses à ce contraires: Pour confirmation de quoi, j'ay ordonné de faire dépêcher ces présentes, signées de ma main, & confirmées de mon Cachet, & qu'elles fussent contresignées par mon Secretaire d'Etat. Fait au Pardo le vingt septiéme Juillet mille sept cent quatorze.

Etoit signé,

MOI LE ROI.

Et contresigné,

MAN. DE ELYONDO.

CLXXIII.

Testament (1) *de* LOUIS XIV. *Roi de France & de Navarre disposant de la Tutelle du* DAUPHIN *son arriere-Petit-fils, & du Conseil de Regence qu'il veut estre établi après sa mort. A Marli 2. d'Aoust. 1714.* [Feuille volante imprimée à Paris au Mois de Septembre 1715. in 4] 2. Août.

COMME par la Misericorde de Dieu, la Guerre (qui a pendant plusieurs Années agité notre Royaume avec des Ennemis differents, qui nous ont

(1) Deux Codicilles furent ajoutez à ce Testament le 13. Avril & 23. d'Août. 1715. Voyez les cy-après sous ces dernières dattes. [Dum.]

ont causé des inquietudes,) est heureusement terminée; Nous n'avons présentement rien plus à cœur, que de procurer à nos Peuples le soulagement que le tems de Guerre ne Nous a pas permis de leur donner, de les mettre en état de jouir long-tems des fruits de la Paix, & d'eloigner tout ce qui pourroit troubler leur Tranquillité. Nous croyons, dans cette vûe, devoir étendre nos soins Paternels à prevoir & prevenir, autant qu'il dépend de Nous, les Maux dont notre Royaume pourroit être troublé, si par l'Ordre de la Divine Providence, notre décez arrive avant que le Dauphin notre Arriere-Petit-Fils, qui est l'Héritier de notre Couronne, ait atteint sa 14. Année, qui est l'âge de sa Majorité.

C'est ce qui Nous engage à pourvoir à sa Tutelle & à l'Education de sa Personne, & à former pendant sa Minorité un Conseil de Régence, capable par sa prudence, sa probité, & la grande experience de ceux que Nous choisirons pour le composer, de conserver le bon Ordre dans le Gouvernement de l'Etat, & maintenir nos Sujets dans l'obeïssance qu'ils doivent au Roi Mineur.

Le Conseil sera composé du Duc d'Orleans, Chef du Conseil, du Duc de Bourbon, quand il aura 24. Ans accomplis, du Duc du Maine, du Comte de Toulouze, du Chancelier de France, du Chef du Conseil Royal, des Maréchaux de Villeroi, de Villars, d'Uxelles, de Tallard, & d'Harcourt, des 4. Secretaires d'Etat, & du Controlleur General des Finances.

Nous les avons choisis par la connoissance de leur capacité, de leurs talens, & du fidelle attachement qu'ils ont toûjours eu pour notre Personne, & que Nous sommes persuadez qu'ils auront de même pour le Roi Mineur.

Voulons que la Personne du Roi Mineur soit sous la Tutelle & à la garde du Conseil de Régence.

Mais comme il est nécessaire que sous l'Autorité de ce Conseil, quelque personne de mérite, universellement reconnu & distingué par son Rang, soit particulierement chargé de veiller à la Sûreté, Conservation & Education du Mineur; Nous nommons le Duc du Maine pour avoir cette autorité, & remplir cette importante fonction, du jour de notre décès. Nous nommons aussi pour Gouverneur du Roi Mineur, sous l'Autorité du Duc du Maine, le Maréchal de Villeroi, qui par sa bonne conduite, sa probité & ses talens, Nous a paru mériter d'être honoré de cette marque de notre estime & de nôtre Confiance, Nous sommes persuadez que pour tout ce qui aura raport à la Personne & à l'Education du Roi Mineur, le Duc du Maine & le Maréchal de Villeroi, Gouverneurs, animez tous deux par un même Esprit, agiront avec un parfait concert, & qu'ils n'obmettront rien pour lui inspirer les Sentimens de Vertu, de Religion, & de Grandeur d'Ame, que Nous souhaitons qu'il conserve toute sa vie.

Voulons que les Officiers de la Garde & de la Maison du Roi soient tenus de reconnoître le Duc du Maine, & de lui obéïr en ce qu'il ordonnera pour le fait de leurs Charges, qui aura raport à la Personne du Roi Mineur, à sa garde & à sa sûreté. Au cas que le Duc du Maine vienne à manquer avant notre décès, ou pendant la Minorité du Roi, Nous nommons à sa place le Comte de Toulouze, pour avoir la même Autorité, & remplir les mêmes fonctions. Pareillement, si le Maréchal de Villeroi decede avant ou pendant la Minorité du Roi, Nous nommons à sa place le Maréchal d'Harcourt.

Voulons que toutes les affaires qui doivent être decidées par l'Autorité du Roi, sans aucune exception ni reserve, soit concernant la Guerre ou la Paix; la Disposition, l'Administration des Finances; ou le choix des Personnes qui doivent remplir les Archevêchez, Evêchez, Abbaïes, ou autres Benefices, dont la Nomination doit apartenir au Roi Mineur; la Nomination aux Charges de la Couronne, aux Charges de Secretaires d'Etat, & à celle de Controlleur General des Finances: à toutes celles des Officiers, tant des Troupes de Terre, qu'Officiers de Marine & des Galéres; aux Officiers de Judicature, tant des Cours Superieures qu'autres, & celles de Finance; aux Charges de Gouverneurs, Lieutenans-Generaux dans les Provinces, & celles des Etats Majors des Places fortes tant des Frontieres que des Places du dedans du Royaume, sans distinction de grandes & petites, qui sont à la Nomination du Roi; & generalement pour toutes les Charges, Commissions & Emplois que le Roi doit nommer, soient proposées & deliberées au Conseil de Régence: Que les Résolutions y soient prises à la pluralité des suffrages, sans que le Duc d'Orleans, Chef du Conseil, puisse seul & par son Autorité particuliere, rien determiner, statuer, ordonner, & faire expedier aucun Ordre au Nom du Roi Mineur, autrement que suivant l'Avis du Conseil de Régence.

S'il arrive qu'il y eût dans quelque affaire diversité de sentimens dans le Conseil de Régence; ceux qui y assisteront seront obligez de se réünir à deux Avis, & celui du plus grand nombre prévaudra toûjours: Mais s'il se trouve qu'il y eût dans les deux Avis un nombre égal de suffrages, en ce cas seulement, l'Avis du Duc d'Orleans, comme Chef du Conseil, prévaudra.

Lors qu'il s'agira de nommer aux Bénefices, le Confesseur du Roi entrera au Conseil de Régence, pour y présenter le Memoire des Bénefices vacans, & proposer les Personnes qu'il croira capables de les remplir. Seront aussi admis au même Conseil Extraordinaire, lors qu'il s'agira de la Nomination des Bénefices, deux Archevêques ou Evêques, de ceux qui se trouveront à la Cour, & qui seront avertis par l'Ordre du Conseil de Régence, pour s'y trouver, & donner leur Avis sur le choix des Sujets qui seront proposez.

Le Conseil de Régence s'assemblera 4. ou 5. jours de la semaine, le matin, dans la Chambre ou Cabinet du Roi Mineur; & aussi-tôt que le Roi aura dix ans accomplis, il pourra y assister quand il voudra, non pour ordonner & décider, mais pour entendre & pour prendre les premieres connoissances des affaires.

En cas d'absence ou d'empêchement du Duc d'Orleans, celui qui se trouvera plus avancé par son Rang, tiendra le Conseil, afin que le cours des affaires ne soit pas interrompu.

Et s'il y a partage de voix, la sienne prévaudra. Il sera tenu registre par le plus ancien des Secretaires d'Etat, qui se trouvera présent, de tout ce qui sera déliberé & résolu, pour être ensuite les expeditions faites au nom du Roi Mineur, par ceux qui en seront chargez.

Si avant qu'il plaise à Dieu Nous appeller à lui, quelqu'un que Nous ayons nommé pour remplir le Conseil de la Régence décede, ou se trouve hors d'état d'y entrer; Nous nous réservons d'y pourvoir & nommer une autre Personne pour remplir sa place, & Nous le ferons par un Ecrit qui sera entierement de notre Main, qui ne paroitra qu'après notre décez: Et si Nous ne nommons personne, le nombre de ceux qui devront composer le Conseil de Régence, demeurera reduit à ceux qui se trouveront vivans au jour de notre mort.

Il ne sera fait aucun changement au Conseil de la Régence, tant que durera la Minorité du Roi; & si pendant le tems de cette Minorité quelqu'un de ceux que nous y avons nommé, vient à manquer, la place vacante pourra être remplacée par le choix & deliberation du Conseil de Regence, sans que le nombre de ceux qui le doivent composer, tel qu'il aura été au jour de notre décez, puisse être augmenté; & le cas arrivant que plusieurs de ceux qui le composent ne puissent pas y assister, par maladie ou autrement, il faudra qu'il s'y trouve toûjours au moins le nombre de sept de ceux qui sont nommez pour le composer, afin que les Deliberations qui auront été prises, ayent rang & force d'Authorité: Et à cet effet, dans tous les Edits, Déclarations, Lettres Patentes, Provisions & Actes, qui doivent être déliberez au Conseil de Régence, & qui seront expediez pendant la Minorité, il sera fait mention expresse du nombre des Personnes qui auront assisté au Conseil dans lesquels les Edits, Lettres Patentes & autres Expeditions auront été résolues.

Notre principale application, pendant la durée de notre Regne, a toûjours été de conserver dans notre Royaume la pureté de la Religion Catholique Romaine, en éloignant toute sorte de nouveauté; Et Nous avons fait tous nos Efforts, pour unir à l'Eglise ceux qui en étoient séparez. Notre intention est que le Conseil de la Régence s'attache à maintenir les Loix & Reglemens que Nous avons faits à ce

ANNO 1714. ce fujet, & Nous exhortons le Dauphin notre Arriere-Petit-Fils, lors qu'il fera en âge de gouverner par lui-même, de ne jamais fouffrir qu'il y foit donné atteinte: Comme auffi de maintenir avec la même fermeté, les Edits que Nous avons faits contre les Duels, comme les plus utiles pour attirer la benediction de Dieu fur notre Royaume, & pour la confervation de la Nobleffe, qui en fait la principale force.

Notre intention eft que les difpofitions contenuës dans notre Edit du mois de Juillet dernier en faveur du Duc du Maine, & du Comte de Toulouse, & leurs defcendans, ayent pour toûjours leur entiére execution, fans qu'en aucun tems, il puiffe être donné atteinte aucune à ce que Nous avons déclaré de notre Volonté.

Entre les différens Etabliffemens que Nous avons faits durant le cours de notre Regne, il n'y en a point qui foit plus utile à l'Etat, que celui de l'Hôtel Royal des Invalides: Il eft bien jufte que ces Soldats, qui par les bleffures qu'ils ont reçûës à la Guerre, ou qui par leur long fervice & âge, font hors d'état de travailler & de gagner leur vie, ayent une fubfiftance affurée pour le refte de leurs jours; & que plufieurs Officiers qui font denuez des biens de la fortune, y trouvent auffi une retraite honorable. Toutes fortes de motifs doivent engager le Dauphin, & tous les Rois nos Succeffeurs, à foûtenir cet Etabliffement, & lui accorder une Protection particuliére: Nous l'y exhortons autant qu'il eft en notre pouvoir.

La Fondation que nous avons faite d'une Maifon à *St. Cyr*, pour l'Education de 250. Demoifelles, donnera perpetuellement à l'avenir aux Rois nos Succeffeurs, un moyen de faire des graces à plufieurs Familles de notre Royaume, qui fe trouvant chargées d'Enfans avec peu de bien, auroient le regret de ne pas pouvoir fournir à la dépenfe neceffaire pour leur donner l'Education convenable à leur naiffance. Nous voulons que fi de notre vivant les 50. mille Livres de revenus en fonds de Terre, que Nous avons donné pour la Fondation, ne fuffent pas entierement remplis, il foit fait des aquifitions le plus promtement qu'il fe pourra après notre decès, pour fournir ce qui s'en manquera; & que les autres Sommes que Nous avons affignées à cette Fondation fur nos Domaines & Recettes generales, tant pour augmenter la Fondation, que pour dotter les Demoifelles qui fortent à l'âge de 20. ans, foient régulierement payées; en forte qu'en nul cas, & fous quelque prétexte que ce foit, notre Fondation ne puiffe être diminuée, & qu'il ne foit donné aucune atteinte à l'union qui a été faite de la Menfe Abatiale de *S. Denis*; comme auffi qu'il ne foit rien changé aux Réglemens que nous avons jugé à propos pour le gouvernement de la Maifon, & pour la qualité & preuves qui doivent être faites par lefdites Demoifelles qui obtiennent des Places dans la Maifon.

Nous n'avons d'autres vûës dans toutes les difpofitions de notre préfent Teftament, que le bien de notre Etat & de nos Sujets. Nous prions Dieu qu'il béniffe notre Pofterité & qu'il Nous faffe la grace de faire un affez bon ufage du refte de notre vie pour effacer nos péchez, & pour obtenir fa Mifericorde.

Fait à Marli le 2. Août. 1714.

CLXXIV.

7. Sept. *Pax inter Sacram Cæfaream & Catholicam Majeftatem* CAROLUM VI. *ac Imperium ab una &* LUDOVICUM XIV. *Regem Galliæ Chriftianiffimum a parte altera, iterato fancita; Eft enim una & eadem cum illa Raftadienfi; Sed hic majori cum folemnitate celebrata. Badæ Ergoviæ die 7. Septembris 1714. Cum* ARTICULO SEPARATO *de Titulis, a Cæfare in Tractatu adhibitis. Cumque* PLENIPOTENTIIS & RATIFICATIONIBUS *utriufque partis.* [Copie imprimée à Vienne Typis *Joannis Jacob. Kürner* Procer. Typograph. in 4. Copie imprimée à Paris chez François Fournier Rue St. Jaques avec Privilege du Roi, in 4. Ann. 1714. en Latin & en François.] ANNO 1714.

In nomine Sacrofanctæ Trinitatis, Patris, & Filii, & Spiritus fancti.

NOTUM fit univerfis, cum alma Pace per fummi Numinis benignitatem feliciter inftaurata Raftadii fexta die nuper præteriti menfis Martii inter Sereniffimum & Potentiffimum Principem ac Dominum, Dominum Carolum fextum Electum Romanorum Imperatorem femper Auguftum, ac Regem Germaniæ, Caftellæ, Aragoniæ, Legionis, utriufque Siciliæ, Hierufalem, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Galliciæ, Majoricarum, Seviliæ, Sardiniæ, Cordubæ, Corficæ, Murciæ, Giennis, Algarbiæ, Algeziræ, Gibraltaris, Infularum Canariæ & Indiarum, ac Terræ firmæ, Maris Oceani, Archiducem Auftriæ, Ducem Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Limburgiæ, Lucemburgiæ, Geldriæ, Wirtembergæ, fuperioris & inferioris Silefiæ, Calabriæ, Athenarum & Neopatriæ, Principem Sueviæ, Catalauniæ, & Afturiæ, Marchionem Sacri Romani Imperii Burgoviæ, Moraviæ, fuperioris & inferioris Lufatiæ, Comitem Habfpurgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ & Arthefiæ, Marchionem Oristhani, Comitem Goziani, Namurci, Roffilionis & Ceritaniæ, Dominum Marchiæ Sclavonicæ, Portus Naonis, Biteniæ, Molinæ, Salinarum, Tripolis, & Mechliniæ &c. ac Sacrum Romanum Imperium ab una, & Sereniffimum ac Potentiffimum Principem ac Dominum, Dominum Ludovicum decimum quartum, Franciæ & Navarræ Regem Chriftianiffimum ab altera parte convenerit, ut quæ illic, operis tam falutaris magis accelerandi gratia, vel citra omnem, quæ obfervari debuiffet, folemnitatem acta, vel in aliud tempus dilata fuerunt, aliasve addenda effent, novo folemniore & generaliore in Helvetiæ partibus inftituendo Congreffu recepto more perficerentur, id nunc Divino rurfus afpirante favore completum effe. Comparentes quippe Badæ-Ergoviæ loco utrinque delecto Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii nomine Sacræ Cæfareæ Majeftatis, & Sacri Romani Imperii, Celfiffimus Princeps ac Dominus Eugenius, Sabaudiæ & Pedemontium Princeps, aurei Velleris Eques, Sacræ Cæfareæ Majeftatis Confiliarius Status intimus, Confilii Aulico-Bellici Præfes, Locumtenens Generalis, ac Sacri Romani Imperii Campi Marefcallus, nec non Illuftriffimi & Excellentiffimi Domini, Dominus Petrus Comes de Goefs in Carlsberg, Sacræ Cæfareæ Majeftatis Confiliarius Status, Camerarius, & Carinthiæ fupremus Capitaneus Provincialis, & Dominus Joannes Fridericus Comes à Seilern & Afpang, Sacræ Cæfareæ Majeftatis Confiliarius Aulicus, & Cancellariæ fecretioris Aulicæ Auftriacæ Affeffor: Nomine vero Sacræ Regiæ Majeftatis Chriftianiffimæ, Celfiffimus & Excellentiffimus Dominus Ludovicus Hector Dux de Villars, Par & Marefchallus Franciæ, Martigii Princeps, Meloduni Vice-Comes, Exercituum Regiorum in Germania Dux fupremus, Regiorum Ordinum ut & aurei Velleris Eques, & in Ditione & Comitatu Provinciæ Gubernator & Locumtenens Generalis, nec non Illuftriffimi & Excellentiffimi Domini, Dominus Francifcus Carolus de Vintimillia ex Comitibus Maffiliæ Comes du Luc, Marchio de la Marthe, pro Rege in Provincia Locumtenens, Ordinis fancti Ludovici Commendator, Infularum de Porquerolles Gubernator, atque Sacræ Regiæ Majeftatis Chriftianiffimæ ad Helvetos, Rhætos & Rempublicam Valefianam Legatus, & Dominus Dominicus de Barberie Eques, Dominus de Saint Conteft, Regi Chriftianiffimo à Sanctioribus Confiliis, Libellorum fupplicum in Aula Regia Magifter, reique judiciariæ Civilis & ærariæ, nec non bellicæ per Diftrictus Metenfem, Tullenfem, & Virodunenfem, ut & Regiorum Exercituum in Confiniis Campaniæ & ad Sarram Mofellamque Præfectus, poft invocatam cœleftem opem & commutatas rite Mandatorum in calce hujus Inftrumenti defcriptorum tabulas mutuas, initæ jam Pacis Leges confirmarunt, auxerunt & in folemnem formam redegerunt tenore fequenti.

I. Pax

ANNO 1714.

I. Pax Christiana Rastadii sexta Martii Anni currentis conclusa, sit & maneat perpetua ac universalis, conciliet que ac propaget veram amicitiam inter Sacram Cæsaream Majestatem Ejusque Successores, totum Sacrum Romanum Imperium, Regna & Ditiones hæreditarias, Clientes ac Subditos ab una, & Sacram Regiam Majestatem Christianissimam Ejusque Successores, Clientes & Subditos ab altera parte, eaque ita sincere servetur & colatur, ut neutra Pars in alterius perniciem vel detrimentum sub quolibet colore quicquam moliatur, aut molientibus seu quodvis damnum inferre volentibus ullum auxilium quocunque nomine veniat, præstare, alteriusve Subditos rebelles seu refractarios recipere, protegere aut juvare quavis ratione possit, aut debeat, sed potius utraque Pars alterius utilitatem, honorem ac commodum serio promoveat, non obstantibus quibuscunque in contrarium facientibus promissionibus, Tractatibus & Fœderibus quomodocunque factis aut faciendis.

II. Sit perpetua utrinque Amnestia & oblivio omnium eorum, quæ ob causam vel occasione præteriti Belli quocunque loco modove ultro citroque hostiliter facta sunt, ita ut nec eorum, nec ullius alterius rei causa vel prætextu alter alteri quicquam inimicitiæ, directe vel indirecte, specie juris aut via facti, neque intra, neque extra Sacrum Romanum Imperium, Regna & Ditiones Sacræ Cæsareæ Majestatis hæreditarias, Regnumque Galliæ inferat, aut inferri patiatur, sed omnes & singulæ hinc inde verbis, scriptis aut factis illatæ injuriæ & violentiæ absque omni personarum rerumve respectu ita penitus abolitæ sint, ut quidquid eo nomine alter adversus alterum prætendere possit, perpetua sit oblivione sepultum.

III. Pacis hujus basis & fundamentum sit Pax Westphalica, Neomagensis & Ryswicensis, hæque statim a commutatis Ratificationum formulis in sacris & profanis plene executioni mandentur, & inviolabiliter imposterum serventur, nisi quatenus nunc aliter conventum est. Hunc in finem omnia tam quoad mutationes, quæ durante ultimo Bello vel ante illud factæ, quam quæ executioni vel plane non, vel imperfecte datæ, vel post factam executionem rursus immutatæ fuere, si quid re ipsa tale reperiatur, eum in statum in Sacro Romano Imperio, Ejusque appertinentiis reponantur, qui per supradictum Tractatum Ryswicensem præscriptus fuit.

IV. Restituet Sacra Regia Majestas Christianissima secundum hanc & Pacem Ryswicensem Sacræ Cæsareæ Majestati, & Serenissimæ Domui Austriacæ Brisacum vetus integrum in moderno statu cum granariis, armamentariis, munimentis, vallis, muris, Turribus, aliisque ædificiis publicis & privatis, atque omnibus dependentiis in dextra parte Rheni sitis, iis, quæ in sinistra parte Rheni sunt, interque ea Fortalitio *le Mortier* dicto Regi Christianissimo relictis; omnia ad normam & sub conditionibus Articuli vigesimi dictæ Pacis Ryswicensis mense Octobri 1697. inter Imperatorem Leopoldum inclytæ Memoriæ, & Regem Christianissimum conclusæ.

V. Reddet quoque Sacra Regia Majestas Christianissima Sacræ Cæsareæ Majestati & Serenissimæ Domui Austriacæ Urbem & Arcem Friburgensem, nec non Fortalitium sancti Petri, Fortalitium item Stella nuncupatum, & quæcunque alia munimenta ibi aut alibi per sylvam Herciniam, vel reliquum Brisgoviæ Districtum erecta aut restaurata, in statu, quo nunc sunt, absque ulla demolitione aut deterioratione cum Villis Lehen, Merthausen, & Kirchzarth, omnique jure, cum Archivis item omnibusque Scripturis & Documentis literariis tempore ultimæ occupationis repertis, sive ibi adhuc extent, sive aliorsum translata sint, Jure Diœcesano aliisque juribus & reditibus Episcopatus Constantiensis semper salvis.

VI. Restituet pariter Sacræ Cæsareæ Majestati & Imperio Sacra Regia Majestas Christianissima munimentum Kehl à se exstructum, in dextra Rheni parte ad pontem Argentinensem situm, integrum cum omnibus Juribus & dependentiis, munimentum vero de la Pile, cœteraque in ipso Rheno, seu Rheni Insulis prope Argentinam jacentibus exstructa sumptibus Regis Christianissimi solo plane æquabuntur à neutra Parte posthac reædificanda; quæ conventæ Restitutiones & destructiones Locorum & Munimentorum supradictorum post Ratificationem hujus Tractatus termino Articulis sequentibus expresso executioni dabuntur: Fluminis autem Navigatio, aliusve usus utriusque Partis Subditis, aut qui alias illac commeare, navigare, aut merces transvehere volent, æque patebit, nec quicquam ab alterutra Parte illic aut alibi unquam fiet, quo Flumen divertatur, aut ejus cursus seu navigatio, aliusve usus difficilior quavis ratione reddatur, multo minus nova Telonia, Portoria, aut Pedagia exigentur, aut vetera augeantur, Navesque, quæ transeunt ad unam magis quam alteram ripam appellere, aut onera seu merces exponere vel recipere cogentur, sed id libero cujusque arbitrio relinqui semper debebit.

VII. Nominata loca, Urbes, Castra & Fortalitia Brisacum, Friburgum & Kehl reddantur Sacræ Cæsareæ Majestati & Imperio cum omni Districtu, Jurisdictione, appertinentiis & dependentiis, cum omnibus item tempore postremæ occupationis ibi repertis tormentis, apparatu & ammunitionibus bellicis, quae ex inventariis exhibendis apparebunt, absque reservatione, exceptione aut retentione, bona fide & sine dilatione, impedimento vel praetextu, iis, qui post commutatas Ratihabitionum tabulas à Sacra Caesarea Majestate sola, vel pro differentia locorum à Sacra Caesarea Majestate & Imperio ad id constituti & specialiter deputati fuerint, eaque de locorum evacuandorum Praefectis, Gubernatoribus aut Officialibus Gallicis fidem fecerint, ita ut dictae Urbes, Arces, Fortalitia & loca cum omnibus praerogativis, utilitatibus, proventibus, & emolumentis, ac quibuscunque ibidem comprehensis in Jus, possessionem actualem & omnimodam potestatem ac superioritatem Sacrae Caesareae Majestatis, Imperii & Domus Austriacae redeant, quemadmodum antehac ad Ipsos spectarunt, & à Sacra Regia Majestate Christianissima hactenus possessa fuere, nihilque omnino Juris aut praetensionis in loca praefata, aut eorum Districtus Sacrae Regiae Majestati Christianissimae Coronaeque Galliæ remansisse, aut reservatum fuisse intelligatur, nec quidquam porro exigatur pro sumtibus & impensis in munimenta, aut alia ædificia publica vel privata insumptis, nec alia quacunque de causa retardetur restitutio plenaria intra triginta dies à commutatis Pacis Ratihabitionibus executioni demandanda, adeo ut Præsidia Gallica inde protinus abducantur absque omni molestia, damno vel gravamine Civibus & Incolis, aut aliis quibuscunque Sacræ Cæsareæ Majestatis & Imperii Subditis ex causa debitorum aut quarumlibet prætensionum inferendo. Neque fas sit Militiæ Galliæ in locis evacuandis aut aliis quibusvis ad Sacram Regiam Majestatem Christianissimam non spectantibus ultra terminos infra praescriptos commorari, hyberna vel stationes figere, sed in proprias Coronæ Gallicæ Ditiones illico abire teneantur.

VIII. Curabit Rex Christianissimus suis impensis solo æquari munimenta è regione Huningæ in dextra ripa & Insula Rheni exstructa; similiter &, qui illic est, pontem Rheni, fundo cum ædificiis Domui Badensi reddendo: Destruentur eadem ratione munimenta cum Sellingense tum alia in Insulis inter illud & Fortalitium Ludovicianum sitis facta, uti & Pontis pars, quæ ducit à Sellingensi ad Ludovicianum, & quod è regione Ludoviciani in dextra Rheni ripa constructum est, à neutra Parte deinceps reparanda; fundo pariter cum ædificiis Domui Badensi restituendo. Fortalitium Ludovicianum vero & Insula penes Regem Christianissimum permanebit. Generaliter Sacra Regia Majestas Christianissima suis expensis destrui faciet omnia cujuscunque generis Fortalitia, munimenta, fossas, propugnacula, Valla & Pontes, sive ea sine in Tractatu Ryswicensi expressa, sive post illum à Regia Sua Majestate Christianissima ad ripam Rheni, vel in ipso Rheno, aut alibi in Imperio, seu Terris ac Ditionibus ad Imperium quomodolibet spectantibus exstructa, quæ reparari non poterunt.

IX. Evacuabit quoque Sacra Regia Majestas Christianissima Castrum Bitch cum omnibus pertinentiis, uti & Castrum Homburg destructis prius munimentis amplius non reparandis, ita tamen ut ipsis Castris, &, quæ illis juncta sunt, Oppidis nullum damnum inferatur, sed ea omnia illæsa conserventur.

X. Triginta dierum spatio post commutatas hujus Tractatus Ratificationum tabulas tam Civitates & loca munita, quam universim omnia loca, quæ secundum hunc & Rastadiensem, adeoque & Ryswicen-

sem Tractatum, cujus omnes & singuli Articuli pro insertis in hoc Tractatu habentur, & perinde effectui dabuntur, ac si eorum tenor de verbo ad verbum repetitus fuisset, reddi debent, extradentur iis, qui ad hunc effectum à Sacra Cæsarea Majestate & Imperio, aut Principibus particularibus, aliisve, qui ea secundum dictam Pacem Ryswicensem possidere debent, plena Potestate muniti erunt, absque demolitione Munimentorum & Fortificationum, aut destructione ædificiorum publicorum & particularium, & absque deterioratione status, in quo nunc sunt, nec quicquam pro impensis in ea, aut eorum occasione factis, petetur. Eodem pariter tempore reddentur omnia Archiva & Literarum Documenta, quæ vel ad Sacram Cæsaream Majestatem, vel ad Imperii Principes & Status aut Civitates & loca, quæ Sacra Regis Majestas Christianissima restituere promittit, pertinent.

XI. Cum Sacræ Regiæ Majestatis Christianissimæ mens sit atque intentio adimplere Tractatum hunc, quamtocius id fieri poterit, Sua Regia Majestas promittit, munimenta & loca à se demolienda majoris momenti ad summum spatio duorum Mensium, minoris vero momenti spatio unius Mensis, utroque post commutatas Ratificationum tabulas computando, Regiæ Suae Majestatis impensis eo, quo condictum est, modo destructum soloque æquatum iri.

XII. Sacra Regia Majestas Christianissima promittit non minus Sacræ Cæsareæ Majestati & Imperio, se se restituturam omnibus Imperii Membris, Clientibus & Vasallis Ecclesiasticis & Secularibus, nominatim Domino Electori Trevirensi, Domino Electori Palatino, Domino Ordinis Teutonici magno Magistro, & Episcopo Wormatiensi, atque Inclyto Ordini, Domino Episcopo Spirensi, Domui Wirtembergicæ, & sigillatim Domino Duci Mompelgardensi, utrique Domui Badensi, & generaliter omnibus Pace Ryswicensi comprehensis, licet hic speciatim expressi non fuerint, quæcunque Territoria, Civitates, loca & bona, quæ proxime præterito Bello, aut ejus occasione sive armis, sive confiscatione, aut alio quocunque modo Paci Ryswicensi contrario, occupaverit, quamvis hoc Tractatu nominata non sint, uti & plenarie & accurate executurant omnes conditiones & clausulas Pacis Ryswicensis, quibus per præsentem Tractatum expresse derogatum non est, si quæ post conclusam dictam Pacem Ryswicensem executione caruerint, vel postea mutatæ fuerint.

Spondet eadem ratione Sacra Regia Majestas Christianissima quantocyus bona fide executioni mandaturam omnes & singulos Pacis Ryswicensis Articulos Dominum Ducem Lotharingiæ concernentes, quibus hic plenarium robur suum confirmatur.

Vicissim Sacra Cæsarea Majestas & Imperium promittunt omnes conditiones & clausulas Pacis Ryswicensis, quæ ad illas restitutiones ex eadem Pace faciendas, nominatim ad Dominum Cardinalem de Rohan ratione Episcopatus Argentoratensis spectant, impletum iri.

XIII. Collatam quoque à Sacra Cæsarea Majestate cum Sacri Imperii Romani consensu, Domui Brunswico-Hannoveranæ Electoralem Dignitatem Rex Christianissimus & per præcedentem Tractatum agnovit, & imposterum agnoscet.

XIV. Vicissim Sacra Cæsarea Majestas atque Imperium testari cupientes pronum suum erga Sacram Regiam Majestatem Christianissimam, colendæque cum Illa imposterum amicitiæ, concordiæque sinceræ atque semper duraturæ affectum, ut & vigore Pacis Ryswicensis hoc in Tractatu restauratæ, consentiunt, ut Laudavia Urbs cum suis dependentiis, quæ in Pagis Nusdorff, Danheim, & Queichelm, eorumque Bannis consistunt, prout iis Rex Christianissimus ante Bellum fruitus fuit, munita penes Sacram Majestatem Christianissimam maneat.

XV. Domum Bavaricam quod concernit, tranquillitatis publicæ universim restabiliendæ gratia annuit Sacra Cæsarea Majestas & Imperium, ut virtute hujus Pacis Dominus Josephus Clemens Archi-Episcopus Coloniensis, & Dominus Maximilianus Emanuel à Bavaria generaliter & integre restituantur in omnes Ditiones, gradus honorum, prærogativas, regalia, bona, Dignitates Electorales, aliasque, ut & in omnia Jura, quibus ante præteritum Bellum fruiti sunt, vel frui potuerunt, & quæ ad eundem Archi-Episcopatum Coloniensem, cæterasque Ecclesias mox nominandas, aut Domum Bavaricam mediate vel immediate pertinuerunt.

Reddentur quoque utrisque bona fide Archiva, Documenta literaria, omnia suppellectilia, Gallice *meubles*, lapides pretiosi, gemmæ, aliæque generis res, sicut & tormenta, apparatus & ammunitiones bellicæ in Inventariis fide dignis utrinque producendis enumeratæ; illæ omnes nimirum, quæ ex illorum Palatiis, Arcibus, Urbibus, Munimentis & quibuscunque aliis locis restituendis, post Bavariæ occupationem Sacræ Cæsareæ Majestatis, ejusque inclytæ Memoriæ Antecessorum Mandato ablatæ fuerunt, exceptis illis machinis bellicis, quæ ad vicinos Status aut Urbes pertinebant, iisque restitutæ sunt; utque pro deficientibus, vel in aliam formam commutatis, aut difficulter conquirendis cæteris rebus sic ablatis, quæ alias restituendæ forent, æquum pretium parata pecunia solvatur, aut de iis aliter conveniatur.

Restituetur quoque Dominus Archi-Episcopus Coloniensis in suum Archi-Episcopatum Coloniensem, Episcopatus Ratisbonensem, Leodiensem, & in Præposituram Berchtolsgadensem; Capiet etiam speciatim possessionem Episcopatus Hildesiensis cum omnibus prærogativis, Juribus & bonis ad dictum Episcopatum & Ecclesiam spectantibus, uti ea ante præteritum Bellum Episcopi sui Prædecessores & Ecclesia possederunt, aut possidere debuerunt, ita ut nulla litis aut prætensionis ratio à quocunque mota aut movenda integram ejus restitutionem impedire possit, salvo tamen manente jure, quod aliis competere poterit vis judiciaria in competentibus Imperii Tribunalibus persequendum, postquam ambo Electores actu restituti fuerint; salvis etiam & illæsis manentibus Capitulorum & Statuum Archi-Episcopatus Coloniensis & reliquarum Ecclesiarum privilegiis, uti per uniones, Tractatus & Constitutiones stabilita sunt.

Præterea ratione Urbis Bonnæ conventum est, ut tempore Pacis nullum ibi Præsidium militare imponatur, sed ejus custodia solis Civibus committatur: de necessario vero Militum Prætorianorum ad custodiam Corporis & Palatii Archi-Episcopalis destinandorum numero cum Sacra Cæsarea Majestate & Imperio transigatur: tempore vero Belli aut ingruente ejus periculo integrum sit Sacræ Cæsareæ Majestati & Imperio, Urbi huic tantum Præsidii imponere, quantum ratio belli requisiverit, idque secundum Leges & Constitutiones Imperii.

Per hanc plenariam restitutionem præfati duo Domini Fratres è domo Bavarica oriundi renunciare tenebuntur in perpetuum omnibus prætensionibus, satisfactionibus & quorumlibet damnorum reparationibus, quas propter hoc ultimum Bellum à Sacra Cæsarea Majestate, Imperio & Domo Austriaca petere vellent; eæque adeo universæ & singulæ jam nunc pro abolitis haberi debent, cassæque inanes & nullæ sunt & semper manebunt; qua nihilominus renunciatione nullo modo derogatum erit antiquis prætensionibus vel juribus, quæ ante hoc ultimum bellum habere potuerant, eaque per juris tramitem in Imperio receptum persequi fas erit, ita tamen, ut illis nullum jus novum adversus quemcunque per hanc integram restitutionem tribuatur. Similiter etiam contra dictos Dominos Josephum Clementem Archi-Episcopum Coloniensem & Maximilianum Emanuelem cessabunt & abolebuntur, ac pro jam abolitis, cassis & nullis reputabuntur, nullæque, inanes, & cassæ erunt, ac sunt omnes prætensiones, satisfactiones, & indemnitatis petitiones, propter hoc Bellum contra Domum Bavaricam, & supranominatos Archi-Episcopatum, Episcopatus, & Præposituram à quibuscunque motæ aut movendæ.

Vi hujus totalis restitutionis præfati Domini Josephus Clemens Archi-Episcopus Coloniensis & Maximilianus Emanuel à Bavaria obedientiam præstabunt Sacræ Cæsareæ Majestati uti cœteri Imperii Electores ac Principes, & in fidelitate perseverabunt, tenebunturque petere & accipere renovationem Investiturarum suorum Electoratuum, Principatuum, Feudorum, titulorum & Jurium modo & tempore per Imperii Leges præscriptis, omniaque, quæ durante hoc Bello hinc inde contigerunt, æterna manebunt oblivione extincta.

XVI. Ministri & Officiales tam Ecclesiastici quam militares, politici & civiles cujuslibet conditionis sint, qui uni alterive Parti servierunt, etiam illi qui Subditi & Vasalli Sacræ Cæsareæ Majestatis, Imperii & Do-

mus

ANNO 1714.

mus Austriacæ sunt, omnes quoque Domus Bavaricæ & Domini Archi-Episcopi Coloniensis domestici restituentur similiter in possessionem omnium Bonorum, Officiorum, Honorum & Dignitatum, quibus ante Bellum gavisi sunt, fruenturque generali amnestia omnium illorum, quae Belli occasione patrata sunt, sub ea expressa conditione, ut ejusdem amnestiæ fructus, sicut esse debet reciprocus, ad illos etiam pertineat Bavariæ & Domini Archi-Episcopi Subditos, Vasallos, Ministros aut domesticos, qui hoc Bello partes Sacræ Cæsareæ Majestatis, Imperii & Domus Austriacæ secuti sunt, nec ea de causa illis quicquam molestiæ aut incommodi unquam inferatur.

XVII. Temporis ratione, intra quod restitutio integra præcedentibus duobus Articulis contenta fieri debebit, iidem statuti triginta dies sunt post commutatas Ratihabitiones proximi, qui de locis Sacræ Cæsareæ Majestati & Imperio à Sacra Regia Majestate Christianissima restituendis supra definiti fuerunt, ita ut ambæ utrinque restitutiones, sicut & restitutio Partis, quam Domus Bavarica nunc in Belgio possidet, & Sacræ Cæsareæ Majestati reddere tenetur, eodem pariter tempore perficiantur.

XVIII. Si Domus Bavarica a sua integra restitutione aliquam Statuum suorum cum aliis permutationem rebus suis convenire autumaret, & tum Sacra Regia Majestas Christianissima nihil obstaculi injicier.

XIX. Cum Sacra Regia Majestas Christianissima Statibus Generalibus Fœderati Belgii loco & in commodum Serenissimæ Domus Austriacæ possidendum concessisset, seu concedi fecisset, quidquid Sacra Regia Majestas, Ipsiusve Fœderati adhue possidebant in Belgio vulgo Hispanico appellato, prout id quondam Rex Carolus secundus possederat, vel virtute Pacis Ryswicensis possidere poterat, Eadem Sacra Regia Majestas consentit, ut Sacra Cæsarea Majestas possessionem ingrediatur hujus Belgii Hispanici, eo deinceps & in perpetuum plene & quiete fruitura Ipsa Illiusque Hæredes & Successores juxta successionis ordinem in Domo Austriaca receptum, salva, quam Imperator cum iisdem Statibus Generalibus de eorum repagulo, vulgo *Barriere*, dictorumque locorum redditione initurus est, Conventione.

Retinebit nihilominus Rex Borussiæ ex superiori Tetrarchia Geldriæ, quidquid illic actu possidet, nimirum Urbem Geldram, Præfecturamque, Balliviam, & Balliviam inferiorem Geldrensem cum omnibus pertinentiis & dependentiis, uti & Urbes, Præfecturas & Dynastias Stralam, Wachtendoncam, Midelaram, Walbeeam, Aerstenium, Afferdeniam & Weelam, pariter quoque Racym, & minorem Kevelaaram cum omnibus pertinentiis & dependentiis. Tradetur præterea dicto Borussiæ Regi Præfectura Pagana, vulgo Ammania, Krikenbecana cum omnibus, quæ eo pertinent indeque dependent, Præfectura item seu Ditio Castellensis, sive Kesselana, similiter cum pertinentiis, & dependentiis, & generaliter omnia dicta Præfectura & Districtu contenta sine ulla exceptione; nisi solius Civitatis Herculani seu Erckelæ cum pertinentiis & dependentiis, ita ut omnia pertineant ad dictum Regem, Principesque utrius sexus Ipsius Hæredes & Successores cum omnibus Juribus, prærogativis, proventibus & commodis cujuscunque generis aut nominis eadem qualitate & ratione, qua Domus Austriaca, & præsertim Rex quondam Hispaniarum Carolus secundus ea possedit, cum oneribus tamen & hypothecis, conservandaque perpetuo juxta eum, qui sub eodem Rege Carolo fuerat, statum Religione Catholica Apostolica Romana, & privilegiis Statuum illæsis.

XX. Cumque præter Provincias, Urbes, loca & munimenta possessa a quondam Hispaniarum Rege Carolo Secundo sui decessus tempore, Rex Christianissimus pro se & Principibus suis, Hæredibus & Successoribus natis & nascituris cesserit Statibus Generalibus vice & in utilitatem Domus Austriacæ omne jus, quod habuit aut habere posset in & super Urbem Menenam seu Meninam cum omnibus munimentis & Præfectura alias *Verge* appellata, præterea super & in Urbem & Arcem Tornacensem cum omni Ditione Tornacensi, nullo super eam ullave dependentias, annexa, territoria & inclusa, jure reservato, Sacra Majestas Christianissima consentit, ut Status Generales unitarum Provinciarum reddant dictas Urbes, loca, territoria, dependentias, pertinentias, annexa & inclusa Sacræ Cæsareæ Majestati statim atque illa cum Statibus Generalibus, uti Articulo præcedenti decimo nono dictum est, convenerit, fruituræ Ipsi Illiusque Hæredibus & Successoribus plene, pacate & perpetuo non secus ac Belgio Hispanico, quod ad quondam Hispaniarum Regem Carolum Secundum die obitus sui spectavit, ea tamen mente, ut isthæc redditio Belgii Hispanici, Urbiumque, locorum & munimentorum a Rege Christianissimo cessorum à Statibus Generalibus non ante fieri possit, quam Ratihabitiones Pacis inter Sacram Cæsaream Majestatem, Imperium & Sacram Regiam Majestatem Christianissimam commutatæ fuerint; eo præterea sensu, ut Fanum Divi Amandi cum suis dependentiis & Mortania sine dependentiis penes Sacram Majestatem Christianissimam permaneant, sub ea nihilominus conditione, ne illic loci aliquod cujuscunque generis munimentum aut cataractam, seu obicem construere ullatenus fas aut permissum sit.

ANNO 1714.

XXI. Confirmat pariter Rex Christianissimus in commodum Sacræ Cæsareæ Majestatis, & Domus Austriacæ cessionem, quam eodem modo & fine fecit Statibus Generalibus pro se & Principibus suis Hæredibus & Successoribus natis & nascituris omnium Jurium in & super Furnas & Præfecturam Furnensem, communiter *Furnambacht* dictam, comprehensis octo Parochiis & Fortalitio Knockiano: in & super Loam & Dixmudam cum dependentiis: in & super Urbem Ipras & Castellaniam Iprensem comprehensa Rosselara, & cum reliquis dependentiis, quæ imposterum erunt Popperinga, Wartena Flandrice *Varneton*, Comminum, Viroviacum, patria lingua *Warwick*, quatenus scilicet hæc tria loca sita sunt ex latere Lysæ versus Ipras spectante, & quidquid a locis supra expressis dependet, ex quibus Juribus sic Sacræ Cæsareæ Majestati, Ejusque Hæredibus & Successoribus cessis Sacra Regia Majestas Christianissima nihil sibi reservat juris neque in, seu super dictas Urbes, loca, munimenta & Provincias, neque in, seu super earum pertinentias, dependentias, annexa aut inclusa, consentiens, ut Status Generales ea omnia redhibeant Domui Austriacæ fruituræ deinceps irrevocabiliter & in perpetuum illico, postquam ratione repaguli sui, vulgo *Barriere*, cum Sacra Cæsarea Majestate convenerint & Ratihabitiones Pacis inter Ipsam, Imperium, & Sacram Majestatem Christianissimam commutatæ fuerint.

XXII. Navigatio Lisæ ab Ostio Diliæ adverso Flumine libera manebit, nec ullum illic Vectigal, aut aliud quid oneris imponere licitum erit.

XXIII. Quæ Articulo secundo hujus Tractatus de Amnestia in genere cauta sunt, hic speciatim repetita censeantur, atque adeo reciproce oblivioni dentur omnes injuriæ & offensiones verbis & factis præterito Bello quocunque modo per Subditos Belgii Hispanici & Civitatum ac locorum restitutorum aut cessorum, aliosque Sacræ Regiæ Majestatis Christianissimæ Subditos vicissim illatæ, ita ut nemo eam ob causam conveniri, aut quavis alia ratione inquietari possit aut debeat.

XXIV. Hujus Pacis vigore poterunt utriusque Majestatis Christianissimæ Belgii, locorumque per Sacram Regiam Majestatem Christianissimam cessorum Subditi, observatis Regionum seu locorum Legibus, Consuetudinibus & usibus, ire, venire, manere, redire, tractare & commercari justo Mercatorum more, porro & vendere, permutare, alienare, aut alio modo administrare bona, res mobiles & immobiles, quas apud alterutram Partem habent aut habebunt, omniaque sive Subditi sint, sive alii ea emere poterunt, nullo alio privilegio aut permissu præter præsentem Tractatum requisito: Subditis etiam locorum ac territoriorum hinc inde cessorum aut restitutorum, uti & Subditis dicti Belgii Hispanici non minus liberum erit, intra unius anni spatium habitationem transferre, quocunque ipsis visum fuerit, plena facultate concessa vendendi, quibuscunque placuerit, bona sua mobilia & immobilia aut aliter de iis disponendi ante & post ipsorum discessum absque ullo impedimento directo vel indirecto. Postremo pro confirmatis singulariter habebuntur, & perpetuo observabuntur quæcunque de abolito, vicissim ratione Gallicorum, & Belgicorum Subditorum, Albinii seu Albinagii jure prioribus pacificationibus, regiisque Decretis seu Edictis statuta, & jugi utrinque usu hactenus recepta fuerunt, non secus, ac si expresse integra hic relata essent.

XXV. Iidem quoque utriusque Partis Vasalli & Subditi Ecclesiastici & Seculares, Corpora, Communi-

nita-

ANNO 1714.

nitates, Universitates & Collegia Honoribus, Dignitatibus, & Beneficiis, quibus ante Bellum gaudebant, uti & in omnia & singula Jura, Bona mobilia & immobilia, census quoque seu reditus tempore & occatione præteriti Belli occupatos seu detentos una cum Juribus, actionibus & successionibus, quæ ipsis durante Bello evenerint, hinc inde ubique restituentur, ita tamen, ut nihil ratione fructuum seu proventuum perceptorum, & tempore præteriti Belli usque ad diem publicationis Tractatus Rastadiensis cessorum petere possint, non obstantibus ullis Donationibus, Concessionibus, Declarationibus, confiscationibus, Sententiis in contumaciam latis, Partibus non auditis, quæ nullæ erunt, & perinde habebuntur, ac si judicatæ aut pronunciatæ non essent, plena libertate & integra manente iis omnibus in Patriam Regionesve redeundi, e quibus occasione belli exierunt, utque bonis & reditibus suis secundum Regionum, locorum & Statuum Leges & Consuetudines vel ipsi vel per Procuratores frui possint. Restitutiones hæ ad eos quoque extendentur, qui hoc Bello vel ejus occasione ad unas vel alteras nunc Paciscentium Partes conversi easque secuti suere: aliæ nihilominus Sententiæ resque in summis Tribunalibus vulgo *Parlements*, Dicasteriis & aliis Curiis superioribus vel inferioribus judicatæ, quibus per præsentem Tractatum expresse derogatum non est, locum habebunt, plenumque effectum sortientur; Illi quoque, qui virtute dictarum Sententiarum rerumque judicatarum in possessione Terrarum, Dominiorum aliorumque bonorum erunt, in iis manutenebuntur, absque præjudicio tamen eorum, qui per dictas Sententias & res judicatas se læsos credunt, qui per viam ordinariam & coram Judice competente prospicere sibi poterunt.

XXVI. De reditibus seu censibus a tota aliqua Belgii Provincia pensitandis, quæ deinceps partim a Majestate Cæsarea, partim a Majestate Christianissima aut aliis possidebitur, convenit, ut quælibet Pars suam ratam portionem solvat, utque ad eam determinandam juxta & ad quascunque alias controversias seu difficultates tollendas, quæ circa loca Belgica utrinque possidenda, eorumve limites vel jam ortæ sunt, vel in executione hujus Pacis qualibet ratione oriri possint, ab utraque Parte Commissarii in Urbem, de qua convenerit, intra duos post Tractatus hujus conclusionem menses delegentur, omnem ei fini quam primum assequendo diligentiam absque intermissione adhibituri.

XXVII. Cum in Territoriis, Civitatibus & locis Belgii, quæ Rex Christianissimus Imperatori cedit, plura Beneficia Ecclesiastica à Sacra Majestate Christianissima collata fuerint personis capacibus, ea modernis possessoribus relinquentur, sicut & omnia, quæ Religionem Catholicam Apostolicam Romanam concernunt, in statu quo ante bellum fuerant, immutata custodientur: Magistratus etiam non nisi Catholici esse poterunt, &, ut antea fuere, permanebunt: Episcopi imprimis & Capitula, Monasteria, bona Ordinis Melitensis, & generaliter universus Clerus conservabuntur in omnibus Ecclesiis, Libertatibus, Immunitatibus, Juribus, Prærogativis & Honoribus, quæ sub præcedentibus Regibus Romano-Catholicis habuere, &, si quavis ratione destituti fuerint, in ea restituentur: Omnes denique & singuli dictorum Clericorum bona Ecclesiastica, Commendas, Canonicatus, Personatus, Præpositutas, & alia Beneficia qualiacunque possidentes ea retinebunt, nec iis privari poterunt, percipientque reditus inde provenientes cum facultate ea administrandi, & illis, ut ante præteritum Bellum, fruendi: fruentur æque Pensionarii, sicut antea fruiti sunt, pensionibus sibi super beneficia assignatis, sive in Curia Romana obtentæ, vel per Breve ante præteritum Bellum expeditæ fuerint, ita ut iis sub nulla causa vel prætextu privari possint.

XXVIII. Communitates & Incolæ omnium Civitatum, Locorum & Regionum, quæ Sacra Majestas Christianissima in Belgio per præsentem Tractatum cessit, conservabuntur & defendentur in possessione omnium privilegiorum, prærogativarum, Consuetudinum, Exemptionum, Jurium, Concessionum communium & particularium, munerum & Officiorum hæreditariorum cum omni honore, stipendiis, emolumentis, & exemptionibus, quæ sub dominatione Majestatis Suæ Christianissimæ habuerunt; hoc tamen solum intelligi debet de Communitatibus & Incolis locorum, Civitatum, & Territoriorum, quæ Majestas sua immediate post conclusionem Tractatus Ryswicensis possedit, & non de locis, Civitatibus & Territoriis, quæ quondam Rex Carolus secundus Hispaniarum tempore obitus sui tenuit, quorum Communitates & Incolæ in possessione Privilegiorum, Prærogativarum, Consuetudinum, exemptionum, Jurium, Concessionum communium & particularium, munerum & Officiorum hæreditariorum permanebunt, ut ea tempore mortis dicti Hispaniarum Regis habuere.

XXIX. Similiter si extra Belgii loca a Sacra Regia Majestate Christianissima cessa, de quibus supra Articulo vigesimo septimo cautum est, aliqua Beneficia Ecclesiastica mediata vel immediata durante hoc Bello ab una alterave parte in terris seu locis sibi tunc subjectis juxta primævæ Institutionis ac generalium, vel particularium de iis factorum Statutorum legitimorum normam, aut aliam quamvis a summo Pontifice, aut alio modo canonice factam dispositionem & provisionem capacibus collata fuerint, ea non minus atque illa Beneficia Ecclesiastica, quæ ante præteritum Bellum in locis ex hac Pace restituendis tali modo collata fuerunt, præsentibus possessoribus relinquantur, ita ut nec in illorum possessione vel legitima administratione, nec in fructuum perceptione a quocunque turbari aut impediri, vel eorum nomine seu causa præterita aut præsenti in jus vocari, conveniri, aut quavis ratione inquietari seu molestari unquam possint aut debeant, ut tamen ea præstent, quæ sibi ratione illorum Beneficiorum incumbunt.

XXX. Sacra Cæsarea Majestas & Sacra Regia Majestas Christianissima non poterunt ex quacunque causa Pacem per præsentem Tractatum firmatam imposterum interrumpere, arma resumere, ullumve actum hostilitatis sub quocunque prætextu committere, omni studio potius & bona fide, ut veri Amici mutuam hanc Amicitiam & concordiam rei Christianæ adeo necessariam firmiorem reddere allaborabunt, & cum Sacra Regia Majestas Christianissima Sacræ Cæsareæ Majestati sincere reconciliata nolit Ipsam ullatenus turbare, aut Illi quodlibet præjudicium creare, Majestas Sua Christianissima promittit & sese obstringit, quod Suam Cæsaream Majestatem relinquet in tranquilla & pacifica possessione omnium Statuum & locorum, quæ in Italia modo tenet, & quæ antea a Regibus Domus Austriacæ possessa erant, videlicet Regni Neapolitani, ut id Sacra Cæsarea Majestas possidet, Ducatus similiter Mediolanensis, ut eum Majestas Sua Cæsarea actu possidet, Regni insuper & Insulæ Sardiniæ, nec non Portuum ac locorum ad Hetruriæ littora sitorum, quæ Majestas Cæsarea nunc possidet, & quæ antea per Reges Hispaniæ Domus Austriacæ possessa fuerunt, cum omni jure, quod dictis Statibus Italiæ a Sacra Cæsarea possessis adhæret, quodque Reges Hispaniæ a Philippo primo usque ad Regem ultimo defunctum exercuere; promittit etiam Sacra Majestas Christianissima verbo Regio, quod Imperatorem & Domum Austriacam in hac possessione neque directe neque indirecte unquam turbare, aut sub quocunque prætextu, vel quocunque modo inquietare velit, nec possessionem ullatenus impedire, quam Sua Sacra Cæsarea Majestas & Domus Austriaca habet, aut imposterum per Negotiationem, Tractatum, aut aliam viam legitimam & pacificam acquirere poterit; ita tamen, ut Neutralitas Italiæ non turbetur; Vicissim Sacra Cæsarea Majestas verbo Cæsareo pollicetur, & sese obstringit, quod eandem neutralitatem & quietem Italiæ turbare nolit, & consequenter nec armorum viam pro quacunque re & quacunque occasione adhibere, sed e contrario religiose implere promissa in Tractatu Neutralitatis Trajecti ad Rhenum die decima quarta Martii Anno millesimo septingentesimo decimo tertio facta, qui Tractatus hic pro repetitu habebitur, & per Majestatem Suam Cæsaream exacte observabitur, dum & altera Pars idem faciat, neque Sacram Cæsaream Majestatem aggrediatur: ad eundem finem recepit Sacra Cæsarea Majestas, quod relinquere velit omnes Principes in Italia in tranquilla possessione Statuum, quos modo possident, ea semper intelligenda necessaria conditione, ne id Juribus cujuscunque obesse aut præjudicare quavis ratione possit.

XXXI. Ut tanto magis Principes & Status Italiæ fructibus Pacis Imperatorem inter & Regem Christianissimum initæ gaudere possint, non solum, ut Articulus præcedens complectitur, Neutralitas exacte ibidem observabitur, sed etiam a Sacra Cæsarea Majestate

ANNO 1714.

bona & prompta justitia administrabitur Imperii Principibus & Vasallis ob cateras Ditiones & loca Italiæ a Regibus Hispaniae e Domo Austriaca oriundis non possessa, & in quae dicti Principes legitimum quamdam praetensionem seu actionem habere possent, scilicet Duci Guastallae, Pico Mirandolensi & Principi Castiglionensi, sic tamen, ne hoc Pacem & Neutralitatem Italiæ labefactare, aut occasionem novo Bello dare possit.

XXXII. Cum Sacræ Cæsareæ Majestati, & Sacræ Regiæ Majestati Christianissimæ nihil magis cordi sit, quam ut publica tranquillitas quantocius stabiliatur, & ad finem tam salutarem, qui omnem aliam rationem superare debet, promptius assequendum, certum Tractatui huic perficiendo terminum præfixissent, jam vero compertum sit, quod terminus iste ad examinandas & complanandas res per Articulum trigesimum secundum Pacis Rastadiensis ad hunc Congressum mutuo remissas nequaquam sufficere possit, ulterius convenit, quod partibus in dicto Articulo nominatis fas erit, titulos, rationes, juraque sua ante Sacram Cæsaream Majestatem & Sacram Regiam Majestatem Christianissimam suo quæque loco producere. Eæque denuo promittunt, illorum se rationes habituras esse, uti æquum fuerit, quæ tamen mora plenariam Pacis executionem nec differre, vel immutare, aut ullius Juri quicquam præjudicii afferre poterit aut debebit.

XXXIII. Quemadmodum vigore Pacis Rastadiensis cujuscunque generis hostilitates ac violentiæ a subscriptæ Pacis tempore, contributiones vero & exactiones quæcunque tam pecuniæ quam pabuli a die commutatarum ejusdem Pacis Ratificationum non minus ac aliæ cujuscunque generis impositiones occasione præteriti Belli, cum ex parte Sacræ Cæsareæ Majestatis, tum Sacræ Regiæ Majestatis Christianissimæ factae penitus cessare debuere, ita etiam omnia ea imposterum non solum cessent, & nulla ex causa vel praetextu quidquam exigatur, verum etiam quaecunque exactiones pecuniae, pabuli aut alterius cujuscunque rei, sub quocunque praetextu ab alterutrius Partis Subditis a die ratihabitae Pacis Rastadiensis contra ejusdem Tractatus Articuli trigesimi quinti expressum tenorem factae fuere, ea omnia bona fide & absque mora iis, qui sufficientibus Documentis hac de re fidem fecerint, restituantur, obsidesque illa aut alia quacunque ex causa dati vel abducti absque aere protinus reddantur, libereque in patriam dimittantur. Quod vero de contributionibus ab alterutra Parte usque ad statutum in Tractatu Rastadiensi tempus residuum debebitur, id intra spatium trium mensium à die commutatarum Ratificationum praesenris Tractatus computandum exsolvetur, ita tamen ut intra istud spatium fas non sit contra morosos debitores via executionis uti, dummodo de solutione cautio sufficiens data sit.

Captivi quoque tam militares quam Status praeterito Bello facti, qui necdum libertati restituti deprehendentur, aut indicabuntur, hinc inde quantocyus absque lytro dimittantur, libertate relicta se, quocunque velint, recipiendi.

Copiae militares quoque, quae virtute praefati Articuli trigesimi quinti quindecim dies post ratihabitam Rastadii conclusam Pacem e locis non munitis in utriusque Partis proprias Ditiones deduci debuere, si quaedam praeter spem necdum deductae forent, protinus & absque ulteriori mora abducantur, ut eo citius omnes & singuli utriusque Partis Incolae fructibus Pacis & quietis reapse gaudere possint; quemadmodum & Sacra Caesarea Majestas & Imperium Copias suas e locis non munitis Archi-Episcopatus Coloniensis & Bavariae educere debuerunt, &, si quae forsan restarent, eas quantocyus educi curabunt; quarum Provinciarum praeterea & locorum restitutio juxta formam & tempus in Articulis decimo quinto, decimo sexto, decimo septimo & decimo octavo praescriptum, limitata maneto.

XXXIV. Redeant quoque mox a subscripta Pace Commercia inter Sacrae Caesareae Majestatis Imperiique & Sacrae Regiae Majestatis Christianissimae Regnique Galliae Subditos durante Bello prohibita, in eam, quae ante Bellum fuit, libertatem, fruanturque utrinque omnes & singuli, nominatim Urbium Imperialium, & Emporiorum Hanseaticorum Cives & Incolae, terra marique plenissima securitate, pristinis Juribus, Immunitatibus, Privilegiis jestate & emolumentis per solemnes Tractatus aut vetustam consuetudinem obtentis, ulteriori Conventione post ratihabitam Pacem remissa.

XXXV. Omnia per hanc Pacem conventa valeant, ac perpetua firmitate nitantur, observenturque & executioni mandentur, non obstantibus, sed abrogatis & cassatis omnibus, quae contraria credi, allegari aut excogitari unquam possint, & si talia sint, ut eorum specialior seu amplior mentio fieri debeat, aut abrogatio seu annullatio nulla seu invalida dici posse videatur.

XXXVI. Includentur huic Paci omnes illi, qui post permutationem Ratihabitionum intra sex menses ab una vel altera parte ex communi consensu nominabuntur.

XXXVII. Pacem hoc modo conclusam promittunt utriusque Partis Legati extraordinarii & Plenipotentiarii respective ab Imperatore & Imperio & Rege Christianissimo ad formam hic mutuo placitam ratihabitum iri, seque infallibiliter praestituros, ut solemnia Ratihabitionum Instrumenta intra spatium sex septimanarum a die subscriptionis computandum, aut citius, si id fieri poterit, hic reciproce, riteque commutentur.

XXXVIII. Et cum Sacra Caesarea Majestas ab Electoribus, Principibus & Statibus Imperii, vigore conclusi die vigesima tertia Aprilis Anni currentis Legatis Gallicis sub Sigillo Cancellariae Moguntinae extraditi decenter requisita fuerit, ut dictorum Electorum, Principum & Statuum Imperii rem per suam Caesaream Legationem in hoc Congressu agi curaret, tam Caesarei quam Regii Legati nominibus supradictis praesens Pacis Instrumentum in omnium & singulorum eo contentorum fidem majusque robur subscriptionibus Sigillisque propriis munierunt, & competentes ratificationes, formula conventa, termino supra constituto se se extradituros polliciti sunt, nec ulla contra hunc Tractatum recipiatur aut valeat protestatio vel contradictio. Acta haec sunt Badae - Ergoviae die septima mensis Septembris anno Domini millesimo septingentesimo decimo quarto.

(L.S.) EUGENIUS A SABAUDIA. (L.S.) LE M. DUC DE VILLARS.

(L.S.) PETRUS COMES DE GOES. (L.S.) LE COMTE DU LUC.

(L.S.) JOH. FRID. C. A SEILERN. (L.S.) DE BARBERIE DE SAINT CONTEST.

ARTICULUS SEPARATUS.

CUM titulorum aliqui, quibus Sacra Caesarea Majestas sive in Plenipotentiis, sive in Prooemio Tractatus hodie subscribendi utitur, per Sacram Regiam Majestatem Christianissimam agnosci haud possint, per hunc Articulum separatum & ante Tractatum subscriptum conventum est, ne Tituli hoc aut Rastadiensi Tractatu adhibiti aut omissi ab una & altera Parte ullum jus tribuere, vel uni alterive Contrahentium parti ullum praejudicium inferre unquam censeantur; hujusque Articuli idem vigor erit, ac si de verbo ad verbum Pacis hujus Tractatui insertus foret. Actum est Badae-Ergoviae die septima mensis Septembris anno Domini millesimo septingentesimo decimo quarto.

(L.S.) EUGENIUS A SABAUDIA. (L.S.) LE M. DUC DE VILLARS.

(L.S.) PETRUS COMES DE GOES. (L.S.) LE COMTE DU LUC.

(L.S.) JOH. FRID. C. A SEILERN, (L.S.) DE BARBERIE DE SAINT CONTEST.

ANNO 1714.

PLENIPOTENTIA CÆSAREA.

NOS CAROLUS VI. Divina favente Clementia electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Rex Germaniæ, Castellæ, Arragoniæ, Legionis, utriusque Siciliæ, Hierusalem, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Galliciæ, Majoricarum, Sevillæ, Sardiniæ, Cordubæ, Corsicæ, Murciæ, Giennis, Algarbiæ, Algeziræ, Gibraltaris, Insularum Canariæ, & Indiarum, ac Terræ-firmæ, Maris Oceani, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Limburgiæ, Lucemburgiæ, Geldriæ, Wirtembergæ, superioris & inferioris Silesiæ, Calabriæ, Athenarum & Neopatriæ, Princeps Sueviæ, Cataloniæ & Asturiæ, Marchio Sacri Romani Imperii Burgoviæ, Moraviæ, superioris & inferioris Lusatiæ, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ & Arthesiæ, Marchio Oristhani, Comes Goziani, Namurci, Rossilionis & Cerretaniæ, Dominus Marchiæ Sclavonicæ, Portus Naonis, Biscayæ, Molinæ, Salinarum, Tripolis & Mechliniae, &c. Notum testatumque facimus quod, cum Pace Nos inter & Serenissimum ac Potentissimum Principem Dominum Ludovicum Franciae Regem Christianissimum die sexta Martii Anni currentis Rastadii conclusa statutum fuerit, modo dictae Pacis conditiones, & quae porro eo pertinent, accedentu Sacro Romano Imperio, & observato Linguae Latinae cæterorumque requisitoram Imperialium usu in Tractatum solemnem redigendas, cumque in finem, Congressum in Helvetia instituendum esse, atque adeo postra de Civitate Badae in Ergovia utrinque convenerit, & nunc etiam a Nobis Sacri Romani Imperii Electores, Principes, & Ordines decenter requisiverint, ut nostrae, quam missuri essemus Legationi, suam pariter vicem illic obeundam demandaremus: Nos tanti operis perfectionem enixe cupientes, pleneque confisi fide, rerum usu & prudentia Illustrissimi Eugenii Principis Sabaudiae & Pedemontium, aurei Velleris Equitis, Caesarei Nostri Consiliarii Status, Consilii aulico-bellici Praesidis, Locumtenentis Generalis, Sacri Imperii Campi Mareschalli, Consanguinei & Principis Nostri Charissimi, nec non Illustrium & Magnificorum fidelium Nobis dilectorum Petri Comitis de Goess in Carlsberg actualis Nostri Caesarei Consiliarii arcani, Camerarii, & Carinthiae Capitanei provincialis, uti & Joannis Friderici Comitis à Seilern & Aspang, Consiliarii Aulici, & Cancellariae nostrae Austriacae Assessoris, eos nominaverimus, elegerimus, & constituerimus, quemadmodum praesentibus nominamus, eligimus & constituimus Nostros Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios, committentes iisdem, ut de rebus omnibus, quae ad praedictum Tractatum spectant, cum Serenissimi & Potentissimi Franciae Regis Christianissimi Legatis & Plenipotentiariis sufficienti Mandato munitis conferant & conveniant; Dantes quoque plenam & absolutam Potestatem cum omni authoritate & mandato ad id necessariis supranominatis Legatis Extraordinariis Nostris sive tribus conjunctim, sive duobus ex illis, tertio absente, vel aliter impedito, aut etiam uni eorum soli & seorsim, duobus reliquis similiter absentibus vel impeditis, praefatum solemnem Tractatum pro Nobis & Imperio, nostroque ejusdem nomine ineundi & signandi, omnia quoque Instrumenta, quæ in eum finem requiri possunt, conficiendi, expediendi, extrahendi, adeoque in universum agendi, promittendi, stipulandi, concludendi & signandi Acta, Declarationes, Pacta conventa commutandi, ultaque omnia, quæ ad memoratum Tractatum pertineant faciendi, aeque libere & ample, ac ipsi praesentes id faceremus, vel facere possemus, quantumvis Mandato adhuc specialiori & expressiori, quam quod praesentibus hisce continetur, opus esse visum fuerit. Promittentes praeterea & declarantes verbo Nostro Imperiali & Regio, Imperiique nomine, acceptum & gratum, firmum quoque & ratum Nos habituros, quodcunque per dictos Nostros Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios, trinos conjunctim, vel binos ex illis tertio absente, vel aliter impedito, unum etiam eorum solum, similiter absentibus vel impeditis duobus reliquis, actum, conclusum, signatum, extraditum, & commutatum fuerit; ac denique nomine quo supra Nos obstringentes hisce praesentibus ad expediendum Ratificationum Nostrorum Diplomata in decenti & solemni forma, intraque tempus prout convenerit. In quorum fidem roburque praesentes manu Nostra subscriptas Sigillo Nostro Imperatorio firmari jussimus. Quæ dabantur in Civitate Nostra Viennæ die vigesima sexta mensis Aprilis Anno Domini millesimo septingentesimo decimo quarto Regnorum Nostrorum Romani tertio, Hispanicorum undecimo, Hungarici & Bohemici vero quarto.

CAROLUS.

VI. FRID. CAROLUS COMES DE SCHÖNBORN.

Ad Mandatum Sac. Cæs. Majestatis proprium,

PETRUS JOSEPHUS DOLBERG.

ANNO 1714.

Plein pouvoir du Roi Très-Chrêtien.

LOUIS par la grace de Dieu, Roy de France & de Navarre: A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. La Paix ayant esté heureusement concluë entre Nous & nôtre tres-cher & tres-amé Frere l'Empereur des Romains, & l'Empire, & le Traité en ayant esté signé à Rastatt le 6. du mois de Mars dernier en nôtre nom, par nôtre très-cher & bien-amé Cousin le Duc de Villars, Pair & Maréchal du France, General de nos Armées en Allemagne, Chevalier de nos Ordres, Gouverneur & nôtre Lieutenant General en nôtre Pais & Comté de Provence, & au nom de nôtredit Frere, par le Prince Eugene de Savoye, Voulant accomplir de nôtre part tous les Articles de ce même Traité: Et désirant d'achever incessamment ce qui reste encore à regler avec les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, Nous confiant entierement en la capacité, experience, zele & fidelité pour nôtre service de nôtredit Cousin le Maréchal de Villars, & reconnoissant les mêmes qualitez de nôtre cher & bien-amé le Sieur Comte du Luc, Commandeur de nôtre Ordre Militaire de Saint-Louis, nôtre Lieutenant en nôtredit Pais & Comté de Provence, & nôtre Ambassadeur auprès des Cantons Suisses, & nôtre bien-amé & feal le Sieur Barberie de Saint-Contest, Conseiller en nos Conseils, Maître des Requestes ordinaire de notre Hôtel, Intendant de Justice, Police & Finances dans les Evêchez de Metz, Toul & Verdun. Pour ces Causes, & autres bonnes considerations à ce Nous mouvans, Nous avons commis, ordonné & deputé, & par ces Présentes signées de nôtre main, commettons, ordonnons & députons nôtredit Cousin le Maréchal Duc de Villars, & lesdits Sieurs Comte du Luc & de Saint Contest; leur avons donné & donnons Plein-pouvoir, Commission & Mandement special en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, de conferer, négotier & traiter dans la Ville de Bade en Ergaw, avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires munis de Pouvoirs en bonne forme, de la part de nôtredit Frere & des Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, arrester, conclure & signer tels Traitez, Articles & Conventions que nosdits Plenipotentiaires aviseront bon être; Voulant qu'en cas de l'absence de l'un d'eux par maladie, ou par quelque autre cause legitime, les deux autres ayent le même Pouvoir de conferer, negotier, traiter, arrester, conclure & signer tels Traitez, Articles & Conventions qui conviendront au bien de la Paix que Nous nous proposons; Et qu'un seul en l'absence des deux autres, par maladie, ou par autre raison valable, ait le même Pouvoir que tous trois ensemble; En sorte qu'ils agissent en tout ce qui regardera l'Empire, avec la même autorité que Nous ferions ou pourrions faire, si Nous étions présens en personne, encore qu'il y eût quelque chose qui requist un Mandement plus special, non contenu en cesdites Présentes; Promettant en foy & parole de Roy, d'avoir agréable & tenir ferme & stable à toujours, accomplir & executer ponctuellement tout ce que lesdits Sieurs Maréchal Duc de Villars, Comte

du

ANNO 1714.

du Luc, & de Saint-Contest, deux d'entre eux, ou même un seul dans lesdits cas d'absence ou demaladie, auront stipulé, promis & signé en vertu du présent Pouvoir, sans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu pour quelque cause & sous quelque prétexte que ce puisse être; Comme aussi d'en faire expedier nos Lettres de Ratification en bonne forme, & de les faire délivrer pour être échangées dans le temps dont il sera convenu par le Traité à faire; Car tel est nôtre plaisir. En temoin de quoy, Nous avons fait mettre nôtre Scel à ces Présentes. Donné à Marly le quinziéme jour d'Avril l'an de grace mil sept cens quatorze, & de nôtre Regne le soixante-onziéme.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas, sur le repli.

Par le Roy,

COLBERT.

Et scellé du grand Sceau de cire jaune.

Ratificatio Cæsarea.

NOS CAROLUS Sextus Divina favente clementia electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Rex Germaniæ, Castelliæ, Arragoniæ, Legionis, utriusque Siciliæ, Hierusalem, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Galliciæ, Majoricarum, Seviliæ, Sardiniæ, Cordubæ, Corsicæ, Murciæ, Giennis, Algarbiæ, Algeziræ, Gibraltaris, Insularum Canariæ & Indiarum, ac Terræ firmæ Maris Oceani, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Limburgiæ, Lucemburgiæ, Geldriæ, Wirtembergæ, superioris & inferioris Silesiæ, Calabriæ, Athenarum & Neopatriæ, Princeps Sueviæ, Cataloniæ & Asturiæ, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, Moraviæ, superioris & inferioris Lusatiæ, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ & Arthesiæ, Landgravius Alsatiæ, Marchio Oristhani, Comes Goziani, Namurci, Rossilionis, & Cerretaniæ, Dominus Marchiæ Sclavonicæ, Portus Naonis, Biscayæ, Molinæ, Salinarum, Tripolis & Mechliniæ. &c. &c.

Notum facimus omnibus & singulis præsentes Literas inspecturis, lecturis, vel legi audituris, aut quomodocunque instascriptorum notitia ad ipsos pervenire poterit. Postquam ad restinguendum quod ante annos aliquot exarsit grave Bellum, primum quidem Pax nos & Sacrum Romanorum Imperium inter, & Serenissimum ac Potentissimos Principem Dominum Ludovicum Franciæ Regem Christianissimum Rastadii inita, deinde vero solemnior Congressus Badæ-Ergoviæ institutus fuerit, Divina favente Clementia factum esse, ut post multos & laboriosos Tractatus per Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios ab utraque parte ad id destinatos, generale Pacis Instrumentum confectum sit forma, modo, & tenore sequenti.

Fiat insertio.

CUM igitur hæc omnia & singula per nostros Legatos, & Plenipotentiarios supramemoratos, Mandato Nostro, prout verbotenus inserta & descripta leguntur, gesta, peracta & conventa sint, Nos eadem omnia & singula, præhabita matura & diligenti consideratione, ex certa nostra scientia approbamus, ratificamus, & confirmamus, rataque & firma esse & fore virtute præsentium declaramus, simulque verbo Imperiali & Regio promittimus pro Nobis, Nostrisque Successoribus, & Imperio Romano, (cujus Status Ratisbonae per Deputatos congregati memoratum Pacis Instrumentum in omnibus & singulis Articulis vigore conclusi die nona mensis hujus facti, & ad manus nostras transmissi, approbarunt, & ratificarunt); Nos omnes & singulos supra descriptos Articulos, & quicquid tota hac Pacis Conventione continetur, firmiter, constanter ac inviolabiliter servaturos, atque executioni mandaturos, nullaque ratione vel per Nos, vel per alios ullo unquam tempore contraventuros, aut ut per alios contraveniatur, passuros, quomodocunque id fieri possit, omni dolo & fraude exclusis. In horum omnium testimonium & fidem, Sigillum nostrum Cæsareum majus huic Diplomati manu nostra subscripto, appendi fecimus. Datum in Arce nostra Regii Posonii die decima quinta Octobris anno millesimo septingentesimo decimo-quarto; Regnorum nostrorum Romani quarto, Hispanicorum duodecimo, Hungarici & Bohemici vero pariter quarto.

(L.S.) CAROLUS.

(L.S.) UL. F. COMTE DE SCHONBORN.

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ Majestatis proprium,

(L. S.) PETRUS JOSEPHUS DOLBERG.

Ratification du Roi T. C.

LOUIS par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre: A tous ceux, qui ces presentes Lettres verront; Salut. Comme notre très-cher & bien-amé Cousin le Duc de Villars, Pair & Maréchal de France, Prince de Martigues, Vicomte de Melun, General de nos Armées en Allemagne, Chevalier de nos Ordres, & de la Toison d'Or, Gouverneur & notre Lieutenant General en notre Pays & Comté de Provence; notre cher & bien-amé le Sr. de Vintimille, des Comtes de Marseille, Comte du Luc, Marquis de la Marthe, nôtre Lieutenant en nottedit Pays & Comté de Provence, Commandeur de nôtre Ordre Militaire de Saint Louis, Gouverneur de Porquerolles, & nôtre Ambassadeur auprès des Cantons Suisses; Et notre bien-amé & Feal le Sr. Barberie, Seigneur de Saint Contest, Conseiller en nos Conseils, Maître des Requestes ordinaire de nôtre Hostel, Intendant de Justice, Police, Finances, & de nos Armées dans les trois Evêchez de Metz, Toul, & Verdun, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des Plein-pouvoirs que Nous leur en avions donnez, auroient conclu, arresté & signé le septiéme du present mois de Septembre à Bade en Ergaw, avec notre très-cher & bien-amé Cousin le Prince Eugene de Savoye, Chevalier de la Toison d'Or, Conseiller intime du notre très-cher & très-amé Frere l'Empereur des Romains, President du Conseil Aulique de Guerre, Lieutenant General & Maréchal de Camp de l'Empire; le Sieur Comte de Goez, Conseiller d'Etat de notredit Frere; Chambellan & Gouverneur de Carinthie; Et le Sieur Comte de Seilern & d'Aspang, Conseiller aulique de notredit Frere, & Asseseur de la Chancellerie Secrette aulique d'Autriche, Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires, de notre très-cher & très-amé Frere l'Empereur, pareillement munis de ses Pleins-pouvoirs, tant en son nom, qu'en celuy de l'Empire, conformement à la Resolution de la Diette dudit Empire, du vingt-trois Avril dernier, le Traité de Paix & l'Article Separé, dont la teneur s'ensuit.

Fiat insertio.

Nous ayant agreable les susdits Traité de Paix & Article Separé en tous & chacuns les Points & Articles qui y sont contenus & declarez; Avons iceux, tant pour Nous, que pour nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries, & Sujets, accepté, approuvé, ratifié, & confirmé; Et par ces presentes signées de notre main acceptons, approuvons, ratifions, & confirmons; Et le tout promettons en foy & parole de Roy, sous l'obligation & Hypotheque de tous & un chacun nos biens presens & à venir, garder & observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit: En temoin de quoy

ANNO 1714. quoy Nous avons fait mettre notre Seel à ces Presentes. Donné à Fontainebleau le trentiéme Septembre, l'an de grace mil sept cens quatorze, & de notre Regne le soixante-douziéme.

Signé,

LOUIS:

Et plus bas,

Par le Roy,

COLBERT.

Scellé du grand Sceau de cire jaune, sur lacs de soye bleuë treillez d'or, le Sceau enfermé dans une boete d'argent, sur le dessus de laquelle sont emprainctes & gravées les Armes de France & de Navarre, sous un Pavillon Royal soutenu par deux Anges.

Conclusum Imperii, sive Reichs-Gutachten/ pro Ratificatione Pacis.

DEr Röm. Kayserl. Majestät unsers allergnädigsten Herrens/ zu gegenwärtiger allgemeiner Reichs-Versamlung gevollmächtigten höchstansehnlichen Principal-Commissarii Herrn Maximilian Carln/ Fürstens zu Löwenstein-Wertheim/ Hochfürstlichen Gnaden/ bleibt hiemit im Nahmen Chur-Fürsten/ Fürsten/ und Ständen des Reichs gebührend ohnverhalten/ wie daß man auß dem unterm 2. hujus communicirten Kayserlichen Commissions-Decret, und diesem beygelegten Friedens-Instrument, mehrern Innhalt vernohmen/ was massen der Friede zwischen Ihrer Römischen Kayserlichen Majestät/ und dem Heiligen Römischen Reich/ eines/ und der Cron Franckreich andern theils/ zu Baaden im Ergau den 7. jüngst verflossenen Monaths Septembris, zu Folge der Rastatter Friedens-Handlung/ und vom heiligen Römischen Reich ertheilten Gewalt/ geschlossen/ und unterschrieben worden/ und wie diesem nach allerhöchstgedacht Seine Kayserliche Majestät von gegenwärtiger hiesiger Reichs-Versamblung ein unverweiltes Gutachten der Friedens-Ratification halber allergnädigst erforderet/ und hierauf mittels vergangenen ordentlichen Vortrag und Berathschlagung/ die Sache und deren Umstände Wichtigkeit nach/ reiflich erwogen/ und dafür gehalten/ und geschlossen/ daß oberwehnter zu Baaden im Ergau/ zwischen Ihrer Kayserlichen Majestät/ und dem Heiligen Römischen Reich an einem/ und der Cron Franckreich am andern Theil/ den 7. letzt abgewichenen Monaths Septembr. geschlossene Friede von Kayserlicher Majestät/ und Reichs wegen zu ratificiren/ und zu bestättigen seye/ wie man dann solchen in allen Dreyen Reichs-Collegiis hiemit ratificiret/ und bestättiget/ Kayserlicher Majestät auch/ nebst allerunterthänigster Danck-erstattung/ für dero hierin bezeigt- und angewendete Reichs-Vätterliche Vorsorge in schuldigst-geziemenden respect von Reichs wegen (wie hiemit beschiehet) ersuchet/ Sie allergnädigst geruhen möchten/ mehrgedachten Frieden in Ihrem allerhöchsten/ und des heiligen Römischen Reichs Nahmen/ in bestimmter Zeit zu ratificiren und zu bestättigen. Womit höchstbesagten Kayserlichen Herrn Principal-Commissarii Hochfürstlichen Gnaden/ der Chur-Fürsten/ Fürsten und Ständen deß Reichs anwesende Räthe/ Bottschafften und Gesandten sich besten Fleisses und geziemend empfehlen. Signatum Regenspurg den 9. Octobris 1714. ANNO 1714.

(L. S.)

Chur-Fürstl. Mayntzische Cantzley.

CLXXV.

Traité de (1) *Paix entre* JEAN IV. *Roi de Portugal,* & PHILIPPE *Duc d'Anjou, comme Roi d'Espagne, par lequel le Château de* Naudar, *l'Isle de* Verdocjo & *la Colonie da* Saint Sacrement, *sont rendus à la Couronne de Portugal, avec cession & Renonciation de la part de l'Espagne à tous les Droits qu'elle pouvoit pretendre sur ladite Colonie: comme d'autre part les Places* d'Albuquerque & *de* Puella, *retournent dans l'état où elles sont, à la Couronne d'Espagne, laquelle pour d'autres causes exprimées dans le Traité, payera au Roi de Portugal une somme de six cents mille écus en diferents termes. Le tout sous la Garantie de la Reine de la Grande-Bretagne. Fait à Utrecht le 6. Fevrier* 1715. *Avec un* ARTICLE SEPARE' *du même jour pour la Liberté du Commerce. Et les* PLEINSPOUVOIRS *de part & d'autre.* 1715. 6. Fev.
[Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. VI. pag. 828. en Portugais & en François. Feuille volante, imprimée à Utrecht en 1715. in 4]

Au nom de la Sainte Trinité.

QU'IL soit notoire à tous les présens & à venir, que la plus grande partie de la Chrêtienté se trouvant affligée par une longue & sanglante guerre, il a plû à Dieu de porter les cœurs du très-Haut, & très-Puissant Prince Dom Jean V. par la grace de Dieu Roy de Portugal, & du très-Haut, & très-Puissant Prince Dom Philippe V. par la grace de Dieu Roy Catholique d'Espagne à un sincére & ardent désir de contribuer au repos universel, & d'assurer la tranquillité de leurs Sujets, en renouvellant & rétablissant la Paix & bonne Correspondance, qu'il y avoit auparavant entre les Couronnes de Portugal & d'Espagne, pour lequel effect leursdites Majestés ont donné leurs Pleins-pouvoirs à leurs Ambassadeurs Extraordinaires, & Plenipotentiaires: sçavoir Sa Majesté Portugaise au très-Excellent Seigneur Jean Gomes da Silva, Comte de Tarouca, Seigneur des Villes de Tarouca, Lalim, Lazarim, Penalva, Galfar, & leurs dependances, Commandeur de Villa-Cova, du Conseil de Sa Majesté, & Mestre de Camp Général de ses Armées; & au très-Excellent Seigneur Don Louïs da Cunha, Commandeur de Sainte Marie d'Almendra, & du Conseil de Sa Majesté. Et Sa Majesté Catholique au très-Excellent Seigneur Dom François Marie de Paula, Telles, Giron, Benavides, Carrillo & Toledo, Ponce de Leon, Duc d'Ossune, Comte d'Uregna, Marquis de Pegnafiel, Grand d'Espagne de la prémiére Classe, Grand Chambellan & Grand Echanson de Sa Majesté Catholique, Grand Notaire du Royaume de Castille, Grand Clavier de l'Ordre de Calatrava, Commandeur en celui-cy, & d'Usagre en celuy de St. Jaques, Général des Armées de Sa Majesté, Gentilhomme de la Chambre, & Capitaine de la prémiére Compagnie Espagnole de ses Gardes du Corps; lesquels s'estant rendus à Utrecht, lien

(1) Ce n'est ici qu'une Traduction, mais comme elle fut imprimée à Utrecht, [illegible] les yeux, & avec la permission des A[illegible] [illegible] elle vaut [illegible] qu'un Original. [illegible]

ANNO 1715.

lieu destiné pour le Congrès, & ayant examiné reciproquement leurs Pleins-pouvoirs, dont les copies seront inserées à la fin de ce Traité, après avoir imploré l'assistance Divine, sont convenus des Articles suivans.

I. Il y aura une Paix solide & perpetuelle, & une vraie & sincére amitié entre Sa Majesté Portugaise, ses Descendans, Successeurs & Héritiers, tous ses Etats & Sujets d'une part, & Sa Majesté Catholique, ses Descendans, Successeurs & Héritiers, tous ses Etats & Sujets de l'autre part; laquelle Paix sera observée fermement & inviolablement, tant par terre, que par mer, sans permettre qu'il soit commis aucune hostilité entre les deux Nations en tel endroit, & sous quelque prétexte que ce soit. Et s'il arrivoit contre toute attente que l'on contrevint en quelque chose au présent Traité, il demeurera toutefois dans sa vigueur, & ladite contravention sera reparée de bonne foy, sans delay, ny difficulté, en punissant rigoureusement les contrevenans, & en remettant tout en son prémier état.

II. En consequence de cette Paix on mettra en entier oubli toutes les hostilités commises jusqu'à présent, en sorte qu'aucun des Sujets des deux Couronnes n'ait droit de prétendre satisfaction des dommages soufferts, ny par les voyes de Justice, ny par toute autre. Ils ne pourront pas non plus alléguer reciproquement les pertes qu'ils auront faites pendant la présente Guerre; mais on oubliera le passé tout comme s'il n'y avoit eu aucune interruption en l'amitié qu'on rétablit présentement.

III. Il y aura une Amnistie pour toutes les personnes, tant Officiers, que Soldats, & autres, qui pendant cette Guerre, ou à son occasion auront changé de service, excepté pour ceux qui auront pris parti, ou qui se seront engagés au service d'un autre Prince que celuy de Sa Majesté Portugaise, ou de Sa Majesté Catholique; & il n'y aura que ceux, qui auront servi Sa Majesté Portugaise, ou Sa Majesté Catholique, qui seront compris dans cet Article, lesquels le seront aussi dans l'Article XI. de ce Traité.

IV. Tous les Prisonniers & Otages seront promptement rendus, & mis en liberté de part & d'autre sans exception, & sans qu'on demande aucune chose pour leur échange, ny pour la dépense, qu'ils auront faite, pourvû qu'ils satisfassent aux dettes particuliéres, qu'ils auront contractées.

V. Les Places, Châteaux, Villes, Villages, Territoires, & Campagnes appartenant aux deux Couronnes tant en Europe, qu'en toute autre partie du Monde, seront entiérement restituées, & sans reserve aucune, en sorte que les Limites & Confins des deux Monarchies demeureront dans le mesme état, où ils estoient avant la présente Guerre; & on rendra particuliérement à la Couronne de Portugal le Château de Noudar avec son territoire, l'Isle du Verdoejo, & le Territoire & Colonie du Sacrement; & à la Couronne d'Espagne les Places d'Albuquerque & de Puebla, avec leurs territoires dans l'état où elles sont à présent, sans que le Roy de Portugal puisse rien demander à la Couronne d'Espagne pour les nouvelles fortifications, qu'on y a fait ajouter.

VI. Sa Majesté Catholique ne rendra pas seulement à Sa Majesté Portugaise le Territoire & Colonie du Sacrement, située sur le bord Septentrional de la Riviére de la Plata, mais elle cedera aussi en son nom, & en celui de tous ses Descendans, Successeurs & Héritiers toute Action & Droit qu'elle prétendoit avoir sur ledit Territoire & Colonie, faisant ladite Cession dans les termes les plus forts, & les plus authentiques, & avec toutes les clauses requises, comme si elles estoient inserées icy, afin que ledit Territoire & Colonie demeurent compris dans le Domaine de la Couronne de Portugal, & appartenans à Sa Majesté Portugaise, ses Descendans, Successeurs, & Héritiers, comme faisant partie de ses Etats, avec tous les Droits de Souveraineté, d'absolue Puissance, & d'entier Domaine, sans que Sa Majesté Catholique, ses Descendans, Successeurs, & Héritiers puissent jamais troubler Sa Majesté Portugaise, ses Descendans, Successeurs, & Héritiers dans ladite Possession; & en vertu de cette Cession le Traité Provisionel conclu entre les deux Couronnes le 7. May 1681. restera sans aucun effect, ni vigueur: Sa Majesté Portugaise s'engage cependant à ne point consentir qu'aucune autre Nation de l'Europe, excepté la Portugaise, puisse s'établir, ou commercer en ladite Colonie directement, ni indirectement, sous quelque prétexte que ce soit; & bien plus encore elle s'engage en outre à ne point prêter la main, ni donner assistance à aucune Nation Etrangére, afin qu'elle puisse introduire quelque Commerce dans les Terres de la Domination de la Couronne d'Espagne, ce qui est pareillement défendu aux propres Sujets de Sa Majesté Portugaise.

VII. Quoyque Sa Majesté Catholique céde dés à présent à Sa Majesté Portugaise ledit Territoire & Colonie du Sacrement, suivant la teneur de l'Article précédent; Sadite Majesté Catholique pourra néanmoins offrir un équivalent pour ladite Colonie, qui soit au gré, & à la satisfaction de Sa Majesté Portugaise; & on limite pour cet offre le terme d'un An & demi à commencer du jour de la Ratification de ce Traité, avec cette déclaration, que si ledit Equivalent vint à estre approuvé & accepté par Sa Majesté Portugaise, les susdits Territoire & Colonie appartiendront à Sa Majesté Catholique, comme si elle ne l'avoit jamais rendu, ni cédé; mais si ledit Equivalent venoit à n'estre pas accepté par Sa Majesté Portugaise, elle demeurera en possession dudit Territoire & Colonie, comme il est déclaré dans l'Article précedent.

VIII. On expediera des Ordres aux Officiers, & autres personnes, à qui il appartiendra, pour la reddition reciproque des Places, tant en Europe, qu'en Amerique, mentionnées en l'Article V. & à l'égard de la Colonie du Sacrement Sa Majesté Catholique n'envoyera pas seulement ses Ordres en droiture au Gouverneur de Buenos Ayres, pour en faire la reddition; mais elle donnera aussi un Duplicata desdits ordres avec une recommandation si précise au susdit Gouverneur, qu'il ne puisse sous aucun prétexte, ou cas même imprévû en différer l'execution, quoy qu'il n'ait pas encore receû les prémiers. Ce Duplicata, aussi bien que les Ordres, qui regardent Noudar, & l'Isle du Verdoeju seront échangés contre ceux de Sa Majesté Portugaise pour la reddition d'Albuquerque & de Puebla par des Commissaires, qui se trouveront pour cet effect aux confins des deux Royaumes; & on fera la reddition desdites Places, tant en Europe, qu'en Amerique dans le terme de 4. mois, à commencer du jour de l'Echange reciproque desdits Ordres.

IX. Les Places d'Albuquerque & de Puebla seront rendues dans le même état, où elles sont, & avec autant de Munitions de guerre, & le même nombre de Canons, & du même Calibre, qu'elles avoient lors qu'elles furent prises, suivant les Inventaires, qui en ont été faits. Les autres Canons, Munitions de guerre, & provisions de bouche, qu'on y trouvera de plus, devant être transportés en Portugal. Tout ce qui vient d'être dit touchant la restitution des Munitions de Guerre, & des Canons s'entend également à l'égard du Château de Noudar, & de la Colonie du Sacrement.

X. Les Habitans desdites Places, & de tous les autres Lieux, occupés pendant la présente Guerre, qui ne voudront point y demeurer, auront la liberté de se retirer, & de vendre, & disposer à leur gré de tous leurs biens meubles & immeubles; & ils jouiront de tous les fruits, qu'ils auront cultivés & sémés, quoyque les Terres & les Metairies soient transferées à d'autres Possesseurs.

XI. Les Biens confisqués reciproquement à l'occasion de la présente Guerre seront restitués à leurs anciens possesseurs, ou à leurs Héritiers: ceux-cy devant payer les ameliorations utiles, qu'on y aura faites; mais ils ne pourront jamais prétendre des personnes, qui ont joüi jusques icy des susdits Biens la valeur de leurs revenus depuis le temps de la Confiscation jusqu'au jour de la Publication de la Paix; & afin que la restitution de la Proprieté desdits Biens confisqués puisse estre executée; Les Parties interessées seront obligées de se presenter dans le terme d'une année devant les Tribunaux à qui il appartiendra, où elles plaideront leurs Droits, & leurs Causes seront jugées dans le terme d'une autre Année.

VII. Toutes les prises faites de part & d'autre pendant le cours de la présente Guerre, ou à son occasion, seront jugées bonnes; & il ne restera aux

ANNO 1715.

Sujets des deux Nations aucun Droit, ni Action, pour demander en aucun tems qu'elles leur soient renduës, attendu que les deux Majestés reconnoissent les raisons qu'il y a eû pour faire lesdites prises.

XIII. Pour une plus grande seureté & validité du présent Traité on confirme derechef celui, qui a esté fait entre les deux Couronnes le 13. Fevrier 1668. lequel demeure valide en tout ce qui ne sera pas revoqué par le présent Traité; & l'on confirme particuliérement l'Article 8. dudit Traité du 13. Fevrier 1668. comme s'il étoit inseré icy mot à mot; & leurs Majestés Portugaise & Catholique offrent reciproquement de donner leurs ordres, pour que l'on fasse une prompte, & entiére justice aux Parties interessées.

XIV. On confirme de même, & l'on comprend dans le présent Traité les XIV. Articles contenus dans le Traité de Transaction fait entre les deux Couronnes le 18. Juin 1701. Lesquels demeureront tous dans leur force, & vigueur, comme s'ils étoient inserés icy mot à mot.

XV. En vertu de tout ce qui a été stipulé dans la susdite Transaction de l'Assiento pour l'Introduction des Negres, Sa Majesté Catholique doit aux Interessés dans ledit Assiento la somme de deux cent mille écus d'Anticipation, que les Interessés prêterent à Sa Majesté Catholique avec les interêts à 8. pour cent dès le jour de l'emprunt jusqu'à l'entier remboursement, ce qui fait à compter depuis le 7. Juillet 1696. jusqu'au 6. Janvier 1715. la somme de deux cent quatrevingt dix mille écus, comme aussi la somme de trois cent mille Cruzades (monnoye Portugaise,) dont la reduction monte à cent soixante mille écus. Ces trois sommes sont reduites par le présent Traité à la seule somme de six cents mille écus que Sa Majesté Catholique promet de payer en trois payemens égaux & consecutifs, de deux cent mille écus chaqu'un. Le prémier payement se fera à l'arrivée de la prémiére Flotte, Flotille, ou Galions, qui arriveront en Espagne après l'echange des Ratifications du présent Traité; & ce prémier payement sera imputé sur les interêts dûs pour le Capital des deux cents mille écus d'Anticipation. Le second payement à l'arrivée de la seconde Flotte, Flottille, ou Galions, & ce sera pour le Capital des deux cents mille écus d'Anticipation. Et le troisiéme payement se fera à l'arrivée de la troisiéme Flotte, Flottille, ou Galions pour les trois cents mille Cruzades, évalués à cent soixante mille écus, & le restant des quarante mille écus d'interêt. Les sommes necessaires pour ces trois payemens pourront être transportées en Portugal en argent monnoye, ou en Lingots d'Or, ou d'Argent. Moyennant quoy la somme de deux cents mille écus d'Anticipation ne portera point d'interêt depuis le jour de la Signature du présent Traité; mais si Sa Majesté Catholique ne paye pas ladite somme à l'arrivée de la seconde Flotte, Flotille, ou Galions, les deux cent mille écus d'Anticipation porteront interêt à 8. pour cent depuis l'arrivée de la seconde Flotte, Flotille, ou Galions jusqu'à l'entier payement de cette somme.

XVI. Sa Majesté Portugaise céde par le présent Traité & promet de faire céder à Sa Majesté Catholique toutes les sommes, qui sont duës par Sa Majesté Catholique dans les Indes d'Espagne à la Compagnie Portugaise de l'Assiento de l'Introduction des Négres, excepté les six cens mille écus mentionnés dans l'Article XV. de ce Traité. Sa Majesté Portugaise céde encore a Sa Majesté Catholique ce que les susdits Interessés pourroient prétendre de l'héritage de Dom Bernard Françuis Marin.

XVII. Le Commerce sera généralement ouvert entre les Sujets des deux Majestés avec la même Liberté & Seureté qu'il y avoit avant la présente Guerre; & en témoignage de la sincére amitié, qu'on souhaitte non seulement de rétablir, mais d'augmenter même entre les Sujets des deux Couronnes, Sa Majesté Portugaise accorde à la Nation Espagnole & Sa Majesté Catholique à la Nation Portugaise tous les avantages dans le Commerce, & tous les Privileges, Libertés, & Exemptions, qu'elles ont accordées jusques icy, ou qu'elles accorderont à l'avenir à la Nation la plus favorisée, & la plus privilégiée de toutes celles, qui trafiquent dans les Terres de la Domination de Portugal & d'Espagne; ce qui ne doit cependant être entendu qu'à l'égard des Terres situées en Europe; puisque le Commerce & la Navigation des Indes est uniquement reservé aux deux seules Nations dans les Terres de leur Domination respective en Amérique, excepté ce qui a été stipulé derniérement dans le Contract de l'Assiento des Négres, conclu entre Sa Majesté Catholique, & Sa Majesté Britannique.

XVIII. Et parce que dans la bonne Correspondance qu'on établit, on doit prévenir les dommages, qui peuvent être reciproques, vû que dans le Concordat fait entre les deux Couronnes du tems du Roy Dom Sebastien de glorieuse mémoire ayant declaré les cas, dans lesquels les Criminels devoient être rendus de part & d'autre, & la restitution des Vols, on n'y pouvoit pas comprendre le Tabac, qu'on ne connoissoit pas lors qu'on fit le Concordat; & qui cependant est devenu après si en vogue tant en Portugal, qu'en Espagne, qu'on tire un gros revenu de ses fermes: Sa Majesté Catholique s'engage à faire qu'on ne puisse introduire dans aucune terre des Royaumes d'Espagne, ou toutes autres de sa Domination le Tabac de Portugal, soit qu'il ait été travaillé, ou broyé dans lesdites Terres, ou Royaumes, ou ailleurs; & à donner ses ordres, afin que toutes les Fabriques du Tabac Portugais, qu'on trouvera dans les Royaumes & Terres de la susdite Domination soient détruites, aussi bien que celles, qu'on y pourroit faire de nouveau, imposant de grosses peines aux contrevenans, & chargeant non seulement les Officiers de Justice, mais aussi ceux de guerre de faire observer & executer ce qui vient d'estre dit cy-dessus; & Sa Majesté Portugaise s'engage pareillement à faire la même défense, & avec les mêmes circonstances que Sa Majesté Catholique, par rapport au Tabac d'Espagne dans les Terres de Portugal, & toutes autres de sa Domination.

XIX. Les Vaisseaux tant de Guerre, que Marchands des deux Nations pourront entrer reciproquement dans les Ports de la Domination des deux Couronnes, où ils avoient coûtume d'entrer par le passé, pourvû que dans les plus grands Ports il n'y ait en même tems plus de six Vaisseaux de Guerre, & plus de trois dans les Ports qui sont moindres. Et en cas qu'un plus grand nombre de Vaisseaux de Guerre d'une des deux Nations arrive devant quelque Port de l'autre, ils n'y pourront pas entrer sans la permission du Gouverneur, ou du Magistrat: si cependant contraints par le gros tems, ou par quelqu'autre necessité pressante ils viennent y entrer sans en avoir demandé la permission, ils seront tenus de faire d'abord part de leur arrivée; & ils n'y demeureront qu'autant de tems, qu'il leur sera permis, ayant grand soin de ne faire aucun dommage ou préjudice audit Port.

XX. Leurs Majestés Portugaise & Catholique souhaittant le prompt accomplissement de ce Traité pour le repos de leurs Sujets; on est convenu qu'il aura toute sa force & vigueur immediatement après la Publication de la Paix, & qu'on fera ladite Publication dans les lieux de la Domination des deux Majestés le plûtost qu'il sera possible; & si depuis la suspension d'Armes il s'est fait quelque Contravention, il en sera reciproquement fait raison.

XXI. S'il arrivoit par quelque accident (ce qu'à Dieu ne plaise) qu'il y eût quelque interruption d'amitié, ou quelque rupture entre les Couronnes de Portugal & d'Espagne: en ce cas-là on accordera aux Sujets des susdites deux Couronnes le Terme de six mois après ladite rupture, pour se retirer, & vendre leurs biens & effets, ou les transporter où bon leur semblera.

XXII. Et parceque la Reine d'Angleterre de très glorieuse Mémoire avoit offert d'être Garante de l'entiére execution de ce Traité, de sa validité & de sa durée, Leurs Majestés Portugaise & Catholique acceptent la susdite Garantie en toute sa force & vigueur pour tous les présents Articles en général, & pour chacun en particulier.

XXIII. Les mêmes Majestés Portugaise & Catholique accepteront aussi la Garantie de tous les autres Roys, Princes, & Republique, qui dans le terme de 6. mois voudront être Garants de l'Execution de ce Traité, pourvû que ce soit à la satisfaction des deux Majestés.

XXIV. Tous les Articles écrits cy-dessus ont esté traités, accordés & stipulés entre les susdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires des Seigneurs

ANNO 1715.

ANNO 1715.

Seigneurs Roys de Portugal & d'Espagne au nom de leurs Majestés; & ils promettent en vertu de leurs Pleins-pouvoirs que lesdits Articles en général, & chacun en particulier seront inviolablement observés, accomplis, & executés par les Seigneurs Roys leurs Maîtres.

XXV. Les Ratifications du présent Traité, données en bonne & duë forme seront échangées de part & d'autre dans le terme de cinquante jours, à commencer du jour de la Signature, ou plustost, si faire se peut.

En foy de quoy, & en vertu des Ordres & Pleins-pouvoirs, que Nous soussignés avons reçus de Nos Maîtres le Roy de Portugal, & le Roy Catholique d'Espagne, Nous avons signé le présent Traité, & y avons fait apposer les scels de nos Armes. Fait à Utrecht, le sixiéme Février, mille sept cent quinze.

(L.S.) CONDE DE TAROUCA. (L.S.) EL DUCQUE D'OSSUNA.

(L.S.) D. LUIS DA CUNHA.

Article Separé.

PAR le présent Article separé, qui aura la même force & vigueur comme s'il étoit compris dans le Traité de Paix, conclu aujourd'huy entre Leurs Majestés Portugaise & Catholique, & qui doit être ratifié comme ledit Traité, il a été convenu par les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires des deux Majestés, que le Commerce reciproque des deux Nations soit rétabli, & continué dans la même forme; & avec les mêmes Seuretés, Libertés, Exemptions, Franchises, Droits d'entrée & sortie, & toutes les autres dependances, avec lesquelles on le faisoit avant la présente Guerre, tandis qu'on n'en dispose autrement; & qu'on ne déclare pas la forme, avec laquelle doit continuer le Commerce entre les deux Nations.

En foy de quoy; & en vertu des Ordres & Pleinpouvoirs, que Nous soussignés avons receus de nos Maîtres le Roy de Portugal, & le Roy Catholique d'Espagne, Nous avons signé le présent Article, & y avons fait apposer les sceis de nos Armes. Fait à Utrecht, le sixiéme Février, mille sept cent quinze.

(L.S.) CONDE DE TAROUCA. (L.S.) EL DUQUE D'OSSUNA.

(L.S.) D. LUIS DA CUNHA.

Plenipotencias de Sua Magestade Portugueza.

JOANNES, Dei gratia, Rex Portugalliæ, & Algarbiorum citra & ultra Mare, in Africa Dominus Guineæ, Conquisitionis, Navigationis, & Commercii Æthiopiæ, Arabiæ, Persiæ, Indiæque, &c. Notum, ac testatum facio singulis, & universis has meas Litteras visuris, quod cum nihil mihi sit antiquius, aut optabilius quam incendium atrocis belli, quo pœne universus Christianus Orbis per aliquot jam annos exardescit, penitus restingui, & æqua, ac stabili Pace commutari, atque etiam in eadem studia conspirent cæteri Principes, ac Respublicæ quæ sunt in Armis; consultum fore duxi Virum designare ex primaria hujus Regni Nobilitate, cujus fide, ingenio, dexteritate, ac prudentia plurimum confiderem, qui in eum locum se conferat, de quo inter utramque Partem conventum fuerit, ad colloquia, Congressusque de Pace habendos. Quæ omnia cum in *Joanne Gomesio Silvio, Comite Tarouca*, Consiliario meo, & Exercituum meorum Sub-præfecto reperiantur, eum his Litteris Legatum meum Extraordinarium, & primum Plenipotentiarium constituo, ut ad locum habendis de Pace Congressibus modo superius dicto designatum proficiscatur, ibique, sive per Legatos Principis, aut Reipublicæ animos Pacemque conciliantis, qui quæve ab utraque belligerantium Parte acceptus, aut accepta fuerit; sive ipse per se, nullo conciliante, possit agere, tractare, & inire Pacem inter me, & quemlibet Regum, Principum, ac Rerumpublicarum ex adversa parte belligerantium, eaque de causa ei omnem potestatem plenam, ac sufficientem, Mandatum generale, ac speciale concedo, spondeoque, ac fide Regia promitto quæcunque per superius memoratum Legatum meum Extraordinarium, & Plenipotentiarium, cum Legatis, Ministrisve supradictorum Regum, Principum, & Rerum publicarum pari Potestate invicem instructis, conventa, & pacta fuerint, ea omnia rata, grata, firmaque habiturum, & debita, ac solemni forma intra constitutum tempus ratihabiturum, seduloque curaturum, ut integræ executioni mandentur, neque passurum unquam, ut Fœdus illud ita initum in quolibet violetur. In quorum omnium fidem, ac testimonium has Litteras fieri jussi, quæ sunt manu mea subscriptæ, & magno Sigillo Insignium meorum munitæ. Datæ Ulissipone decima sexta die mensis Junii; anno Domini millesimo septingentesimo nono.

Didacus à Mendoça Corte-Real subscripsi.

(L. S.)

JOANNES REX

JOANNES, Dei gratia Rex Portugaliæ, & Algarbiorum citra, & ultra Mare, in Africa Dominus Guineæ, Conquisitionis, Navigationis, Commercii Æthiopiæ, Arabiæ, Persiæ, Indiæque, &c. Notum ac testatum facio singulis, & universis has meas Litteras visuris, quod cum nihil mibi sit antiquius, & optabilius, quam incendium atrocis Belli; quo pene universus Christianus Orbis per aliquot jam annos exardescit, penitus restingui, & æqua ac stabili Pace commutari, atque etiam in ea Studia conspirent cæteri Principes, ac Respublicæ quæ sunt in armis; consultum fore duxi viros designare, quorum fide, ingenio, & prudentia plurimum confiderem, qui interim Colloquiis, ac Congressibus inter utramque partem de Pace habendis; quæ omnia cum reperiantur in *Ludovico da Cunha*, Consiliario meo, Palatini Senatus Senatore, & in Sodalitio Christi Equitum Commendatario Sanctæ Mariæ de Almendra; jamque aliis Litteris meis ad idem munus constitutus sit primarius Legatus Extraordinarius, *Joannes Gomesius Silvius Comes Tarouca*, Consiliarius meus, ac meorum Exercituum Subpræfectus; præsentibus constituo secundum Legatum meum Extraordinarium, & Plenipotentiarium prædictum *Ludovicum da Cunha*, ut uterque simul, vel quilibet eorum singulus, defectu, aut impedimento alterius, in loco habendis de Pace Congressibus destinato, sive per Legatos Principis, aut Reipublicæ animos, Pacemque conciliantis, qui, quæve ab utraque belligerantium parte acceptus, aut accepta fuerit, sive per se, nullo conciliante, possit agere, tractare, & inire Pacem inter me, & quemlibet Regum, Principum, ac Rerumpublicarum ex adversa parte belligerantium: Eaque de causa ei omnem Potestatem plenam, & sufficientem, Mandatum generale, & speciale concedo, spondeoque, & fide Regia promitto quæcunque per superius memoratos Legatos meos, & Plenipotentiarios simul, vel quemlibet illorum, defectu, vel impedimento alterius, cum Legatis, Ministrisve supradictorum Regum, Principum, & Rerumpublicarum pari Potestate invicem instructis conventa, & pacta fuerint, ea omnia rata, grata, firmaque habiturum, & debita ac solemni forma intra constitutum tempus ratihabiturum, seduloque curaturum, ut integræ executioni mandentur, neque passurum unquam, ut Fœdus illud ita initum in quolibet violetur. In quorum omnium fidem, ac testimonium has Litteras fieri jussimus, quæ sunt manu mea subscriptæ, & magno Sigillo Insignium meorum munitæ. Datæ Ulissipone, die primo mensis Septembris (Franciscus de Salles, & Silva scripsit) anno Domini, millesimo septingentesimo decimo secundo.

Didacus à Mendoça Corte-Real subscripsi.

(L. S.) JOANNES REX.

Ple-

ANNO 1715.

Plenipotencia de Sua Mageſtade Catholica.

DON Philippe por la gracia de Dios Rey de Caſtilla, de Leon, de Aragon, de las dôs Sicilias, de Jeruſalem, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Zerdeña, de Cordova, de Corzega, de Murcia, de Jaen, de los Algarves, de Algezira, de Guibraltar, de las Iilas de Canarias, de las Indias Orientales, y Occidentales, Iſlas y Tierra Firme del Mar Oceano, Archiduque de Auſtria, Duque de Borgoña, Brabante, y Milan, Conde de Abſpurg, Flandes, Tirol, y Barcelona, Señor de Biſcaya, y de Molina, &c. Por quanto por lo mucho que hemos deſeado y deſeamos el alivio y deſcanço a nueſtros Vaſallos en la aficion y calamidades de una tan ſangrienta y dilatada Guerra, como la que haſta aqui ſe ha experimentado, para que terminandoſe los deſulables efectos de ella entren a gozar del repoſo, esplendor y proſperidades a que anhelan, y Nos devemos procurarles. Por tanto conſiderando quanto ſe aſegura eſte comun bien, principiandoſe por una Paz particular y amiſtad reciproca entre eſta Corona y la de Portugal. Hemos tenido por conveniente nombrar con toda Authoridad, y Plenipotencia para ello a vôs Don Franciſco Maria de Paula Telles, Giron, Benavides, Carrillo, y Toledo, Ponze de Leon, Duque de Oſuna, Primo, Conde de Ureña, Marqués de Peñafiel, Gentilhombre de nueſtra Camara, Camarero y Copero Mayor, Notario mayor de nueſtros Reynos de Caſtilla, Cavallero del Orden de Calatrava, Clavero mayor de la miſma Orden y Cavalleria, y Comendador de ella, y de la de Uſagre en la de Sant Jago, Capitan de la primera Compañia Eſpañola de nueſtras Reales Guardias de Corps, y a Don Iſidoro Caſado de Roſales, Marqués de Monteleon, Pariente, de nueſtro Conſejo de Indias, con el grado de nueſtros Embaxadores Extraordinarios, y Plenipotentiarios, por la entera ſatisfacion y confianza con que nos hallamos de vueſtras perſonas, y concurrir en ambas las apreciables circunſtancias de prudencia, inteligencia, experiencias, zelo y amor a nueſtro Real ſervicio que pide Negociado de tal importancia, afin que con los Miniſtros Plenipotenciarios nombrados para eſſe efecto por el Rey de Portugal podais tratar, concluir, y efectuar un buen, firme, e imbiolable Tratado de Paz particular, y de reciproca conveniencia y utilidad de los Vaſallos de dichas dôs Coronas, prometiendo como prometemos por la preſente en feé y palabra Real, que paſſaremos y cumpliremos para ſiempre Nôs y nueſtros ſucceſſores todo lo que eſtipulareis, concluiereis, y efectuareis con los mencionados Miniſtros del Rey de Portugal para el logro de una Paz particular, como va espreſado, y que lo obſervaremo exactamente, y haremos, que ſe obſerve ſin contravenir, ni conſentir que ſe contravenga a ello en manera alguna, directa ò indirectamente; pues para todo ello, y lo demàs que fuere neceſario os demos y concedemos todo el poder, autoridad, y facultad, que ſe requiere, y que lo aprovaremos y ratificaremos dentro del termino que reciprocamente ſe conveniere para ello. Declarando tambien que en el caſo de auſenciaò enfermedad de alguno de vos los dichos Duque de Oſuna y Marqués de Monteleon podrá el otro de vôs ſubceder en la Tratacion y effectuacion de eſſe Negociado prometiendo Nôs aſſi miſmo en feé y palabra Real de paſar por ello, aprovarlo y ratificarlo con todas las ſolemnidades y demas requiſitos devidos, como ſe huvieſe ſido ajuſtado y concluido por ambos. En teſtimonio de lo qual mandamos deſpachar, y deſpachamos la Preſente firmada de nueſtra mano, ſellada con nueſtro ſello ſecreto, y refrendada de nueſtro infra ſcripto Secretario de Eſtado. Dada en Madrid a 15. de Avril de mil ſete cientos y treſe.

YO EL REY, &c.

D. MANUEL DE VADILLO Y VELLASCO.

CLXXVI.

13. Avril. / 23. Août. *Codicilles de* LOUIS XIV *Roi de France & de Navarre, concernant l'Ordre qui devra eſtre obſervé après ſa mort, à l'égard de la Perſonne du jeune Roi, il y nomme auſſi les Sous-Gouverneurs. A Verſailles 13. Avril & 23. Août. 1715.* [Feuille volante, imprimée à Paris au Mois de Septembre 1715. in 4.]

ANNO 1715.

PAR notre *Teſtament* dépoſé au Parlement, J'ai nommé le Maréchal de Villeroi pour Gouverneur du Roi, & J'ai marqué quelle devoit être ſon Autorité dans leſdites fonctions. Mon Intention eſt, que du moment de mon décez, juſqu'à-ce que l'Ouverture de mon *Teſtament* ait été faite, il ait toute l'Autorité ſur les Officiers de la Maiſon du jeune Roi, & ſur les Troupes qui la compoſent. Il ordonnera auxdites Troupes, auſſi tôt après ma mort, de ſe rendre au Lieu où ſera le jeune Roi, pour le mener à *Vincennes*, l'air y étant très-bon.

Le jeune Roi allant à *Vincennes*, paſſera par *Paris*, & ira au Parlement, pour y être fait l'Ouverture de mon *Teſtament*, en la preſence des Princes, Ducs & Pairs, & autres qui ont Droit, ou qui voudront s'y trouver.

Dans la marche, pour la Séance du jeune Roi au Parlement, le Maréchal de Villeroi donnera tous les ordres, pour que les Gardes du Corps, les Gardes Françoiſes & Suiſſes prennent les Poſtes dans les Rues & au Palais, que l'on a accoûtumé de prendre lors que les Rois vont au Parlement; en ſorte que tout ſe faſſe avec toute la Sureté & la Dignité convenable.

Après que notre *Teſtament* aura été ouvert & lû, le Marechal de Villeroi menera le jeune Roi avec ſa Maiſon à *Vincennes*, où il demeurera tant que le Conſeil de Regence jugera à propos.

Le Marechal de Villeroi aura le Titre de Gouverneur, ſuivant ce qui eſt porté par mon *Teſtament*; aura l'œil ſur la conduite du jeune Roi, quoi qu'il n'ait pas encore 7. ans, juſqu'auquel âge de 7. ans accomplis, la Ducheſſe de Ventadour demeurera, ainſi qu'il eſt accoûtumé, Gouvernante, & chargée des mêmes ſoins qu'elle a à preſent.

Je nomme pour Sous-Gouverneur, Sommeri, qui l'a deja été du Dauphin mon Petit-Fils, & Geoffreville, Lieutenant General de mes Armées. Au ſurplus, Je confirme tout ce qui eſt dans mon *Teſtament*, que je veux être executé en tout ce qu'il contient.

Fait à Verſailles *le 13. Avril 1713.*

Signé,

LOUIS.

JE nomme pour Precepteur du Dauphin, le S. de Fleuri, ancien Evêque de *Frejus*; & pour Confeſſeur, le Pere le Tellier.

Le 23. Août. 1715.

Signé,

LOUIS.

CLXXVII.

9. Mai. *Renouvellement d'Alliance entre le Roi Très-Chrétien de France & de Navarre d'une part, & les Louables Cantons Catholiques de la Suiſſe, & la Louable Republique de Valais de l'autre. Fait à Soleurre le 9. Mai 1715.* [Mercure Hiſtorique Mois d'Août. pag. 150.]

Au Nom de la Très-Sainte Trinité.

COMME ainſi ſoit, que pendant la Diéte tenuë à *Lucerne* au mois de Decembre 1713., par les Louables Cantons Catholiques & la Louable République de Valais, Mrs. les Députez auroient mûrement reflêchi ſur l'état preſent de l'Europe, ſur celui du Louable Corps Helvétique en général, & ſur le grand malheur arrivé à la France par la mort de

ANNO 1715. de Mr. le Dauphin; Et consideré, que par cette perte l'Alliance concluë en 1663. avec très Excellent & très-Puissant Prince & Seigneur LOUIS XIV., par la Grace de Dieu Roi Très-Chrétien de *France* & de *Navarre*, Duc de *Milan*, Comte d'*Ast*, Seigneur de *Gennes*, &c., glorieusement regnant, se trouvoit limitée à sa vie, que Dieu veuille prolonger, & à huit ans après son décès. Après avoir attentivement examiné combien cette Alliance est utile, tant à la Couronne, qu'à tous les Membres qui composent le Louable Corps Helvétique; & en même tems reconnu le bien qui en resulteroit, en la portant le plus loin qu'il seroit possible; Ils crûrent pour la gloire de Dieu, & pour l'avantage commun, devoir communiquer leurs Idées à son Exc. Mr. le Comte du Luc, Ambassadeur du Roi en Suisse, qui les ayant goûtées, convint qu'il en rendroit compte à Sa Majesté, & eux à leurs Superieurs. La chose a été exécutée, & Dieu par sa miséricorde, a voulu que S. M., les Cantons & la Republique de Valais, ayent également agréé les mêmes Idées; ensorte que le Roi d'une part & les Cantons de *Lucerne*, *Ury*, *Schwitz*, *Undervalde* haut & bas, *Zug* avec les Offices exterieurs, *Glaris* Catholique, *Fribourg*, *Soleure*, *Appenzel* Catholique, République & Pais de *Vallais* de l'autre part, ayant donné leurs Pouvoirs réciproques, qui ont été communiquez & trouvez en bonne forme: Après avoir invoqué le Saint Nom de Dieu, on est convenu des Articles qui suivent, pour la sûreté, défense, & conservation de nos Personnes, Honneurs, Royaumes, Duchez, Principautez, Villes, Pais, Seigneuries, Droits, Terres & Sujets, tels qu'ils soient, que nous avons & possedons, aurons ou possederons tant deçà que delà les Monts.

PREMIEREMENT.

ON déclare expressement, que quoi que tous les Cantons & Etats qui composent le Corps Helvetique, ne soient pas compris & dénommez dans le présent Traité, l'intention est de les inviter (autant qu'il sera convenable) à l'accepter, n'ayant pas lieu de douter, qu'y trouvant leur avantage, ils n'y donnent volontiers les mains, puis qu'il est également glorieux à tous, & absolument nécessaire pour le maintien de la République en general.

II. Que les Traitez de Paix perpetuelle, & d'Alliance ci-devant conclus, seront regardez comme la base de celui-ci, & comme une preuve constante de l'ancienne Union entre les deux Nations: mais le tems aportant du changement en toutes choses, & pouvant arriver, que par des variations inévitables, ou par des explications différentes, les anciens Traitez ne soient pas religieusement observez dans tous leurs Points, nous avons trouvé bon de ratifier de nouveau par la présente Alliance, tous les Traitez ci-devant faits, & nommément la Paix perpetuelle, les Alliances des années 1521. & 1663., & toutes les Lettres Annexes.

III. L'experience ne permettant point de douter des avantages qu'on doit trouver dans la continuation d'une parfaite intelligence entre les deux Nations, le Roi Très-Chrétien, pour mieux marquer sa grande affection au Corps Helvétique, a bien voulu renouveller la présente Alliance, pour être continuée avec le Serenissime Dauphin Héritier présomptif de la Couronne, & avec tous les Rois Successeurs de Sa Majesté; qu'après le decez du premier Roi Successeur de Sadite Majesté, les autres Rois Très-Chrétiens qui succederont, aussi bien que les Cantons, Républiques & Etats, jureront & ratifieront l'exacte observation de la présente Alliance dans tous ses Points, & remedieront aux cas qui n'auront pas été prevûs dans ce Traité, ou ausquels le laps du tems auroit aporté quelque alteration; ce qui se fera à chaque changement de Regne, par les Ambassadeurs pourvûs des Pleins-pouvoirs nécessaires, & par les Députez munis du Plein-pouvoir de chaque Canton de la Suisse, République & Etat qui seront compris dans la présente Alliance: Cette précaution ayant pour objet de faire subsister les choses dans la même force & dans la même vigueur, qu'elles subsistent à présent.

IV. Les Alliances n'ont pour objet, que le bénefice & l'avantage reciproques des Parties contractantes, & comme le Roi d'une part, & les L. Cantons, la République de Valais, & autres Alliez compris dans le Corps Helvetique de l'autre, ont vû par une longue experience, que rien n'est plus avantageux de part & d'autre, qu'une union intime, & que l'inclination mutuelle des Peuples soûmis à Sa Majesté & au Corps Helvetique, fait envisager le bénefice qui en doit resulter, & ne donne aucun lieu de douter de la fidelité réciproque, avec laquelle on veut observer tout le contenu ci-après, on convient, ainsi qu'il est porté dans l'Alliance de 1663.: Que si (à Dieu ne plaise) le Royaume étoit attaqué interieurement, soit par des Forces étrangéres, ou par des divisions intestines, le Corps Helvétique en ces deux cas accordera sans aucun delai, dix jours après avoir été demandée, une levée extraordinaire de Troupes, laquelle levée ne pourra être de plus de seize mille hommes: Et les Troupes Suisses ne pourront être employées que par terre, & non sur Mer, conformement à l'Article 7. de l'Alliance 1663. Cette levée se fera aux dépens du Roi alors regnant, qui choisira & nommera les Colonels & Capitaines de tous les Cantons, République, & Etats dont on prendra le monde. Lorsque Sa Majesté aura tiré desdites Troupes les services desirez, Elle les renvoyera chez eux par des Routes, après leur avoir payé toutes les soldes qui pourront leur être dûes, jusqu'à leur arrivée dans leurs Maisons. ANNO 1715.

V. Que si en échange le Corps Helvétique, ou quelque Canton ou Etat en particulier, étoit attaqué par quelque Puissance étrangére, ou qu'il fût troublé interieurement: au premier cas, S. M. les aidera de ses Forces, suivant que la nécessité le demandera, & que les Cantons en prieront S. M.: & dans le second cas, comme Ami & Allié commun, S. M. ou les Rois ses Successeurs employeront, sur la réquisition de la Partie molestée & grevée, toutes sortes d'offices amiables, pour porter les Parties à se rendre une réciproque justice; & si cette voye n'avoit pas tout l'effet desiré, S. M., ainsi que les Rois ses Successeurs, sans rien faire qui détruise la présente Alliance, & au contraire, pour l'éxécuter dans son véritable sens, employera à ses propres dépens les Forces que Dieu lui a mises entre les mains, pour obliger l'Agresseur de rentrer dans les régles prescrites par les Alliances que les Cantons & Alliez ont entr'eux. S. M. & les Rois ses Successeurs, se déclareront Garants des Traitez qui pourront se faire entre les L. Cantons, suposé que Dieu permît, qu'il arrivât quelque division entr'eux.

VI. Les Officiers, Soldats & autres, attachez au militaire & à la solde du Roi, seront exempts de toutes Taxes faites, ou à faire, soit Capitation, Dixiéme, ou autres Impositions, quelque nom qu'on puisse leur donner, par raport à leurs apointemens ou à leur solde.

Si les susnommez ont acquis, ou s'ils possedent des Biens fonciers en France, sans examiner s'ils les tiennent d'eux, de leurs Femmes, ou autrement, ils en jouïront leur vie durant, aussi-bien que leurs Veuves pendant leur viduité, en la même maniére que peuvent en jouir les Commensaux, ou les Nobles; en sorte que les Suisses susnommez n'auront à suporter que les Taxes, ou Charges attachées à la nature du Bien qu'ils posséderont.

Mais si lesdits Soldats, quoi-qu'au service, entreprenoient, par eux, ou par leurs Femmes, de faire quelque Commerce, ou d'exercer un Métier, lequel Métier ne regardât point directement le service particulier des Compagnies Suisses à la solde de S. M.; en ce cas ils se trouveront confondus, & ne pourront prétendre d'autres prérogatives, que celles dont les Sujets du Roi jouïront.

VII. Les Troupes Suisses qui seront en Garnison dans l'interieur du Royaume, ou dans les Places frontiéres, jouïront de toutes les franchises, mais sans abus; & pour les prévenir, on reglera suivant les anciens Traitez & Usages, ce que les Vivandiers pourront faire entrer dans les Villes par raport au nombre des Troupes qui s'y trouveront, savoir en Vin, Viande, Tabac, Eau de vie, & autres Denrées nécessaires à leur subsistance; & si lesdits Vivandiers Suisses en abusoient, & qu'ils fussent convaincus d'avoir été au delà de ce qui sera prescrit, ils seront soûmis à la confiscation de ces Vivres, & à la Justice Suisse, pour être châtiez dûement.

VIII. La Solde, soit de Guerre, soit de Paix, subsistera sur le pié qu'elle est établie présentement; savoir en tems de Guerre, lorsque les Régimens seront destinez pour servir dans les Armées, & marcher en Campagne, 17. liv. 8. s. par homme par mois, & 1960. Liv. pour l'Etat Major aussi par mois; & en tems de Paix, ou lors-qu'ils seront destinez pour demeurer pendant la Campagne entiere dans des Garnisons éloignées de la Frontiére où la Guerre se fera, 16. liv. par homme par mois, & 1006. Liv. pour l'Etat Major, aussi par mois, à la réserve du Régiment des Gardes Suisses: Mais si les Troupes Suisses, qui n'auroient pas été destinées à servir en Campagne, ou dans les Places voisines de la Guerre, recevoient ordre d'y marcher, elles seroient payées comme si elles y avoient été destinées au commencement de la Campagne.

IX. Les Capitaines qui auront 150. hommes effectifs, seront reputez complets, & jouiront de 27. hommes de gratification, ainsi qu'il est porté par le Traité de 1671. par raport à l'augmentation du nombre d'Officiers, que le Roi a bien voulu faire.

X. Lors que la Compagnie sera au dessous de 175. hommes, le Capitaine perdra de sa gratification, suivant l'usage qui s'observe dans les Troupes de la Nation, qui sont actuellement au service de S. M.

XI. Lors qu'étant en Campagne, les Capitaines auront le malheur de faire des pertes considerables par des Siéges ou des defenses des Places, & par des Batailles, S. M. leur donnera un tems raisonnable de quatre ou de cinq mois, suivant qu'elle l'estimera juste, pour réparer leurs pertes; pendant lequel tems leur payement sera ordonné, & le décompte leur sera fait sur le pié de la premiere revûe, qui sera faite après ledit tems de quatre ou de cinq mois expirez.

XII. Les Capitaines seront payez regulièrement tous les mois en argent, & ce douze mois de l'année; moyennant quoi ils seront obligez de tenir une bonne Compagnie, de bons Officiers & Soldats, & de payer toutes les hautes payes de la Compagnie, comme de Lieutenant, Sous-Lieutenant, Enseigne, & tous les autres bas Officiers.

XIII. Si le Roi fait de nouvelles levées, on donnera 6000. Liv. argent de France par Compagnie de deux cens hommes, & cette somme sera déduite sur la Solde dans les six derniers mois de la premiere année du service.

XIV. Le Roi fera donner aux nouvelles levées & aux recruës, des étapes à la sortie des Frontiéres de la Suisse, jusques aux lieux de leurs Garnisons; & suposé qu'il y ait des Troupes licentiées, le Roi leur fera pareillement donner des étapes jusques aux Frontiéres de la Suisse.

XV. Lors qu'il vaquera des Compagnies qui auront été levées, avec consentement du Canton d'où sera le Capitaine, le Roi les donnera à des Officiers qui en seront; & si le Capitaine mort a des Parens, qui soient Officiers & capables, S. M. les preferera aux autres, & la recommendation du Canton sera écoutée, en cas qu'elle soit en faveur de Sujets capables d'exercer les Charges qui seront vacantes, bien entendu que ce Canton aura toûjours permis, & continuera de permettre les recrues pour la Compagnie qui sera vacante.

XVI. Lors-que les emplois des Subalternes seront vacans, les Capitaines proposeront des Sujets propres & capables pour les remplir.

XVII. Les Soldats malades, prisonniers, ou absens pour le service du Roi, desquels le Capitaine produira des Certificats valables, seront bonifiez dans les revûes.

XVIII. Lors-que quelque Capitaine, dont la Compagnie restera au service de Sa Majesté, sera congedié, ou cassé, on ne pourra point forcer les Soldats Suisses de la Nation de servir à d'autres Capitaines que de leur Canton; & si un Capitaine étoit congedié ou cassé avec sa Compagnie, lesdits Soldats Suisses de Nation, ne pourront être forcez de servir sous qui que ce soit.

XIX. Comme il arrive souvent, que des Officiers ou Sergens menant des recruës, sont obligez de passer dans differens Cantons de la Suisse, & que pour l'ordinaire les Peuples ou Officiers Subalternes, par des raisons formellement contraires à la justice & aux Alliances de la Nation, debauchent les Soldats, en sorte qu'il ne reste personne desdites recruës, ou très-peu au grand préjudice du service, & en même tems des Capitaines; il est convenu que l'Officier qui conduira une recrue, prendra en partant de son Canton un Certificat des Seigneurs dudit Canton, & qu'il le communiquera dans les lieux d'un Canton different où il passera, afin qu'il trouve la protection convenable; & si malgré cette précaution on ne laissoit pas d'user de violence & de débaucher ladite recrue, en ce cas le Canton où la chose sera arrivée, en rendra le Bailli ou les Officiers subalternes responsables, sans faire aucune distinction de Religion en pareil cas.

XX En conformité du VIII. Article de la Paix perpetuelle, le Roi ne permettra point qu'aucun de ses Sujets serve aucune Puissance, ni aucun Prince contre le Corps Helvetique, ses Confédérez, Sujets, Terres, Païs & Seigneuries, & si les Sujets de S. M. contrevenoient à ces Article, ils seront rapellez diligemment & punis selon leurs demerites.

Tout de même, les Cantons ni leurs Sujets ne pourront servir aucune Puissance ni aucun Prince contre le Roi, son Royaume, Etats, Duchez, Principautez, Villes, Châteaus, Seigneuries, Droits, Terres & Sujets qu'il possede présentement ou possedera à l'avenir; & si les Sujets desdits Cantons y contrevenoient, ils seront rapellez diligemment & punis selon leurs démérites.

XXI. Lors que S. M., Monseigneur le Dauphin, ou les Rois leurs Successeurs commanderont en personne les Armées, les Troupes Suisses à leur solde les suivront, selon l'éxemple de leurs Ancêtres, & en conformité de l'Article VI. de l'Alliance de 1663., „ qui porte, que s'il avenoit durant la Guerre que „ S. M. T. C., ou son Successeur se trouvât, ou „ voulût se trouver en propre personne en quelque „ lieu ou endroit que ce fût à l'encontre de ses Ennemis, Elle, ou son dit Successeur, pourra lever „ à ses depens, tant de Capitaines & Soldats qu'Elle voudra, & que bon lui semblera.

XXII. En conformité de l'Article XXII. de l'Alliance de 1663. conçû en ces termes: "Et d'autant que lesdites Terres & Seigneuries possédées „ par notre grand Oncle en l'An 1521. ne sont en „ notre possession, cependant nous des Ligues refuserons tout secours, faveur, assistance & aide, sans „ respect de qui que ce soit, & de quelque qualité „ & dignité que puissent être, ou soient ceux qui „ voudroient ce requerir.

Il est convenu expressément que si le Roi, M. le Dauphin, ou les Rois leurs Successeurs vouloient rentrer dans la possession des Païs, Etats, Duchez, Principautez, Villes, Châteaux, Seigneuries, Droits, & Terres stipulez dans l'Alliance du Roi François I. de glorieuse memoire conclue en 1521., le Corps Helvétique refusera tout secours, faveur, assistance & aide, sans respect de qui que ce soit, & de quelque qualité & dignité que puissent être, ou soient ceux qui voudroient requerir lesdits secours & assistance.

XXIII. S'il arrivoit que le Roi, M. le Dauphin, ou les Rois leurs Successeurs, & le Corps Helvetique jugeassent pour le bien des Parties, devoir faire la Guerre de concert contre d'autres Puissances, on conviendra de la maniere dont il faudra agir contre l'Ennemi commun; & lors qu'une fois la Guerre sera ouverte, on s'oblige réciproquement de n'entendre à aucune proposition de Paix, Treve, ou Suspension d'Armes, que de concert, en sorte qu'il ne se fasse aucun Traité, qui en soit également agréé par le Roi alors regnant, & par le Corps Helvetique.

XXIV. Les Suisses seront censez Regnicoles, & comme tels seront exempts du Droit d'aubaine dans les Royaumes & Etats de l'obéïssance du Roi, en justifiant de leur naissance, & qu'ils seront sortis de leur Païs avec l'agrément de leurs Superieurs. Ils pourront acquerir comme les Nationnaux, & s'ils ont quelque Métier ou Profession, ils pourront l'exercer en toute liberté, pourvû qu'ils se soûmettent aux régles établies dans les lieux où ils éliront leurs domiciles. Jouiront aussi de l'exemption du Droit de Traite foraine pour les effets des Succeslions de ceux de leur Nation décedez en France, pourvû qu'il en ait été fait inventaire par les Juges des lieux, suivant les regles & usages ordinaires, & seront traitez en tout comme les propres Sujets de S. Majesté.

Quant

ANNO 1715.

Quant aux Suiſſes qui la ſervent actuellement dans ſes Troupes, à ſes gages & ſolde, ils ſeront exempts de toutes charges, & n'en ſuporteront d'autres, que celles qui ſeront attachées à la nature des Biens qu'ils pourront acquerir comme les Nationnaux dans les Royaumes & Etats de l'obéïſſance du Roi, jouïſſant au ſurplus de tous les Priviléges & exemptions qui leur ont été accordez par les Rois Predeceſſeurs de Sa Majeſté, & par Elle, en vertu des Traitez de Paix & d'Alliance. Les mêmes Privileges & Exemptions ſont accordez à ceux de la Nation Suiſſe, qui auront été dans les Troupes de Sa Majeſté à ſes gages & ſolde, pourvû qu'ils y ayent ſervi pendant trois années conſécutives, & qu'ils en ſoient ſortis de l'agrément, & par un congé en bonne forme de leurs Superieurs.

XXV. Les Sujets du Roi pourront auſſi ſucceder en Suiſſe par Parentées, Teſtaments, Donations, ou tous autres Actes uſitez, & ſeront protegez par les Magiſtrats & Juges etablis; enſorte qu'ils ne ſeront ſoûmis à aucun Droit d'aubaine, traite foraine, ou autres pour leurs propres biens: mais pour ce qui eſt des Biens Suiſſes, qui leur pourroient échéoir par mariages, ou autres Actes uſitez dans le Païs, ils y ſeront maintenus de même que les Suiſſes, reſervées pourtant les Regales & autres Droits uſitez.

Les Marchands, Négocians, Meſſagers, Pelerins, & autres, pourront trafiquer & négocier ſeurement, & ſans aucun empêchement en corps & en biens, librement, & à leur volonté, aller, venir, ſejourner, & demeurer en Suiſſe, ſans fraude, ni deception, ainſi qu'il eſt expreſſement porté dans l'Alliance de 1663. Article XX.

XXVI. Jouïront ceux de la Nation Suiſſe ſur le fait de leur Commerce dans le Royaume, de tous les Priviléges qui leur ont été accordez par les Rois Prédeceſſeurs de S. M. & par Elle, ainſi qu'ils ont dû jouïr en conſéquence deſdits Traitez; dans leſquels Priviléges S. M. les confirme de nouveau, & veut qu'ils ſoient confirmez, & maintenus ſans aucun trouble ni empêchement. Les Marchands & Negocians de part & d'autre pourront tranſporter l'Or & l'Argent monnoyé, qu'ils auront reçû pour le prix de leurs Marchandiſes, pourvû qu'ils en faſſent leurs déclarations, & qu'ils prennent les Paſſeports neceſſaires, afin d'éviter les abus.

XXVII. Comme un des principaux fruits d'une Alliance eſt, de veiller réciproquement au bien, à la gloire, & au repos de ſon Allié; il eſt convenu de nouveau entre les Parties contractantes, ainſi qu'il eſt porté dans le VIII Article de la Paix perpetuelle, & dans le XIV. de l'Alliance de 1663., que de part & d'autre l'on ne ſouffrira point les Ennemis de ſon Allié, qu'on ne leur permettra aucun paſſage, ſoit en Armes, ou ſans Armes, & qu'on ne leur donnera aucune aſſiſtance directe ou indirecte; & s'il arrivoit que des Criminels d'Etat, Aſſaſſins, & Perturbateurs du repos public, declarez tels par le Roi à l'egard des leurs, vinſſent ſe refugier dans le Royaume ou en Suiſſe, on s'oblige, & on promet de les ſaiſir, ou de ſe les remettre de bonne foi à la premiere requiſition, ſans qu'il ſoit permis à celui qui ſera requis, d'examiner ſi le requerant ſera bien ou mal fondé: prétexte qu'on veut prévenir, afin que cet Article ne ſoit jamais mal-interpreté & éludé.

XXVIII. S'il arrivoit auſſi, que des Voleurs ſe refugiaſſent en France ou en Suiſſe avec les choſes volées, on les ſaiſira, pour procurer de bonne foi la reſtitution; & ſi ces Voleurs étoient Domeſtiques, on livrera leurs perſonnes pour être punis ſur les lieux ou les vols ſe ſeront faits.

XXIX. On s'oblige de part & d'autre, en conformité du XIV. Article de l'Alliance de 1663., d'accorder & de laiſſer un libre paſſage aux Troupes, Officiers, Soldats, Armes, Equipages, qui iront pour la défenſe des Etats, Païs, Places, Villes, Châteaux & Seigneuries apartenans à l'une deſdites Parties; & même pour le ſecours & aſſiſtance des Alliez & Amis d'une deſdites Parties qui pourroit être moleſtée, & qui auroit beſoin du ſecours & aſſiſtance de ſondit Allié & Ami, à condition que dans ces paſſages il ſera obſervé de payer réguliérement, & de n'aporter aucun dommage aux Peuples & aux lieux par ou l'on paſſera; & pour le maintien d'une bonne Police & Correſpondance, il ſera établi des Commiſſaires deſdits lieux, qui régleront le prix des denrées: & pourvoiront tant à la ſûreté des paſſans, qu'à celle des Païs & Peuples où la route ſera marquée, bien entendu que les Parties ſeront convenuës de la quantité & de la qualité des Troupes, auſſi bien que de la route qu'elles devront tenir.

XXX. Comme il arrive que les Particuliers des deux Nations contractent des Societez, Obligations & Alliances, par Mariages, Acquiſitions ou autrement, & qu'il en peut réſulter dans la ſuite des conteſtations, procès & litiges, il eſt convenu que toutes les fois que deux Parties de Nation differente auront quelques difficultez, & qu'elles ne pourront point le terminer à l'amiable, le Demandeur ſera tenu de rechercher ſa Partie par devant ſes Juges naturels, à moins que les deux Parties ne fuſſent préſentes dans le même lieu, ou que par leurs Accords Societez ou Contracts, elles n'euſſent convenu des Juges par devant leſquels elles ſe ſeroient obligées de diſcuter les conteſtations qui pourroient naître dans leurs Societez.

Le Roi & le Corps Helvetique s'obligent reciproquement, de faire rendre bonne & briéve juſtice à celui, ou à ceux des deux Nations qui auront recours à S. M. ou au Corps Helvetique.

XXXI. De plus S. M., d'une part & le Corps Helvétique de l'autre, veulent que les Jugemens rendus en dernier reſſort par les Juges des Cours Superieures, ou revêtus de l'autorité ſuprême, ſoient executez dans les Etats dépendans de S. M. ou du Corps Helvétique, comme s'ils avoient été rendus dans le Païs ou le condamné ſe trouvera après le Jugement; en ſorte que ſi un François, pour frauder ſes Créanciers ou Créditeurs, ſe refugioit en Suiſſe, il y ſera pourſuivi & ſaiſi, afin de le néceſſiter de ſatisfaire de bonne foi au Jugement rendu contre lui. La même choſe ſe pratiquera en France à l'égard d'un Suiſſe.

Pour prévenir toutes les interpretations, qui pourroient affoiblir la teneur du préſent Article, on ſe promet de part & d'autre, de s'en raporter à la ſimple déclaration qui ſera faite de la part du Souverain qui expliquera la qualité du Jugement rendu, & ſur lequel on agira contre le défaillant.

XXXII. Toutes les Penſions, Contracts & Obligations dont on eſt convenu dans les Traitez, Actes particuliers, & Lettres Annexes, ſeront continuées, & ſe payeront réguliérement tous les ans, ainſi que de coûtume, dans la Ville de *Soleurre*, & en eſpeces ayant cours en Suiſſe.

XXXIII. En cette Alliance ſont de la part du Roi, de Monſeigneur le Dauphin, & des Rois leurs Succeſſeurs, reſervez. . . . .

Et de la part de nous les Cantons & République & Païs de Vallais ſont reſervez, le Pape, le St. Siége Apoſtolique, le Sacré Collége, le St. Empire, la Maiſon d'Autriche, la Seigneurie de Florence, & la Maiſon de Medicis; auſſi bien que toutes nos Franchiſes & Libertez, tous Droits de Bourgeoiſie & Combourgeoiſie entre nous les Cantons, tous nos Alliez & Coalliez, & toutes les anciennes Lettres & Seaux, Contracts, Intelligences, & Confédérations que nous avons entre nous, qui ont été reſervez dans l'Alliance de 1663., & qui ne regardent que nous; & s'entend ladite reſerve, au cas que quelqu'un d'entre nous deſdites deux Parties voulût endommager, envahir, ou moleſter par Guerre leſdits Reſervez.

XXXIV. Et ſi aucuns des Reſervez deſdites deux Parties vouloient envahir, moleſter, endommager par Guerre ou autrement, directement, l'une ou l'autre partie dans les Royaumes, Etats, Païs, Duchez, Principautez, Villes, Châteaux, Seigneuries, Droits, Terres, & Sujets, qu'elle tient, poſſede, & a droit, tiendra, poſſedera, & aura Droit, lors l'autre Partie ſans égard, & ſans conſideration, donnera aide & ſecours à la Partie envahie, moleſtée, ou aſſaillie, contre les agreſſeurs, moleſtans, ou aſſaillans, quels qu'ils ſoient, ainſi que deſſus eſt déclaré.

XXXV. Et d'autant que la préſente Alliance eſt la plus ancienne, leſdits Cantons déclarent, qu'elle eſt & ſera toûjours purement & expreſſément reſervée & preferée à toutes autres Alliances des autres Princes & Potentats, qui ſe trouvent poſterieures à l'An 1521., depuis lequel tems celle de France a toûjours été continuée, quels que ſoient leſdits Princes & Potentats, & quelque choſe qu'il y puiſſe avoir au contraire. Et ſur ce, le très-Excellent & très-Puiſſant Prince & Seigneur Louis XIV. Roi Très-

ANNO 1715.

Très-Chrêtien de *France* & de *Navarre*, Duc de *Milan*, Comte d'*Ast*, Seigneur de *Genes*, &c.; Et les Cantons & République & Païs de *Valais* ci-dessus mentionnez, ont accepté, conclu & arrêté cette susdite Alliance, Confederation, Obligation, Intelligence auxiliaire, ont juré & promis, jurent & promettent par la présente, pour eux, & pour leursdits Successeurs, de l'observer & éxécuter de parole & d'effet, fermement & inviolablement en tous ses Points & Articles, comme ils sont écrits ci-devant.

En foi dequoi nous l'Ambassadeur du Roi, & les Députez des Cantons & République ci-dessus mentionnez, avons signé le présent Traité, fait double en François & en Allemand, & y avons apufé les cachets de nos Armes, après avoir promis que les Ratifications de S. M., & celles desdits Cantons & République seront fournies en bonne & dûe forme, & échangées respectivement dans l'espace de deux mois, à compter du jour de la signature du susdit Traité, & après être tombé d'accord, que le Roi pourra dans cinq ou six mois, ou plûtôt à sa volonté, déclarer ceux qu'il lui plaira de reserver, de sa part, pour être ensuite inserez dans l'Article XXXIII.

Fait à *Soleure* le 9. Mai 1715.

Signé,

Par le Comte DU LUC, & par 30. Députez.

CLXXVIII.

Août. *Manifeste du Roi de* PRUSSE *où il expose les Motifs qui l'ont engagé à se charger du sequestre de la Pomeranie Suedoise, & qui l'obligent à en maintenir les Conditions.* [Lett. Historiques, Août. 1715. pag. 180]

LA Couronne de Prusse s'est fait une Loi inviolable depuis le commencement de la présente Guerre du Nord, de tenir dans tout ce qui y avoit du rapport, une exacte Neutralité, en cultivant, autant qu'il lui seroit possible, une bonne & parfaite intelligence avec toutes les Puissances engagées dans cette Guerre.

Le feu Roi de glorieuse mémoire, de même que le Roi de Prusse qui régne aujourd'hui, ont religieusement observé cette Loi, particulierement envers Sa Majesté le Roi de Suéde, n'ayant non seulement jamais fait le moindre Pas, dont la Suede eût pû avec raison se plaindre; mais ayant même, pour le bien de la Paix, dissimulé diverses démarches du Roi de Suéde, faites à l'occasion de cette Guerre, dont ces Princes auroient pû avec grande raison témoigner du ressentiment, & dont pourtant ils ont été si fort éloignez, qu'ils ont plûtôt toûjours fait voir une grande disposition & une envie particuliere de tirer le Roi de Suéde de la malheureuse Guerre, dans laquelle il se trouve envelopé.

Le Ministere de Suéde ne pourra disconvenir de plusieurs ouvertures & offres que Sa Majesté le Roi de Prusse a faites pour cela, tant dans les Conférences tenues avec le Comte de Welling, qu'à Bender même, par l'Exprès qui y fut envoyé, quoi que le Roi de Suéde n'ait jamais voulu y faire aucune attention, ayant au contraire rejetté tout ce qui tendoit au rétablissement de la Paix, qui ne flatoit pas ses vûes, tournées uniquement du côté de la Guerre.

Il est vrai qu'après le malheur arrivé au Général Comte de Steinbock dans le Holstein, où il fut fait Prisonnier avec toute son Armée, il y eut apparence que la Suéde commenceroit à en user pour l'avenir avec plus de moderation, & songeroit à redresser ses affaires par des voyes pacifiques.

Effectivement, après un pareil échec, cette Couronne ne pouvoit s'attendre à autre chose, sinon que les Alliez du Nord, étans deja Maîtres du Duché de Bremen & de Ferden, & tenans du Holstein avec une Armée victorieuse, qui marchoit droit vers la Pomeranie Suedoise, s'empareroient facilement de cette Province & de toutes les Places fortes qui y sont, dépourvûes, comme elles étoient, d'Argent, & de toutes les autres choses nécessaires pour une bonne defense, que les Troupes qui s'y trouvoient, auroient le même Sort que le Corps d'Armée du Comte de Steinbock avoit eu en Holstein, & qu'ainsi la Suede se trouveroit tout d'un coup dépouillée de toutes les Provinces qu'elle avoit aquises en Allemagne par la Paix de Westphalie.

ANNO 1715.

Une si fâcheuse situation des Affaires obligea la Suéde à prendre le seul Parti qui lui restoit, pour prévenir un pareil malheur, & ce Parti fut, que le Comte de Welling, en vertu du Pouvoir que le Roi son Maître lui avoit donné, fit un Traité avec Son Altesse l'Administrateur de Gottorp, par lequel Traité les Villes de Stettin & de Wismar seroient remises au Roi de Prusse & audit Administrateur en Sequestre, pour les garantir de même que tout le reste de la Pomeranie Suédoise de l'Invasion dont elle étoit menacée.

Ce Projet ayant été proposé au Roi de Prusse, de la Cour de Holstein avec de fortes instances, que Sa Majesté voulût bien y donner les mains. Sa Majesté, quoi qu'Elle fût de son propre mouvement assez portée à contribuer de tout son pouvoir au rétablissement de la Paix & de la tranquillité dans ces Quartiers, qu'elle se trouvoit encore engagée à y entrer par les devoirs de ses Charges de Directeur & autres dont Elle se trouve revetue dans plusieurs Cercles de l'Empire, ne voulut pourtant procéder dans toute cette Affaire qu'avec un plein Consentement des Parties interessées, & c'est pour cela qu'Elle envoya proposer cet expédient aux Généraux de l'Armée des Puissances ennemies de la Suede, pour avoir leur agrément, lequel ils ne manquérent pas de donner aussi.

Ainsi Sa Majesté, pour donner à une Affaire si utile au Public, & si avantageuse à la Suéde, toute sa perfection, régla les conditions dudit Sequestre avec l'Administrateur de Gottorp, par un Traité fait là-dessus avec lui, dont les principaux Articles étoient, que les Villes de Stettin & de Wismar seroient occupées par les Troupes de Prusse & de Holstein, pour être gardées de ces Princes jusqu'à la Paix, sans être auparavant rendues ni à la Suéde ni à aucune autre Puissance, & que le Pais porteroit les frais du Sequestre.

Mais lors qu'il fut question d'executer cette Convention, & de faire entrer dans Stettin & dans Wismar les Troupes de Prusse & de Holstein, le Général Comte de Meyerfeld Gouverneur de la Pomeranie pour le Roi de Suéde, ne voulut en aucune maniére y entendre, quoi qu'il en fût instamment prié par le Comte de Welling & par l'Administrateur, ce qui fit que Sa Majesté le Roi de Prusse, qui ne se vouloit en aucune façon mêler dans cette Affaire qu'avec une entiére approbation des deux Parties, l'abandonna absolument, & quoi que les Ministres du Duc de Holstein, sans doute sur l'avis & avec approbation du Comte de Welling, eussent fort souhaité, que Sa Majesté se fût jointe avec les Alliez du Nord, & leur eût fourni la grosse Artillerie dont ils avoient besoin, pour attaquer Stettin, & obliger le Comte de Meyerfeld, de donner bon gré malgré les mains au Sequestre en question, Sa Majesté cependant refusa tout à fait cette Proposition, croyant que le Roi de Suéde pourroit prendre une démarche de cette nature pour un acte d'hostilité, dont le Roi de Prusse vouloit éviter jusques aux moindres apparences.

Les choses étant en cet état, les Alliez du Nord & particuliérement le Roi de Pologne avec le Czar, reprirent leur premier Projet, de se rendre Maîtres de la Pomeranie Suédoise.

Ils y entrérent avec leurs Armées, occupérent l'Isle de Rugen, & formérent le Siége de Stettin, faisant venir de la Saxe & de Stade l'Artillerie nécessaire, que le Roi de Prusse ne leur vouloit pas donner, & de cette maniére ils attaquérent Stettin avec tant de vigueur, qu'en peu de jours cette Forteresse se trouva contrainte de capituler avec le Prince Menzikoff, qui commandoit en Chef à ce Siege.

Alors le Comte de Meyerfeld commençant à comprendre, que l'Intérêt du Roi son Maître se trouveroit bien mieux observé par l'acceptation du Sequestre proposé par le Comte de Welling, que par la chute de Stettin entre les mains du Czar & du Roi de Pologne, vû que la prise de cette Ville entraîneroit infailliblement, non seulement la ruine, mais la perte totale de ce Pais, au lieu que moyennant

le

ANNO 1715.

le Sequestre, on éviteroit l'un & l'autre; ce Comte l'accepta enfin aussi, & se joignit à la Maison de Gottorp, pour recommencer toutes les instances imaginables auprés du Roi de Prusse, afin d'engager Sa Majesté à s'en vouloir charger.

Quoi que l'obstacle mis au commencement par le Comte de Meyerfeld, à l'execution de ce bon dessein, eût obligé le Roi de Prusse à n'y plus penser.

Sa Majesté cependant, voyant le changement de ce Ministre, se laissa persuader d'y rentrer par la consideration, que son devoir envers l'Empire le demandoit, qu'Elle profitât de l'heureuse disposition qui se presentoit, à savoir, qu'aussi tôt que Sa Majesté auroit accepté ce Sequestre, les Troupes du Czar & du Roi de Pologne, ne commettroient plus aucun acte d'hostilité dans la Pomeranie Suedoise; qu'elles en sortiroient même entierement, & abandonneroient avec l'Isle de Rugen tous les Postes dont elles s'étoient emparées, que tous les Troubles qui s'étoient élevez dans le Mecklembourg & dans le Holstein s'appaiseroient, & que l'on parviendroit par la voye du monde la plus aisée, & du parfait consentement des deux Parties, au but que Sa Majesté Imperiale, l'Empire, & plusieurs Grandes Puissances, avoient jusqu'alors cherché, en faisant travailler, quoi qu'inutilement, à la Neutralité du Nord.

Cependant il s'y rencontra encore deux nouvelles difficultez.

La premiere étoit; qu'avant que les Armées du Roi de Pologne & du Czar quittassent le Païs, ces Princes pretendoient une Somme de plus de 800000. Risdales argent comptant, pour les frais du Siége de Stettin, & pour abandonner un Païs si considerable dont ils étoient en possession, & qu'ils avoient conquis par le Droit de la Guerre.

La seconde Prétention étoit, que le Roi de Prusse eût à engager sa Parole Royale, & se faire Garant par un Traité solemnel, que tant que la Guerre du Nord dureroit, aucunes Troupes de Suéde ne passeroient de la Pomeranie Suédoise ni en Pologne ni en Saxe, & que Sa Majesté n'occuperoit pas seulement Stettin, mais aussi tout le Païs, depuis l'Oder jusques à la Riviére de Penne, en y comprenant Wolgast, & le feroit garder par ses Troupes jusques à la Paix; afin que si la Suede vouloit tôt ou tard faire passer ses Troupes de la Pomeranie Suédoise en Pologne ou en Saxe, Sa Majesté fût d'autant plus en état & à portée d'opposer son Armée à de semblables desseins.

Le Czar & le Roi de Pologne soûtenoient que cette demande devoit être trouvée d'autant plus raisonnable parce qu'ils offroient en même tems, que pour rendre la chose égale des deux côtez, ils ne vouloient non plus envoyer aucunes Troupes dans la Pomeranie Suédoise pendant toute la durée de la Guerre du Nord; mais considérer & traiter cette Province à tous egards comme un Païs jouissant d'une parfaite Neutralité.

Le Roi de Prusse auroit fort souhaité de se pouvoir dispenser d'entrer dans ces deux Points, & il fit tous les efforts imaginables pour cela; mais n'y ayant pas eu moyen d'en faire départir les Puissances Alliées contre la Suéde, il faloit absolument consentir à leur demande, ou bien leur abandonner Stettin, laisser subjuguer toute la Pomeranie Suédoise, & voir perpétuer les Troubles & les Desordres dans l'Empire.

Sa Majesté ayant consulté là-dessus le Ministre de la Maison de Holstein qui se trouva présent à cette Négociation, il fut, par son avis enfin, convenu de donner 400000. Risdales aux Alliez du Nord, laquelle Somme ne pouvant être si-tôt trouvée autre part, Sa Majesté l'avança généreusement, ayant raison de croire, que le Roi de Suéde regretteroit d'autant moins une pareille Somme pour sauver son Païs, parce que si ce Païs fut resté entre les mains de ses Ennemis, ils en auroient tiré de beaucoup plus grosses dans très-peu de tems.

Le Roi de Prusse ne fit aussi aucun scrupule de se rendre Garant envers la Saxe & la Pologne de toute Invasion du côté de la Pomeranie Suédoise, parce que suivant les anciennes & nouvelles Alliances de sa Maison, il se trouvoit déja sans cela obligé de défendre la Saxe & la Pologne contre de semblables hostilitez, & que si Sa Majesté n'avoit pas voulu s'engager à cette Garantie, le Sequestre seroit

ANNO 1715.

venu à cesser, la Guerre auroit continué, & toute la Pomeranie Citerieure auroit été immanquablement perdue pour la Suéde; ce qui ne laissoit aucun doute à Sa Majesté, que le Roi de Suéde n'aimât infiniment mieux se conserver par cette voye une Province considérable, que de la perdre pour se conserver la vaine prétension d'envahir la Saxe & la Pologne, lequel dessein ne pouvoit même avoir aucun effet, après que la Pomeranie seroit enlevée à la Suéde.

Ce Sequestre donc, ayant été sous ces conditions établi, & la Ville de Stettin occupée & gardée moitié par les Troupes de Prusse & moitié par celles de Holstein; le Roi de Prusse donna d'abord avis de tout ce qui s'étoit passé là-dessus au Roi de Suéde par plusieurs Lettres, & par le Ministre qu'il avoit alors à Berlin, lui temoignant comment Sa Majesté n'y étoit entrée que pour le Service du Roi de Suede, & la conservation de la Ville de Stettin, de même que de toute la Province, déclarant & promettant de la maniere du monde la plus solemnelle, vouloir restituer cette Ville à Sa Majesté Suédoise incontinent aprés la Paix du Nord faite, de lui en laisser en attendant tout le Revenu, & d'accepter pour sûreté & accomplissement de ses promesses la Garantie de l'Empereur, celle de l'Empire, de la France, & de tous les autres Garants de la Paix de Westphalie, demandant, que Sa Majesté le Roi de Suéde voulût bien déclarer sa pensée à ce sujet, pour savoir si cet expédient, choisi dans une sincére intention de lui rendre service, & de ménager ses Intérêts, lui étoit agréable.

Il est vrai que la prémiére Reponse que l'on eût du Roi de Suéde, donna quelque espérance, que Sa Majesté approuveroit ce que le Roi de Prusse avoit fait.

Mais par celles qui vinrent ensuite, & par les représentations faites par les Ministres de la Suéde à Vienne & ailleurs on vit clairement, que l'intention de ce Prince étoit toute autre, & que, bien loin de savoir aucun gré au Roi de Prusse, du grand & important Service qu'il venoit de lui rendre, son véritable dessein étoit, de jetter le Roi de Prusse hors de Stettin, le plûtôt qu'il pourroit, sans lui rendre l'Argent qu'il avoit déboursé si utilement pour lui, & même de lui demander satisfaction de ce qu'il s'étoit mêlé de ses Affaires dans son absence.

Sa Majesté le Roi de Prusse étant donc pleinement convaincu, que le Roi de Suéde ne vouloit avoir nul égard aux Traitez en question, considérant d'ailleurs l'engagement où Elle avoit été obligée d'entrer avec les Alliez du Nord, & duquel Elle ne pouvoit pas se dédire, a moins de s'attirer leur ressentiment, & peut-être une Guerre ouverte avec eux: Elle jugea, que pour pouvoir maintenir en effet, les choses sur le pied du Sequestre, il seroit nécessaire de fortifier les Troupes qu'elle avoit à Stettin de quelques Bataillons, parce qu'autrement les Bataillons de Holstein dévouez entiérement à la Suéde, & pouvant être soûtenus par la Bourgeoisie de la Ville, liée de Serment à cette Couronne, auroient pû se trouver supérieurs aux Troupes de Prusse, & leur joüer avec d'autant plus de facilité un mauvais tour, parce qu'ils étoient commandez par un General Suédois, qui avoit avec lui un grand nombre d'Officiers de la méme Nation dans la Place.

Cependant Sa Majesté ne prit cette précaution que sous la Protestation expresse, réitérée en plusieurs occasions, que lors que le Roi de Suéde voudroit se conformer à l'Accord fait, la Garnison de Stettin seroit incessamment rétablie sur le pied où elle avoit été du commencement, à savoir du nombre égal de Troupes de Prusse & de Holstein.

Les choses demeurérent dans cet état jusques au temps que le Roi arriva à Stralsund, & alors Sa Majesté ayant notifié sa venue d'une maniére assez obligeante au Roi de Prusse, Sa Majesté en conçût quelque nouvelle espérance, de trouver occasion pour éclaircir l'Affaire avec le Roi de Suéde, & de s'en pouvoir accommoder avec lui d'une maniére raisonnable.

Elle voulut bien aussi faire toutes les avances imaginables pour cela; & pour cet effet, Elle ne se contenta pas de faire là-dessus au Baron de Friesendorff, Ministre du Roi de Suéde à Berlin, des representations convenables; mais Elle envoya aussi le Comte de Schlippenbach exprès au Roi de Suéde, chargé de Propositions si pleines d'équité & de justice, & même

ANNO 1715. si avantageuses pour les Intérêts de la Suéde, qu'il ne pût rester aucun doute à Sa Majesté de la sincére & véritable intention, que le Roi de Prusse avoit de s'aquerir son amitié, de vivre dans une très-étroite intelligence avec Elle, de vuider les différens qui étoient entre Eux, d'une maniére raisonnable, & même de contribuer au rétablissement des Affaires délabrées de la Suéde, d'une maniére très-essencielle.

Toutes ces ouvertures & toutes ces offres cependant ne produisirent aucun effet sur l'esprit du Roi de Suéde, jusqu'à ce point qu'il ne daigna pas seulement faire Réponse au Roi de Prusse, donnant plûtôt à connoitre librement son animosité contre Lui, & l'intention qu'il avoit d'en venir aux mains avec Sa Majesté, aussi-tôt que ses Forces, & l'occasion lui en donneroient les moyens.

Son Altesse le Landgrave de Hesse-Cassel intervint ensuite dans cette Affaire.

Il est vrai que dans les Conférences tenuës avec ce Prince, Son Altesse se voulut faire Caution pour la restitution des 400000. Ecus; mais en même tems Elle demanda, que les Troupes de Prusse évacuassent Stettin sur le champ, & que les siennes propres y entrassent à leur place, déclarant en même tems, que quoi que peut-être le Roi de Suéde pourroit d'abord laisser la Saxe en repos, il vouloit néanmoins avoir une liberté entiére de passer en Pologne, & d'y recommencer la Guerre.

Mais comme ces Déclarations se trouvoient directement contraires au Traité fait pour la delivrance de Stettin, entre Sa Majesté & le Roi de Prusse, & les Puissances du Nord; que les Ministres de Pologne & du Czar, presens à cette entrevûe, protestoient hautement contre le changement de la Garnison de Stettin, parce qu'il ne leur donneroit pas une sûreté suffisante contre une Invasion du Roi de Suéde, de la Pomeranie en Saxe & en Pologne, il n'y eut pas moyen de sortir d'affaire sur ce pied.

Quelque tems après Sa Majesté Très-Chrêtienne fit offrir sa Médiation, pour terminer les différens dont il s'agit, & comme le Baron de Friesendorff, Ministre du Roi de Suéde, déclara en même tems que le Roi son Maître acceptoit cette Médiation. Sa Majesté le Roi de Prusse, pour montrer son intention sincére de parvenir, de quelque maniére que ce fût, à un Accommodement raisonnable avec le Roi de Suéde, accepta pareillement cette Médiation, déclarant néanmoins, que comme ses démêlez avec la Suéde concernoient en plus grande partie la Pomeranie Suédoise, cette acceptation seroit sans préjudice des Droits & de l'Autorité de Sa Majesté Impériale & de l'Empire.

Malgré l'espérance que le Public avoit conçû, que cette Médiation, & le grand égard que la Suéde est obligée d'avoir pour la France, auroit un bon effet, pour terminer l'Affaire entre les deux Rois, elle n'en a eu pourtant aucun, plusieurs mois s'étant écoulez, sans que l'on ait appris que le Roi de Suéde se fût déclaré à rien envers la France touchant les differens en question; tellement que le Roi de Prusse, toûjours recherchant des moyens & des expédiens pour sortir d'affaire par des voyes amiables, conformes aux Loix & aux Constitutions de l'Empire, & capables de persuader le Public, & le Roi de Suéde même, qu'il ne vouloit profiter en aucune maniére de la possession de Stettin, s'offrit de remettre cette Ville avec tout le Sequestre de la Pomeranie Suédoise, entre les mains de Sa Majesté Imperiale, comme Chef de l'Empire, & qui en décideroit ensuite selon la justice & le bien des Puissances interessées.

Mais cet expédient ne fut pas non plus du goût du Roi de Suéde, parce qu'il n'accommodoit pas ses vûes pour un nouveau remuement, & pour une nouvelle Guerre dans l'Empire, à laquelle une Garnison Impériale dans Stettin auroit sans doute fait un puissant obstacle; de sorte qu'au lieu d'entrer en Traité sur cette Proposition, ou d'en faire d'autres, par lesquelles on auroit pû s'accorder, le Roi de Suéde en demeura toûjours à sa premiére Prétension, à savoir qu'il vouloit que Stettin lui fût rendu incessamment, même sans restitution de l'Argent avancé par le Roi de Prusse, & sans se départir du dessein de passer de la maniére qu'il lui plairoit, de la Pomeranie en Saxe & en Pologne, pour y porter la Guerre, & pour attaquer & châtier à sa volonté ses Ennemis & ses faux Amis, comme il disoit.

Aussi le Roi de Suéde n'en demeura pas aux paroles seulement; elles furent accompagnées de toutes sortes de préparatifs pour la Guerre: Les Vaisseaux de Guerre Suédois entrérent en Mer bien plûtôt qu'ils n'ont accoûtumé d'y aller; Ils s'approchérent fort près des Côtes de la Pomeranie; on pressa en Suéde le Transport d'un Corps considérable de Troupes pour l'Allemagne, & peut-être pour la Prusse même; on tâcha de disposer le Landgrave de Cassel & plusieurs autres Princes de l'Empire, à donner des Troupes pour renforcer l'Armée du Roi de Suéde, & rien au monde ne fut oublié de la part de la Suéde, pour faire voir, qu'au lieu de sentir & de reconnoître le grand Service que Sa Majesté le Roi de Prusse lui avoit rendu, en délivrant Stettin & la Pomeranie Suédoise de l'Armée des Alliez du Nord, le Roi de Suéde vouloit prendre de ce Bienfait une occasion, de devenir Ennemi du Roi de Prusse, & de lui faire la Guerre le plus vivement & avec le plus de forces qu'il pouvoit.

ANNO 1715.

De tous ces Préparatifs le Roi de Suéde passa bien tôt à la Guerre & aux Actes d'hostilité même, par l'attaque de la Ville de Wolgast, Place comprise nommément dans le Sequestre, & gardée par une Garnison Prussienne, qui en fut délogée à force ouverte & avec des violences extraordinaires par les Troupes & par les Ordres du Roi de Suéde.

Rien n'eût été plus facile au Roi de Prusse, que de repousser cette Insulte d'une maniere dans laquelle les Suédois n'eussent pas trouvé leur compte. Mais Sa Majesté aimant mieux se tenir toûjours à des voyes les plus modérées, se contenta d'envoyer seulement un Officier à Stralsund, pour faire representer au Roi de Suéde le tort de cette entreprise, & lui en demander la reparation: & quoi que l'on n'eût aucune Réponse là-dessus, que la Suéde témoignât toûjours la même dureté, & que l'on eût lieu de perdre toute espérance pour un Accommodement, le Roi de Prusse voulut bien néanmoins, sur les fortes instances qui lui furent faites par la France, ne rien précipiter, mais donner au Roi de Suéde tout le tems qu'il lui falloit pour venir à la fin à des sentimens plus moderez, se déclarer, & déclara effectivement, que Sa Majesté se tiendroit non seulement en repos, & n'entreprendroit rien contre la Suéde devant la mi-Mars, mais que même elle n'entreroit, devant ce tems-là, dans aucun engagement qui pût faire de la peine à la Suéde, présupposant que la Suéde en useroit de même de son côté envers lui. Le Roi de Prusse n'a pas manqué de satisfaire à cette Promesse; mais il a été impossible au Roi de Suéde de différer si long tems l'execution de ses mauvais desseins contre la Prusse.

Le Roi de Suéde recommença même devant la fin du mois d'Avril ses Actes d'hostilité, faisant investir l'Isle d'Usedom par un Corps de Troupes de plusieurs mille hommes. Il se saisit de tous les Postes & Forts que les Troupes de Prusse y occupoient, les fit sortir, les uns de vive force, & les autres en leur coupant les vivres, jusques à ce qu'il fut Maître de toute cette Isle, comprise aussi bien que Wolgast dans le Sequestre, & que les Troupes de Prusse en fussent entiérement délogées.

En même tems le Roi de Suéde fit entrer plusieurs Vaisseaux armez dans la Penne & le Haff, il les fit approcher le plus près qu'il pouvoit de Stettin, pour fermer à la Garnison de cette Ville toute communication de ce côté-là, & il parut clairement que toutes ces démarches n'étoient faites, que pour pouvoir passer de l'Isle d'Usedom à celle de Wollin, & s'ouvrir par là un chemin dans la Pomeranie Prussienne, & ensuite dans la Prusse même; le Projet de la Suéde ayant été, de débarquer pour cela un Corps de Troupes du côté de Dantzic, de le fortifier par le Parti, sur lequel il comptoit en Pologne, & de rallumer le flambeau de la Guerre, plus fortement que jamais dans ce Païs-là.

Mais heureusement tous ces beaux Projets furent déconcertez, tant par l'avanture arrivée aux Vaisseaux de Guerre Suédois sur les Côtes du Holstein, que par les mesures sages prises à tems par Sa Majesté le Roi de Prusse, pour la conservation de l'Isle de Wollin.

On ne doit pas passer ici sous silence un fait tout singulier qui est, que le jour avant l'attaque de l'Isle d'Use-

ANNO 1715.

d'Usedom, le Baron de Friesendorff alors Ministre du Roi de Suéde à Berlin, suivant l'Ordre qu'il en avoit reçû de Stralsund, fit déclarer pareillement par le Comte de Rottembourg, Ministre de S. M. T. C. à Sa Majesté le Roi de Prusse, que le Roi de Suéde étoit sincérement & plus que jamais résolu de vivre dans une amitié constante & en bon Voisin avec Sa Majesté, voulant attendre tranquillement le succès de la Négociation, pour vuider à l'amiable l'affaire de Stettin, & demeurer en attendant dans une entiére inaction ; en sorte que quand même Sa Majesté le Roi de Prusse entreprendroit quelque chose contre lui, il ne feroit aucune résistance; & que le Roi de Suéde, pour faire voir son entiére disposition pour la Paix, & son éloignement de tout ce qui sentoit la Guerre, avoit retiré les Canons des Remparts de Stralsund, & contremandé le transport des Troupes qui devoient venir de Suéde; laquelle Déclaration étant ainsi faite dans le même tems que l'on faisoit directement le contraire, & que l'on agissoit offensivement contre le Roi de Prusse, ne sauroit être interprétée, que comme un dessein prémédité, soit de surprendre le Roi de Prusse d'autant plus sûrement ; ou bien d'ajoûter la moquerie à l'insulte, pour pousser la modération du Roi de Prusse entiérement à bout.

Enfin, Mr. le Comte de Croissi Ambassadeur de S. M. T. C. chargé exprès de l'Accommodement entre les deux Rois arriva auprès de Sa Majesté le Roi de Prusse. Mais au lieu de recevoir par sa bouche, comme on avoit esperé, une résolution positive & favorable du Roi de Suéde, on aprit par l'exposé de cet Ambassadeur, que le Roi de Suéde perseveroit toûjours opiniâtrement dans ses premiéres Demandes, qu'il prétendoit l'entiére abolition du Sequestre & la restitution de Stettin dès à present, & que pour ce qui est de la marche en Saxe & en Pologne, il n'en avoit pas encore relâché non plus, quoi que le Comte de Croissi se fit quelque esperance de l'en faire desister ; ce qui alloit à une nouvelle Négociation, & laquelle la Suéde ne cherchoit sans doute, que pour gagner du tems, pour avoir le loisir de fortifier son Parti, & pour pouvoir ensuite faire son coup contre le Roi de Prusse d'autant plus sûrement, & avec d'autant plus d'avantage.

Comme S. M. le Roi de Suéde avoit été si inflexible sur tous ces Points, que même malgré les bons Offices & les representations de la France, il n'avoit pû en être détourné, il faloit bien être persuadé, qu'après cela il ne restoit plus aucun moyen ni aucune apparence au monde de le porter à aucun Accommodement ; que toutes les autres voyes que l'on voudroit tenter pour cela seroient inutiles, & qu'enfin il y faloit renoncer tout à fait ; comme effectivement la France même ne s'est plus mélée de rien à l'égard de cet Accommodement, depuis que le Comte de Croissi est arrivé à Stralsund ; preuve certaine que ce Ministre a trouvé le Roi de Suéde dans un éloignement total de tout ce qui avoit du rapport à la Paix.

Toute cette Affaire s'étant passée dans les circonstances qui viennent d'être rapportées, comme on est prêt de le vérifier toutes les fois qu'il en sera besoin ; Sa Majesté le Roi de Prusse laisse à juger à toute la Terre, si en se chargeant du Sequestre de la Pomeranie Suédoise, Elle a fait la moindre chose qui portât dommage au Public ? & s'il n'est pas vrai au contraire, que ce Sequestre tendant uniquement au rétablissement de la Paix, au maintien de la tranquillité générale; & à éviter la desolation de diverses bonnes & grandes Provinces, est un Ouvrage digne de l'approbation de tout l'Univers.

Sa Majesté laisse à décider aussi à tout homme raisonnable, & aux Amis de la Suede même, si tout ce qu'elle a fait en cela n'étoit pas aussi pour le veritable Intérêt du Roi de Suéde, puis que sans ce Sequestre toute la Poméranie Suédoise eût été immanquablement perduë pour lui, & ce Prince, d'une telle façon éloigné de l'Empire, qu'il ne lui eût plus été possible de remettre le pied en Pomeranie? Le Roi de Prusse ayant agi dans toute cette Affaire avec tant de desintéressement, que bien que suivant les Traitez, en vertu desquels il fut chargé de ce Sequestre, il ait été en Droit de tirer des Païs Sequestrez l'entretien de ses Troupes qui gardoient Stettin, & qu'il pût prétendre que la possession de Wismar lui fut cedée aussi, Elle n'a jamais voulu demander ni l'un ni l'autre, uniquement dans la vûe de persuader d'autant plus certainement le Public, & le Roi de Suéde même, qu'Elle ne vouloit tirer de cette Affaire aucun profit pour son particulier, ni donner au Roi de Suéde le moindre soupçon, comme si Elle avoit des vûes contraires à ses Interêts, & qu'Elle vouloit s'ancrer tellement dans ses Etats, qu'il seroit difficile ensuite de l'en faire sortir.

Sa Majesté le Roi de Prusse soûmet de même au jugement de toutes les Puissances impartiales de l'Europe, si elle a pû, sans blesser son honneur & sa conscience, sans s'attirer des reproches & mêmes de justes ressentimens des Alliez du Nord, se départir de l'engagement, qu'Elle a pris avec ces Puissances, en se chargeant du Sequestre, & s'il lui étoit permis, qu'en rendant Stettin dès à present, Elle ouvrit au Roi de Suéde le chemin pour porter la Guerre en Pologne & en Saxe ? ou si plûtôt Sa Majesté n'étoit pas dans une obligation indispensable de satisfaire à son engagement, afin d'arrêter un dessein si pernicieux ?

Enfin le Roi de Prusse est entiérement persuadé aussi, que personne ne pourra regarder autrement la dureté dont le Roi de Suéde s'est servi envers lui, & les Insultes qu'il lui a faites, que comme un commencement de Guerre, dans laquelle ce Prince a bien voulu entrer contre lui; & que le Roi de Prusse se trouve par là non seulement en Droit, mais même dans une nécessité absoluë, d'opposer des remédes convenables aux violences que le Roi de Suéde lui a faites, & se servir, avec l'aide de Dieu, des forces & des moyens que sa Providence lui a mis en main, pour en prévenir les suites.

Sa Majesté, au reste, se rapporte au jugement de Sa Majesté Impériale & de l'Empire, si dans toute cette Affaire Elle n'a pas procedé selon les Constitutions de l'Empire, & particuliérement selon les Statuts faits pour le maintien de la Paix publique, observant très-religieusement en tout cela les Devoirs auxquels ses Fonctions de Directeur des Cercles de la Basse Saxe & de la Westphalie, les Droits & les Prérogatives qu'Elle a dans la Direction de la Haute Saxe, & les Réquisitions qui lui en ont été faites par Sa Majesté Impériale, l'obligeoient, ayant par le Sequestre en question, & suivant le Plan fait par l'Empereur & l'Empire pour la Neutralité du Nord, entiérement appaisé les Troubles que la Suéde y avoit fait naître par la Marche du Corps de Crassau, de Pologne en Pomeranie, d'une telle maniére, qu'il n'auroit dépendu que du Roi de Suéde, que tout l'Empire n'eut plus senti la moindre atteinte de la Guerre du Nord, tant qu'elle dureroit, si ce Prince n'avoit mieux aimé par une ardeur desesperée de faire la Guerre, & de ne la finir jamais, renverser entiérement un Projet si salutaire, & jetter ses Etats & tout son Voisinage, de gayeté de cœur, dans une nouvelle & triste desolation, preferant une route si fâcheuse, au chemin aisé & naturel que Sa Majesté Impériale lui offroit, de se tirer d'affaire par les Conferences de Brunswick, ausquelles on l'avoit invité plusieurs fois, sans qu'il y voulut jamais avoir égard, ni entendre parler d'aucune proposition de Paix & de réconciliation avec ses Ennemis, & d'où il s'ensuit nécessairement, que pour arrêter les funestes suites des Desseins du Roi de Suéde, il ne restoit point d'autre Parti au Roi de Prusse, pour satisfaire à ses obligations ci-dessus alleguées, que celui qu'il vient de prendre, & que les Loix de l'Empire lui prescrivent, à savoir, de se joindre à Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne, comme son Con-Directeur dans le Cercle de la Basse-Saxe, au Cercle de la Westphalie & aux Etats de la Haute-Saxe, & d'agir de concert avec eux, pour opposer ses Armes aux entreprises du Roi de Suéde, pour réprimer en même tems celles des Princes de l'Empire qui le voudroient seconder dans ces mauvais Desseins, & pour rétablir dans l'Empire un calme & un repos stable & constant contre l'esprit turbulent & dangereux de la Suéde.

Sa Majesté proteste aussi devant Dieu & devant les hommes, que c'est là l'unique raison qui l'a obligé de se mettre à la tête de son Armée, & dont Elle ne se servira que pour parvenir à ce but, sans en passer jamais les bornes, donnant plûtôt sa Parole Royale, de

ANNO 1715. de vouloir mettre les Armes bas aussi tôt qu'Elle aura satisfait à ce que ses devoirs envers l'Empire, & l'engagement de ses Traitez demandent, se soûmettant au reste, pour l'entiére décision de cette Affaire, de même que pour la satisfaction qu'Elle aura à prétendre du Roi de Suéde, & pour la sûreté qu'il lui faudra pour l'avenir contre les entreprises de ce Prince, après Dieu, au résultat des Conférences de Brunswick, ou telles autres que Sa Majesté Impériale trouvera bon de proposer pour cet effet.

CLXXIX.

2. Sept. *Arrest du Parlement de Paris par lequel la Regence du Royaume est deferée au seul Duc d'ORLEANS, le Duc de BOURBON etant declaré Chef du Conseil, &c. Le Lundi 2 Septembre 1715.* [Feuille volante imprimée à Paris au Mois de Septembre 1715. in 4]

Extrait des Regitres du Parlement, du Lundi 2. Septembre 1715.

CE jour, la Cour, toutes les Chambres assemblées où étoient les Princes du Sang & les Pairs ci-dessus nommez, après qu'ouverture a été faite du Testament du feu Roi, déposé au Greffe de la Cour, suivant son Edit du mois d'Août 1714., & l'Arrêt du 29, dudit mois d'Août, ensemble des Codicilles des 13. d'Avril & 23. Août dernier, aportez par Monsieur le Duc d'Orleans, & oui les Gens du Roi, en leurs Conclusions, la matiére mise en déliberation, a déclaré & déclare Mr. le Duc d'Orleans Régent en France, pour avoir, en ladite qualité, l'Administration des affaires du Royaume pendant la Minorité du Roi. Ordonne que le Duc de Bourbon sera dès à present Chef du Conseil de la Régence, sous l'autorité de Mr. le Duc d'Orleans, & y présidera en son absence: Que les Princes du Sang Royal auront aussi entrée audit Conseil lors qu'ils auront atteint l'âge de 23. ans accomplis. Et après la déclaration faite par M. le Duc d'Orleans, qu'il entend se conformer à la pluralité des suffrages dudit Conseil de la Régence dans toutes les affaires, à l'exception des Charges, Emplois, Bénefices, & Graces qu'il pourra accorder à qui bon lui semblera, après avoir consulté le Conseil de Régence, sans être néanmoins assujetti à suivre la pluralité des voix à cet égard; ordonne qu'il poutra former le Conseil de Régence, même tels Conseils inferieurs qu'il jugera à propos, & y admettre les Personnes qu'il en estimera les plus dignes: le tout suivant le Projet que Mr. le Duc d'Orleans a declaré qu'il communiquera à la Cour. Que le Duc du Maine sera Sur-Intendant de l'Education du Roi: l'Autorité entiere & commandement sur les Troupes de la Maison dudit Seigneur Roi, même sur celles qui sont employées à la Garde de sa Personne, demeurant à Mr. le Duc d'Orleans, & sans aucune superiorité du Duc du Maine sur le Duc de Bourbon, Grand-Maître de la Maison du Roi. Que des Duplicata & des Copies collationées du présent Arrêt, seront envoyées aux Bailliages & Sénechaussées du Ressort, pour y être lûes, regîtrées; & enjoint aux Substituts du Procureur-General d'y tenir la main, & d'en certifier la Cour dans un Mois &c.

15. Sept. *Declaration de* LOUIS XV. *Roi de France, pour l'Etablissement des divers Conseils, où les Affaires d'Estat devront estre portées, & reglées pendant sa Minorité. A Vincennes le 15. de Septembre 1715.* [Feuille volante, imprimée à Paris au Mois de Septembre 1715.]

LOUIS, &c. A tous ceux qui ces présentes Lettres verrons, Salut. Le feu Roi de glorieuse Mémoire, nôtre très honoré Seigneur & Bisayeul, pouvoit, par ses qualitez personnelles & ses vertus éminentes, sufire seul au Gouvernement de son Royaume: La droiture de son cœur, l'élevation de son esprit, l'étendue de ses lumieres, augmentées & soûtenuës par une longue experience, lui rendoient tout facile dans l'exercice de la Royauté, mais la foiblesse de nôtre âge demande de plus grands secours, & quoi que Nous pussions trouver tous ceux dont Nous avons besoin dans la Personne de nôtre très-cher Oncle le Duc d'Orleans, Régent de nôtre Royaume, sa modestie lui a fait croire, que pour soûtenir le poids d'une Regence qui lui a été si justement deferée, il devoit proposer d'abord l'établissement de plusieurs Conseils particuliers, ou les principales matieres qui meritent l'attention directe & immédiate du Souverain, seroient discutées & reglées, pour recevoir ensuite une derniere décision dans un Conseil genéral, qui ayant pour objet toute l'étendue du Gouvernement, seroit en état de reünir & de concilier les vûës différentes des Conseils particuliers. Cette forme de Gouvernement a paru d'autant plus convenable à nôtre très-cher Oncle le Duc d'Orleans, Regent du Royaume, qu'il sait que le Plan en avoit deja été tracé par nôtre très-honoré Pere, dont Nous aurons au moins la satisfaction de suivre les vûës, si le Ciel Nous a privez de l'avantage d'être formez par ses grands éxemples. Il étoit persuadé que toute l'autorité de chaque Partie du Ministére étant reünie dans la personne d'un seul, devenoit souvent un fardeau trop pesant pour celui qui en étoit chargé, & pouvoit être dangereuse auprès d'un Prince qui n'auroit pas la même superiorité de lumieres que le Roi nôtre Bisayeul; que la verité parvenoit si difficilement aux oreilles d'un Prince, qu'il étoit necessaire que plusieurs personnes fussent également à portée de la lui faire entendre, & que si l'on n'interessoit au Gouvernement un certain nombre d'hommes aussi fideles qu'éclairez, il seroit presque impossible de trouver toûjours des Sujets formez & instruits, qui fissent moins regretter la perte des personnes consommées dans la Science du Gouvernement, & qui fussent même en état de les remplacer. Nous ferons donc au moins revivre l'esprit de notre tres-honoré Pere, en établissant des Conseils si avantageux au bien de nos Etats, & Nous nous y portons d'autant plus volontiers, que cet établissement ne peut être suspect par sa nouveauté, puisque Nous ne ferons que suivre l'exemple de ce qui s'observe avec succès dans d'autres Royaumes, & qui s'est observé dans le notre même, pendant le Regne de plusieurs des Rois nos Prédecesseurs. Le derangement que vingt cinq années de guerre & plusieurs autres calamitez publiques ont causé dans les affaires de cette Monarchie, le désir ardent que la qualité de Roi Nous inspire de remettre toutes choses dans leur ordre naturel, & de rétablir la confiance & la tranquilité publique, sont encore de nouvelles raisons qui appuyent la sagesse des conseils que notre très-cher Oncle le Duc d'Orleans Nous a donnez sur ce sujet. Nous savons d'ailleurs, que chargé du Gouvernement de l'Etat jusqu'à notre majorité, tous ses vœux ne tendent qu'à Nous le remettre tranquille & florissant, & à y parvenir par des voyes qui montreront à tous nos Sujets, qu'il ne cherche qu'à connoître & à employer le mérite & la vertu, qu'il veut que les bons Sujets de toutes conditions, & sur tout ceux de la plus haute naissance, donnent aux autres l'exemple de travailler continuellement pour le bien de la Patrie, que toutes les affaires soient réglées plûtôt par un concert unanime, que par la voye de l'autorité, & que la Paix fidellement entretenue au dehors avec nos voisins, regne en même tems au dedans par l'union de tous les Ordres du Royaume. A ces causes, de l'avis de notre très-cher & très-amé Oncle le Duc d'Orleans Régent, de notre très-cher & très-amé Oncle le Duc de Bourbon, de notre très-cher & très-amé Oncle le Duc du Maine, de notre très-cher & très-amé Oncle le Comte de Toulouse, & autres grands & notables Personnages de notre Royaume, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, Nous avons dit & déclaré, & par ces Présentes signées de notre main, disons, déclarons, voulons & Nous plait.

PREMIEREMENT,

Qu'outre le Conseil general de Régence, il en soit établi six autres particuliers, qui seront composez chacun d'un Président & d'un nombre convenable de Conseillers & de Secretaires, selon la nature des affaires, dont chaque Conseil sera chargé,

ANNO 1715.

gé, ſavoir, le Conſeil de Conſcience, où l'on traitera des affaires Eccleſiaſtiques, le Conſeil des affaires Etrangéres, le Conſeil de Guerre & de tout ce qui y a raport, le Conſeil de Finance, le Conſeil de Marine & de tout ce qui en dépend, le Conſeil des affaires du dedans du Royaume, qui étoient ci-devant portées au Conſeil des Dépêches, le tout ſans rien innover à l'égard du Conſeil privé, même des Directions pour ce qui regarde les affaires contentieuſes des Finances, leſquelles ſe tiendront ainſi que par le paſſé, ſauf à y être aporté dans la ſuite tel Reglement qu'il apartiendra; comme auſſi ſans que les affaires, dont la connoiſſance apartient à nos Cours & autres Tribunaux & Juriſdictions de notre Royaume, puiſſent être portées dans leſdits Conſeils.

II. Et attendu que le Commerce a preſque un égal raport avec les Finances & la Marine, il ſera fait choix de quelques-uns des Membres de ces deux Conſeils, pour y travailler avec les Députez des Villes du Royaume, qui ont eu entrée juſqu'à préſent dans le Conſeil de Commerce; & en cas que la matiére ſoit importante, les Conſeils de Finances & de Marine ſe réüniront pour la diſcuter conjointement.

III. Ceux qui ſeront choiſis pour entrer dans ces differens Conſeils, ſeront tenus de s'aſſembler inceſſamment, dans le lieu qui ſera deſtiné à tenir chaque Conſeil, pour dreſſer un projet de Réglement ſur la forme qui y ſera obſervée par raport à l'ordre & à la diſtribution des affaires, au tems & à la maniére de les traiter, à la réduction qui ſera faite des Déliberations & aux Regitres qui en ſeront tenus; & ce projet ſera porté au Conſeil de Régence, pour y être autoriſé & confirmé ainſi qu'il ſera jugé à propos.

IV. Toutes les matiéres qui auront été réglées dans les Conſeils particuliers, ſeront enſuite portées au Conſeil general de Régence, pour y être pourvû par notre très-cher Oncle le Duc d'Orleans, Régent du Royaume, ſuivant la pluralité des ſuffrages, ſi ce n'eſt qu'il y eût égalité d'avis, auquel cas celui du Régent prevaudra, & ſera deciſif; & neanmoins en ce qui concerne les Charges & Emplois, les nominations & collations des Benefices, les Gratifications, Penſions, Graces & Remiſſions, nôtre très-cher Oncle le Duc d'Orleans Régent du Royaume, pourra en diſpoſer ainſi qu'il jugera le plus à propos, aprés avoir conſulté le Conſeil general de Regence, ſans eſtre aſſujetti à ſuivre la pluralité des voix à cet égard; le tout conformement à l'Arrêt rendu le 2. du preſent mois, par nôtre Cour de Parlement, & dont Nous avons ordonné l'execution dans nôtre Lit de Juſtice, du 12. dudit preſent mois de Septembre.

V. Le Preſident de chaque Conſeil particulier aura ſéance & voix déliberative au Conſeil general de Regence, pour les affaires qui regarderont le Conſeil dont il ſera Preſident, & ſera le raport des reſolutions qui y auront été priſes; & s'il eſt jugé neceſſaire en certains cas d'y apeller encore quelques-uns des Conſeillers dudit Conſeil, ſoit pour faire le raport des affaires dont le Preſident n'aura pû ſe charger, ou pour d'autres raiſons; ceux qui y entreront alors, auront pareillement voix déliberative dans le Conſeil general de Régence.

VI. Dans les affaires importantes notre très-cher Oncle le Duc d'Orleans, Régent du Royaume, apellera audit Conſeil general, quand il eſtimera le devoir faire, tous les Préſidens des Conſeils particuliers, même tels des Conſeillers deſdits Conſeils qu'il jugera à propos d'y joindre.

VII. Il commettra un des Conſeillers du Conſeil general, pour recevoir deux fois la ſemaine, à l'iſſuë dudit Conſeil, avec deux des Maîtres des Requeſtes de notre Hôtel, qui ſeront actuellement de ſervice en notre Conſeil, tous les Placets qui ſeront portez dans une des Salles du Palais, où Nous ferons notre demeure; & ſeront leſdits Placets remis entre les mains deſdits Maîtres des Requeſtes pour en faire l'extrait, dont ledit Conſeiller rendra compte en leur préſence, à notre très-cher Oncle le Duc d'Orleans, Régent du Royaume, qui les renvoyera enſuite aux Préſidens des Conſeils ou aux Officiers des Compagnies, ou autres que chaque Placet pourra regarder.

VIII. Et pour ce qui concerne les Réglemens generaux, qui pourront être à faire pour l'Adminiſtration de la Juſtice dans notre Royaume, voulons qu'il y ſoit procedé par notre très-cher & feal Chancelier de France, avec tels des Chefs & Préſidens des premieres Compagnies, Officiers du Parquet & autres Magiſtrats, que Nous jugerons à propos de choiſir, & auxquels Nous donnerons les ordres néceſſaires à cet effet; Nous réſervant de les apeller même à nos Conſeils avec voix déliberative, lors que leur préſence y pourra être néceſſaire pour notre ſervice & le bien de notre Royaume, ſans les détourner de leurs fonctions ordinaires.

IX. Voulons auſſi que les affaires de nature à être portées audits Conſeils, dans leſquels notre Domaine ou les Droits de notre Couronne pourroient être intéreſſez, ſoient communiquées à nos Avocats & Procureurs Generaux en notre Cour de Parlement à *Paris*, où ils pourront même être entendus, quand ils croiront devoir le demander, avant que leſdites affaires y ſoient réglées. *Si donnons en Mandement*, &c. Donné à *Vincennes* le 15. jour du mois de Septembre, l'an de grace 1715., & de nôtre Regne le 1.

Signé,

LOUIS.

Et plus-bas.

Par le Roy,

LE DUC D'ORLEANS, *Régent.*

préſent, PHELYPEAUX.

Declaration de LOUIS XV. *Roi de France, retabliſſant le Parlement de Paris dans la Liberté de lui faire ſes* Remontrances *ſur les Edits qui lui ſeront envoyés, avant d'eſtre obligé de les enregiſtrer. Donnée à Vincennes le 15. Septembre 1715.* [Feuille volante imprimée à Paris, aux Mois de Septemb. 1715]

LOUIS, &c. A tous ceux, qui ces preſentes Lettres verront; Salut. La fidelité, le zéle & la ſoûmiſſion avec leſquels nôtre Cour de Parlement a toûjours ſervi le Roi notre très-honoré Seigneur & Biſayeul, Nous engageant à lui donner des marques de notre confiance, & ſur tout dans un tems où les avis d'une Compagnie auſſi ſage qu'éclairée, peuvent Nous être d'une ſi grande utilité, Nous avons crû ne pouvoir rien faire de plus honorable pour elle & de plus avantageux pour notre ſervice même, que de lui permettre de Nous repreſenter ce qu'elle jugera à propos, avant que d'être obligée de proceder à l'enregiſtrement des Edits & Déclarations que Nous lui adreſſerons, & Nous ſommes perſuadez qu'elle uſera avec tant de ſageſſe & de circonſpection de l'ancienne liberté dans laquelle Nous la retabliſſons, que ſes avis ne tendront jamais qu'au bien de nôtre Etat, & meriteront toûjours d'être confirmez par notre autorité. A ces Cauſes, de l'avis de notre très-cher & très-amé Oncle le Duc d'Orleans, Régent, de notre très-cher & très-amé Oncle le Duc de Bourbon, de notre très-cher & très-amé Oncle le Duc du Maine, de notre très-cher & très-amé Oncle le Comte de Toulouſe, & autres grands & notables Perſonnages de notre Royaume, & de notre certaine ſcience, pleine puiſſance & autorité Royale, Nous avons dit & declaré, & par ces Preſentes, ſignées de notre main, diſons, declarons, voulons & Nous plaît, que lors que Nous adreſſerons à notre Cour de Parlement des Ordonnances, Edits, Declarations & Lettres Patentes, émanées de notre ſeule autorité & propre mouvement, avec nos Lettres de Cachet portant nos Ordres pour les faire enregiſtrer, nôtre dite Cour, avant que d'y proceder, puiſſe Nous repreſenter ce qu'elle jugera à propos pour le bien public de nôtre Royaume, & ce dans la huitaine au

ANNO 1715.

Plus tard du jour de la déliberation qui en aura été prise, sinon & à faute de ce faire dans ledit tems, il y sera par Nous pourvû ainsi qu'il apartiendra, dérogeant à cet égard a toutes Ordonnances, Edits & Déclarations à ce contraires. *Si donnons en Mandement*, &c. Donné à *Vincennes* le 1.. jour du mois de Septembre, l'an de grace 1715., & de notre Regne le premier.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas,

Par le Roy,

LE DUC D'ORLEANS,
Regent.

présent, PHELYPEAUX.

Déclaration LOUIS XV. *Roi de France retablissant la Cour des Aides dans la Liberté de lui faire ses Representations, sur les Edits & Declarations qui lui seront envoyées, avant d'estre obligée de les enregistrer. Donnée à Vincennes le 15 Septembre* 1715. [Feuille volante imprimée à Paris au Mois de Septembre 1715]

LOUIS, &c. La fidelité, le zéle, & la soûmission que nôtre Cour des Aides de Paris a témoigné dans tous les tems au Roi nôtre très-honoré Seigneur & Bis-Ayeul, & que Nous sommes persuadez qu'Elle Nous continuera toûjuurs pour nôtre Service, Nous engagent à lui donner des marques publiques de nôtre Confiance : l'utilité que Nous espérons tirer de ses Avis, sur tout pendant nôtre Minorité, Nous déterminent à lui permettre de Nous représenter ce qu'elle jugera à propos, avant d'être obligée de procéder à l'enregîtrement des Edits & Declarations que Nous lui adressons, & Nous sommes persuadez qu'elle usera de cette liberté avec tant de sagesse & de circonspection, que Nous aurons lieu d'en être pleinement satisfaits. A ces Causes, de l'Avis de nôtre très-cher & très-amé Oncle le Duc d'Orleans Régent, &c. Nous avons dit & déclaré, & par ces Presentes, signées de nôtre main, disons, déclarons, voulons & Nous plait, que lors que Nous adresserons à nôtre Cour des Aides de Paris des Ordonnances, Edits, Déclarations, & Lettres Patentes émanées de nôtre seule Autorité & propre mouvement avec nos Lettres de Cachet portant nos Ordres pour les faire enregîtrer, nôtredite Cour, avant que d'y procéder, puisse Nous représenter ce qu'elle jugera à propos pour le bien public de nôtre Royaume, & ce dans la huitaine au plus tard, du jour de la délibération qui en aura été prise, sinon & à faute de ce faire dans ledit tems, il y sera par Nous pourvû ainsi qu'il appartiendra, dérogeant à cet égard à toutes Ordonnances, Edits & Déclarations à ce contraires. Si donnons en Mandement à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans nôtre Cour des Aides à Paris, &c. Donné à *Vincennes* le 15. de Septembre, l'An de grace 1715. & de nôtre Régne le Premier.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas,

Par le Roy,

LE DUC D'ORLEANS,
Regent.

présent, PHELYPEAUX.

CLXXX.

ANNO 1715. 15. Nov.

Traité entre CHARLES VI *Empereur des Romains & Roi Catholique des Espagnes d'une part,* GEORGE *Roi de la Grande-Bretagne, & les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs Bas, d'autre part, pour la Restitution, à Sa Majesté Imperiale & Catholique, de tous le Païs-Bas Espagnol, sous la reserve d'une forte & solide* Barriere *aux mêmes Païs-Bas en faveur de Leurs Hautes Puissances; comme aussi du payement annuel de diverses grosses Sommes, tant pour l'entretien de ladite Barriere, que pour le remboursement de celles qui leur étoient dues auparavant. Fait à Anvers le 15 Novembre* 1715. Avec L'ARTICLE SEPARE' *au sujet des Hypotheques en date du même jour. Les* FORMULAIRES *des Serments qui se devront preter par les Gouverneurs des Places, les* PLEINS-POUVOIRS *& les* RATIFICATIONS. [Tiré des Archives de la Chancelerie de la Cour Imperiale.]

COMME il a plû au Tout-Puissant de rendre depuis quelque tems la Paix à l'Europe; & que rien n'est plus desirable, & necessaire, que de retablir, & assurer par tout, autant que se peut, la seureté, & la tranquilité commune, & publique, & que les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies se sont engagés de remettre les Pays-bas à Sa Majesté Imperiale, & Catholique Charles VI. selon qu'il a été stipulé, & arrêté par le Traité fait à la Haye le sept de Septembre mille sept cens & un, entre Sa Majesté Imperiale Leopold de Glorieuse memoire, Sa Majesté Britannique Guillaume III. aussi de Glorieuse memoire & lesdits Etats Generaux, que lesdites Puissances conviendroient ensemble sur ce qui regarderoit leurs interêts reciproques, particulierement par rapport à la maniere, dont on pourroit établir la seureté des Pays-bas pour servir de Barriere à la Grande-Bretagne, & aux Provinces-Unies; & par rapport au Commerce des Habitans desdits Païs-bas, de la Grande-Bretagne, & de ceux des Provinces-Unies: & qu'à present Sa Majesté Imperiale, & Catholique Charles VI. à qui lesdits Païs-bas seront remis par ce present Traité; Sa Majesté Britannique George, tous deux aujourd'huy Regnants, & tous deux Heritiers & Successeurs legitimes desdits Empereurs, & Rois, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, agissans en cela par les mêmes Principes d'Amitié, & dans la même intention de procurer, & d'établir ladite Seureté mutuelle & d'affermir de plus en plus une étroite Union; ont nommé, commis, & établi pour cette fin pour Leurs Ministres Plenipotentiaires sçavoir Sa Majesté Imperiale & Catholique, le Sieur Joseph Lothaire Comte de Königsegg Son Chambellan, Conseiller de Guerre, & Lieutenant General de ses Armées: Sa Majesté Britannique le Sieur Guillaume Cadogan, Ecuyer, son Envoyé Extraordinaire auprès de Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, Deputé au Parlement de la Grande-Bretagne, Maître de la Garderobe, Lieutenant General de ses Armées & Colonel du second Regiment de ses Gardes: Et les Etats Generaux, les Sieurs Bruno vander Dussen ancien Bourguemaître, Senateur, & Conseiller Pensionaire de la Ville de Gouda, Assesseur au Conseil des Heemsrades de Schieland, Dykgraaf du Crimpenerwaerde, Adolph Henry Comte de Rechteren Seigneur d'Almelo, & de Vriesevecn &c. President des Seigneurs Etats de la Province d'Overyssel, Drossard du Quartier de Zalland. Scato de Gokinga, Senateur de la Ville de Groningue: & Adrien de Borssele Seigneur de Geldermalsen &c. Senateur de la Ville de Flissingue: Les trois premiers, Deputés à l'Assemblée des Seigneurs Etats Generaux de la part des Provinces d'Hollande, & Westfriese, d'Overyssel, & de Groningue, & Ommelanden: & le quatrieme Deputé au Conseil d'Etat des Provinces-Unies.

Les-

ANNO 1715.

Lesquels étans assemblés dans la Ville d'Anvers, qui d'un commun consentement avoit été nommée pour le lieu du Congrès ; & ayans échangés leurs Plein-pouvoirs, dont les Copies sont inserées à la fin de ce Traité, après plusieurs Conferences sont convenus pour, & au Nom de Sa Majesté Imperiale & Catholique, de Sa Majesté Britannique, & des Seigneurs Etats Generaux, de la maniere comme il s'ensuit.

I. Les Etats Generaux des Provinces-Unies remettront à Sa Majesté Imperiale & Catholique, en vertu de la Grande Alliance de l'Année mille sept cens & Un, & des engagemens dans lesquels Ils sont entrés du depuis, immediatement aprés l'échange des Ratifications du present Traité, toutes les Provinces, & Villes des Païs-bas, & dependances, tant celles qui ont été possedées par le feu Roy d'Espagne Charles II. de Glorieuse memoire ; que celles qui viennent d'etre cedées par feu Sa Majesté le Roy Très-Chrétien aussi de glor. memoire ; lesquelles Provinces, & Villes ensemble, tant celles qu'on remetira par ce present Traité, que celles qui ont deja été remises, ne feront desormais, & ne composeront en tout, ou en partie, qu'un seul, & indivisible, inalienable, & incommutable Domaine, qui sera inseparable des Etats de la Maison d'Autriche en Allemagne, pour en jouir Sa Majesté Imperiale & Catholique, ses Successeurs & Heritiers en pleine irrevocable Souveraineté & proprieté, Sçavoir à l'egard des premieres Provinces, comme en a joui, ou dû jouir le feu Roy Charles II. de glor. mem. conformement au Traité de Ryswick ; & à l'egard des autres Provinces, de la maniere, & aux conditions, qu'elles ont été cedées, & remises auxdits Seigneurs Etats Generaux par le feu Roy Très-Chrétien de glor. mem. en faveur de la Très-Auguste Maison d'Autriche, & sans autres Charges ou Hypotecations constituées de la part des Etats Generaux, & à leur profit.

II. Sa Majesté Imperiale, & Catholique promet & s'engage, qu'aucune Province, Ville, Places, Forteresse, ou Territoire desdits Païs-bas ne pourra être cedé, transferé, donné ou écholr à la Couronne de France, ni à aucun Prince ou Princesse de la Maison, & Lignée de France, ni à autre, qui ne sera pas Successeur, Heritier & Possesseur des Etats de la Maison d'Autriche en Allemagne, soit par Donation, vente, échange, Contract de Mariage, Heredité, Succession testamentaire, ou ab *intestato*, ni sous quelque autre titre, ou pretexte, que ce puisse être, de sorte qu'aucune Province, Ville, Place, Forteresse ni Territoire desdits Païs-Bas, ne pourra jamais être soumis à aucun autre Prince, qu'aux seuls Successeurs desdits Etats de la Maison d'Autriche, à la reserve de ce qui deja a été cedé au Roy de Prusse, & de ce qui sera cedé par le present Traité auxdits Seigneurs Etats Generaux.

III. Comme la seureté des Païs-Bas Autrichiens dependra principalement du nombre des Troupes, qu'on pourra avoir dans lesdits Païs, & dans les Places, qui formeront la Barriere, qui a été promise aux Seigneurs Etats Generaux par la Grande-Alliance : Sa Majesté Imperiale & Catholique, & Leurs Hautes Puissances sont convenus, d'y entretenir, chacun à leurs propres frais, toujours un Corps de trente à trente cinq mille Hommes, desquels Sa Majesté Imperiale & Catholique donnera trois cinquiemes & les Etats Generaux deux cinquiemes : bien entendu que si Sa Majesté Imperiale & Catholique diminue son contingent, il sera au pouvoir desdits Etats Generaux de diminuer le leur à proportion ; & lorsqu'il y aura apparence de Guerre, ou d'Attaque, on augmentera ledit Corps, jusques à quarante mille hommes suivant la même proportion ; & en cas de Guerre effective, on conviendra ulterieurement des Forces, qui se trouveront necessaires. La repartition desdites Troupes en tems de Paix, pour autant qu'elle concerne les Places commises à la garde des Troupes de Leurs Hautes Puissances sera faite par Elles seules ; & la repartition du reste par le Gouverneur des Païs-Bas, en se donnant part reciproquement des dispositions, qu'ils auront fait.

IV. Sa Majesté Imperiale & Catholique accorde aux Etats Generaux Garnison privative de leurs Troupes dans les Villes & Chateaux de Namur & Tournay, & dans les Villes de Menin, Furnes, Warneton, Ypres, & le Fort de Knoque & s'engagent les Etats Generaux de ne pas employer dans lesdites Places des Troupes, qui bien qu'à leur Solde pourroient être d'un Prince, ou d'une Nation, qui soit en Guerre, ou suspecte d'être dans des engagemens contraires aux interêts de Sa Majesté Imperiale & Catholique.

V. On est convenu qu'il y aura dans la Ville de Dendremonde Garnison commune, qui sera composée pour le present d'un Battaillon des Troupes Imperiales, & d'un Battaillon de celles des Etats Generaux : & que si dans la suite il pourroit être necessaire d'augmenter ladite Garnison ; cette augmentation se fera également des Troupes de part & d'autre, & de commun concert.

Le Gouverneur sera mis de la part de Sa Majesté Imperiale, & Catholique ; lequel aussi bien que les Subalternes prêterout Serment aux Etats Generaux de ne jamais rien faire, ny permetre dans ladite Ville, qui puisse être prejudiciable à leur service par rapport à la conservation de la Ville & de la Garnison ; & il sera obligé par ledit Serment de donner libre passage à leurs Troupes, toutes, & quantes fois qu'ils le souhaiteront ; pourvû qu'il en soit requis preslablement, & que ce ne soit, que pour un nombre modique à la fois. Le tout selon le Formulaire, dont on est convenu, & qui sera inseré à la fin de ce Traité.

VI. Sa Majesté Imperiale & Catholique consent aussi, que dans les Places ci-dessus accordées aux Etats Generaux, pour y tenir leurs Garnisons privatives, ils y puissent mettre tels Gouverneurs, Commandants, & autres Officiers, qui composent l'Etat Major, qu'ils jugeront àpropos, à condition, qu'ils ne seront pas à charge de Sa Majesté Imperiale & Catholique, ni aux Villes, & Provinces, si ce n'est pour le Logement convenable, & les émolumens provenants des Fortifications ; & que ce ne soient pas des Personnes, qui pourroient être desagreables, ou suspectes à Sadite Majesté pour des raisons particulieres à alleguer.

VII. Lesquels Gouverneurs, Commandans, & Officiers seront entierement, & privativement dependans & soumis aux seuls Ordres, & à la seule Judicature des Etats Generaux, pour tout ce qui regarde la Defense, Garde, Seureté & toute autre affaire militaire de leurs Places. Mais seront obligés lesdits Gouverneurs, aussi bien que leurs Subalternes à prêter Serment à Sa Majesté Imperiale & Catholique de garder lesdites Places fidelement à la Souveraineté de la Maison d'Autriche & de ne se point ingerer dans aucune autre affaire, selon le Formulaire, dont on est convenu, & qui est inseré à la fin de ce Traité.

VIII. Les Generaux se rendront reciproquement, tant dans les Villes, où il y aura Garnison de Sa Majesté Imperiale & Catholique, que dans celles qui sont confiées à la garde des Troupes de Leurs Hautes Puissances les Honneurs accoutumés, selon leurs caracteres & la maniere de chaque Service, & au cas, que le Gouverneur General des Païs-bas vint dans les Places commises à la garde des Troupes des Etats Generaux, on lui rendra les honneurs, qu'il est accoutumé de recevoir dans les Places des Garnisons de Sa Majesté Imperiale & Catholique, & pourra même y donner la parole : le tout sans prejudice de l'Article six : & les Gouverneurs, & en leur absence les Commandants, donneront part audit Gouverneur General des dispositions par eux faites, pour la seureté, & garde des Places confiées à leurs soins ; & ils auront des égards convenables pour les changemens que ledit Gouverneur General pourroit juger y devoir être faits.

IX. Sa Majesté Imperiale & Catholique accorde l'Exercice de la Religion aux Troupes des Etats Generaux par tout, où elles se trouveront en Garnison ; mais cela dans des endroits particuliers, convenables, & proportionés au nombre de la Garnison, que les Magistrats assigueront, entretiendront dans chaque Ville, & Place, où il n'y en a pas deja d'assignés ; & auxquels endroits on ne pourra donner aucune marque exterieure d'Eglise & on enjoindra severement de part & d'autre aux Officiers Politiques, & Militaires, comme aussi aux Ecclesiastiques, & à tous autres qu'il appartient, d'empêcher toute occasion de scandale, & de contestations, qui pourroient naître sur le sujet de la Religion ; & quand il

ANNO 1715.

ANNO 1715.

il naîtra quelque dispute, ou difficulté, on les applanira à l'amiable de part & d'autre. Et quant à la Religion par rapport aux Habitans des Païs-bas Autrichiens, toutes choses resteront, & demeureront sur le même pied, qu'elles étoient pendant le Regne de Charles II. de glorieuse memoire.

X. Toutes les Munitions de Guerre, Artilleries, Armes des Etats Generaux, comme aussi les materiaux pour les Fortifications, les Grains en tems de disette, les Vivres pour mettre en Magazins, lorsqu'il y aura apparence de Guerre; & de plus les Draps & Fournitures pour l'habillement des Soldats, que l'on verifiera devoir être employés à cet usage, passeront librement, & sans payer aucuns Droits, ou Péages, aux moyens des Passeports, qui seront demandés, & accordez sur la Specification signée; à condition neanmoins, qu'au premier Bureau de Sa Majesté Imperiale & Catholique où lesdites Provisions, Materiaux, Armes & Montures entreront, qu'à l'endroit où elles devront être dechargées, les Bateaux & autres Voitures pourront être dûement visitées pour empêcher, qu'on n'y méle d'autres Marchandises, & pour éviter toute fraude, & abus; contre lesquels il sera toujours libre de prendre telles precautions, que la suite du temps, & l'experience feront juger necessaires, sans qu'il sera permis aux Gouverneurs, & leurs Subalternes d'empêcher en quoique ce soit, l'effet de cet Article.

XI. Les Etats Generaux pourront changer leurs Garnisons, & les dispositions des Troupes dans les Villes, & Places commises à leur Garde privative, selon qu'ils le trouveront à propos sans qu'on puisse empêcher, ou arrêter le Passage des Troupes, qu'ils envoyeront de tems à autre, ou celles qu'ils en tireront, sous quelque pretexte que ce puisse être. Pourront même lesdites Troupes, quand le cas le requereroit, passer par toutes les Villes de Brabant, & de Flandre, & par tout le plat Païs, faire des Ponts, tant sur le Canal entre Brugges & Gand, que sur tous les autres Canaux, & sur toutes les Rivieres, qu'elles trouveront dans leurs routes, à condition neantmoins, que ce seront des Troupes d'un Prince, ou d'une Nation non en Guerre avec Sa Majesté Imperiale & Catholique, ni suspectes d'aucun engagement, ou liaison contraire à ses interêts, comme il est dit ci-dessus en l'Article quatrieme, & que prealablement il en sera donné connoissance, & requisition faite au Gouverneur General des Païs-bas, avec lequel on reglera les routes, & les autres besoins, par quelqu'un, qui en aura la Commission de Leurs Hautes Puissances

On observera le Reglement fait par les Etats Generaux sur le Passage des Troupes, comme il est observé dans leur propre Païs.

Et les Etats Generaux tâcheront, de faire lesdits changemens des Garnisons, ainsi que les dispositions necessaires pour cela, de la maniere qu'elles soient, le moins qu'il se pourra, à charge & incommodité des Habitans

XII. Comme la seureté commune demande en tems de Guerre, ou dans un imminent danger de Guerre, que les Etats Generaux envoyent leurs Troupes dans les Places, qui se trouveront les plus exposées au peril d'être attaquées, ou d'etre surprises, il est convenu entre Sa Majesté Imperiale & Catholique, & les Etats Generaux, que leurs Troupes seront reçues dans lesdites Places, autant qu'il sera necessaire pour leur defense, quand le cas viendra évidemment à exister, bien entendu que cela se fasse d'accord & de concert avec le Gouverneur General des Païs-bas.

XIII. Les Etats Generaux pourront, à leurs fraix & depens faire fortifier les susdites Villes, & Places, soit par de nouveaux Ouvrages, ou en faisant reparer les vieux, les entretenir, & generalement pourvoir à tout ce qu'ils trouveront necessaire, pour la seureté, & defense desdites Villes, & Places, à la reserve qu'ils ne pourront pas faire construire de nouvelles Fortifications, sans en avoir donné connoissance préalable au Gouverneur General des Païs-bas, & avoir entendu son avis, & ses considerations là-dessus, & sans qu'on pourra les porter à la charge de Sa Majesté Imperiale & Catholique, ou du Païs, qu'avec le consentement de Sadite Majesté.

XIV. Pour la seureté de la Communication entre les Provinces-Unies & Places de la Barriere, Sa Majesté Imperiale, & Catholique aura soin de faire en sorte, que les Lettres & Messagers, tant ordinaires qu'extraordinaires pourront passer librement, pour aller & venir dans les Villes, & Places de la Barriere, & par celles des autres Païs; à condition que lesdits Messagers ne se chargeront pas de Lettres ou des Paquets des Marchands, ou autres Particuliers, lesquels tant pour les Places de la Barriere, que pour tout autre Païs devront être remis aux Bureaux des Postes de Sa Majesté Imperiale, & Catholique.

ANNO 1715.

XV. Pour ce qui regarde l'Artillerie, Magazins, & Provisions de Guerre, que Leurs Hautes Puissances ont dans les Villes, & Places, qu'Elles remettent à Sa Majesté Imperiale & Catholique, il leur sera permis de les faire transporter sans aucun empêchement, & sans payer aucuns Droits, ou Péages, tant celles, qu'Elles y ont fait conduire Elles-mêmes, que l'Artillerie marquée de leurs Armes, perdüe dans la derniere Guerre, & leur appartenant, d'ailleurs qu'Elles auront trouvé dans lesdites Places, à moins que Sa Majesté Imperiale, & Catholique ne souhaite de prendre ladite Artillerie & Munitions de Guerre pour son compte, & ne convienne du prix avec Leurs Hautes Puissances avant la reddition des Places, & quant à l'Artillerie & Munitions, qui sont presentement dans les Places commises à la garde des Troupes des Etats Generaux, elles seront laissées à leur Garde & Direction, suivant les Inventaires qui en seront dressés & signés de part & d'autre, avant l'échange des Ratifications du present Traité, sans qu'il sera permis de les faire transporter ailleurs, que d'un commun consentement, & restera la Proprieté à Sa Majesté Imperiale & Catholique, pour autant qu'il en est trouvé dans lesdites Places au temps de leur cession, ou reddition.

XVI. En cas que les Provinces des Païs-bas Autrichiens fussent attaquées, & qu'il arrivât (ce qu'à Dieu ne plaise) que les Armées des Ennemis entrassent dans le Brabant, pour y agir, & faire le Siege de quelque Place dans ladite Province, ou de quelqu'une de celles qui en sont la Barriere; il sera permis à Leur Hautes Puissances, de faire occuper, & prendre poste par Leurs Troupes dans les Villes, & endroits sur le Demmer depuis l'Escaut jusques à la Meuse, comme aussi d'y faire des Retranchements, des Lignes, & des Inondations, pour empêcher les progrés ulterieurs des Ennemis, autant que la raison de Guerre le pourra demander, pourvû que le tout se fasse de concert avec le Gouverneur General des Païs-bas

XVII. Comme il conste par l'experience de la Guerre passée que pour mettre en seureté les Frontieres des Etats Generaux en Flandre, il falloit y laisser plusieurs Corps des Troupes si considerables, que l'Armée se trouvoit beaucoup affoiblie par là. pour prevenir cet inconvenient & pour mieux assurer lesdites Frontieres à l'avenir, Sa Majesté Imperiale, & Catholique céde aux Etats Generaux tels Forts, & autant de Territoire de la Flandre Autrichienne Limitrofe de leursdites Frontieres, qu'on aura besoin pour faire les Inondations necessaires, & pour les bien couvrir depuis l'Escaut jusques à la Mer, dans les endroits où elles ne sont pas deja suffisamment asseurées, & où elles ne sçauront l'être par des inondations sur les seules Terres deja appartenantes aux Etats Generaux.

Pour cette fin Sa Majesté Imperiale & Catholique agrée, & approuve que pour l'avenir les Limites des Etats Generaux en Flandre commenceront à la Mer, entre Blanchenberg & Heyste, à l'endroit où il n'y a point de Dunes, moyennant qu'ils n'y feront pas bâtir, ni ne permettront pas qu'on bâtisse des Villages ou des Maisons auprès dudit Poste, ni ne souffriront point aucun établissement des Pêcheurs, ou d'y faire des Ecluses à la Mer.

Et promettent de plus Leurs Hautes Puissances que, si Elles trouvent bon de faire construire quelques Fortifications à la tête de leurs nouvelles Limites, Elles auront soin de ne pas diminuer la force de la Digue, & non seulement se chargeront des fraix extraordinaires, qui pourroient être causés à l'occasion desdites Fortifications, mais même dedommageront les Habitans de la Flandre Autrichienne de toutes pertes, qu'ils pourroient souffrir, au cas que la Mer vînt à faire des inondations par les Fortifications susdites.

On tirera du Poste susnommé une Ligne droite sur le Grootewege, d'où la Ligne continuera vers Heyste; de Heyste elle ira sur le Drie-hoeck, & Swar-

te

ANNO 1715.

te Sluys, de là sur le Fort de St. Donas, lequel Sa Majesté Imperiale & Catholique céde en Proprieté & Souveraineté à Leurs Hautes Puissances (moyennant que les portes des Ecluses audit Fort seront, & resteront ôtées en tems de Paix) & céde pareillement le Terrain situé au Nord de la Ligne ci-dessus marquée.

Du Fort St. Donas les nouvelles Limites des Etats Generaux s'étendront jusques au Fort de St. Job d'où on regagnera les anciennes près de la Ville de Middelbourg, lesquelles limites on suivra le long du Zydelingsdyk jusques à l'endroit où Eecheloote, Watergang & le Waterloop se rencontrent à une écluse.

Ensuite de quoy on suivra le Graaf-Jaansdykh jusques au Village de Bouchout (aux Interessés des écluses duquel, on permet de les remettre où elles ont été ci-devant) & dudit Bouchout on continuera la Ligne droite pour regagner les anciennes Limites des Etats Generaux.

Sa Majesté Imperiale & Catholique cede aussi, en pleine & entiere Souveraineté, aux Etats Generaux le Territoire situé au Nord de ladite Ligne.

Et comme pour leur entiere seureté il est necessaire, que l'inondation soit continuée de Bouchoute jusques au Canal du Sas de Gand le long du Graaf Jansdykh, il sera permis en tems de Guerre à Leurs Hautes Puissances d'occuper, & faire fortifier toutes les Ecluses qui se trouveront dans le Graaf-Jansdykh & Zydelingsdykh.

A l'égard de la Ville du Sas de Gand, les Limites seront étenduës jusques à la distance de deux mille pas Geometriques, pourvû qu'il n'y ait point de Villages compris dans cette étenduë.

Et pour la conservation du bas Escaut, & la Communication entre le Brabant, & la Flandre des Etats Generaux, Sa Majesté Imperiale & Catholique cede, en pleine & entiere Proprieté & Souveraineté, aux Etats Generaux le Village, & Polder de Doel comme aussi les Poldres de Ste. Anne, & Keteniffe.

Et comme en tems de Guerre il sera besoin pour plus de seureté de former des inondations par les écluses entre les Forts de la Marie, & de la Perle; Sa Majesté Imperiale & Catholique remettra, aussi tot que la Barriere sera attaquée ou la Guerre commencée, la Garde du Fort de la Perle à Leurs Hautes Puissances, & celle des Ecluses: bien entendû, que la Guerre venant à cesser Elles remettront ces Ecluses & ledit Fort de la Perle à Sa Majesté Imperiale & Catholique, comme aussi celles, qu'Elles auront occupées dans le Graaf-Jansdykh & Zydelingsdykh. Les Etats Generaux ne pourront faire aucune inondation en tems de Paix, & se croyant obligés d'en former en tems de Guerre, ils en donneront connoissance préalable au Gouverneur General des Païs-bas, & en concerteront avec les Generaux Commandans les Armées aux Païs-bas.

Promettant de plus, que, si à l'occasion de la Cession de quelques écluses (dont les Habitans de la Flandre Autrichienne conserveront le libre usage en tems de Paix) ils vinssent à souffrir quelque domage, ou préjudice, tant par les Commandants, que par d'autres Officiers Militaires, que non seulement les Etats Generaux y remedieront incessamment, mais aussi qu'ils dedommageront les Interessés.

Et puisque par cette nouvelle situation des Limites, il faudra changer les Bureaux, pour prevenir les fraudes, en quoy Sa Majesté Imperiale, & Catholique, & Leurs Hautes Poissances sont également interessés, on conviendra des lieux pour l'établissement desdits Bureaux, & des precautions ulterieures qu'on jugera convenir de prendre.

Il est de plus stipulé par cet Article, qu'une juste Evaluation sera faite avant la Ratification du present Traité, des revenus, que le Souverain tire des Terres, qui se trouveront cedées à Leurs Hautes Puissances par cet Article, comme aussi de ce que le Souverain a profité par le renouvellement des Octrois sur le pied, qu'ils ont été accordés depuis trente ans en deçà, à être deduits, & defalqués sur le Subside annuel de cinq cent mille Ecus.

Et la Religion Catholique Romaine sera conservée & maintenue dans les Lieux ci-dessus cedez, en tout sur le pied qu'elle y est exercée actuellement, & qu'elle l'a été du tems du Roy Charles II. de glorieuse memoire, & seront de même conservés, & maintenus tous les Privileges des Habitans.

Le Fort de Rodenhuysen sera rasé, & les different touchant le Canal de Bruggcs seront remis à la decision d'Arbitres neutres à choisir de part & d'autre: bien entendu, que par la Cession du Fort de St Donas, ceux de la Ville de l'Ecluse n'auront pas plus de Droit sur ledit Canal qu'avant cette Cession.

XVIII. Sa Majesté Imperiale, & Catholique cede à Leurs Hautes Puissances les Etats Generaux à perpetuité, en pleine Souveraineté & Proprieté, dans le Haut Quartier de Gueldre, la Ville de Venlo, avec sa Banlieüe & le Fort de St. Michel; de plus le Fort de Stevensverth avec son Territoire ou Banlieüe; comme aussi autant de Terrain qu'il faudra, pour augmenter leurs Fortifications en deçà de la Meuse; & promet Sadite Majesté de ne faire jamais bâtir, ou permettre qu'un autre bâtisse aucune Fortification de quelque nom que ce soit à la distance d'une demie lieue de ladite Forteresse.

Sa Majesté Imperiale, & Catholique cede de plus aux Etats Generaux l'Ammanie de Montfort consistant (à l'exception des Villages de Swalmt, & Elmt, qu'Elle se reserve) dans les petites Villes de Neustadt & d'Echt, avec les Villages suivants, sçavoir One, & Lack, Roosteren, Braght, Beesel, Belten Vlodorp, Postert, Berg, Lin, & Montfort, pour être possedez par lesdits Etats Generaux, de la maniere que les a possedé, & en a joui Sa Majesté le Roy Charles II. de glorieuse Memoire, avec les Prefectures, Bourgs, Fiefs, Terres, Fonds, Cens, Rentes, Revenus, Péages, de quelque nature qu'ils soient, Subsides, Contributions, & Collectes, Droits Feodaux, Domaniaux, & autres quelconques appartenants auxdits Lieux cedés ci-dessus. Le tout pourtant sans prejudice, & sauf tous les Droits, qui pourront competer à Sa Majesté le Roy de Prusse: & ce nonobstant toutes exceptions, pretensions ou contradictions faites, ou à faire pour troubler les Etats Generaux dans la paisible possession des Lieux cedés par le present Article; tous Pactes, Conventions ou Dispositions contraires au present Article étant censées nulles, & de nulle valeur.

Bien entendu, que cette Cession se fait avec cette Clause expresse, que les Statuts, anciennes Coutumes, & generalement tous les Privileges Civils, & Ecclesiastiques, tant à l'égard des Magistrats, & des Particuliers, que des Eglises, Convents, Monasteres, Ecoles, Seminaires, Hospitaux, & autres Lieux publics, avec toutes leurs appartenances & dependances; de meme que le Droit diocesain de l'Evêque de Ruremonde; & generalement tout ce qui regarde les Droits, Libertés, Immunités, Fonctions, Usages, Ceremonies, & l'Exercice de la Religion Catholique, seront conservés, & subsisteront, sans y apporter changement ou innovation, ni directement ni indirectement, dans tous les Lieux ci-dessus cedez, de la maniere que du tems du Roy Charles II. de glor. Memoire, & selon qu'on l'expliquera de part & d'autre plus amplement, en cas qu'il arrive quelque dispute sur ce sujet: & ne pourront être données les Charges des Magistratures, & telles autres de Police, qu'à des Personnes qui soient de la Religion Catholique.

Le Droit de Collation des Benefices, qui a été jusques ici au Souverain, appartiendra d'oresnavant à l'Evêque de Ruremonde; à condition que lesdits Benefices ne pourront être donnés, qu'à des Personnes, qui ne seront pas desagreables aux Etats Generaux pour raisons particulieres à alleguer.

Il est aussi stipulé, que les Etats Generaux ne pretendront pas d'avoir acquis par la Cession de la Ville d'Echt aucun Droit de Judicature, ou d'Appel par rapport au Chapitre de Thorn, ou autres Terres de l'Empire, & il sera libre à Sa Majesté Imperiale, & Catholique de nommer tel endroit, qu'il conviendra pour ladite Judicature, ou Appel.

Et puisque les Habitans de la partie du Haut-Quartier qui vient d'être cedé ne pourront plus porter leurs Procês en cas d'Appel à la Cour de Ruremonde, il sera libre à Leurs Hautes Puissances, d'établir une Cour d'Appel pour Leurs Sujets dans un tel Lieu de la Province, qu'Elles trouveront convenir.

On est convenu de plus, que les Droits d'Entrée, & de Sortie qui se levent tout le long de la Meuse ne pourront être haussés ny baissés, en tout ou en partie, que d'un commun consentement, desquels Droits Sa Majesté Imperiale & Catholique tirera à son profit ceux qui se levent à Ruremonde & à Na-

vague, & les Seigneurs Etats Generaux ceux qui se levent à Venlo, & comme lesdits Droits sur la Meuse en general, comme aussi ceux sur l'Escaut subsidiairement sont affectés au payement de deux Rentes distinctes, sçavoir une de quatre Vingt mille Florins par an en vertu de la Transaction passée & conclue le vingt-six de Decembre mille six cent quatre vingt-sept avec feu Sa Majesté de la Grande-Bretagne Guillaume III. on est convenu, que Leurs Hautes Puissances à cause de la Cession susmentionée, subviendront à Sa Majesté Imperiale, & Catholique dans le payement desdites Rentes, & autres dettes, qui pourront y être hypotequées, annuellement & à proportion du produit des Droits d'Entrée, & de Sortie, qu'Elles recevront: le tout suivant les Constitutions mêmes desdites Rentes.

Et quant aux dettes & charges contractées & constituées sur la Generalité du Haut-Quartier de Gueldre; Les Etats Generaux concourreront dans le payement d'icelles pour leur quote-part, selon la proportion portée par la Matricule de tout ledit Haut-Quartier. Tous les Documens & Papiers, qui concernent le Haut-Quartier de Gueldres resteront comme ci-devant dans les Archives à Ruremonda. Mais on est convenu, qu'il en sera formé un Inventaire, ou Registre à l'intervention des Commissaires de Sa Majesté Imperiale & Catholique, de Sa Majesté de Prusse, & des Seigneurs Etats Generaux, & Copie authentique sera donnée dudit Inventaire à chacune des trois Puissances, pour avoir toujours libre accés à tous les Papiers, & Documens, dont Elles pourroient avoir besoin, pour la partie qu'Elles possedent dans ledit Haut-Quartier de Gueldres; & dont Copie authentique leur sera delivrée à la premiere requisition.

XIX. En consideration des grands frais, & depenses extraordinaires, auxquelles les Etats Generaux sont indispensablement obligés, tant pour entretenir le grand nombre de Troupes qu'ils se sont engagés par le present Traité, de tenir dans les Villes ci-dessus nommées, que pour subvenir aux grosses charges absolument necessaires pour l'entretien, & reparation des Fortifications desdites Places & pour les pourvoir des Munitions de Guerre, & de bouche; Sa Majesté Imperiale & Catholique s'engage, & promet, de faire payer annuellement aux Etats Generaux, la somme de cinq cent mille écus, ou douze cent cinquante mille Florins Monnoye d'Hollande, par dessus le revenu de la partie du Haut-Quartier de Gueldre, cedé en proprieté par Sa Majesté Imperiale, & Catholique aux Etats Generaux par le dix-huit Article du present Traité, comme aussi par dessus les frais pour le Logement des Troupes selon le Reglement fait en l'année mille six cent quatre-vingt dix-huit, de la maniere que l'on en conviendra en detail: laquelle Somme de cinq cent mille écus, ou douze cent cinquante mille Florins Monnoye d'Hollande sera asseurée, & hypothequée, comme elle est assurée & hypothequée par cet Article, generalement sur tous les revenus des Païs-bas Autrichiens, y compris les Païs cedés par la France, & specialement sur les revenus les plus clairs, & liquides des Provinces de Brabant, & de Flandre, & sur ceux du Païs, Villes, Châtelenies & dependances cedées par la France, selon qu'on est convenu plus specifiquement par un Article separé, tant pour l'Hypotheque, que pour les moyens, & termes de les percevoir.

Et commencera ledit payement du Subside des cinq cens mille écus, ou douze cent cinquante mille Florins Monnoye d'Hollande, du jour de la signature du present Traité, sur quoy seront deduits au *pro rata* du tems, les revenus des Villes, Châtelenies, & dependances cedées par la France, échus depuis ledit jour, jusques au jour, que lesdits Païs seront remis à Sa Majesté Imperiale, & Catholique, pour autant que les Etats Generaux les auront receu.

XX. Sa Majesté Imperiale & Catholique confirme & ratifie par cet Article les Capitulations accordées aux Provinces, & Villes des Païs-bas ci-devant appellez Espagnols, du tems de leur reduction sous l'obéïssance de Sadite Majesté ainsi que l'Administration Generale dudit Païs y exercée par la Grande-Bretagne, & les Etats Generaux des Provinces-Unies, ayans representés le legitime Souverain, par Leurs Ministres, qui ont residé à Bruxelles, & par le Conseil d'Etat commis au Gouvernement General desdits Païs-bas, ensuite du Pouvoir, & des Instructions, qui lui ont été données, & des requisitions faites, de la part des deux Puissances tant en matiere de Regale, de Justice, de Police que des Finances, comme aussi l'Administration particuliere des Etats, des Provinces, des Colleges, des Villes, & des Communautez au plat Païs; de même que des Cours Souveraines de Justice & d'autres Cours, & Juges subalternes.

Lesquels actes de Police, Regale, Justice, & Finances subsisteront, & sortiront leur plein & entier effet, selon la teneur desdits actes, & des Sentences renduës; le tout de la même maniere, comme s'ils avoient été faits par le Souverain legitime du Païs, & sous son Gouvernement.

XXI. Tout ce qui est compris dans l'Article precedent sera aussi observé, ratifié, & maintenu de la part de Sa Majesté Imperiale, & Catholique à l'égard du Haut-Quartier de Gueldre, & des Païs conquis sur la France (dont le Roy Charles II. de glorieuse memoire n'étoit pas en possession à son decés) pour toutes les dispositions faites au Nom, & de la part des Etats Generaux des Provinces-Unies.

Et pour ce qui est des Benefices, & Dignitez Ecclesiastiques, ceux qui en ont été pourvus & qui se trouvent en possession, ne pourront être depossedez; & ceux qui ne sont pas encore en possession, y seront admis, sans qu'on puisse s'y opposer, que par les voyes & dans l'ordre de la Justice, selon les Loix & Coutumes du Païs.

XXII. Sa Majesté Imperiale & Catholique reconnoit & promet de satisfaire les Obligations, qui ont été passées de la part de Sa Majesté Catholique Charles II. de glorieuse Memoire, pour les Levées d'Argent que Leurs Hautes Puissances ont fait negocier, pour Sadite Majesté, dont la Liste est jointe au bas de cet Article; & comme on n'a point encore remis aux Etats Generaux les Obligations des Païs-bas Espagnols pour la Somme de deux cent mille Florins par an, à fournir par Eux pour le payement des Interêts, & pour remboursement d'un Capital de quatorze cent milla Florins levés à interêt l'an mille six cent quatre-vingt & dix-huit pour être employé aux necessitez des Frontieres desdits Païs-bas Espagnols, & de quatre Années d'interêt, portant la Somme de deux cent vingt-quatre mille Florins, dont ledit Capital de quatorze cent mille Florins est augmenté, lesquelles Obligations ledit Roy Charles II. de glorieuse Memoire avoit promis de faire tenir, sans que cela s'est fait; Sa Majesté Imperiale & Catholique promet par cette, de faire passer les Obligations par les Etats des Provinces desdits Païs-bas, & de les faire delivrer incessamment après auxdits Etats Generaux conformement à la teneur de ladite Obligation de Sa Majesté Catholique du trente de May mille six cent quatre-vingt & dix-huit, à la premiere Convocation des Etats, ou au plus tard dans le terme de deux mois après l'échange des Ratifications de ce Traité.

Memoire des Negotiations faites à la requisition de Sa Majesté Catholique CHARLES II. *de glorieuse memoire.*

LA premiere negociation a été d'un Million cinq cent soixante quinze mille Florins sur les Droits d'entrée, & de sortie de la Marie, à cinq pour cent, faite par Acta du treize de Decembre de l'an milla six cent quatre-vingt dix. - - - - - - 1575000.

La seconde a été de cinq cent vingt-cinq mille Florins, à cinq pour cent, sur le même fonds, levés par Acta du vingt-un de Mars l'an mille six cent quatre-vingt & un - - - - - - - 525000.

La troisieme a été de cinq cent soixante & sept mille Florins, à cinq pour cent, sur les revenus du Haut-Quartier de Gueldre faite par Acte du quinze de Janvier l'an mille six cent quatre vingt & douze - - 567000.

La quatrieme, & cinquieme negociation de cinq cent mille Florins, & de deux cent mille Florins ont été faites conformement à deux Actes du quatrieme & vingt deuxieme de May mille six cent quatre vingt & treize sur les Droits d'entrée, & de sortie de la Marie, à six pour cent - - - - - - 700000.

ANNO 1715.

La sixieme at été de six cent soixante & cinq mille Florins sur le même fonds & à cinq pour cent, levée de l'onze d'Avril mille six cent quatre vingt & quinze - - 665000.

La septieme a été de quatorze cens quarante mille Florins, sur le même fonds à cinq pour cent, levée par Acte du vingt-quatre de Novembre, mille six cent quatre vingt & quinze. - - - - - - 1440000.

La hoitieme, neuvieme, & dixieme Sommes de quatre cent mille, cent mille, & trois cent mille Florins ont été levées par Acte du dix Decembre mille six cent quatre vingt & quinze, du douze de Septembre mille six cent quatre vingt & seize, & du sixieme de Mars mille six cent quatre vingt & dix-sept, à cinq pour cent sur les Revenus de la Province de Namur, & subsidiairement sur les revenus de la Marie, & les Domaines de la Province de Luxembourg portant ensemble. - - - - - 800000.

L'onzieme Somme de cinq cent mille Florins a été levée par Acte du trente d'Avril mille six cent quatre vingt & seize à six pour cent sur les revenus de la Prevosté de Mons - - - - - 500000.

La douzieme Somme de quatorze cent mille Florins à quatre pour cent a été levée sur les Subsides des Provinces des Païs-bas, sur les remises d'Espagne, & subsidiairement sur les revenus de la Marie; Item deux cent & vingt-quatre mille Florins pour quatre années d'interêt du Capital conformement à la teneur de l'Obligation du trente de May mille six cent quatre vingt & dix huitieme année, portant ainsi la Somme totale. - - - - 1624000.

XXIII. Pareillement Sa Majesté Imperiale & Catholique reconnoit, approuve, & confirme, toutes les Levées d'argent dont la Liste est jointe au bas de cet Article, qu'on a été obligé de faire pour le payement de plusieurs necessités indispensables pour la Conservation des Païs-bas Espagnols & pour l'entretien des Troupes de Sa Majesté Imperiale & Catholique pendant le Gouvernement provisionel de la Grande-Bretagne, & des Etats Generaux des Provinces-Unies, & faites par Leurs Hautes Puissances de concert avec Sa Majesté Britannique: Promettant Sa Majesté Imperiale & Catholique d'y satisfaire, & de faire duement enregistrer lesdites Negociations dans les Chambres des Finances, & des Comptes, & d'en faire delivrer Acte en forme à Leurs Hautes Puissances, & de faire payer le Capital & les interêts hors des Fonds & Hypotheques tant principales que subsidiaires affectées pour cette fin, sans que Sa Majesté Imperiale & Catholique pourra apporter, si ce n'est de l'aveu des Etats Generaux, aucun changement à la direction, ou à l'Administration des Hypotheques, sur lesquelles les Negociations ont été faites, mais qu'Elle les laissera à Leurs Hautes Puissances conformement à la teneur des Obligations & si ces Fonds n'étoient point suffisants, ce qu'il y manquera sera suppléé par les Etats des Provinces desdits Païs-bas Autrichiens.

Memoire des Negociations faites pendant le Gouvernement provisionel de Sa Majesté Britannique, & de Leurs Hautes Puissances aux Païs-bas

DANS l'Année mille sept cent & sept ont été levés trois cent mille Florins à cinq pour cent sur la Posterie, & destinez à être envoyés au Roy à Barcelone:

Encore quatre cent mille Florins à cinq pour cent sur les Droits d'entrée & de sortie en Flandre, destinés à des necessités aux Païs-bas; les interêts desdits quatre cent mille Florins ont été assignés sur la Posterie. - - - - - - 700000.

Au Mois de Fevrier de l'Année mille sept cent & neuf ont été levés deux cent cinquante mille Florins à cinq pour cent sur les Droits de la Marie pour l'entretien des Troupes Imperiales & Palatines - - - - - - - 250000.

Au Mois de May mille sept cent neuf a été levée une Somme de cinq cent mille Florins à cinq pour cent, aux mêmes conditions, sur les mêmes Fonds, & au même usage. - - - - - 500000.

Au Mois d'Août a été encore levée une Somme de dix cent mille Florins aux mêmes conditions, sur les mêmes Fonds, & au même usage - - - 1000000.

Dans l'Année mille sept cent & dix a été negociée une Somme de trois cent mille Florins à six pour cent sur le revenu de la Posterie pour subvenir aux frais des Troupes Imperiales & Palatines, au Service de Sa Majesté Imperiale & Catholique - - - - - - - 300000.

Item sur les Droits d'entrée, & de sortie en Flandre, une Somme de quatre cent mille Florins pour subvenir aux frais des Troupes Imperiales, à six pour cent, sçavoir cinq pour cent à trouver sur les Droits en Flandres, & un pour cent sur les revenus de la Marie - - - 400000.

Item sur les mêmes fonds, & à six pour cent, sçavoir cinq pour cent, à trouver sur les Droits d'entrée & de sortie en Flandre, & un pour cent sur les revenus de la Marie, une Somme de trois cent mille Florins pour subvenir aux frais des Troupes Imperiales - - - 300000.

Item sur les mêmes fonds, & à six pour cent, sçavoir cinq pour cent à trouver sur les Droits d'entrée & de sortie en Flandres, & un pour cent sur les revenus de la Marie une Somme de trois cent quarante mille six cent vingt cinq Florins, pour subvenir aus frais des Troupes Imperiales - - - - 340625.

Item sur les revenus de la Marie à cinq pour cent une Somme de trois cent mille Florins pour subvenir aux frais des Troupes Imperiales - - - - 300000.

Au Mois de Mars mille sept cent & onze a été levée une Somme de trois cent mille Florins à six pour cent sur le revenu de la Posterie pour subvenir aux frais des Troupes Imperiales - - - - - 300000.

En Decembre de l'Année mille sept cent & douze ont été negociés sur la Marie deux cent vingt-huit mille trois cent & trente Florins à cinq pour cent pour pourvoir aux necessités, & aux Fortifications de Mons, St. Ghilain, & Ath. - - - - 228330.

Faisant les susdites levées ensemble la Somme de quatre Millions six cent dix-huit mille neuf cent cinquante & cinq Florins; l'employ de laquelle, aussi bien que de la Somme de cinq cent cinquante mille Florins, que les Receveurs des Droits d'entrée & de sortie en Flandre ont fournis en Lettres de Change aux Etats Generaux en l'an mille sept cent & dix, de cent mille Florins, qu'ils ont receu du Receveur des Medianates; & de cent cinq mille Florins *salvo errore calculi*, qu'ils ont receu de la troisieme Chambre du Conseil de Flandre, a été verifié au Ministre Plenipotentiaire de Sa Majesté Imperiale & Catholique, de la maniere que cela est expliqué plus particulierement par la Declaration mise au bas de l'état des Negociations, & argent fourni, & de l'employ desdits Deniers, signé ce même jour.

XXIV. On procedera, aussi tôt que faire se pourra, à la Liquidation du payement fait des interêts, & du Capital des emprunts mentionnés dans les deux Articles precedents, dans laquelle Liquidation ne sera portée à la charge de Leurs Hautes Puissances, que tout ce qui se trouvera payé effectivement & réelement en vertu desdites Obligations, & sans que de la part de Sa Majesté Imperiale & Catholique on pourra faire contre le payement desdits interêts, quelque difficulté ou prétentions de rabbat, ou diminution à cause de non-possession des Hypotheques, confiscation en tems de Guerre, depravation des Hypotheques à cause des diminutions des Droits d'entrée & de sortie, ou autre cause, ou pretexte quelconque;

&

ANNO 1715.

& fans qu'à caufe de cette Liquidation on pourra de la part de Sa Majefté Imperiale & Catholique difcontinuer le payement pour le recouvrement des interêts & termes de rembourfement, dans lequel il fera continué conformement aux Conditions portées par les Obligations jufques à ce qu'il conftera que tous les emprunts, & interêts d'iceux feront entierement acquités & rembourfés : après quoi les Hypotheques feront duement dechargées, & reftituées.

XXV. De plus font ratifiés, & confirmés par le prefent Article tous les Contracts pour le Pain, Chariots & Fourrages des Troupes Imperiales & Palatines, faits par les Miniftres de deux Puiffances à Bruselles, ou par le Confeil d'Etat commis au Gouvernement des Païs-bas fur la requifition defdits Miniftres, & font pareillement confirmés, & ratifiés tous les payemens deja faits à ce fujet par le Confeil des Finances, & les ordres donnés par ledit Confeil pour affigner le reftant de ce qui eft dû, pour ledit Pain, Fourrages, & Chariots, fur les Droits d'excrefcence de quatre efpeces, enfuite des requifitions du Confeil d'Etat, fans que lefdits Droits d'excrefcence puiffent être divertis à d'autres ufages, fous quelque pretexte que ce puiffe être, avant que les Entrepreneurs qui ont livré ledit pain, fourrages, & chariots foient entierement fatisfaits felon la teneur de leurs Contracts, enfuite des requifitions des Miniftres de deux Puiffances, & des Ordres du Confeil d'Etat & de celui des Finances.

XXVI. Pour ce qui regarde le Commerce on eft convenu que les Navires, Marchandifes & Denrées, venant de la Grande-Bretagne, & des Provinces-Unies, & entrans dans les Païs-bas Autrichiens, de même que les Navires, Marchandifes, & Denrées, fortant defdits Païs-bas vers la Grande-Bretagne, & les Provinces-Unies ne payeront les Droits d'entrée & de fortie, que fur le même pied qu'on les leve à prefent, & particulierement tels qu'ils ont été reglés, avant la fignature du prefent Traité, felon la requifition faite au Confeil d'Etat à Bruxelles par les Miniftres des deux Puiffances en date du fix de Novembre, & qu'ainfi le tout reftera, continuera, & fubfiftera generalement fur ledit pied fans qu'on y puiffe faire aucun changement, innovation, diminution, ou augmentation, fous quelque pretexte que ce puiffe être, jufques à ce que Sa Majefté Imperiale & Catholique, Sa Majefté Britannique, & les Seigneurs Etats Generaux en conviendront autrement, par un Traité de Commerce à faire le plûtôt qu'il fe pourra, demeurant au refte le Commerce, & tout ce qui en depend, entre les Sujets de Sa Majefté Imperiale & Catholique dans les Païs-bas Autrichiens, & ceux des Provinces-Unies, en tout & en partie fur le pied établi, & de la maniere portée par les Articles du Traité fait à Munster le trente de Janvier mille fix cent quarante-huit entre Sa Majefté le Roy Philippe IV. de glorieufe memoire & lefdits Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies concernant le Commerce; lefquels Articles viennent d'être confirmés par le prefent Article.

XXVII. Que les Fortifications, & tous les Ouvrages de la Citadelle de Liege, de même que celles du Chateau de Huy auffi avec tous les Forts, & Ouvrages feront rafez, & demolis, fans qu'ils puiffent être jamais rebâtis, ou retablis: bien entendu; que ladite demolition fe fera aux depens des Etats du Païs de Liége à qui les materiaux refteront pour être vendus, & tranfportés ailleurs. Le tout aux Ordres, & fous la Direction des Etats Generaux, qui envoyeront pour cette fin des Perfonnes capables pour avoir la direction defdites demolitions, aufquelles on commencera de travailler immediatement après la fignature du prefent Traité, & que l'on achevera en dedans trois mois, ou plûtôt s'il fe peut, & que cependant les Garnifons des Etats Generaux des Provinces-Unies ne fortiront defdites Places avant que la demolition ne foit achevée.

XXVIII. Et pour plus grande feureté, & execution du prefent Traité promet, & s'engage Sa Majefté Britannique de le confirmer & de le garantir dans tous fes Points & Articles, comme Elle le confirme, & le garantit par celuy-cy.

XXIX. Le prefent Traité fera ratifié, & approuvé par Sa Majefté Imperiale & Catholique, par Sa Majefté Britannique, & par les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, & les Lettres de Ratifications feront delivrées dans le terme de fix Semaines, ou plûtôt fi faire fe peut, à compter du jour de la fignature. En foy de quoy Nous Miniftres Plenipotentiaires de Sa Majefté Imperiale & Catholique, de Sa Majefté Britannique, & des Seigneurs Etats Generaux, en vertu des nos Pouvoirs refpectifs avons efdits Noms fignées ces Prefentes de nos Seings ordinaires, & à icelles fair appofer les Cachets de nos Armes. Fait à Anvers ce quinze du Mois de Novembre de l'Année mille fept cent & quinze.

ANNO 1715.

J.L.C. a KÖNIGSECG. (L.S.) W. CADOGAN. (L.S.) B. v. DUSSEN (L.S.)

(L.S) LE COMTE DE RECHTEREN.

(L.S.) S. L. GOCKINGA.

(L.S.) ADR. v. BORSSELE SIG. v. GELDER-MALSEN.

Formulaire du Serment pour le Gouverneur de Dendremonde.

JE N. N. établi Gouverneur par Sa Majefté Imperiale & Catholique à Dendremonde promets, & jure, que je ne ferai jamais rien, ni ne permettrai pas qu'il fe faffe quelque chofe dans ladite Ville, qui puiffe être prejudiciable au fervice de Leurs Hautes Puiffances les Etats Generaux des Provinces-Unies, par rapport à la confervation de la Ville, & de la Garnifon: & que je donnerai libre paffage à leurs Troupes toutes & quantes fois qu'ils le fouhaiteront, moyennant une requifition préalable, & que lefdites Troupes ne paffent, que pour un nombre modique à la fois; le tout conformement à l'Article cinq du Traité de la Barriere, dont Copie m'a été communiquée: Ainfi Dieu me foit en aide.

Formulaire du Serment pour les Gouverneurs des Places.

N. N. Je jure, & promets de garder fidelement à la Souveraineté, & Proprieté de Sa Majefté Imperiale & Catholique - - - - - - - - - qui m'a été confiée, & de ne la remettre jamais à aucune autre Puiffance, & que je ne me mêlerai pas, directement ni indirectement, ni ne fouffrirai pas, que qui que ce foit fous mon Commandement, fe mêle d'aucune affaire concernant le Gouvernement Politique, Religion, & chofes Ecclefiaftiques, Juftice & Finance, ni même en quoi que ce foit contre les Droits, Privileges & Immunitez des Habitans tant Ecclefiaftiques, que Laiques, ou aucune autre affaire, n'ayant pas relation directe à la confervation de la Place qui m'a été confiée & pour le maintien de la Garnifon commife à mes foins; mais que je laifferai tout cela à Sa Majefté Imperiale & Catholique comme legitime Souverain & aux Etats, & Magiftrats tant Ecclefiaftiques que Laiques, pour autant qu'il en appartient à chacun d'eux; promettant au contraire de les affifter de main forte, toutes & quantes fois que j'en ferai requis pour le maintien des Ordres politiques, & la confervation de la tranquillité, contre tous ceux, qui voudroient s'y oppofer: Bien entendu, qu'il me fera permis d'executer les Ordres que les Etats Generaux me donneront conformement, & en execution du Traité entre Sa Majefté Imperiale & Catholique & Leurs Hautes Puiffances: ainfi Dieu me foit en aide.

Pleinpouvoir du Miniftre Plenipotentiaire de Sa Majefté Imperiale & Catholique.

NOS CAROLUS Sextus Divina favente Clementiâ Electus Romanorum Imperator, femper Auguftus, Germaniæ, Hifpaniarum, Hungariæ & Bohemiæ Rex &c. Archidux Auftriæ, Dux Burgun-

ANNO 1715.

gundiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ & Würtembergæ, Comes Flandriæ, Habsburgi, Tyrolis & Goritiæ &c. &c. Postquam solennia Pacis, quæ Nos inter, ac Serenissimum Potentissimumque Principem, Dominum Ludovicum XIV. Franciæ Regem Christianissimum Rastadii nupero mense Martio inita fuit, Badenæ Helvetiorum, DEO propitiante jam jam ad finem properant, resque eo jam loci sit, ut qui Nobis superest cum Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii Securitatis, seu limitaneus Tractatus vulgo *Barriere* dictus, cum iis quantocius instituatur, atque utrinque amicabiliter transigatur. Hinc est, quod in fide, prudentia ac rerum usu Nostri Camerarii, Consiliarii Bellici, ac Generalis Campi Sub-Mareschalli Illustris ac Magnifici Josephi Lotharii Comitis à Königsegh, Nostri ac Sacri Romani Imperii dilecti fidelis, confisi, eundem plena ad hunc Actum Potestate hisce muniverimus; Dantes ei omnimodam facultatem, Nostro Nomine cum Deputatis præfatorum Statuum Generalium pari Mandato instructis loco ad hunc Tractatum utrinque placito super dictis limitibus agendi, tractandi, & transigendi. Verbo Cæsareo-Regioque spondentes, Nos ea omnia, & singula, quæ is ita egerit, convenerit, atque transegerit, firma, rata, grataque esse habituros, non secus ac si Nos Ipsi præsentes ea coram egissemus ac transegissemus.

In fidem quorum præsentes propria manu subscripsimus, Nostroque Cæsareo-Regio sigillo communiri jussimus. Datum in Nostra Civitate Viennæ die sexta Augusti; Anno millesimo, septingentesimo decimo quarto: Regnorum Nostrorum Romani tertio: Hispanici undecimo, Hungarici vero & Bohemici quarto.

Signatum,

CAROLUS.

Infra,

JOANNES FRIDERICUS C. A SEILERN.

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ Majestatis proprium,

Signatum,

JOANNES GEORGIUS BUOL.

Pleinpouvoir du Ministre Plenipotentiaire de Sa Majesté Britannique.

GEORGIUS Dei Gratia Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hyberniæ Rex, Fidei Defensor: Omnibus & singulis ad quos præsentes Litteræ pervenerint, Salutem. Cum Tractatu inter nuperam Sororem, & consanguineam Nostram Charissimam Annam Magnæ Britanniæ, Franciæ, & Hyberniæ Reginam, & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderatorum Belgii Provinciarum Ultrajecti ad Rhenum die decimo nono / vigesimo Mensis Januarii Anno millesimo septingentesimo duodecimo / decimo tertio inito conventum concordatumque sit, de Obice, vulgo *Barriere*, dictorum Dominorum Ordinum Generalium in Provinciis Hispano-Belgicis constituendo, & de Commercii ratione in prætatis Provinciis describenda, cum Cæsarea ac Catholica Sua Majestas earundem possessionem initura sit. Nos tamen re nostra, Regnorumque Nostrorum esse existimavimus, quam Amicorum Nostrorum Communium commoda plurimum attinere, virum quendam idoneum & ejusmodi negotio undiquaque parem nominare, qui ad Conventum Antuerpiæ celebrandum Nostro nomine se conferat atque ibidem & Obicis antedicti, & Commercii rationes sedulo procuret. Sciatis igitur, quod Nos fide, prudentia & rerum tractandarum usu fidelis & dilecti Nobis Guillelmi Cadogan, Armigeri, Nostri apud Celsissimos, & Potentissimos Dominos Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum Ablegati Extraordinarii, in Comitiis Parliamenti Nostri Magnæ Britanniæ Senatoris, Vestium Nostrarum Regiarum Magistri, & in Exercitibus Nostris Locumtenentis Generalis, ac secundæ Nostræ Cohortis Prætorianæ Præfecti, penitus confisi, eundem nominavimus, constituimus, fecimus, & ordinavimus, sicut per præsentes manu Nostra Regia signatas nominamus, constituimus, facimus, & ordinamus Nostrum verum, certum & indubitatum Commissarium, Procuratorem, & Plenipotentiarium, dantes eidem & concedentes omnem & omnimodam facultatem, potestatem, & auctoritatem, nec non Mandatum generale, pariter ac speciale pro Nobis, & Nostro Nomine cum Ministris Cæsareæ ac Catholicæ Suæ Majestatis, & Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii aliorumque Principum, & Statuum quorumcunque Ministris sufficienti pariter Potestate munitis Antuerpiæ vel in alio quovis loco congrediendi, consulendi, renovandi, & concludendi ejusmodi Fœdera, & Conventiones, nec non Articulos sive secretos, sive separatos, & alia omnia quæ ad finem prædictum feliciter obtinendum maxime faciant, quæque ita ab ipso renovata, conclusa & conventa fuerint, nostro nomine signandi mutuoque tradendi recipiendique & reliqua quæcunque factu necessaria præstandi perficiendique, tam amplo modo & forma ac Nos ipsi si interessemus, facere & præstare possemus, spondentes & in Verbo Regio promittentes Nos ea quæ a dicto nostro Commissario, Procuratore & Plenipotentiario, renovari, & concludi contigerint, rata, grata, & accepta omni meliori modo habituros, neque passuros unquam, ut vel in toto vel in parte à quopiam violentur, aut contraveniantur. In quorum omnium majorem fidem, & robur magnum nostrum Magnæ Britanniæ Sigillum præsentibus manu Nostra Regia signatis apponi jussimus. Dabantur in Palatio Nostro Divi Jacobi undecimo die Octobris, Anno Domini millesimo septingentesimo decimo quarto, Regnique Nostri Primo.

Signatum,

GEORGIUS REX.

Pleinpouvoirs des Ministres Plenipotentiaires des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies.

ORDINES Generales Unitarum Belgii Provinciarum. Omnibus & singulis, quorum interest, aut quomodolibet interesse poterit, Salutem. Quum hoc rerum statu nihil nobis optabilius sit, quam ut quantocius inter Sacram Suam Cæsaream Majestatem, & Nos convenire queat, de omnibus iis, quæ ad constituendum Obicem, vulgo *Barriere*, in Provinciis Hispano-Belgicis pro Securitate Nostra necessaria sunt, proinde, confisi prudentiæ, & experientiæ, & fidei Dominorum Brunonis van der Dussen, Consularis ac Senatoris, nec non Consiliarii & Syndici Civitatis Goudanæ, Consilii quod agro Schielandiæ præest, Assessoris, & Agri Crimpensis Dykgravii: Adolphi Henrici Comitis de Rechteren, Domini Almeloæ Summi Prætoris Zallandiæ in Transisulania; Scatonis de Gokinga, Senatoris Civitatis Groningensis; & Adriani de Borssele, Domini de Geldermalsen Senatoris Civitatis Vlissinganæ, tribus prioribus in Consessu nostro ex Provinciis Hollandiæ, & Westfrisiæ, Transisulaniæ, & Groningæ ac Ommelandorum: quarto in Consilio Status e Zelandia, Deputatis, eosdem nominavimus, elegimus & constituimus, quemadmodum hoc ipso nominamus, eligimus, & constituimus, veros & indubitatos Plenipotentiarios Nostros, hunc in finem, ut cum illo, vel illis, qui ex parte Sacræ Cæsareæ Suæ Majestatis pari cum Potestate constitutus sit vel constituti sint, agant, tractent, & concludant, quæcunque ad constituendum dictum Obicem, eum omnibus eo spectantibus, hinc inde necessaria vel utilia censuerint: Dantes & concedentes ad hoc ipsum iisdem Plenipotentiariis Nostris, omnibus conjunctim, vel aliquibus, etiam uni, illorum seorsim, reliquis absentibus, vel aliter impeditis, plenam & omnimodam Potestatem, nec non Mandatum generale, pariter ac speciale; ut hac in causa agere, concludere, Instrumenta necessaria conficere, signare, & subscribere, denique omnia facere queant, quorum Nobis Ipsis agendi potestas foret, si præsentes essemus, quantumvis Mandato magis spe-

Nnn ciali

ciali opus esse videretur: Promittentes insuper bona fide, Nos accepta, rata, & grata habituros, quæcunque hi antenominati Plenipotentiarii Nostri omnes conjunctim, vel aliqui, ac etiam unus, eorum seorsim, reliquis absentibus, vel aliter impeditis, vi præsentium egerint & conclusferint, Nosque Ratihabitionis Tabulas, solenni forma soper illis expedituros, & extradituros. In quorum fidem hanc Sigillo Nostro majori munire per Consessus Nostri Præsidem signari, & per Graphiarium Nostrum subscribi fecimus. Hagæ Comitum vigesimo octavo Septembris Anno millesimo septingentesimo quarto decimo, signatum erat.

Vt. A. VELTRAS.

Ad Mandatum altè memoratorum Dominorum Ordinum Generalium.

F. FAGEL.

Article Separé.

COMME dans l'Article dix-neuf du Traité de la Barriere pour les Etats Generaux des Provinces-Unies dans les Païs-bas Autrichiens conclu ce jourd'huy quinze de Novembre mille sept cens & quinze entre Sa Majesté Imperiale, & Catholique, Sa Majesté Britannique, & lesdits Seigneurs Etats Generaux on est convenu de s'expliquer plus specifiquement par un Article separé, au sujet des Hypotheques & des moyens de percevoir le subside y mentionné, Sa Majesté Imperiale, & Catholique pour assurer & faciliter d'autant plus le payement dudit subside de cinq cent mille Ecus ou douze cens cinquante mille Florins monnoye d'Hollande par an accordé, & stipulé par ledit Article, assigné specialement sur les Païs, Villes, Chatelenies & dependances cedées par la France, annuellement la somme de six cents & dix mille Florins monnoye d'Hollande, selon la repartition suivante, à sçavoir: Sur la Ville de Tournay, cinquante & cinq mille Florins, sur la Chatelenie de Tournay dit le Tournesis, vingt & cinq mille Florins, sur la Ville, & Verge de Menin quatre vingt dix mille Florins, & sur la partie de la Flandre Occidentale, qui a été cedée par la France, à repartir sur les Villes, Chatelenies, & dependances suivant le transport de Flandre quatre cent quarante mille Florins; & le restant sur les Subsides de la Province de Brabant un tiers, faisant la somme de deux cent treize mille trois cent trente & trois & un tiers de Florin: & sur ceux de la Province de Flandre deux tiers, faisant la somme de quatre cent vingt & six mille six cens soixante six & deux tiers de Flor. faisant lesdites sommes respectives ensemble la susdite Somme totale de cinq cents mille écus ou douze cent cinquante mille Florins monnoye d'Hollande.

La portion de la Province de Brabant est assignée sur le contingent des sept Quartiers d'Anvers, & des autres Districts de Brabant dans les Subsides de cette Province.

Et la portion de la Province de Flandre sur le contingent du Païs de Waës, y compris, Beveren, du Païs d'Oudenbourg ou Franc de Brugges, du Païs d'Alost, & de la Ville, & Païs de Dendremonde dans les Subsides de cette Province. Et pour asseurer d'autant plus le payement regulier des susdites Sommes respectives Sa Majesté Imperiale, & Catholique promet & s'engage, que le payement se fera de trois en trois mois, à commencer du jour de la Signature du present Traité, à payer à l'échéance du terme & au defaut dudit payement à la fin desdits trois mois: Ordonne Sa Majesté Imperiale & Catholique dés à present, & par ce Traité aux Etats des Provinces, & departemens & les Receveurs des subsides tant ordinaires qu'extraordinaires, de même que ceux de ses Droits & Domaines, hors desquels le payement se doit faire, conformement à la repartition ci-dessus, qu'en vertu de cet Article, & sur une Copie d'icelui; Ils auront à payer incessamment à chaque échéance, & sans delay au Receveur General desdits Etats Generaux, ou à ses Ordres, les Sommes ci-dessus marquées, & sans attendre autre ordre, ou assignation; ce present Article leur devant servir d'ordre, & d'assignation dés à present, & pour lors.

Et ledit payement leur sera passé en compte à la charge de Sa Majesté Imperiale & Catholique, comme s'il avoit été fait à Elle même.

Faute de quoy, ou bien, en cas que lesdits Etats n'accordassent pas avec la promtitude necessaire les subsides, pourront les Etats Generaux proceder aux moyens de contrainte, & d'execution & même par voye de fait contre les Receveurs, Etats, & Domaines desdites Provinces, & Departemens, lesquels Sa Majesté Imperiale, & Catholique y soumet en vertu de cet Article. Le tout sans prejudice du Droit de Leurs Hautes Puissances sur les autres revenus du Souverain par dessus le subside des Provinces, comme sont les Droits d'entrée, & de sortie, impots, tailles, péages & autres Domaines.

De plus on est convenu, que le payement dudit subside ne pourra être retardé, moins refusé, sous pretexte de compensation, Liquidation, ou autres pretensions, de quelque nom, ou nature, qu'elles puissent être.

Et aura cet Article Separé la même force que ledit Traité de la Barriere, & tout comme s'il y étoit inseré de mot à mot, & sera ratifié dans le même tems que ce Traité.

En foy de quoy Nous Ministres Plenipotentiaires de Sa Majesté Imperiale, & Catholique, de Sa Majesté Britannique, & des Seigneurs Etats Generaux avons signé le present Article, & y avons fait apposer le cachet de Nos Armes. Fait à Anvers ce quinze de Novembre mille sept cent quinze.

J.L.C. A KÖNIGSEGG. W. CADOGAN. B. v. DUSSEN.
(L. S.) (L. S.) (L. S.)

(L. S.) LE COMTE DE RECHTEREN.

(L. S.) S. L. GOCKINGA.

(L. S.) ADR. v. BORSSELE, SEIG. v. GELDERMALSEN.

S'ensuit la Ratification de Sa Majesté Imperiale & Catholique, sur le Traité de Barriere.

NOS Carolus sextus, Divinâ favente Clementiâ Electus Romanorum Imperator, semper Augustus, ac Germaniæ, Hispaniarum, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæque Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Limburgi, Luxenburgi, Geldriæ ac superioris & inferioris Silesiæ, & Wurtembergæ, Princeps Sweviæ, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, Moraviæ, superioris & inferioris Lusatiæ, Comes Habsburgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ & Namurci, Landgravius Alsatiæ, Dominus Marchiæ Slavonicæ, Portus Naonis & Salinarum, &c. &c. Notum testatumque facimus, quorum interest universis & singulis, cum factâ superiori anno Badæ Helvetiorum cum Galliâ Pace, subinde Nobis cum Serenissimo ac Potentissimo Magnæ Britanniæ Rege: Nec non Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii convenerit ut, quæ ex Fœdere anno millesimo septingentesimo primo, die septima Septembris Hagæ-Comitis inito adhuc mutuo præstanda superesse videbantur, in eo, quem Antverpiam indicere placuit, Congressu per Ministros plena undequaque Potestate munitos quanto citius conficerentur: In primis vero ea loca, Urbes ac Munimenta Belgii Nostri, quæ Provinciis ac Ditionibus prætatorum Ordinum Generalium securitatis, Tutaminis ac Propugnaculi loco, vulgo *Barriere*, posthac essent, designarentur, cœteraque quæ ad rem pertinerent, componerentur: id quod Divino favente Numine, amicis præcipue officiis dicti Serenissimi Magnæ Britanniæ Regis, sub die decima quinta Novembris nuper inter eosdem Ministros Plenipotentiarios, quorum nomina subjecta conspiciuntur, in hæc tandem verba & Articulos definitum, transactum fuit.

Fiat

ANNO 1715.

Fiat insertio.

Quod Nos, quæ inter præfatos cum Nostrum, tum Regium Britannicum, Ordinumque Generalium Ministros Plenipotentiarios virtute habiti Mandati ita ut supra acta, conclusa, atque transacta fuere, rata grataque habuerimus, prout ea omnia & singula vigore præsentium approbamus & ratificamus, verbo Cæsareo Regio & Archiducali spondentes, Nos ea quæ Nos tangunt, firmiter ac religiose impleturos & observaturos, ac à Nostris pariter observari curaturos, neque ut iis contraveniatur, passuros esse, certo confisos, Sac. Rom. Imperii Electores, Principes ac Status, perpensis rite rerum momentis, iis, quæ Art. XXVII. super æquatione Munimentorum Arcis Leodiensis prout & Castellorum ac Munimentorum Urbisque Huyensis, concedi præsens temporum ratio exegit, consensu suo haud gravatim accessuros esse. In quorum fidem præsentes propria manus subscriptione, appressoque Nostro Cæsareo Regio Sigillo communivimus, Viennæ die vigesima prima mensis Decembris anno millesimo septingentesimo decimo quinto Regnorum Nostrorum Romani quinto, Hispaniarum decimo tertio, Hungarici vero & Bohemici itidem quinto.

Signatum,

CAROLUS.

Subsignatum,

PHILIPPUS LUD. C. A SINZENDORF.

(L. S.)

Subscriptum,

Ad mandatum Sacræ Cæsareæ & Catholicæ Majest. proprium.

Signatum,

JOANNES GEORGIUS BUOL.

S'ensuit la Ratification de Sa Majesté de la Grande Bretagne, sur le Traité de Barriere.

GEORGIUS, Dei gratia, Magnæ Britanniæ, Franciæ, & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor, &c. Omnibus & singulis, ad quos præsentes Literæ pervenerint, Salutem. Quandoquidem Ministri Plenipotentiarii, tam ex nostra parte, quam Cæsareæ & Catholicæ Suæ Majestatis, & Celsorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Uniti Belgii, Antwerpiæ congressi, & Mandatis atque authoritate sufficienti muniti Tractatum quendam die decimo quinto præsentis mensis Novembris conclusferint, signaverintque forma & verbis quæ sequuntur.

Fiat insertio.

Nos viso & perpenso Tractatu suprascripto, eundem in omnibus & singulis ejus Articulis & clausulis approbavimus, & ratum, firmumque habuimus, sicut per præsentes, pro Nobis, Hæredibus, Successoribus Nostris eundem approbamus, & ratum, firmumque habemus, spondentes & in verbo Regio promittentes, Nos prædictum Tractatum, omniaque & singula, quæ in eo continentur, sancte atque inviolabiliter præstituros & observaturos, neque passuros unquam (quantam in nobis est) ut a quopiam violentur, aut ut iis quocunque modo in contrarium eatur. In quorum majorem fidem & robur, hisce præsentibus manu nostra Regia signatis, magnum Nostrum Magnæ Britanniæ Sigillum appendi jussimus. Dabantur in Palatio Nostro Divi Jacobi die trigesimo mensis Novembris anno Domini millesimo septingentesimo decimo quinto, Regnique Nostri secundo.

Signatum erat.

GEORGIUS REX.

S'ensuit la Ratification des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-bas, sur le Traité de Barriere.

LES Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, à tous ceux qui ces présentes verront, Salut. Ayant vû & & examiné le Traité conclu & signé à Anvers, le quinze du mois de Novembre 1715., par les Ministres Plenipotentiaires de Sa Majesté Imperiale & Catholique; de Sa Majesté le Roy de la Grande-Bretagne, & de Nous, sur la maniere dont les Païs-bas Autrichiens serviront cy-après de Barriere, à la Grande-Bretagne, & à nostre Etat, ainsi que ce Traité fut icy inseré de mot à mot.

Fiat insertio.

Nous ayant pour agreable tout ce que Nos Deputés & Ministres Plenipotentiaires ont fait, lors qu'ils ont conclu & signé ce Traité, l'avons aggréé, approuvé & ratifié, l'aggreons, approuvons & ratifions par ces presentes, promettant sincerement & de bonne foy, de le garder, observer & executer, en tout, & en chacun de ses Articles, sans aller au contraire en quelque maniere que ce soit, directement ou indirectement. En foy de quoy Nous avons fait attacher à ces presentes nostre grand seau, les avons fait signer par le President de nostre Assemblée, & sousigner par nostre Greffier.

A la Haye le 14. Janvier 1716.

Etoit paraphé,

W. VANDER DOES, Vt.

Sur le pli estoit écrit,

Par Ordonnance des susdits Seigneurs Estats Generaux.

Estoit signé,

F. FAGEL.

Et scellé du grand Seau de cire rouge.

S'ensuit la Ratification de Sa Majesté Imperiale & Catholique, sur l'Article separé du Traité de Barriere.

NOS Carolus sextus Divina favente Clementia, Electus Romanorum Imperator, semper Augustus, ac Germaniæ, Hispaniarum, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæque, Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Limburgi, Lucemburgi, Geldriæ, ac superioris & inferioris Silesiæ, & Wurtembergæ, Princeps Sueviæ, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, Moraviæ, superioris & inferioris Lusatiæ, Comes Habsburgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ & Namurci, Landgravius Alsatiæ, Dominus Marchiæ Slavonicæ, Portus Naonis & Salinarum, &c. &c. Notum testatumque facimus, quorum interest universis & singulis, postquam gravissimis de causis, quod Art. XIX. hujus Tractatus de præstando præsidiario Statuum Generalium militi annuo subsidio quingentorum millium imperialium generalioribus verbis sancitum fuit, per Articulum Separatum amplius explicare, dictumque subsidium in singulas Belgii Nostri Provincias per classes distribuere, ac de eo cavere sequenti modo placuerit.

Fiat insertio.

Quod Nos Articulum huncce separatum, ejusque contenta perinde, ac ipsum Tractatum approbaverimus, prout eundem hisce pari fide ac Religione observaturos ac à Nostris adimpleri curaturos spondemus. In quorum robur præsentes ipsi subscripsimus, ac Sigilli Nostri Cæsareo-Regii appensione muniri jussimus. Datum Viennæ die vigesimâ primâ Decembris anno millesimo septingentesimo decimo quinto Regnorum Nostrorum Romani quinto, Hispaniarum decimo tertio, Hungarici vero & Bohemici itidem quinto.

Signatum,

CAROLUS.

Subsignatum,

PHILIPPUS LUD. C. A SINZENDORF.

Subscriptum,

Ad mandatum Sacræ Cæsareæ & Catholicæ Majestatis proprium,

Signatum,

JOANNES GEORGIUS BUOL.

S'ensuit la Ratification de Sa Majesté de la Grande-Bretagne, sur l'Article separé du Traité de Barriere.

GEORGIUS, Dei gratia, Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor, &c. Omnibus & singulis, ad quos præsentes Litteræ pervenerint, Salutem. Quandoquidem Articulus quidem separatus ad Tractatum de Obice vulgo *Barriere* constituendo Antwerpiæ decimo quinto die mensis Novembris præsentis conclusum pertinens eodem in loco, eodemque die per eosdem Ministros Plenipotentiarios sufficienti authoritate undiquaque munitos signatus fuerit, forma & verbis, quæ sequuntur.

Fiat insertio.

Nos viso, perpensoque Articulo separato supra scripto, eundem in omnibus & singulis ejus clausulis approbavimus, & ratum firmumque habuimus, sicut per præsentes, pro nobis, hæredibus & successoribus nostris, eundem approbamus ac ratum, firmumque habemus, spondentes & in Regio verbo promittentes nos omnia & singula, quæ in prædicto Articulo separato continentur, sincere & bona fide observaturos, ac quantum in Nobis est, observari curaturos; in quorum majorem fidem, & robur hisce præsentibus manu nostra Regia signatis magnum nostrum Magnæ-Britanniæ Sigillum apponi jussimus. Quæ dabantur in Palatio Nostro Divi Jacobi, die trigesimo mensis Novembris anno Domini millesimo septingentesimo decimo quinto, Regnique nostri secundo.

Signatum,

GEORGIUS R.

S'ensuit la Ratification des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-bas, sur l'Article separé du Traité de Barriere.

LES Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Ayant vû & examiné l'Article separé du Traité conclu & signé à Anvers, le quinze du mois de Novembre 1715. par les Ministres Plenipotentiaires de Sa Majesté Imperiale & Catholique; de Sa Majesté le Roy de la Grande-Bretagne, & de Nous, sur la maniere dont les Païs-bas Autrichiens serviront ci-après de Barriere, à la Grande-Bretagne, & à nostre Estat, duquel Article separé la teneur s'ensuit.

Fiat insertio.

Nous ayant pour agreable tout ce que nos Deputés & Ministres Plenipotentiaires ont fait, lors qu'ils ont conclu & signé cet Article separé, l'avons aggreé, approuvé & ratifié, l'aggreons, approuvons & ratifions par ces presentes, promettant sincerement & de bonne foy, de le garder observer & executer, sans aller au contraire en quelque maniere que ce soit, directement ni indirectement. En foy de quoy nous avons fait attacher à ces presentes nostre grand Sceau, les avons fait signer par le President de nostre Assemblée, & soussigner par nostre Greffier, à la Haye le 14. Janvier 1716.

CLXXXI.

Tractatus (1) *de Rebus Maritimis inter Serenissimum ac Potentissimum Dominum* PETRUM ALEXIEWIZ *totius magnæ, parvæ, albæque Russiæ Autocratora &c. &c. ab una, & Celsos ac Præpotentes Dominos Dominos Ordines Generales* FOEDERATI BELGII *ab altera parte, initus . . . . & conclusus . . . 1715.*

QUANDOQUIDEM multorum Sæculorum usus docuerit, nullam Gentem tam felicem esse, ut vel situ terrarum suarum gaudeat cunctis illis rebus, quæ ad vitam commodius ac luculentiùs agendam conducunt, vel domestica industria supplere possit omnibus, quæ natura suæ non concessit Regioni: & præterea exploratum sit, Navigationem & Commercia, quæ plagas vel maxime dissitas veluti conjungant, unice conducere ad opulentiam importandam, etiam in ea loca, quæ paucissimis naturæ donis gaudere vulgo censentur, visum est Serenissimo ac Potentissimo Magnoque Domino Czari, & Magno Duci Petro Alexiewiz, totius magnæ, parvæ, albæque Russiæ Autocratori, Moscoviæ, Kioviæ, Wladimiriæ, Novogardiæ, Czari Casani, Czari Astrachani, Czari Sibiriæ, Domino Pskoviæ & Magno Duci Smolensci, Tveriæ, Ingoriæ, Permiæ, Viatiæ, Bolgariæ & aliorum; Domino & Magno Duci Novogardiæ inferioris terræ, Tzernigoviæ, Resaniæ, Rostoviæ, Jaroslaviæ, Bellorsetiæ, Adoriæ, Udoriæ Condiniæ & totius Septentrionalis Plagæ Imperatori, & Domino Iserienſis terræ, Cartalinentium, & Grusinentium Czarum & Labardinensis terræ, Tzercassorum, ac Montanorum Ducum, nec non aliorum multorum Dominiorum ac Terrarum Orientalium, Occidentalium, & Septentrionalium paterno, avitoque Hæredi, Successori Domino & Dominatori ab una; & Celsis ac Præpotentibus Dominis, Dominis Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii ab altera parte inire æquum Fœdus ac Tractatum solemnem super rebus Maritimis, deputatis igitur illum in finem per dictum Potentissimum ac Magnum Dominum Czarem, & Magnum Ducem Petrum Alexiewiz, Totius Russiæ Autocratoris &c. &c. Ac Delegatis per dictos Celsos ac Præpotentes Dominos, Dominos Ordines Generalis Fœderati Belgii . . . . Dicti Delegati auctoritate Literarum plenæ Potestatis, quas utrinque exhibuerunt, & quarum exemplar huic Tractatui subjunctum est, cum in finem plures coetus habuerunt, & post varias ea de re disceptationes, tandem in Articulos subsequentes paribus votis & vocibus consenserunt.

I. Omnibus ac singulis Subditis Czareæ Suæ Majestatis jus & licitum est, ac deinceps erit, liberrime & cum omnimoda securitate, navigare, negotiari & mercaturam quamlibet facere, in omnibus Imperiis, Regnis, Regionibus, Rebus-publicis, Statubus & in quibuscumque totius Terrarum Orbis partibus, tam Mari

(1) Le Czar avoit fait insinuer sous main ce Traité aux Etats Generaux, mais L. H. P. éviterent d'en prendre connoissance sous divers prétextes, & ainsi il n'a pas eu lieu.

ANNO 1715.

Mari quam Terra, inque suis Navigationibus aut Commerciis, aut eorum causa nullo modo vexabuntur, turbabuntur, neque ulla molestia afficientur, non vi militum armata, neque navibus Bellicis aliisve cujusvis sint generis Navigiis, sive ad Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii, sive ad eorum Subditus pertinentibus, occasione aut sub prætextu Belli publice declarati, aut alterius cujuscumque inimicitiæ, simultatis aut discordiæ, quæ inter dictos Ordines Generales ex una, & alia Imperia, Regna, Respublicas, Status aut Populos quarumvis Terrarum Orbis partium ex altera parte, jam exarsit, aut in posterum emergere & flagrare contigerit. Quippe tali Bello, inimicitia, simultate vel discordia non obstantibus liberum erit qualibuscumque Navibus & Navigiis ad Subditos Czareæ Suæ Majestatis pertinentibus, solvere è Portu seu loco neutrali, indeque tendere, & negotiari tam ad Portum, & locum æque neutralem, quam ad Portum & locum subjectum hostibus aut inimicis Dominorum Ordinum Generalium, & vice versa è Portu vel loco subjecto hostibus aut inimicis Dominorum Ordinum Generalium ad Portum vel locum neutralem; immo etiam ex Portu seu loco spectante ad hostes vel inimicos dictorum Dominorum Ordinum in alium Portum vel locum æquè ad eorundem Dominorum Ordinum hostes vel inimicos, vel etiam ad hostes vel inimicos ipsius Suæ Czareæ Majestatis pertinentem, neque ullum habebitur discrimen, utrum ejusmodi Portus vel loca subjecta sint uni eidemque Imperatori, Regi, Principi, Statui, vel Populo, an vero ad diversos Principes, Status vel Populos pertineant, quibuscum aut Serenissimus ac Potentissimus Magnus Dominus Czar, & Magnus Dux totius Russiæ Autocrator, aut Præpotentes Domini Ordines Generales Fœderati Belgii respective, Bellum publice gerant, aut hostilitatem, simultatemve exerceant. Eadem omnino ratione, omnibus ac singulis Subditis Celsorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Fœderati Belgii jus & licitum est & deinceps erit, liberrime & cum omnimoda securitate navigare, negotiari, & Mercaturam quamlibet facere, in omnibus Imperiis, Regnis, Regionibus, Rebuspublicis, Statibus & in quibusvis totius Terrarum Orbis partibus, tam Mari quam terra, inque suis Navigationibus aut Commerciis, aut eorum causa nullo modo vexabuntur, turbabuntur, neque ulla molestia afficientur, non vi militum armata, neque Navibus Bellicis, aliisve cujusvis sint generis navigiis, sive ad Serenissimum ac Potentissimum Magnum Dominum Czarem totius Russiæ Autocratora, sive ad illius Subditos pertinentibus, occasione aut sub prætextu Belli publice declarati, aut alterius cujuscumque inimicitiæ, simultatis aut discordiæ, quæ inter Czaream Suam Majestatem ex una, & aliqua Imperia, Regna, Respublicas, Status aut Populos quarumvis Terrarum Orbis partium ex altera parte jam exarsit, aut in posterum emergere aut flagrare contigerit. Quippe tali Bello, inimicitiâ, simultate vel discordia non obstantibus liberum erit qualibuscunque Navibus & Navigiis ad Subditos Dominorum Ordinum Fœderati Belgii spectantibus, solvere è portu seu loco neutrali, indeque tendere & negociari, tam ad Portum & locum æque neutralem, quam ad Portum & locum subjectum hostibus aut inimicis Czareæ Suæ Majestatis, & vice versa ex Portu vel loco, subjecto hostibus aut inimicis Czareæ Suæ Majestatis ad Portum vel locum neutralem, immo etiam ex Portu vel loco spectante ad hostes seu inimicos dicti Magni Domini Czaris, totius Russiæ Autocratoris in alium Portum vel locum æque ad ejusdem Magni Domini Czaris hostes vel inimicus, vel etiam ad hostes vel inimicus ipsorum Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii pertinentem. Neque ullum habebitur discrimen, utrum ejusmodi Portus vel loca subjecta sint uni eidemque Imperatori, Regi, Principi, Statui vel Populo, an vero ad diversos Principes, Status, vel Populos pertineant, quibuscum aut Serenissimus ac Potentissimus Magnus Dominus Czar, totius Russiæ Autocrator aut Præpotentes Domini Ordines Generales Fœderati Belgii respective Bellum publice gerant, aut hostilitatem simultatemve exerceant.

II. Sin posthac contigerit ut Czarea Sua Majestas Bellum gerat cum aliquo Imperatore, Rege, Principe, Republica, Statu aut Populo, quisquis ille fuerit, dicti Domini Ordines Generales solemniter promittunt, tali casu, neque se ipsos venditutos aut concessuros inimicis aut hostibus Suæ Czareæ Majestatis, neque ullo modo dictos hostes instructuros, neque permissuros ulli ex Subditis suis, directe aut indirecte, ut tales hostes aut inimicos instruant ullis Instrumentis aut utensilibus Bellicis, quæ ad nocenda, corrumpenda aut destruenda Czareæ Suæ Majestatis Imperia, Terras, Dominia, Bona aut Subditos, eorumque bona, usui esse solent, aut ullo modo possunt, sed contra se curaturos, ut ejusmodi instrumenta, & utensilia Bellica, si intercipiantur, dum ad hostes Czareæ Suæ Majestatis vehuntur, tanquam mercimonia prohibita, & uti vulgo dicuntur contrabandæ, confiscentur. Neque etiam prædictis Dominis Ordinibus Generalibus, eorumque Subditis licebit, ulla frumentorum, frugum, aut aliorum alimentorum aut pabulorum genera, neque etiam ulla alia bona aut merces pervehere, in ullas Civitates, Urbes, Oppida, Castella, aut alia cujusvis generis Fortalitia, quæ vel obsidione propinqua & proprie dicta fuerint cincta, vel e longinquo intercluta & circumsepta, vel etiam oppugnari tantummodo cœpta sint, & Germanice dicuntur *belagert, gebloquert und berent*, uti Articulo IV. hujus Tractatus plenius expositum est. Vice versa Serenissimus ac Potentissimus Magnus Dominus Czar totius Russiæ Autocrator solemniter promittit se simili casu, eadem omnia reciproce præstiturum, respectu inimicorum aut hostium Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii & ut à Subditis suis diligenter observentur, & ne prædicta per eos directe aut indirecte contraveniantur aut eludantur sedulo curaturum.

III. Merces autem prohibitæ seu contrabandæ nullæ aliæ erunt, nisi quæ hic nominatim recensentur, scilicet, ante omnia homines, id est tam pedites & equites, quam socii Navales, non tantum armati, sed etiam inermes; Equi, omniaque ad instruendos vel armandos equos necessaria; & pecunia seu nummi, tam aurei quam argentei, cujusvis tandem speciei aut regionis illa sit. Deinde etiam Tormenta majora omnis generis (vulgo *Canon*,) Tubi Catapultarii (vulgo *Mortarta*) tam majoris quam minoris generis, eorumque omnium fulcutacula, (vulgo *affuyten*,) Bombardæ cum suis igniariis, aliisque ad eas pertinentibus, ignes missiles, pulvis tormentatius, fomites seu funes igniarii (vulgo *lont*) indnetiles sclopi (vulgo *Petardæ*) sclopetheceæ, glandes igniarii missiles (vulgo *Granadæ*) Thecæ pulveris tormentarii (vulgo *Patroon Taßen*); qualiumcumque tormentorum, bombardarum ac sclupetorum globi, tam majores quam minores; catapulæ (vulgo *Bomben*) aliaque omnia, quæ tubis Catapultariis, tormentis, bombardis aut sclopetis projici solent: prætereaque acinaces, gladii, enses, eorumque omnium balthei, gladioli ancipites, qui bombardis præfigi solent (vulgo *Bagonnetten*) jacula, arcus & sagittæ; cuspides, Lanceæ, hastæ, bipennes, mallei militares, sudes ferratæ, cassides, galeæ, thoraces loricati (vulgo *Cuirassen*) aliaque omnia Armorum genera & Bellica Instrumenta tam ad oppugnandum quam ad repellendum apta. Insuper etiam Naves, tam Bellicæ quam aliæ, mali navales, trabes, Lignum incurvum, asseres ex quibuscunque arboribus, rudentes & funes cujusvis generis aut densitatis, vela, linteamina velis nauticis apta, Gossippii, cannabis, lini, picisque tum liquidæ quam aridæ omne genus, anchoræ & anchorarum partes quælibet, cæteraque omnia quæ ad ædificandas, instruendas, armandas aut reficiendas Naves idonea atque comparata sunt. Omnia autem alia Mercium rerumque genera, quæ hoc Articulo nominatim recensita non sunt, libere undecunque & quorsum libuerit vehi, revehique, ac emi, vendique reciproce poterunt, observata sola exceptione de locis oppugnatis, quæ Articulo sequenti explicatur.

IV. Nempe convenit, dictum Serenissimum ac Potentissimum Magnum Dominum Czarem, totius Russiæ Autocratora, tum & ejus Subditos, omni tempore libertime posse invehere, atque importare intra Dominia hostium atque inimicorum dictorum Dominorum Ordinum Generalium omnia bona, & qualiacunque mercimonia quæ præcedente Articulo nominatim non sunt expressa: unico hoc casu excepto, scilicet ubi aliqua Civitas, Urbs, Oppidum, Castellum aut aliud Fortalitium, quocumque tandem nomine indigitetur, ad hostem seu inimicum dictorum Dominorum Ordinum pertinens, aut e propinquo obsidione proprie dicta, prematur, aut e longinquo

ANNO 1715.

præclusum atque circumseptum, vel etiam obsideri, atque oppugnari tantummodo cœptum sit (quodquidem Germanice *belagert, geblogueert und berent* dici solet), terra quidem Copiis militaribus, mari vero Bellicis Navibus prædictorum Dominorum Ordinum, ita ut loci aut Fortalitii obsessi, circumsepti aut oppugnati communicatio cum suis amicis, plane sit interclusa atque præpedita. Namque si Mari qualecunque Navigium, aut Terra cujusvis generis vehiculum, vel etiam quodcunque Navigium per dulces aquas, quod quidem ad Czaream Suam Majestatem ejusque Subditos pertinet, tentaverit transire, aut Bellicas Naves aut Copias militares, aliquâ ex supradictis obsidionibus aut oppugnationibus occupatas, atque locum aut Fortalitium obsessum, circumseptum aut oppugnatum intrare, aut illuc qualescunque res pervehere, tale navigium aut vehiculum, cum omnibus quæ in eo reperientur, cujuscunque illa sint generis aut naturæ, ipso facto erunt confiscata, etiamsi illa bona non essent ex prohibitorum numero, sed omni alio tempore ad hostes vel inimicos dictorum Dominorum Ordinum Generalium possent pervehi, virtute eorum, quæ Articulo primo hujus Tractatus convenerunt. Illa autem omnia vice versa eodem modo locum habebunt respectu prædictorum Dominorum Ordinum Generalium, atque eorundem Subditorum, si quovis tempore aut quoquomodo tentarent intrare aut subvenire loco aut Fortalitio qualicumque, quod per Copias militares bellicasve Naves Czareæ Suæ Majestatis terra, marive e propinquo obsessum aut e longinquo præclusum aut circumseptum, aut etiam obsideri aut oppugnari tantummodo cœptum sit, ita ut locus aut Fortalitium obsessum aut oppugnatum ab omni cum suis amicis communicatione plane seclusum & prohibitum sit.

V. Ne quid autem deinceps oriatur discordiæ aut simultatis sed contra omnis diffidii materia præcidatur, pactum est, omnis generis Naves & Navigia ad Subditos Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii spectantia, quæ ad Stationem aut Portum aliquem Czareæ Suæ Majestati obtemperantes jam appulsa sunt aut deinde appellentur; sed deinde aliovorsum pergere volent, exhibitoris Litteris commeatus, vulgo dictas Litteras maritimas, quarum formula huic Tractatui subjicitur, Officialibus eo in Portu agentibus, aut Præfectis Navium præsidiariarum, aut aliarum, quæ sumptibus privatorum Subditorum Czareæ Suæ Majestatis ad Bellum instructæ, illiusque Diplomate seu Commissione munitæ sunt, si quæ tales Naves forte illic versentur. Illis autem Litteris exhibitis, nihil amplius quæri aut investigari poterit, neque discessui Navium onerariarum ullum inferetur impedimentum: & præterea nullo sub prætextu, quidquam sive pecuniæ sive alterius rei ab ingressis aut ingressuris ejusmodi Navibus, ad Subditos dictorum Ordinum pertinentibus, exigi poterit. Sin vero in alto Mari, aut alibi locorum extra Imperia, Dominia, Terras & Ditiones Czareæ Suæ Majestatis, Navis aliqua spectans ad Subditos dictorum Ordinum obviam fuerit Navibus Bellicis dictæ Suæ Czareæ Majestatis, aut Navibus, quæ privatis sumptibus Subditorum ejus, ad Bellum instructæ atque armatæ, illiusque Diplomate seu Commissione munitæ sunt, dictæ Naves Serenissimi ac Potentissimi Magni Domini Czaris totius Russiæ Autocratoris, suorumque Subditorum interjecto idoneo loci spatio subsistent, & tantummodo Scapham suam expedient, neque licebit nisi duobus vel tribus duntaxat hominibus conscendere Naves aut Navigia ad Subditos dictorum Dominorum Ordinum pertinentia, ut ab illius Navis, seu Navigii Præfecto vel Magistro sibi exhibeantur tum Litteræ maritimæ de proprietate Navis vel Navigii, secundum formulam inferius descriptam conceptæ, tum etiam alia omnia quæ necessaria sunt, ut liquere possit, quorsum tendat iter, quænam bona & mercium genera vehat, & quibus in locis eas merces bonave exponere debeat: ut pateat, an sint ex aliqua illarum specie, quæ hujus Tractatus Articulo tertio prohibitæ seu Contrabandæ declaratæ sunt, quasque ad hostes vel inimicos Czareæ Suæ Majestatis pervehere nullo modo licet. Eo autem præstito, Navi, quae dicta Documenta exhibuerit, statim liberum concedetur iter, neque licebit eam ulla molestia afficere, excutere, detinere, aut ut de cursu destinato deflectat, cogere, qualicunque sub colore vel praetextu. Eadem autem in omnibus libertate, immunitate, securitate, plenissime fruentur Subditi Serenissimi ac Potentissimi Magni Domini Czaris totius Russiae Autocratoris, postquam in praedictis casibus exhibuerint Litteras Commeatus, vulgo Litteras maritimas dictas, formulae huic Tractatui subnexae convenientes, aliaque necessaria Documenta, unde liquere possit, quorsum Navis pergat, cujus generis bonis ac mercibus sit onerata, & quibus in locis ea exonerare debeat.

VI. Ut autem praeveniantur variae fraudes, quas admittere solent, tum qui se Navium fingunt proprietarios, quam earum Magistri vel Praefecti, utpote instruentes, onerantes & dirigentes respective Navigia, quorum tantum pars minima, & vix nominanda pertinet ad Subditos ejus Regis, Principis, Reipublicae vel Status, a quo vel in cujus Ditionibus Litteras suas Maritimas seu Commeatus, aliaque Documenta ad mercaturam faciendam necessaria, non sine perjurio obtinuerunt, immo saepe inventa sint navigia, quae licet universa pertinerent ad homines, qui neque Subditi neque Incolae essent Dominiorum aut Ditionum earum, in quibus Litteras suas Maritimas, uti dictum est, impetraverant, tamen ornata vexillis, aplustribus & coloribus Regis, Principis, Reipublicae aut Status, ad cujus Subditos aut Incolas nullo modo pertinent, navigare praesumerent, inter Serenissimum ac Potentissimum Magnum Dominum Czarem ac Dominos Ordines Generales convenit, ut Praefectus seu Magister cujusvis Navigii, spectantis ad Subditos dictorum Dominorum Ordinum, aut ad alios, qui in aliqua ex Ditionibus eorum habitant, simul cum uno aut pluribus ex proprietariis, qui Dominus aut Domini sunt ad minimum quartae partis Navigii, sese sistant coram Dominis Ordinibus Generalibus aut Deputatis ex eorum Conventu, ibique exhibeant scriptam ac signatam Testificationem, quae comprehendat Navigii nomen, quot Tonnarum capax sit, nomina reliquorum Dominorum, quotae portionis quisquis sit proprietarius, atque ubi Domicilium quisquis habeat; ut ea, quae dicta Testificatione comprehensa sunt, solemni jurejurando confirment, eaque inseratur voluminibus, seu Registris Decretorum Ordinum Generalium; quibus praestitis per Dominos Ordines Generales Magistro seu Praefecto talis Navigii concedentur Litterae Commeatus, seu maritimae, tali forma ac contextu, qui huic Tractatui subjicietur, appenso sive impresso illis Sigillo Ordinum Generalium. Et si deinceps proprietas talis navigii omnino aut ultra dimidium fuerit mutata, seu venditione, succedendi jure, vel alia quavis alienatione, Praefectus seu Magister illius Navigii cum uno aut pluribus ex proprietariis, priores illas Litteras commeatus seu maritimas, Dominis Ordinibus Generalibus aut Deputatis ex eorum Conventu tradent, aliasque modo ac forma praedictis impetrabunt. Quod si post annum lapsum, computandum a die conclusionis hujus Tractatus, reperiatur navigans aliqua Navis, non munita talibus Litteris Commeatus seu Maritimis, licebit omni Navi Bellicae, pertinenti ad dictum Magnum Dominum Czarem totius Russiae Autocratora, vel cuicunque Navi privatis sumptibus Subditorum ejus ad Bellum armatae, ejusque Diplomate munitae, illam in Portum aliquem Czareae Suae Majestati obtemperantem deducere & coram competente Judice sistere, etiam si illa Subditis Dominorum Ordinum Generalium revera esset propria, atque ibi de Dominio instituto examine, si pateat, aut totam aut partem ejus qualemcunque, pertinere ad aliquem aut aliquos, qui neque sint Subditi Dominorum Ordinum, neque in aliqua parte Ditionum illis obtemperantium incolunt, qualescumque demum illi sint, illa Navis vel tota, vel talis ejus pars, quae ad praedictos non Subditos, nec inhabitantes Ditionum dictorum Dominorum Ordinum spectat, confiscari poterit, & reliquae partes non confiscandae, juncto illis onere Navi imposito, omnes expensas litis solvent, etiamsi totum onus proprium foret Subditis dictorum Dominorum Ordinum. Eademque omnia & singula vice versa diligentissime, ac sine ulla exceptione servabuntur ab omnibus Navium Dominis, & Magistris, seu Praefectis respective, qui pro Subditis Czareae Suae Majestatis, aut Incolis Imperiorum, Dominiorum, Ditionum ac Terrarum Ejus haberi volunt, & tanquam tales, Litteras Commeatus seu Maritimas obtinere capiant. Hoc solo observando discrimine, ut Subditi Magni Domini Czaris ad praedicta praestanda, & Litteras maritimas obtinendas, sese sistere debeant coram illius privato, vel alio tali Concilio, cui

Czarea

ANNO 1715. Czarea Sua Majestas semper interesse censetur.

VII. Si qua Navis vel Navigium qualecunque spectans ad Czaream Suam Majestatem vel ejus Subditos, & tendens ad Portum aliquem obtemperantem hosti vel inimico Dominorum Ordinum Generalium, in cursu suo obviam fuerit Navi Bellicae dictorum Dominorum Ordinum, aut Navi, quae Subditorum illorum privatis sumptibus ad Bellum instructa sit, aut vice versa: ac per examen, secundum praescripta Articuli V. hujus Tractatus institutum, appareat, ejusmodi Navem aut Navigium vehere talia quaedam quæ Articulo III. hujusce Tractatus, Contrabandae, seu prohibita declarantur, tamen nullatenus licebit aperire cistas, capsas, dolia, corbes, saccos, sarcinas, aut qualiacunque alia vasa clausa reserare, scindere, aut dirrumpere; neque etiam ex illo Navigio in aliud quodcunque transferre, aliove quovis modo id exonerare; verum praesentibus Tribunalis Maritimi Officialibus in terram exponentur, in Inventarium bona fide redigentur: & nihil omnino discriminis erit, utrum ejusmodi bona prohibita ad alios quoscunque pertineant. Illa tamen vendere, permutare, aut qualicumque modo alienare nunquam licebit, nisi postquam rite ac legitime secundum præscripta XXIX. XXX. & XXXI. Articulorum hujus Tractatus contra istiusmodi bona prohibita fuerit processum, eademque vel post solennem processum per ultimam Sententiam supremorum Judicum, Articulo XXXI. hujus Tractatus descriptorum, vel deficientibus reclamantibus, post elapsos omnes Judiciorum terminos, publiceque proposita solemnia Edicta citatoria, confiscationi obnoxia reperta, & tanquam talia fisco respective addicta fuerint. Quo tamen casu tam ipsa Navis, quam cæteræ Merces in eadem repertæ, quæque per hunc Tractatum generi prohibitarum accensitæ non sunt, salvæ, intactæ, ac ab ulteriori Disquisitione immunes remanebunt, neque ob prætensum mercium prohibitarum contagium detineri, multoque minus tamquam legitima præda confiscari poterunt. Quod si non quidem universum onus, sed ejus pars major vel minor ex mercibus prohibitis vel contrabandæ constiterit, easque Præfectus Navis onerariæ, detentori, seu captori exhibere, tradere atque illi cedere paratus sit; eo casu detentor seu captor, Navem in qua bona prohibita seu contrabandæ deprehendit, nullo modo coget, ut ad Portum sibi commodum & e cursu instituto deflectat, quin illico dimittet, ut libere Navigationem suam prosequatur. Sin Præfectus aliquis Navis Bellicæ vel alterius, quæ privatorum sumptibus ad Bellum fuerit instructa, secus atque contra prædicta fuerit, aut fieri jusserit aut permiserit, ultra damna atque interesse in pœnam pecuniariam, ad minimum quadringentorum Ducatorum Hungaricorum (seu *Roebels*) vel duorum millium Florenorum Hollandicorum respective condemnabitur, quæ quidem summa adjudicabitur proprietariis Navis injuste detentæ atque à Captore in Portum abductæ.

VIII. Quum autem compertum sit, Navium mercaturam facientium Magistros ac Navales socios, quin & Vectores nonnunquam perpeti atroces vexationes, ac tormenta barbariem plane spirantia, illis qui tempore Belli per mare prædas facere cupiunt, in detentos more inhumano sævientibus, ut iis extorqueant talem confessionem, qualem capientes suis usibus congruam censent, convenit, tam Serenissimum ac Potentissimum Magnum Dominum Czarem, Totius Russiæ Autocratora, quam Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii respective istiusmodi flagitia severissime prohibituros, sancita mortis pœna; quam pœnam sedulo, neque conniventes, exigi curabunt ab omnibus, qui legitimis probationibus crudelitatis, aut qualiscunque injustæ vexationis convinci poterunt. Eandemque pœnam etiam patientur omnes Navium Præfecti & Officiales, qui ejusmodi flagitia aut jusserint, aut ad ea perpetranda instigaverint, vel connivendo perpetrandi occasionem dederint, perpetrantesque non puniverint. Et quælibet Navis detenta, cujus Magister, Nautæ, Mercatores, aut Vectores vel unus ex illis Torturam aut vexationem qualemcunque fuerint perpessi, sola illa re probata, confestim dimittetur, & a qualicumque actione, petitione, atque disquisitione sive Judiciali sive extrajudiciali cum toto suo onere libera declarabitur, ac Magistro aut proprietariis illico restituetur; etiamsi abducenti captori rite atque legitime potuisset adjudicari, si nullum ejusmodi flagitium fuisset admissum.

IX. Porro convenit, ut quidquid per Subditos Czareæ Suæ Majestatis deprehendetur impositum in Navem quamcunque ad hostes aut inimicos Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium spectantem, quamvis nulla ejus oneris portio sit de genere mercium prohibitarum, id omne fisco addici possit, atque ut e contra libera & immunia futura sint omnia, quæ deprehendentur immissa Navibus, quæ ad Subditos Czareæ Suæ Majestatis pertinent, etiamsi vel totum unus proprium fuerit hostibus aut inimicis dictorum Dominorum Ordinum, & tale esse probari possit, exceptis tamen semper mercibus prohibitis, quibus interceptis omnia ex praecedentium Articulorum mente & praescripto fient. Pari ratione quidquid per Subditos Dominorum Ordinum Generalium deprehendetur impositum in Navem quamcunque spectantem ad hostes aut inimicos Czareae Suae Majestatis, quamquam nulla ejus oneris portio sit de genere mercium prohibitarum, id omne fisco addici poterit, atque e contra libera & immunia erunt cuncta quae deprehenduntur immissa Navibus, quae ad Subditos dictorum Ordinum Generalium pertinent, etiamsi vel totum onus proprium fuerit hostibus aut inimicis dictae Czareae Suae Majestatis, & tale esse probari queat; semper tamen exceptis mercibus prohibitis, quibus interceptis, omnia ex praecedentium Articulorum mente ac praescripto fient. Ne quid autem detrimenti Contrahentium in Pace versanti, aut Ejus Subditis, praeter jus, & expectationem generetur ex eo, quod alter Contrahentium forte Bello fuerit implicitus, hoc quoque convenit, quod Navis quae spectaverit ad hostes vel inimicos Magni Domini Czaris, Totius Russiae Autocratoris, onerata bonis mercibusve pertinentibus ad Subditos Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii, contagio suo ea bona, mercesve nullo modo reddet obnoxia confiscationi, si imposita fuerint ante exspirationem quinti mensis post Belli cujusvis publicam denunciationem sive Declarationem factam seu ex parte Czareae Suae Majestatis contra ejus hostes, seu ex parte hostium ejus contra Czaream Suam Majestatem, adeoque omnia ejusmodi bona, quae pertinent ad Subditos dictorum Ordinum Generalium, in quocunque Navigii genere, quod ad hostes Czareae Suae Majestatis spectat, capta aut deprehensa, eo sub praetextu confiscare non licebit; sed absque mora restituentur proprietariis. Verum quod ad illa, quae post dictum 4. mensium terminum imposita fuerint, contrarium observabitur, eaque fisco Czareae Suae Majestatis addicere licitum erit. Post dicti quoque quarti mensis exspirationem Subditis Dominorum Ordinum Generalium non licebit, ulla & mercibus prohibitis Articulo III. hujus Tractatus recensitis, ad Portus hostium vel inimicorum Czareae Suae Majestatis pervehere, sed ea omnia post dictum quartum mensem elapsum, rite confiscari poterunt. Quae omnia & singula versa vice obtinebunt atque observabuntur, respectu & in favorem Subditorum Czareae Suae Majestatis, ubi dictos Dominos Ordines, Bello alicui implicari contigerit.

X. Porro Serenissimus ac Potentissimus Magnus Dominus Czar totius Russiae Autocrator, atque Domini Ordines Generales Fœderati Belgii reciproce ac solemniter promittunt, sese nihil acturos, instituros nec tentaturos, cujusvis generis aut naturae, quo praejudicium fiat alterutrius Subditis mercaturam facientibus, eorum Navigationi, Commerciis, Mercimoniis, aut aliis quibuscumque, quae ad Navigationes pertinent, neque, ut aliquid tale fiat, inituros ullum Tractatum, Fœdus aut Conventionem, cum qualicunque Imperatore, Rege Principe, Republica, Statu aut Populo, cujuscunque partis Orbis Terrarum, sive Terra, sive in alio Mari, seu in aliquo Portu, loco libero, sinu aut aquis dulcibus, nullo sub praetextu aut occasione: Praeterea nec se nec Subditos alterutrius directe aut indirecte praestituros opem, auxilium, consilium, favorem aut consensum, ut aliquid ejus naturae tentetur aut fiat, aut etiam tractetur per alios, quales quales illi sint cum aliquo Imperatore, Rege, Principe, Republica, Statu aut Populo, in damnum aut praejudicium alterutrius ex Contrahentibus aut Subditorum Ejus, quatenus ad eorum Navigationes, Commercia aut Mercimonia pertinet. Atque e contra si quid adversus alterutrum ex dictis Contrahentibus, ejus Subditos, Negociantes & Navigantes, eorum Commercia, aut Mercimonia, actum, tractatum aut

ANNO 1715.

ANNO 1715.

aut tentatum fuerit per Subditos alterutrius, sive singulares, sive congregatos in aliquod Corpus, auctoritate publica munitum, aut in aliquam Societatem privilegio gaudentem, & residentem, aut commorantem intra Regna aut Ditiones alterutrius Contrahentium, sese id non tantum palam atque expresse re & facto impedituros, & omni tali molitioni aut tentamini contradicturos & sese oppositiros; verum etiam quidquid ejusmodi factum aut tentatum fuerit, oblatis querelis reprobaturos & cancellaturos; quin & auctores & executores ejusmodi molitionum, Tractatuumque corporaliter punituros, eorumque bona in fiscum redacturos, atque inde satisfacturos iis, qui, sive contra verba, sive contra verum hujus Articuli mentem, praejudicium aut damnum qualecumque passi fuerunt.

XI. Ut autem Subditis hinc Czareae Suae Majestatis, illinc Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii amplissime cautum, sit nullam illis injuriam illatum iri, neque per alterutrius ex Contrahentibus Naves Bellicas, neque per alias, quae privatorum sumptibus ad Bellum instructae fuerint, omnes omnino Praefecti Navium Bellicarum utriusque Contrahentis, omnesque privati suis impensis Naves ad Bellum armare volentes, uti & Societates quaecumque privilegio aliquo gaudentes, sedulo jubebuntur ab omni in alterius Subditos injuria ac damni illatione respective abstinere, sancita poena pro modulo admissi, non corporis tantum, sed & capitis, atque insuper reparationis damni cum omni causa, ejusque quod interest; pro quibus omnia illorum bona nexa, atque obligata erunt. Sin omnia flagitiosorum bona forte non sufficerint dictæ restitutioni ac reparationi injuriae illatae, damnique dati cum omni causa, atque ejus quod interest eorum, qui injuriam passi fuerunt; eo casu Czarea Sua Majestas ac Domini Ordines Generales, e fisco respective suo solvi, restituique ea omnia, curabunt, postquam ipsa damna, & interesse in posteriori judicio, secundum formam procedendi in casu appellationis, Articulo XXXI. hujus Tractatus praescribendam, legitime fuerint probata, hinc in Magni Domini Czaris privato seu alio tali Concilio, cui Czarea Majestas Sua semper interesse censetur: illinc coram Conventu Dominorum Ordinum Generalium. Excipiuntur tamen hinc illa damna, quae forte a Piratis Subditis alterutrius ex contrahentibus illata fuerint, ut quae nullo modo à Contrahentibus respective sarcienda sunt aut repeti poterunt.

XII. Ut autem omnis injuriæ, damnique dati reparatio cítius faciliusque fieri queat, omnes atque singuli Præfecti Navium, quæ privatorum sumtibus ad Bellum armantur, antequam iis Diplomata sive vulgo dictæ Commissiones concedantur, idoneos Fidejussores dabunt, coram supremis rerum maritimarum Tribunalibus vulgo dictis Admiralitatis usque ad summam trium millium Ducatorum Hungaricorum, seu Roebels, vel quindecim millium Florenorum Hollandicorum; vel etiam ubi navales socii excedunt numerum centum & quinquaginta Hominum, usque ad summam sex millium Ducatorum Hungaricorum, seu Roebels, vel triginta millium Florenorum Hollandicorum sese satisfacturos in solidum iis, qui damnum vel injuriam a se vel suis Officialibus aut navalibus Sociis secum navigantibus, passi fuerint contra stipulationes atque Articulos hujus Tractatus. Eumque in finem Diplomatibus seu Commissionibus singulis inseretur, idoneam cautionem, pro numero hominum requisitum, datam fuisse. Quod si per ambitum, collusionem, dolum, alioque quovis modo talium Navium Præfecti aut omnino non, aut non idoneé satis dederint, dicta eorum Diplomata seu Commissiones speciales, pro non datis, ipsoque facto cassis, revocatis, atque annullatis habebuntur. Præterque ea omnia, Navis ipsa cum cunctis tam navalibus quam Bellicis Instrumentis obligata erit, ut inde damnum aut injuriam perpessis bona fide satisfiat.

XIII. Quod si qualecunque Navigium, bona, mercesve, quibus oneratum est, pertinens vel ad Czaream Suam Majestatem, vel ad Dominos Ordines Fœderati Belgii, aut ad eorum Subditos respective detentum, captumque fuerit, per Navem Bellicam inimicam, aliamve sumptibus privatorum ad Bellum armatam, & nominatam legitima Commissione sui Principis, qui hostis aut inimicus fuerit alterutri ex Contrahentibus; & detentum captumque ejusmodi Navigium e possessione detentoris aut captoris ereptum, & libertati restitutum fuerit, per Naves Bellicas dicti alterutrius Contrahentis, aut privatorum Subditorum alterutrius respective sumptibus armatas, aut quoscunque alterutrius Subditos, quibuscunque modis aut mediis id procuraverint aut perfecerint, antequam detentum aut captum navigium ex alto mari deductum sit intra Dominia ejus Principis, a quo captor suam receperit Commissionem, (quorum Dominorum terminos proxime sequens Articulus exponit,) eo casu Navigium id, quod captori ereptum ac liberatum fuerit, una cum universo ejus onere, in specie, & absque ulla læsione aut diminutione, proprietariis restituetur: ac pro illa ereptione & liberatione liberatori dabitur tertia pars justi valoris, tam navigii cum ejus apparatu, quam cunctorum bonorum merciumque, quibus oneratum est. Cujus valoris ineundi ratio sequenti Articulo XVI. præscribetur.

XIV. Quumque nulli Subditi hostis aut inimici Czareæ Suæ Majestatis aut Dominorum Ordinum Generalium respective adquirant legitimum possidendi Titulum, seu Dominium eorum, quæ in alto Mari ceperint, nisi res captas perduxerint intra Præsidia Portus, aliaque loca tuta, pertinentia ad suum Principem, à quo Commissionem suam receperint, ad prævenjendum lites, discordias, & simultates, quæ occasione capti alicujus per hostes alterutrius aut utriusque Contrahentium, Navigii, quod ad Contrahentium alterutrum, ejusque Subditos spectaverit, posset oriri, ubi tale captum Navigium detentori hosti ereptum, forte per Subditos alterius Contrahentis foret; convenit atque hic loci declaratur, quod ubi Navigium captum, eo perductum fuerit, ut stet ad anchoram, sub Castro, Castello, Civitate, Oppido, Fortalitio, aut quovis alio loco munito, intra spatium, quo globus tormentorum illic existentium pertingere queat, sive illud Castrum, Castellum, Civitas, Fortalitium, aut qualecumque aliud munimentum situm sit in Promontorio, in Sinu majori minorique, intra Ostium Fluminis, aut qualemcumque alium situm habeat: aut si anchora projecta sit intra Fluminis Ostium, Æstuarium, aut alium quemvis Sinum, ubi nulla sunt Fortalitia, aut etiam si in tali loco anchora sit projecta, ut e capta Navi, projectis circumquaque oculis nullus omnino sit prospectus alti maris, sed horizon undequaque terram præferat: Omnibus illis casibus, locis illis prædictis tam munitis, quam immunitis, ad Principem capientis pertinentibus, capta Navigia, cum omnibus quæ as insunt, jure Belli translata, & capientibus plene ac legitime adquisita esse censebuntur: adeoque proprietariis nullus omnino ad ea regressus concedetur, etiam si postea in mare reducta prioribus capientibus fuerint erepta per Naves Bellicas, aliasve in Bellum armatas, ad alterutrum ex Contrahentibus, Eorumve Subditos respective spectantes.

XV. Ac ne Subditi amborum Contrahentium præter necessitatem aut æquitatem, ullo damno afficiantur, in casu quo navigium aliquod, ad eos pertinens ab hostibus captum, iis hostibus per Subditos alterutrius ereptum ac libertati redditum sit, utque simul præveniatur litium ac discordiarum materia, quæ occasione computationis valoris Navigii erepti exoriri possent, porro convenit, ut in primo Portu, intra quem ereptor ac Liberator Navigium ereptum ac libertatem deduxerit, sive is Portus pertineat ad alterutrum Contrahentium, sive ad quemvis Imperatorem, Regem, Principem, Rempublicam, aut Statum neutralem, ubi Legatus, Consul, aut alius Minister publicus Principis reclamantium commoretur, ineatur ratio valoris Navigii, mercium ac bonorum hostibus ereptorum, & in libertatem restitutorum, atque eo in portu (soluta valoris tertia parte) reclamantibus continuo restituatur, neque maris periculo amplius subjiciatur. Et ut hic Articulus, qui Commerciis perutilis esse dignoscitur, effectum suum sortiatur, Legati, Residentes, Consules, aliive Ministri publici Czareæ Suæ Majestatis & Dominorum Ordinum Generalium respective, qui in ejusmodi Portu commorantur, statim postquam Navigium ejusmodi liberatum, in Portum illum deductum fuerit, a Rege, Principe, Republica, Eorumque Concilio, loci Gubernatore, Admiralitatis Collegio, supremove loci Magistratu, qualicunque nomine is censeatur, petent, ne tale Navigium illuc deductum, inde abduci patiantur, sed interposita sua auctoritate efficere velint, ut æstimetur ejus atque mercium, bonorumque impositorum valor, & ejus tertia parte soluta, restituatur

ANNO 1715.

tuatur reclamantibus, sive ii sint proprietarii, sive Præfectus vel Magister Navis liberatæ, aut etiam ipsi Ministro publico.

XVI. Ne quid autem generetur præjudicii per æstimationem aut Ereptori seu Liberatori, aut Proprietariis Navigii, bonorumque ereptorum ac liberatorum, æstimatio illa fiet modo sequenti, nempe ut Proprietarii reclamantes, eorum Procuratores, correspondentes, aut si nullus talis eo in loco exulat, publicus Minister sui Principis, vel etiam ipse Præfectus seu Magister Navis liberatæ ex una, & Ereptor ac Liberator ex altera parte, eligant æqualem numerum hominum peritorum, qui æstiment valorem rerum liberatarum, & quorum concordantibus suffragiis stabitur. Sin autem illos dissidere contigerit, licitum erit Proprietario, ejus correspondenti, Procuratori, publico Principis Proprietariorum Ministro, aut Præfecto vel Magistro Navis, omnia liberata æstimare, eoque in casu Liberator Navigium ac bona æstimata eo pretio retinere poterit. Sin Proprietarii, eorum Procuratores, correspondentes, publicus Minister Principis, aut Præfectus sive Magister Navis eorum æstimationem concesserint Liberatori, is æstimabit liberata, eoque casu Proprietarii, eorum Procuratores, correspondentes, publicus Minister Principis eorum, aut Præfectus sive Magister Navis liberatæ, Navem ac bona illa, statuto ab ipso Liberatore pretio, cedere ac dimittere ei poterunt, ac liberator illa retinere, duasque dicti pretii tertias partes solvere necesse habebit, ac deinde Navem cum toto onere tanquam sua, quo libitum fuerit, abducere poterit.

XVII. Quod si contigerit, ut aliquot Naves sive Bellicæ amborum Contrahentium, sive armatæ sumptibus privatorum Subditorum utriusque Contrahentis una navigantes, conjunctis viribus prædam de hoste fecerint, aut Navigia Mercesve per hostes capta, ac intra præsidia Principis eorum nondum perducta, iisdem hostibus eripuerint ac liberaverint, quidquid inde commodi ac præmii liberantes consequuntur, distribuetur inter eos, illa proportione ut ratio habeatur numeri hominum, quem utraque Pars Navibus suis omnibus simul junctis vebat. Quod si quis partem aliquam captæ prædæ clanculum celaverit, sibique sepofuerit, aut ei detrimentum qualecunque intulerit, allata restituet, ac portionem, quam de præda fuisset habiturus, deperdet, eaque cæteris adcrescet. At si hominibus, Navibus, aut bonis, quæ hostibus erepta ac liberata fuerint, damnum inferatur, aut injuria fiet, inter liberandum, data opera, aut post liberationem, ea servabuntur, quæ Articulo XI. hujus Tractatus pacta sunt.

XVIII. Sed & omnia illa quæ tribus immediate præcedentibus Articulis convenere, respectu navigiorum ac bonorum liberatorum, locum eodem modo habebunt, respectu Navium, bonorumque quæ prædonibus, raptoribus, piratisque in Alto Mari erepta fuerint; ut & respectu Navium, quæ hominibus vacuæ reperiuntur; ac mercium bonorumque per æquora fluitantium, ut pote quæ omnia Proprietariis (dummodu alterutrius Contrahentium Subditis existentibus) aut qui eos, modo prædicto, repræsentant, restituentur, computato restituendorum valore, ejusque tertia parte exsoluta, quæ & distribuetur servantibus ac restituentibus, uti ea omnia prædictis tribus Articulis præscribuntur.

XIX. Si autem contigerit, ut Magnus Dominus Czar, Totius Russiæ Autocrator, vel Domini Ordines Generales Fœderati Belgii respective Bello alicui implicentur, cui alter Contrahentium implicitus non fuerit, ille ex Contrahentibus, qui dicto Bello implicitus non est, in Portus suos non recipiet Naves armatas privatis sumptibus Subditorum Hostis, aut inimici ejus ex Contrahentibus, qui Bellum gerit, neque etiam Naves Subditorum alterius cujusvis Regis, Principis aut Status, qui ab illo hoste vel inimico alterutrius dictorum Contrahentium receperit Diploma seu Commissionem ad deprædandum Naves, quæ spectant ad eum ex prædictis Contrahentibus, qui Bello implicitus est, ejusve Subditis, adeoque non permittet ut tales prædaturi in Portubus suis commorentur, illic Naves suas instruant, victum, annonam, bellicave Instrumenta sibi comparent. Multoque minus & ea, quæ ceperint, sive Naves sive Merces, sive aliacunque alia bona vendant, redimi sinant, alio quovis modo permutent vel alienent. Sed si ejusmodi prædatores, per tempestatem aut alio fortuito casu, intra Portum quemcunque alterutrius prædictorum Contrahentium fuerint delati, Naves fractas externas reparare, aut tantum annonæ coemere iis solummodo permissum erit, ut ad Portum proximum ejus Principis aut Status, a quo Commissionem suam obtinuerunt, pervenire queant. Et si forte contra hoc pactum aliquis Subditorum Czareæ Suæ Majestatis, vel Dominorum Ordinum Generalium respective vel directe à prædatoribus, ac capientibus, vel indirecte quæsitisque coloribus præsumserit sibi, emendo, permutando, aut alio quovis modo adquirere ejusmodi Navium, Merces, aut alia qualiacunque bona, quæ Subditis alterutrius Contrahentis Bello implicitis, fuerunt erepta, eo casu Subditus ille tenebitur dictam Navim, Merces aut alia bona restituere proprietariis absque ulla mora, aut etiam sine ulla compensatione, aut refusione pecuniæ pro dictis rebus adquisitis promissæ aut jam solutæ.

XX. Et ut Commerciorum aut navigationis libertati ac securitati plenius cautum sit, porro placuit & dictus Magnus Dominus Czar, Totius Russiæ Autocrator, ac dicti Domini Ordines Generales Fœderati Belgii mutuo ac sedulo pollicentur, neque se ipsos recepturos neque concessuros, ut aliquis suorum respective Subditorum recipiat in Portus aut stationes qualiumcunque Partium, Imperiorum, Dominiorum, Ditionum, aut Terrarum respective suarum, Piratas aut Prædones, neve iis asylum, hospitium, auxillum, aut commeatum præbituros, aut ut præbeantur permissuros; verum contra enixam daturos operam, ut qualescunque Piratæ ac Prædones, eorumque piraticæ participes, quique eis ope, consilio, adjumento sunt, in terrorem aliorum investigentur, prehendantur, & merito supplicio puniantur. Omnes etiam Naves, Merces aut alia quæcunque bona a Piratis capta, atque in Portus alterutrius ex Contrahentibus devecta, quatenus quidem reperiri poterunt, etiamsi vendita forent, Dominis suis, aut iis, qui procuratorio nomine ea vindicaverint, aut restituentur, aut eorum loco satisfiet.

XXI. Si quæ Naves præsidiariæ, aut bellicæ Magni Domini Czaris, Totius Russiæ Autocratoris obviam habuerint, aut assecutæ fuerint quamcunque Navem aut Naves onerarias aut mercaturam facientes, quæ pertineant ad Subditos Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii, eoque idem iter faciant, eodemque tendant, Naves illæ præsidiariæ aut bellicæ illis onerariis præsidio esse, easque, quamdiu eodem pergunt itinere, contra omnes & singulos, qui eas adoriri voluerint, defendere tenentur. Atque ut id fieri possit, Præfectus illarum bellicarum Navium, præbebit Magistris, seu Præfectis onerariarum Libellum, continentem signa accedendi, recedendi & navigandi, qualem Naves prætoriæ dare solent reliquis, quibus præsunt. Idemque vice versa obtinebit, si quæ Naves præsidiariæ aut bellicæ Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii obviam habuerint aut assecutæ fuerint quamcunque Navem aut Naves onerarias aut mercaturam facientes, quæ ad Subditos Magni Domini Czaris pertineant.

XXII. Et quum ii, qui necessitate adacti, præter suum propositum, sive hostes vel inimicos, sive Piratas fugientes, sive per tempestatem ad Portus, Flumina, Sinus, loca tuta, aut etiam Littora aliena appellunt, sæpe admodum dure habeantur, ac contra jus & fas rebus suis spolientur, aut etiam sub prætexto Jurium, quæ Principi, Reipublicæ aut Statui deberentur, vexentur, neque dimittantur ad navigationem suam perficiendam, nisi post aliquantam summam pecuniæ, quam extorquent Portuum, Littorumque ita dicti custodes, solutam; ad præveniendum omnem de tali injuria querelam, & ad succurrendum miseris, inter Magnum Dominum Czarem, Totius Russiæ Autocratora, & Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii convenit: si Navis oneraria aut quodcumque Navigium Mercaturam faciens, aut piscationem exercens, ac pertinens ad Subditos alterutrius dictorum Contrahentium, per hostes, Piratas, tempestatem, aut aliam quamvis necessitatem adigatur intrare Portum, Flumina, Sinus vel appellere & loca quævis tuta aut Littora Imperiorum, Dominiorum, Ditionum, aut qualiumcunque Terrarum alterutrius ex Contrahentibus obtemperantium respective, nulli licitum fore navigia intrare, multoque minus onus aut ejus partem exonerare, Navemque suo gubernaculo, Armamentis aut Instrumentis privare; sed contra poterit Magister aliusve Præfectus ejusmodi Navis aut Navigii, securitatis causa, onus aut ejus partem in terram exponere eamque per se aut suos custodire,

ANNO 1715.

deinde rursus Navim onerare, & quo libuerit tempore, inde secure recedere cum Navi ac mercimoniis, nullis omnino solutis vectigalibus aut oneribus, quocunque sub juris prætextu posci aut exigi solita forma fuerint, neque etiam ulli visitationi, aut disquisitioni obnoxiæ erunt. Eorum autem Portuum, Stationum, aut Littorum Præfecti seu Custodes, vel quo alio nomine appellentur, ejusmodi appellentes Naves ac homines, ab omni injuria ac illatione damni sedulo defendent, ac tutos præstabunt, nisi reparationi damni aut injuriæ, secundum præscripta Articuli XI. hujus Tractatus obnoxii esse velint. Verum e contra licebit Magistris, aliisve talium Navium Præfectis, onus impositum, sive totum, sive partim distrahere aut venum exponere, neque, merces aut personas illic in Navim recipere, multoque minus aliquid facere contra Leges aut Statuta ejus loci, ad quem appellere compulsi sunt. Si quid enim eorum admiserint, ita res accipietur, ac si illum in locum forent destinati, adeoque omnibus juribus, quæ subire oportuissent, si illuc ex composito tetendissent, obnoxii erunt, tam ipsi quam Naves atque bona, quibus Præfecti fuerint.

XXIII. Si qua autem Navis ejusmodi, vel tempestatis plus minus fracta in Littora, aut alium qualemcunque locum compulsa fuerit, Magistro aliive Præfecto, sociisque Navalibus (significata prius intentione sive Vectigalium receptoribus, aliisve talibus Officialibus, si quis talis illic loci sit) omnino liberum licitumque erit, onus aut partes ejus in terram exportare, idque una cum principali Vectigalium in eo loco Inspectore custodire, facto per dictum Inspectorem Vectigalium inventario omnium, quæ in terram exportata sunt, cujus exemplum sive Copia per Inspectorem signata, reddetur Magistro vel alii Navis fractæ Præfecto, ut ex eo constet, quænam reddi debeant. Quo facto licebit dicto Magistro, aut alii cuivis Navis Præfecto, quocunque tempore, intra vertentem tamen annum, aut solvere Vectigalia, aliaque quæ respectu ejus generis bonorum, aut mercimoniorum importatorum, debentur, eaque tanquam bona illuc destinata pro libitu suo vendere: aut Navem refectam illis demuo onerare, eaque exportare, absque illius oneris aut vectigalis pensione. Sin autem Navis ejusmodi usque adeo sit fracta, ut refici, ac in Mare reduci nequeat, liberum erit Magistro, aliive Navis Præfecto, eam aut vendere talem, qualis fuerit, aut rumpere & secare, materiam atque Armamenta distrahere, aut ea, partemve eorum aliorsum transportare, nullo illis facto impedimento, neque exacta ulla pecunia, aut alia quavis re, quocunque sub nomine, titulo aut prætexto. Quod si quæ merces, quæ illic loci sint prohibitæ, seu Contrabandæ, in ejusmodi Navi forte fuerint, Magistro aliive Præfecto permittetur, ea in Navim refectam referre, aut si refici illa nequeat, in aliam quamvis Navim imponere, atque ita exportare, eodem modo, atque eadem immunitate, quæ de reliquis non prohibitis permissa est. Denique & servabuntur, quæ de tutandis hominibus, ac bonis ac prohibenda injuria & damno, Articulo proxime præcedenti, convenerunt.

XXIV. Si quæ Naves pertinentes ad Subditos alterutrius ex Contrahentibus appulerint Portus, aut intraverint Sinus aut Flumina alteri dictorum Contrahentium subjecta, earumque Præfecti per ignorantiam admiserint aut fecerint aliquid illiciti, veluti exonerando bona aut merces, absque editione aut significatione facta receptoribus Vectigalium aut aliis Teloniorum Officialibus, aut si commiserint aliud quodcunque crimen, vel factum Legibus aut Statutis loci adversum, nullum inde damnum aut præjudicium generabitur, neque Navi ipsæ, neque bonis aut mercibus, quæ in terram nondum exposita sunt. Verum si qua confiscatio bonorum ei, qui crimen aliquid, nihil commune habens cum negociatione aut Commerciis, perpetraverit, per Leges loci possit infligi: illa in talibus casibus, nullo modo extendetur in damnum aut Navis aut bonorum ei impositorum, sed locum sibi tantum vindicabit respectu bonorum perpetrantis. Quod si id quod factum aut perpetratum fuerit, vel per ignorantiam vel præmeditate, ad exercenda commercia ac negociationem pertineat, ejusmodi tamen confiscatio ultra bona seu merces expositas, & revera detentas extendi nunquam poterit. Quidquid autem ejusmodi contra Leges & Statuta loci perpetratum aut tentatum fuerit, per aliquem inferiorem Præfectum Navis aut navigii Mercaturam facientis, Gubernatorem, aut navalem socium, cujuscunque generis illud fuerit, sive data opera, ad fraudanda Vectigalia, sive per ignorantiam, socordiam aut stupiditatem, aut qualicunque alia intentione, locum aut prætextum non dabit detinendi, aut confiscandi Navem ipsam, aut quidquid in ea sit, neve ullomodo procedendi contra Præfectum ipsum navigii, eumque detinendi, aut qualicunque molestia afficiendi.

ANNO 1715.

XXV. Convenit præterea, neque Magnum Dominum Czarem totius Russiæ Autocratora, neque Dominos Ordines Fœderati Belgii respective, ullo Edicto aut Mandato sive generali sive singulari, neque ob ullam qualemcunque causam, sibi sumturos, detenturos, arresto inclusuros, aut ad sui ipsius servitium coacturos ullam Navem onerariam, Præfectum, Magistrum, Gubernatorem aut Socium navalem, quemvis, aut ulla bona ejusmodi Navi imposita, respective, quæ intra Portus, Sinus, Fluvios aut alium quemcunque locum alterutri prædictorum Contrahentium subjectum merces exponant aut imponant, aut alias ob causas commoreatur, nisi obtineatur prævius consensus Præfecti; & post verum ac justum locationis aut venditionis pretium præsenti pecunia solutum mercatoribus vel proprietariis talium Navigiorum aut mercium, aut eorum Procuratoribus, aut generaliter illis, qui ea vendere vel locare possunt respective.

XXVI. Præfectis quoque, Magistris, Gubernatoribus, Sociis Navalibus, aliisque omnibus ad Navigia pertinentibus, tam bellicorum quam onerariorum & Mercaturam facientium Navigiorum, non solum in Navi sed etiam extra illam, sive descendentibus in terram, sive redeuntibus ad Navigia, quæ in Portu, loco tuto, aut alio quocunque loco intra Regna & Ditiones alterutrius ex Contrahentibus ad Anchoram steterint, aut qualemcunque aliam ob causam illic fuerint, quin & terra ex uno loco ad alium iter facientibus, ad negotia sua peragenda, reciproce licitum erit gestare atque uti qualicumque genere armorum, seu ad defendendum, seu ad offendendum idonea sunt; neque eorum quispiam obligabitur ad ea declaranda cuicunque Officiali, multoque minus ob eorum gestationem aut usum ulla molestia afficietur, per Subditos amborum Contrahentium respective, cujuscunque illi sint ordinis aut conditionis.

XXVII. Porro licitum erit Dominis Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii nominare, atque mittere unum aut plures Ministros, qui privilegiis & immunitatibus, tum & securitati tam Personarum, quam Commerciorum suorum Subditorum, tam illorum, qui sub Imperiis, Dominationibus ac Terris Magni Domini Czaris, totius Russiæ Autocratoris, fixum habent Domicilium, quam eorum qui illic brevi tempore Negotiorum aut Commercii causa diversantur, consulant vulgo dictos Consules, ut residеant intra Imperia Principatos, Dominia, ac Terras dicti Magni Domini Czaris, in Portubus, Civitatibus, aliisve locis qui ei rei utiles paruerint. Qui quidem Consules in exsequendo suo munere gaudebunt ac fruentur iisdem libertatibus, immunitatibus, exemptionibus ac privilegiis, quæ aliis ordinariis publicis Ministris Dominorum Ordinum Generalium intra Imperia, Principatas, Dominia ac Terras Magni Domini Czaris residentibus concedi solita fuerant, aut in posterum concedenda sunt. Et speciatim illis Consulibus omnino liberum erit defendere & protegere tam Mercatores, Subditos aut Incolas Fœderati Belgii, eorum Factores & utrorumque Familias, quam Præfectos, Magistros, Gubernatores ac navales Socios qualiumcunque Navigiorum ad dictos Subditos aut Incolas Fœderati Belgii pertinentium, tum præterea cuncta Jura, immunitates ac privilegia, quibus prædictos omnes aut singulos gaudere ac frui oportet, virtute quum hujus Tractatus, tum aliorum Fœderum aut Conventionum, quæ inter Magnum Dominum Czarum & dictos Dominos Ordines in posterum iniri & contrahi poterunt. Gaudebunt insuper etiam dicti Consules auctoritate petendi in favorem dictorum Subditorum vel Incolarum Fœderati Belgii omnia, quæ Gentium jure, atque ex justitiæ atque æquitatis regulis iis præstari opportet. Adeoque si quid, per Subditos Magni Domini Czaris, totius Russiæ Autocratoris, in damnum aut præjudicium Subditorum aut

ANNO 1715.

aut Incolarum Fœderati Belgii factum aut tentatum fuerit, Consules illi querelas suas ea de re ad Magnum Dominum Czarem, ejusque privatum, aut aliud tale Consilium, cui Majestas sua semper interesse censetur, scripto deferre poterunt, ac damni, injuriæ, præjudiciive emendationem petere. Atque ejusmodi petitiones & querelæ recipientur eodem modo, quo aliorum publicorum Ministrorum petitiones & querelæ recipi solent; ut eo modo dissensiones & controversiæ, quæ exortæ forte fuerint, quantum quidem fieri potest, amice sopiantur, atque injuriam passis, absque processuum ambagibus aut affectatis effugiis, promte ac revera satisfiat. Atque eadem omnia ac singula vice versa locum habebunt atque observabuntur in Fœderato Belgio, respectu atque in favorem Consulum, quos Magnus Dominus Czar totius Russiæ Autocrator, ordinare atque illuc mittere volet, ut tam ipsi Consules, quam omnes alii qualescunque Subditi dicti Magni Domini Czaris, re & facto gaudeant ac fruantur omnibus libertatibus, immunitatibus, exemptionibus, privilegiis, ac juribus, quibus respective quæ illis præstari oportet, seu virtute tam hujus Tractatus quam aliorum Fœderum aut Conventionum, quæ inter sæpe dictos Contrahentes in posterum iniri ac contrahi poterunt; seu etiam Gentium jure, atque ex justitiæ & æquitatis regulis.

XXVIII. Nullis Navium onerariarum Præfectis, Magistris, Sociisque Navalibus, qui sint Subditi Magni Domini Czaris, licitum erit, intra terras Dominis Ordinibus Generalibus obtemperantes, in jus vocare, turbare, aut qualicunque molestia afficere Præfectos, Magistros, Sociosque navales suæ Navi, neque etiam alterius Navis æque pertinentes ad Subditos dicti Magni Domini Czaris, mercedis aut salarii nomine, vel alio sub quocunque prætextu. Neque ferent dicti Domini Ordines, ut eorum quispiam, sub tali prætextu aut colore sese officio suo subtrahat, adeoque multo minus illos qui talia aut fecerunt aut moliti sunt, in Ministerium aut protectionem suam, sive suas copias sive navales sive terrestres recipient directe aut indirecte. Sin Controversia fuerit orta inter Præfectos aut Magistros, alicujus Navis onerariæ & Mercaturam facientis ab una, atque eorum Socios navales ab altera parte, de mercede aut salario cujuscunque ex illis, Pars alterutra narrationem facti scripto comprehensam & signatam, seu Consuli seu alii cujusvis qualitatis publico Ministro sui Principis exhibebit, qui arbitrio suo itidem scripto ac signato, negotio finem dabit, illudque arbitrium, dato Fidejussore idoneo exitum provisionaliter habebit. Ei vero, qui tali arbitrio læsum se censuerit, provocare licebit ad Judicem competentem intra Imperia, Principatus, Dominia, ac Terras Magni Domini Czaris; Eadem omnia vice versa sedulo observabuntur intra Imperia, Principatus, Dominia ac Terras Magni Domini Czaris, respectu Præfectorum, Magistrorum, eum Sociorum Navalium, qui Subditi sunt Dominorum Ordinum Fœderati Belgii, atque intra dicta Imperia, Principatus, Dominia ac Terras Magni Domini Czaris, si invicem litibus pulsare tentabunt.

XXIX. Et quoniam non tam bene se habent res humanæ, quin inter eos, qui augendæ suæ rei sedulo intenti sunt, multiplicia oriuntur dissidia, quæ ne vi manuque decidantur, Pacis, tranquillitatis atque opulentiæ tam universorum quam singulorum summopere interest; ac præterea prædicti Contrahentes alterutrius Subditis ita favere velint, ut reciproce gaudeant ac fruantur eodem jure, iisdemque prærogativis, quibus utriusque proprii Subditi, suis in Imperiis, Principatibus, Dominiis ac Terris respective fruantur, & in posterum fruituri sunt; quæ quidem hoc modo ac medio præcipue effici possunt, si nullo personarum respectu babito, jus ac justitia æquali modo, tam extero quam incolæ administratur, quoniam absque Judicum ac Judiciorum ope, optimae, prudentissimae ac sincerissimae quaeque Fœderum ac Tractatuum Stipulationes, praescripta & cautelae ab improbis perrumpi atque insuper haberi possint: dicti Contrahentes, ut ejusmodi conatus aut praeveniantur aut reprimantur omnino curabunt, ut tam super omnibus negotiis, quae initium cœperunt extra sua Imperia, Principatus, Dominia ac Terras respective, superque omnibus Conventionibus & Contractibus extra illa initis; quam etiam super quibuscunque rebus maritimis, de quibus inter suos respective Subditos, Terrarumve suarum Incolas lites in posterum emerserint; tum speciatim super Navibus, bonis aut mercibus, quae per Subditos alterutrius ad Bellum instructos, aliquo sub colore aut praetextu in Mari deserta, ac in Portum ad alterutrum praedictorum Contrahentium spectantem deducta fuerint, jus dicatur atque justitia administretur, secundum cautelas ac stipulationes quae hoc Tractatu praescripta ac placita sunt, quaeque successu temporis placebunt ac praescribentur, deinde secundum justitiae & aequitatis normam, atque etiam secundum leges loci, quatenus illae Subditis & Incolis Dominiorum alterutrius Contrahentium plus favent quam ea, quae hoc Tractatu conveniunt. Idque fiet respective, priori quidem loco seu instantia, per suprema rerum maritimarum Tribunalia, vulgo dicta Admiralitates: quae ut constent e Judicibus idoneis, integris, qui suspicioni corruptionis, favoris aut iniquitatis nullo modo sint obnoxii; & ad quos causa quae disceptatur, neque per se neque per suos pertinet, dicti Contrahentes enixam dabunt operam. Eoque in judicio res definietur intra spatium sex Mensium vel citius, si per rei naturam id fieri poterit. Et si ultra dictum sex mensium tempus res protrahatur citra consensum reclamantium, vel eorum, qui extra Dominia, sui Principis respective litem persequi necesse habent, liberum erit reclamanti vel ei, qui extraneus cum sit, litem persequitur, hinc à Magni Domini privato, aut alio tali Consilio, cui Majestas sua semper adesse censetur, illinc à Conventu Dominorum Ordinum Generalium, petere, ut jubeantur Judices propere atque intra breve tempus, illis praefigendum sententiam ferre. Eaque intra praefinitum tempus non lata, dicti Magni Domini Czaris Consilium, aut dicti Domini Ordines Generales respective, ad se causam evocabunt, eamque secundum regulas hoc Articulo praescriptas definiant.

XXX. Lite hinc inter Subditos Magni Domini Czaris, illinc inter Subditos Dominorum Ordinum Generalium, aut Incolas Dominiorum ac Terrarum dictorum Contrahentium respective exorta, nunquam licebit bona qualiacunque, de quibus ex aliqua earum causarum, quae praecedente Articulo XXIX. expressae sunt, inter dictorum Contrahentium Subditos controvertitur, vendere, aut alienare, neque Naves detentas aut in Portum aliquem deductas exonerare, nequidem sub eo praetextu, quod bona merceve, de quibus lis est, durante processu corrumpere possent, nisi si consentiant illi quorum interest: quo de consensu ex Instrumento per personam aliquam publicam confecto, aut ex Libello supplice amborum litigantium constare debebit, sed omnia ejusmodi bona litigiosa, Navesque detentae ac in Portum deductae servabuntur intacta, donec aut priori Sententiae acquietum, aut Sententia in posteriori judicio seu instantia fuerit lata. Quae tamen regula unicam patietur exceptionem, scilicet, si prior Sententia fuerit lata pro reclamantibus, vel generaliter pro Subditis illius ex Contrahentibus, qui extra Imperia, Dominia aut Terras sui Principis, Naves, merces, aut bona sua qualiacunque lite persequi necesse habent: quippe dicto solo casu illa Sententia (satis idoneis Fidejussoribus rerum controversarum æstimationem restitutum iri, si posteriori judicio aliter fuerit definitum), statim & absque ambagibus executioni mandabitur; sed non è contra. Quod si qua Nave detenta & in Portum deducta, ipsam Navigium, Mercimonia aut alia bona contra hanc cautelam, absque consensu eorum quorum interest, sub quocunque praetextu vendita fuerint, licitum erit reclamantibus, vel Proprietariis quibuscunque, probata tantum illa venditione, eam Navim venditam ab qualicunque emptore, absque ulla restitutione pretii, repetere; atque emptor eam sine processu aut cavillationibus statim restituet; tum etiam ob vendita bona litem movere vendentibus de damno dato, eoque in judicio nihil aliud examinabitur, nisi quantum damni reclamantibus vel proprietariis quibuscunque per injustam illam, ac illicitam venditionem fuerit datum, idque bona fide adjudicabitur. Et quamvis is, qui detinuerit & in Portum aliquem deduxerit Navem aliquam, cujus Praefectus est Subditus Magni Domini Czaris vel Dominorum Ordinum Generalium respective, contendat dictam Navim detentam atque abductam pertinere ad hostes Magni Domini Czaris vel Dominorum Ordinum Generaliam respective, ejusmodi

ANNO 1715.

tamen Navis, non apparente Reclamatore, non exonerabitur, multoque minus vendetur, nisi postquam Actor quatuor Edicta, quae & publice affigentur locis solennibus, & quorum ultimum erit peremtorium, impetraverit, per intervalla, non minus quam sex septimanarum, atque post sex hebdomadas ab ultimo illo Edicto impetrato & proposito, causa legitime acta, & Sententia rite fuerit pronunciata; talis scillicet qua ejusmodi Navis detenta & abducta atque onus ei impositum confiscentur. Sin ejusmodi Navis atque onus ab impetitione Detentoris vel Actoris absolvatur; Navis atque bona ei imposita illico Praefecto, seu Magistro ejus restituentur, ut iter & Navigationem suam prosequatur. Et haec quidem ita exactissime observabuntur, ni sub praetextu hostilitatis exonerentur, aut vendantur Naves aut bona quae revera ad Subditos Magni Domini Czaris, vel Dominorum Ordinum Generalium respective, aut universa aut pro parte pertinent.

XXXI. Post latam prioris & inferioris Judicis Sententiam, si Magni Domini Czaris, totius Russiae Autocratoris Legati, aliive Majestatis Suae Ministri publici apud Dominos Ordines Generales Foederati Belgii commorantes, aut etiam Proprietarii, eorumque Socii, correspondentes, Procuratores. Magister sive alius quivis Praefectus Navis detentae, qui reclamaverint, querentur de iniquitate Sententiarum à dicto Judice inferiori latarum, licitum erit Parti conquerenti ad dictos Dominos Ordines Generales appellare intra duos annos a die pronunciatae prioris Sententiae, dictique Domini Ordines causarum merita, processus Sententiasque latas in Conventu suo denuo examinabunt, ac secundum hunc Tractatum & justitiae ac aequitatis normam Sententia sua definient ac terminabunt. Efficient etiam, ut ordinationes & cautelae in hoc Tractatu praescriptae, tum & placita juris Gentium atque suatum Legum, quatenus ea plus favent Subditis Magni Domini Czaris, serventur, atque effectum suum sortiantur, ac jus conquerentibus reddatur intra tres menses à die provocationis, nisi ab alterutra parte ad producendum nova causae Instrumenta, vel alias ob causas magni momenti, prolixiori spatio petito, ea petitio Dominis Ordinibus Generalibus justa fuerit visa, quo tamen casu causae definitio ultra sex mensium spatium protrahi nunquam poterit. Pariter si post latam prioris & inferioris Judicis Sententiam, Legati, aliive publici Ministri Dominorum Ordinum Generalium Foederati Belgii apud Magnum Dominum Czarem totius Russiae Autocratora commorantes, aut etiam Proprietarii, eorumque Socii, correspondentes, Procuratores, Magister seu alius quivis Praefectus Navis detentae, qui reclamaverint, querentur de iniquitate Sententiarum a dicto Judice inferiori latarum, licitum erit conquerenti ad Magnum Dominum Czarum totius Russiae Autocratora, in ipsius privato vel alio tali Consilio, cui Sua Majestas semper interesse censetur, appellare intra duos annos à die pronunciatae prioris Sententiae, dictusque Magnus Dominus Czar causarum merita, processus, Sententiasque latas, in dicto suo Consilio denuo examinabit, & secundum hunc Tractatum, & justitiae & aequitatis normam Sententia sua definiet ac terminabit. Efficiet etiam ut Ordinationes & cautelae in hoc Tractatu praescriptae, tum & placita Juris Gentium, atque suarum Legum, quatenus ea plus favent Subditis Dominorum Ordinum Generalium, serventur atque effectum suum sortiantur, ac jus conquerentibus reddatur intra tres menses, à die provocationis, nisi ab alterutra Parte, ad producendum nova causae Instrumenta, vel alias ob causas magni momenti, prolixiori spatio petito, ea petitio Magno Domino Czaro in dicto ejus Consilio, justa fuerit visa; quo tamen casu, causae definitio ultra sex mensium spatium protrahi nunquam poterit. Deinde tam Magnus Dominus Czar totius Russiae Autocrator, quam Domini Ordines Generales Foederati Belgii sedulo effectum dabunt, ut Sententiae in dicto posteriori Judicio respective latae, prout earum verba ferunt, statim & absque ulteriori processu, executioni mandentur, ac suum effectum quam citissime sortiantur. Quod & tum fiet, si Pars condemnata, absque appellatione, priori Sententiae adquieverit. Praeterque omnia praedicta etiam convenit, neque in priori, neque in posteriori instantia, pro administratione justitiae, ullum honorarium munus aut salarium Judicibus, qualescunque illi sint per reclamantes hinc inde solutum, nec per Judicia respective directe aut indirecte raceptum iri.

ANNO 1715.

XXXII. Si qua injuria ab alterutro ex Contrahentibus, eorumve Subditis, aut Incolis Imperiorum, Principatuum, Dominiorum aut Terrarum illorum respective, sive quovis in loco extra Regna ac Ditiones utriusque Contrahentis, sive in alto Mari illata fuerit Navibus, bonis aut mercibus pertinentibus ad Subditos aut Incolas quarumcunque Ditionum aut Terrarum alterius Contrahentis, tam contra ali quam hujus Tractatus stipulationem aut cautelam, quam contra Jus Commune seu Gentium, nullae tamen Litterae Repressaliarum, marcae aut contramarcae hinc aut illinc concedentur, nisi Officium Judicum ex praescripto hujus Tractatus prius imploratum, & tamen justitia denegata, aut ejus Administratio dilata fuerit. Denegata autem vel etiam dilata Justitiae Administratione, publicus aliquis Minister illius ex Contrahentibus, cujus Subditi vel Ditionum aut Terrarum suarum Incolae injuriam passi sunt, publice postulabunt, vel ut lis amice componatur, vel ut secundum regulas & cautelas hujus Tractatus jus reddatur conquerentibus, sive id in priori, sive in posteriori Judicio usu veniat. Sin autem facta tali publica petitione, nihilominus mora illa continuetur, neque jus reddatur, nec satisfiat conquerentibus intra tres menses, nulla ulteriori Admonitione adhibita. Litterae Repressaliarum Marcae aut Contramarcae, absque Tractatus hujus offensione concedi poterunt.

XXXIII. Omnes autem & singuli praecedentes Articuli cum perfectissima reciprocatione intelligendi sunt, etiam si ea reciprocatio in aliquo aut pluribus Articulis plene non esset expressa, ita ut Subditi Magni Domini Czaris in Ditionibus ac Terris Dominis Ordinibus Generalibus obtemperantibus gaudere ac frui debeant omnibus omnino privilegiis ac juribus, quibus Subditi aut Incolae Ditionum aut Terrarum dictis Dominis Ordinibus subjectarum, in Imperiis, Principatibus, Dominiis ac Terris Magni Domini Czaris, totius Russiae Autocratoris gaudent ac fruuntur. Et vicissim Subditi ac Incolae Ditionum ac Terrarum dictis Dominis Ordinibus Generalibus subjectarum in Imperiis, Principatibus. Dominiis ac Terris Magni Domini Czaris, totius Russiae Autocratoris, gaudebunt & fruentur omnibus omnino privilegiis, ac juribus, quibus Subditi dicti Magni Domini Czaris in Ditionibus ac Terris Dominis Ordinibus Generalibus obtemperantibus gaudent ac fruuntur. Et si quid juris vel privilegii ab alterutro ex Contrahentibus concedatur Subditis alterius Contrahentis, praeter ea quae hoc Tractatu comprehensa sunt, ea statim quoque reciproce concedantur ab altero Contrahente intra sua Dominia Subditis illius Contrahentis, qui prior favere Subditis alterius Contrahentis coeperat. Quod si contrahentes aut eorum alteruter, procedente tempore alii Nationi, aut Populo, aut cujuscunque Principis Subditis concesserit privilegia plura aut ampliora iis, quae Magnus Dominus Czar indulserat Subditis Dominorum Ordinum Generalium, aut quae Domini Ordines Generales indulserant Subditis Magni Domini Czaris, eadem omnia sese, alterum alterius Subditis concessuros & indulturos, tam Magnus Dominus Czar, quam Domini Ordines Generales solenniter promittunt.

XXXIV. Denique convenit, Tractatum hunc, omnesque & singulos ejus Articulos, quam primum id fieri poterit, confirmatum iri, atque Ratihabitiones cum Magni Domini Czaris, totius Russiae Autocratoris, tum Dominorum Ordinum Generalium Foederati Belgii respective intra . . . . menses, à die hujus Foederis conclusi solenniter permutatum iri, ac deinde per omnia Imperia, Principatus, Dominia Terrasque dicti Magni Domini Czaris, tum & per Ditiones ac Terras dictis Ordinibus Generalibus obtemperantes rite publicatum iri; ejusque exempla respective ad Cancellarias, Archiva, Concilia, Curias ac qualiumcunque Judicum Tribunalia, omniaque alia Collegia, ad quae res ullomodo pertinere potest, delatum iri, ne ulla ignorantia hujus Tractatus praetendi aut affectari ab alterutra parte queat; verum contra ab omnibus, qui tam intra Imperia, Principatus, Dominia ac Terras Magni Domini Czaris, totius Russiae Autocratoris, quam intra Ditiones ac Terras Dominis Ordinibus Generalibus Foederati Belgii obtemperantes degunt, bona fide, sedulo & diligenter per omnia observetur & adimpleatur.

CLXXXII.

ANNO 1716.

CLXXXII.

25. Mai. *Traité d'Alliance entre Sa Majesté Imperiale & Sa Majesté Britannique, ainsi qu'il a été corrigé & conclu le 25. Mai 1716.*

IN nomine Sacro-sanctae ac individuae Trinitatis; Manifestum sit omnibus, quibus expediet, universis.

Postquam Augustus Romanorum Imperator Carolus Sextus, Hispaniarum, Hungariae & Bohemiae Rex, Archidux Austriae, Dux Burgundiæ, &c. Nec non Serenissimus Magnae Britanniae, Franciae & Hyberniae Rex, Dux Brunsvici & Luneburgi, Sacri Romani Imperii Elector, in memoriam revocassent insignia emolumenta, quae ex sincera & constanti Antecessorum suorum unione promanarunt; ideoque praesentis temporis circumstantiis accuratius perpensis, ad eandem communi bono reintegrandam animum admovissent.

Inde Deo propitio factum ut communicatis consiliis in sequentium Articulorum Tractatum & duplicatum Fœdus rite convenerint.

I. Sit inter Sacram Caesaream & Regiam Catholicam Majestatem, & Sacram Regiam Magnae Britanniae Majestatem sincera amicitia & consiliorum conjunctio atque perfecta Confœderatio, eorumque quisque alterius commoda pro suis reputet, ac serio promovere studeat, damna vero, qua potest, optima ratione avertat.

II. Fœderis hujus defensivi intentio & finis alius non sit quam mutuo se invicem tueri ac in possessione Regnorum, Provinciarum ac Jurium, eo quo sunt statu, & quibuscunque quisquis actualiter gaudet & fruitur, conservare. Quod si igitur contigerit, ut unus vel alter Confœderatorum ab aliis Potentiis hostiliter invadatur aut offendatur, conventum est, ut ejusdem honor, dignitas, nec non Provinciae ac supradicta Jura, quae tempore hujus Fœderis in Europae partibus possidet, aut eo durante mutuo consensu acquiret, contra quoscunque aggressores communi ope & auxilio terra marique illaesa conserventur, defendantur & propugnentur, nec non ob injuriam forsitan illatam justa satisfactio procuretur.

III. Ad hunc salutarem scopum assequendum, casu praememorato alicujus hostilis invasionis, impetitus, eandem Confœderato notificet, qui omnem apud aggressorem operam impendet, quo sine mora ab ulteriore hostilitate abstineat, de illatis damnis juste satisfaciat, ac de futura securitate Fœderato caveat.

IV. Blandiore hac via intra himestre spatium non succedente, aggresso à Fœderato illico auxilia submittantur, nec ante revocentur, quam id obtentum fuerit, quod Articulo praecedente secundo expressum est.

V. Auxilia vero, quae emergente hoc casu à Confœderato mittenda sunt, erunt sequentia.

Pro parte Sacrae Caesareae & Catholicae Majestatis armatorum duodecim millia, scilicet Pedites 8000. Equites 4000.

Pro parte Sacrae Regiae Magnae Britanniae Majestatis totidem armatorum millia, scilicet: Pedites 8000. & Equites 4000.

Quod si vero ratio Belli in totum vel in partem suppetias maritimas potius postularet loco supra dictarum terrestrium copiarum, tot Naves bellicas, quarum sumptus praefatum numerum armatorum adaequarent praestare teneatur, uti & in casu ubi majores etiam tam terrestres quam maritimae suppetiae necessariae forent, de iis absque mora inter Confœderatos conveniatur, & ab utrinque amicabiliter propensio exhibeatur.

VI. Conventum est, nullum alium Principem aut Potentiam ad praememoratum Fœdus invitandum esse aut admittendum, nisi unanimi ac mutuo Fœderatorum consensu, ac hoc prorsus modo, quo inter eosdem pactum fuerit & conventum.

VII. Cum vero nihil magis utrique Fœderatorum in votis sit, quam Tractatu hoc inito salutem communem ope mutua tutam reddere, Pacemque publicam illaesam conservare, nullique prorsus dubium sit, quin Praepotentes Unitarum Belgii Provinciarum Generales Ordines admodum lubenter opus tam utile, tamque necessarium Societate sua adjuvare atque promovere velint; e propter & nunc placuit eosdem Generales Ordines ad praesens Fœdus non modo lubenter admittere, sed & eos ad illius accessionem sine mora amice invitare.

VIII. Ratificatio hujus Tractatus intra spatium sex septimanarum, aut citius, si potest, fiat. In quorum fidem tum Sacrae Suae Caesareae & Catholicae Majestatis, tum Sacrae Suae Regiae Majestatis Magnae Britanniae Plenipotentiarii hasce praesentes manibus suis subscripserunt, iisdemque Sigilla apposuerunt. Actum West-Monasterii die 25. Mensis Maji, Anno Domini 1716.

(L.S) OTTO CHRIST. COM. A VOLCKRA. (L.S.) W. CANTUARIENSIS.

(L.S.) JOAN. PHILIP. HOFFMAN. (L.S.) COUPER.

(L.S.) COUPER.

(L.S.) SUNDERLAND.

(L.S.) DEVONSHIRE.

(L.S.) MARLBOROUGH.

(L.S.) ROXBORG.

(L.S.) ORFORD.

(L.S.) TOWNSHEND.

(L.S.) J. STANHOPE.

(L.S.) R. WALPOLE.

ARTICULUS SEPARATUS.

Conventum praeterea est, quod si tractu temporis inter Sacram Caesaream Majestatem & Ottomannicum Imperium Bellum orietur, Tractatus Fœderis hodierna die cum Sacra Regia Majestate Magnae Britanniae conclusus, nullatenus eo pertinere vel extendi censeretur, nec Bellum cum Turcis pro casu exigente reputari poterit. In cujus fidem Sacrae, &c. & signatum ut supra.

RATIFICATIO IMPERATORIS.

Quod nos inspectis consideratisque ejusdem Tractatus Articulis eosdem omnes una cum Articulo Secreto in universum ratos gratosque habuerimus ac comprobaverimus, prout ea omnia & singula, quae ita acta & transacta fuerunt, vigore praesentium approbamus & ratificamus, verbo Caesareo Regio Archiducali promittentes, Nos ea firmiter & sancte per omnia impleturos & observaturos esse. In quorum fidem praesentes propria manus subscriptione appressoque nostro sigillo communivimus. Datum Viennae 30. Julii 1716. Regnorum nostrorum Romani 5., Hispaniarum 13., Bohemiae & Hungariae sexto,

CAROLUS.

PHILIPPUS LUD. C. A SINZENDORF.

Ad mandatum Sacræ Cæsareæ & Catholicæ Majestatis proprium,

JOANNES GEORGIUS BUOL.

Anno 1716.

CLXXXIII.

28. Sept. *Traité de Commerce entre la France & les Villes Anséatiques*, Lubeck, Bremen & Hambourg, *conclu à Paris le 28. Septembre 1716.*

Le Roi desirant faire connoitre aux Villes de *Lubeck, Bremen & Hambourg*, de l'Ansée Teutonique, qu'il a pour elles la même affection, & la même bonne volonté que les Rois ses Predecesseurs depuis Louis XI. jusqu'à Louis XIV., son très honoré Seigneur & Bis-Ayeul, leur ont témoigné dans plusieurs Traitez consecutifs de Marine & de Commerce, & particulierement dans celui du mois de Mai 1665., Sa Majesté a reçu favorablement les instances, prieres & Suplications que ces Villes lui ont fait par les Srs. *Christofle Brossean*, & *Jean Anderson*, Docteurs ès Loix, Sindics de la Ville de Hambourg, & *Daniel Stoockfles*, Senateur, leurs Deputez en cette Cour, de vouloir bien convenir avec elles d'un Traité de Commerce, qui puisse maintenir & conserver entre ses Sujets & ceux desdites Villes une sincere intelligence pour l'utilité & avantage reciproque; & de l'avis de son très-cher & très-aimé Oncle le Duc *d'Orleans*, Regent, &c. a commis pour examiner les Memoires presentez de la part desdites Villes, le Sr. Comte *d'Estrées*, Vice-Amiral & Maréchal de France, Grand d'Espagne, Commandeur de ses Ordres, Gouverneur des Villes & Château de Nantes, Lieutenant-General au Païs Nantois, Vice-Roi de l'Amerique, & President du Conseil de Marine; le Sr. Marquis *d'Uxelles*, aussi Maréchal de France, Commandeur de ses Ordres, Gouverneur de la Province d'Alsace, Lieutenant-Général au Gouvernement de Bourgogne, & Président du Conseil des affaires étrangeres; & le Sr. *Amelot*, Conseiller ordinaire en tous ses Conseils d'Etat & Privé, & aux Conseils de Commerce; lesquels, après plusieurs Conferences tenuës avec lesdits Srs. Deputez: ont conjointement en vertu de leurs Pouvoirs respectifs, resolu, arrêté & conclu ce qui suit.

ARTICLE PREMIER.

Les Habitans des Villes Anseatiques joüiront de la même liberté, en ce qui regarde le Commerce & la Navigation dont ils ont joüi depuis plusieurs Siècles, & pourront trafiquer & naviguer en toute sureté, tant en France qu'autres Royaumes, Etats, Païs & Mers, Lieux, Ports, Côtes, Havres & Rivieres en dependans, situez en Europe, pour y aller, venir, passer & repasser tant par Mer que par Terre, avec leurs Navires & Marchandises, dont l'entrée, sortie & transport ne sont ou ne seront défendus aux Sujets de Sa Majesté par les Loix & Ordonnances du Royaume.

II. Ceux des Sujets desdites Villes qui trafiqueront & demeureront en France, ne seront point assujettis au Droit d'Aubaine, & pourront disposer par Testament, Donation ou autrement de leurs Biens, meubles, en faveur de telles personnes que bon leur semblera, & leurs heritiers residans en France ou ailleurs, pourront leur succeder ab intestat, sans qu'ils ayent besoin d'obtenir des Lettres de naturalité: le tout ainsi que pourroient le faire les propres & naturels Sujets du Roi.

III. Lesdits Sujets desdites Villes Anseatiques ne seront tenus de payer d'autres, ni de plus grands Droits, Gabelles, Impositions, Contributions ou charges sur leurs Personnes, Biens, Denrées, Navires ou fret d'iceux, directement ni indirectement, sous aucun nom ou pretexte que ce soit, que ceux qui seront payez par les propres & naturels Sujets de Sa Majesté.

IV. Seront exempts du Droit de fret de cinquante sols par tonneau dans tous les cas, si ce n'est lorsqu'ils prendront des Marchandises dans un Port de France, & qu'ils les transporteront dans un autre Port de France pour les y décharger.

V. Et pour favoriser d'autant plus le Commerce desdites Villes, il a été accordé, que les Marchandises ci-après denommées ne payeront à toutes les entrées du Royaume, Terres & Païs de l'obéissance du Roi, que les Droits ci-après declarez, Baleine coupée le 100. pesant payera neuf Livres, Fanon de Baleine le 100. en nombre, tant grands que petits, du poids de 300. Livres ou environ, vingt Livres.

Huile & graisse de Baleine & d'autres poissons embarquez, du poids de 520. Livres, sept Livres dix sols.

Fer blanc le baril de 450. Feuilles doubles, vingt Livres.

Le baril de simples Feuilles, dix Livres.

Plumes à écrire le 100. pesant, quatre Livres, Soye de porc, le 100. pesant, quatre Livres.

Ensemble les quatre sols pour Livre desdits Droits pendant le tems seulement que les Sujets du Roi y seront assujettis.

VI. Il est accordé auxdites Villes Anseatiques, que conformement à l'Edit du mois de Mai 1699. concernant la franchise du Port & Havre de Marseille, leurs Sujets joüiront de la même liberté & franchise, dont jouïssent les Sujets du Roi, & ne payeront les Droits de vingt pour cent, (lorsqu'ils aporteront des marchandises du Levant, soit à Marseille ou dans les autres Villes du Royaume où l'entrée est permise) que dans les cas où les Sujets naturels du Roi seront tenus de les payer.

VII. Joüiront au surplus lesdites Villes, leurs Habitans & Sujets en ce qui regarde la Navigation & le Commerce par Mer, de tous les mêmes Droits Franchises, Immunitez & Privileges contenus au présent Traité, de ceux encore qui seroient accordez par la suite aux Etats des Provinces-Unies & aux autres Nations maritimes, dont les Etats sont situez au Nord de la Hollande.

VIII. Les Capitaines, Maitres ou Patrons des Navires des Villes Anseatiques, leurs Pilotes, Officiers, Mariniers, Matelots ou Soldats, ne pourront être arrêtez, ni les Navires detenus ou obligez à aucun service ou transport, même les Denrées & marchandises ne pourront être saisies dans les Ports de France, en vertu d'aucun ordre general ou particulier, ni pour quelque cause que ce soit, quand il s'agiroit de la défense de l'Etat, si ce n'est du consentement des Interessés, ou en payant, sans préjudice neanmoins des saisies faites par autorité de justice, & dans les régles ordinaires, pour dettes legitimes, Contracts, ou autres causes, pour raisons desquelles il sera procedé par les voyes de Droit, selon les formes judiciaires.

IX. Les Navires apartenans aux Habitans des Villes Anseatiques, passant devant les Côtes de France & relâchant dans les Rades, Ports & Rivieres du Royaume, par tempête ou autrement, ne seront contraints d'y decharger ou vendre leurs marchandises, en tout ou partie, ni tenus de payer aucuns Droits, sinon pour les Marchandises qu'ils y dechargeront volontairement & de leur gré.

X. Pourront neanmoins les Capitaines, Maitres ou Patrons des Navires des Villes Anseatiques, vendre une partie de leur chargement pour acheter les Vivres dont ils auront besoin, & les choses nécessaires au radoub de leurs Vaisseaux, après en avoir obtenu la permission des Officiers de l'Amirauté, auquel cas ils ne payeront des Droits, que des Marchandises, qu'ils auront vendues ou échangées.

XI. S'il arrive que des Vaisseaux de Guerre ou Navires Marchands desdites Villes, échoüent sur les Côtes de France par tempête ou autrement, lesdits Vaisseaux ou Navires, leurs Aparaux & Marchandises, Vivres, Munitions & Denrées, ou les deniers qui en proviendront, en cas de vente, seront rendus aux proprietaires, ou à ceux qui auront charge ou pouvoir d'eux, sans aucune forme de Procès, pourvû que la réclamation en soit faite dans l'an & jour, en payant seulement les frais raisonnables & ceux du sauvement, ainsi qu'ils seront reglez, à l'effet de quoi Sa Majesté donnera ses ordres pour faire châtier severement ceux de ses Sujets qui auront profité ou tenté de profiter d'un pareil malheur.

XII. Les Marchandises des Bâtimens échoüés ne pourront être venduës avant l'expiration dudit terme d'un an & jour, si elles ne sont de qualité à ne pouvoir être conservées; mais s'il ne se présente point de réclamateur, ou personne de sa part dans le mois, après que les Effets auront été sauvez, il sera procedé par les Officiers de l'Amirauté à la vente de quelques Marchandises des plus perissables, & le prix qui en proviendra sera employé au payement des Salaires de ceux qui auront travaillé au sauvement; desquelles ventes & payemens il sera dressé procès verbal.

XIII.

ANNO 1716.

XIII. S'il survenoit une Guerre entre le Roi & quelques Puissances autres, que l'Empereur & l'Empire (ce qu'à Dieu ne plaise) les Vaisseaux de Sa Majesté & ceux de ses Sujets armez en Guerre ou autrement ne pourront empêcher, arrêter, ni retenir les Navires desdites Villes Anseatiques, sous quelque pretexte que ce soit, quand même ils iroient dans les Villes, Ports, Havres ou autres lieux dependans desdites Puissances ennemies de Sa Majesté, si ce n'est qu'ils fussent chargez de Marchandises de Contrebande, ci-après designées, pour les porter aux Pais & Places des Ennemis de la Couronne, ou de Marchandises apartenantes auxdits Ennemis.

XIV. Sous le terme de Marchandises de Contrebande sont entendus les Munitions de Guerre & Armes à feu, comme Canons, Mousquets, Mortiers, Bombes, Petards, Grenades, Saucissles, cercles poissez, affuts, fourchettes, Bandulieres, poudre, mêche, salpêtre, balles & toutes autres sortes d'armes, comme piques, épées, morions, casques, cuirasses, hallebardes, javelots, & autres armes, chevaux, selles de cheval, foureaux de pistolets, & generalement tous les autres assortimens servans à l'usage de la Guerre.

XV. Ne seront compris dans ce genre de Marchandises de contrebande les fromens, bleds & autres grains, legumes, huiles, Vins, sel, ni generalement tout ce qui sert à la nourriture & sustentation de la vie; mais au contraire, lesdites denrées demeureront libres comme les autres Marchandises non comprises dans l'Article précedent, quand même elles seroient destinées pour une Place ennemie de Sa Majesté, à moins que ladite Place ne fût actuellement investie, bloquée ou assiegée par les Armes de Sa Majesté, ou qu'elles apartinssent aux Ennemis de l'Etat, auquel cas lesdites Marchandises & denrées seront confisquées.

XVI. Les Marchandises de contrebande & les denrées de la qualité specifiée par les Articles précedens & dans les cas y expisqués, qui se trouveront sur les Navires des Villes Anseatiques, seront confisquées, mais le Navire ni le reste en chargement ne sera pas sujet à la confiscation.

XVII. Si les Capitaines ou Maitres desdits Navires avoient jetté leurs Papiers à la Mer, le Navire & tout le chargement sera confisqué.

XVIII. Les Navires des Villes Ansestiques avec leur chargement, seront de bonne prise, lors qu'il ne se trouvera ni chartes-parties, ni connoissemens, ni factures.

XIX. Les Capitaines, Maîtres ou Patrons des Navires desdites Villes Anseatiques, qui auront refusé d'amener leurs voiles après la semonce, qui leur en aura été faite par les Vaisseaux de Sa Majesté, ou par ceux de ses Sujets armez en Guerre, pourront y être contraints; & en cas de resistance, ou de combat, lesdits Navires seront de bonne prise.

XX. S'il arrivoit qu'un Capitaine ou Commandant d'un Vaisseau François arrêtât un Navire des Villes Anseatiques, chargé de Marchandises de contrebande ou de denrées dans les cas ci-dessus specifiez, il ne pourra faire ouvrir ni rompre les coffres, malles, balles, ballots, bougettes, tonneaux & autres caisses, ni les transporter, vendre, échanger, ou autrement aliener, qu'après qu'ils auront été mis à terre en présence des Officiers de l'Amirauté & après l'inventaire par eux fait desdites Marchandises de Contrebande ou Denrées.

XXI. Ne pourra pareillement le Capitaine ou Commandant d'un Vaisseau François, ou quelqu'autre personne que ce soit, dans le cas ci-dessus, vendre ou acheter, échanger ni recevoir, directement ni indirectement, sous quelque titre, ou pretexte que ce soit, aucune Marchandise de contrebande, ni Denrées qu'après que la prise en aura été declarée bonne.

XXII. Les Vaisseaux desdites Villes Anseatiques, sur lesquelles il se trouvera des Marchandises apartenantes aux Ennemis de Sa Majesté, ne pourront être retenus, amenés ni confisqués, non plus que le reste de leur cargaison, mais seulement lesdites Marchandises apartenantes aux ennemis de Sa Majesté seront confisquées, de même que celles qui seront de contrebande, Sa Majesté derogeant à cet égard à tous usages & ordonnances à ce contraires, même à celles des années 1536. 1584. & 1681. qui portent, que la robe ennemie confisque la Marchandise & le Vaisseau ami. Bien entendu que si la partie du chargement, qui se trouvera sujet à confiscation, étoit si considerable, qu'elle ne pût être chargée sur le Vaisseau François, il sera permis en ce cas au Capitaine du Navire François de conduire le Navire des Villes Anseatiques dans le plus prochain prochain Port de France, pour être les Marchandises sujettes à confiscation dechargées, sans retardement, après quoi le Vaisseau des Villes Anseatiques avec le reste de sa cargaison sera relâché & mis en pleine liberté.

XXIII. Et pour connoitre quels sont les véritables Proprietaires des Marchandises trouvées dans un Vaisseau des Villes Anseatiques, il sera nécessaire que les connoissemens ou polices du chargement contiennent la qualité & quantité des Marchandises, le nom du chargeur & de celui à qui elles doivent être consignées, le lieu d'où le Vaisseau sera parti, & celui de sa destination, même le nom du Capitaine ou Maître, qui sera tenu de les signer ou de les faire signer par l'Ecrivain.

XXIV. Toutes les Marchandises & effets apartenans aux Sujets des Villes Anseatiques, trouvez dans un Navire des ennemis de Sa Majesté, seront confisqués, quand même ils ne seroient pas de contrebande.

XXV. Si quelques Marchandises apartenantes aux Sujets des Villes Anseatiques se trouvent chargées sur des Vaisseaux d'une Nation devenuë ennemie de Sa Majesté depuis le chargement, elles ne seront point sujettes à confiscation; non plus que les Marchandises apartenantes aux Sujets des Villes Anseatiques, qui auront été chargées sur un Vaisseau ennemi depuis la Déclaration de la Guerre, pourvû que le chargement en ait été fait dans les termes ou delais reglez par l'Article suivant.

XXVI. Lesdites termes ou delais seront de quatre semaines pour les Marchandises chargées dans la Mer Baltique ou dans celle du Nord, depuis la Terre neuve en Norwegue jusqu'au bout de la Manche.

De six Semaines depuis le bout de la Manche jusqu'au Cap Saint Vincent.

De dix Semaines depuis le Cap Saint Vincent dans la Mer Mediterrannée & jusqu'à la Ligne.

Et enfin de huit mois au delà de la Ligne & dans tous les autres endroits du monde.

Tous ces termes ou delais s'entendront à compter du jour de la déclaration de la Guerre. Si lesdites Marchandises avoient été chargées après l'expiration desdits termes, elles seront confisquées.

XXVII. Si parmi les Marchandises ainsi chargées dans lesdits delais, il s'en trouve de Contrebande, elles ne seront renduës qu'après une sûreté suffisante, telle qu'elle est expliquée dans l'Article suivant, qu'elles ne seront point transportées en Païs ou lieu ennemi.

XXVIII. Si dans les delais ci-dessus expliquez, le Capitaine ou Commandant du Vaisseau François veut retenir ces Marchandises de Contrebande, il sera en droit de la faire, en payant la juste valeur, suivant l'estimation qui en sera faite de gre à gré, & en cas de difficulté sur ladite estimation, ou que le Capitaine François ne juge pas à propos de les retenir, le Capitaine ou Maître du Vaisseau des Villes Anseatiques sera tenu de donner sa soumission, de raporter dans le temps dont on conviendra un Certificat du dechargement desdites Marchandises, en un lieu non ennemi, lequel Certificat pour être valable sera legalisé & attesté veritable par un Consul, Resident, Agent, ou Commissaire du Roi, & en cas qu'il ne s'en trouve point, par les Juges des lieux.

XXIX S'il se trouve dans un Navire des Villes Anseatiques des passagers d'une Nation ennemie de la France, ils ne pourront en être enlevez, à moins qu'ils ne fussent gens de Guerre actuellement au service des ennemis, auquel cas ils seront faits prisonniers de Guerre.

XXX. Pour que le Navire soit reputé apartenir aux Sujets des Villes Anseatiques, on est convenu qu'il faut qu'il soit de leur fabrique, ou de celle d'une Nation neutre: Si neanmoins étant de Fabrique ennemie, ou ayant apartenu aux ennemis, il a été acheté avant la declaration de la Guerre, soit par des Sujets des Villes Anseatiques, soit par ceux d'une Nation

ANNO 1716.

Nation neutre, il ne sera point sujet à confiscation. Cet achat sera justifié par le Passeport ou Lettre de Mer, & par le Contract de vente passé par devant les Officiers ou personnes publiques, qui doivent recevoir ces sortes d'Actes, soit par le Proprietaire en personne, soit par son Procureur, en vertu de Procuration speciale & autentique, annexée à la minute du Contract de vente, & transcrite à la fin de l'expedition par le même Officier public qui l'aura delivré; ledit Contract duement enregistré au Greffe du Magistrat de lieu d'où le Navire sera parti.

XXXI. Un Navire, quoique de la Fabrique des Villes Anseatiques, ou par elles acheté avant la déclaration de la Guerre en la forme expliquée en l'Article précedent, ne sera reputé leur apartenir, si le Capitaine ou Patron, le Contre-Maître, Pilote & Subrecargue & le Commis, ne sont Sujets naturels desdites Villes Anseatiques, ou s'ils n'y ont été naturalisez trois mois avant la Déclaration de la Guerre; & pareillement si les deux tiers de l'équipage ne sont Sujets naturels de l'une desdites Villes ou d'une Nation neutre, ou en cas qu'ils soient originaires d'un Pais ennemi, s'ils ne sont naturalisez avant la Guerre, soit par les Villes Anseatiques, soit par une Nation neutre.

XXXII. La preuve de la Patrie ou de la naturalisation, tant des Officiers que de l'équipage, sera établie par les Passeports ou Lettres de Mer, qui contiendront le nom & le port du Navire, le nom & le lieu de la naissance & de l'habitation du Proprietaire, ainsi que du Maître ou Commandant du Navire; lesquelles Lettres seront renouvellées chaque année, si le Vaisseau ne fait pas un Voyage qui demande un plus long terme, ladite preuve sera pareillement établie par le rôle d'Equipage bien & duement certifié.

XXXIII. Toutes les Pièces nécessaires pour connoître la Fabrique du Navire, quel en est le Proprietaire, la qualité des Marchandises & la Patrie des Officiers & Matelots, seront représentées par le Capitaine, Maitre ou Patron, sans que celles qui seroient raportées dans la suite, puissent faire aucune peine.

XXXIV. Les Navires des Villes Anseatiques qui seront trouvez dans les Rades, ou rencontrez en pleine Mer par des Vaisseaux de Sa Majesté, ou par ceux de ses Sujets armez en Guerre, abbatront le Pavillon, & amêneront leurs voiles aussi-tôt qu'ils auront reconnu le Pavillon de France; & qu'ils en auront été avertis par la semonce d'un coup de Canon tiré sans boulet. Le Vaisseau François ne pourra s'en aprocher alors plus près qu'à la portée du Canon, et le Capitaine pourra seulement y envoyer sa Chaloupe avec deux ou trois hommes de Guerre, outre l'Equipage nécessaire, auxquels le Capitaine, Maître ou Patron du Vaisseau desdites Villes Anseatiques représentera les Actes & Papiers specifiez dans les Articles XXX. XXXII. & XXXIII. ci-dessus, & y sera ajoûté entiere foi & creance, pourvû que le Contract de vente soit redigé dans la forme portée par l'Article XXX. & que les Passeports ou Lettres de Mer, & le Rôle d'équipage, soient redigez suivans les Formulaires qui seront inserez à la fin du présent Traité.

XXXV. Les gens de Guerre du Vaisseau François qui entreront dans le Navire des Villes Anseatiques n'y feront aucune violence, ne recevront, ne prendront & ne souffriront qu'il y soit pris aucune chose, sous quelque prétexte ou pour quelque cause que ce soit, à peine de restitution du quadruple, & même sous les autres peines portées par les Ordonnances, & lui laisseront continuer sa route, après qu'ils auront reconnu qu'il n'y a point de Marchandises de contrebande, ni de Marchandises & effets apartenants à une Nation actuellement ennemie de la France.

XXXVI. Pour prévenir les insultes & violences qui pourroient être faites aux gens de Guerre François qui seront entrez dans le Navire des Villes Anseatiques, le Capitaine sera tenu de faire passer dans la Chaloupe des François pareil nombre des principaux de son Equipage, qui resteront jusqu'à ce que lesdits gens de Guerre soient rembarquez.

XXXVII. Les Capitaines François & ceux des Villes Anseatiques, armez en Guerre ou en course, donneront avant que de partir du Port, où leur armement aura été fait, une caution de quinze mille Livres pour repondre des malversations qui pourroient être par eux faites au présent Traité.

XXXVIII. Les jugemens concernant les prises faites sur les batimens des Villes Anseatiques, par les Vaisseaux du Roi, ou par ceux des Armateurs François, seront rendus avec toute la diligence possible, suivant les Loix du Royaume; & si les Ministres ou autres de la part desdites Villes se plaignent des prémiers jugemens, Sa Majesté les fera revoir pour en connoitre si les dispositions du présent Traité auront été observées, & ce dans trois mois au plus tard; pendant lequel tems les Marchandises ou Navires pris, ne pourront être vendus ni dechargez que du consentement du Capitaine ou Patron, si ce n'est celles qui sont sujettes au deperissement, auquel cas le prix en sera deposé entre les mains d'un Negociant solvable.

XXXIX. Lorsque l'Armateur se plaindra du prémier jugement, le Capitaine, Patron ou Maître du Navire pris en aura la main levée, sous bonne & suffisante caution, qui sera reçue devant les Officiers de l'Amirauté tant avec l'Armateur qu'avec le Receveur des Droits de Monsieur l'Amiral, mais si au contraire la prise est declarée bonne, & que le Capitaine, Maître ou Patron demande la reformation du jugement, l'Armateur ne pourra faire proceder à la vente du Vaisseau & des Marchandises, ni en disposer même sous caution, si ce n'est du consentement des Parties interessées, ou pour éviter le deperissement desdites Marchandises; auquel cas le prix de la vente en sera remis entre les mains d'un Negociant solvable, pour être delivré à qui il apartiendra après l'Arrêt definitif.

XL. S'il survient quelque rupture ou interruption d'Amitié ou d'Alliance entre le Roi & les habitans des Villes Anseatiques (ce qu'à Dieu ne plaise) il sera accordé aux Sujets desdites Villes neuf mois de tems après ladite rupture, pour se retirer avec leurs effets & les transporter où bon leur semblera, même pour en disposer par vente ou autrement, ainsi qu'ils le jugeront à propos, sans qu'il y soit aporté aucun empêchement, ni fait aucunes saisies de leurs effets, ou arrêts de leurs personnes, si ce n'est d'autorité de justice, pour causes légitimes.

XLI. Il a été expressement convenu, que dans l'étendue des Terres, Pais, Rivieres & Mers de l'obéissance des Villes Anseatiques, les Sujets de Sa Majesté jouiront des mêmes avantages, franchises, libertez, exemptions, & de tous les autres privileges qui sont accordez par le présent Traité aux Sujets, Navires & Marchandises des Villes Anseatiques, & nommement de l'exemption du Droit de fret qui se leve à Hambourg, sous le nom de *Last-Gheldt*, ou sous quelqu'autre denomination que ce puisse être, en sorte que les Sujets de Sa Majesté soient aussi favorablement traitez que leurs propres Sujets, & que ceux des autres Rois, Princes & Etats le sont ou le seront à l'avenir par lesdites Villes Anseatiques.

XLII. Le présent Traité sera ratifié de part & d'autre dans deux mois, & après l'échange des Ratifications, il sera enregistré dans les Parlemens du Royaume, & publié dans tous les ports, Havres & Lieux où besoin sera; ce qui s'observera reciproquement dans le Sénat de chacune desdites Villes Anseatiques & dans les Tribunaux qui en dependent, afin qu'il n'y soit contrevenu de part ni d'autre; & aux Copies dudit présent Traité duement collationnées, foi sera ajoutée comme aux originaux.

PREMIER ARTICLE SEPARE'.

Il a été convenu par cet Article separé, lequel neanmoins fera partie du Traité de ce jourd'hui, comme s'il y étoit inseré de mot à mot,

QU'EN cas qu'il survienne quelque rupture entre Sa Majesté d'une part, & l'Empereur d'autre (ce qu'à Dieu ne plaise) les Sujets desdites Villes de Lubeck, Bremen & Hambourg seront reputez neutres à l'égard de la France, & jouiront de la liberté de Commerce ainsi que des Droits & privileges contenus audit Traité, & ce à condition qu'ils obtiendront de l'Empereur pareille neutralité pour le Commerce avec la France, & que les Vaisseaux Marchands

ANNO 1716. chands avec leurs Marchandises apartenans aux Sujets du Roi, seront en sureté dans les Ports desdites Villes Anseatiques, sans laquelle reciprocité, le présent Article demeurera nul.

En foi de quoi Nous Commissaires nommez par Sa Majesté, & Nous les Deputez des Villes Anseatiques, en vertu de nos Pouvoirs respectifs, avons signé le présent Article, & à icelui fait aposer le cachet de nos Armes. A Paris le 28. Septembre 1716.

SECOND ARTICLE SEPARE'.

Il a été convenu par cet Article separé, lequel neanmoins fera partie du Traité de ce jourd'hui, comme s'il y étoit inseré de mot à mot.

I. Que si un Ministre de Sa Majesté residant dans une desdites Villes, vient à y decéder, il sera permis à sa Famille, Heritiers, ou ayans cause de continuer, en payant le loyer, d'y tenir Chapelle, ainsi qu'elle s'y tenoit pendant la vie dudit Resident, & cependant trois mois seulement, à compter du jour de son decès, à moins que Sa Majesté avant ce tems-là n'eût choisi une autre Maison dans laquelle l'établissement d'une Chapelle auroit aussi-tôt été fait, auquel cas elle cessera dans la Maison dudit defunt.

II. Que le Roi donnera des Ordres précis & effectifs dans tous les Ports & Lieux necessaires, pour qu'il ne soit apporté aucun trouble ni empêchement aux Sujets desdites Villes de Lubeck, Bremen & Hambourg, lors de la ceremonie des Obseques de ceux d'entr'eux qui seront decedez dans l'étendue des terres de l'obéïssance de Sa Majesté, & ce sous peine de prison contre les contrevenans & de telle Amende qu'il apartiendra.

En foi de quoi nous Commissaires nommez par Sa Majesté, & nous les Députez des Villes Anseatiques, en vertu de nos Pouvoirs respectifs, avons signé le présent Article, & à icelui fait aposer le cachet de nos Armes. A Paris le 28. Septembre 1716.

(L.S.) Le Marechal d'Estre'es. (L.S.) Brosseau.

(L.S.) Le Marechal d'Huxelles. (L.S.) J. Anderson.

(L.S.) Amelot. (L.S.) D. Stoorflet.

CLXXXIV.

29. Nov. *Convention ou Accommodement fait entre Sa Majesté le Roi de* Prusse *d'une part & Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux de* Provinces Unies *d'autre part, au sujet des Limites contestées dans le Peel, situé entre l'Ammanie de Kessel du Haut-Quartier de Gueldre & la Mairie de Bois-le-Duc.*

Soit notoire à tous & chacun present & à venir; qu'y aiant eu depuis près d'un Siecle de très-grandes contestations & brouilleries entre les Habitans de l'Ammanie de Kessel d'une part, & ceux de la Mairie de Bois-le-Duc d'autre part, au sujet des Limites que chaque Parti pretendoit dans le Marais nommé le Peel, Sa Majesté le Roi de Prusse comme Souverain de ladite Ammanie de Kessel, & LL. HH. PP. les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, en qualité de Souverains de la Mairie de Bois-le-Duc, desirant de mettre fin à ces disputes, & animositez inveterées, qui pourroient causer de très-grands inconveniens & malheurs, & voulant y faire succeder une bonne intelligence & harmonie, ont trouvé bon de nommer de part & d'autre des Commissaires, pour examiner sur les Lieux les Limites que chaque Parti reclame pour les siennes; de même que les raisons & Documens de part & d'autre, afin de convenir sous Ratification, s'il étoit possible, des veritables limites de l'Ammanie de Kessel & de la Mairie de Bois-le-Duc dans ledit Peel: Pour laquelle fin Sa Majesté le Roi de Prusse auroit nommé le Sieur Guillaume Frederic Duncker, son Conseiller de la Cour, & des Finances du Païs de Cleves, & le Sieur Frederic Otten de St. Paul, son Conseiller du Commissariat dudit Païs de Cleves; & LL. HH. PP. aiant de même nommé le Sieur Daniel Lestevenon, ancien Bourgmaitre & Conseiller de la Ville de Goude, Deputé à l'Assemblée des Etats Generaux des Provinces-Unies, de la part des Etats de Hollande & de Westfrise; & le Sieur Adrian Velters, Deputé ordinaire de la part des Etats de la Province de Zelande à l'Assemblée des Etats Generaux, en vertu des Plein-pouvoirs produits; lesquels s'étant assemblez au Mois d'Août sur les limites en question, & en aiant pris inspection pendant plusieurs jours, sans avoir pu alors terminer entierement cette affaire, tant faute d'une Carte exacte du Peel; que des Documens necessaires aux Parties, sont convenus par Accord provisionel du 15. d'Août dernier qu'on y feroit incessamment travailler, & qu'on se rassembleroit de nouveau dans quelques mois pour y mettre la derniere main. C'est pourquoi aiant renoué les Conferences dans la Ville de Venlo, & y ayant examiné les Documens produits de part & d'autre; de même que la nouvelle Carte figurative, dressée par les Ingenieurs ou Arpenteurs choisis, & reconnuë pour bonne par les deux Partis, on est convenu sous aprobation & ratification des Articles suivans.

ANNO 1716.

I. Qu'il sera posé ou planté aux fraix communs une grande Pierre ou Terme au milieu de la Ligne entre Springelbeeck & le Loeff, tirée sur la nouvelle Carte figurative, faite par ordre des susdits Commissaires, laquelle Pierre ou Terme servira d'un point permanent, ou le Païs de Gueldre doit terminer avec le Païs de Brabant, & sera apellé Vreede Pael.

II. Que dudit Poteau ou Pierre ainsi posée ou plantée à égale distance du Loeff & de Springelbeeck il sera tiré un fossé en Ligne directe vers l'endroit ou point designé dans la nouvelle Carte, Langereiser, dont la moitié sera faite par ceux de Bressel & consorts, & l'autre moitié par ceux de Venrai.

III. Dudit point de Langereiser, il sera tiré un fossé en Ligne droite vers un grand Poteau de pierre, qui sera planté à fraix communs de Deurse & de Venrai sur le Grootenberg à 30. Verges de distance de l'extremité dudit Grootenberg, à compter du coté de Deurse. Depuis la Lettre A. vers la Lettre B. ou vers la Chapelle, comme on le trouve marqué au bas de la grande Carte Figurative, sur lequel poteau sera gravé d'un côté *Gelária* & de l'autre côté *Brabantia*; & ledit Grootenberg ne sera point coupé, mais restera dans son entier.

IV. Dudit Poteau de Grootenberg sera fait un autre fossé jusques à l'endroit designé Vosschollen au point ou la pierre a été enlevée, en l'an 1713. lesquels deux fossez seront faits, moitié par ceux de Venrai, & moitié pour ceux de Deurse.

V. Et de Vosschollen, ou l'on remettra un autre poteau de Pierre à fraix communs, sera fait un fossé en Ligne directe entre les deux Bronnemeesen, ou l'on trouve sur ladite Carte la Lettre F. de là sur la Ligne transversale entre Volekmer & la Lettre deuxieme, à l'endroit ou l'on trouve marqué sur ladite Carte la Lettre R. & où il sera pareillement mis à fraix communs un Poteau de pierre, apellée Gyndepael, qui sera le dernier point du Brabant vers le Païs de Gueldre, lequel fossé sera fait moitié par ceux de Deurse & Liessel, & moitié par ceux de Horts, Sevcoum &c.

VI. La Ligne ou fossez ainsi tirez, seront regardez à perpetuité pour de veritables Limites dans le Peel, entre Sa Majesté le Roi de Prusse, & entre LL. HH. PP. par raport au Haut-Quartier de Gueldre, cedé au Roi de Prusse, & la Mairie de Boisleduc apartenant aux Etats Generaux des Provinces-Unies, sans pouvoir jamais être alterées ni changées par les Sujets de part ni d'autre sous quelque pretexte que ce puisse être.

VII. Qu'on commencera à tracer les fossez au printems prochain, si tôt que la saison le permettra, au plutard à commencer du mois de Mai prochain pour les achever le plûtôt qu'il sera possible.

ANNO 1716.

VIII. Que les Ingenieurs de part & d'autre marqueront les endroits sur le terrain, ou les Poteaux ou Pierres seront mises, suivant la designation marquée ci-dessus, & qu'ils traceront aussi sur le terrain les Lignes, le long desquelles les canaux ou fossez seront larges de dix pieds & profonds de 4. pieds pour le moins.

IX. Les fossez étant achevez seront examinez par des Ingenieurs en presence des Commissaires, qui seront nommez de part & d'autre, pour voir s'ils ont été faits en Ligne directe, suivant le plan ci-dessus; & s'il se trouve que l'un ou l'autre y ait manqué, la faute sera redressée aux frais de la partie qui aura manqué. Et que du moins de 3. en 3. ans lesdits fossez seront visitez par les Echevins des Lieux qui de part & d'autre y confinent, lesquels prendront soin qu'ils soient bien entretenus par les interessez des deux côtez.

X. Que tout le Peel ou Terrain, au delà desdites Lignes ou fossez vers Deurle sera reconnu pour Brabant, & tout celui en deça, pour Pais de Gueldre, apartenant à Sa Majesté le Roi de Prusse, & par ainsi les Sujets ou habitans de part & d'autre ne pourront passer aucun desdits fossez ou Lignes pour venir creuser des tourbes, faucher des Bruieres (*vulgo* Vlaagenhouwen), faire paitre du bétail, placer des ruches d'abeilles, ou exercer aucun autre Acte de proprieté ou de jurisdiction, sous quel pretexte que ce puisse être.

XI. Que si quelque Sujet de part ou d'autre y contrevient il sera puni selon les Loix par ceux du Lieu, où l'attentat aura été commis, laquelle punition ou amende ne pourra pas être moindre de dix Ecus.

XII. La presente Convention ou Accommodement sera aprouvé & ratifié en deux mois ou plûtôt si faire se peut.

En foi de quoi les Commissaires susdits ont signé & séellé le présent Acte à Venlo le 20. Novembre 1716.

Signé,

(L. S.) W. F. DUNCKER. (L. S.) D. LESTEVENON.

(L. S.) F. O. DE ST. PAUL. (L. S.) A. VELTERS.

CLXXXV.

PRELIMINAIRES *du Traité qu'on propose de faire entre le Sérénissime Roi de Pologne,* AUGUSTE II. *& les Confédérez du même Royaume.*

1. AVant toutes choses, les Etats de nôtre Republique Confédérée doivent prendre garde que ce Traité soit fait d'une maniere bien differente de celui de *Rava*, & que par conséquent il soit dressé par des Personnes les plus capables, & integres qu'on pourra choisir en ce Pais: c'est à dire par des Commissaires entiérement desinteressez, qui connoissent bien l'état de la République, & qui ne soient pas ennemis de nôtre Nation.

On pourra y employer en premier lieu l'Ambassadeur du très-Auguste Empereur d'Allemagne, qui bien loin de permettre qu'on oprime les Etats de nôtre Royaume, maintiendra nos Droits & notre Liberté, en faisant rétablir les Loix qu'on y a violées, & dont il éxigera l'observation, non seulement en vertu de la Garentie que feu son Auguste Pére l'Empereur Leopold d'heureuse mémoire a promise à nôtre République, dans le tems de l'Election de nôtre Sérénissime Roi Auguste II. mais aussi à cause de son Voisinage, & parce qu'il est bien faisant, & le premier Monarque de la Chrêtienté.

Nous souhaitons qu'on demande la même chose au Serenissime Czar de Moscovie, afin que son Ambassadeur intervienne dans nos affaires, comme étant le Ministre d'un Potentat très-équitable: & pour cet effet notre Roi très-Serenissime daignera, par sa grande benignité, choisir deux Commissaires d'entre les Senateurs ou les Chevaliers, selon qu'il lui plaira, excepté le très illustre & Réverendissime Evêque de *Cujavie*, les très-Illustres Seigneurs le Grand Trésorier du Royaume; le Palatin de *Culm:* le Porte-Epée du Royaume; & le Veld Maréchal Flemming: car ceux-là étant hais de nôtre Nation causeroient plus de trouble qu'ils ne procureroient de concorde.

Nous sommes assurez que l'Etat Moyen, c'est à dire les Senateurs, accorderont pour Commissaire le très sublime Primat du Royaume, comme étant le Prince du Senat, & l'Administrateur de nos affaires. De notre part nous avons nommé pour Commissaire le très-Haut Prince Janciffites Wisnowieski, Senateur du Royaume, & Palatin de Cracovie; le très-Illustre Nowosielski, Senateur du Grand Duché de *Lithuanie*, & Châtelain de Novogrodeich; le très-Illustre Seigneur Potoski, Chevalier du Royaume, Capitaine de *Petz*, & très-Illustre Seigneur Olszanski, Porte-Etendard de *Kamnieck*; le très-Haut Prince Sanguszko, Chevalier du Grand Duché de *Lithuanie* & Tresorier de la Cour du même Duché, le très-Haut Prince Czattoryski, Porte-Etendard dudit Duché; le très-illustre Seigneur Potoski, Notaire du Royaume, pour l'Armée Confédérée de la Couronne, de même que le très-Illustre Général Olszonski, Capitaine de Wieluu; le très-Illustre Général Zawski, Grand Préfet de la Cuisine du Grand Duché de *Lithuanie*, pour l'Armée Confédérée de ce Duché, comme aussi le très-Illustre Seigneur Zabka Préfet de l'Etendard des Gendarmes du très-Haut Prince Radziwil, Grand Chancelier du même Duché.

2. Le Traité se fera à *Zamoski*, parce que cette Ville ayant été envahie par la perfidie des Saxons dans le tems de la Suspension d'Armes, elle doit être munie d'une Garnison que la République y mettra, avant qu'on y commence les Négociations dudit Traité, afin que les Saxons étant éloignez de cette Place-là, les Députez y puissent conférer avec plus de sûreté.

3. Il doit estre enjoint à tous les Saxons, par ordre de Sa Majesté qu'ils sortent entiérement du Royaume & de ses Confins, avant que le Congrès commence de faire ce Traité.

4. Les Commissaires Saxons établis contre nos Droits, pour éxiger des Contributions injustes, seront cassez dès à present, & leurs Agens comparoîtront audit Congrès, & y aporteront tous les Registres qu'ils ont tenus, afin qu'ils puissent faire voir les Comptes de ce qu'ils ont extorqué pendant la Confédération.

On fera remarquer ici aux Etrangers, pour l'Explication du premier Article, que la Noblesse Polonoise est comprise dans l'Ordre des Chevaliers, car la République ne consiste qu'en trois Ordres differens, qui sont le Royal, le Senatorial & l'Equestre: c'est à dire le Roi, les Sénateurs & les Nobles. La Charge de Capitaine en ce Pais est la même que celle de *Starosle*, ou Gouverneur de cette Place. Tous les Commissaires nommez ci-dessus, sont du nombre des Confederez & élûs des deux Ordres dont cette Confédération est composée.

ARTICLES *donnez de la part des Confédérez aux Commissaires qu'ils ont nommez, pour faire ledit Traité général.*

I. LEs très-Illustres Commissaires ne traiteront d'aucune chose, jusqu'à ce que l'Evacuation des Troupes Saxonnes & la Cessation de toutes sortes de Contributions ayent été mises en effet.

II. Le Sérénissime Roi s'obligera par des Lettres Patentes, à ne faire jamais entrer dans les Etats ou Territoires de ce Royaume, aucunes Milices, ni autres Troupes Saxonnes, par aucun Motif, ni sous aucun Prétexte qu'on puisse imaginer: Et S. M. ne pourra avoir pour ses Gardes du Corps que 1200. Saxons, commandez par des Officiers Polonois selon la Loi du Royaume, confirmée par le Serment Royal. Ces six Régimens qui ne sont joints que de nom, & par usurpation, à l'Armée de la Couronne, sortiront dès à present du Royaume, avec les autres Saxons.

ANNO 1716.

III. Tous ceux que le Roi a fait emprisonner seront mis en liberté, & jouïront dès à present de l'amnistie génerale promise par S. M. & entr'autres le très-illustre Palatin de Russie, Seigneur de Czarnkowski, comme aussi tous ceux qui ont été arrêtez, contre les Loix de la République; parce qu'il n'apartient qu'à l'Assemblée génerale des Etats du Royaume de les juger, s'ils sont accusez de quelques crimes contre le Gouvernement, & si on les a mis en prison sur de simples soupçons, & qu'ils soient trouvez innocens, leurs Accusateurs doivent subir la peine du Talion, selon les Statuts de ce même Royaume.

IV. La convocation desdits Etats, pour la Pacification générale, se fera par ordre du Roi, aussi-tôt que le Traité en aura été conclu.

V. On a choisi pour Garants de la Paix, le très-Sérénissime Czar de Moscovie, & le Cham des Tartares.

VI. Tous ceux qui ont perdu leur Vaisselle d'Or ou d'argent, & d'autres effets à *Zamoscie*, & à *Wismowitz*, quand les Saxons s'en sont emparez, doivent en avoir le dédommagement: Et les Commissaires établis pour exiger des Contributions, rendront compte de toutes celles qu'ils ont extorquées pendant la Confédération, afin que ces sommes soient restituées presentement, & employées au payement de ce qui est dû à l'Armée de la Couronne, & à celle du grand Duché de Lithuanie, pour leur solde.

VII. Les Officiers Etrangers de quelque qualité & condition qu'ils soient, tant Allemans que Saxons, & François Huguenots, doivent être congediez desormais & pour toûjours, du Corps des Armées de la Republique, attendu que leur infidelité y cause du préjudice, & met en grand danger la Foi de la Sainte Eglise Catholique Romaine dans ce Royaume: Car si les Hérétiques en sont beaucoup éloignez, les Sectes de Luther & de Calvin, qui s'y sont étenduës pendant ce Regne, n'y feront plus tant de progrès; & il ne nous manque pas des Polonois bien experts en l'Art de la Guerre, qui pourront remplir ces Charges d'Officiers avec honneur & gloire.

VIII. Tous les Etrangers qui n'ont pas obtenu des Lettres de Naturalisation des Etats Généraux de cette République, & qui osent néanmoins posseder des biens fonds en terres, doivent les rendre avec tous leurs immeubles, dans l'espace de trois mois, aux vrais Originaires de ce Païs, & se retirer ailleurs, nonobstant les Alliances qu'ils peuvent avoir faites par des Contrats de Mariage, ou de quelqu'autre maniéra que ce soit.

IX. On fera une supputation exacte de plusieurs millions d'argent, que l'Armée Saxonne, introduite dans cette République, y a exigez par contrainte, & injustement, contre les Droits du Royaume: C'est pourquoi le Roi doit declarer qu'ils seront restituez, & pris dans le Thresor Saxon; mais afin que ce Thresor de S. M. ne soit pas trop épuisé, la République consentira que ces sommes soient remboursées en differens termes. Et pour cet effet, on doit se premunir de Lettres Patentes Royales, par lesquelles S. M. s'obligera de payer de ce Thresor un Million chaque année à la Republique, jusqu'à ce qu'elle soit entiérement satisfaite de tout ce qu'on lui a extorqué; & on employera tout cet argent au profit des Armées de la Couronne du grand Duché de Lithuanie, dont les apointemens & les Soldes ont été retenuës injustement: Puis qu'il est certain, & très évident à chacun, que les Troupes Saxonnes n'ont subsisté en *Pologne* depuis plusieurs années, que pour l'utilité de S. M. & non pas pour celle du Royaume, quoi que la contraire eût été promis & confirmé par le Serment qu'Elle en fit en recevant la Couronne. D'un autre côté, la République a aussi beaucoup souffert, non seulement d'incommoditez, mais aussi de dommages, d'oppressions & de grands ravages causez par les Armées de *Suéde* & de *Moscovie*, en soûtenant les intérêts de S. M. & non pas ceux des Polonois: Car bien loin d'avoir entrepris la Guerre contre la *Suéde*, par le consentement de la Republique, S. M. l'a suscitée, malgré toutes les Remontrances & les Protestations que cette Nation a faites pour l'empêcher, ne doutant pas que la rupture de la Paix, ne jettât S. M. dans plusieurs embarras, qui ont tellement désolé la République, qu'elle est presqu'entiérement ruinée. Nonobstant tout cela elle a bien voulu agir contre ses Droits, pour n'abandonner pas S. M. qui a toûjours été gardée par les cœurs des Citoyens, & le sang de la Noblesse, dont les forces ont même servi à rétablir S. M. sur son Thrône chancelant qu'Elle avoit abandonné.

X. Le très-illustre Sienawiski, Châtelain de *Cracovie*, & Généralissime de l'Armée de la Couronne, sera déposé de cette Charge, dont il s'est rendu indigne, principalement en ce que, par son intéressement détestable, il n'a pas seconde dans les occasions favorables, les forces de la République, confiées à sa conduite; & on substituera à sa place le très-illustre Seigneur Stanislas Leduchowiski Sous-Camerier de *Cremienieck*, & Maréchal Général des Confédérez, qui a beaucoup mérité de la République, & dont la fidélité a toûjours été constante pour la Patrie.

XI. On déposera aussi de l'Office de Maréchal de Camp du grand Duché de *Lithuanie*, le très-Illustre Seigneur Denhoff, Porte-Epée du Royaume, à cause de ses démérites envers la République, & S. M. donnera cette Charge, selon son bon plaisir, à quelqu'un des Officiers, qui sont actuellement engagez dans la Confédération.

XII. Tous les Offices Honoraires, & les Dignitez vacantes depuis la Confédération, ne seront données maintenant à aucunes personnes; mais S. M. aura la bonté d'en remettre la distribution jusqu'à l'Assemblée générale des Etats, qui seront convoquez pour la Pacification, & alors on doit avoir des égards particuliers; & en premier lieu, pour la Promotion du très-Haut & très-Illustre Seigneur Branicki, Maréchal de l'Armée Confédérée de la Couronne.

XIII. Le très-Illustre Ribinski, Palatin de *Culme*, Fils indigne de sa Patrie, & qui s'est rendu ingrat envers elle, en prenant les armes contre la République, pour défendre le Camp des Saxons, doit être privé de la Charge de Maréchal du Tribunal du Royaume, pour laquelle il avoit été élû cette année, & nous faisons très-instamment cette demande speciale aux très-Illustres Députez dudit Tribunal.

XIV. La mort très cruelle que les Saxons envahisseurs ont fait souffrir au très-Illustre Châtelain de *Bielez* dans sa propre maison où ce Sénateur de pieuse mémoire, qui n'avoit jamais manqué de fidelité à la République ni au Roi, fut assassiné: Cette mort ne doit pas seulement causer des regrets à la République, mais aussi la porter à en exiger la vengeance, de même que de cet autre Meurtre fait en la personne du très-Illustre Turski, Capitaine du Pilsna, & Colonel très-celebre, qui a donné tant de marques de son zele pour la défense de S. M. Le sang innocent de ces deux illustres Personnes cria vengeance; c'est pourquoi le Général Saissan & ses Officiers, étant les auteurs de ces grands Crimes, doivent estre déclarez coupables dans le Traité qu'on fera pour la Pacification, & jugez selon les Loix & le Droit, pour estre punis exemplairement, comme Ravisseurs & Homicides.

XV. Toutes les Munitions de Guerre, & principalement les Canons qui ont été enlevez des Forteresses du Royaume, & transportez en *Saxe*, doivent estre rendus au plûtôt, & remis dans les Places fortifiées où ils étoient, de mesme que tout ce qui en a été distrait & emporté.

XVI. La République promet que dans le tems qu'on effectuera tous ces Articles, elle s'obligera par un nouveau Serment, à ne dissoudre pas seulement la Confédération, mais aussi à employer les Armées de la Couronne, & du grand Duché de *Lithuanie*, pour la défense de S. M. contre tous ses Agresseurs & Ennemis, parce que la Noblesse lui est tellement affectionnée, qu'elle répandra son Sang, & donnera sa vie pour son service, pourvû que S. M. Sérénissime abandonne les Conseils des Factieux; suive les Loix de la République; observe tout ce qu'elle lui a juré; maintienne la tranquillité du Royaume, & ne nous engage dans aucune nouvelle Guerre, sans le consentement de tous les Etats de ce Païs: Alors tous les troubles qui ont tant duré, étant finis, & la Paix rétablie d'une maniére assurée pour ce Royaume, la gloire de Sa Majesté très-Auguste y durera long tems.

ANNO 1717.

CLXXXVI.

4. Janv. *Traité d'Alliance entre* LOUIS XV. *Roi de France & de Navarre,* GEORGE *Roi de la Grande-Bretagne; & les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *pour le maintien & la Garantie des Traitez de Paix faits à Utrecht en* 1713 *& particulierement, pour le maintien de l'ordre de Succession aux Couronnes de France & d'Angleterre établi par lesdits Traitez, & pour la Demolition du Port de Mardick A la Haye le* 4. *Janvier* 1717. [Sur la Copie imprimée à Paris chez *François Fournier*, avec permission & Privilege du Roi ann. 1717. in 4]

LOUIS par la Grace de Dieu, Roy de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme notre amé & feal le Sieur Abbé du Bois, Conseiller ordinaire en notre Conseil d'Etat ; & notre amé & & feal le Sieur de Chateauneuf, Marquis de Castagnere, Conseiller Honoraire en notre Cour de Parlement de Paris, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des Pleins-Pouvoirs que nous leur en avions donné, auroient conclu, arresté & signé à la Haye le quatriéme du present mois de Janvier avec le Sieur Guillaume Cadogan, Baron de Reading, Chevalier de l'Ordre de Saint-André, Maistre de la Garderobe de notre Très-cher & très-amé Frere le Roy de la Grande-Bretagne, Lieutenant-General de ses Armées, Colonel du second Regiment de ses Gardes, Gouverneur de l'Isle de Wight & son Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire, pareillement muny de ses Pleins-Pouvoirs & avec les Sieurs Jean Van-Essen Bourguemaistre de la Ville de Zutphen, Curateur de l'Université è Harderwick, Wigbold Vander-Does, Seigneur de Nortwick, de l'Ordre de la Noblesse de Hollande & Westfrise, Grand Bailly & Dyckgrave de Rhynlande; Antoine Heinsius, Conseiller-Pensionnaire, Garde du grand Sceau & Surintendant des Fiefs de la Province de Hollande & Westfrise; Samuel Coninck, Senateur de la Ville de Veere; Frederick-Adrien, Baron de Rheede, Seigneur de Renswoude, Emminckhuysen & Moerkerken, &c. President de la Noblesse de la Province d'Utrecht; Ulbe Aylva van Burmania, Grietman de Leeuwarderadeel; Antoine Eckout, Bourguemaistre de la Ville de Campen; & Wicher Wichers, Bourguemaistre de la Ville de Groningue; Tous Deputez dans leur Assemblée de la part des Etats de Gueldres, de Hollande & Westfrise, de Zelande, d'Utrecht, de Frise, d'Overissel, & de Groningue & Ommelandes, en qualité de Plenipotentiaires de leurs Hautes Puissances nos très-chers & grands amis les Etats-Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, pareillement munis de Pleins-Pouvoirs, le Traité d'Alliance défensive dont la teneur s'ensuit,

Comme le Serenissime & très-Puissant Prince & Seigneur Louis XV. par la grace de Dieu, Roy très-Chrétien de France & de Navarre; le Serenissime & très-Puissant Prince & Seigneur George par la grace de Dieu Roy de la Grande-Bretagne, Duc de Brunswick & de Luneboung, Electeur du Saint Empire Romain &c. & les Hauts & Puissans Seigneurs les Etats-Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, desirent d'affermir de plus en plus la Paix établie entre leurs Royaumes & Etats respectivement, d'éloigner entierement de part & d'autre tout sujet de soupçon qui pourroit en quelque maniere, que ce soit troubler la tranquillité de leurs Etats, & de resserrer plus fortement encore par de nouveaux nœuds l'amitié qui est entre eux, ils ont crû que pour parvenir à une fin si salutaire, il estoit necessaire de convenir entre eux; Et pour cet effet leursdites Majestés & lesdits Seigneurs Etats Generaux ont nommé, savoir:

Le Roy Très-Chrétien, ses Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, le Sieur Guillaume du Bois, Abbé de Saint-Pierre, d'Airvault, de Saint-Just & de Nogent, ci-devant Precepteur de Son Altesse Royale Monseigneur le Duc d'Orleans, Regent du Royaume de France, Conseiller d'Etat ordinaire, & le Sieur Pierre-Antoine de Chasteauneuf, Marquis de Castagnere, Conseiller Honoraire au Parlement de Paris, & Ambassadeur de Sa Majesté Très-Chrétienne auprès des Seigneurs Etats-Generaux des Provinces-Unies.

ANNO 1717.

Le Roy de la Grande-Bretagne, Son Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire le Sieur Guillaume Cadogan, Baron de Reading, Chevalier de l'Ordre de Saint-André, Maître de la Garderobe du Roy de la Grande-Bretagne, Lieutenant-General de ses Armées, Colonel du second Regiment de ses Gardes, Gouverneur de l'Isle de Wight.

Et les Seigneurs Etats-Generaux, leurs Deputez & Plenipotentiaires, les Sieurs Jean Van-Essen Bourguemaistre de la Ville de Zurphen, Curateur de l'Université è Harderwik, Wigbold Vander-Does Seigneur de Noortwick, de l'Ordre de la Noblesse de Hollande & Westfrise, Grand Bailly & Dyckgrave de Rhynlande; Antoine Heinsius, Conseiller Pensionnaire, Garde du Grand Sceau, & Surintendant des Fiefs de la Province de Hollande & Westfrise; Samuel Coninck, Senateur de la Ville de Veere; Frederick-Adrien, Baron de Rheede, Seigneur de Renswoude, Emminckhuysen & Moerkerken, &c. President de la Noblesse de la Province d'Utrecht, Ulbe Aylva van-Burmania, Grietman de Leeuwarderadeel, Antoine Eckhout, Bourguemaistre de la Ville de Campen, & Wicher-Wichers, Bourguemaistre de la Ville de Groningue: Tous Deputez dans leur Assemblée de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & Westfrise, de Zelande, d'Utrecht, de Frise, d'Overyssel, & de Groningue, & Ommelandes.

Lesquels après s'estre communiqué réciproquement leurs Pleins-Pouvoirs, dont les Copies seront inserées mot à mot à la fin du present Traité, & après en avoir fait l'échange en la maniere accoûtumée, sont convenus d'un Traité d'Alliance défensive entre le Roy Très-Chrétien, le Roy de la Grande Bretagne, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, leurs Royaumes, Etats & Sujets, aux conditions qui suivent.

I. Qu'il y ait dès ce jour & à l'avenir pour toûjours une Paix veritable, ferme & inviolable, une Amitié encore plus sincere & plus intime, une Alliance & une Union plus étroite entre lesdits Serenissimes Rois, leurs Heritiers, & Successeurs, & les Seigneurs Etats-Generaux, les Terres, Païs & Villes de leur obéïssance respectivement, & leurs Sujets & Habitans, tant au dedans qu'au dehors de l'Europe, & qu'elle soit conservée & cultivée de maniere, que les Parties contractantes se procurent réciproquement & fidellement leur utilité & leurs avantages, & qu'elles détournent & empêchent par les moyens les plus convenables les pertes & dommages qui pourroient leur arriver.

II. Et comme l'experience a fait connoitre, que la proximité du séjour de celuy qui a pris le titre de Prince de Galles, pendant la vie du feu Roy Jacques II. & après la mort dudit Roy, celui de Roy de la Grande-Bretagne, peut exciter des mouvemens & des troubles dans la Grande-Bretagne & dans les Etats qui en dépendent, il a esté convenu & arresté, que le Serenissime Roy Très-Chrétien s'oblige par le present Traité d'engager ladite personne de sortir du Comtat d'Avignon, & d'aller faire son Séjour, au delà des Alpes immédiatement après la signature du present Traité, & avant l'échange des Ratifications. Et le Roy Très-Chrétien, afin de témoigner encore davantage le desir sincere qu'il a, non seulement d'observer religieusement & inviolablement tous les engagemens que la Couronne de France a pris ci-devant touchant ladite personne, mais aussi pour oster à l'avenir tout sujet de soupçon & de défiance, promet & s'engage de nouveau pour Luy, ses Heritiers & Successeurs, de ne donner, ni fournir en quelque tems que ce soit, directement ni indirectement, sur Mer ou sur Terre, aucun Conseil, secours ou assistance d'argent, Armes, Munitions, attirail de Guerre, Vaisseaux, Soldats, Matelots ou de quelque autre maniere que ce soit, à ladite Personne, qui prend le Titre ci-dessus exprimé, ou à d'autres quelles qu'elles soient, qui ayant commission d'elle pourroient dans la suite troubler la tranquilité de la Grande-Bretagne, par une Guerre ouverte, ou par des conjurations secretes, ou des seditions, & des rebellions, & s'opposer au Gouvernement de Sa Majesté Britannique.

De

ANNO 1717.

De plus, le Roy Très-Chrétien promet, & s'engage de ne permettre en aucun tems à l'avenir, à la Personne ci-dessus designée, de revenir à Avignon, ou de passer par les Terres dépendantes de la Couronne de France, sous prétexte de retourner, ou à Avignon, ou en Lorraine, ou même de mettre le pied en aucun Lieu de la Domination de Sa Majesté Très-Chrétienne & encore moins d'y demeurer, sous quelque nom ou sous quelque apparence que ce soit.

III. Lesdits Serenissimes Rois, & lesdits Seigneurs Etats Generaux promettent encore, & s'engagent réciproquement, de refuser toute sorte d'azile & de retraite aux Sujets de l'un d'entre eux, qui auront esté, ou pourront estre déclarez rebelles, aussitost que la requisition en aura esté faite par celui des Contractans, dont ces rebelles auront esté reconnus pour Sujets & même de contraindre lesdits rebelles de sortir des Terres de leur obéissance dans l'espace de huit jours, après que le Ministre dudit Allié en aura fait la requisition au nom de son Maître.

IV. Et le Roy Très-Chrêtien desirant sincerement executer pleinement tout ce dont il a été ci-devant convenu avec la Couronne de France, touchant la Ville de Dunkerque, & de ne rien obmettre de ce que le Roy de la Grande-Bretagne peut croire necessaire pour l'entiere destruction du port de Dunkerque, & pour oster tout soupçon, qu'on ait intention de faire un nouveau Port au Canal de Mardick, & qu'on veuille le faire servir à autre usage qu'à l'écoulement des eaux, qui inonderoient le Païs, & au Commerce necessaire pour la subsistance & l'entretien des Peuples de cette partie des Païs-Bas, qui sera seulement fait par des Bastimens, qui ne pourront avoir plus de seize pieds de largeur, Sa Majesté Très-Chrétienne s'engage & promet de faire executer tout ce dont le Sieur d'Iberville Envoyé du Roy Très-Chrêtien, & muni de son Pouvoir, est convenu à Hamptoncourt, comme il est contenu dans le Memoire du treizi me / dix neuvi me de Septembre de l'année mil sept cens seize, signé par le Sieur d'Iberville, & par le Sieur Vicomte de Townshend, & le Sieur Methwen, Secretaires d'Etat de la Grande-Bretagne, dont la teneur suit.

Explication de ce qui se doit inserer dans le quatrième Article du Traité touchant le Canal, & les Ecluses de Mardick.

PREMIEREMENT: que le grand passage de la nouvelle Ecluse de Mardick, qui a quarante-quatre pieds de largeur, sera détruit de fond en comble, c'est-à-dire, en ostant ses Bajoyers, Planchers, Busques, Longrines, & Traversines, sur toute sa longueur, & en enlevant les portes, dont les bois & la ferrure seront desassemblés, & tout ceci pourra estre employé ailleurs à tels usages que Sa Majesté Très-Chrétienne jugera à propos, pourvû cependant, qu'on ne s'en serve jamais pour aucun Port, Havre ou Ecluse à Dunkerque, ou à Mardick, ou en quelque autre endroit que ce soit, à deux Lieues de distance d'aucune de ces deux Places: l'intention des Parties contractantes, & le but qu'on se propose par ce Traité, estant, qu'aucun Port, Havre, Fortification, Ecluse ou Bassin, ne soient faits ou construits à Dunkerque, à l'Ecluse de Mardick, ou en quelque autre endroit que ce soit, sur l'Estran dans une telle distance sur cette Coste.

Secondement: Que la petite Ecluse restera à l'égard de sa profondeur, comme elle est à present, pourvû que sa largeur soit reduite à seize pieds, c'est-à-dire, en avançant de dix pieds du costé d'Occident le Bajoyer de la pille, après avoir osté six pieds du Plancher, & Busques du Radier de toute la longueur du même costé, les quatre pieds du Plancher restans, estant necessaires pour servir de fondement au nouveau Bajoyer, & comme on doit avancer ledit Bajoyer de dix pieds vers l'Orient, on détruira pareillement dix pieds de la même Pille du costé de l'Occident depuis sa fondation, afin que le present Radier ne puisse jamais servir pour une Ecluse de la largeur de vingt-six pieds, comme celle-ci est à present.

Troisiemement: Les Jettées & les Fascinages depuis les Dunes ou l'endroit où la Marée monte sur l'Estran, quand elle est la plus haute, jusques à la plus basse Mer, seront rasez des deux costez, le long du nouveau Chenal, par tout au niveau de l'Estran, & les pierres, & les fascinages qui sont au-dessus de ce niveau, pourront estre emportez & employez à tel usage que Sa Majesté Très-Chrêtienne jugera à propos, pourvû cependant, qu'on ne s'en serve jamais pour aucun Port ou Havre à Dunkerque ou à Mardick, ou en quelque autre endroit que ce soit à deux lieues de distance d'aucune de ces deux Places, l'intention des Parties contractantes, & le but qu'on se propose par ce Traité, estant, qu'on ne fera jamais plus de Jettées ou Fascinages dans cette distance sur chacun endroit de l'Estran de cette coste.

Quatriemement: il est encore stipulé qu'immediatement après la Ratification du present Traité, on employera un nombre suffisant d'Ouvriers à la destruction des susdites Jettées le long du nouveau Chenal, afin qu'elles soient rasées, & cet Ouvrage accompli dans deux mois après la Ratification s'il est possible. Mais comme il a esté representé, qu'à cause de la saison, on ne pourroit jusques au Printems prochain, commencer à retrécir le Radier du petit Passage, ni détruire le grand Radier, il est accordé que cet Ouvrage sera commencé le cinqui me d'Avril / vingt cinqui me Mars & entierement achevé de la maniere ci-dessus specifiée, s'il est possible, à la fin du mois de Juin mil sept cens dix-sept.

Cinquiemement: la démolition des Digues ou Jettées des deux costez du vieux Chenal ou Port de Dunkerque, sera entierement achevée par tout au niveau de l'Estran depuis la plus basse Mer jusques en dedans de la Ville de Dunkerque. Et s'il reste encore quelques morceaux du Fort Blanc & des Chasteaux Verd & de Bonne Esperance, ils seront rasez totalement égaux avec l'Estran.

Quand ce Traité sera ratifié, le Roy de la Grande-Bretagne, & les Seigneurs Etats-Generaux des Provinces-Unies pourront envoyer des Commissaires sur les Lieux pour estre témoins oculaires de l'execution de cet Article.

Nous avons signé cet Article provisionellement, & à condition qu'il soit approuvé par Sa Majesté Très-Chrétienne, Sa Majesté Britannique, & les Seigneurs Etats-Generaux des Provinces-Unies. A Hamptoncourt ce treizi me / dix neuvi me de Septembre de l'année mil sept cens seize. Signé, D'IBERVILLE, TOWNSHEND ET P. METHWEN.

V. Comme l'objet & le veritable but de cette Alliance entre lesdits Seigneurs Rois & Etats-Generaux, est de conserver & maintenir reciproquement la Paix & la Tranquilité de leurs Royaumes, Etats & Provinces, établie par les derniers Traitez de Paix conclus & signez à Utrecht, entre le Serenissime Roi Très-Chrétien, la Serenissime Reine de la Grande-Bretagne, & lesdits Hauts & Puissants Seigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies l'onziéme d'Avril mil sept cens treize, on est convenu & demeuré d'accord que tous & chacun des Articles desdits Traitez de Paix, entant qu'ils regardent les interests desdites trois Puissances respectivement, & de chacune d'icelles en particulier, & ensemble les Successions à la Couronne, de la Grande-Bretagne dans la Ligne Protestante, & à la Couronne de France suivant les susdits Traitez, demeureront, dans toute leur force & vigueur, & que lesdits Serenissimes Rois & lesdits Seigneurs, Etats Generaux, promettent leur Garantie reciproque pour l'execution de toutes les Conventions contenues dans lesdits Articles, entant comme ci-dessus, qu'ils regardent les Successions, & les interests desdits Royaumes & Etats, & ensemble pour le maintien & défense de tous les Royaumes, Provinces, Etats, Droits, Immunitez & Avantages, que chacun desdits Alliez respectivement possedera réellement au tems de la signature de cette Alliance. Et à cette fin lesdits Seigneurs Rois & Etats Generaux sont convenus entre eux, & demeurés d'accord que si quelqu'un desdits Alliez étoit attaqué par les Armes par quelque Prince ou Etat que ce fût, les autres Alliez interposeront leurs Offices auprès de l'Agresseur, pour procurer satisfaction à la Par-

ANNO 1717.

tie lezée, & engager l'Agresseur à s'abstenir entierement de toute sorte d'Hostilitez.

VI. Mais si ces bons offices n'avoient pas l'effet que l'on se promet pour concilier l'Esprit des deux Parties, & pour obtenir une Satisfaction, & un dédommagement dans l'espace de deux mois, alors ceux des Contractans qui n'auront point été attaqués, seront tenus de sécourir sans retardement leur Allié, & de luy fournir les secours ci-dessous exprimez, savoir:

Le Roy Très-Chrétien huit mille hommes de pied & deux mille de Cavalerie.

Le Roy de la Grande-Bretagne, huit mille hommes de pied & deux mille de Cavalerie.

Les Etats-Generaux, quatre mille hommes de pied & mille de Cavalerie.

Que si l'Allié qui sera engagé dans la Guerre, comme il a été dit ci-dessus, veut plûtost avoir des secours par Mer, ou même préfere de l'argent aux Troupes de Terre ou de Mer, on luy en laissera le choix en gardant cependant toûjours une proportion entre les sommes qu'on donnera & le nombre des Troupes marqué ci-dessus.

Et afin qu'il n'y ait aucune contestation sur ce sujet, on est convenu que mille hommes de pied seront évaluez à la somme de dix mille Livres par mois, & mille hommes de Cavalerie à celle de trente mille Livres, le tout monnoye de Hollande, & par mois, en comptant douze mois dans un an, & que les Secours par Mer seront évaluez suivant la même proportion.

VII. On est convenu pareillement, & il a été stipulé que si les Royaumes, Païs ou Provinces de quelqu'un des Alliez sont troublés par des dissentions intestines, ou par des rebellions au sujet desdites Successions, ou sous quelque autre pretexte que ce soit, celuy des Alliez, qui se trouvera dans ces Troubles sera en droit de demander que ses Alliez luy fournissent les secours ci-dessus exprimez, ou telle partie d'iceux qu'il jugera estre necessaire, & ce, aux frais & dépens des Alliez, qui sont tenus de fournir ces Secours, qui seront envoyez dans l'espace de deux mois après que la requisition en aura été faite, sauf cependant le choix, comme on l'a dit ci-dessus à la Partie requerante, de demander qu'on luy fournisse des secours par terre ou par mer, & les Alliez seront remboursez dans l'espace d'un an, après que ces Troubles auront été calmez & appaisez, des dépenses qu'ils auront faites pour les Secours donnez en vertu de cet Article. Mais au cas que lesdits Secours ne fussent pas suffisans, lesdits Alliez conviendront de concert de se fournir de plus grands Secours, & même, si le cas le requeroit, declareront la Guerre aux Agresseurs, & s'assisteront de toutes leurs forces.

VIII. Le present Traité sera ratifié par Leurs Majestés Très-Chrétienne & Britannique, & les Seigneurs Etats-Generaux, & les Lettres de Ratification en bonne forme seront délivrées de part & d'autre dans l'espace de quatre semaines, ou plûtost si faire se peut, à compter du jour de la signature.

En foy de quoy, Nous soussignez, munis des Pleins-Pouvoirs de Leurs Majestés Très-Chrétienne & Britannique, & des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, avons esdits Noms signé le present Traité & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes. Fait à la Haye ce quatriéme jour de Janvier de l'An mil sept cens dix-sept.

(L.S.) Du Bois. (L.S.) Cadogan.

(L.S.) Castagnere de Chasteauneuf. (L.S.) J. Van-Essen.

(L.S.) V.V.Vand. Does.

(L.S.) A. Heinsius.

(L.S.) S. Coninck.

(L.S.) Le Bar. de Reede de Renswoude.

(L.S.) V. A. V. Burmania.

(L.S.) A. Eckhout.

(L.S.) W. Wichers.

ANNO 1717.

NOUS ayant agréable le susdit Traité d'Alliance défensive en tous & chacun les Points & Articles qui y sont contenus avons de l'avis de notre très-cher & très-amé Oncle le Duc d'Orleans, Regent de notre Royaume, iceux tant pour Nous que pour nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, & par ces présentes signées de notre main, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roy, garder & observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit: En témoin de quoy Nous avons fait mettre nôtre seel à ces presentes. Donné à Paris le vingtiéme Janvier, l'An de grace mil sept cens dix-sept, & de notre Regne le deuxiéme.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas,

Par le Roy,

Le Duc d'Orleans,
Regent présent,

Signé,

Phelypeaux.

Scellé du grand Sceau de cire jaune sur lacs de Soye bleuë tressez d'Or, le Sceau enfermé dans une Boete d'argent sur le dessus de laquelle sont empreintes & gravées les Armes de France & de Navarre, sous un Pavillon Royal soûtenu par deux Anges.

Article separé, signé, & ratifié entre la France & la Hollande.

COMME dans l'Article cinquiéme du Traité d'Alliance conclu ce jourd'huy entre le Serenissime Roy Très-Chrêtien, le Serenissime Roy de la Grande-Bretagne, & les Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies, on est convenu d'une Garantie reciproque pour l'execution de toutes les Conventions mentionnées dans le même Article, & ensemble pour le maintien & défense de tous les Royaumes, Provinces, Etats, Droits, Immunitez & Avantages que chacun desdits Alliez respectivement possedera réellement au tems de la signature de cette Alliance, les soussignez Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de S. M. T. C. & les Deputez & Plenipotentiaires desdits Seigneurs Etats-Generaux, sont convenus que sans déroger en aucune maniere à l'Article premier de ladite Alliance, suivant lequel il y aura une Paix inviolable, & une étroite Alliance entre leursdites Majestés & lesdits Seigneurs Etats-Generaux, leurs Etats, & Sujets, tant au dedans qu'au dehors de l'Europe, la Garantie stipulée dans l'Article cinquiéme du même Traité n'aura lieu à l'égard de Sa Majesté Très-Chrêtienne & des Seigneurs Etats Generaux, que pour les Etats & possessions qu'ils ont respectivement dans l'Europe, ce qui s'entend aussi des Secours stipules, & promis réciproquement dans l'Article sixiéme du Traité, lesquels secours seront aussi limités dans l'Europe par rapport à Sa Majesté Très-Chrêtienne & aux Seigneurs Etats-Generaux.

Le present Article separé aura la même force que s'il étoit inseré mot pour mot dans le Traité, & sera ratifié dans le même tems que le Traité, & les Ratifications seront pareillement fournies avec celles du Traité.

En foy de quoy nous soussignez munis des Plein-Pouvoirs de Sa Majesté Très-Chrêtienne & des Seigneurs Etats-Generaux des Provinces-Unies, avons, esdits noms signé le present Article, & y avons

ANNO 1717.

avons fait appofer les cachets de nos Armes. Fait à la Haye ce quatriéme jour de Janvier de l'an mil sept cens dix-sept.

(L.S.) DU BOIS. (L.S.) J. VAN-ESSEN.

(L.S.) CASTANGNERE DE CHASTEAUNEUF. (L.S.) V. V. VAN-DER-DOES.

(L.S.) A. HEINSIUS.

(L.S.) S. CONINCK.

(L.S.) LE BARON DE REEDE DE RENSWOUDE.

(L.S.) V. A. V. BURMANIA.

(L.S.) A. ECKOUT.

(L.S.) W. WICHERS.

Plein-Pouvoir des Plenipotentiaires de France.

LOUIS par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme Nous ne voulons rien obmettre pour affermir le repos public rétably par les derniers Traités, & pour prévenir les évenemens capables de troubler la Paix, que nous sommes instruits d'ailleurs des dispositions que notre Très-cher, & très-amé Frere le Roy de la Grande-Bretagne, & nos très-chers & grands Amis les Etats-Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas ont fait paroître d'entrer dans les mêmes vûës, & de former avec Nous une Union étroite pour la Sûreté reciproque de nos Etats & de ceux de notredit Frere & desdits Etats-Generaux & pour le maintien de la tranquilité de l'Europe, Nous confiant entierement en la capacité, experience, zele & fidelité pour notre service, de notre amé & feal le Sieur Abbé du Bois, Conseiller ordinaire en notre Conseil d'Etat, & de notre amé & feal le Sieur de Chasteauneuf, Marquis de Castagnere, Conseiller honnoraire en notre Cour de Parlement de Paris, & notre Ambassadeur en Hollande. Pour ces Causes, & autres bonnes considerations à ce Nous mouvans, de l'avis de notre très-cher & très-amé Oncle le Duc d'Orleans Regent. Nous avons commis, ordonné & deputé, & par ces Presentes signées de notre main, commettons, ordonnons, & députons lesdits Sieurs Abbé du Bois & de Chasteauneuf & leur avons donné, & donnons Plein-pouvoir, Commission & Mandement special, pour en notre nom, en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires, & Plenipotentiaires, convenir avec un ou plusieurs Ministres de la part de notredit Frere le Roy de la Grande-Bretagne, & de celle desdits Etats-Generaux pareillement munis de Pouvoirs en bonne forme, arrêter, conclure & signer tels Traitez d'Alliance, Articles & Conventions que lesdits Sieurs Abbé du Bois & de Chasteauneuf aviseront bon estre, Voulant qu'en cas d'absence de l'un ou de l'autre par maladie, ou par quelqu'autre cause legitime l'autre ait le même pouvoir que tous deux ensemble. En sorte qu'ils agissent en tout ce qui regardera ledit Traité d'Alliance avec la même autorité que Nous ferions & pourrions faire si Nous y étions presens en personne, encore qu'il y eût quelque chose qui requit un Mandement plus special non contenu en cesdites Presentes. Promettant en foy & parole de Roy d'avoir agréable, tenir ferme & stable à toûjours, accomplir & executer ponctuellement tout ce que lesdits Sieurs Abbé du Bois & de Chasteauneuf, ou l'un d'eux dans lesdits cas d'absence, ou de maladie, auront stipulé, promis & signé en vertu du present Pouvoir, sans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu, pour quelque cause ou sous quelque pretexte que ce puisse estre: Comme aussi d'en faire expedier nos Lettres de Ratification en bonne forme pour estre échangées dans le temps dont il sera convenu. Car tel est notre plaisir. En témoin de quoy Nous avons fait mettre notre Scel à ces Presentes. Donné à Paris le douziéme jour de Septembre l'an de grace mil sept cens seize, & de notre Regne le deuxiéme.

ANNO 1717.

Signé,

LOUIS:

Et sur le Reply,

Par le Roy,

LE DUC D'ORLEANS, *Regent présent,*

Signé,

PHELYPEAUX.

Et Scellé.

Pleinpouvoir des Plenipotentiaires de la Gr. Bret.

GEORGIUS P. C. R.

GEORGIUS Princeps Walliæ, Dux Cornubiæ & Rothsayæ Dux & Marchio Cantabrigiæ, Comes de Milfordhaven, de Catrek & Cestertiæ, Vice-Comes Northallerton, Baro de Tenckesbury & de Renfren, Dominus Insularum & Senescallus Scotiæ, Nobilissimi Ordinis Periscelidis Eques, Custos Regni Magnæ Britanniæ Locum tenens in eodem Regno. Omnibus & singulis ad quos præsentes hæ Literæ pervenerint, Salutem. Quandoquidem Serenissimus Rex Magnæ Britanniæ &c. Pater ac Dominus noster carissimus & maxime honorandus in animo suo præprimis insitum habeat, Pacem, quæ cum Regibus, Statibusque circumvicinis jam jam stabilita est, sartam tectam quantum in ipso fuerit, conservare. Cumque eò haud parum faciat, ut amicitiam quam cum bono Fratre suo Rege Christianissimo, & cum Celsis ac Præpotentibus Dominis Ordinibus Generalibus Unitarum Belgii Provinciarum colit, novis benevolentiæ nexibus, ac mutuæ defensionis Pactis conventis, porro confirmet, exaugeatque. Nobis itaque in Mandatis dedit Majestas Sua Britannica Ministros suos Hagæ Comitum agentes autoritate sufficienti communire ad opus supradictum Saluti quietique publicæ tam utile, tamque necessarium, promovendum, conficiendumque. Sciatis igitur quod nos fide, prudentiâ, & in rebus tractandis usu prænobilis & perillustris viri Gulielmi Domini Cadogan Baronis de Reading, Vestium Regiarum Magistri, in Exercitibus Majestatis Suæ Britannicæ Locum tenentis Generalis, Secundæ Regiæ Cohortis Prætoriæ Præfecti, Insulæ Vectensis Gubernatoris, & dictæ Suæ Majestatis apud Celsos & Præpotentes Dominos Ordines Generales Legati Extraordinarii, & Horatii Walpoln Armigeri in Consessu Parliamenti Magnæ Britanniæ Senatoris, & apud Dominos Ordines Generales prædictos Ministri ac Plenipotentiarii Britannici partes sustinentis plurimum confisi, eosdem nominavimus, fecimus & constituimus, quemadmodum per præsentes nominamus, facimus & constituimus veros, certos & indubitatos Commissarios, Procuratores & Plenipotentiarios à parte Serenissimi Regis Magnæ Britanniæ, Patris & Domini nostri Carissimi & maxime honorandi, Dantes vi autoritatis nobis commissæ concedentesque eisdem conjunctim vel divisim omnem & omnimodam potestatem, facultatem, autoritatemque, nec non Mandatum generale pariter ac speciale, ita tamen ut generale speciali non deroget, neque contra, cum Ministro Ministrisve dicti Regis Christianissimi, sufficienti pariter Potestate munito munitisve, ac etiam cum Ministris dictorum Dominorum Ordinum Generalium, plena itidem autoritate instructis vel conjunctim, vel separatim congrediendi, colloquendi, tractandi, conveniendi & concludendi de & super conditionibus Fœderis, vel Fœderum cum prædicta Sua Majestate Christianissima & Ordinibus Generalibus conjunctim, vel cum iisdem ut supra factum est, divisim, quæ ad scopum Majestatis Suæ Britannicæ superius designatum melius attingendum facere possint, eaque omnia quæ ita conventa & conclusa fuerint, Majestatis Suæ Britannicæ nomine signandi superque conclusis Instrumenta,

ANNO 1717.

ta, quotquot & qualia necessaria fuerint, conficiendi mutuoque tradendi, recipiendique, ac generaliter ea omnia præstandi, perficiendique, quovis modo necessaria ad Pacis atque amicitiæ Leges novis nexibus stabiliendas, ut supra dictum est, confirmandasque, vel quomodolibet opportuna esse judicaverint, tam amplis modo & forma ac vi effectuque pari, ac dictus Serenissimus Rex Magnæ Britanniæ si interesset, facere ac præstare posset: Spondentes nomine Majestatis Suæ ante memoratæ, ac promittentes ipsam, quæcumque præfati Commissarii, Procuratores & Plenipotentiarii vel conjunctim vel separatim, vi præsentium egerint, concluserint, signaverintque, rata, grata, atque accepta habituram eademque sancte atque inviolabiliter observaturam, atque ab aliis quibuscumque, quantum in ipsa est, observari curaturam. In quorum omnium majorem fidem & robur, hasce Præsentes manu nostra signatas, magno Sigillo Magnæ Britanniæ communiri fecimus. Quæ dabantur in Palatio Divi Jacobi vigesimo nono die mensis Octobris, anno Domini millesimo septingentesimo decimo sexto, Regnique Majestatis Suæ tertio.

Pleinpouvoir des Plenipotentiaires des Etats Generaux des Provinces Unies des Pais-Bas.

LES Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme Nous n'avons rien plus à cœur que la conservation du repos public rétably par les derniers Traitez de Paix, & de contribuer à son affermissement en tout ce qui peut dépendre de Nous. Que Nous ne doutons point que Sa Majesté le Serenissime Roy Très-Chrétien, & le Serenissime Roy de la Grande-Bretagne n'ayent la même bonne intention de conserver la Paix & la Tranquilité publique, & que pour ces raisons Nous souhaitons d'entrer avec leursdites Majestés dans une Alliance & une Union étroite, tant pour la Sûreté reciproque de leurs Etats & des Nostres, que pour le maintien de la tranquilité publique. C'est pourquoy, Nous confiant en la sagesse, experience & fidelité des Sieurs Jean Van-Essen Bourguemaistre de la Ville de Zutphen, Curateur de l'Université à Harderwick; Wigbold Van-der-Does, Seigneur de Nortwik, de l'Ordre de la Noblesse de Hollande & Westfrise, Grand Bailly & Dyckgrave de Rhynlande; Antoine Heinsius, Conseiller-Pensionnaire, Garde du grand Sceau, & Surintendant des Fiefs de la Province de Hollande & Westfrise: Samuel Coninck, Senateur de la Ville de Veere: Frederick-Adrien, Baron de Rheede, Seigneur de Renswoude, Emminckhuyssen, & Moerkerken &c. President de la Noblesse de la Province d'Utrecht, Ulbe Aylva van Burmania, Grietman de Leeuwarderadeel; Antoine Eckhout, Bourguemaistre de la Ville de Campen, & Wicher-Wichers, Bourguemaistre de la Ville de Groningue: Tous Deputez dans leur Assemblée de la part des Etats de Gueldre de Hollande & Westfrise, de Zelande, d'Utrecht, de Frise, d'Overyssel, & de Groningue & Ommelandes. Nous les avons commis, ordonnez & deputez, les commettons, ordonnons & députons par ces Presentes & leur avons donné & donnons Plein-pouvoir, Commission & Mandement special, pour en notre nom en qualité de nos Députez & Plenipotentiaires, traiter conjointement avec les Ministres de leursdites Majestés, munis pareillement de Pouvoirs suffisans d'une Alliance défensive, entre Leursdites Majestés & Nous, en convenir, arrester, conclure & signer tels Traités, Articles & Conventions dont ils pourront tomber d'accord ensemble, leur donnant Pouvoir & Autorité à tous ensemble, ou à la plus grande partie d'eux, en cas de maladie, ou d'autre empêchement des autres, de negocier, prometre & accorder à cet égard tout ce que nous pourrions faire nous-mêmes si nous étions presens, quand même pour cela il seroit besoin d'un Pouvoir & Mandement plus special, non contenu dans ces presentes Promettant sincerement & de bonne foy, d'avoir pour agreable, ferme & stable, tout ce, que lesdits Sieurs nos Deputez & Plenipotentiaires, ou bien par la plus grande partie d'eux, sera stipulé, promis & signé, d'accomplir, & executer ponctuellement & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification en bonne forme dans le tems qu'ils l'auront promis. En foy de quoy Nous avons fait munir ces Lettres de notre grand Sceau, signer par le President de notre Assemblée, & soussigner par notre Greffier. A la Haye le dix-septiéme Decembre mil sept cens seize.

ANNO 1717.

Signé,

V. A. V. BURMANIA.

Et sur le Reply,

Par Ordonnance des susdits Seigneurs Estats Generaux.

F. FAGEL.

Et scellé du grand Sceau en cire rouge.

CLXXXVII.

Rapert de ce qu'on est convenu avec les Ministres de Prusse pour le paiement des arrerages. 5. Avril.

COMME les Sieurs Baron de Kniphuisen, & Meinertzhagen ont declaré que Sa Majesté de Prusse étoit contente que le paiement de ses arrerages se feroit dans de raisonnables termes, les Deputez de l'Etat étoient convenus avec ces deux Ministres-là, que ces arrerages, portant suivant une Specification ci-jointe, une somme d'un Million, 223. mille, 148. Florins, & 8. Sols, *salvo errore calculi*, seroient paiez sur le pied suivant. Savoir au Mois d'Août de cette année courante 23. Mille, 148. Florins & 8. Sols; au mois de Decembre suivant 100. mill. Florins, au Mois de Juin 1718. 100. mill. Florins; au Mois de Decembre de la même année 100. mill. Florins, & ainsi de suite de six en six mois 100. mille Florins, jusques à ce que le tout soit aquitté. Lesdits Sieurs Ministres ont verbalement proposé quelques Points, portez par écrit sous No. II. priant qu'on y fasse reflexion. Ce qui à été aprouvé par LL. HH. PP.

No. I.

1. *Specification des Arrerages de Sa Majesté le Roi de Prusse, ainsi qu'Elle a été presentée à LL. HH. PP. le 22. Fevrier 1717.*

POUR le Mois de retour de l'an 1697. selon les aquits de Mr. d'Ellemet Receveur General - - - - :

Du Quartier de Nimegue - - -	14558-0-0
Du Quartier de Zutphen - - -	1198-0-0
Du Quartier de Veluwe - - -	3400-0-0
De la Province de Zelande - - -	29869-14-3
	49025-14-3
2. Pour le reste des Cedulles & Ordonnances qui sont encore à paier pour la quote de l'Etat sur les subsides accordez à Sa Majesté le Roi de Prusse pour les 8000. hommes de ses Troupes, qui furent emploiées en Italie jusqu'au 15. Decembre 1712. comme il paroit par la Specification - - - - - - -	546526-14-8
3. Pour pareille Specification au Corps des 12. mille hommes de Sa Majesté le Roi de Prusse qui a servi dans les Pais-bas - - - - - -	320891-8-0
4. Au Corps de 5. mill. hommes pour des Soldes de l'an 1702, des apointemens des Generaux de 1702. & 1703, & les Ordonnances pour les chariots & le fourage ensemble - - - -	178467-12-8
5. Pour l'Etat Major du Regiment de Du Troussel &c. ensemble & reconnu	

par

ANNO 1717.

par la Provinoe de Gueldre, les Quartiers de Veluwe & de Zutpheu aiant promis de faire paier leurs quotes de - - 84609-10-0

Comme aussi accepté par Veluwe pour quatre jours de Solde - - - 381-8-0

6. Ces deux Quartiers ont aussi fait promettre par leurs Deputez le paiement de leur quote pour le mois de retour desdits 5000 hommes pour 21. jours & porte ensemble pour les Provinces de Gueldre & de Hollande - - - - 25988-3-0

7. Le Quartier de Nimegue doit les Soldes depuis le 6. Mai 1712. jusques inclos le 6. Mai 1713. non encore reglées - - 51108-8-0

162087-9-0

Somme totale 1256998-18-3

Depuis que la susdite Specification a été donnée, le Quartier de Veluwe a paié à bon compte de l'Etat Major du Regiment de du Troossel - - - 18467-19-4

Le même sur le mois de retour de 1713. pour le corps de 5. mille hommes - - 2002-5-8

Et pour 4. jours de Soldes - - - 381-8-0

Et le Quartier de Zutphen sur le même Etat Major du Regiment de du Troussel - - - 12998-17-8

33850-10-4

Ainsi la somme des Arrerages porte ce jourd'huy premier Avril 1717 - - - 1223148-8-0

A reserver, tant pour le Corps de 5000. hommes, que poor les Livranciers du fourrage.

Une Ordonnance de Fourrage aux 3. Regiment de Pruste, savoir Varenne, du Troussel & Grumbko du Quartier d'Hiver 1709. & 1710.

Deux Ordonnances de Fourrage pour les Quartiers d'Hyver 1710. & 1711, & 1711. & 1712. aux cinq Regimens Prussiens.

II.

1. Que le paiement des Arrerages, qoi se montent selon la Specification à une somme de 1223148. Florins & 8. Suis se fasse dans . . . . . . termes, dont le premier sera au Mois de Mai 1717. & le dernier le mois de . . . . . . , ainsi qu'il est exprimé dans le detail.

2. Que le Paiement se fasse à chaque terme en argent comptant, & non pas en obligations.

3. Qo'nn s'explique de la part de LL. HH. PP. sur la sûreté que Sa Majesté peut avoir, que le paiement se sera precisement dans les termes, dont oo conviendra.

4. Qu'on donne des Ordonnances on Assignations qui manquent pour les postes suivans, savoir

I.

Pour ce qui reste encore à paier sur l'Etat Major du Regiment de du Trouffel, ce qui monte après le paiement que les Quartiers de Veluwe & de Zutphen ont fait là-dessus dernierement encore une Somme de 53142-13-7

II. Pour le demi-mois de retour du corps de 5. mille hommes, excepté ce que Veluwe & Zutphen ont paié là-dessus.

III. Pour les Soldes que le Quartier de Nimegue a refusé de paier au Regiment de du Troussel depuis le 6. Mai 1712. jusques au 6. Mai 1713. & qui montent à 51108-8-0

IV. Que les Ordonnances soient expediées pour le Fourrage aux 3. Regimens de Prusse, Varenne, du Troussel, & Grumbko du Quartier d'Hyver de 1709. & 10; & deux Ordonnances de Fourrage pour les Quartiers d'Hyver de 1710. & 11, & 1711 & 12. aux 5. Regimens Prussiens.

V. Qu'on relâche les Ordonnances qo'on retient dans la Finance du Conseil d'Etat pour ce que le Corps de 5. mille hommes duit aux Hopitaux & Livranciers.

A l'encontre on s'obligera de satisfaire les Hôpitaux & Livranciers de toutes leurs legitimes pretensions, à proportion qoe le paiement se fera.

Les Ordonnances susdites sont celles pour les Chariots restans de la Campagne de 1712.

une de 5936 }
& une de - - 3584 } - 9520.

Celles pour le Fourrage de 1712 & 13 - - - 4837.

Pour les Chariots d'avance de 1713. deux Ordonnances

une de - - 2385 }
& une de - - 1440 } - 3825.

ensemble 18182.

Resolution sur les Arrerages du Roi de Prusse & sur un Memoire presenté par ses Ministres. Du 15. Avril 1717.

APRE'S l'examen il a été resolu, qoe la Specification des Arrerages étoit reconnue, & qu'on prieroit les respectives Provinces de fournir chacune sa portion dans la dette, selon la repartition qoe le Conseil d'Etat en fera.

Par raport aux points do Memoire No. II. le premier cesse, puis qu'on est convenu des termes.

Il n'y a point aussi de difficulté sur le second, puis que l'intention de l'Etat est de paier en argent comptant & non pas en Obligations.

On dira sur le 3. que LL. HH. PP. donneront à Sa Majesté une Sûreté pour le paiement aux termes reglez, ainsi qu'elle est usitée entre des Princes & Etats Souverains.

A l'égard do 4. point, concernant la requisition de quelques Ordonnances & Assignations.

Sur le premier Article concernant le paiement de l'Etat Major du Regiment de du Troussel à la somme encore de 53. mille, 142. Florins & 13. Sols & 7. Deniers, on priera les Etats de Gueldre, à la charge desquels cette Somme étoit repartie par les Etats de Guerre, de vouloir en faire le paiement.

Sur le 2. Article, touchant le demi mois de marche du Corps de 5. mille, dont la Gueldre doit paier 6915. Florins & la Hollande 1973. On priera ces Provinces de les paier.

Sur le 3. Article, consistant en 51. mille, 108. Florins & 8. Sols, sur la Solde deuë par le Quartier de Nimegue au Regiment du Troussel depuis le 6 Mai 1712, josques au 6. Mai 1713. On priera les Etats de ce Quartier-là d'avoir le soin de faire ce paiement, d'autant plus que dans les presentes conjonctures, ils sont plus obligés que d'autres à ôter toutes les occasions de plainte au Roi de Prusse.

Sur le 4. Article que le Conseil d'Etat sera requis de dresser les Ordonnances, lors qu'on lui donnera les Documens sur lesquels Elles doivent être dressées.

Sur le 5. Article touchant quelques Ordonnances retenuës par le Conseil d'Etat pour ce que le Corps de

ANNO 1717. de 5. mille hommes doit aux Hôpitaux, on peiera le Conseil d'Etat de les extrader, autant qu'Elles excedent ce que ce Corps-là doit aux Hôpitaux, portant 4169. Florins & 8. Sols.

CLXXXVIII.

22. Juin. *Acte de l'Electeur de Cologne pour aprouver les Articles contenus dans la Resolution de LL. HH. PP. du 22. Juin 1717.*

SON Altesse Electorale de Cologne pour temoigner son inclination sincere de renouveller & cultiver fermement une bonne amitié & voisinage avec LL. HH. PP. les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-bas, a voulu agréer & ratifier, ainsi qu'en vertu des presentes agrée & ratifie les Articles suivans, dont le Baron de Héems, comme Envoié Extraordinaire & Mediateur de Sa Majesté Imperiale & Catholique, est convenu avec LL. HH. PP.; avec une sincere promesse de les observer fidelement, & inalterablement de point en point, dans l'attente que LL. HH. PP. mettront des ordres convenables, qu'aprés l'accomplissemeut d'iceux leurs Troupes n'occuperont pas plus long tems les Places où elles sont en Garnison dans sa Principauté de Liege sous quelque pretexte que ce soit, mais elles les évacueront d'abord.

I. Que les Fortifications de la Citadelle de *Liége*, du côté de la Ville resteront & seront laissées dans l'état où elles étoient avant la derniére Guerre, que celles du côté de la Campagne & les Bastions seront demolies, & les ouvertures qui seront par là faites, fermées par une muraille droite, qui joindra les Courtines, & cela étant fait on restituera ladite Citadelle à S. A. E., & les Troupes de l'Etat en sortiront. Et afin qu'il n'arrive plus aucune dispute sur ladite demolition, LL. HH. PP. déclarent, que leur intention est, que seront démolis, 1. tous les Ouvrages, faits du côté de la Campagne, après que ladite Citadelle a été, au commencement de la derniére Guerre, occupée par les Armes des Hauts Alliez. 2. Tous les Ouvrages extérieurs, qui sont du côté de la Campagne, commençant depuis les *six cens dégrez* exclusivement jusques au Bastion de la Ville, nommé du *Clergé*. 3. Les Bastions nommez *St. Lambert* & le *Marchand* seront démolis; & l'ouverture qui sera par là faite sera fermée par une muraille droite entre les Courtines. Et par conséquent seront laissez en leur entier les 3. Bastions nommez *Six cens dégrez*, *Maximilien* & *Henri*, avec les Ouvrages qui subsistoient avant la derniére Guerre, du côté de la Ville.

II. Que le Château de *Huy*, & les Forts & Ouvrages qui en dépendent, seront rasez, & démolis, sans qu'ils puissent jamais être relevez, ni reparez, non plus que les Ouvrages de la Citadelle de *Liége*, qui doivent être démolis du côté de la Campagne. Bien entendu que ladite démolition portée dans cet Article, aussi-bien que dans le précédent, sera faite aux dépens des Etats du Païs de *Liége*, auxquels les materiaux resteront, pour les vendre, ou en disposer autrement, & le tout suivant les ordres & la direction de LL. HH. PP., qui à cette fin envoyeront une personne capable, pour avoir la direction de ladite demolition, à laquelle l'on commencera à travailler immediatement aprés & aussi-tôt que S. A. E. aura agreé & accepté ces conditions de la Résolution; & se finira dans 3. mois, ou plûtôt s'il se peut. Et les Garnisons de LL. HH. PP. ne sortiront pas de ces Places, que la Démolition ne soit achevée; mais cela étant fait, lesdites Garnisons sortiront, & les Places seront restituées à S. A. E.

III. Que tous les Ouvrages extérieurs de *Bonn*, y compris les Ravelins & le Chemin couvert; tant d'un côté que de l'autre du Rhin, seront rasez: & que l'ouverture qui est faite derriére le Palais Electoral en 2. Bastions, & avec les Courtines abbatues, entre deux, restera, sans que ladite ouverture puisse être refaite, ou que les Ouvrages à démolir, puissent être rétablis. Aussi que cette démolition se fera sans qu'il en coute à LL. HH. PP., dans le terme de 3. mois, & que LL. HH. PP. puissent y envoyer quelqu'un, pour prendre inspection que la démolition soit faite comme il faut. ANNO 1717.

IV. Que le Fort sur la Montagne de *St. Pierre* restera & que comme il est situé sur le terrain de *Liége*, LL. HH. PP. à l'égard de la Jurisdiction ou autrement, n'y auront pas plus de Droit que sur les autres Fortifications de la Ville de *Mastricht*, autant qu'elles sont situées sur le Territoire de *Liége*.

V. Que toute l'Artillerie, Munitions & autres materiaux, & necessitez de Guerre qui sont dans *Bonn*, & appartenant à l'Etat, suivant la liste & l'inventaire qu'il y en a, seront d'abord restituez à l'Etat.

VI. Que S. A. E. de Cologne se chargera que le Gouverneur & autres Officiers, qui ont été à *Bonn*, & qui ont contracté pour leur payement avec le Chapitre Electoral, seront payez de leurs arrérages, suivant qu'on est convenu, outre les 800. écus promis par S. A. E., au Commandant Coëtier.

VII. Que pour ce qui s'est passé à *Bonn*, S. A. E. écrira une Lettre de civilité à LL. HH. PP.

VIII. Que ces points étant acceptez par S. A. Elect., Elle envoyera une Déclaration authentique là-dessus à LL. HH. PP. Ensuite dequoi ces Articles seront mis en éxécution.

Ces Articles furent dressés le 22. Juin, agréez par S. A. E. de Cologne, le 27. du méme mois, & remis aux Etats Generaux le 28. Juillet de cette année.

En foi de tout ce que dessus S. A. E. a signé la presente Declaration & Aprobation de sa propre main & y a fait mettre son Seau Electoral. Fait à Bonn le 29. Juin 1717.

Etoit signé,

JOSEPH CLEMENT ELECTEUR.

Et plus bas,

FRED. FABIAN.

CLXXXIX.

Traité entre le CZAR, *le Roi de* FRANCE *& le Roi de* PRUSSE, *conclu à Amsterdam le 4. Août.* 1717. 4. Août.

COMME le Serenissime & très-Puissant Prince & Seigneur Pierre I. par la Grace de Dieu Czaar de toute la Russie. Le Serenissime & très-puissant Prince & Seigneur Louis XV. par la grace de Dieu Roi très-Chrêtien de France & de Navarre, & le Serenissime & très-Puissant Prince & Seigneur Frederic Guillaume, par la grace de Dieu Roi de Prusse, sont également tous du desir d'établir & de conserver entre eux une étroite union, une Amitié & une Alliance solide & durable, leurs Majestés ont nommé à cet effet, savoir Sa Majesté le Czaar de toute la Russie les Sieurs, Comte Gabriel de Golofkin, Grand Chancelier de l'Empire Russien, Chevalier des Ordres de St. André & de l'Aigle blanc, & le Baron Pietre de Schafirof Vice-Chancelier de l'Empire Russien, Conseiller privé Chevalier de l'Ordre de l'Aigle blanc, & le Prince Boris de Kourakin, Conseiller privé, Major General de ses Armées & Lieutenant-Colonel de ses Gardes, & son Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire auprès des Etats Generaux; & Sa Majesté le Roi très-Chrêtien, le Sieur Pierre Antoine de Châteauneuf Marquis de Castagnere, Conseiller Honoraire au Parlement de Paris, Ambassadeur de Sadite Majesté auprès des Etats Generaux des Provinces-Unies & Sa Majesté le Roi de Prusse le Sieur Baron de Knyphausen Son Conseiller Privé, Colonel d'un Bataillon de Marine, Chambelan, Resident du Cercle de Westphalie, President de la Compagnie d'Afrique dans la Ville d'Embden, Drossart du Bailliage de Furstenwalde, Chevalier de l'Ordre de St. Jean, lesquels

ANNO 1717. lesquels après s'être reciproquement communiquez les Pleins-pouvoirs & après avoir fait l'échange à la maniere accoûtumée, sont convenus d'un Traité de bonne Correspondance d'Amitié, d'Alliance & de Commerce entre leursdites Majestés, leurs Royaumes, Pais, Etats, & Sujets aux Conditions suivantes.

I. Il a été convenu & accordé qu'il y aura dès ce jour & pour toûjours à l'avenir entre S. M. le Czar & S. M. très-Chrêtienne & Sa Majesté le Roi de Prusse, leurs Heritiers, Successeurs, Royaumes, Pais, Etats & Sujets une amitié & une Correspondance sincere, qui seront observées de telle maniere que les Parties contractantes feront sincerement & de bonne foi tout ce qui dependra d'Elles pour procurer & avancer le bien & l'avantage l'une de l'autre & pour détourner au contraire tous les Dommages & préjudices qui pourroient leur arriver ou à leursdits Etats & Sujets.

II. Leursdites Majestés promettent & s'engagent reciproquement de contribuer par leurs offices à maintenir la tranquillité publique, retablie par les Traités d'Utrecht & de Bade aussi bien que ceux qui interviendront pour la Pacification du Nord, en consequence de n'entrer dans aucune Convention ni engagement qui puissent en quelque tems ni en quelque maniere que ce soit, être directement ou indirectement contraire à ce qui a été statué, avec la Couronne de France dans lesdits Traitez, d'Utrecht & de Bade, & à ce qui sera stipulé dans ceux de la Paix du Nord avec le Czar de toute la Russie & avec le Roi de Prusse mais au contraire d'apporter tous leurs soins pour en assurer le maintien & l'execution.

III. Et pour rendre la presente Alliance également solide & utile par les avantages que les Sujets de part & d'autre peuvent trouver dans l'établissement de Commerce entre les Etats & Sujets de leursdites Majestés reciproquement, il a été convenu & arrêté par le present Article qu'il sera nommé des Commissaires qui s'assembleront dans huit mois du jour de la Signature du present Traité pour regler les conditions d'un Traité de Commerce & de Navigation, dont le fondement principal sera de faire jouir les Sujets de leursdites Majestés, leurs Marchandises & effets de tous les Privileges, Prerogatives & avantages dont jouissent dans les Ports, & Pais de l'une & de l'autre Domination les Nations qui sont traitées le plus favorablement.

IV. Leursdites Majestés se reservent reciproquement par le present Article, leurs autres Traités & Alliances auxquels Elles ne prétendent point deroger en ce qui ne sera pas contraire à la presente Alliance, & specialement de la part du Roi très-Chrêtien l'Alliance signée à la Haye le 4. Janvier de la presente année entre ses Ministres & ceux du Roi de la Grande-Bretagne & de la Republique d'Hollande.

V. Pour rendre la Paix & cette Alliance plus solide & plus durable, le Czar de toute la Russie, le Roi très-Chrêtien, & le Roi de Prusse non seulement admettront, mais inviteront de concert toutes les Puissances & Etats qui voudront entrer dans le present Traité pour le maintien de la tranquillité Generale de l'Europe, & pour l'utilité commune & de toutes les Parties interessées.

VI. Les Ratifications en bonne forme seront mutuellement échangées dans l'espace d'un mois à compter du jour de la signature du present Traité.

En foi de quoi nous soussignez munis des Pleins-pouvoirs de leurs Majestés le Czar de toute la Russie, le Roi très-Chrêtien, & le Roi de Prusse avons auxdits noms signé le présent Traité d'Alliance & y avons fait apposer les cachets de nos Armes. Fait à Amsterdam le 4. d'Août 1717.

Articles Separés & Secrets.

I. Comme l'objet & le veritable but du Traité d'Alliance signé ce jourd'hui entre les Ministres de leurs Majestés le Czar de toute la Russie, le Roi très-Chrêtien, & le Roi de Prusse est de maintenir reciproquement la paix & la tranquillité de leurs Royaumes, Pais, Etats & Sujets, sur le Fondement des Traités de Paix d'Utrecht & de Bade & de ceux qui retabliront la tranquillité du Nord, Elles promettent & s'engagent aussi reciproquement de garantir lesdits Traitez dans tous les points & Articles qui ont été ou qui seront statuez avec chacun d'entre elles. En sorte que s'il étoit fait quelque entreprise de la part de quelque Puissance que ce soit, au prejudice de leursdites Majestés & des Garanties qu'elles se promettent elles interposeront leurs offices auprès de l'aggresseur pour procurer satisfaction à la Partie lesée, & engager l'Aggresseur à s'abstenir entierement de toutes sortes d'Hostilité.

II. Mais si ces bons offices n'avoient pas l'effet que l'on se promet pour concilier l'esprit des deux Parties, & pour obtenir une Satisfaction & un dedommagement dans l'espace de quatre mois; il sera alors convenu des Secours en Troupes ou en argent que celles des Puissances contractantes qui n'auront pas été attaquées, seront tenuës de donner sans retardement à leurs Alliés pour l'execution desdites Garanties, ce qui n'a pu être reglé presentement à cause des difficultez survenues sur ce sujet, tant de la part de S. M. très-Chrêtienne par raport à la divertion qu'elle demande pour l'effet desdites Garanties, que de la part de S. M. le Czar par raport aux subsides qu'elle a à pretendre dans le même cas, & celle de S. M. le Roi de Prusse, par la Demande qui a été faite en son nom de la Garantie de la cession de Stetin dans la Paix du Nord; Leursdites Majestez le Czar de toute la Russie, le Roi très Chrêtien & le Roi de Prusse se promettant reciproquement que lorsque lesdits Secours & la maniere de les emploier seront reglés par une Convention plus ample qui sera faite dans la suite sur ce sujet, elles continueront de les donner à la Partie lesée jusqu'à ce que le trouble soit entiérement cessé & le dommage reparé.

III. Le Roi très-Chrêtien n'aiant pas cessé depuis son Avenement à la Couronne d'agir par ses offices à l'exemple du feu Roi Son Bisayeul pour porter les Puissances interessées dans la Guerre du Nord à reprendre des sentimens de Paix & Sadite Majesté très-Chrêtienne voulant continuër d'emploier les mêmes offices; leurs Majestez le Czar de toute la Russie & le Roi de Prusse pour repondre aux droites intentions du Roi très-Chrêtien & pour lui donner une marque particuliere de leur confiance, promettent & s'engagent d'admettre la Mediation de S. M. T. C. dans la Negociation qui se fera pour parvenir à la Paix du Nord entre elles & le Roi de Suede & d'en faire la Declaration toutes les fois qu'elles seront requises, bien entendu que S. M. T. C. bornera à des offices & à des insinuations ce qu'elle fera en ladite qualité de Mediateur, sans jamais emploier les voyes de fait directement ni indirectement contre aucune des Parties qui sont presentement en guerre, pour les obliger à accepter les propositions de Paix qui ne seront point acceptées, ladite Mediation sera pourtant continuée jusqu'à la fin de la Guerre du Nord; & Sadite M. T. C. voulant conserver l'exacte impartialité qui convient à la qualité de Mediateur & d'ami commun de toutes les Parties interessées, promet & s'engage de ne prendre après l'expiration du Traité qui subsiste entre sa Couronne & celle de Suede, & qui finira au mois d'Avril prochain, aucun engagement avec ladite Couronne sous quelque pretexte qui puisse être directement, ou indirectement contraire aux interêts de leursdites Maj. le Czar de toute la Russie & le Roi de Prusse, & qu'elle ne donnera aussi à ladite Couronne après ledit terme aucun Secours des Troupes ni d'argent sous quelque nom que ce puisse être.

Les presents Articles auront la même force & vertu que s'ils étoient inserez dans le Traité d'Alliance signé aujourd'hui. En foi de quoi nous soussignés munis des Pleinpouvoirs de leurs M. le Czar de toute la Russie, le Roi T. C. & le Roi de Prusse, avons esdits Noms signé les presens Articles & y avons fait apposer les cachets de nos armes. Fait à Amsterdam le 4. d'Août 1717.

CXC.

Accord zwischen Ihro Czaarische Majest. Peter I und der Stadt Dantzig / sub dato den $\frac{1}{12}$ Sept. 1717. nebst dem Schreiben bemeldter Stadt an Ihro Königl. Majestät von Pohlen AUGUSTUS / über gedachtem Accord. $\frac{1}{12}$ Sept.

C'est-à-dire,

Accord entre Sa Majesté Czarienne PIERRE I. *& la Ville de* DANTZIG *du* $\frac{1}{12}$ *Sept.* 1717. *Avec la Lettre de ladite Ville sur l'Accord mentionné au* ROI DE POLOGNE.

ANNO 1717.

WJr Peter der Erste von GOttes Gnaden/ Czaar und Selbst-Erhalter aller Reussen/ ꝛc. ꝛc. ꝛc. Thun kund und zu wissen allen und jeden/ denen hieran gelegen: Demnach zwischen Unserem bestalten General-Lieutenant und Obrist-Lieutenant über Unsere Leib-Garde, Unserem Gevollmächtigten/ dem Hochgebohrnen Fürsten Basilio von Dolhoruky, an einem/ und der Stadt Dantzig Deputirten am andern Theile eine Convention unterm dato den 19. (30.) Septembris 1717. berahmet und geschlossen worden/ des Lautes wie folget:

ANNO 1717.

Allen und Jeden/ denen hieran gelegen/ thun kund und zu wissen Wir Burgermeister und Rath der Stadt Dantzig: Demnach zwischen des Durchlauchtigsten und Großmächtigsten Grossen Herrn Czaaren und Groß-Fürsten Petri des Ersten/ des grossen und kleinen Reußlandes Selbst-Erhaltern/ ꝛc. ꝛc. ꝛc. Gevollmächtigten/ dem Durchlauchtigen Fürsten und Herrn/ Herrn Basilio von Dolhoruky, Jhro Groß-Czaarischen Majest. hochbestalten General-Lieutenant und Obrist-Lieutenant über die Groß-Czaarische Leib-Garde, Rittern des Elephanten- und weissen Adler-Ordens ꝛc. ꝛc. an einem/ und Unsern Deputirten/ denen Wohl-Edlen/ Vesten/ und Hochweisen Herrn Joh. Henrich Schmiedt/ und Herrn Salomon Gabriel Schumann/ am andern Theile/ eine Convention unterm dato den 19. (30.) Septembris dieses Eintausend Siebenhundert und Siebenzehenden Jahres berahmet und geschlossen worden/ des Lautes wie folget:

DEmnach im Nahmen Sr. Groß-Czaarischen Majestät durch Dero Plenipotentiarium, den Durchlauchtigsten Fürsten und Herrn/ Herrn Basilium von Dolhoruky, Jhrer Groß-Czaarischen Majestät hochbestalten General-Lieutenant, und Obrist-Lieutenant über Deroselben Leib-Garde, Ritter des Elephanten und weissen Adler-Ordens/ einige Puncta an die Stadt Dantzig gelanget seyn; Zu deren Ablehnung im Nahmen sämtlicher Ordnungen der Stadt Dantzig durch die zu diesem Negotio Deputirte/ die Wohl-Edle/ Veste/ und Hochweise/ Herrn Johann Heinrich Schmiedt/ und Herrn Salomon Gabriel Schumann/ Raths-Verwandten selbiger Stadt/ fleißige Vorstellungen sowohl der Unschuld der Stadt/ als ihres und ihrer Länderenen Nahrungszustandes und anderer erhebliche Considerationen angeführet worden; Als ist endlich zwischen höchstgemeldter Sr. Groß-Czaarischen Majestät Plenipotentiarii Hochfürstl. Durchleucht an einem/ und vorgenannten Deputirten der Stadt Dantzig am andern Theile/ folgender Vergleich getroffen und verabredet worden:

ART. I. Es verspricht die Stadt Dantzig/ alle Correspondenz, Commercien/ und Trafiquen mit Schweden bis zu Ausgang des Krieges gäntzlich zu unterlassen/ und ihren Untergebenen dasselbe ernstlich zu verbieten. Falls aber jemand ihrer Bürger und Einwohner/ was Nation und Standes er auch wäre/ darwider handeln möchte/ wird ein solcher gestraffet werden. Wäre auch Jhre Groß-Czaarischen Majestät beliebig/ einen Agenten oder Commissarium in der Stadt Dantzig zu bestellen; so wird Jhm frey seyn/ daselbst zu wohnen/ und wird auch alle Ehren-Bezeugungen/ wie es mit anderen gleichfalls in Dantzig sich aufhaltenden frembden Commissarien und Agenten bräuchlich/ zu geniessen haben; Nebst diesem Jhrer Groß-Czaarischen Majestät hohes Interesse wahrnehmen/ und auf daß/ der nunmehrigen Convention gemäß/ ermeldte Correspondenz und Trafique mit Schweden aufgehoben bleiben möge/ Acht geben; Da denn/ so fern Er etwas erfahren solte/ so dieser Convention zuwider lieffe/ Er es dem Magistrat bekannt machen/ und man ihm hierinnen eine gebührende Satisfaction verschaffen wird.

II. Die drey Fregatten/ welche auf der Stadt Dantzig Unkosten allbereits sind gebauet worden/ wird dieselbe auf ihre Unkosten/ mit Genehmhaltung Jhr. Königlichen Majest. von Pohlen/ wider Schweden ausrüsten. Dieselbige werden Jhro Königlichen Majestät in Pohlen Flaggen führen/ auch unter Deroselben Commission stehen/ und wider die feindlichen Schiffe agiren. Ermeldten Capers wird gestattet werden/ in alle Jhrer Groß-Czaarischen Majestät Hafen einzulauffen. Damit aber auch bey den übrigen hohen Nordischen Alliirten allen benöthigten Falls ihnen frey stehen mögt/ in ihre Hafen einzulauffen/ und sichere Retraite zu haben/ wird man ab Seiten Jhrer Königlichen Majestät in Pohlen deswegen sollicitiren: Worinnen auch von Seiten Jhrer Groß-Czaarischen Majestät zu appuiren versprochen wird. Indessen werden selbige Capers von höchstgedachter Königlichen Majestät mit einer genauen Ordre auf dem Fuß/ wie andere wohl eingerichtete Caper-Reglemens gestellet sind/ versehen werden/ darinnen ihnen vornemlich aufs allerschärffeste verboten seyn wird/ weder die Dantziger/ noch anderen der hohen Nordischen Alliirten Unterthanen gehörigen/ oder auch neutraler Nationen Schiffe/ wenn sie ihre gute richtige Pässe/ Certificate/ und Documenten haben und vorzeigen/ weiter zu visitiren/ oder sie in ihrer Reise aufzuhalten/ von ihnen unter einigerley Vorwand etwas zu fordern oder abzunehmen/ oder ihnen sonst auf einige Weise beschwerlich zu fallen.

III. Die eine Helffte der Capern-Equipage werden Seiner Groß-Czaarischen Majestät Leute seyn/ wenn Jhre Königl. Majestät in Pohlen hierinnen consentiren. Die Leute werden dennoch in Königlichen Pohlnischen Eyd und Pflichten stehen/ und vor würcklich Königlich Pohlnische eigene Leute zu achten seyn.

IV. Zu mehrerer Demeritung Sr. Groß-Czaarischen Majestät höhesten Gnade/ und zu Erhaltung derer dagegen verabredeter Conditionen/ wird die Stadt Dantzig eine Summe von hundert und viertzig tausend Species Thalern/ den Species-Thaler zu sechs Tympffen gerechnet/ erlegen/ welche Summe in drey gleiche Raten wird getheilet werden/ derer erstere von sechs und viertzig tausend/ sechs hundert/ sechs und sechzig und zwey Drittel Species Thalern à sechs Tympffen/ nach beygekommener Ratification Jhrer Groß-Czaarischen Majestät in

drey

ANNO 1717.

drey Monaten / die andere auch von sechs und viertzig tausend / sechs hundert / sechs und sechtzig und zwey Drittel Species - Thalern à sechs Tymffen / sechs Monat nach Verfliessung des ersten Termins, die dritte ebenfalls von sechs und viertzig tausend / sechs hundert / sechs und sechzig und zwey Drittel Species - Thalern a 6. Tymffen / sechs Monat nach Verfliessung des andern Termins, fällig seyn wird.

V. Im Fall die Noth erfordern möchte / daß einige Ihrer Groß-Czaarischen Majestät Krieges-Fregatten / Capers oder Galeeren in den Hafen der Stadt Dantzig einlauffen müsten / wird ihnen solches zugelassen / und / was die Sicherheit betrifft / auf die Art / wie bey Städten und Vestungen alliirter See-Puissancen gebräuchlich ist / verfahren werden. Indessen werden selbige Krieges-Fregatten / Capers oder Galeeren sich so / wie anderer in Freundschafft stehender Nationen Schiffe / aufführen / nicht das geringste fordern / sondern alles / dessen sie und die auf denselben befindliche Leute benöthiget seyn möchten / vor ihr eigen Geld beyschaffen / auch keiner Visitierung oder Hemmung der Ein oder Ausfahrt einiger Schiffe sich annassen.

VI. Seiner Groß-Czaarischen Majestät Trouppen / welche jetzt in der Stadt Dantzig Ländereyen stehen / werden / so bald gegenwärtiger Vergleich wird geschlossen und von den Gevollmächtigten beyder Theile unterschrieben seyn / ungesäumt / ohne ferner etwas zu fordern / gäntzlich zurücke gezogen werden / besagte Ländereyen auch von dieser und aller übrigen Groß-Czaarischen Trouppen Quartieren / Durch-Marchen / Podwoden / Fouragirungen / Contributions-Forderungen / und allen andern Beschwerungen / wie sie immer Nahmen haben mögen / befreyet bleiben.

VII. Die Stadt Dantzig wird von allen und jeden Prætensionen / An- und Zusprüchen / welche im Nahmen Seiner Groß-Czaarischen Majestät / aus Gelegenheit dessen / so in abgewichener Zeit möchte seyn unternommen oder unterlassen worden / seithero rege gemacht seyn / oder unter irgend einem Vorwand erdacht und rege gemacht werden könten / vor diese und alle zukommende Zeiten völlig entlediget und befreyet.

VIII. Dafern jemand wegen dieses Vergleichs die Stadt Dantzig auf einigerley Art anfechten und ihr beschwerlich fallen solte / werden Seine Groß-Czaarische Majestät dieselbe aufs kräfftigste vertreten und schützen.

IX. Denen Dantziger Kauffleuten / welche auf St. Petersburg oder in anderen Seiner Czaarischen Majestät Hafen oder Landen ihre Handlung führen / werden alle diejenige Freyheiten / Emolumenten / und Privilegien / deren andere Amicæ Gentes, so mit Seiner Groß-Czaarischen Majestät in genauestem Vernehmen stehen / zu geniessen haben / oder hinkünfftig theilhafftig werden möchten / gleichfalls gegönnet und gestattet werden.

X. Ihr. Czaarische Majestät werden nebst anderen hohen Puissancen vor die Stadt Dantzig die gnädigste Sorge tragen / daß sie in dem künfftigen Nordischen Frieden / (welchen der barmhertzige GOtt baldigst verleihen wolle!) möge mit eingeschlossen / und gleichwie durchgehends bey allen ihren Gerechtigkeiten / Freyheiten / und Privilegien / also auch besonders bey der freyen Ubung der Evangelischen Religion, so wie sie derselben vor dem gegenwärtigen Kriege sich gebrauchet und genossen / mainteniret werden.

XI. Uber diesen Vergleich und jede desselben Puncten und Clausulen wird Seiner Groß-Czaarischen Majestät völlige Ratification unter Dero höchsten Hand und Siegel aufs fordersamste der Stadt Dantzig geliefert / und alsdenn dagegen bemeldter Stadt Ratification unter ihrem Siegel ausgehändiget werden.

Zu mehrerer Beglaubigung alles obigen / sind dieses Vergleichs zwey gleichlautende Exemplaria verfertiget und mit der Unterschrifft und Siegel / sowohl Anfangs gedachter Hochfürstl. Durchl. als auch obbenahmter Dantziger HH. Deputirten bekräfftiget worden. So geschehen in Dantzig den 19. (30.) Septembris 1717.

Als bestätigen und ratihabiren Wir hiemit obenstehende Convention in allen und jeden ihren Puncten / Articuln und Clausulen / versprechende / dieselbe vollkommen zu erfüllen und zu mainteniren / und weder selbst dagegen in einigen Stücken zu handeln / noch zu gestatten / daß jemahls von anderen dagegen gehandelt werde. Urkundlich haben Wir dieses mit Unserer Groß-Czaarischen Hand unterschrieben / und mit Unserem Siegel befestigen lassen. Gegeben bey Dantzig den 1717.

Als bestätigen und ratihabiren Wir hiermit obenstehende Convention in allen und jeden ihren Puncten / Articuln und Clausulen / versprechende / dieselbe vollkommen zu halten und zu mainteniren / und weder selbst dagegen in einigem Stücke zu handeln noch zu gestatten / daß jemals von andern dagegen gehandelt werde. Urkundlich haben Wir dieser Stadt Siegel hierunder drucken lassen. So geschehen Dantzig den 20. Septembr. (1. Octobr.) Anno 1717.

(L. S.)

Bürgermeister und Rath der Stadt Dantzig.

Was die Stadt Dantzig an Ihro Königl. Majestät in Pohlen desfals gelangen lassen / das zeiget derselben Bericht sub 2. Octobr. 1717. dieses Inhalts.

P. P.

Euer Königliche Majestät geruhen Sich allergnädigst zu erinnern / was an Dieselbe in tieffster Unterthänigkeit / durch vielfältige demüthigste Schreiben gelangen zu lassen / wir genöthiget worden / da vor etwas mehr als zween Monathen / im Nahmen Ihr. Groß-Czaarischen Majestät Dero General-Lieutenant, der Fürst Dolhoruky, dieser Stadt verschiedene an sie gerichtete Anforderungen / vorgetragen hatte / und nicht das geringste seithero unterlassen / wodurch er die Erfüllung derselben durch harte und sehr höchst empfindliche

ANNO 1717.

Bedrängnisse der Stadt sowohl als zum gänzlichen Ruin des Erbarmungs-würdigen Landmanns streckende Zunöthigungen auf das schmertzhaffteste erzwingen möchte.

Wir erkennen es mit dem allerdevotesten Dancke/ daß Eure Königliche Majestät solche unsere Angelegenheiten huldreichst zu Hertzen genommen und von selbiger Zeit an bis auf die jetzige vielfältige allergnädigste Sorge getragen/ uns und diese Stadt von einem so unverdienten/ und weit aussehenden Beschwehr zu befreyen.

Wann aber der-so wohl hierauf als auf unser untadelhafftes Betragen/ je länger je mehr gegründet gewesenen Hoffnung eines ruhigern und sicheren Zustandes wir so gar verfehlet/ daß vielmehr durch die letzthin wider diese Stadt gerichtete schärffere Ordres, und die erfolgte hohe Hernaherung und persöhnliche Gegenwart Groß-Czaarischer Majestät die Menge derer uns beunruhigenden Drangsalen angewachsen/ und überhand genommen/ und wir/ da wir haben müssen geschehen lassen/ was wir zu ändern nicht vermögend gewesen/ uns zu einer schleunigen Declaration, auf der wider diese Stadt vor einiger Zeit gerichtete Puncta haben declariren müssen. So erfordert nicht minder unser allerunterthänigste Pflicht/ als der Sachen selbst eigene Beschaffenheit/ daß Eure Königl. Majestät wir hiemit ungesäumte Eröffnung thun/ und Denenselben diejenige Convention, welche zwischen Ihr Groß-Czaarischen Majestät und diese Stadt am letzten verwichenen Monaths Septembris ist unterzeichnet/ und folgendes Tages von Groß-Czaarischer Majestät ratificiret worden/ in Copia beyzufügen/ uns die demüthigste Freyheit nehmen/ dero Inhalt so wie sonst grossen Theils/ also vornehmlich die drey erstere Puncta nach denen Worten/ so auf Ihr Groß Czaarischen Majestät selbst eigene Ordres uns sind fürgeschrieben worden/ hat müssen angenommen und Eure Königliche Majestät sich vortragen zu lassen allergnädigst geruhen werden.

Wir haben nicht nöthig/ durch mehrere Weitläufftigkeit/ als diejenige gewesen/ wozu wir in unsern Fatalitäten schon wider Wunsch und Willen veranlasset worden/ Euer Königlichen Majestät die Bedencklichkeiten solcher Suiten/ und was sonst annoch zu befürchten uns bevorstehen möchte/ und die Grösse unsers Kummers darüber vorzutragen/ indem die blosse Erinnerung des bereits angeführten/ und die bey anhaltender Unruhe der Zeiten so vieler Verwandten Millionen wegen Eurer Königlichen Majest sattsam bekandten Dürfftigkeit dieser Stadt/ mehr als zu fähig seyn wird/ bey Deroselben ein väterliches Mitleiden über den Zustand dieser armen Stadt zu erwecken/ und vor die Hülffe und Rettung so vielmehr anszubitten/ je weniger dieselbe sonst im Stande seyn dörffte/ sich ihres ohnedem so nahen Ruins zu entschütten/ und demjenigen zu satisfaciren/ wozu sie sich über ihre Kräffte anheischig zu machen ist genöthiget worden.

Wir beharren dennoch unbeweglichst in der unterthänigen Zuversicht/ es werde Ew. Königliche Majestät allergnädigst fortfahren/ diese Stadt bey ihrer Unschuld und Dero gantz entkräffteten Zustand väterlich zu schützen/ und ihr sambt dero Territorio so wie jetzo/ also in künfftigen Zeiten/ den ihnen so nöthigen Trost und Ruhestand gnädigst gönnen/ und durch ihre Groß-Czaarische Majestät als Dero Hohen Bundes-Genossen wieder zukehren helffen/ absonderlich aber zu verfügen/ daß/ nachdem in uns wegen der Krasnotawischen Praetension von neuen hat wollen gesetzet werden/ wie sothaner Anforderung/ bey unserer durch so mannigfalte Erpressungen und Trübsalen aufs äusserste gebrachten Unvermögenheit/ huldreichst befreyet werden möchten.

Hierum bitten Ew. Königliche Majestät wie aber-und abermahl demüthigst/ und hoffen/ es werde Ew. Königliche Majestät an der Probe/ die von unserer unterthänigster Devotion und aus der Fülle des Hertzens hereührenden Liebe/ zu Ew. Königlichen Majestät wir bey dieser Gelegenheit darzustellen/ nicht umhin gekont/ ein nicht minderes allergnädigstes Gefallen haben/ als an allen denen übrigen/ mit welchen wir dieselbe unsere unverbrüchliche Treue zu bestätigen werden bemühet bleiben. GOTT anruffende/ daß er Euer Königliche Majestät in stetem Überfluß alles dessen/ was zu einer in vollkommenster Gnade gesegneter Königlicher Regierung verlanget werden mag/ nach eigenem höchsten Wunsch bis auf die späteste Jahre erhalten wolle.

Datum ut supra.

CXCI.

Assecuration Ihro Königl. Maj. in Pohlen und Churfürstl. Durchl. zu Sachsen FRIDERICI AUGUSTI/ denen Ständen und Innwohnern des Churfürstenthumbs Sachsen und der Marggrafschafft Ober-Lausitz ertheilet/ daß so lange Ihme GOTT das Leben fristen werde/ Sie unwandelbahr in Ihrer Gewissens-Freyheit und Exercitio der Religion Augspurgischer Confession feste sollen bleiben/ auch seinen zur Catholischen Religion getrettenen Herrn Sohn Printz Friderich Augusten dahin zu ermahnen/ umb seines Orths keine Neuerung vorzunehmen. Geschehen Dreßden den 23. Octobr. 1717. [Christ. Godof. Hofmannus in Notis ad Maelii Commentar. Rerum Lusatic. Libr. VI. cap. 147. in Collectione Scriptor. Lusaticor. Tom. I. Part. I. pag. 423.] 23. Oct.

C'est-à-dire.

Assurance donnée par Sa Majesté Royalle de Pologne, & Altesse Electorale de Saxe FRIDERIC AUGUSTE, *aux Estats & Habitants de l'Electorat de Saxe, & du Marckgraviat de la Haute Lusace, portant que si long tems que Dieu lui laissera la vie, ils ne feront point troublés dans la Liberté de conscience, ni dans l'Exercice de la Religion de la Confession d'Ausbourg, & que de plus il exhortera le Prince hereditaire Son Fils* FRIDERIC AUGUSTE, *qui a aussi embrassé la Religion Catholique, à n'y faire de sa part aucune sorte de changement ou d'Innovation. A Dresde le 23. Octobre 1717.*

VOn GOttes Gnaden/ Wir Friedrich Augustus König in Pohlen rc. rc. Hertzog zu Sachsen rc. rc. Uhrkunden hiemit/ Es wird auch einer getreuen Landschafft/ von Prälaten/ Grafen/ Herren/ denen von der Ritterschafft und Städten/ in unvergeßlichen Andencken stehen/ was massen Wir zu Abwendung aller unnöthigen Furcht und Mißtrauens auch um anderer heilsamen/ aus Landesväterlicher Vorsorge herfliessenden Absichten willen/ so fort/ als Wir den Königlichen Pohlnischen Thron bestiegen/ Unserer getreuen Landschafft die genugsame Versicherung gegeben/ daß die Veränderung der Re-

ANNO 1717. Religion/ als ein personelles Werck/ Unsern getreuen Unterthanen an Ihrer Religion/ hergebrachten Gewissens-Freyheit/ Gottesdienste/ Kirchen-Gebräuchen/ Universitäten/ Schulen/ Einkünfften/ auch allen anderen Rechten und Gerechtigkeiten/ nicht den geringsten Nachtheil oder Abtrag gebähren solte; Und/ da etliche Jahre hernach sich Leute fanden/ die Mißtrauen und Aergernüs anrichten wolten/ was gestalt wir durch ein öffentlich poenal Mandat/ dem Unwesen zu steuren/ vor nöthig erachtet: Die bey allgemeinen Land-und Ausschuß-Tagen gethane Versicherungen/ am allermeisten aber die Erfahrung hat einer getreuen Landschafft im Wercke selbsten genugsam zu erkennen gegeben/ was vor Landes-Väterlichen Schutz wir Unseren getreuen Unterthanen/ bey solcher Ihrer Religions-Freyheit/ und allen Annexis des Kirchen- und Schulen-Wesens/ nun über 20. Jahr her geleistet/ und wenn es noch einer mehrern Assecuration bedürffte/ sind wir in Gnaden gantz geneigt/ ihnen auch dieselbe dahin wiederfahren zu lassen/ daß Sie allenthalben und in allen Stücken sich und ihre Nachkommen gesichert erachten könten.

Alß wir nun keinen von Unsern getreuen Unterthanen sein Gewissen beschräncket/ noch dessen Religion kräncken lassen wollen; So hat Uns destoweniger gebühren wollen/ Unsers freundlich geliebten Sohnes/ Printz Friedrich Augusti Liebden Conscienz Ziel und Maaße zu setzen/ und da sich nun begeben/ daß sie auf Ihrer Reise schon vor 5. Jahren/ in Italien/ sich zur Römisch-Catholischen Religion gewendet/ und solch Bekäntnuß/ vor weniger Zeit/ zu Wien/ öffentlich declariret haben/ so mögen Wir es vor nichts anders halten/ als daß es der höchste GOtt also gefüget:

Und dannenhero haben Wir auch nicht umhin gekont/ da Uns dieselbe gebethen/ Wir wolten Uns solchem Vorhaben nicht widersetzen/ unsern Consens darein zu ertheilen. Wir versichern hergegen/ daß so lange Uns GOtt das zeitliche Leben fristen wird/ Wir bey deme/ was Wir mit Königl. und Churfürstl. theuern Worten so offt versprochen/ und unverbrüchlich gehalten haben/ ferner unwandelbahr veste stehen/ und Uns durch niemanden/ er sey wer er wolle/ hiervon abkehren lassen werden/ auch von Unsers Sohnes/ des Königl. und Chur-Printzens Ldd. vergewissert sind/ daß sie gleiche Sentiments und conduite/ darzu Wir Sie auch mit dienlichen Vorstellungen und Väterlicher Einbindung jederzeit weisen wollen/ führen/ und nicht das mindeste fürnehmen/ noch andern verstatten oder verhängen werden/ welches zum Abbruch der Religions-Freyheit/ noch Unsern ausgelassenen Mandaten und Landtags-Reversalen gereichen könne/ sondern sie werden sich allenthalben dergestalt zu erweisen beflissen seyn/ daß wie in andern/ also auch in Religions-Kirchen-Universitäts- und Schul-Sachen/ und allen Deroselben Annexis, nichts verändert/ sondern alles in statu quo, wie es vor Unserer Religions-Veränderung in Annum 1697. gewesen/ unverletzt erhalten werde; deßwegen haben wir auch einer Nothdurfft befunden/ an die Evangelischen Puissancen und Fürsten zu schreiben/ und/ daß wir Unserer getreuen Landschafft/ auch auf diesen Fall/ die Sicherheit in Religions- und Kirchen-Sachen feste gestellet hätten/ zu vergwissern. Zu mehrer Beurkundigung haben Wir diese nochmahlige Assecuration eigenhändig unterschrieben/ und Unser Königl. Chur Secret darauf zu drucken befohlen. So geschehen zu Dreßden den 23. Octobris Anno 1717. ANNO 1717.

AUGUSTUS REX.



Jacob Heinrich Gr. von Flemming.

Johann Friedrich Gunther.

CXCII.

Convention Provisionelle pour une Administration commune dans la Baronnie de HERSTAL. *A la Haye le* 10. *Decembre* 1717. 10. Dec.

COMME les differens survenus depuis la mort de Sa Majesté le Roi Guillaume III. de Glorieuse Memoire touchant la Baronie de Herstal, entre Sa Majesté le Roi de Prusse, & Leurs Altesses Tuteurs des Princes mineurs de Nassau Diets, ont donné occasion à plusieurs querelles & desordres, si bien entre les Officiers de part & d'autre, que parmi les Sujets; & les Hauts Pretendans n'aiant pû encore en venir à un accommodement final, voiant cependant que ces querelles & desordres menacent la susdite Baronie d'une entiere ruine; ainsi qu'il étoit absolument necessaire d'y pourvoir d'une maniere ou d'autre, ont pour cét effet autorisé leurs soussignez Ministres, pour convenir mutuellement au nom de leurs Maitres sur l'établissement d'une administration commune dans la Baronie de Herstal, sur les conditions suivantes.

Sans pourtant que cette presente Convention puisse prejudicier ou alterer en aucune façon les Droits que les Hauts Pretendans soûtiennent d'avoir sur la Baronie de Herstal, comme étant faite provisionellement, & uniquement pour retablir la tranquillité, & pour soulager les Habitans de la susdite Baronie, en attendant que les differens en principal soient vuidez:

I. Que Sa Majesté le Roi de Prusse pour cette fois nommera, ou si Sa Majesté le trouve bon continuera le Receveur, & Leurs Altesses les Tuteurs nommeront, ou s'ils le trouvent bon continueront le Drossart.

II. Que la Regence sera reduite au nombre de 7. Echevins, dont Sa Majesté nommera 4. & LL. AA. SSmes. nommeront 3. durant la vie du Drossart, qu'Elles ont nommé, & quand Sa Majesté Pruss. nommera le Drossart, Sa Majesté durant la vie dudit Drossart nommera 3. & LL. AA. SS. nommeront 4. Echevins. Le Drossart nommera le Procureur d'Office, & on continuera alternativement de cette maniere, aussi long tems que cette commune Administration durera.

III. Que les autres emplois, dont on fera une Liste, qui sera jointe à cette Convention resteront dans le nombre ordinaire, dont la moitié sera à la Collation de Sa Majesté, & l'autre à celle de LL. AA. les Tuteurs.

IV. Que les susdits Drossart, Receveur & Greffier nommez de nouveau ou continués, comme aussi ceux de la Regence & autres Officiers auront & recevront leurs Commissions, Actes & Instructions, pour la fonction & Administration de leurs respectifs emplois, de la part de tous les deux Pretendans, & ils seront tenus de prêter aussi tôt le serment de fidelité sur lesdits Actes & Instructions entre les mains de ceux qui seront autorisés par lesdits Hauts Pretendans, & d'exercer toutes leurs fonctions aux noms desdit Hauts Pretendans, sans aucune distinction, & sans faire paroitre aucune partialité, & à cet effet le

ANNO 1717. le Receveur fera tenu de rendre compte aux Hauts Pretendans des revenus de ladite Baronie & d'en delivrer la juste moitié à chacun desdits Hauts Pretendans.

V. Que s'il arrive qu'avant que les differens sur ladite Baronie fussent terminez entierement quelqu'un des susdits Officiers mourût, ou que de quelque maniere que ce fût, il cesse l'exercice de sa charge, la place d'un nouveau Drossard sera à la Collation de Sa Majesté le Roi de Prusse, & *vice versâ* celle de Receveur à la Collation de LL. AA. les Tuteurs, & ainsi par tour dans les differens cas alternativement.

VI. Que la nomination aux places vacantes de Greffier, Echevins & Procureurs se fera par tout de 6. mois en 6. mois, à commencer du jour de la Conclusion & Ratification de la presente Convention; de sorte neanmoins que celui ou ceux, qui seront nommez de la sorte, à quelque place que ce soit, tiendra sa nomination des deux Hauts Pretendans, sans distinction, & prêtera le serment ordinaire, comme commis & établi par lesdits Hauts Pretendans, & à cet effet les Commissions & Actes d'agrément seront expediez de part & d'autre sans retardement & sans aucune oposition

VII. Le tour du premier semestre, pour disposer desdites Charges vacantes sera à Sa Majesté le Roi de Prusse.

VIII. Que pour soulager les Habitans, autant qu'il est possible, on aura soin de part & d'autre, que les gens de guerre, qui aprés le Traité conclu & ratifié se trouveront à Herstal seront aussi tôt rapellez.

IX. Que si contre toute esperance il arrivoit qu'il y eût dispute pour l'explication, l'execution & l'accomplissement de tout ce qui se trouve exprimé dans les susdits Articles, entre les Hauts Pretendans, chacun d'Eux nommera aussi tôt un Conseiller ou Deputé pour Arbitres ou Juges du different, qui en ce cas-là prêteront serment entre les mains de deux Commissaires nommez pour cela, pour decider le different en toute justice & équité & sans aucune partialité. Et si ces deux Conseillers different & qu'ils ne puissent pas s'accorder entr'eux, ils envoieront les Actes à une Université ou à quelques Jurisconsultes pour decider le different. Signé à la Haie le dixiéme de Decembre de l'an 1717.

DE MEINERTZHAGEN. (L.S.) B. DE DALWIG. (L.S.)

Liste des charges à donner à Herstal.

1. Le Drossard.
2. Le Receveur.
3. Les Echevins.
4. Les Bourgmaîtres, qui se font par les Echevins & la Communauté.
5. Le Greffier.
6. Les Procureurs

CXCIII.

1718. 2. Janv. *Trêve de trois mois concluë entre le Roi de la* GRANDE-BRETAGNE *& le Roi de* MAROC, *signée à Tetuan le 2. Janvier* 1718. [Mercure Hist. Mars 1718. pag. 338.]

I. ON a accordé & consenti, qu'il y aura une ferme & inviolable suspension d'Armes, entre le très-Illustre & très-Puissant Prince George, Roi de la Grande-Bretagne, &c. Et le très-Puissant & très Noble Prince Mulley Ismael, &c. pendant l'espace de 3. Mois, à compter du jour de la Signature de ce Traité, comme aussi entre les Domaines & Sujets, Vaisseaux & Cargaisons des 2. Nations, pendant lequel tems il ne se pourra commettre aucune injure de parole ou de fait, entre les Sujets de l'une & l'autre Nation, mais qu'au contraire ils se traiteront les uns les autres avec toute l'estime & l'amitié possible. ANNO 1718.

II. Tous les Vaisseaux ou Embarquement de quelque nature qu'ils puissent être, tant ceux du Roi de la Grande-Bretagne & de ses Sujets, que ceux de l'Empereur de Maroc, & ceux qui apartiennent à ses Sujets, pourront tenir librement la Mer, sans se molester mutuellement en aucune maniére en montrant le Pavillon, & en cas que l'un voulût aller à bord de l'autre avec la grande Chaloupe, cela ne se pourra faire qu'avec deux Personnes, excepté les Nageurs, Et ces deux Personnes seulement pourront monter sur le Vaisseau; & se trouvant que la plus grande partie de l'Equipage soient Sujets de l'un ou de l'autre Prince, ils pourront poursuivre le cours de leur Navigation, sans recevoir aucun empêchement; tous les Passagers, Argent & Marchandises de quelque Nation que ce soit, seront francs absolument, & ne seront exposez à être saisis, enlevez ou pillez; & on ne fera à l'un ou à l'autre aucun tort ni dommage.

III. Il est de plus accordé, que s'il arrivoit que pendant le tems de ladite Suspension, quelque Vaisseau, Cargaisons ou Sujets de part & d'autre, vinssent à faire naufrage sur les Côtes & Terres de leurs Dominations, ils ne pourront être déclarez prises, ni les effets être volez ou confisquez, ni les Personnes être faites Esclaves; toutefois on n'entend par ce présent Traité le Commerce être permis; mais au contraire la défense qui en a été faite demeure en sa pleine force, jusqu'à la conclusion de la Paix Générale.

Etoit signé,

KONINGSBY NORBURY,

BASHA HAMED, &c.

A Tetuan le 20. du Mois de Safar 1130, ou autrement le 2. Janvier 1718.

CXCIV.

Traité entre Sa Majesté Très-Chrétienne, LOUIS XV. *Roi de France & Son Altesse Royale* LEOPOLD *Duc de Lorraine & de Bar, par lequel en execution des Pacifications de Ryswick & de Bade les differents restés entre S. M. T. C. & S. A. R. sont terminés, & les limites reglées; On y convient aussi de divers Echanges, & de tout ce qui regarde le Commerce, A Paris le 21. Janvier 1718. Avec les* PLEINS-POUVOIRS, *&* RATIFICATIONS *des deux Parties.* [Copie communiquée par l'un des Ministres qui ont fait & signé le Traité.] 21. Janv.

LOUIS par la Grace de Dieu, Roy de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme notre amé & feal le Sieur Dominique de Barberie, Chevalier Seigneur de Saint-Contest & autres lieux, Conseiller en nôtre Conseil d'Etat, & nôtre amé & feal le Sieur Henry-François de Paule le Fevre, Chevalier Seigneur d'Ormesson, Amboille & autres Lieux, Maître des Requestes ordinaire de nôtre Hôtel, nôtre Conseiller en nôtre Conseil des Finances, nos Commissaires & Deputez aux Conferences qui se sont tenues pour regler & terminer tout ce qui restoit à executer à l'egard de nôtre très-Cher & très-amé Frere le Duc de Lorraine conformement & en execution des Traitez de Paix de Ryswick & de Baden, en vertu des Pleins-pouvoirs que Nous leur en avions donnez, avoient conclu, arrêté & signé le 21. du present mois de Janvier à Paris, avec le Sieur Jean-Baptiste Machuet Chevalier, Baron de Drouville, Seigneur de Sauley & autres Lieux, Conseiller d'Etat, premier President de la Cour Souveraine de nôtre dit Frere, & le Sieur François de Barrois, Chevalier, Baron de Manonville, Seigneur de Kœurs & autres Lieux, Conseiller d'Etat de nôtredit Frere, ses Envoyez Ex-

ANNO 1718. Extraordinaires près de Nous, & ses Commissaires ausdites Conferences, aussi munis de ses Pleins-pouvoirs, le Traité dont la teneur s'ensuit.

Le feu Roy de glorieuse memoire ayant toûjours eu à cœur de terminer & ajuster avec Monsieur le Duc de Lorraine, tout ce qui restoit à executer à son égard en consequence du Traité de Paix conclu à Ryswyck le 30. Octobre 1697. Sa Majesté peu après ce Traité auroit nommé des Commissaires, pour avec ceux dudit Duc examiner tous les Points, Articles & difficultez dont il s'agissoit, à quoy ils se seroient respectivement employez pendant le peu de durée de cette Paix, mais la matiere s'étant trouvée d'une longue discussion, la Guerre survenue entre les principales Puissances de l'Europe, n'auroit pas permis de continuer les Conferences tenues à ce sujet. La Paix n'eut pas plûtôt reparu par le Traité fait à Baden en 1714. que le feu Roy continuant dans le même desir, & en execution de l'Article XII. de ce dernier Traité, auroit fait reprendre la négociation en 1715. en la Ville de Metz. Les Commissaires du Roy & du Duc y travailloient depuis plusieurs mois & selon toute apparence ils l'auroient heureusement terminée, mais ayant plû à Dieu au mois de Septembre de la même année, d'appeller à soi le feu Roy, elle fut encore interrompue jusqu'au commencement de l'année 1716. que le Roy auroit à l'imitation du feu Roy son Bisayeul, & de l'avis de Son Altesse Royale Monsieur Philippe Duc d'Orleans, Petit-Fils de France, Oncle du Roy, Regent du Royaume, fait reprendre & continuer les Conferences pendant le cours des années 1716. & 1717. Et comme par le XXVIII. Article du Traité de Ryswyck, le Duc de Lorraine pour lui, ses Hoirs & Successeurs, doit être rétabli dans la libre & pleine possession des Etats, Lieux & Biens, que le Duc Charles son grand Oncle paternel possedoit en 1670. lorsqu'ils furent occupez par les Armes du feu Roy, à l'exception néanmoins des Changemens portez audit Traité de Ryswyck. Qu'après une précedente & longue occupation du même Pais par les Armes de Sa Majesté, commencée vers l'année 1633. il avoit été passé à Vincennes un Traité entre le feu Roy & le feu Duc Charles le dernier Fevrier 1661. par le XIX. Article duquel il avoit dû être rétabli dans tous ses Etats & Seigneuries, même dans les Villes, Places & Pais qu'il avoit autrefois possedés, dependant des trois Evêchez de Metz, Toul & Verdun, & generalement dans tout ce dont jouïssoit son prédecesseur le dernier Duc Henry lors de son decès arrivé en 1624. & qui pouvoit lui appartenir à titre de Succession, échange ou acquisition, à la réserve de ce qui par ce Traité de 1661. a été uni, incorporé, & doit demeurer à la Couronne de France; Que sur l'execution de ce Traité, étant survenu plusieurs difficultez, il en fut arrêté, & signé un autre entre le feu Roy & ledit Duc Charles le dernier Août 1663. par lequel il est porté qu'il seroit nommé au plûtôt des Commissaires de part & d'autre pour regler les difficultez qui étoient survenues depuis la signature du Traité du dernier Fevrier 1661. sur l'execution d'icelui, & nommément touchant les Abbayes de Saint Epure & de Saint Mansuy, Phalsbourg, Marquisat de Nomeny, & Saint-Avold & autres Lieux, lesquelles difficultez n'ont cependant jamais pû être terminées à cause de la seconde occupation de la Lorraine par les Armes du Roy en 1670. tems auquel le Duc Charles faisoit solliciter par ses Envoyez auprès du feu Roy, la decision d'icelles, & la pleine execution de ce Traité, duquel & de celui de 1663. le Duc de Lorraine a toûjours demandé l'execution en vertu de celui de Ryswyck, comme représentant le feu Duc Charles son grand Oncle, & exerçant tous les Droits & actions résultans desdits Traitez; A quoy les Commissaires du Roy ayant fait difficulté, prétendans opposer une fin de non recevoir tirée du Traité de Ryswyck contre ceux de 1661. & de 1663. en ce que ledit Duc ne pouvoit être rétabli en vertu & en conformité du Traité de Ryswyck, que purement & simplement, dans les Etats, Lieux & Biens que le Duc Charles possedoit réellement & de fait en 1670. & la contestation ayant été portée au Conseil, il y auroit été reconu que ledit Duc avoit droit d'exercer les actions fondées sur les Traitez de 1661. & 1663. de même qu'auroit pu faire ledit Duc Charles, ensuite de quoy les Commissaires de Lorraine ayant continué de soûtenir leurs demandes, & produit leurs Titres, tant pour les restitutions des Villes, Pais & Lieux, avec les fruits & jouïssances d'iceux qui par les Traitez de 1661. & 1663. devoient revenir au Duc Charles, que pour l'équivalent de la Ville & Prevôté de Longwy, avec restitution des jouïssances & fruits de ladite Ville & Prevôté de Longwy, ensemble la restitution des autres Lieux dont le Duc de Lorraine étoit en possession avant & depuis l'année 1670. par Luy pretendus en vertu du Traité de Ryswyck & des fruits & jouïssances d'iceux, & y ayant encore des abornemens à faire en execution du même Traité & des ajustemens pour la liberté du Commerce, & pour la reciprocité entre les trois Evêchez & la Lorraine, suivant l'ancien usage interrompu en quelques endroits par les troubles & par les Guerres, les Commissaires du Roy y auroient répondu par differens Memoires & Titres, formé leurs demandes pour Sa Majesté & pour le soûtien de ses Droits. Après plusieurs Conferences tenues entre les Commissaires respectifs où tous les Traitez ont été examinez, les difficultez discutées à fond, proposé respectivement les échanges & abornemens convenables, mesuré, calculé & balancé l'étendue & la valeur des Pais & des Droits à ceder & à retenir, & enfin soigneusement pesé tout ce qui restoit à ajuster pour l'entiere execution des Traitez. Et le Roy desirant que le tout soit reglé par les Commissaires qui de sa part ont tenu lesdites Conferences avec ceux de Lorraine, auroit à cet effet & du même avis de Sadite Altesse Royale Monsieur le Regent, donné Commission & Plein-pouvoir au Sieur Dominique de Barberie, Chevalier Seigneur de Saint-Contest & autres Lieux, Conseiller d'Etat de Sa Majesté, Son Ambassadeur & Plenipotentiaire ci-devant pour la Paix concluë à Baden, & au Sieur Henry François de Paule le Fevre, Chevalier Seigneur d'Ormesson, Amboille & autres Lieux, Maître des Requêtes ordinaire de l'Hôtel de Sa Majesté Conseiller en Son Conseil des Finances ANNO 1718.

Et Monsieur le Duc de Lorraine auroit pareillement donné ses Commission & Plein-pouvoir au Sieur Jean-Baptiste de Mahuet, Chevalier, Baron de Drouville, Seigneur de Saulcy & autres Lieux, Conseiller d'Etat, premier President de sa Cour Souveraine, Son Envoyé Extraordinaire, & au Sieur François de Partoy, Chevalier Baron de Manouville, Seigneur de Kocurs & autres Lieux, Conseiller d'Etat, & Son Envoyé extraordinaire, lesquels après s'être communiquez reciproquement leursdits Pleins-pouvoirs & Commissions qui seront inserez à la fin du Present, sont convenus des conditions & Articles qui suivent.

I. Les Traitez passez entre le feu Roy & le feu Duc Charles de Lorraine le dernier Fevrier 1661. & le dernier Août 1663. ensemble ceux passez entre le Roy & l'Empereur & l'Empire à Ryswyck, le 30. Octobre 1697. & à Baden le 7. Septembre 1714. en en ce qui concerne le Duc de Lorraine devant servir de baze & de fondement au présent Traité, seront pleinement executez, si ce n'est entant qu'il y sera expressément dérogé par celui-ci.

II. Sa Majesté par le XXXII. Article du Traité de Ryswyck s'étant réservé la Forteresse de Saarlouis avec une demi-lieue de circuit à designer par les Commissaires du Roy & du Duc, laquelle Forteresse & demi-lieue de circuit sont demeurées à Sa Majesté en pleine Souveraineté à perpétuité, mais au lieu d'un abornement par la demi-lieue portée audit Traité, le Gouverneur de cette Place pour le Roy ayant de concert avec les Officiers de Son Altesse Royale de Lorraine, conservé depuis la Paix de Ryswyck jusqu'à present, & pour le service de la Garnison, les Villages de Listroff, Emltroff, Frawlouter, Roden, Beaumarais, avec l'emplacement de la Ville de Valdrevange, les Bâtimens qui y restent, avec tous leurs Bans & Finages, les Fiefs, Censes, Métairies, & generalement toutes les dépendances enclavées dans l'étendue des Bans & Finages desdits Villages & Ville de Valdrevange aux environs de Saarlouis, il a été convenu après l'approbation du Conseil, que ce qui a été fait en cela par provision, demeurera définitif, & en consequence que lesdits Villages, emplacement de Ville, Bâtimens, les Bans & Finages & leurs dépendances généralement quelconques, soit qu'ils excedent la demi-lieue ou non, demeureront incommutablement à perpétuité en pleine Souveraineté au Roy, Son Altesse Royale de Lorraine lui en fai-

ANNO 1718.

faisant surabondamment & entant que besoin seroit, toute cession & transport, auquel effet il sera procedé à l'abornement des Finages & dependances desdits Lieux, par des Commissaires de part & d'autre, pour les séparer d'avec les autres Lieux, Villages, Bans & Finages voisins appartenans à la Lorraine, & qui doivent lui rester, quand bien même quelque portion de ceux-cy rentreroit dans la demi-Lieue de circonference de la Place, lesquels derniers Villages & Bans seront pareillement abornez, le tout sans prejudice des Droits de parcours dont les Habitans desdits Lieux ont d'ancienneté joui réciproquement pour le pâturage de leurs Bestiaux sur les Bans les uns des autres, dans lequel usage ils sont maintenus pour toûjours, sans pouvoir jamais y être troublez.

III. La Ville & Prevôté de Longwy avec ses appartenances & dépendances étant conformément au XXXIII. Article dudit Traité de Ryswyck, demeurées à perpétuité en toute Souveraineté & proprieté au Roy, ses Hoirs & Successeurs, en échange de quoy Sadite Majesté a dû ceder à Son Altesse Royale une autre Prevôté dans l'un des trois Evêchez, de la même étendue & valeur, dont on a dû convenir par des Commissaires respectifs. Cet échange n'ayant pû jusqu'à present être consommé, & le feu Roy ayant consideré qu'en vertu du même Traité, ses Troupes qui vont dans les Places frontieres, ou qui en reviennent, devant avoir le passage sûr & libre par les Etats du Duc, Que d'ailleurs les Païs des Evêchez & de la Lorraine étant non seulement limitrophes, mais presque tous mutuellement enclavez, l'étendue en entier de la Prevôté de Longwy étoit non seulement de difficile échange, mais peu necessaire au service de la Place, Sadite Majesté prit la resolution de ne retenir que la Ville de Longwy & quelques Villages aux environs. A quoy Sadite Altesse Royale auroit consenti, à la charge qu'il lui en seroit fourni l'équivalent, & la Proposition ayant été portée au Conseil & agréée, il a été convenu que ledit Article XXXIII. du Traité de Ryswyck demeurera restraint par le Present, & n'aura lieu que pour les Villes haute & basse de Longwy, & pour les Villages de Mexy, Herserange, Longlaville, Mont Saint-Martin, Glaba, Autru, Piemont, Romain, Lexy & Rehon, avec tous leurs Bans, Finages & dépendances, & tout le terrain qui peut appartenir au Domaine du Duc dans l'étendue ou enclave desdits Bans & Finages, soit qu'ils excedent ou non la demi-lieue de circonference de la Place de Longwy, designée au Plan & Carte Topographique qui en a été dressé. Le Duc cede pareillement la proprieté franche & déchargée de toutes dettes, engagemens, & Hypotheques, de toutes les Seigneuries, Justices, Fiefs, Censes, Métairies, Moulins, Droits, Domaines, Bois, Forêts, revenus, & generalement de tout ce qui peut lui appartenir dans lesdites Villes & Villages, lesquels avec leurs appartenances, dépendances & annexes, demeureront incommutablement en toute Souveraineté & proprieté au Roy, tant en vertu dudit Traité de Ryswyck que du présent, pour en jouir par Sa Majesté & ses Successeurs, comme Sadite Altesse Royale, & ses Prédecesseurs en ont joui, ou du jour & dont l'échange ou l'équivalent sera fourni, ainsi qu'il sera dit dans la suite.

IV. Le Bois nommé le Bois Mouchot, dont la Communauté des Habitans de Longwy est proprietaire, se trouvant seitué sur le Territoire du Village de Sonn dans la partie de la même Prevôté qui sera rendue à la Lorraine, comme il sera dit en l'Article suivant, & Son Altesse Royale ayant une portion de son Bois nommé des Recruttes, qui entre dans la demi-lieue de circonference de ladite Place désignée audit Plan & Carte, il a été arrêté que pour la convenance respective, ledit Bois de Mouchot demeurera au Duc, tant en proprieté que Souveraineté, & ladite portion de Bois des Recruttes rentrant dans ladite demi-lieue, appartiendra en proprieté ausdits Habitans & Communauté de Longwy, pour en jouïr sous la Souveraineté du Roy: A l'effet dequoi elle sera separée du surplus de ladite Forest des Recrutes, qui sera restituée à Son Altesse Royale, par un fossé & par des bornes qui y seront plantées par les mêmes Commissaires qui procederont à l'abornement des Lieux cedez au Roy, contre ceux de ladite Prevôté qui seront restituez au Duc.

V. Le surplus des Villages & Lieux de ladite Prevôté de Longwy, leurs Bans & Finages, appartenances, dependances & annexes, quand même quelques-uns rentreroient dans la ligne de la demi-lieue du circuit de la Place, seront remis à Son Altesse Royale, pour en jouir par elle, & les Ducs ses Successeurs, en tous Droits de Souveraineté & proprieté, comme ledit feu Duc Charles en jouïssoit en 1670. Sa Majesté en tant que besoin seroit lui en faisant toute rétrocession, avec Renonciation à cet égard au benefice à elle acquis par ledit XXXIII. Article du Traité de Ryswyck, & pour prévenir toute contestation au sujet de la Souveraineté & proprieté des Lieux de la même Prevôté de Longwy qui restent à la France & de ceux qui retournent à la Lorraine, il en sera fait par des Commissaires de part & d'autre une désignation, séparation & abornement sur les differens terrains, & sur le pied de ladite Carte Topographique, sans préjudice néanmoins du Droit de parcours pour le pâturage des bestiaux des Habitans desdits Villages de l'une & de l'autre Souveraineté, qui sera réciproquement entretenu & conservé suivant leur ancien usage. Mais lesdits Villages de l'une & de l'autre Souveraineté demeureront dechargez: Sçavoir, ceux qui restent à la France de toutes Juridictions, Bannalitez, Servitudes, Corvées & autres prestations generalement quelconques, envers le Domaine du Duc, & reciproquement tous les Lieux & Habitans de ladite Prevôté qui doivent lui retourner, sont & demeurent affranchis, libres & déchargés de toutes Jurisdictions, Bannalitez, Servitudes, Corvées, & autres prestations generalement quelconques, dont ils pourroient avoir été ci-devant tenus envers le Domaine du Roy, & notamment les Habitans des Villages de Gondrange, du Prieuré de Brehain-la-Cour, de la Magdelaine, Redrange, Athus, Asch, Batincourt, Buty-la-Ville, Hondlemont & autres, si aucuns y a, de l'obligation de faucher, faner, & voiturer les Foins des Prez nommez les Breuils du Château de Longwy, & en consequence de la division ainsi faite de ladite Prevôté, il a été convenu que les Titres, Papiers & Enseignemens qui peuvent concerner en particulier les Villages & Lieux de ladite Prevôté qui doivent revenir à Son Altesse Royale, lui seront restituez, & à l'égard des Titres qui peuvent concerner en commun la Ville & tous les Villages de ladite Prevôté, comme sont les comptes du Domaine de la Grurie & autres, ils seront partagez en les divisant d'année à autre alternativement.

VI. Le Roy ayant retenu & étant demeuré saisi par le VI. Article du Traité de 1661. des Places & Postes de Kaufman, Saarbourg, & Phalsbourg en Souveraineté & proprieté franche & déchargée de toutes dettes & Hypotheques, & étant survenu en la même année 1661. des difficultez sur l'execution dudit Article, entre les Commissaires de Sa Majesté & ceux du Duc, au sujet des Villages de la dépendance dudit Phalsbourg, & de celui de Niderswiler dépendant de Saarbourg, faisant partie des difficultez que l'on est convenu de regler par le Traité de 1663. en ce que Sa Majesté n'a dû avoir que lesdits Postes & Places de Kaufman, Saarbourg & de Phalsbourg, avec la demi-lieue de route & les Villages en dépendans nommez en l'Article XIII. dudit Traité de 1661. ou qui se trouveroient enclavez dans la largeur de la demi-lieue qui devoit former ladite route, les Commissaires du Roy auroient prétendu prendre d'autres Villages dependans dudit Phalsbourg, & au lieu de suivre la route par celui de Niderswiler, en auroient formé un autre qui emporte des Villages Lorrains non cedez, & néanmoins conservez toûjours celui de Niderswiler, ce qui faisoit un double emploi. Il a été convenu par le present que ledit Village de Niderswiler, ensemble les autres pris dans la dépendance de Saarbourg, & de Phalsbourg en ladite année 1661. demeureront au Roy, de même que les Villages de Henridorff, Lutzelbourg, Dann, Hultenhausen, Hassembourg, & Wilsperg, de la dépendance de Phalsbourg, ensorte, qu'avec les autres Villages dudit Phalsbourg, compris dans la route, la Principauté entiere dudit Phalsbourg appartiendra à Sa Majesté, auquel effet Sadite Altesse Royale lui en fait cession & transport en proprieté & Souveraineté déchargée de toutes dettes & hypotheques. Cede pareillement ledit Duc, toutes les Seigneuries, Fiefs, Justices, Domaines, Bois, Forests, Revenus & generalement tout

ANNO 1718.

tout ce qui lui appartient ou pourroit appartenir dans lesdites Places, & Postes de Saarbourg & Phalsbourg, Villages en dépendans, cedez par le Traité de 1661. & par le present leurs Bans & Finages, appartenances & dépendances & annexes generalement quelconques, déchargées de toutes dettes & hypotheques, pour demeurer uni & incorporé à la Couronne de France, ensorte que ledit Duc, ses Hoirs & Successeurs n'y puissent jamais rien prétendre sous quelque prétexte que ce soit.

VII. Le Duc renoncera & renonce en faveur du Roy à tous Droits & prétentions de Souveraineté, de proprieté, ou autres, sur les Villages, & Abbayes de S. Epore, & de S. Mansuy près de Toul, leurs Bans & Finages, sur les appartenances & dépendances desdits Bans & Finages, Droits & Domaines, si aucuns Sadite Altesse y en a. Elle renonce pareillement à tous Droits & prétentions de Souveraineté, & autres, sur les Villages de Vancremont, Stoncourt, Viller, & Aurich, autrement Ongerange, composant le Ban de S. Pierre, & sur les Villages de Xousse ou Xuisse, Thonville, & Brulange, composant le Ban de la Rotte, leurs Finages, appartenances & dépendances, laquelle Souveraineté appartiendra à l'avenir sans contredit au Roy, tant suivant ses anciens Droits & prétentions, qu'entant que besoin seroit en vertu de la présente renonciation & cession, au moien de quoi toutes les difficultez & contestations à regler pour ce regard par ledit Traité de 1663. demeureront éteintes & terminées.

VIII. Le Duc ayant la proprieté & Souveraineté de la Forest de Kallenhoven, & par le V. Article du Traité de 1661. le Roy étant demeuré saisi de la Place de Sierck, & du nombre de trente Villages en dépendans, dont quelques-uns voisins de ladite Forest y ont de toute ancienneté des usages pour chauffage, marnage & pâturage. Il a été convenu pour prévenir toutes difficultez, que Sadite Altesse Royale cedera & cede à Sa Majesté en proprieté & Souveraineté, trois mille Arpens mesure ordinaire du Païs, à prendre dans ladite Forest, à commencer à l'extremité exterieure du Canton du Bois nommé de la Zigelleray, ou de la Thuillerie, aboutissant du côté Septentrional aux bans des Villages de Ketlingen, & de Trichingen, & rentrer depuis ladite extremité dans le corps de ladite Forest, continuant jusqu'à l'endroit où finira le toisé desdits trois mille Arpens cedez, lesquels seront abornez & séparez du reste de ladite Forest par des bornes, & par un Fossé, qui seront plantez & faits en presence de Commissaires de part & d'autre, dans lesquels trois mille Arpens sont entendus compris les trois cens Arpens accordes par le feu Duc Charles à la Chartreuse de Rhetel, pour la moitié du chauffage d'icelle, & moyennant ladite cession Sa Majesté sera chargée dans lesdits trois mille Arpens de fournir & laisser les usages anciens & accoûtumez ausdits Villages dépendans de Sierk, & à ladite Chartreuse de Rhetel, le surplus de ladite Forest Lorraine en demeurant exempte, ensorte que chaque Souverain ne sera chargé dans ses Forests que des usages des Villages & Lieux de sa Domination.

IX. Et comme le Village de Frichingen dependant de la Lorraine, voisin de la Forest de Kallenhoven, & du Canton du bois de la Thuillerie, se trouve enclavé & mélé avec d'autres Villages cedez au Roy en 1661. il a été convenu que ledit Village de Frichingen demeurera cedé à Sa Majesté en vertu du present Traité, pour être joint aux autres Villages François de la dependance de Sierk, & que ses Habitans, jouïront de l'usage qui leur appartient dans la portion de ladite Forest abandonnée au Roy, en échange duquel Village Sa Majesté cede à Son Altesse Royale celui d'Ewendorff dependant dudit Sierk, Domination de France, joignant d'autres Villages Lorrains, lesquels Villages de Frichingen & d'Ewendorff ainsi échangez avec leurs Bans, Finages & dépendances : ensemble leurs Domaines & Revenus appartiendront à l'avenir, le premier au Roy, & le second au Duc, qui sera tenu de fournir aux Habitans d'icelui dans sadite Forest de Kallenhoven, l'usage qu'ils peuvent y avoir.

X. Les Villages d'Arnaville, Vilcey, Hageville, Jonville & Olley qui ont été retenus jusqu'à present sous l'Autorité du Roy, ayant été reconnus être d'une Souveraineté indivise entre Sa Majesté à cause de la Terre de Gorze, & Son Altesse Royale, à cause du Bailliage de Nancy & de la Prevôté de la Chaussée, demeureront échangez & séparez en entier pour éviter toutes contestations, ainsi qu'il ensuit. Sçavoir, que les Villages de Vilcey, Hageville & Jonville, resteront en entier en Souveraineté au Roy avec leurs dépendances, revenus, Droits & Domaines particuliers qui y appartenoient ci-devant au Duc de Lorraine & de Bar, Son Altesse Royale faisant à Sa Majesté, entant que besoin seroit, toute cession & transport de ses Droits & prétentions sur lesdits Villages & dépendances, & en échange, la Souveraineté des Villages d'Arnaville & d'Olley, avec leurs dépendances, appartiendra en entier audit Duc, Sa Majesté lui faisant pareillement toute cession & transport des parts, portions & Droits qui lui appartenoient esdits Lieux : bien entendu, que le present échange, & ajustement ne pourra nuire ni préjudicier aux Droits, revenus, ni autres choses qui peuvent appartenir dans lesdits Lieux à l'Abbé de Gorze ou autres Seigneurs particuliers.

XI. Le Duc cede au Roy tous les Droits qu'il peut avoir en la Souveraineté, Justice & Domaine sur la rue dite de Bar au Village de Kunetange, Prevôté de Thionville, lequel appartiendra en entier sans contestation à Sa Majesté : en échange de quoy le Roy cede audit Duc le Droit de Souveraineté qu'il a sur l'emplacement du Château de Bauxemont, situé dans le Village Lorrain du même nom.

XII. Son Altesse Royale en consideration du present Traité, renonce à tous ses Droits & prétentions sur les fruits & jouïssances de tous les Lieux & Païs qui ont été retenus sous la domination de Sa Majesté, & contestez avant 1670. & depuis le Traité de Ryswyck jusqu'à present, lesquels Lieux & Païs lui sont restituez, ou qu'elle abandonne par le present Traité, & en fait toute cession & remise à Sa Majesté, à la reserve néanmoins des jouïssances, & fruits de la Ville & Prevôté de Longwy, dont elle sera indemnisée par Sa Majesté, suivant la Liquidation qui en sera faite par des Commissaires de part & d'autre, à compter depuis l'échange des Ratifications du Traité de Ryswyck jusqu'à celui des Ratifications du present Traité ; pour parvenir à laquelle Liquidation, le Roy fera communiquer aux Commissaires du Duc, les Comptes, Registres & autres Enseignemens qui ont servi à la jouïssance & perception des revenus de ladite Ville & Prevôté de Longwy.

XIII. Moyennant les Cessions, Renonciations du Duc, les ajustemens précedens, & en consideration de tout ce que dessus, le Roy tant pour remplir les échanges & équivalens de ladite Ville de Longwy & des Villages & Lieux en dépendans, énoncez en l'Article III. du present Traité & des Villages dépendans de Phalsbourg & Saarbourg, & autres ci-devant énoncez qu'autrement, cede & transporte au Duc tous les Droits de Souveraineté & autres qui peuvent appartenir à Sa Majesté sur la Ville & Fauxbourgs de Ramberviller, sur les Lieux & Villages de Jesumenil, Housseras, Antrey, Saint-Benoist, Bru, Xaffeviller, Doncieres, Nossoncourt, Menil, Saint-Barbe, Anglemont, Bazien, & Menarmont, leurs Bans & Finages, & sur toutes les Censes, Fiefs & Usuines y enclavées, leurs appartenances & dependances composant la Châtellenie dudit Ramberviller, sans en rien excepter, ensemble la Souveraineté sur les Bois nommez le Grand Bois de la Châtellenie & de Fenne, dont la proprieté appartient à l'Evêché de Metz dans l'étendue de ladite Châtellenie de Ramberviller, quoiqu'ils ne soient pas compris dans celle des Bans & Finages des Villages & Lieux ci-devant nommez. Cede pareillement Sadite Majesté ses Droits de Souveraineté sur les Villages de Rouille & Domtaille, avec tous leurs Bans & Finages, appartenances, & dépendances sans en rien excepter, lesquels, quoiqu'ils ne soient pas originairement de ladite Châtellenie, y sont ordinairement annexés, tous lesquels Lieux & Villages, ainsi qu'ils sont ci-devant nommez & specifiez, appartiendront, à l'avenir, à perpetuité, audit Duc, ses Hoirs & Successeurs Ducs de Lorraine, en tous Droits de Souveraineté & autres quels qu'ils soient qui y appartenoient ci-devant à Sa Majesté à quelque titre que ce soit, ensorte qu'Elle & les Rois ses Successeurs n'y puissent desormais rien prétendre, sans préjudice néan-

ANNO 1718.

néanmoins aux droits de proprieté, Domaines, revenus, Justices & Jurisdictions qui appartiennent dans lesdits Lieux à l'Evêque de Metz & aux autres Vassaux, lesquels leur sont conservez en leur entier, à la charge de faire exercer lesdites Justices & Jurisdictions dans l'étendue de ladite Châtellenie, & desdits Rouille & Domtaille, sous le Ressort des Cours Superieures du Duché de Lorraine, par des Officiers residens sous sa domination.

XIV. Le Duc possedant en tous Droits de Superiorité Territoriale la portion du Marquisat de Nomeny qui luy est restée après le Traité de 1661. & la Châtellenie entiere de Hombourg, Saint-Avold, Sa Majesté a déchargé & décharge Sadite Altesse Royale pour raison de ladite portion de ce Marquisat, & de ladite Chatellenie entiere, leurs appartenances & dependances, de tous les Droits de suprême Domaine, Jurisdictions, & autres, que la Couronne de France peut avoir acquis sur icelles, tant par le Traité de Munster en 1648. qu'autrement, même sur les trois Moulins dudit Saint-Avold & la Cense d'Odersang dépendant de l'un desdits Moulins, & sur les Villages de Henriville & de haute Vignenlle, en Allemand Obertilen, qui luy seront remis si fait n'a été, comme dépendans dudit Saint-Avold, desquels Droits de suprême Domaine, Jurisdictions & autres quels qu'ils puissent être, Sadite Majesté fait cession & transport audit Duc, pour du tout en l'état qu'il le possede après le Traité de 1661. en jouir par ledit Duc, ses Hoirs & Successeurs en toute Souveraineté, comme de son Duché de Lorraine, auquel il demeurera incorporé.

XV. Sa Majesté a pareillement déchargé les Villages dépendans de la Terre & Seigneurie de Commercy, & l'Abbaye de Rieval qui y est située, du ressort du Baillage & Siege Présidial de Vitry, & par appel au Parlement de Paris, auquel ressort ils sont soumis, & de tous autres Droits que Sa Majesté auroit pu y prétendre, dont entant que de besoin, Elle fait toute cession & transport à Sadite Altesse, laquelle en jouira paisiblement à l'avenir en tous Droits de Souveraineté, comme elle jouit actuellement de la Ville de Commerci & des autres Lieux & Villages dépendans de ladite Terre & Seigneurie en vertu du Traité passé entre le feu Roy & ledit Duc, le 7. May 1707. qui sera au surplus suivi & executé comme s'il étoit inseré ici de mot à mot.

XVI. Sa Majesté a encore cedé à Son Altesse Royale les Droits de Souveraineté & autres qui lui appartiennent à cause de son Château de Passavant, sur un Fief appartenant aux Sieurs de Grignoncourt & Consors dans le Village Lorrain de Martinvelle, & sur les dépendances dudit Fief dans ce Village, & sur son Ban & Finage Sa Majesté dechargeant en outre les Habitans dudit Village de Martinvelle du Droit de Sauvegarde, de quatre Sols par ménage qu'ils lui doivent à cause de son Château de Passavant.

Demeurera de même cedé au Duc, le droit de Souveraineté appartenant au Roy sur quelques Maisons du Village Lorrain de Boccange, ensemble le Droit que Sa Majesté pourroit avoir sur partie du Territoire dudit Village, sans préjudice neanmoins des Droits qui peuvent appartenir au Seigneur du Village de Burthoncourt du Pais Messin, sur lesdites Maisons, sur les residens en icelles & même sur ledit Territoire de Boccange si aucun droit il y a, lesquels Droits lui sont conservez en leur entier.

Le Village de Maxcy sous Prixei, & la Rue dite la Rue de Fief, dans celui de Pagny sur Meuse, autrement la Blanchecoste, seront restituez au Duc, ayant été justifié que le Duc Charles les possedoit en tous droits de Souveraineté, Justice & Domaine, en 1670. & longtems auparavant: lequel Village de Maxei, Sa Majesté decharge des Foy & Hommage qui lui en étoient dûs à cause de son Château de Montclair, & les Habitans du même Village, du droit de Sauvegarde de deux Sols par ménage qu'ils doivent audit Château.

Décharge pareillement ladite Rue du Fief de Pagny des Foy & Hommage dûs à Sadite Majesté à cause de son Château de Vaucouleurs, à condition néanmoins que ladite Rue du Fief sera & demeurera unie au corps dudit Village, faisant partie de la Prevôté de Gondrecourt dépendant du Barrois, & comme telle comprise dans l'Hommage dû au Roy par ledit Duc, à cause du Barrois.

XVII. Sa Majesté fera restituer à Son Altesse Royale la Forest de Monderen & celle de Kallenhoven, ayant été justifié que lesdites Forests appartiennent en Souveraineté à la Lorraine, & ne sont dans aucune des dépendances des Villages de la Prevôté de Sierek, cedez à la France par le Traité de 1661. bien entendu que cette remise n'aura lieu qu'après la distraction au profit de Sa Majesté de trois mille Arpens à Elle cedez par l'Article VIII. du present Traité, & que le Duc sera tenu de fournir, & laisser prendre dans ladite Forest de Monderen aux Habitans du Village de Monderen & autres de la domination du Roy, les Usages & affoüages qu'ils peuvent y avoir, comme d'ancienneté suivant leurs Titres ou possessions.

XVIII. Les Villages de Moulotte, de Mailly, de Leywiller, d'Ariance, & les Censes de Roza de la Haute Voille, de Bouzouville, de Marien Flossfeldt, & la petite Seigneurie ou Cense de Saint-Martin, située près de Nomeny qui appartenoient au Duc Charles & qu'il possedoit depuis le Traité de 1661. seront rendus en toute Souveraineté, à Sadite Altesse Royale.

XIX. La Restitution provisionelle que le Roy fit faire au Duc en l'année 1701. des Villages de Bulligny, Bagneux Crezille, Martemont, Aingerey, Tuillay aux Grozeilles, Serei aux Forges, Colombey, Allain aux Bœufs, Viterne le Montror, Crepey Selaincourt, & Manoncourt, dépendans de sa Prevôté de Gondreville, & des Villages de Vaxy, Puttigny, Gerbecourt & Lubecourt qui composent le Val de Vaxy, dépendant de sa Prevôte d'Amance, lesquels avoient été retenus sous l'obeïssance du Roy depuis le Traité de Paix de Ryswyck, vaudra & tiendra pour définitive, sans qu'à l'avenir Sadite Altesse Royale doive, ni puisse plus être troublée en la possession de la Souveraineté desdits Lieux, sous quelque pretexte que ce soit.

XX. Sur la difficulté concernant l'état & sujetion personnelle des Curez des Villages ci-après qui restoit indécise depuis les Traitez passez le 2. Octobre 1704. & 21. May 1705. entre le Sieur de Harrouys Intendant en Champagne, Commissaire du Roy, & le Sieur de Sarrasin Conseiller d'Etat, Commissaire du Duc, par lesquels Traitez ils ont procedé conjointement dans les Villages de Burey en Vaux, Badonwiller, Goussaincourt, Espiez, Lezeville, d'Ainville & Saint-Germain, dont la Souveraineté est indivise entre Sa Majesté, à cause de ses Prevôtez de Vaucouleurs, d'Autelot & de Grand & Sadite Altesse Royale à cause de ses Prevôtez de Gondrecourt & de Foug, à la reconnoissance des Habitans qui y doivent être Sujets du Duc conformément aux anciens usages y observez. Il a été convenu que lesdits Traitez seront suivis & executez, & que pour terminer toute contestation sur le fait desdits Curez, ceux qui sont actuellement pourvûs des Cures desdits Villages, sous quelque Domination & en quelque Païs qu'ils soient nez, seront tous réputez, & tenus Sujets du Roy, & que les Curez qui leur succederont immédiatement dans lesdites Cures, sous quelque domination & en quelque Païs qu'ils soient nez, appartiendront au Duc, & après la mort de ces derniers, leurs Successeurs seront Sujets du Roy, & ainsi alternativement à mesure que les Cures vaqueront, & seront remplies, les Curez appartiendront tantôt à Sa Majesté & tantôt à Son Altesse Royale.

XXI. L'Abornement fait par le Gruyer de Coiffy ès mois de Novembre & Decembre 1678. Janvier, Avril & Juin 1679. de la Forest de Passavant en la partie de France, demeure nul & comme non advenu, par rapport aux Limites de ladite Forest vers le Septentrion, & en consequence les bornes qu'il y fit planter sous les nombres 72. 73. 74. 75. 76. 77. 78. 79. 80. & 81. comme aussi celle du milieu de la Verrerie de Saint-Vaubert, autrement dit de Thomas, non designée dans ses Procès verbaux desdits mois, seront retirées & suprimées: ce faisant, le Duc demeurera maintenu en la possession de la Souveraineté de toute l'étendue du Territoire de ladite Verrerie, suivant l'enceinte des anciennes petites bornes marquées de Croix de Lorraine qui y sont jusqu'à l'allignement de la Chapelle de Saint-Vaubert. Ledit Duc demeurera pareillement en possession de la Souveraineté & proprieté du Terrain en nature de Forest qui est à l'Orient du Territoire de ladite Verrerie, jusqu'au Territoire de celle du Morillon, com-

me

ANNO 1718.

ANNO 1718.

me faisant ledit Terrain une partie de la Forest d'Attigny jusqu'aux huit anciennes grandes Bornes, commençant la premiere vers le milieu de l'allignement meridional du Territoire de la Verrerie de Saint-Vaubert, & la derniere à l'extrémité Occidentale du Territoire de la Verrerie du Morillon, laquelle derniere borne fait la Separation des trois Provinces de Champagne, de Lorraine & du Comté de Bourgogne, desquelles huit bornes, ensemble de celles qui séparent le Territoire de la Verrerie de Saint-Vaubert du côté meridional, il sera fait visite & reconnoissance par des Commissaires respectifs, qui feront marquer les Armes de France sur lesdites bornes du côté qu'elles regardent la Forest de Passavant, en laissant celles de Lorraine qui se trouveront sur l'autre face, si mieux lesdits Commissaires n'estiment convenir d'y mettre de nouvelles bornes, qui soient parfaitement uniformes & semblables à celles qui furent plantées entre les deux portions de ladite Forest de Passavant par des Commissaires respectifs en 1584. pour servir de limites des Souverainetez.

XXII. A l'égard de la partie de Forest appellée vulgairement le Bois du Differend qui ne fut point partagée en 1584. il est convenu que le partage en sera fait par les mémes Commissaires en deux portions égales, & que celle qui sera joignante à la partie de la Forest de Passavant, tombée au lot de Sa Majesté en 5584. demeurera réunie tant en Souveraineté qu'en proprieté, & l'autre partie appartiendra à Sadite Altesse Royale, tant en Souveraineté qu'en proprieté: à l'effet de quoy il sera mis entre lesdites deux portions du Bois du Differend, des bornes conformes à celles qui furent plantées pour séparer les portions de la Forest de Passavant en 1584.

XXIII. Le Roy donnera ordre pour faire remettre incessamment audit Duc, la Ville de Saint-Hypolite, avec ses appartenances & dépendances, comme elle fut remise au Duc Charles après le Traité de 1661. pour en jouir par Sadite Altesse Royale en tous Droits de Souveraineté, Justice & Domaine, de méme qu'en jouissoit ledit Duc Charles en 1670. & que lui & ses Prédécesseurs en avoient joui auparavant.

XXIV. La Forest située sur le penchant meridional du Val de Lievre appellée Hynderwaldt par les Communautez de Berckeim, de Saint-Hypolite, & d'Orschweiler, leur demeurera propre & commune depuis le confluent des deux ruisseaux de Bolembach, en suivant les bornes que l'on y trouve plantées jusqu'à la rencontre d'un Rocher qui est marqué d'une Croix au confluent des deux ruisseaux de Watembach & en remontant sur la droite, & le long du ruisseau du grand Watembach, jusqu'à la rencontre du Grand Rocher nommé Reinolstein, autrement Ramelstein, qui est au sommet de la montagne appellée Denckel, autrement Hury, de toutes lesquelles bornes il sera faite une description, Procès verbal, & Carte Topographique par des Commissaires qui seront nommez de part & d'autre, lesquels pourront encore en faire planter d'autres és Lieux où ils le trouveront à propos & méme depuis le confluent des deux Watembachs, jusqu'audit Rocher de Ramelstein, sans prejudice néanmoins aux Droits de pâturage que les Habitans de Lievre ont dans ladite Forest, & à la proprieté des Terres ou Prez qui y sont enclavez lesquels ne sont pas en nature de Forest, dont ils continueront de tirer librement les fruits, conformement à la Sentence arbitrale datée du Mercredy après le Dimanche de *Jubilate* de l'année 1516.

XXV. Lesdites trois Communautez de Berkeim, Saint-Hypolite & Orlchweiler jouiront de ladite Forest de Hynderwaldt par indivis, comme elles ont fait ci-devant & jusqu'à present, & les Officiers de chacune desdites Communautez y auront Jurisdiction en premiere Instance par prévention les uns sur les autres. Ce faisant, ils auront droit de connoitre des mesus, délits & malversations dont leurs Forestiers auront fait rapport, ou dont ils auront les premiers dressé des Procès verbaux dans le cours de leurs visites: & en cas d'appellations de leurs Jugemens, elles seront portées par devant les Juges Superieurs de la Communauté dont les Officiers auront prévenu, en sorte que les appellations des Jugemens, rendus à Saint-Hypolite, seront portées pardevant les Tribunaux Superieurs de Lorraine: tous lesquels Juges superieurs pourront indistinctement esdits cas de Ressort, faire les descentes, vûes de Lieux, en-

ANNO 1718.

questes, & toutes autres procedures necessaires dans ladite Forest que le cas requerera, sans pour en acquerir aucune Jurisdiction privative sur icelle, ni préjudicier aux Droits & autorité de l'autre Souveraineté.

XXVI. Et en consequence, la Montagne particuliere appellée le Spiedmont par les Habitans de Lievre, commençant depuis ledit Rocher qui est au confluent desdits deux ruisseaux de Watembach, en remontant à l'Occident de celui du grand Watembach jusqu'à la rencontre dudit Rocher de Ramelstein, avec le terrain qui s'étend depuis cet allignement jusqu'aux bornes séparatives du Ban de Sainte-Croix, Souveraineté de Lorraine, est déclaré appartenir & faire partie du Ban de Lievre Souveraineté de Lorraine.

XXVII. Sa Majesté se déporte des prétentions mûes depuis peu sur Sainte-Marie-aux-Mines, & le Val de Lievre en la partie appellée de Lorraine, sur la Seigneurie de Tanviller & dépendances, sur la Seigneurie du Dortal, & sur le Village de Manonviller, à l'exception de quelques maisons situées dans ce dernier Village, qui dépendent de la Seigneurie de Herbeviller, Lanoy Evéché de Metz, de tous lesquels Lieux Son Altesse Royale continuera de jouir comme ci-devant en tous Droits de Souveraineté, sans aucune reserve, & sans pouvoir Elle ni ses Successeurs y étre troublez a l'avenir sous quelque pretexte que ce soit, le tout néanmoins sans préjudice des Droits des Seigneurs particuliers sur quelques-uns desdits Lieux, lesquels leur demeurent conservez en leur entier.

XXVIII. Les Evéques de Metz, Toul & Verdun prétendans que les Ducs de Lorraine possedent depuis long-tems plusieurs Terres & Fiefs situez dans les Etats desdits Ducs, lesquels Fiefs & Terres proviennent originairement du temporel desdits Evéchez, dont les anciens Ducs de Lorraine ont prété foy & hommage ausdits Evéques, ils ont demandé la continuation desdites foy & hommage & Son Altesse Royale ayant soûtenu que par le Traité du dernier Fevrier 1661. Article XIX. le Duc Charles ayant été remis & rétabli dans la possession & jouissance, de tous les autres Etats & Seigneuries qui lui furent lors restituez, méme des Villes, Places & Pais qu'il avoit autrefois possedé dépendans desdits trois Evéchez, & généralement tout ce dont le dernier Duc Henry jouissoit lors de son decès arrivé en 1624. & qui pouvoit luy appartenir à titre de Succession, échange ou acquisition, à la reserve de ce qui par le méme Traité a été incorporé à la Couronne de France, & ce pour en jouir par ledit Duc Charles en tous Droits de Souveraineté, Justice & Domaine en la méme maniere que ledit Duc Henry en jouissoit, sans que ledit Duc Charles ny ses Successeurs y puissent étre troublez sous quelque pretexte que ce soit, & sous les autres conditions portées par ledit Article XIX. Qu'ainsi le Duc regnant ne pouvoit étre tenu à cet égard que comme le Duc Charles son grand Oncle l'a été en vertu dudit Article XIX. il a été convenu & arrété par le present que ledit Duc & ses Successeurs Ducs de Lorraine, seront seulement à l'avenir obligez & tenus de préter & faire les foy & hommage ausdits Evéques pour les Terres & Fiefs situez dans ses Etats qui peuvent provenir du temporel desdits Evéchez, & dont lesdits Evéques justifieront que le Duc Henry ou le Duc Charles leur auront rendu & prété les foy & hommage, lesquels Sadite Altesse Royale, & les Ducs ses Successeurs seront tenus de rendre, comme les Ducs Henry & Charles ont fait.

XXIX. En conformité de l'Article XXXV. du Traité de Ryswyck, les Benefices Ecclesiastiques qui ont été conferez par Sa Majesté jusqu'au jour de la signature du present Traité dans les Lieux que Sa Majesté fera remettre à la Lorraine, comme étant de son ancienne dépendance, seront laissez aux Possesseurs modernes qui les ont obtenus. Il en sera usé de méme & réciproquement dans les Lieux retenus, cedez & incorporez à la Couronne de France, & dans ceux cedez à la Lorraine par le present Traité, dans lesquels Sa Majesté & Son Altesse Royale chacun dans sa Domination respectivement, pourront exercer les Droits de Patronage, Nomination & autres, que l'un ou l'autre des deux Souverains y ont exercez, lesquels leur demeureront transferez avec lesdits Pais, pour eux & leurs Successeurs.

ANNO 1718.

XXX. Pour maintenir la tranquillité entre les Sujets des Païs & Lieux qui par le present Traité doivent passer de la Domination de Sa Majesté sous celle de Son Altesse Royale à titre de Restitution il est convenu que l'Article XXXVI. dudit Traité de Ryswyck sera executé à leur égard, ce faisant, que toutes les Procedures, Sentences, Decrets & autres Actes faits & rendus par les Tribunaux, Juges & autres Officiers de Sa Majesté au sujet des differends & actions jugez definitivement, tant entre les Sujets des deux Souverains qu'autres, du tems que Sa Majesté a possedé lesdits Païs & Lieux jusqu'au jour des Ratifications du present Traité, auront lieu & sortiront leur plein & entier effet, de même que si Sa Majesté en étoit restée en possession, & il ne sera point permis de révoquer en doute lesdits Actes, Sentences & Decrets, de les annuller, ou d'en retarder ou empêcher l'execution, mais il sera libre aux Parties d'avoir recours à la revision des Procès, selon l'ordre & la disposition des Loix & Ordonnances du Païs, les Sentences & Jugemens demeurans cependant en leur force & vigueur, de même que les Lettres de Justice & de Grace, même de Retrait Feodal que Sa Majesté peut avoir accordées.

XXXI. Et quant aux Procedures, Sentences ou Jugemens qui pourroient avoir été faits & rendus, soit avant ou depuis le Traité de Ryswyck, à l'occasion des Lieux qui dépendoient ci-devant des Etats du Duc, & que Sa Majesté luy fait rendre, par lesquelles Procedures, Sentences ou Jugemens, les Droits que ledit Duc peut avoir pardevers luy en plusieurs Causes auroient été blessez, l'Article XLII. dudit Traité de Ryswyck sera executé comme s'il étoit inseré ici de mot à mot.

XXXII. Dans tous les Païs, Villes, Villages & Lieux cedez, échangez, ou rendus par le present Traité, les Vassaux Sujets ou Habitans de quelque qualité & condition qu'ils soient sans aucune reserve, demeureront du jour de l'échange des Ratifications du present Traité déchargez, quittes & absous des foy, hommage, sermens de fidélité, obeïssance, Services, Jurisdictions & Subjections dont ils étoient tenus précedemment envers celui des Souverains qui les cede, échange ou rend & ils passeront immediatement sous la foy, hommage, serment de fidélité, obeïssance, service, Jurisdiction & Domination de l'autre Souverain, sous lequel ils doivent rester par le present Traité, & de ses Successeurs à perpétuité, sans que l'autre Souverain ni ses Successeurs y puissent à l'avenir rien prétendre, sous quelque pretexte que ce puisse être, dérogeant l'un & l'autre respectivement à cet effet à toutes Loix, Coûtumes, Statuts, Constitutions & Ordonnances, même qui auroient été confirmez par serment faisant au contraire, ausquelles & aux clauses dérogatoires, & aux dérogatoires des dérogatoires, il est expressément dérogé par le present Traité, excluant à perpétuité toutes exceptions sous quelques raisons & pretexte qu'elles puissent être fondées, & en consequence celui des deux Souverains auquel lesdits Lieux, Villes, Villages & Païs, Vassaux, Sujets & Habitans devront appartenir par le present Traité, pourra, en vertu d'iceluy, s'en mettre en possession sans avoir besoin d'autre formalité, si bon luy semble, bien entendu néanmoins que tant à l'égard de Ramberviller, sa Châtellenie & dépendances, & autres Lieux, qui par le present Traité passent sous la Domination dudit Duc, que des Lieux de l'ancienne dépendance de la Lorraine qui sont restituez, l'Article XXXIV. du Traité de Ryswyck aura lieu, & sera executé comme s'il étoit inseré ici de mot à mot, ce faisant, les Troupes de Sa Majesté qui vont dans les Places frontieres ou qui en reviennent, auront le passage sûr & libre dans lesdits Lieux & Païs, de même que dans le surplus des Etats de Sadite Altesse Royale, en la maniere portée audit Article XXXIV.

XXXIII. Par l'Article XL. du Traité de Ryswyck, ayant été stipulé que l'on conservera entre la Lorraine & les Evêchez de Metz, Toul & Verdun, l'ancien usage & liberté de commerce qui doit doresnavant être exactement observé avec avantage réciproque des deux Parties, il a été jugé à propos pour l'utilité commune desdits Evêchez & de la Lorraine, d'expliquer par le present Traité plusieurs Points, & de regler les differends à l'occasion de l'ancien usage & liberté de commerce entre ces deux Païs, même d'ajoûter audit Article du Traité de Ryswyck concernant cette matiere, afin que la reciprocité qui a été l'objet desdits Usages & des Concordats, soit encore mieux entretenue, ainsi qu'il sera porté par les Articles suivans.

XXXIV. En execution des mêmes Concordats & des Privileges respectivement accordez pour le Commerce entre les Villes & Evêchez de Metz, Toul & Verdun, & leurs Territoires, & les Etats de Lorraine, Terres & Païs appartenans au Duc, il y aura une entiere liberté de commerce & de communication réciproque entre les deux Païs pour y faire entrer, vendre & debiter, ou simplement passer, traverser & sortir toutes sortes de denrées, vivres & marchandises du cru ou de la fabrique desdits deux Païs, à la charge de satisfaire aux Peages anciens seulement, tels & en la maniere declarée és Articles suivans, sans qu'il puisse à l'avenir être demandé ny levé de part ny d'autre aucuns autres Droits, quels qu'ils puissent être, au préjudice de ladite liberté de Commerce pour le besoin & pour la consommation mutuelle desdits deux Païs.

XXXV. Les Habitans des mêmes Païs pourront encore réciproquement y faire entrer, vendre & debiter, ou simplement passer, traverser & sortir des denrées, vivres & marchandises provenans des Manufactures & Etats Etrangers, en satisfaisant aux anciens Peages comme en l'Article precedent. Et en cas de marchandises étrangeres dont l'entrée, l'usage ou le Commerce seroient prohibez, dans l'une ou dans l'autre des deux Dominations, elles y pourront passer debout, traverser & sortir en observant les conditions & précautions exprimées és Articles 58. 59. 60. 61. 62. & 63. du present Traité & toûjours en satisfaisant aux anciens Peages.

XXXVI. Ce qui est porté par les deux Articles précedens sera observé pareillement pour & dans les Villes & Lieux faisant partie de la Generalité de Metz, qui ont été cedez à la Couronne de France, soit par l'Espagne dans le Traité des Pirenées du 7. Novembre 1659. soit par le Duc Charles de Lorraine dans le Traité de Vincennes du dernier Fevrier 1661. soit par Son Altesse Royale dans le Traité de Ryswyck du 30. Octobre 1697. & dans le present, toutes lesquelles Villes, & Lieux étant limitrophes, enclavez, ou voisins des Etats du Duc, participeront à la liberté, reciprocité & mutuelle communication en la maniere ci-devant énoncée: bien entendu que les Villes, Lieux & Païs dépendans de l'Intendance de Champagne, qui sont pourtant de la Generalité de Metz pour le fait des Impositions ordinaires demeurent exceptez, comme du passé, du benefice desdits reciprocité & Concordats.

XXXVII. Tous lesdits Sujets de part & d'autre pourront librement & en tout tems tirer & transporter les fruits, vivres & denrées de leur cru & Commerce de l'un desdits Païs à l'autre, excepté en cas de disette si considerable, que si les Fermiers ou Cultivateurs des heritages payant à leurs Maîtres en grains le prix de leurs baux ou administrations vulgairement appellé Canon, il ne restât pas ausdits Fermiers des grains en suffisance pour réensemencer les Terres affermées, en ce cas les Proprietaires seront obligés de leur laisser les semences necessaires, sauf à les reprendre par préference & privilege à la recolte suivante.

XXXVIII. Pourront aussi les Sujets des deux Païs, acheter, commercer & transporter toutes especes de fruits, vivres & denrées autres que de leur cru & concru réciproquement, comme bon leur semblera, à condition néanmoins qu'en cas de disette considerable, il ne leur sera pas permis de faire sortir desdits deux Païs, les choses necessaires à la vie, qu'ils y auroot acheté ou commercé pour les envoyer dans aucuns autres Païs quels qu'ils soient, lesquels Païs, audit cas de disette, sont par le present Traité, reputez étrangers par raport aux Païs de la Generalité de Metz, compris dans le present Traité, & aux Etats de Sadite Altesse Royale, l'intention de ce concert de Réciprocité, n'étant que pour subvenir en cas de disette aux besoins, & à la consommation naturelle desdits deux Païs.

XXXIX. Les Habitans desdits Païs auront la faculté de transporter d'un Païs à l'autre franchement & librement en tout tems, même en cas de disette, les gerbes de grains, les foins, les raisins ou vendanges & autres Fruits qu'ils recueilleront en espece

sur

ANNO 1718.

sur les heritages dont ils sont Proprietaires, Fermiers ou Cultivateurs, situez dans les Bans & Finages dépendans de l'un ou de l'autre Pais, lorsque lesdits heritages feront partie & seront dans la proximité des Métairies, Fermes, Gagnages & Terres dont le corps ou le gros sera situé en celuy de l'autre Etat ou Pais où reside le Sujet qui en voudra faire le transport, sans que pour raison d'iceluy, il puisse être allujeti à aucune sorte de droit.

XL. La même liberté & faculté subsistera pour tous les fruits, vivres & denrées que les Sujets de chacun desdits Etats & Pais auront de leur cru & concru és biens qui leur appartiennent, ou qu'ils tiendront à ferme ou à loyer dans le détroit du Territoire particulier où ils feront leurs residences, lesquels fruits, vivres & denrées ils pourront librement transporter d'un lieu dudit Pais à l'autre, quand bien même dans ce transport ils passeroient accidentellement sur quelques parties du Territoire de l'autre Etat & Pais, comme Territoire emprunté, sans que pour raison de ce passage, il puisse être exigé aucun droit quel qu'il soit.

XLI. Il a été convenu que les anciens Peages des Etats & Pais du Duc de Lorraine, sont les droits de Haut-conduit specifiez dans sa Declaration du mois d'Août 1704. fondée sur les anciennes Ordonnances, Reglemens & Tarifs de ses Prédécesseurs, suivant laquelle Declaration tous lesdits Sujets de la Generalité de Metz compris au present Traité, payeront le Droit de Haut-conduit à la reserve de ceux qui seront compris dans les Articles 43. 44. 45. 46. & 47. ci-après, qui ne le payeront que suivant les modifications y énoncées, & en consequence les Bureaux établis tant avant que depuis ladite Declaration, & tous les autres que Sadite Altesse Royale & ses Successeurs ou leurs Fermiers Generaux trouveront à propos d'établir ou de changer dans la suite pour la perception desdits Droits subsisteront, à condition toutesfois que le Droit de Haut-conduit ne sera levé qu'une seule fois dans chacun des cinq Districts ou Départemens qui font la division de son Pais, conformement à ladite Declaration, au moyen de quoy il ne sera donné aucun empêchement aux Voituriers ou Conducteurs de marchandises ou denrées sujettes à ce Droit, lorsqu'ils l'auront payé au premier Bureau du District où ils passeront, en representant aux Commis des autres Bureaux du même District sur la route, l'acquit de paye du Bureau où ils auront acquitté le Droit.

XLII. Les acquits de paye de Haut-conduit seront expediez sous les noms des Voituriers & Conducteurs desdites marchandises & denrées & il ne sera délivré qu'un acquit pour toutes celles qui seront comprises dans une seule Lettre de Voiture, & sous la conduite d'un même Voiturier.

XLIII. Les Traitez & Conventions passées en 1614. 1615. & autres années entre les Evêques de Metz & les Ducs de Lorraine, sont confirmez, par le present, & en conformité de ce qui y est porté, les Sujets & Habitans de l'Evêché de Metz, seront exempts des Droits de Haut-conduit pour tous les grains, foins, pailles & bois provenant de leur cru & concru, soit en les transportant des Pais du Duc dans ledit Evêché, pour les y consommer soit dudit Evêché dans les Pais de Sadite Altesse Royale pour les y commercer, mais ils seront seulement assujettis au Droit de Haut-conduit pour les fruits, denrées & effets qui leur proviendront d'achat, Commerce, Ferme, ou admodiation qu'ils auront faits tant dans lesdits Pais de l'Evêché & de Lorraine que hors d'iceux, suivant les Tarifs reglez par lesdits Traitez pour les Districts de Chateausalin, de Nancy & de Salin l'Etape, y énoncez sous les dénominations de Salone, Dronville & de Domepure, & ce pour les choses marquées ausdits Tarifs seulement.

XLIV. Tous les Sujets & Habitans de la Ville de Phalsbourg, des Villages & dependances de la Principauté dudit Phalsbourg, cedez au Roy tant par ledit Traité du dernier Fevrier 1661. que par le present, les Habitans de la Ville de Saarbourg, des Villages de Niderswiler & autres compris dans la route de Metz audit Phalsbourg, formée en execution du même Traité de 1661. sont faits participans des distinctions & avantages acquis dans les Etats du Duc aux Sujets & Habitans de l'ancien Territoire de l'Evêché de Metz, par les Conventions d'entre les Evêques de Metz & les Ducs de Lorraine, moyennant quoi la réciprocité y stipulée en faveur des Sujets desdits Ducs, dans ledit Evêché de Metz, sera à leur égard pareillement pratiquée dans lesdites Villes & Lieux de Phalsbourg, Saarbourg, Niderswiler & autres énoncez au présent Article.

XLV. Les Bourgeois & Habitans de la Ville de Toul & Pais Toulois, demeureront exempts & déchargez des Droits de Haut-conduit, de Saint Epvre, dont le Bureau est transferé à Goudreville dans tout son District pour toutes sortes de Fruits, Denrées & Marchandises necessaires à leurs propres besoins, & consommation dans ladite Ville & Pais Toulois. Seront encore lesdits Bourgeois & Habitans exempts de tout Droit de Haut-conduit dans les quatre autres Districts pour les Fruits & Denrées de leur cru, & concru qu'ils transporteront desdites Villes de Toul & Pais Toulois dans les Etats de Sadite Altesse Royale, pour y être pareillement consommez : mais les Bourgeois & Habitans de la Ville & Pais Toulois resteront comme du passé sujets au Droit de Haut-conduit pour les Fruits, Denrées & Marchandises qu'ils feront passer par les Etats du Duc pour les transporter ailleurs que chez eux, & réciproquement les Sujets de Son Altesse Royale payeront les anciens Droits à Toul & Pais Toulois dans ce dernier & pareil cas.

XLVI. Il ne sera exigé ni perçu aucun Droit de Haut-conduit sur les menues Denrées qui seront portées en la Ville de Verdun pour y être consommées, soit qu'on les porte à bras ou à hottées, ou qu'elles y soient voiturées par Chevaux, Asnes, Chars, & Charettes, comme Braise, Charbon, Fagots, Bois de Chauffage, Volailles, Poissons, Pommes, Poires, & autres menus fruits qui paroîtront visiblement être destinez à l'usage des Bourgeois & Habitans de la même Ville.

XLVII. Et en ce qui concerne les anciens Droits, que les Sujets dudit Duc seront obligez & tenus de payer dans les trois Evéchez & autres Villes & Lieux de la Generalité de Metz, compris au present Traité, lesquels Droits il est necessaire de constater pour prévenir toutes difficultez tant par rapport aux origines & aux differens établissemens desdits Droits, qu'aux époques des anciens Concordats, il a été convenu que pour les Villes & Lieux des trois Evéchez & Terre de Gorze, ces Droits seront fixez & arrêtez sur le pied de l'usage de l'année 1600. dont on dressera des Tarifs par Commissaires de part & d'autre sur les Titres, Documens, Registres. & Enseignemens ou Usages à rapporter par les Villes & Lieux des trois Evéchez & de la Terre de Gorze.

Et à l'égard des anciens Droits du Roy, ou des Villes dans les Pais & Lieux cedez par l'Espagne à la Couronne de France, & qui sont joints à la Generalité de Mets, ils seront fixez à l'époque de l'année 1642. sur les Titres, Registres, Tarifs, Enseignemens & Usages à rapporter par les Fermiers du Roy, leurs Preposez ou Commis, & par les Officiers des Villes.

Au cas qu'il plaise au Roy de faire ci-après percevoir les anciens Peages en Lorraine dans les Lieux cedez à Sa Majesté par les Ducs, ils seront fixez comme il ensuit dans les Villes de Longwy, Marville, Saarlouis, & Sierck, & Villages & Lieux en dépendans, qui y sont sous la domination de France. Sçavoir que les Sujets de Lorraine résidens dans le District ou Département dud. Haut-conduit du Barrois, ne payeront point le Droit du Haut-conduit dans Longwy, Marville & dépendances, & réciproquement les Sujets du Roy desdites Villes de Longwy, Marville, & dépendances, seront exempts du Haut-conduit du Barrois dans tout son District, mais le surplus des Sujets du Duc venant esdites Villes de Longwy, Marville, & dépendances, payeront le Haut-conduit du Barrois.

Les Sujets de Sadite Altesse Royale résidans dans l'étendue du Haut-conduit de Châteausalin, ne payeront pas le Droit d'icelui dans les Villes de Saarlouis, Sierck & & leurs dépendances, & réciproquement les Sujets du Roi desdites Villes de Saarlouis, Sierck, & dependances seront exempts du Droit de Haut-conduit de Châteausalin dans tout son District : mais le surplus des Sujets de Lorraine venant esdites Villes de Saarlouis, Sierck, & dépendances, payeront le Haut-conduit de Châteausalin, le tout suivant que les Droits de Haut-conduit du Barrois & de Châteausalin sont énoncez dans la Déclaration de Lorraine du mois d'Aoust 1704. à l'exception neanmoins des cas portez aux

Arti-

ANNO 1718.

Articles XXXIX. & XL. du présent Traité, pour lesquels les Sujets des deux Souverains demeurent réciproquement exempts de tous Peages & Droits.

XLVIII. Les Sujets de Son Altesse Royale qui voudront déposer leurs Bois sur le Port de la Riviere de Mozelle près la Ville de Toul, y payeront les Droits de la Ville sur ledit Port, tant & si longtems qu'ils voudront s'en servir seulement.

XLIX. Outre les Droits anciens de Lorraine ci-devant specifiez, que les Sujets des trois Evêchez & des Païs dépendans de la Generalité de Metz, compris dans le present Traité, doivent payer dans les Etats du Duc, ils seront encore obligez de payer tous les autres Droits y établis, soit d'entrée & issue foraine, de traverse, & autres pour les vivres, denrées & marchandises qui ne seront destinez à leurs besoins & consommations naturels, mais dont ils feront Commerce, & qu'ils voudront transporter ailleurs que dans lesdits Païs de la Generalité de Metz.

L. Le Traité ou Concordat du 18. Juin 1604. subsistera selon sa forme & teneur, & demeurera commun avec tous lesdits Sujets, lesquels en consequence seront obligez de prendre des acquits à caution dans les Bureaux où ils chargeront s'il y en a d'établis, sinon au premier Bureau plus prochain de leur passage, pour les vivres, denrées & marchandises qu'ils destineront à l'usage & consommation de l'un ou de l'autre desdits deux Païs, lesquels acquits à caution seront expediez sans déballer, sous le nom de chaque Proprietaire & Marchand qui fera entrer, passer, ou sortir lesdits vivres, denrées & marchandises, & non sous le nom des Voituriers & Conducteurs d'icelles. Pour l'effet duquel acquit à caution, ils donneront gages ou caution de renvoyer dans quinze jours ou trois semaines au plus tard lesdits acquits, certifiez par l'un des Officiers qui sera commis à ce sujet dans chacun Hôtel de Ville desdits Etats & Païs, & par le Maire ou principal Officier des Bourgs, Villages & autres Lieux où les déchargemens auront été faits, portant que les vivres, denrées & marchandises mentionnées & declarées esdits acquits à caution, y auront été déchargées pour y être distribuées sans fraude & sera l'émolument des Commis des Bureaux fixé à quatre gros faisant trois sols tournois pour la délivrance, reception & décharges de chacun desdits acquits à caution.

LI. Les Habitans de l'Evêché de Metz seront, suivant le Traité du 25. Septembre 1610. dispensez de prendre dans les Etats du Duc des acquits à caution en la forme portée en l'Article précedent, de même que ceux de la Principauté de Phalsbourg, de Saarbourg, Niderswiller & des Lieux compris en la route de Metz à Phalsbourg reglée en execution du Traité de 1661. à la charge neanmoins de donner par les uns & par les autres aux Commis du premier Bureau des Etats de Lorraine où ils chargeront, ou dans le plus prochain de leur passage, un Certificat écrit & signé d'eux ou d'un Tabellion, portant déclaration de la quantité & qualité des denrées & marchandises sujettes ausdits impôts qu'ils y auront chargées, ou fait passer pour les transporter dans les Terres de l'Evêché de Metz, Principauté de Phalsbourg, Saarbourg, Niderswiller & autres Lieux de ladite route, avec promesse de rapporter temoignage d'un Officier de l'Hôtel de Ville ou de Justice, dans quarante jours, d'y avoir conduit & déchargé lesdites denrées & marchandises, moyennant lequel Certificat le Commis du Bureau Lorrain leur délivrera un Passavant sans frais, qui sera renvoyé avec ledit Certificat & témoignage de déchargement.

LII. Les Sujets des trois Evêchez & des Païs de la Generalité de Metz, ci-devant désignez, qui feront embarquer au Crosne de Nancy, & voiturer par eau dudit Nancy à Metz des effets, denrées & marchandises, seront tenus, outre les Droits du Haut-conduit de Nancy & des autres Districts, selon les differens cas ci-devant expliquez & déterminez, de payer encore pour le Droit du Crosne, ce qui est porté au Tarif de 1666. ainsi que le payent les propres Sujets du Duc & tous autres, moyennant quoi lesdits Sujets des trois Evêchez & des Païs de la Generalité, ne payeront pas le Haut-conduit du Barrois, en passant par eau des Villes & Lieux où la Riviere de Mozelle touche aux Terres du Barrois entre Nancy & Metz.

LIII. Il en sera de même pour les effets, denrées ou marchandises que les mêmes Sujets feront embarquer à Metz pour les amener sur ladite Riviere à Nancy, pour lesquelles ils ne payeront rien en passant sur le District du Haut-conduit du Barrois, mais ils payeront le Haut-conduit de Nancy, & les Droits de Crosne en y arrivant.

ANNO 1718.

LIV. A l'égard des effets, denrées & marchandises que les mêmes Sujets voudront embarquer sur la Mozelle dans les Lieux du District du Haut-conduit du Barrois qui sont entre les Villes de Nancy & de Metz, ou qui après avoir été embarquez à Nancy ou à Metz, seroient dechargées en chemin dans l'étendue du même District du Haut-conduit du Barrois, lesdits Sujets seront obligez de payer le Droit dudit Haut-conduit du Barrois par rapport aux Chars, Charrettes & chevallées qui auront transporté lesdits effets, denrées & marchandises sur ou depuis les bords de ladite Riviere, à la réserve neanmoins que pour les denrées provenans du cru & concru des Habitans de l'Evêché de Metz, Principauté de Phalsbourg, de Saarbourg, Niderswiller & autres Lieux de la Route de Metz à Phalsbourg, destinées à leur consommation, pour lesquelles, suivant les Articles 43. & 44. ci-devant, ils sont exempts de payer aucun Haut-conduit, ils seront au cas susdit pareillement dispensez de payer celuy du Barrois, il en sera de même pour les Habitans des Villes de Longwy, Marville & dépendances, lesquels suivant l'Article XLVII. ci-devant, sont exempts du Haut-conduit du Barrois.

LV. La Situation des trois Evêchez & des Etats du Duc, leur voisinage & enclaves mutuels, les alliances des Familles, la conformité des mœurs, & presque des Loix & autres considerations, ayant ci-devant donné lieu à établir, de l'autorité & agrément des deux Souverains, une réciprocité d'Hipotheques des Actes publics passez dans l'un & dans l'autre Païs, qui subsiste entre plusieurs parties d'iceux à l'avantage des Sujets, il a été convenu que cette reciprocité d'Hipotheques sera étendue pour l'avenir dans toutes les parties des Païs de la Generalité de Metz comprises en ce Traité, & dans toutes les parties des Etats dudit, & en consequence que tous les Actes publics, soit Arrêts, Jugemens, Sentences, Contrats & tous autres instrumens qui seront ci-après passez par ou devant les Tribunaux & Officiers de Justice temporelle, Notaires, Tabellions, Gardenottes & Greffiers desdits deux Païs, emporteront réciproquement pareilles Hipotheques dans les mêmes Païs & telles qu'ils les auroient selon les Loix dans les Lieux où ces Actes auroient dû être passez naturellement avant la presente Convention, à condition néanmoins que les Droits de Seaux, ou de Bullete dus pour les Contrats réels, seront payez dans les Lieux où seront situez les heritages, & biens fonds qui auront donné lieu aux Contrats & Actes.

LVI. Au surplus, tous les autres Traitez ou Concordats ci-devant faits entre lesdits Etats & Païs, seront observez & executez en ce qui ne s'y trouvera pas de changé ou dérogé par le present.

LVII. Les Sujets du Roy de la Prevôté de Vaucouleurs & dépendances, ne payeront aucun Droit, pas même de Haut-conduit, pour les denrées & marchandises provenant des Terres de la Domination de Sa Majesté, qu'ils feront passer & traverser sur celles du Duc pour la consommation de ladite Prevôté & dependances, non plus que pour celles qu'ils transporteront de ladite Prevôté & dependances dans lesdites Terres du Roy, & réciproquement les Sujets de Son Altesse Royale, ne seront tenus de payer aucun droit dans ladite Prevôté & dependances pour le passage & la traverse qu'ils y feront de leurs denrées & marchandises provenant des Etats dudit Duc, & qu'ils y porteront pour leur consommation

LVIII. Les Sujets du Duc ou autres lesquels venant des Pays Etrangers dans ceux de Sadite Altesse Royale, auront à emprunter les Terres des Etats & Païs de la Generalité de Metz compris en ce Traité, pour conduire & voiturer dans lesdits Etats du Duc des marchandises des Indes, de la Chine, du Levant & autres Païs ou Manufactures Etrangeres dont le Roy a jugé à propos de défendre l'entrée, le port, l'usage, debit & Commerce dans ses Etats, par Arrêt de son Conseil du 27. Août 1709. & autres que Sa Majesté & ses Successeurs pourroient défendre à l'avenir, seront

ANNO 1718.

ANNO 1718.

sont tenus de declarer à la premiere Ville ou Lieu de la Domination de France sur leur passage au Bureau des Fermes, s'il y en a, & s'il n'y en a pas, au Commis ou Préposé dans chacun des Lieux ci-après specifiez, le nombre des Tonneaux, Balots, Caisses ou Paquets contenant lesdites Marchandises qu'ils auront à faire cotter, traverser & passer sur lesdites Terres de la Generalité de Metz, & de les y faire plomber, afin que pendant ledit transport, il ne puisse rien être tiré desdits Tonneaux, Balots, Caisses ou Paquets. Ils seront en outre tenus d'y prendre un Acte ou Acquit à caution, par lequel le Marchand ou Voiturier desdites Marchandises s'obligera de rapporter ou renvoyer dans quarante jours au même Bureau, Préposé ou Commis, un Certificat écrit au dos dudit Acte ou Acquit à caution, par lequel le principal Officier de l'Hôtel de Ville ou du Lieu des Païs du Duc pour lequel les Marchandises seront destinées, certifiera qu'elles y auront été dechargées avec les plombs entiers & en bon état, & à faute par les Marchands ou Voituriers de satisfaire aux formalitez du present Article ils seront condamnez en cinq cens Livres d'amende, & lesdites Marchandises défendues, ensemble les Chevaux & équipages qui les auront conduit, declarez acquis & confisquez au Roy.

LIX. Lesdits Marchands ou Voituriers seront obligez, s'ils en sont requis, de représenter aux Commis des autres Bureaux de Sa Majesté s'il y en a, sur leur passage, lesdits Tonneaux, Balots, Caisses ou Paquets plombez en bon état, ensemble ledit Acquit à caution sur lequel lesdits Commis mettront leur Visa, si bon leur semble. Lesdits Marchands ou Voituriers feront encore pareilles représentations, s'ils en sont requis en chemin par les Commis Ambulans, ou Roulans en Campagne pour le service des Fermes de Sa Majesté, sans obligation néanmoins de prendre leur Visa.

LX. Si par cas fortuit lesdits Marchands ou Voituriers se trouvent obligez de séjourner ou de décharger lesdites Marchandises en route, il leur sera permis de le faire à condition de les déposer dans les Bureaux des Fermes du Roy, s'il y en a dans le lieu, sinon dans le poids des Villes & Lieux publics où l'on a accoûtumé de déposer les Marchandises, & à défaut de Lieux publics destinez à cet effet, ils les déposeront chez un notable Habitant, & en feront sur le champ leur Declaration aux Subdeleguez de l'Intendance de Metz, dans les Villes où il y en aura, sinon au Sindic, Mayeur, ou principal Officier du Lieu qui leur en donnera Acte.

LXI. Lesdits Marchands ou Voituriers ne seront obligez de payer aucune chose pour la fourniture des cordes ou ficelles, plombs, fabrication ou impression desdits plombs non plus que pour la confection, expedition, & reception desdits Acquits à caution & Visa d'iceux, ni même pour lesdits Certificats ou Actes de dépôt en cas fortuit, à tout quoy les Commis des Bureaux de Sa Majesté & autres Préposez, ensemble les Officiers seront obligez de fournir & vaquer incessamment avec diligence & de bonne foy, ensorte que lesdits Marchands & Voituriers n'en reçoivent aucun retardement ni interest par affectation.

LXII. Et pour plus ample explication de l'Article LVIII. ci-devant, les Lieux où lesdits Marchands & Voituriers devront faire leur Declaration & plomber, seront quant à present les ci-après nommez, sçavoir, dans la route de Verdun, le premier Bureau sera réputé à Cousonvoy. Mouzon & Verdun, au choix desdits Marchands & Voituriers, & comme la Ferme generale de France n'a aucun Bureau dans les routes ci-après, il a été convenu que pour lesdites Routes, il sera établi par le Sieur Intendant de Metz des Commis ou Préposez, pour recevoir les Declarations & plomber, sçavoir, pour la route d'Arlon, un en la Ville basse de Longwy; pour la route de Luxembourg, un dans la Ville de Thionville; pour la route par eau sur la Saare, un à Valdrevange; pour la route de Sarbruck, par Saint-Avold & Pont de pierre, un au Village de Theting; pour la route de Francfort à Metz, un en la Ville de Metz; & à l'égard de la route de Vic, pour la haute Lorraine, un en la Ville de Vic, sauf à fixer encore ci-après de concert d'autres lieux pour declarer & plomber, ou à en changer pareillement quelques-uns de ceux ci-dessus énoncez s'il est jugé necessaire.

LXIII. Lesdits Marchands & Voituriers ne pourront être réputez en fraude avant que lesdits Bureaux ou Préposez soient établis, & en état de plomber, & après qu'ils l'auront été, lesdits Marchands & Voituriers ne seront censez être en fraude, quelques routes qu'ils ayent tenues; qu'après qu'ils auront passé les détroits des Lieux de l'établissement desdits Bureaux ou Préposez, sans y avoir fait Declaration & plomber; mais s'ils sont rencontrés après en avoir passé le détroit, sans y avoir fait Declaration & plomber leurs Tonneaux, Balots, Caisses, & Paquets de Marchandises défendues, ou si les plombs s'en trouvent alterés ou rompus, lesdits Marchands & Voituriers seront réputés en fraude & sujets aux peines déclarées en l'Article LVIII. ci-devant.

LXIV. En cas que dans la suite Son Altesse Royale ou les Ducs ses Successeurs trouveroient à propos de défendre dans leurs Etats & Païs, certaines especes de Marchandises, les Marchands ou Voituriers Sujets du Roy, ou autres qui voudroient y en faire passer & traverser seront obligez aux mêmes précautions que celles ci-devant énoncées, à l'effet de quoy l'on conviendra pour lors de bonne foy par Commissaires respectifs, des Bureaux ou elles seront declarées & plombées sous les mêmes peines.

LXV. Les délits & mésus commis és Bois & Forests appartenans au Duc situez dans l'Evêché de Metz, seront conformément aux Concordats passez entre les Ducs de Lorraine, & les Evêques de Metz és années 1603. 1615. 1621. & autres, poursuivis & jugez sans appel pardevant les Juges communs du Sieur Evêque de Metz, ou de ses Vassaux d'une part, & un Officier des Salines de Lorraine chacun dans son District, d'autre part, sans qu'aucun autre Tribunal superieur ou inferieur, quelqu'il soit, puisse en connoître, sauf aux Parties dans le cas de déni de Justice ou de nullité de Jugemens, à se pourvoir en recours par devers les Commissaires qui seront nommez par Sa Majesté & par Son Altesse Royale, pour connoître en dernier ressort desdits deux cas seulement.

LXVI. La même chose sera observée pour les Bois & Forêts appartenans au Duc, situez sur les Lieux compris dans la route designée en 1661. de Metz à Phalsbourg, dont les habitans par le present Traité sont rendus participans des avantages particuliers acquis aux Sujets de l'Evêché de Metz dans les Païs de Lorraine, par les Conventions faites entre les Ducs de Lorraine & les Evêques de Metz. Et en consequence, les délits & mésus qui seront commis esdits Bois & Forêts, seront poursuivis & jugez sans appel par le Commissaire que Sa Majesté ou ses Vassaux Seigneurs desdits Lieux nommeront, & par l'un des Officiers des Salines de Lorraine, sauf les deux cas de recours qui seront exercez suivant qu'il est porté en l'Article precedent.

LXVII. Pour maintenir le bon ordre public réciproquement entre les Païs de la Generalité de Metz compris dans ce present Traité & ceux du Duc, il est convenu qu'à l'imitation de ce qui est porté au Concordat de 1615. entre l'Evêché de Metz & la Lorraine, les Juges respectifs desdits Païs de la Generalité de Metz, & des Etats de Sadite Altesse Royale, seront tenus d'accorder pareatis tant pour assigner les délinquans és Forêts de l'un desdits Etats & Païs, quoique residans dans l'autre, dans le cas où la procedure ne sera poursuivie que civilement. Les mêmes pareatis seront aussi accordez sans difficulté pour l'execution des Jugemens qui pourroient être rendus en consequence, tant en première Instance qu'en Cause d'appel.

LXVIII. Le present Traité sera ratifié & approuvé par Sa Majesté & par Son Altesse Royale, & les Ratifications seront délivrées dans le terme de trois semaines, ou plûtôt, si faire se peut, à compter du jour de la signature.

En foy de quoy Nous Commissaires de Sa Majesté & de Sadite Altesse Royale, & sous leurs bons plaisirs, en vertu de nos Commissions & Pleins-pouvoirs respectifs, avons esdits noms signé ces Presentes

ANNO 1718.

tes de nos Seings ordinaires, & à icelles fait apposer les cachets de nos Armes. A Paris le vingt-un Janvier mil sept cens dix huit.

(L.S.) DE BARBERIE DE SAINT-CONTEST. (L.S.) J. B. MACHUET.

(L.S.) LE FEVRE D'ORMESSON. (L.S.) F. BARROIS.

NOUS ayant agréable le susdit Traité en tous & chacun les Points & Articles qui y sont contenus & declarez, avons, de l'avis de notre très-cher & très-amé Oncle le Duc d'Orleans, Regent de notre Royaume, iceux tant pour Nous que pour nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, & par ces présentes signées de notre main, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roy, garder & observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit: En témoin de quoy Nous avons fait mettre nôtre scel à cesdits Presentes. Donné à Paris le trente-un Janvier, l'An de Grace mil sept cens dix-huit, & de notre Regne le troisiéme.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas,

Par le Roy,

LE DUC D'ORLEANS,
Regent présent,

Signé,

PHELYPEAUX.

Et Scellé du grand Sceau de cire jaune sur lacs ou cordons de Soye bleuë tressez d'Or, le Sceau enfermé dans une Boëte d'argent sur le dessus de laquelle sont empreintes & gravées les Armes de France & de Navarre, sous un Pavillon Royal soûtenu par deux Anges.

Plein-Pouvoir du Roi T. C.

LOUIS par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre: à nôtre amé & féal le Sieur de Barberie de Saint-Contest, Maître des Requêtes Ordinaire de notre Hôtel, nôtre Conseiller en nôtre Conseil de la guerre; Et à nôtre aussi amé & féal le Sieur d'Ormesson, Maître des Requêtes ordinaire de nôtre Hôtel, nôtre Conseiller en nôtre Conseil de Finances: Salut. Le feu Roi nôtre très-honoré Seigneur & Bisayeul de glorieuse Mémoire, aïant toûjours voulu sincerement & de bonne foy, executer les Articles du Traité conclu à Ryswyck, le 20. Septembre 1697. entre Sa Majesté, l'Empereur & l'Empire, qui regardent les interêts de nôtre très-cher & très-amé Frere le Duc de Lorraine; il en auroit renouvellé l'assurance par l'Article XII. du Traité conclu à Baden, le 7. Septembre 1714. aussi entre le feu Roy, l'Empereur & l'Empire: Voulant pareillement nous conformer à ses intentions, & nous confiant entierement en vôtre fidelité, aussi-bien qu'en vôtre zele, & en la capacité dont vous avez donné des preuves dans les Emplois que vous avez remplis: Pour ces causes & autres, à ce Nous mouvant, de l'avis de nôtre très-cher & très-amé Oncle le Duc d'Orléans, Regent, Nous vous avons commis, ordonné & député; & par ces présentes, signées de notre main, commettons, ordonnons & députons, pour avec un ou plusieurs Commissaires, munis d'un pareil Pouvoir, de la part de notre dit Frere le Duc de Lorraine; regler, & conclure tous Points & Articles qui restent à terminer, conformément & en execution des Traitez de Ryswyck & de Baden: Et a cet effet, Nous vous avons donné Plein-pouvoir, Commission & Mandement special de traiter, stipuler, promettre, conclure & signer avec un, ou plusieurs Commissaires de nôtre dit Frere, tout ce que vous aviserez bon être, conformément aux susdits Traitez. Promettant en foy & Parole de Roy, d'avoir agréable & d'executer tout ce qui aura été par vous conclu & arrêté, sans souffrir qu'il soit allé directement ni indirectement au contraire: Car tel est notre plaisir. Donné à Paris le quatorziéme jour de Septembre l'an de grace mil sept cent seize, & de notre Regne le deuziéme.

Signé,

LOUIS:

Et plus-bas.

Par le Roy,

LE DUC D'ORLEANS,
Regent présent,

Signé,

PHELYPEAUX.

ANNO 1718.

Pleinpouvoir de S. A. R. le Duc de Lorraine.

LEOPOLD par la Grace de Dieu, Duc de Lorraine & de Bar &c. A nos très-chers & feaux Conseillers en nos Conseils d'Etat & Privé, le Sieur Jean-Baptiste Machuet, Baron de Drouville, Premier President en nôtre Cour Souveraine de Lorraine & Barrois, & nôtre Envoyé Extraordinaire en Cour de France; & le Sieur François Barrois, Baron de Manonville, Premier Maître des Requêtes Ordinaire de nôtre Hôtel, & aussi nôtre Envoyé Extraordinaire en ladite Cour, Salut. Après la conclusion du Traité de Paix, passé & signé à Baden en Ergaw, le 7. Septembre 1714. entre l'Empereur, & l'Empire d'une part, & le feu Roy Très-Chrêtien de glorieuse Memoire d'autre, Nous avons fait réiterer nos instances à Sa Majesté Très-Chrétienne pour obtenir qu'il lui plaise, qu'il soit procédé à ce qui reste à regler entre elle & Nous, pour l'entier accomplissement, en ce qui Nous regarde du Traité de Paix, conclu à Ryswyck, le 30. Octobre 1697. dont elle nous avoit assuré l'execution par l'Article XII. dudit Traité de Baden; comme aussi pour les autres affaires qui estoient à terminer entre Elle & Nous: Et d'autant que Sa Majesté Très-Chrêtienne avoit eu égard à nos Instances, & que par sa Commission du 17. Janvier 1715. Elle avoit nommé & députe le Sieur de Barberie, de Saint-Contest, Conseiller en ses Conseils, Maitre des Requêtes Ordinaire de son Hôtel, Intendant de Justice, Police & Finances, en la Generalité de Metz, ci-devant Son Ambassadeur Extraordinaire audit Traité de Baden, pour y proceder avec les Commissaires qui seroient nommez, & munis d'un Pouvoir suffisant de nôtre part, & regler tous Points & Articles qui resteroient à terminer, conformément & en execution desdits Traitez de Ryswyck & de Baden: Nous vous avions commis & député pour cet effet par nôtre Commission du 26. dudit mois de Janvier de ladite année 1715. mais parce que les Conferences que vous aviez commencé à ce sujet en la Ville de Metz, avec ledit Sieur de Barberie de Saint-Contest, ont été interrompuës par le decès dudit Roy Très-Chrétien, arrivé le premier Septembre de ladite année 1715. Nous avons fait suplier Sa Majesté très-Chrêtienne, à present Regnante, de vouloir ordonner qu'elles seroient reprises & continuées, à quoi Nous avons été informez qu'Elle a eu égard,

ANNO 1718. égard, aiant continué pour cet effet ledit Sieur de Saint-Contest, dans la même Commission ; Et comme il nous est important d'avoir une décision sur tous ces faits : Sçavoir faisons, qu'aiant une entiere confiance en vôtre fidelité, zele, & capacité dont vous nous auriez donné des preuves dans les Commissions importantes que nous aurions confié à vos conduites. Pour ces causes & autres, bonnes & justes, à ce nous mouvant, Nous vous avons commis, nommé, & député, & par ces presentes, Nous vous commettons, nommons & députons, pour en nôtre nom, & en qualité de nos Commissaires, agir, négocier, convenir, conclure, arrêter & signer avec ledit Sieur de Barberie de Saint-Contest & tel autre Commissaire qu'il plaira à Sa Majesté Très-Chrétienne, de nommer, toutes les affaires qui ont été tenuës en Surséance, entre Elle & Nous : Vous donnons pouvoir en vertu des presentes, ou à l'un de vous, en cas d'absence, maladie, ou empéchement de l'autre, de convenir, negocier, conclure, arrêter, faire, promettre, accorder & signer tout ce que vous estimerez necessaire pour le susdit effet, & pour le bien de nôtre service, avec la même autorité que nous pourrions faire, encore qu'il y eût quelque chose qui requît un Mandement plus special non contenu dans cesdites Presentes ; Promettant en foy & parole de Prince d'agréer & d'avoir pour ferme & stable, tout ce qui aura été fait, négocié, conclu, arrêté, convenu & signé en notre nom par vous, ou par l'un de vous deux en cas d'absence, maladie ou empêchement de l'autre, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification en bonne & due forme dans le tems que vous aurez promis de les fournir : en témoin dequoi nous avons ausdites Présentes signées de notre main, & contresignées par l'un de nos Conseillers Secretaires d'Etat, Commandemens & Finance, fait mettre & appendre notre grand Scel. Donné en notre Ville de Luneville, le vingt-six Aoust mil sept cent seize.

Signé,

LEOPOLD.

Et plus bas,

Par S.A.R.

Signé,

MACHUET.

Ratification de Son Altesse Royale. A Luneville le 29. Janvier 1718.

LEOPOLD, par la Grace de Dieu Duc de Lorraine & de Bar, &c. A tous ceux qui ces presentes verront, Salut. Ayant vû & examiné le Traité, que nos tres-chers & feaux le Sieur Jean-Baptiste de Machuet, Baron de Drouville, Seigneur de Sauley & autres Lieux, Conseiller en nos Conseils d'Etat & Privé, premier President en nôtre Cour Souveraine de Lorraine & Barrois, & nôtre Envoyé Extraordinaire en Cour de France, & le Sieur François de Barrois, Baron de Manonville, Seigneur de Kœurs & autres Lieux, Conseiller en nosdits Conseils d'Etat & Privé premier Maitre des Requêtes Ordinaire de nôtre Hôtel, & aussi nôtre Envoyé Extraordinaire en ladite Cour, Commissaires par Nous Deputez, & en vertu du Pouvoir que Nous leur aurions donné, auroient conclû, arrêté, & signé en la Ville de Paris le vingt-un du present mois de Janvier, avec le Sieur Dominique de Barberie, Chevalier Seigneur de S. Contest & autres Lieux, Conseiller d'Etat du Roy Très-Chrétien, Son Ambassadeur & Plénipotentiaire ci-devant pour la Paix concluë a Baden, & le Sieur Henry François de Paule le Fevre, Chevalier Seigneur d'Ormesson, Amboille, & autres Lieux, Maître des Requêtes Ordinaire de l'Hôtel de Sa Majesté Très-Chrétienne, Conseiller en Son Conseil des Finances, & Commissaires pareillement munis de son Pouvoir, duquel Traité la teneur ensuit : ANNO 1718.

Fiat insertio.

Nous avons le susdit Traité agréé, approuvé, & ratifié, agreons, approuvons, & ratifions par ces presentes, promettant en foi & parole de Prince, de l'accomplir, observer & faire observer en tous ses Points & Articles, sans souffrir que pour quelque cause & occasion que ce soit, il y soit contrevenu directement ni indirectement. En temoin de quoi Nous avons ausdites presentes signées de nôtre main, & contresignées par l'un de nos Conseillers-Secretaires d'Etat, Commandemens & Finances, fait mettre & appendre nôtre grand Seel. Donné en notre Ville de Luneville le vingt-neuf Janvier 1718.

Signé,

LEOPOLD.

Et plus-bas

Par Son Altesse Royale,

Et contresigné,

J. LE BEGUE.

Et scellé du grand Sceau à queue pendante sur cire vermeille.

CXCV.

Manifeste de PIERRE I. *Empereur de Russie contre le Prince* ALEXEI PETROWITZ, *son Fils. Fait à Moscou le* 3. *Fevrier* 1718. *V. St.* [Mercure Histor. Avril. 1718. p. 393.] 3. Fev.

NOUS PIERRE I., par la Grace de Dieu, Czar & Autokrator de toute la Russie, &c. &c. &c. Faisons savoir à toutes les Personnes, tant Ecclesiastiques que Militaires & Civils, & de tous Etats de la Nation Russienne, nos fidéles Sujets. Il est notoire & connu à la plus grande partie de nos fidéles Sujets, principalement à ceux qui demeurent dans les lieux de nos Résidences, ou qui sont à notre service, avec combien d'attention & de soin nous avons fait élever notre Fils Ainé Alexei ; lui ayant donné pour cet effet dès son Enfance des Precepteurs pour la Langue Russienne & pour les Langues étrangéres, le faisant bien instruire dans toutes sortes de Sciences, dans la vûe de le faire élever, non seulement dans notre Chrétienne & Orthodoxe Foi de la Confession Grecque ; mais aussi dans les connoissances des affaires Militaires & Politiques, comme aussi des Gouvernemens des Etats étrangers, & de leurs Coûtumes & Langues ; afin que par la lecture des Histoires, & des Livres de toutes sortes de Sciences convenables à un Prince d'un grand Etat, il acquît les qualitez dignes d'un Successeur à notre Trône de la Grande Russie.

Cependant nous avons vû avec douleur, que toute notre attention & nos soins employez à l'éducation & à l'instruction de notre Fils étoient inutiles, puis qu'il s'écartoit toûjours de l'obéïssance Filiale, n'ayant nulle application à ce qui convenoit à un digne Successeur, & méprisant les préceptes des Maîtres que nous lui avons donnez ; pratiquant au contraire des personnes déréglées, dont il n'a pû apprendre que de mauvaises choses, & rien qui pût lui être utile & profitable.

Nous n'avons pas oublié de tâcher souvent de le ramener à son devoir, tantôt par des caresses, tantôt par des reprimandes, quelquefois par des corrections Paternelles. Nous l'avons pris plus d'une fois avec nous dans nos Campagnes, pour le faire instruire dans l'Art Militaire, comme dans une des principales Sciences pour la défense de sa Patrie ; l'éloignant pour-

ANNO 1718. pourtant toûjours des occasions périlleuses, pour le ménager par rapport à la Succession, quoi que Nous y ayons exposé notre propre Personne. Nous l'avons laissé en d'autres tems à *Moscow*, en lui mettant entre les mains une espéce de Régence dans l'Empire, afin de le former dans l'Art de Regner pour l'avenir. Nous l'avons ensuite envoyé dans les Païs étrangers, Nous persuadant que quand il verroit dans ses voyages des Gouvernemens si bien réglez, cela exciteroit dans lui quelque émulation, pour le porter au bien.

Mais tous ces soins que Nous avons pris, ont été sans fruit : ç'a été la semence de la Doctrine tombée sur des pierres. Non-seulement il n'a pas suivi le Bien, il l'a même haï, sans temoigner jamais aucun penchant pour les Affaires, soit de Guerre, ou de Politique : il s'est attaché uniquement & continuellement à la conversation de Gens vils & déréglez, & de mœurs grossiéres & abominables.

Comme Nous le voulions détourner de ces déréglemens par toutes les voyes imaginables, & l'engager à pratiquer des personnes de vertu & d'honneur, Nous l'avons exhorté de se choisir une Epouse parmi les Princesses des principales Maisons Souveraines Etrangéres, comme c'est la coûtume ailleurs, & suivant l'exemple de nos Ancêtres les Czars de Russie, qui se sont alliez à d'autres Maisons Souveraines ; & Nous lui en avons laissé la liberté du choix. Il s'est déclaré pour la Princesse Petite-Fille du Duc de Wolfembuttel alors régnant, Belle-Sœur de S. M. l'Empereur Romain, aujourd'hui Régnant, & Cousine du Roi d'Angleterre ; & Nous ayant prié de la lui procurer & de permettre de l'épouser, Nous y avons d'abord consenti, n'épargnant pas les dépenses considerables que ce Mariage a exigées. Mais après sa consommation, Nous étant flattez que le changement d'état de notre Fils, produiroit un fruit particulier, & un changement dans ses mauvaises habitudes, Nous avons éprouvé tout le contraire de ce que Nous en avions espéré. Quoi que son Epouse, autant que Nous l'avons pû remarquer, fût une Princesse sage, spirituelle, & d'une conduite vertueuse ; quoi que lui l'eût choisie, il a vêcu néanmoins avec Elle dans la derniére desunion, redoublant ses attachemens pour des Gens dereglez & faisant par là, honte à notre Maison chez les Princes Etrangers, à qui cette Princesse étoit alliée par le Sang ; ce qui Nous a aussi attiré beaucoup de plaintes & de reproches.

Quelques fréquens qu'ayent été les avis & les exhortations de notre côté, pour le porter à se corriger, rien n'y a reüssi. Violant enfin aussi la Foi conjugale, il donna son attachement à une prostituée de la plus basse condition, vivant publiquement avec elle dans le crime, au mépris de sa légitime Epouse, qui peu de tems après mourut d'une maladie à la vérité, mais non sans soupçon que son chagrin causé par les desordres & les déréglemens de son Epoux, n'eût fait avancer ses jours.

Quand Nous vimes son opiniâtreté à persévérer dans sa conduite dépravée, Nous lui déclarâmes aux Funérailles de son Epouse, que si desormais il ne se conformoit point à notre volonté, & qu'il ne s'appliquât à ce qui convient à un Prince Heritier présomptif d'un aussi grand Empire, Nous le priverions de la Succession ; sans faire attention qu'il étoit notre Fils unique, notre second Fils n'étant pas alors encore au monde ; & qu'il ne devoit pas se fier là-dessus ; parce que Nous aimerions mieux Nous donner pour Successeur un Etranger qui en fût digne, qu'un Fils qui en seroit indigne : que Nous ne pouvions pas Nous resoudre à laisser un tel Successeur, qui détruiroit ce que par la grace de Dieu, le Pere avoit établi, & qui flétriroit la gloire & l'honneur de la Nation Russienne ; lors que pour l'aquerir, Nous avions sacrifié nos veilles & notre santé, exposant sans regret en plusieurs occasions notre propre vie : outre que la crainte des Jugemens de Dieu ne Nous permettoit pas de laisser le Gouvernement d'un si grand Etat, entre les mains de quelqu'un, dont l'insuffisance & l'indignité Nous seroit connuë. Nous l'avons enfin exhorté le plus fortement que Nous avons pû, à se conduire avec sagesse, & Nous lui avons donné du tems pour se corriger.

Il répondit à ces remontrances, qu'il se reconnoissoit coupable en tous ces points ; mais allégant la foiblesse de son tempérament & de son esprit, qui ne lui permettoit pas de s'appliquer aux Sciences & aux Fonctions nécessaires, il s'avoua lui-même incapable, & indigne de la Succession, Nous priant de l'en décharger.

ANNO 1718.

Cependant Nous l'avons encore exhorté paternellement, & joignant les menaces aux priéres, Nous n'avons rien oublié pour le remettre dans le bon chemin ; & les opérations de la Guerre Nous ayant obligé de Nous rendre en Dannemarc, Nous l'avons laissé à *Petersbourg*, lui donnant encore le tems de rentrer en soi-même & de se corriger.

Sur les avis que Nous reçûmes dans la suite de la continuation de ses dereglemens, Nous le mandâmes près de Nous à *Coppenhague*, pour faire aussi la Campagne, afin de se mieux former. Mais oubliant la crainte & les Commandemens de Dieu, qui ordonne d'obéïr aux Parens ordinaires, & à plus forte raison à ceux qui sont en même tems Souverains, il n'a répondu à tous nos soins Paternels, qu'avec une ingratitude inouïe ; car au lieu de se rendre auprès de Nous, il s'evada, prenant avec lui des sommes d'argent, & son infame Concubine, avec qui il continuoit de vivre dans le Crime. Il se mit sous la protection de l'Empereur, debitant contre Nous son Pére & son Seigneur, plusieurs calomnies & faussetez, comme si Nous le persécutions & le voulions priver sans raison de la Succession, disant que sa vie même n'étoit pas en sûreté auprès de Nous, & priant l'Empereur de lui donner retraite, & de le protéger contre Nous à main armée. Chacun peut juger de la honte & du deshonneur qu'une telle conduite de notre Fils a attiré sur Nous & sur notre Etat devant toute la Terre. On trouvera difficilement un semblable exemple dans les Histoires.

L'Empereur, quoi qu'informé de ses excès, & de la maniere dont il avoit vêcu avec son Epouse, Belle-Sœur de S. M. I., lui accorda néanmoins à ses instantes sollicitations une Place où il pût demeurer, & où il pria l'Empereur qu'il pût être si secrettement, que Nous n'en pussions point avoir la moindre connoissance.

Cependant comme il n'arrivoit point, & que nous ne savions ce qu'il étoit devenu, Nous craignîmes par une tendresse & sollicitude Paternelle, qu'il ne lui fût arrivé quelque malheur, ce qui Nous obligea d'envoyer en divers endroits, pour avoir de ses nouvelles. Enfin après beaucoup de peines & de perquisitions, Nous apprimes par notre Capitaine de la Garde, Alexandre Ruemanzoff, qu'on le gardoit secrettement dans une Forteresse Impériale du Tirol : sur quoi Nous écrivîmes de notre propre main à l'Empereur, pour le prier de Nous le renvoyer.

L'Empereur lui fit notifier ce que Nous désirions, & l'exhorta à se rendre auprès de Nous, & à se soûmettre à notre volonté, comme à celle de son Pére & son Seigneur ; mais il représenta à S. M. I. avec beaucoup de calomnies contre Nous, qu'Elle ne devoit point le livrer entre nos mains, comme étant son Ennemi & son Tyran, de qui il n'avoit à attendre que la mort. Il persuada enfin l'Empereur, au lieu de nous l'envoyer alors, de l'éloigner dans une Place reculée de sa Domination, savoir à *Naples* en Italie, & de l'y garder secrettement dans le Château, sous un nom étranger.

Ayant été avertis par notre susdit Capitaine de la Garde, de son sejour dans cet endroit-là, Nous dépêchâmes à l'Empereur notre Conseiller Privé, Pierre Tolstoy, & le même Capitaine de la Garde Ruemanzoff, avec une Lettre en fortes expressions ; remontrant combien il seroit indigne de vouloir retenir notre Fils contre tous les Droits Divins & Humains, selon lesquels les Parens particuliers, à plus forte raison ceux qui sont munis de l'Autorité Souveraine comme Nous, avoient un Pouvoir illimité sur leurs Enfans, indépendamment de tout autre Juge ; Nous exposâmes d'un côté nos bonnes intentions, & la maniére juste dont nous avions toûjours été envers notre Fils, & de l'autre ses desobeïssances ; ajoûtant que cette affaire pourroit avoir de mauvaises suites, & causer de l'animosité entre Nous, si S. M. I. refusoit de Nous le remettre, parce que Nous ne pourrions pas laisser la chose en cet état ; Nous donnâmes en même tems nos Instructions à ceux que Nous avions envoyez pour parler encore avec plus de force, & pour représenter que nous serions obligez de venger par toutes sortes de moyens cette détention de notre Fils.

Nous

ANNO 1718.

Nous écrivimes aussi à notre Fils, de notre propre main, lui remontrant l'horreur & l'impieté de sa conduite, & l'énormité du Crime qu'il avoit commis contre Nous son Pére, & comment Dieu dans ses Commandemens menaçoit de punir d'une mort éternelle les Enfans desobeïssans. Nous le menacions comme Pére, de notre Malediction, & comme son Seigneur, de le déclarer Traitre à sa Patrie, s'il n'y retournoit & s'il refusoit de Nous obeir; avec promesse que s'il se soûmettoit à notre volonté & qu'il revint, Nous lui pardonnerions son Crime.

Nos Envoyez, après beaucoup de sollicitations, & après la susdite Representation faite de notre part par écrit, & par eux de bouche, obtinrent enfin de l'Empereur la permission d'aller trouver notre Fils, & de le disposer à retourner.

Les Ministres Impériaux leur donnérent en même tems à entendre, que notre Fils avoit representé à l'Empereur, que Nous le persécutions, & que sa vie n'étoit pas en sûreté, avec Nous, & que par là il avoit émû la compassion de l'Empereur, & porté S. M. I. à le prendre en sa protection ; mais que l'Empereur considérant présentement nos véritables & solides représentations, il ordonneroit qu'on tâchât en toute maniere de le disposer à retourner auprès de Nous, en lui faisant déclarer, qu'il ne pouvoit pas le refuser à son Pére, contre toute équité & justice, ni se brouiller avec Nous sur son sujet.

Nos Envoyez à leur arrivée à *Naples*, ayant souhaité de lui rendre notre Lettre, écrite de notre propre main, nous écrivirent qu'il n'avoit pas seulement voulu les admettre ; mais que le Viceroi Impérial avoit trouvé le moyen, en l'invitant chez lui, de les lui présenter malgré lui. Il reçut à la vérité notre Lettre, contenant notre exhortation Paternelle, & les menaces de la Malédiction ; mais sans témoigner la moindre inclination au retour, & en alleguant bien des faussetez & des calomnies contre Nous, comme si, à cause de beaucoup de dangers qu'il avoit à aprêhender de notre part, il ne pouvoit, ni ne vouloit retourner, se vantant que l'Empereur lui avoit promis, non-seulement de le defendre & de le protéger contre Nous ; mais même de le mettre sur le Trône de Russie, contre notre volonté, & à main armée.

Nos Envoyez voyant cette mauvaise disposition, employerent tous les moyens imaginables pour le persuader à retourner. Ils le priérent, ils lui remirent devant les yeux nos assurances pleines de bonté pour lui, & nos menaces en cas de desobeïssance, & que Nous le retirerions même à main armée : Ils lui représenterent que l'Empereur ne voudroit point entrer en Guerre avec Nous pour l'amour de lui, & ils lui firent plusieurs autres semblables remontrances. Mais il n'eut aucun égard à tout cela, & ne témoigna aucune disposition à retourner auprès de Nous, jusques à ce qu'enfin, le Viceroi Imperial, voyant son obstination, lui déclara au nom de l'Empereur, qu'il devoit se resoudre à s'en retourner, lui représentant que l'Empereur n'avoit aucun Droit de Nous le retenir ; & que S. M. I. ne voudroit pas s'attirer des affaires avec Nous, dans un tems sur tout où il étoit en Guerre avec le Turc, & qu'il en avoit une autre à soûtenir en Italie contre le Roi d'Espagne.

Quand il vit le train que cette affaire prenoit, craignant qu'il ne Nous fût livré malgré lui, il se disposa enfin à revenir auprès de Nous, & il le déclara à nos Envoyez, comme aussi au Viceroi Imperial. Il Nous l'écrivit aussi, s'avoüant criminel & coupable : La Copie de sa Lettre est ci-dessous transcrite.

Voila de quelle maniére nôtre Fils est revenu ici. Et quoi qu'il ait merité d'être puni de mort, si l'on considére sa desobeïssance continuelle envers Nous son Pere & son Seigneur, & sur tout le deshonneur qu'il Nous a fait devant tout le monde, par son évasion & les calomnies qu'il a publiées sur nôtre sujet, comme si nous eussions été un Pere denaturé, aussi bien que sa résistance aux ordres de son Souverain : Cependant nôtre Tendresse Paternelle Nous faisant avoir pitié de lui. Nous lui pardonnons ses Crimes, en lui en remettant toute punition.

Mais considérant son indignité & tout le cours de sa conduite déréglée décrite ci-dessus, Nous ne pouvons point en conscience lui laisser après Nous la Succession au Trône de Russie, prévoyant que par sa conduite dépravée, il détruiroit entiérement la gloire de nôtre Nation & causeroit la perte de nos Etats, que Nous avons acquis & affermis par la grace de Dieu, avec une application sans relâche ; car tout le monde sait, combien il Nous en a coûté, & avec quels efforts Nous avons non-seulement recouvré les Provinces que l'Ennemi avoit usurpées sur nôtre Empire, mais aussi conquis de nouveau plusieurs Villes & Païs considérables, & avec quels soins enfin Nous avons fait instruire nos Peuples dans toutes sortes de Sciences Militaires & Civiles, à la gloire & au profit de la Nation & de l'Empire : Nous plaindrions nos Etats & nos fidelles Sujets, si nous les rejettions par un tel Successeur, dans un état beaucoup plus mauvais qu'ils n'ont jamais été.

Ainsi par le Pouvoir Paternel, en vertu duquel, selon les Droits de nôtre Empire, chacun même de nos Sujets peut deshériter un Fils, & donner sa Succession à tel autre de ses Fils qu'il lui plait ; comme aussi en qualité de Prince Souverain, & en considération du salut de nos Etats, Nous privons nôtredit Fils Alexei de la Succession après Nous à nôtre Trône de Russie, à cause de ses Crimes & de son indignité ; quand bien même il ne subsisteroit pas une seule Personne de nôtre Famille après Nous.

Et Nous constituons & déclarons Successeur audit Trône après Nous nôtre second Fils Pierre, quoi qu'encore jeune, n'ayant pas de Successeur plus âgé.

Donnons à nôtre susdit Fils Alexei nôtre Malediction Paternelle, si jamais, en quelque tems que ce soit, il pretend à ladite Succession ou la recherche.

Désirons aussi de nos fidelles Sujets de l'Etat Ecclesiastique & Seculier, de tout autre Etat, & de toute la Nation Russienne, que selon cette Constitution & suivant nôtre Volonté, ils reconnoissent & considérent nôtre dit Fils Pierre designé par nous à la Succession, pour légitime Successeur ; & qu'en conformité de cette présente Constitution, ils confirment le tout par Serment devant le Saint Autel sur les Saints Evangiles, baisant la Croix.

Et tous ceux qui s'opposeront jamais, en quelque tems que ce soit, à nôtre volonté, & qui dès aujourd'hui oseront considérer nôtre Fils Alexei pour Successeur, ou l'assister à cet effet, Nous les déclarons pour Traîtres envers Nous & la Patrie. Et avons ordonné que la présente soit par tout publiée, afin que personne n'en prétende cause d'ignorance. Fait à *Moscow* le 3. Février 1718. V. Sr. *Signé* de nôtre main, & scellé de nôtre Sceau.

Copie de la Lettre de la propre main du Czarowitz.

Très-Gracieux Seigneur & Pere,

J'AI *reçû la très-agréable Lettre de V. M., par les Srs. Tolstoy & Rumanzoff, par laquelle Elle m'assure très-gracieusement du Pardon de ma sortie sans permission, en cas que je revienne, ce qu'ils m'ont aussi confirmé de bouche. Je vous en rends graces les larmes aux yeux : Je reconnois être indigne de toute grace, & me jettant à vos pieds, j'implore vôtre Clémence pour me pardonner mes Crimes, quoi que j'aye mérité toutes sortes de punition. Mais je me repose sur vos gracieuses assurances, & m'abandonnant à Vôtre volonté, je partis au premier jour de* Naples, *pour me rendre auprès de V. M. à S.* Petersbourg, *avec ceux que V. M. a envoyez.* Très humble & indigne Serviteur, qui ne mérite pas de se dire Fils,

ALEXEI.

De Naples *le* 4. *Octobre* 1717.

Copie du Serment fait par le Czarowitz Alexei Petrowitz.

JE ci-dessous nommé, déclare devant le Saint Evangile, qu'à cause du Crime que j'ai commis envers S. M. Czarienne mon Pere & Seigneur, selon que cela est déduit dans son Ecrit, & par ma propre faute, je suis exclus de la Succession au Trône de Russie. Ainsi je reconnois & avoue cette Exclusion pour juste, comme l'ayant mérité, par ma faute & indignité ; & je m'oblige, & jure au Tout-Puissant Dieu en Trinité comme au Souverain

ANNO 1718. tain Juge, de me soûmettre en tout à cette Volonté Paternelle, de ne rechercher jamais cette Succession, de n'y jamais prétendre, ni de l'accepter sous aucun pretexte que ce soit; & je reconnois pour legitime Successeur, mon Frere le Czarowitz Pierre Petrowitz; Sur quoi je baise la Sainte Croix, & signe la presente de ma propre main. *Signé*,

ALEXEI.

CXCVI.

29. Mars. *Edict de Sa Majesté Imperiale & Catholique* CHARLES VI. *par lequel le Gouvernement General de ses* Provinces du Païs-bas, *est changé, & établi sur un pied plus convenable à leur Situation presente. Donné à Vienne le 29. Mars* 1718. [Sur l'Imprimé à Bruxelles chez *Henri Frix* Imprimeur de Sa Majesté Imp. & Cathol. in 4. ann. 1718.]

CHARLES par la grace de Dieu Empereur des Romains, toûjours Auguste, Roy d'Allemagne, de Castille, de Leon, d'Aragon, des deux Siciles, de Jerusalem, de Hongrie, de Boheme, de Dalmatie, de Croatie, d'Esclavonie, de Navarre, de Grenade, de Tolede, de Valence, de Galice, de Majorque, de Seville, de Sardaigne, de Cordoue, de Corsique, de Murcie, de Jaen, des Algarbes, d'Algecire, de Gibraltar, des Isles de Canarie & des Indes tant Orientales, qu'Occidentales, des Isles & Terre ferme de la Mer Oceane; Archiduc d'Autriche; Duc de Bourgogne, de Lothier, de Brabant, de Limbourg, de Milan, de Styrie, de Carinthie, de Carniole, de Luxembourg, de Gueldres, de Wurtemberg, & Teck, de la Haute & de la Basse Silesie, d'Athenes & de Neopatrie; Prince de Suabe, Marquis du St. Empire, de Bourgau, de Moravie, de la Haute & de la Basse Lusace; Comte d'Habsbourg, de Flandres, d'Arthois, de Tyrol, de Barcelone, de Ferrete, de Kyburg, de Gorice, de Roussillon, & de Cerdagne, Pasltin du Haynaut & de Namur; Landgrave d'Alsace; Marquis d'Oristan, & Comte de Goceane; Seigneur de la Marche d'Esclavonie, du Port Naon, de Salins, de Tripoli & de Malines; Dominateur en Asie & en Afrique: A tous ceux qui ces presentes verront, Salut. Le principal objet de nos desirs & attentions étant de donner à nos bons & fidelles Vassaux & Sujets de nos Païs-bas toute la consolation, qu'ils peuvent esperer de nôtre clemence & bonté paternelle dans les pertes & calamitez qu'ils ont souffert par les Guerres & revolutions arrivées depuis la mort de feu nôtre très-cher & très-honoré Oncle & Seigneur le Roy Charles second de glorieuse memoire, & de leur procurer à l'avenir une parfaite tranquillité, & tous les avantages possibles; Nous avons crû, que pour atteindre à ce but si desirable, il convenoit de donner nos premiers Soins à établir & regler le Gouvernement interieur de nosdits Païs-bas, afin d'y assûrer d'autant plus la bonne & brieve Administration de Justice, l'observance de leurs Loix, Constitutions, Usages & Privileges, & d'y redresser par une meilleure Regie & œconomie le dérangement de nos Finances, que nous voulons employer à la defence & conservation des mêmes Païs, & au soulagement & bonheur de nosdits Vassaux & Sujets.

I. Nous à cet effet, après meure Deliberation & de certaine Science, avons trouvé bon & resolu de former & établir dans nos dites Provinces un seul Conseil, sous le Nom de Conseil d'Etat, au lieu des trois Conseils Collateraux d'Etat, Privé & Finances, qui y étoient ci-devant établis.

II. Dans ce Conseil d'Estat seront traitées toutes les Affaires du Gouvernement Politique, & Oeconomique, de Justice superieure, Police, Graces, Finances, & generalement tout ce qui du passé étoit traité dans lesdits trois anciens Conseils Collateraux.

III. Ledit Conseil d'Estat sera composé du Gouverneur general des mêmes Païs, & en son absence de nôtre Ministre Plenipotentiaire, qui y presidera & aura sa Séance au haut bout de la table, des Ministres de Courte-Robe, que Nous destinons à la Noblesse, & de quatre Ministres de Longue-Robe & Lettrez; les premiers prendront Seance à la droite, & les seconds à la gauche. ANNO 1718.

IV. Nous avons jugé convenir de faire trois Classes des Ministres de Courte-Robe; à sçavoir une de ceux dont les Emplois militaires ou politiques requierent leur presence ailleurs, que dans nôtre bonne Ville de Bruxelles, & qui seront sans assistance reguliere audit Conseil d'Estat, mais y auront exercice, entrée, voix, & Séance, selon leur ancienneté & Patentes, quand ils se trouveront en ladite Ville, sans jouir d'aucun gage; l'autre de ceux qui auront exercice avec assistance reguliere, Voix, Seance, & ancienneté selon leur rang & avec gages; & la troisieme Classe sera des Conseillers d'Estat honoraires, qui n'auront ni ancienneté ni exercice, ni gages, mais jouiront tant seulement des distinctions d'Honneur correspondantes aux Ministres du même Conseil.

V. Les Ministres dudit Conseil, tant de courte, que de longue-Robe, y auront leur respective Séance selon l'ancienneté & date des Patentes, que nous leur avons fait depêcher, & ils opineront dans le même ordre, en commençant par le plus moderne de Longue-Robe, jusques au dernier inclusivement de cette classe, & ensuite par le plus moderne de ceux de courte-Robe; la Semonce & conclusion demeurant au Gouvernement general, & en son absence à nostre Ministre Plenipotentiaire, & en l'absence de l'un & de l'autre au Doyen, ou plus ancien des quatre Conseillers de Robe-Longue.

VI. Comme l'ancien Conseil des Finances vient à estre suprimé par l'établissement de ce nouveau Conseil d'Etat, & qu'il convient néanmoins qu'il y ait une methode & Direction reguliere des matieres & affaires concernantes nos Domaines & Finances; Nous avons trouvé bon d'établir un Directeur General de nos Finances, lequel entreviendra, & sera toûjours un des Ministres du Conseil d'Etat, & y aura voix, Séance, & ancienneté, selon sa qualité, son rang & ses Patentes.

VII. Les Ministres actuels, & à venir de nôtre Conseil supreme des Païs-bas, établi chez nôtre Royale personne, precederont, lorsqu'ils seront à Bruxelles, les Ministres dudit Conseil d'Estat, tant de Courte, que de Longue-Robe, chacun dans sa Sphere, & si le Ministre de nôtre dit Conseil supreme est de Robe-Longue, il exercera les fonctions de Doyen, & de plus ancien Conseiller dudit Conseil d'Etat.

VIII. Mais s'il se trouvoit dans ledit Conseil d'Etat avec place fixe, ou y appellé par nôtre Gouverneur general, ou en son absence par nôtre Ministre Plenipotentiaire, un Conseiller de notre Conseil d'Etat intime, soit avec l'exercice actuel ou *ad honores*, il precedera tous les Ministres dudit Conseil d'Etat, tant de courte que de longue-Robe.

IX. Et desirant d'animer les meilleurs Ministres des Païs-bas à quitter leur Patrie dans l'esperance de jouir à leur tems d'une recompense proportionnée; Nôtre volonté est, qu'on paye aux Ministres presents & à venir de nôtre dit Conseil supreme, lorsqu'ils seront retournés à Bruxelles, les mêmes huit mille Florins d'Allemagne, dont ils jouissent icy.

X. Et quand les Places de President du Grand Conseil, du Chancelier de Brabant, & du Directeur general de nos Finances vacqueront, les Ministres de nôtre dit Conseil supreme seront considerés selon nôtre clemence Royale, comme les premiers en ordre pour pouvoir les remplacer.

XI. Nous ordonnons qu'il y ait toujours trois Intendants des Finances residans à Bruxelles, pour qu'ils y vacquent aux affaires & matieres des Finances sous la Direction dudit Directeur general.

XII. Ayant destiné deux jours de la semaine pour traiter uniquement audit Conseil d'Estat les affaires des Finances. Nous voulons qu'avec le Directeur general, deux desdits Intendants entrent les mêmes jours au Conseil, lesquels y auront voix consultative, ce qui devra être aussi observé toutes les fois que le Gouverneur general ou nôtre Ministre Plenipotentiaire trouvera à propos de convoquer en un autre jour le Conseil pour des Affaires des Finances.

XIII. Le Gouverneur general de nosdits Païs-bas, & en son absence nôtre Ministre Plenipotentiaire aura la faculté d'appeller au Conseil d'Etat l'Archevêque de Malines lorsqu'il s'y traitera des affaires Ecclesiastiques, & le Commandant de nos Troupes, quand

ANNO 1718. quand on y traitera des affaires militaires; leurs respectives occupations, & autres raisons de nôtre service ne leur permettant pas de s'y trouver toûjours.

XIV. Et comme des cas se peuvent presenter esquels il conviendra, que, ou le President du Grand Conseil ou le Chancelier de Brabant entrevienne au Conseil d'Etat; Nous avons fait depêcher à ceux qui sont à present revêtus desdites Charges, Lettres Patentes de Conseillers du même Conseil d'Etat, lesquels prendront rang selon les dates de leurs respectives Patentes sans que neantmoins cette graduation soit centée annexée auxdits Offices pour l'avenir.

XV. Afin que l'expedition se fasse audit Conseil, avec toute la regularité & brieveté possible; Nous avons trouvé bon d'établir au même Conseil d'Etat cinq Secretaires, sçavoir l'Audiencier, qui doit y assister sans nulle voix & exercera ses fonctions sur le pied accoutumé, deux Secretaires pour les Affaires qui étoient ci-devant du departement des anciens Conseils d'Etat & Privé, & deux pour celles des Finances.

XVI. Nôtre Resolution & volonté Royale est d'établir quatre Subdeleguez ou Intendans des Provinces, Sçavoir l'un dans les Villes de Gand, Bruges, Alost, Ostende, & Nieuport, & ce qui en dépend; l'autre à Courtray, Oudenarde & Païs retrocedé, comme Ypres, Furnes, Menin, Warneton, Tournay & leurs Districts, un autre pour les Provinces de Haynaut & de Namur; enfin un autre pour celle de Luxembourg, mais les Provinces de Brabant, de Limbourg & de Malines, avec ce qui reste sous nôtre Domination de la Province de Gueldres demeureront à la charge des Intendans des Finances residans à Bruxelles.

XVII. Comme nous avons dans cet établissement nouveau particulierement en vûe la fidelité & la plus grande satisfaction de nos bons & fidelles Sujets; Nous voulons qu'à l'avenir l'on examine, & considere bien les merites, Services, capacité, & habileté des Personnes, qui pretendront d'entrer dans les Places qui viendront à vaquer dans ledit Conseil d'Estat, & que le Gouverneur General de nosdits Païs-bas, Nous fasse la nomination de trois personnes qu'il croira en être les plus dignes, afin que nous puissions choisir celuy, que nous trouverons en justice le meriter le plus.

XVIII. Et afin qu'il y ait dans les Conseils & Tribunaux de nosdites Provinces des personnes de capacité & d'erudition, qui par leur talent & application puissent d'autant mieux meriter d'être promeus audit Conseil d'Estat; Nous voulons, que ne soit donnée aucune attention aux offres d'argent que pourroient faire ceux qui pretendent des emplois, & particulierement ceux de Justice, lesquels devront être conferés à ceux, qui ont le plus de capacité & de merite, en payant seulement la Medianata & les Droits accoutumés; interdisant absolument les ventes & les collations à prix d'argent des Places & Emplois de Justice dans les Tribunaux du Païs comme étant très-prejudiciables à la bonne Administration de la Justice, au bien de l'Etat, au repos de nos Sujets & au bonheur que nous voulons leur procurer en toute maniere.

XIX. Ayant trouvé bon pour d'autant plus animer le zele des Ministres de nôtre dit Conseil d'Estat, & leur application à tout ce qui sera de nôtre Service, & du bien de nosdits Estats & Sujets, de leur donner un gage raisonnable & qui y soit proportionné, avec lequel ils puissent aussi se maintenir duëment, & selon leur caractere distingué; Nous assignons à chaque Ministre tant de Courte que de Longue-Robe, qui sera nommé pour estre d'assistance reguliere audit Conseil la Somme de sept mille Florins monnoye courante dans nosdits Païs-bas par an, parmy quoy ils ne pourront pretendre, ni profiter aucune Vacation, bois, charbons, fruits de Carême, ni autres Emolumens & Droits quels qu'ils puissent estre.

XX. Renouvellant la deffence faite par feu nôtre très-cher & très-honoré Oncle, & Seigneur le Roy Charles Second de glorieuse memoire, de ce que nul Ministre puisse jouïr de double gage.

XXI. Bien entendu néanmoins que si quelque Ministre de Courte-Robe, & d'assistance reguliere audit Conseil jouit pour son employ militaire d'un gage qui ne monte pas à quatre mille Florins, l'on luy supplera ce qui y manque pour faire la Somme de sept mille Florins, & quand le gage militaire surpassera les quatre mille & mêmes les sept mille, luy sera payé par surcroit & au dessus de son dit gage, la somme annuelle de trois mille Florins, afin qu'ils ayent quelque recompense de leur application & travail au Conseil d'Estat.

XXII. Nous assignons quant à present au Directeur general des Finances pour gage la somme de douze mille Florins par an de la Monnoye susdite, supprimant tous autres Emolumens, Gages, Droits, & profits quels qu'ils puissent être

XXIII. Nous avons jugé à propos d'établir deux Caisses Royales ou Receptes, la premiere generale, dans laquelle devront entrer tous Effets, Deniers, Droits, Subsides, & tous autres Revenus de nos Domaines & Finances, quoy qu'il y auroit une Assignation ou Separation particuliere de quelques Deniers & Revenus par rapport au Payement, voulant que de tout se fasse entrée & charge, comme aussi mise & decharge dans ladite Recepte, pour plus grand éclaircissement des Comptes, de maniere que dans le Compte de chaque année soit aussi compris l'import des Deniers & Revenus separez & destinés pour la Caisse de Guerre, & pour les cinq cens mille Ecus, qui selon le Traité de la Barriere doivent estre payés aux Estats Generaux des Provinces-Unies.

XXIV. L'autre Recepte sera de la Caisse de Guerre par laquelle les Troupes devront être payées & secourües, comme aussi les frais & preventions militaires, & Nous voulons & ordonnons que l'on applique à ces payemens & depenses, comme une dotation particuliere, les Subsides que nosdites Provinces & Estats sont accoutumés d'accorder pour la subsistance de nos Troupes.

XXV. Comme par cet Etablissement & Plan nouveau les Offices de Surintendant de la Justice militaire, de Veedor General & de Contador de l'Armée ne paroissent pas être jusqu'à present necessaires ni utiles, Nous declarons que ces Offices demeureront par provision supprimés.

XXVI. Nous destinons pour l'instruction, Connoissance, & decision des causes des Militaires, & de ceux qui jouïssent du Fore militaire un Auditeur General, qui aura pour gage trois mille Florins par an, parmy quoy il ne pourra profiter, exiger ni recevoir aucun Droit de rapport, de comparition, de Vacation ni nul autre émolument & Droit quel qu'il puisse être & sous quelque pretexte que ce soit.

XXVII. Et comme il échoit revision des Sentences de l'Auditeur General, Nous enchargeons le plus ancien des quatre Ministres de Robe-Longue dudit Conseil d'Estat du Pouvoir & Commission de la revision desdites Sentences par provision, jusques à ce que par le reglement militaire à faire, l'on établisse telle Direction des Jugemens Militaires que nôtre Service le demandera.

XXVIII. Nous voulons & ordonnons, que les Lettres tant closes que patentes, Actes, Provisions & toutes autres expeditions, qui seront faites, données & decernées par nôtre dit Conseil d'Etat soient executées, & obeïes selon leur forme & teneur sans nulle difficulté & contredit, tant par les Conseils que par les Estats de nosdits Païs, & par tous les Officiers & Sujets quelconques, ainsi, & de la même maniere & forme, que si elles étoient données & commandées par nous-mêmes.

Et afin que cette presente Disposition & Ordonnance soit observée dans tout son contenu, & que personne n'en puisse pretendre cause d'ignorance, Nous voulons & ordonnons, qu'elle soit publiée & enregistrée en nosdits Conseils, Chambres des Comptes, & ailleurs où besoin sera, & qu'à la Copie authentique d'icelle, collationnée & signée par l'un de nos Secretaires, foy soit adjoutée comme à ces présentes: Car ainsi Nous plaist-il: en foy de quoy Nous les avons signées, & y fait apposer nôtre grand Séel: Donné en nôtre Ville de Vienne le 29. jour du mois de Mars l'an de grace mil sept cent dix-huit, & de nos Regnes, de l'Empire Romain le septiéme, d'Espagne le quinziéme, & de Hongrie & de Bohême aussi le septiéme. *Etoit paraphé*, PRIN. DE CARD. P. Vt. *signé* CHARLES, & *plus-bas*, par Ordonnance de Sa Majesté, *contresigné*, A. F. DE KURTZ. Et y étoit apposé ledit grand Séel de Sa Majesté Imperiale & Catholique.

CXCVII.

ANNO 1718.
6. Mai.

CXCVII.

Assecuration Jhro Königl. Majest. in Pohlen und Churfürstl. Durchl. zu Sachsen Friderici Augusti, denen Land-Ständen von Chur-Sachsen ertheilet/ daß die Religion Augspurgischer Confession ohnverändert in Dero Churfürstenthum und Landen solle gelassen werden. Dresden den 6. May 1718. [CHRIST. GODOF. HOFMANNUS in Notis ad Marlii Commentarios Rerum Lusaticar. Libr. 6. cap. 147. in Collectione Scriptor. Lusaticor. Tomi I. Part I. 425.]

C'est-à-dire,

Assurance de Sa Majesté Royale de Pologne, & Altesse. Electorale de Saxe, FREDERIC AUGUSTE, *aux Etats de l'Electorat de Saxe, portant qu'ils ne seront point troublés dans l'exercice de la Religion de la Confession d'Ausbourg. A Dresde le 6. May 1718.*

WJr Friedrich Augustus, von GOttes Gnaden König in Pohlen/ Groß-Hertzog in Litthauen/ Reussen/ Preussen/ Mazovien/ Samogitien/ Kyovien/ Vollhinien/ Podolien/ Podlachien/ Liefland/ Smolensko/ Severien und Zschernicovien/ etc. Hertzog zu Sachsen/ Jülich/ Cleve/ Berg/ Engern und Westphalen/ des Heiligen Römischen Reichs Ertz-Marschall und Churfürst/ Landgraff in Thüringen/ Marggraf zu Meissen/ auch Ober- und Nieder-Laußnitz/ Burggraf zu Magdeburg/ Gefürsteter Graff zu Henneberg/ Graff zu der Marck/ Ravensberg und Barby/ Herr zum Ravenstein/ etc. Für Uns/ Unsere Erben und Nachkommen an der Chur urkunden hiemit: Demnach uns geziemend vorgetragen worden/ was bey jetzo fürwährenden allgemeinen Landtage/ E. getreue Landschafft von Prælaten/ Grafen und Herren/ Ritterschafft und Städten/ in unterschiedenen besonders überreichten ausführlichen Schrifften allerunterthänigst vorgestellet/ und umständlich gebethen/ Wir möchten genädigst belieben/ Unsern getreuen Churfürstenthum/ samt incorporirten Landen und Stifftern/ auch allen Unsern Ständen und Einwohnern/ eine noch mehrere Assecuration, wegen des/ in hiesigen Landen etablirten Status der Evangelischen Augspurgischer Confession, widerfahren zu lassen/ damit unsere getreue Unterthanen dieserhalben vollkommen/ auf alle Arth und Weise sich und Jhre Nachkommen/ gesichert erachten könnten; So hätten Wir zwar vermeynet/ es würden dieselbe durch die schon vorhin/ und so fort/ als Wir für Unsere Person in der Religion eine Änderung getroffen/ und die Römisch Catholische angenommen/ nach Besteigung des Königl. Pohlnischen Throns/ ausgelassene und durch öffentlichen Druck publicirte Patentes unterm dato Lobskowia den 27. Julii und 7. August. 1697. nachgehends sub Dato Dresden den 24. August. 1705. auch/ was inzwischen und nach dem weiter bey denen Land- und Ausschuß Tags-Handelungen erfolget/ in gnugsame Sicherheit bereits gestellet seyn/ zumahln wir auch noch unlängst/ da unsers Königl. und Chur-Printzens Lbd. zu gedachter Catholischer Kirche sich ebener massen öffentlich bekennet/ ein gleiches wiederhohlet; Alldieweilen aber dennoch erwehnte unsere getreue Stände/ daß Jhnen durch eine abermahlige/ bey jetzigen allgemeinen Landtage zu ertheilende Declaration noch mehr prospicirt werden möchte/ inständigst verlanget; Als haben Wir deren Suchen gnädigst deferirt.

ANNO 1718.

Wie Wir nun niemahls gemeynet gewesen/ das geringste wieder die Landes-Verfassungen und ausgestellte Reversales und Versicherungen einführen zu lassen; Jmmassen denn auch das im Jahr 1648. zu Oßnabrügk getroffene Friedens Instrument, als ein Reichs fundamental-Gesetz quoad Statum religionis und sonst/ allenthalben klare Maas giebet/ und das gesamte Reich/ folglich auch Uns und Unsere Successores an der Chur/ auf die darinnen enthaltene Norm verbindet/ als worauff Wir auch Unsere angezogene/ durch öffentlichen Druck bereits publicirte vorhirige Declarationes gerichtet; Also wollen Wir auch hierdurch/ auf reiffliche der Sachen Uberlegung/ nach Unserer Landes-Väterlicher gegen Unsere getreue Unterthanen tragenden Hulde und Gnade/ für Uns und Unsere Successores an der Chur/ alle und jede Unsere/ wegen des Status Religionis der Augspurgischen Confession in hiesigen Landen/ derer Kirchen/ Gottes-Dienstes/ Ceremonien und Gebräuchen/ Universitäten/ Land- und anderen Schulen/ Beneficien/ Stifftungen/ Geistlichen Güther/ Einkünffte und Nutzungen/ piarum causarum und aller annexorum, sowohl auch Unserer Getreuen Stände und Unterthanen Befugnüsse/ Privilegien und Immunitäten außgestellte Versicher- Versprech- und Verbindungen/ Reversales, Resolutiones, Edicta und Mandata, so dieserwegen ertheilet worden/ auch theils in Druck außgegangen/ nochmahls reiteriret haben; Bestätigen auch/ ratificirn und confirmirn dieselbe sowohl/ als alle Gerechtigkeiten und Gewohnheiten/ wie solche seither der Einführung der Augspurgischen Confession in hiesigen Landen wohl hergebracht/ innegehabt und genossen worden/ auch vorietzo besessen und gebrauchet werden/ durch gegenwärtige Unsere wohlbedächtige Assecuration; Gestalten denn alles dasjenige/ was zu Schadloßhaltung der Evangelischen Religion Augspurgischer Confession, in hiesigen Landen/ und zu deren Erhaltung/ durch den Westphälischen Friedens-Schluß/ und in specie dessen V. Articul, den Statum Religionis betreffend/ geordnet/ sancirt und geschlossen/ in vollkommener Krafft und Würckung verbleiben/ auch von Uns und Unsern Successoren fest und unverbrüchlich gehalten werden solle; Weisen auch zugleich hiedurch jetzige und künfftige Ministros, Civil- und Militair-Officiers/ Räthe/ und alle diejenige/ so in Collegiis und Gerichten/ (bey deren Verfassung es gleichfalls sein Bewenden hat) zu öffentlichen Aembtern und Diensten bestellet werden/ auch nicht die Subalternen außgenommen/ und durchgehends insgesamme alle getreue Stände und Unterthanen/ ein vor allemahl/ darauff an/ daß sie vermöge Jhrer geleisteten/ oder noch in Zukunfft zu leistenden habenden Dienst- und Unterthanen-Pflichten/ darüber mit Ernst halten sollen. Jedoch dieses obiges alles unbeschadet des Exercitii Unserer Religion für Uns und Unsere Successores, nach Art und Weise/ wie es bißher im Gebrauch und üblich gewesen.

Uber dieses declariren Wir fernerweit und versichern auf das feyerlichste/ nicht das mindeste vorzunehmen/ das denen Pactis der Erb-Verbrüderung/ und mutuellen Succession, welche zwischen Unserm Durchlauchtigsten Chur-Hause/ und andern Churfürsten und Fürsten des Reichs verlängst errich-

ANNO 1718. richtet worden / nachtheilig and entgegen seyn möchte / oder denselbigen auf einigerley Art und Weise derogiren könte.

Damit auch Unsere getreue Stände und Unterthanen dessen um so viel mehr gesichert seyn können / so versprechen und assecuriren Wir dieselbe hierdurch bey unsern Königl. und Churfürstl. hohen Wort / Treu / und Glauben / daß gleich wie Wir Uns alles dasjenige Recht reserviren / so Uns als Churfürsten und Stande des Reichs / Krafft des Westphälischen - Friedens / und anderer Reichs-Gesetze / zukommt; Also auch Unsern gesambten treuen Ständen und Unterthanen mehrerwehntes Friedens - Instrument mit allen und jeden dessen Puncten / Clausuln / Articuln / Conditionen und Garantien / zu einem beständigen Fundament. Schutz und Schirm (dergleichen nicht fester jemahls erfunden und stabilirt werden könte) gesetzet seyn / und alles dasjenige / was der Disposition und Verordnung angezogenen Legis Imperii Pragmaticæ, wegen Unserer und Unserer getreuen Stände und Unterthanen Jurium, gemäß / und insonderheit obgedachten Statum Religionis mit allen annexis, wie die Namen haben mögen / betrifft / ohne einige Veränderung and Widerspruch / von Uns und Unsern Nachkommen an der Chur / heilig und unverbrüchlich beobachtet / und demselben vorjetzo / künfftig / und zu allen Zeiten nachgelebet / auch darwieder nicht gehandelt werden solle.

Zu dessen allen mehrern Beständigung / und / um die Sicherheit und völlige Beruhigung Unserer sämbtlichen getreuen Unterthanen desto zu verläßiger zu machen / haben Wir diese Unsere Declaration, und wiederhohlte Versicherung / welche zur festen und beständigen Regul und Richtschnur in Unserm Churfürstenthum und darzu gehörigen und incorporirten Landen gelten soll / eigenhändig unterschrieben / und mit Vordrückung Unsers Königl. Chur-Secrets aussertigen lassen / auch verordnet / daß selbige gedruckt / und zu männlicher Wissenschafft gebracht werden solle. Im übrigen denen getreuen Ständen mit Hulden und Gnaden rc. Dreßden den 6. May 1718.

AUGUSTUS REX.



George Gr. von Werthern.

B. E. H. von Zech.

CXCVIII.

15. Juin. Friedens-Vertrag zwischen den beyden Löblichen Schweitzerischen Cantons ZURICH und BERN an einem / and Ihro Fürstl. Gnaden dem Herrn Abt / Decano und Stifft St. GALLEN am andern Theil / geschlossen zu Baden im Ergau den 15 Junii 1718. Nebst denen Ratificationen allerseitiger Partheyen.

C'est-à-dire, ANNO 1718.

Traité de Paix entre les Louables Cantons Suisses de ZURICH *&* *de* BERNE *d'un côté, & le Prince Abbé, Doyen & Chapitre de St.* GALL, *de l'autre, conclu à Bade en Ergauw le* 15. *Juin* 1718. *Avec les* RATIFICATIONS *de toutes les Parties.*

Im Nahmen der allerheiligsten / ohnzertrennten Drey-Einigkeit / GOttes des Vatters / des Sohns / und des Heiligen Geistes / Amen.

ZU wissen / kund und offenbahr seye hiemit männiglich: Als dann sich zu allgemeinem Bedauren begeben / daß zwischen denen beeden löblichen Ständen Zürich und Bern an einem; und Ihr. Fürstl. Gnaden dem Herrn Abt / Decan and Capitul der Stifft St. Gallen / am andern Theil: einige Irrung / Mißhell und Zwenspalt / Toggenburgischen Lands-Beschwerden halber / erwachsen / welche ohnerachtet aller angewandten Mühe / Fleiß and Sorgfalt / solche Weiterung genommen / daß endlich / aus GOttes gerechter Verhängnüß / man nicht allein im Toggenburg sondern auch den Abt-St. Gallischen Landen zu krieglichen Verfassungen and würcklichen Thätlichkeiten gerathen; Eingangs ermeldte hohe Ehren-Partheyen / aus sonderbahrer Liebe und Neigung zum Frieden zugegeben / daß einige aus Dero Ehren-Mittel allhier in Baaden anfänglich ohne Character sich zusammen gethan / und vermittelst GOttes gnädiger Leitung / und ohnermüdeter Arbeit die Sachen so weit gebracht / daß Sie zu Herstellung eines / GOtt gebe / beständigen / immerwährenden Friedens / auch Eydgenößischer Treu und Freundschaffe folgende Articul zu Papier gebracht / und in Krafft nachgehends erhaltenen Gewalts auf würckliche Ratification allerseits hoher Herren Principalen unterzeichnet.

I. Daß ein jeweiliger Fürst und Abt zu St. Gallen der natürliche Ober- und Land-Herr in Toggenburg heissen und seyn solle / auch die Land Leute in Toggenburg demselben gewöhnliche Huldigung und Pflicht leisten; jedoch also / daß besagte Toggenburgische Land-Leute bey allen ihren habenden Freyheiten und Rechtsamen beständig und ohngehindert verbleiben; und ist um das in Streit gekommene verglichen worden / wie hernach von einem Puncte an den andern folget.

II. Der Land-Rath soll in 60. Mann bestehen / als 30. von Catholischer und 30. von Evangelischer Religion / dieselben aber aus allen Gegenden des Landes von den Gemeinden selbsten erwehlet / auch / so lange sie sich wohl halten / und zu Verwaltung ihrer Stellen tauglich sind / nicht abgeändert werden; Demselben auch zustehen / einen Obmann dieses Land-Raths und dessen Stadthalter; item Seckelmeister / Panner / Stadthalter / mit alter Nation unter beeden Religionen; Schreibere / Commissarios und Bothen aber in gleicher Anzahl selbsten zu besetzen; mithin auch das Land-Siegel bey sich zu behalten / und solches zu denjenigen Sachen zu gebrauchen / die diesem Land-Rath zu behandeln zukommen and gebühren.

III. Des Land-Raths Obliegenheit soll seyn / auf die Freyheiten und andere des Landes gemeine und sonderbare Angelegenheiten zu wachen und Sorge zu tragen; und wann selbiger vermeynte des wahend beschwerd zu seyn / solches bey einem jeweiligen Fürsten / mit gebührendem Respect vorzutragen /

ANNO 1718.

und um remedur zu bitten: Falls aber selbige nicht zu erhalten wäre; alsdann an gebührendem Ort/ solche mit Rechte ohne fernern Umtrieb zu suchen; item die Steuern/ Brüche und Kriegs-Unkosten anzulegen/ zu vertheilen/ die Rechnung hierumb unter sich selbst abzunehmen/ und andere dergleichen Sachen zu behandlen; mittelst aber solcher Sachen/ welche Ihro Fürstl. Gnaden absonderlich zustehen/ oder denen nachfolgenden ordentlichen Gerichten in dem Land zu beurtheilen gebühren/ sich nicht anmassen.

IV. Der Land-Räthe Eyd soll in folgenden bestehen: So wohl Ihro Fürstl. Gnaden als auch des Landes Nutzen und Frommen zu beförderen/ Ihren Schaden zu warnen und zu wenden/ auf die Freyheiten und Angelegenheiten des Landes ein sorgfältigs Auffsehen zu haben/ und was deme zuwieder fallen mögte/ durch gütliche Mittel oder gebührendes Recht abzuwenden trachten. Den Land-Rath/ so offt sie erfodert werden/ fleissig zu besuchen/ auch die Anlagen und Abtheilungen der Landes-Kosten nach der Billigkeit einzurichten/ und in obernannten Sachen/ das zu besorgen/ was zu des gemeinen Landes Heyl und Wohlfahrt gereichen mag/ getreulich und ohne Gefährde.

V. Der Land-Rath soll jährlich auf einen gewissen Tag ordinarie einmahl versamlet werden/ um des Landes Angelegenheiten zu behandeln/ und wann dann zumahlen etwas fürfallen würde/ so den Fürsten berührete/ solches demselben oder dessen jeweiligen Land-Voigt durch zwey oder drey Land-Räthe ehrendiethig wissen lassen.

VI. Wann aber im währenden Jahr man nothwendig befinde/ den Land-Rath zu versammlen/ solches ohne einige Hindernisse geschehen könne/ jedoch daß des Tages vor der Zusammenkunfft einem jeweiligen Land-Voigt kund gethan werde/ daß der Land-Rath sich morgens versammlen wolle; und wann auch nachgehends etwas vor den Land-Rath vorfiele/ das den Fürsten berührete/ ihme oder seinem Land-Voigt solches/ wie obgemelt/ durch 2. oder 3. Land-Räthe wissenhafft gemacht werde.

VII. Es solle auch der Land-Rath schuldig seyn/ alle diejenige Land-Leuthe/ welche 14. Jahr und drüber alt sind/ und den Land-Eyd noch nicht beschworen haben/ je zu 5. Jahren um/ für sich zu beschreiben und selbige zu Beschwerung sothanen Land-Eyds vor den Land-Rath anzuhalten; Dieser Land-Eyd aber gemeiniglich von dem gantzen Land/ so offt eine Landes-Gemeinde gehalten wird/ feyerlich erneuert und beschworen; Deßgleichen auch die Panner-Herrn-Stelle dem Herkommen gemäß von der Landes-Gemeinde besetzet werden.

VIII. Das Land-Gericht soll also besetzet werden/ daß desselbigen Præsident ein jeweiliger Land-Voigt in dem Toggenburg seye; Die Wahl der Richter aber also geschehen/ bestehende in 24. Mann/ aus allen Gegenden des Landes/ nemlich den 21. alten Kirchen-Höreren/ und zwar aus jeder derselben einen/ von Lichtensteig und Wattweil aber aus jeden Ort zween/ mit tüchtigen ehrlichen ohnverläumdeten Männern und benanntlichen 12. von Evangelischer und 12. von Catholischer Religion besetzet werde.

IX. Diese Land-Richter sollen dahin beeydiget werden/ das Gericht/ so offt sie erfodert werden/ fleissig zu besuchen/ zu richten was vor sie kommt/ dem Armen als dem Reichen/ dem Reichen als dem Armen/ dem Frembden als dem Einheimischen/ niemanden zu lieb noch zu leid/ und darum kein Mieth noch Gaben zu nehmen/ sondern alles zu thun/ von GOttes und der Rechte wegen/ ohne Ansehen der Persohn und Religion/ getreulich und ohne Gefährde.

X. Dieses Land-Gericht soll in dem Nahmen/ und aus Gewalt/ auch zu handen des Fürsten verbannet und gehalten seyn.

XI. Vor dieses Land-Gericht gehören alle Criminal- und Malefiz Sachen/ um von selbigen bey Ehr und Eyd beurtheilet zu werden/ und bestehet solches einig aus dem jeweiligen Land-Voigt/ denen bestellten 24. Land-Richtern und dem Land-Schreiber/ welchem Land-Voigt und Land-Gerichtes zu mahlen Fürstl. Land-Rath/ gleichfalls zukommt und gebühret/ die Land und andere Mandata, auch Satz- und Ordnungen aufzurichten und auszufertigen.

XII. Um Criminal-Fehlern willen/ welche nach denen Rechten keine Leibs-Straffe nach sich ziehen/ sondern gemeiniglich mit Geld-Straffe angesehen werden/ soll kein Landmann gefänglich angenommen werden/ der das Recht vertrösten kan.

XIII. In Malefiz-Sachen/ soll die Aufnahm der Kundschafften in Beyseyn eines Land-Voigt/ Land-Schreibers/ und zwey aus dem Land-Gericht benanntlich eines von Catholischer und eines von Evangelischer Religion geschehen; Mithin die Zeugen/ so da deponiren sollen/ ehe man sie eydlich verhöret/ dem Gefangenen bekannt gemacht werden/ damit er seine gebührende Exceptionen/ wann er deren hätte/ wieder dieselben einwenden könne/ auch die Kundschaffts-Aussage/ um gleicher Ursach willen demselben communiciret; sonderlich die Ankläger in eigener Sache nicht vor Kundschafften gehalten/ unter solche Ankläger aber nicht geechnet werden/ die welche in Krafft aufhabender Eyden zu laiden verbunden/ oder welche darbey nicht interessiret sind.

XIV. Alle Examina in Malefiz-Sachen/ sie geschehen gleich gütlich oder peinlich/ sollen in Beyseyn obgedachten Richtern gehalten werden/ selbige aber sich mit einer bescheidentlichen Besoldung genügen lassen

XV. Wann auch zwischen obgedachten Examinatoribus ohngleiche Meynungen walteten/ ob gnugsame Ursachen vorhanden/ einen Gefangenen an die Tortur zu schlagen/ solle solches vor einem halben Land-Gericht entschieden/ bey dessen Versammlung aber beobachtet werden/ daß selbiges aus 6. Evangelischen und 6. Catholischen besetzet werde.

XVI. Wann mit einem Maleficanten/ einer oder mehr der Land-Richtere/ Verwandschafft halber/ oder sonsten/ in dem Ausstande begriffen/ oder abwesend wäre/ sollen der oder dieselbe mit andern Richtern von eben derselbigen Religion ersetzet werden/ und bey dem End-Urtheil die Anzahl der vier und zwantzig Land-Richter erfüllet seyn.

XVII. Wann in einer Malefiz-Sache/ entzwischen den Richtern/ die Meynunge in gleiche Stimmen zerfielen/ und der Land-Vogt bey der Sache Entscheidung auf die härtere Meynung fiele/ soll die Execution eingestellet/ und dem Maleficanten oder den Seinigen gestattet werden/ an den Fürsten um Gnad zu recurriren.

XVIII. Das jus aggratiandi stehet dem Fürsten ohndisputirlich zu.

XIX. Alle fallende und des Land-Gerichts bestimmende Bußen und Straffen an Geld/ in Criminal- und Malefiz-Sachen/ sollen dem Fürsten gehören/ wie nicht weniger die Confiscation der Mittel aller hingerichteter Ubelthäter/

ANNO 1718.

ter/ vorsetzlich, boßhaffter Selbst-Mörder und Lands-Flüchtiger/ welche Leib und Leben verwürcket/ und wo sie zugegen wären/ mit Recht vom Leben zum Tod verurtheilet würden/ dem Fürstlichen Fisco, auf Gnade hin/ heimfallen; Wobey Jhro Fürstl. Gnaden sich erkläret/ wann solch Unglück ein Land-Kind betreffe/ und ein oder mehr Kinder vorhanden/ alsdann und in solchem Fall Jhro Fürstl. Gnaden aus purer Gütigkeit auch Landes-Väterlicher Milde und Mitleiden über die auf den Procefs ergangene Kosten und rechtmäßige Schulden mit dem halben Theil des von ihm hinterlassenen Guths/ sich vergnügen wollen.

XX. Dieses Land-Gericht wird von dem Fürsten besoldet/ welchis auch als Fürstl. Land-Rath verpflichtet ist/ wann der Fürst in andern Fürfallenheiten sie beruffe und ihres Raths begehret/ auf dessen Befehl zu erscheinen/ und nach guten Gewissen zu rathen/ alsdenn denen/ welche oberhalb Krummenau/ und denen/ welche unterhalb dem Guntzenbach wohnen/ täglich einen Gulden/ denen aber/ welche näher gegen Lichtensteig wohnen/ täglich einen halben Gulden zur Belohnung gegeben werden soll.

XXI. Die Membra dieses Land-Gerichts sollen nicht abgewechselt werden/ es wäre dann Sach/ daß einer Leibs-oder Gemüths halber untauglich befunden würde/ oder solches mit Ubelverhalten verschuldet hätte.

XXII. Alle heimliche Abchädigungen beschuldiget-oder begangener Fehlern sollen abgestellet/ und öffentlich berechtiget werden/ es wäre dann/ daß einer des Fehlers bekanntlich/ und solches von niemanden ersucht/ selbst eigenen freyen Willens verlangte/ welche Bussen gleichfalls dem Fürsten zugehören.

XXIII. Der niedern Richtern Eyd soll seyn/ wie oben in den Puncten der Land-Richter gemeldet ist.

XXIV. Die Vorschläge und Besatzung der Ammännern in denen niedern Gerichten belangende/ soll es bey denen Freyheiten/ Oeffnungen/ und bißherig ohnunterbrochener Ubung verbleiben/ und die Wahl eines Ammanns an denen Orten/ wo die Gemeine dem Fürsten einen Fürschlag zu geben pflegt/ auf den Tag des Fürschlags geschehen/ und daß in Zeit der nechsten 14 Tagen/ die Ratification oder der Gegen-Fürschlag erfolge.

XXV. Der Wahl der Richtern halber bleibet es bey denen Freyheiten und der Ubung also/ daß der Fürst die Helffte und die Gemeine die andere Helffte beederseits in der Gleichheit der Religion erwehle.

XXVI. Weilen der Weibel ein Beamter des Fürsten ist und demselben mit sondern Pflichten zugethan/ indeme er die Straff-und bußwürdige Sachen zu beklagen und zur Berechtigung zu bringen verbunden/ soll es dero Erwehlung betreffend/ bey denen bißher üblich gewesenen Fürschlägen und Wahl verbleiben.

XXVII. Der Gerichts-Schreibern halben/ wird der Fürst der Gerichts-Gemeine zwey in den Fürschlag geben/ welche in selber Gerichts-Gemeine gesessen/ und darzu tauglich/ davon die Gemeine den einen nehmen/ und wann der Weibel der einen/ alsdann der Gerichts-Schreiber der andern Religion seyn solle.

XXVIII. Die Voigte von Yburg und Schwartzenbach/ wann sie nicht gebohrne Toggenburger/ sollen sich in die gerichtliche Sachen nicht mischen/ noch einiger massen in Gericht sitzen und handeln.

XXIX. Von den niedern Gerichten soll in Civil-Sachen/ wann der Haupt-Handel unter 15. fl. keine Appellation gestattet werden; wo aber die Summa über 15. fl. selbige durch das Gericht nicht verhindert werden.

XXX. Die Jahr-Gericht sollen nach alten Gebrauch fleissig gehalten werden/ mithin die niedern Gerichte verbunden seyn/ nach Jnhalt der Oeffnungen/ Gesetzen/ Mandaten und Ordnungen/ und ohnpartheyischer Beobachtung der Billigkeit/ die nieder gerichtliche Frevel und Fehler/ in Straff und Buß zu erkennen; immassen dann alle diese nieder-gerichtliche Straffen und Bussen dem Fürsten zugehören.

XXXI. Alle heimliche Abchädigungen/ in dergleichen niedergerichtlichen Fehlern abgestellet/ und alle Frevel und Busse/ vor öffentlichen Gericht berechtiget werden/ gleich es von alten Herkommen ist/ es wäre dann/ daß der Fehlbaare von niemanden ersucht selbst eigenen freyen Willens ein solches verlangte.

XXXII. Es soll auch niemand in solch niedergerichtlichen Fehlern wieder sich selbst zu zeugen/ oder sich mit dem Eyd zu entladen angehalten werden/ es wäre dann daß auf genugsame Anzeigungen ein solches von dem Richter erkennet würde.

XXXIII. Die Execution in Schuld-Sachen/ wann eine Sache erkennt und berechtiget ist/ solle nach altem Herkommen und Gebrauch/ durch die Schatzung geschehen.

XXXIV. Das Appellation-Gericht soll in 12. Personen/ tüchtiger/ ehrlicher und ohnverläumdeter eingesessener Toggenburgern bestehen.

XXXV. Dessen Præsident ein jeweiliger Land-Voigt in dem Toggenburg seyn/ auch seinem Bestallungs-Eyde eingerucket werden/ daß er in allen von dem Præsidio so wohl des Land-als Appellation-Gerichts abhangende Verrichtungen/ ohne Ansehen der Person und Religion handeln solle.

XXXVI. Die Wahl der Appellations-Richter solle also geschehen/ daß der Fürst 3. Catholische und 3. Evangelische Richter aus sich selbsten erwehlen/ und in dieses Gericht setzen möge.

XXXVII. Der Eyd gleichfalls eingerichtet werden/ wie oben in den Puncten des Land-Gerichts zu finden.

XXXVIII. Diesen Appellations-Richtern solle jedem des Tags für seine Belohnung ein Gulden geschöpfft/ und selbige aus denen bestimmenden Urtheil Geldern entrichtet werden.

XXXIX. Dieselben auch nicht abgeändert werden/ so lang sie tüchtig/ und sich ehrlich verhalten/ als oben bey denen Land-Richtern auch gemeldet ist.

XL. Alle Appellationen von denen niedern Gerichten sollen an besagtes Appellation Gericht gehen/ welches dann über selbige absolute und definitive absprechen/ also daß solche nicht ferner sollen appelliret werden können/ vorbehalten wann es Herrschafften/ Herrschaffts-Recht/ Grund-Boden-Zinnß-Zehenden/ und andere unablößliche Gerechtigkeit in ihrer Natur und Eigenschafft betreffen thäte/ oder da ein Fremder welcher nicht in dem Land wohnete/ in einem Procefs Kläger oder Beklagter wäre/ alsdann dem beschwerenden Theil/ es seye gleich der Fremde oder Landmann/ die Appellation an den Fürsten selbsten ohngehindert angedeyhen; Welche Appellation nach erfordernder Nothdurfft des Jahrs ein oder zweymahl in dem Land ohne andere Kosten/ als das gewohnte Appellations-

ANNO 1718.

Urthel-Geld abzustatten/ decidiret werden sollen/ in dem Verstand/ wann ein Fürst Kranckheit oder anderer erheblichen Hindernissen wegen/ nicht selbsten in das Land kommen könnte/ er solches durch einen oder zwey delegirte verrichten lassen möge.

XLI. Wann aber die Meynungen in gleiche Stimmen verfielen/ dem Land-Voigt der Entscheid zustehen solle.

XLII. Ein Fürst und Herr zu St. Gallen mag einen Land-Voigt im Toggenburg setzen/ er seye ein Toggenburgischer Landmann oder nicht.

XLIII. Jngleichen mag er einen Land Schreiber oder Land-Weibel aus eingesessenen Toggenburgischen Land-Leuthen setzen nach Belieben; Also daß wann der Land-Schreiber der einen/ alsdann der Land-Weibel der andern Religion seyn; und im Fall der Land-Schreiber Catholischer Religion wäre/ demselben ein Evangelischer Substitut, wann aber der Land-Schreiber Evangelischer Religion wäre/ demselben ein Catholischer Substitut, doch ohne des Fürsten Kosten zugeordnet werde/ welcher sowohl denen Appellations- als Land-gerichtlichen Sachen und Tribunalien beywohnen/ und das Protocoll führen helffen/ zu welcher Beamtung der Substituten das sämtliche Land-Gericht dem Fürsten einen Fürschlag von 3. ehrlichen und tauglichen Personen geben/ und Jhro Fürstliche Gnaden einen draus erwehlen sollen.

XLIV. Der Mannschafft und des davon abhangenden Militaris halben/ soll durch diesen Tractat niemanden an seinen daran habend- oder prætendirenden Rechten nichts gegeben noch benommen seyn.

XLV. Es sollen keine neue Land-Leute angenommen werden/ als bey ablegender Huldigung gegen einen neuen Fürsten/ und daß solche Annehmung so wohl mit vorheriger Einwilligung Jhr. Fürstl. Gnaden/ als auch wenigstens des halben Theils der anwesenden Land-Leuthen geschehe/ auch die Prætendenten sich selbsten stellen/ oder nahmhafft gemachet werden.

XLVI. Denen Gemeinden sollen keine Bey- noch Hintersäßen wieder ihren Willen aufgebürdet werden.

XLVII. Die Jagdbarkeit und Fischen sollen dem Fürsten zugehören/ es wäre dann/ daß jemand darum sonderbare Rechte aufzuweisen hätte.

XLVIII. Jn dem gantzen Land der Graffschafft Toggenburg soll männiglich aller ehrliche und ohngefährliche Kauff- und Verkauff-Handel und Wandel/ darunter auch der Saltz-Handel begriffen / frey und ohngehindert gestatten werden.

XLIX. Der Verkauff der liegenden Gütern in todte und ewige Hände völlig abgestellet und verbotten seyn/ und wann auch durch Testaments-Auffahls-Aussteurungs-Erbs- oder andere Weise etwas dahin fallen solte/ denen Land-Leuten der Zug/ und zwar nach beeydigter Schatzung gestattet werden; Wann aber Jhr. Fürstl. Gnaden in dem Land etwas kauffen wolten/ Jhro solches ohnbehindert seyn: jedoch daß solch erkauffende Güter an das Gotts-Hauß S. Johann/ noch sonsten an eine andere todte Hand verfallen / oder einiger massen incorporiret / auch nicht zu Lehn gemachet/ sondern durch weltliche Hand beworben werden sollen.

L. Es wollen Jhro Fürstl. Gnaden in dem Toggenburg keine Zoll-Brucken- noch Weg-Gelder/ wodurch die Toggenburger einiger maßen konnten beschweret oder benachtheiliget werden / anrichten/ auch die alten nicht steigern.

LI. Es mag/ in Krafft der Toggenburgischen Freyheiten/ jedermann mit seinem eigenen versungenen Guth ohne Abzug ziehen wohin er will; Was aber die ererbende und nachfallende Mittel belangt/ solle davon die Helffte des gehörigen Abzugs dem Fürsten/ und die andere Helffte dem gemeinen Land-Seckel zufallen.

LII. Deßgleichen sollen die Einzüge von den neu-annehmenden Land-Leuten halb dem Fürsten/ und halb dem gemeinen Land-Seckel gehören. Jndessen aber der Gemeine/ in welcher sich ein solch neu angenommener Landmann setzen wolte/ an ihren sonderbar habenden Einzug-Rechten nichts benommen seyn.

LIII. Die von des Toggenburgs wegen fallenden Pensionen oder Fried-Gelder sollen gleichfalls halb dem Fürsten/ und halb dem Land-Seckel zudienen.

LIV. Was in dem gemeinen Land-Seckel fällt/ solle nicht zu der einen oder andern Religion Particular-Gebrauch/ sondern zu weltl. Gebrauch und Nutzen des gemeinen Landes angewendet werden.

LV. Die Ehehafftenen belangende/ sollen keine neue Mühlen/ Huff-Schmidten/ Oel-Trotten oder Baad-Stuben/ ohne dringende Nothwendigkeit aufgerichtet werden: Wo man aber deren begehrte/ und jemand sich opponirte/ und vermeynte/ daß es nicht nothwendig wäre/ oder daß er dadurch beschweret würde/ alsdann die gründliche Untersuchung der Nothwendigkeit oder Beschwerd/ vor ordentlichen Gericht beschehen/ und hierauf die redliche Befindnuß an Jhr. Fürstl. Gnaden als Dero die Bewilligung der Ehehafftenen zustehet/ zur Erkänntnus gebracht/ solch alte Ehehafftener aber mit keinen neuerl. Beschwerden beleget werden.

LVI. Was die Taverne Wirths-Häuser betrifft/ so wird von dem Land-Vogt und dem Land-Gericht eine Untersuchung geschehen / wo und wie viel Taverne Wirths-Häuser vonnöthen/ und was Sie darfür Jhr. Fürstl. Gnaden zur jährl. Recognition geben sollen/ auch solche darüber nicht gesteigert/ oder einiger Unterscheid der Religion gemachet werden.

LVII. Die Einschreib-Lehn / welche keine Lehn-Brief erfordern/ wann einer dessen ordentliche Empfahung übergehen würde/ soll nicht caduc gemacht werden/ sondern die Buß für das erstere mahl auf doppelten Lehn-Tax/ hernach aber/ so offt solches geschehen würde/ nach Proportion und Werth des Guths/ auf 1. fl. von jedem 100. bestimmet seyn.

LVIII. Gleichwie nun in allen vorgeschriebenen Gerichtl. Sachen/ denen Particular-Gerichts-Herren Moßnanß/ Eppenberg/ Magdenau und Krynau/ und wann noch andere wären/ als welche hierinnen nicht contrahiret/ ihre authentisch-habende Rechte heiter vorbehalten/ und dadurch denenselben nichts benommen ist/ so hat es dennoch den Verstand/ daß in allen solchen Gerichten/ da die beeden Religionen unter einander vermischet/ die Gerechtsame/ Freyheit und Gleichheit der Religion auf Weiß und Form/ als in den vorgehenden Puncten gemeldet ist/ observiret werden solle.

LIX. Desgleichen sollen auch der Stadt Lichtensteig ihre/ Krafft Brief und Siegeln und alten Herkommen/ sonderbare habende Recht und Freyheiten klärl. reserviret seyn/ mit dem Anhang/ daß so wohl die Schultheissen-Stelle unter beeden Religionen alterniren solle/ als auch übrigens die mehr-besagte Gleichheit in Besatzung ihres Raths/ Gerichts/ Aemtern und Diensten beobachtet werden.

LX.

ANNO 1718.

LX. Wann auch sonderbaare Gemeinden oder Particularen sonderbare Recht und Gerechtigkeiten / darüber in vorgehenden Puncten nichts versehen wäre / aufweisen könnten / sollen sie dabey verbleiben / und ihnen nichts benommen seyn.

LXI. Es sollen auch alle Sprüch / Urtheile und Erkanntnussen / welche biß auf den heutigen Tag von den ordentl. Gerichten in dem Land / auf die Weiß / wie sie biß dato besetzt waren / ergangen / wie auch alle erweißliche Privat-Conventionen / jedem Drittmann ohne Schaden / in ihren beständigen Kräfften seyn und verbleiben / und nicht aufgehebt / noch abgeändert werden / und also alles Ausgemachte ausgemacht heissen / seyn und bleiben / wofern der Richter des Gotts-Hauses Rechte und liegende Güter nicht berührt hätte: Es solle auch nicht weniger bey denen Rechnungen der Kästen / welche über den Land-Handel ergangen / auf Weiß und Form / also / daß selbige ohne fernere Untersuchung oder Hinderung nach alt-gewohntem Brauch und denen Spruchen de de annis 1513. 1514. angelegt werden sollen.

LXII. Endlichen solle auch eine vollkommene Amnestia und ewige Vergessenheit alles dessen / was von Anfang dieser Streitigkeiten / und unter währendem Krieg biß auf den heutigen Tag passiret / was Natur es immer sey / gestifftet / beliebet / und allerseits angenommen seyn / und dernahend unter keinerley Prætext noch Vorwand / niemanden das geringste an Leib / Ehr oder Guth zugesucht werden: Was aber diejenigen Bussen und Kosten / welche die Sechs Wattweilische Männer / den Panner-Herr Päsch / seinen Sohn Jacob Päsch / den Land-Weibel Germann / und die Kellerische Erbschafft betreffend / anstehet / selbige aufgehebt / tod und ab seyn sollen / und jeder Landmann zu seinem Eigenthum / Weib und Kindern sicher / ruhig und ohnangefochten kommen möge.

LXIII. Den Religions- oder Lands-Frieden dennoch betreffend / so sollen nur allein die beyden Religionen / die Catholische und Evangelische / die eine wie die andere / in der gantzen Landschafft Toggenburg durchaus frey seyn und verbleiben / also daß der beyden Religionen zugethane eine vollkommene freye und ohngehinderte Religions-Ubung in allen Stücken und Theilen ihres Gottes-diensts / und allem dem so demselben anhanget / mit aller Gerechtsame und Freyheit geniessen und haben sollen.

LXIV. Und gleichwie die Evangelische denen Catholischen in ihrer Religion / Kirchen-Gebräuchen / Ceremonien / und allem was dran hanget / weder Ordnung / Ziel / noch maaß vorschreiben oder selbige behindern; Also auch hingegen denen Evangelischen von niemanden in ihrer Religion / Kirchen-Gebräuchen / Ceremonien und allem was hierum hanget / sonderheitlich aber der Feyertagen halber nichts vorgeschrieben / auch weder Ziel / noch Maaß gesetzet / oder einige Hinderniß gethan werden: Selbige aber der Lehr-Satzen halber sich an die Evangelische Eydgenößische Glaubens-Bekänntniß halten / und die Kirchen-Gebräuch / wie sie dißmahlen eingeführet sind / fortsetzen wollen.

LXV. Die Kirchen-Stunden / wo solches noch nicht geschehen / sollen forderlich eingerichtet / und alles Schänden / Schmähen / Trätzeln und Reitzen auf und neben der Cantzel / von beyden Theilen höchstens verbotten / auch die Fehlbahre mit Ernst abgestraffe werden.

LXVI. Denen Evangelischen Pfarrern und Vorgesetzten die nöthige Kirchen-Zucht / bestehende in Vorstellung / Vermahn- und Anhaltung zur Besserung des Lebens zu stehen: Doch daß sie sich hierbey keiner Jurisdiction anmassen; Deßgleichen auch auf die Schulen / als worinnen die liebe Jugend / nicht allein im lesen / schreiben und singen / sondern auch in denen Anfangen der Religion und Glaubens-Articuln unterrichtet werden solle / ein treu-geflissenes Aufsehen zu haben / ihnen obgelegen seyn solle.

ANNO 1718.

LXVII. Die Evangelische Pfarrer sollen von niemanden der nicht ihrer Religion ist / visitiret / und so lange sie ihren Gemeinden in Lehr und Leben erbaulich vorstehen / wieder ihren Willen / auf andere Pfründen nicht abgeändert werden: Auch der vormahlen ihnen in dem leistenden Eyd eingerückte Terminus; dem Fürsten in allem gehorsam zu seyn / ausgelassen werden.

LXVIII. Die Wittben und Waisen sollen mit Vögten ihrer Religion besorget werden / und ihrer Auferziehung halber unter derselben und ihrer nechsten Verwandten Aufsicht stehen.

LXIX. Wo die ein- oder andere Religion aus eigenen Mitteln neue Kirchen bauen / oder Pfründe stifften wolle / ihnen daran kein Eintrag gethan werde; Vorhero aber beyde Religionen wegen der alten Kirchen sich in Freundlichkeit zu vergleichen haben / und wann sie sich selbsten nicht vergleichen können / alsdann jede Parthey zwey ehrliche Männer erbitten / um sie zu entscheiden; Wann aber diese Schied-Leuthe in ihren Meynungen in gleiche Stimmen zerfallen würden / jeglicher von diesen Sätzen noch einen ehrlichen unpartheyischen Mann fürschlagen / und unter solchen fürgeschlagenen einer durch das Looß zum Obmann erwehlet werden / welcher bey seinen Eydes-Pflichten der einen / von den Schid-Leuthen ausgefällte Meynung / welche ihm die bessere beduncket / beyfallen solle. Wann auch die ein und andere Religion eine gemeinsame Kirche zu erweitern begehrte / solches aus eigenen Kosten wohl geschehen mögen / mithin der andern Religion kein Eintrag noch Schadigung zugefüget werden.

LXX. Weilen alle Kirchen- und Pfrund-Güter in dem Toggenburg abgerechnet und vertheilt / soll es bey denen / so vormahls / als Zeit währender dieser Negotiation vorgegangene Abcheurungen / Theilungen und Verkomnüssen verbleiben / und hin künfftig keine Theilung mehr vorgenommen werden.

LXXI. Wann eine Evangelische Person um die Ehe angesprochen würde / oder eine verheyrathete befugter Ursachen halber / der Ehescheidung begehrete / sollen sich der Decanus, ein Pfarrer / und die weltlichen Beysitzer des Synodi zusammenthun / und um solche Ehe-ansprachen / oder prætendirende Ehescheidungen die Partheyen gütlich vergleichen / oder wann solches ohnerheblich / selbige entscheiden und absprechen / worbey es denn sein Verbleiben haben / jedoch / daß alle straff- und bußwürdige Sachen dem bißherigen Richter überlassen werden sollen.

LXXII. Die Dispensations-Bussen von dem dritten Grad also eingerichtet seyn / daß / welche ohngefährlich fünff tausend Gülden und darüber besitzen / höchstens funffzig Gulden / welche dennach 1000. biß 5000. fl. besitzen / zwantzig Gulden: Welche aber unter 1000. fl. besitzen / nach Beschaffenheit der Mitteln bezahlen; Wo aber gar Arme wären mit denselben mildiglich verfahren werden solle.

LXXIII. Der Evangelische Synodus in dem Toggenburg solle / wie er dißmahlen eingerichtet / fortgesetzet / und darinnen die Religions- und Kirchen-Sachen unter ihnen allein abgehandelt werden / wie die dermahlige Synodal-Statuta es mit sich führen.

LXXIV. Die Collaturen der Pfründe belangende / bleibe es bey denen von Ihr. Fürstl. Gna-

ANNO 1718.

den bescheint- und hergebrachten Briefen/ Siegeln und Herkommen: Es wäre dann Sach/ daß die Catholischen Toggenburger in Zeit von 3. Jahren etwas mehrers und bessers für sich beschreinen könten/ alsdann sie dessen zu geniessen haben sollen.

LXXV. Wenn eine Evangelische Pfarr-Pfrund in dem Land Toggenburg vacant würde/ solle die Gemeind sich bey Ihro Fürstl. Gnaden oder Dero Land-Vogt ehrerbiethig anmelden/ und alsdann ohne einige Behinderung sich selbsten in einem der Evangelisch Eydgenößl. Orten/ welchen sie wollen/ um einen Pfarrer bewerben mögen/ welcher in einer der vier Evangelischen Städten der Eydgenossenschafft examiniret/ und ad Ministerium admittiret/ auch gute Zeugnüs seines ehrlichen Lebens und Wandels habe/ und selbigen mit besagten Testimonialibus einem jeweiligen Fürsten oder seinem Land-Vogt præsentiren/ der dann hierauf denselben confirmiren wird: Es sollen aber obgemeldter Pfarrern nicht mehr als ein Drittheil aus einem Ort seyn; Wann dann auch Toggenburgl. Land-Leute vorhanden/ welche tüchtig/ und obbesagter Weise examinirt/ und auch ad Ministerium admittirt wären/ selbige hierinfalls der Zahl halben gleich einem der obgemelde-löbl. Orten gehalten werden.

LXXVI. Es ist auch weiter abgeredet und verglichen/ daß nach erfolgter Ratification dieses Tractats/ selbiger förderlich bewerckstelliget werden/ und darauf hin die Huldigung geschehen solle; Wann aber in künfftiger Zeit/ und nachdem dieser Tractat in Execution gesetzt seyn wird/ über diesen Tractat, und darinnen enthaltenen Puncten/ wieder alles Verhoffen/ sich Mißverstand und Strittigkeit ereigen würde/ alsdann so wohl Ihr. Fürstl. Gnaden als auch die Land-Leute in Toggenburg/ die waltende Strittigkeiten an Sechs der dreyzehen löbl. Orten der Eydgenossenschafft/ jedes an drey zu bringen/ welche dann in Gleichheit der Religion und Sätzen/ selbige entweder in der Gütigkeit beylegen/ oder ohnerhebl. Falls/ nach gewohnt-Eydgenößl. Herkommen/ durch Rechtl. Ausspruch entscheiden sollen; in der ausgedruckten Meynung/ daß in allen/ entzwischen Ihr. Fürstl. Gnaden und dem Lande Toggenburg/ fürfallenden Streit-Sachen/ nicht via facti verfahren/ sondern alles biß auf güt- oder rechtlichen Ausspruch in dem von gegenwärtigen Tractat an hergebrachten ohnveränderten Stand verbleiben solle.

LXXVII. Wegen des Land-Friedens in den Meheren und Mindern Gerichtbarkeiten/ welche Ihr Fürstl. Gnaden in der Land-Graffschafft Thürgau und auch in dem Rheinthal besitzen/ hat es den Verstand/ daß es bey dem in An. 1712. von denen löbl. Regierenden Orten zu Arau errichteten/ und durch den Druck ausgegebenen Lands-Frieden beständig bestehen/ und Ihr Fürstl. Gnaden sich deme conformiren sollen/ also/ daß demselben/ in allen deren Ihro zugestellten ausgeworffenen Puncten und Articuln/ wie sie dermahlen eingeführet sind/ jetz und in das künfftig/ ohne einige Ausnahm/ geflissend nachgelebet werden solle.

LXXVIII. Desgleichen solle auch denenselben unter keinerley Vorwand an die vergangene Kriegs-Kosten etwas gefordert/ noch zugerechnet werden/ sonsten aber jeglichem rechtmäßigen Creditori sein habendes Recht ohnbenommen seyn; Ihnen auch um alles das/ was von Anfang des vergangenen Kriegs/ und biß auf den heutigen Tag passiret/ und worinne sie sich immer übersehen/ oder verfehlt haben mögten/ eine vollkommene Amnestia gegeben/ und keiner deßwegen im geringsten angefochten/ oder ihme etwas zu Ohnglimpff angezogen werden.

ANNO 1718.

LXXIX. Was dannenhero die ausserhalb denen obgemeldten Gerichten gelegene Aemter/ als Stadt und Amt Wyl/ das Rorschacher-Hoffmeister- und Goßauer-Amt belanget/ solle denenselben gleichfalls/ unter keinerley Vorwand/ einige Kriegs-Kosten abgefordert/ sie auch einer gleichmäßigen vollkommenen Amnestia geniessen/ sonsten aber jeglichen rechtmäßigen Creditoren sein habendes Recht ohnbenommen seyn.

LXXX. Was auch die Herren Intendanten zu Wyl und Sanct Gallen/ oder die Gericht für Urtheln in währender Zeit ausgefället/ und sonsten streitiges güt- oder rechtl. behandelt/ solches in beständigen Kräfften verbleiben/ weiln man dafür haltet/ daß dadurch Ihr. Fürstl. Gnaden Rechtsamen und liegende Güter nicht angegriffen worden/ und was zu Erbauung der Evangelischen Kirchen Schönholtzers-Wylen und Zugehörungen/ für Erdreich von einem Deroselben Lehen/ gegen erstatteten Preiß/ ledig bezogen worden/ solle/ ohne des Erb-Zinses Schwächung/ welche auf den übrigen Gütern zu suchen ist/ sein Verbleiben haben.

LXXXI. Nachdeme dann diese Friedens-Handlung zur Ratification gelanget seyn wird/ (wozu jedem Theil längstens 2. Monath Zeit gelassen wird) werden beede Löbl. Stände Ihr. Fürstl. Gnaden wiederum abtretten/ die in Besitz genommene alte Landschafft/ samt denen Gerichten in dem Thurgeu und Rheinthal/ mit aller darzu dienenden Herrlichkeiten/ Rechten und Gerechtigkeiten/ auch denen in und ausser Landes gelegenen Einkünfften/ Zinsen/ Zehenden/ Renten/ Gülten/ und andern Rechtsamen/ wie sie solche in Besitz genommen/ und dermalen besitzen; Vorbehalten das/ worüber in gegenwärtigen Tractat anders disponiret worden.

LXXXII. Es sollen auch die Land-Leuth im Toggenburg Ihro Fürstl. Gnaden/ und Dero Gottshauß/ wann das/ was derselben halber in vorhergehenden Tractat vorkommen worden/ so weit erfüllt seyn wird/ daß die Toggenburgischen Land-Leuth ihren Land-Rath samt ihren Antheil der Appellation-Richtern vor der Huldigung ernamset haben/ und bey dem Huldigungs-Act/ welcher Ihr. Fürstl. Gnaden längstens 14. Tag nach der Ratification vornehmen mögen (dieser Tractat samt dessen Ratification vor offener Landes Gemeine ablesen/ und darauf hin die Huldigung geschehen/) auch Ihro Fürstl. Gnaden innerhalb den nechst folgenden drey Tagen/ die Denomination ihrer Beamten/ Land- und Appellation-Richtern eröffnet haben werden/ zu Vertrag-mäßiger und ruhiger Besitzung der Graffschafft Toggenburg kommen lassen; Dessen Volziehung beede Löbl. Stände sich angelegen seyn lassen werden.

LXXXIII. Und damit nun der errichtete Frieden um so sicherer und beständiger seye/ und in Ansehung hierseits benachbarter Ständen/ bey etwan zwischen Ihnen fürfallender Mißverständnüß (die GOtt verhüte, nicht neuen Anstoß litte/ so haben die Löbl. Stände Appenzell/ Usser-Rhoden/ Ihr Fürstl. Gnaden und die Stadt St. Gallen/ bey Eydgenößischen treuen/ Ehren und wahren Worten/ einander versprochen und zugesagt/ daß kein Theil dem andern um einiger Ursachen willen/ wie die seyn/ vorfallen/ oder Nahmen haben mögen/ thätlich angreiffen/ und zusetzen wollen; und im Fall ja etwa Irrung/ Streit/ Mißverstand sich zwischen Ihnen erheben und zutragen mögte/ welches allein die Stände selbsten/ oder die zusammen habende Verträg/ und darinnen enthaltene Recht-

samme

ANNO 1718.

same betreffen thäte/ oder daß solche Verträg ohngleich verstanden werden wolten/ daß der beschwerte Theil seine Klag an den Beschwerenden münd- oder schrifftlich je nach gestalt der Sachen nachrichtlich gelangen lassen/ und um dessen Abstellung freund-nachbarlich ansuchen thäte/ demselben auch mit freund- und billiger Antwort entsprochen/ in allweg auch nur beschehendes Recht Bott via facti nicht fürgefahren/ sondern jeglicher Theil/ bey seiner vor sothanem Streit gehabter Besitzung/ Herkommen und Rechten verbleiben; Und Falls die also mißverständige Theil einandre nicht mögten in der Güte und Freundlichkeit zur Gnüge berichten/ sodann die Sach zu güt- als rechtlichen Entscheid vorgestalten gelangen/ daß jeder Theil zwey von denen Löbl. Orten der Eydgenossenschafft/ nach Belieben erbitten möge/ durch gleiche Sätz aus ihren Raths-Mitteln solche Zwistigkeiten decidiren zu lassen; Da dann die streitig Theile sich an deme halten/ sättigen und begnügen/ was alda gesprochen wird/ und damit dem Streit abgeholffen; Die also zu Sätzen erwehlte Löbl. Ort/ so gut als rechtlich gesprochen/ als Handhabere desselben/ bestens befugt seyn/ denjenigen Theil/ welcher solchem Ausspruch entgegen in minderem oder mehrerem via facti verfahren wolte/ gütlich/ oder so das ohnverfänglich/ mit kräfftigen und ernstlicheren Mitteln zu Observanz des Ausspruchs/ und Erstattung allmählich dem beschwerten Theil zugewachsenen Schaden und Kosten zu vermögen und anzuhalten.

LXXXIV. Und solle von nun an und in das künfftig all dasjenige/ was vor den letzten leidigen Troublen und bis dato zwischen obgedachten dreyen Löbl. benachbarten Ständen immer wiedriges passiret seyn mögte/ gäntzlich und völlig abgethan/ ausgelöscht und vergessen seyn und bleiben/ zwischen allen drey erwehnten Löbl. Ständen eine wahre Freund- und Nachbarschafft frischer Dingen aufgepflantzet und cultiviret/ auch ihre Angehörige dahin mit Ernst angemahnet werden.

LXXXV. Des abgethanen Zolls halber zu Lanquat solle die Sache in dem Zustandt/ wie es sich dismalen befindet/ biß zu güt- und rechtl. Austrag/ welcher längstens inner Jahres-Frist vorgenommen werden solle/ verbleiben.

Wann nun die hierinnen contrahirende Theil/ als beede Löbl. Stände Zürich und Bern/ dann Ihro Fürstl. Gnaden Herr Abt/ Decan und Capitul zu St. Gallen/ diesen Friedens-Tractat/ in allen seinen Puncten und gantzen Inhalt/ ohnzerbrüchlich und vest handlen werden/ so wohl für sich als ihre Nachkommende/ einander bey guten Treuen und Ehren versprechen; also haben sie sich auch gleichfalls einander hierbey zu mainteniren und zu handhaben zugesaget; In Krafft gegenwärtiger Instrumenten/ welcher drey gleich lautende verfertiget/ und mit hernach unterschriebener Herren Pacificatoren Hand und Petschafften verwahret worden. Geben zu Baden im Ergau/ Mittwochs den 15. Tag Brachmonat/ von der Gnaden-reichen Geburth unsers lieben HErrn und Heylandes gezehlet 1718. Jahre.

(L.S.) Hanß Jacob Ulrich/ Stadthalter und des Raths der Stadt Zürich.

(L.S.) Johann Heinrich Hirtzel/ Stadthalter und des Raths der Stadt Zürich.

(L.S.) J. F. Willading/ Herr zu Urthenen und Mattstetten/ Schultheiß der Stadt Bern.

(L.S.) Johann Antoni Tillier/ Venner und des kleinen Raths der Stadt Bern.

(L.S.) Joseph Antoni Püntener/ v. Brg. Hochfürstl. St. Gallischer Rath und Cantzler.

(L.S.) Gall Antoni/ Freyherr von Thurn/ Hochfürstl. St. Gallischer Rath und Ober-Vogt zu Rorschach.

ANNO 1718.

Friedens-Ratification des Löbl. Stands Zürich.

WIr Bürgermeister/ klein und grosse Räthe der Stadt Zürich urkunden hiermit: Demnach Unsere auf jüngsten Congress zu Baden geweste vergeliebte Mit-Räthe und Pacificatores, bekanntlichen/ die Hochgeachte Wohl-Edle/ Gestrenge/ Fromme/ Berühmte/ Vorsichtige und Weise/ Herr Johann Jacob Ulrich/ Stadthalter/ und Herr Johann Heinrich Hirtzel/ Stadthalter/ mit Ihro Fürstl. Gnaden des neu erwehlten Herrn Abts Josephi, Decans und Convents des Fürstlichen Stiffts St. Gallen/ Herrn Pacificatorn den 15. Junii dieses lauffenden Jahrs zu besagtem Baden/ die Friedens-Tractaten entzwischen Löbl. Standt Bern und Uns an dem einem/ dann Ihr. Fürstl. Gn. dem Herrn Abt/ Decan und Convent, wohlgedachter Fürstl. Stifft an dem andern Theil/ besag dreyer gleich lautender authentischen Exemplarien (welche zu Handen aller drey Löbl. interessirter Stände expediret worden) biß auf gedachter Stände/ als hohe Principalen Ratification, abgeredet/ geschlossen und nach aufgegebener Vollmacht besiegelt und unterschrieben/ daß Wir nach gründlicher Durchsich- und Erdaurung vorgemeldet durch göttlich-gnädige Leitung errichteter Friedens-Tractaten/ dieselbe in allen und jeden darinnen enthaltenen Puncten, Articuln und Clausuln gutgeheissen/ ratificiret und bestätiget: Wie Wir dann solche hiermit durchaus gutheissen/ ratificiren und bestättigen/ vor Uns und Unsere Nachkommende/ mit wahr-Eydgenößischer Verpflichtung/ alle die darinnen enthaltene Puncten, Articuln und Clausuln aufrichtig und getreulich zu beobachten und zu erfüllen. Dessen zu mehrerm Glauben und Bekräfftigung gegenwärtiger Ratification haben Wir unserer Stadt Zürich Secret-Insiegel hierauf drucken lassen. So geben Donnerstags den 11. Augusti von der Gnaden-reichen Geburth Christi/ unsers Erlösers gezehlt/ 1718. Jahr.

(L. S.)

Friedens-Ratification des Löbl. Standes Bern.

WIr Schultheiß klein und groß Räth der Stadt Bern thun kund hiermit: Demnach zwischen Unsern vertrauten lieben alten Eydgenossen/ Löbl. Standes Zürich und Uns an einem/ dann Ihr. Fürstl. Gnaden Herren Abten/ Decan und Fürstl. Stiffts St. Gallen am andern Theil/ einige Mißhell und Zwyspalt erwachsen/ selbige auch in kriegliche Verfassungen und Thätlichkeit ausgebrochen/ welche aber durch freundliche Handlung/ so den 5. Jan. in Baden angefangen/ den 5. May reassumiret/ aus GOttes Gnaden durch allseitig dort hin abgeordnete Herrn Bevollmächtigte zu vollkommenen Stand/ biß auf Unsere Ratification, gelanget/ zu Pappier gebracht/ und sub 15. Junii, alles gegenwärtiges Jahrs/ unterschrieben und versiegelt worden: Daß darauf hin Wir sothane Friedens-Handlung in allen seinen Puncten und Articuln für Unser Ort seines gantzen Inhalts angenommen/ bestätiget und beliebet haben wollen. In Krafft gegenwärtiger Ratification zu mehrerem Bestande mit

ANNO 1718. Unser Stadt Secret-Insiegel verwahret und geben den 12. Tag Augusti 1718.

(L. S.)

Friedens-Ratification Ihr. Fürstl. Gnaden von St. Gallen/ Decan und Convents des Fürstl. Stifft.

VOn GOttes Gnaden Wir Josephus, des Heil. Römis. Reichs Fürst/ Abt des Fürstl. Stifft und Gottes-Hauß St. Gallen/ so ohne Mittel dem H. Stuhl zu Rom zugehöret/ St. Benedicten-Ordens/ auch des hohen Ordens der Jungfräul. Verkündigung Mariä Ritter &c. Und Wir Decan und Convent erst ermeldten Fürstl. Stifft zu St. Gallen thun kund hiermit männiglichem: Demnach die zu freundlicher Beylegung der entzwischen bey den Löbl. Ständen Zürich und Bern/ und Uns einige Jahr hindurch gedauerten krieglichen Miß-hell-und Streittigkeiten jüngst abgewichenen 5. Januarii dieses lauffenden Jahrs in Baden angestossene/ und den 5ten May hernach reassumirte Friedens-Handlung aus Gnaden GOttes durch Unsere allseitig zu dem End dorthin Abgeordnet-und Bevollmächtigte zu vollkommenen Stand/ biß auf unsere Ratification, besiegelt/ so/ daß selbige von Ihnen zu Pappier gebracht/ und sub dato 5. Junii darauf hin unterschrieben/ und besiegelt worden: Daß dann Wir diesere Handlung und Friedens-Tractat in seinem vollkommnen Begriff und Enthalt gäntzlichen genehm halten/ ratificiren und confirmiren/ in Krafft Unserer hierunterzogener eigener Handschrifft/ und vorgedruckten Abbatial und Convents-Siegeln. So geben/ und beschehen in Unserm Schloß neuen Ravensberg den 5. August. 1711.

Josephus Abb.

(L. S.)

P. Jodocus Decanus.

(L. S.)

CXCIX.

21. Juill. *Instrumentum Pacis ad viginti quatuor Annos Lunares constitutæ, inter* CAROLUM VI. *Imperatorem Romanorum, ac Regem Hispaniarum, Hungariæ & Bohemiæ Augustissimum, &* AHMET *Han Sultanum Ottomanorum, quo Partes Valachiæ cis Alutam Fluvium sitæ, Belgradum, Temiswar, Parackin, Ißolaz, Schachak, Botka & Isolina, cum suis Territoriis: Tractus à Drina Fluvio usque ad Unnam, cum Palankis & Arcibus, totusque Fluvius Savus cum suis Ripis Sacræ Cæsareæ Regiæque Majestati ceduntur & manent. De Limitibus autem singulatim designandis cura integra Commissariis utrinque nominandis relicta est. Actum in Congressu ad Passarovicium in Servia die* 21. *Julii* 1718. Cum DECLARATIONE *Legatorum Cæsareorum quod hac Pacificatione nonobstante, Fœdus Cæsareo-Polonico-Venetum pro communi defensione initum, illibatum & indissolubile permanere debeat. Actum eadem die* 21. *Julii* 1718. Cumque RATIFICATIONE *Cæsarea. Dat. Viennæ* 12. *Augusti* 1718. [Tiré des Archives du Conseil-Imperial Aulique de Guerre.]

CAROLUS Divina favente Clementia Electus Romanorum Imperator, semper Augustus, Germaniæ, Hispaniarum, Indiarum, nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæ, & utriusque Siciliæ &c. Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ Mediolani, Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ, Limburgiæ, Luxemburgiæ, Wirtenbergæ, Superioris & Inferioris Silesiæ, & Sueviæ, Sacri Romani Imperii Marchio Burgoviæ, Moraviæ, Superioris & Inferioris Lusatiæ, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis, Goritiæ, Ferretis, Kyburgi &c. &c.

Recognoscimus, & memoriæ commendamus tenore præsentium, quibus expedit, universis, pro Nobis, Hæredibus, & Successoribus Nostris; quod cum DEO ita disponente inter Nos ab una: & Serenissimum ac Potentissimum Principem, Dominum Sultanum Ahmed Han, Ottomannorum, Asiæ, ac Græciæ Imperatorem, ex altera parte, interventu & opera mediatoria Serenissimi & Potentissimi Magnæ Britanniæ Regis, uti & Generalium Fœderati Belgii Ordinum, post colloquia sub tentoriis ad Passarovicium in Serviæ Regno eum in finem instituta, per Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios cum idoneis Mandatis & facultatibus ad id utrinque deputatos Pax & amicitia inita, & conclusa sit in viginti quatuor annos proximos lunares his, quæ sequuntur, conditionibus, forma, & tenore.

In Nomine Sanctissimæ, & Individuæ Trinitatis

POSTQUAM duobus abhinc Annis infauste accidit, ut inter Augustissimum & Potentissimum Principem ac Dominum, CAROLUM VI. Electum Romanorum Imperatorem, semper Augustum, Germaniæ, Hispaniarum, Indiarum, nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæ, & utriusque Siciliæ, &c. &c. Regem, Archiducem Austriæ, Ducem Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ, Limburgiæ, Luxenburgiæ, Wirtenbergæ, Superioris & Inferioris Silesiæ, & Sueviæ, Sacri Romani Imperii Marchionem Burgoviæ, Moraviæ, Superioris & Inferioris Lusatiæ Comitem Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis, Goritiæ, Ferretis, Kyburgi &c. &c. ab una: & Serenissimum ac Potentissimum Principem, ac Dominum Sultanum, Ahmed Han, Ottomannorum, Asiæ & Græciæ Imperatorem, ab altera Parte Pax & tranquillitas illa, quæ per Gloriosissimos amborum Magnorum Principum, ac Imperatorum Prædecessores Carlovicii in Syrmio conclusa, & stabilita fuerat, summum in Eorundem Subditorum detrimentum, perturbationem ac negotiorum jacturam per nova quædam dissidia ante elapsum terminum interrumpebatur, exindeque cruentum ac exitiale bellum exortum sit, quod magnas Regnis & Provinciis devastationes, & Populorum desolationes attulit; Divina tamen opitulante Clementia tam salutaria ambo Imperia receperunt consilia, ut de reconciliandis exacerbatis animis, & evitanda humani sanguinis effusione, nec non prospicienda Subditorum salute & bono recogitaretur.

Ideo interpositis Serenissimi ac Potentissimi Magnæ Britanniæ Regis, ac Alte-Potentium Dominorum Ordinum Generalium unitarum Belgii Provinciarum officiis eo res perductæ sunt, ut ad tractandam & concludendam Pacem, ac renovandam pristinam amicitiam Legati Plenipotentiis sat amplis instructi in certum locum mitterentur, ubi de æquis conditionibus convenirent.

Itaque ex parte Augustissimi Potentissimi, ac Invictissimi Romanorum Imperatoris Illustrissimus & Excellentissimus Dominus Damianus Hugo, Comes de Virmont, Intimus, & Imperialis Aulico-Bellicus Consiliarius, Peditatus supremus Præfectus & constitutus Tribunus, ac Excellentissimus Dominus

ANNO 1718.

missus Michael à Talman, Imperialis Aulico-Bellicus Consiliarius; ex parte verò Serenissimi ac Potentissimi Magni Sultani, Ahmed Han, Ottomannorum, ac Asiæ & Græciæ Imperatoris, Illustrissimus ac Excellentissimus Dominus Ibrahim Aga, Ærarii Ottomannici secundæ divisionis Præses, & Excellentissimus Dominus Mehmed Aga, ejusdem Ærarii tertiæ divisionis Præses: nec non nomine Serenissimi ac Potentissimi Magnæ Britanniæ Regis Excellentissimus Dominus Robertus Sutton, Eques Auratus; & Alte-Potentium Ordinum Generalium unitarum Belgii Provinciarum Illustrissimus ac Excellentissimus Dominus, Jacobus Comes Colyers, mox circa principium mensis Maii hic Possarovicii comparuere, qui solemni Congressu, & habitis quibusdam sub tentorio usitato more Colloquiis, exhibitisque mutuo Plenipotentiis ita felici successu hujus Pacis opus perfecerunt, ut in sequentes viginti mutuos Articulos convenerint.

Articulus Primus.

Provinciæ Moldaviæ & Valachiæ, partim Poloniæ & partim Transylvaniæ limitibus conterminæ, interjacentibus, ut ab antiquo, montibus distinguantur & separentur, ita, ut ab omni Parte antiquorum confiniorum termini observentur, nullâque in his nec ultra, nec citra fiat mutatio, & cum partes Valachiæ cis Alutam fluvium sitæ cum locis & Munimento Temeswarini in potestate, & possessione Sac. Romano-Cæsareæ Regiæque Majestatis sint, juxta acceptatum Fundamentum Pacis: Uti Possidetis, in ejusdem Potestate & Dominio permaneant, ita, ut prædicti fluvii ripa Occidentalis ad Romanorum: ripa vero Orientalis ad Ottomannorum Imperatorem pertineat.

E Transylvania elabens fluvius Aluta usque ad locum, ubi in Danubium exoneratur: inde vero juxta ripas Danubii fluvii versus Orsavam usque ad locum, è cujus regione Timock fluvius in Danubium influit, constituantur confinia, atque, ut antehac circa fluvium Marusium observatum fuerat, Aluta, quoad potationem pecorum & piscationes, aliosque hujusmodi perquam necessarios usus, utriusque Partis Subditis communis sit.

Germanorum, eorundemque Subditorum Navibus onerariis e Transylvania in Danubium ultro citroque commeare liceat; Subditis vero Valachis navicularum piscatoriarum, aliarumque Cymbarum absque impedimento usus permittitur; Naves tamen molendinariæ in locis convenientibus, ubi Navigationi Mercatorum obesse non possint, communi Gubernatorum in confiniis existentium consensu collocentur.

Et, cum nonnulli Bojari, aliique minoris conditionis ex Valachia Ottomannica tempore Belli ad Partes Romano-Cæsareas se receperint, si vigore hujus Pacis ad pristinos Lares revertere, & ibi commorando, adinstar aliorum, habitationibus, bonis, & terris suis pacifice frui poterunt.

Articulus Secundus.

A loco, ubi Timock in Danubium influit, circiter decem horas sursum utriusque Imperii confinium constituatur; Isperlck-Bania cum suis antiquis Territoriis sub Ottomannico: Ressova verò sub Romano Imperatorio Dominio permanentibus, & inde inter montes versus Parackin pergatur, ita, ut, Parackin Romano-Cæsareæ: & Rasna Ottomannicæ Ditioni relictis, inter utriusque Medium per congruum fisum progressio fiat in Istolaz, & ibi transeundo per parvam Moravam juxta citeriorem ripam ad Schachak, & inter Schachak & Bilanam per Terram ad Bedka procedatur, inde flectendo circa Territorium Zockolense extra Belinam ad ripam Drinæ fluvii sitam, Belgrado, seu Alba Græca, Parackin, Istolaz, Schachak, Bedka & Belina cum antiquis suis Territoriis Augustissimo Romanorum Imperatori, cum à Sua Majestate possessa sint; Zockol verò & Rasna cum suis etiam antiquis Territoriis Imperio Ottomannico permanentibus.

Timock fluvio cum suis emolumentis utriusque Subditi communiter gaudeant.

Articulus Tertius.

Cum à Drina fluvio usque ad Unnam in utraque ripa fluvii Savi sitæ, sive apertæ, sive occlusæ Arces & Palankæ Romanorum Imperatoris Milite munitæ sint, cum antiquis suis Territoriis juxta fundamentum Pacis in Ejusdem Sac. Cæs. Regiæque Majestatis potestate permanento, quare etiam integer fluvius Savus cum suis ripis ad Eandem pertinet.

Articulus Quartus.

A loco, ubi fluvius Unna in Savum influit, usque ad Territorium Antiqui-Novi, quod Porta Ottomannica possidet, in ripa Orientali dicti fluvii situm Jessenovitz & Dobiza, nec non aliquot Turres & Insulæ, cùm Præsidio Romano Cæsareo-Regio insessa sint, juxta fundamentum Pacis cum antiquis suis Territoriis Sacræ Suæ Romano-Cæsareæ Regiæque Majestati permanento.

Articulus Quintus.

Quemadmodum Novi-Novi Territoria in Occidentali Unnæ ripa ex parte Croatiæ sita, quæ tum ad Augustissimum Romanorum Imperatorem pertinebant, post Tractatum Carlovicensem propter aliqua, quæ tempore separationis limitum exorta sunt, diffidia & controversias, destructa hoc nomine nuncupata Palanka, Imperio Ottomannico tradita fuere, ita iterum ad reconciliationem & satisfactionem Suæ Sac. Cæs. Regiæque Majestati restituantur, & in Ejusdem potestatem cum omnibus inter antiquos suos limites existentibus Locis & Terris revertantur.

Articulus Sextus.

Loca demum, quæ in partibus Croatiæ sita, a Savo fluvio distantia, ab utraque Parte possessa, & Præsidiis custodita juxta Carlovicensem Tractatum cum suis Territoriis in utriusque potestate permaneant, atque, si quædam adhuc occupata fuerint, utriusque Imperii ad determinandos limites deputati Commissarii de controversiis decidant, & usque ad extremitatem Croatiæ, eorum locorum Territoria, quæ in unius, aut alterius Imperii possessione mansura sunt, distinctis limitibus ac signis separent, & determinent;

Sicuti per Carlovicensem, ita etiam per præsentem Tractatum liberum & licitum esto ab utraque Parte possessa Munimenta & Arces pro securitate utriusque Partis reparare, munire & fortificare, ad Incolarum vero commodas habitationes in extremis confiniis apertos Pagos ædificare, ubique sine impedimento & exceptione utrique Parti fas esto, dummodo sub hoc prætextu nova Fortalitia non erigantur.

Articulus Septimus.

Pax ista quamvis secundum prædictas Conditiones bona concordia conclusa sit, attamen, ut omnia, quæ de confiniis promissa & acceptata sunt, ex omni parte effectum nanciscantur, constituantur quamprimum ab utraque Parte experti, fidi & pacifici Commissarii, iique loco opportuno, ubi illis visum fuerit, convenientes quieto comitatu & famulitio, intra spatium duorum mensium, & citius, si fieri poterit, Confinia metis & terminis manifestis per superiores Articulos designata distinguant & determinent, & Statuta utrinque accuratissime & citissime executioni mandentur.

Articulus Octavus.

Definiti tandem per hosce Tractatus & subsecuta, ubi opus fuerit, locali deputatorum Commissariorum separatione, stabiliti, sive deinceps, idoneo tempore per operam Commissariorum mutuo stabiliendi confiniorum limites sancte utrinque & religiose observentur, ita, ut nulla ratione, aut prætextu extendi, transferri, aut mutari possint, neque liceat alicui Paciscentium Parti in alterius Partis Territorium ultra statutos semel terminos, aut lineas quidquam juris, aut potestatis prætendere, aut exercere, aut alterius Partis Subditos sive ad deditionem,

ANNO 1718.

sive ad pendendum Tributum qualecunque, sive præteritum, sive futurum, sive ad quamvis aliam humano ingenio excogitabilem exactionis, aut vexationis speciem adigere, aut molestare, sed omnis altercatio ex integro amovetur.

Articulus Nonus.

Ad tollendas penitus quascunque in Confiniis super aliquo Articulorum Armistitii hujus, aut quavis de re imposterum enascentes controversias, differentias, aut discordias, ubi prompto & maturo remedio opus erit, ordinentur utrinque in Confiniis primo quoque tempore electi pari numero Commissarii, viri neutiquam avidi, sed graves, probi, prudentes, experti, atque pacifici, hique loco opportuno convenientes sine Exercitu cum æquali pacificarum personarum comitiva omnes & singulas hujusmodi controversias emergentes audiant, cognoscant, decidant, & amicabiliter componant, talem denique ordinem & modum constituant, quo utraque Pars suos homines & Subditos citra omnem tergiversationem, vel prætextum gravissimis pœnis ad sinceram ac firmam Pacis observationem compellat; Quod si verò negotia tanti momenti occurrerent, quæ per Commissarios utriusque Partis componi & expediri non possent, tunc ad ambos Potentissimos Imperatores remittantur, ut ipsi complanandis iisdem, sedandis & exstinguendis modum & rationem invenire & adhibere valeant, ita, ut tales Controversiæ, quam fieri poterit, intra brevissimum temporis spatium componantur, nec earum determinatio ulla ratione negligatur, aut protrahatur;

Cumque præterea in antecedentibus sacris Capitulationibus duella & mutuæ ad certamen provocationes fuerint vetitæ, imposterum etiam sint illicitæ, &, siqui ad singulare certamen venire ausi fuerint, in illos ut transgressores gravissime animadvertatur.

Articulus Decimus.

Incursiones hostiles & occupationes, omnesque insultus clam, aut ex improviso facti, devastationes & depopulationes Territorii utriusque Domini omnino & severissimis Mandatis prohibitæ sint ac illicitæ, Transgressores verò Articuli hujus ubicunque deprehensi statim incarcerentur, & per Jurisdictionem loci, ubi capti fuerint, pro merito puniantur absque ulla remissione, & rapta, quæcunque sint, diligentissime perquisita & adinventa secundum omnem æquitatem Dominis suis restituantur; Capitanei quoque ipsimet, Commendantes & Præfecti utriusque Partis ad Justitiam nulla admissa incuria integerrime administrandam sub amissione officii non solùm, sed etiam vitæ & honoris, adstricti sint atque obligati.

Articulus Undecimus.

Pro Religiosis & Religionis Christianæ exercitio juxta ritum Romano-Catholicæ Ecclesiæ, quæcunque præcedentes Gloriosissimi Ottomannorum Imperatores in Regnis suis, sive per antecedentes sacras Capitulationes, sive per alia signa Imperialia, sive per Edicta & Mandata specialia favorabiliter concesserunt, ea omnia Serenissimus Ottomannorum Imperator imposterum etiam observanda confirmabit, ita, ut Ecclesias suas præfati Religiosi reparare & resarcire: nec non functiones suas ab antiquo consuetas exercere possint, & nemini permissum sit, contra priores Capitulationes, ac Leges aliquo genere molestiæ, aut pecuniariæ petitionis eosdem Religiosos, cujuscunque Ordinis & conditionis sint, afficere, sed consueta Imperatoria pietate gaudeant, & fruantur; Præterea Augustissimi & Potentissimi Romanorum Imperatoris solemni ad Ottomannicam Portam Legato licitum sit, commissa sibi circa Religionem, & loca Christianæ visitationis in sancta Civitate Jerusalem, aliisque in locis, ubi dicti Religiosi Ecclesias habuerint, exponere atque instantias suas facere.

Articulus Duodecimus.

Publici Captivi antecedentis & præsentis Belli tempore ex utraque parte in captivitatem abacti, & in publicis carceribus adhuc detenti consideratione istius almæ Pacis eliberationem sperent, nec possint diutius sine læsione Imperatoriæ Clementiæ & laudatæ Consuetudinis, ac Generositatis in eadem captivitatis miseria & calamitate relinqui, sed modo ab antiquo consueto cuncti Captivi à die hujus Tractatus Pacis ab utraque parte intra dies 61. in libertatem asserantur; Peculiariter, cum in partibus Transylvaniæ captivitate detentus Nicolaus Scarlati Voivoda, ac filii & ejusdem domestici contra liberos Barones de Petrasch & Strein eum penes eos Constantinopoli in septem Turribus existentibus hominibus permutandi sint, quare & ii à data hujusce Pacis Tractatus intra dies 31. in confiniis Valachiæ invicem permutentur, & eliberentur;

Cæteris verò, qui in privatorum potestate, vel apud ipsos Tartaros sunt, licitum sit, eliberationem suam honesto, & , quam fieri poterit, mediocri lytro procurare; Quod si cum Captivi Domino honesta Conventio fieri non poterit, Judices locorum litem omnem per compositionem dirimant; Sin autem prædictis viis id etiam confici haud posset, Captivi pretiis eorum, sive per testimonia, sive per Juramenta probatis, atque solutis, eliberentur, nec possint Domini aviditate majoris lucri sese redemptioni eorundem opponere; Et, quandoquidem à parte Imperii Ottomannici homines non emitterentur, qui taliter eliberandis Captivis operam adhibeant, spectabit ad probitatem Cæsareorum Præfectorum, ut ad dimittendum Ottomannos Captivos, quo empti sunt pretio, sincere comprobato, Dominos illorum adstringant, atque ita sanctum hoc opus pari utrinque pietate promoveatur;

Donec demum Captivi utrinque prædicta ratione liberentur, Legati Plenipotentiarii ex utraque Parte officia sua adhibebunt, ut interea miseri Captivi benigne tractentur.

Articulus decimustertius.

Utriusque Partis Mercatores juxta antecedentes Capitulationes Pacis in Ditionibus utriusque Imperii rem mercatoriam libere, secure, & pacifice exerceant; Romanorum Imperatori jam modo subjectarum, atque imposterum per Suam Majestatem à Christianæ Religionis Statibus acquirendarum Provinciarum Mercatoribus & Subditis, cujuscunque sint Nationis, terra, marique, prout ad hanc rem destinati Commissarii convenerint, sub signis & Literis patentibus Romano-Cæsareis in Regnis & Provinciis Ottomannicis pacificus aditus & reditus pateat, emptioque & venditio libera sit, & solutis necessario pendendis Vectigalibus neutiquam molestentur, quinimo protegantur. Consules & Interpretes, qui Mercatorum curabunt negotia, (uti prædicti Commissarii convenerint) in Ditionibus Ottomannicis constituantur, & reliquis Christianis à Tributo liberis Nationibus concessus favor etiam Romano-Cæsareis Mercatoribus confirmetur & concedatur, eademque ipsi utilitate & securitate gaudeant & fruantur.

Algeriinis, Tunetanis, & Tripolitanis, aliisque, quibus inhiberi necesse est, serio demandetur, ut imposterum Pacis Capitulationibus neutiquam contravenientes nullam prorsus Paci adversantem actionem perpetrent. Coerceantur quoque in ripa Maris sitæ Dulcinensis Arcis incolæ, ne deinceps Pyraticam exerceant, neve naves Mercatorum infestent, & damnificent, eorum Lembis, seu Fregatis & reliquis Navibus pyraticis sublatis alias exstruere prohibeantur, ita quidem, ut in tales Prædones, qui contra Imperiales Pacis Capitulationes Mercatorum Navibus damna inferre, easque aggredi ausi fuerint, restitutis omnibus in prædam ablatis rebus & bonis, resarcitisque damnis & jacturis, ac in libertatem assertis Captivis, quos cœperant, juxta Leges, ut Justitia exiget, ad aliorum exemplum animadvertatur, iique puniantur.

Ut autem Commercii res omnis fraudis expers sit, quidquid ab utraque Parte constituti, & de illis tractantes Commissarii concluserint ac determinaverint, ratihabeatur, in Capitulationibus inseratur & adjungatur.

Articulus decimusquartus.

Maneat porro etiam illicitum futuris quoque temporibus receptaculum, vel fomentum dare malis homi-

ANNO 1718.

ANNO 1718. hominibus, rebellibus Subditis, aut male contentis, sed ejusmodi homines & omnes Prædones, Raptores, etiamsi alterius Partis Subditi sint, quos in Ditione sua deprehenderint, merito supplicio afficere utraque Pars adstricta sit, qui, si deprehendi nequeant, Capitaneis aut Præfectis eorum, sicubi eos latitare compertum fuerit, indicentur, iique illos puniendi mandatum habeant, quod, si nec hi Officio suo in punitione talium Sceleratorum satisfecerint, Indignationem Imperatoris sui incurrant, aut Officiis exuantur, aut ipsimet pro Reis luant; quoque magis à Nefariorum hujusmodi petulantiis cautum sit; Neutri Partium liceat intertenere & alere Haydones, quos liberos nuncupant, Plagiarios, Prineck dictos, atque id genus facinorosorum hominum, qui non sunt alterutrius Principis stipendio conducti, sed rapto vivunt, tamque ii, quam, qui eos aluerint, pro demerito puniantur, talesque Nefarii, etiamsi consuetæ vitæ emendationem præ se ferant, nullam fidem mereantur, nec prope Confinia tolerentur, sed ad alia remotiora loca transferantur.

Articulus decimusquintus.

Ne tamen aliquo modo Confiniorum tranquillitas & Subditorum quies perturbari queat, loca, ubi Ragoczius, Berczenius, Antonius Esterhasy, Forgatsch, Adamus Vay, & Michael Czacky aliique Hungari, qui ab obedientia Augustissimi Romanorum Imperatoris desciverunt, & in Ottomannicis Ditionibus tempore Belli refugium quæsiverunt, in Ottomannico Imperio ad lubitum collocabuntur & disponentur, remota sint à limitaneis & confiniariis partibus, & uxores tamen illorum non impediantur maritos suos sequi, & cum iis in assignato districtu commorari.

Articulus Decimussextus.

Proponentibus Plenipotentiariis Suæ Sacræ Romano-Imperatoriæ Regiæque Majestatis, ut Rex & Respublica Poloniæ in hocce Tractatu simul comprehendantur: Responsum est: inter Regem Poloniæ ejusdemque dictam Rempublicam Pacem perpetuam & firmam & nullas cum Ottomannico Imperio controversias versari, si autem Poloni ratione Chozim, aut ob alia negotia, ad proferendum aliquid haberent, per Legatos, aut per literas apud Ottomannicam Portam notificare & exponere poterunt, quæ ex æquitate & justitia determinabuntur.

Articulus Decimusseptimus.

Ut quoque tanto magis Armistitium hoc bonaque inter ambos Potentissimos Imperatores Amicitia firmetur, & coalescat, mittentur solemnes utrinque Legati, ex æquo usitatis Ceremonialibus ab introitu in Confinia usque ad reditum in locum secundæ permutationis excipiendi, honorandi, tractandi, atque prosequendi, qui in signum Amicitiæ spontaneum munus, conveniens tamen, & utriusque Imperatoris Dignitati consentaneum afferent & in Æquinoctio verno mense Martio iter prævia mutua Correspondentia uno eodemque tempore suscipientes, in confiniis more jam pridem inter utrumque Imperium observato permutabuntur;

Solemnibus porro Legatis in Imperatoriis Aulis, quidquid libuerit, petere liceat, atque permittatur.

Articulus Decimusoctavus.

Regula & norma Curialium in recipiendis, receptisque pariter honorandis & tractandis Ministris ultro citroque commeantibus & commorantibus juxta usitatam prioribus etiam temporibus modalitatem deinceps utrinque cum æquali decore & secundum distinctam caracteris Missorum prærogativam observetur. Legatis Romano-Cæsareis, & Residentibus, & quibusvis eorundem hominibus pro suo arbitrio, quibusque placuerit, vestibus uti licitum sit, neve quisquam impedimento esse possit. Ministri porro Cæsarei, sive Oratoris, sive Legati, sive Residentis, sive Agentis munere fungantur, quibus reliquorum Principum Ottomannicæ Portæ Amicorum Legati & Agentes immunitatibus & privilegiis perfruuntur, eadem libertate, imo ad distinguendam Cæsareæ Dignitatis prærogativam usitatis melioribus modis fruantur, habeantque liberam potestatem conducendi Interpretes. Cursores etiam & alii eorum homines, ab Aula Cæsarea ad Ottomannicam Portam, atque iterum redeuntes, & ultro citroque venientes salvo Passu tuto & secure permeent, atque, ut commode iter suum perficiant, omni favore adjuventur. ANNO 1718.

Articulus Decimusnonus.

Has vero Conditiones & Articulos ad formam hic mutuo placitam à Majestatibus utriusque Imperatoris ratihabitum iri, atque, ut solemnia Ratificationis Diplomata intra spatium 30. dierum a die subscriptionis, vel citius in Confiniis per Excellentissimos Legatos Plenipotentiarios Mediatores reciproce, recteque commutentur, Legati Plenipotentiarii utriusque Imperii sese infallibiliter præstituros obligant, atque compromittunt.

Articulus Vigesimus.

Duret Armistitium hocce, & extendatur favente DEO ad viginti quatuor annos lunares, & continuo sequentes, à die, qua ejusdem subscriptio facta fuerit, quo annorum numero elapso, vel etiam medio tempore priusquam elabatur, liberum esto utrique Partium, si ita placuerit, Pacem hanc ad plures adhuc annos prorogare.

Itaque mutuo & libero consensu, quæcunque stabilita sunt, pacta inter Majestatem Augustissimi & Potentissimi Romanorum Imperatoris, & Majestatem Serenissimi & Potentissimi Ottomannorum Imperatoris, & Hæredes, Eorundem Imperia quoque & Regna ipsorum, Terra itemque Marique sitas Regiones, Civitates, Urbes, Subditos & Clientes, observentur sancte, religiose & inviolabiliter.

Et demandetur serio omnibus utriusque Partis Gubernatoribus, Præfectis, Ducibus Exercituum, atque Copiis & quibusvis in Eorundem clientela, obedientia & subjectione existentibus, ut illi quoque prædeclaratis Conditionibus, Clausulis, Pactis & Articulis sese adæquate conformantes omnibus modis caveant, ne contra Pacem & Amicitiam hanc sub quocunque nomine aut prætextu se invicem offendant, aut damnificent, sed quolibet prorsus inimicitiæ genere abstinendo bonam colant vicinitatem, certo scientes, quod si eatenus admoniti morem non gesserint, severissimis in se pœnis animadvertendum fore.

Ipse quoque Crimensis Chamus & omnes Tartarorum Gentes, quovis nomine vocitatæ, ad Pacis hujus & bonæ vicinitatis & reconciliationis jura rite observanda adstricti sint, nec iisdem contravenienda hostilitates qualescunque exerceant erga quasvis Romano-Cæsareas Provincias, earumque Subditos, aut Clientes; Porro sive ex aliis Exercituum generibus, sive ex Nationibus Tartarorum, si quis contra sacras Imperatorias hasce Capitulationes & contra Pacta & Articulos earum quidpiam ausus fuerit, is pœnis rigorosissimis coerceatur.

Incipiat vero dicta modo Pax, quies & securitas Subditorum utriusque Imperii à suprascripta die subscriptionis, & cessent exinde, atque tollantur omnes utrinque inimicitiæ, & Subditi utriusque Partis securitate & tranquillitate fruantur. Eoque fine, & quo magis per summam curam ac sedulitatem hostilitates inhibere possint, transmittantur quam celerrime mandata, & edicta publicandæ Pacis ad omnes Confiniorum Præfectos; cumque spatium aliquod temporis requiratur, intra quod Officiales in remotioribus partibus præsertim confiniis illam conclusæ Pacis notitiam obtinere valeant, statuantur viginti dies pro termino, post quem, siquis hostile quidpiam alterutra ex parte admittere præsumpserit, pœnis superius declaratis irremissibiliter subjaceat.

Ut demum Conditiones Pacis viginti hisce Articulis conclusæ, utrinque acceptatæ, & debito summoque cum respectu inviolatæ observentur, siquidem Domini Plenipotentiarii Ottomannici vi concessæ iisdem Facultatis Imperatoriæ Instrumentum Turcico sermone exaratum & subscriptum, legitimum & validum nobis exhibuerint; Nos quoque vi Mandati & Plenipotentiæ nostræ propriis manibus, & propriis Sigillis subscriptas hasce Pacto-

ANNO 1718. rum Literas in Latino Idiomate tanquam legitimum & validum Instrumentum extradidimus.

Acta hæc sunt in Congressu ad Possarovicium, in Servia, sub Tentoriis celebrato, die vigesima prima mensis Julii, Anno millesimo septingentesimo decimo octavo.

DAMIANUS HUGO COMES DE VIRMONT.	MICHAEL DE TALMAN.
(L. S.)	(L. S.)

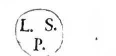
Nos Robertus Sutton, Eques Auratus, ex parte Serenissimi & Potentissimi Domini Georgii, Magnæ Britanniæ Regis, & Jacobus Comes Colyers ex parte Alte-Potentium Dominorum Fœderati Belgii Ordinum Generalium, Legati Mediatores,

Hæc præmissa coram nobis, & sub directione Mediationis nostræ, ita acta, conclusa & firmata esse, vigore publici muneris nostri pariter subscriptione & Sigillorum nostrorum appositione attestamur, & firmamus, Anno & die, ut supra.

ROBERTUS SUTTON.	JACOBUS COMES COLYERS.
(L. S.)	(L. S.)

NOs volentes iis, quæ Nobis vi recensitorum modo Articulorum hic loci incumbunt, eadem integritate, qua ad hosce Tractatus accessimus, satisfacere, prænotatas Conditiones atque Articulos, prout superius descripti, & de verbo ad verbum inserti habentur, pro Nostra parte ex certa Nostra Scientia, Animo bene deliberato, & omni meliori modo & forma, quibus potuimus, & debuimus, approbavimus, ratificavimus, & corroboravimus, prout vigore præsentium approbamus, ratificamus & corroboramus: Promittentes in fide & verbo Imperiali Regioque pro Nobis ac Hæredibus, & Successoribus Nostris, quod illa omnia & singula sincere, sancte, & inviolabiliter tenebimus, observabimus, adimplebimus, quamdiu ab altera Parte Paci adversantes actiones & motus non promanaverint, quod per supradictos Hæredes & Successores Nostros eodem plane pacto observari, & adimpleri debere volumus atque decrevimos, ac tam Nos Ipsos, quam eos, ad id quam efficacissime obligamus, & obligatos ac adstrictos reddimus, omni dolo & fraude postpositis & semotis, harum testimonio Literarum manu Nostra subscriptarum, & Sigilli Nostri Cæsarei appensione munitarum. Dabantur in Civitate Nostra Viennensi, die duodecima mensis Augusti, Anno millesimo septingentesimo decimo octavo, Regnorum Nostrorum Romani septimo, Hispanici decimo quinto, Hungarici verò & Bohemici octavo.

CAROLUS.



EUGENIUS A SABAUDIA.

Ad Mandatum Sac. Cæsareæ Regiæque Catholicæ Majestatis proprium,

ANTONIUS JOSEPHUS AB OTTL.

Declaratio Fœderis Sacri Cæsareo-Polonico-Veneti à Dominis Legatis Cæsareis Dominis Legatis Ottomannicis apud ipsam Pacis subscriptionem coram Dominis Legatis Mediatoribus Anglo-Batavis facta & consignata. ANNO 1718.

ETIAMSI aliunde manifestum sit, & Portam Ottomannicam non minus, quam alias Potentias latere non possit, Fœdus perpetuum indissolubile, & tale inter Sacram Suam Majestatem, Romanorum Imperatorem, Respublicasque Polonam, & Venetam intercedere; ut, si unus, vel alter separatim, aut omnes Horum Confœderatorum simul ab Imperio Ottomannico quocunque modo & tempore Bello peciti, & lacessiti forent, omnibus & singulis pro communi defensione terra, marique in arma concurrere, & mutua sibi auxilia ferre fas sit, subscriptis tamen Alte-fatæ Sacræ Majestatis Cæsareæ Legatis Plenipotentiariis vi Maudati specialis hac conclusæ Possarovicensis Pacis occasione incumbit, coram Portæ Ottomannicæ Legatis etiam Plenipotentiariis, sicut & Serenissimi & Potentissimi Magnæ Britanniæ Regis, nec non Alte-Potentium Statuum Generalium unitarum Belgii Provinciarum ad Mediationem præsentibus Ministris Fœdus hoc quam solennissime declarare, & ita hisce declaratum esse voluerunt; Exhibitum sub Tentorio ad Possarovicium vigesima prima Mensis Julii, Anno millesimo septingentesimo decimo octavo.

DAMIANUS HUGO COMES DE VIRMONT.	MICHAEL DE TALMAN.
(L. S)	(L. S.)

Nos Robertus Sutton, Eques Auratus, ex parte Serenissimi & Potentissimi Domini Georgii, Magnæ Britanniæ Regis, & Jacobus Comes Colyers ex parte Alte-Potentium Dominorum Fœderati Belgii Ordinum Generalium Legati Mediatores, hanc præmissam Declarationem ab Illustrissimis & Excellentissimis Dominis, Domino Damiano Hugone Comite de Virmont, & Domino Michaele de Talman, Legatis Extraordinariis, & Plenipotentiariis Cæsareis, Excellentissimis Dominis, Ibrahim Aga & Mehmed Aga, Ministris Plenipotentiariis Serenissimi & Potentissimi Ottomannici Imperatoris, coram nobis factam, & extraditam, atque ab his acceptatam esse, ac insuper promissum se eam simul cum Tractatu Induciarum, sive Treugæ ad fulgidam Portam transmissuros pro munere nostro poblico subscriptione, & Sigillorum nostrorum appositione rogari, & requisiti attestamur. Anno & die, ut supra.

ROBERTUS SUTTON.	JACOBUS COMES COLYERS.
(L. S.)	(L. S.)

CC.

Instrumentum Pacis inter Serenissimam Rempublicam VENETAM *&* PORTAM OTTOMANNICAM *compositæ & signatæ ad Oppidum Passarovitz in Regno Serviæ, die 21. Julii anno 1718.* [Copie imprimée à Vienne, dans l'Imprimerie Imperiale] 21. Juill.

In Nomine Sanctissimæ Trinitatis.

QUANDOQUIDEM Deus omnipotens indulsit, inter Serenissimum, & Potentissimum *Sultanum AHMED HAN, Ottomannorum, Asiæ, & Græciæ Imperatorem:* ac Serenissimam *Rempublicam Venetam* Bellum emergere; Divina quoque Misericordia dignata est, Belligerantium Animis Consilia Pacis inspirare. Quem in finem solennem Serenissimi, ac Potentissimi Principis, *GEORGII, Britanniarum Regis:* nec non Præpotentium Dominorum, *Belgii fœderati* Statuum, Mediationis fervor conduxit, Adeoque præfatus Rex Excellentissimum, & Illustrissimum Dominum, *Robertum SUTTON, Equitem Auratum:* prædicti Domini, Belgii Fœderati Status, Excellentissimum, & Illustrissimum Dominum, *Jacobum*

ANNO 1718.

cabum **COLLYERS**, *Comitem*, Plenipotentiarios, humani Sanguinis Effusioni, Stragibus, & Desolationibus tot innocentium Subditorum finem facturos, atque pristinam Concordiam, & Amicitiam redintegraturos, delegaverunt. Cum igitur dicta Mediatio utrique Partium accepta, & Congressus solennis in Confinibus, ad *Passarovitz*, in Regno Serviæ, fuerit destinatus, Excellentissimi, & Illustrissimi Domini, *Ibrahim* **EFFENDI**, secundus actualis Cameræ Præses: & **MEHEMED**, *tertius Cameræ Præses*, fulgidæ Portæ Plenipotentiarii: ac Excellentissimus, & Illustrissimus Dominus *Carolus* **RUZZINI**, *Eques*, *Procurator*, *& Plenipotentiarius extraordinarius Reipublicæ Venetæ*, comparuerunt; atque, post frequentes Congressus, interveniente officio, & opera salutari dictorum Dominorum Mediatorum, qui singulari Prudentia, & Industria suum Munus adimpleverunt, Ope Divina, tandem sequentes Articulos invicem pepigerunt.

ART. I. Munimentum *Imoschi*, in Erzegovina, in Dalmatia, & Albania autem *Tiscovatz*, *Sternizza*, *Unista*, Turris *Prolocb*, *Erxano* & alia Propugnacula, Aggeres, Arces, Loca item occlusa, & aperta, quæ in manus Reipublicæ Venetæ cesserunt, in ejusdem possessione denuo permanent; atque, ut Fines sint repositi, & Limites separati, ab uno ad alterum dictorum Locorum Terminum linea ducetur. Itaque quæ inter memoratam lineam, versus Dominium Venetum, & rectà versus Mare existunt, in possessione Reipublicæ permanent; quæ vero extra hanc lineam, Excelso Imperio remanent; quemadmodum in Tractatu *Pacis Carlovicensis* est definitum. Munimentis Reipublicæ restitutis, & in præfata linea, rectà versus Mare, juxta ac in fronte lineæ, sive semi-circulo, comprehensis, a destinatis Partis utriusque Commissariis, pro exigentia, unius horæ spatium Terræ adsignabitur. Si in vicinia memoratæ lineæ, aut extra eandem, reperiatur Munimentum Excelsi Imperii, eidem, cum omnibus Terris retrorsis, remanet; in fronte pariter per lineam semicircularem unius horæ spatium Terræ, intra circulum, adjudicabitur.

II. Quemadmodum in Tractatu Pacis Carlovicensis pactum est: Territorium, & Districtus Dominorum *Ragusinorum* cum Territorio, & Districto Excelsi Imperii continuantur; Eaque propter Locus *Popovo*, cum suis Pagis, *Zarine*, *Ottovo*, & *Suizi*, à Republica Veneta occupatus, cum omnibus ibidem existentibus, & communicationi nominati Territorii obstantibus, Excelso Imperio, quo modo statu invenitur, restituitur; similiter a parte Arcis Novæ, & Risanæ, communio Terræ Ragusanæ cum Excelso Imperio neutiquam interrumpetur.

III. In Archipelago sitæ, & Reipublicæ Venetæ ablatæ Insulæ de *Cerigo*, eidem redduntur; & octoginta dies post signatum Pacis Instrumentum, evacuantur, ac in possessionem restituuntur.

IV. Munimentum *Butrinto*, *Prevesa*, & *Vonizza* in Ora Archipelagi, ac potestate Reipublicæ Venetæ, Tenore Fundamenti: UTI POSSIDETIS, in ejusdem Reipublicæ Possessione detinto commorantur; atque ab utriusque Partis Commissariis æqualiter dividendis Finibus unius horæ spatium Terræ adsignabitur, cum positione Limitum, & Terminorum.

V. Ab utraque Parte Finibus in Dalmatia, Erzegovina, Albania, & Archipelago discernendis Commissarii periti, probi, benevoli, & pacifici destinabuntur, qui post tres menses, a signato Instrumento, Congressum cum pacifico, ac modesto Comitatu, æqualique numero, in loco competente auspicabuntur, & omnem operam navabunt Finibus utrinque statuendis: ut bimestri spatio, aut citius, si possibile fuerit, Munia sua exequantur.

VI. Quanto magis solida Amicitia, & Quies inter Subditos conciliantur, tanto acrius sunt abominandi, qui reprobo genio, & ingenio, ipso etiam Pacis tempore, latrociniis, ac hostilibus machinationibus Tranquillitatem Finium disturbant; quam ob causam ejusmodi Ex-legibus a neutra Parte tutamen, aut præsidium præstandum; sed indagandi, persequendi, & tradendi sunt, ut, aliis in Exemplum, merita pœna afficiantur; Quin & imposterum prohibitum sit, similes nefarios adjuvare, aut tutari.

VII. Quoniam diffidia, æque Mari, ac Terra, remittunt, & mutua benevolentia renascitur, hujus almæ Pacis notitia Finium Præfectis insinuanda est; idcirco pro Bosnia, Albania, & Dalmatia terminus triginta dierum: pro aliis, utpote Insula Candia, aliisque Finibus tempus quadraginta dierum statutum est; intra quod tempus ab Excelso Imperio, sicut a Republica Veneta, quantum observari poterit, nec minimum, his Articulis contrarium, patrandum.

Ceterum Subditis vera, & universalis conceditur Amnestia omnium, flagrante Bello, commissorum Facinorum, etiam quorumcunque; quorum nemo jam, vel imposterum, arguetur, aut castigabitur.

VIII. Dispositis jam Finibus, & Terminis, in possessionem adjudicatis, omnia imposterum rata, sancta, & inviolata, observantor; & si quis Fines violare, seu Terminum transgredi præsumpserit; vel, si etiam Superiores hujusmodi Transgressores debito supplicio punire supersederint, tam illi ipsi, quam delinquentes, severe puniantur. Casu, Commissariis difficultates emergerent, super quibus æque convenire non possent, ab utraque Parte sincera causæ notio intimanda; ut subsidio, & officio Cæsarei, Anglici, & Hollandici, Dominorum Legatorum, apud Fulgidam Portam commorantium, Differentiæ rite, amiceque componantur; neque has, vel similes ob causas inimicitiæ exercendæ, neque Subditorum Concordia lædenda, neque stabilita Pax cum Excelso Imperio infringenda.

IX. Mancipia, Belli tempore capta, & in carceres conjecta, intuitu almæ Pacis, in Fiduciam libertatis constituantur; ac, cum Pietatem, & Clementiam Imperatoriam dedeceat, eadem in miseriarum squalore retineri, cuncta Mancipia publica, spatio unius & sexaginta dierum, a signato Instrumento, in plenam libertatem invicem alterantur; interea, usque tempus eorum redemptionis affulserit, Plenipotentiarii utriusque Partis sedulam curam gerent, quatenus interim benevole habeantur.

X. Immunitatibus, a Sultanis quondam Nationi Francorum concessis, congruenter, hi Ritus suos, ubicunque Ecclesias suas, & Cœnobia habuerint, exercitare, & frequentare poterunt; &, si quæ restaurari indiguerint, vigore Cæsarei Mandati, & Æquitatis, resarciri poterant. Nullus etiam in hoc ipso illos impediet pecuniarum exactione, aut alio prætextu, contra Justitiam, & Excelsam Capitulationem, affliget; Illi insuper Jerusalem, aliaque Loca sacra adire, & redire, absque omni impedimento, poterunt.

XI. Si quis ex Venetis in Dominatu Ottomannico cum aliquo commercatus esset, qui solutione alium fraudaret, & fugeret, quandoque de Excelso Mandato foret repertus, Merces Proprietario restituantur: ac si quis ex Excelso Imperio cum Veneto commercatus esset, qui etiam solutionis loco aufugisset, & idem inveniretur, reperta pariter restituantur. Si quoque aliquis ex Imperio Ottomannico debita contraheret, vel alia ratione culpam incurreret, & effugeret, nullus alius innocens retentabitur; neque Venetiani, loco illius, postulabuntur. Quando talis in Dominium Venetum transmigravisset, &, si debita probanda confixisset, hæc eadem recuperabuntur, & Creditori redhibebuntur, atque, si quis Pœnam meruisset, ille juxta gravitatem sceleris, puniatur: pari etiam Talo, a parte Excelsi Imperii, procedendum.

XII. Licitum sit utrinque, recepta Munimenta resarcire, reparare, munire, non autem nova Munimina ad Fines exstruere, neque diruta a Veteri Propugnacula restaurare. In finitimis Terræ firmæ, ubi expedit, fas esto, Oppida, & Pagos undique moliri, pro excolenda mutua Necessitate, & Amicitia; &, emergente aliqua Differentia, Finium Præfecti, congressi, causam dissidii utraque ex parte, omni Justitia, & Concordia, decident.

XIII. Si Mercator ex Veneto in Dominatum Ottomannicum pervenerit, ob Æs alienum non prematur, aut retineatur. Nemo etiam Mercatorum Venetorum, si Bursiam, vel alium ad locum proficisci voluerit, sine salvo Conductu sui *Baili*, illuc permittatur; si aliqui pervicaces abs Indultu eo penetrare vellent, *Subassi Baili* assistat, illosque abire non permittat. Servi Nautici Navium Venetarum ad Servitia Ottomannica nequaquam cogantur, sed, quo venerunt Cursu, Navibus suis remeare poterunt; neque ab illis, qui negotii gratia vel Venetias veniant, vel inde redeunt, sive conjugati sint, sive cælibes, quamdiu in Statu Ottomannico non stabiliuntur, & redire cogitant, ita dictum, *Carazo* non exigatur; Si inter Venetum, aliumque Christianum Tributarium litigium enasceretur,

ANNO 1718.

tetur, & in flagrante disceptatione Testimonia Veneta producerentur; Adversarius autem, prætexendo, hos ejusdem Incolatus Christianos esse debere, Testimonia Christianorum Venetorum recusaret, & ita molestus esset; necessarium est, quoniam omnes Christiani unius Religionis sunt, ut, cum ipsorum lites contra alios Christianos intendantur, adigantur, Testimonia perhibere; & eadem, undecunque fuerint, assumi: & pro Æquitate rata haberi debent. Si quis Mercator Venetus, in Dominatu Ottomannico itiner accinctus, in Pago aliquo invaderetur, rebus suis spoliaretur, vel in Aggressu trucidaretur, & omnia pessumirent; &, si ad hæc ipsius Hæredes, vel Curatores advenirent, causa coram Justitia exaudiatur, & executioni mandetur. Si quis Mercatorum Venetorum, ob negotia in Dominatum Ottomannicum venisset, & commercio suo immoratus, moreretur, constituti Præfecti se ejus facultatibus non immisceant, sed eædem illius *Bailo* tradantur.

XIV. Respublica poterit ex Placito suo mittere *Bailum*, qui cum Familia sua, si voluerit, Constantinopoli circiter Triennio habitare: & adhuc ante evolutum Triennium discedere poterit; si fortassis cum Familia venire nollet, id sine eadem facere: &, pro exigentia Negotiorum suorum iterum ante Triennium migrare, atque alter in ipsius Munus succedere poterit; Hique usitato Honore observantor. Ubi dissidium, non Rempublicam Venetam, sed solum *Bailum* concernens, emersisset, illud memorato modo expediatur: ad Negotia vero, à Republica illi non tradita, & commissa, non adstringatur; Qualiacunque etiam hæc Negotia fuerint, dictus *Bailus* obligabitur, integre eadem Senatui Veneto exponere; si proinde Responsum, cum Commissione, Facultate, seu Potestate, desuper emanaverit, idem, prætextu alio, contra Præscriptum, Facultatem, Capitulationem Imperialem, nequaquam vexetur, sed in quiete relinquatur. Pro omnibus, quæ *Baili*, Consules, Interpretes, eorumque Domestici, donandi gratia, Ære proprio coemerint, ut etiam pro eorum Victu, & Amictu, nullum Tributum, *Bac*, *Rest*, *Cassabie*, & *Messetaria* nuncupatum, postulabitur. Consules Veneti, illorum Ipsorum Mercatorum Negotiationibus destinati, ad illas Scalas, ubi commorati sunt, possunt descendere; atque Hi illius Nationis sunto. Et, quando mutare placuerit illos Consules, qui in Scalis Imperii Ottomannici resident: atque alios idoneos in vices illorum transmittere, idipsum nullus impediet. Sin autem quis cum Consulibus, a Natione Veneta pro Ope, & Opera Venetorum Mercatorum constitutis, litigaret, illis manus injici non poterunt, neque illorum domus obsignari, sed dissidia, contra Consules, & Interpretes enascentia, a Fulgida Porta exaudiantur.

XV. Subditi utriusque Dominii, tam Terra, quam Mari, in perenni quiete, securitate, ac omni procul impedimento, negotiari poterunt. Venetorum juxta, ac aliorum Principum Christianorum Subditi, Dominorum Venetorum Navibus vecti, incolumes, ac securi, venire, & redire possint, sine molestia, metuque Mancipatus; quapropter contra Milites Algerinos, Tunetanos Tripolitanos, aliosque protestandum, illisque insinuandum: ut Capitulationibus Cæsareis, & almæ Paci contrarium nihil committant; quod ipsum etiam maritimi Littoris ad Arcem Dulcinensem Accolis mandandum est, ne Piraticam exerceant: &, ne damnum Mercatorum Navibus inferatur, illique omnis assultus impediatur, atque omnis molestia tollatur; Triremes ex illorum manibus extorqueantur, cum severo jussu, imposterum alias non ædificandi, hoc pacto: ut ab illis, qui deinceps contra Capitulationes Cæsareas, almamque Pacem Naves Mercatorum deprædari præsumpserint, Facultates, Merces, aliaque omnia direpta proprio Domino restituantur: Damnum resarciatur: & Mancipia in Libertatem asserantur; quin etiam ejusmodi nefarii homines, quemadmodum Justitia postulat, ad Exemplum aliorum, quam severissime puniantur: & insuper Novæ Imperiales, & Excelsa Mandata, quondam a Regnantibus Sultanis hac super re concessa, a parte Cæsarea ab integro renoventur, confirmentur, & ex Tenore suo, adimpleantur.

XVI. Quando in Finibus, ob Homicidia, aliasve Causas, Dissidia & Inimicitiæ oriuntur, Arbitrio Præfectorum Finium illorum, secundum æquitatem, decidendum est, & discordiis, quomodocunque exortis, obviandum; ne opus sit, Querelas ad Fulgidam Portam, & Senatum Venetum deferre. Summa proinde Industria impendenda, ut Causa in Loco decidantur: Partes non confundantur: &, si nullo hic modo discordiæ possent componi, hac super Re omni integritate referendum.

XVII. Si Mercatores Veneti ex venditione, vel emptione, aut mutuo accepto, Negotiatione, & Syngrapha, aliove justa ratione debita, opem Justitiæ reposcunt, & auxilium *Mubassir*, vel Superintendentis, exigunt, ex Nummis exactis *Mubassir*, vel *Zans*, Tributum, in Foris solvi solitum, pendatur: scilicet duos *Aspros* pro cento, nec plus ex Summa postulare liceat. Negotiatores, Consules, Interpretes, & alii Subditi Reipublicæ, ejusdemque subjectæ Provinciæ in Negotiationibus suis, sub Excelso Imperio exercendis, in emendo, vel vendendo, commodando, merces procurando, Tabulis debitorum, aliisque quibuscunque justis petitionibus *Cadi* accedant: contractum Protocollo inseri faciant: & *Coreto*, vel aliam validam Scripturam recipiant; &, oriente discordia, *Coreto*, Scriptura, & Protocollum conferenda sunt, & conformitate horum procedendum; sin horum nihil esset producendum, æquitas tamen exigeret, Querelas discernere, Judices easdem vigore Justitiæ, integre, & æqualiter excipiant. Testimonia adducta decemi sedulitate examinent, & scrutentur, utrum a mendacibus, improbis, iniquis, & facinoribus obnoxiis non perhibeantur, nec personæ, simili crimine, Testimoniis perhibendis repugnante, infames audiantur, ne iniquitas, & injuria committatur; neque etiam super his iniquis, subdolis, & corruptis Testimoniis Sententia pronunciari potest: & si quae Sententia prolata foret, non obtineat, ut nullo-modo injustitia sui sequatur. Quod si aliquis Venetorum Mercatorum, vel Naucleorum in Excelso Imperio Turca fieret; & navigia, ac merces, ibidem non essent illorum propria, sed, Justitia indagante, ad Mercatores Venetos, vel existentes sub Dominio Veneto Subditos pertinuerent, a nullo vexentur, nec exigantur, sed Venetus *Bailus*, aut Consules Navigia, & Merces e manibus eorum recipiant; ne penes illos remaneat, quod aliis, ex jure, & ratione, competit.

XVIII. Cum inter duos Venetos lis exorietur, Illorum *Baili*, more solito, & absque impedimento, illos audiant; &, si quis cum dicto *Bailo* in Urbe Constantinopolitana dissideret, apud Fulgidam Portam, in *Divano* Imperiali, causa exaudiatur. Si vero Sultanus foris moretur, vertentes cum *Bailo* lites a Præfecto, Custodiæ Urbis Constantinopolitanæ destinato, ac Judice simul audiantur; &, si quis dissidium, vel petitum, negotiationem Venetorum Mercatorum concernens, moveret, *Cadi* accedat; &, absente Veneto Interprete, *Cadi* illorum Querelas excipere non liceat. Verum tamen Litigantes nullam difficultatem causabunt, obtendendo, Interpretem non adesse, sed obligabuntur eundem adducere; si autem Interpres magni momenti negotiis esset occupatus, usquead ejus reditum exspectandum est. *Baili*, nisi legitima Instrumenta adfuerint, ob alia Nomina non compellantur, nec ad solvendum cogantur; ast, si Debitores se subducerent, Creditores illos investigare poterunt, ubi, approbante Judice, vel Præfecto, jus suum postulare possunt: si Debitor autem in Oras Reipublicæ Venetæ subjectas diffugerit, *Bailus* Causam ad Rempublicam devolvet, ut diligenti animadversione Actor sua recuperet.

XIX. *Musulmanni* ex Barbaria, & aliis ex Regionibus, Mercatores, qui Terra, Marique negotiantes, Dominium Venetum contingent, consueto Mercium vectigali soluto, non impediantur, nec damno afficiantur, sed in Dominatum Ottomannicum, prout lubet, venire, & redire valeant. Venetæ pariter, ac aliæ Naves, quæ in Sinum Adriæ penetrant, negotiorumque causa Venetiis appellunt, & remeant, neutiquam impediantur, aut lædantur, si aliquam aliis non offecerint. Naves Venetæ, secundum vetus Telonii Institutum, Constantinopoli perquisitæ, ubi ad Fretum Castellorum pervenerint, juxta vetus Vectigalis Edictum, rursus perquirantur, & tunc indulgeatur vela pandere; neque fas sit, easdem Gallipoli amplius explorare: attamen, secundum veterem Vectigalis Canonem, duntaxat ante Oram Castellorum denuo lustrentur, tum velis iter prosequantur.

XX. Si Mancipium, Venetis fugitivum, in Dominatum Ottomannicum transgrederetur, & Turca fieret;

fieret; Domino, ipsum assecuto, mille *Aspri* solvantur: si autem non Dominus, sed ejusdem Procurator veniret, eidem pariter mille *Aspri* solvantur; verum, si Mancipium sit adhuc Christianum, in quo statu reperitur, restituatur. Pari modo, si *Musulmannus* ex Dominatu Ottomannico in Dominium Venetum transfugeret, fidemque suam celasset, in eodem statu restituatur; sed si Christianus factus esset, ejusdem Domino, vel Procuratori mille *Aspri* solvantur. Si Remiges Piratarum Barbarorum ad Venetorum Insulas, aliasque eorum Ditiones Naves appellerent: eorundem Incolas in servitutem adigerent: eosdemque, in Romeliam, Natoliam, Barbariam, & alias in Terras abductos, venundarent, vel etiam suis usibus adhiberent; etsi ejusmodi Mancipium in servitute etiam cujuscunque inveniretur, sine controversia, ex illius manibus eripiatur, & Reipublicæ *Bailo*, vel Locum tenenti, aut Procuratori tradatur: Piratæ quoque coërceantur, & severe puniantur; sed si illud Mancipium *Musulmannus* factus esset, in libertatem restituatur. Si contra Excelsas Capitulationes, & almam Pacem Subditi Veneti, ab aliquibus in servitutem redacti, de manu in manum traducerentur, & ansam discordiæ præberent; illi imprimis Veneti, Tempore Pacis in servitutem abacti, ubicunque exstiterint, si *Musulmanni* facti fuerint, liberentur: &, si in fide sua perseveraverint, vigore præsentis Tractatus, *Bailo* Veneto, vel alteri destinato, tradantur. Et, quia Decreto Imperiali cautum est: ne imposterum dicti Veneti, contra Instrumentum almæ Pacis, in servitutem abigantur, Nefarii, qui illos in servitutem abducturi essent, absque ulla difficultate, aut prætextu, puniantur; quo, sicut prius, Summa Mandati Cæsarei adimpleatur.

XXI. More antiquo, videlicet a triumphata per Excelsum Imperium Arabia, Alexandriam ex Cairo duæ Classes mercatoriæ: & totidem ad Scalas Tripolitanas Soriæ, & Barutti, Damasco subjectas, Merces, Facultatesque suas opportune transportare poterunt; nec stato tempore retardabuntur. Præterea memoratæ duæ Classes cum grandiori Numero, minoribus, vel majoribus Navigiis, juxta receptam mercandi consuetudinem, sine reprobatione, valeant Negotia sua prosequi. Adhæc in Scalis Constantinopoli, Barutti, Tripoli, aliisque Locis novata contra consuetum Tributa tam a Mercibus, quam Pecuniis subleventur: & Stylo antiquo procedatur, neque permittatur, contra vetus Vectigalis Institutum alicui tædium facessere; nec dictæ Classes mercatoriæ, aliæque Naves nec Mercatores, nec Merces, contra Morem veterem, a *Bailis*, vel aliis quibuscunque aggraventur; quin publica Securitate gaudeant, & ab omni Impetu sint tuti. Quum, Bello confecto, & Pace, Imperante Sultano Selim Han, redintegrata, ter centum mille *Cechinorum* Summa intra Triennium dependenda, integre esset soluta, prout asservatis in Ærario Imperiali Tabellis insertum; & ideo Temporibus Sultanorum, Seliman Han, Selim Han, Amurad Han, Mehemed Han, Ahmed Han, nec non eorum Nepotum, Sultan Osman Han, & Amurad Han, Conditiones, & Pacta super memoratis *Cechinis* plene essent adimpleta, id Excelsis Capitulationibus, a præfato Parente defuncto concessis, de novo non includebatur: neque idcirco Molestia, aut Tumultus caussabantur; at Mandata, a memoratis defunctis emissa, confirmabantur; quandoquidem Respublica Veneta nec consilio, nec facto Inimicis Excelsi Imperii Terra, vel Mari assistit, hæc alma Pax jugiter observabitur.

XXII. Quoniam solennia Religionis Sacra secundum transactas Capitulationes observantur; Legato Veneto sit integrum, de hoc ulteriora apud Solium Imperiale proponere; &, exceptis Articulis, sensui præsentis Instrumenti contrariis, quod in Tractatu Pacis Carolovicensis sancitum, consolidabitur.

XXIII. *Sanzachi*, *Bei*, *Subassi*, aliive in Excelso Imperio Officiis Præfecti, Provinciis, Munimentis, Oppidis, & Incolis Reipublicæ Venetæ nullum damnum inferant; si quis ex subditis Majestati Imperiali *Bassis*, vel Exercitu, prædictis Provinciis, Munimentis, Oppidis, & Incolis detrimentum allaturus esset, Excelso Jussu resarciatur, & Rei puniantur. Mercatores, & alii Reipublicæ Venetæ Subjecti Mari, vel Terra Excelsum Imperium ingressi, suis Classibus, Navigiis, aliisque Lembis in Portum Constantinopoli, Galatæ, ac in Arabia Alexandriæ; in Cairum, & Stationes, Ostiaque intra Gallipolim, non ex inopinato, sed salutatis, & annuentibus Castellorum Præfectis, invehantur; nisi Tempestatum, vel Piratarum Injuria, & procul aliis Littoribus jactati, appellere impellantur; tali Casu huc subire poterunt, sed si fieri poruerit, prius renuncient, nec in procinctu, citra Facultatem, progrediantur; imo Transgressores puniantur, Senatu Veneto inculpato. Si Naves, Copiæ, vel Classis Ottomannica Venetis occurreret, mutuam Amicitiam commonstrabit, nullumque pariet dispendium; pariter Classi, Copiis, & Navibus Excelsi Imperii, cum facultate Cæsarea velificantibus, obliquabuntur Vela, & Signa Humanitatis exhibebuntur; si illorum Navibus, Pecoribus, Hominibus, Mercibus, vel aliis Rebus incommodum caussaretur, totum refundetur. Eodem modo, si Navigia, & Classis Navibus ex Instructu nautico Imperiali, vel mercatorio, obviarent, sine omni Injuria, pacifice prætervehantur; si vero Navibus, Hominibus, Mercibus, aut Pecoribus detrimentum illatum foret, reparetur. Si forte in Piratarum Naves offenderetur, & hi Venetos, deinde Victores adorirentur, exceptis in conflictu occisis, reliqua Mancipia non trucidentur, sed salva ad fulgidam Portam adducantur, ut, ad aliorum Exemplum, acerrime puniantur. Si Naves classis Cæsareæ Excelsi Imperii versus Oram, ad Venetos non pertinentem, Ratione Belli tenderet, Classis Veneta intra terminos Quietis, & Amicitiæ residat, absque omni motu, ac subsidio, ex quo Classis Cæsarea detrimentum capiat. Multo minus Veneti Naves, Excelso Imperio inimicas, intra suas recipiant, nec ullo prætextu tueantur; si quis autem hoc Mandatum Imperiale violaverit, in flagranti, aliis ad Exemplum, castigetur; vagabundos a larum quoque Provinciarum Pontones, Remigantes, aliasque Naves Serenissima Respublica Veneta in suis Propugnaculis, Munimentis, & Portubus non protegat, sed, si possibile sit, comprehendat, & sine mora puniat. Mandatum Imperiale, Piratas concernens, imperante Sultano Amurad Han concessum, & regnante Patre moderni Sultani renovatum, si recognoscatur, ratum habeatur.

XXIV. Si Navis Veneta, Itineri in Dominatum Ottomannicum accincta, ob Tempestatum Naufragium pateretur, Homines superstites omnes Libertati relinquantur, & Facultates salvatæ Domino proprio consignentur, nec à Præfectis, illorumque Domesticis, vel aliis infestentur; similiter, si Navis Ottomannica, domum redux, Ventis contrariis pessum iret, superstites a Venetis non incommodabuntur, & opes illorum, sine Difficultate, vel Litigio, Domino proprio restituentur. Quibus ex Locis Excelsi Imperii Remiges, Celoces, aliæque Naves, absente Nauclero, solvunt, idonea Documenta a Dominis dictarum Navium conferant, quod non cogitent in Statum Venetum excurrere, ac damnum inferre; &, si sine Documentis exhibitis, excurrerint, Rei aestimabuntur, & tales severissime punientur; ubi jam autem, exhibitis Documentis, damnum intulissent, illud ex eorum Chirographo resarciatur. Pari ratione, Naves Venetæ, quæ, sine Nauclero evagantes, Documentis exhibitis, Ditioni Ottomannicæ incommodum crearent, ex oppignoratione illud compensent; verum, si, sine his Documentis, Vela facerent, tanquam Rei, judicentur, ac puniantur. Quod si Tributarius, vel Operarius, ex Excelso Imperio profugus, Munimentum, vel Propugnaculum Venetum inhabitare vellet, non assumatur, sed citra difficultatem in statu, quo constaret, personæ delegatæ tradatur; si insuper ille Homicidia, & Latrocinia perpetrasset, prædam existentem reponat; quod ipsum etiam Excelso Imperio incumbit: ut, quando quis ibidem aliquem occidisset, vel spoliavisset, ille res direptas, in quo statu inveniuntur, restituat.

XXV. Quoniam Negotiatio fructus est almæ Pacis, & Cultura Statuum, ac Provinciarum, Veneti Terra, Marique in Dominatum Ottomannicum: Constantinopolim, Smirnam, in Cyprum, Tripolim in Soria, Alexandriam in Cairo, Aleppum, aliasque ad Scalas, pristina Quiete, proficisci poterunt; &, contributis, secundum aliarum Portæ amicarum Nationum consuetudinem, pro illatarum, elatarumque Mercium Vectigali, tribus *Aspris* pro cento, majori Tributo, vel novis gravioribus Expensis non onerabuntur; &, quandoquidem debitum Tributum Moneta, in Dominatu Ottomannico, & Ærario Imperiali usitata, exsolverint, prætextu Moris veteris, & fraudulenta ad modernam Monetam addi-

ANNO 1718.

additione non afflictabuntur. Quando sæpius memorati Mercatores ad aliquam Scalam appulsilent, Mercium suarum partem ibidem exoneraturi, Portitores duntaxat ex depositarum Mercium parte Vectigal exigant, nec cogant, cunctas Merces exonerare. Si Merces ex una Navi in aliam vellent transportare, ad Scalas alias traducturi, nullus obsistat, nec Portitor, nisi illorum Merces exponerentur, Tributum exigat, vel easdem exonerare compellat. Vectigalium Præfecti, qui Mercatoribus difficiles, adventantium Navigiorum Merces pluris taxaturi essent, loco Vectigalis, tot merces, absque postulata pecunia, accipiant. Venetæ Naves reduces, pro Ære Anchorario trecentos *Aspros*, aliis amicorum Principum Nationibus pendi solitos, sine majore Tributo exigendo, persolvant. Si Tributum transportatarum ad Scalas Mercium semel solutum, & Syngrapha solutionis allata: Merces autem in his Scalis nondum fuissent distractæ, & alio forent transferendæ, nullus in his, aliisque Scalis repugnet; nec ultimo in loco Tributum novum exigatur. Portitores, accepto Vectigali, neminem retardent, aut impediant, sed Tesseram Vectigalem reddant; quæ Tessera, in Teloniis aliarum Scalarum exhibita, tantum valebit, ut novum Tributum exigere non valeant, atque, si aliis in Scalis, ubi *Messetaria* reposcitur, eandem, secundum veterem Vectigalis Normam, solverint, contra solitum, non aggraventur. Veneti æque, ac alii Mercatores Amici, nec non Excelso Imperio deferentes qualescunque ex omnibus Tributo subjectis Mercibus, in Navibus Venetis repositis, & sub Aplustris Divi *Marci* advectis, si Mercatores illi, ut dictum, qualescunque, intra Terminos se contineant, suis *Bailis*, & Consulibus Tributum *Cottimo*, dictum *Consulato*, citra ullius oppositionem persolvant. In qualibet Scala Veneta, ubi ante hoc Bellum *Emini* apud *Teftardar* Bosniæ morabantur, ad recipiendum ex transportatis huc illucque Mercibus, a Mercatoribus Tributum, Vectigal, eodem modo tales *Emini* residebunt; qui juxta veterem postulandi Normam Tributa denuo recipient. Eaque propter Mercatores Veneti, ob expressum supra Tenorem, securi, & incolumes, negotiari poterunt; absque eo, quod, contra Jus, & æquum, ab aliquo incommodabuntur, vel perturbabuntur: quin imo potius protegantur, & defendantur; Quod ipsum, durante alma Pace inter Serenissimum, & Potentissimum *Musulmannorum* Imperatorem ac Serenissimam Rempublicam Venetam, per ejus universum Imperium, jugi Devotione perpetim stabiliatur.

XXVI. Postquam igitur hæ Pactiones, & consignati Articuli, quemadmodum in præsentiarum continentur, utraque ex Parte fuerint confirmati, & corroborati; statutum est, intra triginta dies, a signato Instrumento (aut prius etiam) Literas Pacem ratam habentes præstolari, easdemque per manus præfatorum Dominorum Mediatorum Britanniarum, & Hollandiæ recipere; absque eo, quod ullo modo Pacta utrinque stabilita possint alterari.

Quum super omnibus his Articulis, ratas Capitulationes complexis, pro inviolata illorum Observatione, ac Confirmatione dicti Legati Plenipotentiarii Ottomannici Instrumentum, in Eorum Idiomate fideliter consignatum, sigillatum, & subscriptum, tradidissent; Legatus Plenipotentiarius Serenissimæ Reipublicæ Venetæ, vigore Potestatis suæ, hoc Instrumentum, pari fide sigillatum, & subscriptum, reddidit. Actum sub Tentorio, ad Possarovitz. XXI. Jul. MDCCXVIII.

(L. S.) CAROLUS RUZZINI, Eques, Procurator, Legatus Plenipotentiarius Extraordinarius.

Nos Robertus Sutton, Eques Auratus, ex parte Serenissimi, & Potentissimi Domini Georgii, Magnæ Britanniæ Regis: & Jacobus Comes Collyers, ex parte Præpotentium Dominorum, Fœderati Belgii Ordinum Generalium, Legati Mediatores, hæc præmissa coram Nobis, & sub Directione nostra ita acta, conclusa, & firmata esse, vigore publici Muneris nostri, pariter subscriptione nostra, & Sigillorum nostrorum appositione attestamur, & firmamus; Anno, & die, ut supra.

(L. S.) ROBERTUS SUTTON. (L. S.) JAC. COMES COLLYERS.

ANNO 1718.

CCI.

27. Juill.

Tractatus Commercii & Navigationis, inter CAROLUM VI, *Romanorum Imperatorem Augustissimum, & Sultanum* AHMED *Han, Ottomannorum Imperatorem, quo, Subditis omnibus Sacræ Cæsareæ Regiæque Majestatis, Germanis scilicet, Hungaris, Italis & Belgis, cujuscunque sint Nationis & Religionis, cautum est, ut majori cum Libertate Mercaturam exercere possint, per Mare, Terram, & Fluvios in & ad omnes Ditiones Ottomannicas. Dat. prope Possarovicium die 27. Julii 1718.* Cum RATIFICATIONE *Cæsarea Dat. Viennæ 16 Augusti 1718.* [Tiré des Archives du Conseil Aulique Imperial de Guerre.]

CAROLUS Divina favente Clementia Electus Romanorum Imperator semper Augustus, Germaniæ, Hispaniarum, Indiarum, nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæ, Serviae & utriusque Siciliæ &c. Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Limburgiæ, Luxemburgiæ, Wurtembergæ, superioris & inferioris Silesiæ & Sueviæ, Sacri Romani Imperii Marchio Burgoviæ, Moraviæ, superioris & inferioris Lusatiæ, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis, Goritiæ, Ferretis, Kyburgi &c &c.

Notum facimus omnibus & singulis præsentes Literas inspecturis, lecturis, vel legi audituris, aut quomodocunque infrascriptorum notitia ad ipsos pervenire poterit. Quandoquidem divina favente Providentia inter Nos ab una, & Serenissimum ac Potentissimum Principem, Dominum Sultanum Ahmed Han, Imperatorem Ottomannorum, ac Asiæ & Græciæ, ab altera parte, post restauratam Possarovicii in Servia nuper Pacem, ad firmandum, augendamque inter Nostros Cæsareo-Regios, & Ottomannos Subditos magis Amicitiam, & fiduciam per Commissarios ad id utrinque specialiter deputatos, ac idoneis Mandatis, & facultatibus munitos peculiaris Commerciorum & Navigationis Tractatus initus, & conclusus fuerit, forma & tenore sequenti.

In Nomine Sanctissimæ & Individuæ Trinitatis.

AD perpetuam rei memoriam notum sit omnibus, & singulis, quorum interest, aut quodammodo interesse poterit. Posteaquam Divina favente gratia inter Augustissimum, Serenissimum, & Potentissimum Principem, ac Dominum, Dominum CAROLUM, Electum Romanorum Imperatorem, semper Augustum, Germaniæ Hispaniarum, Indiarum, nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæ, Serviæ, & utriusque Siciliæ, &c. &c. Regem, Archi-Ducem Austriæ, Ducem Burgundiæ, Brabandiæ, Mediolani. Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ, Lymburgiæ, Luxenburgiæ, Würtenbergæ, superioris, & inferioris Silesiæ, & Sueviæ, Sacri Romani Imperii Marchionem Burgoviæ, Moraviæ, superioris, & inferioris Lusatiæ, Comitem Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis, Goritiæ, Ferretis, Kyburgi, &c &c. ex una: & Serenissimum, atque Potentissimum Principem, & Dominum, Dominum Sultanum Ahmed Han, Ottomannorum, Asiæ, Græciæque Imperatorem, ab altera parte, alma Pax restaurata & conclusa sit, ambæ Imperatoriæ Majestates, quidquid eandem firmiorem reddere, reciprocamque consensionem, & fiduciam augere valet, contribuere satagentes, nihil opportunius eum in finem existimaverunt, quam si pro utriusque Imperii Subditis liberum Commercium Fluviis, Terra Marique stabiliretur, eorumque particulares eatenus rationes per convenientes Articulos dirigantur, talique via omnibus difficultatibus, & dissensionibus, quæ bonam Amicitiam labefactare possent, solide, firmiterque præcaveatur. Itaque ex parte Sacræ Romano-Cæsareæ Regiæque Catholicæ Majestatis Illustrissimus Dominus Anselmus Franciscus à Fleisch-

ANNO 1718.

Fleischmann, Imperialis Aulico-Bellicus Consiliarius, ex parte vero Ottomannicæ Imperatoriæ Majestatis Illustrissimus Dominus Seifulah Effendi, actualis Nischandshi, id est Minister in Sultanicis Diplomatibus, Mandatis, & Decretis Tesseram Imperialem formans, denominati & Plenipotentia Mandatisque instructi Deputati prope Possarovicium congressi, & juxta insertum in Almæ Pacis Instrumento XIII. Articulum in sequentes viginti Articulos convenerunt.

I. Liberum & Universale Commercium inter utriusque Romani, & Ottomannici Imperii Subditos Fluviis, Terra, Marique statutum est, volentes, ut nomine Subditorum Sacræ Romano-Cæsareæ Regiæque Catholicæ Majestatis comprehendantur Germani, Hungari, Itali, Belgæ, cujuscunque Nationis & Religionis, qui actualiter Regimini Imperiali-Regio subjacent, vel quocunque tempore, modo & Titulo subjacere debent; Hi merces suas, exceptis armis, & pulvere pyrio, aliisque prohibitis rebus, in omnibus Ditionibus Ottomannicis distrahere, libereque Mercaturam exercere valeant. Contectæ Vexillis, seu Aplustribus & Literis Patentibus Romano-Cæsareo Regiis instructæ Naves Portus Imperio Turcico subjectos libere accedere, ultro citroque commeare, ibidem Mercimonia sua exponere, damna iisdem Navibus à maris procellis, vel quocumque alio accidente illata resarcire, Vina & quæcumque sufficientia cibaria aliaque necessaria persoluto pretio apparare, & ex iisdem Portibus exire incolumes possint.

II. Utriusque Imperii Subditi & Mercatores libere in Danubio Mercaturam exerceant, Mercatores autem Suæ Sacræ Romano-Cæsareæ Regiæque Majestatis Merces, quas per Danubium in Imperium Turcicum invehunt, Widinii, Rudschick, aliisque in Locis e Navibus extrahere, curribus pretio consueto conductis imponere, & Terra in quemcunque Locum secure transportare, Mercaturamque exercere possint; Etiam Mercatoribus Romano-Cæsareo-Regiis (prout conventum est, ne Naves Danubianæ in Pontum Euxinum intrent) Ibrailæ, Isakciæ, Kiliæ, aliisque in Emporiis ubi Tscaikæ aliæque in Pontum Euxinum commeantes Naves reperiuntur, naulo consueto conducere, Merces suas imponere easque Constantinopolim, in Crimeam & Trapezuntem, Synopolim, aliaque in Emporia Maris Euxini (ubi Merces distrahuntur) transportare, sine impedimento ultro citroque commeare, Mercaturamque exercere liberum esto.

III. A Mercatoribus utriusque Imperii pro Mercibus, quæ Fluviis, Terra Marique vehuntur, in uno Telonii loco, scilicet semel quando portantur, & secunda vice quando aliæ exportantur, pro Vectigali tribus per centum exsolutis, minimum quidquid supra hæc memorata tria per centum quispiam exigere præsumat, Mercatoresque in Portu Ottomannico ob felicem Navis adventum, prout etiam alii Ottomannici Imperii amicæ Nationes præstare solent, pro consuetudine, *Selamet* dicta, trecentos Asperos, id est tres Florenos & quartam Thaleri partem exsolvant. A Mastarrie, Cassabie, aliisque impositionibus, & Juribus autem omnimode immunes sint, modusque iste respectu Mercatorum utriusque Partis observetur. Imperiales Mercatores possint de Mercibus suis Terra, Mari & Fluviis allatis, casu quo Telonarii, aut Inspectores easdem pluris, quam par est, judicarunt, præfata tria per centum in natura, id est in iisdem Mercibus solvere, qua solutione Telonarii contenti esse debent; Vectigal in quacunque vulgati Commercii Moneta præstetur, ultra quod nullus Imperialium Mercatorum molestandus sit. Naves Imperiales Mercibus in Ditionibus Ottomannicis emptis onustæ solutis semel in Ottomannico Telonio Vectigalibus, acceptisque à Teloniorum Præfectis Syngraphis, vulgo *Teskere* dictis, in Portibus, aut in Arcibus ad angustias Hellesponti sitis, vulgo *Dardanelle* dictis, iterato non visitentur, sed juxta tenorem præfatarum Syngrapharum procedatur. Si alicui Imperiali Navi non faveret occasio vendendi, aut commutandi sua Mercimonia, & vellet de Ottomannico Portu ad alium vela ventis dare, solutis semel tribus per centum in primo Turcico Telonio, & exhibita Telonariis Syngrapha, *Teskere* dicta, nullibi quidpiam amplius solvere tenebitur. Siquis utriusque Imperii Mercatorum circa Telonium fraude uteretur, Merces suas non soluto Vectigali clam subtrahens, deprehensus in facto, pro pœna duplum portorium dare tenebitur. Ab utriusque Partis Mercatoribus, Subditisque de pecunia auri, vel argenti, quam invehunt, vel extrahunt, nec non de aliis Mercimoniis, de quibus aliæ amicæ Nationes Telonium solvere non solent, Vectigal nullatenus exigatur. Telonarii Ottomannici Mercatoribus Cæsareo-Regiis soluto Vectigali de mercibus Navibus impositis Syngraphas sine mora extradant, ne dilatione hujus Discessus Navis impediatur. Mercatores Imperiales ex eo, quod merces suas e propriis Navibus Turcicis imponant, & in quædam Ottomannici Imperii Emporia transportent, ultra Vectigal in hac Capitulatione stabilitum non molestentur.

IV. Quæcumque Mercimonia in Ditionibus Turcicis Ottomannicæ Portæ Amicorum Regum Negotiatoribus coemendi, commutandi & in suas devehendi Provincias data fuerit facultas, etiam Cæsareo-Regiis Mercatoribus concessa sit, & si quidpiam è prohibitis rebus Mercibusve a prædicta Porta Ottomannica aliis Nationibus concedatur, id præ omnibus in Sacræ Romano-Cæsareæ Regiæque Majestatis considerationem suis Negotiatoribus emere & evehere permittatur.

V. Ad majorem Mercatorum Imperialium securitatem, quietem, eorumque Mercatoriæ incrementum Sacra Romano Cæsarea Regiaque Catholica Majestas per Suum Ministrum pro tempore ad Portam Ottomannicam existentem in Maris Mediterranei Ditionumque Ottomannicarum Emporiis, Insulis, ac ubicunque ab aliis exteris Nationibus Consules & Interpretes instituti sunt, pariter Consules, Vice-Consules, Agentes, Factores, Interpretes datis Decretis creare, & stabilire queat; si autem in aliis locis, in quibus hucusque prædictorum nullus morabatur, hujusmodi Consules, Vice-Consules, Agentes, &c. Commercii necessitas requirat; per Ministrum altè præfatæ Cæsareæ Regiæque Majestatis Ottomannicæ Portæ exponatur, si deinceps prædicto Ministro permissio concedatur, congrua Diplomata dabuntur, ut denominati Consules, Vice-Consules, Agentes, Interpretes &c. ab Imperii Ottomannici Ministris, assignatorumque Locorum Officialibus adjuventur, & protegantur, iisque in omnibus eventibus assistentia præbeatur. In quocunque Ottomannici Imperii loco Cæsareorum Negotiatorum quispiam è vita discederet, bona illius nullo modo a Fisco contrectentur, sed à Ministris Cæsareis, eorumque Deputatis integre recipiantur. casu quo Suæ Sacræ Romano Cæsareæ Regiæque Majestatis ad Portam Ottomannicam existenti Ministro videretur congruum, loco Consulum in prædictis Locis, solos Interpretes constituere, hi Interpretes non solum neutiquam molestentur, sed iisdem favoribus, privilegiis, & protectionalibus Consulibus concessis gaudeant & perfruantur. Vigore hujus almæ Capitulationis Sacræ Cæsareæ Regiæque Majestatis Consules, Vice-Consules, Interpretes, Mercatores omnesque eorum in actuali Servitio existentes famuli ab omni tributo, aliisque impositionibus liberi, & immunes sint. Sacræ Romano-Cæsareæ Regiæque Majestatis Subditi, Consules, Interpretes, Mercatores, hominesque in eorum Servitiis existentes ob cuncta sua Commercii, emptionis, venditionis, fidejussionis, aliarumque rerum negotia Judicem accedant, illaque peragenda judiciali protocollo inserant, ac eodem Literas Judiciales, vulgo *Hagget* dictas, aut validas Syngraphas accipiant, orta deinceps controversia, dictæ Literæ Judiciales, aut Syngraphæ, uti etiam præfatum protocollum inspiciatur & juxta legem, & justitiam procedatur. Gubernatores aliique Provinciarum Ottomannicarum Officiales, cujuscunque dignitatis, neminem prædictorum Cæsareorum hominum accusationis aliove prætextu in carcerem detrudere, molestiis, & injuriis afficere præsumant; Si vero eorum quispiam in Ottomannico Judicio sistendus esset, is scitu Consulum, præsenteque Interprete compareat, & per prædictos Consules, & Interpretes ad Carcerem Cæsareum ducatur. Si cuidam a Mercatore Cæsareo-Regio quidquam debeatur, creditor debitum suum opera Consulum, Vice-Consulum, Interpretum a suo debitore, & nemine alio prætendat; Sæpius dictis Consulibus, Vice-Consulibus, Interpretibus Mercatoribus, illorumque Domesticis, & famulis in suis habitationibus liberum Romanæ Catholicæ Religionis exercitium permittatur exteræque Nationes ad hujusmodi Religionis functiones accedentes nullo prorsus modo impe-

ANNO 1718.

diantur, aut molestentur; sive, vel controversia contra Cæsareo-Regios Consules, Vice-Consules, Interpretes, Mercatores &c. exorta. Si ea Summam trium millium Asperorum, id est, 25. Thalerorum excesserit, in nullo Provinciarum Tribunali decidi possit, sed ad Portæ Ottomannicæ Judicium remittatur. Si vero controversia inter Cæsareo-Regios Mercatores orta fuerit, juxta Leges & solita eorum Constituta a Consulibus, & Interpretibus &c. examinetur, & determinetur. Nulla prædictorum Mercatorum ad discessum jam jam expedita Navis ob litem enascentem detineatur, sed lis, & Controversia celeriter opera Consulum, Agentium, & Interpretum decidatur; Et si quispiam Cæsareorum aliqua de causa in Judicio Ottomannico sistendus foret, is absente Interprete ad prædictum Judicium comparere non teneatur; Cæsareo-Regii Mercatores, in quemcumque Ottomannici Imperii Locum iverint, a Provinciarum Gubernatoribus, Judicibus, & cunctis Officialibus, ejusque Regni Præfectis petitione donativorum immunes sint, & hanc ob causam nullo modo molestentur.

VI. Portæ Ottomannicæ pro securitate, & tranquillitate suorum Subditorum, & Mercatorum ad tractanda necessaria eorundem negotia Procuratores, vulgo *Sachbender* dictos, in Ditionibus Cæsareo-Regiis constituere volenó liberum esto, ordinesque ab aula Imperiali Sacræ Romano-Cæsareæ Regiæque Majestatis Officialibus, cujuscunque conditionis, dabuntur, ut prædicti Ottomannico Diplomate muniti Procuratores in illis Locis, ubi Commercii necessitas requirit, proteguntur, nullaque molestia afficiantur, & si Turcicorum Mercatorum quispiam è vita discesserit, relicta ipsius bona sæpius dictus Ottomannus Procurator custodienda recipiat.

VII. Nullus Ministrorum, & Officialium Ottomannici Imperii Navibus, Vexillis, seu Aplustribus, Literisque Patentibus Romano-Cæsareo-Regiis instructis in quodam Turcico Portu appulsis jactisque anchoris permanendi, discedendi, Mercimonia imponendi, aut extrahendi facultatem deneget.

VIII. Navibus Imperialibus Maris fluctibus, procellisque jactatis Ottomannici Imperii Naucleri, aliique rei maritimæ experti, qui in illa vicinitate reperiuntur, opem ferant, & casu quo quandam prædictarum Navium naufragium subire contigerit, Merces a fluctibus ad littus ejectæ Cæsareo-Regiis Consulibus in proximis locis existentibus integre extradantur.

IX. Ex eo, quod Melitenses & Pyratæ passim in Mediterraneo circumvagantes Turcis, aliisve Ottomannici Imperii Subditis damna intulerint, Caesareo-Regii Mercatores, eorumque Naves hanc ob causam neutiquam molestentur.

X. Ottomannicae Portae Subditi Mercatores, si Naves Caesareo-Regias ascendere, aut iisdem Merces, aliasve res imponere velint, hi jura, quae ab illis Angli, Galli, & Batavi exigunt, solvere tenebuntur.

XI. Mercatorum Caesareo-Regiorum Naves neque ad Copiarum Ottomannicarum, neque aliarum ad Publicam pertinentium rerum transportationem vi adigantur.

XII. Dum utriusque Imperii Naves bellicae in mari sibi invicem obviae factae fuerint, iis, qualesnam essent, compertis erectione, & explicatione Vexillorum, seu Aplustrium ex utraque parte amicitiae demonstratio exhibeatur.

XIII. Liberum esto Caesareo-Regiis Subditis, sive Commercii, sive piae peregrinationis causa, ad quemcunque Ditionum Ottomannicarum locum contendere, ultro citroque absque impedimento commeare, iis autem, ne in quocunque loco, & itinere a tributi exactoribus, aliisve hominibus infestentur, a Porta Ottomannica rigorosae Literae patentes dabuntur.

XIV. Hebraei se negotiis Mercatorum Imperialium immiscere, & sive Imperii Ottomannici Diplomate, aut quadam potenti intercessione Proxenetam, vulgo *Sensal*, aut **Unterhandtler** agere minime praesumant, nisi a dictis Mercatoribus Caesareo-Regiis spontanea, & libera voluntate ad hoc Servitium admittantur. Si vero Hebraei ex eo, quod ad praefatum Proxenetae Servitium non vocentur, perfide conspirare, Mercatoribusve Caesareo-Regiis damna inferre intendant, in aliorum exemplum severissime puniantur.

XV. Mercatoribus Caesareo-Regiis, ut dissidia, & inconvenientiae, quae plerumque diversas inter Nationes exoriri solent, evitentur, ad imponenda, & conservanda sua Mercimonia, praestito consueto censu unus proprius, & commodus locus, vulgo *Chan* dictus, a Porta Ottomannica ad instantiam Ministri Caesarei apud eandem existentis assignabitur.

XVI. Si è Caesareo-Regiorum Consulum, Vice-Consulum, Agentium, Interpretum &c. Famolitio, aut Mercatorum quispiam, quorundam odio, aut iniquo proposito Mahometanismum amplexus fuisse accusaretur, talis accusatio irrita, & vana censeatur, donec hujasmodi homo in praesentia Caesareo-Regii Interpretis spontaneo, & deliberato animo Machometanismum profiteatur, nullatenus vero talis Religionis mutatio illi suffragetur, casu quo de aere alieno quid haberet, ad solvenda debita sua adstringatur, & compellatur.

XVII. Si Mercatorum Subditorumve Sacrae Caesareae-Regiaeque Majestatis in Nave Pyratica quispiam inventus fuerit, capta Nave, abductisque in Servitutem Pyratis, neutiquam captivetur, sed liber dimittatur.

XVIII. Si haecce inter duos Serenissimos, & Potentissimos Imperatores conclusa alma Pax, & amicitia in inimicitiam (quod DEUS avertat) commutaretur, omnes utriusque Imperii Subditi in Fluviis, Terra, & Mari existentes tempestive certiores fiant, ut, acceptis, solutisque debitis, cum suis bonis salvi, & incolumes ad confinia exire valeant.

XIX. Mercatores Persiani, qui ex Imperio Cæsareo-Regio per Danubium ad confinia Ottomannica pervenire intendunt, solutis semel, & more consueto ultra impositionem, *Reffne* dictam in Telonio Ottomannico quinque per centum acceptaque a Telonariis soluti Vectigalis Syngrapha ulterioris portorii solutioni nullibi subjaceant; Similiter illi, qui ex Persia per Ottomannica Confinia ad Ditiones Caesareo-Regias commeare cupiunt, solutis in Ponte Euxino, vel in Danubio semel quinque per centum iterata Vectigalis solutione non molestentur.

XX. Praesentis hujusce Commercii Tractatus Articuli ab utriusque Partis Commissariis, Plenipotentia & Mandatis instructis manibus sigillisque propriis signati & corroborati imposterùm sancte & religiose observentur, ac iisdem per nullum Mandatum ab utroque Imperio emanandum, ullo modo praejudicetur; praedictumque Tractatum a Majestatibus utriusque Imperatoris intra spatium triginta dierum a die Subscriptionis ratihabitum iri sese infallibiliter obligant, atque praestituros compromittunt praefati Commissarii: ut demum Commercii conditiones viginti hisce Articulis conclusae, utrinque acceptatae debito, summoque cum respectu inviolatae observentur, siquidem Dominus Deputatus Ottomannicus vi concessae eidem facultatis Imperatoriae Instrumentum Turcico Sermone exaratum, & subscriptum, legitimum & validum mihi exhibuit, ego quoque vi Mandati & Plenipotentiae meae manu, Sigilloque proprio subscriptum, & signatum hunc Commercii Tractatum in Latino idiomate tanquam legitimum, & validum vicissim Instrumentum extradidi. Dabantur prope Possarovicium die vigesima septima Julii, Anno millesimo septingentesimo decimo octavo.

(L. S.)

ANSELMUS FRANCISCUS
DE FLEISCHMANN.

Cum igitur praedictus Commerciorum, & Navigationis Tractatus, prout hic verbotenus scriptus, & insertus legitur, post colloquia similiter prope Possarovicium eom in finem instituta Mandato Nostro confectus sit, Nos illum in omnibus, & singulis Punctis & Articulis, praehabita matura & diligenti consideratione, ex certa Nostra scientia pro Nostra Parte omni meliori modo & forma approbamus, ratificamus, & confirmamus, ratumque & firmum esse, & fore virtute praesentium declaramus, simulque verbo Imperiali, Regioque promittimus pro Nobis, ac Haeredibus, & Successoribus Nostris, quod illa omnia, & singula firmiter, sincere & inviolabiliter servabimus, adimplebimus, ac execu-

ANNO 1718. executioni mandabimus, atque per supradictos Haeredes & Successores Nostros eodem plane pacto observari, & adimpleri debere volumus, atque decrevimus; neque patiemur, ut vel ex nostra Parte, vel per alios praememorato Commerciorum, & Navigationis Tractatui, quomodocunque id fieri possit, ulla ratione contraveniatur, omni dolo, & fraude exclusis, in horum omnium Testimonium & fidem Sigillum Nostrum Caesareum majus huic Diplomati Manu nostra subscripto appendi jussimus. Datum in Civitate Nostra Viennae, die decima sexta Mensis Augusti, Anno millesimo septingentesimo decimo octavo, Regnorum Nostrorum Romani septimo, Hispanici decimo quinto, Hungarici verò & Bohemici octavo.

CAROLUS.



EUGENIUS A SABAUDIA.

Ad Mandatum Sac. Cæsareæ Regiæque Catholicæ Majestatis proprium,

ANTONIUS JOSEPHUS AB OTTL.

CCII.

22. Juill. / 2. Août. *Concordatum & Fœdus (Quadruplex Fœdus vulgo dictum) inter* CAROLUM VI. *Romanorum Imperatorem Augustissimum Regemque Hispaniarum Catholicum, &* LUDOVICUM XV. *Regem Galliæ Christianissimum, atque* GEORGIUM *Regem Magnæ Britanniæ, pro Pacificatione Rerum Europæarum, jam à pluribus annis occasione Successionis Hispanicæ turbatarum. Actum Londini die 22. Julii 2. Augusti* 1718. Continentur in eo CONDITIONES, *quibus demum Pax inter* CAROLUM *Cæsarem, &* PHILIPPUM *Hispaniarum Regem stabilienda sit.* Atque CONDITIONES *Pacis itidem ineundæ inter* CAROLUM *Cæsarem, &* VICTOREM AMADÆUM *Regem Sardiniæ.* Accedunt ARTICULUS SEPARATUS *de rata parte Ordinibus Fœderati Belgii in Stipendio Præsidii Civitatum Liburni, Portus Ferrai, Parmæ & Placentiæ competente. Datum eodem die & Loco.* ARTICULUS SEPARATUS *de non præjudicando Sacræ Cæs. Cath. Majestati, per Titulos Regios Philippo V. & Victori Amadæo Principibus tribuendos. Dat. eodem die & Loco.* ARTICULUS SEPARATUS *de non præjudicando Regi Christianissimo per ullquos Titulos, quibus Sacra Cæs. Majestas in Tractatu usa est. Dat. eodem die & Loco.* DECLARATIO *Plenipotentiariorum Regis Magnæ Britanniæ, rogatu Plenipotentiariorum Regis Galliæ facta, circa Linguam Latinam in Tractatu adhibitam.* Cum RATIFICATIONIBUS *Cæsareis & Regiis, nec non Tabulis Plenipotentiarum.* Accedunt insuper ARTICULI XII SEPARATI *& Secreti, de Termino trium mensium Regibus Hispaniæ & Sardiniæ concedendo, ad acceptandum Conditiones Pacis eisdem propositas, nec non si eas acceptare renuerint, de modis & mediis ad Pacem vi & armis procurandam. Articulus unus de præsenti Tractatu & Fœdere inter Partes contrahentes servando, suumque effectum sortiendo, licet Ordines Fœderati Belgii Generales eorum consociationem denegaverint.* Cum RATIFICATIONIBUS *Cæsarea, Galliæ, & Britannica.* [Sur la Copie imprimée in Folio à Vienne chez *Van Ghelen* Imprimeur de la Cour; avec Privilege; Et à Paris in quarto chez *François Fournier*, Rüe St. Jaques avec Privilege.] ANNO 1718.

In nomine Sanctissimæ & individuæ Trinitatis

NOTUM perspectumque sit omnibus quorum interest aut interesse quomodocunque potest.

Postquam Serenissimus & Potentissimus Princeps Ludovicus decimus quintus, Franciae, Navarraeque Rex Christianissimus, & Serenissimus ac Potentissimus Princeps Georgius Magnae Britanniae Rex, Dux Brunsvicensis & Luneburgensis, Sacri Romani Imperii Elector, &c. Necnon Celsi & Potentes Status Generales Unitarum Fœderati Belgii Provinciarum, conservandae almae Paci jugiter intenti, probe animadverterunt, per Fœdus illud triplex sub quarto Januarii Anno 1717. inter se ictum, Regnis quidem suis atque Provinciis utcunque, non tamen undequaque, neque tam solide prospectum esse, ut nisi una & glicentes adhuc inter nonnullos Europae Principes simultates, ceu perpetua dissidiorum fomenta è medio tollerentur, tranquillitas publica vigere diu, aut constare posset, edocti videlicet experimento Belli anno superiori in Italia exorti, ad quod proinde tempestive sopiendum per Tractatum die 18. Julii Anni 1718. initum, de certis inter se Pacificationis Articulis convenerunt, juxta quos Pax quoque inter Sacram Caesaream Majestatem, & Hispaniarum Regem, necnon inter eandem, Regemque Siciliae conciliari, stabilirique posset, facta desuper amica invitatione, ut Sua Majestas Caesarea, amore Pacis ac quietis publicae, istos Conventionum Articulos, suo quoque nomine amplecti ac probare, adeoque Tractatui inter se inito & ipsa accedere quoque vellet, quorum quidem tenor sequens est.

Conditionum Pacis, inter S. Maj. Cæsar. & Regiam Cathol. Majest.

ARTICULUS PRIMUS.

AD reparanda ea, quae contra Pacem Badensem die septima Septembris 1714. conclusam, prout & contra Neutralitatem, per Tractatum die decima quarta Martii 1713. pro Italia stabilitam, novissime turbata fuerunt, Sereniss. & Potentiss. Hispaniarum Rex obligat se ad restituendam Suae Majest. Caesareae, prout & idem, mox, vel ad summum duos post menses, à commutatione Ratificationum praesentis Tractatus, actu restituet Insulam & Regnum Sardiniae; in eo statu quo erat tunc, cùm illud occupavit, renunciabitque Suae Majestati Caesareae omnia jura, praetensiones, rationes, & actiones in dictum Regnum, ita ut Sua Majestas Caesarea de illo, ceu de re sua, plene libereque atque ad eum modum, juxta quem amore boni publici facere statuit, disponere possit.

II. Quandoquidem unica quae excogitari potuit ratio ad constituendum duraturum in Europa aequilibrium ea visa fuerit, ut pro Regula statuatur, ne Regna Galliae & Hispaniae ullo unquam tempore, in unam eandemque Personam, nec in unam eandemque lineam, coalescere, unirique possent, istaeque duae Monarchiae, perpetuis retro temporibus separatae remanerent, atque ad obfirmandam hanc Regulam tranquillitati publicae adeo necessariam, ii Principes quibus nativitatis praerogativa Jus in utroque Regno succedendi tribuere poterat, uni è duobus pro se, totaque sua posteritate solemniter renunciaverint, adeo ut illa utriusque Monarchiae separatio in Legem fundamentalem abierit, in Comitiis Generalibus, vulgò LAS CORTES, Madriti die 9. Mensis Novembris 1712. acceptam, & per Tractatus Trajectenses die 11. Aprilis 1713. consolidatam, Sua Majestas Caesarea Legi adeo necessariae & salutari ultimum complementum datura, atque omnem sinistrae suspicionis ansam tollere, tranquillitatique publicae consulere volens, acceptat, & consentit in ea, quae in Tractatu Trajectensi super jure & ordine successionis in Regna Franciae & Hispaniae acta, sancita & transacta fuerunt, renunciatque tam pro se,

ANNO 1718.

se, quam pro suis Haeredibus, descendentibus, & Successoribus maribus, fœminis, omnibus Juribus, omnibusque in universum praetensionibus quibuscunque, nulla penitus excepta, in quaecunque Regna, Ditiones & Provincias Monarchiae Hispanicae, quarum Rex Catholicus, per Tractatus Trajectenses agnitus fuit legitimus possessor, solemnesque desuper Renunciationis Actus, in omni meliore forma expediri, eosque publicari, & in Acta loco congruo referri curavit, ac super his Instrumenta solita Suae Majestati Catholicae, Partibusque compaciscentibus, exhibituram se promittit.

III. In vim dictae Renunciationis, quam Sua Majestas Caesarea amore universae Europae securitatis, habita quoque ea ratione, fecit, quod Dominus Dux Aurelianensis, Juribus & rationibus suis in Regnum Hispaniae, pro se & pro suis descendentibus, sub ea conditione renunciaverit, ne Imperator aut ullus ejusdem descendentium in dicto Regno succedere unquam posset; Sua Majestas Caesarea agnoscit Regem Philippum V. legitimum Hispaniarum & Indiarum Regem, eidemque tribuere promittit titulos & praerogativas Dignitati suae, Regnisque suis debitas; sinet praeterea eundem, ejusque descendentes Haeredes, & Successores, masculos & fœminas, pacifice frui cunctis iis Ditionibus Monarchiae Hispanicae in Europa, in Indiis, & alibi, quarum possessio ipsi per Tractatus Trajectenses asserta fuit, neque eum in dicta possessione directe vel indirecte turbabit unquam, aut ullum Jus in dicta Regna & Provincias sibi sumet.

IV. Pro Renunciatione atque agnitione à Sua Majestate Caesarea, in praecedentibus duobus Articulis facta, Rex Catholicus vicissim renunciat tam suo quam suorum Haeredum, descendentium & Successorum marium & fœminarum nomine, Suae Majestati Caesareae, ejusque Successoribus, Haeredibus & Descendentibus masculis & fœmininis, cuncta Jura ac rationes quascunque, nulla penitus excepta, in omnia & quaelibet Regna, Provincias & Ditiones, quae vel quas Sua Majestas Caesarea in Italia vel in Belgio possidet, aut ei vigore praesentis Tractatus obvenient, abdicatque se universim omnibus Juribus, Regnis & Provinciis in Italia, quae olim ad Monarchiam Hispanicam pertinuerunt, quas inter Marchionatus Finaliensis, à Sua Majestate Caesarea Reipublicae Genuensi Anno 1713. cessus, diserte quoque comprehensus intelligatur, solemnesque desuper Renunciationis Actus in omni meliori forma expediri, eosque publicari, & loco congruo in Acta referri curabit, ac super his, Instrumenta consueta Suae Majestati Caesareae & Partibus compaciscentibus exhibituram se promittit. Sua Majestas Catholica renunciat pariter Juri reversionis ad Coronam Hispaniae, sibi super Regno Siciliae reservato, omnibusque aliis actionibus, & praetensionibus, quarum praetextu Suam Majestatem Caesaream, ejus Haeredes & Successores, directè vel indirectè, tam in supradictis Regnis & Provinciis, quam in cunctis aliis Ditionibus, quas actu in Belgio vel ubicunque alibi possidet, turbare posset.

V. Quia verò eo casu, quo Magnum Hetruriae Ducem, prout etiam Ducem Parmae Placentiaeque, eorumque Successores, absque liberis masculis decedere contingeret, ipsa ratio Successionis in Ditiones ab iis possessas, novum facile Bellum in Italia excitare posset, ob diversa videlicet Successionis Jura, quae praesens Hispaniarum Regina, nata Ducissa Parmensis, post decessum propiorum ante se Haeredum, ex una; ex altera vero parte, Imperator & Imperium, in dictos Ducatus sibi competere utrinque obtendunt. Quo itaque gravibus ejusmodi contentionibus, & iis quae inde nascerentur malis tempestive obvietur, conventum fuit, ut Status seu Ducatus, à praefatis Magno Duce Hetruriae, Parmaeque & Placentiae Duce, modo possessi, futuris in perpetuum retro temporibus, ab omnibus Partibus contrahentibus agnoscantur & habeantur pro indubitatis Sacri Romani Imperii Feudis masculinis. Vicissim Sua Majestas Caesarea, per se, ceu Caput Imperii, consentit, ut si quando casus aperturae dictorum Ducatuum, ob deficientiam Haeredum masculorum, contingat, filius dictae Hispaniarum Reginae primogenitus, hujusque Descendentes masculi, ex legitimo Matrimonio nati, iisque deficientibus, secundus, aut alii postgeniti ejusdem Reginae filii, si qui nascentur, pariter una cum eorum posteris masculis, ex legitimo Matrimonio natis, in omnibus dictis Provinciis succedant. Quem in finem cum & Imperii consensu opus sit, Sua Majestas Caesarea, pro eo obtinendo, omnem operam impendet, eoque obtento Litteras expectativae, Investituram eventualem continentes, pro dictae Reginae filio vel filiis, eorumque descendentibus masculis legitimis, in debita forma expediri, easque Regi Catholico, mox, vel saltem post duos menses, à commutatis Ratificationum Tabulis, tradi curabit, absque ullo tamen damno aut præjudicio, salvaque per omnia Principum, qui dictos Ducatus in præsens obtinent, possessione.

ANNO 1718.

Conventum præterea, inter Sacram Cæsaream Majestatem, Regemque Catholicum fuit, quod Oppidum Liburni in perpetuum sit & permanere debeat Portus liber, eo plane modo quo nunc est.

Virtute Renunciationis ab Hispaniarum Rege, in universas Italiæ Ditiones, Regna ac Provincias, quæ olim ad Reges Hispaniæ pertinebant, factæ, ipse Rex præfato Principi suo filio, Urbem Portus Longi, una cum ea parte Insulæ Ilvæ, quam in illa actutum tenet, cedet, tradetque quamprimum dictus Princeps, extincta Magni Hetruriæ Ducis posteritate masculina, in actualem ejusdem Ditionum possessionem, immissus fuerit.

Transactum insuper, ac solemni stipulatione cautum fuit, quod nullus prædictorum Ducatuum ac Ditionum, ullo unquam tempore aut casu possideri possit aut debeat, à Principe qui uno tempore Regnum Hispaniæ obtinet, & quod nullus unquam Hispaniarum Rex, tutelam ejusmodi Principis assumere possit, aut gerere valeat.

Denique conventum est, & in id omnes singulæque Partes contrahentes pariter sese obligarunt, nunquam iri admissum, ut viventibus adhuc præsentibus Ducatuum Hetruriæ, Parmæque possessoribus, aut eorum Successoribus masculis, ullus unquam Miles, cujuscunque Nationis, sive proprius, sive conductitius, ab Imperatore, & Regibus Hispaniæ ac Galliæ, aut etiam à Principe, ad eam Successionem supra designato, in dictorum Ducatuum Provincias & Terras induci, aut ullum ab iis Præsidium Urbibus, Portubus, Oppidis & Fortalitiis in iis sitis imponi possit.

Ut vero dictus Reginæ Hispaniæ filius, & Magni Ducis Hetruriæ, Parmæque & Placentiæ Ducis successionem, per hunc Tractatum designatus, contra omnes casus uberiore securitate fruatur, certiorque de executione promissæ sibi successionis reddatur, necnon Imperatori & Imperio Feudum desuper constitutum illibatum maneat, utrinque placuit, ut Miles Præsidiarius, numerum tamen sex millium non excedens, in præcipua ejusdem Oppida, Liburnum scilicet, Portum-Ferraium, Parmam, Placentiamque imponatur, ab Helvetiæ Pagis, vel ut vocant, Cantonibus, quibus Cantonibus hunc in finem subsidium solvent tres Partes contrahentes, Mediatoris vices gerentes, ac Miles ille ibidem continuetur, usque dum casus dictæ Successionis, quo Oppida sibi commissa, dicto Principi ad eandem designato, tradere tenebitur, existat, absque ulla tamen molestia aut sumptu præsentium Possessorum, eorumque Successorum masculorum, quibus etiam dicti Milites Præsidiarii juramentum fidelitatis sunt præstituri, nec aliam ullam sibi assument auctoritatem, præter solam Urbium tuitionem Custodiæ suæ commissarum.

Cum autem donec de numero & stipendio & modo talis Militis instituendi, cum Helvetiorum Pagis conveniatur, longior forte, quam uneti tam salutari expediat, mora effiagitari posset, Sacra Regia Majestas Britannica, pro singulari suo, in id, tranquillitatemque publicam, studio, & scopo citius assequendo, interim, si reliquis Contrahentibus ita è re visum fuerit, proprium suum Militem ad supra memoratum usum præbere, haud denegabit, donec Miles in Helvetiorum Pagis conscribendus, tuitionem & custodiam dictarum Urbium assumere possit.

VI. Sua Majestas Catholica ad testificandam sinceram suam in tranquillitatem publicam voluntatem, contenta iis quæ infra de Regno Siciliæ in commodum Suæ Majestatis Cæsareæ disponuntur, renunciatque, pro se suisque Hæredibus & Successoribus, maribus & fœminis, juri reversionis dicti Regni ad Coronam Hispaniæ, per Instrumentum cessionis die 10. Junii 1713. disertè eidem reservato, amoreque boni publici, dicto Actui 10. Junii 1713. in quantum opus

ANNO 1718.

opus est; Item & Articulo sexto Tractatus, se inter, Reginamque suam Celsitudinem Ducem Sabaudiæ Trajecti initi, prout & generaliter omni ei derogat, quod retrocessioni, dispositioni, & permutationi memorati Regni Siciliæ, per præsentia Pacta stabilitæ, adversari posset, ea tamen conditione, ut jus reversionis Insulæ & Regni Sardiniæ ad eandem Coronam, eidem vicissim cedatur & asseratur, prout infra Articulo secundo Conventionum inter Sacram Majestatem Cæsaream & Regem Siciliæ magis explicatur.

VII. Imperator, & Rex Catholicus, spondent mutuo, seseque obstringunt ad defensionem, seu guarantiam reciprocam omnium Regnorum & Provinciarum, quæ vel quas actu possident, aut quorum possessio ad illos, vigore hujus Tractatûs pervenire debet.

VIII. Sua Majestas Cæsarea, Suaque Regia Catholica Majestas executioni mandabunt, statim à commutatione Ratificationum præsentium Conventionum, omnes & singulas conditiones in iis comprehensas, idque intra spatium ad summum duorum mensium, Instrumentaque Ratificationum dictarum Conventionum commutabuntur Londini, intra terminum duorum mensium à die subscriptionis computandorum, aut citius si fieri potest; Qua conditionum executione prævie factâ, eorum Ministri Plenipotentiarii ab iis nominandi, in loco Congressûs, de quo inter se convenerint, quantocius cætera Pacis suæ particularis Puncta singillatim, sub mediatione trium Partium Compaciscentium, component atque definient.

Conventum præterea fuit, quod in Tractatu Pacis inter Imperatorem & Regem Hispaniarum peculiariter ineundæ, concedetur Amnestia generalis, pro omnibus personis cujuscunque statûs, dignitatis, gradûs, aut sexûs sint, tam Ecclesiasticis quam Militaribus, Politicis & Civilibus, quæ durante ultimo Bello Partes unius aut alterius Principis secutæ sunt, vigore cujus, universis & singulis dictis personis permittetur, licebitque recipere plenariam possessionem & usumfructum suorum bonorum, jurium, privilegiorum, honorum, dignitatum & immunitatum, iisque utentur, fruenturque æquè liberè ac iis sub initium ultimi Belli, vel quo tempore uni alterive Parti cœperunt adhærere, gavisæ & fruitæ fuerunt, non obstantibus Confiscationibus, Arrestis & Sententiis sub Bello factis, latis aut pronunciatis, quæ pro nullis & ceu non factis habebuntur. Insuper virtute ejusdem Amnestiæ, omnibus & singulis dictis personis, quæ unam alteramve partem secutæ sunt, fas liberumque erit repetere Patriam suam, bonisque suis uti, frui, planè ac si Bellum nullum intervenisset, datâ eis commodâ facultate, dicta bona sua, sive per se, si præsentes sint, sive per Procuratores, si abesse à Patria maluerint, administrandi, eaque vendendi, aut de illis, quocunque alio modo pro libitu suo disponendi, ad eum omnino modum quo ante cœptum Bellum, de iis disponere valuêre.

Conditiones Tractatus concludendi, inter Suam Majestatem Cæsaream & Regem Siciliæ.

ARTICULUS I.

POSTQUAM Cessio Siciliæ, Domui Sabaudicæ per Tractatus Trajectenses, unica consolidandæ Pacis causâ, nulloque Regis Siciliæ in eam habito jure, facta, teste universâ Europa, ad scopum illum assequendum adeo nihil contulerit, ut magnum potius obstaculum effecerit, quominùs Imperator eisdem Tractatibus accesserit, eo quod separatio Regnorum Neapolis & Siciliæ sub uno eodemque Dominatu, vulgatique utriusque Siciliæ appellatione, tam diu statè solitæ, non modo communibus utriusque Regni rationibus, mutuæque conservationi, verùm etiam reliquæ Italiæ quieti adversetur, novas indies turbas paritura, dum vetus illa necessitudo & Commercia inter utrumque Populum neque tolli, neque diversorum Principum rationes, tam facilè conciliari se sinant; hinc est quod Principes, qui Tractatibus Trajectensibus primam manum admovêre, licere sibi, etiam citra assensum eorum quorum interest, existimârint, unum illum Tractatûs Trajectensis Articulum, qui Regnum Siciliæ spectat, neque aliquam ejus adeo præcipuam partem facit, abrogare. Iis potissimum rationibus nixi, quod præsens Tractatus, ab renunciatione Cæsaris, incrementum, complementumque suum recipiat, & quod per commutationem Regni Siciliæ, cum Regno Sardiniæ, impendentia Italiae Bella praeverterentur, quando Imperator Siciliam, cui nunquam renunciavit, armis, quod post fractam, occupatâ Sardinia, Italiæ neutralitatem, jure potest, repeteret; Præterea quod Regi Siciliæ, beneficio Tractatûs adeo solemnis, cum Sua Majestate Cæsarea, & à primis Europæ Principibus guarantigiati, certus permansurusque Status obtingeret. His tantis igitur rationibus permoti convenerunt, quod Rex Siciliæ Insulam, Regnumque Siciliæ cum omnibus suis dependentiis & annexis, Suæ Majestati Cæsareae in eo quo nunc sunt statu, mox, vel ad summum, duos post menses à commutatione Ratificationum praesentis Tractatûs, restituet, renuncians Caesari ejusque Haeredibus & Successoribus utriusque sexûs, in dictum Regnum juribus & actionibus quibuscunque, tam pro se, quam pro suis Haeredibus & Successoribus masculis & fœminis, sublatâ penitus ejus ad Coronam Hispaniae reversione.

II. Vicissim Sua Majestas Caesarea cedet Regi Siciliae, Insulam Regnumque Sardiniae, in eo quo illud à Rege Catholico receperit statu, renunciabitque omnibus juribus & actionibus in dictum Regnum, pro se, suis Haeredibus & Successoribus utriusque sexûs, in favorem Regis Siciliae, ejusque Haeredum & Successorum, ad illud deinceps, cum titulo Regni, cunctisque Regio axiomati annexis honoribus, perpetuo possidendum, prout Regnum Siciliae possederat; salvâ tamen, uti supra dicti Regni Sardiniae ad Coronam Hispaniae reversione, quando Regem Siciliae absque posteris masculis, & totam Domum Sabaudicam Successoribus masculis destitui contingeret: caeterùm ad eum planè modum, quo dicta reversio, per Tractatus Trajectenses, & per Actum cessionis consequenter à Rege Hispaniae factae, pro Siciliae Regno pacta & ordinata fuit.

III. Sua Majestas Caesarea confirmabit Regi Siciliae, omnes, per Tractatum signatum Taurini 8. Novembris 1703. eidem factas cessiones, tam illius partis Ducatûs Montisferrati, quam Provinciarum, Urbium, Oppidorum, Castellorum, Terrarum, Locorum, Jurium & Redituum de Statu Mediolanensi, quae possidet, eo modo quo ea actu possidet, spondebitque pro se, suis Descendentibus & Successoribus, nunquam se, neque illum, nec ejus Haeredes & Successores in dicta possessione esse turbaturam, ea tamen lege, quod omnes caeterae actiones seu praetensiones, quae dicto Regi Siciliae, virtute memorati Tractatûs, competere fortè possent, perpetuo peremptae sint & maneant.

IV. Sua Majestas Caesarea agnoscet jus Regis Siciliae, ejusque Domûs, succedendi immediatè in Regno Hispaniae & Indiarum, in casum, quando Rex Philippus V., ejusque posteri deficient, eo modo ac per Renunciationes Regis Catholici, Ducis Biturigum, Ducis Aurelianensis, & Tractatus Trajectensis stabilitum fuit, promittetque Sua Majestas Caesarea, tam pro se, quam pro suis Successoribus & Descendentibus, quod nullo unquam tempore eidem se directè vel indirectè opponere, aut quidquam in contrarium obmovere velit; hâc tamen declaratione adjectâ, quod nullus Princeps è Domo Sabaudica, qui in Regno Hispaniae succedet, ullam unquam Provinciam, seu Ditionem, uno tempore possidere in continenti Italiae possit, & quod in eum casum illae Provinciae, devolventur ad Principes collaterales illius Domûs, quorum unus post alium secundum proximitatem sanguinis in iis succedet.

V. Sua Majestas Caesarea, & Rex Siciliae, mutuam tutelam seu guarantiam sibi praestabunt, pro Regnis & Provinciis universis, quas actu in Italia possident, aut vigore hujus Tractatûs eis obvenient.

VI. Sua Majestas Caesarea, & Rex Siciliae, statim à commutatione Ratificationum istarum Conventionum, executioni dabunt omnes & singulas conditiones in iis contentas; idque intra spatium ad summum duorum mensium, Ratificationumque Instrumenta dictarum Conventionum commutabuntur Londini, in termino duorum mensium à die subscriptionis, aut citiùs si fieri potest; & mox ab executione praevia dictarum conditionum, eorum Ministri Pleni-

nipotentiarii ab iis nominandi in loco Congressûs, de quo ipsi mutuo convenerint, sub mediatione trium Partium contrahentium, caetera sigillatim Puncta Pacis suae particularis component.

Quod altè fata Sua Majestas Caesarea Catholica, ad promovendum ejusmodi Pacis propositum, & ad avertenda dira Bellorum mala suapte pronissima, praeinsertas Conventiones, omnesque & singulos earundem Articulos, ex sincero consolidandæ universalis Pacificationis desiderio, acceptaverit, prout Iisce acceptat, ac proinde, cum præmemoratis tribus Potentiis, Fœdus peculiare in sequentes conditiones pepigerit.

Articulus I.

SIT, maneatque inter Sacram Cæsaream Catholicam Majestatem, Sacram Regiam Majestatem Christianissimam, Sacram Regiam Majestatem Magnæ Britanniæ, Celsosque ac Potentes Dominos, Status Generales Fœderat' Belgii, eorumque Hæredes & Successores, Fœdus arctissimum, vigore cujus, singuli, Ditiones & Subditos aliorum tueri, nec non Pacem manutenere, propriaque ipsorum commoda, ceu sua mutuo promovere, damna vero & injurias cujuscunque generis prævenire, avertereque, teneantur.

II. Tractatus Trajecti, Badæque Helvetiorum initi, in suo vigore & robore firmi permaneant, partemque istius efficiant, exceptis tamen iis Articulis, quibus per præsentem Tractatum expresse derogare è Re publica visum est, ut & iis Tractatuum Trajectensium Articulis, quibus per Tractatum Badensem derogatum fuit. Attamen Tractatus Fœderis West-Monasterii sub 25. Mensis Maji anno 1716. inter Sacram Cæsaream Catholicam Majestatem, nec non inter Sacram Regiam Magnæ Britanniæ Majestatem, celebratus, prout & alter ille die quartâ Januarii anno 1717. Hagæ Comitis inter Christianissimum & Magnæ Britanniæ Reges, Statusque Generales Fœderati Belgii initus, plenum suum per omnia robur ac vim obtineant.

III. Sacra Majestas Christianissima, prout & Sacra Majestas Britannica, Dominique Status Generales Fœderati Belgii, pro se, suisque Hæredibus & Successoribus spondent, quod Sacram Majestatem Cæsaream Catholicam, ejusque Hæredes & Successores in nullo penitus suorum Regnorum, Ditionum & Provinciarum, quæ vel quas nunc possidet vigore Trajecti, Badæque Tractatuum, aut quorum, quarumve possessionem vigore hujus Tractatûs obtinebit, nec directè nec indirectè turbare unquam, quin potius ejusdem Provincias, Regna & Jura, quæ modo possidet, aut vi hujus Tractatûs eidem obvenient, tam in Germania quam in Belgio & Italia, tutari, & ut ajunt, guarantigiare velint ac debeant, expromittentes sese dicta Sacræ Cæsareæ Catholicæ Majestatis Regna & Provincias contra omnes & singulos, qui eas hostiliter invadere tentarent, defendere, eique, eveniente casu, submittere velle & debere auxilia quibus opus habebit juxta conditiones & partitionem, de quibus infra, inter eos convenit. Pariter utraque præfata Christianissima & Britannica Majestas Regia, ac Status Generales disertè se obstringunt, quod nullam unquam protectionem aut asylum in ullo suarum Ditionum loco, dare, concederevе Subditis Sacræ Majestatis Cæsareæ Catholicæ, velint, qui actutum sunt, aut in futurum ab ea declarati fuerint rebelles, & casu quo ejusmodi fortè in eorum Regnis, Provinciis & Dominiis existerent, ii, ut à finibus suis, intra octo dies à facta interpellatione Cæsarea expellantur, serio se curaturos sincere pollicentur.

IV. Vicissim Sacra Majestas Cæsarea Catholica, Sacra Regia Majestas Britannica, Fœderatique Belgii Status Generales, pro se, suisque Hæredibus & Successoribus promittunt, quod Sacram Majestatem Christianissimam, in nulla penitus suarum Ditionum ad Coronam Galliæ nunc spectantium, nec directè nec indirectè turbare unquam, quin potius easdem contra omnes & singulos, qui illas hostiliter invadere tentarent, tueri ac defendere, eidemque in eum casum auxilia submittere velint & debeant, quibus Rex Christianissimus opus habebit, juxta ac infra transactum est.

Pariter Sacra Majestas Cæsarea-Catholica, Sacra Majestas Regia Britannica, & Domini Status Generales, promittunt, seseque obligant, quod manutenere, guarantigiare, & defendere velint ac debeant Jus successionis in Regno Franciæ, juxta tenorem Tractatuum Trajecti 11. Aprilis anno 1713. initorum, obstringentes se, ad tuendam dictam Successionem, planè ad normam Renunciationis, quae à Rege Hispaniarum 5. Novembris anno 1712. facta, & 9. ejusdem mensis & anni in Comitiis generalibus Hispaniæ per solemnem Actum acceptata fuit, quæ subinde die 8. Martii anni 1713. in legem abiit, & postremo per dictos Tractatus Trajecti stabilita & ordinata fuit, idque contra omnes quoscunque, qui ordinem dictæ Successionis contra præmissos Actus & subsecutivos Tractatus, turbare præsumerent, quem in finem, auxilia juxta partitionem infra conventam suppeditabunt. Quin, ubi res postularet, omnibus viribus dictum Successionis ordinem propugnabunt, denunciato etiam Bello, ei qui eundem infringere, aut impugnare tentaret.

Insuper Sua Majestas Cæsarea Regio-Catholica, & Majestas Regia Britannica, Statusque Generales, pariter se obstringunt, quod nullum unquam tutamen aut asylum, in suis Ditionibus, dabunt aut concedent Subditis Majestatis Regiæ Christianissimae, qui actutum sunt, aut olim fuerint declarati rebelles, & casu quo ejusmodi fortè in eorum Regnis, Provinciis & Dominiis existerent, eos è finibus suis, intra octo dierum spatium, a facta interpellatione Regia, exire jubebunt.

V. Sacra Majestas Caesarea Regio-Catholica, nec non Regia Majestas Christianissima, Statusque Generales Fœderati Belgii, obligant se, pro se, suis Haeredibus & Successoribus, ad manutenendam & guarantigiandam Successionem, in Regno Magnae Britanniae, quemadmodum ea per Leges Regni stabilita est, in Domo Suae Majestatis Britannicae modo Regnantis, prout etiam ad defendendas universas Ditiones & Provincias à Sua Majestate possessas, nullumque asylum aut refugium, in ullo suorum Dominiorum loco, dabunt aut concedent, Personae, ejusve descendentibus, si qui ei obtingant, quae vivente Jacobo II. Principis Walliae, & post ejus excessum Regium Magnae Britanniae Titulum assumpsit; promittentes pariter pro se ipsis, suis Haeredibus & Successoribus, nullum se dictae Personae, ejusve descendentibus, directè vel indirectè, Terra, Marive, praebituros esse auxilium, consilium, aut opem quamcunque, sive in ære, armis, apparatu militari, navibus, milite, nautis, sive alio quocunque demùm modo. Idem observaturos intuitu eorum quibus, à dicta Persona, ejusve descendentibus, fortè mandatum aut commissum foret, regimen Suae Majestatis Britannicae, aut tranquillitatem Regni sui, sive Bello aperto, sive clandestinis conspirationibus, suscitandove seditiones, & rebelliones, aut piraticam contra Subditos Suae Majestatis Britannicae exercendo turbare, quo postremo casu, Sacra Majestas Caesarea Regio-Catholica promittit se minimè permissuram, ut ejusmodi Piratis, ullum in Portubus Belgii sui detur receptaculum. Tantundem spondent Sacra Majestas Christianissima, Statusque Generales Fœderati Belgii, pro Portubus sui Dominii, prout vicissim Sua Majestas Regia Britannica refugium omne in Portubus Regni sui denegaturam promittit, Piratis, Subditos Sacrae Caesareae Majestatis Regiae-Catholicae, Sacrae Regiae Majestatis Christianissimae, aut Dominorum Statuum Generalium infestantibus. Denique Sua Majestas Caesarea Regio-Catholica, Sacra Regia Majestas Christianissima, Dominique Status Generales obstringunt sese, quod nullam unquam protectionem vel asylum, in ullo suorum Dominiorum loco illis Regiae Magnae Britanniae Majestatis Subditis dabunt, qui actutum sunt, vel aliquando fuerint declarati rebelles: Et casu quo ejusmodi fortè in eorum Regnis, Provinciis, & Ditionibus existerent, eos, è finibus suis, intra octo dierum spatium, ab interpellatione Regia, exire jubebunt.

Quod si etiam Sacram Regiam Majestatem Britannicam in aliqua parte hostiliter invadi accideret, Sua Majestas Caesarea Regio-Catholica, ut & Regia Majestas Christianissima, Fœderatique Belgii Status Generales, in eum casum obstringunt sese ad submittenda auxilia infra determinata: Idem facturis ejus descendentibus, si quando eos in Successione Regni Magnae Britanniae turbari contingeret.

VI.

ANNO 1718.

VI. Sua Majestas Caesarea Regio - Catholica, Regia Christianissima & Britannica, obligant se pro seipsis, suis Haeredibus & Successoribus ad guarantiam & tuitionem omnium Ditionum, Jurium, & Provinciarum, quas Domini Status Generales Fœderati Belgii actu possident, contra quoslibet qui eas turbarent aut invaderent, promittentes eis, existente casu, auxilia intra enunciata. Sua Majestas Regia Caesarea Regio-Catholica, utraque quoque Majestas Regia Christianissima & Britannica neque se obstringunt, quod nullum unquam refugium vel asylum in ullo Regnorum suorum illis Statuum Generalium Subditis concedent, qui sunt, vel in futurum fuerint denunciati rebelles, & si fortè ejusmodi in eorum Regnis, Ditionibus & Provinciis existerent, eos è finibus suis, intra octo dierum spatium à facta Reipublicae interpellatione exire curabunt.

VII. Ubi alterutram ex praedictis quatuor Partibus contractantibus, à quocunque alio Principe, aut Statu invadi, aut etiam in possessione Regnorum Ditionumque suarum per violentam detentionem Subditorum, Navium, Rerum, aut Mercium, Terrâ, Marique turbari contingeret, tunc superstites tres officia sua, mox ac de eo requisiti fuerint, impendent, quo, offenso, super illato damno, & injuria satisfiat, aggressorque à prosecutione hostilitatis abstineat.

Ast ubi amica hæc officia reconciliandis Partibus, atque ad procurandam debitam Parti læsæ satisfactionem, reparationemque haud sufficerent, eo casu Alti Contractantes submittent Invaso, intra bimestre spatium à facta requisitione, auxilia sequentia unitim vel separatim, videlicet:

Sua Majestas Cæsarea Regio - Catholica, octo millia Peditum, & quatuor millia Equitum.

Sua Majestas Christianissima, octo millia Peditum & quatuor millia Equitum.

Sua Majestas Britannica, octo millia Peditum, & quatuor millia Equitum.

Et Domini Status Generales, quatuor millia Peditum, & duo millia Equitum.

Quod si Princeps, aut Pars læsa, pro Milite, Naves Bellicas aut onerarias, vel etiam subsidia pecuniaria, submitti sibi mallet, quod in ejus arbitrium reponitur, eo casu petitæ Naves, pecuniæve ei subministrabuntur, ad mensuram sumptuum in Militem impendendorum, & ut omnis ambiguitas circa calculum, seu æstimationem dictorum sumptuum tollatur, placuit mille Pedites, menstruatim ad valorem decem millium Florenorum Hollandicorum, mille vero Equites ad triginta mille Florenos Hollandicos, menstruatim æstimari, eâdem intuitu Navium proportione observatâ.

Ubi auxilia supra enumerata impendenti necessitati imparia forent, Partes contractantes de ferendis amplioribus suppetiis indilatim convenient: quin exigente casu, Socium læsum, omnibus suis viribus adjuvabunt, Bellumque Aggressori denunciabunt.

VIII. Principes & Status de quibus Partes Contractantes unanimiter convenient, illi Tractatui accedere poterunt, nominatim vero Rex Lusitaniæ.

Tractatus iste approbabitur & ratihabebitur, à Sua Majestate Cæsarea, Regia Christianissima & Britannica, atque à Celsis & Potentibus Dominis Statibus Generalibus Uniti Belgii, Tabulæque Ratificationum commutabuntur Londini, extradenturque reciprocè intra spatium duorum mensium, aut citiùs si fieri potest.

In cujus rei fidem, Nos infrà scripti, Plenipotentiarum Tabulis muniti, iisdemque invicem communicatis, quarum apographa cum archetypis ritè a Nobis collata & recognita, sub finem hujus Instrumenti, verbo tenus inserta sunt, præsentem hunc Tractatum subscripsimus, & Sigillis nostris communivimus. Actum Londini die $\frac{\text{vicesimo secundo Julii V. St.}}{\text{secundo Augusti N. St.}}$ anno Domini millesimo septingentesimo decimo octavo.

(L. S.) CHRISTOFF. PENTENRIEDER AB ADELSHAUSEN.

(L. S.) JOES PHIL. HOFFMANN.

(L.S.) DU BOIS.

(L.S.) W. CANT.

(L.S.) PARKER. C.

(L.S.) SUNDERLAND. P.

(L.S.) KINGSTON. C. P. S.

(L.S.) KENT.

(L.S.) HOLLES NEWCASTLE.

(L.S.) BOLTON.

(L.S.) ROXBURGHE.

(L.S.) BERKELEY.

(L.S.) J. CRAGGS.

Articulus Separatus.

QUOD si fortè Dominis Generalibus Uniti Belgii Ordinibus grave nimis foret, conferre ratam suam partem stipendii Helvetiorum Cantonibus, pro Liburni, Portus Ferrai, Parmæ & Placentiæ Præsidiis solvendi, juxta conclusi hodie Tractatûs Fœderis tenorem, Articulo isto separato expresse cautum, & inter quatuor Partes contrahentes conventum est, quod eo casu Rex Catholicus dictam Dominorum Statuum Generalium ratam in se recipere possit.

Articulus iste separatus, eandem vim obtinebit, ac si ipsimet Tractatui hodie concluso, signatoque verbo tenus insertus fuerit, ratihabebiturque eodem modo, atque Ratihabitionum Tabulæ intra idem tempus cum ipso Tractatu extradentur.

In quorum fidem, Nos infra scripti vigore Plenipotentiarum hodie invicem exhibitarum, hunc Articulum separatum subscripsimus, & Sigillis nostris communivimus. Actum Londini die $\frac{\text{vicesimo-secundo Julii S. V.}}{\text{secundo Augusti S. N.}}$ anno Domini millesimo septingentesimo decimo-octavo.

(L. S.) CHRISTOFF. PENTENRIEDER AB ADELSHAUSEN.

(L. S.) JOES PHIL. HOFFMAN.

(L.S.) DU BOIS.

(L.S.) W. CANT.
(L.S.) PARKER. C.
(L.S.) SUNDERLAND P.
(L.S.) KINGSTON. C. P. S.
(L.S.) KENT.
(L.S.) HOLLES NEWCASTLE.
(L.S.) BOLTON.
(L.S.) ROXBURGHE.
(L.S.) BERKELEY.
(L.S.) J. CRAGGS.

Arti-

Articulus Separatus.

QUUM in Tractatu Fœderis cum Sac. Cæsarea Catholica Majestate hodie subscribendo, ut & conditionibus Pacis in eo insertis, Sacræ Regiæ Majestates Christianissima & Britannica, & Domini Status Generales Belgii Uniti, præsentem Hispaniarum & Indiarum possessorem Regem Catholicum, & Ducem Sabaudiæ Regem Siciliæ, vel etiam Sardiniæ appellent: & vero Sacra Majestas Cæsarea Catholica, binos hos Principes pro Regibus agnoscere haud possit, antequam & ii ad hunc Tractatum accesserint; proinde Sacra Cæsarea Catholica Majestas, per Articulum illum separatum & ante Tractatum Fœderis subscriptum, declarat & protestatur, quod per Titulos ibi adhibitos vel etiam omissos, sibi minimè præjudicare, neque dictis binis Principibus, Titulos Regios concedere aut adjicere intendat, nisi in eum dumtaxat casum, ubi & illi Tractatui hodie subscribendo accesserint, atque placitis in eo conditionibus Pacis pariter consenserint.

Articulus iste separatus eandem vim obtinebit, ac si ipsimet Tractatui hodie concluso signatoque, verbo tenùs insertus fuerit, ratihabebiturque eodem modo, atque Ratihabitionum Tabulæ, intra idem tempus cum ipso Tractatu extradentur.

In quorum fidem, Nos infra scripti, vigore Plenipotentiarum hodie invicem exhibitarum, hunc Articulum separatum subscripsimus & Sigillis nostris communivimus. Actum Londini die $\frac{\text{vicesimo secundo Julii S. V.}}{\text{secundo Augusti S. N.}}$ anno Domini millesimo septingentesimo decimo-octavo.

(L. S.) CHRISTOPH. PENTENRIEDER AB ADELSHAUSEN.

(L. S.) JOES PHIL. HOFFMAN.

(L. S.) DU BOIS.

(L. S.) W. CANT.

(L. S.) PARKER C.

(L. S.) SUNDERLAND P.

(L. S.) KINGSTON C. P. S.

(L. S.) KENT.

(L. S.) HOLLES NEWCASTLE.

(L. S.) BOLTON.

(L. S.) ROXBURGHE.

(L. S.) BERKELEY.

(L. S.) J. CRAGGS.

Articulus Separatus.

QUUM Titulorum aliqui, quibus Sac. Cæsarea Majestas, sive in Plenipotentiis, sive in Tractatu Fœderis hodie secum subscribendo, utitur, per Sacram Regiam Majestatem Christianissimam agnosci haud possint, per hunc Articulum separatum & ante Tractatum Fœderis subscriptum declarat & protestatur, quod per dictos hoc Tractatu adhibitos Titulos, aut sibi alterive præjudicare, aut Sacræ Cæsareæ Majestati jus ullum adjicere minime intendat.

Articulus iste separatus eandem vim obtinebit, ac si ipsimet Tractatui hodie concluso signatoque, verbo tenùs insertus fuerit, ratihabebiturque eodem modo, atque Ratihabitionum Tabulæ intra idem tempus cum ipso Tractatu extradentur.

In quorum fidem, Nos infra scripti, vigore Plenipotentiarum hodie invicem exhibitarum, hunc Articulum separatum subscripsimus, & Sigillis nostris communivimus. Actum Londini die $\frac{\text{vicesimo-secundo Julii S. V.}}{\text{secundo Augusti S. N.}}$ anno Domini millesimo septingentesimo decimo-octavo.

(L. S.) CHRISTOPH. PENTENRIEDER AB ADELSHAUSEN.

(L. S.) JOES PHIL. HOFFMAN.

(L. S.) DU BOIS

(L. S.) W. CANT.

(L. S.) PARKER C.

(L. S.) SUNDERLAND P.

(L. S.) KINGSTON. C. P. S.

(L. S.) KENT.

(L. S.) HOLLES NEWCASTLE.

(L. S.) BOLTON.

(L. S.) ROXBURGHE.

(L. S.) BERKELEY.

(L. S.) J. CRAGGS.

Declaratio a Plenipotentiariis Regis Britanniæ subscripta.

QUANDOQUIDEM secundùm usum, quem utrinque convenit, receptum fuisse Tractatibus inter Majestates suas Britannicam & Christianissimam Ryswyci, Trajecti ad Rhenum & Hagæ Comitis, pro Triplici Fœdere initis, Instrumenta pro Rege Magnæ Britanniæ Linguâ Latinâ, pro Rege vero Christianissimo Linguâ Gallicâ confecta sint, adjectâ tamen Declaratione, quod si alius antea usus obtinuerit, eidem se Rex Christianissimus in posterum accommodaret. Cùmque in Tractatu hodierno die inter Imperatorem Romanorum, Regem Magnæ Britanniæ, Regem Christianissimum, & Status Generales Fœderati Belgii signatu, usus supra memoratus observari haud potuit, sinè incommodo plurium adhuc Instrumentorum faciendorum, quo Tractatûs hujus subscriptio in longius differri necesse foret. Cùmque insuper aliqui è Plenipotentiariis enixè postulaverint, ut nullum Tractatûs hodierni Instrumentum fieret, quod omnium simul Partium contrahentium subscriptionibus munitum non fuerit; quo pacto factum est, ut omnia dicti Tractatûs Instrumenta Linguâ Latinâ conscripta sint. Eum igitur in finem, ne hoc exemplum in ulum

ANNO 1718. usum trahatur, inter Regem Christianissimum, Nos Plenipotentiarij Majestatis Suæ Britannicæ, rogatu Plenipotentiarij Majestatis Suæ Christianissimæ, declaramus, quod id omne idioma, sive Linguam Tractatûs hodierni spectans, in exemplum trahi aut proterri non poterit in posterùm; verùm usus antea receptus inter utramque Coronam obtinebit, ita ut quod hodie factum est, eidem nullo modo derogabit, neque jus aliquod novum in contrarium adjiciet.

In quorum fidem, Nos Plenipotentiarij Majestatis Suæ Britannicæ, hanc Declarationem subscripsimus, & Sigillis nostris communivimus: Londini die vicesimo secundo mensis Julii, anno Domini millesimo septingentesimo decimo octavo.

(L.S.) SUNDERLAND. P.

(L.S.) ROXBURGHE.

(L.S.) J. CRAGGS.

Ratificatio Cæsarea.

QUOD nos, inspectis, probeque examinatis istorum Tractatuum ac Conventionum Articulis, eosdem omnes & singulos in universum ratos, gratosque habuerimus, & approbaverimus, prout eos omnes & singulos, & universim, qua ità acta, conclusa ac subscripta fuerunt, vigore Præsentium approbamus & ratificamus, verbo Cæsareo-Regio & Archiducali promittentes, Nos ea firmiter religioseque per omnia observaturos ac impleturos, neque unquam admissuros esse, ut iis à Nobis, aut à nostris ullo unquam tempore contraveniatur. In quorum fidem præsens Ratificationis Instrumentum propriâ manu subscripsimus, appensoque consueto nostro Sigillo communiri jussimus. VIENNÆ 14. mensis Septembris anno Domini millesimo septingentesimo decimo octavo; Regnorum nostrorum Romani septimo: Hispaniarum decimo quinto: Hungarici vero & Bohemici octavo.

CAROLUS.

Ad Mandatum Sac. Cæs. & Cathol. Regiæ Majestatis proprium,

JOANNES GEORGIUS BUOL.

Ad latus,

PHILIPPUS LUD. COMES A SINZENDORF.

Ratification du Roy de France.

NOUS ayant agréable les susdits Traité & Articles séparez, en tous & chacuns les Points qui y sont contenus; avons, de l'avis de nôtre très-cher & très-amé Oncle le Duc d'Orleans, Regent de notre Royaume, iceux tant pour Nous que pour nos Heritiers, & Successeurs, Royaumes, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, & par ces Présentes signées de nôtre main, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roy, garder & observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin de quoy Nous avons fait mettre nôtre Scel à ces Présentes. Donné à Paris le trente-uniéme jour d'Aoust l'An de Grace mil sept cens dix-huit, & de nôtre Regne le troisiéme.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas,

Par le Roy,

LE DUC D'ORLEANS, *Regent présent,*

Signé,

PHELYPEAUX.

Et scellé du grand Sceau de cire jaune sur lacs de Soye bleuë tressez d'Or, le Sceau enfermé dans une Boëte d'argent sur le dessus de laquelle sont empreintes & gravées les Armes de France & de Navarre, sous un Pavillon Royal soûtenu par deux Anges. ANNO 1718.

Ratificatio Regis Magnæ Britanniæ.

NOS, viso perpensoque Tractatu suprascripto; eundem in omnibus & singulis ejus Articulis & clausulis approbavimus, ratum, gratum, firmumque habuimus, sicut per Præsentes pro nobis, Hæredibus & Successoribus nostris, eundem approbamus, ratum, gratum, firmumque habemus, spondentes ac in verbo Regio promittentes, Nos omnia & singula quæ in prædicto Tractatu continentur, sincere & bonâ fide præstituros & observaturos, neque permissuros unquam, quantum in nobis est, ut ea, à quopiam violentur, aut ut ullo modo iisdem in contrarium eatur. In quorum omnium majorem fidem & robur, Præsentibus manu nostrâ Regiâ signatis, magnum nostrum Magnæ Britanniæ Sigillum appendi fecimus. Quæ dabantur in Palatio nostro, apud Kensington septimo die mensis Augusti, Anno Domini millesimo septingentesimo decimo octavo, Regnique nostri quinto.

GEORGIUS REX.

Plenipotentiarum Tabulæ Majestatis Suæ Cæsareæ.

NOS CAROLUS VI. Divina favente Clementia, Electus Romanorum Imperator, semper Augustus, Germaniæ, Hispaniarum, utriusque Siciliæ, Hierusalem, Indiarumque, nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Esclavoniæque Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ, & Wurtembergæ, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis & Gotitiæ, &c. Hisce notum testatumque facimus omnibus quorum interest: Postquam amicissimis Serenissimi ac Potentissimi Principis Georgii, Magnæ Britanniæ Regis, nec non Sacri Romani Imperii Electoris, Ducis Brunsuicensis, hortationibus, sæpius fuimus invitati, ut eas secum rationes iniremus, quibus pax ac quies per Europam cum universis Principibus Christianis constare vel certè obfirmari magis, etiam in eos casus posset, qui novam olim Bellorum causam suppeditare & vel ex nunc alere videntur. In quam quoque partem etiam Serenissimum ac Potentissimum Principem Ludovicum XV. Franciæ Regem, unà cum Statibus Generalibus Fœderati Belgii. itidem propendere accepimus: Hinc pro sincero desiderio quo in Pacis ac quietis consilia ferimur, honorabilem nostrum Consiliarium Imperialem Aulicum, necnon Consilii Belgici Austriaci Assessorem, Christophorum Penterrieder ab Adelshausen, nostrum Sacrique Romani Imperii fidelem & dilectum, cum plena facultate, cum Ministris præfatorum Regum Franciæ & Magnæ-Britanniæ, ac eorum Fœderatis ea omnia, quæ ad scopum tam salutarem assequendum facere possent, tractandi ablegandum statuimus, dantes illi plenam ac omnimodam Potestatem, unà cum Residente Londini nostro, honorabili, fideli, dilecto, Joanne Philippo Hoffman, cui parem in hanc rem facultatem Impertimur, sive simul, sive altero eorum impedito, in solidum cum dictis Ministris, istthæc negotium tractandi & concludendi, verbo Cæsareo Regio spondentes, Nos ea omnia & singula, quæ nomine nostro, ii vel alteruter eorum ita egerit, tractârit atque concluserit, non modo rata, grataque, æque ac si à nobis ipsis acta forent, habituros, verùm etiam nostrum Ratihabitionis Instrumentum intra tempus conventum extradituros esse. In quorum fidem præsentes propriâ manu subscripsimus, Nostroque Sigillo Cæsareo communiri jussimus. Datum in Civitate nostra Viennæ, die vigesimâ septimâ Septembris, anno millesimo septingentesimo decimo septimo. Regno-

rum nostrorum Romani sexto, Hispaniarum decimo quinto, Hungarici verò & Bohemici septimo.

Signatum,

CAROLUS.

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ & Catholicæ Regiæ Maj. proprium,

JOANNES GEORGIUS BUOL.

Et ad latus,

PHILIPPUS LUD. COMES A SINZENDORF.

Plein-Pouvoir du Roi de France.

LOUIS par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre A tous ceux qui ces Presentes Lettres verront, Salut. Comme Nous voulons contribuer, autant qu'il est en Nous, au maintien de la tranquilité publique, rétablie par les Traitez d'Utrecht & de Bade, & à l'affermissement de la Paix si necessaire à toute l'Europe, que Nous desirons d'ailleurs de répondre aux ouvertures, qui Nous ont été faites de la part de nôtre très-cher & très-amé Frere le Roi de la Grande-Bretagne, dans la vûe de prévenir les suites de l'embrasement qui vient de s'élever, à l'occasion des differends, qui subsistent entre nôtre très-cher & très-amé Frere l'Empereur des Romains, & nôtre très-cher & très-amé Frere & Oncle le Roy d'Espagne, Nous confians entierement en la capacité, experience, zele & fidelité pour nôtre service, de nôtre amé & féal le Sieur Abbé du Bois, Conseiller ordinaire en nôtre Conseil d'Etat & au Conseil des Affaires Etrangeres, Secretaire de nôtre Cabinet: Pour ces causes, & autres bonnes considerations, à ce Nous mouvant, de l'avis de nôtre très-cher & très-amé Oncle le Duc d'Orléans, Regent; Nous avons commis, ordonné & député; & par ces Présentes, signées de notre main, commettons, ordonnons & députons, ledit Sieur Abbé du Bois, & luy avons donné & donnons Plein-pouvoir, Commission & Mandement special pour en nôtre nom, en qualité de nôtre Plenipotentiaire, convenir avec un ou plusieurs Ministres de la part de notre dit Frere l'Empereur des Romains, de celle de nôtre dit Frere & Oncle le Roy d'Espagne, de celle de nôtre dit Frere le Roy de la Grande-Bretagne, & de celle de leurs Hautes Puissances, nos très-chers & grands amis, les Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, pareillement munis de Pouvoirs en bonne forme, arrêter, conclure, & signer avec lesdits Ministres ensemble ou separément, tels Traités, Articles & Conventions, que ledit Sieur Abbé du Bois avisera bon être, voulant qu'il agisse en cette occasion, avec la même autorité que Nous ferions & pourrions faire, si Nous y étions présens en personne, encore qu'il y eût quelque chose qui requît un Mandement plus special, non contenu en cesdites Présentes. Promettant en foy & Parole de Roy, d'avoir agréable, tenir ferme & stable à toûjours, accomplir & executer ponctuellement tout ce que ledit Sieur Abbé du Bois aura stipulé, promis & signé en vertu du présent Pouvoir, sans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu, pour quelque cause, ou sous quelque prétexte que ce puisse être; comme aussi d'en faire expedier nos Lettres de Ratification en bonne forme, pour être échangées dans le tems dont il sera convenu, Car tel est notre plaisir. En témoin de quoy Nous avons fait mettre nôtre Scel à ces Présentes. Donné à Paris le vingt-cinquiéme May, l'An de grace mil sept cent dix-huit, & de notre Regne le troisiéme.

Signé,

LOUIS:

Et sur le Reply,

Par le Roy,

LE DUC D'ORLEANS, *Regent, présent,*

Signé,

PHELYPEAUX.

Et ...

Plenipotentiarum Tabulæ Maj. Brit.

GEORGIUS R.

GEORGIUS Dei Gratiâ, Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor, Dux Brunsvici & Luneburgi, Sacri Romani Imperii Archi-Thesaurarius, & Princeps Elector, &c. Omnibus & singulis ad quos præsentes hæ Litteræ pervenerint, Salutem. Cùm Tractatibus Trajecti ad Rhenum & Badæ-Ergoviæ conclusis, tot Bellorum semina etiamnum relicta animadverteremus, ut non tam extinctæ, quam sopitæ paululùm dilatæque viderentur Europæ calamitates, curas protinùs, omnes cogitationesque contulimus, ut solidis duraturisque Pacis conditionibus hinc inde initis, omnes armorum capiendorum causas radicitus præcideremus. Cùmque Bellum quod inter Imperatorem Romanorum, atque Hispaniarum Regem exortum est, ardeat magis, magisque, & latius sese spargere incipiat, sollicitudines quidem nostras duplicavimus, quo tranquillitatem publicam, hisce motibus turbatam, sine mora restitueremus. Cùmque Pacificationis capita, quæ nos una cum Rege Christianissimo, & Dominis Ordinibus Generalibus Uniti Belgii partibus vel Bello jam implicitis, vel mox implicandis, ex æquo bonoque proponenda esse duximus, dicto Romanorum Imperatori, pro suo erga bonum publicum studio, haud ingrata esse acciperemus; cùmque spes porro sit, reliquos Principes quorum interest, maturè perpensis conditionibus, easdem haud gravatè tandem amplexuros, consultum esse judicavimus, viros undiquaque istiusmodi muneri obeundo pares, ex nostra parte nominare, qui tam præclaro, tamque salutari operi finem imponerent. Sciatis igitur, quod nos fide, prudentia, integritate atque industriâ, reverendissimi in Christo Patris, perquam fidelis & intimè dilecti Consiliarii nostri, Guilielmi Archi Episcopi Cantuariensis, totius Angliæ Primatis & Metropolitani; perquam fidelis & dilecti Consiliarii nostri, Thomæ Domini Parker, Baronis de Macclesfield, summi nostri Magnæ Britanniæ Cancellarii; perquam fidelis prædilecti consanguinei & Consiliarii nostri Caroli, Comitis de Sunderland, Consilii nostri Præsidis; perquam fidelium & intimè dilectorum Consanguineorum & Consiliariorum nostrorum, Evelyn Ducis de Kingston, Privati nostri Sigilli Custodis; Henrici Ducis Cantii, hospitii nostri Præfecti; Thomæ Ducis Novi-Castrensis, dicti nostri hospitii Camerarii; Caroli Ducis de Bolton, Regni nostri Hiberniæ Locumtenentis & Gubernatoris nostri generalis; Joannis Ducis de Marlborough, Exercituum nostrorum Capitanei Generalis; ac Joannis Ducis de Roxburghe, è Primariis nostris Statûs Secretariis unius; perquam fidelium & prædilectorum consanguineorum & Consiliariorum nostrorum, Jacobi Comitis de Berkeley, Primarii Admiralitatis nostræ Commissarii; Gulielmi Comitis Cowper, Baronis de Vingham, & Jacobi Comitis Stanhope, è primariis nostris Statûs Secretariis alius, & perquam fidelis & dilecti Consiliarii nostri Jacobi Craggs Armigeri, è Primariis nostris Statûs Secretariis alius, plurimum confisi, eosdem nominavimus, fecimus, & constituimus, quemadmodum per præsentes nominamus, facimus & constituimus nostros veros, certos & indubitatos Commissarios, Procuratores & Plenipotentiarios, dantes & concedentes, eisdem omnibus, vel eorum tribus quibusvis, aut pluribus omnem & omnimodam facultatem, potestatem, authoritatemque, nec non Mandatum generale, pariter ac speciale (ità tamen ut generale speciali non deroget, neque contra) pro nobis & nostro nomine, cum Ministro, Ministrisve tam ex parte boni Fratris nostri Romanorum Imperatoris, quam ex parte boni Fratris nostri Regis Christianissimi, ac etiam ex parte Dominorum Ordinum Generalium Unitarum Belgii Provinciarum, Potestate sufficienti, hinc inde munito vel munitis, de & super conditionibus Pacis, quæ ad Bellorum motus sedandos, & ad communem Europæ tranquillitatem restituendam, stabiliendamque plurimum facere possint, ac etiam super Articulis, sive secretis, sive separatis, ac denique super omnibus quæ ad opus prædictum promovendum perficiendumque, maximè apta videbuntur, conveniendi, tractandi, con-

ANNO 1718.

consulendi & concludendi : quæque ita conclusa & conventa fuerint, nostro nomine subsignandi, mutuoque extradendi, recipiendique, reliquaque omnia factû necessaria præstandi, perficiendique, tam amplis modo & formâ, ac nosmet ipsi, si interessemus, facere & præstare possemus ; spondentes & in verbo regio promittentes, nos quæcunque à dictis nostris Commissariis, Procuratoribus, ac Plenipotentiariis, vel eorum tribus pluribúsve concludi contigerit, rata ea omnia, grata & accepta omni meliori modo habituros, neque passuros unquam, ut in toto vel in parte, à quopiam violentur, aut ut iis aliquo modo in contrarium eatur. In quorum omnium majorem fidem & robur, magnum nostrum Magnæ Britanniæ Sigillum, Præsentibus manu nostrâ Regiâ signatis appendi fecimus. Quæ dabantur in Palatio nostro apud Kensington 14. die mensis Julii Anno Domini 1718. Regnique nostri quarto.

Articuli Separati, & Secreti.

ARTICULUS PRIMUS.

POSTQUAM Serenissimus & Potentissimus Rex Christianissimus, & Serenissimus & Potentissimus Rex Magnæ Britanniæ, necnon Celsi & Potentes Domini Status Generales Fœderati Belgii, vigore Tractatûs, inter eos hodiernâ die conclusi & subscripti, super certis conditionibus convenerunt, secundùm quas Pax inter Serenissimum & Potentissimum Romanorum Imperatorem atque Serenissimum & Potentissimum Regem Hispaniarum, item inter eandem Sacram Majestatem Cæsaream, Regemque Siciliæ (quem deinceps Regem Sardiniæ nominare visum est) conciliari posset, quarum quidem conditionum copiam præfatis tribus Principibus fecêre, ut loco basis fixæ, stabiliendæ inter eos Pacis forent, Sacra Majestas Cæsarea, ex gravissimis rationibus, ob quas Rex Christianissimus & Rex Magnæ Britanniæ, & supradicti Status Generales, hoc tantum tamque salutare opus susceperunt, permota, deferensque circumspectis urgentibusque eorum Consiliis & suasionibus, acceptare se declarat dictas conditiones, seu Articulos, nullo penitus eorum excepto, ceu conditiones fixas & immutabiles, juxta quas Pacem perpetuam cum Rege Hispaniarum, atque cum Rege Sardiniæ concludere consentit.

II. Quia vero Rex Hispaniarum & Rex Sardiniæ dictis conditionibus necdum adhuc sunt assensi, Sua Majestas Cæsarea, prout & Suæ Majestates Regiæ Christianissima & Britannica, præfatique Status Generales, convenerunt de admittendo iis ad consentiendum spatio trium mensium, à die subscriptionis præsentis Tractatûs computandorum, sufficere existimantes hoc temporis intervallum, ut dictas conditiones ritè perpendere possint, iique demùm se determinent atque declarent, num conditiones fixas & immutabiles Pacificationis suæ, cum Sua Majestate Cæsarea acceptare ipsi quoque velint, prout eos esse facturos ab eorum pietate & prudentia sperare licet, fore scilicet ut exemplum Suæ Majestatis Cæsareæ secuti animi motibus moderari, habitaque humanitatis ratione tranquillitatem publicam privatis suis sensibus præhabere, unaque effusioni sanguinis Subditorum suorum parcere, atque calamitates Belli à reliquis Europæ Nationibus avertere velint. In quem finem Suæ Majestates Christianissima & Britannica, Statusque Generales Fœderati Belgii, officia sua quam efficacissima unà simul & seorsim impendent, quo dictos Principes ad ejusmodi acceptationem permoveant.

III. Verùm, si contra omnem expectationem Alte-Contractantium, votaque universæ Europæ, Rex Hispaniarum & Rex Sardiniæ, post elapsum trium mensium terminum dictas conditiones pro eorum Pacificatione, cum Sua Majestate Cæsarea propositas, acceptare abnuerent, cùm tranquillitatem Europæ à renitentia vel moliminibus clandestinis dictorum duorum Principum dependere æquum non sit, Suæ Majestates Christianissima & Britannica, necnon Status Generales, suas cum viribus Suæ Majestatis Cæsareæ jungere promittunt, quo illi ad acceptationem & executionem præfatarum conditionum adigantur. Quem in finem Cæsareæ Suæ Majestati præbebunt unitim & separatim eadem ipsa auxilia, de quibus, pro reciproca defensione mutua, Articulo septimo Tractatûs Fœderis sub hodierno die subscripti convenêre, unanimiter consentientes, ut Sua Majestas Christianissima subsidia loco militis præstet in ære. Quod si auxilia in dicto Articulo septimo enunciata, assequendo proposito scopo imparia forent, tum quatuor Partes contractantes de amplioribus auxiliis Suæ Majestati Cæsareæ submittendis absque mora convenient, eaque continuabunt, quousque Sua Majestas Cæsarea Regnum Siciliæ subegerit, ejusque Regna & Provinciæ in Italia plenâ securitate gaudeant.

Conventum insuper & quidem disertis verbis fuit, quod si ob causam auxiliorum quæ Suæ Majestates Christianissima & Britannica, Dominique Status Generales, Suæ Majestati Cæsareæ vi & in executionem præsentis Tractatûs suppeditabunt, Reges Hispaniæ & Sardiniæ, vel unus illorum, Bellum alterutri dictorum Contractantium declaret, aut inferret, sive eum in suis Ditionibus aggrediendo, sive eorum Subditos, aut Naves, res & merces, terrâ marive violenter retinendo, in eum casum duæ aliæ Potentiæ Contractantes illico Bellum præfatis Regibus Hispaniæ & Sardiniæ, vel illi binorum eorum Regum, qui id alterutri dictarum Potentiarum contractantium denunciaverit aut intulerit, declarabunt neque arma antè deponent, quam Imperator in possessione Siciliæ & securus ratione suorum Regnorum & Provinciarum in Italia sit, satisfactumque pro justitia fuerit illi, ex tribus Partibus Contractantibus, quæ occasione præsentis Tractatûs, armis impetita aut damnificata fuerit.

IV. Ubi unus duntaxat præfatorum Regum, qui Pacis conditionibus cum Sua Majestate Cæsarea faciendæ, necdum assensi sunt, eas acceptaret, iis quoque quatuor Partibus contractantibus ad compellendum eum qui eas recusaverit, se conjunget, submittetque suam partem subsidiorum juxta distributionem desuper faciendam.

V. Si Rex Catholicus amore boni publici, & quod commutatio Regnorum Siciliæ & Sardiniæ, pro manutentione Pacis universalis necessaria sit, persuasus, in eam consentiat, conditionesque Pacis cum Imperatore ineundæ, ut suprà, amplectatur, è contra vero Rex Sardiniæ, eâ permutatione rejectâ, Siciliam retinere persistat, in eo casu, Rex Hispaniæ Sardiniam Imperatori restituet, qui istius Regni custodiam, (Salvo supremo suo in illud Dominio) Serenissimo Regi Britannico & Dominis Statibus Generalibus tamdiu committet, donec subactâ Siciliâ, Sardiniæ Rex, suprà recensitis conditionibus, Tractatûs cum Imperatore ineundi subscribat, atque in acceptationem, Regni Sardiniæ loco, æquivalentis pro Regno Siciliæ, consentiat, quo facto, in ejus possessionem, à Rege Magnæ Britanniæ, Statibusque Generalibus mittetur. Si vero Sua Majestas Cæsarea expugnare Siciliam, atque in suam potestatem redigere nequiret, in eum casum, Magnæ Britanniæ Rex, Statusque Generales, Regnum Sardiniæ eidem restituent, fruetur que interim Sua Majestas Cæsarea dicti Regni redditibus, qui sumptus in custodiam factos excedent.

VI. Ast ubi Regem Sardiniæ in dictam permutationem consentire, Regem vero Hispaniarum eandem recusare contingeret, in hoc casu, Imperator adjutus reliquorum compaciscentium auxiliis, Sardiniam oppugnabit, quæ tamdiù ei submittere spondent, æque ac Sua Majestas Cæsarea, arma minimè deponere promittit, donec universum Sardiniæ Regnum occupaverit, quod mox ab occupatione, Regi Sardiniæ cedet.

VII. Quod si uterque & Hispaniæ & Sardiniæ Rex, permutationi Siciliæ & Sardiniæ sese opponerent, Imperator, unà cum sociorum auxiliis, primo loco Regnum Siciliæ adorietur, quo occupato, arma contra Sardiniam vertet, eo copiarum numero, quo præter auxilia sociorum ad utramque expeditionem opus esse existimabit, subactâ quoque Sardiniâ, ejus custodiam Sua Majestas Cæsarea Regi Britannico, Dominisque Statibus Generalibus eo usque committet, donec Sardiniæ Rex conditionibus Pacis cum Imperatore ineundæ subscripserit, atque Regnum Sardiniæ, pro æquivalente Regni Siciliæ acceptare consentiat, sibi tunc à Sua Majestate Britannica, Statibusque Generalibus tradendum, fruetur que interim Sua Majestas Cæsarea redditibus istius Regni, qui sumptus in custodiam factos superabunt.

VIII. Casu quo Rex Catholicus, Sardiniæque Rex, vel alteruter illorum, dictas conditiones Pacis

ANNO 1718.

illis propositas acceptare & exequi renuerent, obeamque causam quatenus Partes compaciscentes, vi facti contra eos vel alterutrum eorum procedere compellerentur, conventum disertè fuit, Imperatorem (qualemcunque ejus arma progressum contra dictos binos Reges, aut eorum alterutrum habere possent) contentum esse & acquiescere debere emolumentis sibi in dictis conditionibus mutuo consensu designatis, reservatâ tamen Suæ Majestati Cæsareæ potestate, Jura sua, quæ adversus Regem Sardiniæ, super ea parte Statûs Mediolanensis, quam iste nunc possidet, habere prætendit, armis, vel etiam per Tractatum Pacis tale Bellum subsecuturum, revindicandi, salvâ quoque aliis tribus compaciscentibus, in casum, ubi ejusmodi Bellum contra Regem Hispaniæ & Regem Sardiniæ suscipiendum foret, facultate, cum Sua Majestate Cæsarea conveniendi, & designandi alium quemdam Principem, in cujus favorem, tunc Sua Majestas Cæsarea, de parte Ducatûs Montisferratensis, à Rege Sardiniæ modo possessa, ad ejusdem exclusionem disponere, & quali alteri Principi, vel qualibus aliis Principibus, Litteras Expectativæ, Investituram continentes eventualem, Statuum, nunc à Magno Duce Hetruriæ, & à Duce Parmæ Placentiæque possessorum, in exclusionem Filiorum præsentis Reginæ Hispaniæ, accedente consensu Imperii, concedere debeat, hac Declaratione adjectâ, quod nullo unquam tempore aut casu, neque Sua Majestas Cæsarea, neque ullus Princeps è Domo Austriaca, qui Regna, Ditiones & Provincias Italiae possidebit, dictos Ducatos Hetrutiae & Parmae asserere sibi aut attribuere valeat.

IX. Verum, ubi Sua Majestas Cæsarea Siciliam, adhibito sufficienti Copiarum numero, Sociorumque Auxiliis & Mediis, impensâ quoque congruâ diligentiâ, armis subigere, aut in possessione istius Regni stabilire se nequiret, Partes compaciscentes conveniunt declarantque, Suam Majestatem Caesaream esse & fore in eum casum, omnino liberam & solutam ab omni Obligatione per hunc Tractatum assumpta, consentiendo in supradictas conditiones Pacis, se inter, Regesque Hispaniae & Sardiniae incundae: Salvis tam in reliquis praesentis Tractatûs Articulis, qui Suam Majestatem Caesaream, Suasque Majestates Regias Christianissimam & Magnae Britanniae, & Dominos Status Generales Uniti Belgii mutuo spectant.

X. Attamen cum securitas & tranquillitas Europae, finis, scopusque sit Renunciationum à Sua Majestate Caesarea & Sua Majestate Catholica, pro se, suis Descendentibus & Successoribus, omnium praetensionum, super Regno Hispaniae & Indiis, ex una, ex altera parte vero, super Regnis, Ditionibus & Provinciis Italiae & Belgico - Austriacis, faciendarum, memoratae Renunciationes fient ab una & altera parte, eo modo & forma, uti Articulo secundo & quarto conditionum Pacis, inter Suam Majestatem Caesaream & Regiam Catholicam Majestatem pangendae conventum fuit; & quamvis Rex Catholicus praememoratas conditiones acceptare recusaret, Imperator nihilominus Instrumenta suae Renunciationis expediri faciet, cujus tamen publicatio, in diem subscriptionis Pacis suae cum Rege Catholico differetur; Et si Rex Catholicus in rejicienda dicta Pace constanter perseveraret, Sua Majestas Caesarea nihilo secius Regi Britannico, eo tempore quo Ratificationes istius Tractatûs commutabuntur, Actum solemnem dictarum Renunciationum extradet, quem Sua Majestas Britannica, juxta commune Contrahentium Pactum, Regi Christianissimo antè non exhibendum promittit, quam Sua Majestas Caesarea in possessionem Siciliae pervenerit, qua adepta, tunc tam exhibitio, quam publicatio dicti Actûs Renunciationum Caesarearum, ad primam Regis Christianissimi requisitionem fiet, illaeque Renunciationes locum habebunt, sive Rex Catholicus Paci cum Imperatore subscripserit, sive non, eo quod in hoc ultimo casu Guarantia Partium compaciscentium Caesari esse debeat loco securitatis quam alioquin ipsae Renunciationes Regis Catholici, Suae Majestati Caesareae, pro Sicilia & ceteris Italiae Statibus, Belgique Provinciis praestitissent.

XI. Sua Majestas Caesarea promittit, nihil se moliri aut movere, nec contra Regem Catholicum, nec contra Regem Sardiniae, & generaliter, contra Neutralitatem Italiae velle, in termino illo trimestri, qui iis pro acceptandis conditionibus Pacis suae cum Imperatore concessus est. At si ultra dictum tempus trium mensium, Rex Catholicus, loco dictas conditiones acceptandi, suas potiùs hostilitates, contra Suam Majestatem Caesaream prosequi pergeret, vel si Rex Sardiniae, Provincias quas Imperator in Italia possidet, armis aggrederetur, in eum casum, Suae Majestates Christianissima & Britannica, nec non Domini Status Generales obstringunt sese, ad submittenda illico Suae Majestati Caesareae in sui tutelam auxilia, quae vi Fœderis hodie subscripti, pro reciproca suorum Statuum defensione invicem sibi praestare convenerunt, idque conjunctim vel separatim, neque etiam expectato duorum mensium lapsu, amicis officiis adhibendis, alias in dicto Fœdere praefixorum; & ubi auxilia in dicto Tractatu determinata fini proposito, haud sufficerent, quatuor Partes compaciscentes, mox inter se, de validiore ope Suae Majestati Caesareae ferenda, convenient.

XII. Praemissi undecim Articuli, apud Suam Majestatem Caesaream, Suas Majestates Christianissimam & Britannicam, Statusque Generales, per spatium trium mensium à die subscriptionis, secreti manento, nisi abbreviare terminum illum, aut producere de communi eorum placito videretur; & quamvis praefati undecim Articuli sint à Tractatu Fœderis hodierna die, à quatuor dictis Partibus compaciscentibus subscripto, separati, eandem tamen vim ac robur habebunt, ac si illi, de verbo in verbum, inserti essent, cum ejus partem essentialem efficere censeantur. Porro Ratihabitiones eorum uno tempore, cum alteris illius Tractatûs extradentur.

In quorum fidem, nos infrà scripti, vigore Plenipotentiarum, hodie invicem exhibitarum, hos Articulos separatos & secretos subscripsimus & Sigillis nostris communivimus. Actum Londini die vicesimo secundo Julii S. V. / secundo Augusti S. N. Anno Domini 1718.

Subscriptiones eædem, ut supra.

Articulus Separatus.

QUUM Tractatus hodierno die, inter Majestatem Suam Caesaream, Majestatem Suam Christianissimam & Majestatem Suam Britannicam initus signatusque, ac in se complectens, tam conditiones, quae aequissimae, summeque aptae judicatae sunt, ad Pacem stabiliendam inter Imperatorem & Regem Catholicum, atque inter dictum Imperatorem Regemque Siciliae; quam conditiones Fœderis, ad Pacem publicam conservandam inter praedictas Potentias contrahentes sanciti, celsis & praepotentibus Dominis Ordinibus Generalibus Unitarum Belgii Provinciarum, communicatus fuerit; cùmque Articuli separati & secreti, hodie itidem signati, continearesque rationes quas ad Tractatum supra dictum executioni mandandum inire visum est, iisdem Ordinibus Generalibus, mox proponendi sint, studium quod illa Respublica testatur, ad retinendam firmandamque tranquillitatem publicam, nullum dubitandi locum relinquit, quin ipsa eidem, animo perlubenti, accedere velit. Ideoque dicti Ordines Generales, tanquam Partes contrahentes, in ipso Tractatu nominatim inseruntur sub spe scilicet fidentissima, illos eidem sese tam cito adjuncturos, ac usitatæ in statu suo formulæ id pati possint.

Sin vero præter spem & vota Partium contrahentium (quod tamen omnino non suspicandum est) præfati Domini Ordines Generales Tractatui supradicto accedendi consilium haud ceperint, expresse conventum concordatumque est inter dictas Partes contrahentes, quod Tractatus sæpe nominatus, hodiernoque die signatus, effectum suum inter ipsas nihilominus sortietur, & in omnibus ejus clausulis & Articulis executioni mandabitur, eodem modo quo ibidem constitutum est, ejusdemque Ratificationes temporibus præfinitis exhibebuntur.

Articulus iste separatus eandem vim obtinebit, ac si ipsimet Tractatui hodie concluso signatoque verbotenus insertus fuerit, ratihabebiturque eodem modo, atque Ratihabitionum Tabulæ intra idem tempus, cum ipso Tractatu extradentur.

In quorum fidem nos infrascripti, vigore Plenipotentiarum hodie invicem exhibitarum, hunc Articulum separatum subscripsimus & Sigillis nostris communivimus. Actum Londini die vicesimo-secundo Julii S. V. / secundo Augusti S. N. Anno Domini 1718.

Subscriptiones eædem, ut supra.

Ratifi-

ANNO 1718.

Ratificatio Cæsarea.

QUOD nos præmissos hosce ita conclusos, ac per Plenipotentiarios virtute Mandati signatos Articulos omnes & singulos non secùs ac Fœderis Tractatum, cujus utpote partem facere censentur, in universum, ratos, gratosque habuerimus, approbaverimusque, prout & eos omnes & singulos, vigore præsentium approbamus & ratihabemus, verbo Cæsareo, Regio & Archiducali spondentes, nos dictos Articulos & eorum quemvis sanctè religioseque impleturos ac observaturos esse. In quorum fidem, præsens Ratificationis Instrumentum propriæ manûs subscriptione, appensoque nostro Sigillo communivimus. Viennæ quatuor-decima mensis Septembris, anno Domini millesimo septingentesimo decimo octavo: Regnorum nostrorum Romani septimo: Hispaniarum decimo quinto: Hungarici vero & Bohemici octavo.

CAROLUS.

Ad Mandatum Sac. Cæs. & Cathol. Regiæ Majestatis proprium,

JOANNES GEORG. BUOL.

ad latus,

PHILIPPUS LUD. COMES A SINZENDORF.

Ratification du Roy de France.

NOUS ayant agréables les susdits Articles separez & secrets, en tous & chacuns les points qui y sont contenus, avons de l'avis de nôtre très-cher & très-amé Oncle le Duc d'Orleans, Regent de nôtre Royaume, iceux tant pour Nous, que pour nos Heritiers & Successeurs, Royaumes, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé; & par ces Presentes, signées de Nôtre main, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roi, garder & observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin de quoi Nous avons fait mettre nôtre scel à ces Presentes. Donné à Paris le trente uniéme jour d'Août l'an de grace 1718. & de Nôtre Regne le troisiéme.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas,

Par le Roy,

LE DUC D'ORLEANS, *Regent présent,*

Signé,

PHILIPPEAUX.

Et scellé du grand Sceau de cire jaune, sur lacs de soye bleüe treslés d'Or, le Sceau enfermé dans une boëte d'argent, sur le dessus de laquelle sont empreintes & gravées les armes de France & de Navarre, sous un Pavillon Royal soutenu par deux Anges.

Ratificatio Regis Magnæ Britanniæ.

NOS visis & perpensis Articulis separatis & secretis suprà scriptis, eosdem in omnibus & singulis eorundem clausulis approbavimus, ratos, gratos, firmosque habuimus, sicut per præsentes pro nobis, Hæredibus & Successoribus nostris, eosdem approbamus, ratos, gratos firmosque habemus; spondentes, ac in verbo Regio promittentes, nos omnia & singula, quæ in prædictis Articulis separatis & secretis continentur, sincerè & bona fide præstituros, observaturos, neque permissuros unquam, quantum in nobis est, ut à quopiam violentur, aut ut ullo modo iisdem in contrarium eatur. In quorum omnium majorem fidem & robur præsentibus, manu nostra Regia signatis magnum nostrum Magnæ Britanniæ Sigillum appendi fecimus. Quæ dabantur in Palatio nostro apud Kensington, septimo die mensis Augusti, anno Domini millesimo septingentesimo decimo octavo, Regnique nostri quinto.

ANNO 1718.

GEORGIUS R.

CCIII

Assecuration Ihro Königl. Majest. in Pohlen und Churfürstl. Durchl. zu Sachsen Friderici Augusti, denen Land-Ständen des Marggrafthumbs Ober-Lausitz ertheilet/ daß Sie bey dem Exercitio der Religion Augspurgischer Confession ungekränckt sollen gelassen werden. Dreßden den 3. August 1718. [CHRIST. GODOF. HOFMANNUS in Notis ad MARLII Commentarios Rerum Lusaticar. Libr. VI. cap. 147. in Collectione Scriptorum Rerum Lusaticorum Tomi I. Part I. pag. 427.] 3. Août.

C'est-à-dire,

Assurance donnée par Sa Royale Majesté de Pologne, & Altesse Electorale de Saxe, FREDERIC AUGUSTE, *aux Etats du Marckgraviat de la Haute Lusace, portant qu'ils ne seront point troublés dans l'Exercice de la Religion de la Confession d'Ausbourg. A Dresde le 3. Août. 1718.*

WIr Friedrich Augustus, von GOttes Gnaden König in Pohlen/ rc. rc. Hertzog zu Sachsen/ rc. rc. Für Uns/ Unsere Erben und Nachkommen Urkunden hiemit: Demnach uns die bey dem letztern willkührlichen Landtage Oculi a. c. zu Budißin versammlet gewesene Stände/ von Grafen/ Herren/ Ritterschafft und Städten des Marggrafthums Ober-Lausitz/ vermittelst einer besondern überreichten Schrifften unterthänigst vorgestellet/ und gebethen/ Wir wolten Ihnen und denen gesambten der Augspurgischer Confession-Verwandten Inwohnern besagten Marggrafthums zur Consolation, nach erfolgter Religions-Aenderung Unsers Königl. Printzens Lbd. eine special auf gedachtes Marggrafthum/ und dessen der Augspurgischen Confession zugethane Stände und Inwohnern/ auch alle Ihre Nachkommen/ gerichtete und unter unserer Hand und Königl. ChurSecret vollzogne Religions-Assecuration zu ertheilen und einzuhändigen/ allermildest geruhen; So hätten Wir zwar vermeynet/ es würden dieselbe durch die schon vorhin in Händen habende Versicherungen und Unsere durch öffentlichen Druck publicirte Patente de Anno 1697. 1705. und 1717. und insonderheit die sub Dato Cracau den 28. September 1697. gedachten Ständen ausgestellte Religions-Assecuration in gnugsame Sicherheit gestellt worden seyn.

Alldieweilen aber dennoch erwehnte getreue Stände/ daß Ihnen durch eine abermahlige Declaration noch mehr prospiciret werden möchte/ inständigst verlanget: Als haben Wir deren

ANNO 1718.

Sachen gnädigst statt geben / und versprechen und assecuriren demnach dieselbe bey Unsern Königl. und Churfürstl. Wort / Treu und Glauben / daß ungeachtet Unsers Königl. Printzens Lbd. getroffenen Religions-Veränderung / keine Neuerung in Kirchen- und Religions-Sachen / auch deren Juribus annexis denen Augspurgischen Confessions-Verwandten Ständen und Innwohnern bemeldten Marggrafthums zu Nachtheil oder Abbruch vorgenommen / noch gestattet / sondern was beiderseits Religions-Verwandten zum besten in dem Tradirions-Recess vorherigen Kayser und Königl. auch Unserer in GOtt ruhenden Verfahren / und unsern selbst eigenen mehrgedachten Marggrafthum / dessen Ständen und Innwohnern / ertheilten Assecurationen / Reversalen / und vorangezogen Unsern öffentlichen Patenten / nach allen und jeden darinnen verfasten Puncten / Clausuln und Worten zur Versicherung der Religions-Freyheit / Ubung und Rechten enthalten und begriffen / von Uns und Unsern Erben und Nachkommen regierenden Marggrafen zu Ober-Laußitz / heilig und unverbrüchlich beobachtet / und demselben vor jetzo / künfftig / und zu allen Zeiten nachgelebet / auch darwider nicht gehandelt / noch jemand andern / unter was prætext und Vorwand solches auch immer geschehen möchte / zu handeln / nachgesehen oder zugelassen werden solle. Zu dessen allen mehrern Bestätigung haben Wir diese Unsere Declaration, und wiederhohlte Versicherung / welche zur festen und beständigen Regul und Richtschnur in Unserm Marggrafthum Ober-Laußitz gelten soll / eigenhändig unterschrieben / und mit Vordrückung Unsers Königl. Chur-Secrets ausfertigen lassen / auch verordnet / daß selbige gedruckt / und zu männlicher Wissenschafft gebracht werden solle. Geben Dreßden den 3. Augusti 1718.

AUGUSTUS REX.



George Gr. von Werthern.

B. E. H. von Zech.

CCIV.

16. Sept. *Renunciatio solemnis Augustissimæ Cæsareæ & Catholicæ Majestatis* CAROLI VI. *in Regna & Regiones* Hispaniarum & Indiarum, *tam* Orientalium *quam* Occidentalium, *quæ ceduntur* PHILIPPO V. *isque cum Successoribus suis pro Legitimo Rege & Possessore dictarum Regionum agnoscitur. Dat. Viennæ Austriæ, die* 16. *Septembris, Anno* 1718.

NOS CAROLUS VI. Divina favente Clementia Electus Romanorum Imperator, semper Augustus, ac Germaniæ, Hispaniarum, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæque Rex, Archi-Dux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Mantuæ, Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ, Limburgi, Lucemburgi, Geldriæ, ac Superioris & Inferioris Silesiæ, & Wurtenbergæ, Princeps Sueviæ, Marchio Sacri Romani Imperii Burgoviæ, Moraviæ, Superioris & Inferioris Lusatiæ, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ, & Namurci, Landgravius Alsatiæ, Dominus Marchiæ Slavoniæ, Portus Naonis & Salinarum, &c. &c. Notum facimus omnibus præsentibus & futuris. Postquam post immatura fata Serenissimi olim & Potentissimi Principis Caroli II. Hispaniarum & Indiarum Regis recol. mem. ob causam Successionis in sua Regna, durum, diuturnumque Bellum ortum sit, quod universam pene Europam diu, fœdeque afflixit, neque componendis litigiis, ii, qui Trajecti ad Rhenum, Badæque Helvetiorum celebrati fuere Conventus, adeo ex integro suffecerint, quin recens in Italia Bellum eruperit, Divina bonitate factum esse, ut collatis amicis Consiliis, reque mature deliberata, ac discussa, die secunda Mensis Augusti hujus Anni 1718. Londini Nos inter, & Serenissimum ac Potentissimum Galliæ Regem Ludovicum XV. sub Tutela Serenissimi Principis Philippi Ducis Aurelianensis, Regni Galliæ pro tempore Regentis agentem: nec non Serenissimum ac Potentissimum Magnæ Britanniæ Regem Georgium, Ducem Brunswico-Luneburgensem, Sacri Romani Imperii Electorem, certi Pacificationis, Fœderumque Articuli conclusi, signatique fuerint, eo unice collimantes, quo alma Pax inter Principes, quibus ea jam constat, magis semperque magis firmetur, inter eos vero qui adhuc diffident, quantocyus revocetur, ac reflorescat, atque adeo hoc tantum Pacis beneficium, sublatis e medio simultatibus, universæ Europæ commune tandem reddatur, ad assequendum vero tam salutarem scopum haud alia certior via visa sit, quam per ipsos hosce Tractatus ad mentem, & normam præcedentium separationem perpetuam Coronarum Galliæ, & Hispaniæ, itidem separationem perpetuam Hispaniarum & Indiarum a Statibus, quos nunc possidemus, & vi Tractatus possidere debemus, denuo immutabili Lege (cui salus totius Europæ innixa est) stabilire, atque ut stato inter Europæ Principes virium æquilibrio, justaque commensuratione unio plurium Coronarum in unum idemque Caput ac Lineam avertatur, providere alia commoda, & emolumenta Nobis, ac iis Principibus, qui istius Pacificationis, Fœderumque Socii sunt, aut iis accedere vellent, asserere, prout latius in dictis Conventionum Articulis continetur.

Cum vero istorum Tractatuum partem constituat Renunciatio in Regna Hispaniarum, & Indiarum a Nobis facienda. Quod Nos ob insitum Nobis Pacis studium, atque in salutem, tranquillitatemque publicam, amorem omni alia ratione potentiorem, utque omnem a Nobis sinistræ suspicionis ansam removeremus, Juribus Nostris in dicta Hispaniarum ac Indiarum Regna cedere decreverimus, dictum Tractatum Londini per Plenipotentiarios Nostros subscribi mandaverimus; scilicet statum Europæ luctuosissimum, impendentemque tot Populis, & Nationibus, nî votis amicorum Principum cederemus, stragem commiserati, commoti quoque iis, quæ in præfato Tractatu continentur, emolumentis, in hanc Regnorum Hispaniarum & Indiarum cessionem, & abdicationem devenimus, præsertim, quod per illam ea quoque Renuntiatio, quam Serenissimus & Potentissimus Princeps Philippus V. Hispaniarum & Indiarum Rex in Regnum & Coronam Galliæ pro se, suisque Posteris sub 5. Nov. 1712. in favorem Serenissimi Ducis Aurelianensis fecit, atque in Hispania in legem abiit, nostræque ceu conditioni innixa est, plenum suum vigorem, & effectum sortiatur, pariterque per eam illæ Renuntiationes, quas Serenissimus Dux Bituricensis 24. Die mens. Nov. 1712. Marly, & præfatus Serenissimus Dux Aurelianensis die 19. ejusd. Mensis & Anni Parisiis fecerunt, & per Tractatus Trajectenses 11. die Mensis Apr. 1713. confirmatæ fuere, convalidentur, atque adeo perpetua & immutabili jam Lege statutum, sancitumque permaneat, quod nullo unquam tempore Monarchiae Galliae, & Hispaniæ, in unam eandemque Personam, nec in unam eandemque Lineam coalescere valeant.

Hu igitur tantis rationum momentis inducti, neve optatissimam Pacem universalem, quietemque Europæ, quæ in bina ista Renuntiatione consistere censetur, diutius remoraremur, animo deliberato ac maturo Consilio, vigore præsentium cedimus, abdicamus, & renunciamus pro Nobis, Hæredibus, Descendentibus, & Successoribus nostris Maribus & Fœminis, omnibus Rationibus, Juribus, Actionibus, & Prætensionibus, quæ Nobis in Regna Hispaniarum & Indiarum, Ditionesque Coronæ Hispanicæ per Tractatus Trajectenses, & per hos præfato Hispaniarum & Indiarum Regi concessas, competunt, aut

ANNO 1718.

aut competere possent, idque omne jus Nostrum in modo dictum Serenissimum Principem Philippum Hispaniarum ac Indiarum Regem, ejusque Posteros, Hæredes, ac Successores, Mares & Fœminas, his vero quomodocunque deficientibus in Domum Sabaudicam, juxta præfati Tractatus tenorem, ac in eo statutum succedendi ordinem, videlicet in Serenissimum modernum Sardiniæ Regem, Ducem Sabaudiæ, Pedemontii Principem, Victorem Amadeum, ejusque Filios, & Descendentes Masculos ex legitimo Matrimonio natos: & deficiente ejus progenie Masculina, in Principem Amadeum a Carignano, ejusque Filios, & Descendentes Masculos ex legitimo Matrimonio procreatos: & deficiente quoque hujus progenie Masculina, in Principem Emanuelem de Sabaudia, ejusque Filios, & Descendentes Masculos ex legitimo Matrimonio natos: illisque deficientibus in Principem Eugenium a Sabaudia, ejusque Filios, & Descendentes Masculos ex legitimo Matrimonio natos, ceu ab Infante Catharina Regis Philippi II. Filia oriundos, ex certa scientia sponte, liberèque harum vigore transferimus, & abdicamus, renunciantes pro Nobis, Nostris Hæredibus, Descendentibus, & Successoribus Nostris omnibus rationibus, & juribus, quæ Nobis aut ipsis in dicta Regna quomodocunque, sive jure Sanguinis, sive ex Pactis antiquis, & Legibus Regni competunt, aut competere quacunque ratione possent.

Confirmamus, approbamusque istam à Nobis factam Renunciationem Regnorum Hispaniarum ac Indiarum, volentes, ac statuentes, eam habere vim Legis publicæ, & Sanctionis pragmaticæ, & ut ita ab omnibus Regnorum Nostrorum, & Provinciarum Subditis recipiatur, executionique mandetur, non obstantibus quibuscunque Legibus, Sanctionibus, Pactis, & Consuetudinibus in contrarium facientibus, quibus omnibus, quantum ad hunc Actum expresse derogamus, supplentes omnes, si qui forent, defectus juris & facti, styli, & observantiæ, Renunciantes quoque omnibus beneficiis Juris, in specie Restitutionis in integrum, prout & exceptionibus quibuscunque excogitabilibus etiam læsionis enormis, & enormissimæ, cui & quibus omnibus deliberate, sponte, & ex certa scientia renunciamus, easque pro rejectis, nullis, renunciatisque haberi volumus, serio, sancteque spondentes, Nos sæpefatum Principem modernum Hispaniarum & Indiarum Regem, ejusque Posteros, Hæredes, & Successores in tranquilla & pacifica possessione dictorum Regnorum esse permissuros, neque eos vi hujus Renunciationis ullo unquam tempore sive armis sive alio quocunque modo esse turbaturos, aut molestaturos, quin Bellum, quod Ipsis pro revindicandis dictis Regnis à Nobis aut Successoribus Nostris inferretur, vel ex nunc illicitum & injustum Bellum, e contra quod Nobis ab Ipsis, aut Ipsis deficientibus, ab iis, qui in istam Regnorum Successionem vocati sunt, defendendi sui causa inferretur, licitum ac justum pronunciamur. Quod si forte ad hunc Renunciationis Nostræ Actum aliquid amplius desideraretur, id omne ex præcitato Tractatu Londini novissime inito, qui unica basis, regula, ac norma hujus Nostræ Renunciationis est, ac per omnia esse debet, suppleri, ac pro suppleto haberi volumus. Verbo Nostro Cæsareo-Regio atque Archiducali promittentes, ea omnia, quæ in hocce Successionis, Abdicationis, & Renunciationis Instrumento continentur, sancte, religioseque observaturos cum Nos, tum a Nostris Posteris, & Successoribus, Subditisque Nostris esse curaturos observari. In cujus rei fidem, vim, majusque robur, hunc Cessionis, Abdicationis, & Renunciationis Actum juramento Corporali, a quo absolutionem nec petemus nos unquam, nec ab alio forte petitam, aut etiam ultro oblatam admittemus, tactis SS. Evangeliis in præsentia Testium infra scriptorum firmavimus, præsensque Renunciationis Instrumentum manu propria subscriptum Cæsareo-Regio & Archiducali Sigillo munitum, ad manus præfati Serenissimi & Potentissimi Magnæ Britanniæ Regis deposuimus, Serenissimo ac Potentissimo Hispaniarum Regi tempore & modo ipso Tractatu præscriptis, extradendum. Acta hæc sunt Viennæ die 16. Septembris Anno 1718. Regnorum Nostrorum Romani Septimo, Hispaniarum Decimo Sexto, Hungarici vero & Bohemici Octavo.

CAROLUS.

Præsentes fuere Celsissimus Dominus Joannes Leopoldus Sacri Romani Imperii Princeps Trautson, Comes de Falkenstein, Liber Baro in Sprechen- & Schrottenstein, Dominus in Martinitz, Krazlowitz, Tschechtitz, Krzysandon, Hammerstatt, Geblou, Zebradka, Neuschlos, & Bohemo-Rudolez, Goldegg, Pielhag, Freising, & Oppidi Aggspach ad Danubium, Præfectus Aulæ Hæreditarius Inferioris Austriæ, & Hæreditarius Mareschallus Comitatus Tyrolensis, Eques Aurei Velleris, & Sacræ Cæsareæ Regiæque Catholicæ Majestatis Consiliarius Intimus Actualis.

Excellentissimus & Illustrissimus Dominus Philippus Ludovicus Sacri Romani Imperii Hæreditarius Thesaurarius Comes a Sinzendorff, Liber Baro in Ernstbrunn, Dominus in Gföll, Superioris Selowitz, &c. Burggravius in Rheinegg, Supremus Hæreditarius Scutifer, ac Præcisor in Superiori & Inferiori Austria, Hæreditarius Pincerna in Austria ad Anasum, aurei Velleris Eques. Sacræ Cæsareæ Regiæque Catholicæ Majestatis Camerarius, Actualis Consiliarius Intimus, & Aulæ Cæsareæ Cancellarius.

Excellentissimus & Illustrissimus Dominus Gundacarus Thomas, Sac. Rom. Imperii Comes de Starhemberg in Schaumburg & Waxenberg Dominus Ditionum Eschelberg, Liechtenhaag, Rottenegg, Freystatt, Haus, Ober-Wallsée, Senfftenberg, Bottendorff, & Hattwann, aurei Velleris Eques, Sac. Cæs. Regiæque Catholicæ Majestatis Consiliarius Intimus Actualis, &c. Archiducatus Austriæ Superioris & Inferioris Mareschallus Hæreditarius.

Reverendissimus Don Franciscus Antonius Folch, de Cardona, Archi-Episcopus Valentinus, Consiliarius actualis Status Cæsareæ Regiæque Catholicæ Majestatis, & Supremi Hispaniarum Consilii Præses.

Excellentissimus item & Illustrissimus Dominus Rocchus Comes Stella, Sacræ Cæsareæ Regiæque Catholicæ Majestatis Status, supremique Hispaniarum Consilii Consiliarius.

Et quia Ego infrascriptus Sacræ Cæsareæ Regiæque Catholicæ Majestatis Consiliarius Aulicus, Secretarius Status & Referendarius, authoritate Cæsarea atque Archiducali ad hunc Actum creatus Notarius Publicus omnia hæc fieri præsens audivi, & vidi: Ideo in fidem veritatis nomen meum subscripsi, & Sigillum meum apposui, Anno & Die ut supra.

(L. S.)

JOANNES GEORGIUS BUOL. S. R. I. E.

CCV.

*Manifeste du Roi d'*ESPAGNE *sur l'Entreprise de la Sicile.*

LORS que le Roi d'Espagne assembloit à Barcelone au Printems dernier ses forces de Terre & de Mer, avec une dépense immense, dans l'unique dessein aussi glorieux, qu'important, d'établir un parfait équilibre entre les Puissances de l'Europe, & de délivrer les Princes d'Italie d'un joug qui n'attaque pas moins leur liberté, qu'il blesse leur Souveraineté & leur indépendance, tout le monde regardoit de quel côté iroit fondre cet orage. Chacun s'imaginoit qu'il menaçoit le Milanois, ou le Royaume de Naples: mais la surprise fut extrême, quand on apprit que la Flote Espagnole avoit débarqué des Troupes aux environs de Palerme, & que le véritable objet d'un si grand armement étoit le recouvrement du Royaume de Sicile. Au commencement la plûpart des Politiques, & même presque tous ceux qui ont quelque connoissance des interêts des Princes, crûrent fermement qu'il y avoit une intelligence secrette avec le Roi Victor Amedée, Duc de Savoye, & que cette entreprise se faisoit de concert avec lui. Personne ne pouvoit se persuader qu'un Prince si sage, si prudent, si politique, & si consommé dans la Science des Souverains, ne connût pas combien il étoit de son véritable interêt de s'unir & de s'allier de bonne foi avec Sa Majesté Catholique, afin de s'affranchir par les secours & les diversions de l'Espagne, de la violence que la Cour de Vienne & les Puissances engagées à pousser, à quelque prix que ce fût, les

Négo-

ANNO 1718.

Négociations de la Paix, avoient resolu de lui faire, en le dépouillant, selon leurs projets mal conçûs, du même Royaume de Sicile, que ces Puissances lui avoient procuré par le Traité d'Utrecht. De quoi l'Europe étoit si persuadée, qu'en France, en Angleterre, en Hollande, & en Italie on ne vouloit ajuster aucunement foi aux prémiéres plaintes que les Ministres Piémontois firent du débarquement des Espagnols, parce qu'il étoit évident que le seul parti & la seule ressource qui restoient au Duc de Savoye pour conserver la Sicile, étoient de remettre ce Royaume comme un dépôt sacré, au pouvoir du Roi d'Espagne. Mais lors que ce qui s'étoit passé commença à desabuser le Public, que cette Conquête se fit de concert, & qu'il y eût quelque intrigue secrete, on pénétra bien-tôt les puissans motifs qui avoient fait prendre à Sa Majesté Catholique la promte & juste résolution de recouvrer cette Isle par les armes. Cependant afin qu'un point de cette importance soit connu dans toute son étenduë, on va exposer les démarches qui ont précedé cette grande entreprise, & les raisons sans nombre qui l'ont renduë aussi juste que nécessaire.

Dès que le Roi d'Espagne eût conçû la généreuse idée de procurer le repos de l'Europe, & de defendre la liberté de l'Italie, il résolut d'associer à l'exécution de ce grand dessein le Duc de Savoye. Sa Majesté Catholique le regardoit comme le plus interessé, à cause du rang qu'il tient dans ce Païs-là, & en même-tems comme le plus menacé & le plus exposé aux insultes, aux vexations, & aux hostilitez des Allemans, qui mettent tout en œuvre, contributions, procedures irréguliéres, menées secrettes, pour reduire de plus en plus les Princes Italiens dans un honteux esclavage. Peu après le Roi d'Espagne fut informé du monstrueux Projet de Paix qu'avoient fait les Puissances qui se disent Médiatrices. Les solides fondemens de celle d'Utrecht déja violée précédemment par les fréquentes infractions des Allemans, y étoient entiérement sapez & ruïnez: la Sicile y étoit enlevée au Duc de Savoye; le Droit de Reversion ou de devolution de ce Royaume à l'Espagne, l'unique avantage attaché au Sacrifice, auquel Sa Majesté Catholique avoit été forcée, étoit ôté à cette Couronne; la puissance déja si formidable de la Maison d'Autriche, s'y trouvoit encore augmentée; enfin l'Italie y perdoit sa tranquilité, & ses Princes y cessoient d'être libres & indépendans. Tant de motifs & d'un si grand poids engagérent le Roi d'Espagne à faire savoir au Duc de Savoye par ses Ministres résidans à la Cour de Madrid, combien il importoit à ce Prince de s'unir sincérement, & de faire une promte Alliance offensive & défensive avec Sa Majesté Catholique contre leurs Ennemis communs.

Une proposition aussi raisonnable, & qui marquoit tant d'amitié de la part de Sa Majesté Catholique, fut reçûë du Duc de Savoye avec une froideur si extraordinaire & si peu attenduë, que dans le cours d'une Négociation de six Mois, qui se passa d'abord avec le Secretaire de l'Ambassade, & ensuite avec le Comte Lascaris, il fut impossible de tirer une seule parole positive. Cependant à Madrid le Cardinal Alberoni, & dans les autres Cours de l'Europe, les Ministres Espagnols ne cessoient d'assurer & de protester aux Ministres Piémontois, que quelque chose qui arrivât, le Roi d'Espagne ne consentiroit jamais aux propositions du Projet, dont on parloit tant; & comme dans le même tems on recevoit de toutes parts des avis reiterez de ce qui s'étoit négocié secrettement à la Cour de Vienne par le Comte Solis d'abord, & après par le Controlleur Fontana; il étoit naturel & nécessaire que le Roi d'Espagne commençât à ne plus rien esperer de ses avances. Ainsi fondé sur ce qui vient d'être raporté, qui étoit de plus confirmé par les assûrances continuelles du Marquis de Nancré & du Colonel Stanhope, le Cardinal Alberoni prit enfin le parti de presser le Comte Lascaris. Ce Ministre se voyant convaincu, avoüa au nom de son Maitre que le Mariage du Prince de Piémont avec une des Archiduchesses, fille de l'Empereur Joseph, se traitoit à Vienne. A quoi Son Eminence repliqua sur le champ, que dans le trouble présent & dans une conjoncture si delicate, le Duc de Savoye ne pouvoit traiter d'un Mariage, sans traiter en même tems pour ses intérêts, & sans entrer dans une Négociation plus particuliere. Et comme le Comte Lascaris ne répondoit qu'en termes équivoques & généraux, le Cardinal Alberoni l'obligea d'exposer à son Maitre le tort & les maux que sa dangereuse lenteur & son indifference pourroient causer.

ANNO 1718.

Enfin quand la Flote fut prête à se mettre en Mer, le Comte Lascaris informa le Roi d'Espagne, qu'un Courier extraordinaire lui avoit aporté un Pouvoir du Duc de Savoye dans la meilleure forme, pour conclurre avec Sa Majesté Catholique une Ligue offensive & défensive: mais les conditions en étoient si étonnantes, qu'il est à propos d'en raporter ici au moins quelques-unes, afin de faire juger combien elles étoient étranges.

D'abord le Duc de Savoye demandoit qu'on lui donnât un million d'Ecus pour se mettre en Campagne; ensuite qu'on lui payât par mois une pension de soixante mille Ecus pour continuer la Guerre; que Sa Majesté Catholique envoyât dans le Milanois douze mille hommes pour se joindre aux Troupes Piémontoises; que dans le même tems l'Armée d'Espagne attaquât le Royaume de Naples, convenant expressément que dans les Places conquises la Garnison seroit moitié Espagnole, & moitié Piémontoise, mais que le Commandant seroit Piémontois, & qu'il y en auroit seulement un subalterne Espagnol; qu'après qu'on se seroit emparé du Royaume de Naples, l'Armée de Sa Majesté Catholique composée de vingt mille hommes; auxquels se joindroient les Troupes Piémontoises & Savoyardes, passeroit dans le Milanois, où l'on observeroit la même chose qu'au Royaume de Naples à l'égard des Places & des Postes qu'on prendroit à l'Ennemi; que les Contributions qui se tireroient de l'Etat de Milan, se partageroient entre les deux Puissances alliées; que la distribution des Quartiers d'hiver seroit entiérement à la volonté & au choix du Duc de Savoye, sans qu'elle dépendît le moins du monde des Espagnols; que Sa Majesté Catholique ne pouvant envoyer ni Artillerie, ni Munitions de guerre dans le Milanois, le Duc de Savoye fourniroit l'un & l'autre, bien entendu que tout lui seroit payé. Enfin il proposa plusieurs autres conditions aussi monstrueuses, qui firent juger avec certitude à Sa Majesté Catholique, que le Duc de Savoye n'avoit nullement intention de conclure aucune Alliance, & qu'il ne cherchoit qu'à gagner du tems, & à amuser la Cour d'Espagne.

Cette connoissance certaine, & ce qui se traitoit dans le même tems à la Cour de Vienne, qu'on savoit à n'en pouvoir douter par les conjectures tirées des aparences, & fondées sur tous les avis qui venoient du dehors, & que donnoient les Ministres residans à la Cour d'Espagne de la part des Puissances amies, ne laisserent point douter au Roi d'Espagne que le dessein du Duc de Savoye, en feignant de traiter avec Sa Majesté Catholique, étoit d'attendre que les Troupes Espagnoles eussent investi les Etats de l'Archiduc en Italie, afin d'avoir plus beau jeu, de se rendre necessaire aux Allemans, & de tirer d'eux tous les avantages possibles pour l'échange de la Sicile. Sa Majesté fut de même convaincuë que le Duc de Savoye par ce procedé artificieux & peu sincere, par la Négociation hors de saison du Mariage mentionné, enfin par son intelligence visible avec les Ennemis declarez de l'Espagne, contrevenoit directement & manifestement à la premiere condition & au premier Article du Traité & de l'Acte de Cession que Sa Majesté Catholique fit de la Sicile le 10. de Juin 1713. y étant marqué en termes formels & positifs, *que les Ducs de Savoye & les Princes de sa Maison,* qui lui succederont dans la possession de ce Royaume, *chacun en son tems, seront obligez d'avoir, de faire, d'entretenir, & de renouveller amitié & Alliance perpetuelle avec le Roi Catholique & ses Successeurs à la Couronne d'Espagne, & de la maintenir ferme & inviolable, & que si (ce qu'on ne doit pas croire) par quelque accident, hazard, ou dessein, le Duc de Savoye oubliant son véritable & solide intérêt, ses engagemens & les devoirs de la reconnoissance, lui, ou quelqu'un de ses Successeurs n'observoit pas cette condition, & manquoit à l'amitié supposée & à l'Alliance perpetuelle, en quelque cas & en quelque tems que ce soit, dès lors & pour toujours la Cession demeureroit nulle & de nul effet, & le Royaume de Sicile retourneroit à la Couronne d'Espagne.*

C'est sur des fondemens si solides & sur des motifs si justes que le Roi d'Espagne se determina, sachant que le Duc de Savoye faisoit des offres sans bornes à

la

ANNO 1718. la Cour de Vienne (comme l'assure entre plusieurs autres Mylord Stanhope dans le Memoire qu'il donna le 26. de Mai dernier au Marquis de Monteleon) de prevenir par la force de ses armes le coup prémédité, ou de la renonciation à la Sicile, ou de l'échange de cette Isle, en recouvrant ce Royaume pour les Rois d'Espagne, ses anciens & legitimes Princes, si chers aux Siciliens. Ainsi les Puissances Mediatrices par leurs Projets publics, ou le Duc de Savoye lui même par ses Traitez secrets, voulant priver le Roi d'Espagne du Droit clair & incontestable de reversion, ou de dévolution, que Sa Majesté Catholique se reserva par la Paix d'Utrecht, il étoit naturel, juste & nécessaire, que ce Monarque employât ou la force ou l'industrie pour tirer une promte satisfaction d'une violence si offençante.

Enfin c'est à present une chose sçûë de tout le monde, que soit que le Duc de Savoye s'accommodât avec la Cour de Vienne, soit qu'il laissât executer le Projet convenu des Puissances prétendues Médiatrices, ce Prince devoit toujours être dépossedé de la Sicile. Il est aussi d'une évidence certaine que l'alienation, l'échange, ou l'engagement de la Sicile en faveur d'un Prince (comme le dit la Renonciation) qui ne seroit pas de la Maison de Savoye, de même que la contravention aux conditions expresses de la Cession, emportent également le retour immédiat de ce Royaume avec tous ses Droits & actions à la Couronne d'Espagne. Il suit donc par une consequence naturelle & sensible, que dans le cas présent la condition expresse, que la Sicile soit sous la domination de la Maison de Savoye, manqueroit, puisque cette Isle passoit sous celle de la Maison d'Autriche; & ce seroit contrevenir manifestement à la premiere condition de la Cession mentionnée, si le Duc de Savoye, au lieu d'entretenir avec le Roi d'Espagne une amitié sincere & une Alliance constante, avoit des intérêts & serroit les nœuds étroits d'une nouvelle parenté avec les Ennemis déclarez & irreconciliables de l'Espagne.

C'est pour ces raisons si fortes & si incontestables, & parce que le Roi d'Espagne voyoit que les Puissances Mediatrices achevoient par leur nouveau Projet de renverser, d'annuller, & de revoquer les Traitez d'Utrecht; que les forces de Terre & de Mer de Sa Majesté Catholique ont passé en Sicile pour recouvrer ce Royaume, dans la vûë d'empêcher qu'il ne tombe au pouvoir de ses Ennemis, & ne serve à augmenter la puissance excessive des Allemans, & afin qu'il retourne sous la douce & legitime domination de son ancien Monarque. Le droit de reversion ou de dévolution assure la Justice incontestable des armes du Roi d'Espagne, & les pratiques secretes du Duc de Savoye exemtent Sa Majesté Catholique des scrupules que sa bonne foi Royale & sa correspondance d'amitié pourroient lui causer; les violentes idées que renferme le Projet de Paix des Puissances Médiatrices, lui imposant l'indispensable nécessité de repousser la force par la force. &c.

PIECES ORIGINALES

Trouvées dans la Cassete du Prince de CELLAMARE *qui fut saisie.*

No. I.

LETTRES du Prince de CELLAMARE, *Ambassadeur du Roi d'Espagne en France, au Cardinal* ALBERONI, *dont l'une avoit pour suscription,* Para S. Em^a, *& l'autre,* En mano propria de S. Em^a. *Et toutes deux recouvertes d'une enveloppe sans suscription.*

MONSIEUR,

J'AI trouvé plus nécessaire d'user de précaution, que de diligence dans le choix du moyen de faire passer à Votre Eminence les Papiers que j'ai renfermez ici; ainsi j'ai mis ce Paquet entre les mains de D. Vincent Portocarrero, Frere du Comte de Montijo, qui va où vous êtes, en le chargeant avec grand soin de le rendre à Votre Eminence: je l'ai cacheté doublement, & j'y ai mis deux enveloppes. Votre Eminence trouvera dans ce Paquet deux differentes minutes de Manifestes cottez No. 10. & 20., que nos Ouvriers ont composées, croyant que quand il s'agira de mettre le feu à la mine, elles pourront servir de prélude à l'incendie. Une de ces minutes est relative aux instances de la Nation Françoise, dont j'envoyai un Exemplaire à Votre Eminence par mon Courier extraordinaire: l'autre, sans avoir raport à ces instances, expose les griefs que souffre ce Royaume, en apuyant sur ce fondement les résolutions de Sa Majesté, & en demandant la convocation des Etats. En cas que pour notre malheur nous soyons obligez de recourir aux remedes extrêmes, & de commencer les entreprises, il sera bon que Sa Majesté choisisse une de ces deux voyes, & qu'Elle examine l'Ecrit cotté No. 30., dans lequel nos Partisans prennent la liberté de lui proposer avec respect tous les moyens qu'ils jugent convenables, ou plûtôt nécessaires pour l'accomplissement de nos desirs, pour éviter les malheurs que l'on prévoit être prêts d'arriver, & pour assurer la vie de Sa Majesté Très-Chrétienne & le repos public. L'Ecrit cotté No. 40. est un abregé de differentes choses arrivées dans le tems d'autres Minoritez; il peut servir d'instruction suffisante pour regler plusieurs des mesures que l'on doit prendre dans le cas présent. Enfin, j'envoye à Votre Eminence en feuilles separées sous le No. 45. un Catalogue des noms & des qualitez de tous les Officiers François qui demandent de l'emploi dans le service de Sa Majesté. Après que Votre Eminence aura vû tous ces Memoires, Elle pourra donner son avis sur ce qu'ils contiennent, & Sa Majesté prendra des résolutions qu'Elle estimera les plus convenables à son service. Si la Guerre & les violences Nous forcent à mettre la main à l'œuvre, il faudra le faire avant que les coups, que l'on nous portera, nous affoiblissent, & que nos Ouvriers perdent courage, sans épargner, ni le tems, ni les offres, ni l'argent. Si Nous sommes obligez d'accepter une Paix simulée, il faudra pour entretenir ici le feu sous la cendre, lui donner quelque aliment moderé; & si la divine Misericorde apaisoit les jalousies & les mecontentemens présens, il suffira par la reconnoissance, à laquelle nous sommes obligez, de proteger & de favoriser les principaux Chefs qui s'interessent présentement avec tant de zèle pour le service de nos Maitres, en méprisent les dangers auxquels ils s'exposent. En attendant les résolutions décisives de Sa Majesté, je tâche d'entretenir leur bonne volonté, & j'éloigne tout ce qui pourroit le ralentir. Je suis avec respect de Votre Eminence.

A Paris le 1. Decembre 1718.

P. S. Outre les Ecrits ci-dessus, je remets à *Votre* Eminence celui qui est cotté No. 50., dans lequel on fait paroitre la force & le poids des deux differen-

tes minutes des Manifestes; & j'avertis Votre Eminence qu'à cause des changemens qui sont arrivez, on a jugé à propos de s'éloigner de celle que j'ai envoyée par un Exprès, datée du 1. Août.

De Votre Eminence le très-humble, &c.

N. Pr. DE CELLAMARE.

No. II.

MONSIEUR,

LE principal Auteur de nos desseins me chargea avec empressement il y a quelques mois, de faire passer à Votre Eminence la Lettre ci-jointe, & d'accompagner les instances de M. . . . . des témoignages & des offices les plus pressans. J'ai differé d'exécuter cette Commission jusqu'à ce que j'aye eu une occasion sûre pour ne point exposer le secret à quelque danger. Je dirai présentement à Votre Eminence que j'entens parler de ce sujet comme d'une personne de grand mérite, & que l'intérêt que prend tout le Parti à ce qui le regarde, est grand. Il m'a été proposé d'introduire au service de Sa Majesté M. . . . . homme de qualité, & parce qu'il m'est recommandé par nos Ouvriers, je l'ai distingué du Catalogue général que j'envoye à Votre Eminence. Au reste ces Messieurs m'ont dit qu'ils peuvent disposer de la volonté de M. . . . . qui est celui qui fut mandé ici par le Régent, pour soulever, comme ils le disent, les Miquelets de Catalogne, & ils voudroient s'en assurer encore davantage par quelque gratification annuelle, ou par une pension.

Pour ce qui regarde les réponses que Votre Eminence donna à mes propositions du premier Août dernier, je dois lui marquer que les Lettres de créance que l'on demandoit, devoient avoir lieu pour les offres, les demandes & les propositions que j'aurois à faire selon les conjonctures, aux Parlemens, au Corps de la Noblesse, & aux Etats Généraux, & que pour cet effet elles devoient être dressées comme en forme de Plein-Pouvoir, qui seroit en même-tems limité par les instructions de Sa Majesté pour ma conduite.

Quand il s'agira de mettre la main à l'œuvre, il sera nécessaire que Sa Majesté écrive à tous les Parlemens, conformement à la Lettre qu'Elle a déja écrite au Parlement de Paris, & qui est demeurée en dépôt entre mes mains; & j'envoyerai par la voye ordinaire à Votre Eminence un Catalogue du nombre de ces Parlemens, & de la maniere dont on doit se regler pour les Suscriptions.

Il pourroit arriver dans les agitations présentes, ce que Dieu veuille détourner, quelque malheur à Sa Majesté Très-Chrétienne; & je supplie Votre Eminence de faire réflexion que la vie précieuse de ce Monarque venant à manquer, je me trouverois embarrassé manquant des instructions nécessaires pour agir. Il pourroit aussi arriver que M. le Duc d'Orleans vint à manquer, dans lequel cas je me trouverois dans de très-grands embarras par rapport à la nouvelle forme que pourroit prendre la Régence, & à ses vûës qu'il conviendroit de faciliter ou non de la part de Sa Majesté.

M. le Duc de Chartres pourroit prétendre d'entrer à la place du Pere, & pour surmonter les obstacles de sa jeunesse, se soumettre à un Conseil semblable à celui que le feu Roi avoit institué dans son Testament. M. le Duc de Bourbon pourroit aussi prétendre, à l'exclusion du jeune Duc de Chartres, à l'autorité absoluë qu'exerce présentement M. le Duc d'Orleans, & il nous convient de voir ces cas, & de choisir les partis qui sont les plus utiles pour le service de Sa Majesté, Ses zélez serviteurs François penchant plus pour le premier que pour le second. Je suis avec respect de Votre Eminence.

Paris le 2. Decembre 1718.

Très devoüé & très obeïssant Serviteur,

N. Pr. DE CELLAMARE.

No. III.

Copie d'une Lettre attribuée au Roi Catholique, que le Prince de Cellamare, son Ambassadeur avoit ordre de présenter au Roi Très-Chrétien.

MONSIEUR MON FRERE ET NEVEU.

DEPUIS que la Providence m'a placé sur le Trône d'Espagne, je n'ai pas perdu de vûë pendant un seul instant, les obligations de ma naissance. Louis XIV. d'éternelle Memoire, est toûjours présent à mon esprit, il me semble toûjours entendre ce grand Prince, au moment de nôtre séparation, me dire en m'embrassant qu'il n'y avoit plus de Pirenées, que deux Nations, qui se disputoient depuis si long-tems la préference, ne seroient plus dorenavant qu'un peuple, & que la Paix éternelle qu'elles auroient ensemble produiroit nécessairement la tranquilité de l'Europe.

Vous êtes le seul rejetton de mon Frere aîné, dont je pleure tous les jours la perte. Dieu vous a appellé à la succession de cette grande Monarchie, dont la Gloire & les interêts me seront précieux jusqu'à la mort, enfin je puis vous assurer, que je n'oublierai jamais ce que je dois à Vôtre Majesté, à ma Patrie & à la memoire de mon Ayeul. Mes chers Espagnols, qui m'aiment avec tendresse, & qui sont bien assurez de celle que j'ai pour eux, ne sont point jaloux des sentimens que je vous temoigne, & sentent bien que nôtre union est la base de la tranquilité publique. Vos peuples sont sans doute pénetrez des mêmes sentimens, outre qu'ils voyent, aussi bien que nous, qu'il n'y a point de Puissance sur la Terre capable de troubler nôtre repos, tant que les forces de ces deux Royaumes agiront de concert.

Je me flatte, que mes interêts personnels sont encore chers à une Nation, qui m'a nourri dans son sein, & que cette généreuse Noblesse, qui a versé tant de sang pour le soutenir, regardera toûjours avec amour un Roi qui se glorifie de lui avoir obligation, & d'être né au milieu d'elle.

Ces dispositions supposées, comme il n'est pas permis d'en douter, de quel œil vos fideles Sujets peuvent-ils regarder le Traité qui vient d'être signé contre moi, ou pour mieux dire contre vous & contre eux-mêmes? Des gens qui se prévalent de vôtre minorité pour augmenter par violence & par injustice l'état de leur fortune présente, qu'ils ne sauroient augmenter par un vrai merite, engagent le depositaire de vôtre autorité à soutenir la cause de mon Ennemi personnel ou plûtôt de nôtre Ennemi commun, seul redoutable à toute l'Europe. Dans le tems que vos Finances épuisées ne peuvent fournir aux dépenses courantes de la Paix, on veut, que Vôtre Majesté me fasse la Guerre, si je ne consens à livrer le Royaume de Sicile à l'Archiduc, & si je ne souscris à des conditions insuportables.

On épuise vôtre Clergé, vôtre Noblesse & vôtre Peuple pour paier des contingens, qui n'ont pour but que ma ruine & la vôtre: & des Traitez qui par leur seule importance ne devroient jamais être conclus, pendant une Minorité, sans avoir consulté la Nation, c'est-a-dire les Etats Généraux ou du moins les Parlemens, se proposent au Conseil de Vôtre Regence comme une chose toute faite sans donner même le loisir à la déliberation.

Je n'entre point dans le détail des consequences funestes de la Quadruple Alliance, & de l'injustice criante qu'elle prétend exercer contre moi, je me renferme à prier instamment Vôtre Majesté de convoquer incessamment les Etats Généraux de Vôtre Royaume pour déliberer sur une affaire de si grande consequence. Je vous fais cette priere au nom du sang qui nous unit, au nom de ce Grand Roi, dont nous tenons nôtre origine, au nom de vos Peuples & des miens: s'il y eut jamais occasion d'écouter la voix de la Nation Françoise, c'est aujourd'hui; il est indispensable d'apprendre d'elle-même ce qu'elle pense, & de savoir si elle veut en effet me déclarer la Guerre dans le tems que je suis prêt à verser mon propre sang pour maintenir sa gloire & ses interêts.

Je vous prie, Monsr. mon cher Frere & Neveu que vous repondiez au plûtôt à la Proposition que je vous fais, puisque l'Assemblée que je vous demande, préviendra les malheureux engagemens où nous pourrions tomber par la suite, & que les Forces d'Espagne ne seront emploiées qu'à soutenir la grandeur de la France & à humilier ses ennemis. Au Monastére Roial de St. Laurent, le troisiéme Septembre 1718.

Monsr. mon Frere & Neveu.

Vôtre bon Frere & Oncle.

PHILIPPE.

No. IV.

ANNO 1718.

No. IV.

Copie d'une Lettre Circulaire atribuée au Roi d'Espagne, que le Prince de Cellamare son Ambassadeur avoit ordre de remettre à tous les Parlemens de France.

TRE'S chers & bien aimez &c. La nécessité présente des affaires nous ayant obligé d'écrire au Roi Très-Crétien, notre très-cher Frere & Neveu, nous avons cru devoir en même tems vous envoyer Copie de la Lettre que nous lui avons addressé. Comme elle n'a pour objet que le bien public, nous vous connoissons assez pour être persuadé, que le grand motif qui a été toûjours l'ame de vos actions vous déterminera à concourir avec nous dans le dessein que nous avons de remedier aux desordres présens, & d'en prévenir s'il se peut, encore de plus funestes. Vous verrez dans notre Lettre la juste douleur dont nous sommes saisis dans la seule idée d'une division prochaine entre deux Peuples que la sagesse & les Conseils du Roi nôtre Ayeul sembloient avoir unis pour jamais.

Vous êtes trop éclairez pour ne pas voir les suites malheureuses de notre division & pour ne pas sentir que le Traité de la Quadruple Alliance est directement contraire aux interêts du Roi notre très-cher Frere & Neveu & à ceux de tous nos Sujets.

On veut que la Noblesse Françoise prenne les armes pour attaquer un Roi qu'elle a maintenu sur le Trone, après Dieu, Souverain Arbitre des Couronnes. On veut épuiser les Peuples, pour fournir aux fraix d'une Guerre, qui n'a d'autre but que de traverser nos justes entreprises, pour nous contraindre, à sacrifier tous nos droits pour augmenter la puissance de l'ancien ennemi de notre Maison, & de nous forcer à lui ceder pour jamais la Sicile, dont s'ensuivroit absolument la perte de votre Commerce & de votre consideration dans la Méditerrannée.

Enfin nos très-chers & bien aimez, vous voyez aussi bien que nous, les autres consequences encore plus dangereuses de ce Traité, c'est ce qui nous fait esperer, que vous employerez tous vos soins pour obtenir du Roi votre Souverain le seul remede à tant de maux, c'est l'Assemblée des Etats Généraux, qui certainement ne fut jamais si nécessaire à la France qu'ils le sont aujourd'hui. Nous nous addressons à vous pour procurer sa conservation, preferant cette voye paisible & tranquille à toutes les autres auxquelles nous serions obligé de recourir si l'autorité du Regent nous faisoit refuser cette justice.

Souvenez vous donc en cette occasion que vous êtes cet illustre Parlement que les Rois ont pris plusieurs fois pour Arbitre, qui n'a jamais rien apprehendé, quand il a fallu travailler pour l'Etat & qui donne tous les jours des marques d'une fermeté si digne de sa reputation. Nous attendons tout de vôtre équité naturelle & du zèle que vous avez pour votre Patrie: sur ce, nous prions Dieu qu'il vous ait, très-chers & bien aimez, en sa sainte & digne Garde. Donné au Monastere Royal de St. Laurent le 4. Septembre 1718

Signé,

PHILIPPE.

Et plus-bas:

D. MIGUEL FERNANDES DURAND.

No. V.

Manifeste atribué au Roi Catholique & adressé aux trois Etats de la France.

DON Philippe par la grace de Dieu Roi de Castille, de Leon, d'Arragon, des deux Siciles, de Jerusalem, de Navarre, de Grenade, de Tolede, de Valence, de Galice, de Majorque, de Seville, de Sardaigne, de Cordoue, de Corsique, de Murcie, de Jaen, des Algarves, d'Alger, de Gibraltar, des Isles de Canarie, des Indes Orientales & Occidentales, des Isles & Terre ferme de la Mer Oceane, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, & de Milan, Comte de Habspurg, de Flandres, de Tirol & de Barcelone, Seigneur de Biscaye, & de Moline &c. &c.

A nos très-chers & bien-aimez, les trois Ordres du Royaume de France, Clergé, Noblesse & Tiers-Etat, salut.

Depuis qu'il a plu à Dieu de nous appeller au Trone d'Espagne, ou sa divine Providence nous a maintenu malgré tant d'Ennemis, non seulement par la force de nos armes & la fidelité de nos Sujets, mais encore par le zèle & la valeur de la Nation Françoise, nous avons toûjours conservé pour elle tous les sentimens que la nature & la reconnoissance pouvoient nous inspirer, & que les avis salutaires du Roi notre auguste Ayeul, de très-glorieuse memoire n'avoient cessé de cultiver & de fortifier dans notre Cœur. C'étoit par des motifs si justes qu'après une longue & sanglante Guerre, pour procurer le repos à deux Peuples qui nous étoient si chers & qu'un interêt commun sembloit avoir réünis à jamais, nous avons bien voulu consentir au démembrement de notre Monarchie & renoncer à l'exercice de nos droits naturels sur la Couronne de France.

Il ne tenoit qu'à l'Archiduc d'Autriche d'assurer de sa part la tranquillité de l'Europe, en faisant avec nous une Paix solide & durable, il pouvoit en renonçant aux chimeriques prétensions qu'il avoit formées sur notre Couronne, s'assurer à lui-même la possession paisible des Etats usurpez sur nous, mais ce Prince qui n'a traité avec la France que par force & pour avoir le tems de se préparer à de nouvelles hostilitez contre nous, a mieux aimé conserver ses faux titres & nourrir ses pernicieux desseins, que de concourir avec nous au bien général de la Chrétienté, même dans le tems qu'elle étoit attaquée par les Infidéles.

Nous avons souffert le plus long-tems qu'il nous a été possible les infractions criantes qu'il a fait au Traité de l'évacuation de la Catalogne & de Majorque: il est inutile de les repeter ici, puisqu'elles sont connuës de tout le monde, mais enfin sa conduite que notre patience rendoit tous les jours plus orgueilleuse, ayant passé toutes les bornes de la raison, nous avons cru qu'il étoit de notre devoir essentiel de reprendre par les moyens que Dieu nous a mis en main les Païs de notre domination, dont il s'étoit rendu Maître par la fraude & par la violence. Nous avions lieu d'esperer que toutes les Puissances, avec qui nous avons traité dans le Congrès d'Utrecht, & qui sçavent avec quelle fidelité nous avons observé toutes les Articles dont nous étions convenus, nous aideroient à vanger notre injure, bien loin de se déclarer pour celui qui nous avoit insulté, d'autant plus que les Garanties respectives les engageoient par des sermens solemnels à ne pas permettre de pareilles contraventions; cependant aujourd'hui nous voyons avec étonnement que ces Guarans de nos Traitez, s'en déclarent eux-mêmes les prémiers infracteurs, que par une conspiration sans exemple, ils renversent à force ouverte ces mêmes conditions qu'ils ont exigé de nous, & que voulant favoriser en tout notre ennemi qui, par son insatiable ambition, devroit être regardé comme l'ennemi commun de l'Europe, ils semblent avoir oublié non seulement toutes les Loix de l'Honneur, mais leurs propres interêts, pour s'enrichir de nos depouilles au lieu d'entrer avec nous en négotiation réglée & dans les formes ordinaires, ainsi que nous l'avons toûjours offert, ils nous ont porté des conditions affreuses comme une Loi toute écrite en nous menaçant de la Guerre si nous ne les acceptions servilement.

Après avoir senti comme nous, de quelle importance il étoit pour la liberté de l'Europe & de son Commerce, que la Sicile ne passât jamais au pouvoir de la Maison d'Autriche, ils commencent par vouloir livrer ce Royaume à l'Archiduc & offrent au Possesseur de cette Isle, celle de Sardaigne qui nous appartient & que nous avons reconquise comme s'il leur étoit permis de le dedomager à nos depens. Mais si cette conduite doit nous paroitre odieuse de la part de l'Angleterre & de ceux qui pourroient se joindre à elle contre nous, que devons-nous penser du Prince qui n'étant que depositaire de l'autorité Royale en France ôse s'en prévaloir & se liguer avec les

les anciens ennemis des deux Couronnes, sans avoir consulté ni la Nation Françoise ni les Parlemens du Royaume, & sans avoir même donné le tems au Conseil de Regence d'examiner la matiere pour en deliberer meurement.

Il a vu après la mort du Roi Très-Chrétien notre Ayeul avec quelle tranquillité nous l'avons laissé prendre possession de la Regence pour gouverner le Royaume de nos Peres pendant la minorité du Roi notre très-cher Neveu sans lui faire le moindre obstacle & que nous avons toûjours perseveré dans le même silence, parce que nous aurions mieux aimé mille fois mourir que de troubler le repos de la France, & d'inquieter le reste de l'Europe, quoique les Loix Fondamentales de ce Royaume nous en donnent l'administration préferablement à lui.

Nous avons depuis entendu les plaintes qui se faisoient de tous côtez contre son Gouvernement sur la dissipation des Finances, l'opression des Peuples, le mepris des Loix & des remontrances juridiques, quoique nous fussions vivement touché de ces desordres, nous avons cru en devoir cacher le déplaisir au fond de notre cœur; & nous ne sortirions pas aujourd'hui du silence ni de la modération que nous nous étions prescrite, si le Duc d'Orleans n'étoit sorti lui-même de toutes les regles de la Justice & de la Nature, pour nous opprimer, nous & le Roi nôtre très-cher Neveu.

En effet comment pouvoir souffrir plus long-tems des Traitez où l'Honneur de la France & les Interêts du Roi son pupille sont sacrifiez, quoique faits au nom de ce jeune Prince, dans l'unique vûe de lui succeder; & sur tout après avoir repandu dans le public des Ecrits Infames qui annoncent sa mort prochaine & qui tâchent d'insinuer dans les esprits la force des Renonciations au dessus des Loix fondamentales. Un procedé si contraire à ce que toutes les Loix divines & humaines exigent d'un Oncle, d'un Tuteur, & d'un Regent, auroit dû seul exciter notre indignation par l'interêt que nous prénons tant au bien de la Nation Françoise qu'à la conservation du Roi notre très-cher Neveu, mais un sujet qui nous touche encore plus personnellement, est l'Alliance qu'il vient de signer avec l'Archiduc & l'Angleterre, après avoir rejetté l'offre que nous lui faisions de nous unir ensemble. Au moins devoit-il observer une exacte Neutralité, s'il la croioit necessaire au bien de la France; mais voulant faire une Ligue, n'étoit-il pas plus raisonnable de se liguer avec son propre sang que de s'armer contre lui en faveur des ennemis perpetuels de notre Maison.

Cette indigne préference ne déclare que trop à tout l'Univers son opiniâtreté dans le projet ambitieux dont il est uniquement occupé, dont il veut acheter le succès aux depens des Droits les plus sacrez.

Ce n'est pas ici le lieu de dire que par cet acharnement aveugle à suivre des précautions qui ne lui avoient point été disputées, il compte pour rien de plonger les deux Nations dans les derniers malheurs; nous voulons seulement vous faire entendre que la conduite injurieuse du Duc d'Orleans ne diminuera jamais nôtre sincere affection pour vous.

Nous ne pourrons oublier que nous avons reçu le jour dans votre sein, que vous nous avez assuré la Couronne que nous portons, au pris de votre sang. Rien ne sera capable d'éteindre dans notre cœur la tendresse que nous sentons pour notre très-cher Neveu votre Roi. Et si le Duc d'Orleans nous réduit à la cruelle nécessité de deffendre nos Droits par les armes, contre ses attentats, ce ne sera jamais contre vous que nous les porterons, bien persuadez que vous ne les prendrez jamais contre nous.

Ce ne sera au contraire que pour tirer le Roi notre très-cher Neveu, de l'opression, où le Regent le tient avec tous ses Sujets, par les plus grands abus qui se soient jamais fait de l'autorité confiée.

Ce ne sera que pour procurer l'Assemblée des Etats Généraux, qui seuls peuvent remédier aux maux présens & prevenir ceux dont on n'est que trop visiblement menacé; nous vous exhortons à seconder nos justes intentions & à vous unir à nous dans une vue si salutaire au repos public.

Nous esperons tout de vôtre zèle pour le Roi vôtre Maitre, de votre amitié pour nous & de l'attachement que vous avez à vos Loix & à votre patrie. Sur ce nous prions Dieu qu'il vous ait, chers & bien aimez, en sa sainte & digne garde. Donné au Monastere Roïal de St. Laurent le 6. du Septembre 1718.

Signé,

PHILIPPE.

Et plus bas,

D. MIGUEL FERNANDES DURAN.

No. VI.

Prétendue Requête, que l'on suposoit présentée au Roi Catholique, au nom des trois Etats de France.

SIRE,

TOus les Ordres du Royaume de France viennent se jetter aux pieds de Votre Majesté pour implorer son secours dans l'état où les reduit le Gouvernement présent: elle n'ignore pas leurs malheurs, mais elle ne les connoit pas encore dans toute leur étendue.

Le respect qu'ils ont pour l'autorité Royale dans quelque main qu'elle se trouve & de quelque maniere qu'on en use, ne leur permet pas d'envisager d'autre moien d'en sortir que par les secours qu'ils ont droit d'attendre des bontez de votre Majesté.

Cette Couronne est le patrimoine de vos Peres, celui qui la porte, tient à vous, Sire, par les liens les plus forts, la Nation regarde toûjours Votre Majesté comme l'Heritier présomptif.

Dans cette vue elle se flatte de trouver dans votre cœur les mêmes sentimens qu'elle auroit trouvé dans le cœur de feu Monseigneur, qu'elle pleure encore tous les jours; Dans cette vûe elle vient exposer à vos yeux tous ses malheurs & implorer votre assistance. La Religion a toûjours été le plus ferme apui des Monarchies; Votre Majesté n'ignore pas le zèle de Louis le Grand pour la conserver dans toute sa pureté. Il semble que le premier soin du Duc d'Orleans ait été de se faire honneur de l'irreligion. Cette irreligion l'a plongé dans des excès de licence, dont les Siècles les plus corrompus n'ont point eu d'exemple & qui en lui attirant le mepris & l'indignation des peuples, nous fait craindre à tout moment pour le Royaume, les châtimens les plus terribles de la vengeance Divine. Ce premier pas semble avoir jetté, comme une juste punition, l'esprit d'aveuglement sur toute sa conduite: on forme des Traitez, on achette des Alliances avec les Ennemis de la Religion, avec les Ennemis de la Monarchie, avec les Ennemis de Votre Majesté.

Les Enfans qui commencent à ouvrir les yeux, en pénétrent les motifs, il n'en est point qui ne voye, que l'on sacrifie le véritable interêt de la Nation à une esperance que l'on ne peut suposer sans crime, & qu'on ne peut envisager sans horreur; c'est cependant cette cruelle suposition qui est l'ame de tous les Conseils, & le premier mobile de ces funestes Traitez. C'est là ce qui dicte ces Arrêts qui renversent toutes les fortunes, c'est là l'Idole où l'on sacrifie le repos de l'Etat. A la lettre, Sire, on ne paye plus que le seul prêt des Soldats, & les rentes sur la Ville, pour les raisons qu'il est aisé de pénétrer; mais pour les apointemens des Officiers, de quelque ordre qu'ils soient, pour les pensions, acquises au prix du sang, il n'en est plus question.

Le Public n'a ressenti aucun fruit, ni de l'augmentation des monnoyes, ni de la taxe des Gens d'affaires. On exige cependant les mêmes tributs que le feu Roi a exigé pendant le fort des plus longues Guerres; mais dans le tems que le Roi tiroit d'une main, il repandoit de l'autre, & cette circulation faisoit subsister les Grands & les Peuples.

Aujourd'hui les Etrangers, qui savent flater la passion dominante, consument tout le Patrimoine des Enfans.

L'unique Compagnie du Royaume qui ait la liberté de parler, a porté ses remontrances respectueuses au pied du Trône; cette Compagnie dans laquelle on a reconnu le pouvoir de decerner la Regence, à qui l'on s'est adressé pour la recevoir, avec laquelle on a stipulé en la recevant de ses mains, à laquelle on a promis publiquement & avec serment que l'on ne vouloit être maitre que des seules graces, & que pour la Resolution des affaires, elle seroit prise à la plu-

ANNO 1718.

pluralité des voix dans le Conseil de Regence; non seulement on ne l'écoute pas dans les plus sages remontrances, mais on exclut des Conseils les Sujets les plus dignes, d'abord qu'ils représentent la vérité; non seulement on ne l'écoute pas, mais la pudeur empêche de répéter à Votre Majesté les termes également honteux & injurieux dans lesquels on a répondu lorsqu'on a parlé aux Gens du Roi en particulier, les Registres du Parlement en feront foi jusqu'à la posterité la plus reculée.

Les Etats de Bretagne legitimement convoquez ont demandé qu'il leur fût permis de faire rendre compte à un Trésorier très-suspect, afin de mettre ordre à l'Administration de leurs Finances, on leur en a fait un crime d'Etat, on a fait marcher des Troupes, comme on les fait marcher contre des Rebelles.

Enfin, Sire, on ne connoit plus de Loix, ces Edits qui consacrent encore aujourd'hui la mémoire des Rois vos Ayeuls, ces Edits rendus avec tant de sagesse pour conserver la sainteté des Mariages, & l'état de toutes les familles, on s'en joue; une Lettre de cachet les renverse, quelles suites une telle conduite ne fait-elle pas envisager? que ne fait-elle pas craindre? Nous ne nous flaterons pas vainement, Sire, en nous persuadant, que nous entendrons de votre bouche ces paroles de consolation; *Je sens vos maux, mais quel remede y puis-je aporter?*

Il est entre les mains de Votre Majesté, quoique revêtue d'une Couronne, elle n'en est pas moins fils de France, & ses Droits sont encore mieux établis par le respect & l'attachement des Peuples, qu'ils ne le sont par la Loi du Sang. Comme Oncle du Roi Pupille, qui peut disputer à Votre Majesté le pouvoir de convoquer les Etats, pour aviser aux moyens de rétablir l'ordre, la tutele & la Regence? n'apartenoit-elle pas de Droit à Votre Majesté? il n'est pas sans exemple qu'un Prince Etranger ait été Tuteur d'un Pupille; sans sortir hors de chez nous, Baudouin Comte de Flandres n'a-t-il pas eu l'Administration du Royaume de France, & la Tutele de Philippe premier, fils d'Henri premier? Votre Majesté n'auroit pas manqué de raisons, si elle avoit voulu attaquer la prétension du Duc d'Orleans: aussi toute la France a-t elle senti que Votre Majesté, loin de consulter ses Droits, n'a envisagé que le repos de l'Etat, dans la confiance d'une sage Administration, & toute la France a reconnu dans cette conduite le cœur d'un véritable Pere.

Votre Majesté peut s'assurer de son côté, que tous les cœurs voleroient au devant d'Elle, quand Elle paroitroit avec sa seule Maison; elle peut compter qu'il n'y a point de Citoyen qui ne lui servît de garde: mais, quand on suposera, que pour plus grande sûreté elle paroitroit à la tête d'une armée de dix mille hommes, quand on suposera que le Duc d'Orleans paroitroit à la tête d'une armée de 60. mille hommes; Votre Majesté peut s'assurer que cette armée, sur laquelle il auroit compté, & qui ne serviroit qu'à le seduire, sera la premiere à prendre vos ordres.

Il n'y a pas un Officier qui ne gemisse, il n'y a pas un Soldat, qui ne sente l'iniquité & la perversité du Gouvernement, il n'y en a pas un qui ne vous regardât comme son Liberateur. Tous s'empresseroient d'aller reconnoitre, d'aller admirer en vous le fils de ce Prince si cher, qui regne toujours dans les cœurs; que pouvez-vous jamais craindre, ou du Peuple, ou de la Noblesse, quand vous viendrez mettre leur fortune en sûreté; votre armée est donc toute portée en France, & Votre Majesté peut s'assurer d'y être aussi puissant que fut jamais Louïs XIV. Vous aurez la consolation de Vous voir acceptez d'une commune voix pour Administrateur & Regent, tel que votre sagesse jugera plus convenable, ou de voir rétablir avec honneur le Testament du feu Roi votre auguste Ayeul.

Par là vous verrez, Sire, cette union si nécessaire aux deux Couronnes, se rétablir d'une maniere qui les rendroit l'une & l'autre inébranlables à leurs Ennemis, par là vous retablirez le repos d'un Peuple qui vous regarde comme son Pere, & qui ne peut vous être indifferent. Par là vous préviendrez les malheurs, qu'on n'ose seulement envisager, & que l'on nous force de prévoir. Quels reproches Votre Majesté ne se feroit-elle pas à elle-même, si ce que nous avons tant de sujet de craindre, venoit à arriver?

Quelles larmes ne verseroit-elle pas, pour n'avoir point répondu aux vœux de la Nation, qui se jette à ses pieds, & qui implore son secours? Nous souhaitons nous tromper, mais l'on nous force à craindre, du moins nos craintes prouvent notre zéle pour un Roi qui nous est cher.

Si Votre Majesté, dont nous reconnoissons les vûës très-superieures, ne trouvoit pas à propos de répondre à nos vœux, au moins pourroit-elle se servir de notre requête pour rapeller à lui-même, & pour faire rentrer dans les véritables intérêts de la France, un Prince qui se laisse aveugler, quoique l'on soit forcé de Vous représenter que l'on ne peut s'en rien promettre.

Le Ministre de Votre Majesté dans cette Cour peut l'assurer que l'on n'avance rien ici qu'il n'ait lû dans tous les cœurs. Ainsi Votre Majesté n'a rien à craindre d'une Nation qui lui est toute dévouée, & doit tout se promettre de la Noblesse Françoise.

No. VII.

Billet du Cardinal Alberoni au Prince de Cellamare, joint à une de ses Lettres, à cet Ambassadeur, du 14. Decembre 1718.

QUELQU'AVIS que l'on reçoive de ce qui s'est passé à l'égard du Duc de St. Aignan (*), ce ne doit en aucune maniére être un exemple pour en user de même envers Votre Excellence. Il a été nécessaire avec lui de prendre ce parti, parce qu'il avoit pris congé, parce qu'il n'avoit plus de caractère, & à cause de sa mauvaise conduite. Votre Excellence continuera d'être ferme à demeurer à Paris, & elle n'en sortira que lors qu'elle y sera contrainte par la force. En ce cas il faudra ceder, en faisant auparavant les protestations requises au Roi Très-Chrétien, au Parlement & à tous les autres qu'il conviendra, sur la violence que le Gouvernement de France exerce contre la Personne & le Caractère de Votre Excellence.

Suposé qu'elle soit obligée de partir, elle mettra auparavant le *feu à toutes les mines*.

CCVI.

VICTORIS AMADEI *Regis Sardiniæ Accessio ad Concordatum & Fœdus pro Pacificatione Rerum Europæarum inter* CAROLUM VI. *Cæsarem Augustissimum* LUDOVICUM XV. *Regem Franciæ, &* GEORGIUM *Regem Magnæ Britanniæ Londini factum: Qua præfatus Rex ad dictum Concordatum Fœdusque tanquam Pars ab initio compaciscens plane se adjungit. Actum Londini, die 28 Octobris 8. Novembris, & Lutetiæ Parisiorum die 18. Novembris* 1718. Cum PLENIPOTENTIIS *binis, scilicet Regis Franciæ, & Regis Sardiniæ.* Nec non RATIFICATIONE *Regis Christianissimi Dat. Parisiis die 5. Decembris* 1718. [Sur la Copie imprimée à Vienne, chez Van Ghelen Imprimeur de la Cour Imperiale. Avec Privilege. in fol.]

28. Oct. / 8. Nov.

QUANDOQUIDEM Tractatus quidam, Articulique separati & secreti, itidemque Articuli alii quatuor separati, eodem spectantes, iique omnes ejusdem vigoris, cum Tractatu principali per Ministros Plenipotentiarios Majestatis Suæ Cæsareæ & Catholicæ, Majestatis Suæ Christianissimæ, & Majestatis Suæ Britannicæ, Londini [vicesimo-secundo Julii / secundo Augusti] proximè præterlapsi, inter Partes contrahentes supranominatas ritè conclusi signatique fuerint, quorum omnium tenor de verbo ad verbum hic sequitur.

Fiat insertio.

CUMQUE porro Rex tum Siciliæ, quem vero nunc Regis Sardiniæ nomine appellari conventum est, secundùm mentem Tractatûs Articulorumque suprà insertorum, invitatus fuerit, ut iisdem omni-

(*) On l'avoit obligé de sortir de Madrid en 24. heures.

ANNO 1718.

omnibus & singulis plenè, ampleque accedere, & Partibus contrahentibus, tanquam Pars ipse ab initio compaciscens, sese formâ debitâ adjungere vellet, cumque dictus Rex Sardiniæ maturè perpensis conditionibus in Tractatu Articulisque præinsertis speciatim expressis, non solum declaraverit sese velle easdem acceptare, & accessione suâ comprobare, verum etiam Plenipotentiarum Tabulas sufficientes Ministris suis ad id opus perficiendum dominatis, concesserit. Quo itaque negotium tam salutare, finem optatum consequatur, nos infrascripti Majestatis Suæ Cæsareæ & Catholicæ, Majestatis Suæ Christianissimæ & Majestatis Suæ Britannicæ Ministri Plenipotentiorii, nomine & authoritate dictarum Suarum Majestatum, suprafatum Regem Sardiniæ, in Tractatûs præinserti, Articulorumque omnium & singulorum eodem pertinentium, societatem plenam, atque omnimodam admisimus, adjunximus atque aggregavimus, ac per præsentes admittimus, adjungimus atque aggregamus, eâdem authoritate promittentes quod Majestates Suæ suprafatæ, conjunctim & sigillatim omnes & singulas Conditiones, Cessiones, Pactiones, Guarantias, Fidejussionesque, in Tractatu, Articulisque sæpe nominatis contentas expressasque, dicto Regi Sardiniæ penitus & ad amussim præstabunt atque adimplebunt. Proviso insuper quod omnia & singula, de quibus conventum erat per Articulos secretos, contra dictum Sardiniæ Regem, per præsentem hanc ejusdem Accessionem cessent prorsus atque aboleantur. Vicissim vero, nos infrascripti Regis Sardiniæ Ministri Plenipotentiarii, virtute Plenipotentiæ ritè exhibitæ atque recognitæ, cujus Apographum in fine hujus Instrumenti adjectum est, testamur hisce, spondemusque dicti Regis nomine, quod prædictus Rex & Dominus noster, accedit plenè, ampleque Tractatui, Articulisque omnibus, & singulis ibidem præinsertis; quod Accessione hac solemni, Partibus contrahentibus supramemoratis, tanquam Pars ab initio compaciscens sese adjungit; quodque vi, vigoreque Actûs hujusce, antedicta Regis Sardiniæ Majestas, tam pro se quam pro Hæredibus suis & Successoribus, sese mutuo obligat & obstringit, Majestati Suæ Cæsareæ & Catholicæ, Majestati Suæ Christianissimæ, & Majestati Suæ Britannicæ earumque Hæredibus & Successoribus, junctim & divisim, sese omnes & singulas Conditiones, Cessiones, Pactiones, Guarantias & Fidejussiones in Tractatu, Articulisque supra insertis, expressas, memoratasque observaturam, præstituturam atque adimpleturam, versus omnes junctim, singulasque seorsim, eodem modo eâdemque fide & religione, ac si Pars contrahens ab initio fuerit, & cum Majestate Sua Cæsarea Catholica, Majestate Sua Christianissima, & Majestate Sua Britannica, easdem Conditiones, Cessiones, Pactiones, Guarantias & Fidejussiones conjunctim vel sigillatim inierit, concluserit, signaveritque.

Instrumentum hoc admissionis, accessionisque dicti Regis Sardiniæ, ab omnibus Partibus compaciscentibus ratihabebitur, Ratihabitionumque Tabulæ ritè confectæ intra spatium duorum mensium, a die subscriptionis computandorum, aut citius si fieri poterit, Londini commutabuntur, atque invicem extradentur.

In quorum omnium fidem, Nos Plenipotentiarii Partium contrahentium, Potestatibus hinc inde sufficientibus instructi, hasce præsentes manibus nostris subscripsimus, sigillisque appositis communivimus, scilicet Plenipotentiarii Majestatis Suæ Cæsareæ & Catholicæ, Majestatis Suæ Britannicæ, & Maj. Suæ Regis Sardiniæ Londini die $\frac{\text{vicesimo octavo Octobris St. V.}}{\text{octavo Novembris St. N.}}$ Plenipotentiarius autem Majestatis Suæ Christianissimæ, Lutetiæ Parisiorum, die decimâ octavâ mensis Novembris, Anno Domini millesimo septingentesimo decimo-octavo.

(L. S.) CHRISTOPH. PENTENRIEDER AB ADELSHAUSEN.
(L. S.) DU BOIS.
(L. S.) JOANNES PHIL. HOFFMAN.

(L. S.) PARKER.
(L. S.) SUNDERLAND P.
(L. S.) KENT.
(L. S.) HOLLES.
(L. S.) HOLLES NEWCASTLE.
(L. S.) BOLTON.
(L. S.) ROXBURGHE.
(L. S.) STANHOPE.
(L. S.) J. CRAGGS.
(L. S.) PROVANA.
(L. S.) DE LA PERROUSE.

Plein-Pouvoir du Roi de France.

LOUIS par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre A tous ceux qui ces Presentes Lettres verront, Salut. L'attention particuliere que Nous avons eue depuis nostre avenement au Trosne, à contribuer, autant qu'il est en Nous, au maintien de la tranquilité publique, rétablie par les Traités d'Utrecht & de Bade, & à l'affermissement de la Paix, nous ayant porté à conclure les Traités, qui ont esté signés à Londres le deuxiéme Aoust dernier, en nostre nom, avec les Ministres Plenipotentiaires de nostre très-cher & très-amé Frere l'Empereur des Romains, & ceux de nôtre très-cher & très-amé Frere, le Roi de la Grande-Bretagne, & qui contiennent les conditions, qui doivent desormais servir de fondement à la Paix entre nostre dit Frere l'Empereur des Romains, & nôtre très-cher & très-amé Frere & Oncle le Roy d'Espagne, & entre nostredit Frere l'Empereur des Romains, & nostre très-cher & très-amé Frere & Grand-Pere le Roy de Sicile; Estant informés d'ailleurs de la resolution que nostredit Frere & Grand-Pere le Roy de Sicile a prise, d'accepter les conditions, qui lui ont esté reservées par lesdits Traités: Nous confians entierement en la capacité, experience, zele & fidelité pour nôtre service, de nôtre amé & féal le Sieur Abbé du Bois, Conseiller en tous nos Conseils, Ministre & Secretaire d'Estat & de Commandemens: Pour ces causes, & autres bonnes considerations, à ce Nous mouvans, de l'avis de nôtre très-cher & très-amé Oncle le Duc d'Orléans, Regent; Nous avons commis, ordonné & député; & par ces Presentes signées de nostre main, commettons, ordonnons & deputons, ledit Sieur Abbé du Bois, & luy avons donné & donnons Plein-pouvoir, Commission & Mandement special, pour en nôtre nom, en qualité de notre Plenipotentiaire, convenir avec les Ministres Plenipotentiaires de notre dit Frere l'Empereur des Romains, ceux de nôtre dit Frere le Roy de la Grande-Bretagne, & ceux de nôtre dit Frere & Grand-Pere le Roy de Sicile, pareillement munis de leurs Plein-Pouvoirs, en bonne forme, arrêter, conclure & signer l'Acte d'Accession de nostredit Frere & Grand-Pere, ausdits Traités, signés à Londres, ledit jour deuxiéme Aoust dernier: Voulans que ledit Sieur Abbé du Bois agisse en cette occasion, avec la même autorité que Nous ferions & pourrions faire, si nous y étions présens en personne, encore qu'il y eût quelque chose qui requît un Mandement plus special, non contenu en cesdites Présentes. Promettant en foy & Parole de Roy, d'avoir agréable, tenir ferme & stable à toûjours, accomplir & executer ponctuellement tout ce que ledit Sieur Abbé du Bois aura stipulé, promis & signé en vertu du présent Pouvoir, sans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu, pour quelque cause, ou sous quelque prétexte que ce puisse être; comme aussi d'en faire expedier nos Lettres de Ratification en bonne forme, pour être échangées dans le tems, dont il sera convenu: Car tel est notre plaisir. En témoin de quoy Nous avons fait mettre nôtre Scel à ces Présentes. Donné à Paris le vingt-cinquiéme Octobre, l'An de grace mil sept cent dix-huit, & de nostre Regne le quatriéme. *Signé*, LOUIS: *Et sur le Reply*, Par le Roy, LE DUC D'ORLEANS, *Regent, présent*, *Et plus-bas*, PHELYPEAUX. Scellé sur double queüe du grand Sceau de Cire jaune.

Plein-pouvoir du Roi de Sardaigne.

VICTOR Amé, par la grace de Dieu, Roy de Sicile, de Hierusalem, & de Cypre &c. Duc de Savoye, de Montferrat &c. Prince de Piemont &c. A tous ceux qui ces Presentes verront, Salut. L'intention sincere que nous avons toûjours euë de

ANNO 1718. de concourir autant qu'il est en nous au maintien de la tranquillité publique, & à l'affermissement de la Paix en Europe, & de répondre à ce sujet au desir des trois Puissances, qui ont conclu le Traité de la Quadruple Alliance, à Londres, le second du mois d'Aoust passé nouveau stile, & qui nous ont invité d'y acceder, & d'accepter les conditions de ce Traité y contenuës, entre Sa Majesté Imperiale & nous, nous y a determiné, dés que nous avons esté en estat, de le faire; Nous confians à cet effet entierement en la capacité, experience, zele, & fidelité pour nostre service, de nos chers, bien amez, & feaux le Comte Provana Chevalier, Grand Croix, & Grand Conservateur de l'Ordre militaire de Saint Maurice & S. Lazare, nostre Gentilhomme de la Chambre, & premier Secretaire des Guerres, & du Comte de la Perrouse, Conseiller d'Etat, Chevalier d'honneur au Senat de Savoye, & nostre Envoyé extraordinaire auprés de Sa Majesté Britannique: nous les avons choisis, nommez & deputez par ces Presentes, choisissons, nommons & députons, pour nos Plenipotentiaires, & leur avons donné & donnons Plein-pouvoir, Commission & Mandement special, pour en nostre nom, en ladite qualité de nos Plenipotentiaires, tous deux conjointement, ou l'un d'eux seul, en cas de maladie ou autre empeschement de l'autre, acceder au susdit Traité de la Quadruple Alliance, dudit jour second Août, auquel nous accedons dès à present, & en promettre, comme nous promettons, l'observation des Conventions du Traité y contenuës, entre Sa Majesté Imperiale & nous, & à cet effet, de signer l'Acte qui en devra estre fait, avec les Ministres ou le Ministre desdites trois Puissances, conjointement ou separement, ainsi qu'il sera convenu, comme aussi de faire, conclure, & signer les Articles, Traitez & Conventions, qu'ils aviseront bon estre, voulant qu'ils agissent en ces occasions susdites, avec la même Autorité que nous serions & pourrions faire, si nous étions presens en personne, encore qu'il y eust quelque chose, qui requît Mandement plus special, non contenu en ces Présentes: Promettant en foy & parole de Roy, d'observer & faire inviolablement observer tout ce qui aura été fait, convenu, reglé & figné par lesdits Comtes Provana & de la Perrouse, nos Plenipotentiaires, ou par l'un d'eux, en cas de maladie ou empeschement de l'autre, sans y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu, directement ni indirectement, pour quelque cause, ou sous quelque pretexte que ce soit ou puisse estre, comme aussi d'en faire expedier nos Lettres de Ratification en bonne forme, pour estre échangées dans le tems dont il sera convenu. En témoin de quoy nous avons signé les Presentes, fait contresigner par le Marquis Del Borgo, Secretaire de nostre Ordre, nostre Ministre, & premier Secretaire d'Etat, pour les Affaires Etrangeres, & à icelles fait apposer nostre Seeau secret. Données en nostre Chasteau de Rivoles, le 17. Octobre, l'an de grace 1718. & de nostre Regne le cinquiéme.

Signé,

V. AMADEO.

Et plus-bas,

DEL BORGO.

Ratification du Roy de France.

NOUS ayant agréables le susdit Acte d'accession, en tout ce qui y est contenu, avons de l'avis de nôtre très-cher & très-amé Oncle le Duc d'Orleans, Regent de nôtre Royaume, iceluy, tant pour Nous, que pour nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, & par ces Presentes, signées de Nôtre main, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roi, garder & observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit: En témoin de quoi, Nous avons fait mettre nôtre Seel à ces Presentes. Donné à Paris le cinquiéme Decembre mil sept cent dix-huit, & de Nôtre Regne le quatriéme. ANNO 1718.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas,

Par le Roy,

LE DUC D'ORLEANS,
Régent présent,

Signé,

PHILIPPEAUX.

Scellé du grand Seeau de cire jaune, sur lacs de soye bleuë tressés d'Or, le Seeau enfermé dans une boëte d'argent, sur le dessus de laquelle sont empreintes & gravées les Armes de France & de Navarre, sous un Pavillon Royal, soûtenu par deux Anges.

CCVII.

Convention entre CHARLES VI. *Empereur des Romains & Roi Catholique des Espagnes, &* GEORGE *Roi de la Grande Bretagne, & les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *touchant l'execution de quelques Articles & Points du Traité de Barriere du 15. Novembre 1715. Signée à la Haye le 22. Decembre 1718.* 22. Dec.

LE Traité de Barriere, conclu le 15. de Novembre 1715. entre Sa Majesté Imperiale & Catholique, Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, n'ayant pu avoir son execution à l'égard de quelques Articles, à cause des dificultez, qu'on y a rencontrées, & Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne & Leurs Hautes Puissances, estant également portées à lever ces dificultez par les moyens le plus convenables, afin de parvenir au but qu'on s'est proposé par ledit Traité, & pour établir d'autant mieux les fondemens d'une solide amitié & bonne intelligence, à laquelle on est porté de part & d'autre, Sa Majesté Imperiale & Catholique, Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne, & Leurs Hautes Puissances, ont nommé, & commis pour traiter & en convenir; à sçavoir, Sa Majesté Imperiale & Catholique, le Sieur Hercule Joseph Louïs Turinetti Marquis de Prié & de Pancalier, Comte de Mittebourg & de Castillon; Seigneur de Saint Servolo & Castelnuovo en Carniole, de Fridaw & Rabonsteit en Autriche, de Schiurge, Belvar, & Saint Miclos en Hongrie, Grand d'Espagne, Chevalier de l'Ordre de l'Anonciade, Conseiller intime d'Etat de Sa Majesté Imperiale & Catholique, son Ministre Plenipotentiaire pour le Gouvernement des Païs-Bas, & son Ambassadeur Plenipotentiaire pour la conclusion & signature du présent Traité, pour l'execution de celui de la Barriere: Sa Majesté Britannique, le Sieur Guillaume Comte de Cadogan, Vicomte de Caversham, Baron de Reding & d'Oukley, Général d'Infanterie, Colonel du second Regiment des Gardes à pied, Gouverneur de l'Isle de Wight, Maistre de la Garderobe, Conseiller d'Estat, Chevalier du très-noble & très-ancien Ordre de St. André, & son Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire auprès des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies; & Leurs Hautes Puissances les Sieurs Jean van Wynbergen, Seigneur de Glinthorst, du Corps de la Noblesse du quartier de Veluwe, en la Province de Gueldre; Wigbolt vander Does, Seigneur de Noortwyck; de l'Ordre de la Noblesse d'Hollande & Westfrise, Grand Baillif & Dyckgrave de Rhynland: Antoine Heinsius, Conseiller Pensionnaire, Garde du grand Seeau, & Surintendant des Fiefs de la Province de Hollande & Westfrise;

Adrien

ANNO 1718.

Adrien Velters, ci-devant Echevin, Senateur & Pensionaire de la Ville de Middelbourg en Zeelande; Gerard Godart Taats van Amerongen, Chanoine du Chapitre de St. Jean à Utrecht, Assesseur dans le Conseil des Elus, composant le premier Membre des Etats de la Province d'Utrecht, Grand Veneur de la même Province, & Assesseur au Conseil des Heemrades de la Riviere de Leck, Dancker de Kempenaar, Senateur de la Ville de Harlingen en Frise; Everhard Rouse Bourguemaître de la Ville de Deventer en Overyssel, & Eger Tamminga, Seigneur en Zeeryp, Enum, Leerumus & t'Zandt, tous respectivement Députez en notre Assemblée de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & West-Frise, d'Overyssel, & de Groningue & Ommelandes; lesquels en vertu de leurs Pleinpouvoirs respectifs, après avoir conferé plusieurs fois ensemble, sont convenus de la manière suivante.

I. Comme il est survenu des difficultez au sujet de l'Article 17. dudit Traité de la Barrière, qui regarde la sureté des Frontières, & l'extension des limites de Leurs Hautes Puissances en Flandre, dont il pourroit resulter des inconveniens, qu'on souhaite de part & d'autre de prevenir, on est convenu de substituer le présent Article au lieu dudit Article 17.

Sa Majesté Imperiale & Catholique agrée, & aprouve que pour l'avenir les Limites des Etats Généraux en Flandre, commenceront à la Mer au Nord-Ouest du Fort de St. Paul, à présent démoli, lequel Sa Majesté leur cede avec dix verges de terrain, de quatorze pieds la verge, autour de l'Avant-fossé du côté de l'Ouest, & au Sud: & l'on tirera une ligne droite depuis la Digue, qui est au Sud dudit Fort, marquée par la lettre A. sur la Carte figurative, qui en a été formée & signée de part & d'autre, à travers le Polder nommé Hasegras, jusques à la jonction de la Digue de Crommendyck, marqué B., en allant le long d'un Fossé, qui se trouve à l'Ouest de ladite Digue demolie, & ensuite au Canal nommé Neeuwghedelft, marqué C., lequel on suivra jusques à Neewghedelft Dryhoeck, marqué D., de là les nouvelles limites iront le long d'un Watergang, & Fossé, marquez E., jusques à la ligne marquée F., lesquels Watergang & Fossé demeureront à Sa Majesté: De la lettre F. l'on continuera le long de ladite Ligne jusques au delà du Bureau de Sa Majesté Imperiale & Catholique, marqué G., dans un Angle rentrant de la Digue duquel on traversera le petit Polder sur l'alignement d'un Fossé jusques au coulant d'Eau de l'Ecluse noire, en le continuant sur la pointe d'une Redoute, ou Traverse, qui est sur la Digue; au delà des deux Canaux de Saute & de Soute, marquée H., près du Fort de St. Donas, lequel Sa Majesté Imperiale & Catholique cede en pleine Souveraineté & proprieté aux Etats Généraux, de même que la Souveraineté de tout le terrain situé au Nord de la ligne, marqué ci-dessus, moyennant que les Portes des Ecluses audit Fort, seront & resteront ôtées en tems de Paix, & qu'il sera permis aux Interessez d'en baisser les Seuils au Niveau de celui de l'Ecluse noire, & d'en faire la visite quand ils le trouveront necessaire; afin qu'en tems de Paix l'eau ait toujours son libre coulant à la Mer.

Dudit poste les nouvelles limites retourneront le long du pied exterieur de la Digue, vers le Polder nommé le Bout du Monde, de-là le long de la Digue de Mer, comme il est marqué sur la Carte jusques aux anciennes limites à la coupure d'une Digue, qui ferme la creque de Lapschure, marquée I., & apartiendra à Leurs Hautes Puissances en Souveraineté, le Terrain situé au Nord de cette ligne.

L'on suivra de-là les anciennes limites jusques au Barbara Polder, auquel les nouvelles limites entreront & commenceront au pied de la Digue, en allant le long de ce Polder, & de Lauraine Polder, jusques à la longue Rue, marquée K., en les continuant à la Ligne droite le long de la même Rue, jusques à la Digue, qui va de Bouckhoute au Havre de Bouckhoute, marquée L., & de-là elles entreront dans le Capelle Polder, & continueront en ligne droite, jusques à un Angle rentrant du Gravejansdyck, marqué M., & iront de-là le long de la Digue, jusques au Polder rouge.

Sa Majesté Imperiale & Catholique cede en pleine Souveraineté à Leurs Hautes Puissances les Barbara Polder, Lauraine Polder, Capelle Polder, & le Polder rouge, excepté ce qui est reservé par la ligne marquée ci-dessus, dans les Capelle, & Lauraine Polders, qui restera à Sa Majesté Imperiale & Catholique.

Leurs Hautes Puissances permettent aux Interessez des Ecluses de Bouckhoute, de les remettre où elles ont été ci-devant, & que lesdites Ecluses ayent les coulans d'eau directement à la Mer, comme ils l'avoient avant la derniere Guerre.

Il sera permis à Leurs Hautes Puissances en tems de guerre, lorsque la nécessité de la défense & sureté de leurs Frontieres l'exigera, d'occuper & faire fortifier les postes nécessaires dans le Graafjansdyk & Zydlinsdyk.

A l'égard de la Ville du Zas-de-Gand, les limites seront étendues jusques à la distance de deux tiers de deux mille pas géometriques autour de la Ville, en commençant aux Angles des Bastions, lesquels finiront du côté de Zelsate, sur le point de leurs anciennes limites au bord du Canal du Zas.

Et pour la conservation du bas Escaut, & la communication entre le Brabant & la Flandre des Etats Généraux, Sa Majesté Imperiale & Catholique cede en pleine & entiere Souveraineté, aux Etats Généraux, le Village & Polder de Doel, comme aussi les Polders de Ste. Anne & Ketenisse, bien entendu, que le territoire de Leurs Hautes Puissances ne s'étendra entre les Forts de la Perle, & de Liefkenshoek, qu'à mi-chemin ou à distance égale des deux Forts.

Sa Majesté Imperiale & Catholique remettra, aussitôt que la Barriere sera attaquée, ou la guerre commencée, la garde du Fort de la Perle à Leurs Hautes Puissances, à condition néanmoins, que la guerre venant à cesser, Elles remettront ledit Fort de la Perle à Sa Majesté Imperiale & Catholique, comme aussi les Postes qu'elles auront occupez dans le Graafjansdyck & Zydlingsdyck.

Leurs Hautes Puissances promettent de plus que si à l'occasion de la cession de quelques Ecluses (dont les Habitans de la Flandre Autrichienne conserveront le libre usage en tems de Paix) ils vinssent à souffrir quelque dommage ou préjudice, tant par les Commandans, que par d'autres Officiers militaires, que non seulement les Etats Généraux y remedieront incessamment, mais aussi qu'ils dédommageront les intéressez.

Et puisque par cette nouvelle situation des limites, il faudra changer les Bureaux, pour prevenir les fraudes, à quoi Sa Majesté Imperiale & Catholique, & Leurs Hautes Puissances sont également intéressées, on conviendra des Lieux pour l'établissement desdits Bureaux, & des précautions ulterieures qu'on jugera convenir de prendre.

Il sera de plus stipulé, qu'une juste évaluation sera faite dans le terme de trois mois des revenus, que le Souverain tire des Terres qui se trouveront cedées à Leurs Hautes Puissances par cet Article, comme aussi de ce que le Souverain a profité par le renouvellement des Octrois, sur le pied qu'ils ont été accordez depuis trente ans en deça, à être deduits & defalquez sur le subside annuel de cinq cens mille Ecus, sans que pour cette évaluation on pourra retarder le payement dudit subside. Lesquelles Terres ne pourront être chargées d'impositions, ni d'autres taxes au de-là de ce qu'elles contribuent à présent dans les charges publiques, suivant ladite évaluation qui en sera faite.

La Religion Catholique Romaine sera conservée & maintenue aux Lieux ci-dessus comme à présent, & avec la même liberté d'exercice public, & dans la même étendue qu'on a stipulé cette liberté par l'Article dix-huit du Traité de Barriere.

Les Proprietaires des Terres & autres Biens, situez dans l'étendue desdites cessions, en retiendront la pleine proprieté, & jouissance, avec toutes les Prérogatives & Droits y attachez, nuls reservez, nuls exceptez, & seront de plus les Seigneurs particuliers des mêmes Terres & Biens continuez, & maintenus dans la proprieté & possession paisible des Jurisdictions, qui leur y apartiennent en tous dégrés de Justice, haute, moyenne, & basse, comme les uns & les autres en ont joui jusques à présent.

Le Fort de Rodenhuyse sera rasé, & les differens touchant le Canal de Bruges, seront remis à la décision d'Arbitres neutres, à choisir de part & d'autre, bien entendu que par la cession du Fort de St. Donas, ceux de la Ville de l'Ecluse n'auront pas plus de droit sur ledit Canal qu'avant cette cession.

Au

ANNO 1718.

Au moyen des cessions comprises dans cet Article, Leurs Hautes Puissances se desistent de toutes les autres Terres & Lieux, qui leur ont été cedez, par l'Article 17. du Traité de Barriere, lesquels demeureront comme auparavant sous la Domination de Sa Majesté Imperiale & Catholique.

II. Comme Sa Majesté Imperiale & Catholique a promis par l'Article 19. du Traité de la Barriere, de faire payer annuellement à Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies la somme de cinq cens mille Ecus, faisant un million deux cens cinquante mille florins de Hollande, aux termes marquez par ledit Traité, en consideration des grands frais & dépenses extraordinaires, auxquelles les Seigneurs Etats Généraux sont indispensablement obligez, tant pour entretenir le grand nombre de Troupes qu'ils se sont engagez par ledit Traité, de tenir dans les Villes & Places de la Barriere, que pour subvenir aux grosses charges, absolument nécessaires pour l'entretien & reparation des Fortifications desdites Places, & pour les pourvoir de Munitions de guerre & de bouche.

Et Sa Majesté voulant que sa promesse soit executée ponctuellement selon la teneur dudit Article 19., ayant pour cet effet fait connoitre à Leurs Hautes Puissances les difficultez, & les inconveniens qui pourroient se rencontrer dans l'exécution dudit Article, comme aussi de l'Article separé dudit Traité, par raport aux assignations données sur les subsides des Provinces de Brabant & de Flandres, & les Quartiers, Districts, & Châtelenies y énoncées, pour la somme de 640000. florins de Hollande.

Sa Majesté Imperiale & Catholique, & les Seigneurs Etats Généraux, sont convenus d'une autre forme de repartition, & d'une autre Hypotheque speciale, qui sera surrogée à la place des susdites Hypotheques, & assignations, sur le subside des Provinces de Brabant & de Flandres, par dessus l'Hypotheque générale sur tous les revenus des Païs-bas Autrichiens, stipulé par ledit Traité.

Sçavoir, que Sa Majesté Imperiale & Catholique pour assurer & faciliter d'autant plus le payement dudit subside de cinq cens mille Ecus, ou un million deux cens cinquante mille florins monnoye de Hollande par an, assigne une somme de sept cens mille florins de Hollande, ou deux cens quatre-vingt mille Ecus, au lieu de celle de six cens dix mille Florins, repartie sur les Païs, les Villes & Châtelenies, & Dependances retrocedées par la France, dont les revenus consistent dans les aides, & subsides desdites Villes & Chatelenies, les moyens courans communement apellez les Droits des quatre Membres de Flandres, & autres Droits Dominiaux, les quatre Patars par Bonnier, & autres Impositions pour les Fortifications; le Rachat des Cantines Militaires, les émolumens, Ustenciles, & autres gratifications, qui se payoient du tems que lesdites Villes & Châtelenies étoient au pouvoir de la France, aux Intendans, Gouverneurs & autres Officiers de l'Etat Major des Places; Et généralement tous les Droits & Impositions, dont Leurs Hautes Puissances ont joui jusques à présent en tout, ou en partie, sans exception quelconque.

A condition qu'on n'y pourra faire aucune diminution, ni changement, qui puisse porter du préjudice à ladite Hypotheque.

L'adjudication de la ferme desdits Droits des quatre Membres de Flandres, se fera en public, & aux plus offrans, bien entendu, qu'en cas d'insolvabilité des Fermiers & de leurs cautions, Sa Majesté Imperiale & Catholique y supléera des autres branches & revenus des Villes & Chatelenies susmentionnées, ou de ses revenus Dominiaux dans les autres Païs bas Autrichiens, ce qui pourroit manquer par là, à la somme de sept cens mille Florins par an.

Et lorsqu'il s'agira de quelque moderation par laquelle les revenus de ladite Ferme, ou des Aides, & autres Droits & Impositions, ci-dessus spécifiées, seroient hors d'état de produire la somme entiére de sept cens mille Florins, on ne pourra l'accorder qu'après qu'on aura pourvû à cette moderation par quelque autre moyen suffisant, à leur contentement.

Assigne & affecte Sa Majesté Imperiale & Catholique, les cinq cens cinquante mille Florins de Hollande, ou deux cens vingt mille Ecus restans sur tous les revenus des Bureaux susmentionnez des Droits d'entrée & de sortie des Païs-bas Autrichiens, qui ne sont engagez que subsidiairement à Leurs Hautes Puissances pour des levées d'argent, faites par Elles en plusieurs rencontres, ou pour des rentes constituées dans le Païs, & autres pareilles charges fixes.

Sçavoir les Bureaux de Bruxelles, de Burgerhout, de Tirlemont, de Charleroi, de Mons, d'Ath, de Beaumont, de Courtray, d'Ypres, de Tournay, de Nieuport, de la Province de Luxembourg, & de celle de Malines, lesquels tous ensemble, & chacun en particulier, serviront d'Hypotheque speciale, pour ladite somme de cinq cens cinquante mille Florins de Hollande.

Et pour plus grande sureté du payement de ladite somme, engage Sa Majesté sur le pied d'un fonds subsidiaire & supletoire la somme de deux cens cinquante mille Florins de Hollande par an, du premier & du plus clair revenu des Droits d'entrée & de sortie de Gand, Bruges & Ostende, promettant de les faire décharger entierement dans cinq années, de ce qui reste à payer pour le rembourssement & intérêts d'un million quarante mille six cens Florins, qui ont été levez en 1710. sur ces trois Bureaux.

Promet aussi Sa Majesté, qu'on ne fera aucun changement dans les Droits d'entrée & de sortie, qui pourront en diminuer le revenu au préjudice de l'Hypotheque.

Et si Sa Majesté dans la suite du tems jugeoit nécessaire de faire quelque changement à la levée desdits Droits, par lequel ils seroient diminuez, on ne pourra établir ce changement qu'après qu'on aura assigné un fonds suffisant pour supléer à cette diminution

Ordonne Sa Majesté Imperiale & Catholique dès à présent, & par cette Convention au Receveur Général des Finances de Sa Majesté, & à celui qui sera établi en chef pour les susdits Païs retrocedez, qu'en vertu de la présente, & sur une Copie d'icelle, ils ayent à payer de trois en trois mois, à commencer au premier de ce mois de Decembre de l'année mille sept cens dix-huit au Receveur Général des Etats Généraux, sçavoir celui desdits Païs retrocedez en telles especes d'argent, ou telle monnoye qu'on reçoit aux Bureaux, & à la recette générale de Sa Majesté, un juste quartal de la somme de deux cens quatre-vingt mille Ecus, ou de sept cens mille Florins de Hollande, & le Receveur Général des Finances de Sa Majesté dans la Ville d'Anvers, aussi un juste quartal de la somme restante de cinq cens cinquante mille Florins, ou 200. vingt mille Ecus, sans attendre autre ordre ou d'assignation, la présente leur devant servir d'ordre ou d'assignation dès à présent & pour lors, & lesdits payemens leur seront passez en compte à la charge de Sa Majesté Imperiale & Catholique, comme s'ils les avoient fait à Elle-même.

Quant aux arrerages dudit subside de cinq cens mille Ecus, ou un million deux cens cinquante mille Florins de Hollande par an, échus depuis le 15. du mois de Novembre 1715., jour de la signature du Traité de la Barriere, jusqu'au dernier du mois de Novembre passé, on est convenu, pour éviter toute discussion touchant le raport pendant ledit terme, des revenus des Villes & Châtelenies retrocedées par la France, qui n'ont pas excedé trois cens mille Ecus par an, toutes charges deduites, comme Leurs Hautes Puissances l'ont fait voir par les Etats qu'Elles en ont fait dresser & communiquer, & qui ont été examinez par un des Commis des Finances de Sa Majesté Imperiale & Catholique. Et pour finir de même les contestations survenuës à cause de l'inexecution de quelques Articles dudit Traité au sujet du payement desdits arrerages, depuis le 15. de Novembre 1715., jusques au premier de Janvier 1718., que de la part des Etats Généraux on a fait monter au delà de quatre cens mille Ecus, Leurs Hautes Puissances se contenteront pour tous ces arrerages depuis le 15. de Novembre 1715., jusqu'au dit premier Janvier 1718. de deux cens mille Ecus, ou de cinq cens mille Florins de Hollande, payables par vingt mille Ecus par an, jusques à l'extinction de cette somme totale, pourvu que le subside entier leur soit payé, depuis le commencement de la présente année de la manière suivante.

Sçavoir que les arrerages des huit premiers mois de la présente année, faisant la somme de 333333.

ANNO 1718.

Florins 6. Sols 8. Deniers de Hollande, seront payez de la même manière, par portions de 20000. Ecus par an, comme dit est, immediatement après les payemens desdits arrerages des années précédentes.

Pous sureté du payement des uns & des autres, Sa Majesté Imperiale & Catholique engage & affecte, pas forme d'Hypotheque speciale, les Droiss d'entrée, & de sortie des Bureaux de Gand, Bruges & Ostende, pas dessus & sans préjudice de l'engagement subsidiaire desdits Bureaux pour la somme de 250000. Florins de Hollande par an, stipulée par la présente Convention.

Pour plus grande sureté de quoi les Administrateurs Généraux des Droits d'entrée & de sortie, se chargeront par l'Acte de soumission qu'ils passeront pour le payement annuel de cinq cens cinquante mille Florins de Hollande, pendant les six années de leur Administsation, de celui des six premieres portions ou termes desdits arrerages : & après l'expiration du tems de leur contract ou recette, le seste sera payé par quartal, par les nouveaux Administrateurs, ou par ceux qui auront alors la regie & recette desdits Droits à Gand, Bruges & Ostende, de la manière & sous les engagemens, stipulez pour l'assurance du payement des cinq cens cinquante mille Florins.

Les surplus, ou les tsois mois restans des arrerages de la présente année, faisant la somme de cent vingt-cinq mille Flosins de Hollande, sera payé en mille sept cens vingt, Sa Majesté Impesiale & Catholique affectant specialement à ce payement le sevenu des Villes & Châtelenies retrocedées pas la France, par dessus & sans préjudice de l'affection des sept cens mille Florins par an, faite par cette Convention.

Leurs Hautes Puissances jouïront des sevenus des Païs retrocedez, jusques au dernies du mois de Novembre passé, & Elles pourront proceder par voye d'exécution au recouvrement des arserages des revenus desdites Villes & Châtelenies, échus & à échoir, jusques au dernier du mois de Novembre passé, & se servir pous cet effet des mêmes moyens d'execution contre les Etats (à la seserve des Ecclesiastiques) Magistrats, Villes & Châtelenies, Fermiess & autres, qu'elles ont stipulez pour le recouvrement des sept cens mille Florins pas an, assignez sur lesdits revenus, & se poursont servis aussi des mêmes moyens à l'égard des cent vingt cinq mille Florins, qui leur sont assignez conformement à l'Article précédent.

Et comme Sa Majesté a donné ses Droits d'entrée & de sortie en Administration & direction, avec obligation aux Administrateurs Généraux, ou Directeurs desdits Droits, de payer annuellement une somme fixe, au plus grand profit des Finances de Sa Majesté, les Administrateurs Génésaux, ou Directeurs des susdits Dsoits passeront un Acte, pas lequel ils s'obligeront, sous condamnation volontaire, laquelle sera decretée par le grand Conseil de Malines, & par ceux de Brabant & de Flandre, de payer de trois en trois mois, pendant le tems de leur Administration, ledit quartal de la somme de cinq cens cinquante mille Florins de Hollande, au Receveur Général des Provinces-Unies, ou à ses osdres, comme dit est, & le présent Article suffira, pour la décharge desdits Administrateurs, ou Directeurs, avec la Quitance dudit Receveus Général des Psovinces-Unies.

Lesdits Administrateurs Généraux, ou Directeurs, s'obligeront par le même Acte de rembourser dans cinq années en payemens égaux, ce qui reste à payer aux Etats Généraux en remboursement des susdits un million quarante mille six cens vingt cinq Florins, levez en mille sept cens dix, sur les Buseaux de Gand, Bruges & Ostende, avec les interêts qui écheront chaque année, afin qu'au bout de cinq ans ces Bureaux soient entierement déchargez de ladite levée.

Et au défaut du payement de la maniere reglée ci-dessus, tant des sommes du subside de cinq cens mille Ecus, ou un million deux cens cinquante mille Florins, monnoye de Hollande, que dudit remboursement, pourront les Seigneurs Etats Généraux proceder aux moyens de contrainte & d'execution, même par voye de fait, contre le Receveus Général des Finances de Sa Majesté, & contre celui des Païs setrocedez, qui seront l'un & l'autre responsables, & pourront être executez pour les Receveurs particuliers & subalternes, des fonds assignez dans leurs départemens, s'ils venoient tant les susdits premiers, que les autres à détousner quelque chose de leur recette générale, ou particuliere, au préjudice de ce qui est porté par la presente Convention ; bien entendu, que cet Article n'aura lieu contse le Receveur Général des Finances, qu'en cas de regie des Droits d'entrée & de sostie.

Sa Majesté accorde le même Droit d'execution tant contre les Bureaux engagez ci-dessus par Hypotheque speciale, que contre les Bureaux engagez subsidiairement au défaut des premiers, & contre les fonds même dudit Païs setrocedé, comme aussi contre les Etats, excepté contse les Ecclesiastiques, & contre les Magistrats des Villes & Chatelenies dudit Païs retrocedé, s'ils venoient à faire difficulté, ou à poster de trop longs délais, à repartir & fournir les Impositions qu'ils doivent à Sa Majesté Imperiale & Catholique.

Et cette exécution contre lesdits Etats, excepté les Ecclesiastiques, & contse lesdits Magistrats, se fera au nom, & de la part de Sa Majesté, & de la manière accoutumée, Sa Majesté autosisant à cet effet les Gouverneurs des Places de la Barriere, qui lui ont prêté serment, & y soumettant lesdits Etats, excepté les Ecclesiastiques, & lesdits Magistrats, en vertu de la présente Convention, aussi bien que lesdits fonds, comme y étoient soumis ceux qui étoient hypothequez specialement, & assignés pous les sommes respectives du susdit subside, par les Articles 19. & sepasé du Tsaité de la Barriere.

Les Officiers de Justice à qui il apastiendra ; seront obligez de donnes l'assistance nécessaire de leur office, lors que ceux, qui seront Posteurs des condamnations volontaires, qui seront décrétées & expediées en faveur de Leurs Hautes Puissances contre les Administrateurs des Droits d'entrée & de sortie de Sa Majesté, de même qu'à la charge de leurs associez, auront recours à eux, afin de proceder à l'execution desdites condamnations volontaires, suivant l'usage reçu aux Tribunaux, où elles auront été expediées, de la même manière qu'on est accoutumé d'y exécuter les Sentences, que les Natifs, & autres Habitans des Païs-Bas Autrichiens y obtiennent. Et quant aux Etats des Païs-Bas setrocedez (à la reserve des Ecclesiastiques) Magistrats, Bureaux, & fonds, on pourra les exécuter de la manière qu'on en est convenu pas le Traité de Barriere.

Et finalement outre l'Ordre que Sa Majesté donnera au Gouvernement Général des Païs-Bas Autrichiens, la présente Convention servira d'Ordre & d'Instruction speciale & Issevocable, pour lui & ses Successeuss à venir, en vertu de laquelle ils seront obligez d'executer, & de faise executer, ce qui est porté par la présente Convention, avec défense expresse de ne divertir, ni permettre, que par le Conseil d'Etat & des Finances, le Directeus Général des Finances, ou tel autre que ce puisse être, soit divestie aucune somme des sevenus susmentionnez, desdites Villes & Châtelenies, ni de ladite Administration, regie & recette des Droits d'entrée & de sortie, pour quelque besoin, que ce puisse être, même le plus essentiel, & le plus pressant du service, si ce n'est de ce qui restera après le payement des susdits quartaux, lequel payement ne pousra être setardé, moins refusé, sous prétexte des compensations, liquidations, ou autres prétensions, de quelque nom ou nature qu'elles puissent être ; au moyen de quoi Leurs Hautes Puissances les Etats Généraux renoncent, & se départent entiérement en vertu de la présente Convention, de toute action & Hypotheque, qui avoient été stipulées par les Articles dix-[illegible]viéme, & séparé du Tsaité de Barriere, à la chasge des Provinces de Brabant & de Flandres, leurs Départemens, Châtelenies, les sept Quartiers d'Anvers, & contre les Etats & Receveurs desdites Provinces.

III. Le payement des intérêts des sommes levées sus le revenu des Postes aux Païs-Bas Autrichiens, étant fort en arrière, Sa Majesté Impesiale & Catholique promet & s'engage, d'y remedier, en faisant le plûtôt qu'il sera possible, le rembousement entier de ce qui est dû des Intérêts & du Capital : & en attendant que cela soit executé, Sa Majesté Imperiale & Catholique donnera des ordres très-précis, pour que le sevenu des Postes soit employé, conformement aux O-

bligu-

ANNO 1718. bligations, & qu'il n'en soit rien détourné au préjudice de leur contenu.

IV. Les Seigneurs Etats Généraux ayant fait des avances considerables pour le payement des intérêts des levées d'argent, spécifiées au Traité de la Barrière, il a été convenu & accordé, que la somme de sept cens cinq mille onze Florins, dix-huit Sols, dix deniers, que Sa Majesté Catholique doit à Leurs Hautes Puissances suivant la Liquidation, arrêtée ce jourd'hui 22. Decembre 1718., sera remboursée en portions égales de vingt mille Ecus, ou cinquante mille Florins de Hollande, par an, à commencer immédiatement après les six ans de la présente Administration générale, des Droits d'entrée & de sortie, Sa Majesté Imperiale & Catholique engageant lesdits Droits en Flandre, tels qu'on les leve à présent, & qu'on continuera de les lever après la fin de ladite Administration générale, pour le remboursement de ladite somme de sept cens cinq mille onze Florins, dix-huit Sols, dis deniers, par forme d'Hypotheque spéciale: & en attendant & jusqu'au remboursement effectif, elle fera payer les intérêts, à raison de deux & demi pour cent par an de ladite somme, ou de la partie qui n'en aura pas été remboursée.

Pour faciliter le payement desdits intérêts de deux & demi pour cent par an, Leurs Hautes Puissances consentent, qu'ils soient pris sur le doubla canon par an des huit cens mille Florins, levez sur les revenus de la Province de Namur, & subsidiairement sur ceux de la Mairie, & de la Province de Luxembourg, à condition, que ledit double Canon sera continué à proportion du tems, que le remboursement desdits huit cens mille Florins, sera retardé par cette diminution.

V. Pour terminer les differens, touchant l'Artillerie & les Magasins de guerre, & specialement touchant la proprieté de ceux de Venlo, St. Michel & Stevenswaart, Places cedées aux Etats Généraux par le Traité de Barrière; Sa Majesté Imperiale & Catholique renonce à cette Artillerie & ces Magasins, moyennant que Leurs Hautes Puissances se désistent, comme Elles font par la présente Convention, du payement qui leur est dû: en vertu de l'Acte passé à Anvers le trentième du mois de Janvier mille sept cens seize, par le Sieur Comte de Koenigsegg, Plenipotentiaire de Sa Majesté Imperiale & Catholique, des Poudres, Plomb, & quelques autres Munitions de guerre; que les Commissaires de Sa Majesté Imperiale & Catholique ont prises pour son compte, conformement audit Acte, & aux Listes, signées par lesdits Commissaires, dont la valeur est au de-là de cent mille Florins; au reste Sa Majesté Imperiale & Catholique ne prétend rien à titre des Poudres, & autres Munitions qui furent trouvées, apartenantes à la France, à la reduction d'Anvers, Malines, Gand, & autres Places des Pais-Bas Autrichiens.

VI. Les Etats Généraux remettront incessamment après l'échange des Ratifications de la présente Convention, à Sa Majesté Imperiale & Catholique, la possession, & jouissance de toutes les Villes, Châtelenies, Districts & Départemens retrocedez par la France; suivant la teneur du premier Article du Traité de Barrière. Et Sa Majesté Imperiale & Catholique remettra pareillement incessamment après ledit échange des Ratifications, à Leurs Hautes Puissances la possession du Terrain & des Polders qu'Elle leur a cedez en Flandre par l'Article premier de cette Convention.

VII. Au reste le Traité de Barrière, & l'Article separé du quinzième de Novembre mille sept cens quinze, seront confirmez, comme ils sont confirmez par ces présentes, en tout & en chacun de leurs Articles de cette Convention.

VIII. Comme pour plus grande sureté & execution du Traité de la Barrière, Sa Majesté Britannique a confirmé & garanti ledit Traité, ainsi Sadite Majesté promet, & s'engage de même, de confirmer & de garantir la presente Convention, comme elle la confirme & garantit par cet Article.

IX. Le present Traité sera ratifié & aprouvé par Sa Majesté Imperiale & Catholique, par Sa Majesté Britannique, & par les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, & les Lettres de Ratification seront délivrées dans le terme de six semaines, ou plutôt si faire se peut, à compter du jour de la signature. ANNO 1718.

En foi de quoi nous Ambassadeurs & Plenipotentiaires de Sa Majesté Imperiale & Catholique, & de Sa Majesté Britannique, & Deputez & Plenipotentiaires des Seigneurs Etats Généraux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs, avons esdits noms, signé ces présentes de nos seings ordinaires, & à icelles fait aposer les Cachets de nos Armes. Fait à la Haye le vingt-deuxième Decembre mille sept cens dix-huit.

Signé,

LE M. DE PRIE'. (L.S.) CADOGAN. (L.S.) J. B. v. WYNBERGEN. (L.S.)

(L.S.) W. VANDER DOES.

(L.S.) A. HEINSIUS.

(L.S.) G. G. TAETS VAN AMERONGEN.

(L.S.) D. D. KEMPENAER.

(L.S.) EVERHARD ROUSE.

(L.S.) E. TAMMINGA.

CCVIII.

Declaration de Guerre du Roi de la GRANDE-BRETAGNE, *contre le Roi d'*ESPAGNE. *Donnée le 27. Decembre 1718. & publiée le 28.* 27. Dec.

GEORGE ROI.

COMME Nous étions engagez par divers Traitez, de maintenir la Neutralité d'Italie, & de défendre nôtre bon Frére, l'Empereur d'Allemagne, dans la possession des Royaumes, Provinces, & Droits, dont il jouissoit en Europe; & que Nous souhaitions très-ardemment, d'établir la Paix & la Tranquillité de la Chrétienté, sur les fondemens les plus justes & les plus durables qu'il Nous étoit possible: Nous avons pour cet effet communiqué de tems en tems nos pensées & intentions pacifiques au Roi d'Espagne, par ses Ministres; & Nous avions conçû l'esperance, qu'elles auroient eu son approbation. Et comme ledit Roi d'Espagne avoit envahi par des hostilitez & d'une maniére injuste, l'Isle & Royaume de *Sardaigne*, nous lui fimes faire des Représentations les plus amiables à ce sujet; mais Nous trouvant obligez de maintenir & de renforcer nos instances par un Armement naval, Nous envoyâmes l'Eté dernier nôtre Flote dans la *Méditerranée*, avec une pleine & sincére intention, de nous servir de sa présence dans cette Mer, pour appuyer les Négociations de Paix, afin de reconcilier les Parties qui étoient en Guerre, & prévenir par ce moyen les diverses calamitez qui doivent s'en ensuivre.

Et comme aussi, pour témoigner nos très-sincéres intentions pour la Paix, Nous envoyâmes à *Madrid* nôtre très-fidelle & bien-aimé Cousin & Conseiller, Jaques Comte Stanhope, un de nos principaux Secrétaires d'Etat, avec un Plein-pouvoir & des Instructions, pour y offrir nos efforts les plus officieux & sincéres, afin de rétablir le Repos de l'Europe, & cultiver & augmenter l'amitié dudit Roi d'Espagne. Et comme malgré toutes les instances que Nous ayons pû faire, & toutes les marques d'amitié & d'affection que Nous ayons pû donner dans cette occasion, nôtre dit Plenipotentiaire revint sans la moindre espérance d'aucune disposition pacifique dans ladite Cour d'Espagne; & nôtre Amiral dans la *Méditerranée* ne trouvant aussi aucun penchant vers des mesures amiables, fut obligé d'assister & de proteger par sa force les Etats de l'Empereur, qui étoient dans un danger éminent, par l'invasion du Royaume de *Sicile*, & par les Flotes & les Armées considérables que ledit Roi d'Espagne avoit dans ces Quartiers-là.

Et comme après tous nos efforts, Nous avons trouvé que ledit Roi d'Espagne, bien loin de vouloir écouter des Propositions d'amitié & d'accommodement, avoit non-seulement saisi les personnes & les effets de nos Sujets, résidans dans ses Etats, contre la véritable teneur & intention des Traitez solemnels

ANNO 1718. entre Nous; mais qu'il a aussi donné des ordres à ses Sujets d'armer contre Nous, & contre nos Sujets, de les attaquer, les saisir & les détruire, de même que leurs Biens, leurs Vaisseaux, & leurs Effets, dans quelque endroit qu'ils puissent les rencontrer. Et comme cette conduite violente & non méritée Nous a mis dans la nécessité de pourvoir au bien & à la sûreté de nos Royaumes, & de tous nos chers Sujets, qui peuvent être exposez aux dangers de ces Hostilitez, sans être autorisez de repousser la force; Nous avons été obligez avec regret, de rappeller tout ce qui s'est fait de contraire à l'amitié & qui ne se peut justifier, contre Nous & contre nos Sujets, depuis presque nôtre avenement au Trône de ces Royaumes.

On n'auroit jamais fini, si l'on vouloit rapporter les plaintes de nos Sujets, touchant les infractions des Traitez, la violation de Privileges anciens & établis, & les injustes oppositions faites à leur Commerce accoûtumé; sur quoi nos Ministres à la Cour d'Espagne y ont de tems en tems donné des Mémoires & des Représentations: Mais malgré leurs instances reiterées & très-pressantes, ils n'ont presque jamais pû obtenir le moindre redressement de la Cour d'Espagne, qui par-là a rendu inefficaces les avantages, que Nous esperions d'avoir procuré à nos bons Sujets par des Traitez & des Conventions.

Et de plus, comme il Nous paroit par la conduite du Roi d'Espagne, & sur tout, suivant que nous le concevons, à l'instigation & par les pernicieus conseils de son premier Ministre, par les avis duquel le véritable intérêt de l'Espagne semble être entiérement sacrifié, & les Sujets de ce Païs-là sont non-seulement négligez, mais aussi opprimez; que ledit Roi, sous couleur de balancer le pouvoir de l'Empereur, & d'assurer la liberté des Princes d'Italie, a levé des Armées considérables, équipé un grand nombre de Vaisseaux de guerre, & fait des préparatifs extraordinaires tant par Mer que par Terre; ce qui ne tendoit qu'à l'éxécution de dangereux desseins, pour enfreindre les Traitez d'*Utrecht* & de *Bade*, sur lesquels la Paix de l'Europe étoit fondée, & pour unir sur une même Tête, lors-que l'occasion s'en présenteroit, les Couronnes de France & d'Espagne, dont la séparation a déja coûté tant de sang & de Tresors, & ce que dans tous les tems à venir, on doit songer à prévenir avec toute l'attention possible, & s'y opposer par tous les moyens que Dieu a mis entre les mains des Princes & Etats voisins, intéressez dans ce fatal évenement.

Nous passons sous silence les encouragemens qu'on a donnez au *Prétendant* à nôtre Couronne, & à ses Adherens, les efforts qu'on a faits pour exciter d'autres Princes contre Nous, avec les fréquentes menaces dont on s'est servi, & qui ne conviennent nullement à la Dignité des Têtes couronnées. Cependant, Nous étions prêts & disposez de passer par dessus toutes ces choses, & plusieurs autres insultes & affronts, si Nous avions pû trouver dans ladite Cour d'Espagne, la moindre disposition à entretenir une amitié bonne & raisonnable. Mais comme tous ces Procedez ont enfin abouti à des hostilitez ouvertes, & que ni l'interposition de nôtre bon Frere le Roi Très-Chrétien, ni aucun autre moyen qu'on ait employé, n'a pû Nous procurer, ni à nos Alliez, ni à nos Sujets, aucun juste redressement, ni aucune satisfaction; Nous n'avons pû démeurer plus longtems dans l'inaction, & voir nôtre Honneur maltraité, nos bons Amis & Alliez injustement envahis, nos Sujets attaquez & dépouillez, leur Commerce défendu, & tout le préjudice qu'on a pû leur faire, sans en témoigner nôtre ressentiment de la maniere dont Nous le devons, & en prenant les Armes pour nôtre juste defense, & pour Nous faire Justice à Nous-mêmes, à nos Alliez & à nos Sujets, contre les violentes entreprises dudit Roi d'Espagne. ANNO 1718.

A ces Causes mettant notre plus grande confiance dans le secours de Dieu Tout-Puissant, qui connoit les intentions bonnes & pacifiques que nous avons toûjours euës, Nous avons trouvé à propos de déclarer la Guerre audit Roi d'Espagne, & effectivement la lui déclarons par ces présentes. Et Nous voulons, en consequence de cette Déclaration, poursuivre vigoureusement ladite Guerre, conjointement avec nos Alliez; étant assûrez du prompt secours de tous nos chers Sujets, dans une Cause qui interesse si fort l'honneur de nôtre Couronne, le maintien des Traitez solemnels & des Engagemens, & la conservation des Droits & des Avantages de nos Sujets. Et Nous voulons par ces présentes, & requerons le Général de nos Forces, les Commissaires qui exercent la Charge de Grand Amiral, nos Lieutenans des diverses Provinces, les Gouverneurs de nos Places & Forteresses, & tous autres Officiers & Soldats sous leur commandement, par Mer & par Terre, de faire & d'éxécuter tous Actes d'hostilitez dans la poursuite de cette Guerre contre ledit Roi d'Espagne, ses Vassaus & ses Sujets, de s'opposer à leurs entreprises. Et nous défendons à tous nos Sujets, & avertissons toutes autres personnes, de quelque Nation qu'elles soient, de ne point transporter des Gens de guerre, des armes, de la poudre, des munitions, ou autres effets de Contrebande, dans aucun Etat, Païs, ou Colonie dudit Roi d'Espagne; déclarant que quelque Vaisseau que ce soit, qui sera trouvé transportant des Gens de guerre, des armes, de la poudre, des munisions, ou autres effets de Contrebande, dans aucun Etat, Païs ou Colonie dudit Roi d'Espagne, s'il est pris, il sera condamné comme de bonne prise. Et comme il y a divers Sujets du Roi d'Espagne qui restent dans nos Royaumes, malgré le traitement que plusieurs de nos Sujets ont reçû dans ce Royaume-là, Nous déclarons par ces présentes, que nôtre Intention Royale est, que tous les Sujets d'Espagne, qui se comporteront fidellement envers Nous, soient assûrez dans leurs personnes & dans leurs biens. Donné dans nôtre Cour à *St. James* le 27. Decembre 1718., l'an 5me de nôtre Régne.

VIVE LE ROI.

FIN DE LA I. PARTIE DU TOME VIII.

